P
Fr.Lit.
R
c.1
ROBA

REVUE BLEUE

11

SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'IMPRIMERIE ET DE PUBLICITÉ
IMP. DE LA REVUE BLEUE ET DE LA REVUE SCIENTIFIQUE
.. .. PARIS, 15, rue du Laos (XVe); ANGERS, 4, rue Garnier .. ..

Fr. Lit.
R

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

EUGÈNE YUNG · FONDATEUR · 1863 PAUL FLAT · DIRECTEUR · 1908-1918

DIRECTEUR PAUL GAULTIER

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY

62e ANNÉE

Du 1er Janvier au 31 Décembre 1924

197242
9.7.25

PARIS

BUREAUX DE LA *REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE (REVUE BLEUE)*
ET DE LA *REVUE SCIENTIFIQUE*

286, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 286

1924

Digitized by the Internet Archive
in 2010

http://www.archive.org/details/revuebleuepolit62pari

REVUE
POLITIQUE·ET·LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

EUGÈNE YUNG·FONDATEUR·1863 PAUL FLAT·DIRECTEUR·1908-1918
DIRECTEUR PAUL GAULTIER

N° 1 62e ANNÉE 5 JANVIER 1924

L'EMPIRE BRITANNIQUE TRAVAILLISTE

Même francophiles et connaissant bien les Indes, beaucoup d'Anglais admirent sincèrement le Général Smuts, dont les agissements inquiètent au contraire l'esprit critique français. Nous ne pouvons pas croire que les vexations infligées aux immigrants hindous soient profitables à la domination britannique, ni supposer qu'en s'employant à Londres contre la France, l'ancien chef Boer, devenu représentant de l'Afrique du Sud, ait rendu service à la cause anglaise.

Ces divergences de vues profondes, dans une question très simple, nous interdisent l'exportation en Angleterre de nos jugements sur l'Empire Britannique travailliste. Nos alliés ne nous demandent pas notre manière de voir. — Ce n'est pas une raison pour nous abstenir de considérer, dans le cadre de notre intérêt particulier, l'avenir possible de la puissance impériale anglaise, sous le régime anti-impérial du Labour Party.

Que vont devenir l'Egypte, l'Afrique Orientale, les Royaumes Arabes, et l'Inde, aux mains des adversaires déclarés de l'impérialisme et de ses méthodes ? Au lendemain de l'armistice, des bataillons anglais, concentrés dans un port de la Manche, refusèrent pendant plusieurs jours de s'embarquer, en protestant contre les guerres coloniales, aux applaudissements du Travaillisme.

Personne en France ne supposerait que M. Ramsay Macdonald puisse souhaiter la destruction de l'Empire de son pays. Mais son entourage deviendra-t-il fasciste, ou restera-t-il marxiste, anti-colonial ? Les Communistes anglais ont fait état publiquement de leurs attaches soviétiques, et le Socialisme international anglais de ses rapports avec le Socialisme allemand. Les seules alliances étrangères du Travaillisme sont en Russie et en Allemagne, où la destruction de l'Empire Britannique figure au premier rang des programmes nationaux. Nous avons vu M. St. Baldwin se prononcer pour l'Entente, et garder lord Curzon. Que seront les collaborateurs de M. Ramsay Macdonald, membre sans indépendance d'un parti exalté ?

Les Dominions, provinces anglaises lointaines, échappent au débat par la nationalité de leur peuplement ; ils sont attachés à la métropole par la race. C'est l'inverse pour les contrées où la domination anglaise régit 400 millions d'indigènes. Les *Natives* sont des sujets, dont les intérêts, dissemblables d'un bloc à l'autre, ne sont nulle part anglais.

* * *

Un écrivain anglais, d'autorité reconnue, spécialiste des affaires d'Orient, et pendant quelques années directeur politique d'un grand journal, résumait en quelques mots, l'année dernière, son opinion sur la situation aux Indes : — « Le sentiment de notre mission civilisatrice, disait-il, s'est manifesté par un effort éducatif qui fait le plus grand honneur aux traditions libérales de l'Angleterre. Nous avons promis que les Hindous d'éducation européenne seraient nos égaux. Devenus très nombreux, ils nous somment de tenir notre promesse. Mais si nous la tenons, nous perdons la caste ; et si nous perdons

la caste nous perdons les Indes. » — Quand l'Angleterre s'est installée aux Indes, ses grands administrateurs ont rapidement compris le rôle de la Caste dans la structure hindoue. Au-dessus des foules, castes méprisées, les castes supérieures détiennent toute l'autorité sociale. Mais la caste se perd en s'élargissant. Pénétrée de cette notion, la politique britannique s'est attachée à faire de la caste anglaise la caste suprême. Elle a réussi. Pour gouverner l'Inde et ses 300 millions d'habitants avec des effectifs civils et militaires insignifiants, les Anglais n'ont eu qu'à maintenir orgueilleusement leur caste au-dessus de toutes les autres.

Aujourd'hui, l'Inde entière a des journaux indigènes de langue anglaise, dont les lecteurs hindous ont été habitués dans leur enfance à admirer l'esprit libéral anglais. Hommes, ils constatent que, dans le même service, deux fonctionnaires de même rang et de même valeur, l'un anglais et l'autre hindou, touchent, le premier 10.000 roupies et le second 2.000. De même, en justice, deux poids et deux mesures. Dans le commerce, les barèmes d'impôts protègent l'Anglais contre l'Hindou. Partout, le Native se heurte à la Caste, jusqu'en Europe. Un jeune Hindou, de bonnes manières, ayant promené en automobile, près de Cannes, une famille anglaise des Indes, se permit un soir de solliciter une valse ; il se vit répondre comme en Amérique pour un nègre.

On déporte aux îles Andaman Savarkar, le grand Michelet de l'Inde ; on arrête Gandhi ; quiconque pense, parle, et se laisse prendre, subit la loi de la Caste anglaise. C'est la politique impériale de la domination des masses par une élite : régime cruel, mais nécessaire si l'Angleterre ne se résigne pas à perdre l'Inde ou à décupler ses dépenses de souveraineté.

Que fera le Travaillisme, admirateur dévoué des Martyrs de l'Inde ? Parmi ses plus fermes adeptes, il compte un Hindou proscrit et condamné à mort : poète, et écrivain de grand talent, marié avec une Irlandaise, et qui, pour traduire Mickiewicz en hindoustani, vécut en Pologne, d'où il revint bolcheviste. Qu'en fera M. Ramsay Macdonald, qui le connaît certainement, et l'admire ? Un citoyen libre, de l'Inde aux Hindous ? Ce sera la caste anglaise détruite, dans un empire britannique impuissant.

Savarkar, Gandhi et les autres, resteront-ils au contraire au bagne ou en prison ? Les Travaillistes au pouvoir seront-ils publiquement parjures ? Le résultat sera presque le même, à cause de la Caste : elle n'existe, elle ne peut exister que par les traditions imperturbables de cette aristocratie administrative, dont Rudyard Kipling a blagué les médiocrités individuelles, en admirant sa tenue sociale. S'imagine-t-on l'Agha Khan des grands clubs de Londres, les Maharadja, les Maharanee, acceptant des Compagnons communistes les condescendances qui flattent chez les grands seigneurs anglais ? Peut-être les basses castes se rallieront-elles d'abord à l'administration travailliste. Les Hindous de bonne caste lui tourneront le dos, et c'est avec eux qu'en fin de compte marchera la foule, adoratrice des vaches sacrées ou des héros chyytes.

Une autre menace ne dépend pas des Travaillistes : celle du nationalisme soviétique. Pendant que M. Lloyd George manifestait à Gênes une sympathie débordante pour les Soviets, la Russie commençait à monter son offensive d'Asie, de compte à demi avec l'Allemagne. Une fois de plus, l'Empire se prépare à mobiliser sur la frontière afghane. Mais cette fois, ce n'est plus la Russie tsariste qui aide les Afghans, c'est la Russie des Soviets, avec l'appui des bolchevistes anglais. M. Ramsay Macdonald pourra s'informer plus exactement auprès d'eux du rôle historique de l'Afghanistan dans les destinées de l'Inde, que M. Lloyd George auprès des sociétés pétrolifères et des banques.

On exagérerait en pronostiquant l'affaissement du grand empire anglais des Indes dès l'avènement des Travaillistes. On ne se trompe pas, en prévoyant que l'arrivée au pouvoir du marxisme anglais sera accueillie avec plaisir par la politique asiatique russe, par le commerce allemand, par les révolutionnaires des Indes, et par tous les Hindous d'éducation européenne qui aspirent à se partager les places de la caste anglaise. Réciproquement, les Anglais des Indes ne se réjouiront pas. Ils savent que la base de la domination impériale est étroite et précaire.

* * *

En Perse, l'Angleterre garde ses pétroles, en sacrifiant la route russe de l'Inde au rêve des Royaumes Arabes.

L'Egypte anglaise, prolongée par une Arabie entièrement anglaise, avec une Palestine anglaise, une Syrie à moitié anglaise, et une Mésopotamie anglaise, ornée de nappes pétrolifères anglaises, de plantations de dattiers et de champs de coton : merveilleux espoirs, édifiés sur la Royauté du Hedjaz, le grand Chérif légitime de la Mecque, trouvant qu'Abdul Hamid abusait de l'assassinat politique, avait été remplacé par un cadet plus souple, dont la famille a fourni aux Anglais leurs rois arabes.

Le Malik de la Mecque et ses deux fils, les Maliks de l'Irak et de la Transjordanie, trouveront-ils

grâce devant la fermeté des principes travaillistes ?

Création oxfordienne, les Royaumes Arabes ne répondent à aucune réalité arabe. En les créant, on a introduit dans l'Empire Britannique une clef de voûte sans laquelle, maintenant, des éboulements seraient à craindre. Nous-mêmes, nous n'aurions, si la misère des temps le voulait, qu'à retirer la clef de voûte de notre Syrie, et la « République » turque menacerait de flanc la Mésopotamie, surveillée, du côté persan, par la Russie, sous l'œil attentif de l'Allemagne du Bagdad Bahn.

M. Ramsay Macdonald entreprendra peut-être de se documenter sur l'opération qui consiste à donner 400.000 livres par an au Malik de La Mecque pour alimenter son journal officiel anti-anglais. Si le chômage empêche de les payer, les Royaumes Arabes, amis de la veille, seront ennemis le lendemain ; et cette fois au moins, ce sera de la véritable politique arabe.

* * *

L'idée arabe oxfordienne, inconsistante sans les pétroles de Mossoul et le Canal de Suez, semble avoir méconnu les réalités égyptiennes.

On n'a pas assez rendu justice à l'habileté dont le génie impérial anglais a fait preuve contre la France en Égypte. Epopée grandiloquente, livresque et scientifique, à grands panaches, faiblesses amoureuses, et coups de sabres, l'expédition de Bonaparte a laissé dans la psychologie égyptienne le sentiment d'un don français plus sympathique que les apports anglais. Mais Gordon Pacha, dès son premier voyage, avait doté l'Impérialisme d'une prophétie-programme, à l'accomplissement de laquelle il travailla jusqu'à sa mort, et que Kitchener devait mener à bien.

Dès 1873, il était entendu qu'un grand mouvement religieux menacerait la civilisation européenne du Soudan à la Méditerranée. L'Angleterre sauverait la moralité occidentale, et la France ne bougerait pas. C'était écrit ; et ce fut.

En Europe, on aime les récits d'entreprises héroïques. Mais sur place, il importe que les Natives ne soient pas sceptiques. Ceux de l'Egypte et du Soudan Egyptien admirent et respectent les chemins de fer anglais, et ne croient pas à la politique anglaise.

Le Travaillisme a des amis et des associés au Caire. Les oubliera-t-il, en reniant le droit des peuples ? — faiblesse. Réagira-t-il contre la politique de Lord Curzon ? — faiblesse.

L'impérialisme anglais n'a pas su façonner son domaine du Nil, tout en longueur, avec des épanouissements aux deux bouts, à 3.000 kilomètres l'un de l'autre. Dans le Delta comme au Soudan, on n'obéit qu'en murmurant : l'Egypte aux Egyptiens.

Au Caire, pendant la guerre, les administrations publiques buvaient le champagne en l'honneur de l'Allemagne, quand les chefs de service anglais avaient le dos tourné. L'autorité de l'Angleterre n'a rien gagné depuis, en pendant quelques étudiants, en emprisonnant des Fellahs et en arrêtant Zagloui Pacha pour le relâcher. Dans l'Empire Britannique, l'Egypte est un point faible.

Du Soudan Egyptien à la Rhodesia, les conditions sont autres, des peuplements anglais s'étant solidement implantés dans la longue zone des altitudes favorables à la vie européenne. Tant qu'elle sera forte, l'Angleterre se maintiendra facilement dans l'Afrique orientale.

* * *

Aussitôt le Parti travailliste au pouvoir, on assistera, s'il ne devient pas fasciste, à un ébranlement inquiétant des deux fondements de l'Empire : les Indes et l'Egypte, et de la clef de voûte arabe. On sera tenté de se dire : l'orgueil britannique récolte ce qu'il a semé. Notre intérêt est ailleurs.

Deux raisons rendraient l'effondrement de l'Empire Britannique désastreux pour la France. Dans le marché des affaires du monde, auquel nous participons, l'Angleterre occupe une place prépondérante. Son krach nous atteindrait, et commercialement serait peut-être plus grave pour nous que pour elle. Seconde raison : nous avons 80 millions de sujets indigènes. Si le grand empire britannique fléchit, le petit empire français deviendra ingouvernable.

L'intérêt de l'Angleterre était solidaire du nôtre contre l'Allemagne. L'intérêt de la France est solidaire de celui de l'Empire Britannique contre le Travaillisme. Raison de plus pour ne pas nous gêner avec lui s'il se permet, dans la politique européenne, les libertés dont il s'est vanté d'avance par l'organe de M. Ramsay Macdonald.

En conviant les communistes bolchevistes et les socialistes internationaux anglais à ne pas compter sur nous pour leurs opérations électorales, nous rendrons service à l'Angleterre amie et alliée.

A. Le Chatelier.

MAURICE BARRÈS

AVANT L'AUBE

Cette aube-là devait se lever à Nancy, aux environs de 1880, — date et lieu également remarquables. L'orgueil y souffrait des affronts de la veille et s'y réjouissait des promesses de l'avenir. C'était dans la ville un tohu-bohu d'immigrants. Le Nancy intellectuel ne semblait pas moins bouleversé. Le groupe des vieux universitaires comptait peu : le doyen Benoit, se recommandant d'un livre lointain sur Chateaubriand, Amédée de Margerie, plein de Veuillot et de philosophie écossaise. Près d'eux, les jeunes qu'on allait revoir en Sorbonne : Boutroux, Petit de Julleville — la période —, Decharme, Vidal-Lablache, Antonin Debidour qui bousculait son nombreux auditoire et l'épopée napoléonienne. Gebhart, paresseux et charmant, aux mines d'évêque gourmand. De temps à autre, il se réveillait pour peindre la fuite de quelque grand manteau écarlate derrière les portes du Latran ; ou bien il redisait l'assassinat du duc de Candie sur les bords mal famés du Tibre nocturne, les pleurs du pape Borgia, avec l'incroyable passivité de madame Lucrèce si belle, et peut-être si chaste. Souvent, Gyp qu'on voyait, escortée de ses hussards bleus, descendre à cheval des hauteurs de la côte de Toul, (la forêt de Hayes les ornait d'une chevelure verdoyante que ne salissaient point les fumées des usines) —, souvent Gyp, son binocle à la main, suivait, dans la petite salle des Conférences, les leçons vagabondes du grand amoureux de l'Italie...

Sous ces chefs, s'agitait une jeunesse que les circonstances rendaient plus impatiente. Elle reconnaissait — comment dire? — deux excitateurs. Le premier, alsacien de souche professorale, parlait, les dents serrées, toujours sous pression. Il dévorait le temps, fondant des Ligues, enrôlant des membres, présidant des comités, contrôlant (de haut) des budgets rapidement vides, toujours regonflés. Il était d'un désintéressement absolu. On ne savait pas au juste pourquoi il se démenait ; mais il se démenait. Un jour, enjambant la fenêtre, il tomba dans le cabinet de son rival, au rez-de-chaussée. Il lui promit l'Académie, en se réservant le Sénat. Il mourut magistrat dans un grand éloignement de la calme raison. Son rival, dont il faut dire un mot avant d'arriver à Maurice Barrès, se souciait plus de bien parler que du reste. Il écoutait, dans sa tête, une musique à laquelle il s'efforçait de conformer ses phrases. Un jour — ô jeunesse ! — il fit, sur les vices de l'Instruction Criminelle, un petit livre que, descendant du train, il porta chez Émile de Girardin. Émile de Girardin tendit à son visiteur une main longue et froide, écrivit une préface et découpa le petit livre en feuilletons qui parurent dans *la France*. Il appela son auteur Beccaria. C'était trop.

Beccaria vit à Paris monsieur Paul Bourget, dont on lui avait dit qu'il était quelque peu l'allié. L'entrevue, sans but, fut unique et rapide. Il en resta quand même un reflet sur le provincial qu'elle avait honoré, — et voici comment Maurice Barrès apparut. Il arriva que deux ou trois étudiants nancéïens fondèrent, dans leur ville, une conférence qu'ils nommèrent : conférence Montesquieu. Là se rencontraient, à côté de ceux que nous avons laissé entrevoir, Hinzelin, Paul Lombard, lauréat des concours généraux, le fils d'un haut magistrat qui siégeait, lorsqu'il avait mal aux dents, un mouchoir de couleur noué en mentonnière sous sa toque, et qui, par haine des déménageurs, quand il changeait de logement, emportait ses meubles dans ses bras, tournant, en cas de rencontre, autour des arbres du cours Léopold. Briard, qui tenait à paraître cynique et souffrait de toutes les timidités, rugissait, à la Montesquieu, un drame en plusieurs parties, panthéistique, cosmogonique et autobiographique, qu'il jugeait supérieur à Faust : Emmanuel Panther. — Panther-Briard a laissé des vers pleins de couleur et de mouvement ; il avait du talent. Près de lui, son grand ami, Grandville, le fils du dessinateur, au fin profil de duc d'Orléans (j'entends le fils de Louis-Philippe), sec, incisif, adorant Mérimée, miné de névrose !

Devant ce cénacle, certain jour, un couple se présenta, qui parut très jeune à ces académiciens de vingt-cinq ans, croyant à leur avenir, et y travaillant de leur mieux. Les deux arrivants ne se ressemblaient guère, mais ils ne se quittaient pas plus que leur ombre. Venaient-ils du Lycée et des leçons du rhétoricien Burdeau, qui les hantaient? Venaient-ils de la Faculté de droit? Ils avaient peut-être vingt ans. De Guaïta, l'honneur même, était blond, et il achevait de le prouver par son teint, littéralement de lys et de rose, de lait avec quelques gouttes de vin aux pommettes. Barrès était foncé, bistré. Comme de juste, Guaïta ouvrait des yeux bleus très grands, à larges pupilles, — Barrès, des yeux bruns, non moins grands, tombants, doués d'une énergie dormante. Ces deux mots définissent l'immanquable impression que ce regard causait. Une mèche coupait le front, soit rebellion naturelle des cheveux, soit recherche. La mèche se portait volontiers chez les grands

hommes alors. Girardin, dont il vient d'être question, l'arborait au-dessus du monocle. Pour continuer le contraste, Guaïta se montrait petit, trapu, replet, potelé, porteur d'un embonpoint agité. Barrès s'allongeait, lent dans ses gestes, lent dans sa diction traînante, chantante, avec un accent lorrain qui frappait, même à Nancy. Guaïta, saccadé, riait d'un petit rire de chèvre, qu'il poussait sans raison, en frottant, l'une contre l'autre, ses mains blanches et menues.

Guaïta s'humanisa vite. Il écoutait, participait à la discussion qui suivait la conférence, en fit lui-même, devint secrétaire après le créateur de Panther. Il laissa s'envoler, de chez un libraire nancéien, une plaquette : « *Oiseaux de passage* ». Barrès retiré sur sa chaise, dans l'ombre de la salle, n'approuvait pas, n'improuvait point davantage. Il partait sans donner d'avis. On ne le voyait presque jamais aux réunions dominicales et oratoires de la Ligue de l'Enseignement qui faisaient florès. Il passait au milieu des autres, dans son rêve et le silencieux examen de lui-même et de son prochain. Il ne se retrouvait, avec un complet abandon, a-t-il dit, que dans l'hôtel de la place Carrière, propriété de son ami, où, tard dans la nuit, ils discutaient sur toutes les questions que les jeunés écrivains de Paris se posaient ; — car ils les connaissaient, se tenant au courant plus qu'il n'est d'usage en province. Dès lors, Barrès se préoccupait fort de Bourget qui, à ce que je crois, n'avait donné au public, avec *Edel*, que ses *Aveux* et ses *Essais de psychologie contemporaine*. Il s'approcha, cherchant quelques détails, de celui qui, dans ce petit cercle nancéïen, pouvait lui en fournir, croyait-il. Il n'en trouva pas, et fut déçu, laissant apercevoir son très vif attrait. Ce n'était pas seulement un succès jeune qui le fascinait, en lui permettant d'espérer pour son compte. Il se sentait en communion d'idées, et prévoyait une conformité de buts essentiels. Plus tard, c'est encore à M. Paul Bourget, ouvrier glorieux d'une tâche opiniâtrement conduite, que Barrès devait adresser quelques-unes de ses dernières lignes, en cet hommage de la *Revue hebdomadaire*, rendu si touchant par la mort.

Ce stage nancéïen passa vite. Des hommes que la destinée avait réunis à cette heure, dans la ville frémissante, beaucoup sont morts, — et depuis longtemps. Beaucoup n'ont point marqué leurs traces, selon leurs forces, soit par malchance, soit par lassitude. Quelques-uns sont venus à Paris, et survivent, regardant les joies et les tristesses plus nombreuses de leur passé, avec mélancolie. Barrès non plus n'avait rien oublié de cette première jeunesse concentrée et observatrice. On peut voir dans *les Déracinés* une peinture, parfois grossie et un peu déformée, des choses et des gens qui figurent ici. Il avait quitté la place Stanislas. Voici sur ma table, les *Taches d'encre* ; voici *Un homme libre* !

Nou sans étonnement, Nancy le revit, ce taciturne, au moment des luttes électorales avivées par le Boulangisme. Hé quoi, ce dédaigneux, ce littéraire, se commettre ainsi ! Plus tard, on comprit quand on vit s'ajouter à cette vue de pur artiste, une partie politique qui ne dérangeait pas l'unité de l'ensemble, puisqu'elle avait, pour mobile et pour centre, l'amour de la Lorraine et des terres rhénanes. Mais cet homme complet, c'est celui que tous ont suivi du regard, avant de déplorer une fin trop rapide. Au contraire, de ce que j'ai appelé « l'aube lorraine », il y avait moins de témoins. C'est pour cela qu'on a risqué ces notes en pleine révérence.

MUNIER-JOLAIN.

MAURICE BARRES INTIME

QUELQUES SOUVENIRS

On l'a bien compris à la sensation de vide que sa mort a causée aussi bien dans le monde politique que dans le monde littéraire, Maurice Barrès en était arrivé à la fin de sa vie à exercer cette suprême magistrature intellectuelle et nationale qu'une sorte de consentement tacite a toujours conféré en France à un homme de lettres. Aux temps de ses tumultueux débuts, au temps où, comme il le disait lui-même en souriant, il *scandalisait*, il avait assigné comme but à sa vie de prendre rang dans le cortège de ces maîtres qu'il traitait avec une désinvolture élégante : Hugo, Renan, Taine, Leconte de Lisle. Il a réalisé son dessein avec un incomparable éclat, et il est mort comme il avait souhaité de mourir, en pleine force, en pleine gloire, mais tout de même sa tâche achevée. Le rude partisan, si ardent à la lutte au temps du boulangisme, du Panama et de l'Affaire Dreyfus, était devenu un *homme national*. Le rôle qu'il voulait remplir aujourd'hui, c'était celui de l'Antigone de Sophocle qui réconcilie dans un même culte les frères ennemis ; et dans un de ses meilleurs volumes de son œuvre de guerre : *Les familles spirituelles de la France* il a tracé d'une main sûre et apaisée le programme de son action dans l'âge mûr.

Mais ce rôle national comportait nécessairement une certaine mise en scène, une part de représentation, d'éloquence : c'était un rôle. Barrès se plaît à ses exigences avec beaucoup plus de résignation que de plaisir ; il présidait des banquets, des assemblées, des conférences comme on accomplit un devoir d'Etat. Mais cette attitude nécessaire a fait que les jeunes gens d'aujourd'hui ne l'ont guère vu qu'en spectacle et qu'une légende s'est créée qui fait de lui une sorte de nouvel exemplaire de Chateaubriand, un personnage hautain, distant, artificiel, toujours drapé dans son rôle et dans son orgueil !

Rien de plus différent de ce Barrès légendaire que le vrai Barrès, le Barrès de l'intimité.

Je l'ai beaucoup connu depuis mes débuts déjà lointains dans le métier d'écrire, je l'ai aimé comme un maître et un ami, et en ces jours de deuil où tous ceux qui l'ont approché feuillettent leurs souvenirs, je voudrais essayer de fixer quelques traits significatifs de cette physionomie singulièrement puissante et complexe. Qu'on excuse ce que ces souvenirs ont de personnel ; celui que tous, dans la génération à laquelle j'appartiens, appelaient : « Notre maître Maurice Barrès » a été tellement mêlé à notre vie spirituelle qu'on ne peut pas parler de lui sans parler de soi. (1).

***

On s'imagine difficilement aujourd'hui ce que fut la découverte de Barrès pour les jeunes gens qui eurent vingt ans à l'époque où parurent ses premiers livres, vers 1890, 1895. Ce fut une révélation, un éblouissement.

Dans le désert post-scolaire, alors que les platitudes de la littérature naturaliste nous écœuraient et que les préciosités lointaines du symbolisme nous fatiguaient, cet écrivain qui nous paraissait à peine notre aîné nous apportait une nourriture qui nous paraissait à la fois exquise et substantielle. Il nous faisait rêver et nous donnait la formule de nos rêves ; il exprimait nos dégoûts et nos désirs, il contentait déjà, dans une certaine mesure, ce besoin religieux qui tourmentait vaguement une jeunesse que le matérialisme régnant avait privée de toute religion. Et comme sa désinvolture, son dandysme supérieur nous plaisait ! C'était la marque de l'indépendance, de la jeunesse, le signe à quoi se reconnaît l'apporteur de neuf. Nous y devinions cet accent, cet air de tête qui distingue un chef ; les jeunes anarchistes de la vingtième année sont toujours prêts à obéir à un chef avec une admirable générosité.

Durant de longues et passionnantes soirées je me souviens d'avoir lu et commenté avec des amis les trois volumes du culte du moi. Exaltantes lectures, où nous nous livrions à l'enthousiasme avec une délicieuse naïveté. Il en sortit l'inévitable « essai sur Barrès » que tout jeune homme de ce temps là commettait vers l'heure de sa majorité. Par chance, il se trouva que le mien parut sous forme d'article. Bien pauvre article où il y avait beaucoup plus de lyrisme que de pénétration !... Mais à quelques jours de là, je reçus une lettre de remerciement et une invitation à aller voir Barrès à Neuilly « si jamais le hasard m'y conduisait ».

Je n'attendis pas le hasard ; à quelques semaines de là j'allai sonner à la porte du petit hôtel du Boulevard Maillot où l'écrivain venait de s'installer.

J'ai cette première entrevue singulièrement présente à la mémoire. Je me vois encore entrant dans ce grand cabinet de travail plein de recueillement et de souvenirs. On était au printemps ; la fenêtre était largement ouverte sur le Bois, mais dans la cheminée flambait un feu clair.

Il n'a guère changé depuis lors, ce cabinet de travail. Je crois bien qu'on y voyait déjà ce portrait de Napoléon, fort médiocre peinture du temps de l'Empire, mais qui rappelait à Barrès les traits imposants et délicats de celui qu'il a appelé « Notre professeur d'énergie », et cette belle gravure du XVIIe siècle où apparaissait la figure inquiétante et magnanime du Grand Condé, à qui le jeune maître ressemblait étrangement.

Alors comme hier une bibliothèque basse, bourrée de livres courait tout autour de la pièce, et si la grande armoire lorraine où il enfermait ses livres les plus précieux et ses dossiers n'y était pas encore, la disposition générale de la pièce était tellement la même que chaque fois que j'y entrais, jusqu'à ces derniers temps, je retrouvais cette impression de confiance et de jeunesse que j'y avais éprouvée la première fois.

Un débutant, un jeune écrivain qui va voir un confrère célèbre est toujours ému, ce qui se traduit parfois par des impertinences ; je me souviens que le cœur me battait très fort. Mais malgré la célébrité naissante il était resté chez Barrès, surtout chez le Barrès d'alors, quelque chose de l'étudiant, du collégien, qui faisait qu'avec quelqu'un qui n'était pas trop loin de lui par l'âge et la formation, il prenait tout de suite et tout naturellement le ton de la camaraderie. Rien de moins pontife que cet écrivain qu'on accusait déjà d'être toujours en scène. Que me dit-il ? Comment lui répondis-je lors de cette première entrevue ? Je n'en sais plus rien. Je n'ai

(1) Voir sur cette véritable dévotion vouée à Maurice Barrès par toute une génération un curieux livre paru en 1909 (Paris, Per Lamm) : *Notre maître Maurice Barrès*, par Pierre Jacquet.

rien noté et cela se perd dans le brouillard. Mais quand je songe à lui, c'est toujours sous cette première image qu'il m'apparaît : une haute silhouette où tout était en longueur, les jambes interminables, les bras, les mains effilées et nerveuses ; et sous la légendaire mèche noire, la face elle-même que le grand nez aquilin absorbait tout entière, mais qu'animait le plus délicieux des sourires, un sourire tendre et malicieux où, jusqu'à ses derniers jours il y eut comme un souvenir d'enfance. Je revois les détails matériels de la scène, ses gestes, j'entends son rire et surtout je retrouve au fond de ma mémoire l'atmosphère printanière et confiante de cette matinée d'avril ou de mai — je ne me souviens plus de la date — où je rencontrai celui qui avait donné à ma jeunesse la substance sentimentale dont j'avais vécu.

***

Barrès n'avait pas le travail facile des improvisateurs, si ce n'est sous le coup de l'émotion et de la passion — les admirables tableaux de mœurs politiques qui composent la petite brochure intitulée : *Dans le cloaque* furent écrits d'un trait à l'*Echo de Paris*, les feuillets passant à l'imprimerie avant que l'encre en fût séchée. Il lui fallait le silence et le repos de la méditation. Aussi, même à Paris — c'est surtout à la campagne qu'il travaillait — défendait-il jalousement son temps, ne donnant à ses amis que les instants de récréation qu'il s'accordait après déjeûner.

D'ordinaire, il les emmenait alors faire une longue promenade à pied dans Paris. Il les priait souvent de le conduire jusqu'à la Chambre. « On prend l'habitude d'aller là vers quatre heures comme à un cercle disait-il. Il est assez mal fréquenté, mais c'est en somme le plus amusant de tous ».

Etait-ce une manière d'excuse qu'il donnait ainsi à ceux qui se souvenaient de ses écrits antiparlementaires et particulièrement de l'*Appel au Soldat* et de *Leurs figures* ?

Le fait est que, pendant la guerre et depuis, il prit son rôle de député très au sérieux, ne manquant que rarement les séances et subordonnant même ses séjours à la campagne au travail parlementaire. Le spectacle du monde politique l'avait toujours amusé — n'est-ce pas le plus vivant de tous ? — Mais depuis 1914, il sentait qu'il remplissait un rôle utile. A la Chambre il n'était plus seulement le témoin désabusé qui s'amuse de la comédie, il y jouait un rôle actif. Son autorité s'était d'ailleurs singulièrement accrue durant ces dernières années. Il était universellement admis qu'au Parlement, il représentait l'*intellegenzia*. Le plus borné des politiciens sentait confusément qu'il était l'honneur de l'assemblée et ses interventions, assez rares, mais toujours importantes et parfois décisives, étaient accueillies avec une parfaite déférence. Il en jouissait ouvertement, lui qui se rappelait son isolement des années boulangistes.

Qu'elles fussent dirigées vers la Chambre ou vers la boutique de quelque bouquiniste, c'est durant ces promenades, où il se montrait infatigable, que Barrès aimait à causer. De sa conversation on peut dire ce que Sainte-Beuve disait de celle de Chateaubriand : « Sa caractéristique était le bon sens ». Ce lyrique voyait les choses de la vie courante avec une finesse raisonnable, tout à fait lorraine et même un peu rustique.

Ce mélange de ferme raison et de lyrisme éperdu est ce qui fait d'ailleurs l'harmonieux équilibre de son esprit, dès à présent on peut bien écrire son génie. —. Quand il se laissait aller à son penchant naturel, quand il s'abandonnait à cette rêverie mélancolique à quoi nous devons quelques-unes de ses pages les plus belles, il était bien, comme on l'a dit, le dernier des grands romantiques. Comme eux, il aimait à se fondre dans l'universel ; le mirage d'une Asie romanesque et lointaine l'attirait — le joli conte chevaleresque du *Jardin sur l'Oronte*, rejoignant les pages étrangement pénétrantes qu'il a consacrées à Astiné Aravian dans les *Déracinés*, mettent en lumière cet aspect de sa sensibilité. Mais le réalisme très positif qu'il tenait de sa Lorraine natale — où l'on trouve d'ailleurs quelques charmants extravagants — lui montrait le danger de cette troublante poésie. Il sentait bien qu'elle conduisait à tous les désordres de l'âme et il savait parfaitement où et comment il fallait l'endiguer, mais heureusement il n'y parvenait pas tout à fait. Il a passé sa vie à sarcler, à élaguer, à ratisser son domaine pour en faire un beau jardin classique, mais toujours repoussaient les herbes folles et ce sont elles qui donnaient les plus belles fleurs...

Mais je ne me suis pas proposé de définir ou d'analyser l'œuvre de Barrès ; ce n'est pas un article écrit sous le coup de l'émotion douloureuse que nous cause sa mort qui pourrait y prétendre. De cette œuvre, du reste, il entretenait fort peu ses amis. Il n'était pas du tout de ceux qui parlent de leurs livres avant de les écrire. Sauf dans ses livres de combat, il y avait trop mis de lui-même et il était de trop noble essence pour ne pas mettre une invicible pudeur à ne montrer ni ses émotions ni cette tristesse insondable qui faisait le fond de son âme. De temps en temps, au détour d'une phrase, à la fin d'un silence, elle apparaissait soudain comme une source glacée qui jaillit du mystérieux sous-bois. Et l'on songeait alors à ce qu'il y a de plus douloureux

de plus désespéré dans les pensées de Pascal. Mais aussitôt, il se reprenait, lançait la main vers l'infini, de ce geste qui lui était familier et qui semblait dire : « Et puis après, que savons-nous ? Jouons de notre mieux la farce de la vie » et il se mettait à parler des hommes et des idées d'aujourd'hui avec une clairvoyance amusée.

Sa conversation alors abondait en formules frappantes, en jugements saisissants et souvent assez durs. On en a cité beaucoup ces temps-ci. Juste assez pour lui faire une réputation d'esprit et de férocité.

Et le fait est qu'il avait beaucoup d'esprit et du meilleur, de l'esprit qui juge et formule, mais il ne pratiquait pas habituellement la méchanceté littéraire ; il aimait à voir vivre les hommes, et à se rendre compte de leurs mobiles, bien qu'au fond de lui-même il eût toujours cette idée pascalienne : A quoi bon toutes ces agitations ? Le dernier acte est toujours sanglant : un peu de terre sur la tête, et en voilà pour une éternité ! !....

* * *

Est-ce cette curiosité, ou le désir d'épuiser toutes les ressources de la vie, de se donner le droit de mépriser l'ambition en la satisfaisant ? Est-ce une certaine combattivité naturelle qui, au milieu de ses plus profondes lassitudes, le réveillait de temps en temps, qui le poussèrent à jouer un rôle politique ? Peut-être bien, en partie du moins ; les mobiles qui déterminent les actions des hommes sont singulièrement complexes. Mais son nationalisme n'était pas du tout, comme on l'a dit, une doctrine artificielle qu'il s'était imposée parce qu'il avait jugé qu'à un homme qui veut agir, et par conséquent, vivre complètement sa vie, il faut une doctrine. Il lui venait du fond de sa sensibilité. Tout enfant, il avait vu les Prussiens passer par Charmes. Cette vision, qui lui était toujours présente, commanda sa pensée toute sa vie. L'humiliation nationale avait toujours pesé lourdement sur son âme. Il avait été un enfant de la défaite ; son désir, dès l'entrée dans la vie politique, avait été d'être un homme de la revanche. Cette idée a animé et ennobli toute sa vie politique ; elle a déterminé son action dans le boulangisme, au moment du Panama, pendant l'Affaire Dreyfus, et quand dans les derniers temps de sa vie, il lui arrivait de parler de son passé, ce dont il était le plus fier, c'était le rôle qu'il avait joué aux marches de l'Est.

De tous les Français qui, après un trop long silence, avaient fini par faire écho à la protestation qui venait d'Alsace et de Lorraine, il était peut-être en effet celui qui avait le mieux compris le problème, qui avait saisi le plus complètement le caractère des populations de l'Est, Alsaciens et Lorrains, les difficultés de leur rôle, la noblesse de leur fidélité à une patrie qui avait semblé les abandonner. Aussi son action discrète et ferme n'a-t-elle jamais compromis personne parmi les annexés avec qui il était en relations constantes, et, ce qui tient du miracle ni *Au service de l'Allemagne*, ni *Colette Baudoche* qui fixaient la doctrine de la résistance, ne provoquèrent jamais aucune protestation parmi les intéressés. En Alsace comme en Lorraine, Maurice Barrès fut toujours celui *qui avait compris*.

En 1912, si mes souvenirs sont exacts, j'ai eu l'occasion de l'accompagner dans une de ses tournées en pays annexés. Il avait accepté de donner une conférence à Metz. La situation était alors fort tendue entre la France et l'Allemagne : on était en pleine crise marocaine. Aussi les organisateurs de la Conférence craignaient-ils une interdiction survenant au dernier moment, voire même l'expulsion du conférencier. C'est pourquoi aucune affiche n'avait annoncé la réunion. Dix minutes avant l'heure fixée, la salle était vide, et nous nous demandions avec consternation si Barrès n'allait pas parler devant les banquettes. Tout à coup, en quelques minutes de temps, la salle se trouva comble, et jamais orateur ne fut acclamé avec plus de chaleur...

Il connaissait d'instinct, d'ailleurs, le ton qu'il fallait prendre avec ses « compatriotes lorrains ». Il leur plaisait, il les touchait, il se sentait parmi eux parfaitement à l'aise, en famille.

Après la conférence, on alla boire du vin gris, au restaurant Moitrier, avec les organisateurs de la réunion, et quelques Messins patriotes éprouvés ; Mlle Malraison, cette aimable comédienne d'origine messine, qui fut à la Comédie française, et mourut subitement le jour de la déclaration de guerre, dit des vers de Musset. Barrès raconta des anecdotes. Ce fut une charmante soirée française, tandis qu'à la porte les policiers allemands faisaient les cent pas...

Le lendemain, nous repartions pour Charmes, en auto, avec Georges Ducrocq, alors directeur des *Marches de l'Est*, qui avait été un des organisateurs de cette conférence ; on déjeuna dans je ne sais plus quel village du pays annexé. A l'auberge, dès qu'on sut que Barrès était là, tous les notables du pays accoururent pour le voir ; le curé, l'instituteur, un vieux de 70 et toute sa famille jusqu'à ses arrière-petits enfants. Tout le monde voulait serrer la main du grand patriote, du défenseur de la Lorraine. En d'autres lieux, tout cela l'eût excédé : il sourit, commanda du vin mousseux, fit asseoir ces braves gens à notre table, et signa toutes les cartes postales qu'on voulut bien lui présenter.

C'est en Lorraine, et en Lorraine seulement, en effet qu'il aimait vraiment la popularité. A Paris, quand il allait voir ses électeurs du 1er arrondisse-

ment, il avait la volonté d'être aimable, il écoutait avec une inlassable patience les histoires qu'on lui racontait, mais c'était Scipion serrant la main des plébéiens avant les comices.

***

On a dit que cet attachement de Barrès pour le pays lorrain était artificiel et littéraire, qu'il faisait partie d'une doctrine, sinon d'une attitude. C'est tout à fait inexact. Barrès était attaché à son pays natal par les fibres les plus intimes. Sans doute, depuis son ardente jeunesse, il était aussi parisien qu'on peut l'être ; il avait connu le Paris brillant, et encore très délicatement mondain, des années 85-95 ; il avait été des familiers de Mme de Loynes ; aucun des milieux pittoresques ou amusants du monde parisien ne lui était inconnu ; mais, surtout vers la fin de sa vie, il ne se sentait parfaitement heureux que dans sa maison natale de Charmes, où il pouvait travailler dans le silence et la paix et qu'il avait ornée de toutes sortes de vieilles choses lorraines.

Il passait aussi quelques semaines chaque année au château de Mirabeau, qu'il avait acheté à Mme de Martel, dernière descendante de Mirabeau-Tonneau. C'est un lieu magnifique, au cœur de cette haute Provence, qui compte parmi les plus belles régions de France. La Durance, « capricieuse comme une chèvre », comme dit Mistral, en fait le tour ; le château lui-même est charmant. Ses vieilles pierres grises, ses tours pointues, son jardin desséché établi artificiellement sur le roc par le père de Mirabeau « l'ami des hommes » son mobilier refait en grande partie tel qu'il était avant la Révolution par les soins de Lucas de Montigny, fils naturel du grand tribun, tout cela était fort excitant pour l'imagination. Mais Barrès y était peu sensible. Cette région alpestre et méditerranéenne, il l'admirait par un effort de sa raison, mais elle ne parlait pas à son cœur. Le soir, après le travail, quand on se réunissait autour d'un feu de sarment, dans la grande salle ornée des portraits de tous les vieux Mirabeau, il en médisait avec une injustice dont il était le premier à rire. En Provence, en Italie, en Espagne, en Orient même, il gardait une vague nostalgie de son « aigre Lorraine », et de cette montagne de Sion Vaudémont, la colline inspirée, « d'où les princes et les fées de son pays se sont élancés pour conquérir l'Europe ». La phrase n'est pas de moi, mais de lui. Il me l'a dite un jour que nous visitions ensemble ce lieu magnifique qui toujours fit travailler son imagination. Elle s'applique à son œuvre et à sa vie. Ce Lorrain, qui se voulait fermement attaché à son sol et qui formula la doctrine du nationalisme français, fut un des derniers écrivains vraiment européens.

L. DUMONT-WILDEN.

HISTOIRES DE HANRAHAN LE ROUGE[1]

HANRAHAN ET CATHLEEN
LA FILLE DE HOULIHAN

(*Nouvelle*).

Hanrahan voyageait une fois dans la direction du Nord, donnant parfois un coup de main aux fermiers à ce moment le plus pressé de l'année, racontant ses histoires et apportant sa part de chansons aux veillées et aux noces.

Il lui arriva un jour de rattraper sur la route de Collooney une certaine Margaret Rooney, une femme qu'il avait connue en Munser quand il était jeune homme. Elle n'avait pas une bonne réputation à ce moment-là, et ce fut le prêtre qui à la fin la chassa de la place. Il la reconnut à sa façon de marcher et à la couleur de ses yeux, et à l'habitude qu'elle avait de repousser ses cheveux en arrière de sa figure avec la main gauche. Elle avait erré ça et là, dit-elle, vendant des harengs et semblables choses, et maintenant, elle s'en retournait à Slygo, à l'endroit du Burrough où elle habitait avec une autre femme, Mary Gillis, qui avait à peu près la même histoire qu'elle. Elle serait bien contente, dit-elle s'il voulait venir demeurer dans la maison avec elles, et chanter ses chansons aux mendiants, aux aveugles et aux violoneux du Burrough. Elle se souvenait bien de lui, dit-elle, et elle avait un désir pour lui ; quant à Mary Gillis, elle savait quelques-unes de ses chansons par cœur, aussi il n'avait pas à craindre de n'être pas bien traité, et tous les mendiants et les pauvres qui l'entendraient lui donneraient une part de leurs gains pour ses histoires et ses chansons tant qu'ils vivraient avec eux, et répandraient son nom dans toutes les paroisses de l'Irlande,

Il fut assez content d'aller avec elle, de trouver une femme pour écouter l'histoire de ses ennuis et le consoler. C'était ce moment à la chute du jour où tout homme peut passer pour beau et toute femme pour avenante. Elle l'entoura de son bras quand il lui raconta le malheur de la Tresse de la Corde, et dans la demi-lumière elle avait l'air aussi bien qu'une autre.

Ils causèrent tout le long du chemin jusqu'au Burrough, et quant à Mary Gillis, lorsqu'elle le vit et sut qui il était, elle pleura presque à la pensée d'avoir un homme à la renommée si grande dans la maison.

(1) Voir *La Revue Bleue* des 1er et 15 décembre 1923.

Hanrahan fut bien content de s'installer avec elles pour un temps, car il était fatigué d'errer, et depuis le jour où il avait trouvé la petite cabane effondrée, Mary Lavelle partie, le chaume éparpillé, il n'avait pas cherché à avoir une demeure à lui ; et il ne s'était pas arrêté assez longtemps en aucun lieu pour voir pousser les feuilles vertes là où il avait vu les vieilles feuilles tomber, ou pour voir moissonner le froment là où il l'avait vu semer. C'était pour lui un bon changement d'être à l'abri de l'humidité, d'avoir un feu les soirs, et sa part de nourriture à table sans rien demander.

Il composa un grand nombre de ses chansons pendant qu'il vivait là, si bien soigné et si tranquille. La plupart étaient des chansons d'amour, mais il y avait quelques chansons de repentir et des chansons sur l'Irlande et ses douleurs, sous un titre ou un autre.

Tous les soirs, les mendiants, les aveugles et les violoneux se réunissaient dans la maison et écoutaient ses chansons et ses poèmes, et ses histoires sur l'ancien temps des Fianna,* et ils les conservaient dans leur mémoire qui n'avait jamais été abîmée par les livres, et ainsi ils repandaient son nom dans toutes les veillées et les noces du Connaught. Il ne fut jamais si à l'aise ni si honoré qu'à ce moment-là.

Un soir de décembre, il chantait une petite chanson qu'il disait avoir apprise du pluvier vert de la montagne, sur les garçons à cheveux blonds qui avaient quitté Limerick, et qui erraient et s'égaraient dans toutes les parties du monde. Il y avait un grand nombre de gens dans la pièce cette nuit-là, et deux ou trois gamins qui s'étaient glissés dedans, assis sur le sol près du feu, trop occupés à rôtir une pomme de terre dans les cendres ou à chose semblable pour faire beaucoup attention à lui ; mais longtemps après, quand son nom eût grandi, ils se rappelaient le son de sa voix, et la façon dont il agitait la main, et quel air il avait, assis au bord du lit, son ombre sur le mur blanchi derrière lui, devenant aussi haute que le toit avec ses mouvements. Ils surent alors qu'ils avaient contemplé un roi parmi les poètes des Gaels, et un créateur des rêves des hommes.

Tout d'un coup, il cessa de chanter, et ses yeux s'embrumèrent, comme s'il regardait une chose lointaine.

Mary Gillis versait du whisky dans une tasse sur la table près de lui; elle cessa de verser et demanda:

— Serait-ce que vous pensez à nous quitter ?

Margaret Rooney entendit ce qu'elle disait, et elle ne savait pas pourquoi elle le disait ; elle prit ces paroles trop au sérieux, et vint à lui, et dans son cœur il y avait la crainte de perdre un poète si merveilleux et un si bon camarade, un homme dont on faisait tant de cas, et qui amenait tant de monde à sa maison.

— Vous ne voudriez pas nous quitter, mon cœur ? dit-elle, lui prenant la main.

— Je ne pensais pas à cela, dit-il, mais à l'Irlande et au poids de douleur qui l'accable.

Et il appuya sa tête sur sa main, et se mit à chanter ces paroles, et le bruit de sa voix était comme le vent dans un lieu solitaire.

Les vieux arbres d'épine bruns se brisent en deux, haut sur la [Grève de Cumen,
Sous un amer vent noir qui souffle à main gauche ;
Notre courage se brise comme un vieil arbre dans un vent [noir et meurt.
Mais nous avons caché dans nos cœurs la flamme des yeux
De Cathleen, la fille de Houlihan.

Le vent a rassemblé les nuages haut sur Knocknarea,
Et projeté la foudre sur les pierres malgré tout ce que Maeve [a pu dire,
Des colères qui sont comme de retentissants nuages ont fait [battre notre cœur ;
Mais tous nous nous sommes courbés bas, bien bas, et nous [avons baisé les pieds paisibles
De Cathleen, la fille de Houlihan.

La mare jaune a débordé haut sur Clooth-na-Bare,
Car les vents chargés d'eau soufflent de l'air adhérent ;
Tels de lourdes eaux flottantes nos cœurs et notre sang ;
Mais plus pure qu'un haut cierge devant la Croix Sacrée
Est Cathleen, la fille de Houlihan.

Tandis qu'il chantait, sa voix se brisait, des larmes coulaient le long de ses joues, et Margaret Rooney mit son visage dans ses mains et se mit à pleurer avec lui. Alors un mendiant aveugle près du feu secoua ses haillons avec un sanglot, et ensuite il n'y en eut pas un parmi eux qui ne pleurât à chaudes larmes.

LA MALÉDICTION D'HANRAHAN LE ROUGE

Un beau matin de mai, longtemps après que Hanrahan eût quitté la maison de Margaret Rooney, il suivait la route près de Collooney, et le ramage des oiseaux dans les buissons couverts de fleurs blanches le faisait chanter en marchant. Il se rendait à son petit logis, qui n'était qu'une cabane, mais qui lui plaisait bien. Car il était fatigué de tant d'années d'errance d'abri en abri en tout temps de l'année ; et bien qu'on lui refusât rarement l'hospitalité et une part de ce qu'il y avait dans la maison, il lui semblait parfois que son esprit devenait raide comme ses jointures, et il ne lui était pas aussi facile qu'autrefois d'imaginer

1) Les guerriers ou partisans du héros Finn, dont les exploits sont d'un Dieu.

plaisanteries et divertissements toute une soirée, de faire rire les garçons avec son plaisant langage et d'enjôler les femmes avec ses chansons. Il y avait quelque temps il s'était installé dans une cabane qu'un pauvre homme avait abandonnée pour aller faire la moisson, sans jamais y revenir. Et lorsqu'il eut raccommodé le chaume et fait un lit dans un coin avec quelques sacs et des herbes, quand il eut balayé le sol, il fut bien content d'avoir un petit logis à lui, de pouvoir entrer et sortir comme il lui plaisait, de se mettre la tête dans les mains toute une journée si le chagrin le tourmentait, et la solitude après les anciens temps. Un à un, les voisins se mirent à envoyer leurs enfants afin qu'il les instruisît, et avec ce qu'ils apportaient, quelques œufs, un pain d'avoine ou des mottes de tourbe, il trouva moyen de vivre. S'il partait de temps à autre au Burrough pour un jour et une nuit sauvages, personne ne disait mot, le sachant un poète, avec la vie errante dans son cœur.

Il revenait du Burrough ce matin de mai, le cœur assez léger, chantant une nouvelle chanson qui lui était venue. Mais bientôt un lièvre traversa son sentier et se sauva dans les champs entre les pierres disjointes du mur. Il savait que c'était un mauvais présage de voir un lièvre traverser le sentier, et il se rappela le lièvre qui l'avait mené jusqu'à Slieve Echtge quand Mary Lavelle l'attendait, et comment il n'avait jamais connu de contentement depuis lors. « Il est probable qu'ils me préparent quelque chose de mauvais », se dit-il.

Alors, il entendit pleurer dans le champ proche, et il regarda par-dessus le mur. Il vit une jeune fille assise sous un buisson d'aubépine, qui pleurait comme si son cœur allait se briser. Son visage était caché par ses mains, mais ses doux cheveux, son cou blanc, son air de jeunesse lui rappelèrent Bridget Purcell, Margaret Gillane, Maeve Connelan, Oona Curry et Celia Driscoll, et toutes les jeunes filles pour lesquelles il avait composé des chansons et qu'il avait enjôlées de sa langue flatteuse.

Elle leva la tête, et il reconnut la fille d'un fermier voisin.

— Qu'avez-vous, Nora ? demanda-t-il.

— Rien que vous puissiez m'ôter, Hanrahan le Rouge.

— Si vous avez un chagrin, je saurai bien vous servir, dit-il alors, car je connais l'histoire des Grecs, et je sais bien ce que c'est que la douleur et la séparation, et les tribulations du monde. Nombreux sont ceux que j'ai tirés d'ennui par le pouvoir de mes chansons, semblable au pouvoir des chansons de tous les poètes qui ont existé avant moi depuis le commencement du monde. Et c'est avec ces autres poètes que je demeurerai, conversant avec eux, en quelque lieu loin du monde, jusqu'à la fin de la vie et du temps, dit-il.

La jeune fille s'arrêta de pleurer et dit :

— O Hanrahan, j'ai maintes fois entendu dire que vous aviez connu la douleur et la persécution, et que vous avez enduré tous les malheurs du monde depuis le moment où vous avez refusé votre amour à la reine dans Slieve Echtge ; et que jamais, depuis, elle ne vous a laissé tranquille. Mais lorsque ce sont des gens de cette terre qui vous ont fait du mal, vous connaissez bien le moyen de leur rendre ce mal. Voulez-vous faire ce que je vous demanderai, Owen Hanrahan? demanda-t-elle.

— Je le ferai, en vérité, répondit Hanrahan.

— Mon père, ma mère et mes frères, raconta-t-elle, veulent me marier au vieux Paddy Doe, parce qu'il possède une ferme de cent acres au-dessous de la montagne. Voici ce que vous pourriez faire, Hanrahan : mettez-le dans un poème, comme vous fîtes du vieux Peter Kilmartin lorsque vous étiez jeune, que le chagrin monte et descende sur lui, et lui fasse songer au cimetière de Collooney, et non au mariage. Et faites vite, car c'est demain que doit se décider le mariage, et je préférerais voir le soleil se lever sur le jour de ma mort que sur ce jour-là.

— Je le mettrai dans une chanson qui lui attirera honte et chagrin, mais dites-moi son âge, car je voudrais le mettre dans la chanson.

— Oh, il est très âgé, très âgé. Il est aussi vieux que vous, Hanrahan le Rouge.

— Aussi vieux que moi, dit Hanrahan, et sa voix était comme brisée ; aussi vieux que moi, il y a vingt ans et davantage entre nous ! C'est un jour funeste en vérité pour Owen Hanrahan, que celui où une jeune fille, avec la fleur de mai sur ses joues, le juge vieux. Ma douleur ! dit-il, vous m'avez enfoncé une épine dans le cœur.

Il la quitta et descendit la route jusqu'à ce qu'il fût arrivé à une pierre, sur laquelle il s'assit, car il semblait que tout le poids des années s'était appesanti sur lui en une minute. Il se rappela que peu de jours auparavant la femme d'une maison lui avait dit :

— Vous n'êtes plus Hanrahan le Rouge, mais Hanrahan le Jaune, car vos cheveux ressemblent à une poignée de filasse.

Et une autre femme à qui il avait demandé à boire lui avait donné non du lait frais, mais du lait aigri, et parfois les filles chuchotaient et riaient avec de jeunes hommes ignorants alors qu'il était sur le point de délivrer ses poèmes ou ses propos. Et il pensa à la raideur de ses jointures quand il se levait le matin, et à la souffrance dans ses genoux quand il avait fait un voyage, et il lui sembla être devenu un homme très vieux, avec le froid dans les

épaules, les tibias rompus, la respiration affaiblie, en train de dépérir. Avec ces pensees lui vint une grande colère contre la vieillesse et tout ce qu'elle apporte avec elle. Juste alors il leva les yeux et vit un grand aigle tacheté qui volait lentement vers Ballygawley, et il cria :

— Vous aussi, aigle de Ballygawley, vous êtes vieux, et vos ailes sont ébréchées, et je vous mettrai, vous et vos anciens camarades, le Brochet du lac d'Argan, et l'If du Lieu Escarpé, dans mon poème, afin qu'il y ait une malédiction sur vous à jamais.

Il y avait près de lui, à gauche, un buisson fleuri comme les autres, et un petit souffle de vent porta les blancs pétales sur sa veste :

— Fleurs de mai, dit-il, les recueillant dans le creux de sa main, vous ne connaissez pas la vieillesse parce que vous mourez dans votre beauté ; je vous mettrai dans mon poème, et je vous donnerai ma bénédiction.

Il se leva, cueillit une petite branche sur le buisson, et la porta à la main. Mais il avait l'air vieux et brisé en se rendant chez lui ce jour-là, avec ses épaules voûtées et son visage sombre.

Lorsqu'il arriva à sa cabane, il n'y avait là personne ; il se coucha sur le lit un moment ainsi qu'il avait coutume, lorsqu'il devait composer un poème ou une louange ou une malédiction. Et il ne fut pas long à le faire cette fois, car le pouvoir de maudire, don des bardes, l'emplissait. Lorsqu'il eut terminé, il chercha dans son esprit le moyen de l'envoyer dans tout le pays voisin.

Quelques-uns des écoliers commencèrent alors à entrer, venant voir s'il y aurait école ce jour-là. Hanrahan se leva, s'assit sur le banc près de l'âtre, et tous l'entourèrent.

Ils pensaient qu'il allait sortir le Virgile ou le livre de messe ou l'abécédaire, mais au lieu de cela, il leva la petite branche d'aubépine qu'il tenait à la main.

— Enfants, dit-il, j'ai une nouvelle leçon pour vous, aujourd'hui.

Vous-mêmes, avec ceux qui sont beaux dans le monde, vous êtes comme cette branche fleurie, et la vieillesse est le vent qui vient et disperse les pétales. Et j'ai composé une malédiction sur la vieillesse et sur les vieillards ; écoutez maintenant que je vous la récite.

Le poète, Owen Hanrahan, sous un buisson de mai,
Appelle une malédiction sur sa propre tête parce qu'elle gri-
[sonne,
Puis sur l'aigle tacheté de la Colline de Ballygawley,
Parce qu'il est la plus vieille chose qui connaisse la peine et
[le mal ;
Et sur l'If qui est vert depuis des temps immémoriaux
Près du Lieu Escarpé des Etrangers et la Brèche du Vent ;
Et sur le grand brochet gris qui médite dans le Lac du Châ-
[teau Dargan
Ayant dans son long corps maint harpon et mainte peine ;
Puis il maudit le vieux Paddy Bruen de la Fontaine de
[l'Epouse,
Parce qu'il n'y a plus de cheveux sur sa tête et la somnolence
[à l'intérieur,
Puis le voisin de Paddy, Peter Hart, et Michael Gill, son ami,
Parce que leurs histoires divaguantes sont interminables.
Et puis le vieux Shemus Cullinan, berger des Pays Verts,
Parce qu'il tient deux béquilles entre ses mains crochues ;

Puis il appelle une malédiction du sombre Nord sur le vieux
[Paddy Doe,
Qui complote de poser sa tête desséchée sur une poitrine
[de neige.
Qui complote de détruire une voix harmonieuse et de bri-
[ser un cœur joyeux,
Il ordonne à une malédiction de rester suspendue sur lui
[jusqu'à ce que souffle et corps se séparent,
Mais il appelle une bénédiction sur la branche fleurie de mai,
Parce qu'elle vient en beauté, et en beauté se disperse.

Et il répéta aux enfants vers après vers jusqu'à ce que tous en pussent dire une partie, et quelques-uns à la mémoire plus prompte pouvaient dire le tout.

— Cela suffira pour aujourd'hui, dit-il alors. Ce que vous avez à faire maintenant, c'est d'aller dehors et de chanter cette chanson un moment, sur l'air de la Touffe de Joncs Verts, à tous ceux que vous rencontrerez, et aux vieillards eux-mêmes.

— Je cours le faire, dit l'un des petits garçons ; je connais bien le vieux Paddy Doe. La dernière veille de Saint-Jean, nous avons laissé tomber une souris par sa cheminée, mais ceci vaut mieux qu'une souris.

— Je vais aller dans la ville de Sligo, la chanter dans les rues, dit un autre des garçons.

— C'est cela, dit Hanrahan, allez dans le Burrough l'apprendre à Margaret Rooney et à Mary Gilles, et dites-leur de la chanter et de la faire chanter aux mendiants partout où ils iront.

Les enfants s'en furent en courant, pleins de fierté et de malice, chantant la chanson à tue-tête, et Hanrahan vit qu'elle ne risquait pas de rester inentendue.

Le lendemain matin, il était assis dehors près de sa porte, regardant arriver ses écoliers par deux, par trois. Ils étaient presque tous là, et il considérait la position du soleil dans les cieux pour savoir s'il était temps de commencer, quand il entendit un bruit semblable au bourdonnement d'un essaim d'abeilles dans l'air, ou à la course d'une rivière cachée en temps d'inondation. Alors il vit une foule qui, de la route, montait à la cabane, et il remarqua que toute la foule était composée de vieillards menés par Paddy Bruen, Michael Gill et Paddy

Doe, et il n'y en avait pas un seul qui ne portât un bâton de frêne ou d'épine noire. Aussitôt qu'ils l'aperçurent, les bâtons s'agitèrent ça et là, comme des branches dans un orage, et les vieux pieds se mirent à courir.

Il n'attendit pas davantage, mais grimpa la colline derrière la cabane jusqu'à ce qu'il fût hors de leur vue.

Au bout d'un moment, il était revenu, après avoir fait le tour de la colline, caché par les ajoncs qui poussaient le long d'un fossé. Et lorsqu'il arriva en vue de sa cabane, il vit que tous les vieillards l'entouraient, et juste alors l'un d'eux jetait sur le toit un râteau avec dans les dents un bouchon de paille enflammée.

— Ma douleur ! s'écria-t-il. J'ai mis contre moi la Vieillesse, le Temps, la Lassitude et la Maladie, et il me faut aller errer de nouveau. O Sainte Reine des Cieux, protégez-moi de l'Aigle de Ballygawley, de l'If du Lieu Escarpé des Etrangers, du Brochet du Lac de Château Dargan, et des bouchons inflammés de leurs alliés, les Vieillards !

(à suivre) W-B. YEATS

(Traduit de l'anglais par J. Lichnerowicz)

PORTRAITS D'HOMMES D'ÉTAT ÉTRANGERS

HJALMAR BRANTING

« Nuageux » : c'est par ce mot que dans un article récent un journaliste français d'extrême-droite croyait caractériser Hjalmar Branting.

Nuageux ? Non. Mais énigmatique, peut-être : du moins pour beaucoup de ceux qui voient de loin son imposante silhouette se profiler, sans bruit, sur la scène internationale. De lui les reporters politiques des deux mondes ont généralement remarqué la haute taille, les épaules carrées, le grand front volontaire, les sourcils en broussaille, les moustaches fortes et un peu tombantes ; mais s'ils essaient de le déchiffrer, ils ne trouvent en lui aucune rudesse : car toute la physionomie est dominée par l'extrême bonté du regard. Les yeux quelquefois las, souvent méditatifs, s'éclairent tout-à-coup d'une franche gaieté. La voix aussi révèle la complexité d'une nature nuancée, à la fois très mâle et très souple, où une hérédité italienne se mêle subtilement à l'hérédité scandinave.

Par sa mère, Branting se rattache en effet à une famille patricienne de Venise : de là peut-être lui vient cette élégance morale qui, d'un bout à l'autre de sa longue carrière, a maintenu le leader socialiste suédois au-dessus de toute bassesse démagogique et obligé ses adversaires à lui rendre hommage. Démocrate par le cœur, il est toujours demeuré aristocrate par l'esprit.

Son père, qui était médecin, compta dans sa clientèle la famille royale au temps d'Oscar Ier et de Charles XV. Il fut, immédiatement après Ling, un des promoteurs de la gymnastique suédoise.

Hjalmar Branting lui-même fut d'abord un homme de science. Etudiant à Upsal, il se spécialisa dans les études mathématiques. Bientôt attaché à l'Observatoire de Stockholm, il s'y fit remarquer de ses maîtres et l'un d'eux, le professeur Gyldén, prédisait que « le jeune Branting ferait un jour de grandes choses en astronomie ».

En quoi il se trompait totalement : car un instinct irrésistible écarta bientôt Hjalmar Branting des sciences abstraites pour le jeter dans sa véritable voie, parmi les hommes.

Mais de son séjour à l'Observatoire, Branting emportait certaines habitudes dont il ne devait plus se départir : tout d'abord celle de regarder très haut et très loin ; et aussi celle de donner à son langage le maximum d'exactitude. Il n'est pas d'orateur ni d'écrivain politique plus scrupuleux dans le choix de ses mots ; au risque d'alourdir son style, qui se reconnaît entre tous, il met dans une phrase autant de termes et de propositions qu'il est nécessaire pour exprimer avec précision les moindres nuances de sa pensée. Ainsi le mathématicien, dans son effort vers la vérité, n'hésite pas à aligner une équation dont la complexité déroute parfois le profane. Et cependant, lorsque Branting est à la tribune, soit au Parlement, soit dans quelque assemblée populaire, son auditoire se laisse entraîner par cette éloquence abstraite et déductive, qu'il sent pleinement sincère et sous laquelle il devine le frémissement d'une âme passionnée.

En venant au socialisme, vers l'année 1880, Branting avait déjà la claire vision de l'immense tâche qui l'attendait. Il n'y avait à cette époque en Suède aucun mouvement ouvrier organisé, mais seulement quelques isolés qui passaient aux yeux de l'opinion pour des fous, des anarchistes, ou pire encore. Les gens bien pensants trouvaient scandaleux de voir cet intellectuel authentique se mêler à la racaille. Et en même temps les démagogues ouvriers cherchaient à écarter ce jeune homme, contre l'influence duquel ils sentaient qu'ils seraient bientôt incapables de lutter. Un jour dans un meeting populaire plusieurs orateurs

de cette sorte, précurseurs du bolchevisme, se succédèrent à la tribune, et la salle devenait houleuse : « A la porte les intellectuels, criait-on ; ils embourgeoisent notre mouvement. » Alors Branting, affrontant la tempête, dit simplement : « Là où je suis, je reste. Je combats en homme libre pour le même but que vous. Jamais vous ne m'en écarterez. » Et, en effet, jamais il ne s'est laissé écarter de sa route par la menace. Il a, en quarante ans d'efforts, organisé la classe ouvrière suédoise en un grand parti démocratique capable d'assumer à lui seul la responsabilité du pouvoir.

En 1883 fut fondé à Stockholm un journal ouvrier, appelé *Tiden* (le Temps), et où Branting s'embaucha comme rédacteur. Au début cette feuille manifestait des tendances extrêmistes. Sous l'influence de Branting, elle s'imprégna peu à peu d'un esprit de réalité. En 1885, elle devint l'organe du mouvement syndical naissant. Elle disparut l'année suivante, mais pour être aussitôt remplacée par le « Social-Demokraten », où Branting entra comme rédacteur en chef. En 1889 fut fondé le parti social-démocratique suédois, dont il fut dès le premier jour l'animateur et le chef reconnu.

***

En face de Lénine, Hjalmar Branting apparaît, dans le mouvement ouvrier contemporain, comme une vivante antithèse. Le premier est avant tout un Asiatique, mû par la haine et le mépris de l'Europe, et qui a toujours rêvé de trouver dans l'Inde et chez les Mongols le point d'appui nécessaire pour ébranler l'Occident ; Asiatique aussi par son goût pour la dictature et son dédain de la démocratie. Branting est au contraire, dans toute la force du terme, un Européen, qui croit à la vertu de la vieille civilisation occidentale, dont il porte en lui, harmonieusement équilibrées, les qualités essentielles. Sa préoccupation politique constante, et qui correspond à un instinct profond, est de cimenter dans la mesure où il peut agir toutes les forces vraiment vivantes de l'Europe afin que celle-ci puisse ,parmi les autres parties du monde, continuer à jouer son rôle traditionnel.

Autre différence fondamentale : Lénine, dans sa carrière de militant, n'a jamais pu traverser un groupe socialiste sans aussitôt y apporter un esprit d'intransigeance et de scission, excommuniant d'emblée quiconque ne le suivait pas aveuglément. Et la dictature que du Kremlin il a exercée sur la Russie n'a été que la suite d'une longue série d'autres dictatures moins retentissantes.

Si, au contraire, nous cherchions à définir le tempérament, la vocation de Branting, nous pourrions l'appeler « un grand rassembleur d'hommes ».

C'est un trait dominant de sa nature que de trouver sans effort le mot qui apaise et qui unit en vue d'une action commune. Aussi longtemps qu'il aperçoit quelque possibilité d'entente, quelque manière de jeter un pont entre des points de vue opposés, il ne désespère pas et il met dans son effort de conciliation une subtilité, un entêtement extrêmes. Mais s'il se trouve en présence d'une force irréductible, vraiment contradictoire avec son propre idéal, alors il engage une lutte tenace : le militarisme à la prussienne et la démagogie moscovite comptent à ses yeux parmi ces forces mauvaises dont, coûte que coûte, la Suède et l'Europe doivent être préservées.

Mais dans son propre parti règne une grande unité, dont il est le centre. L'an passé une petite fraction dissidente, appelée « socialisme de gauche », manifesta le désir de rentrer au bercail ; et d'autre part, au Riksdag, le parti libéral, sans rien abandonner d'ailleurs des doctrines qui lui sont propres et par où il se sépare de la social-démocratie, donna généralement au cabinet Branting l'appui de ses voix. Dans les cérémonies solennelles où il devait parler au nom du gouvernement, Hjalmar Branting ne cherchait pas à opposer la classe ouvrière au reste de la nation ; il aima au contraire à souligner les points où l'intérêt socialiste se confond avec l'intérêt national et, par dessus les partis, ses appels s'adressaient au peuple suédois tout entier.

Est-ce à dire qu'il ait abandonné l'idéal qui passionna sa jeunesse ? Nullement. Il l'évoque dans toutes les occasions opportunes. Mais avec la précision d'un esprit formé aux disciplines scientifiques, il cherche à déterminer exactement le point où la route de l'idéal commence à s'écarter du réel et du possible. Et à ce point il fait halte.

***

Dans la vie internationale, Hjalmar Branting, fidèle à son tempérament de conciliateur, a toujours lutté de toute son énergie contre les passions qui disloquent l'Europe et précipitent les peuples vers la guerre.

En 1905, quand la Norvège se sépara d'avec la Suède, on fut à deux doigts d'un conflit armé qui eût ensanglanté la péninsule scandinave. Branting fut alors au premier rang de ceux qui voulurent à tout prix empêcher cette lutte fratricide ; il eut le courage de prêcher à l'amour-propre national de ses compatriotes un sacrifice fécond. Si aujourd'hui, alors que la blessure est encore

aussi fraîche, les relations entre les deux nations sœurs sont devenues aussi cordiales, c'est avant tout à Hjalmar Branting qu'elles le doivent, et le Storting norvégien en lui décernant le prix Nobel de la Paix lui a rendu l'an passé un émouvant hommage.

Dans le récent conflit qui, à propos des îles Aland, mit aux prises la Suède avec la Finlande, Branting montra le même esprit de paix. Le verdict rendu par la Société des Nations fut une grosse déception pour l'opinion suédoise et plus particulièrement pour Branting, qui s'était personnellement engagé en cette affaire. Toutefois il s'inclina, parce qu'il mettait la cause de la paix au-dessus de tout et peut-être aussi dans l'espoir de donner ainsi à l'Europe un exemple salutaire.

D'autre part, dès 1914, son cœur avait résolument pris parti pour la France attaquée, pour la Belgique envahie, pour les démocraties occidentales défendant leur droit à l'existence, ce qui lui valut les incessantes attaques — et souvent les injures — des pangermanistes, lesquels prétendaient lui donner des leçons de neutralité.

Bref tout le passé politique de Hjalmar Branting le désignait pour le Conseil de la Société des Nations. Il y joue depuis une année un rôle à la fois éminent et volontairement discret. Ses interventions, dans les moments les plus délicats, tendirent toutes à rappeler qu'il existe, en dépit des difficultés de l'heure, une Europe qui veut survivre à la tourmente et qui aspire à la paix.

André WALTZ.

A PROPOS DE LA RÉFORME DE L'ENSEIGNEMENT

LES DERNIÈRES ANNÉES D'ÉTUDES

Parmi les nombreux projets proposés au Congrès des professeurs et relatifs à la réforme de l'enseignement, il en est un qui gagne chaque jour du terrain. C'est celui de M. Decerf, professeur de mathématiques au lycée de Cherbourg. Il n'a pas encore été incorporé au projet ministériel, et c'est fort regrettable. Mais il mérite de l'être, et j'ose espérer qu'il le sera. Il consiste à placer le premier baccalauréat à la fin de la seconde et à le faire suivre d'une année d'études pour lesquelles une option serait permise entre un enseignement comportant surtout des sciences naturelles et un enseignement comportant surtout des mathématiques. Je voudrais l'exposer ici avec quelques modifications de détail, et en faisant valoir en sa faveur, le cas échéant, quelques arguments nouveaux.

L'avantage qu'il y aurait à avancer le premier baccalauréat est peut-être déjà assez visible. Tout d'abord, ceux qui ne doivent pas pousser leurs études jusqu'au baccalauréat de philosophie pourraient entrer dans la vie un an plus tôt, avec un bagage moindre, sans doute, mais néanmoins suffisant. Il y aurait même intérêt à en grossir le nombre pour libérer les hautes classes des non-valeurs; et pour y aider, il serait bon de ne pas paraître n'accorder aux reçus du premier examen qu'une moitié de diplôme, comme on le fait actuellement avec un baccalauréat scindé en deux parties. Dans cette vue, je proposerais volontiers d'appeler le premier baccalauréat *Certificat d'études secondaires* en regardant le baccalauréat de philosophie ou de mathématiques élémentaires, comme un *Certificat d'aptitude* à suivre les cours des facultés et à préparer le concours des grandes écoles. De cette manière, nombre d'élèves médiocrement doués et qui ne recherchent le baccalauréat que comme une attestation qu'ils ont fait des études, seraient moins tentés, peut-être, de s'obstiner à poursuivre le second bachot, et auraient chance ainsi de se trouver en état de gagner leur vie deux ans plus tôt, ce qui serait tout bénéfice pour eux et pour le pays.

En outre — ce qui est plus important et de beaucoup — il est évident que la première partie de l'actuel baccalauréat vient trop tôt ou trop tard, du moment qu'il impose une dissertation française à des candidats dont beaucoup ignorent la syntaxe et même l'orthographe. Pour les sciences, il vient assurément trop tard puisqu'on interroge les candidats sur la géométrie dans l'espace avant de s'être assuré qu'ils connaissent la géométrie plane, sur les parties les plus difficiles de l'optique et de l'électricité avant de s'être assuré qu'ils possèdent la chaleur et l'hydrostatique. A vouloir trop obtenir d'un coup on s'expose à ne rien obtenir du tout, ou d'obtenir moins qu'on aurait fait avec des visées plus modestes. La remarque ne s'applique pas qu'aux sciences. Pour le grec par exemple, je suis persuadé qu'on arriverait à des résultats meilleurs, si l'on se proposait un idéal

moins élevé. On veut avoir des rhétericiens qui traduisent Aristophane et Pindare, et la majorité des élèves qui ont fait des humanités classiques quittent le lycée sans savoir le grec. Si l'on ambitionnait simplement de mettre les élèves de première en état de comprendre des auteurs plus faciles comme Lucien, Hérodote et Démosthène, en laissant aux hellénistes de profession le soin de déchiffrer plus tard Thucydide, etc., on arriverait, j'en suis convaincu, à avoir des élèves sachant du grec et prenant goût à son étude, au lieu qu'on les rebute par trop de difficultés.

Ainsi donc, abaisser résolument le niveau de l'examen en même temps que l'âge normal auquel on s'y présente, voilà une première réforme qui s'impose. Exigeons peu, et assurons-nous d'abord qu'on possède ce peu. Les fondements une fois affermis et bien affermis, nous pourrons pousser plus loin — pour les meilleurs — la construction de l'édifice.

*
* *

On ne manquera pas d'objecter qu'abaisser ainsi le niveau du premier baccalauréat, c'est abaisser le niveau des études qu'il conviendrait précisément de relever. C'est là, je crois, une erreur complète provenant d'une fausse conception de la culture générale qui vicie toute notre pédagogie.

Ce que les élèves doivent acquérir au lycée, c'est sans doute certaines notions positives, mais c'est aussi et plus encore peut-être, le moyen de s'instruire eux-mêmes. La crise du latin, qui procède d'ailleurs de causes multiples, tient certainement aussi pour une part à ce qu'on a perdu de vue cette élémentaire vérité. Autrefois on se préoccupait tout bonnement de savoir le latin et l'on sortait du lycée le sachant. On n'avait peut-être traduit dans toutes ses classes qu'un ou deux auteurs, mais on les connaissait à fond et l'on avait toute sa vie pour lire les autres. Aujourd'hui, on prétend connaître plus ou moins tous les auteurs, et en voulant les connaître tous, on est, à sa sortie du lycée, incapable d'en lire un seul à livre ouvert. Qu'en conclure ,sinon que la méthode actuelle est mauvaise ? Autrefois, on se mettait d'*abord* en état de savoir le latin, sans se préoccuper de connaître la littérature latine ; *ensuite*, on entrait en contact avec les divers auteurs qu'on avait jusque là volontairement ignorés, et c'est alors, et alors seulement qu'on se trouvait dans l'obligation de s'adapter aux particularités de leur vocabulaire et de leur style. Une telle adaptation, dans ces conditions, était d'ailleurs un plaisir parce qu'on possédait assez la langue pour que les difficultés nouvelles qu'on y trouvait n'eussent rien de rebutant. Aujourd'hui, au contraire, on veut que les élèves s'adaptent à de nombreuses particularités de style et de vocabulaire *avant* de connaître suffisamment la langue pour être capable de lire dans le texte un auteur facile. On passe à chaque instant d'un auteur à l'autre, comme si l'on visait non plus à faire apprendre le latin, mais à donner une idée générale de la littérature. Je me souviens d'avoir traduit dans la seule classe de rhétorique, en deux années, non en versions détachées, mais comme auteurs courants d'explications, du Virgile, du Cicéron, de l'Horace, du Catulle, du Tibulle, du Properce, du Tacite, de l'Ovide et du Lucrèce, et certainement j'en oublie : de chacun de ces auteurs, naturellement, nous ne pouvions expliquer que des fragments et des extraits, un livre, à peu près de *l'Enéide*, cinq cents vers de Lucrèce, quelques satires d'Horace. Une telle méthode accroît les difficultés, sous couleur de les graduer, et rebute les élèves; et le Dr Gustave Le Bon, dans son beau livre sur la *Psychologie de l'éducation*, a mis en lumière avec beaucoup de force les procédés tout opposés par lesquels on peut acquérir très rapidement la connaissance d'une langue. Qui trop embrasse mal étreint, dit un proverbe toujours vrai. Limitez le nombre des auteurs, étudiez complètement chacun d'eux, et vous verrez qu'on peut abaisser le niveau des programmes sans abaisser pour cela celui des études.

*
* *

Reste à examiner l'avantage que procurerait la possibilité d'une option entre un enseignement scientifique surtout mathématique et un enseignement scientifique surtout expérimental. Du point de vue psychologique, une telle option s'impose, car elle répond à une diversité réelle des intelligences. Jusqu'ici on s'est borné à distinguer deux sortes d'esprits, les littéraires et les scientifiques, division factice au plus haut point, car on peut aimer à la fois les mathématiques et la littérature, comme Bernardin de Saint-Pierre d'illustre mémoire, sans même parler d s philosophes qui se sentent portés à la fois vers les lettres et vers les sciences. Au contraire, c'est un fait d'expérience que certains philosophes, par exemple, qui se sentent très vivement portés vers les sciences naturelles ont beaucoup moins de goût pour les mathématiques, tandis que pour d'autres, c'est l'inverse qui se produit.

C'est un autre fait que certains esprits répugnent à l'abstraction mathématique, tout en manifestant du goût pour la chimie ou pour les sciences naturelles. Ainsi donc, et quelles qu'aient été leurs études antérieures, il faut que les nouveaux bacheliers puissent choisir, entre ces deux enseignements scientifiques, celui pour lequel ils se sentent le plus de goût. Un esprit imaginatif, épris du concret, qu'il vienne de l'enseignement classique ou de l'enseignement moderne, aura toujours plus d'inclination pour la botanique que pour l'algèbre ; un esprit abstrait, dans les mêmes conditions, aura plus de goût pour les mathématiques. Le fait qu'on est latiniste, helléniste, philosophe ou historien ne crée nullement une aptitude ou une inaptitude soit aux mathématiques, soit aux sciences naturelles. Il faut donc laisser aux classiques comme aux modernes la liberté absolue du choix.

*
* *

Le reste de l'enseignement donné en première resterait commun aux deux sections ainsi créées : même programme pour le français, la physique, l'histoire, la géographie et le dessin. Quant aux langues, elles feraient l'objet d'une option, le classique continuant à faire du latin et du grec en même temps que des mathématiques ou des sciences naturelles, et le moderne continuant, dans les mêmes conditions, à étudier les langues vivantes choisies par lui.

Cette année d'études surtout scientifiques précédant la philosophie aurait l'immense avantage de rendre cette dernière classe plus fructueuse. Actuellement en effet tout le programme d'études scientifiques est concentré dans la classe de philosophie, ce qui nécessite de la part des élèves un effort de mémoire énorme et les détourne en conséquence de la méditation personnelle indispensable aux études philosophiques. Or non seulement on éviterait ce défaut, mais encore on permettrait aux élèves de suivre leurs cours de philosophie avec plus de fruit, leur culture scientifique leur en facilitant l'étude et constituant pour celui-ci une excellente préparation.

L'institution d'une année d'études scientifiques préparatoires à la philosophie serait donc une des meilleures et des plus importantes réformes qu'on pût souhaiter. On la complèterait en réservant pour la même année l'étude des écrivains français qui touchent à la philosophie, Montaigne, Pascal, Montesquieu, Rousseau, et d'une manière générale les moralistes.

André Joussain.

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

APRÈS LES ÉLECTIONS BRITANNIQUES

Les résultats des élections britanniques n'ont été un sujet d'étonnement que pour ceux qui ne connaissaient ni la situation économique, ni l'état des esprits dans le Royaume-Uni. M. Baldwin, avec moins de scrupules et plus d'habileté, eût sans doute pu prolonger de quelques mois son gouvernement, et, à notre point de vue, cela eût beaucoup mieux valu que les aventures dans lesquelles risque de nous entraîner l'incohérence de la politique anglaise. Mais, pour comprendre les événements anglais, il faut se mettre au point de vue anglais.

Les difficultés sociales et financières de la Grande-Bretagne équivalent, à peu de chose près, aux nôtres. Si la situation financière est moins grave, la crise économique et sociale l'est bien davantage; contrairement à ce que l'on croyait autrefois, il apparaît de plus en plus que la situation monétaire d'un Etat n'est pas dans un rapport étroit avec sa situation économique et politique. En dépit, et peut-être en partie à cause du taux élevé de la livre, l'industrie britannique traverse une crise très grave, une crise telle qu'elle n'en a point connu depuis sa naissance. Or, l'Angleterre tire à peu près toutes ses ressources de son industrie : industrie des transports, métallurgie, industrie textile, industrie minière. Le Royaume-Uni, ayant vu successivement se fermer tous les marchés dont il était le maître, vit sur ses réserves. C'est uniquement grâce à ses richesses accumulées qu'il peut soutenir sa population de chômeurs. L'Angleterre était très riche, elle l'est encore, mais aucune richesse au monde ne peut résister longtemps au régime actuel qui consiste à manger son fonds avec son revenu. Depuis deux ans, le Gouvernement est hanté par le spectre de la banqueroute et de la misère. M. Lloyd George, homme de ressources, espèce de Scapin britannique, qui, dans les situations troubles, se trouve dans son élément naturel, croyait toujours faire face à la situation grâce à la fécondité de son imagination; M. Baldwin, fort honnête homme, un peu naïf, et sous le règne duquel, d'ailleurs, le péril s'était aggravé, a voulu envisager la situation en face. Grand industriel,

il a examiné le problème en industriel, et peut-être avec les œillères du technicien et de l'industriel, toujours tenté de considérer la production en soi, et non comme un facteur de la vie humaine, toujours exposé, quels que soient ses scrupules de conscience, à considérer que des intérêts qui font un tel volume que les intérêts de l'Industrie, se confondent avec l'intérêt général. Se croyant instruit par plusieurs exemples continentaux, et notamment par l'exemple français, il a vu, dans le protectionnisme, le seul remède praticable, ce protectionnisme étendu aux Dominions assurant, par ailleurs, l'attachement des colonies lointaines à la mère patrie.

Si l'on raisonne dans l'abstrait, on est bien tenté de lui donner raison, car il n'y a guère que trois moyens de remédier à la crise budgétaire et industrielle anglaise :

L'impôt sur le capital, qui est incontestablement un moyen révolutionnaire et fort dangereux;

La remise en état de l'Europe : il n'est que trop certain qu'elle ne peut s'opérer par un coup de baguette et qu'elle prendra plusieurs années;

Le régime protectionniste...

Le régime protectionniste était incontestablement un remède empirique, mais il avait le mérite d'être immédiatement applicable, et de ne pas nécessiter de consentement étranger. Seulement, quiconque avait un peu d'expérience politique devait se dire que ce n'est pas en six mois de temps que l'on change les habitudes de tout un peuple. Jusqu'à ces derniers temps, tous les Anglais étaient persuadés que l'Empire devait sa prospérité au libre-échange. Historiquement, du moins, ils avaient raison. Comment a-t-on pu s'imaginer qu'un peuple d'esprit assez lent, d'ailleurs, renoncerait soudain à toutes ses idées, à tous ses préjugés? D'autre part, l'institution du régime protectionniste ne pouvait se faire qu'aux dépens du consommateur. Il était trop facile à des adversaires politiques du reste peu scrupuleux, de représenter le programme Baldwin comme une manœuvre conçue dans l'intérêt exclusif de la classe industrielle : magnifique thème d'une campagne électorale, où les libéraux libre-échangistes et les travaillistes devait tout naturellement se prêter une assistance plus ou moins occulte.

Les politiciens n'aiment pas à prévoir à longue échéance : libéraux lloydgeorgistes et asquithiens ont considéré, dès les débuts de la campagne, que le point le plus important était de jeter bas le cabinet Baldwin : après, il serait toujours temps de voir à se retourner contre les travaillistes, ou à composer avec eux. Ils continuent à pratiquer la même politique, puisque la majorité d'entre eux a laissé M. Ramsay Macdonald courir sa chance. Un cabinet travailliste? Pourquoi pas? Le travaillisme n'est pas le communisme. Ce parti ouvrier sans expérience, sans personnel de grande envergure, ne tardera pas à faire tant de fautes qu'il sera balayé par les événements, et alors sonnera l'heure de la coalition chère à M. Lloyd George.

Tel est manifestement le plan machiavélique du subtil politicien gallois; il oublie l'aventure de Kerensky qui, lui aussi, s'imaginait qu'on endort avec de l'éloquence le dragon populaire et qu'ensuite il n'est rien de plus facile que de lui faire faire ce qu'on veut. Il est fort peu probable qu'un cabinet Ramsay Macdonald puisse tenir bien longtemps, d'autant plus que son chef n'est pas du tout de ces socialistes souples et ingénieux à qui l'usage du pouvoir a vite fait d'enseigner l'opportunisme. Certes, on peut rendre hommage à la sincérité de ses convictions, mais c'est un doctrinaire étroit, et l'on n'a pas oublié, ni en Angleterre, ni en France, l'attitude germanophile et défaitiste qu'il eut pendant la guerre.

Mais, même en admettant qu'un cabinet Ramsay Macdonald ne demeure au pouvoir que le temps de préparer de nouvelles élections sur les résultats desquels les travaillistes comptent d'ailleurs autant que les libéraux, il dirigera le ministère assez longtemps pour orienter la politque britannique dans un certain sens, un sens qui nous paraît bien dangereux. Certes, il est impossible, étant donnée la composition actuelle de la Chambre des Communes, que M. Ramsay Macdonald puisse songer à y faire adopter l'impôt sur le capital; mais c'est dans le domaine de la politique étrangère que son action, s'il tient ses promesses, peut être néfaste. Et sur ce terrain-là, malheureusement, il trouvera des alliés parmi les libéraux, peut-être même parmi les conservateurs. Le futur Premier anglais est convaincu, en effet, que le seul moyen de remédier au chômage britannique est de rétablir l'Europe dans sa situation économique d'avant-guerre. Ne lui dites pas que c'est impossible : rien n'est plus simple à ses yeux. Il suffirait pour cela d'évacuer la Ruhr, d'accepter

tous les moratoires que l'Allemagne pourrait bien demander, et d'exiger de la France qu'elle paie sans délai les dettes de guerre qu'elle a contractées envers l'Angleterre. Que si on lui objecte la détresse financière de la France et l'impossibilité où elle est de charger encore un budget écrasant, il ripostera avec innocence : « Elle n'a qu'à supprimer son budget de la guerre ».

Je n'ai pas besoin de dire qu'aucun gouvernement français, fût-il d'extrême-gauche, n'obéira jamais à de telles suggestions. Le plus sage serait de ne pas les prendre au sérieux, mais une telle attitude du Gouvernement britannique ne manquerait pas de susciter en Allemagne les espérances les plus folles de ceux qui escomptent tour à tour la rupture de l'entente franco-allemande ou l'avènement d'un gouvernement socialiste en France.

Je ne pense pas que la majorité du peuple anglais pense de la sorte; le souvenir de la fraternité d'armes qui a été si loyale entre les deux peuples ne s'est pas complètement effacé; mais il apparaît de plus en plus que la plupart des Britanniques sont hors d'état de considérer le problème des réparations et le problème de la sécurité sous le même angle que nous. Quand on leur parle « dévastations », ils nous répondent « chômage »; quand on leur montre le péril allemand toujours prêt à renaître, ils nous répondent que nos soldats sont sur le Rhin et dans la Ruhr, et nous suspectent d'avoir l'arrière-pensée de les y laisser éternellement. C'est pourquoi la politique extérieure des travaillistes ne leur paraît nullement déraisonnable ni injuste. C'est là qu'est le vrai danger, car personne, en France, n'envisage d'un cœur léger l'éventualité d'une rupture de l'Entente. La remise en ordre de l'Europe ne paraît possible que grâce à elle. En dehors de l'Entente, il n'y a en Europe qu'intérêts particuliers, égoïsmes prétendûment sacrés, haines de race et préjugés xénophobes. L'Entente rompue, cela remet de dix ans le règlement des questions européennes, et même le relèvement de l'Allemagne.

L. Dumont-Wilden.

LE ROMAN

COLLECTIONS

Il y a quelques mois, un éditeur m'a fait l'honneur de me proposer la direction littéraire d'une Collection. Je lui ai répondu qu'il y en avait déjà trop; à quoi il a répliqué : « C'est la preuve que la formule s'impose. » J'ai bien vite admis, en y réfléchissant, qu'il avait raison. Jamais il ne s'est publié ni vendu tant de livres, et le public éprouve le besoin, les éditeurs sentent la nécessité, de mettre un peu d'ordre, au moins apparent, dans ce chaos. La critique ne peut étudier qu'un très petit nombre d'œuvres, particulièrement significatives, et signaler quelques courants. Les journaux où on lui fait la part la plus belle lui accordent un feuilleton hebdomadaire, et celui auquel il est confié reçoit deux ou trois douzaines de romans, sans compter les autres ouvrages. L'embarras n'est pas moindre dans les revues, où la critique ne dispose même souvent que d'un article par mois, quelquefois un par quinzaine. Et le public est plus embarrassé encore que le critique professionnel pour se frayer un chemin à travers tant d'œuvres qui se pressent autour de lui. Il était naturel, dès lors, d'envisager un classement.

Le plus simple de tous consistait à faire, sans plus, un triage, à opérer un choix. Quand une suite de romans paraît sous la rubrique « Le Roman littéraire », et sous le patronage de M. Henri de Régnier (1), ou sous celui de M. Edmond Jaloux avec le titre plus général encore « Le Roman » (2), les lecteurs supposent qu'un lettré qualifié s'est assuré de la qualité de l'œuvre avant de la leur présenter avec la garantie de son estampille. Ils se trouvent ainsi disposés à lui faire confiance, tout au moins à lui accorder quelque crédit. Mais la garantie ne se complète d'aucune indication précise. On nous annonce un livre de valeur : on ne nous dit rien ni de ses tendances ni du genre d'intérêt qu'il nous promet. Le seul avantage de la collection, dans un cas pareil, est celui de la sélection.

Il en est de même, semble-t-il, avec la « Collection Colette » (3), où M. Raymond Escholier vient de publier *La Nuit*, et M. Gabriel Maurière *Le Bel Age*. Ces deux écrivains sont déjà connus et appréciés. Nous nous étions déjà arrêtés avec plaisir

(1) Albin Michel, éditeur.
(2) Bernard Grasset, éditeur.
(3) Chez J. Ferenczi et fils.

à la très plaisante étude de mœurs politiques de province que M. Gabriel Maurière nous a donnée dans *Pamphile et Pompon*. Sur le même thème, ce romancier, qui se plaît à l'observation sociale et l'assaisonne d'humour, écrit une série de jolies nouvelles qu'il appelle, d'un titre assez clair : *La Politique à Saint-Gengoult*. Il a écrit un « roman des Bureaux militaires », *Au Burlingue*, et trois autres romans inspirés d'une commune préoccupation, toute différente : *Le Semeur*, — *Les Terriens* : *Monsieur Cailloux*, — *A la Gloire de la Terre*. Nous retrouvons l'ironie de l'auteur, sa manière vive, alerte, et plus de vigueur peut-être, une force plus ramassée, un entrain plus cruel dans ce roman, *Le Bel Age*, où il nous retrace sans pitié ni réticence, avec un remarquable talent, les premières amours de Polynice Huguenin, aujourd'hui médecin de campagne, quand il avait seize ans, et de la terrible, provocante, cynique Ginetta, la jeune fille du château. C'est une psychologie assez âpre des frénésies de l'adolescence, comme aussi *La Nuit*, de M. Raymond Escholier. Nous avons parlé ici même de *Cantegril*, qui obtint le Prix Vie Heureuse en 1921 et venait après un autre charmant livre : *Dansons la trompeuse*, signalé par le Prix Northcliff, *La Nuit* est une œuvre originale et vigoureuse où s'affirme un très beau talent de romancier, capable de mettre au service d'une psychologie pénétrante la narration la plus alerte et un don remarquable d'évoquer les personnages et leur milieu. Cette jeune Henriette, née d'un couple irrégulier, héritière des désordres de la passion, recueillie par des grands-parents austères et qui, devenue aveugle va de l'avant, tâtonnante, sous l'impulsion de l'instinct et trébuche parmi ses pièges ; la maison trop sévère où elle étouffe, la fermentation des désirs dans son âme murée, l'ardeur à peine consciente et comme désespérée à laquelle elle cède, l'égoïsme et les bassesses qui l'exploitent : tout cela fait un ensemble d'une cruauté pathétique, d'un art délié et sûr.

* * *

Le choix procède d'une idée directrice moins indéterminée, et fort intéressante d'ailleurs, dans le cas de la collection « La Première Œuvre » publiée depuis peu sous le direction littéraire de Max et Alex Fisher (1). Le premier volume était un très remarquable roman, *Le Décivilisé* de M. Charles Renel. Il a paru sous le parrainage de M. Louis Bertrand. Le deuxième, *Enterrons l'adultère*, de Mme Hélène du Taillit, nous est présenté sous le parrainage de M. Robert de Flers. Car chaque œuvre d'un de ces jeunes auteurs ignorés ou peu connus, nous est ainsi présentée avec la garantie d'un écrivain notoire, en possession de la faveur du grand public et qui nous amène, pour ainsi dire, par la main, le confrère encore à ses débuts qu'il se charge de nous présenter. Le titre de la collection ne signifie pas qu'elle soit réservée au premier livre d'un nouveau venu dans la carrière des lettres, mais que le livre ainsi accueilli, s'il n'est pas le premier, est l'œuvre dans laquelle il affirme pour la première fois sa personnalité, sa valeur. Une très habile organisation de la vente, un service de presse bien compris ajoutent, pour les auteurs publiés dans cette collection, à l'avantage initial et indispensable d'être imprimés, des chances d'être lus.

Les deux volumes qu'elle nous a offerts jusqu'ici sont fort différents. Le premier, exotique, un peu âpre, écrit sans doute par un colon ou un fonctionnaire colonial, retrace le retour aux instincts et aux habitudes primitives sous l'influence des forces naturelles qui effritent pièce à pièce l'acquit de notre civilisation. Un Français cultivé et misérable, isolé dans la brousse malgache, oublie peu à peu la civilisation européenne, jusqu'à partager avec bonheur l'humble vie des indigènes. C'est le retour à la nature, tel que le rêvait et le préconisait Jean-Jacques Rousseau. Le roman de Mme Hélène du Taillis se passe, au contraire en pleine vie parisienne et mondaine. Il nous conte, non sans de jolies qualités d'observation et d'ironie, sous lesquelles perce une pointe d'amertume, l'histoire d'une jeune femme pauvre qui trompe son mari un peu par devoir et s'aperçoit que l'infidélité ne fait pas le bonheur. Cette œuvre courte, vive, divisée en nombreux petits chapitres, se ressent de l'entraînement de journaliste qui a assoupli la plume de l'auteur. N'y cherchons pas trop l'empreinte des œuvres d'aujourd'hui, car il a été écrit, nous dit-on, commencé du moins, en 1912.

* * *

C'est une excellente idée de favoriser la mise au jour d'œuvres écrites par des écrivains nouveaux : mais là encore la collection ne s'inspire que de la seule idée de sélection, sans qu'intervienne aucun principe d'unité. Il semble que ce principe apparaisse dans la « Collection des Six », entendez : composée de six ouvrages par an. On pourrait s'y tromper, car le titre, sans explication, ne saurait être interprété dans ce sens. Le programme nous annonce que ces romans sont « écrits par des hommes d'aujourd'hui, pour le public d'aujourd'hui » : c'est un signalement encore bien vague. Il se précise

(1) Ernest Flammarion, éditeur.

quand on nous promet « des œuvres d'une haute tenue littéraire, aux intrigues aventureuses ou tragiques, de vrais romans, mais qui abordent les grands problèmes des temps actuels, qui répondent aux angoisses de nos consciences, qui effleurent les rêves nouveaux surgis au lendemain de la grande guerre. » M. André Lamandé, connu et apprécié pour deux volumes de vers *La vie ardente* et *Sous le clair regard d'Athénée*, suivis d'une amusante fantaisie qu'éclairait un clair rayon de sagesse, *Castagnol*, ouvre la série avec un roman d'après-guerre, *Les Lions en croix*, dédié à quatre camarades « qui ont gardé dans leurs cœurs et dans leurs œuvres un reflet des rouges térèbres de la guerre ». Combien différent de l'autre, celui-là ! Raccourci hardi, symbolique, où se dresse, dans la violence d'un drame individuel, la signification du grand drame collectif : ceux qui ont fait la guerre n'en ont pas recueilli le prix ; ils ne sont même pas parvenus à assurer à leurs enfants, à leur patrie, le bénéfice de la victoire. Ils n'ont pas gagné la cause de la paix. Et ceux que l'instinct de vivre, tant bien que mal, n'a pas repris tout entiers, ceux qui sont encore assez malheureux, ou qui gardent une sensibilité assez vive, pour que les douleurs d'autrui trouvent en eux un écho, ceux-là, témoins d'une génération sacrifiée, perçoivent le tragique de sa destinée et se font les interprètes de leurs « anciens frères de combat, pauvres hommes à la moelle de lion, cloués sur la triple croix de l'indifférence, du mépris, de l'oubli. » Comme son héros symbolique le mime de génie, M. André Lamandé a voulu « mettre en relief, en une synthèse puissante et simple, ce que fut, en vérité, l'homme dans la grande guerre, son rôle dans la victoire et l'effroyable écroulement qui suivit. » Il a écrit une œuvre rapide, frémissante, ramassée, comme prête à bondir, où s'exprime avec une loyale audace et un talent remarquable l'âme de la génération qui fit la guerre. Elle se recommande à nous, de la manière la plus éclatante, et par sa valeur et par son opportunité. Si la « Collection des Six », qui a pris comme titre général « Le Roman d'aujourd'hui », réussit à grouper quelques témoignages aussi expressifs, elle répondra, en effet, à un désir du public et à un besoin de notre temps. Elle nous apportera quelques-uns de ces romans d'après-guerre que nous attendons et qui doivent venir, à mesure que nous ressentons les conséquences du grand ébranlement et que nous pouvons mieux comprendre, mieux juger aussi les faits et leurs causes. Ils nous y aideront.

* * *

Une autre collection nouvelle, « Le Vaste Monde » (1), atteste, elle aussi, un goût croissant, celui de l'exotisme. Ainsi que son programme le constate très justement, et comme nous avons eu, à maintes reprises, l'occasion de le constater ici, nul genre de la littérature contemporaine n'a eu un développement aussi rapide et éclatant que le roman exotique. Récits africains, océaniens, asiatiques, se sont multipliés depuis vingt ans, enrichissant notre production romanesque d'une littérature coloniale plus représentative même que celle de l'Angleterre. Si nul écrivain n'a manifesté chez nous le génie d'un Rudyard Kipling, chaque territoire d'outre-mer a inspiré des œuvres dont la signification s'ajoute à la beauté. A la suite de Pierre Loti et de Claude Farrère, de Louis Bertrand et de Pierre Mille, de Jean Ajalbert et de Segalen, de Jérôme et Jean Tharaud, combien d'autres — Albert de Pouvourville, Robert Randau, Elissa Rhaïs, J. Marquet, Jean d'Esme — marquent leur place dans cette lignée ! Le volume de Marius-Ary Leblond, *Fétiches*, qui ouvre la collection « Le Vaste Monde » me permettra du moins de saluer au passage ces deux écrivains dont je voudrais parler prochainement ici avec plus de loisir. Ils poursuivent vaillamment leur œuvre et nous donnent, avec ce volume qu'une mention de la couverture qualifie à tort de roman, un recueil de sept nouvelles dont la première et la plus longue, *Dans le sable de Tamatave*, évoque cette grande île de Madagascar à laquelle la collaboration féconde des deux auteurs a déjà consacré un beau livre (2). Ils n'en montrent, cette fois, qu'un aspect : Tamatave, sur son rivage étouffant, avec ses cases, ses coloniaux, ses mulâtres et ses noirs, son air d'improvisation qui la fait ressembler, comme telles autres petites villes tropicales, au bord de la mer « à un naufrage qui se serait organisé en campement dans des cases taillées en la carcasse du même bateau ». Toute la peinture est d'un réalisme cru que nul rayon ne transfigure, que nulle poésie n'éclaire : à dessein sans doute, car les auteurs ont montré ailleurs qu'ils savaient auréoler de lumière la réalité. Et ils en donnent une preuve nouvelle à la dernière page de leur récit quand, après une fête de funérailles où s'est affirmée la traditionnelle fidélité de l'Antémour qui a remené de Tamatave la dépouille de son compagnon, après le sacrifice des bœufs dont parents et amis se sont rituellement partagé la viande et les viscères sanglants, tandis que les crânes, empalés sur des pieux, gardaient le cercueil, ils terminent sur cette grande image : « Dans la nuit n'apparaissent plus que les

(1) Aux éditions du *Monde nouveau*.

(2) *La grande Ile de Madagascar*, couronné par l'Académie française (Delagrave).

fronts blafards des hauts bucrânes : leurs orbites vides regardent la mer... ; les cornes pointent vers le ciel comme des lyres farouches. »

* * *

Mentionnons encore cette collection « Les Romans d'aventures » (1), qui vient de nous donner un nouveau roman de J.-H. Rosny aîné : *L'étonnant voyage de Hareton Ironcastle.* Etonnant, en effet, ce voyage d'un Américain, accompagné de sa fille Muriel et d'un Français, Philippe de Maranges, à la terre fantastique où Samuel Darnley les a précédés, en quête de plantes nouvelles, dans l'espoir de compléter sa théorie sur les transformations circulaires. Nul n'a jamais foulé ce sol d'une contrée aussi avancée que l'Europe ou l'Asie, peut-être davantage, dans l'évolution générale, mais qui a pris une autre voie. On devine quel parti la puissante imagination de Rosny, aidée de son immense savoir, peut tirer d'une pareille donnée où il est capable de faire épanouir tout le merveilleux de la science. Et quelle grâce aussi, quel sens de la nature de l'amour et de sa vérité dans sa peinture de la grisante Muriel ! Maîtrise, virtuosité, fantaisie s'accordent à faire de ce livre un chef-d'œuvre du genre, tout vibrant de mystère et de passion.

* * *

La conclusion de cette esquisse pourrait être qu'il y a deux sortes de collections. Les unes ressemblent à ce que les naturalistes appellent une classification artificielle, et la critique n'a point à en tenir compte: elle examinera chaque œuvre en elle-même pour la replacer dans la catégorie à laquelle elle appartient. D'autres se rapprochent plutôt des classifications naturelles : nous pouvons examiner alors les caractères généraux des groupes d'œuvres qu'elles nous présentent. La critique ne trouve quelque avantage que dans le second de ces deux cas. Mais l'un et l'autre donnent au public la chance d'éviter quelques risques, et il apprécie, dans l'un et dans l'autre, le privilège de n'être plus livré à tous les hasards.

Firmin Roz.

(1) Ernest Flammarion, éditeur.

LA PHILOSOPHIE (1)

L'ÉVOLUTION DU RATIONALISME

Dans un passage célèbre de la *Critique de la Raison pure*, Kant déclare que la logique a, dès l'antiquité, trouvé sa route certaine et que, depuis Aristote, elle n'a progressé ni reculé d'un seul pas. Quelle est l'idée maîtresse de cette science, immobile au cours d'un si long passé ?

Il ne paraît pas qu'Aristote lui-même l'ait formulée et l'on aurait plus de peine encore à la découvrir chez ses innombrables commentateurs et disciples du moyen-âge. La syllogistique, que leur patient labeur et leur subtilité ont conduite à un très haut degré de perfection, reste encombrée de règles multiples, variables avec chaque groupe de syllogismes. C'est un édifice confus, où la richesse des détails dissimule les grandes lignes. Mais ces grandes lignes existent et les logiciens de Port-Royal sont peut-être les premiers qui les aient discernées. Ils affirment l'existence d'un principe général, grâce auquel sans recours à l'étude spéciale des figures et des modes, on peut juger de la correction ou du défaut de tout syllogisme. (2) Ils expliquent que tout syllogisme consiste en une substitution de termes : des deux prémisses, l'une, par cette substitution deviendra la conclusion ; l'autre, toujours affirmative, établit que cette substitution est légitime. Soit le raisonnement suivant : le chrétien doit blâmer les actions criminelles ; or le duel est une action criminelle ; donc le chrétien doit blâmer le duel. La conclusion est obtenue en remplaçant dans la première proposition « actions criminelles » par « duel » ; et la seconde proposition justifie cette substitution. Ce raisonnement se réduit donc à la reconnaissance d'une identité, à cette découverte que le duel est assimilable au crime et que par suite on ne dit rien de neuf en condamnant le duel quand on a déjà flétri le crime. La conclusion est valable parce que l'esprit n'a point passé d'une notion à une autre vraiment différente : il s'est mû du même au même, piétinement où l'on doit apercevoir la condition d'une déduction rigoureuse.

Leibniz et Condillac ne se lassent pas de répéter que l'identité est l'idéal de la pensée rationnelle. Leibniz établit cette thèse par trois ordres de considérations. D'abord toute proposition nécessaire est une proposition identique, c'est-à-dire une proposition dont l'attribut se trouve impliqué dans le sujet,

(1) Voir le numéro du 15 Déc. 1923.

(2) *La Logique* ou l'*Art de penser*, part. III, ch. x et xi.

de telle sorte que l'affirmation contraire recouvrirait une contradiction. Il examine à titre d'exemple cette proposition : tout nombre divisible par 12 est divisible par 4 et montre (1) qu'il suffit d'analyser la notion de « nombre divisible par 12 » pour y découvrir la notion exprimée par l'attribut. Condillac étend cette théorie à toutes les propositions vraies : « Toute vérité est une proposition identique. En effet, cette proposition : l'or est jaune, pesant, fusible, etc., n'est vraie que parce que je me suis formé de l'or une idée complexe qui renferme toutes ces qualités. Si, par conséquent, nous substituons l'idée complexe au nom de la chose, nous aurons cette proposition : ce qui est jaune, pesant, fusible, est jaune, pesant fusible.» (2) L'étude des démonstrations plus compliquées prouve de même qu'elles s'opèrent par des substitutions de propositions rigoureusement équivalentes. Leibniz en a donné plusieurs exemples dans un opuscule latin sur l'art de démontrer dans le domaine des choses abstraites (3) et Condillac expose les mêmes idées dans sa *Logique*. « L'évidence d'un raisonnement, écrit-il, consiste uniquement dans l'identité qui se montre d'un jugement à l'autre » (4). Cette identité est mise en pleine lumière par le langage algébrique, mais elle fait également la force de raisonnements qui se développent à l'aide des mots usuels. Enfin Leibniz a présenté, au sujet de la relation entre un effet et sa cause, des remarques d'où l'on peut conclure que le rapport causal dissimule une identité profonde. La cause est bien autre chose pour lui que l'antécédent invariable. Elle est la « raison suffisante » d'un phénomène, et comment *suffirait*-elle à le produire si elle ne contenait déjà tout ce qu'il sera ? Leibniz adopte en somme la formule scolastique : « la cause égale l'effet » (causa æquat effectum), ce qui revient à dire que le principe de causalité n'est point autre chose que le principe d'identité appliqué aux phénomènes qui se succèdent dans le temps. Nos sens nous persuaderaient qu'ils sont des créations et notre raison intervient pour en affirmer la préexistence dans un univers où ils n'étaient pas encore perceptibles. Ainsi, par les raisonnements du physicien où le principe de causalité est d'un emploi si fréquent, comme par ceux du mathématicien qui se rapportent à des notions plus abstraites, un même besoin de l'esprit se trouve satisfait, le besoin de ramener le nouveau à l'antérieurement acquis, le variable au permanent, le divers à l'identique.

(1) *Opuscules et fragments inédits* publiés par Couturat, p. 17,

(2) *L'Art de penser*, p. 98 du tome V des *Œuvres complètes*. édit. Théry, Paris, 1821.

(3) *Non inelegans specimen demonstrandi in abstractis*, édit, Erdmann, p. 94-95.

(4) Edit. de 1822, p. 443 et suiv.

Plus près de nous, le logicien anglais Stanley Jevons, dans son traité sur les *Principes de la science* a développé des idées analogues à l'aide d'exemples variés et convaincants, empruntés aux différentes provinces du savoir. Il énonce, il est vrai, le principe de la « substitution des termes semblables », non point la substitution des termes identiques. Mais par cette prudente modification des formules chères à Leibniz et à Condillac, il retrouve, loin de s'en écarter, leur vraie pensée et l'idée dominante de la logique traditionnelle.

A Leibniz, à Condillac, à Stanley Jevons, il convient, semble-t-il, d'accorder que tout raisonnement est une substitution de termes, en ajoutant ce qui semble le complément nécessaire de leur thèse, savoir que la rigueur du raisonnement est proportionnelle à la similitude des termes substitués. Le mathématicien connaît des grandeurs parfaitement égales, des longueurs exactement superposables l'une à l'autre, des aires absolument équivalentes. Il peut donc procéder à des substitutions qui échappent à toute critique. Mais dès que nous passons aux sciences expérimentales, les notions sont moins précisément définies, l'équivalence des deux réalités devient infiniment plus délicate à établir que celle de deux figures géométriques ; par suite, la substitution des termes qui les expriment entraîne des risques. Le chimiste a-t-il le droit de conclure des propriétés d'un fragment de matière aux propriétés d'un autre fragment du même corps? Oui sans doute, s'il s'agit bien du *même* corps. Mais qui se représente les difficultés considérables, probablement même insurmontables, auxquelles se heurte le chimiste pour obtenir un corps à l'état pur redoutera toujours d'affirmer la parfaite similitude de deux fragments. Il concèdera que la similitude est en beaucoup de cas suffisante pour permettre un raisonnement d'ordre pratique : l'électricien peut conclure des propriétés connues du plomb qu'un courant de telle intensité fera fondre un fil de tel diamètre. Mais il sait bien que deux fils ne se comportent pas très exactement de la même façon, n'étant qu'approximativement comparables au point de vue de leur composition chimique et de leur structure physique.

Ainsi le succès du raisonnement dans les sciences qui définissent des identités rigoureuses, comme son infirmité dans celles qui doivent se contenter de similitudes plus ou moins précaires, semblent justifier l'idée maîtresse de la logique classique. Et pourtant un doute s'élève quand nous comparons la grandeur du résultat obtenu et la surprenante simplicité de la méthode que cette logique prescrit. Considérons l'exposé d'une science où la part du raisonnement est considérable, un traité de géomé-

trie par exemple. Après les définitions, les axiomes et les postulats du début, nous y contemplons une longue chaîne de propositions qui sont démontrées dès que le mathématicien a fait apparaître leur identité avec les propositions antérieurement admises, celles-ci ayant été elles-mêmes reconnues identiques aux définitions, axiomes et postulats liminaires. Le géomètre n'a-t-il donc travaillé que pour varier à l'infini l'expression d'une même vérité? Est-il vraisemblable que l'immense effort collectif d'invention que représente une science solidement constituée ait eu pour seul résultat d'aligner des affirmations rigoureusement équivalentes, d'édifier une gigantesque tautologie? S'il est vrai que, dans un traité géométrique, les propositions des dernières pages soient impliquées dans les propositions du début, au point de n'être en somme qu'une répétition, il est non moins vrai que, grâce à ces prétendues répétitions, un savoir infiniment précieux est acquis. En disant toujours la même chose le savant se trouve avoir fait œuvre singulièrement utile. On nous affirme qu'il piétine sur place et c'est pourtant ce piétinement qu'on appelle couramment découverte, conquête scientifique, progrès.

Condillac tente de répondre à l'objection dans son *Art de penser* (chap. X) et dans sa *Langue des calculs* (chap. V). Le passage, expose-t-il, d'une notion identique à une notion identique n'est pas nécessairement une opération « frivole », car il y a des identités qu'on ne voit pas et ce sont même les seules intéressantes à considérer. Le mathématicien ne perd pas son temps à affirmer que six est six ; mais il peut avoir besoin de remarquer que trois et trois font six. L'identité est ici dans les idées, mais non dans les mots et il n'est pas «frivole» de souligner les identités réelles que le langage dissimule.

La réponse n'est pas sans valeur, mais elle nous laisse une idée vraiment rétrécie de la recherche scientifique. Ecarter quelques illusions créées par les mots n'est qu'une bien petite partie de la tâche du savant. Il ne suffit pas de s'affranchir d'une habitude linguistique pour apercevoir une identité toute préparée par la nature. L'esprit humain s'avise de mille stratagèmes pour avoir le droit d'affirmer des identités. Qui veut se faire une idée de ce labeur opiniâtre autant qu'ingénieux n'a qu'à lire dans le premier ouvrage de M. Meyerson, *Identité et Réalité*, l'histoire de ces grandes hypothèses scientifiques (principe d'inertie, conservation de la masse, de l'énergie, théorie atomique) conçues pour satisfaire aux exigences fondamentales de la raison humaine, autant et plus peut-être que pour avoir prise sur la nature. Mais plus âpre est ce labeur, plus notre étonnement augmente de constater que l'esprit s'obstine dans cette lutte sans fin pour l'unique plaisir de répéter que les choses sont ce qu'elles sont. Supposons le triomphe de cette méthode complet : le monde sera déclaré identique aujourd'hui à ce qu'il était hier, l'explication du changement aura abouti à la négation du changement, c'est-à-dire à la suppression même de ce qui était à expliquer, à la destruction de cet univers en perpétuelle transformation qui est la donnée primordiale du problème. Le dernier résultat de la science, remarque M. Meyerson, c'est l'acosmisme, puisqu'elle tend à faire s'évanouir la réalité dont elle veut rendre compte. En cela réside ce qu'il appelle le *paradoxe épistémologique*.

Or, c'est bien ce paradoxe plus ou moins confusément entrevu qui a décidé Hegel à partir en guerre contre la logique de l'identité. Et lorsque Stanley Jevons a publié son très persuasif plaidoyer en faveur de cette logique, ce sont encore des considérations analogues aux réserves précédentes qui ont incité un profond penseur anglais, M. Bradley, à le réfuter dans un ouvrage dont la fortune a été très grande de l'autre côté du détroit, les *Principes de logique* (1883). M. Bradley a combattu la théorie qui réduit le raisonnement à n'être qu'une substitution de termes. Si ces termes sont rigoureusement identiques, que gagnerait-on à les remplacer l'un par l'autre? Si l'on exécutait cette opération futile, comment même s'apercevoir qu'il y a eu substitution? Aucun mathématicien ne proposera de remplacer dans une équation x par x. Aussi bien Stanley Jevons soutient qu'on raisonne en substituant, non point l'identique à l'identique, mais le semblable au semblable. Or la similitude n'exclut pas toute différence, elle implique même un minimum de différence. Mais puisqu'une dissemblance trop accusée constituerait un obstacle à la substitution, l'essentiel serait de préciser le degré de similitude qui est la condition des substitutions légitimes. Sur ce point les réponses de Leibniz et de Stanley Jevons nous laissent dans l'embarras. Nous lisons dans les *Fondements du calcul logique* : « On affirme que deux choses sont équivalentes lorsque l'une peut être substituée à l'autre sans infraction aux règles du calcul ». De même dans l'opuscule intitulé *Non inelegans specimen demonstrandi in abstractis* : « Deux choses sont identiques lorsqu'on peut substituer l'une à l'autre sans dommage pour la vérité ». Stanley Jevons déclare au début des *Principes de la Science* (p. 19) : « La preuve que deux choses sont égales, c'est la possibilité de les substituer l'une à l'autre ». Ainsi deux choses sont substituables l'une à l'autre quand elles sont équivalentes et elles sont équivalentes quand elles permettent une substitution. Nous voilà au rouet.

La discussion qui mit aux prises Stanley Jevons

et Bradley, simple épisode de la croisade inaugurée par Hegel contre la logique classique, a du moins l'avantage de nous faire apercevoir clairement les qualités requises des raisonnements par lesquels se constitue la science. Il les faut concluants ; il les faut encore féconds en conséquences antérieurement inaperçues. La difficulté est de concevoir comment une méthode de démonstration peut se confondre avec une méthode d'invention, comment le raisonnement peut être à la fois rigoureux et progressif. Condillac nous enseigne à quelles conditions nous obtiendrons la rigueur : c'est en contrôlant la parfaite identité des termes substitués. Hegel se préoccupe surtout d'assurer la progression de la pensée : il veut que le raisonnement soit un mouvement qui nous porte d'une idée à l'idée opposée, puis à la synthèse où s'évanouit l'opposition. Avec Condillac nous n'avançons pas ; avec Hegel nous avançons au gré de notre caprice. Or la science veut avancer et contrôler ses démarches. Elle ne se satisfait ni du piétinement prôné par Condillac, ni des fantaisistes saillies de Hegel.

Si diversement que ces deux penseurs se soient mépris sur le rôle véritable de la raison dans la constitution de la science, on pourrait, croyons-nous, découvrir à leurs erreurs une commune origine. Ils ont voulu soumettre la raison à une législation trop rigide ; ils ont cru que l'esprit humain, pour accroître son savoir, n'avait qu'à suivre une route tracée, à observer certaines règles puisées dans sa propre nature, et qu'il ne pouvait s'égarer en s'y conformant. Se guider d'après le seul principe d'identité, accepté sous sa forme traditionnelle, ou d'après les prescriptions d'une dialectique plus compliquée mais non moins impérieuse, c'est toujours se fier à des procédés logiques, nous serions tentés de dire mécaniques, tenus pour infaillibles. A qui considère la science *faite*, la belle ordonnance de l'édifice suggère peut-être l'idée d'une méthode de construction qui préserve de tout tâtonnement et de tout déboire. Mais la science qui *se fait* laisse apercevoir les fausses démarches, les impasses dans lesquelles s'engagent parfois les plus habiles, les hésitations, les audaces malheureuses, les retours en arrière, les inspirations folles et pourtant écoutées. Tout cela, bien entendu, n'est pas la raison ; mais dans toutes ces tentatives la raison est intervenue, s'il est vrai que ces voies aient été explorées pour que l'esprit reçût quelque lumière nouvelle. Comment la marche de la science ne serait-elle pas mieux assurée si la raison, pour s'acquitter de sa tâche, n'avait qu'à opérer quelques substitutions de termes identiques ou qu'à gravir les échelons repérés d'une dialectique immuable ?

(à suivre.) Désiré ROUSTAN.

LE THÉATRE

UN BRELAN DE SUCCÈS

Je n'ai pas vu sans quelque surprise la représentation que la Comédie Française a donnée de *Monna Vanna* : non que cette œuvre célèbre ne fût à sa place ni que l'interprétation en fût mauvaise : mon étonnement a porté sur l'œuvre elle-même qui ne s'accordait plus avec le souvenir que j'en avais gardé, et qui, par surcroît, s'accorde assez mal avec les dons naturels de son auteur. Il semble que le caractère hybride de ce drame philosophico-passionnel se trouve résumé et symbolisé par la langue même dans laquelle il est écrit, toute pleine de vers blancs que nos comédiens déclament comme s'ils étaient des alexandrins de Racine ou de Corneille, et qui n'est pourtant que de la prose : nous sommes à mi-côte et nous risquons ainsi de ne plus voir ni le sommet ni la vallée, c'est-à-dire de n'entendre ni le langage des Dieux ni celui des hommes.

Vous vous souvenez du sujet. La ville de Pise est assiégée, et à la veille de tomber sous l'assaut des troupes de Florence, commandées par un chef mercenaire, Princival. Celui-ci a demandé, pour sauver la ville, que Monna Vanna, femme de Guido, chef Pisan, vienne seule et nue sous son manteau le visiter dans sa tente. Malgré la farouche jalousie de son mari, Monna Vanna, aux acclamations de la ville, se résout, par patriotisme, au sacrifice qui lui est demandé. Dans le camp, sous la tente du général ennemi, elle retrouve un ami d'enfance qui l'aime depuis si longtemps et avec tant de ferveur qu'il la respecte et se borne à sauver Pise. Il est aussitôt puni de sa trahison, et il doit s'enfuir de Pise, sous le manteau de Monna Vanna, qui le protège... Mais comment faire accepter de tous, et principalement du mari, ce miracle de l'amour?... Comme Guido, qu'elle n'a sans doute jamais aimé, refuse de la croire, Monna Vanna s'aperçoit qu'elle n'a sans doute jamais cessé d'aimer Princeval et se consacre, fût-ce par mensonge et par ruse, à le sauver.

Une telle donnée, en réalité, convenait peu au tempérament et à l'esprit de Maurice Maeterlinck : elle est trop précise et trop dramatique. Le premier acte est très adroitement fait : il

s'agit de mettre au courant Guido de la résolution déjà prise par sa femme : lui, en vérité, ne pouvait douter qu'elle refusât!... Mais ce second acte, pour lequel, évidemment, l'œuvre a été écrite, est rempli par la scène des deux amoureux sous la tente : elle est lente et floue, avec de beaux développements, mais qui ne donnent guère l'impression de la réalité. Ce qu'on saisit de la psychologie des personnages, ces deux amoureux d'enfance que la force des choses et la faiblesse de leurs volontés ont séparés, apparaît conventionnel. Au troisième acte, la discussion publique sur ce qui a pu se passer ou non pendant la nuit, surtout dans les termes où elle est faite, ne peut être émouvante, bien au contraire.

M. Maurice Maeterlinck possède, entre tant d'autres, le don d'exprimer symboliquement des vérités morales. Il n'y a guère de symboles ni de vérités morales dans ces trois actes mélodramatiques : est-ce encore du Maeterlinck, malgré tous ces alexandrins, dont quelques-uns sont si beaux?...

Cette représentation, j'aurai le courage de le dire, ne m'a donc pas apporté tout le plaisir que j'en avais escompté : je m'empresse d'ajouter que la cause de cette déception ne saurait être imputée à l'interprétation : certes, M. Alexandre, qui tient ses bras d'une manière si fatigante, tant elle est inerte, a été complètement au-dessous du rôle de Princival, auquel il eût été possible de prêter plus large et plus noble figure. Mais, en revanche, Mme Piérat a sauvé, par son intelligence, Monna Vanna, qui se trouve parfois avoir à prononcer des paroles bien dangereuses, notamment au dernier acte, et M. Hervé a conservé au mari une sauvagerie et une obstination de bon aloi.

*
* *

Dans son théâtre du Vieux-Colombier, où il a réalisé un si bel effort d'art et de vérité comme directeur, M. Jacques Copeau vient d'en réaliser un autre, comme écrivain, qui n'est pas moins louable : oserais-je dire qu'il est aussi réussi?..

La Maison Natale est une œuvre de belle tenue, âpre et forte, originale dans la conception et l'exécution, et qui, par le détail et le ton, semble toute proche de la réalité. Ce sont là les qualités sans lesquelles il ne se fait rien de valable au théâtre. Il y manque, malheureusement, je ne sais quoi de libre et de naturel, l'aisance du mouvement scénique et la clarté de composition qui, seules, font qu'une œuvre, cessant d'être simplement intéressante comme un noble essai, devient belle et humaine, française surtout... Je ne saurais faire grief à la pièce de Jacques Copeau de donner si souvent l'impression d'avoir été traduite d'une pièce étrangère : c'est sans doute par là qu'elle a le plus certainement provoqué l'admiration d'une partie du public qui fréquente avec piété le petit théâtre de l'auteur; je ne peux pourtant voir là qu'un mérite extérieur et accessoire, me laissant regretter, en définitive, que Jacques Copeau n'ait pas pu s'avancer, dans la voie de son art, jusqu'à la simplicité d'une forme de chez nous.

Comme les très grands dramaturges, de Molière à Becque et Paul Hervieu, Jacques Copeau a compris que la véritable matière dramatique, le drame par excellence, était fourni par la famille, cadre étroit où non seulement naissent les passions, mais où elles s'exaspèrent par le silence, la dissimulation et la durée. Soit qu'elles se contiennent, soit qu'elles éclatent, les tendresses ou les haines domestiques n'en sont pas moins agissantes, comme si les énergies secrètes des générations qui se coudoient dans la maison s'accumulaient pour exploser plus tragiquement... Voici donc, dans *La Maison natale*, un groupe qui rappelle à la fois le drame épique de Victor-Hugo et la tragédie bourgeoise de *La Course du Flambeau* : un grand-père, qui fut et reste un fantaisiste, un père dont la dureté de névropathe a comprimé le cœur de sa femme, désespéré et desséché celui de ses enfants... et ces enfants eux-mêmes, un fils et une fille, que nous voyons, deux autres fils, qui sont partis, parce qu'ils ne pouvaient plus vivre dans la maison natale... Et le dernier, celui que nous avons sous les yeux, est obsédé du même désir, du même besoin... Il partira lui aussi... Et c'est le personnage de ce garçon qui, selon moi, jette une obscurité sur l'ensemble de la pièce... On comprend, en effet, qu'il soit poursuivi par le même désir que les aînés, tant que les conditions dans lesquelles il vit sont les mêmes... Mais, précisément, voici que tout change, puisque le père meurt et que le jeune homme devient le chef de la famille... Pourquoi de tels changements ne le changent-ils pas?... J'entends bien qu'il a eu, le jour même de la mort de son père, une scène avec sa mère et j'ai cru que cette scène allait devenir très belle et très hardie, parce qu'enfin ces deux êtres, contre toutes les conventions humaines, allaient trouver, dans leur deuil, leur libération et leur

joie... Mais la mère, sans doute, est trop bourgeoise pour suivre son fils dans cette allégresse et cela, en effet, est juste... Mais y a-t-il de quoi décourager le jeune homme?... Pourquoi, dès lors, persiste-t-il dans son dessein?... Ce n'est plus par l'effet de la tyrannie paternelle, ce qui faisait toute la force humaine du sujet, mais par une fantaisie héritée de son grand-père et qui rappelle singulièrement ce vieux « vouloir vivre sa vie », dont nous fûmes encombrés il y a quelque vingt-cinq ans... C'est une toute autre affaire et bien éloignée de la nôtre.

Bref, j'ai l'impression que Jacques Copeau, comme il arrive aux meilleurs et surtout aux plus sincères, pris dans un sujet qui le passionnait, n'a pu le conduire entièrement à sa guise et s'est laissé guider par des faits, bien plus qu par la vérité des sentiments et la logique des caractères.

Ai-je besoin de dire que, lui-même, dans le rôle charmant du grand-père et les meilleurs de sa troupe ont admirablement joué cette œuvre, à tous égards remarquable, et à qui il n'aura manqué, somme toute, que bien peu de chose pour être de premier ordre?

Gaston Rageot.

LES LIVRES NOUVEAUX

Léonard Rosenthal : *Faisons fortune* (Payot).

M. Léonard Rosenthal à qui l'on devait déjà deux très attachants et eu vieux volumes (*Au royaume de la perle. — Au jardin des gemmes*) où nous sont exposées la genèse et l'histoire des joyaux modernes, nous offre aujourd'hui un ouvrage d'intérêt plus général ; ouvrage de portée pratique, animé d'une philosophie souriante et prévoyante et que la jeunesse ambitieuse lira avec fruit. Des fragments d'autobiographie, des souvenirs concrets, maints exemples éclairés par l'expérience personnelle, des réflexions sur la vie en général, et d'abord le monde des affaires, l'opinion sur toutes choses d'un homme qui s'est fait lui-même, et dont le plus éclatant succès a couronné l'activité intelligente, voilà ce que renferment une série de chapitres alertes et substantiels.

Cela commence comme un conte ; l'histoire de ce Caucasien adolescent qui, avant de devenir Français, échappe à la misère, et entraînant avec lui un frère plus jeune, se crée très vite une situation honorable, est pleine d'enseignements ; son rapide succès, son accession aux grandes affaires n'est pas moins instructive. Voyez comment M. Rosenthal à su conquérir et conserver à la France le quasi monopole du commerce des perles. Voilà un roman vécu, et par un homme qui ne se paie pas de mots. Quiconque veut « faire fortune » apprendra ici quelles vertus d'énergie, de laborieuse obstination, et de largeur d'esprit savent forcer le destin. Ce livre, parcequ'il évite la théorie, et détaille une vivante et frappante leçon, sera la plus utile introduction à l'étude des « sciences commerciales », ressort puissant de la société contemporaine.

R.

Paul Matter, avocat général à la Cour de Cassation : *Cavour et l'Unité italienne* ; tome I : *Avant* 1848 (Paris, Félix Alcan).

La biographie est copieuse, telle qu'on pouvait l'attendre de l'auteur du *Bismark et son temps*. Mais c'est plus qu'une biographie. A côté des détails sur les origines et les alliances de la famille de Camille, sur l'éducation et les aventures de jeunesse, à Turin, à Vintimille, au fort de Bard, du futur « premier ministre du roi d'Italie », M. Matter a eu soin de décrire le monde, « petit monde d'autrefois », dans lequel il dut vivre, entre 1820 et 1847. C'est un peu celui de Stendhal dans la *Chartreuse*. Le bouillant officier du génie, ancien page du prince de Carignan, s'y trouve mal à l'aise. Rien d'étonnant à ce qu'il profite des alliances avec les Clermont-Tonnerre, avec les Sellon de Genève, pour se donner de l'air et s'éclairer sur la politique d'Europe. qu'il devine et qui le passionne, Quand l'occasion s'offrira de pousser en Angleterre, il ne la manquera pas, avant de rêvenir à Leri et en Piémont où, agriculteur, journaliste, il guettera l'heure prévue par les « patriotes » de 1843, celle non seulement de la liberté piémontaise, mais de la « patrie italienne ». En 1847, tout le plan du *Risorgimento* est arrêté dans l'esprit de ce conservateur-libéral, ferme dans sa politique de « juste milieu ». 48 peut venir : Cavour est prêt.

Souvenirs de la princesse Pauline de Metternich (1859-1871) ; préface de Marcel Dunan, agrégé de l'Université (Paris. Plon-Nourrit et Cie).

Avouons-le : c'est une déception. Evidemment, on n'attendait pas de la « jolie laide » que fut l'ambassadrice d'Autriche beaucoup de révélations sur l'histoire politique du Second Empire. Cela, ce sont les papiers du prince, et sa correspondance avec sa cour, qui nous le livreront. Tour de même, il n'y a vraiment trop ici qu'une chronique décousue, de tout petits souvenirs, voire des papotages minuscules. Les seuls passages intéressants : ceux où sont introduits certains princes allemands, plus ou moins en disponibilité, et qui se révèlent comme de bons grotesques. Mais la narration, sans être de grande distinction, est agréable.

George Montandon : *Deux ans chez Koltchak et chez les Bolcheviques* (Paris, Félix Alcan).

Le titre est un peu trompeur. M. Montandon, ancien chef en Sibérie du Comité international de la Croix-Rouge de Genève, n'a guère connu Koltchak et, venu à Vladivostok par le Japon, il a eu surtout à se débattre avec les chefs des diverses républiques d'Extrême-Orient issues de la débâcle russe. Le récit de l'activité de l'auteur, dans sa partie humanitaire, présente un incontestable intérêt. Celui du voyage à travers « l'empire des Soviets » marque surtout le parti-pris de faire supporter aux puissances de l'Entente la responsabilité de l'anarchie russe depuis l'armistice et même des massacres de conservation politique, si l'on peut ainsi dire, par quoi se marque la domination des hôtes actuels du Kremlin. De là une impression de gêne, qui étonnerait sans doute M. Montandon, mais qui n'en poursuit pas moins le lecteur occidental. Il est vrai que la Russie a réalisé cette conquête : la « disparition de l'orgueil de classe! » Toutefois, disait un bolchevique à M. Montandon, « si vous construisez en Suisse le communisme, construisez-le sans la Tchéka » Le conseil est bon.

Maurice PERNOT : *La Question turque* (Paris, Grasset, Collection *Politeia*).

Du moment que M. René Gillouin, le très diligent directeur de *Politeia*, voulait exposer au public français la question turque, il ne pouvait mieux faire que de s'adresser à M. Pernot, voyageur infatigable, et qui ne redoute rien quand il s'agit d'aller sur place voir « de quoi il s'agit ». M. Pernot a donc vu la Constantinople « interalliée » de 1920 ; il a constaté la naissance du mouvement anatolien qui, au vrai, était celle du nouveau nationalisme turc. Il n'a pas manqué de noter l'inintelligence ordinaire, consacrée par l'expérience, de la diplomatie et de la politique occidentales dès qu'elles se trouvent en présence d'une nation (traité de Sèvres). Et il s'est parfaitement représenté comment était en train de mourir (mais autrement que l'Europe ne l'avait imaginé) ce que la langue courante s'était accoutumée, depuis 550 années, à nommer l'empire ottoman. Il n'y a plus d'empire ottoman ; mais il y a une Turquie! Grand désarroi dans les chancelleries! Et délicieux livre d'ironie que le travail de Pernot qui n'oublie pas cependant de reproduire en appendice quelques textes singulièrement révélateurs sur la genèse et l'organisation parlementaire (oui, parlementaire) de l'état nouveau.

Lucien ROMIER : *La Conjuration d'Amboise* (Paris, Perrin et Cie).

Sous ce titre, c'est toute l'histoire du règne de François II qu'a écrite M. Romier. Avec quel agrément, quelle vivacité d'expression, c'est ce qu'il faut laisser au lecteur le plaisir de constater. L'époque est trouble et jusqu'à présent les historiens l'avaient un peu négligée. M. Romier, très solidement documenté sur le sujet, n'a pas eu de peine à reconstituer le tableau de la cour en 1560, avec toutes les passions qui l'agitaient, les rivalités de politique entre les princes Bourbons, pour lors éloignés du pouvoir, et, sauf Condé, enragé de jalousie et d'ambition, résignés d'apparence — et ces Guise, demi-étrangers par leur origine lorraine, mais oncles du roi par alliance, et surtout forts de la gloire militaire de François, vainqueur à Metz et à Calais, et de l'intelligence du cardinal son frère. Des vues assez neuves sur l'attitude de Catherine de Médicis, une conception assez contraire à la « légende » de la politique de Michel de l'Hospital donnent à ce livre sans naïveté et de fine écriture un attrait qu'apprécieront tous ceux qui aiment le beau travail français d'histoire.

Henry SALOMON : *L'Incident Hohenzollern* (Paris, Félix Alcan).

C'est l'incident qui est aux origines de la guerre de 1870, l'autre guerre. On aurait pu croire que tout avait été dit sur lui. Mais une des conséquences de la débâcle des puissances centrales a été d'ouvrir les archives de Vienne où dormaient bien des secrets. M. Salomon y a lu la correspondance de ce galant homme, et avisé, que fut le prince Richard de Metternich, ambassadeur à Paris. Et des clartés nouvelles en jaillissent sur les tractations des diplomates, les machinations de certains ministres, les interventions plus ou moins avouées des souverains. Recherchant les responsabilités de ceux qui déclanchèrent le conflit, M. Salomon n a pas de peine à retenir celles de Grammont, de l'impératrice Eugénie, dont la mémoire est lourdement chargée. Mais il voit plus haut. Dans une Europe que vient de disloquer l'avènement de l'Allemagne bismarckienne, à la suite de Sadowa, il discerne, avec un sens très sûr des nécessités de l'histoire, la fatalité qui emportait vers le grand massacre, voulu par le ministre prussien, les gouvernants de Paris, falots et « nerveux », dupes de leurs propres formules de « libéralisme » impérial Beau travail, très digne de la jeune école historique française.

Liman VON SANDERS, général de cavalerie : *Cinq ans de Turquie* (Paris, Payot).

Celui-là est intelligent. Et ce livre. qu'il nous donne sur la Turquie d'avant-guerre et de guerre, il faut le tenir pour un des trois ou quatre dont la connaissance est essentielle à l'historien. Pas de vantardises ; pas de gémissements ; pas de ces tartufferies geignardes auxquelles nous ont accoutumés les seigneurs « boches » de la guerre. Un tableau sobre de l'activité du général, organisateur de l'armée ottomane, et de son rôle comme chef du groupe d'armées de Palestine, en 1918. Mais surtout un récit extrêmement net de ce qui se passa du côté turc lors de l'attaque des Dardanelles par les alliés en 1915. Les alliés y furent vaincus. Le vainqueur était Liman von Sanders. Et comme l'opération apparaîtra de plus en plus comme celle autour de laquelle a tourné le destin de la guerre mondiale, celle aussi dont l'échec a scellé la ruine de l'empire tsarien, il convient de méditer la déposition du général qui a le droit de s'en orgueillir. Dans un coin, la figure grotesque d'Enver, vice-généralissime ottoman, tatillon, brouillon, troublion, menteur, grand homme d'État et grand capitaine à la manque.

Lothrop STODDARD : *Le Nouveau Monde de l'Islam* ; traduit de l'anglais par Abel Doysié (Paris, Payot).

L'auteur est américain. Est-ce pour cela que 1° il s'applique à rendre le traité de Versailles. « le fameux traité de Versailles », cette « futilité sans consistance et indigne d'hommes d'État, qui n'a pas pansé les vieilles blessures et qui en a même ouvert de nouvelles », responsable de l'effervescence qui, en effet, s'est emparée du monde musulman depuis 1918 et l'a dressé sur certains points contre les Européens ; 2° il feint de ne pas distinguer entre ces Européens et que, par exemple, abondant en renseignements sur l'Inde et l'Égypte et forcé de ne pas dire grand-chose (et pour cause) sur notre Afrique du Nord il en soit réduit à des formules d'insinuation fielleuse comme celle-ci : « Le meilleur agent de propagande bolchevique n'est pas Zinoviev. mais les généraux alliés avec leurs troupes noires et leur méthode forte en Syrie et au cœur de l'Arabie » ? On voit la méthode. Lisons tout de même ce livre, mal composé, mais informé. Il convient de tirer parti de tout pour son enseignement.

Albert GRENIER : *Les Gaulois* (Paris, « Collection Payot »).

Sur les Gaulois, nos ancêtres, nous ne nous en tenons plus, et c'est heureux, à ce que Julius Cæsar, qui leur vola leur indépendance, et autres Romains, ont bien voulu nous en dire. M. Grenier, parfaitement armé par ses études antérieures, a pris soin de remonter à leurs origines. Pendant mille ans environ. les tribus celtiques descendant des populations de l'âge du bronze ont vécu d'une vie propre sur les rives du Rhin. Elles se sont étendues vers l'Atlantique comme vers la Vistule et le Danube inférieur. Puis elles ont reculé devant les Daces et les Germains, sauf celles qui avaient trouvé entre le Rhin et les trois mers le cadre nécessaire à leur constitution en *nation*. Cette *nation gauloise*, menacée par la barbarie germanique et par la convoitise romaine, elle a laissé une trace que M. Grenier se plaît à retrouver dans le sol même et dans le souvenir des hommes. Livre court, mais substantiel, plein de choses et d'idées neuves.

Ludovic-H. GRONDIJS : *La guerre en Russie et en Sibérie* (Paris, éditions Bossard).

C'est une incroyable et merveilleuse odyssée que celle de M. Grondijs. Commencée dans les rangs de l'armée du Tsar, traversée par mille épisodes héroïques ou tragiques à partir

de la révolution de mars, elle s'est achevée en Sibérie orientale après la mort de ce Koltchak qui donna quelque temps aux Occidentaux l'illusion qu'une Russie allait se reconstituer. M. Grondijs a suivi l'histoire de la conquête de la Sibérie par Soviets d'un œil attentif, rendu plus défiant encore par le spectacle de ce qu'il avait vu depuis 1917. Le tableau de la vie des officiers russes de Kharbine, et autres villes d'Extrême Asie : « colonies de trafiquants et spéculateurs, — un ghetto et un bagne », en suggère long sur les causes de la décomposition finale, de même que l'observation au jour le jour de l'intervention américaine, simple essai de main mise sur le transsibérien ,— le tout sous le regard narquois du consul ou du militaire japonais. Et le récit documenté de la mort de Koltchak est un témoignage de premier ordre.

Mémoires de Guillaume II (Paris, Librairie Hachette).

Sur la guerre et ses suites, en dépit des apparences, rien à retenir. Ce n'est pas la pauvre et, dans son cynisme d'expressions, enfantine dissertation sur les origines et les responsabilités du conflit, qui peut fixer l'attention. Mais ce que le grand vaincu appelle lui-même la « préhistoire de la guerre » doit être lu. Pour y trouver la vérité? Non, sans doute. Mais il y a, dans ces neuf chapitres, un essai de présentation du règne, et de vingt-cinq ans d'histoire allemande, tels que l'ex-empereur souhaiterait qu'ils fussent connus de la postérité. Un « philologue », comme ils disent là-bas, se donnerait le plaisir de découvrir le parti-pris de l'hôte de Doorn à imiter la littérature de Sainte-Hélène pour en obtenir le même succès et le même service. Mais ce que dictait l'*Autre* avait une autre tenue, avait à mentionner d'autres actes historiques et insistait moins lourdement sur ses prétendues découvertes archéologiques (n'en déplaise aux professeurs Delitsch et Doerpfeldt) au moment où il en appelait à la fortune des armes. Travail médiocre d'exil, d'un exil hargneux et sans grandeur, à la mesure du personnage.

Hansi et F. Tonnelat, officiers interprètes de complément : *A travers les lignes ennemies* (Paris, Payot).

On savait bien qu'Hansi et Tonnelat avaient de l'esprit et qu'ils connaissaient le « Boche », chacun à sa manière : Hansi pour l'avoir tenu en observation dans son Alsace, Tonnelat pour avoir pénétré sa langue et sa littérature et pour l'avoir vu à l'œuvre dans les pays d'outre-Europe où la « Plus Grande Allemagne » sévissait avant 1914. Mais peu de Français se doutent du service qu'ils ont rendu pendant la guerre lorsque, chargés à partir de 1915 de la « propagande morale », ils surent interpréter cette formule, administrative et vague, avec l'intelligence la plus aiguisée et le succès le moins contesté. Comment ils ont mené, pendant trois années, l'offensive contre le moral allemand, à coups de brochures, de tracts, d'affiches, de livres même, tous destinés à dissocier la volonté de lutte de l'adversaire et à user sa capacité de résister, c'est ce qu'attestent les cris d'alarme poussés par tels chefs d'armée de l'autre côté du front. Et quelle élégance dans l'attaque! quel sens de la sottise chez l'ennemi! quel soin à mettre les rieurs du bon côté! Tout cet effort a été arrêté après l'armistice ; et c'est grand dommage.

P. F.

BULLETINS DE L'ÉTRANGER

La Question d'Orient

Les élections grecques, malgré une tentative de désordres fomentés par l'opposition monarchiste le 9 décembre, se sont, le 16 décembre, déroulées dans le calme. Elles ont donné 290 sièges aux libéraux purs (vénizelistes, 150 aux libéraux républicains et aux démocrates, 8 aux agrariens. Malgré le mot d'ordre d'abstention donné par les monarchistes, 75 % des inscrits ont voté. Dès lors la manœuvre un peu simpliste de l'opposition, espérant, par une forte abstention, entacher de nullité morale le verdict populaire a prouvé sa vanité. Les abstentionnistes ne représentant que 25 % du corps électoral; si l'on en défalque les abstentionnistes si fréquents que la paresse ou l'indifférence éloignent des urnes, il demeure acquis que la grande majorité du peuple grec a, avec plus ou moins de radicalisme, suivant les tempéraments individuels, condamné sinon la monarchie, du moins le rôle que d'imprudents zélateurs ont voulu lui faire jouer.

La forte majorité donnée à ceux qui se réclamaient des idées politiques de M. Venizelos n'a pu être une surprise que pour ceux qui ignorent la mentalité grecque. On a beaucoup parlé, en novembre 1920, de la scandaleuse ingratitude des Grecs à l'égard du grand homme d'État qui avait été le prodigieux artisan de leur renaissance. J'ai essayé dans mon ouvrage « *Ainsi partit Venizelos* », d'analyser les raisons de cet apparent coup de théâtre. J'avais montré que les Grecs, considérant la paix de Sèvres comme acquise et les services extérieurs de M. Venizelos comme désormais moins immédiatement indispensables, avaient cru possible de s'offrir la détente des jeux traditionnels de la politique intérieure au-dessus desquels Venizelos les avait trop longtemps fait planer. Je me souviens de la réplique révélatrice de ce boucher de Corfou, sorte de meneur virulent des Constantiniens de l'île, auquel j'exposais mon étonnement de la chute du grand Crétois après les éminents et éclatants services qu'il avait rendus : « Venizelos? Nous le réélirons aux prochaines élections! » Les temps sont révolus. Le boucher de Corfou et ses amis — qui approuvèrent sa prophétie et son engagement — ont tenu leur promesse. Venizelos a eu dans le département d'Attique 64.655 voix sur 69.300 suffrages exprimés. En 1920, parallèlement au conflit entre la conception constitutionnelle de la monarchie chère à M. Venizelos et celle de la monarchie absolue à laquelle Constantin ne voulut pas renoncer, il y avait une crise de vie chère (la drachme faisait alors pourtant prime de plus de 50 % sur le franc) et une crise des fonctions publiques dont le parti libéral détenait depuis dix ans la presque exclusivité. Il n'y a pas qu'en Grèce où l'électeur ingénu s'imagine, par la bascule des partis ou la chute d'un ministère, faire baisser le prix du pain et de la viande et jouir des grâces d'État dont son voisin bénéficiait jusque là.

Des pays d'une culture politique infiniment plus avancée sont capables des mêmes erreurs. La vieille Angleterre traditionaliste tente en ce moment de remédier aux maux qui la tourmentent en risquant une expérience travailliste qui a eu pour premier résultat de

faire baisser de 15 milliards la valeur des fonds d'État. Nul ne sait ce que seront les élections françaises du printemps prochain, mais des surprises, dont l'ingratitude ne serait pas exclue, demeurent du domaine du possible.

L'émoi créé, en 1909, par la chute de Venizelos eût été beaucoup moindre si la situation européenne de la Grèce ne s'était dans ces dernières années modifiée à un point que la grande masse du peuple grec n'était pas à même de réaliser.

De petit royaume balkanique, dont les convulsions intérieures n'offraient qu'un anecdotique intérêt, la Grèce, par la disparition progressive de l'Empire ottoman, jusque-là facteur primordial, quoique passif, de l'équilibre européen et par l'effacement diplomatique momentané de la Russie, est passée au rang des puissances qui comptent. Elle était comme le jeune héritier qui s'est amusé sans attirer l'attention de personne et qui se trouve fort surpris du bruit que font ses fredaines quand la responsabilité de l'usine lui échoit. Le changement de situation avait été trop brusque pour qu'il fût perceptible aux Grecs. Mais d'autres veillaient. Une ascension si rapide de la Grèce était un dangereux obstacle aux visées impérialistes de l'Italie dans la Méditerranée orientale. A une clientèle qu'il eût fallu aux Italiens créer de toutes pièces, la Grèce opposait les millions de frères de race, de religion et de langue, établis depuis deux siècles en Asie-Mineure. L'Italie avait porté la première la pioche dans l'édifice ottoman en lui enlevant la Tripolitaine et les îles de l'Égée, mais la guerre balkanique avait suivi de trop près la guerre italo-turque. L'attitude de la Turquie dans la guerre mondiale avait précipité encore le mouvement de désagrégation. L'héritage s'ouvrit trop tôt pour l'Italie. J'ai déjà exposé ici même les raisons — anti-anglaises — de la déplorable politique française en Orient. Il eût fallu des hommes d'État grecs d'une valeur exceptionnelle pour faire face à des oppositions d'une telle envergure. Venizelos était de taille à assumer cette tâche; on lui préféra de petits politiciens dont l'horizon se limitait à l'hémicycle de la *Boulé*.

Pendant ces quatre années que le boucher de Corfou et ses semblables réclamaient pour pouvoir « changer un peu de gouvernement » le mal a été fait.

Mais cette expérience désastreuse n'a cependant pas guéri certains clans athéniens qui ne comprenent toujours pas que, même dans les circonstances actuelles, la Grèce est un *grand* pays, de par sa situation géographique et ses possibilités et qu'elle ne peut plus impunément s'offrir le plaisir discret des querelles intestines dont certaines républiques de l'Amérique latine agrémentent l'insuffisance des préoccupations quotidiennes.

Si, depuis la défaite d'Asie-Mineure, la Grèce ne comptait plus, M. Mussolini n'aurait point déployé un tel apparat tant à Corfou qu'à Genève. Il n'eût point regardé avec tant de faveur le mouvement que fomentait le général Métaxas pour renverser le gouvernement révolutionnaire.

Bien qu'il paraisse démontré que le roi Georges II ne se soit pas départi de son impartialité constitutionnelle lors de la sédition militaire des généraux Leonardopoulo et Gargalidis appuyée par le général Métaxas, il s'est trouvé irrémédiablement compromis par ceux qui, comme le général Jean Métaxas, se proclamaient ses défenseurs.

Lors de la perquisition faite au domicile du dit général on trouva, entre autres documents, une lettre qui lui avait été adressée par Mlle Virginie Karilao, demoiselle d'honneur de la princesse Alice. Cette lettre datée de Palerme où se trouvait l'ex-reine Sophie, sœur de Guillaume II et veuve de Constantin, disait : « Je me souviens de t'avoir parlé de ta haute amie, de ses démarches en ta faveur, de sa sollicitude, de son réel intérêt. Dès le moment de son arrivée, elle m'a déclaré : « *Wir haben nur einen mann in Griechenland, das ist Yannaki* » ; (nous n'avons qu'un seul homme en Grèce et c'est Yannaki — petit nom du général Métaxas).

Mlle Karilao continue en exprimant ses vœux pour le succès de son ami, puis, revenant à la reine, elle dit : « Il faut qu'elle rentre dans son palais pour vivre tranquille. Quel mal a-t-elle jamais fait à la Grèce, soit comme épouse de notre Constantin, soit comme mère de nos deux rois ? Que lui reproche-t-on ? Sa germanophilie ? Mais qui ne l'aurait pas été à sa place et, dans ce cas, tu as fait bien pis.

« Quand tu m'as écrit qu'elle devait t'aider un peu moralement si possible, elle est allée jusque chez Mussolini. Il lui a répondu qu'il est prêt à te donner tout appui, pourvu qu'il soit informé exactement de ton idée et de ton programme politique ».

La révélation, faite par l'*Eleftheros logos*, de ce document devait avoir sur l'opinion d'influence que l'on imagine aisément. Le chef du parti royaliste, le défenseur du trône de Georges II sollicitait l'appui de la sœur de Guillaume II et devait, pour réussir à prendre le pouvoir en Grèce, se plier servilement aux directives de M. Mussolini, l'homme qui, après avoir cherché à humilier la Grèce, venait de l'appauvrir de cinquante millions de lires.

Montrer le parti monarchiste et la famille royale mêlés à d'aussi sombres intrigues était condamner, même s'il était innocent personnellement, l'occupant du trône. Certains bons apôtres ont paru indignés de la démarche faite auprès du roi après les élections pour lui conseiller de prendre un congé jusqu'au réglement parlementaire de la question du régime. Qu'eussent-ils fait si, dans leur propre pays, le problème se fût présenté de la sorte ? La Grèce a, depuis douze ans, trop cruellement souffert de la politique italienne à son égard pour pouvoir supporter plus longtemps une ingérence de cette nature et de cette source dans ses affaires intérieures. On peut ne pas aimer les Grecs — car les sympathies ne se commandent pas, — mais il faut au moins être juste à leur égard.

La grécophobie qui s'est développée en France comme contre-partie d'une maladive turcophilie — dont les sectateurs doivent, à l'heure actuelle, faire amère pénitence, — est, au simple point de vue pratique, toutes questions de sentiment mises à part, une lourde erreur politique.

Il est aujourd'hui démontré d'une part que du côté turc nous n'avons plus rien à attendre et d'autre part que la diplomatie italienne poursuit inlassablement — et ouvertement d'ailleurs — le but de nous supplanter dans l'ensemble du bassin méditerranéen. Ceux qui ont lu la presse italienne à l'occasion de la visite des souverains espagnols ont dû être édifiés. Il n'a été question que d'une alliance navale avec l'Espagne pour dominer notre flotte et tenir sous cette double menace nos communications avec notre Empire africain.

Comme nous avons émis, d'autre part, la prétention de ne tenir aucun compte des intérêts anglais dans le Proche-Orient, le jour peut venir où les Anglais observeront à notre égard, en Méditerranée, le même spien-

dide égoïsme. Persévérons dans notre ostracisme à l'égard de la Grèce, aidons les Italiens à écraser chaque jour un peu plus l'hellénisme et cette politique insensée atteindra ses plus entières conséquences.

La flotte espagnole n'est, à l'heure actuelle, certes guère redoutable, mais le général Primo di Riveira aurait passé d'importantes commandes aux chantiers italiens dont la construction est réputée.

Tout cet échafaudage de l'impérialisme italien s'effondrerait, si la France, ouvertement menacée, renonçant à sa grécophobie, cherchait précisément, en Grèce, le contrepoids des alliances que l'on prétend dresser contre elle.

Les Grecs sont les premiers marins du monde et je me souviens de la fierté de l'amiral, alors commandant, Mavroudis, d'avoir, avec son destroyer le *Léon*, battu tous les destroyers anglais aux tirs sur cibles dans la Mer de Marmara.

Dès l'instant que l'Italie, répudiant la compétence de la Société des Nations, entend pratiquer une politique d'alliances et de combinaisons visant à une prédominance, on ne peut que la suivre sur le déplorable terrain qu'elle a choisi. La seule force grecque combinée avec la force française neutraliserait toutes les velléités hostiles et l'on en reviendrait vite aux conceptions pacifiques qui doivent être la loi du monde nouveau issu de la grande guerre.

Notre hostilité systématique à la Grèce est un des éléments du jeu que l'Italie mène contre nous. Une manifestation nette de philhéllénisme de notre part n'impliquerait aucune hostilité à l'égard de l'Italie, mais une simple indication que nous souhaitons un équilibre pacificateur.

A ces notes qui mériteraient un plus grand développement que la place interdit et qui sont simplement soumises à la réflexion de ceux qui veulent bien suivre cette chronique, j'ajouterai quelques mots touchant la Turquie. Si l'on veut bien se reporter à ce que j'écrivais le 5 mai dernier, on y lira que j'y signalais l'opposition grandissante qu'Angora rencontrait dans une partie tout au moins du peuple turc du fait de la suppression des pouvoirs temporels du khalife. Revenant, le 1er septembre sur le même sujet, je notais combien Moustapha Kémal redoutait les manifestations loyalistes à l'égard du sultan détrôné. Le Kémalisme, par son geste d'orgueil intéressé, était en voie de perdre le soutien de l'Inde musulmane dont il avait joué avec succès contre le gouvernement anglais. Or il vient de se passer un fait capital : l'Aga Khan, chef spirituel et politique des musulmans hindous a, le 24 novembre, adressé à Ismet pacha une lettre catégorique au sujet de la situation faite au Khalife Imâm par la grande assemblée pseudo-républicaine d'Angora. Cette lettre ayant été reproduite par les journaux de Constantinople, le gouvernement turc a ordonné l'arrestation et le jugement pour haute trahison des directeurs du *Tanin*, de l'*Ikdam* et du *Tcchid*, de *Lafji Fikri bey*, bâtonnier de l'ordre des avocats, du capitaine *Ekrem bey*, aide de camp du Sultan et de quelques autres.

Cette nervosité indique assez l'anxiété des Kémalistes qui sentent le terrain se dérober sous leurs pas. Il n'est question que de révolte que la gravité de la situation économique encourage. L'Anatolie, vidée par la persécution des éléments grecs et arméniens, cultivateurs expérimentés, s'appauvrit de jour en jour. Les musulmans arrivant de Grèce, par voie d'échange, se refusent à coloniser l'intérieur et encombrent les ports, grondant de mécontentement et créant une menace des plus sérieuses. Ceux qui ont propagé la foi dans la Nouvelle Turquie et se sont plu à exposer que la Turquie était d'essence ancestralement républicaine auront peut-être la surprise d'avoir à enregistrer, au jour de l'établissement de la République en Grèce, le retour de la Turquie à l'absolutisme traditionnel que les révolutionnaires d'Angora avient tâché d'accaparer à leur profit.

René Pujux.

Bulletin Polonais

LES AVANCES FRANÇAISES POUR LES ARMEMENTS DE POLOGNE

Le Sénat a voté le 7 décembre un projet de loi « portant autorisation d'avances au gouvernement polonais jusqu'à concurrence de 400 millions de francs ». M. d'Estournelles de Constant au cours des débats a déclaré : « Si les avances que nous allons consentir étaient destinées à assurer le relèvement économique des peuples à qui nous les verserons, je les voterais d'enthousiasme. Mais il n'en est pas ainsi. Ces avances serviront à ces jeunes peuples à passer des commandes d'armements à des industriels français...

... « C'est un triste cadeau que la France va faire à ces peuples ».

La Pologne existe comme un État indépendant depuis quelques années à peine. Les traditions de l'ancienne République Royale ont disparu dans le monde politique. Ces traditions influent cependant au plus haut degré sur la mentalité des hommes qui dirigent le nouvel État et on peut les trouver à la base de la conscience nationale du peuple polonais. Les hommes politiques en Europe et dans le monde ne veulent rien savoir de cet état d'esprit d'un peuple de 30 millions d'hommes dressés entre la Russie et l'Allemagne. La plupart d'entre eux ont formé leur opinion d'après l'état de choses existant avant la guerre mondiale et c'est ainsi qu'en partant de ce point de vue ils n'ont pas manqué d'observer que la Pologne comme un grand État de l'Europe Centrale et Orientale s'étendant du bassin de la Vistule jusqu'au bassin du Dnieper n'est qu'une création artificielle des diplomates impérialistes qui voulaient ainsi prendre leur revanche sur l'Allemagne et la Russie. La création d'un État polonais, ce fait tellement nouveau pour les politiques de la vieille école qui ne voulaient compter qu'avec des forces matérielles, a heurté d'autre part, trop d'intérêts vitaux des États et des peuples qui pendant un siècle et demi ont profité du plus grand crime historique qui jamais ait existé. Dans cette atmosphère il était facile de forger une légende de l'impérialisme polonais. On a oublié que nulle part la Pologne n'a pris des territoires qui ne lui avaient appartenu et que même elle est restée très en deçà des anciennes frontières de l'État polonais. On n'a pas voulu considérer cette extension de la Pologne comme une juste et légitime revendication d'un peuple renaissant, on l'a jugée d'avance comme une manifestation d'un impérialisme précoce d'une nation ressuscitée. La jeune République polonaise pour

obtenir la reconnaissance de ses frontières était obligée de former en toute hâte les cadres de l'armée nationale; elle a fait appeler un million de ses fils pour la défense de sa capitale au moment critique de la campagne avec la Russie des Soviets. L'armée, suprême sauvegarde de l'indépendance polonaise, est devenue tout de suite l'objet des pires calomnies de la part des ennemis de la nation polonaise. Depuis 1920, depuis la reconnaissance des frontières de la Pologne, toute l'activité de la nation est dirigée du côté de la restauration économique et financière. La Pologne ne poursuit aucun but impérialiste, mais elle est évidemment obligée d'avoir une forte armée pour parer aux inconvénients de sa situation géographique. On ne doit pas oublier que ce pays voisine avec deux grands États qui ne font pas partie de la Société des Nations et que de leur côté on peut s'attendre à toutes les surprises.

C'est une nation profondément pacifique, et je rappelle ici les traditions de l'ancienne République polonaise qui depuis le XVIIe siècle ne fit nulle part la guerre en vue de conquêtes; par elle-même elle ne menace et ne menacera jamais en aucune façon la paix européenne. Combien de fois au cours des dernières années le sort même de la paix mondiale dépendit-elle de la décision de la Pologne! Rappelons cette digne attitude de la Pologne en face des provocations lithuaniennes; notre gouvernement, au lieu de châtier le groupe d'intrigants qui se sont emparés du pouvoir en Lithuanie à Kowno, a préféré s'adresser à la Société des Nations en la priant de vouloir bien intervenir en faveur de la paix. C'est la Pologne qui la première a donné ce spectacle mémorable d'une nation forte qui au lieu d'écraser une autre nation beaucoup plus faible a choisi le chemin de la justice internationale. Et pendant ces premières années de l'indépendance, que de provocations de tous les côtés! La Pologne a gardé, malgré tout, son sang-froid. Nous espérons que l'Histoire nous rendra toute justice pour notre attitude consciente des grands devoirs que la situation géographique nous avait imposés.

Augmenter les forces défensives de l'État polonais, ce n'est donc pas augmenter le malaise européen, ce n'est pas armer une nation de proie en vue de nouveaux bouleversements. Il n'y a pas d'analogie entre les emprunts russes et cette avance au gouvernement polonais. La Pologne ne mène pas une politique mondiale et ne pense nulle part à protéger des zones d'influence dans les pays étrangers. Mais il y a un autre aspect de ce problème beaucoup plus intéressant au point de vue international. Augmenter les forces défensives de la Pologne, c'est préserver l'Europe de nouveaux bouleversements, c'est stabiliser la paix européenne et garder les traités de paix qui n'ont pas cessé d'être une charte constitutionnelle de l'Europe d'après-guerre. La Pologne est comme une barrière jetée à l'Est de l'Europe contre toutes les tentatives criminelles qui voudraient attenter à la paix dans cette partie du monde.

Nous ne pouvons donc pas comprendre pourquoi un éminent pacifiste a salué le projet du gouvernement avec un sentiment de tristesse. Nous nous réjouissons pour notre part, car nous voyons dans cette nouvelle manifestation de la collaboration franco-polonaise un nouveau signe de la plus étroite solidarité des deux nations travaillant pour la paix et la sécurité internationale.

Titus Kormarnicki,
Docteur en droit.

Bulletin Roumain

Il nous faut considérer aujourd'hui une correspondance parue dans l'*Europe Nouvelle* du 22 décembre 1923, intitulée « Un voyage politique à Belgrade, Prague, Varsovie et Bucarest » et signé X, pseudonyme que la rédaction présente comme « une personnalité française très versée en matière de politique européenne ». L'article est effectivement très intéressant; mais il nous paraît moins juste.

L'auteur analyse la position des pays qui composent la Petite Entente ainsi que celle de la Pologne à l'égard de ce bloc politique. Il part d'une idée incontestablement vraie : la rentrée de la Russie dans le concert des États européens aura une importance essentielle pour le sort de la Petite Entente. Mais lorsqu'il veut préciser les conséquences de cette rentrée, l'auteur de la correspondance fait des affirmations qui sont beaucoup moins évidentes. La Tchécoslovaquie et la Yougoslavie sont favorables, d'après lui, à cette rentrée de la Russie, tandis que la Roumanie et la Pologne la craindraient. Bien plus, la Tchécoslovaquie voudrait être l'instrument d'un rapprochement entre la France et la Russie. La Pologne, par contre, haïrait la Russie et aurait de l'aversion pour la Tchécoslovaquie; son alliance de plus en plus étroite avec la Roumanie serait non seulement une mesure de défense contre une offensive russe, mais encore une précaution contre la prédominance du slavisme serbo-tchèque. Il résulterait de là une menace de dislocation du bloc oriental allié et la nécessité pour la France de choisir entre le bloc polono-roumain et le bloc russo-serbo-tchèque : l'auteur reconnaît que la France doit conjurer cette nécessité à tout prix.

A la Roumanie, il reproche de vouloir substituer une politique dynastique à la politique des courants nationaux, avec une arrière-pensée d'immunisation contre les voisins slaves, non seulement en Pologne, mais aussi en Yougoslavie, Grèce et Bulgarie. Or, ajoute l'auteur, ni Prague, ni Belgrade ne sauraient épouser les préventions des Roumains à l'égard des Russes. De plus, la politique roumaine vise à donner l'hégémonie de la Petite Entente aux deux peuples les plus faibles politiquement, économiquement et militairement des quatre, à savoir la Pologne et la Roumanie. Cette hégémonie ouvrirait la porte à l'influence anglaise en Roumanie, et substituerait peu à peu le jeu des intérêts dynastiques au principe fondamental de la politique intéralliée en Europe orientale, qui est le maintien de l'intégrité des traités.

Voici, dans le résumé le plus succinct et fidèle possible, la thèse de l'auteur de l'article mentionné. Les personnes qui connaissent un ou plusieurs des pays qui composent la Petite Entente ont aperçu les erreurs d'appréciation que cette thèse comporte.

L'omission initiale commise par M. X. est celle de cette vérité de base : la Roumanie, qu'il accuse de vouloir substituer une politique dynastique à la politique du maintien intégral des traités de paix est, en réalité, aussi attachée que n'importe lequel de ses alliés de la guerre ou de la Petite Entente au maintien de ces traités, à leur intangibilité sacrosainte, car c'est en vertu de ces documents qu'elle est ce qu'elle est aujourd'hui un pays et un peuple ayant réalisé leur idéal national, ayant réuni dans un même État l'immense majorité des Roumains, qui avaient vécu jusqu'en 1914 sous la domination hongroise, autri-

chienne et russe. C'est là une vérité si élémentaire pour qui connaît tant soit peu la question, qu'on peut s'étonner de la voir ignorée encore par des « personnalités très versées en matière de politique européenne ». Le maintien intégral des traités est l'axe même de toute la politique étrangère de la Roumanie, et elle le sera aussi longtemps que ce pays voudra que l'état de choses créé par ces traités subsiste — c'est-à-dire à jamais : sans ce maintien, la grande Roumanie actuelle est en danger, et il n'existe pas un seul Roumain qui n'en soit profondément convaincu.

S'il en est ainsi, que devient la soi-disant « politique dynastique » de la Roumanie opposée à la politique nationale dans les États balkaniques ? Et que reste-t-il de l'opposition que l'on prétend trouver entre la Roumanie et la Pologne d'une part, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie d'autre part, alors que tous ces États sont reliés entre eux par le plus indestructible ciment, par un trait d'union indélébile : l'intérêt commun de maintenir les traités, dont ils dépendent tous. Sert-on vraiment l'intérêt de la France en présentant la question sous la forme de cette dualité polono-roumaine et tchéco-serbe qui mettrait fin à la Petite Entente si elle existait, mais qui, lorsqu'on examine à fond la question, n'existe heureusement pas ? L'auteur de l'article de l'*Europe Nouvelle* a de très bonne foi constaté peut-être en Pologne certain ressentiment contre la Tchécoslovaquie; mais le ressentiment est encore du sentiment, et la politique d'un pays se fait, aujourd'hui plus que jamais, avec l'intérêt national. Des ressentiments, tout le monde le sait, il y en a aussi entre Serbes et Croates, entre Tchèques et Slovaques (voir le *Temps* du 27 décembre 1923, « Les Tchèques et l'esprit prussien »); mais cela n'empêche pas l'auteur de l'article mentionné de considérer ces États dualistes comme ayant une « armature politique et militaire » plus solide que la Pologne et la Roumanie, dont cependant la population, malgré des minorités ethniques importantes, est beaucoup plus homogène au point de vue national que celle des deux autres pays.

Il y a encore, c'est le grand argument, la Russie. Et ici, l'auteur fait, en ce qui concerne la Roumanie, une erreur plus grave que toutes les autres. « On sait gré à Moscou, dit-il, (aux Tchèques et aux Serbes) de n'avoir ni toléré les préparatifs militaires de l'armée Wrangel, ni reconnu les États baltes. Les uns comme les autres ont été avant tout préoccupés de ménager la Russie de l'avenir ». Vraiment ? Mais alors, leur alliance avec la Roumanie ? Car la Bessarabie est autrement importante pour la Russie que l'armée Wrangel, selon l'auteur même de l'article, qui voit dans cette province la cause même de l'opposition entre la Roumanie d'une part, les Serbes et les Tchèques d'autre part à l'égard de la Russie. Est-ce qu'en formant la Petite Entente, c'est-à-dire en se reconnaissant *ipso facto* réciproquement les frontières actuelles la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie « ménageaient la Russie de l'avenir » lorsqu'elle reconnaissaient par conséquent l'union de la Bessarabie avec la Roumanie ? Et croit-on que M. Benès et M. Pachitch ne savaient pas ce qu'ils faisaient en s'alliant avec la Roumanie malgré la Bessarabie ? Puisque, de l'aveu de l'auteur lui-même, on sait gré, à Moscou, aux Tchèques et aux Serbes, de la non reconnaissance des États baltes et de la question de l'armée Wrangel, *a fortiori* ne leur en veut-on pas dans la capitale de la Russie soviétique pour leur alliance avec la Roumanie.

Là est la vérité. La Roumanie n'a plus aucune hostilité contre la Russie, d'aujourd'hui ou de demain. En ce moment même des pourparlers ont lieu entre les deux pays et il est très possible que des relations toujours meilleures s'établissent entre eux à la suite de ces négociations, et même que toutes les questions politiques restées en suspens entre la Russie et la Roumanie soient réglées par la même occasion. En tout cas, si la Russie hésite encore à reconnaître la légitimité du retour à la mère patrie de la Bessarabie, province roumaine arrachée par la Russie il y a cent ans, — retour consacré par les grands alliés — c'est là précisément que la Tchécoslovaquie peut « servir, comme dit l'auteur, d'instrument de rapprochement » non seulement entre la France et la Russie, mais aussi entre la Russie et la Roumanie. Car il est une chose qui ne doit désormais même plus être envisagée, à savoir : la dislocation d'un bloc pacifique et utile comme la Petite Entente, à cause de la Russie. La seule politique sage pour tous ces pays est la politique de rapprochement de plus en plus étroit entre eux, de consolidation de la Petite Entente et d'union avec la France, aujourd'hui, pour le maintien des traités, avec la Russie aussi, demain, pour la sauvegarde de la paix.

E. A.

Bulletin Tchécoslovaque

Prague, le 20 décembre.

La Chambre a terminé, le 30 novembre, la discussion sur la loi de finances pour 1924. Le rapporteur général du budget, M. Serdinko, a dressé, dans son exposé, une sorte de bilan politique et financier du premier lustre d'existence de la République. Le tableau qu'il a tracé, sans être exempt de quelques taches sombres, est de nature à faire plaisir à tous ceux qui, au cours de ces cinq années dernières, se sont montrés confiants en l'avenir du jeune État. La consolidation de l'armée, la consolidation du change, voilà, d'après le rapporteur général, les deux principaux chapitres de notre actif. Ce n'était pas une tâche facile que d'organiser une armée vraiment nationale, au milieu de mille difficultés d'après guerre, de composer, des éléments les plus divers et de formation différente, une défense nationale homogène, de former un cadre d'officiers capables et de doter l'armée d'un outillage nécessaire et moderne. Grâce aux efforts des dirigeants, et grâce surtout au concours efficace de la mission militaire française, dirigée par le général Pellé d'abord et par le général Mittelhauser ensuite, l'armée tchécoslovaque est aujourd'hui un organisme sain, fort et animé du meilleur esprit. Les sacrifices financiers que sa constitution a réclamés au pays paraissent avoir dépassé le maximum, puisque le budget de la Défense nationale diminue, ainsi que le réclame la Société des Nations, depuis deux ans, et que, dans l'exercice de 1924, il marque un recul de plus d'un milliard. Parlant de la stabilisation du change, le rapporteur du budget ne pouvait ne pas évoquer, devant la Chambre, la grande ombre de celui à qui la République doit d'avoir pu se sauver du désastre financier d'après-guerre, l'ombre d'Alois Rasin. En s'inspirant des principes du grand patriote et du financier de génie qu'il était, la nation pourra être sûre de vaincre toutes les difficultés qui entravent encore sa prospérité.

« Travailler et faire des économies », telle était la devise de Rasin adoptée aussi par son successeur, M. Becka. Aussi le budget pour 1924 accuse-t-il une réduction sensible dans tous les chapitres.

« Alors qu'en 1922, a déclaré le ministre, les dépenses avaient atteint un total de 19.812 millions de couronnes, et, en 1923, de 19.371 millions, elles tombent en 1924 à 16.994 millions. Étant donné que le dernier budget ne comprenait pas les allocations que la loi a accordées aux fonctionnaires de l'Etat — lesquelles atteignent un montant minimum de 1.500 millions — il s'ensuit que la diminution des dépenses, d'un exercice à l'autre, s'élève à 3.877 millions de couronnes, soit à 18 ½ %. Si l'on y ajoute la réduction opérée sur le budget des dépenses extraordinaires, on constate que la diminution totale par rapport au budget de 1923 est, en définitive, de 4.647 *millions*. »

Malgré cet effort considérable de compression, le budget présente un déficit de 603 millions. Le ministre des Finances est cependant convaincu que le temps n'est pas loin où le budget de l'Etat sera complètement équilibré. « L'aube des temps meilleurs, dit-il, se lève à l'horizon ». Les progrès incontestables réalisés, dans tous les domaines, au cours du premier lustre de la République en sont la meilleure garantie.

La discussion du budget elle-même a fourni la preuve de la consolidation et de l'apaisement des esprits : le ton des débats parlementaires a été, en général, beaucoup plus calme et beaucoup plus courtois, de la part de l'opposition, que dans les années précédentes. Il semble que l'opposition s'est rendu compte que les exagérations haineuses et mensongères, adressées à la majorité et destinées à compromettre la bonne renommée du pays à l'étranger, n'émeuvent personne, et que la seule politique raisonnable est celle qui se place loyalement sur la base de la République. D'ailleurs, le débat a fait ressortir, une fois de plus, combien les plaintes allemandes sont erronées. Ainsi le député Lukavsky a constaté que si le budget de toutes les écoles supérieures tchèques et slovaques a été diminué, les établissements allemands ont été, au contraire, favorisés. Il a montré, en citant les statistiques, que l'élément allemand continue à être avantagé en Tchécoslovaquie sous le rapport de l'instruction publique. En Moravie, les Allemands ont toujours un nombre d'écoles secondaires supérieur de 11 % au chiffre qui devait leur revenir d'après leur importance numérique.

⁂

La question de Javorina, dont nous avons suivi, dans nos chroniques, les étapes successives, est, en principe, résolue en faveur de la thèse tchécoslovaque. Se basant sur l'avis consultatif qu'il avait demandé et qui a été rendu, le 6 décembre, par la Cour permanente de la Justice Internationale, le Conseil de la Société des Nations a décidé le 17 décembre, que la Commission de délimitation a dépassé, par les propositions qu'elle a faites le 22 septembre 1922, les droits stipulés par l'article 2 (§ 3) de la décision prise le 28 juillet 1920 par la Conférence des Ambassadeurs. « Le Conseil estime que ces propositions excèdent la compétence de la Commission. La Cour de La Haye ne laisse aucun doute à ce sujet; les modifications de frontière prévues par l'article 2 (§ 3) ne sauraient s'appliquer qu'à une nouvelle ligne de délimitation qui est exactement déterminée dans la décision et non pas aux deux secteurs que forme sur le territoire de Spis l'ancienne frontière entre la Hongrie et la Galicie. La Cour de la Haye est d'avis que ces deux secteurs ayant le caractère d'une frontière internationale ne sauraient être l'objet de modifications opérées par la commission de délimitation, qui, en cette matière, doit se contenter de contrôler l'abornement des frontières ».

Cette résolution a été adoptée à l'unanimité par le Conseil. Le délégué polonais, M. Skirmunt, a refusé de l'accepter. M. Benès l'a acceptée avec quelques réserves. La décision du Conseil sera soumise à la Conférence des Ambassadeurs qui en avait référé à la Société des Nations et ne pourra, par conséquent, qu'adopter sa décision appuyée sur l'avis de la Cour de La Haye. Il ne s'agira plus que des formalités et de l'abornement définitif sur lequel les deux partis pourront facilement s'entendre.

Les deux pays ne peuvent que se féliciter de voir disparaître cette malheureuse question qui, soulevée trop à la légère par les Polonais, a empêché jusqu'à présent l'union plus étroite des deux peuples frères. Il faut être reconnaissant à M. Benès d'avoir placé cette question qui menaçait d'envenimer sérieusement les rapports polono-tchèques, sur le terrain purement juridique où le gain ou la perte de la cause n'entraîne aucune lésion du prestige national. Il faut espérer que la décision de la justice internationale sera respectée dans les deux pays et que bientôt, le calme reviendra dans l'opinion publique, surexcitée par ce litige malencontreux. Bien que contents de voir que leur droit ait été reconnu, les Tchèques n'entendent pas en tirer vanité et ne demandent qu'à tendre fraternellement la main aux Polonais, prêts à leur faire des concessions de détail, pour satisfaire les intérêts locaux. Il faut que ces petites modifications de frontière soient faites dans un esprit amical. La façon dont la décision du Conseil de la Société des Nations sera acceptée en Pologne sera la pierre de touche de la bonne volonté polonaise. Nous pouvons assurer les Polonais que les meilleurs esprits en Tchécoslovaquie ont réellement souffert de la division qui menaçait de s'éterniser et qu'ils seraient heureux de la voir disparaître à tout jamais.

H. Jelinek.

Bulletin Économique

POUR LES ASSURÉS FRANÇAIS

Dans la société moderne, l'institution d'assurance est devenue l'indispensable remède que chacun devrait tenir toujours prêt contre les événements lamentables qui guettent l'existence humaine. Un coup du sort vient-il brusquement amoindrir les biens de l'homme, ses moyens d'action ou mettre fin à sa carrière, l'assurance sera en effet la main secourable tendue vers lui ou les siens.

Malheureusement, il reste beaucoup à perfectionner, surtout chez nous, pour que l'assurance soit enfin appelée à occuper en toute sécurité la place qui lui est assignée dans l'ordre économique et social. Les conseils de l'assureur sont encore écartés, beaucoup trop souvent, dans bien des milieux, où la mauvaise herbe de l'imprévoyance pousse toujours en pleine liberté. La

nature humaine est en effet ainsi faite qu'il nous déplaît de voir brusquement sous nos yeux un tableau fait de vicissitudes, que nous n'aimons pas non plus nous entendre rappeler un devoir austère d'où se trouve banni tout égoïsme.

A cette cause s'ajoute une certaine incompréhension populaire d'une opération qui, malgré les progrès de l'éducation, reste encore recouverte pour beaucoup d'un manteau de mystère. Il est pourtant facile à chaque intéressé de se documenter, le moindre esprit synthétique y pourvoit et il suffit pour cela d'aller aux sources.

S'agit-il de la philosophie de l'affaire : ouvrez cet admirable monument de science qu'est la Grande Encyclopédie et, au mot « Assurances », vous trouverez ces deux définitions lapidaires, mais lumineuses dans leur simplicité :

« L'assurance est l'une des formes multiples que « l'Association peut prendre ».

« L'assurance, a dit Horace Say, est la réalisation de « l'idée morale de la coopération de tous pour garan- « tir chacun des risques que la nature des choses fait « courir ».

Un grand pas est ainsi fait vers la compréhension parfaite de l'assurance : la Grande Encyclopédie, le grand Économiste s'accordent à dire que l'*association* et la *coopération* sont les bases fondamentales de toutes les assurances.

Si nous passons au domaine de l'application pratique, nous voyons ces principes fondamentaux assujettis aux influences de la science et de l'industrie. Ainsi la science s'est appliquée à déterminer la moyenne probable des catastrophes afférentes à chaque risque et elle s'approche d'autant plus des réalités que lesdits risques sont plus généraux.

La détermination la plus nette, le calcul de probabilités qui est arrivé le plus juste par rapport aux réalités constatées, sont ceux qui concernent l'assurance sur la vie et c'est ici que l'entrepreneur-assureur sait le plus clairement où il va. C'est donc ce risque que nous prendrons pour type de cette étude.

Un fait y domine : quelle que soit la méthode employée par les assureurs sur la vie, les probabilités qui découlent de la statistique moderne leur en fournissent les bases appuyées sur l'observation de ce fait que la mortalité obéit à des lois presque invariables. C'est alors que les primes ont pu être calculées d'après des tables dressées scientifiquement et appelées tables de mortalité.

De ce qui précède nous pouvons d'ores et déjà retenir que la science appliquée est la même dans toutes les entreprises d'assurances sur la vie et que, quels que soient le risque et la méthode pratiqués par l'assureur, les bases fondamentales, (association-coopération), demeurent invariablement les mêmes.

Exemple : X... croit être assuré à forfait contre le risque de décès, par une Compagnie qui ne se réclame en aucune façon de la Mutualité et qui s'en défendra même, X... reste néanmoins un coopérateur, car s'il vient à mourir, le « plein » entre la modeste prime qu'il a versée, et le capital important à revenir à sa veuve, sera fait par la Compagnie au moyen des primes versées par les coopérateurs non décédés. Donc, ladite Compagnie n'est, en réalité, que l'industrie exploitante de la coopération latente qui existe en fait entre tous ses assurés.

Cependant dans l'industrie des assurances, notamment celle qui concerne l'assurance sur la vie, certaines entreprises ont quelque peu dénaturé « l'idée morale de la coopération de tous » chère à Horace Say, au point de la transformer en une simple exploitation, un moyen d'accumuler des dividendes.

La réforme souhaitable consisterait donc à voir les entrepreneurs cantonner, autant que faire se peut, leurs opérations dans le champ de la vraie coopération d'où elles n'auraient jamais dû s'évader. Mais en attendant qu'elle se réalise entièrement, un choix averti doit se porter sur les entreprises qui se rapprochent le plus près de l'idéal coopératif.

Dans la catégorie des assurances sur la vie une compagnie dénommée Fructidor (1) s'est engagée avec une persévérance toute particulière dans cette voie de la coopération. Sans surprime, les assurés y participent tous aux bénéfices, ce qui a donné depuis dix années consécutives des résultats favorables et décisifs. (Consulter en particulier, à cet égard, les journaux officiels des 23 mars 1921, 19 octobre 1922 et 5 mars 1923.)

Cette compagnie possède par ailleurs tous les éléments de sécurité et d'avantages qui soient exigibles en la matière, à savoir :

a) Loi du grand nombre; *b*) Primes raisonnables; *c*) Contrôle de l'État; *d*) Bénéfices d'entreprise strictement cantonnés.

En temps de guerre, même pour les soldats tués au front, et sans avoir eu besoin de leur réclamer une majoration de guerre comme d'autres l'ont fait, elle a réglé tous ses capitaux en cas de décès avec 11,87 % en moyenne du montant de ceux-ci, à titre de bénéfices supplémentaires.

En temps de paix, les capitaux réglés en cas de décès ont reçu le maximum permis, soit 25 % des capitaux assurés, toujours à titre de bénéfices supplémentaires.

La Compagnie assure déjà 50 millions à ce jour et son administration laisse prévoir par ailleurs une diminution nouvelle des charges sociales qui sera en relation étroite avec l'affluence, plus ou moins considérable, des assurés-coopérateurs qui se présenteront à elle dans l'avenir, ce qui ne pourra que fortifier encore sa méthode.

Il résulte de cette initiative une expérience réconfortante, qui vient renforcer singulièrement, par le témoignage de ses réalisations matérielles, les théories énoncées dans ces quelques lignes nécessairement un peu succinctes.

On peut donc hardiment conclure que la meilleure entreprise de l'avenir, celle qui retiendrait irrésistiblement le choix des prévoyants, notamment dans l'assurance sur la Vie où toute surprise est impossible, serait celle où les primes avoisineraient du plus près le prix intrinsèque du risque couvert; celle où les charges seraient le plus formidablement réduites par le fait que, sans exhortation, sans sollicitation coûteuse, en suivant les directives de leur intelligence, en écoutant simplement le mouvement généreux de leur cœur, les pères de famille viendraient spontanément déposer l'offrande qu'ils doivent à l'esprit de solidarité humaine et à la sauvegarde des faibles êtres dont ils ont la charge.

Jean Puy.

(1) Entreprise privée assujettie au Contrôle de l'État, fondée en 1913, et gérée par la Société Fructidor. Gestion au capital de 6 millions 250.000 francs.

BULLETIN MARITIME

LES PAQUEBOTS DES MESSAGERIES MARITIMES SUR LA LIGNE D'ÉGYPTE

L'Égyptologie, qui compte maintenant un certain nombre de savants dans le monde entier, eut comme premiers représentants en France Mariette et Champollion.

La Compagnie des Messageries Maritimes, fidèle au programme que nous avons déjà eu maintes fois l'occasion d'exposer ici, a pensé que les deux nouveaux paquebots que ses Services Contractuels doivent mettre prochainement en ligne sur l'Égypte, devraient recevoir précisément les noms de ces illustres Français qui ont tant fait pour la gloire de l'Egypte.

***

A quinze ans Champollion, médiocre élève du lycée de Grenoble, donnait le meilleur de son temps à l'étude clandestine du copte et du chaldéen, du persan et de l'arabe, et se reposait en écrivant de spirituels couplets sur le cuisinier du collège. A 24 ans, il publiait sa célèbre « Égypte sous les Pharaons ». Huit ans plus tard, un soir d'août 1822, au 28 de la rue Mazarine, maison du vieux Paris qui est encore debout, il lisait à son frère le premier exemplaire de l'alphabet égyptien. Il venait, en effet, au cours d'une journée passée à la Bibliothèque de l'Institut, de découvrir le secret, jusque-là inviolé, des hiéroglyphes.

Membre de l'Académie des Inscriptions et Belles lettres, professeur d'Archéologie au Collège de France et fondateur de la Galerie Égyptienne du Musée du Louvre, Champollion devait, par la suite, ouvrir les yeux du monde à toute une civilisation ignorée et prodigieuse et commenta les écritures hiéroglyphiques, hiératiques et démotiques en plusieurs ouvrages tels que les « Lettres à M. Dacier sur les Hiéroglyphes » l' « Appréciation du système hiéroglyphique des anciens Égyptiens », les « Lettres d'Égypte et de Nubie », la « Grammaire Égyptienne », le « Dictionnaire Égyptien », etc.

C'est lui encore qui, le 11 août 1833, rapporta à Paris un des deux obélisques érigés à l'entrée du temple d'Amon à Louqsor par Ramsès II.

L'histoire du transfert à Paris de cet obélisque, une des curiosités de notre capitale française, mérite d'être contée. Ce monument se trouvait près du petit village de Louqsor, résidence des rois de Thèbes, et marquait, avec un autre, demeuré en place, l'entrée du palais de Ramsès II. Moïse a pu le voir debout, car Ramsès II commença de régner vers 1560 avant l'ère chrétienne et le législateur des Hébreux avait alors onze ans. Un navire nommé le « Louqsor » (1) fut construit, dans les chantiers de Toulon, tout exprès pour son transport, et remorqué par un brick de guerre jusqu'à Alexandrie. Il remonta ensuite le Nil et atterrit devant Louqsor le 15 août 1831. L'abatage de l'obélisque opéré à l'aide d'appareils qu'un ingénieur du nom de Lebas dut inventer pour la circonstance, s'effectua heureusement et deux mois après, le monolithe était placé sur le navire qui traversa la Méditerranée, passa le détroit de Gibraltar, longea les côtes de France jusqu'à Cherbourg, et remontant ensuite la Seine, vint atterrir à Paris, dans le courant du mois de septembre. Quelques mois plus tard, il fut érigé au milieu de la Place de la Concorde, sur le socle qui lui était destiné : on peut voir, sculptés sur ce socle, les dessins des appareils imaginés par l'ingénieur pour cette œuvre difficile.

***

Vers l'époque où Champollion lisait devant l'Académie des Inscriptions et Belles Lettres le premier exposé de sa grande découverte, Mariette commençait lui-même l'étude de la science égyptologique. Membre de l'Académie des Inscriptions et Belles Lettres, Conservateur au Musée du Louvre, Directeur Général du Service des Antiquités de l'Égypte, il fut chargé par le gouvernement français de missions de recherches en Égypte. C'est lui qui découvrit le Sphinx et mit à jour Memphis, retrouva les temples d'Elfon, de Karnak, de Médinet-Abou, et qui créa le musée de Boulaq, auprès duquel il se fit enterrer en 1881.

Voici ce qu'écrit à ce propos le vicomte Eugène Melchior de Vogüé : « La dépouille de Mariette — ô merveille — repose maintenant à deux pas du Nil, sous le ciel bleu, à la place d'honneur, sur le parvis du temple édifié à la gloire des Pharaons, dans un sarcophage royal, vieux de 6.000 ans, au pied même de l'œuvre élevée pas ses soins. Aux descendants des Oèsortasen, des Thoutmès ou des Psammitichus, de conserver à travers la bonne et la mauvaise fortune que rencontre toute existence terrestre, le souvenir matériel et moral de l'humble savant qui voua toute sa vie au culte de l'Égypte et qui, par amour pour elle, voulut s'endormir sur son sein ».

Cette sorte de résurrection de l'art ancien d'Égypte, auquel il a d'ailleurs consacré de nombreux ouvrages : « Aperçu de l'Histoire d'Égypte », « Nouvelle table d'Abydos », « Bibliographie copte », etc... devait lui valoir la reconnaissance des nationaux eux-mêmes. Le Vice-Roi d'Egypte, en effet, lui décerna en 1858 le titre de Bey, le nomma en 1879 grand officier du Medjidich et l'éleva à la dignité de Pacha, faisant ainsi de lui un des plus hauts personnages de l'Egypte savante du XIXe siècle. Détail curieux à noter, et que l'on serait tenté d'oublier, c'est lui qui écrivit avec du Locle le livret de « Aïda », opéra de Verdi qui fut représenté pour la première fois au Caire en 1871.

(1) On sait que la Cie des Messageries Maritimes possède également un navire de ce nom.

VALEURS DE NAVIGATION

Cours de la Bourse de Marseille

Le 28 décembre 1923

1° Fraissinet	806
2° Messageries Maritimes	200
3° Mixte	238
4° Transatlantique	177
5° Transports Maritimes	910

Société Française d'Imprimerie et de Publicité
Ateliers : Rue Garnier et Rue des Carmes, Angers.
Bureaux : 2, Rue Monge, Paris (Ve)

L'Imprimeur-Gérant : A. DESNOËS.

Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus.

REVUE
POLITIQUE·ET·LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

EUGÈNE YUNG·FONDATEUR·1863 PAUL FLAT·DIRECTEUR·1908-1918
DIRECTEUR PAUL GAULTIER

N° 2 62e ANNÉE 19 JANVIER 1924

MAURICE BARRÈS ET LA SCIENCE FRANÇAISE (1)

Il n'est que trop vrai, comme chacun dès le premier instant le sentit, que la mort prématurée du grand écrivain et du grand patriote est un malheur public. Son prestigieux talent appartenait avant tout aux intérêts généraux de la Nation. Il était pour la France autant une force qu'une parure! Et le Gouvernement de la République, en lui décernant les honneurs réservés aux grands serviteurs du Pays, a fidèlement interprété et traduit, par un témoignage officiel, l'unanime gratitude des Français.

L'originalité et la profondeur des œuvres littéraires de Maurice Barrès, les mérites supérieurs de ce fils de la Lorraine, qui dès longtemps veillait sur le Rhin, guettant les faits et gestes de l'ennemi séculaire, de « cet apôtre de l'énergie nationale » durant la tourmente, de ce conseiller, hélas! trop peu écouté, de nos hommes d'Etat pour la préparation du Traité de Paix, ont été célébrés dans la Presse en des pages magnifiques. Mais une grave lacune subsiste. En dehors d'un bref hommage de M. Léon Bérard, ministre de l'Instruction publique, à la cérémonie des obsèques, ce qu'a fait Barrès pour la science française a été presque partout passé sous silence. Et pourtant il n'est pas contestable qu'en se faisant, avec toute son autorité, l'avocat de la recherche scientifique, il a rendu à la France un des plus essentiels services qu'un patriotisme éclairé pût lui souhaiter dans les circonstances présentes. Un oubli de cette importance devait être réparé. Et il n'est, certes, point trop tard : l'émotion causée par la mort de Barrès retentira longtemps encore au cœur des Français.

*
* *

Ce fut pour Barrès un ordre de préoccupations tout nouveau. En dehors des tractations internationales et des mesures d'urgence ou de prévoyance spéciales qu'elles commandaient, il y avait lieu de donner les soins les plus attentifs à ce qui, en vue de l'avenir, pouvait et devait être réalisé à l'intérieur du Pays.

Après l'effroyable drame, et malgré le triomphe de ses armes, la France n'en était pas moins, comme d'ailleurs le reste du monde, toute désemparée et ruinée. Des fleuves de sang et de larmes, des centaines de milliards de richesses anéanties, telle était la rançon dont elle avait personnellement payé le salut de la civilisation. Une existence nouvelle commençait pour elle, et il fallait que les bases, pour être durables, en fussent solides.

La Guerre, où chaque peuple avait jeté dans la balance du Destin la totalité de ses ressources, tant morales que matérielles, se présentait comme la plus vaste expérience qu'eût jamais faite l'Humanité. Il y avait là une source de leçons sans précédent. Parmi les causes déterminantes de la victoire, Barrès discerna claire-

(1) La présente étude reproduit en grande partie une leçon faite par l'auteur au Collège de France le 5 janvier 1921.

ment le rôle de la Science, sans lequel l'héroïsme de nos troupes et le génie de leurs chefs eussent été stériles. Et il se persuada que la Science devait être maintenant un facteur primordial du relèvement économique et de la sécurité de la Nation. Organiser méthodiquement et solidement la recherche scientifique, d'où découlent, en dernière analyse, tous les progrès de l'Agriculture, de l'Industrie, de la Médecine, de l'Hygiène, telle était la tâche fondamentale qu'il fallait commencer sans retard.

Le but était aussi noble et élevé que précis, et, avec un Barrès, la réussite certaine. Pour l'atteindre, avant de tenter la moindre action au Parlement, ce parlementaire avisé, conscient de son ascendant personnel sur cette force irrésistible qu'est l'opinion publique dans un pays de libre démocratie, s'adressa à l'opinion publique. Il s'agissait de l'éclairer d'abord sur l'œuvre qu'avaient accomplie les savants durant la Guerre et de lui exposer ensuite celle qui leur incombait dans la Paix. Et c'est ainsi que Barrès entreprit, dès le début de l'année 1919, une admirable campagne de presse, qui remua profondément les masses populaires et émut les pouvoirs publics, pour aboutir, finalement, à ce mouvement national en faveur des laboratoires dont nous sommes aujourd'hui les témoins, et qui est un des gages les plus certains de la clairvoyante sagesse du Pays. Ses articles de l'*Echo de Paris* et du *Matin*, ses études *de la Revue des Deux-Mondes* et de la *Revue Universelle*, furent lus avec passion par un public jusque-là ignorant de toutes ces choses pourtant d'un si haut intérêt. Pour couronner l'effort, il exposa l'ensemble de la doctrine dans un discours fameux, prononcé à la Chambre des Députés le 11 juin 1920. Ce document est un chef-d'œuvre de dialectique et de force persuasive, comme on pouvait l'attendre de son auteur, et l'on ne se lasse pas de le lire et de le relire. Le résumer avec quelque fidélité nous a paru chose irréalisable, tellement il est substantiel, tellement le tout est cohérent par l'enchaînement des faits et des idées. Afin que l'esprit et la lettre en soient ici respectés le plus possible, nous en reproduirons de larges extraits. Après un préambule, d'ailleurs très court, Barrès s'exprime ainsi, en s'adressant à ses collègues de la Chambre :

« . Les hôtes considérations que je vais avoir, messieurs, l'honneur de vous exposer, tiennent tout entières dans cette formule : les savants ont sauvé la France pendant la Guerre, ils peuvent la servir victorieusement pendant la Paix ; donnez-leur en les moyens.

« Que la Science ait servi au plus haut degré pendant la Guerre, je crois qu'il est inutile d'en faire la démonstration détaillée. Vous savez le parti qu'ont tiré les Allemands de leurs savants. A tout instant les hommes les mieux renseignés, au cours de la Guerre, nous disaient : « Nos ennemis manquent de telle matière première, ils ne sont plus à même de fabriquer tel ou tel produit ; c'est là, chez eux, une faiblesse extrêmement grave, qui va les mettre en infériorité certaine ». Puis, peu après, les mêmes renseigneurs nous disaient : « Leurs laboratoires viennent de les sauver et de leurs fournir un substitut.

« Ce disant, je songe à l'Institut Empereur-Guillaume de Berlin, qui, au moment où les stocks de nitrate s'épuisaient et quand l'Allemagne allait tomber sur les genoux, mit au point la fabrication industrielle des nitrates par l'azote de l'air. Et ce que la Chimie allemande fit pour l'artillerie de Hindenburg, elle le fit, dans une mesure presque égale, pour les autres armes, pour l'aviation, et non seulement pour toutes les industries de Guerre, mais pour la nourriture même de la population civile. Jamais l'Allemagne n'aurait pu durer ce temps prodigieux si elle n'avait pas eu la supériorité de sa science.

« Supériorité ! Entendons-nous : il n'y a pas en Allemagne une faculté d'invention, une puissance créatrice supérieure au génie scientifique des Français. De bons esprits, dans tous les Pays, enseignent qu'à l'origine des grands renouvellements de la Science il y a une première intervention française. Voilà notre solide gloire. Notre coup d'aile va le plus haut. Mais à défaut de notre faculté divine de trouvaille et de création, il y avait, chez les Allemands d'hier, l'incontestable supériorité de l'organisation..... Leur activité et leur aptitude à tirer parti de leurs ressources, ah ! c'est exemplaire. Ainsi, leurs chimistes formaient un véritable corps d'armée : ils étaient trente mille, dix fois plus, je crois bien, que chez nous. De plus, les nôtres avaient été appelés par la mobilisation à leurs postes militaires, tandis que l'Allemagne gardait les siens dans ses puissants laboratoires, à leurs postes de techniciens. Elle les tenait en main. Et de même pour tous ses savants. C'est comme cela qu'elle put, quatre années durant, faire face à l'Univers entier.....

« ...La France, pourtant, est venue à bout de ce monstre d'organisation. Les savants français se sont multipliés, coordonnés et outillés en pleine guerre. Ils ont accompli de prodigieux tours de force.... dans une œuvre où abondent les épisodes extraordinairement dramatiques. Quelle angoisse alors chez ceux qui savaient ! Nous avons fait face aux Allemands. Il y a eu le miracle des laboratoires de France, au même sens que nous disons le miracle de la Marne ou le miracle de l'Union sacrée...

...Si nous devons mettre une plaque de marbre dans la petite maison d'école de Nogent-sur-Aube, où, le 5 septembre 1914, à 6 heures du soir, il fut décidé qu'on se battrait sur la Marne, si nous pouvons poser dans nos couloirs une inscription qui célèbre la grande journée de l'Union sacrée, qui, pour les heures décisives de la mobilisation, décréta et réalisa l'entente absolue de toutes les âmes françaises, je demande que l'on inscrive dans les laboratoires de recherche les services éminents que les savants ont rendus à la Patrie en danger. Honneur au labeur génial de ces hommes efficacés dont l'esprit nous permit de vaincre ! »

Il faut avoir entendu ces paroles, toutes vibrantes d'un lyrisme frémissant, et lancées par la voix d'un Barrès à tous les échos de la Nation, pour comprendre de quelle émotion fut secouée l'Assemblée tout entière. Des applaudissements enthousiastes éclatèrent sur tous les rangs. Ce fut comme une nouvelle minute de l'Union sacrée.

Mais cet hommage solennel rendu aux savants pour leur coopération à la victoire n'était qu'un prélude. Barrès poursuivait en ces termes son lumineux exposé :

« Voilà ce que fut la Guerre. Voilà un premier stade : la Science au milieu des armes. Mais, dans la Paix, n'avons-nous pas besoin du concours de nos savants ? Pouvons-nous nous endormir dans l'ancienne inorganisation, en faisant appel par instants à l'art de « se débrouiller » ? Messieurs, la lutte continue sous d'autres formes. Nous avons besoin d'une armature scientifique pour assurer notre Paix, pour reconstituer notre pays et pour exister en face même de nos alliés !

« La puissance matérielle de la France est d'avenir immense. Sol, sous-sol, colonies, que de richesses qu'il appartient à son esprit de mettre en valeur !

« Causez avec des savants. Écoutez ce qu'ils se croient capables d'accomplir pour l'industrie, pour l'agriculture.

« Prenons l'agriculture. Le sol de la France, qui est fécond naturellement, produit à l'hectare une moyenne de 13 quintaux de blé; le sol avare de l'Allemagne, grâce à la culture scientifique qu'on y applique, produit non pas 13 mais 21 quintaux à l'hectare. Il ne dépend que de nous que la production de la France passe à 25 quintaux à l'hectare. Non seulement nous vivrons de notre récolte, mais nous exporterons. Quelle force !

« En Amérique, en modifiant l'alimentation du bétail, à la suite d'études scientifiques qui sont toujours poursuivies, on est arrivé à quadrupler le rendement de l'élevage et de tous ses produits...

« .....Parlerai-je de l'industrie ? Nous, vous savez tout le parti que dans tous les ordres elle tire déjà et devrait tirer mille fois encore des études des laboratoires.

« Je vais au court. Nous sommes impardonnables de ne pas travailler durant la Paix systématiquement comme durant la Guerre. Nos savants travaillaient sur un programme de besoins que leur exposait le grand quartier-général. Il leur fournissait un programme des besoins de l'Armée.....

« Il faut que le Gouvernement dresse le programme du travail des savants pour la France. Il faut déterminer les questions d'utilité commune qui, dans chacun des domaines techniques, intéressent la prospérité nationale. Il faut que, chaque année, dans chaque ministère, soient arrêtées les questions qu'il y a un intérêt national à étudier et qu'un crédit soit à cet effet inscrit sous un titre spécial au budget de chaque département ministériel. Ces questions seront réparties aux mains des hommes les plus aptes à les résoudre. »

Barrès venait ainsi de suggérer, en quelque sorte, la création de ce qui allait être constitué, peu après, par l'Académie des Sciences, sous le nom de Conseil national de recherches, comprenant une série de Comités spéciaux à chaque discipline. Et sans doute pensait-il plus particulièrement à quelqu'une de ces questions d'intérêt vital pour l'indépendance du Pays, comme celle de l'azote ou celle du carburant national.

Et il arrive ici au nœud de son sujet :

« ...Mais les savants ont-ils les moyens de travailler ? Pendant la Guerre, on leur donnait largement, abondamment, du matériel; et maintenant, où en sont-ils ?

« J'ai fait cette enquête. La misère de nos laboratoires est quelque chose de prodigieux. Quelqu'un qui a vite les installations de la maison scientifique la plus illustre et la plus vénérable qu'il y ait dans le Monde, notre Collège de France, qui, depuis quatre siècles, ne cesse pas d'être un lieu de hautes créations, est confus jusqu'à la honte des cuisines et des hangars où ont travaillé les plus grands savants, à qui l'Humanité doit pour une part sa prospérité matérielle et sa haute culture. Le trésor des Sciences serait plus riche si ces laboratoires eussent été meilleurs...

« ...Un Professeur de Cambridge, qui se faisait montrer les lieux misérables où les Claude Bernard, les Pasteur, les Berthelot, les Curie accomplirent leurs admirables travaux, s'écriait : « Toutes les grandes découvertes qui depuis deux siècles ont bouleversé le Monde, transformé les conditions de la vie et métamorphosé l'état des connaissances humaines, ont donc été réalisées chez vous par miracle ? »

Après la question du matériel, Barrès n'eût garde d'oublier celle, plus grave encore, du personnel scientifique des laboratoires.

« ...C'est poursuit-il, un prodige de la force des vocations françaises que nous puissions trouver des savants avec la vie précaire et obscure que nous faisons à ces hommes d'éclatant mérite. Cela ne peut pas durer. »

Et voici que l'orateur aborde un point de vue tout original, où nous allons constater, une fois de plus, combien il avait réfléchi et combien il voyait juste sur tous ces problèmes délicats.

« ...Voyez-vous, il existe une confusion perpétuelle dans les esprits : les savants apparaissent à tout le monde comme des professeurs. L'enseignement, c'est quelque chose de très important, mais c'est quelque chose qui n'a rien à voir avec la recherche scientifique. Je vous parle de création scientifique, d'invention. On croit toujours que la Science est quelque chose d'intéressant pour meubler l'esprit. Non. La Science n'est pas nécessairement un bagage d'idées que le professeur passe à des disciples, qui, à leur tour, deviendront des professeurs et pourront le stock à de nouveaux élèves. Quelque chose de plus important, de beaucoup plus important, c'est la création... »

Il serait difficile de mieux dire. Le vrai savant, en effet, au sens où l'entendait Barrès et où l'on devrait toujours l'entendre, est moins celui

qui sait que celui-ci [illegible] regrettable que nous n'ayons [illegible] ble, dans notre langue, pour désigner l'homme qui consacre sa vie à la recherche scientifique (1). Le public l'appelle *professeur* : titre fort honorable, sans doute, mais qui ne répond pas à la fonction, essentiellement différente de celle de l'homme qui a pour tâche d'enseigner.

Barrès arrive enfin aux considérations pratiques.

« Si nous voulions, dès-lors, consacrer à la [illegible] tution de la Science française simplement [illegible] deux journées de guerre, vous la mettriez en [illegible] de vous éviter la guerre et de nous donner la [illegible] dans la paix. Je ne demande pas des [illegible] par tribus, des pierres qu'on apporte en hâte pour [illegible] un coin pendant que l'autre continue de s'effriter. Il nous faut un plan d'ensemble de reconstitution de la Science.

« Comment s'y prendre ... Il y a une [illegible] enquête à ouvrir (2), puis un plan magistral à tracer. C'est un grand effort en deux temps. A ce prix, nous reconstruirons les cadres de la recherche scientifique. Ce n'est nullement impossible. Ce n'est même pas difficile. Les Sociétés scientifiques se sont [illegible] pour préparer la tâche... »

Ayant ainsi démontré qu'il est indispensable, pour le seul intérêt du développement économique de la France, d'organiser la recherche scientifique, Maurice Barrès, à cette première raison en ajoute une seconde, qui prend son origine dans un tout autre domaine de préoccupations :

« ...La recherche scientifique nous servira immensément dans l'ordre des activités qu'on groupe sous le mot, qui n'est pas très heureux, de propagande française.

« On se préoccupe toujours et à juste titre du rayonnement de la France dans le Monde. A cet effet, le plus utile des efforts n'est pas de disperser aux quatre coins de l'horizon l'éloge de la France, c'est de mettre très haut quelque chose de très beau qui soit vu par l'Univers entier.

« Pendant la Guerre, rien n'a servi la propagande de la France comme le fait de Verdun. Un tel fait efface tout. Il sert la France plus que toutes les conférences qu'on multipliera jusqu'à la fin des siècles aux quatres coins de l'Univers.

« Pareillement, quand vous avez des hommes comme ceux que je citais tout à l'heure, des Claude Bernard, des Pasteur, des Berthelot, des Pierre Curie, pour ne parler que des morts, vous savez bien que leurs travaux illuminent la France. A cette heure, le Monde entier a l'idée que la France, ayant fourni un témoignage inouï d'énergie morale et physique, doit être un exemple. Nous avons une clientèle formidable dans toutes les parties du monde, dans les deux Amériques, notamment. Que leur fournir dans la paix qui fasse suite à nos vertus de la guerre, qui puisse satisfaire à l'appel des peuples tournés vers notre patrie? Inventons, créons, construisons la Science et toute la haute vie de l'esprit.

« Les sommes que nous consacrerons à mettre des ressources de matériel et de personnel à la disposition des savants rapporteront au centuple à la caisse publique. »

Et, toujours hanté par la situation misérable des laboratoires de recherches, Barrès y revient encore en signalant un des plus célèbres, à titre d'exemple, qui ne disposait que d'une somme dérisoire (5.000 francs) pour subvenir à tous ses besoins.

« Alors ce sont les expédients, les habiletés les plus honorables de savants qui font des virements, s'adressent à des amis, dénichent de petites sommes. Et puis, comment voulez-vous qu'ils aient un personnel? Comment voulez-vous que, dans une époque caractérisée si durement par le besoin d'argent, on trouve des vocations scientifiques, en dehors des vocations de génie? »

C'est ici que le tempérament de Barrès va se manifester avec un relief vraiment saisissant. Et combien ce qu'il dit en songeant au physicien, au chimiste, au biologiste, à l'homme qui poursuit la vérité scientifique, s'appliquerait identiquement au romancier ou au peintre!

« C'est entendu, il y a des hommes poussés par un tel feu intérieur que, quelles que soient les difficultés du dehors, ils se marieront étroitement avec le travail du laboratoire, parce que là seulement est leur bonheur. »

Et ce bonheur, Barrès savait combien il est grand. Rien n'égale, en effet, pour le chercheur, l'émotion, la jouissance supérieure dont il se sent énivré quand il atteint le premier un des sommets de l'inconnu. Faut-il remarquer que, dans l'océan de mystère où nous vivons, la surprise est notre joie? L'essentiel, en effet, n'est pas toujours de trouver ce qu'on cherche, mais simplement de trouver du nouveau; et il arrive d'ailleurs souvent que ce que l'on trouve est plus intéressant que ce que l'on cherchait: or, c'est en cherchant qu'on trouve. Cherchons donc. Et la Nature est si merveilleuse et étrange qu'elle est une source intarissable de découvertes imprévues et imprévisibles, donc de joies toujours nouvelles pour qui en pénètre les secrets.

Mais, poursuit Barrès,

« ...à côté des superbes fanatiques de la Science, qui sont indemnisés par les jouissances mêmes de leur gé-

(1) Le mot chercheur, [illegible] de [illegible], est souvent employé. Le terme *investigateur*, s'il était plus simple, serait préférable.

(2) Cette enquête a été [illegible] par la Chambre à la Commission de l'Enseignement, qui a pour président M. Gustave Deschamps et pour rapporteur M. Pierre Viala, membre de l'Institut.

nie, il y a des hommes habiles et instruits qui sont tenus d'aller demander à des industries lucrativement rémunératrices une vie quotidienne moins sublime et plus dorée. Cette industrie qui les attire, elle périclite elle-même si le laboratoire périclite; car, à l'origine de toutes les grandes découvertes qui ont modifié la pensée scientifique ou les conditions de bien-être, il y a essentiellement un travail de laboratoire.

« Développement économique, utilité pour le rayonnement de la France, voilà deux arguments en faveur du secours que je vous demande de donner d'urgence à l'intelligence créatrice française. »

Barrès arrive maintenant à un troisième argument qu'il trouve dans le point de vue social.

« A cette heure, messieurs, nous vivons sur l'idée que les richesses humaines sont limitées, et alors, nécessairement, autour de ces richesses humaines, où se fait peu savoir à qui elles appartiendront; c'est toute la question sociale. Les savants, dans leurs laboratoires, nous ouvrent une autre voie. »

Et Barrès laisse alors la parole à la plus puissante association ouvrière du Monde, la Fédération Américaine du Travail. Voici dans quels termes, singulièrement précis et décisifs, ces ouvriers traduisent l'importance du travail des laboratoires pour leur bien-être :

« Considérant, écrivent-ils, que le développement général du bien-être résultant du progrès scientifique donne des résultats dépassant bien des fois les dépenses occasionnées par les recherches correspondantes;

« Considérant que l'augmentation de la production industrielle résultant de la recherche scientifique est un puissant facteur dans la lutte, toujours plus vive, menée par les travailleurs pour améliorer leurs conditions d'existence;

« Considérant que la Guerre a fait comprendre aux nations belligérantes l'influence prépondérante de la Science et de la Technique pour le bien-être et la puissance de chaque pays, aussi bien en temps de guerre qu'en temps de paix;

« En conséquence, la Fédération du Travail, réunie en Congrès, déclare qu'il est d'un intérêt majeur pour le bien-être de la Nation d'aborder un large programme de recherches scientifiques et techniques; que le Gouvernement fédéral doit employer tous les moyens en son pouvoir pour assurer la réalisation de ce programme; que l'intervention directe du Gouvernement, dans l'accomplissement de ces recherches doit tendre à en accroître l'étendue et l'importance au moyen de subventions généreuses;

« La Fédération charge son secrétaire de transmettre cette résolution au Président des Etats-Unis, au Président du Sénat et au Président de la Chambre des représentants. (1) »

Le très haut intérêt de ce texte ne saurait nous échapper, et moins que jamais dans le moment présent, où la cherté sans cesse croissante de la vie devient si inquiétante pour la paix sociale. Il est très remarquable que les ouvriers américains aient si clairement dégagé le point essentiel du problème. Depuis plus de cinquante ans, « travailleurs » et « employeurs » sont engagés dans un grave conflit, dont on n'aperçoit pas la solution si l'on persiste à s'en tenir aux doctrines de l'Économie politique et du Socialisme. On admet, de part et d'autre, que la quantité de richesses possible est limitée, d'où « l'âpre lutte des classes » autour d'elles pour une répartition que chacun veut à son avantage. Or, rien ne paraît plus erroné qu'une semblable conception. Il n'y a pratiquement aucune limite à la somme de richesses susceptibles d'être produites, si l'on se décide résolument à mettre en œuvre des méthodes de production scientifiques. Dès lors, se battre autour des richesses acquises revient à une stérile dépense d'efforts. Ce qui importe essentiellement, c'est la mise au jour de richesses nouvelles, qui apportera l'apaisement général en donnant à chacun la part de bien-être à laquelle il a droit. Quand on l'aura partout compris, on aura assuré, avec le bonheur général de l'individu, l'équilibre et l'harmonie générale des collectivités. Et ainsi sera pleinement confirmée, dans toute sa vérité, cette parole célèbre de Pasteur, toujours tourmenté par la fièvre généreuse que donne le souci de soulager les malheurs d'autrui : « Elle serait bien belle et bien utile à faire, la part du cœur, dans le progrès des Sciences ».

Barrès, ayant ainsi soumis à la Chambre sa troisième et dernière raison pour l'entraîner à inscrire, parmi les tâches de la France au lendemain de la Guerre, la reconstitution de la vie scientifique, avait fini son exposé parlementaire. Et il conclut ainsi :

« Il est juste, équitable, utile, que l'on s'occupe de la reconstruction agricole, commerciale, industrielle; mais, à l'origine de toutes ces réalisations, il y a toujours une pensée issue des laboratoires, et le premier travail que nous devons faire, à mon avis, c'est de réaliser la fabrication de la pensée. Assurons à la France une grande puissance scientifique. Fournissons aux Sciences, selon le vœu des savants et d'après un plan d'ensemble, du matériel et du personnel, une organisation. »

*
* *

On ne saurait exagérer la portée de ce discours, un des plus élevés et des plus utiles, sans contredit, qui aient jamais été entendus au Parlement. Tous les aspects du grand problème : le rôle de la Science dans la guerre et dans la paix, y sont envisagés. Et avec quelle maîtrise, avec

(1) Extrait de l'ordre du jour voté par la Fédération en juin 1919.

quelle force d'argumentation, avec quelle hauteur de pensées et de vues, le tout exprimé dans ce langage simple, parfois familier, si imagé et toujours vivant et savoureux, qui était une des caractéristiques du talent oratoire de Barrès. L'effet qu'il produisit sur l'Assemblée fut considérable. Chacun se sentait transporté dans les régions sereines de l'idéal, idéal de la Patrie et idéal de l'Humanité. La cause des Sciences, plaidée si magnifiquement par un représentant des Lettres aussi illustre, était gagnée. Barrès, encore une fois, venait de servir!

Une grande inquiétude avait régné jusqu'alors dans nos milieux universitaires. Au lendemain de la Guerre, les Sociétés scientifiques, en vue d'une organisation méthodique de la recherche, avaient pris des initiatives. Elles avaient d'abord formé, d'après leurs affinités naturelles, des groupements, des Fédérations; c'est la réunion de ces Fédérations qui constitue la Confédération des Sociétés scientifiques. Le total de ses membres est d'environ vingt mille; c'est en réalité, l'effectif même de l'armée scientifique française.

Il y eut d'innombrables séances de Commissions et sous-Commissions nommées par les Sociétés, les Fédérations et la Confédération. Toute une doctrine sortit de ces travaux. Procédant par ordre d'urgence, on estima qu'il fallait avant tout assurer la vie de nos Sociétés scientifiques, de ces foyers d'instruction mutuelle et de discussion féconde, si éminemment favorables à l'éclosion des découvertes.

Avant la Guerre, chaque Société avait son Bulletin, comprenant généralement deux parties distinctes : l'une réservée à l'exposé des travaux originaux des membres de la Société, et l'autre où se trouvaient plus ou moins complètement résumées, au fur et à mesure qu'elles étaient publiées dans des périodiques similaires, les études exécutées dans le monde entier sur la même discipline, ce qui apportait aux différents chercheurs une documentation préalable, nécessaire pour toute recherche originale, au même titre que le sont les appareils en usage dans les laboratoires.

On voit ainsi que la vie d'une Société scientifique est dans son Bulletin et par son Bulletin. Le Bulletin venant à disparaître ou à péricliter, c'est la Société scientifique qui se meurt, et, par voie de conséquence, c'est la Science elle-même qui se trouve en danger de mort.

Une telle éventualité menaçait la Science française. Par suite des nombreux vides faits par la Guerre dans nos rangs, et aussi par suite du renchérissement excessif des prix de toutes choses, nos Bulletins, quand ils ne subissaient pas l'eclipse totale, se réduisaient à des proportions douloureusement infimes, absolument insuffisantes pour la vie scientifique. Et, pourquoi ne pas l'avouer? Le découragement pénétrait peu à peu dans nos milieux, d'ordinaire enclins à l'optimisme. Ah! cela, il fallait l'éviter coûte que coûte. Il fallait maintenir intacte la flamme sacrée. Et ce fut alors notre grand cri d'alarme! L'appel fut entendu. Barrès fit son œuvre, et, à sa suite, toute la Presse voulut servir une aussi noble cause. L'intervention mémorable de Barrès à la Tribune fut comme une synthèse de tous ces efforts. Désormais la pensée scientifique française était sauve, la Science française était sauve. L'on vit, en effet, à partir de ce jour, la Chambre et le Sénat, en accord avec M. le Ministre de l'Instruction publique et avec M. le Ministre des Finances, ainsi qu'avec les rapporteurs du budget de l'Instruction publique (M. Herriot, M. Besnard) faire assaut de bonne volonté et de zèle, au milieu des pires difficultés budgétaires, pour doter nos Sociétés scientifiques, et aussi, bien entendu, nos laboratoires, des crédits indispensables à la continuation du travail scientifique (1).

C'est une grande date pour la Science française, et, on peut hardiment l'ajouter, c'est une grande date dans l'histoire des causes profondes de l'évolution de notre Pays, que l'avènement de cet état d'esprit nouveau; et l'on ne louera jamais assez, de ce point de vue, la clairvoyance du Parlement issu des élections de 1919. En proclamant l'intérêt supérieur de la Science; en affirmant, par des actes, qu'en dehors d'une forte armature scientifique il n'y a pour notre Pays ni prospérité ni sécurité possibles; bref, en appliquant résolument ce principe qu'il est des économies ruineuses, comme le seraient celles que le semeur réaliserait sur la semence, il a rendu à la France un service dont la portée est incalculable.

Ah! certes, nous sommes encore loin du but. Et nos Bulletins scientifiques et nos laboratoires ne peuvent trop souvent encore rivaliser que de loin avec ceux que l'Allemagne vaincue conserve et développe si jalousement. Cependant un point capital est acquis : les savants français ont désormais la possibilité de publier leurs travaux

(1) Il n'est que trop juste de rappeler ici les efforts méritoires que, dès avant la Guerre, avait déployés le sénateur Goy en faveur de la recherche scientifique.

personnels; et, d'autre part, toute une Bibliographie scientifique française est en pleine réalisation, et nous espérons fermement la voir adopter par les divers peuples latins et slaves, au grand avantage de notre prestige et de notre influence.

Malgré tout, un grand souci nous reste. Nos Sociétés scientifiques et nos laboratoires, comment les peuplerons-nous? Pour que l'élan ne s'arrête point, pour que nous reprenions entièrement confiance, il faut que nous soyons assurés de pouvoir transmettre à une génération nouvelle, avec le flambeau confié à nos mains, l'ardeur qui nous anime. Recruter et former de jeunes chercheurs est le plus impérieux besoin de l'heure présente. Nous continuerons à demander à l'Etat de nous y aider. Sous ce rapport, l'augmentation de la dotation de la Caisse des recherches scientifiques, avec la création d'une Direction des recherches scientifiques et industrielles et des inventions (confiée à M. le sénateur Breton, ancien ministre de l'Hygiène, membre de l'Institut), est une marque nouvelle d'un bon vouloir indiscutable.

Cependant l'Etat, aux prises avec les énormes difficultés nées de la Guerre, ne peut à lui seul suffire aux dépenses. C'est donc de l'initiative privée que doit venir le supplément de crédits indispensable. Aussi le Pays ne peut-il qu'applaudir avec reconnaissance au don magnifique (dix millions) du baron Edmond de Rothschild, membre de l'Institut. Avec quelle satisfaction n'a-t-on pas appris également le geste si original de M. Henry Bernstein donnant le produit du gala de sa pièce *Judith* à l'œuvre de nos Bulletins scientifiques. Il n'est pas jusqu'à ceux qui font profession de cultiver la force physique qui ne s'intéressent à la Science; et un Criqui abandonnant aux laboratoires scientifiques sa part de revenu (cent mille francs) d'un match de boxe, voilà qui montre bien, une fois de plus, que l'intelligence sait, dans les milieux les plus divers, s'allier à la générosité. Quel bel effort, dû à l'initiative de Madame Boas de Jouvenel et de madame Dastre et secondé par toute la Presse, sous le haut patronage du maréchal Foch, que celui de la *Bienvenue française*, organisant à l'occasion du centenaire de Pasteur la journée des laboratoires! Et l'on ne peut que féliciter cette très intéressante Société de la décision qu'elle a prise de confier à l'Académie des Sciences la charge délicate de répartir les treize millions recueillis.

Mais, de même que la condition du progrès scientifique doit être la continuité, de même l'effort, pour être réellement efficace, doit être continu. Telle sera la tâche du *Comité national d'aide à la recherche scientifique,* qui vient d'être créé avec le double caractère d'institution privée et d'organisme permanent. Il groupe, sous la Présidence de M. Paul Appell, Recteur de l'Université de Paris, membre de l'Institut, des hommes de toutes les opinions, sans distinction de parti, dont la commune préoccupation est l'avenir intellectuel de la Nation, sa prospérité et sa sécurité.

Barrès, il est superflu de le rappeler, s'intéressait vivement à toutes ces œuvres. Après avoir été un des fondateurs du Comité national d'aide à la recherche scientifique, il en était la grande autorité et la force principale. C'est par lui, pour une grande partie, que d'importants dons et legs commençaient à affluer. Il estimait qu'aucune meilleure destination ne pouvait être donnée à la richesse, surtout en l'absence de proches héritiers, que l'encouragement aux travaux de l'esprit. Et, dans cet ordre d'idées, on ne saurait trop louer la belle et originale initiative que prit, il y a quelques années, M. Honnorat, ministre de l'Instruction publique, par sa circulaire, assez peu connue, à ces confidents permanents et écoutés des familles que sont les notaires.

Barrès était si intimement pénétré de la puissance de la Science et de la nécessité vitale de donner à la France la plus solide structure scientifique, qu'il estimait que tout devait être mis en œuvre pour que dans ce pays, imprégné surtout de culture littéraire et artistique, mais où il y a tant de souplesse d'intelligence et tant de variété dans les aptitudes, une large part fût faite aux Sciences et à la Technique dans le choix des carrières.

Le recrutement des futurs savants ne cessait de le préoccuper. Il voulait que les situations matérielles fussent améliorées. Et il voulait aussi que les savants fussent honorés. On peut tenir pour certain que la campagne de Barrès en faveur des laboratoires a été pour beaucoup dans le vote de la loi mettant à la disposition du Ministre de l'Instruction publique et du Ministre de l'Hygiène un important contingent de décorations dans l'ordre de la Légion d'Honneur, pour commémorer le centième anniversaire de la naissance de Pasteur en reconnaissant par un hommage solennel l'intérêt et l'utilité de toutes les Sciences. Qui ne se souvient combien grand fut l'étonnement du public quand il vit

figurer dans cette belle promotion les noms de dix Doyens de Facultés, atteignant en moyenne la cinquantaine et plus, et depuis longtemps d'ailleurs connus à l'Étranger pour leurs travaux personnels, qui jusque-là n'avaient même pas reçu le simple ruban? Et, à ce propos, rappellerons-nous, remontant à quinze années dans le passé, que deux lauréats du prix Nobel, auteurs de deux grandes découvertes : celle du radium et celle d'une méthode de synthèse chimique d'une extraordinaire fécondité, étaient dans le même cas au moment où l'Académie de Stockolm leur décerna la célèbre récompense internationale? Voilà comment on favorisait alors la Science dans notre pays.

Il y a longtemps, par contre, qu'il en va tout autrement en Allemagne, où les savants, considérés comme les principaux artisans de la fortune publique, non seulement ont de fort belles situations matérielles, mais, en outre, jouissent dans tous les milieux de la plus grande considération et sont comblés d'honneurs. Il en résulte que les carrières scientifiques y sont recherchées entre toutes, et nombreux sont les fils de grands industriels, de grands propriétaires, de financiers, qui se consacrent à la Physique et à la Chimie (1).

C'est le devoir de nos ministres de s'informer sur les mérites de nos hommes de science et de leur décerner les distinctions honorifiques légitimes. Et, sous ce rapport, un bon éclectisme devra être pratiqué. L'ancienneté a des droits, assurément, mais la valeur réelle en a davantage. Si un savant compte à son actif une œuvre vraiment intéressante, qu'on le décore, quels que soient son âge et sa condition, comme on décorerait un écrivain ou un artiste de talent. Quelques nominations hardies seront d'un encouragement précieux pour les chercheurs vraiment originaux. Nous ne distinguons pas, d'ailleurs, les travaux de science pure des travaux de science appliquée, ni la qualité plus ou moins officielle de leurs auteurs. Seul l'intérêt des découvertes doit entrer en ligne de compte.

On ne peut que se féliciter de voir ces idées pénétrer enfin dans la pensée de ceux qui ont la charge et la responsabilité du pouvoir. M. Léon Bérard, l'actuel ministre de l'Instruction publique, pour ne parler que de ce département dont nous relevons directement, les a délibérément adoptées; et une manifestation fort opportune des dispositions d'esprit nouvelles vient de se faire jour par l'attribution, à la suite d'un vote unanime du Parlement, d'une pension nationale de quarante mille francs à Madame Curie.

Tout cela est de bon augure. Mais pour entretenir et intensifier encore le mouvement, combien l'action personnelle de Barrès serait utile! Nous espérons que son souvenir, la conviction avec laquelle il se fit l'avocat de la Science gagnera à cette grande cause la foule encore nombreuse des indifférents, que peut seule excuser une complète ignorance de la situation.

*
* *

On nous permettra d'aborder ici un sujet délicat. La puissance de l'homme par la Science, qui le remplissait d'orgueil, vient d'avoir, comme par une revanche de la Nature domptée mais demeurée rebelle, la plus terrible rançon. C'est que, en vérité, dans l'instrument de progrès forgé par le génie de la recherche, le tranchant est double; et, si sa part contributive dans l'amélioration de la condition humaine est considérable, il s'est rencontré une nation de proie qui l'a détournée de sa mission humanitaire pour tenter de satisfaire ses appétits de domination universelle. Par bonheur, alors que la Barbarie voulait étouffer la Civilisation par la Science, c'est par cette même Science que la Civilisation a vaincu la Barbarie, mais au prix, hélas! des plus sanglantes hécatombes et des plus effroyables dévastations dont l'Histoire fasse mention.

Devant l'immensité du malheur, il en est qui hésitent, et même qui inclinent à penser qu'il eût mieux valu pour l'Humanité qu'elle demeurât étrangère dans l'obscurantisme des anciens âges. Ceux-là oublient bien vite que l'intelligence de l'homme, incorporée aux organes de la machine, a substitué au dur labeur musculaire le simple effort d'attention dont se contente un rôle de contrôle et de direction; ils oublient bien vite que le bien-être est installé dans les foyers modestes où il était jadis inconnu; ils oublient bien vite que la souffrance a été vaincue; ils oublient bien vite que les grandes épidémies, ces épouvantables fléaux de l'Humanité, ne sont plus qu'un affreux souvenir, et qu'un chimiste, un Pasteur, a sauvé par ses découvertes plus de vies humaines en trente années que n'en ont fauché les massacres de toutes les guerres; ils ignorent, enfin, qu'en ce qui touche les pertes matérielles la Science, si l'on veut mettre en œuvre et développer ses méthodes, permettra de les réparer rapidement et créera la richesse où était la désolation.

(1) Voir le Rapport de M. Haller sur l'Exposition internationale de 1900 (Arts chimiques et Pharmacie).

Mais ce n'est point ainsi que se pose la question. La Science a pour objet de découvrir la Vérité, sans plus. Elle n'est, en soi, ni bonne ni mauvaise. Elle est, comme toutes les forces, ce que l'on veut qu'elle soit, d'après l'usage que l'on en fait : elle est comme la langue, qui, déjà au temps du vieil Esope, passait pour la meilleure et la pire des choses; comme la Presse, qui peut faire et qui fait tant de bien, mais qui peut faire et fait parfois aussi tant de mal; comme la Littérature, comme le Théâtre, comme l'Art. Du jour où l'homme sut fabriquer les métaux il disposa d'une grande force nouvelle, qu'il utilisa pour mieux se nourrir, mieux se vêtir et mieux se loger, mais dont il se servit aussi pour tuer plus aisément et plus sûrement son semblable qu'auparavant. La poudre, connue des Chinois depuis deux mille ans, sert à tirer le canon, mais la même poudre permet de couper les isthmes et de percer les monts. En vérité, le progrès matériel n'est qu'un des éléments de la Civilisation, et le facteur dominant de la Civilisation doit être la Moralité. Sans la Moralité, en effet, la Science, en multipliant indéfiniment la puissance de l'homme, deviendrait un danger mortel pour la Civilisation. Et il apparaît comme indispensable que parallèlement au progrès des Sciences de la Nature se développe le progrès moral. Il ne dépend que de l'homme, en définitive, d'user pour son bonheur du pouvoir qu'il tient de la Science.

D'un autre point de vue, il importe de remarquer que la Science n'est point une entité isolée des autres domaines du labeur intellectuel, avec lesquels elle présente, au contraire, de profondes affinités, spécialement par les plaisirs nobles et délicats qu'elle réserve à ses adeptes.

Quelle émotion artistique est supérieure à celle qu'on éprouve en contemplant l'harmonie générale qui règne dans la Nature! Comment ne pas se sentir émerveillé par le spectacle grandiose que nous offre l'Astronomie! Tous ces soleils, nous en déterminons par avance tous les mouvements et tous les itinéraires, en dépit des distances inimaginables qui nous en séparent, et les astrophysiciens nous démontrent qu'ils sont formés des mêmes matières que notre planète. Et, à côté de l'infiniment grand, voici l'infiniment petit : à côté de l'étoile, l'atome. L'atome, baignant dans le même océan de fluide impondérable; l'atome, d'une extrême petitesse et qui pourtant forme lui-même tout un système cosmogonique, avec son soleil et ses planètes, et recèle de formidables réserves d'énergie: l'atome, qui constitue, par des assemblages de toutes sortes, la matière, vivante ou morte, accessible à nos sens; l'atome, enfin, dont tous les mouvements, internes ou extérieurs, engendrent l'énergie : chaleur, électricité, lumière, magnétisme, qui remplissent l'Univers et toute notre vie de leurs manifestations infinies. Quel plus merveilleux roman fut jamais conçu par l'imagination des hommes!

Barrès sentait pleinement toute la haute et sereine philosophie de cet ensemble sublime. Et ceux-là sont bien assurés que cet homme de Lettres se serait adonné à la tâche de protecteur des Sciences avec une ardeur toujours croissante qui savent, outre l'utilité pour lui évidente de la Science comme source de tout progrès dans l'ordre matériel, combien son âme d'artiste avait été séduite par l'attrait esthétique de la recherche scientifique, de même qu'elle s'était émue de « la grande pitié des Eglises de France », qui représentaient, en dehors du point de vue proprement religieux, le plus magnifique passé artistique. Il fallait voir comme sa physionomie, d'ordinaire si grave, s'illuminait devant une belle série d'expériences imaginées en vue d'aboutir à la découverte de quelque nouveau phénomène naturel. Nos facultés de prévision, d'après les connaissances acquises, l'émerveillaient. Qu'on pût dire à l'avance, par exemple, quelle serait la couleur ou l'odeur d'une substance inconnue en écrivant simplement sa formule de constitution, cela le remplissait d'admiration. On avait l'impression que cet homme d'exquise sensibilité goûtait entièrement la joie de ce qui pour lui était toute une révélation. Il devinait ce que devait être pour le savant « la joie de connaître » et la joie de découvrir. Dans les hautes spéculations de la pensée tous les esprits se rencontrent et communient dans un même idéal de beauté.

A ce propos, et pour terminer, qu'il nous soit permis d'ajouter encore quelques mots, relatifs à un point qui nous tient à cœur. Notre sollicitude pour la Science, notre souci de son avenir pour l'avenir même du Pays, est bien loin, en dépit de certaines apparences, de nous porter à souhaiter que l'on néglige à son profit les Lettres et les Arts, qui font tant aimer et admirer la France. Et l'on professe couramment, dans les milieux scientifiques, que la culture classique doit être alliée aux études scientifiques dans la plus large mesure. N'avons-nous pas, d'ailleurs, dans l'ordre des disciplines littéraires, une Fédération de philosophes, d'historiens et de philologues, incorporée à notre Confédération des Sociétés scientifiques? Mais,

pour pouvoir briller, ne faut-il pas d'abord exister? Or est-ce vraiment exister que de vivre sans la liberté, sans l'indépendance, sans la sécurité, sans la tranquillité du lendemain, et aussi sans un minimum de bien-être? Et comment posséderions-nous ces bienfaits si nous ne nous tenions pas en contact étroit avec les sciences de la Nature, dont l'étude poursuivie sans relâche conduira à toujours mieux connaître et mieux utiliser des réserves de forces inépuisables?

En vérité, de quelque côté qu'on envisage l'avenir, la culture des Sciences s'impose, nous ne disons point exclusivement, — de telles vues seraient bien étroites, et nous aurions gravement tort — mais irrésistiblement. Ce pays — on ne s'étonnera pas que Barrès en fût profondément convaincu — ne restera une grande nation et une des lumières de l'Humanité, il ne restera, en un mot, la France, que s'il sait faire à la Science et à ses applications, dans le développement de l'activité nationale, toute la part compatible avec le génie de la race. Et l'on peut alors prévoir qu'avec la Science pour soutien la pensée française, par ailleurs si nécessaire à la santé morale du Monde, rayonnera d'un plus vif éclat qu'elle ne le fit jamais.

*
* *

S'il est des gloires hâtives, que l'on s'empresse de représenter en bronze ou en marbre, pour que nos fils n'en perdent pas le souvenir, d'autres, solides et durables, peuvent attendre. Maurice Barrès peut attendre. Sur le monument, beau dans sa simplicité, comme il aimait les choses, que la piété nationale élèvera à sa mémoire, nous demandons qu'une inscription, sobre et claire, redise aux générations futures que ce puissant « ouvrier des Lettres » servit la Patrie et l'Humanité en servant la cause des Sciences.

Charles Moureu,
de l'Académie des Sciences
Président honoraire de la Confédération des Sociétés scientifiques françaises

LES VÉRITABLES JEUX OLYMPIQUES

Depuis des mois déjà, la presse sportive s'agite à propos des fameux Jeux, dits Olympiques, qui auront lieu cette année à Colombes.

Avant de s'arrêter à Colombes on avait parlé successivement du Parc aux Princes, de Vincennes, de la Courneuve; on avait envisagé le Stade Pershing. Des discussions s'étaient engagées pour savoir si un stade déjà construit serait utilisé, ou bien s'il faudrait en construire un nouveau.

Des architectes, hommes de sport, en même temps, avaient exposé des projets grandioses : un stade gigantesque serait entouré d'un amphithéâtre monumental pouvant contenir 100.000 spectateurs! Une piscine, non moins vaste, était commencée, dont la construction a coûté de telles sommes, qu'elle dût être abandonnée.

Malgré tant de beaux projets évanouis, espérons que les prochains Jeux Olympiques auront un cadre digne d'eux, mais arriveront-ils à effacer de notre mémoire le souvenir des véritables Jeux Olympiques — ceux qui avaient pour cadre harmonieux le sanctuaire d'Olympie? — Et ne serait-il pas opportun d'évoquer ce cadre pour ceux qui l'ignorent, ou pour ceux encore qui l'ont tout simplement oublié?

Donc, en 776 av. J.-C., ces jeux avaient été fondés à Olympie en l'honneur de Zeus ; un siècle plus tard, comme ils perdaient de leur éclat primitif, *Iphitus,* roi d'Elide, sur les conseils de *Lycurgue,* les réorganisa ; ils duraient encore au IIe siècle de l'ère chrétienne.

De nos jours, on tenta de les faires revivre, mais en dehors d'Olympie : différentes capitales de l'Europe se virent successivement attribuer l'honneur de les organiser et de leur donner asile.

Dans la Grèce ancienne, c'était le 11 du mois *Hecatombeon* qu'ils avaient lieu : ils duraient cinq jours ; l'espace de quatre années, qui s'écoulait entre leur réunion, prenait le nom d'*olympiade* et servait pour la chronologie.

Seuls les différents peuples de l'Hellade, faisant partie des *amphictyonies,* pouvaient prendre part aux jeux : les étrangers en étaient rigoureusement exclus.

Les Eléens, habitants d'*Elis,* tutrice du sanctuaire d'Olympie, avaient l'administration de ces jeux ; on tirait au sort parmi eux les huit juges.

A l'ouest de la Grèce, baignée par la mer, s'étendait la large bande de terre qui formait l'*Elide :* Elis était la capitale, située au milieu d'une plaine couverte d'oliviers et de vignes.

Tout près d'Elis, *Olympie* se blotissait au pied d'une colline abrupte, aux flancs hérissés de pins sombres ; l'*Alphée* lui faisait une mince ceinture d'argent. Au milieu du *Bois Sacré* émergeait, tout flamboyant de l'or de ses 30 boucliers, le temple majestueux de Zeus, dressant ses énormes colonnes, son large fronton

d'azur, surmonté d'une Victoire dorée. C'est dans son sanctuaire sa *cella* que fut placé le célèbre *Zeus Olympien* de Phidias. Sur la terrasse du temple, comme montant une garde d'honneur, la blanche théorie formée par les statues d'athlètes victorieux, due au ciseau des sulpteurs grecs les plus célèbres.

Un peu plus loin, une balustrade entourait une mosaïque, du centre de laquelle s'élevait un olivier sauvage, tordu par le travail des siècles : l'Olivier Sacré !

La *Palestre* était édifiée à l'ombre du temple, elle était composée — comme toutes les palestres — d'une cour quadrangulaire entourée de salles d'exercices : *ephebeion, conisterion, coryœum*. Puis venaient les *portiques* en colonnades pour les promeneurs, une seconde cour avec d'autres portiques, le *xyste*, où s'exerçaient les athlètes quand le temps était mauvais, et enfin le stade et l'hippodrome.

*
* *

Quelque temps avant l'époque consacrée, des hérauts, couronnés de fleurs et de feuillage, allaient proclamer la *Trêve Sacrée* et la date des fêtes ; non seulement ils parcouraient la Grèce en tous sens, mais encore ils franchissaient les mers, cinglant jusque vers les monts Pyrénéens, l'Italie, la Phrygie, l'Egypte, la Cyrénaïque. Partout où ils trouvaient des colons grecs, ils leur annonçaient que le dieu Tonnerre appelait à lui ses fidèles.

De tous ces points éloignés, comme sur toutes les routes de la Grèce, c'était un vaste exode vers *Elis*, où avait lieu le rassemblement. Des nuées de voiles rouges, de voiles couleur de safran, glissaient sur les flots bleus vers *Epitation*, le port le plus voisin d'Olympie.

Et c'était un spectacle infiniment pittoresque que celui de cette foule bigarrée qui se rendait aux jeux : les uns pour concourir, d'autres pour y exercer leurs commerces multiples, la plupart en simples spectateurs, car il s'agissait là, non seulement de luttes sportives, mais encore de cérémonies au caractère purement religieux.

Et tandis que l'élément sacré dominait, certains côtés des fêtes éveillaient l'idée d'une véritable kermesse ; mais d'une kermesse sans femmes ! Celles-ci, en effet, étaient exclues d'Olympie pendant la durée des jeux, et cela sous les menaces les plus terribles. En cas de désobéissance, la sacrilège était punie de mort, et les coupables jetées du haut du *Typaeion*. Ne pouvant franchir l'Alphée, les curieuses montaient du moins sur le sommet de la colline qui, de la rive gauche, dominait la palestre, pour apercevoir, au moins de loin, ce qui leur était défendu de regarder de près.

Seules les prêtresses d'Hèra avaient accès au sanctuaire durant « *la fête des hommes* ».

Au jour fixé par les hérauts sacrés, dès l'aurore, les *salpinx* d'argent du Prytanée entonnaient l'hymne sacré d'Heraklès annonçant l'exode vers Olympie ; le cortège commençait alors à se former au milieu des appels et des claquements de lanières.

Venaient d'abord, les *mastigophores* (1), armés de nerfs de bœuf, précédant les trois *Théokoles*, grands prêtres d'Olympie, qui s'avançaient sur des chars de parade, ornés de gorgones flamboyantes, puis les *Hellanodikes*, juges des concours, drapés dans leurs robes écarlates ; l'*Alytarque*, suivi de ses hommes, chargé de la police des jeux.

Derrière lui, montée sur de vastes chariots, la troupe aguerrie des athlètes : les uns lestes et vifs, les autres puissants et redoutables.

Puis c'étaient les *auriges*, debout sur la planche étroite de leur léger quadrige de course, se penchant tantôt en avant, tantôt pesant des reins sur les rênes enroulées autour de leur souple corps, guidant d'une main et de l'autre faisant tournoyer leurs longs fouets d'hippodrome.

Le cortège avançait ainsi dans la plaine, où le pâle feuillage des oliviers, d'un gris argenté, mêlait ses nuances délicates aux tons plus vifs de la vigne ; il côtoyait le cours du *Penée*, voile de brumes roses, coulant lentement non loin de la *Voie Sacrée* qui allongeait ses ornières de marbre, aménagées spécialement pour les chars, dont le passage exclusif les avait polies peu à peu.

Derrière les chars, venaient les chariots contenant les vivres, les offrandes. Sur les bas-côtés, marchaient les piétons, les cavaliers, les troupeaux destinés aux sacrifices.

Arrivé devant l'*Immortelle Cité*, le cortège franchissait le pont jeté au-dessus du torrent, et là se désagrégeait.

Les athlètes et les princes se rendaient seuls dans les palais dépendant du sanctuaire, le reste de la foule s'installait çà et là, en plein air, sous des tentes apportées de loin.

Les marchands ambulants circulaient de

(1) Ils étaient chargés de réprimer les infractions aux règlements des jeux.

groupe en groupe, offrant des olives, des citrons, des figues sèches, des gâteaux, du vin des îles, des poissons frits, des galettes de *kolyphium*.

Les marchands d'eau, chargés de leur double amphore d'argile rouge, agitaient leur crécelle.

On rencontrait des juifs venus de Jérusalem, des Galates vendant des fourrures.

Juchés sur des tréteaux et frappant leur lyre du plectre, les poètes chantaient leurs vers tandis qu'à droite et à gauche heurtant bruyamment leurs cymbales, les bateleurs exhibaient leurs singes dressés et leurs serpents noirs.

D'âpres disputes s'élevaient dans toutes les langues ; c'est cet aspect pittoresque et mouvementé d'Olympie qui faisait penser à une kermesse.

Quant au côté religieux des cérémonies, il avait la plus large part ; c'est par lui que les fêtes commençaient.

D'abord, les lentes processions se déroulaient majestueusement, puis c'était le défilé des victimes, couvertes de fleurs, celui des vases précieux, offerts par les cités qui rivalisaient de magnificence, enfin, les sacrifices solennels à Zeus, auquel on immolait des taureaux; après eux les propriétaires de chars, tenant par la bride leurs chevaux harnachés de fleurs, sacrifiaient tour à tour sur l'autel du démon *Taraxippe*, terreur des auriges.

*
* *

Les jeux débutaient par l'entrée dans le stade vide, de l'*Aganothète*, directeur des combats. Vêtu d'écarlate, coiffé d'une couronne d'or, il s'appuyait sur une haute canne d'ivoire.

Derrière lui, tout ruisselants d'huile brillante, venaient les athlètes, acclamés par la foule ; ils défilaient en chantant :

« A tous les Dieux de la Ville et du Monde :
Aux Dieux des Champs, à ceux de l'Agora,
A ceux des Sources, des Fontaines,
Après la Victoire certaine,
Nous jurons d'immoler des victimes sans nombre. »

Ils faisaient ainsi le tour de l'arène, passant devant les *Theokoles*, la grande *Prêtresse*, assise au milieu de ses jeunes vierges, enfin devant la tribune des *Hellanodikes* aux robes de pourpre.

Se dirigeant vers le centre de la piste, ils se rangeaient en ligne, puis attendaient immobiles. Une urne d'argent passait devant eux, contenant de petits jetons de corne, où par paires se trouvaient gravés les caractères de l'alphabet. Ils tiraient au sort, et, aussitôt appariés, le héraut proclamait, selon la tradition.

« O Hellènes! Est-il quelqu'un parmi vous qui puisse reprocher à ces athlètes d'avoir vécu dans la honte et dans les fers ? »

Quatre fois de suite la même fière question retentissait dans le Stade. Puis, comme nul ne bougeait, on entendait :

« Que chacun respecte la tradition! Gloire aux vainqueurs! »

Alors les épreuves se déroulaient d'après un ordre immuable, fixé par les siècles.

Elles avaient été préparées de longue date, par la rude discipline des gymnases, le régime austère qui y régnait, l'entraînement méthodique sous la direction d'un *alipte* exigeant, qui interdisait à son élève les plaisirs d'Aphrodite : tout cela avait formé des athlètes d'une incomparable vigueur.

Primitivement, les épreuves comprenaient les cinq *agones* composant le *pentathle* : course, saut, lutte, lancement du disque et du javelot.

Plus tard, on y ajouta les courses de chevaux, de char, le pugilat et le *pancrace*, les concours de musique et de poésie.

Le pancrace consistait, comme la lutte, à terrasser son adversaire ; mais là tous les coups étaient permis.

Les *lutteurs* se reconnaissaient à la touffe de cheveux ornant le sommet de leur crâne, les *pugiles*, aux *cestes* — ou lanières de cuir — noués à la hauteur de leur coude sur un morceau de peau de mouton. Certains cestes pesaient jusqu'à trois kilos, aussi le pugilat était-il fort dangereux ; les athlètes en sortaient rarement sans s'être gravement blessés : les vainqueurs comme les vaincus.

Les *pancratiastes* se distinguaient par le perizôna (1) qui protégeait leur bas-ventre, et aussi à leurs oreilles généralement en piteux état.

Les athlètes étaient assistés de leur *alipte* à la fois conseiller et entraîneur. C'était toujours un vieil athlète, retiré des luttes, voulant faire profiter les jeunes de sa science et de son expérience.

Avant de paraître sur la *Konistra*, les combattants avaient reçu les soins minutieux prescrits par la science de l'*onction*. Lorsque boueux et sanglants, il se retiraient de l'arène, les soigneurs se précipitaient pour les racler au *strigile* et les frictionner de vinaigre et d'huile odorante.

Quelquefois, l'un des athlètes, se sentant vaincu, levait l'index de la main gauche, et aus

(1) Caleçon de cuir.

sitôt, devant ce signe de détresse, le gymnaste séparait bien vite les adversaires à grands coups de sa fourche d'olivier. Parfois aussi le vaincu s'obstinait jusqu'à la mort et l'on voyait alors les spectateurs pleurant, mais impuissants, assister à son agonie.

*
* *

Le cinquième jour, devant l'assemblée réunie, un héraut proclamait le nom du vainqueur et de sa ville natale : il recevait une simple couronne tressée avec le feuillage de l'Olivier Sacré. C'était là toute sa récompense : cependant, on ne cite pas, que je sache, d'athlète s'établissant au Céramique et tentant la Fortune en y ouvrant boutique.

La gloire seule suffisait aux vainqueurs; mais quelle gloire était comparable à la leur ?

Revêtus de pourpre, montés sur un quadrige attelé de chevaux blancs, ils étaient reçus en triomphe dans leur cité reconnaissante ; on démolissait un pan de muraille pour les faire entrer par la brèche.

Leur nom passait à la postérité, gravé sur des tables de marbre placées dans le gymnase d'Olympie ; des poètes comme *Pindare* chantaient leur victoire dans des *Odes Triomphales*, leur beau corps était immortalisé par le ciseau d'un *Polyclète* ou d'un *Lysippe*, qui leur avaient presque exclusivement consacré leur génie. *Phidias, Praxitèle, Scopas* eux aussi reproduisirent leurs traits empreints d'une sérénité olympienne.

A Sparte, on attribuait aux vainqueurs l'honneur suprême d'occuper, dans les batailles, le poste le plus périlleux.

Les résultats des Jeux Olympiques sont incontestables : ils avaient le privilège de suspendre les guerres durant le temps nécessaire pour aller aux fêtes occasionnées par eux et en revenir (1). Défense était faite à tout homme armé de pénétrer en Elide. Une lourde amende, punissait le peuple violateur de cette *Trêve Sacrée*, qui était aussi la Trêve d'Aphrodite.

Au cours des solennités, on avait vu plusieurs fois des cités rivales se réconcilier, et conclure des alliances.

Les Jeux Olympiques ont formé une nation agile et vigoureuse qui fournissait les meilleurs soldats du monde. On a pu dire que la gymnastique, sous toutes ses formes, a aidé les Grecs à gagner leurs victoires et à sauver, avec leur indépendance, la civilisation qu'ils avaient créée.

Et puisque nous sommes en Grèce, pays d'harmonie, d'équilibre par excellence, n'oublions pas que la culture physique ne nuisait en rien à la culture de l'esprit(1), qu'aucune des deux n'était subordonnée à l'autre ; elles contribuaient également à former des hommes, à l'intelligence cultivée, dans un sorps souple et robuste.

Les Jeux Olympiques ont glorifié cette dualité : primitivement, ils accordaient aux seuls athlètes la couronne d'olivier, plus tard, ils la posèrent également sur le front des poètes et des musiciens.

Madeleine Barré.

(1) Cette *Trêve Sacrée* trouvera une sorte d'imitation, au cours du moyen âge, dans *la Trêve de Dieu*.

(1) Dès le VIe siècle avant J.-C., il y avait à Athènes une bibliothèque ouverte à tous, et aussi fréquentée que les jardins publics.

HISTOIRES DE HANRAHAN LE ROUGE (2)

LA VISION DE HANRAHAN

Dans le cours du mois de juin Hanrahan se trouvait sur la route qui mène à Sligo, mais il ne rentra pas dans la ville. Il se dirigea vers Ben Bulben. La pensée des anciens temps l'envahissait, et il n'était point disposé à rencontrer des gens ordinaires. Tandis qu'il cheminait il se chantait une chanson qui lui était venue une fois dans ses rêves :

Oh, le vieux doigt osseux de la Mort
Ne nous trouvera jamais là
Dans la haute contrée creuse
Où il y a de l'amour à profusion ;
Où les rameaux portent fruits et fleurs
En tout temps de l'année ;
Où les rivières débordent
De bière rouge et de bière brune.
Un vieillard joue de la cornemuse
Dans un bois d'or et d'argent ;
Des reines, les yeux bleus comme la glace,
Y dansent en foule.

Le petit renard murmura :
« Oh! et le poison du monde ? »
Le soleil riait doucement,
La lune tira sur mes rênes ;

(2) Voir *La Revue Blanche* depuis le 1er décembre 1923.

Mais le petit renard rouge murmure :
« Oh! ne tirez pas sur ses rênes,
Il chevauche vers la contrée
Qui est le poison du monde ».

Lorsque leurs cœurs sont assez hauts
Pour qu'ils veuillent en venir aux coups,
Ils dépendent leurs épées lourdes
De buissons d'or et d'argent :
Mais tous ceux qui sont tués dans la bataille
Reviennent ensuite à la vie :
Il est heureux que leur histoire
Ne soit connue parmi les hommes.
Car, oh! les fermiers vigoureux
Qui laisseraient la bêche reposer!
Leur cœur serait comme une coupe
Que quelqu'un a vidée.

Michel dépendra sa trompette
D'un buisson au-dessus de sa tête,
Il soufflera doucement
Quand le souper sera servi.
Gabriel reviendra de la rivière
Avec la queue d'un poisson,
Et parlera de merveilles survenues
Sur les routes mouillées des hommes,
Il lèvera une vieille coupe
D'argent martelé, et il boira
Tant qu'il tombera endormi
Sur le bord étoilé.

Hanrahan avait commencé l'ascension de la montagne, et il cessa de chanter, car cette ascension était pénible pour lui, et de temps en temps il était obligé de s'asseoir pour se reposer un peu. Une fois qu'il se reposait ainsi, il aperçut près d'un rath un buisson d'églantiers couvert de fleurs, et il lui rappela les roses sauvages qu'il avait coutume d'offrir à Mary Lavelle, et à nulle autre femme après elle. Il cassa une petite branche, couverte de boutons et de fleurs ouvertes, et il continua sa chanson :

Le petit renard murmura :
« Oh! et le poison du monde ? »
Le soleil riait doucement,
La lune tira sur mes rênes ;
Mais le petit renard rouge murmura :
« Oh! ne tirez pas sur ses rênes!
Il chevauche vers la contrée
Qui est le poison du monde ».

Et il passa le rath et continua l'ascension de la colline, et à l'esprit lui revinrent plusieurs des anciens poèmes, qui parlaient d'amants, bons et mauvais, et de quelques-uns qui avaient été réveillés du sommeil du tombeau par la force de l'amour l'un de l'autre, et qui vivaient en un lieu ombreux, où ils attendaient le dernier jugement, bannis de la face de Dieu.

Et enfin, à la chute du jour, il arriva au Passage Escarpé des Etrangers, et là il se coucha tout de son long sur un rocher, et il regarda dans la vallée, qui était pleine de brume grise, s'étendant de montagne en montagne.

Et comme il regardait il lui sembla que la brume se changeait en fantômes d'hommes et de femmes, et son cœur se mit à battre de terreur et de joie à cette vision. Et ses mains toujours agitées se mirent à arracher les pétales des églantines sur la petite branche, et il les regarda s'en aller, troupe flottante, et voltigeante, dans la vallée.

Soudain il entendit une faible musique, plus qu'aucune musique au monde pleine de rires et de pleurs. Et son cœur bondit lorsqu'il l'entendit, et il se mit à rire tout haut, car il savait que cette musique venait de ceux qui possédaient une beauté et une grandeur inconnues aux gens de ce monde. Et il lui sembla que les doux pétales des roses, tandis qu'ils s'en allaient flottant dans la vallée, changeaient de forme et, dans le brouillard lointain, paraissaient une troupe d'hommes et de femmes de la couleur des roses. Et alors cette couleur se changea en plusieurs autres couleurs, et il vit une longue file de beaux et grands jeunes gens, qui ne s'éloignaient pas, mais au contraire venaient vers lui et le croisaient, le visage plein de tendresse malgré leur regard fier, très pâles, et comme consumés par de grandioses et douloureuses entreprises. Et des bras fantômals se tendaient hors de la brume comme pour les saisir, mais ils ne pouvaient les toucher, car la quiétude qui les entourait les mettait hors de toute atteinte. Et devant eux et derrière eux, mais à une distance comme respectueuse, il voyait d'autres formes, qui s'abaissaient, s'élevaient, allaient et venaient, et à leur vol tournoyant Hanrahan connut qu'ils étaient ceux de la Sidhe, les anciens dieux vaincus, et les bras fantômals ne se tendirent pas pour les saisir, car ils étaient de ceux qui ne peuvent ni pécher ni obéir. Et alors ils allèrent décroissant dans le lointain, et ils semblaient se diriger vers la porte blanche sur le flanc de la montagne.

La brume s'étendait devant lui maintenant comme une mer déserte baignant les montagnes de longues vagues grises, et tandis qu'il la contemplait, elle se remplit de nouveau d'une vie flottante et brisée qui en faisait partie, et des bras et des têtes pâles aux cheveux agités apparurent dans la grisaille. La brume s'éleva de plus en plus haut jusqu'au bord des rochers pendants, et alors les

formes se solidifièrent, et une nouvelle procession à demi perdue dans la brume passa très lentement d'une allure inégale, et au milieu de chaque fantôme quelque chose brillait sous la lumière des étoiles. Ils s'approchèrent de plus en plus, et Hanrahan vit que c'était aussi des amants qui avaient des miroirs à forme de cœur à la place du cœur, et ils ne cessaient de regarder leur propre visage dans le miroir l'un de l'autre. Ils passèrent s'enfonçant dans la vallée en même temps, et d'autres formes s'élevèrent à leur place, et celles-ci n'allaient pas côte à côte, mais se suivaient, tendant des bras implorants, et il vit que celles que l'on suivait étaient des femmes. Leur tête était de la plus grande beauté, mais leur corps n'était qu'ombre sans vie, et leur longue chevelure s'agitait et tremblait autour d'elles comme mue par une terrible vie particulière. Et alors la brume s'éleva soudain, et les cacha, et alors une légère rafale les chassa vers le nord-est, et en même temps recouvrit Hanrahan d'un pan de nuage blanc. Il se leva tremblant et il allait se détourner de la vallée, lorsqu'il vit deux formes sombres, à demi cachées, et comme debout dans l'air au-dessous du rocher. L'une, qui avait les yeux douloureux d'un mendiant, lui dit avec une voix de femme : « Parlez-moi, car personne en ce monde-ci ni en aucun autre ne m'a adressé la parole depuis sept cents ans. »

« Dites-moi qui sont ceux qui viennent de passer, » demanda Hanrahan.

« Ceux qui ont passé les premiers, répondit la femme, ce sont les amants qui eurent le plus grand renom aux anciens temps, Blanad, Deirdre et Grania (1) et leurs chers camarades, et beaucoup qui ne sont pas aussi connues mais qui sont aussi aimées.

Et parce qu'ils ne considéraient pas seulement l'un dans l'autre la fleur de la jeunesse, mais la beauté qui est aussi durable que la nuit et que les étoiles, la nuit et les étoiles les gardent à jamais de la guerre et du dépérissement, malgré les guerres et l'amertume que leur amour apporta dans le monde. Et ceux qui suivaient, dit-elle, et qui ont des miroirs à la place du cœur, ceux-là les poètes ne les ont pas mis dans leurs chants, car ils pensaient seulement à triompher l'un de l'autre, afin de prouver leur force et leur beauté, et de cela ils firent une espèce d'amour. Quant aux femmes aux corps d'ombre, elles ne désirèrent ni de triompher ni d'aimer, mais seulement d'être aimées, et il n'y a pas de sang en leur cœur ni dans leur corps sauf celui que peut leur donner un baiser, et elles ne vivent qu'un moment. Toutes celles-ci sont malheureuses, mais c'est moi la plus malheureuse, car je suis Derdavilla, et voici Dermot, et c'est notre péché qui amena les Normands en Irlande.

Et la malédiction de toutes les générations est sur nous, et il n'en est pas qui soient punis comme nous le sommes. Nous n'aimions l'un en l'autre que la fleur de l'homme et de la femme, la beauté de la poussière périssable, et non pas la beauté éternelle. Lorsque nous sommes morts, il n'y avait pas autour de nous cette quiétude éternelle et intangible, et l'amertume des batailles que nous avons attirées en Irlande est devenue notre punition. Nous devons errer ensemble à jamais, mais Dermot, mon amant jadis me voit toujours comme un cadavre qui est resté longtemps dans la terre, et je sais qu'il me voit ainsi. Demandez-moi d'autres choses, car tant d'années ont laissé leur sagesse dans mon cœur, et personne ne m'a écouté depuis sept cents ans ».

Une grande terreur avait envahi Hanrahan, et levant ses bras au-dessus de sa tête il cria à trois reprises, et les bestiaux de la vallée levèrent la tête en mugissant, les oiseaux du bois du bord de la montagne se réveillèrent et se mirent à voleter autour des feuilles tremblantes. Mais un peu au-dessous du bord du rocher, la troupe des pétales de roses flottait toujours dans l'air, car le portail de l'Éternité s'était ouvert et refermé dans un battement du cœur.

(à suivre) W. B. YEATS.

(*Traduit de l'anglais par Jeanne Lichnerowicz.*)

(1) Héroïnes célèbres de la mythologie islandaise, Deirdre surtout.

LA TIMIDITÉ D'HENRI ROCHEFORT

Dans la timidité tout est fait pour confondre : les sujets chez qui on observe et les formes qu'elle revêt. Qui croirait par exemple que Rochefort a été timide, bien plus que la timidité explique son talent ? Justifions pourtant ce paradoxe et analysons ce « cas ».

Le fougueux pamphlétaire avait autant d'esprit que de courage : toujours prêt à la riposte, il était audacieux, hardi jusqu'à la témérité; d'autre part, il joignait à ces dons brillants le tour, l'humour, la richesse verbale, la fertilité d'invention, les habitudes intellectuelles, d'ordre, de méthode et de rigueur autant que de verve dialectique. Henri Rochefort n'aurait eu qu'à s'abandonner à sa nature, mais il se défiait de lui-même. Sa timidité

était constitutionnelle, foncière. Rien ne l'explique : elle est gratuite, injustifiée; rien n'a pu la faire naître ni contribuer à la produire; elle est pure d'éléments étrangers, comme l'influence du milieu, de l'éducation; elle tient tout entière et uniquement à sa nature, à son tempérament.

Rochefort en effet est né à Paris d'un père vaudevilliste. Il fut mêlé de bonne heure au monde des théâtres et il reçut l'éducation la mieux faite pour le déniaiser. Aussi ne fut-il jamais gauche et emprunté; il fut timide, ce qui est très différent. Alphonse Daudet caractérise ainsi son enfance :

« Enfance curieuse, bien parisienne, tout entière écoulée entre le lycée et ce monde des théâtres, plus patriarcal qu'on ne pense, ces cafés d'auteurs et d'acteurs où son père l'amenait le dimanche et où l'on entend, au lieu des brindisi orgiaques rêvés par les provinciaux, le bruit sec des dés jetés sur la table du jacquet ou des dominos qu'on remue. Rochefort fut donc le collégien, fils d'artiste ou d'homme de lettres, dont nous avons tous connu le type, initié dès l'enfance aux secrets de coulisses, appelant les acteurs célèbres par leur nom, au courant des pièces nouvelles, donnant en cachette des billets de spectacle à son pion et acquérant ainsi le privilège d'élucubrer impunément au fond du pupitre, entre un lézard apprivoisé et une pipe, un tas de chefs-d'œuvre dramatiques ou autres qu'on va porter, les jours de sortie, le képi sur l'oreille et le cœur battant à faire sauter les boutons de la tunique, dans les boîtes de journaux jamais ouvertes et chez les narquois portiers de théâtres ».

Ceux qui veulent à tout prix que la timidité soit l'effet accidentel des circonstances et du milieu diront sans doute que ce milieu dans lequel s'épanouit l'enfance de Rochefort, non seulement avait sa naïveté et sa candeur, comme le remarque finement Daudet, mais encore était lui-même fermé et spécial, en sorte que, transplanté dans d'autres milieux, guindés et bourgeois, Rochefort pouvait fort bien, ou plutôt même devait s'y trouver dépaysé et mal à l'aise. Mais sa timidité, selon nous, s'explique plus simplement, par sa constitution nerveuse. Les circonstances n'y sont pour rien; elles ne la lui ont pas donnée; elle ne la lui ont pas non plus ôtée. Ce meneur de foules a naturellement horreur des foules; il se fait violence pour entrer en contact avec elles; il les redoute, il s'effare et se trouble à leur vue.

« Cet homme de trop de nerfs, dit Jules Lemaître, parmi les acclamations de la rue, soulevé sur les flots de la foule, pâlit et se trouve mal comme sur les flots d'une mer... Cet insurgé délicat n'aime pas l'odeur du peuple et le peuple lui fait peur ».

Ce qui lui manque, ce n'est pas le courage, mais le sang-froid, je ne dis pas devant le danger, mais devant le simple spectacle de l'émeute.

« Je l'ai vu, dit Alphonse Daudet, « à l'enterrement de Victor Noir, perdu, dans un fiacre, évanoui, épuisé par une lutte de deux heures soutenue à côté de Delescluze contre une foule affolée, deux cent mille hommes désarmés qui, avec des femmes, des enfants, voulaient à toute force ramener le cadavre à Paris où le canon les attendait, marcher à une tuerie certaine ». (1)

Il y a là sans doute autre chose que la timidité, mais il y a aussi de la timidité.

La même impressionnabilité rend Rochefort incapable de parler en public. Causeur brillant et intarissable dans l'intimité, il ne pouvait tenir, sous les regards de la foule, un discours suivi. Aussi se montrait-il dans les réunions électorales, s'y faisait-il acclamer; mais il ne s'y produisait guère et laissait le plus souvent la parole à ses amis. Lui-même expose et analyse très bien son cas.

« Bien que très causeur et souvent même bavard, ayant la conversation plutôt facile, le fait, dit-il, d'être obligé de me lever pour exposer mes théories à une agglomération d'hommes me contracte l'estomac et le gosier d'une angoisse tellement insurmontable qu'elle m'empêche presque toujours de m'exprimer.

Il y a dans ce cas presque pathologique beaucoup de timidité naturelle, mais il y a aussi l'horreur que j'ai toujours éprouvée pour tout ce qui ressemble à du cabotinage. Tant que je suis assis autour d'une table, gardant la langue usuelle et le ton familier, je défilerais des phrases pendant une soirée. Dès que je me lève, que le silence se fait pour m'écouter et que je me vois contraint de violenter ma simplicité native pour choisir des expressions plus ou moins tribuniennes, je ne me représente plus à moi-même qu'un acteur entrant en scène sans savoir son rôle et sans souffleur pour le remettre sur la voie.

La révolution de tout mon être est complète et le désarroi absolu. Quelquefois au Corps législatif, j'ai prononcé assez correctement de courtes paroles (2) dont plusieurs mêmes ont eu plus de retentissement que de

(1) Portrait paru dans le *Nouveau Temps* en Russie (1879).

(2) Voici une de ces paroles auxquelles Rochefort peut-être pense et fait allusion. « Un orateur du gouvernement, parlant de haut, avec le dédain qu'un parlementaire formaliste et gourmé peut avoir pour un simple journaliste, avant à son occasion prononcé le mot de ridicule. Pâle, les dents serrées, Rochefort se lève de son banc et, cinglant au visage le souverain par dessus la tête de ses ministres : « J'ai pu être ridicule quelquefois, mais on ne m'a jamais rencontré en costume d'arracheur de dents, avec un aigle sur l'épaule et un morceau de lard dans mon chapeau! ». M. Schneider présidait ce jour-là. Je me rappelle l'effarement de sa bonne et grosse figure ». (Alphonse Daudet : article cité).

longs discours, mais c'est parce que je n'avais pas à gravir les degrés de la tribune, dont on usait très peu alors, et que, parlant de ma place, à la suite de quelque insinuation malsonnante ou de provocation directe, je n'étais entouré d'aucune mise en scène ». (1)

Rochefort, à l'en croire, aurait donc une timidité spéciale qui se produirait surtout, sinon uniquement dans les grandes circonstances et pourrait se définir l'horreur du solennel. Le solennel est sa bête noire; c'est, à ses yeux, l'affectation et l'hypocrisie des sentiments, le mensonge des attitudes, la pompe vaine des paroles; tout cela le déconcerte, et peut-être lui en impose malgré lui; il s'en venge par le persiflage, la raillerie amère et caustique, par les formes les plus irrévérencieuses, les saillies les plus imprévues du bagout et de la blague. La timidité chez lui est donc agressive : elle est le principe de l'impertinence, la muse du pamphlet.

Alphonse Daudet donne une explication un peu différente, mais non pas contraire, de la timidité de Rochefort et des réactions qu'elle provoque. Cette timidité serait, selon lui, la peur des responsabilités personnelles; Rochefort en aurait été longtemps paralysé; c'est en s'en délivrant qu'il serait devenu lui-même et aurait pris conscience de son originalité et de son talent.

Rochefort, on le croira sans peine, a toujours eu de l'esprit; il en avait dès sa jeunesse, « mais c'était une sorte d'esprit en dedans, d'essence particulière, consistant surtout en mots coupants, longtemps ruminés, en associations d'idées stupéfiantes d'imprévu, en cocasseries monumentales, en plaisanteries froides et féroces, qu'il lâchait, les dents serrées, avec la voix de Cham, dans le rire silencieux de Bas-de-Cuir. Par malheur, cet esprit restait gelé, inutile. C'étaient là choses bonnes à dire en secret, pour rire un peu entre copains; mais les écrire, les imprimer, se ruer à travers la littérature en aussi furieuses cabrioles, voilà ce qui paraissait impossible. Rochefort s'ignorait; ce fut un hasard, un accident, comme presque toujours, qui vint le révéler à lui-même. Il avait pour ami, pour inséparable compagnon un assez singulier fantoche, Léon Rossignol, dont toute l'ambition était de « mettre son nom sur quelque chose d'imprimé ». Rossignol, manquant d'invention et d'esprit, s'adressait à ses amis pour lui fournir de la copie.

« Nous nous amusions, Pierre Véron, Rochefort et moi, à lui brocher des bouts d'articles, à lui improviser des quatrains, qu'il portait bien vite, tout glorieux, au *Tintamarre*. Singuliers effets de l'irresponsabilité : Rochefort, empêché dans l'imitation et la convention quand il écrivait pour lui-même, devenait original et personnel, dès qu'il écrivait sous la signature de Rossignol. Il était libre alors, il ne sentait pas l'œil irrité de l'Institut suivant sur le papier les contorsions peu académiques de sa pensée et de son style. Et c'était plaisir de voir s'égayer ce libre esprit, très froid, très nerveux, étonnant d'audace et de familiarité, avec une façon bien à lui de sentir les choses de la vie parisienne et d'en prendre texte pour toute sorte de bouffonneries patiemment et cruellement combinées, au milieu desquelles la phrase garde le sérieux d'un clown entre deux grimaces, se contentant de cligner de l'œil, une fois l'alinéa fini.

« Mais c'est charmant, neuf, original, cela vous ressemble. Pourquoi n'écririez-vous pas toujours ainsi pour votre compte? — Vous avez peut-être raison, il faudra que j'essaie ». La manière de Rochefort était trouvée, l'Empire n'avait plus qu'à se bien tenir ». (1)

Le problème de psychologie littéraire que soulève ici Daudet, celui des rapports de la timidité et du style, se pose ou plutôt se décompose ainsi : Le principe de la timidité chez Rochefort est-il, comme lui-même l'assure, la crainte de l'artificiel, du convenu, de tout ce qui se déguise, en particulier du pompeux, du solennel? Par suite est-ce la crainte de ne pas trouver ou rencontrer dans l'expression de ses pensées, de ses sentiments, la formule exacte, l'accent vrai, la note juste ? En d'autres termes, est-ce l'appréhension du style chez une nature sincère, scrupuleuse et fière, qui s'interdit toute attitude et toute pose et, prenant à la lettre la maxime de Buffon : le style c'est l'homme, ou plutôt érigeant cette maxime en règle morale, s'en voudrait d'y manquer et craindrait de ne pouvoir la suivre? Mais la timidité aurait alors ses effets ordinaires : elle réduirait au silence ceux qu'elle atteint. Pourquoi en est-il autrement ? C'est qu'il n'y a pas de timidité qui ne s'oublie, qui n'ait ses répits, ses intermittences. Un timide ne s'observe pas toujours. Il est des cas où il ne pense plus à se regarder vivre, à s'écouter, où il vit bonnement, où les paroles lui montent d'elles-mêmes aux lèvres. S'il a l'heureuse surprise de se comporter alors comme il doit, de parler comme il convient, il n'a plus qu'à prendre exemple sur lui-même, qu'à répéter l'expérience qui lui a réussi. Le voilà sauvé comme par miracle et guéri de son mal. La timidité vaincue, c'est donc le succès rencontré par hasard, mais aussitôt saisi et désormais fixé; c'est, dans le cas particulier, un succès de style, un bonheur d'expression qui se produit sans qu'on le cherche et justement parce qu'on ne le cherchait pas, Rochefort, écrivant pour Rossignol et par farce, ne surveillait plus sa plume, la laissait courir, s'abandonnait à sa verve et, sans y penser, trou-

(1) H. Rochefort : *Les aventures de ma vie*, T. II, p. 104-5, Paris, Paul Dupont.

(1) A. Daudet : loc. cit.

vait ainsi sa forme, découvrait son talent; il n'avait plus qu'à s'imiter lui-même, qu'à se faire une habitude ou un genre de la manière qu'il avait rencontrée ou plutôt de son allure naturelle qu'il lui était arrivé de prendre étourdiment, de lui-même, en ne se surveillant plus. Et le style du timide, quand le timide a un style, est le meilleur de tous, parce qu'il est le naturel ainsi retrouvé et fixé.

Est-ce à dire pourtant que le style de Rochefort est dénué d'artifices ? Tant s'en faut ! Il n'est pas même entièrement personnel; il porte la trace d'imitations; « on a dit que c'était de l'Arnal écrit et que Rochefort n'avait fait que mettre en alinéas les dialogues de Duvert et de Lauzanne ». Il est fait de « procédés », de « manières de voir et de façons de dire tournés en formules » (A. Daudet). Autant les idées sont cocasses, étranges, imprévues, autant le cadre dans lequel elles se déroulent est arrêté et méthodique, autant l'expression en est classique, impeccable, pure, souvent stéréotypée. On ne saurait concevoir une fantaisie plus libre sous l'allure d'une logique plus rigoureuse. « M. Rochefort déploie, à développer l'absurde, de remarquables qualités d'ordre et de méthode et une très réelle puissance d'imagination » (Jules Lemaître). C'est la perpétuelle parodie de la démonstration par l'absurde, et le triomphe de la logique dans l'absurde. C'est de la haute voltige intellectuelle, de la clownerie logique. On demande grâce pour tant d'art ou de procédés. Ici encore reparaît la timidité de Rochefort. Alors qu'il s'abandonne à sa verve, il s'observe, se surveille et garde les formes; il éprouve le besoin de se rassurer contre les audaces de sa pensée par la correction, la bonne tenue du style, le tour classique. Sa verve est une verve contenue, sa plaisanterie, une plaisanterie à froid.

D'une façon générale, son style est l'image de son caractère; c'est le style d'un timide qui se laisse aller à la fougue impulsive de ses sentiments, mais qui garde jusque dans ses violences la froideur, la réserve, le respect apparent des convenances extérieures et des formes traditionnelles. Et c'est ce qui fait son originalité et sa saveur.

Si on avait en vue, non plus le talent, mai le caractère de Rochefort, sa vie, son rôle politique, on les expliquerait encore par la timidité. C'est d'abord un fait que les révolutionnaires se recrutent souvent parmi les timides, témoin Rousseau. Et ce fait n'est paradoxal qu'en apparence. En effet le timide est par définition incapable de s'adapter au milieu social; il est naturel qu'il se révolte contre ce milieu, qu'il en perçoive et dénonce les tares et devienne un opposant systématique; il ne fait que suivre sa pente quand il remonte celle de son siècle; c'est une polémiste-né. Bien plus il est condamné à l'opposition; Rochefort n'a jamais fait ni su faire autre chose; porté au pouvoir, il ne se sentait plus à sa place et s'empressa de démissionner. Enfin il est condamné à l'opposition violente, injuste; car il est impulsif, il ne mesure pas ses coups, c'est un « intransigeant ». Dans l'attitude et le rôle de justicier il lui arrive d'accomplir une œuvre de haine, Lemaître l'appelle un « forban de lettres ». Il suffisait de dire qu'il est un esprit souvent égaré et dangereux. Sa nature est droite, fière, élevée; il a des goûts délicats; c'est un artiste raffiné. Son caractère est fait de contrastes; Lemaître renonce à le comprendre et en fait un monstre de contradictions. Il complique à plaisir son « cas » et le rend inintelligible. Jamais la critique impressionniste n'a mieux montré que dans l'article brillant qu'il lui consacre son insuffisance foncière. Rochefort n'est point un monstre, mais, pour résoudre les prétendues contradictions de sa nature, il fallait au lieu de se perdre dans une analyse à facettes, remonter au trait dominant de son caractère, lequel nous paraît être la timidité.

L. Dugas.

L'ENSEIGNEMENT FRANÇAIS EN ROUMANIE

Les premiers jours que je fus à Bucarest, je fis une constatation peu agréable. L'allemand résonnait dans tous les lieux publics : cafés, restaurants, confiseries.

Est-ce là cette ville si française, ce petit Paris si vanté? Je n'entends que l'allemand...

N'en soyez pas surpris, me dit un ami. La « Grande Roumanie » possède maintenant bien plus de *germanophones* qu'autrefois. La Transylvanie, le Banat, la Bucovine et la Bessarabie renferment trois millions d'Allemands, de Madgyars et d'Israélites qui usent généralement de la langue allemande dans leurs relations

commerciales. Ce sont eux que vous rencontrez si nombreux à Bucarest dans leur capitale nouvelle, où naturellement, leurs affaires les appellent souvent.

Mais entrez dans nos magasins, vous verrez que partout l'on vous répondra en français. Prêtez mieux l'oreille dans la rue et dans les lieux publics, et vous constaterez que l'on ne parle pas moins votre langue que dans le passé.

Je dirai même que le français ne fut jamais plus en honneur qu'aujourd'hui dans notre pays. Demandez à votre distingué compatriote M. Le Téo, inspecteur de l'Enseignement français en Roumanie, il vous dira l'extension que, depuis trois ans, la culture française a prise dans notre Grande Roumanie (*Romania Mare*).

*
* *

Un mois passé en Valachie, en Moldavie et en Bessarabie m'a convaincu de l'exactitude de cette affirmation. L'enseignement français ne cesse de progresser en Roumanie.

Vingt-huit professeurs *français,* officiellement désignés par nôtre gouvernement, ont donné l'enseignement en Roumanie, au cours de la dernière année scolaire. Parmi eux l'on comptait quatre agrégés de l'Université, 12 licenciés, 6 bacheliers et 6 instituteurs pourvus du brevet supérieur.

Les agrégés trouvent naturellement leur place dans les universités. La Grande Roumanie dont le territoire est aussi vaste que celui de l'Italie et qui compte dix-sept millions d'habitants, ne possède encore que trois universités roumaines : Bucarest, Jassy et Cluj (Klausembourg), en Transylvanie.

L'Université de Cernautsi (Czernovitz) en Bucovine est une université allemande, fondée par François-Joseph en 1875, pour « récompenser la province d'un siècle de fidélité et d'attachement à la maison des Habsbourgs ». Sa transformation en université roumaine n'est pas encore complète. Néanmoins le gouvernement roumain y a établi un agrégé français en qualité de lecteur. Quant aux gymnases de Cernautsi, l'on y trouve aussi des professeurs français.

Les Universités de Bucarest et d'Iassy possèdent chacune un lecteur français, sans parler naturellement des professeurs roumains qui enseignent la langue et la littérature françaises ou la philologie romane.

Mais c'est à Cluj, la belle et correcte ville, capitale de la Transylvanie, que l'enseignement français a brillé l'an passé, de la plus vive lumière.

M. Jeannel, maître de conférences à la Faculté des sciences de Montpellier, a été nommé sous-directeur de l'*Institut de spéléologie* créé par l'Université de Transylvanie. Il travaille en accord avec le directeur de cet établissement, le professeur Racovitsa, « l'âme de toutes les œuvres qui tendent à resserrer les liens intellectuels entre la Roumanie et la France », comme nous disait M. l'Inspecteur d'Académie Le Téo.

L'Université de Cluj a fait appel à d'autres professeurs français. Elle leur a demandé de venir soit pour un semestre, soit pour un an, faire des cours à ses étudiants.

M. le professeur de Martonne, l'un des meilleurs géographes de la Sorbonne, était particulièrement désigné pour répondre à cet appel. M. de Martonne s'est spécialisé depuis longtemps dans l'étude des pays roumains. Il est le géographe et le géologue attitré des Carpathes.

Autour de lui se sont rassemblés à Cluj, non plus seulement des élèves, mais des professeurs accourus de toutes les parties de la Roumanie, pour suivre les cours que ce maître a faits en français *et en roumain*, dans cette Université naguère encore madgyare.

*
* *

Profitant des vacances, M. de Martonne a dirigé dans les régions montagneuses de la Transylvanie des excursions scientifiques qui ont eu le plus grand succès.

L'Université de Cluj a encore attiré un autre professeur français. Le Dr Guiart, professeur à la Faculté de Médecine de Lyon, a groupé autour de sa chaire un auditoire attentif et même passionné, d'étudiants et de gens du monde, auxquels il a parlé pendant plusieurs mois de l'Histoire de la Médecine.

Mais l'Université de Cluj, comme celle d'Iassy, est disposée à accueillir un plus grand nombre encore de professeurs français. Cluj a créé une chaire de littérature française pour laquelle elle attend un titulaire français. Iassy vient d'offrir à l'un de nos compatriotes la chaire de physique générale. Cette Université est le théâtre d'une lutte souvent ardente entre les professeurs issus des Ecoles allemandes et les professeurs de culture française. Notre gouvernement est donc bien inspiré quand il fait effort pour répondre aux demandes de professeurs français qui lui sont faites à Iassy, comme aussi dans les autres villes roumaines.

Les conditions de l'existence en Roumanie sont telles, qu'elles ne peuvent qu'encourager

nos professeurs disposés à s'expatrier. Moralement et matériellement, nos maîtres trouveront en Roumanie une situation généralement supérieure à celle qu'ils pourraient espérer en France.

*
* *

Pour être plus modeste dans les lycées que dans les Universités, l'œuvre de nos professeurs français n'en est pas moins utile.

C'est surtout dans les lycées des nouvelles provinces roumaines que nos compatriotes ont été appelés. En même temps que le gouvernement introduisait l'enseignement roumain dans des établissements qui jusque là usaient de la langue allemande, madgyare ou russe, il donnait aussi une grande place à la langue française dans ses nouveaux lycées.

Dix-huit villes, principalement dans la Roumanie anciennement hongroise, ont des professeurs français. Une véritable soif de culture française se manifeste dans une société où jusque là prédominaient la culture madgyare et la culture allemande.

En Bessarabie, le gouvernement roumain s'est cependant heurté à des résistances lorsqu'il a substitué l'enseignement roumain à l'enseignement russe dans les divers gymnases de cette grande province de trois millions d'âmes.

Le fond de la population bessarabienne est bien moldave et parle un roumain qui pour être rustique, n'en est pas moins la langue néo-latine que les soldats de Trajan contribuèrent à implanter dans la fertile plaine du Bas-Danube.

Mais le peuple bessarabien, soumis au joug tsariste pendant un siècle, a vu ses villes submergées par un élément russe ou russifié, tandis qu'une censure sévère l'empêchait d'établir avec ses frères de Roumanie des rapports intellectuels susceptibles de développer la culture roumaine parmi les masses paysannes de Bessarabie.

Il n'est pas rare d'entendre des Bessarabiens russifiés mépriser la culture du « petit peuple » roumain, et exalter au contraire la « grande et magnifique » culture russe.

Le « petit » peuple roumain n'est cependant pas si « méprisable ». Il a su échapper à la folie bolchéviste et sa situation économique est à cent coudées au dessus de celle du grand peuple russe. La langue néo-latine parlée par quinze millions d'hommes est assez voisine du français et de l'italien pour faciliter à tous ceux qui la connaissent la pénétration de deux civilisations qui sont les plus anciennes de l'Europe.

On commence à s'en rendre compte en Bessarabie. Les lycées officiels roumains regorgent d'élèves. Quant aux établissements privés, plusieurs se sont transformés en collèges français. C'est ainsi que j'ai pu visiter à Chisinau (Kichinef) deux établissements français. Le *Collège Jeanne d'Arc* groupe autour de sa vieille directrice Mme Dubois, toujours si vaillante, plusieurs dames françaises et roumaines qui donnent un enseignement exclusivement français. Le collège compte trois cents élèves.

Au « minima » les tout petits tournent en rond pendant la récréation, et chantent des airs français : « Sur le pont d'Avignon... »

Chez les « moyennes » on me récite *Le Chêne et le Roseau*.

« Un roitelet pour vous est un pesant chariot (sic)... »

Une petite faute par ci par là, mais pas plus — comme chez nos petits français.

Quant aux « grandes », elles ne commencent à paraître que cette année, les classes supérieures n'ayant pas été créées faute de place. Crise du logement en Roumanie comme en France.

Le collège français de garçons porte le nom de *Jean-Jacques Rousseau*, ce qui ne veut pas dire que tous les élèves en soient de petits « Emiles ». M. Skamorovsky dirige ce collège avec plusieurs professeurs français et russes. L'établissement compte aussi des centaines d'élèves.

Une remarque que l'on peut faire en Bessarabie, comme en Transylvanie, c'est la facilité avec laquelle les élèves apprennent notre langue et aussi l'ardeur qu'ils montrent à l'étudier. Un inspecteur général roumain faisait cette observation que pour beaucoup d'entre eux l'enseignement du français a l'attrait d'un fruit longtemps défendu.

*
* *

D'ailleurs ce n'est pas seulement dans les lycées que nos maîtres français sont appelés à donner leur enseignement. Les écoles militaires préparatoires et les écoles de cadets leur sont ouvertes, à la grande satisfaction des élèves et des directeurs. Au lycée militaire de Targu-Mures, à l'école militaire d'infanterie de Sibiu (Hermanstadt), à l'école d'artillerie de Timisoara (Temesvar), des centaines d'élèves ont suivi les cours des professeurs français.

Beaucoup de professeurs roumains se mettent à l'école de nos maîtres français et conquièrent

des grades qui leur permettent d'enseigner notre langue. D'ailleurs combien de professeurs qui parlent et écrivent admirablement notre langue, et qui possèdent une connaissance approfondie de la littérature, de l'histoire, de la philosophie et de l'art français !

Ces maîtres joignent leurs efforts à ceux des professeurs de la Mission Universitaire française pour répandre autour d'eux la connaissance de la France et du français.

En dehors de leur service officiel, nos professeurs se multiplient en conférences, cours, causeries publics ou privés. Tous les établissements et toutes les sociétés d'enseignement se les disputent, et l'on voit naître dans la plupart des villes de Roumanie des Comités franco-roumains, auxquels s'associent non seulement les professeurs appartenant à la Mission Universitaire, mais aussi des professeurs français de l'enseignement libre, toujours assez nombreux en Roumanie.

D'une façon générale ces Comités franco-roumains se proposent « de resserrer les liens d'amitié et de fraternité entre Roumains et Français, de créer et de patronner toutes œuvres de diffusion de la langue française : bibliothèques, conférences, cours, représentations ; de favoriser l'envoi d'étudiants roumains en France et de les mettre en relations avec les œuvres franco-roumaines des diverses universités..... »

C'est dans cet esprit que se sont organisés de nouveaux groupes d'Alliance française, des Cercles franco-roumains et même des Foyers français.

Toutes ces associations se plaignent de la difficulté de se procurer des livres français, à cause du change. En dépit des grands sacrifices consentis par diverses maisons d'édition françaises, le prix des livres français est devenu très élevé, et la constitution de bibliothèques françaises est devenue extrêmement onéreuse.

A la fin de novembre lorsque le *leu* (au pluriel *lei*) était tombé au-dessous de huit centimes, soit treize à quatorze lei pour un franc, plusieurs éditeurs français consentirent à vendre leurs livres en Roumanie à raison de *six* lei seulement pour un franc.

La dépréciation de la monnaie roumaine produit d'autres effets regrettables. Il devient très difficile aux étudiants roumains de vivre en France.

— Nous sommes obligés d'aller à Vienne ou en Allemagne, me disaient plusieurs d'entre eux, l'air confus. La France est trop onéreuse pour nous !

Puisque les Roumains — au moins pendant quelque temps — ne peuvent venir en France, que les Français aillent chez eux. Nous leur envoyons des professeurs : mais en nombre insuffisant encore. Nos commerçants, nos industriels suivent déjà l'exemple des professeurs. Jamais ils n'ont été plus nombreux en Roumanie... Pourquoi l'activité économique des Français ne suivrait-elle pas la large voie où s'est engagée notre activité intellectuelle ?

Georges BIENAIMÉ.

LA POLITIQUE INTÉRIEURE

L'AGE DES PRIVILÈGES

« Chaque caste a trois âges : l'âge des services, l'âge des privilèges, l'âge des vanités », écrivait un jour Chateaubriand.

Le parlementarisme aurait-il atteint l'âge des privilèges?

Je ne pouvais m'empêcher de me poser cette question, tandis que la majorité du Sénat refusait aux Chambres d'Agriculture, avec le droit aux centimes additionnels, le droit à l'autonomie financière et à l'indépendance politique.

Une assemblée sans budget est une assemblée sans pouvoir. Traiter les paysans en prodigues, leur dénier la faculté de s'imposer à eux-mêmes une dépense inférieure à dix millions par an pour toute la France alors qu'on avait quelques jours auparavant, dans la même enceinte, chargé de quelques centaines de millions d'impôts l'ensemble des contribuables pour améliorer les seules retraites des fonctionnaires, qu'est-ce que cela signifie?

Que la majorité des sénateurs issue des conseils généraux, élue des conseils municipaux, entend réserver aux parlementaires et aux conseillers généraux ou municipaux le privilège de mettre des impôts sur les citoyens.

Essais timides de législation directe, prétentions des agriculteurs ou des commerçants à administrer eux-mêmes leurs intérêts profes-

sionnels, revendications des compétences qui cherchent à s'émanciper : attentats, paraît il, contre les droits acquis du Parlement !

Si les électeurs veulent de l'argent, on leur en promettra, et plus que le budget ne peut tenir. Mais du pouvoir, non.

C'est assez d'un bulletin de vote !

Modernisons donc la déclaration des Droits de l'Homme : « le peuple sera souverain le 29 février des années bissextiles ».

Eh quoi ! une fois tous les quatre ans.

L'est-il beaucoup plus souvent, en vérité, ce roi qui abdique à la minute même du sacre en jetant dans l'urne sa couronne de papier?

*
* *

On peut craindre que le mal politique d'aujourd'hui soit celui des régimes vieillissants : l'incapacité à concevoir le changement, à discerner les nouveaux courants de la pensée.

A dater du jour où il décline, l'homme déclare la vie immuable; il nie le mouvement dans le sens duquel il ne se trouve plus.

Il semble même que beaucoup de parlementaires n'aperçoivent plus ce qui se passe au-dessous d'eux, ne sentent pas cette poussée des travailleurs de tous ordres qui proclament le droit des techniciens à traiter les problèmes techniques, à gérer eux-mêmes leurs propres affaires.

Les producteurs, en même temps qu'ils protestent contre les bénéfices exagérés des intermédiaires, de ceux qu'ils humilient du nom de *mercantis*, s'élèvent de plus en plus vigoureusement contre les intermédiaires politiques, veulent saisir une part du pouvoir, supprimer l'obstacle entre eux et l'Etat.

Ils se jugent dignes de cette promotion.

Il y a cent ans, seules les classes libérales qui devaient former l'armature du régime parlementaire possédaient l'apanage de la culture. On rencontrait des patrons, pas de patronat; les ouvriers, isolés, ne savaient guère lire; les paysans pas du tout. La distance entre les cerveaux semblait infranchissable. L'instruction obligatoire l'a comblée. Avocats, journalistes, écrivains d'aujourd'hui ne l'emportent ni sur Berryer, ni sur Paul-Louis Courrier, ni sur Chateaubriand. L'industriel, au contraire, doit savoir de l'étranger, de la politique générale, des conditions des échanges, tout ce qu'avait le droit d'ignorer son grand-père.

Les ouvriers, les paysans ont commencé à l'école un voyage autour des connaissances qui s'est prolongé plus tard durant quatre années de guerre. Les manuels de leur enfance ont eu pour supplément les journaux de leur âge mûr. Le prolétariat, ouvrier ou rural, ne pratique plus seulement la politique locale ; il regarde au-delà des frontières, et les noms de Rome, de Moscou, de Berlin, de Londres et de Sofia lui sont désormais aussi familiers que ceux de Bordeaux ou de Marseille.

La supériorité de leur culture générale évanouie, l'infériorité de leurs connaissances techniques avouée, les classes libérales ne sont plus justifiées à représenter seules l'ensemble du pays et leur hégémonie dérange l'organisation sociale.

Pourquoi les producteurs seraient-ils toujours gouvernés par les non producteurs?

Cela leur paraissait supportable au temps des petits ateliers, avant qu'ils eussent pris conscience de leur force, découvert un mode de représentation à leur mesure. Mais ce mode est trouvé; ce n'est pas le parlementarisme, c'est le syndicalisme qui convient au siècle des usines, des cartels, du travail et des transports en commun, au temps de la spécialisation et de la division du travail.

Le syndicat est souple, multiforme, s'adapte à toutes les méthodes du jour; les syndicalismes, ouvrier et patronal, industriel et agricole, peuvent tantôt s'affronter, tantôt se combiner, en tous cas coexister. Tous les intérêts sont mis à même de se défendre. Ici les élus sont choisis par leurs pairs; leur désignation est un gage de leur compétence. L'opposition du nombre et du savoir n'existe plus : un des plus difficiles problème de l'ordre démocratique apparaît résolu.

Ainsi se superposent deux systèmes électifs : le parlementaire et le syndical, le politique et l'économique, l'ancien et le moderne, l'un exprimant les intérêts professionnels, l'autre les intérêts locaux. Le premier, élu, cherche à limiter le champ du second. La lutte est engagée, comme sous la Monarchie de Juillet, entre le « pays légal » et le pays illégal, entre le monde du pouvoir et le monde du travail. Comme sous la Monarchie de Juillet se pose une question des *Capacités* que les gouvernements et les Chambres nient, comme sous la Monarchie de Juillet.

S'il advenait par malheur qu'en accumulant les « non » sur les « non », notre République

perdit la confiance du pays et se trouvât livrée soit au gouvernement occulte du patronat, soit à la dictature avouée de l'agrariat, soit au coup de force d'un homme, les historiens de l'avenir, en recherchant l'explication de l'aventure, ne seraient peut-être pas moins surpris de trouver au début le refus d'ajouter aux chambres actuelles une chambre consultative professionnelle, que nous ne le sommes en découvrant pour cause initiale de la révolution de février le refus d'inscrire les capacités sur les listes des jurys.

La démocratie oublie trop ses origines. Quand Lamartine eût, en 1848, proclamé la République à l'Hôtel de Ville, Louis Blanc installa au Luxembourg le Parlement du travail, car les politiques de ce temps-là étaient à la recherche de la démocratie intégrale, et ne séparaient pas la question politique et la question sociale.

Sans doute, la tentative échoua : les cadres du travail manquaient. Ils se sont constitués depuis, développés suivant un mouvement régulier.

Ce sont ces organisations nées spontanément, ici de l'usine ou du magasin, là de la terre, ailleurs de la pauvreté des fonctionnaires, des intellectuels, des artistes, partout de la similitude des connaissances et des intérêts; ces organisations auxquelles on a longtemps refusé place dans la cité et qui, d'abord rares, éparses, enfermées dans les hauteurs étroites de la commune, se sont depuis 1884 multipliées, fédérées peu à peu par départements, puis par régions, suivant le mouvement même sur le rythme duquel s'est lentement formée la France, et recouvrent aujourd'hui tout le sol national d'un réseau solide de compétences : les Associations professionnelles, qu'on les baptise ou non Syndicats.

*
* *

Le Parlementarisme reculera-t-il devant les conséquences de son principe ou suivra-t-il le sens de l'évolution intellectuelle qui, après les avoir conduits de la Monarchie absolue à la Monarchie tempérée, achemine les peuples de la démocratie tempérée à la démocratie absolue, de la législation indirecte à la législation directe? Il a le choix. Il faut avancer ou abdiquer.

Quant à maintenir des positions, à défendre des places, à refuser un jour le suffrage des femmes, le lendemain le suffrage des producteurs, à redouter toute infusion de sang nouveau, à marchander avec le pays en offrant des augmentations à ceux qui réclament des responsabilités, à considérer les citoyens ou comme des enfants ou comme des mendiants, à prolonger enfin des méthodes qu'il s'agit de renouveler, c'est gaspiller le crédit de la République et de la France.

Les systèmes sociaux se heurtent aujourd'hui dans le monde comme se heurtaient hier les armées. Quel pays développera davantage la production? Lequel garantira plus efficacement les droits du travail? Lequel s'assurera les finances les plus saines? Lequel établira le plus solidement son équilibre? Celui-là sera le vainqueur. Seulement, cette victoire-là, pas plus que l'autre ne se remportera par la défensive.

Henry de Jouvenel,
Sénateur.

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

L'ACCORD POLITIQUE FRANCO-TCHÈQUE

Les idées ont en elles-mêmes une certaine force qui les poussent invariablement dans une même direction. Dès la première année de la guerre, dès que les esprits commencèrent à se remettre de la surprise où les avait jetés l'agression de l'Allemagne, une certaine idéologie humanitaire qui est aussi vieille que l'Europe moderne, et qui va du socialisme extrémiste au radicalisme modéré, commença, par l'organe de ces pontifes internationaux, à formuler une théorie de la guerre dont nous voyons aujourd'hui se dérouler les conséquences.

Pour ces théoriciens dont il ne faut pas méconnaître d'ailleurs la générosité, la guerre a eu pour cause déterminante l'ambition des Hohenzollern et l'humeur impérialiste et conquérante de la classe militariste prussienne; pour cause profonde le développement anormal du capitalisme, non seulement en Allemagne où, à la vérité, il revêtait ses formes les plus agressives, mais dans l'Europe entière. Quant au peuple allemand, il aurait été trompé, égaré, entraîné loin de ses destinées par ses mauvais bergers et il en serait la première victime. Pour ceux qui

admettent cette explication de la guerre, le traité de Versailles, traité pénal — il ne faut pas se lasser d'insister sur ce point — est injuste, puisqu'il ne se contente pas de punir la classe militariste, mais qu'il exige du peuple allemand des réparations et des garanties qui ont, elles aussi, malgré tout, un caractère pénal.

A la vérité, en présence de certaines nécessités urgentes, les représentants les plus qualifiés de cette idéologie, dont quelques-uns participèrent au traité, tel M. Wilson et M. Vandervelde, peut être même M. Lloyd George, dans la mesure où cet opportuniste peut faire des sacrifices à une idéologie quelconque, furent obligés d'apporter à la rigueur de leurs doctrines bien des tempéraments. La force d'une opinion publique légitimement enivrée par la victoire et qui se trouvait encore sous le coup des crimes allemands, les obligeait à donner au traité le caractère d'un châtiment et d'une réparation. Mais, dans le détail, l'idée qu'il fallait considérer la guerre comme une sorte de catastrophe cosmique dont toute l'humanité avait été frappée et dont elle ne pourrait se remettre sans une entente générale entre vainqueurs et vaincus ne s'en est pas moins fait jour. De là le caractère contradictoire et boiteux de ce grand acte diplomatique qui devait être la charte des nations et qui n'est plus aujourd'hui, semble-t-il, qu'une source de conflits.

Mais ces idéologues wilsoniens et socialistes ne se sont pas contentés d'énerver le traité dans sa rédaction elle-même, ils ont contribué à l'opposition qui, dès 1919, se manifesta dans toute une partie de l'Europe contre l'œuvre de Versailles. Bon gré, mal gré, et quels que fussent les sentiments d'amitié qu'ils pouvaient avoir pour la France, ils ont travaillé à former cette sorte de conspiration tacite contre laquelle nous luttons depuis quatre ans et qui ne tend à rien moins qu'à nous arracher les fruits de notre victoire.

Deux partis se sont formés en Europe : celui des peuples qui considèrent que le traité de Versailles, si imparfait soit-il, doit être tenu pour la charte du monde nouveau, et ceux qui estiment qu'il doit être oublié, sinon déchiré, ou du moins révisé. Au second parti appartiennent naturellement les vaincus, ceux dont les mandataires, aussitôt qu'ils eurent quitté, l'oreille basse, la galerie des glaces du château de Versailles, déclaraient que le traité qu'ils avaient été contraints de signer était inexécutable; ceux aussi qui signèrent les actes diplomatiques de Saint-Germain et de Trianon. Puis bientôt après, les nations qui, dès le lendemain de la victoire, en ont tiré tout le bénéfice qu'elles en escomptaient, et pour qui les autres clauses du traité paraissent comme assez secondaires. Telles sont l'Angleterre et les États-Unis.

Cet état d'esprit devait fatalement aboutir à l'isolement de la France qui a si dangereusement frappé certains esprits, mais, comme je le disais dans un précédent article de la Revue, cet isolement était fort relatif et, dans tous les cas, il ne pouvait pas être durable, parce que d'autres puissances que la France ont autant d'intérêt qu'elle, sinon davantage, à ce que toutes les clauses du traité de 1919 soient strictement observées. Ce sont : d'abord la Belgique, dont la situation internationale est pour ainsi dire identique à celle de la France et dont la sécurité et la prospérité dépendent de l'alliance française; puis les jeunes nations que la guerre a formées ou ressuscitées : Pologne, Tchécoslovaquie et Yougoslavie.

Les adversaires de la politique française affectent de considérer la Pologne et la Yougoslavie comme de simples clients de la France, clients peu sûrs, disaient-ils, dont l'existence est trop mal assurée pour que la République puisse compter sur eux. Et ils faisaient-observer triomphalement que, de toutes ces jeunes nations, celle qui paraissait la plus solide, du moins au point de vue économique, la Tchécoslovaquie, semblait prendre soin de ne pas se lier et d'observer à l'égard de la France une neutralité assez inquiétante. Le fait est que l'attitude de la République tchécoslovaque, lors de l'invasion de la Pologne par les bolchevistes, avait profondément déçu ceux qui avaient compté sur elle. Mais, dès le lendemain de la délivrance de Varsovie, une évolution commençait à se dessiner dans les milieux politiques de Prague, évolution dont on ne se rendait pas compte à Londres et qui vient d'aboutir à cet accord franco-tchèque qui a causé dans certains milieux d'Outre-Manche une indignation comique.

*
* *

Le revirement de la politique tchécoslovaque est d'autant plus intéressant qu'il nous permet de donner un coup de sonde en plein cœur de l'Europe centrale.

Il a d'abord à sa base cette évolution natu-

relle des idées et des intérêts que je cherchais à caractériser ci-dessus. L'existence et la sécurité de la Tchécoslovaquie sont fondées, en effet, sur le maintien et l'application des traités de 1919, dont on voit bien maintenant à Prague qu'ils forment un bloc. Or, il apparaît à tous les yeux que la politique de M. Ramsay Mac Donald ne manquerait pas d'appliquer au cas, de plus en plus probable, où il occuperait le pouvoir, serait une politique de renonciation au traité de Versailles et que, par suite, les traités de Trianon et de Saint-Germain qui ont fait de la Tchécoslovaquie l'héritière privilégiée de l'ex-monarchie dualiste, seraient fort compromis. M. Benès, qui est peut-être le plus réaliste et le plus opportuniste des hommes d'Etat européens, a très vite compris que le moindre coup de canif donné dans une charte de 1919 provoquerait des déchirures par où pourraient passer bien des choses et notamment la réunion de l'Autriche et de l'Allemagne avec comme corrollaire l'alliance hongroise, c'est-à-dire le plus grave péril que puisse courir la jeune République de Bohême. Or, il n'y a plus en Europe qu'une seule grande puissance dont la politique soit essentiellement fondée sur le respect des traités, c'est la France. Il était donc tout naturel qu'un rapprochement s'opérât et se traduisît par un acte diplomatique positif.

Au reste, une profonde évolution se dessinait depuis quelque temps déjà dans l'esprit des dirigeants tchécoslovaques. Son président, dont l'influence est considérable, M. Masaryck, est un homme de 1848, un disciple de Michelet et de Quinet, tout imprégné, par conséquent, de l'idéologie humanitaire dont l'Angleterre a si bien profité. Il professait l'horreur du militarisme. Il croyait avec une évidente sincérité au prochain avènement de la paix universelle par le développement logique des idées démocratiques. Mais sous le professeur il y a chez lui un paysan tchèque, d'un bon sens avisé et très positif. La pratique des affaires depuis cinq ans lui a appris que la politique ne se fait pas avec des sentiments, que l'histoire du monde n'a rien d'une idylle et que, dans une Europe où les sujets de conflits sont innombrables, le désir d'être neutre n'est nullement une garantie qu'on pourra le rester. On se plaint fort à Londres d'avoir été joué par lui et l'on raconte à ce sujet une anecdote aussi symptômatique que plaisante se trouvant à Londres, il devait, un matin, déjeûner chez le roi Georges V. Quelques heures avant de se rendre à Buckingham Palace il reçut la visite d'un fonctionnaire du Foreign Office qui lui posa cette question : « Nous désirerions vivement savoir si vous avez signé une alliance militaire avec la France ». — « Nullement, répondit M. Masaryck, et je n'ai pas l'intention d'en conclure une. »

Après ce bref colloque, le Président tchèque et le diplomate anglais se rendirent au palais, où le déjeûner fut aussi cordial que somptueux. L'ordonnance du repas n'eût sans doute pas été changée si la réponse du président Masaryk avait été différente, mais le roi lui eût peut-être fait moins bonne mine.

Toujours est-il que l'on considère, à Londres, que cette réponse eût un certain caractère de duplicité. Mettons que M. Masaryck se soit souvenu en cette circonstance des leçons du subtil Ulysse. N'était-ce pas son droit? En tout cas, il ne mentait point, car il n'y avait et il n'y a pas encore de convention militaire franco-tchèque : il n'y a qu'un accord politique qui ne menace personne.

*
* *

En vérité, cet accès de mauvaise humeur de la presse anglaise et des milieux politiques anglais, libéraux et travaillistes, est inconcevable. L'Angleterre nous a refusé le pacte de garantie qu'elle nous avait promis; elle n'a cessé de s'irriter de toutes les mesures de précaution que la France a prises sur le Rhin. De quel droit nous interdirait-elle de conclure des alliances dans le but unique de maintenir un *statu quo* que le Royaume-Uni lui-même a contribué à établir? A Paris, du reste, dans l'opinion comme dans les milieux officiels, ces protestations anglaises n'ont sérieusement ému personne. Peut-être n'en est-il pas tout à fait de même à Prague, où, dans le monde des affaires, on tient beaucoup à ménager l'Angleterre. C'est pourquoi M. Mastny, ministre plénipotentiaire de Tchécoslovaquie à Londres, a cru devoir adresser au *Times* une lettre qui précise le point de vue de son gouvernement. C'est une réponse à un article bougon du grand journal de la Cité. M. Mastny y déclare que la politique tchécoslovaque professée par le président Masaryck et le Dr Benès demeure conforme à l'idéal d'une paix européenne et reste entièrement liée au programme de la Société des Nations.

« Quelle que soit la convention politique que Prague et Paris puissent envisager en ce mo-

ment, dit M. Mastny, publication intégrale en sera faite, et elle sera soumise à l'enregistrement de la Société des Nations. On y verra que cette convention est la réaffirmation des traités qui forment la loi publique européenne et auxquels l'Angleterre est partie.

« Je crois également qu'on verra que semblable convention ne contient rien qui soit l'équivalent d'une alliance militaire entre la France et la Tchécoslovaquie, et qu'au lieu d'être une source de troubles et d'inquiétudes pour la situation européenne, les négociations franco-tchécoslovaques tendront à stabiliser la situation et à raffermir les forces qui travaillent sincèrement pour la paix et la reconstruction de l'Europe.

« Durant le séjour de M. Masaryck à Paris, dit le ministre tchécoslovaque, il n'a pas été question de convention militaire entre la France et la Tchécoslovaquie. Mais alors, et probablement maintenant encore, envisage-t-on une convention politique réaffirmant le respect des traités sur lesquels repose l'ordre européen, et ces faits sont bien connus du gouvernement britannique. »

Au premier abord, on a pu croire que cette note tendait à diminuer la portée de l'accord. Mais quand on considère les circonstances qui ont amené sa publication, on constate qu'elle n'est qu'une prudente et exacte mise au point.

*
* *

Mais ce n'est pas à Londres seulement que l'accord franco-tchèque a provoqué des commentaires assez désobligeants; mêmes manifestations de la part de la presse italienne, dont la colère ou l'amitié prennent assez facilement un ton grandiloquent auquel il faut s'habituer.

Ces commentaires ont provoqué de la part d'un important journal de Prague, les *Narodni Listy*, une réponse extrêmement topique et qui précise très heureusement les rapports que la Tchécoslovaquie a eut depuis sa naissance avec l'Italie. « Cette mauvaise humeur italienne, dit le journal tchèque, montre que la Petite Entente a toujours paru suspecte en Italie, où l'on prétend qu'elle tend à reconstituer, en quelque sorte, l'ancien empire austro-hongrois avec prédominance des éléments slaves. »

Les *Narodni Listy* rappellent que le comte Sforza avait cherché non seulement à établir de bons rapports avec la Petite Entente, mais qu'il espérait faire assurer à l'Italie une place prépondérante dans ce groupement. Ses successeurs ont abandonné cette conception, parce qu'ils redoutaient de faire certains sacrifices à la Yougoslavie. Aujourd'hui l'alliance franco-tchécoslovaque suscite de la jalousie dans certains milieux italiens, parce que la France acquiert précisément l'influence qui aurait pu échoir à l'Italie. Ces milieux croient voir dans l'action politique française la preuve qu'à Paris on cherche non seulement à encercler l'Allemagne, mais encore à isoler l'Italie. Les *Narodni Listy* constatent que la teneur du traité ne pourra que dissiper de telles appréhensions. La convention, fondée uniquement sur la nécessité de faire face à de réels dangers communs, ne fera qu'organiser une collaboration tendant au rétablissement de la paix, collaboration de laquelle personne ne sera exclu. C'est par excellence un de ces traités qui peuvent être approuvés par la Société des Nations.

En France, on ne peut qu'approuver cette mise au point, car notre politique, aussi bien dans l'Europe centrale que sur le Rhin, est d'une netteté absolue. Elle tient en deux mots : réparations, sécurité. Dans la Ruhr, où l'action franco-belge — quoi qu'en insinue parfois, — se poursuit en parfait accord. Nous cherchons les réparations: en Europe centrale par les accords avec la Pologne et la Tchécoslovaquie, nous cherchons la sécurité et le maintien d'un statu politique qui n'est sans doute pas la perfection, mais qui est notre seule garantie contre le retour d'une catastrophe comme celle de 1914.

L. DUMONT-WILDEN.

LA PHILOSOPHIE

L'ÉVOLUTION DU RATIONALISME (1)

Pour mettre le rationalisme dans son vrai jour, — car il n'est pas question d'autre chose, nous ne visons pas à le combattre, mais au contraire à lui restituer sa physionomie et ses titres de noblesse authentiques, distingués du faux éclat dont on l'a revêtu pour les besoins de la polémique, — il faut montrer que *la moindre démarche de la raison implique un risque couru.* Qu'on veuille bien considérer un instant le principe qu'elle énonce avec le plus de sécurité, le principe d'identité. Dans sa

(1) Voir les deux précédents numéros.

teneur traditionnelle, A est A, il n'a aucune portée. Que me servirait-il d'affirmer qu'une chose est ce qu'elle est? Je n'ai intérêt à remarquer une identité que lorsqu'elle est inaperçue ou contestable, lorsque telle ou telle circonstance peut m'en faire douter, éloignement dans l'espace ou dans le temps, voisinage de qualités différentes, etc. M. Meyerson écrit fort justement (1) : « A = A n'est jamais, dans la réalité, une véritable tautologie. Si nous avons cru devoir énoncer cette formule, c'est qu'il y avait des raisons qui pouvaient nous faire croire qu'il n'y avait pas identité, qu'il y avait là deux choses différentes et non pas une seule et même chose. A=A est toujours, dans notre pensée, suivi d'une sorte d'appendice sous-entendu et commençant par « quoique... » ou « en dépit du fait que... ». Il doit y avoir quelque chose, une circonstance quelconque, qui diversifie le second A du premier, et ce que l'énoncé affirme, c'est qu'au point de vue qui m'intéresse en ce moment, cette circonstance est sans influence. »

Voici donc où réside le risque. Il n'y a point sans doute dans l'univers d'objets *globalement identiques* les uns aux autres. Le principe d'identité n'affirme certes pas qu'il y en a. Mais il signifie que *sous un certain rapport* j'ai le droit de considérer comme identiques, et par suite substituables l'un à l'autre dans un raisonnement, deux termes qui expriment des réalités différentes sous d'autres rapports. Le mathématicien peut écrire A=B après avoir comparé deux surfaces, bien que A représente par exemple l'aire d'un carré et B l'aire d'un triangle, et par cette équation il ne prétend pas symboliser une identité complète, ce qui serait vraiment absurde, mais la possibilité de substituer A et B dans un calcul de surfaces et là seulement. Ainsi l'emploi légitime du principe d'identité suppose notre droit d'isoler certains aspects du réel, dans le cas précédent, par exemple, d'étudier les aires sans tenir compte de la forme des figures. Or ce droit est manifeste dans plusieurs cas, contestable dans d'autres. Il est bien évident que, si nous quittions le domaine des mathématiques et cherchions la solution d'une difficulté pratique, s'il s'agissait par exemple d'utiliser d'une certaine façon les surfaces examinées, nous ne nous reconnaîtrions plus le droit de considérer les aires indépendamment de la forme de leurs contours. L'application du principe d'identité reste donc subordonnée à la réponse qui sera faite à cette question : sommes-nous autorisés à négliger telles et telles diversités adjacentes? Cette réponse, l'expérience seule peut la fournir.

(1) *De l'explication dans les sciences*, t. I. p. 131.

Le risque est plus grand encore lorsque, faisant usage du principe de causalité, nous voulons conclure du présent à l'avenir. Si dans l'univers tout tient à tout, nous pouvons seulement prévoir qu'un phénomène observé aujourd'hui se reproduira quand l'univers, dans sa totalité, sera revenu très exactement à son état actuel. Or, comme personne, à l'exception de quelques chimériques métaphysiciens, n'attend un tel retour, l'expérience d'aujourd'hui ne peut rien m'enseigner sur l'expérience de demain. Pour échapper à cette négation de toute science, il faut donc renoncer à l'idée d'une solidarité trop étroite de toutes les parties de l'univers. Au lieu de se représenter un phénomène comme fonction de tout ce qui existe autour de lui, le savant postule inconsciemment ce que M. Balfour a très heureusement nommé la « structure fibreuse » du monde. Il admet qu'on peut isoler une « fibre » du réel et négliger les changements survenus autour d'elle. Cette simplification est nécessaire et le succès de la science la montre légitime. Mais comment discerner les « fibres », à quel signe reconnaître qu'un changement dans l'entourage peut être négligé?

La raison humaine poursuit donc sa tâche, non point en appliquant mécaniquement quelques principes ou les règles d'une inflexible dialectique, mais en *essayant* des procédés pour rendre l'avenir comparable au présent, pour surmonter les obstacles créés par les diversités dans le temps et dans l'espace. Attentif à ces diversités, Hegel a rêvé d'une raison dont la loi serait le mouvement même, l'impossibilité de s'arrêter sur une notion sans la dépasser. C'était prendre pour la loi de la raison la loi des choses. C'est l'univers qui évolue et la raison s'efforce à nier cette évolution. La logique traditionnelle a le mérite de mettre en pleine lumière le besoin d'identité que manifeste toute notre activité intellectuelle. Mais elle requiert un complément indispensable que de récents travaux sont venus lui apporter. Il n'est plus exact de dire avec Kant qu'elle n'a pas progressé depuis Aristote. Elle réduisait abusivement le rôle de la raison et rendait incompréhensible la fécondité de ses démarches en ne lui reconnaissant d'autre tâche que celle de substituer l'identique à l'identique. Il était capital d'ajouter que pour disposer de choses identiques il faut d'abord en faire. Le plus grand mérite du beau livre de M. Meyerson sur l'*Explication dans les sciences*, c'est peut-être que l'auteur y parle d'*identification* plus encore que *d'identité*. Il nous fait assister aux multiples tentatives par lesquelles l'esprit humain dégage, prépare, postule de l'identique, dissèque la réalité pour la rendre susceptible d'un traitement rationnel. Et sans

doute si ces tentatives augmentent notre emprise sur l'univers, c'est que celui-ci n'est pas de sa nature trop rebelle à ces manipulations. Mais il reste que l'attitude de notre raison en face de la réalité est essentiellement active et nul ne l'a montré plus fortement que M. Meyerson : « Toujours, même quand nous affirmons traiter d'identiques, nous ne traitons que de semblables, que nous rendons identiques en écartant momentanément ce qui les diversifie. » (1)

Déjà, quand l'esprit humain constitue des *genres*, il se détourne des différences pour n'apercevoir que ce qui justifie le groupement des êtres ou des notions. Inattention dangereuse si elle se prolongeait puisqu'elle nous masquerait l'originalité des individus et la complexité du réel. Pour n'avoir jamais perdu de vue que seuls les individus existent, avec leurs singularités qui nous interdisent d'en concevoir deux identiques, les nominalistes ont mérité la louange de Leibniz qui les appelle les plus profonds des scolastiques (2). Mais Nietzsche remarque avec pénétration que la notation trop minutieuse des diversités, loin de tourner au profit des espèces vivantes qui posséderaient cette exceptionnelle clairvoyance, causerait plus souvent leur malheur ou leur disparition : « Comment la logique s'est-elle formée dans la tête de l'homme? Certainement par l'illogisme dont, primitivement, le domaine a dû être immense. Mais une quantité innombrable d'êtres qui raisonnaient autrement que nous ne le faisons maintenant a dû disparaître, cela semble de plus en plus certain. Celui qui, par exemple, ne parvenait pas à découvrir assez souvent les analogies en fait de nourriture ou à l'égard des animaux qui étaient ses ennemis, celui donc qui établissait trop lentement des classes ou qui était trop circonspect dans la subsomption, diminuait ses chances de survie plus que celui qui pour les choses analogues concluait immédiatement à l'identité. C'est un penchant prédominant à traiter dès l'abord les choses analogues comme si elles étaient identiques, — penchant illogique, car en somme rien n'est identique, — qui le premier a créé la base de toute logique. » (3)

La même tendance se manifeste par une infinité de démarches différentes qui constituent ce que M. Meyerson appelle le *processus d'identification*. Les nombreuses résurrections des théories préformistes en biologie, de moins en moins justifiées cependant par l'expérience, puisque les progrès du microscope et des techniques qui en facilitent l'emploi n'apportent à la vieille doctrine aucune confirmation, n'ont pas d'autre origine : notre raison *veut* que l'être adulte diffère aussi peu que possible du germe dont il est issu. Pareillement le chimiste garde intacte sa foi en l'atomisme, si rudes que soient les chocs portés à cette antique et toujours vivace conception de la matière, parce qu'elle fournit un moyen d'oublier que tout s'écoule et de donner tort à Héraclite. Pareillement le physicien est prêt à sacrifier la liberté humaine afin de pouvoir proclamer sans inquiétude qu'aucune parcelle d'énergie ne sera jamais ajoutée à l'univers. Pareillement et plus généralement, nous l'avons déjà signalé, le métaphysicien nous affirme, pour parler comme Leibniz, que « l'effet entier est toujours équivalent à sa cause pleine »; ou bien encore il revient complaisamment à la distinction aristotélicienne de la puissance et de l'acte, ingénieux subterfuge pour se refuser à reconnaître ce qu'il peut y avoir de création autour de nous.

Augurerons-nous de la fortune du rationalisme en considérant les obstacles auxquels se heurte notre tendance à l'identification dans l'état actuel de nos connaissances? Ainsi procède M. Meyerson, qui utilise sa vaste enquête sur les sciences dans le passé et dans le présent pour dresser un inventaire au moins provisoire des résistances qui font violence à la raison. *Identité et Réalité* nous apprenait déjà que le principe de Carnot, nous interdisant de concevoir l'évolution des phénomènes comme réversible et par suite d'admettre la parfaite identité du présent au passé, constituait dans la physique contemporaine un élément irrationnel au premier chef. Le traité de l'*Explication dans les sciences* prolonge la liste des *irrationnels*, c'est-à-dire des limites permanentes à l'explication. Irrationnelle la structure particulière de notre espace, puisque nous ne saurions rendre raison du nombre des dimensions : pourquoi trois et non pas quatre, ou tel autre nombre plus grand ou plus petit, entier ou fractionnaire? Irrationnelles, les qualités sensibles, puisque rien de ce qui se fait dans le monde ou même dans notre cerveau par figure et mouvement, comme disaient les Cartésiens, ne peut expliquer une sensation. Irrationnelle la transmission d'une impulsion par le choc, comme l'ont fortement établi les analyses de Malebranche et de Hume. Non moins irrationnelle l'action électrique que les physiciens d'aujourd'hui proposent de substituer dans tous les cantons de leur science aux actions mécaniques. Irrationnelle la distribution primitive des atomes, s'il faut croire avec Boltzman et Gibbs qu'ils esquissent sous nos yeux un ballet tant de fois millénaire pour se répartir suivant un ordre plus « probable ». Irrationnelle la durée même de cette agi-

(1) Ouvr. cité, I, p. 115.

(2) *Dissertatio de stilo philosophico Nizolii*, édit Erdmann, p. 68.

(3) *Le Gai savoir*, § 111.

tation, puisque l'infinité du passé doit nous empêcher de comprendre que le stade final, le terme ultime de la dégradation de l'énergie, ne soit pas encore atteint. Irrationnelles les dimensions absolues que l'expérience et le calcul nous obligent à reconnaître aux atomes. Irrationnelle la discontinuité de certaines actions énergétiques sur laquelle M. Planck a attiré l'attention des savants par sa théorie des *quanta*. Irrationnels les phénomènes de la vie, perpétuel défi aux chimistes qui en demandent l'explication totale aux sciences de la nature inorganisée. Mais, plus généralement, irrationnel tout *donné*, tout ce qui de sa nature répugne à la déduction. Écoutons Pascal : « Pourquoi ma connaissance est-elle bornée? ma taille? ma durée à cent ans plutôt qu'à mille? quelle raison a eue la nature de me la donner telle, et de choisir ce nombre plutôt qu'un autre, dans l'infinité desquels il n'y a pas plus de raison de choisir l'un que l'autre, rien ne tentant plus que l'autre? » (1)

L'énumération est imposante et pourtant M. Meyerson n'accorderait pas qu'elle fût complète. La liste des irrationnels reste toujours ouverte. Se rassurera-t-on en faisant valoir que celle des progrès de la science n'est pas non plus fermée et que l'irrationnel d'aujourd'hui trouvera peut-être demain sa place au terme d'une déduction bien conduite? Il se peut. Mais nous savons déjà que le triomphe trop complet de nos efforts pour identifier le présent au passé et pour effacer toutes les diversités du monde équivaudrait à la suppression de tout ce qui pose un problème, à la négation du changement et à la destruction de l'univers. Donc le monde ne sera jamais tout entier perméable à l'esprit. Le domaine de l'irrationnel se réduira sans doute, mais un résidu subsistera, rebelle à tous nos essais d'intellection. Les victoires du savant ne doivent pas faire illusion : souvent elles déplacent l'obscurité plus qu'elles ne la dissipent. Ainsi les récentes théories qui visent à expliquer le principe de Carnot ne suppriment un irrationnel que pour en faire surgir un autre, puisqu'elles nous obligent à postuler à l'origine du monde la plus déraisonnable répartition des particules matérielles. L'irrationnel se restreint, change de domicile ; il ne s'évanouit point.

Conclura-t-on que la science fait œuvre vaine ou que, dans la mesure où elle s'appuie au réel et s'applique à l'exprimer fidèlement, elle a le droit de se proclamer antirationnelle? Ces conclusions seraient légitimes s'il était prouvé que le réel est de sa nature étranger à toute espèce de rationalité. Mais en ce cas la faillite de la science ne ferait de doute pour personne et la déception de l'humanité serait si totale qu'elle aurait depuis longtemps renoncé à des recherches laborieuses autant que stériles. Or tel n'est pas le cas. Il a été possible d'édifier une science qui fait notre force. Si elle ne triomphe pas aujourd'hui et ne doit pas triompher demain de toutes les résistances, dès maintenant elle rend service et elle éclaire l'esprit. Il faut reconnaître qu'elle n'éclaire pas toujours l'esprit quand elle favorise l'action pratique et que réciproquement elle ne sert pas toujours à la vie quand elle satisfait l'intelligence, Mais les deux domaines, je veux dire celui qu'elle sait rendre translucide et celui qu'elle permet d'exploiter, tendent à confondre leurs contours, et, comme dirait un géomètre, à se recouvrir de plus en plus, s'il est vrai que chaque jour la théorie sans application la veille révèle son efficacité pratique et que d'autre part la technique née d'une expérience aveugle provoque de nouvelles explications.

De toutes les remarques antérieures se dégagent, croyons-nous, quelques résultats. Premièrement, la raison, dont nous espérions d'abord apercevoir une définition simple et qui, en effet, considérée dans son exigence fondamentale, paraît se réduire à une seule tendance, la tendance à l'identification, cette raison, dans son application aux problèmes sans nombre que lui posent la nature et la vie, manifeste une souplesse singulière, une surprenante faculté d'adaptation aux circonstances, une ingéniosité inépuisable. Aucun effort pour inventorier *a priori* ses richesses ne peut nous révéler les ressources qu'elle découvrira en elle-même quand nous la mettrons aux prises avec l'expérience. Toute déduction de catégories est amusement de dialecticien, tentative présomptueuse et manquée pour rapetisser à la mesure de quelques formules scolastiques l'activité intellectuelle du savant. Tout essai pour déterminer ce qu'exige la raison, dans le domaine scientifique ou dans l'ordre des préceptes moraux, n'est jamais qu'un essai pour recueillir les solutions déjà acquises, pour bénéficier des arrêts antérieurement prononcés, comme si la raison s'était interdit de considérer des cas nouveaux et de manifester dans l'avenir sa fécondité. Le philosophe qui construit une table des catégories nous propose de croire que dix ou douze ou vingt principes généraux, bons à tout faire, représentant vraiment tout l'apport de l'esprit dans toutes les sciences passées, présentes et futures. Et celui qui, pour nous tracer nos devoirs, prétend de même demander à la raison ses oracles immuables et peu nombreux ou son oracle unique cède à la même illusion. Que tous deux méditent cette pensée de Pascal : « Pourquoi prendrai-je plutôt à diviser ma

(1) *Pensées*, n° 208 de l'édition Brunschvicg.

morale en quatre qu'en six? Pourquoi établirai-je plutôt la vertu en quatre, en deux, en un? Pourquoi en *abstine et sustine* plutôt qu'en « suivre nature », ou « faire ses affaires particulières sans injustice », comme Platon, ou autre chose? — Mais voilà, direz-vous, tout renfermé en un mot. — Oui, mais cela est inutile, si on ne l'explique ; et quand on vient à l'expliquer, dès qu'on ouvre ce précepte qui contient tous les autres, ils en sortent en la première confusion que vous vouliez éviter. Ainsi, quand ils sont tous renfermés en un, il y sont cachés et inutiles, comme en un coffre, et ne paraissent jamais qu'en leur confusion naturelle. La nature les a tous établis sans renfermer l'un en l'autre. » (1)

Second résultat : il n'y a point de démarche scientifique enrichissant notre connaissance de la nature qui porte en elle-même sa pleine justification et ne requière un contrôle. Nous pouvons provisoirement oublier cette nécessité quand nous restons éloignés du réel, comme c'est notre situation dans les mathématiques, supposant entre les objets sur lesquels nous raisonnons un degré de similitude qui dans l'expérience n'est jamais atteint. Mais dès que nous voulons avoir prise sur le réel, il faut bien restituer aux choses la complexité dont on a dépouillé leurs représentations schématiques. Si bien que l'ingénieur et l'artisan retrouvent les périls dont le géomètre s'est affranchi. En nous gardant de méconnaître ces risques, nous éviterons de réduire le rôle de la raison à la facile et vaine substitution des termes identiques, mais plutôt nous serons attentifs à sa tâche la plus délicate, qui est, pour préparer des identifications, de conjecturer des similitudes et d'éprouver ces hypothèses par la vérification expérimentale. Le savant interroge la nature, où rien n'est globalement identique à rien, pour discerner ce qui peut être isolé d'un contexte variable et ce qui a chance de se répéter, ce contexte mis à part. Aucun procédé de logique pure ne lui garantit la légitimité de ces dissections. Comme le plus simple des êtres vivants, il accepte une aventure et recourt à ce procédé de contrôle que les biologistes d'outre-mer ont appelé la méthode des épreuves et des erreurs (*trial and error method*). Jennings, par ses minutieuses études sur le comportement des animaux inférieurs, a montré que le moindre organisme est contraint d'explorer son entourage à ses risques et périls, qu'il n'est pas mécaniquement attiré par l'habitat le plus favorable, par la tache de soleil où il paraît se complaire, mais qu'il rencontre cette tache en essayant mille déplacements, au hasard. Un être progresse lorsqu'il est capable de retenir les réactions qui réussissent et d'éliminer progressivement les « erreurs ». Le savant, à la différence de ces êtres élémentaires, n'attend pas les solutions à retenir de tâtonnements purement fortuits. Mais comme eux, quoique plus volontairement, il essaie des réactions, il soumet ses inspirations au démenti ou à la confirmation de l'expérience. L'idée dont la science s'enrichit n'est ni la conséquence d'un axiome rationnel, ni une simple constatation. C'est une hypothèse que le savant a mise à l'épreuve et conserve, aussi longtemps qu'aucune autre ne donne plus complète satisfaction au double besoin qui stimule son effort, le besoin de maîtriser la nature et le besoin d'intelligibilité.

Cette seconde tendance, nous le savons, ne comporte qu'une satisfaction limitée, s'il est vrai que la parfaite intelligibilité de l'univers signifierait la totale négation de sa diversité et de son évolution, sa totale destruction par conséquent. Aussi devons-nous conclure que la science accueillera toujours deux sortes de recherches, dont elle s'appliquera à concilier les résultats antagonistes, des recherches qui accroissent la moisson des faits soigneusement observés et des recherches qui en permettent la logique interprétation. Aux époques où la connaissance des faits est très pauvre, triomphent les systématisations faciles. Rien alors n'ébranle la confiance du philosophe en sa raison. L'Aristotélicien du moyen âge, sûr de tout expliquer, n'a qu'une crainte, celle de ne rien laisser comme objet à la foi. Quand au contraire la collection des faits est plus riche, on désespère de construire la théorie qui les rendra tous intelligibles, on doute de la raison. Découragement aussi peu justifié que l'audace trop jeune des faiseurs de systèmes du moyen âge. La science ne peut se passer ni de la très ample récolte des observations qui posent les problèmes, ni du vigoureux effort de simplification et d'identification qui introduit la clarté dans le chaos. Nous dirions volontiers que la santé de la science consiste dans un certain équilibre maintenu entre deux tendances qui travaillent à s'exclure et restent cependant indispensables l'une à l'autre, la tendance historique et la tendance déductive. Le propre de l'histoire est de noter des événements successifs, uniques, de les accepter comme ils sont donnés, avec leurs particularités, leur complexité, leur obscurité même, sans fausser la description par le parti pris de voir ceci plutôt que cela. Il y a des historiens à l'esprit déductif, géomètres qui ont manqué leur vocation ; mais ce sont les pires historiens, car ils interposent leur système entre la pièce qui se joue et le spectateur, nous invitant à contempler leurs abstractions,

(1) N° 28 de l'édition Brunschvicg.

leurs « forces sociales », leurs « facteurs historiques », quand nous voudrions avoir sous nos yeux des individus et des peuples qui vivent. Nous appelons ici tendance historique cette préoccupation qui inspire toutes les recherches communément nommées aujourd'hui *génétiques*. L'embryologiste qui décrit le développement d'un germe, le microbiologiste attentif aux déplacements successifs d'un protozoaire dans un cristallisoir, le psychologue qui observe la formation d'un caractère, les phases d'une délibération, la longue préparation d'une conversion religieuse ou d'une crise sentimentale nous fournissent d'assez bons exemples d'un labeur où le raisonnement tient peu de place et n'en doit pas tenir une plus grande. La méthode génétique, si fortement recommandée par le psychologue américain Baldwin et par des naturalistes comme H. F. Osborn, C. Lloyd Morgan, E. B. Poulton, F. W. Headley, nous invite à suivre d'aussi près que nous le pouvons les transformations des êtres et des choses, à ne jamais méconnaître les aspects nouveaux que révèle toute évolution, à postuler même que tout changement est irréversible, afin que nous ne risquions pas de négliger ce que le temps apporte dans l'univers de créations au moins apparentes. Les théories déductives s'inspirent de l'ambition opposée : elles prétendent expliquer et, pour expliquer, nous masquer les plus manifestes floraisons de qualités nouvelles. Supprimez ces constructions audacieuses : l'esprit humain restera déconcerté par un défilé d'images aussi confus qu'un rêve. Bannissez les patientes descriptions génétiques du naturaliste, du psychologue, de l'historien : l'esprit humain s'enivrera de déductions faciles et vaines, de systèmes artificiels et creux. Tant il est vrai qu'on sert mal la cause du rationalisme quand on simplifie le monde pour lui procurer une trop complète victoire.

Désiré Roustan.

LES ARTS APPLIQUÉS

L'EXPOSITION D'ART INDIGÈNE DES COLONIES FRANÇAISES

La remarquable exposition d'art indigène des Colonies françaises, organisée au Pavillon de Marsan, par l'Union Centrale des Arts Décoratifs, est pleine d'enseignements. Elle nous édifie sur l'intérêt qu'il serait possible de conférer à une exposition d'art industriel colonial et nous rassure sur la participation de nos possessions d'outre-mer à l'Exposition de 1925.

Les chapeaux de Madagascar, les ouvrages en perles et les tissus de raphia du Congo Belge, les peignes du Loango, les éventails des Iles Marquises, les tapas de l'Océanie aux dessins géométriques surprenants, montrent ce que l'homme primitif qui n'écoute que son instinct devant la nature, peut apprendre au civilisé que son éducation rend moins apte à saisir le langage direct des choses.

Quant à nos possessions indo-chinoises, aux mœurs plus policées, aux traditions lointaines, une salle spéciale fait éclater l'originalité de leur production. Les étoffes et les vanneries du Laos, les costumes du Cambodge sont d'une diversité, d'une richesse de forme et de couleur, qui prouvent de quels éléments attrayants pourra disposer l'éminent gouverneur général de l'Indo-Chine, M. Merlin, lorsqu'il aura à faire valoir la production de notre domaine asiatique. M. Pierre Guesde, qui avait si remarquablement organisé la section de l'Indo-Chine à l'Exposition de Marseille, saura coordonner à l'Exposition des Arts Décoratifs et Industriels Modernes des exemples frappants des métiers coloniaux.

Sans doute mettra-t-il en valeur, parallèlement aux fabrications de tradition locale, le large effort actuel de l'enseignement français et le parti que nos industriels peuvent tirer de la main d'œuvre obéissante et habile de là-bas. Les écoles professionnelles que nous avons créées pourraient nous déléguer en 1925 le personnel de petits ateliers de modelage, de fonderie, de ciselure, de vannerie, de tissage et de broderie, fonctionnant sous les yeux du public. Cette leçon de choses ne présenterait pas qu'un intérêt de curiosité et de pittoresque, elle démontrerait à nos producteurs la valeur de collaborations possibles. C'est un instrument économique de premier ordre que doit être pour nous une Colonie comme l'Indo-Chine qui, malgré sa prospérité, reste encore trop méconnue. Jean Ajalbert regrettait dernièrement que, cette Indo-Chine n'ait pas été visitée et célébrée par des écrivains d'esprit encyclopédique comme les Rosny. Certes! un Paul Adam, un J.-H. Rosny auraient brossé de l'Asie française une fresque agissante, si je puis dire, et dont l'action de propagande eût été considérable, mais cette fresque animée, MM. Merlin et Pierre Guesde ont les moyens de la faire surgir sous nos yeux au cœur de Paris en 1925.

Revenons à l'Exposition du Pavillon de Marsan; nos créateurs de modèles et nos fabricants y peuvent recueillir une double leçon. Ils y

constateront que l'art le plus émouvant, celui dont la beauté conquiert sans préparation, c'est celui qui prend sa source dans l'humble adaptation aux besoins, alliée à un respect passionné de la nature.

Les poids de la Côte d'Ivoire qui servaient à peser la poudre d'or due par les délinquants condamnés par les Tribunaux indigènes, sont des merveilles de fonte à la cire perdue, à la fois objets d'usage courant et objets d'art. Quel exemple donné à notre orgueilleuse civilisation! Et les longues épingles de chevelure congolaises, d'une forme délicieuse dans sa simplicité, tiges d'ivoire évasées à leur extrémité la plus forte, lequel de nos décorateurs ne serait fier de les signer! Ce sont des modèles de conception pure unie à la plus attentive technique.

Cet amour de l'exécutant pour son métier apparaît avec intensité dans ces masques de la Côte d'Ivoire — les plus beaux de l'Afrique — que portaient lors de certaines fêtes les adeptes des sociétés secrètes. Certains, qui demeurent terriblement humains sous leur déformation architecturale si intelligente, ne font-ils pas admirer des modelés devant lesquels Rodin se fût agenouillé avec une joie sacrée?

En même temps qu'elle est pour nos artisans une leçon d'esthétique générale et de conscience, cette exposition peut leur procurer des exemples féconds pour des départs personnels.

Sans qu'il soit question de pastiche, autant à craindre ici qu'ailleurs, certains aspects peuvent susciter des inspirations particulières. Les étoffes en raphia — dont la variété de dessins est étonnante — comprenant des parties en relief veloutées, peuvent donner au point de vue de l'utilisation de la matière des idées à mettre en pratique. Les chapeaux malgaches, en paille noire et blanche, à dessins géométriques, ne proposent-ils pas à nos fournisseurs des exemples d'art appliqué à la chapellerie? N'y-a-t-il pas là matière à donner à la mode masculine un attrait qui lui manque trop souvent?

On saisit, par ce que je viens d'expliquer, ce que l'Exposition d'Art Indigène contient de fécond. C'est ce que nous retrouvons au fond de tous les arts primitifs et que le temps finit par corrompre, la logique saine et synthétique de l'homme qui dispose de peu de moyens pour atteindre un but auquel il va droit, sans subterfuges et sans ces complications inutiles qui naissent des facilités du travail. D'ailleurs l'art des nègres de l'Afrique est loin d'être aussi barbare qu'on se le peut figurer. On y retrouve trop de points communs avec l'art égyptien et avec d'autres arts de l'antiquité pour qu'il y ait là simple coïncidence.

*
* *

Nombreuses sont à cette époque de l'année les expositions d'art appliqué. La plus importante par la qualité fut celle que M. Jean Guiffrey organisa, dans les Galeries Georges Petit, avec seulement quatre exposants de choix, MM. Dunand, Goulden, Jouve et Schmied.

M. Jouve est un animalier puissant. A M. Goulden on doit des émaux champlevés d'une prenante somptuosité. M. Schmied est un décorateur du livre tout-à-fait remarquable, qui ne se contente pas de vivre sur des succès passés et cherche sans cesse du nouveau. L'originalité de ses dernières créations ouvre à la typographie et à l'illustration du livre des voies nouvelles. Ses interprétations géométriques sont des plus curieuses. Une couleur savamment accordée y glisse habilement la part de charme et de fantaisie.

Quant à M. Dunand, il étonne chaque jour davantage par la multiplicité de ses dons et de leur expression. Vases prestigieux et meubles féériques voisinent. Voici un paravent de laque décoré de poissons — aquarium de rêve dont chaque détail est une trouvaille. Sur un noir illimité en profondeur, les animaux s'inscrivent en des stylisations d'une surprenante verve inventive. Un autre paravent s'orne d'une biche en plomb de deux millimètres d'épaisseur dont le tour de force étonne. Puis ce sont commodes, bureaux, tables-gigogne, au décor d'un rythme parfait dans lequel chantent, tenant la place de la laque blanche qui n'existe pas, des incrustations de nacre, d'ivoire ou de coquilles d'œuf. Parmi les objets en métal, voici des plateaux ronds en laque rose et en laque bleue qui sacrifient à la mode par le sujet, la danse, et par son évocation à la fois exotique et antique. Ces souples figures sont-elles javanaises ou égyptiennes? On ne sait. Elles tiennent peut-être à la fois de l'Insulinde et de la terre des Pharaons, et la diversité de leurs caractéristiques se fond dans la plus sensible modernité. Et c'est bien là le propre de Jean Dunand de se rattacher aux plus hautes traditions en sachant rester entièrement de son temps.

*
* *

Le manque de place me force à signaler seulement la belle exposition annuelle des Artis-

tes Français Contemporains, dans laquelle M. Rouard groupe, avec son sentiment si complet de l'art moderne, quelques-uns de nos meilleurs décorateurs, parmi lesquels MM. Delaherche, Lenoble, Decœur, Décorchemont, Goupy, Bastard, Dunand et Puiforcat; l'Exposition de l'Eclectique aux Galeries Simonson, avec MM. Brandt, da Silva Bruhns, Subes, Blanchetière et Mmes Pangon, de Felice et Roussy; enfin à la Galerie Reitlinger, les œuvres de MM. Montagnac, Bastard, Bablet, Massoul et de Mmes Chabert-Dupont et Germain.

Yvanhoé Rambosson.

A TRAVERS LES REVUES ÉTRANGÈRES

Japon

Les documents officiels faisant défaut, l'incertitude persiste quant au nombre des vies humaines que le tremblement de terre de septembre dernier a coûtées au Japon. L'ignorance reste pareille quant à l'étendue des dommages purement matériels qu'il a entraînés, au Japon l'état des biens immobiliers n'ayant jamais été sérieusement établi. Pour comprendre l'ampleur du désastre, c'est assez toutefois du spectacle de tant de ruines, écrit dans *The American Review of Reviews* M. C.-A. Bond, qui, connaissant de près l'Extrême-Orient, nous donne ici d'intéressants détails sur Tokio. — Les cinquante années antérieures avaient singulièrement transformé la métropole quand la guerre mondiale éclata, mais une des suites du conflit fut d'y déterminer, en même temps qu'une brusque accentuation des signes de la fortune, un extraordinaire essor de la vie économique. La catastrophe surprit Tokio en pleine réalisation d'un vaste plan d'embellissement conçu par le vicomte Goto, le Haussmann nippon, ancien maire de la capitale. Il s'en fallait cependant que toute l'attention publique fût accaparée par les immenses travaux alors en cours d'exécution et l'opinion était aussi grandement intéressée par un projet de réorganisation municipale fondé sur la substitution au suffrage restreint d'un système plus démocratique. — Mais la cité si durement éprouvée ne tardera pas à renaître : le goût de l'action et l'énergie qui caractérise sa population en fournissent la garantie. La catastrophe n'a d'ailleurs pas atteint toutes les fertiles régions de l'Empire. Enfin, le Japon peut compter sur l'aide de la riche et généreuse Amérique,... car un des effets du cataclysme aura été d'écarter l'éventualité d'une guerre entre les deux peuples.

Allemagne

Le « Pertinacior », dans le fascicule de décembre de la *Deutsche Rundschau* : « La France ne saurait faire vivre la Ruhr et la Rhénanie, ainsi qu'il ressort clairement de l'expérience de ces derniers temps. Il est dès lors facile de prévoir que, devant les conséquences de la politique française et devant le bouleversement voulu par elle dans la vie économique des territoires occupés, la Belgique et la Hollande vont se montrer elles-mêmes de jour en jour moins rassurées. Sans compter que Mussolini s'est, de son côté, récemment prononcé contre la politique de la France dans la Ruhr... Ceux des membres de la Commission Interalliée qui se trouvent depuis des années en contact avec les populations intéressées éprouvent, eux aussi, une inquiétude sans cesse accrue quant à l'issue de l'entreprise...

« La fin dépend d'ailleurs de la manière dont à Berlin on croira devoir remédier à la situation telle qu'elle se présente pour la patrie allemande tout entière... Cependant : « On se contente de prendre une mine de circonstance et de palper, d'un doigt inexpert, la région douloureuse, car on n'ose pas pousser l'examen et aller au fond du mal... L'appauvrissement de la Ruhr pourrait bien être dans la politique de Poincaré ce que l'incendie de Magdebourg fut dans les opérations de Tilly. Après quoi, il appartiendrait à un Gustave-Adolphe d'intervenir du côté allemand ».

Italie

Quel est au juste l'apport à ce jour du fascisme dans la vie du royaume ? En examinant la question dans la *Rassegna Nazionale* (fascicule de décembre), M. G. Fuscaldi constate que la durable victoire de Mussolini signifie bien d'abord l'écrasement du communisme italien. Au point de vue financier, la dictature, en abolissant l'impôt sur les successions et en avantageant la fortune mobilière, a rassuré et fortifié le capital. En matière d'administration, les résultats que le nouveau gouvernement peut légitimement revendiquer à son actif restent plutôt minces jusqu'ici et en Italie non plus on ne voit pas que l'énergie des dirigeants ait si vite raison des façons qui sont assez communément celles de la bureaucratie. Par contre, l'Instruction publique doit dès maintenant au fascisme d'importantes réformes visant [illegible] — limitation du nombre des candidats au « commerce des humanités », enseignement strictement obligatoire du latin dans les établissements d'enseignement secondaire, création d'examens présidés par un jury d'Etat, etc. — à élever le niveau des études, à entourer l'acquisition du savoir des garanties trop négligées depuis un demi-siècle, à rendre aux « valeurs spirituelles » l'autorité et le prestige qui leur reviennent chez un grand peuple. Quant à la politique extérieure de Mussolini, le récent discours du dictateur au Sénat (16 novembre dernier) atteste en lui le souci de jeter du lest et, tout en continuant d'exalter dans l'âme italienne les meilleures fiertés, de se moins réclamer d'un isolement que rien en vérité ne justifierait à l'heure où tant de difficiles problèmes divisent l'Occident.

Suisse

En discourant de « la dissolution de l'Allemagne » dans le numéro de décembre de la *Revue de Genève*, « Un Européen », qui signe ici chaque mois la chronique internationale, écrit que, lorsque M. Poincaré décida d'occuper la Ruhr, il fut de ceux qui blâmèrent notre président du Conseil. Il ne doutait pas, cependant, que l'opération ne se proposât, comme on l'affirmait à Paris, d'amener le Reich à accepter le programme de répa-

rifléens qui lui serait présenté dès qu'il aurait renoncé à la résistance. Depuis... « le gouvernement français refusa à M. Stresemann le droit de s'immiscer dans les conversations qui s'engageaient avec les industriels de la Ruhr. Après avoir obtenu du chancelier le plus grand sacrifice que pût faire un homme d'Etat, un aveu de défaite et de soumission, M. Poincaré le jeta à la porte de chez lui ». Conséquences : crises politiques successives, chute catastrophique du mark, communisme sévit, coup d'Etat bavarois, séparatisme rhénan, retour des Hohenzollern.

L'obstination de M. Poincaré peut bien valoir à la France « une sécurité momentanée ». Mais malheur au jour où la pression extérieure se desserrera ! « Car l'Allemagne éparse se reconstituera contre quelqu'un »... et cet excellent Européen le déplore « surtout pour la France »...

Toutefois, à la page suivante, la direction de la *Revue de Genève* remet les choses au point et M. R. de Traz se dégage en écrivant, lui : « Je suis à peu près sûr que l'occupation de la Ruhr garantit aujourd'hui non seulement la sécurité française, mais la sécurité européenne. M. Poincaré protège en ce moment la paix générale ».

Dans la *Bibilothèque Universelle* (décembre), M. Otto de Dardel, conseiller national, revient sur le litige des zones. Ses réflexions se formulent d'ailleurs en termes amicaux pour notre pays. Sa sympathie ne l'empêche cependant pas de conclure : « Quelle que soit l'issue finale du conflit, la balance des torts a penché du côté de nos voisins. Que signifient les avantages matériels, très minimes, des petites zones pour Genève, à côté du dommage moral qu'ils se sont causé ? Chez eux, heureusement, la raison a fini par reprendre le dessus; l'affaire s'achemine vers l'arbitrage ».

Gaston Choisy.

LES LIVRES NOUVEAUX

A. Poidebard : *Voyages. Au Carrefour des Routes de Perse.* 1 vol. in-16, 310 pages, 8 cartes, dont 2 hors-texte, 12 illustrations, hors texte (G. Crès et Cie).

L'auteur, qui fut en 1917, attaché à la mission militaire du Caucase, a réuni, dans ces pages, les résultats de ses observations personnelles, et pour leur conserver toute leur valeur documentaire, il nous les présente dans leur forme originale : I. Carnet de voyage de Paris ; — Tiflis, par Bagdad et la Perse ; — La lutte pour la route des Indes ; II. Etude geographique et historique sur les routes du Plateau d'Iran ; — III. Réflexions et notes d'un témoin sur le Caucase, porte des routes d'Asie. Des cartes, des vues contribuent à la compréhension du texte. En ce moment où l'éternelle question d'Orient est redevenue une dangereuse actualité, et, en particulier où les événements de Turquie attirent, de la façon la plus impérieuse, l'attention de l'Europe — et particulièrement de la France — on lira ce livre avec intérêt et profit ; et ceux qui étudient plus spécialement les choses et la politique d'Orient, trouveront des renseignements précis, et de précieuses suggestions dans les constatations et les remarques si justes de M. A. Poidebard,

André Suresnay : *Evohe Bacchè.* 1 vol. in-16, 329 pages (G. Crès et Cie).

Un gracieux recueil de 7 nouvelles, où l'Antiquité la plus échevelée voisine avec le Moyen-Age, le XVIIe, le XVIIIe et même le temps présent. Et c'est frais, pimpant, amusant, spirituel, un peu léger, sans doute ; et par instant trop marqué de paganisme artificiel. Mais ce qui gênerait plutôt, c'est l'abus de la description, l'inventaire trop complaisant et trop précis du décor, des costumes, des physionomies ; c'est précieux, c'est cherché et, je l'accorde, très souvent, c'est heureusement trouvé, mais ce ne l'est, pourtant, qu'au dépens de la simplicité, et grâce à l'abus d'une érudition trop facile. Mais il ne faut pas chicaner André Sernay, à l'occasion de quelques exagérations, au reste volontaires ; il vaut mieux se laisser aller, sans discuter, au charme qui, malgré tout, se dégage de son livre. A. R.

Jules Dechamps, maître de conférences à l'Université de Londres : *Sainte-Beuve et le sillage de Napoléon* (Liége, Vaillant-Carmanne ; Paris, Edouard Champion).

C'est un précieux problème que M. Dechamps s'est amusé à poser. Recherchant les origines du romantisme littéraire, il n'a pas eu de peine à en trouver une dans cette sorte de romantisme de la gloire militaire dont s'enivrèrent les Français, de 1792 à 1815. « Le romantisme de 1830 est comme le prolongement ou la transcription littéraire de l'épopée impériale ». Rien n'est plus exact. Or Sainte-Beuve, habitué des cénacles, ami de Victor-Hugo, est l'un des figurants les plus en vue de ce que notre auteur appelle fort justement aussi, d'après Arsène Houssaye, « l'armée romantique ». Comment s'est-il, au cours d'une carrière qui n'est pas exempte de repentirs et même de certaines palinodies, exprimé sur celui que fé chef du chœur a exalté plus que tout autre et qui, aux yeux des français du « mouvement » comme à ceux des poètes, demeurait « l'homme prédestiné »? Avec plus de sagacité que d'indulgence, M. Dechamps réussit parfaitement à le préciser. Bien que le sénateur du second Empire l'ait nié, il a eu, comme beaucoup d'autres, « sa saison de bonapartisme ». Non pas tout de suite, il est vrai. Bien que né en 1804 et ayant, comme Armand Carrel, « reçu le coup de soleil de l'Empire », il était trop naturellement l'ami des moyennes en poésie, en œuvres d'imagination comme en art, du « médiocre » même à en croire M. Dechamps, pour reconnaître en l' « uomo napoleonico » le type de la littérature nouvelle. Disciple d'ailleurs des *idéologues*, il collaborait au *Globe*, où Napoléon trouvait peu de faveur. C'est l'amitié avec Hugo qui le convertit vers 1830 au culte du grand homme. C'est la rupture avec Hugo (chacun sait à la suite de quelle crise pour tous les deux) qui l'en déprend. Variations de jugement? Non ; mais rancunes et jalousies secrètes succédant à uns admiration d'emprunt. Variations de sentiments irraisonnée et humains, trop humains.

Pierre Jacomet : *Le Palais sous la Restauration* (Paris, Plon-Nourrit et Cie).

Ce livre très élégant nous avertirait, s'il en était besoin, que la tradition littéraire ne se perd pas parmi les avocats d'aujourd'hui. Au lendemain de l'Empire, peu favorable à aucun genre d'éloquence, le barreau parisien a connu la liberté de parole indispensable à sa mission et il en a profité. M. Pierre Jacomet passe en revue les plus importantes parmi les causes, militaires (le procès de Ney, notamment), politiques (l'assassinat du duc de Berry, les complots de 1822, les affaires de presse à l'époque de Villèle), civiles (et il en est d'infiniment curieuses), artistiques qui vinrent, de 1815 à 1830, aboutir sous les voûtes du « Palais » par excellence. Que de passions, au service de la foi ou des intérêts ! S'il est encore des gens qui s'ima-

gînent que la période de la Restauration a été somnolente, qu'ils demandent à M. Jacomet de leur révéler un peu de ce qui fit la violence et l'âpreté de la vie sous les rois de la légitimité. Ils ne perdront pas leur peine.

Jean Jaurès : *Histoire socialiste de la Révolution Française* ; édition revue par A. Mathiez. Tome IV : *La République* (Paris, Librairie de l'Humanité, 1923).

Peu de mois tiennent en ce volume. Mais, quels mois ! Ceux qui, de mai à novembre 1792, virent la chute de la monarchie, celle aussi du régime constitutionnel de 89 ; davantage encore, après les premières défaites à la frontière, l'invasion, le rétablissement de Valmy, suivi de la pénétration révolutionnaire en Belgique, en Rhénanie et en Savoie. Jaurès, dans l'ensemble, est toujours aussi largement informé. Il sent bien, par ailleurs, que cet été de 92 est le moment décisif de la Révolution, qu'il clôt un monde et qu'il en annonce un nouveau « : L'armement universel, le suffrage universel, la souveraineté nationale sans contre-poids, l'abolition effective et presque complète de la féodalité, l'expropriation immense des nobles succédant à l'expropriation de l'Eglise, voilà les forces vives que la Législative léguait à la Convention ». Elle lui lègue aussi la guerre aux rois, qui deviendra inévitable après le décret du 19 novembre, annonciateur de la liberté pour tous les peuples. Jaurès a beau s'en affliger, blasphémer ce « vin grossier de la victoire » qui, dès Jemmapes, alourdira « l'enthousiasme de la liberté ». En dépit de cette mystique pacifiste, la victoire, elle aussi, s'atteste révolutionnaire. Et Jaurès le sent quand, au milieu des chicanes de philosophe dont il prétend accabler hommes et actes de l'Assemblée et de la Commune parisienne. Il y signale l'aboutissement de toute la science du XVIIIe siècle et quand, magnifiquement, il appelle les soldats de 92 « l'Encyclopédie armée ».

A. von Kluck, colonel-général : *La Marche sur Paris* (1914), traduit par le commandant Delestraint (Paris, Payot).

Le commandant de la 1re armée allemande de 1914 a consigné ici la narration de ce qu'il accomplit depuis l'entrée en campagne jusqu'au lendemain de la bataille de la Marne. On ne s'attend pas à trouver, dans un rapport militaire, de grandes révélations sur des événements qui commencent à être connus avec quelque détail. L'important, c'est de noter que Kluck attribue bien son échec, comme les « experts » de chez nous, à l'insuffisance de ses effectifs (il n'avait aucune réserve), à la résistance intelligente et tenace de Maunoury, aux initiatives de Franchet d'Espérey, mais aussi à la défaillance du haut commandement allemand, mal informé et mollasse, et à son incapacité à ordonner l'emploi des troupes de son aile droite. Le vaincu sent bien que la défaite est celle de l'intelligence stratégique allemande ; il hésite à le dire. Dans une préface, limpide et forte le général Debeney le fait pleinement sentir.

Souvenirs de guerre du Kronprinz ; traduction des chefs de bataillon Mabille, Mollard et Rusterholtz (Paris, Payot). Cf. *Mémoires du* Kronprinz (Payot).

Oui, il va vous jouer les innocents. Il vous parlera de son « petit ménage ». Il évoquera l'idylle familiale de son adolescence, sa « carrière de lieutenant » si « incomparablement belle ». Il gémira sur les fatalités et les cruautés de la guerre. Il affirmera sans rire que l'armée allemande « était et reste (en 1918) invaincue jusqu'au bout ». Il vous initiera aux pauvres astuces de son invention dont il attendait que le Français fût abusé, à ce voyage à fracas en Alsace, à la veille de l'assaut de Verdun, destiné à apprendre à l'univers qu'il avait « été saluer le poste confédéré du pays suisse, protégé de fil de fer, voisin de l'homme de l'extrême aile gauche de l'armée allemande de l'ouest ». Après une telle manœuvre, n'a-t-il pas le droit, « tout en reconnaissant volontiers l'énergie et l'implacable volonté du maréchal Foch », de ne point apercevoir « dans la conduite des opérations ennemies de juillet à novembre 1918 une stratégie supérieure »? Car, n'est-ce pas, « la méthode employée par le commandement ennemi n'a pas amené de résultat stratégique décisif ». La leçon a été bien apprise, et nous la reconnaissons. Sans doute, l'Allemagne a capitulé, certain 11 novembre. Et le Kronprinz lui-même... Mais « nous avons succombé sous le nombre, sous la puissance des moyens matériels et non devant le génie du généralissime français ». Ici, l'ex-commandant de groupe d'armées passe la plume à l'ex-héritier d'Empire : « Debout, l'esprit allemand, et à l'œuvre ! » L'espoir est encore permis : « Souvenons-nous de la vérité éternelle qu'après la pluie viendra le beau temps ! » Ainsi le général prussien le plus largement battu de la dernière guerre s'élève jusqu'aux principes des choses... Et pourtant, ces deux volumes (supérieurs aux *Mémoires* de Guillaume II) sont à lire. Sur certains points qu'il nous importe de connaître : la faillite de la cavalerie allemande, parfois devenue obstacle au travail de l'infanterie, la misère intellectuelle du commandement suprême à la Marne, l'absence de tout chef « marqué de l'étincelle divine », toute l'opération si tragiquement avortée de Verdun, le désarroi intérieur sous « Théobald von Bethmann-Hollweg, l'ineffable ! » , le Kronprinz, beaucoup plus avisé que ne le laisserait croire la pauvreté de ses moyens d'écrivain, nous apporte beaucoup, nous livre bien des secrets qui expliquent la déroute finale des hommes et du régime. Le régime était chancelant et les hommes médiocres. Mais il fallait le savoir.

P. F.

BULLETIN MARITIME

LE ROLE DE L'« ANDRÉ LEBON » AU JAPON

Nous avons fait allusion déjà au tremblement de terre qui dévasta, au début du mois de septembre dernier, plusieurs villes japonaises, en particulier le port de Yokohama.

De nombreux renseignements sont parvenus depuis en France, au nombre desquels nous devons citer les rapports de notre ambassadeur français au Japon, M. Claudel, montrant que, au cours de ces tragiques événements, la France a été représentée d'une manière éminemment brillante par le personnel navigant de la Compagnie des Messageries Maritimes.

Le « André Lebon » venant d'arriver à Yokohama lorsqu'eut lieu le terrible désastre. Ce magnifique paquebot, un des plus beaux dont s'honore la Marine marchande française, avait essuyé, au cours de son voyage d'aller, divers événements de mer d'une gravité exceptionnelle, notamment, à Hong-Kong, un terrible typhon pendant lequel vingt-deux navires avaient péri et dont il n'était sorti indemne que grâce à une série de manœuvres remarquables de son Commandant.

Alors qu'en prévision d'une longue escale, le Commandant de l'« André Lebon » avait fait démonter les pièces des machines du navire et les avait envoyées en réparations dans un des ateliers de Yokohama, le tremblement de terre se produisit brusquement. Immobilisé le

long de la jetée, le navire français se trouvait exposé à tous les périls, à l'incendie de la ville d'abord, dont les flammes étaient rabattues vers lui par la violence des vents; un peu plus tard, à l'incendie d'une immense nappe de pétrole qui, échappée des dépôts du port, se dirigeait vers lui en glissant sur la mer. Or, à ce moment, environ 2.000 personnes, comprenant quantité de réfugiés de tous pays, se trouvaient à bord.

Il fallut alors l'admirable sang-froid du Commandant Cousin et le dévouement de tout son personnel pour sauver le navire des flammes avec quelques moyens de fortune.

A peine échappé au danger l' « André Lebon », qui resta en rade jusqu'au 11 septembre, devint le centre officiel de tout ce qui subsistait d'organisations administratives à Yokohama. Dans une cabine, c'est l'Agence des Messageries Maritimes qui s'installe, dénombre les réfugiés, organise les secours, les distributions de vêtements et de vivres, les soins médicaux, etc., ce pendant que, dans les salons voisins, fumoirs, salles à manger, etc., prennent place l'*Ambassade de France*, le *Consulat de France*, le *Foreign Bord of Trade*, l'*American Shipping Board*.

Quelques jours plus tard les navires américains apportèrent des vivres et la flotte de guerre japonaise organisa des secours. Mais, pendant les premiers jours du sinistre, on peut dire que c'est à la petite colonie française de l' « André Lebon » que revient l'honneur d'avoir dirigé tous les travaux de première urgence, inhumation des morts, secours à terre et à bord des navires, renseignements fournis dans le monde entier.

Cependant, en même temps qu'ils assumaient ce rôle humanitaire, les marins de l' « André Lebon » avaient encore à rendre à leur navire la force motrice dont il était privé.

Le chef-mécanicien Sentout, dès les premières heures du sinistre, partit à la recherche des pièces de machines et après avoir encouru mille dangers parvint à les ramener, déformées par l'incendie, à bord du navire où le travail de remontage commença aussitôt. Puis ce fut le retour vers Marseille qu'aucun incident ne marqua si ce n'est les réceptions enthousiastes dont l'équipage fut l'objet dans différentes escales.

Le Gouvernement Français a tenu à reconnaître officiellement l'admirable conduite des officiers de l' « André Lebon » et de son équipage. Au cours d'une réception offerte par les Messageries Maritimes aux héros de l' « André Lebon », le 9 novembre dernier, M. Le Trocquer, ministre des Travaux Publics, a remis au Commandant Cousin, la croix d'officier de la Légion d'honneur et au chef-mécanicien Sentout, la croix de Chevalier de la Légion d'honneur.

Par la suite les autres membres de l'Etat-Major et de l'équipage reçurent des médailles de sauvetage et des témoignages officiels de satisfaction, ainsi qu'un diplôme de reconnaissance offert par la Ligue Maritime et Coloniale Française. De toutes parts les félicitations les plus chaleureuses furent adressées à ces braves et le Président de la République lui-même tint à leur transmettre les remerciements du pays.

C'est un grand honneur pour la Compagnie des Messageries Maritimes de compter parmi ses serviteurs des hommes de devoir doublés d'habiles manœuvriers qui, en des circonstances particulièrement périlleuses, n'hésitent pas à risquer leur propre existence pour l'intérêt général et font preuve d'un héroïsme tranquille au milieu des pires désastres.

RENSEIGNEMENTS-INFORMATIONS

Une réception à bord du « Chantilly ».

Le nouveau paquebot des Messageries Maritimes « Chantilly » qui doit être affecté à la ligne Marseille-Haïphong, est arrivé dernièrement à Marseille. Cette belle unité sera bientôt suivie de deux autres « Fontainebleau » et « Compiègne », construites également dans les chantiers de Penhoët, en remplacement des navires russes affrétés « Afon », « Jérusalem » et « Odessa », apportant des nouvelles conditions de confort et de vitesse sur les lignes d'Extrême-Orient.

Le 27 décembre dernier, à l'occasion de l'entrée du « Chantilly » dans le port de Marseille une réception eut lieu à bord de ce navire, réunissant de nombreuses personnalités des milieux maritimes et coloniaux.

On visita d'abord le « Chantilly » qui est un magnifique paquebot luxueusement aménagé dont voici les caractéristiques :

Longueur entre perpendiculaires ...	146 mètres
Largeur au fort	18 m. 97
Creux sur quille	11 m. 50
Déplacement lège	7 143 tonneaux
Déplacement en charge	10.157 »
Port en lourd prévu au marché ..	8 994 tonneaux
Jauge brute	10.017 » 43
Jauge nette	6.109 » 99
Jauge sous le pont	7.879 » 57
Machines 6 turbines pour 2 lignes d'arbres.	
Puissance = 5.600 H.P.	
Chaudières 6 chaudières cylindriques.	

Passagers

Luxe	4
1ère classe	94
2ème classe	119
3ème classe	116
Rationnaires	550

Ses visiteurs admirèrent le confortable et le bon goût des installations, salons, cabines de luxe, cabines des diverses classes, fumoirs, salles de bains, etc...

Après la visite, un lunch fut servi dans la salle à manger des premières classes.

La Compagnie des Messageries Maritimes dote ses lignes de superbes unités qui la placent au premier rang des grandes compagnies de navigation, non seulement de France, mais du monde entier.

VALEURS DE NAVIGATION

Cours de la Bourse de Marseille.

15 janvier 1924

1er Fraissinet	881
2e Messageries Maritimes	219
3e Mixte	276
4e Transatlantique	188. 50
5e Transports Maritimes	1.040

Société Française d'Imprimerie et de Publicité
Ateliers : Rue Garnier et Rue des Carmes, Angers.
Bureaux : 2, Rue Monge, Paris (Ve)

L'Imprimeur-Gérant : A. DESNOES.

Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus.

REVUE
POLITIQUE·ET·LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

EUGÈNE YUNG·FONDATEUR·1863 PAUL FLAT·DIRECTEUR·1908-1918
DIRECTEUR PAUL GAULTIER

N° 3 62e ANNÉE 2 FÉVRIER 1924

AU SUJET DE L'HISTOIRE-BATAILLE [1]

Cette année, je ne vous parlerai encore que de guerres et de batailles, de chefs ambitieux et d'armées conquérantes. Nous avons vu, l'an passé, l'Empire Romain s'approcher de la Gaule, puis faire une première brèche dans son unité nationale, et le Midi de la France, de Vienne à Toulouse, brutalement arraché à la suprématie des rois arvernes pour devenir une province du peuple vainqueur. Nous allons assister maintenant à la marche triomphale de cet Empire, jusqu'au Rhin et jusqu'aux promontoires de l'Armorique, et, après dix ans de campagnes, la Gaule de la Loire, de la Seine et de la Moselle rejoignant dans la servitude les terres du Rhône, de la Garonne et de la Méditerranée : l'alouette gauloise, déjà mutilée par le javelot de Domitius, devient la proie de l'aigle de César. C'est de cette guerre suprême pour la liberté que je vous parlerai cette année, et je ne négligerai aucun des épisodes de la lutte.

On me le reprochera sans doute ; on me fera à nouveau un grief de consacrer de longues heures à des récits de batailles, et, dans cette pacifique maison du Collège de France, d'abuser de l'histoire militaire. Laissez-moi m'expliquer là-dessus dans cette première leçon.

L'histoire militaire, depuis près de trois quarts de siècle, a été honnie ou proscrite par ceux qui, en matière de littérature ou d'enseignement, faisaient la loi ou s'en estimaient les prophètes. Elle était, pour eux, la partie brutale et dangereuse de la science du passé : il fallait en détourner l'attention de la jeunesse et l'effort des érudits. On rêvait presque d'une histoire de France qui ne parlerait ni d'Alésia ni d'Austerlitz. Que de sarcasmes tombaient sur Henri Martin, qui, racontant le règne de Louis XIV, n'avait fait grâce au lecteur d'aucun des cent combats livrés au cours de la guerre de succession d'Espagne ! Fustel de Coulanges proposait l'étude des institutions pour objet supérieur du travail historique, et il expliquait la conquête romaine par les révolutions sociales des cités antiques plutôt que par les aventures victorieuses des proconsuls et de leurs légions (1). Dans ses études sur la Révolution Française, Taine négligeait à dessein les dangers militaires qu'elle avait courus, et il analysait l'âme des terroristes sans tenir compte de l'obsession qui portait leurs regards vers la frontière envahie et les armées de la nation, comme s'il eût décrit l'état d'esprit d'une ville assiégée sans dire qu'elle avait l'ennemi à ses portes (2). Je me rappelle une séance du concours pour l'agrégation d'histoire où un can-

[1] Collège de France, Cours d'histoire et d'antiquités nationales ; leçon d'ouverture, 5 décembre 1923.

[1] Voir *La Cité Antique*, p. 432 et suiv. ; à la fin : « Ce fut l'aristocratie qui l'emporta, et Rome acquit l'empire ». De même, *La Gaule Romaine (Institutions politiques*, I), p. 44 et suiv. : « Ce qui rend compte de la conquête de la Gaule, c'est l'état intérieur de la Gaule ».

[2] J'emprunte cette comparaison à Edgar Quinet, *La Révolution*, XI, 2.

didat eut à traiter, de vive voix, des guerres d'Alexandre : trois quarts d'heure lui étaient accordés pour sa leçon. Pendant trois quarts d'heure moins une minute, il parla de l'hellénisme et de son expansion, d'Alexandre et de son caractère, de l'Empire Perse et de sa décadence ; et, dans la minute qui lui restait, il énuméra en une seule phrase le Granique, Issus, la conquête de l'Egypte, Arbèles et l'entrée dans Babylone. Tout cela, c'était des faits militaires : il ne valait pas la peine d'en parler. Et Ernest Lavisse, qui présidait le jury, approuvait de son bon sourire.

— Lavisse, Taine, Fustel de Coulanges, maîtres qui me furent chers entre tous, c'est vous qui m'avez donné le meilleur de moi-même, le culte de l'histoire et le respect du passé. Vous m'avez formé par vos leçons et par votre exemple. Aujourd'hui plus que jamais, je m'incline très bas devant votre souvenir, je m'imprègne avec joie de votre œuvre. Et pourtant, cette fois, il faut que je me sépare de vous, après tant d'années où, vivants ou morts, votre pensée a dirigé mes journées de labeur : vous avez relégué le soldat dans un coin obscur de l'histoire, je veux l'y mettre à sa place, qui est la pleine lumière. —

En travaillant contre l'histoire militaire, nos maîtres, à leur insu, ont travaillé contre l'histoire elle-même. Par peur du soldat du passé, on a fini par condamner le passé. Notre science, après avoir eu ses pacifistes, vient de se heurter à des extrémistes.

Je songe, en m'exprimant ainsi, à des propos entendus dans de récents congrès d'instituteurs. On y a maudit les guerres et l'esprit de conquête, et on a eu raison. Mais aussitôt après on y a maudit l'histoire, parce qu'elle oblige à raconter des guerres et des conquêtes, et qu'on ne peut pas l'enseigner sans nommer Napoléon ou Jules César : éloignons de l'enfant cette discipline troublante, toute pleine de rumeurs de querelles et de visions de meurtres ; qu'il ne regarde pas vers ces choses du passé, qui attristent ou qui corrompent, mais qu'il ouvre son âme pure et confiante vers les droits et les devoirs du jour ou vers les rêves du lendemain. — Voilà ce qu'ont dit quelques-uns de ces directeurs d'écoles qui collaborent à notre tâche d'étude et d'instruction, qui, comme moi, aiment la jeunesse, qui, comme moi, veulent, par leur enseignement, la conduire à plus de vérité, plus de justice, plus de bonté.

A ces instituteurs qui sont mes collègues, à ces illustres disparus qui furent mes maîtres, je voudrais répondre aujourd'hui : à ceux-là, que l'histoire ne parle pas seulement des guerres ; à ceux-ci, qu'il faut qu'elle en parle ; aux uns et aux autres, que je peux raconter des batailles sans manquer à mes devoirs d'homme et à ma conscience d'historien.

Je m'adresse à eux tous sans blâme et sans colère : car ces ennemis de l'histoire-bataille (c'est ainsi qu'on a désigné les récits militaires) ont largement leur excuse dans l'abus qu'on en fit jusqu'au milieu du siècle dernier.

En reconstituant mes souvenirs d'enfance, j'aperçois, sur une table d'écolier, « le jeu de l'histoire de France » : ce sont quelques dizaines de jetons portant chacun le nom d'un roi, et sous ce nom, les titres de trois batailles, Henri IV par exemple, avec Arques, Ivry et Fontaine-Française. Voilà mon premier début, il y a plus d'un demi-siècle, dans le métier d'historien. En ce temps-là, listes de rois et narrations de guerres étaient inséparables dans les manuels d'école : ils présentaient le passé à la manière dont s'étaient présentés Clovis ou Charlemagne, casque en tête et l'épée à la main ; ils ne voyaient la France qu'à travers ses rois et les rois qu'à travers leurs batailles. Notre enseignement, même après trois révolutions populaires, suivait toujours le sillage des annales dynastiques, celles qu'avait inaugurées Grégoire de Tours et que continuaient Mézeray ou Anquetil (1). Malgré Augustin Thierry, malgré Guizot, malgré Michelet, le maître et l'élève réservaient leurs tendresses aux hommes qui se battent et aux chefs qui les commandent. Dans son *Consulat* et son *Empire*, Thiers nous accablait sous le poids de Wagram ou de Napoléon, et, étourdis par l'appel de cent combats, il nous empêchait de voir l'ouvrier à son travail ou le paysan à ses souffrances. L'histoire ressemblait à ces contes de fées qui affligent parfois l'excellent Bouchor (2) : ce n'était que rois ou princes qui se disputent ou, à la rigueur, qui se marient. On y exposait en vingt pages la dernière guerre de Louis XIV, on n'y prononçait même pas le nom de Jean-Baptiste de La Salle, le fondateur des écoles chrétiennes, l'organisateur de l'enseignement primaire (3). On y suivait ville par ville, sur les routes

[1] « Nos provinces, nos villes, tout ce que chacun de nous comprend dans ses affections sous le nom de patrie, devrait nous être représenté à chaque siècle de son existence ; et, au lieu de cela, nous ne rencontrons que les annales domestiques de la famille régnante, des naissances, des mariages, des décès, des intrigues de palais, des guerres qui se ressemblent toutes ». Aug. Thierry, première lettre, dans *Dix Ans*, p. 15 ; écrit en 1827.

[2] Voyez les notes si pittoresques de son édition des *Contes de Fées* (arrangés) chez Colin.

[3] Mort en 1719. Lire et relire ses préceptes : *Les douze Vertus d'un bon maître d'école*.

ensanglantées, les bandes des Armagnacs et des Bourguignons, mais on ne s'arrêtait point devant ces hôpitaux que construisaient les grands bienfaiteurs des cités de France, Jean Rose à Meaux (1), Nicolas Rolin à Beaune (2) ou Vital Carles à Bordeaux (3). On y lisait les exploits des navires qui, sous Louis XVI, prirent part aux batailles d'Amérique ; on y cherchait vainement ceux du médecin Tenon, qui, en ce moment même, sauvait des milliers d'existences humaines (4). De cette histoire qui se complaît dans les œuvres de mort et qui méprise les œuvres de vie, comme vous avez raison de vous détourner, instituteurs mes amis !

Mais nous en faisons une autre, et dans celle-ci, je vous assure, on entend plus souvent le bruit de l'enclume que celui du canon.

L'histoire que nous faisons est celle de la ville ou du village où vous enseignez, de la petite et douce fraternité humaine dont vous élevez les enfants.

Vous (et je pourrai mettre un nom d'ami à chacune de mes apostrophes), vous êtes le chef d'une belle école dans le quartier du Marais à Paris. L'histoire vous dira qu'il y avait là jadis un abominable marécage, stérile, désolé et malsain, et que même le plus ancien nom de la ville de Paris, *Lutetia*, signifiait ce mot de marais ; et puis, que les hommes l'ont attaqué, combattu et dompté, et que sur ce terrain de silence et de mort ils ont fondé le plus bruyant et le plus joyeux des foyers humains. Dites-moi, de cette bataille, de cette conquête qui a créé Paris et qui a bâti votre école sur de solides fondements, ne voulez-vous point parler à vos enfants?

Vous, vous êtes instituteur à Saint-Ouen, et vous vivez, vous et les parents de vos élèves, dans la chaude atmosphère des espérances populaires, et je souhaiterais parfois d'y être avec vous. Mais, en attendant l'ouvrage de demain, regardez un peu celui d'hier. Sur la petite colline où s'adosse votre école, c'était autrefois villa de roi franc (5), donjon de seigneur, château de parvenu, et tout autour, très loin dans la campagne, ce n'était que garennes de chasse réservées aux ébats des riches ou aux braconnages des misérables. Quinze siècles d'efforts qui ressemblent à des batailles ont chassé de Saint-Ouen le roi, le seigneur et le parasite, ont remplacé la garenne par la maison, l'oisiveté par le travail, la servitude par l'égalité. Ces batailles du passé qui préparent celles de l'avenir, qui seront pour vos élèves des raisons de courage et d'espoir, pensez-vous donc qu'ils doivent les ignorer?

Vous enfin, vous dirigez, presque à vous seul, une très humble école dans un humble village de la Limagne d'Auvergne. Les petits paysans qui vous entourent sont tous des fils de la terre, et ils ne grandiront que pour la cultiver, vivre d'elle et mourir sur elle. Ne leur direz-vous pas que cette terre, avec ses blés, ses pommiers et ses vignes, a été l'œuvre des hommes après avoir été celle de Dieu, que leurs aïeux ont dû l'arracher à la forêt, au palus et aux bêtes, la délivrer glèbe par glèbe comme nos soldats viennent de délivrer notre sol tranchée par tranchée ? Leur laisserez-vous ignorer ces grands combats de l'ancêtre contre la nature, qui valent aujourd'hui à leurs pères les joies renouvelées de l'épi qui se dresse, de la grappe qui mûrit, du fruit qui se dore ?

L'histoire, telle que nous la faisons, c'est, mes chers amis, celle de tout ce que vous aimez autour de vous, terres de votre nourriture et maisons de votre demeure. Elle vous dit qui les a tirées du néant, comment elles ont grandi, comment elles se sont transformées, pour devenir le plaisir de vos yeux et le réconfort de votre âme.

Mais l'histoire, celle du moins que nous cherchons à faire pour vous, c'est en outre celle de cette âme, des facultés qui l'agitent, des sentiments qui la soutiennent. Dites, ne désirez-vous point savoir comment s'est façonnée votre âme ? Elle aussi, tout comme la terre, est le produit d'une bataille éternelle, d'une longue victoire à laquelle ont travaillé les cent générations de vos aïeux.

Vous êtes, dirai-je encore aux instituteurs, vous êtes les éducateurs de la jeunesse. Consentirez-vous à oublier comment l'école est devenue une des richesses morales de la France, quelles luttes on a dû livrer pour que chaque enfant eût son livre et son maître, pour qu'il recût ce viatique de l'instruction, aussi précieux que le lait d'une femme ou la religion d'un idéal ? Refuserez-vous d'inscrire en votre mémoire les noms de ceux qui ont dirrigé ces luttes et les ont conduites au triomphe, depuis Jean-Baptiste de La Salle jusqu'à Jules Ferry ? Car, vus dans l'horizon pacificateur de l'histoire, ces deux hommes si différents se ressemblent et se continuent. Votre école, votre enseignement, votre esprit d'éducateur, sont l'ouvrage de l'un et de l'autre, et de bien d'autres avec eux.

---

[1] Jean Rose est mort en 1362. Voyez sur lui la notice de G. Gassies, *Jean Rose, bourgeois de Meaux*, conférence faite à l'Association Philotechnique de Meaux, 21 février 1907.

[2] Première moitié du xve siècle.

[3] En réalité Vital de Carle ; fin du xive siècle.

[4] Un livre d'ensemble sur Tenon nous manque absolument. J'ai l'espoir que M. Campagnac nous le donnera.

[5] J'ai supposé que le centre de la fameuse villa *Clippiacus* était à Saint-Ouen et non à Clichy (tous deux d'ailleurs parties intégrantes de la villa) : vieille hypothèse émise par Nicole Gilles et, depuis lors, très souvent reprise ou combattue.

De cette lignée de maîtres dont vous êtes les héritiers, effacerez-vous les annales ?

Vous êtes les citoyens libres d'une société libre. Demain, vous choisirez, en toute indépendance, les chefs qui gouverneront la France. Pour vous permettre ce geste souverain de votre vote, il a fallu des siècles de souffrances, des milliers de vies humaines torturées ou détruites, bien des révolutions et des guerres civiles, des paroles éloquentes et de prestigieuses énergies. Vous avez tous répété les vers émouvants de Victor Hugo, devenus depuis dix ans le symbole verbal de notre reconnaissance nationale :

Ceux qui pieusement sont morts pour la patrie
Ont droit qu'à leur cercueil la foule vienne et prie.

Le poète célébrait ainsi les victimes des journées de juillet 1830 (1) : si ces « vaillants » et ces « forts » sont morts pour la patrie, ils sont morts aussi pour vous-mêmes, pour votre liberté d'aujourd'hui, pour votre droit électoral de demain. Racontez donc leur histoire, ce qui sera pour vous une manière de prier sur leur tombe.

Vous êtes enfin de braves gens, et, encore que vous ne fassiez point tous profession de christianisme, le christianisme a marqué son empreinte chez vous tous au plus profond de l'âme : car c'est de lui qu'elle a reçu son idéal de justice, d'égalité et de charité. Cet idéal suffit à vos heures présentes, et, pour vous y consacrer plus complètement, vous renoncez à rechercher le passé, à étudier son histoire. Ainsi donc, délibérément, vous supprimez de votre pensée tous ceux qui, depuis vingt siècles, au prix de mille douleurs ou de glorieux martyres, ont inculqué à l'humanité et à vous-mêmes ce culte de la beauté morale. Ni le Christ, ni François d'Assise, ni Vincent de Paul ne vous intéressent ; leurs paroles ont creusé le sillon où vous moissonnez vos idées, et vous n'avez nul souci de connaître ces laboureurs de votre âme.

Je résumerai mon opinion sans ambages, instituteurs mes amis. L'histoire vous rendra à tous les aïeux que vous avez perdus. Pour ne point porter des noms glorieux, pour ne point s'appeler des La Rochefoucauld ou des Levis-Mirepoix, pour n'être que des Jacques Bonhomme, ils n'en ont pas moins été les nobles artisans de grandes choses, votre foyer, votre terre, la liberté de votre corps et la dignité de votre esprit. Et vous vous refusez à savoir leur histoire ! Ils ont été les maîtres de vos maîtres et les pères de vos pères, et vous les oubliez ! Que diriez-vous, mes amis, si les enfants vos élèves, devenus par vos leçons instruits et sages, retranchaient demain de leur souvenir votre nom et les journées de votre école ? Vous crieriez à l'ingratitude, et ce serait très juste. Je vous en prie, ne les imitez point. L'histoire est l'école de la reconnaissance envers les aïeux : faites de l'histoire,

Nous ferons de l'histoire, me répondra-t-on, mais sans Alexandre, sans Jules César, sans Napoléon. Nous ferons une histoire du travail, de l'intelligence et de la bonté, avec Phidias, Victor Hugo ou Vincent de Paul ; nous ne ferons pas une histoire des armes. Parler d'Alexandre, de César ou de Napoléon, ce serait faire l'apologie d'un conquérant, entretenir les plus meurtrières des gloires, encourager ce patriotisme agressif qui, au nom de la Grèce, de Rome ou de la France, a coûté tant de larmes à l'humanité. — Je cite des paroles qui ont été prononcées.

Ces paroles indiquent une méconnaissance absolue de la manière dont aujourd'hui nous faisons de l'histoire. Elles auraient été de mise au siècle passé, lorsqu'on appelait Jules César « l'homme de l'humanité (1) », lorsque Napoléon III écrivait la vie du dictateur pour glorifier sous ce nom de Romain le fondateur de sa propre dynastie ; et elles seraient peut-être encore à leur place de l'autre côté du Rhin, où depuis soixante ans on n'a cessé d'étudier et de célébrer Alexandre, César, Charlemagne et Napoléon lui-même, afin de mieux disposer les ambitions allemandes à l'Empire mondial du roi de Prusse. Mais nous sommes dans une nation qui ne sait plus faire le lit d'un roi ou d'un empereur, nos historiens vivent dans le rayonnement de la liberté politique et de la santé morale, ils savent juger sans flatterie et sans crainte les gloires les plus hautes, les Empires les plus puissants, les victoires les plus fameuses ; et voici ce qu'ils enseignent d'Alexandre, de César, de Charlemagne et de Napoléon.

(A suivre) Camille JULLIAN,
Membre de l'Institut.

(1) *Les Chants du crépuscule*, III, *Hymne* ; date de juillet 1831.

(1) C'est le mot de Michelet dans son *Histoire Romaine*, 1831, mot qu'il regretta plus tard ; voyez la préface de son édition de 1866.

LA RENAISSANCE DE LA CHINE

La distance qui nous sépare de l'Europe, et les particularités de notre langue ont rendu extrêmement difficile la communication de nos idées avec l'Europe. Les récits de voyageurs qui, très souvent, parcourent l'immense Chine en quelques mois; les livres de certains observateurs trop superficiels; les articles de journaux plus ou moins bien informés, ont souvent défiguré la vérité sur la Chine, ce qui fait que ce pays est encore envisagé comme étant mystérieux et incompréhensible. En réalité, pour ceux qui connaissent bien et l'Europe et la Chine, les différences qui existent entre elles ne sont plutôt qu'apparentes; le fonds des deux civilisations est à peu près le même. De plus, si on y regarde de près, on verra que ces deux civilisations ont même passé par des étapes très semblables dans leur évolution respective, quoique, l'une puisse avoir évolué plus vite que l'autre en raison de causes d'ordres divers. C'est ainsi que, grâce à certains courants d'idées nouvelles venus de pays voisins déjà parvenus à un haut degré de civilisation, la Renaissance fleurit en Europe, et cette floraison est depuis longtemps devenue un fait du passé lointain. En Chine, au contraire, la Renaissance commence à peine à se développer aujourd'hui. Les pays voisins, l'Inde exceptée, étant tous encore à un degré peu élevé de civilisation, la Chine fut alors obligé d'évoluer, durant longtemps, dans sa propre sphère, et selon sa propre caractéristique.

Voyons un peu les différentes phases de la civilisation chinoise à travers les temps, et comparons les à celles de la civilisation européenne.

L'origine de la civilisation européenne remonte à l'ancienne Egypte, à l'ancienne Grèce, à l'ancienne Rome. Plus tard, avec la culture hébraïque, s'est formée la philosophie scolastique du Moyen-Age. Plus tard, encore, l'introduction de la culture arabe et le retour à la culture gréco-latine ont fait naître les éclats de la Renaissance. Depuis lors, les sciences et les arts se sont développés sans cesse jusqu'à former le stade de la civilisation moderne.

La civilisation chinoise remonte à des temps non moins immémoriaux.

Du 27e siècle au 2e siècle avant J.-C. la Chine avait connu déjà l'agriculture, l'industrie, le commerce, les institutions politiques et administratives, telles que la féodalité, l'élection du chef de l'Etat, la promulgation des lois, l'instruction publique, etc. En ce qui concerne les sciences, on connaissait l'astronomie, la médecine, et dans le domaine des beaux-arts, nous avions la musique, la sculpture, la peinture. Et la Chine de cette époque ressembie à l'ancienne Egypte.

Du 12e siècle au 3e siècle avant J.-C., c'est la période classique de la civilisation chinoise. Non seulement, les institutions politiques et administratives sont complètes; mais tout ce qui concerne la vie quotidienne, depuis la façon de manger, de boire, de s'habiller, jusqu'à la façon de soigner les malades, d'enterrer les morts, est réglé de façon précise et détaillée. (Ces institutions et ces rites sont exposés dans le livre antique « Tchéou-Li[1] » dont il existe une traduction française). La géologie, la chimie étaient déjà découvertes. L'exploitation des mines, la métallurgie, l'orfèvrerie, la teinturerie, la poterie, l'industrie textile faisaient l'objet d'études spéciales. L'enseignement était organisé depuis l'école primaire jusqu'à l'école supérieure. L'hygiène était enseignée selon une pratique judicieuse et appropriée. Le rythme dans la musique, la répartition des couleurs dans la peinture, le choix des formes et de la matière pour les tissus étaient conformes déjà aux règles des beaux-arts modernes. Si nous nous plaçons maintenant dans le domaine des idées, nous trouvons d'abord Kitseu (2), philosophe qui considérait l'eau, le feu, le bois, le métal et la terre comme les cinq grandes forces de la nature et qui, par là, a des traits de ressemblance avec le philosophe Empédocle. Par ailleurs Confucius base spécialement son enseignement sur la morale et emploie le dialogue comme méthode pédagogique, ainsi que le fait Socrate. Laotseu et Tchiangseu, tous deux déduisent de la métaphysique les règles de la vie ordinaire, comme Platon. Maetseu enseigne aux hommes les mathématiques, la physique, la logique, la politique et la morale, à la façon d'un Aristote. Cette période est riche encore de beaucoup d'autres grands penseurs (philosophes ou jurisconsultes) qui soutiennent la comparaison avec les philosophes ou jurisconsultes de l'époque Gréco-Romaine, époque contemporaine de la leur. Ainsi donc, la Chine de cette époque peut être mise sur le pied d'égalité avec l'ancienne Grèce et l'ancienne Rome.

Au 1er siècle chrétien, le bouddhisme hindou s'introduit en Chine. Cette doctrine hindoue a de nombreux traits communs avec la métaphysique de Laotse et de Tchangtseu, avec en plus cet avantage de dépasser celle-ci de beaucoup par sa profondeur qui lui assure très vite un nombre considérable d'adeptes. Durant cette période, les livres boudhis-

(1) V. Tcheou-Li-Tchou-Sou (Bibliothèque Nationale, catalogue courant, 2504-06).

(2) Chang-Chou, XXXII.-V. Chang-Chou-Tchou-Sou, B-N, C-C, 2498-99.

tes traduits de l'hindou ou écrits par les philosophes bouddhistes chinois formaient toute une littérature. Plusieurs nouvelles écoles, issues de cette doctrine, se fondaient en Chine, et toute cette période de l'histoire de la civilisation chinoise présente peut-être plus d'intérêt que la période néo-platonicienne en Europe.

Du 11e au 17e siècles, les partisans de l'Ecole Confucéenne développent les doctrines chinoises au moyen des idées de la philosophie hindoue. Leur conduite grave, sévère, rigoureuse même, est parente du stoïcisme. Par leurs pensées profondes, ils s'allient aux philosophes scolastiques et cette nouvelle période de la civilisation chinoise est à placer aux côtés de la période moyennageuse en Europe, dans l'histoire des civilisations humaines.

A partir du 18e siècle, de nombreux savants se livrent à des études sur l'origine des langues, sur l'histoire, sur l'archéologie. Leurs méthodes sont identiques à celles employées par les savants européens. Cette période constitue le commencement de la Renaissance en Chine ; mais à cette époque, on ne connaissait pas encore les sciences naturelles, leur domaine d'études reste encore un peu trop restreint.

C'est seulement depuis ces derniers trente ans que les Chinois cultivés, soit en Chine, soit en Europe, soit en Amérique, ont introduit en Chine la vraie culture européenne. Dès lors, de profonds changements se sont produits dans les idées comme il s'en était produit déjà à l'époque de l'introduction en Chine de la philosophie hindoue. Cela ressemble à ce qui s'est passé en Europe à la suite de l'introduction de la culture arabe. Nous nous trouvons là en face du premier pas de la Renaissance au pays de Chine.

A l'heure actuelle les intellectuels chinois, les commerçants, les industriels, tous en un mot, s'efforcent d'introduire en Chine les idées occidentales ,et de réviser, et d'approfondir avec les méthodes modernes les anciennes doctrines et les arts chinois selon un mode conforme aux besoins du temps présent.

Le nombre des écoles créées soit par l'Etat, les provinces, les départements ou les particuliers, s'accroît de jour en jour, ainsi que le nombre de leurs élèves. L'instruction des filles, jusqu'ici négligée, a pris des développements remarquables ; on trouve actuellement des jeunes filles dans toutes les Universités et aussi dans certaines écoles techniques. Outre ces écoles modernes, un certain nombre de vieilles écoles continuent encore à répandre l'instruction primaire dans les campagnes. De plus, chaque année, des milliers de jeunes gens et de jeunes filles sont envoyés, soit en Europe, soit en Amérique, pour y étudier sur place les sciences et les arts. Ces éléments intellectuels consacreront tous leurs efforts à l'œuvre de la Renaissance.

Les progrès qui jusqu'ici ont été accomplis dans tous les domaines ne sont pas négligeables. Certes ils paraissent encore minimes par rapport à la superficie et la population du pays. Mais c'est précisément à cause de cette vaste superficie et de cette nombreuse population que les progrès ne peuvent s'accomplir que lentement. Qu'on nous permette ici la comparaison suivante : Si on met dans un petit verre d'eau un peu de sucre, on trouve que l'eau est vite sucrée. Mais si la quantité d'eau est plus grande, pour que l'eau soit autant sucrée, il faut y ajouter du sucre, mais aussi attendre que l'eau ait eu le temps de le dissoudre.

Dans ces dernières années, la situation générale en Chine a été troublée. Mais ce n'est que la conséquence normale de la Révolution de 1911, révolution qui avait pour but de transformer le pays de fond en comble. Après ces troubles passagers, l'ordre ne tardera pas à régner sur le pays dans un prochain avenir. D'ailleurs, malgré ces perturbations politiques, la marche du progrès n'a point été entravée. Le nombre des usines, des banques nouvellement fondées, et le chiffre de notre commerce extérieur nous en donnent des preuves frappantes.

A mon avis personnel, nous pouvons espérer qu'après 40 ans encore de travail, les progrès que l'Europe avaient accomplis du 16e au 19e siècles, se trouveront réalisés en Chine. Alors, la civilisation chinoise marchera de pair avec la civilisation européenne et rendra au monde les services qu'on est en droit d'attendre d'elle.

Mais quand on parle ainsi sur le ton optimiste de l'avenir de la Chine, certaines personnes pourront penser peut-être au mot célèbre que l'ex-kaiser Guillaume II s'était fait gloire de proclamer. Nous voulons dire « Le péril jaune ». On s'imagine que la Chine, une fois redevenue puissante, entraînerait toute la race jaune pour envahir l'Europe — comme l'avaient fait les Mongols — et mettrait ainsi en péril la race blanche. C'est une fable, un article « made in Germania » pour empoisonner le monde. Si nous ne pouvons pas garantir le pacifisme de toute la Race Jaune — car les Chinois ne sont pas les seuls de cette race — nous pouvons du moins nous porter garants de notre propre pacifisme.

Je vais faire entrevoir quelques idées fondamentales qu'on trouve en Chine durant toute sa longue histoire de cinq mille ans. On verra que la civilisation chinoise peut très bien s'harmoniser avec la civilisation européenne et que dans un avenir prochain, Chinois et Européens sont appelés à être liés par de solides liens d'amitiés.

En voici quelques-unes :

1. *La Démocratie.* — D'après Mentse, un des plus brillants philosophes du 4e siècle avant J.-C., en Chine, au 24e siècle avant J.-C. les successeurs au trône, après avoir été présentés par le souverain titulaire, devaient être reconnus par le peuple (1). D'après Kitseu, philosophe du 12e siècle avant J.-C., les souverains antiques, pour trancher les questions importantes, devaient demander non seulement les conseils de leurs ministres, mais aussi l'avis du peuple (2). Au 12e siècle avant J.-C. une sorte de referendum était déjà organisé et les Empereurs de ces temps disaient solennellement : « le ciel regarde par les yeux de nos sujets et écoute par leurs oreilles (3) ». Cela voulait dire que tout devait être fait conformément à la volonté du peuple. Le philosophe Mentseu a dit aussi « le peuple est plus important que le souverain (4) » et que « quand le souverain veut confier un poste à une personne, il est nécessaire que cette personne soit préalablement reconnue sage par le peuple ; que, quand il veut châtier une personne, il faut qu'elle soit reconnue coupable par le peuple » (5). Dans la suite, les souverains et les fonctionnaires publics étaient toujours jugés suivant le degré d'amitié qu'ils inspiraient au peuple.

La noblesse, qui ressemblait au patriciat romain et qui avait entre ses mains les pouvoirs politiques, était dès le 6e siècle avant J.-C. l'objet des attaques de Confucius et de Maetseu. Au 4e siècle avant J.-C. elle n'existe plus beaucoup et au 3e siècle avant J.-C. elle disparaît complètement.

Depuis cette époque, tous les hommes d'Etat, tous les fonctionnaires publics furent, soit élus par peuple, soit choisis par le gouvernement dans les concours. Ce fut grâce à ces traditions démocratiques que la révolution républicaine de 1911 a pu si facilement renverser l'Empire pour fonder la République.

2. *L'Internationalisme.* — Les souverains du 24e siècle avant J.-C. étaient tous considérés par les historiens comme « pacificateurs des nations » (6). Confucius a divisé l'évolution politique en 3 phases : dans la 1re période, seuls les citoyens du pays sont considérés comme membres d'une même famille, les citoyens des autres pays sont des étrangers. Dans la 2e période, tous les citoyens des pays civilisés sont membres d'une même famille. Seuls les sauvages sont étrangers. Enfin, dans la 3e période, où les sauvages ont été civilisés, tout le monde est sage, le monde entier est devenu une famille. C'est ce que Confucius appelait l'époque de la grande paix, l'âge d'or (1). Tsangtseu, un des plus brillants disciples de Confucius, a développé les idées de son maître dans son ouvrage « La grande Etude » (Tachio) (2) Après y avoir exposé les règles du gouvernement, il a indiqué celles qui doivent présider à la pacification du monde (3). A travers l'histoire de la Chine, on ne rencontre aucun penseur chinois prêchant un étroit chauvinisme.

3. *Le Pacifisme et l'Anti-militarisme.* — Etant donné l'absence des idées patriotiques étroites, nos philosophes anciens furent tous ennemis des actes agressifs, des politiques de conquête, autrement dit de l'impérialisme. Ils étaient unanimes à préconiser la politique civilisatrice consistant à civiliser les autres peuples par la seule morale. Les historiens nous ont rapporté une petite histoire intéressante à ce sujet : Au 23e siècle avant J.-C. sous la dynastie Yu, le pays Yomiao, un pays sauvage, se refuse à venir présenter ses hommages à l'Empereur ; des soldats sont envoyés pour le combattre ; il ne se soumet point. L'Empereur Yu rappelle ses soldats et commence à perfectionner ses institutions. Peu de temps après, disent les historiens, le pays Yomiao apporta lui même sa soumission (4).

Le philosophe Confucius a dit également : « Si les peuples des pays lointains ne veulent pas se soumettre, développez votre civilisation, perfectionnez vos institutions pour les attirer à vous » (5). Et Maetseu, philosophe de l'époque de Confucius, enseignait que s'il est bon d'organiser une force armée pour se défendre, il est néfaste de pratiquer une politique impérialiste et comparait les pays qui la préco-préconisent à de vulgaires brigands (6). Au 7e siècle avant J.-C. toute une école philosophique s'était fondée pour propager la doctrine dite : « Anti-agressive » (7). Mentseu disait que « quiconque se vante d'être habile à faire la guerre est un criminel (8) et que ceux qui font le mieux la guerre doivent être condamnés à la peine suprême » (9).

(1) Meng-Tseu, (V. a.—V.) Tchhong-Khan-Song-Pen Meng-Tseu-Tchou-Sou B-N C-C, 2576-78.

(2) *Idem*

(3) Chang-Chou, XXVIII.

(4) Meng-Tseu, VII b.

(5) Meng-Tseu, I. b.

(6) Chang-Chou, I.

(1) Tchhoen-Tchieou-Kong-Yan-Tchoou-Tchou-Sou, I. B-N C-C, 2518.

(2) Ta-Chio, -V Li-Ki-Tchou-Sou, Section 42, B-N C-C, 2513.

(3) *Idem*

(4) Chang-Chou III.

(5) Loen-Yu XVI. V Loen-Yu-Tchou-Sou-Kioi-King B-N C-C, 2521.

(6) Maetseu, XVII, XVIII, XIX, L, LII, LXXI.

(7) Meng-Tseu, VII b.

(8) Tchoang-Tseu, XXXIII.-V Tchoang-Tseu-Phing-Tchou B-N C-C 3480.

(9) Meng-Tseu IV a.

Ces idées pacifistes et anti-militaristes n'ont jamais perdu leur cours. Dans la suite, les écrivains et les poètes ont toujours dépeint les horreurs de la guerre et chanté les bienfaits de la paix.

Aujourd'hui, à cause des menées impérialistes de nos voisins, nous sommes naturellement amenés à encourager la culture physique, les sports de toutes sortes pour que tous aient la capacité d'être soldats le cas échéant. Mais c'est seulement une mesure de défense. Jamais l'idée d'attaquer un pays quelconque ne germera dans notre esprit.

4. *Le Communisme pacifique et la solidarité.* — L'antagonisme entre le capital et le travail a soulevé un des plus importants problèmes de notre époque. La Révolution russe a causé une véritable terreur dans le monde entier. Certains pensent que la Chine va suivre l'exemple bolchevik. Je m'empresse de leur dire que la terreur soit rouge, soit blanche, soit de toute autre couleur, n'aura guère de chance de plaire aux Chinois. Il a déjà existé en Chine un communisme bien plus agréable. D'après ce que disait le philosophe Mengtseu et après lui les historiens du 2e siècle avant J.-C. en Chine, du 23e siècle au 4e siècle, la propriété privée foncière n'existait pas. Le régime appliqué était une sorte de communisme. Les terres appartenaient à l'Etat. Elles étaient divisées en morceaux de 900 « mous » chacun, soit 55.296 hectares. Chaque morceau se subdivisait en 9 petits morceaux. Le morceau qui se trouvait au milieu restait à l'Etat, les 8 autres étaient distribués à 8 familles. Chacune de ces familles cultivait sa terre, et toutes se réunissaient ensemble pour travailler le morceau appartenant à l'Etat (1). Chaque citoyen ayant atteint l'âge de 20 ans recevait des terres qu'il devait rendre à l'Etat à l'âge de 60 ans. Les personnes de moins de 20 ans ou de plus de 60 ans étaient nourries par l'Etat (2). Aux 1er, 5e et 11e siècles après J. -C. on essaya à plusieurs reprises de remettre en pratique ce système. On ne put y réussir. Mais cela prouve que l'idée n'était pas tout à fait morte. Bien au contraire, jusqu'au 19e siècle ce système trouve encore beaucoup de partisans parmi les lettrés.

Les souverains agricoles de l'antiquité nous disent que : « Si un homme ne laboure pas, il y en a un qui souffre de la faim, si une femme ne tisse pas, il y en a une qui souffre du froid »(3). Ce qui veut dire que tous et toutes doivent travailler. Au 4e siècle avant J.-C. un penseur curieux, bien original — on dirait un travailliste — Sui-Hsein enseigne que le souverain lui-même doit travailler la terre tout comme ses sujets pour éviter d'être toujours nourri par le le peuple (1). Confucius a dit « : On ne doit pas avoir peur que les sujets ne soient pas nombreux, mais bien qu'ils n'aient pas reçu de parts égales dans la répartition des richesses ; on ne doit pas avoir peur que les sujets soient pauvres, mais qu'ils ne soient pas calmes (à cause d'une répartition inégale) » (2). Il a dit aussi « On n'aime pas que la richesse soit laissée dans la terre, mais il n'est pas nécessaire qu'elle appartienne à soi. On n'aime pas que la force ne soit pas sortie de son corps, mais il n'est pas nécessaire qu'elle soit pour soi » (3). Enfin, la politique préconisée est toujours celle qui dit que, parmi les sujets, il ne faut pas que les uns soient trop riches et les autres trop pauvres. En matière de succession, le droit d'aînesse n'existe pas, la fortune des parents est toujours répartie entre les enfants à parts égales, et c'est ainsi qu'une grosse fortune se trouve toujours morcelée après quelques générations. D'après la tradition, les riches avaient l'obligation morale de s'occuper de tous leurs parents et amis, de leur trouver quelque moyens de gagner leur vie et d'entreprendre certaines œuvres de charité telles que : constituer des domaines dont les revenus devaient servir à entretenir les vieillards et les pauvres ; fonder des écoles gratuites, des hôpitaux, des orphelinats ; et parfois aussi faire construire des ponts, paver les routes, établir des abris pour les voyageurs.

La plupart des riches vivent généralement presque aussi simplement que les pauvres. C'est pourquoi entre les riches et les pauvres il n'existe guère de sentiments hostiles.

Depuis ces dernières dizaines d'années, les grandes sociétés de capitaux à organisation moderne se sont introduites en Chine, mais l'antagonisme du capital et du travail ne se fait pas encore sentir. Car, d'une part on a introduit en même temps les mesures protectrices qui ont été appliquées en Europe et en Amérique en faveur des travailleurs, et d'autre part, les actions de ces grandes sociétés sont presque toutes entre les mains d'un grand nombre de personnes. La concentration des capitaux entre les mains de quelques gros magnats n'est pas à redouter. Si donc l'avenir est au communisme et s'il est appliqué dans les différents pays du monde, la Chine saura y arriver pacifiquement sans avoir besoin de recourir à la lutte sans merci des classes si chère à Karl Marx.

5. — *La liberté de conscience et de culte.* — Le

(1) Meng-Tseu, III a.
(2) Han-Chou, XXIV. V Tchien-Han-Chou, B-C N-C, 31-34.
(3) Lu-Sseu-Tchhoen-Tchieou. Han-Chou, XXIV,

(1) Meng-Tseu, III a.
(2) Loen-Yu, XVI.
(3) Li-Yun, -V Li-Ki-Tchou-Sou, Section 7, B-N G-C 2511.

philosophe grec Aristote avait déjà parlé du principe de « juste-milieu ». Mais ce principe ne trouva pas beaucoup d'apôtres en Europe, peut-être parce qu'il ne convenait pas au caractère européen qui tend plutôt vers l'extrême.

En Chine, dès le 24e siècle avant J.-C. les souverains sages avaient presque tous adopté ce principe comme règle fondamentale de leur conduite (1). Ce principe a été particulièrement développé par Confucius (6e siècle avant J.-C.), et son petit-fils a exposé cette doctrine dans son ouvrage Tsongyong — « Juste-milieu » (2). — Juste milieu veut dire : ni trop ni trop peu. Arrivé à ce point, tout caractère opposé s'harmonise. Ceci explique qu'en Chine il n'y eut jamais de guerres de religion tandis que l'Europe a vu son sang couler à cause d'elles.

Depuis l'antiquité, il existe en Chine une religion : le culte des ancêtres. Eclairci et perfectionné par l'Ecole confucéenne, il est devenu un culte tout à fait positif, sans aucune idée superstitieuse. Il repose tout entier sur le respect pour la mémoire des ancêtres. Par son caractère positif, il ressemble beaucoup à la religion humaniste d'Auguste Comte, l'illustre philosophe français du siècle précédent.

A côté de ce culte des ancêtres, religion confucéenne, les idées polythéistes de l'ancien temps avaient formé une autre religion, le taoïsme. Mais, entre cette dernière quelque peu superstitieuse et le confucianisme, il n'y eut jamais de grands conflits. Il en fut ainsi également, lorsque la religion boudhiste s'introduisit en Chine. Loin de provoquer des conflits, elle fut passionnément étudiée, et on chercha les points communs entre elle et les autres. Bref, au lieu d'exagérer les divergences de ces doctrines, les penseurs chinois cherchèrent toujours à en dégager les idées communes pour les harmoniser, tant ils aimaient l'harmonie ; le mahométanisme, les religions issues du christianisme reçurent le même accueil. Beaucoup d'ouvrages ont été écrits sur les points communs du christianisme et du confucianisme. Certes, on rencontre parfois des querelles doctrinales chez les représentants officiels de ces diverses religions, mais chez le peuple, la différence des croyances n'a guère causé de conflits. On voit donc qu'avant qu'elle fut inscrite dans les Constitutions politiques, en Europe, la liberté de conscience et de culte était déjà pleinement réalisée en Chine.

Mais en Europe on pense trop souvent que les Chinois sont hostiles aux Européens, et particulièrement aux religions européennes. On cite parfois comme exemple l'affaire des Boxers de 1900. C'est là un grand malentendu dont les causes doivent être exposées brièvement. On se rappelle que quelques années avant l'émeute, l'Allemagne avait brutalement occupé le port de Tsing-Tao, en Chine (province du Chang-Tong), à la suite de l'assassinat de deux missionnaires allemands. Cette occupation fut de beaucoup plus brutale que l'occupation italienne récente de Corfou qui a provoqué les protestations du monde entier tandis que pas un mot ne fut prononcé de la part des puissances étrangères au sujet de Tsing-Tao — tant la justice est capricieuse ! — Loin de là, ces puissances étrangères imitèrent même l'exemple allemand et en quelques années les principaux ports de la Chine se trouvaient tous occupés par les pays d'Europe.

Par ailleurs les étrangers en Chine ont oublié trop souvent qu'ils étaient nos hôtes. Leur attitude envers les Chinois sur le sol chinois a été peu louable, pour ne pas dire blâmable. Cette attitude, il faut le dire, a été blâmée par certains étrangers raisonnables.

Et quant aux missionnaires, si beaucoup d'entre eux étaient de bons prêtres, d'autres sortaient trop souvent de leur rôle. Au lieu de répandre la fraternité entre les hommes comme le commandait la religion, il arriva trop souvent qu'ils creusèrent, sans le vouloir peut-être, un fossé infranchissable entre leurs fidèles d'une part et les non convertis de l'autre. Ceci est particulièrement net en Chine. Il arriva aussi que ces missionnaires, trop sûrs de l'appui de leur gouvernement, entravèrent parfois le fonctionnement de nos services publics, particulièrement celui de la justice. — On raconte ainsi que certains de leurs fidèles ayant commis crimes ou délits, étant condamnés par les mandarins, ces missionnaires intervenaient souvent sans scrupules pour empêcher l'exécution ou pour exiger l'acquittement. Par la suite, les criminels trouvèrent trop souvent dans les églises ou les temples des religions européennes un abri sûr contre la poursuite de la justice. Tout ceci ne saurait être toléré, pas plus en Chine qu'ailleurs.

Il y a quelques mois, un certain nombre de bandits ont attaqué un train à Lintekeng (province de Changtong) et ont emmené un certain nombre de voyageurs pour demander des rançons. Parmi ces voyageurs se trouvaient des Européens et Américains, et tout de suite des journaux occidentaux se sont mis à parler de la xénophobie chinoise. Dans un discours prononcé dernièrement devant les représentants de la presse parisienne, un de mes compatriotes a longuement expliqué cette affaire. Voici quelques passages extraits de son discours :

(1) Loen-Yu, XXIV.

(2) V. Li-Ki-Tchou-Sou, Section 31, B-N C-C 2513.

« ...Depuis les événements Boxers de 1900, c'est-à-dire depuis 22 ans, aucun étranger n'a été molesté en Chine. Au contraire toutes les garanties lui sont assurées, lorsqu'il circule ou séjourne chez nous. Lors des quatre grandes luttes de notre révolution, aucun étranger n'a souffert en quoi que ce soit. Les plus grandes précautions avaient été prises pour leur protection.

« Voilà que subitement il y a quelques semaines un acte curieux de banditisme éclate au moment où on s'y attendait le moins. Etrange ! Mais si nous considérons de près ces événements, à quel moment ils se sont produits, comment ils se sont passés, une certaine lumière jaillit.

« Après la conférence de Washington, des traités ont garanti l'intégrité chinoise et assuré le régime de la Porte Ouverte ; des commissions internationales enquêtent sur les possibilités de retrait des concessions et sur les moyens d'abolir le régime des capitulations ; le Japon est enfin obligé de négocier le retour du port Tsing-Tao à la Chine. Tout semble aller parfaitement au point de vue des relations extérieures et la paix assurée en Extrême-Orient. Mais des nouvelles surgissent. Le Japon après les négociations de Tsing-Tao, ne restitue pas à la Chine Port-Arthur et Dalny à la date du 26 mars de cette année, malgré les conventions et traités de mars 1898 et de septembre 1905. Il se base sur les traités de 1915 par lui imposés à la Chine, à la suite des fameuses 21 demandes et sous menace de guerre... Le gouvernement et le peuple chinois n'ont jamais cessé de protester contre ces traités à la Conférence de la paix de Paris en 1919, à la Conférence de Washington de 1921, etc... D'autre part dans cette dernière conférence, il ne fut aucunement tenu compte de ces traités, attendu que les diverses conventions signées à cette occasion, même par le Japon, vont à l'encontre des stipulations desdits traités. Ces traités sont non valables pour nous, il y manque en outre la ratification régulière constitutionnelle du Parlement chinois. Le gouvernement de Pékin vient de nouveau de tenter de causer amicalement avec le gouvernement du Japon qui refuse toute négociation à ce sujet. D'où boycottage des produits japonais par le peuple chinois qui n'a pas d'autres moyens à sa disposition pour résister contre la force. C'est exactement le moment où se produit l'incident de Lintcheng.

« Un millier de bandits dans le Changtong (province où se trouve le port Tsing-Tao que le Japon vient de restituer) anciens soldats des Toukuing qui, certes, n'auraient jamais songé ni surtout osé s'attaquer à des Européens s'ils n'avaient été encouragés, grassement payés et garantis qu'il ne leur arriverait personnellement rien de bien fâcheux dans cette aventure.

« Nous savons de plus qu'ils recevaient des armes et des vivres de Tsing-Tao. Deux trains rapides déraillent sans trop de mal d'ailleurs, puisque personne n'est blessé. Une trentaine d'étrangers (et avec eux grand nombre de Chinois) sont emmenés avec beaucoup de soins comme otages, et rançon est demandée au gouvernement chinois. Le but est donc atteint : créer des incidents sino-européens d'une part et donner ainsi l'exemple à suivre dans ce néo-banditisme pour les anciens soldats pillards licenciés des Tou-Kuings vaincus. La Chine mise ainsi en mauvaise posture, il faut sans perdre de temps lui imposer en commun, puisqu'on ne peut le faire seul pour le moment du moins, un contrôle politique sous une étiquette bénigne bien entendu : gendarmerie internationale. Nous savons tous ce que cela veut dire !... »

Les explications citées sont claires et nettes. Je n'ai plus rien à y ajouter.

Occupations territoriales exercées par des pays étrangers, conduite trop audacieuse de certains missionnaires, attitude peu louable des individus étrangers, voilà les diverses causes qui ont directement ou indirectement provoqué l'émeute des Boxers.

Justement à ce moment quelques princes mandchous se trouvaient à la Cour de Pékin, qui voulaient se venger de leurs défaites diplomatiques ou militaires et des injustices qu'on avait commises envers la Chine. L'émeute des Boxers leur fournit une occasion.

On voit donc que la responsabilité incombe en même temps aussi bien aux pays étrangers qu'à la Chine. Il est dès lors injuste de la rejeter toute entière sur la Chine.

De plus, disons que l'émeute des Boxers se trouvait limitée à une petite partie du Nord de la Chine (province de Tchili et une partie de la province de Changhaï). Le reste de la Chine, notamment la vallée du Fleuve-Bleu, et le sud désapprouva. Ici les étrangers furent spécialement protégés. On voit donc que ce ne fut point un mouvement national.

D'après les idées fondamentales du peuple chinois que je viens d'exposer, je peux donc conclure que, lorsque l'œuvre de la Renaissance sera accomplie en Chine et que la Chine aura recouvré son ancienne puissance, loin d'être un danger pour l'Europe, la Chine sera une aide et participera de toutes ses forces aux œuvres internationales pour le plus grand bien de l'humanité.

Y.-P. TSAI.
Ancien Ministre de l'Instruction publique en Chine, Recteur de l'Université de Pékin.

FIGURES UNIVERSITAIRES

ALFRED CROISET

Alfred Croiset fut un grand, un très grand universitaire. Il fut aussi un grand helléniste, tout le monde le sait ; le premier probablement — avec son frère, M. Maurice Croiset — de notre temps. Mais il fut autre chose encore, et c'est cet « autre chose » que je voudrais dire en quelques mots.

* * *

Il fut avant tout un patricien.

Il l'était non point précisément avec inconscience, mais avec une insouciance hautaine, souriante, demi orgueilleuse et demi ingénue...

Physiquement, il descendait en droite ligne de ces grands parlementaires et de ces grands seigneurs du XVIe siècle français, dont le crayon de Dumonstier a popularisé le visage effilé, le large front, les traits fins et réguliers, le sourire distrait ou distant. Type essentiellement français, où il semble qu'un héritage plus nettement intellectuel, un souci plus délicat d'élégance aient affiné, — spiritualisé la médaille un peu dure de l'ancêtre latin. Type latin aussi, cependant, d'une latinité agrandie par la conquête de la Méditerranée, assouplie par la réaction de civilisations différentes, élargie par la divination d'un monde plus ample et d'une humanité plus diverse...

La physionomie d'Alfred Croiset était bien à lui. Elle était la traduction précise d'un tempérament sain, d'une conscience nette, d'un esprit philosophique, d'une curiosité à peu près universelle. Elle savait être grave, et exprimer au besoin le blâme ou le dédain Mais que le sourire avait vite fait de reparaître et d'éclairer ce regard, où il semblait qu'une force intime se dérobât sous un voile d'indulgence et d'enjouement...

L'indulgence était infinie. Indulgence de patricien, faite de hauteur naturelle autant que de bonté, — pétrie d'une culture immense et d'un scepticisme amusé, — nonchalante, volontaire parfois et, au besoin, passive... L'enjouement était un « état, » que le moindre prétexte transformait en gaieté. Alfred Croiset était merveilleusement gai, d'une gaieté jeune, contagieuse, prompte au rire et au fou rire. Ce personnage considérable, chargé d'honneurs, qu'il n'avait ni prévus ni cherchés, apportait, dans l'intimité, la plus délicate mais aussi la plus franche joie de vivre, de savoir, d'écouter et de causer. Il avait la plaisanterie naturelle et fine, la réplique intarissable, le mot vif, imprévu, révélateur. Ecrivain et lettré impeccable, sensible à tous les raffinements de la forme, épris de nuances justes et, selon son expression favorite, de « fine précision », il s'amusait aux surprises de l'argot et au jeu toujours neuf de ces précisions moins fines, plus apparentes, que donne à la pensée le renouvellement perpétuel de l'expression...

* * *

Sur toutes choses il fut un patricien de l'esprit. Quelle que fût la perfection de l'œuvre achevée, livre, discours, leçon, il la domina toujours d'un jugement plus large et d'une philosophie plus haute. Renan a écrit : « Le public a eu tout de moi », et de ce don magnifique l'intelligence française lui sera éternellement reconnaissante. Mais le meilleur, le plus grand d'Alfred Croiset est resté concentré dans un très petit cercle d'amis. Ceux, très rares, qui ont reçu sa confidence, regretteront à jamais les années de loisir qu'une santé si longtemps inaltérée lui permettait d'espérer après l'heure de la retraite, et les deux grands livres — *Histoire de la morale grecque* et *Cinquante ans de souvenirs* — où ses idées se seraient exprimées sans réticence et sans timidité.

Il avait immensément travaillé, continûment, sans fatigue, avec élégance et, si j'ose risquer cette contradiction, avec nonchalance. Son œuvre historique et critique, du *Pindare* à l'admirable *Histoire de la littérature grecque* (en collaboration avec M. Maurice Croiset) et à l'édition du *Protagoras*, dont il corrigeait les épreuves quelques jours avant sa mort, a été étudiée, louée en perfection par les plus éminents spécialistes de la France et de l'étranger. Peut-être n'a-t-on pas suffisamment dégagé l'esprit philosophique qui inspirait la conception générale dans cette œuvre d'érudition. Lui-même, abandonnant la réalisation à la critique des techniciens, réservant à la confidence intime le fond et la vie de l'idée, dédaignait d'associer le public à la méditation d'ordre général qui enveloppait et débordait le travail réservé à la publication. Il a fallu bien des événements et des nouveautés, les accidents de la politique nationale, les années orageuses de son décanat, un milieu neuf et vivant, et le développement naturel d'une personnalité dont la maturité s'imprégnait d'irréductible jeunesse pour le décider à franchir une triple muraille de livres, et à ouvrir la fenêtre de son cabinet sur la place publique et sur le monde.

Il avait l'esprit trop curieux, la sensibilité trop

vive, le patriotisme trop ardent pour ne pas rester ravi de ce premier contact avec la France en action. Ses fonctions de doyen le mettaient en rapport, d'emblée, avec les pouvoirs publics. Peu de mois s'écoulèrent sans qu'elles le missent en relations, parfois un peu vives, avec des réalités imprévues. Il traversa des années d'émeute, qu'il domina d'un stoïcisme souriant. Il fut le collaborateur et l'animateur de toute la grande réforme qui rénova l'Université de fond en comble, dans les dernières années du XIXe et les premières années du XXe siècle. Et il plongea aussi dans ces fonds populaires où l'âme éternelle et diverse de la France cherchait un moule neuf à son évolution millénaire. Il fit, comme d'autres, des conférences aux Universités populaires, mais il ne se borna point à y passer, ayant recueilli pour sa collection de succès des applaudissements différents. Il s'arrêta, s'émut, et enchanta...

Les Universités populaires ont vécu. Alfred Croiset en garda la mémoire profonde, et, peut-être, le goût de se révéler davantage. Le temps marchait, s'acheminait vers la guerre. Comme les Universités, les émeutes scolaires n'étaient qu'un souvenir. Mais l'habitude était prise d'élargir le geste, et de sortir des bibliothèques dans la vie. Le doyen de la Faculté des Lettres avait refusé sans hésiter une candidature à l'Académie française, qui aurait pu soulever quelque discussion à l'Académie ou dans le monde des Ecoles. Il aurait accepté une candidature au Sénat, si elle lui eût été offerte avec plus de certitude et de netteté. Prêt à subir toutes les responsabilités, il n'eût jamais été capable de solliciter un mandat. Il devait être, si les circonstances s'y fussent prêtées — et, par l'élargissement de son expérience, par l'ardeur d'un patriotisme qui s'éclairait aux sources d'histoire et de raison il fut, idéalement et réellement, un patricien de la démocratie.

* * *

Et il fut, avant tout peut-être, un patricien de l'Université.

Entré premier de sa promotion à l'Ecole normale supérieure, reçu premier à l'agrégation des lettres, il avait trente ans seulement quand il fut appelé à la Sorbonne.

Il y enseigna sans interruption, n'ayant jamais pris de congé, durant quarante ans.

Ce que fut cet enseignement, il n'est pas un de ses élèves qui n'ait tenu à le dire après sa mort. « Alors que notre haut enseignement, dans son « ensemble, étouffait sous le fatras de l'érudition « germanique, qu'on entendait parler de labora- « toires phonétiques, de gloses coupées en quatre « ou en huit, de thèses consacrées à l'étude du « subjonctif chez Tite-Live, Alfred Croiset, ainsi « d'ailleurs que son frère Maurice, apparaissait « comme le modèle même de l'humanisme fran- « çais... D'une main légère et fine, il touchait aux « chefs-d'œuvre de la littérature grecque, écar- « tait doucement les voiles qui recouvraient les « statues, pour faire apparaître celles-ci dans « toute leur beauté... Il vivifiait, il rajeunissait « tous ces chefs-d'œuvre... (1) » C'est admirablement dit, et c'est rigoureusement exact. Mais, ici encore, il y a autre chose... Né artiste, lettré d'habitude et de goût, raffiné par tempérament, Alfred Croiset n'entendait point étouffer sous le fatras de l'érudition germanique. Mais il n'était pas seulement « *quand il le fallait*, le plus savant, le plus érudit des commentateurs » (2). Il l'était volontairement et librement, et ne laissait pas d'en éprouver une discrète fierté. Il n'aimait pas le fatras, mais il aimait l'érudition, et s'en servait. Il aurait écrit ses souvenirs, s'il eût vécu, et l'histoire de la morale grecque ; mais il eût repris aussi son édition de Thucydide, et il comptait bien traduire encore, après en avoir minutieusement établi le texte, et commenter quelques dialogues de Platon. Il ne s'était jamais enfermé dans un laboratoire phonétique. Mais il aimait à savoir ce qui se fait dans les laboratoires, et ce qui reste d'une glose coupée en quatre ou en huit, — et s'il est arrivé qu'il eût à présider la soutenance de la thèse « sur le subjonctif chez Tite Live », je ne jurerais pas qu'il n'y prît un plaisir extrême... De là, — de cette conscience totale, de cet intérêt passionné qu'il portait au dernier détail, de la gravité qu'avait pour lui toute affirmation, — d'une probité si haute, d'une sincérité si droite émanaient la force et le charme de son enseignement. Plus tard, lorsqu'il s'appuya sur une expérience personnelle de psychologie et d'action, lorsqu'il osa pénétrer dans ces temples philosophiques dont les hautes spéculations l'attiraient depuis tant d'années, et dont le vocabulaire inquiétait sa modestie ingénue, cet enseignement d'érudit et d'artiste s'élargit encore, s'imprégna tout entier de substance et de vie. Ceux qui ont eu la bonne fortune d'assister à son cours sur Plutarque, à la Sorbonne, à ses leçons sur la morale grecque, à l'Ecole des Hautes Etudes sociales, n'oublieront ni l'ampleur des horizons ouverts sur la formation de la conscience humaine, ni la

(1) *Un maître de l'hellénisme :* Raymond Recouly. *Illustration* 16 juin 1923.

(2) *Ibid.*

physionomie, que la clarté du discours illuminait, ni le geste des longues mains persuasives...

De cet enseignement si ample, si riche, un livre est resté, dont il n'a guère été question dans le chœur des louanges offertes à l'helléniste et à l'humaniste. Fruit de toute sa science et de toute sa pensée, écrites avec un soin extrême et délicat, *con amore*, les *Démocraties antiques* sont cependant une œuvre maîtresse, et, dans le perpétuel devenir de l'histoire et de la critique, une œuvre destinée probablement à durer. Mais elle ne figure pas sur le plan commode où notre temps s'amuse à étiquete des spécialistes et des spécialités, — ici l'art et la grâce, — ailleurs la science et la force, comme si l'art pouvait être différent de la vérité, et le charme autre chose que le sourire de la raison et de la santé...

* * *

Doyen pendant plus de vingt ans de la Faculté des Lettres, Alfred Croiset fut un patricien de la représentation universitaire.

Il n'aimait pas l'administration, qui lui inspirait des soucis, et dont le détail l'ennuyait. Il y mit toute sa conscience, et en souffrit parfois. Semoncer un appariteur était pour lui je ne sais quoi de fatal et d'odieux, et aurait pris les proportions d'une catastrophe sans l'esprit de mesure, qui remettait tout au point... Il eut le sentiment profond de la délégation qu'il avait acceptée, et je crois ne soulever aucune contradiction en ajoutant que nul ne porta avec plus d'élégance, d'ampleur et de dignité la tâche de représenter, pour une part, l'Université de Paris. Il la représenta grandement, avec la plus haute conscience du devoir et du droit. Il fut le collaborateur précieux des pouvoirs publics, et sut leur tenir tête quand il le fallait. Président les conseils de la Faculté des Lettres, il put faire prévaloir les règles d'intérêt général tout en adoucissant les angles, et en ménageant les amours propres. Qu'il s'agit de prononcer un discours public, de recevoir une délégation étrangère, de conduire une mission de France en Angleterre ou aux Etats-Unis, « nous sommes tranquilles, aimaient à répéter ses collègues ; quoi qu'il arrive, nous savons qu'il dira ce qu'il faut dire... »

Attiré, comme il le fut, de plus en plus, à l'apogée de sa vie, par les questions politiques et philosophiques et les discussions d'idées, il avait trouvé dans la présidence de l'Ecole des Hautes Etudes sociales et la vice-présidence de l'Union latine l'expression directe d'aptitudes dont sa seule réserve, et une fierté ombrageuse, avaient retardé ou gêné le témoignage. Il fut le président attentif et accueillant d'une Ecole attachée à suivre les mouvements de l'opinion. A la tête de l'Union latine, il sut élargir sa parole et son geste. La dernière fois qu'il parla en public fut justement un de ces dîners de l'Union où il aimait à évoquer, en images nettes, l'ample héritage du génie latin. C'était en juin 1922. L'Union latine avait l'honneur de recevoir M. Jean Bratiano, président du Conseil des ministres de Roumanie. Alfred Croiset était déjà souffrant, atteint depuis quelques semaines de cette consomption assez mystérieuse qui l'a emporté lentement, élégamment, sans grande souffrance et sans grand souci. Il refusait de prendre la parole, et même d'assister à la réception. Sur un désir exprimé par la légation de Roumanie, il accepta cependant, quelques heures avant le dîner. Il ne jeta, selon sa coutume, que quelques indications sur un chiffon de papier, laissant à la logique de l'idée le soin d'en déterminer la forme. Il dit « ce qu'il fallait dire », dans la mesure et au moment précis où il était utile de le dire. Il sourit à son dernier triomphe de penseur et d'orateur, — et fut sensible surtout à la simple réflexion d'un ami : « Vous ne parlez pas la même langue que les autres... »

La langue qu'il parlait, cependant, était une langue de simplicité. Mais elle était aussi une langue de vérité, et c'est ce qui la rendait inimitable. Il était un causeur exquis, profond, original, informé. — amusant. Il causait avec délices et la conversation, pourvu qu'elle fût d'élite, resta probablement son plaisir préféré. Il aimait à plaire, et aurait dédaigné d'y prendre peine, — sauf dans certains cas, qui étaient rares ; mais il y dépensait alors, sans compter, la fleur et le fruit de sa culture et de sa pensée. Les échos d'un cercle étroit ont recueilli des improvisations où passaient tantôt le bouquet des recherches philosophiques, tantôt l'expérience politique, les civilisations et les arts du présent et du passé, et il y mettait certainement plus d'action encore et de persuasion que dans les plus célèbres de ses leçons à l'amphithéâtre Richelieu, ou dans la plus parfaite de ces allocutions qu'il savait, seul, résumer en quelques phrases d'anthologie...

Je voudrais qu'on recueillît ces paroles éparses, jetées au vent comme ses aquarelles (1), — comme ces traductions en vers des classiques latins et grecs, qu'il écrivait en se jouant, et balayait d'un geste souverain. Je voudrais qu'on recueillît aussi une correspondance nombreuse et toujours claire, élégante, souvent vive ou profonde, parfois un peu précieuse — au sens originel du mot — quand il

(1) Il subsiste de ces aquarelles une collection précieuse.

désirait convaincre ou plaire... Tout ce que laisse un tel esprit doit durer, et servir de témoignage. Les formes se transforment et se renouvellent. On a pu écrire qu'avec M. Denys Cochin et M. Alexandre Ribot disparaissait le type définitif du grand bourgeois, de la haute figure historique qui s'était formée lentement, avec les grandes générations politiques, par l'évolution morale et sociale de la Restauration et de Juillet. Je n'ajoute pas qu'avec Alfred Croiset disparaisse le grand intellectuel français, patricien de l'intelligence, cristallisation parfaite de la race. Au nom de ceux, en petit nombre, qu'il admettait à l'honneur de son intimité, j'ai voulu simplement dire qu'il en fut, à une heure d'évolution, le type achevé, supérieur et généreux.

DICK MAY.

LES PREMIERS ROMANS DE BALZAC (1822)

Dans le salon de Mme Récamier, aussi accueillant pour le talent encore ignoré et obscur que pour les réputations les plus hautes et les moins contestées, on vit entrer, un soir de l'année 1825, présenté par la duchesse d'Abrantès qui l'avait pris sous son patronage, un jeune homme qui y paraissait pour la première fois. Cet inconnu, dans ce milieu de familiers, d'habitués, excitait une vive curiosité dont nous trouvons un lointain écho dans une page des *Soixante ans de Souvenirs*, d'Etienne-Jean Delécluze, écrite bien des années plus tard.

« De taille médiocre et trapue, remarque ce critique des *Débats*, les traits de son visage, quoique commun indiquaient une vivacité d'intelligence extraordinaire et le feu de son regard, (1) ainsi que le contour vigoureusement dessiné de ses lèvres, trahissaient en lui l'énergie de la pensée et l'ardeur des passions. »

Ce jeune homme, qui débutait dans les lettres, sans éclat, c'était Honoré de Balzac.

Il avait alors vingt-six ans environ. De sa biographie je ne rappellerai ici, rapidement, que ce qui rentre dans le cadre de mon étude et dont elle ne saurait se passer.

(1) « Des yeux de diamant dans une face d'aubergiste », disait un contemporain.

Né à Tours, en 1799, il avait commencé ses études au Collège de Vendôme et les avait achevées à Paris, de 1814 à 1816. Destiné par ses parents à une carrière qui lui déplaisait, tour à tour, et avec le même dégoût et le même insuccès, clerc d'avoué chez Me Guillonnet de Merville, où débuta également Scribe, et clerc de notaire chez Me Passez, rue du Temple, il était considéré dans cette dernière étude comme un amateur et un fantaisiste qui n'arriverait à rien, d'abord parce que le Code — dont il tira pourtant, dans ses romans, un assez bon parti — ne l'intéressait pas, et ensuite parce qu'il s'amusait à faire des vers, vice rédhibitoire pour un candidat au notariat. Si nous en croyons une tradition, d'ailleurs un peu suspecte, lorsque son patron et ses camarades apprirent qu'il commençait à écrire dans les journaux et qu'il ne manquait pas de talent, ils en furent profondément surpris.

Il était atteint de *littérature* aiguë, et, manifestement, il était incurable. De guerre lasse, ses parents lui louèrent, au n° 9, de la rue Lesdiguières, dans une maison qui n'existe plus, une mansarde, sommairement meublée, glaciale, exposée à tous les vents, et ils le laissèrent, obligés de quitter Paris, sous la protection et la garde d'une vieille bonne de la famille, Mme Comin. Il avait tout juste de quoi vivre ou plutôt de quoi ne pas mourir de faim. Son père espérait que quelques mois de déboires et de privations lui enlèveraient le goût des carrières trop aventureuses. Cet espoir, comme on sait, fut complètement déçu.

Balzac, de même que la plupart des débutants dans les lettres, chercha d'abord sa voie et il eut quelque peine à la trouver. Il se croyait destiné à la poésie et au théâtre. Il lisait assidûment Corneille, Racine qu'il appelait son maître, et aussi Crébillon et Voltaire. Il préparait une tragédie sur Cromwell, « le plus beau sujet, affirmait-il, de l'histoire moderne. »

Ce fut vers 1820 qu'il se tourna vers le genre pour lequel la nature l'avait fait, le roman. Chargé, après sa mort de mettre en ordre ses « œuvres diverses », Champfleury découvrit, portant la date de 1820, deux cahiers : *Sténie ou les Erreurs philosophiques* et *Fatburne*, « manuscrit de l'abbé Savonati, traduit de l'italien par M. Matricante, instituteur primaire. » M. Matricante, c'était Balzac lui-même, et l'abbé Savonati n'existait pas. Ces deux ébauches n'avaient qu'une valeur d'indication. Ce talent qu'ils n'annonçaient pas encore, ils mon-

trèrent plus tard par quelles imperfections, par quels tâtonnements, et aussi par quelles imitations et influences, par quelles variations de goût, il était passé. Et c'est de la même manière, en se plaçant au même point de vue, qu'il faudra juger les premiers romans imprimés de Balzac, dans sa période d'apprentissage.

En 1821, ses lettres révélaient un profond découragement. « Il faut pourtant écrire, disait-il à sa sœur, écrire tous les jours pour conquérir l'indépendance qu'on me refuse, essayer de devenir libre à coups de romans, et quels romans ! Ah ! Laure, quelle chute de mes projets de gloire !... » Ces lignes si douloureuses n'expriment-elles pas le regret d'être obligé pour vivre de faire ce que les écrivains appellent du métier et la plupart y réussissent très bien — et d'être obligé également d'abandonner un genre littéraire que l'on jugeait plus relevé et plus glorieux ? Que Balzac ait considéré le roman comme un pis-aller, qu'il ne soit devenu romancier que parce qu'il craignait, poète et auteur dramatique, de ne pas gagner sa vie, que les lauriers de Casimir Delavigne l'aient empêché de dormir, qu'il avait renoncé avec tristesse et avec une sorte de colère à une bruyante réputation de théâtre et qu'il ait été forcé à écrire *Eugénie Grandet* parce qu'il n'avait pu faire jouer *Cromwell*, ce serait, on en conviendra, assez piquant.

Quoi qu'il en soit, dans le cours de cette année 1821, fut fondée par ce jeune écrivain avide de gloire mais obligé de se montrer avide d'argent, une fabrique de romans Balzac et Cie.

Le roman était alors, comme aujourd'hui, un produit très demandé, plus demandé même qu'aujourd'hui, car il ne suffisait pas à la consommation. Rien de moins surprenant. A notre époque, ceux qui éprouvent le besoin — et ils sont nombreux — de se repaître d'aventures imaginaires et généralement invraisemblables ont à leur disposition des publications spéciales, le feuilleton des journaux, sans parler du cinéma. A l'époque des débuts de Balzac, leur seule ressource était le livre.

« Il y a disette de romans » écrivait-il à sa sœur pour lui expliquer l'impatience de l'éditeur qui lui réclamait, à lui inconnu, par des lettres répétées, qui le pressait de remettre le manuscrit du *Vicaire des Ardennes*.

Sans doute les fournisseurs en vogue s'efforçaient d'alimenter le marché, mais ils n'étaient pas assez nombreux. Balzac les considérait comme ses maîtres ou comme ses rivaux. Même quand il ne reconnaissait pas leur talent, il subissait leur influence. Voilà pourquoi on doit, au cours de cette étude, leur consacrer quelques lignes, d'autant plus que quelques-uns d'entre eux, qui furent célèbres, sont complètement oubliés.

Anne Ward, dame Radcliffe, qui mourut précisément au début de cette année 1822, avait non pas créé mais popularisé un genre, en imitant, dans une série de volumes, un roman publié en manière de jeu par Horace Walpole, en 1761, le *Château d'Otrante, conte gothique* (traduit en français par Eidous, en 1774). On y faisait surgir des fantômes, cuirassés de fer ou enveloppés dans des suaires et qui, vers minuit, dans les couloirs faiblement éclairés par un pâle rayon de lune, poussaient des soupirs en traînant des chaînes. Des vieillards vénérables, des jeunes châtelaines, persécutées par un barbare époux, mouraient de faim dans des cachots malsains, peuplés de rats et de crapauds. Les femmes dont la sensibilité littéraire se contente de peu, raffolaient de ces romans lugubres, qui les plongeaient dans une délicieuse épouvante. Dans tous les cabinets de lecture, on demandait la *Forêt* ou *l'Abbaye de Sainte-Claire*, *Julia* ou les *Souterrains du château de Mazini*, les *Histoires du château d'Udolphe*, d'Anne Radcliffe, ou *le Moine*, de Lewis, traduit pour la première fois en 1797, et dont l'intérêt n'avait pas vieilli, ou *Lord Ruthwen et les Vampires*, roman publié par Cyprien Bérard, en 1820, chez Ladvocat, et attribué par celui-ci à Charles Nodier, qui s'était hâté de protester.

Le grand succès du *Solitaire*, de d'Arlincourt (publié en 1821), se prolongeait en 1822. Cette année là, on en donnait une parodie, le *Nouveau Solitaire*, mais cette parodie prouvait la vogue du roman. Le vicomte d'Arlincourt qui combinait dans ses livres Walter Scott (1) et Anne Radcliffe, était l'auteur à la mode, au moins dans la haute société. Tous les salons du faubourg Saint-Germain le prônaient et il accaparait la clientèle légitimiste. Ce fut un peu par jalousie que Balzac, dans ses *Illusions perdues*, le tourna en ridicule.

Au-dessous, bien au-dessous, d'Anne Radcliffe

(1) Depuis 1817, tous les romans de Walter Scott, aussitôt publiés en Angleterre, étaient traduits en français, les *Puritains d'Ecosse* (1817); *Waverley*, la *Prison d'Edimbourg*, *Rob-Roy* (1818); *La Fiancée de Lamermoor*, le *Château de Kenilworth* (1821); *l'Abbé* (1822). Nicolas Charles Gosselin avait commencé en 1820 la publication de la traduction française des œuvres complètes du grand romancier, dont la vogue était énorme.

et d'Arlincourt, Jean Edme Paccard, romancier, auteur dramatique, et finalement libraire, représentait aussi ce genre bâtard du roman fantastico-historique. Il avait débuté vers 1807 et il donna en 1813 — je ne cite que quelques-unes de ses œuvres — *Dieu, l'homme et les dames* ou le *Jeune Croisé*, en 1815 *Mélusine* ou le *Tombeau de Lusignan*, en 1821, *l'Abbaye de la Trappe* ou *les Révélations nocturnes*. Cette *Abbaye de la Trappe*, c'était son 16e livre, depuis 1807, et il disait dans sa préface : « Depuis nombre d'années, je me suis attiré de justes reproches par de mauvais romans. Je travaille maintenant à mieux faire. » Déclaration touchante et, je crois, unique, dans l'histoire de la littérature. Du reste, Jean Edme Paccard continua à faire aussi mal.

Quoique médiocre, ce romancier ne manquait ni d'indulgence ni d'admiration pour ses confrères. Dans un curieux ouvrage qu'il publia, avec Lebel, en 1819, l'*Hermite du Marais* ou le *Rentier observateur*, il n'hésitait pas à appeler Pigault-Lebrun, « le premier et le plus hardi de tous nos romanciers. »

Pigault-Lebrun avait débuté en 1796 avec l'*Enfant du Carnaval*. Libéral, voltairien, rattaché aux traditions littéraires du Directoire, il se donnait comme un amuseur du peuple et il tenait boutique de littérature gaie. Cette gaîté nous semble aujourd'hui singulièrement pénible et lourde mais en ce temps-là elle charmait les portières, les grisettes et même beaucoup de bourgeoises ou de grandes dames.

Deux romanciers, d'inégale valeur, s'efforcèrent de faire du Pigault-Lebrun : Raban, auteur, en 1819, d'*Eugène ou Dix-sept pères pour un enfant* (où, diable ces gens-là allaient-ils chercher leur titres ?), ce Raban, dont Napoléon, à son retour de Russie, lisait dans sa chaise de poste la *Résurrection* , et Paul de Kock, né en 1794, et qui publia, en 1821, *Gustave ou le mauvais sujet* et en 1822, *Mon voisin Raymond*.

Pour les âmes impressionnables, désireuses de trouver dans leurs lectures des émotions, mais que laissaient indifférentes l'attrait de l'histoire ou la beauté du style, Victor Ducange — élève de ce Ducray-Duminil à qui nous devons *Victor ou l'Enfant de la Forêt* et *Cœlina* ou *l'Enfant du Mystère* — écrivait des romans emphatiques et niais, parmi lesquels on me permettra de ne citer, pour donner une idée du genre, que *Valentine* ou le *Pasteur d'Uzès*, qui parut en 1821.

En 1822, de même qu'en 1922, la valeur littéraire du livre n'aidait pas toujours à son succès, et, dans ce genre du roman, d'incontestables chefs d'œuvre, *Atala* (1800), *René* (1802), *Obermann* (1804), *Corinne* (1807), *Adolphe* (1816) attiraient moins le public que les mélodrames d'Anne Radcliffe ou les gaudrioles de Pigault-Lebrun. Entre *Adolphe* et le *Solitaire* le public n'hésitait pas; il préférait de beaucoup le *Solitaire*.

Balzac savait à quoi s'en tenir sur le goût des lecteurs et leur inaptitude, dans la plupart des cas — et les choses n'ont pas changé — à admirer ce qui est réellement admirable. Il visait à l'argent, ayant surtout besoin d'argent, et, pour en gagner plus vite, il s'astreignait à d'humiliantes besognes. Il s'abaissait jusqu'au public, ne pouvant encore l'élever jusqu'à lui — et il n'y réussit jamais complètement. Il ne s'illusionnait pas sur la qualité de ses produits, sur la camelote littéraire qu'il débitait. Que ses livres, fabriqués à la hâte mais d'après les bonnes formules du jour et avec tous les ingrédients nécessaires pour un succès immédiat, sinon durable, se vendissent beaucoup, il ne demandait pas, pour le moment, autre chose. Gain à part, il les trouvait « fort mauvais et fort peu littéraires surtout » (1), mais si mauvais qu'ils fussent, et peut-être parce qu'ils l'étaient, ils lui donnaient des bénéfices assez élevés. *L'Héritière de Birague* rapporta 800 francs, *Jean-Louis*, 1300, *Clotilde de Lusignan* 2.900. Multipliez ces chiffres par deux pour en avoir la véritable valeur. On a pu dire, sans trop d'exagération, que jamais Balzac ne gagna autant d'argent qu'à l'époque où il se préoccupa le moins de soigner ses livres et d'avoir du talent.

Tous ceux auxquels il s'était associé pour cette fabrication intense de romans *populaires* partageaient, non pas seulement ses bénéfices, mais sa manière de voir.

Le plus actif, le plus influent, semble avoir été Le Potevin Saint-Alme, un faiseur, un fondateur de journaux, plus capable d'exploiter le talent des autres que d'en avoir lui-même. Au *Corsaire*, il appelait ses rédacteurs « ses petits crétins », et, en qualité de crétins, il les payait 6 centimes la ligne. Je ne crois pas qu'il ait jamais rendu pleinement justice à la valeur littéraire de Balzac. Il l'avait connu besogneux, obligé de faire, dans toute l'acception du mot, un métier de *nègre*, et il s'en tenait à cette impression. « J'ai vu de près, disait-il à Philibert Audebrand, Honoré de Balzac; c'était tout à la

(1) « Ils ne valent pas le diable » disait-il dans cette même lettre à sa sœur.

fois un homme remarquable et l'un de nos beaux toqués, comme on dit dans la grammaire du jour ». Appréciation un peu sommaire et à travers laquelle il me semble voir une nuance de dédain.

Le Poitevin Saint-Alme était lié avec Etienne Arago, frère du savant. Né à Perpignan en 1802, Etienne Arago, répétiteur à l'Ecole Polytechnique, avait abandonné ses fonctions pour entrer dans la politique ou plutôt pour se préparer à y entrer. En 1822, il était un des chefs du Carbonarisme. Théâtre, roman, journalisme, il toucha à tous les genres et dans aucun ne se montra supérieur. Il écrivit une centaine de pièces parmi lesquelles, en 1822, *Stanislas* ou la *Suite de Michel et Christine*. L'année suivante, il fondait une feuille d'opposition le *Petit Don Quichotte*, qui deviendra, en 1824, la *Lorgnette*, et la *Lorgnette* deviendra, en 1826, *le Mentor dramatique et littéraire* (1). Je remarque en passant que les idées politiques d'Etienne Arago étaient diamétralement opposées à celles de Balzac.

On peut encore citer parmi les membres de cette association, qui ne se cantonna pas dans la fabrication des romans collectifs, Amédée de Bast, né en 1795, auteur de romans historiques, dont quelques-uns ne manquent pas d'intérêt — les *Galeries du Palais*, par exemple — Emile Marco de Saint-Hilaire, qui exploita la légende impériale, et Horace Raisson, d'un an plus jeune que Balzac, et avec lequel il écrivit le *Code des gens honnêtes*, ou *l'Art de ne pas être dupe des fripons* (1825) et le *Code de la toilette* (1828).

Quelle a été, dans le travail commun, la part de chacun des associés? On ne saurait le déterminer exactement. Le seul qui eût du talent, c'est Balzac et, sans doute, il se chargea de presque tout le travail de rédaction (2), dans ce groupe de camarades où les autres ne firent guère qu'indiquer des sujets, tracer des plans, chercher des documents et ouvrir des débouchés.

En réalité, ces débouchés s'ouvraient d'eux-mêmes. A côté des grands éditeurs, d'un Didot, d'un Dentu, d'un Ladvocat, que Balzac mettra en scène dans *Un grand homme de province à Paris*, publié en 1839, mais dont l'action se passe en 1822, il existait une douzaine de petits libraires qui se spécialisaient dans l'édition des romans et qui en prenaient, pour ainsi dire, de toutes mains. Peu leur importait l'auteur, connu ou inconnu, la vente étant à peu près assurée. Après les guerres de l'Empire, le nombre des lecteurs et des lectrices avait considérablement augmenté, surtout dans la classe moyenne.

Balzac et ses camarades de lettres devaient donc s'adresser tout naturellement à ces spécialistes, à ces petits fournisseurs de romans populaires, installés dans d'étroites et obscures boutiques, peu intruits et forts incapables, pour la plupart, d'apprécier le mérite littéraire des œuvres qu'on leur apportait. Ils payaient assez bien, parce que leurs minces volumes de 200 à 250 pages, si mal imprimés mais d'un format commode, avaient un débit assuré. Probablement, on leur soumettait un plan, un titre, presque toujours acceptés.

Et ce fut ainsi que parurent, en 1822, chez Hubert qui avait sa boutique, dans la galerie de bois, n° 222, au Palais-Royal, les trois premiers romans écrits presque entièrement par Balzac et qu'il ne signa pas de son nom :

L'Héritière de Birague, histoire tirée des manuscrits de Dom Rago, ex-prieur des Bénédictins, mise au jour par ses deux neveux, M.-A. de Viellerglé, auteur des deux Hector et de Charles Pointel, et Lord R'Hoone...

Jean-Louis ou la fille trouvée, par A. de Viellerglé et Lord R'Hoone, auteurs de l'Héritière de Birague...

Clotilde de Lusignan, ou le Beau Juif, manuscrit trouvé dans les Archives de Provence et publié par Lord R'Hoone....

De ces trois romans, le premier en date est le plus curieux. A en juger par le titre, il avait trois auteurs, Etienne Arago (Dom Rago) qui fournit peut-être le sujet, Le Poitevin Saint Alme, (A. de Viellerglé) qui se donnait ici comme l'unique auteur des *Deux Hector* et de *Charles Pointel* (1), publiés en 1821, et enfin Balzac (Honoré, Lord R'Hoone). Sous la régence de Marie de Médicis, dans un cadre vaguement historique, Le Poitevin Saint-Alme et Balzac avaient placé un drame fantastique, avec souterrains, apparitions, etc. Des épigraphes, en tête de chaque chapitre, témoignent des lectures très variées de Balzac et ont pour nous cet intérêt de nous faire connaître ses maîtres préférés, ceux qu'il étudiait comme des modèles à suivre : parmi les Latins, Plaute, Virgile et Horace ; par-

(1) Balzac écrivit probablement dans ces petits journaux, auxquels il ne manquait que des lecteurs.

(2) « C'était alors un esprit commun, vulgaire, s'associant à des esprits plus vulgaires encore que le sien, et ne rêvant qu'à dépenser des flots d'encre et d'écriture. » *Gazette de Champfleury*, 1er novembre 1856.

(1) Faussement attribués, comme on voit, à Balzac.

ni nos classiques, La Fontaine, Bossuet, Molière, Racine, surtout Racine, et aussi Rotrou; parmi les contemporains, Ducis (à travers lequel il entrevoit ou devine Shakespeare), lady Morgan, d'Arlincourt... et le docteur Mathurin. Ce Mathurin avait écrit un roman intitulé *l'Homme du mystère* ou *Melmoth le voyageur*, traduit de l'anglais en français et publié en 1821, et dont le héros, âgé de plus de trois cents ans et qui exerçait la profession de vampire, avait signé un pacte avec le diable. Voilà où Balzac apprenait son métier en 1821 ou 1822, et ceci valait, je crois, la peine d'être signalé.

A partir du troisième roman, *Clotilde de Lusignan*, la collaboration Balzac Le Poitevin Saint Alme semble avoir pris fin. Balzac, usant désormais, en signe d'affranchissement, d'un nouveau pseudonyme — il ne signera de son nom qu'en 1829, lorsqu'il publiera les *Chouans* — avait traité avec un certain Pollet, qui avait, rue du Temple, n° 36, « vis-à-vis celle du Chapon » une librairie « théâtrale et romantique », librairie qui existait encore en 1844. Il devait livrer à ce Pollet, le 1er octobre 1822, un roman en quatre volumes. Accablé de travail, il se vit obligé de prendre comme collaboratrice sa sœur et celle-ci, à son tour, pour aller plus vite, se fit aider par son mari, M. Surville, ingénieur du canal de l'Ourcq, et ce fut un roman de famille, le *Vicaire des Ardennes, publié par M. Horace de Saint-Aubin, bachelier ès-lettres, auteur du Centenaire.*

Le Centenaire ou les deux Beringheld parut presque en même temps, chez le même éditeur, et les deux ouvrages furent payés, par Pollet, 2.000 francs dont 600 francs comptant et le reste en billets à huit mois, suivant l'usage de la librairie à cette époque, usage sur lequel on pourra trouver de curieux détails dans *Un grand homme de province à Paris.*

Dans ces œuvres de début, qui ne semblent faites que pour la vente, retrouve-t-on la griffe de Balzac? Oui, peut-être, çà et là. Un écrivain tel que lui ne saurait manquer complètement de talent, même quand il ne cherche pas à en avoir. A travers la bizarrerie du sujet, les invraisemblances de l'action, les faiblesses du style, les qualités du grand romancier, parfois, apparaissent. Dans l'*Héritière de Birague*, il y a de la verve, un peu de la verve des *Contes drolatiques*, et le caractère de Robert, intendant de la famille Morvan, y est habilement tracé. Il y a du mouvement et une sorte de fougue dans l'intrigue, d'ailleurs si enchevêtrée, de *Clotilde de Lusignan*. *Le Vicaire des Ardennes*, c'est, encore indécis et mal dessiné, le *Curé de campagne*.

Ce qui nuit à ces romans, c'est l'absence, presque voulue, de personnalité, l'abus de l'imitation, d'une imitation destinée à flatter les goûts du public ou à ne pas les dérouter. Les inexpériences de l'auteur, on les voit, ses craintes, on les devine. On dirait qu'il a peur de se livrer et d'être lui-même. Peut-être ses collaborateurs mais plus encore de mauvais maîtres gênaient-ils sa marche. Ce qu'il nous donne dans ces œuvres hâtives et hésitantes, tantôt c'est du Pigault-Lebrun ou du Paul de Kock, avec une gaîté lourde et banale, tantôt c'est de l'Anne Radcliffe ou du d'Arlincourt, avec l'absurde évocation d'un Moyen-âge de mélodrame, mais quelquefois aussi, dans certains passages, plus soignés et mieux venus, c'est déjà du Balzac.

Henri d'ALMERAS

HISTOIRES DE HANRAHAN LE ROUGE (1)

LA MORT DE HANRAHAN

Hanrahan, qui ne restait jamais longtemps en aucun lieu, était de retour dans les villages au pied de Slieve Echtge, Illeton, Scalp et Ballylee, s'arrêtant parfois dans une maison et parfois dans une autre, et trouvant partout bon accueil pour l'amour des anciens temps, de sa poésie et de son savoir. Il y avait quelques pièces d'argent et de cuivre dans le petit sac de cuir suspendu sous sa veste, mais il avait rarement besoin d'y puiser, car il lui fallait peu, et il n'en était pas un qui aurait accepté d'être payé par lui. Sa main s'était alourdie sur le bâton d'épine où il s'appuyait, ses joues étaient creuses et ridées, mais pour la nourriture, pommes de terre et lait, et un morceau de gâteau d'avoine, il obtenait tout ce qu'il lui fallait ; et ce n'est pas sur les bords d'un lieu aussi sauvage et marécageux qu'Echtge que lui aurait manqué une tasse d'eau-de-vie, ayant le goût de la fumée de tourbe. Il errait dans le grand bois à Kinadife, ou bien il s'asseyait pendant de longues heures dans les joncs du lac Belshragh, à écouter les ruisseaux des collines, ou à contempler les ombres dans les mares brunes, sans bouger pour ne pas effrayer les daims qui

(1) Voir *La Revue Bleue* depuis le 1er décembre 1923.

descendaient de la bruyère vers les près et les champs cultivés à la tombée de la nuit. Comme le temps s'écoulait, il semblait qu'il allait appartenir à un monde de brume invisible, aux couleurs par-delà toutes les autres couleurs et aux silences par-delà tous les silences de ce monde. Parfois, il entendait, allant et venant dans le bois, de la musique qui, lorsqu'elle s'arrêtait, s'en allait de sa mémoire comme un rêve ; et une fois dans la quiétude de midi, il entendit le bruit du cliquetis de nombreuses épées, qui continua longtemps sans s'arrêter. A la tombée de la nuit et au lever de la lune, le lac devenait comme une allée d'argent et de pierres brillantes, et de son silence s'élevait un faible murmure de lamentations et de rire effrayé rompu par le vent, et il en surgissait de nombreuses mains pâles qui appelaient.

Il était assis au bord de l'eau un soir de moisson, et la contemplait en songeant à tous les secrets cachés dans les lacs et les montagnes, lorsqu'il entendit, venant du Sud, un cri, très faible d'abord, mais de plus en plus fort et plus distinct à mesure que l'ombre des joncs croissait, et il finit par distinguer ces mots : « Je suis belle, je suis belle ; les oiseaux dans l'air, les phalènes sous les feuilles, les libellules sur l'eau me regardent, car jamais ils ne virent un être aussi beau que moi. Je suis jeune ; je suis jeune : admirez-moi, montagnes, admirez-moi, bois périssables, car mon corps brillera comme les blanches eaux alors que vous ne serez plus. Vous et toute la race des hommes, et la race des bêtes et la race des poissons et la race ailée tombez comme la chandelle presque consumée, mais je ris tout haut, parce que je suis dans ma jeunesse ». La voix se brisait de temps à autre, comme fatiguée et puis elle reprenait, criant toujours les mêmes paroles : « Je suis belle, je suis belle ». Bientôt, les buissons au bord du petit lac s'agitèrent, une très vieille femme se frayant un chemin parmi eux. A pas lents, elle passa auprès de Hanrahan. Son visage était de la couleur de la terre, plus ridé que le visage de la plus vieille sorcière, ses cheveux gris pendaient en paquets, et les haillons qui la revêtaient ne cachaient pas sa peau noire, endurcie par tous les temps. Elle passa près de lui les yeux grands ouverts, la tête haute, les bras pendant droit de chaque côté d'elle, et elle disparut dans l'ombre des collines vers l'Ouest.

Une sorte de crainte s'empara de Hanrahan quand il la vit, car il savait que c'était une certaine Winny Byrne, qui allait mendiant de lieu en lieu en criant toujours la même chose, et il avait entendu dire que jadis elle était douée d'une telle sagesse que toutes les femmes du voisinage allaient lui demander conseil, et qu'elle avait une si belle voix que les hommes et les femmes venaient de toutes parts pour l'écouter chanter aux veillées ou aux noces ; et que les Autres, ceux de la grande Sidhe, lui avaient volé ses esprits une nuit de Samhain, il y avait bien des années, pendant qu'elle s'était endormie au bord d'un rath (1), et qu'elle avait vu en rêve les servantes d'Echtge des collines.

Et comme elle disparaissait vers le haut de la colline, il semblait que son cri : « Je suis belle, je suis belle », descendait des étoiles des cieux.

Un vent froid se glissait dans les joncs, et Hanrahan se mit à frissonner, et il se leva pour se rendre dans une maison où il y aurait du feu dans l'âtre. Mais au lieu de la descendre comme il faisait d'ordinaire, il monta la colline, le long de la petite trace, qui était peut-être un chemin, peut-être le lit desséché d'un ruisseau. C'est par là que Winny s'en était allée, et cela menait à la petite cabane où elle s'arrêtait quand elle s'arrêtait en un lieu quelconque. Il monta la colline très lentement comme s'il avait eu un grand poids sur le dos, et enfin il vit une lumière un peu à gauche. Il pensa qu'elle provenait vraisemblablement de la maison de Winny, et il quitta le sentier pour s'y rendre. Mais des nuages avaient envahi le ciel, et il ne pouvait plus bien voir son chemin, et au bout de quelques pas, son pied glissa et il tomba dans un fossé de drainage, et bien qu'il réussit à en sortir en s'aggripant aux racines de la bruyère, sa chute l'avait grandement secoué, et il se sentait plus incliné à se coucher qu'à continuer à marcher. Mais, comme toujours plein de courage, il avança pas à pas, jusqu'à ce qu'il fût arrivé à la cabane de Winny, qui n'avait pas de fenêtre, la lumière sortant par la porte. Il pensa entrer pour se reposer un moment ; toutefois, arrivé à la porte, il ne vit pas Winny, mais trois vieilles femmes aux cheveux gris jouant aux cartes, Winny elle-même n'en était pas. Hanrahan s'assit sur un tas de tourbe près de la porte, car il était harassé, et il ne sentait aucun désir de parler ni de jouer aux cartes, tandis que ses os et ses jointures le faisaient tant souffrir. Il entendait les trois femmes parler en jouant, annoncer leur jeu. Et il lui sembla qu'elles disaient, comme l'étranger dans la grange il y avait bien longtemps : « Pique et Carreau, Courage et Puissance, Trèfle et Cœur, Savoir et Plaisir. » Et il se mit à se répéter sans fin ces mots ; et qu'il fût ou non dans ses rêves, la douleur de son épaule, ne cessait pas. Au bout d'un moment, les quatre femmes dans la cabane se mirent à se quereller, chacune prétendant que l'autre n'avait pas joué honnêtement, et leurs

(1) Forteresse faite de terre entassée sur des chambres ; lieu magique et hanté.

voix devinrent de plus en plus fortes, et leurs cris et leurs malédictions, si bien qu'à la fin tout l'air fut rempli du bruit qu'elles faisaient, tout autour et au-dessus de la maison, et Hanrahan, entendant cela, entre le sommeil et la veille, dit : « Ceci est le bruit d'un combat entre les amis et les adversaires d'un homme près de mourir. Et je me demande quel peut être, dans ce lieu solitaire, cet homme qui est près de sa mort. »

Il lui sembla qu'il avait dormi longtemps, lorsqu'il ouvrit les yeux, et vit penché sur lui le vieux visage ridé de Winny du Carrefour. Elle le regardait attentivement, comme pour s'assurer qu'il n'était pas mort, et elle essuyait avec un linge mouillé le sang qui s'était desséché sur son visage, et au bout d'un moment, l'aidant et le soulevant, elle le fit entrer dans la cabane et coucher sur ce qui lui servait de lit. Elle lui donna une couple de pommes de terre qu'elle prit dans une marmite sur le feu, et ce qui lui fut plus utile, une tasse d'eau de source. Il dormait un peu de temps en temps, et parfois il l'entendait chantonner tandis qu'elle allait et venait par la maison, et ainsi la nuit passa. Quand l'aube commença d'éclairer le ciel, il chercha le sac où se trouvait sa petite provision d'argent, et le lui tendit. Elle prit une pièce de cuivre et une pièce d'argent, mais elle les laissa retomber, comme si elle ne savait ce que c'était, peut-être parce que ce n'était pas de l'argent qu'elle avait coutume de mendier, mais des aliments et des hardes ; ou peut-être parce que la venue de l'aube la remplissait d'orgueil et d'une foi nouvelle dans sa grande beauté. Elle sortit couper quelques brassées de bruyère qu'elle apporta et entassa sur Hanrahan, disant quelque chose sur le froid du matin, et tandis qu'elle faisait cela, il remarqua les rides de son visage, ses cheveux grisonnants, et ses dents cassées noires et pleines de trous. Et lorsqu'il fut bien recouvert de bruyère, elle sortit et descendit la montagne, et il pouvait entendre son cri : « Je suis belle, je suis belle », décroissant à mesure qu'elle s'éloignait, jusqu'à ce qu'enfin il ne l'entendit plus.

Hanrahan resta là couché tout le long du jour, dans ses douleurs et sa faiblesse, et lorsque les ombres du soir descendirent, il entendit de nouveau sa voix remontant la colline, et elle rentra, fit bouillir les pommes de terre et les partagea avec lui de la même façon que la veille. Et jour après jour passèrent ainsi, et le poids de sa chair l'appesantissait. Mais peu à peu, à mesure qu'il s'affaiblissait, il sut qu'il y en avait de plus grands que lui-même dans la pièce avec lui, et que celle-ci en devenait toute pleine, et il lui sembla qu'ils possédaient tout pouvoir, qu'ils pourraient, d'un attouchement de main, briser le mur que la dureté de la peine avait bâti autour de lui, et l'emmener dans leur monde à eux. Et parfois il entendait des voix, très faibles et très joyeuses, sortant des solives ou de la flamme de l'âtre, et parfois toute la maison s'emplissait d'une musique qui la traversait comme le vent. Au bout de quelque temps, sa faiblesse ne laissa plus place à la douleur, et autour de lui, s'établit un silence de plus en plus grand, comme le silence au cœur d'un lac, que traversaient sans cesse comme la flamme d'une veilleuse les faibles voix joyeuses.

Un matin il entendit de la musique près de la porte au dehors, et comme le jour passait, elle devint de plus en plus forte jusqu'à étouffer les faibles voix joyeuses et même le cri de Winny sur la colline à la chute du jour. Vers minuit, en un moment, les murs semblèrent fondre et disparaître, et son lit flotter sur une pâle lumière brumeuse qui luisait de tous côtés aussi loin que l'œil pouvait atteindre ; et quand ses yeux y furent habitués, il vit qu'elle était pleine de grandes silhouettes fantômales qui se précipitaient ça et là.

Au même moment, il entendit clairement la musique, et il sut qu'elle n'était que le heurt continuel des épées. « Je vais mourir, dit-il, et au cœur même de la musique du Ciel. O Chérubins et Séraphins, recevez mon âme ! »

A son cri, la lumière proche se remplit d'étincelles d'une lumière encore plus brillante, et il vit que celles-ci étaient les pointes des épées tournées vers son cœur, et alors une flamme soudaine, brillante et brûlante comme l'amour ou la haine de Dieu, balaya la lumière, et s'éteignit, et il fut dans l'obscurité. D'abord, il ne pouvait rien voir, car tout était sombre comme si une noire terre marécageuse l'entourait, mais tout d'un coup, le feu flamba comme si on y avait jeté une poignée de paille. Tandis qu'il le regardait, la lumière resplendissait sur la grande marmite suspendue à son crochet, et sur la pierre plate où Winny faisait cuire un gâteau de temps à autre, et sur le long couteau rouillé dont elle se servait pour couper les racines de la bruyère, et sur le long bâton d'épine qu'il avait apporté dans la maison. Et lorsqu'il vit ces quatre choses, des souvenirs revinrent à l'esprit de Hanrahan, il reprit un peu de force, s'assit sur le lit, et dit à voix haute et claire : « Le Chaudron, la Pierre, l'Epée, la Lance. A qui appartiennent-ils ? J'ai posé la question cette fois », dit-il.

Et alors il retomba, faible, le souffle se retirant de lui.

Winny Byrne, qui alimentait le feu, vint alors à lui, les yeux fixés sur le lit, et les faibles voix rieuses se remirent à résonner, et une lumière pâle, grise comme la vague, emplit la chambre, et il ne

savait pas de quel monde secret elle provenait. Il vit le visage ridé de Winny, et ses bras ridés, gris comme la terre friable, et faible comme il était, il se recula vers le mur. Et alors sortirent des haillons raidis par la boue des bras aussi blancs que l'écume sur la rivière, ils l'entourèrent, et une voix qu'il entendait bien, mais qui semblait venir de très loin, lui chuchota : « Vous ne me chercherez plus sur la poitrine des femmes. »

— Qui êtes-vous ? demanda-t-il alors.

— Je fais partie du peuple éternel, je suis une des voix éternelles inlassables, qui habitent les déshérités et les mourants, et ceux qui n'ont plus leurs esprits ; et je suis venue vous chercher, et vous êtes mien jusqu'à ce que le monde soit consumé comme une chandelle. Regardez maintenant, dit-elle, car les torches sont allumées pour nos noces.

Il vit alors la maison pleine de pâles mains fantômales, et ces mains tenaient tantôt une sorte de torche nuptiale, tantôt une sorte de grand cierge blanc mortuaire.

Lorsque le soleil se leva le lendemain matin, Winny du Carrefour se leva de la place où elle était restée assise près du corps et s'en alla mendier de village en village, chantant la même chanson : « Je suis belle, je suis belle. Les oiseaux dans l'air, les phalènes sous les feuilles, les libellules sur l'eau me regardent, car jamais ils ne virent un être aussi beau que moi. Je suis jeune, je suis jeune : admirez-moi, montagnes, admirez-moi, bois périssables, car mon corps brillera comme les blanches eaux alors que vous ne serez plus. Vous et toute la race des hommes, et la race des bêtes, et la race des poissons, et la race ailée tombez comme la chandelle presque consumée, mais je ris tout haut parce que je suis dans ma jeunesse. »

Elle ne revint pas ce soir-là ni aucun autre soir dans la cabane, et ce ne fut pas avant deux jours que des coupeurs de tourbe se rendant au marécage trouvèrent le corps d'Owen Hanrahan le Rouge, et rassemblèrent des hommes pour le veiller et des femmes pour le pleurer, et lui donnèrent une sépulture digne d'un si grand poète.

W. B. YEATS.

Traduit de l'anglais par J. Lichnerowicz.

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

LA POLITIQUE ÉLECTORALE EN EUROPE

Peut-être, dans le mystère des chancelleries, y a-t-il encore quelques fonctionnaires qui, connaissant l'histoire diplomatique, appréciant les finesses de l'ancien jeu, conçoivent encore de longs desseins, et cherchent, par un effort patient et souterrain, à orienter la politique de leur pays dans un certain sens. D'autant plus patriotes qu'ils se passionnent au jeu, ils rêvent de réaliser de savants équilibres, de retrouver d'anciennes frontières, d'assurer au « Prince et à l'Etat » des routes commerciales ou des champs d'influence. Hélas... ou heureusement, — cela dépend des points de vue, — tout leur échafaudage peut être emporté du jour au lendemain par un coup de vent parlementaire : à peine un ministre a-t-il commencé à comprendre qu'un autre ministre lui succède. La politique des Etats, aujourd'hui que nous vivons tous en démocratie, doit obéir à l'instinct profond des peuples. Mais cet instinct prend difficilement conscience de lui-même ; il est malaisément discernable par les hommes qui ont à prendre les décisions et à l'interpréter. De sorte que ces décisions sont presque toujours prises au jour le jour, sous l'empire de nécessités urgentes, et parfois presque au hasard. De là l'extrême confusion actuelle.

Nous sommes à un moment décisif, non seulement de l'affaire des réparations, mais aussi de toute l'orientation politique de l'Europe. Or, les relations des Etats, la politique franco-allemande et la politique franco-anglaise sont à la merci d'élections législatives où les partis entrent en lutte pour des questions où la politique nationale n'a que bien peu de part. Il n'est que trop certain que toutes les questions actuellement pendantes en Europe sont tenues en suspens par les élections françaises. Les étrangers, ennemis, alliés et neutres, surveillent en ce moment les affaires intérieures de ce pays avec une attention et un intérêt qui, jadis, eussent paru intolérables, mais qu'on a fini par admettre, tant l'interdépendance de toutes les questions politiques s'est imposée. Comme la politique de la France, aussi bien à l'égard de l'Angleterre qu'à l'égard de l'Allemagne, lui est dictée par d'invincibles nécessités, il est infiniment peu probable qu'à quelques questions de forme près, une orientation à gauche déterminée par le scrutin du printemps prochain, y apporte beaucoup de changements. Les Allemands qui se figurent qu'il suffirait que M. Poincaré fût renversé pour être délivrés de notre pré-

sence dans la Ruhr se leurrent complètement, comme ces financiers anglais d'ailleurs, qui se sont imaginés que la baisse du franc obligerait le « nationalisme français » à capituler. Dans ses grandes lignes, la politique de la France ne peut être que ce qu'elle est, mais l'approche des élections n'en retarde pas moins toutes sortes de décisions urgentes. Parce qu'à l'étranger, où l'on croit généralement connaître la France alors qu'on l'ignore, on pense qu'il suffirait d'un succès de gauche pour que la Ruhr soit évacuée et que nous remettions avec naïveté le soin de nos intérêts les plus graves à la Société des Nations. De là, le cynique effort d'argent accompli par certains postes étrangers pour que la France ait de « bonnes élections ».

Et notre politique méditerranéenne ne dépend-elle pas aussi d'un scrutin ? Si le monde n'attend pas les élections italiennes avec la même angoisse et la même espérance que les élections anglaises, elles n'en ont pas moins une importance et un intérêt de premier ordre. Pour l'Italie d'abord et pour l'évolution générale du système parlementaire ensuite.

Il s'agit en effet de revenir au jeu normal des institutions constitutionnelles. Quand M. Mussolini établit la dictature par un coup de force qui fut mené à bien avec un incontestable brio, on crut d'abord qu'il allait supprimer purement et simplement un Parlement où ses partisans étaient une infime minorité : — sur 535 sièges que compte la Chambre italienne, les fascistes et leurs alliés nationalistes n'en occupaient que 41 ; le reste de la Chambre était divisé en 14 groupes, rivaux ou alliés, dans les programmes desquels les Italiens eux-mêmes avaient beaucoup de peine à s'y reconnaître. Mais cette assemblée disparate avait fait preuve d'une telle impuissance, elle était si parfaitement déconsidérée, que le dictateur jugea inutile de la dissoudre. Elle n'avait à ses yeux aucune importance ; son maintien avait, d'autre part, l'avantage de donner au régime dictatorial une apparence de légalité ; M. Mussolini, bien qu'il ne soit pas historien, doit avoir médité la vie d'Octave-Auguste. Mais, du moment qu'il entendait conserver à l'Italie les apparences du régime constitutionnel, il était indispensable qu'il sortît de cette situation équivoque.

Les succès que le gouvernement fasciste a remportés, tant au point de vue économique qu'au point de vue politique, le soudain redressement de la lire, l'ordre qui, en général, règne dans tout le pays, lui ont valu une telle popularité qu'il eût pu se présenter devant le Corps électoral tel qu'il était précédemment constitué, sans risquer d'être désavoué. Mais M. Mussolini connaît les foules et leur inconstance ; il répugne d'instinct aux marchandages et aux combinaisons auxquels doit se plier un gouvernement quand il dépend d'une Assemblée disparate. Aussi a-t-il imaginé un système électoral fort ingénieux, et d'autant plus intéressant qu'il apparaît comme la première tentative sérieuse de concilier l'autorité d'un Gouvernement fort avec les principes parlementaires dont il paraît indispensable de respecter au moins l'apparence.

La nouvelle Chambre doit être élue pour cinq ans, au suffrage universel à 21 ans : tel est le grand principe démocratique que M. Mussolini a fait voter l'an dernier par le Parlement moribond. Mais ce suffrage universel, il s'agissait de l'organiser de telle façon que le gouvernement fût toujours assuré au Parlement d'une majorité lui permettant de gouverner sans marchandage, tout en assurant aux minorités la possibilité d'un contrôle utile.

Voici comment ce double but a été atteint :

Il est formé pour l'ensemble du pays par parti ou par groupe de « parrains » une seule liste composée des candidatures présentées dans chaque circonscription dans une mesure de deux tiers au plus et de un tiers au moins des sièges à conférer. Chaque liste comprendra donc, pour l'ensemble, au plus 356 noms de candidats et au moins 179. Une fois ces listes établies officiellement à Rome, les bulletins n'en contiendront plus que les numéros, l'électeur votant dans chaque circonscription sous l'un de ces numéros et ayant la faculté d'inscrire les noms de deux ou trois des candidats de son parti à qui il veut accorder un vote de préférence, les votes de préférence devant servir à la désignation des élus parmi les candidats d'une même liste.

Une fois le scrutin dépouillé et ses résultats établis, comment va-t-on répartir les sièges entre les différentes listes ?

Deux hypothèses peuvent se présenter. Ou bien l'une des listes a obtenu à elle seule les deux tiers de l'ensemble des voix. Dans ce cas, on répartit les sièges entre toutes les listes en appliquant le système de la répartition proportionnelle, un gouvernement étant dès lors assuré d'avoir à la Chambre une majorité des deux tiers des voix.

Dans l'autre hypothèse, si aucune des listes en présence n'a obtenu les deux tiers des voix — et c'est ici l'innovation audacieuse de M. Mussolini — on attribue les deux tiers des sièges, donc 356 sièges, à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de voix, quelle que soit la proportion que ce nombre représente de l'ensemble. En d'autres termes, à supposer qu'il y ait quatorze listes dont aucune n'a obtenu les deux tiers des voix, 356 sièges sur 535 sont attribués à la liste qui a atteint le chiffre le plus élevé, quand bien même ce chiffre ne correspondrait qu'à la dixième ou à la vingtième partie du corps électoral.

Reste à attribuer les 179 sièges de la minorité ; ceux-ci sont répartis entre les autres listes suivant le système de la répartition proportionnelle.

On ne peut rien imaginer de plus ingénieux que ce système, mais il est certain qu'il entrave singulièrement, non-seulement le jeu des partis, mais aussi la liberté de l'électeur. Avec un tel régime électoral, toute l'élection est entre les mains du Gouvernement : en fait d'opposition, il a l'opposition qu'il veut et dont il a besoin. Pour le renverser, il faudrait une de ces vagues de fond dont il n'y a guère d'exemple dans toute l'histoire électorale.

C'est manifestement ce que M. Mussolini a voulu. Son système, il ne fait pas difficulté de l'avouer, a pour but de briser les partis, et la façon même dont il prépare les élections le montre clairement. Contrairement à l'avis des éléments les plus intransigeants du fascisme, il est résolu, paraît-il, à admettre sur la liste qu'il patronera certains éléments du vieux parti libéral comme M. Giolitti. Jusqu'à présent, dit-on, M. Giolitti s'y refuse. Assuré de sa réélection personnelle, il ne voudrait pas abandonner ses amis, et c'est pour cela qu'il présenterait une liste séparée, comme les socialistes et les populaires. Mais il est très possible que le vieux chef libéral revienne sur sa décision : il n'est pas de ceux qui boudent au succès, et le mussolinisme, plus encore que le fascisme, a toujours le vent en poupe. Mais ce qui fait l'intérêt de la manœuvre, c'est qu'elle montre que le dictateur cherche à grouper autour de lui les éléments des anciens partis, ce qui lui ferait un personnel d'élite, et priverait les partis de leurs états-majors. Double bénéfice pour celui qui veut se mettre au-dessus de tous les partis, être l'homme de toute l'Italie, le représentant de l'esprit national, comme le Roi... mais responsable.

Ne voilà-t-il pas résolu le problème qui consiste à concilier le parlementarisme, principe de contrôle, et l'autorité, principe d'action ?

Oui, mais il semble jusqu'à présent que la solution à la Mussolini ne soit possible qu'en Italie et dans les circonstances spéciales où l'Italie s'est trouvée. En tout cas, il est intéressant de voir comment, au moment où l'électoralisme empoisonne toute la politique européenne, le pays qui en a le plus souffert arrive à y échapper. Mais quelle sera la valeur de la nouvelle Chambre ? C'est ce que nous verrons. Dans l'histoire, les Assemblées issues de la candidature officielle n'ont pas laissé de bons souvenirs...

L. DUMONT-WILDEN.

LE THÉATRE

UNE PIÈCE DE PIERRE HAMP

La première pièce de M. Pierre Hamp est un événement littéraire dont l'honneur revient une fois de plus à Lugné Poë. J'ai donc voulu me recueillir devant cet événement et, afin d'écarter tous les risques d'erreur dans mon appréciation, lire l'œuvre après l'avoir vue; les deux épreuves ont concordé en se fortifiant et, aujourd'hui, je crois apercevoir très nettement les éminents mérites et les dangereux défauts de Pierre Hamp au théâtre.

Toutes proportions gardées, on pourrait dire que M. Pierre Hamp, dont la vie aventureuse l'a élevé des humbles fonctions d'apprenti pâtissier à la dignité d'Inspecteur du Travail, a introduit dans la prose le même esprit que Verhaeren sait apporter dans la poésie, — il a tenté de connaître et de peindre l'homme moderne par excellence, tel que l'a modelé notre civilisation industrielle, l'homme économique, l'homme qui peine.

Sans doute, le Naturalisme, avec sa prédiction pour l'usine et la rue, nous avait déjà familiarisé avec le peuple des villes, et principalement des faubourgs; mais c'était l'ouvrier, non le travail; c'étaient aussi les tares de l'ouvrier, non la dignité de ce travail, en qui Proudhon avait vu toute noblesse, toute vertu. La poésie avait longtemps gémi devant l'enlaidissement du monde par les machines; pourquoi n'y aurait-il pas, là aussi, une beauté? Cette beauté, le grand poète belge, le premier, l'a devinée, aimée et chantée. De même, pourquoi le travail, le monde du travail, où l'on trouve des passions, des devoirs, un idéal, un honneur, bientôt destinés peut-être, sinon à remplacer, du moins à renouveler nos vieilles conceptions bourgeoises, n'offrirait-il pas une matière romanesque et dramatique, plus romanesque et plus dramatique que tous les thèmes usés des romans et des tragédies?... C'est ce qu'a compris et montré l'auteur de *La Peine des Hommes*, qui, avec des nouvelles et des essais, dont l'ensemble forme une espèce d'épopée dédiée à l'effort et au labeur, mérite d'être considéré comme un véritable novateur.

Attendons-nous donc à retrouver dans sa première pièce la même conception, la même nou-

veauté, la réalisation d'un idéal enfin qui n'emprunte plus rien à l'ancienne morale, et qu'on pourrait appeler un idéal commercial. La morale, jadis, des souverains se fondait tout entière sur l'intérêt de la dynastie : actuellement, les dynasties ont été remplacées par ces durables maisons de commerce ou d'industrie, que les générations n'ont cessé de développer, et qui ne continuent de vivre et de prospérer que parce qu'elles imposent à tous les mêmes règles d'abnégation et de dévouement que les vieilles familles royales. Il y a donc, derrière les façades tranquilles de ces maisons heureuses, des drames secrets et mortels, égaux en pathétique et sans doute plus vrais, tout pareils enfin à ceux que provoquaient dans les cours la lutte autour du trône. Donc, en voici un :

La maison Enard est actuellement dirigée par Mme Enard, veuve, et sa prospérite repose sur l'activité et le dévouement de deux hommes, R. Vasseur, fondé de pouvoirs, qui possède la signature, et Heussac, vendeur. Ces deux hommes sont possédés par la passion de leur métier, comme le père Goriot par sa paternité. Heussac parle de sa fonction avec lyrisme, et Vasseur de sa caisse avec exaltation. Malheureusement ces deux hommes ne s'entendent pas entre eux, et leur amour de la maison ne les oppose pas dans une moins cruelle rivalité que ne le ferait la jalousie pour une femme; première cause du drame derrière la belle devanture commerciale!... Mais surtout Mme Enard a un fils, Paul, qu'elle-même, ainsi que Vasseur et Heussac, par intérêt pour la maison, se sont appliqués à tenir en tutelle. Mais la jeunesse d'aujourd'hui est pressée et positive : « Nous sommes à une époque, dit le personnage principal au nom de l'auteur, où les jeunes gens aiment l'autorité. Dans notre jeunesse, on les poussait peu aux affaires et beaucoup aux fonctions publiques. Ils étaient des dociles; il avaient des prix de français. Aujourd'hui, ils veulent commander... » Tel est le cas de Paul Enard, qui, lui aussi, est possédé par la passion de devenir le patron de la maison comme Néron l'était par celle de devenir le maître de Rome. Comme Vasseur, le fondé de pouvoir, est le premier qui s'oppose à son ambition tant qu'il n'aura pas prouvé qu'il était digne de ce commandement, il le tue. Heussac, mis par M. Enard à la place de Vasseur, lui fait à son tour obstacle, on le voit décidé à commettre un second crime et il semble que tant d'énergie mérite enfin sa récompense : Heussac s'incline.

On voit tout à la fois la nouveauté, la force pathétique et la puissante unité de cette conception. Il semble qu'un être invisible plane sur la pièce et qu'une force spirituelle, se réfractant différemment à travers l'âme de chaque personnage, anime l'ensemble et y provoque le déploiement des énergies individuelles : nous sommes là dans l'action et dans la vérité de la vie, dans l'art aussi. Toutes les idées et les observations sur lesquelles s'étaient fondées l'œuvre antérieure et la réputation de Pierre Hamp sont ici dans leur jour : le sujet, tel qu'il est posé et la signification sociale qui s'en dégage suffisent donc à classer *La Maison avant tout* comme une des rares manifestations intéressantes du théâtre actuel.

Mais, — un tel écrivain mérite toute franchise, — je ne ferai point grief à M. Pierre Hamp de certains défauts secondaires propres à l'exécution technique de son œuvre, et j'arriverai tout de suite à l'essentiel, priant Dieu que M. Pierre Hamp veuille bien prendre en considération une remarque toute paisible, désintéressée, et fort réfléchie.

Déjà, en lisant ses ouvrages antérieurs et malgré la forte impression que j'en avais retirée, j'avais été effleuré d'un doute dont le dialogue de la pièce présente a fait une certitude. M. Pierre Hamp — est-ce parce qu'il y est arrivé par une voie détournée et qu'elle l'a, malgré tout, un peu émerveillé? — met beaucoup plus de littérature dans ses œuvres qu'un littérateur ordinaire, — j'entends bien qu'il y met autre chose aussi, — mais pourquoi tant d'affectation, de solennité, un ton, qui, partout ailleurs fatiguerait, mais qui, ici, devient particulièrement choquant? Une dactylographe s'exprime ainsi : « Quand une pauvre fille aime quelqu'un au-dessus d'elle, le dévouement lui devient la façon la plus convenable du désespoir. Il y a un bonheur effrayant devant l'inaccessible. C'est une plénitude, puisqu'on a choisi, et une angoisse sans fin, puisqu'on n'atteindra pas !... »

Ça, la vérité ?...

Gaston RAGEOT.

LA POÉSIE

QUELQUES RÉCENTS VOLUMES DE VERS

Le Jardin des Bêtes et des Plantes, par M. Franc-Nohain (Le Livre). — *Sonates*, par M. François Porché (Emile-Paul). — *Nos deux Cœurs*, par M. Raymond Gentil (Figuière). — *Les Oiseaux Ivres*, par M. G. Noblemaire (Bernard-Grasset). — *La Marche au Soleil*, par Pascal Bonetti (Chiberre). — *Le Toit sur la hauteur*, par Mme Perdriel-Vaissière (Chiberre). — *La Peine quotidienne*, par M. Louis Lefebvre (Garnie: frères). — *L'Ombre invisible*, par M. Abel Léger (La douce France). — *Poèmes et Récits de Guerre*, par M. Léon Riotor (Frazier Soye). — *Les Baguenaudes*, par M. F. de Saint-Just (Messein). — *Sur l'Aile de la Chimère*, par M. Abel Rubi. (La Centaine). — *Le Livre d'Iseult*, par M. Ch. de Saint-Cyr, (Malfère). — *Chants de Grenade*, par M. P. M. de Styx (Lemerre). — *Le geste de Marko*, par M. J. P. Rabaté (La Beaujardière, à Tananarive). — *Poèmes à mon clocher*, par M. Jean Bonnefov (Les Gémeaux). — *Le Cri vivant*, par M. P. H. Proust (Chiberre). *La Course des Nuages*, par M. S. Bonmariage. (Le Roman nouveau). — *Poèmes graves et frivoles*, par M. Aimé Magnien. (Renaissance artistique). — *Près des Oliviers*, par M. Claude Jenquière (Le Fauconnier). — *Kallisté*, par M. P. F. Mercucci (Figuière). — *Pour Nous Deux*, par Mlle de Lanartic (Sansot). — *Pour Axel*, par Mme M. Mercier-Nizet. (La Vie intellectuelle). — *Le Miroir de France*, par M. Septime Gorgeix (Delagrave). — *Le Roussillon et les Poètes*, par M. H. Noël (Librairie de France) — *Ecrivains Protestants d'aujourd'hui*, par M. Van der Elst (Fischbacher). — *Matinées poétiques*, par M. Louis Payen (Delagrave). — *Le Problème de Rimbaud*, par M. Marcel Coulon (A. Gomès, Nîmes).

Voici un plaisant jardin où se serait volontiers attardé La Fontaine. Tous les dons si personnels d'aisance, de fantaisie narquoise, d'invention bouffonne, voire même de sensibilité amusée, qui firent la réputation de M. Franc-Nohain, se retrouvent dans ces poèmes dont la plupart sont encore des fables. Né fabuliste, au pays dont le *Roman de Renart* est un des monuments littéraires, M. Franc-Nohain sait observer les bêtes et les plantes, les animer d'une vie presque humaine, leur prêter un caractère, des sentiments, une physionomie expressive. Et comme ses obscurs héros ont bientôt gagné sa sympathie, sa bonhomie reste toujours souriante, son ironie est toujours bien près de s'attendrir. Remarquons surtout qu'en bon caricaturiste, il sait surprendre et souligner un trait marquant, que chez lui la fantaisie naît toujours de l'observation directe de la nature. Mais une observation en éveille une autre. Logique dans la cocasserie, M. Franc-Nohain procède par l'association imprévue d'images, d'idées ou de mots. Tout ce qu'il voit, entend, lui rappelle quelque chose. Nous comprenons mieux en lisant ses vers que l'imagination est fille de la mémoire. Le poète parle-t-il d'un lapin, tout de suite il pensera par une association d'idées plus prompte chez lui que chez nous, à la colère de l'âne qui doit en vouloir au lapin de lui crever la peau en battant du tambour. Parle-t-il du lion, il songera que, négligeant sa chevelure et ses ongles, il doit, comme le lion amoureux, devenir la proie d'une Dalila pédicure. Le bœuf aperçu dans un champ rappelant celui de la crèche, il imaginera que Jésus reconnaissant institua le Carême pour accorder quelque répit au doux animal qui le réchauffa de son haleine. Les bêtes mécaniques elles mêmes sont animées par lui d'une vie étrange. Il compatit aux tristesses de l'ascenseur, qui est en cage, des locomotives, qui n'ont point de *Salons* comme les automobiles, qui sont dédaignées des tournesols des garde-barrières dont les regards ne sont que pour les aéroplanes, et qui se vengent en déraillant pour montrer qu'elles sont libres ou en jetant leur fumée aux yeux des aviateurs. Souvent c'est un simple mot qui en appelle un autre : les animaux désolés de ne pas mieux voir respecter le Carême s'écrieront par exemple :

Jusqu'au Vendredi-Saint on mange du beefsteak :
Qu'il soit Jean-Jacques ou bien Waldeck,
Tout ça, c'est la faute à Rousseau !

Souvent aussi un mot évoque un vers connu, une phrase toute faite qui viennent s'incorporer au poème grâce à une transition bizarre, faisant le rapprochement le plus naturel et le plus inattendu. Ainsi, passant d'une idée à l'autre, par une succession presque nécessaire et justifiée de coq-à-l'âne, l'esprit léger du poète vagabonde dans une poésie à bâtons rompus. Mais ces vers dans leur aimable laisser aller sont amusants par eux-mêmes. Désarticulés comme des équilibristes, qui savent au besoin retomber d'aplomb, avec leur contrernes, leurs assonances, leurs rappels de vers qui reviennent comme en exagérant quelques-uns de ses procédés, la parodie la plus savante et la plus habile critique d'un certain vers-librisme.

M. François Porché, que l'*Arrêt sur la Marne*, les *Butors* et *la Finette* et plusieurs autres œuvres dramatiques ont fait rapidement classer parmi les plus beaux poètes d'aujourd'hui, vient de publier un plaidoyer pour le théâtre en vers qui avait paraît-il besoin d'être défendu. Quant à nous, comme d'ailleurs feu Bergerat, nous croyons plutôt que le théâtre en vers existe seul, que depuis Eschyle et Aristophane le théâtre n'appartient qu'aux poètes, que les noms de Corneille, Racine, Molière, rayonnent sur tous les monuments classiques, que de nos jours les Victor Hugo, Musset, Leconte de Lisle, Banville, Edmond Rostand, victorieux des Scribe, ont écrit les seules œuvres durables de leur temps, que cette synthèse que le théâtre exige ne peut être mieux obtenue que par de grands vers pleins et définitifs, que ce mouvement qu'il réclame est avant tout lyrique Se reposant des grands concerts par un peu de musique de chambre, murmurant ses vers d'une voix plus discrète, M. François Porché module aujourd'hui d'adorables *Sonates*. Il nous donne tout ce qu'il ne pouvait offrir au grand public, de légers airs de flûte, de jolis poèmes nuancés où la mélancolie d'un soir, l'aube ou le crépuscule d'un sentiment sincère sont délicatement notés, lui qui a éprouvé que pour le vrai poète un foyer de théâtre est un lieu d'exil. Plusieurs de ces petits poèmes m'ont rappelé, par la pureté de la forme, la justesse, de l'expression, par la douce conception de la vie qui s'y trouve exprimée, certaines *Stances* de Jean Moréas.

Accueille l'humble image et le bruit familier :
Peut-être un jour n'aurai-tu pas d'autre fortune
Que d'évoquer ce pas furtif dans l'escalier
Ou cet angle du toit éclairé par la lune.

Rend grâce au dieu caché dans le plus bref instant.
Garde pour lui, ton âme inclinée ou ravie,
La plus longue vertu ne pèse pas autant :
C'est cela ton amour et c'est cela ta vie.

M. Raymond Genty, qui s'est fait une jolie place de poète dramatique, demeure en son nouveau recueil le poète tendre, élégant, aimablement parisien et un peu apparenté au Musset des *Premières Poésies* que ses *Ames légères* nous faisaient aimer

déjà. Le volume comporte deux parties, les *Beaux Jours* et les *Heures tristes*, tristes parce que l'automne est venu, que l'aimée est absente, ou mélancoliques plutôt, sans amertume et sans désespoir. Ce poète optimiste, sensible, qui a gardé une étonnante jeunesse de cœur, est très maître de son art. Il sait fixer en mots justes les moindres nuances d'un paysage ou d'un sentiment. Ses vers précis, qui sont d'un sûr artiste, nous restent dans la mémoire. Ses petits octosyllabes rappellent parfois ceux d'*Emaux et Camées*.

Dans la chambre aux persiennes closes
Sous les stores de plumetis,
J'avais tout préparé, les roses,
Les gâteaux secs, les Murattis.

J'avais retardé la pendule
Pour prolonger nos entretiens
Comme si l'heure qu'on recule
Etait dupe de nos moyens.

Par la richesse d'images, par la sûreté de la forme, l'auteur des *Oiseaux Ivres*, dont un vers célèbre de *Brise marine* inspira le titre, se montre le disciple fervent du Maître qu'il eut jadis pour professeur. M. Georges Noblemaire, qui a consacré à l'Egypte, à Ceylan, aux Indes, des pages colorées d'une écriture très personnelle, a souvent comme Stéphane Mallarmé, entendu le chant des matelots. Le même souci de noter ses sensations quotidiennes se retrouve en ce livre, dans les *Sonnets romains* que dicte une sorte de passion pour la Ville éternelle, comme dans le *Journal de marche* où le poète fixe les angoisses, les espoirs, les enthousiasmes, les dégoûts qu'il éprouva pendant la grande aventure, comme dans la *Pleasant Journey* où l'ancien officier de liaison décrit à ses camarades américains toutes les beautés de l'argile idéale, ô merveille, ainsi que disait Victor Hugo. Mais si dans tous ces vers se découvre l'influence de Mallarmé, qui fut le plus parfait, le plus sévère des Parnassiens, elle apparaît surtout dans la partie intitulée *Sur Scène* et qui rappelle de la plus agréable façon les pages de *Divagations* réunies sous le titre de *Crayonné au théâtre*. Quant aux sonnets écrits à Rome, il serait amusant de les comparer aux *Regrets* de Joachim du Bellay qui fut lui aussi secrétaire d'ambassade dans la Ville Eternelle. Mais les vers précis et très évocateurs que M. G. Noblemaire consacre à la campagne romaine, aux Thermes, à la Chapelle Sixtine, sont bien à lui. Cette qu'il a quittée, non pour revoir son petit Liré, mais pour aller se battre, est décrite avec amour en d'exacts petits poèmes dont plusieurs prendront place dans les anthologies.

Le beau livre où M. Pascal-Bonetti célèbre la joie de vivre, d'être jeune et d'être fort, était prêt avant la guerre, mais par un scrupule qui lui fait honneur, le poète des *Orgueils* n'osa point publier *La Marche au Soleil*, — au soleil, où M. Raymond Clauzel, un de nos meilleurs romanciers, vient de bâtir sa maison, — alors que tant de jeunes hommes marchaient vers la mort. Ces chants clairs, sonores, généreux, bien faits pour scander sa marche heureuse vers l'avenir, viennent aujourd'hui réveiller en nos cœurs la foi dans l'idéal, dans la beauté du monde. Et j'aime le poète ardent, optimiste qui peut écrire :

Je tiens toute l'odeur de la vie en mes mains,
Car mon beau corps est un jardin des Hespérides.
Je ramasse l'espoir dans les heures arides
Et l'or des jours parmi les pierres des chemins.
Fier et léger, sûr de dompter les lendemains,
Le front ceint du soleil comme d'une couronne,
— Tel un enfant tient un bijou dont il s'étonne, —
Je tiens tout le bonheur de vivre dans mes mains.

L'émouvante poétesse du *Sourire de Joconde* et de *Celles qui attendent*, a bâti son *Toit sur la hauteur*. Et la maison où elle rêve, accueille le pauvre qui passe, aspire toutes les senteurs forestières, est l'heureuse maison du sage. *Parva domus, magna quies*. Mme Jeanne Perdriel-Vaissière a incontestablement subi la grande influence de Mme la comtesse de Noailles. *(J'ai senti dans mes bras l: printemps renversé.)* Dans la plupart de ses poèmes, qui révèlent toute la richesse d'une âme généreuse, son inspiration apparaît pourtant comme bien sincère et personnelle. On ne peut lire sans une émotion profonde ces vers qu'une mère adresse à la fiancée encore inconnue de son fils et qui, sans leur ressembler, rappellent ceux que Sully Prudhomme adressait jadis à la mystérieuse épouse qui lui serait destinée. Ah ! dit-elle :

Ah ! que ton choix, mon fils, la trouve forte et sage :
Un corps robuste et pur, une âme de clarté !
Qu'elle accepte de vivre avec joie et courage,
Et, plus que la douleur, craigne la bicheté !

La Peine quotidienne, de M. Louis Lefebre, est une prière encore comme la *Prière d'un homme* dont nous avons dit ici l'émouvante pureté. Mais la voix grave et suppliante du poète blessé paraît aujourd'hui moins douloureuse. Ces vers, d'une douceur verlainienne, pleins de foi et d'amour comme ceux de *Sagesse*, disent quand même la beauté de la vie, le bienfait d'une peine noblement acceptée. Tous ces poèmes, où s'exhale en tendres oraisons une âme sensible et résignée ont un charme bien particulier.

Je n'écouterai plus la tristesse du soir,
Avec ses voiles d'or et ses dolentes voix,
Il ranime toujours d'impossibles espoirs
Et ces molles langueurs que j'aimais autrefois...
Je prendrai désormais le courage de vivre
A la lumière forte et claire du matin :
Le ciel est un champ nu qu'un sang généreux teint.
Et du vaste combat tout fumant qui s'y livre,
Afin de m'alléger et me grandir le cœur,
C'est le jour, et non point la nuit, qui sort vainqueur.

L'Ombre Invisible, de M. Abel Léger, est un recueil de sonnets, d'une forme très pure, presque classique, mais très différents des éclatants et fastueux sonnets de José Maria de Hérédia. Poète de l'ombre, de la solitude et du silence, M. Abel Léger murmure à demi-voix, presque en sourdine, sa douce chanson d'amour. Il chante pour lui-même, il chante pour tous ceux qui ne savent articuler eux-mêmes leur grand secret :

J'écris surtout pour ceux qui pleurent, vers le soir,
Le deuil de leur jeunesse et la mort de l'espoir.
J'écris pour que la vie amère vous paraisse
Digne de plus d'amour et de plus de tendresse.
J'écris pour ce lecteur entre tous bien-aimé :
L'homme isolé que tue un rêve inexprimé.

M. Léon Riotor, fondateur de la *Société contre la mendicité des enfants*, de l'*Art à l'Ecole* et d'autres œuvres généreuses, vient de publier un important recueil qui est son carnet de route de capitaine et de chef d'escadron. Il a cru qu'il était bon de parler encore de la guerre, de nous rappeler tout ce dont nous avons vécu pendant cinq ans, et nous-même avec lui, de l'Alsace en Champagne, des bords de la Meuse à ceux de la Somme. Il a longtemp médité dans sa *cayna*, d'où il guettait les duels d'artillerie, il s'est penché sur toutes les tombes, a connu tous les espoirs et toutes les angoisses. Son livre, comme le dit M Ernest Raynaud dans sa belle préface, n'est pas seulement celui d'un soldat, mais c'est celui d'un homme, qui ajoute aux

dons lyriques du poète, un don remarquable d'observateur. Ces pages, prises sur le vif, sont criantes de vérité. Parmi tant de poèmes, signalons celui où nous voyons l'officier français exaucer le dernier vœu d'un soldat ennemi, qui souhaite que sa mère soit avertie de sa mort :

O mère trop lointaine, amour qu'on redemande !
Mère d'un fils obscur que je ne connais pas !
Dans cette heure émouvante où la pitié commande
Ai-je de la douceur pu fleurir ce trépas
Avec un souvenir à la terre allemande?

Dans les *Baguenaudes*, petits poèmes en vers blancs renouvelés du moyen âge, M. François Saint-Just respecte le mètre traditionnel, mais renonce à la rime, principale harmonie du vers, à l'exemple de Baïf, qui n'est plus appelé que l'ennuyeux Baïf. C'est grand dommage, car ce poète qui a de la fantaisie trouve des accents d'une ingénue beauté, comme le fait remarquer dans sa préface M. S. Ch. Leconte. M. Abel Rubi dont M. Gustave Kahn a préfacé le recueil, nous donne encore de ces vers amples et graves dignes de ceux que l'auteur de l'*Icéienne* a fait applaudir au théâtre. M. Ch. de Saint-Cyr, dont le *Livre d'Iseult* atteste un don lyrique est le poète de la mort qui ne lui paraît pas plus terrible que la vie, parce qu'il est sauvé par sa foi. M. P. M. de Styx a traduit en prose, avec leurs strophes, leurs antistrophes et leurs refrains, les vieux chants populaires arabes, de lignée méditerranéenne comme ceux d'Homère et de Pindare, et nous révèle ainsi tout un trésor peu connu. M. Rabaté, dont les poèmes nous arrivent de Madagascar, en vers d'excellente facture chante la *Geste de Marco*, personnage légendaire en qui s'incarne l'âme héroïque de la Serbie, à laquelle cinq siècles de domination turque n'avaient rien fait perdre de sa fierté. M. Jean Bonnefoy, avec beaucoup d'émotion et un profond sentiment de la nature, s'est fait poète de clocher, d'un clocher qui dresse sa flèche parmi les tendres et chatoyantes prairies du Velay. M. P. H. Proust débute avec élégance dans la vie littéraire par un volume de poèmes délicats où abondent les vers heureux. M. Sylvain Bonmariage offre à la mémoire d'Henry Bataille, comme un frais bouquet de fleurs sauvages, des vers qu'il aurait aimés pour tout ce qu'ils contiennent de vérité humaine et de sensibilité frémissante. M. Aimé Magnien, dont le nom doit être retenu, manifeste les dons très personnels d'un vrai poète de qui nous pouvons attendre des œuvres remarquables. M. Claude Jonquière célèbre en vers ensoleillés sa Provence natale avec sa mer et son ciel bleus, ses clairs paysages, ses belles filles, ses oliviers, ses maïs et ses lauriers-roses. *Kallisté*, de M. P. F. Morucci, est un poème en six chants à la gloire de la Corse, entièrement écrit en sonnets. Ces poèmes, à forme fixe, que les poètes qui dédaignent la forme ont naturellement négligés, bien que beaucoup de nos meilleurs morceaux d'anthologie soient des sonnets, exigent un sûr métier que possède M. Morucci. Sans doute accueille-t-il trop facilement cercains mots usagés et vaudrait-il mieux dire la mer, le bois, que l'onde et le bocage. Les temps sont loins où *tissu* paraissait plus noble que *mouchoir*. Mais le poète, qu'inspire un grand amour du sol natal, sait peindre un paysage en quatorze vers d'une exactitude presque mathématique, simples et sincères cependant. O Corse, s'écrie-t-il :

Dans mes rêves, j'entends les hymnes créateurs.
L'alerte chevrier siffle sur les hauteurs.
Les grands seieurs de long ahanent dans les gorges.
Les enfants tout joyeux reviennent du pressoir.
Les vieillards vont conter le passé près des forges.
La femme se recueille à l'Angelus du soir.

Et voici deux livres de femmes, deux livres d'amour, où la passion parle toute pure et trouve de ces accents qui nous font songer aux lettres portugaises de Mlle Aïssé. *Pour Nous Deux*, de Mlle de Lanartic, évoque en vers jaillis du cœur tout un roman moderne avec ses joies amères et ses angoisses délicieuses. Beaucoup de vers frappent par leur force et leur franchise. *Pour Axel*, de Mme Marie-Mercier-Nizet, une poétesse flamande dont M. Georges Rency a édité les vers posthumes avec un soin pieux, est une œuvre singulièrement émouvante et hardie. L'auteur de ces remarquables poèmes aimait un sosie de Van Dyck, ce Don Juan d'Anvers, qui fut incomparable amant autant que merveilleux artiste. Et à ce mystérieux « sosie » qu'elle retrouve dans les portraits où Van Dyck se peignit lui-même, elle dédie des strophes patiemment ciselées. Et, quand la mort emporte le bien-aimé, la poétesse le lui dispute encore avant d'aller le rejoindre.

Et la mort est entrée. Elle a dit : « C'est assez !
Je le veux à mon tour. Toi, viens ; et toi, demeure. »
Puis sur le corps raidi, sur les membres glacés,
Elle a parachevé son œuvre, heure par heure.

Avec méthode, elle a d'abord terni les yeux ;
Elle a scellé la bouche, effacé le sourire.
Aux cheveux elle a pris leurs beaux reflets soyeux ;
Elle a changé la face en un masque de cire.

Entre les plus doux mots j'ai fait alors un choix
Pour mieux recomposer la radieuse image :
Ils ont brillé, ses yeux, elle a sonné, sa voix,
Et tout entier il a surgi de chaque page.

Et j'ai dit à la Mort : — Il est ressuscité !
Aussi beau qu'autrefois il renaît de sa cendre.
Il vit par mon amour et par ma volonté,
Et, tel que le voilà, tu ne peux plus le prendre !

Signalons encore des anthologies qui seront dans toutes les mains. M. S. Gorgeix a réalisé une idée que d'autres avaient eue en faisant une sorte de géographie littéraire de la France. Tout ce que les guides ne disent pas et qui est le plus important, l'âme des paysans et des paysages s'y trouve exprimé par de grands poètes. Toutes nos provinces sont décrites, de la Flandre de Verhaeren à la Provence de Paul Arène. Plus particulièrement attaché à l'une de nos provinces, M. Henry Noël, excellent poète régionaliste, a groupé les meilleures pages des poètes du Roussillon. M. Van der Elst a fait une anthologie des poètes protestants, qui sont nombreux en France depuis Clément Marot, et Agrippa d'Aubigné, et cet effort d'un étranger très lettré, très documenté, qui dirige en Hollande une revue entièrement consacrée aux livres français, mérite toute notre sympathie. M. Louis Payen, qui est l'animateur des Samedis poétiques de la Comédie-Française, a réuni tous les poèmes dits au cours de la première année. On sait que ces matinées ont attiré un public fidèle. Et, bien que les meilleurs poèmes ne soient pas toujours les plus applaudis, que les artistes justement admirés soient pour beaucoup dans le succès, ces récitations ont pu donner l'idée de mieux lire chez soi, dans le silence qui leur convient, les vers de nos poètes d'hier et d'aujourd'hui. Parmi les poèmes précédés d'utiles notices, qui se trouvent ainsi rassemblés, figurent trois sonnets inédits de José Maria de Hérédia.

Signalons enfin aux amis des poètes, l'étude d'un intérêt passionnant, que M. Marcel Coulon consacre au *problème* d'Arthur Rimbaud. On connaît l'aventure unique dans la littérature, de ce poète qui, ayant à seize ans publié la moitié de son œuvre, étant assez remarqué déjà pour que Victor Hugo l'appelât Shakespeare enfant, à dix-huit, plus extraordinaire

encore par la brusquerie et la précocité de son renoncement que par celles de son génie, détruisit *Une Saison en Enfer*, la seule œuvre qu'il eût publiée lui-même, et, non seulement renonça définitivement à la poésie, mais s'en désintéressa et la tint en horreur pendant les dix-neuf années qui lui restèrent à vivre. Habile à discuter un témoignage, à compulser un dossier, M. Marcel Coulon, en trois cents pages d'une logique serrée, instruit cette mystérieuse affaire. Rimbaud n'est point un de ces poètes qu'a étouffés le prosateur comme MM. Anatole France ou Paul Bourget. Il ne s'est pas tû parce qu'il n'avait plus rien à dire, lui qui traitait les sujets les plus variés, s'abreuvant aux sources inépuisables de la nature et de la vie. Ce n'était point un poète accidentel, inspiré par l'amour ou le sentiment patriotique. Sans rechercher le scandale, M. Marcel Coulon reconnaît ce qui ne semble pas niable. Il fait revivre le révolté que fut Rimbaud, révolté contre la famille, contre l'amour, contre la patrie, sa révolte même faisant passer dans ses vers cette surabondance de vie. Mais après le coup de révolver du 10 juillet 1873, qui valut à Verlaine deux ans d'emprisonnement, les deux poètes furent soudain dégrisés. Verlaine, catholique, se convertit. Rimbaud, qui détestait tout sentiment chrétien, se révolta contre lui-même, contre la poésie, contre Verlaine, le seul poète vivant qu'il eût admiré, contre tout ce qui avait été son existence de poète maudit. Il voulut fuir l'abîme où il était tombé. M. Marcel Coulon projette une lumière éclatante sur des faits qui demeuraient assez ténébreux, tout en nous faisant mieux comprendre et mieux aimer le poète dont la souffrance a purifié la vie.

André Dumas.

LES LIVRES NOUVEAUX

Eug. Labelle : *Les Hohenzollern et l'Allemagne* (Paris, Tolra).

En fait, dans ce premier volume, M. Labelle ne traite que de la formation de la Prusse royale, ou plutôt de cet Etat brandebourgeois-prussien qui sortit, au début du XVIIe siècle, des combinaisons de famille des margraves Hohenzollern. Et il conduit l'histoire de cet État jusqu'à l'avènement de Frédéric II. Etat, non nation Il ne s'agit ici que de rassembler, autour de l'ancienne bourgade slave de Vérélo devenue Berlin, de la terre germanique, ou autre, et de planter des hommes dessus, n'importe lesquels. Ces hommes, une fois passés par les casernes du roi de Prusse, ce seront les Prussiens. M. Labelle a très bien démêlé la suite des faits qui ont mis les dynastes berlinois sur le chemin de la domination de l'Allemagne. Etait-ce pour le plus grand bien de l'Allemagne ? Il n'y paraît guère. Pour le plus grand bien de la Prusse même ? Ce serait une autre question.

Roger Lambelin : *L'Egypte et l'Angleterre* (Paris, Grasset). — Cf. M. Sabry : *La Question d'Egypte* (Association égyptienne de Paris), et *La Révolution égyptienne* (Paris, Vrin).

Un observateur diligent des choses d'Egypte et un historien formé aux méthodes du travail français ont relaté, chacun à sa manière, les conditions d'une question laissée pendant le cours du siècle dernier à la disposition des diplomates, et que la grande guerre, en révélant l'existence d'une *nation* aux rives du Nil, a placée au premier plan de la politique internationale. L'Angleterre a tenté de l'escamoter. Il ne lui convenait pas qu'un obstacle parût se dresser entre la Méditerranée de Gibraltar et de Malte et ses possessions de l'Inde. Zagloul Pacha et les dirigeants du mouvement populaire ont dérangé le plan anglais. Et maintenant, le *protectorat*, imposé en 1914, et auquel le personnel de Londres, de si courte imagination, se cramponne comme à la formule du désespoir, apparaît désuet et presque ridicule. L'Egypte exige son indépendance, que lui dénient des maîtres dont elle sent la faiblesse. Problème redoutable dont les trois ouvrages que nous signalons fourniront les éléments essentiels.

Emile Lesueur : *Les Anglais en Perse* (Paris, Renaissance du Livre).

S'abandonnant à un « rêve d'hégémonie qui laissait loin derrière lui les conceptions les plus outrancières du Pangermanisme », les Anglais : un Curzon, bien entendu, qui s'est fait une spécialité des affaires de l'Orient moyen, un Percy Cox, fauteurs de la guerre de Mésopotamie, ont prétendu, par *l'accord* de 1919, imposé grâce aux procédés de brutalité coutumière, et malgré les résistances nationales, faire de la Perse « une nouvelle Egypte ». Pour Curzon et les « pétroliers » de la Cité, la Perse devait devenir une des *corner stones* de la politique britannique... Seulement, la Perse n'a pas voulu et elle a trouvé à Moscou le secours nécessaire. Par conséquence, l'entreprise anglaise parallèle sur la précieuse Caucasie du sud s'est terminée par l'expulsion des soldats de Sa Majesté. Et quand, en Perse même, Zia ed Din, vendu à l'Angleterre, est tombé (1922), l'œuvre britannique poursuivie depuis 1907 s'est trouvée ruinée. L'impérialisme anglais avait simplement abouti à rapprocher Téhéran de la République des Soviets. C'est là un des succès du marquis Curzon, que M. Lesueur nous conte avec diligence. Ce ne sera pas le dernier.

Michel Lhéritier : *La France depuis 1870* (Paris, Félix Alcan).

Ce n'est qu'une esquisse, en 250 pages, de ce grand sujet ; mais une esquisse excellente. M. Lhéritier ne se flatte pas de tout dire. Pourtant il y a peu de faits qu'il n'ait pas au moins indiqués et, pour la clarté de notre instruction, placés dans la lumière qui convient. Il ne s'agit pas seulement de l'histoire politique, jusqu'au lendemain de la guerre. Une part, non médiocre, est réservée aux transformations économiques et sociales, à « la Bataille des idées », voire à « la production intellectuelle de guerre », à la science dominatrice du monde moderne, aux efforts les plus récents de l'art. Synthèse très claire et que l'on voudrait qui fût méditée par tous les Français... et par quelques étrangers.

LA QUINZAINE POLITIQUE

La Question d'Orient

Revenu en Grèce avec la ferme intention de n'y jouer qu'un rôle de conseiller, M. Venizelos a fini par accepter les responsabilités du pouvoir. Les diverses fractions du parti libéral, de trop fraîche coupure pour que l'une pût s'incliner devant l'autre, ne pouvaient s'unir que sous la présidence de l'homme qui a fait la Grèce contemporaine. Au bienfait de l'apaisement intérieur, M. Venizelos devait ajouter l'appréciable surprise de la reprise des relations diplomatiques avec l'Angleterre.

Depuis novembre 1922, à la suite de l'exécution de M. Gounaris, le ministre de Grande-Bretagne avait quitté Athènes laissant la Légation aux soins d'un chargé d'affaires et M. Caclamanos n'était plus reçu officiellement au Foreign Office. Dès l'avènement de M. Venizelos à la Présidence du Conseil, le 11 janvier, cet ostracisme a été levé, preuve de l'absolue confiance qu'inspirait le grand Crétois. Cela ne veut pas dire que l'Europe occidentale n'ait pas été injuste à l'égard du gouvernement révolutionnaire qui méritait le plus réel respect pour l'œuvre qu'il avait accomplie et dont le chef, le colonel Plastiras, demeurera parmi les plus nobles fils dont la Grèce se sera honorée dans l'histoire.

Les Gouvernements de la vieille Europe répugnent sans doute à admettre que la responsabilité gouvernementale et ministérielle puisse être envisagée jusqu'à ses conséquences extrêmes. Il y aurait de quoi décourager tous les hommes d'Etat, mais les philosophes diront que le pouvoir ne saurait être une arme à un seul tranchant et que la politique n'est pas un métier.

L'ostracisme dont fut frappée la Grèce n'avait sans doute point cette seule répugnance pour raison. Le prétexte était bon pour abandonner un pays vis-à-vis duquel on s'était odieusement comporté.

Le retour de Venizelos aux affaires a été l'heureuse occasion de soulager un remords.

Le jour viendra bien où la brume épaisse de calomnies dont on a couvert la Grèce depuis quelques années se lèvera et où l'on s'apercevra que cet actif et courageux petit pays, qui pouvait et devait être un des piliers de la civilisation occidentale dans le Proche-Orient, a été victime d'une des plus incompréhensibles bévues des diplomaties alliées (sauf de l'italienne qui savait ce qu'elle faisait). Jamais, sans doute, les responsables, hommes d'Etat, diplomates, financiers et publicistes ne voudront avouer leur erreur et ils trouveront toujours quelques bonnes raisons pour défendre leur turcophilie insensée et déplorable. L'un de ceux-là a eu l'anonyme courage de m'envoyer, à la *Revue Bleue*, copie d'une lettre du général Priou adressée à un ami de Constantinople le 21 octobre 1923 et reproduite par le *Vakit* du 19 novembre. Mon informateur anonyme, qui n'est peut-être pas d'ailleurs un turcophile français, mais tout simplement un employé du service turc de propagande, est sans doute persuadé que ce document est un témoignage décisif en faveur des sentiments que l'on doit éprouver à l'égard de la Turquie.

J'aurais scrupule à ne pas le reproduire :

Nice, 21 octobre 1923.

« Cher Ami,

« Voilà déjà un mois que j'ai quitté Constantinople, « le cœur empli de tristesse. Vous avez dû certaine- « ment supposer, en ne recevant point dans l'intervalle « de mes nouvelles, que, comme les autres, je vous « avais oublié. Si telle a été vraiment votre opinion, « je me permettrais de vous rappeler que toute règle « a une exception. Non, *je n'oublie point la* chère Tur- « quie *et les* Amis *de là-bas. Non seulement je ne vous* « *oublie pas, mais* je souffre *de me sentir loin de la* « *Turquie et de mes amis.*

« J'ai à peine eu le temps depuis ma rentrée en « France de parcourir quelques journaux. C'est vous « dire que je ne suis pas au courant de ce qui se passe « à Constantinople, et je ne voudrais pas en être in- « formé par les journaux qui suivent des buts particu- « liers. J'espère que l'œuvre de relèvement de la Tur- « quie s'accomplit malgré toutes les difficultés, sans « secousses et sans accrocs. *Vous savez fort bien que* « *votre pays est ma seconde patrie : je ne saurais assez* « *le répéter.* C'est ce que je ne cesse de répéter depuis « mon retour en France *et je ne permets pas qu'on at-* « *taque les Turcs.* Dites à nos amis communs que *je* « *suis toujours avec eux par la pensée et que je reste,* « *malgré tout, l'ami fidèle et sûr de la Turquie.*

« *Mon unique désir est de prouver d'une façon claire,* « *éclatante, l'attachement que je lui porte.*

« Que n'ai-je aussi la puissance et le talent de Pierre « Loti et de Claude Farrère pour exprimer effectivement « mes sentiments envers la Turquie ! Dans tous les cas, « je puis vous assurer que si je suis dépourvu de leurs « qualités et de leur génie, mon amour pour votre pays « n'est nullement au-dessous de l'amitié de ces deux « écrivains.

« C'est dans ce sentiment et cette pensée que je ter- « mine ma lettre. Je vous prie de me répondre le plus « tôt possible, de transmettre à nos amis communs mes « sentiments dévoués et d'agréer, Cher ami, l'expres- « sion sincère de l'amitié que je vous porte.

Général Priou.

Le général Priou, que je n'ai pas l'honneur de connaître, a été ensorcelé par le Bosphore au point que la Turquie, hier alliée de l'Allemagne, lui paraît digne d'être sa seconde patrie. Tout dépend du sens que l'on donne au mot patrie. S'il ne s'agit que du décor et du paysage, tous les beaux sites de la terre peuvent se disputer ce genre de patriotisme. Le général Priou a soin de nous avertir qu'il ne sait pas ce qui se passe en Turquie et n'a fait que parcourir quelques journaux dont il se méfie d'ailleurs. Ses chers amis de Constantinople se sont d'ailleurs bien gardés de lui communiquer les extraits de la presse turque qui auraient pu l'édifier sur les sentiments de la Turquie à l'égard de cette armée française de Constantinople à laquelle le général Priou appartenait. Dans le Bulletin de Novembre 1923 de la *Revue Bleue*, j'ai déjà reproduit, entre autres, cet « Adieu » du *Vakit* (le journal qui a inséré la lettre du général Priou) aux troupes d'occupation de Constantinople.

« Vous êtes partis avec vos forteresses d'acier dans « lesquelles vous aviez tant de confiance. Vous êtes « partis malgré toute votre armée et vos tanks. Vous « êtes partis après vous êtes rendus ridicules et vous « êtes changés en *karagheuz* (polichinels). Allez conti- « nuer vos pirateries ailleurs ».

Voici d'autres échantillons des aménités criées derrière le dos du général Priou, qui voguait vers la France.

Du Tevhid-Efkiar :

« Ils sont partis enfin. Ils sont partis pour ne plus « revenir après avoir chargé leurs canons, leurs fusils « et leurs soldats sous le regard dédaigneux et mépri- « sant du noble peuple turc, et après avoir salué avec « un profond respect notre glorieux drapeau. Elle est « bien grande la différence entre ce départ et l'arrivée « d'il y a cinq ans.

« Nous nous rendons compte aujourd'hui de la supé- « riorité de la civilisation orientale et de son triomphe « sur la civilisation occidentale. Nous voyons que la « foi et l'énergie ont eu le dessus sur l'oppression. « Etreignons notre religion et notre civilisation.

« Les plus grandes puissances de l'Europe, qui « étaient sorties victorieuses de la grande guerre et

« qui avaient décidé de dominer le monde entier, « étaient venues à Constantinople et s'y étaient instal- « lées. Quant à nous, nous étions sortis tout à fait « vaincus de la guerre.

« En réalité, la seconde conquête que nous venons « de faire constitue la plus grande, la plus formidable, « la plus absolue et la plus écrasante victoire remportée « par les musulmans au début du vingtième siècle sur « tout le monde chrétien. »

De l'Iléri :

« Ceux qui, dans leur pays donnent des leçons de « droit et de morale ont montré, une fois ici, leur ci- « vilisation avec des crosses de fusils et des cravaches. « Avouons que jusqu'à l'armistice nous les croyions « bons, Ayant revêtu le caractère de vainqueurs, ceux « qui donnent des leçons de civilisation, de morale, « et d'humanité devinrent des barbares à l'égard des « vaincus. »

Le général Priou dit, dans sa lettre, qu'il reste, *malgré tout*, l'ami fidèle et sûr de la Turquie. Ces injures de la presse turque le laisseront donc immuablement amoureux de ces Turcs qui, au temps même qu'il prenait la plume, attaquaient en plein Péra le premier drogman du Haut-Commissariat de France, M. Cuinet, fils de l'illustre historien-géographe de l'Empire Ottoman, qui violent systématiquement les articles de la paix de Lausanne qui leur déplaisent, qui rendent la vie intenable aux rares Français qui sont encore là-bas et qui réservent à la haine pour la France une place de choix dans leur cœur.

Le général Priou regrette de n'avoir point le talent de Claude Farrère pour inlassablement chanter les louanges de la Turquie. Il oublie sans doute les adjurations désabusées de ce poète à ses décevants amis turcs, décevants au point que Farrère semble les avoir quelque peu abandonnés pour donner le trop plein de son cœur aux Hongrois, qui lui réserveront sans doute, quand on les connaît, les mêmes déboires. Les terre-neuves ne font pas de psychologie et d'histoire avant de se jeter à l'eau.

Mais il est inutile de discuter avec les turcophiles impénitents. Ils nieraient même l'évidence. Le général Priou excusera et même félicitera peut-être les Turcs d'avoir accompagné d'injures la manifestation de la joie qu'ils éprouvaient à être débarrassés du général Priou lui-même et de ses troupes ? N'était-ce pas la faute de la France qui n'avait qu'à ne pas occuper Constantinople ? Si la Turquie viole les traités il n'y avait qu'à ne point lui imposer des clauses qui ne fussent pas de son goût. Si les Français ne veulent pas subir d'avanies en Turquie, libres à eux de s'en aller et la Turquie nous hait parce que nous l'avons trompée dans ses espérances.

Des morts des Dardanelles et de Cilicie, on ne parlera pas. Le Bosphore rivalise avec Venise pour son charme délétère : Du sang, de la volupté et de la mort.

Les lecteurs de cette chronique voudront bien se reporter à l'article du 6 oct. 1923 consacré au conflit italo-grec à propos du meurtre du général Tellini pour renouer le fil des événements.

Au moment où je l'écrivais, la Conférence des ambassadeurs n'avait pas encore rendu sa sentence. On sait qu'elle condamna, le 25 septembre, la Grèce a payer à l'Italie 50 millions de lires à titre de pénalité. Cette sentence était soi-disant rendue sur la base du rapport de la Commission internationale d'enquête qui aurait constaté la responsabilité de la Grèce. Par un phénomène pour le moins suspect, la Conférence des Ambassadeurs garda secrète vis-à-vis du condamné — hérésie judiciaire — cette pièce capitale jusqu'au milieu de décembre. Au lendemain de l'interpellation de M. Marius Moutet à la Chambre des députés, un journal anglais, (le *Manchester Guardian* du 20 déc) publia le document *in-extenso*. Le souci du secret de la Conférence des Ambassadeurs devenait explicable, le document innocentait le gouvernemnt grec et rendait au contraire éclatante la partialité politique de la Conférence des Ambassadeurs qui avait condamné la Grèce au mépris de toute justice, uniquement pour mettre fin, en donnant satisfaction à l'Italie, à un conflit où la défense du droit eût exigé des puissances une énergie dont elles s'avouaient incapables.

La Conférence des Ambassadeurs avait fixé au 27 septembre la fin de l'enquête qui devait coïncider avec l'évacuation de Corfou. Le 22 septembre les enquêteurs télégraphiaient les premiers résultats de leurs travaux. La Conférence se réunissait le 25 et proclamait son jugement le 26.

La Commission d'enquête devait cependant, du 22 au 27, poursuivre ses travaux et rédiger son rapport d'ensemble le 30, mais c'est sur le seul télégramme du 22 que la Conférence a délibéré. Or ce télégramme du 22, après avoir déclaré que les enquêteurs n'ont pu arriver « à une opinion ferme, définitive et unanime » dit qu'il « peut s'agir soit d'un crime politique soit d'une vendetta », que « l'on ne peut juger si le Gouvernement grec doit être tenu pour responsable des négligences de l'enquête et que les recherches sont à ce point rendues difficiles par la nature du pays et l'atmosphère de mystère et de terreur qui entoure le crime, que les négligences qui ont pu être constatées sont aisément explicables ». Et c'est tout.

La partialité de la Conférence des Ambassadeurs n'a pas besoin d'être démontrée. On avait déjà senti à l'époque l'iniquité de la sentence. L'intérêt du rapport complet de la Commission d'enquête est, au point de vue historique, d'un autre ordre. On y apprend que le gouvernement albanais reçut le 31 août, quatre jours après le crime, la dénonciation d'un villageois auquel le chef de la bande avait fait des confidences, que grâce à cette dénonciation, la police albanaise arrêta le 12 septembre un des complices, sujet albanais, désigné par le dénonciateur mais que les autorités albanaises se gardèrent bien de révéler ces faits tant aux autorités grecques qu'à la Commission internationale d'enquête jusqu'au moment où cette communication devenait vaine, la condamnation de la Grèce étant acquise.

On jugera comme on voudra cette façon d'agir. Il est vrai que M. Mussolini et ses représentants diplomatiques, soupçonnant sans doute que les coupables n'étaient pas grecs, avaient dès l'origine pris la précaution de déclarer que la nationalité des coupables importait peu et que la responsabilité devait retomber sur le pays dans le territoire duquel le crime avait été commis, terrible innovation dans le domaine du droit international que la Conférence des Ambassadeurs a cru devoir sanctionner par sa sentence.

L'Italie, malgré tous ses mécomptes en Albanie, cherche à nouveau un rapprochement avec ce pays musulman, bastion avancé de la Turquie en Europe, partie active de la Triplice turco-bulgaro-albanaise qui doit aider l'Italie à écraser la Grèce.

Notre intérêt nous commandait-il de favoriser une telle politique ? L'Angleterre, moins aveugle que nous, se hâte de saisir l'occasion de relever la Grèce du pres-

tige de son amitié rendue. Allons-nous tarder à imiter son exemple ou continuer la plus insensée des diplomaties ? Nous jouons actuellement notre avenir dans la Méditerranée, au profit de l'Italie, de cette nation prétendue sœur, où, le lundi 14 janvier, en Bourse de Milan, la dégringolade du franc était saluée d'acclamations frénétiques.

René Puaux.

Pologne

De bonnes finances gage d'une bonne politique

S'il fallait consoler les braves gens de France justement ennuyés de la baisse de quelques points de leur devise et de l'augmentation d'un sou de leur ticket d'autobus, il n'y aurait qu'à leur citer les nombreux pays de l'Europe où la chute du change atteint des profondeurs vertigineuses et le coût de la vie des cimes propres à affoler les ascensionnistes eux-mêmes.

Située entre deux pays — l'Allemagne et la Russie — qui ont conduit leurs destinées, à bride abattue, vers une ruine voulue, la Pologne se trouve entraînée, bien malgré elle, dans un tourbillon, auquel elle résiste de son mieux. N'est-ce pas véridique lorsqu'on constate que la Pologne a déja atteint un bilan commercial actif ? (les exportations, en 1923, ont dépassé les importations de 150.000.000 de francs); lorsqu'on constate que sa production dépasse, dans de nombreuses branches d'industrie, le niveau d'avant-guerre ? (1) ; lorsqu'on lit qu'elle n'a presque pas de chômeurs ? (3 ou 4 % de la totalité des ouvriers); lorsqu'on voit qu'elle peut se nourrir elle-même, non seulement sans importer quoi que ce soit, mais en exportant, chaque année, des centaines de mille de wagons de pommes de terre, de céréales, de sucre et de nombreux autres produits alimentaires ? (2) Ainsi, ce grand Etat de trente millions d'habitants créé de rien, privé de tout, isolé dans une mer de flammes, a mis quelques années à peine pour se reconstruire, pour s'organiser, pour se doter d'un outillage national complet et pour constituer la seconde armée en Europe, la première étant celle de la France. Il a abattu cette besogne avec une fougue telle qu'il a forcé l'admiration de tous les visiteurs qui sont venus le voir à l'œuvre et sur place. Je ne citerai qu'un seul nom, mais qui en dit long : celui du maréchal Foch.

Or, la Pologne, avec son agriculture florissante, avec son industrie prospère, avec ses exportations de houille (3), de blé, de bois (les exportations ont atteint 500 millions de francs-or), de pétrole (30.000 wagons exportés en 1923), de sel (110.000 tonnes en 1913, 250.000 tonnes en 1923), et de quantités formidables de produits fabriqués (textiles, faïences, métallurgie, ustensiles émaillés, etc., etc...), avec toutes ces inépuisables richesses naturelles, la Pologne compte cependant parmi les pays européens dont le change est des plus avariés...

Pourquoi ?

Qu'il me soit encore une fois permis de citer l'exemple du franc qui a baissé ces derniers temps parce que la spéculation internationale — quelques diplomates britanniques aidant — avait un intérêt particulier à ce que la France trébuche : juste au moment de la victoire de la Ruhr et à la veille même des élections générales.

Mais, par rapport à la Pologne, la spéculation internationale — Berlin aidant — est infiniment plus forte qu'envers la France, laquelle cependant sait faire agenouiller devant elle un Cuno et un Stinnes réunis...

Toutefois, il y a une fin à tout. Ayant réglé pacifiquement la plupart des litiges politiques et géographiques, ayant obtenu la reconnaissance de ses frontières, ayant signé des traités de paix avec tous ses voisins et des traités économiques avec la plupart des pays européens, la Pologne peut s'adonner aujourd'hui, corps et âme, à l'œuvre de l'assainissement de son Trésor. En la personne de M. Ladislas Grabski, elle a trouvé son Clémenceau financier, lequel a commencé son ouvrage par l'obtention de pleins pouvoirs qui lui permettront de travailler sans les entraves habituelles dont les corps législatifs se plaisent, avec tant de volupté et de volubilité, à jalonner la route de leurs gouvernements. M. Grabski, dès son arrivée au pouvoir, a présenté un budget parfaitement équilibré, établi en francs-or et prévoyant même une certaine plus-value des recettes sur les dépenses. N'ayant pas — ou presque — de dettes extérieures, exportant annuellement pour plusieurs centaines de millions de francs-or, la Pologne peut restaurer ses finances sans aucune aide du dehors. Elle n'a qu'à vouloir ! Vouloir faire rentrer les impôts, vouloir imposer ceux qui peuvent et doivent payer, vouloir pratiquer les coups de bistouri nécessaires pour réprimer les gabegies administratives et réaliser quelques appréciables économies dans les multiples dépenses de l'Etat, vouloir en un mot *agir*. M. Grabski a déja fait preuve de cette volonté et il a même donné la mesure de ses talents... chirurgicaux ; il a amputé sans pitié tous les budgets ministériels, il a licencié quelque soixante-dix mille ronds-de-cuir, réduit le personnel de tous les postes diplomatiques et consulaires, supprimé quantité de dépenses improductives... (1) Il poursuit cette activité en dehors de toute préoccupation politique et manifeste, dans cette rude besogne, d'autant plus d'énergie que le pays l'approuve unanimement et que d'heureux, bien qu'encore fragmentaires résultats, couronnent sa volonté d'aboutir. Laissons donc de côté les finances polonaises, puisqu'elles se trouvent à présent en bonnes mains. La route de leur assainissement est tracée : le Gouvernement et le pays la suivent.

Mais nous devons ajouter à l'actif de M. Grabski un autre mérite encore : il a été le premier peut-être à comprendre que son formidable effort réussirait deux fois plus vite, si la politique extérieure polonaise était conduite par un homme dont le nom ferait autorité à

(1) Pour la production agricole, la récolte de blé a atteint, en 1923, 108 % de la récolte d'avant-guerre, l'orge et le froment 115 %, les pommes de terre 120 %.

(2) En 1923, la Pologne, après avoir satisfait ses propres besoins, a exporté : 200.000 wagons de blé, 170 wagons de seigle, 30.000 wagons d'orge, 200.000 de pommes de terre ; quant au sucre, la Pologne en a vendu à l'Angleterre seulement pour un million de livres sterling.

(3) En Haute-Silésie polonaise seulement la production de 1922 a dépassé 600 millions de francs-or ; les chiffres concernant l'année 1923 doivent être supérieurs au moins de 50 %.

(1) La diminution des dépenses atteint : pour la présidence du Conseil : 58 % ; pour le Ministère du Travail : 57 % ; pour celui de Travaux publics : 49 % ; de la Guerre : 38 % ; des Finances : 30 % ; des Affaires étrangères : 35 %. Les ministères de la Santé publique et des P. T. T. ont été supprimés,

l'étranger, ou, parlant plus explicitement, qui aurait la confiance entière de l'Europe.

Voilà la raison pour laquelle M. Grabski fit une si chaleureuse pression sur le ministre de Pologne à Paris, le comte Zamoyski, pour qu'il acceptât le lourd, le responsable, le difficile portefeuille des Affaires étrangères. Tout patriote polonais éclairé, plaçant au-dessus des intérêts personnels le bien de la patrie, aurait eu le même geste que le comte Zamoyski : il aurait accepté. Quitter Paris après un labeur de plusieures années, après avoir préparé, conclu, signé l'alliance franco-polonaise, c'est vraiment faire un sacrifice, c'est donner une preuve réelle d'abnégation. Nous n'en sommes que plus reconnaissants au nouveau ministre des Affaires étrangères. Comme les finances polonaises, le Quai d'Orsay polonais se trouve aujourd'hui en mains sûres et expérimentées. Avec la présence du comte Zamoyski à Varsovie, c'est un peu, comme on dirait, la politique française exercée aux bords de la Vistule. Si quelqu'un n'en est pas particulièrement enthousiaste — et ce ne peut être qu'un ennemi de l'ordre et de la paix — tant pis pour lui et tant mieux pour l'ordre, pour la paix et pour l'Europe.

Voilà où en sont les affaires polonaises au début de la nouvelle année. Nous laissons aux lecteurs de ces pages le soin de conclure à leur gré. D'après ce que la Pologne a fait jusqu'ici, d'après l'effort qu'elle fournit aujourd'hui, on jugera de ce dont elle sera capable demain.

Stéphane Aubac.

Roumanie

La situation politique en Roumanie continue à offrir le spectacle de deux groupes bien distincts et totalement dissemblables : le parti au pouvoir d'une part, les partis de l'opposition d'autre part.

C'est le parti libéral qui est au pouvoir, sous la direction de M. Jean Bratiano, président du Conseil. Cette organisation était déjà célèbre avant la guerre pour sa cohésion intérieure, sa discipline et la force politique qui en résultait. C'est elle qui a déclaré la guerre, sous la direction de l'actuel premier ministre lui-même, en 1916. Cette épreuve ne l'a pas affaiblie. Quand, après la guerre, dans la nouvelle Roumanie agrandie, le parti libéral a repris le pouvoir, il y a près de deux ans, il a trouvé une situation économique générale très difficile : les répercussions de la guerre se faisaient encore partout sentir; les chemins de fer, les finances, les travaux publics, le commerce et l'industrie, toute la vie du pays, étaient encore défectueux ou faibles. La dette extérieure n'était pas consolidée, le pays n'avait pas de budget.

Une tâche très lourde attendait le nouveau gouvernement libéral. On connaît, nous avons dit ici même, au fur et à mesure, les grands progrès, les considérables améliorations réalisés dans tous les domaines économiques par la Roumanie sous l'actuel gouvernement. On a introduit de l'ordre un peu partout, les chemins de fer sont incomparablement plus réguliers et développés qu'en 1921, le budget est équilibré, la dette extérieure est consolidée, les exportations et le trafic augmentent d'un mois à l'autre. Le relèvement général du pays a été remarquablement rapide, si l'on compare la situation actuelle avec ce qu'elle était il y a seulement deux ans. Le mérite de cette amélioration revient au travail acharné des dirigeants du pays, et à la compétence des titulaires des principaux portefeuilles. L'économie sévère et l'ordre introduits par le Gouvernement dans la gestion financière de l'État ont rendu possible la mise en valeur progressive des considérables richesses de la Roumanie, œuvre qui constitue la phase positive, de création, du programme gouvernemental, succédant à la phase d'assainissement économique et financier par laquelle ce programme a débuté.

En effet, le Gouvernement étudie depuis quelques mois et a déjà mis au point un projet complet de mise en valeur des ressources du pays, avec la collaboration du capital indigène et du capital étranger.

Toute cette œuvre, ainsi que celle de la consolidation du pays sur tous les terrains, du renforcement de l'unité nationale dans la nouvelle Roumanie, de l'application équitable de la réforme agraire qui a rendu la classe paysanne propriétaire de lots de terre suffisants pour lui permettre de vivre et de progresser, toute cette activité créatrice a absorbé l'attention du gouvernement et du parti au pouvoir et l'a ainsi détournée des luttes politiques auxquelles l'opposition aurait voulu les convier.

Il est à remarquer, à ce sujet, que plus le parti au pouvoir se consolidait par son action pratique, plus les autres partis s'effritaient, pendant ce temps, se divisaient et affaiblissaient d'autant l'opposition.

Le fait le plus important dans cet ordre d'idées est la scission intervenue au sein du parti du peuple, dont le chef était le général Averesco.

Ce parti s'était formé pendant les derniers mois de la guerre roumaine, en Moldavie. Le général Averesco, qui avait commandé l'une des deux armées roumaines, s'était acquis une grande popularité parmi ses soldats et dans certaines classes de la population qui reprochaient au gouvernement libéral des souffrances inhérentes à l'état de guerre en général et surtout aux conditions où la Roumanie avait dû la faire. Ces mécontentements, ces espoirs d'amélioration, cette popularité se condensèrent autour du général Averesco, à l'issue des hostilités, en un nouveau parti politique, qui prit le nom de « Parti du peuple ». Il prit même le pouvoir à deux reprises, la première fois pour traiter la paix de Bucarest ,la deuxième, deux ans plus tard, pour déployer une certaine activité, parfois utile, et mettre un peu d'ordre dans le pays bouleversé par la guerre. Le principal lieutenant du général Averesco, qui était le vrai sous-chef du parti, fut M. Agétoïano, ministre des Affaires étrangères d'abord, de l'intérieur ensuite, dans les deux cabinets Averesco.

Aujourd'hui, la rupture s'est produite entre ces deux chefs du parti du peuple. Les causes sont d'ordre purement libéral et ne nous intéressent pas ici. Le fait qu'il convient de souligner, c'est que le parti du peuple, miné déjà depuis plusieurs mois par une première rupture entre le général Averesco et M. Angetoïano, évitée d'abord puis finalement consommée, est aujourd'hui considérablement affaibli par cet événement; il a perdu un grand nombre de ses membres, une importante partie de son prestige, et tandis qu'avant la rupture on le considérait généralement en Roumanie comme le successeur certain au pouvoir du parti libéral, maintenant cette supposition cesse d'être probable.

Quant aux autres organisations politiques de l'opposition, elles sont trop faibles, prises séparément, pour former un gouvernement et, quant à une fusion ou une concentration ou même un cartel en vue du gouvernement, toutes les tentatives faites jusqu'ici, et elles

ont été nombreuses, ont échoué les unes après les autres, des divergences irréconciliables, paraît-il, séparant le parti national démocrate — parti transylvain uni avec l'ancien parti démocrate de Take-Ionescu — du parti paysan. Or, ces deux groupes sont les deux plus importants de l'opposition en dehors du parti du peuple; le parti nationaliste démocrate dont le chef est M. Nicolas Oarga a plus de prestige par la personne de son chef que par l'importance de ses cadres et de ses partisans.

Telle se présente la situation politique intérieure en Roumanie. Le parti actuellement au pouvoir est fort, non seulement de sa propre force, mais aussi de la faiblesse de l'opposition. Et son activité est reconnue par toute l'opinion roumaine comme utile et bienfaisante pour le relèvement du pays, qui a été plus rapide pendant ces deux dernières années que pendant toute la période qui a précédé.

X...

Tchécoslovaquie

Prague, le 19 janvier 1924.

Le traité d'alliance franco-tchécoslovaque qui doit être signé à Paris la semaine prochaine comble les vœux de tous les bons patriotes dans les deux pays. Il est l'aboutissement logique et naturel de la politique pratiquée depuis cinq ans par les deux Républiques. Il répond d'ailleurs à une tradition longue de plus de sept siècles, car, en 1303 déjà, Venceslas II, roi de Bohême et de Pologne, a conclu avec Philippe IV le Bel, roi de France, un traité d'alliance, dirigé contre Albert Ier, de Habsbourg, roi d'Allemagne. J'ai montré d'ailleurs, combien les circonstances politiques d'aujourd'hui sont analogues à celles du moyen-âge et combien il est naturel qu'on revienne à des conceptions politiques analogues pour établir un équilibre des forces politiques. Mais j'ai signalé en même temps la différence profonde qui existe entre les traités inspirés par la politique dynastique d'antan et l'entente actuelle, conclue entre deux peuples, entre deux démocraties modernes.

Lorsqu'on a annoncé la conclusion prochaine du traité, certains journaux anglais et italiens ont formulé quelques critiques qui trahissaient, sinon de la mauvaise volonté, au moins une profonde méconnaissance des intentions de la France et de la Tchécoslovaquie. On parlait de l'équilibre européen déplacé, de la vassalité de la Tchécoslovaquie, de la politique d'encerclement de l'Allemagne, que sais-je? Et cependant, tous ceux qui ont un peu suivi la politique de M. Benès depuis cinq ans, ceux qui étaient tant soit peu au courant de l'opinion publique et du sentiment populaire en Tchécoslovaquie, ceux qui avaient médité les paroles prononcées par le président Masaryk à l'Elysée en octobre dernier, ne pouvaient plus conserver aucun doute sur l'aboutissement nécessaire de cette évolution. Après avoir signé un traité commercial avec la France, M. Benès a tenu à confirmer publiquement la communauté de vues des deux Républiques démocratiques sur le maintien du *statu quo* reposant sur les traités de paix. Que la France et la Tchécoslovaquie s'engagent mutuellement à empêcher la restauration des Habsbourg et des Hohenzollern, cela n'a rien de surprenant; qu'elles se déclarent prêtes à s'en remettre, pour tout litige qui pourrait éclater entre elles, à un tribunal d'arbitrage conforme aux principes de la Société des Nations, il est difficile d'y voir un danger pour l'équilibre européen. Le traité franco-tchécoslovaque est d'un caractère essentiellement pacifique; il ne vise qu'au maintien de la paix et tous ceux qui désirent sincèrement la paix de l'Europe n'ont qu'à se féliciter de cet événement. Il ne s'agit aucunément d'encercler l'Allemagne et le gouvernement allemand, s'il entend franchement honorer sa signature de Versailles, ne peut qu'être content de ce traité qui lui fournit une arme de plus contre les éléments chauvins à l'intérieur. L'entente franco-tchécoslovaque, sans être une menace, est une codification d'une amitié séculaire entre deux peuples, une affirmation formelle de la volonté des deux Etats, de défendre les traités signés, et elle ne peut que fortifier la situation de tout gouvernement, hongrois ou allemand, qui est décidé à remplir honnêtement les engagements pris.

D'ailleurs, il n'est pas question d'une convention militaire : la confiance absolue qui est la caractéristique des rapports entre les deux pays, la présence, en Tchécoslovaquie, d'une mission militaire française dont le chef est en même temps le chef d'Etat-major de l'armée tchécoslovaque rendent inutiles les clauses militaires spéciales.

Il n'y a point de clauses secrètes dans le traité dont le texte, une fois ratifié, sera communiqué à la Société des Nations.

Il n'entraîne, pour aucun des deux contractants, la nécessité de modifier ses rapports amicaux avec les autres pays. On sait que M. Benès a toujours accentué la nécessité du maintien de l'Entente Cordiale : on se rappelle ses efforts personnels pour l'amélioration des rapports franco-anglais. D'autre part, l'amitié de la Tchécoslovaquie pour l'Italie n'a jamais été interrompue et elle s'est plutôt affermie depuis l'avènement de M. Mussolini qui est un vieil ami de la Tchécoslovaquie et du peuple tchèque. Il n'y a rien qui puisse effarouchier nos amis britanniques et italiens. Qu'on médite d'ailleurs la déclaration très explicite que M. Benès a faite à propos du traité : « C'est, dit-il, tant pour notre Etat que pour notre peuple, un événement d'une grande portée. L'avenir de la Tchécoslovaquie s'en trouve assuré; c'est, d'autre part, un progrès dans l'évolution de notre politique internationale; pour l'œuvre de paix et de reconstruction que nous poursuivons depuis cinq années, c'est un appui et une consécration. Les résultats s'en feront sentir pendant plusieurs dizaines d'années. C'est d'ailleurs également un acte qui amènera logiquement pour nous des actes analogues tendant à la reconstruction et à la collaboration de l'Europe. » Le sens de la dernière phrase est, croyons-nous, on ne peut plus clair.

Signalons d'ailleurs un autre trait par lequel le traité franco-tchécoslovaque diffère des traités tels qu'on avait l'habitude d'en conclure jusqu'à présent. Le texte ne portera aucune mention sur la durée de la validité du traité. La France et la Tchécoslovaquie n'entendent pas conclure un traité d'amitié pour un laps de temps déterminé. C'est plutôt un engagement d'amitié perpétuelle qu'elles vont signer. C'est, en somme un nouveau type de traité diplomatique et il se pourrait bien qu'il servît de modèle à d'autres conventions nouvelles destinées à préparer l'Europe nouvelle.

Continuant l'excellente institution des conférences périodiques, les ministres des Affaires étrangères des

pays de la Petite Entente se sont réunis, le 10 janvier, à Belgrade. Ces conférences régulières permettant aux hommes d'Etat responsables un échange direct des vues sur les questions à l'ordre du jour, deviennent d'importants facteurs de la politique internationale. La dernière a fourni à M. Benès l'occasion de faire à ses collègues un rapport sur l'alliance franco-tchécoslovaque ainsi que sur les rapports de la Tchécoslovaquie avec la Pologne, que plus rien ne sépare depuis le règlement de la question de Javorina. Sous la présidence de M. Pachitch, président du conseil yougoslave, les trois ministres ont échangé des vues sur la question des rapports italo-yougoslaves et MM. Benès et Duca ont pu saluer avec satisfaction le rapprochement des deux pays. Ils ont pu constater que les problèmes bulgare et grec sont envisagés, tant à Prague qu'à Bucarest et à Belgrade, d'une façon identique; MM. Benès, Duca et Nintchitch ont étudié, d'une façon approfondie, la question de l'emprunt hongrois que M. Benès devait discuter au nom de la Petite-Entente quelques jours plus tard, à Londres, et ils ont pu, une fois de plus, constater un parfait accord de vues sur ce point.

On a fait grand bruit autour des prétendues divergences qui se seraient montrées entre les membres de la Petite-Entente à propos de la question russe. On a prêté, un peu gratuitement, à M. Benès l'intention de vouloir pousser la Petite-Entente à la reconnaissance *de jure* du gouvernement soviétique. On attendait je ne sais quelle décision sensationnelle. Nous croyons savoir que la Petite-Entente a toujours été persuadée que c'était aux grandes puissance qu'il appartenait de prendre une décision aussi importante. Vu les rapports différents qui existent entre les pays de la Petite-Entente et la Russie, il n'a jamais été question d'adopter vis-à-vis du gouvernement de Moscou une attitude commune. Ainsi, par exemple, les rapports de la Roumanie et de la Russie peuvent difficilement être les mêmes que ceux de la Yougoslavie ou de la Tchécoslovaquie. Il va de soi que, si les ministres ont étudié les diverses éventualités de la question russe, ils ont gardé la liberté d'agir d'après les intérêts de leurs pays respectifs.

H. Jelinek.

Yougoslavie

LA CONFÉRENCE DE LA PETITE ENTENTE

La quatrième réunion périodique de la Petite Entente, qui a eu lieu à Belgrade, du 9 au 13 janvier dernier, a fait ressortir une fois de plus la vitalité de cette alliance et sa raison d'être. Les Etats de la Petite Entente ont formé ce groupement pour défendre leur sécurité contre toute tentative de restauration de la monarchie des Habsbourgs. Aujourd'hui, on commence à reconnaître que le but de ses fondateurs est largement atteint, puisque la Petite Entente est devenue la plus solide garantie pour la paix dans l'Europe centrale et dans les Balkans. On se rend compte que, par ses quarante millions d'habitants, elle est en mesure de collaborer avec les grandes puissances alliées à la consolidation de la paix issue de la guerre européenne. Toutefois, le champ d'action de la Petite Entente est en proportion de ses forces; il ne s'étend pas au-delà de l'Europe centrale et des Balkans, ce qui la dispense de prendre part aux dissentiments passagers qui existent au sein de la Grande Entente.

A la conférence de Belgrade, les Ministres des Affaires étrangères de la Tchécoslovaquie, la Roumanie et de la Yougoslavie, ont eu à examiner la situation générale en Europe, la question de la reprise des relations avec la Russie soviétique, les rapports de leurs pays avec les grandes puissances alliées et les Etats voisins, et à prendre une décision commune au sujet de l'emprunt extérieur que demande la Hongrie. Ils ont été ainsi amenés à passer en revue les rapports franco-anglais, franco-allemands et le problème des réparations, avant d'entreprendre l'examen des problèmes qui relèvent de leur compétence.

A l'ouverture des travaux, les représentants de la Petite Entente ont pris connaissance d'une lettre de M. Millerand, président de la République, qui saluait leur réunion en exprimant l'espoir que leurs efforts seront bienfaisants pour assurer l'exécution des traités et pour garantir ainsi la paix en Europe. Puis, chacun des trois ministres des affaires étrangères a exposé la situation extérieure de son pays et ses rapports avec les Etats voisins. M. Benès a communiqué à ses collègues le traité d'alliance franco-tchécoslovaque. Les représentants de la Roumanie et de la Yougoslavie ont accueilli cette communication avec la plus vive satisfaction. Pour eux, ce traité ne fait que confirmer l'alliance de facto existante entre les deux pays signataires et à laquelle la Roumanie et la Yougoslavie entendent rester également attachées. Quant aux problèmes de la sécurité générale en Europe, du relèvement économique et financier, des réparations et, enfin, à celui de la reprise des relations avec la Russie soviétique, les ministres des Affaires étrangères des trois pays alliés sont tombés d'accord pour affirmer leur solidarité étroite avec les plus grandes puissances alliées. Concernant la Russie, ils ont décidé que chacun des trois Etats garderait les mains libres et que cette question serait examinée à la prochaine réunion qui doit se tenir à Prague, à la fin du mois de juin ou au commencement du mois de juillet. Cette décision confirme la résolution de la Petite Entente de ne prendre aucune initiative dans les grands problèmes européens, avant que les grandes puissances alliées ne prennent une décision de leur part. D'ailleurs, la question de la reprise des relations avec la Russie se pose différemment pour chacun des trois Etats de la Petite Entente. La Tchécoslovaquie a déjà conclu un traité de commerce avec la Russie, grâce auquel elle a des représentants à Moscou, Pétrograd, Karkov, Kiev et Tomsk, dont le rôle consiste à renseigner le gouvernement de Prague sur la situation économique et à protéger les intérêts privés tchécoslovaques en Russie. Quant à la Roumanie elle a conclu avec la Russie soviétique un arrangement, garantissant mutuellement la sécurité de leur frontière commune, et elle est actuellement en pourparlers avec le gouvernement de Moscou pour conclure un traité de commerce. Elle attend la réponse du gouvernement soviétique pour envoyer ses délégués à Salzbourg, où doivent avoir lieu les négociations. La Roumanie a posé comme condition préalable de la signature de ce traité, que la Russie s'engage à lui restituer le trésor roumain et les bijoux de la couronne qui ont été emportés à Moscou, lors de l'invasion de l'ennemi. Le gouvernement yougoslave, lui, n'a pas

encore pris de contact avec le gouvernement soviétique. La Yougoslavie n'a pas d'intérêts particuliers l'obligeant à se presser pour entrer en relations avec la Russie. Aussi, est-il d'avis qu'il y a lieu d'attendre pour voir ce que décideront les grandes puissances alliées et surtout pour se rendre compte des résultats que peuvent retirer les Etats qui auront reconnu *de facto* ou *de jure* le gouvernement soviétique. Cet avis a d'ailleurs prévalu à la réunion de Belgrade.

La Conférence, après avoir pris connaissance de l'exposé de M. Nintchitch, ministre des affaires étrangères yougoslave, sur la situation intérieure et sur les événements qui se déroulent depuis quelque temps en Bulgarie, a décidé d'avertir le gouvernement de Sofia, par un communiqué officiel que les trois Etats alliés, tout en étant disposés à envisager la possibilité d'une collaboration de ce pays au maintien de la paix dans les Balkans, considèrent que cette collaboration ne pourrait s'établir que sur la base du respect du traité de Neuilly et lorsque la Bulgarie aura donné des preuves réelles de sa résignation à poursuivre une politique de paix en conformité avec l'état de choses créé par ce traité. Le rétablissement de bonnes relations entre les Etats de la Petite Entente et la Bulgarie dépend donc uniquement de celle-ci et des mesures que prendra son gouvernement pour réprimer les incursions des comitadjis bulgares dans la Serbie méridionale.

Quant à la Grèce, la Petite Entente a décidé de ne pas se mêler de ses affaires intérieures, tout en exprimant le vœu que la situation intérieure de ce pays se consolide rapidement, aussi bien dans son propre intérêt que dans celui de la paix des peuples balkaniques.

La question de l'emprunt hongrois a obligé les trois ministres à examiner une fois de plus la situation intérieure de la Hongrie et les décisions qu'ils ont prises confirment le point de vue que la Petite Entente a déjà fait connaître au sujet des conditions dans lesquelles cet emprunt pourrait être accordé à la Hongrie. Ces conditions sont les suivantes : que la Hongrie reconnaisse formellement les frontières fixées par le traité de Trianon et les modifications apportées à la demande des Etats de la Petite Entente; que le montant de l'emprunt (250 millions de couronnes hongroises or), soit employé exclusivement pour la reconstruction économique du pays; que la Hongrie renonce à toute propagande tendant à rétablir l'intégrité territoriale d'avant guerre, et, enfin, qu'elle proclame solennellement la déchéance des Habsbourgs. Les Etats de la Petite Entente demandent, en outre, à être représentés dans la Commission de contrôle qui va être instituée en Hongrie pour veiller sur l'emploi des fonds de cet emprunt ainsi que sur les livraisons et paiement des réparations qu'elle doit effectuer en conformité du traité de paix. Cette demande est d'autant plus justifiée que la Commission de contrôle militaire interalliée doit bientôt cesser de fonctionner en Hongrie. L'intérêt vital et la sécurité des Etats de la Petite Entente exigent qu'ils soient en mesure d'exercer une surveillance étroite sur les agissements malveillants des Hongrois, sur leurs préparatifs secrets pour la guerre de revanche, aussi bien en armements que par la propagande de nombreuses organisations de la Ligue des Hongrois éveillés. La Petite Entente a des raisons justifiées de considérer que jusqu'à présent le gouvernement hongrois n'a pas donné des preuves suffisantes de sa bonne volonté dans l'exécution des engagements contractés par le traité de Trianon et qu'il faudra encore beaucoup de temps pour que les Hongrois modifient leur état d'esprit, en renonçant à tout espoir de revanche et en s'engageant résolument dans la voie d'une politique de bonnes relations avec les Etats voisins.

En dehors de ces problèmes généraux, les trois ministres des Affaires étrangères ont eu à examiner les questions dites intérieures de la Petite Entente et dont les solutions intervenues contribueront, dans une très large mesure, au resserrement de l'alliance. MM. Benès et Nintchitch ont fixé les bases des négociations qui vont s'engager pour la conclusion d'un traité de commerce entre la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie. En outre, ils ont réglé deux questions d'ordre religieux : création d'une Eglise auronome orthodoxe en Tchécoslovaquie, sous la dépendance du patriarchat yougoslave, et d'une Eglise autonome des Tchécoslovaques protestants en Yougoslavie. Jusqu'à présent, ces derniers faisaient partie des communautés protestantes allemandes et se voyaient privés de l'emploi de la langue tchèque dans les écoles confessionnelles et dans les temples protestants. M. Duca, ministre des Affaires étrangères roumain, de son côté, a liquidé avec M. Nintchitch certaines questions se rapportant à l'exécution du protocole de délimitations des frontières communes dans le Banat, et ont fixé les conditions générales du règlement des questions scolaires et religieuses des minorités serbes et roumaines dans les deux parties de cette province.

Enfin, la Conférence a approuvé les conclusions des experts concernant le partage des archives hongroises. Jusqu'à présent, la Hongrie s'est obstinée à refuser aux Etats voisins les archives se rapportant aux régions réunies à ces Etats, sous prétexte que ces régions constituaient une unité indivisible de la couronne de Saint-Etienne et que, par conséquent, elle n'avait pas à s'en désaisir. Le gouvernement hongrois refuse de ratifier l'accord signé à Rome par les représentants des Etats intéressés, y compris son délégué, alors que cet accord ne fait que confirmer l'exécution des articles 170 et 177 du traité de Trianon.

Tels sont les résultats de la conférence de Belgrade. Ils ont renforcé l'unité de la Petite Entente, lui permettant de s'imposer avec l'autorité nécessaire aux Etats voisins, à la Hongrie et à la Bulgarie, pour les obliger à respecter l'état de choses créé par les traités de paix.

D. Tomitch.

BULLETIN MARITIME

PREMIER VOYAGE DU CHANTILLY

Nous avons déjà parlé ici de la réception donnée à bord du *Chantilly* avant son départ qui a eu lieu le 17 janvier à destination de l'Indo-Chine.

Nous donnons ici quelques renseignements complémentaires sur cette importante unité.

Le *Chantilly* est un navire de 16.137 tonnes de déplacement maximum, 10.017 tonnes de jauge brute, 6.110 tonnes de jauge nette. Il mesure 145 mètres de longueur entre perpendiculaires et 18 mètres de largeur.

Les machines de ce navire sont dotées de turbines et peuvent déployer une force de 5.600 HP pour actionner les deux hélices. La vitesse obtenue aux essais a été de 15 nœuds, 13 à mi-charge. Le *Chantilly* a une seule cheminée. Cette unité utilise, comme combustible le charbon.

Au point de vue des installations pour passagers, cette unité correspond sensiblement au type *Porthos*. Quelques perfectionnements doivent être signalés tout particulièrement. C'est ainsi qu'il n'existe aucune cabine obscure dans les trois classes, toutes sont directement aérées de l'extérieur. L'eau courante a été installée dans toutes les cabines, aussi bien en troisième qu'en première et deuxième. Chaque cabine est évidemment dotée d'un ventilateur.

La salle à manger des troisièmes classes mérite une mention spéciale, car elle est bien placée, grande, aérée et claire.

Il existe une salle à manger spéciale pour enfants, tant en première qu'en deuxième classe.

A chaque classe est affecté un pont-promenade spécial.

Ajoutons qu'une blanchisserie a été installée qui pourra satisfaire au besoin des passagers.

Le *Chantilly* pourra contenir 864 passagers, dont 4 de luxe, 94 de première classe, 120 de deuxième classe, 116 de troisième classe et 530 rationnaires.

Les cabines de luxe sont toutes à une couchette.

Les places de première classe se répartissent en : 8 cabines à 1 couchette; 12 cabines à 2 couchettes; 18 cabines à 3 couchettes.

En ce qui concerne les deuxièmes classes, on trouve : 18 cabines à 2 couchettes; 12 cabines à 3 couchettes; 12 cabines à 4 couchettes.

Pour les troisièmes classes : 2 cabines à 2 couchettes; 6 cabines à 3 couchettes; 6 cabines à 4 couchettes; 4 cabines à 5 couchettes; 3 cabines à 6 couchettes; 4 cabines à 8 couchettes.

Les rationnaires seront installés dans quatre entreponts munis de hublots.

La disposition des installations est la suivante :

Pont des embarcations (Pont F). — Logement de l'état-major; pont et machine; promenade des premières classes à l'avant du château.

Pont-promenade (Pont E). — Cabines de première classe à une et deux couchettes; cabines de luxe; salon des premières classes à l'avant du château; fumoir des premières classes avec café-terrasse à l'arrière du château; promenade circulaire des premières classes.

Pont du château (Pont D). — A l'avant du château : cabines de première classe au centre, salle à manger des premières classes; au centre et à l'arrière : cabines de deuxième classe; cabines du Commissaire et du Docteur; autour du château : promenade circulaire des deuxièmes classes; gaillard d'arrière affecté aux troisièmes classes.

Pont supérieur (Pont C.). — A l'avant : pont des rationnaires; au centre : fumoir et salon des dames de deuxième classe, puis cabine de deuxième classe, salle à manger de deuxième classe; à l'arrière : salle à manger de troisième classe.

Pont B. — A l'arrière : cabines de troisièmes classes.

Au point de vue marchandises, sur un total de port en lourd de 9.266 Tx, 6.244 sont disponibles pour le trafic. La capacité des cales et entreponts est de 9.340 m³, soit un rapport de 1,40 entre le poids et le volume.

Le navire à cinq cales de volumes différents :

Cale 1	1.970 m³
Cale 2	3.615
Cale 3	1.090
Cale 4	1.690
Cale 5	975

Il existe quatre entreponts, dont les quatre que nous avons déjà signalés comme étant munis de hublots et disposés pour rationnaires.

Les dimensions des panneaux sont les suivantes :

Cale 1	6 m. 57 × 5 m.
Cale 2	8 m. 75 × 5 m.
Cale 3 : 2 panneaux de chacun	2 m. 92 × 2 m. 95
Cale 4	5 m. × 5 m.
Cale 5	5 m. 84 × 5 m.

Chaque cale est desservie par deux mâts de charge. Ceux des cales 1, 4 et 5, d'une force de 5 T., ceux de la cale 2 de 6 T., ceux de la cale 3 de 4 T. Il existe également dix treuils de puissance correspondante.

Il est à prévoir que cette nouvelle et importante unité, remarquablement adaptée aux besoins des passagers et aux nécessités du trafic avec l'Indo-Chine, recevra de la clientèle des Messageries Maritimes le meilleur accueil.

VALEURS DE NAVIGATION

Cours de la Bourse de Marseille.

Le 28 janvier 1924

1° Fraissinet	845
2° Messageries Maritimes	418
3° Mixte	749
4° Transatlantique	8[illegible],50
5° Transports Maritimes	1[illegible]

Société Française d'Imprimerie et de Publicité
Ateliers : Rue Garnier et rue des Carmes, Angers
Bureaux : 2, Rue Monge, Paris (5e)

L'Imprimeur-Gérant : A. Dessoës.

Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus.

REVUE
POLITIQUE·ET·LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

EUGÈNE YUNG·FONDATEUR·1863 PAUL FLAT·DIRECTEUR·1908-1918
DIRECTEUR PAUL GAULTIER

N° 4 62e ANNÉE 16 FÉVRIER 1924

SOUVENIRS SUR LE TSAR NICOLAS II

Je voudrais exposer ici quelques souvenirs sur mes rencontres avec le Tsar Nicolas II, qui était du même âge que moi et qui s'est toujours montré bon pour moi, dans les limites où il pouvait l'être.

J'ai eu l'occasion de voir l'Empereur cinq ou six fois ; un jour j'ai eu la possibilité de parler longuement avec lui des questions les plus importantes pour la Russie de notre temps.

Mais avant de me souvenir de cet entretien, qui dura plus d'une heure et qui m'intéressa alors fortement, je rappellerai en quelques mots mes autres rencontres avec Nicolas II, depuis l'époque où il était encore héritier.

Le futur historien du règne de Nicolas II disposera d'une documentation énorme pour caractériser ce souverain.

Ses traits héréditaires, son enfance, l'influence de son père Alexandre III, les principes inspirés par ce dernier monarque à son fils vis-à-vis de l'église, de l'autocratie, des paysans, de la famille, tout cela devra être envisagé pour éclairer d'une vive lumière cette triste époque de l'histoire russe.

Je ne toucherai qu'en passant au caractère et à la mentalité de Nicolas II. Peut-être, ce caractère, restant au fond le même depuis sa jeunesse jusqu'à ses dernières années, a-t-il pourtant beaucoup changé sous l'influence des événements. Peut-être aussi était-il trop faible pour changer à fond, comme changent quelquefois les fortes volontés.

Etudiant de l'université de Moscou, j'ai rencontré pour la première fois, Nicolas Romanoff, alors prince héritier, jeune, gai, insouciant.

C'était dans les steppes du gouvernement de Samara. Il faisait son voyage en Orient, traversant d'abord la Russie orientale et la Sibérie, visitant ensuite le Japon, où un Japonais fanatique se livra contre lui à un attentat. Ce furent ensuite la Chine et les Indes.

Le Tsarevitch traversait les steppes du Volga et de l'Oural, dénuées de chemin de fer ; nous étions, moi et mon frère aîné Serge, dans notre grande propriété de Bouzoulouk ; mon frère avait un ami parmi les membres de la suite du Tsarevitch, le prince Ouchtomsky ; je brûlais d'envie de voir le futur Empereur ; nous décidâmes d'aller en voiture vers un grand village, situé sur le chemin conduisant de Bouzoulouk à Ouralsk, où les voyageurs devaient s'arrêter quelques heures.

Arrivés au village, nous apprîmes que la veille le tsarevitch était déjà parti dans la direction d'Ouralsk, on attendait son retour pour le lendemain. Le lendemain matin en effet vers 10 heures, nous aperçûmes dans un nuage de poussière toute une ligne de voitures qui s'approchaient du côté du Sud. Les voyageurs devaient s'arrêter à l'église autour de laquelle une foule de paysans attendait. Nous nous plaçâmes avec eux tout près des marches conduisant à l'entrée. C'était une petite église en bois, fraî-

chement peinte pour la grande occasion. La voiture de l'héritier s'arrêta la première.

Tout couvert d'une couche épaisse de poussière noire, il sauta à terre et presque en courant monta le perron du petit temple. Vivement il salua le peuple et s'approcha du vieux pope, qui lui donna la bénédiction. Il baisa la croix, fit promptement le signe de la croix et disparut derrière la porte, suivi des membres de sa suite : les princes Viasemsky, Obolensky, Kotchonbei et Outchtomsky, son docteur et quelques autres.

Le service religieux fut bref, le tsareyitch apparut de nouveau sur le perron.

Soudain il m'aperçut. J'étais seul vêtu de l'uniforme d'étudiant, avec mes boutons d'or et ma casquette, parmi les mougiks et les babas qui tous regardaient le tsarevitch avec une curiosité intense. Nicolas me considéra d'un œil surpris et se dirigea vers sa voiture en saluant le peuple. Toute la compagnie repartit en voiture vers l'intérieur du village pour dîner et se reposer dans les meilleures maisonnettes de la place, préparées d'avance par les autorités.

Un peu plus tard dans la journée nous rencontrâmes le prince Outchtomsky. Pressé et nerveux comme toujours, il nous dit que le tsarevitch était fatigué et qu'on ne pouvait pas même lui parler de notre présence.

Je quittai le village avec déception et tristesse.

Pourquoi, pensais-je, n'a-t-il pas voulu me remarquer plus qu'il n'a fait? Et moi qui le regardais avec un tel enthousiasme et un tel intérêt! C'était donc le futur souverain de la Grande Russie. Oh, comme j'aurais voulu être à la place de tous ces princes, qui l'accompagnaient et qui pourraient plus tard faire tant de bien au peuple russe et par lui à l'humanité!

Illusions perdues... Comme elles étaient fortes non seulement en moi, mais en toute âme russe! Souvenez-vous de l'admiration et de l'amour du Comte Nicolas Rostoff pour son empereur dans *La Guerre et la Paix!* Ces sentiments n'avaient pas encore disparu dans les cœurs russes même après quatre générations de tsars.

Je regardais les steppes autour de moi; elles m'apparaissaient comme un désert mort, sans vie et sans espérance.

La seconde fois que je vis Nicolas II, ce fut tout de suite après son couronnement à Moscou. Cette joyeuse et solennelle cérémonie ne s'accomplit pas sans un triste et lugubre présage pour le jeune Empereur.

Je venais de m'acheter un joli petit cheval de selle pour l'emmener à la campagne et en attendant mon départ je faisais chaque jour durant ce beau printemps, des promenades à cheval dans les rues de la ville. L'empereur et l'impératrice visitaient alors différents quartiers de Moscou la sainte, souvent on pouvait les rencontrer passant en voiture découverte au centre de la ville, ou dans les environs. Un jour qu'ils rentraient du jardin Neskoutchny au Cremlin, une foule énorme les attendait des deux côtés d'une longue rue du Zamoskvo-retchje sur la rive droite de la rivière Moskva; à cheval je m'avançai bravement à leur rencontre, malgré la police qui gardait en masse tous les passages. Je déclarai que j'avais besoin de passer pour une affaire importante; à mon grand étonnement on ne m'arrêta pas.

Quand la voiture impériale fut à deux pas de mon cheval, je saluai le Tsar. Il me regarda avec surprise, sourit à peine et me rendit mon salut. Puis ayant considéré mon joli cheval, mi-arabe mi-anglais, il dit quelque chose à l'impératrice.

Il avait l'air préoccupé, troublé et beaucoup moins calme que le jour où je l'avais vu à Samara. Ce n'était plus le jeune homme gai et insouciant, qui faisait son voyage en Orient, c'était maintenant le jeune empereur de toutes les Russies, qui venait officiellement de s'installer sur ce trône si dangereux et si redoutable. Je lus dans l'expression de ses yeux et de toute sa figure une sorte d'inquiétude et de déséquilibre.

Etait-ce son rôle nouveau qui le tourmentait? (on sait qu'il ne l'avait jamais souhaité). Etait-ce le terrible accident du champ de Chodinka qui le chagrinait, cette malheureuse catastrophe, où des centaines de personnes avaient péri écrasées par la foule? Etait-ce simple fatigue après toutes les cérémonies et les réceptions de Moscou? Je ne sais. Je me souviens seulement de mon impression et qu'elle n'était pas rassurante.

Quelques années auparavant, l'héritier Nicolas Alexandrovitch était à Tsarskoje Selo où je faisais mon service militaire. Il n'était pas encore marié et quelquefois, quand il passait la soirée avec ses camarades les officiers de la garde, on se permettait en plaisantant de lui parler des fiancées qu'on lui proposait alors de tous côtés. Laquelle des candidates deviendrait sa femme, la future impératrice? Quand on prononçait le nom d'Alice de Hesse, il criait

avec colère : « Mimo! » Cela voulait dire : « Laissez, passez! » Et maintenant elle était là, cette Alice de Hesse; elle était auprès de lui, la nouvelle Tsarine, cette indésirable, qui malgré tout était devenue son épouse.

J'ai rencontré le Tsar pour la troisième fois beaucoup plus tard, avant la guerre russo-japonaise, à Pétersbourg. C'était dans la salle de la noblesse, à un concert composé exclusivement de musique religieuse. Nicolas II, très pâle, triste et indifférent, écoutait l'orchestre de sa loge impériale; toute la soirée il se prenait par le col de son uniforme qui le gênait. Il avait l'air de s'ennuyer sincèrement et de ne pas même cacher cet ennui devant le public qui remplissait la salle. Je le regardais de mon fauteuil et m'interrogeais avec inquiétude sur le sort prochain de mon pays. Je n'osais pas, personne alors n'osait, donner une réponse claire à de telles préoccupations. Mais je sentais que les choses allaient mal et iraient plus mal encore, si un changement ne venait pas du trône. Il y avait tout à faire, tant de choses à transformer, à réformer, à créer, dans cette pauvre immense Russie. Mais on ne voyait pas que celui qui dirigeait fût capable et inspiré.

« Pourquoi est-il aujourd'hui si fatigué? — pensai-je. — Peut-être a-t-il beaucoup travaillé? On dit qu'il travaille assidument tous les jours. Comment, comment réveiller en lui ce que tout le monde voudrait voir, ce feu sacré du grand souverain, qui fait vivre et fleurir un pays? » Je n'allais pas plus loin dans mes pensées et dans mes sentiments. L'auréole qui entourait le Tsar, ce mot seul, était pour moi, comme pour tous les Russes, trop prestigieux pour que je me permisse une idée révolutionnaire.

J'espérais. Tout le monde espérait qu'un miracle quelconque tomberait du ciel sur ce peuple, qu'il a abandonné. Tout Russe qui pensait et voyait un peu clair espérait s'approcher du Tsar et lui expliquer, lui inspirer les réformes nécessaires à la Russie. Au surplus les apparences valaient mieux que la réalité; on se calmait et on se taisait.

Depuis 1900 je m'étais installé définitivement à Pétersbourg où j'écrivais dans les journaux et prenais part à toutes les questions du jour. Je m'intéressais vivement à ce qui se passait à Tsarkoje Selo. Une fois seulement je vis de loin le Tsar à Krasnoje Selo à la parade des régiments de la garde devant le président Loubet.

Les affaires russes semblaient marcher assez bien au début du siècle; personne ne s'attendait aux malheurs qui approchaient.

Seul peut-être mon père écrivait alors des ouvrages alarmants, en prévoyant la catastrophe future. Moi, j'écrivais des pièces de théâtre et des nouvelles. J'étais alors — je le suis moins maintenant — grand admirateur des pays Scandinaves, et d'abord de la Suède. Mon livre sur la culture suédoise fut remarqué par les lecteurs russes, quelqu'un me conseilla de l'envoyer à l'Empereur. Les « Varjagues », ancien nom des Scandinaves, étaient les fondateurs de l'Etat russe. Encore une fois et à beaucoup d'égards, ils pourraient nous servir d'exemple. J'envoyai, par l'intermédiaire du prince Ouchtomsky mon livre « La Suède contemporaine », au Tsar, espérant qu'il le lirait. Dans ce livre je parle des institutions de ce pays, des cinq libertés suédoises, des écoles, de l'industrie; je rappelle l'influence qu'ont eue les Suédois sur la vie russe depuis mille ans et j'affirme que pour la Russie d'aujourd'hui l'organisation de la vie suédoise est le meilleur modèle à étudier et à suivre.

Nicolas II lut mon livre avec attention. Plus tard, dans son fameux manifeste du mois d'octobre, il fit citer et promettre à la Russie presque mot pour mot les cinq liberté mentionnées dans « La Suède Contemporaine ».

Au cours de la malheureuse guerre avec le Japon, guerre d'aventure et trop lointaine, l'esprit russe manifesta une profonde révolte. Les ouvriers, les paysans, l'armée et tous les éléments mécontents de la Société, criaient à haute voix contre le Gouvernement. Le ministre Witte fut appelé pour « calmer » l'orage. J'écrivais alors beaucoup dans le « Novoie Vremja », que l'Empereur lisait. Parlant un tout autre langage que les autres journalistes libéraux, j'attirais l'attention publique. Loin d'être réactionnaire, je disais dans mes articles, que c'était nous-mêmes qui étions cause de nos malheurs, je tâchais de réveiller l'esprit national du peuple et j'expliquais la guerre d'un point de vue historique. J'écrivis aussi une lettre au Tsar, en lui signalant que la Russie avait besoin d'une assemblée nationale et qu'il ne pouvait plus se passer de l'aide d'une telle assemblée.

Le « Zemsky Sobor », disais-je, est la seule forme historique d'une telle assemblée de représentants pour le peuple russe divisé en classes; c'est le « Sobor » qu'il faudrait convoquer.

Ma lettre fut remise à sa destination; elle fut copiée à des centaines d'exemplaires, qui furent distribués parmi les personnalités de la société de la cour impériale par le Comte Adam Olsoufieff, un vieux général, ami de notre famille.

*

Mon père, aussi, lut ma lettre au Tsar et l'approuva.

« Je suis loin de la politique, me dit-il, mais ta lettre est bien, et je crois aussi qu'un Zemsky Sobor pourrait être utile ». Quelques jours plus tard l'Empereur m'invita officiellement à venir à Tsarskoie.

Le cabinet de travail du souverain était une toute petite pièce avec une table à écrire couverte de papiers; quelques rayons de livres aux murs et c'était tout. Le Tsar m'apparut vêtu d'un uniforme blanc, qu'il portait chez lui même en hiver; aucune insigne ne le distinguait d'un simple mortel, d'un petit officier, d'un employé quelconque. Je n'oublierai jamais cette impression de simplicité et d'extrême modestie qu'il produisit sur moi au premier abord et pendant toute mon audience. Il me sourit amicalement, me tendit la main et s'asseyant dans son fauteuil, me pria de prendre place.

Je lui rappelai les occasions où je m'étais trouvé sur son chemin; il sourit gentiment, puis après un court silence passa au sujet de mon audience.

— J'ai lu votre lettre, je vous remercie. Vous croyez que la convocation d'un Zemsky Sobor serait utile pour la Russie?

— Parfaitement, Votre Majesté, je le crois sincèrement. Ce serait une forme purement russe, en harmonie avec toutes les traditions de notre histoire. Ce serait une représentation de toutes les classes, qui constituent la Russie et c'est pour cela que le « Zemsky Sobor » serait le meilleur moyen de connaître la volonté et les désirs de notre peuple. Parmi les membres du « Sobor » sans doute vous trouverez facilement des hommes, qui pourraient venir à votre aide pour gouverner le pays.

— Je voudrais, dit l'Empereur, donner à la Russie, un parlement, mais absolument dans *un esprit russe*.

Et il souligna ces mots, comme s'il voulait montrer par là combien il était indépendant dans ses décisions et combien il était russe.

— Le « Zemsky Sobor », répétais-je, est une forme de parlement ultra-russe. C'est cela qu'il nous faut.

— Je pense aux paysans, continua le Tsar sans m'écouter, pour moi il n'y a qu'une préoccupation c'est le bien être du peuple, des paysans. Ils représentent la majorité de notre population. Je ne pense qu'à eux.

Et il se tut, comme si un doute de grande importance était venu subitement troubler ses pensées. Il me regarda, puis baissa la tête. Alors je repris la parole pour développer mes idées.

— Le « Zemsky Sobor » devrait être constitué de deux ou trois mille personnes. Ce seraient des représentants de toutes les classes : les nobles, les marchands, les petits bourgeois, les ouvriers, les paysans, les prêtres. Ils devraient se réunir quelques mois tous les ans. Vous, Votre Majesté, seriez toujours le Président ou la « tête » du Sobor. Ainsi, je pense, la volonté du peuple serait entendue. Ainsi les membres du Sobor, proportionnellement au nombre de chaque classe, pourraient mieux s'entendre que les représentants des différents partis politiques, qui se disputent déjà dans tous les coins de la Russie et du monde. Tous ces socialistes, qui n'ont aucun lien avec la vie réelle d'un peuple, tous ces théoriciens politiques, ambitieux, jaloux...

— Oui, je veux une Douma, mais dans un esprit russe, dit le Tsar, prononçant pour la première fois le mot « Douma » sans répondre à mon idée du Sobor.

Probablement pensait-il à la « Douma » du ministre Bouligine, — ce parlement copié de l'étranger, cet avorton malheureux, qui bientôt après, sanctionné par l'Empereur, fut donné à la Russie.

On me disait souvent dans les milieux de la haute société de Pétersbourg, qui touchait de près la cour impériale, que Nicolas II ne pouvait jamais s'arrêter à une opinion fixe. Il était toujours de l'avis du dernier opinant. J'ignore jusqu'à quel point il en était ainsi. Je sais seulement que, en parlant au Tsar, j'étais sûr d'avance qu'il n'accepterait pas mes propositions. Plusieurs fois, par la suite, le Tsar a suivi les conseils que je me permettais de donner dans mes lettres; il y en a des preuves historiques, si mes lettres n'ont pas été détruites par les bolcheviks. Mais les conseils suivis étaient toujours les moins importants et peut-être ceux au sujet duquel j'étais seul plus ou moins convaincu et ardent à les donner. Il y avait trop d'ambitieux autour du Tsar et trop de gens bornés, trop uniquement préoccupés d'éviter une révolution pour conseiller la convocation d'un Zemsky Sobor, institution trop russe et trop ancienne pour s'imposer alors comme idée dominante.

Je parlai au Tsar des démarches pratiques à entreprendre pour faciliter la convocation de l'Assemblée. L'Empereur devrait inviter les membres les plus éminents des Zemstvos russes,

par exemple les frères Troubetskoï, et causer avec eux. C'étaient eux qui pouvaient élaborer les bases sur lesquelles se serait formé le parlement.

Je parlais vivement et avec conviction; Nicolas II m'écoutait tantôt avec attention, tantôt d'un air indifférent et fatigué. Il y avait de l'intelligence dans son regard doux et calme, il y avait de la bonté, mais ni étincelle d'énergie ni fermeté.

Il sortit de sa poche son porte cigare et alluma une cigarette.

— Vous ne fumez pas? demanda-t-il.

— Non, répondis-je, j'ai abandonné.

— Et la viande? Votre père est donc végétarien?

— J'ai essayé de l'être aussi pendant 4 ans, puis j'ai recommencé à manger de la viande par suite d'une maladie en Egypte.

— Moi, je ne peux pas m'en passer, dit le Tsar, je me sens faible si je n'ai pas mangé de viande.

Je voyais qu'il parlait de cette question avec intérêt. Avec plus d'intérêt sans doute que du futur parlement. Peut-être, étant faible de santé, cherchait-il des forces dans la viande, peut-être pensait-il simplement que le régime végétarien pourrait lui faire du bien. Je menais alors une vie très hygiénique, dormant même à Pétersbourg tout l'hiver la fenêtre grande ouverte, je prenais tous les matins un bain froid et faisais du sport; je songeai qu'il était de mon devoir de donner quelques bons conseils d'hygiène au Tsar. Peut-être me figurais-je qu'il pourrait alors devenir plus énergique et plus fort.

Je lui décrivis mon régime; je lui parlai de mon livre, « Mon hygiène ». Il m'écouta avec indifférence. Soudain il me coupa la parole.

— Vous aimez beaucoup la Suède, j'ai lu votre livre.

— Oui, les Suédois ont une haute culture; leur culture est peut-être la plus haute du monde. Je suis adepte de la théorie scandinave. Je veux dire que toute la culture russe est venue des Varjagues et que nous devrions les imiter et les suivre.

Alors encore une fois, je fis un chaleureux éloge des institutions, des écoles suédoises, etc.

— La Suède, continuais-je, avait jadis comme nous des communes. Le Gouvernement suédois les a divisées en fermes, donnant la terre aux paysans en possession privée. C'est ainsi qu'une forte classe de riches agriculteurs fut créée, base solide pour la tranquillité du pays. Chez nous, la commune paysanne est une des grandes causes de la misère du peuple. J'ai écrit plusieurs articles sur ce sujet, que Votre Majesté a peut-être vus?

L'Empereur me regarda, un peu plus éveillé, et dit :

— J'ai cela en vue. C'est une grande réforme que je vais entreprendre. Elle est déjà commencée.

A cet instant, j'entendis un bruit derrière la porte. Le Tsar tourna la tête et sourit. Peut-être était-ce un de ses enfants, qui venait le chercher. Il se leva et je compris que l'audience était finie.

— Ecrivez-moi, quand vous avez quelque chose à dire, me dit l'Empereur en me tendant la main. J'ai besoin d'entendre la vérité. Je crois que vous êtes sincère.

Je sortis.

— Ai-je dit tout ce qu'il fallait, me demandais-je avec inquiétude et mécontentement de moi-même, ai-je parlé avec conviction?

Après cette audience j'écrivis à l'Empereur assez souvent et sur des questions très différentes. Quelquefois, après mes lettres, je voyais qu'on faisait à peu près ce que je conseillais, quelquefois on ne le faisait pas. Par exemple, sous l'influence des impressions que je continuais d'avoir de la Suède et du protestantisme de ce pays, un jour j'envoyai une longue lettre au Tsar en lui proposant de réformer l'Eglise orthodoxe russe, non dans le sens luthérien ou dans le sens d'une autre forme chrétienne précise, mais simplement dans le sens d'une simplification du service orthodoxe, des cérémonies, etc... Je proposais de traduire toutes les prières du vieux slave en russe, de placer dans toutes les églises des bancs, de raccourcir le service, de simplifier les sacrements, tout en conservant intacts l'esprit de l'église, ses chants magnifiques et tout son cadre.

Plus tard un des ministres de l'intérieur, Maklakoff, frère du représentant russe à Paris, me dit que l'Empereur n'avait pas approuvé mon idée et s'en était peut-être indigné. Religieux jusqu'au fanatisme, il professait un tout autre point de vue sur cette question. La vieille église était pour lui une des bases de la grande force russe à laquelle on ne pouvait pas toucher. Dans une autre de mes lettres j'osai prier l'Empereur d'éloigner de son voisinage Raspoutine, qui révoltait de plus en plus l'opinion de toutes les classes russes, excepté peut-être une petite société réunie autour de ce monstre; peu après

l'ancien brigand sibérien Raspoutine fut renvoyé pour quelque temps en Sibérie. Tout le monde était satisfait. Mais hélas, quelques semaines plus tard, le favori de la cour était rappelé à Tsarkoie et depuis ce jour jusqu'à sa mort il ne quitta plus Pétrograd et ses environs.

Je vis encore l'Empereur Nicolas pendant la grande guerre. Le Tsar était alors à la tête des troupes russes au quartier général du front, à Mohileff.

Les affaires intérieures de la Russie allaient de plus en plus mal; avant tout, la question du pain préoccupait et effrayait tout le monde. Le pain devenait de plus en plus rare et cher à cause du ravitaillement de l'armée, mobilisée en masse énorme, et l'on sentait qu'il fallait réveiller à ce moment une énergie extraordinaire pour sauver la situation. Sturmer fut nommé premier ministre et le comte Bobrinsky ministre de l'agriculture. Ces deux nominations, surtout la première, bouleversèrent l'opinion publique. Personne, pas même les éléments les plus conservateurs, n'était content. J'étais alors à notre campagne de Jasnaia Poliana. Je crus avoir trouvé le moyen de remédier à la crise du pain. Il me semblait que la fixation des prix, mesure prise par le Gouvernement russe, n'était pas la solution du problème. Il fallait avant tout faire une révision de tous les stocks de céréales en Russie et en Sibérie, ensuite les réquisitionner et les distribuer à la population et à l'armée. Il fallait prendre beaucoup d'autres mesures en même temps, entre autres, arrêter l'exportation de la farine russe à l'étranger, qui continua, à mon profond désespoir, tout le temps de la guerre. Cette farine était transportée par milliers de sacs de la gare Nicolas à la gare Finlandaise à Pétrograd et partait sûrement pour l'Allemagne. Personne n'arrêtait cette infamie criminelle et, quand je publiai un article sur ce fait indigne dans le Novoie Vremia, on lut l'article, mais les milliers de sacs continuèrent de suivre devant les fenêtres de ma maison, le même chemin de la Gare Nicolas à la Gare Finlandaise pour l'Allemagne.

Brusquement je me décidai à me rendre à Mohileff pour parler à l'Empereur personnellement, s'il voulait me recevoir. Je sentais de mon devoir de faire cette dernière tentative, et après avoir exposé sur papier mon projet relatif au ravitaillement pour le remettre au Tsar au cas où je ne le verrais pas, je partis. Il y avait dans la suite de l'Empereur un de mes anciens camarades d'école, le Comte Sheremetieff, à qui je voulais m'adresser pour réaliser mon plan. Sheremetieff habitait à Mohileff avec le prince polonais, Comte Zamojsky, à l'Hôtel de France. Mon camarade me reçut avec son amabilité habituelle et me promit que ce jour même, en se promenant avec l'Empereur en auto, (on se promenait ainsi tous les jours) il parlerait de moi à Nicolas II.

Le lendemain matin Sheremetieff arriva chez moi et me dit que ma commission était faite.

— J'ai parlé de toi à l'Empereur; l'Empereur est content que tu sois venu. Mais il s'excuse de ne pouvoir te recevoir. Il m'a répété plusieurs fois de l'excuser auprès de toi. Tu parais lui être très sympathique. Mais il a tout le front, il a en ce moment tous les ministres ici, Sturmer, le Comte Bobrinsky et les autres. Et par dessus tout il y a le prince japonais Ito, qui est venu rendre sa visite. Nous devons le recevoir. Le Tsar m'a ordonné de prendre ton projet, que je dois lui remettre ce soir à dîner et encore une fois il s'excuse de ne pouvoir te recevoir personnellement.

Je n'avais rien autre chose à faire que de remettre à Sheremetieff l'exposé de mes idées et de partir. A vrai dire, je me sentis attristé, malheureux et complètement désespéré pour la Russie. « Sturmer, Bobrinsky, Prince Ito, dîners! A ce qu'il paraît on n'a pas ici la moindre idée de tout ce qui se passe là-bas à l'intérieur de la Russie! Tant pis, je partirai, et cette fois tout à fait ». Le soir même je me décidais à quitter Mohileff. En attendant mon train, je sortis dans l'après-midi, faire une promenade en ville.

Quel fut mon étonnement, quand à peine me trouvais-je dans la rue, je vis passer le Tsar dans une voiture découverte. A côté du Tsar était son fils, le jeune Alexej Nicolaevitch. Alors âgé de 12 à 13 ans, il avait l'air bien portant et gai, avec un sympathique sourire sur son visage doux et délicat. L'Empereur était pâle, fatigué et inquiet. Pourtant il souriait en disant quelque chose à son fils. Il ne me remarqua pas et depuis je ne l'ai jamais revu.

Revenu à Jasnaia Poliana, j'écrivis encore une lettre au Tsar, la dernière, où je lui offrais toutes mes forces et toute ma vie au service de la Russie. Cette lettre resta sans écho.

Quelques mois plus tard je quittai la Russie pour un grand voyage en Orient, au Japon, en Chine, aux Indes. Je sentais qu'une catastrophe terrible se préparait pour ma patrie et que rien ne pouvait la détourner. Les soldats revenant du front disaient ouvertement qu'ils avaient

tous décidé là-bas de renverser le gouvernement et tous ceux qui le soutenaient aussitôt revenus de la guerre. Les paysans chantaient la même chanson. Les libéraux s'agitaient de plus en plus, sentant que leur tour approchait. La haute société, à moitié anéantie au front dans la personne des officiers et des généraux de la garde, perdait de plus en plus toute force de résistance. Un souffle mortel d'angoisse et de désespoir traversait cet immense pays, abandonné et privé des ressources nécessaires.

Au milieu du Pacifique, à Honolulu, j'appris l'invraisemblable nouvelle de l'abdication du Tsar. Les passagers du bateau m'entourèrent et me questionnèrent sur cet événement. Tout le monde avait l'air gai, content.

— De quoi vous réjouissez-vous? demandai-je?

— Mais comment! Il y a Kerensky! Enfin la Russie sera affranchie du despotisme tsariste! Enfin...

— Tout cela ne provoquera que des malheurs encore plus terribles, répondis-je avec tristesse; je ne vois dans tout cela rien de bon.

Le nom de Kerensky était sur toutes les lèvres Je ne le connaissais pas. Pour moi c'était une nullité. Les journaux de Honolulu imprimèrent ce jour là ce que j'avais dit; mon opinion surprit tout le monde. Tolstoï, le fils du grand Tolstoï, exprimait des idées si rétrogrades! J'avais parlé en homme qui connaissait et qui aimait son pays, et mon père à ma place aurait fait la même chose; patriote, chrétien, homme d'Etat, tout Russe honnête et sincère ne pouvait parler autrement.

Le progrès d'un pays se fait non par un bouleversement brusque de toutes ses institutions et de toutes ses traditions historiques, non pas par la violence et une lutte sanglante entre les classes, mais uniquement par la perfection de ses lois et simultanément de ses mœurs.

La Russie de demain sera meilleure non pas par suite de sa révolution, non pas à cause des changements extérieurs qu'elle a subis, mais uniquement par suite d'une législation nouvelle, qu'elle va se créer avec le temps après avoir souffert assez. C'est une législation que nous attendons. Elle ne viendra pas du dehors. Elle viendra du dedans, du cœur russe, du peuple russe lui-même. Si ce peuple avait pu entrer en contact avec l'Empereur Nicolas II et unir son grand et simple cœur au cœur de cet Empereur, qui ne voulait que le bien des paysans, si le Tsar de son côté avait pu moralement s'unir avec son peuple, peut-être ce malheureux souverain aurait-il pu devenir le plus aimé et le plus béni parmi ses semblables.

Mais ces liens historiques anciens, nécessaires à l'existence même de la Russie s'étaient peu à peu distendus jusqu'à s'anéantir. C'est là la cause principale de la débâcle de l'Empire russe.

Léon Tolstoï.

A PROPOS DE L'HISTOIRE-BATAILLE(1)

(Suite)

Alexandre, conquérant de l'Asie : ces trois mots magnifiques ne me disent rien. J'aperçois, sous cette formule éclatante, trois grandes batailles et des morts d'hommes par dizaines de milliers, Démosthène réduit au silence et à l'exil, lui, le plus éloquent et le plus patriote des Grecs, Tyr assiégée pendant sept mois, elle, la ville la plus laborieuse de l'Antiquité, et les folies de l'entrée dans Babylone, et les populations serviles saluant leur vainqueur du titre de dieu (2). On me dira qu'il était besoin de ces conquêtes, de cette apothéose, de ces massacres de multitudes, pour faire pénétrer jusqu'à l'Indus les bienfaits de l'hellénisme, les poèmes d'Homère, les images de Phidias et la philosophie de Socrate ; et je reconnais une fois de plus que ce sont les plus belles choses que l'homme ait créées. Mais je demande une fois de plus s'il faut vraiment des batailles pour civiliser les hommes. Que l'on me prouve donc que sans Alexandre l'hellénisme n'eût point franchi le Granique ou le Taurus. Est-ce que l'Irlande a attendu la conquête anglaise pour devenir chrétienne ? et c'est elle, pourtant, qui a envoyé à la Gaule Mérovingienne les plus ardents apôtres de la vie chrétienne. Est-ce que les Scandinaves ont été soumis par Charlemagne avant de recevoir le baptême et de s'instruire des lettres classiques ? et je vous assure que ce sont aujourd'hui meilleurs Chrétiens et aussi bons latinistes que les Germains de Saxe ou de Thuringe. Est-ce que le Japon s'est laissé dominer par l'Angleterre ou la France ? et cependant, si vous lisez les mémoires de l'Uni-

(1) Voir la *Revue Bleue* du 2 février 1921.

(2) Voyez le célèbre article de Georges Radet sur la *Déification d'Alexandre*, 1895 (*Revue des Universités du Midi*).

versité de Tokio, vous les verrez dociles aux méthodes scientifiques de l'Europe contemporaine. Débarrassons-nous de ce préjugé parfaitement immoral qui fait des Empires et des triomphes militaires les préludes providentiels des grandes sociétés civilisées ; ne mettons pas la Providence à la remorque des conquérants. Ces vastes ensembles de haute culture, hellénisme, christianisme ou démocratie, se forment d'eux-mêmes, par l'attrait invincible et ininterrompu de l'art, de la science et de la justice. Sans Alexandre, l'hellénisme eût continué à envahir l'Asie par les routes pacifiques, et elle n'aurait point supporté les atroces batailles que se livrèrent les héritiers du grand homme. Guerres pour prendre l'Asie, guerres pour se la partager, voilà ce que me représente l'Empire d'Alexandre, une fois que j'ai percé la surface de gloire dont l'environne la poésie coupable de vingt siècles d'admirateurs.

Jules César, conquérant de la Gaule : je ne suis pas plus ébloui par lui que par Alexandre. Car je sais pourquoi il est venu en Gaule : lui, ses amis et ses complices avaient besoin d'argent pour satisfaire leurs plaisirs ou leurs ambitions, et il partit pour faire sa fortune et la leur par le pillage des richesses de France. Je sais également ce qu'il a fait en Gaule : un million d'hommes tués à la guerre, un million d'hommes mis en esclavage par la défaite, un million d'hommes morts de misère ou de faim (1). Et je sais enfin ce qui arriva après son passage en Gaule : une grande patrie disparut, et il se passa un millier d'années avant qu'elle pût ressusciter sous le nom de France.

Charlemagne, conquérant de la Germanie, Napoléon, conquérant de l'Europe : aucun enthousiasme ne me saisit plus en pensant à ces hommes. Peu m'importe que l'un et l'autre, à la différence de Jules César, aient mené la France à la victoire au lieu de la courber sous la défaite : leurs conquêtes nous ont fait autant de mal que si elles s'étaient exercées contre nous. L'Empire de Charlemagne porta du Rhin jusqu'à l'Elbe le nom de la France : quand il disparut, ce nom s'arrêtait à la Meuse. L'Empire de Napoléon, lui aussi, franchit le Rhin pour aller jusqu'à l'Elbe : quand il disparut, la France était en deçà de l'Ardenne.

Voilà ce que nous apprend l'histoire des guerres et des conquêtes. Vous voyez bien qu'il faut la faire, fût-elle longue et douloureuse ; à travers les cendres où elle nous fait marcher, nous arrivons à une vérité qui importe au salut des hommes : c'est que le conquérant conduit sa nation au suicide. Si l'Italie ne s'était point transformée en Empire Romain, elle eût été la plus belle patrie du monde antique ; si l'Espagne n'avait point soumis les Amériques, elle n'eût pas offert le spectacle lamentable d'un pays qui s'effrite, glèbe par glèbe, âme par âme ; si l'Angleterre n'avait point voulu dominer les Océans, elle ne serait point réduite aujourd'hui à quémander son pain chez toutes les nations du monde. L'histoire des batailles, loin d'encourager un patriotisme agressif, invite les peuples, ne fût-ce que par intérêt, à fuir les querelles et les combats, à respecter les autres peuples à l'égal de soi-même, à s'enfermer en la patrie comme autour d'un foyer qui réchauffe et non pas d'une flamme qui incendie (1).

Que l'on ne s'inquiète donc pas à m'entendre parler si longtemps de Jules César et de ses victoires : ce sera en montrant le fléau qu'un tel homme a été pour l'humanité, et les sinistres hécatombes de victimes immolées à la renommée d'un seul. Rassurez-vous, vous dis-je : l'histoire des guerres de César sera faite en amour de la Gaule et en amour de la paix. Nous laisserons les dieux applaudir les vainqueurs, notre maître est Caton, héros et martyr de la liberté, et, avec lui nous sommes du côté des vaincus.

Mais il faut raconter ces guerres : car l'histoire vous doit, après l'étude des progrès humains, le spectacle des heures malfaisantes. Certes, je mettrai toujours Caton au-dessus de Jules César, Vincent de Paul au-dessus de Louis XIV, Victor Hugo au-dessus de Napoléon : mais cela ne m'amènera pas à dissimuler une seule des batailles de Napoléon. Les batailles, ce sont pour les nations les journées de souffrance ou de faute, de deuil ou de misère morale ; il faut que les hommes s'en instruisent aussi bien que des journées d'allégresse ou de vertu. Nous enlèverions à l'histoire du Christ la plus émouvante de ses merveilles, si nous n'y faisions point place à Ponce Pilate, aux Pharisiens et au Calvaire. Un historien est, à sa manière, le confesseur du passé : il doit l'interroger sur toutes ses défaillances.

Mais est-ce une raison pour détailler une guerre par le menu, suivre une campagne étape par étape, raconter une bataille heure par heure? Ces infiniments petits des récits militaires, qu'est-ce autre chose, que des anecdotes pour égayer les lectures des

(1) Je suppose ce dernier chiffre ; les deux autres sont indiqués par Plutarque, *César*, 15.

(1) Voyez là-dessus *Questions d'Empires*, leçon du 6 décembre 1922 *(Revue Bleue)* de 1923.

officiers retraités, ou des précisions pour offrir un aliment aux stratégies rétrospectives des états-majors? La science historique, la connaissance du passé de l'homme et de sa terre, n'a rien à gagner aux fatigues des itinéraires ou aux corps à corps des combats. Qu'elle recherche les causes, les vicissitudes et les conséquences d'une guerre : cela doit lui suffire.

Hé bien non ! Dussé-je encourir le reproche de paradoxe, j'affirme au contraire que le détail d'une guerre importe à l'histoire autant que l'ensemble. Accompagnons pas à pas les soldats sur les chemins de la conquête et sur les champs de la bataille et nous apprendrons à connaître la valeur de ces chemins et la valeur de ces hommes ; nous pénétrerons, si je peux dire, jusqu'à la trame et jusqu'à la chaîne du sol où l'on se bat, de la cause pour laquelle on lutte, des corps et des âmes qui s'entre-choquent. Ne voir une guerre que dans son ensemble, c'est se contenter de noms, de chiffres, de mots et d'idées, c'est supprimer le mouvement, les gestes et les actes, la vie même des êtres vivants. Un résumé de campagne, c'est Napoléon ou Austerlitz, et pas davantage ; la narration minutieuse, c'est, non plus le chef commandant de loin, mais le terrain portant et guidant le soldat ,et c'est surtout le soldat, c'est-à-dire l'essentiel. Et j'arrive ainsi, quand je regarde le coin de terre que l'on conquiert ou que l'on défend, quand j'aperçois l'homme qui s'attache à ce lambeau du sol pour le garder jusqu'à la victoire ou jusqu'à la mort, j'arrive enfin aux éléments primitifs et indivisibles dont le total forme les grands événements de l'histoire.

J'ai dit que dans un récit de guerre nous voyons d'abord la valeur de la terre, la terre en fonction humaine. Quelques exemples vous expliqueront ce que j'entends par là : la terre de France nous les fournira.

Suivez Jules César dans ses expéditions. Pas une seule fois il n'a besoin, pour nourrir et entretenir son armée, de s'adresser à Rome et à l'Italie : il en reçoit des hommes, et rien de plus. Le blé et le bétail de ses légions, le fourrage de sa cavalerie, le bois de ses machines d'artillerie ou de ses chaussées de siège, c'est la Gaule elle-même qui les lui fournit, largement et sans arrêt. Cela signifie qu'elle était dès lors assez riche pour faire vivre même un ennemi, qu'elle était déjà la terre aux ressources variées et aux générosités infinies, le pays qui se suffit à lui-même et n'a besoin de personne. Sans l'appui qu'il a trouvé dans les moissons de France, César n'aurait pas été si aisément vainqueur. Elles l'ont aidé dans sa conquête.

L'histoire de cette conquête nous rappellera donc qu'une guerre n'est pas seulement la besogne des hommes, mais aussi la besogne du sol. Il ne me faut pas un grand effort d'imagination pour me représenter la terre de Gaule entrant elle-même dans la lutte, y prenant part avec ses propres armes, c'est-à-dire ses montagnes, ses forêts, ses fleuves et ses routes. Inconsciente mais toujours active, tantôt elle résiste à César et tantôt elle l'appelle. Les Alpes du pourtour lui ouvrent sans peine le seuil du mont Genèvre, mais les Puys arvernes des montagnes centrales le bousculent sur les flancs basaltiques de Gergovie. Il traverse allègrement la Saône paresseuse et la Seine aux méandres capricieux, et il reconnut que leurs eaux et leurs rives rapprochent les hommes, et ne les séparent pas ; mais il s'aperçut en revanche que le Rhin est un fossé entre deux peuples, entre deux espèces d'hommes (c'est lui qui parle, et non pas moi), et si par deux fois il eut l'audace de le traverser, ce fut aussitôt pour s'en repentir : divinité redoutable et juste, ainsi que disaient les Anciens, le Rhin ne permit pas au guerrier romain de violer la loi de frontière qu'il avait la mission de défendre. Voici maintenant les forêts qui interviennent, l'Ardenne impénétrable qui cache les embuscades gauloises ; puis, c'est l'Océan lui-même qui manœuvre contre César, ici par les marées, les courants et les vents du canal de Boulogne, là par les replis innombrables du Morbihan, où se prépare la flotte armoricaine de l'indépendance. A leur tour, les sites municipaux, les terrains de nos vieilles villes de France se dressent ou s'étalent pour combattre le futur dictateur de l'univers : Bourges lui oppose ses marécages, Paris son île de la Cité, et Marseille ses buttes escarpées de la Tourette et des Accoules. Enfin, à toute heure de la guerre, le proconsul a recours aux bonnes routes de France, qui furent ses auxiliaires plus encore que les cavaliers rèmes ou les magnats éduens : la trouée de Belfort lui annonce, au sortir de la Bourgogne, les approches du Rhin ; les cols du Vivarais l'aident à circuler dans les Cévennes en plein hiver ; et la route de Sambre-et-Meuse (1) lui indique comment il faut s'y prendre, de Paris ou de Soissons, pour maîtriser la Germanie de Cologne.

Voilà ce que nous apprendrons, à suivre jour par jour la marche de l'*imperator* romain. Nous verrons à chaque instant apparaître devant nous les choses éternelles de notre sol, nous les verrons en quelque

(1) « Sorte de voie Appienne du Nord de la Gaule », dit très justement Vidal de La Blache, *Tableau*, p. 95.

sorte, rivières, forêts ou montagnes, s'animer elles-mêmes de la vie des hommes, bruire et s'agiter au milieu des cohortes en armes, à la manière dont jadis les étoiles des Gémeaux, Castor et Pollux, intervenaient dans les batailles des temps héroïques. Le récit des guerres nous aura dévoilé, mieux qu'une carte et mieux qu'un livre, comment est faite la terre de France, et pour quels offices humains elle a été bâtie dans le monde.

Après la terre, les hommes, après le sol de la Gaule, la Gaule elle-même : elle aussi va nous apparaître, au milieu de la mêlée militaire, dans l'éclat de son unité politique, de sa personne morale, de ses attributs religieux.

Croyez-vous donc que faire la guerre, ce soit uniquement conduire des hommes sur une route et les disposer sur un terrain? que raconter une guerre, ce soit uniquement exposer des manœuvres de tactique et de stratégie, dénombrer des blessés et des morts? Non! l'histoire véritable, l'histoire intégrale d'une guerre, c'est aussi celle des grands mouvements d'âmes qui accompagnent les mouvements des soldats. Je dois chercher, à la vue de ces soldats, quelle est leur pensée commune, et s'il n'y a pas pour les rapprocher un autre sentiment que l'obéissance à la consigne ; je dois chercher plus loin, derrière ces hommes qui vont se battre, ce que pensent et ce qu'éprouvent les femmes et les vieillards qui ne se battent point ; je veux savoir comment, dans cette crise de vie et de mort, se comportent les institutions et les mœurs de la nation qui commande à tous ces êtres. De cette nation, j'aurais beau, par des études antérieures, connaître les chefs, les assemblées, l'administration et le droit, les usages et les habitudes, je ne les connaîtrai qu'à demi, si je n'ai pas vu, au cours d'une guerre, en face des périls, fonctionner ces organes et agir ces facultés. Une guerre, c'est, par delà les armées, un peuple entier dans une formidable tension de son être et de sa vie.

Comme je comprends la façon dont la Gaule d'autrefois se représentait le moment de la bataille ! C'était la nation qui la livrait d'une volonté unanime, les guerriers en portant les armes, les femmes en murmurant les prières. Les cieux arrivaient au secours des hommes, et par des appels magiques ou des images solennelles, on faisait descendre leur présence parmi les combattants. On invoquait à son tour, ou plutôt on évoquait la nature elle-même, les sources, les champs et les forêts de la patrie envoyaient à son aide tout ce qui avait force ou vie sur la terre, les chiens couraient à côté de leurs maîtres, les chevaux galopaient sur le front, la branche de gui s'agitait pour rappeler aux guerriers la promesse d'immortalité, et les sangliers eux-mêmes, figurés en enseignes, sortaient de leurs taillis pour marcher en avant des chasseurs de Gaule, hier leurs adversaires, aujourd'hui leurs alliés dans la course à l'ennemi. C'était le prodigieux élan d'un pays tout entier, associant pour se défendre ses hommes et ses choses, ses dieux et son sol.

Alors, grâce à l'histoire des guerres de César, nous reconnaîtrons qu'il y eut véritablement une patrie gauloise. Nous verrons des listes d'effectifs et des rendez-vous de mobilisation générale ; nous assisterons à des conseils de chefs, représentant toutes les cités de la Gaule, depuis les Pyrénées jusqu'au Rhin ; nous entendrons des paroles de liberté et de patriotisme ; et nous lirons chez l'ennemi lui-même, dans les *Commentaires* de Jules César, l'hommage imprévu à l'unité du corps de la Gaule et à la vigueur de son âme (1). C'est par cette histoire-bataille, si injustement décriée, que je comprends comment un peuple agit, ce que peut une nation, ce que vaut une patrie.

Et c'est par elle enfin que l'historien retrouve le véritable artisan de la bataille, le Jacques Bonhomme du travail militaire, le simple soldat. Analysez dans ses moindres vicissitudes chacune des campagnes de César, vous aurez en face de vous l'homme obscur qui fut votre ancêtre, vous verrez sa figure, vous observerez son humeur, vous le jugerez dans le bien et dans le mal.

Le soldat gaulois refusait de creuser des tranchées, il regardait comme une honte de se mettre à l'abri ou de protéger son campement, il ne voulait combattre qu'à ciel ouvert et en plein air, *in aperto*, écrivait Jules César (2). Mais un jour il se trouva un chef d'intelligence et de sang-froid pour lui expliquer que la bataille était une affaire très compliquée, de prudence et de précaution autant que de bravoure, et non pas une occasion de belles passes d'armes et de prouesses singulières ; et le soldat gaulois crut son général, il construisit des retranchements, et il s'y enferma docilement, jusqu'à l'heure fixée pour la sortie et l'attaque. De l'audace calmée par la raison de la franchise et l'amour de la clarté même devant l'ennemi, sans le récit des batailles de Bourges nous ignorerions cette beauté morale du

(1) Lire surtout dans le *De bello gallico*, VII, ch. 29 et 30.

(2) Voici le passage exact qui est dans le *Bellum Africum*, 73, 2 : *Gallos, homines apertos nimiumque insidiosos, qui per virtutem, non per dolum, dimicare consuerunt* ; édit. Wœlfflin, 1896.

soldat gaulois, et maintenant que l'histoire nous l'a révélée, nous pouvons dire qu'il est, de par son âme, l'aïeul du nôtre.

Voulez-vous un autre épisode de sa vie militaire, qui le dépeindra précisément à l'heure de la sortie et de l'attaque? Une troupe de Gaulois, dans une ville assiégée, s'impatiente et s'énerve d'être réduite à l'inaction, et leurs chefs ne savent que faire de ces agités et de ces tapageurs. A la fin on leur ouvre les portes, et on les laisse partir vers le camp des ennemis : il ne sont qu'une poignée, et ils vont se trouver en face de milliers d'hommes. N'importe, ils marchent, ils courent, ils se précipitent dans la fournaise, ils combattent et ils massacrent ; et quand ils n'en peuvent plus de leurs bras, quand ils vont être enveloppés et détruits, ils font volte-face, et lentement, en rangs serrés, au pas de parade, criblés de flèches, mais calmes et souriants comme sur un champ de manœuvres, ils reviennent aux portes et rentrent dans la ville assiégée (1).

La résistance physique du soldat antique tenait du miracle. Il fut possible à une troupe de plusieurs milliers d'hommes en armes, de faire près de vingt lieues (2) en vingt-quatre heures sur une route de Gaule, entre Vichy et Gergovie. On restait des journées à braver la faim, la fatigue et l'adversaire tout ensemble. Songez au poids énorme que portait un légionnaire romain (3), rappelez-vous les innombrables services de force, de souplesse, d'agilité et d'adresse qu'on demandait à tous ses membres : lancer le javelot, escrimer l'épée, manœuvrer le bouclier, creuser la terre, bâtir une muraille de pierre ou un pont de charpente, tout ce que la puissance musculaire d'un homme peut tirer des forces inertes de la nature. Pour qu'il fût vainqueur de l'ennemi, il s'habituait d'abord à vaincre la matière. — Je suis passé, sans transition, du soldat gaulois au soldat romain : quand il s'agit du simple soldat, j'ai scrupule à séparer celui de la victoire et celui de la défaite. A l'égard des chefs, je n'hésite pas, et je me garde bien de mettre de niveau dans mon esprit Xerxès et Aristide, César et Vercingétorix. Mais pour ces humbles combattants qui ne firent qu'obéir, Gaulois ou Romains, je les rapprocherai souvent par ma sympathie, comme des frères qui s'ignoraient et qui auraient pu s'aimer sans la volonté d'un conquérant.

Certes, ces guerres antiques, tout ainsi que les nôtres, se sont déroulées dans un effroyable cortège de laideurs morales : meurtres d'innocents, vols sans répit, femmes et enfants réduits en esclavage, foyers éteints pour toujours, villes et maisons incendiées, les temples profanés, la mort infligée à la nature autant qu'à l'homme, toutes les passions assouvies, et des traîtrises, et des lâchetés, et des mensonges, et des cruautés, et des infamies, la guerre des Gaules, telle que César l'a faite, fut peut-être le plus complet inventaire d'horreurs et de misères que des hommes puissent rassembler ; et il est certain que, de ces horreurs ou de ces misères, le soldat romain fut souvent aussi coupable que Jules César. L'histoire militaire nous dévoile toutes les turpitudes dont est capable notre pauvre genre humain. Mais si l'on veut le corriger, il n'est point mauvais d'étaler tous ses vices : latents et engourdis dans les années de paix, ils s'épanouissent aux journées de guerre, et c'est en les observant alors que nous nous rendons compte du peu que nous sommes.

Mais aussi, quand ce sont des vertus qui se manifestent, quelle subite consolation pour nous ! quel espoir dans l'avenir de l'humanité après un instant de découragement ! Le remède existe à côté du mal : à vivre avec les soldats aux heures de guerre, nous allons contempler également les plus nobles qualités des êtres humains, toute leur faculté de vertu, elles aussi obscurcies ou ralenties par les médiocres habitudes de la vie courante, mais parvenant alors, elles aussi, à une puissance d'action, à une plénitude de rendement, qui, cette fois, rapproche l'homme de Dieu même. Cette guerre de Gaule nous donnera, de semaine en semaine, une leçon de bonnes choses, et, passez-moi une expression banale, de morale en action. Ici, des exemples de courage ou d'audace ; là, des faits de bonté ou de douceur ; à chaque instant, des épisodes de dévouement. Entendez bien ce mot de dévouement : c'est s'oublier jusqu'à mourir pour le salut d'autrui, c'est aimer son prochain, non pas autant, mais plus que soi-même. Dix années durant, la mort ne cessa d'accueillir des Gaulois se dévouant pour autrui, pour des frères, pour des amis, pour des chefs, pour leur patrie.

Car l'histoire-bataille nous montre ceci de supérieur chez l'homme, de vraiment divin en lui, qu'il peut se sacrifier, non pas seulement à d'autres hommes, mais à un principe, à une foi, à une idée. La toute-puissance de l'idée, de l'idéal, s'y développe sous l'auréole du sacrifice. A ceux qui nient la beauté de l'idée de patrie, à ceux qui refusent d'admettre l'existence d'une patrie gauloise, je demande seulement d'écouter l'histoire des batailles qu'elle a subies et les paroles de ceux qui ont combattu pour la défendre. Et quant à moi, pour croire

(1) Je recours ici à un épisode raconté par Ammien Marcellin lors du siège d'Amida en 359 (XIX, 6). Voyez le retour des Gaulois, *velut repedantes sub modulis*.

(2) Exactement cinquante milles romains.

(3) Soixante livres, vingt kilogr. (Végèce, I, 19).

à l'existence de la patrie gauloise, il me suffit de savoir qu'un soldat est mort un jour pour elle.

A vingt siècles de distance, nous venons d'assister à une autre guerre de l'indépendance. Sur celle-ci, plus encore que sur toute autre, quelques-uns veulent nous imposer le silence, et je crains parfois que leur répulsion pour l'histoire militaire ne vienne en dernière analyse de leur désir de laisser dans l'ombre les faits et gestes de nos soldats et de nos chefs de France.

Les pauvres gens, les médiocres éducateurs, les piètres historiens ! S'il est une guerre dont le récit soit riche en leçons de tout genre, et d'histoire et de morale, c'est bien celle que nous pourrions appeler la nôtre. A elle seule elle résume, en façon vivante et dramatique, la vie de tout un peuple et les devoirs de l'humanité.

De cette humanité, je l'accorde sans hésitation, le plus grand fléau a été ce qu'on vient d'appeler le patriotisme agressif, l'orgueil militaire des peuples, l'esprit de convoitise collective, qui fait qu'une nation se jette sur une autre, sans autre raison que l'ambition de conquérir ; et ce mal a causé au monde plus de morts d'hommes que toutes les pestes et toutes les famines. — Pour le rendre plus odieux aux enfants des écoles, à la France de demain, racontez-leur ce que voulut l'Allemagne de 1914, la monstrueuse folie de ses chefs, l'avidité de ses industriels, la basse cupidité de ses prolétaires eux-mêmes, tous groupés et rapprochés pour une besogne de destruction.

L'avenir de cette même humanité est dans l'esprit de sacrifice. Plus je cherche la loi mystérieuse de la vie humaine, plus je la trouve dans le dévouement de chacun à la cause de tous : que l'on dise charité avec le Christ ou saint Paul, que l'on dise fraternité avec les philosophes de France, il s'agit toujours d'aimer et de secourir les hommes, par cela seul qu'ils sont des hommes, et de les aimer et de les secourir dans l'oubli de soi-même. — Enseignez donc ce qu'ont fait nos soldats sur le front et leurs familles à l'arrière.

La vie de l'homme est étroitement liée à la vie du sol ; il ne se comprendra jamais s'il ne comprend pas d'abord la terre. C'est elle qui l'a créé, c'est d'elle qu'il reçoit ses sensations les plus fortes, et à ses heures de danger elle se rappelle aussitôt à lui. — Comme au temps de César, le sol de France a surabondamment nourri son peuple pendant les cinq années de la guerre ; et c'est par son aide, d'abord, que nous avons pu vivre, tenir et vaincre. Aux détours infinis que fit le chemin de la victoire, notre terre nous a apporté, comme soutien ou réconfort, les êtres éternels de sa surface, et la Marne déjà maternelle et divine pour les Gaulois, et les hauteurs de la Meuse ou des Argonnes où ils s'étaient si souvent retranchés, et les forêts du Valois qui abritent les retours offensifs (1), jusqu'au jour triomphal où cette même terre nous a ramenés au grand fleuve de la frontière ancestrale. Apprendre cette guerre de 1914, c'est revoir notre sol de France en ses mérites propres.

Ceux, enfin, qui doutent de la France, qui hésitent à voir en elle un être nécessaire et éternel, que ceux-là regardent 1914 avec le regard profond de l'historien qui veut pénétrer jusqu'aux sources secrètes des actions humaines. Il fut un moment, en 1914, où nous ne savions pas si nous avions des chefs ; il y en eut d'autres, en 1917, où nous ne savions pas si nos chefs avaient une volonté. Pourtant, l'équilibre de la patrie demeura absolu. Elle possédait une constitution que beaucoup jugeaient détestable : et aux jours des pires dangers ce régime joua avec une parfaite régularité, aussi bien que ne le fit jamais l'institution monarchique. Les organes de la nation n'étaient point toujours dirigés, mais ils fonctionnaient par eux-mêmes : un corps vigoureux et sain n'a pas besoin que l'on règle son cœur ou ses artères. On vit la France respirer, vouloir et agir, par la cohésion insensible et parfaite de tous ceux qui portaient son nom. De même que pour la patrie gauloise d'il y a deux mille ans, c'est surtout à l'heure de cette guerre que je m'aperçus que la France était un corps et que ce corps avait une âme.

C'est parce que j'ai reçu les leçons de la dernière guerre, de celle pour l'indépendance française, que je veux cette année raconter longuement devant vous la guerre pour l'indépendance gauloise, et qu'à elle aussi je demanderai des leçons d'histoire et des leçons de patrie.

Camille JULLIAN,
Membre de l'Institut.

---

[1] Rôle de la forêt de Villers-Cotterets en juillet 1918.

LA METHODE FRANÇAISE EN INDOCHINE

Le 17 janvier, à 16 h. 1/2 M. le Ministre des Colonies envoya, par voie radiotélégraphique, un message au Gouverneur général de l'Indochine. Trente-trois minutes après, nous parvenait d'Hanoï la réponse de M. Martial Merlin.

Nous étions là un certain nombre d'anciens de l'Indochine qui avons salué avec émotion cette nouvelle et définitive consécration du labeur français en Extrême-Orient. On se reportait à l'époque où la politique coloniale de la IIIe République se heurtait à une si vive opposition.

Les raisons ne manquaient pas qui l'expliquaient. La guerre de 1870 avait passé, diminuant notre territoire et obérant nos finances. La France était naturellement portée à reconstituer, à concentrer ses forces plutôt qu'à les risquer dans l'engrenage d'entreprises qui lui apparaissaient comme autant d'aventures incertaines et coûteuses.

Mais des hommes étaient partis, pour d'autres continents, au-delà des mers, en Afrique, en Extrême-Orient. Il semblait qu'ils voulussent prendre individuellement une revanche sur la mauvaise fortune, ne pas rester sur l'échec qui avait accablé la Patrie et faire rayonner au loin, dans un renouveau de travail et de gloire, l'éclat des trois couleurs un instant assombri. C'étaient des explorateurs, militaires ou civils, des commerçants, des industriels; leurs moyens étaient modiques, leurs appuis précaires. Par contre ils avaient l'audace, la vigueur morale et, dans le succès, une foi inébranlable. Ils eurent raison — après quelles luttes! — des obstacles que leur suscitaient des climats incléments et des humanités hostiles... Il y a de cela cinquante ans à peine. Et aujourd'hui le drapeau français flotte sur un empire englobant, avec l'Algérie, base et point de départ, la Tunisie, le Maroc, Madagascar, l'Afrique-Orientale et Occidentale et l'Indochine!

De toutes nos possessions celle-ci fut longtemps la plus impopulaire et la plus violemment décriée : L'Indochine! C'est au diable Vauvert, un pays malsain, sans avenir économique, que va-t-on y faire, sinon y gaspiller des ressources précieuses? Et à la fin de 1885 c'est à grand peine que l'intervention de Paul Bert, à la tribune de la Chambre des Députés obtenait, à trois voix de majorité, que le Tonkin ne fût pas évacué!

Cependant de vaillants pionniers, Doudart de Lagrée, Francis Garnier, pour ne citer que les chefs de la première exploration scientifique en Indochine, qui moururent à la peine, avaient parcouru et révélé ces contrées; de nombreux Français administrateurs, officiers, ingénieurs, s'y étaient succédé rapportant dans la Métropole les résultats encourageants de leurs observations et de leurs recherches. Le grand public persistait à ignorer la Cochinchine, terre française depuis soixante ans, aux plaines immenses, extraordinairement fertiles en riz, véritable grenier d'abondance de l'Extrême Asie, sillonnée de larges fleuves « ces routes qui marchent ».

Le Cambodge était quasiment inconnu bien qu'il fût sous le protectorat français depuis 1863; contrée pleine d'attraits avec la pêche abondante de ses fleuves et de ses lacs, sa culture cotonnière, ses pâturages illimités, ses forêts que parsèment des monuments grandioses et millénaires.

L'Annam, plus encore, se perdait dans la brume de son littoral bordé de salines. Qui donc s'intéressait à ses pagodes au style tourmenté et pittoresque, à ses nécropoles impériales d'un caractère imposant et si doucement mélancolique, à ses forêts profondes aux essences précieuses, peu éloignées de la mer, en communication avec elle par des rivières faciles; peuplées d'une faune admirable et variée qui, sur la même piste, aux alentours des sources, laisse un tel fouillis d'empreintes qu'on dirait un rendez-vous de tous les animaux de la création?

Quant au Tonkin, à proximité du plus vaste Empire du monde dont le voisinage devait nécessairement, un jour ou l'autre, favoriser son développement économique, avec son delta cultivé comme un jardin de France et ses grandes richesses minières, avec sa baie d'Along, unique peut-être parmi les curiosités de l'univers et qui évoque quelque paysage de mystère et de rêve, était-ce pour beaucoup, autre chose qu'un « sale nid de pirates »?

Le Laos et ses forêts-clairières, ses bois de teck, ses rapides aux sinuosités tragiques, au courant de foudre recélant des forces motrices prodigieuses, sa population aimable et plaisante sous ses accoutrements multicolores, valait-il d'être mentionné? C'était évidemment quelque coin perdu, morose et négligeable.

L'Indochine enfin qui a une superficie une fois et demie plus grande que celle de la France; le Mékong, issu du massif thibétain, qui arrose le Laos, le Cambodge et la Cochinchine, d'une longueur totale de 4.200 kilomètres et dont le bassin représente un million de kilomètres carrés; le Fleuve rouge provenant du Yunnan qui traverse le Tonkin, grossi par la Rivière Noire et la Rivière Claire et constitue un bassin supérieur à ceux de la

Seine et de la Loire, l'Indochine dont l'Océan pacifique baigne les côtes sur une étendue de 2.500 kilomètres, tout cela, tout ce merveilleux ensemble pendant longtemps ne retint l'attention que d'une infime minorité ! Pourtant au milieu de cette indifférence qui entoura ses débuts, l'œuvre de pénétration a marché et la voici accomplie, ayant pris un point d'appui, vis-à-vis des indigènes, moins sur la force que dans l'ascendant d'une supériorité morale bienveillante et constamment éducatrice.

Le mérite du gouvernement français est, non pas seulement d'avoir établi une telle règle si conforme à nos aspirations nationales que de l'avoir maintenue en dépit des péripéties qui, parfois, troublèrent le territoire indochinois. Ni après le guet-apens où, en 1883, succomba le commandant Henri Rivière, ni en 1884, après la fatale méprise de Langson, ni pendant les opérations que nécessita l'assainissement du Tonkin, la République ne modifia sa ligne de conduite envers des populations que ne rendaient pas suspectes à ses yeux les excitations de quelques meneurs et auxquelles elle entendit faire obstinément confiance.

En 1886 le premier geste de l'envoyé de la France, de celui dont les Annamites ont placé l'effigie sur l'autel des ancêtres, fut un geste de clémence émancipatrice ; il demanda à ces hommes qui attendaient anxieusement sa parole, de se concerter et de lui présenter leurs *cahiers* de doléances et de revendications. Rien n'était plus inattendu. Rien ne fut plus efficace. Paul Bert avait, du premier coup touché l'âme de ce peuple de Lettrés qui, dans la hiérarchie sociale, assignaient la première place, non au plus fort, mais au plus instruit, au plus sage. Un langage comminatoire les eût éloignés de nous, cet appel à leur raison nous les concilia.

Dans les contrées de vieille civilisation — c'était le cas de l'Indochine — la mission de la République était particulièrement complexe et délicate. En effet elle n'avait pas à faire à des êtres intellectuellement débiles, encore trop près de la nature pour saisir des considérations abstraites ; elle était en face de traditionnalistes qui observent et raisonnent. A ceux-là elle ne devait pas seulement tendre une main secourable, elle leur devait ses leçons et ses enseignements pour combattre leurs préventions et, par un prudent travail de rééducation, les élever progressivement à son niveau.

Ce fut l'honneur de ses représentants d'avoir interprété ses sentiments avec précision et autorité. Ils ne se bornèrent pas, dans cette partie de l'Extrême-Orient si longtemps en proie à l'anarchie, à établir définitivement l'ordre et la sécurité, à exécuter de grands travaux utiles à l'agriculture, à l'industrie et à l'amélioration d'intérêts matériels ; pénétrés de leur rôle d'éducateurs, ils voulurent aussi associer les peuples dont ils avaient charge à la marche du progrès intellectuel, les rapprochant de nous, non par la contrainte qui n'engendre que mécontentements et rancunes, mais par l'accomplissement envers eux de nos devoirs de nation évoluée.

Ainsi les Indochinois furent amenés à se rendre compte que la France ne proclame qu'une souveraineté, celle du droit et de la justice et que le souci du lucre ne l'a jamais hantée. C'est pourquoi son orientation, répondant plus à des besoins moraux qu'à des préoccupations utilitaires, ne lui a pas valu les profits immédiats qu'une politique mercantile lui eût procurés. Mais elle y a gagné de dissiper des défiances et des inquiétudes, de répandre en des cerveaux instinctivement enclins à l'appréhension, des germes de collaboration et de les conduire aux premières notions de la solidarité humaine.

C'est à cette méthode souple, généreuse et réalisatrice qu'un éminent journaliste anglais, clairvoyant et impartial, lord Northcliffe à qui nos sympathies resteront fidèles, rendait hommage à son retour d'un voyage aux Indes Britanniques, en Indochine et au Maroc : « Messieurs, disait-il en débarquant à Marseille, en matière coloniale nous vous devons un grand coup de chapeau. » Témoignage précieux. Il avait comparé et conclu.

L'Indochine une et divisible : une comme entité politique et économique, divisible quant aux moyens de gouvernement et d'administration propres à chacun des Etats qui la composent, ce fut le principe dont s'inspira en 1887 notre ami à jamais regretté Eugène Etienne, créateur de l'Union Indochinoise. De cette conception procède, dans son développement d'ensemble, notre action en Indochine. Son originalité était d'avoir une base psychologique : le système fédératif qu'elle a inauguré reposait sur une communauté d'intérêts généraux mais il s'appliquait également à ne pas heurter les mœurs et les coutumes, à assurer la diffusion de l'enseignement à tous les degrés avec prédominance pour l'instruction primaire et professionnelle, et à donner ainsi aux indigènes, en même temps que la définition de leurs droits, conscience de leur valeur individuelle et, partant, de leurs responsabilités.

Cette organisation s'adaptait bien dans ses grandes lignes à la mentalité de populations en garde contre des transformations soudaines. Elle n'intervenait dans l'administration des Pays de l'Union que pour en contrôler et en activer le fonctionnement autonome ; son influence, lente il est vrai mais efficace, se manifestait sur leur vie familiale et sociale ;

elle préparait, sans à coups, la pénétration de la masse par nos idées ainsi que la cohésion des éléments constitutifs de la force nationale.

Dans les années qui suivirent, des modifications durent être envisagées : quelques-unes logiques et opportunes, celles par exemple qui apportaient une aide à la Métropole en l'allégeant de ses dépenses de souveraineté ; d'autres d'ordre fiscal, beaucoup moins heureuses. Mais ce qui doit être mis en lumière ici, c'est le bien qui a été fait et il est considérable.

La sécurité assurée aux personnes dans leur vie et dans leurs biens ; le pays ouvert au commerce et la liberté accordée aux transactions ; l'accroissement des voies et moyens de communication (postes et télégraphes, transports maritimes, fluviaux et terrestres, chemins de fer, routes) ; création de l'outillage économique indispensable à l'éclosion de grandes entreprises augmentant la prospérité générale ; l'instruction libéralement distribuée ; la lutte contre les épidémies par l'assistance médicale et la protection de l'enfance par l'institution de maternités et d'un corps de sages-femmes, l'extension des attributions des assemblées consultatives... Une administration qui a conçu, organisé et mené à bonne fin de telles améliorations a bien employé son temps. Des sommets qu'elle eut tant de mal à atteindre, elle peut avec un légitime orgueil contempler le chemin parcouru ; des difficultés surmontées il lui vient un courage nouveau, non plus cette fois pour réagir contre un destin acharné à sa perte, mais pour affermir sa marche alerte et continue dans la sécurité des lendemains.

Nous pensions à cela le 17 janvier dans les salons de l'agence économique de l'Indochine tandis que la parole ailée franchissait des espaces de 4.000 lieues en moins de temps qu'il n'en faut pour téléphoner de Paris à Lille ou à Marseille.

Le passé pénible ne revivait en nous que pour attester qu'il n'est pas de conception ni de projet dont la hardiesse puisse déconcerter le génie français, et, dans le même instant, s'affirmait aux yeux de tous la certitude de « l'avenir sans limites » pressenti, pour notre colonie, par les précurseurs de notre intervention en Asie.

Par sa position géographique exceptionnelle au centre des plus riches marchés du monde, grâce à ses ports accessibles aux navires du plus fort tonnage, l'Indochine communique facilement avec le Siam, les Indes Néerlandaises, la presqu'île de Malacca, les Philippines, la Chine et le Japon. Région agricole industrielle, exportatrice de denrées alimentaires et de matières premières recherchées (charbon, coton, caoutchouc, etc.), elle devient un facteur de plus en plus important dans le mouvement économique du Pacifique ; elle est, au regard de nos possessions océaniennes, une seconde France dont le rayonnement ne peut que s'étendre du moment qu'une administration prudente et libérale en secondera judicieusement les entreprises.

Il ne faut pas se dissimuler qu'actuellement l'Indochine souffre du malaise qui pèse sur tous les pays et dont la cause première — là-bas comme ici — est l'insuffisante réalisation de la victoire. De ce chef, elle supporte courageusement — de même que les contribuables en France — un surcroît de charges qui constituent son apport aux dépenses de la métropole et qui, ajoutées aux frais excessifs résultant de l'entretien d'un personnel administratif surabondant, diminuent singulièrement l'élasticité de son budget. Mais — et c'est l'essentiel — le service de ses emprunts reste assuré, ainsi que la continuation des travaux d'hydraulique agricole et l'achèvement progressif du réseau ferré, complément des voies navigables, débloquant enfin le Laos et accélérant l'exploitation minière du Haut-Delta Tonkinois.

Cependant, si rassurantes que soient ces constatations, un régime de rigoureuses économies s'impose, comme en France, dans tous les services.....

La tâche de M. Merlin est donc délicate et reste difficile. Il saura la remplir, car c'est un homme expérimenté et ferme. J'ai sous les yeux son discours d'ouverture de la session ordinaire du Conseil du gouvernement de l'Indochine ; dans un langage sobre et précis il dit bien, sinon tout ce qu'il sait, au moins tout ce qu'il croit devoir dire. On sent qu'il parle après avoir vu, enquêté, étudié, avec le bon sens que lui connaissent ses anciens administrés — ils sont légion, car quelles colonies n'a-t-il pas gouvernées ! — et ses amis dont le signataire de ces lignes n'est pas le dernier en date.

A. Klobukowski,
ancien Gouverneur général de l'Indochine.

LE ROMAN D'UN GIRONDIN (1)

Nul n'ignore les beaux ouvrages de M. Claude Perroud sur Madame Roland et sur l'époque révolutionnaire. Ses travaux critiques sur la Gironde sont d'une documentation et d'une précision rares et resteront définitifs.

Le Roman d'un Girondin est la crise d'âme de Bosc d'Antic et d'Eudora Roland.

Bosc d'Antic est le type du Girondin d'une pureté peu commune, qui resta toujours fidèle à ses amis, à ses convictions, et qui poursuivit de sa fidélité les victimes girondines de la Révolution. Les Roland n'eurent pas d'ami plus vaillant, plus désintéressé. Savant botaniste, membre de l'Académie des Sciences, il ne siégea jamais à la Législative ni à la Convention. Mais sans approcher de la tribune il eut un rôle considérable parmi ses amis de la Gironde, et au jour de l'épreuve, il apporta à leurs veuves affection et consolation. Il fut un des hommes de cœur de la Gironde.

Eudora Roland était la fille de la grande et pure Egérie du parti girondin, de celle dont il a pu être dit : « Ce ne fut pas seulement le caractère le plus fort, mais encore le plus vrai de la Révolution ».

A vrai dire, Louis Bosc, qui était entré dans l'intimité des Roland, s'éprit de Mme Roland avant de nourrir pour sa fille une passion qui n'eut pas de... lendemain. Mais il refoula cette première... inquiétude d'âme. « Je crois être sur le chemin... », écrivait-il un jour à Mme Roland. Il sut résister à l'attrait. Il fut un ami tendre, mais rien autre. Mme Roland, d'ailleurs, l'aida à... rester sur le chemin, et avec une grande finesse sut le guérir, en lui parlant en toute occasion de sa fille et en lui laissant entrevoir « qu'elle la lui destinait ».

Mme Roland monta crânement sur l'échafaud. Est-il besoin de le répéter? C'était le 8 novembre 1793. Et huit jours après, Roland inconsolable, n'ayant pas le courage de survivre à sa femme, se donnait la mort.

Il était tout naturel que Bosc devînt le tuteur de la jeune orpheline. Au dire de sa mère, Eudora était « un cœur froid, une tête qui ne se fixe pas, un caractère qui ne s'émeut de rien ». Mme Roland ne connaissait qu'imparfaitement sa fille qu'elle avait peu pratiquée, d'ailleurs, pendant la tourmente du « régime de sang » dont elle devint une des grandes victimes. Bosc ne désespéra pas de réveiller cette indolence. De fait, cette jeune pupille, sous une froideur voulue, cachait une âme ardente ; et c'est Bosc qui était dans le vrai.

Mais Bosc avait trente-six ans, et Eudora était une enfant qui entrait dans sa quinzième année.

Nous ne suivrons pas Eudora Roland dans les divers pensionnats où elle fut mise tour à tour, ni chez les amis Creuzé-Latouche auxquels elle fut plusieurs fois confiée.

Il nous suffit d'indiquer que ce fut en juin et juillet 1795, dans le tête à tête d'un voyage en Beaujolais, en ce domaine des Roland, « Le Clos », que Bosc s'appliquait à reconstituer, que cet amour naissant se développa et se fixa en des sentiments dont la réciprocité n'est pas douteuse. Mais les sentiments d'Eudora avaient-ils des racines bien profondes? Elle avait surtout un vif désir d'indépendance, et elle n'eut guère que l'illusion de ce qui se nomme : une passion.

Les Creuzé-Latouche virent sans aucun enthousiasme ce projet d'union, et ils s'attachèrent avec une rare ténacité à le faire rompre. Bosc, avec une entière bonne foi, voulut bien se prêter à l'épreuve d'une séparation momentanée qui lui fut demandée par les Creuzé-Latouche. Eudora, envoyée à Rouen, y apporta peut-être quelque mauvaise grâce. Mais Bosc, avec une naïveté d'honnête homme accepta l'épreuve sans fléchir. « Maman Creuzé » n'eut besoin que de six mois pour obtenir ce revirement souhaité. Eudora n'eut pas trop de peine à écouter les conseils de rupture qui lui étaient adressés, attirée qu'elle était par des perspectives amoureuses plus en rapport avec son âge. Le 24 avril 1796, cependant, elle écrivait encore à Bosc : « Je t'embrasse et suis pour la vie ta bonne petite femme. E. B. ». Mais deux jours après, intentionnellement sans doute, le B avait disparu et elle ne signait plus que E.

Les événements se précipitèrent, car c'est le surlendemain, 28 avril, qu'Eudora écrivit la lettre décisive : C'est toujours et toujours qu'elle regardera Bosc comme son meilleur ami ; elle lui doit une gratitude éternelle ; elle l'épousera et s'efforcera de le rendre heureux. Mais les sentiments d'amour ont disparu. Il n'y a plus que du respect et de la reconnaissance.

Pour Bosc la désillusion eut l'effet d'un coup de foudre. Mais il ne pouvait admettre le sacrifice de

(1) *Le roman d'un Girondin*, un volume par M. Claude Perroud. Depuis que cet article a été écrit M. Claude Perroud est décédé à Marseille.

M. Claude Perroud correspondant de l'Académie des sciences morales et politiques, était un historien d'une documentation sûre et éprouvée. Ses ouvrages sur Madame Roland et sur l'époque girondine font autorité. Sa perte sera vivement ressentie par tous les amis de la critique historique et par tous les lettrés.

Ch. de L.

la jeune fille. Il vit tout de suite où était son devoir. La rupture s'imposait. Il l'exigea, et pour tâcher d'oublier il décida de s'éloigner. Il partit pour la libre et jeune Amérique.

Avant de s'expatrier, Bosc chercha un curateur à sa pupille. Il fit choix d'un ami de la famille Roland en qui il pouvait avoir toute confiance. Champagneux était Directeur au Ministère de l'Intérieur. Bosc fit à ses amis les adieux les plus émouvants, les plus affectueuses recommandations, et il quitta Paris le 8 juillet 1796.

Il semble qu'Eudora accepta ce départ sans aucun déchirement. Elle écrivit à Champagneux une lettre « d'une tranquillité déconcertante »; dès les premiers jours elle se montra « peu communicative » et passablement indisciplinée. Champagneux n'était pas homme à se laisser faire. Il prit un ton sévère. N'était-il pas à craindre, cependant, que cette méthode, bien différente de celle qui avait réussi à Bosc, ne fût fatale à cette enfant? La mission n'était pas commode. Mais Champagneux eut une idée — était-elle préméditée? — qui en accordant à Eudora l'indépendance convoitée aplanit les difficultés. Le mariage n'était-il pas la ressource suprême? Le curateur possédait un fils qui n'avait pas encore 20 ans accomplis. Champagneux sut évincer les prétendants les soupirants et amoureux divers, et le mariage fut célébré le 13 décembre 1796. Eudora venait d'avoir quinze ans. « Champagneux avait marié deux enfants ». C'était aller vite en besogne.

Bosc aurait pu ne pas être content. Mais on se passa de son consentement.

Après la trahison des Creuzé-Latouche, Bosc en subissait une seconde : celle de son ami Champagneux.

Bosc passa deux ans aux États-Unis, où il constata — disons-le bien haut à cette heure d'effusion franco-américaine, — que les populations, celles de la campagne surtout, avaient gardé le souvenir de Lafayette libérateur et nourrissaient pour les Français un véritable penchant. Il chercha à oublier. Il n'y réussit qu'imparfaitement.

A son retour en France, cependant, nommé membre du Conseil central d'agriculture, Inspecteur général des pépinières, il revint au pays cévenol, en une coquette commune de la Montagne-Noire, Pierreségade, d'où les Bosc étaient originaires ; et peu après, il s'y fiançait avec sa cousine germaine, Suzanne Bosc. Le mariage eut lieu à Paris, le 9 avril 1799. Le ménage fut heureux et eut cinq enfants. Quant à la carrière du savant botaniste, elle fut couronnée par son entrée à l'Académie des Sciences en 1822.

C'est ainsi que finit « le douloureux roman ».

Bosc eut l'occasion de rencontrer deux fois Eudora Champagneux, en 1801 à Paris, et en 1822 à Lyon, où elle s'était retirée avec ses deux filles.

Les entrevues eurent lieu sans amertume, et plus d'une fois il y eut entre eux échange de billets et de brèves correspondances.

Il serait permis de se demander si l'oubli avait été complet.

Bornons-nous à constater que le Girondin Bosc eut le courage de fuir et de souffrir quand il reconnut que le bonheur ne serait pas partagé. Cette âme de Girondin était toute de dévouement : il sut se sacrifier au bonheur de sa pupille.

Quant à ce roman il a un mérite rare : cette crise de deux cœurs, l'un, d'une pureté et d'une ingénuité de savant, l'autre d'une ardente précocité, fut vécue. Elle est de l'histoire.

Et sous la plume de M. Claude Perroud qui y apporte tous les documents désirables, l'histoire a un relief et est d'un attachant que les romans les mieux pensés et les plus solidement bâtis ne savent pas toujours atteindre.

CH. DE LARIVIÈRE.

LA PATRONNE

(*Nouvelle*)

La quinte interminable secouait les draps et les couvertures.

Une poule qui s'était aventurée dans la maison tendit le cou, et, inquiète, tourna son œil rond vers le lit. La servante, au milieu des volutes de fumée, remuait énergiquement la grande marmite pendue à la crémaillère où cuisait la provende des vaches. Elle allait et venait en claquant ses sabots sur les dalles.

— Moi, j'aimerais autant mourir que de souffrir comme ça ! dit-elle en manière de consolation.

Des aspirations saccadées lui répondirent ; la toux s'éteignait. D'une faible voix trouée, la patronne lui dit :

— Il faudrait arroser les choux qu'on a repiqués.

— On le sait, on le sait ! dit la servante bourrue. C'était une belle fille de vingt-cinq ans, dégrafée, de chair abondante et fraîche. Sa vie brutale, jeune et vigoureuse, ne craignait ni le bruit, ni le remue-ménage, ni les mots crus par quoi s'exprime la force.

— Qué pitié ! Seigneur Dieu !

Les volets mi-clos laissaient passer de grandes lames de soleil qui éveillaient tout un monde de poussières... Des mouches bourdonnaient aux vitres ; dehors, c'était l'étincellement de la vaste forge où l'été créait un monde neuf.

Pourtant, la voix sortit encore du fond des rideaux.

— La jaune, ses poulets sont-ils éclos ?

— Ils bêchent, ils bêchent tous ; il n'y a qu'un œuf de mauvais.

— Ça fera quatorze...

Elle les voyait, tous ces poussins sortis de la coquille qu'ils « bêchaient », tout jaunes, comme des bourgeons de saule-marsault. Elle se renfonça dans ses draps et se serra en boule, ainsi que les poussins. Puis elle passa à d'autres détails... Le veau, le veau ? avait-on fait réparer le panier qu'on lui appliquait sur le museau pour qu'il ne mangeât ni paille ni fourrage ? L'image fut si vive qu'elle meurtrit sa cervelle. La malade se leva à demi comme pour courir à l'étable. Elle appela de nouveau.

— Zélie, Zélie ?

Hargneuse, la servante bougonna :

— Qu'est-ce qu'il y a encore ? vous ne pouvez donc pas laisser le monde en repos ?

— Le panier au veau... Y a-t-on pensé ?

— Non, mais alors que vous ne seriez plus là, rien ne se ferait ? Sûr qu'il l'a le panier, le viau !

Ces scènes étaient quotidiennes. Depuis six mois, la femme du fermier Champy se mourait là, dans ce coin de chambre dont la porte de communication avec la cuisine était toujours ouverte... Elle n'avait jamais été très forte ; une houlée de grésil l'avait transpercée, l'automne dernier. Depuis lors elle s'en allait de la poitrine, dans l'obscurité d'une chambre humide et basse.

Son mari la regardait avec pitié. C'était un homme taciturne et paisible ; il n'avait rien à se reprocher envers elle : il avait payé tous les remèdes nécessaires, fait venir le médecin du pays et même un docteur de la ville en consultation. Mais ce n'est pas sans tristesse que, revenant de la plaine où chaque herbe poussait prospère, frémissante, et chantante, il entrait dans la chambre où, du fond des couvertures, la toux rauque, effrayante, coupait l'appétit des femmes et faisait taire les hommes

— Ça va-t-il ? Et bien quoi que c'est ? disait-il, puis il rendait compte à sa femme du travail de la ferme. Les yeux fiévreux, avides, l'écoutaient... Elle se sentait encore la maîtresse de la maison, « la patronne ». Après cela, elle retombait dans un demi-sommeil ou parfois dans le désespoir...

Champy alors s'en allait, étouffé par l'air de cette chambre où traînaient des relents de médicaments, mêlés à l'odeur indéfinissable et écœurante des malades. Il rentrait avec joie dans le grand fleuve ruisselant de la vie. Zélie, en cotillon court, dans l'accin « mouvait » les vaches, distribuait l'herbe aux lapins. Les coqs dominaient leur troupeau. Des abeilles semblaient la pensée bourdonnante des arbres. Le blé murissait et les épis craquaient sous la morsure du soleil.

Malgré lui, Champy se rapprochait de Zélie, à la voir si active, de chair si fraîche, pareille à un beau champ fleurissant et fort. C'était un homme sérieux qui regardait sa terre comme un royaume à agrandir. Rien dans les travaux des hommes ne donne mieux cette sensation d'empire que de régner sur ce monde qu'est une ferme : serviteurs, bêtes, plantes, vies qui naissent ou qui disparaissent à votre volonté ; la souveraineté de l'homme est totale. Mais il y avait une fêlure, un trou noir dans le bonheur qu'aurait dû lui donner cette prospérité ; sa femme s'en allait jeune et sans enfants. L'homme sentait alors la fragilité de l'édifice, il souffrait dans son sentiment sourd et puissant de la transmission héréditaire du bien, de la pérennité de la race. Bien qu'il traçât avec amour les sillons immenses et droits comme des destins, il semblait que ce n'était pas là de l'ouvrage bien fait, de l'ouvrage fini, du travail d'artiste ; il manquait quelque chose à son œuvre...

Dans son lit la Patronne se retourne. Il y a un grand quart d'heure, Zélie a rangé à la hâte (comme tout ce qu'elle fait) la cuisine et l'évier au départ des ouvriers... Elle a disparu ; Champy aussi... Cependant il n'est pas aux champs : les chevaux ne sont pas sortis ; elle entend de l'autre côté de la cloison leur longe qui frotte, leurs coups de pied au batflanc. Depuis quelque temps, une idée qu'elle chasse en vain s'est logée dans un coin de son cerveau, grossit à chaque instant et frappe aux parois de sa tête, comme un marteau. Des possibilités, des vraisemblances se dressent de toutes parts. Elle sent que son homme rôde par là, que Zélie est aussi dans les alentours, cherchant les œufs, causant et riant avec lui peut-être... peut-être — est-ce qu'on sait ? — Cette fille indocile, trop fraîche et trop vivante, ne lui dit rien qui vaille...

Mais non ; Zélie rentre, bruyante et affairée sans souci de la malade. Elle empile des draps, ouvre les armoires, bouleverse des coffres.

C'est la lessive — la lessive, privilège de la maîtresse de maison, cérémonie trimestrielle qui mobilise tout le personnel féminin de la ferme ! Et voilà que la Zélie s'occupe de tout, sans rien demander, comme si elle était la Patronne... Il reste à celle-ci

assez de vie mentale pour se tourmenter. Elle veut diriger, conseiller ; on l'écoute à peine, la servante va et vient sans lui répondre. Un bouillonnement formidable, une tempête secoue la malade. Elle se lève, elle appelle, elle crie de ce qui lui reste de poumons. Tout à coup au milieu de sa colère impuissante, comme si elle étouffait, elle porte la main à sa gorge et brusquement se tait. Etonnée, la servante que n'émouvaient pas les cris, lâche ses chaudrons et accourt au silence.

C'est l'hémoptysie...

Un sang noir coule dans la cuvette. La servante, malgré elle, détourne la tête sans chercher à dissimuler ce pli que met le dégoût de chaque côté de la bouche... La patronne est retombée sur son oreiller, inerte et blanche. Zélie tire encore les volets mi-clos comme pour faire une ombre préparatoire à la mort. La servante et Champy qu'elle vient d'appeler restent tous deux immobiles auprès du lit. La malade s'est assoupie ; ils écoutent sa respiration courte et sifflante, puis ils sortent à pas muets.

— Le soleil est bon dit-elle, au seuil de la ferme, en s'ébrouant comme au sortir d'une cave.

Il ne répond pas, attelle son cheval et va vers la ville une fois de plus chercher le médecin. Debout dans l'embrasure, elle le regarde partir. Champy songe au passé. Il y a dix ans de cela, il épousait la patronne : tout serait en bel ordre sans cette maladie. Il en veut au sort, à la vie ; peu s'en faut qu'il n'en veuille à sa femme d'être malade. Malgré lui cette parole de Zélie lui revient à l'esprit : « Il voudrait mieux mourir que d'être comme ça »... Il la chasse, pas assez vite pour qu'il n'aperçoive la ferme débarrassée de ce mal, de cette souffrance, de cet ulcère. A ce moment là, l'image fraîche de la servante passa devant ses yeux. Il secoua les guides instinctivement et allongea un coup de fouet au cheval, pour chasser les fantômes.

Il attendit le médecin absent et le ramena une heure après. Ce fut, comme les autres fois, une répétition des mêmes mots : cela pouvait durer huit jours, quinze jours, et c'est tout. Dans la cuisine, les coudes sur les genoux, Champy oublie son déjeuner qui refroidit.

— Il faut pas se laisser aller ; mangez donc, dit Zélie d'un ton presque tendre.

Il hoche la tête sans la voir, puis il lève les yeux. Propre et forte sans être massive, elle va et vient, alerte et délurée. Ah non, elle ne met pas les deux pieds dans le même sabot ! Tout se meut et se range autour d'elle comme par enchantement. Le silence règne à côté, la porte est tirée ; on voit au loin dans les champs l'éclair des coups de faux ; les vaches sont à l'abreuvoir, les pigeons roucoulent ; tout est riche et fort et vivant. Champy, un instant, jouit de sa domination sur la terre.

— Il faut se faire une raison, reprend Zélie.

C'est dimanche, de clairs tintements de cloches viennent des nuages. Le bras nu de Zélie frôle sa main tandis qu'elle place à sa portée les fruits succulents de la terre ; il en frissonne... Pourquoi a-t-elle ri de ce rire singulier que ne motivent point les circonstances ? Juin chante par le gosier des alouettes, par la voix jeune des moineaux qui se poursuivent dans les haies, par les flammes des phlox et la lance des graminées. La vie soulève les glèbes, les écorces, les poitrines : seule la chambre noire et malsaine est injurieuse dans le rayonnement de l'été.

Que fait-elle donc la Patronne? Dans la maison silencieuse et vide, une chose gratte, va, vient ; un grain de vie s'anime. La moribonde, tout à coup, est rentrée dans le monde des vivants... La chambre obscure palpite... Une ombre remue sur l'ombre...

Elle ferme la porte de la cuisine qui râcle le plancher. Elle s'est approchée du feu ; une flamme rougit sa figure blanche de phtisique, aux yeux immenses et hagards. Dans leur antre, une flamme brille, une idée fixe veille et, comme une main rigide, conduit sa volonté.

Elle va mourir. Elle le sait. Tout à l'heure elle l'a senti ; tout le lui a crié, le ton du médecin, sa douceur, l'absence de remèdes, et si elle avait douté, le mot de Zélie qu'elle a entendu, car malgré son évanouissement elle percevait les paroles comme un bruit lointain qui vous arrive tard :

— Quand on en est là, la mort est une délivrance, disait la servante. Ça serait tant mieux pour elle !

Ah ! ça serait tant mieux, ça serait tant mieux ! Ces mots sonnent dans la tête de la Patronne comme des bruits de fer terribles et sans merci — Elle a saisi dans sa main sèche une poignée de paille — Ça serait tant mieux ! — Et le regard de Champy tout à l'heure ? Ah ! tout à l'heure, qu'est-ce qu'il y avait donc que la vaisselle s'est arrêtée de « racasser » dans la laverie et qu'elle a entendu des voix, étouffées par le mur, comme par un baillon ? Ah ! oui, elle a vu, elle a bien vu ..

... Le feu est quasi mort et la paille fume. Elle tousse, elle tousse, elle crache ses poumons, elle perd le souffle : Comme c'est singulier ! On dirait que les objets qu'on regarde vous serrent les yeux et puis qu'on vous lie quelque chose dans la tête. La lumière baisse... C'est fini.... Non... pas encore : il fait clair de nouveau...

Elle est tombée à travers la cuisine, mais une jambe remue, remue comme celle d'une grenouille, par saccades. Le chat est venu qui la flaire, puis saute sur la table et regarde de côté.

Ce n'est rien : la vie reprend, le feu aussi ! Elle revient à elle avec cette flamme bondissante. Sa bouche s'ouvre silencieuse comme pour un rire muet.

Ah ! oui, on rira ! On rira ce soir ; ce soir sera rouge, ce soir, ça sera l'enfer... ! Ah ! ils ne se doutent pas qu'elle a soulevé le rideau du petit carreau qui donne de sa chambre, sur un coin de la laverie. Il y avait une main sur un bras nu. Ah ! Ah ! demain elle serait crevée, là dans ce coin. Une bête meurt, on soulève le fumier, on l'enfouit. Pour elle, on ouvrirait la terre, là-bas, et puis ce serait tout. Alors elle céderait la place à cette saleté, à cette parente pauvre qu'elle a recueillie... Demain !... aujourd'hui peut-être ! Ah ! non, pas comme ça.

Des flots de details lui reviennent, qu'elle avait mal observés, qu'elle voit d'un seul coup, plus vite, bien plus vite qu'elle ne pourrait les dire... Les mains étaient unies. C'est une chose faite, c'est Zélie qui sera la patronne. C'est elle qui va gouverner la basse-cour, l'étable, la cuisine, qui accueillera les hommes à la table, qui portera les clefs à la ceinture.. Elle mettra ses bijoux, peut-être et peut-être ses robes ! Elle en est bien capable ! Elle aura l'argent ; elle aura l'homme, ce grand nigaud...

Ah ! la paille flambe ! La patronne se relève râlante, puis traînant une chaise à la main pour se soutenir, elle va vers l'écurie.

Houp ! la flamme a passé la porte entr'ouverte, la porte qui va de la cuisine à l'étable ; un jet de feu court vers les litières. Il n'y a plus de faiblesse en elle ; elle sent ses os raidis, tout son être tendu comme une barre... Ah ! vous allez rire... ! et la ferme, la belle ferme, leur ferme, leurs bêtes, leur argent pour la noce, tout cela va flamber tout à l'heure !

Et c'est elle qui rit, en ce moment, et le rire se transforme en toux... Bah ! Elle peut mourir, elle peut mourir ; ils n'auront rien, rien qu'un tas de cendres chaudes !...

Mais elle veut jouir de la vengeance. Elle se relève. Par quel miracle des nerfs surexcités tient-elle encore debout ? Elle a jeté sur ses épaules un vieux châle tapis. Elle est dans la cour, épouvantail grotesque, haillons flottants autour d'un échalas, sous le plein soleil d'été qui la pénètre de ses dards verticaux. Autour d'elle sa terre s'étend, sa terre, ses bêtes, son empire florissant.

Elle tressaille sous la caresse de la chaleur : brusquement, elle se réveille à la grande lumière de l'après-midi, qui chasse les larves. Mon Dieu, qu'a-t-elle fait ? De la fumée sort de l'étable !

Le feu ! le feu !

Elle a mis le feu, elle a commis le grand crime, le plus grand crime qui puisse se commettre aux champs ! Un beuglement sinistre part de l'écurie... Elle reconnait la voix des bêtes favorites... c'est la Roussette qui se plaint, qui meurt peut-être !

Un instinct la soulève, galvanise ses pas : elle se traîne à la fontaine, saisit un seau à demi plein qu'elle peut à peine porter. Elle le tire, le traîne et le jette sur la litière qui flambe déjà.

Ce n'est rien que cette goutte d'eau ! Voici que le feu monte et crépite. Elle marche de nouveau vers le bac, elle tombe, à bout de souffle. Elle est là, à quatre pattes, haletante ; sa tête bat le sol à chaque effort qu'elle fait pour se relever. Mais un dernier sursaut de vie la relève ; elle vide son seau plein, elle en cherche un autre, le lance sur les pailles enflammées... Cette fois, la flamme s'affaisse, l'eau fuse en vapeurs blanches...

A côté de l'incendie avorté elle est tombée, la chemise arrachée, sa misérable carcasse à nu. De sa bouche du sang coule ; un sifflement rauque sort de cette machine brisée, terrassée par l'hémoptysie. En travers de la porte, agonisante, elle s'est abattue de tout son long.

C'est là que les gens la trouvèrent, ayant racheté son crime, qui resta à jamais ignoré. Elle était morte : mais la ferme sauvée, radieuse, continuait à vivre, impassible, éclatante, dans la gloire de l'été.

Gabriel Maurière.

LA POLITIQUE INTERIEURE

MORATORIUM CONSTITUTIONNEL

Pourquoi la livre sterling a-t-elle passé de vingt-cinq francs à plus de quatre-vingt dix?

A cause de l' « absurde politique financière de 1919 », répond M. Poincaré.

***

Pourquoi n'avons-nous ni garanties de sécurité, ni réparations?

A cause des fautes commises par les négociateurs du traité de Versailles, répond M. Poincaré.

***

Qui donc était chef de l'État en 1919? Qui donc a signé le traité de Versailles en vertu de la Constitution qui remet la signature des traités au président de la République?

M. Poincaré.

Pourquoi M. Poincaré a-t-il laissé faire « l'absurde

politique financière de 1919 ? » Pourquoi a-t-il signé un traité dont il apercevait tous les défauts?

— Parce que je suis fidèle à la règle constitutionnelle, répond M. Poincaré.

Et c'est parfaitement exact.

***

Si M. Poincaré n'avait été en 1919 qu'un simple sénateur, il aurait pu dénoncer les tares de notre politique financière, de notre politique extérieure, et sa grande autorité eût été employée à nous épargner toutes les conséquences aujourd'hui flagrantes des erreurs d'alors qu'il a toutes vues à temps.

Comme président de la République, il n'a même pas pu avoir l'action qu'il aurait exercée comme simple sénateur; l'*Homme enchaîné*, ce fut lui.

Quelle paraphrase du discours d'Evreux, où M. Millerand réclamait la revision de la Constitution !

***

Cependant cette revision, Monsieur le Président du Conseil ne la demande point, et les Chambres n'aiment pas qu'on leur en parle ; je le remarque assez à la désapprobation courtoise que manifestent les collègues du Parlement pour les articles et les conférences que j'ai pu consacrer à ce périlleux sujet.

Pas de revision, mais le budget biennal, le gouvernement et les chambres s'étant mis d'accord sur l'incapacité des députés à conduire une discussion financière l'année des élections, ce qui, d'ailleurs, n'a pas empêché la discussion financière de se produire à l'improviste dans l'atmosphère redoutée.

Pas de révision, mais les décrets-lois, le gouvernement et la chambre s'étant mis d'accord sur l'incapacité du Parlement à réaliser dans les délais nécessaires la réforme administrative que seul durant cette législature le gouvernement Poincaré n'avait pas réclamée.

On ne revise pas la Constitution, on la tourne.

***

Pendant ce temps, grandit le dissentiment entre les villes et les campagnes.

La Confédération des agriculteurs du Centre hâte son congrès pour dénoncer, à propos des tarifs douaniers, la différence des procédés dont le gouvernement a usé envers le monde agricole et les commerçants et industriels, les droits sur le blé ayant été abaissés par décret, tandis que la diminution des droits sur les machines agricoles, etc., a paru mériter un projet de loi.

Quand on demande à un député sortant de ses nouvelles électorales, il n'est pas rare de l'entendre répondre :

— Je crains une liste agraire.

Cette fois ou l'autre, elles se constitueront, les listes professionnelles d'agriculteurs, de commerçants, d'industriels tantôt coalisés, tantôt opposés les uns aux autres.

Si on ne fait pas leur place aux intérêts dans une chambre professionnelle, ils envahiront les chambres politiques, créant au lieu de l'ordre le chaos. Les caisses dans lesquelles les trésoriers des prochaines élections rassemblent les fonds des grands comités économiques afin d'influer sur le Parlement de demain ne serviront qu'à subventionner indirectement cette évolution des mœurs, car devant l'argent les paysans se rappelleront qu'ils sont le nombre, et en viendront à penser qu'ils ne peuvent pour se défendre compter que sur eux-mêmes.

Ce sera tout à fait dommage, car l'agriculteur se trouve le plus souvent dépaysé dans une assemblée politique ; le commerçant et l'industriel ne le sont guère moins. Tous ces techniciens possèdent leur technique, mais non celle de la politique qui, elle aussi, existe ; l'intérêt général n'est pas la collection des intérêts privés, il en est le résumé.

Additionner ne suffit pas, il faut classer, c'est-à-dire mettre chaque homme et chaque chose à sa place.

***

Qu'on regarde à l'intérieur du Parlement ou au dehors, même impression d'usure dans les rouages, même sentiment qu'il faut changer non de principe mais de moteur. Malheureusement, les nouveaux projets du gouvernement eux-mêmes portent ce signe du provisoire dont est marquée depuis 1914 toute la politique française.

Provisoires, les traités dont on a inscrit la révision dans le texte même de Versailles, à l'article 19 du Pacte.

Provisoires les lois civiles et militaires, provisoires les dommages de guerre dont on vient d'ordonner la revision, provisoires les conditions des loyers qu'on modifie à chaque terme, provisoires les retraites accordées aux fonctionnaires après plusieurs semaines de discussion, et suspendues depuis, provisoire le programme naval, provisoire la loi de dix-huit mois, provisoire le système électoral, provisoire le budget biennal, provisoires les décrets-lois !

***

Du moment qu'un ministère possède un crédit national suffisant pour imposer à la Chambre, trois mois avant les élections, le vote de nouveaux impôts, que n'eut-il pas pu obtenir en s'y prenant un peu plus tôt?

Après le vote de deux décimes, on pourra tout dire des élus de 1919, excepté que le courage leur a manqué.

Le budget biennal devait leur éviter à la fois et la tentation de popularité qui les eût incités aux surenchères électorales, et le péril d'impopularité où risquait de les jeter l'acceptation de charges financières plus lourdes. Ce calcul a été faux au moins sur un point.

S'ils ont accepté l'impopularité sans compensation, par bonne volonté nationale et par confiance dans leur guide, combien plus volontiers les députés n'eussent-ils pas suivi un gouvernement qui eût réclamé d'eux la réforme administrative et judiciaire et la refonte générale de l'État?

Ils vont se représenter demain devant le pays qui les nomma, il y a quatre ans, en lui rapportant des impôts et pas d'œuvres.

Ce sont de mauvaises conditions pour réclamer la reconnaissance publique.

A quoi tiennent-elles?

A l'absence d'un programme d'ensemble.

***

Le lendemain de la guerre, il fallait remettre le pays à neuf.

Quinze cent mille morts, quinze cent mille invalides, dix départements dévastés nous obligeaient à revoir nos institutions, à diminuer nos dépenses, à concentrer nos efforts, à simplifier nos cadres.

Nous n'avons supprimé ni un sous-préfet, ni un tribunal d'arrondissement.

— Qu'est-ce que ces minces réformes? demandera-t-on.

Des signes de l'esprit de réforme, et c'est beaucoup En tous cas, quand on ne les fait pas, cela prouve que l'esprit de réforme n'existe pas.

On n'a pas en effet sacrifié ces réformes là à d'autres ; on s'est abstenu.

La pauvreté des conceptions fut évidente dans tous les partis. Et sans doute oublia-t-on la politique intérieure pour l'extérieure, mais l'une n'aboutit pas plus que l'autre. Aussi l'excuse s'épuise-t-elle à la longue.

Des résultats, s'il vous plaît ! ici ou là, ou plutôt ici et là, car tout se tient, et les solutions s'enchaînent comme les difficultés.

Oui ou non, la réforme administrative? Oui ou non, la réforme judiciaire? Oui ou non, la réforme constitutionnelle?

Oui et non, répond le gouvernement, ses décrets-lois à la main, car les décrets-lois, ce n'est ni la révision, ni la Constitution : c'est le moratoire constitutionnel.

***

On m'a reproché de porter une main sacrilège sur l'autel de la Constitution de 1875, que tant de radicaux ont voulu brûler autrefois, et de manquer de respect au parlementarisme.

J'ai signalé, en effet, le malaise constitutionnel et la crise parlementaire. J'ai soutenu et je soutiens que la Constitution a besoin d'être revisée, que seule la discussion d'une Constitution nouvelle en mettant aux prises les partisans du pouvoir personnel et ceux de la démocratie pourra rendre vie aux partis en rendant vie aux principes en lutte. J'ai soutenu et je soutiens que si le parlementarisme ne sait pas s'adapter les nouvelles forces organisées du syndicalisme, il verra restreindre de plus en plus son autorité et son champ d'action. Il a suffi d'un mauvais après-midi en Bourse pour décider le gouvernement à s'aviser de la lenteur des lois et à réclamer la suppression partielle et, bien entendu, provisoire des règles constitutionnelles.

Henry de Jouvenel,
Sénateur.

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

LA RECONNAISSANCE DES SOVIETS

La reconnaissance des Soviets par le gouvernement britannique est un fait accompli. Reconnaissance sans conditions ou peu s'en faut ; la note par laquelle l'agent anglais à Moscou a fait connaître au gouvernement russe cette décision du ministère britannique ne fait mention des dettes de la Russie envers l'Angleterre ou envers des Anglais qu'avec une singulière timidité et comme par allusion ; pour les bolcheviks, c'est incontestablement un fort joli succès.

Du moins n'aura-t-il surpris personne ; dès le lendemain des élections, M. Ramsay Mac Donald

annonçait que cette reconnaissance serait un des premiers actes du gouvernement travailliste ; on murmure même dans la coulisse que si les libéraux ont facilité l'accession au pouvoir de l'extrême gauche, c'est uniquement dans le but de la laisser procéder à cet acte diplomatique qu'ils jugent nécessaire au point de vue économique mais dangereux, ou du moins compromettant, au point de vue politique. Les industriels libéraux de Manchester, de Liverpool et de Glascow s'imaginent à tort ou à raison que la reconnaissance des Soviets en leur ouvrant le marché russe les aidera puissamment à surmonter la crise dont ils souffrent ; les politiques du parti voient bien le péril qu'il y a à entrer en relation avec un gouvernement qui ne rêve que d'entraîner le monde entier dans la révolution catastrophique dont il est le produit. Pour concilier ces contraires, ils ont trouvé cet expédient : laisser le *Labour Party* reconnaître les Soviets quitte à le renverser aussitôt après. De cette façon, si les choses tournent bien, les industriels libéraux auront obtenu les avantages matériels qu'ils escomptent ; si elles tournent mal, ce sera le gouvernement de M. Ramsay Mac Donald qui portera la responsabilité de la faute. C'est d'un joli machiavélisme, mais ces combinaisons trop savantes sont souvent funestes à ceux qui y ont recours.

M. Ramsay Mac Donald, qui est écossais, me paraît appartenir à cette espèce d'homme politique à qui leur réputation de fermeté et même d'étroitesse permet une plus grande souplesse. On voit dès aujourd'hui qu'il est très disposé à mettre beaucoup d'eau dans son vin et s'il peut résister à des amis trop pressés ou trop rigoureux, il attendra très prudemment d'être bien en selle pour essayer d'appliquer à la politique intérieure les principes du socialisme. D'ici là, les libéraux auront perdu pour longtemps l'espoir de revenir au pouvoir. Quant à la reconnaissance des Soviets, si elle constituait pour le Royaume-Uni une mauvaise affaire, il n'y aurait plus moyen de revenir en arrière.

C'est donc un incontestable succès pour les Soviets qui pensent que les autres gouvernements et en particulier la France ne pourront pas faire autrement que de suivre l'exemple anglais.

Beaucoup d'hommes politiques et surtout beaucoup d'industriels et de financiers, en effet, sont depuis longtemps partisans de la reconnaissance et cela non seulement en Italie où le gouvernement de M. Mussolini ne s'embarrasse d'aucune hypocrisie et met les choses sur le plan le plus réaliste, mais aussi en France et en Belgique. Examinons leurs arguments et commençons par écarter toutes les phrases convenues sur « l'horrible passé » du régime bolcheviste et même toutes les préoccupations morales. Comme dit M. Merejkowski avec une ironie pleine d'amertume, « la morale est un luxe qui, aujourd'hui, n'est plus accessible qu'à la seule Amérique ; la question de la reconnaissance ou de la non-reconnaissance du pouvoir du Kremlin par les gouvernements européens doit être considérée comme ces gouvernements eux-mêmes la considèrent, c'est-à-dire du point de vue de leurs intérêts matériels immédiats ».

Malheureusement, M. Merejkowski a raison : les gouvernements européens en sont arrivés à ne plus considérer les choses que sous le point de vue de leurs intérêts matériels *immédiats*. Toute considération de morale mise à part, on pourrait au moins leur demander de ne pas négliger de considérer le côté politique des choses et de chercher à voir un peu plus loin que la prochaine échéance.

Mais ceci n'est qu'une parenthèse. Puisque, sous le couvert des grands mots, la politique internationale n'est plus guère que le jeu des intérêts les plus sordides, c'est sur ce terrain qu'il faut se placer. Ecartons donc du débat les arguments de ceux qui veulent reconnaître les Soviets parce qu'à leurs yeux, ils représentent les formes les plus avancées de la démocratie (!) ou le marxisme intégral, ou le mythe du progrès, ou ce que repoussent des adversaires politiques locaux qu'il s'agit avant tout de renverser ; ce qui importe avant tout, ce sont les opinions de ces hommes d'affaires qui représentent les intérêts qui se cachent sous les partis politiques. Que disent-ils, ces hommes sérieux, si sérieux qu'il n'y a pour eux que l'immédiat qui compte?

Voici :

« Nous n'avons pas à juger, assurent-ils, de la valeur théorique du gouvernement russe ; jugions-nous de la valeur du gouvernement du Tsar quand nous traitions avec lui? Ce régime bolcheviste peut nous paraître absurde ou odieux ; peu nous importe si les Russes s'en accommodent. Or, ils s'en accommodent, puisque depuis les tentatives de Wrangel et des autres généraux blancs, tentatives qui d'ailleurs ne furent pas soutenues par la population, nous n'avons vu se produire aucun mouvement sérieux. Ne voyez-vous pas que de plus en plus le gouvernement des Soviets n'a contre lui que l'émigration ? Allez-vous baser toute une politique sur des illusions d'émigrés? Que diriez-vous d'un historien qui jugerait notre révolution sur les racontars de Coblence et de Mittau ou d'après les mémoires d'un officier de l'armée de Condé? Le gouvernement bolcheviste existe. C'est un fait. Est-il rien de plus antipolitique, de plus

absurde que de méconnaître un fait? La Russie, prodigieux réservoir d'hommes et de richesses naturelles, grand pays consommateur, s'est donné au gouvernement qui la représente; parce que ce gouvernement vous déplaît, parce qu'il a sur le droit public d'autres idées que vous, allez-vous continuer à ignorer éternellement ce pays ou voulez-vous attendre que tout le monde y ait pris les places que vous auriez pu y occuper? N'avez-vous pas fait du commerce et entretenu des relations avec des sauvages et même avec des anthropophages? Voyons, Messieurs les juristes de gouvernements, assez de grands mots, assez d'hypocrisie, voyons les choses telles qu'elles sont. »

Cette thèse, si l'on se place au point de vue de ce qu'on appelle aujourd'hui la politique réaliste et des intérêts industriels et financiers immédiats, est inattaquable. On peut considérer comme absurde, ainsi que disait M. Ramsay Mac Donald, de bouder éternellement un grand pays qui est indispensable à la vie du monde parce qu'il n'a pas les mêmes idées que nous sur l'organisation de ce qu'il appelle la démocratie et que le passé de ses hommes politiques est plus trouble que celui de nos hommes d'État à nous. Mais toujours au point de vue « réaliste », ce qu'il faudrait savoir, c'est jusqu'à quel point la reconnaissance des Soviets nous sera profitable.

Elle sera non seulement profitable, mais elle est inévitable si le gouvernement actuel représente vraiment la Russie et s'il est aussi stable qu'il le prétend. Tout revient donc éternellement à la même question de fait : le gouvernement des Soviets est-il capable de réorganiser la Russie?

***

Malheureusement, depuis six ans nous sommes toujours aussi mal renseignés qu'au premier jour. Avant la guerre, sous l'ancien régime, la Russie était déjà pour nous un immense mystère. D'un voyage rapide, d'un voyage de touriste ou de conférencier, on rapportait d'abord une impression charmante : vie large et hospitalière, sociabilité raffinée, haute culture artistique et intellectuelle, goût de la musique, de la danse, de la spéculation désintéressée, le tout avec une ampleur et une puissance inconnues dans nos pays de moindre dimension. Puis, un examen un peu plus attentif révélait que cette société très civilisée, très européenne, était en quelque sorte plaquée sur un milieu social très primitif et à peu près inintelligible pour nous. Derrière la brillante salle de fête ou nous étions introduits, il y avait l'immense steppe où régnait une impénétrable obscurité. Depuis la Révolution, le milieu primitif a submergé l'autre ou l'a partiellement éliminé; il n'y a plus d'intercesseur entre le monde russe populaire et notre Europe. Les cadres d'ailleurs complètement pourris de l'espèce de colonisation européenne imposée par Pierre le Grand sont brisés et nous ne comprenons plus.

Depuis six ans, nous cherchons vainement à comprendre, et nous y arrivons d'autant moins que les enquêtes auxquelles nous pourrions nous livrer et qui seraient dans tous les cas très difficiles ne sont pas libres et que tous les documents dont nous disposons sont plus ou moins truqués.

Les Russes ont émigré par centaine de mille; il n'y a dans l'histoire aucun exemple d'une émigration pareille. Ils n'ont pas été sans exercer sur nos pays d'occident et particulièrement en France une certaine influence; ils ont répandu le goût de la musique, de la danse, de la poésie et même de la cuisine russe, mais avec les facultés d'assimilation des Slaves et malgré le patriotisme douloureux qui les anime, ils se sont déjà plus ou moins « dérussifiés ». Ils ont dans tous les cas perdu tout contact avec la Russie. Ce sont des errants, des déracinés, infiniment dignes de pitié et de sympathie, mais dont les opinions sur le pays des Soviets sont extrêmement sujettes à caution.

Les visiteurs étrangers qui ont parcouru la Russie et en ont rapporté des livres ou des articles sont-ils plus dignes de créance? Ecartons d'abord ceux qui ont fait le pélerinage de Moscou avec la foi communiste qui vaut bien la foi du charbonnier. Ils étaient parti pour voir des miracles; ils en ont vu. C'est ce qui arrive à la plupart des pélerins. Les observations d'hommes comme M. Herriot ou M. de Monzie dont l'esprit critique est fort aiguisé sont autrement intéressantes. Mais ils sont tout de même partis avec une idée préconçue. Ils n'ont vu que ce qu'on leur a laissé voir, dira-t-on. Sans doute, mais on peut supposer qu'ils sont capables de jeter quelques regards indiscrets sur ce qu'on aurait voulu leur cacher; au surplus, le livre de M. Herriot n'est rien moins qu'une apologie; il a fait un grand effort d'impartialité ou, si vous voulez, d'objectivité. Mais ce qui fait que malgré tout son témoignage n'est pas probant, c'est que le coup de sonde qu'il a jeté dans le milieu russe a été trop rapide pour ne pas être un peu superficiel. Rien n'est plus difficile à mener qu'une enquête sur n'importe quel milieu social; les méthodes de la sociologie sont encore bien imparfaites et n'ont au fond rien de scientifique. Quand on procède sans idée directrice, on ne fait que collectionner une quantité de petits faits isolés sans signification féconde; quand on part d'une idée directrice, cette idée est presque toujours une idée

préconçue et l'on ne trouve dans le pays sur lequel on voulait se renseigner que ce que l'on y avait apporté avec soi. Cela est vrai, même pour les enquêtes sur la situation matérielle d'un pays ; à plus forte raison, quand il s'agit de sa situation morale. Nous savons à peine ce que pense le paysan français ; que pouvons-nous savoir de ce que pense le paysan russe, le plus secret, le plus multiple, le plus mystérieux qui soit ?

Or, pour le moment c'est sur la situation morale de la Russie qu'il importe d'être renseigné. Quant à la situation matérielle, nous avons quelques renseignements assez sûrs, par les documents russes officiels, qui paraissent beaucoup plus sincères qu'on ne l'a dit, et par les missions commerciales, officielles ou privées, qui ont séjourné dans le pays. Nous savons que la situation industrielle est loin d'être brillante et que l'ouvrier des villes est plus malheureux qu'autrefois. Par contre, nous savons aussi que dans les campagnes la situation s'est beaucoup améliorée depuis le commencement de la révolution, qu'elle est redevenue à peu près normale. Certes, si l'on consulte les statistiques, on constate que l'agriculture et l'élevage russes sont loin d'être sortis de la terrible crise qui a suivi la guerre et la Révolution, mais le paysan, devenu propriétaire, vit sur sa terre et de sa terre. Il n'exporte guère ; il vend peu ; il achète très peu de produits manufacturés ; dans beaucoup d'endroits, il est revenu tout simplement aux industries primitives, mais il vit, il vit parfois même dans une certaine abondance et sous quelques rapports sa situation est parfois meilleure que sous l'ancien régime. Le communisme officiel ne lui a apporté aucun bienfait, il ne paraît pas non plus lui avoir apporté de souffrances supplémentaires.

Mais cette espèce d'atonie en quelque sorte congénitale de la grande masse de la population russe suffit-elle à assurer au gouvernement soviétique la stabilité qu'il prétend avoir? Le levain qui peut animer cette masse, tout de même, c'est dans la population urbaine qu'on le trouve, dans la population urbaine ou dans l'armée. Or, d'après les témoignages les plus récents le mécontentement est de plus en plus profond dans les milieux ouvriers et dans l'armée. M. Charles Saroléa ,professeur à l'Université d'Edimbourg, qui a fait l'été dernier un assez long séjour en Russie et qui semble avoir vu pas mal de choses, car il ne fut soupçonné de trop d'indépendance que vers la fin de son voyage, en a rapporté des impressions nettement pessimistes quant à la solidité du régime. M. Olaf Broch, savant norvégien, qui vient de publier sur la Russie un livre important : *Prolétariatsdiktatur*, ne l'est pas moins, bien que la conviction mystique et désintéressée de certains chefs bolcheviks l'ait vivement touché.

« L'obstacle principal, dit-il, à la possibilité de la reconnaissance *de jure* du gouvernement bolcheviste, consiste dans la situation absolument anormale de la population au point de vue du droit ; ces « lois » prolétariennes, ces « tribunaux » de classe, il est absolument impossible de les concilier avec le droit de tous les pays civilisés. »

M. Korpisaari, membre de la commission finlandaise chargée d'élaborer le projet d'accord commercial russo-finlandais, a été lui aussi très frappé par la crise que subit le régime.

Le gouvernement des Soviets, écrit-il, traverse une phase extrêmement difficile, tant au point de vue économique que politique... La puissance d'achat de la population est presque nulle. Le mécontentement est partout. Les citadins, les paysans, les ouvriers, tous sont mécontents. Le chômage est colossal...

A cause d'une grande quantité d'intermédiaires *dans l'appareil même de l'Etat*, tous les prix sont exorbitants... Le bruit soulevé autour du « tchervonets » russe ne repose sur rien, car « ce tchervonets ne jouit plus d'aucune confiance. » M. Korpisaari trouve que même les troupes rouges deviennent peu sûres, car « le brouillard communiste s'est évaporé de leurs têtes ». Par conséquent, les idées fascistes se répandent.

Les idées fascistes ! Il semble qu'il y ait là une confusion de termes. Mettons les idées nationalistes, les idées « panrusses » qui ont toujours été en germe dans le bolchevisme.

Y a-t-il tout de même en Russie quelque chose le positif ,se demande encore M. Olaf Broch? Oui, à côté des choses terribles et d'aspects sombres, il y a les phénomènes positifs dans la vie russe, qui apparaissent peu à peu. Mais il faut dire qu'ils surgissent *non pas grâce au bolchevisme*, mais *en lutte contre lui* ; là où la tchéka est plus faible, le gouvernement n'a plus d'accès... »

Serait-ce donc un gouvernement moribond, condamné par le peuple russe, que l'Europe se dispose à reconnaître *de jure*, compromettant ainsi son crédit envers la Russie de demain?

C'est ce que nous disent la plupart des intellectuels russes réfugiés chez nous. Il ne faudrait peut-êter pas trop se hâter de les croire sur parole ; ils ont sans doute des illusions et s'il est vrai que la dictature du prolétariat représentée en réalité par la dictature d'une petite bande de sectaires intelligents et énergiques est devenue impopulaire, s'il est exact que la mort de Lénine accentuant au sein des comités des divergences et des rivalités qui tourneront fatalement en querelles mortelles, crée

dans le gouvernement soviétique une crise grave, il est probable cependant, étant donné la masse que représente la Russie, que l'écroulement se fera encore attendre un certain temps.

***

Ce qui paraît désormais incontestable c'est que la vieille Russie est morte à jamais. M. Herriot lui a fait ses adieux en une page éloquente et *là* il a manifestement vu juste. L'ancienne société russe avec ce qu'elle avait d'anachronique et parfois de charmant a disparu, bien plus complètement, semble-t-il, que ne disparut la société française de l'ancien régime. L'aristocratie et aussi la bourgeoisie qui, d'ailleurs n'avait pas encore d'assises bien profondes dans le pays, l'*intelligenzia*, si brillante, mais si anarchique ont été massacrées, ou ont émigré, ou sont retombées dans le plus misérable des prolétariats. Une nouvelle bourgeoisie sinon une nouvelle aristocratie est en train de se reformer sur ces ruines ; quant à l'*intelligenzia*, ce sera pour plus tard. Avant de savoir quel sera vraiment l'avenir de la Russie, si elle va évoluer vers la propagande révolutionnaire et communiste qu'avait rêvée Lénine ou, ce qui est infiniment probable vers ce panslavisme que Dostoïewski prévoyait avec une patriotique ivresse, il faut attendre que cette classe nouvelle ait pris conscience d'elle-même et se soit élevée au-dessus de la satisfaction grossière de ses appétits et de sa vengeance. *Mutatis mutandis*, n'oublions pas l'exemple que nous fournit la Révolution française et ses suites. La société ultra-conservatrice non seulement de l'Empire mais aussi de la Restauration n'avait-elle pas pour soutiens et pour cadres toute une armée de révolutionnaires nantis ? Combien d'acquéreurs de biens nationaux siégeaient-ils à la Chambre des Pairs? Il a fallu en France une trentaine d'années pour que les nouvelles classes dirigeantes s'installassent à la place des anciennes. Et n'oublions pas qu'en 1789, la bourgeoisie française avait un passé, une culture, une conscience de classe et même une éducation politique qui, sauf chez quelques individus isolés et d'ailleurs remarquables, me paraît faire défaut à la nouvelle classe dirigeante russe.

Il semble donc que rien ne puisse se conclure de définitif entre l'Europe occidentale, qui, malgré le désordre actuel, a tout de même conservé ses codes, une certaine fixité d'institutions et de doctrine et cette Russie « en devenir ».

Est-ce à dire qu'il faille continuer à l'ignorer, à la repousser toute entière sans discernement? Nullement. Plus nous aurons de rapports privés avec la nouvelle Russie, dans la mesure où ce sera possible, plus nous pourrons avoir de renseignements sur ce qui s'y passe, mieux cela vaudra, mais dans les rapports officiels, la réserve du gouvernement français est pleine de sagesse.

Il est certain qu'il faudra un jour ou l'autre entrer en relations avec la Russie nouvelle, la Russie de la Révolution, mais on n'est pas encore sûr du tout que la Russie de la Révolution soit la Russie de la dictature bolchevik qui règne encore. C'est donc une question d'opportunité, d'occasion à saisir.

Il ne semble pas que le moment soit venu. Dans les circonstances présentes du reste, tout ce qui semblerait nous conduire vers la reconnaissance *de jure* aurait l'aspect d'une véritable capitulation. L'attitude la plus sage est donc toujours l'abstention. Mais est-il possible d'être longtemps sage tout seul?...

L. DUMONT-WILDEN.

LES ŒUVRES ET LES IDEES

HAMLET, HÉROS MÉDITERRANÉEN

Les érudits travaillent à petit bruit : deux ou trois douzaines de savants, dispersés en Europe, scrutent de vieux textes, entreprennent des recherches qui durent des dizaines d'années; ils sont frappés un jour de la concordance de leurs découvertes ; leurs exégèses se rejoignent ; un édifice de faits ignorés surgit soudain à la lumière. Notre conception de toute une partie du passé humain en est changée.

Fécondité de ce labeur souterrain, qui précipite au néant les préjugés, les « idées admises », les hypothèses, les théories ingénieuses et spécieuses, fantômes de l'esprit, incapables de résister au choc du réel. Telles sont les revanches, éclatantes et terribles, de l'érudition, cette ouvrière modeste, souvent dédaignée, du progrès intellectuel, sur les brillants mirages d'une présomptueuse idéologie.

Rappelez-vous la stupeur de nos hellénistes lorsque leur fut révélée cette civilisation mycénienne, d'où nous remontons maintenant à la civilisation égéenne. Comme l'archéologie, la critique des textes renverse les doctrines arbitraires ; ses fouilles ne sont pas moins probantes. Une génération de savants s'est consacrée à l'étude des

origines des littératures européennes; partout ils ont ramené au jour des vestiges identiques; partout ils ont atteint la couche profonde, commune à l'ensemble de notre continent, d'où ont jailli les sources de l'art et de la pensée. La diversité moderne est née d'une antique unité, la même école a suscité partout les premiers balbutiements du poète et du conteur. Européens, notre civilisation morcelée découle des mêmes principes. Frères souvent ennemis, nous ne pouvons plus ignorer les liens puissants qui unirent nos ancêtres. Les titres de noblesse de tant de nations rivales, orgueilleuses de leur individualité, ont été retrouvés; ils marquent le point de départ d'une unique hérédité intellectuelle.

Nos philosophes de l'histoire ne manqueront pas de s'emparer de cette constatation; elle ouvrira à la spéculation des horizons nouveaux; peut-être, en un lointain qui se rapproche, peut-on deviner des conclusions qui influeront sur les relations internationales et inclineront les peuples à se juger mutuellement avec plus de mansuétude.

N'anticipons pas sur ces lumières futures qu'à peine nous entrevoyons; bornons-nous aujourd'hui à relever un point de départ et à esquisser modestement la genèse d'un fait d'histoire littéraire qui est du domaine de cette chronique. La science contemporaine dégage ce fait avec assez de netteté. Quelle que soit la diversité de leur génie et de leurs traditions particulières, tous les peuples d'Europe ont accueilli de bonne heure les leçons, les rêves, les poèmes du monde latin, grec, méditerranéen; nous le savons désormais indubitablement, les fables primitives qui sont à l'origine de leurs littératures sont constamment mêlées d'apports méridionaux; leurs plus vieux récits s'y sont souvent cristallisés selon des cadres romains, helléniques ou orientaux. Non seulement l'imagination barbare a subi l'enchantement d'une civilisation savante, mais elle eût été souvent impuissante à coordonner ce qu'elle tirait de son propre fonds si elle n'avait eu à sa portée des formes déjà construites; elle hésite à combiner des récits; elle s'approprie des aventures étrangères dont nous décelons aujourd'hui l'origine; on a trop vanté sa fertilité d'invention; ses thèmes les plus célèbres sont fréquemment de purs emprunts.

Qu'on ne s'en soit pas avisé plus tôt en Occident est assez surprenant : la Gaule latinisée n'est-elle pas la fille de Rome? Mais enfin voici qu'apparaît la filiation de nos premiers romans du moyen-âge; les ingénieuses recherches de M. Wilmotte échafaudent un ensemble impressionnant de démonstrations; il ne sera bientôt plus possible de nier que nos trouveurs ont abondamment puisé au trésor antique.

La même démonstration semblait plus malaisée dans les régions que n'a point recouvertes la conquête romaine; ces difficultés semblent bien près d'être surmontées. Là encore, Rome, héritière de la Grèce et du lointain Orient, fut une institutrice puissante; son riche enseignement surgit partout des vieux textes.

Mais prenons un exemple.

M. Emile Henriot contait récemment, dans un de ses bulletins du *Temps*, sa visite à la précieuse bibliothèque dano-française d'un Danois de Paris, M. de Jessen. L'obligeance de M. de Jessen ayant permis à M. Emile Henriot de feuilleter un vénérable exemplaire des chroniques de Saxo Grammaticus, notre confrère y découvrait le récit où Shakespeare a puisé la matière de son Hamlet.

Saxo ne doute pas qu'Hamlet ait été un authentique prince danois. Or, que pense de Saxo, que pense d'Hamlet la science moderne? Voici un curieux post-scriptum à l'enquête du *Temps*

Saxo Grammaticus compose vers l'an 1200 ses *Gesta Danorum*; il y reproduit en prose latine et y amalgame une série de sagas scandinaves, du moins dans ses neuf premiers livres, qui n'ont donc qu'une valeur pseudo-historique. Sa transcription est fort honnête; toutes les fois qu'on a pu la confronter aux originaux islandais, la loyauté du traducteur est apparue. Parfois Saxo traduit en vers latins de vieux poèmes nordiques (1).

Histoire ou légende, voilà, dites-vous, la preuve que toutes ces aventures ont jailli de la vie et de l'imagination scandinaves. On l'a cru longtemps. Mais aujourd'hui l'argument revêt une signification contraire. Saxo n'est qu'un intermédiaire, le truchement, infiniment précieux, d'une littérature à demi perdue. A travers lui, c'est le procès des conteurs scandinaves que l'on instruit, et ce procès aboutit à de singulières découvertes.

En ce qui concerne Hamlet, le récit de Saxo se résume à ceci : le tyran Fengo a assassiné son frère pour s'emparer du trône : le fils de la victime, Amblethus, simule la folie et ainsi échappe au meurtre; il venge enfin son père et abat l'assassin. — Saxo, ne l'oublions pas, est un interprète fidèle; dès le xe siècle, les poèmes des scaldes contiennent des allusions à la légende d'Hamlet telles que la rapportent les Gesta Danorum.

Or, l'ancienne Rome a connu semblable aventure : Junius Brutus, fondateur de la République,

(1) Cf. H. Schück : *Histoire de la littérature suédoise* (Leroux éditeur).

venge de même son père et ses frères en abattant Tarquin après avoir simulé la démence.

Analogie fortuite ? Simple rencontre que suffisent à expliquer les mœurs comparables de deux civilisations presque également barbares? Regardons-y d'un peu plus près.

Brutus signifie en latin : dément, faible d'esprit ; de même, Amlode, nom islandais d'Hamlet, signifie : le fou.

Autre concordance plus étrange, ou, si vous préférez, plus significative : le fou Brutus, allant consulter l'oracle de Delphes, emporte une canne creuse, remplie d'or, qu'il offre à la pythie. Même canne creuse remplie d'or aux mains d'Hamlet lorsqu'il se rend en Angleterre.

Convenons-en, de telles similitudes ne peuvent être l'effet du hasard. La saga scandinave est très certainement tributaire de la légende romaine.

Elle l'est en outre d'une légende byzantine. Un poème byzantin célèbre la perspicacité du sage Ptocholéon : esclave d'un prince, Ptocholéon déclare qu'une pierre précieuse à laquelle son maître attribue une grande valeur, a un défaut ; il déclare que la fiancée du roi est de basse naissance, et qu'enfin le roi lui-même est le fils adultérin d'un esclave. Ces trois affirmations sont successivement vérifiées.

Hamlet n'est pas moins perspicace ; invité à un festin par le roi de Grande-Bretagne, il assure que le pain a une odeur de sang, que la boisson sent le fer et la viande la chair humaine — assurances fort légitimes puisque la farine a été tirée d'un blé cultivé sur un champ de bataille, que l'eau mêlée à l'hydromel sort d'un puits où l'on retrouve des épées rouillées, qu'enfin le porc servi à la table du prince a dévoré un brigand. Hamlet s'avise aussi que la reine est fille d'une esclave et le roi fils d'un serf. Preuve est faite qu'il n'a pas menti.

Troisième infiltration étrangère dans la légende d'Hamlet : elle découle d'un roman grec qui nous est connu par un remaniement français du moyen-âge. L'empereur Florian a ordonné la mise à mort d'un nouveau-né promis par un oracle à la pourpre impériale ; le meurtrier désigné expose en cachette l'enfant aux portes d'un monastère où il sera élevé sous le nom de Constant. Quinze ans plus tard l'empereur visite le monastère et découvre la supercherie ; il dépêche Constant à son maréchal avec une lettre ordonnant de tuer le porteur. L'adolescent toutefois s'arrête aux abords du château et s'endort ; touchée de sa grâce, l'impératrice lui dérobe la lettre fatale et la remplace par l'ordre de marier le messager à la fille de l'empereur. Le mariage s'accomplit ; l'empereur s'incline devant la victoire du destin.

Ainsi Hamlet se trouve chargé par le roi de Grande-Bretagne de présenter à la reine d'Ecosse une demande en mariage ; le roi sait que de telles ambassades sont invariablement punies de mort... Hamlet s'endort en route ; les gens de la reine lui dérobent sa missive et son bouclier où sont figurés ses exploits. Emerveillée, l'Ecossaise substitue à la demande en mariage une chaude recommandation, et épouse Hamlet.

Au total, la légende d'Hamlet apparaît singulièrement bigarrée, Ce héros tout chargé de dépouilles romaines, helléniques, byzantines, a-t-il jamais eu un prototype danois? Il vient tout droit des rives méditerranéennes ; il vient de plus loin peut-être s'il est vrai que des réminiscences orientales se mêlent au récit de ses aventures. Car enfin il épouse la reine d'Ecosse du vivant de sa première femme, fille du roi de Grande-Bretagne. Bigame, il n'hésite pas à regagner l'Angleterre où ses deux femmes vivent et complotent en parfait accord. Souvenirs de la polygamie asiatique, déclarent les savants du Nord, souvenirs d'on ne sait quels reflets des contes orientaux qui colorent également parfois les littératures française et allemande du moyen-âge.

Le cas d'Hamlet est typique : le candide Saxo l'a rapporté sans se douter de la complexité du personnage, de même qu'il a enregistré maintes autres légendes soi-disant scandinaves, issues directement de l'Enéide ou de l'Odyssée. Et sans doute les textes grecs et latins n'étaient-ils pas connus des scaldes et des arrangeurs de sagas ; mais tout un courant de traditions orales accompagnait les navigateurs, les marchands, les soldats du Nord lorsqu'ils regagnaient leurs fjords et leurs forêts après avoir trafiqué dans les ports méditerranéens ou servi à la cour de l'empereur byzantin. Nulle trace de relations savantes ; c'est par une sorte de contagion populaire que les thèmes classiques ont d'abord pénétré en Scandinavie.

Hamlet est un exemple excellent de ce folklore qui, par delà les frontières des empires militaires, et jusqu'aux confins de l'Europe habitée, propagea le rayonnement des civilisations classiques.

Lucien MAURY.

LE THÉATRE

UN CHARIVARI A LA COMÉDIE FRANÇAISE

On avait fait grand bruit, par avance, autour de cette « tragédie », « Le Tombeau sous l'Arc de Triomphe », qui vient d'être représentée à la Comédie-Française... Ne chuchotait-on pas que l'œuvre de M. Paul Raynal avait été, par deux fois, refusée devant le Comité de Lecture ; que de nombreuses coupures avaient dû être opérées ; que chacun des trois actes de cette pièce, qui ne comportait que trois personnages, durait environ une heure un quart et que l'auteur proclamait là de rudes et courageuses vérités? Bref, n'annonçait-on pas une « bataille d'Hernani? » Eh bien, non ! on n'eut pas à se battre pour aucune formule d'art nouvelle, pour aucune révolution esthétique. Il se produisit seulement vers la fin de cette répétition générale, une manière de charivari, dont s'étonna un peu cette salle d'ordinaire si austère du Théâtre-Français, nombreux sifflets entremêlés de quelques applaudissements, tumulte qui ressembla beaucoup moins à une manifestation d'opinion qu'à un éclat d'agacement, qu'à un large « emboîtement » ; et, lorsque, la représentation finie, M. Bernard vint annoncer le nom de l'auteur, la salle se vidait déjà en une calme indifférence.

Mais racontons.

Une nuit de l'année 1915, au moment de la grande offensive de Champagne, un soldat arrive, porteur d'une permission de 4 jours, dans son manoir de province, où il retrouve son vieux père veuf et sa fiancée, Aude, orpheline, installée chez son futur beau-père. Il est venu pour se marier. Il cherche, d'abord, à rassurer les inquiétudes de son père et de sa fiancée en leur laissant croire que la victoire est complète et que la guerre est finie. Mais un télégramme est arrivé : « Revenez immédiatement ! » Le permissionnaire devra donc partir le matin même à la première heure ; et la cérémonie du mariage ne pourra pas être célébrée. Mais le Poilu, qui veut faire immenses ces quelques heures de liberté, trouve le temps de quitter sa vareuse bleu-horizon pour revêtir le frac officiel ; et le vieux étant parti se coucher, Aude, sans souci des ordinaires conventions que la guerre a abolies, s'offre à son fiancé, qui prend, comme témoins de cette union d'amour, cinq de ses amis morts dont il appelle les noms.

Cet acte, qui sans doute a paru un peu long, confus, souvent déclamatoire, a néanmoins, grâce à quelques heureuses formules, été fort applaudi ; et quatre rappels successifs ont salué M. Alexandre, héros impavide, Mlle Ventura, fiancée hardie, et M. Bernard, bonhomme paisible.

Nous voici, deux heures plus tard, dans la chambre nuptiale : Mlle Ventura encore étendue sur le lit en longue chemise de nuit, M. Alexandre assis près du feu en pyjama. Aude obtient maintenant de son époux, dont elle sent l'intime inquiétude, l'aveu de la vérité : la guerre n'est pas finie, elle durera encore des années... A son tour, la jeune femme révèle le secret de son cœur : pendant que, là-bas, dans les tranchées, son fiancé demeurait éloigné d'elle, elle n'a pu, malgré la sincérité de sa tendresse, échapper au charme troublant du printemps qui, impitoyable et sacrilège, a recommencé de fleurir ; elle n'aime plus, et c'est sans amour qu'elle a, par un sacrifice conscient, fait au permissionnaire d'une nuit le don de sa virginité. L'amour ne résiste pas à l'absence !... Le soldat conserve sa résignation amère et hautaine. Alors, il explique tout : il n'a obtenu sa permission que sous condition, en promettant à son capitaine de s'engager comme volontaire, au cas d'une nouvelle attaque, pour porter des caisses de grenades en avant des vagues d'assaut ; il repart afin de remplir sa dangereuse mission, il est sûr d'être tué ; il a joué sa vie à pile ou face, et il a perdu, qu'importe ! « puisqu'il mourra d'amour en mourant pour la France ! » De nouveau, il appuie sa tête sur l'épaule de celle qui est devenue sa femme ; et comme Aude, sur le lit, doucement s'endort, lui va vers la fenêtre, écarte les rideaux, regarde les premières lueurs de l'aube sinistre ; et, pour la première fois, le héros rigide, qui n'a pas « le don des larmes », s'abandonne, seul, à pleurer.

Cet acte, qui ne se compose que d'un long dialogue à deux, a paru monotone et a répandu dans la salle surtout de l'ennui. A peine la délicatesse sentimentale de quelques spectatrices se montra-t-elle un peu choquée de l'attitude de cette jeune femme qui, par une sincérité inopportune et brutale, croit devoir déclarer à un soldat repartant pour le front qu'elle ne l'aime plus !...

On attendait le troisième acte !

Le jour est complètement levé ; c'est bientôt l'heure de partir, et le soldat est là, revêtu de son uniforme, dans le même décor qu'au premier acte. Le père découvre que les deux fiancés ont passé la nuit dans la même chambre : il reproche à son fils d'avoir souillé l'honneur de cette maison par ces mœurs de guerrier. Le fils répond en accusant son père de tirer profit de son absence, de vivre égoïstement, à l'arrière, dans la compagnie aimable, presque incestueuse, de sa fiancée, de trafiquer

de ses biens, de désirer même sa mort. Le vieux réplique, Aude intervient. Finalement, le père consent à s'agenouiller devant son fils pour lui demander pardon. De son côté, Aude se sent reprise de tendresse pour le héros et lui jure, s'il meurt, de mourir aussi. Lui la relève d'un tel serment et l'adjure seulement de n'aimer, après sa mort, qu'un ancien combattant. Et il part, répétant la formule que lui avaient dite en mourant ses amis : « Soyez heureux ! »

C'est contre cet âpre dialogue entre le fils et le père, entre « Lui » et « le Vieux », que le public s'est révolté. A diverses reprises, M. Alexandre a dû, pâle et stoïque, interrompre la série de ses invectives filiales qu'accueillaient des coups de sifflets, cependant qu'à son tour M. Bernard, alors qu'il mettait un genou en terre pour implorer un pitoyable pardon soulevait de longues protestations.

Cette mésaventure — qui risque d'ailleurs de fort bien tourner, puisqu'il n'y a point de meilleure publicité pour une pièce que le scandale — suggère un certain nombre de réflexions.

La première, qui se rapporte à l'auteur, est assez déconcertante pour ceux qui avaient, comme moi-même, aimé *Maître de son Cœur*. Bien loin d'apporter une formule nouvelle de théâtre et de dialogue, cette pièce-ci ne nous montre que de la déclamation et de l'emphase dont nous sommes depuis longtemps déshabitués. M. Raynal paraît affligé d'une richesse verbale extrêmement dangereuse. Il est probable, au reste, qu'il est d'un naturel entêté. Il paraît, en effet, qu'un certain nombre de répliques inutilement gênantes ou offensantes ont été coupées depuis la répétition générale. J'imagine qu'il y a tout de même à la Comédie-Française des hommes de jugement et d'expérience qui n'avaient pas été sans attirer l'attention de l'auteur sur ces risques superflus : fallait-il donc les sifflets pour ouvrir l'esprit de M. Raynal? C'est en vain qu'on allèguera pour sa défense les droits sacrés de l'audace et de la vérité : toutes les fois que l'œuvre a bronché, c'est parce qu'elle versait bruyamment dans le faux et qu'elle nous offrait comme une nouveauté courageuse une banalité périmée depuis deux ans. J'entends bien encore qu'il est louable de fournir un document historique et de restituer, tel qu'il fut, un état des esprits et des mœurs : au théâtre, pourtant, encore faut-il que cette restitution ne soit pas faite sans tact, mais au moins nous donne l'illusion d'avoir été écrite « à la page ».

Ma seconde observation porte sur l'extrême rapidité avec laquelle les dispositions du public changent. Certes, il y a deux ans, la pièce de la Comédie-Française n'aurait sans doute point passé pour un chef-d'œuvre : mais elle aurait assurément provoqué moins de tumulte. Ce qui, ici, paraît suranné au public, c'est l'esprit « ancien combattant ». Dans l'altercation pénible du père et du fils, le fils a peut-être raison, naguère ; aujourd'hui, c'est le parti du père, que, contre l'auteur, prend une bonne partie du public. Il y a une fatigue à entendre toujours, réclamer ceux qui ont fait leur devoir : après tout, c'est si simple de le faire. Corneille a dit :

Mourir pour le pays est un si digne sort
Qu'on briguerait en foule une si belle mort...

Voilà pourquoi l'œuvre de M. Raynal est déplaisante, car, à force de déclamer sur l'héroïsme, elle finit par lui ôter tout ce qu'il a de naturel et de spontané chez nous.

Gaston Rageot.

LA MUSIQUE

A L'OPÉRA-COMIQUE

Les pièces se suivent et ne se ressemblent pas. Une telle diversité indique apparemment de l'inquiétude, de l'incertitude, chez les compositeurs. Et le public ne manque pas d'être désorienté. Les musiciens cherchent du nouveau, et voilà qui est fort légitime. Mais leur recherche semble parfois bien imprévue, sinon déconcertante. Et alors le public est complètement dérouté.

La *Brebis égarée* n'a paru que durant quelques soirs à l'Opéra-Comique. On sait que son compositeur, M. Darius Milhaud, est un homme fort actif, entreprenant, et qu'il a déjà écrit une œuvre considérable par la quantité. Sa *Brebis égarée* est une partition qui date de quelque dix ans. Comme l'auteur est jeune encore, cette partition est donc de sa toute première jeunesse.

On peut en parler rapidement.

Elle utilise un livret de M. Francis Jammes. Déjà sur un théâtre sans musique, cette *Brebis* vraiment *égarée* n'avait pas réussi : la musique souligne, accentue, magnifie ses défauts.

Elle a pour sujet une banale aventure. Une femme s'ennuie : dans son ménage placide, elle *bovarise*. Un amoureux survient, l'enlève, et les voici en Espagne. C'est bientôt la misère, et de longues heures de souffrances à l'hôpital... Ah, si le mari pardonnait, s'il voulait reprendre l'infidèle !

Or, le mari pardonne, l'infidèle revient : la *Brebis* n'est plus *égarée*.

Ce sujet ne peut valoir que par les sentiments exprimés ; au théâtre, il demande d'être réalisé par des moyens scéniques qui lui donnent l'apparence de la vérité.

Une telle mise à l'effet n'est guère dans le talent si particulier du poète Francis Jammes. Et même les sentiments chrétiens qu'il mêle à sa pièce n'ont rien du charme que tant de lecteurs se plaisent à trouver dans ses poésies.

Quant aux mots maladroits et qui provoquent le rire, ils abondent. Et la musique leur donne un formidable coefficient de force comique.

La pièce a donc été tuée par le fou rire.

La partition, à laquelle un auteur si fécond ne doit pas tenir beaucoup, ne nous retiendra pas non plus. Ecrite avant la guerre, elle est debussiste. Aujourd'hui son auteur semble en guerre contre le debussisme. Il doit donc la renier... Elle a passé, passons.

***

La Plus Forte est un drame lyrique. MM. Jean Richepin et Paul de Choudens écrivirent le livret, M. Xavier Leroux, la musique.

Comme sujet, cette pièce nous montre aussi une « brebis qui s'égare », mais qui ne se retrouve pas.

Julie est jeune ; elle a épousé Pierre, qui est déjà mûr : c'est un veuf, cultivateur et propriétaire, épris de sa terre plus que de tout. Il avait un fils ; mais il l'a mis en service chez des bûcherons : il n'a pas voulu que ce Jean reste au foyer lorsqu'une jeune femme y venait.

Or, après une dispute, Julie se sauve.

Vous devinez qu'elle va rencontrer Jean : sans savoir qu'ils sont beau-fils et belle-mère, ils s'aimeront.

En effet, il en est ainsi.

Peu après, fête au village. Danses, chœurs, défilés, procession... Jean est revenu près de son père.

La jeune infidèle, en se cachant, revient aussi au village. Elle retrouve Jean, et lui donne un rendez-vous, pour le soir, au Val d'Enfer !

Voici le Val. La lune, sinistrement, éclaire les escarpements rocheux. Au-dessus du torrent tremble une frêle passerelle, qui est de bien mauvais présage... Julie paraît ; mais ce n'est pas Jean qu'elle trouve, c'est son mari. Celui-ci, fou de colère, apprend à Julie qu'il est le père de Jean.

Jean paraît ; il voit son père.

— Mon père, s'écrie-t-il.

Et Julie, qui était sur la frêle passerelle, se jette dans le torrent.

Mais il y a un symbole, ou une morale : Pierre apprend à son fils que Julie a été tuée par « notre Mère-Grand, la Terre, qui toujours demeure *la plus forte* ».

Cela explique le titre de la pièce, mais surprend le spectateur. On ne s'y attendait guère, pas plus qu'on ne s'attendait à voir ces bons paysans d'Auvergne se changer en personnages symboliques et parler comme des littérateurs emphatiques... Evidemment, c'est pour faciliter la tâche du compositeur et lui fournir des occasions de lyrisme musical.

Xavier Leroux ne les a pas laissé perdre.

On connaît, surtout par le *Chemineau*, l'art particulier de Xavier Leroux. Musicien de théâtre, fécond en mélodies expressives et bien faites pour la voix, habile à ménager des contrastes, à construire une scène et même tout un acte amplement développé, Xavier Leroux donne aussi aux passages passionnés une incontestable vigueur d'accent, une force dramatique et un éclat qui lui assurent de grands succès.

Sa nouvelle partition contient de nombreuses pages tout à fait dignes de remarque. On a même quelque peine à choisir entre elles, tellement une lecture attentive révèle leur excellente facture. A l'audition, l'orchestre, surtout au début, semble compact et surchargé. Mais le langage musical, même quand il développe avec exubérance des idées de qualité moyenne, présente toujours la bonne tenue et la solidité, la justesse, dont les grands exemples ont été donnés par les meilleurs maîtres. Tels rythmes, telle progression, tels épisodes descriptifs ou tel agencement des masses chorales ont pour garant des œuvres justement consacrées. Jusque dans ces pages de sa partition, Xavier Leroux laisse paraître non seulement sa maîtrise personnelle, mais encore la force intime et le don de vie, la passion vibrante qui constituent son originalité.

On sait qu'il est mort avant d'avoir complètement orchestré la partition de *La Plus Forte*. Seul le premier acte est tout entier de sa main. Les autres actes, écrits pour le piano et les voix, et rapidement esquissés, ont été mis au point et orchestrés par M. Henri Büsser. Cet habile musicien s'en est acquitté avec le talent le plus souple ; il a su adopter les habitudes de son ami disparu et se conformer fidèlement aux indications de l'esquisse musicale.

La distribution vocale mérite des éloges. M. Henri Albers chante avec autorité et donne du relief à son rôle. Mme Lyse Charny fait valoir un beau timbre de voix. M. Friant et M. Beaugé se

partagent tous deux le charmant avantage de chanter avec des voix qui ont de la jeunesse.

Les danses rustiques ont beaucoup plu au public, et les décors ont une beauté qui ne l'a pas surpris. La mise en scène est bien réglée. Toute l'œuvre reçoit du chef d'orchestre, M. Catherine, une vigoureuse et sûre impulsion.

***

Enfin, l'Opéra-Comique reprend *Le Pays*. On n'a pas oublié que ce drame lyrique, écrit par M. Guy Ropartz sur le beau poème de M. Charles Le Goffic, offre les qualités les plus dignes d'attention. Une telle reprise a plus d'intérêt musical que plus d'une nouveauté : nous en parlerons donc bientôt,

Adolphe Boschot.

LA QUINZAINE POLITIQUE

Pologne

La Situation en Europe Orientale au moment de la réunion de la Conférence balte à Varsovie.

En 1920, quand les armées bolchevistes marchaient triomphalement à travers les champs fertiles de la Pologne, se proposant d'installer les Soviets à Paris; quand Lloyd George, pris de couardise, conseillait, selon son habitude, de jeter bas les armes et de capituler devant Lenine et Trotzky, il se trouvait alors en France un homme qui ne doutait pas de la victoire des soldats polonais et qui ne voulait pas compromettre le sort de l'Europe en se courbant devant les Soviets : c'était M. Millerand. Quelques jours après, les événements lui donnaient raison, les armées de Pilsudski venant de battre les hordes rouges ,complètement défaites, fuyant en débandade. C'était une grande victoire militaire polonaise et une grande victoire spirituelle française à laquelle les noms de Millerand et du général Weygand restent à jamais associés.

En 1924, recevant au Jour de l'An le corps diplomatique à l'Elysée, M. Millerand a dit encore un mot qui témoigne de son merveilleux sens de la réalité et de sa remarquable perspicacité politique. En disant que « l'aube de la réconciliation et de la paix définitive » semble enfin apparaître à l'horizon troublé de l'Europe, M. Millerand a eu, une fois de plus, une juste vision de la situation, et tout le monde souhaite qu'elle se réalise.

Les événements politiques, en effet, s'orientent de plus en plus vers une liquidation générale de problèmes restés jusqu'ici en suspens.

C'est d'abord, la victoire française dans la Ruhr qui a singulièrement éclairci le firmament. Car l'Allemagne désarmée et soumise, obligée d'abandonner ses rêves de revanche et ses illusions de pouvoir, échapper au payement des réparations, c'est la garantie de la paix acquise pour toute l'Europe et c'est la possibilité de rétablir la vie normale entre les peuples.

A l'abri de la victoire de la Ruhr qui assure la sécurité européenne, ont pu être reprises maintes conversations diplomatiques et négociations économiques. Ainsi, par exemple, Rome et Belgrade se sont enfin entendues pour liquider la vieille querelle de Fiume.

Un autre important événement s'annonce pour le mois courant : la réunion à Varsovie d'une Conférence des Etats baltes. Pour les pays nordiques, ce n'est pas seulement un événement important, mais un événement capital. Car quoi que l'on fasse à Londres et quoi que l'on dise à Berlin, les pays qui entourent la Russie, jaloux de leur indépendance et numériquement faibles, nourrissent toujours de légitimes appréhensions quant à la sécurité de leurs frontières. Ils savent que leur salut ne réside que dans leur force et que cette dernière ne sera obtenue que grâce à une union solidaire contractée en vue de la défense commune.

Voilà la raison des fréquentes conférences baltes qui s'étaient plusieurs fois déjà réunies à Riga, à Varsovie, à Helsingfors et en Esthonie. Au moment ou apparaîtront ces lignes, une nouvelle conférence se tiendra à Varsovie à laquelle assisteront les Ministres des Affaires Etrangères de Lettonie, d'Esthonie, de Finlande et de Pologne. Elle sera présidée par le comte Zamoyski.

Le programme de cette réunion prévoit toute une série de problèmes économiques et politiques, les premiers se rapportant aux questions de transit et d'échanges commerciaux et les seconds aux relations avec la Société des Nations, avec les Soviets et entre les quatre Etats intéressés. Le principal but de la Conférence portera, comme auparavant, sur la possibilité de conclure un pacte de non-agression avec les Soviets, une convention d'arbitrage obligatoire et une union formelle entre la Pologne, la Finlande, l'Esthonie et la Lettonie, devant assurer la défense territoriale de ces quatre pays et excluant de la manière la plus absolue et catégorique toute idée d'un acte d'agression quelconque.

Il va sans dire que c'est la Pologne qui est tout naturellement appelée à jouer le rôle du pivot de la nouvelle union, son importance territoriale et ethnographique groupant autour d'elle les trois autres pays amis. En ce qui concerne la Lettonie et l'Esthonie, leurs relations avec la Pologne, après avoir passé par de nombreuses péripéties qui n'étaient pas toujours faciles à vaincre, sont aujourd'hui suffisamment avancées pour constituer une base d'une véritable alliance. Les rapports polono-finlandais ne sont pas moins cordiaux, cependant Helsingfors, où les éléments suédois-germanophiles continuent à exercer une pression sur les hommes d'Etat finlandais, s'est montré jusqu'ici assez rebelle à un projet d'alliance de grande envergure et c'était le seul obstacle à la conclusion de l'Union balte. Il faut toutefois espérer que le distingué M. Enckel, récemment nommé ministre des Affaires Etrangères de Finlande, qui connaît les dangers résultant de la situation actuelle en Europe centrale et septentrionale, fera le nécessaire pour amener l'opinion publique de son pays à une plus juste appréciation des

nécessités du moment. Il sait mieux que quiconque que seule une union formelle entre les pays baltes est capable de les garantir contre les surprises politiques toujours possibles dans cette partie de l'Europe. M. Enckel qui vient seulement de quitter le poste de ministre de Finlande à Paris ne négligera certainement pas l'occasion qui s'offre à son pays pour assurer son avenir sur des bases solides conformes aux conjonctures politiques et économiques de l'Europe de l'Est.

Il existe encore un cinquième Etat balte dont nous n'avons rien dit ci-dessus : c'est la Lithuanie. Mais la Lithuanie s'est volontairement séparée de tous les autres pays baltes pour lier partie... avec l'Allemagne et la Russie. Poussée surtout par Berlin qui est en quelque sorte le véritable maître de la Lithuanie, elle mène une guerre sourde contre la Pologne. Elle repousse systématiquement tous les projets de compromis avec Varsovie. L'intransigeance de ses dirigeants est telle que même l'intermédiaire de la Société des Nations a été repoussé avec violence. L'Etat lithuanien est donc complètement isolé ou plutôt enchaîné dans le giron de la politique germano-soviétiste. La situation économique est terrible; ses habitants souffrent de l'athrophie de l'Etat qui est d'autant plus cruelle qu'elle est volontaire. Le pays entier est plongé dans l'anarchie politique et administrative sans aucun espoir d'en sortir. La Lithuanie, dont tous les intérêts sont solidaires de ceux des autres Etats baltes, préfère se tenir à l'écart de ses voisins et amis naturels et suivre une route séparée où les plus grands déboires l'attendent. Tout cela est bien regrettable, mais quand quelqu'un veut à tout prix se jeter dans un précipice, quand il se fâche contre ceux qui veulent le retenir au bord du gouffre, il finit toujours par décourager tout le monde et par tomber dans le vide. C'est le cas de la Lithuanie.

Les autres Etats baltes, comme nous l'avons vu, pensent autrement. Il faut dire en leur honneur qu'ils n'ont pas tardé à comprendre cette vérité élémentaire que plus ils seront unis, plus ils seront forts, et moins ils seront menacés, plus ils pourront travailler à leur consolidation politique et à leur développement économique.

Il est difficile de dire ce qui sortira de la Conférence balte réunie aujourd'hui à Varsovie. Franchement, nous ne pensons pas que l'Union projetée entre les quatre principaux pays intéressés puisse être conclue au cours de la Conférence actuelle. Mais ce dont nous sommes sûrs c'est qu'un grand pas en avant sera fait en vue de cette union. La Pologne, la Lettonie, la Finlande et l'Esthonie ont agi avec une parfaite solidarité au cours de nombreuses conférences internationales à Gênes, par exemple, et presque toujours à Genève. Aujourd'hui il ne s'agit que de sceller cette solidarité par un pacte officiel, dûment consenti.

L'Europe, en général, et les puissances alliées, en particulier, ont tout intérêt à ce que l'Union balte se réalise le plus promptement possible. La Petite Entente au sud, l'Union balte au nord, la Pologne liée à celle-là, alliée à celle-ci, au centre, voilà une merveilleuse barrière de nature à arrêter instantanément tout flot perturbateur. C'est aussi une chaîne qui protégera, à l'Est de l'Europe, le Traité de Versailles contre les tentatives de déchirement multipliées sans cesse par l'Allemagne.

Voici d'ailleurs le programme de la Conférence balte tel qu'il fut publié par les journaux et qui démontre le mieux l'intérêt capital de cette réunion. Ce programme, très chargé, comporte, entre autres, un rapport détaillé sur la situation politique internationale et en particulier l'examen de multiples problèmes se rapportant à l'exécution des traités intéressant les quatre pays convoqués à la Conférence. On discutera ensuite l'attitude à adopter dans le problème du désarmement et enfin, la section politique de la Conférence envisagera également la possibilité de conclure un pacte de non-agression et une convention ferroviaire avec le gouvernement des Soviets.

Suivant les mêmes informations de presse, la Conférence balte examinera, en outre, le projet d'une convention d'arbitrage obligatoire pour les pays représentés à la Conférence, le projet d'une collaboration étroite au sein de la Société des Nations et la conclusion d'une série d'accords économiques élargissant les conventions déjà conclues et prévoyant des rapports plus suivis et développés sur le terrain économique. En général ,les questions économiques occuperont une très large place à la Conférence.

Nous croyons d'ailleurs savoir que la Conférence actuelle des pays baltes aboutira à la signature d'une convention d'arbitrage obligatoire et elle fixera probablement les conditions et la date d'une nouvelle Conférance à laquelle seraient cette fois invités les Soviets.

Mme Boutin le 11 février.

Stéphane Aubac.

Roumanie

Mgr Seipel, chancelier d'Autriche, accompagné de M. Grünberger, ministre des affaires étrangères, a visité, les 4, 5 et 6 février dernier la capitale roumaine. Cette visite a servi à régler plusieurs questions pendantes entre les deux pays. Un accord commercial a été conclu et il a été décidé qu'une commission mixte austro-roumaine se réunirait prochainement à Vienne pour résoudre des dernières questions qui restent en suspens.

Également à Vienne se réunira, probablement dans les premiers jours du mois de mars prochain, une commission mixte roumano-russe à qui incombera une mission identique pour les relations de la Roumanie avec le gouvernement des Soviets.

Les questions pendantes entre les deux pays sont de deux sortes : les unes, de détail, pourront être facilement réglées; d'autres, plus délicates, demanderont des efforts plus prolongés. La première catégorie comprend des affaires de relations locales des deux côtés de la frontière roumano-russe : douane, navigation sur le Dniester, relations commerciales et industrielles, échanges de produits, etc. La seconde catégorie comporte la question de la Bessarabie et celle du trésor roumain de Moscou.

Plusieurs tentatives de négociations ont déjà été faites jusqu'à présent pour trancher ces deux derniers différends. Des commissions mixtes se sont réunies tantôt à Varsovie, tantôt ailleurs. Mais dès les premières séances les travaux étaient interrompus par des obstacles qu'on ne pouvait surmonter. En effet, à peine les pourparlers entamés, les Russes soulevaient la ques-

tion de la Bessarabie et voulaient en faire un élément de compensation : pour reconnaître le retour à la mère patrie de cette province arrachée il y a un siècle par la Russie, les délégués soviétiques demandaient à la Roumanie un autre avantage considérable ou un lourd sacrifice, comme par exemple de renoncer au trésor que l'Etat roumain avait confié à l'Etat russe en 1916. Ou bien ils soulevaient simplement la question de la Bessarabie pour déclarer que les Soviets n'acceptaient pas le retour de cette province à la Roumanie. Les délégués roumains n'avaient pas d'instructions pour discuter de cette question qui, pour l'Etat roumain, est définitivement tranchée, comme aussi pour les Grandes Puissances qui ont approuvé et signé le protocole consacrant ce retour de la province bessarabienne au patrimoine national du peuple roumain. Les négociations, se heurtant à ces sortes d'obstacles, ou plutôt à l'obstruction systématique des Russes, étaient à peine commencées, déjà interrompues, et l'affaire en restait là. La seule formule que la Roumanie acceptera dans cette affaire ce sera, de la part des Soviets, une déclaration officielle de reconnaissance pure et simple de l'union de la Bessarabie avec la Roumanie, déclaration réparant définitivement le rapt de 1812.

Certaines versions, paraissant sérieuses, ont apporté ces temps derniers l'écho d'une évolution plutôt favorable qui se serait produite dans les dispositions du gouvernement des Soviets à l'égard de la Roumanie et des questions roumano-russes en suspens. Si cette nouvelle était exacte, les amis de la paix européenne auraient raison de s'en féliciter. En effet, parmi les questions délicates qui obscurcissent encore, depuis la fin de la guerre, l'horizon européen se trouve celle de la non reconnaissance par la Russie du sort définitif reçu par la Bessarabie : quand cette reconnaissance sera un fait accompli — et nous aimons espérer que la conférence roumano-russe de Vienne donnera de bons résultats dans ce sens — il y aura en Europe une menace latente de moins contre la paix. Ce jour-là, la Roumanie et la Russie, qu'aucun intérêt opposé ne séparera plus, pourront nouer des relations sincèrement pacifiques et de bon voisinage et conclure de larges accords économiques, commerciaux et industriels, de nature à rendre les plus grands services aussi bien à l'une qu'à l'autre. Et la Petite Entente toute entière sera consolidée par une pareille solution, pacifique et conforme à la plus stricte justice historique et ethnographique, des problèmes russo-roumains actuels.

Aussi attendons-nous avec confiance et espoir l'ouverture prochaine, dans la capitale de l'Autriche, des importantes négociations qui devront résoudre ces problèmes. De leur issue dépend l'inauguration d'une phase historique nouvelle — la meilleure — dans les relations séculaires entre les deux pays voisins.

E. A.

Yougoslavie

Le traité d'amitié italo-yougoslave.

L'opinion publique du monde entier a été surprise par la nouvelle que l'Italie et la Yougoslavie étaient parvenues à se mettre d'accord non seulement pour régler les questions en suspens, surtout celle de Fiume, mais aussi pour fixer les bases d'une coopération au maintien de la paix dans l'Europe Centrale et dans les Balkans. Cependant, c'était l'unique solution pacifique qui s'imposait aux deux Etats voisins. Les Italiens et les Yougoslaves ont combattu en alliés contre l'ennemi commun pour libérer leurs frères opprimés; ils ne pouvaient donc se faire la guerre après avoir atteint ce but. D'ailleurs, ils ont tant d'intérêts et de souvenirs communs qu'il y avait des patriotes italiens et serbes qui eux, bien avant la guerre européenne, préconisaient déjà la nécessité d'une entente italo-serbe pour réaliser les aspirations communes aux deux peuples. En effet, l'achèvement de l'œuvre de l'unité italienne et de celle du peuple yougoslave étaient si étroitement liées que pour l'Italie, il n'y avait d'autre politique à suivre que de se joindre à la Triple-Entente, se solidariser avec la Serbie dans la résistance que celle-ci opposait à l'expansion austro-allemande dans les Balkans et, enfin, de témoigner sa sympathie aux nationalités opprimées d'Autriche-Hongrie dans la lutte qu'elles avaient déjà engagée pour se libérer à leur tour à l'exemple du peuple d'Italie. Malheureusement, les dirigeants de la patrie de Garibaldi et de Mazzini ne partageaient pas la conviction de ces patriotes qui leur réclamaient de s'inspirer des intérêts nationaux de l'Italie au lieu de rester dans la Triplice où elle faisait figure d'une « orpheline abandonnée » à la merci de l'Allemagne et de l'Autriche. Il fallut que la grande guerre éclatât et que l'Allemagne dévoilât son ambition de conquérir l'Europe ,pour qu'ils reconnussent leur erreur. Et quand l'Italie était entrée en guerre aux côtés des nations qui combattaient pour le droit et la liberté des peuples d'Europe, les partisans de l'amitié italo-yougoslave ont tout fait pour confirmer par un accord écrit l'amitié scellée par la fraternité d'armes. Et il semblait, à un moment donné, que le bon sens avait fini par prévaloir chez les dirigeants italiens, qu'ils avaient compris tout l'intérêt qu'il y avait pour l'Italie à s'assurer d'une amitié durable du peuple yougoslave, dont l'existance et le développement ne peuvent en aucune façon nuire aux intérêts vitaux ni menacer la sécurité et la prépondérance maritime de l'Italie dans l'Adriatique. M. Sonnino, que personne ne pouvait suspecter de serbophilie, proclamait lui-même, dans un discours au Parlement italien, que « les revendications de l'Italie sont à même d'assurer dans l'avenir une confiante collaboration dans le domaine politique et économique, collaboration que l'intérêt vital de l'Italie et des Yougoslaves exige d'établir sur des bases inébranlables ». Il est regrettable que ces dispositions favorables à l'entente italo-yougoslave n'aient pas persisté au lendemain de la victoire commune. Elles auraient permis à la Conférence de la Paix de régler le problème adriatique d'une façon satisfaisante pour les deux peuples voisins, au lieu de laisser l'Italie et la Yougoslavie aux prises avec les difficultés qu'elles ont eu à surmonter depuis cinq ans.

L'accord, ou plutôt les accords qui ont été signés à Rome, le 27 janvier dernier, sont certainement d'une portée égale à celle des traités de paix conclus à l'issue de la guerre européenne. Le plus important en est le traité d'amitié que l'on désigne également sous le nom de pacte d'amitié. Dans son article premier, le traité prévoit que les deux parties contractantes doivent se prêter mutuellement leur appui et collaborer au maintien de l'état de choses fixé par les traités de paix de Trianon, Saint-Germain et de Neuilly, ainsi qu'au respect et à l'exécution des engagements qu'ils contiennent. Au cas où l'une des deux parties contractantes

serait attaquée par une ou plusieurs puissances étrangères, l'autre partie s'engagé à rester neutre pendant toute la durée du conflit. Si la sécurité ou bien les intérêts de l'une des deux parties étaient menacés, l'autre partie s'engage à lui prêter un appui politique et diplomatique pour écarter ce danger. Dans l'article 3 il est dit que si des complications internationales se produisaient et si elles mettent en danger les intérêts communs des deux parties, celles-ci s'engagent à s'entendre quant aux mesures à prendre en commun pour la défense de leurs intérêts. La durée du traité a été fixée à cinq ans, renouvelable ou pouvant être dénoncée un an avant son expiration. Telles sont les clauses du traité d'amitié. Par un protocole additionnel, les deux parties s'engagent à se communiquer leurs accords conclus ou à conclure et qui intéresseraient leur politique dans l'Europe centrale. Il y est dit également que dans le traité d'amitié italo-yougoslave il n'y a rien qui serait contraire aux traités d'alliance que le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes a conclus respectivement avec la Tchécoslovaquie, le 1er août 1922, et avec la Roumanie, le 7 juillet 1923. Le traité et le protocole additionnel seront enregistrés à la Société des Nations conformément à l'article 18 du Pacte.

L'accord relatif à Fiume reconnaît la souveraineté complète de la Yougoslavie sur le port de Baros et le Delta et celle de l'Italie sur Fiume et son territoire délimité par le traité de Rapallo, avec les rectifications apportées d'un commun accord. En outre, l'Italie cède en bail à la Yougoslavie, pour une durée de cinquante ans et moyennant une lire par an, le bassin de Porto Grande dans le port de Fiume, avec le quai et les magasins qui s'y trouvent. Ces accords sont complétés par des déclarations qui en constituent leurs annexes relatives aux minorités yougoslaves en territoire italien, qui bénéficieront du régime dont jouissent les minorités italiennes en Dalmatie, l'autonomie des communautés religieuses orthodoxes serbes en Italie, ainsi que concernant la cession à l'Etat yougoslave des catholiques dalmates, et qui appartenaient avant la guerre à l'Etat austro-hongrois. En dehors de ces modifications et compléments, toutes les autres clauses des conventions de Santa-Margarita sont maintenues. Il reste maintenant à conclure le traité de commerce entre les deux Royaumes.

Au point de vue international, l'accord italo-yougoslave est une garantie de plus pour la sécurité de la paix en Europe, basée sur les traités que les nations alliées victorieuses ont imposés aux nations ennemies vaincues. Il ne modifie en rien les rapports existants des deux Etats contractants avec les autres nations alliées. A ce sujet, les déclarations de M. Pachitch, président du Conseil yougoslave, faites aux journalistes, sont très nettes. Il leur a dit, en effet, que le traité d'amitié italo-yougoslave ne diminue nullement la solidité de l'amitié franco-yougoslave et que l'accord signé à Rome a été conclu avec l'assentiment de la France, à laquelle il a été communiqué préalablement. Il a expliqué également pourquoi cet accord mentionne uniquement les traités intéressant plus directement les deux pays. En effet, le respect des autres traités, y compris le traité de Versailles, est prévu d'une façon non moins précise dans l'article 3 du traité d'amitié, envisageant l'éventualité des complications internationales. Il n'appartenait pas à l'Italie et à la Yougoslavie de préciser davantage leurs engagements mutuels pour le respect du traité de Versailles, puisque celui-ci fait l'objet d'accords spéciaux que la France et la Belgique ont conclus ou concluront. Ces explications ont leur importance et méritent d'être retenues. Il y a lieu d'ajouter que dès que les signatures ont été échangées, M. Pachitch s'était empressé à se rendre auprès de l'ambassadeur de France pour être le premier à lui annoncer que les deux nations alliées de son pays venaient de signer un traité d'amitié.

Désormais, l'Italie et la Yougoslavie pourront se consacrer avec toute l'activité à leur relèvement économique et à l'œuvre de consolidation de la paix non seulement dans l'Europe Centrale et dans les Balkans, mais aussi à celle de l'Europe toute entière. Grâce au règlement de la question adriatique, l'unité des nations victorieuses de la guerre se trouve considérablement renforcée : elle pourra maintenant s'affirmer avec beaucoup plus de poids pour obliger les vaincus au respect absolu des traités. Les nations ex-ennemies doivent s'en rendre compte. On peut s'attendre maintenant avec plus d'assurance à ce qu'elles renoncent à tout espoir d'une guerre de revanche ou d'une possibilité de se soustraire aux engagements qu'elles ont pris par les traités de paix. La situation de la France vis-à-vis de l'Allemagne se trouve aujourd'hui renforcée dans les mêmes proportions que celle de la Yougoslavie vis-à-vis de la Bulgarie et de la Hongrie.

Au point de vue économique, l'accord italo-yougoslave est non moins important pour la paix en Europe qu'au point de vue politique. La concession attribuée à la Yougoslavie dans le port même de Fiume et l'internationalisation de la gare centrale de la voie ferrée dans la ville étaient indispensables pour le commerce d'importation et d'exportation yougoslave. Aucun port dalmate ne possède un tel aménagement pour assurer le trafic de cette importance. Il suffit de jeter un coup d'œil sur la carte pour se rendre compte que le port de Fiume constitue une sorte de tête de pont commercial vers la Yougoslavie et toute l'Europe Centrale et, desservi par des multiples réseaux de chemin de fer, il est le meilleur et le plus pratique débouché également pour la Roumanie et la Hongrie, pays de grande production agricole et dont les exportations ajoutées à celles de la Yougoslavie, contribueront d'une manière efficace au relèvement économique de l'Europe. La France, en particulier, y trouvera un grand profit dès que les communications directes et régulières seront établies entre Fiume et les ports français. Grâce à ce contact, les liens d'amitié existants entre la France et les pays de la Petite Entente se consolideront également dans le domaine économique.

D. Tomitch.

BULLETIN MARITIME

La Compagnie des Messageries Maritimes et la Guerre.

Au regard des exploits mille fois célébrés des armées de terre le rôle de ceux qui furent sur mer les magnifiques artisans de la victoire est resté, pour la plupart d'entre nous, obscur. En particulier, nous ignorons pour quelle part importante la Marine Marchande entra dans notre résistance. Aussi accueillons-nous avec un très vif intérêt le beau livre édité par les Messageries Maritimes, relatant avec autant de précisions techniques que d'émotion l'histoire de ses navires et de son personnel pendant les années 1914-1918.

Ces 300 pages d'un texte artistiquement présenté, illustrées de planches en couleurs représentant les navires perdus par faits de guerre, constituent, pour l'historien futur, la plus précieuse des documentations. Remercions donc la grande Compagnie de navigation française et félicitons-la d'avoir si heureusement comblé une des lacunes de notre littérature.

*
* *

Dans un premier chapitre consacré au rôle joué par la Compagnie en vue de la défense nationale, nous voyons les navires des Messageries Maritimes ramenant en toute hâte des Colonies vers la métropole 40.000 des Français ou coloniaux que la mobilisation appelait sous les drapeaux. Puis, ce sont les transports des troupes russes (11.420 soldats) de Vladivostock en France, puis les transports des troupes serbes à Corfou (environ 9.600 hommes) et de Corfou à Salonique (50.000 hommes transportés en un mois, soit 25 voyages). A ce dernier chiffre il faut ajouter encore 120.000 passagers pour le service de l'armée de Salonique.

Un peu plus tard, lorsque les usines réclamèrent la main d'œuvre étrangère, ce sont encore les paquebots des Messageries Maritimes qui amènent en France 20.000 travailleurs chinois et 25.000 ouvriers annamites. Le nombre total des passagers transportés pour le *seul compte de l'Etat* et dans toutes les directions pendant la guerre s'est élevé à l'énorme chiffre de 503.000 personnes!

On sait, d'autre part, l'immense effort qu'eurent à soutenir les navires marchands pour amener sur le territoire français, diminué par l'occupation allemande, où vivait une population doublée, tous les vivres nécessaires. Outre un important tonnage de blé, sucre, riz, etc... les navires des Messageries Maritimes transportèrent 253.805 tonnes de marchandises et de matériel pour le compte du ravitaillement civil. Pour les services du Ministère de la Guerre 120.000 tonnes de matériel ont été transportées, chiffre auquel il convient d'ajouter les 28.500 tonnes de matériel et d'approvisionnements transportées à l'occasion de l'expédition des Dardanelles et 173.000 tonnes pour l'armée de Salonique. D'autre part, l'Etat demanda aux Messageries Maritimes de continuer à assurer, comme par le passé, compte tenu des obstacles créés par la guerre, les relations entre la Métropole et les Colonies françaises et à effectuer au surplus des transports spéciaux, pèlerinages de Musulmans, missions politiques, etc... Enfin, plusieurs de ces navires, notamment le « *Sphinx* » et l' « *André Lebon* » ont été utilisés comme navires-hôpitaux avec 1.000 lits chacun. Le « *Portugal* » utilisé également comme navire hôpital armé d'un personnel infirmier russe ,fut torpillé le 30 mars 1916 bien que portant tous les signes distinctifs de la Croix Rouge. « La Compagnie des Messageries Maritimes et la Guerre » contient, à ce propos, le récit d'un incident qu'il nous paraît intéressant de reproduire :

« Suivant en cela une coutume qui veut, dans la « Marine russe, que tout soit tenté pour sauver le pa « villon d'un navire sur le point de se perdre, un cou « rageux matelot de la nation alliée réussit, au moment « où le « *Portugal* » allait disparaître, à se saisir du « pavillon tricolore qui flottait à l'arrière. Ce précieux « souvenir du paquebot disparu de si tragique façon « fut enfermé dans une boîte d'un travail artistique « très original, dû à des paysans russes, et fut envoyé « par le Gouvernement russe aux Autorités Maritimes « françaises, qui le remirent à la Compagnie des Mes- « sageries Maritimes. Fière d'être rentrée en possession « du glorieux emblème, celle-ci l'a exposé dans la vi- « trine principale de la façade de ses bureaux » « Paris. »

A ces efforts réclamés par l'Etat, la Compagnie ajouta ceux que réclamait son propre programme d'extension et de réfection au fur et à mesure des pertes subies. C'est ainsi que quatre grands paquebots furent achevés dès l'année 1915. Au commencement de 1918, la Compagnie prenait livraison de quatre navires commandés au Japon et en achetait un autre aux Etats-Unis. On sait que cette magnifique activité ne fit que redoubler pendant les années qui ont suivi l'armistice.

*
* *

De ce récit une leçon se dégage, nous semble-t-il, que nous nous permettons de suggérer à nos lecteurs. Pour la défense nationale, pour le plus grand bien de tous les Français, la Compagnie des Messageries Maritimes a, pendant la guerre, dépensé sans compter, sacrifiant les meilleurs de ses serviteurs et de ses navires. Au prix de difficultés insurmontables, elle a tout mis en œuvre pour répondre à l'appel du Gouvernement sans escompter l'avenir. Un tel dévouement ne doit pas rester dans l'oubli. Nous sommes maintenant à l'heure où tous les Français, industriels, commerçants ou passagers se doivent de reconnaître la dette qu'ils ont contractée pendant la guerre envers leur Marine Marchande. Ils le peuvent en ne s'adressant jamais aux Compagnies étrangères, en confiant, comme ils le doivent ,frêt et passage au seul pavillon national. Il y a là une question d'intérêt général que nous avons maintes fois signalée, mais il y a là aussi un devoir de patriotisme et c'est ce qui nous fait mieux comprendre la lecture de l'ouvrage que nous venons d'analyser trop rapidement.

Société Française d'Imprimerie et de Publicité
Ateliers : Rue Garnier et rue des Carmes, Angers
Bureaux : 2, Rue Monge, Paris (5e)

L'Imprimeur-Gérant : A. DESNOËS

Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus.

REVUE
POLITIQUE·ET·LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

EUGÈNE YUNG·FONDATEUR·1863 PAUL FLAT·DIRECTEUR·1908-1918
DIRECTEUR PAUL GAULTIER

N° 5 62e ANNÉE 1er MARS 1924

NAPOLÉON A CASTELLANE EN 1815 (1)

I

Les soldats de Napoléon n'allaient pas à l'aveugle et n'ignoraient pas leur itinéraire. Le 2 mars, à Grasse, ils savaient que leur chef les menait à Digne et de là à Grenoble.

Mais, pour se rendre à Digne, on devait s'enfoncer dans les montagnes, et la marche serait évidemment très malaisée. Pas d'autres routes de Grasse à Castellane qu'un chemin muletier, et c'est en vain que depuis plus de quarante ans la population demandait qu'il fût mis à l'état de voie charretière et continué jusqu'à Digne. Il fallait prendre un simple sentier où ne pouvait passer qu'un seul homme. A droite et à gauche les soldats, disait l'un d'eux, paraissaient suspendus sur les rochers et les précipices.

Tous ceux qui connaissaient la contrée, le préfet Bouthillier, le colonel Jubé, le médecin Ardillon, assuraient à l'avance que ce chemin était presque impraticable, que Napoléon y trouverait de grandes difficultés, qu'il ne saurait y conduire ni voiture ni pièce d'artillerie.

L'Empereur aurait bien voulu garder avec lui ses deux canons de campagne : quand même ils n'auraient pas tiré, ils imposeraient par leur présence, par leur aspect, et ils feraient dire : *il a du canon*. Il dut les laisser à Grasse, et de Grasse, avec une voiture de munitions que l'Empereur abandonnait aussi, ils furent, sur l'ordre de Masséna, envoyés à l'arsenal d'Antibes.

Pareillement, il laissa chez le sellier grassois Imbert son landau de couleur café au lait, le landau au train doré que la polacre le *Saint-Esprit* avait apporté de l'île d'Elbe et que le peuple de Cannes avait jugé superbe.

Il laissa de même les fourgons du trésor. On mit les fonds dans des caisses qui furent chargées sur des mulets.

Canons, fourgons, landau, tout cela était désormais inutile, tout cela devenait un embarras.

II

Cambronne avait, comme toujours, pris les devants : il quitta Grasse le 2 mars à 11 heures du matin.

L'Empereur partit à midi et, par une forte chaleur, atteignit Saint-Vallier du Thyeis à 2 heures. C'est un village à trois lieues de Grasse et à quatre cent cinquante mètres au-dessus de cette ville. Il s'arrêta sur la place où s'élève aujourd'hui une colonne que son buste surmonte et qui porte la date du 2 mars 1815. Là, sous un gros arbre, au milieu des habitants qui lui faisaient fidèle garde, il dormit pendant un quart d'heure. A 3 heures, arrivait le bataillon Napoléon, son bataillon de guerre, qu'il appela dorénavant le corps de bataille.

De Saint-Vallier il se dirigea sur Escragnolles et d'Escragnolles, sur Séranon où l'on devait passer la nuit.

(1) Napoléon a, dans l'après-midi du 1er mars, débarqué au golfe Juan, et, après avoir échoué contre Antibes, il a marché sur Cannes. Le 2 mars, il déjeune sur le plateau de Roquevignon qui domine Grasse ; puis, par Saint-Vallier et Escragnolles, il gagne Séranon. Le 3 mars, il passe à Castellane et couche à Barrême. Le 4 mars, il se dirige sur Digne.

Un froid vif se fit bientôt sentir; mais on se réchauffait au feu des charbonniers. Ces braves gens tout ébahis ouvraient de grands yeux à la vue de Napoléon : auraient-ils jamais cru que l'Empereur viendrait leur rendre visite dans leurs hautes et lointaines solitudes?

De 6 à 10 heures du soir, la route fut très fatigante. Le chemin n'était plus tracé. On marchait dans la neige; on enfonçait par instants jusqu'aux genoux dans un ruisseau à moitié gelé; on ne pouvait plus se fier aux chevaux ni aux mulets; on dut faire à pied les deux dernières lieues.

L'Empereur, bien qu'appuyé sur un bâton, tomba plusieurs fois, sans aucun mal, et il se relevait gaiement. « A la bonne heure, s'écria un grenadier, il ne faut pas que Jean de l'épée se donne aujourd'hui une entorse; il faut auparavant qu'il soit Jean de Paris ». Ses camarades éclatèrent de rire et Napoléon demanda ce qui causait l'hilarité des grognards. Depuis longtemps il nommait ainsi ses soldats, et ils avaient en effet l'habitude de grogner... mais ils marchaient toujours, et Napoléon marchait avec eux. Aussi, lorsqu'ils arrivèrent au lieu de la halte, ils se dirent les uns aux autres : « Le chemin que nous avons fait avec Jean de l'épée, nous n'avons plus à le faire ».

A Escragnolles, il alla voir la mère de ce François Mireur qu'il avait fait général de brigade après l'assaut de Gradisca. Il se rappelait comment Mireur était tombé en Egypte dans le désert de Damanhour, sous les coups de trois misérables Bédouins embusqués derrière un monticule. Lui-même, dans une lettre au Directoire, avait annoncé la mort de l'héroïque Provençal : la France, disait-il « faisait une perte réelle ; Mireur était un des généraux les plus braves que je connusse ». Et quinze ans plus tard, les hasards de sa vie aventureuse l'amenaient dans le village natal de Mireur! Il ne se borna pas à consoler la mère de son compagnon d'armes : elle était devenue pauvre et aveugle; il lui remit un rouleau de cinq cents francs.

Vers dix heures du soir, il était à Séranon. Ce fut là que couchèrent l'avant-garde et le corps de bataille. L'arrière-garde demeurait à Saint-Vallier.

L'Empereur logea dans une maison écartée, la meilleure de ce pays sauvage, et il dut, avec quelques officiers et cinquante hommes du bataillon Napoléon, reposer sur des bottes de paille. Cette maison, qu'on décorait du nom de château, appartenait au maire de Grasse qui avait envoyé les clefs. Aussi fit-on là-dessus des plaisanteries : le digne homme craignait sans doute, disait-on, que les portes ne fussent enfoncées et puisqu'il n'avait pu héberger l'Empereur à la ville, il voulait l'héberger à la campagne.

Toute la colonne était disséminée; le lendemain, elle ne se réunit que très tard, et la mauvaise nuit qu'elle passa dans de mauvais gîtes ne la remit pas de ses fatigues. Il est vrai qu'en cette première journée, elle avait fait treize lieues dans une âpre région où il fallait sans cesse monter et descendre, et une pareille marche tient presque du miracle. Napoléon pouvait dire que lui et les siens gagnaient la victoire avec leurs jambes. Quelques semaines plus tard Cambronne n'écrivait-il pas : « Avec Sa Majesté on fait vingt lieues dans vingt-quatre heures »?

III

Le maire de Séranon qui s'appelait Sassy, avait dès le soir du 2 mars mandé au maire de Castellane que « l'empereur Buonaparte était arrivé dans cette commune avec une armée dont il ne pouvait citer le nombre », que ses soldats « faisaient retourner tous les mulets qu'ils rencontraient dans la route », mais qu'ils payaient tout ce qu'ils prenaient, qu'ils seraient le 3 mars à Castellane de bonne heure.

Cambronne arriva, en effet, de bonne heure à Castellane, et, pour gagner du temps, il s'était fait précéder d'une réquisition qu'il avait écrite en route, à Mousteiret : il sommait le sous-préfet de Castellane de lui fournir 5.000 rations de pain, 5.000 rations de viande, 5.000 rations de vin ainsi que quarante charrettes à quatre colliers ou deux cents mulets de bât.

Napoléon parut à 10 heures. Il s'entretint longuement avec le sous-préfet.

Ce sous-préfet, Jean-Joseph Francoul, avait été révoqué le 27 janvier et remplacé par Villeneuve-Bargemon; mais il exerça ses fonctions jusqu'à la venue de son successeur qui ne se présenta que le 17 mars, et ce fut peut-être une heureuse chance pour Napoléon que Villeneuve n'eût pas encore rejoint son poste : jeune, actif, très dévoué aux Bourbons, Villeneuve aurait pu rallier les royalistes et retarder la marche des Impériaux.

Francoul plut à l'Empereur; il lui parut probe, exact à remplir ses devoirs, simple, économe, rigide dans sa vie privée et ses relations.

C'était le cousin-germain de Gassendi, de ce Gassendi que l'Empereur avait eu pour camarade au régiment de La Fère, qu'il avait protégé contre les soupçons des représentants du peuple, qu'il avait fait général, directeur de l'artillerie, conseiller d'État et sénateur, de ce Gassendi qui, bien qu'il eût pris sa retraite en 1813, était venu siéger au

mois de janvier 1814 dans le Comité de défense de Paris. « Un grand mérite, une science profonde, et beaucoup d'esprit, disait Napoléon, voilà ce que possède Gassendi, et s'il ne sait pas la guerre, il a deux qualités éminentes, il est honnête homme et grand travailleur ».

Pour mieux témoigner son intérêt à Francoul, l'Empereur alla dîner chez lui ; il fit apporter son repas de l'auberge et il but le vin que le sous-préfet lui offrait.

Francoul avait soixante ans. Né à Digne, receveur du clergé, puis chef de bureau à l'administration centrale, maire de sa ville natale, président de l'assemblée électorale en l'an V, membre du collège d'arrondissement, il avait été nommé sous-préfet de Castellane en 1800 sur la recommandation de Gassendi. Mais le séjour de Castellane ne lui agréait pas. Quelques notables et surtout le maire Sainmartin ne cessaient de le tracasser et de l'attaquer. Vainement le préfet Duval plaidait vigoureusement sa cause ; les dénonciations calomnieuses des envieux et des jaloux, comme s'exprimait Francoul, l'avaient emporté.

A vrai dire, les travaux qu'exigeait la sous-préfecture étaient très pénibles et lui-même se jugeait hors d'état de continuer son service sous ce climat rigoureux, en un pays montagneux, aux communications fort difficiles. Dès 1801 Gassendi n'avait-il pas averti le ministre Chaptal que son cousin souffrait beaucoup dans cette rude contrée? En 1806, Gassendi n'avait-il pas demandé pour son cousin la sous-préfecture de Forcalquier alors vacante? Ah ! si Francoul obtenait enfin le poste qu'il souhaitait, qu'il sollicitait ardemment, le poste de secrétaire général de la préfecture des Basses-Alpes ! C'est à Digne qu'il désirait terminer son existence ; Digne était sa patrie, son domicile ; il y avait sa maison.

« L'Empereur, disait Francoul peu après, a eu connaissance de ma position et il m'a fait espérer un heureux résultat ». Le 19 avril, il était nommé secrétaire général par intérim (1).

IV

L'ennemi de Francoul, le maire Sainmartin, avait dû remettre à l'Empereur en propres mains trois passeports en blanc revêtus de sa signature.

Un de ces passeports était destiné au chirurgien de la garde, Apollinaire Emery, un Dauphinois que Napoléon appréciait et qu'il avait, à l'île d'Elbe, utilement interrogé sur Grenoble.

Faire toute diligence sans éveiller sur sa route l'attention de la police et de la gendarmerie ; entrer à Grenoble et conférer avec le gantier Dumoulin ; pousser, s'il était possible, plus loin que Grenoble ; imprimer et répandre les proclamations ; annoncer que Napoléon avait des forces considérables, qu'il serait bientôt rejoint par Marie-Louise et qu'il était d'accord avec l'empereur d'Autriche : telles furent les instructions qu'Emery reçut de l'Empereur. On prétend même que Napoléon lui donna des lettres pour Maret et pour La Bédoyère.

Emery s'acquitta de sa mission. Il était alors dans sa vingt-neuvième année et il avait bonne mine, l'air ouvert, l'œil vif. Un homme qui le vit passer à Rourebeau et qui s'entretint avec lui, assure que son voyage prépara les voies au retour de son souverain. Un autre qui le juge ferme et résolu, dit qu'il fut à lui tout seul l'avant-garde de Napoléon. Aussi Emery est-il doté dans le testament de Sainte-Hélène : l'Empereur lui légua une somme de cent mille francs.

V

A deux heures, la troupe de l'île d'Elbe quittait Castellane. La population avait pourvu à ses besoins ; mais elle était restée froide.

Napoléon demandait à l'aubergiste chez lequel il logeait de crier *Vive l'Empereur*. L'homme refusa tout net et cria au contraire : *Vive le roi*. Trop habile pour se fâcher, l'Empereur loua le loyalisme de l'hôtelier et lui dit : « Eh bien, je ne vous demande que de boire à ma santé » ; à quoi l'autre consentit.

Le curé Delmas, qu'un officier engageait à se rendre auprès de Napoléon, objecta qu'il y avait une trop grande distance entre l'Empereur et lui.

De vieux soldats s'étaient retirés à Castellane. Aucun ne suivit Napoléon. Ils vinrent se présenter à lui, et il leur rappela qu'il avait jadis, au mois de mai 1794, lorsqu'il était général d'artillerie, passé par Castellane avec le représentant Ricord pour aller à Colmars. Un d'eux, qui se disait infirme et misérable, reçut une pièce de vingt francs et la promesse d'une pension. Mais un autre, un vétéran du 17e léger, un brave d'Austerlitz, à qui Napoléon proposait de prendre part à l'expédition, répondit qu'il ne pouvait abandonner sa famille.

Sans doute, quelques officiers en demi-solde qui vivaient dans l'arrondissement de Castellane, s'attachèrent à Napoléon.

Le capitaine François Rancurel, d'Ubraye, regretta très haut de n'avoir pu joindre à temps la colonne impériale et il reprit du service après le 20 mars.

De même, quatre officiers d'Entrevaux : le chirurgien-major Noliny, le commissaire des guerres

(1) Duval l'avait nommé ; après Waterloo, le préfet des Bourbons, Villeneuve le révoqua.

adjoint Bonnety, le capitaine Joseph Fournier, le lieutenant André Roux — lequel, à vrai dire, n'aimait d'autre gouvernement que le gouvernement qui le payait.

De même, le sous-lieutenant d'infanterie Joseph Fort, de Senez.

Mais le capitaine de Chailan, de Saint-André, et le lieutenant Marie, de Castellane, ne servirent Napoléon qu'à regret : les royalistes jugeaient que Chailan « pensait bien », et les lettres de Marie à sa famille, les tracasseries qu'il éprouva dans son régiment, attestaient son dévouement aux Bourbons

Arthur CHUQUET,
Membre de l'Institut.

(A suivre).

LA LANTERNE PIVOINE

(Nouvelle)

— Voici l'histoire des Fantômes dans le Roman de la Lanterne Pivoine.

Il y avait une fois à Yédo, dans le quartier d'Ushigomé, un hatamoto (1) appelé Ijjima Heizayemon. Et ce samuraï avait une fille unique, aussi jolie que son nom *O-Tsuyu*, ce qui signifie Rosée-du-Matin. Or, vers le moment où cette fille atteignait sa seizième année, Ijjima, qui était veuf, se remaria. Mais bientôt il s'aperçut que O-Tsuyu n'était pas heureuse auprès de sa belle-mère. Alors il lui fit construire à Yanagijima une maison pour elle seule, et il lui donna pour la servir, une excellente domestique nommée O-Yoné. Et O-Tsuyu vécut longtemps heureuse dans sa nouvelle demeure.

Mais un jour, le médecin de la famille, Yamamoto Shijo, vint lui rendre visite accompagné d'un jeune samuraï, Haguwara Shinzaburo, qui vivait dans le quartier de Nedze. Shinzaburo était remarquablement beau et très doux ; et les deux jeunes gens tombèrent amoureux l'un de l'autre dès le premier regard. Et même avant que la courte visite ne fût terminée, ils avaient réussi à se promettre l'un à l'autre pour la vie, sans avoir éveillé l'attention du vieux médecin. Et lorsqu'ils se séparèrent, O-Tsuyu murmura au jeune homme ces paroles :

— Rappelez-vous ceci : si vous ne revenez pas me voir, je mourrai certainement. Ne l'oubliez pas !

Shinzaburo n'oublia jamais ces paroles. Il désirait ardemment revoir O-Tsuyu. Mais l'étiquette ne lui permettait pas d'aller seul faire visite à la jeune fille. Il fut obligé d'attendre qu'une nouvelle occasion se présentât pour accompagner le médecin qui lui avait promis de le ramener à la ville. Malheureusement le vieillard ne tint pas sa parole. Il avait deviné le soudain amour de O-Tsuyu et il craignait que le père de la jeune fille ne le rendît responsable de l'intrigue. Ijjima Heizayemon avait la fâcheuse réputation d'un homme qui n'hésitait pas à trancher la tête de ceux qui lui déplaisaient. Et plus Shijo réfléchissait aux conséquences possibles de la rencontre de Shinzaburo et de O-Tsuyu, plus il avait peur. Il s'abstint donc prudemment de revoir son jeune ami.

Les mois passèrent. O-Tsuyu, qui ne pouvait se figurer les véritables motifs de l'abandon de Shinzaburo, crut que celui-ci dédaignait son amour. Alors elle se consuma de chagrin et mourut. Et peu de temps après, O-Yoné, sa fidèle servante mourut à son tour, de douleur de la perte de sa maîtresse. Et elles furent toutes deux enterrées côte à côte, dans le cimetière du temple de Shin-Banzui-In, qui s'élève encore aujourd'hui aux environs de Dango-Zaka, où se tiennent chaque année les célèbres floralies de Chrysanthèmes.

Shinzaburo ignorait tout ce qui s'était passé, mais sa déception et son inquiétude le firent tomber gravement malade. Il se remettait lentement, mais il était encore très faible, lorsqu'un jour il reçut la visite imprévue de Yamamoto Shijo. Le vieillard lui offrit plusieurs excuses plausibles de son apparente négligence. Et Shinzaburo lui dit :

— J'ai été malade depuis le commencement du printemps, et même maintenant je ne puis encore rien avaler. N'était-ce pas très peu amical à vous de ne jamais venir me voir ? Il me semblait que nous devions aller ensemble faire une visite chez la fille du seigneur Ijjima ? Je désirais lui offrir un petit cadeau pour la remercier de son aimable accueil. Mais bien entendu, je ne pouvais y aller seul.

Alors, d'une voix grave, le vieux médecin lui répondit :

— J'ai la douleur de vous apprendre que cette jeune fille est morte.

— Morte s'écria Shinzaburo en pâlissant. Vous dites qu'elle est morte ?

Le docteur demeura silencieux un instant, comme s'il se recueillait. Puis il dit du ton léger et vif d'un homme qui était bien résolu à ne pas prendre l'affaire au sérieux :

— J'ai eu le grand tort de vous présenter à elle, car il paraît qu'elle est tout de suite tombée amou-

(1) Les *hatamoto* étaient des samurais formant la suite militaire affectée spécialement aux Shoguns. Le mot signifie littéralement « Porte-Étendard ». Les *hatamotos* étaient la classe de samurais la plus élevée, non seulement en tant que vassaux immédiats du Shogun, mais aussi comme aristocratie militaire.

reuse de vous. Je crains que vous n'ayez dit quelque chose pour encourager son amour, lorsque je vous ai laissés seuls dans la petite chambre du fond. En tout cas, j'ai vite deviné le sentiment qu'elle ressentait pour vous, j'en ai même été fort inquiet, car je craignais que le père ne l'apprît, et qu'il ne me rendît responsable de tout. Alors, — pour vous parler en toute franchise — je décidai qu'il valait mieux ne plus vous voir. Et je me suis volontairement tenu à l'écart pendant tout ce temps. Mais, il y a quelques jours de cela, alors que je visitais Ijjima, j'appris, à ma grande surprise, qu'il avait perdu sa fille, et que O-Yoné, sa servante, était morte aussi. Alors je me souvins de tout ce qui s'était passé, et je compris que la jeune personne avait dû mourir d'amour pour vous.

Puis le vieux médecin se mit à rire et ajouta :

— Ah ! vous êtes un fameux coquin. Mais oui ! C'est un grave péché d'être si beau que toutes les jeunes filles meurent d'amour pour vous (1).

Puis il reprit très sérieusement :

— Enfin il faut laisser les morts aux soins des morts. A quoi bon parler de tout cela ? Vous ne pouvez plus rien pour elle que réciter le Salut aux Ames — le *Nembutsu* (2).

Et le vieil homme s'en fut lentement, pour n'avoir plus à parler du pénible événement dont il se sentait involontairement responsable.

III

Shinzaburo demeura longtemps étourdi de douleur à la nouvelle de la mort de O-Tsuyu. Mais dès qu'il se fut assez ressaisi pour penser clairement, il inscrivit le nom de la jeune fille sur une tablette mortuaire qu'il plaça sur l'autel bouddhiste de sa maison, et devant laquelle il disposa ensuite des offrandes, et récita des prières. Et chaque jour il présentait des offrandes en répétant le Salut aux Ames — le *Nembutsu*. Et le souvenir de O-Tsuyu n'abandonnait jamais sa pensée.

Rien ne vint troubler la monotomie de sa solitude avant l'époque du *Bon* — le grand festival des Morts qui commence le treizième jour du septième mois. Alors il décora sa maison et prépara tout pour la fête : il suspendit au dehors des lanternes qui servent à guider les esprits lorsque ceux-ci reviennent voir les vivants — et sur le *Shoryo-Dana*, ou Planche des Ames, il prépara des mets destinés aux fantômes. Et, le premier soir du *Bon*, après le coucher du soleil, il alluma une petite lampe devant la tablette de O-Ysuyu, et il alluma aussi des lanternes.

Il faisait une nuit très chaude, très claire, avec une grande lune, et il n'y avait pas de vent. Shinzaburo sortit sur la vérandah afin d'y trouver un peu de fraîcheur. Vêtu seulement d'une légère robe d'été, il demeura assis à songer, et à regretter ; parfois il s'éventait, parfois il tirait quelques bouffées de fumée pour chasser les moustiques. Tout était tranquille ; il habitait un quartier fort désert, où les passants étaient rares. Il n'entendait que le doux murmure pressé d'une source proche, et le crissement des insectes nocturnes.

Puis tout à coup le silence fut rompu par un bruit de *géta* (1) de femme qui s'approchait, *karakon, karakon* puis le bruit se rapprocha toujours — très rapide — et résonna enfin derrière la haie vive qui clôturait le jardin. Curieux, Shinzaburo se dressa sur la pointe des pieds afin de voir qui passait de l'autre côté de la haie. Et il vit deux femmes. L'une, qui portait une belle lanterne décorée de fleurs de pivoines, semblait une servante. L'autre était une mince jeune fille, âgée d'environ dix-sept ans, vêtue d'un kimono aux longues manches tout brodé de fleurs et de feuilles d'automne. Presque au même instant elles se tournèrent toutes deux vers Shinzaburo qui, à sa grande surprise, reconnut O-Tsuyu et sa servante, O-Yoné. Elles s'arrêtèrent immédiatement et O-Yoné s'écria :

— Oh ! que c'est étrange ! Hagiwara Sama !

Au même instant, Shinzaburo lui répondit :

— O-Yoné ? Est-ce vous ? Je me rappelle très bien de vous.

— Hagiwara Sama ! répéta la servante du ton de la plus parfaite stupéfaction. Je n'aurais pas cru que ce fût possible. On nous avait dit, Seigneur, que vous étiez mort

— Voilà qui est extraordinaire, s'écria Shinzaburo. Mais à moi aussi, on m'avait dit que vous étiez mortes toutes les deux.

— Ah, l'horrible mensonge, dit O-Yoné. Pourquoi répéter ces paroles de malheur ? Qui vous a dit cela ?

— Veuillez entrer un instant, répliqua Shinzaburo. Nous pourrons causer plus tranquillement. La grille du jardin est ouverte.

Alors elles entrèrent, et ils échangèrent les salutations d'usage. Puis quand Shinzaburo les eut bien installées, il dit :

— J'espère que vous excuserez mon manque de

(1) Cette conversation paraîtra sans doute étrange au lecteur occidental, mais elle est prise sur le vif. Toute la scène est caractérisque du Japon.

(2) L'Invocation *Nama Amida Butsu* (Salut au Bouddha) A-Mitâbba que l'on récite en guise de prières pour les morts.

(1) *Géta* ou *Kamagéta*. La *géta* est un patin de bois de formes variées dont certaines sont assez élégantes. La *kamagéta* ou « *géta de poney* » est appelé ainsi à cause de l'écho sonore pareil à celui d'un sabot de cheval, qu'il éveille en frappant un sol dur.

courtoisie. Si je ne suis pas allé vous voir depuis si longtemps, c'est que Shijo, le médecin, m'avait appris votre mort, il y a environ un mois.

— Comment ? c'est lui qui vous a dit cela ? s'écria O-Yoné. Quelle méchanceté de sa part de vous avoir dit une chose pareille. Eh bien, c'est lui aussi qui nous a assuré que vous n'étiez plus parmi les vivants. Je crois qu'il voulait vous tromper, ce qui n'est guère difficile, car vous êtes très confiant. Peut-être ma maîtresse a-t-elle laissé deviner l'amitié qu'elle a pour vous par quelques mots qui ont trouvé leur chemin jusqu'aux oreilles de son père ? En ce cas, O-Kuni, sa nouvelle épouse, a peut-être conçu le projet de vous faire apprendre notre mort par le médecin, afin de provoquer une séparation. En tout cas, lorsque ma maîtresse a appris votre mort, elle voulut se couper immédiatement les cheveux et se faire religieuse. Pourtant j'ai réussi à l'en empêcher, et j'ai pu enfin la convaincre de ne se faire religieuse que dans son cœur. Plus tard son père voulut la forcer à épouser un autre jeune homme, et elle refusa. Alors il y eut beaucoup d'ennuis, causés surtout par O-Kuni. Enfin nous avons quitté la villa et nous nous sommes retirées à Yanaka-No-Sasaki dans une très petite maison. Là nous arrivons tout juste à vivre, en faisant un peu de travail privé... Ma maîtresse a répété constamment pour vous le *Salut des Ames*. Aujourd'hui, comme c'est le premier jour du *Bon*, nous sommes allées visiter les temples. Et nous rentrions chez nous — un peu tard — lorsque s'est produite cette étrange rencontre.

— Oh ! s'écria Shinzaburo, comme c'est extraordinaire. Est-ce possible ? Ou n'est-ce pas un rêve ? Moi aussi, j'ai récité constamment le *Salut aux Ames* devant une tablette qui porte son nom. Regardez !

Et il leur montra la tablette de O-Tsuyu dans sa niche sur la Planche à Ames.

— Nous vous sommes plus que reconnaissantes pour votre aimable souvenir, répliqua O-Yoné en souriant.

Puis elle se tourna vers O-Tsuyu, qui, pendant ce temps, était demeurée confuse et silencieuse, cachant à demi son visage derrière sa manche. Et elle reprit :

— Savez-vous que ma maîtresse me dit souvent qu'elle ne regretterait pas d'être reniée par son père pour la durée de sept existences (1), ou même d'être tuée par lui par amour de vous ? Voyons, ne lui permettrez-vous pas de passer la nuit ici ?

Shinzaburo pâlit de joie. Et il répondit d'une voix que l'émotion faisait trembler :

— Restez, je vous en prie. Mais ne parlez pas trop fort, car il y a un homme très ennuyeux qui habite tout près d'ici — un *Ninsomi* (1), appelé Kakuodo Yusai, qui lit l'avenir des gens en regardant leurs visages. Il est assez curieux de son naturel, et mieux vaut qu'il ignore votre visite.

Alors les deux femmes passèrent la nuit dans la maison du jeune samuraï, et ne retournèrent chez elles qu'un peu avant l'aube. Et par la suite, elles vinrent chaque nuit pendant sept nuits successives, qu'il fît beau ou mauvais — toujours à la même heure. Et Shinzaburo se sentait de plus en plus attaché à la jeune fille, et ils étaient tous deux enchaînés l'un à l'autre par ce lien de l'illusion qui est plus fort que les liens de fer.

IV

Or, il y avait un homme appelé Tomozo, qui vivait dans une petite chaumière attenant à la demeure de Shinzaburo. Tomozo et sa femme, O-Miné, servaient de domestiques au jeune samuraï. Ils paraissaient très dévoués à leur maître dont le secours leur permettait de vivre dans une aisance relative.

Un soir, à une heure très tardive, Tomozo entendit une voix de femme dans l'appartement de son maître et s'en inquiéta. Il craignait que Shinzaburo, qui était très doux et très affectueux, ne fût dupe de quelque habile courtisane et, en pareil cas, les domestiques seraient les premiers à pâtir.

Il résolut donc de surveiller son maître. La nuit suivante, il se glissa à pas de loup jusqu'à la maison de Shinzaburo, et colla son oreille contre la fente d'un des volets à glissières. Grâce au reflet d'une veilleuse qui éclairait la chambre à coucher, il put apercevoir son maître et une femme inconnue qui s'entretenaient à l'abri du moustiquaire. Tout d'abord il ne vit pas très distinctement les traits de la femme, car elle lui tournait le dos ; et il remarqua seulement qu'elle était très mince et qu'elle semblait fort jeune, à en juger d'après la mode de sa robe et de sa coiffure (2). Il appuya

(1) C'est-à-dire pour sept vies successives. Dans les drames et les romans japonais il n'est pas rare de représenter un père maudissant son enfant « pour la durée de sept vies. » Cela s'appelle « *shichi-sho-made no mondo* » — déshérite pour sept vies, — et signifie que l'enfant continuera à ressentir dans six autres vies après celle-ci le déplaisir de ses parents.

(1) La profession existe toujours. Le *ninsomi* dit la bonne aventure d'après les traits du visage ; il se sert parfois d'une loupe appelée *ninsomigané*.

(2) La couleur et la forme d'une robe et le style de la coiffure sont règles par la coutume japonaise suivant l'âge de la femme.

son oreille contre la fente et put ainsi entendre clairement la conversation.

La femme disait :

— Et si mon père me reniait, me permettriez-vous de venir habiter près de vous ?

Shinzaburo répondit :

— Sûrement, j'en serais trop heureux. Mais il n'y a aucune raison pour que votre père vous renie. Vous êtes sa fille unique et il vous aime beaucoup Je crains surtout qu'un jour nous ne soyons cruellement séparés.

Alors elle répondit doucement :

— Jamais, jamais je ne pourrais même rêver d'accepter un autre que vous comme mari. Et même si notre secret venait à être connu, et que mon père me tuât pour me punir, même après la mort, je ne cesserais jamais de penser à vous. Et à présent je suis tout à fait sûre que vous-même vous ne sauriez vivre longtemps séparé de moi

Puis le tenant étroitement enlacé, ses lèvres frôlant son cou, elle le caressa et Shinzaburo lui rendit ses caresses.

Tomozo était très surpris de ce qu'il entendait. Le langage de cette femme n'était pas celui d'une femme du peuple, mais celui d'une dame de haut rang (1). Puis il résolut à tout hasard de voir son visage, ne fût- ce qu'un instant. Il fit donc sans bruit le tour de la maison, en regardant par chaque interstice, par chaque fente des volets : enfin il réussit à voir. Mais alors il frissonna, et ses cheveux se dressèrent sur sa tête.

Car le visage qu'il venait d'apercevoir était celui d'une femme morte depuis longtemps, et les doigts qui caressaient le jeune samuraï étaient tout décharnés — et à partir de la taille, le corps de la femme n'existait pas — il s'effaçait et n'était plus que la plus légère des ombres : là où les yeux déçus de l'amoureux ne voyaient que la jeunesse, la grâce et la beauté, Tomozo ne distinguait que l'horreur et le néant de la mort. Au même instant, une deuxième silhouette de femme, plus étrange encore, se dressa dans un coin de la chambre et s'avança rapidement vers Tomozo, comme si elle avait soupçonné sa présence. Alors, saisi de la terreur la plus intense, il s'enfuit jusqu'à la demeure de Hakuodo Yusai : il frappa violemment à sa porte et réussit enfin à l'éveiller.

V

Hakuodo Yusai, le *Ninsomi*, était un très vieil homme, mais dans sa jeunesse il avait beaucoup voyagé et il avait entendu et vu tant de choses qu'il ne s'étonnait plus facilement de rien. Cependant l'histoire que lui raconta Tomozo, terrifié, l'alarma et le stupéfia. Il avait lu, dans des vieux livres chinois, des exemples d'amour entre morts et vivants, mais il n'y avait jamais prêté beaucoup d'attention. Pourtant il était convaincu que l'histoire de Tomozo n'était pas un mensonge, et qu'il se passait vraiment des choses très étranges dans la maison de Hagiwara Shinzaburo. Et s'il était prouvé que Tomozo avait dit la vérité, alors le jeune samuraï était un homme perdu.

— Si la femme est un fantôme, dit Yusai au domestique tremblant, si la femme est un fantôme, votre maître mourra bientôt, à moins que l'on ne puisse faire quelque chose d'extraordinaire pour le sauver. Et si la femme est un fantôme, les marques de la mort apparaîtront bientôt sur le visage de votre maître. Car l'esprit des vivants est *Yoki* et pur, mais l'esprit des morts est *Inki* et impur ; l'un est positif, l'autre est négatif. Celui dont l'épouse est un fantôme ne vivra point. Même si son sang contenait assez de force pour une vie de cent années, cette force s'épuisera vite... Pourtant je ferai tout ce qui est dans mon pouvoir pour sauver Hagiwara Sama. Et en attendant, Tomozo, ne soufflez mot à personne de cette étrange affaire, pas même à votre femme. Dès l'aurore, je me rendrai auprès de votre maître.

VI

Lorsque Yusai l'interrogea, le lendemain matin, Shinzaburo essaya d'abord de nier qu'aucune femme lui eût fait visite. Mais il s'aperçut que ses dénégations étaient inutiles, et que le vieillard l'interrogeait avec bienveillance, et il dut avouer enfin ce qui s'était vraiment passé. Mais il demanda que l'affaire demeurât secrète. Il voulait épouser O-Tsuyu le plus tôt possible.

— O folie, s'écria Yusai, perdant tout à coup patience, tant son inquiétude était grande. Sachez, Seigneur, que les femmes qui viennent ainsi la nuit chez vous sont mortes, mortes depuis longtemps ! Mais le simple fait que vous avez longtemps cru que O-Tsuyu était morte, et que vous avez récité le *nembutsu* à son intention, en est la preuve. Vous êtes la victime de quelque affreuse illusion. Les lèvres de la morte vous ont touché, les mains de la morte vous ont caressé... En ce moment même j'aperçois sur votre visage les signes de la mort... et pourtant vous ne me croyez pas Ah Seigneur, écoutez-moi, je vous en supplie, si vous désirez vous sauver. Sinon vous n'avez pas vingt jours à vivre. Ces femmes vous ont dit qu'elles habitaient dans le quartier de Shitaya, à Yanaka-no-

(1) Les expressions employées par les samurais et les classes supérieures différaient beaucoup du langage populaire ; mais on ne saurait rendre ces différences utilement en anglais.

Sasaki. Y êtes-vous jamais allé les voir ? Non, naturellement vous n'y êtes pas allé, Eh bien, croyez-moi, allez-y aujourd'hui même, aussitôt que possible, et essayez de trouver leur demeure.

Ayant donné ce conseil d'un ton très véhément, et très convaincu, Hakuodso Yusai prit brusquement congé.

Shinzaburo, un peu effrayé bien que nullement convaincu, résolut après avoir réfléchi un instant de suivre le conseil du *Ninsomi*, et de se rendre à Shitaya. La matinée était encore fort peu avancée lorsqu'il arriva au quartier de Yanaka-no-Sasaki, et se mit à la recherche de la demeure de O-Tsuyu. Il traversa toutes les rues et toutes les ruelles ; il lut tous les noms inscrits sur toutes les portes, et il se renseigna à chaque occasion qui se présentait. Mais il ne trouva pas de maison qui ressemblât à la petite demeure décrite par O-Yoné, et personne dans le quartier ne connaissait de maison habitée par deux femmes seules. Persuadé enfin qu'il était inutile de chercher plus longtemps, il s'en retourna par le chemin le plus court, qui justement traversait les jardins du temple Shin-Banzui-In.

Tout à coup, son attention fut attirée par deux tombes neuves, placées l'une à côté de l'autre derrière le temple. L'une était une tombe commune et avait été sans doute érigée pour une personne d'humble condition. L'autre était un monument important, fort beau, devant lequel était suspendue une superbe lanterne pivoine, oubliée là peut-être depuis le jour du Festival des morts. Shinzaburo se souvint que la lanterne pivoine que portait O-Yoné était exactement pareille à celle-ci, et la coïncidence lui parut bizarre : il examina de nouveau les tombes. Mais elles ne portaient ni l'une ni l'autre les noms des personnes ensevelies, mais seulement leur *Kaimyo*, leur nom bouddhiste posthume. Alors il résolut d'essayer de se renseigner au temple même. Là un acolyte lui apprit que le grand tombeau venait d'être construit pour la fille d'Ijjima Heizayemon, le *hatomoto* d'Ushigomé, et que la petite tombe était celle de sa servante, O-Yoné, qui était morte de douleur peu de temps après l'enterrement de sa jeune maîtresse. Immédiatement les mots de O-Yoné revinrent à la mémoire de Shinzaburo pourvus d'une signification nouvelle et sinistre :

« Nous sommes parties, et nous avons trouvé une très petite maison à Yanaka-no-Sasaki, et là nous arrivons tout juste à vivre en faisant un peu de travail privé »

Il voyait bien la « très petite maison » ; elle était bien à Yanaka-no-Sasaki... Mais le « travail privé » ? Terrifié, le samuraï se hâta vers la demeure de Yusai et le supplia de l'aider et de le conseiller. Mais Yusai se déclara incapable de lui apporter aucune aide dans une telle aventure. Il engagea Shinzaburo à se rendre auprès du grand prêtre Ryoseki, du Shin-Banzui-In, et lui donna une lettre implorant son secours religieux immédiat.

VII

Le grand prêtre Ryoseki était un sage et un érudit. Grâce à sa seconde vue spirituelle, il devinait le secret de tout chagrin, et la nature du Karma qui le causait. Il écouta, impassible, le récit de Shinzaburo, puis il lui dit :

— Un très grand danger vous menace en ce moment à cause d'une erreur que vous avez commise dans une de vos existences précédentes. Le Karma qui vous lie à la morte est très fort, pourtant si j'essayais de vous en expliquer le caractère, vous ne comprendriez pas. Je ne vous dirai donc que ceci : la morte ne désire aucunement vous nuire, elle ne ressent pour vous aucune inimitié. Au contraire, elle est influencée par une affection passionnée à votre égard. Sans doute cette jeune fille vous aimait-elle bien avant votre vie présente. Elle vous aime sûrement depuis au moins trois ou quatre existences antérieures. Il semble que, bien qu'elle ait nécessairement changé de forme et de condition à chaque incarnation successive, elle n'a pu cesser de vous suivre. Donc, il ne vous sera guère facile d'échapper à son influence. Mais je vais vous prêter ce *mamori* (1) qui est très puissant. C'est une image tout en or pur de ce Bouddha appelé le *Tathagata Bruit de la Mer* (*Kai-On-Nyorai*), parce que son enseignement de la Loi résonne à travers le monde comme le bruit de la mer. Et cette petite image est surtout un *shiryo-yoké* (2). Elle protège les vivants contre les morts. Portez-la dans sa gaine contre votre corps sous votre ceinture... De plus, je vais célébrer dans le temple un service *segaki* (3) pour le repos

(1) Le mot japonais *mamori* a au moins autant de significations que celles qui se rattachent à notre terme amulette. Il serait impossible dans une simple note de donner ne fût-ce qu'une idée de la variété d'objets japonais auxquels ce nom est donné. Dans ce cas particulier le *mamori* est une très petite image, sans doute renfermée dans une châsse minuscule en laque ou en métal, recouverte d'une gaine de soie. Les samurais portaient souvent sur eux de pareilles images. On m'a montré, tout récemment, une figurine de Kwannon enfermée dans un petit coffret de fer, et qu'un officier avait portée sur lui pendant toute la guerre de Satsumi. Il observa, fort justement, que le *mamori* lui avait sans doute sauvé la vie, car une balle en avait s'aplatir contre le coffret où on voyait très nettement la marque.

(2) De *Shiryo* (fantôme) et *yokeru* (exclure). Dans le folklore japonais, il y a deux sortes de fantômes, — les esprits des morts, *Shiryo*, et les esprits des vivants, *Ikiryo*. Une maison où une personne peut être aussi bien hantée par un *ikiryo* que par un *shiryo*.

(3) Service spécial » accompagnant des offrandes de mets, etc célébré pour les morts qui n'ont plus de parents ni amis pouvant s'occuper d'eux.

de l'esprit inquiet... Enfin voici un sûtra sacré appelé *Ubo Darani-Kyô*, ou le Sutra qui fait pleuvoir des Trésors (1). Vous aurez soin de le réciter chaque soir, chez vous, sans faute... De plus je vous donnerai ce paquet d'*ô-fuda* (2) ou textes religieux ; vous en collerez un sur chaque ouverture de votre maison, quelque petite qu'elle soit. La vertu de ces textes empêchera les morts de pénétrer chez vous... Mais quoiqu'il arrive, n'oubliez pas de réciter le sûtra.

Shinzaburo remercia humblement le grand prêtre. Puis emportant avec lui l'image, le sûtra et le rouleau de textes sacrés, il se hâta de rentrer chez lui avant l'heure du coucher du soleil.

VIII

Avec l'aide de Yusai, Shinzaburo réussit à fixer les saints écrits sur toutes les ouvertures de sa maison avant la tombée de la nuit. Puis le *ninsomi* retourna chez lui et il laissa le jeune homme seul. La nuit vint, chaude et claire. Shinzaburo s'assura que les portes étaient bien fermées. Puis il s'attacha l'amulette précieuse autour de la taille ; il se glissa sous son moustiquaire et enfin, à la lueur d'une veilleuse, il se mit à réciter le *Ubo Darani Kyo*. Longtemps il psalmodia les mots sans en bien comprendre le sens. Ensuite il essaya de se reposer. Mais son esprit était encore bien troublé par les événements étranges de la journée. Minuit sonna et passa, le sommeil ne lui venait toujours pas. Enfin il entendit le tintement sonore de la grande cloche du temple qui annonçait la huitième heure (3). La cloche se tut, et tout à coup Shinzaburo perçut le bruit des *gêtas* qui s'approchaient, venant de la direction habituelle ; mais plus lentement que de coutume : *Katan-Koron-Katan-Koron* ! Une sueur glacée perla sur son front. Il déroula hâtivement le sûtra d'une main tremblante et se remit à le réciter à haute voix. Les pas s'approchèrent plus près — plus près encore —; longèrent la haie vive, s'arrêtèrent. Alors, et ceci est étrange, Shinzaburo se sentit dans l'impossibilité de demeurer sous son moustiquaire un instant de plus. Quelque chose de plus fort encore que sa crainte le contraignait à se lever et à aller voir ce qui se passait. Et au lieu de continuer à réciter le Ubo Darani Kyo, il s'approcha sottement des volets et regarda fixement dans la nuit à travers une des fentes. Il vit, devant la maison, O-Tsuyu et O-Yoné qui tenait la lanterne pivoine. Et elles lisaient toutes deux le texte bouddhiste collé au-dessus de l'entrée. Jamais, même de son vivant, O-Tsuyu n'avait paru aussi belle ; et Shinzaburo sentit son cœur attiré vers elle comme par une force presque irrésistible. Pourtant la terreur de la mort le retint ; et il se livra en lui une telle lutte entre son amour et sa crainte, qu'il lui sembla souffrir dans son corps tous les tourments de l'enfer de *Sho-netsu* (1).

Après un instant, il entendit la voix de la domestique qui disait :

— Ma chère maîtresse, il n'y a pas moyen d'entrer. Le cœur de Hagiwara Sama a sans doute changé dans ses sentiments. Il n'a pas tenu la promesse qu'il nous a faite hier soir ; les portes ont été soigneusement fermées. Nous ne pouvons pénétrer chez lui ce soir... Il sera plus sage de prendre la résolution de ne plus penser à lui, car son sentiment pour vous a sûrement varié. Il est évident qu'il ne désire plus vous voir. Mieux vaut ne plus vous soucier et vous tourmenter pour un homme dont le cœur est aussi inconstant.

Mais la jeune fille répondit en pleurant :

— Ah ! Songer que pareille chose puisse arriver après tous les serments que nous avons échangés... On m'a souvent dit que le cœur de l'homme est aussi variable que le ciel d'automne... Pourtant le cœur de Hagiwara Sama ne peut être aussi cruel ! Il ne peut songer à me renvoyer ainsi. Chère O-Yoné, trouve, je t'en supplie, un moyen pour me conduire jusqu'à lui ... Si tu ne réussis pas, je ne retournerai jamais, jamais chez nous...

Elle continua à supplier ainsi en se voilant le visage de ses longues manches. Et elle était très belle, et infiniment touchante. Mais la crainte de la mort dominait son amant.

Enfin O-Yoné répondit :

(1) Ce nom serait plus correctement écrit *Ubo Darani Kyo*. C'est la prononciation japonaise du titre d'un très court sûtra que le prêtre indou, Amoghavajra, a traduit du sanscrit en chinois, sans doute vers le VIIe siècle. Le texte chinois contient des transliterations de certains mots sanscrits très mystérieux — sans doute, des mots talismans, — comme ceux que l'on trouve dans la traduction du Saddharma Pundarika, due à Kern, chap. XXVI.

(2) *O-fuda* est le nom donné en général aux textes religieux dont on se sert comme charmes ou talismans. Ils sont parfois imprimés ou brûlés dans du bois, mais plus souvent inscrits sur d'étroites bandes de papier. On colle les *ô-fudas* au-dessus des portes d'entrée, sur les murs, sur les tablettes placées sur les autels domestiques. Certains se portent sur les personnes ; d'autres sont roulés en pilules et avalés comme médecine spirituelle. Les textes des *ô-fudas* les plus importants sont souvent accompagnés de dessins curieux ou d'illustrations symboliques.

(3) Suivant l'ancienne méthode japonaise de compter les heures, le *yatsu doki* ou huitième heure, correspondait à deux heures du matin chez nous. Chaque heure japonaise égalait deux heures européennes, de sorte qu'il n'y avait que six heures au lieu de douze. Et ces six heures se comptaient par ordre inverse, — 9, 8, 7, 6, 5, 4 ; ainsi la neuvième heure correspondait à notre midi ou minuit, — neuf heures et demi à une heure et huit heures à deux heures. Et deux heures du matin, appelé aussi l'heure du Bœuf, était, chez les japonais, l'heure propice aux fantômes et aux mauvais esprits.

(1) *En-netsu* ou *Sho-netsu*, sixième des huit Enfers Brûlants du Bouddhisme japonais. Une journée de cet Enfer égale en durée des millions d'années humaines.

— Ma chère demoiselle, pourquoi troubler ainsi votre esprit pour un homme cruel?... Enfin! Voyons toujours s'il n'y a pas moyen de pénétrer dans la maison par derrière.

Elle prit O-Tsuyu par la main et la mena de l'autre côté de la maison; et là elles disparurent toutes deux aussi subitement que la lumière disparaît lorsque la flamme d'une lampe s'éteint.

IX

Toutes les nuits les ombres revinrent à l'heure du Bœuf; et toutes les nuits Shinzaburo entendit pleurer O-Tsuyu. Pourtant, il se croyait sauvé, et il ne doutait pas que son sort était déjà décidé et qu'il était perdu à cause de ses domestiques.

Tomozo avait promis à Yusai de ne jamais parler à personne, même pas à O-Miné, de ces étranges événements. Mais les fantômes ne le laissèrent pas longtemps en paix. Toutes les nuits, O-Yoné entrait chez lui; elle le tirait de son sommeil et lui demandait d'enlever le *ô-fuda* placé au-dessus d'une toute petite lucarne située à l'arrière de la demeure de son maître. Et par crainte Tomozo promettait d'enlever cet *ô-fuda* avant le prochain coucher du soleil; mais dans la journée il ne pouvait jamais se décider à le faire, car il croyait que les ombres voulaient du mal à Shinzaburo.

Enfin, par une nuit orageuse, O-Yoné l'éveilla en sursaut par un cri de reproche; elle se pencha au-dessus de son oreiller et lui dit :

— Prends garde de ne pas te jouer de nous Si demain soir tu n'as pas enlevé ce texte, tu apprendras comment je sais haïr!

Et en parlant elle fit une grimace si hideuse que Tomozo en mourut presque de peur.

Jusque-là, O-Miné, la femme de Tomozo, ignorait ces visites, et même à son mari elles n'avaient semblé que des mauvais rêves. Mais cette nuit-là, elle se réveilla en sursaut et elle entendit une voix de femme qui parlait à Tomozo. Presque au même instant, la voix se tut, et, lorsque O-Miné regarda autour d'elle, elle n'aperçut à la lueur de la veilleuse que son mari qui frissonnait, blanc de terreur. L'étrangère avait fui, les portes étaient bien closes, il semblait impossible que personne fût entré. Néanmoins la jalousie de O-Miné était éveillée; elle se mit à faire des reproches à Tomozo et à l'interroger de telle façon qu'il trahit le secret. Et il lui expliqua le dilemme terrible dans lequel il se trouvait pris.

Alors la passion de O-Miné céda à l'étonnement et à la peur. Mais c'était une femme subtile, et elle résolut immédiatement de sauver son mari en sacrifiant son maître. Et elle dit à Tomozo de transiger avec les mortes.

Celles-ci vinrent de nouveau la nuit suivante, à l'heure du Bœuf. O-Miné se cacha en les entendant venir : *Karan-Koron, Karan-Koron*! Mais Tomozo alla à leur rencontre dans l'obscurité et trouva même suffisamment de courage pour leur dire ce que sa femme lui avait conseillé.

— Il est vrai que je mérite vos reproches; mais je n'oserais pas vous fâcher. Si le *ô-fuda* n'a pas encore été enlevé, c'est que ma femme et moi ne vivons que grâce au secours de Hagiwara Sama; nous ne pouvons l'exposer à un danger quelconque sans attirer du malheur sur nous-mêmes. Mais, si nous pouvions obtenir la somme de cent *ryu* d'or, nous pourrions vous satisfaire, car alors nous ne dépendrions plus de personne. Donnez-nous cent *ryu* et j'enlèverai le *ô-fuda* sans craindre de perdre ces seuls moyens d'existence.

Lorsqu'il eut prononcé ces paroles, O-Yoné et O-Tsuyu se regardèrent un instant en silence. Puis O-Yoné répondit :

— Maîtresse, je vous avais prévenue qu'il n'était pas sage d'inquiéter ainsi cet homme, comme nous n'avons pas de bonne raison pour lui en vouloir. Mais il est certainement inutile de vous préoccuper davantage de Hagiwara Sama, car son cœur ne vous appartient plus. Encore une fois, ma chère jeune demoiselle, je vous supplie de ne plus penser à lui.

Mais O-Tsuyu répondit en pleurant :

— Chère O-Yoné, quoi qu'il arrive, je ne puis m'empêcher de songer à lui. Tu sais que tu peux te procurer les cent *ryo* nécessaires pour faire enlever cet *ô-fuda*; je te supplie, chère O-Yoné, mène-moi encore une fois — seulement une fois — auprès de Hagiwara Sama. Je t'en supplie.

Et cachant le visage dans sa manche, elle continua à supplier.

— Oh! pourquoi me demandes-tu de faire cela? répondit O-Yoné. Et tu sais très bien que je n'ai pas d'argent. Mais puisque tu t'entêtes dans ce caprice malgré tous mes conseils, il me faudra sans doute essayer de me procurer cet argent et l'apporter demain soir.

Alors elle se tourna vers l'infidèle Tomozo et dit :

— Tomozo, apprends que ton maître porte sur lui un *mamori* appelé *Kai-On-Nyorai*, et que tant qu'il le porte, il nous est impossible de nous approcher de lui. Il faudra donc que tu trouves moyen de lui dérober ce *mamori*, et aussi d'enlever l'*ô-fuda*.

Alors Tomozo répondit faiblement :

— Je puis faire cela aussi, si vous me promettez de m'apporter cent *ryos* d'or.

— Eh bien, maîtresse dit O-Yoné, vous attendrez bien jusqu'à demain soir?

— Oh ! sanglota la jeune fille, faut-il vraiment nous en aller ce soir encore sans revoir Hagiwara Sama ? Ah ! c'est infiniment cruel.

Et l'ombre de la maîtresse en pleurs fut emmenée doucement par l'ombre de la servante...

X

Un autre jour se passa, une autre nuit revint, et avec elle les mortes revinrent aussi. Mais cette fois nulle plainte ne se fit entendre au dehors de la maison de Hagiwara, car le domestique infidèle reçut sa récompense à l'heure du Bœuf, et retira le *ô-fuda*. Il avait pu aussi, au moment où son maître prenait son bain, dérober de son coffret le *mamori* d'or, y substituer une image en cuivre, et il avait enterré le *Kai-On-Nyorai* dans un champ désert. Les visiteuses nocturnes ne rencontrèrent donc aucun obstacle ; elles purent pénétrer facilement dans la maison. Voilant leurs visages de leurs manches, elles s'élevèrent et passèrent comme une traînée de vapeur par la lucarne dont Tomozo avait arraché le texte sacré. Mais Tomozo ne sut jamais ce qui se passa ensuite dans la maison.

Le soleil brillait déjà très haut dans le ciel lorsqu'il osa s'approcher de la demeure de son maître et frapper contre les portes à glissières. Pour la première fois depuis plusieurs années, il n'obtint pas de réponse. Et le silence l'épouvanta. Il appela plusieurs fois, mais on ne lui répondit pas .Alors, aidé par O-Miné, il réussit à pénétrer dans la maison. Il se dirigea vers la chambre du samuraï où il appela de nouveau, mais vainement. Il roula les volets pour laisser entrer de la lumière. Pourtant rien ne bougeait dans la maison. Enfin, il osa soulever un coin du moustiquaire... Mais aussitôt il s'enfuit en poussant un cri d'horreur.

Shinzaburo était mort, hideusement. Et son visage était celui d'un homme qui était mort dans la plus affreuse angoisse de frayeur. Et dans le lit, à ses côtés, gisait le squelette d'une femme, dont les os des bras et les os des mains s'accrochaient étroitement à son cou.

XI

Hakuodo Yusai, le diseur de bonne aventure, alla voir le cadavre sur la prière de Tomozo, le traître. Le vieillard fut étonné et terrifié. Mais il regarda tout autour de lui d'un œil attentif. Il vit bientôt que l'*ô-fuda* manquait à la petite lucarne de l'arrière de la maison. Et, en examinant le corps de Shinzaburo, il découvrit que le petit *mamori* d'or avait été enlevé de sa gaine, et qu'on l'avait remplacé par une image en cuivre de Fudo. Il soupçonna que Tomozo était responsable du vol, mais toute l'affaire était si extraordinaire qu'il jugea prudent de consulter Ryoseki, le prêtre, avant de prendre aucune mesure. Donc, après avoir examiné avec soin toute la maison, il s'en fut au temple de Shin-Banzui-In aussi vite que ses vieilles jambes pouvaient le porter. Ryoseki n'attendit pas que le vieillard lui eût dit l'objet de sa visite ; il l'invita immédiatement à entrer dans son appartement privé.

— Vous savez que vous êtes toujours le bienvenu ici, dit Ryoseki. Asseyez-vous, je vous prie, tout à votre aise. Eh bien, j'ai le regret de vous apprendre que Hagiwara Sama est mort.

Alors Yusai s'écria, stupéfait :

— Oui, il est mort Mais comment le savez-vous ?

— Hagiwara Sama, répondit le prêtre, souffrait des conséquences d'un mauvais Karma, et son domestique est un méchant homme. Hagiwara Sama ne pouvait éviter sa destinée, car elle avait été déterminée depuis longtemps, très longtemps avant sa dernière réincarnation. Ne vous troublez donc pas à cause de cet événement.

Yusai dit :

— J'ai entendu dire qu'un prêtre menant une vie pure peut obtenir le pouvoir de lire dans l'avenir pendant cent ans. Mais en vérité c'est la première fois de ma vie que je rencontre un exemple de ce pouvoir. Pourtant je suis encore inquiet à un autre sujet.

— Vous voulez parler du vol du saint *mamori*, le *Kai-On-Nyorai*, interrompit le prêtre. Mais ne vous troublez aucunement à propos de cela. L'image a été enterrée dans un champ. On l'y trouvera et on me la rapportera pendant le huitième mois de l'année qui vient. Donc je vous prie de ne pas vous tourmenter à ce sujet.

Le vieux *ninsomi* était de plus en plus étonné, et il observa :

— J'ai étudié le *In Yo* (1) et la science de la divination. Et je gagne ma vie en prédisant l'avenir. Mais je n'arrive pas à comprendre comment vous savez toutes ces choses.

Ryoseki répondit gravement :

— Qu'importe comment je les connais... Je veux maintenant vous parler des obsèques de Hagiwara. Bien entendu, la Maison Hagiwara a son propre cimetière de famille ; pourtant il ne serait pas convenable de l'y enterrer. Il faut qu'il repose aux côtés de O-Tsuyu, la Dame Ijjima,

(1) Les principes mâle et femelle de l'Univers, les forces actives et passives de la Nature. Yusai fait allusion à l'ancienne philosophie chinoise de la Nature, mieux connue des Occidentaux sous le nom de *Feng Sui*.

car le Karma qui existait entre eux était extrêmement puissant. Et il n'est que juste que vous lui fassiez ériger une tombe, à vos propres frais, car vous lui devez bien des faveurs.

C'est ainsi qu'il advint que Shinzaburo fut enterré auprès de O-Tsuyu dans le cimetière de Shin-Banzui-Im, à Yanako-no-Sasaki.

Ici finit l'histoire des Fantômes dans le roman de la Lanterne Pivoine.

LAFCADIO HEARN.

Traduit de l'anglais par Marc Logé

FIGURES COLONIALES

M. ALBERT SARRAUT

Parler de M. Albert Sarraut quand on a été son collaborateur et son subordonné ; étudier l'homme et apprécier l'œuvre est une entreprise difficile mais, par cela même, séduisante. Au surplus, je le connais assez pour savoir qu'il ne déteste pas la vérité, peut-être parce qu'il sait qu'il n'a rien à redouter d'elle et je suis bien convaincu qu'il préfère une critique si elle est juste à un éloge qui serait banal et conventionnel.

D'abord, un fait me frappe : M. Albert Sarraut est un des rares hommes qui aient grandi avec le pouvoir et qui se soient montrés toujours égaux et souvent supérieurs aux tâches diverses qui leur ont été confiées. De bonne heure, il a été aux prises avec les difficultés et s'il en a triomphé, c'est qu'il les a toujours regardées en face. Tout jeune encore, il a dû gagner sa vie et c'est d'abord au journalisme qu'il a demandé les ressources quotidiennes. Mais il avait la volonté, il avait la foi en sa jeunesse et la confiance dans ses forces ; il avait un frère, lui aussi chef de famille avant l'âge et qui le guide, (ainsi s'explique cette union étroite et touchante des deux frères qui ont traversé la vie la main dans la main). Albert Sarraut se crée par sa simplicité, sa bonne humeur, sa facilité de parole et d'action de chaudes amitiés dans cette ville ardente de Carcassonne ; il y défend ardemment et âprement la cause républicaine et le voici député de l'Aude.

C'est le premier pas. A la Chambre, il tient bien vite sa place parce qu'il a des idées claires et la facilité de les exposer ; qu'il est ardent sans brutalité ; combatif avec souplesse ; qu'il tient à ses idées, mais qu'il comprend celles de ses adversaires. Il est essentiellement, et ceci a un sens profond en politique, un sympathique. Clémenceau qui se connaît en hommes l'appelle auprès de lui en qualité de Sous-Secrétaire d'Etat. Sous une telle direction, un peu rude parfois, il se forme, il observe et il se mûrit. Le voilà en route pour le grand avenir.

Il est un combattant du groupe radical-socialiste et, comme tel, il ne croit pas à l'utilité de la politique coloniale. Pendant longtemps encore ce parti combattra les efforts de la France pour se donner un Empire extérieur que les conditions de la vie moderne et l'évolution économique nous rendent absolument nécessaire. Aujourd'hui que ce parti a patriotiquement évolué, il nous paraît tout naturel que M. Albert Sarraut ait devancé dans cette voie ses amis politiques et se soit engagé, tout seul, sur le chemin de Damas. Mais il fallait, à cette époque, une réelle indépendance d'esprit et une volonté peu banale pour confesser son erreur et accepter, en dépit de critiques inévitables, les fonctions difficiles et redoutables de Gouverneur Général de l'Indo-Chine. Cet effort, M. Sarraut n'hésita pas à le faire. Il en a été récompensé par le succès ; et quel succès?

Les situations portent les hommes, a dit un philosophe... à moins qu'elles ne les écrasent, a ajouté un sceptique. M. Sarraut, bien que mal préparé à son rôle nouveau, n'en fut pas écrasé. Bien plus, il se produisit dans son cerveau et dans son cœur une évolution rapide sur laquelle il convient d'insister. Le soleil de l'Extrême-Orient et la beauté de notre œuvre coloniale l'éblouirent en même temps. Ce pays merveilleux et riche, ces paysages d'une beauté insoupçonnée, ces montagnes abruptes et puissantes, ces fleuves majestueux, ces forêts profondes et mystérieuses, cette fécondité prodigieuse du sol, toute cette variété de couleurs, de formes et de contours, et là-dessus, cet immuable et puissant soleil qui crée, sans se lasser jamais, des richesses inouïes, parlent à son âme de poète. Il comprend pourquoi la France a voulu que son drapeau flottât sur cet immense empire asiatique, il saisit la grandeur de l'œuvre d'un Doudart de Lagrée et d'un Francis Garnier, il voit l'intention et il entrevoit le but.

Mais, plus encore, le séduit la population indo-chinoise. Devant les ruines majestueuses d'Angkor, il évoque l'histoire de ces races dont la civilisation millénaire et raffinée atteste à la fois la noblesse, l'intelligence et la philosophie. Non, ce ne sont pas là des barbares ; ce sont des hommes dignes de nous comprendre, que des raisons historiques ont attardés et détournés de leur voie, mais qui sont prêts à se joindre à nous si nous savons leur tenir

le langage qu'il convient et leur donner les institutions qu'ils méritent. Et alors, M. Albert Sarraut se penche sur ces peuples cachés dans les rizières, dans les montagnes, au bord des fleuves. Tous, Annamites, Cambodgiens, Laotiens, provoquent son attention et sa sollicitude. Il entreprend cette politique indigénophile qui lui gagne le cœur de tous et qui, dès maintenant, donne des résultats plus rapides et plus certains qu'on n'aurait pu l'espérer. Qu'on ne s'y trompe pas, et tous les coloniaux le pensent bien, M. Sarraut jouit dans l'Indo-Chine d'une immense popularité et le jour, qui viendra peut-être, où il retournera pour la troisième fois dans ce pays qui le regrette et qui l'attend, un immense cri de joie et d'espérance saluera son retour. D'ailleurs, si les Annamites ne se consolent pas de son départ, il ne s'en console pas davantage. Son cœur et sa pensée se tournent toujours vers ces pays de rêve ; il a gardé le souvenir vivant des paysages et des habitants et, pour me servir de sa propre expression, sous le ciel brumeux des hivers de France : « il crève de nostalgie ».

***

Vient la guerre. Le lieutenant Albert Sarraut fait simplement son devoir ; au front, il sert dans le rang et garde sa confiance dans la victoire finale. Après avoir été Ministre de l'Instruction publique, il est certain qu'il pourrait trouver sa place dans les Ministères successifs ; mais il ne demande rien. L'Indo-Chine est de nouveau vacante ; c'est à lui qu'instinctivement on fait appel : il accepte et repart, car il y a aussi là un devoir urgent et difficile à remplir. Chacun juge qu'il est l'homme de la situation et il le prouve.

A son retour de l'Indo-Chine, il est Ministre des Colonies. Certes, il est connu ; il est un des hommes en vue, mais, on peut le dire aujourd'hui, il n'a pas encore donné sa mesure. Or, la besogne qui lui est confiée est à sa taille et à son goût. La preuve en est qu'avec lui le Ministère des Colonies devient ce qu'il aurait dû être depuis longtemps, et ce qu'il n'avait jamais été encore, un grand Ministère. L'opinion publique est secouée et conquise par sa parole prophétique et enflammée. Sans doute l'admirable collaboration des troupes indigènes, leur héroïsme et leur esprit de sacrifice, les secours en matières premières envoyées par les colonies ont révélé aux ignorants et aux sceptiques la valeur morale, l'utilité économique et la beauté de notre œuvre coloniale. Mais il ne faut pas que ce souvenir s'efface ; il ne faut pas que ces espoirs s'évanouissent ; il faut tenir le public en haleine ; il faut à cette cause un avocat. Partout il plaide la cause des colonies avec conviction, et avec une chaleur passionnée. Que ce soit au Parlement, dans les Sociétés géographiques, à la Conférence de Washington, à la cour du roi des Belges, il saisit toutes les occasions de magnifier l'œuvre de la France, d'exposer les principes de la politique indigène ; de montrer les ressources infinies que peut et doit nous offrir, dans les moments difficiles, la mise en valeur méthodique de notre domaine extérieur. L'Exposition de Marseille, dont le succès fut immense et qui attira les économistes et les penseurs du monde entier, lui offrit des auditeurs nouveaux, capables de le comprendre et de profiter de ses leçons ; il y prononça ses discours les plus beaux et les plus décisifs. De cette tribune il parla de haut et loin.

C'est qu'en effet, M. Sarraut n'est pas seulement orateur ; il est l'orateur né. Desservi par une voix sourde et meurtrie, il a, grâce à sa volonté et à son travail, transformé ce défaut en une qualité. C'est par elle que, commençant sur un ton très bas, il force l'attention et quand il a ainsi enchaîné son auditoire, il s'échauffe, s'enflamme et ses éclats de voix, parfois brisés, donnent à ses paroles une autorité, une puissance particulières. Cette voix nous est devenue familière ; nous l'entendons à travers ses écrits et à travers ses circulaires ; elle surprend et conquiert.

L'autre soir, dans un salon, où d'anciens coloniaux discutaient de l'éloquence de M. Sarraut, un de nous disait : « C'est le génie latin qui parle par sa bouche ». Cette opinion provoqua des contradicteurs. « Non, disait-on, ce n'est pas le génie latin, car les latins étaient des juristes qui plaidaient une cause, s'en tenaient à la discussion des faits et ne s'envolaient pas dans les nuages du rêve et de l'abstraction. » Je persiste à croire que le mot génie latin est exact si par cette formule on entend le don de traduire la pensée en images somptueuses, de revêtir les faits d'un manteau ample et harmonieusement drapé, de construire un discours, en s'appuyant sur des faits et des dates sans les citer jamais, mais de les concrétiser en des formules définitives et lumineuses. Ne disons pas si on veut « génie latin », mais « génie méditerranéen » ; c'est l'éloquence des pays de soleil et de clarté. Quand on y pense, il semble que l'éloquence d'Albert Sarraut s'apparente nettement à celle du grand orateur espagnol, Emilio Castelar, ou, plus près de nous, à celle du poète Gabriel d'Annunzio. M. Albert Sarraut est méridional ; cela s'entend et cela se sent. « Flamme et soleil du Midi, vous êtes irrésistibles », a écrit Alphonse Daudet. Toute l'éloquence du Ministre des Colonies tient dans cette formule. Chez lui l'idée se traduit immédiatement en images. Quand il parle des régions dévastées,

« dont les ruines sinistres seraient plus terribles encore si les éternels printemps ne les revêtaient pas chaque année du manteau vert de l'espérance »; quand il évoque le danger, monstre terrible et sournois, compagnon de toutes les heures qui guette et menace l'existence des administrateurs, c'est comme une fresque qui se déroule devant l'auditeur surpris, charmé et conquis.

***

« Rhéteur », disent ses ennemis. Rien n'est plus faux. M. Sarraut saisit ceux qui l'écoutent, mais le plus pris, c'est lui-même. Il s'émeut de ce qu'il dit parce qu'il le pense fortement au moment où il le dit. Quand fut inauguré en 1922 le monument élevé à la mémoire du glorieux Van Vollenhoven auquel l'attachait une profonde affection, il prononça un discours d'une émotion intense et quand il eut terminé, pendant la durée de la minute sacrée de silence, tous les spectateurs virent de grosses larmes couler des yeux de Sarraut, larmes qu'il ne songeait ni à cacher ni à essuyer. Qui ne se souvient de quelle voix il prononça son beau discours devant la plaque consacrée aux anciens élèves de l'Ecole coloniale morts pour la Patrie? Enfin, tous ceux qui l'entendirent pendant la guerre parler devant les aveugles n'ont jamais oublié avec quelle éloquence émue et déchirante il s'adressa à ces victimes dont il comprenait, mieux que tout autre, le malheur irréparable de ne plus jamais voir la lumière du soleil. Non, s'il était un rhéteur, il ne s'éleverait pas sans effort vers ces hauts sommets. La preuve qu'il sent ce qu'il dit, et qu'il est maître de sa pensée et de sa phrase, c'est que jamais il n'est plus émouvant que lorsqu'il improvise.

Au reste, pourquoi insister? Je crois savoir que grâce aux soins de son collaborateur, M. Touzet, paraîtra bientôt un volume qui contiendra tous les discours prononcés par lui depuis 1911. Nous aurons là un précieux recueil de faits, une histoire complète de notre politique des dix dernières années en même temps qu'un monument littéraire dont on comprendra alors toute la valeur et toute la richesse.

D'autres disent encore : un orateur, certes, et des plus grands, mais un homme d'action, non! J'accorde volontiers que le « génie » de M. Sarraut s'accommode davantage du vol en plein air que du travail quotidien et absorbant de bureau et qu'il se sent emprisonné dans les quatre murs de son cabinet. Il n'empêche qu'il y passe ses journées, le premier arrivé le matin et partant le dernier le soir. Mais il a sa façon de travailler. Il refuse de se laisser déborder par la paperasse qui absorbe dans un travail mécanique et réduit le Ministre a contresigner passivement le travail des bureaux. Sa formule, aujourd'hui comme hier, est : Je ne fais pas le détail. Il voit en effet par synthèse, par grands plans d'ensemble. Il garde et veut garder le loisir de réfléchir, de méditer aux conceptions générales qui, dans leur déroulement logique, appelleront les mesures de détail qu'il laisse à ses collaborateurs le soin d'établir. Il échafaude en somme les grandes lignes d'architecture et de fondation dans lesquelles d'autres apporteront le mortier et les moëllons qu'il désigne et dont il contrôle la solidité. Il est arrivé au Ministère des Colonies avec des idées, fruits d'une expérience de dix ans dans la vie coloniale, avec un plan bien arrêté dont les parties méthodiquement enchaînées ont donné lieu à un ensemble de réformes et d'actes essentiels. Il a apporté rue Oudinot une doctrine coloniale, une méthode de travail, un programme d'action, des moyens de réalisation.

D'abord la doctrine. Il fallait à la politique coloniale française un idéal réaliste et idéaliste à la fois, digne d'une démocratie du XXe siècle. M. Sarraut a bâti une synthèse coloniale sur l'idée de solidarité humaine qui fait de la colonisation un agent de l'œuvre humaine de civilisation, légitimant la politique coloniale par le double développement de la richesse humaine et de la richesse matérielle.

Le moteur essentiel de cette politique est le Ministère des Colonies. M. Sarraut a trouvé rue Oudinot un vieil organisme composé de pièces et de morceaux superposés ou juxtaposés au hasard des circonstances. Il a jeté ce vieux moteur à la fonte et a construit dans la loi des Finances de 1920 un bon instrument simple, souple et résistant, dont toutes les pièces aujourd'hui fonctionnent aisément avec un rendement largement accru et qui assure l'œuvre d'expansion, de direction et de contrôle qui est proprement celle du Ministère des Colonies. Auprès de lui, comme organe de contrôle, rejetant aussi à la forge l'instrument lourd et informe qu'était l'ancien Conseil Supérieur des Colonies, M. Sarraut en 1920 a refondu et aménagé un nouvel organisme bien vivant et plus actif qui assemble toutes les compétences susceptibles de conseiller utilement le Ministère et dont les travaux se poursuivent dans les diverses sections qui assouplissent et harmonisent son fonctionnement

Il fallait faire connaître à la France son domaine colonial et créer des rapports incessants entre le public et l'action coloniale; et M. Sarraut a créé dans ce but les Agences Economiques qui, chaque jour, renseignent le public et vulgarisent nos ressources et nos richesses coloniales.

Il fallait permettre l'action libre du travail des Gouvernements coloniaux qui, pour pouvoir agir rapidement et efficacement, doivent cesser d'être tenus en lisière, et M. Sarraut a apporté la décentralisation la plus large des pouvoirs des Gouverneurs généraux désormais maîtres d'agir en collaboration avec les représentations locales.

Il fallait enfin, et surtout, régler les réalisations du grand labeur colonial dans la conception d'un programme de travail déterminant avec précision les étapes de la mise en valeur coloniale et M. Sarraut a abouti, après quatorze mois de travail, à rédiger ce beau rapport qu'on appelle communément le projet Sarraut qui a peut-être été commenté plus à l'étranger qu'en France et qui constitue la seule Charte coloniale que nous ayons encore possédée.

Ce projet, qui est pour nos colonies ce que fut pour la Métropole le fameux projet Freycinet, nous trace, pour quinze ans au moins, le travail à accomplir. Mais sans attendre le vote que la Chambre retarde depuis trois ans, il s'est préoccupé d'en commencer la réalisation en lui fournissant les moyens d'action.

A l'heure actuelle, avec les emprunts coloniaux, un fonds de roulement de près de 400 millions est employé à activer les travaux d'outillage économique dans nos grandes possessions et comme à côté des colonies qui ont les moyens de contracter et d'amortir les emprunts, il y a les colonies qui manquent de moyens d'action. M. Sarraut s'est préoccupé de les leur fournir notamment par le projet qui va bientôt vivifier tous nos Archipels du Pacifique, grâce aux prêts que leur consentira la grande colonie-sœur prospère et florissante de l'Indo-Chine. Ainsi sera réservé à la France, un rôle de premier plan dans les conflits sinon sanglants, du moins économiques qui mettront un jour, bientôt peut-être, aux prises les nations européennes, asiatiques et américaines dans les eaux de l'Océan Indien et du Pacifique.

Ses deux voyages en Afrique Occidentale; sa courte incursion à Saint-Pierre et Miquelon; son séjour à Washington sont aussi des actes. C'est d'un Ministre soucieux de ses devoirs que d'aller se documenter sur place et prendre contact avec les populations indigènes dont il veut assurer le bonheur et la prospérité. En somme, il est le premier Ministre des Colonies qui connaisse à la fois l'Indo-Chine et l'Afrique Occidentale.

Tel est ce « latin », je répète le mot dont la physionomie récente évoque le profil d'un Consul de l'ancienne Rome. On le discute, on le critique, mais on l'admire aussi et il s'impose. En dehors et au-dessus des partis, il n'est plus *un*, mais *le* Ministre des Colonies. Il est l'animateur et l'apôtre de la cause coloniale. Il a déjà beaucoup agi et il est jeune encore. De quoi demain sera-t-il fait pour lui? Nul ne peut le savoir; mais il est une force en réserve, un des espoirs, non seulement de la France coloniale, mais de la France tout court.

Camille Guy.

LE PATOIS HORS DU FÉLIBRIGE

— Non, dit le félibre, ne parlez pas de « patois », le mot est désobligeant.

— C'est qu'on n'a jamais ouï nos porteurs de sabots parler de leur « dialecte ». Ferons-nous comme ces gens qui au lieu de dire bonnement : ma femme, ma fille, croient plus séant d'avoir toujours en bouche leur « dame » et leur « demoiselle »? Il ne s'agit pas ici de linguistique. Que notre patois d'Auvergne ait ou non quelques parties abâtardies, il n'en est pas moins vert et franc idiome. Rejetons le terme savant parce que savant, sans aucune irrévérence, pour garder celui-là seul qu'emploient nos campagnards.

Ce goût de la théorie et de l'embellissement ne serait-il pas une erreur du félibrige? La langue d'oc est une langue, tout de même que la langue d'oïl, c'est entendu. Lui voir garder claire santé et vigueur, cela peut sembler désirable encore que passablement chimérique. Mais qu'on rêve davantage, par exemple de l'affronter au français, de lui rendre sa primauté en terre d'oc, qu'en advient-il? N'est-ce point parce que le félibrige s'inquiète avant tout de relever la langue en dignité, qu'il n'est pas encore parvenu à toucher vraiment le peuple des campagnes? En fait, il demeure chose de cabinet, confection de poèmes d'un intérêt assez restreint. Ne semble-t-il pas qu'il se donne à un mirage un peu bien livresque, et que ce pendant, aux champs, les patois d'oc perdent du terrain tous les jours?

Les félibres ont de la flamme, de l'estrambord. Ils ont même la foi, et certains l'ont trop, jusqu'à ne plus seulement croire, mais croire que c'est arrivé. En notre pays de charbonniers, cette foi-là, malgré le dicton, ne s'empare pas aisément des cœurs. L'Auvergnat avisé

entend garder la visière nette. On le reconnaît, selon Vallès, qui se vante d'être ainsi racé, à ses yeux « brillants comme deux morceaux de charbon neuf ». Des yeux qui voudraient voir les choses au plus près du réel.

Donc, tandis que quelques poètes occitans rêvent entre leur traité de métrique et le Trésor du Félibrige, de défendre et d'illustrer la langue d'oc, qu'advient-il du patois, comment vit-il au village?

⁂

Il y a cent ans, dans les municipes d'Auvergne, l'auvergnat seul était couramment parlé. On conte qu'en 1814 le sous-préfet d'Ambert ayant fait battre la caisse notifia ainsi au populaire assemblé le changement de régime : « *Eifans! l'emperur se nen vai; le rei is tourna. Hen ma de crida tritous : Vivo le rei!* » Enfants ! l'empereur s'en va; le roi est revenu. Nous n'avons qu'à crier tous : Vive le roi! Ce sage et bon administrateur reste en fonctions. L'année suivante, il faut battre la caisse à nouveau : Enfants! le roi s'en va; l'empereur est revenu. Nous n'avons qu'à crier tous : Vive l'empereur! Après Waterloo, le sous-préfet philosophe revint simplement à son premier texte : Nous n'avons qu'à crier tous : Vive le roi! Je crois qu'il fut alors révoqué. Mais vraiment son auvergnat valait bien le jargon des harangues officielles. Qui n'en voudrait regretter la riante et concise bonhomie?

En ces vieux temps on comptait ceux qui parlaient le français galamment. On compterait à cette heure ceux qui parlent un patois pur et digne. Le patois ne mourra peut-être point de sitôt; mais déjà il n'est plus guère usité que dans les hameaux, tant bien que mal, vaille que vaille, et il va très vite se transformer en une manière d'argot villageois. Il y a l'école, le journal, la caserne; et puis ce perpétuel échange et trafic de la ville à la campagne, tant pour les affaires que pour les plaisirs.

Comment le français ne prévaudrait-il, qui devient indispensable? Quel paysan n'est peu ou prou obligé de lire et d'écrire aujourd'hui? Un Auvergnat avec son patois ferait à peine le tour du département. Le français le mènera plus loin. Il faut le français, même pour rester à la métairie, si l'on ne veut être un homme tout dépourvu.

Certainement on est en droit de rester en doute devant ce progrès trop uniquement matériel. Cette transformation des campagnes en faubourgs tient quelque peu d'une barbarie. Avec le patois s'en iront peut-être des esprits et des sentiments que rien ne viendra remplacer. Et peut-être le paysan n'en sera-t-il ni plus près du bonheur ni plus près d'une vraie culture. Pas toujours parce qu'on marche qu'on avance. Cependant, ce progrès, ce sont des possibilités nouvelles. Puis, n'est-ce un tort de grogner contre son époque?

Notre époque, notre climat, je veux dire l'ensemble des mœurs et des conditions de vie, l'économie de notre société moderne, tout cela nous avons à l'accepter. Il ne s'agit point de le honnir ou de le chanter, de se constrister ou de se réjouir, mais de le bien prendre. Le français gagne sur le patois chaque jour. Et il faut le français. Le tout serait de savoir si l'on est par là même contraint de ne plus vouloir le vieux patois des champs.

⁂

Dira-t-on que « ce qui tombe, il faut encore le pousser? ». Achevez donc d'étouffer le patois pour que nos petits paysans soient plus vite à même, dans ce monde révolutionné par les découvertes scientifiques et les procédés industriels, de devenir des hommes aussi débrouillés que se figurent être ceux des villes. Sinon les pères auront toujours la tentation d'envoyer leurs enfants loin du pays pour en faire des « têtes-fines ».

Etouffer le patois ! Tout de suite tout le monde proteste. Et comme d'instinct, tant l'idée régionaliste s'est à la longue enfoncée dans les têtes. Tout le monde donc proteste, sauf peut-être ceux, prêtres, instituteurs, qui aux champs ont directement affaire à ce patois. Je supplie qu'on ne se scandalise point : ce sombre désir d'étranglement est venu à des personnes de bonne foi, qui peuvent manquer d'un certain sentiment des choses agrestes et d'une certaine longueur de vues, mais qui ne voudraient que servir les campagnards.

... C'est une chaude après-midi d'août. La route rose entre ses sorbiers monte vers le village. Voici l'auberge-épicerie-débit de tabac. Le granit neuf de la bâtisse brasille au gros soleil, qui cuit le genèvrier arboré au-dessus de la porte. Une odeur de bière, de saumure et de chanvre flotte au frais de la salle ornée de pancartes-réclame. De cette table devant la fenêtre on voit par delà les dévalées enchevêtrées d'herbages et de feuillages, la plaine barrée d'un repli de montagnes à peine moins transparent que le bleu de

l'horizon. Un char vide passe, attelé de deux vaches rouges, qu'un moissonneur dépoitraillé guide de l'aiguillon. Au tournant, des gens courbés coupent à la faucille une pièce de blé tout comme on faisait voilà des dizaines de siècles. Campagne, vieille campagne...

Entre une petite à cadenettes qui demande en auvergnat une livre de sel fin.

— Ha, c'est bien, s'écrie mon jeune compagnon qui est poète et traditionniste, on parle le parler de sa mère, c'est bien, ça, c'est tout plein gentil !

— Oh ! monsieur, intervient la débitante, dites pas ça. Quand on les met au français ensuite, ils s'y cassent trop la caboche. Ici, c'est bête, on se moque des parents qui parlent bien, chez eux : Il fait genre, il cause français à son garçon !... Oui, seulement les pauvres petits qui ne peuvent pas suivre à l'école... Ils sont là ouvrant la bouche comme un goujon qui perd l'eau. Voyez-vous, on ne devrait jamais parler patois aux enfants. Je le sais trop, moi, tenez : pour écrire un bout de lettre de commande, quel cassement de tête ! Et ça, parce qu'étant petite, je n'ai pas pu profiter chez la maîtresse...

Qui voudra, ayant compris l'embarras de ces braves gens, les semondre sans plus de maintenir leur patois? Dès qu'ils ont affaire hors du village, à tout bout de champ maintenant, eux qui ne pensent qu'en patois, les voilà contraints à un constant travail d'esprit pour s'exprimer en français. Ils en disaient long les airs de tête et les hochements de chef de la bonne femme. Vraiment peut-on reprocher à ceux qui se trouvent ainsi pris entre la langue et le dialecte de vouloir épargner à leurs enfants une gêne aussi pénible?

...Une autre fois, c'était dans une de ces longues pièces étroites qui joignent les étables et qu'on appelle « gabinet », cabinet, en Basse-Auvergne. On s'y tient durant les soirées d'hiver pour la chaleur du bétail. Les femmes, le carreau de dentellière sur les genoux, se disent les nouvelles au cliquetis de leurs bobines, tandis que les tout petits jouent et se roulent dans les coins. Une vieille avait consenti à conter le conte de la fille du roi qui voulait un manchon fait de la peau d'un pou. Mais chaque fois que les marmousets approchaient ou qu'on s'adressait à eux, le patois cédait au français « C'est, me dit-on, à cause de l'école. Ils y seraient perdus, n'y mordraient à rien, en reviendraient tout pleurant. La demoiselle recommande bien de les habituer avant de les envoyer chez elle ».

(La demoiselle, aux champs, désigne l'institutrice, qu'elle soit d'ailleurs mariée ou non. Il arrive parfois que des citadins, plus familiers avec la langue des journaux qu'avec celle du XVIe siècle, entendant parler des enfants de la demoiselle, dressent l'oreille et forment des jugements téméraires...)

Voilà donc la conscience professionnelle amenant les instituteurs à proscrire le patois. Faut-il parler du *signum*? Je doute que la méthode soit encore utilisée; c'était celle des Frères de la Doctrine chrétienne, éducateurs appliqués, qui ont beaucoup fait pour l'unification nationale.

« Quand j'étais petit, j'allais chez les Frères, à Marsac, avec mon cartable de bois. — Ces gamins en ont de cuir aujourd'hui, mais de bois, c'était bien plus commode pour s'asseoir dessus et jouer aux billes. — Ils avaient trouvé le moyen de nous empêcher de jargonner même entre nous et quand nous jouions, les Frères. Le maître prenait un bouton, un sou percé, ou autre chose, qu'il appelait le *signum*, et le donnait au premier galopin surpris à patoiser. A celui-là de s'en débarrasser en le passant à un camarade pris en faute. Ça ne tardait guère, quand le jeu nous avait mis tout en combustion. Un autre de topé, et ainsi de suite. Le samedi soir, le Frère appelait au pied de sa chaire celui qui se trouvait avoir le *signum* : Tend les doigts! Ah! pauvres de nous! Il fallait bien recevoir quelques jolis coups de règle qui nous rentraient le patois dans le corps et nous apprenaient à ne l'en plus sortir. »

Le procédé était très astucieux. Il était peut-être moins louable. Triste, cette persécution du vieux parlage. Ces mots, la mémoire d'un pays, ces mots qui prolongeaient les morts, voilà qu'on les traque chez leurs enfants. Les fils effacent ce qui fut la vie des vieux pères.

A qui s'en prendre? Encore un coup, c'est difficile de donner tort à ces parents, à ces instituteurs, si on ne leur indique d'abord comment ils pourraient mieux agir en l'occurrence.

— Tant vous en parlez à votre aise, vous autres fines têtes, s'exclame la bonne femme. Quand il me faut faire une lettre, je peux dire que j'en vois long.

Et je me rappelle ces missives que du front les paysans envoyaient aux leurs. Que de peines elles avaient dû coûter à écrire, et que de peines elles coûtaient à déchiffrer. Il n'y avait qu'un moyen : lire tout haut; — une lecture était toujours parlée, jadis, et bien des campagnards ne peuvent encore se lire le journal qu'à haute

voix; — essayer de comprendre par l'oreille, car par les yeux rien à faire; la graphie était trop loin de toute orthographe.

*
* *

Or l'idée ne serait pas venue aux « bonhommes » d'écrire en leur patois. Des prisonniers, parfois, en glissaient quelques mots pour laisser entendre ceci ou cela malgré la censure allemande. Certes ils le parlaient entre eux, à la joie de leur cœur, comme ils dansaient la bourrée dans les cantonnements. On m'a conté qu'à l'exercice, un jour, un gaillard de la montagne s'amusa à commander en auvergnat les mouvements de sa section. Garde à vous ! devenait : *Méfia vautris!* Et ainsi du reste. Ce fut épique. On obéissait roide et sec, mais secoué par le rire quoiqu'on fît, et les fusils dansaient dans les poings. Le capitaine, les mains derrière le dos, haussait les sourcils. Il ne souffla mot, cependant, et après quelques moments s'éloigna, laissant se poursuivre sans lui ces exercices régionalistes.

Il est curieux de constater que ceux mêmes qui se sentent à leur aise dans le patois et à la gêne dans le français, n'écrivent jamais qu'en français, alors qu'ils en ignorent absolument l'orthographe. Et lorsqu'on demande à un villageois, voire d'une bonne instruction primaire, de dresser copie d'une chanson, d'un conte patois, il répond invariablement qu'il ne le peut. Au vrai, le patois exigerait un alphabet spécial, car les voyelles n'y ont plus leur valeur sonore ordinaire.

Quant à l'orthographe félibréenne, elle déroute les campagnards : au bout de deux lignes ils ne lisent pas plus avant. Celle des journaux locaux les trouble moins, flottante, barbare, mais plus proche du parler. A peine d'ailleurs si en temps d'élections paraissent quelques bouts de dialogues humoristiques faits pour autoriser de la sagesse locale les doctrines politiques de la gazette.

Donc il reste à peu près impossible aux nôtres d'utiliser leur patois dans le siècle. Dieu sait pourtant s'ils aiment l'avoir en bouche. « Les Auvergnats, ils ressemblent aux chevaux de cavalerie. Ça ne va pas tant qu'ils sont seuls : il leur faut trouver des pays, des camarades. » Et dès qu'on se retrouve, qu'on se réunit entre paysans d'Auvergne, le patois part. C'est qu'il fait diantrement atmosphère... Seulement il n'a plus au dehors que cet intérêt poétique, et n'est plus au village qu'une sorte d'argot, de langue groupement. Si ces copains même voulaient s'écrire, il ne leur servirait pas.

*
* *

Il ne saurait être question d'empêcher le français de s'étendre. Nos paysans veulent le savoir pour n'être pas plus embarrassés à la rencontre que ne le sont, croient-ils, les citadins. Ce serait une bien mauvaise politique que de chercher à les détourner de l'instruction pour les retenir à la terre. Il estimeraient toujours le moindre scribe d'administration ou commis de nouveautés être « plus qu'eux ». La civilisation industrielle ferait mirage à leurs yeux et ils rêveraient davantage encore d'envoyer leurs fils vers les bureaux et les usines.

L'argent, la différence des profits, n'est plus tellement là, maintenant, pour les tenter. Et encore n'étaient-ils pas longtemps sans savoir à quoi s'en tenir. « La ville, disait naguère un garçon retour de Paris, c'est une drôle de farce : on y gagne trois fois plus d'argent qu'ici et on n'a jamais un sou en poche. » Le plaisir? Beaucoup disent s'ennuyer à la campagne. Les filles surtout rêvent au mouvement, à la foule, aux lumières, aux magasins, au cinéma... Par contre, on sait qu'il faudra vivre là-bas à l'étroit, sortir de toutes ses faciles habitudes, n'avoir plus ni le saucisson pendu, ni la tourte où tailler à toute heure un chanteau, ni la cruche de lait mise à fraîchir dans le puits-fontaine, au bas du pré, et où aller puiser quelques cuillerées de crême pour blanchir la soupe.

Donc ni les plaisirs ni les argents. Ce qui les attire plutôt à la ville, c'est qu'à leur idée, là-bas, on peut monter d'un degré, apprendre à se débrouiller, à connaître les affaires, à ne plus se laisser conter d'histoires, à savoir toujours de quoi il retourne, bref à devenir une fine tête. Qu'on reconnaisse là l'antique défiance imaginative du paysan, qui s'est toujours cru, non sans quelque raison, la victime des « gros ». Mais tant qu'il pensera de la sorte... Certains félibres ont donc tort d'aimer les dialectes contre le français et de tenter d'arrêter les progrès du français Pourrait-on seulement maintenir le patois ? Ce serait là le point.

*
* *

Je voudrais avoir fait comprendre combien ces paysans sont excusables de n'en plus vouloir pour leurs enfants, par souci d'avenir. Cet auvergnat qui ne saurait plus leur suffire les engeigne dès qu'il s'agit d'acquérir notre langue

et les quelques connaissances bien indispensables aujourd'hui. Sentant donc leur propre gêne et la nécessité présente, les pères entendent mettre leurs enfants sur un autre pied. Il y a ainsi dans nos campagnes une génération qui renonce à son idiome, auquel elle tient de cœur, parce qu'il le faut, pour les petits.

Non, à vrai dire, que la résolution soit pesée, mûrie, délibérément prise. Plutôt ils regardent les choses tourner de la sorte et leur imposer de ne plus parler qu'à la façon des villes devant les futurs élèves de la « Demoiselle ». Beaucoup d'ailleurs jargonnent comme il leur chante, ni lard ni chou, ni français ni patois, ne s'inquietant guère de savoir comment leur géniture se débrouillera une fois à l'école.

On dira qu'ils pourraient, ces enfants, garder le vieux parlage et par la suite apprendre la langue. Le siècle se chargerait bien de les enseigner. Evidemment le siècle s'en charge; mais il y a du tirage. Si les mieux doués s'en démêlent vite, nombre d'autres toute leur vie resteront en malaise et se sentiront diminués, ne pouvant se passer du français et le maniant gauchement. N'avoir pas pour langue maternelle celle dont il importera de faire usage, n'est-ce un vrai malheur?

A savoir le roman par ses dialectes d'oc, un prosateur peut gagner verdeur, vigueur et maints forts bénéfices. Qui voudra tant demander à de petits villageois rebelles à la grammaire? L'habitude de leur patois n'est pour eux dans leurs rudimentaires études que contrainte et source de « cassements de tête ».

On a cru naguère trouver une manière de tourner la difficulté. Je veux parler de cette méthode d'enseignement de la langue d'oïl par la langue d'oc inventée par le Frère Savinien. L'Ecole félibréenne Gaston-Phœbus avait pu avant la guerre faire appliquer cette méthode, — qu'on appelle le savinianisme, — dans les écoles de Béarn et de Gascogne. L'applique-t-on bien encore? Depuis la mort du Frère, elle semble ne plus être en haut crédit. Mistral n'en pensait pas grand'chose. Sans doute était-il impatienté de voir ainsi ravaler la langue d'oc en la considérant comme faite seulement pour aider à la connaissance supérieure du français.

Toujours cette idée, — que Mistral était certes en droit d'avoir, la mettant si grandement en œuvre, — de relever « la languo miéralo », d'affirmer sa vitalité, sa dignité, sa noblesse. Par malheur cela ne touche point le peuple, et le patois cependant recule, disparaît.

***

Si le savinianisme ne donne pas de résultats intéressants, il conviendrait de chercher un autre biais, une autre technique. Se contenter de laisser passer, laisser faire, c'est regarder le vrai parler des champs tout doucettemnt mourir.

Mais non, dit quelqu'un. Ils lisent davantage à la campagne. Le français va leur devenir moins distant et redoutable. Partant ils ne se préoccuperont plus guère d'étouffer le patois. Qui sait, ils s'y intéresseront même, ils rechercheront les livres de leurs félibres, comme on voit faire à quelques-uns de ceux qui ont lâché la queue de l'araire, selon leur mot, pour aller trafiquer ou vaquer à des besognes dans Paris la grand'ville.

On peut le souhaiter, mais on aurait tort d'y compter trop, ou je suis bien abusé. Puis ce patois mêlé de l'argot des faubourgs, on ne le jargonnera plus que pour s'en rire. Non plus de l'auvergnat, mais de l'auverpin.

En attendant, l'attitude des personnalités officielles n'est pas fort honnête. Aux champs, nul banquet, nuls comices agricoles, sans qu'à la fin parlementaires, préfets et autres notabilités n'entonnent à l'envie le petit air régionaliste. Or que fait-on dans cet esprit? moins que rien, tandis que les conditions de vie imposent des directives toutes contraires. Et c'est ainsi que la demoiselle, pour faire son métier d'institutrice, prescrit le patois.

Cependant cette institutrice est une éducatrice, aussi. Elle agirait mieux en s'aidant du vieux parlage.

Puis notre langue, notre culture même, ne gagneraient-elles à garder vivants, comme un réservoir de verdeur et de force première, ces tant savoureux patois d'oc?

C'est qu'il y aurait pourtant vraiment intérêt à ne pas les laisser disparaître.

Henri POURRAT.

LES MÉMOIRES DE JEAN-CHRYSOSTOME PASEK

A part quelques œuvres récentes et de réputation mondiale, la littérature polonaise, il faut bien l'avouer, est fort peu connue chez nous. Jusqu'à ces tout derniers temps, les traductions étaient rares et souvent négligées. Aussi la collection de littérature polonaise entreprise sous les auspices de l'*Association France-Pologne* fut-elle saluée avec joie et reconnaissance par tous les Français qui portent de l'intérêt au patrimoine spirituel de notre alliée slave.

Parmi ces ouvrages, dont chacun, peut-on dire, est une véritable découverte pour nos lettrés, les extraits des « *Mémoires de Jean-Chrysostome Pasek, gentilhomme polonais* », brillamment traduits et savamment annotés par M. Paul Cazin, occupent une place à part. C'est de la littérature, c'est de l'histoire, et cependant, ce n'est ni l'une, ni l'autre. On ne sait, à première vue, si l'on se trouve en face d'un récit romanesque ou d'un roman vécu. Tout se mêle et s'enchevêtre en ces « Mémoires » : événements de l'époque, passions politiques, aventures personnelles, descriptions de mœurs, plaisantes anecdotes. Si cela ressemble à quelque chose, c'est à la « *Vie de Benvenuto Cellini* », mais en plus fou, plus âpre, plus barbare. Ces souvenirs sont tragi-comiques et, comme chez les chroniqueurs de temps très anciens, le réel s'y confond agréablement avec l'imaginaire.

Un nouvel aspect du dix-septième siècle, en contraste piquant avec celui de Versailles, apparaît à la lecture de ce livre. Nous sommes autour de 1650, aux confins de l'Occident, en lisière d'une Moscovie encore toute asiatique, mais qui déjà s'apprête à grandir. La Pologne n'est plus, comme cent ans plus tôt, la puissance dominante du Nord. La poigne royale qui, à la même époque, tient en respect ou s'asservit la noblesse de France fait ici défaut, car ce royaume est une république, une oligarchie aristocratique où chaque noble use abondamment de son droit de *veto*. Régime paradoxal, rappelant en grand celui des cités italiennes, qui permet un essor prodigieux des individus, mais nuit terriblement à la solidité de la nation. Aussi cet équilibre trop instable — qui fit la gloire de la Renaissance — ne résiste-t-il pas longtemps aux passions des hommes. L'harmonie des meilleurs, idéal de Platon et des humanistes, est empoisonnée de haines intestines et tourne vite à l'anarchie.

Au moment où notre auteur entre dans la carrière, la Pologne se débat contre Suédois et Transylvains. Mais la guerre extérieure se complique de guerre civile. Tout gentilhomme polonais est, bien entendu, astreint à défendre son pays, mais il faut encore qu'il prenne parti pour ou contre le roi, soutienne ou combatte tel prince ou chef séditieux.

La vie de Jean Pasek se faufile et zigzague au milieu de ces complications militaires et politiques. Son ordinaire n'est point fait de monotonie, mais d'incessante variété. Et c'est cela qui prête aux « *Mémoires* » ce dynamisme palpitant, dont manquent tant d'œuvres parfaites, ciselées dans l'immobilité et le silence.

La vie de Pasek est pleine de bruit, de bruits d'armes, de banquets et de scandales. Ce petit noble sans fortune la cherche dans la guerre et l'amitié des grands. C'est, à tous points de vue, un aventurier, et il ne faut pas demander à son œuvre des modèles de vertu ou même de moralité moyenne. Mais il fut, sans le savoir, écrivain jusqu'aux moëlles.

On ne sait trop dans quelle intention Pasek rédigea ses souvenirs, qui attendirent deux cents ans pour paraître. Toujours est-il qu'il y mit un entrain endiablé et un accent dramatique qui suppléent presque à la vérité. Aussi, malgré l'immense part d'invention, les tableautins de Pasek reconstituent-ils l'époque turbulente de Jean-Casimir, de la reine Louise et de Sobieski avec une bien plus réelle précision que tel document, dont la médiocrité égale l'exactitude.

La langue de ce mémorialiste est pleine de saveur. Pasek, contrairement à l'usage presque général du temps, écrit en polonais, entrelardé de latin, il est vrai (souvent sans aucune nécessité), mais en un polonais extrêmement spontané, coloré et agile. Les pointes de macaronisme qui sans doute ne sont pas du meilleur goût, ajoutent cependant à la drôlerie des anecdotes, comme c'est souvent le cas chez Rabelais.

La première partie des « Mémoires » est consacrée à des récits de guerre. Les armées de Charles-Gustave, roi de Suède, ont envahi la Pologne en juillet 1655, mais bientôt les Polonais reprennent l'avantage. Pasek suit les destinées de Stefan Czarniecki qui fut l'un des plus valeureux capitaines de cette race courageuse. Il l'accompagne au Danemark, dont le roi s'était allié, en 1657, avec Jean-Casimir pour secouer le joug des Suédois. Les troupes de Czarniecki prennent leurs quartiers d'hiver à Hadersleben, dans le Sleswig. Pasek ne manque pas de dépeindre les mœurs des habitants :

« Les gens sont bien faits ; les femmes belles et

fort blanches. Elles ont de beaux costumes ; mais toutes, à la campagne comme à la ville, portent des sabots de bois. Quand elles marchent sur le pavé, c'est un tel vacarme qu'on ne s'entend plus... Leurs lits sont enfoncés dans le mur, comme des armoires, et chargés d'un monceau de couvertures. Ils dorment aussi nus qu'ils l'étaient en venant au monde et n'ont pas vergogne de se déshabiller et de s'habiller l'un près de l'autre, sans souci même des étrangers... Quand nous disions aux femmes que c'était fort laid, et qu'une femme mariée, chez nous, n'en agirait pas de même avec son mari, elles répondaient : « Ici, chez nous, on ne trouve aucune honte à cela ; il ne sied pas de rougir des membres que Dieu nous a donnés ». Et quant à leur coutume de dormir toutes nues : « Notre chemise et nos hardes, disaient-elles, s'usent assez comme cela, le jour, à nous couvrir. Il faut bien les épargner un peu pendant la nuit. Et puis, pensez-vous que nous allions emmener au lit, avec nous, la vermine et les puces, pour nous mordre et nous empêcher de dormir à notre appétit ! »

L'anecdote n'est-elle pas charmante et racontée avec un naturel digne de Mathurin Régnier?

En revanche, les récits que Pasek fait des sièges de Kolding, d'Alsen et de Fredericia sont plus brouillés, et la chose que l'on y distingue le mieux, c'est un incommensurable orgueil militaire. Le régiment de Pasek est régulièrement victorieux et lui-même ne cesse d'accomplir d'étonnantes prouesses. En cet art d'embellir pour la postérité, notre annaliste se rapproche étonnamment de certains chroniqueurs de l'Hellade qui excellaient au grossissement du moindre avantage. La bataille de Salamine qui fut pour les Perses une mésaventure coloniale, n'apparut-elle pas, aux yeux des Grecs, comme une action sans précédent et digne d'une impérissable gloire ! Et cela grâce à d'habiles historiens qui surent, avec un luxe inouï, « monter l'affaire en épingle ».

Au cours de ces expéditions en Danemark, la compagnie de Pasek dut mettre à contribution la petite ville d'Ebeltoft et notre héros fut désigné pour cette délicate mission. Il s'en tira par la malice suivante :

« Une fois à Ebeltoft, je fais semblant de ne pas comprendre le latin, et montre l'assignation du commissaire. On me demande : « *Kann er dejez*? » Je réponds : « *Niks* ». On m'en amène un qui savait l'italien. Il me demande : *si Italiano parla*? *Francieso*? » Et moi : « *Niks* ». Mes hommes pensèrent devenir fous à force de se creuser la tête pour arriver à se faire entendre. A tout ce qu'ils me disaient, je n'avais qu'une réponse : « *Geld* ». Ils me demandent : « Que voulez-vous manger? — *Geld*. — Qu'allez-vous boire? — *Geld*. — Enfin ils me supplient de ne pas exiger ainsi l'argent d'emblée, et moi : « *Geld* »...

A toute question Pasek répète : « De l'argent » et finalement, montrant un gobelet plein de thalers, il déclare dans leur langue : « Voilà l'interprète de nos désirs réciproques ». Les Danois, ravis de comprendre enfin, ne tardent pas à exaucer tous les désirs du commissaire polonais. « Et dès lors, ajoute-t-il, chaque fois qu'on parlait d'argent, on ne disait pas des thalers, mais des interprètes ». Peut-on nier, après lecture de ce récit vif et coloré, que Pasek soit né conteur? En certains passages de ses *Mémoires* il l'est même à la façon d'Hérodote : « Le Groënland a tant de poissons que si on ne les pêchait pas, la navigation deviendrait impraticable ».

Mais voici Pasek obligé d'interrompre la campagne de Danemark. Les Moscovites ont attaqué la Pologne, la Diète s'étant refusée à assurer le trône au tzar Alexis. Le cœur du gentilhomme polonais, qui s'est attaché à une charmante luthérienne, s'en arrache au prix de longues souffrances qui nous sont contées par le menu. Pasek rentre dans son pays, déjà à moitié envahi par les Russes ; mais ici encore, la vie de camps recommence. Ces épisodes de guerilla sont croqués de main de maître. Quelques coups de crayon suffisent à Pasek pour faire sentir le tragi-comique des situations. Qu'on en juge :

Après le combat « certains, écrit-il, s'étendirent dans l'herbe et s'endormirent. J'avais comme compagnon Kaczewski de Radom, un matois. Il me dit : « Monsieur Jean, allons-nous mettre le poing sous la tête pour dormir? Prenons plutôt ce Moscovite comme oreiller ». Il y avait là, tout près, un cadavre étendu, avec un ventre énorme. « Bien ! dis-je. De compagnie ! » Il se met d'un côté, moi de l'autre, et nous nous endormons, la bride de nos chevaux enroulée autour du poignet ».

Pasek a dormi ainsi, la conscience tranquille, sur le cadavre d'un Moscovite, ce qui ne l'empêchera pas de se faire attacher, peu après, aux ambassadeurs du tzar. Il les accompagne de la frontière à Varšovie. Et voici les détails d'un banquet étrange :

« Michel Ofanazovicz, fils du panetier, vint me trouver et me fit l'invitation suivante : Le Tsar, grand seigneur, autocrate et dominateur de la Russie Blanche et Noire, t'invite à manger après-demain un genou de bilouga et un croupion de cygne.

« Moi qui ne connaissais pas leur étiquette, j'étais tout morfondu. Je me demande ce que c'est que cette mode d'offrir aux gens du genou et du c..., et, pour

comble, j'ignorais encore ce qu'était cette bilouga. J'étais tout prêt à dire : qu'il le mange tout seul, son croupion! mais je me retins, *nemo sapiens nisi patiens*. Je répondis donc que je savais mille grés à Sa Majesté de daigner m'inviter à son banquet mais qu'en homme simple que j'étais je ne tenais pas aux mets choisis. J'irais, je trouverais bien quelque chose à manger et je laisserais ces morceaux rares à MM. les Ambassadeurs. L'interprète, voyant ma mine renfrognée, me dit : « Que votre Seigneurie se rassure. C'est l'usage de la nation d'inviter à manger, entre autres choses, un croupion de cygne, comme on invite chez vous à un pot-au-feu, bien qu'il y ait encore de la gelinotte et force gibier. Et quand on mentionne à la fois croupion de cygne et genou de bilouga, c'est un dîner de grande cérémonie ». Je demandai alors : « Qu'est-ce donc que cette bilouga qui a un genou si extraordinaire? » — « C'est, me dit-il, un grand poisson de rivière, qui a le même goût que l'esturgeon, mais qui offre, près des ouïes, un morceau plus succulent qu'aucun poisson : et comme ce morceau, qu'on détache, est rond et se sert tel que, sur la table, on l'appelle le genou ». — « Mais encore, pourquoi ce croupion, plutôt que la tête, l'aile, ou la carcasse? » — « C'est ce qu'il y a de meilleur dans le cygne ». — « Mais pourquoi ne pas parler du cygne même? Chez nous aussi, le croupion du chapon gras est assez apprécié, et l'on n'offre qu'un chapon, *generaliter* ». Il n'eut qu'une réponse : l'usage ».

Plus loin Pasek raconte l'histoire d'un ourson qui crache une pelure de pomme entre les yeux de la reine Louise (une Française et fille du duc de Nevers) à la grande joie du roi son époux. Ou encore l'aventure de Mazeppa, lié à la croupe d'un cheval emporté, pour avoir rendu trop de visites à une noble dame.

Lorsqu'il lui arrive de parler du « parti français », dont il était l'adversaire, la passion haineuse de Pasek ne connaît plus de bornes :

« Les Français, à Varsovie, étaient plus nombreux que les diables en enfer. Ils semaient l'argent à pleines mains, pratiquaient des intrigues, surtout la nuit... Un Français entrait chez le roi quand il lui plaisait ; un Polonais devait rester une demi-journée à la porte ».

Ce diable d'homme suivait avec une étonnante ardeur les interminables débats des diètes et diétines : « Que chacun m'en croie ; toutes les assemblées du monde ne sont qu'une ombre auprès des diètes ».

En 1667, après tant d'années d'aventures et beaucoup de mécomptes, Pasek, sur les instances de ses amis, se range enfin et épouse une veuve de quarante-huit ans. Mais là encore, il joue de malheur : on jette au couple un mauvais sort ; dans le lit nuptial ils trouvent des morceaux de cercueil pourri.

Pasek fermier est moins intéressant pour nous que Pasek guerrier, politicien ou diplomate. Les dernières années de notre héros furent d'ailleurs attristées par de multiples ennuis de famille, d'interminables querelles avec les voisins et de fréquents procès. Une ultime affaire, plus grave que les autres, aboutit pour Pasek, au « bannissement perpétuel ». Il faut en lire les poignants détails dans l'intéressante *Introduction* de M. Paul Cazin.

Mais le proscrit, mollement poursuivi par une police impuissante, demeura sur ses terres, où la mort le trouva encore en 1701.

Tels sont ces curieux « *Mémoires* ». Que le lecteur nous pardonne d'avoir émaillé notre étude de citations, peut-être trop nombreuses, mais nous désirions faire connaître Pasek tout entier ; sa saveur, son pittoresque et jusqu'à son grain de folie. Dans un cas pareil, on en conviendra, aucun artifice de style ne saurait suppléer au langage direct de l'auteur.

Lorsque Pasek fut révélé aux Polonais, en plein romantisme, ce fut du coup la consécration et la gloire ; son influence se fit sentir, dans la littérature polonaise, pendant une bonne partie du XIXe siècle.

Mais il est une nouveauté pour le public français, et nous sommes convaincus qu'en cette heure d'exotisme et de franchise, à lire ces *Mémoires*, certains trouveront un plaisir extrême.

Lucien Bourguès.

UNE AVENTURE MAROCAINE

Il y a quarante ans, au mois de mars 1881, à la porte de Fez, dans le cimetière du Marabout Sidi ben Beker el Arabi, on enterrait avec les plus grands honneurs ordonnés par le sultan Mouley Hassan, un vieillard de soixante-treize ans, que l'on nommait « l'ingénieur d'Abderrahman ». Quel était ce personnage dont les vieux Marocains connaissaient seuls l'origine ?

Avec les troupes françaises qui débarquèrent en 1830, en Algérie, se trouvaient deux frères : l'aîné lieutenant du génie, le plus jeune officier de marine. Ce dernier se noya peu après

notre entrée à Alger. La ville devint rapidement une garnison française très mondaine. Les officiers furent autorisés à y installer leurs familles : la vie s'organisa très gaie, les réceptions nombreuses. Le jeune officier du génie, comte Joseph de X..., originaire du nord de la France, était d'une distinction et d'une intelligence qui s'imposaient. Très répandu dans les salons, il fut aimé par la femme d'un officier supérieur. En 1832, il enlève cette Française et l'emmène à Tunis, alors refuge de pirates et de déserteurs.

Peu après sa fuite, la maîtresse du comte de X... meurt. Et voici, seul à vingt-cinq ans, l'héritier d'un nom qu'il n'ose plus porter, officier déserteur, ne pouvant rentrer ni à Alger ni en France.

Connaissant la langue arabe, il songe à se joindre à une caravane de Marocains qui revenaient du pèlerinage de la Mecque et rentraient dans leur pays, mais, craignant, pendant la traversée de l'Algérie, d'être livré aux autorités françaises par ses compagnons de route, il s'embarque sur un bateau qui le transporte à Larache. Il offre ses services au gouverneur du Gharb, Abd el Selam ben Aouda, qui lui confie la direction de construction de routes. Ses connaissances techniques et son travail le mettent immédiatement en relief et il est signalé à l'attention du sultan Mouley Abderrahman qui l'attache à sa personne.

C'est alors qu'il prend le nom de « l'ingénieur d'Abderrahman » sous lequel il reste connu jusqu'à sa mort.

Il se fait musulman. Il épouse deux filles nobles marocaines : l'une d'elles est la fille du Kaïd Mahdjoub, *surintendant des portes de Marrakesch*, dont il eut un fils vers 1860. Ce fils, nous ignorons ce qu'il est devenu. Nous savons seulement qu'il ne parlait pas français, et qu'il fut fonctionnaire des sultans Mouley Mohammed et Hassan. S'il vit encore, c'est un homme d'une soixantaine d'années qu'il serait peut-être intéressant de retrouver.

⁂

L' « Ingénieur » fut grand maître de l'artillerie et du génie du Maroc (1). Mais son cœur était resté français. A la veille de la bataille de l'Isly, il met tout en œuvre pour empêcher la lutte contre la France. Il tente de faire comprendre la supériorité de nos armées, et prêche l'alliance franco-marocaine. Peut-être eût-il réussi à convaincre le sultan, mais les fanatiques étouffent cette voix française et il est même sur le point d'être massacré.

Après notre victoire, l'autorité de notre compatriote augmente. Au regret de ne l'avoir pas écouté, le Sultan le tient de plus en plus en haute estime et lui fait don d'un superbe palais à Marrakesch.

A cette époque se produit un fait, que l'histoire n'a pas enregistré, mais dont les conséquences ont été incalculables.

En 1846, Abd-el-Kader se réfugie au Maroc. Autour de lui se groupent tous les mécontents, tous les éléments guerriers et turbulents, qui lui offrent de le conduire à Fez pour le proclamer empereur du Maroc.

L'émir accepte et marche sur la ville sainte, à la tête d'une importante troupe de cavaliers. Il s'en fallut de peu qu'il ne réussît. C'est grâce à l' « Ingénieur d'Abderrahman » que le mouvement révolutionnaire fut étouffé. Abd-el-Kader trouvait, en effet, devant Fez, l'armée marocaine commandée par le fils aîné du sultan, qu'accompagnait l'ancien officier français : celui-ci avait eu le soin d'amener des canons. Ayant des intelligences dans le camp de l'émir, il apprend que celui-ci va tenter une attaque de nuit, que des chameaux chargés de bois résineux en flammes seront lancés pour incendier les tentes et porter le trouble dans l'armée du sultan dont les cavaliers d'Abd-el-Kader auront ensuite facilement raison.

L'ingénieur entoure de tranchées (déjà !) l'armée marocaine, ne laisse qu'un étroit passage sur la route de Tanger, braque ses canons et attend l'attaque. Celle-ci a lieu comme il était prévu. Dans la nuit, une partie des chameaux tombe dans les tranchées (que le rapport officiel appelle des *saignées*) ; les autres, affolés par le tir des pièces marocaines, s'enfuient vers le camp de l'émir, où, à l'inverse de ce que celui-ci attendait, ils apportent l'incendie et la panique. Ses cavaliers disparaissent poursuivis par ceux du Sultan débouchant de l'issue ménagée sur la route.

Abd-el-Kader perdit dans cette affaire ses meilleures troupes. Abandonné de ses partisans de la veille, et comprenant toute nouvelle résistance impossible, pris entre deux enne-

(1) Dans le compte-rendu d'une mission française qui fut envoyée en 1877 à Fez, et dont nous parlerons plus loin, on s'étonne de l'intérêt que le Sultan d'alors portait aux choses de l'artillerie, et il est dit : « On prétend qu'il possède un grand maître de l'artillerie... »

mis vainqueurs, il rentre en Algérie et va se livrer à Lamoricière.

Le général français a-t-il su qu'il devait cette soumission de l'émir à un compatriote réfugé au Maroc ? Il est permis d'en douter. Cette aventure fait partie de ce qu'on peut appeler « les imponderables de l'histoire ».

Sans le Français comte de X..., ancien lieutenant du génie, *alias* ingénieur d'Abderrahman, l'émir Abd-el-Kader réussissait peut-être. Vainqueur devant Fez, proclamé sultan par le parti anti-dynastique, il ralliait tout le Maroc autour de son nom dont le prestige déjà très grand s'augmentait de sa récente victoire et recommençait une nouvelle campagne d'Algérie.

Sans se laisser entraîner par une trop grande imagination, ne peut-on pas affirmer, comme nous l'avons dit, que les conséquences de ce petit fait sont incalculables ?

***

A la mort du Sultan, son fils Mouley Mohammed continue à combler de bienfaits le réfugié français. Il le garde auprès de lui, le protégeant contre les envieux et lui confiant les grands travaux du pays. C'est au comte de X... qu'on doit tous les ouvrages d'art, ponts, canaux, fortifications dont nos officiers ont constaté l'existence au Maroc, entre autres les murailles qui protègent le palais impérial de Fez.

Un troisième sultan, Mouley Hassan, lui conserva l'affection et les égards dont son père et son grand-père l'avaient entouré. Ce sultan est celui dont on disait qu'il avait « sa tente pour palais et la selle de son cheval pour trône ». A ce chef énergique devait convenir un homme de la trempe de notre héros.

Si ce malheureux a commis des fautes de jeunesse, il les a cruellement expiées et honorablement rachetées. Jamais il ne revit son pays, mais toujours l'amour de la France resta au fond de son cœur, et nos colons d'aujourd'hui ne peuvent soupçonner combien ils doivent à son influence.

Le 7 avril 1877, une mission française (1) fut présentée au sultan par M. de Vernouillet, ministre de France à Tanger. L'ancien lieutenant Joseph de X..., alors âgé de 69 ans, revoyait pour la première fois des compatriotes et les assistants rapportent leur émotion devant ce vieillard inconnu qui ne pouvait retenir ses larmes à la vue d'un uniforme qu'il avait jadis porté...

Commandant Georges ASSOLLANT.

(1) La mission comprenait MM. de Vernouillet, ministre plénipotentiaire ; de Reverseaux, deuxième secrétaire d'ambassade ; commandant Sthrol ; capitaines Marais et de Bagneux ; lieutenants de vaisseau Desportes et François ; drogman Féraud.

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

CONFUSION ET CONTRADICTIONS

Il y a des peuples qui vivent parfaitement dans le vague et la confusion et à qui il est indifférent de ne rien entendre à ce qui leur arrive. Les Français, au contraire, ont avant tout besoin de comprendre. Dans l'inquiétude et la mauvaise humeur qui se partagent en ce moment l'opinion, la confusion extrême où l'on se trouve et la difficulté que le public éprouve à voir clair non seulement dans les événements qui se préparent, mais aussi dans ceux qui se passent autour de lui est certainement pour quelque chose.

Jamais depuis la fin de la guerre, la situation n'a été plus trouble et plus confuse. La réunion des comités d'experts et la présence parmi eux de délégués américains, un voyage à Berlin où il paraît que le travail commun s'est effectué dans une atmosphère de confiance qui, depuis longtemps, n'existait plus dans les réunions interalliées, ont fait naître quelques espérances que la grande presse gouvernementale, parfaitement dans son rôle, s'est efforcée de développer du mieux qu'elle a pu, mais que l'attitude de l'Allemagne, jusqu'à présent, ne justifie guère. Les rapports entre la France et l'Angleterre, infiniment moins tendus depuis l'arrivée au pouvoir de M. Ramsay Mac Donald que du temps où Lord Curzon dirigeait le Foreign Office, devraient également nous incliner à l'optimisme. Mais le passé germanophile du Premier Ministre anglais, son attitude pendant la guerre, ses discours et ses campagnes depuis la guerre, mettent fort justement en méfiance tous ceux qui ont suivi de près les événements contemporains.

Certes, les hommes politiques peuvent changer : l'histoire d'Angleterre est pleine de conversions de démagogues qui devinrent d'excellents conser-

vateurs. L'histoire de France, même contemporaine, ne manque pas, elle aussi, de phénomènes analogues. Mais tout semble indiquer que M. Ramsay Mac Donald n'appartient pas à ce type d'ambitieux pour qui la démagogie n'est que le marchepied du pouvoir, et qui, dans le fond, ne sont que des opportunistes prêts à tout accepter. Il est le représentant et le mandataire d'un grand parti dont l'idéal est d'autant plus précis qu'il n'a rien de sublime ; car les revendications du Labour-Party sont très immédiates et très matérialistes. S'il ne croyait pas à son devoir de représentant du socialisme britannique, il serait en vérité d'une profondeur de dissimulation égale à celle que Bossuet attribuait à Cromwell.

Craignons les imaginations romanesques, et, jusqu'à preuve du contraire, continuons à considérer le Premier ministre anglais comme le digne représentant de ceux qui l'ont envoyé à la Chambre des Communes puis à Downing-Street. C'est plus sage et plus prudent. Aussi bien, sa modération dans la politique intérieure et le ton courtois, conciliant, presque aimable qu'il emploie dans ses relations avec la France, sont-ils dictés par une situation parlementaire et électorale dont un fanatique infatué et borné seul eût pu s'abstenir de tenir compte.

Le Labour-Party ne peut se maintenir au pouvoir, même provisoirement, qu'avec le consentement des libéraux, et il est manifeste que s'il avait voulu appliquer immédiatement son programme révolutionnaire, y compris l'impôt sur le capital, il eût été renversé à la première occasion. Peut-être même n'est-il pas encore bien solide. A chaque instant, les leaders libéraux trouvent moyen de lui rappeler qu'il ne peut se passer de leur concours, tandis que les éléments extrémistes du socialisme, et même les éléments syndicalistes, témoignent par leur promptitude à se mettre en grève de l'indifférence impériale qu'ils professent pour les convenances du Gouvernement. En ce qui concerne la politique étrangère, M. Mac Donald a donc tout intérêt à ne pas provoquer d'incident et à faire état d'une franchise et d'une loyauté qui n'étaient certainement pas les qualités dominantes de son prédécesseur. Mais cette attitude conciliante dictée par la nécessité suffit-elle à effacer tant de déclarations passées qui le rangeaient parmi les défenseurs de l'Allemagne, parmi ceux qui voulaient à tout prix réduire notre créance et effacer le caractère pénal du traité de Versailles?... Il y a dans les grandes idées directrices des forces humaines une logique à laquelle nul n'échappe ; M. Ramsay Mac Donald, quel que soit son opportunisme actuel, est le représentant d'une idée force : l'impérialisme ouvrier ; il est pour les Anglo-Saxons ce que Lénine fut pour les Russes ; il est l'opposé de ce que Mussolini représente pour les Italiens et pour tant d'Européens qui, inquiets de l'impuissance parlementaire, n'y voient d'autre remède que la dictature. A moins d'être un homme de génie et d'une volonté surhumaine, il n'échappera pas à son parti, à l'idéal qu'il représente. Or cet idéal comporte un plan de politique européenne que l'internationale inspire. Ce plan apportera-t-il au monde la paix, la vraie paix, la paix définitive qu'il attend? Les partis de gauche dans tous les pays d'occident semblent le croire et la longue impuissance à laquelle les divergences de l'Entente nous ont condamnés font partager cette illusion par beaucoup de gens qui, jusqu'à présent, n'y croyaient guère.

Cependant, rien n'est moins certain et le cruel démenti que la guerre a donné à ceux qui avaient cru aux vertus de la propagande pacifiste n'est pas fait pour nous le faire admettre. M. Ramsay Mac Donald veut résoudre toutes les difficultés actuelles d'un seul coup. Est-ce la bonne méthode? Les réussites de M. Mussolini qui, lui, procède par étape ne nous engagent pas à le croire. Le projet Mac Donald consiste à soumettre tous les litiges à une sorte de grand congrès international. Oh ! pas tout de suite ! Se souvenant des mécomptes suscités par la conférence de Gênes, il déclare prudemment qu'auparavant les questions devront être mûrement étudiées, que la France et l'Angleterre devront avoir eu des conversations préalables. Fort bien, mais la conférence de Gênes n'avait tout de même pas été complètement improvisée et toutes les études préalables n'empêcheront pas que cette conférence de reconstruction équivaut en fait à une révision du traité de Versailles à laquelle l'Allemagne participerait sur un pied d'égalité, ce dont nous n'avions pas voulu, ni les Anglais ni nous, en 1919, révision dont nous aurions toutes chances d'être les mauvais marchands, nous et les peuples de l'Europe centrale qui sont nés de notre victoire.

La foi que M. Mac Donald a dans cette panacée vient de la conviction où il est que l'idéal internationaliste et socialiste avec sa conception propre de la justice internationale s'est imposé au monde entier. C'est ce dont lui et ses coreligionnaires étaient intimement convaincus en 1914. L'Allemagne s'est chargée de montrer qu'ils se trompaient. Malgré l'évidence, quelques-uns, empressés à suivre M. Ramsay Mac Donald, n'ont pas voulu le voir, mais nous ne pouvons pas oublier que cette erreur nous a valu des millions de morts. Ce qui était une erreur en 1914 serait-il une vérité aujourd'hui? Qui pourrait répondre de l'humeur pacifique de ces Soviets qui, malgré leurs embarras financiers,

entretiennent une force armée formidable et ne renoncent pas à la propagande. Et l'Allemagne? Où en est l'Allemagne, que veut l'Allemagne?

***

La thèse de tous ceux qui se sont opposés à l'occupation de la Ruhr, à la politique de coercition, à la politique des gages consiste à soutenir que l'on n'obtiendra rien par la force d'une Allemagne récalcitrante et que le seul moyen d'obtenir des réparations eût été de faire confiance à l'Allemagne démocratique née de la Révolution de 1918. Le grand grief qu'ils font au gouvernement français, c'est que la rigueur avec laquelle il poursuit sa créance aurait paralysé, disent-ils, les progrès de cette démocratie. Mais où est-elle maintenant, cette démocratie?

La vérité, c'est que l'Allemagne actuelle a un régime qui n'a plus rien de commun avec la démocratie parlementaire. Le gouvernement, ayant obtenu les pleins pouvoirs, les a délégué au général Von Seekt qui a prononcé l'état de siège. Il vient d'y renoncer, mais tout démontre qu'il n'en a plus besoin parce que la démocratie est définitivement matée. L'Allemagne est en pleine réaction, réaction politique, réaction sociale. La législation socialiste, cette législation dont la *Soziale Démokratie* était si fière, s'effrite un peu tous les jours. Tandis que le communisme, durement réprimé partout, est traité en ennemi public, le socialisme officiel a l'air de se cacher, de demander grâce. La journée de huit heures, cette grande conquête de la guerre, est pratiquement abolie. Le contrat collectif de travail n'est plus appliqué. Quant à l'arbitrage obligatoire, il n'est pour ainsi dire plus respecté par personne. Le patronat fixe les salaires à sa convenance, et ces salaires sont généralement inférieurs (comptés en or, bien entendu) à ceux de 1913. Les ouvriers, épuisés de misère, les acceptent, trop heureux d'échapper au chômage. Ces puissants syndicats, orgueil de l'Internationale ouvrière, sont désorganisés et impuissants, conséquence, probablement prévue par les magnats de la grande industrie, de la chute du mark. La force de ces organisations ouvrières, en effet, venait de leurs économies, de leurs réserves accumulées, de l'ordre avec lequel l'avoir syndical était géré ; la mort du mark a fait fondre cet avoir syndical comme neige au soleil, et a soumis tout le peuple, classe moyenne et classe ouvrière, à cette féodalité industrielle qui depuis qu'elle règne, fait preuve du plus monstrueux égoïsme. Jamais le camouflage allemand n'a été plus manifeste qu'aujourd'hui. Est-ce le moment d'avoir confiance, de lâcher nos gages et nos armes?

Les socialistes anglais semblent le croire, soit que leur germanophilie soit plus forte que leur solidarité de doctrine, soit qu'ils s'imaginent avec une désarmante naïveté qu'il suffira d'assurer leur confiance dans la démocratie allemande pour que cette démocratie devienne une réalité. Le fait est que la dictature et la réaction allemande trouvent la complicité du silence auprès des mêmes gens qui ne peuvent pas entendre le nom de M. Mussolini sans entrer en fureur. Au lendemain de l'armistice, dans l'espèce de crise de désespoir qui l'a saisie, l'Allemagne fit vraiment l'essai de la démocratie socialiste : elle eut des ministres, des chanceliers vraiment socialistes, comme Hermann Muller. Toute la presse de l'Entente, alors, même celle d'extrême-gauche, n'eut pas assez d'ironie pour cette « fausse démocratie », cette « république impériale », qui cherchait à la fois à nous apitoyer et à nous menacer de la révolution bolchevique ». Maintenant que le Reich ne se donne même plus la peine de dissimuler, maintenant que la féodalité industrielle la plus férocement hostile à tout progrès social s'affirme brutalement comme la seule force capable de gouverner le pays, maintenant que les protestations des socialistes allemands ont l'accent de véritables cris d'angoisse, c'est le silence. Une partie de la presse anglaise et américaine, sans parler de la presse scandinave, hollandaise et suisse, continue à attribuer les malheurs de l'Europe à l'impérialisme français, à « l'humeur conquérante de M. Poincaré ». Pourquoi, si ce n'est parce que le souvenir cuisant de la guerre s'écartant, les questions de politique intérieure se sont remises à primer les questions de politique extérieure? De déception en déception, les peuples en sont arrivés à ne plus considérer notre créance vis-à-vis de l'Allemagne que comme les bonnes gens considèrent l'héritage aléatoire d'un oncle d'Amérique dont ils n'ont plus de nouvelles depuis vingt ans. Ils sont inquiets et mécontents ; excellente occasion pour tous ceux qui considèrent la politique comme un sport ou une affaire ! Sans même s'en rendre compte, ils arrivent à ne plus considérer les grandes questions internationales que sous l'aspect des répercussions parlementaires qu'elles peuvent avoir, et pourtant, ces questions-là continuent à primer toutes les autres, car l'Europe n'a pas retrouvé son équilibre.

L. DUMONT-WILDEN.

LE ROMAN

UN ROMAN DE L'ÉGOISME MATERNEL (1)

M. François Mauriac a débuté par la poésie. Après *L'Enfant chargé de chaînes*, *La Robe prétexte*, *La Chair et le Sang*, *Préséances*, *Le Baiser au Lépreux*, *Le Fleuve de Feu*, il nous donne son septième roman : *Genitrix*.

Titre symbolique : le vrai sujet du livre, c'est, en effet, la pathologie de l'amour maternel, la passion d'une mère dominant et accaparant la vie d'un fils unique, le paralysant et le ruinant par sa tyrannie. Mais ce n'est là que le thème essentiel, la donnée initiale du drame. Il emprunte son développement au conflit de la mère et de l'épouse, lutte inégale où celle-ci disparaît vite et ne reprend quelque avantage qu'après avoir sombré dans la mort. Du sujet lui-même et de l'action qui lui permet de se développer, est-il besoin de souligner l'impitoyable cruauté?

Nous la retrouvons dans la psychologie des trois personnages principaux. Toute l'histoire de Fernand tient dans ces lignes d'un des derniers chapitres qui la résument et en forment la conclusion. « Si sa mère avait voulu qu'il ne vécût que par elle et comme suspendu à son souffle; si elle n'avait souffert la concurrence d'aucun amour, elle pouvait, du fond de ses ténèbres, se glorifier de l'œuvre accomplie : le soleil maternel à peine éteint, le fils tournait dans le vide, terre désorbitée. » Il est arrivé à l'âge de cinquante ans, vieil enfant égoïste, sans avoir jamais souffert par personne. Il s'est marié pour s'armer contre sa mère; mais sa mère l'a bien vite désarmé : elle l'a reconquis sur l'épouse, qui est morte dans cette maison comme une étrangère, seule, abandonnée. Et le mari alors découvre en lui, quand il n'est plus temps de l'assouvir, une faim plus secrète que l'appétit de rébellion et de libération auquel il croyait avoir cédé : il aime Mathilde morte et elle retient dans sa couche celui qui, vivante, l'avait fuie.

« Comme tous ceux de sa race, il aurait dû mourir sans savoir ce que c'est qu'aimer — comme tous ceux de sa race, comme la plupart des hommes ». Dans quelques pages d'une force exceptionnelle et d'une sombre beauté, l'auteur nous retrace la lignée de son personnage. « Ses pères avaient été les jaloux amants des pins et de la vigne... A tous ces disparus le mariage avait assuré, outre un accroissement de fortune, la continuité de la possession. Ils avaient opposé à l'inévitable mort la famille éternelle. Presque toujours un fils suffisait, un seul, pour que se perpétuât le mince filet de vie charriant jusqu'à la fin du monde le patrimoine sans cesse grossi de dots, et d'héritages. A aucun moment de la race, une passion n'avait détourné ce cours puissant. » La passion apparaîtra-t-elle chez leur descendant? Aimera-t-il, lui qui, aimé par sa mère avec l'absurdité et l'exclusivité, mais avec la violence de la passion, est le premier à hériter ainsi d'une flamme? Voilà bien le tragique de son destin : la tendresse jalouse de la mère a rendu le fils impuissant à nourrir en lui ce feu inconnu. « Pour ne pas le perdre, elle l'avait voulu infirme; elle ne l'avait tenu que parce qu'elle l'avait démuni »

Fernand dit quelque part à sa mère qu'elle est le type d'une vraie fondatrice de race : elle n'a réussi pourtant qu'à faire finir sa race avec lui. L'impuissance maladroite de ce grand enfant est le fond même de son être : elle est marquée en traits précis et forts. Il s'irrite de la petite part de sa vie dévolue à l'épouse tandis que la mère couvre de son ombre énorme les années déjà finies. Mais celle-ci meurt à son tour, surmenée par cette lutte inattendue contre un fantôme. Mathilde alors n'a plus sur elle l'avantage que lui conférait la mort : elle perd tout son prestige. « Il existe des hommes qui ne sont capables d'aimer que contre quelqu'un. Ce qui les fouette en avant vers une autre, c'est le gémissement de celle qu'ils délaissent. » Ainsi Fernand avait aimé Mathilde contre sa mère, et de nouveau sa mère contre Mathilde, puis encore une fois Mathilde disparue contre sa mère toujours présente. L'une et l'autre sont mortes maintenant : n'ayant plus personne à délaisser, il ne sent plus nul aiguillon. Que pourra-t-il faire d'autre que de traîner une vie misérable où reparaîtra l'empreinte qu'a laissée sur lui la longue domination?

Ce n'est certes point Mathilde qui pouvait être de force à contrebalancer une emprise aussi forte. Nous connaissons peu la jeune femme et ne l'avons vue que pendant son agonie. Mais nous savons après quelle amère et déprimante expérience elle était venue au mariage et dans quelle disposition de sécheresse agressive, de scepticisme moqueur et de tristesse désanchantée. « Un instinct de taupe lui faisait chercher partout une issue à sa vie subalterne... Elle poussait toute porte entrebaillée — captive qui ne se souciait guère qu'elle ouvrît sur la campagne ou sur un abîme. » La porte ouvrait sur l'abîme...

(1) *Genitrix*, par François Mauriac, un vol. in-16, Bernard Grasset, éditeur.

Quelle femme, en effet, aurait trouvé grâce devant la terrible mère? Mathilde, dès le premier jour, était condamnée. Dans la nuit de son agonie, elle n'aurait point été surprise si elle avait pu voir, sur la vieille figure aux écoutes derrière la porte, « l'étonnement, l'espoir, puis une immense joie criminelle s'épanouir ». C'est avec la même gradation de sentiments que « la vieille mère louve » avait vu paraître, dès le début du mariage, mille signes d'une désunion croissante, suivis bientôt du retour de Fernand dans son ancienne chambre. La victoire avait été facile. La vraie lutte n'a commencé qu'après la mort de l'épouse vaincue. Et la mère, à son tour, a connu la défaite. « Les armes accoutumées ne valaient pas contre un fantôme. » En vain a-t-elle essayé alors de jeter à sa passion affamée le renoncement comme une nourriture. Pour la première fois, « son amour commença à ressembler à celui des autres mères, qui n'exige rien en échange de ce qu'il donne ». Elle voudrait, mais n'y réussit point, rattacher Fernand à quelqu'un de ces intérêts dont elle l'a détaché et qui aujourd'hui feraient une diversion aux sentiments qu'elle combat.

L'antagonisme du fils et de la mère devient aigu : ils se renvoient les reproches : la colère, chez l'un et chez l'autre, atteint à la démence. Au cours d'une scène violente, le fils qui va frapper, soudain dégrisé, s'arrête et jette son cri misérable : « Maman ! » Mais quelques jours de détente, après cet orage, n'empêchent pas Mme Casenave de découvrir cette vérité que les absents ont toujours raison et que ce sont les présents qui ont tort. Elle est désarmée contre la morte toute puissante. Un jour qu'elle est émue d'une attention plus douce et en exprime sa joie, elle s'attire cette réponse : « C'est *elle* qui veut que je sois bon pour toi ». Dès lors, elle se tait : plus un mot qui puisse lui attirer un nouveau coup. Frappée d'apoplexie, paralytique, elle ne vit plus que pour attendre Fernand, aux heures où il vient s'asseoir à ses côtés. Puis elle meurt. Penché sur la fosse, comme s'il voulait s'y précipiter, Fernand « cherchait seulement à discerner, entre toutes ces formes dans l'ombre, la boîte où ce qui fut Mathilde redevenait poussière et cendre ». La mère a été vaincue.

Défaite passagère et qui trouvera bien vite sa revanche, maintenant que la bru n'a plus sur sa belle-mère l'avantage d'être morte. Le prestige de Mathilde s'évanouit et il ne subsiste plus en Fernand qu'une seule force : celle de la domination qui s'est imposée à lui durant les cinquante années de son existence. Vaincu, il adore celle qui avait été forte, et finalement c'est sa mère qui le pousse en avant : « Elle était en lui : elle le possédait ». Il est livré au démon maternel.

Nul rayon n'éclaire cette œuvre, d'un pathétique si amer, d'une philosophie si cruelle. Il semble que M. François Mauriac ait bien senti ce qu'elle avait d'excessif dans sa dureté puisqu'inscrivant sur la première page une dédicace à son frère, professeur agrégé à la Faculté de médecine de Bordeaux, il lui confie « ces malades » : la mère et le fils, sans doute. Mais les autres personnages ne représentent pas un aspect plus noble, plus rassurant de la réalité. Ce que nous entrevoyons du passé de Mathilde, de son enfance, de son foyer, le père trahi, vaincu, « gibier forcé et aux abois », le frère, une « fraîche pourriture », tout cela est pire encore et ne saurait que rabattre davantage tout élan de confiance ou d'espoir : est-ce donc cela, la vie? Et la maison où Mathilde s'était réfugiée comme institutrice, ces voisins des Casenave, quel atroce milieu ! La jeune fille avait composé leur épitaphe : « Ils mangèrent et mirent de côté ». Le rythme même de l'action, les péripéties du conflit qui mirent aux prises la mère et l'épouse, n'en faut-il pas chercher le ressort caché dans cette loi formulée quelque part, mais partout présente, que les absents ont toujours raison? Et une telle loi signifie que les êtres humains ne peuvent être qu'intolérables les uns aux autres. Si l'intention de M. François Mauriac est de nous montrer un cas pathologique, il ne se défend point, on le voit, de généraliser à propos de ce cas. De là quelque flottement dans le dessin général de sa pensée ou l'esprit de son livre.

Cette incertitude n'affaiblit en rien d'ailleurs la logique des caractères et des situations : mais leur développement a quelque chose d'improvisé, de hâtif, d'un peu soudain qui nous entraîne à la fois et nous arrête, je veux dire qui ne nous laisse pas le temps de nous arrêter alors que nous éprouverions la tentation de regarder un instant derrière nous, devant nous, à droite et à gauche, pour savoir d'où nous venons, où l'on nous mène, et par où l'auteur nous fait passer. Il s'agit bien de ces tergiversations ! Ne demandons pas aux nouveaux romanciers le même genre d'intérêt ou de plaisir que nous offraient, avant-hier encore, et que continuent très exceptionnellement de nous offrir, des œuvres lentement élaborées, mûries par la réflexion, patiemment équilibrées par la subordination d'une richesse complexe à une unité savante. *La Brière*, de M. Alphonse de Chateaubriand, est de cette sorte. Sauf un tel cas, partout triomphe l'esquisse, la pochade, la fresque, grands traits, couleurs vives et teintes plates, le tout enlevé d'une main preste, d'un regard sûr. Ou bien de rigoureuses

allures de géométrie ; ou encore, la déformation systématique, tracée délibérément, comme une épure. M. François Mauriac ne tombe pas dans ces excès du modernisme. Il est moderne avec plus de mesure, plus de conformité à la tradition.

Il n'y a pas d'analyse, pas de descriptions : des scènes courtes, vives, esquissées en traits saisissants, des raccourcis brusques, évocateurs. Ce n'est plus le roman psychologique ; ce n'est pas le roman de mœurs, ni la « tranche de vie » des réalistes. C'est une synthèse d'éléments empruntés à tous ces genres, fondus dans une forme neuve en accord avec l'esprit direct et brusque de notre temps, l'allure rapide de l'art d'aujourd'hui et ses modes dégagées. Il faut reconnaître que tout cela est assez conforme à la nature même de l'art et à son essence. Le roman d'analyse empruntait ses procédés à la science, le roman de mœurs s'apparentait à ceux de l'histoire, le roman réaliste prétendait à la vérité brutale de la vie. Il y a ici une transposition directe, simplifiée selon quelques lignes hardies, significatives, une interprétation de la vie dans un style déterminé. Cet art tranchant est, à sa manière, pathétique ; il effleure parfois les confins de la poésie, et d'un coup d'aile se porte jusqu'au point d'où l'œil embrasse, en une intuition vive, la nature et l'humanité, leurs analogies, leurs réactions, leurs correspondances. Le sujet, les caractères et les incidents, l'expression même : trois plans superposés où se manifeste la même audace, la même rapidité, la même intensité.

Et c'est dans cet accord, dans cette harmonie du thème, de ses développements et du style, que réside la rare qualité de l'œuvre, son originalité, sa beauté, Nul rayon, disions-nous, n'éclaire la nuit de son ombre : non ; mais, le rayon de la beauté lui verse sa douceur. Le récit, dans son ensemble, est un chef-d'œuvre de sobriété, de force, de réalisme et de poésie. Chaque trait est décisif, dans ce qu'il veut être : cruel, rien n'égale sa cruauté ; brutal, il ne cherche aucun ménagement ; évocateur, il procède avec une sorte de magie. Quelle force dans ces quelques mots par lesquels nous est exprimé l'état de Fernand, quand, auprès du lit où repose sa jeune femme morte il accueille, enivré, la douleur comme une inconnue : « Un fleuve en lui le débarrassait des glaces d'un hiver démesuré ». Et quelle grandeur pleine de poésie dans les lignes qui nous le montrent, ayant ouvert sa fenêtre sur les étoiles, étonné du miracle qu'il surprend, pénétré d'une inquiétude immense devant cette muette ascension : « Entre la fenêtre et le lit, entre ces mondes morts et cette chair morte, il était debout, pauvre vivant ».

Nous savions bien qu'il y avait un poète dans le romancier — le poète des *Mains jointes* et de l'*Adieu à l'Adolescence*. Mais la poésie n'est là que comme un approfondissement de la vérité que le romancier veut saisir et évoquer. Vérité et poésie tissent la trame souple et riche d'un récit que déroule avec adresse et promptitude l'art du conteur.

Firmin Roz.

LE THÉATRE

UN ACTE CHARMANT : IRÈNE EXIGEANTE

Si

Un sonnet sans défaut vaut tout un long poème

je ne vois point pourquoi une pièce en un acte ne ferait point à son auteur, du moment qu'elle est réussie, autant d'honneur — sinon, hélas ! autant de profit — que le plus copieux ouvrage mélodramatique ou vaudevillesque.

Nous avons ici, — avec une obstination qui finira sans doute par ressembler à du parti-pris ou même à de l'aigreur, — insisté à toute occasion sur la pauvreté d'invention et d'exécution de nos principaux écrivains de théâtre, malgré le plus souvent, chez les jeunes, une application systématique et ingénue à déserter les voies de la vérité et du naturel pour suivre celles d'une factice fantaisie et d'une illusoire excentricité. Les uns, quand ils trouvent par hasard une situation intéressante, la gâtent par une affectation dans le dialogue et la composition, les autres, quand ils ont par bonheur reçu de la nature le don de ce dialogue, en compromettent le bienfait par la faiblesse de leur pensée et la banalité de leur observation.

A ce régime, on finit par douter de soi-même, non seulement de son jugement, mais de son aptitude à seulement goûter les plaisirs du théâtre. Quand on voit, autour de soi, des gens avoir l'air de s'amuser à ce qui vous assomme, il faut une grande force de caractère ou plutôt une grande infatuation pour persévérer dans sa mauvaise humeur et ses condamnations. Évidemment, comme disait Descartes, il y a plus de chance qu'un homme ait rencontré la vérité que toute une foule : en science et en philosophie, assurément ; mais en art...?

Je suis donc particulièrement reconnaissant — une fois de plus ! — à Lugné-Poe et au Théâtre de L'Œuvre, pour m'avoir prouvé à moi-même que je

restais un excellent spectateur, quand le spectacle en valait la peine, puisque je proclame avoir éprouvé un plaisir à peu près sans mélange et sans réserve en écoutant le petit acte de M. André Beaunier : *Irène exigeante*.

***

Mon contentement a été d'autant plus vif qu'il s'y mêlait, à vrai dire, pas mal de surprise, car les qualités dont André Beaunier vient de faire preuve au théâtre ne sont point celles qui, jusqu'à présent, avaient brillé dans son œuvre de romancier ou de critique. Là, en effet, prédominaient la culture, l'intelligence, l'esprit, je ne sais quoi de philosophique et pourtant d'un peu amer. Il semblait que les lèvres de l'auteur fussent légèrement pincées. Il voyait si juste et si profondément qu'il n'avait pas toujours motif de se réjouir, bien qu'il continuât de sourire. Qu'il décrivît la vie comme romancier ou qu'il étudiât, en historien et en psychologue, des amours ou des amitiés illustres, on sentait persister en lui, avec la clairvoyance, du désenchantement.

Dans le petit acte qui a remporté un succès si vif et si littéraire, nous retrouvons bien toute la souplesse intellectuelle et la subtilité psychologique, le tour d'esprit aussi et même le ton de style de naguère, mais tout cela transposé, pour ainsi dire, dans un registre nouveau de gaîté simple, de familiarité joyeuse, de bonne humeur et de poésie, toute une grâce alerte et vivante, où la sensibilité n'a pas moins de part que l'intelligence, la fantaisie que l'observation et qui, provoquant d'abord le sourire, — « le sourire de la raison émue », comme disait Nizard à propos du *Misanthrope* — se soulève et s'élargit jusqu'à l'éclat de rire de la farce. M. André Beaunier a trouvé moyen de donner l'allure même du sens commun et le mouvement de la nature à l'observation la plus fine et même la plus paradoxale.

***

Irène est une jeune femme qui se croit sans doute très moderne et qui garde à son insu, un fond de romanesque dans le cœur. Elle a un jeune amant et un mari, moins jeune. Elle a invité son amant chez son mari, à la campagne. Dans cette intimité, ce qui l'amuse surtout, c'est le risque. Elle jouit d'autant plus, comme stimulant de sa liaison, de ce péril rêvé, que son mari vient de se mettre fébrilement au tir. Il passe la journée avec des pistolets à la main et ne cesse de s'entraîner : à quelle fin, grand Dieu... N'est-ce pas parce qu'il a tout deviné et qu'il se dispose à tuer son rival, dès qu'il aura achevé sa préparation? Il tient, en tout cas, des propos bien étranges et manifeste l'intention de recommencer, aujourd'hui même, avec le chapeau de l'invité, le coup de Guillaume Tell... Voici donc l'imagination de la jeune femme mise en éveil et elle jouit délicieusement, seule et avec son amant, d'une telle alarme... Elle se plaît à se représenter le malheur, et, déjà, par anticipation, soigne son « petit blessé »... C'est charmant, une si grave perspective. C'est exaltant et romanesque... Le malheureux rejoint, avec son chapeau, le tireur. Irène ne doute plus que le drame ne doive se réaliser à l'instant même... Elle compte les minutes... Elle a le cœur agité du plus aimable émoi... Elle se sent vivre, palpiter... Quelle belle et tragique aventure ! Mais, au lieu du tumulte qui annoncerait le transport d'un corps sanglant sur un matelas servant de civière, voici qu'Irène distingue des rires des rires bruyants et continus... Son mari revient en se tordant d'une histoire que lui a contée celui qui devait avoir maintenant une balle dans le corps... Quel désenchantement pour Irène ! Les éclats de rire de son mari sont si contagieux qu'elle finit par y céder elle-même et il n'y a plus qu'une personne qui ne rit pas : celui à qui il ne sera jamais pardonné de n'avoir pas été une victime des pistolets... !

Gaston Rageot.

A TRAVERS LES REVUES ÉTRANGÈRES

Angleterre

En dépit du jugement de Louis Veuillot, qui estimait le genre byronien « un peu bête », les curieux du byronisme sont légion. Signalons à leur intention un article de M. Cecil Roberts dans le dernier numéro de la *Fortnightly Review*. Ils y trouveront ou y retrouveront toutes sortes de détails sur le séjour du poète à Venise, sur son labeur et ses délauches mêlés au palais Mocenigo, sur l'enthousiasme et les dépressions et les longs dégoûts au milieu desquels il mit le point final au *Pèlerinage de Childe-Harold* et brodaïs les odoriférantes arabesques de Beppo. On y lira aussi la relation claire et circonstanciée de sa première rencontre, un soir d'avril 1819, avec celle dont les quinze printemps, si sottement accolés au troisième veuvage du vieux comte Guiciolli, devaient fixer, après tant d'orages, les cinq dernières années de Don Juan.

Allemagne

C'est une constatation cent fois confirmée par l'histoire que le sentiment de la solidarité, d'une étroite solidarité nationale, est assez peu dans le génie naturel d'outre-Rhin.

Le Chancelier de fer connaissait trop l'esprit foncièrement particulariste des Allemands pour ne point se méfier et pour ne pas craindre les surprises. « En supposant que les dynasties viennent à disparaître, l'unité ne résisterait probablement pas au milieu des tiraillements de la politique européenne », avertissait-il » qui de droit » sur la fin de sa vie. Or, maintenant que la disparition des princes et principicules dont l'existence mettait le ciment entre « les Allemagnes » semble bien un fait acquis ?

Herr Emil Ludwvig aborde la question dans la *Neue Rundschau*. Il n'est d'ailleurs pas le premier Allemand qui en aura rabattu depuis 1918 et plus ou moins convenu de la fragilité de la construction bismarckienne. On conçoit cependant, écrit-il en substance, on conçoit cependant que l'Allemagne entende voire en renonçant à invoquer une unité de sentiment dont elle ne saurait en effet se prévaloir légitimement — sauvegarder aujourd'hui la relative unité réalisée au prix de tant d'efforts et de peines... Étroitement liés au double point de vue économique et politique, tous les Suisses non plus ne s'aiment pas si parfaitement entre eux... La « *Germania unita* », c'est l'acheminement, mais c'est aussi la route obligée vers l' « *Europa unita*... »

Italie

M. Manfredi Gravina nous assure encore dans la *Nuova Autologia* qu'aussi longtemps que la Russie manquera au marché du monde il sera vain d'espérer la restaration de l'ordre économique en Europe : et personne ne doutera que la considération ne serait pour fournir la pierre d'angle à un plaidoyer qui se proposerait la justification anticipée de la proche reconnaissance par l'Italie mussolinienne de la république soviétique.

Mais voici une remarque d'un caractère peut-être plus « objectif » sous la plume de M. Gravina. En notant qu'aujourd'hui l'opinion se préoccupe surtout de mesurer les chances de durée du régime bolchéviste, il écrit qu'en tout état de cause il convient de compter avec ce fait qu'en Russie c'en est décidément fini de la primauté de l'aristocratie et que, ni socialement, ni politiquement parlant, celle-ci ne connaîtra plus jamais la situation dont elle a en effet abusé jusqu'à l'odieux. — Autre observation de notre auteur, où la certitude semble moins facile, par exemple : en Russie, c'est bien vraiment dans les chaumières, cette fois, que le bonheur s'est réfugié. Dommage seulement, pourrait-on regretter, que l'accession du moujik à la propriété coïncide avec un tel recul dans le rendement de sa terre.

A la *Bibliothèque Universelle*, M. Edouard Rossier, ayant admiré l'empressement des « missions commerciales » qui se succèdent à Moscou et signale le bel avenir que les bolchevistes voient s'ouvrir devant eux, se permettait, il y a quelques jours, ce tranquille sourire : « Il est étrange qu'un pays qui n'a cessé de solliciter les secours du dehors pour soulager sa misère soit capable d'enrichir ceux qui viendront y chercher fortune... »

Belgique

Titre alléchant d'une « série » signée Rosny aîné dans la *Renaissance d'Occident* : « *L'Académie Goncourt. — Mémoires de la vie littéraire* ». Des impressions, des souvenirs et des jugements, des anecdotes et des portraits, le tout dans la manière, faite de pénétration et de suprême aisance, qui n'est qu'au maître. Celui-ci y raconte la dernière fête parisienne à laquelle il assista avant la guerre. On verra en ouvrant le fascicule de janvier de la *Revue Bruxelloise*, comment l'évocation de cette fête, qui se déroula sous les ombrages de la Malmaison, se rattache à la vie de l'Académie des Goncourt. Voici toutefois qui donnera l'envie d'en savoir plus long : « Une élite grave ou charmante, des vieux, des jeunes, des femmes qui joignaient à leur grâce les prestiges légers de l'art, des hommes célèbres jusqu'aux antipodes, actrices, acteurs, poètes et poétesses, romanciers et romancières, la blondeur des moissons, le bronze des feuilles mortes, les toisons rousses, soufre, alezan, acajou, la volupté des belles jupes, la rumeur argentée, roucoulante ou déferlante des jeunes rires, tout cela se répandait sur les herbes et sous les larges ramures des jardins de la Créole... Tout de même, tant de visages grisants, tant de joues rythmiques, tant de gorges éblouissantes, tant de touches écloses comme des fleurs dans l'éclat poudré des visages, tant de regards enchantés, ce fut une heure éperdue... Il y avait un théâtre en plein air, des mets succulents... J'y vis pour la dernière fois Jules Lemaître. Il s'avançait, au bras de la Fille de Jérusalem... »

Suisse

Dans une très intéressante étude, parue à la *Bibliothèque Universelle* (fascicule de janvier), sur « Pascal et la Casuistique », M. Alfred Lombard, professeur à l'Université de Neuchâtel, fait incidemment les réflexions qui suivent : « Nous savons en particulier ce que devient une religion qui se met au service d'une doctrine sociale pour conserver ainsi son influence sur les masses. Depuis une vingtaine d'années, on ne cesse pas de sommer les Eglises, et les Tribunaux, et les Codes, de suivre le courant de l'opinion publique et de « marcher avec le progrès ». Le tolstoïsme, qui a donné à la Russie une génération d'idiots féroces, avait commencé par semer un peu partout des moralistes et des chrétiens pour lesquels la justice sociale consistait surtout à ruiner le respect du droit... Après les bons pères sont venus les bons juges... L'infanticide! Acquitté toujours, puisqu'il n'y a pas en ce cas d'autres coupables que l'égoïsme masculin et une société mal faite... »

Gaston Choisy.

LES LIVRES NOUVEAUX

Valentine DE WOLMAR : *Lambeaux d'âme*, ouvrage couronné par l'Académie Française, 1 vol. in-12, 150 pages, Alphonse Lemerre, éd.

Il y a, dans ce livre, quelque chose de désordonné, qui tout en la laissant très prenant, donne davantage l'impression d'une passion sensuelle allant, courant plutôt, sans s'inquiéter de rien, vers le but de son désir, que d'un amour vrai, cédant à l'empire tyrannique d'un sentiment profond, qui ne désire, lui, de satisfaction que pour réaliser sa fusion avec l'objet de son amour ; et pour prendre un mot de Ronsard, à « s'essencier à lui ». Mais cette réserve faite, le livre est intéressant, écrit sobrement, sans recherche inutile de vocables rares, en un mot, dans une langue bien française. Et n'est-ce pas, aujourd'hui, le plus bel éloge que l'on puisse faire? A. R.

Bertrand BAREILLES : *Le drame oriental. D'Athènes à Angora* (Paris, éditions Bossard).

M. Bareilles a toutes sortes de raisons de bien connaître ce « drame oriental » dont il nous raconte les péripéties, depuis l'entrée en ligne de Venizelos, en 1909, jusqu'à l'effondrement de la « grande Idée », lors des désastres d'Asie-Mineure. De ces péripéties, il en est de presque plaisantes, comme les révolutions à la manque du nouvel *Agora* athénien ; il en est de tragiques comme l'équipée anglo-grecque d'Anatolie, le reflux turc vers l'Ionie et la destruction de Smyrne. Et l'on comprend à merveille que l'auteur, en présence des principes politiques déclarés par les gens d'Angora, conçoive quelques inquiétudes sur la possibilité d'une cohabitation pacifique des races et nationalités qui se mêlent dans l'Orient levantin. Angora, c'est en effet l'inconnu. M. Bareilles croit qu'il est incapable et de « modération » et d' « intelligence », que les Grecs armés de « patience » ont donc pour eux l'avenir, à moins que l'Angleterre ou l'Amérique ne s'installent là-bas en maîtresses définitives. Nous recueillons avec soin ces hypothèses de M. Bareilles. Mais ce sont des hypotèses.

L.-L. KLOTZ : *De la guerre à la paix* (Paris, Payot et Cie).

On se souvient que M. Klotz a été ministre des Finances des cabinets Painlevé et Clemenceau et qu'à ce titre il est un des signataires du traité de paix. On s'en souvient ; mais M. Klotz ne le laisserait pas oublier. Son livre, déplaisant par le parti-pris (peut-être simple habitude parlementaire) de fixer une épithète laudative pour chaque homme politique ou autre rencontré au fil du souvenir, et comme par une distribution universelle d'eau bénite, intéressera par le récit des efforts déployés par la délégation britannique pour saboter la victoire française. L'auteur, comme on dit, y était ; et il a noté l'attitude « atroce », adoptée dès le début de janvier 1919, par Lloyd George et ses inspirateurs financiers dans la question des crédits interalliés. De là date le déséquilibre économique et financier qui a suivi la paix. C'est que industriels et courtiers des villes manufacturières, banquiers de la Cité, avaient décidé qu'il en serait ainsi. Il fallait abaisser la France après avoir vaincu l'Allemagne. Ce sont des souvenirs douloureux ; mais combien instructifs pour qui sait comprendre ! M. Klotz a raison d'essayer de nous aider à comprendre. C'est une opération intellectuelle dont on ne se lasse pas.

L. MARCELLIN : *Politique et politiciens d'après-guerre* (Paris, La Renaissance du Livre).

M. Marcellin, qui avait tenu soigneusement son carnet de notes pendant la guerre, a continué pendant la paix. Et sans doute, ce n'est pas sa faute, mais c'est beaucoup moins intéressant. Pourquoi ? Parce que M. Marcellin si bien informé qu'il puisse être de par ses fonctions, n'est cependant qu'un témoin qui a suivi *de l'extérieur* le travail de construction qui a suivi celui des destructions militaires. N'hésitons pas à penser par exemple que l'histoire ne racontera pas comme il le fait la manière dont Wilson a collaboré au traité. Ses notes sont intéressantes parce qu'elles reproduisent les on-dit de la Conférence et du Conseil des Quatre, des Dix ou des Trois. La relation de ce qui s'est vraiment discuté entre les Mages de l'ère nouvelle, nous ne l'avons pas. L'aurons-nous jamais ? On attachera plus de créance à ce qui regarde les secousses des années 1920-1922. Comme la forme extérieure en est parlementaire, l'auteur est ici plus à son aise et nous rappelle bien des détails piquants relatifs à une politique qui, en trois années, est loin de n'avoir enregistré que des succès. Par ailleurs, il traite durement les purs politiciens ; bien volontiers on les lui laisse.

Georges GIRARD : *Racolage et Milice* (Paris, Plon-Nourrit et Cie).

La guerre de la Succession d'Espagne a soumis à rude épreuve le système de recrutement de l'armée royale. Jusque-là, la tournée d'hiver des officiers aidée des manigances des sergents-racoleurs y avait à peu près suffi, encore que Louvois, en 1688, eût procédé à un essai d'enrôlement obligatoire annonciateur de notre conscription. Après 1701, il a fallu recourir largement à la *milice*, recrutée par tirage au sort sous la responsabilité des intendants et de leurs subdélégués. Opération difficile, pour laquelle l'ancien régime n'avait naturellement rien prévu, et surtout pas cette résistance quasi invincible des communautés paysannes sur lesquelles pesait à peu près tout le poids de l'impôt du sang, qui s'effectua cependant grâce à l'admirable sens administratif des fonctionnaires des provinces et qui permit aux troupes du roi de durer jusqu'à Denain. Dans ce livre, bourré de documents de toute première valeur, M. Girard a merveilleusement éclairé un sujet jusqu'à lui si mal connu. Le lecteur verra ici le gouvernement de Louis XIV aux prises avec les pires angoisses : celle notamment de savoir s'il pourra, avec ses contingents de *troupes réglées*, défendre le sol national, alors qu'il ne sait pas, ou ne peut pas, réaliser un recrutement national

Paul VERHAEGEN : *La Belgique sous la domination française. 1792-1814.* Tome premier : *La Conquête*, 1792-1795 (Bruxelles, Goemaere (Paris, Plon-Nourrit et Cie).

S'il est un reproche auquel, en Belgique, échappera certainement l'auteur de ce gros livre, c'est d'avoir écrit, et pensé, en « fransquillon ». C'est un fait, et que nos historiens français ont établi, que la conquête française, dans les Pays-Bas autrichiens du traité d'Utrecht, a été mal accueillie, sauf à Liège, et n'a pas tardé à déterminer, de la part des habitants, une résistance analogue à celle de la Vendée. Et il est vrai que la politique de nos rois avait laissé passer le moment où l'annexion de ces provinces, autrefois bourguignonnes, puis espagnoles, aurait pu, moyennant certains accommodements, s'accomplir sans difficulté. Il y avait « la manière », et il semble bien que les Représentants de la Convention nationale ne la connaissaient pas. Mais de cette constatation nécessaire aux anathèmes prodigués par M. Verhaegen à l'action extérieure de la Révolution, il y a loin. Si la résistance belge doit être exaltée, ce n'est pas seulement à cause de son caractère national (que les diplomates de Vienne méconnaissaient au surplus abondamment), mais parce qu'elle « aida à arrêter le torrent révolutionnaire au moment où il eût répandu sur plusieurs millions d'hommes toutes les atrocités que la Terreur réservait à la France ». C'était là « le danger universel qui menaçait la civilisation tout entière », même de la part des Conventionnels taxés de *modérantisme*, « pour employer l'expression reçue dans ces temps affreux ».

Au total, « une orgie gigantesque, mêlée de tyrannie sanglante ou dévastatrice, menait à la destruction de tout lien social ». D'une telle vue générale de la Révolution, dirons-nous à notre tour, le danger c'est qu'elle empêche un Français de discuter avec fruit avec l'auteur sur les points essentiels de son sujet. Pour nous, l'acte de Dumouriez d'avril 93, ce n'est pas un simple « armistice » passé avec Cobourg, c'est une *trahison* ; la Convention n'est pas « arrivée au pouvoir par la violence », mais à la suite d'élections régulières et à deux degrés ; les brutalités commises à la suite des combats ne constituent pas essentiellement « la liberté républicaine », pas plus que les déprédations montagnardes ne suffisent à caractériser « la lointaine et sanguinaire république parisienne ». Si les Conventionnels annexionnistes oubliaient « l'existence de Philippe de Beau et de Charles-Quint » et négligeaient « les liens séculaires unissant la Belgique et Liège à l'Allemagne », que dire de ce piètre François II, de Thugut et des diplomates de Vienne qui ne voyaient dans Liège et la Belgique que matières de troc contre la Bavière et ne s'y intéressaient qu'à condition d'y rétablir l'absolutisme ? Ouvrage touffu, auquel manque la sérénité.

Berthe Georges Gaulis : *La Nouvelle Turquie* (Paris, Armand Colin).

Mme Gaulis est une véritable amie de la turquie, dont elle a noté avec un intérêt passionné la venue à la vie et qu'elle a servie avec efficacité. Son dernier livre est de ceux qu'il convient d'étudier avec le plus grand soin. Non seulement parce qu'il dégage beaucoup de charme ; mais parce qu'il fait comprendre à demi mot bien des choses de la politique levantine qui ne valent en effet que par leurs nuances. Mme Gaulis a revu Angora et l'Anatolie après la grande victoire sur les chrétiens : elle a repris contact avec la *nation* turque sortie des ruines de l'Empire ottoman. Elle a vu à l'œuvre pachas, généraux, officiers de la jeune armée, députés de la grande Assemblée, ardents contre les cosmopolites de Constantinople, en défiance têtue contre les Européens qui prétendent les traiter comme se manipulaient autrefois, dans les bureaux de la « Sublime Dette », les bénéficiaires des *mangeries* d'Abdul-Hamid. Mais le monde change, même dans l'Orient immobile, et plus vite que les diplomates. La France cependant en a trouvé, au moins pour la seconde conférence de Lausanne, qui avaient étudié et compris la Turquie nouvelle. Il est curieux alors, et Mme Gaulis n'a garde de ne pas le déplorer, que certains négociateurs d'Angora n'aient montré, pour correspondre à une telle volonté d'accord, ni un caractère aussi souple ni une même ouverture d'intelligence.

G. Glotz, membre de l'Institut, professeur à l'Université de Paris : *La Civilisation Égéenne* (Collection « l'Évolution de l'Humanité », Paris, La Renaissance du Livre).

Il y a vingt-cinq ans, M. Glotz n'aurait pas pu écrire ce livre, savant et charmant à la fois, qui présente le tableau d'une antiquité longtemps fabuleuse, et l'histoire de « la Grèce avant les Grecs ». Evans, l'heureux découvreur de Cnossos, et ses imitateurs ont bien travaillé. Grâce à eux, c'est tout un monde, aussi ancien au moins que le cinquième millénaire avant notre ère, qui revit sous nos yeux. Il n'était point encore question de cette organisation *poliade* que devaient apporter les barbares primitifs venus du Nord, peut-être même pas encore de la *thalassocratie* thessalienne, ni de celle de la Carie, que déjà, les Minoens de Crète, maîtres de la Méditerranée orientale, en relations suivies avec l'Egypte, portaient dans tout le Levant leur activité commerçante et artiste, faisaient reconnaître par tous les peuples de l'Egéide la supériorité de leurs armes, de leur industrie et de leur goût. C'est là une grande histoire, encore à demi voilée, faute de connaître l'écriture que nous ont livrée leurs archives. Mais peu de détails nous échappent de leur genre de vie, de leur organisation sociale, de leurs croyances religieuses ; et l'esthétique de leur costume, si originale, si peu empruntée à l'Asie des Hittites (comme on l'avait d'abord pensé), ou des Chypriotes, et qui s'imposa longtemps dans le Péloponèse mycénien, est une délicieuse révélation. A la fin du XIIIe siècle, tout cela a succombé, à la suite de ce mouvement de peuples que les Grecs classiques appelaient *l'invasion des Doriens*. Irruption « sauvage », sortie sans doute de l'Albanie et qui accumula les ruines. L'apparition du fer met fin alors à « la belle civilisation du bronze » dont les centres insulaires (Crète, etc.) entrent pour trois mille ans dans la mort. « C'est le moyen-âge » hellénique qui commence, « en attendant la Renaissance ». On devine l'importance d'un tel ouvrage, qui renouvelle au total notre connaissance des origines et qui, ouvrant à l'esprit de larges espaces, nous met de plain pied avec des faits, des hommes et des idées que quelques-uns seulement, à la suite de Thucydide, avaient osé soupçonner.

Th. Von Bethmann-Hollweg : *Considérations sur la Guerre mondiale* (Paris, Limoges et Nancy, Charles Lavauzelle et Cie).

Jusqu'à présent, c'étaient les militaires qui, en Allemagne, pressés de sauver leur mise, avaient présentés à leur manière les événements du conflit européen. Mais voici un *civil*. Et quel civil ! Le chancelier de la déclaration de guerre en personne. La déposition est donc d'importance ; elle ne donnera cependant le change à personne. Bethmann est ingénieux. Il manie assez habilement le sophisme. C'en est un, par exemple, que d'avancer que les Puissances n'aient pas sincèrement cherché à arbitrer, en juillet 1914, entre Autriche et Serbie, sous le prétexte qu'elles n'auraient pas pris auparavant cette peine entre Amérique et Espagne, entre Angleterre et Transvaal, entre Russie et Japon, entre Italie et Turquie à propos de la Tripolitaine. Comme si les questions en litige étaient du même ordre ! Et au surplus, au sujet même de ces conflits, des interventions se devinent sans peine que les documents révéleront plus tard. Laissons cela. Bethmann nous rend un autre service, qui est, sans le vouloir, de nous faire comprendre le vice interne et capital de toute la politique allemande depuis 1870. En politique extérieure, l'Empire de Bismarck ne peut vivre que de la guerre, de la menace de guerre, du bluff du militarisme. Voyez comme il commente l'échec des pourparlers anglo allemands de 1911 : « L'Angleterre voulait s'entendre avec l'Allemagne. Mais, à aucun prix, la France ne devait être lésée. *C'était la quadrature du cercle* ». En 1911, il faudra bien aussi que quelqu'un soit *lésé* ; l'Angleterre et la Russie l'accepteront, car, au tout dernier moment, elles reculeront devant la guerre. Aveu précieux ! Et voici l'envers de ces pratiques d'esbrouffe. A l'intérieur, une question, qui est la vraie, n'est pas encore résolue : celle des rapports de la Prusse et de l'Empire. Il y a là deux gouvernements juxtaposés, dont l'un possède le pouvoir exécutif, et l'autre s'imagine exprimer le législatif. Entre les deux, le chancelier, haï des militaires, et incapable de s'appuyer sur le peuple allemand, « un peuple qui n'a pas encore compris son union morale et nationale ». La soldatesque l'emporte fatalement. En 1917, en dépit de sa « politique de diagonale », de sa « ligne moyenne », c'est sous les coups brutaux de la *Direction de l'Armée* que tombe Bethmann. Depuis le vieux Frédéric, le militarisme prussien n'a pas dételé.

P. F.

INFORMATIONS

CONCOURS FRANÇAIS DE LA PAIX
DEUX CENT MILLE FRANCS DE PRIX

Offerts aux auteurs des meilleurs mémoires ayant pour objet d'exposer le plan le plus efficace de coopération internationale pour le rétablissement de la sécurité et de la prospérité en France et en Europe.

L'objet du concours institué par M. Edward Filene, de Boston, à la suite du succès prodigieux obtenu en Amérique dans le Concours Bok, sur le même sujet, est de donner à tous les Français la possibilité d'exposer les solutions qu'ils entrevoient aux problèmes actuels, et d'indiquer, dans l'ordre de la coopération internationale, les moyens de rétablir la sécurité et la prospérité en France et en Europe.

Il ne sera pas tenu compte, pour l'attribution des prix, des mérites littéraires des envois, mais du sens des réalités qu'ils révéleront chez leurs auteurs. Une idée claire, exposée simplement en quelques lignes, aura autant de chances d'être primée qu'un long mémoire technique.

Le nombre des prix, qui atteint trente-huit, doit encourager le plus grand nombre possible de personnes à concourir.

COMITÉ

Le Comité, présidé par M. Léon Bourgeois, et qui a pour vice-président M. Henry de Jouvenel, comprend cinquante membres, pour la plupart présidents des grandes associations françaises, et appartenant aux partis politiques les plus divers.

REGLEMENT

Voici les principaux articles du règlement :

Article 1er. — Le Comité du Concours Français de la Paix met au concours le sujet suivant :

Comment rétablir la sécurité et la prospérité en France et en Europe par la coopération internationale.

Article 2. — Le Concours est ouvert à tous les Français, à toutes les Françaises et, à titre collectif, à tous les Groupements...

Article 3. — Les prix seront attribués comme suit :

1er prix	100.000 fr.
2e prix	30.000
3e prix	20.000
15 mentions de 2.000 francs	30.000
20 mentions de 1.000 francs	20.000

Article 4. — Les mémoires ne devront pas dépasser *Cinq mille mots*. Ils seront précédés d'un résumé de cinq cents mots au plus.

Article 5. — Le Concours est institué dans des conditions d'anonymat rigoureuses. Chaque manuscrit, par conséquent non signé, sera accompagné d'une enveloppe cachetée sans indication ni signe extérieurs, et contenant une feuille sur laquelle le concurrent aura mentionné ses nom, prénoms, profession, adresse, date et lieu de naissance.

Article 9. — Les manuscrits devront être mis à la poste avant le 30 avril, date limite, et adressés à : *M. le Secrétaire du Concours Français de la Paix*, 286, Boulevard Saint-Germain, Paris (VIIe).

Tous renseignements peuvent être demandés à cette adresse.

BULLETINS DE L'ÉTRANGER

Tchécoslovaquie

Prague, le 18 février 1924.

Devant les commissions des affaires extérieures de la Chambre et du Sénat, M. Benès a tracé, le 6 février, un tableau complet de la situation politique européenne et de la politique qu'il poursuit depuis cinq ans et qui vient d'être couronnée par la conclusion du traité franco-tchéco-slovaque. Il a tenu à accentuer, une fois de plus, les idées générales dont cette politique s'inspire et les méthodes dont elle se sert. Essentiellement pacifique, elle a cherché à assurer la sécurité du pays par tout un système d'accords particuliers avec les pays voisins, accords destinés à l'apaisement et au relèvement de l'Europe, à la reconstruction des ruines, à l'affermissement des traités sur lesquels repose l'Europe d'après-guerre. Grâce à cet effort constant et méthodique, on a vu s'améliorer successivement les rapports entre la Tchéco-slovaquie d'un côté et l'Autriche, la Hongrie et la Pologne de l'autre. Ayant ainsi consolidé la situation dans l'Europe Centrale, M. Benès resserre les rapports de son pays avec l'Italie, arrive aux rapports normaux avec l'Allemagne et prépare lentement et avec précaution, la reprise de relations avec la Russie. Ce n'est qu'ayant réglé toutes ces affaires qu'il aborde la partie la plus importante de sa tâche, — la plus facile d'ailleurs, puisque l'idée était mûre depuis longtemps — le traité avec la France.

Une bonne partie de l'exposé de M. Benès était destinée à l'adresse de ceux qui avaient mal compris et mal interprété le traité franco-tchéco-slovaque. Nous avons indiqué ces erreurs dans notre dernière chronique et l'exposé du ministre a confirmé notre point de vue. Il n'y a aucune raison pour qu'une puissance prenne ombrage de cet accord qui, d'après l'expression de M. Benès, est « un acte de paix et de consolidation et non de pression ». Parlant de l'Entente franco-britannique, le ministre a déclaré : « Nous avons toujours considéré et nous considérons jusqu'ici que l'entente franco-britannique est la seule capable de résoudre la crise européenne et d'assurer à l'Europe la paix pour plusieurs dizaines d'années. Aussi avons-nous toujours insisté sur la nécessité de maintenir la Grande Entente. Aujourd'hui il s'agit pour nous d'améliorer définitivement et d'éclaircir ces relations, surtout depuis que nous avons conclu un traité avec la France ». Ayant justifié sa politique des traités par la force insuffisante de la Société des Nations de garantir la sécurité d'un Etat au cas de danger, M. Benès constate avec plaisir que l'opinion européenne, émue d'abord par le traité franco-tchéco-slovaque, s'est calmée, et que surtout en Italie et en Angleterre, on a fini par comprendre le caractère pacifique de cet accord.

Le ton de l'exposé de M. Benès était, cette fois, assez optimiste. Le ministre a salué l'avènement au pouvoir de M. Mac-Donald qui souhaite sincèrement une solution équitable du problème des réparations. M. Benès est d'ailleurs persuadé que le rapprochement franco-allemand est plus proche qu'on ne le pense. Le rapprochement italo-yougo-slave, que la Tchéco-slovaquie a salué avec joie, est un grand pas de fait vers la paix durable en Europe. A l'égard de la Russie, M. Benès a adopté le point de vue de la neutralité, de l'apaisement, de la collaboration économique. Persuadé que, sans Russie, la

politique et la paix européenne est impossible, il n'est pas partisan du blocus qui ne peut qu'accroître les souffrances du peuple russe sous le régime bolchéviste et reculer le moment où la Russie rentrera dans la politique européenne sans se faire des illusions sur le résultat pratique de la reconnaissance *de jure* de la Russie sans approuver non plus les méthodes de gouvernement de la Russie soviétique, il est cependant partisan de la reprise des relations qui ne peut que hâter le développement de la Russie, « que le régime soviétique se maintienne ou non ».

Le débat qui suivi l'exposé du ministre n'a donné lieu à aucune déclaration sensationnelle. Que les Allemands sans distinction de parti soient contre le traité franco-tchéco-slovaque, cela ne surprendra personne. MM. Kramer et Haju, représentants des démocrates-nationaux, ont fait, tout en approuvant la politique générale du ministre, des réserves quant à la reconnaissance du gouvernement soviétique. Répondant à ces objections, M. Benès a déclaré d'être obligé de tenir compte à la fois du présent et de l'avenir et chercher constamment à en faire la synthèse. Nul ne saurait dire quelle sera l'évolution du gouvernement communiste et une confiance excessive serait aussi funeste qu'une défiance déplacée.

L'exposé du ministre des Affaires étrangères a été approuvé par la majorité des commissions à la Chambre et au Sénat.

Un passage de l'exposé du ministre a causé, cependant, une émotion assez vive et a été beaucoup commenté par la presse. En parlant de la restauration des finances hongroises, M. Benès a mentionné la question des obligations financières des Etats « successeurs » découlant des traités de paix. On avait quelque peu oublié, en Tchéco-slovaquie, que cette question est toujours en suspens et que la contribution due à la caisse des Réparations à titre de « dette de libération » n'est pas encore réglée : il s'agit, en effet, d'une somme considérable, évaluée par M. Benes à 5 milliards de couronnes et à laquelle il faut ajouter 20 à 30 milliards de couronnes, montant réclamé à la République à titre de remboursement des domaines de l'Etat. Sans vouloir se soustraire aux engagements que lui imposent les traités signés, la République tchéco-slovaque pourrait difficilement admettre que les charges des pays vaincus fussent diminuées et qu'elle fût condamnée à supporter en entier le poids écrasant de cette dette qui compromettrait dangereusement l'équilibre économique auquel le pays est arrivé au prix de tant de sacrifices. Il est inadmissible que, pour aider ceux qui se sont ruinés volontairement, on ruine ceux qui ont tout fait pour se sauver de la faillite. Le sentiment de la justice la plus élémentaire devrait se révolter contre l'idée d'un tel procédé qui équivaudrait à la punition de ceux qui, grâce à une sage politique financière, ont pu se sauver du débâcle universel d'après-guerre.

Heureusement, les choses n'en sont pas encore là. On ne peut séparer cette question de l'ensemble du problème des réparations, et M. Benès a eu raison de déclarer qu'il faudra que les Alliés, lors de la solution du problème, tiennent compte également de charges de la Tchéco-slovaquie.

Il a d'ailleurs traité plusieurs fois cette question avec la Commission des Réparations, avec l'Angleterre, la France et l'Italie, d'accord avec MM. Duca et Nintchitch. Les négociations se poursuivent, mais tous les Etats intéressés reconnaissent la nécessité, étant donnée la situation nouvelle, de soumettre cette question à une révision.

Prenant la direction des Affaires étrangères de l'Etat polonais, le comte Zamoyski a rappelé, dans son exposé, les déclarations amicales faites par M. Benès et exprimant l'espoir d'une amélioration des relations polono-tchéco-slovaques. Le sympathique et distingué ministre a déclaré sa bonne volonté de travailler à cette amélioration, d'autant plus facile que le litige de Javorina, une fois réglé, rien ne s'oppose plus à un rapprochement plus étroit des deux pays.

On a su apprécier, à Prague, le courage avec lequel le comte Zamoyski a exprimé ses opinions sur la question de Javonira et ses sympathies pour les Tchèques au moment où M. Trampezynski, maréchal du Sénat, et M. Ratej, maréchal du Sejm, ont fait des déclarations qu'on ne saurait qualifier d'amicales envers la Tchéco-slovaquie et qui réclamaient des représailles économiques contre ce pays qui aurait établi des tarifs trop élevés pour le charbon polonais transporté sur le territoire tchéco-slovaque. Reste à savoir laquelle des deux tendances l'emportera à Varsovie. Espérons que ce sera la perspicacité politique du diplomate qui a bien compris la mentalité des Allemands et la nécessité impérieuse d'un rapprochement sincère entre les deux pays les plus directement intéressés au maintien du traité de Versailles.

H. Ittner.

BULLETIN MARITIME

Voyages circulaires en Méditerranée

Devant le succès obtenu l'an dernier par les voyages circulaires qu'elles avaient eu l'occasion d'organiser en Méditerranée, les *Messageries maritimes* viennent d'établir pour 1924 un nouveau programme de voyages semblables, comprenant deux itinéraires.

Des opuscules, réunissant à l'usage des passagers les renseignements les plus détaillés sur les merveilles qu'ils sont appelés à visiter, sont entre nos mains. Leur lecture et l'évocation qu'elle nous suggère de tant de beautés de toutes sortes est un réel plaisir.

Un premier itinéraire prévoit un voyage de 56 jours avec départ de Marseille le 13 mars 1924 et retour à Marseille le 7 avril suivant. Le voyage circulaire complet est effectué sans transbordement à bord du *Pierre Loti*, le beau paquebot dont nous avons déjà eu l'occasion de parler.

La première escale est Naples, où l'on séjourne assez longtemps pour visiter la cathédrale, le Musée et les principaux monuments dignes d'intérêt. De même pour Messine. Arrivées au Pirée le 18 mars au matin, les passagers seront conduits par train électrique spécial à la Gare d'Athènes où des landaus et victorias à chevaux les attendrons pour leur faire visiter successivement le Temple de Thésée, l'Acropole, les Propylées, le Temple de la Victoire Aptère, le Parthénon, le Musée, l'Aéropage, l'Odéon d'Hérode, le Théâtre de Bacchus, la Porte d'Adrien, le Temple de Jupiter, la Porte du Marché, la Tour des Ventes, les Céramiques et le Musée National.

Toute la Grèce antique, avec les magnifiques vestiges d'une des plus belles civilisations disparues, renaîtra aux

yeux des voyageurs enchantés. Puis ce sera Constantinople où le *Pierre-Loti* arrivera, dit le programme, le 19 mars « à la chute du jour ».

Le lendemain commencera la visite au Grand Pont de Karakeuy, au Musée Impérial d'Antiquités, à Sainte-Sophie, à la Mosquée du Sultan Ahmed, à l'Hippodrome, à la Colonne de Théodose, à la Colonne Serpentine, à la Pyramide de Constantin, à la Mosquée de Kahrié, à la Mosquée du Sultan Seleimanieh, au Grand Bazar et à la Tour de Galatine. La merveilleuse promenade de la Corne d'Or, et la visite des cimetières et des souks, universellement réputés, permettront encore aux voyageurs d'apprécier, après l'art classique des Grecs, tout le pittoresque des cités orientales.

Quelques jours plus tard les passagers du « *Pierre-Loti* » arriveront et se rendront compte du désastre subi par la ville le 14 décembre 1922. La visite du Konak et du Mont Pagus en passant par la Ruelle du Quartier Turc, qui longe les cimetières musulmans, les flâneries à travers les souks célèbres termineront ce séjour. En quittant Smyrne le soir, les passagers admireront le Golfe de Smyrne et les ruines de la ville que surplombe le mont élevé du Pagus couronné de vieilles tours byzantines.

Après l'Italie, la Grèce, la Turquie, nous voici maintenant en Syrie. Après Larnaca dans l'Ile de Chypre, le « *Pierre-Loti* » arrivera à Beyrouth le 24 mars, où il séjournera quatre jours entiers. La première journée sera consacré à l'excursion du Fleuve du Chien et de la Grotte aux Pigeons et à la visite des souks.

Le lendemain le voyageur traversera le Liban et visitera Baalbeck et ses admirables ruines dont maints ouvrages de dates récentes ont popularisé en France l'architecture merveilleuse. Le lendemain, visite de Damas avec sa célèbre Mosquée des Omniades et le tombeau de Saladin. Là encore le voyageur visitera les souks et aussi la dervicherie fameuse sur laquelle Maurice Barrès a donné dans sa dernière œuvre de si curieux détails. En fin de journée la caravane montera au haut du Salahieh pour admirer le panorama de Damas au coucher du soleil. Après une courte visite de Caïffa le « *Pierre-Loti* » reprendra la mer vers l'Egypte où les passagers visiteront Alexandrie et Le Caire. Ce merveilleux voyage se terminera par une excursion aux Pyramides et au Sphinx.

Les tarifs indiqués pour ce voyage sont les suivants :

En première classe : 6.600 fr. ; en seconde classe : 5.800 fr.

Ces tarifs, il convient de le faire remarquer, comprennent outre le prix de passage, tous les frais accessoires de toutes espèces : installation dans les hôtels les plus confortables, excursions, en automobiles, repas pourboires, guides, etc... Le second itinéraire comprend un voyage circulaire complet de 38 jours avec départ de Marseille le 26 mars prochain et retour à Marseille le 1er mai. A l'aller les passagers voyageront à bord du *Sphinx* et au retour à bord du *Lamartine*. Ce sont là, comme l'on sait, deux des plus belles visites des *Messageries Maritimes*. La première escale du navire est Alexandrie. De là, les passagers se rendront au Caire où ils visiteront, outre les Mosquées, la Citadelle, le Musée d'Art Arabe et Egyptien, le Bazar, puis les Pyramides et le Temple du Sphinx. De là, ils gagneront par chemin de fer la célèbre ville de Louqsor d'où nous fut envoyé naguère notre obélisque parisien, et qui attire de nombreux touristes, curieux non seulement de visiter le Temple de Karnak, mais encore de poursuivre jusqu'à la Vallée des Rois que viennent récemment de rendre célèbre les fouilles archéologiques que l'on sait. La visite des tombeaux, tombeau de Tut-An-khamon, des Ruines de Ramoseum, des Temples de Ramsès-le-Grand, etc... occuperont la seconde journée. La visite de l'Egypte se terminera par deux jours passés à Assouan en promenades sur le Nil. De grandes barques égyptiennes, aux voiles blanches, promèneront les voyageurs aux alentours du Temple de Philae, que le livre de Pierre Loti a rendu célèbre.

Après la civilisation égyptienne, les passagers du « *Sphinx* » se verront transportés parmi les souvenirs les plus anciens de la civilisation chrétienne. Ils pourront admirer au cours d'un voyage de 15 jours, la Palestine toute peuplée de souvenirs religieux et historiques. Bethleem et la grotte de la Nativité, Jérusalem avec la Basilique du Saint Sépulcre, Sainte-Anne, l'Ecce Homo, le Mur des Lamentations, le tombeau des Rois, le Mont des Oliviers, etc... le jardin de Gethsémanie. En passant par Béthanie, ils pourront voir la Mer Morte, Le Jourdain et Jéricho et déjeuneront à Nazareth chez les Franciscains. Cette excursion comprendra la visite de l'antique ville de Bethel, du puits de la Samaritaine et du village de Sichar. A Nazareth l'Eglise de l'Annonciation, la Maison de Saint Pierre et la fontaine de la Vierge évoquent les premiers temps de l'ère chrétienne. Ce sera ensuite la visite du Mont Thabor, celle du Mont Carmel, du village de Canna, du Mont des Béatitudes, localités constamment citées dans la Bible et que le voyageur sera appelé à contempler successivement au cours d'excursions en automobiles organisées par les *Messageries Maritimes*. A Beyrouth les passagers monteront à bord du *Lamartine* pour revenir par Smyrne, Constantinople et Le Pirée qu'ils visiteront dans les conditions que nous avons indiquées précédemment à propos du premier itinéraire.

Le *Lamartine* fera escale à Malte le 28 avril. Des autos y attendront les touristes qu'ils conduiront à Lower Baracca où ils pourront admirer les deux monuments élevés par une souscription publique en 1810 en l'honneur du Vice-Amiral Sir Jones Bull Bart, le premier Commissaire civil britannique à Malte qui dirigea les opérations du blocus de la Valette par les forces anglaises et maltaises. De là visite à l'Armoury, à la Cathédrale San Giovanni due au talent de l'architecte maltais Gerolamo Cassar, aux Jardins d'Hastings, à Upper Baracca, aux Jardins de Saint Antoine, etc...

Le voyage s'achèvera par la visite de Naples avant le retour à Marseille.

Le tarif sera de 9.800 fr. en première classe, et de 8.700 fr. en seconde classe, dans les mêmes conditions que le premier itinéraire.

Ajoutons que tout voyageur désireux d'accomplir le même voyage sans prendre part à cette croisade spéciale, peut le faire moyennant une majoration de 15 % sur les tarifs indiqués ci-dessus.

Société Française d'Imprimerie et de Publicité
Ateliers : Rue Garnier et Rue des Carmes, Angers.
Bureaux : 2, Rue Monge, Paris (Ve).

L'Imprimeur-Gérant : A. Desnoës.

Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus.

REVUE
POLITIQUE·ET·LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

EUGÈNE YUNG·FONDATEUR·1863 PAUL FLAT·DIRECTEUR·1908-1918
DIRECTEUR PAUL GAULTIER

N° 6 62e ANNÉE 15 MARS 1924

LA BULGARIE INCENDIAIRE

Les déclarations, que le ministre yougoslave en France a faites tout récemment à la presse, dénonçant les agissements des organisations belliqueuses en Bulgarie et leurs préparatifs pour une agression de grande envergure au printemps prochain contre la Serbie méridionale, sont si graves que l'opinion publique a le droit de se demander comment il est possible que les gouvernements alliés tolèrent un tel état de choses qui menace de compromettre la paix dans les Balkans. Les alliés ont des représentants diplomatiques à Sofia qui leur adressent non seulement les doléances et les déclarations officielles du gouvernement bulgare, mais aussi des rapports sur ce qui se passe dans ce pays. Ils sont donc amplement renseignés sur la situation exacte en Bulgarie, et rien ne saurait excuser leur inertie actuelle si des complications se produisaient demain dans les Balkans. Il est encore temps de les prévenir, en rappelant énergiquement le peuple bulgare au respect du traité de Neuilly et des conventions que ses gouvernements ont conclus directement avec la Yougo-Slavie. En la mettant en garde contre les conséquences d'une nouvelle félonie, les alliés rendraient un grand service à la Bulgarie et à la paix aussi. Car, la Yougoslavie ne peut tolérer indéfiniment ni les provocations de toutes sortes, ni les incursions de comitadjis bulgares dans les régions frontières. Si le gouvernement bulgare, pour des raisons de sentiments ou d'impuissance, ne peut les réprimer, la Yougoslavie, elle, possède, une force suffisante pour imposer à la Bulgarie le respect des engagements contractés.

Le gouvernement de M. Tzankoff a été amené au pouvoir, au lendemain du coup d'État du 9 juin 1923, par ceux-là mêmes qui l'ont accompli : les dirigeants de la Ligue militaire et des organisations du Comité macédonien de Sofia, qui ont renversé et assassiné M. Stambouliski, lui reprochant d'avoir sacrifié les revendications nationales bulgares par sa politique de rapprochement avec la Yougoslavie. Il est donc évident que ce gouvernement se trouve aujourd'hui sous la dépendance de ces deux organisations et qu'il ne se maintient au pouvoir que grâce à leur appui. La Ligue des anciens officiers et sous-officiers et le Comité révolutionnaire macédonien de Sofia ont une si grande influence sur la politique gouvernementale qu'on peut dire qu'ils sont les véritables maîtres de la situation et que le gouvernement est leur organe d'exécution. Il n'en est pas moins le seul responsable aux yeux du gouvernement de Belgrade et de toutes les nations alliées signataires du traité de Neuilly.

La Ligue militaire a tenu, au mois de novembre dernier, deux réunions, dont une publique et une secrète. En réunion publique elle a voté une longue résolution affirmant que la Ligue s'opposera de toutes ses forces à toute politique du gouvernement qu'elle jugera anti-nationale. En réunion secrète, tenue à la caserne du 1er régiment d'infanterie à Sofia, et à laquelle assistaient seulement les principaux délégués, les décisions suivantes ont été prises :

Si un conflit se produisait avec la Serbie, ou même si de simples difficultés surgissaient dans

les relations entre les deux États, le gouvernement bulgare et, notamment, le ministre de la guerre, sont invités à prendre une attitude énergique contre les demandes formulées par les Serbes ; le gouvernement ne doit pas perdre de vue qu'il a toute l'armée bulgare derrière lui et qu'avec son concours il peut obtenir le respect de la dignité de la Bulgarie, pour lequel les officiers et tous les patriotes bulgares sont prêts à apporter le sacrifice de leur vie ; le nombre des volontaires (voir les comitadjis), doit être renforcé dans les localités frontières, du côté de la Serbie ; la Ligue des officiers prendra les mesures appropriées pour que les magasins d'armes et de munitions, dans cette région, reçoivent du matériel en quantité suffisante, afin que l'équipement de la population et des volontaires puisse s'effectuer rapidement, en cas de besoin ; la Ligue prêtera tout son appui au gouvernement actuel dans sa propagande à l'étranger en vue d'obtenir la réorganisation d'une armée régulière, qui est l'unique moyen pour assurer l'ordre à l'intérieur et le respect de la dignité de l'État bulgare par la Yougoslavie »

Quant à l'activité du Comité révolutionnaire macédonien de Sofia, elle se manifeste au grand jour, et il est surprenant d'entendre que le gouvernement a pris des mesures énergiques pour réprimer l'organisation des comitadjis en territoire bulgare. L'État major du Comité révolutionnaire est établi à Sofia. Il se compose de Todor Alexandroff, d'Aleko Pacha, du lieutenant-colonel Atanassoff, Yovan Brlo et de Kouyoumdouchef. Comme ce sont tous des chefs de comitadjis, qui ont commis de nombreux assassinats et pillages dans la Serbie méridionale, et que leur présence à Sofia est tout de même gênante pour le gouvernement légal, ils sont munis de faux papiers d'identité et vivent sous des pseudonymes. De cette façon, le gouvernement bulgare est toujours en mesure d'affirmer qu'aucun de ces bandits ne se trouve en Bulgarie, ou, du moins, qu'il ne réussit pas à les découvrir. A Sofia fonctionne librement le tribunal révolutionnaire du Comité dont le siège se trouve dans l'immeuble de la Société « Ilindin », rue Serdika, nº 18. A la tête de ce tribunal se trouvent les chefs de comitadjis George Tzankoff, Marko Ivanoff et Milock Djourlouka. Le tribunal prononce les sentences à mort que les bandes de comitadjis ont à exécuter. Ce tribunal a été institué au lendemain de la chute du régime Stamboulisky, dans le but de combattre et d'exterminer par la terreur le parti paysan. Le gouvernement de M. Tzankoff est entièrement solidaire avec le Comité macédonien et prête tout son appui au tribunal dans cette action terroriste. De nombreux partisans de M. Stamboulisky ont disparu sans que la police ait pu découvrir leurs traces ni les assassins. Les comitadjis, avant d'assassiner leurs victimes, les obligent à signer des traites engageant la plus grande partie de leur fortune et qu'ils font payer aux familles des victimes « après la disparition de celles-ci ». Le Comité macédonien possède à Sofia également une « caisse de bienfaisance », qui fonctionnait, jusqu'à ces temps derniers, à l'hôtel de Berlin à Sofia. Elle recueille des souscriptions pour la caisse du Comité et surtout pour l'entretien des comitadjis. Elle adresse des sommations à des riches commerçants bulgares et même à des étrangers qui résident en Bulgarie, les invitant, sous menace de mort, à lui verser les sommes fixées et dans le délai déterminé. Les israélites bulgares, en particulier, sont atteints par ces souscriptions imposées. Tout récemment, cette filiale du Comité macédonien s'est adressée à la communauté religieuse israélite de Sofia, lui demandant de lui verser 6 millions de lèva. La communauté a répondu qu'elle ne pouvait donner qu'un demi million. Elle a été alors informée, qu'à titre de punition pour ce refus, elle devrait verser 60 millions de léva. et que le Comité prendrait les mesures nécessaires pour obliger les israélites, par ses moyens secrets, à se cotiser entre eux pour recueillir cette somme. La communauté religieuse israélite s'en est plaint au pouvoir légal et a reçu pour toute réponse que les israélites ne sont pas tenus à donner une somme aussi importante à l'organisation révolutionnaire des comitadjis, mais que le gouvernement ne peut donner aucune garantie quant aux conséquences qui peuvent en résulter pour leur sécurité. M. Kalfoff, ministre des Affaires étrangères, en recevant une délégation d'israélites, leur a déclaré que le gouvernement n'est pas en mesure de réprimer les agissements du Comité macédonien, et les a priés de ne pas se presser pour payer toute la somme, mais que chacun donne tout de même quelque chose pour faire preuve de bonne volonté. La communauté religieuse a dû négocier avec le Comité et a obtenu la réduction à 20 millions de levas qu'elle s'est engagée a recueillir parmi les israélites dans le délai d'un mois. En dehors de cette « imposition » en bloc, les israélites sont taxés ; à ce sujet, on possède des renseignements précis qu'aucun démenti officiel du gouvernement bulgare ne saurait mettre en doute. Un des commerçants israélites de Sofia, homme influent et ami personnel de M. Tzankoff lui-même, s'étant plaint à celui-ci d'avoir été taxé d'une façon exagérée par le Comité macédonien, le président du Conseil lui fit comprendre doucereusement que le mieux serait de s'arranger directement avec le Comité. Le cas de M. Goldstein,

commerçant, citoyen américain et consul honoraire du Mexique à Sofia, a failli provoquer un conflit diplomatique entre la Bulgarie et les Etats-Unis. Ce commerçant, ayant été « imposé » pour un demi million de léva, s'en est plaint au ministre des Etats-Unis qui a aussitôt informé le gouvernement bulgare et le Comité macédonien qu'il les rendrait responsables pour toute pression ou violence de la part des comitadjis sur la personne de M. Goldstein. Les israélites qui refusent de payer sont malmenés, battus et souvent assassinés d'une façon mystérieuse. Tel est le cas du commerçant Jacov Amar, de Plovdive, qui disparut subitement et que les recherches effectuées jusqu'à présent n'ont pu découvrir. Nous pourrions citer ici encore de nombreux autres exemples, qui sont, d'ailleurs, tous connus des gouvernements alliés et des organisations israélites à l'étranger. Ces faits sont donc indéniables, puisque plusieurs diplomates étrangers à Sofia ont eu à intervenir auprès du gouvernement bulgare pour lui signaler les agissements du Comité macédonien. Leurs démarches ont eu pour conséquence de faire transférer le siège de cette organisation dans un immeuble privé, où il continue à fonctionner avec plus de discrétion, s'attaquant exclusivement aux israélites bulgares.

Il y a des indices indiscutables que le Comité révolutionnaire macédonien de Sofia prépare pour le printemps prochain des incursions de comitadjis de grande envergure en territoire serbe et grec, et que le gouvernement bulgare favorise ces préparatifs. Le Comité s'est décidé à entreprendre cette grande action à cause des difficultés de plus en plus grandes auxquelles se heurtent les bandes de comitadji's en territoire serbe, grâce à la vigilance de la police locale et à la coopération des habitants dans la lutte contre leurs incursions. Le 22 février dernier, le Comité a tenu une réunion secrète à Petrich, à laquelle assistait également le ministre de l'Intérieur. Todor Alexandroff, le chef du Comité, y a fait un rapport sur les résultats de la propagande à l'étranger, sur la situation morale et matérielle des organisations de comitadjis, et a exposé le plan de l'action générale que le Comité se propose de déclancher au printemps prochain contre la sécurité de la Serbie méridionale. Ce plan serait le suivant : le Comité organisera 40 compagnies de comitadjis, qui seront composés de Macédoniens, de Turcs, et d'Albanais, résidant actuellement en Bulgarie, et dont le nombre s'élève à 25.000. Ces bandes seront commandées par des officiers bulgares de l'armée active et de la réserve. Les comitadjis auront à simuler une révolution dans la région de Petrich, en territoire bulgare, où ils proclameront la Macédoine autonome. Cette proclamation devra être annoncée avec le plus grand fracas à l'étranger, pendant que des bandes de comitadjis se livreront à des incursions en territoire serbe. Le gouvernement bulgare enverrait des renforts dans la région de Petrich et de Djoumaya qui engageraient un combat simulé contre les bandes de comitadjis pour réprimer leur mouvement autonomiste. Ces troupes refuseraient de combattre et feraient cause commune avec les comitadjis. Les bandes, renforcées par cette armée rebelle, passeraient, en suite, sur le territoire serbe en vue de provoquer des désordres et de couper les lignes de communication. Le gouvernement bulgare répandrait dans la presse étrangère le bruit que la population dans la Serbie méridionale est en révolution et qu'elle réclame l'intervention des grandes puissances, en faveur de la création d'une Macédoine autonome. La propagande à l'étranger a déjà commencé. A la fin de l'année dernière, le gouvernement bulgare, lui-même, a transmis, à la Société des Nations, un télégramme du Comité macédonien de Sofia, faisant appel à son intervention pour prendre sous sa protection les prétendues minorités bulgares dans la Serbie méridionale, et en Grèce. Lors de l'avènement au pouvoir de M. Mac Donald, le Comité macédonien lui a transmis la dépêche suivante : « Nous saluons la présence à la tête du gouvernement britannique d'un ami des peuples opprimés, et nous attendons de vous le retour à notre liberté que le traité de Neuilly nous a enlevée par la violence et l'iniquité. » M. Tzankoff, président du Conseil, et M. Kalfoff, ministre des Affaires étrangères, dans leurs derniers discours au parlement bulgare, ont affirmé que la Macédoine reste une pomme de discorde entre la Bulgarie et la Serbie et que le gouvernement bulgare espère obtenir pour les minorités bulgares en Serbie et en Grèce la reconnaissance des droits analogues à ceux dont jouissent les minorités détachées d'Autriche-Hongrie dans les pays successeurs de la monarchie des Habsbourg. Ces déclarations n'ont pas manqué de provoquer des critiques sérieuses de la part même de certains hommes politiques bulgares, qui reprochent au gouvernement actuel d'être trop inféodé au Comité macédonien et de poursuivre une politique d'aventures qui pourrait aboutir à une nouvelle catastrophe pour le peuple bulgare. M. Malinoff, ancien Président du Conseil et chef du parti démocrate, en avait pris l'initiative, et, dans sa réplique aux discours du président du Conseil et du ministre des Affaires étrangères, les a mis en garde contre les conséquences de leur politique actuelle. Il a notamment rappelé l'échec subi par les calculs sur les dissentiments entre les intérêts de le Yougoslavie et de l'Italie dans les Balkans, et a invité ses compatriotes à ne pas fonder maintenant

*

de grands espoirs sur l'arrivée au pouvoir des travaillistes en Angleterre, pour s'engager dans un conflit avec la Yougoslavie. Mais, le gouvernement semble être débordé par les milieux belliqueux. Il se leurre d'illusions que l'action du printemps prochain pourrait se limiter à soulever la question de la Macédoine sur le terrain exclusivement diplomatique et sans faire courir à la Bulgarie le risque d'une guerre avec ses voisins.

Tout le long de la frontière serbo-bulgare se trouvent déjà concentrées de nombreuses bandes de comitadjis. Dans les villages ils sont nourris par des cuisines militaires roulantes, mises à leur disposition, et dans les villes, à la caserne même. Les centres de leurs formations sont à Prékalnitza, en face d'Egri-Palaka, à Ranintza, Rakliavo, Tzvaritza, Kustendil, Petrich, etc., localités situées en territoire bulgare et dans le voisinage immédiat de la Serbie. A Kustendil, Djoumaya et Petrich, les préparatifs de recrutement des volontaires et la mobilisation des comitadjis s'effectuent sous la direction et la surveillance des officiers bulgares. A Djoumaya, c'est le commandant Goleminoff, du 23e régiment d'infanterie, qui dirige ces préparatifs. A Kustendil, les comitadjis circulent librement dans la ville et les environs. Là se trouvent leurs chefs Boris, Pantcha, Brlo et Kotze Apostoloff. Brlo est natif de Kustendil et, par conséquent, il est connu de toute la population. Si le gouvernement bulgare avait pris réellement des dispositions pour réprimer l'activité des comitadjis dans la région voisine de la frontière serbo-bulgare, ce chef de bande n'aurait pas pu circuler aussi librement, ni parcourir la région en automobile militaire, pour inspecter les bandes qui sont sous ses ordres. Quant à Todor Alexandroff, il réside généralement à Gornia-Djoumaya, où siège un tribunal révolutionnaire des comitadjis. Dans cette localité, les agents de la police et toutes les autorités locales sont affiliées à l'organisation révolutionnaire des comitadjis. D'importantes quantités d'armes et de munitions sont actuellement concentrées dans les dépôts cachés dans toute cette région, pour équiper les comitadjis qui font des incursions en territoire serbe et, surtout, pour les incursions qui doivent se produire au printemps prochain. On en distribue déjà non seulement aux volontaires qui ont répondu à l'appel du Comité central de Sofia, mais même aux habitants dans toute la région frontière. Le gouvernement bulgare y concentre déjà des troupes régulières. A Petrich viennent d'arriver deux régiments de l'armée bulgare, soit 6.000 hommes, munis de canons et de mitrailleuses. Des contingents de l'armée régulière arrivent également dans d'autres localités frontières. Ils y sont envoyés soi-disant pour maintenir l'ordre, mais, en réalité, ils ont pour mission de se trouver sur place pour entrer immédiatement en action, si les incursions projetées pour le printemps prochain réussissaient à créer une situation favorable à cet effet. Il ne faut pas perdre de vue que la Bulgarie possède actuellement 300.000 fusils en bon état, 5.000 mitrailleuses, 600 canons, et des munitions pour quatre mois. La plus grande partie de ces armes et munitions sont soigneusement cachées dans les propriétés et maisons privées, dans les couvents et dans les églises. Les représentants alliés découvrent très fréquemment des dépôts d'armes et munitions cachés. Tout dernièrement on a trouvé dans la maison de l'avocat Leinoff, à Gornia-Djoumaya, 70 mitrailleuses.

Les incursions des comitadjis bulgares en territoire serbe sont trop fréquentes pour que leurs auteurs puissent échapper en territoire bulgare à la surveillance de la police locale et qu'ils restent introuvables. Ce ne sont pas des incursions de quelques bandits armés qui franchissent la frontière serbo-bulgare, mais des bandes de cinquante à soixante hommes, parfaitement équipés et portant des armes et munitions de l'armée bulgare. La liste de ces incursions et les méfaits commis serait trop longue à citer.

Il est compréhensible que la Yougoslavie ne peut pas rester indifférente aux provocations continuelles et à des préparatifs bulgares ayant pour but de troubler la tranquillité dans la Serbie méridionale. Il faut espérer que M. Tzankoff finira par se rendre compte lui-même que sa politique équivoque actuelle, tolérant et même encourageant l'agitation du Comité macédonien, ne peut aboutir qu'à un nouveau désastre pour le peuple bulgare.

***

NAPOLÉON A BARRÊME EN 1815 (1)

I

Un exprès, envoyé de Castellane, avait le 3 mars, à 4 heures du matin, annoncé à Barrême la prochaine arrivée de Napoléon.

Dès 5 heures, se présentait Cambronne.

Il avisa la maison la plus belle du bourg, la plus vaste et, comme on disait, la plus apparente. C'était la maison Tartanson. Elle appartenait au juge de paix Tartanson qui l'habitait avec son fils, receveur de l'enregistrement. Cambronne la visitait

(1) V. la *Revue Bleue* du 1er mars 1924.

et il marquait les logements lorsque Napoléon entra. Il venait de traverser Barrême en saluant à droite et à gauche tous ceux qu'il rencontrait.

« Vous êtes, dit l'Empereur à Tartanson père, le propriétaire ?

— Oui, Sire.

— Comment vous appelez-vous ?

— Tartanson.

— Et ce jeune homme ?

— C'est mon fils.

— Que fait-il ?

— Il est receveur particulier, chargé du recouvrement des contributions directes dans l'arrondissement de Castellane.

Pendant que l'Empereur s'installait dans l'appartement qui lui était préparé ses officiers remplissaient le reste de la maison.

Il avait mandé sur le champ le maire de la commune, M. Béraud ; il l'interrogea sur la route de Sisteron : « Je voudrais, disait-il, coucher à Sisteron demain » — Sire, répondit Béraud, la chose est impossible pour les piétons ».

Il examina la carte de Canini et d'autres cartes de Provence qu'il se fit donner.

Puis il requit deux cent mules à Barrême et dans les villages voisins, en choisissant de préférence ceux qui, situés sur le passage de sa troupe, n'oseraient pas se refuser à la réquisition. Mais il eut soin d'ajouter que son artillerie et sa cavalerie passaient par le grand chemin et que d'autres détachements avaient débarqué sur plusieurs points de la Provence. « Je vous promets, dit il au maire, une route militaire qui passera par Barrême ».

Resté seul avec les deux Tartanson, il les entretint de son entreprise et des Bourbons — il parlait toujours des *Bourbons* et ne parlait jamais du *roi*. — « Après-demain au soir, assurait-il, les Bourbons apprendront mon arrivée, et ils ne tiendront pas, car la troupe est pour moi ; mais ils n'ont rien à craindre du vainqueur ; ils peuvent être tranquilles sur leur sort ». Le juge de paix osa lui répliquer : « Sire, la troupe est peut-être pour vous ; mais le peuple n'est pas pour vous, du moins dans ce pays-ci ».

L'heure du souper approchait, Napoléon se mit à table avec Bertrand et Drouot. L'actif et prévoyant Cambronne, qui faisait les fonctions de maître d'hôtel, était allé à la cuisine demander de la soupe. « C'est jour maigre, répondit la maîtresse de la maison, et l'on n'a pas mis le pot-au-feu. — Madame, répliqua Cambronne, il faut cependant du pot-au-feu au souper de l'Empereur ». Heureusement, il y avait une soupe grasse pour les domestiques qui revenaient des champs. On n'osait pas l'offrir. Cambronne la goûta, la trouva bonne et la fit servir incontinent. En même temps, sans nulle gêne, il s'emparait du repas de la famille Tartanson : un plat de morue et une omelette, puis il envoyait chercher un derrière de chevreau préparé sous les yeux de deux factionnaires à l'auberge du *Cheval Blanc*, chez Joseph Abbès. Des confitures, des fruits, et un café que l'Empereur avait apporté tout fait dans une bouteille, complétèrent le menu.

Tel fut le souper de Barrême, moins connu dans l'histoire que le souper de Beaucaire. L'Empereur se coucha. Il avait son lit de fer qui fut dressé en cinq minutes et garni d'une couverture ouvrée de laine dont les Tartanson admirèrent le travail ; ils fournirent les draps et les matelas. Deux lanciers polonais montèrent la garde à la porte de la chambre. Dans toute la maison et jusque dans l'escalier, sur des tapis ou sur de la paille dormaient des officiers.

Le lendemain 4 mars, à 3 heures du matin, Napoléon demanda du café.

A 5 heures, il prit des tablettes de bouillon qu'il avait dans son nécessaire et à ce déjeuner il se servit d'un magnifique service de vermeil, arrivé dans la nuit avec ses bagages.

A 7 heures, il fit appeler les deux Tartanson père et fils. Ils le trouvèrent assis dans un fauteuil, les jambes allongées sur une chaise.

« Y a-t-il ici, dit-il, des biens nationaux ?

— Non, Sire, répondit Tartanson père.

— Que font ces faquins, les nobles, les curés ? Que disent-ils ?

— Ils sont fort tranquilles.

— Y a-t-il des biens d'église ?

— Il y a ceux de l'évêché de Senez que le Concordat a supprimé.

— Se sont-ils vendus à juste prix ?

— A peu près.

— A-t-on vendu d'autres biens dans les environs ?

— Ceux de M. de Moriez.

— L'ancien chef d'escadre ?

— Oui.

— Est-il mort ?

— Oui. »

Il questionna Tartanson fils sur les biens communaux, sur les droits de succession, et il voulait savoir si le receveur faisait ses recouvrements sans difficulté.

La conversation dura une demi-heure et Napoléon, revenant à son expédition, assura à ses hôtes que l'Impératrice et le roi de Rome arriveraient bientôt à Paris avec une grosse escorte qu'il leur avait donnée.

Au départ, Cambronne demanda la note de la dépense. « Je n'ai pas fait de note, répondit le juge Tartanson, et je ne suis pas aubergiste ». Cambronne laissa sur la table cinq pièces de vingt francs, enve-

loppées dans un papier sur lequel étaient écrits ces mots : « Vous donnerez dix francs aux domestiques. » Mais les Tartanson ont déclaré depuis que cette somme ne les avait que faiblement indemnisés, que toutefois ils étaient heureux, dans le désordre qu'entraînait la présence d'un pareil hôte, de n'avoir pas perdu une seule pièce d'argenterie.

A 7 heures du matin, Napoléon montait à cheval. Deux cents paysans vinrent charger ses bagages sur leurs mulets.

Le passage de sa troupe à travers Barrême dura tout le jour ; elle faisait disait-on, le chapelet.

La gendarmerie de Barrême, un brigadier et deux gendarmes, lui servirent de guide. Un des gendarmes avait le lys bourborien à la boutonnière ; un officier de l'Empereur lui arracha cette décoration en disant : « Quel oiseau as-tu là ? » Quant au brigadier, homme faible, peu intelligent et adonné à la boisson, il fit tout ce que voulaient les Impériaux. Il quitta la cocarde blanche pour prendre la cocarde tricolore. Il écrivit à Digne à son capitaine une lettre qui grossissait singulièrement le chiffre des débarqués de l'île d'Elbe. Finalement, il leur vendit son cheval, les accompagna jusqu'à Digne et là, sur l'ordre de l'Empereur, alla délivrer quatre déserteurs qui, dans une prison, attendaient le moment de comparaître devant un Conseil de guerre.

II

L'Empereur n'emportait pas de Barrême un bon souvenir.

Ses hôtes, les Tartanson, ne furent que polis.

Le curé, qu'il avait mandé, ne se présenta pas.

La population n'illumina les maisons que sur l'ordre exprès des soldats et des officiers. Comme saisie d'étonnement et de stupeur, elle gardait le silence. Au matin du 4 mars, en s'éloignant du bourg, Napoléon fut acclamé ; mais ceux qui poussaient les vivats, c'étaient les muletiers et ce que les Tartanson et le maire Béraud appelaient la populace.

Il n'y eut que deux jeunes gens de Barrême, Amand Castellan et Jean Granet, qui s'enrôlèrent dans l'armée elboise », et l'Empereur essaya vainement d'entraîner un ancien chirurgien, nommé Fabry, qu'il avait connu dans la campagne d'Italie ; à ces mots engageants *Vous serez des nôtres*, Fabry répondit par un refus. Lorsque Napoléon et Bertrand proposèrent au fils Tartanson, qui servait dans la garde nationale à cheval, de les accompagner et lui promirent un grade, il objecta qu'il était fils unique, qu'il avait femme et enfant, qu'il ne voulait pas se séparer de sa famille, qu'il serait plus utile au pays en exerçant son emploi de receveur de l'enregistrement, et trois jours après il marchait à la poursuite de l'Empereur !

Chose curieuse, un Anglais, grand admirateur de Napoléon, vint à Barrême s'offrir comme recrue. C'était un jeune et bel homme très élégant ; il accourait de Nice et souhaitait vivement participer à la fortune de l'Empereur. Il s'attache à Pons plaide sa cause. « Cela ne se peut pas, répondit Napoléon, c'est ici une affaire de famille à laquelle nous ne devons pas mêler des étrangers ».

III

Au sortir de Barrême, la troupe de l'île d'Elbe se porta par un méchant chemin, à travers des éboulis et sur des pentes difficiles, à Chaudon et de là au hameau des Bedejun ou de La Clappe. On fit halte dans ce village aujourd'hui désert, et, les habitants virent avec étonnement, comme dit un d'eux, l'Empereur, assis sur une chaise devant l'église auprès d'un grand feu déjeuner philosophiquement d'un quartier de poulet et d'un morceau de pain. Près de lui se tenaient ses officiers et Pons de l'Hérault qu'un témoin nous représente pensif, rêveur, vêtu d'une rédingote couleur café et de bas noirs, coiffé d'un chapeau rond.

Napoléon avait achevé son repas lorsqu'un officier lui annonça un ecclésiastique, l'abbé Laurent, économe du Grand Séminaire de Digne.

« Où allez-vous? dit l'Empereur à l'abbé.

— C'est demain dimanche, répondit Laurent, j'ai quitté Digne de grand matin pour dire la messe à Chaudon et remplacer le recteur qui, de son côté, remplace à Genez le curé malade ».

La conversation s'engagea. Quelles fonctions l'abbé exerçait-il au juste? Comment était organisé le diocèse et combien de prêtres comptait-il? Le Grand Séminaire avait-il beaucoup d'élèves? Quelle pension payaient-ils? Qu'enseignaient les professeurs? Certains prêtres servaient-ils deux paroisses? Disaient-ils deux messes le même jour? Ces deux messes différaient-elles l'une de l'autre?

« Allez dire votre messe » conclut Napoléon. Mais l'abbé Laurent avait un excellent cheval. On propose de lui acheter ; l'abbé irait à Chaudon sur un mulet. « La bête n'est pas à moi », objecta Laurent, je l'ai louée ; il faut ou me la payer ou me donner un reçu ». Le trésorier était resté en arrière, et l'abbé n'alla pas à Chaudon dire sa messe ; il regagna Digne à pied avec la colonne impériale pour être sûr que le propriétaire du cheval serait indemnisé.

Même sort advient à un ancien percepteur de Barrême, du nom d'Isnard. Les soldats lui avaient pris l'âne sur lequel il était monté. Il dut, lui aussi

rebrousser chemin et rentrer à Digne en cheminant à côté de Napoléon qui fut, comme toujours, très interrogant, et, selon le mot de ses grognards, très questionneux.

De même que la veille, l'étape fut longue et pénible. Au soir, à dix heures, dans le sentier obscur qui menait aux Bains de Digne, un mulet fit un faux pas et tomba dans un précipice. C'était un des mulets qui portaient le trésor. Peyrusse dut revenir de Digne avec des lanternes pour descendre non sans difficulté, au fond du ravin. La bête toute déchirée respirait encore ; mais la caisse qui contenait deux cent mille francs s'était défoncée, et la neige survenue dans la nuit avait recouvert les rouleaux. On finit par retrouver une grande partie de l'or. Quelques-uns des rouleaux — il y en avait pour trente-sept mille francs, — se perdirent à jamais dans le torrent, au milieu des pierres. Peyrusse ne rejoignit l'Empereur que la soirée du 5 mars à Gap.

(A suivre.) Arthur CHUQUET,
Membre de l'Institut.

PORTRAITS D'ÉCRIVAINS ÉTRANGERS

K. M. CAPEK-CHOD

Il paraît que le nom de Capek (pron. Tchapek) est destiné à faire pénétrer la littérature tchèque à l'étranger. On connaît déjà celui de Karel Capek, le jeune et brillant dramaturge dont les pièces font le tour du monde et dont on verra bientôt, au Théâtre des Champs-Elysées, la fameuse « Comédie utopique », intitulée *R. U. R.* Cependant, il ne faut pas confondre l'heureux auteur de *R. U. R.* avec M. K.-M. Capek-Chod qui est un des plus puissants et des plus originaux romanciers de ce temps. Né en 1860 près de Domazlice, en Bohême, issu de la vaillante race de Chods, M. K.-M. Capek a ajouté, à son nom de famille ce qualificatif de Chod, non seulement pour empêcher la confusion avec son jeune homonyme, mais encore pour témoigner de sa fidélité aux traditions de sa race dont le grand romancier national, Aloïs Jirasen, dans les *Têtes-de-Chien*, avait chanté l'héroïsme (1).

La carrière littéraire de M. Capek-Chod est des plus intéressantes. Ayant débuté dans le journalisme, il acquit la réputation d'un polémiste redoutable et redouté, d'un critique d'art pénétrant, mais ses volumes de nouvelles et ses romans n'ont obtenu qu'un succès d'estime. Ce n'est qu'à l'approche de la cinquantaine qu'il attira, avec son roman « *Gaspard Lén, vengeur* » (1908), l'attention de la critique. On a compris qu'on se trouvait en présence d'un robuste talent de trempe balzacienne, d'un génie original, reflétant la vie un peu déformée, comme dans un miroir concave, mais avec une force d'expression surprenante. Ayant affirmé sa puissance dans plusieurs volumes de nouvelles, l'auteur lance, coup sur coup, trois grands romans : *La Turbine*, *Les Aventures d'Antoine Vondreïts, poète*, et *Indra père et fils* qui le placent d'emblée au premier rang des romanciers tchèques contemporains et en font le véritable créateur du roman pragois. Que nous sommes loin, dans son œuvre, de ces personnages idylliques de la petite bourgeoisie de Prague que Jan Neruda avait créés dans ses admirables *Contes de Mala Stranq* et que, suivant sa trace, avaient décrits MM. Ignace Herrmann et M. G. Simaeek !

Et combien les héros en chair et os de M. Capek diffèrent des ombres dont le nécromantisme de M. Jiri Karasek avait peuplé la vieille cité gothique et baroque, ou bien, enfin, des fictions mondaines de Vaclar Hladik. K.-M. Capek-Chod a eu le courage et la force de voir la cité moderne surgir de ces assises, avec ses accès d'américanisme, avec sa pulsation fiévreuse. Il sait mêler, avec une fantaisie des plus capricieuses, la vie moderne à la poésie et au pittoresque des vieux quartiers, et sans dédaigner le piment de l'élément populaire et faubourien. Je connais peu de romanciers capables d'évoquer, avec la même acuité de vision, des foules entières d'individus appartenant à tous les milieux, à toutes les classes, depuis les artistes jusqu'à la plus basse pègre, et moins encore, qui soient capables de faire rencontrer, au cours de l'intrigue romanesque et de la façon la plus naturelle du monde, le sort de ces représentants des milieux les plus divers. Il y a, dans l'observation de M. Capek-Chod, un besoin presque scientifique de documentation précise. Il possède des connaissances étonnant les spécialistes dans tous les sujets — et Dieu sait s'ils sont nombreux et divers — qu'il lui arrive d'effleurer. Si cette supériorité l'entraîne quelquefois à des longueurs, il en résulte, chez lui, une richesse de vocabulaire presque rabelaisienne, donnant à sa langue une saveur sans pareille. Si, dans *La Turbine*, il étudiait la grandeur et la décadence d'une famille de grand industriel pragois, avec un intérêt de naturaliste et avec une sorte d'impassibilité morale, l'auteur s'élève, dans *Vondreïts*, à un véritable tragique : dans ce vaste tableau de la vie de bohême pragoise, M. Capek-Chod se montre un puissant évocateur non seulement de la réalité, mais de

(1) Cf. *La Revue Bleue*, n° 22.

l'âme humaine en lutte désespérée contre la fatalité qui, chez lui, prend toujours un caractère de méchanceté grimaçante. On dirait presque que, par un parti-pris de pessimisme, l'auteur trouve un plaisir amer à dépeindre de pauvres créatures humaines se débattant, impuissantes et grotesques, sous la dure poigne du sort, et que sa face se contracte, à ce spectacle, d'un rictus mi-douloureux, mi-diabolique. Avec une précision de mathématicien, avec une logique imperturbable, il conduit l'intrigue pour mener ses personnages à la catastrophe finale, laissant le lecteur haletant et écrasé par la puissance de son imagination créatrice, à preuve cette dernière partie de *Vondreïls* où le tragique, mêlé de grotesque, se hausse à une sombre grandeur. Le héros du roman, pauvre poète famélique dont le talent a sombré dans des vapeurs alcooliques et qui a passé sa vie à se débattre contre la misère et contre l'humiliant esclavage où le tient une juive, servante de cabaret, meurt phtisique et se fait marier mourant, *in articulo mortis*, avec cette créature à laquelle, toute sa vie, il voulait échapper. De cette scène, la fantaisie de l'auteur a su faire un tableau d'un grotesque sinistre et que, seul, un puissant cerveau d'artiste a pu imaginer. Cette puissance d'imagination constructive se fait jour, avec plus d'éclat encore, dans le roman : *Indra père et fils*. Rarement, la cruauté raffinée de la fatalité a été exprimée avec autant de force que dans l'histoire invraisemblable et pourtant si logique des deux Henri (Indra) Pavak, père et fils. Le roman est une pénétrante étude des mœurs pragoises pendant la guerre. La scène où, dans un café, deux officiers autrichiens, à demi ivres, provoquent Henri Pavak fils qui, absorbé dans une conversation amoureuse, avait omis de se lever pendant que l'on jouait l'hymne autrichien, restera documentaire, aussi bien que ses conséquences tragiques pour le héros du roman ; cassé de son grade d'officier de réserve, envoyé au front comme simple soldat, il paie de la perte de la vue l'audace d'avoir désobéi à un officier austro-allemand. Mais ceci n'est plus du roman : c'est de la réalité que nous avons vue et qui, souvent, fut plus cruelle encore. — Cette œuvre remarquable n'a qu'un défaut, commun d'ailleurs à tous les autres romans de l'auteur : quelquefois, les épisodes prennent des proportions qui compromettent un peu l'équilibre de l'ensemble, malgré leur saveur, leur esprit et leur originalité dont M. Capek-Achod ne se départit jamais.

La petite nouvelle que la *Revue Bleue* donne aujourd'hui, est extraite du recueil intitulé : *La Ville et la Banlieue*, paru en 1913.

H. JELINEK.

LA PROMOTION DE M. CHALVEY

(Nouvelle)

Richard Chalvey, assis dans son cabinet de travail, rêvait. Depuis combien de temps, il n'aurait su le dire, mais le soir commençait déjà à faire place à la nuit et celle-ci s'obscurcissait à vue d'œil. Les rayons de la pleine lune venaient de quitter le coin où il se tenait. Les titres dorés des livres de sa bibliothèque, contenant tout ce qu'on avait écrit jusqu'alors sur les protozoaires et, en particulier, sur les amibes, objet spécial de ses études, après avoir peu auparavant brillé dans la lumière de tout leur éclat, luisaient sans force dans l'ombre. Par contre, à gauche du savant, un grand thermostat sortit de l'obscurité, gagné par des rayons de lune d'une blancheur de lys, et si intenses ce jour-là que les pièces de nickel de l'appareil les reflétaient comme en une pluie d'étincelles. Le bord de la plaque du microscope qui porte les objectifs brilla même si fort sous sa cloche de verre que Richard Chalvey en ressentit presque une douleur à l'œil droit. Celui-ci s'était en effet quelque peu affaibli pendant ces trente années de travail intensif, de jour et de nuit, au microscope. Mais Chalvey ne le regrettait pas ; au contraire, il était tout prêt à sacrifier encore l'autre œil à la Science sacrée dont il était un des grands maîtres initiés.

Le sacrifice n'avait d'ailleurs pas été vain. Oh, certainement non ! Chalvey sentit sa poitrine se dilater de satisfaction à cette idée. Bien qu'elle lui fût restée longtemps ingrate et gardât jalousement son secret, la Science se laissa finalement séduire par les incantations nocturnes tirées des in-folio aux titres dorés, et livra à Chalvey la thèse que celui-ci ajouta au trésor du temple de sa divinité, immortalisant de ce fait son propre nom. Car après vingt-cinq ans d'études et d'expériences, Chalvey jusqu'alors privat-docent sans notoriété à l'Université et chimiste-préparateur à l'Institut municipal pour le contrôle des denrées alimentaires, avait enfin réussi à colorer le *reticulum* dans le corps des amibes.

Le colorer, c'était le rendre visible au microscope, c'est-à-dire en prouver l'existence scientifiquement, faire disparaître des ouvrages techniques des tournures comme : « il est vraisemblable », « il est à supposer », pour y substituer la simple affirmation incontestable, le fait exact et inébranlable.

Mais la conquête de ce fait, Chalvey l'avait payée de trente ans de sa vie, de privations et de sacrifices inouïs. L'idole de cuivre gardée sous le globe

de verre, le mauvais génie du microscope lui avait dévoré toute sa fortune et tous ses appointements ; mais ce qui usa le plus ses forces et sa santé, ce furent les expériences chimiques entreprises à la recherche d'une substance colorante permettant de faire apparaître le réseau d'une finesse ultramicroscopique qui caractérise le *reticulum*.

Il y réussit en progressant pas à pas, avec méthode, ce qui avait demandé de longues années de travail, tandis que l'invention de l'appareil vibrateur, aux oscillations aussi minimes que possible, qui seule le mena à sa découverte, fut l'œuvre d'un moment d'inspiration de son génie intuitif comme l'avaient dit textuellement les « *Archives pour les études spéciales des protozoaires* » de Londres.

La découverte que Chalvey venait de faire avait une portée mondiale, bien que limitée au monde des savants. Pour ceux-ci, le *reticulum* rendu visible signifiait une véritable révolution. Il n'y a pas de langue civilisée dans laquelle n'ait été depuis publié d'essai sur Richard Chalvey et sa découverte faisant époque dans les annales de la biologie ; et lorsque l'heureux savant tchèque annonça la publication d'un nouveau système des amibes où il démontrerait que des quarante-deux espèces jusqu'alors admises, il en fallait retrancher quinze, on en câbla la nouvelle aux savants naturalistes de toutes les parties du monde. Et l'insignifiant privat-docent, simple adjoint d'un institut municipal, se vit promu pour ainsi dire sur le champ professeur à l'Université de Prague.

Sans doute, la chose ne s'était pas produite sans une influence étrangère. L'impulsion était venue d'un collègue japonais de Chalvey, son ancien camarade de laboratoire à Heidelberg qui avait, dans la *Revue de l'Université de Yeddo*, publiée en anglais, déclaré, non sans se tromper légèrement sur la situation politique de la Bohême d'alors, que ce pays-là ne devait être habité que par des gens de génie, puisqu'on y confiait les fonctions de contrôleur des viandes à des savants de premier ordre. Une telle louange ne manqua pas de produire une impression fort remarquable au ministère de l'instruction publique à Vienne. Bref, le jour vint où le journal officiel publia la promotion de Richard Chalvey, docteur ès-sciences comme professeur à l'Université ; et non seulement cela ! A la suite même de cette nouvelle était annoncée la mise à la retraite du professeur X., conseiller aulique, irréductible adversaire scientifique de Chalvey, et principal responsable de ce que le nouveau professeur avait failli célébrer le vingt-cinquième anniversaire de son entrée en fonctions comme simple privat-docent.

Si l'on ajoute encore que le professeur Chalvey héritait de la chaire dont son ennemi avait été titulaire, on conviendra qu'il avait toutes raisons d'être satisfait. En se rappelant cet évènement survenu le jour même, il était pénétré d'un sentiment intense d'ambition délicieusement chatouillée, bien excusable du point de vue humain et surtout universitaire.

Sa main, — ainsi que d'habitude à toute émotion agréable — s'étendit vers le porte-cigarettes de bronze, mais, pour la première fois de sa vie, il l'arrêta et la laissa retomber.

La petite pile de cigarettes, sa portion de chaque soir, n'était pas encore entamée, l'imposante cafetière s'était déjà depuis longtemps refroidie sans avoir donné la moindre petite tasse, et le monceau de morceaux de sucre brillait intact à côté d'elle dans la lumière de cette nuit féérique.

Dans un long et triste soupir, l'ambition délicieusement chatouillée s'envola.

Le professeur se leva et ouvrit la fenêtre. La nuit magique, qui jusqu'alors n'avait regardé dans sa chambre que par l'œil rond de la lune, y pénétra toute et sembla l'enlacer de ses bras brûlants.

Le murmure du barrage sur la rivière voisine fit irruption en même temps que le lourd parfum du jardin couvert de jasmin en fleurs. Mais il semblait que l'odeur humide du brouillard du fleuve émanât plutôt des grappes blanches d'un immense marronnier qui les offrait de tous côtés d'un geste irrésistible de ses branches noueuses, loin au-dessus de la surface de l'eau et jusqu'à la fenêtre. Les hauteurs de Petrine, dont la nuit transformait l'aspect, semblaient s'être rapprochées presque jusqu'au jardin. Les cimes de leurs arbres, inondées de lumière lunaire, se dessinaient avec un relief étonnant, bien qu'elles ne montrassent que deux nuances de vert d'une tonalité d'aquarelle.

Mais Chalvey n'apercevait rien de tout cela, tout absorbé qu'il était à contempler son image qui se reflétait sur la vitre avec une admirable netteté.

C'était certainement une des caractéristiques optiques de cette nuit que cette mise en relief, dans le portrait sur la vitre, de la longue barbe grisonnante du savant. Tout ce qui était blanc était extraordinairement rehaussé par la lueur de la lune, notamment une partie argentée au milieu de la barbe et la petite flamme du Saint-Esprit au-dessus du front socratique de Chalvey. C'est derrière cette petite touffe de cheveux blancs que se dressait seulement la chevelure.

Le professeur soupira par trois fois, car ces deux mèches grises auxquelles il n'avait jusqu'alors, daigné faire aucune attention avaient justement provoqué son humeur morbide. A cause d'elles, il n'avait pas allumé sa lampe, le café et les ciga-

rettes étaient restés intacts et il ne pensait même pas à se mettre au travail.

Car ce jour-là, un doigt long et fin avait touché d'une manière fort significative ces mèches blanches, et une voix grave lui avait dit :

— D'ailleurs, l'état général est aussi à l'avenant.

Et celui qui avait dit ces mots n'était pas le premier venu. C'était un médecin d'une autorité irrécusable que Chalvey était allé consulter pour son œil avant de se résoudre à sacrifier encore l'autre au grand problème du nouveau système des amibes.

Le diagnostic que le spécialiste avait prononcé après avoir examiné soigneusement les yeux de Chalvey n'était point rassurant, et non seulement pour la vue du savant, usée par le travail au microscope à la lumière artificielle : le docteur venait de trouver, sur la rétine du malade, des symptômes d'un mauvais état de santé général dont il ne pouvait parait-il lui taire la gravité.

En somme, de ce que le docteur avait dit avec tous les ménagements possibles, il s'ensuivait que Chalvey marchait vers la sclérose, s'il n'en était déjà atteint.

Le docteur s'était minutieusement informé du genre de vie du savant, et lorsqu'il connut son existence d'anachorète, il hocha la tête, fort étonné. Il sursauta même de surprise quand, à sa question sur ses relations féminines, Chalvey lui confia qu'il était presque aussi innocent qu'un potache de cinquième ; il ne put même s'empêcher de sourire un peu, de sorte que Chalvey se vit obligé de répéter en rougissant :

— « J'ai dit presque, docteur, presque ! »

Il fut par contre stupéfait quand Chalvey avoua les quantités de café et de cigarettes qu'il consommait toutes les nuits en travaillant.

Le célèbre oculiste était véritablement horrifié en assurant à Chalvey que c'était là une quantité qui aurait suffi à la clientèle d'un petit café, et en lui prédisant à un mois près le moment où commencerait l'inévitable fin, à moins qu'il s'abstint dorénavant de ces deux péchés mortels, pires que tous les autres réunis. Après avoir encore recommandé à Chalvey de passer au laboratoire du docteur Koutchéra, rue des bouchers, pour faire mesurer sa pression artérielle, il le congédia avec une certaine dureté.

Cela s'était passé dans la journée, dans la journée même où sa nomination triomphale paraissait au *Journal Officiel*.

Lui défendre le microscope, le café et les cigarettes, autant couper à une carpe les nageoires dorsales et abdominales et la rejeter à l'eau.

Chalvey avait donc assez de raisons pour être mélancolique.

Pourtant il était plutôt irrité que triste.

Bien qu'il n'ajoutât pas foi au célèbre oculiste et qu'il ne fût pas allé voir le docteur Koutchéra, après avoir passé tout l'après-midi à se promener il ne dîna pas, n'alluma pas sa lampe et s'abstint de nicotine et de caféine, bien que sa fidèle gouvernante, eût tout disposé comme d'habitude.

Chalvey admettait seulement qu'il était myope d'un œil et presbyte de l'autre. Car il n'avait pu confirmer aucun des symptômes que le médecin avait énumérés : sa mémoire était toujours excellente, il n'avait point remarqué de diminution de sa capacité de travail, et cet après-midi même il avait gravi toutes les hauteurs autour de Prague pour voir s'il était sujet aux palpitations ou aux bourdonnements. Rien de tel !

— « Je me sens guilleret et frais comme si j'avais trente ans », se dit-il à lui-même.

Le fait est qu'il était au moins aussi vert que n'importe quel quinquagénaire.

Mais pourtant une sorte de peur et un je ne sais quoi ressemblant fort à du regret s'étaient postés à ses côtés près de la fenêtre ouverte par laquelle entrait le bruissement de la rivière.

A l'instant précédent venait de cesser un son aussi ravissant que l'odeur du jasmin. Un rossignol venait d'interrompre son chant qui fit alors à Chalvey l'effet d'une élégie pleurant les joies de la vie qu'il avait négligées. C'était sans doute parce qu'il n'eut conscience de ce chant que lorsqu'il eut cessé que celui-ci l'impressionna de la sorte. Ah, pourquoi n'avait-il pas écouté, le chant du rossignol, pourquoi n'avait-il pas profité de la vie tant qu'avait résonné le chant de la jeunesse ? à présent ce n'était plus que le murmure du fleuve de la vie arrivée à la digue du cinquantenaire qui lui parlait avec tristesse. Ah, ni la rivière, ni la vie, ne remontent vers leur source !

Chalvey jeta un regard presque haineux sur son idole qui brillait sous sa cloche de verre et à laquelle il avait tout sacrifié, jeunesse, santé, joies et jouissances auxquelles participe tout être humain même le plus pauvre.

Toute la soirée, le restaurant installé sur les hauteurs de Petrine avait retenti d'une bruyante musique militaire. Bien qu'il eût fermé les fenêtres pour se soustraire à la banalité de ces sons, maintenant que le concert avait pris fin depuis longtemps et que les lumières là-haut dans le parc s'étaient éteintes, il eut la nostalgie de cette musique tout comme du chant du rossignol, et il lui sembla que tous les morceaux joués l'avaient été en mode mineur.

Oui, il avait laissé échapper toutes les voluptés de la vie et non seulement les grossières, mais les divertissements mondains, théâtre, littérature,

grands concerts, voyages, sports et Dieu sait quoi encore dont il ne se doutait même pas.

Et tout cela pour le *reticulum* de l'*Amœba Proteus Ehrenberg* et pour le nouveau système des amibes !

Inconsciemment ses doigts atteignirent une cigarette, car jusqu'alors, à chaque sensation émotive, fût-elle douloureuse, il en grillait une. Mais cette fois-ci il ne l'alluma pas, il se souvint de sa visite chez l'oculiste et de ce que celui-ci avait dit pour le mettre en garde contre les deux péchés mortels les plus pernicieux. Il la remit docilement sur le tas et se mit à arpenter de long en large le spacieux cabinet de travail.

Que diable, jamais de sa vie il ne s'était laissé aller à broyer du noir comme ce soir !

Ah, s'il n'était pas allé voir ce médecin de malheur, il est certain qu'à ce moment, il n'aurait plus conscience du monde. Penché sur le microscope, il continuerait, à la lumière crue de sa lampe Osram, à étudier comment se comporte le *reticulum* de l'individu maternel se divisant en deux individus. Il fumerait cigarette sur cigarette, boirait une tasse de café après l'autre et ne se douterait même pas qu'il y eût, dans ce monde, des amusements et des divertissements terre-à-terre qu'il dût regretter de n'avoir pas connus.

Chalvey fit une grimace à son image sur la vitre, à sa barbe blanche et à sa mèche frontale qui lui avaient valu le sobriquet de « Saint Pierre ».

A ce moment la fenêtre d'en face, de l'autre côté de la rue étroite, s'ouvrit avec fracas et le crochet frappa le mur d'un coup sec. Une blanche silhouette de femme, ayant poussé violemment les deux battants, aspira deux ou trois fois, s'écroula de tout son poids sur l'appui de la fenêtre au point qu'on eût pu craindre pour ses deux jeunes seins, et se mit à respirer l'air à pleins poumons. Il était évident qu'il ne s'agissait pas d'un accident : par la fenêtre ouverte fusa un clair rire junévile, et derrière la jeune fille une autre forme blanche apparut.

Le jeune homme riait d'une voix dont la mue était encore récente il semblait à Chalvey que l'éclat de rire lui parvenait amplifié, car la chambrette d'en face était très basse de plafond et la jeune fille, prise de gaîté, pâmée à la fenêtre, secouait la tête comme persuadée enfin de quelque chose qui lui avait paru auparavant incroyable.

Soudain, comme mue par un ressort, la svelte silhouette se dressa, se jeta au cou du jeune homme et l'enlaça.

Et elle l'embrassa, l'embrassa !

Elle l'attira vers la fenêtre, l'étreignit autour du cou et sous l'aisselle en le couvrant de baisers.

Ils avaient plutôt l'air de deux jeunes filles que d'un homme et d'une femme ; l'amante semblait même plus virile que lui, blondin tout jeunet, à l'accroche-cœur collé sur la tempe.

Il riait de son insatiabilité de bacchante qui semblait n'avoir pas assez de bras pour l'étreindre à sa guise.

Qui aurait cru que l'instinct de la femme fût déjà si développé chez cette jeune lingère, courbée du matin au soir sur sa machine à coudre et qui jetait de temps à autre sur la maison d en face un coup d'œil indifférent.

Quant à lui, il levait les épaules avec un sourire condescendant et un peu fat, sans répondre à sa fougue ; tout au plus lui mettait-il les mains sur les épaules, encore presque enfantines, lorsqu'une caresse durait trop.

Ses baisers étaient si brusques et si vifs qu'une mèche noire, détachée de sa chevelure à moitié défaite, ne cessait de remuer à chaque mouvement de la tête.

Mais lorsque le paroxysme de sa passion se détendit et se changea en une simple tendresse et que la jeune femme pressa doucement sa joue contre celle de l'adolescent, ce fut lui qui ne résista pas davantage et fit en sorte que leurs lèvres se rencontrassent. Alors ils s'enlacèrent avec une telle force réciproque que Chalvey n'eût pas été étonné d'entendre le craquement de leurs coudes.

Avant que Chalvey ne fût revenu de sa surprise, les deux ombres avaient disparu comme si l'on avait effacé leurs blanches silhouettes, et le professeur regardait la fenêtre vide qui lui montrait son fond noir semblable à une bouche s'ouvrant d'un air narquois en réponse à un curieux importun.

Comme toutes les très vieilles maisons, celle d'en face avait aussi une façade expressive dont les badigeonnages successifs au cours des siècles avaient défiguré la fine ornementation primitive. Et cette façade caractéristique semblait apostropher Richard Chalvey, professeur à l'Université et docteur ès-sciences :

— « Eh bien, mon vieux, qu'as-tu à faire l'étonné, comme si tu ne te doutais pas de ces choses-là? Eh oui, c'est comme cela que ça se passe, cela ne peut ni ne doit être autrement ! »

Oh ! un autre jour, Chalvey n'aurait même pas daigné jeter un coup d'œil sur ces deux amoureux dont les folies ne lui auraient pas paru dignes d'un sourire de pitié, mais ce jour-là...

Le savant, fatigué de sa veille, ressentit le besoin de se désaltérer, malgré toutes les défenses de la faculté ; on entendit le bruit de quatre morceaux de sucre tombant dans la tasse.

Mais il ne versa pas.

Car au même instant un frisson le saisit, la flûte du rossignol se mit à retentir dans le jardin et la mélodie

monta, si forte et victorieuse qu'elle fit taire même le murmure de la rivière. Chalvey eut toutes les peines du monde à faire rentrer une larme qui gonfla sa paupière, et, chose étonnante, il n'eut aucune honte de sa faiblesse sentimentale, tant le toucha le rossignol avec son commentaire de la loi proclamée l'instant auparavant par la vieille maison dans laquelle, durant des siècles, des générations d'hommes avaient vécu et avaient aimé. Et c'est cette loi éternelle de l'amour qu'il avait trahie tout en enregistrant les lois de la nature, qu'il avait méprisée tout en examinant, sous la lentille de son microscope, comment la remplissaient les protozoaires. Il l'avait trahie, cette loi, à son grand préjudice et pour son malheur même. Comme il regardait la façade de la maison d'en face, inondée par la lueur de la lune, et le trou noir de la fenêtre toujours béant, une jalousie intense le saisit à l'égard de la jeune fille et même à l'égard de toutes les femmes en général à commencer par celle dont il n'avait plus aucune souvenance.

L'étoile qui une heure avant s'était levée derrière le Petrine clignotait, comme si elle avait envie de dormir, sur la crête du pignon d'en face avant de disparaître derrière lui ; le rossignol s'était tû de nouveau, car, pour lui aussi, il ne s'était agi que d'un intermède dans cette nuit d'amour : la nuit elle-même respirait avec calme. Seule, la rivière continuait de bruire.

Chalvey éprouvait un sentiment extraordinaire d'inquiétude ; il lui fut soudain impossible de tenir en place. Il fallait absolument qu'il partît à la conquête de ce qui lui restait encore de bonheur. Il fallait qu'il le trouvât encore cette nuit même, coûte que coûte, avant que la prophétie du docteur ne se réalisât...

Il prit son chapeau et sortit à pas de loup, pour ne pas éveiller sa gouvernante. Ses précautions étaient inutiles, il n'avait point à craindre de troubler le repos de mademoiselle Philomène, car la pâle lueur visible au bout du couloir à travers la porte vitrée témoignait qu'elle veillait encore.

Instinctivement, il s'approcha, mit la main sur le bouton de la porte, ouvrit, il n'était plus temps de reculer, il entra. Un cri, et la lumière s'éteignit, mais pas assez promptement pour qu'il n'eût d'un coup d'œil jugé de la situation. En d'autres temps Chalvey aurait, dans une telle occurrence, pris discrètement la fuite ; mais cette fois-ci, il resta. C'était peut-être la lourde atmosphère saturée de l'odeur capiteuse du savon de toilette qui en était la cause, ou peut-être n'avait-on pas soufflé la flamme de la lampe assez vite.

Et non seulement il resta, — mais il avança de quelques pas.

Mademoiselle Philomène était à sa merci. En éteignant la lampe, elle avait rendu toute sa force au clair de lune. Et ce fut dans cette clarté blanche qu'elle se réfugia dans son trouble. Elle se blottit dans l'angle de la fenêtre, et bien que les vitres fussent garnies de rideaux de mousseline, sa tête projetait sur le mur une ombre aussi épaisse que s'il eût fait soleil.

Elle pria, elle conjura Chalvey qui, de ses lèvres sèches, balbutia quelques mots sans suite ; lorsqu'elle lui ordonna enfin de s'en aller, il se mit bien en marche, mais — vers elle.

Elle trépigna de ses pieds nus.

« Comment ? » demanda-t-il, quoiqu'elle se fût tue et ne le bravât que du regard.

Chalvey fut saisi comme d'un frisson de fièvre en voyant comme Philomène avait embelli, le gigantesque et savant édifice de son chignon étant défait, ses immenses cheveux dénoués ruisselaient sur les tempes, le visage et la gorge, si longs qu'ils formaient, par la seule pression des bras, un ample peignoir, seul vêtement de mademoiselle Philomène à ce moment.

Maria l'Egyptienne !

Elle murmura quelque chose d'une voix plaintive, sans qu'il la comprît ; lui aussi, il voulut dire quelques mots, mais il ne put articuler qu'un son rauque.

Il ne pouvait pas détacher les yeux des épaules de la femme dont la blancheur émergeait du voile sombre de la chevelure ; sans doute il y avait longtemps que ces épaules avaient cessé d'être demi enfantines, mais lorsqu'elle leva ses bras tremblants et que ses doigts s'enfoncèrent convulsivement dans les siens, que leurs mains se mirent à trembler à l'unisson de la même fièvre, Richard Chalvey n'essaya même pas de récupérer le peu de sang-froid qu'il avait gardé en franchissant le seuil de la chambre...

⁂

Lorsqu'il rentra dans son cabinet et s'avança vers la fenêtre, restée ouverte, les hauteurs de Petrine avaient reculé à leur place ordinaire ; au lieu du cantique du rossignol résonnait le piaillement éperdu des moineaux qui prenaient leurs ébats dans les branches du marronnier noircies par la rosée ; la lune, prise dans une découpure bleue du ciel entre le Petrine et le pignon de la maison d'en face, était voilée de brouillard et pâle comme si elle était de platine ; elle avait dépensé et épuisé toute sa lumière ; la fenêtre des deux amants était refermée et l'éloquente façade de la maison avait repris son silence de mort indifférent dans l'aube blême des premières heures du matin.

Chalvey, près de la fenêtre, fumait et buvait ; il

avait jeté tout le sucre dans la cafetière, buvait tasse sur tasse et fumait cigarette sur cigarette.

Il riait maintenant comme le gamin d'en face avait ri à minuit ; la nuit passée l'avait rendu cynique, lui, le grison. Il avait plus d'un motif de rire. — Il se rappela de nouveau et se répéta — après combien de fois déjà — ce que Philomène avait murmuré de sa voix plaintive avant que leurs mains se fussent réunies :

« Non, non ! A quoi pense Monsieur? mais je me marie demain ! L'avez-vous oublié ? » avait-elle balbutié, tout en l'attirant de ses bras frémissants.

Mais oui, c'était parfaitement vrai qu'il l'avait oublié, ce mariage ; et pourtant, en sa qualité de témoin de la mariée, il était de la noce ! Comment cela ne lui était-il pas venu à l'esprit quand il poussa la porte de sa chambre ! Il se rappela comment le fiancé, affublé de son uniforme bleu de chef de train, était venu lui demander la main de mademoiselle Philomène, à lui, le remplaçant du père, comme il s'était exprimé, obéissant sans doute à un désir délicat de la fiancée. Ah, il avait fait du beau ! voilà qu'il lui avait volé sa nuit de noces, au chef de train !

Et tout ce que le docteur lui avait, le jour même raconté au sujet de la régression et de l'involution, de la marche rétrograde de l'évolution du corps humain, de l'extinction lente de la vitalité... Sornettes que tout cela ! Cela le fit rire de nouveau. Il se sentait heureux, car il voyait qu'il était toujours capable de s'emparer de toutes les délices de la vie, jusqu'alors négligées et, dont le nombre était encore pour lui illimité. Frais et allègre, il suivait des yeux l'étincelle qui courait gaiement le long de sa cigarette ,s'avivant à chaque bouffée. Il se sentait fort à son aise ; seul, son sang en ébullition ne voulait pas se calmer.

Il pensait à Philomène avec une tendre reconnaissance ; il la revoyait sans cesse, baignée de lumière, dans sa pudeur impuissante qui menaçait de rendre la situation comique ; il se souvenait de ses efforts hypocrites pour se débarrasser de lui tout en lui prodiguant des caresses passionnées ; il se rappelait aussi sa plainte amère, qui revenait sans cesse.

« Ah, pourquoi Monsieur n'est-il pas venu autrefois? » avait-elle répété en sanglotant », pourquoi n'est-il pas venu, lorsqu'il y a huit ans, je suis entrée à son service en héritant de la place de ma sœur sans que Monsieur se fût même aperçu du changement? A présent, il est trop tard ; je ne peux tromper le brave homme qui va me donner son nom, et à qui, dans quelques heures, je dois promettre, au pied de l'autel, obéissance et fidélité pour la vie ! »

Et, quand il fut démontré qu'il n'était point trop tard, cette confession brûlante de son adoration de huit ans pour son maître ! Et cet aveu qu'elle avait cessé de s'enfermer à clef la nuit lorsqu'elle avait acquis la certitude de lui être tout à fait indifférente ! Et les remerciements, coupés de sanglots, de lui avoir donné ce bonheur, si grand qu'il suffirait pour le reste de sa vie et ferait taire le remords d'avoir trompé son fiancé !

Il allait sans dire que le mariage avec le chef de train n'aurait pas lieu. Commettre un adultère, et surtout séduire une fiancée avant le mariage, ce sont des condiments piquants de la légende donjuanesque et Chalvey eût peut-être donné bien des choses pour pouvoir se hisser à un si haut degré de désinvolture ; mais en arpentant son cabinet d'un pas si lourd que quelque chose trembla dans le thermostat mal équilibré, Chalvey se promit solennellement de se réserver Philomène... eh, voilà qu'il ne peut se rappeler son nom de famille ; à cet égard le docteur avait peut-être eu raison, sa mémoire baissait vraiment. Il en était même un peu humilié.

Et qu'il faisait étouffant ce matin ! Ou est-ce lui qui avait si terriblement chaud ? Il n'aurait peut-être pas dû boire tant de café ? ou bien se consumait-il inextinguiblement comme une gisement houillier ayant pris feu après des milliers d'années et brûlant lentement ?

« Mais où en étais-je ? » balbutia-t-il. « Ah oui, je sais, je garde Philomène, ce mariage est désormais impossible. Mais que diable, je ne lui ai pas encore dit un traître mot de tout cela. Il faut que je le lui annonce sans retard ; il n'y a pas une minute à perdre, le mariage est pour sept heures et il faut qu'à ce moment-là, Philomène et moi, nous soyons loin. Oui, c'est cela, nous partons ce matin et restons en voyage jusqu'à la rentrée des classes. Du reste, je ne connais pas encore l'Institut océanographique de Monte-Carlo... »

« La chose ne souffre pas de retard ! Mais comment me présenter à elle, en plein jour, tout de go, sans prétexte ? » se demanda-t-il, pris soudain d'un embarras étrange. « Bah ! je vais aller chercher de l'eau ; je brûle d'ailleurs à suffoquer. J'irai moi-même ; à présent j'ai perdu le droit de sonner pour qu'elle vienne ! »

Chalvey s'élança dans le corridor et dans sa hâte enfonça presque la porte de Philomène.

Comme il l'effraya !

Mais pourquoi ce cri d'angoisse, pourquoi cette expression de terreur sur son visage, pourquoi se jette-t-elle ainsi au devant de lui ? Et quelle étrange sensation il ressent ! Il étouffe, il souffle sans pouvoir reprendre haleine ; c'est comme si une boule immense venait de lui croître soudain entre les côtes et l'empêchait de respirer.

Il serait tombé par terre si elle ne l'avait reçu dans ses bras.

Maintenant, il se sent un peu mieux.

Si seulement elle ne lui posait pas des questions d'un air si soupçonneux, s'il comprenait du moins ce qu'elle lui demandait ! Impossible d'articuler une syllabe ; ce ne sont pas, cette fois, les lèvres, mais la langue qui semble desséchée.

D'un effort suprême, il finit par murmurer un seul mot :

« De l'eau ! »

Philomène — mais pourquoi se lamente-t-elle ainsi ! — bondit chercher un verre.

Non, décidément, il ne va pas bien. S'il ne s'appuyait pas sur le bois de lit ou sur quelque autre meuble, il tomberait ; la chambre tourne lentement autour de lui. Enfin, voilà de l'eau, il l'avale jusqu'à la dernière goutte. Il aspire profondément comme il n'a peut-être jamais aspiré de sa vie. Le vertige est passé.

Mais pourquoi est-il venu, qu'a-t-il donc à lui dire ? Mon Dieu, s'il pouvait au moins faire un mouvement pour s'en aller. Quelque chose de terrible s'est passé en expiation et ne va-t-il pas se produire quelque chose de pire. L'horreur de cette chose inconnue le regarde à travers les yeux hagards de la femme dont il ne peut détourner la vue.

Il chancelle encore un moment et il va s'écrouler s'il ne s'accroche pas à elle ; la danse en rond de tous les objets autour de lui continue toujours plus vertigineuse, il lui semble qu'ils se sont mis aussi tous les deux à danser.

Mais au moment où il quitte son appui pour se jeter à son cou, il a la sensation qu'une force immense affaisse le plancher sous ses pieds, monte, traverse son corps, et arrachant le cœur en chemin l'emporte vers la tête... Il n'entendit que le début du cri désespéré de la femme ; il vit encore, dans un éclair, son tablier blanc et sa silhouette noire avant qu'ils disparussent, mais il ne sentit plus le choc lorsque sa tête cogna lourdement contre le plancher...

De cette manière, le mariage de mademoiselle Philomène eut lieu tout de même, et le jour fixé, bien que le fiancé eût voulu à tout prix que l'on remît la cérémonie après les funérailles. Il estimait, disait-il, le vieil homme comme son propre père. Mais mademoiselle Philomène se montra inflexible ; il s'en fallut de peu que les fiancés ne se disputassent. Tout ce qu'elle concéda fut que la noce fût célébrée l'après-midi. On ne pouvait d'ailleurs faire autrement, car il fallut allumer les cierges autour de la bière avant qu'on n'allumât ceux de l'autel nuptial.

CH. M. TCHAPEK-KHOD.

Traduit du tchèque par George Tilser.

LES DOCTRINES HINDOUES

Les doctrines orientales en général, et les doctrines hindoues en particulier, sont fort mal connues en Occident; et cela nous semble tenir surtout à ce que, d'ordinaire, les Occidentaux ne savent pas se mettre dans l'état d'esprit nécessaire pour comprendre des civilisations extrêmement différentes de la leur sous tous les rapports. L'exemple le plus net de cette incompréhension est peut-être celui qui nous est fourni par les travaux des indianistes allemands : ces travaux peuvent être fort estimables tant qu'ils restent sur le terrain de l'érudition pure et simple, mais, dès qu'il s'agit de l'interprétation des idées, pourtant bien autrement importante, on n'y trouve plus rien d'utilisable, car cette interprétation est irrémédiablement faussée par un parti pris d'assimiler les doctrines étudiées aux conceptions des philosophes allemands, et de les faire entrer, bon gré mal gré, dans les cadres auxquels est accoutumée la mentalité européenne. Or, ce dont il faudrait se rendre compte tout d'abord, au contraire, c'est que les modes essentiels de la pensée orientale diffèrent profondément de ceux de la pensée occidentale, et que même des dénominations comme celles de « philosophie » et de « religion », par exemple, ne peuvent s'y appliquer proprement, du moins si l'on tient à leur conserver un sens un peu précis. Nous ne pouvons naturellement songer à développer ces considérations dans les limites d'un court article (1); nous voudrions seulement donner, des doctrines hindoues, une vue d'ensemble qui permette de comprendre quelle est leur véritable nature.

Ce qu'il faut savoir en premier lieu, c'est que la civilisation hindoue, comme toutes les civilisations orientales d'ailleurs, est essentiellement traditionnelle; l'idée de la tradition la domine entièrement, et dans tous les domaines, et il y a là un contraste presque absolu avec la civilisation occidentale moderne, où cette même idée ne trouve guère d'application que dans le seul domaine religieux. Bien entendu, quand nous parlons de la base traditionnelle d'une civilisation, on doit entendre par là un principe pro-

(1) Nous l'avons fait, d'ailleurs, dans un livre intitulé *Introduction générale à l'étude des doctrines hindoues*, auquel nous nous permettrons de renvoyer les lecteurs que ces questions intéresseraient plus particulièrement.

fond, d'ordre intellectuel, sur lequel elle repose; nous nous refusons absolument à donner ce nom de tradition, comme on le fait trop souvent, à une coutume quelconque, parfois d'origine toute récente, et presque toujours sans grande portée, voire même sans grande signification. Pour un Européen, au moins à notre époque, il est difficile de comprendre tout ce qu'est la tradition pour un Oriental, et quelle formidable puissance y est inhérente : vouloir s'y soustraire, à supposer que la chose fût possible, ce serait se mettre en dehors de la civilisation elle-même, puisque c'est à la tradition que se rattache tout ce qui constitue cette civilisation, du domaine de la spéculation pure à celui des institutions sociales. Et nous signalerons immédiatement, dans l'ordre doctrinal, une remarquable conséquence de ce caractère : c'est que nul ne cherche à innover, à attacher son nom à un système ou à une théorie, ni à se faire gloire d'une originalité de pensée réelle ou supposée, toutes choses qui ne pourraient avoir pour résultat que de lui faire dénier toute autorité. Normalement, il ne peut s'agir que de tirer de la doctrine traditionnelle, par développement et par adaptation, ce qui s'y trouve contenu au moins implicitement dès l'origine; chercher à s'écarter de cette ligne, c'est se mettre en désaccord avec les principes fondamentaux, donc tomber inévitablement dans l'erreur. Des idées comme celles d' « évolution » et de « progrès », si chères aux Occidentaux modernes, ne sauraient donc trouver ici la moindre place, et l'inquiétude intellectuelle est inconnue aux Orientaux; quand on est en possession d'une base stable et d'une direction sûre, on n'éprouve nul besoin de changement. D'autre part, au regard de la doctrine traditionnelle, les individualités ne comptent pas; cela est si vrai que leurs noms sont le plus souvent ignorés, et que ceux qui ont été conservés ont acquis une valeur toute symbolique, en s'attachant à des écoles ou à des branches d'études bien plus qu'aux hommes qui ont dû les porter primitivement, et dont les particularités biographiques sont généralement tombées dans l'oubli le plus complet; il n'y a donc là rien de ce qui serait propre à satisfaire une certaine vanité « individualiste », qui a probablement agi plus que tout autre cause pour pousser plus d'un philosophe européen à bâtir son système.

Mais qu'on ne s'y trompe pas, et qu'on n'aille pas croire que, dans ces conditions, la pensée doit se trouver à l'étroit : ce qui est empêché, ou tout au moins réduit au strict minimum, ce ne sont en somme que des divagations ou des fantaisies plutôt regrettables; la tradition permet, à ceux qui la comprennent, des conceptions autrement vastes que les rêves des philosophes qui passent pour les plus hardis, mais aussi autrement solides et valables; elle ouvre à l'intelligence des possibilités illimitées comme la vérité elle-même. Ce n'est pas en Orient que l'on peut rencontrer des hommes qui proclament qu'il existe de l' « inconnaissable », et qui, parce qu'ils sont affligés de « myopie intellectuelle », prétendent imposer aux autres les limites de leur propre compréhension. Et cela nous amène à préciser la nature de la doctrine traditionnelle, spécialement en ce qui concerne l'Inde : la tradition hindoue est purement métaphysique dans son essence; nous entendons par là que ce qui la constitue fondamentalement, c'est la connaissance des principes d'ordre universel, connaissance tout intellectuelle, et même la seule qui mérite proprement cette qualification. Ce que nous appelons ici « métaphysique », parce que ce mot, entendu dans son sens étymologique, comme désignant ce qui est « au delà de la nature », est le mieux approprié de ceux que les langues occidentales mettent à notre disposition, c'est tout autre chose que l'assemblage d'hypothèses plus ou moins plausibles, plus ou moins cohérentes, et plus ou moins vaines, auquel les philosophes modernes se plaisent à donner le même nom, et qui n'est pour nous que de la « pseudo-métaphysique ». Nous ne pouvons insister ici autant qu'il le faudrait sur les caractères de la métaphysique vraie; nous dirons seulement qu'elle implique essentiellement la certitude absolue, parce que son domaine est supérieur à toute contingence, et qu'elle ne participe aucunement de la relativité des sciences particulières, qui sont toutes comprises dans la « physique » au sens très général où l'entendaient les anciens, celui de « connaissance de la nature ». Ces sciences, d'ailleurs, ne sont point négligées dans la doctrine hindoue, mais elles ne peuvent y avoir qu'une importance secondaire et un rang subordonné, puisque c'est à la métaphysique qu'appartiennent les principes dont tout dépend; elles viennent donc s'y adjoindre comme autant de prolongements, soit pour constituer certaines branches qui, bien qu'accessoires, font partie intégrante de la doctrine elle-même, soit pour donner lieu à des applications diverses, notamment dans l'ordre social. Nous ne dirons rien de ces dernières, mais nous tenons à insister sur ce point, que la hiérarchisation que nous venons d'indiquer ne

doit jamais être perdue de vue si l'on veut comprendre quelque chose à la civilisation hindoue, quel que soit l'aspect sous lequel on se proposera de l'étudier plus particulièrement. Ce qu'il faut retenir aussi, c'est que les sciences orientales que l'on peut dire traditionnelles, parce qu'elles sont rattachées directement ou indirectement à des principes d'ordre supérieur, ont par la même un caractère bien différent des sciences occidentales, et cela même lorsque, par leur objet, elles semblent leur correspondre à peu près exactement.

La base essentielle de toute la doctrine hindoue est représentée par l'ensemble d'écrits auquel on donne le nom de *Véda*, qui signifie d'ailleurs la connaissance traditionnelle par excellence; c'est là que cette doctrine est contenue tout entière en principe, et la question de l'ordre chronologique dans lequel ses diverses branches ont été développées, outre qu'elle est à peu près insoluble, est loin d'avoir l'importance que lui attribuent les indianistes, précisément parce qu'il n'y a jamais eu là rien de plus ni d'autre qu'une explication dégageant les conséquences, dans tel ou tel ordre, de ce qui avait été posé dès le début. Au fond, dans une doctrine strictement traditionnelle comme celle-là, l'adaptation nécessaire à une époque quelconque ne peut consister que dans un développement adéquat, suivant un esprit rigoureusement déductif et analogique, et sans variation ni déviation d'aucune sorte, des solutions et des éclaircissements qui conviennent plus spécialement à la mentalité de cette époque. S'il en est ainsi, on conçoit aisément que les sciences qui ont un lien avec la tradition ne pourront jamais être regardées comme des « inventions » spontanées d'une individualité quelconque; elles sont, nous le répétons, des adaptations d'une vérité préexistante, et, parmi ces sciences, il en est même qui se rapportent au domaine expérimental et à l'ordre des applications pratiques. C'est ainsi que le mot *upavêda* désigne des connaissances d'ordre inférieur, mais qui dépendent du *Véda* d'une façon immédiate, qui en sont comme des appendices; or il y a quatre *upavêdas*; correspondant aux quatre grandes divisions du *Véda*, et ce sont la médecine (*âyur-vêda*), la science militaire (*dhanur-vêda*), la musique (*gândharva-vêda*), enfin la mécanique et l'architecture (*sthâpatya-vêda*). Il semble que ce soient là, suivant les conceptions occidentales, des arts plutôt que des sciences proprement dites; mais le principe traditionnel qui leur est donné ici en fait quelque chose d'autre, les intellectualise en quelque sorte. La médecine, par exemple, sans rien perdre de son caractère pratique, est quelque chose de bien plus étendu que ce qu'on est habitué à désigner par ce nom; outre la pathologie et la thérapeutique, elle comprend bien des considérations que l'on ferait rentrer, en Occident, dans la physiologie ou même dans la psychologie, mais qui sont d'ailleurs traitées d'une façon très différente. Nous devons ajouter qu'il est extrêmement difficile à un Occidental de parvenir à une connaissance suffisante dans ce genre d'études, où sont employés de tout autres moyens d'investigation que ceux auxquels il est accoutumé. Il peut paraître singulier que ce qu'il y a de plus élevé dans une tradition, c'est-à-dire les principes, soit plus facilement saisissable que de simples applications pour des hommes d'une autre race; mais pourtant c'est ainsi, et il n'y a pas besoin d'y réfléchir bien longtemps pour en trouver la raison : c'est que les principes sont universels et immuables, tandis que les applications, étant d'ordre contingent, sont déterminées dans une certaine mesure par les conditions du milieu.

Nous ne pouvons entreprendre de définir ni même d'énumérer simplement toutes les sciences reconnues et cultivées par les Hindous; on en rencontre des listes différentes, que l'on peut d'ailleurs concilier en remarquant qu'elles sont seulement plus ou moins complètes, plus ou moins détaillées, qu'elles poussent les distinctions et les divisions plus ou moins loin. Le *Nîtishâstra* (traité de la politique) de Shukrâchârya énumère trente-deux *vidyâs* (sciences) et soixante-quatre *kalâs* (arts), d'importance très inégale, tout en ajoutant que le nombre des *vidyâs* et des *kalâs* est en réalité indéfini, de sorte qu'aucune liste ne pourra jamais être regardée comme absolument et définitivement complète. Quant à l'ordre dans lequel ces sciences et ces arts sont énumérés, il peut varier aussi suivant le point de vue auquel on les envisage; dans tous les cas, il est loin d'être arbitraire, mais il ne répond pas à l'idée que les Occidentaux se font d'une classification; du reste, d'une façon générale, on a le plus grand tort de vouloir interpréter comme des classifications, au sens ordinaire de ce mot, certaines concordances basées sur des considérations analogiques dont on pourrait peut-être, en Europe, trouver quelque équivalent au moyen âge, mais non dans les temps modernes.

Parmi les sciences qui ont le caractère le plus strictement traditionnel, nous mentionnerons

seulement, à côté des *upavêdas*, ce qu'on appelle les six *vêdânqas*, littéralement « membres du *Vêda* » : cette désignation est appliquée à des sciences auxiliaires du *Vêda*, parce qu'on les compare aux membres corporels au moyen desquels un être agit extérieurement. La *shikshâ* est la science de l'articulation correcte et de la prononciation exacte, des lois de l'euphonie et de la valeur symbolique des lettres. Le *chhandas* est la science de la prosodie, impliquant d'ailleurs la connaissance profonde du rythme et de ses rapports cosmiques, connaissance qui est tout à fait étrangère aux Occidentaux. Le *vyâkarana* est la grammaire, qui est ici en relation plus étroite que partout ailleurs avec la signification logique du langage. Le *nirukta* est l'explication des termes importants ou difficiles qui se rencontrent dans les textes vêdiques. Le *jyotisha* est l'astronomie, ou, plus exactement, il est à la fois l'astronomie et l'astrologie, qui ne sont jamais séparées dans l'Inde, pas plus qu'elles ne le furent chez aucun peuple ancien; il convient d'ajouter que l'astrologie dont il s'agit n'a presque rien de commun avec les spéculations « divinatoires » plus ou moins fantaisistes auxquelles certains de nos contemporains attribuent le même nom. Enfin, le *kalpa* est l'ensemble des prescriptions qui se rapportent à l'accomplissement des rites, et dont la connaissance est indispensable pour que ceux-ci aient leur pleine efficacité. Les traités qui concernent ces différentes sciences font partie de la *smriti*, ensemble très considérable d'écrits traditionnels qui font autorité, mais qui sont regardés comme moins fondamentaux que la *shruti*, c'est-à-dire la collection des textes vêdiques eux-mêmes; l'autorité de la *smriti* est dérivée de celle de la *shruti* et se fonde sur son parfait accord avec cette dernière.

Nous tenons à noter encore spécialement l'importance que les Hindous accordèrent toujours à l'étude des mathématiques comprenant, sous le nom général de *ganita*, l'arithmétique (*pâtîganita* ou *vyakta-ganita*), l'algèbre (*bîja-ganita*) et la géométrie (*rêkhâ-ganita*). Les deux premières surtout de ces trois branches reçurent dans l'Inde, dès les temps anciens, un remarquable développement, dont l'Europe, par l'intermédiaire des Arabes, devait d'ailleurs bénéficier plus tard.

Nous devons maintenant nous arrêter un peu plus longuement sur les six *darshanas*, dans lesquels les orientalistes ont voulu, bien à tort, voir des « systèmes philosophiques ». Le mot *darshana* signifie proprement « vue » ou, si l'on veut, « point de vue »; ce qui est ainsi désigné, ce sont bien, en effet, des points de vue distincts, qui constituent autant de branches de la doctrine, et qui, dans toute la mesure où ils sont strictement orthodoxes, ne sauraient entrer en conflit ou en concurrence comme le feraient nécessairement des « systèmes » rivaux. Chaque *darshana* a, comme toute autre sorte de connaissance, son domaine propre, et ainsi ces points de vue se complètent et s'unissent dans l'ensemble de la doctrine, dont ils sont, nous y insistons, des éléments essentiels; cela seul suffirait, à défaut de bien d'autres considérations, à en faire tout autre chose que de la « philosophie » comme l'entendent les Occidentaux, surtout les modernes.

En envisageant les *darshanas* dans l'ordre où on les énumère habituellement, et qui est en quelque sorte un ordre ascendant, nous trouvons d'abord le *Nyâya*, qui est la logique, mais une logique qui, tout en présentant des rapports assez frappants avec celle d'Aristote, en diffère cependant à plus d'un égard. Cette logique comprend dans son point de vue les choses considérées comme « objets de preuve », c'est-à-dire de connaissance raisonnée ou discursive; nous disons les choses mêmes, et non pas seulement les notions ou les concepts, car, pour les Hindous, une connaissance n'existe qu'autant qu'elle atteint à quelque degré la nature des choses; et, si nous connaissons un objet par l'intermédiaire de sa notion, c'est que cette notion est elle-même quelque chose de l'objet, qu'elle participe de sa nature en l'exprimant par rapport à nous. On peut donc dire que, chez les Grecs, la distinction entre la chose et sa notion allait déjà trop loin, bien que l'idée d'établir une séparation radicale et même une opposition entre le sujet et l'objet soit toute spéciale à la philosophie moderne, pour laquelle elle est une source de difficultés sans nombre, et d'autant plus inextricables qu'elles sont purement artificielles.

Le *Vaishêshika* est constitué par la connaissance des choses individuelles comme telles, envisagées en mode distinctif, dans leur existence contingente. C'est là, dans l'ensemble des *darshanas*, ce qui se rapproche le plus du point de vue « scientifique » tel que l'entendent les Occidentaux, mais pourtant il en diffère encore notablement, et il est beaucoup plus voisin du point de vue qui constituait, chez les Grecs, la « philosophie physique »; tout en étant analytique, il ne l'est pas de la même façon que la

science moderne, et il n'est pas soumis à l'étroite spécialisation qui pousse cette dernière à se perdre dans le détail indéfini des faits expérimentaux. S'il faut appliquer une désignation occidentale à un point de vue hindou, nous préférons pour le *Vaishêshika* celle de « cosmologie », d'autant plus que la cosmologie du moyen âge européen était aussi une connaissance traditionnelle, se présentant nettement comme une application de la métaphysique aux contingences de l'ordre sensible.

Le *Sânkhya* se rapporte encore au domaine de la nature, mais considéré synthétiquement, à partir des principes qui déterminent sa production et dont elle tire toute sa réalité. Le nom de ce *darshana* désigne proprement une doctrine qui procède par l'énumération régulière des différents degrés de l'être manifesté. Rattachant ainsi la connaissance de la nature à certains principes d'ordre transcendant, ce point de vue est en quelque sorte intermédiaire entre la cosmologie et la métaphysique, mais sans faire disparaître la distinction profonde qui sépare cette dernière, en raison de son caractère « suprarationnel », de tout autre genre de spéculation. D'ailleurs, sans être encore ici sur le terrain de la métaphysique pure, on est déjà bien loin des limitations inhérentes à ce qu'on est convenu d'appeler la pensée philosophique ; par exemple, la distinction de l'esprit et de la matière, autour de laquelle tourne toute la philosophie moderne, n'y apparaît plus que comme un cas très particulier, une simple application spéciale, parmi une indéfinité d'autres analogues, d'une distinction dont la portée est autrement vaste et vraiment universelle. En effet, pour la doctrine hindoue, le monde corporel (1) ne représente qu'un état de l'existence manifestée, et l'existence comporte une multiplicité indéfinie d'états, parmi lesquels celui-là n'occupe aucunement un rang privilégié; on voit à quoi peut se réduire, dans ces conditions, une conception comme celle du dualisme cartésien.

La *Yoga*, dont le nom signifie « union », a pour but la réalisation de l'union de l'être humain avec l'Universel; ceci peut paraître assez énigmatique, et il est difficile de l'expliquer clairement, parce qu'il n'y a rien d'analogue qui soit connu en Occident. Il faut dire que la métaphysique orientale ne se borne pas à des considérations simplement théoriques, mais que la théorie n'y est que la préparation, d'ailleurs indispensable, d'une « réalisation » correspondante, dont la possibilité se base sur l'identité foncière du « connaître » et de l' « être », qui ne sont que les deux aspects inséparables d'une réalité unique; et ces deux aspects ne peuvent même plus être distingués dans le domaine métaphysique, où tout est « sans dualité », et où ne subsiste pas davantage la distinction du sujet et de l'objet. Aristote aussi avait posé en principe l'identification par la connaissance, en déclarant expressément que « l'âme est tout ce qu'elle connaît »; mais il ne semble pas que ni lui ni ses continuateurs aient jamais tiré de cette affirmation les conséquences qu'elle comporte; aussi leur doctrine est-elle métaphysiquement incomplète, la théorie y étant présentée comme se suffisant à elle-même et comme étant sa propre fin. Au contraire, dans la doctrine hindoue, et aussi dans les autres doctrines orientales, la théorie tout entière est ordonnée en vue de la réalisation, comme le moyen en vue de la fin; et, d'autre part, cette réalisation peut avoir en outre de la préparation théorique et après elle, d'autres moyens d'un ordre différent, mais qui, quelle que soit leur importance de fait et leur efficacité propre, n'ont jamais qu'un rôle accessoire et non essentiel. C'est précisément la connaissance de ces moyens qui constitue le *Yoga* en tant que *darshana;* nous disons en tant que *darshana*, parce que le mot *yoga* ne peut être ainsi employé que par une extension de son sens original, qui désigne le but même de la réalisation métaphysique.

La *Mîmânsâ* est l'étude réfléchie du *Vêda*, par laquelle on détermine le sens exact de la *shruti* et on en dégage les conséquences qui y sont impliquées, soit dans l'ordre pratique, soit dans l'ordre purement intellectuel; c'est donc l'ensemble des deux derniers *darshanas*, qui sont respectivement la *Karma-Mîmânsâ* et la *Brahma-Mîmânsâ*. La première, qui est aussi appelée souvent *Mîmânsâ* sans épithète, établit les preuves et les raisons d'être des prescriptions rituelles et légales; elle est en rapport direct avec les *vêdângas*, dont il a été question précédemment, et elle traite un grand nombre de questions de jurisprudence, ce dont il n'y a pas lieu de s'étonner, puisque, dans la civilisation hindoue, toute la législation est essentiellement traditionnelle.

Enfin, la *Brahma-Mîmânsâ* est appelée plus ordinairement *Vêdânta*, ce qui signifie « fin du *Vêda* », le mot de « fin » devant être entendu dans son double sens de conclusion et de but;

(1) Nous ne disons pas matériel, parce que la notion de matière, au moins dans le sens que les modernes lui donnent, ne se rencontre pas chez les Hindous.

sa base se trouve dans les textes védiques auxquels on donne le nom d'*Upanishads*. Ici, nous sommes dans le domaine de la métaphysique pure; c'est là le principe dont tout le reste dérive et n'est que la spécification ou l'application; et, si le *Vêdânta* est compté comme le dernier des *darshanas*, c'est seulement parce qu'il représente l'achèvement de toute connaissance. D'ailleurs, il doit être bien entendu que, si le *Vêdânta* est, dans son essence, la métaphysique totale, les textes qui s'y rapportent donnent seulement les moyens d' « approcher de la connaissance »; ils ne fournissent qu'un support ou un point de départ pour des conceptions qui, étant illimitées, ne sauraient s'enfermer dans aucune formule, et auxquelles toute expression, verbale ou figurée, est nécessairement inadéquate. Dans tout ce qui a une portée vraiment métaphysique, il faut toujours faire la part de l'inexprimable, donc de l'incommunicable, qui est même ce qui importe le plus; cela est déjà vrai lorsqu'il s'agit simplement de la compréhension théorique, et l'est encore bien davantage pour cette réalisation métaphysique dont nous avons parlé, qui ne peut être atteinte que par un effort rigoureusement personnel, quelle que puisse être, dans sa préparation, la valeur de l'aide reçue de l'extérieur. L' « union suprême » qui est le but dernier de cette réalisation est encore désignée comme *moksha*, c'est-à-dire la libération des conditions limitatives qui définissent l'existence individuelle; elle est également identique au *nirvâna* (1), qui n'est nullement une annihilation comme se l'imaginent la plupart des Européens, non plus qu'une absorption entendue dans un sens « panthéiste » qui est absolument étranger aux Hindous, mais qui est au contraire la plénitude de la personnalité transcendante, au delà de tous les états particuliers d'existence qui ont en elle leur principe et leur fin.

Puisque nous venons d'indiquer incidemment quelques-unes des fausses interprétations qui ont cours à ce sujet parmi les orientalistes, nous ajouterons qu'on ne doit point traduire *moksha* par « salut », en prenant ce mot dans son acception religieuse, comme l'ont fait certains auteurs, pas plus qu'on ne doit confondre la réalisation métaphysique avec les « états mystiques »; malgré certaines analogies possibles, c'est de tout autre chose qu'il s'agit en réalité. Nous signalerons encore, puisque l'occasion s'en présente à nous, que dans un compte rendu, d'ailleurs très consciencieusement fait, de l'ouvrage que nous avons consacré aux doctrines hindoues, nous avons lu avec quelque surprise que « cette réalisation métaphysique n'est que le sommeil quiétiste » ; c'est là une erreur complète, et, cette fois, les deux choses qu'on prétend assimiler ainsi n'ont même pas le moindre rapport entre elles. Il est vraiment étonnant qu'on éprouve un tel besoin de ranger sous certaines étiquettes des choses pour lesquelles elles n'ont point été faites, et qui dépassent immensément les cadres dans lesquels on prétend les enfermer. S'il est trop facile de parler de la métaphysique en donnant à ce mot une signification quelconque, il l'est assurément beaucoup moins, pour la majorité des Occidentaux, de comprendre ce qu'est cette métaphysique vraie qui est l'essence même des doctrines hindoues; si on savait ce qu'elle est, si même on le soupçonnait seulement, on se garderait bien de chercher dans l' « histoire de la philosophie » des similitudes qui ne peuvent s'y trouver, et surtout on s'abstiendrait de vouloir, comme cela est arrivé à quelques contradicteurs que nous avons rencontrés, porter un jugement sur une doctrine dont on ignore à peu près tout. Nous ne faisons d'ailleurs cette observation que pour sauvegarder les droits de la vérité, et parce que nous croyons devoir avertir ceux qui peuvent avoir eu connaissance de certaines déformations qu'on a, de très bonne foi sans doute, fait subir à notre pensée, ou plutôt, à travers nous, à la pensée hindoue dont nous nous sommes fait l'interprète.

Quoi qu'il en soit, et bien que nous ayons dû nous en tenir ici à des indications très sommaires, nous pensons que cet exposé pourra aider à comprendre le véritable esprit de l'Inde et faire entrevoir l'intérêt qui s'attache à l'étude de ses doctrines, à la condition que cette étude soit entreprise comme elle doit l'être, c'est-à-dire d'une façon vraiment directe, en s'efforçant de s'assimiler les idées et les manières de penser, et non en s'en tenant à des méthodes d'érudition extérieure et superficielle.

René Guénon.

(1) Ce terme n'est pas spécialement bouddhique comme certains le croient; et nous devons dire à ce propos que, si nous ne parlons pas ici du Bouddhisme, c'est qu'il n'est pas « hindou », n'ayant jamais été dans l'Inde, où il a d'ailleurs cessé d'exister depuis longtemps, qu'une doctrine hétérodoxe, un schisme par rapport à la tradition régulière qui seule peut être dite proprement « hindoue ».

LA POLITIQUE INTÉRIEURE

LE BUDGET SANS ADJECTIF

Pourquoi, maintenant encore, un *budget des dépenses recouvrables*? Il n'a plus de raison d'être à partir du jour où on le met en équilibre.

Les budgets spéciaux n'ont qu'une excuse : celle de dissimuler le déficit. Il est vrai qu'elle est fort mauvaise car ils le dissimulent mal et contribuent énormément à l'accroître. Il est doux d'emprunter. Chacun de nous se sent disposé à augmenter ses dépenses dès qu'on ne lui parle plus de les rembourser : ainsi des États qui cherchent leur ressources dans l'emprunt,... du moins tant qu'ils les trouvent.

***

Depuis plus d'un an déjà, le budget des dépenses recouvrables aurait dû être inséré dans le budget général.

A dater de ce jour de janvier 1923 où M. Poincaré, face à M. Bonar Law, a fixé à vingt-six milliards de marks-or le maximum des sommes que la France pourrait encaisser en fin de compte pour ses réparations, le budget spécial n'avait plus qu'à disparaître. Nous n'imaginions tout de même pas que les Allemands, dans un emportement de générosité, allaient enchérir sur nos demandes et nous déclarer : « Non, vraiment, ce n'est pas assez : nous avons soif de contribuer davantage ».

Nous pouvions, nous devions établir désormais nos comptes. Le bon sens commandait de ne pas emprunter aux Français plus que nous ne réclamions aux ennemis.

Si cependant cette politique semblait imposer aux sinistrés et aux pensionnés des sacrifices trop considérables, si le gouvernement entendait demander au pays de faire pour les mutilés et les régions dévastées ce qu'il ne demandait plus à l'Allemagne, il aurait dû nous dire : « J'attends de l'Allemagne vingt-six milliards de marks-or au plus. Consolidés au cours du jour ils valent tant. Pour achever les réparations il faut tant. La différence entre les milliards nécessaires et les milliards recouvrables constitue une perte certaine que nous n'avons pas le droit d'inscrire au budget des dépenses recouvrables, puisque nous avons abandonné toute idée de les recouvrer.

Or, nous avons dépensé au compte des dépenses recouvrables jusqu'à la fin de 1923 (1) cent milliards de francs.

Le tableau général des obligations directes et indirectes pour le budget des dépenses recouvrables de 1924 nous offre un joli total de dix-huit milliards (2).

M. le Président du Conseil a averti les Chambres de la nécessité d'emprunter encore, d'ici 1926, trente milliards.

Nous voilà à cent quarante-huit milliards de francs environ, dix-huit milliards de plus que ne valent les vingt-six milliards de marks-or calculés aujourd'hui à raison de cinq francs papier par mark-or ; cinquante-deux milliards de plus qu'ils ne valaient à l'heure où M. Poincaré arrêtait le chiffre des réclamations françaises.

Il est vrai que si le franc continue à baisser, le calcul finira peut-être par tomber juste ; mais il est peu probable que le Gouvernement ait spéculé sur cette chute, sans quoi au lieu d'apporter avec modestie ses projets financiers il nous eût exprimé dernièrement la satisfaction d'avoir pleinement réussi.

Craignons d'ailleurs que le Comité des Experts qui passe pour savoir compter, comparant la valeur des vingt-six milliards de marks-or en janvier 1923 et en mars 1924, fasse dans son expertise la part de la dévalorisation du franc.

De quelque côté que nous retournions le problème, nous voilà certains que le budget des dépenses recouvrables contient une part irrecouvrable.

Le Ministère eût évidemment bien fait de nous le signaler un an plus tôt puisque le principe de ce déficit était renfermé dans le programme maximum de M. Poincaré.

***

Mais l'étude des conséquences est aussi délaissée que la recherche des causes.

Vous souvient-il du temps où M. Delcassé répondait le plus honnêtement du monde à ceux qui lui demandaient si nous avions l'armée de sa politique :

— Cela ne me regarde pas, je ne suis pas Ministre de la Guerre?

Cette indifférence pour le bureau d'à côté en temps de paix, pour le secteur d'à-côté en temps de guerre, pour ce qui s'est passé avant nous, pour ce

(1) Avant 1920 : 27.967 millions ; en 1920 : 17.756 millions ; en 1921 : 22.272 millions ; en 1922 : 17.330 millions ; en 1923 : 15.426 millions.

(2) Déficit du budget spécial avant le vote des projets financiers du gouvernement . . . . . 9.600.000.000 fr.
Montant des conventions de paiements par annuités . . . . . 1.000.000.000 —
Paiement des sinistrés en rentes françaises . . . . . 400.000 000 —
Paiement des sinistrés en obligations de la Défense Nationale . . . . . 2.000 000.000 —
Émissions du Crédit National . . . . 5.000.000.000 —

qui se passera après nous, se trouve singulièrement favorisée par les budgets spéciaux interposés entre les contribuables et l'horizon pour intercepter la lumière.

On se rappelle les débats fameux qui se déroulèrent sous la Monarchie de Juillet lorsque les gouvernants d'alors, instituant un budget extraordinaire qui ne prenait prétexte d'aucune guerre, déclarèrent (1) : « les fonds qui seront mis chaque année à la disposition du Ministère du Commerce et de l'Industrie feront l'objet d'un budget spécial ».

Le rapporteur général de la Commission des Finances de 1838 disait à la Chambre : « Ce n'est pas seulement comme contraire aux règles de la comptabilité que votre commission s'élève contre la loi de 1837... *Elle s'effraie de cette absence de limites dans la fixation des dépenses. Elle s'inquiète de ne voir, à côté du vote des dépenses, aucune création sérieuse de voies et moyens* ».

Tant qu'il y aura des comptes et des budgets spéciaux ces paroles garderont leur vérité.

La « création de voies et moyens » en face des dépenses ne saurait suffire elle-même à justifier ces budgets en marge. Il y a quelque danger jusque dans la théorie énoncée dernièrement à la Chambre par M. Poincaré et selon laquelle chaque loi nouvelle devra apporter avec elle son argent. Qu'est-ce à dire? Un budget par loi? Quelle prime aux inventeurs de ressources imaginaires! Rappelons nous le bon M. Claveille, Ministre des Travaux publics, déclarant que désormais en face de chaque dépense des Compagnies de Chemins de fer figurerait une recette correspondante. Sa formule a beaucoup voyagé, et même un peu roulé, car les Compagnies, suivant les plus détestables exemples de l'État, ont couvert plus de trois milliards d'arriéré avec des emprunts que nous avions cru destinés à leurs travaux neufs. On ne s'en serait peut-être pas aperçu si elles n'avaient rien dit. Il fallait pour se rendre compte une exploration financière dans un domaine réservé; or, seuls les totaux sont faciles à vérifier. Là où il y a trop de comptes, il n'y a pas de contrôle.

Et puis lorsqu'on aura, comme le Président du Conseil s'y est engagé, échangé la loi des pensions contre des impôts nouveaux, que penseront des pensionnés ceux qui paieront pour eux? Le moyen est bon pour opposer les citoyens aux citoyens. L'équilibre national y perdra plus que n'y gagnera l'équilibre budgétaire.

Une bonne comptabilité est celle où l'on trouve tout, d'abord parce que tout y est, ensuite parce que tout s'y voit. C'est pour cela que la Révolution Française, satisfaisant l'une des plus anciennes doléances des Cahiers, en créant le budget, voulut son unité.

Défendant en 1868 la thèse de l'unité budgétaire, M. Thiers s'écriait : « *Nous savions tous il y a vingt ans ou trente ans notre situation. Il suffisait de regarder la première page du budget pour connaître toutes les dépenses et toutes les recettes. Les gens les plus ignorants et les moins attentifs savaient la situation. Une seule chose est sincère, utile, profitable : c'est d'avoir dans un même tableau toutes dépenses, même extraordinaires, de l'Etat et dans un autre toutes les recettes. Alors seulement on sait à quoi s'en tenir* ».

Voilà la vérité à laquelle il faut revenir au plus vite. Il n'y a qu'un budget, le budget sans épithète, le budget tout court, celui qui, lorsqu'il n'est pas en équilibre, l'avoue. Les autres méritent qu'on se défie d'autant plus d'eux qu'ils portent des noms plus rassurants.

En 1914 on imagina le budget des dépenses non renouvelables qui se renouvelèrent; depuis la paix nous avons celui des dépenses recouvrables qu'on ne recouvre pas.

Renonçons à rétablir nos finances avec des antiphrases.

L'indépendance financière est la condition de la liberté politique. Elle exige l'équilibre budgétaire.

Mais il en est du budget comme de la politique : quand on en a plusieurs on n'en a pas.

Henry DE JOUVENEL,
Sénateur.

(1) Article 3 de la loi du 27 juin 1833 sanctionné par l'article 1 de la loi de 1837.

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

LA CRISE BELGE

La crise ministérielle qui vient de se produire en Belgique avec une soudaineté qui a surpris tous ceux qui n'étaient pas au courant des dessous de la politique de ce pays, est plus grave que ne le sont d'ordinaire ces sortes d'accidents parlementaires parce qu'elle apparaît comme le symptôme d'un malaise profond auquel on n'aperçoit pas de remède immédiat. L'insuffisance ou les déceptions causés par l'accord économique franco-belge dont le rejet a provoqué la chute du cabinet Theunis n'a été qu'un prétexte ou si l'on veut une cause occasionelle comme disent les philosophes. Cela saute aux yeux car on ne comprendrait pas qu'un

Parlement se risquât à renverser un ministère à propos d'une convention d'un caractère transactionnel et tout provisoire — la convention n'était conclue que pour un an — s'il n'avait d'autre motif de le mettre en minorité.

Le parlement belge avait-il d'autre motifs de se débarasser du cabinet Theunis? Cela apparaît d'autant moins qu'aussitôt le résultat du vote acquis ceux-là même qui en étaient responsables ont paru étonnés et un peu effrayés de ce qu'ils avaient fait et ont prodigué sinon à tous les ministres démissionnaires, au moins à M. Theunis lui-même une sympathie, une admiration presque unanimes. Il y a donc eu dans ce vote de défiance une part de surprise ; dans la majorité de hasard qui s'est formée contre le ministère, certains éléments hésitants et inexpérimentés semblent avoir été manœuvrés par des politiciens plus habiles. Les socialistes qui malgré de profondes divergences de vues entre Flamands et Wallons ont voté contre le ministère avec discipline, triomphent bruyamment ; ils ont manifestement compté qu'en présence du gâchis parlementaire qu'ils allaient provoquer on serait obligé de dissoudre les Chambres et de procéder à de nouvelles élections dont ils escomptent de grands avantages à cause du mécontentement dû à la vie chère. Les flamingants qui n'obéissent guère qu'à des préoccupations de politique locale et à l'obscur instinct qui les pousse à combattre tout ce qui doit rapprocher la Belgique de la France se réjouissent également des embarras dans lesquels se débat le pays, mais tout ce qu'il y a au sein du parlement belge d'esprit politique se rend compte à présent de ce qu'il y avait d'inopportun à renverser le ministère au moment où de graves négociations sont en cours. A l'heure où j'écris, la crise paraît loin de son dénouement mais au moment où paraîtront ces lignes il n'est pas impossible que M. Theunis cédant aux instances du Roi ait accepté de reformer un cabinet, car à moins de recourir à une dissolution dont les socialistes sont seuls à vouloir on ne voit pas d'autre combinaison parlementaire possible que celle qui vient de se dissoudre par hasard. Il est peu probable d'ailleurs qu'avec le système électoral actuel une Chambre nouvelle soit très différente de l'ancienne ; les socialistes gagneraient peut-être quelques sièges sur les libéraux mais cela ne ferait que renforcer l'union des partis « bourgeois » . Or, M. Theunis qui jouit encore d'un grand prestige, à qui tout le monde reconnaît une grande valeur technique et morale et qui n'étant ni sénateur ni député n'est inféodé à aucun parti semble seul capable de présider à une pareille coalition libérale catholique. Mais ce nouveau ministère se heurtera aux mêmes difficultés que celui qui vient de tomber ; il ne pourra vivre qu'à condition d'ajourner toutes les questions brûlantes qui se posent et par conséquent le malaise qui a provoqué sa chute se perpétuera.

Ce malaise tient à toutes sortes de raisons d'ordre économique, d'ordre politique, d'ordre ethnographique et linguistique. Certe ce qui domine tout, c'est la baisse du franc et la cherté de la vie, d'autant plus sensible qu'avant la guerre la Belgique était à ce point de vue un véritable pays de cocagne ; mais cette crise économique et financière a eu pour résultat immédiat d'accentuer d'autres causes de mécontentement et de division. Le clichage des partis, phénomène auquel la représentation proportionnelle a en quelque sorte donné force de loi, entrave toute action gouvernementale un peu énergique, et rende tout grand mouvement d'opinion à peu près impossible ; c'est une première cause de malaise, mais au sein de ces partis et au-dessus d'eux intervient avec toutes ses réactions sentimentales la division ethnique et linguistique entre Flamands et Wallons. Ajoutez à cela tous les bouleversements que la guerre et ses conséquences immédiates ont amené dans le corps social, le déplacement des fortunes, la décadence de la classe moyenne, la classe qui avait *fait* la Belgique, la pénurie d'hommes d'État et même de véritables hommes politiques qui se fait sentir à Bruxelles comme dans les autres capitales parlementaires, et vous pourrez vous faire une idée des difficultés profondes auxquelles le cabinet Theunis a eu à faire face. Dans les erreurs qu'il peut avoir commises il a donc droit à toutes les circonstances atténuantes.

Ces fautes viennent d'une part des scrupules constitutionnels de M. Theunis, qui a toujours reculé devant les moyens extrêmes et qui n'a pas osé imposer sa volonté à un Parlement qui n'en avait pas, de l'autre d'une erreur d'orientation en politique extérieure, dont M. Jaspar a été l'instrument et la victime.

* * *

Cette erreur d'orientation, rien ne peut mieux la caractériser que l'histoire de ce malheureux accord économique franco-belge qui vient de s'écrouler.

Elle remonte loin. Pendant la guerre, en 1916, la France offrit à la Belgique de conclure une union douanière ; M. Clémentel, le ministre du commerce de cette époque, a donné à ce sujet des détails extrêmement précis dans une interview qui a été publiée dans la *Nation Belge*. Sous des prétextes assez obscurs, le Gouvernement belge, par l'organe

de M. Van de Vyvere refusa. En réalité il craignait qu'une entente économique aussi étroite n'entraînât tôt au tard une entente politique qui équivaudrait, pensaient-ils, pour la Belgique à une sorte de vassalité plus ou moins déguisée. Le Gouvernement belge réfugié au Havre était alors l'hôte de la France et malgré l'extrême discrétion et l'extrême correction que toutes les autorités françaises montrèrent toujours à l'égard d'amis malheureux, c'était le cauchemard de quelques-uns de ses membres que cette éventuelle mainmise de la France sur un petit pays qui à ce moment là dépendait d'elle. Je n'ai pas besoin d'insister dans une Revue française sur ce que cette crainte avait de chimérique, pour ne pas employer un mot plus fort. Non seulement la France n'en a pas le désir, mais elle n'a même aucun intérêt à essayer de réduire à un impossible vasselage une petite puissance à laquelle elle est liée par les liens d'amitié les plus solides et qui, libre indépendante et forte, demeure attachée à elle par une alliance défensive qui assure beaucoup mieux sa sécurité que si elle était réduite à une sorte de protectorat nécessairement instable. C'est d'autre part méconnaître la portée de toute l'histoire de Belgique que de croire qu'une nationalité qui a résisté à la domination espagnole, à la domination autrichienne, à la domination hollandaise et à la centralisation jacobine et napoléonienne serait menacée de disparaître et de se laisser absorber parce que le cordon douanier serait supprimé le long de la frontière. Mais depuis 1916 cette crainte chimérique n'en a pas moins pesé sur toutes les relations franco-belges, et d'autant plus lourdement qu'en France elle paraissait tellement absurde qu'on ne prenait pas la peine de la combattre. Elle reparut en 1919 quand les négociations économiques de 1916 furent reprises et de telle sorte que la Belgique, représentée au cours de ces négociations par M. Jaspar alors ministre des Affaires économiques, ne se contenta pas de repousser l'union douanière qui lui fut offerte derechef mais rejeta aussi un système d'accords préférentiels qui eût du moins constitué une véritable entente économique franco-belge. Les négociations furent abandonnées. Reprises en 1923 sur un programme très réduit, elles aboutissent à l'accord qui vient d'être repoussé par la Chambre belge, simple traité de commerce, fruit de laborieuses négociations sur tarifs, compromis réalisé à grand peine puisqu'il s'agissait d'ajuster des intérêts particuliers presque toujours contradictoires. Du jour où la Belgique s'était refusée à conclure une véritable entente franco-belge au moyen d'accords préférentiels, on devait fatalement en arriver là. Or, en matière économique, jamais un compromis, fruit d'inévitables marchandages, n'a satisfait complètement personne. En matière d'entente économique rien n'est plus vain que de vouloir concilier les intérêts particuliers. Il faut les consulter, les ménager dans la mesure où c'est possible, puis trancher dans le vif et d'autorité en considération des grands intérêts nationaux et permanents. C'est parce qu'il n'a pas voulu le comprendre que le gouvernement belge s'est trouvé acculé à une situation inextricable.

Mais si, au cours de ces négociations économiques, le gouvernement belge s'est toujours refusé à se transporter sur le terrain politique où voulait l'entraîner la France, on l'a vu par les observations qui précèdent, c'est à des préoccupations politiques qu'il obéissait, préoccupations qui me paraissent trahir cette erreur d'orientation dont je parlais plus haut, et sur laquelle le peuple belge reviendra fatalement, poussé par d'invincibles nécessités, mais qui retarderont malheureusement l'établissement d'un statut européen vraiment durable.

* * *

Quand, cédant aux vœux des populations belges qui s'étaient violemment exprimés par la Révolutions de 1830, l'Europe se décida à faire de la Belgique un Etat indépendant, elle le dota en même temps de la neutralité perpétuelle et garantie. C'était un expédient imaginé par Tayllerand et Palmerston dans le but d'imposer silence au parti de la propagande nationale en France, qui, appelé par certains Belges, aurait voulu annexer les provinces que les traités de 1815 avaient arrachées à l'Empire vaincu, de satisfaire l'opinion anglaise, qui aurait préféré les risques de la guerre à la perspective de voir flotter le drapeau français sur le port d'Anvers, et de contenter la Prusse et l'Autriche qu'un accroissement territorial de la France n'eût pas manqué d'inquiéter. Les Belges s'en accomodèrent immédiatement et l'on ne saurait contester qu'ils ont dû à ce régime quatre-vingts ans de paix et de prospérité.

Un budget de la guerre relativement insignifiant, le droit, presque le devoir de se désintéresser de toutes les grandes questions de politique internationale si ce n'est pour offrir à des congrès l'hospitalité de ses villes riantes et prospères, tous les loisirs, toutes les facilités imaginables pour développer une politique d'expansion économique extrêmement profitable, tel était dans le bilan belge le poste : avoir, grâce à la neutralité, et l'on comprend que ceux qui en profitaient, hommes politiques, industriels et financiers, la regrettent. Mais par contre, c'est bien la neutralité et ses habi-

tudes à quoi l'on doit le manque d'éducation politique qui a caractérisé l'esprit public belge depuis la guerre. Pendant la guerre l'instinct d'un peuple sain, honnête et bien doué, lui en a tenu lieu, mais dans les difficultés de l'heure présente l'instinct ne suffit plus.

Pour grandir et même pour vivre, un peuple a besoin d'un idéal, d'un mythe animateur qui le pousse vers ses destinées ; c'est le ferment d'une patrie ; la neutralité avec tout ce qu'elle comporte d'avantages un peu mesquins n'est pas faite pour développer ce genre d'idées fortes. Mais l'intelligence belge était arrivée cependant à se faire une sorte de philosophie de la neutralité et à assigner au pays une mission historique qui était précisément d'être neutre, de ménager une sorte de terre d'échange entre la latinité et le germanisme, entre la civilisation commerciale et maritime de l'Angleterre et la civilisation juridique et agricole de la France. Alluvion des grands fleuves occidentaux, la Belgique se présentait comme une sorte de microcosme européen unissant dans son étroit territoire les qualités et les traditions politiques et intellectuelles des races germaniques et françaises. M. Henri Pirenne, dans la préface de son admirable histoire de Belgique, a écrit là-dessus quelques pages saisissantes. Mais ce rôle qui n'était pas sans grandeur, la Belgique pouvait le jouer dans l'Europe paisible et relativement équilibrée de la fin du XIXe siècle ; elle ne peut plus le jouer aujourd'hui. Par l'agression de 1914 l'Allemagne a montré ce que la neutralité garantie avait d'illusoire quand parlent les grands intérêts des races conquérantes, elle a d'autre part renversé les termes du problème. La Belgique avait été neutralisée par l'Europe dans le dessein de l'arracher à l'influence française ; la tentative de conquête de l'Allemagne la rejetant vers d'autres destinées, en a refait comme à l'origine une marche de la civilisation latine contre le germanisme. Ce renversement des valeurs nationales ne pouvait s'accomplir sans heurt ni douleur, d'autant plus qu'une partie des populations belges sont de sang germanique et parlent une langue germanique. A la vérité, ces populations flamandes ont fortement subi la culture française, à ce point que pour leurs élites le français est depuis des siècles la seconde langue indispensable sinon la véritable langue maternelle. Mais les progrès de la démocratie qui devait nécessairement rendre sa dignité à l'idiome populaire et dans une certaine mesure la propagande germanique ont dressé le mouvement flamingant contre cette expansion spontanée de la latinité. Elle s'accommodaient de la neutralité ; l'alliance française leur paraît menacer leur autonomie morale.

Telle est la cause profonde des embarras du gouvernement belge, qui par définition doit représenter aussi bien les Flamands que les Wallons, que ses habitudes poussent à adopter sous des formes nouvelles une politique de neutralité entre la France et l'Angleterre avant qu'il soit possible de l'étendre à l'Allemagne, mais que la force irrésistible des choses, les nécessités de l'économie et de la géographie obligent à se joindre à la France.

Aucun des gouvernements belges qui se sont succédés depuis 1914 ne semble avoir vu à quel point cette nécessité était inéluctable, aucun n'a compris que plus tôt et plus franchement elle serait acceptée plus la Belgique aurait le droit et le moyen de réclamer un rôle et des avantages éminents dans le pacte d'alliance. Ils ont observé très loyalement toutes les conventions, ils se sont prêtés de bonne grâce aux élans de sympathie qui précipitait une grande partie du peuple belge vers la France mais ils ont toujours hésité à participer franchement et ouvertement devant l'Europe aux jeux français. M. Jaspar, très loyalement du reste, a voulu être le trait d'union de l'Entente cordiale comme si l'entente cordiale était éternelle alors que tout indique qu'elle ne survivra pas au règlement plus ou moins amiable de la paix. Ce n'est qu'en hésitant et sous l'empire des circonstances qu'il a suivi la politique française que l'Angleterre condamnait. Vaines réticences. Peut-être un jour viendra-t-il où la Société des Nations aura acquis assez de prestige et de force morale pour que les droits de la plus petite nation soient aussi inviolables que ceux du peuple le plus nombreux et le plus puissant, mais d'ici là, la meilleure garantie de la paix est encore la vieille notion de l'équilibre. Tout indique que cet équilibre s'établira entre grands groupes de nations de même culture et de même contexture sociale. A côté du bloc anglo-saxon, le bloc germanique se réorganise et se refuse à accepter sa défaite ; devant eux un bloc franco-belge pourrait maintenir sinon embellir ses positions. Il ne pourrait être qu'un élément de paix et de concorde européenne.

L. DUMONT-WILDEN.

L'ECONOMIQUE

LES PROGRÈS DE L'ASSOCIATION

A mesure que s'est accrue la puissance des moyens de production, industriels et commerçants ont senti la nécessité de se grouper. Se rendant compte que l'union seule pouvait leur donner la force, ils ont cherché dans les diverses formes de l'association le moyen de défendre leurs droits et leurs intérêts.

C'est ainsi que nous avons assisté pendant les vingt ou vingt-cinq dernières années à un large développement des groupements économiques. Et ce développement a été sans contredit l'un des traits principaux de l'évolution économique depuis le début du XXe siècle, de même que la concentration progressive de la production avait dominé ladite évolution vers la fin du siècle dernier.

Les avantages que présente, dans l'ordre économique, l'association tombent sous le sens. Elle rend possible la coordination des efforts, l'étude en commun des problèmes qui intéressent tel ou tel domaine de l'activité nationale. Elle crée des sources abondantes de renseignements et de documentation concernant les diverses branches de cette activité. Enfin — et surtout — elle permet aux producteurs et aux commerçants groupés de défendre intelligemment et efficacement leurs intérêts légitimes, tout à la fois contre leurs concurrents étrangers qui, depuis longtemps, ont eu recours aux mêmes moyens d'organisation, contre les prétentions parfois excessives formulées par leurs personnels qui ont, en général, mis plus d'empressement que le patronat à tirer profit des lois assurant aux citoyens la liberté d'association, et contre les administrations et pouvoirs publics qui cherchent trop souvent à empiéter sur le domaine de l'initiative privée. Comment cette triple lutte pourrait-elle être conduite sans l'union et la discipline des intéressés? Combattant en ordre dispersé, l'industrie et le commerce français eussent infailliblement succombé.

L'association apparaît ainsi comme un facteur singulièrement puissant de progrès et de stabilité économique. Mais, en même temps, elle représente une force et, comme toute force, elle suscite des inquiétudes.

Il est aisé d'apercevoir quelles sont ces craintes. Le danger que beaucoup redoutent, c'est que ceux dont l'activité consiste à produire et à vendre des marchandises plus ou moins nécessaires à la vie nationale, ne cherchent surtout, en se groupant, à entraver à leur profit le libre jeu de l'offre et de la demande, à imposer leurs prix au public, à rançonner le consommateur en pratiquant au besoin ce qu'on est convenu d'appeler le malthusianisme économique.

Quelques abus de ce genre ont pu se produire. A l'époque présente, où le problème de la vie chère figure au premier rang des préoccupations de chacun, ils ont suffi à mettre l'opinion en défiance.

Ces inquiétudes sont-elles fondées? La réponse à cette question dépend sans doute en premier lieu de la nature des divers groupements, des procédés qu'ils emploient et des buts qu'ils se proposent. Mais une considération d'ordre général ne doit pas être perdue de vue, à savoir que vis-à-vis des associations en question, les pouvoirs publics ne sont aucunement désarmés. Leur complicité serait nécessaire pour que les coalitions d'intérêts particuliers pussent exercer sur les marchés une influence préjudiciable à l'intérêt général. A supposer que celles-ci fussent assez puissantes pour supprimer la concurrence à l'intérieur, le gouvernement et le Parlement auraient toujours la ressource d'appeler au secours la compétition internationale : c'est là une simple question de politique commerciale. Car c'est seulement quand les coalitions opèrent à l'abri de barrières douanières prohibitives que leurs abus éventuels offrent un danger pour la collectivité.

Au surplus, il existe des lois réprimant ces abus. Tel est notamment le cas du fameux article 419 du Code Pénal. Le Parlement est même saisi d'un projet de loi tendant à modifier le susdit article en le renforçant. Mais l'étude approfondie à laquelle a donné lieu la préparation de ce projet a fait apparaître que l'action des associations ou ententes de producteurs et de commerçants, alors même qu'elle s'exerçait sur les prix, était loin de produire toujours des effets nuisibles ; qu'elle devait en particulier être considérée comme légitime dès l'instant qu'elle avait pour seul but de proportionner l'offre d'un produit aux besoins de la consommation et à prévenir ainsi les crises de surproduction. L'opinion qui tend à prévaloir de plus en plus, c'est que cette action ne doit tomber sous le coup de la loi pénale que quand elle se traduit par des manœuvres d'accaparement.

Nous n'entreprendrons pas, pour l'instant, d'étudier à fond cette question — fort délicate — des coalitions. Nous nous bornerons à tirer des quelques indications qui précèdent cette double conclusion : 1° que les craintes qu'inspire à une partie de l'opinion l'activité des groupements économi-

ques apparaissent comme exagérées ; 2° que, en tout cas, le rôle utile de ces associations l'emporte de beaucoup sur les risques que peuvent entraîner certains abus, d'ailleurs faciles à empêcher.

L'activité générale des associations économiques étant ainsi sommairement définie, il est clair que le but spécial que se proposent ces groupements varie pour chacun d'eux. A la base, nous avons les syndicats *locaux* formés par les personnes et les sociétés exerçant dans une même ville ou localité un commerce ou une industrie identique. Au deuxième échelon se placent les associations *régionales* ou *départementales* qui groupent à la fois ces syndicats locaux et des entreprises isolées appartenant à une même branche économique. Puis, des associations, fédérations ou unions nationales, telles que l'Association nationale de la meunerie française, l'Union des industries métallurgiques et minières ou encore la Fédération française des syndicats de l'épicerie, réunissent, chacune, l'ensemble d'une catégorie d'industries ou de commerces existant en France. L'ordre des préoccupations qui guident ces diverses organisations s'élève évidemment à mesure que s'élargit le cadre : tandis que les associations locales ont à régler maintes questions de détails, les fédérations régionales et surtout nationales se bornent le plus souvent à l'examen de problèmes d'ordre général.

A côté et au-dessus de celles-ci, il s'est formé des groupements plus larges encore qui représentent non plus seulement telle industrie ou tel commerce déterminé, mais plusieurs branches réunies de l'activité économique du pays. C'est ainsi que la Fédération nationale des commerçants-détaillants englobe un certain nombre de commerces de détail, en particulier ceux qui offrent au public des articles d'habillement, de mercerie et de parfumerie. Autre exemple : la Confédération générale de la production, que fonda en 1919 M. Clémentel, alors ministre du Commerce, réunit en vingt-trois groupements centraux les principales industries nationales et une partie notable du commerce français. Ainsi encore, la Confédération des groupes commerciaux et industriels de France ne compte pas moins de 19 fédérations régionales ou départementales et 300 associations locales, comprenant principalement la petite industrie et le petit et moyen commerce. Enfin le maximum de l'étendue a été réalisé par l'Union des intérêts économiques qui groupe tout à la fois la plupart des organisations corporatives patronales, un grand nombre d'associations ou d'unions industrielles et commerciales, ainsi que des fédérations régionales, départementales et nationales.

Ce qui distingue l'Union des intérêts économiques des autres organisations similaires, c'est évidemment, en premier lieu, cette immensité de son cadre : elle est le porte-parole de la majeure partie de l'industrie et du commerce français. Ce qui la caractérise, en second lieu, c'est sa composition : comprenant uniquement des syndicats, des associations et des fédérations, elle ne reçoit pas d'adhésions individuelles, ce qui la différencie de certains groupements également nationaux tels que notamment l'Association de l'industrie et de l'agriculture (présidée par M. Touron, Sénateur).

Grâce à cette structure, les questions dont est saisie l'Union des intérêts économiques sont, sans exception, examinées et filtrées au préalable par les associations adhérentes. Toutes préoccupations de personnes, toutes questions de détail concernant les prix, les salaires, les conditions de production de telle ou telle marchandise, etc., se trouvent ainsi écartées *ipso facto* : l'Union ne s'occupe que des grands problèmes intéressant le commerce et l'industrie en général. D'autre part, étant donné l'étendue de son cadre, elle apparaît comme le couronnement du vaste édifice formé par l'ensemble des corporations et associations économiques. C'est en raison de ce double caractère de généralité et d'ampleur, que nous allons étudier de plus près le rôle et le fonctionnement de cet important organisme dont les manifestations, ces temps derniers, n'ont pas été sans émouvoir l'opinion ; nous y verrons, en quelque sorte, l'aboutissement et la synthèse de l'activité des associations dont nous avons, au début de cet article, signalé le rapide développement.

L'origine de l'Union des intérêts économiques remonte à 1910. Des menaces fort inquiétantes pesaient, à cette époque là, sur l'activité du commerce et de l'industrie. La création de certains monopoles d'État avait notamment été envisagée : monopoles des assurances, du pétrole, voire de l'alcool. Un ministre des finances, M. Cochery, s'en était déclaré partisan. Devant cette menace, plusieurs corporations s'unirent afin de défendre leurs intérêts qui, elles en étaient convaincues, se confondaient en l'espèce avec les intérêts généraux du pays : en raison de l'incompétence foncière de l'État en matière industrielle et commerciale, les monopoles projetés, bien loin d'enrichir la nation, ne pouvaient que l'appauvrir.

Quoiqu'il en soit, autour de ce noyau décidé à

lutter pour la liberté du commerce, contre les spoliations attentatoires à la propriété privée, se sont groupés peu à peu, avec la même volonté, les nombreux syndicats, associations et fédérations qui forment aujourd'hui l'Union des Intérêts économiques.

Les origines que nous venons de rappeler ont leur importance. C'est grâce à elles que l'Union s'est montrée tout naturellement désignée, au lendemain de l'armistice, pour combattre, en faveur des activités libres, l'étatisme envahissant. Des mainmises autrement étendues que celles envisagées en 1910 avaient été réalisées pendant la guerre, sous la pression des circonstances que chacun se rappelle. Prenant prétexte des nécessités de la défense nationale, l'État s'était fait importateur, transporteur, distributeur de marchandises. La liberté des transactions n'existait plus. De véritables entreprises de socialisation avaient été tentées, dont le résultat fut d'ailleurs conforme aux prévisions de ceux qui n'avaient cessé de dénoncer les vices inhérents à l'étatisme.

Or, après la fin des hostilités, les organismes ainsi créés refusèrent de disparaître ; ils voulurent survivre aux causes qui les avaient fait naître. C'est contre cette installation dans la paix d'un régime anti-économique au premier chef (régime que seul l'état de guerre avait à la rigueur pu justifier) que l'Union des Intérêts économiques, fidèle à son but initial, dirigea, en 1919, ses efforts les plus énergiques.

Le principe directeur qui l'a guidée, c'est, on le voit, le respect de la liberté du commerce et du travail ; elle affirme que la prospérité générale ne peut renaître que du libre épanouissement des activités privées, les seules qui, dans le domaine économique, eussent jamais été fécondes. Nous verrons que les programmes de l'Union, dans chacune de leurs parties, découlent avec une logique absolue de ce principe fondamental ; nous verrons aussi, si cette base constitue une garantie suffisante, que le plus vaste des groupements économiques de ce pays n'utilisera jamais sa puissance contre l'intérêt général de la nation.

Frédéric Jenny.

VARIÉTÉS

PORTRAITS DE PORTRAITISTES

L'Académie Française, qui excelle à bien ordonner les fêtes spirituelles de ce genre et à faire dialoguer en grand apparat deux hommes nés pour s'entendre ou pour échanger avec tact quelques brillantes ironies, vient de décider que M. Louis Barthou, académicien déjà chevronné malgré sa fringante verdeur, répondra au discours de M. le bâtonnier Henri-Robert, jeune académicien d'hier.

Éblouissant feu d'artifice pour lequel la quintessence du Tout-Paris retient déjà ses places !

Décidément cet ancien Premier Ministre — qui le sera, s'il le veut, bien d'autres fois encore — et celui qui reste dans la mémoire des Français le grand bâtonnier de la Guerre, sont faits pour se retrouver partout. Ce sont de vieux amis très intimes qui s'offrent volontiers l'un à l'autre maintes occasions d'échanger avec esprit et bonne humeur des propos moins cérémonieux. Car personne n'est moins solennel que cet homme d'Etat célèbre et ce célèbre bâtonnier.

Ils se retrouveront tous deux sous la fameuse Coupole après cet abordage étincelant auquel tout le monde veut avoir le privilège d'assister. Et déjà ils sont côte-à-côte dans les vitrines de tous les libraires sous la forme de deux amusants et prestes volumes parus, dans la même maison d'édition, sous la couverture verte d'une collection nouvelle.

M. Henri-Robert, qui l'a inaugurée y étudie magistralement la profession d'avocat que, par son talent, son caractère et l'éclat des services rendus, il a si bien contribué à ennoblir. En même temps qu'il en montre les divers aspects, les habitudes et les stratégies, il trace des portraits très vivants de quelques illustres maîtres du Barreau, ses pairs.

En sa qualité de grand parlementaire, M. Louis Barthou, entré au Palais-Bourbon dès le lendemain de son adolescence et qui ne l'a volontairement quitté que pour siéger au Sénat, explique le mécanisme de la vie politique, en fait voir les agréments et les difficultés, les drôleries et les pièges, en dit les règles et les coutumes et nous enchante par une série de « caractères » d'un relief très saisissant.

L'Avocat de M. Henri Robert et *Le Politique* de M. Louis Barthou, livres alertes et amusants, sont peuplés de figures dessinées du trait le plus expressif.

Le jour prochain où, sous la Coupole, ils s'affronteront gravement, tous deux en habit vert et tous deux un discours à la main, avec beaucoup de solennité, d'émotion et de sympathie autour d'eux, ils continueront l'un et l'autre à buriner des portraits.

C'est celui de son prédécesseur, M. Alexandre Ribot, que M. Henri-Robert fignolera, certes avec toute la déférence convenable, mais aussi avec le charme spirituel, la malice discrète, enveloppée et de bon ton, dont on le sait capable.

Quant à M. Louis Barthou, après avoir modelé le noble visage éploré, la haute silhouette dégingandée et

courbe de son doyen omniscient qui était toujours prêt à parler de tout, avec une éloquente compétence, il devra faire apparaître, en quelques touches délicatement évocatrices, l'esprit, le cœur et toute la charmante vitalité de son nouveau confrère.

Il le fera, n'en doutons pas, de la manière la plus juste, la plus vivante et aussi la plus profonde. Mais M. Louis Barthou, si brillamment enjoué, ne serait plus lui-même s'il n'y mêlait, avec sa bonne humeur coutumière, un peu de cette malice amusante et gentiment taquine dont il se plaît à parer son affection pour ses vrais amis. « Les indifférents et les adversaires, dit-il volontiers, je ne les taquine pas, je n'en ai pas la tentation et je n'y prendrais aucun plaisir. Les uns, je les ignore. Quant aux autres, je les combats. »

Ces deux portraitistes vont donc avoir prochainement une retentissante occasion de continuer — pour notre agrément — leur galerie de portraits. Ils pourront s'en donner à cœur joie.

Mais si, malicieusement aussi, nous prenions les devants et faisions un double croquis de nos deux amusants portraitistes ?

⁂

Voilà bientôt trente-cinq ans que M. Louis Barthou, ce chevronné, toujours allègrement et spirituellement jeune, de la vie publique ajuste, d'un geste qui lui est particulier et qui caractérise à merveille son observation malicieuse — un binocle en perpétuel mouvement sur un nez fort moqueur, pour bien regarder les visages et les scènes d'une grave comédie dont il est l'un des plus célèbres acteurs en même temps que le témoin avisé.

Loin de moi la pensée de donner un sens péjoratif ou simplement sarcastique à ce mot de « comédie » ! Je prends la politique très au sérieux. Elle a pour nous tous tant d'importance ! Les erreurs et les fautes qu'on y commet se paient si cher ! Mais le drame quotidien qui s'y poursuit s'accompagne de drôleries, de misères et de ridicules si pittoresques que, même sans la moindre arrière-pensée méchante, c'est peut-être le mot qui lui convient le mieux.

M. Louis Barthou a esquissé cette comédie avec une souriante indulgence qui — on le sent — n'est dupe de rien. Aux portraits dont il l'a si joliment illustrée il ne manque vraiment que le sien. Certes il ne pouvait le faire lui-même. Pourtant, sans le vouloir, il s'est dessiné à toutes les pages de son livre, tant il est à sa ressemblance.

D'éducation, de tempérament et de goût, M. Barthou est un classique. Il aime la phrase pleine, concise, d'un sobre équilibre, et bien ordonnée. Ce qui le prouve, c'est l'aisance avec laquelle, sans qu'on ait l'impression d'un mélange disparate, il enchâsse tel passage du grand siècle dans sa prose personnelle. La filiation est très apparente. C'est, toutes proportions gardées, dans la même ligne.

Quelle est donc la marque distinctive de notre portraitiste ? Une rayonnante bonne humeur, une alacrité d'homme qui comprend tout, s'intéresse à tout et — sauf pour un certain nombre de choses essentielles à propos desquelles il ne rit jamais et n'admet pas qu'on rie — s'amuse sardoniquement des spectacles du monde, des vanités, des travers et des ridicules de ses contemporains.

Ce personnage officiel qui remplit avec dignité toutes les charges, qui parle le langage qu'il faut, avec le ton le plus approprié au sujet et à la circonstance, est, dans l'ordinaire de la vie, l'homme le moins compassé qui se puisse imaginer.

Il traite sans morgue et sans raideur les affaires sérieuses. Pour négocier, débattre, faire un exposé, il ne croit pas indispensable de paraître avoir avalé sa canne. Il argumente avec esprit, souplesse et enjouement.

Et, une fois l'effort accompli, les tracas un instant oubliés, avec quelle jeunesse cet homme d'Etat plaisant et s'égaie ! S'il rit dans la bataille — sans jamais perdre son sang-froid ni sa liberté d'observation, de jugement, de dialectique aisée et persuasive — combien plus joyeusement encore son rire sonne dans le repos et la détente !

Dans l'intimité amicale M. Louis Barthou, qui a l'horreur de s'immobiliser dans son fauteuil, se montre volontiers d'une espièglerie brillamment spirituelle, d'une imagination primesautière et parfois gamine.

⁂

Dans n'importe quelle assistance, fût-elle nombreuse, parmi les vingt-quatre convives d'un dîner, il a le privilège d'entendre, tout en causant avec certain, les plus diverses conversations d'alentour. S'il ne les perçoit pas du moins il les devine. Et il réplique d'un trait lancé fort à propos. Sa parole alerte, gaie, brillante, est la vie même.

Avec lui, que ce soit en tête-à-tête ou dans un groupe, la conversation est, si l'on veut, aussi simple que rapide. Ce que l'on se propose de lui dire, il l'a compris avant la fin de la phrase et, parfois, il devine pour quoi on est venu le voir, avant même qu'on l'ait commencé. Alors, ainsi renseigné d'avance sur la pensée de son interlocuteur, et sans s'attarder à des mots désormais inutiles, il lui montre une édition rare, un précieux manuscrit ou quelque belle reliure — ses trois toquades les plus invétérées et les plus ardentes — même si son visiteur s'obstine en son exposé. A quoi bon ? Compris !

Et quelle mémoire ! Celle des idées, celle des mots, celle des rythmes, celle des sons. Il a tout lu, tout entendu, tout retenu. Cet ami de la belle prose limpide et cadencée, des vers harmonieux, est aussi un ami de la musique, celle d'autrefois et celle, si vivante, d'aujourd'hui. Une seule lacune dans cette sensibilité très artiste : un goût assez rétrograde en peinture. De là bien des discussions joyeuses avec ceux qui, dans les tableaux, aiment la lumière vibrante et les harmonies colorées.

⁂

Dans le monde politique, certaines personnes — qui ne sont évidemment point parmi les plus bienveillantes — ont eu l'habileté de vouloir faire à M. Barthou la réputation d'être un homme suprêmement habile. De là à laisser entendre qu'il est retors il n'y a qu'un pas vite franchi, pourvu que le partenaire s'y prête, lorsqu'il s'agit d'un homme dont le talent et le succès portent ombrage. Bien plus nombreux sont les témoins impartiaux pouvant affirmer avec preuves à l'appui, que la plus grande habileté de M. Barthou est précisément une franchise, certes courtoise et gaie, mais très crânement résolue. Les gens qui le connaissent bien savent

qu'il dit avec carture ce qu'il fera et qu'il ne fait que ce qu'il a dit.

Privée ou publique, une telle franchise n'est pas sans courage, sans mérite et sans risques. Par exemple se rappelle-t-on les moues, les gestes et les murmures de réprobation lorsque, dès 1920, à la Chambre des Députés, devançant les critiques que tout le monde dut faire plus tard, M. Louis Barthou, alors président de la Commission des Affaires Extérieures, eut l'audace grande de reprocher aux gouvernants d'Angleterre l'inclairvoyance de leur politique un peu trop personnelle! Pendant quelques heures, on traita M. Barthou comme un inquiétant Saint-Jean-Bouche d'Or. Mais, quelques semaines après, toute la France pensa et parla comme lui.

C'est toujours ainsi en toutes circonstances. Il fit plaisante, fait des mots. Mais attaque-t-on devant lui un ami vraiment très cher, une des idées essentielles auxquelles — Français patriote et bon écrivain sachant toute la valeur de la pensée française — il est très attaché, aussitôt il regimbe.

Alors, petit cosq une minute en colère, il se redresse pour combattre.

Habitué, comme nous tous, à entendre beaucoup d'injustices, il ne prend pas la peine de se rebiffer lorsque, tant soit peu inoffensives, elles ne dépassent pas la malignité tolérable. M. Louis Barthou a trop d'esprit pour prendre les choses au tragique et trop de bonne humeur pour se fâcher toujours. Mais si, méchamment appuyées, elles deviennent scandaleuses, soudain, à la minute même où décidément elles lui semblent révoltantes, vite deux doigts à la monture du lorgnon pour le redresser sur le nez moqueur — rapide branle-bas de combat sur la signification duquel ses familiers ne se trompent guère — et voilà notre téméraire dénigreur avec deux ou trois coups de patte dans sa fielleuse baloudise. Je vous prie de croire qu'il n'a pas les rieurs de son côté!

Aux heures vraiment sérieuses de la politique, M. Louis Barthou n'agit pas d'une autre manière. Il peut, à l'ordinaire, se montrer goguenard, enjoué, bon garçon et, pour les choses secondaires, faire preuve du meilleur esprit d'accommodement. C'est si fatigant et si désagréablement inutile de se toujours crisper en attitude de bataille! Mais, qu'il s'agisse de l'avenir du pays d'un fait engageant son honneur, d'une loi touchant à sa sécurité, aussitôt le bon camarade se raidit pour l'acte nécessaire, le ton de gouaille amusante et amusée cesse, l'apparent spectricisme des couleurs se transforme en une foi très crâne et très agissante.

L'espiègle et charmant causeur de la veille tient avec fermeté le langage qu'il faut, n'hésite pas à prendre les responsabilités qui s'imposent.

En des jours troubles et difficiles, il accepte le pouvoir pour faire voter la salutaire loi de trois ans. Et, plus tard, il le quitte pour ne pas s'incliner devant un vote dangereux qui compromet le crédit de la France et risque de diminuer la confiance que le monde a en elle.

M. Louis Barthou a au cœur des sentiments qui le préservent de toute faiblesse, de toute complaisance. Et à son foyer, si digne avec tant de bonne grâce, ce sont les mêmes idées, les mêmes sentiments qui rayonnent autour de lui. Voilà qui avive singulièrement la force d'action! L'esprit et le sourire peuvent s'accorder avec le plus strict accomplissement du devoir.

***

D'intelligence également claire et prompte, le bâtonnier Henri-Robert a, lui aussi, l'esprit le plus brillant. Ce don s'accompagne d'une gaîté joliment caustique sans la moindre ombre de méchanceté. Au Palais comme ailleurs — peut-être plus qu'ailleurs — la cordialité ne va pas sans un peu — et même beaucoup — d'étincelante rosserie. Si fine qu'elle soit, la cordialité de M. Henri Robert en est tout naturellement exempte.

Particularité agréable qui n'a pas nui à son succès auprès de ses confrères de tout âge et de toute opinion et qui, d'année en année, contribue, en même temps que la maîtrise d'un talent de plus en plus vigoureux, à l'accroissement de son prestige.

Ses magnifiques réélections annuelles au Conseil de l'Ordre avec un chiffre de voix si impressionnant, attestent la permanence d'une telle affection et d'une telle estime. C'est si rare d'avoir infiniment d'esprit, avec une si preste éloquence et d'être assez bon pour résister à la tentation de n'égratigner personne, du moins gravement et injustement!

A cela nul effort. Cette indulgence, qu'il faut bien appeler « brillante » — malgré que d'habitude ces deux mots ne soient guère conjugués — semble bien être une des vertus naturelles de cette âme et de ce tempérament.

Rassemblant pour nos lecteurs les traits de cette physionomie si française, je cherche en moi-même quelle en est vraiment la qualité dominante.

Le charme? Certes, le bâtonnier Henri-Robert en possède un très grand qui lui vient de sa bonne humeur et de sa bonne grâce, de son esprit aiguisé et souriant, de sa courtoisie sans défaillance, de la fidélité et de la délicatesse qu'il apporte dans ses amitiés et, si j'ose cette répétition de mots, du plaisir qu'il prend à plaire.

L'intelligence? Assurément elle est chez lui très vive, très souple, parfois divinatrice, fécondée par une imagination toujours dans le sens du réel et dont ce logicien du Droit reste imperturbablement le maître.

Ses dons oratoires? Sans doute, le bâtonnier Henri Robert est le plus séduisant des causeurs en même temps qu'un des plus impressionnants maîtres du barreau. Tout jeune, presque à l'heure des débuts, il devint célèbre par une éloquence absolument personnelle, faite de sobriété, de concision, de logique foudroyante. Elle est impérieuse avec calme, dominatrice avec discrétion et mesure, d'autant plus persuasive que, dans sa vigueur constamment tendue, elle ne fait jamais de grands gestes et de tapage. Dans un salon, à une table d'amis, sa parole est la séduction même.

Sa science de juriste? Elle est incontestable, et toujours vivifiée, aérée, illuminée par un merveilleux sentiment de la vie.

Sa culture? Elle est fort étendue. Ce grand avocat lettré a d'abondantes lectures que la promptitude de son esprit curieux lui facilite. Il sait si vite ce qu'il y a dans les livres! Mais il n'est pas de ceux qui, avec force citations et références, font parade de leur culture.

Alors, après une longue interrogation de mes souvenirs, ce que, chez M. Henri-Robert, je trouve de plus original, de plus caractéristique, de plus révélateur sur l'homme et l'avocat qu'il est, sur la nature de son haut talent et sur l'éclat de son succès, *c'est la finesse et la justesse de sa psychologie.*

Il connaît si bien les hommes — et, bien entendu, par ce mot, j'entends ne pas séparer d'eux les femmes, — leurs passions, leurs intérêts, leurs ambitions, avec

LA QUINZAINE POLITIQUE

La Question d'Orient

LA SUPPRESSION DU KHALIFAT

La grande Assemblée Nationale de Turquie vient d'abolir le Khalifat. La nuit même du vote, le gouverneur de Constantinople Adnan bey, accompagné du directeur de la police se rendait au palais, signifiait à Abdul Medjid sa déchéance et celle de toute la famille impériale. A deux heures du matin, l'ex Khalife, ses deux femmes et son fils étaient conduits en auto à Tchataldja où un train les attendait. Une page de l'histoire turque était tournée.

Avant d'examiner plus en détail cette mesure qui n'est sensationnelle que pour ceux qui n'ont pas suivi l'évolution des événements en Orient, réduisons-en immédiatement la moralité. En se débarrassant de façon aussi brusque de l'ex-sultan, Moustafa-Kemal et ses amis n'obéissent nullement à des motifs supérieurs visant à la démocratisation, européanisation ou autres transformations de la Turquie nouvelle. Ce sont de grands mots faits pour berner les Turcophiles candides et autres doctrinaires qui, après avoir conduit à la ruine les intérêts français en Orient, cherchent à se raccrocher à quelque radeau de sauvetage. Moustapha Kemal a fait voter la déchéance du Khalife, la suppression du Khalifat, ainsi que des lois de laïcisation variées uniquement pour faire disparaître l'homme autour duquel une opposition croissante tendait à se grouper.

Ils tranchent la tête d'une organisation séculaire, ils tuent la poule aux œufs d'or pour demeurer, quelque temps encore, les *beuti possidentes* du pouvoir dans lequel ils se complaisent. Ce n'est rien de plus. En mai 1923, septembre 1923, janvier 1924 j'ai ici-même montré comment, depuis le 1er novembre 1922, date à laquelle la grande Assemblée Nationale d'Angora avait décidé que le sultan n'existait plus, que son pouvoir temporel passait aux mains de l'Assemblée et que le Khalifat serait maintenu avec le seul pouvoir spirituel, les chefs nationalistes turcs avaient vu croître l'opposition à leur dictature. Le 24 novembre dernier la lettre de l'Aga Khan, chef spirituel et politique des Musulmans hindous à Ismet Pacha, protestant contre la situation faite au Khalife par la grande Assemblée d'Angora avait été un coup droit et sensible. Le gouvernement nationaliste avait ordonné l'arrestation et la poursuite sous l'inculpation de haute trahison des directeurs des journaux qui avaient reproduit et commenté la lettre de l'Aga Khan. J'écrivais, en janvier « Cette nervosité indique assez l'anxiété des Kémalistes qui sentent le terrain se dérober sous leurs pas » et je me demandais si, en raison du mécontentement général et de la gravité de la situation économique, le jour n'était pas proche où la Turquie verrait le retour à l'absolutisme traditionnel que les révolutionnaires d'Angora avaient tâché d'accaparer à leur profit.

Le meilleur moyen de faire taire l'opposition étant évidemment de la supprimer, Moustapha Kemal a recours à ce procédé simpliste.

Les turcophiles impénitents nous exposent aujourd'hui qu'il n'y a rien là que de parfaitement conforme aux traditions et au génie du peuple turc. On serait tenté de leur rappeler que pendant quatre ans ils ont basé leurs désastreux conseils de concessions à Angora sur la place prééminente que le sultan-Khalife occupait dans le monde islamique. Pour conserver l'affection de nos sujets et protégés musulmans de l'Afrique du nord nous devions non seulement, au cœur de la France chrétienne, leur bâtir des mosquées officiellement inaugurées en grande pompe par les plus hauts magistrats de notre République, mais nous devions renouveler à l'égard de notre ex-ennemi, le sultan allié de l'Allemagne pendant la guerre, la politique, de douteuse efficacité, que Bouher avait fait adopter en faveur du Saint-Siège contre l'Italie.

Peu un peu on nous eût demandé de mobiliser en vue d'une nouvelle bataille de Mentana au bénéfice du Commandeur des Croyants.

Quand vint, en novembre 1922, la déchéance du sultan et la réduction de l'autorité d'Abdel Medjid à un Khalifat purement religieux, ces mêmes bons apôtres clamèrent que tout était pour le mieux. Le souverain Pontife était-il moins grand aux yeux du catholicisme depuis qu'il n'avait plus d'Etats et de timbres-postes ?

Ce parallèle démontrait la plus parfaite ignorance de l'Islamisme en général et du Khalifat en particulier. Si le rôle et le caractère du pontife romain sont purement spirituels et si la perte de ses Etats — blessure d'amour propre par dessus tout — n'a rien ôté à son autorité morale, le Khalife n'existait pas, lui, en dehors de son pouvoir temporel. J'ai démontré ailleurs (*La question d'Orient devant le parlement* 1922), que le Khalife n'a jamais été considéré, par les docteurs de la foi islamique, comme un rédacteur d'encycliques et un sage entre les théologiens, mais comme le défenseur, *manu militari*, de l'empire de l'Islam.

La grande Assemblée d'Angora, en séparant le Khalifat du Sultanat, commettait une hérésie qui ne devait pas d'ailleurs l'émouvoir autrement étant donné que la plupart des dirigeants nationalistes, descendants d'israélites de Salonique, font profession d'athéisme et sont parfaitement ignorants de la dogmatique islamique.

Depuis la fin du régime de *Khalfa-i-Baghidin*, c'est-à-dire les quatre premiers Khalifes qui régnèrent après la mort de Mahomet, le pouvoir spirituel s'éteignit et le Khalife ne fut plus qu'un des fidèles, le meilleur d'entre eux, ayant les qualités d'intelligence, de courage et de puissance pour défendre l'Islam.

Au temps où la France était matériellement la « fille aînée de l'Eglise » son roi avait la responsabilité de défendre la foi chrétienne dans des conditions similaires. L'empereur de Russie, au temps du tzarisme, exerçait de même une sorte de « Khalifat » de l'orthodoxie. Au moment où Angora prit la décision de la séparation des pouvoirs, une grande consternation régna dans les milieux musulmans les plus turcophiles de l'Inde.

Après avoir crié au sacrilège, le nationalisme indien par discipline politique contre l'Angleterre, accepta ou fit mine d'accepter la dite séparation des pouvoirs et se contenta de ce pseudo-pontificat dont les turcophile-occidentaux avaient, à grand renfort de casuistique, démontré la perfection.

Cela alla jusqu'au traité de Lausanne, tant qu'il était nécessaire que la Turquie nationaliste parût avoir l'appui du monde islamique, appui qui était la base de la révérence que les nations européennes à sujets et protégés islamiques lui manifestaient. La victoire turque à Lausanne une fois acquise, les musulmans de l'Inde jetèrent le masque et reprochèrent, par la voix de l'Aga khan, à Angora son attitude à l'égard du Commandeur des Croyants.

La mesure prise aujourd'hui consomme la rupture. L'un des plus ardents défenseurs de la jeune Turquie

dans ces dernières années, Ameer Ali, déclare que l'abolition du Khalifat est un désastre pour l'Islam. Le Khalifat était le symbole de l'unité de l'Islam; le drapeau vert du prophète rapprochait sous ses plis une multitude de petits et grands peuples de degrés différents de civilisation gardant une confiance commune dans les destinées des sectateurs de Mahomet. Supprimer le Khalifat, c'est désagréger l'Islam. Nous n'x contredirons pas et n'en sommes point autrement chagrinés dès l'instant que cela diminue la force d'un mouvement panislamique dont la menace était évidente.

Le jeune Turquie ancyrienne avait, en la personne du Khalife, un atout redoutable. Libérée, par les incroyables et criminelles fautes des politiciens d'Occident, de toute tutelle étrangère, la Turquie se présentait, aux yeux de l'Islam, dans des conditions exceptionnelles pour jouer ce rôle, jusque là un peu théorique, mais cette fois réel, de nation militairement forte, politiquement indépendante, directrice de l'Islam.

Si les intérêts de la Turquie avaient été la passion dominante de Moustapha Kemal et de ses amis, une politique toute différente s'imposait à eux. Revenant même sur le vote du 1er novembre 1922, ils auraient dû rendre à Abdul Medjid l'appareil de la toute puissance — quitte à exercer un discret mais efficace contrôle sur son activité politique. Première nation de l'Islam, la Turquie asseyait de façon durable son prestige. Mustapha Kemal a sacrifié tout cela à son rigoureusement personnel égoïsme. Ce n'est pas le premier souverain ou président de Conseil qui immole la patrie sur l'autel de sa vanité et de sa maladie d'autorité. Claude Farrère prédit à Kémal et à Ismet qu'ils paieront cette folie de leur vie. C'est bien possible, car la suppression du Khalifat n'est qu'un épisode d'une féroce lutte de politique intérieure entre l'élément conservateur et ceux qu'Abdul Medjid qualifiait lui-même — avant son avènement — d'aventuriers.

L'éminent écrivain ne se rend peut-être pas compte que lui et ses amis auront une large part de responsabilités dans ce drame quand il se produira. Ce sont les apologistes français des aventuriers d'Angora qui, les uns séduits par l'allure cavalière du jeune et entreprenant général, les autres aveuglés par une anglophobie systématique ont un beau jour lancé la fameuse et désastreuse théorie de la reconnaissance de Moustapha Kemal comme dirigeant de fait et d'abandon du sultan, déconsidéré comme prisonnier des alliés à Constantinople, créature des Anglais et partant excommunié, sans action sur l'Anatolie, à son malheureux sort.

Le 15 octobre 1921, j'écrivais dans *l'Éclair* : « Quant « au reproche adressé à l'Angleterre d'avoir soulevé « l'Islam en réduisant le sultan Khalife à l'état de pri « sonnier, c'est là une légende créée par le panislamis « me. Les Kémalistes ne luttent pas du tout pour dé « livrer le soi-disant reclus de Stamboul. Ils l'accablent « au contraire d'injures, ne rêvant que de le détrôner, « de faire table rase de tout le personnel gouvernemen « tal modéré de Constantinople et de régner, en tyrans « médiévaux, sur une Turquie libérée de la contrainte « des capitulations, du joug de la dette ottomane et de « tous les Européens.

« Les vieux Turcs, ceux qui furent nos amis traditionnels, ne comprennent rien à la politique française « qui n'a de sourires que pour les gens d'Angora, en « nemis non seulement du sultan et de ceux qui se « groupent autour de lui, mais également décidés aux « termes même de leur fameux pacte national, à expulser de Turquie les Français comme les autres.

« En devant ce mystère, ils ont tendance à se rallier « à l'Angleterre qui a au moins une politique explicable : la protection des vieux Turcs et la reconnais « sance de la valeur des Grecs avec lesquels les vieux « Turcs peuvent parfaitement s'entendre contre l'ennemi commun : le bolchevisme slave que Kemal traîne « dans ses fourgons.

« Seul y a une solution à la question d'Orient, on ne « peut la trouver que dans la cessation de l'antagonisme anglo-français, dans un plein appui aux vieux « Turcs contre les révoltés d'Angora facteurs de troubles et prédicateurs de guerre sainte jusque dans nos « colonies et protectorats, et dans une justice rendue à « ce que représente l'hellénisme comme élément civilisateur. »

Vox clamens in deserto.

M. Franklin Bouillon partait pour Angora. L'ambassade de France à Constantinople mettait à la disposition de Claude Farrère un torpilleur pour aller banqueter à Ineeboli avec les Kémalistes et y recevoir d'eux, entre autres présents, une aiguière et une cuvette d'or destinées aux ablutions manuelles qui sont aujourd'hui d'un ironique symbolisme.

Cette politique là nous a amenés à Lausanne où, par un non moins piquant symbolisme, le Khalife déchu doit, dit-on, se retirer provisoirement. Claude Farrère propose aujourd'hui de lui offrir un asile en France ou de l'installer dans une île de la côte tunisienne, entouré d'une pompe militaire qui sauvegarderait son prestige aux yeux des musulmans. Cette suggestion part d'un bon sentiment, mais je doute que le gouvernement français qui poursuit toujours la chimère d'une amitié fructueuse avec Angora veuille prendre ainsi ouvertement parti contre Moustapha Kemal et la grande Assemblée nationale. Malgré les avanies sans nombre dont tout ce qui est français souffre actuellement en Turquie — le gouvernement ne songe — et le langage de ses officieux est assez clair — qu'à faire activer le plus discrètement et le plus rapidement possible, la ratification de Lausanne. La déposition du Khalife pourrait offrir l'occasion d'un redressement audacieux — mais qu'avons-nous encore à perdre que nous n'ayons déjà perdu à Lausanne ? — de notre politique orientale. En acceptant passivement, comme on nous le conseille, le fait accompli à l'égard du Khalife et en ratifiant le traité de Lausanne nous mettons le point final au chapitre de notre influence en Turquie. Pendant ce temps l'Angleterre travaille au passage du Khalifat sur la tête de son protégé, le roi de Hedjaz Hussein. La non-ratification du traité de Lausanne, une manifestation de sympathie à l'égard d'Abdul Medjid attireraient à nous les éléments conservateurs de Turquie — qui seuls furent nos amis — et nous donneraient une arme contre l'arrogance d'Angora.

Si demain, comme il y a bien des raisons de le croire la dictature ancyrienne s'effondrait, nous nous serions préparés des titres auprès de l'opposition turque alors victorieuse et nous aurions dans la personne du sultan restauré un reconnaissant ami.

Mais un tel redressement politique exigerait des parcelles de personnes, l'aveu d'erreurs passées.

Or dès l'instant que l'ami et protecteur de Moustapha Kemal pacha, M. Franklin-Bouillon, est l'indispensable

LA QUINZAINE POLITIQUE

La Question d'Orient

LA SUPPRESSION DU KHALIFAT

La grande Assemblée Nationale de Turquie vient d'abolir le Khalifat. La nuit même du vote, le gouverneur de Constantinople Adnan bey, accompagné du directeur de la police se rendait au palais, signifiant à Abdul Medjid sa déchéance et celle de toute la famille impériale. A deux heures du matin, l'ex Khalife, ses deux femmes et son fils étaient conduits en auto à Tchataldja où un train les attendait. Une page de l'histoire turque était tournée.

Avant d'examiner plus en détail cette mesure qui n'est sensationnelle que pour ceux qui n'ont pas suivi l'évolution des événements en Orient, réduisons-en immédiatement la moralité. En se débarrassant de façon aussi lausque de l'ex-sultan, Moustafa-Kemal et ses amis n'obéissent nullement à des motifs supérieurs visant à la démocratisation, européanisation ou autres transformations de la Turquie nouvelle. Ce sont de grands mots faits pour berner les Turcophiles candides et autres doctrinaires qui, après avoir conduit à la ruine les intérêts français en Orient, cherchent à se raccrocher à quelque radeau de sauvetage. Moustapha Kemal a fait voter la déchéance du Khalife, la suppression du Khalifat, ainsi que des lois de laïcisation variées uniquement pour faire disparaître l'homme autour duquel une opposition croissante tendait à se grouper.

Ils tranchent la tête d'une organisation séculaire, ils tuent la poule aux œufs d'or pour demeurer, quelque temps encore, les *beati possidentes* du pouvoir dans lequel ils se complaisent. Ce n'est rien de plus. En mai 1923, septembre 1923, janvier 1924 j'ai ici-même montré comment, depuis le 1er novembre 1922, date à laquelle la grande Assemblée Nationale d'Angora avait décidé que le sultan n'existait plus, que son pouvoir temporel passait aux mains de l'Assemblée et que le Khalifat serait maintenu avec le seul pouvoir spirituel, les chefs nationalistes turcs avaient vu croître l'opposition à leur dictature. Le 24 novembre dernier la lettre de l'Aga Khan, chef spirituel et politique des Musulmans hindous à Ismet Pacha, protestant contre la situation faite au Khalife par la grande Assemblée d'Angora avait été un coup droit et sensible. Le gouvernement nationaliste avait ordonné l'arrestation et la poursuite sous l'inculpation de haute trahison des directeurs des journaux qui avaient reproduit et commenté la lettre de l'Aga Khan. J'écrivais, en janvier « Cette nervosité indique assez l'anxiété des Kémalistes qui sentent le terrain se dérober sous leurs pas » et je me demandais si, en raison du mécontentement général et de la gravité de la situation économique, le jour n'était pas proche où la Turquie verrait le retour à l'absolutisme traditionnel que les révolutionnaires d'Angora avaient tâché d'accaparer à leur profit.

Le meilleur moyen de faire taire l'opposition étant évidemment de la supprimer, Moustapha Kemal a eu recours à ce procédé simpliste.

Les turcophiles impénitents nous exposent aujourd'hui qu'il n'y a rien là que de parfaitement conforme aux traditions et au génie du peuple turc. On serait tenté de leur rappeler que pendant quatre ans ils ont basé leurs désastreux conseils de concessions à Angora sur la place prééminente que le sultan-Khalife occupait dans le monde islamique. Pour conserver l'affection de nos sujets et protégés musulmans de l'Afrique du nord, nous devions non seulement, au cœur de la France chrétienne, leur bâtir des mosquées officiellement inaugurées en grande pompe par les plus hauts magistrats de notre République, mais nous devions renouveler à l'égard de notre ex-ennemi, le sultan allié de l'Allemagne pendant la guerre, la politique, de douteuse efficacité, que Boulier avait fait adopter en faveur du Saint-Siège contre l'Italie.

Pour un peu on nous eût demandé de mobiliser en vue d'une nouvelle bataille de Mentana au bénéfice du Commandeur des Croyants.

Quand vint, en novembre 1922, la déchéance du sultan et la réduction de l'autorité d'Abdel Medjid à un Khalifat purement religieux, ces mêmes bons apôtres clamèrent que tout était pour le mieux. Le souverain Pontife était-il moins grand aux yeux du catholicisme depuis qu'il n'avait plus d'Etats et de timbres-postes ?

Ce parallèle démontrait la plus parfaite ignorance de l'Islamisme en général et du Khalifat en particulier. Si le rôle et le caractère du pontife romain sont purement spirituels et si la perte de ses Etats — blessure d'amour-propre par dessus tout — n'a rien ôté à son autorité morale, le Khalife n'existait pas, lui, en dehors de son pouvoir temporel. J'ai démontré ailleurs (*La question d'Orient devant le parlement* 1922), que le Khalife n'a jamais été considéré, par les docteurs de la foi islamique, comme un rédacteur d'encycliques et un sage entre les théologiens, mais comme le défenseur, *manu militari*, de l'empire de l'Islam.

La grande Assemblée d'Angora, en séparant le Khalifat du Sultanat, commettait une hérésie qui ne devait pas d'ailleurs l'émouvoir, autrement étant donné que la plupart des dirigeants nationalistes, descendants d'israélites de Salonique, font profession d'athéisme et sont parfaitement ignorants de la dogmatique islamique.

Depuis la fin du régime de *Khalifa-i-Baghdin*, c'est-à-dire les quatre premiers Khalifes qui régnèrent après la mort de Mahomet, le pouvoir spirituel s'éteignit et le Khalife ne fut plus qu'un des fidèles, le meilleur d'entre eux, ayant les qualités d'intelligence, de courage et de puissance pour défendre l'Islam.

Au temps où la France était matériellement la « fille aînée de l'Eglise » son roi avait la responsabilité de défendre la foi chrétienne dans des conditions similaires. L'empereur de Russie, au temps du tzarisme, exerçait de même une sorte de « Khalifat » de l'orthodoxie. Au moment où Angora prit la décision de la séparation des pouvoirs, une grande consternation régna dans les milieux musulmans les plus turcophiles de l'Inde.

Après avoir crié au sacrilège, le nationalisme indien par discipline politique contre l'Angleterre, accepta ou fit mine d'accepter la dite séparation des pouvoirs et se contenta de ce pseudo-pontificat dont les turcophiles occidentaux avaient, à grand renfort de casuistique, démontré la perfection.

Cela alla jusqu'au traité de Lausanne, tant qu'il était nécessaire que la Turquie nationaliste parût avoir l'appui du monde islamique, appui qui était la base de la révérence que les nations européennes à sujets et protégés islamiques lui manifestaient. La victoire turque à Lausanne une fois acquise, les musulmans de l'Inde jetèrent le masque et reprochèrent, par la voix de l'Aga Khan, à Angora son attitude à l'égard du Commandeur des Croyants.

La mesure prise aujourd'hui consomme la rupture. L'un des plus ardents défenseurs de la jeune Turquie

dans ces dernières années, Ameer Ali, déclare que l'abolition du Khalifat est un désastre pour l'Islam. Le Khalifat était le symbole de l'unité de l'Islam; le drapeau vert du prophète rapprochait sous ses plis une multitude de petits et grands peuples de degrés différents de civilisation gardant une confiance commune dans les destinées des sectateurs de Mahomet. Supprimer le Khalifat, c'est désagréger l'Islam. Nous n'y contredirons pas et n'en sommes point autrement chagrinés dès l'instant que cela diminue la force d'un mouvement panislamique dont la menace était évidente.

La jeune Turquie ancyrienne avait, en la personne du Khalife, un atout redoutable. Libérée, par les incroyables et criminelles fautes des politiciens d'Occident, de toute tutelle étrangère, la Turquie se présentait, aux yeux de l'Islam, dans des conditions exceptionnelles pour jouer ce rôle, jusque là un peu théorique, mais cette fois réel, de nation militairement forte, politiquement indépendante, directrice de l'Islam.

Si les intérêts de la Turquie avaient été la passion dominante de Moustapha Kemal et de ses amis, une politique toute différente s'imposait à eux. Revenant même sur le vote du 1er novembre 1922, ils auraient dû rendre à Abdul Medjid l'apparat de la toute puissance — quitte à exercer un discret mais efficace contrôle sur son activité politique. Première nation de l'Islam, la Turquie asseyait de façon durable son prestige. Moustapha Kemal a sacrifié tout cela à son rigoureusement personnel égoïsme. Ce n'est pas le premier souverain ou président de Conseil qui immole la patrie sur l'autel de sa vanité et de sa maladie d'autorité. Claude Farrère prédit à Kémal et à Ismet qu'ils paieront cette folie de leur vie. C'est bien possible, car la suppression du Khalifat n'est qu'un épisode d'une féroce lutte de politique intérieure entre l'élément conservateur et ceux qu'Abdul Medjid qualifiait lui-même — avant son avènement — d'aventuriers.

L'éminent écrivain ne se rend peut-être pas compte que lui et ses amis auront une large part de responsabilités dans ce drame quand il se produira. Ce sont les apologistes français des aventuriers d'Angora qui, les uns séduits par l'allure cavalière du jeune et entreprenant général, les autres aveuglés par une anglophobie systématique ont un beau jour lancé la fameuse et désastreuse théorie de la reconnaissance de Moustapha Kemal comme dirigeant de fait et d'abandon du sultan, déconsidéré comme prisonnier des alliés à Constantinople, créature des Anglais et partant excommunié, sans action sur l'Anatolie, à son malheureux sort.

Le 15 octobre 1921, j'écrivais dans l'*Echar* : « Ouvant « au reproche adressé à l'Angleterre d'avoir soulevé « l'Islam en réduisant le sultan-Khalife à l'état de pri- « sonnier, c'est là une légende créée par le panislamis- « me. Les Kémalistes ne luttent pas du tout pour dé- « livrer le soi disant reclus de Stambout. Ils l'accablent « au contraire d'injures, ne rêvant que de le détrôner, « de faire table rase de tout le personnel gouvernemen- « tal modéré de Constantinople et de régner, en tyrans « mediévaux, sur une Turquie libérée de la contrainte « des capitulations, du joug de la dette ottomane et de « tous les Européens.

« Les vieux Turcs, ceux qui furent nos amis traditionnels, ne comprennent rien à la politique française « qui n'a de sourires que pour les gens d'Angora, en « nemis non seulement du sultan et de ceux qui se « groupent autour de lui, mais également décidés aux « termes même de leur fameux pacte national, à ex- « pulser de Turquie les Français comme les autres.

« Et devant ce mystère, ils ont tendance à se rallier « à l'Angleterre qui a au moins une politique explica- « ble : la protection des vieux Turcs et la reconnais- « sance de la valeur des Grecs avec lesquels les vieux « Turcs peuvent parfaitement s'entendre contre l'ennemi « ni commun : le bolchevisme slave que Kemal traîne « dans ses fourgons.

« Si il y a une solution à la question d'Orient, on ne « peut la trouver que dans la cessation de l'antagonis- « me anglo-français, dans un plein appui aux vieux « Turcs contre les révoltés d'Angora facteurs de trou- « bles et prédicateurs de guerre sainte jusque dans nos « colonies et protectorats, et dans une justice rendue à « ce que représente l'hellénisme comme élément civi- « lisateur. »

Vox clamens in deserto.

M. Franklin-Bouillon partait pour Angora. L'ambassade de France à Constantinople mettait à la disposition de Claude Farrère un torpilleur pour aller banqueter à Inecboli avec les Kémalistes et y recevoir d'eux, entre autres présents, une aiguière et une cuvette d'or destinées aux ablutions manuelles qui sont aujourd'hui d'un ironique symbolisme.

Cette politique là nous a amenés à Lausanne où, par un non moins piquant symbolisme, le Khalife déchu doit, dit-on, se retirer provisoirement. Claude Farrère propose aujourd'hui de lui offrir un asile en France ou de l'installer dans une île de la côte tunisienne, entouré d'une pompe militaire qui sauvegarderait son prestige aux yeux des musulmans. Cette suggestion part d'un bon sentiment, mais je doute que le gouvernement français qui poursuit toujours la chimère d'une amitié fructueuse avec Angora veuille prendre ainsi ouvertement parti contre Moustapha Kemal et la grande Assemblée nationale. Malgré les avanies sans nombre dont tout ce qui est français souffre actuellement en Turquie, le gouvernement ne songe — et le langage de ses officieux est assez clair — qu'à faire activer le plus discrètement et le plus rapidement possible, la ratification de Lausanne. La déposition du Khalife pourrait offrir l'occasion d'un redressement audacieux — mais qu'avons-nous encore à perdre que nous n'ayons déjà perdu à Lausanne ? — de notre politique orientale. En acceptant passivement, comme on nous le conseille, le fait accompli à l'égard du Khalife et en ratifiant le traité de Lausanne nous mettons le point final au chapitre de notre influence en Turquie. Pendant ce temps l'Angleterre travaille au passage du Khalifat sur la tête de son protégé, le roi de Hedjaz Hussein. La non ratification du traité de Lausanne, une manifestation de sympathie à l'égard d'Abdul Medjid attireraient à nous les éléments conservateurs de Turquie — qui seuls furent nos amis — et nous donneraient une arme contre l'arrogance d'Angora.

Si demain, comme il y a bien des raisons de le croire, la dictature ancyrienne s'effondrait, nous nous serions préparés des titres auprès de l'opposition turque alors victorieuse et nous aurions dans la personne du sultan restauré un reconnaissant ami.

Mais un tel redressement politique exigerait des sacrifices de personnes, l'aveu d'erreurs passées.

Or dès l'instant que l'ami et protecteur de Moustapha Kemal pacha, M. Franklin-Bouillon, est l'indispensable

adversaire de M. André Tardieu en Seine-et-Oise, la bénédiction gouvernementale demeurera sur sa tête.

Et c'est ainsi que des infiniments petits déterminent de très grandes choses.

René Pinon.

Pologne

DANTZIG, MEMEL ET LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

La Société des Nations est la seule institution au monde que personne ne critique : ne veut critiquer, ne peut critiquer ou n'ose critiquer.

Pourquoi ?

Parce que tout le monde est convaincu qu'elle est utile à l'humanité et qu'elle le sera davantage à mesure qu'elle grandira et se consolidera. Donc, si elle trahit quelque faiblesse ou si elle commet quelque imprudence, on ne veut pas la blâmer trop sévèrement. Au lieu de la juger sans indulgence, ce sont plutôt des conseils amicaux qu'on lui prodigue.

Cette sympathie, quasi universelle, qui entoure la Société des Nations lui impose deux devoirs surtout, deux devoirs impérieux, absolus : 1° elle doit incarner la justice même, et 2° elle doit veiller à ce que ses actes et ses décisions soient le plus strictement conformes au Traité de Paix qui lui a donné la vie et à l'exécution duquel elle doit veiller.

On ne lui demande pas plus, mais c'est aussi une tâche suffisante pour remplir de nombreuses années de son existence.

Parmi les pays qui sont les plus dévoués à la Société des Nations et qui ont d'ailleurs tout intérêt à vivre en bons termes avec elle, se trouve la Pologne. Et c'est sans doute pour cela qu'on l'appelle familièrement, aux bords du lac Léman, « le meilleur client de la Société des Nations ». Mais puisque « client » il y a, disons franchement et tout de suite que le commerce entre la Pologne et la Société des Nations laisse souvent à désirer.

L'opinion publique polonaise qui manifeste un si grand attachement à l'institution qui siège à Genève se trouve parfois fortement déçue. Il y a des moments où l'on se demande à Varsovie si la confiance et la bonne volonté ne sont pas considérées par certains potentats de la S. D. N. comme un signe de faiblesse ou un manque de courage.

Prenons, pour exemple, la question de Dantzig.

Un des premiers devoirs de la Société des Nations est, comme je le disais tout à l'heure, de veiller à l'exécution stricte et intégrale du Traité de Versailles. Et puisque, de par la volonté de M. Lloyd George, la Ville libre de Dantzig a été placée sous la souveraineté de la Société des Nations, celle-ci est donc doublement tenue à y faire appliquer le Traité. Quelle est sa clause essentielle par rapport à la Ville Libre ? C'est l'article 104, divisé en cinq alinéas, qui définit les devoirs de la Société des Nations envers la Pologne, à Dantzig. Nous y lisons que « la Ville Libre est placée en dedans des limites de la frontière douanière de la Pologne » (alinéa 1er) ; que la Pologne y possède « le droit de développer et d'améliorer les voies d'eau, bassins, docks, voies ferrées et autres ouvrages et moyens de communication », (alinéa 4) ; que la Société des Nations doit y pourvoir à ce qu'aucune discrimination ne soit faite, dans la Ville Libre, au préjudice des nationaux polonais et autres personnes d'origine et de langue polonaises » (alinéa 5); que le Traité « assure à la Pologne, *sans aucune restriction*, le libre usage et le service des voies d'eau, des docks, bassins, quais et autres ouvrages sur le territoire de la Ville Libre, nécessaires aux importations et exportations de la Pologne » (alinéa 2).

Eh bien, il n'en est rien ! A chaque pas, la Pologne se heurte à Dantzig à des obstacles insurmontables. Non seulement elle ne peut développer son commerce maritime, mais on l'empêche même d'user, dans la plus faible mesure, des droits que lui confère le Traité. Les pangermanistes qui se sont emparés de la Ville Libre, font tout leur possible pour créer aux Polonais à Dantzig une atmosphère intenable. On les traite pire que des étrangers et on les expulse comme de vulgaires indésirables; ils se voient refuser le droit d'exercer un commerce ou d'acquérir une propriété. L'audace des pangermanistes est devenue telle qu'ils nient tout simplement la validité du Traité de Versailles sur le territoire de Dantzig sous le prétexte fallacieux que des conventions directes furent conclues entre la Pologne et la Ville Libre. Je tiens ce fait inouï de la bouche même de l'ancien commissaire polonais à Dantzig, M. Plucinski. La coupe est pleine et les Polonais en ont assez, suivant une forte parole d'un écrivain français, de cette sinistre facétie qu'est la « Ville Libre de Dantzig ».

Depuis cinq ans la Pologne n'a pas cessé de protestester auprès de la Société des Nations. Et qu'est-ce qu'elle a obtenu ? Rien ! Dans ces conditions il ne faut point s'étonner que l'opinion publique polonaise réclame au gouvernement une politique dantzicoise autrement ferme et efficace que ne fut celle pratiquée jusqu'à ce jour. Ecoutons ce que dit, à l'occasion de la nomination d'un nouveau Commissaire général polonais à Dantzig, un écrivain politique pondéré et sage, le sénateur Koskowski, directeur du *Courrier de Varsovie*.

« Il importe au plus haut degré, dit-il, que notre nouveau Commissaire soit non seulement fort de l'appui unanime de l'opinion polonaise mais encore qu'il sache exactement ce que cette opinion pense de la situation créée à la Pologne dans la Ville Libre. Or ce qu'il doit savoir avant tout, c'est que la politique polonaise de conciliation envers la Ville Libre a fait faillite. Les chauvins pangermanistes qui détiennent le pouvoir à Dantzig n'ont fait jusqu'ici qu'exploiter la bonne volonté de la Pologne et en même temps repoussaient toutes les tentatives de compromis; ils se moquent d'ailleurs du bien-être de la Ville Libre et ne nourrissent pour elle aucune ambition d'indépendance. Leur activité n'est orientée que vers un retour pur et simple de Dantzig au Reich ».

Voilà la situation. Les Polonais avaient, jusqu'à la dernière minute, espéré que les Dantzicois adopteraient finalement une attitude plus loyale; que la Société des Nations, elle du moins, leur imposerait le respect du Traité. Mais, hélas ! tous ces espoirs n'étaient que de faux calculs et des hypothèses naïves. Les concessions de la Pologne, faites dans les meilleures intentions, étaient considérées comme une faiblesse de sa part et exploitées contre elle. La guerre juridique soutenue par la Pologne devant le Conseil de la Société des Nations n'a pas eu plus d'effet; au contraire, elle gênait sa liberté d'action à Genève et l'absorbait au point qu'elle ne pouvait défendre les autres problèmes en instance devant la S. D. N. La politique dantzicoise de la Polo-

gne doit donc prendre un autre aspect. Il est bien temps que Varsovie manifeste sa volonté de faire valoir les droits que lui confère le Traité de Paix. Le gouvernement polonais est plus que jamais décidé à le faire et ce ne sont assurément pas les moyens qui lui manquent. Il est notoire que les nationalistes de Dantzig ne modifieront pas leur point de vue, c'est donc la Pologne qui doit reviser le sien si elle ne veut pas être frustrée de ses droits légitimes et consacrés. Si tous les pays de l'Europe, même les plus petits, ont obtenu des ports maritimes pour leur usage exclusif, il est enfantin de supposer que la Pologne renoncera de bon gré à une artère économique qui lui est aussi nécessaire que l'est l'oxygène pour les poumons. Un port maritime indépendant, dit encore le sénateur Koskowski, est pour un Etat de 30 millions d'habitants comme un appareil respiratoire pour l'organisme humain. Renoncer à ce port, c'est étouffer, c'est compromettre l'avenir économique du pays.

Hâtons-nous cependant d'ajouter que la Pologne ne recourra jamais à une action illégale. Elle peut avoir gain de cause à Dantzig sans se servir de menacès ou de violences. Elle n'a qu'à cesser, par exemple, de ravitailler la Ville Libre, de subvenir à ses dépenses ou bien encore à diriger ses exportations vers un autre port. Dantzig ne vit et ne prospère que grâce au commerce polonais. Si la Société des Nations se donnait la peine de le comprendre il y a longtemps que toutes les difficultés seraient résolues.

Mais Dantzig a aussi une importance de premier ordre pour la France. En effet, Dantzig est pour la France le seul point de contact avec la Pologne. C'est par la voie de mer que les deux pays peuvent communiquer entre eux, librement, sans aucune entrave. Cet aspect du problème mérite réflexion. L'opinion française est donc intéressée au même degré que la Pologne à ce que le Traité de Paix soit respecté à Dantzig. Si ce Traité était déchiré sur un point quelconque de l'Europe, il ne tarderait pas à crouler tout entier et partout ailleurs.

⁂

Il ne nous reste que fort peu de place pour traiter la question de Memel qui a une très grande analogie avec celle de Dantzig. La position géographique de Dantzig et de Memel fait de ces deux ports deux centres de trafic international d'une importance exceptionnelle. Si Dantzig est placé à l'embouchure de la Vistule et dessert tout le bassin de ce grand fleuve polonais, Memel joue un rôle analogue par rapport au bassin du Niémen. Les 4/5 du trafic de Memel provenaient avant la guerre des territoires actuellement polonais.

Les Alliés avaient donc décidé, à un moment donné, d'ériger Memel en Ville Libre et d'y assurer à la Pologne des droits plus ou moins analogues à ceux que lui furent accordés à Dantzig. Mais la brusque invasion de Memel par les troupes lithuaniennes à peine déguisées, a complètement bouleversé ces projets. L'invasion de Memel, préparée et exécutée avec le concours aujourd'hui avoué de l'Allemagne, a eu lieu... le 12 janvier 1923, c'est-à-dire le jour même de l'occupation de la Ruhr. Quelle autre preuve faut-il chercher pour démontrer que les Lithuaniens agissaient de connivence et en intelligence parfaite avec Berlin ?

Quelques semaines après l'invasion de Memel par des bandes lithuaniennes qui assassinèrent à cette occasion des soldats français en garnison dans cette ville, une association prussienne, le *Heimatbund*, a révélé les dessous de l'affaire. Dans un mémoire secret remis à Berlin, le *Heimatbund* disait ceci :

« Nous vous soumettons aujourd'hui les bases d'une entente entre Kowno et nous. Les possibilités d'une telle entente existent et rien ne s'oppose à leur réalisation. D'abord, en occupant le territoire de Memel, la Lithuanie a chassé l'administration et la garnison françaises. Tous les Allemands en doivent à la Lithuanie un bien sincère remerciement, et les Allemands de Memel sont les premiers à se réjouir de cet heureux événement qui constitue déjà un excellent terrain d'entente. Mais en dehors des Français, un autre ennemi naturel se dresse devant la Lithuanie et l'Allemagne : la Pologne. Cette dernière doit à tout prix disparaître de Memel. On ne doit lui accorder, sous aucune condition, le moindre point d'appui en territoire memelois. Tout élément polonais ou seulement favorable à la Pologne doit être éloigné. La Lithuanie a inauguré cette action et a créé de cette façon un pont naturel de rapprochement germano-lithuanien. Mais, tant que la Pologne ne sera pas politiquement éliminée de Memel, ce rapprochement se heurtera à de graves obstacles. Le gouvernement de Kowno le comprend aussi bien que nous et c'est pourquoi il est de toute nécessité de n'admettre la moindre participation polonaise, directe ou indirecte, aux affaires de Memel. »

Il faut se demander maintenant pourquoi les Allemands tenaient tant à l'attribution de Memel, ville pourtant allemande, à la Lithuanie ? La réponse n'est pas difficile. Memel en possession des Lithuaniens ou des Allemands, le Traité de Rapallo se trouverait par cela même exécuté. Memel est donc considéré par Berlin comme un pont naturel entre l'Allemagne et la Russie et puisqu'il était d'avance exclu qu'il revienne à celle-là, la Wilhelmstrasse a donc contribué à son attribution à la Lithuanie, en aidant cette dernière à l'envahir.

Le guet-apens, le complot a réussi au delà de tout espoir. Les Alliés revinrent sur leur décision primitive et, finalement, ils s'apprêtent à attribuer à Kowno la souveraineté sur Memel. Actuellement il ne s'agit que de garantir à la Pologne certains droits économiques dans le port. La Société des Nations s'en occupe. La Lithuanie s'en révolte. Fidèle à l'accord secret qu'elle a conclu avec Berlin l'année dernière, la Lithuanie ne veut à aucun prix que la Pologne soit représentée au Conseil du Port de Memel. Elle s'agite, elle menace, elle déclare qu'elle ferait la guerre à tout le monde si la Pologne obtenait le moindre accès à Memel. Tout cela est bien significatif ! Mais que feront les Alliés ? Que décidera la Société des Nations ? N'en préjugeons pas. Bornons-nous seulement à remarquer qu'il est vraiment temps de faire la paix... Les grands de ce monde doivent aussi penser à la reconstruction économique de l'Europe. Ce n'est pas en bouchant un port de première importance, ce n'est pas en paralysant le commerce de tout le bassin du Niémen qu'ils favoriseront la restauration économique de notre continent.

Memel est devenu en quelque sorte un objet de rivalité entre les grandes puissances, d'un côté, et la Lithuanie et l'Allemagne, de l'autre. C'est avec angoisse que nous nous demandons qui aura le dessus.

Stéphane Aubac.

BULLETIN MARITIME

VOYAGES D'EXCURSIONS EN INDO-CHINE
CAMBODGE — LAOS
ANNAM — TONKIN

L'Indochine, bien que située sur le parcours des importants mouvements de tourisme dont l'un vient d'Europe pour aboutir au Japon et l'autre part d'Amérique pour se rendre en Europe, a été jusqu'à ce jour presque totalement désertée par la clientèle des amateurs de grand tourisme.

Pour orienter les voyageurs européens vers nos possessions asiatiques, les *Messageries Maritimes*, toujours soucieuses de développer l'influence française en Extrême-Orient, sous le patronage du Gouvernement général de l'Indo-Chine et d'accord avec la Compagnie française du Tourisme, ont organisé des voyages dans les conditions les plus confortables, prévoyant de grandes excursions en Cochinchine, au Cambodge, au Laos, en Annam et au Tonkin.

Afin de faire connaître mieux cette louable initiative, M. le Résident supérieur Garnier a organisé, sous la Présidence de M. Albert Sarraut, Ministre des Colonies, dans les salons de l'Agence Economique de l'Indo-Chine le 1er février dernier, une causerie sur « Les grands voyages en Indo-Chine », à laquelle assistait un public d'élite.

Dans un style sobre et élégant, M. Monod, administrateur des services civils, a évoqué le charme infini des visions d'Indo-Chine illustrées par de magnifiques projections de Saïgon, de Pnom-Penh, de Dalat, de Tourane, de Hué, d'Hanoï et d'Haïphong.

De cette causerie nous extrayons le passage suivant :

L'Agence Economique de l'Indo-Chine, d'accord avec la *Compagnie Française du Tourisme* et les *Messageries Maritimes*, a étudié un itinéraire permettant aux touristes de visiter, dans le court délai de 46 jours, les points les plus réputés de l'Indo-Chine en parcourant une distance totale de 3.800 kilomètres. Il ne semble pas qu'il eut été réalisable de faire voir, en aussi peu de temps, plus de choses ou des choses mieux choisies.

Le voyageur débarque à Saïgon et commence par visiter cette charmante cité, qui est, sans contredit, la plus jolie ville de tout l'Extrême-Orient. Il parcourt les environs, voit l'énorme ruche qu'est Cholon, puis par d'excellentes et belles routes, traverse la Cochinchine, gagne le Cambodge, parcourt Pnom-Penh, posé sur le bord du Mékong, aux quatre bras, où le fleuve a 2 km. ½ de largeur, gravit le Pnom, colline couronnée d'une gracieuse pagode à laquelle conduit un escalier dont les ornements sont des moulages d'Angkor; par une route nouvellement construite, il a fait en automobile les 300 kilomètres qui séparent Pnom-Penh d'Angkor. A moitié chemin, il s'arrête pour déjeuner au bungalow de Kompong Thom et atteint dans l'après-midi, Siemreap et Angkor. Le bungalow est construit au pied d'Angkor Watt, ou plus exactement Prah Moha Nokor Watt, ce qui veut dire le Saint Grand Temple du royaume, à deux kilomètres d'Angkor Thom, la ville royale, dont les ruines achevaient de disparaître pierre à pierre, sous l'effort des végétations tropicales, quand le retour au Cambodge du territoire de Battambang nous a permis de sauver ces derniers restes des splendeurs passées.

Après la Cochinchine et le Cambodge, l'itinéraire conduit le touriste à Dalat, sur le plateau du Langbian où, durant trois jours, il retrouvera, dans un paysage des plus pittoresques, un climat qui lui rappellera celui de la France, pendant que les amateurs de chasse rencontreront, sans peine, le gros gibier : tigre, panthère, bœuf sauvage ou *gour*, éléphant, cerfs de toutes sortes et de toutes dimensions.

De Dalat à Tourane, le voyageur verra la merveilleuse route qui suit la mer et pourra admirer, sur son passage, les ruines Cham, qui s'échelonnent depuis Tom Cham jusqu'au cirque de Mi Son. Il verra les grandes villes de l'Annam : Hué, Vinh, Tanh hoa, atteindra Hanoï, la capitale administrative de l'Indochine, s'étendant autour de son charmant petit lac, la grouillante ville indigène avec ses rues groupant les professions : rue de la Soie, rue du Cuivre, rue des Tasses, rue des Cercueils et tant d'autres. A Haïphong, il admirera l'activité de nos grandes industries, puis le bateau le mènera dans la merveilleuse baie d'Along, véritable chaos d'îles, aux falaises déchiquetées et crevées de grottes éblouissantes.

A Saïgon enfin il reprendra le luxueux et confortable paquebot des *Messageries Maritimes* qui le ramènera à Marseille en 14 jours, à moins qu'il ne préfère poursuivre son voyage vers la Chine et le Japon...

VALEURS DE NAVIGATION

Le 10 mars 1924

Fraissinet	965
Messageries Maritimes	365
Mixte	370
Transatlantique	202
Transports Maritimes	1.150

Société Française d'Imprimerie et de Publicité
Ateliers : Rue Garnier et Rue des Carmes, Angers.
Bureaux : 2, Rue Monge, Paris (Ve)

L'Imprimeur-Gérant : A. Deshoës.

Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus.

REVUE
POLITIQUE·ET·LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

EUGÈNE YUNG·FONDATEUR·1863 PAUL FLAT·DIRECTEUR·1908-1918
DIRECTEUR PAUL GAULTIER

N° 7 62e ANNÉE 5 AVRIL 1924

PARLEMENTARISME ET RÉPUBLIQUE

On vient de publier une étude constitutionnelle qui a pour titre : *Parlementarisme et République*. Elle est l'œuvre de M. Corentin Guyho, décédé en 1922, député du Finistère. Elle n'était pas encore fondue et mise au point lorsqu'elle fut livrée à la publicité par sa veuve. Mais elle renferme des idées, nouvelles sans être neuves, qui me semblent devoir être signalées à l'attention des lecteurs de cette Revue.

Voici comment ces idées pénétrèrent et prirent corps dans l'esprit de l'auteur. Fils d'un conseiller à la Cour de Cassation et avocat aux Conseils, M. Corentin Guyho avait vingt-cinq ans lorsque l'empire tomba. Il fréquentait l'entourage de M. Thiers et assistait quelquefois aux conversations intimes de ce grand patriote, politique consommé qui ne montra pas moins de désintéressement à résigner le pouvoir lorsque tout fut sauvé qu'à le prendre des mains de l'Assemblée lorsque tout était compromis. Autour de lui se pressaient des hommes de bien qui apportaient à son œuvre le tribut de leur expérience : Dufaure, armé de cette dialectique vigoureuse qui pénètre les assemblées ; Simon, de cette éloquence enchanteresse qui les attire ; Laboulaye, de ce grand bon sens qui les persuade ; politiques dévoués, mieux préparés que tous autres à cette grande tâche, ayant toujours aimé la liberté pour elle-même, non pour les avantages qu'elle pourrait apporter aux ambitions particulières. Ces hommes disaient que le vrai gouvernement national est celui qui, indépendamment de toute forme politique, néglige les affaires des partis pour gouverner en faveur de tous. Mais, ayant aperçu que l'état social de la France est démocratique, la lutte contre la démocratie leur apparaissait comme un combat engagé contre une force invincible. Ils pensaient toutefois que si les principes démocratiques veulent que l'opinion du peuple dirige la conduite de ses commettants, c'est quand elle est mûre et non incertaine, inspirée par la justice et non aveuglée par la passion. On sert mieux la nation en résistant à ses caprices momentanés qu'en cédant à ses désirs inconsidérés qui lui prépareraient, dans des mouvements irréfléchis, des déceptions soudaines. Les peuples sont comme les individus : il est un temps à leur imposer pour les éclairer et leur permettre de reprendre, dans la possession d'eux-mêmes, l'intelligence de leurs intérêts vrais. Et ces politiques sincères rêvaient déjà aux moyens qu'ils pourraient introduire dans la Constitution, pour faire régner en France une justice égale et une liberté réglée.

Converti à la République par les hommes du centre gauche, M. Corentin Guyho fut l'un des premiers qui répandirent en Bretagne la doctrine démocratique. Les électeurs de Quimperlé l'envoyèrent siéger à la Chambre des députés en 1876. A la dissolution de cette assemblée, il fut l'un des 363. « L'avenir est aux plus sages », avait dit M. Thiers, et c'était encore grâce à sa sagesse que le parti républicain remportait la victoire. Mais, en rentrant à la Chambre en 1877, Corentin Guyho constata qu'il y avait quelque chose de changé. Il avait toujours pensé que le parti républicain devait gouverner pour tous. Il le vit se diviser, au

contraire, et crut apercevoir que le gros de ses troupes se fortifiait dans la position conquise comme une armée victorieuse qui pense à des opérations nouvelles. Loin d'être déposées, les armes ne faisaient que changer de mains. Et il apparut à notre auteur que l'on se battrait maintenant plutôt pour des intérêts que pour les principes. A la pensée de voir ainsi partager en deux classes les citoyens français, celle des favoris et celle des victimes, il éprouve une réelle tristesse. Le mal est, en effet, plus grand qu'il n'apparaît à première vue, car nos assemblées, étant investies d'un pouvoir absolu, le parti dominant pourra tout faire contre ses adversaires.

Pendant les neuf années qu'il siégea à la Chambre des députés, M. Corentin Guyho suit la pratique parlementaire et il voit les conséquences sortir comme d'elles-mêmes des prémices. « C'est, dit-il, la confusion de tous les pouvoirs, leur absorption *par* et *dans* les Chambres. Pour bien comprendre le danger, considérez d'abord la prédominance des parlementaires dans le monde politique, puis celle de la Chambre des députés dans le Parlement, et rappelez-vous l'avertissement donné par Montesquieu : « Il y a despotisme quand un seul pouvoir sans limites entraîne tout par sa volonté et ses caprices. »

L'auteur nous parle d'abord de l'action législative qui, n'étant contenue par aucunes digues, se répand comme un fleuve sans bords. Et il n'est pas tendre dans ses critiques. « Ce qu'il faut regretter, écrit-il, c'est que la Chambre, soucieuse de satisfaire prématurément l'opinion du jour, ait le tort de prendre, sans consulter le gouvernement, quelquefois même contre son avis, l'initiative de lois d'occasion, par conséquent improvisées, souvent contradictoires, quelquefois inapplicables et indirectement nuisibles aux intérêts qu'il s'agit de servir. » Et il poursuit : « Le législateur, infatué de son pouvoir, essaie de créer les usages au lieu de les suivre, prescrit les mœurs au lieu de les sanctionner et oublie, malgré les avertissements de l'histoire, que la loi ne fait pas le droit mais qu'elle est seulement appelée à le consacrer. » C'est ainsi que nos Chambres maintiennent ce préjugé traditionnel si redoutable que « les mœurs peuvent changer par voie législative et que les gouvernements doivent avoir l'autorité, comme le droit, de modeler la vie de leurs concitoyens selon leur propre conception du droit absolu. » De là vient aussi cette multiplication de lois que Tacite dénonçait déjà comme le grand danger des Républiques.

C'est un grand mal que la Chambre soit maîtresse absolue dans son domaine. Un autre mal est qu'elle déborde encore sur les pouvoirs voisins. Ici M. Corentin Guyho nous montre comment, sous le prétexte du simple contrôle qui lui est donné sur le gouvernement, elle envahit le pouvoir exécutif. Elle nomme indirectement les ministres. « Le Président du Conseil répartit les portefeuilles au petit bonheur, d'après les règles puériles d'un dosage proportionnel entre les groupes politiques. Aussi tout député qui fait bonne figure à la tribune et qui compte dans la Chambre un nombre suffisant de *camarades* a-t-il chance de se trouver, à sa propre surprise, ministre d'un département pour lequel rien ne semblait le désigner. » C'est ainsi qu'il apporte à son ministère, avec son inexpérience, le devoir de répondre par d'autres faveurs à la faveur qui l'a porté au Conseil. Incompétence et favoritisme : tel est le premier effet du système. Et voici le second. « Comme il aura à compter avec les intrigues sourdes des autres groupes et les ambitions renaissantes de ses prédécesseurs, le ministre, paralysé par l'incertitude du lendemain, sera détourné des vues d'ensemble et des projets d'avenir. En attendant la chute menaçante, les cabinets ministériels se traînent de secousse en secousse, parfois de scandale en scandale, et privés des bons bergers des premiers temps de la République, ils ne seront plus que des suiveurs, chefs dociles de troupes très indociles. C'est de là qu'est venue la perte de la garantie primordiale qui devrait nous protéger contre l'Exécutif. » Car comment rechercher les anciens ministres même pour leurs fautes les mieux établies? Chacun d'eux ne trouvera-t-il pas le moyen d'échapper à toute autre sanction que la chute parlementaire. Organisez une enquête pour établir les responsabilités. Oui dira le premier, j'ai eu l'initiative de l'entreprise, mais elle aurait réussi si j'avais pu la mener à sa fin. Je n'ai, dira le second, même pas eu le temps, entre mon arrivée et mon départ, de prendre parti sur la question. — N'interrogez pas le troisième. Il nous répondrait que, s'il a pris la mesure, il l'a fait malgré lui, l'affaire ayant été liée par ses prédécesseurs. M. Sembat avait donc raison de dire que la responsabilité émiettée des ministres parlementaires passe à l'état de mythe constitutionnel. »

Alors notre auteur découragé conclut avec tristesse : « Comment, dans ces conditions, en voyant tant de gens ne songer qu'à bénéficier du régime, les vieux républicains ne se détacheraient-ils pas quelque peu, non certes de la République elle-même, qui est irremplaçable, mais de la forme défectueuse qui lui a été donnée en 1875 ? »

Aussi lorsque Guyho quitte le Palais-Bourbon en 1885, a-t-il hâte de se réfugier dans le séjour de la Justice qui attire encore des âmes éprises du

droit. Il est successivement avocat général à Amiens, procureur de la République à Nantes, conseiller à Paris, avocat général près la même Cour où il devient doyen des avocats généraux.

Après la grande guerre, qui avait réuni tous les citoyens dans la défense commune, notre auteur éprouva une vive joie lorsqu'il vit naître un esprit nouveau qui, groupant tous les partis dans un bloc national, allait tenter de ramener la politique du bien public par la concorde et la paix. Il s'enrôla dans ses rangs et rentra au Palais-Bourbon avec la Chambre de 1919. Mais il avait une trop longue expérience de la politique pour se reposer sur un état de paix qui n'était que le résultat de la sagesse des hommes. Car que vaut cette sagesse, dans un gouvernement essentiellement versatile, lorsqu'elle n'est pas soutenue par le frein des institutions? Notre Constitution avait de grandes lacunes qui avaient laissé passer bien des maux. Guyho pensait qu'il importait de la réviser.

La révision constitutionnelle est l'un des problèmes les plus délicats car il mettra le plus souvent le législateur entre deux extrêmes.

Il y a aujourd'hui beaucoup de gens hostiles, en principe, à la révision parce qu'ils ne regardent qu'à leurs pieds. On s'habitue vite aux usurpations législatives pourvu qu'elles nous laissent le calme apparent. Et l'on dit : A quoi bon réviser la Constitution? Depuis cinquante ans qu'elle nous régit ne sommes-nous pas restés assurés et tranquilles? Oui. Mais réfléchissez, je vous prie, que ce calme et cette tranquillité, nous les devons surtout à l'absence des prétendants et à la modération présente des hommes, et demandez-vous ce qu'il adviendra lorsque nos politiques auront cessé d'être sages. L'histoire de notre grande Révolution ne vous a-t-elle pas appris comment, par les mêmes principes qui nous régissent, le pays devint jadis la proie des assemblées, et pourriez-vous soutenir que, dans le futur, les mêmes causes ne produiront jamais les mêmes effets que dans le passé ? Il ne faut pas oublier qu'une Constitution n'est pas seulement faite pour aujourd'hui mais encore pour demain et que son œuvre serait vaine si, garantissant la tranquillité du présent, elle n'assurait encore la sécurité de l'avenir.

L'autre excès est d'aller trop facilement à la révision. Ce fut longtemps une maladie des Français de croire qu'on peut tout faire ou tout guérir par les Constitutions. La Constitution n'est qu'une feuille de papier qui ne vaut que par les hommes chargés de l'appliquer. Leurs passions peuvent se jouer des dispositions les meilleures comme leur sagesse corriger les pires. Mais nous ne voyons pas bien cela. De sorte que, lorsqu'une Constitution succombe par la conduite des hommes, c'est elle-même que nous accusons et nous sommes incités à en faire une autre qui, remise aux mêmes mains, mourrait des mêmes maux qui ont perdu la première.

Cependant je suis d'accord avec Guyho pour reconnaître que la révision sera toujours nécessaire lorsqu'il n'y a dans la Constitution aucunes contraintes propres à modérer les passions des hommes. Il faut, sous peine de le rendre absolu, que le législateur ait sa loi comme les particuliers ont la leur. S'il importe donc à la liberté que l'absolutisme ne soit nulle part dans l'État, le corps législatif est le centre d'où il faut surtout le bannir.

Cela n'a pas été compris par les rédacteurs de la Constitution de 1875. Regardez, en effet, cette Constitution. Vous y voyez, d'une part, un pouvoir législatif absolu, et, ce qui en est la conséquence, d'autre part un fantôme d'exécutif. Et cela va contre les lois de la raison et de l'expérience.

Quand le législateur veut fonder la liberté dans l'État, il doit balancer les pouvoirs. Mais c'est en vain qu'il voudra égaliser des forces que la nature a rendues inégales ; il y aura toujours un pouvoir plus fort qui, s'il régnait sans partage, anéantirait tous les autres. Le premier devoir du législateur sera donc de discerner la puissance prépondérante et le second de lui imposer des bornes. C'est ainsi que, menacés par la royauté, les Anglais l'avaient diminuée dans sa fonction au profit de la Chambre des Communes et que les Américains, redoutant la force trop grande de l'assemblée populaire, l'avaient limitée dans ses pouvoirs et élevé à côté d'elle une puissance exécutive énergique. Deux moyens, contraires en apparence mais semblables au fond, et qui concouraient au même but, la sauvegarde de la liberté.

Le mal chez nous c'est que nos pères n'eurent pas cette notion simple et saine de la politique et, qu'égarés par leurs erreurs, nous ne voyons pas encore la nécessité de l'adopter.

Appelés à introduire la liberté dans le monde politique, mais élevés sous l'ancien régime, nos pères reprirent au rebours les tendances de la royauté comme un principe abstrait qui s'offrait à eux. Ils pensaient que la liberté consiste moins à limiter les pouvoirs qu'à en changer la source. Moins étonnés de rencontrer la puissance absolue que de la voir centralisée aux mains d'un seul, et frappés de cette inconséquence, ils ne s'attachèrent qu'à ravir cette puissance à la royauté pour la remettre aux assemblées. C'était échapper au despotisme du roi pour passer sous la tyrannie du nombre. La différence était dans le maître, non dans le degré de la servitude.

Ils avaient alors la naïveté de croire que la

tyrannie ne peut naître des assemblées. « Pourquoi, écrivait Turgot au docteur Price, au lendemain de l'établissement des Constitutions particulières, avoir, dans une république, balancé les pouvoirs comme en Angleterre? Est-il raisonnable de supposer que le peuple puisse s'opprimer lui-même? » — « C'est, répondait John Adams, dans sa *Défense des Constitutions américaines*, un bien beau compliment adressé à l'espèce humaine mais qui n'a jamais été mérité par elle. Si un peuple ne s'est jamais accordé unanimement à se tyranniser lui-même, n'a-t-on pas toujours vu un parti opprimer le parti adverse? n'a-t-on pas vu la majorité tyranniser presqu'universellement la minorité? Et n'est-ce pas alors le peuple qui s'opprime lui-même? »

Quelque temps après, l'histoire de notre Révolution nous montrait bien que toute puissance trop forte, par cela seul qu'elle émane des hommes, porte toujours avec elle un vice originel qui la pousse naturellement à tout absorber. Qu'elle apparaisse dans la monarchie ou qu'elle se produise sous la forme républicaine, elle apporte les mêmes menaces et engendre les mêmes maux. On a critiqué tour à tour chez nous ces divers gouvernements. C'étaient moins les dépositaires du pouvoir que le pouvoir même qu'il fallait accuser. On avait confié à ses représentants une puissance trop lourde pour la main des hommes.

On peut beaucoup pardonner à nos pères en raison de leur inexpérience. Il est difficile d'accorder la même indulgence aux politiques contemporains qui, après une expérience séculaire, n'ont pas encore consenti à reconnaître les fautes de leurs ancêtres.

Jetez en effet les yeux sur notre Constitution de 1875. Vous y verrez que les Chambres ont la plénitude de l'action législative. Elles peuvent tout faire dans ce domaine, non seulement les lois ordinaires, mais encore celles qui régissent nos libertés les plus sacrées. Elles peuvent les modifier, les étendre et les restreindre comme elles pourraient aussi les supprimer. Elles ont, en outre, le pouvoir constituant, c'est-à-dire que, sans consulter le peuple, il leur est permis de modifier la Constitution. N'est-ce pas l'omnipotence législative toujours à redouter dans les Etats populaires?

Ecoutez, je vous prie, Jefferson, le fougueux démocrate des États-Unis. C'était quelques années avant la rédaction de la Constitution fédérale. On recherchait, pour la faire, les effets produits par les Constitutions particulières des Etats. On constatait que la division des pouvoirs y avait été troublée par la puissance trop grande laissée aux assemblées législatives. Suivant la doctrine de Montesquieu, on avait divisé les pouvoirs pour qu'ils pussent rester indépendants les uns des autres, ce qui est la garantie essentielle de la liberté. « Mais, dit Jefferson, avec cette intention, nous aurions dû lever une barrière réelle et forte, capable d'empêcher tout empiètement d'un de ces pouvoirs sur les autres, et c'est ce que nous n'avons pas fait. Il en résulte que le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire sont arrivés à dépendre l'un et l'autre du corps législatif. Aussi avons-nous vu ce corps décider des questions qui devaient être laissées à l'autorité judiciaire et diriger presque toujours, pendant tout le temps qu'il reste assemblé, toutes les opérations du corps exécutif. Or, la concentration de ces pouvoirs dans les mêmes mains est précisément ce qui constitue le despotisme. La liberté n'est pas avantagée parce que ces pouvoirs sont exercés par un certain nombre d'hommes au lieu d'un seul. Cent-soixante-treize despotes peuvent devenir oppresseurs aussi bien qu'un seul. Venise en fournit l'exemple et la preuve. Ce n'est pas pour être soumis à un despotisme électif plutôt qu'à un despotisme héréditaire que nous avons fait notre révolution. »

Aussi les Américains, voyant le mal, lui appliquèrent-ils résolument le remède dans la Constitution fédérale qu'ils établirent.

Non seulement ils divisèrent le corps législatif en deux Chambres pour modérer la passion de ses membres, mais ils limitèrent encore son domaine en lui déniant le droit de faire toute loi qui restreindrait les libertés fondamentales des citoyens. S'il arrivait que ce corps éludât cette prohibition, il appartiendrait à tout citoyen lésé par elle de déférer la loi inconstitutionnelle à la Cour de justice fédérale chargée de la juger. Ayant ainsi gardé la liberté générale de l'atteinte des assemblées, les Américains voulurent encore maintenir en face d'elles la souveraineté nationale en leur enlevant le pouvoir constituant. Le droit de modifier la Constitution fut donné à une chambre spéciale nommée *Convention*, élue par le peuple pour statuer sur les réformes qui lui sont proposées, et qui ne survivra pas à sa mission.

Mais, encore et surtout, les Américains décidèrent que le pouvoir exécutif serait absolument indépendant des assemblées et que rien, ni dans sa constitution ni dans ses pouvoirs, ne saurait désormais le faire tomber sous le joug du législatif.

Pour être heureux et prospère, un peuple ne saurait vivre dans une perpétuelle agitation. Il faut donc qu'il y ait dans sa Constitution, en dehors des assemblées toujours mobiles par leur nature, un centre de stabilité. Or, ce centre de stabilité ne saurait être que dans l'exécutif. L'Histoire nous montre que lorsque, dans les démocraties, plus

exposées à la versatilité que tous autres gouvernements, on soumet la puissance exécutive aux fluctuations des assemblées, tout devient faible et irrégulier dans l'État. L'instabilité, avec la confusion, se montre partout, et la responsabilité n'apparaît nulle part. C'étaient les maux qui se produisaient alors en Amérique parce qu'on avait négligé de donner au pouvoir exécutif une organisation capable de le protéger contre l'entreprise des Assemblées. Il faut voir le découragement des Américains à la veille de la réunion de la Convention qui allait faire la Constitution fédérale. « Avec la faiblesse du pouvoir exécutif, écrivait John Jay à Washington, l'insécurité de la propriété, le manque de confiance dans le gouvernement, l'absence de bonne foi et de justice dans l'Etat feront des charmes de la liberté comme un mirage imaginaire et trompeur. Des fluctuations alarmeront le pays et disposeront les citoyens à tout changement susceptible d'assurer le repos et la tranquillité. » — « Vous avez raison, lui répondait Washington, l'expérience nous a appris que, sans l'intervention d'un pouvoir coercitif, les hommes n'adoptent et n'exécutent pas les mesures même les plus propres à leur bonheur. Le premier besoin d'une nation est d'être gouvernée. » Et il souhaitait un gouvernement « assez ferme et permanent pour assurer la vie, la liberté et la propriété des citoyens. » Comme on lui demandait les attributions qu'il importait de donner à l'Exécutif. « Le plus, répondait-il, sera le mieux. »

C'est pourquoi la Constitution fédérale décida que le Président de l'Union aurait le gouvernement *personnel* de la République américaine, qu'il choisirait lui-même ses ministres sous la condition de les prendre en dehors des assemblées, que ces ministres dépendraient non des Chambres mais de lui seul, et que c'est de lui seul qu'ils recevraient les ordres. Alors tout fut remis à sa place. Les Chambres délibérèrent et firent les lois. Le Président les exécuta et gouverna. « L'Exécutif, dit Madison, eut alors l'énergie nécessaire pour parer au danger intérieur et extérieur et pour assurer la prompte exécution sans laquelle il n'est pas de bon gouvernement. La stabilité, essentielle au caractère national, introduisit dans l'esprit du peuple ce calme et cette confiance qui sont les principaux bienfaits de la société civile. Et, pour tout garantir, la responsabilité apparut au sommet de l'Etat, non plus cette responsabilité parlementaire qui n'est qu'un leurre, mais la responsabilité personnelle du président garantie par ses biens, sa liberté et sa vie. Alors tout s'accorde dans son rôle, dit le *Federalist* : « Le magistrat de l'exécutif ne rencontre plus dans ses ministres un obstacle à ses bonnes intentions et il ne trouve plus dans leur sein un voile tout prêt à être jeté sur ses erreurs. »

Ce n'est pas que le pouvoir du président de la République américaine ait été admis sans protestation. Des politiques y voyaient comme une menace à la liberté. Et Hamilton raconte que, lorsqu'on la soumit à la ratification populaire, il n'y eut pas de partie de la Constitution contre laquelle on se soit élevé avec moins de bonne foi et qu'on ait critiqué avec moins de sens. « Des républicains exaltés, dit-il, alléguaient qu'en donnant au président un pouvoir personnel on lui conférait une puissance supérieure à celle du roi d'Angleterre qui ne gouverne que par l'intermédiaire de ses ministres soumis eux-mêmes à la puissance législative. Dans les colères qui éclatèrent, on n'épargna au président aucune injure, mêlant au nom de Tarquin celui de Caligula et le titre de roi à celui de tyran. » Mais les Fédéralistes répondaient que la même nécessité qui avait introduit le gouvernement parlementaire dans la monarchie imposait dans une République le gouvernement de l'exécutif. L'histoire de l'Angleterre avait montré que lorsqu'aux prérogatives de la permanence, de l'hérédité, de l'inviolabilité, qui sont aux mains d'un prince représentant de l'autorité séculaire, on joint encore le droit de gouverner, le pouvoir absolu s'établit de lui-même et il peut en sortir une tyrannie sans issue. Le gouvernement parlementaire était né en Angleterre à cause de la monarchie et parce qu'il y avait un roi. Il supposait une royauté respectée et comme auréolée par les siècles. Dépouillée même de ses antiques prérogatives, la Couronne jouait encore un rôle éminent puisque, restée la clef de voûte de l'édifice, elle contenait, par sa seule présence, les ambitions désordonnées et maintenait la concorde et la paix. Si, au contraire, le président de la République, simple citoyen, élu pour un temps, investi d'un pouvoir fictif et n'ayant d'autre autorité que celle qu'il tire de sa dignité passagère, ne gouvernait que par ses ministres placés sous le contrôle des assemblées, le magistrat suprême de l'exécutif, devenu irresponsable, n'aurait plus qu'une existence apparente faite d'honneurs et d'inertie et sous l'enseigne trompeuse d'une division des pouvoirs, les Chambres légifèreraient et gouverneraient, et la liberté serait perdue. « Le gouvernement, disait encore Hamilton, doit être subordonné aux lois, mais il ne doit pas être placé dans la dépendance de ceux qui les font. La subordination aux lois est conforme, la dépendance est contraire aux principes essentiels d'un bon gouvernement ; l'une maintient la liberté par l'équilibre des puissances et l'autre la détruit par leur concentration dans les mêmes mains. Poussés par

les mêmes désirs et marchant vers le même but que les Anglais, les Américains avaient été contraints de prendre un chemin différent pour l'atteindre. Mais il est plus d'une voie qui mène à la liberté.

L'histoire, qui recueille les enseignements du passé pour l'expérience des hommes, nous montre que, sans retouches, le système américain depuis 135 années assure aux États-Unis le progrès dans la stabilité et la concorde dans la paix.

Aussi lorsque la Suisse, lassée de ses dissensions intérieures, songea, en 1874, à modifier sa loi organique, c'est vers la Constitution américaine qu'elle tourna les yeux. Elle n'ignorait pas qu'il est très rare que la loi d'un peuple convienne à un autre peuple, mais elle savait bien que, dans toute Constitution, outre les règles particulières à une nation, il en est des générales qui s'appliquent à l'humanité toute entière. C'est pourquoi, ayant emprunté au système américain l'esprit qui le domine, elle s'efforça de l'adapter à ses mœurs et à ses traditions séculaires. Elle donne le pouvoir législatif aux assemblées qui font les lois, mais elle veut que toute modification apportée à la Constitution soit soumise à la ratification populaire et elle renvoie encore au *referendum* du peuple toute loi pour laquelle cette votation aura été réclamée par huit cantons ou 30.000 citoyens. C'est ainsi que la Constitution fédérale suisse limite les pouvoirs du corps législatif pour protéger les libertés individuelles et sauvegarder la souveraineté nationale. Si elle confie l'autorité directoriale et exécutive à un Conseil fédéral de 7 membres choisis par les deux Chambres dans le corps des électeurs, c'est un lien qu'elle tente d'établir entre les deux autorités pour qu'elles ne soient pas étrangères ; mais cela fait, elle entend rendre au pouvoir exécutif tout ce qui lui est dû. Pour qu'il ne puisse dépendre des assemblées, ses membres sont élus pour trois ans, c'est-à-dire inamovibles pendant tout le temps de la législature. N'ayant rien à espérer de la faveur des Chambres ni rien à redouter de leurs désaveux, gardés de leur versatilité et échappant à leurs fluctuations, ces hommes qu'on a appelés « les sept sages de la Suisse » mènent tranquillement leurs projets dans l'accomplissement de leurs desseins.

Corentin Guyho, qui a parcouru ces Constitutions étrangères et les esquisse à grands traits, appelle les méditations de notre législateur sur leurs dispositions libérales. « Il faut, dit-il avec Montesquieu, que chaque pouvoir ait à côté de lui une puissance réglante pour limiter son action et prévenir ses usurpations. Il importe que l'action et son contrepoids nécessaire s'enchaînent et s'équilibrent par une faculté mutuelle d'empêcher ». Là où le législateur l'a fait il y a gouvernement libre, là où il l'a oublié, il a bien pu mettre la démocratie dans les mots, il ne l'a pas encore fait pénétrer dans le fond des choses.

Voyez, en effet, ce que notre Constitution a fait au chef de l'exécutif. Choisi par le Parlement, il dépend des Chambres par son élection et, comme si ce n'était pas assez de le mettre ainsi à leurs pieds, on le déclare irresponsable pour l'empêcher d'agir. Ses ministres ne dépendent pas de lui mais des assemblées qui, le plus souvent, les dirigent et qui les renversent lorsqu'ils ne se soumettent pas à leurs volontés. En faisant un Président chargé d'honneurs mais dépourvu d'action, le législateur confisque l'exécutif au profit du pouvoir législatif. — Mais, dites-vous, ne donne-t-on pas au Président des prérogatives immenses : le droit de communiquer avec les assemblées par des messages, de renvoyer à une nouvelle délibération des Chambres les lois votées par elles et celui de dissoudre la Chambre des députés ? — Je vous entends ; mais ne remarquez-vous pas que la Constitution met ces prérogatives dans des mains qu'elle a liées et qui sont ainsi impuissantes à les porter ?

Aussi M. Corentin Guyho s'inquiète. Il a parcouru les Constitutions des démocraties nouvelles et il a constaté que notre organisme fait tache au milieu d'elles. « La responsabilité ministérielle, dit-il, accouplée à un régime républicain ne se trouve au monde, en dehors de la France, que dans des républiques nègres sans stabilité comme sans prospérité, et dans lesquelles cependant figurent des limitations législatives qu'on chercherait en vain dans notre Constitution de 1875. »

Il n'a pas oublié les leçons du passé. Toute puissance omnipotente, de quelque titre qu'elle se couvre produira toujours les mêmes dangers. Quand le roi, se proclamant le représentant de Dieu sur la terre, usurpa le pouvoir absolu, il établit la tyrannie d'un seul. Quand une assemblée, se réclamant de sa force, revendiqua la toute-puissance, elle fonda la tyrannie du nombre. L'une avait quelque chose de plus méprisant, et l'autre de plus brutal. La première humiliait davantage ; la seconde écrasait plus aveuglément. L'une et l'autre mettaient la nation en servage et toutes les deux se détruisirent en l'opprimant.

Et notre auteur nous parle des politiques avertis. Il cite M. Lavisse qui, le 18 août 1917, laissait échapper cet avertissement anxieux : « Prenons bien garde ; cela est grave et ne saurait durer sans péril ! » Dans le même temps, des propositions de réformes constitutionnelles étant présentées à la Chambre, M. Thomson, rapporteur, concluait à leur rejet *provisoire*, mais, déclarait-il : « Si, comme l'a dit Gambetta, les Assemblées n'avaient plus ni

contrepoids, ni frein, si elles se livraient à l'expansion de leur propre mouvement et de leurs propres théories ; si, encore, on pouvait leur reprocher des interpellations trop prolongées, des procédures irritantes, des discussions stériles et des demandes abusives d'explications, en pareil cas, il faudrait aviser. » M. Ribot, président du Conseil, ajoutait qu'après la paix « on ne pourrait pas se dispenser de remettre sur le tapis la Constitution de 1875. » Et la presse appuyait la révision dans un concert où le *Rappel* mêlait une note plus ardente : « Allons-nous, écrivait-il, nous mouvoir éternellement dans le cadre trop étroit d'une Constitution vieillotte, compromis intervenu, en 1875, entre un républicanisme encore incertain et l'orléanisme déjà déçu dans ses espérances ? » « Et cela est vrai, ajoute notre auteur. Divisée entre trois partis monarchiques impuissants, l'Assemblée nationale s'est risquée, par une voix de majorité, à faire, sous l'étiquette démocratique, une monarchie à laquelle il ne manque que le roi, régime de simple attente qui réservait mentalement toutes les espérances héréditaires. Le temps a prononcé. Le prince n'est pas venu. Mais la Constitution a enfanté, aux hasards de la politique, non pas un mais plusieurs rois, chefs de partis victorieux qui purent jouir royalement des prérogatives qu'elle mettait en leurs mains.

Alors M. Corentin Guyho conclut. Il importe de réviser, au plus tôt, la Constitution, car il est urgent de balayer tous ces restes du pouvoir absolu si contraires à l'institution républicaine et qui ont corrompu nos mœurs politiques. Que voulons-nous ? Modérer les pouvoirs, protéger les libertés générales, restituer au peuple sa souveraineté ; donner au pouvoir exécutif ce qui lui est dû ; mettre par là tous les organes de l'Etat à leur place naturelle : le président au gouvernement, les ministres à l'administration, le parlement à la confection des lois.

L'auteur sait que la tâche sera difficile, moins en elle-même que par les obstacles extérieurs qu'elle rencontrera sur sa route.

Le premier est dans la procédure de la révision qui remet la réforme des abus à ceux qui en profitent. Et c'est un autre vice de notre Constitution qui confie au corps législatif le soin de décider sur ses propres prérogatives. Mais cet obstacle ne sera pas invincible si l'on songe qu'il ne faut jamais désespérer du bon sens et du patriotisme des Chambres françaises.

Le second est plus redoutable puisqu'il se confond avec la mentalité française formée par nos juristes, toujours prosternés devant la puissance et qui, après avoir servi le roi, servirent encore les assemblées en confondant les mandataires du pays avec le pays lui-même, Et maintenant, lorsque nous parlons de limiter leurs pouvoirs, on nous crie que nous attentons à la souveraineté du peuple. Vous reconnaissez ces voix. C'était celle du monarque antique qui disait : « L'Etat c'est moi. » C'est celle des chefs de partis qui disent : « Le pays c'est nous. » Et c'est, dans les deux cas, la confiscation de la volonté nationale. Non. Il n'est pas d'autre souverain que le peuple. Dire que le peuple a abdiqué tous ses pouvoirs aux mains du législateur paraissait aux Fédéralistes américains comme un blasphème contre la nation. Alors, écrivait Hamilton, le délégué est supérieur à son commettant et le serviteur est au-dessus de son maître ; les représentants du peuple commandent au peuple lui-même et des hommes, qui n'agissent qu'en vertu de ses pouvoirs, peuvent faire, non seulement ce que ces pouvoirs autorisent, mais encore ce qu'ils défendent. » Quand donc comprendrons-nous ces vérités évidentes? Quand serons-nous enfin sages du passé?

Jusqu'à sa mort, M. Corentin Guyho crut à la nécessité de la révision. Il la voulait pour la liberté. Il la voulait aussi, dans les circonstances présentes, pour l'accomplissement de nos vastes projets. « Avec la responsabilité ministérielle, me disait-il un jour, la France n'aurait eu ni Sully, ni Richelieu, ni Colbert. La Providence ne manque pas de faire naître de grands talents dans les divers pays, mais il faut façonner les institutions de manière à profiter de leurs lumières. » Et ce républicain sincère disait encore : « Nous devons aux hommes inexpérimentés de notre grande Révolution de reconnaître leurs erreurs. Ce n'est pas manquer de respect à nos pères que de ne vouloir pas mourir de leurs fautes. »

Ch. Morizot-Thibault,
Membre de l'Institut.

PORTRAITS D'ÉCRIVAINS

CAMILLE JULLIAN

M. Camille Jullian est l'homme d'une œuvre, à laquelle il a consacré une vie entière de labeur acharné. Il lui aura fallu, pour mener à bien son *Histoire de la Gaule*, sept volumes imposants, dont le dernier, actuellement à l'impression et qui sera peut-être dédoublé, est impatiemment attendu. C'est

un magnifique monument d'histoire ancienne, et ce n'est pourtant pas à l'histoire ancienne que fait songer M. Jullian. L'histoire ancienne, traitée par lui, est tout ce qu'il y a de plus vivant. En étudiant la Gaule, il ne cesse de songer à la France. Aucun historien n'a autant le souci des idées générales. A cet égard il fait tache, une tache brillante et impressionniste, au milieu de tant d'érudits contemporains, incapables de s'élever au-dessus du détail. Il ne se refuse pas le plaisir de conclure, de faire connaître son opinion. Il a l'impartialité sereine de son illustre maître Fustel de Coulanges, mais il ne tient pas son imagination en captivité. Quand il a scientifiquement établi les faits, avec toute la rigueur d'une méthode impeccable, il ne voit pas de raison pour s'abstenir d'en apprécier le caractère et les conséquences. Pourquoi le droit d'avoir et d'exprimer un sentiment sur la marche des événements historiques serait-il réservé au lecteur qui ne les a pas étudiés de près? M. Jullian ne laisse rien dans l'ombre et le vague. Néanmoins il n'encombre pas son texte de broussailles. Il relègue dans les notes tout ce qui est controverse. Le profane peut sans danger se laisser aller au charme du récit, le professionnel est sûr de trouver au bas des pages l'étude et la mise au point de tout ce qui est discuté. On pourrait publier des éditions populaires de l'œuvre de M. Jullian, en supprimant les références et annotations, comme il l'a fait pour *Vercingétorix*. L'historien et l'érudit cohabitent, mais l'historien est au premier étage.

***

L'objet essentiel des travaux de M. Camille Jullian sur la Gaule, c'est de déterminer les origines de la France. Son dernier ouvrage paru, qui est comme en marge de sa grande histoire, porte un titre significatif : *De la Gaule à la France. — Nos origines historiques*. M. Jullian y développe une théorie qui renverse ou contrarie les opinions reçues, et qui n'est chez lui ni un paradoxe ni un préjugé. Il ne croit pas, il ne croit plus que la conquête romaine ait été un bienfait pour la Gaule. Il estime que la Gaule était capable de se civiliser sans passer par le creuset de l'empire romain, qu'elle aurait évité ainsi les crimes et les massacres dont la conquête de César s'est accompagnée, et que la forme de culture à laquelle elle serait arrivée par sa propre évolution aurait été plus originale, partant plus intéressante que celle dont elle a reçu l'empreinte par imitation et par reflet.

Evidemment la théorie de M. Jullian est révolutionnaire. Lui-même ne l'a pas adoptée du premier coup. Il a commencé par admettre la thèse classique. Dans un brillant essai de jeunesse, *Gallia*, qui est comme l'esquisse à vol d'oiseau de son grand ouvrage, il ne songe pas à mettre en doute l'opinion commune. Il répète que Rome a rendu à la Gaule beaucoup de services, dont le plus essentiel et le premier a été de la sauver de l'invasion et de la barbarie germaniques. « La Gaule, dit-il, n'avait pas le choix entre les deux dominations. En la débarrassant des Germains, même au prix de sa liberté, Rome l'a préservée de la barbarie et a peut-être sauvé sa race et son existence historique. » La facilité avec laquelle la Gaule s'est romanisée atteste qu'elle avait conscience de l'alternative où elle s'était trouvée. Fustel le constate en un mot. « Les Gaulois eurent assez d'intelligence pour comprendre que la civilisation valait mieux que la barbarie. Ce fut moins Rome que la civilisation elle-même qui les gagna à elle. » Dès cette époque, le Germain était un mauvais voisin, toujours aux aguets sur le Rhin par amour de la guerre et du butin, toujours prêt à émigrer vers des terres plus fertiles et un ciel plus clément.

Qu'il y ait beaucoup de vrai dans cette manière de présenter les choses, une expérience deux fois millénaire nous permet moins que jamais d'en douter. Au surplus nous sommes tellement imbus de l'esprit latin que nous sommes tout naturellement reconnaissants à nos ancêtres de se l'être si merveilleusement assimilé. Nous sommes presque flattés de descendre de vaincus qui ont su tirer de leur défaite un si beau parti. Nous admirons, comme l'admiraient eux-mêmes les anciens, le miracle gallo-romain. Les vestiges de Rome sont devenus pour nous des monuments nationaux. Mais, à y mieux réfléchir, ce sentiment est-il bien nôtre? N'est-ce pas du vainqueur qu'il nous vient? C'est le son de cloche du Capitole qui carillonne à nos oreilles. Nous avons les *Commentaires* de César, il nous manque ceux de Vercingétorix. Nous ne connaissons pas la Gaule indépendante par des témoignages gaulois. Il plaît à César, à Tacite, et aux autres Romains de dire que les Gaulois étaient hors d'état de résister à l'invasion des Germains et que César les a sauvés en rejetant Arioviste au delà du Rhin, mais est-ce bien démontré? Les Gaulois n'ont jamais fait figure de peuple dégénéré. Ils ont été plus souvent envahisseurs qu'envahis. Certes, au premier siècle avant J. C., ils n'en sont plus à leur grande vague d'expansion. Déjà ils ont perdu la province romaine de Narbonnaise. Leurs éternelles divisions les ont sensiblement affaiblis. Rome travaille d'ailleurs, suivant sa politique invariable, à semer chez eux les jalousies entre peuples et entre classes. Elle a en Gaule des peuples « alliés » et des chefs « amis », qui n'ont pas l'air de voir ce

qui se cache de servile sous ces titres honorables. Malgré tout, il faudra à César, qui a triomphé d'Arioviste en une bataille, huit campagnes pour soumettre la Gaule. Pourquoi en conclure que la Gaule était hors d'état d'expulser ou d'absorber le Germain?

***

Mais, sortons de l'hypothèse. Quelles étaient les chances de la Gaule de s'affiner sans recevoir le « coup de fer » romain?

D'abord la Gaule avait conscience de son unité. La tradition, à défaut de documents écrits, avait conservé le souvenir d'une époque où cette unité s'était réalisée. La vieille Celtique avait connu, au ve siècle, un roi commun, qu'on pourrait appeler notre premier « roi de Bourges », car il avait pour centre le pays des Bituriges. On n'en avait pas oublié le nom, et on s'en transmettait la légende. Ce vénérable Ambigat, très riche, très brave et très puissant, ainsi qu'il sied à un chef des âges héroïques, était le confident des dieux, comme le bon roi Numa, avait deux neveux aussi glorieux que celui de Charlemagne, et il était mort aussi plein de jours que le sage Nestor. Il est facile de reléguer dans le domaine des fables tout ce qui n'est pas officiellement établi, mais, après tout, les Gaulois du temps de César n'étaient pas plus loin d'Ambigat que nous ne le sommes d'Henri IV. Depuis qu'on a retrouvé le palais, la bibliothèque et le trône de Minos, on a des raisons d'être moins sceptique à l'égard des légendes.

Au reste, même si l'on doute d'Ambigat et de sa toute-puissance, il n'est pas possible de douter de l'empire arverne du second siècle. Cette fois, c'est le massif central qui est le noyau de l'unité. Bituit n'est pas un personnage brumeux ou falot. Ce sont les Romains qui nous décrivent son faste, ses armées, sa confiance en lui. Quand les Romains, pour dégager Marseille, leur alliée grecque, attaquent les Allobroges, Bituit leur envoie une ambassade. Son représentant, escorté de ses gardes, de ses chiens et de son poète, ne manque pas d'allure. Il ne fait pas l'effet d'un sauvage. Le barde ouvre l'entrevue par un chant en l'honneur de son maître.

Quand Bituit apparaît lui-même, sur son char d'argent, à la tête de 200.000 hommes, il se montre présomptueux et déplorable tacticien, mais n'oublions pas qu'il ne sera pris que par trahison. La perfidie, la mauvaise foi ne sont pas du côté gaulois.

On a dit que César avait conquis la Gaule parce qu'elle était nécessaire à l'équilibre de l'empire, menacé de devenir trop oriental. C'est la thèse ingénieuse, imaginative après coup, de M. Ferrero. César, quoique capable de vastes pensées, ne cherchait pas si loin. Il avait besoin de se faire un nom, de créatures, de soldats à lui, pour devenir le maître du monde. Ce n'est ni par mesure de précaution contre les Gaulois, ni par désir humanitaire de les sauver des Germains qu'il les a soumis. Il sait mieux que personne qu'il n'a pas affaire à des barbares sans foi ni loi.

La Gaule indépendante avait déjà les éléments d'une nationalité. Elle avait des limites naturelles, une âme collective supérieure aux accès de particularisme, un lien fédéral et moral qui préparait à l'unification politique, des pèlerinages annuels d'où rayonnait une foi au même idéal. Les peuples gaulois avaient le tort de se combattre sous le moindre prétexte, mais, s'il leur arrivait de se traiter en ennemis, jamais ils ne se considéraient comme étrangers. On se bat entre frères. Il y avait un patriotisme gaulois, donc une patrie gauloise. Les peuples gaulois faisaient comme les cités grecques; qui a jamais accusé les Grecs de ne pas avoir le sentiment de ce qu'il y avait entre eux de commun?

Les Gaulois étaient en progrès. Tout le monde leur reconnaît une singulière curiosité d'esprit. Ils n'ont pas de livres, mais ne se lassent pas d'entendre et de questionner l'étranger qui passe. Ils se sont mis spontanément à l'école de Marseille. Ils n'ont pas attendu la conquête romaine pour apprendre à cultiver l'olivier et la vigne, à remplacer la cervoise par le vin, à battre monnaie, à décorer de sculptures et en dernier lieu d'inscriptions leurs monuments.

***

M. Jullian ne conteste pas, bien entendu, les avantages de « la paix romaine ». Quand il cherche à se représenter ce qui serait advenu de la Gaule si elle n'avait pas eu à subir la forte mais lourde empreinte du Jupiter Capitolin, il ne fait pas abstraction de ce que celle-ci a eu de bon. Rome, elle aussi, a contribué à donner à la Gaule conscience de son unité. L'assemblée annuelle des délégués des soixante cités gauloises, au confluent sacré du Rhône et de la Saône, autour de l'autel de Rome et d'Auguste, est bien une assemblée nationale. Les trois provinces administratives de la Gaule Chevelue forment un peuple pour cette occasion.

Il n'est pas question non plus de refuser hommage aux grands travaux d'utilité publique, routes, aqueducs, écoles, théâtres, dont Rome couvre le pays. Les Gaulois ne témoignent pas beaucoup de regret de leur tumultueuse indépendance. Ils ne cherchent pas, ils déclinent au contraire les occasions de se soulever. Ils sont d'excellents

citoyens, ils apportent à leur nouvelle patrie, outre des légions glorieuses, des générations de rhéteurs et d'écrivains en renom. M. Jullian le sait; il se demande seulement si les fruits donnés par cette greffe étrangère valent ceux qu'aurait produits le sauvageon autochtone qui se serait développé plus lentement, plus originalement aussi. N'aurions-nous pas gagné à être un peu moins latins, un peu plus grecs, et beaucoup plus nous-mêmes ?

C'est une question mélancolique, et qui peut paraître vaine puisqu'elle ne comporte pas de réponse, et que la réponse en tout cas ne saurait rien changer au fait accompli. Mais ce jeu d'esprit, si même il n'est pas autre chose, n'est pas d'un esprit vulgaire et fataliste. Quand l'historien a retracé et fait comprendre la marche de l'humanité, il n'est pas tenu de croire que tout s'est passé pour le mieux et n'aurait pas pu se passer autrement. Constater ce qui est n'empêche pas de songer à ce qui aurait pu être. Comme le dit M. Camille Jullian lui-même, « expliquer le lien des événements ne doit pas être une manière d'en estimer nécessaire la succession. »

A. Albert-Petit.

NADESCHDA

(POÈME)

Runeberg tient l'un des premiers rangs dans la littérature suédoise, mais il y occupe une place à part. Enfant de la Finlande et devenu sujet russe dès ses premières années, lorsque sa province natale fut conquise par l'empereur Alexandre en 1809, *il n'a guère chanté que son pays. Pourtant, il a écrit en suédois parce que la Suède a possédé la Finlande pendant cinq siècles et que sa langue y est restée celle des classes dirigeantes. La vie nationale a conservé à peu près le même caractère des deux côtés de la Baltique, et l'intérieur d'un noble ou celui d'un paysan finlandais, décrits par le poète, éveillent des images familières dans les âmes scandinaves. Enfin Runeberg a célébré en vers éloquents cette guerre de* 1808-1809, *où les deux peuples combattirent de concert avant d'être séparés. Aussi a-t-il été adopté avec acclamations par la Suède où son œuvre est aussi populaire qu'en Finlande.*

Sa vie fut des plus paisibles et quelques lignes suffisent à la raconter. Les biographes qui ont reconstitué sa généalogie depuis la fin du dix-septième siècle font remarquer qu'une de ses aïeules était française, fille de réfugiés protestants. Il naquit à Jacobstadt en 1804, *fut élevé au collège de Wasa, puis alla poursuivre ses études à l'Université d'Abo, mais cette ville fut presque entièrement brûlée en* 1827 *et Helsingfors devint la métropole universitaire du pays. Runeberg y vécut jusqu'en* 1837. *Nommé à ce moment professeur de littérature latine au collège de Borgô, il demeura dans cette petite ville jusqu'à sa mort, en* 1877. *Une paralysie l'avait frappé dès* 1863. *Sa maison est devenue musée national. Sa statue s'élève à Borgô et à Helsingfors, cette dernière de proportions colossales.*

Les seuls événements de cette existence paisible furent la publication de ses œuvres dont je nommerai les principales. Les Chasseurs d'Elans (1832), *sont une épopée de couleur homérique où l'âme et l'existence du peuple finnois se réflètent avec fidélité.* Hanna (1836), *récit gracieux des fiançailles d'une fille de pasteur, rappelle le poème de Gœthe,* Hermann et Dorothée. *En* 1841 *furent publiés* La Soirée de Noël, *peinture de la noblesse finlandaise, et* Nadeschda *dont j'offre au public la première traduction française. En* 1844, *dans* Le Roi Fialar, *le poète s'inspira des traditions nationales conservées par les* Sagas *islandaises. En* 1848 *et en* 1860 *parurent les deux recueils intitulés* Récits de l'Enseigne Stôl, *qui chantent des épisodes de la guerre russo-suédoise. Enfin en* 1862, *dans* Les Rois à Salamine, *tragédie antique, Runeberg affirma une dernière fois sa profonde intelligence de l'antiquité classique.*

Un mot encore sur l'esprit dans lequel cette interprétation a été conçue. C'est toujours une entreprise difficile que de traduire en français les langues du Nord : mais la construction de la phrase suédoise est assez rapprochée de la nôtre, et, tout en cherchant à serrer le texte de près pour lui conserver sa saveur, j'ai pu, au prix de quelques inversions un peu forcées, rendre presque constamment vers par vers le texte de Runeberg. Le voici donc dans sa grâce naïve, avec son exotique parfum qui, plus que jamais aujourd'hui, semblera le parfum d'un lointain passé.

Baron Ernest Seillière,
Membre de l'Institut.

La Wolga reçoit dans son sein l'Oka. Par l'Oka est reçue la Moskwa dorée. Vers la Moskwa se hâte gaîment un ruisseau avec le trésor de ses flots semés de perles.

Sur la rive fleurie du petit ruisseau marchait une jeune fille de quinze ans. Fleur elle-même, elle cherchait des fleurs et rassemblait fleur contre fleur. Elle avançait beaucoup dans cette douce occupation. Elle portait déjà sur sa tête une cou-

ronne d'asters et de petites pâquerettes, sur son sein une rose fraîchement épanouie qu'un bouton de rose accompagnait; autour de la cambrure svelte et souple de sa taille, elle avait une ceinture de violettes.

Pourtant, elle tressait encore une riche guirlande pour le bas de sa robe et parlait ainsi : « S'il vient, le beau jeune homme, si je vois l'éclair de son œil noir comme je le vis tout à l'heure en songe, je veux me voiler sous les fleurs, cacher sous leur charme la livrée sombre de l'esclave, et, semblable en éclat au buisson de roses, ne lui présenter que lumière et parfum. Mais, ô saint Georges, il ne vient pas. L'ami de Nadeschda n'est qu'un fantôme du sommeil. »

Le zéphyr de la rive reçut dans son sein un soupir, le déposa doucement sur les flots, puis s'éloigna en jouant, et Nadeschda cueillit une rose encore, souriante, épanouie, joyeuse comme auparavant.

Elle atteignit enfin de la sorte une anse où l'onde, se reposant de ses jeux impétueux, s'étendait sur un lit de fleurs ! Dans ce miroir uni et clair comme l'argent, l'esclave voulut alors regarder son image.

Lorsque, inclinant silencieusement sa tête au-dessus du calme ruisseau, elle vit le jeune printemps de son doux visage, une larme monta vers ses yeux et le souci s'éveilla de nouveau dans son sein : « O Nadeschda, ô fleur, dit-elle, pauvre fille, pourquoi donc te pares-tu, lorsque, même sans parure, tu n'es belle que pour ton malheur. Tu n'es pas née pour ta propre félicité, pour le choix joyeux de ton propre cœur, pour un jeune homme que tu aimeras. Tu grandis pour le caprice d'un maître, pour fixer ses regards dans l'ivresse, peut-être pour le charmer, puis le fatiguer et être rejetée. »

Ainsi parla-t-elle, et de son front elle ôta la couronne, elle ôta de son sein la branche de roses, prit ensuite sa ceinture et les jeta au loin dans le ruisseau, disant ainsi sa plainte secrète : « Reçois, ô ruisseau, la parure de Nadeschda. Conduis-la sur tes flots jusqu'à la Moskwa. Avec la Moskwa, elle se hâtera vers l'Oka, et l'Oka la conduira dans le sein de la Wolga. Lorsque, avec la Wolga, elle atteindra la mer, elle trouvera le fantôme du jeune homme de mon rêve. Il est sans contours, sans chairs, sans réalité et l'on ne peut l'embrasser qu'en songe. «

A peine la belle jeune fille eut-elle ainsi parlé que se montra près d'elle Milioutine son père, aux cheveux d'argent, appuyé sur son bâton et essoufflé par la marche. Le vieillard fut heureux de trouver sa fille. Il éleva la voix et dit ces paroles rapides : « O Nadeschda, pourquoi erres-tu par le voisinage, comme un lièvre farouche cherche les vertes cachettes du bocage et repose muet parmi le trèfle sur la rive. Vois, je suis allé de chaumière en chaumière dans le hameau, de coteau en coteau, de vallon en vallon, cherchant en vain ta trace légère, j'arrive enfin dans la chaleur du jour. »

Ainsi parla-t-il. La belle jeune fille s'avança timidement vers le vieillard ; humblement inclinée, elle porta la main grossière à ses lèvres de roses et demanda : « O Milioutine, bon père, pourquoi cherches-tu la trace de Nadeschda? »

Le vieillard répondit : « Ma fille, dans le grand village règne la joie, chaque demeure est remplie d'allégresse. Les chants résonnent et le son des balalaïkas retentit gaiement, remplissant l'espace. Vieux, jeunes, riches et pauvres, tous portent déjà leurs habits de fête. Les garçons changent les rubans de leurs chapeaux ; les filles couronnent leurs boucles sombres comme la nuit. C'est pourquoi je cherchais les pas de Nadeschda, afin que, dans le cercle des jeunes filles parées de fleurs, la joie de Milioutine ne vînt pas à manquer.

« — O mon cher père, dis-moi, pourquoi le peuple se pare-t-il dans le village?

« — Le peuple se pare dans le village parce que aujourd'hui la population du pays doit se rassembler dans la vaste cour du château, pères, mères, jeunes filles et jeunes gens.

« — O Milioutine, mon cher père, le château est vidé depuis de longues années. Des esprits seuls habitent ses salles désertes. L'herbe croît dans ses cours fermées. Qui ouvrira maintenant ses portes? Qui donc a commandé au peuple de s'y rassembler? »

Et le vieillard répondit clairement : « Ma fille, espoir de ton père, tu sais que deux jeunes faucons furent engendrés dans le château de notre prince aux bords de la Wolga, un noble couple de fils de prince. Récemment, à son lit de mort, leur père les appela tous deux et leur dit solennellement : « Sombre Dmitri, toi mon plus jeune fils, tu vivras « ici avec ta mère, dans mon joyeux château sur « les rives de la Wolga. Joyeux Woldmar, fier jeune « homme, tu habiteras notre terre d'origine ; verse « la lumière sur mon sombre château de la Moskwa. » Ainsi parla-t-il. L'héritage était partagé. La joie éclate maintenant dans le village parce que le joyeux prince est devenu notre maître. Le peuple se pare comme pour une fête parce que le noble seigneur arrive aujourd'hui même. Nous nous réunissons dans la cour du château parce que notre jeune père l'a commandé. Debout, Nadeschda, viens, suis-moi. Sur la route, cueille des roses pour ta chevelure, ton sein, ta taille svelte. Ma fille doit se parer en ce jour. Elle, la plus belle sans parure, doit porter aussi la plus belle parure afin que si l'œil du prince-faucon, joyeux et jeune, parcourt

les rangs de nos filles, il arrête aussitôt sur Nadeschda un regard qui sera la lumière de notre demeure, un rayon de soleil pour nos jours à venir. »

Ainsi parla-t-il. Sa fille demeura muette pendant un court moment. Vers le vieillard, la colère sembla voler de ses yeux bruns dédaigneux. Bientôt cependant, apaisée par son calme paisible, elle embrassa les boucles d'argent de son front et lui adressa cette parole : « Va, Miloutine, mon bon père, va devant à pas tranquilles vers notre demeure. Il me faut me baigner ici dans le ruisseau, de peur que peut-être, par la chaleur, un ou deux grains de poussière ne se soient attachés à ma peau, sur ma joue rose ou sur mon cou blanc. Ensuite, je me ferai belle pour le prince et me rendrai toute parée vers la cour du château. »

Le vieillard s'en alla lentement, se traînant sur le sentier en pente. Dans son cœur cependant se jouaient des rêves qui lui montraient les jours dorés d'un avenir prochain. Ainsi il atteignit le bocage obscur.

Quand Nadeschda le vit s'éloigner, son regard suivit sa marche silencieuse, jusqu'à ce qu'enfin le feuillage des verts bouleaux déroba la teinte de ses vêtements. Lorsqu'il eut disparu dans le bocage, elle suivit encore sa marche en tendant l'oreille jusqu'à ce que dans la grande paix du jour d'été le dernier et léger bruit de pas s'éteignit.

Quand elle ne vit et n'entendit plus personne, elle alla encore une fois vers le bord du ruisseau, inclina légèrement vers lui sa tête et regarda son image dans le miroir des eaux, puis tristement, elle dit ces douces paroles... « Pleure, ami de Nadeschda, charmant ruisseau, que ton eau claire ne puisse emporter la beauté de ses membres de rose. Dois-je me baigner dans ton sein tranquille? Dois-je, pauvre fille, me parer de fleurs? Dans tes eaux je voudrais laver ma joue, si les couleurs pouvaient en être emportées. Je voudrais laver dans tes eaux mon sein, si sa blancheur éclatante pouvait s'évanouir. Je voudrais me parer de fleurs, si sous ces fleurs je pouvais me faner moi-même. »

Elle dit, et dépitée de sa propre beauté, elle enfonça dans la profondeur du ruisseau, troublant vivement le miroir de son onde. La joyeuse image était ridée, maintenant, agitée, confuse, sombre, amère, farouche, mais les yeux de la noble jeune fille souriaient.

« Telle, jeune prince, dit-elle, ton esclave doit se montrer à ta vue sur l'ordre de son père, puisqu'il le veut ainsi, non point pour éveiller en ton cœur une flamme, mais seulement les glaces d'un rapide frisson d'horreur. »

Et elle s'éloigna de la rive fleurie du ruisseau, suivit, silencieuse, un sentier qui montait au château, arrangeant, en chemin, ses vêtements. Non plus de fleurs, mais d'ivraie, elle tressa pour sa tête une couronne de deuil. Elle cueillit un chardon et en fit une parure pour son sein agité. Elle tordit une ceinture de paille pour entourer sa taille svelte avec magnificence. Ainsi, vers le fier château du fils des princes, l'esclave dirigea silencieusement sa marche (1).

J.-L. Runeberg.

LA SITUATION FINANCIÈRE DES PAYS OCCUPÉS

On parle couramment aujourd'hui en Allemagne de stabilité financière, d'arrêt de l'inflation, de monnaie saine, et l'ordre étant rétabli dans le pays depuis quelques mois, grâce à la poigne vigoureuse de von Seeckt et à la loi des pleins pouvoirs, la prospérité revenant telle qu'au début de l'an passé, il semble que la crise grave que l'Allemagne a traversée est conjurée. Mais une telle observation n'est-elle pas un peu superficielle? Examinons la situation de plus près; elle présente un intérêt particulier, car nous avons la prétention de tirer des revenus de la Rhénanie et de la Ruhr avec le produit des douanes, les taxes et prestations payées ou fournies par les usines et les mines à la suite des récents accords économiques; or il ne saurait y avoir de prospérité économique sans stabilité financière. Comment se présente donc la situation financière des pays occupés?

***

D'abord l'inflation a produit en Allemagne les pires désastres; elle a provoqué dans la Rhénanie et dans la Ruhr une grande misère. Avec l'avilissement de la monnaie, les prix ont subi des augmentations folles auxquelles les salaires, croissant sans cesse, ne pouvaient atteindre. Le gouvernement allemand avait été amené à faire de l'inflation par suite de sa politique de prodigalités et de dépenses : nombre exagéré de fonctionnaires dans un intérêt politique, embellissements, réfections, constructions de monuments publics, de voies ferrées, de canaux, bref le gaspillage sous toutes ses formes; c'était un excellent moyen de ne pas payer les

(1) Nadeschda, Scènes de la vie russe, de J.-L. Runeberg, traduit par M. le Baron E. Seillère, membre de l'Institut, paraîtra prochainement chez Georges Servant.

réparations. Ce que l'Allemagne, à cet égard, a versé aux Alliés lui a coûté fort cher en mark-papier. Elle dût acheter des devises à l'extérieur à un taux très désavantageux car les exportateurs investissaient ou plaçaient leurs capitaux à l'étranger, s'acquittant à l'intérieur en mark-papier; l'opération de change fut désastreuse pour les finances allemandes. Enfin la politique de la résistance passive, par les dépenses folles qu'elle entraîna, obligea l'Allemagne à faire marcher sans cesse la presse à billets. En 1921, on a prévu le moment où l'écart serait tel entre les prix et les traitements et salaires, que pour payer ces derniers, il faudrait imprimer des mark inlassablement. Le mark baissa, mais lentement et sa dégringolade totale se répartit sur une période de quatre ans. En juin dernier, il avait encore une légère valeur. Depuis cette date, le déséquilibre fut complet, le mark définitivement avili; mais plus il s'avilissait, plus on en fabriquait pour avoir au moins entre les mains un certain instrument de paiement. L'État ne pouvant suffire à imprimer, les groupements particuliers s'en mêlèrent : usines, banques, villes émirent du *Notgeld*, une monnaie qui acheva la dépréciation du mark et qui s'avilit également. Des billets falsifiés furent du reste en circulation sans qu'on pût aisément les distinguer des vrais; on vit par exemple de vieux assignats de 5 francs de la Révolution française donnés et acceptés en paiement; le public n'avait plus le sentiment de la monnaie saine. Bref on décida qu'à partir d'octobre ou novembre la monnaie, émise par tous ces groupements, serait retirée de la circulation; ce retrait fut si rapide qu'il entraîna des pertes pour ceux qui ne purent changer à temps.

Tandis que le mark était définitivement avili et n'était plus coté que fictivement dans les bourses étrangères, les prix avaient fait des bonds formidables et s'évaluaient en milliards puis en billions, puis en trillions (le billion allemand équivaut au trillion français). Non seulement les calculs devenaient pratiquement presqu'impossibles, mais les prix n'avaient plus aucune stabilité et variaient presque chaque jour. Les agriculteurs n'avaient aucune confiance dans le mark et refusaient, dans plusieurs endroits, de vendre des denrées dans les villes, gardaient leur blé, leur bétail; un système de troc commença même à se faire jour comme en Russie ou comme aux premiers âges de l'humanité alors que le signe monétaire n'existait pas. Les fabricants arrêtèrent leurs usines, les commerçants fermèrent leurs magasins plutôt que d'échanger leurs marchandises contre une monnaie qui perdait sa valeur. Mais il fallait vivre. Alors les commerçants allemands, en quête d'une meilleure monnaie, prirent le franc comme base de leurs calculs, notamment dans le Palatinat; ils acceptèrent le franc-régie comme ayant force libératoire alors qu'il ne devait servir qu'en bons de transports et pour payer un voyage déterminé, et même le franc-français. Dans la plupart des hôtels et dans plusieurs restaurants, les calculs se firent en francs. Mais voici que le franc baissa à son tour par rapport à la livre et au dollar; ils prirent alors d'eux-mêmes une monnaie plus stable, mais une monnaie idéale, le mark-or, pour coter les prix de vente, puis ils firent intervenir le *Multiplikator*, qui variait par rapport au cours du mark sur le marché extérieur, pour traduire ces prix en mark-papier. Ces phénomènes de dépréciation de la monnaie officielle, de recherche de monnaie plus stable : franc, mark-or, voire même dollar (car certains prix d'objets précieux : bijoux, fourrures, appareils d'optique ou photographiques sont exprimés en dollars), ont donné lieu à l'agiotage sous toutes ses formes. Des individus plus ou moins louches se mirent à faire le change à la porte des établissements de crédit, devant les hôtels, les théâtres, etc..., vous proposant des devises ou vous en achetant à vous-mêmes contre des mark-papier ou vice versa. Bien entendu le change se faisait à un cours léonin et très avantageux pour celui qui opérait. Mais le client pressé et qui devait attendre des heures devant un guichet de banque, où peut-être on ne lui procurerait pas ce qu'il demandait, préférait accepter le marché proposé dont il appréciait mal le côté spéculatif.

***

Cette situation financière coïncida précisément en novembre dernier avec les troubles de Saxe, de Munich, de Rhénanie, alors que l'Empire semblait craquer de toutes parts. Le mécontentement causé par la politique monétaire était profond, entraînant du reste la chute de Stresemann. Le gouvernement était acculé, il suivit le mouvement. Il voyait bien que le mark avait joué son rôle et que le papier en circulation était refusé en paiement, alors il chercha à émettre, avec une nouvelle banque, la *Rentenbank*, une nouvelle monnaie; ce fut le mark-foncier, le *Rentenmark* égal au mark-or, soit les 42 dixièmes d'un dollar américain (loi du 15 octobre) gagé par hypothèques sur les biens fonciers de l'Empire. La Rentenbank ne prêtait pas son argent au public mais devait fournir 1.200 millions de rentenmark à la Reischsbank qui distribue ensuite du crédit aux agriculteurs, aux industriels, aux commerçants. Mais cette monnaie repose sur cette idée fausse que la couverture sert de garantie à la monnaie en circulation et lui donne sa valeur, alors

qu'elle est tout à fait indépendante d'elle. Dans le cas présent, ces biens-fonds, soumis à la loi de l'offre et de la demande, n'ont pas une valeur constante, et si la nouvelle monnaie leur est liée comme dans le cas présent, elle subira les fluctuations du marché des biens et son pouvoir d'achat montera ou baissera comme eux. Il ne faut pas dire que cette monnaie ne descendra pas au-dessous d'un certain prix, — ce qui serait presque une condition de stabilité —, car on ne peut apprécier exactement la valeur intrinsèque et constante du sol. Il s'en suit que la valeur de la monnaie et son pouvoir d'achat déterminent la valeur de la couverture; ce n'est pas la couverture qui donne de la valeur à la monnaie. Pour que cette nouvelle monnaie soit stable, il faut la gager sur une monnaie immédiatement réalisable contre l'argent circulant et qui n'est pas soumis à d'incessantes fluctuations. L'encaisse-or peut jouer le même rôle mais à condition qu'elle soit facilement échangeable ; c'est pour avoir méconnu cette loi que la Révolution française vit les assignats, gagés sur les propriétés foncières de l'Etat, perdre rapidement de leur valeur et ne plus avoir aucun pouvoir d'achat. Il n'est même pas nécessaire que le gage d'une monnaie soit en or pour que cette monnaie soit stable et saine. On peut régler cette monnaie en se servant uniquement de l'état de la balance commerciale et en ayant la volonté ferme de ne pas avoir recours à l'expédient de l'inflation pour combler le déficit du budget.

Malgré cette émission de monnaie-or, la circulation fiduciaire n'a point diminué, elle atteint le sextillion (le septillion français). On tire en effet du rentenmark comme du mark-papier. Le gouvernement a déjà dévoré, avec les secours distribués dans la Ruhr et en Rhénanie, les 1.200 millions prêtés; aussi émet-il sans couverture des traites du Trésor libellées en rentenmark (209 millions fin février), et se prépare à ordonner, malgré les avis de la Rentenbank, une émission supplémentaire de rentenmark. Le Reich a même fait de jolies émissions de pièces de monnaie nouvelle de 1, 2, 5, 10 et 50 de *Renten pfenig* et de timbres-poste et le public a repris confiance. Il croit avoir une monnaie stable entre les mains, il ne fait plus la chasse aux devises et voit les prix et les salaires se stabiliser ; tout du reste se calcule à l'échelle du mark-or. Les affaires même reprennent. Le rentenmark fait presque prime sur le dollar et vaut 5 francs 25 de notre monnaie ! Mais que vaudra l'opération ? Il n'y a pas une once d'or dans ce mark-rente qui n'est qu'un dollar-ersatz, qui n'est pas garanti par une encaisse métallique, par un gage négociable. Ne constituerait-il pas un bluff gigantesque après avoir fait mentir les lois financières ? En tout cas la propriété foncière allemande, qui a tout simplement été grevée de 3 % environ de sa valeur, d'une somme de 2 milliards 4 de mark-or, sera obligée de réparer, à son détriment, les fautes des gouvernants allemands qui ont entretenu, pendant des mois, le pays dans une paresse profonde pour les besoins de leur politique. Elle peut sortir fort dépréciée de cette aventure comme les propriétés foncières sous la Révolution. Grâce à elle, au contraire, on aurait pu mettre fin à l'inflation et préparer l'assainissement des finances de l'Allemagne en offrant aux capitalistes, aux emprunteurs, des créances gagées sur elle et en se servant de ces capitaux comme d'une nouvelle monnaie pour préparer le retour à la saine monnaie.

Tandis que le rentenmark, à peine émis, se développe exagérément, le mark-papier, dont l'émission est suspendue, a repris cours et a légèrement monté. L'expression toutefois est à peine exacte, car il était descendu au-dessous de toute valeur appréciable. Il semble toutefois être devenu une meilleure monnaie et on le préfère à Berlin pour les paiements. Mais voici que le gouvernement émet encore d'autres billets pour ses besoins, l'inflation n'est pas ainsi définitivement arrêtée. On sait à peine le chiffre des billets en circulation, car les bilans de la Reichsbank paraissent avec 15 jours de retard et dans l'intervalle tout a changé (actuellement il circule plus de 2.400 millions de *rentenmarks*).

Le gouvernement a senti la faiblesse du *rentenmark* puisqu'il cherche à le remplacer par une monnaie-or, sans cours forcé, couverte par de l'or, des devises, c'est-à-dire vraiment gagée. C'est ainsi que M. Schacht voudrait créer une banque d'émission-or, au capital de 200 millions de mark-or ou 10 milliards de livres sterling, qui concentrerait les devises et les billets étrangers possédés par les Allemands pour en faire le soutien d'une monnaie nouvelle ; cette banque aurait le droit d'émettre des billets-or jusqu'à concurrence de 100 millions de mark.

Déjà circulent en Allemagne des billets-or, valables jusqu'en septembre 1935, de 24 dollars ou de 4 mark-gold 20 pfenig-gold équivalents à un dollar, intitulés *Schatzanweisung des Deutsches Reich* ; c'est le dollar allemand qu'on vous montre là-bas avec fierté. Quelle sera leur valeur ? On peut se le demander. Ces jours derniers, un industriel luxembourgéois, muni d'un de ces billets, va dans une banque pour le changer en francs quand il s'aperçoit qu'on ne lui rend la monnaie que sur 20 dollars. Il proteste, puisque le billet porte écrit, en grosses lettres, 24 dollars ; mais on lui fait observer qu'il y a au-dessous inscrit en caractères très fins, à peine visibles : remboursable au taux de 24 dol-

lars en 1935. Et l'industriel en question a prononcé très haut le mot d'escroquerie !

Du reste il n'est pas suffisant que ces billets soient couverts par de l'or pour qu'ils soient stables, si l'on en émet suivant les besoins de la cause et sans observer strictement les principes de la couverture bancaire. Bref l'Allemagne possède actuellement une circulation fiduciaire des plus compliquées avec les signes monétaires les plus divers et l'on ne sait encore lequel influera sur l'autre. En attendant les prix restent très élevés et c'est la conséquence de tout effort d'assainissement monétaire.

***

Tout effort d'assainissement de la monnaie entraîne en effet inévitablement la hausse des prix. Puisqu'aujourd'hui, en Allemagne, on calcule sur la base du mark-or ou du dollar, évidemment les prix vont être supérieurs à ceux du marché mondial envisagés par rapport au franc-papier ou à la lire ou à la peseta. On a vu ce phénomène se produire à Vienne, puis à Prague, mais avec cette différence que, dans ces pays, on a fait de la déflation tandis qu'en Allemagne on a des prix élevés sans avoir le bénéfice d'une stabilisation monétaire.

Et cependant il y a une certaine apparence de stabilisation puisque les acheteurs et les vendeurs comptent en mark-or et en pfenig-or comme avant l'armistice et que cette monnaie a une valeur à la parité de l'or et fait prime par rapport au franc. Celui-ci au contraire fait piètre figure et lorsqu'on veut payer en francs, une somme extravagante vous est réclamée. Les prix sont presque prohibitifs et les Allemands semblent sourire en voyant notre mine déconfite alors qu'il y a quelques mois, nous pouvions faire les plus gros achats en dépensant peu. Nous avons l'air maintenant en Allemagne de pauvres gens.

Cette baisse du franc par rapport au mark-or en Rhénanie et dans la Ruhr est fâcheuse, car elle diminue le prestige monétaire dont nous jouissions là-bas. On se demande même si l'introduction de ces nouvelles monnaies, qui reposent sur des bases si précaires, n'est pas le résultat d'une manœuvre. Car on a manœuvré tous ces temps-ci en Allemagne contre le franc avec l'aide des banques de Francfort, d'Amsterdam et de Londres. On a cherché à absorber le franc en Rhénanie, notamment du côté du Palatinat, à le « pomper » pour nous amener à faire de l'inflation, aussi la Haute-Commission a-t-elle dû interdire les paiements en francs. Dans une réunion à Francfort, le 6 décembre, où il y avait un chef de serice de la Reichsbank de Berlin, un directeur de le Reichsbank des pays occupés et plusieurs banquiers, on avait étudié le projet de drainer le franc vers des officines de change, de le stocker afin de le jeter brusquement sur le marché pour le déprécier.

Dès mars 1923, nous apprenions, de divers côtés, en Allemagne, qu'une vaste opération se préparait pour peser sur le marché du franc afin d'en précipiter la baisse à un moment donné. Des ouvertures de crédit de différentes grosses maisons, banques, industries seraient consenties pour faciliter les ventes à terme ; aucun sacrifice ne serait épargné pour que le franc atteignît le cours du mark ; le gouvernement français avait été averti ; par conséquent la dégringolade du 14 janvier 1924 n'aurait pas dû le surprendre. Avec le franc à 0 fr. 05 ou 0 fr. 10 — ce qui ferait monter terriblement les prix en France —, on se flattait d'atteindre le moral de la nation et de nous obliger aux pires concessions. Si certains banquiers allemands ne voyaient cette baisse qu'à longue échéance, d'autres laissaient percer leur grand espoir de nous faire faire la culbute financière grâce à la chute complète de notre devise. Déjà, disaient-ils, vous arrivez au point où nous étions il y a quelques temps, vous devez augmenter les traitements de vos fonctionnaires, le prix de vos transports, consolez-vous, vous verrez bientôt le beurre à 1.000 fr. et la paire de chaussures à 25.000 fr. ! Laissons-les exagérer.

Si cette catastrophe, par pure hypothèse, se produisait, elle aurait des conséquences plus graves qu'en Allemagne. Les Allemands en effet, — et ce fut le bon côté de leur inflation —, ont payé leurs dettes intérieures avec les sommes énormes en billets qu'ils ont émis ; ils ont embelli et fait construire de tous côtés, c'est un capital appréciable. Bref ils peuvent repartir sur de nouveaux frais avec des prix presque stables et un beau portefeuille en devises, car pas un Allemand n'a mis de mark de côté, tandis qu'en France l'épargne est presque toute en francs.

Et si aujourd'hui on voit la vie normale suivre son cours en Allemagne, des particuliers dépenser autant qu'aux jours de prospérité, c'est que tous ceux qui ont gagné de l'argent l'ont vite changé pour des dollars, des florins, des livres ou quelques francs suisses. Ils changent au cours du jour et se trouvent presque aussi riches que les nababs du Nouveau-Monde. Ce système de consolidation du mark en devises a été poussé à l'extrême en Allemagne et les portefeuilles sont garnis de monnaies saines. En est-il ainsi en France? Quels achats d'immeubles à l'étranger ou de valeurs étrangères avons-nous faits ? Nos portefeuilles sont presque tous remplis de valeurs françaises ou d'emprunts en rente française ou de bons de la Défense nationale. Avons-

nous, comme les Allemands, quinze grandes banques installées à Amsterdam dont certaines au capital de 5.000.000 de florins (banque Mendelssohn), de 6.000.000 de florins (Handel Maatschappy de Bary), 5.000.000 de florins dont 2.800.000 florins entièrement versés (von Heydt-Kerstens Bank), 5.000.000 florins dont 1.500.000 entièrement versés (Hugo Kaufmann et Cie), etc.? Les Allemands se plaignent, gémissent, mais sont tranquilles sur leur sort et peuvent laisser passer la bourrasque. La classe moyenne est écrasée, qu'importe, pensent les gouvernants de Berlin, si les ouvriers et la haute classe s'enrichissent ? Une fois la stabilisation terminée, les prix descendront et c'est la France, dit-on, là-bas, qui connaîtra la vie chère. Je me souviens d'une comparaison faite devant moi, il y a deux ans, par un des directeurs d'une grosse industrie, à l'esprit très ouvert et d'une haute culture : « Nous voguons de concert sur une mer agitée, la tempête nous emporte à la dérive, le gouvernail brisé, les ancres arrachées, mais la France se noiera la première ».

***

Un tel examen des choses suggère bien des réflexions. D'abord que la vie normale se continue en Allemagne et qu'il ne faudrait pas exagérer la pauvreté du pays et le supposer dans le marasme le plus complet, qu'il n'a point perdu confiance en lui-même et sait faire face aux pires difficultés ; on a trop souvent répété le mot de banqueroute, en comparant d'une façon simpliste un grand Etat à une maison de commerce alors que, depuis trois ans, les finances allemandes sont au pillage.

Toutefois il y a des lois financières et économiques qu'on ne saurait impunément transgresser. Si l'inflation s'est arrêtée subitement et si une certaine stabilisation intérieure s'opère en Allemagne, tandis que notre devise a baissé, il n'est pas moins vrai que la situation financière est des plus critiques et que l'Allemagne ne se tirera des difficultés présentes, qui peuvent durer, que par de profondes réformes financières.

Peut-on parler vraiment de stabilisation, ainsi que le gouvernement le proclame, d'arrêt de l'inflation, alors qu'il n'y a pas d'équilibre budgétaire, pas d'équilibre de la balance commerciale ? Le Dr Schacht, bombardé président de la Reichsbank, auteur de tous les projets d'émission de monnaie-or, le croit-il vraiment ? Les commerçants n'ont point confiance dans cette stabilisation sournoise du mark et les prix continuent de hausser. Il faut que le Reich comprime ses dépenses, se livre, comme à Vienne, à des coupes sombres de fonctionnaires pour assainir la monnaie, fasse rentrer les impôts, s'efforce de supprimer le chômage et de développer l'activité industrielle et commerciale paralysée par la résistance passive ; alors il pourra avoir recours aux emprunts extérieurs, sinon c'est mettre la charrue devant les bœufs et demain le gouvernement sera entraîné à avoir recours à la presse à billets pour boucher les trous de son budget.

Mais n'envisageons que les territoires occupés qui seuls nous intéressent ; du reste ce qui est vrai là l'est également en Allemagne non occupée. Le moral du pays a été grandement atteint, les journaux ne l'ont pas caché, et les Rhénans ont attendu un geste de la France. La crise économique s'est aggravée car les acheteurs s'abstenaient, par suite de la hausse des prix, qui a été fabuleuse, convertie en mark-papiers, et dépassait celle des marchés européens (les prix seraient de 40 % plus élevés qu'en 1914, valeur exprimée en or). Au 25 février, le chiffre-index du coût de la vie s'élevait à 1.05 trillions de fois ce qu'il était avant la guerre, du 26 février au 4 mars il avait augmenté de 1.2 %. Les moyens de paiement se raréfiaient et les transactions étaient paralysées. Les commerçants n'obtenant plus de crédits, ne renouvelaient pas leurs stocks.

Nous avons dû prendre des mesures nous-mêmes pour diminuer ou régulariser les émissions abusives de *Notgeld* qui n'était que de la fausse monnaie. On a autorisé, pour ces billets, 9 zones de circulation où ils ont pouvoir libératoire et 35 établissements émetteurs. Un billet, émis dans une zone, n'est pas valable dans une autre. Puis on a autorisé des établissements industriels à émettre des billets (comme à Wiesbaden, à Worms), garantis par une couverture or intégrale, libellés et remboursables en dollars.

Mais cette réforme n'était pas suffisante pour régler le problème du crédit et l'on a envisagé la création d'une banque des pays rhéno-westphaliens. Des pourparlers ont eu lieu avec des banquiers rhénans ; pourparlers difficiles et qui paraissent avoir échoué, car ces banquiers ne voulaient se prêter à aucun engagement en dehors du Reich. On a envisagé la création d'un organisme — une banque rhéno-westphalienne au capital de 6 millions de dollars — où le capital allemand interviendrait pour 50 %, le capital français, belge et anglais pour 50 % également (30 % français, 10 % belge, 10 % anglais). Aucune autre puissance ne participerait financièrement à l'entreprise. En contrepartie, le rentenmark serait autorisé en pays occupés, car jusque-là il y était interdit. La nouvelle monnaie, qui n'aurait ni change ni cours forcé, serait un mark rhénan (*Rheinmark*) gagée par du dollar et émise au taux du dollar ; elle serait de 1/10e à 1/20e du dollar et vaudrait environ 3 fr. 75.

Beaucoup ont pensé, et non sans raison, qu'il serait préférable d'introduire officiellement notre franc en Rhénanie comme il y était pratiquement il y a quelque temps. A la Banque de France, on s'y est opposé et au Ministère des Finances également, car on a vu là une forme d'inflation résultant de l'extension de la zone d'action du franc. On a craint que, par cette absorption du franc dans les établissements financiers et industriels de Rhénanie et de la Ruhr, des manœuvres contre notre change soient rendues plus aisées. Puis on voulait faire une réforme radicale qui ménage l'avenir; il fallait alors l'opérer avec la monnaie qui varie le moins en ce moment, le dollar. Ce n'est peut-être pas ce qu'on aurait pu rêver. En tout cas les choses sont en suspens.

***

Quoi qu'il en soit, il faut en Rhénanie et dans la Ruhr un assainissement financier. Le pays ne peut s'administrer lui-même, — et il y tend —, sans une situation économique éclaircie, sans une monnaie stable. On ne peut plus vivre de la sorte. La réforme monétaire est liée à la productivité des gages, et il faut que nos gages produisent, car nous n'avons pu trouver encore un meilleur moyen d'être payés par l'Allemagne ! Mais ne nous étonnons pas si l'Allemagne veut faire échouer toutes les réformes saines que nous tenterons sur le Rhin. Ayons au moins la volonté ferme de les réaliser.

L'Allemagne se campe fièrement aujourd'hui avec sa situation monétaire nouvelle, que certains appellent « la plus grande escroquerie financière de l'histoire », qui est un démenti à toutes les lois ; elle est à pied d'œuvre avec son outillage perfectionné, sa flotte commerciale qui se refait, le travail ardent de son peuple, sans dette extérieure, puisqu'elle l'a reniée ou annulée avec la catastrophe de son mark. Mais l'inflation est-elle définitivement arrêtée ? Nous n'en voyons pas les signes. Le budget n'est point en équilibre, il y a insuffisance de recettes à laquelle on supplée avec des rentenmark et des traites du Trésor. A-t-on réalisé l'emprunt international de consolidation qui mettrait toutes choses au point ? Peut-être l'Allemagne, pour leurrer l'opinion, a-t-elle édifié un château de cartes qui s'effondrera à la moindre bourrasque : l'avenir répondra.

J. AULNEAU.

L'INFLUENCE DE LA CIVILISATION FRANÇAISE EN LATVIE

Le peuple latvien (letton), après un long sommeil de plusieurs siècles imposé par le joug allemand, a reconquis son indépendance et vit en ce moment comme une ère de renaissance. Ce réveil se manifeste principalement dans la vie intellectuelle et le peuple latvien tourne ses regards vers les peuples romains et surtout vers la France. Les relations actuelles avec la France ne sont pas les premières dans notre histoire. Déjà le seigneur de Courlande ami du peuple et réformateur, le duc Jacques II, était entré en relations avec le roi de France Louis XIV. Par la suite Louis XVIII vécut plusieurs années en Latvie au château de Jelgava (1) d'où il revint en France pour régner.

Mais le joug allemand et sa « kultur » étaient imposés au peuple latvien par les barons allemands qui voulaient complètement germaniser les Latviens. La victoire des Alliés qui a libéré tant de petits peuples a libéré également les Latviens. Notre peuple s'en souvient toujours et, fidèle gardien des idées des Alliés, il tourne son attention vers la technique et toute la culture intellectuelle des Alliés.

Après la création des rapports diplomatiques entre les deux Républiques, une filiale de l'Alliance française, porte-drapeau de la civilisation française a été créée à Riga, capitale de la Latvie. Les collaborateurs de l'Alliance française sont à Riga M. Segreste, agrégé de langue française à l'Université latvienne, des membres de la Légation française, plusieurs professeurs latviens, des poètes, des hommes politiques. L'activité de l'Alliance française pour le rapprochement des deux peuples est grande et féconde. Tout récemment vient d'être fondé à Riga un lycée français, Elizabetes iela 29, où s'instruisent des élèves qui sont pour la plupart des fils de littérateurs, d'artistes, de savants, d'hommes politiques latviens ; c'est parmi ces jeunes citoyens que se recruteront les membres de l'union franco-latvienne. Au lycée, plusieurs professeurs et instituteurs sont de nationalité française.

Le gouvernement latvien de son côté dirige la jeunesse latvienne vers la culture française en distribuant des bourses aux écoliers pour qu'ils viennent en France s'instruire ou compléter leurs con-

(1) Ce magnifique château a été incendié par les Allemands lors de leur retraite pendant la dernière guerre contre l'armée latvienne en 1919.

naissances. Actuellement, au lycée de Tourcoing il y a six élèves latviens qui travaillent avec succès et qui ont conscience de leur devoir envers leur patrie latvienne.

D'un autre côté, des professeurs français parmi lesquels il y a des amis de la Latvie, des amis d'avant guerre, ont porté dans le pays le goût de la civilisation française. Telle un arbre en fleurs dispersant au loin ses corolles et son pollen, la culture française s'est déjà répandue sur les rives de la Daugava.

En notre Université les professeurs Meillet et Hauser ont donné des conférences ; ils ont laissé une impression inoubliable dans notre société intellectuelle.

A l'Université latvienne également la mémoire des grands savants et poètes français tels que Pasteur, Molière, et autres a été célébrée avec solennité. A l'anniversaire de Molière tous les théâtres latviens ont joué ses œuvres et au Théâtre National une représentation solennelle eut lieu à l'ouverture de laquelle fut chantée la *Marseillaise ;* à cette représentation assistaient : le gouvernement latvien, la Légation française et des représentants de la colonie française. Au jour anniversaire de Pasteur une représentation solennelle fut donnée à l'Opéra National. Il n'y a pas un seul grand événement historique ou littéraire français qui ne soit relaté dans la presse et la société latviennes, ce qui démontre bien que les liens entre la Latvie et la France ne sont pas artificiels mais sincères et naturels.

La culture française a sur notre art et sur notre littérature une influence manifeste. Avant la guerre un petit nombre seulement d'artistes et d'écrivains s'intéressaient à la culture française ; la majorité était forcée de s'orienter vers l'Allemagne ou la Russie. Pendant la guerre la situation s'est modifiée ; après la guerre elle changea tout à fait en faveur de la France. Nos poètes ont travaillé pour apprendre la langue française, ont lu des romans et des poésies françaises, ont traduit pour les théâtres des pièces françaises. Le poète Ed. Virza a publié un recueil de poésies françaises de deux cents pages ; ce recueil est composé de poésies des principaux poètes français. Nous avons également des traductions d'œuvres de Victor Hugo, Flaubert, Zola, Musset, Maupassant, Balzac, Molière et d'autres traductions d'œuvres contemporaines. Autrefois nos jeunes poètes cherchaient l'inspiration, l'exemple, la forme chez les Russes, les Allemands ou les Scandinaves, ils savent maintenant que la littérature française, étant la plus complète, la plus élevée, est celle qui répond le mieux à leurs aspirations.

La même influence s'est manifestée dans la musique et dans les arts. Nos artistes et nos musiciens viennent en France pour compléter leurs études. La musique française commence à prendre une place honorable dans nos concerts symphoniques, à l'Opéra National et principalement dans les concerts privés. Le voyage en Latvie du maître français, le compositeur Vincent d'Indy, a laissé une grande influence dans la vie musicale latvienne. Le maître a dirigé lui-même à l'Opéra l'exécution de ses œuvres, il y fut accueilli par de chaleureuses ovations. Vincent d'Indy a fait aussi des conférences à l'Université latvienne sur la musique française.

Paris est devenu dans ces dernières années un lieu de pèlerinage pour les artistes latviens. Ils y viennent au lieu d'aller à Berlin ou à Vienne pour apprendre la souplesse spirituelle dans la conception artistique, la grâce et la netteté des formes dans l'exécution, c'est dans ce but qu'ils visitent les expositions et les riches galeries des musées français. Nous pouvons dire avec conviction que dans peu d'années le style français et la peinture française auront conquis une place dominante dans notre peinture.

Telle est l'influence de la civilisation française sur les intellectuels latviens en général. On peut se demander pourquoi la culture française et non pas une autre est après la guerre mondiale celle qu'accepte avec tant de bienveillance et de joie un petit peuple souverain sis aux bords du golfe de Riga. Politiquement la Latvie est une jeune république mais sincère, aux aspirations purement démocratiques, ayant le désir de sauvegarder son parlementarisme. Or pouvons-nous apprendre ailleurs qu'en France les principes démocratiques les mieux définis? La France étant devenue forte par les idées de sa grande Révolution et par la netteté de son idée d'État purement républicaine, la Latvie peut apprendre d'elle comment vaincre dans les plus durs et les plus critiques moments historiques, c'est pourquoi nous regardons la France comme notre exemple politique.

Scientifiquement, la France occupe en Europe une des places dominantes. Les savants latviens voient en elle la source où ils peuvent puiser de hautes connaissances. La philosophie et la littérature françaises suivent des chemins net^s et humains purement rationnels, sans lourde dogmatique allemande, sans préjugés ni superstitions. La forme claire de la poésie française, son cours classique et les nouvelles idées humaines contemporaines par elle exprimées sont nécessaires à un peuple nouveau pour qu'il puisse réaliser des formes parfaites dans sa littérature.

Tels sont les principaux motifs pour lesquels les intellectuels latviens ont sans cesse leur attention dirigée vers la France. Jusqu'à présent la culture germanique nous a dominés ; il nous était impos-

sible à cause des obstacles politiques de nous rencontrer avec la culture romaine et avec sa plus belle représentante, la France. Aujourd'hui nous avons cette possibilité et en voyant les avantages de la culture latine sur la lourde culture germanique nous ne voulons qu'une chose, créer sans cesse des liens toujours plus resserrés avec la France, avec sa civilisation, ses cercles politiques, avec le peuple français lui-même qui dans sa majorité est comme le peuple latvien un peuple de paysans.

La Latvie veut de son plein gré devenir un avant-poste de la civilisation française sur la Baltique et pour cela nous ne désirons qu'une chose, c'est que les Français le sachent et nous soutiennent dans la lutte contre le germanisme et les influences asiatiques. La France révolutionnaire et profondément humaine est l'exemple qui nous est nécessaire afin que nous puissions garder notre souveraineté nationale et développer librement notre culture intellectuelle.

J. Akuraters,
Vice-Président de la Société
des Ecrivains et Journalistes Latviens.

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

L'ESPRIT DE REVANCHE EN ALLEMAGNE

Un large courant d'optimisme a passé sur l'Europe ces jours derniers. Le relèvement du franc, obtenu par des moyens héroïques mais qui semblent définitivement efficaces, le ton courtois et même cordial que M. Ramsay Mac Donald a fait régner dans ses relations avec la France, les espérances d'arrangement acceptable qu'a fait entrevoir le comité des experts, ont amené l'opinion extrêmement mouvante d'aujourd'hui à croire que l'on approchait enfin d'une solution et que nous allions voir luire l'aube de la paix véritable à laquelle aspire le monde entier. La France et la Belgique ont renoncé à une partie de leurs espérances et malgré la juste indignation que provoque dans l'opinion publique la déloyauté de l'Allemagne qui somme toute est parvenue à mener à bien la colossale entreprise de camouflage financier que l'on a fort justement appelé la plus grande escroquerie de l'histoire, ces deux puissances se sont en réalité résignées à admettre une sérieuse réduction de leur créance primitive. Le monde entier a l'impression plus ou moins confuse mais puissante que l'on n'est plus très loin d'aboutir à un règlement international de tous les grands problèmes qui demeurent en suspens depuis 1918. Mais cet optimisme soudain, qui n'est pas très raisonné, n'est peut-être pas sans danger, à cause des déceptions cruelles qu'il peut faire naître. S'il est vrai, comme je le crois, qu'un grand pas a été fait vers une entente complète anglo-franco-belge, à laquelle les États-Unis donneraient, pour le moins, leur approbation tacite, s'il est vrai que l'on soit sur le point de mettre sur pied un plan de réparations relativement satisfaisant et immédiatement réalisable, encore faut-il, pour qu'il produise l'effet d'apaisement que l'on escompte, que l'Allemagne l'accepte. Or, l'état d'esprit qui règne depuis quelques semaines d'un bout à l'autre du Reich n'est rien moins qu'encourageant.

***

Depuis six mois environ — exactement depuis la fin de la résistance passive — l'état d'esprit de l'Allemagne et son état politique se sont transformés avec une extraordinaire rapidité. Lorsque M. Stresemann, renonçant à la ruineuse politique de révolte qu'il avait pratiquée jusque-là, se décida à admettre provisoirement l'occupation de la Ruhr, le pays tout entier était dans le chaos : chaos financier, chaos politique, désarroi moral, aussi profond que celui qui suivit l'armistice. La chute du mark avait pris des proportions catastrophiques ; les provinces, les villes, les grandes entreprises privées elles-mêmes s'étaient mises à fabriquer du papier-monnaie, de sorte que l'État semblait avoir renoncé au droit régalien par excellence. Au point de vue politique, un désordre, même abandon : la Bavière, sous la direction de von Kahr, de von Knilling et de von Lossow, s'insurgeait ouvertement contre le pouvoir central, et parlait de faire une Allemagne fédéraliste à la mode bavaroise. En Thuringe et en Saxe, des ministères communistes ou extrêmistes manifestaient le même mépris à l'égard du pouvoir central. Enfin, dans les provinces du Rhin et dans le Palatinat, le mouvement séparatiste prenait des proportions inquiétantes. Constatant que le Reich était à l'agonie, les milieux d'affaires de la Rhénanie songeaient à tirer leur épingle du jeu le plus tôt possible, fût-ce en s'appuyant sur les Alliés. C'est alors que M. Stresemann, jugeant la partie perdue, consentit à capituler sans conditions, et que le Reichstag aux abois confia le ministère à M. Marx.

Cette capitulation, on commence à s'en apercevoir aujourd'hui, avait une signification plus grave et plus profonde que nous ne l'avons soupçonné tout d'abord. Elle n'apparut à aucun Allemand comme un échec personnel de M. Stresemann,

puisque celui-ci rentrait dans le nouveau ministère et se chargeait du portefeuille des Affaires étrangères ; mais ce qu'elle mit nettement en lumière, c'est l'impuissance politique de cette classe industrielle qui avait paru un moment substituer à l'État unitaire une sorte de féodalité économique. En ruinant délibérément le mark, les magnats de l'industrie lourde, réalisant des fortunes colossales, centralisant entre leurs mains toutes les forces vives de la nation, semblaient être devenus les maîtres véritables de l'Allemagne. La première conséquence de leur manœuvre avait été de ruiner les syndicats ouvriers, la seule force avec laquelle ils aient eu à compter ; ils avaient pour ainsi dire éliminé la classe moyenne : au milieu de leur pays en ruine ils paraissaient seuls debout. Et leur ruse n'avait-elle pas triomphé de toute la volonté des Alliés? En se dérobant aux réparations, n'avaient-ils pas déchiré le Traité de Versailles? Quel prestige cela pouvait leur donner aux yeux des patriotes allemands ! Mais c'est alors que l'opération de la Ruhr vint porter à ce prestige le coup le plus funeste.

C'est une chose assez étrange que l'opposition du parti socialiste et de tous les partis de gauche en Europe à l'opération de la Ruhr. Il était bien facile de voir que par la force même des choses, c'est contre la féodalité industrielle, bien plus que contre l'Allemagne démocratique qu'elle était dirigée. Au moment où M. Poincaré se décida à entreprendre cette grande opération de police, M. Stinnes et ses émules étaient les véritables maîtres du Reich. Aujourd'hui, et bien que M. Stresemann ait longtemps passé pour un homme à eux, leur influence politique est peut-être moins grande que sous l'Empire, et nous assistons à une restauration de l'État prussien, de l'État bismarckien.

Il faut prendre garde à ne pas se laisser entraîner trop loin par la manie des comparaisons historiques. Il est peut-être un peu trop facile de comparer le réveil actuel du nationalisme allemand à la fièvre patriotique qui s'empara de l'Allemagne entière à la suite de la ruine prussienne après Iéna, mais, quand on voit l'œuvre accomplie en ces quelques mois par les quatre hommes à qui le Reichstag a donné de pleins pouvoirs sous l'autorité nominale de M. Marx, MM. Stresemann, Ministre des Affaires étrangères, Jarres, Ministre de l'Intérieur, Luther, Ministre des Colonies, et le général von Seeckt, chef de la Reichswehr, on ne peut s'empêcher d'évoquer l'ombre des grands réformateurs prussiens du commencement du XIXe siècle, les Stein, les Scharnhorst, les Gneisenau. Ceux d'aujourd'hui comme ceux d'autrefois sont animés par cette conception prussienne de l'État qui a quelque chose de dur et d'inhumain, mais aussi, il faut bien l'avouer, quelque chose d'héroïque. Ils tentent eux aussi de cristalliser et d'organiser autour de la cellule prussienne ce mysticisme de la race qu'on éveille assez facilement chez les Allemands, mais qui, sans la rude poigne du maître, n'aboutit qu'à la confusion et au désordre, tâche difficile mais qu'ils ont l'air de mener à bien. Pour s'imposer, il leur fallait un succès financier et un succès politique : ils les ont obtenus l'un et l'autre.

***

Pour restaurer l'autorité de l'État, il fallait d'abord lui rendre son autonomie financière. Depuis trois ans, la classe industrielle, en possession de toute la puissance économique, s'était évertuée à ruiner les finances publiques, sous le prétexte « patriotique » d'échapper aux conséquences du traité de Versailles, en réalité pour asseoir définitivement sa puissance. Mais — et rien ne montre mieux qu'il ne faut pas confondre le génie des affaires et l'intelligence politique — elle n'avait pas prévu jusqu'où cette opération machiavélique de la ruine du mark pouvait l'entraîner. Devant l'imminence du péril, les industriels, aussi bien que les agriculteurs et les commerçants, ont reculé épouvantés et ont cédé la place à ces politiques prussiens que possédait encore un reflet du génie de Bismark. Sans doute, la création du rentenmark leur assure encore un grand rôle dans l'État, mais elle comporte de leur part un sacrifice, puisqu'une hypothèque est prise sur une partie de leurs biens. Toujours est-il que cette réforme, toute provisoire qu'elle paraisse, a rétabli l'unité du Reich en matière monétaire et qu'elle a rendu aux transactions une certaine stabilité, ce qui a paru d'autant plus admirable que le désordre avait été plus profond.

Ce succès économique du Gouvernement von Seeckt, Jarres, Stresemann, a eu pour corollaire immédiat un succès politique qui n'a pas eu moins de retentissement, succès qui est dû en grande partie à la mésentente et à la politique hésitante des Alliés : c'est l'échec du mouvement séparatiste rhénan.

Peut-être cet échec était-il inévitable. Je ne me chargerai pas de déterminer quelle était la profondeur du sentiment autonomiste en Rhénanie. Je ne suis pas éloigné de croire qu'on s'est leurré en France quand on a évoqué les souvenirs que pouvaient avoir laissés le long du Rhin les préfets de

l'Empire, et plus encore en Belgique, quand on y a parlé des souvenirs lotharingiens que pouvaient avoir conservés les gens de Trèves, de Clèves et de Juliers. Mais il n'en est pas moins vrai qu'une politique habile, prudente et suivie eût pu tirer parti de l'éloignement que les Rhénans ont toujours eu pour les méthodes prussiennes, de l'animosité des centristes de Cologne, de Bonn et de Coblence pour les protestants et les socialistes de l'Allemagne du Nord, mais surtout de la crainte qu'éprouvaient les milieux d'affaires de Rhénanie de se voir englober dans le désastre financier du Reich. Mais, pour mener à bien une telle politique, il eût fallu une unité de vues et de direction qui nous a toujours manqué. Les Anglais qui, parce qu'ils occupaient Cologne, se trouvaient au nœud du problème, ont toujours été hostiles à toute politique rhénane. Par tradition, et pour ainsi dire par instinct, ils se sont refusés à concevoir une Rhénanie indépendante ou même autonome qui, dans leur pensée, n'eût été qu'un État vassal de la France. Pour jouer la partie sur le Rhin contre l'Angleterre, il eût donc fallu être décidé à aller jusqu'à la rupture. D'autre part, Belges et Français ne se sont jamais bien entendus sur ce point. L'idée belge d'un partage de la Rhénanie en zones d'influence, seule, eût suffi à tout faire échouer. Mieux encore, aucun des deux gouvernements ne semble jamais avoir eu d'idée précise sur la politique à suivre à l'égard du mouvement rhénan. Ils ont donné l'impression qu'ils laissaient agir au gré des circonstances, des agents plus ou moins irresponsables, ou même des chevau-légers du nationalisme, par qui ils se fussent au besoin laissé forcer la main, mais qu'ils pouvaient toujours désavouer. Les autorités de la Commission interalliée se sont tenues dans une telle expectative que les agitateurs rhénans pouvaient se croire encouragés aussi bien que les patriotes unitaires. Comment auraient-elles fait autrement d'ailleurs puisqu'elles ne recevaient pas de directives de leurs gouvernements? Le fruit de cette politique ou plutôt de cette absence de politique, ce furent les échauffourées d'Aix-la-Chapelle et de Mayence, les massacres de Dusseldorf et de Pirmasens. Et maintenant le mouvement rhénan a échoué, nous jouissons sur toute la rive gauche du Rhin d'une impopularité de bon aloi et le Reich y a retrouvé tout son prestige.

Ce fut là pour le gouvernement un succès moral dont les conséquences sont énormes. Depuis que le séparatisme rhénan a été étouffé, MM. Stresemann et Jarres apparaissent aux yeux de tous ces Allemands qui de l'ère bismarckienne ont gardé la religion de la force et du succès comme les véritables héritiers du chancelier de fer.

***

Ce succès politique et moral a du reste coïncidé avec la constatation d'un succès économique et industriel qui n'empêche pas l'Allemagne de se plaindre de son extrême misère mais qui n'en remplit pas moins tous les Allemands d'un dangereux orgueil.

En 1913, la flotte allemande était, par importance, la seconde de celles qui usaient du Canal de Suez, 3.352.000 tonnes nettes l'avaient traversé cette année-là, sous pavillon germanique.

Par suite de la guerre, pendant quatre-vingt-six mois, elle disparut du canal. C'est le 23 octobre 1920 que, pour la première fois on l'y vit réapparaître. Jusqu'au 31 décembre, il couvrit 15.000 tonnes nettes ; ce chiffre monta à 171.000 tonnes en 1921, à 735.000 tonnes en 1922, à 749.000 tonnes dans les huit premiers mois de 1923. Fait caractéristique : sur les soixante-dix navires allemands qui transitèrent par Suez jusqu'en août 1923, neuf seulement y avaient déjà été vus avant la guerre. Dès l'an dernier, bien que privé de son empire colonial, bien que dépossédé de sa flotte depuis 1919, le Reich trouvait le moyen de faire passer par le canal un tonnage plus important que le tonnage italien ou japonais et presque aussi considérable que le nôtre.

Autre symptôme : à la dernière foire de Leipzig, on a compté 14.000 exposants et 150.000 visiteurs par jour. Le tonnage de 1913 est, aujourd'hui, largement dépassé dans le port de Hambourg. Partout, on entreprend de grands travaux d'utilité publique. On cherche à augmenter la production, à abaisser les prix, à accroître les facilités données au commerce et à l'industrie, à diminuer, notamment, les tarifs des chemins de fer pour le transport des marchandises.

L'Allemagne économique se relève ; l'Allemagne politique reprend conscience de sa force, elle retrouve ou elle croit retrouver un gouvernement. Comment voulez-vous que ce peuple qui en quelques années a connu la plus grande exaltation de l'orgueil national et le dernier terme de l'humiliation, garde la tête froide. Même aux heures les plus sombres de l'année 1919, le parti nationaliste qu'on appelle aujourd'hui le parti « volkische » a eu sur tous les autres l'avantage d'une doctrine simple, faite d'affirmations violentes et tranchantes qui flattaient l'orgueil national blessé et le mysticisme de la race ; depuis six mois il fait des progrès constants. Non seulement il a pour lui tous les cadres de l'ancienne armée, ferment redoutable, mais par le monde universitaire il s'est emparé de l'esprit de la jeunesse. Ce que l'on enseigne aujourd'hui

dans les écoles allemandes sur les origines et sur la conduite de la guerre est inimaginable. Sans doute on trouve encore en Allemagne, surtout parmi les responsables, quelques esprits pondérés qui se rendent compte des dangers que ferait courir au pays une politique d'aventure. Tant que nous sommes sur le Rhin, l'Allemagne ne peut songer à recommencer la guerre sans courir à un désastre militaire mais si, comme on le craint, les élections de mai sont un grand succès pour la droite nationaliste, le gouvernement aura de la peine à résister à ceux qui voudront le pousser aux résolutions extrêmes. Toutes les espérances dont on entretient le monde à l'heure qu'il est reposent sur une solution du problème des réparations que les experts suggéreraient et que nous pourrions accepter. Mais encore faudrait-il que l'Allemagne l'acceptât aussi. Or, étant donné l'état d'esprit qui règne en ce moment d'un bout à l'autre du Reich, rien n'est moins certain. Le chancelier Marx vient de déclarer à nouveau que les réparations devaient être payées « dans la mesure du possible ». Formule élastique, qui permet toutes les reculades et toutes les résistances ! Le parti des aventures est d'ailleurs singulièrement encouragé par la conviction où il est que l'Angleterre ne se résoudra jamais à approuver une politique de coercition quelconque à l'égard de l'Allemagne, non plus que l'Amérique d'ailleurs. Nous voudrions être sûrs que c'est une illusion. mais il est certain que le nationalisme allemand croit qu'il peut compter sur la sympathie, sinon sur la complicité des peuples anglo-saxons. Si M. Ramsay Mac Donald leur faisait savoir avec assez de force et de solennité qu'ils se trompent, il aurait excellemment travaillé en faveur de la paix.

L. Dumont-Wilden.

LE ROMAN

LE ROMAN VRAI (1)

La vérité est parfois plus belle que toute fiction, plus dramatique aussi ou plus romanesque : pourquoi ne nous serait-elle pas racontée alors comme un roman ou présentée sur la scène comme un drame ? M. Sacha Guitry nous a montré tels quels, dans des pièces qui sont taillées à même leur vie, un Pasteur, un Béranger, un La Fontaine. André Maurois vient de nous charmer avec *Ariel ou la vie de Shelley*. Rien dans ces œuvres si diverses ne rappelle, notons-le bien, le vieux genre « historique » : ce n'est pas l'Histoire qui est accommodée au goût de l'art, mais l'art, au contraire, qui est mis discrètement, humblement, au service de la vie, sans se proposer d'autre objet que de l'éclairer, comme un tableau, pour nous la faire mieux voir. Conception toute différente aussi de l'esthétique « réaliste ». Dans cette école, on inventait une réalité qui devait nous donner l'illusion qu'elle était vraie. Nous signalons ici une toute autre tendance : l'utilisation de la réalité vraie dans le dessein — ou du moins avec le résultat — de nous montrer qu'elle est belle et émouvante.

La Guerre des Femmes : Histoire de Louise de Bettignies et de ses compagnes — nous arrêtera ici comme une réussite exemplaire, un modèle de narration simple, animée, psychologique, qui suit avec la même aisance, la même rapidité, le mouvement des faits et la sinuosité des âmes, tour à tour nous entraîne ou nous arrête, précipite le récit et suspend l'émotion, nous pousse vers le dénouement et nous immobilise devant le sublime. J'étudiais avec *Ariel* un spécimen du roman biographique (1). Cet épisode de la Grande Guerre, que nous conte M. Antoine Redier, ce n'est pas une biographie : nous n'y lisons pas l'histoire d'une vie, mais les quelques pages où s'est inscrite, dans l'atmosphère des jours d'héroïsme, l'ascension d'une destinée.

D'autres se sont attachés ou s'attacheront au merveilleux personnage : quel sujet d'étude pour les chroniqueurs de la grande ou de la petite Histoire, pour les psychologues, pour les moralistes, cette Louise de Bettignies qui, se trouvant à Lille, dans la maison de sa mère absente, quand les Allemands arrivent en octobre 1914, veut aller prendre l'air en France libre, frappe d'admiration les Anglais, devant lesquels elle doit passer à Folkestone, et présentée par eux au Maréchal French, à Saint-Omer, sollicite d'organiser un service de renseignements, choisit ses collaborateurs, manifeste d'étonnantes qualités de chef, une énergie indomptable, une infatigable activité, un courage à toute épreuve, un prodigieux sang-froid, une finesse tour à tour souple comme la ruse et trempée dans la force comme un acier qui ne se brisera pas, franchit vingt fois les lignes allemandes, finit par être prise, comme il était inévitable, subit toutes les tortures de la prison préventive, des interrogatoires policiers, de l'intimidation, des menaces, des mensonges, et condamnée — il ne faut pas dire jugée

(1) *La Guerre des Femmes*, par Antoine Redier. « Editions de la vraie France », 92, rue Bonaparte, Paris (VIe).

(1) V. *Revue Bleue* du 3 novembre 1923.

— par un tribunal de guerre, à Bruxelles, le 16 mars 1916, condamnée à mort, puis gracíée, le 23, par le général von Bissing et envoyée en Allemagne en détention perpétuelle, meurt le 27 septembre 1918, après deux ans et demi de souffrances sans nom, est rendue à sa mère, le 20 janvier 1920, après avoir reçu des états-majors français et britannique les plus hauts honneurs et de ses compatriotes, à Lille, les plus magnifiques funérailles. « Derrière le corps, un soldat portait sur un coussin les quatre médailles de la morte. Car nos alliés lui avaient décerné leur médaille de guerre et la croix d'officier de l'ordre de l'Empire britannique (O. B. E.) ; et la croix de la Légion d'honneur avec la croix de guerre lui avaient été offertes par la France... Mais les hommages officiels sont froids ; et la mémoire de Louise de Bettignies, qui méritait l'amitié de la foule, n'est pas satisfaite. »

M. Antoine Redier a écrit son livre avec le généreux dessein de la satisfaire et de lui gagner cette amitié. Il nous fait admirer et aimer son heroïne, ceux aussi qui l'ont aidée. Le livre, pourtant, nous appartient ici à un autre titre : comme œuvre littéraire et par les caractères mêmes qui le rattachent au Roman.

***

Pas plus que l'*Ariel* d'André Maurois, *La Guerre des Femmes* d'Antoine Redier n'est une œuvre d'imagination, le « récit en prose d'aventures imaginaires, inventées et combinées pour intéresser le lecteur », comme s'expriment les dictionnaires et l'usage. Ce serait trop peu pourtant de dire que l'intérêt n'en est pas moindre : combien il est supérieur ! M. Paul Bourget se plaît à insister sur le caractère essentiel que doit présenter un roman pour fixer notre attention, et il l'appelle fort justement la crédibilité. Il faut que nous puissions croire ce qu'on nous raconte, croire, selon l'expression vulgaire, « que c'est arrivé. » La croyance naîtra d'elle-même, spontanément, invinciblement, dès qu'il s'agit d'une histoire vraie, à la seule condition que l'auteur sache nous inspirer une confiance entière dans son respect de la vérité. Il faut que nous le sentions capable de la découvrir et incapable de l'altérer, doué, en d'autres termes, des deux qualités essentielles de l'historien. Avec M. Redier, nous sentons, dès les premières lignes, qu'il en est ainsi ; nous sommes séduits par la simplicité du narrateur, la clairvoyance attentive qui s'attache à tout détail caractéristique, recueille tous les témoignages, marque loyalement, d'un trait net, la limite de ce qu'il sait et de ce qu'il ne sait pas, sans confondre jamais un fait avec une conjecture, dissimuler une lacune, taire un doute ni escamoter une obscurité.

Les personnages principaux nous sont présentés de la manière la plus vive, avec leur physionomie, leurs allures et leur âme. C'est ici que le travail de création rapproche le narrateur du romancier : car ceux qu'il a vus, il faut savoir les faire vivre, et ceux qu'il ne connaît pas, il faut réussir à les imaginer comme s'il les avait devant les yeux. C'est le cas de Louise de Bettignies. Nous la retrouvons dans tout le récit ; mais il convenait qu'elle nous y attendît, debout, pour ainsi dire, sur le seuil. Le premier chapitre lui est consacré ; il porte en titre un nom, *Alice*, le nom qu'elle s'était donné pour l'accomplissement de sa tâche. Et la voici, posée devant nous, en quelques traits :

« Au moment où commence cette histoire, celle « qui en fut l'héroïne n'était plus une toute jeune « fille, mais, mariée, elle eût encore fait une très « jeune femme. Petite, le regard vif, la bouche « rieuse, elle parlait vite et beaucoup. Dès le pre- « mier contact, on était surpris et conquis. La sur- « prise venait du flot de mots légers qu'elle jetait « en cascade avec une gaîté de petite fille ; la con- « quête, de ses idées fermes sous les mots brillants. « Des sots, parce qu'elle était étourdissante, l'ont « prise pour une étourdie. C'était un cerveau très « sûr, au service d'une âme dominatrice. »

Elle n'attendait que les circonstances. Celles-ci lui permirent de donner toute sa mesure ; et comme il arrive d'ordinaire en pareil cas — c'est la tragédie de l'humaine condition — elle paya de sa vie la réalisation de sa destinée.

Vous n'attendez pas qu'une première esquisse nous la révèle tout entière : à mesure que nous la verrons agir, nous apprendrons à la mieux connaître. M. Antoine Redier nous dit d'abord, très sobrement, ce que nous avons besoin de savoir, comment la jeune fille avait acquis sa personnalité et comment elle se trouva engagée dans ce rôle extraordinaire.

Et, comme elle, nous est présentée, dans un second chapitre, qui porte lui aussi un nom, *Charlotte*, celle qui fut son principal lieutenant, Marie-Léonie Vanhoutte, une jeune fille de Roubaix, qui est aujourd'hui le témoin principal de l'auteur. Toujours comme le romancier, M. Antoine Redier se trouve amené à mélanger dans son œuvre ce qu'il a vu de ses yeux et ce qu'il est réduit à imaginer.

Avec le chapitre III, *Albert*, nous connaissons le troisième personnage, Victor Viaene, de Mouscron, « cet étonnant Victor », un Belge flamand de la frontière, insouciant, brave et loyal, qui parlait le français le plus baroque, acceptait les missions les plus dures, prenait pour lui les tâches les plus ingrates, « peinant et bavardant toujours, la tête pleine d'idées imprévues qu'il exprimait avec une

cocasserie dont Alice se réjouissait follement. » Celui-là aussi a servi de témoin à l'auteur, l'a accompagné, lui a permis de reconstituer, dans ses grandes lignes, l'organisation locale de Louise de Bettignies, de suivre l'héroïne dans ses premiers efforts et l'accomplissement de son invraisemblable tâche.

Autour de ces trois personnages de premier-plan, nous en apercevons d'autres ; il en est d'autres aussi que nous rencontrons en cours de route : tous sont vus ou devinés avec une netteté singulière, marqués de quelques traits précis. Plus tard, l'auteur devra évoquer ceux de l'autre camp, qu'il est obligé d'imaginer sur quelques données positives : sentinelles des postes, officiers ou policiers de service aux frontières, Un Rotselaer, chef de la police de Tournai, ou le policier Goldsmtih, puis les geôliers, une Fraü Ruge, et les juges, ou plutôt les bourreaux, M. le conseiller Stoëber, commissaire du gouvernement près le tribunal de guerre de Bruxelles, la *Hansmutter* Frietag avec ses *rupans pleus*, ou la sèche *Werkmeisterin* (maîtresse de travail) Muller, — bien d'autres. Leurs figures sont là, et aussi leurs âmes.

Pour jeter la charmante Louise de Bettignies, après son amie Charlotte, aux mains de l'ennemi, il a fallu tout le drame. C'est lui qui se noue tout au long de ces chapitres passionnants comme ceux d'un roman policier : *Au travail, — Dans la sourcière, — Pour avoir ri, — Le Manteau écossais*. L'étreinte devient plus poignante, à mesure que nous la sentons plus proche ; elle se resserre, parce que que la catastrophe est inévitable ; et nous en subissons toutes les péripéties. C'est alors que se révèlent à nous les âmes : au cœur du livre s'ouvre, comme une fleur délicate et merveilleuse, toute la psychologie de l'héroïne et de ses compagnes et se découvrent les perfidies, les cruautés, les bassesses que la guerre elle-même ne saurait justifier et qui devraient rester comme une tare éternelle sur ceux qu'elles ont ravalés et souillés.

Dans l'épreuve, Louise de Bettignies et Marie-Léonie Vanhoutte se révèlèrent obstinées, lucides, héroïques, exemplaires achevés en qui s'épanouissent les plus hautes et les plus pures vertus de leur race. Rien de plus pathétique que leur arrestation, leurs interrogatoires, leur captivité. Léonie a pu correspondre, en parlant à genoux par les conduits de chauffage de la prison, avec Gabrielle Petit, une jeune Belge qui va mourir pour son pays. Le commentaire est bref, mais il jette une lueur vive : « C'est ainsi que ces jeunes femmes, s'entraînant l'une l'autre vers les cimes, dominaient leurs bourreaux. » Et, à propos du geste de Charlotte, qui ne peut rappeler son procès sans s'écrier en joignant les mains : « C'était beau tout de même ! » cette réflexion si simple et si forte : « Ce jour-là, bien qu'il fût à tout propos question de sa mort, elle vivait. Il y a des gens qui ne vivront jamais. » L'héroïsme : voilà bien l'atmosphère que l'on respire dans toute cette histoire. A toutes ces jeunes filles on pourrait appliquer ce que disait l'une d'elles avec une sublime simplicité : « Il y avait assez de souffle dans nos âmes pour les faire bondir pardessus les murs de la prison. »

C'est portée par ce souffle que Marguerite Blanckaert, la messe achevée et profitant de ce que toutes les prisonnières étaient réunies, se dresse frémissante quand elle a acquis la certitude qu'on les fait travailler aux munitions, et adjure ses compagnes de se refuser à ce travail : « Nous toutes continuons à lutter et à souffrir courageusement ici pour le Roi, pour nos drapeaux, pour nos patries. » Et elle reprend en allemand, afin d'être comprise des geôliers et geôlières eux-mêmes : « *Immer für Fahne, kônig und Vaterland!* ». Le même esprit d'abnégation et de sacrifice soulève Louise de Bettignies au-dessus de ses tortures, au-dessus de ses bourreaux, jusqu'au dénouement suprême, jusqu'à l'agonie commencée dans le lazaret de Siegburg et qui s'achève à l'hôpital Sainte-Marie de Cologne.

Nous ne saurions trop louer M. Antoine Redier d'avoir laissé à son héroïne, comme à toutes les autres jeunes femmes ou jeunes filles qu'il nous a montrées, la simplicité et le naturel, sans même en exclure les défaillances inévitables qui rendent le sublime plus humain, plus touchant et plus vrai. Nul n'était mieux préparé que l'auteur des *Méditations dans la Tranchée*, le romancier de *Pierrette* et de *Léone*, le moraliste clairvoyant et décidé des chroniques de la *Revue Française*, à nous conter ce roman vrai des hauts faits de guerre de Louise de Bettignies et de ses compagnes, ces filles de France qui n'ont pas droit seulement à notre admiration, mais aussi à notre reconnaissance et à notre amour. Il est beau qu'il ait su leur consacrer un livre où nous retrouvons. avec les qualités de leur esprit et de leur cœur, tous les mérites d'un art sobre, direct et vivant.

Firmin Roz.

L'ÉCONOMIQUE

UN PROGRAMME

Nous avons décrit dans un précédent article (1) le remarquable développement de l'association économique en France, depuis le début du XXe siècle. Nous avons montré comment tout un vaste édifice s'est élevé peu à peu, dont les corporations et syndicats locaux, réunissant des personnes ou des sociétés exerçant une industrie ou un commerce similaire, forment la base et dont le sommet est constitué par de vastes groupements nationaux englobant chacun de nombreuses branches de l'activité économique. Parmi ces derniers, il en est un sur lequel nous avons particulièrement attiré l'attention, en raison, d'une part, de son étendue et, d'autre part, du caractère très général de son action qui consiste à s'occuper exclusivement des grands problèmes intéressant l'ensemble du commerce et de l'industrie : ce groupement — le plus vaste qui existe en France — est l'Union des intérêts économiques. Nous nous sommes proposés d'en étudier de plus près le rôle, tout à la fois parce que celui-ci apparaît comme la synthèse de l'activité des associations économiques en général et parce que, dans certains milieux, il a suscité des inquiétudes dont les raisons méritent d'être examinées de façon objective.

Le moyen de se rendre un compte exact de ce rôle est simple : il nous est fourni par l'étude des programmes d'action que l'Union des intérêts économiques a coutume de se tracer. Depuis sa création qui, on se le rappelle, remonte à 1910, les principes sur lesquels ces programmes sont basés n'ont jamais varié. Ainsi que nous l'avons précédemment expliqué, le souci fondamental qui a toujours guidé l'Union est la défense de la liberté du commerce et du travail, partant la lutte contre les interventions abusives de l'État dans le domaine économique.

A l'origine, cette lutte était dirigée contre divers projets de monopoles qui menaçaient alors les activités libres. Puis la guerre marqua un temps d'arrêt. Après l'armistice le combat reprit contre les réglementations et contrôles de toute sorte qui, édictés pendant les hostilités, devaient disparaître avec la cause qui les avait fait naître, et contre les diverses exploitations d'État nées de la guerre. Durant les années qui ont suivi, cette œuvre d'affranchissement a été, en grande partie, accomplie. Cependant l'étatisme n'est pas entièrement vaincu. A chaque instant, et sous des prétextes divers, des retours offensifs se produisent. Aussi retrouvons-nous, dans la déclaration et dans le programme que l'Union — d'accord avec la Confédération des groupes commerciaux et industriels, autre groupement dont nous avons signalé l'importance — a adoptés lors de son Congrès de novembre dernier, exactement la même doctrine qui fut affirmée il y a quatorze ans par ses fondateurs.

Pour nous faire une idée précise des résultats que poursuit l'Union des intérêts économiques — résultats identiques à ceux qu'elle a recherchés dès le début — il nous suffira donc de consulter cette déclaration et ce programme, qui ont évidemment été rédigés en vue des prochaines élections législatives.

L'Union rappelle tout d'abord qu'elle reste fermement attachée au principe de la liberté économique. Le résultat négatif des mesures étatistes prises pendant la guerre n'ont pu, en effet, que fortifier, parmi ses adhérents, la conviction qu'en dehors des libres initiatives privées il ne saurait y avoir de progrès économique.

Tous les vœux exprimés, toutes les résolutions prises se rattachent plus ou moins directement à ce principe essentiel. C'est ainsi que l'U. I. E. proclame que la liberté de l'activité économique, de même que, d'ailleurs, la liberté politique des citoyens ont pour condition absolue le respect de la propriété privée. Ceux qui rêvent d'instituer des régimes où cette propriété se trouverait totalement ou partiellement supprimée, espèrent remplacer l'intérêt particulier, ce puissant moteur du progrès, par un prétendu devoir social. Mais leurs espoirs sont vains : l'appauvrissement des citoyens et de l'État, un recul économique général s'en suivraient fatalement. Si un doute pouvait subsister à cet égard, le résultat des expériences socialistes ou communistes tentées dans certains pays, notamment en Russie, suffirait à le dissiper. Il est donc logique que le respect de la propriété privée figure au premier rang des préoccupations de l'Union des Intérêts économiques. Elle en demande la garantie sous toutes les formes, peu importe qu'il s'agisse de propriété foncière ou mobilière, commerciale, artistique, littéraire ou scientifique. Il n'est assurément pas de souci plus légitime.

Réclamant le respect du droit de propriété, l'U. I. E. se trouve naturellement amenée à repousser tout impôt ou prélèvement sur le capital, véritable « formule d'expropriation ». On sait que les promoteurs de cette formule prétendent qu'il vaudrait mieux se résoudre à un gros sacrifice consenti

(1) Numéro du 15 mars 1924.

en une fois, que supporter pendant plusieurs générations le poids des dettes publiques actuelles. Raisonnement purement théorique : L'Union fait observer avec raison que la seule richesse à laquelle il pourrait à la rigueur s'appliquer dans la pratique, c'est-à-dire la richesse mobilière, échapperait en grande partie au prélèvement. Par contre la réalisation de l'écrasante « hypothèque d'État », dont l'impôt sur le capital grèverait la fortune immobilière du pays — réalisation dont la possibilité matérielle n'est d'ailleurs pas démontrée — susciterait dans l'activité nationale un trouble dont on exagérerait malaisément la gravité. Du seul fait qu'une quantité formidable de biens seraient jetés sur le marché, la richesse nationale fondrait à vue d'œil, les ruines s'accumuleraient. l'État serait la première victime de l'erreur commise ; des intermédiaires sans scrupules en seraient les seuls bénéficiaires. Et si, comme d'aucuns le proposent, la réalisation de cette hypothèque devait être échelonnée sur une dizaine d'années ou davantage, le principal argument en faveur de l'impôt sur le capital, à savoir l'utilité d'une « amputation » radicale, ne pourrait plus être invoqué : la génération actuelle, déjà si éprouvée, aurait alors à supporter, pendant une longue période, une lourde charge supplémentaire que personne ne saurait raisonnablement vouloir lui imposer.

Repoussant l'impôt sur le capital proprement dit, l'U. I. E. ne peut pas ne point répudier, avec la même énergie, la forme particulière du prélèvement sur la fortune — la plus injuste de toutes — qui résulte de l'inflation fiduciaire. On sait comment ce détestable expédient financier provoque l'avilissement de la monnaie nationale, la diminution du pouvoir d'achat, des salaires et de tous les revenus plus ou moins fixes, et comment il entraîne finalement la misère profonde d'une grande partie de la population en même temps que la ruine de l'État. La lutte acharnée contre ce fléau a, par conséquent, sa place naturelle dans le programme de l'Union. Et celle-ci ne se borne pas à demander, à cet effet, la réduction judicieuse de la circulation fiduciaire : elle veut, en outre, qu'on s'attaque à la racine du mal, c'est-à-dire au déséquilibre du budget. C'est ce que le Parlement vient de faire, en adoptant les projets financiers dont le gouvernement demandait le vote afin de hâter la restauration du franc. Grâce aux nouvelles mesures prises, les dépenses permanentes inscrites au budget recouvrable doivent elles-mêmes être couvertes intégralement par des ressources d'impôt, en attendant que l'Allemagne tienne ses engagements. Par conséquent nul déficit budgétaire même temporaire n'aura désormais à être comblé par l'emprunt.

Parmi les moyens qui permettent ce résultat, l'accroissement des ressources fiscales figure évidemment au premier plan. Etant donné la charge supplémentaire qui va être imposée, de ce fait, aux contribuables déjà si lourdement grevés, la partie fiscale du programme de l'U. I. E. prend une importance toute particulière. L'Union réclame de meilleurs impôts. Or, il va de soi que, plus le sacrifice demandé aux redevables est grand, plus la nécessité à laquelle répond ce vœu devient urgente.

C'est surtout contre les abus de l'inquisition fiscale que l'U. I. E. s'élève. Qu'elle demande l'utilisation aussi large que possible des signes extérieurs pour le calcul des impôts sur le revenu, ou bien l'extension du principe de l'évaluation forfaitaire des bénéfices, ou encore la suppression de toute déclaration pour les petits assujettis du commerce et de l'industrie et le remplacement, pour ce qui touche ces catégories de contribuables, des impôts cédulaire et sur le chiffre d'affaires par une taxe forfaitaire unique, son but est toujours le même : elle combat le régime inquisitorial actuellement en vigueur, sous lequel, avec les investigations, vexations et tracasseries continuelles dont le fisc accable les assujettis, la liberté économique risque de devenir un vain mot.

L'Union formule, en outre, le désir que l'égalité de tous les contribuables devant l'impôt soit réalisée. Pour apercevoir le sens de ce vœu, il suffit de considérer, par exemple, que l'agriculture, l'une des principales sources de richesses de la France, ne fournit au Trésor, sous forme d'impôts directs, qu'un cinquième à peine des sommes correspondantes payées par le commerce et l'industrie ; qu'elle échappe à l'inquisition fiscale et que, de plus, l'impôt sur le chiffre d'affaires, ressource qui à elle seule a procuré à l'État l'an dernier plus de trois milliards de francs, frappe seulement les transactions commerciales, à l'exclusion des ventes effectuées par les cultivateurs. Une répartition et un aménagement plus équitables des impôts paraissent nécessaires. Mais une réserve vient naturellement à l'esprit : l'U. I. E., en réclamant la suppression de l'inquisition fiscale uniquement pour les *petits* assujettis, ne fera-t-elle pas naître de nouvelles inégalités qui iront à l'encontre de sa propre doctrine? Ce point mériterait peut-être de faire l'objet de quelques réflexions.

Au surplus, il est évident que l'équilibre complet de nos budgets ne saurait être obtenu par la seule augmentation des ressources fiscales. Aussi, l'U. I. E. est-elle particulièrement bien inspirée quand elle demande, de plus, un meilleur recouvrement des impôts existants, un contrôle plus sévère des dépenses publiques, la cessation de

l'abus des crédits supplémentaires et surtout un vaste effort d'économie. Sur ce dernier point encore, les Chambres viennent de donner satisfaction à ses vœux : 1° en invitant le gouvernement à réaliser en 1924, dans les dépenses de l'État, des économies s'élevant au moins à un milliard de francs, économies qui comporteront par la force des choses des réformes et des simplifications administratives également réclamées par l'Union ; 2° en supprimant le monopole des allumettes.

Quant à cette dernière décision, elle répond, de surcroît, à un autre ordre de désiderata formulés par l'U. I. E. En effet, elle n'implique pas seulement une réforme financière qui, soit dit incidemment, permettra à l'État de percevoir, au moyen d'un impôt pourtant très modique, une somme annuelle supérieure, à consommation égale, d'une vingtaine de millions au moins au produit net du monopole ; elle doit être considérée, en outre, comme un pas important vers la liberté complète du commerce, vers « la fin de toute main-mise de l'État sur des entreprises relevant naturellement de l'initiative privée. »

Car la lutte contre l'étatisme reste, bien entendu, l'un des principaux articles du programme de l'Union. Le recours aux activités libres pour la gestion des services publics industriels y est demandée (du moins dans la mesure compatible avec la sécurité de l'État), ainsi que la cession à des compagnies fermières ou concessionnaires des chemins de fer de l'État (dont le déficit d'exploitation continue de dépasser considérablement celui enregistré par les compagnies) et la transformation des monopoles fiscaux.

La suppression du monopole des allumettes est saluée comme le premier symptôme de l'orientation nouvelle qui fait l'objet de ces vœux. A vrai dire, les déclarations faites par M. de Lasteyrie lors de la discussion au Sénat n'autorisent pas entièrement cette interprétation : le ministre des finances s'est efforcé de présenter ladite suppression comme une mesure isolée, justifiée par des circonstances particulières. Cependant, la critique sévère qu'il a faite de la gestion de ce monopole (élévation exagérée du coefficient d'exploitation, partant des prix de revient, outillage démodé par suite de l'impossibilité d'en préparer le renouvellement par des amortissements, absence de comptabilité commerciale, etc.), pourrait si parfaitement s'appliquer aux autres entreprises d'État, en particulier au monopole des tabacs, qu'il faudra bien, un jour ou l'autre, en tirer les conclusions logiques.

En ce qui concerne, enfin, la politique économique générale, l'U. I. E. met principalement en lumière la nécessité d'une lutte énergique contre la vie chère. Mais cette lutte ne sera évidemment efficace que si elle s'attaque aux causes mêmes du mal : or, parmi celles-ci, la dépréciation du franc est sans contredit la plus importante de beaucoup. D'où il résulte, tout d'abord, que la guerre aux renchérissements se confond en grande partie avec la restauration financière qui est par ailleurs recommandée avec tant d'énergie par l'U. I. E. Il s'ensuit, d'autre part, que les abus si souvent reprochés à certains commerçants — quelque répréhensibles qu'ils soient du reste — sont en réalité une conséquence et non une cause du désordre économique actuel. Les réglementations, taxations et lois répressives de circonstance par lesquelles beaucoup de gens prétendent combattre ces abus seraient donc d'avance condamnées à rester stériles. Il y a plus : comme elles entraveraient et menaceraient l'activité des commerçants et des industriels honnêtes qui sont, quoi que l'on dise, la grande majorité, elles mettraient obstacle au développement de la production et des échanges qui constitue, avec les mesures financières propres à redresser la valeur du franc, le moyen le plus sûr dont nous disposions pour diminuer le coût de la vie. Car ce développement, qu'on n'en doute pas, serait absolument incompatible avec l'intervention constante de l'État ou des tribunaux dans les transactions.

L'Union indique encore, comme moyen permettant d'atténuer la cherté, la baisse du taux de l'intérêt (qui, toutefois, sous peine de conduire à une inflation du crédit, ne saurait être arbitrairement édictée), l'abaissement des frais de transport dont la condition absolue est la diminution des charges pesant sur les réseaux, enfin une politique douanière « tenant compte, à la fois, des forces productives et de l'intérêt des consommateurs ». Pour ce qui touche ce dernier point, d'aucuns trouveront la formule un peu vague ; ils regretteront que l'U. I. E. n'ait pas condamné en termes énergiques certains excès du protectionnisme qui, en même temps qu'ils sont un facteur évident de cherté, portent atteinte à la liberté économique ; car celle-ci comprend aussi, on l'oublie trop souvent, la liberté des échanges extérieurs.

De politique proprement dite, l'U. I. E. n'en fait point. Sans doute, elle se déclare « républicaine de cœur et d'esprit ». Mais comment pourrait-il en être autrement? Les champions de la liberté économique ne peuvent pas ne point être, en même temps, des partisans convaincus de la liberté politique.

D'autre part, si l'Union désire « la continuation de la politique extérieure, toute de dignité et de

fermeté, du gouvernement — c'est : 1° parce qu'elle estime que cette politique assurera la paix, sans laquelle il ne saurait y avoir de prospérité ; 2° parce que le recouvrement de notre créance sur l'Allemagne, que poursuit le gouvernement, permettra seul, à l'avenir, un allègement des lourdes charges que la France supporte aujourd'hui par suite de la défaillance de sa débitrice.

L'U. I. E. préconise aussi certaines améliorations à apporter aux rouages administratifs, et une organisation plus rationnelle du travail législatif en ce qui touche notamment l'élaboration des lois concernant la vie économique : en émettant ces vœux, elle n'a d'autre but que d'empêcher qu'une bureaucratie routinière et irresponsable ou des lois mal faites ne constituent, comme c'était trop souvent le cas ces dernières années, un obstacle à l'activité commerciale et industrielle. De même, l'Union réprouve la lutte des classes, parce que de toute évidence cette lutte ne peut qu'entraver de façon désastreuse ladite activité.

En un mot, ses revendications dans cet ordre d'idées se bornent au souhait que la Politique n'aille pas à l'encontre de l'Economique ; qu'au contraire, elle favorise, dans la mesure du possible, le développement de toutes les sources de richesses capables de contribuer à la prospérité nationale et au bien-être de la population.

Telles sont les grandes lignes du programme de l'Union des intérêts économiques. Il nous reste à examiner la valeur de certaines critiques dont l'action de ce groupement a été l'objet et à rechercher si, oui ou non, les inquiétudes qu'elle a fait naître dans une partie de l'opinion sont justifiées. Nous consacrerons un article ultérieur à cet examen ; la plupart des conclusions que nous aurons à formuler découleront d'ailleurs, tout naturellement, des termes mêmes du programme ci-dessus exposé.

FRÉDÉRIC JENNY.

LE THÉATRE

APRÈS L'AMOUR

Un romancier dont le tour de sensibilité et d'esprit est sans doute sans analogue parmi les écrivains de son âge, Henri Duvernois, a publié une nouvelle parfaitement conforme, non seulement à son talent, mais aux exigences du genre, puisque, contrairement au roman où les caractères doivent commander les situations, on y voit un fait initial et une situation déterminer tout le développement de l'œuvre ; ce qui permet, en passant, de remarquer que s'il n'y a rien de plus différent ni même de plus opposé que la technique du roman et celle du théâtre puisque celle-là repose sur la continuité des sentiments et celle-ci sur la discontinuité des événements, il n'y a rien, par contre, de plus rapproché que la composition d'une nouvelle et celle d'une pièce, puisque la nouvelle, par suite de sa brièveté, est obligée d'adopter le même procédé matériel d'exposition que la pièce.

Il était donc bien naturel qu'un auteur dramatique, en quête d'un sujet (c'est généralement ce qui manque le plus aux auteurs dramatiques, le sujet...). M. Pierre Wolf, conçut, en lisant Duvernois, l'idée d'une collaboration d'où sortirait l'œuvre dramatique actuellement en représentation au Vaudeville avec un incontestable succès, succès d'abord littéraire, puisque tous les critiques autorisés de la presse quotidienne ont fait fête aux deux auteurs, succès matériel ensuite, puisque le public, attiré aussi par le grand prestige de Guitry, s'empresse de ratifier chaque soir, par la recette et les applaudissements, la faveur du premier accueil.

Il est à remarquer, d'ailleurs, que ce succès est assez inégalement réparti selon les différents actes de la pièce, qui en comporte quatre et selon que se trouvent ou non en scène certains interprètes. La meilleure comédienne, malheureusement, disparaît après le second acte où elle remporte un triomphe, et l'on peut, l'on doit se demander si n'apparaît point par là même le léger défaut de composition qui apparaîtrait comme la rançon d'une collaboration, assurément fort heureuse, mais par soi-même assez imprévue.

Le ménage d'un savant marche mal : le savant est trompé par sa femme. Le sait-il absolument, ou bien s'en doute-il seulement avec un ensemble de présomptions équivalant presque à une certitude ? Il a, en tout cas, le cœur vide, et il lui suffit d'apercevoir une midinette qui étale sa marchandise dans son bureau pour sentir l'amour des hommes âgés et tristes éclore en lui. Justement les propos d'un domestique congédié ne lui permettent plus de suspendre son jugement sur sa propre disgrâce conjugale. De plus (les auteurs dramatiques ont droit, en leur premier acte, à tous les postulats), sa femme, qui redoute les suites de ses amours clandestines, essaie de se rapprocher de lui avec un élan qui ne saurait être naturel.

Au second acte, nous voyons donc les amours heureuses du savant... Il a installé sa petite amie. Il passe chez elle, avec elle, des instants délicieux et

enfantins et le spectacle de ce couple, tendresse de l'un, fraîcheur et ingénuité de l'autre, est ravissant.

Mais, voici où la fatalité intervient : la faute de la femme du savant a produit son effet : un enfant est né. Exactement dans le même temps, les propres amours du savant ont été aussi fécondes, quoique plus malheureuses : un enfant est également né, mais la mère est morte. On voit dès lors la situation du savant : il possède chez lui un enfant qui ne lui est rien, et, au dehors, un enfant qui est le sien : comment ne lui viendrait-il point l'idée de substituer l'un à l'autre ? Ce qu'il entreprend et réussit incontinent... Plus tard, seulement, sans rien préciser avec sa femme, il trouvera moyen — et c'est le dernier acte, — d'introduire à côté de son fils l'autre petit, dont il ne souhaite point le malheur, car il a même pardonné à la mère coupable et abusée.

*
* *

Ayant déjà dit le charme extrême et le succès du second acte qui nous fait assister au gracieux et délicat bonheur du savant, je me dois de constater que, au moment où nous entrons dans le sujet lui-même, et apprenons la mort de la jeune femme et le projet de substitution du père, il se produit dans l'esprit du public un imperceptible flottement. Le fait n'a aucune importance pour la fortune de l'œuvre, mais il me paraît poser, du point de vue de la technique théâtrale, un très intéressant problème.

Le sujet d'une pièce, — comme celui d'une nouvelle, avons-nous observé plus haut, — n'est jamais obtenu que par le moyen d'un certain nombre de circonstances et moyens matériels. Pour le choix et la détermination de ces circonstances et conditions, la liberté de l'auteur dramatique est illimitée : mais sous une loi expresse et rigoureuse : c'est qu'il les établisse toutes à la fois, dans son exposition et de telle sorte que, dans la suite, il n'ait plus rien à nous demander de matériel ou de fortuit et que toutes ses péripéties puissent découler de ce stock initial. C'est ainsi que, dans le premier acte de *Après l'Amour*, il nous est réclamé d'admettre, premièrement, que le savant est trompé par sa femme ; deuxièmement, que sa femme va avoir un enfant ; troisièmement, qu'il vient de découvrir tout cela ; quatrièmement enfin que lui-même vient de donner son cœur à sa petite amie... A quoi nous ne trouvons naturellement rien à redire... Mais ce n'est pas tout... Voici que dans la suite, — c'est-à-dire, alors que, dramatiquement parlant, il est trop tard, — il va nous être demandé bien autre chose et de purement fortuit ; à savoir la naissance simultanée des deux enfants, leur identité, et la mort d'une des deux mères... Nous ne nous attendions plus à être ainsi traités et nous croyions avoir fait assez de crédit pour que l'on ne sollicitât plus rien de nous...

Voilà, très exactement, la légère faute de métier qu'ont commise les auteurs de *Après l'Amour*.

Pouvait-il être procédé autrement pour tirer de la nouvelle de Duvernois un ouvrage dramatique rigoureusement construit... ? Je n'en sais rien et ce n'est pas mon affaire. Mais ce que je puis affirmer avec certitude, c'est qu'au lieu d'être étalée en une sorte de récit, l'œuvre aurait dû être resserrée et comme contractée, de manière que tout ce qui apparaît de nouveau au troisième acte eût été déjà posé et admis au premier : sans doute aurait-il fallu ne commencer l'action qu'après la mort de la petite amoureuse dont les amours nous eussent été peintes rétrospectivement... Ce qui nous surprend au milieu de la pièce nous eût alors paru tout simple et naturel au début. Or n'est-ce point justement par excès de prudence et raffinement d'habileté qu'un Pierre Wolf aura eu l'idée de composer les deux premiers actes pour nous rendre plus acceptable le troisième?

Voici Henri Duvernois parvenu à un très beau et très légitime succès. Il ne manquera jamais, bien entendu, de collaborateurs, et l'on sait, par ailleurs, de quelle fécondité peut être au théâtre le travail en commun, et c'est encore un point par lequel cet art s'oppose à celui du roman. J'incline pourtant à penser, conformément à la leçon fournie par les plus éclatantes collaborations depuis celle de Meilhac et Halévy jusqu'à celles de Robert de Flers qui triomphe actuellement en trois théâtres, l'Athénée, les Variétés et le Vaudeville, que le système réussit surtout dans le genre comique, ou tout au moins spirituel et léger. Certes, il y a beaucoup d'esprit et de grâce légère chez Duvernois. Il est certain néanmoins que ses qualités les plus précieuses et les plus personnelles, — qui ont fait son mérite singulier dans le roman, — ne sont point de celles qui se peuvent manifester à plusieurs. Toutes les fois que l'auteur de *Seul* s'est fié à ses forces propres, il est allé assez haut et assez loin pour n'avoir plus besoin, sur la scène comme dans le livre, que de toutes les richesses qu'il porte en lui.

Gaston RAGEOT.

A TRAVERS LES REVUES ÉTRANGÈRES

Canada

Les Canadiens d'origine française continuent, eux aussi, à assimiler « la culture classique » à la culture littéraire ». Témoin la part qu'ils réservent dans leur enseignement secondaire à l'étude des langues, de la littérature et de l'histoire, d'un côté, et à celle des sciences par ailleurs. La prépondérance accordée à « l'acquisition de la culture générale », M. le Chanoine Chartier, Doyen de la Faculté des Lettres de Montréal, nous dit dans la *Revue Trimestrielle Canadienne* (n° 36) les solides raisons qui la justifient en l'espèce et par opposition au système anglais. « La plupart de nos programmes, écrit-il, sont calqués sur ceux que suivaient, sous l'ancien régime, les collèges français. Plusieurs même reproduisent à peu près textuellement celui que les jésuites du XVIIe siècle avaient mis en vigueur dans leur collège de la Flèche en Anjou.

« Hommes de tradition, nous aurions cru commettre une infidélité si nous avions modifié trop sensiblement une pédagogie qui a procuré à la France « ses gloires les plus pures ». Et cet attachement au passé s'appuie du reste sur « un motif d'ordre psychologique » auquel un ancien ministre de l'Education en Angleterre donnait sa valeur exacte en déclarant au Congrès des Universités britanniques réuni à Oxford en 1921 : « Il faut proportionner au calibre de l'enfant la qualité des connaissances que nous versons dans ses facultés. Le système français, sous ce rapport, rend des points au nôtre... Il réserve, pour l'heure où le jugement est formé ou près de l'être, les notions qui font appel à cette part prépondérante de l'esprit humain, sciences naturelles, physiques, chimiques et mathématiques. Nous, nous employons le procédé inverse... Selon le mot des Français, *nous avons mis la charrue devant les bœufs*... ».

Dans le même fascicule de la même publication, M. Antoine de Tarlé expose les idées courantes en France sur le problème de l'orientation professionnelle. En notant l'importance que l'on attache Outre-Océan à la détermination des aptitudes et qualités spécialement requises pour l'exercice de telle ou telle profession, il constate qu'il y a bien de l'enfantillage dans la manière des Américains quant à l'application de certaines méthodes qu'ils croient de leur invention et autour desquelles ils ne manquent point de mener grand tapage. Ce qui est propre ici aux Américains, ce sont les épreuves qu'ils font subir à leurs employés. Celles-ci comportent une série « de devinettes, pourrait-on dire » et d'exercices consistant, par exemple, à effacer dans une colonne certains chiffres, à en souligner d'autres, à « boucher les trous dans un texte, etc... etc... Et M. de Tarlé se permet cette remarque que « ces épreuves supposent que le niveau intellectuel du milieu où les Américains recrutent leurs employés de bureau est très inférieur à celui dans lequel nous recrutons les mêmes en France ou bien qu'il se présente chez eux tant de candidats qu'ils sont obligés d'user de ces moyens pour les éliminer ».

Allemagne

De « Pertinacior », dans le fascicule de mars de la *Deutsche Rundschau* : « Le nouveau Premier anglais s'efforce, conformément à nos prévisions, de s'entendre de son mieux avec Poincaré. Il n'en émet d'ailleurs pas moins certaines prétentions, auxquelles Poincaré continue de faire la sourde oreille. Jaspar et Benès, l'un et l'autre plutôt acquis à la cause française, s'emploient à concilier les parties. Pour la France, l'essentiel est que l'esprit pacifique et démocratique l'emporte derechef pleinement dans la politique anglaise et qu'à Paris on n'ait plus à redouter les surprises et les à-coups du temps de Lloyd Georges. Poincaré ne souhaite évidemment qu'une chose : A savoir que le ministère Mac Donald ait une durée suffisante pour permettre à la France de tirer des circonstances tout le profit possible. Aussi s'efforce-t-il lui-même de correspondre aux bonnes dispositions du gouvernement britannique avant qu'il soit trop tard et qu'il se trouve obligé de rien concéder de son côté... Cependant, Mac Donald voudrait tout d'abord vaincre l'opposition de la France en ce qui regarde l'entrée de l'Allemagne dans la Société des Nations : or, on ne voit pas comment ceci la France ne finirait pas par se rendre ».

Hongrie.

La puszta, la musique des Tziganes, l'or du Tokay et, brochant sur l'ensemble, quelque superbe magnat tout chamarré de broderies et de brandebourgs : pour l'Europe occidentale, c'est ce qu'évoque couramment le nom de la Hongrie. Après quoi, on n'aura pas grand mal à en croire M. Alexandre Eckhardt, professeur de littérature française à l'Université de Budapest, quand, négligeant ces facilités, il affirme dans la *Revue de Genève* n° 341 que les choses sont moins simples... Il y a « une âme hongroise » et qui présente « un double aspect ». Au premier plan, voici le Hongrois riche d'illusions, ardent, vite content de lui-même et dont il arrive que l'optimisme, qui s'accompagne d'ordinaire de beaucoup d'inertie, « aboutisse à l'acceptation pure et simple, sans critique, des idées étrangères ». D'où une générosité irréfléchie qui incline aisément son homme à l'enthousiasme révolutionnaire. Les glorieuses figures de Kossuth et de Petofi illustrent « cette forme de l'âme hongroise ». — Mais il en va autrement dès qu'il s'agit de « ces Magyars de génie qui ont concentré en eux l'essence mystérieuse de la race » et dont Etienne Széchenyi, l'initiateur de la renaissance nationale au XIXe siècle, demeure le type achevé. « Personne n'a mieux senti que lui la force morale de sa race et personne n'en a mieux montré les côtés faibles, la vanité, l'enthousiasme facile. Parce qu'ils entravent « la formation d'une nation saine et robuste », ces défauts sont des « crimes » à ses yeux et « Széchenyi traite son peuple comme un père corrige son enfant, avec tendresse et énergie à la fois ». Pourtant, bientôt bousculé par le libéralisme doctrinaire de Kossuth et par la révolution qui éclate, il passe les plus affreux moments de son existence. Et la débâcle déterminera en lui la terrible crise au cours de laquelle il se brûlera la cervelle. « L'illusionisme » remporté la victoire : il a tué celui qui avait voulu tuer les illusions. »

Suisse

M. Edmond Rossier écrit dans sa chronique politique à la *Bibliothèque Universelle* : « Il est évident que

la France, si elle veut retrouver son équilibre financier, ne peut continuer d'assurer par ses propres moyens le relèvement des ruines dans les régions envahies. Il faut que l'Allemagne s'occupe de refaire ce qu'elle a détruit. La France, dans sa campagne, continue à bénéficier de l'appui de la Belgique ; mais, partout ailleurs, elle ne rencontre qu'indifférence, quand ce n'est pas pire. »

Gaston Chéreau.

LES LIVRES NOUVEAUX

T. S. V. P., par J. W. Bienstock et Curnonsky (Crès et Cie).

Deux écrivains éminemment franco-russes, M. Wladimir Bienstock, le traducteur bien connu de Tolstoï et de Dostoïevsky, et le spirituel humoriste Curnonsky viennent de publier sous ce titre ironique le plus amusant, le plus divers à la fois et le plus savant recueil d'*anus* qui ait paru depuis la guerre de Cent ans.

Sans doute les histoires qu'ils ont recueillies ne sauraient convenir à la Jeunesse des écoles.

Mais l'esprit fait passer bien des choses. Et les deux complices ont vraiment « la manière »!

Ils ont apporté dans leur choix une clarté, une méthode et un sens littéraire qui font de *T. S. V. P.*, le véritable modèle du genre... et du genre le moins ennuyeux qui soit.

Leur étonnant répertoire d'anecdotes, de saillies, de bons mots, de joyeux récits vaudra une réputation d'étincelants causeurs à bien des lecteurs qui propageront dans tous les mondes — sans en citer la source ! — ces histoires de *tous et de personne*.

Il est donc prudent de ne pas se laisser devancer... et de s'assurer le sournois et malicieux plaisir de pouvoir répondre à l'inévitable maison « qui en raconte une bien bonne » — mais je la connais ! Elle est dans *T. S. V. P.* A. R.

Edouard Schuré : « *Merlin l'Enchanteur* », légende dramatique. — 1 vol. Perrin et Cie.

L'auteur des *Grands Initiés* a lentement conquis par un labeur obstiné et le développement d'une pensée sûre d'elle-même une renommée universelle. L'œuvre d'histoire, d'esthétique et de philosophie où il a directement exprimé ses idées est appuyée et comme illustrée par deux volumes de poésie, trois romans et cinq ouvrages dramatiques dont « *Merlin l'Enchanteur* » représente la conclusion.

Le grand prophète de la légende armoricaine apparaît ici comme la clé de voûte de l'Ordre de la Table Ronde et comme le confluent tragique de son double courant, l'amour terrestre et l'amour divin, personnifiés respectivement par *Tristan* et *Perceval*.

Les phases successives de la vie de Merlin sont évoquées en huit tableaux précédés d'un prologue et suivies d'un épilogue. Le sens profond du livre n'est rien de moins que l'évocation de l'âme celtique et de sa mission dans le monde. Cet ouvrage rejoint par ses dessous occultes les vues générales de l'auteur et les symbolise dans une grande et belle vision d'art.

Paul Morand : *Lewis et Irène*. — 1 vol. Bernard Grasset.

M. Paul Morand nous avait donné jusqu'ici deux recueils de nouvelles : *Ouvert la nuit* et *Fermé la nuit*, qui lui assurèrent très vite la célébrité. Voici son premier roman. *Lewis et Irène* est une étude psychologique où deux personnages, un homme et une femme, de caractères opposés, de natures et de races différentes, mais de même profession, sont mis en présence. S'aimant, ils essayent de vivre ensemble, poursuivant ainsi ce que l'auteur estime une périlleuse et inutile aventure encore que très commune. Est-il nécessaire d'ajouter que ni dans la conception ni dans l'exécution ce roman, où il est beaucoup question d'argent, ne rappelle en rien celui de Zola? F. R.

G. Chivas-Baron : *Folie Exotique*. — 1 vol. Ernest Flammarion.

L'auteur, qui s'était déjà signalé à l'attention des amateurs du roman colonial par : *Trois femmes annamites*, nous conduit dans la grande sylve indochinoise à la suite d'un mondain qui a quitté la fête montmartroise pour vivre parmi de primitives tribus sedang.

Un curieux roman d'amour rehausse l'intérêt d'une documentation précise et personnelle sur des peuplades presque inconnues. Enfin G. Chivas-Baron exprime, avec une fine sensibilité, les hésitations, les angoisses d'un administrateur colonial résidant en pleine brousse et devant seul, assumer la responsabilité d'une sentence de mort, décider, seul, la paix ou la guerre de l'hinterland. Ce n'est pas la partie la moins émouvante de cette étude prise sur le vif et riche des impressions, des sentiments, des pensées que suscite le spectacle de la vie dans notre grande colonie d'Indochine. F. R.

Alfred Guignard : *L'Hilote*. — 1 vol. Ernest Flammarion.

L'amour éternel chanté sur un air antique : amours de Lysès, noble spartiate et de l'hilote Karmé, son esclave : amours doublement sacrilèges, mais qui triomphent de tous les obstacles et de toutes les rigueurs sociales, attestant la souveraineté de la nature.

Dans les rudes mœurs lacédoniennes, l'auteur s'est efforcé d'analyser la passion à l'état pur, telle qu'il a pu l'observer parmi des hommes demeurés pareils de nos jours, à ceux d'Homère. F. R.

Jean de Kerlecq : *Les Nuits égyptiennes*. — 1 vol. Offenstadt.

Nous verrons sans doute plus d'un roman s'épanouir dans le décor où l'ombre de Tout-Ank-Amon invite nos imaginations à tourner autour d'elle. M. Jean de Kerlecq a voulu tout ensemble évoquer les splendeurs du passé et situer de nos jours l'action d'un roman d'amour et d'aventure. L'érudition prête son secours au romancier et côtoie la philosophie ésotérique, comme il convient dans une évocation du pays aux secrets millénaires. F. R.

Louise Faure-Favier : *Les Chevaliers de l'Air*. — 1 vol. La Renaissance du Livre.

Mme Louise Faure-Favier n'a pas seulement détenu le record de l'altitude réalisé par une femme (6.500 mètres) et battu le record des kilomètres (46.000). Après *Les choses qui seront visibles* et *Mademoiselle Loin du Ciel*, deux romans, elle a donné une histoire pittoresque, à la fois dramatique et souriante, du fameux raid Paris-Dakar, en collaboration avec le héros de cette sensationnelle équipée, le pilote L. Bossoutrot. *Les Chevaliers de l'Air* nous font connaître le monde de l'aviation et donnent adroitement tissées avec l'action de bien curieuses impressions de vol. Quant au sujet même, l'histoire amoureuse du pilote Bertrand Darbois nous le montre luttant entre la passion de l'air et l'amour. Mais cette lutte s'achève le mieux du monde, et il n'y a de catastrophe d'aucune sorte dans ce roman de l'air, le premier qui soit écrit par une aviatrice. Louons Mme Louise Faure-Favier d'avoir su y mettre autant d'esprit que de sensibilité. F. R.

Michel Lhéritier, agrégé d'histoire et de géographie, docteur ès-lettres : *Tourny*, 1695-1760. (Paris, Félix Alcan). (Deux volumes, 26 planches hors-texte, cartes, plans, vues et portraits.

Louis Aubert, marquis de Tourny, comte de Grancey, avocat au Parlement de Paris, conseiller au Châtelet puis au Grand Conseil, maître des requêtes de l'Hôtel, gouverneur de Mantes, très poussé par sa parenté déjà en place (son père était président de la Chambre des Comptes, Cour des Aides et Finances de Rouen), fut nommé en 1730, par l'influence du contrôleur général Orry, son collègue des requêtes, intendant de justice, police et finances pour la généralité de Limoges. Immédiatement il s'y impose comme «l'homme du roi». Tout en réformant la police urbaine, réglementant les marchés, la mendicité et la voierie, prenant en tutelle les communautés de métier et de paroisses, les ravitaillant en blé dans les années de famine, étendant partout la « paix de l'Intendant », il n'a de cesse qu'il n'ait *enrichi sa généralité*, moins par la culture que par le développement des fabriques, l'ouverture de voies de transport, la restauration et aménagement des villes. C'est un rude apprentissage de treize années, qui ne va pas sans luttes contre les privilégiés, surtout en matière de finances, quand il s'agit par exemple d'exécuter la refonte générale de l'impôt, et de le faire rentrer : « Faire payer promptement et sans frais, voilà la grande habileté ». Tourny y parvient, ses collègues de même, puisqu'en 1738 Orry réalisera pour un temps cette « merveille du siècle », un budget en équilibre. En 1743, Tourny passe à la généralité de Bordeaux. Dans cette ville, sa « capitale », d'où son autorité rayonne sur cinq « élections », Périgord, Sarladais, Agenais, Condomois, Bordelais, c'est merveille de le voir à l'œuvre, traiter toutes les questions, activer ses bureaux, instruire ou modérer ses dix-sept subdélégués, lui-même « subdélégué des ministres », administrateur et « juge de paix » (en dépit des cours souveraines bientôt jalouses), protecteur des communautés qu'il voudrait, malgré les seigneurs, « régénérer » en tirant de l'élection les officiers municipaux, et qu'il pourvoit de maîtres « abécédaires » dans le temps où il favorise aussi la prise en charge des collèges secondaires par les Jésuites et les réguliers, et où lui-même s'honore de siéger, tel Montesquieu, à l'Académie de Bordeaux. Point d'affaire qui ne le captive : ni le contrôle des finances (il ira jusqu'à disposer en maître de budgets municipaux), ni la surveillance des protestants, ni le service des armées ne le trouvent dépourvu, ni l'assistance charitable qu'il s'efforce de transformer en assistance par le travail, ni les crises économiques issues des guerres, où la Guienne se voit interdire au dehors son ravitaillement en blé : « Je voudrais, écrit-il, que mon sang pût faire germer du grain » ! Cette province qu'il a « tant aimée », il prétend la « décorer », non seulement la développer par une manière de régionalisme centralisé, dont s'accommode mal « l'esprit républicain » des Bordelais (qui réclame à la fois une « liberté entière » avec « une protection continuelle de la part de l'Administration »), y faciliter le commerce des grains et des vins, le fonctionnement de verreries, de savonneries, de papeteries, de filatures, mais faire briller sa richesse au prix de grands travaux. Œuvre des rivières, œuvre des routes, rayonnant autour de Bordeaux et des centres urbains, menant aussi vers l'Espagne, œuvre des villes, mises en contact avec les routes (Périgueux, par exemple, placée désormais « en façade » sur la croisée des routes de Bordeaux et de Limoges), embellies et modernisées, autant de témoignages d'une activité qui a trouvé à Bordeaux son point d'application privilégié. A ces travaux, qu'il n'aura pas le temps d'achever, Tourny, non sans peine, détermine les jurats à consacrer les ressources locales. Comme il réglemente l'alignement et la décoration des maisons nouvelles, il discutera les plans de la Bourse et de la Place Royale, collaborera avec les jardiniers pour l'aménagement du Jardin Royal et des promenades du Château-Trompette, soudera les faubourgs à la ville en transformant celui des Chartrons, et concevra, de concert avec les grands négociants, ses amis, sur le « port du croissant », cette façade de quais qui demeure son œuvre la plus personnelle. Aux mécontents il riposte : « Vous me maudissez, mais vos enfants me béniront ». Au grand marquis, « homme de la province » en même temps qu' « homme du roi », M. Lhéritier a élevé, en ces deux volumes, le monument spacieux et solide qui convenait.

L'Angleterre au feu. Dépêches de Sir Douglas Haig (décembre 1915-avril 1919) mises en français par le Commandant breveté Gemeau. Préface de M. le Maréchal Foch ; avec 25 croquis dans le texte et 10 cartes dans une pochette spéciale annexée au volume (Paris, Charles-Lavauzelle).

Les rapports que, deux fois par an, Sir Douglas Haig adressait à Londres et dont nous devons la traduction au Commandant Gemeau, de l'Etat-major particulier du Maréchal, constituent bien, suivant le mot du maréchal Foch, des « documents historiques de premier ordre ». Non seulement ils peignent à vif leur auteur, le montrent tel qu'il est, soldat loyal, conscient de son rôle de chef, très attentif au bien-être des hommes, réfléchi et scrupuleux dans la conception, prudent et tenace dans l'exécution, excellent allié, modeste et sincère ; mais, publiés pendant la guerre et destinés au public anglais, ils représentent, avec certaines prétéritions intentionnelles, ce que le commandant en chef a voulu faire connaître des opérations qu'il a menées sur le front occidental de 1916 à 1918. Les étapes en sont glorieuses pour une armée qui, partie de six divisions en août 1914, s'est augmentée, en dépit de lourdes pertes, au chiffre de soixante divisions, pourvues de tout le matériel de la guerre moderne, et dont l'initiation s'est opérée en grande partie sous le feu. S'il est vrai, comme le reconnaît Sir Douglas, qu'au saillant d'Ypres (février 1916) comme dans la bataille de juillet sur la Somme, dans les rudes combats des Flandres (été et automne 1917) comme aux heures tragiques de la ruée allemande contre l'armée Gough (mars 1918), les Français fournirent « la prompte et utile assistance que toujours nous avons reçue d'eux », il convient aussi de rappeler comment, n'ayant encore en mains qu'un instrument imparfait, le maréchal l'utilisa dans l'intérêt commun (en 1916, « nous étions forcés, dit-il, ou bien d'employer des officiers et des hommes hâtivement instruits et manquant d'expérience, ou bien de remettre l'offensive jusqu à ce que nous ayons complété leur instruction. Dans ce dernier cas, nous aurions manqué à nos alliés ») : — comment aussi, non sans résistance d'amour-propre, il se rangea, tandis que ses divisions se replaient « individuellement », élargissant la brèche mortelle, et rangea l'armée britannique aux ordres d'un général français. Ne cherchez pas cependant ici l'exposé d'un plan stratégique ni, même lorsqu'il s'agit de la poussée de Byng sur Cambrai avec ses tanks, les inspirations tactiques de généraux dont « avant la guerre, aucun n'avait même commandé un de ces corps d'armée qui, dans les batailles des dernières années, ont été employés comme des unités secondaires » ; mais retenez l'effort à la fois discipliné et gigantesque auquel a présidé le maréchal pour doter son infanterie, constamment remise à l'instruction, de mitrailleuses et de chars d'assaut, son artillerie de pièces lourdes et d'avions de reconnaissance, l'armée entière des engins mécaniques, des voies ferrées, des transports automobiles et des services de base nécessaires à son ravitaillement. Ainsi rendait-il possible le dur travail des mois glorieux de 1918, qui s'appelle bataille d'Amiens (8 août), bataille de Bapaume (21 août), bataille de la Scarpe (26 août), où fut brisée la ligne Drocourt-Quéant, bataille d'Havrincourt et d'Epéhy (12 septembre), bataille de Cambrai

qui brisa la ligne Hindenburg (27 septembre), bataille des Flandres (28 septembre), bataille du Cateau (6 octobre), bataille de la Selle (17 octobre), bataille de la Sambre (1er novembre). Travail coûteux, par l'imprévoyance de l'Angleterre : « Il n'y a pas le moindre doute que notre défaut de préparation n'ait causé la mort de bien des milliers de braves gens ». Pendant deux ans et plus la Grande-Bretagne a dû s'avouer incapable d'aider ses alliés « en forces suffisantes ». Et pourtant, « notre existence en tant qu'Empire, la civilisation elle-même, telle qu'elle est comprise par les nations occidentales libres, étaient en jeu ». Ainsi se trouve posée pour l'avenir la question essentielle par une des plus hautes consciences de l'Angleterre. Les « nations occidentales libres » attendent la réponse.

Jean Brunhes et Camille Vallaux : *La Géographie de l'Histoire* : Géographie de la paix et de la guerre sur terre et sur mer (avec 36 cartes ou diagrammes ; Paris, Félix Alcan).

A se fier au sous-titre, on n'attendrait qu'un exposé des circonstances relevant de la géographie qui ont pu déterminer les phases de la grande guerre et influencer les dispositions prises à la Conférence de la paix. C'est bien, dans ce livre savant, sagace et vivant, le sujet de la seconde partie, qui dégage les fatalités subies par les belligérants dans la lutte pour la terre et sur mer, les liaisons maritimes dominatrices de la politique des Océans, critique les conditions mêmes du traité (statut nouveau de l'Europe, limitations de souveraineté, internationalisation de mers, de fleuves et de canaux, mandats sur des terres coloniales, essai paradoxal de super-Etat sous forme de Société des Nations). En ces 250 pages, que de notions à apprendre ! D'autant plus qu'une « incroyable ignorance des réalités historiques et géographiques et une inconcevable tendance à simplifier et à classifier les faits avec une rigueur qui fausse la réalité constituent le péril actuel le plus grave pour la société humaine tout entière ». Raison de plus pour approfondir les 440 premières pages où les auteurs, en excellents disciples de Vidal de la Blache, ont su ramener aux principes essentiels les notions d'observation particulière et dégager les deux forces motrices de la géographie politique au début du XXe siècle : la croissance soudaine du peuplement, sans analogue dans le passé, — l'accélération, la facilité, la multiplication des modes de transport. Ajoutez l'établissement « d'une chaîne continue d'Etats sur presque toute la surface habitable de la planète », et que ces Etats, en quête continuelle de moyens d'alimentation et de circulation, tendent de plus en plus, en dépit du millénarisme des deux ou trois *Internationales* déjà dénombrées, à se modeler sur des *Nations* (elles-mêmes expression d'une ou de plusieurs nationalités) ; — vous tenez les éléments essentiels d'une étude que MM. Brunhes et Vallaux ont poussée plus loin que personne et dont certains « experts » auraient intérêt, notamment en Europe, à se pénétrer. On aimerait par exemple que leur devînt familier le chapitre VIII qui débrouille à merveille, précise, limite au besoin cette notion des frontières, pour laquelle tant d'hommes sont morts sans toujours la bien comprendre et qui se trouve pour le moment obscurcie à dessein par quelques gouvernements. P. F.

INFORMATIONS

CONFÉRENCES FRANCE-ORIENT

La première des conférences organisées par le Comité France-Orient, sous l'impulsion de la *Ligue Maritime et Coloniale* et des *Messageries Maritimes*, dans la salle de la Compagnie Française du Tonkinois, boulevard des Capucines, a eu lieu récemment avec un éclatant succès, sous la présidence du général Gouraud, devant un public d'élite représenté par les envoyés du Ministre des Affaires Etrangères, de la délégation de Syrie et de toutes les sociétés franco-orientales.

Tous les sujets qui touchent à notre situation en Syrie et au Liban, seront traités et mis en lumière les mercredis 9 et 16 avril, à 18 heures.

Tous les amis de la France et de l'Orient y sont invités.

LA QUINZAINE POLITIQUE

Pologne

CE QUE PEUT FAIRE UN BON AMBASSADEUR

Au moment où paraîtront ces lignes, la Pologne sera représentée en France par un nouvel ambassadeur ou plus exactement par un nouveau « Ministre plénipotentiaire et envoyé extraordinaire du président de la République de Pologne auprès du gouvernement de la République Française ».

Cet événement peut ne pas sortir de la série des mutations banales effectuées quotidiennement dans toutes les capitales du monde; mais, regardé sous un autre angle, il peut avoir des conséquences politiques considérables et même imprimer aux relations entre les deux Républiques sœurs un caractère de haute portée internationale.

Où un bon diplomate fera-t-il de la bonne besogne si ce n'est à Paris, capitale du monde, foyer où se concentrent toutes les lumières spirituelles et tous les progrès matériels, laboratoire où, plus que dans aucun autre au monde, on travaille pour la paix et pour l'ordre ! Nulle part on ne trouvera, en effet, un terrain plus propice et plus facile pour faire éclore les idées de liberté et du bonheur universel !

A Paris, la place et le rôle de la Pologne sont nettement définis. Elle ne prétend nullement sortir du cadre qui lui est réservé dans l'œuvre diplomatique internationale. On se tromperait pourtant en supposant que la Pologne accepterait d'amoindrir, en quoi que ce soit, la double tâche que lui imposent à la fois son alliance avec la France et le rang qu'elle occupe parmi les nations de l'Europe centrale et orientale. Limité dans ces justes proportions, le champ d'activité diplomatique polonaise en France reste assez vaste pour exiger un homme de valeur, de science — et d'action.

Le Comte Zamoyski a laissé en France une œuvre heureusement commencée. Celui qui est chargé de la continuer doit donc être doué de qualités remarquables et d'une grande énergie. Le peu que nous savons sur le docteur Alfred Chlapowski suffit pourtant pour lui faire confiance. Certes, ce n'est pas un diplomate de « carrière » mais sa vaste érudition économique et sa profonde connaissance des problèmes qui agitent actuellement les peuples européens permettent d'affirmer qu'il sera à Paris *the right man in the right place*.

Comme je le disais tout à l'heure, le nouveau ministre de Pologne en France se distingue, avant tout, par une connaissance approfondie des grands problèmes de

l'heure actuelle. Il a étudié en France les sciences politiques ; en Allemagne l'économie générale, en Belgique et en Suisse les questions sociales. Plusieurs ouvrages consacrés surtout aux organisations agricoles, économiques et industrielles l'ont fait connaître comme écrivain avisé et perspicace, possédant une vaste culture générale et un sens pratique très développé.

M. Chlapowski connaît à fond la Pologne, ses richesses et ses besoins, son peuple et son caractère. Il est au courant de ce qui se passe dans les grands pays de l'Occident qu'il visite souvent et où il a conservé de nombreux amis. Mais le pays qu'il a le plus soudé et le mieux étudié est sans conteste l'Allemagne.

C'est en Poznanie qu'est né le nouveau ministre de Pologne en France, en Poznanie qui avait échu à la Prusse lors des partages de la Pologne. Martyrisée par tous les moyens propres aux doctes professeurs du prussianisme, cette province a élevé une race polonaise extraordinairement forte, vigoureuse, capable de résister et de combattre.

On connaît la maxime dont la valeur a surtout apparu au cours de la dernière guerre : pour vaincre un ennemi, il faut le connaître. Or, les Polonais de Poznanie connaissent leur ennemi. Comment auraient-ils pu résister à la brutalité du Prussien s'ils ne l'avaient pas connu jusqu'à la moelle même. C'est parce qu'aucune tare de l'Allemagne n'a échappé aux Polonais de Poznanie qu'ils ont pu lui opposer une résistance si acharnée et si efficace. Or, le docteur Chlapowski appartient à cette race obstinée et vigoureuse des Poznaniens. Elle est incapable de transiger sur les choses de l'Allemagne.

Sans vouloir exagérer, je crois que cela n'est pas sans importance pour un diplomate appelé à seconder la diplomatie française.

Il faut, d'autre part, espérer que M. Chlapowski ne s'enfermera pas dans les murs de son Hôtel de la Légation, mais au contraire, respirera de tous ses poumons l'air de Paris et de la France, l'air de la rue et de la place publique. Son contact personnel avec la foule admirable et vibrante, exemple vivant de bon sens et de vigueur nationale (c'est de la foule française que je parle, bien entendu) apprendra beaucoup au nouvel ambassadeur. Il aura ainsi l'occasion de se convaincre à quel point la Pologne vit dans le cœur de la France et jusqu'à quel point l'âme populaire de la France bat toujours pour la Pologne. Développer, alimenter ces nobles sentiments est un des premiers devoirs du nouveau ministre.

Et il en devra être inversement aussi.

Quelle magnifique tâche pour un représentant de la Pologne que de montrer en France ce que la Pologne est capable de faire pour sa grande alliée de la Seine ! Disons d'abord que le grand malheur de la France — la décroissance de sa natalité — se trouve en partie adouci par la présence à ses côtés de 30 millions de Polonais. 40 millions de Français et 30 millions de Polonais, c'est déjà quelque chose, quelque chose pour faire réfléchir l'Allemagne.

Au point de vue économique, la communauté des intérêts franco-polonais n'en est pas moins absolue. Tous les produits français auront avec le temps un débouché tout ouvert sur le marché polonais. Sur la Vistule, on aime le vin, mais on le boit peu aujourd'hui parce qu'il revient trop cher quand un franc français vaut 350.000 marks polonais. De même, les femmes polonaises, qui ne manquent ni de chic ni de coquetterie, auraient bien donné une année de leur vie si les soieries de Lyon, les parfums et les fleurs de Nice leur avaient été accessibles. Cela viendra avec le temps. Les importations de France augmentent sans cesse en Pologne et le distingué attaché commercial à l'Ambassade de France à Varsovie, le comte de Gontaut-Biron, l'a constaté tout récemment dans un excellent ouvrage édité par l'Office français du commerce extérieur. La situation financière de la Pologne s'améliore très rapidement et il y a lieu de supposer que d'ici un an ou deux les produits de « luxe » français commenceront à affluer en Pologne. Ce fut d'ailleurs toujours ma conviction que plus un peuple boit du bon vin et plus élégante est la femme, la prospérité, le bien-être et le bonheur d'une nation augmentent en proportion géométrique.

Une autre vérité économique dit que si un peuple veut beaucoup vendre à un autre, il y doit également beaucoup acheter. La Pologne, heureusement, exporte déjà en France et à l'étranger d'énormes quantités des produits de son sol et de son industrie. Elle occupe la deuxième place dans la production mondiale des pommes de terre ; elle se classe au second rang dans la production mondiale de seigle ; au troisième rang pour l'avoine. La Pologne est le quatrième pays au monde pour la production des betteraves et le huitième au point de vue industrie sucrière. La Pologne exporte des millions de tonnes de charbon, de bois, de pétrole, de céréales, de produits textiles, métallurgiques, etc., etc. Sa balance commerciale : les exportations dépassent de beaucoup les importations. Enfin avec sa population de 30.000.000 d'habitants, la Pologne se classe au sixième rang des grandes nations européennes venant immédiatement après la Russie, l'Allemagne, l'Angleterre, la France et l'Italie et devançant l'Espagne et la Roumanie.

Voilà les chiffres et les faits que le nouveau ministre de Pologne en France devrait faire connaître et répandre. Et j'omets d'autres faits et chiffres — comme par exemple le grand problème de la pénétration intellectuelle française en Pologne et par elle dans tout l'Orient et le Nord européen — pour ne pas dépasser les limites qui me sont gracieusement accordées dans ces pages.

Conclusion : Les relations franco-polonaises ayant leur magnifique passé de traditions sentimentales et romantiques sont devenues aujourd'hui une nécessité économique et politique primordiale. M. Jacques de Bainville n'a-t-il pas dit un jour — je ne me rappelle où — que « la défense de la Vistule a pour la France autant d'importance que la défense du Rhin ? »

Sortis de la phase sentimentale, fermement rentrés sur le terrain des intérêts réciproques et communs, les rapports franco-polonais, tout en resserrant davantage les liens qui les unissent, peuvent faire aussi œuvre de paix générale. Seulement, ce que les peuples sentent si intimement, il faut que les diplomates le comprennent à leur tour.

Ces paroles ne s'adressent évidemment ni à la Pologne ni à la France. Au contraire, durant ces dernières années, la collaboration franco-polonaise a été des plus fécondes, des plus fructueuses. Mais si nous avions un vœu à formuler, nous aurions souhaité une politique franco-polonaise plus active. Nous espérons que M. Chlapowski prendra à ce sujet des initiatives qui rencontreront — comme toutes les initiatives polonaises en France — la plus entière approbation de l'opinion publique des deux pays. Si, dans les rapports entre la France et la Pologne, on a déjà beaucoup fait, on n'a pas encore tout fait. La plus grande partie de l'œuvre commune reste à faire.

Stéphane Aubac.

Chronique Roumaine

Les souverains de Roumanie, le roi Ferdinand et la reine Marie, feront en Occident, au cours du mois d'avril, leur premier voyage officiel depuis leur couronnement. En quittant Bucarest ils se rendront directement à Paris en passant par Strasbourg : il arriveront vers le 10 avril : les Souverains ont tenu à ce que leur première visite fût pour la France. Le peuple français aura plaisir à recevoir et à saluer ces deux hôtes, sympathiques à plus d'un titre. Le roi Ferdinand est, de tous les monarques européens, celui qui, en déclarant la guerre à l'Allemagne en 1916, lui prince de Hohenzollern, neveu de l'empereur Guillaume, a fait le plus grand sacrifice personnel qu'on puisse attendre d'un homme, et surtout d'un homme dans sa situation. Ce membre de la famille qui avait créé de toutes pièces l'Allemagne moderne et sa grandeur, a rompu avec sa patrie par une victoire sur lui-même qui a dû être très dure, mais que le roi de Roumanie a remportée noblement; cela, à une époque de la guerre, en août 1916, où la victoire des alliés était non seulement loin dans le temps, mais encore loin d'être une certitude. Il est venu, avec son pays, dans le camp des alliés, et aujourd'hui l'on connaît les effets de l'intervention roumaine, les écrivains militaires français et allemands l'ont constaté dans leurs ouvrages. En août 1916, deux grandes armées étaient en formation chez les centraux, dont l'une devait être jetée dans la fournaise de Verdun et l'autre enfoncer le front russe déjà ébranlé. A ce moment, la Roumanie entra en guerre, et c'est pour cette raison qu'on l'a appelée le paratonnerre, car elle attira instantanément sur elle les nouvelles foudres ennemies. En effet, les deux armées, celle du Nord commandée par Falkenhayn, celle du Sud commandée par Mackensen, firent irruption en Roumanie qui, prise entre deux feux, coupée de ses alliés occidentaux et mise dans l'impossibilité de recevoir d'eux à temps les quantités de munitions nécessaires, ne put pas résister aux deux attaques simultanées : les deux tiers du pays furent envahis, la capitale fut occupée et l'Etat roumain resté libre ne comprit plus qu'une partie de la Moldavie, que les armées roumaines, malgré l'épuisement d'une retraite meurtrière, purent défendre jusqu'au bout. Alors commença la période des souffrances inimaginables de l'hiver 1916, le plus terrible hiver que l'on ait vu depuis très longtemps : la famine et les épidémies fauchèrent la population et l'armée.

Tandis que le roi s'occupait de ses soldats, la reine Marie devint la protectrice des malades et des malheureux, fut leur consolation. Tout le temps en toute d'un bout à l'autre du pays, il n'y eut pas d'hôpital civil ou militaire où elle n'eût apporté la douceur de sa présence et de ses soins. Elle organisa avec le secours des dames roumaines toute l'œuvre de défense contre les épidémies qui sévissaient, elle créa des hôpitaux et des sanatoriums, fut partout à la fois, infatigable malgré une vie extrêmante d'efforts et de travail. Le peuple roumain a conservé de cette époque un souvenir impérissable comme son amour et sa gratitude pour la reine vraiment mère des blessés, et pour le roi, qui se sacrifia pour permettre à la Roumanie de devenir le grand pays qu'elle est aujourd'hui. Tous ces souvenirs d'une époque héroïque et douloureuse se lèveront dans la mémoire du peuple de France lorsqu'il recevera ces souverains amis et loyaux, dont la visite sera une consécration de plus les liens étroits et vrais qui unissent les deux pays.

Le roi Ferdinand et la reine Marie visiteront aussi l'Angleterre, l'Espagne, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie. Le programme initial comportait, outre ces pays, aussi l'Italie. Le gouvernement italien avait même fixé avec le gouvernement roumain le principe et la date de la visite, quand, ces jours derniers, l'on apprenait que M. Mussolini avait changé d'avis : il avait fait savoir à Bucarest qu'avant la visite des souverains roumains à la Cour d'Italie, il était nécessaire de régler définitivement les diverses questions économiques et financières se trouvant encore en suspens entre les deux pays, notamment celles des bons du Trésor roumains. Quand le gouvernement roumain, l'année dernière, fit l'opération de consolidation des bons du Trésor possédés par l'étranger, la France et l'Angleterre acceptèrent cette opération dans les conditions où il fut possible à la Roumanie de l'effectuer; l'Italie fit des réserves, les choses traînèrent jusqu'à présent, quand l'Italie veut bien enfin accepter; mais, cette fois, c'est le Gouvernement roumain qui ne peut plus faire la consolidation aux mêmes conditions que l'année dernière, vu la considérable différence entre le cours d'alors et le cours actuel des monnaies italienne, française, anglaise et américaine : c'est là une question qui sera facilement réglée par les négociations en cours entre les deux pays. En tout cas, dès que le gouvernement roumain eut reçu la communication de M. Mussolini demandant que la visite royale fût ajournée si, à la date préalablement fixée, les affaires des bons du Trésor n'étaient pas réglées, il fit savoir à Rome que la Roumanie et les souverains renonçaient définitivement à cette visite. La surprise causée en Roumanie par l'attitude du gouvernement italien fut considérable. On se demanda, non seulement à Bucarest, mais aussi dans d'autres capitales européennes de l'Occident, si, derrière cette question des bons du Trésor, il n'y avait pas le désir du gouvernement italien, au moment où il veut s'assurer l'amitié de la Russie, en vue d'une expansion italienne en Orient, de ne pas avoir l'apparence d'approuver la solution actuelle de la question de la Bessarabie, et, en tout cas, de ne pas s'engager.

On sait qu'une Conférence roumano-russe s'est ouverte à Vienne le 24 mars pour régler si possible les questions en suspens entre la Roumanie et les Soviets. A l'heure où paraîtront ces lignes, on saura sans doute à quoi s'en tenir sur les résultats de cette conférence; mais dès au moment où nous les écrivons, il apparaît très probable que ces résultats ne seront pas favorables. En effet, la Russie des Soviets semble continuer à vouloir poser la question de la Bessarabie, et la Roumanie considère cette question comme définitivement réglée par la séparation du fait que la Russie des tzars commit en 1812. La convention consacrant le retour de la Bessarabie à la Roumanie a été signée en 1920 par la France, l'Angleterre, l'Italie, le Japon et la Roumanie et peu après le Parlement britannique ratifiait cette convention. Dans la première moitié de mars dernier la Chambre française, sur un discours de M. Poincaré proclamant la justice de cet acte, la ratifiait à son tour, et quelques jours après, le Sénat en faisait autant. Cette consécration donnée par la France à l'union de la Bessarabie avec la Roumanie, à la veille du jour où s'ouvrait la Conférence roumano-russe de Vienne, a provoqué en Roumanie un mouvement de reconnaissance enthousiaste d'autant plus chaleureux qu'il se produisait au moment même où l'Italie non seulement ne faisait pas le même geste, mais encore agissait comme on l'a vu.

BULLETIN MARITIME

Le lancement du « Champollion »

Nous avons dit précédemment les raisons pour lesquelles les noms de savants égyptologues seront attribués à des navires des *Messageries Maritimes* desservant l'Égypte. Le premier paquebot de cette série vient d'être lancé à La Ciotat le 16 mars dernier, au son des cloches et de la *Marseillaise*, devant une foule enthousiaste de 10.000 curieux venus de tous les points de la région provençale.

Construit par la Société Provençale de Constructions Navales, ce navire, analogue au « *Sphinx* » si apprécié par la clientèle de la ligne d'Egypte, est destiné à effectuer le même service.

Les principales caractéristiques du « *Champollion* » sont les suivantes :

Longueur hors tout	156 m. 70
Largeur hors tout	19 m. 17
Creux au pont principal	13 m. 86
Déplacement en pleine charge	15.000 tx.
Force en chevaux	4.500 HP

Le « *Champollion* » a été aménagé pour recevoir :

2 passagers en 1 cabine de grand luxe à 2 lits;
2 passagers en 1 cabine de luxe à 2 lits;
4 passagers en 2 cabines de demi-luxe à 2 lits;
2 passagers en 2 cabines de demi-luxe à 1 lit.
179 passagers de 1re classe en cabines à 1, 2 ou 3 couchettes;
133 passagers de 2me classe en cabines à 2, 3 ou 4 couchettes;
128 passagers de 3me classe en cabines à 2, 3 ou 4 couchettes;
500 passagers d'entrepont en couchettes superposées 2 à 2.

Les aménagements de 1re classe comprennent une salle à manger de 158 couverts avec 2 salles à manger annexes de 32 couverts pour les enfants. Sur le pont supérieur, communiquant par un ascenseur avec la salle à manger, se trouve un vaste hall relié par deux galeries à un salon de musique; un fumoir avec terrasse s'ouvrant sur l'arrière et une salle de jeux pour les enfants complèteront ces locaux communs dont la décoration, en cours d'étude, sera certainement aussi soignée et d'un goût aussi sûr que celle du « *Sphinx* ».

L'appartement de grand luxe comportera, outre la chambre à 2 lits, un salon et une salle de bains.

Les deux cabines de luxe auront également chacune une salle de bains.

Les cabines de 1re classe à 1, 2 ou 3 couchettes seront toutes claires et bien aérées. Les couchettes ne seront en aucun cas superposées. Les lavabos auront l'eau courante chaude et froide. Des armoires et des placards pour les bagages compléteront l'ameublement.

Les cabines de 2e classe également claires, recevront aussi l'eau chaude et l'eau froide. Les locaux communs comprendront une vaste salle à manger avec deux carrés pour les enfants, un fumoir et un salon de musique. La décoration, plus sobre qu'en 1ère classe, ne sera cependant ni moins soignée ni de moins bon goût.

Les 3e classes et les émigrants, logés dans la partie avant du paquebot, disposeront sur le pont supérieur d'emplacements spacieux.

Le navire, malgré ses installations importantes pour les passagers, disposera encore d'un volume de cales et d'entrepots pour les marchandises d'environ 7.000 mètres cubes.

Les manipulations se feront au moyen de 6 grues électriques de 3.000 kgs et de 3 mâts de charge de 5 tonneaux.

Signalons ici qu'au point de vue esthétique la substitution presque totale des grues aux mâts de charge allègera heureusement la silhouette du navire.

Ajoutons que le lancement du « *Champollion* » a pleinement réussi. Le navire dresse maintenant sa coque élégante et neuve dans le bassin à flot où il sera complètement achevé par les Chantiers de la Ciotat. Sur la cale devenue libre, la Société Provençale de Constructions Navales va poser dans quelques jours le premier rivet du « *Mariette Pacha* », frère du « *Champollion* », qui est également destiné à la ligne d'Égypte.

Au cours de la réception qui suivit le lancement et qui réunit à bord du « *Leconte de Lisle* », autre paquebot des *Messageries Maritimes* actuellement en achèvement à flot dans le bassin du port, deux cents personnalités de marque, plusieurs allocutions furent prononcées. L'Administrateur-Directeur Général des *Messageries Maritimes* félicita et remercia le personnel des chantiers de l'œuvre accomplie. Sidarouss bey, représentant le Gouvernement du Caire, exprima sa satisfaction de voir se développer les relations entre la France et l'Égypte puis M. de Loynes d'Auteroche, petit-fils de Champollion, remercia la Compagnie des Messageries Maritimes d'avoir attaché le nom de son illustre aïeul à ce magnifique paquebot.

VALEURS DE NAVIGATION

Le 1er avril 1924.

1° Fraissinet	805
2° Messageries maritimes	412,50
3° Mixte	339
4° Transatlantique	163
5° Transports Maritimes	989

Société Française d'Imprimerie et de Publicité
Ateliers : Rue Garnier et rue des Carmes, Angers
Bureaux : 2, Rue Monge, Paris (5e)

L'Imprimeur-Gérant : A. Desnoës

Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus

REVUE
POLITIQUE·ET·LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

EUGÈNE YUNG·FONDATEUR·1863 PAUL FLAT·DIRECTEUR·1908-1918
DIRECTEUR PAUL GAULTIER

N° 8 62e ANNÉE 19 AVRIL 1924

DEUX LETTRES INÉDITES

Ces deux lettres sont adressées à M. N. Katkov, directeur de la revue *Rousski Viesnik*, dans laquelle Dostoievski publia la plupart de ses romans. Dans ces lettres il est question du roman auquel travaillait alors Dostoievski et qu'il fit paraître dans la suite sous le titre *Crime et Châtiment*.

Cher Monsieur Michel Nikiforovitch,

Puis-je espérer publier ma nouvelle dans votre revue *Rousski Viesnik* ? Je l'écris actuellement, à Wiesbaden, depuis déjà deux mois, et voici que je touche à la fin. Elle aura de cinq à six feuilles d'imprimerie. Il me reste pour deux semaines de travail, peut-être plus. En tout cas je puis dire avec certitude que, dans un mois au plus tard, elle pourrait être remise à la rédaction. L'idée de ma nouvelle, autant qu'il me semble, ne heurte en rien l'esprit de votre revue, plutôt le contraire. C'est le compte rendu psychologique d'un crime. L'action se passe de nos jours. Un jeune homme chassé de l'Université, issu de petits bourgeois, se trouve dans une extrême misère. Par légèreté d'esprit, manque de principes, sous l'influence de certaines idées bizarres, qui sont dans l'air, il décide de sortir d'un coup de sa misérable situation. Il a résolu d'assassiner une vieille femme, la veuve d'un fonctionnaire, qui prête à la petite semaine. La vieille est stupide, sourde, malade, cupide, méchante, et harcèle sa sœur cadette qui vit chez elle comme sa servante. « Elle n'est bonne à rien ». « Pourquoi vit-elle ? » « Est-elle utile à quelqu'un ? » Ces questions brouillent le jeune homme. Il décide de la tuer et de voler, afin de donner du bien-être à sa mère, qui vit à la campagne, et d'affranchir sa sœur, demoiselle de compagnie dans une famille de propriétaires, des poursuites libidineuses du chef de cette famille, qui menacent de la perdre. Lui-même terminera ses études, s'en ira à l'étranger et, désormais, sera toute sa vie un homme honnête, ferme dans l'accomplissement de « son devoir envers l'humanité », ce qui, sans doute, « effacera le crime », si toutefois l'on peut appeler crime cette action violente contre une vieille femme sourde, stupide, méchante, malhonnête, qui ne sait elle-même pourquoi elle vit et qui, dans un mois peut-être, s'en ira de ce monde de mort naturelle.

Bien qu'un pareil crime s'accomplisse toujours difficilement, c'est-à-dire laisse le plus souvent des traces, des preuves grossières, etc., sans parler de quelque hasard qui, presque toujours, trahit le coupable, il réussit à accomplir son acte vite et d'une façon chanceuse. Il se passe un mois après cela jusqu'à la catastrophe finale. Il n'existe aucun soupçon contre lui et il n'en peut être. C'est alors que se développe tout le processus psychologique du crime. Des questions non résolues paraissent ; un sentiment insoupçonné et inattendu tourmente le cœur du meurtrier. La vérité divine, la loi humaine prennent leur revanche, et le voilà forcé de se dénoncer soi-même. Si même il doit périr au bagne, il est forcé de se joindre de nouveau aux hommes. Le sentiment de son détachement de l'humanité, qu'il a senti aussitôt son crime accompli, le tourmente trop. La loi de la vérité et la nature humaine ont pris leur revanche. Le criminel

décide lui-même d'accepter toutes les souffrances pour racheter son acte.

D'ailleurs, il m'est difficile de développer complètement ma pensée. Dans ma nouvelle, il y a en plus une allusion à cette idée que la punition légale infligée pour un crime effraie le criminel beaucoup moins que le croit le législateur, et cela parce que lui-même l'exige, moralement. J'ai même observé cela chez les hommes les moins développés. J'ai voulu exprimer cette idée en prenant un homme cultivé, de la nouvelle génération, précisément pour qu'elle soit plus claire et plus tangible. Quelques cas, qui se sont présentés ces derniers temps, m'ont convaincu que mon sujet n'est nullement exceptionnel du fait que l'assassin est un jeune homme cultivé ayant même de bonnes aspirations. On m'a raconté, l'an passé, à Moscou, qu'un étudiant chassé de l'Université, après les derniers désordres, avait résolu de tuer un facteur et de voler la poste. On trouve également dans nos journaux beaucoup de traces de l'instabilité extraordinaire des idées, qui pousse à des actes horribles (cet élève du séminaire qui a tué une jeune fille, d'accord avec elle, dans un hangar, etc.). En un mot je suis convaincu que mon sujet se justifie par son opportunité. Il va sans dire que dans cet exposé de ma nouvelle, j'ai omis de raconter tout le sujet. Je me porte garant pour son intérêt. Quant au côté artistique, je ne me permets pas de le juger. Il m'est arrivé d'écrire beaucoup de choses très mauvaises, pressé que j'étais de terminer dans un certain délai, etc. D'ailleurs, cette nouvelle-ci, je l'ai écrite sans me hâter et avec enthousiasme. Je tâcherai, ne fût-ce que pour moi-même, de l'achever le mieux possible.

Il y a six ans j'ai envoyé au *Rousski Viesnik* une de mes nouvelles, pour laquelle j'avais touché une avance. Mais il y eut un malentendu, l'affaire ne s'arrangea pas ; je retirai ma nouvelle et remboursai l'argent. Peut-être avais-je tort, peut-être raison ; il est probable qu'il y avait l'un et l'autre. Toutefois, maintenant, je suis plutôt prêt à m'accuser d'être trop capricieux et orgueilleux. J'ai oublié les détails de cette affaire ; puis-je espérer, que vous, cher Michel Nikiforovitch, ne voudrez pas vous la rappeler maintenant ?

Au cours des cinq dernières années, il m'est arrivé de recevoir, comme honoraires, entre 250 roubles par feuille (pour *La Maison des morts*, dont le commencement a été publié dans le journal *Rousski Mir*, maintenant disparu) et 125 roubles (qu'un éditeur m'a proposés, il n'y a pas longtemps.) Je m'en rapporte entièrement à vous pour la fixation de mes honoraires, après que vous aurez lu la nouvelle. J'ai entendu dire que beaucoup de littérateurs qui sont en relation avec vous font ainsi. Toutefois je désirerais ne pas recevoir moins de 125 roubles, prix le plus bas que j'aie touché jusqu'à présent. Mais je répète que je m'en rapporte à vous, et suis fermement convaincu que cela sera plus avantageux pour moi.

Excusez-moi, maintenant, de parler de choses qui me touchent personnellement. Mes affaires sont, actuellement, très mauvaises. Au début de juillet je suis parti pour l'étranger tout à fait malade, pour me soigner, et presque sans argent. J'espérais terminer bientôt un travail, mais je fus entraîné par un autre sujet (ce que j'écris maintenant) que je ne regrette pas. Cependant, je me vois forcé maintenant de vous demander 300 roubles, bien entendu si votre intention est de publier ma nouvelle. Je vous prie, cher Michel Nikiforovitch, de ne pas considérer cette demande de 300 roubles comme une condition liée à l'offre de mon travail. Point du tout. C'est tout simplement une demande personnelle de m'aider dans un moment difficile pour moi ; toutefois cette demande, je le répète, ne vaut que si vous consentez à prendre ma nouvelle. Ci-joint mon adresse.

En tout cas je vous prie instamment de ne pas me laisser longtemps sans réponse de la rédaction de la revue. Pour moi, dans ma gêne, chaque minute est précieuse. Bien que j'espère rentrer en Russie dans un mois, je crois possible de vous envoyer ma nouvelle d'ici trois semaines.

Cher Monsieur Michel Nikiforovitch,

Ayant reçu 300 roubles en réponse à la lettre que je vous ai adressée de l'étranger, en octobre, je me suis cru autorisé à considérer comme décidée la publication de mon roman dans le *Rousski Viesnik*, et, vu cela, j'ai continué ce travail, sans rien faire d'autre. Mais puisque je n'ai pas du tout d'argent, ni personne maintenant à qui je puisse emprunter pour me soutenir pendant ce travail, je me trouve présentement dans une misère complète. Excusez-moi de vous dire tous ces détails avec une si grande franchise. Je sais, bien que je n'aie pas le plaisir de vous connaître personnellement, que vous êtes un homme plein de noblesse. Je m'adresse à vous, comme à un confrère, et vous prie de vous mettre à ma place. Je ne suis pas seul ; de moi dépend en partie la famille de mon défunt frère, qui se trouve dans un complet dénûment et avec laquelle je partage mon dernier sou. En outre, j'ai d'autres devoirs sacrés que je ne puis négliger.

Dénué de toutes ressources, et abusant de la bonté de mes connaissances par des emprunts continuels, je cours depuis trois jours pour trouver un rouble, tandis que je devrais travailler sans relâche. Je souffre moralement. J'aime mon travail

actuel ; j'ai mis en lui trop d'espérances. J'ai même mis tout mon espoir en ce roman et cependant, sans cesse, je lâche mon travail et perds un temps précieux. Vous qui êtes un littérateur, vous qui vous occupez de belles-lettres, vous comprendrez cela. Je dois travailler une chose avant tout poétique, qui exige le calme de l'esprit et un certain moral. Depuis longtemps je vous aurais envoyé les quatre parties, qui sont terminées en brouillon, mais je ne le puis à cause des dérangements continuels, et maintenant je termine seulement la deuxième partie. Cependant toutes mes lettres à la rédaction et les questions de Bazounov, adressées à M. Zvietkov, votre secrétaire, pour qu'on m'envoie un peu d'argent pour me soutenir, sont restées sans aucune réponse. Ce n'est pas tout : j'ignore quand mon roman sera publié et, en général, s'il paraîtra chez vous. Vu la situation inextricable dans laquelle je me trouve, je vous prie d'accorder votre attention aux demandes suivantes, très pressantes : 1° Je vous prie de m'aider. Écrivant pour votre revue je ne puis me charger d'aucun autre travail pour m'entretenir, et je n'ai pas un kopeck pour vivre ; j'ai même engagé mes habits. C'est pourquoi je vous prie de vouloir bien m'avancer 1.000 roubles. J'ai déjà reçu 300 roubles, c'est donc 700 roubles que je vous demande de me donner maintenant. De ces 700 roubles je vous prierais de m'envoyer 450 et de remettre les autres 250 à Bazounov, à qui je les dois. J'ai déjà envoyé à la rédaction du *Rousski Viesnik* au moins sept feuilles d'imprimerie, peut-être huit. Aux conditions acceptées par vous, c'est presque 1.000 roubles, peut-être davantage. Ces jours-ci, je vous enverrai la fin de la deuxième partie et je ne tarderai pas à vous envoyer la troisième. (En un mot, de mon côté, il n'y aura pas de retard ; j'en réponds, j'y tiens pour moi-même, puisque je fais ce travail avec plaisir et que j'attends beaucoup de l'impression qu'il fera sur le public).

2° Je vous prie ardemment de me faire savoir si vous commencerez la publication de mon roman dans le numéro de janvier, et quand elle sera terminée. C'est très important pour ma quiétude de connaître vos intentions.

3° Si mon roman ne vous plaît pas ou si vous avez renoncé à le publier, je vous prie de me le renvoyer par retour du courrier. Vous êtes un homme, Michel Nikiforovitch, et avez des sentiments humains ; vous comprendrez que moi qui ai perdu inutilement tant de temps, de santé, il me faut au plus tôt une récompense quelconque, car, je vous le jure, je vends mes derniers livres, et je ne suis pas seul. Quant aux 300 roubles que je vous dois, je vous donne ma parole d'honneur que je les rendrai.

4° Ne pensez pas, je vous prie, que je vous accuse de quoi que ce soit, et ne vous offensez point de ma lettre. Il m'a seulement été pénible de n'avoir pas de réponse et de rester dans l'ignorance.

5° Je vous prie vivement de donner à cette lettre une réponse prompte et nette afin que je puisse voir clairement ma situation et entreprendre quelque chose.

Je vous prie encore, si vous avez l'intention de publier mon roman, que la rédaction du *Rousski Viesnik* n'y fasse aucune correction ; en aucun cas je n'y saurais consentir.

J'espère entièrement, Michel Nikiforovitch, qu'après de pareilles demandes, vous ne voudrez pas me laisser dans l'ignorance.

Veuillez agréer mes sentiments les meilleurs.

F. Dostoievski.

(Traduit par J.-W. Bienstock).

LA VRAIE FIGURE DE LA GUERRE

Le spectacle de dix départements français ruinés n'a pas effacé complètement en nous la vieille image conventionnelle de la guerre, avec son panache, sa gloire et sa chevaleresque générosité envers les non combattants.

Ce que nous avons sous les yeux, ne suffit pas à nous convaincre qu'un peuple civilisé puisse, à notre époque, concevoir la guerre comme la destruction systématique de tout ce qui attache un peuple au sol, aussi bien par ses intérêts matériels que par les fibres de son cœur.

C'est pourtant ainsi que les Allemands ont compris la guerre et qu'ils l'ont conduite, c'est cette destruction totale qu'ils ont poursuivie, comme les premières hordes que mentionne l'histoire. Dans le Livre des Rois, l'Eternel s'adresse à son peuple : « Vous détruirez toutes les villes fortes et « toutes les villes principales ; vous abattrez tous « les arbres fruitiers ; vous boucherez toutes les « fontaines et vous couvrirez de pierres tous les « meilleurs champs » ; et le vieux Dieu allemand, fidèle à sa doctrine, n'a pas oublié en 1914 les arbres fruitiers, il s'est contenté de compléter ses instructions : « Vous détruirez les usines et les « ateliers, vous emporterez les machines et vous « briserez celles que vous ne pourrez pas enlever ; « vous remplirez d'eau les mines de charbon. »

Alors, sans une angoisse de conscience, certains d'exécuter les décrets de l'Éternel contre la mo-

*

derne Babylone, pendant que des millions de jeunes hommes mouraient, des commissions d'ingénieurs, d'industriels, d'économistes allemands, sont alliés, ville par ville, usine par usine, archive par archive, faire l'inventaire minutieux de tous nos moyens de production, de toutes nos ressources en hommes, femmes et enfants, moyens financiers, richesses en terres, en valeurs mobilières, matières premières, machines, promesses d'avenir; des experts ont évalué tout, depuis la terre des sillons jusqu'aux objets d'art des collections particulières, jusqu'à l'intelligence et l'esprit d'entreprise de la population. Car ils ont estimé en or les âmes elle-mêmes! Puis, quand tout fut mis sur fiches, parut, sur l'ordre du Quartier Maître Général, un gros volume de cinq cents pages. Quelques exemplaires en sont tombés entre nos mains; l'Imprimerie Nationale vient d'en éditer la traduction intégrale. Nous pourrons apprendre dans ces pages ce que c'est véritablement que la guerre.

* * *

Il est tout d'abord frappant que cet ouvrage considérable, auquel le Quartier Général allemand a apporté ses soins au moment où la guerre faisait rage, s'intitule : « L'industrie en France occupée » ; il suffit de l'ouvrir pour se convaincre qu'on est bien en présence d'une encyclopédie économique.

De pareilles préoccupations peuvent étonner, mais on a si souvent parlé de la « mobilisation industrielle » qu'il nous faut bien comprendre que les chefs des armées allemandes se soient préoccupés des ressources que pouvaient leur fournir les territoires envahis. Il faut rendre à nos adversaires la justice qu'ils méritent et tenir compte des circonstances dans lesquelles ils se trouvaient. Le blocus décrété par les Alliés empêchait l'Allemagne de se ravitailler en matières essentielles non seulement à son industrie de guerre mais encore à la vie même de son peuple; les Allemands aussi, après l'échec de la Marne, luttaient pour leur existence, et ce n'est pas nous, Français, qui pourrions discuter cette maxime romaine « *Salus populi suprema lex esto* ». Il est logique qu'un service ait existé auprès du Grand Quartier Général, chargé de recenser et de rassembler les stocks de matières premières tels que le cuivre ou le coton, qui devaient se trouver en particulière abondance dans une des premières régions d'industrie cotonnière du monde; s'il est, d'autre part, un principe qui se trouve dans tous les réglements militaires, c'est celui de l'utilisation sur place des ressources locales pour le ravitaillement des armées en campagne.

De nombreuses usines se trouvaient à l'arrière des lignes et, on peut comprendre que les Allemands aient songé à utiliser leur capacité de production à proximité même des armées.

C'est la théorie que le *Berliner Lokal Anzeiger* du 24 février 1924 a soutenue à l'annonce de la publication de la traduction française de ce volume. L'organe berlinois cherche une défense et il met en avant que, dans l'impérieuse nécessité où l'Allemagne était réduite par le fait du blocus, elle avait voulu se ravitailler à toute force en matières premières et rechercher dans quelle mesure les installations du territoire envahi pouvaient coopérer au ravitaillement des armées « pour la guerre et pendant la durée de la guerre ».

Si tel était l'objet de ce volume, nous serions obligés d'en reconnaître la légitimité, mais un seul exemple suffira à ruiner cette théorie : s'il s'était réellement agi de faire le recensement des ressources que le territoire occupé pouvait fournir à l'industrie de guerre allemande, nous en trouverions trace; or, nulle part au milieu de ces centaines de statistiques ne s'en trouve une pour indiquer les quantités de coton, de cuivre, de cuir, de bois, etc., qui ont été l'objet de réquisitions ou qui pourraient être réquisitionnées à l'avenir. Nulle part non plus, parmi ces innombrables descriptions d'usines, n'est étudiée l'utilisation qu'elles pourraient recevoir en vue de l'industrie de guerre.

Ce n'est, par conséquent, pas dans ce but que cet ouvrage a été conçu.

Peut-on prétendre qu'il soit destiné aux fonctionnaires allemands qui administraient les territoires envahis? Pas davantage. En effet, on ne peut y trouver que des travaux sur la situation d'avant guerre et l'avenir que réserve la paix, mais rien sur l'administration locale, rien sur le régime même de l'occupation. On pourrait objecter cependant qu'en dehors de l'administration allemande, il y avait dans les services de l'arrière les directions de l'intendance et les services qui s'occupaient des transports de troupes et de leurs cantonnements, mais encore ici rien ne peut les concerner.

Cette encyclopédie est si complète qu'on y étudie la géographie, la géologie, l'orographie de la France occupée; ces recherches pourraient être faites d'un point de vue militaire, les écoles de guerre se sont de tout temps beaucoup intéressées à la géographie physique; mais dans ce livre, pas une ligne ne traite de questions militaires, même si l'on donne à ce mot le sens le plus large.

Faut-il donc croire qu'à un moment si angoissant de la guerre, le Grand Quartier Général allemand s'occupa bénévolement d'économie politique? C'est fort douteux. Il nous faut admettre, par consé-

quent, que nos adversaires avaient une conception de la guerre qui nous est étrangère ; essayons de déterminer l'intérêt de ce mémoire et nous en dégagerons le sens et la figure même de la guerre telle que les Allemands l'ont conduite.

***

L'introduction va nous éclairer tout de suite. Voici comment elle s'ouvre : « La grande activité « des relations économiques entre la France et « l'Allemagne avant la guerre, les velléités d'indé- « pendance industrielle manifestées par la France, « depuis une dizaine d'années (boycottage de mar- « chandises allemandes, protestations contre l'expor- « tation du minerai de fer, difficultés douanières, « etc.) et les démarches récentes entreprises par « la France afin d'exclure systématiquement les « produits allemands après la guerre, telles qu'elles « ont trouvé leur expression, notamment dans les « délibérations et les mesures économiques de la « quadruple Alliance, ont donné lieu en Allemagne « à de nombreuses études sur les rapports écono- « miques franco-allemands.

« Afin de fournir aux études de ce genre des « bases aussi sûres que possible, la direction su- « prême de l'armée a fait procéder, au sujet de « l'industrie des territoires français occupés, à des « enquêtes dont les résultats sont consignés dans « ce travail. »

Ainsi nous sommes en présence d'une enquête sur les rapports économiques franco-allemands. Le *Berliner Lokal Anzeiger* ne peut pas soutenir qu'il s'agisse là d'un ouvrage fait *pour la guerre et pour la durée de la guerre*, car je ne sache pas que des rapports économiques existassent alors.

Il est intéressant, quoiqu'il en soit, de voir comment, après une enquête sur place, les Allemands envisageaient cet avenir et comment ils entendaient le préparer.

Cette enquête, nous apprend-on, a été confiée à deux cents techniciens mobilisés qui ont visité quatre mille trente et une entreprises dans les mois de janvier et de février 1916. Les résultats de ce travail ont été consignés d'après des fiches de recensement d'un modèle uniforme. On retrouve le plan de ces fiches dans le plan même de l'Introduction. Il va nous révéler l'idée directrice.

Le premier point sur lequel on insiste est de bien faire entrer en ligne de compte pour chaque industrie l'étendue des dommages subis, mais il s'agit moins de calculer la valeur de ces dommages que de déterminer la durée plus ou moins longue d'immobilisation que devra subir telle ou telle industrie et les obstacles que devra rencontrer sa reconstruction.

Ces dommages sont classés dans l'Introduction en trois catégories :

a) Les dommages de guerre naturels ;

b) Les dommages de guerre provoqués par l'isolement de l'Allemagne du marché mondial contrairement au droit des gens ;

c) Les dommages pécuniaires et autres.

Pourquoi cette distinction, dont l'utilité n'apparaît guère ? A voir de plus près, on peut y discerner la préoccupation d'esquisser une théorie juridique qui pourrait servir ultérieurement à discuter le paiement des indemnités et même, ce qui est plus subtil, à rechercher, dans le cas où le Gouvrenement français indemniserait ses ressortissants, quels seraient les dommages profonds qui ne pourraient pas donner lieu, de la part des sinistrés, à une demande en indemnisation et qui de toute façon, devraient rester à leur charge.

En effet, pour les premiers dommages, ceux de la catégorie *a*, c'est-à-dire les ruines causées par les bombardements ou les faits de guerre, la responsabilité est partagée entre les Allemands et les Alliés ; pour ceux de la deuxième catégorie, l'Allemagne peut exciper d'un cas de force majeure et, quant aux troisièmes, on entend par *dommages pécuniaires et autres* le manque à gagner qui résultera après la conclusion de la paix du retard apporté à la remise en marche des industries sinistrées et des charges financières nouvelles que ne manqueront pas d'entraîner des amortissements particulièrement importants. Dans l'esprit des rédacteurs de ce volume, ce manque à gagner ne pourra donner lieu à aucune indemnité.

Mais ce qu'il est intéressant de considérer, c'est la façon dont les Allemands ont entendu les dommages motivés par le blocus. Il suffit de lire le paragraphe qui les concerne pour y découvrir tout autre chose que ce que le titre annonçait. En effet, après avoir mentionné la saisie et l'enlèvement de matières premières et produits demi-finis et finis et de machines servant à la guerre, l'Introduction avoue qu'il a fallu aller plus loin, que les matières premières ne suffisant pas, on a dû se rabattre sur les objets fabriqués et sur des pièces de machines. Ces réquisitions paraissent déjà plus révoltantes, mais l'excuse du blocus peut encore être présentée, bien que dans le corps du volume on puisse trouver à maintes pages la preuve que le choix de ces pièces détachées a porté spécialement sur certaines catégories dont l'enlèvement avait pour conséquence la détérioration profonde et généralement irrémédiable de la machine qui en était privée.

Continuons notre lecture, nous allons voir que bientôt les Allemands vont avouer leur véritable intention, qui était de briser le moral des populations et d'anéantir définitivement notre industrie en dehors de toute raison militaire : « les régions « occupées n'ont cependant ressenti tout le poids « de la politique du blocus de l'Angleterre que le « jour où les installations industrielles ont dû « subir, outre l'enlèvement de machines entières, « le démontage intégral de pièces importantes en « cuivre, en bronze et en laiton. C'est ainsi, par « exemple, que les hauts-fourneaux ont été dépouil- « lés de leurs coquilles, les laminoirs de leurs rou- « leaux et de leurs coussinets. » Celui qui a écrit ces lignes avait trop confiance dans le caractère confidentiel du rapport qu'il écrivait, comment s'est-il trahi lui-même? car les coquilles des hauts-fourneaux et les rouleaux des laminoirs n'ont jamais été en cuivre, en bronze ou en laiton. Pourquoi donc les enlevait-on ou, ce qui est plus exact, pourquoi les détruisait-on sur place? Il va nous le dire : « Si la reconstitution des stocks de ma- « tières premières et de produits mi-fabriqués « ainsi que l'acquisition des machines sont, avant « tout, une question d'indemnité et, partant, de « crédit, *les dommages de cette dernière catégorie* « auront des répercussions durables, car ils n'attei- « gnent pas seulement le crédit de l'entreprise, « mais ils vont jusqu'à mettre en question la pro- « longation même de son existence après la guerre. « Cette remarque s'applique également au fait « que jusqu'au moment où les entreprises ainsi « atteintes seront reconstituées, la main-d'œuvre « ouvrière, soit qu'elle revienne après la guerre, « soit qu'elle n'ait pas quitté la région, sera con- « trainte d'émigrer. Ces entreprises, en effet, ne « disposeront pas de ressources suffisantes pour « maintenir le personnel jusqu'à la restauration « complète et la remise en marche des usines... « Il existe des localités où les émigrants se comp- « teront par milliers. »

Voilà donc ce qu'on entend par dommages provoqués par l'isolement de l'Allemagne contrairement au droit des gens. Il eût été surprenant aussi que cette évocation du droit des gens ne soit pas là pour en couvrir une violation.

Mais il y a toujours à craindre un réveil de la France ; la région occupée, quelque ruinée qu'elle pût être, est traditionnellement, historiquement, une région industrielle de premier ordre ; certes, des installations nouvelles se sont créées pendant la guerre dans le reste du territoire ; cependant le Nord voudra se relever ; le pourra-t-il? S'il y réussit, il ne faut pas se dissimuler le danger : « Beau- « coup d'usines qui étaient vieillies disparaîtront « complètement. D'autres, au contraire, dotées « d'un outillage moderne, se créeront. D'une façon « générale, il est probable que l'industrie française « des territoires occupés va subir une rénovation « et que les dommages de guerre qui pèsent au- « jourd'hui lourdement sur elle provoqueront « indirectement les progrès de la technique fran- « çaise. » Il faut prévoir une concentration des industries. On ne peut pas repousser l'hypothèse d'une renaissance de la France.

Il faut être prêt à toutes les éventualités, préparer la paix comme fut préparée la guerre : « Partant de ce principe qu'une connaissance « approfondie des conditions industrielles et éco- « nomiques des territoires occupés est nécessaire « dans tous les milieux autorisés de l'Empire, on a « essayé, dans le présent travail, d'en fournir une « description à peu près complète sous forme de « comptes-rendus particuliers rédigés d'après les « enquêtes effectuées sur place. »

Voilà donc l'aveu. En pleine guerre, le Grand Quartier Général allemand donne tous ses soins à une énorme enquête confiée à des techniciens mobilisés et destinée à qui? A des civils, à des industriels, à des Chambres de Commerce. — Pour eux, on a vidé les tiroirs, déménagé les ateliers, brisé les machines dans 4.031 usines françaises. On leur rend compte de ce qui a été fait et on les prévient que l'on continue dans cette voie.

Voilà les blessures que nous avons faites ; quelle en est la gravité, dans quelle mesure compromettent-elles la vie de la France tout entière? — Les deux dernières parties traitent de ces questions. On y passe en revue toutes les ressources des régions envahies qui sont « peut-être la source unique de la force vitale de la France ». Tout y est étudié : fécondité du sol, du sous-sol et des femmes, richesse en immeubles, en valeurs mobilières, en crédit, puissance des entreprises, tout cela pour démontrer que cette région pourrait assumer une existence autonome, que sa valeur est au bas mot de 50 milliards et que la vie même de la France est liée à la prospérité de sa région du Nord.

Ainsi, par la voix de leurs propres experts, le Grand Quartier Général allemand s'adresse aux « milieux autorisés de l'Empire » pour leur dire qu'il a mené à bien la tâche qui lui revenait. Si nous pouvons démembrer la France ou lui imposer une contribution de 50 milliards, sa mort est sûre ; sinon, le lendemain de la Paix vous offrira une opportunité d'assurer la seule victoire qui n'est pas faite de vaine gloire mais de puissance.

Qui peut prévoir l'issue de la guerre? Il dépend

de vous que la France meure de sa victoire. — Voici le champ que vous laisse ouvert au minimum, pour tant de mois ou d'années, la destruction de tel concurrent. Vous pouvez prolonger ce délai, car ils auront besoin de notre charbon et de notre coke, leurs mines sont détruites, ils auront besoin de crédit, d'argent. — Voici leurs clients, ne perdez pas de temps, craignez la concurrence, américaine, anglaise, suisse, — et, si les usines françaises peuvent se relever, voici la liste des machines que nous avons volées ou détruites sur la désignation des ingénieurs de votre firme ; il faudra bien qu'ils en viennent à s'approvisionner chez nous.

Emmanuel CHAUMIÉ.

L'ATTAQUE DE LA TOUR

(Nouvelle)

Calvi. Une salle basse dans une vieille maison près de la citadelle. Le colonel du Mouricz, tête nue, en perruque, assez mal poudrée, mangeait debout près de la table. Faute de pain, comme les Corses, du biscuit trempé qu'il puisait dans une écuelle. Assez mélancoliquement et distraitement aussi. Il s'ennuyait dans l'île. Tout le sérieux se traitait à Paris ou à Gênes, dans ces bureaux où Favier lui préparait paresseusement une place ou une mission entre deux bons dîners. Ici, sous l'habit du roi, l'on combattait maigrement Paoli, ce grand législateur qu'entre philosophes l'on admirait si fort.

Tout en songeant à ces choses et aussi à Marguerite de Bruay dont il avait pensé faire sa femme, du Mouriez donnait à manger à un curieux petit animal qui s'amusait entre deux bouchées à dessiner avec son doigt mouillé sur la table. Une fille, enfant par les manières et déjà femme par les seins. Le colonel lui passait un morceau de pain d'abord et puis un morceau de fromage, comme à un chien. Cela le distrayait des rêves qu'il promenait à la surface de la carte d'Europe. L'autre riait sans le regarder autrement qu'en dessous quand il détournait les yeux. Lui s'amusait d'elle et de son rêve alternativement, tantôt regardant la petite dont les cheveux croulaient sur les épaules, toute en loques aux trous desquels bâillait sa puberté, tantôt les yeux perdus dans l'ombre de la salle, levant des images de guerre et de gloire et parmi toutes la Tour de l'Ile Rousse pour commencer, à enlever aux Paolistes. Ce n'était pas que cette tour fut grand'chose, et il n'y avait là que de quoi tuer un jour ou deux, mais c'était une manière de se pendre aux basques de Narbonne, de Vaux et de *tutti quanti*, et de faire sonner son nom lesté de quelque exploit convenablement multiplié à la Cour où Favier ferait son possible...

— « O Mabalé ! »

Elle se mit à rire.

— « On rit donc maintenant? » Des poudres, des mouches lui revinrent avec l'image brusque de la belle et sensible Espagnole qu'il avait aimée à Madrid, et puis celle-ci le frappa à nouveau par son air de petite guenuche intelligente, et selon l'évangile de Rousseau, il se mit à songer qu'elle était beaucoup plus proche de la nature et comme telle beaucoup plus belle et plus pure. Une sensibilité lui vint aux yeux, et il s'amollit, repu comme une bête, et s'essuya les lèvres de la main, à la paysanne, dans la lutte du scepticisme et d'une certaine neuve religion... Tendant son verre...

— « Tiens, petite... »

Cela l'amuserait peut-être de soûler la guenon, mais elle se met à rire, refuse le vin d'un brusque mouvement de tête autoritaire et, d'un geste un peu prompt, lui glisse entre les doigts, saute derrière les sacs de grain qui font barrière dans un coin, ne rit plus... Galatée? Non. Lucrèce. Lucrèce à quinze ans, pieds nus et mal peignée. Et le ridicule avec cela, dont du Mouriez rit aux larmes, de ce couteau qu'elle lui a volé et qui brille à son petit poing...

On heurte d'une main à la fois trop discrète et trop timide. Comme un chien, la fille, d'un coup, rentre dans l'ombre et s'accroupit derrière les sacs. Dans le cri de la porte ouverte par le colonel, des pieds nus glissent... Capocchio.

— « Ah, monsieur Capocchio (du Mouriez rit), venez ici, signor Capocchio. Eh bien, voyons, ah, Martinet, vous y êtes aussi (le bas officier est là, assez fripé, le sabre battant la guêtre, tête de paysan finaud et franc), pardieu, combien serons-nous de Français dans l'affaire? Cinq, enfin... non, cet imbécile-là ne comprend pas... cinq et eux cent cinquante, mais tous antipaolistes déterminés, j'entends... après tout plus vifs que des Suisses et des Allemands. Capocchio, signor Capocchio, mettez-vous là. Vous n'aimez point ce coquin de Paoli, n'est-ce pas? »

Un silence. Du Mouriez rêve, la tête à la paume, appuyé sur son coude. Martinet se tient raide par habitude, la figure immobile... Capocchio vêtu de pelone, noir avec des airs d'ours, bien campé sur ses pieds nus, le bonnet à la main,

regarde de toutes parts et essaie de percer l'ombre du côté des sacs de grain...

A la voix rude de Martinet qui parle en mauvais italien, bref colloque coupé de remarques traînantes du guide. Ce sera pour la nuit qui vient, une fois la lune couchée. On partira de façon à n'avoir pas à croiser devant la tour, à y être à la chute du jour. Il y aura dix barques et cent cinquante hommes. On approchera sans bruit de la tour sans la voir et sans être vus. Capocchio se détachera seul quand on sera à terre, ira se faire recevoir, suivi à distance de quatre hommes pieds nus qui abattront la sentinelle dans le temps que le guide la fera causer, et tiendront quelques instants la porte le temps que le gros puisse accourir.

Le colonel essaie de pénétrer de son œil gris l'âme de celui-ci : « N'est-ce pas, caro? Un paysan, Capocchio. Un paysan, c'est une si belle chose, c'est si proche la nature... c'est presque du sol et de l'eau, c'est une plante, c'est un animal, un goût ici, une odeur non seulement de franchise, mais d'involontaire vérité... N'est-ce pas, signor Capocchio? (comme il s'en va toujours silencieux avec son œil en coin vers les sacs), ne nous faussez pas compagnie. Cent écus, mon bon. Martinet, vous lui en compterez cinquante de suite... »

Martinet dit oui de la tête. Il se porte garant de l'homme, ennemi particulier du général. Les barques seront prêtes, les cent cinquante hommes tous bien armés et résolus. « Narbonne à Ajaccio, pense le colonel, sera content. Et Favier à Paris. C'est une affaire à valoir un régiment, et de là... »

Et demeuré seul en face de sa lampe à huile et de son rêve : « Tiens, et la petite?... (Devant les sacs, dans l'attitude de Psyché curieuse au dessus de l'Amour, tout heureux de sa réminiscence). Fillette, tu dors? O Matalé! Carissima! Petite peste! Par tous les diables, elle dort, la garce!... »

***

La maison paraissait dormir, plantée sur ses murs épais comme ces chevaux qui dorment debout, tassée avec les autres autour de la citadelle et du clocher, les yeux clos et silencieuse. On entendit quelques instants dans la chambre haute le pas du colonel qui étudiait sa carte et écrivait des lettres et puis le plancher gémit sous le poids du corps jeté sur le lit. Le silence ne fut alors troublé que par le bruit des mains de l'enfant plongées dans les sacs et qui tripotaient le blé. Un sifflement. L'enfant sortit de l'ombre et vint à la fenêtre carrée. La lune hésitait au-dessus de la mer.

— « Oh! dit-elle, et elle bâilla.

— « Oh! Mabalé... ouvre la porte... Tu vas l'ouvrir, dis... » (Voix sifflante un peu entrecoupée). L'homme était collé contre le mur dehors, sa tête juste à hauteur de la courte fenêtre, les mains sur le rebord avec des airs de vouloir grimper et passer par l'ouverture. Elle, d'une voix indifférente :

— « Prends garde, Capocchio, si une patrouille te trouve, ton sort est clair. »

— « Tu vas ouvrir la porte, dis-moi, ô Mabalé... »

Elle rit sans répondre.

— « ...ou je passe par la fenêtre... »

Le doigt de la jeune fille montra la chambre du colonel.

Il haussa les épaules.

— « Vois ce que je t'ai apporté. »

C'était une petite croix d'argent ciselé. Il lui mit le bijou sous le nez et le retirait doucement devant son rire :

— « Où as-tu volé cela? Fais voir. Donne. Donne. Dans ma main. »

— « Si je te la donne, tu ouvriras? »

Elle eut une moue à ce marché, et clac! ce fut le claquement sec du volet.

Lui du dehors : « Mabalé!... (humblement, de l'ombre), « ô Mabalé! »

Un silence et puis : « Je dors... »

— « Mabalé... tiens je la laisse sur le rebord... c'est pour toi.. »

— « Imbécile! »

— « Et je m'éloigne, tu vois... »

Elle ouvre prudemment. La croix est sur le rebord. L'homme en face, accoté au mur, à six pieds d'elle. Mais elle ne prend pas la croix. Elle la regarde d'un air dégoûté... elle la tourne du bout du doigt, une moue aux lèvres, eh oui, une croix... éclairée par la lune... et un Capocchio qui regarde, qui songe, qui mord ses lèvres, crispe ses pieds nus sur le sol, et qu'elle surveille. A la fin, elle met la main dessus sans la prendre et lève les yeux. Cela vaut toutes les interrogations du monde.

Capocchio ne s'y méprend pas, et, à distance respectueuse, il explique : sa part dans le bien de son père ; son oncle dont les enfants sont morts et dont il est l'héritier, un troupeau de cinquante brebis à lui, une moitié de maison presque neuve, une vingtaine d'oliviers... Et puis il montre ses bras, d'un air entendu... Sans doute il est banni, étant antipaoliste... mais... après l'histoire de la tour, les Français lui donneront un fusil neuf, des souliers et cinquante écus ; (et tirant de sa ceinture le linge noué) il en a déjà quarante ; « i pinzuti » vont conquérir le pays, ce sera eux le parti vainqueur, et alors...

Elle repousse brusquement le Christ.

— « Garde, garde, ô Mabalé, c'est pour toi... »

Elle se retire dans l'ombre.

— « Mabalé, ô Mabalé, que veux-tu? Pourquoi ne prends-tu pas? Dis ce que tu voudras. Je reconnaîtrai que tu m'as apporté les cinquante brebis, veux-tu? »

Elle rit.

— « Veux-tu les écus? » Il les place sur le rebord, un par un, avec un soupir, et s'éloigne, le visage tiré, regarde à terre. Elle s'approche. On voit sa tête au-dessus du tas d'argent, sa grimace. Soudain elle crache dessus.

Il a bondi et le voici la tête presque par l'ouverture dans l'intérieur de la chambre. Un morceau de la robe lui demeure en mains dans un déchirement sec. Il gronde à mi-voix, s'efforçant des épaules dans l'étroite fenêtre :

— « C'est parce que je n'ai point une épée au côté, ni de la farine dans les cheveux, comme le « pirzutu » qui est en haut. O brutta ! »

— « Bouffon, dit-elle d'un ton dur, je veux que la tour demeure aux paolistes... »

— « Madonna cara... tout sauf ceci... que dit-elle? Mabalé, ô Mabalé! la tour aux paolistes, mais alors ce qu'on dit... du Mouriez, le colonel n'a pas, quoi! pas même essayé, ou pas pu... O tesoro! »

— « Imbécile ! »

Capocchio réfléchit, collé au mur. Elle est toute proche de lui, leurs souffles se mêlent. Patrie, cela ne représente rien pour lui qui ne connaît même pas son île, qui ne sait pas si c'est une île, mais connaît seulement vingt lieues sur dix le long de la mer, la Balagne... Paoli ou tel autre? Les Français ou les Gênois...? L'essentiel, elle... »

Avant de réfléchir, brusque, il l'a prise par le cou... « Lâche-moi... je crie? » Il la lâche, pas assez tôt pour n'avoir pas eu d'une détente soudaine, la face labourée par le Christ...

Et reprenant leur dialogue d'un peu plus haut après une minute de souffle : « Laisser la tour aux paolistes, pas moyen!... »

— « Pas moyen?... »

D'abord puisque la robe est déchirée, elle la laisse couler et son sein gauche apparaît, légèrement recourbé comme une proue de barque, ferme, dur, globuleux sous la lune. Elle paraît ne rien voir et sent le désir pénétrer l'homme comme le gras de la bête la pointe du tueur de porcs.

— « Écoute... J'ai averti mon cousin Antoni Francesco. Il attend pour venir que la lune soit tombée. Guette-le d'un coin. Nous sortirons ensemble. On lui racontera tout hors de la ville, et il s'en ira le dire aux gens de la tour, et quand il sera loin avec ton avis, alors, Capocchio... »

Elle se trouble, regarde à terre, et juste à ce moment un nuage passe pour épargner ce qui lui reste de pudeur... « alors, Capocchio... »

Il ne voit d'elle que le visage, le cou, l'un des seins nus, l'autre voilé, dans le cadre de la fenêtre... « Garde le Christ, ô Mabalé, c'est pour toi... »

Un pas de patrouille... Nuit... Les interstices du volet s'assombrissent. C'est la lune qui plonge dans les eaux comme la tête d'un lent nageur divin. En haut le lit craque... C'est du Mouriez qui gémit et rêve : il jette à cette oreille des mots incompréhensibles : « Le cabinet de Versailles... Fabvier... le tsar... Pologne... »

***

Les barques glissaient sur le golfe. On vit se dissoudre l'ombre de la frégate, comme d'un monstre marin, et l'on crut voir sur un pan de ciel un peu moins noir se dessiner celle de la tour... La nuit était pleine, lourde, massive...

Capocchio assis sur la proue de la barque du colonel était silencieux. Les rameurs nageaient lentement ; on parlait à voix basse ; du Mouriez, son bâton ferré à la main, appuyé sur l'épaule de Martinet, songeait avec plaisir à la redoute dans laquelle il avait sauté le premier, ce qui lui avait valu d'être nommé dans le rapport fait à Versailles, et aussi à la petite demeurée là-bas, si proche la nature... le petit animal qui devait à cette heure être un paquet chaud et court derrière les sacs de grain, à côté du paquet sale de sa grand' mère.

Lentement... la barque du colonel gratte le sable qu'elle écarte doucement de la quille et fixe sa proue, l'arrière toujours doucement soulevé par la vague. Capocchio se laisse glisser dans l'eau sans bruit. Du Mouriez sent, malgré sa vieille habitude de la guerre, la bête en lui s'énerver un peu, et il flatte sa carcasse comme un cheval trop vif et qui se calme. L'ombre du guide se fond dans la nuit, suivie du pas à peine perceptible de ses quatre suiveurs. Puis le silence...

Maintenant les dix barques sont sur la même ligne. Du Mouriez compte jusqu'à vingt, puis descend dans l'eau suivi des hommes. Auxiliaires tous, armés de bons fusils avec des cartouchières corses, du plomb et de la poudre, pendus à leur cou de crainte de la mouiller, l'arme chargée, lentement, de l'eau jusqu'au ventre, butant dans les dernières pierres, avec des jurons étouffés.

Pas un qui ait bronché. Capocchio doit être au pied de la tour. Mais juste au moment qu'aucun des hommes ne bat plus l'eau et qu'ils sont sur la grève, en groupes, tout à coup sur la plate-forme de la tour le feu jaillit qui jette de grandes lueurs

sanglantes sur les eaux. Et à côté, attisant, brassant, alimentant ses cheveux tordus autour de sa tête comme une monstrueuse divinité, une femme.

Dans la cervelle de du Mouriez, une silhouette se lève, un soupçon se hausse. Mabalé? Et puis au diable ces imaginations... Partie perdue sans doute, mais le beau joueur n'hésite pas, et commandant au gros de se coucher, il court à la tour avec une dizaine d'hommes, à la tour où Capocchio a dû entrer. Les hommes ne se couchent pas. Leur ligne se détache. On voit les ombres grotesques de ceux qui courent.

— « Monsieur!... » dit une voix. « Fuoco! » répond une autre. Déchirement de la salve. Et les yeux éblouis. Puis un court silence. Et soudain les cris des blessés. Mais par dessus ces cris, les surmontant, furieux, terrible et glacé, un rire, celui de la femme que l'on voit comme osciller et se tordre là-haut autour de son feu dont les étincelles grimpent dans le ciel par bandes de petites étoiles...

Les deux tiers des auxiliaires se sont jetés sur le sol, derrière les buissons. Impossible de les rallier. Et puis devant quelle troupe est-on? Des blessés crient. Des coups crépitent de toutes parts. Les hommes affolés se donnent du cœur en tirant. Belle embuscade. Et dans le tumulte de la mousqueterie, du Mouriez à voix haute : « Aux barques! »

Les barques sont noires sur l'eau claire. Le feu hurle sur la tour, et le rire plus haut que lui. Toute la surface de l'eau est fouettée par des traînées de lumière. Chaque buisson paraît tirer son coup de feu, qui éclaire des bouts de plage, une proue de barque, un coin de mer. Blessés traînés sur les galets, cris, jurements, coups de feu de riposte et le battement des avirons. Et toujours dans les interstices des coups, plus haut que le tumulte mortel et guerrier, ce rire...

Comme des épaves sur la plage, ils étaient demeurés cinq sur ce coin de sable, tous Corses, blessés aux jambes, et s'étaient groupés sur le sable humide. Les Paolistes là-bas prudemment se tenaient sous la tour, craignant les boulets de la frégate ou quelque débarquement en force. Çà et là un coup de feu rayait l'air. On entendait un petit sanglot. Les cinq formaient un tas de gémissements qui se rythmaient sur celui de la mer. Quand soudain une forme de femme parut près d'eux et les cinq, paysans, brusquement silencieux, crispèrent leurs dents, la regardèrent sans oser tirer de leurs arquebuses, avec des yeux fixes. Elle s'avançait lentement et tâtait du pied la vague. Soudain, brusque, une ombre surgit du maquis et l'enveloppa. Le cri lui échappa à mi-voix : « Capocchio! »

— « Tais-toi » dit l'autre.

Le tas de blessés frémit au nom, mais ils firent les morts. On ne les voyait seulement pas dans la nuit noire.

— « O Mabalé, où vas-tu? » Elle saisit le transport de fureur jalouse.

— « Laisse-moi » dit-elle. Mais il se souvenait de la nuit précédente, à mi-chemin, où, Antoni Francesco parti, il l'avait prise furieusement. Sa femme, elle était sa femme, et comme il la voulait, il la rapporta de force à la plage, tandis qu'elle se laissait faire comme une proie ployée. Mais soudain, d'un bond, elle sauta hors des pattes de l'homme et s'enfuit. Elle ne criait pas, l'homme à ses épaules, et fuyait, mais elle n'eut le loisir que de faire deux bonds et tomba dans le tas de blessés qui hurlèrent, jurant et tapant. L'homme y était derrière elle avant que d'y avoir songé. Il y eut une seconde d'étonnement. Mais la fille fut la première à réagir.

— « C'est Capocchio, cria-t-elle, le traître!... »

Déjà ils le tenaient de leurs bras valides et il avait beau se débattre, les cinq étaient sur lui, traînant leurs jambes cassées, le tenant à la gorge ; et ils criaient de buisson en buisson, de galet en galet. Capocchio! Et des dernières vagues, des moitiés de noyés, des trois quarts de cadavres se relevaient, arrivaient. Lui, il tapait sur les membres cassés, arrachait des cris de douleur, mais les autres y mettaient leurs derniers râles, tapant, frappant à coups de couteau, à coups de dent, à coups d'ongle, cherchant à l'écraser sous leur masse. Debout et rajustant ses nippes, la fille regardait.

Le combat prenait du temps. L'aube naissait, indécise. Il en venait de tous les bouts. Certains, avant de se jeter à la nage, y allaient de leur coup. Ils étaient dix maintenant sur lui qui y allaient des pieds, des poings, tous blessés graves, râlants, qui n'avaient pu se sauver.

Lui d'abord avait tapé à coups de couteau dans cette pauvre chair meurtrie, mais la masse humaine de chiens contre le sanglier qu'il était l'accabla, et bientôt il fut roulé, boulé, criblé de coups, ses membres s'agitèrent et il demeura là, moins blessé qu'assommé, étouffé, asphyxié par la masse, l'effroyable odeur de lait caillé, de pelone, de chair, de sueur et de sang.

Elle, penchée sur ce massacre difficile, sentait encore la douleur physique de sa virginité prise la nuit précédente, et comme de rage, y portait la main comme afin d'apaiser un dieu... un pauvre petit dieu qui ne savait pas bien ce qu'il avait voulu et avait des airs de bête...

Les râles diminuèrent. Le vent porta des odeurs marines. Dans les premières pointes d'aube, elle menait un obscur et pénible travail encore que signalèrent les barques envoyées par le colonel

pour enlever les blessés. Et dans l'aube, du pont de la frégate, le colonel du Mouriez put voir à la lunette un tas monstrueux de cadavres sur la plage, bras et jambes enchevêtrés, où brillaient des arquebuses et des stylets. A côté, à la double vue du vaisseau et des barques groupées, et de la tour de l'autre, sous la vaste couronne tournoyante des corbeaux impatients, assise sur ses talons, les cheveux dénoués, celle qui avait causé ce drame si justement balancé : la guenuche de Calvi.

Le colonel ne put se tenir de jurer, et quoique trouvant du goût à ce tragique, fut un peu choqué à part soi du grossier. La fille balançait régulièrement sa tête et sa poitrine sur ses hanches fixes, et rythmant sur le jeu des vagues son mouvement et sa chanson, elle frappait son jeune sein et tordait de beaux bras nus, en chantant des paroles que la distance empêchait de bien entendre, mais qui ne pouvaient qu'exprimer avec force une douleur sincère, parfaite et nue.

Pierre DOMINIQUE.

LE RATIONALISME DE BERGSON

Dès l'apparition des premières formules où s'exprimait la pensée bergsonienne, un doute s'éleva, chez les pratiquants de la science positive comme chez les adeptes de la philosophie dialectique, sur la qualité rationnelle de cette pensée. Depuis cette époque déjà ancienne, non seulement le doute s'est affirmé davantage, mais un véritable procès de tendance s'est engagé à diverses reprises, (tantôt injurieux et tantôt mesuré, selon le tempérament des accusateurs), contre le mysticisme prétendu de la « philosophie nouvelle ». La situation s'est modifiée pourtant, si les savants d'origine, de qui la compétence en matière positive est vraisemblablement supérieure à celle des idéalistes autodidactes, se montrent enclins aujourd'hui à laisser aux philosophes de profession, gardiens attitrés de l'enclos rationaliste, le rôle, très spécial désormais, de champions de l'intelligence. Ce changement significatif n'est-il pas l'indice d'une erreur d'interprétation en ce qui regarde l'idée centrale de la philosophie bergsonienne, et peut-être aussi d'une erreur d'exégèse en ce qui regarde la fonction réelle de la raison authentique? C'est là, du moins, ce qui ressort à nos yeux d'une étude, sans *a priori*, de l'œuvre entière de Bergson. Afin de justifier cette opinion, il nous a semblé désirable, plutôt que d'analyser cette œuvre, de dégager la méthode qu'elle met en pratique, l'esprit qui l'anime réellement, les conclusions qu'elle permet, les perspectives qu'elle annonce. Nous voudrions ainsi montrer, en quelques mots, le caractère vraiment positif de cette soi-disant mystique et le caractère foncièrement traditionnel de cette véritable philosophie de la raison.

La méthode constante de l'œuvre bergsonienne est une méthode d'approximations et de convergences, celle-là même que Bergson définissait avec bonheur dans son *Introduction à la Métaphysique*, la déterminant alors comme un système rationnel d'intégrations qualitatives. C'est encore celle qu'il a pratiquée dans son étude sur le *rire*, formulant sur un thème dont la lettre demeure fuyante une série de variations qui nous en livrent le sens, à la fois très simple et très riche. Et telle est bien, nous semble-t-il, la nature et la portée de cette intuition sur laquelle les adversaires de Bergson ont commis tant de méprises : une signification toute rationnelle qui échappe à la définition grossière, mais qui oriente la pensée, par une multiplicité d'efforts et de retouches, vers la plénitude précise des faits qu'elle informe et réalise en s'y incarnant. Quelle meilleure illustration de cette méthode rationnelle et progressive que l'étude célèbre sur l'*Effort intellectuel?* Le schéma souple et fertile, qui se développe en lignes sinueuses et qui s'adapte à mesure les impressions et les souvenirs en s'adaptant lui-même à leurs suggestions multiples, n'est-ce point là, sous la forme diverse d'un problème particulier, la puissance spirituelle de la raison concrète, principe intérieur d'ordre vivant et de clarté dynamique? Ni la déduction simpliste ni l'induction inerte n'assureraient, par leurs canons rigides, la vérité de ce développement et la certitude immanente de cette intelligibilité en marche. Et c'est pourquoi nous retrouvons partout, qu'il s'agisse de qualifier et de situer la conscience, d'assigner le rôle du corps ou la fonction de l'instinct, d'estimer la valeur de la personne et les chances de survie, d'expliquer le rêve, d'engendrer le souvenir, de réaliser la vie esthétique, et ce même procédé ordonnateur et cette même tension spirituelle. Méthode intuitive, certes, puisqu'elle saisit, dès l'abord, concentré et comme ineffable, le principe d'explication. Discursive pourtant, et même dialectique, au meilleur sens de ces deux termes, puisqu'elle oscille entre les données et les possi-

bles, leur indiquant à tous, à titre d'orientation lumineuse, le centre lointain et encore innommé, qui leur prête à tous l'énergie de son unité systématique. Nul terme meilleur que celui de raison pour désigner cette ordonnance esthétique, cette « conspiration » naturelle, par où les faits découvrent leur parenté et reçoivent une signification. Et c'est la raison telle que la concevait Cournot, « amie de l'ordre qui en est le propre objet », mais fonction vraiment esthétique et souple, procédant à mesure et par nuances multipliées. Et c'est encore la raison telle que l'avouait Claude Bernard, avec le schématisme mouvant de ses idées *a priori*, exigeant sans doute le contact du fait, mais seul principe de la valeur de l'expérience. C'est donc bien la doctrine toute positive de ces maîtres que résume Bergson d'une expression pleine de justesse, lorsqu'il nous convie à chercher la vérité des problèmes au point de convergence de plusieurs « lignes de faits ». Et c'est la méthode positive de nos sciences que bafoue à son insu la sagesse très courte de tel critique ignorant et prétentieux, lorsqu'il dénonce ironiquement l'apriorisme de cette convergence, raillant ce qui lui échappe et se méprenant de manière inévitable sur la haute valeur de cette méthode spirituelle et de cette doctrine sociale.

Or le caractère de la méthode commune aux diverses études de Bergson nous indique bien l'esprit qui les anime et la tendance philosophique à laquelle vraiment elles se rattachent. Ici encore les bévues relatives à la légende bergsonienne masqueront à certains la vérité de ce rattachement. Et ceux-là peut-être crieront au paradoxe, victimes du sens illusoire qu'ils prêtent à l'intuition, si l'on vient à leur dire que la série d'essais où se déroulent les idées bergsoniennes est l'œuvre d'un intellectualiste. Certes, on peut refuser ce nom au philosophe de l'*Evolution créatrice*, si l'on identifie l'intelligence à l'analyse pure et simple du tout fait, rejetant ainsi hors de l'explication du réel toute notion réelle de développement. Mais que sera une telle conception des choses, sinon le postulat de la logique purement formelle et du matérialisme pur, l'admission brute des données inintelligibles et de leur assemblage fortuit? L'intellectualisme véritable, celui qui est conforme à l'esprit des sciences positives aussi bien qu'à la haute logique des grands spéculatifs, s'il n'engendre pas l'apparence des choses par l'illusion d'une magie subjective, n'en décrit pas moins la génération du réel et des catégories qui le définiront par l'avènement continu d'une activité esthétique, principe immanent d'harmonie explicable. Et c'est par la que se fonde une distinction légitime entre la pensée normale, celle qui organise le monde par un effort de tension rationnelle, et la pensée morbide, celle qui s'éparpille irrationnellement aux détentes illogiques du rêve, au vagabondage mental des données pures et des souvenirs sans fonction. Et l'histoire de chaque esprit est analogue en cela à l'histoire même de l'univers ; la personnalité, aussi bien que le monde qui en est le théâtre, est l'épanouissement d'un effort vers l'organisation, la victoire d'une volonté, non point aveugle comme le *Wille zum Leben* ou le *Wille zur Macht*, mais foncièrement rationnelle en ceci qu'elle est simplement désir intellectuel de multiplicité harmonieuse et de clarté compréhensive. C'est bien décidément l'étude symptomatique sur l'*Effort intellectuel* qui nous livre le secret de la philosophie bergsonienne, si l'élan vital, où l'on a cherché malignement des métaphysiques abstruses, n'est que l'extension au problème général du monde de cette activité schématique par laquelle s'organise la vie intellectuelle de chacun de nous. Et la discussion subtile du parallélisme poursuivie, sous diverses formes, de *Matière et Mémoire* aux conférences de Genève, d'Oxford et de Birmingham, est la preuve la plus nette de cet intellectualisme fondamental, si l'impossibilité de l'hypothèse combattue résulte précisément de l'illogisme qu'elle enferme, de la confusion qu'elle recèle, du défaut absolu de simplicité concrète qui la caractérise. Entre elle et la solution adoptée il y a toute la distance du faux *a priori* métaphysique à l'hypothèse expérimentale féconde. En vérité, la philosophie de Bergson est une application au détail et à l'ensemble des problèmes posés par l'expérience de la méthode expérimentale la plus orthodoxe et la plus intelligente. Et c'est l'intellectualisme du point de vue commun à toutes ces études qui fait de chacune d'elles, à titre égal, une manifestation de l'*énergie spirituelle*. On peut mesurer, s'il en est ainsi, l'erreur de ces bergsoniens naïfs qui font chorus avec les adversaires de Bergson pour opposer sa méthode prétendue à celle de la science positive et de la grande philosophie rationaliste. De telles interprétations, ignorantes de leur objet, traitant les catégories fluides qu'elles prétendent faire valoir comme les cadres inertes d'un système tout formel, aboutissent forcément à méconnaître l'intellectualisme vivant de la pensée qu'elles travestissent. Ces caricatures

« anti-intellectualistes », massives et sans nuance aucune, sont au bergsonisme véritable ce que sont les images d'Epinal à l'art digne de ce nom. Il est nécessaire de dénoncer la vanité ambitieuse de ces démarquages, de peur que les novices mal dirigés n'aillent confondre l'incompétence d'un copiste avec la science du maître. L'absence de pensée n'autorise pas celui qu'elle afflige à prêter à un penseur la défiance de la pensée. Il est vrai que les misologues sont ridicules, mais il n'y a pas de misologues dans l'école légitime de Platon.

Quelles sont maintenant les conclusions essentielles que nous permettra, sur nous-mêmes et sur le monde, cet intellectualisme renouvelé? La plus immédiate et la plus décisive, c'est la nature arbitraire, parce que toute abstraite et métaphysique, de l'hypothèse courante sur l'âme et le cerveau. Ce mécanisme de l'identité, qui finit par réduire la conscience à un phénomène sans valeur, n'est pas une inférence de la méthode positive mais, comme le montrent nettement les analyses de *Matière et Mémoire*, une construction *a priori* d'origine cartésienne. Il est incompatible avec une interprétation cohérente des faits, avec une évaluation de l'expérience intégrale. Le rapport du cerveau à la conscience est celui de la partie au tout, ou plutôt de l'instrument à l'œuvre. Et c'est donc le rôle même de la conscience qui sera l'objet d'une évidence prochaine. Or, par un ensemble de convergences qui assurent à la vie une signification fondamentale et intelligible, on est amené à conclure que la conscience, partout où elle apparaît, est l'ouvrière d'un choix entre les possibles, d'une systématisation harmonieuse des mouvements, d'une invention de forme ou d'acte, d'un progrès. Et c'est plus nettement encore dans la vie mentale que cette fonction s'accuse. Le choix entre les souvenirs, l'actualisation des images désirables, l'ordonnance régulière de la pensée en vue de l'avenir que l'on prépare, le dynamisme efficace d'une conscience située, telle est cette attitude normale d'où résulte le développement de notre monde réel, et que l'on nommera avec justesse l'attention à la vie. Ainsi l'attention, qui est la conscience agissante et actuelle, sera le signe immédiat de cette énergie présente où nous devrons voir simplement l'organisation rationnelle des images dans lesquelles l'analyse résoud enfin la réalité. La distinction entre le rêve et la veille, identique à la distinction entre la personnalité vacillante et la personnalité en équilibre, se ramène à l'opposition entre l'intelligible et l'incohérent, entre la raison concrète et l'illogisme incompréhensible. Et l'objet de la conclusion la plus radicale, et qui résume toutes les autres, c'est donc, saisie directement et partout dans son acte, la méthode même définie plus haut, l'effort de clarté par lequel s'organise et prend une signification et une valeur le système des images qui constitue l'expérience intégrale. Nul départ, dès lors, entre les pièces du système et la systématisation, entre les données et leur enchaînement, entre l'intuition brute et la dialectique de l'intelligence. C'est l'expérience seule qui définit le réel; et l'accroissement de l'expérience est une expansion de l'intelligible. Le sens de l'expérience n'est pas une chose saisissable en dehors de l'expérience elle-même; les faits ne sont isolables que par la signification même que l'expérience leur communique. Entre l'effort d'intelligibilité et les faits intelligibles il y a simplement la différence de l'état ouvert à l'état fermé. Ce que l'intuition saisit directement, c'est le travail d'organisation de cet ensemble; elle le saisit du dedans parce qu'il est intérieur, étant la logique même de cette intention. Bref, le monde de Bergson, en nous comme au dehors, n'est autre que l'activité intellectuelle se réalisant dans son œuvre par une création continue.

Et c'est pourquoi, bien loin qu'un mystère opaque nous dérobe notre vie et notre destin, les perspectives que cette philosophie nous annonce ne peuvent qu'agréer à cette raison souple qui nous promeut. Bergson a écrit, à diverses reprises, qu'il irait aussi loin dans la spéculation qu'il serait porté par l'expérience extérieure et intérieure. Cette intelligibilité harmonieuse, qui se réalise à ses yeux dans la vie mentale et dans l'évolution des espèces, n'est-elle pas constitutive tout ensemble, en sa clarté croissante, et d'une humanité qui se cherche et d'une personnalité qui se fait? Pourquoi cette œuvre double, aux deux faces solidaires, n'aboutirait-elle pas à une réussite finale? Telle est l'hypothèse ultime de l'*Evolution créatrice*. Et si l'interprétation vraiment logique de la vie subordonne le corps à la conscience, pourquoi le progrès de la conscience n'abolirait-il pas la mort? Notons bien qu'il s'agit de l'expérience totale, fût-elle seulement possible et que nulle interdiction *a priori* ne saurait limiter le possible qui ne limitât par là même l'ambition infinie de l'intelligence. Quelle extension future de notre psychologie si restreinte encore est enclose peut-être en ces virtualités du savoir! Et voici que l'intellectualisme lui même exige que l'on fasse crédit aux

hypothèses surprenantes sur l' « au-delà ». Qu'une méthode prudente et souple, celle que nous avons trouvée à l'œuvre dans le monde reconnu, arrive à ordonner harmonieusement les phénomènes du monde occulte, il se peut que le ciel et la terre nous révèlent alors ce qu'ignorait notre philosophie; et notre philosophie n'aura pas le droit de nier cette révélation, si elle est fidèle à son office qui est de comprendre toujours davantage. Il est à prévoir que certains, faute de saisir vraiment l'attitude de Bergson, le railleront ici pour sa crédulité et qu'ils travestiront en spiritisme le spiritualisme dont ils lui font grief. Nul besoin de dire que rien, dans son œuvre, ne suppose une telle affirmation des esprits, désincarnés ou non. Il y a là, pour Bergson, un problème ouvert que nulle négation préjudicielle ne saurait clore avant l'expérimentation sincère. Il ne s'agit pas d'une croyance à affermir, mais d'une intelligence à éprouver; et l'on doit ici, comme pour tous problèmes, essayer l'hypothèse afin d'organiser l'expérience. C'est donc l'intérêt même de la raison qui ordonne le développement de la « recherche psychique » ; la superstition consisterait à s'interdire la recherche, et l'exploration de l'occulte est en harmonie parfaite avec les exigences de l'intellectualisme.

Mais notre destin n'est pas relégué pour nous sur une terre inconnue, au delà de la mort. Qu'aurait à nous dire sur la signification profonde et totale de notre vie présente cette philosophie rationnelle de l'expérience intégrale? Il est inconcevable qu'elle ne promette pas d'illuminer pour nous la voie rationnelle du salut, s'il est vrai que l'effort de l'intelligence construise le monde en l'ordonnant et que le détail de l'invention qui nous produit et nous caractérise constitue pour une part, la meilleure qui nous soit connue, l'avènement décisif de la clarté spirituelle. Sans doute, les études publiées jusqu'à cette heure par Bergson ne se proposent pas encore de résoudre directement le problème de l'action. Elles marquent cependant la méthode qui seule pourra le résoudre, et qui ne diffère en rien de la méthode toute lumineuse par laquelle se résolvent tous les autres, l'incarnation progressive au détail de nos actes de l'énergie qui les projette à mesure, se cherchant et s'amplifiant elle-même au système intelligible de leur accroissement indéfini. Le signe de cette clarté pratique est la joie des créations efficaces, l'indice infaillible de l'intelligence exaucée, « l'état le plus divin qui convienne à un esprit mortel », selon l'expression d'Aristote, s'il n'est pas bien plutôt l'assurance d'une victoire définitive sur la résistance aveugle des instincts qui nous dissipent, l'état vraiment divin d'une intelligence affranchie qui possède le monde en se possédant elle-même. Il est vraisemblable que ce besoin logique (au plus haut sens du terme) d'une expérience accomplie engagera Bergson dans ces détours subtils de la vie intérieure, où résonne, pour qui est de force à l'entendre, l'appel salutaire des grands mystiques. Au risque de soulever ici encore la raillerie des incompétences, cette philosophie sincère, désireuse qu'elle est de porter à l'absolu l'ambition de l'intelligence créatrice, ne peut délaisser, en son effort de compréhension libre, l'épreuve de la *Nuit obscure* et la voie douloureuse qui conduit l'âme fidèle au stade pacifiant de l'*illumination*. Qu'importe l'inintelligence dédaigneuse de ceux à qui échappe l'humanité profonde de ces lutteurs et de ces victorieux? Si la philosophie est autre chose que la dialectique scolaire d'un groupe étroit, si elle propose à tous, selon la mesure diverse des esprits, la joie spirituelle réservée aux intelligences inquiètes, elle ne saurait prendre pour arbitres de la vérité ceux qui confondent la pensée vivante avec les formes closes d'une réduction aux principes. L'idéalisme de Procuste ne peut suffire aux ambitions légitimes de l'*Effort intellectuel*.

J. Segond.

L'ŒUVRE POÉTIQUE DE COSTIS PALAMAS

L'œuvre poétique de Palamas — le plus grand lyrique, sans contredit, de la Grèce actuelle — apparaît comme une production à part, si touffue, si essentiellement multiforme et polyphonique, qu'elle échappe pour ainsi dire, sinon à la critique du moins au classement. Aussi n'essaierai-je pas de ranger ce prodigieux auteur dans l'une ou l'autre de nos écoles poétiques modernes. Palamas prend tour à tour le mode ample et oratoire du ton romantique, l'éclat et la fermeté — sinon la précision rigide — des Parnassiens, et bien plus souvent la fluidité évocatrice et musicale de la manière symboliste ; et ce n'est pas seulement son instrument qu'il sait si adroitement, selon les exigences

de l'inspiration, adapter à tous les genres pour lui faire rendre des musiques si nombreuses, c'est encore l'essence même de cette inspiration qui est infiniment diverse. Ainsi son œuvre poétique va de la scène naturaliste et de la simple réflexion traduite en vers — en passant par la satire politique, l'ode à contenu sentimental telle que la conçurent les romantiques, et l'expression allégorique des déductions de sa pensée et de son observation — jusqu'à la profonde méditation lyrique, au marbre infrangible de la narration épique et au claironnement enflammé de la prophétie. Dans la multiplicité de ses aspects, l'unité de cette poésie se retrouve autant dans la pensée si puissante et si originale dont elle se fait l'expression, que dans le tour particulier de la sensibilité du poète qui a vite fait de s'assimiler et de transformer, selon un rythme personnel et par la nouvelle vie qu'il leur infuse, toutes les modalités de forme et d'élocution dont la fréquentation assidue de la littérature occidentale a pu l'enrichir.

Il importe donc de dégager immédiatement l'homme intérieur. Chez Palamas, la personnalité ésotérique aussi est multiple. Le poète s'en rend compte : « J'ai la conscience, dit-il, que j'existe non pas avec mon moi, mais avec mes moi ». En effet, il est d'abord l'homme de son pays, ensuite il est l'homme de son siècle, mais, par dessus tout et en dehors de toutes contingences de temps et de lieu, il est l'homme universel.

En sa qualité de Grec, il porte avec fierté le patrimoine glorieux de sa race, enrichi, d'âge en âge, par le tribut des siècles.

« O Mère tant éprouvée, mère immortelle, les Parthénons ne sont point ton unique parure ; des glaives qui t'ont meurtrie, les siècles t'ont fait des joyaux et des couronnes.

« Les pierres qu'a érigées sur ton sol la main triomphante du Romain, l'église à ronde coupole bâtie par Byzance sur l'emplacement de l'antique temple à colonnade — ce fort, dans lequel rugit encore le lion de Venise — le minaret qui se dresse, vestige de la plus sombre et de la plus amère servitude.

« Et le passage du Slave répercuté dans un nom qui nous vient à la bouche — avec le lait sucé au sein maternel — comme une exotique floraison sur le sol indigène ; tous ces souvenirs te tissent une robe nuptiale, te parent, ô reine, comme un diadème, ajoutant de la beauté à ta beauté et sont comme des viscères nourris de ton propre sang.

« O précieux emblèmes, discordantes parures, monuments passagers, vous êtes les matériaux élaborant la perennité de ce monde formé de successifs cataclysmes qu'est notre grande, notre harmonieuse patrie moderne (1) ».

Plein de cette vision, il s'efforcera de faire sortir de la pénombre, où le culte exclusif de l'antiquité et le retour factice vers un « archaïsme frelaté » l'avaient reléguée, toute une période de la vie hellénique, tout un aspect de la tradition nationale qui a droit, autant que les autres, au culte de la Grèce moderne. Avec sa profonde divination, il a compris que, d'ère en ère, les métamorphoses consécutives subies par sa race ont été sa rançon au temps et la condition de son existence ; rien de cette chatoyante diversité ne saurait par conséquent être rejeté. En somme, l'unité de l'hellénisme sous des incarnations si dissemblables et la nécessité de son évolution à travers les siècles semblent les deux concepts fondamentaux qui, dans l'âme du poète, président à toute sa pensée ethnique. Involontairement, autour de ces idées centrales, viennent converger d'autres sentiments, d'autres rêves, d'autres pensées qui, d'abord étroitement apparentées à elles, s'élargissent bientôt jusqu'à la vision de l'humanité entière, dans ses épreuves et dans ses tribulations qu'il identifie, en un même sentiment de douloureuse tendresse, avec celles de sa race. Comme le remarque M. Philéas Lebesgue, c'est l'univers entier qu'il fait tournoyer autour de cette idée nationale qui, avec l'autre plus large, toute de philosophie et de pitié — celle de la souffrance humaine — constitue le fondement de son œuvre. Entre ces deux pôles, sa pensée oscille continuellement, les confondant parfois dans le même éclair. Ainsi, ces deux grandes idées, dans leurs suprêmes manifestations, n'en font qu'une seule.

Malgré les fautes et les faiblesses de la Grèce nouvelle dont les défaillances, impitoyablement flagellées par lui, sont le thème constant de ses poésies nationales, avec une conviction mystique, qui tient plus de la foi que de la froide réflexion, il croit ardemment au relèvement définitif de l'hellénisme.

Mais, que le pays le sache bien, ce n'est pas par une imitation servile de l'antique qu'il se régénérera : on ne fait pas revivre des choses mortes sans retour. Désormais il faut trouver une voie nouvelle.

« Femme, si tu veux virilement travailler à ton affranchissement, creuse une fosse et enterres-y pour jamais les fables du vieux temps, si belles qu'elles soient (2). »

(1) *La Cité et la Solitude*. Hymne des siècles. Traduction. E. Clément.

(2) *Thèmes satyriques*. Trad. E. Clément.

Il n'est plus le rossignol de Colonc, et sa voix n'est qu'un rêve ; les livres où s'abreuve la doctrine ne sont, hélas ! que des cadavres... Et il est écrit qu'une flûte avec un *air nouveau* ressaisira ce rêve et le fera revivre (1).

L'insistance que le poète met à exhorter la jeune Grèce à ne point abdiquer sa personnalité, à ne point s'attacher servilement à marcher sur les traces des Anciens, mais plutôt « à se borner à cueillir de leurs fleurs pour en couronner sa chevelure », possède un caractère de réaction militante contre cette incompréhension des destinées de la nation avec laquelle l'intellectualité de son pays s'était stérilisée pendant un certain temps dans le culte des choses abolies. Il préconise, par contre, le retour à la vie, c'est-à-dire à la tradition populaire et au folklore ; cela notamment dans le domaine de la langue. Ce n'est qu'en s'abreuvant à ces sources de vie que l'on parviendra à créer du nouveau et, ce faisant, on sera plus proche de l'antiquité que ses piètres imitateurs.

Cependant, la régénérescence définitive ne s'obtiendra point uniquement par cette réintégration de la néo-grécité dans son domaine naturel. Palamas est trop imbu des idéaux modernes pour désirer qu'elle se renferme dans un particularisme égoïste et étroit. L'hellénisme ne redeviendra ce qu'il a été que par l'assimilation de la science, des vertus morales et de l'énergie de l'Occident (2), détenteur actuel du véritable esprit de civilisation et héritier en cela de l'antiquité classique. Ainsi, chez Palamas, les exigences de l'homme de son siècle viennent compléter les aspirations de l'homme de son pays ; et ce qu'il y a dans son génie d'essentiellement indigène acquiert, par la vaste culture de son esprit et l'ampleur de sa pensée, une portée large et générale. Cette universalité éclairée est un des traits les plus caractéristiques de son œuvre et de son intelligence. Écoutons, à ce propos, M. E. Clément : « Il reçoit toutes les influences philosophiques, scientifiques et littéraires de son époque. Muni d'une vaste lecture, son esprit actif et curieux connaît tous les mouvements de la pensée moderne et y applique sa propre réflexion. » La culture occidentale à laquelle il est si largement ouvert, il la tient surtout de la France. Le poète d'ailleurs sait gré à cette « seconde mère » de lui avoir prodigué ses lumières et d'avoir été « le rayonnement de sa poésie ». « Mais moi, tout mon amour vole à présent vers toi, ô France ! s'écrie-t-il dans *Europe*. Après le lait de ma mère divine, c'est toi qui as été la manne de mon désert, toi qui as été la joie, le guide et l'éducatrice de mon esprit » (1). Et cette accession à l'esprit européen par une voie française explique beaucoup de ses goûts, ses préférences et son art même.

***

Situé en dehors de la mêlée des écoles et des groupements et, par ce fait, échappant à leur parti-pris et à leurs étroitesses, le poète est mieux placé pour admettre leurs conceptions contradictoires en ce qu'elles ont de juste. En effet, on le verra faire, dans son œuvre, la part des théories les plus adverses. Cette trop grande universalité, cette perméabilité excessive aux influences les plus divergentes pourraient faire croire que, sans avoir su se fixer nulle part, sa pensée se ballotte entre les doctrines et les techniques opposées ; il n'en est rien, car voilà qu'intervient ici, mieux que la faculté consciente de sélection et de sacrifice dans un but d'esthétique supérieure, le troisième et plus profond élément dont est constitué sa personne, j'entends l'homme de tous les siècles et de tous les pays, l'être qui vit et qui souffre.

C'est son souffle largement humain qui fond et fusionne en lui les tendances rivales par l'élimination de tout ce qui pourrait être contraire à l'expression immédiate et frémissante de l'essence tragique de la vie. Le poète a mis son cœur au diapason de celui du monde ; il communie au drame universel. Alors que d'autres, dans leur effort de pénétrer le cœur humain, se fourvoient en de minutieuses analyses et s'englunt, sans pouvoir s'en évader, aux causes extérieures de l'humaine souffrance, lui la saisit toute, guidée par sa propre douleur, « l'infaillible douleur, patrimoine des pauvres poètes, qui consume leur cœur et ronge leur cerveau... plus inéluctable que la sombre Parque et dont l'amertume est plus âcre que toutes les morts... (2) », il la sent inhérente à la nature même de l'homme et du monde et en fait retentir, entière, dans tout son mystère inviolé, la grande voix. « La Peur et la Passion, ces épouvantails de l'Humanité, sont traînées dans ton char, et leur passage est un déchaînement et un obscurcissement de tempête... C'est en vain que tu as garotté ces monstres... que tu les a piétinés et montrés à la foule, comme le belluaire montre, à travers une cage de fer, les lions africains qu'il

(1) *La Cité et la Solitude. Confidences.* Trad. E. Clément.

(2) ...Amasse les trésors du Progrès... les fruits de la Science, les fleurs de la Vertu, la Volonté audacieuse, l'Idée, salut des nations, et tout ce que tu as appris à l'étranger et tout ce que tu en as rapporté... (*La Cité et la Solitude. Le Retour du Roi.* Trad. E. Clément).

(1) *Autels.* Trad. E. Clément.

(2) Trad. E. Clément.

a domptés... O belluaire, les monstres sournois te guettent, tandis que, couché sur un lit d'amour, tu presses dans tes bras insoucieux la Méditation souveraine, environné de tes rêves pullulants, fugaces, houleux, écumants. O belluaire, les monstres sournois te guettent, leurs ongles s'enfoncent brusquement dans ta chair et la déchirent. C'est une lutte muette, un corps à corps atroce. Hélas! les tortionnaires affamés, insatiables et lents sucent tout ton sang, goutte à goutte...

« C'est en nous qu'est l'enfer avec les tourments du Tartare; et c'est nous qui sommes, pour nous-mêmes, les Furies à la chevelure de serpents, des Cerbères, des Tantales, des Tityos, des Sisyphes, des Styx (1). »

Ainsi, sous des apparences lyriques et épiques, l'élément du drame est omniprésent dans la poésie de Palamas et c'est cet élément qui donne à ses deux grands poèmes épiques, le *Dodécalogue du Tsigane* et la *Flûte du Roi* — ouvrages conçus dans un esprit national — cette intensité d'intérêt humain qui fait le meilleur de leur souffle et de leur force.

« Mais toi, ô mon chant, tu jaillis d'une source inquiète, toi tu es toujours la lave et la houle (2) », fait-il dire à son Ascréen et c'est la définition de sa propre poésie qui se cristallise dans cette image.

***

Je m'arrête aux principales étapes de l'œuvre : dans l'*Hymne à Athéna* l'imagination et la pensée du poète ne possèdent point encore la puissance et la richesse qu'elles prendront par la suite. Mais il y a, dans le vers, une pureté d'expression et dans l'inspiration une piété fervente, quelque chose de lumineux, et de juvénile qui ne réapparaîtra plus dans ses ouvrages ultérieurs.

Dans les *Iambes* et *Anapestes*, où sa sensibilité se révèle vibrant surtout aux émotions intellectuelles, les pièces courtes et ramassées sont, pour ainsi dire, toutes de muscle et de nerf. En chacune d'elles, la richesse de pensée s'incarne dans la vie d'un symbole énergique et concis, à la brusque lueur duquel on entrevoit de foisonnantes profondeurs de sentiment et de réflexion, pour un instant illuminées. C'est ici véritablement l'époque symboliste de Palamas.

Cri poignant, cri de son cœur paternel déchiré par la mort de son enfant, le *Tombeau* vient, pour ainsi dire, interrompre la marche de la méditation du poète et le mettre de nouveau en contact avec les choses de la Terre. Mais au-dessus de cette douleur de chair et par delà la mort, s'affirme et se fortifie son ardent idéalisme.

Déjà dans les *Yeux de mon Ame*, paru avant *Le Tombeau*, on rencontrait des pièces de supérieure allure lyrique, mais c'est de la *Vie Immuable* que peut dater son départ définitif dans la voie du grand lyrisme éclatant et nombreux, aux flots d'images et d'harmonies et aux éloquents développements. Son vers a acquis une richesse et une ampleur inconnues aux ouvrages précédents. C'est ce chemin là qui l'amènera, par une ascension naturelle, aux fulgurations prophétiques du *Dodécalogue du Tsigane* et aux splendeurs épico-lyriques de la *Flûte du Roi*.

Dans le *Dodécalogue*, le poète s'exprime par la bouche d'un Tsigane, « type idéalisé de sa race (1) ». C'est un siècle avant la prise de Constantinople par les Turcs, et la décadence de la nation-reine, dans tous ses adieux solennels à la vie et aussi dans ses misères et son vertige, s'étale devant nous. Les frissons avant-coureurs de la catastrophe sillonnent le récit, et l'atmosphère de la plupart des chants est faite de l'indicible effroi, de la vague stupeur qui précèdent les grands cataclysmes. On y entrevoit l'affaissement de tout un peuple et la dégradation de son énergie virile... Et les gens sont « comme s'ils avaient égaré leur route et... perdu peu à peu leur entendement et leur faculté de penser, et puis toute mémoire, et puis toute espérance; et ils ne savent rien du passé derrière eux; et devant eux, ils ne voient plus de patrie. » Telles sont la lassitude et l'égarement qui pèsent sur la ville condamnée « qu'elle n'attend plus que le moment où le Turc s'emparera d'elle ». Le thème national est présent d'un bout à l'autre de l'œuvre, tantôt voilé derrière des figurations symboliques, tantôt exprimé directement. Parallèlement à cette idée, le Tsigane qui se définit lui-même : « L'individu qui vit pour les multitudes », le Tsigane qui, plus généralement, symbolise la vie tendant vers une forme supérieure ou plutôt l'homme à qui incombe la tâche de l'élever à cette forme, poursuit le récit de sa lutte, de ses avatars, de son effort toujours déçu, et finalement, après tous les échecs et tous les avortements, lorsqu'il semble que, une à une, toutes les formes possibles de vie aient été essayées en vain et qu'il n'y a plus lieu d'espérer, voici, inattendue, la découverte du Violon mystérieux qui fera entendre enfin aux hommes, malgré leur volonté contraire, la nouvelle musique qui les régénérera. Ainsi, ce livre qu'on aurait pu croire

(1) *Autels, Le Triomphe*. Trad. E. Clément.
(2) *La Vie immuable. L'Ascréen*. Trad. E. Clément.

(1) Œuvres choisies de Costi Palamas. Traduction du néo-grec par E. Clément. Vol. I, p. 211.

un chant de désespoir, un *mirologue* sur les splendeurs à jamais disparues, une complainte sur les vaines tentatives du créateur aux prises avec un monde hostile, est, au contraire, l'annonciateur d'une résurrection, par delà les épreuves nécessaires, dans un avenir de redressement et de bénédiction.

Plus encore que le *Dodécalogue du Tsigane*, la *Flûte du Roi* possède un caractère national. Conformément à l'esprit du poète qui est de réhabiliter cette partie du patrimoine grec rejetée au second plan, et de puiser de préférence, aux sources plus proches de l'Hellénisme byzantin dont la tradition est encore vivante, cette épopée, qui est celle de toute la race, revêtira une forme byzantine.

Avec cet ouvrage, le poète, par dessus quatre mille ans donne la main au chantre de l'Illiade et de l'Odyssée, et c'est peut-être ici que se rencontrent les seules pages véritablement épiques de l'Europe moderne. En effet, bien que la matière en soit puisée aux annales de l'Empire grec, la *Flûte du Roi* n'a rien de commun avec les reconstructions à sujet également historique, dont la poésie des périodes romantiques nous donne d'éclatants exemples. A ces productions pittoresques du passé, qui, ramené au jour, vient se dérouler devant nous comme une pièce de musée, il manque l'élément de vie intense et actuelle par quoi se caractérise l'ouvrage de Palamas. Actuelle, car le passé est surtout reconstitué non pas dans cette qualité, mais dans la mesure où il se trouve encore vivant en nous ; et aussi par l'esprit résolument national dans lequel le poème est conçu. A noter que cet esprit, loin de lui enlever de sa portée et de son ampleur, est, au contraire, ce qui lui donne son intensité de vie.

Dans la *Flûte du Roi*, comme dans toute véritable épopée, il y a moins la poésie d'un individu que celle d'un peuple. Le réel sujet de l'œuvre ce n'en est pas les apparents héros, mais bien la nation entière dont elle est l'expression poétisée. Quant à l'auteur il sacrifie son moi et s'efface de sa création. Cette élimination ne signifie point, à coup sûr, que la personnalité du créateur est absente ; il semble y avoir là, au contraire, une telle dilatation de cette personnalité, qu'elle finit par englober toute la race au point de se confondre avec elle et de s'y perdre.

Un autre trait qui confère à la *Flûte du Roi* son caractère épique, c'est sa généralité : je veux dire que par son contenu et par les sentiments qu'elle agite, l'œuvre — certaines parties exceptées — est capable de remuer les âmes les plus simples, les moins portées à la littérature. Donc, point d'émotions uniquement intellectuelles, point de spéculations transcendantales, de subtilités, de symbolisme obscur et métaphorique ; par contre, un retour prononcé ver les sources inépuisables et vivantes du folk-lore, vers la légende, vers les tournures populaires, et un constant recours à l'élément dramatique et à la religion. L'épopée étant essentiellement narration, comporte un certain degré de sérénité impersonnelle, j'entends de sérénité d'âme, cet équilibre, cette quiétude apollinaire non fermée aux émotions mais excluant tout parti-pris extérieurement manifesté, d'angoisse, de douleur, de désespoir, qui décélerait directement le poète vivant derrière l'œuvre, et ferait perdre à celle-ci son caractère de supérieure impersonnalité. Distincte de la sérénité d'âme et la sérénité d'expression, je veux dire le débit calme et régulier de la narration. Dans la *Flûte du Roi*, l'incomparable lyrisme du poète fait irruption à travers la marche égale et paisible de la phrase, éclatant en splendeurs d'images. Cette fougue, purement verbale, quoique n'étant pas de nature essentiellement épique, se marie assez heureusement avec la sérénité de la disposition ésotérique. De par cela plusieurs chants sont d'un souffle hybride, épico-lyrique, dirai-je, souvent pour la plus grande beauté du poème.

A propos d'un pèlerinage que les armées victorieuses de Basile, le Tueur de Bulgares, font à Panaghia d'Athènes, dont le culte a remplacé celui de Pallas sur le Parthénon, c'est toute l'âme tragique et passionnée de Byzance que le poète fait revivre dans cet ouvrage. Mais il ne s'est point contenté de le parer des sombres splendeurs de l'Hellénisme médiéval. Les gloires et les beautés de la Race entière sont inscrites aux pages de son livre. Avec un art incomparable il ressuscite à nos yeux, dans leur marche à travers les plus nobles paysages de l'Hellade, tout saturés encore d'éloquents souvenirs, l'armée des Basiléïs, farouche bariolage de peuples, qui montre dans la profondeur de ses rangs, mêlés à la fleur de la vaillance grecque, tous les rameaux hybrides que les greffes étrangères ont fait pousser sur le vieil arbre hellénique. Et, par la bouche du rude Empereur Bulgaroctone, du guerrier ascétique, du pieux héros, qui semble en de prophétiques entretiens communier avec Dieu même, c'est l'Hellénisme incarné qui chante les temps héroïques où sa sauvage énergie s'alimentait dans une foi miraculeuse, ou qui se lamente sur ses déchéances futures, lorsque les cent peuples de l'univers partageront son héritage et s'empareront des secrets de sa force, lorsqu'enfin, réveillé de sa longue léthargie, il se verra obligé, dans son dénuement, d'aller mendier chez l'étranger son propre bien, cette civilisation qu'il avait créée de son génie.

Les deux points culminants de l'œuvre dépassés, le flot lyrique continue toujours vers plus de pensée

et vers plus d'humanité (1) et ce sont les recueils plus récents qui seront aussi les plus largement universels, notamment la *Cité et la Solitude* et *Autels*.

Enfin dans les *Thèmes Satyriques* le poète manie avec maestria la sanglante lanière de Juvénal ; et ce qui rend ses paroles plus poignantes c'est que l'on entrevoit, derrière leur morsure, le déchirement de cette âme aimante et sensible qui flagelle d'autant plus qu'elle souffre.

***

Telle est, dans ses traits essentiels, l'œuvre poétique de Palamas. En donner un aperçu, est tout ce que je me proposais dans cette étude. Je me suis donc abstenu de tout commentaire sur sa volumineuse critique, ses contes, son théâtre et ses traductions, comme aussi sur sa position dans la littérature néo-grecque et son rôle dans la lutte des langues, puriste et populaire, toutes questions trop considérables pour être traitées ici.

Cette poésie, l'une des plus splendides manifestations du grand lyrisme européen du XXe siècle, quoique déjà répandue en d'autres pays, notamment ceux de langue anglaise, était totalement ignorée en France, si l'on excepte un cercle restreint de poètes et de lettrés. Aussi l'on ne saurait trop louer M. Eugène Clément de l'avoir révélée au public par sa belle traduction fragmentaire.

L'œuvre valait d'être connue plus ici que partout ailleurs : car outre sa valeur purement littéraire, elle est un des plus éclatants témoignages de la part que prend la culture française à la formation de l'élite européenne, et de l'ascendant que la France, par le seul prestige de ses lettres, par le seul rayonnement de sa pensée, exerce sur les esprits qui, de nos jours, sont les plus pures gloires de l'Europe.

Alexandre Embiricos.

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

LE RECOURS A LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

Peut-être n'est-il pas inutile de procéder, de temps en temps à une sorte de revision et de classement des idées qui encombrent le tapis, car ce fut toujours un des procédés favoris des Allemands et des pro-Allemands que de répandre par le monde une quantité de problèmes adventices qui viennent brouiller et obscurcir les notions, au fond, très simples qui régnaient, à l'origine, chez les peuples alliés au sujet de la juste paix que l'on avait fait miroiter aux yeux des combattants. Le moment est favorable. Les experts viennent de déposer leur rapport et les gouvernements vont, de nouveau, se trouver à pied-d'œuvre devant le problème des réparations.

Pour la première fois, nous nous trouvons devant un plan concret et pratiquement réalisable. C'est quelque chose, mais ce plan ne supprime pas le dilemme qui s'est dressé devant nous dès la Conférence de Spa, au lendemain même du traité de Versailles : ou bien, nous tenant à la lettre du traité, nous serons seuls à exiger de l'Allemagne l'exécution entière de toutes les clauses de la paix, et nous aurons contre nous l'Angleterre, les neutres et le monde entier ; ou bien nous admettrons une réduction de la dette allemande et une révision partielle de ce traité que nous avions primitivement considéré comme un minimum, mais où nos alliés n'ont toujours voulu voir que les concessions qu'ils avaient faites à ce qu'ils appellent notre impérialisme et notre esprit de vengeance.

C'est à cette seconde alternative que nous allons, semble-t-il, nous rallier.

Peut être n'est-il pas inutile de rappeler, au moment où nous allons entrer dans une phase nouvelle, que nous en sommes arrivés à cettte impasse à la suite d'une campagne méthodiquement menée. Les Allemands ont toujours prétendu, même lorsqu'ils apposaient leur signature au bas de l'acte solennel qui consacrait leur défaite, que ce traité était inexécutable ; ils se refusaient d'ailleurs à reconnaître son caractère pénal, les uns rejetant la responsabilité de la guerre sur l'Empereur et son entourage, les autres, plus hardis, accusant l'Entente d'une conspiration machiavélique qui avait obligé l'Empire à la guerre. Ils se posaient en victimes, disaient qu'ils ne cédaient qu'à la force, ajoutant que jamais, quelle que fût leur bonne volonté, ils ne pourraient accomplir les prestations qu'on exigeait d'un peuple épuisé et ruiné. Depuis lors, ils s'en sont tenus à cette attitude, avec une telle obstination qu'ils sont arrivés à faire croire à une grande partie du monde qu'ils avaient raison sur beaucoup de points. « Le traité est inexécutable », disaient-ils, et ils se sont appliqués à le démontrer, avec cette force de dissimulation et de concert qui est un des traits de la nation. L'Allemagne tout entière, de l'extrême-gauche à l'extrême-droite, s'était promis d'arriver

(1) A part cependant les *Regrets de la Lagune*, où le poète a réuni, pour la plupart, des impressions et des reminiscences purement personnelles.

à une révision et, il faut bien convenir qu'elle y est arrivée, du moins en partie, car, de conférence en conférence, de moratoire en moratoire et d'état de paiement en état de paiement, nous avons abouti à ceci, que les experts ont consacré : tout ce qui, dans le traité, concerne les réparations se trouve modifié. Tous les gouvernements de la victoire ont proclamé solennellement que, conformément à la justice, tous les dommages commis contre les personnes et contre les biens seraient réparés par l'Allemagne coupable : en soumettant la question au Comité des experts, nous avons admis que l'Allemagne ne payerait qu'à concurrence de sa capacité. Les mêmes gouvernements alliés s'étaient promis de ne pas admettre l'Allemagne à la discussion du traité; ils dictaient la paix; ils en sont venus aujourd'hui non seulement à faire appel à sa bonne volonté, mais à souhaiter, presque à demander son agrément pour le plan de réparations qu'ils vont proposer. N'est-ce pas une véritable victoire des vaincus?

Tout en reconnaissant la mauvaise foi de l'Allemagne, les experts la consacrent.

Et cette victoire, à qui la doivent-ils, si ce n'est à l'Angleterre ? Même pendant la discussion du traité, ils ont trouvé à Londres d'étranges approbations (qu'on se souvienne de la retentissante démission de M. Maynard Keynes), soit que l'opinion britannique crût sincèrement que, débarrassée de nos craintes et de nos rancunes, elle concevait plus clairement l'intérêt européen, soit que, par une jalousie atavique, elle eût le souci de réduire le plus possible les fruits de notre victoire; le mot de Benjamin Constant est peut-être aussi applicable aux peuples qu'aux individus : « Les hommes ne sont jamais ni tout à fait sincères, ni tout à fait de mauvaise foi ». La réduction de la dette allemande, le relèvement — tout au moins un relèvement relatif de l'Allemagne — fût-ce aux dépens du relèvement de la France, fut dès lors l'objectif constant de la politique anglaise. Et les Anglais n'eurent pas de peine à faire partager leur opinion aux anciens neutres chez qui il y eut toujours un parti germanophile, et même à cette masse flottante des « bons Européens », qui aiment à se tenir au-dessus de la mêlée, et aux yeux desquels l'Allemagne a le prestige de la défaite. Il faut en prendre notre parti, le monde ne croit pas au péril allemand, et ceux-là mêmes qui sont bien obligés de constater le développement du nationalisme revanchard, le considèrent comme une réaction psychologique naturelle chez un peuple vaincu; ils le croient impuissant.

Voilà pour la question de sécurité. Sur la question des réparations, la divergence de vues entre l'opinion française et belge et l'opinion anglaise et... européenne, n'est pas moins tranchée. Certes, les plus germanophiles des Anglais conviennent qu'en principe l'Allemagne doit réparer les dommages, mais ils opposent à cette réparation mille raisons techniques plus ou moins valables, et ils font entrer les dommages français parmi les dommages mondiaux ou planétaires qui ne pourraient être réparés que suivant un plan d'ensemble de remise en ordre de la terre entière.

Que cette double thèse choque notre raison aussi bien que notre sentiment de la justice, je n'ai pas besoin de le démontrer; mais depuis bientôt cinq ans que cette discussion se prolonge, je crois qu'il est acquis que rien ne sert d'avoir raison; sur certaines questions essentielles, l'esprit d'un peuple est impénétrable à l'esprit d'un autre peuple, et les véritables Européens, capables de faire la liaison, et de se comprendre les uns les autres d'une frontière à l'autre deviennent de plus en plus rares. Il ne doit donc plus être question de plaider notre cause devant un tribunal dont le siège est fait, mais de chercher un moyen d'accommodement entre ces deux thèses opposées.

Certes, la première impulsion était de poursuivre envers et contre tous la solution nationale : puisque nous avons pour nous la justice, la raison, la lettre même des traités, maintenons malgré tout notre droit entier, advienne que pourra. Cette solution simpliste prêtait à de fort beaux effets d'éloquence; mais tous ceux qui ont quelque notion du jeu politique contemporain voient bien que, pour un grand pays dont le prestige moral reste immense, il est presque impossible de diriger sa politique contre l'opinion du monde entier. Même injuste, même absurde, nous ne pouvions heurter de front l'opinion de ce monde anglo-saxon qui détient aujourd'hui le trésor de l'univers, alors que nous ne pouvons compter sur personne si ce n'est peut-être sur les puissances de l'Europe Centrale encore trop neuves et trop mal assurées pour se jeter de gaîté de cœur dans une grande querelle. Le dilemme restait donc entier; ou bien la politique d'isolement et d'aventure, ou bien la politique des solutions internationales et... du renoncement. Allons-nous décidément adopter la politique du renoncement? Le seul moyen d'y échapper, nous dit-on, ou du moins de colorer ce renoncement aux yeux des peuples, c'est de remettre le dossier à la Société des Nations.

***

C'est l'expédient cher aux socialistes et, en général, aux partis de gauche, car il y a longtemps

que la Société des Nations a pris place dans l'idéologie radicale et socialiste ; bien avant la guerre, elle faisait partie du programme. Et le fait est que, dans la pensée de quelques-uns des signataires de la paix de Versailles, la Société des Nations devait être appelée à trancher un jour *tous* les différends qui pouvaient s'élever entre les peuples, et, en premier lieu, à appliquer un traité dont on avait dit, dès l'abord, qu'il était un perpétuel devenir.

L'idée wilsonienne de la Société des Nations avait d'abord été accueillie par tous les peuples avec un véritable enthousiasme. Avec ce besoin que nous avons d'établir des biefs dans le fleuve mouvant de la vie, il nous paraissait que la grande guerre, avec tout ce qu'elle avait comporté de souffrances, de ruines et de deuils, ne pouvait se justifier ou s'expliquer que si elle marquait une étape dans l'histoire de l'humanité. Cette étape, ce ne pouvait être que la fin de l'ère guerrière et le commencement d'une ère juridique. Aux heures les plus douloureuses, on n'avait cessé de répéter aux combattants, et ils n'avaient cessé de répéter eux-mêmes : « Il faut se battre avec courage et jusqu'au bout pour que cela ne recommence pas, pour que cette guerre soit la dernière des guerres. » L'institution de la Société des Nations apparut d'abord comme la consécration de cet idéal. Il semblait aussi qu'elle devait comporter la fin de l'ancienne politique d'équilibre, de l'ancienne diplomatie, l'abolition de la raison d'État. Que de rêves ! Mais, pour qu'il en fût ainsi, il eût fallu que tout le personnel du monde politique fût renouvelé comme par un coup de baguette, que toutes les traditions, tous les intérêts sournois qui demeurent comme sous-jacents dans la conscience des peuples disparussent tout d'un coup ; c'eût été une révolution comme on n'en a jamais vu dans l'histoire des hommes. En réalité, tout cet idéalisme un peu confus ne fut que la façade d'un traité pareil à tous les grands traités de l'histoire. Cette entrevision d'une diplomatie nouvelle qui serait la diplomatie des peuples en même temps que la diplomatie de l'idéal, n'a fait qu'ajouter quelque chose de confus et d'hypocrite à ce compromis international qui est un traité pénal quand il s'adresse à l'Allemagne, le résultat d'un marchandage quand il règle les rapports des puissances victorieuses entre elles, et la charte de la Justice internationale quand il s'adresse aux peuples. Quoi de plus composite ! Le pacte qui crée la Société des Nations n'y apparaît plus que comme un ajouté, un ornement de l'édifice, un fronton solennel et d'une utilité contestable. Et le fait que l'Amérique, qui avait patronné l'idée de la Société des Nations, refusait d'y adhérer et de sanctionner le traité, ajoute encore à la désillusion générale.

La Société des Nations avait donc un mauvais départ ; de plus, il y avait à la base même de son organisation quelques idées mal éclaircies.

Il est entendu que tous les peuples qui y sont admis ont une voix équivalente : c'est la base même du droit international ; chaque nation est une entité, égale en droit à une autre nation, quelle que soit son importance. Fort bien, mais c'est là une pure théorie, et dont l'application stricte choquerait le bon sens. Il est inadmissible que les intérêts vitaux de grandes et vieilles nations comme la France, l'Angleterre, l'Italie, des nations qui ont toujours compté parmi les peuples-chefs, puissent dépendre de la coalition de ces petites républiques d'Outre-mer, dont la conscience nationale et la culture juridique sont nées d'hier. Peut-être cela pourra-t-il se concevoir un jour quand un véritable esprit international sera né, comparable à l'unité morale de l'antique chrétienté ; mais aujourd'hui, on le constate à la Société des Nations même, les égoïsmes nationaux sont encore trop actifs.

D'autre part, il y a quelque chose d'inquiétant dans le fait que les Dominions britanniques, étant considérés comme des nations, on peut croire que l'Angleterre dispose, en fait, d'assez de voix à elle seule pour imposer sa volonté à tout l'organisme. Voilà qui n'est pas fait pour lui donner de l'autorité. Ceux qui, dès à présent, ont dans la Société des Nations une foi peut-être un peu imprudente, déclarent bien que ce n'est là qu'une apparence, que le Canada, l'Afrique du Sud ou l'Australie ont une véritable indépendance morale et ne dépendent nullement du Gouvernement de Londres. On ne demande qu'à le croire, mais la preuve de cette indépendance est loin d'être faite.

Dans tous les cas, à tort ou à raison, l'opinion publique, aussi bien en Italie qu'en France, en Pologne ou dans l'Europe Centrale, a le sentiment que la Société des Nations est un instrument de la Grande-Bretagne, et que soumettre à l'assemblée de Genève un différend important, cela équivaut à accepter un arbitrage anglais. Quelle est la grande nation qui oserait aujourd'hui se fier absolument à un arbitrage anglais? La vérité, c'est que pour que les décisions de la Société des Nations soient acceptées par tous comme l'émanation même de la justice internationale, il faudrait qu'elle eût ce caractère de super-État que, précisément, ses fondateurs n'ont pas voulu lui donner.

Est-ce à dire qu'il faut considérer la Société des Nations avec cette méfiance sardonique que certains esprits affectent à son égard au nom du

réalisme politique? Je ne le pense pas. Elle a été la grande espérance des peuples, c'est quelque chose : il ne faut jamais tuer une espérance. Elle est la première tentative d'organisation de cette conscience universelle dont tout le monde parle en de beaux discours, mais dont on n'a vu que bien rarement les manifestations effectives. Elle a réglé heureusement quelques questions secondaires, mais importantes, comme la question de la Haute-Silésie, la question d'Autriche ; enfin elle tend à cristalliser un état d'esprit international qui est incontestablement favorable à la paix.

Elle est donc devenue un élément non seulement utile, mais indispensable à la vie internationale, mais c'est précisément pour cela qu'il paraît dangereux de lui confier une tâche qui peut-être excède ses forces. Si par une entente directe sur la base du rapport des experts la France et l'Angleterre parviennent à échapper au dilemme qui les étreint l'une et l'autre — car dès qu'ils ont la responsabilité des affaires, les germanophiles anglais eux-mêmes sentent bien le danger que comporterait une rupture avec la France (témoin M. Ramsay Mac Donald) — cela vaudra mieux pour tout le monde. Mais il faudrait que l'Angleterre aussi y mît du sien...

L. Dumont-Wilden.

LES ŒUVRES ET LES IDÉES

A PROPOS DES « PRINCES LORRAINS » (1)

Il faut savoir gré à M. Albert Thibaudet d'être une des plus belles santés intellectuelles de ce temps : nous avons besoin de natures riches et vigoureuses pour faire contrepoids à une floraison trop abondante de génies chétifs, voués à la minime curiosité, à la préciosité, nous en avons besoin pour restituer à une période morose un sang vermeil, une ardeur puissante, le goût du présent, le sens de l'avenir. Certes, un Thibaudet nous est le bienvenu : une robustesse à toute épreuve — seule, sa trilogie idéologique : Maurras, Barrès, Bergson, eût fait ployer de moins vaillantes épaules — un appétit d'idées et de savoir indéfini ; une aire intellectuelle où le sous-sol d'une précieuse érudition nourrit des végétations touffues, sans alourdir l'essor de l'esprit le plus libre et le plus élastique. Thibaudet, vivant interprète des plus doctes prophètes du passé, du présent, nous contraint d'accepter les fortes nourritures ; il fait violence à nos dégoûts, à nos préjugés, nous entraîne dans le sillage d'un dynamisme organisateur, salubre et vivifiant. Français — nous verrons quels sont ses titres et quels liens multiples le rattachent à notre terroir — ses solides poumons ne redoutent pas l'atmosphère étrangère ; il y respire aussi à l'aise que nos grands ancêtres et nous invite à craindre la tentation, l'asphyxie nationalistes. Cette vigueur plantureuse commande la sympathie (d'autant plus que les hautes qualités d'un Thibaudet n'excluent ni l'humour ni la bonne humeur). Et cela, non point seulement en France : un Thibaudet demeure attentif à lancer de par le monde des valeurs négociables sur tous les marchés intellectuels ; ainsi contribuet-il à relever le cours de notre change, que compromettraient bien vite d'aveugles intransigeances

Il est, à l'heure très précise, à l'heure peut-être décisive que nous vivons, une force bienfaisante.

***

Fils de l'*alma mater*, il est de la famille des Faguet et des Jaurès, mais combien différent de l'un et de l'autre, encore qu'une certaine générosité de l'intelligence le rapproche du tribun socialiste, pour lequel il manifeste quelque faible. Seule l'université favorise de nos jours ces longues préparations d'où un Faguet s'évade pour traiter — avec une autorité décroissante — *de omni re scibili* ; digue, réservoir où s'assemble l'abondance des cataractes jauressiennes ; barrage, semblable à ceux des vallées alpestres, à l'abri duquel un Thibaudet canalise les sources mères de ses prodigalités futures. Mais l'université, qui les a si bien pourvus, prévoyait-elle ce lyrisme oratoire, ce lyrisme idéologique?

***

Albert Thibaudet, quand il s'abandonne à sa pente, est un penseur lyrique. Critique toujours sollicité d'échapper aux servitudes de sa discipline, et de rompre le pacte qui unit le scoliaste à l'auteur, l'un mis en demeure de juger, l'autre attendant d'être jugé. Sa critique, telle qu'on peut la suivre dans la *Nouvelle Revue Française*, n'est pas une juridiction. N'allez pas l'en blâmer. Assez d'autres manient plus ou moins habilement — ou complaisamment — la férule. Nous avons besoin de bien des genres de critique. Et, sans parler de la critique de combat, si désarmée aujourd'hui, la méthode

(1) Albert Thibaudet : *Les Princes Lorrains* (*Les Cahiers verts* publiés sous la direction de Daniel Halévy. — Grasset, éditeur.

précise d'un Lasserre, l'enquête si souple, si délicatement intuitive d'un Brémond figurent à un autre pôle la sauvegarde d'une tradition bien précieuse, celle du goût.

***

Les philosophes envahissent en rangs serrés la critique contemporaine. Précieux auxiliaires, j'en conviens, mais combien redoutables ! Certes, nous savons de quels bienfaits la critique leur est redevable, et qu'ils lui confèrent une résonance appréciable. Mais leur goût des problèmes illusoires ! leur affreux jargon !... Trop souvent ils détournent la critique de sa mission essentielle, qui est de nous faire aimer les lettres pour elles-mêmes et non point sous les espèces de doctrines abstraites, toujours fragiles et infiniment contestables. L'art est plus près de la vérité que les plus savantes philosophies. Le bon critique se méfie des subtiles dialectiques. Il accompagne les œuvres avec une amitié vigilante ; il les commente selon leur esprit ; ô modestie victorieuse d'un Sainte-Beuve !

Philosophe, Thibaudet se distingue de ses confrères par l'évidence de sa vocation ; élan lyrique, élan vital. Thibaudet n'introduit pas, avec plus ou moins de bonheur, dans la critique, le langage et les mœurs de la philosophie ; il annexe impérieusement la critique à la philosophie ; et c'est bien différent.

***

Et sans doute existe-t-il en tout penseur une dose plus ou moins nettement perçue de lyrisme, même lorsqu'elle n'apparaît pas avec évidence, comme chez un Pascal, un Nietzsche, et tant de philosophes allemands.

Nous n'avons, pour désigner les diverses et fugitives colorations du fluide intérieur, que le pauvre vocabulaire imaginé par les Grecs, et qui ne correspond à aucune réalité saisissable, mais se modèle assez gauchement sur des manifestations extérieures. L'arc-en-ciel est sous nos yeux. Où sont les règles de l'analyse spectrale qui nous renseignerait sur la nature même de l'astre humain?

Lyrisme et pensée, signes souvent interchangeables de l'intensité psychique. Un Thibaudet ne consent point à les dissocier, mais nous les présente, mêlés et confondus, comme les irradiations d'une même effervescence.

***

Cette force qui s'épanche est en soi un spectacle fascinant. Elle ne trouve dans le langage qu'un moyen d'expression assez imparfait, et qui d'aventure la trahit. Seule peut-être, la musique en accueillerait le volume et les sonorités multiples.

Le langage ne souffre guère qu'une progression unilinéaire ; le langage affectionne la nudité mélodique. Un Thibaudet est toujours tenté d'écrire sur plusieurs portées. Ses meilleures pages sont celles où il sait accorder les parties d'une ample polyphonie. Mais il n'est point aisé d'inclure dans les sinuosités d'une phrase écrite ou parlée les perspectives de plusieurs plans. Le lecteur moyen regimbe devant la complexité de registres sommairement accouplés et enchevêtrés... Un Thibaudet ne témoigne au lecteur moyen ni prévenance ni indulgence. Qu'il est donc humiliant de ne pas lire à livre ouvert de telles partitions !

Style de Thibaudet. Mais convient-il encore de parler de style, et les termes littéraires s'appliquent-ils à une façon d'écrire si éloignée de la rhétorique traditionnelle?

***

Barrès, Maurras, Bergson, maîtres contradictoires. Ils se combattent en Thibaudet ; lutte pathétique, déchirements inavoués, mais dont nous saisissons les éclats. Nulle synthèse, nulle réconciliation possibles, mais des trêves harmonieuses, de spécieuses relâches, et le risque — non toujours conjuré — de compromis amphigouriques.

***

N'oublions pas la Bourgogne, qui mêle sa voix cordiale à ce haut tumulte. Revanche de la cave et du cellier, inspirateurs d'une joie bruyante et turbulente, quelque peu dyonisiaque.

Thibaudet ne tolérerait pas un tel oubli ; volontiers écrirait-il cet hymne à Tournus que tous les fils de nos douillettes sous-préfectures et de nos heureux chefs-lieux de canton entendent distinctement au cœur même de nos fièvres parisiennes.

Lyrisme de la Bourgogne contemporaine : Thibaudet dans l'ordre intellectuel ; l'admirable Roupnel dans l'ordre du sentiment.

***

« Mon confrère en vigne, Paul-Louis Courier... » N'exagérons rien. Goûtons à des tables séparées cette vendange limpide, et cette cuvée bourguignonne où fermentent encore, mal décantés, tous les sucs et les maléfices de la terre.

Peut-être bien ce Tourangeau n'eût-il compris goutte à vos métaphysiques, ô Thibaudet, et vous eût-il confondu avec l'écolier limousin.

***

Réunir en un volume une oraison funèbre, émouvante, éloquente, composée selon toutes les règles de la symphonie barrésienne, avec ce qu'y ajoute d'imprévu le vagabondage intellectuel d'un Thibaudet — une étude polyvalente sur une *Enquête aux Pays du Levant* — et ce dialogue socratique sur les mérites ou les démérites de Barrès et de Poincaré, quelle imprudence, ou quel secours généreusement prêté aux esprits curieux d'approfondir la secrète complexion de l'auteur !

La vérité a plusieurs voix : seule le chœur a quelque chance de l'exprimer tout entière. Mais si le discours ne saurait tenir lieu d'orphéon, l'artifice qui le fragmente dans le temps nous donne satisfaction. De tout temps les philosophes ont eu recours à l'exposé dialogué — de Platon à Renan, sans oublier Montaigne, de qui le monologue a tous les caractères du plus riche dialogue. Thibaudet y vient à son tour. Voyez ce qu'il y gagne en précision en rapidité, en nuances, en intérêt dramatique. Le dialogue libère les divers mouvements d'une pensée qui se fatigue et s'obscurcit à canaliser un rythme unique. Thibaudet devrait-il écrire autre chose que des dialogues?

***

Un Barrès, bourgeois de France, recherche les biens-fonds, et confie sa fortune à la terre lorraine. Non moins épris de sécurité, un Maurras se fie à l'instinct indéracinable qui nous ramène périodiquement au classicisme et au pseudo classicisme.

Un Thibaudet est trop leur disciple — même lorsqu'il les réfute — pour ne point éprouver la nostalgie d'aussi sûrs et fructueux placements. Mais il ne saurait s'y tenir ; le bas de laine français affectionne les risques lointains. Catastrophes russes, mirages sud-américains?... Dans le domaine de l'esprit le « bon Européen » ne redoute pas de tels krachs. Notre moyen-âge, notre XVIe, notre XVIIe, notre XVIIIe siècles, qui n'étaient pas nationalistes, ont su collaborer avec l'Europe, et n'y ont rien perdu. Restons fidèles à cette glorieuse tradition.

***

Il y a plusieurs manières d'introduire la pure raison parmi le désordre des faits humains : manière des historiens, persuadés qu'une conciliation est possible, et dont la mission, toujours précaire, est justement d'esquisser tant bien que mal l'accord de la vie et de l'esprit ; manière de certains philosophes, assurés d'avance qu'entre la spéculation et l'action, il n'est aucune commune mesure et qui ne les rapprochent que par jeu ; chimère de confronter leur sagesse à l'expérience quotidienne ; ils jouissent de cette chimère, et cette joie éclaire l'ironie d'un Montaigne, d'un Voltaire ou d'un France.

Thibaudet n'enfreint pas les règles du jeu. Et c'est pourquoi ses arguments — il est le premier à nous en prévenir — perdraient trop aisément leur pointe si la polémique journalière tentait de s'en emparer.

Il juge selon un étalon fictif : ses contradicteurs lui répondraient trop aisément que, dans le plan de la réalité, seules comptent les réalités immédiates menaçantes et tangibles ; elles suscitent l'homme d'action, le guident rudement selon une logique particulière qui n'a rien à voir avec la logique des philosophes ; elles sont pour lui l'ennemi, mais aussi la justification.

***

« Dans un fumoir scandinave, oxfordien, hollandais, le seul nom de Poincaré fait baisser le thermomètre... » Ah ! ces fumoirs internationaux dont Paul Morand nous a révélé l'intellectualité pittoresque et le modernisme averti !

Paris les pourvoit d'anecdotes — celle-ci, par exemple, qu'il est urgent de leur apprendre : au cours du dernier hiver, la capitale n'avait fait qu'entrevoir une neige éphémère : seule une tache blanche persistait, marquait l'une des entrées du Ministère du Quai d'Orsay exposée au Nord. Un visiteur survient et s'émerveille : « la porte de Poincaré, naturellement ! »

Ainsi la légende d'un homme va grossissant. La légende de Poincaré roule aux extrémités du monde. Thibaudet vient à la rescousse, avec sa verve et sa disertise de Bourguignon, cousin narquois du Lorrain opprimé par la guerre. Un esprit politique rechercherait sans doute — les désavantages étant évidents — quels bienfaits peuvent découler d'une telle légende ; car toute légende est utile dans la mesure où elle amplifie aux yeux de l'adversaire le caractère et la volonté d'action de l'individu. Quel parti tirerons-nous de la légende de Poincaré? Certains étonnements quasi admiratifs nous l'apprendraient peut-être... Mais Thibaudet (fort heureusement pour notre plaisir) n'est pas un esprit politique.

Et puis, le légiste a une assez belle page dans l'histoire de France. Le légiste ! Grand thème — à peine esquissé dans ce dialogue — pour un Thibaudet, philosophe, critique, dialecticien, mais aussi historien. Thibaudet excelle à ces orchestra-

tions. Sa vertu la plus précieuse est tout justement cette imagination de l'invisible, qui peuple de vivantes images le désert de l'érudition, et nous découvre, par delà l'enseignement trop littéral de nos diverses disciplines, les mille rapports subtils et secrets des puissances providentielles. Une imagination capable d'étreindre et de vivre fortement le roman des idées. Rien de plus rare. Qu'elle vive de passionnantes aventures. Nous nous consolerons d'y perdre un critique.

Lucien MAURY.

L'ÉCONOMIQUE

LES INTÉRÊTS ÉCONOMIQUES ET L'INTÉRÊT GÉNÉRAL

Dans deux articles précédents (1) nous avons montré le développement et étudié l'activité des groupements économiques en France ; nous avons, en particulier, exposé le rôle du plus vaste de ces groupements, l'Union des Intérêts économiques, parce que ce rôle illustre parfaitement l'aboutissement de l'action combinée de la grande majorité des associations et syndicats patronaux. Or, nous n'avons pas dissimulé que les tendances et les actes dudit groupement avaient fait naître des inquiétudes dans une partie de l'opinion : l'examen objectif des raisons qui ont provoqué ces craintes fait l'objet de ce troisième article.

***

Ce qui a, tout d'abord, suscité des critiques, c'est l'action extérieure de l'Union des Intérêts économiques. Evidemment celle-ci ne se borne pas, comme d'autres associations, à prendre des résolutions et à émettre des vœux plus ou moins platoniques. Elle approprie son activité aux buts qu'elle veut atteindre. Et l'on ne peut, semble-t-il, l'en blâmer ; les hommes qui la composent — commerçants et industriels que le travail quotidien met constamment aux prises avec les réalités — ne sauraient se contenter de vains mots ; seul un programme d'action véritable peut leur convenir.

En quoi consiste au juste cette action?

Elle s'exerce, en premier lieu, sur l'opinion. L'U. I. E. s'efforce d'éclairer et de renseigner le public sur les nécessités économiques, de lui faire comprendre et partager les idées directrices qui guident son activité. Cette œuvre de propagande, réalisée tout à la fois par des conférences, affiches, tracts et articles de journaux, se justifie d'elle-même, et cela d'autant mieux que, depuis la guerre, les questions économiques, trop souvent ignorées, ont pris l'importance capitale que l'on sait.

L'Union agit, en outre, directement sur les milieux économiques, où elle cherche à développer l'esprit d'association, à provoquer des adhésions nouvelles, à accroître la puissance des groupements existants, à en créer de nouveaux là où il n'en existe point encore. Ces efforts s'expliquent aisément : plus l'association est étendue, plus elle donne de force à ses adhérents et plus elle favorise la coordination des efforts qui est l'un de ses principaux bienfaits.

En même temps qu'elle s'efforce de renseigner l'opinion, l'U. I. E. agit auprès du gouvernement et du Parlement. Au cours de fréquentes entrevues organisées d'accord avec d'autres groupements, ses dirigeants attirent l'attention des ministres ou des commissions parlementaires sur le point de vue du commerce et de l'industrie en ce qui concerne telle mesure, telle disposition législative, tel projet intéressant l'activité économique du pays ; ils leur en montrent les inconvénients éventuels et leur signalent les modifications de nature à améliorer les textes existants ou proposés.

Enfin, l'U. I. E. intervient sur le terrain électoral, et cette intervention est le complément logique de l'action qu'elle exerce par ailleurs. En cela, nous l'avons déjà indiqué, elle n'obéit aucunement à des préoccupations politiques. Elle cherche uniquement à réaliser le programme économique que nous avons précédemment exposé ; or, il est clair que, si le pouvoir législatif était hostile à ce programme, l'exécution en serait rendue pratiquement impossible. On conçoit donc sans peine que, pour faire triompher sa doctrine — qu'elle estime conforme aux intérêts généraux de la nation — l'Union s'efforce de faire admettre les principes sur lesquels repose cette doctrine par les hommes qui affrontent les luttes électorales ; de même, il est naturel qu'elle signale aux commerçants et aux industriels qui font partie des associations et des syndicats adhérents ceux d'entre les candidats qui acceptent le programme en question. Et c'est en cela que consiste, proprement, l'action électorale de l'U. I. E. qui a tant ému quelques milieux politiques.

Somme toute, l'Union veut réaliser les aspirations communes du commerce et de l'industrie

(1) Voir les numéros des 15 mars et 5 avril.

par la voie légale. Elle prend ainsi le chemin diamétralement opposé à celui que suivent certaines associations ouvrières qui cherchent à faire prévaloir leurs points de vue par la révolution. Et pour obtenir, légalement, les résultats qu'elle poursuit, le seul moyen efficace dont elle dispose, sous le régime démocratique qui est celui de ce pays, consiste précisément dans l'action électorale, telle que nous venons de la décrire.

***

Ce n'est pas uniquement l'action extérieure de l'U. I. E. qui a éveillé des craintes ; les buts mêmes que se propose cet organisme ont donné lieu à des critiques parfois vives. Sans pouvoir évidemment songer à examiner tous les arguments qu'opposent les adversaires de l'Union aux divers points de son programme, nous nous arrêterons seulement à deux reproches d'ordre général qui ont été formulés à plusieurs reprises.

D'aucuns affirment qu'en réalité l'U. I. E. défend exclusivement les intérêts d'un nombre restreint de puissantes entreprises et que les intérêts du petit commerce et de la petite industrie — dont la collaboration est particulièrement précieuse sur le terrain électoral — sont délibérément sacrifiés. Ce reproche n'est nullement justifié. Deux exemples suffiront à le montrer.

On sait qu'en tête du programme de l'Union est inscrit le respect de la propriété privée. Or, l'un des vœux les plus ardents d'une partie du commerce français se trouve en contradiction avec ce principe essentiel. Nous voulons parler de la reconnaissance de la « propriété commerciale », qui est, depuis de longues années, réclamée principalement par le commerce de détail.

Qu'est-ce que cette « propriété » particulière? C'est un droit nouveau dont bénéficieront les locataires-commerçants sur les locaux où ils exercent leur activité, droit qui survivra au bail en vertu duquel ils occupent ces locaux. A l'arrivée du terme qui, d'après le contrat, doit marquer la fin de la location, ils pourront exiger le renouvellement du bail, et le propriétaire se verra empêché, sous peine de dommages et intérêts, de recouvrer la libre disposition de son immeuble. Il est clair que cette « propriété » nouvelle porte une atteinte à la fois au droit de propriété tout court et à la loi des conventions. Les socialistes ne s'y sont pas trompés : espérant aboutir, grâce à cette innovation législative, à un premier démembrement de la propriété immobilière, ils ont toujours appuyé les détaillants quand ceux-ci demandaient la reconnaissance de la « propriété commerciale ».

Il semble que le rôle normal de l'Union des Intérêts économiques, en cette affaire, eût consisté à calmer l'ardeur des commerçants intéressés ; à leur montrer qu'une brèche aussi sérieuse faite au droit de propriété et au respect des engagements librement consentis risquerait finalement de se retourner contre eux-mêmes ; enfin, à leur conseiller d'accepter une solution transitoire, telle que la proposait la commission sénatoriale de législation et qui, sans porter une atteinte définitive à la propriété, eût cependant remédié aux difficultés nées de la pénurie actuelle des locaux. Mais l'Union, au contraire, a soutenu énergiquement les nombreux syndicats de commerçants-détaillants qui se sont montrés, à cet égard, extrêmement intransigeants. La preuve, c'est qu'un discours de M. Ernest Billiet — qui est, en même temps que sénateur de la Seine, vice-président de l'U. I. E. — n'a pas été sans contribuer au vote, par la Haute Assemblée, de la « propriété commerciale » permanente. Nul doute que l'Union ne se soit, en l'espèce, écartée sérieusement des principes directeurs dont s'inspire son programme, et cela pour défendre non point, certes, les grosses entreprises qui sont, pour la plupart, propriétaires des immeubles où se trouvent leurs exploitations, mais uniquement le point de vue du petit commerce et de la petite industrie.

On peut en dire autant de la campagne faite par l'U. I. E. pour l'institution d'un régime fiscal de faveur applicable aux petits assujettis du commerce et de l'industrie : tout en demandant, d'une façon générale, l'égalité des citoyens devant l'impôt, ce groupement — toujours animé du souci de défendre les « petits » — en est arrivé à réclamer la création d'inégalités fiscales nouvelles dans la catégorie même des contribuables qu'elle représente. La contradiction saute aux yeux.

Ces exemples prouvent que, si les syndicats puissants qui groupent de grandes entreprises industrielles et commerciales assurent, par des cotisations élevées, une part importante des dépenses de l'organisation commune qu'est l'Union des Intérêts économiques, leur influence n'y est cependant point prédominante ; bien au contraire, l'on constate : 1° que leurs sacrifices ont souvent servi à la défense du petit commerce et de la petite industrie dont la part contributive est forcément plus modeste ; 2° qu'au surplus, la défense de cette dernière catégorie d'adhérents a, seule, entraîné parfois l'Union dans des voies opposées à sa propre doctrine. Une réelle solidarité règne donc à l'intérieur de ce vaste groupement : on peut critiquer, comme nous venons d'ailleurs de le faire, certains effets de cette solidarité, mais on ne peut pas la méconnaître.

***

Voici le second reproche que d'aucuns adressent à l'Union des Intérêts économiques : « Son programme, disent-ils, est égoïste ; il tend à assurer la prospérité d'une catégorie de citoyens au détriment de l'intérêt général et à mettre le consommateur à la merci de quelques puissants trusts ou consortiums qui asserviront peu à peu toute l'activité économique du pays ».

La réponse à cette critique nous est fournie par le programme même de l'U. I. E. Ce programme, on s'en souvient, repose essentiellement sur le principe de la liberté économique. Or, si le respect de cette liberté se trouve effectivement assuré, nul intérêt particulier ne peut, en fait, se trouver favorisé au détriment de l'intérêt national et le consommateur, bien loin d'avoir à redouter la main-mise des ententes de producteurs ou de commerçants sur la vie économique du pays, trouvera au contraire dans le libre jeu de la concurrence la meilleure garantie qu'il puisse espérer.

Évidemment, pour qu'il en soit ainsi, il faut que la liberté soit réelle et que certains syndicats, prétendant s'assurer des monopoles de fait, ne s'efforcent point, après l'avoir mise à profit, de la supprimer. Mais de telles tentatives, nous l'avons fait observer précédemment, seront vouées à un échec certain, pour peu que les pouvoirs publics n'en favorisent pas le succès par l'établissement ou le maintien de barrières douanières prohibitives. C'est pourquoi nous avons exprimé le regret que l'U. I. E. n'ait pas condamné expressément, dans son programme, certains excès du protectionnisme dont la généralisation aboutirait, par la suppression de la concurrence extérieure, à aggraver la vie chère et à anéantir la liberté économique à l'intérieur. Mais, en fait, si l'Union a refusé de se prononcer catégoriquement sur ce point, c'est, d'une part, parce que les intérêts propres des multiples branches de l'activité nationale qu'elle groupe sont divergents et infiniment variés et, d'autre part, parce que, s'interdisant absolument d'intervenir lorsque l'intérêt particulier d'une catégorie déterminée de commerçants ou d'industriels est seul en jeu, elle a systématiquement écarté de son champ d'action les questions relatives aux droits de douane. De sorte que les raisons mêmes de cette abstention — que nous déplorons quant à nous — prouvent que l'Union tient avant tout à limiter son activité à la sauvegarde des intérêts généraux du commerce et de l'industrie et à placer ainsi ceux-ci au-dessus des intérêts particuliers de ses adhérents.

Au surplus, il va de soi qu'un groupement dont l'action tend principalement à défendre la liberté, à « supprimer les contraintes qui paralysent l'individu » et à assurer « l'épanouissement de la personne humaine », ne peut qu'être foncièrement hostile à toute espèce de caporalisme économique, peu importe que celui-ci soit imposé par l'État, ou qu'il résulte de monopoles privés. Lorsque fut discutée, au Parlement, la suppression du monopole des allumettes, quelques adversaires de l'Union insinuèrent que celle-ci réclamait cette suppression à seule fin qu'un consortium d'intérêts privés pût recueillir la succession et substituer un monopole de fait au monopole d'État abandonné. M. Ernest Billiet, à la tribune du Sénat, a fait justice de ces accusations ; et, appuyant par un acte ses affirmations, il a suggéré à la Haute-Assemblée un amendement, propre à empêcher que le monopole des allumettes, une fois supprimé, ne passât dans la main d'une société ou d'un consortium unique. Cette mesure de précaution a été effectivement décidée et le sénateur de la Seine, en la votant, a montré que le groupement dont il est l'un des vice-présidents combattait les monopoles d'une façon absolue, dans le seul intérêt du pays et non pour favoriser des intérêts particuliers quels qu'ils fussent.

***

Nous laissons au lecteur le soin de juger, d'après les constatations objectives qui précèdent, le rôle de l'Union des Intérêts économiques en même temps que l'action des nombreux syndicats et associations qu'elle englobe ou représente. Certes, ce rôle ne saurait échapper à toutes les critiques ; nous en avons nous-mêmes formulé quelques-unes. Mais un fait éclate aux yeux : l'association économique en France, telle que la conçoit le vaste groupement que constitue l'Union, ne tend point à soumettre l'activité nationale à la domination d'une oligarchie industrielle et commerciale ; la doctrine dont, depuis sa création, il n'a cessé de se réclamer, nous est au contraire une garantie sûre que le résultat qu'il poursuit est juste à l'opposé de cette conception. Or, pour l'ensemble des travailleurs courageux et intelligents que sont les commerçants et les industriels français, de même que pour la masse des consommateurs dont l'intérêt se confond en définitive avec l'intérêt national, c'est là l'essentiel. Aussi est-ce cela surtout que nous avons tenu à démontrer.

Frédéric JENNY.

LE THÉATRE

LA DERNIÈRE PIÈCE DE RENÉ BENJAMIN

J'ai vu avec une joie où il n'y avait pas seulement l'amitié heureuse, la dernière pièce de René Benjamin, *Il faut que chacun soit à sa place*. Voici en effet, l'œuvre la plus complète, la plus personnelle, la plus large aussi et la plus puissante qu'il ait encore écrite. Certaines parties en sont de premier ordre et l'ensemble est emporté d'un souffle et égayé d'une fantaisie qui, une fois de plus, apparentent René Benjamin à la famille des grands Comiques, capables, pour faire rire, de pousser jusqu'à l'outrance de la farce.

Cette pièce n'a pas plu à tout le monde : il ne pouvait en être autrement, puisque c'est une satire.

C'est même une satire sociale, qui vise moins les personnes que les mœurs et les institutions, les personnages n'étant guère que les figures symboliques des institutions comme le Sous-Préfet, le Ministre, le Professeur en Sorbonne, l'Avocat, etc. L'idée militante est que nous vivons dans le désordre le plus absurde qui fait ressembler notre régime à une maison où l'on verrait les bagages dans le salon et où les domestiques parleraient en maîtres aux patrons. La composition générale de l'œuvre est celle d'une revue où défile tout ce que René Benjamin trouve à reprendre chez nous. En présence d'un tel réquisitoire, il y a donc nécessairement dans le public ceux qui sont de son avis, — et pour cause — et ceux qui ne sont pas de son avis, — et pour cause aussi. Cette sorte de comédie militante commence fatalement par recruter des amis ou des ennemis et indépendamment de son mérite ou démérite artistique.

Bref, on ne peut pas parler de la pièce de René Benjamin avec impartialité.

C'est donc ce qu'il faut tenter aujourd'hui, après que j'ai eu le double plaisir de la voir représenter et de la lire.

***

René Benjamin possède deux dons particulièrement remarquables : le sens de la vie et celui du théâtre. Seulement il n'y a rien de plus opposé que la vie et le théâtre, si bien que René Benjamin est perpétuellement obligé de se débattre pour conjurer la naturelle antinomie de ses qualités primordiales.

Le sentiment de la vie s'exprime chez lui par le goût de l'observation, de l'observation comique, volontiers caricaturale, car il ne regarde point la vie en elle-même, si j'ose dire, comme font les humoristes, mais il regarde, à travers la vie, un idéal, comme font les ironistes. De là l'âpreté du rire qu'il provoque. Il se pose, consciemment ou inconsciemment, en redresseur de torts. Il donne des leçons. Il entreprend, très littéralement, de remettre les gens à leur place. Ainsi toute la satire à laquelle il se livre apparaît tendancieuse. Elle ne vise point seulement, comme chez Molière, à faire rire les honnêtes gens, mais à les édifier. Ce caractère batailleur et passionné ne me déplaît point, bien au contraire, mais je comprends que d'aucuns voient là une attitude qui dépasse la destination naturelle de l'art et qui traduit non pas seulement de l'esprit, mais de l'humeur.

D'autre part, le sens du théâtre, chez René Benjamin, est très particulier. L'instinct n'est pas à proprement parler dramatique, il est surtout scénique. C'est à dire que René Benjamin possède bien plus le don du détail que celui de l'ensemble. Certaines figurations sont extraordinaires et constituent de véritables trouvailles : au second acte, par exemple, on voit apparaître, bénéficiant d'un non-lieu imprévu, celui que tous ses amis avaient entrepris de sauver de la prison et qui les a frustrés ainsi de leur affaire : on devine l'accueil qu'ils font au détenu libéré... De même, au dernier acte, la révolution soudaine fait comparaître devant le tribunal des hommes d'ordre et d'honnêteté tous les fantoches. Par contre, René Benjamin dédaigne de nouer une intrigue et de motiver par des péripéties ses observations. Ses personnages sont des schèmes, comme on aime à dire aujourd'hui dans les écoles pour lesquelles René Benjamin est sans doute déjà un ancêtre, non des caractères. Voici, par exemple, un avocat qui ne songe qu'à plaider, et parler constitue sa propriété unique et distinctive, de telle sorte que l'on ne le peut faire taire qu'en étouffant sa voix avec la musique, en faisant plus de bruit que lui.

De quoi résulte que le sujet même de la pièce en devient l'accessoire.

Bourdennes est un faiseur d'affaires d'aujourd'hui. Il n'est pas comme ceux des générations précédentes inconscient : il est au contraire très systématiquement décidé à l'action et, cyniquement, proclame qu'il n'y a d'autre règle à l'action que d'agir. Il a commis jadis, dans le cabinet d'un Ministre, une assez forte indélicatesse : peu importe laquelle, puisque la nature de cette canaillerie est sans conséquence sur son destin et sur les événements de la pièce : il est arrêté, voilà tout,

au moment où il croyait le plus insolemment au triomphe de son audace. Ses amis, sa maîtresse, son avocat, conspirent pour le délivrer et je viens de vous dire leur déconvenue à le voir obtenir tout seul son non-lieu... Puis la révolution survient, mais une révolution qui est le contraire de celle que l'on redoute d'ordinaire parce qu'on la conçoit à l'image d'un vaste chambardement : c'est l'avènement au pouvoir des bons jardiniers, des honnêtes médecins et des architectes constructeurs. Cette révolution remet tout le monde à sa place.

On voit combien est mince la part de l'intrigue d'une part, et, d'autre part, celle de l'analyse psychologique. L'instinct satirique l'a emporté chez Benjamin, non pas sur le don scénique, mais sur le goût dramatique. S'il y avait eu exact équilibre entre l'un et l'autre, voici, en effet, ce que René Benjamin aurait tenté et certainement réussie.

Chaque époque a son type particulier de faiseurs. Les grands observateurs, de Lesage à Balzac, de Capus à Octave Mirbeau, se sont appliqués à peindre celui qu'ils avaient sous les yeux. Ainsi aurait pu faire Benjamin en se donnant pour mission principale de nous présenter un véritable portrait de son Bournaduq. En précisant et en approfondissant le caractère, il eût été conduit à mêler son personnage à des événements déterminés dont l'enchaînement motivé eût fourni à sa pièce l'armature d'une intrigue. Cette intrigue fût devenue par là même limitative des figures secondaires, car n'eussent pu paraître en scène que celles qui eussent été utiles à l'action.

Or, René Benjamin n'a pas fait ainsi ni sans doute voulu faire ainsi. Satiriste avant tout, il s'est préoccupé d'abord de passer en revue tout ce qui pouvait donner lieu à satire, si bien que son œuvre a fini par prendre le caractère un peu arbitraire de toute énumération. Exemple : voici un professeur en Sorbonne qui nous est ainsi décrit : « c'est une vieille bête, tirailléе entre un enseignement en charabia et une politique de désordre. » Ce personnage ne joue aucun rôle dans la pseudo-mésaventure de Bourleduq ; il n'intervient pas davantage dans l'idyllique amour du jeune homme et de la jeune fille dont le mariage symbolise, à la fin, le retour à la loi des choses. Pourquoi donc est-il ici, sinon parce que René Benjamin, qui n'aime pas la Sorbonne, a voulu ne pas oublier cette haine-ci parmi toutes les autres? Ce personnage de Nazareth se justifie peut-être moralement, mais pas dramatiquement, puisqu'on pourrait le supprimer sans que rien fût changé à l'ordonnance de la pièce.

Bref, René Benjamin est, en ce moment-ci, dans le plein de son talent. Il a accompli de grands progrès. Je voudrais espérer que, s'il lit ces quelques remarques, il y trouvera le désir sincère de lui faciliter la réalisation d'un progrès nouveau, qui lui permettrait la réalisation d'un chef-d'œuvre et la Galerie ne serait plus enfin que de la comédie.

Gaston Rageot.

LA MUSIQUE

DEUX PIÈCES NOUVELLES A L'OPÉRA

L'Opéra, qui annonce une prochaine reprise de *Parsifal*, vient de représenter deux nouvelles œuvres qui méritent de retenir l'attention. L'une est une sorte d'oratorio ou de tragédie sacrée ; l'autre est un ballet, où la « couleur chinoise » est employée avec distinction et non sans agrément.

La plus importante de ces deux œuvres, les *Dieux sont morts*, est d'un compositeur fort bien doué, M. Charles Tournemire. Dans les concerts symphoniques, il a déjà donné des pages tout à fait remarquables ; sa *Cinquième Symphonie*, notamment, est l'une des meilleures compositions que nous ayons entendues depuis plusieurs années. D'autre part, tout ce qu'on sait du caractère et de la conscience de cet artiste engage à l'écouter avec une déférente et affectueuse attention : au Conservatoire, et aussi dans son orgue de Sainte-Clotilde, il sert la musique avec trop d'amour et trop de foi pour qu'on n'ait pas pour lui-même une chaude amitié.

Au théâtre, M. Tournemire vient de débuter par un succès qui lui fait grand honneur. Sa récente pièce, qui semble plutôt un oratorio mis à la scène, rompt avec plus d'une habitude ou plus d'un principe généralement admis au théâtre. Peu soucieuse des effets violents, ni d'une action mouvementée qui prêterait aux gestes et aux effets scéniques, elle s'adresse plutôt aux spectateurs justement épris de la plus pure beauté musicale. Mais ceux-là ne peuvent guère manquer d'applaudir aux remarquables et heureux efforts du compositeur.

Sous le titre de « *Les Dieux sont morts* », l'œuvre nouvelle nous montre les heures anxieuses où le paganisme expirant cède la place au christianisme. Dans une île de la Grèce, auprès de la mer, un cor-

tège religieux se déroule devant le temple de Jupiter. Mais une jeune fille, Chryséis, ne prend nulle part à la fête : elle pressent que les dieux imparfaits vont s'évanouir devant un dieu qui apporte au monde la révélation de la douceur et de la charité. Déjà cette jeune fille, touchée mystérieusement par la grâce, donne à son fiancé une tendresse mieux pénétrée d'idéal... Mais, en se séparant ainsi des faux dieux, Chryséis vient d'irriter Jupiter. Le dieu tonnant apparaît : il demande un sacrifice ; il veut qu'une vierge soit enterrée vivante sous un chêne consacré.

Au second acte, voilà donc la cérémonie expiatoire. Chryséis est conduite vers la tombe qui l'attend. Son fiancé, gagné par la noblesse de sa résignation et par la foi nouvelle, aspire à mourir avec Chryséis... Soudain, le tonnerre retentit. Le chêne de Jupiter est fracassé par la foudre. Et, tandis que la croix chrétienne s'élève lentement dans le ciel, des voix murmurent : « les dieux sont morts ».

Ce poème philosophique ou symbolique a été fort habilement réalisé par M. Eugène Berteaux. Un tel livret affirme une incontestable noblesse d'aspiration et il abonde en passages dont il faut saluer la valeur littéraire et poétique.

Quant à la partition de M. Tournemire, elle est d'une classique pureté de style. Le disciple de César Franck ne cherche ni à renier un tel maître, ni à dissimuler une légitime admiration pour le système dramatique et le génie musical de Wagner. Nourri de ces hauts exemples, M. Tournemire n'est nullement écrasé par l'ascendant de tels devanciers. Il utilise leur style pour donner une belle forme à ses idées personnelles. L'écriture des voix, soit dans les *soli*, soit dans les chœurs, est particulièrement heureuse et fort expressive.

La couleur antique est d'une qualité musicale et d'une finesse des plus rares. Il faut louer l'ingénieuse et fine discrétion de M. Tournemire à employer les touches de coloris sonore et les gammes différentes des nôtres, afin de donner à plusieurs scènes une couleur à la fois orientale et antique. Les légères ondulations des tierces, les sourdes pulsations de timbales, la puissante résonance de quatre harpes dans le grave, le frémissement lumineux des petites cymbales antiques, évoquent, autour des voix, une atmosphère sereine et diaphane où l'on croit respirer dans le sillage des Muses. Une telle orchestration fait imaginer une antiquité qui aurait plu à la douceur des platoniciens d'Alexandrie.

Plus d'une page, et notamment toute la péroraison de l'œuvre, affirment un musicien qui atteint à la grandeur. Quel que soit le sort immédiat de cette œuvre, qui est en dehors des habitudes théâtrales, le compositeur peut être très justement fier de l'avoir écrite.

La distribution vocale mérite des éloges. Mlle Ferrer, qui obtint un premier prix au Conservatoire l'année dernière, montre déjà que l'Opéra peut compter sur elle. La prononciation est insuffisante, mais la voix porte sans effort. MM. Rouard et Rambaud ne manquent ni de naturel ni d'éclat. Les chœurs chantent avec goût ; ils savent évoluer et se grouper en scène. Enfin, M. Ruhlmann, en chef expert, sait coordonner tous les éléments de cette œuvre austère et complexe.

Après avoir rendu justice à une telle composition, nous croyons devoir dire quelques mots sur les projets de M. Tournemire. En ce moment, il achève une vaste *trilogie*.

Celle-ci est animée par la foi même du musicien. Avec des personnages jusqu'ici fort éloignés l'un de l'autre, cette trilogie prend tour à tour pour cadres des pays et des siècles divers. Mais elle rend sensible une idée unique : l'ascension de l'homme vers la vérité.

On peut croire que le musicien, n'écoutant que son cœur, a trouvé une vérité enfin certaine et stable, car il suit le *poverello* pour se rapprocher de l'enseignement divin. La vérité, pense ce musicien religieux, c'est le renoncement à soi-même, et l'amour de Dieu, dans sa parole et dans ses créations. L'intelligence sans l'amour n'est qu'une vanité décevante : voilà ce que nous montre le premier drame, qui utilise le *Faust* de Marlowe. Servir un idéal que l'homme crée de soi-même, voilà une autre vanité, que nous montre *Don Quichotte*, le deuxième drame lyrique. Mais le seul bien qui ne trompe pas, c'est de suivre la voix de l'amour véritable, comme le fit saint François : le dernier drame de la trilogie fait revivre le *poverello* dans les lumineux paysages où la douceur du jour semble déjà se pénétrer d'une autre lumière. (1)

***

L'autre pièce que l'Opéra vient de représenter est un ballet chinois, *Siang-Sin*. — M. Rouché l'a monté avec un goût somptueux. Les décors et les costumes, combinés par M. René Piot, sont une joie pour le regard ; leurs éblouissantes couleurs, puissamment harmonisées par des rappels d'or et de vermillon, s'encadrent dans une vaste ogive d'une tonalité sombre et bleue comme une nuit orientale.

Le livret, imaginé par M. Jobbé Duval, utilise

(1) Nous avons écrit une étude sur M. Charles Tournemire dans un livre qui vient de paraître : *Chez les musiciens*. On y trouve aussi des portraits de compositeurs depuis le XVIIe siècle jusqu'à nos jours.

une fable qui appelle la danse. Un vieil empereur surprend sa favorite qui danse avec un jeune homme. Il va la faire périr. Mais un enchanteur lui conseille une clémence intéressée : par un sortilège, l'empereur va rajeunir en prenant la jeunesse de l'infidèle. Celle-ci sera bien assez punie d'être vieille tout de suite. Et il en est ainsi fait.

Mais, quand le décor change, les sentiments de l'empereur changent aussi. Il regrette sa favorite... Elle paraît enfin, toute vieillie... L'enchanteur, ou plutôt l'enchantement de l'amour, rend la jeunesse à la favorite si constamment aimée.

Sur cet aimable sujet, M. Georges Hue écrivit une très bonne partition de ballet. Rythme, mouvement, couleur, variété, elle a tout ce qu'il faut pour porter, pour susciter la danse et la mimique. Clairement écrite, instrumentée avec éclat, elle ne peut manquer de plaire aux auditeurs, tandis qu'ils regarderont les poses élégantes et les souples inflexions de Mlle Camille Bos, les gestes saccadés des trois marionnettes (Mlles Rousseau, Roselly et Lorcia), les gestes expressifs de M. Léo Staats, et toutes les fantaisies virevoltantes d'une cour impériale et chinoise, qui danse aussi bien qu'à l'Opéra.

Cette partition de M. Georges Hue est une nouvelle preuve du grand talent de son auteur. Elle s'ajoute à tant d'autres œuvres, fortes ou charmantes, qui ont établi sa réputation. Aussi bien, le compositeur, à qui l'on doit tant de *mélodies* qui sont devenues célèbres, a déjà connu plus d'un succès au théâtre : *Titania, Le Miracle, Dans l'Ombre de la Cathédrale,* se sont acquis nombre d'admirateurs. Et dans les concerts symphoniques, les compositions de M. Georges Hue ont été souvent applaudies.

Adolphe Boschot.

LES LIVRES NOUVEAUX

Contes de la Vieille France. Illustration de D. Dupont, 1 vol. in-8°, 200 pages, Lanore et Ducrot, éd.

Un livre qui amuse et repose ; ou il y a une charmante évocation de la vie familiale d'autrefois, de ce temps, où l'on savait encore vivre chez soi, et s'y distraire sans rien demander aux distractions du dehors. On se délassait alors, en travaillant à de menus ouvrages, et en écoutant de belles histoires, parfois invraisemblables ou fantastiques, mais qui plaisaient, précisément par ce que l'on y devinait d'irréel, d'imaginé, en un mot de légendaire. Ce sont ces contes que Jean Quercy nous offre dans ce recueil. Et à la vérité, ils sont tous si faciles, si prenants, que je ne vois pas le moyen de choisir et de préférer véritablement l'un à l'autre. C'est affaire de goût, de sentiment, surtout de disposition d'esprit. Donc, le plus simple est de les lire, et de se laisser aller au charme qui s'en dégage, sans s'inquiéter, ni de savoir ce qu'en pense son voisin, ni de juger de leur attrait ou de leur valeur sur la foi d'un critique. A. R.

La Walkyrie de Richard Wagner, étude historique et critique, analyse musicale par André Cœuroy. 1 vol. in-18, Paul Mellottée.

Faust de Gounod, étude historique et critique, analyse musicale par Paul Landormy. 1 vol. in-18, Paul Mellottée.

Ces volumes font partie de la collection *Les Chefs-d'œuvre de la Musique* publiée sous la direction de M. Paul Landormy.

Dans l'enseignement de la littérature, *l'explication des auteurs* tient une place considérable. Pourquoi un texte musical ne serait-il pas « expliqué » à la façon d'un texte de prose ou de poésie? Pourquoi *Faust* ou *La Walkyrie* ne donneraient-ils pas lieu à des commentaires du même ordre que ceux dont *Le Cid* ou *Andromaque* furent si souvent l'occasion?

Telle est la pensée qui inspira l'entreprise de cette collection.

Histoire de la Musique, par Paul Landormy. 1 vol. in-16, Paul Mellottée.

Voici une nouvelle édition de cette *Histoire de la Musique* revue, remaniée et considérablement augmentée. Le plan général d'exposition a été modifié dans l'intention de suivre aussi exactement que possible l'ordre chronologique. Des chapitres entiers ont été ajoutés, d'autres complètement transformés. L'énumération des noms, des œuvres, des faits, des dates, s'est accrue considérablement et s'étend désormais jusqu'à l'année 1922. On remarquera tout particulièrement le chapitre final intitulé : *La Musique d'aujourd'hui*, qui redonne en un vaste tableau toute l'activité musicale de l'Europe entière en ces vingt dernières années avec une abondance de nomenclature dont on appréciera l'intérêt.

Le Parti contre la Patrie. 1 vol. in-16. Plon.

Il est encore beaucoup de gens candides, qui, de bonne foi, sont persuadés que si la guerre a pu être gagnée, nous le devons au patriotisme des socialistes, qui acceptèrent, aux heures graves, de partager les soucis et les responsabilités du pouvoir.

A ceux-là, nous conseillons de lire le livre documenté et puissant que vient de faire paraître M. Hubert Bourgin, professeur au Lycée Louis-le-Grand, hier encore socialiste et collaborateur d'Albert Thomas au Ministère de l'Armement.

Le parti contre la Patrie est l'œuvre d'un homme de cœur fin observateur qui sait rendre compte, sans passion, de ce qu'il a vu.

C'est un jeu de lumière que la participation des socialistes au pouvoir, qui nous révèle que cette participation n'éteignit même pas, aux heures les plus graves, leur ardeur pacifiste et leur hostilité à l'égard du Haut-Commandement.

Pages sur Ernest Renan, par Ferdinand Brunetière, préface par M. Pierre Moreau, professeur à l'Université de Fribourg (Suisse). 1 vol. in-16. Librairie Académique Perrin.

Brunetière a, de tout temps, été attiré par Renan, et souvent, plus souvent peut-être qu'il n'eût voulu, retenu par sa plume charmeuse en face de pensées qu'il était loin d'approuver toutes.

Le scepticisme du philosophe, l'effort de l'écrivain à s'attacher les jeunes, à s'assurer les faveurs de la critique par des concessions... qui, du reste, ne dépassaient pas les limites de la conversation, les tendances du moraliste, tout cela heurtait la rude franchise de Brunetière.

L'élégante et très fine préface due au délicat littérateur qu'est le jeune professeur de l'Université de Fribourg, met en évidence l'irréductible opposition de ces deux esprits, et prépare admirablement à la lecture des pages où M. Pierre Moreau a disposé avec un sens aigu des antinomies les études inédites de Brunetière sur l'auteur désabusé et génial de « Abbesse de Jouarre ».

Nice, le 20 mars 1921. Dr Paul Godin.

Titayna : *Simplement*. 1 vol. Ernest Flammarion.

Signalons le troisième volume de la collection *La Première œuvre* publiée sous la direction littéraire de Max et Alex Fischer.

Titayna appartient, dit-on, à une vieille famille catalane, mitigée de sang basque. Née en Roussillon où elle passa son enfance, elle fut, dès l'âge de neuf ans, élevée à Paris, qu'elle habite depuis.

Elle a fait plusieurs voyages, entra autres récemment, le tour de l'Europe centrale en avion.

Agée de 24 ans, elle a déjà publié, dans des périodiques, quelques contes qui ont affirmé un don d'observation mis en valeur par un style élégant et personnel.

Simplement a été écrit en 1922. C'est l'histoire d'une âme dont la vie fut paisible et douce, sans heurt et sans imprévu. Cette âme trouvera la « *joie* » lorsqu'elle aura l'occasion de souffrir, de se dévouer, de se sacrifier entièrement à un amour immense et inavoué pour un être banal et inintéressant.

Ce premier roman du jeune auteur nous est présenté sous le parrainage de Georges Courteline.

L'Envers et l'Endroit, Victor du Bled. 1 vol. Perrin et Cie.

M. Victor du Bled qui a retracé en neuf volumes le tableau de *La Société française du seizième au vingtième siècle* et qui a écrit une dizaine d'autres ouvrages dont une *Histoire de la Monarchie de juillet* et un curieux livre sur *Les causeurs de la Révolution*, donnant aujourd'hui congé aux recherches dans les documents du passé, s'amuse à observer le présent et nous offre un roman, *L'Envers et l'Endroit*, où il ne cherche nullement à dissimuler ses opinions. Il proclame dans sa dédicace qu'il a voulu défendre de nobles causes : la Patrie, le travail des Champs, les sentiments délicats qui sont comme les reliques de la civilisation. Le lecteur goûtera cette lecture saine. Sous ses déguisements multiples, l'amour, personnage central conduit au bonheur son escorte de fidèles à travers de belles fêtes champêtres, un voyage pittoresque en Belgique et en Hollande, des conversations où surgissent des types originaux, où ressuscite le savoureux langage de terroir que parlent nos Berrichons, Lyonnais, Provençaux ou Béarnais.

Rue du Chien qui Pèche de Mlle Geneviève Duhamellet. 1 vol. Bloud et Gay.

L'Ecole de la rue du Chien qui pèche est située dans un faubourg parisien, non loin des *fortifs*, entre Montparnasse, Montmartre et Ménilmontant.

Les hasards d'une première nomination y amenèrent vers la fin de la guerre, une jeune institutrice qui ne s'est pas contentée d'enseigner le B A Ba et la table d'addition à ses élèves. Patiemment, elle s'est penchée sur les visages barbouillés, sur les petites âmes ignorantes. Et l'un après l'autre, elle nous présente ses « poulbots » et nous rapporte leurs aventures, leurs mots pittoresques... qui ne s'inventent pas.

Devant ces gosses cyniques, ingénus et généreux, on s'égaie, on sourit, on s'émeut parfois. La malicieuse ironie qui a fait le succès de *Ces dames de l'hôpital* 336 et la tendresse des *Inépousées* et de *Pour l'Amour de l'Amour* relèvent ici le don d'observation et font ensemble un livre d'une charmante vérité

Colonel Le Hénaff et Capitaine Henri Bornecque : *Les Chemins de fer français et la Guerre*. Préface du Général Gassouin. 25 croquis, une carte hors texte et 4 planches hors texte (Paris, Chapelot).

Le chemin de fer est « un des éléments d'un plan d'opérations et d'un plan de guerre au même titre que les effectifs, l'armement ou les fabrications ». Quelques secours que lui apportent l'automobile et la voie d'eau, c'est lui (voie normale, voie métrique, voie de 0,60) qui reste en somme le principal agent de transport militaire. Mobilisation et concentration, approvisionnement en munitions et ravitaillement (car le soldat ne combat ni ne marche tous les jours, mais il mange tous les jours), alimentation du front en troupes et en matériel, le tout « en relation avec l'organisation militaire du service comme avec les ordres ou desiderata du commandement et avec les besoins des armées et de l'intérieur », autant d'opérations qui intéressent l'ensemble du territoire aussi bien que la ligne de feu, qui, commencées dès le 25 juillet 1914, ne se sont pas arrêtées à l'armistice si, sapeurs du 5e génie et sections de chemins de fer de campagne, tout en réparant les destructions infernales de l'ennemi, ont dû assurer encore la déconcentration et la démobilisation de quatre armées : française, belge, anglaise et américaine (30 septembre 1919). Car les Anglais ne posséderont services et troupes de chemins de fer qu'à partir de juillet 1916. Les combattants américains arriveront bien avant leur matériel ferroviaire (dont le déficit atteindra 40 %) et, avec leur « dédain des méthodes surannées du vieux monde », ne consentiront que peu à peu à modeler leurs services de transports, inexistants en 1917, sur une organisation qui s'était chez nous attestée efficace. En définitive, toute la charge incombera aux réseaux français. Or, en dépit de quelques à-coups, soit dans la zone d'attaque du 16 avril 1917, si « mal choisie au point de vue des communications », soit à l'époque où les ruées allemandes d'août et octobre 1914, de février 1916 et du printemps 1918 précipiteront les « transports en cours d'opérations » et imposeront des mesures « de détresse », ils ne furent jamais inférieurs à la tâche. Voilà un envers de la guerre, ou mieux sa trame intérieure que nous montrent les auteurs, si exactement informés et que deux Ecoles assez différentes ont également préparés à leur rôle d'officiers d'Etat-major. Grâce à eux, à la parfaite clarté d'un exposé que suit aisément toute intelligence attentive, se trouve placée en lumière une partie essentielle de cet effort discipliné qui finit par nous mériter la victoire. Effort discipliné dans sa souplesse, tel est bien l'enseignement de ce livre qui, s'il on pouvait l'étudier plus longuement, en livrerait encore de plusieurs sortes. (Une seule erreur apparente : le 29 août 1914, et non le 27, a été constitué un *détachement d'armée Foch* ; la 9e Armée, que Foch commanda ensuite, est du 4 septembre).

Henri Prentout, professeur d'histoire de Normandie à la Faculté des Lettres de l'Université de Caen : *Histoire de l'Angleterre* (Paris, Hachette).

Faire tenir en un seul volume toute l'histoire anglaise, depuis les origines celtiques et romaines jusqu'au triomphe naval de 1918, c'est une gageure. M. Prentout l'a réalisée. Attentif à démêler les éléments si divers qui composent l'Angleterre moderne, il note successivement les apports dus aux anglo-saxons, aux scandinaves, aux danois, aux normands enfin ; il explique l'organisation de cet Etat anglo-normand qui, devenu au XIIe siècle anglo-angevin, a tenté une première fois de se constituer, aux dépens de la France des Capétiens, en grande puissance continentale. Le second essai s'appelle la « guerre de cent ans ». L'Angleterre n'en a guère rapporté que la lutte civile des Deux Roses, l'effondrement de sa noblesse, autrefois victorieuse des rois, l'asservissement au despotisme

des Tudors. Du moins, Elisabeth fournit-elle aux énergies britanniques des directions nouvelles : renonciations aux possessions continentales (il faudra voir plus tard le mépris professé par les hommes d'Etat insulaires pour le misérable électorat hanovrien, si cher aux premiers Georges !), et adoption de la politique à formule maritime. Pour ne pas la comprendre, pour l'avoir un moment subordonnée à l'alliance avec Louis XIV, les Stuarts sont éliminés qui, au lieu d'employer les efforts de la nation à la destruction des marines de France et d'Espagne, leur ont abandonné la Méditerranée. Utrecht corrigera tout cela. Le XVIIIe siècle voit les Anglais installés à Gibraltar, sur les côtes de l'Inde, au Canada et, parallèlement, Prussiens et Impériaux dressés au rôle de soldats continentaux de la Grande-Bretagne. Au XIXe, les Français enfin écartés d'Anvers, se constitue le nouvel « *Empire Britannique* » avec ses pièces maîtresses : Indoustan, Egypte, Dominions du Canada, d'Australie et d'Afrique australe. Le tout établi sur le prestige de flottes encore invaincues et la possession des routes de la mer. Une telle réussite procède-t-elle cependant de longs desseins, conçus d'ensemble, fondés en raison, que se transmettraient avec une ténacité réfléchie des générations de ministres et de diplomates ? Ni M. Prentout ne le croit, ni quiconque a pu constater chez un interlocuteur anglais, avec l'absence de logique, la médiocrité de l'information et l'obsession tyrannique de deux ou trois instincts d'un puritanisme élémentaire : l'évangile manchestérien pour le pain à bon marché et l'exportation à tout prix des cotonnades, du charbon et du fer, la défiance envers la France et la Russie, le dogme d'un équilibre continental naïvement renouvelé d'Henri VIII et de Wolsey. Or, depuis 1900, cet empirisme au jour le jour sans vues d'avenir, le paresseux « wait and see » ne suffisent plus. Après les secousses répétées de la guerre du Transvaal, de la guerre de Mandchourie, de la guerre mondiale d'hier, dans laquelle un Grey a redouté d'abord « un affaissement complet de l'industrie et du crédit européens », voici que l'Empire s'atteste impossible à manier depuis Londres, et que, remettant en question l'ancienne conquête saxonne, la « bordure celtique » du Royaume-Uni se rebelle à son tour. Cette fois, le remède sera-t-il adopté, le seul, que quelques Anglais avisés préconisent après Cecil Rhodes : dépassant l'humanisme désuet des Universités aristocratiques, meubler enfin le cerveau anglo-saxon, le cultiver par l'intelligence approfondie des réalités historiques et géographiques ? Si oui, heureuse Angleterre qui, dans une dizaine d'années ou deux, courra peut-être la chance d'être gouvernée ! P. F.

LA QUINZAINE POLITIQUE

La Question d'Orient

Quand cette chronique paraîtra, le plébiscite sur la question du régime aura eu lieu en Grèce le 13 avril. Il serait imprudent de préjuger du résultat. Pour qui croit connaître la carte politique du pays, rien de très net ne se dégage. La Crète, les îles de l'Egée, la Macédoine, la Thrace, l'Epire, Athènes, le Pirée sont de tendances avancées ; les îles Ioniennes, le Péloponèse et une grande partie de la Grèce continentale ont la réputation d'être attachés aux idées conservatrices. Faut-il faire de conservatrice le synonyme rigoureux de monarchiste ? Tout le problème est là. Ces modérés, qui n'auraient jamais pris l'initiative d'instaurer le régime républicain, peuvent se trouver portés à accepter la République dans un esprit de conciliation, estimant qu'une restauration prolongerait des luttes dont souffre le pays. Les adversaires de la monarchie ont le pouvoir, ils sont ardents et décidés et ne s'inclineraient pas facilement devant un verdict populaire ne s'appuyant forcément que sur une majorité restreinte. A quoi bon perpétuer un conflit sans bénéfice profond pour la Grèce ? Comme le rappelait à l'assemblée le leader libéral-conservateur M. Michalakopoulos, l'institution en elle-même n'est rien. C'est son caractère qui est tout. La Grèce a besoin avant tout d'apaisement intérieur pour reprendre la vie économique à laquelle ses fils excellent.

J'ai sous les yeux le tout dernier rapport sur la marine marchande (30 mars), dont je crois intéressant de transmettre les chiffres et les conclusions :

La flotte marchande grecque comprenait, dans son ensemble, au 31 décembre 1923, 808.030 tonnes. Si l'on tient compte du fait qu'à la fin de la guerre mondiale elle ne disposait plus que de 303.000 tonnes, en raison du grand nombre de bateaux torpillés par les sous-marins allemands et des ventes à des armateurs étrangers, on constate les progrès considérables réalisés durant les premières années qui suivirent la signature de la paix. Il est donc à présumer que la marine marchande grecque aura bientôt atteint le tonnage de 1914, qui s'élevait à environ 833.000 tonnes.

Pendant les années 1919 et 1920, il a été acheté, par des armateurs grecs, plus de 50 navires à vapeur d'un tonnage, net, de 112.000 tonnes et, brut, de 260.000. Jusqu'en mai 1921, il a été acheté encore 55 bateaux, de telle sorte qu'au 1er juin de cette même année, la marine marchande grecque comptait 263 bateaux à vapeur d'un tonnage net de 451.008 tonnes, au lieu de 350.000 avant la guerre, et ce, sans tenir compte du nombre des voiliers, non plus que de leur tonnage.

En décembre 1922, le nombre des bateaux à vapeur de la marine marchande grecque était de 416, avec un tonnage net de 734.253 tonnes et, le 1er octobre 1923, il atteignait 433 pour un tonnage net de 784.833 tonnes, plus 1.089 voiliers d'un tonnage de 129.303 tonnes, soit, au total, 1.522 bateaux d'un tonnage net de 914.136 tonnes. Si nous ajoutons maintenant à ces chiffres les acquisitions faites, durant le dernier trimestre 1923, de 8 cargo-boats d'un tonnage net de 26.540 tonnes et de 16 nouveaux voiliers d'un tonnage net de 840 tonnes, nous trouvons que la marine marchande grecque était composée, au 1er janvier 1924, de 441 bateaux à vapeur d'un tonnage net de 811.373 tonnes et de 1.105 voiliers d'un tonnage net de 130.143 tonnes, soit, au total, de 1.546 bateaux d'un tonnage net de 941.516 tonnes.

Il y a lieu, d'autre part, de relever d'une façon toute particulière que la marine marchande grecque s'est dernièrement améliorée au point de vue, non seulement du nombre de ses unités, mais encore de leur valeur maritime, car elle s'est enrichie de nouveaux bateaux susceptibles d'inspirer, sur les marchés de frets, une pleine et entière confiance dans le pavillon grec.

Cela est infiniment plus intéressant que des discussions et des controverses politiques.

De même, je tirerai du rapport de l'office du tourisme du ministère de l'Economie nationale des renseignements qui ont leur valeur.

Le nombre total des hôtels en Grèce s'élève à 1.090, dont 140 à Athènes, avec 23.099 lits répartis dans 11.074 chambres. La majorité de ces hôtels est de caractère évidemment modeste, mais la société des hôtels grecs, qui vise la clientèle de luxe, vient de louer et d'aménager l'ancien palais du prince Nicolas. D'autre

part, la station thermale de Naoussa, en Macédoine, et les sites les plus réputés de Thessalie vont être pourvus. De 1919 à 1922, 36.562 étrangers ont visité la Grèce, y laissant 80 millions de francs. Parmi ces touristes, les Français arrivent en troisième, après les Anglais et les Américains.

Toujours dans ce même domaine économique, le Ministère de la Prévoyance sociale communique des renseignements nouveaux sur le travail féminin.

Les femmes sont en majorité dans l'industrie textile (75 %); dans l'industrie des tabacs et celle de l'habillement et dans l'ensemble de la classe ouvrière les femmes sont en nombre équivalent à celui des hommes. C'est une preuve typique du caractère laborieux de ce peuple.

Dans le domaine financier, l'exposé de M. Alexandre Diomède, gouverneur général de la Banque Nationale à l'assemblée générale des actionnaires, le mois dernier est satisfaisant.

Durant l'année 1923, la Banque a acheté pour £. : 22.258.552 de change étranger, soit £. : 7.183.163 de plus qu'en 1922, et on a vendu £. : 19.087.365, ce qui laisse un excédent de £. : 5.000.000, contre £. : 4.000.000 en 1922. Une autre preuve de la confiance que les finances grecques inspirent réside dans les cours atteints sur le marché de Londres par les emprunts nationaux. Les obligations 5 %, cotées en 1922 de £. : 40 à £. : 45, atteignirent en 1923 : £. : 50 et même £. : 55, c'est-à-dire presque les cours d'autres obligations étrangères capitalisées à 8 ½ et 9 %.

L'Agriculture, l'Industrie et le Commerce, en 1923, ayant suivi leur cours progressif, il en est résulté un développement satisfaisant de toutes les affaires de la Banque. Ce développement a eu pour conséquence l'inauguration d'une agence à Athènes et de trois nouvelles succursales en Macédoine et l'on envisage une augmentation nouvelle du nombre des succursales dans l'intérêt des régions dépourvues de tous services bancaires. La branche « hypothèque » de la Banque accuse un développement extraordinaire dû au manque d'habitations par tout le pays et évalué par les milieux compétents à une dizaine de mille. Le Gouvernement, par une série de mesures législatives, s'est efforcé de faciliter la construction de nouvelles maisons. Mais le problème ne peut être résolu sans le concours de la Banque. C'est à la Banque qu'auront recours également les Villes, Communautés et Comités de ports qui ont inscrit à leurs programmes la mise en chantier de divers travaux d'utilité publique. Aussi, dans les circonstances actuelles et en application d'un projet à l'étude depuis longtemps, la Banque Nationale, après entente avec le Gouvernement, a-t-elle décidé de fonder une section hypothécaire indépendante sous la forme d'un crédit foncier séparé qui — il faut l'espérer — répondra, sur ce point, à tous les besoins du pays.

La Banque, au cours de l'exercice écoulé, a, d'autre part, prêté un appui effectif au crédit agricole sous la forme de prêts aux coopératives agricoles. L'esprit d'association gagne, en Grèce, chaque jour du terrain, et la Banque est d'avis que les intérêts agricoles sont plus efficacement défendus par les associations que par des individus isolés.

Les dépôts s'élevaient, au 31 décembre 1923, à 2.527 millions drachmes, en augmentation de 454 millions par rapport à l'année précédente et en dépit de la popularité grandissante des Bons du Trésor qui, aujourd'hui, absorbent une grande part de l'Épargne publique.

Les bénéfices bruts ont atteint 279 millions et les bénéfices nets 104 millions, ce qui a permis de porter le dividende de 800 à 1.200 drachmes et d'augmenter les réserves, lesquelles se totalisent maintenant par 250 millions. La part de l'État aux bénéfices de la Banque a été de 60 millions, ce qui correspond à environ 48 % des bénéfices nets, mais l'État participe aussi aux réserves pour 25 millions, ce qui porte la participation totale de l'État à 62,41 % des bénéfices nets.

J'ai cru devoir consacrer cette chronique à ces renseignements réunis sur la Grèce d'aujourd'hui, car c'est cela qui donne la vraie physionomie d'un pays et non ses programmes politiques. A côté d'une Turquie qui légifère à tour de bras, bouleverse tout son passé, vote des réformes plus merveilleuses les unes que les autres, mais qui, hors de ce domaine théorique, est dans l'incurie, dans le déficit et dans l'inaction, il n'était pas inutile de montrer la Grèce laborieuse et agissante. La question de son régime politique peut passer au second plan. Ce n'est pas de cela que vivent les peuples.

René Puaux.

Bulletin Albanais

LES INTRIGUES BULGARES EN ALBANIE

Les révélations, publiées dans la presse étrangère, concernant les agissements des organisations de comitadjis en Bulgarie, et la pression diplomatique des gouvernements de la Triple Entente, ont contraint le gouvernement bulgare à donner tout au moins l'apparence qu'il n'est pas solidaire de ces organisations et qu'il est même résolu à prendre des mesures énergiques pour réprimer leurs agissements en territoire bulgare. Il s'est empressé d'annoncer par ses agences officieuses les prétendues arrestations en masse de comitadjis, alors qu'en réalité il n'a fait arrêter que des communistes ou partisans de l'ancien régime de Stambouliski. La meilleure preuve en est que le gouvernement bulgare s'était bien gardé de publier la liste des personnes arrêtées ou d'en citer au moins quelques noms de comitadjis connus.

D'après nos informations, les chefs de comitadjis continuent à circuler librement en Bulgarie et leurs organisations, au lieu d'être dissoutes, fonctionnent toujours, mais avec plus de discrétion. Le gouvernement de M. Tzankoff aurait même invité le Comité central révolutionnaire de Sofia à transférer son activité en Albanie, dans la région frontière de la Serbie méridionale et de la Grèce, pour effectuer, désormais, de ce côté, des incursions en territoire serbe et grec. Cette nouvelle tactique dégagerait la responsabilité du gouvernement bulgare et laisserait croire à l'opinion publique étrangère qu'il ne s'agit pas d'incursions de comitadjis bulgares, mais de soulèvements périodiques, organisés par les habitants eux-mêmes dans la Serbie méridionale et en Macédoine grecque. Le Comité de Sofia s'est déjà mis en contact avec le Comité révolutionnaire albanais, dont le siège est à Kortcha, en Albanie. Il s'agit d'une coopération des comitadjis bulgares avec les éléments insurgés albanais et dont les chefs sont les fameux bandits Baïram Tzour, Hassan Bey et Azis, qui se livrent depuis des années à des actes de brigandage, aussi bien en territoire albanais que dans les régions frontières serbes et grecques. Plusieurs bandes de comitadjis bulgares se trouvent déjà en Albanie, notam-

ment dans la région ouest de Dibra, dans la région du lac D'Ochrida et dans celle de la ville de Koritcha. Ces comitadjis vivent et circulent librement dans ces régions, grâce à la tolérance complaisante des autorités locales albanaises. Le gouvernement albanais de Tirana paraît impuissant à assurer une surveillance efficace dans ces contrées. Au mois de mars dernier, des meetings populaires ont eu lieu à Perigrade et à Koritcha, au cours desquels les chefs de bandes bulgares et albanais affirmaient publiquement leur solidarité pour l'action terroriste dans les régions frontières serbe et grecque. Bairam Tzour a dit notamment que du moment que le gouvernement albanais est impuissant et ne peut libérer les régions albanaises incorporées dans la Serbie et la Grèce, il s'en chargerait avec les Bulgares et que s'il échouait dans ses efforts, il aurait tout au moins la satisfaction d'avoir exterminé la population, n'y laissant que des ruines. Le Comité bulgare à Koritcha vient de créer une section révolutionnaire spéciale, sous le nom de « La Main Noire », dont le but est de se livrer à toutes sortes d'attentats isolés en territoire serbe et grec et contre les légations et consulats de ces pays en territoire albanais.

L'activité des comitadjis bulgares et albanais a déjà commencé à se faire sentir dans la région frontière de la Serbie méridionale. Plusieurs incursions viennent d'avoir lieu en territoire serbe. Elles ont toutes été repoussées. Mais, il est à craindre qu'elles ne se renouvellent avec des bandes plus nombreuses. Le sous-préfet de Trepodja-Malessia annonce ouvertement à sa population que les Albanais prendront possession d'ici peu de certains villages qui se trouvent en territoire serbe. Le président du Tribunal de Koritcha a invité les beys albanais de sa région à donner tout leur appui à l'action des comitadjis bulgares, qui, d'après ces dires, doit se déclancher incessamment.

En présence des agissements des insurgés albanais et des comitadjis bulgares et vu leur concentration dans la région limitrophe de la Serbie méridionale, le gouvernement serbe-croate-slovène a fait des démarches auprès du gouvernement albanais, attirant son attention sur cet état de choses et sur la complaisance, sinon la complicité, des autorités locales albanaises à l'égard de ces éléments. Il a invité le gouvernement albanais à prendre des mesures pour assurer les bons rapports de voisinage entre le royaume yougoslave et l'Albanie. Le gouvernement de Tirana a répondu avec empressement qu'il était tout disposé à donner pleine satisfaction au gouvernement de Belgrade et qu'il a pris des mesures énergiques pour faire expulser de son territoire les éléments bulgares indésirables. Malheureusement, le gouvernement albanais se heurte à des difficultés pour tenir cette promesse. Certains milieux nationalistes albanais sont favorables à cette coopération révolutionnaire bulgaro-albanaise et leurs représentants au Parlement albanais interviennent constamment auprès du gouvernement de Tirana pour empêcher l'expulsion de tel ou tel chef de comitadjis bulgare, sous prétexte que l'Albanie démocratique doit être hospitalière aux patriotes étrangers qui luttent pour l'affranchissement non seulement de leurs frères opprimés, mais même pour celui des Albanais opprimés. Pour être agréable à ces milieux, le gouvernement de Tirana agit à l'égard des organisations de comitadjis bulgares, comme le gouvernement de M. Tzankoff en Bulgarie. Les chefs de bandes Tchauljeff, Zlataroff, Protoguéroff et Dimitrié Bouzba sont encore aujourd'hui en Albanie et vivent sous des pseudonymes. Zlataroff a même réussi à obtenir un passeport albanais sous un nom emprunté qui lui permet de circuler librement en Albanie et de se rendre à l'étranger.

D'après nos informations, ces milieux nationalistes albanais fondent de grands espoirs sur cette coopération révolutionnaire bulgaro-albanaise. Ils escomptent que les incursions des bandes de comitadjis en territoire serbe finiront par soulever la question de rectification des frontières au profit de l'Albanie, aussi bien à la Conférence des Ambassadeurs qu'à la Société des Nations. Ils s'efforcent d'en convaincre également le gouvernement albanais, pour le décider à poursuivre désormais une politique de rapprochement avec la Bulgarie, au lieu d'entretenir des relations amicales avec la Yougoslavie. La présence de nombreux ingénieurs et agents financiers allemands encourage toutes ces intrigues, d'autant plus que ces agents sont en relations d'affaires avec des groupements financiers anglais pour l'exploitation de certaines concessions minières et forestières. Un député nationaliste albanais affirme que le ministre anglais à Tirana lui aurait promis de faire obtenir tout l'appui de son gouvernement dans la question de délimitation des frontières, à la Conférence des Ambassadeurs et à la Société des Nations, si les groupements financiers anglais obtenaient préalablement les concessions demandées au gouvernement albanais pour l'exploitation des gisements pétrolifères en Albanie. On cite à ce sujet l'exemple du gouvernement bulgare qui aurait offert à un groupement financier anglais la concession pour l'exploitation des mines de charbon de Pernik, dans l'espoir d'obtenir l'appui de certains personnages influents en Angleterre. Ce marché n'a pu être conclu jusqu'à présent, à cause de l'opposition formulée par la Commission des Réparations. En effet, la production des mines de Pernik assure les livraisons de charbon que la Bulgarie est tenue de fournir à la Yougoslavie, conformément au traité de paix de Neuilly.

Il appartient au gouvernement albanais et aux gouvernements alliés de mettre fin aux combinaisons dangereuses qui se trament actuellement en Albanie et menacent de compromettre la sécurité de la paix dans les Balkans. Les alliés, qui ont perdu, au cours de la guerre, des millions d'êtres humains et qui ont subi des dévastations sans exemples dans l'histoire du monde, ne peuvent s'inspirer que de leurs véritables intérêts généraux et de ceux de la paix actuelle. Les intérêts particuliers des groupements financiers ne doivent en aucune façon influencer sur la politique solidaire des gouvernements alliés ni entraver leur action de consolidation de l'œuvre commune, issue de la guerre européenne.

***

BULLETIN MARITIME

RENSEIGNEMENTS ET DOCUMENTS SUR LA MARINE MARCHANDE

Au nombre des volumes reçus récemment par l'« Académie de Marine », il convient de citer en particulier les « *Renseignements et Documents sur la Marine Marchande*, réunis, reproduits, analysés et traduits par la *Compagnie des Messageries Maritimes* pour la documentation de ses services » (Volume III [illegible]).

Ce ouvrage, ainsi que le titre même l'indique, vient à la suite de deux volumes, consacrés aux années [illegible]

1918 et à l'année 1919, qui reçurent non seulement de leurs destinataires particuliers (Chambres de Commerce françaises, Bibliothèques et Facultés en France et à l'étranger), mais encore de la presse, un accueil aussi chaleureux que mérité en raison de la nouveauté et de la perfection qu'ils apportaient au chapitre de la documentation économique.

Certes la documentation maritime a fait de grands progrès. Un certain nombre de revues techniques, le *Bulletin Véritas*, la *Revue Maritime*, etc..., etc... donnent sur les progrès de la Marine de Guerre de précieux renseignements — à l'usage, il est vrai, des seuls spécialistes — comme le font, pour la marine marchande, des feuilles telles que le *Lloyd Français*, le *Bulletin du Comité Central des Armateurs de France*, le *Journal de la Marine Marchande*, etc... Mais le grand public, nous avons eu maintes fois à le déplorer ici, n'est en général pas tenu au courant de ces questions. De temps à autre, on voit paraître dans les grands quotidiens des statistiques sur le mouvement des ports, sur le tonnage en transit par le Canal de Suez; dans certains journaux provinciaux encore, à Marseille, au Havre, etc... quelques auteurs s'efforcent de créer des mouvements d'opinion en faveur de mesures administratives déterminées ou de tels travaux publics. Mais ce sont là des informations isolées qui ne présentent vraiment qu'un intérêt restreint.

Depuis quelque temps cependant — sans parler de l'effort tenté ici même — des journaux tels que l'*Echo de Paris* et le *Journal des Débats* entretiennent leurs lecteurs des grandes questions primordiales du transport de nos passagers et de nos marchandises par mer vers d'autres pays. Grâce à ces initiatives louables, les lecteurs français comprennent enfin que le navire marchand est l'ambassadeur actif, le meilleur représentant de l'effort commercial, industriel et même artistique de notre pays, et que la plupart des branches de l'activité française dépendent, dans une mesure importante, de l'essor donné à notre Marine marchande.

A côté de ce mouvement de vulgarisation, par la presse, des idées intéressant notre effort commercial maritime, la publication d'ouvrages de documentation précise s'imposait. Encore fallait-il présenter au public, incompétent, un ensemble homogène et complet d'études accessibles à tous et d'un intérêt bien réel. C'est le but que s'est proposé, avec un sens très remarquable des nécessités actuelles, l'Administrateur-Directeur Général des Messageries Maritimes.

Composé de notes destinées à renseigner, non seulement les différents membres du haut personnel administratif, mais encore les agents les plus lointains de la Compagnie, cet ouvrage constitue à ce titre un mémorandum précieux, où le personnel de la plupart des Compagnies de Navigation françaises pourra se reporter constamment avec grand profit. Mais cette publication dépasse en réalité le cadre d'un service d'informations privé. Elle reflète toute l'histoire économique de la France et de l'étranger au cours des années 1919 et 1920.

Nous pouvons y étudier les grands traits de la politique de M. Sarraut en ce qui concerne les colonies françaises, devenues si nécessaires à la métropole, et le développement qu'elle entraîne de la flotte coloniale. Le problème de l'Afrique du Nord, administrée par trois ministères différents bien que réunissant des intérêts communs; celui du rattachement de l'île Maurice à la France; celui du Condominium des Nouvelles Hébrides; celui, plus actuel, du mandat de la France en Syrie, condamné par certains, préconisé par d'autres, y sont l'objet d'études aussi complètes qu'impartiales. Puis ce sont les grands armements étrangers, compagnies de navigation allemandes, anglaises, américaines, italiennes, japonaises dont les efforts sont analysés en détail, faisant ressortir les difficultés exceptionnelles dans lesquelles se trouve, après les pertes que lui ont infligées la guerre, notre flotte commerciale.

Ainsi comparé à l'armement étranger, l'armement français est encore examiné dans ses rapports avec la législation française et les conditions économiques actuelles. Les grandes questions telles que celles de la « politique du pétrole », celle des « transports aériens », auxiliaires des transports maritimes, y sont étudiées dans les textes mêmes des lois et dans la discussion de ces textes à la Chambre et au Sénat.

Ce livre ne prend pas parti, d'ailleurs : sur des sujets tels que celui de la Flotte d'État ou de colonies intéressant directement les Messageries Maritimes, l'auteur anonyme (*les* auteurs, si nous en croyons la préface) reste strictement impartial et ne donne qu'un résumé des faits.

La façon dont on a répertorié ces renseignements et ces documents par « pays » et par « questions » traitées; les tables portant un « sommaire » détaillé de chaque étude, facilitant ainsi les recherches et guidant les lectures, indiquent assez avec quel soin ces volumes ont été préparés. Une idée directrice suivie a groupé là les éléments de connaissances approfondies. Cela implique, d'abord, à l'origine de la rédaction, un service de presse et d'informations générales bien organisé; puis, parmi les éléments fournis par cette voie, un choix judicieux des matières les plus susceptibles d'intéresser le lecteur. Il faut encore noter que ces études, qu'il s'agisse de traductions, de comptes rendus ou d'analyses, sont rédigées en une langue précise autant qu'élégante alors même qu'elle doit rester technique. Le souci de la forme et de la présentation comme la scrupuleuse exactitude des chiffres et des noms cités, ne sont pas parmi les moindres mérites de cet ouvrage.

En guidant par une information attentive l'initiative privée de ses collaborateurs; en leur donnant de leurs fonctions une conception en quelque sorte élargie et élevée; en leur rendant sensible la part d'utilité qu'ils assument dans le grand effort d'ensemble du pays, la Compagnie des Messageries Maritimes fait preuve d'une vitalité administrative incomparable dont ce troisième volume de « Documents » fournit, nous semble-t-il, le plus précieux témoignage.

VALEURS DE NAVIGATION

Cours de la Bourse de Marseille

Le 15 avril 1924

1° Fraissinet	236
2° Messageries Maritimes	202
3° Mixte	810
4° Transatlantique	161
5° Transports Maritimes	957

Société Française d'Imprimerie et de Publicité
Ateliers : Rue Grenier et rue des Carmes, Angers
Bureaux : 2, Rue Monge, Paris (5e)

L'Imprimeur-Gérant : A. DESNOËS.

Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

EUGÈNE YUNG FONDATEUR 1863 PAUL FLAT DIRECTEUR 1908-1918
DIRECTEUR PAUL GAULTIER

N° 9 62e ANNÉE 3 MAI 1924

L'ESPRIT DÉMOCRATIQUE FRANÇAIS EST-IL MORT ?

Une proposition que j'ai avancée ici-même a ému les docteurs. L'un d'eux, des plus avisés et des plus savants, M. Georges Guy-Grand, m'en a, si j'ose dire, repris dans trois articles de *Paris-Midi*. D'autres m'en ont écrit. Et tous avec bonne foi, courtoisie, et comme dans la grande amitié des idées. La Direction de la *Revue Bleue* a pensé qu'il y aurait quelque intérêt à porter cette discussion devant ses lecteurs. Vous êtes donc juges, et nous allons de part et d'autre plaider devant vous. Assurez-vous dans vos fauteuils tandis que nous revêtons nos robes et coiffons nos bonnets carrés.

Je vous soumets tout de suite le texte litigieux, ou poursuivi, suivant que vous jugerez que l'audience est civile ou criminelle. J'ai parlé de la fin d'un régime politique ou plutôt d'un système d'idées politiques. « S'il est quelque chose que nous ensevelissons dans le linceul de pourpre des divinités mortes, c'est l'esprit de 48 » (1).

Mais avant d'en venir au fond, souffrez que je rappelle mes bons antécédents. L'esprit de 48, c'est l'esprit démocratique français. Je l'ai servi naguère de mon mieux à mon rang fort modeste. Dieu me garde de le renier ! Si j'ai rapporté le bruit de ses funérailles que je croyais entendre sonner, c'est que je le crois immortel, et si j'ai parlé de le porter en terre, c'est pour mieux l'honorer. Mon blasphème, c'est d'avoir demandé s'il convient aux temps futurs comme aux temps passés et si nous pouvons le transporter dans les temps prochains, tel qu'il nous a servi aux époques récentes.

Toute la question est donc exactement celle-ci : Ne sommes-nous pas à la fin d'une génération politique ? Nous osons, vous l'entendez bien, en parler en historiens, et la *Revue Bleue* n'est pas le Palais-Bourbon. Quand nous constatons que nous venons de franchir le terme d'une génération, ce n'est pas à dire qu'il faille remanier le gouvernement, ni même changer toute une équipe politique : ces soucis quotidiens ne sont pas les nôtres.

Tout l'art ou la science d'un historien, n'est-ce pas en un sens d'arrêter les limites des générations ? A aucun moment les hommes ne cessent de naître, ni hélas ! de mourir, mais ils cessent de penser de même, et voilà qui classe les événements. Vous les verrez briller d'une manière différente : en littérature, en politique, dans la science ou dans l'art selon que vous considérerez l'une ou l'autre facette du diamant de l'Idée. Fixer les époques où les hommes cessent de penser comme ils faisaient la veille, c'est sans doute la besogne de l'histoire, au moins de l'histoire ambitieuse, qui prétend expliquer. Mais l'histoire narrative n'est-elle pas plus ambitieuse encore et n'y a-t-il pas plus de témérité et de chimère à prétendre découvrir et montrer les faits qu'à les vouloir enchaîner ? C'est un autre sujet et je ne me soucie point, pour aujourd'hui, d'accumuler les blasphèmes. Les générations humaines, c'est donc à la vérité l'hypothèse, les catégories de l'histoire qui rendent intelligibles la masse des faits et permettent à l'esprit de la saisir.

Mon audace, qui n'eût peut-être point effrayé

(1) *Le Moderne Plutarque* (Aux Editions du monde nouveau, Paris 1923, p. 257). C'est sous ce titre que les articles parus à la *Revue Bleue* ont été réunis en volume.

M. de la Palisse tient donc dans ces deux propositions :

La même pensée a conduit les Français depuis 1848 ;

Depuis 1914 on croit distinguer qu'elle ne suffit plus.

J'entends qu'on me dit : Proclamer la décrépitude des principes, c'est malice bien venimeuse, mais bien vaine. On n'enterre que ce que l'on remplace. Un seul signe est infaillible pour prouver la mort d'une doctrine, c'est la naissance d'une autre. Si les hommes étaient las des idées anciennes, ils en adopteraient de nouvelles que vous ne leur fournissez pas. Les idées sont des souveraines qui se succèdent sur le trône.

Mais d'abord, il peut arriver que le trône soit vacant, et je crois que nous souffrons justement d'un de ces interrègnes. Et je n'annonce certes pas, pour ma part, un avènement politique. Ni prophète, ni apôtre. Où nous allons, je ne le sais pas davantage que ceux de mes contemporains qui essaient de le deviner. Le grand nombre de ceux qui cherchent, et avec une bonne foi si diverse, est seulement le témoignage qu'il faut trouver quelque chose. Je crois distinguer dans les idées de l'autre règne des indices de caducité. Trop heureux si d'avoir marqué ces insuffisances pouvait seulement indiquer les points où se raccorderont les voies nouvelles.

Que la politique française depuis 1848 soit dominée par les mêmes principes politiques, ce n'est pas là peut-être que nous accrocherons les controverses. Sans doute dans cette période qui dépasse un demi siècle on peut distinguer une grande diversité d'événements, d'hommes et d'inspirations. On y peut reconnaître, si l'on veut, des sous-générations : la génération impériale, qui a combattu l'empire ; — la première génération républicaine ou gambettiste, qui a fondé la doctrine laïque, — la deuxième génération républicaine, embarrassée en des soucis plus nombreux, ballottée du libéralisme à l'intervention de l'Etat et contrariée de voir aux prises la Liberté et l'Egalité qui font si bon ménage dans les devises officielles.

Mais enfin, toutes procédaient du même esprit. Et pourquoi 48, me dira-t-on, et non pas 89 ? Si vous êtes si curieux de filiation, que ne remontez-vous à l'auteur commun ? Origine bénie ou exécrée, mais que nul au moins ne renie. Ecoutez seulement les harangues officielles, témoignages excellents et textes admirables pour découvrir l'esprit d'un temps, puisqu'elles sont de toute nécessité un carrefour de lieux communs ; depuis un demi-siècle, tous les Ministres se sont proclamés fils de la Révolution : aucun n'a pensé à s'affilier aux hommes à barbe de 48, non pas même M. Chéron, aux temps où ce barde roublard chantait la *Marseillaise* en montant sur les tables des banquets.

Sans doute 89 est à l'origine de tout et quand nous disons : esprit de 48, c'est d'abord l'esprit de la Révolution française qu'il faut entendre. Mais si l'on préfère fixer le point de départ d'une génération politique au milieu du XIXe siècle, c'est qu'à ce moment seulement le dogme fut définitivement arrêté, pour deux raisons : de fait et de doctrine.

En fait, c'est seulement en 1848 que le peuple, ou si l'on préfère le nombre clôt la période négative, celle des combats et des destructions. 60 ans pour détruire le passé. Le terme de la lutte et le point de départ des temps nouveaux, c'est le triomphe du suffrage universel, désormais indispensable dans tous les pays d'Europe : c'est le nouveau souverain dont le règne commence là. Le suffrage universel a enfanté en tous pays deux jumeaux aujourd'hui brouillés, alors tendrement unis, l'esprit national et l'esprit démocratique. Ce sont bien, ceux-là, deux enfants de 48. Une bonne moitié de l'œuvre de Victor Hugo est consacrée à célébrer avec un incomparable fracas l'affranchissement des nations et la bonté souveraine des masses.

La raison de doctrine semblera peut-être plus subtile, mais par cela même, elle nous conduira à des remarques utiles. Une maxime St-Simonienne nous aidera à la saisir.

Les St-Simoniens disaient que l'humanité traverse alternativement des périodes critiques et des périodes organiques. Elle bouleverse et elle arrange tour à tour. Ils ne savaient peut-être pas si bien dire, et nous en jugeons mieux qu'eux, si nous leur appliquons leurs remarques à eux-mêmes. Considérez de ce point de vue la Révolution française : c'est une période éruptive, serrée entre deux couches sédimentaires. Elle est précédée et engendrée, chacun l'accorde, par la philosophie du XVIIIe siècle, vaste corps de doctrine, aussi divers qu'on voudra ; et elle est suivie d'un autre amas de systèmes, tous antérieurs à 48, ou contemporains. De 1820 à 1860 de Maistre et Bonald d'une part, et de l'autre, quelle pléiade ! St-Simon, Fourier, Proud'hon, Auguste Comte, Quinet et Michelet, car il faut bien une philosophie de l'histoire, et Tocqueville encore qui écrit à la vérité une théorie de la démocratie avec des images ou figures prises en Amérique. Il semble qu'il n'y eût alors personne en France qui n'eût en poche son plan des temps futur et sa théorie de l'avenir. Non par la qualité littéraire sans doute, mais par la masse doctrinale cette époque est comparable au XVIIIe siècle politique. Tous partent de la Révolution française, le plus grand nombre pour la compléter : ce sont leurs écrits mélangés qui ont formé l'esprit public de la période suivante.

Et notez ce point, qui est de conséquence, étant favorable à ma thèse. Tout cela, XVIIIe et première moitié du XIXe siècle, se passe entre Français. Dans l'ordre de l'action, comme dans l'ordre doctrinal, c'est la France qui a l'initiative des opérations, comme nous disions naguère quand nous parlions sans effort le style des Etats-Majors. La France épouvante l'univers par ses actes et au moins autant par ses idées, si bien qu'on finit par former contre les uns et les autres une ligue, la Sainte Alliance, qui justement est emportée par le brusque et bref cyclone de 1848. A deux reprises, et deux siècles de suite, ce sont les Français qui fournissent la planète et même l'Europe de règlements, Constitutions, projets d'organisations sociales, réformes morales, bref tout le compartiment « sociologique », comme nous disons depuis Comte. Si les Français de ces temps ont cru qu'ils serviraient de modèle politique au monde, ils ont quelques excuses ; retenons-le : Ils légiféraient alors pour la terre, et les Allemands pour les astres : les choses ont bien changé.

Car dans la dernière moitié du XIXe siècle, je ne dis pas que la science politique ait émigré, et je révère et nos observateurs, et nos moralistes politiques, et nos économistes. Mais la France, lasse, n'enfante plus de grands systèmes. Si nous essayons de dénombrer les découvertes récentes de la science politique, nous en trouverons deux, me semble-t-il. C'est à savoir l'école sociologique, l'application de la biologie et de la méthode des sciences naturelles à l'étude des sociétés, dérivée d'Herbert Spencer et par conséquent du positivisme, et le socialisme scientifique, que le dieu Marx écrase tout entier de tout son poids. Deux monuments auxquels la France n'a pas été sans apporter quelques pierres, mais tous deux d'origine ou d'importation étrangère.

Je conclus que les Français à travers tous les événements récents n'ont pas trouvé chez eux de nouvelles doctrines : ils étaient bien forcés de s'en tenir aux anciennes. Elles étaient arrêtées en 48 : nous avons vécu depuis ce temps sur nos idées antérieures, après un siècle et demi d'abondance doctrinale.

***

Essaierons-nous de fixer cette doctrine commune? C'est affaire de vulgarisation. J'entends par là qu'on m'opposerait en vain des textes ou des précisions scientifiques. Il est probable qu'on pourrait trouver dans l'un des Pères laïques la négation formelle de chacune des propositions de ce Credo politique. Ce que nous recherchons, c'est l'opinion commune, et ce qui importe, c'est ce que chacun d'eux a déposé dans l'esprit public ; c'est la traduction en langue vulgaire de chacun d'eux et le mélange de tous.

Qu'ils s'accordent entre eux ou se gourment, qu'importe?

Le sentiment public les a réconciliés et même conciliés. C'est ainsi que se forment les croyances et les religions dans les pays imprudents où l'on a coutume d'écrire beaucoup sur les choses sacrées. Ne recommençons pas à chercher si les propositions de Jansénius sont dans St Augustin : nous ne le saurons sans doute jamais.

Si donc nous recherchons leurs pensées communes qui fournissent notre substance politique, nous les trouvons tous rationalistes : c'est leur lien et si je puis dire la seule unité de leur doctrine. Je parle de « ceux de gauche » s'entend, les catholiques formant justement l'autre école, qui s'efforce, selon les principes thomistes, de trouver des accommodements avec la raison, sans reconnaître sa souveraineté. C'est bien là la division essentielle des esprits, qui demeure sans aucun doute et n'a pas épuisé ses conséquences : les uns considèrent la grandeur de la raison humaine et les autres son infirmité. Pour qui étudie les hommes en société, voilà le fond du débat, et c'est à ce point que chacun prend parti. Non pas tant peut-être par une nécessité philosophique de notre esprit, que par cette raison historique que nous habitons un monde intellectuel créé par la Grèce qui inventa la raison et par le christianisme qui inventa la pitié ou mieux la charité. Auparavant quelques-uns furent bien raisonnables, mais non pas à la manière des Grecs, et charitables, mais non pas comme les Chrétiens. Pour nous, nés plus tard, nous voilà entre ces deux disciplines et nous n'avons cessé ni d'en discourir ni de nous battre.

Cette opposition a été masquée dans les derniers siècles et pour nous-mêmes par l'admirable habileté de la Compagnie de Jésus qui a porté à sa perfection l'art d'instruire des générations chrétiennes à la mode des païens. C'est dans ses laboratoires qu'a été découvert et composé cet élixir pédagogique où se mélangent et se combinent à miracle les vertus de l'antiquité et celles du christianisme. C'est pourquoi l'enseignement des Pères, comme on l'a si souvent remarqué, fut si fécond en impies et enfanta tant d'esprits pervers, promis à la damnation ; ceux-là n'avaient retenu que le rationalisme hellénique ou latin.

L'assise fondamentale des récentes générations politiques est donc rationaliste : leur foi, c'était la confiance en la raison humaine, qui conduit tout naturellement les esprits de notre âge à la notion du progrès. Dans l'ordre social au moins, l'usage de la raison, la victoire de la raison, doivent éliminer les vices qui la souillent. Cette idée de progrès, dont l'histoire est si curieuse, a reçu de nos jours deux confirmations fort différentes : la forme matérielle du progrès et la philosophie positiviste. Chaque homme

aujourd'hui voit de son vivant s'accroître la puissance de l'homme sur la nature dans une mesure à chaque fois insoupçonnée. Le miracle qui ébranla les imaginations demeure quotidien ; mais il n'est plus divin : il est scientifique. L'un naît sous le régime des chemins de fer et meurt sous la loi de l'automobile, et son fils né au temps de l'automobile mourra sous le signe de l'aviation triomphante.

Le positivisme a saisi le progrès et l'a constitué en dogme par sa théorie des trois états qui sont comme on sait : le religieux, le métaphysique et le positif. Le positivisme politique ne compte plus beaucoup de fidèles, ni à ses rites, ni à ses dogmes : il s'est réfugié dans l'Amérique du Sud. Mais qu'importe les autels désertés ! Le positivisme a déposé dans les esprits contemporains plus de sédiments peut-être que toute autre doctrine. Et notamment ces idées que l'humanité est en marche, qu'elle réalisera ses destinées elle-même et de son propre effort, et que les religions sont des connaissances archéologiques placées derrière nous, dans le passé de notre race.

La traduction de toute cette philosophie, c'est la politique laïque. Idée simple et claire, semble-t-il, puisque chacun l'entend aussitôt : elle enflamme les uns et pousse les autres jusqu'à la rage. Idée complexe et qui couvre deux choses fort différentes, au moins par leur place dans le monde d'aujourd'hui : c'est d'une part la séparation des Eglises et de l'Etat ; et l'enseignement laïque, qui est tout autre chose.

La séparation du temporel et du spirituel est un principe chrétien exécré par Jean-Jacques. C'est même le seul principe politique que le christianisme ait apporté au monde. C'est le christianisme qui a découvert cette vérité jusqu'à lui incroyable, qu'il y avait dans l'homme un for intérieur soustrait à l'Etat. Mais les conséquences de ce principe sont récentes, puisque la séparation de la puissance spirituelle et de la temporelle n'apparaît dans le monde que comme le terme de la tolérance, qui n'est pas une idée naturelle.

Pour l'enseignement laïque, son cas est plus complexe, en tout cas plus discuté. C'est la création et la témérité personnelles de la troisième République française. Un enseignement rationnel, entendez laïque, paraît la première nécessité d'une politique fondée sur le rationalisme. La doctrine du progrès donne l'assurance qu'un tel enseignement s'étendra quelques jours jusqu'aux derniers hommes affranchis.

Mais la confiance dans la raison humaine engendre encore de bien autres conséquences. C'est la raison qui fonde la valeur de la personne humaine. C'est par elle que l'homme est digne de ses droits. Et voici donc toute la lile des droits individuels et le cortège de leurs garanties, que MM. Lénine et Mussolini s'accordent de nos jours à trouver lent et lourd.

Retenons toutefois que si toute la théorie de la liberté politique a été ramenée par les esprits français à un principe rationnel, car enfin « il n'y a pas d'autre souveraineté que celle de la raison et de la loi » (Proud'hon), toute la pratique en est importée. Car la garantie de la liberté civile et politique, c'est un système savant, compliqué, d'équilibre, contrepoids et arcs-boutants ; on oppose des forces qui se contrarient ; vous reconnaissez à ce trait certain la marque anglaise. Ce peuple ne comprend que la concurrence et la diversité ; au ring de la boxe ou au ring politique, il n'est satisfait que quand il voit les autres se battre ; il n'est tranquille que s'il voit tout en lutte autour de lui.

Cette école libérale, d'inspiration britannique parce qu'elle prenait en Angleterre ses exemples, a parcouru, jusqu'à nos jours, la plus brillante carrière, pompeusement décorée d'immanquables trophées académiques. Elle a été doublée en quelque sorte à une date plus récente par l'école de l'économie politique orthodoxe, qui confiait elle aussi à la concurrence le gouvernement des richesses : ce n'est donc qu'une transposition dans l'ordre économique du libéralisme politique.

C'est l'esprit anglais qui paraît à travers les meneaux et les croisillons d'un tel édifice. Fonder la société sur la lutte, et la morale sociale sur la confiance à la force de l'individu, c'est proprement le génie anglo-saxon. L'esprit français, qui ne se repose que dans l'unité, en montra souvent de l'impatience. Quand John Stuart Mill pestait contre Auguste Comte, il l'appelait « Loyola » ; mais quand il le critiquait au fond, il niait seulement « que la perfection résidât dans l'unité ».

Et au contraire, la tendance de l'esprit de 89 et de 48 à l'universel, c'est la marque de l'esprit français. Les Grecs, dit-on, ont inventé la raison. Mais on sait aussi que les Français du XVIIIe siècle ont encore perfectionné une invention si utile, si bien que, dans leur pensée littéraire et politique, ils n'ont pu concevoir l'homme que dans la forme universelle, *sub specie æternitatis*. C'est s'abriter respectueusement derrière d'illustres analyses que de rappeler que l'esprit — ou l'illusion — révolutionnaire est sorti tout armé de notre littérature classique. La Révolution travaillait pour la même humanité que deux siècles venaient d'étudier.

Mais les Français de la Révolution ne croyaient pas seulement, avec une sublime candeur, que l'humanité obéirait bientôt aux mêmes lois : ils pensaient encore que cette loi serait la française. Ils le croyaient ; et comme dans le siècle suivant, leurs fils

furent fort occupés à des révolutions périodiques qui étaient soigneusement imitées dans toute l'Europe, en ces temps périmés où les Amériques ne comptaient pas, rien ne les détourna de cette sorte de *gallocentrisme* politique.

Les Révolutionnaires avaient retrouvé dans leur enthousiasme pur une pensée hellénique : ils opposaient leur pays affranchi aux peuples en servitude, comme les Grecs s'opposaient aux Barbares. Dans le sentiment de tout ce qui le séparait du « mercenaire de Pitt et Cobourg », le jeune Français retrouvait la même fierté qui brillait dans les contemporains de Périclès quand ils se comparaient aux sujets du Grand Roi. C'est proprement le sublime révolutionnaire qui anime les plus hautes consciences, de Hoche et de Vergniaud jusqu'à la simple sentinelle qui gardait sur le Rhin l'inscription : Ici commence le pays de la liberté. Ce n'est plus pour nous un mystère : ce sublime nous l'avons connu ; c'est aux mois les plus chauds de 1914, quand les Français couraient aux armes contre le « militarisme » teutonique et volaient aux combats pour exterminer la guerre. Fantômes ou réalités, bien aveugle qui ne verrait pas leur filiation séculaire !

Les Français révolutionnaires, intrépides à abattre les privilèges, conservaient donc pour eux-mêmes l'ineffable privilège de connaître avant les autres un ordre fondé sur la raison, « car, avait dit Turgot dans l'Encyclopédie, il n'y a pas de raison pour conserver des institutions fondées sans raison ». Ce régime, ils avaient donc le devoir de le répandre jusqu'à l'affranchissement du dernier des hommes. Et ils étaient prêts à donner à cette œuvre leur propre vie et d'abord, comme il est naturel, celle des autres.

C'est ainsi que les Français parvinrent à se convaincre fortement que le monde n'avait qu'à leur ressembler. Présomptueuse ignorance ? Non pas, je vous prie. Car la source de leur erreur n'était pas en eux-mêmes. L'imitation de la France fut la règle et la mode de l'Europe — de l'Europe continentale, — trois siècles durant. Ne parlons que des mœurs publiques pour ne pas nous donner trop beau jeu. Quelle ne fut pas, en politique, la docilité de l'Europe ! Aux XVIe et XVIIe siècles, les Français instituent la monarchie absolue, c'est-à-dire le système où l'objet de l'Etat est la grandeur du Monarque. Il n'est bientôt si petit seigneur ecclésiastique en Franconie qui ne veuille être grand et construire jusqu'à Wurtzbourg son Versailles, sceau magnifique de ce gouvernement. Un siècle après, les beaux esprits de Paris, ayant lu Hobbes, s'avisent que le despotisme est indispensable, mais qu'il doit être bienfaisant. Voilà aussitôt Joseph II et Catherine qui rivalisent à qui sera, chacun à sa manière, le despote le plus éclairé. Mais avant la fin du siècle, ce diable de Jean-Jacques ayant tout bouleversé, ce n'est plus le despotisme qui est à la mode à Paris, c'est la Révolution. Près d'un siècle durant, tous les peuples d'Europe s'exercent à la Révolution, sans qu'aucun soit jamais parvenu à égaler le peuple de Paris, en cela inimitable. Admirerez-vous encore que le Français ne puisse concevoir que l'on puisse être Persan, alors que jusqu'en Perse on n'a pas de plus grand souci que de paraître Français ?

Si donc les Français de la fin du XIXe siècle pensaient que le monde politique ne serait quelque jour qu'une mode française, portée jusqu'aux limites de la planète, ils persistaient dans une illusion séculaire, confirmée et prescrite. Quoi de plus proche de la vérité ?

Illusions dissipées, dira quelqu'un, par le coup de foudre de 70. Je n'en crois rien pour ma part. Car d'abord les républicains de 70 n'ont pas désespéré. J'entends qu'ils n'ont pas désespéré de l'universalité du génie français, et je les en louerais, quelques reproches qu'ils en aient reçus. Supposons, si vous voulez, la IIIe République terminée et qu'on puisse résumer son œuvre : c'est la laïcité et l'empire colonial. — Je serais disposé à ajouter quant à moi : et la politique de Delcassé dans les dernières décades. Mais laissons les points contestés. — La laïcité au moins, c'est le rationalisme, qui de sa nature est universel et tend à l'universel.

D'autres problèmes, il est vrai, apparurent vers la fin du siècle qui ne souffraient pas de réponse si unie. Le suprême embarras dans les doctrines qui ont fixé les lignes de la politique française durant le dernier demi-siècle, c'est à la frontière des droits de l'individu et des droits de l'Etat. La propriété justement placée sur cette limite s'en est trouvée fort ballottée, au moins dans les écrits des docteurs ; on se battait sur toute la ligne où se rencontraient la démocratie et la liberté. Hommes d'Etat et théoriciens s'interrogeaient réciproquement à qui résoudrait ces problèmes, et il n'est presque pas de discussion politique de faits ou d'idées dans les trente dernières années qui ne prît origine dans cette antinomie cruciale des principes de liberté et d'égalité, et dans ce supplice des docteurs : *doctorum crux-octava*. Nous en étions là justement quand les premiers coups de canon en 1914 nous vinrent distraire de ces soucis. Après la guerre nous ne les avons plus retrouvés.

(A suivre.)

Etienne FOURNOL.

AUTOUR D'UNE INCONNUE DE MUSSET

Quinze jours après la mort de cette Malibran qu'on vient de faire revivre sur la scène, Musset se demandait s'il n'était pas trop tard « pour parler encore d'elle ». A notre tour, nous pourrions hésiter à parler encore de lui.

Il semble de prime abord que tout ait été dit sur Musset. Pas de poète dont la vie intime ait été plus souvent fouillée, explorée, étalée au grand jour, comme un tombeau de Pharaon. Nous connaissons tout d'*Elle* et de *Lui*, et chercherions en vain un chapitre inédit dans le douloureux roman des *Amants de Venise*.

Nous nous en voudrions de rouvrir — fût-ce d'une main respectueuse — ce temple d'amour profané. Mais il reste, dans la vie du poète, des recoins d'ombre plus discrets. C'est à l'un d'eux que nous voudrions nous attacher aujourd'hui, à l'occasion du 67e anniversaire de la mort d'Alfred de Musset.

Dans la charmante théorie de femmes qui défile autour de sa mémoire, nous délaisserons toutes celles — trop nombreuses peut-être — dont le nom n'est plus un secret. Nous choisirons la seule qui reste encore enveloppée de mystère. C'est une figure de jeune fille, pure comme Ninette ou Ninon... Une passante énigmatique, mais qui nous reste chère à jamais, d'avoir été un soir, à son insu, l'inspiratrice passagère d'Alfred de Musset. Tâchons d'éclairer un instant ce joli profil d'Inconnue.

Nous ne savons rien d'elle que ce que Musset nous en a dit dans *Une Soirée perdue*.

Un soir, au Théâtre Français, où il allait souvent, autant pour le spectacle que pour y retrouver des artistes amis, Rachel entre autres, Musset a rencontré l'image qui ne cessait de le hanter : celle de la vraie jeune fille. Qu'elle s'appelle Cécile, Elsbeth, Camille, Rosette, Ninon, Deïdamia ou Carmosine, on la retrouve partout en son œuvre. Il l'a étudiée de près naguère — en des *Nuits* plus paisibles que d'autres, puisqu'elles ne se passaient qu'à valser, et même pas toujours en mesure, au dire d'une de ses danseuses. De ces charmants babillages de salon, il a gardé l'irrésistible attirance de l'ingénuité, le goût de l'amour romanesque comme une nuit d'enlèvement :

Si deux noms par hasard s'embrouillent sur ma lyre,
Ce ne sera jamais que Ninette ou Ninon.

Ninon, Ninette, et Suzon aussi, cette Suzon à laquelle il a conté, en une délicieuse Aubade, les plaisirs décevants de son grand voyage en Italie :

Qui part trop tôt revient trop tard.

C'est l'aventure de tous les poètes. Une heure vient où l'on regrette le bonheur dédaigné qu'on a laissé passer.

Musset, en 1840, a déjà entendu sonner cette heure-là. Il se penche tendrement, timidement presque, sur ces cœurs de dix huit ans, à l'instant où le premier éveil de l'amour

Brise les ailes d'or de leur virginité.

Ce Musset de la trentième année, corrigeant par son émotion secrète la pointe de hauteur et d'impertinence qui caractérise le Dandy, nous le connaissons par un joli crayon de Lami, rehaussé de sanguine, et aussi par la description qu'en a laissée Louise Colet :

« Il était svelte et de taille moyenne, habillé avec un soin extrême. Il portait un habit vert bronze à boutons de métal (en attendant l'autre habit vert, qu'il ne devait endosser que douze ans plus tard). Sur son gilet de soie brune flottait une chaîne d'or ; deux boutons d'onyx fermaient sur sa poitrine les plis de batiste de sa chemise. Son étroite cravate de satin noir, serrée au cou comme un carcan de jais, faisait ressortir le ton mat de son teint. »

Aux bals de l'Arsenal, chez Mme de Girardin, aux mercredis d'Alfred de Vigny, chez la duchesse de Castries, ou chez la princesse Belgiojoso, la belle Milanaise si fière de la régularité de ses traits qu'elle en voulut longtemps à Musset — son fervent admirateur pourtant — d'avoir osé, en quelques coups de crayon, esquisser sa caricature, dans tous les salons à la mode, c'est ce Musset-là qu'on rencontre.

Douloureux, meurtri, désenchanté, et pourtant épris de toutes les femmes, « Musset, écrit Maurice Donnay, leur fait des vers à toutes, des vers charmants, gais, mélancoliques, spirituels, désabusés tour à tour. Et, avec tous ces papiers qu'il sème en route, on peut suivre, dans ses bonds et dans ses élans, la course de son cœur, la course continuelle à l'Amour. »

J'aime... Voilà le mot que la nature entière
Crie au vent qui l'emporte, à l'oiseau qui le suit.

Il a, dans sa bibliothèque, un exemplaire de l'*Histoire littéraire d'Italie*, de Guinguené. Nul doute qu'en feuilletant ces compacts in-octavos, aux soirs où il pouvait s'écrier :

Dieu soit loué! J'y suis donc revenu
A ce vieux cabinet d'étude,

le poète, si épris de Boccace, de Dante et de Pétrarque, n'ait entre toutes marqué la page qui cite cet ardent passage de Guarini :

« Regarde autour de toi. Tout ce que le monde a d'agréable et de charmant est l'ouvrage de l'amour. Le ciel est amant. La terre et la mer sont amantes. Cette étoile que tu vois avant l'aube jeter un si vif éclat aime d'amour elle-même. Elle qui inspire l'amour brille, parce qu'elle est amoureuse. »

Aimer est le grand point. Q'importe la maîtresse,
Qu'importe le flacon, pourvu qu'on ait l'ivresse!

Ces vers de *La Coupe et les lèvres*, qui sont de 1832, Musset les eût-il écrits encore 8 ans plus tard, à 30 ans?

« Il est bon, confessait-il dans une lettre intime de cette date, d'avoir dans l'âme un tiroir secret — pourvu qu'on n'y mette que des choses saines... »

Ouvrons le tiroir — pieusement... Ce que nous trouverons dans cette cachette, digne du tendre Cœlio des *Caprices de Marianne*, et non de ce débauché d'Octave, qui pourtant lui ressemble comme un frère, c'est tout le reliquaire des sentiments refoulés, des vœux stériles, du Musset qui ne se console pas de n'avoir pas rencontré sur sa route une âme neuve et des lèvres fraîches.

Ces figures de Jeunes filles, qui représentent le meilleur de son œuvre, ne seront-elles jamais que le reflet de son rêve? Celle dont il eût pu dire : « Et si c'était celle-là! » ne passera-t-elle jamais dans le champ de sa vision? Partout cette idée le poursuit. Il guette, il épie, il interroge les jeunes visages inconnus. Il est à la merci d'une surprise.

A la merci, c'est trop dire. Ce serait mal connaître Musset que de le croire prêt à abuser du prestige que lui donnent sa jeunesse et son renom. Ce poète de 30 ans qui fait la cour à toutes les femmes a, devant la Jeune fille, d'exquises délicatesses. La comtesse de Clèves a raconté qu'un soir, à la campagne, chez un ami de son oncle Desherbiers, Musset entendit frapper à sa porte une jeune fille qui s'était éprise de lui, et qui venait à lui toute pâle et frémissante, éperdue dans sa robe blanche, les cheveux parés d'une rose prête à s'effeuiller, comme sa pudeur. Le poète la fit entrer, tomba à genoux, lui murmura longuement, tout bas, des mots presque pareils à ceux qu'elle rêvait d'entendre. Mais, pas plus cette fois-là que pendant leurs entrevues suivantes, il n'oublia qu'elle était pure. Il ne voulut pas commettre la vilenie de profiter d'un tel affolement. Cette chaste aventure lui inspira les stances des *Adieux à Suzon* :

Sens-tu mon cœur, comme il palpite?
Le tien, comme il battait gaiement!
Je m'en vais pourtant, ma petite,
Bien loin, bien vite
Toujours t'aimant.

Au printemps de cette année 1840, où se place la *Soirée perdue*, Musset vient d'être gravement malade... Une fluxion de poitrine, avec accès de fièvre et délire... Sa mère et sa sœur ont fait appel, pour les aider dans leur rôle de garde-malade, à une jeune religieuse du *Bon-Secours*, la sœur Marceline. Elle n'est pas laide — et c'est tant mieux. Musset n'en guérit que plus vite. Pendant sa convalescence, il dessine auprès des siens, tandis que sœur Marceline fait de petits ouvrages au crochet. Le jour où elle partit, ce fut un vrai chagrin.

Tous ces menus détails ne sont pas inutiles. Ils nous aident à nous représenter le Musset qu'une passante tout à l'heure inspirera — parce qu'elle a de beaux yeux candides, le cou blanc et l'épaule charmante.

C'est à cette même époque qu'il note, au jour anniversaire de sa trentième année, des réflexions telles que celles-ci :

« Il y a un triste regard à jeter sur le passé — pour y voir les mortes espérances et les mortes douleurs... Un plus triste regard à jeter sur l'avenir pour y voir... l'hiver de la vie. »

De la perspective de cet hiver-là, sans foyer ni enfant, Musset tremble avant l'heure. Sa *Soirée perdue* n'est peut-être que le sanglot contenu d'une vie manquée.

***

Une Soirée perdue est datée de juillet 1840. Musset vient d'écrire, à la campagne, pendant un court séjour à Bury, chez son ami Alfred Tattet, le sonnet célèbre dont chaque vers est comme un glas de désespoir :

J'ai perdu ma force et ma vie
Et mes amis, et ma gaîté.
J'ai perdu jusqu'à la fierté
Qui faisait croire à mon génie.

Ce sonnet est du 14 juin. Un mois après exactement, le poète va passer la soirée aux Français. Nous pouvons dire : un mois après, car la date de cette soirée nous est connue. Un chartiste ingénieux l'a découverte.

Sa méthode d'investigation fut simple. On jouait, ce soir-là, le *Misanthrope*. Or, le *Misanthrope* ne fut joué que trois fois à la Comédie-Française pendant l'année 1840 : le 14 juillet, pour les débuts de Mlle Restout, puis en octobre et en

novembre. Il est évident que Musset écrivit son poème sous le coup d'une fraîche impression. C'est donc bien à la date du 14 juillet 1840 qu'il faut placer cette soirée.

Tout contribue d'ailleurs à nous le confirmer. Musset dit : « J'étais seul — ou presque seul »... Or, à cette représentation du 14 juillet, la recette ne s'éleva qu'à 403 fr. 30, avec 2 spectateurs payants au balcon, 5 à l'orchestre, 11 à la première galerie, etc... Molière décidément ne faisait pas recette.

Il est vrai qu'il y a une objection possible. Musset nous dit que, la soirée finie, la main de la jeune fille *glissa dans le manchon*. Un manchon, au mois de juillet !... Ce serait la ruine de cette hypothèse, s'il ne fallait toujours compter avec les surprises de la mode. Porter des fourrures l'été et des bas à jour l'hver — c'est un de ces caprices inattendus auxquels, de tout temps, les femmes nous ont habitués. Et puis, rien n'empêche de supposer que le manchon était de plumes. La chronologie deviendrait à tout jamais impossible, s'il fallait se soucier, en l'établissant, d'accorder aux exigences de la saison tous les charmants défis de l'élégance féminine.

L'Inconnue aperçue aux Français, il est probable que Musset ne l'a jamais revue.

Pour la retrouver, il eût fallu qu'il eût été servi par le hasard. Tous les poètes n'ont pas la chance de Pétrarque qui, ayant rencontré Laure à l'église, n'eut pas à fermer dès la première page le roman de sa vie, ni à souffrir du coup de foudre qui fit de lui, savant latiniste et historien, le plus passionné des lyriques.

Aussi bien, même s'il eût su le nom de son Inconnue, Musset nous l'aurait-il livré ? Rappelez-vous avec quelle exquise pudeur le clerc *Fortunio*, dans le *Chandelier*, soupire sa chanson d'amour à Jacqueline :

Et je veux mourir pour ma mie
Sans la nommer!

Sans la nommer ! Quel aveu inattendu de la part d'un poète dont nous ne connaissons que trop les nombreuses aventures sentimentales ! Mais, encore une fois, il y a deux Musset. Celui qui se reproche, comme Octave, de n'être qu'un débauché sans cœur : « Je n'estime point les femmes. L'amour que j'inspire est, comme celui que je ressens, l'ivresse passagère d'un songe » ; et celui qui eût voulu, comme Cœlio, « verser dans une autre âme toutes les sources de bonheur, consacrer sa vie entière à la femme qu'il aimait ».

Rêves opposés ? Non pas tant qu'on pourrait le croire... « Tous ceux qui ont connu Alfred de Musset, écrit son frère Paul, savent combien il ressemblait à la fois aux deux personnages d'Octave et de Cœlio, quoique ces figures semblent aux antipodes l'une de l'autre ». Lui-même, à George Sand qui lui demandait un jour s'il était Octave ou Cœlio, répondait :

« Tous les deux, je crois ».

Manque d'équilibre, curieux dédoublement, qu'il avouait encore lui-même lorsqu'il se dépeignait ainsi :

« Je pleure, ou j'éclate de rire ».

En cette *Soirée perdue* où alternent l'indignation et la tendresse, nous retrouvons donc tour à tour les deux masques du poète. Souvent complexe et contradictoire, parce qu'il est avant tout sincère. On est toujours un peu compliqué quand on est vrai.

Un esprit qui cherche son orientation, pendant que l'âme trouve la sienne en suivant au hasard une vision de beauté — tout Musset est là. Il est curieux de rapprocher de sa *Soirée perdue* les vers sur la *Paresse*, écrits un an plus tard, et qui sont presque de la même inspiration. Là encore, il rêve de fouailler les vices et les travers de son temps. Mais la fantaisie est la plus forte. Musset fait taire l'esprit pour écouter son cœur.

De ton cœur ou de toi, lequel est le poète? s'est-il demandé dans la *Nuit d'Août*. Et nous savons bien ce qu'il s'est répondu. Est-il besoin de rappeler la conclusion de l'admirable étude de Taine sur Musset : « On ne l'a point admiré — on l'a *aimé*. C'était plus qu'un poète : c'était un homme. Nous n'en pouvons écouter d'autres. Tous, à côté de lui, nous semblent froids ou menteurs ! »

Eh bien oui ! C'est encore, c'est toujours le privilège de Musset, que nous ne puissions le relire sans nous retrouver en lui, sans que notre humble plainte s'accorde au ton de son immortel sanglot. C'est le privilège de Musset que sa source d'émotion ne soit jamais tarie, que la page où nous avons pleuré arrache à chaque génération nouvelle un nouveau signet de larmes.

Grâces soient donc rendues à la charmante Inconnue d'*Une Soirée perdue*, puisqu'elle fut, à son insu peut-être, l'une des tisseuses d'un grand rêve, toujours jeune et toujours vivant.

Charles CLERC.

LE PÉRIL FLAMINGANT

Le Parlement belge, comme tous les autres, a le travail assez pénible. Cela ne l'empêche pas de voter des lois, mais celles-ci ne sont pas toujours des meilleures, et celles qu'il a votées l'été dernier ont consacré un succès notable et regrettable des extrémistes flamingants ; ils ont atteint le résultat qu'ils poursuivaient obstinément depuis des années : la flamandisation de l'Université de Gand. La nécessité d'une Université flamande n'est nullement démontrée, car tous ceux qui, en pays flamand, ont une instruction suffisante pour aborder les études supérieures, connaissent le français. Dans toutes les villes du pays flamand, la classe bourgeoise, les gens éclairés, parlent français ; les principaux journaux sont rédigés en français, et le peuple ne désire rien tant qu'apprendre une langue qui lui permet de sortir de son isolement intellectuel. Ce n'est que dans les campagnes que la connaissance du français est exceptionnelle. Cependant, la création d'une Université flamande, qu'on aurait établie à Anvers ou ailleurs, était admise en principe par ceux-là mêmes qui la jugeaient inutile, et même un peu dangereuse — car cela renforcerait incontestablement les tendances séparatistes qui commençaient à se faire jour, et qui se sont considérablement accentuées depuis la guerre.

Mais personne, parmi les flamingants, ne voulut accepter cette solution raisonnable ; ils se rendaient parfaitement compte qu'une nouvelle Université destinée uniquement à ceux qui répudiaient tout contact avec la culture française n'aurait pas eu d'élèves, tant qu'à ses côtés subsisterait l'Université gantoise où l'enseignement se donnerait en français.

On leur a offert alors le dédoublement de tous les cours de l'Université de Gand en laissant aux étudiants le choix entre le cours français et le cours flamand ; pour la même raison, ils refusèrent : et toutes les formules de conciliation furent rejetées l'une après l'autre. C'est alors que le Ministre intervint.

Lorsque, après les dernières élections, M. Theunis fut choisi comme premier ministre, la question linguistique fut écartée du programme du nouveau gouvernement. Les exigences du parti socialiste, notamment en matière militaire, avaient amené la dislocation du ministère tripartite et l'abandon du régime de l'Union sacrée ; et comme les socialistes, devenus parti d'opposition, formaient le tiers de la Chambre des représentants ; comme, d'autre part, une bonne partie de la droite, spécialement les démocrates-chrétiens élus dans la campagne flamande, désiraient la transformation de l'Université de Gand, il fallait, pour s'assurer une majorité, ne se prononcer ni pour la flamandisation — ce que les libéraux et une partie des catholiques n'auraient pas admis — ni contre elle — pour ne pas perdre les voix des catholiques flamands, qui étaient du reste représentés dans le cabinet par plusieurs ministres. Il avait donc été convenu que le gouvernement ne prendrait pas parti, et que chacun des ministres conserverait sa liberté d'action, et la liberté de son vote sur cette question.

L'événement ne tarda pas à prouver que la majorité des députés et des sénateurs étaient hostiles à la solution flamingante ; mais on ne voulait pas non plus imposer au groupe flamand une solution qu'il repoussait, et la situation devenait inextricable.

Les Flamands, menacés de voir ajourner encore la création de l'Université flamande, firent alors savoir au gouvernement que, si on ne leur donnait pas satisfaction, ils cesseraient de faire partie de la majorité, et repousseraient notamment les projets de loi militaire élaborés par le ministre de la Défense nationale, M. Devèze.

Or, la réforme militaire était d'une urgente nécessité : pendant les quatre années de l'occupation allemande, les jeunes Belges en âge de milice n'avaient pas pu recevoir l'instruction militaire ; pour regagner le temps perdu, on avait dû, après la guerre, incorporer pendant 4 ans deux classes de milice chaque année ; mais, en 1923, il n'y avait plus qu'un seul contingent disponible ; il fallait donc mettre fin au régime provisoire dont on avait pu se contenter jusque-là, et prendre des dispositions nouvelles. M. Theunis comprit qu'il fallait, pour assurer le vote de la loi militaire et la continuation de la politique étrangère d'action commune avec la France, céder au chantage du groupe flamand. Et comme c'était contraire aux engagements pris lors de la constitution du gouvernement, il alla porter au roi la démission du Cabinet qu'il présidait. Mais ce n'était qu'une fausse sortie, et quelques jours après, M. Theunis constituait un Ministère avec les mêmes ministres, après leur avoir fait accepter une formule prétendûment transactionnelle, présentée par le Ministre des Sciences et des Arts, M. Nolf.

Ce qu'il y avait de transactionnel dans la formule de M. Nolf, c'est ceci : pour ceux qui se des-

tinent aux professions libérales, avocats, médecins, notaires, etc., il y aura deux régimes, un régime français et un régime flamand, mais comme les Flandres sont bilingues, il faut, disait le ministre, que les avocats et les médecins y connaissent les deux langues ; un tiers des cours se donnera donc en flamand dans le régime français, et il y aura un tiers de cours français dans le régime flamand.

S'il n'y avait eu que cela dans le système Nolf, le mal ne serait pas grand ; l'événement a prouvé que si on laisse les étudiants choisir, c'est vers la culture française que leur choix se dirige. A la rentrée des cours qui vient d'avoir lieu en effet, le nombre de ceux qui se sont fait inscrire au régime flamand est d'une ridicule insignifiance ; il y en a une demi-douzaine en tout. Cela, c'est pour les Facultés de droit, des sciences et de médecine auxquelles s'applique la formule bilingue de M. Nolf ; mais il y a les Écoles spéciales du génie civil et des Arts et manufactures — écoles pour la formation des ingénieurs — pour lesquelles on a admis le dédoublement complet des cours, parce qu'elles reçoivent chaque année de nombreux étudiants étrangers. Et ici encore, il ne s'est pas trouvé d'étudiants pour réclamer le régime flamand.

Mais, à côté des quatre grandes Facultés et des Écoles spéciales, il y avait, à Gand, d'autres instituts, notamment l'École supérieure de commerce, l'Institut d'art et d'archéologie, l'Institut supérieur d'éducation physique où tout l'enseignement devra se donner en flamand, et qui, pour cette raison, sont désertés déjà de façon à peu près complète. Ce résultat était si bien prévu que, pour en atténuer d'avance l'effet, les extrémistes du parti flamingant ont conseillé eux-mêmes aux étudiants flamands de choisir le régime français, sous prétexte que le régime flamand n'est pas assez complet ni assez exclusif. Et cependant, on leur a accordé encore que toute l'administration se ferait désormais en flamand.

Il n'est pas sûr que si le gouvernement avait proposé une autre solution que cette flamandisation presque complète, il n'aurait pas pu la faire prévaloir. Mais M. Theunis n'a pas osé en courir la chance. C'est vraiment fâcheux. Il a préféré capituler devant l'ultimatum flamand et imposer à ses collègues et à la Chambre qui y résistait cette honteuse capitulation. Jusqu'à présent, cela ne semble pas avoir fait grand tort à l'Université gantoise ; il faut noter d'ailleurs que l'on a constitué à côté de l'établissement officiel — non pour lui faire concurrence, mais au contraire pour le sauver du naufrage dont la menace la flamandisation — un Institut des hautes études où les étudiants retrouveront une version française des cours que l'organisation nouvelle oblige de donner en flamand.

Mais tout cela ne fait qu'atténuer dans une certaine mesure le mal qui a été fait et l'on peut craindre que l'insuccès éclatant des promoteurs de l'Université flamande ne soit que momentané ; les influences politiques qui ont amené le gouvernement à accepter la formule Nolf vont continuer à agir, l'on attribuera aux diplômes universitaires flamands des avantages particuliers, et l'on commence sans doute à donner force et vigueur à l'institution anémique qui vient d'être fondée. Et les idées séparatistes contineront à progresser et à mettre en péril grandissant l'existence même de la nation belge.

La création de l'Université flamande n'est pas la seule concession en effet dont il fallu payer l'adhésion des catholiques flamands au projet de loi militaire. Ce projet lui-même a dû être remanié pour qu'ils veuillent bien l'accepter. L'organisation conçue par M. Devèze était à la fois ingénieuse et pratique, démocratique et efficace au point de vue de la défense nationale. Le ministre se trouvait placé entre les réclamations des partis démocratiques qui demandaient le service de six mois, et les exigences de l'Etat-major qui soutenait que la formation complète du soldat demandait au moins dix-huit mois.

Le projet ministériel, n'adoptant aucune des deux thèses, fixait à dix mois la durée du service actif, pour l'infanterie tout au moins ; et les officiers de l'état-major avaient fini par se rallier à cette solution, à condition que, avant d'entrer à la caserne, les conscrits eussent reçu, comme le proposait M. Devèze, ce qu'on est convenu d'appeler l'instruction prérégimentaire ; de plus, ceux pour qui cette instruction aurait fait défaut, ou n'aurait donné que des résultats insuffisants, auraient été appelés sous les armes deux mois avant la date de l'incorporation du corps d'armée pour lequel ils auraient été désignés.

Dix mois de service ; cela rendait impossible une seule incorporation, qui aurait laissé les casernes vides pendant deux mois, après lesquels on n'aurait plus eu sous les armes que des recrues dont l'instruction devait seulement être commencée. Il fallait donc procéder à l'incorporation en deux ou trois fois, mais, pour éviter de confondre dans un même régiment des conscrits et des soldats déjà instruits — ce qui eût nui à la cohésion des troupes, M. Devèze, considérant que l'armée belge devait comprendre trois corps d'armée, proposait de laisser au ministre le soin de déterminer la date d'incorporation de chacun des corps d'armée ; le

gouvernement devait ainsi avoir toujours à sa disposition, à côté du corps d'armée qui venait d'être appelé sous les armes, un autre corps d'armée dont l'instruction était complète. Il abandonnait aussi au ministre le soin de déterminer les zones de recrutement; chaque corps d'armée étant formé de deux divisions, il devait y avoir six zones de recrutement fournissant chacune une division d'infanterie. Quant aux armes spéciales pour lesquelles la durée du service devait être un peu plus longue, des dates d'incorporation différentes devaient être fixées.

C'est ici qu'apparaissait la question linguistique : les Flamands, appuyés en ceci par le groupe socialiste, qui, formant l'opposition parlementaire, combattait en bloc les propositions du gouvernement, voulaient le recrutement régional; cela eut pour conséquence de créer des régiments flamands et des régiments wallons, en somme deux armées qui eussent pu, à un moment donné, se tourner l'une contre l'autre. Un des moyens les plus efficaces d'assurer l'unité nationale a toujours été, au contraire, de confondre dans les mêmes compagnies et dans les mêmes chambrées les Flamands et les Wallons. Aussi le gouvernement considérait-il le recrutement régional comme inadmissible; devant la ferme résistance du Ministère de la défense nationale, les députés flamands n'insistèrent pas, et consentirent même à voter la disposition du projet de loi qui veut que les zones de recrutement soient établies de manière à comprendre des éléments flamands et des éléments wallons, des éléments urbains et des éléments ruraux de façon à empêcher la séparation dont nous sommes menacés de s'affirmer davantage.

Mais si les députés catholiques des Flandres se résignèrent, ils ne voulurent pas accepter l'ensemble des dispositions qui prévoyaient l'instruction prérégimentaire et l'incorporation anticipée. Leurs électeurs, en effet, les ruraux des Flandres, ont été maintenus dans un état d'infériorité intellectuelle qui eût fait retomber surtout sur eux la prolongation du temps de service qu'entraînait l'incorporation anticipée; alors que du côté des Wallons mieux dégrossis, le séjour à la caserne n'eût été, en règle générale, que de dix mois, les paysans flamands, pour la plupart, y seraient restés une année pleine.

Plutôt que d'adopter un pareil régime, les députés flamands ont préféré imposer à tout le monde le service de dix mois. Ce qui a facilité cette modification du projet de loi, c'est que son auteur lui-même avait dû prendre l'initiative d'une prolongation temporaire tout au moins du temps de service; car si l'organisation normale de l'armée destinée à la défense du territoire belge était, d'après lui, celle que je viens d'indiquer, il fallait prévoir, pendant que les Belges coopéreraient à l'occupation de la Rhénanie, le recrutement d'un quatrième corps d'armée pour monter la garde sur le Rhin. Pour celui-ci, pas de zone de recrutement, le pays tout entier devant fournir, chaque circonscription proportionnellement au nombre des jeunes gens en âge d'incorporation, une partie du contingent à envoyer en Allemagne. Mais l'expérience ayant démontré que ce quatrième corps d'armée avait à remplir une mission dangereuse et difficile, M. Devèze avait été amené à proposer, amendant son projet primitif, que chacun des trois corps d'armée, après avoir fait dix mois de service en Belgique, allât coopérer pendant quatre mois encore à l'occupation des territoires rhénans avec le 4e corps d'armée qui y serait à demeure. Cet amendement ministériel donnait aux adversaires de la préparation militaire prérégimentaire un excellent terrain d'attaque : puisque le gouvernement réclamait maintenant le service de quatorze mois, on pouvait se dispenser de cette incorporation anticipée qui suscitait les défiances du groupe flamand; et M. Devèze a dû, à son corps défendant, s'incliner devant ces exigences. On a donc voté simplement une disposition qui porte à onze mois la durée du service actif en temps normal — 13 pour les armes spéciales — et on y a ajouté deux mois supplémentaires pour le temps que durera l'occupation de la Ruhr : les hommes faisant partie des corps d'armée cantonnés en Belgique passeront en Allemagne occupée au bout de dix mois, et y resteront quatre mois, les deux derniers du temps de service ordinaire et les deux mois de supplément.

Mais ce n'est pas la seule concession qu'il fallut faire aux députés du groupe catholique flamand : ils réclamèrent et obtinrent une limitation du contingent annuel. Le ministre avait prévu l'incorporation intégrale de toute la classe de milice, sauf les infirmes, mais on objecta que le temps de service devant être porté à 14 mois, il en résultait une augmentation sensible, non seulement des prestations exigées de la population, mais aussi des charges financières; en compensation, il fallait limiter le nombre d'hommes de la levée annuelle. Et l'on s'est arrêté au chiffre de 49.000 hommes, dont 45.000 pour l'armée proprement dite et 4.000 pour les services accessoires.

Mais comment opérer cette réduction, comment déterminer quels seraient ceux des miliciens de l'année qui devraient profiter des dispenses d'incorporation? Avec une astucieuse habileté, on proposa que ce seraient ceux qui appartenaient aux

familles nombreuses, et l'on établit sur cette base tout un système compliqué de catégories de miliciens à qui, successivement, seraient distribuées les exemptions.

Or, la population flamande est très prolifique ; c'est dans les campagnes flamandes que se trouvent surtout les familles nombreuses ; et maintenant que les incorporations sont terminées, les journaux flamands ont constaté avec des cris de triomphe que sur 38.000 miliciens des provinces flamandes, on en a pu exempter presque la moitié, tandis que chez les Wallons, il n'y avait eu que 4.000 exemptions sur 24.000 miliciens. Ces chiffres, du reste, ne doivent pas être tout à fait exacts, mais il est indéniable que le fardeau du service militaire va peser, grâce à cette disposition, bien plus lourdement sur la partie wallonne du pays que sur la partie flamande.

On voit d'ailleurs par là que, du côté des Flamingants — tous plus ou moins entachés de tendances séparatistes — les intérêts particuliers de la Flandre, où le paysan a toujours eu la terreur de l'obligation militaire, passent avant l'intérêt national et celui de la défense du pays. Les Flamingants ont d'ailleurs le sentiment, peut-être exagéré, de leur puissance ; n'ont-ils pas été de victoire en victoire?

Le ministre Devèze, qui s'en rendait compte, n'en a pas moins soutenu jusqu'au bout avec une belle vaillance le poids de la discussion et a assuré le vote de cet ensemble de dispositions organiques. Mais, voyant ainsi son œuvre dénaturée et amoindrie, il a voulu laisser à d'autres le soin de les appliquer, et il a quitté le ministère, où il a été remplacé par M. Forthomme, qui travaille en ce moment à régler l'incorporation du contingent de 1923, incorporation qui, commencée le 30 novembre pour certaines unités, se prolongera par appels successifs jusqu'au 14 août 1924.

Quoi qu'il en soit, la façon dont a été réalisée cette réforme est bien caractéristique : elle a permis de voir les Flamingants à l'œuvre ; et comme chacun de leurs succès augmente leur audace et leur intransigeance, on entend formuler déjà des revendications nouvelles. Et le gouvernement, absorbé par les soucis de la politique extérieure, qui l'obligent à ne pas se créer de nouveaux ennemis dans le Parlement, se montre impuissant à leur résister. Aussi le péril flamingant qui menace l'unité et l'existence même de la Belgique, devient-il de jour en jour plus menaçant.

HERMANN DUMONT.

PORTRAITS D'ARTISTES

ANTOINE BOURDELLE

Né dans la campagne montalbanaise, Bourdelle a manifesté dès l'enfance son esprit d'indépendance en même temps que son goût pour le dessin. Son maître d'école n'en pouvait rien tirer et ne put que l'abandonner : et justement, cet élève en révolte contre toute scolarité, réfractaire aux études uniformément imposées par notre « instruction obligatoire », ne se retrouvait jamais aussi complètement lui-même que lorsqu'il était abandonné. Il passait son temps à écouter ces voix intérieures que savent entendre les prédestinés. Il jetait sur le monde un regard compréhensif et sensible capable de donner la vie et de la recevoir tout à la fois.

Dès ses premiers essais, c'est par le dessin qu'il s'est exprimé, trouvant d'instinct dans cette écriture spontanée et strictement personnelle, en cette représentation plastique des idées et des choses, le langage vraiment universel convenant à son génie naissant.

Dans le petit monde des enfants, dans la société en miniature des écoliers, il était déjà l'artiste qui vit en marge, s'adonnant à son amour des formes ainsi qu'aux jeux de son esprit. Le jeune Bourdelle dessinait sans cesse et partout.

Cela ne frappait que médiocrement son professeur, mais ce qui le mettait au comble de l'étonnement, c'était de voir son cancre toujours premier en narration : Bourdelle était en effet déjà le poète fertile en images tumultueuses, et le français qu'il improvisait était déjà du « Bourdelle ». Sa richesse d'imagination était si éblouissante, la beauté et la multiplicité des évocations si formelles qu'on ne pouvait faire autrement que classer au premier rang celui-là même qu'on s'habituait à considérer comme inexistant dans la classe.

Après des études à peu près nulles, il dût acquérir plus tard par lui-même le bagage indispensable à tout homme qui veut pouvoir vivre en communion avec l'élite de son temps comme avec celle des civilisations antérieures : Bourdelle est un autodidacte, le plus complet et le plus étonnant de tous ceux que l'on peut citer.

Quels ont été maintenant les vrais Maîtres de notre grand sculpteur au cours de sa carrière d'artiste ?

Son père d'abord, comme il se plaît à le raconter lui-même. Son père, sculpteur sur bois, ébéniste,

menuisier, charpentier, tourneur, « grand ouvrier » sachant bâtir un meuble, restaurer naïvement chaires à prêcher, coffres gothiques, ou autres vieilles architectures de bois qui faisaient l'admiration du jeune enfant, son apprenti et son disciple.

A Toulouse ensuite, un artiste de grande valeur, le sculpteur Laroque, fait une profonde impression sur l'esprit de l'adolescent devenu élève de l'Ecole des Beaux-Arts de cette ville.

A Paris enfin, après un bref séjour à l'Ecole de la rue Bonaparte vite lâchée, Falguière, qu'il fréquentait assidument, l'initie aux méthodes qu'il possédait ; Dalou, son voisin d'atelier de l'impasse du Maine, lui append le travail patient des recherches intimes minutieuses ; Rodin le fait aller plus haut et plus profond, et va jusqu'à lui confier l'exécution dans la pierre ou dans le marbre de statues qui comptent parmi les plus importantes de son œuvre.

Quelques méditations dans les musées sont pour notre artiste des orages pleins d'éclairs rapides, illuminations soudaines mais durables et qui restent pour lui de véritables éléments de sa formation, — trop rares à son gré, car il lui fallait gagner durement sa vie.

L'Union intellectuelle la plus étroite, dans la carrière de Bourdelle, fut celle qu'il eut avec un homme extraordinaire, solitaire impénitent dans la cohue de la ville et des ateliers, plein de génie et de fierté, supportant la plus extrême pauvreté sans jamais capituler devant elle, vivant à la grâce de Dieu, d'air, de pluie et de miettes jetées, respirant uniquement pour chanter son cœur dans son langage de peintre-né qu'il était, « le plus grand peintre de l'époque, dit notre sculpteur, et le plus puissant esprit parmi les artistes. » Tel est ce personnage dont nous taisons le nom pour respecter le désir de celui qui fut son ami pendant trente années et dont nous estompons la silhouette pour mieux faire connaître celui dont nous nous occupons aujourd'hui.

L'union de ces deux êtres d'exception dont l'un a soutenu l'autre par pure amitié d'art ne met-elle pas en lumière un beau côté du caractère de Bourdelle qu'il nous est très précieux de connaître ? Et d'autre part, c'est à l'exemple de son camarade spirituel que le sculpteur a poursuivi son propre enrichissement, amassant peu à peu le trésor du savoir...

La rencontre, la fréquentation et parfois l'intimité d'écrivains l'ont souvent servi dans ce sens. Entre autres, Jules Tellier, plein d'une prompte sympathie pour l'artiste, échangeait avec lui des pièces de vers et s'enthousiasmait pour celles qu'écrivait Bourdelle au point de conseiller à celui-ci de tout abandonner pour la poésie.

C'est que *Bourdelle est avant tout un poète.* Artiste complet comme le furent les Léonard de Vinci et les Michel-Ange, il est capable d'exprimer son inspiration et son lyrisme selon les moyens les plus variés. Ses écrits et sa conversation sont une suite de fleurs tantôt sauvages et champêtres, tantôt civilisées et recherchées ; les sentences d'allure prophétique, les improvisations étourdissantes de verve se mélangent aux fruits de méditations patientes ; la véhémence spontanée et l'austère réflexion habitent le même cerveau.

Tel est Bourdelle partout et toujours : dans le dessin, en peinture, en sculpture, où nous le voyons aujourd'hui s'épanouir avec cette science profonde et sûre qui lui permet d'entreprendre les énormes monuments qui sont les témoins de sa véritable mesure.

Après l'expressif et solide Barye qu'il vénère, après le formidable et génial Rodin qu'il a compris et suivi dans ses représentations des passions humaines à leur paroxysme, Bourdelle est *le restaurateur de la statuaire monumentale.* Il la rénove, il la recrée, parcourant d'un seul coup le chemin qui sépare le sculpteur de l'architecte, unissant d'une manière indissoluble le maître d'œuvres aux divers artisans qui collaborent à l'œuvre.

Son art a donc pour caractéristique de s'appuyer toujours sur l'architecture dont il a le sentiment profond ; pas à pas, il a suivi cette carrière ascensionnelle du dessinateur qui se développe jusqu'au faîte logique de son évolution ; il devient constructeur-architecte, c'est-à-dire un dessinateur qui fait vivre les abstractions dans le rythme concret d'un organisme équilibré pour la durée.

Nous touchons ici à l'un des pôles de l'œuvre de notre contemporain, ce frère des Phidias et des Michel-Ange, tel qu'il vient de se confirmer d'une manière si éclatante en nos derniers salons du printemps : à la Nationale, avec la *Statue de la France saluant l'Amérique,* destinée au monument de la Pointe de Grave ; aux Tuileries, avec le *Monument du Général Alvéar,* destiné à la ville de Buenos-Ayres sur la commande de la République Argentine.

L'autre pôle de l'art de Bourdelle est son sentiment de peintre qu'il possède non moins profondément et qui le suit depuis ses débuts : qu'il nous suffise de citer, pour établir sa maîtrise indéniable en cette matière, les innombrables pastels qu'il a peints avec une vigueur aussi puissante et aussi personnelle que celle d'un La Tour et dont on peut voir un original au Musée de la Ville de Paris au Petit-Palais ; les splendides fresques qui ornent le foyer du Théâtre des Champs-Elysées ; les illustrations en couleur d'œuvres littéraires telles que *la Reine de Saba* du Dr J.-C. Mardrus, l'admi-

rable féerie évocatrice de beauté spirituelle et plastique tout à la fois, et toujours de si haut style ; *La Légende de St-Julien l'Hospitalier* du grand Patron des lettres françaises Flaubert ; enfin les innombrables aquarelles et peintures à l'huile accumulées dans ses ateliers.

Actuellement, l'ascendant de Bourdelle est tel qu'il entraîne son époque, qu'il lui impose son orientation, qu'il introduit dans l'art de son temps une vie nouvelle, une sorte de Renaissance vigoureuse et décisive.

Pour en préciser le sens, pour en dégager les grandes lignes, on ne peut mieux faire que prendre en exemple cet ensemble monumental élevé à la mémoire du Général Alvéar que nous citions tout à l'heure. Toute la méthode de l'Artiste s'y révèle ; les lois par lesquelles veut s'exprimer son génie s'y découvrent. Le sens de ses recherches patientes, la flamme naturelle de sa pensée et de son cœur, tout cela s'incrit dans cette prodigieuse réalisation.

La statue équestre de grandes dimensions s'élève sur un majestueux piédestal, flanqué à chacun de ses angles d'une longue statue de bronze symbolique, le tout reposant sur un plateau surélevé et formant un ensemble entièrement conçu et exécuté par Bourdelle comme un seul et même organisme vivant dont les divers éléments sont les organes et les membres.

Trop souvent le statuaire n'a de préoccupation exclusive que pour la figure qu'il est chargé d'exécuter. Il se désintéresse de la présentation de son travail et l'abandonne au hasard des circonstances : mauvaise conception qui risque de compromettre l'effet d'une belle œuvre et d'en obscurcir l'intelligence.

L'*Athéna* du Parthénon et le *Zeus* d'Olympie prenaient place dans leurs temples selon la haute discipline d'une même pensée. Le maître d'œuvres était présent partout pour tout ordonner et rien n'était laissé à la fantaisie mal calculée.

Bourdelle, s'appuyant sur la saine tradition des beaux siècles du passé, veut que chaque travail issu de ses mains soit construit avec la logique d'un temple ou d'une cathédrale. La même rigueur, les mêmes lois, le même souci de parfaite mesure, le rythme toujours d'accord avec lui-même sont nécessaires à l'édifice quel qu'il soit, et même à un simple buste, — pour qu'il demeure solide et puisse défier les siècles.

C'est donc dans cet esprit qu'a été conçu et réalisé ce monument du Général Alvéar. Le *tout* commande chaque partie de telle sorte que l'unité absolue de l'œuvre soit sauvegardée ; chaque partie conserve cependant sa vie propre pour qu'isolée elle puisse rester vivante et se suffire à elle-même.

Une loi constructive rigoureuse enferme tous les éléments dans un vêtement de logique impeccable.

Considérons d'abord le cheval et son cavalier : le but n'a pas été, on le sent aussitôt, de reconstituer un fait anecdotique, de présenter seulement la narration sculptée d'un événement pittoresque ni même « historique », mais de dresser devant nous en même temps qu'une page d'épopée un être architectural et sculptural complet. Le travail mathématique et géométrique est là, mais il s'emplit d'âme jusque dans ses moindres détails et prend, de cette présence souveraine, toute sa signification d'art. Le savoir technique est le support de l'élément vital et humain ; à mesure que la science triomphe, la fleur d'humanité s'épanouit dans sa plénitude comme dans un ouvrage de la nature.

L'allure du cavalier, surpris au brusque arrêt de sa chevauchée triomphante, est encore toute chargée de la chaleur des luttes. Le long manteau flottant, gonflé de tempête, raconte le vertige des passions, tandis que son harmonieux contour, corrigeant la maigreur de l'homme, relie les fières épaules du héros à la croupe bondissante de la monture. Cela forme un beau dessin discipliné dans la grandeur du style, et rien, dans tant de véhémence, n'est désordonné ni coupable de bousculer les lignes et de briser les accords.

Ainsi, le moindre détail de composition, l'attitude et le geste du général ont des lignes soumises au rythme du Mouvement, et pourtant le sculpteur a poursuivi avec rigueur le développement de cette personnalité jusqu'à vouloir la ressemblance aussi serrée que possible. Il n'avait qu'un document fort vague, une mauvaise gravure à demi effacée ; néanmoins le portrait a pris une telle vigueur de conformité physique que la famille Alvéar l'a reconnu d'emblée et que le célèbre écrivain argentin Larreta s'est écrié en le désignant : « Celui-ci est un Alvéar ! »

Nous insistons sur ce point : vérité du détail, harmonie de l'ensemble ; vie intime de chaque figure, solidité inébranlable du tout ; parallélisme d'une architecture générale bien conduite et d'une logique individuelle pour chaque organe : voilà le grand effort du sculpteur-architecte Bourdelle.

La grande leçon incluse dans cette œuvre monumentale se fait entendre clairement aussi bien de ses moindres détails que des vastes simplifications synthétiques qui font sa grandeur.

Le bloc du piédestal aux larges dimensions est conçu en lignes simples et nobles pour imposer son mouvement à la figure équestre avec laquelle il fait corps ; il ne tire sa principale décoration que des couleurs de la pierre, partie en granit rose, partie en

granit couleur feuille morte, refusant les effets faciles de motifs sculptés qu'on surajoute comme des hors-d'œuvre ; rien ne trouble la tranquillité de la pierre que souligne et que contient la bordure moulurée, avec sa corniche bellement dessinée pour ajouter une note de grâce et d'agrément à ce bloc énorme et sans lourdeur ; les quatre figures symboliques, accotées aux angles, personnifient : *la Force, l'Eloquence, la Victoire,* et *la Liberté,* — quatre statues, quatre angles architecturaux, quatre piliers pour l'édifice ; l'arbre de la liberté, la tribune de l'orateur, le glaive lauré de la victoire, la massue de la force. — Partout, architecture et sculpture sont tressées et participent indissolublement l'une de l'autre.

Elles montrent que solidité et beauté vont ensemble, qu'un bel accord des lignes et des plans issu du calcul de l'esprit est nécessaire pour transmettre d'une manière durable l'enthousiasme de la pensée et la fleur de l'émotion.

L'Egypte, la Grèce et notre Moyen-Age ont, dans leurs temples et leurs cathédrales édifiés selon ces hautes disciplines d'art, suscité l'émotion et soutenu la spiritualité de peuples entiers au travers des siècles par la seule vertu de leur forte pensée architecturale. *Bourdelle est le prophète moderne de ce même esprit constructeur d'architecte.* Replaçant la statuaire dans sa tradition logique de beauté, il recrée sous nos yeux *la grande sculpture monumentale.* Il a hérité des lois profondes de ces sculpteurs de l'Egypte qui savaient inscrire dans la pierre le mystère de l'âme à son plus haut degré d'élévation, secrets qu'ont connu les Grecs de la bonne époque qui aboutit à Phidias, et qu'ont découvert aussi les maîtres anonymes de nos cathédrales médiévales.

Ayant acquis cette science suprême, Bourdelle ne s'en dessaisit plus ; dans le buste comme dans le monument, son travail est le même : haute stylisation générale liée à la plus parfaite intimité. Chose éminemment remarquable et qui fait toute sa valeur, tant de science n'a pas aboli en lui l'homme enthousiaste et fougueux, sensible et primesautier, exalté dans les sources profondes de son être ; en sorte qu'il reste toujours et partout un créateur rempli d'inspiration, un artiste sans cesse en émoi, une force en plein jaillissement, une jeunesse toujours renaissante d'un incomparable éclat. C'est un génie cosmique qui allie le don prophétique aux fruits de la méditation. La signification transcendante de son œuvre est puissance et austérité.

Emile-François Julia.

LE SACRIFICE

(Nouvelle)

Il y a, semble-t-il, dans tout voyageur, un Huron qui sommeille. Le plus sociable des hommes reçoit comme un intrus quiconque s'avise d'envahir le compartiment où il s'est installé, quoique seul, en propriétaire de toutes les places. Physionomie, gestes, jusqu'au silence, tout en lui prend quelque chose d'hostile, voire même de hargneux. Travers d'égoïsme assez ridicule en lequel je n'eus garde de tomber quand parurent à la portière de mon compartiment deux visages interrogateurs dont un minois de vingt ans. Je m'empressais même d'aider ces personnes inconnues à hisser dans le filet leurs valises. Cet accueil obligeant devait à bref délai orienter ma destinée. Le monsieur, homme entre deux âges, m'octroya un : « merci » très correct et la charmante jeune fille m'accorda un sourire léger et triste, ce qui leur valut, à l'un et à l'autre, mon immédiate sympathie, une sympathie faite de respect et, je l'avoue, de quelque curiosité.

Quel prestigieux pouvoir ont certains êtres pour transformer par la seule vertu de leur présence toute une ambiance ! En ce jour maussade de septembre 1915, sous un ciel bas et gris, le train roulait lourdement à travers un pays dénué d'agrément pittoresque. Mon cœur étouffait dans l'étau des angoisses de la France envahie. De personnelles raisons de tristesse m'étreignaient au surplus. Tout cela s'atténua, s'allégea soudain dans mon âme parce qu'une femme était survenue, une jeune fille. Quels étaient ses traits, je n'aurais su le dire au juste et je ne pouvais détacher mon regard de ses yeux clairs où passait je ne sais quel rêve sublime et douloureux. Son sourire — car involontairement ou non, ses lèvres jeunes souriaient — achevait de la rendre attirante comme le mystère. En résumé, sa physionomie, à la fois réfléchie et douce, était estompée de tristesse. De cela je ne m'étonnais point. Mlle Suzanne Redon — ainsi se nommait mon inconnue — avait sa part de l'universelle douleur.

J'aurais voulu la connaître afin de pouvoir la plaindre, au moins la plaindre, et il me fallait demeurer dans mon coin, silencieux et inattentif, sous peine d'indiscrétion, au dialogue de mes voisins. Mais le hasard intervint miséricordieu-

sement. M. Redon prononça le nom d'un de mes meilleurs amis, Octave Delcroix. Patatras! me voici, tête baissée, dans la conversation.

— Vous connaissez mon ami Delcroix. On le dit blessé au visage, rien de grave, je pense.

— Oh! Monsieur, le pauvre garçon est cruel lement atteint. Ses yeux sont perdus.

— Octave aveugle, est-ce possible?

Nous communiâmes, Mlle Suzanne et moi, dans une émotion profonde et bien naturelle qui se prolongea en un silence chargé de douleur tandis que le visage de la jeune fille s'était tourné vers la vitre, sans doute pour me dérober la vue de ses pleurs.

M. Redon ajouta :

— Nous allons le voir. Il se trouve à Dijon.

— Je m'arrêterai aussi à Dijon, fis-je vivement, mais que dire, hélas! à un homme si affreusement atteint? Que faire pour un si grand malheur?

— Rien, affirma M. Redon.

— Tout, risposta Mlle Suzanne dont le visage s'assombrit.

Ce « tout » fut jeté avec une telle énergie combative que j'en fus impressionné. Les secondes passèrent, très lentes, que seul emplissait le fracas du train en marche accélérée. Evidemment, un drame se cachait au cœur de ces deux êtres, le père et la fille, qui, à n'en pas douter, s'aimaient et venaient de prendre en face l'un de l'autre l'attitude froide et distante de deux adversaires. L'atmosphère en devenait comme irrespirable. J'avisai une diversion en me présentant moi-même, ce qui était devenu indispensable. Au surplus, mon uniforme avait accompli la moitié de la formalité. Je la complétai, me dénommant : Adrien Fache, sous-lieutenant de chasseurs à pied, en congé de convalescence d'un mois.

M. Redon me témoigna un intérêt qui eût remué le plus indolent des hommes; d'abord il m'assura que je lui étais connu de nom sinon de vue comme un ami de Delcroix, puis il me demanda des détails sur mon séjour au front et les actions auxquelles j'avais pris part, s'émut de ma blessure, d'ailleurs légère, à la tête, affirma que j'avais largement gagné ma croix de guerre et, pour tout dire, admira ce qu'il appelait mon héroïsme de façon si chaleureuse que j'en fus gêné et ne pus retenir ce cri de justice :

— Ah! Monsieur, que direz-vous alors de Delcroix?

A ces mots, le visage fermé de Mlle Suzanne, la sévérité de son regard s'éclaira, l'immobilité comme tendue de ses lèvres s'adoucit, toute sa physionomie se transforma. Elle posa sur les miens ses yeux humides de gratitude. Désormais, je le sentais, nous étions amis.

Nous étions amis parce que cette délicieuse jeune fille aimait Delcroix. Je n'osais analyser le sentiment qui jaillit en moi de cette révélation, sentiment étrange, trouble et sans doute moins réel qu'imaginatif qui me fit, quelques secondes durant, détester comme un rival heureux mon héroïque et pitoyable ami.

Nous entrions en gare. Il était près de neuf heures, trop tard pour aller à l'hôpital. A l'hôtel, la salle à manger était déjà déserte. M. Redon eut la bonne grâce de m'inviter à m'asseoir à sa table. La guerre, à l'avant comme à l'arrière, nivelle et simplifie beaucoup de choses. J'acceptai. Mes compagnons de voyage n'étaient déjà plus, tant s'en faut, des étrangers pour moi. Ce m'était un plaisir délicat et grave de prendre contact plus intime avec eux. Ils m'attiraient décidément l'un et l'autre plus que je ne saurais dire; lui, par l'ascendant d'un esprit éclairé et judicieux, elle, par la grâce d'une âme vibrante et qu'on devinait capable d'une volonté exceptionnelle.

Le dîner me parut trop bref, d'autant qu'il fut suivi du départ immédiat de Mlle Randon. Il n'y fut pas question de Delcroix. Cette abstention me suggéra la pensée qu'il y avait entre Mlle Suzanne et mon ami plus qu'un lien de tendresse avouée, mais bien un projet de mariage. Comment me laissai-je donc envahir, sans résistance, par d'insidieuses pensées, par de fâcheux désirs, me complaisant dans une insomnie provoquée par l'obsession de son image et aussi le souvenir de la confidence que venait de me faire son père, non sans que j'en fusse quelque peu surpris?

Mlle Redon, comme je l'ai dit, était montée en sa chambre dès la fin du dîner et son père faisait avec moi les cent pas dans le hall qui sert de fumoir. Nous causions de l'attitude des Français, de tous les Français, dans cette guerre sans seconde, des vertus retrouvées de la race, du triomphe certain, sinon prochain. M. Redon, sous un air sec et dans sa tenue sanglée d'officier en bourgeois, est un charmeur. J'écoutais avec plaisir sa parole nette, sa voix pénétrante qui a le même timbre que celle de sa fille. Je me sentais disposé à partager ses vues et à approuver ses sentiments d'autant qu'il me manifestait une évidente sympathie. Et voilà que, soudain, laissant tomber la conversation, il m'ef-

fleurait le bras par un geste à la vérité plus amical que familier et prononçait, non sans trahir quelque émotion dans le son de sa voix :

— Si je vous demandais : N'avez-vous remarqué aucune singularité dans notre attitude? Vous me répondriez par politesse comme par discrétion : Nullement. Cependant, et vous l'avez deviné, il se passe entre ma fille et moi quelque chose de grave. Je veux vous en faire juge... Cela vous étonne, vous ennuie peut-être... nous vivons des heures si exceptionnelles qu'il ne faut s'étonner de rien. Autrement je serais le premier surpris de ma propre confidence. Mais.. vous m'avez été tout de suite si sympathique et puis nos amitiés communes... enfin je suis sûr de votre impartialité dans un arbitrage. En tout cas, vous m'éclairerez. Ah! je le comprends aujourd'hui comme jamais, on a bien raison de dire qu'il est moins difficile de faire son devoir que de savoir où est le vrai devoir.

Ces paroles sérieuses, dont le but ne m'apparaissait pas, m'intriguèrent. La seule idée d'avoir à me prononcer, quel que fût le cas, entre M. Redon et sa si charmante fille m'émut et je tâchai de me récuser, mais mon interlocuteur, sans tenir compte de ma protestation, continua :

— La question est simple. Ma fille m'a fait l'accompagner ici dans le dessein de se fiancer à ce pauvre Delcroix; dois-je me prêter à un pareil sacrifice?

Ah! ces quelques mots! Quelle lumière splendide ils jetaient sur la noblesse de cette âme de jeune fille en même temps qu'ils m'éclairaient sur mes propres sentiments! Il me fallait donc la perdre avant d'avoir osé l'espérer ou aussitôt que m'était révélée la beauté de cet impossible espoir! Coup de foudre et coup de massue simultanés. J'en oubliais l'attente de M. Redon, plongé dans le chaos de mes sensations. Alors, attribuant ou feignant d'attribuer à la réflexion mon attitude silencieuse et stupide, le père de Mlle Redon me réveilla par ces mots :

— Vous hésitez et vous avez raison. Vous supputez l'énormité de ma responsabilité paternelle en cette conjecture.

Assurément, balbutiai-je comme mal éveillé d'un rêve à la fois radieux et cruel, puis m'animant peu à peu : Un tel sacrifice est sublime évidemment, mais est-il acceptable, aussi bien de la part de celui qui en est l'objet que de celui qui peut l'empêcher? Si l'amour fait des miracles, il fait aussi des martyrs et c'est au martyre que va votre fille, quel que soit son amour.

— Et encore s'il s'agissait d'amour! interrompit M. Redon; mais non, ma fille n'a jamais aimé M. Delcroix... Peut-elle l'aimer aujourd'hui, aujourd'hui que... Non... pitié, avidité de dévouement, exaltation romanesque, tout ce qu'on voudra, excepté de l'amour.

— Ah! fis-je, et ce fut en moi comme une bouffée d'air dans une atmosphère lourde. Elle ne l'aime pas! C'est alors bien différent. Le sacrifice n'en est que plus beau, mais il est surhumain, il est...

— Il est absurde, affirma carrément le père de Mlle Redon. Et je suis heureux de voir un homme de votre âge et de votre condition, je veux dire un soldat jeune, donc dénué en l'occurrence de parti pris et de préjugés, se ranger à mon avis.

Nous marchions toujours côte à côte; je sentais le regard de ce père anxieux tourné vers moi. Mon embarras augmentait. J'éprouvais une certaine gêne à appuyer mes propres paroles comme si elles n'avaient pas été sincères. Elles l'étaient pourtant, mais loyales?

...Comment cela se pouvait-il, alors que se dressait en moi farouchement un rival de mon ami Delcroix? J'aurais dû déclarer à M. Redon : « Je me récuse, Monsieur, mon avis serait sans valeur, car j'aime votre fille. » Mais comment faire un tel aveu? Ne verrait-on pas dans un amour si subit et si inopportun un caprice ou une folie et même envers un ami une lâcheté?

M. Redon se hâta de conclure :

— Parbleu, vous trouvez comme moi que ce projet n'a pas le sens commun.

— Il est certain, dis-je avec une placidité apparente, qu'il y a lieu de songer aux conséquences, à toutes les obligations inhérentes à un mariage aussi exceptionnel. Mlle Redon a dû les peser avec vous...

— Nous en avons disputé, oui, et maintes fois, mais elle ne veut rien entendre. Elle suit son idée aveuglément, c'est le cas de le dire.

Après ce jeu de mots, odieux s'il eût été volontaire, M. Redon ne se retint pas de sourire mais avec amertume, et aussitôt d'ajouter :

— Avoir une fille unique; ne vivre que pour son bonheur (j'ai le droit de le dire, car veuf à trente ans, je n'ai pas à cause d'elle voulu me remarier), et la voir se jeter dans l'inconnu d'une union si insolite! Non, c'est impossible, j'emploierai ce qui me reste d'énergie, puisqu'on méconnaît ma légitime autorité paternelle, à barrer la route à cette insanité, dussè-je intervenir auprès de M. Delcroix.

— Gardez-vous en bien! m'écriai-je.

Et ce fut là un cri du cœur, suscité par l'instinct de défense. Pour moi, et je l'avais senti tout de suite, tant que Delcroix ignorait les intentions de Mlle Redon, celle-ci ne se trouvait engagée que vis-à-vis d'elle même, c'est à dire libre encore. A la minute, au contraire, où elle donnerait à ce malheureux un pareil espoir, elle se liait à tout jamais.

M. Redon l'eut vite compris comme moi.

— Vous avez raison, ce serait tout compromettre; mieux vaut gagner du temps, à tout prix, mais le temps presse. Ils se verront dès demain...

Cette fois, il ne prit pas garde à ce mot malheureux : ils se verront. Moi-même ne le remarquai que plus tard. J'étais si bouleversé, si honteux de moi-même! Que M. Redon voulût protéger sa fille contre un entraînement qu'il jugeait fatal à son bonheur futur, il y avait tous les droits, mais que moi, je me fisse le complice de ce père farouche, à quel titre? A quel titre surtout priverais-je ce mutilé de la seule consolation qui lui restât? Cette jeune fille n'était pour moi qu'une étrangère, il était, lui, mon ami, et grandi par le malheur. Félonie. J'eus comme une brûlure au cœur; je commettais une félonie! il me fallait rentrer et descendre en moi-même et me juger sans faiblesse. Allons! et je pris congé de M. Redon avec une brusquerie qui ne laissa pas que de le surprendre et de le désemparer ainsi que je le devais savoir par la suite.

Hélas, la solitude, le calme de la nuit ne me rendirent point l'équilibre auquel j'aspirais. L'amour est une maladie que la seule volonté ne suffit point à guérir. Je me retrouvai le lendemain comme la veille plein de mépris pour mon rôle, mais irrésigné. Le hasard, auquel j'aidai, me fit rejoindre les Redon dans le vestibule de l'hôtel. Nous fîmes ensemble le trajet de l'hôpital. Pâlie par l'insomnie, Mlle Suzanne n'en paraissait que plus touchante. Elle me parut plus fière aussi sous l'auréole du martyre. Extrême était mon émoi. Il se trahit à la fois par l'inintelligibilité des paroles de politesse que je lui adressai et par la gaucherie de mon salut. Elle dut mépriser ce trouble inepte et, pour me le marquer, son regard, après m'avoir effleuré, distrait et puis comme défiant, se détourna sous un battement de cils que je n'oublierai de ma vie. Maintenant, distante et nerveuse, elle hâtait le pas. Je compris que son père lui avait révélé notre conversation et qu'elle voyait en moi un ennemi. J'étais très malheureux. A l'hôpital, je voulus m'effacer; M. Redon insista pour que nous fissions ensemble la visite à notre malade. Son but était de rendre impossible ce jour-là toute intimité entre Delcroix et sa fille.

Mon ami me parut admirable. Aucun signe extérieur de détresse; loin de là, une attitude où se sentait le désir absolu, orgueilleux, qu'on ne le plaignît pas. Il me reconnut dès les premiers mots :

— Toi aussi, me dit-il, mon bon Adrien; toutes les joies alors!

Il souriait. J'étais étranglé par l'émotion et je cherchais des mots doux, des mots légers et vagues qui me permissent de ne pas irriter la misère intime qu'il avait la si belle fierté de cacher. C'était lui heureusement qui parlait, nous interrogeant sur les nôtres, s'intéressant à la vie d'autrui comme s'il n'avait besoin pour lui-même d'aucune sollicitude. Et ce serrement de mains quand nous dûmes le quitter!

— Voilà le vrai héros!

Ce furent les premières paroles de Mlle Redon au seuil de l'hôpital.

— C'est un caractère admirable, approuvai-je.

Nous convînmes qu'on a souvent plus de mérite à se tenir debout dans la vie publique ou privée que sur le champ de bataille.

M. Redon jeta :

— Reste à savoir combien de temps!

Je lus dans sa physionomie implacable sa fixe résolution, dans son regard le reproche d'encourager l'exaltation de sa fille. — Ce n'était de ma part ni imprudence, ni maladresse. Je me dois cette justice que j'ai toujours aimé la vérité, fut-ce au détriment des intérêts de mon cœur! Comment aurais-je refusé à ce garçon, si héroïquement malheureux, le tribut d'une sympathie ardente? Je ne le pouvais, même pour complaire à M. Redon. Je l'accueillis donc de pied ferme lorsqu'il m'aborda dans la journée pour me reprocher de l'avoir « laché ».

— Je vous croyais mon allié.

— Mais, protestai-je, les éloges de Mlle Suzanne étaient trop justifiés pour que je leur refusasse mon approbation.

— Oui, votre ami est un héros, c'est entendu; mais là n'est pas la question.

— En effet, là n'est pas la question; mais le reste n'est pas mon affaire.

A ces mots, M. Redon me quitta brusquement. Ma conscience ne me reprochait rien. Bien au contraire. Je n'essayai point de le rejoindre, tout en regrettant la sécheresse, peut-être excessive, de ma réplique.

Le soir, à table, ni lui, ni elle. Le lendemain, je me trouvai seul à visiter Delcroix. Je sus, par

la suite, qu'une violente discussion avait éclaté entre le père et la fille, si violente que Mlle Redon avait passé une nuit très fiévreuse.

Delcroix se montra à moi fort différent. Je ne dirai pas qu'il s'abstint de plastronner, ce serait calomnier ce grand cœur, aussi sincère la veille qu'en ce jour, mais, seul avec moi, il s'abandonna davantage à toute la tristesse dont le destin chargeait son âme.

— Tu sais, me dit-il, quelle était mon ardeur de vivre, ma passion pour les sports et aussi cet amour de la lumière et de ses jeux qui a fait de moi, à des moments perdus, un peintre amateur. Et me voilà aveugle! Je ne récrimine pas. Dieu l'a voulu, mais Dieu aussi me pardonnera de ne pas me survivre.

— Que veux-tu dire?

— J'ai vu la mort de trop près, n'est-ce pas, pour en avoir peur et, quoi qu'on dise, c'est un dénoûment.

— Indigne de toi.

— Allons donc! le drame pourrait finir comme les opérettes par un mariage! Car cela existe, mon cher. Dans cet hôpital-ci, dans ma salle même, un autre aveugle est fiancé. Quelle folie! Il y avait un malheureux, on en fait deux. C'est un crime dont l'amour ne saurait être l'excuse. — Et puis, l'amour, non, il n'y a pas place pour ce noble sentiment, tel que je le conçois, dans un égoïsme si monstrueux, si stupide même. Eh oui! que peut donner une union pareille? L'aveugle, dit-on, a l'avantage de ne point voir venir les rides de sa femme. Des mots! Cet avantage-là compense-t-il la tristesse, l'atroce tristesse de ne point voir l'être qu'on aime ou qu'on est censé aimer, ni ses sourires pour lui sourire, ni ses pleurs pour la plaindre. Et s'il est ombrageux, ce pauvre diable! Et s'il devient jaloux! Non... Sait-on jamais! Et les enfants... Ah! mon ami, Dieu me garde d'une faiblesse aussi coupable et aussi absurde! L'occasion au surplus ne m'en sera pas offerte.

— Quelle erreur! ami. Dix pour une s'offriront. Il y a tant de jeunes filles heureuses, à cette heure, de se dévouer à ceux qui ont tout donné à la patrie, tout perdu pour elle! — Elles vont naturellement à ceux qui souffrent, sûres d'alléger la souffrance en la partageant. C'est leur héroïsme, leur fierté, la vraie raison de vivre parce qu'elle est la plus noble.

Il ne répondit pas tout de suite. Pendant ces quelques secondes de silence, un léger tressaillement de ses mains me révéla seul l'émoi que mes paroles avaient jeté dans l'âme de mon ami. Enfin, parlant à voix basse comme s'il se parlait à soi-même, il dit :

— Oui, il se peut qu'il y ait des cœurs si haut placés. Rien n'est au-dessus des forces du cœur humain, féminin surtout.

— Rien.

Mais aussitôt et avec vivacité il ajouta :

— Ne m'en dis pas davantage. Sa visite est la seule que j'aie encore reçue, son âme la plus noble que je connaisse... mais non, ...pensée ridicule si je me trompais... trop douloureusement exquise si c'était vrai.

Puis, peu à peu, s'exaltant et se contredisant :

— Il y a des sacrifices qui dépassent les forces morales du pauvre homme que je suis! Qu'on m'épargne par pitié cet héroïsme! Tu m'as compris, Adrien, je le répète, je ne veux pas savoir. Ma résolution est inébranlable. Qu'un suprême regret ne se mêle pas à l'amertume du renoncement, empoisonnant davantage les ultimes minutes de ma pauvre vie. Ah! quelle délivrance sera la mort! quel désirable repos!

Il mit un doigt sur sa bouche :

Chut! Adrien, je t'en conjure.

M. Redon guettait mon retour dans le jardin de l'hôtel. C'est alors qu'il m'apprit que sa fille, très agitée par la fièvre après une nuit d'insomnie, refusait qu'on appelât le médecin.

— Et sa résolution, hasardai-je, sa résolution pour le mariage est toujours aussi ferme?

— Il y a précisément du nouveau à ce sujet. Questionnée par moi, elle s'est montrée nerveuse et plus agressive, je pourrais dire, que je ne l'ai jamais vue. Elle me reproche avec amertume mon opposition et mes menaces, mais surtout des objections qui, si elles n'ont rien changé à son dessein, ont ébranlé sa foi. Elle se croit moins sûre d'aller jusqu'au bout, sinon sans défaillance, du moins sans regrets, de la glorieuse tâche. De sorte qu'elle se sent bouleversée jusqu'à l'affolement. Tout cela par ma faute. Vous devinez ma réponse. Je lui ai déclaré que si sa foi était ainsi atteinte, c'est qu'elle était plus sincère que robuste, ce dont je m'étais toujours douté, et que mieux valent les regrets avant qu'après, que son doute en un mot était un avertissement d'avoir à faire machine en arrière.

Ayant très présente à l'esprit ma conversation avec Delcroix, je répondis :

— Cela me paraît la sagesse même. Et qu'a-t-elle répondu?

— Rien. Elle s'est retirée dans son cabinet de toilette. Je ne l'ai pas revue depuis. — Et ce

malheureux Delcroix, comment l'avez-vous trouvé ce matin?

— Plus triste qu'hier, plus préoccupé des lendemains.

— Ah!

Je fus sur le point de raconter franchement à M. Redon le sujet de notre conversation à l'hôpital. C'était grave, il est vrai. Et puis, en avais-je le droit? Mon Dieu, oui, et c'était mon devoir, tracé par Delcroix lui-même. Ne m'avait-il pas répété avec insistance : « Je ne veux se voir rien » ? Donc, il ne fallait pas que Mlle Suzanne parlât. D'où vient pourtant que je différai si ce n'est que ma conscience me reprochait d'avoir un intérêt personnel à cette intervention? Voilà bien où le bât me blessait et M. Redon, désinvolte, appuya sur la plaie, en insinuant que je devais avoir ma part d'influence dans l'état d'esprit de sa fille.

— Elle m'a paru tenir beaucoup à savoir, ce matin, si vous deviez rester longtemps encore ici.

— Pourquoi donc?

— Mystère. A moins qu'elle ne redoute ou n'espère votre influence sur Delcroix. Pour moi, je ne serais pas surpris que vous ayez votre rôle dans cette tragédie.

Que voulait dire par ces mots le père de Mlle Redon? Faut-il l'avouer? un éclair de fatuité me traversa le cerveau. Je me vis un instant préféré à mon ami. Je chassai vite cette outrecuidance et dis avec humilité :

— Je ne suis qu'un simple figurant.

— Qui sait? Le cœur a ses raisons.

— Celui des femmes est compliqué.

— Croyez-vous? Disons plutôt que nous manquons souvent de finesse pour le pénétrer.

M. Redon souriait, chose rare, et me regarda un moment par-dessus son lorgnon comme pour m'inviter à le comprendre. J'eus seulement un geste vague d'incompréhension et puis notre attention fut sollicitée par l'approche même de Mlle Suzanne. Sa pâleur extrême rendait son visage quasi tragique. L'ombre enclassée aux coins de ses lèvres en harmonisait le sourire de tristesse à la mélancolie révoltée du regard. Arrêtée au bas de l'escalier, elle dressait sur la verdure du jardin une silhouette altière d'amazone sur la défensive. J'allais me lever quand elle tourna la tête et la première, d'une inclination rapide, sèche, me salua et se dirigea vers un bassin au bord duquel un enfant, sous les yeux de sa nurse, traînait un bateau. Équilibre et rythme, toute la beauté corporelle de Mlle Suzanne Redon tenait dans ces deux mots. C'était un enchantement de la regarder se mouvoir, se pencher, embrasser l'enfant et faire avec lui le tour de la vasque. Tant de grâce divine dans une forme humaine! La sacrifier à l'amour d'un aveugle, fût-il un héros, non, ce crime, car ce serait un crime, n'était pas possible. Delcroix, l'admirable garçon, l'avait bien compris. Donc, je devais parler; c'était lui obéir.

Je parlai, car Mlle Redon avait fini par nous rejoindre sur un appel de son père. Dans le récit circonstancié que je fis de ma visite à Delcroix, je soulignai à quel point je l'avais vu s'indigner du projet de mariage d'un aveugle comme lui : « Sans doute, assurait-il, on ne pouvait que garder une reconnaissance attendrie pour l'être d'élite qui a une pensée si noble; mais, par contre, l'homme capable d'accepter un pareil sacrifice devenait méprisable. Quant à lui, il estimait que la plus atroce des tortures serait de l'exposer à un renoncement qui déchirait son cœur dans une caresse.

— C'est l'évidence même, déclara M. Redon.

Mlle Suzanne, le regard vers l'horizon, les bras vers le sol et les doigts se nouant crispés, m'écoutait sans bouger.

Après une légère hésitation, je continuai, me tournant vers elle.

— Pour ne rien cacher, je dois dire qu'il m'échappa un mot que vous jugerez peut-être imprudent, mademoiselle, et que l'honnêteté même m'inspira. De sorte que notre malheureux ami devina votre secret comme je l'ai un peu deviné moi-même. C'est alors qu'il me confessa qu'il ne fallait pas l'exposer à repousser un don incomparable. Je crois pourtant que ce sera le délice caché de sa vie de savoir, de penser, sans en parler jamais, que vous avez pu souhaiter de lui consacrer la vôtre.

— Oh!

D'abord, Mlle Redon s'arrêta sur cette exclamation étranglée dans sa gorge. Tout son être frémissait d'une colère violente mais contenue, tandis que ses yeux farouches m'enfonçaient mille poignards dans l'âme. — Et penchée vers moi, comme pour une lutte physique, elle me jeta :

— De quel droit avez-vous découvert à cet infortuné le fond de mon âme, et dressé entre lui et moi, par une révélation prématurée, la carrière de son autre héroïsme? Car, je le vois bien, celui-là ne saurait rien faire que de sublime dans la vie, à l'abri ou loin du danger. De

quel droit m'avez-vous ôté la possibilité de tenter l'impossible? Et pourquoi l'impossible? Si je lui avais parlé cœur à cœur, si je l'avais supplié, m'aurait-il repoussée? Oseriez-vous prétendre qu'il m'aurait repoussée?

Elle était fort belle d'indignation et aussi de fierté consciente de sa force, ayant peu à peu repris toute la maîtrise de soi pour nous foudroyer de haut, presque avec calme, de son dédain. Je dis : nous, car elle englobait son père avec moi dans sa réprobation. Ce fut même en s'adressant à lui qu'elle termina par ces mots :

— Et c'est vous, mon père, qui avez voulu tout cela!

Aussitôt, comme chez les femmes, même les plus fortes, les nerfs finirent par prendre le dessus; la pauvre enfant s'affaissa sur un banc du jardin, la face dans ses mains, avec des sanglots.

— Chérie! ma chérie! supplia le père.

Elle ne répondit pas. Il eut un geste d'impuissance désespérée. On voyait combien était bouleversé, au meilleur et au fond de son âme, ce père, autoritaire sans doute, mais affectueux, plein de tendresse pour sa fille. Je tentai à mon tour d'apaiser cette douleur émouvante par quelques mots d'explication :

— Je vous jure, mademoiselle, que M. Redon ne m'a chargé d'aucune démarche. La confiance de notre ami, la tournure de l'entretien, le hasard ont seuls provoqué l'expression de ses sentiments intimes. Ils sont tout à son honneur, mais ils sont pour vous une entrave, je le comprends, connaissant votre but. Que faire? Dieu nous mène et Dieu l'a voulu.

Elle secoua la tête sans impatience, mais ne répondit pas — son père me prit par le bras et nous nous éloignâmes.

Je la revis le même jour et le lendemain. Je lui renouvelai mes regrets. Elle sentit combien j'étais sincère et triste aussi comme elle, mais elle se refusait à parler si ce n'est par monosyllabes. Il arriva que son regard rencontra le mien et tout chargé, me semblait-il, d'une sympathie dont elle était surprise. De temps à autre, sa main effleurait son front pensif et penché. On l'eût dit absorbée par une équation trop compliquée et dont les termes n'étaient connus que d'elle seule.

Le matin du jour fixé pour le départ, nous nous retrouvâmes tous trois à l'hôpital auprès d'un Delcroix souriant et alerte. Une dernière fois le jeune homme masquait sa souffrance et son désespoir. Je ne saurais dire l'angoisse qui m'oppressa lorsque je vis Mlle Suzanne prendre la main de mon ami et lui parler à mi voix. Je m'étais reculé, mais M. Redon, retenu par sa fille, demeura le témoin de leur bref dialogue : « Grande était déjà mon amitié pour vous, Octave; elle est aujourd'hui fortifiée par une admiration sans bornes. Tout ce qu'une faible femme peut faire pour un homme tel que vous, je suis prête à le faire. Je vous en supplie, souvenez-vous-en, vous n'avez et vous n'aurez jamais une amitié plus dévouée que la mienne, plus disposée, où que vous soyez, à accourir à votre appel comme à accueillir votre venue. Vous serez l'hôte qu'on attend toujours... toujours.

— Merci, Suzanne, rien au monde ne pouvait me toucher autant que votre affection, votre douce et généreuse affection. Elle me soutiendra, elle m'aidera à vivre. On ne saurait même être malheureux quand on a un tel ange gardien.

M. Redon, qui me rapporta ces paroles, convint qu'elles l'avaient ému jusqu'aux larmes. Elles n'en étaient pas moins la fin de ce qu'il appelait le rêve sublime et absurde de sa fille. Il ne dissimulait point sa satisfaction, son soulagement : « Je vais boucler ma valise avec plus d'entrain que je ne l'ai ouverte il y a quatre jours. Et... vous partez avec nous, n'est-ce pas? »

— C'est que je devrais continuer au contraire.

— Vous devriez, oui, c'est entendu, mais cet arrêt a bouleversé vos plans. Vous revenez à Paris. On a toujours besoin de passer par Paris.

Comment résister à ce diable d'homme? Son amabilité était aussi impérieuse que sa volonté. Je ne trouvais rien à répondre. D'autant plus qu'il ajouta : « On ne m'ôtera pas de la tête que vous êtes pour quelque chose dans cette évolution de ma grande enfant. Bizarre! Enfin, nous verrons bien. En attendant, nous partons dans deux heures ».

Moins d'une heure après cette conversation, je le voyais revenir quelque peu désemparé et gêné pour me dire :

— Eh bien, mon cher monsieur, je viens vous demander maintenant de ne pas prendre le même train que nous. Tel est le désir de ma fille. Elle ne vous pardonne peut-être pas d'avoir parlé inconsidérément et vous rend responsable de sa détermination finale.

— Il me semblait pourtant que la paix était faite. Je lui avais expliqué le malentendu.

— Je le croyais comme vous. Nous nous trompions. J'en suis désolé.

M. Redon en prenait visiblement son parti, moi, non. J'étais atterré. J'eus toutefois un sursaut de révolte.

— Voilà qui est injuste, m'écriai-je, et Mlle Suzanne ne saurait me refuser une dernière explication.

Je me sentais tout à coup la force de lui dire que je l'aimais. Après cet aveu la situation du moins serait nette.

— Nous ne pourrons recauser de tout cela qu'à Paris, me dit M. Redon.

Nous nous quittâmes et je pris le train le soir-même. Plusieurs semaines passèrent sans nouvelles de ce qui s'était passé alors et dans la suite. Enfin, je reçus la visite de M. Redon. Il me parla avec beaucoup de sympathie, je crois, et une sympathie dont m'est resté un témoignage, et grâce à quoi je puis reconstituer les faits et presque les sentiments qui fixèrent nos destinées respectives.

Delcroix avait écrit à Dijon même, au moment de mon départ, deux lettres, l'une à Mlle Suzanne, l'autre à M. Redon. Non seulement celui-ci me donna connaissance de celle qui lui était adressée, mais il voulut me la laisser sous prétexte qu'elle me faisait honneur autant qu'à Delcroix, et que pour lui elle devenait sans intérêt. Je la transcris ici.

« Les merveilleuses paroles de Mlle Suzanne « en me quittant sont et demeureront comme « un rayon du paradis dans la nuit où je suis « descendu. Je vais essayer de la remercier mais « je vous supplie de lui dire de votre côté qu'il « n'y a pas de mots qui puissent lui exprimer « ma gratitude. J'étais résolu, malgré ma foi, « à abréger des jours voués à l'implacable et « morne tristesse. Je lui dois le salut, car je « suis maintenant résigné à vivre, mais à vivre « en la sachant heureuse. Que ne puis-je con« tribuer à ce bonheur? Ne le puis-je pas vrai« ment? Aurait-elle approché mon ami Fache « sans avoir le sentiment que la Providence l'a « mis elle-même sur sa route. Nul cœur ne vaut « le sien si ce n'est celui de votre fille. Il y a là « une union qui s'impose, une union idéale qu'il « serait criminel de ne pas favoriser. Faites-la, « monsieur, et dites-leur que je retiens une « petite place à leur foyer pour mes heures de « cafard! Et je leur promets d'en avoir assez « souvent. »

La lettre, ou plutôt le billet adressé directement à Mlle Redon était plus courte et renvoyait en quelque sorte la jeune fille à celle-ci, m'assura le père. Le résultat ne fut pas celui qu'en attendait Delcroix. Au contraire. Son sacrifice acheva d'exalter l'âme mystique et passionnée de Mlle Suzanne. Lui obéir, dit-elle, serait le trahir. M. Redon m'assura qu'il avait combattu cette pensée qui lui semblait fausse, attendu que céder aux suggestions d'une créature de Dieu à ce point grandie comme l'était Delcroix par la douleur et ennoblie par le sacrifice, c'était en quelque sorte obéir à Dieu même. Mais il y avait moins que jamais à la raisonner et à la convaincre. Sa décision dépendait d'une dernière entrevue avec Delcroix. Quel fut cet entretien? M. Redon l'ignorait. Il sut seulement qu'il fut bref et pathétique. « Si vous me repoussez, avait dit Suzanne, c'est pour moi le couvent, et je n'ai pas la vocation religieuse. » Devant cette mise en demeure, le malheureux — du moins un tel mot est bien ici à sa place — s'était trouvé à court d'argument. Il avait finalement cédé comme à un décret d'en haut : « Mon Dieu, avait-il dit, que votre volonté soit faite : protégez, soutenez et bénissez celle dont l'âme possède tant de courage et tant de beauté »!

Ils avaient alors échangé leur premier baiser. Ils étaient fiancés.

« Il faut croire que Dieu les a entendues, ces paroles de foi, conclut M. Redon, car il vient de les exaucer au delà de toute espérance. Une opération chirurgicale faite il y a quelques jours a sauvé l'œil gauche de Delcroix. La vue lui est partiellement rendue. C'est un miracle qui fait de ma fille la plus heureuse des fiancées. »

— Et bientôt la plus heureuse des femmes.

— En effet, ils se marient sous peu. Je n'ai pas voulu que la nouvelle vous en parvînt comme à tout le monde. Je ne saurais oublier que vous avez affectueusement partagé mes tribulations.

— Tout cela est effacé; ce qui demeure, c'est le bonheur assuré, certain, magnifique, de deux êtres supérieurs et dignes l'un de l'autre.

— On ne saurait faire d'eux un plus juste éloge, voulut bien me dire M. Redon.

Et il me quitta, me laissant à la fois sincèrement heureux et profondément triste.

Paul Lacour.

LA FAYETTE ET LA MALIBRAN

D'APRÈS DES LETTRES INÉDITES

Ce n'est pas sans quelque étonnement qu'on voit apparaître dans les toutes dernières années de la longue existence de La Fayette le nom quasi-légendaire de Marie Malibran-Garcia. Il y a quelques années, la vente de la collection Fétis révéla l'existence d'une série assez importante de lettres et de billets adressés par La Fayette à la pathétique artiste, dont on commence aujourd'hui à connaître à peu près par le menu l'existence douloureuse et, parfois, — pourquoi pas? — fort prosaïque.

Née parisienne d'un père espagnol, le 24 mars 1808, Maria-Félicia Garcia, épousait, à New-York en 1826, un certain Louis Malibran, naturalisé Américain depuis plusieurs années. Le vieux Garcia n'avait accepté que contraint et forcé l'union de sa fille avec ce négociant de vingt ans plus âgé qu'elle et qui, fort riche à cette époque, n'allait pas tarder à faire banqueroute. La jeune cantatrice, voulant tirer son mari d'embarras, part en tournée ; mais bientôt, l'Amérique ne lui suffit plus, et elle revient en Europe, conquérir Paris, Londres et l'Italie. Malibran restait aux Etats-Unis. Il s'échangea entre les deux époux une correspondance où la Malibran exprime de plus en plus nettement, et sans circonlocutions, le « dégoût » pour celui dont elle devait immortaliser le nom. Soupçonneux et jaloux, ayant probablement appris la liaison de sa femme avec Charles de Bériot, Malibran débarqua subitement à Paris, vers la fin de l'année 1830. Le 2 décembre, sa femme, qui ne veut plus ni le voir ni entendre parler de lui, lui écrit : « Puisque vous avez l'intention de faire mon bonheur, *partez de suite*, ou bien si vous restez, que ce ne soit que pour consentir *au divorce*, entendez-vous ? »

Les deux époux semblent s'être mis assez rapidement d'accord sur cette solution. Malibran étant naturalisé Américain, sa femme étant, par son père, d'origine espagnole, le mariage, contracté devant le consul de France aux Etats-Unis, pouvait être annulé. Ce fut La Fayette qui suggéra à Maria-Félicia une issue devenue inéluctable. Elle le connaissait peut-être avant cette époque ; en tout cas, suivant la comtesse Merlin, biographe de la Malibran, durant deux années, « touché de l'état de Maria, il lui voua une grande partie de son temps, soit en fouillant dans les archives des lois américaines et françaises, soit en prenant part aux conseils et consultations qu'exigeait le procès ».

Et d'abord il écrivit à Malibran, le 2 janvier 1831, cette première lettre, sorte de tentative de conciliation, assez peu convaincue, d'ailleurs :

« C'est en toute conscience, Monsieur, que j'ai fait votre commission, non seulement pour répondre, sans mesure, à votre confiance, mais aussi dans l'intérêt de la jeune et si distinguée personne qui veut bien m'appeler son tuteur. Vous connaissés (*sic*) le caractère de ma nouvelle pupille, et quelque puissent être son amitié et sa déférence pour moi, vous savés que ses pensées sont vives et ses volontés fortes.

« Son premier mouvement en entrant chés moi a été la crainte de vous y rencontrer, et ensuite après avoir écouté tout ce que j'ai pu lui dire sur votre désir d'une réconciliation et sur les motifs qu'elle aurait pour y consentir, son refus a été si péremptoire qu'il ne me reste aucune chance dans l'emploi de mon crédit, et que je le perdrais sans utilité pour vous, si j'en appelais à d'autres interventions. S'il me reste quelque moïen de vous servir l'un et l'autre, ce serait dans les modifications d'une autre nature qui pourraient se présenter.

« Les moyens de rigueur auxquels vous avés eu le bon esprit de vous refuser seraient ou impuissans ou dangereux : il n'y a que la Loi bien stricte et non faveur pour un mari contre une femme que le public chérit et dont la conduite est pure, et en la poursuivant de logement en logement, sans pouvoir lui fermer portes et fenêtres, on ne produirait que plus de répugnance et un grand scandale. J'ignore quel secours légal vous serait dû, mais en lutant (*sic*) ainsi avec une tête si vive, vous risqueriés des chagrins pour vous, et quelque grand malheur pour elle.

« La séparation de corps et de biens paraîtrait une voïe plus sage : je m'y emploïerais très volontiers : mais en rendant à elle-même cette jeune personne entourée de dangers et d'hommages, ne pourrait-on pas craindre en définitive, quelque chose pour une vertu jusqu'à présent sans tache, et pour votre nom qu'elle n'a pas encore cessé de rendre respectable ?

« Le divorce serait de votre part une action généreuse que l'opinion publique saurait apprécier, qui vous rattacherait par une reconnaissance aussi exaltée que son imagination cette personne extraordinaire devenue votre obligée et votre amie, et qui en la mettant à porter de contracter, si elle le veut, de nouveaux liens, vous donne le mérite d'un noble sacrifice sans vous priver d'un bonheur reël puisqu'on m'a déclaré si fortement qu'il était impossible. Il ne m'appartient pas d'indiquer les moïens de divorce : un seul est inadmissible pour elle ; il n'en est pas de même à l'égard d'un homme. Je crois d'ailleurs, que

si on voulait, des deux côtés, la loi et les avocats trouveraient quelque ressource.

« Je me suis promis, au défaut du succès, de traiter les divers points de la question. Si je pensais que de nouvelles instances peuvent vous réconcilier, je les ferais. J'en causerai tant que vous voudrés avec vous ; sa résistance sur le point demandé m'a paru invincible, du moins pour moi : pour d'autres combinaisons il serait possible que je vous servisse tous deux. Je le désire de tout mon cœur. »

« La Fayette ».

Ayant donné cette sage consultation au mari, La Fayette poursuivit activement le divorce — ou plus exactement, l'annulation du mariage — de sa « pupille ». Celle-ci prit pour avoué Me Cottinet, et l'action, qui ne devait aboutir que le 6 mars 1835, fut bientôt engagée.

Cependant, après une saison aux Italiens, la Malibran quittait Paris, au début de 1832. Elle y avait donné un premier enfant à Bériot. Tous deux partirent ensuite pour Bruxelles, d'où ils entreprirent bientôt un voyage en Italie en compagnie de Lablache.

A Rome, la Malibran apprit bientôt la mort de son père. Ecrivant à son beau-frère, Louis Vardiot, le 11 juin, « si le choléra ou la révolution avaient pu entraîner *l'autre*... ! » dit-elle, faisant allusion à son mari. Bientôt elle recevait une lettre de La Fayette datée de « La Grange, 2 août 1832 » ; son « tuteur » lui mandait qu'il avait reçu de Mme Garcia mère, une lettre dans laquelle celle-ci le priait de calmer par ses salutaires consolations l'esprit de sa fille. « Consolez ma pauvre fille, je vous prie, répète-t-elle. Je vois qu'en vous recommandant à ma tendresse paternelle, legs que j'avais déjà reçu de vous-même, chère Maria, mais que j'accepte une fois de plus bien cordialement de votre famille, elle a bien voulu être sensible aux témoignages de mon intérêt pour elle, pour votre frère, et pour votre jeune sœur ».

Et quelques jours plus tard, de « Paris, 13 août 1832 », La Fayette lui parlant de sa tournée en Italie, exprime toute son affectueuse sollicitude à sa pupille :

« Vos engagements successifs en Italie m'attristent beaucoup, ma chère Maria, lui écrit-il. Je suis si heureux de vous voir, de vous admirer, de recevoir les expressions de votre affection pour votre vieux tuteur ! Soiés sûre du moins que si je ne vous vois pas je pense bien constamment, bien tendrement à vous, et que le grand intérêt de votre vie ne sera pas plus négligé que si nous en parlions tous les jours ».

Le mois suivant (13 septembre), La Fayette revient encore sur ce sujet : l'absence de sa pupille. Il a appris par Viardot quels brillants engagements viennent de lui être offerts, pour Londres et pour Paris. Le meilleur, à son avis, serait celui qui la ramènerait à Paris.

« Viardot m'a confié que les calculs pécuniaires n'étaient pas les seuls à combiner dans l'emploi de votre temps. Le tuteur aurait bien quelque chose à dire sur ce sujet, surtout à l'autre. Mais il aime mieux ne vous offrir que les vœux de sa tendresse. Il souhaite également que les Chambres votent la loi du divorce, ce qui aurait des conséquences agréables pour Mme Malibran ».

De retour à La Grange, La Fayette, se plaint encore, le 23 octobre, de l'absence de sa pupille. Il voudrait la revoir bientôt à Paris. Il se propose de lui faire visiter la nouvelle Chambre des Députés, et tournant sa lettre en un compliment galant, il indique que la nouvelle salle peut contenir beaucoup plus de spectateurs que l'ancienne, « ce qui néanmoins, vous paraîtra mesquin auprès de ces théâtres italiens où vous avez déploïé votre délicieuse voix, vos admirables talents, et qui ont retenti d'applaudissements inouïs jusqu'alors ». Du divorce projeté, pas un mot cette fois. Toutes ces lettres adressées en Italie, à l'époque où le choléra sévissait un peu partout, portent les traces des mesures prophylactiques de l'époque : le papier, tailladé ou désinfecté, a conservé encore un relent de phénol. Mais ces billets, venus de Paris, Maria Malibran les recevait sans date avec gratitude, et l'amitié du vénérable ami des anciens « insurgents » américains lui était précieuse dans les conjonctures actuelles. D'autres billets, sans doute, sont relatifs au procès de divorce dont La Fayette ne se désintéressa que lorsque sa santé le lui interdit. La dernière lettre de lui, datée de Paris, 10 avril 1833, sous le couvert de Charles de Bériot et scellée d'un cachet avec le profil de Washington, contient des vœux pour la tournée que la Malibran et Bériot allaient faire en Angleterre. (Le 12 février, un fils, Charles-Vilfride, qui fut professeur au Conservatoire, leur était né, à Paris).

La Fayette mourait l'année suivante, le 20 mai 1834, avant l'issue du procès qui était un peu son œuvre. Maria-Félicia Garcia-Malibran, devenue Mme de Bériot, disparut dès 1836, — chantée et immortalisée par les stances de Musset — et son mari lui aussi, par une coïncidence singulière, mourut, obscurément, à Paris, vers la même époque, ayant rempli assez piteusement son rôle de mari de théâtre.

J.-G. Prod'homme.

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

LE RAPPORT DES EXPERTS

Comme c'était à prévoir, et comme ils l'avaient prévu eux-mêmes, le rapport des experts est diversement apprécié, et l'on n'a pas manqué, dans certains milieux, de reprocher au Gouvernement français de s'être laissé embarquer dans cette galère. Des publicistes officieux, dont l'officiosité va quelquefois jusqu'à la maladresse, n'ont pas hésité à déclarer qu'en acceptant le rapport des experts, la France ne renonçait à aucune de ses légitimes exigences, et que ce rapport, justifiant pleinement la politique de la Ruhr, consacrait le triomphe de M. Poincaré. Dans le même moment, d'autres officieux, en Angleterre, tiraient du même rapport, et de son acceptation par M. Ramsay Mac Donald, des conclusions tout à fait opposées. Ils y voyaient la condamnation de la politique française et le triomphe des solutions internationales que le parti travailliste a toujours préconisées. Peut-être ces appréciations contradictoires pourraient-elles être considérées comme la meilleure preuve de l'impartialité qu'ont montrée les experts, et du caractère transactionnel des solutions qu'ils préconisent.

Et le fait est que quand on étudie ce rapport, ainsi que la lettre du général Dawes qui l'accompagne, en s'efforçant d'oublier le plus possible les polémiques de presse et les racontars qui ont précédé et suivi sa publication, on constate que c'est une œuvre de bonne foi. Pour la première fois depuis le traité de Versailles, il semble que les hommes qui se sont réunis à Paris et à Berlin pour chercher une solution au problème des réparations aient travaillé sans arrière-pensée, sans désir de jouer au plus fin les uns avec les autres. Ils avaient annoncé qu'ils s'efforceraient de soustraire leur travail à l'atmosphère empoisonnée de la politique : ils ont tenu parole, et la constitution même de leur commission, la présence parmi eux des experts américains était une garantie qu'il en serait ainsi ; ils ont examiné le problème, non pas précisément en hommes d'affaires, puisque le mot affaire suppose l'idée de profit, mais en économistes, en financiers, en gens pour qui les chiffres et les solutions pratiques sont les seules qui comptent.

Cette position du problème comportait certainement beaucoup d'avantages ; elle comportait aussi des inconvénients. Tout d'abord, et quoi qu'ient pu dire les gouvernements, les « suggestions » qu'ils proposent sont une interprétation du traité de Versailles *telle* qu'elles en modifient le caractère. Le traité de Versailles est un traité pénal : il suppose la culpabilité reconnue de l'Allemagne ; ce n'est pas un accord intervenu entre belligérants à la fin d'une querelle, mais une sentence prononcée par les grandes puissances du monde civilisé contre l'une d'elles coupable d'avoir porté atteinte aux lois de la civilisation. Or, ce caractère, le Comité des experts s'est refusé à le reconnaître, non certes avec éclat — c'eût été dangereux — mais en fait. Cela se trouve explicitement dans une des premières phrases de la lettre d'envoi du général Dawes :

« Profondément pénétré de sa responsabilité envers votre Commission et la conscience universelle, le Comité base son plan sur ces principes de justice, d'équité et d'intérêt mutuel à la suprématie desquels non seulement les créanciers de l'Allemagne, mais l'Allemagne elle-même, et le monde entier ont un intérêt vital et durable.

« Ces principes une fois établis et acceptés avec cette bonne foi commune qui constitue la base fondamentale de toutes les affaires et la meilleure sauvegarde de la paix universelle, il faut considérer les recommandations de ce Comité non pas comme *tendant à infliger des pénalités*, mais bien comme proposant des moyens destinés à aider au rétablissement économique de tous les peuples européens et à l'inauguration d'une nouvelle période de bonheur et de prospérité à l'abri des menaces de guerre. »

Cette phrase éclaire tout le rapport ; elle montre qu'il est fait pour suggérer une solution qu'il ne s'agit plus d'imposer à l'Allemagne, mais de lui faire accepter de bonne foi et même de bonne grâce. Dès lors, il fallait nécessairement lui offrir une contre-partie en échange des obligations qu'on allait lui *demander ;* dès lors il fallait s'attendre à ce que l'on nous proposât, sous une forme plus ou moins déguisée, l'abandon du système des gages productifs auquel M. Poincaré a attaché son nom, et que l'Angleterre a toujours combattu.

Cette partie du rapport des experts a été rédigée avec beaucoup de soin et après de longues discussions tant ils sentaient tous qu'il serait difficile de faire accepter une pareille décision à l'opinion française. Je crois indispensable de la mettre sous les yeux du lecteur :

« Le Comité a eu à rechercher dans quelle mesure l'équilibre du budget et la stabilisation de la monnaie [illegible] rétablis d'une [illegible] se trouve à l'heure actuelle [illegible] ses [illegible] appel-

tées à ses droits fiscaux et économiques dans une partie de son territoire.

Nous devons dire tout de suite qu'il ne nous a pas été possible de trouver des moyens pratiques d'assurer la stabilité permanente du budget et de la monnaie dans ces conditions, et il nous paraît peu probable que ces moyens existent : la solution du double problème qui nous a été soumis implique en réalité la restauration du crédit extérieur et intérieur de l'Allemagne, et il nous a paru impossible de prévoir cette restauration dans la première éventualité. Nous avons donc été contraints d'admettre que l'unité fiscale et économique du Reich sera établie, et notre rapport tout entier est basé sur cette hypothèse.

Si des garanties et des sanctions politiques destinées à assurer l'exécution du plan proposé sont considérées comme désirables, elles ne rentrent pas dans la compétence du Comité. Les termes de son mandat ne le qualifient pas non plus pour examiner les questions d'occupation militaire.

Nous avons toutefois le devoir d'indiquer nettement que nos prévisions sont basées sur la supposition que l'activité économique ne sera entravée ou affectée par aucune organisation étrangère autre que les contrôles prévus dans notre plan. En conséquence, notre projet est établi sur la supposition que les mesures actuelles pour autant qu'elles entravent cette activité, seront levées ou modifiées dans la mesure nécessaire, dès que l'Allemagne aura mis à exécution le plan recommandé, et qu'elles ne seront remises en vigueur qu'au cas de manquement flagrant aux conditions acceptées d'un commun accord. En pareil cas c'est manifestement aux Gouvernements créanciers, agissant avec la conscience de leur responsabilité comme en vue de leurs intérêts financiers propres et des intérêts des particuliers qui auront avancé des fonds pour mettre le plan à exécution, qu'il appartiendra de déterminer la nature des sanctions à appliquer et de les organiser de façon qu'elles soient promptes et efficaces.

Nous tenons à ajouter tout de suite que si le système économique actuellement en vigueur dans les territoires occupés est modifié, nous sommes unanimement d'avis qu'un règlement de réparations doit être renforcé par des garanties productives et adéquates. Nous proposons à cet effet des procédés de contrôle qui, croyons-nous, seront effectifs tout en n'empêchant pas le rétablissement de la stabilité financière.

Le dernier paragraphe de ce passage corrige un peu ce que la première partie a d'inquiétant, mais il n'en est pas moins amer de constater que l'on nous met dans l'obligation, ou de repousser la solution que nous propose un organisme dont nous avons par avance reconnu l'impartialité, ou d'abandonner les gages certains que nous détenons pour d'autres gages qui n'auront de valeur que si l'Allemagne est de bonne foi, ou si nos Alliés prennent l'engagement de nous soutenir jusqu'au bout en cas de nouveau manquement.

***

Voilà donc où nous en sommes, dira-t-on, après quatre ans de négociations, de conférences, de tergiversations et de renonciations. Le Comité des experts, parlant au nom de la conscience internationale, reconnaît que l'Allemagne peut payer, qu'avec une insigne mauvaise foi, elle a ruiné son crédit et déprécié sa monnaie à seule fin de ne pas payer. Puis il nous dit : « Renoncez à exercer une pénalité quelconque contre ce débiteur récalcitrant. Arrangez-vous avec lui. Voici une solution moyenne qu'il pourra accepter : nous vous engageons à vous y rallier. Vous aurez alors l'approbation du monde entier et la satisfaction d'une bonne conscience. »

On conçoit la déception d'un peuple qui a fait à la cause commune les plus durs sacrifices, qui a donné à la victoire toute une génération, les richesses de ses plus belles provinces, et qui, écrasé d'impôts, ayant à faire face à la situation budgétaire la plus difficile, ayant fait l'avance de ces réparations qui, d'après le traité, incombaient à l'Allemagne, voit celle-ci échapper à toutes les charges de sa défaite. On conçoit l'amertume avec laquelle l'opinion française considère les occasions manquées au cours de ces quatre années, les réductions successives de sa créance, nos efforts pacifiques méconnus, nos intentions dénaturées, et cet isolement dont nous menace sans cesse l'égoïsme de nos Alliés d'hier. Cette solution internationale qu'on nous propose, qu'on n'est pas loin de nous imposer avec une douce violence, n'est-ce pas encore une fois le sacrifice de nos intérêts les plus légitimes à l'intérêt général? Est-ce toujours à la France de s'offrir en holocauste? Et pourquoi serait-ce à elle seule que « l'égoïsme sacré » que tous les peuples pratiquent est interdit?

Etait-il possible de s'arrêter plus tôt sur cette pente que nous descendons depuis le 11 novembre 1918? A Spa, à Boulogne, à Londres, à Bruxelles, à Paris, à Cannes, à Gênes, pendant toutes ces conférences où nous avons abandonné quelque chose de nos justes exigences, aurait-on pu faire une autre politique que celle à laquelle tant de Gouvernements successifs se sont résignés? C'est ce que l'histoire dira peut-être un jour, et l'on comprend parfaitement la mauvaise humeur des hommes politiques et des publicistes qui croient que des fautes irréparables ont été commises. Mais la politique est l'art de réaliser le possible. Nous nous trouvons aujourd'hui devant un fait, ou plutôt devant une série de faits concordants, et quelque justes que puissent être les critiques que l'on peut formuler sur les négociations passées, il est tout à fait inutile d'y revenir éternellement. Les récriminations sont vaines. Le rapport des experts est loin de nous satisfaire pleinement ; en méconnaissant le caractère pénal du Traité de Versailles, il consacre un succès moral de l'Allemagne. Mais il affirme certaines vérités d'une

importance primordiale. En fixant les principes fondamentaux de la charge de l'Allemagne, il reconnaît que le payement de cette dette est la contribution nécessaire de l'Allemagne à la réparation des dommages de guerre ; il déclare que l'Allemagne doit pourvoir jusqu'à l'extrême limite de sa capacité à ses obligations extérieures résultant du traité ; que la dette intérieure du Gouvernement allemand ayant été pratiquement éteinte par la dépréciation de la monnaie, « il doit être fait face à une nouvelle charge de dette proportionnée au fardeau des contribuables français, anglais, italiens et belges. »

Tout cela se trouvait dans le traité, mais ce qui est nouveau, c'est que les experts déterminent des moyens pratiques qui doivent permettre au Reich de remplir ses obligations, et auxquels il ne pourrait se soustraire sans étaler sa mauvaise foi avec une telle évidence qu'il ne lui serait plus possible d'échapper à la sentence de la conscience universelle.

C'est évidemment quelque chose, et la Commission des Réparations ayant proclamé, avec une certaine solennité, que, pour la première fois, le rapport des experts fournissait une base pratique pour la solution rapide du problème des réparations, nous ne pourrions sans danger songer à le contester. Le gouvernement ne pouvait pas hésiter à reconnaître dans le rapport des experts une base de discussion. Mais il dépend de lui que cette discussion aboutisse ou n'aboutisse pas.

Comme le disait *Le Temps*, ces jours derniers, la politique française doit donc viser l'un des deux résultats suivants : faire réussir la solution envisagée, ou bien la faire échouer.

« Si la politique française veut le succès du plan élaboré par les experts, elle sera positive, si elle en veut l'échec, elle sera négative. Nous sommes pour la politique positive. Nous espérons bien que le gouvernement français y persévérera et que les électeurs l'approuveront. En général, les questions extérieures sont trop compliquées pour qu'on puisse les trancher à bon escient par une consultation électorale. Cette fois-ci, au contraire, le débat est très simple et la réponse est très facile. Voulez-vous collaborer avec les autres créanciers de l'Allemagne pour mettre à exécution les projets des experts? Ou bien voulez-vous démolir les projets des experts et repousser l'arrangement international, quitte à procéder seuls au recouvrement des réparations? »

Le problème, on le voit, est posé avec une certaine brutalité. Mais cela vaut mieux ainsi ; puisque nous vivons sous un régime d'opinion, il faut que l'opinion puisse se prononcer en connaissance de cause. Une solution nationale du problème des réparations eût été certainement plus juste ; l'Allemagne ayant entrepris contre la France une guerre injuste, ayant dévasté ses plus riches provinces, et ruiné délibérément son industrie, comme le démontre le rapport allemand *L'Industrie en France occupée*, qui vient d'être publié par les soins du Ministère des Affaires étrangères, la France était et est encore parfaitement en droit d'exiger de l'Allemagne vaincue le payement intégral des réparations. Mais ce droit, que nos Alliés, plus ou moins hypocritement, méconnaissent, comment l'exercerions-nous maintenant, si ce n'est par la force? Il est inutile de se dissimuler que si la France n'admettait pas la solution internationale préconisée par les experts, elle resterait seule devant l'Allemagne en révolte, et n'aurait d'autre ressource que d'aller finalement tenter le recouvrement de sa créance les armes à la main. Quel est le Gouvernement qui risquerait d'un cœur léger une pareille aventure?

Aussi bien ne faudrait-il pas s'imaginer que le seul fait d'accepter le rapport des experts comme base des négociations ait supprimé toutes les difficultés. Comme ils en avaient incontestablement le droit, ceux-ci ont déclaré que les garanties politiques et les sanctions ne rentraient pas dans leur compétence, non plus que l'aspect militaire du problème.

Ils ont ajouté : « le projet implique qu'au moment où il sera mis en application sur le territoire unifié, s'il existe une organisation militaire quelconque, elle ne devra pas entraver la liberté des transactions économiques. » Puis, plus loin : « Cependant, des garanties adéquates et productives sont prévues. »

Ces garanties « adéquates et productives » devront être soigneusement examinées, et il faudra que, si nous sommes contraints d'abandonner le gage de la Ruhr, nos Alliés prennent l'engagement formel de nous suivre jusqu'au bout dans l'exécution des sanctions prévues en cas de manquement.

Ne nous imaginons pas que nous obtiendrons aisément ces choses qui nous paraissent si simples. M. Mac Donald a déjà déclaré qu'il fallait avoir confiance en l'Allemagne et qu'il était inutile de parler de sanction par avance !

Et puis il y a la question des dettes interalliées qui reste toujours en suspens...

L. DUMONT-WILDEN.

LE THÉATRE

LES DERNIÈRES PIÈCES DE MM. SAINT-GEORGES DE BOUHÉLIER ET JEAN SARMENT

J'ai déjà tenté, à plusieurs reprises, de définir ici l'idéal synthétique de Saint-Georges de Bouhélier et de dégager les raisons qui lui ont valu la place privilégiée qu'il occupe dans le théâtre contemporain.

Les Romantiques, en créant le drame, avaient rapproché deux éléments jusque-là séparés : le comique et le tragique. Mais ils n'avaient point pour cela élargi le domaine proprement dit du théâtre et ils avaient tout au plus porté de l'unité si j'ose dire, dans l'artifice. Le vrai problème subsistait : rapprocher, non plus la tragédie de la comédie, mais la comédie et la tragédie tout ensemble de la vie où les conjonctures fortuites et les accidents mélodramatiques n'ont pas moins d'importance que les passions et leur évolution psychologique. C'est ce que Saint-Georges de Bouhélier a explicitement conçu et ce qu'il a voulu délibérément exécuter, soit qu'il ait entrepris de nous ressusciter intégralement la vie de l'histoire et de la légende, soit qu'il ait tenté d'exprimer, dans sa complexité matérielle et morale, la réalité contemporaine. *Œdipe* ou *Tristan*, *Le Carnaval des Enfants* ou *La Vie d'une Femme*, révèlent, à des époques différentes, en vers ou en prose, une doctrine identique touchant l'esthétique théâtrale.

Quand on l'envisage ainsi, la dernière œuvre de Saint-Georges de Bouhélier qui a déconcerté certains spectateurs et critiques, devient très claire et même très cohérente.

Féerie amoureuse, en effet, c'est une simple histoire d'amour, aussi simple que possible et même plus banale, si l'on veut, que toute banalité donnée, mais transfigurée par l'esthétique intégraliste que nous venons de résumer. Un danseur et une danseuse s'aimaient ; survient un troisième personnage, amateur équivoque, qui se fait aimer et aime peut-être : un drame s'ensuit, avec coups de revolver. C'est tout et l'on sent bien que l'auteur s'est évertué à éviter, dans le choix de sa donnée, toute originalité qui n'eût été qu'une bizarrerie de sujet, supposant, comme il est d'usage, les postulats les plus invraisemblables ou les plus conventionnels, ce qui revient au même. La nouveauté apparaît, non dans le thème mélodique de l'œuvre, si j'ose dire, mais dans l'orchestration, c'est-à-dire dans la façon de traiter l'humble donnée.

Telle est, une fois de plus, la vaste et sincère manière de Saint-Georges de Bouhélier.

Ainsi le premier acte, où nous faisions connaissance avec l'amour des danseurs et le premier changement moral de la danseuse, se passe sur le plateau, durant une répétition : toute la vie du théâtre se mêle à l'idylle, l'artifice s'intègre à la vérité : peut-être même y a-t-il là un peu de symbolisme et voit-on, par la force des choses, s'accuser le conflit du rêve et de la réalité, de la féerie et de l'amour.

De même, dans un restaurant, le séducteur dîne avec la danseuse : ils font venir un violoniste et la musique se mêle dans leur âme à toutes les autres sensations.

Si j'allais jusqu'au bout de ma pensée, ce que je n'hésite jamais à faire, je dirais que le seul défaut de la nouvelle pièce de Saint-Georges de Bouhélier, par rapport à celles qui l'ont précédée, est d'être un peu trop claire. Pour les auditeurs non avertis, il est alors arrivé ceci : ils n'ont vu que la banalité de l'aventure et ont laissé échapper tout ce qui était l'œuvre elle-même. Il se pourrait donc que ce fût le dernier progrès accompli dans son art par l'auteur de la *Féerie Amoureuse* qui lui ait joué un petit tour... A quoi l'on reconnaît que le théâtre, tel qu'on le comprend aujourd'hui, est bien le contraire de la vie : la vertu n'y est jamais récompensée.

***

De même que Saint-Georges de Bouhélier dans la sienne, Jean Sarment, comédien et auteur dramatique, a tout de suite conquis un prestige bien particulier parmi les nouveaux venus : sans doute serait-il malaisé de décider si le cumul d'interprète et de créateur a été favorable ou nuisible à sa prompte et éclatante fortune.

Je n'insisterai pas sur la dernière de ses pièces dont, une fois de plus, la destinée n'a point tout à fait répondu aux pronostics de la maison de Molière : que les auteurs prennent donc l'habitude de se méfier de ces engouements préalables : il n'y a point de plus dangereux augure. Je n'insisterai pas, mais je suis convaincu que ce demi-succès, qui, pour Jean Sarment, équivaut à un échec, lui sera plus favorable que le triomphe ne l'eût été.

Il n'y a rien, en effet, quand on en a le don, de plus facile que d'écrire pour le théâtre. Or, entre tous ses dons, Jean Sarment possède malheureusement celui de l'improvisation. Le défaut principal de son dernier ouvrage, qui contient des parties excellentes (le premier acte notamment) et des parties de l'inspiration la plus noble (le troisième acte, notamment) est de ne point présenter l'harmonie et surtout la signification et la portée des œuvres qui ont mûri dans un cerveau. Jean Sarment n'a pas trente ans : à cet âge-là, tout est permis et il a réussi jusqu'à aujourd'hui comme une jeune fille séduit : c'est la beauté du diable. Mais le génie du diable ne dure point davantage que la fraîcheur.

Par bonheur, Jean Sarment, qui se montre dans ses pièces plein de fantaisie et d'entrain, apparaît dans la vie pondéré, prudent et attentif. Il ne manquera donc point de réfléchir sur l'événement qui vient de se produire à la Comédie Française et alors sans doute, ayant fondu sa double personnalité, celle des Lettres et celle de la vie, il sera devenu complètement lui-même et nous apportera, outre ses qualités, une expérience et une pensée.

Présentement, il s'est, en effet, laissé séduire par le thème le plus périmé du Romantisme. Si son titre : *Je suis trop grand pour moi*, a un sens, ce ne peut être que l'opposition entre le moi idéal et le moi réel, entre le rêve et la vie, entre l'amour et l'amoureuse ; bref, ce doit être ce que M. Jean Cocteau appelle plus pittoresquement : « Le Grand Écart »... Il a donc mis en scène des visionnaires : l'un, sorte de Fantasio sans désinvolture, l'autre, sorte de philosophe sans doctrine. Le premier, quand il rencontre une jeune fille qui n'est pas moins pure que les innocentes de Musset, le déçoit sans qu'on sache pourquoi et l'oblige à renouer avec un passé qui l'écœure ; l'autre, au contraire, finit par s'accommoder de l'amour et de la cuisine d'une brave aubergiste, parce qu'il est plus facile aux philosophes, sans doute, de se faire une raison qu'aux poètes incompris.

Je ne sais quelle a été la formation première de M. Jean Sarment : il semble qu'il ne soit pas encore parvenu à s'affranchir suffisamment de ses admirations littéraires : c'est à quoi se reconnaît généralement que les découvertes sont récentes. Il a tenté, visiblement, de mettre au goût du jour ce qui l'avait lui-même séduit dans les personnages de la fantaisie romantique et il est possible que cette « actualisation » des vieux motifs ait été faite assez exactement, puisque beaucoup de contemporains de Jean Sarment se sont reconnus dans la peinture qu'il avait faite d'eux. Il faudrait croire alors à l'existence d'une forme de sensibilité qui ne se manifeste nulle part ailleurs. Mon opinion personnelle est, au contraire, que la pièce n'a pas entièrement réalisé son destin pour des raisons de psychologie générale. Elle est assez bien faite, même assez bien jouée, pour plaire brillamment, si elle avait été une image plus exacte du jeune homme d'aujourd'hui. Non, ce n'est plus le rêve qui préoccupe, — dans l'ensemble, bien entendu — les hommes de trente ans et le principal défaut du héros de Sarment, c'est d'être vieillot.

Gaston Rageot.

VARIÉTÉS

POUR ET CONTRE UNE " DIRECTION DES LETTRES "

Nous avons une Direction des Beaux-Arts. Pourquoi n'aurions-nous pas une Direction des Lettres ? Pourquoi les gens de Lettres ne seraient-ils pas protégés, encouragés, administrés, au même titre que les sculpteurs, les architectes et les peintres ? Que verrait-on d'extraordinaire, de subversif à cela ?

On sait que la question d'un Ministère des Lettres (car il s'agissait tout d'abord d'un Ministère) fut soulevée par M. Fernand Vandérem. Avec la force de conviction, l'énergie et la ténacité qu'il avait apportées antérieurement à l'attaque des Manuels, M. Vandérem, dans la *Revue de France* et dans le *Figaro*, mena campagne en faveur de la nouvelle institution :

« Encore un Ministère, écrivit-il; pourquoi ? Simplement parce que toutes les collectivités de travailleurs ayant une administration spéciale préposée à leurs intérêts, il n'y a pas de raison pour que la corporation des écrivains reste seule exclue de cet avantage. Or, non seulement nous n'avons pas de ministère spécial, mais depuis cinquante ans, l'Etat n'a rien fait pour nous. Pas une loi en notre faveur, pas un geste pour faciliter nos travaux, améliorer nos conditions d'existence, assurer nos vieux jours. Pas un sou du budget qui nous soit réservé... Faites une incursion rue de Grenelle. Vous ne trouverez pas un seul bureau, où l'on s'occupe des écrivains... Et la caisse des pensions et des secours ? La politique y a exercé ses ravages. Et les souscriptions aux livres, les bourses de voyage ? Elles sont toutes accordées ou décernées par des professeurs à des professeurs. Et la propagande littéraire au dehors ? Elle ne dépend que du Quai d'Orsay. Et les décorations ? Quarante croix pour le ministère sur lesquelles on arrive à en prélever quelques-unes pour les écrivains. Et les hauts comités littéraires entourant le Ministre ? sur leurs 224 membres, on compte trois littérateurs dont deux sont des universitaires. » Et reprenant les revendications fort anciennes de Balzac et de Vigny, M. Vandérem s'écriait avec Sainte-Beuve : « Les gens de Lettres sont des travailleurs, des ouvriers vivant de leur plume. Ce que l'armée, ce que l'industrie, ce que les travailleurs de tout genre ont obtenu, que la littérature l'obtienne ! »

Dès le début de la campagne, M. Lucien Descaves, dans le *Journal*, soutint nettement l'initiative de son confrère. Ce qui le préoccupait surtout, c'était l'institution d'un Conseil supérieur exclusivement composé d'écrivains, ayant voix consultative et sur lequel s'appuierait le Ministre. Mais il fut à peu près le seul, dans les grands quotidiens, à appuyer M. Vandérem. M. J.-H. Rosny aîné, qui veut « qu'on décourage et non qu'on encourage les Lettres », se déclara tout de suite et absolument contre ce Ministère jugé « superfétatoire ». M. Paul Souday déclara « qu'il serait sûrement inutile et probablement nuisible ». M. André Lichtenberger « répugna formellement à l'idée de voir étatiser le travail de la pensée ». M. Emile Hemiet évoqua Flaubert, Leconte de Lisle, Bourges et Becque soi-

licitant dans un Bureau, et « la monstrueuse littérature d'Etat, la sinistre poésie » auxquelles aboutirait la création d'un tel Ministère. Pour M. Camille Le Senne une protection officielle ne pourrait qu'aggraver la situation inquiétante des Lettres : « La Littérature, dit-il, est en train de se soumettre à toutes sortes de servitudes, ne laissons pas s'y ajouter la pire, celle de l'Etat ». M. Gabriel Alphaud de *Comœdia*, s'éleva contre tout organisme nouveau, réclama simplement des organisateurs compétents, actifs et surtout indépendants. Et M. Ernest-Charles proclama que le projet, même réalisé sous la forme inédite d'une Direction ou d'une sous-Direction, « le remplit d'épouvante ».

Ce que avant, M. Gaston Picard, dans la *Revue Mondiale*, ouvrit une enquête; et la plupart de ses correspondants se montrèrent aussi peu favorables au Ministère des Lettres. M. Louis Bertrand n'y vit « qu'une paperasserie inefficiente, esprit de chapelle et de coterie, mainmise sur quiconque pense ou écrive librement ». M. Lucien Fabre fut d'avis, comme M. J.-H. Rosny, qu'il ne ferait qu'encourager ceux qui, dans l'intérêt des Lettres, devraient être découragés : M. Louis Payen, « qu'il serait vite en proie à des intrigues et à des sollicitations dont il ne pourrait se défendre » ; M. Gérard Bauer, « qu'il ne servirait qu'à diriger vers une carrière illusoire beaucoup de jeunes forces qui s'emploieront mieux ailleurs ». C'est à peine si, dans le concert de protestations et de récriminations anticipées, quelques voix raisonnables se firent entendre et dirent courageusement les avantages, nullement négligeables, que présenterait pour les écrivains une administration propre, qui ne ferait courir aucun risque à leur indépendance et à leur dignité.

Sur ces entrefaites, on apprit que M. Léon Bérard sans plus attendre, et sans prendre d'autres conseils que de lui-même, venait de créer, non pas le Ministère revendiqué par M. Vandérem et ses amis, mais une « Direction » des Lettres. Un communiqué annonça à la presse que les différents bureaux du Ministère de l'Instruction publique, qui avaient jusqu'ici « à connaître » des Lettres, seraient rapprochés et coordonnés sous l'égide de M. Paul Léon, déjà Directeur des Beaux-Arts. « Désormais, confia le Ministre à notre confrère Edouard Ramond, demandes et moyens d'action seront réunis : un personnel, agissant méthodiquement, servira la cause des Lettres et la défense des écrivains. La Direction des Beaux-Arts, à dater de maintenant, consacrera au service des Lettres la compétence zélée et le dévouement que peintres et sculpteurs ont appréciés si souvent ».

*
* *

Un commencement de satisfaction nous était donné : « Enfin, écrivait M. Vandérem, c'est notre tour de compter dans l'Etat! »

C'était un peu vite, peut-être, crier victoire. Mais il était juste de reconnaître la bonne volonté du Ministre qui, privé de ressources financières, créait du moins l'embryon d'où sortirait un jour l'institution rêvée... Eh bien! la polémique reprit de plus belle!

M. Georges Lecomte, qui présida durant dix années aux destinées de la Société des Gens de Lettres, et qui jouit fort justement d'une grande autorité parmi eux, prit la parole du haut de l'importante tribune de l'*Illustration*. Il rendit hommage à l'amour désintéressé des Lettres et à la sollicitude confraternelle « qui seules inspirèrent M. Fernand Vandérem »; mais il déclara que le critique de la *Revue de France* ne l'avait pas convaincu. Et, étayant son opinion sur les résultats de sa longue expérience et sur des raisonnements singulièrement persuasifs, M. Georges Lecomte affirma que « le vrai Ministère des Lettres est l'action indépendante, concertée et méthodique des grandes associations d'écrivains ». Le président actuel de la Société des Gens de Lettres sembla craindre des heurts redoutables entre le groupement qui rend aux écrivains de si appréciables services et l'administration qui serait dorénavant chargée de les régir. Il sembla surtout redouter de ne plus savoir à qui s'adresser utilement lorsqu'il aurait à recourir au Gouvernement en faveur des écrivains.

M. Marcel Prévost qui fut, lui aussi, un grand président de la Société des Gens de Lettres, répondit dans l'*Intransigeant*; et son article, court, mais précis et substantiel, opposa aux arguments de M. Georges Lecomte d'autres arguments non moins convaincants : « *En fait*, l'Etat a la prétention de s'occuper des Lettres. Donc les intérêts des hommes de Lettres et même ceux des Lettres dépendent, dans une certaine mesure, de l'Etat; et cela quelles que soient l'utilité et l'efficacité des organisations indépendantes. Dans ces conditions, il s'agit simplement de chercher, de bonne foi, si l'organisation actuelle est améliorable. M. Fernand Vandérem sait que je ne partage pas toutes ses idées; mais, qu'il soit raisonnable de grouper sous une Direction unique tous les services qui concernent les Lettres, cela peut-il se discuter? Et faut-il décourager le ministre qui veut réaliser cette modeste réforme? Logiquement désirable, cette réforme aura-t-elle de bons effets dans la pratique? Cela dépendra des hommes qui la réaliseront. Mais j'estime que la Société des Gens de Lettres, en particulier, pourra en tirer des avantages sans rien perdre de son autorité, au contraire ».

M. Charles Le Goffic également, en sa qualité de prédécesseur immédiat de M. Georges Lecomte à la Cité Rougemont, entra en lice et, franchement partisan du nouveau rouage administratif, fit valoir cet argument que nous avons donné au début : il y a une Direction des Beaux-Arts; pourquoi n'y aurait-il pas une Direction des Belles-Lettres? La première n'a nullement mis en danger l'indépendance des artistes; pourquoi la seconde ferait-elle courir des risques à l'indépendance des écrivains?

*
* *

La question en est là. Mais ces réquisitoires assez véhéments et ces éloquents plaidoyers s'adressent-ils à une institution définitivement créée, ou bien à un projet encore en l'air? En un mot, avons-nous ou non une Direction des Lettres? Malgré le communiqué officiel, un doute subsiste. « On a forcé la main à M. Léon Bérard, s'est écrié, dans *le Temps*, M. Abel Hermant, la Direction des Beaux-Arts devient la Direction des Arts et Lettres. Il n'y a rien de changé... » Devant le *tollé* quasi-général des intéressés, M. Léon Bérard a-t-il hésité, reculé? Nous souhaitons qu'il n'en soit rien.

Une Direction des Lettres, une vraie, — et non une une Direction des Arts et des Lettres —, qui comporterait, comme le demandent M. Lucien Descaves et M. Fernand Vandérem, un comité consultatif d'écrivains, ne donnerait peut-être pas tous les heureux résultats que nous en espérons; mais elle apporterait certainement une amélioration à l'état de choses actuel.

Ce serait déjà très important de savoir à qui parler, rue de Grenelle. Puis nous y voyons, pour notre part, en dépit de faciles ironies, un avantage essentiel : le « métier » de Lettres *reconnu* d'utilité publique! le droit *reconnu* aux travailleurs intellectuels de gagner leur pain avec leur plume, d'être protégés... comme les autres travailleurs, oui, tout simplement! Et pour ce qui est de la dignité des écrivains — considération nullement négligeable — nous croyons fermement, avec notre illustre homonyme M. Marcel Prévost, qu'elle serait beaucoup moins compromise par des requêtes légitimes à un service de l'État que par les démarches, les stratégies auxquelles s'astreignent les aspirants à quelques rares sinécures et la théorie sans cesse grandissante des candidats aux prix littéraires.

Ernest Prévost.

LES LIVRES NOUVEAUX

Mélanges offerts à M. Charles Andler par ses amis et ses élèves (Publications de la Faculté des Lettres de l'Université de Strasbourg, fasc. 21).

L'éminent professeur qu'est M. Charles Andler s'est acquis la gratitude non seulement de ses élèves, mais aussi de nombreux lettrés et des meilleurs parmi les esprits curieux des problèmes de notre temps. Initiateur des études germaniques à l'Ecole normale supérieure, on connaît ses beaux ouvrages, notamment ses quatre volumes sur le pangermanisme, les quatre tomes parus de son Nietzsche, qui demeurera l'un des monuments de la critique française contemporaine.

Conformément à une mode qui tend à se répandre et qu'on ne saurait trop louer, ses amis se sont groupés pour lui offrir, sous la forme d'un recueil d'études savantes, un témoignage durable de leur reconnaissance ; parmi les trente-quatre titres qui figurent à la table des matières de ce gros volume, citons : F. Baldensperger : Joseph Görres sous l'œil du guet ; Félix Bertaux : l'Allemagne de Guillaume II, jugée en 1889 par un Allemand ; A. Jolivet : La *Winterballade* de G. Hauptmann et *Herr Arnes penningar* de Selma Lagerlof ; G. Lanson : Notes pour servir à l'étude des chap. 35-39 du *Siècle de Louis XIV*, de Voltaire ; H. Lichtenberger : Nietzsche et la *Crise de l'histoire* ; A. Meillet : A propos du verbe *wegen* et des substantifs *Wagen*, *Weg* en allemand ; Albert Thomas : Quelques notes sur Robert Owen et la législation internationale du travail... L. M.

Emile Ripert : *Le Félibrige* (Colin).

Voici pour la première fois un ouvrage d'ensemble où l'on trouvera un historique précis des origines et du développement du Félibrige, en même temps qu'un exposé méthodique des problèmes d'ordre divers auxquels se heurtent les continuateurs de Mistral. Professeur de langue et de littérature provençales à l'Université d'Aix-Marseille, poète lui-même, M. Ripert était mieux que quiconque capable de préciser tous les aspects d'un vaste mouvement né en Provence, mais dont le retentissement dépasse les frontières d'une province et même d'un pays. « J'ai rejeté, écrit-il, les phrases toutes faites et les couplets hyperboliques qui ont parfois entaché de ridicule les travaux de quelques-uns de mes devanciers, et, laissant de côté tout patriotisme méridional, j'ai tenté de présenter, de façon tout objective et froide à dessein, la courbe d'un mouvement littéraire assez intéressant en lui-même pour qu'on n'ait pas besoin d'en gonfler maladroitement l'importance. »

Conformément à ce programme, M. Ripert a écrit un petit livre d'un extrême intérêt, d'une brièveté modeste, et dont il convient de ne pas mesurer la portée au nombre des pages. L. M.

Jean Labat : *Bibliographie critique des œuvres de Charles Nodier*, suivie de documents inédits (Champion).

Auteur d'un important ouvrage sur Charles Nodier, M. Jean Larat a rassemblé ici le surcroît d'informations qui n'avaient pu trouver place dans son étude principale. « L'examen de son œuvre, écrit-il, nous aide à observer la succession parfois très rapide des motifs littéraires que la mode répandait ou remplaçait hâtivement. C'est à ce titre que son témoignage est précieux, et que la monographie de Nodier présente presque tous les caractères d'une histoire synthétique du romantisme français de 1800 à 1808, et de 1814 à 1832 environ. »

Au même titre, cette bibliographie, extrêmement abondante, grossie de documents inédits, sera un instrument de travail précieux pour tous les historiens du romantisme. On la signale ici en raison de sa portée générale. L. M.

Ernest Bendz : *La Daphné d'Alfred de Vigny, Etude critique* (broch., Stock).

Avec un sens littéraire très fin, une piété attentive, une affection admirative et attendrie, M. Ernest Bendz suit pas à pas le texte de ce fragment du journal d'un poète demeuré longtemps inconnu, et que nous révéla, en 1913, M. Fernand Gregh. Il en tire une série de constatations relatives non seulement à ce texte précieux, dont il éclaire le sens, mais aussi à l'ensemble de l'œuvre et à la carrière du poète. Sur nombre de points controversés, cette substantielle étude nous apporte une documentation précise et sûre dont devront faire état désormais nos historiens de la littérature.

M. Bendz, écrivain suédois, est l'auteur d'importants ouvrages sur Pater, Matthew Arnold, Oscar Wilde, Joseph Conrad. Il se montre ici aussi informé de notre littérature que des lettres britanniques ; mais plus que son érudition, on admirera la subtile pénétration de ses commentaires, et l'élégance de sa critique. Qu'un étranger témoigne d'une aussi délicate intelligence de notre langue et de notre poésie est un fait rare, et qui doit retenir l'attention de notre monde lettré. L. M.

Georges Girard : *Le parfait secrétaire des grands hommes ou les Lettres de Sapho, Platon, Vercingétorix...* mises au jour par Vrain-Lucas. (Fantaisies littéraires ; 1 vol. : A la Cité des Livres).

L'École des Chartes devait un hommage à Vrain-Lucas, fureteur d'archives, et si épris des documents anciens qu'il n'hésita pas à en forger de toutes pièces une imposante collection. Cet hommage, le voici sous la forme d'un petit volume où sont rassemblés les plus étonnants spécimens de cette collection, volume d'un luxe qu envieraient maints recueils de documents authentiques, et, ainsi qu'il convient, précédé d'une précieuse notice critique, biographique et bibliographique.

M. Georges Girard conte spirituellement l'aventure de cet humble fils de l'Eure-et-Loir, à peine lettré, mais d'esprit ingénieux, et qui, à peine échappé d'une étude d'avoué, sait acquérir une apparence d'érudition ; besogneux, Vrain-Lucas rencontre un naïf protecteur en la personne de Michel Chasles, membre de l'Institut, géomètre illustre, et amateur

de documents historiques ; il répond à cette bienveillance en munissant le savant des plus fantastiques parchemins : lettres de Thalès, de Sapho, de Socrate, Platon, Alexandre, Archimède, Jules César, Vercingétorix, Cléopâtre, saint Mathieu, Marie-Madeleine... le tout en français du XVIe siècle, outre des missives d'un grand nombre de personnages historiques de la Renaissance et du XVIIe siècle, au total 27.000 pièces fausses, cédées au trop crédule Chasles pour 140.000 fr.

Scandale à l'Académie des sciences, polémiques, orages où participent maints savants étrangers, condamnation de Vrain-Lucas, *l'Immortel* de Daudet avait esquissé quelques aspects de ce drame ; en voici l'histoire, impitoyablement divertissante, accompagnée des preuves, c'est-à-dire d'une très curieuse série de reproduction et de fac-simile.

L. M.

Georges LAFOND : *L'effort français en Amérique latine* (1 vol. Payot, édit.).

L'Amérique du sud (1 vol. de la Coll. : *Les pays modernes*. Pierre Roger, édit.).

M. Georges Lafond a longuement séjourné en Amérique du sud ; chargé de missions officielles, ou accompagnant en qualité de conseil et de guide des missions industrielles ou financières, il a parcouru cet immense continent du nord au sud et de l'est à l'ouest. Une connaissance directe des pays et des hommes fait la valeur très particulière de ses remarquables ouvrages.

Dans l'*Effort français en Amérique latine*, il fait un tableau saisissant de l'activité de nos compatriotes, initiateurs que l'on retrouve à l'origine de presque toutes les institutions et des grandes entreprises. Comment demeurer dignes d'un si glorieux passé? M. Lafond nous l'apprend en passant en revue les grandes sources de richesse de l'Amérique du sud, les moyens d'action dont nous disposons, l'état de notre commerce, de notre industrie, de notre banque. Précis, admirablement informé, un tel livre devrait être entre les mains de tous les Français qui cherchent à multiplier nos relations d'affaires aussi bien que nos rapports intellectuels avec l'Amérique du sud.

L'*Amérique du sud* est le premier d'une série d'ouvrages qui nous offriront, pays par pays, une description méthodique et complète du continent sud-américain ; voici, groupés en des monographies précises, la Colombie, l'Equateur, le Pérou, la Bolivie, le Chili. Ici encore on ne saurait trop louer l'étendue et la sûreté de l'information, mais cette information, n'étant pas livresque, demeure vivante, et l'on sait gré à l'auteur de nous présenter de façon attrayante une aussi importante documentation.

M.

Les beautés du folk-lore roumain

Les Contes roumains transposés en français, par Nicolas Iorga, avec dessins de Nadia Boulouguine. — Paris, Gamber.

M. Nicolas Iorga est assurément l'écrivain qui contribue le plus à faire connaître, admirer et aimer en France la Roumanie historique, littéraire, artistique et ethnographique. Après ses savants ouvrages sur l'histoire et l'évolution politique de la Roumanie, après son remarquable et si complet volume sur l'*art roumain*, voici qu'il nous donne un échantillon rare et charmant du folk-lore de son pays. Il publie une série de contes populaires, d'une saveur de *terroir* des plus capiteuses et d'un charme esthétique délicat et prenant.

Nous avons toujours encouragé les efforts des penseurs et des écrivains de tous les pays, pour révéler les trésors, insuffisamment connus et infiniment merveilleux et variés de la littérature et de l'art populaires sous toutes les latitudes. Nous ne pouvons donc qu'applaudir à la nouvelle tentative de M. Iorga et saluer avec une vive satisfaction l'apparition de ses *Contes roumains*.

En quelques lignes préliminaires très brèves, mais très claires, M. Iorga caractérise la genèse et l'évolution du conte populaire roumain à travers les longs siècles de la proto histoire, du Moyen-Age et des temps modernes.

Le conte populaire roumain est une production littéraire des plus complexes. Il a d'abord été fortement imprégné des légendes traditionnelles de l'Inde antique. Celles-ci, rayonnant vers Byzance, par la Perse et la Syrie, se sont graduellement infiltrées à travers toutes les mailles, même les plus fines, du vaste réseau des nations occidentales.

D'autre part, de ce même Occident, un faisceau de légendes est venu enrichir la littérature et la poésie populaires nationales roumaines.

Mais le conte populaire roumain — c'est cette caractéristique qui doit retenir surtout notre attention — possède en outre son originalité propre, sa *saveur nationale*.

A la lecture du premier des contes du recueil, *Le Fils du Mendiant*, on a tout de suite l'impression de cette *individualité* du conte roumain. A notre avis, ce dernier pourrait être presque regardé comme une *féerie*, tant ses décors sont éblouissants et variés; à chaque *pas* du récit, pour ainsi dire, nous assistons à un *changement à vue*, à une *mise en scène* pittoresque et imprévue, qui n'a pourtant rien de *théâtral*, au sens péjoratif où l'on a l'habitude d'employer ce terme, où tout demeure parfaitement clair, aisé, naturel, agréable : les idées, les images, les métaphores et le style.

Le deuxième conte, *Le fils de l'empereur*, paraît avoir une origine fort lointaine. Aussi bien y est-il fait allusion dès le début, « à des rites anciens, très anciens — à cette époque il n'y avait pas encore de religion quelle qu'elle fût ». On sait que souvent, dans le conte populaire, l'on parle ainsi d'époques indéterminées, infiniment reculées, *concrétisées* dans la vague, mystérieuse et charmante formule : « Au commencement du monde... Au temps lointain où la vie apparut sur la terre, etc...

Si nous trouvons ainsi dans ces *contes roumains* l'éclat magique de la féerie, le débordement des couleurs et de la vie, nous y voyons aussi percer, çà et là, des notes de mélancolie grave et profonde, qui se retrouvent, d'ailleurs, dans la poésie et le chant populaires roumains. Au reste, on pourrait affirmer que l'art populaire, sous toutes ses formes, demeure toujours le plus vrai, le plus *émouvant*, parce qu'il jaillit de source; il est l'instinct, puissant et créateur, incarné dans la forme immortelle de l'œuvre d'art.

Le folk-lore comparé est aussi une étude bien attachante et il nous semble que la lecture des *Contes roumains* de M. Iorga pourrait utilement inciter les chercheurs et les savants des divers pays, en premier lieu du nôtre, à faire de minutieuses enquêtes esthétiques et ethnographiques, pour saisir les rapports et les différences qui peuvent exister entre telles légendes populaires roumaines et d'autres productions semblables de pays étrangers.

Bien qu'éternellement divisée par les luttes fratricides, l'humanité demeure une vaste famille. Elle n'a qu'un seul et même berceau : la terre maternelle, féconde et puissante, qui nous porte et tous nous nourrit. Si les

intrigues, les perfidies et les cupidités politiques ont, au cours des siècles, élevé tant d'artificielles barrières entre les peuples, il semble que l'art souverain ait toujours tenté à les renverser, pour déverser à travers le monde les flots libérateurs et lumineux de la poésie et de la légende.

Par la religion, par la légende, il a dû certainement exister, au cours des diverses périodes historiques, une sorte d'interpénétration et d'interdépendance des intellectualités. Mais il est un fait bien précis; la solidité et la constance du *lien latin*, qui à travers les âges a su grouper les consciences et les esprits de tous les peuples qui marchent sur la même route, et sous le même soleil. A ce point de vue, la joie la plus profonde que nous ressentons, nous autres Français, à lire ses *Contes roumains*, est celle d'y sentir chanter et vibrer l'âme latine, mère de notre culture nationale, et trait d'union indissoluble de notre patrie avec la nation-sœur, la Roumanie.

Nicolas Deniker.

LA QUINZAINE POLITIQUE

Bulletin Tchécoslovaque

Conformément aux engagements pris par le traité de Saint-Germain-en-Laye où elle avait garanti un régime parlementaire et une autonomie au territoire dit la Russie subkarpathique, la Tchécoslovaquie a fait procéder, le 16 mars dernier, aux élections législatives dans cette région. Ce fut pour la première fois que les Ruthènes ont eu l'occasion d'exercer librement leurs droits civiques sous le régime du suffrage universel secret, car, du temps du régime hongrois, le droit de suffrage était fort restreint et le vote était public et oral.

Contre toute attente du gouvernement qui tablait sur les résultats des élections récentes où le parti agrarien avait obtenu une majorité écrasante, les Ruthènes se sont prononcés pour la liste communiste.

Pour bien comprendre ce revirement surprenant, il faut se rappeler d'abord la situation générale du pays.

Les Ruthènes sont une population douée d'un rare talent artistique, et l'Exposition de l'art ruthène populaire organisée actuellement à Prague par la section scolaire du gouvernement d'Urhorod contenant de véritables merveilles de broderies populaires, le prouve abondamment.

On dirait que tout le côté intellectuel de cette population, négligé pendant des siècles, s'est transformé en goût artistique et se manifeste dans la façon dont elle travaille et embellit tous les objets de nécessité courante; malheureusement, le niveau intellectuel et le niveau de la vie de ces pauvres montagnards ne répond nullement à la profondeur de leur talent. Sous le régime magyar, les Ruthènes formaient la partie la plus arriérée de la population hongroise. Dépourvue de tout enseignement dans une langue compréhensible pour elle, cette population comptait une proportion d'illettrés qui dépassait 90 %; le reste, naturellement, était à l'avenant : le niveau de la civilisation de cette partie de la Hongrie était lamentable au point de vue moral, intellectuel, social et hygiénique. La guerre, qui avait plusieurs fois passé par là, loin de relever ces conditions, ne fit que les aggraver.

Depuis cinq ans qu'elle a pris possession de ce territoire, la Tchécoslovaquie a fait des efforts surhumains pour relever le niveau intellectuel, matériel et moral de la population ruthène. Elle a commencé par y fonder des écoles ruthènes, des hôpitaux, par vacciner et par nourrir les habitants des Karpathes où la famine sévissait périodiquement. La Croix-Rouge tchécoslovaque, généreusement aidée par la Y W C*A, a sauvé des milliers d'enfants; je connais des médecins et des jeunes femmes tchèques, envoyés par le Ministère de la Prévoyance Sociale et par le Ministère de l'Hygiène, qui, depuis plusieurs années, font preuve d'une abnégation admirable, d'un héroïsme de tous les instants pour éclairer et pour relever cette population qui ignore jusqu'aux préceptes les plus primitifs de l'hygiène. Bref, la Tchécoslovaquie a fait des prodiges pour réparer un peu les ravages causés dans ce pays par l'incurie du régime hongrois. Mais elle n'a pu, dans ce court espace de temps, faire l'éducation politique des Ruthènes, d'autant plus qu'on s'y est pris, disons-le, assez mal.

Qu'on s'imagine ces montagnards illettrés en présence de treize listes de partis politiques différents qui briguaient leurs suffrages. Comment ces montagnards qui avaient vécu si longtemps dans une dépendance absolue du notaire et du hobereau magyar et qui n'ont qu'un rêve : posséder un lopin de terre, quelques arpents de pâturages — comment cet être simple et inculte aurait-il pu résister aux paroles des agitateurs communistes, qui faisaient miroiter devant ses yeux le partage prochain des forêts, des terres, les joies du paradis communiste et qui, par-dessus le marché, lui parlaient au nom de la Russie? Le paysan ruthène ressemble d'ailleurs un peu au moujik russe : il sait être rusé; il écoutait les orateurs de tous les partis, il promettait sa voix — je pourrais citer des cas — à trois ou quatre partis, mais finalement, il vota pour les communistes dont la liste, par hasard, portait le numéro 1. Pour beaucoup de gens, la première liste devrait forcément être la meilleure.

Est-ce à dire que cette population qui vient d'envoyer à l'Assemblée Nationale de Prague une représentation communiste, est véritablement communiste? Nullement. Elle a tout bonnement suivi les démagogues. Une fois éclairée par l'expérience sur la vanité de leurs promesses, elle comprendra son erreur.

Prague, à son tour, comprendra qu'il ne fallait pas importer, dans ce pays des paysans naïfs, le système des partis. Si la majorité gouvernementale avait présenté une liste commune, les élections auraient pu donner un résultat différent. Espérons que les milieux politiques de Prague sauront profiter de la leçon. Le gouvernement tchécoslovaque n'en poursuivra que plus énergiquement sa tâche de relèvement intellectuel et économique dans cette région trop longtemps abandonnée à elle-même. Il fera tout pour que les Ruthènes se sentent chez eux en Tchécoslovaquie et pour qu'ils y soient heureux.

***

La mort du général Pellé a profondément attristé tous ceux qui ont eu le bonheur de l'approcher pendant son séjour en Tchécoslovaquie. Cet admirable soldat était

doublé d'un diplomate plein de finesse et de tact. Venu en Tchécoslovaquie au lendemain de la libération, il dut créer une armée de toutes pièces, dans des circonstances politiques les plus difficiles. Lors de l'invasion de l'armée de Bela Khun en Slovaquie, en mai 1919, c'est grâce à lui que la Tchécoslovaquie a pu gagner la partie. Après trois semaines de combats, le général italien Piccioni qui commandait l'armée tchécoslovaque, télégraphiait, le 26 mai, qu'il n'a plus de munitions. Ce jour même, le général Pellé a été nommé chef de l'État-Major de l'armée tchécoslovaque, et le 23 juin, le gouvernement de Bela-Khun acceptait l'ultimatum de l'Entente et les conditions de l'évacuation du territoire tchécoslovaque.

De tels services ne s'oublient pas. Aussi était-ce avec regret que la Tchécoslovaquie voyait le général partir pour Constantinople. Elle se consolait cependant sachant que son affection lui était assurée pour toujours. N'emmenait-il pas, avec lui, une charmante jeune Pragoise qui devait rester un lien vivant entre lui et entre la Tchécoslovaquie ?

La jeune femme, hélas, est rentrée à Prague, portant le voile noir de veuve. Toute la Tchécoslovaquie, douloureusement émue, se penche sur le tombeau de celui qui fut un grand soldat français et qui, tout en servant la France, a su laisser, dans un pays ami, une mémoire impérissable.

H. Jelinek.

Pologne

L'ASSAINISSEMENT FINANCIER EST UN FAIT ACCOMPLI

Nos lecteurs nous excuseront de reparler finances. Mais si nous abordons à nouveau ce problème aride, c'est que la chose en vaut la peine. Nous sommes d'ailleurs persuadés que le public français apprendra avec satisfaction que la Pologne est parvenue, de par ses propres moyens et de par ses seules ressources, à sortir du terrible chaos économique et à restaurer ses finances. L'œuvre accomplie par le président du Conseil actuel, M. Ladislas Grabski, mérite non seulement l'admiration : elle n'est pas moins digne d'être étudiée de près. La Pologne vient de fournir au monde une preuve indubitable qu'un pays probe, désireux de vivre en paix, de travailler, peut se relever et prospérer. Si l'Allemagne voulait suivre l'exemple donné par la Pologne il y a longtemps que ses affaires seraient en ordre et l'Europe en sécurité.

***

Quand ces lignes auront paru, une nouvelle monnaie circulera en Pologne : le *zloty*, c'est-à-dire le franc-or. Son cours sera garanti par une Banque d'émission, Banque de Pologne, dont le capital social de 100 millions de francs-or a été entièrement couvert par des souscriptions privées. Le budget de la Pologne est clos sans déficit. Les recettes pour le mois d'avril s'expriment en un chiffre global de 130 millions de francs-or et les dépenses ne s'élèvent qu'à 119 millions. Il y a donc une plus-value de recettes de plus de dix millions pour le seul mois d'avril. Or tous les budgets mensuels de la Pologne ont pour modèle celui d'avril, cela veut dire qu'ils sont établis de telle façon que les dépenses ne dépassent jamais les revenus.

Le cours actuel du mark polonais — qui sera sous peu entièrement retiré de la circulation — est parfaitement stabilisé depuis le début de l'année courante. A partir de 1er février dernier, l'inflation a été définitivement arrêtée, le gouvernement ayant pris l'engagement de ne plus recourir, dans aucun cas et sous aucun prétexte, à la planche à assignats pour augmenter ses ressources.

La balance commerciale de la Pologne est aussi satisfaisante que possible. En 1923, les exportations ont dépassé les importations de 300 millions environ de francs, alors qu'en 1922, ce sont les importations qui dépassaient les exportations de près de 600 millions de francs français. Le progrès et remarquable.

Au point de vue agricole et industriel, l'effort de la Pologne est encore plus frappant. En 1919, 5 millions d'hectares de terre étaient en friche; en 1923, toute la terre arable a été ensemencée. La Pologne est devenue, de par son agriculture, un grenier de blés pour l'Europe qu'elle approvisionne aussi en pommes de terre, sucre, légumes et autres denrées alimentaires. La Pologne couvre tous les besoins de sa consommation intérieure et exporte un excédent qui s'élève à plusieurs millions de tonnes. L'industrie sucrière de la Pologne est une des plus prospères, des mieux organisées et fournit au pays plusieurs millions de livres sterlings par an.

L'essor qu'a pris l'industrie polonaise est aussi étonnant que le développement qu'a atteint l'agriculture. L'industrie textile, cotonnière surtout, fournit une production de 50 % supérieure à celle d'avant-guerre. Le charbon extrait dans les bassins de Cracovie et de Dombrowa, dépasse les chiffres de 1913 et la seule Haute-Silésie polonaise a vendu, en 1923, pour un milliard de francs français de houille. Le bois polonais ne veut pas se laisser distancer par le charbon et le pétrole fait tout son possible pour se rapprocher de la production d'avant-guerre, bien que 11 % seulement de terrains pétrolifères soient en exploitation. Ajoutons que l'industrie textile a renouvelé tout son outillage grâce uniquement aux bénéfices réalisés depuis 1920 et que les dividendes versés aux actionnaires de l'industrie sucrière en 1923, étaient plusieurs fois supérieurs aux capitaux par eux engagés dans cette industrie.

Le problème du chômage est inconnu en Pologne : le nombre d'ouvriers sans travail ne dépasse, à aucune époque de l'année, 3 ou 4 % de la totalité des ouvriers occupés.

***

Telle est la somme d'efforts que les dirigeants et la nation polonaise ont fournie dans les quelques années d'après-guerre.

Mais pour comprendre ce relèvement quasi phénoménal du pays, on doit se souvenir dans quelles conditions la Pologne était revenue à la vie, ou autrement dit dans quel état l'avaient laissée les envahisseurs germano-russes, après leur départ forcé.

Partagée pendant plus d'un siècle entre trois empires de proie, coupée tout entière pendant la guerre, elle a été ressuscitée, après l'armistice, tout entière ruinée et ravagée. Si les Russes détruisaient à tour de bras, les Allemands volaient à tour de bras. L'Autriche les aidait de son mieux.

La victoire française a libéré et délivré la Pologne de ce triple joug. Néanmoins, dès l'aube de sa renaissance, une guerre acharnée contre les bolcheviks obligea la Pologne à se défendre encore, à tenir tête à une terrible avalanche des hordes soviétistes qui croyaient un instant pouvoir réussir et passer à travers le corps de la Pologne, pour atteindre l'Occident et y installer leur doux régime.

La guerre polono-russe n'a pris fin qu'à la fin de l'année 1920. Et c'est en réalité à partir de ce moment que commence pour l'Etat polonais, l'œuvre de relèvement national.

Le pays n'avait alors ni frontières, ni administration, ni armée, ni monnaie. De plus, les mœurs, les lois, les systèmes fiscaux étaient entièrement différents dans les trois provinces récupérées.

Il fallait donc, d'abord, tout unifier, ensuite tout reconstruire et enfin créer ce qui manquait.

Une tâche semblable disaient les uns, exigera bien l'effort d'une génération, de deux même, ajoutaient les prudents et les Allemands, comme toujours, en bons et doctes psychologues qu'ils sont, prédirent une faillite lamentable.

Eh bien, non ! c'est au bout de trois ans que s'accomplit la restauration de la Pologne. Au début de l'année 1924, l'unification législative et administrative a été achevée, l'industrie relevée, l'agriculture en pleine prospérité, l'instruction publique en grand progrès. Une seule œuvre restait à faire, mais c'était aussi la plus difficile, la plus dure : celle de l'assainissement financier.

Comme la France a eu son Clémenceau et son Foch pour gagner la guerre, comme elle a son Poincaré pour faire la paix et assurer sa sécurité, la Pologne, elle aussi, a trouvé son homme providentiel en la personne de M. Grabski, pour réaliser son relèvement financier.

C'est chose faite aujourd'hui ! M. Grabski a réussi un tour de force herculéen. Et l'on peut dire aussi que la magnifique opération d'assainissement financier a été accomplie par lui en un tour de main. Au mois de décembre dernier, le mark polonais s'effondrait dans une chute vertigineuse, le budget accusait un déficit qui augmentait en progression géométrique, l'inflation prenait des proportions énormes, produisant des montagnes d'assignats sans couverture, se souciant peu du lendemain.

Tout cela se passait encore au mois de décembre 1923, c'est-à-dire à l'époque où M. Grabski reprit le pouvoir et avec lui le portefeuille du ministre des finances. Au 1er mai 1924, c'est-à-dire quatre mois après, les saturnales du défaitisme financier disparurent comme par enchantement.

L'inflation a été arrêtée net le 2 février. Le budget s'équilibra grâce à de savantes coupes et amputations dans les dépenses, accompagnées des augmentations considérables de tous les impôts et en général d'une longue série de mesures fiscales, draconiennes, si vous voulez, mais heureuses et efficaces. Le mark s'est instantanément stabilisé, le projet de la création d'une Banque d'émission (semblable à celle de la Banque de France) fut mis à l'étude et le capital social de cette Banque (100 millions de francs-or) a été entièrement souscrit deux mois plus tard. Le 1er mai a commencé à circuler la nouvelle monnaie polonaise, le *zloty*, ou franc-or, et le mark, introduit par l'Allemagne, est d'ores et déjà mort, mort à la joie de tout de monde.

***

Naturellement, pour obtenir des résultats aussi brillants, presque merveilleux, il fallait avoir recours à des mesures héroïques. Ce furent les pleins pouvoirs accordés à M. Grabski par les deux Chambres dans l'espace de 48 heures qui inaugurèrent l'ère de l'assainissement financier. Les décrets-lois, émis ensuite par le gouvernement, complétèrent le reste. La réforme salutaire, conçue, préparée, exécutée par M. Grabski, réussit au-delà de toute espérance. En rendant l'hommage qui est dû au président du Conseil actuel, il serait injuste d'oublier tous ceux qui travaillèrent avec lui au relèvement agricole et industriel du pays, lequel relèvement a enrichi la population et permis de prélever les impôts élevés nécessaires à l'équilibre budgétaire. Parmi ces travailleurs qui ont si heureusement contribué à l'œuvre de restauration financière, nous voulons citer un seul nom : celui de M. Alfred Chapowski, ancien ministre de l'agriculture, ancien président de l'union sucrière, qui a une très large part de mérite dans les magnifiques progrès qu'ont atteints l'agriculture et l'industrie polonaises. M. Chlapowski occupe aujourd'hui le poste de Ministre de Pologne en France.

« La réorganisation financière de l'Etat polonais, dit M. Alexandre Merlot, directeur de la Chambre de Commerce franco-polonaise de Paris, a été et reste une œuvre nationale. Elle a pu être réalisée sans recourir à l'aide étrangère. La preuve est faite : la nouvelle Pologne possède l'esprit de discipline, l'énergie et la vitalité qui sont les fondements indispensables d'une grande nation ».

La France, qui est liée à la Pologne par des liens multiples et séculaires, sera la première à apprécier la somme d'efforts fournis par la Pologne, au cours de ces dernières années. Elle sera aussi, n'en doutons pas, la première à partager la fierté et la joie de la nation polonaise.

Stéphane AUBAC.

BULLETIN MARITIME

Lancement du Paquebot d' " Artagnan "

Le mercredi, 23 avril, les « *Ateliers et Chantiers de la Gironde* » à Bordeaux ont procédé avec un complet succès au lancement du nouveau paquebot le d' « *Artagnan* » destiné aux Services Contractuels des Messageries Maritimes et qui fait partie de la série des mousquetaires, l' « *Athos* », le « *Porthos* », etc... C'est en présence du Ministre de la Marine, de plusieurs administrateurs des Messageries Maritimes et de diverses personnalités qu'a eu lieu ce lancement.

A 9 heures 45 le d' « *Artagnan* », orné du pavillon national et du pavillon de la Compagnie des Messageries Maritimes, fut délivré de ses liens et glissa doucement sur le plan incliné. Le bâtiment descendit vers le fleuve. La vitesse acquise par le navire était contenue par les quatre-vingts tonnes de chaînes placées sur le sol, sur les deux côtés de la cale. Maîtrisé dans son élan, le d' « *Artagnan* » fut accosté par quatre remorqueurs, qui le ramenèrent dans le radoub des chantiers où va se terminer sa construction. Cela demandera huit mois de travail. Après quoi, la nouvelle unité des Messageries Maritime s'en ira vers l'Extrême-Orient, porte-drapeau de l'industrie navale française.

Nous avons donné ici-même les caractéristiques de cette nouvelle unité. Rappelons-les brièvement. Le d' « *Artagnan* » a été mis sur cale le 5 février 1923. Ses caractéristiques sont les suivantes :

Longueur entre perpendiculaires	165 mètres
Largeur hors membres	19 m. 80
Creux sur quille	13 m. 65
Tirant d'eau	8.500
Déplacement correspondant	20.320 tonnes
Port en lourd	10.222 »

Ce navire a obtenu la première cote du Bureau Véritas. Il est pourvu de 10 cloisons étanches lui permettant de flotter avec un compartiment quelconque envahi par l'eau. Il satisfait aussi aux prescriptions de la Convention Internationale de Londres de Janvier 1914.

Il est aménagé pour recevoir :

1° 112 passagers de première classe, répartis dans deux cabines de grand luxe à deux places, 26 cabines à une place, 17 cabines à deux places, 16 cabines à trois places.

2° 152 passagers de seconde classe répartis dans 25 cabines à quatre places, 4 cabines à trois places, 20 cabines à deux places.

L'appareil moteur sera constitué par deux machines alternatives à triple expansion, ayant une puissance de 5.250 H.P. environ, et l'appareil évaporatoire, par sept chaudières cylindriques Proudon et Capus.

De vastes cales et entreponts à marchandises d'une contenance totale de 10.200 m³, permettent le transport de 7.530 tonnes de marchandises, dont la manutention est assurée par des mâts de charge de 5 et 10 tonnes desservis par des treuils électriques. Des chambres froides sont aménagées dans le second entrepont et permettent la conservation des viandes, poissons, gibiers, légumes, fruits, etc... nécessaires à la consommation du bord.

La vitesse du navire sera de 16 nœuds 1/2. Toute la machinerie est en cours d'exécution dans les ateliers.

Le paquebot comporte sept ponts. Les aménagements sont installés avec tout le confort désirable. Il comporte des services d'eau salée et d'eau douce froide et chaude; de vastes locaux de réunion sont prévus pour chaque classe.

Le navire est muni des installations nécessaires pour la chauffe au pétrole, mais les chaudières et les soutes à combustibles sont disposées de manière qu'on puisse revenir à la chauffe au charbon s'il était nécessaire.

Réception à bord du " Chantilly "

Les journaux d'Extrême-Orient donnent le compte-rendu des fêtes qui ont été données par les Messageries Maritimes à Saïgon et à Haïphong, les 13 et 20 février dernier, à bord du « *Chantilly* », à l'occasion du premier voyage de ce navire en Indo-Chine.

Dans les salons du bord, illuminés et pavoisés pour la circonstance, les 800 invités se partagèrent entre les plaisirs de la danse et ceux du buffet, tandis que le Commandant Lemen faisait visiter le navire aux personnalités de marque. Les passagers aussi bien que les invités, se montrèrent satisfaits non seulement de l'agréable réception qui les réunissait, mais encore des aménagements confortables que les Messageries Maritimes offrent à bord de ce navire dont nous avons précédemment donné ici les caractéristiques.

VALEURS DE NAVIGATION

Le 29 avril 1924

1° Fraissinet	817
2° Messageries Maritimes	211
3° Mixte	236
4° Transatlantique	169
5° Transports Maritimes	1.020

L'Imprimeur-Gérant : A. Dessoës.

Société Française d'Imprimerie et de Publicité
Ateliers : Rue Garnier et Rue des Carmes, Angers.
Bureau à Paris, 15, Rue du Laos (XVe)

Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus.

REVUE
POLITIQUE·ET·LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

EUGÈNE YUNG·FONDATEUR·1863 PAUL FLAT·DIRECTEUR·1908-1918
DIRECTEUR PAUL GAULTIER

N° 10 62e ANNÉE 17 MAI 1924

NAPOLÉON A DIGNE EN 1815 (1)

I

Napoléon marchait vers Digne, ce Digne qu'il ne connaissait pas, mais qu'il citait parfois avec dédain comme une des plus petites préfectures de France. Ne disait-il pas, en 1810, qu'il y a préfet et préfet, que le préfet de la Seine et le préfet des Basses-Alpes sont très différents quoiqu'ils aient le même titre, que le préfet de la Seine est une sorte de ministre et que le préfet de Digne est une sorte de sous-préfet?

Le préfet de Digne en 1815, Jean-Pierre Duval, avait été ministre. Licencié en droit, greffier du bureau central des juges de paix à Rouen, envoyé à la Convention par le département de la Seine-Inférieure, membre de la Gironde, proscrit par la Montagne, il s'échappe de Paris en juin 1793 et, après avoir essayé d'organiser la résistance dans le Calvados, disparaît à nos regards. Rappelé à la Convention, élu député aux Cinq-Cents par le département d'Indre-et-Loire, poussé aux grands emplois par son ami Merlin de Douai, deux fois candidat au Directoire, ministre de la police générale pendant sept mois, de novembre 1798 à juin 1799, commissaire général de police à Nantes durant un an, membre du Corps législatif de 1800 à 1803, il fut, le 1er février 1805, nommé préfet des Basses-Alpes. Il sut remplir sa charge à la satisfaction du gouvernement impérial ; on ne lui reprochait que de trop s'occuper de la police. Les Bourbons le conservèrent, et il leur plut. Le commissaire du roi jugeait, en juin 1814, que Duval était un homme loyal, aimé et considéré par la population, dévoué à Louis XVIII et qui lui serait fidèle. Le Conseil municipal de Forcalquier, indigné des plaintes et imputations calomnieuses portées contre Duval par quelques intrigants, faisait son panégyrique : Duval, membre de la Convention, avait voté l'appel au peuple et le bannissement d'un roi qu'il désirait arracher aux assassins ; Duval avait été ministre de la police lorsque le gouvernement semblait adopter un système de modération et il avait dû quitter ses fonctions à la suite du 30 prairial ; Duval avait sagement administré les Basses-Alpes, concilié la douceur avec la justice, tempéré les « mesures acerbes » du système impérial.

Le maréchal de camp Nicolas Loverdo commandait le département. C'était un Grec de Céphalonie et il ne fut naturalisé Français que le 25 octobre 1815. Engagé en 1792 à l'âge de dix-neuf ans, dans l'artillerie, capitaine d'une compagnie de canonniers auxiliaires grecs qu'il organisa à Corfou, puis, grâce à Masséna qui le prend pour aide de camp, chef de bataillon et adjudant commandant, colonel d'un régiment en 1812, promu général de brigade en 1813 sur la proposition de Clauzel qui louait son zèle assidu, il avait reçu le commandement des Basses-Alpes au mois de juillet 1814.

Ce fut le 3 mars, à trois heures de l'après-midi, que Duval sut, non sans une très vive surprise, le débarquement de Napoléon. Il ne communiqua la nouvelle qu'à Loverdo, et le général, lui aussi, ne cacha pas son étonnement : l'apparition soudaine

(1) Voir La *Revue Bleue* des 1er et 15 mars 1924.

de Bonaparte, disait-il, lui paraissait tenir du fabuleux. Les deux hommes s'entendirent aussitôt; l'un et l'autre furent d'avis qu'il fallait concentrer au chef-lieu du département les moyens de défense. Loverdo n'avait que 132 hommes d'infanterie. Il décida de les laisser à Digne pour les porter ici ou là selon les événements ou selon les ordres qu'il recevrait de Masséna. En attendant, avec ce qu'il pouvait rassembler de cavaliers, il irait éclairer la route de Castellane. Il ordonna donc de réunir à Digne la compagnie de gendarmerie, dispersée par brigades, et, pour ne pas inquiéter la population, il fit répandre le bruit qu'il organisait une grande battue contre les déserteurs.

Duval et Loverdo se sentaient toutefois impuissants. Aussi gardèrent-ils le secret sur l'entreprise de Napoléon. Le préfet avait invité ce soir-là quelques personnes de Digne; il causa de choses indifférentes et, avec un air d'insoucience, prolongea jusqu'à onze heures sa partie de billard.

Mais le 4 mars, à 4 heures du matin, arrivaient de Castellane et de Barrême deux estafettes : Napoléon était entré la veille au soir à Barrême avec une forte colonne et il occuperait Digne dans la matinée. Loverdo fit prendre les armes à ses hommes et alla tenir conseil à la préfecture avec Duval et les notables de la ville.

Sa résolution était arrêtée : il fallait renoncer à toute défense. Il ne disposait que d'un demi-bataillon ou de trois compagnies du 37e régiment qui stationnait à Antibes. Encore ces compagnies étaient-elles incomplètes puisqu'elles comptaient à elles trois 132 hommes. Elles manquaient de munitions et, si le général avait ordonné la veille au commandant de Sisteron de lui envoyer trois mille cartouches, elles n'arriveraient pas à Digne avant midi. Enfin elles ne lui inspiraient pas la moindre confiance. Quelques soldats avaient crié naguère *vive l'empereur* et Loverdo n'avait osé les punir parce que les trois compagnies avaient déclaré d'un commun accord qu'elles iraient toutes en prison. De pareilles troupes seraient-elles fidèles au devoir et à l'honneur? Pouvait-il les mettre en contact avec Napoléon? « Dans un premier moment d'étonnement », ne passeraient-elles pas à l'ennemi?

Duval conseilla de recourir à la garde nationale. Ne pourrait-on, à l'extrémité du défilé dans lequel s'engagerait la troupe de l'île d'Elbe, lui opposer les habitants de la ville ? N'avaient-ils pas assez de courage et de moyens pour soutenir le choc des impériaux et, si l'on sonnait l'alarme, la population des environs n'aurait-elle pas le temps de venir à la rescousse? Loverdo répondit que les gardes nationales étaient nulles; que les impériaux, malgré leur petit nombre, seraient toujours en forces supérieures; qu'ils auraient assez d'armes et de munitions pour surmonter tous les obstacles; que leur marche rapide paralyserait, pour ainsi dire, tous les secours.

Le préfet reprit la parole. Ne pourrait-on du moins résister à Sisteron, en arrière de Digne et à sept heures de marche? Sans doute la citadelle de Sisteron n'avait plus aucune valeur et ses vieux canons sans affûts gisaient abandonnés sur le sol. Mais ne serait-il pas aisé de détruire le pont d'une seule arche qui traverse la Durance? Loverdo répliqua qu'il faudrait avoir du temps et des moyens pour faire sauter le pont; que, s'il était détruit, la troupe de l'île d'Elbe saurait soit se servir des bacs sur la Durance soit démolir des maisons et abattre des bois à Sisteron même ou bien en dessus ou en dessous de la ville pour former des radeaux. Duval se rendit aux raisons du général : sur cet article, disait-il, Loverdo était seul juge.

Dès 5 heures et demie du matin, une estafette envoyée par Duval et Loverdo prenait le chemin de Sisteron et de Gap; dans la journée du 4 mars, on sut à Sisteron qu'il était inutile de se défendre et à Gap que Napoléon marchait sur Digne.

C'est ainsi que Loverdo et Duval abandonnèrent le chef-lieu des Basses-Alpes. Ils annoncèrent qu'ils transportaient à Valensole, à dix lieues de là, sur la route de Marseille, la caisse du receveur général et que cette caisse serait escortée par les trois compagnies du 87e. C'était, disait Duval qui faisait volontiers des phrases, soustraire la caisse à la déprédation et le demi-bataillon à la défection; c'était, ajoutait Loverdo, rejoindre les troupes du roi qui déboucheraient dans la Basse-Provence.

II

La résolution de Loverdo causa la plus grande surprise dans la région.

Le 2 mars, d'Antibes, le colonel du génie Paulin encourageait à la résistance tous les officiers qui dépendaient de sa direction, et il pensait que le capitaine Lavocat, qui commandait l'arme à Sisteron, saurait arrêter la marche de la colonne elboise. La réponse de Lavocat le remplit de douleur et d'indignation. Loverdo évacuait Sisteron et envoyait sur le chemin d'Aix tous les approvisionnements de la citadelle et tout ce qui appartenait au génie! Paulin n'en revenait pas. Le pont de Sisteron, disait-il, était enfilé par les feux d'une tour qui lui faisait face; il ne pouvait être abordé que par quinze ou vingt hommes de front qui ne se seraient déployés qu'avec peine et qui n'auraient pu tenir contre la fusillade de la citadelle; enfin, il pouvait être détruit par la mine sur une largeur suffisante en l'espace de quelques heures.

« Que penser, s'écriait Paulin, d'une manœuvre pareille? On quitte bénévolement le point où l'on peut combattre avec un immense avantage les troupes de débarquement et arrêter leur mouvement! On leur offre le libre passage de la Durance, le seul passage qui se trouve sur cette route difficile ! Et, par suite, Napoléon voit s'ouvrir devant lui les portes de Grenoble et vole sans obstacle sur Paris ! »

Le général Rostollant, qui commandait à Gap, fit de semblables réflexions : « Si Loverdo, écrivait-il, s'était retiré sur Sisteron pour détruire le pont de la Durance, la marche de Napoléon aurait été arrêtée au moins de quarante-huit heures, ce qui aurait donné le temps aux forces de Marseille d'arriver ; Bonaparte aurait été obligé de fuir.»

Deux enfants du pays, Barras et Vitrolles, portaient le même jugement.

Barras ne comprenait pas que Loverdo se fût sauvé vers Valensole : n'était-ce pas donner à Bonaparte la facilité de franchir l'inexpugnable position de Sisteron?

Quant à Vitrolles, il comptait que Sisteron arrêterait Bonaparte. « Certes, remarquait-il, Napoléon, en voyant ces roches escarpées, ce passage resserré entre deux murailles à pic, ce pont, le seul jeté sur la Durance depuis sa source jusqu'à son embouchure près d'Avignon, cette ville d'une seule rue taillée sur le flanc de la montagne, cette vieille citadelle qui environne le sommet de ses noires murailles, certes, Napoléon dut frémir à l'aspect de tels obstacles, même après les avoir franchis ! »

Pareillement, et à mots couverts, la municipalité de Digne accusait plus tard Loverdo : qui donc avait, sans la moindre résistance, ouvert à Bonaparte l'insurmontable barrière de Sisteron et de la Durance ?

La population de Sisteron ne croyait-elle pas, le 4 mars 1815, que Loverdo viendrait lutter au pied de la citadelle, qu'il ferait ses efforts, de Digne à la Durance, pour mettre les impérialistes en échec et ralentir leur marche?

Le maire de Sisteron ne croyait-il pas, lui aussi, que Loverdo ne demandait des munitions et n'appelait la gendarmerie que pour retarder les progrès de l'usurpateur et tenir avec la garde nationale de Digne et les compagnies du 87e jusqu'à l'arrivée des « secours étrangers » ?

Cambronne, qui vint le premier et en toute diligence occuper le fameux pont, ne s'est-il pas félicité d'avoir franchi l'obstacle sans coup férir et ne disait-il pas au matin du 5 mars à Fortuné de Laidet : « Un défilé comme celui-là et quelqu'un comme vous, et nous ne passions pas ! »

Masséna s'est exprimé de même. Lorsqu'on le blâma d'avoir laisser passer Napoléon, il objecta qu'il était trop loin et qu'un grand intervalle le séparait de l'Empereur. Mais, ajoutait-il, pourquoi ne pas mettre en cause le général qui commandait le département des Basses-Alpes ? Sans doute, la conduite de Loverdo avait paru sans reproche ; on l'avait applaudi, on l'avait récompensé ; c'était Masséna, et non Loverdo, qu'on avait inculpé. Pourtant Loverdo était à portée de combattre ; pourquoi n'avait-il pas combattu ?

III

Aux critiques dont Loverdo fut l'objet se joint une singulière accusation que l'histoire n'a pas reproduite et que l'histoire doit reproduire.

Selon Montholon (1), l'Empereur aurait, à Sainte-Hélène, raconté que Loverdo s'offrit à lui. Le 3 mars, à Castellane, un émissaire vint de Digne dire à Napoléon que Loverdo désirait le grade de lieutenant général et une somme de cent mille francs dont il avait besoin pour gagner ses officiers. « Jamais, répondit Napoléon, un grade ne sera sous mon règne la récompense d'une défection ; mais si Loverdo veut deux cent mille francs, je les lui donne ». L'émissaire porta les deux cent mille francs à Loverdo qui livra la route de Sisteron.

Ces mots de Montholon semblent confirmés par certaines assertions de Pons. Dans son *Mémoire aux puissances alliées* Pons écrit que Loverdo aurait été, si Napoléon l'avait voulu, le premier général qui se serait rangé sous le drapeau impérial. Suivant Pons, le 3 mars, à Castellane, un notable de Digne vint trouver Napoléon et l'assurer du dévouement de Loverdo. A ce discours, ajoute Pons, l'Empereur hocha la tête d'un air de doute. Mais le personnage lui affirma que quelques jours avant le débarquement, à Champtercier, dans un dîner chez Mme Desmichels, Loverdo avait porté la santé de Napoléon et souhaité le brillant retour des aigles de la France. Le lendemain, Pons partit en mission pour Marseille. « Vous rencontrerez Loverdo sur votre chemin, lui aurait dit Napoléon ; ce maréchal de camp, que j'ai dans le temps destitué, m'aurait conduit les troupes qu'il avait sous ses ordres si j'avais voulu le nommer lieutenant général. Ces troupes me seraient utiles ; elles m'ont tenté. Mais je n'ai pu marquer mon retour au milieu de mes compagnons d'armes par une espèce de capitulation avec quelqu'un que je n'avais pas voulu laisser dans leurs rangs. » Napoléon aurait ajouté : « Monsieur Pons,

(1) Il semble que personne n'ait jusqu'ici ouvert le tome premier de ses *Récits* à la page 227 : le général X... qui commande le département, c'est évidemment Loverdo.

ne craignez pas Loverdo ; garantissez-lui ce qu'il demande, et vous serez son maître. Mon opinion sur lui est fondée sur des faits. Ne le fuyez pas, ne le cherchez pas ; mais servez-vous de lui, s'il vous devient nécessaire. Peut-être ferez-vous bien de l'emmener avec vous à Marseille ; sa présence vous mettrait à l'abri des dangers. »

Tels sont les témoignages de Montholon et de Pons. Il faut les récuser. Montholon est très sujet à caution ; il a commis de graves erreurs, et il cite, par exemple, lorsqu'il parle de sa mission à Würzbourg, des instructions qu'il n'a sûrement pas reçues. Quant au bonhomme Pons, emphatique et verbeux, imaginatif et vague, il n'est pas toujours digne de créance. Il dit que Loverdo aurait connu dès le 1er ou le 2 mars le débarquement de Napoléon ; or, Loverdo n'a su la nouvelle que dans l'après-midi du 3 mars, et, si un notable de Digne est allé porter des propositions du général, ce personnage n'a pu rencontrer l'Empereur à Castellane.

Si Loverdo s'était laissé corrompre, comment expliquer qu'après l'entrée de Napoléon à Digne, Bertrand ait le 4 mars envoyé de cette ville, au général, une lettre ainsi conçue : « L'Empereur a appris avec plaisir que vous commandiez à Digne. S'il en avait été informé plus tôt, il vous eût prévenu de sa marche. Il me charge de vous mander qu'il désire voir un de ses anciens soldats de l'armée d'Italie et vous engage à venir lui parler. Vous serez toujours libre du parti que vous voudrez prendre ». Bertrand aurait-il tenu ce langage si Napoléon avait vu Loverdo la veille et fait marché avec lui ?

Comment expliquer ce second ordre que Bertrand envoie de Digne le 4 mars au chef de bataillon Chauveau qui vient de quitter la ville ? : « L'Empereur ordonne que M. le chef de bataillon Chauveau, avec trois compagnies du 87e, se rende auprès de lui à Digne pour se réunir aux braves de la garde impériale et marcher avec l'aigle. » Bertrand aurait-il envoyé cet ordre à Chauveau si Loverdo avait pactisé la veille avec Napoléon ? Et Chauveau n'était-il pas dévoué aux Bourbons qui l'avaient promu l'année précédente officier de la Légion d'honneur, dévoué à Loverdo qui ne l'oublia jamais et qui le fit nommer en 1820 chevalier de Saint-Louis pour ses « longs et honorables services » ?

Au reste, si Loverdo a été payé par l'Empereur, pourquoi s'est-il sur-le-champ tourné contre lui ? Pourquoi s'est-il mis aux trousses des impériaux ? Pourquoi s'est-il battu dans les Basses-Alpes contre les napoléonistes avec une sorte d'acharnement ?

Suivons-le dès qu'il a quitté Digne. Il n'abandonne pas la partie. Une fois ses trois compagnies à l'abri, il court à Malijai où il trouve dix-huit gendarmes à cheval qu'il avait appelés la veille, et avec cette escorte, durant la journée du 4 mars, il tâche de connaître exactement les forces de l'ennemi. Toute la nuit du 4 au 5, il reste dans les environs de Malijai. Le 5, il se porte sur Les Mées, Peyruis et Oraison sans cesser d'observer de loin les mouvements des impériaux.

Ses lettres, que nous avons, exposent les motifs qui déterminèrent sa conduite.

Il est d'abord troublé ; il ne sait quel parti prendre, ne sait à quoi s'en tenir ; il attend avec impatience les instructions de Masséna et il se doute bien qu'elles ne viendront pas ; il va donc où les événements l'obligent d'aller. Le 4 mars, à 5 heures du matin, il apprend que Napoléon a demandé la veille à Castellane cinq mille rations de vivres et nombre de voitures, que Napoléon vient de quitter Barrême, que Napoléon sera dans quelques heures à Digne, et Loverdo s'alarme de cette marche rapide d'une troupe qu'il évalue à deux ou trois mille hommes. Il est bon militaire, et il devine que l'Empereur, ne faisant que passer, se dirige vers Sisteron. Aussi, s'il pouvait, se porterait-il sur Sisteron pour barrer à l'envahisseur le pont de la Durance. Mais il n'ignore point que Sisteron n'est pas en état de défense, et il croit qu'il n'aura pas le temps de faire sauter le pont parce qu'il sera suivi de près par un adversaire très prompt et très actif. Il prévoit que ses 132 hommes ne tiendront pas contre leur ancien général, contre ce Napoléon que « la séduction précède, accompagne et rend formidable », et il va les placer « en lieu de sûreté et hors du passage ». Il ne se trompe pas d'ailleurs sur les dispositions de la population civile. Les notables de Digne ne l'ont-ils pas prié de ne commettre aucun acte d'hostilité contre Napoléon pour « épargner au département les derniers désastres », et les notables de Sisteron ne lui feraient-ils pas les mêmes instances ? Loverdo se jette donc de côté avec son demi-bataillon du 87e, et le chemin qu'il prend le mène au devant de ses renforts, au devant des troupes que Masséna lui envoie.

IV

Le 4 mars, à 6 heures du matin, Loverdo avait quitté Digne, et Duval lui avait donné rendez-vous à Malijai lorsqu'à 10 heures arriva de Barrême un cavalier vêtu de vert qui fut aussitôt arrêté et mené à l'hôtel de ville.

C'était Emery. Il comparut devant Duval à qui se joignent le maire et les adjoints, le président de la cour d'assises, le procureur du roi, le président du Conseil général, le capitaine de la gendarmerie et un grand nombre d'habitants. Mais tout ce monde n'intimida pas le jeune chirurgien.

Interrogé par Duval, il montra son passeport déli-

vré par le maire de Castellane et déclara qu'il était allé rendre visite à sa sœur mariée à Grasse, qu'il regagnait Grenoble où il exerçait la médecine, qu'il avait dans cette ville un frère utérin nommé Répiton, gendre de l'avocat Bernard. Le préfet lui demande ce qu'il avait vu sur sa route ; Emery raconte que la troupe de l'île d'Elbe était la veille à Castellane où le maire avait dû lui fournir cinq mille rations, qu'elle n'avait pas encore atteint Barrême, qu'il n'avait aperçu sur la place de Barrême dans les environs de son auberge que quelques soldats en bonnet à poil.

Sur le champ Duval l'accuse de mensonge : deux messagers, deux hommes sûrs, venus l'un de Castellane, l'autre de Barrême, affirmaient que la troupe de l'île d'Elbe ne comptait pas cinq mille hommes et qu'elle était la veille à 11 heures du soir à Barrême. « Vous êtes, dit Duval à Emery, un émissaire que l'ennemi envoie pour nous induire en erreur et sur son nombre et sur le moment de son arrivée. »

Le préfet se disposait à remettre Emery entre les mains du capitaine de la gendarmerie. Mais le procureur du roi Vallet avait habité Grenoble, il se rappela qu'il avait dîné avec Emery, il répondit de lui et obtint la permission de l'emmener dans son logis ; peu d'instants après, Vallet reparut. Il voulait s'entretenir en particulier avec le préfet et le président du Conseil général, M. de Berre. « Messieurs, leur dit-il, M. Emery m'a révélé qu'il est chirurgien dans la garde de Napoléon et qu'il la précède de quelques pas. Son arrestation ne serait d'aucune utilité et ne produirait certainement d'autre effet que d'attirer des actes de ressentiment et de vengeance sur notre ville et sur les autorités qui doivent y rester pour maintenir l'ordre ». Duval et M. de Berre approuvèrent le procureur du roi. Pourquoi ne pas relâcher Emery ? Qui pourrait-il tromper sur son chemin ? La dépêche envoyée cinq heures auparavant par Duval et Loverdo avait mis en éveil toute la ligne de Sisteron à Gap. Le chirurgien fut remis en liberté.

Une demi heure plus tard le lieutenant de gendarmerie annonçait que la pointe d'avant-garde de la colonne elboise apparaissait. Duval, avec son secrétaire général, le payeur, le sous-inspecteur des eaux et forêts, le commissaire des guerres du département et les gendarmes, se retira sur la hauteur de Champtercier, à une heure de Digne, dans une maison de campagne. De là, il voyait toute la vallée et les coteaux environnants ; de là il pouvait apprendre sans retard tout ce qui se passait à Digne et observer la marche des troupes impériales.

V

Napoléon entra donc à Digne le 4 mars par la porte des Bains. Il était midi ; les tambours de la garde battaient ; des Polonais et des Grenadiers marchaient en avant de l'Empereur et refoulèrent les habitants qui se pressaient dans l'étroite rue de la Mère-de-Dieu, si étroite qu'en plusieurs endroits deux cavaliers n'auraient pu passer de front. Des femmes étaient aux fenêtres. L'une d'elles, voyant les officiers de l'escorte, s'écria soudain en langue provençale : « Dire qu'il y a là des beaux généraux et que nous ne savons lequel est notre empereur. » Napoléon entendit l'exclamation ; il leva les yeux vers la dame, ôta son chapeau et dit en souriant : « C'est moi, Madame ».

Il descendit à l'hôtel du *Petit Paris* et envoya chercher Duval : le préfet, répondit-on, était en tournée. L'Empereur fit alors appeler le maire et les deux adjoints.

Le maire, M. de Gascendi-Tartoun, très dévoué aux Bourbons, se tint sur la réserve.

Les deux adjoints, Itard et Estornel, furent plus expansifs.

Itard était napoléoniste et devint sous-préfet de Castellane.

Estornel, en même temps secrétaire du préfet, et, lui aussi, bonapartiste, était un jeune homme de trente-et-un ans. Il appartenait au val de la Sasse dont les habitants avaient acheté à bas prix tous les bons nationaux en écartant avec soin les acquéreurs étrangers. Napoléon goûta sa conversation. « Vous me plaisez, lui dit-il en le congédiant, je vous ferai préfet », et c'est à Estornel qu'il fit cet aveu : « Mon sort dépend de l'armée ». Quelques semaines plus tard, Estornel était nommé sous-préfet de l'arrondissement de Digne, puis préfet intérimaire du département, et le général Terrier louait son zèle, ses connaissances, ses talents, son attachement à l'Empereur et la confiance qu'il inspirait au pays. En 1815, même en 1816, Estornel, maître des trois cantons de la Sasse, La Molta, Claret et Turriers, brava les royalistes qui le nommaient l'énergumène, l'incurable révolutionnaire et le mauvais génie de la vallée.

L'Empereur se fit de même présenter ses principaux partisans, le directeur de la poste Roustan et le receveur général Lavelesse.

Il s'efforça de rallier à sa cause les anciens militaires.

Le matin, à Bedejun, il avait appris qu'un de ses plus vaillants soldats, un de ses meilleurs colonels de cavalerie, Alexis Desmichels, mis en demi-solde, habitait Champtercier, et il s'était hâté de le mander à Digne. Mais le 4 mars 1815, Desmichels était à

Paris et nous savons exactement ce qu'il faisait ce jour-là : il rendait visite au lieutenant général Nignolle, déjeunait avec Flahaut et assistait à la représentation du Théâtre Français ; il n'a donc pu, comme on l'a prétendu, aller au devant de Napoléon. Sa femme reçut le message impérial. Elle prit aussitôt le chemin de l'hôtel du *Petit Bois*.

C'était une jeune et charmante Polonaise aux yeux bleus, au doux regard, à l'air souriant, et qui joignait à sa beauté, dit-on, un esprit remarquable. Durant la campagne de 1807, dans son village de Chvatovo, près de Gnesen, elle avait soigné Desmichels blessé et l'officier français avait aimé et épousé sa garde-malade.

Elle ne cachait pas son émotion lorsqu'elle partit pour Digne. Les cinq kilomètres qui séparent Champtercier de la ville lui parurent cinq lieues, et le cœur lui battait quand elle monta l'escalier qui menait à l'appartement de Napoléon. Mais l'accueil que Bertrand et Cambronne firent à la femme de leur compagnon d'armes, lui rendit un peu d'assurance.

« Où est votre mari ? lui demanda Napoléon.

— A Paris, Sire.

— Tant mieux ; il me sera plus utile là-bas que dans ce pays-ci.

— Sire, je puis témoigner de son dévouement absolu à Votre Majesté ».

L'Empereur s'entretint avec Mme Desmichels des sentiments de la population. Elle lui dit que le Dauphiné était entièrement favorable à la bonne cause ; que, même si le général Marchand qui commandait à Grenoble, tentait de résister, les habitants ouvriraient les portes de leur ville au grand Napoléon. Au sortir de l'hôtel, elle rayonnait de joie, et plus tard elle racontait qu'elle n'aurait jamais cru se tirer d'affaire si facilement.

Peu de jours après, Napoléon nommait lieutenant le neveu de Desmichels, le sous-lieutenant Marius Aussie, et le prenait pour officier d'ordonnance : c'est l'Aussie qui suivit l'Empereur sur le *Bellérophon* et que les Anglais débarquèrent à Gênes, au lieu de le mener à Sainte-Hélène.

Quant à Desmichels, la première Restauration l'avait fait au mois de novembre chevalier de Saint-Louis, mais lorsqu'il désira soit un régiment, soit le brevet de maréchal de camp, Soult répondit qu'il n'avait pas assez d'ancienneté de grade. Desmichels courut donc au devant de Napoléon débarqué. Le 6 mars il partait de Paris et le 11, il rencontrait l'Empereur à Lyon. Le 24, il recevait le commandement du 4e régiment de chasseurs à cheval vacant par la démission d'Hélion de Vence. Au bout d'un mois il voulut avoir le grade de maréchal de camp que Clauzel et le prince Eugène avaient déjà demandé pour lui : « permettez, écrivait-il au ministre Davout, que je conserve mon régiment pour consacrer les bienfaits de l'Empereur, sans préjudice de ma confirmation au grade de maréchal de camp. » Davout fit un rapport favorable ; il rappelait que Desmichels était un des officiers les plus braves, les plus intelligents, les plus dévoués à l'Empereur, un bon colonel de guerre qui connaissait son métier et savait maintenir la discipline. Mais le rapport daté du 21 juin — trois jours après Waterloo — la nomination de Desmichels ne fut pas signée et, eût-elle été signée, les Bourbons l'auraient annulée.

Un autre enfant de Digne, Antoine Julléan, naguère capitaine dans la vieille garde au 6e régiment de voltigeurs et depuis 1814 chef de bataillon au 39e régiment qui tenait garnison à Embrun, était le 4 mars 1815 en congé dans sa ville natale. Son oncle, Jean Jullien, officier de la gendarmerie, montrait un grand dévouement aux Bourbons. Mais son beau-père David, juge de paix à Aunot, témoignait le plus vif attachement à la cause impériale. Napoléon fit venir Antoine Jullien et le chargea de s'aboucher avec le général Tostollent qui commandait le département des Hautes-Alpes et le colonel Daries qui commandait le 39e régiment. Rostollant et Daries ne voudraient-ils pas se prononcer pour l'Empereur ? Ils avaient abandonné Gap pour se réfugier à Embrun. Ne pourraient-ils quitter Embrun avec le 39e et revenir à Gap où Napoléon les attendait le 5 mars ?

Après une longue conférence avec Napoléon, Antoine Jullien se rendit à Embrun.

Cette démarche décida de son avenir. La seconde Restauration refuse de l'employer. C'était pourtant un très bon officier, zélé, instruit, distingué ; le général Maucomble le recommandait fortement ; ses chefs louaient sa belle tenue militaire ; il avait fait les campagnes de la République et de l'Empire ; atteint de la peste en Égypte, blessé à Saint-Jean-d'Acre, à Aboukir et à Leipzig, il reçut à la fin de 1813 la croix d'officier de la Légion d'honneur. Mais après les Cent jours, il fut accusé d'avoir servi l'usurpateur et répandu de Digne à Embrun les proclamations impériales.

(*A suivre.*)

Arthur CHUQUET,
Membre de l'Institut.

L'ESPRIT DÉMOCRATIQUE FRANÇAIS EST-IL MORT ? (1)

Mais, dira celui-ci, où voyez-vous, homme de peu de foi, que la démocratie soit épuisée ou nos généreux principes contredits ?

— Ce n'est pas la négation directe qui est nouvelle, mais c'est bien plutôt que les questions se déplacent. Elles ne se posent plus de même sorte, ni de même biais. Des formes de problèmes qu'on tenait jadis pour cardinales et qui retenaient toute la doctrine comme l'ancre du salut ne retiennent plus l'intérêt public qui s'accroche à d'autres énigmes. Ce n'est pas que les principes soient renversés, mais ils sont gauchis.

Où l'esprit de 48 a souffert, c'est dans son universalité. Toute doctrine fondée sur la raison repose sur le postulat de l'unité formelle de l'esprit. Or, l'unité du genre humain a subi sous nos yeux quelques déchirures. Encore cette déception est-elle le moindre mal. C'est peu que l'homme se soit montré ces derniers temps moins raisonnable que les rationalistes ne l'espéraient ; mais surtout par le triomphe universel des nationalismes, l'humanité apparaît dans sa diversité et l'on vient à se demander si elle sera réductible à l'unité.

Les illusions des fils de 48 ont été percées en deux points :

D'abord des doutes ont paru sur l'unité politique du genre humain, sur la docilité des hommes à accepter une même loi. Entraînés dans la mode du bergsonisme, les peuples cherchent le principe de leur conduite et de leurs lois, non dans la raison commune mais dans leur sensibilité propre. Comment espérer jamais fermer la couronne universelle sur le front souverain de la Raison quand on voit dressées les unes contre les autres une Raison Latine, une autre Slave, une autre Yankee, quand ce n'est pas ailleurs une Raison Wallonne et une Raison Flamingante ; et toutes, n'ayant rien en commun que leur souci de proclamer qu'elles n'ont rien de commun et que leurs frontières sont impénétrables ?.

Et secondement la densité politique de la France dans le monde a diminué, par des raisons démographiques, c'est-à-dire par une série de faits dont les raisons sont politiques ou encore économiques, à moins que vous ne préfériez les suivre dans l'ordre moral ou même religieux : vous avez le choix des motifs. Mais le fait est là.

Comment, dans la pensée des révolutionnaires et de leur postérité, l'indépendance des peuples est-elle sortie naturellement de l'indépendance des individus ? C'est ce qui ne fut jamais expliqué que dans la mystique. Dans leur esprit, à la vérité, les choses allaient fort simplement. Ils croyaient dur comme fer, sur la foi du cher Jean-Jacques, à la bonté originelle de l'homme, mais ils croyaient bien plus fort encore à la bonté foncière des peuples. L'oppression d'un peuple étranger, ce ne pouvait être que tyrannie, et le fait d'un tyran. En sorte qu'abattre la tyrannie, c'était abattre d'un seul coup toutes les oppressions, étrangères et despotiques, et fonder toutes les libertés, la liberté politique et la liberté nationale.

Mais les mouvements nationaux, qui sont les grands événements de la deuxième moitié du XIXe siècle, ne sont pas directement dérivés des principes de 89, ni même de 48. On n'aperçoit pas ici de filiation légitime, ni même naturelle. Entre la liberté politique du citoyen et la liberté nationale d'un peuple à l'égard d'un autre peuple, il n'y a qu'une analogie verbale, c'est-à-dire, exactement et au plus juste, une confusion. Les Français sont partis en guerre cent fois pour briser les fers des peuples en servitude. C'était générosité de nature d'abord, mais c'était aussi la foi que les peuples ne pouvaient sortir de l'oppression que pour courir aux lois de la raison. Mais les peuples affranchis, et avant même qu'ils le soient, se moquent de la raison et de la loi universelle, prétendent parfois opprimer les autres ; et en tous cas, loin qu'ils brûlent de se rapprocher de la règle universelle, ils ne chérissent au contraire que leurs propres sentiments, leurs propres idées et leurs propres lois, méprisant celles des autres quand ils ne les combattent pas. Les nations qui surgissent apparaissent comme des négations de l'universelle fraternité, plus énergiques peut-être que ne furent jamais les religions elles-mêmes.

Chacun s'installe dans son abri national, lui, ses biens et ses droits, ou plutôt chacun compte sur soi, un peu sur sa loi nationale et non pas du tout sur l'univers. Il n'est plus vrai que l'homme ait une sensibilité nationale et une intelligence universelle. Je ne désespère pas de voir quelque jour des mathématiques nationales ; comme les Anglais, chaque peuple tiendra peut-être le système de numération de son voisin pour hérétique et méprisable.

Est-ce à dire que l'internationalisme ait disparu ? Non pas. Bien des regards, bien des espérances restent fixés, grâce à Dieu ! sur la pâle étoile qui brille au-dessus de Genève. L'internationalisme n'est exclu ni de la pensée des hommes, ni de la réalité de la vie publique : les alliances qui limitent les souverainetés, les caprices du change qui nous secouent

(1) Voir le numéro du 3 mai 1924.

assez durement chaque jour pour nous rappeler que les valeurs des richesses sont internationales ; la formation des groupes de peuples, par races ou par civilisation, mille choses encore, nous montrent la survivance de l'internationalisme dans la tour de Babel de notre siècle. Il est peu de problèmes politiques contemporains qui ne soient réductibles à l'opposition du nationalisme et de l'internationalisme.

Nous avions laissé tous les beaux esprits de la politique, docteurs et auteurs, empêtrés dans la question des droits de l'individu et de l'Etat. Aucune ne déchaîna de plus longues tempêtes, aucune ne souleva plus de brouillards. Interventionnisme ou non interventionnisme, disaient les sociologues qui trouvent moyen de parler dans toutes les langues une langue barbare, étatisme ou individualisme, socialisme ou propriété, démocratie et liberté, n'était-ce pas le lieu commun des disputes ? Je ne dirai pas encore : Qui y songe, aujourd'hui ? Mais l'actualité en est un peu évaporée, comme celle de Dieu au temps de Buloz.

Parlez-moi nationalisme et internationalisme ! Voilà qui déchaîne les passions ! Essayez d'y toucher, n'importe en quel sens ; vous verrez les réactions. Et je ne dis pas non plus que cette nouvelle dispute ne soutienne aucun rapport avec les principes chéris par nos devanciers et par nous-mêmes : je dis seulement qu'elle n'en sort pas directement et qu'il y a, des uns à l'autre, déviation plus que filiation.

Droits individuels et droits sociaux et leurs limites : c'était presque toute la pensée et la pratique politique d'hier. Nationalisme et internationalisme et leurs limites : c'est presque toute la bataille d'aujourd'hui et de demain. Les problèmes sont déviés et déplacés. Aussi n'ai-je pas dit que les vieux principes fussent contredits, mais qu'ils sont contrariés.

Et les nations entrent dans la vie publique avec leurs idées, qui se dispensent parfois de se soumettre aux vôtres. Certains de ces peuples ont eu l'impertinence d'intervenir non pas seulement avec leurs armées dans la politique active et quotidienne, mais avec leurs idées dans la politique doctrinale. Soupçonnait-on, il y a cinquante années, ce que pouvait être l'hygiène ? Peu, ou point. Or, elle vous menace de toutes parts, si j'ose dire, et vous devrez accueillir cette étrangère. Car vous ne doutez pas qu'elle ait paru pour la première fois, sinon dans la vie privée au moins dans la vie publique, hors de chez vous. Les Scandinaves s'en parent avec un juste orgueil ; elle est volontiers suédoise, comme la gymnastique.

Et ne croyez pas que vous en serez quittes à bon marché, qu'il suffira de faire sa place à cette divinité étrangère et de lui consacrer distraitement un ministère nouveau. Ce n'est pas une simple rallonge à votre politique, comme la législation sur la vitesse des automobiles. Non, c'est tout un système qui va bousculer vos principes et faire sauter vos droits individuels. On viendra chez vous examiner, compter, analyser ce que vous buvez, ce que vous mangez, purifier votre logement et surveiller vos mœurs, au nom de l'hygiène, de la santé de la race, de l'eugénique. La règle nouvelle, encadrée de la lutte contre l'alcoolisme, appuyée sur le féminisme qui presque partout la conduisit au triomphe, rogne votre liberté dans une mesure que vous ne soupçonniez pas et que d'autres peuples subissent à merveille. Cette énumération d'idées voisines : hygiène, antialcoolisme, féminisme, ne suffit-elle pas ? Tout cela est importé, tout cela dérive de mœurs et de pensées étrangères. Si bien que d'autres peuples vous jugent moins civilisés qu'eux-mêmes précisément parce qu'ils accordent la première valeur à ces « signes extérieurs ». Mettons, si vous le voulez, qu'il y a là toute une mode politique qui pour n'être pas née chez nous — grande nouveauté ! — fait tout de même quelque figure dans le monde.

Et nous voici par ce passage au seuil de l'autre observation, plus cruelle, qui menace le vieux système dont nous étions si justement fiers : la diminution de la densité universelle de la pensée politique française. N'allez pas crier trop vite : Décadence et funeste gouvernement ! Je vous répondrais : Démographie d'abord et déplacement des masses.

L'esprit français apparaissait naguère dans le monde qu'il effrayait ou enflammait, comme le conducteur de la démocratie. Mais la démocratie, c'est le Nombre, et un peuple qui n'a plus le Nombre peut-il demeurer le guide de la démocratie universelle ? J'entends que vous invoquez la Suisse, et vous pourriez ajouter la Norvège, qui sont de petits peuples, plus démocrates que nous tous. Mieux encore : Rousseau n'a-t-il pas interdit la constitution populaire aux peuples nombreux ? L'état populaire, la pauvreté, la vertu et le particularisme montagnard lui semblaient compagnons inséparables. — Je m'incline, mais ne me rends pas. Car je vous prie de considérer la marche des idées démocratiques dans le monde moderne : elle est commandée par la démographie.

Quand la France était la grande puissance révolutionnaire, elle était aussi le plus peuplé des Etats de l'Europe. La démocratie alors avait son Exécutif et comme son centre : c'était à Paris, au faubourg Antoine. L'industrie est venue qui a changé tout cela. De tous les grands pays du monde, la France

est la seule qui ne soit pas une puissance massive. Les masses sont partout ailleurs : Allemagne, Russie, Italie, Angleterre, Etats-Unis. L'industrie française est faible par le nombre et par la taille auprès des géants voisins aux monstrueuses usines. Grandirait-elle, qu'elle ne trouverait pas chez elle ses ouvriers. Population à l'aise, pas de misère, pas de chômage, nulle âpreté dans la révolte, une douceur de vivre générale ; chacun dans son petit enclos, et peu de souci du confort. La grande nation révolutionnaire est devenue conservatrice dans ses mœurs, qui engendrent les idées. C'est ailleurs aujourd'hui que s'élèvent les grandes constructions des lois sociales, c'est d'ailleurs que s'élèvent, de millions de poitrines, les hymnes révolutionnaires. Le sceptre, la couronne, les insignes de la démocratie que le peuple de Paris avait arrachés à la Bastille sont maintenant dispersés : ni dans l'ordre économique, ni dans l'ordre démocratique, la France n'est plus à l'échelle du monde.

* *

Direz-vous qu'il importe peu que d'autres accomplissent avec nous ce que seuls nous avons conçu et persévèrent plus vite que nous dans les voies que nous avons ouvertes ? Croirons-nous que pour conserver la direction politique de l'humanité, la richesse de l'esprit français suppléera à l'indigence démographique et économique de notre pays ? Je consentirais à l'espérer si ce n'était ici le lieu où nous rencontrons une observation qui marque à mon gré le point central du débat.

Il n'est plus vrai que toutes les idées démocratiques dans le monde soient d'origine française. Une concurrence a paru depuis quelques lustres. Les Anglo-Saxons ont inventé une formule démocratique qui ne procède point de la nôtre : elle est servie dans le monde par leur nombre et par leur densité.

J'entends bien que d'autres fois déjà d'autres peuples ont apporté dans la vie politique des formules dont la force ou le succès les mettaient au premier rang ; dans l'ordre démocratique, d'autres ont proposé des systèmes rivaux des nôtres. Pour ne rappeler qu'un exemple récent, cinquante années durant le socialisme a paru couler dans le moule d'airain du marxisme ; beaucoup pensaient qu'il y trouvait sa forme définitive, assurément germanique et prussienne. D'autres, et surtout parmi les socialistes français, ont dénoncé le marxisme comme une hérésie matérialiste et aussi son éloignement des fins morales poursuivies par les réformateurs de l'école de 48. Hérésie, j'y consens, et déviation tant que l'on voudra, mais origine commune et formation voisine. Rationalisme intellectuel et affranchissement économique, c'est toujours la voie de l'esprit révolutionnaire. Ce n'est pas là deux corps simples dans la chimie des idées.

Les Anglo-Saxons, voilà une autre race politique. Le jour du XVIIe siècle où la *Mayflower* jeta sur la côte de la Nouvelle Angleterre quelques douzaines de puritains chantant des cantiques n'est pas seulement la date de la naissance d'une grande nation, c'est peut-être une journée comparable dans l'histoire des idées à celle de la prise de la Bastille. Car suivez bien, je vous prie, cette aventure et ses suites prodigieuses. Ces puritains qui viennent fonder en terre vierge un état moral et accessoirement politique ne sont pas les seuls exilés volontaires : il y a déjà, il y aura bientôt d'autres colons, différents même par la religion. Sans parler des Français qui enferment de toutes parts ces colons britanniques par le Canada au Nord et par la Louisiane, qui était alors toute la vallée du Mississipi, la Virginie n'était pas toute entière puritaine et le Maryland était colonie de cavaliers et de catholiques. Mais tous les historiens, Tocqueville, lord Bryce et Boutmy sont d'accord pour reconnaître que l'élément puritain de la Nouvelle Angleterre domina rapidement tous les autres, et fut au nouveau continent le conducteur de la vie morale et de la vie publique. C'est cette raison qui fait qu'aujourd'hui encore, à travers tant de différences, en dépit de tant de rivalités, les Britanniques et les Américains forment une unité morale, fondée sur le sentiment religieux.

Mais ce n'est pas tout et ce n'est même que le commencement. Car depuis trois siècles cette expérience fut répétée au moins trois fois au Canada, en Australie et Nouvelle Zélande, dans le Sud-Afrique. Pendant que vous étiez fort occupés à déplacer de quelques arpents les frontières européennes, la race britannique envoyait ses fils coloniser des continents vides ou déjà occupés par d'autres. Il importe peu que ces colons fussent des puritains ou des convicts ; ils partaient pour les mêmes périls, armés de la même morale, si bien qu'aujourd'hui le monde anglo-saxon, *english speaking world*, comprend : la métropole britannique, un Dominion affranchi, les Etats-Unis, et quatre Dominions (1) très fiers sans doute d'être unis à l'Empire, mais qui semblent aussi parfois hésiter entre le modèle britannique et le modèle américain, le régime impérial ou le régime affranchi. Le résultat, vous l'avez vu en 1914 quand vous avez proclamé la « guerre mondiale » : vous avez eu d'abord la surprise joyeuse de voir débarquer chez vous les Antipodes pour défendre votre cause, puis

(1) Cinq : Terre-Neuve est un Dominion.

la surprise mélangée de les voir régler à la paix vos propres affaires. Un jour de 1918, à l'appel des grandes puissances, les Ministres des Dominions ont pénétré dans le cabinet du Ministre Français des Affaires Etrangères, armés des cartes du Pacifique à si grande échelle qu'il fallait les coller au mur ; ils se sont mis sans façon en mesure de clouer leurs cartes sur les illustres tapisseries et de blesser de leurs pointes la gorge de Marie de Médicis magnifiquement gonflée par Rubens. A ce signe les vieux diplomates du quai d'Orsay comprirent eux-mêmes qu'une nouvelle période commençait dans l'histoire du monde. Et en effet, les géographes, vigies mieux placées que les historiens pour distinguer les événements qui s'avancent sur les Océans, ont annoncé que le centre de la politique universelle s'éloignait de la vieille Europe.

Dira-t-on que tout cela est de l'ordre de la puissance, et non pas de l'ordre des idées ? Je pense bien au contraire que cette unité du monde anglo-saxon est morcelée par les intérêts dans la politique quotidienne, mais qu'elle est beaucoup plus solide dans l'ordre moral. Le grand fait nouveau, ce n'est pas l'apparition de quelques Léviathans sur les mers, mais d'une vaste communauté d'intelligences politiques qui ne doit presque rien à l'esprit français.

Tous ces hommes d'abord pensent que l'homme est un animal religieux. L'affranchissement intellectuel de l'humanité n'est pas leur souci : en tous cas, c'est un objet qu'ils chassent de la politique. La religion et la morale, qu'ils distinguent mal, ne sont pour eux que façon de mettre à l'abri quelques connaissances nécessaires à l'action et soustraites à la discussion. Ici est peut-être la différence essentielle entre eux et nous. Nous autres latins, nous sommes persuadés que la suprême volupté est celle de l'esprit, et le souverain bien l'exercice de l'esprit, qui nous donnera l'explication universelle de la politique comme de toutes choses humaines. Notre objet, même dans la politique, est donc philosophique. Les Anglo-Saxons, tout au contraire. Ils ne goûtent point un exercice indéfini, puisque rien ne peut décider entre les contradictions, et qui tourne éternellement sur lui-même. En tous cas, dans l'ordre pratique et pour l'action, ils n'ont que répugnance pour ce funeste divertissement. C'est pourquoi un certain nombre de notions : Création, Rédemption, morale naturelle, sont exigibles de tous les membres de la Communauté. Un minimum théologique et en route pour l'action ! La religion est une spécialité réservée, confiée à des ministres à compétence indiscutée.

Ajoutez un autre trait, presque aussi important : ces terres nouvelles ont été terres d'asile pour les religions, pour beaucoup de religions qui, par un miracle que nous saisissons mal, ne s'y sont pas querellé : aucune en effet n'avait de privilège, ni de lien avec l'Etat. Ainsi est née dans la vie politique la tolérance religieuse. Situation bien différente de celle de l'Angleterre, où les figures des diverses confessions transparaissent au travers des partis politiques. L'Ecosse presbytérienne, le pays de Galles en grande partie Wesleyen font les majorités libérales. A la différence de la France et des pays latins, l'hégémonie de l'Eglise dominante est attaquée non par ceux qui croient moins mais par ceux qui croient plus et s'efforcent de renforcer le sentiment religieux. Mais en Angleterre même, l'existence commune de ces diverses confessions a contribué à répandre dans l'esprit public la pensée que le citoyen est obligatoirement rattaché à une religion, qu'il est libre de choisir.

Voilà en tous cas, chez les Anglo-Saxons, une humanité nouvelle. Plus pieuse, je n'en sais rien. Mais religieuse en son fonds, sans aucun doute. Disons tant qu'il vous plaira qu'elle a séparé la mystique de la religion, que par son sens pratique, par sa recherche d'une religion « qui puisse être prêchée » pour les usages quotidiens, elle l'a réduite à la morale, et qu'en un sens elle a donc fait une religion rationaliste. Il reste qu'elle considère toujours l'homme comme un animal religieux, la communauté des hommes comme une communauté religieuse et que le rationalisme conçu comme l'objet philosophique et la fin dernière de la doctrine politique lui est parfaitement inintelligible.

Vous êtes donc séparés de ceux-ci au point de départ, ou mieux au point d'arrivée de la politique. Ajoutez cette autre remarque que tout leur développement historique est fort éloigné du vôtre. Tout ce qui, dans la masse de vos idées politiques, tourne autour de l'idée de frontière, et c'est beaucoup, leur est à peu près étranger. Car voyez encore ce hasard géographique et calculez, si vous le pouvez, ses suites dans la politique. Depuis trois siècles la Grande-Bretagne n'a plus de frontières terrestres. Et dans les continents vides, comme est l'Australie, comme fut à peu près l'Amérique avant la conquête de l'Ouest, comment imaginer ce que peut être une frontière ? On y extermine des races autochtones, on ne se bat pas entre voisins. Dans une telle histoire, point d'institution militaire : c'est seulement quand on se laisse attirer dans notre politique continentale si sottement enchevêtrée qu'on est contraint d'appeler le ban et l'arrière ban. On forme alors une armée immense qui dure l'espace d'un matin, et qui se dissout toute seule avec une splendide aisance, celui-ci retournant à son usine, celui-là à sa ferme. Ces peuples ignorent la conscription,

la contrainte militaire, l'obéissance passive du citoyen à la caserne, toutes choses odieuses aux démocraties. Et ils tiennent cet affranchissement pour une fierté nationale.

Ils seront donc pacifistes et mettront au premier rang de leur doctrine le règlement pacifique des conflits internationaux. Ils sont voués à la lutte économique, où les porte leur passion, comme la vôtre vous porte aux luttes d'idées ; et les rapports du politique et de l'économique sont donc chez eux et chez vous renversés. Vous luttez pour la liberté de l'esprit, et eux pour la conquête du confort. Vous voulez libérer le prolétaire de son travail manuel pour lui faire lire des livres, et eux pour qu'il puisse acheter son automobile.

Voilà donc, campée en face de vous, une concurrence démocratique, qui ne vous doit rien. Allons au fond des choses : il y a dans le monde deux sources de pensée politique et il n'y en a que deux : la tradition française de la Révolution, la tradition anglo-saxonne du puritanisme. Non pas que les deux peuples voisins, anglais et français, aient été sans rapports et sans lien. Bien au contraire ; et depuis trois siècles, de Shakespeare à Ruskin ou de Montaigne à Verlaine il n'y a peut-être pas eu d'échange d'idées plus constant qu'entre la France et l'Angleterre. Et surtout en matière politique. J'ai rappelé plus haut que toute notre école libérale prit ses exemples dans la Constitution britannique et ses goûts dans l'admiration de l'Angleterre. Mais l'idée Anglo-Saxonne, transformée par l'émigration, rajeunie aux terres neuves, vous apparaît aujourd'hui avec une figure que vous ne soupçonniez pas et vous oppose une doctrine, un idéal que vous ne pouvez plus ignorer.

Le problème démocratique, ce n'est donc plus de poursuivre un idéal, mais d'en concilier deux.

Les questions contemporaines, questions de masse ou, comme dit Ferrero, de quantité échappent à l'empire de nos vieilles formules. Un général Smuts, tout primaire qu'il soit, et peut-être justement pour cela, commande aujourd'hui dans le monde un plus grand nombre d'esprits que ne faisait hier Jaurès.

Les mœurs et les idées françaises ont régné trois siècles sur le continent. Elles ont franchi les mers en plusieurs directions ; elles n'ont pas atteint l'île voisine. Or la race voisine, impénétrable et enfermée dans l'admiration de son propre type, occupa au cours du dernier siècle les espaces vides ou mal peuplés de l'univers. Je parle des colonies qu'ils peuplent et non de celles qu'ils dominent. Car, par un singulier renversement, on démontrerait si l'on était de loisir que notre méthode coloniale, issue tout entière des principes de 48, préoccupée avant tout de l'éducation de la race inférieure, et qui veut faire du nègre même et du moindre Bantou un homme et un égal, est fort supérieure à la méthode mercantile de l'Anglais. De sorte que c'est peut-être dans la politique coloniale que les idées de 48 peuvent espérer désormais les plus beaux succès.

Leur voix n'est donc pas éteinte dans le monde. Les principes démocratiques français ne sont point du tout pareils à des idoles de pierre à grande barbe que la ronce environne dans les temples en ruines. Ils conservent d'innombrables fidèles chez les peuples latins et sur le continent européen : chez les Anglo-Saxons eux-mêmes une élite fréquente leurs autels. Mais on a construit d'autres temples plus vastes pour d'autres Dieux.

Les temps sont abolis où une seule doctrine politique dirigeait les esprits vers une fin unique : L'homme est désormais trop divers dans un monde trop vaste.

Etienne FOURNOL.

PORTRAITS D'ÉCRIVAINS ÉTRANGERS

CARL SPITTELER

Sa renommée s'est faite d'une étrange manière. Quelques lecteurs intelligents avaient découvert en temps voulu l'originalité du *Prométhée*. Mais le public en Suisse allemande ne goûta point cette allégorie. On crut et l'on répéta qu'il s'agissait d'une imitation de *Zarathoustra*. Plus tard, c'est l'Allemagne qui salua le *Printemps olympien*, et imposa à la critique suisse cette gloire exceptionnelle qu'elle n'avait su pressentir. Spitteler était enfin, après tant d'années de solitude, prophète en son pays comme au delà du Rhin. En somme, le plus grand poète contemporain de langue allemande, et seul de son espèce. Accoutumé comme son Héraclès à proclamer l'idéal contre la violence, ayant appris dans une longue épreuve d'incompréhension à être seul de son avis, Spitteler prit, en 1914, le parti de la Belgique, dont il maudit les meurtriers, ses premiers admirateurs. Ce fameux discours de Zurich lui coûta sa gloire en Allemagne. Dès ce moment, les manuels d'histoire littéraire ne mentionnent plus son nom. Ses grandes œuvres, éditées somptueusement chez Diederich à Iéna, c'est tout comme si elles n'existaient pas.

C'est alors que soudain la Suisse française, d'un seul cœur, se met à celebrer Carl Spitteler, et derrière elle, confiante, la France. Pour « une carrière politique d'une heure et demie », comme il dit plaisamment, pour avoir simplement accompli son devoir d'homme et de républicain, Spitteler se voit porter aux nues par une foule ignorante de son génie. A ce banquet où Genève l'invita, au début de 1915, je me suis toujours demandé combien de ses dévots l'avaient compris ou feuilleté. Dans les mois qui suivirent, je veux bien qu'*Imago* en traduction ait trouvé quelques lecteurs — mal préparés et dont la déception resta muette — je veux bien que les *Petits Misogynes* aient été appréciés comme une chose curieuse, que dans les *Premiers souvenirs,* où revit une sensibilité très rare et ultra-précoce, on ait saisi le prodige qu'est l'enfance d'un poète. Or tout cela, de même que *Gustave* ou le *Lieutenant Conrad,* ce n'est pas véritablement l'œuvre de Spitteler, ce par quoi il survivra. Dans l'ordre du roman et de la nouvelle, nous avons mieux que ces essais. Mais le poète épique — le visionnaire et le philosophe, celui que l'Allemagne avait adopté la première, et qu'elle répudie — est-il vraiment connu dans les pays de notre langue, et l'y apprécie-t-on pour ce qu'il est, et non seulement pour un Germain héroïque qui a dit leur fait à des Germains ? Est-il même possible qu'en France on le comprenne ?

Prométhée, songez-y, est une parabole de 350 pages ; le *Printemps olympien* une épopée en deux volumes. Ce sont là des genres périmés. On apprend à l'école que dès longtemps le réalisme les a tués. Sans doute l'art ne se passera jamais du symbole, mais encore faut-il s'entendre sur la dose que les modernes en peuvent supporter. L'allégorie à jet continu, la profusion des *idées* qu'on incarne, la personnification de tous les éléments psychiques, tout cela reposait aux nécropoles de la poésie. Seul un miracle pouvait ranimer cet univers. Qui songeait à ce miracle et qui le souhaitait ? Qu'un poète pût prendre égal plaisir à la description et au système, aux fantaisies et aux enseignements, on ne l'admettait guère. Qu'en outre, romantique pur, il ne fît par là que raconter son âme, consacrât deux ouvrages à dire la destinée cruelle et glorieuse de l'artiste et de l'idéaliste, la grandeur et la servitude de celui qu'un grand cœur a mis à part du monde, cette entreprise paraissait condamnée sans appel. Rien en fait ne nous prépare à reconnaître Spitteler, ni l'épopée ancienne qui n'a rien de commun avec la philosophie et n'est qu'à peine didactique, ni le symbolisme contemporain où tout n'est qu'allusion passagère, rapprochements subtils et légers déguisements d'esprit. L'œuvre de Spitteler ne ressemble à rien. C'est le plus hautain défi au goût et aux habitudes actuelles. Nous avons affaire à un spectacle continu, où le plus individuel, le plus intérieur des drames se joue à cent personnages, s'achève et recommence sur des plans divers, où le mythe, la sentence morale, la satire, l'evocation des sites familiers, l'imagination la plus anachronique se donnent carrière à l'envi. La seule crise d'une vocation, la confession d'un anachorète... toutes choses néanmoins prennent visage, et sur la roche éclairée, au fond de la caverne, les ombres s'animent, se colorent, se renouvellent. Le poète ne songe qu'à lui, à la douleur de vivre, à la splendeur inconsciente du monde, mais ce moi désespéré ou ravi, la magie de l'invention fait qu'on l'oublie, qu'on perçoit mille voix différentes et qu'on croit sans peine à de multiples divinités.

Incarnant chacune un état d'âme, héroïques, jalouses, riantes ou perverses, elles sont aussi vivantes que le poète. Il ne les ramène pas d'un Olympe où d'un Hadès vieillis. Rien d'usé ni de fripé sur ces visages et sur ces vêtements. Les Immortels ont oublié ce qu'ils étaient dans la lumière méditerranéenne. Ou plutôt ils n'essaient pas de s'en souvenir ni d'être fidèles à leur ancienne majesté. Car le monde a bien changé : ce ne sont plus les dieux qui créent les hommes, mais un homme qui ressuscite les dieux, leur permet d'être, à son gré, pour quelques heures pareils à lui, afin qu'il s'exalte en leur diversité, et qu'une figuration surgisse, éphémère et splendide, de ses désirs, de ses efforts, de ses faiblesses, de son cœur torturé qui s'appelle « Quand même ». Ils ne sont pas de l' « arrière-monde », les dieux de Spitteler. Nous n'avons point à solliciter leur révélation. Car ils sont notre chair et notre pensée, et c'est notre rôle — sublimisé — qu'ils jouent sous le regard impassible d'Ananké. Ils ne sont pas douze, mais légion, mais troupeau comme l'humanité : ceux d'Homère qui sont vigueur et geste éclatant, ceux d'Épicure qui s'amusent et oublient, ceux des Stoïciens qui luttent et se conquièrent, et parce qu'il en est d'autres que ceux de Grèce, voici que les entités de la gnose apparaissent — Doxa, et les archanges dans le *Prométhée* — et se divisent et se multiplient ainsi que nos pas-

sions et nos rêves. Le Démiurge n'est plus qu'un malheureux très las de son éternité. Il accomplit chaque jour le même circuit, et vers lui monte, incessante et funèbre, la tristesse cosmique. C'est en lui surtout que l'homme s'est fait Dieu, intronisant dans la prison du ciel sa douleur et son ennui.

Mais cette Bible d'un poète moderne, grouillante de dieux qui marchent du néant à la catastrophe, elle prêche un salut tout de même. Qu'importe si les Olympiens, tôt ou tard, retombent à l'abîme d'où un jour ils montèrent, qu'importe l'horrible Automate, la machine exécrable qui nous broie tour à tour, qu'importe la malédiction universelle: car le héros peut entrevoir la beauté des choses et la beauté du cœur — Aphrodite et Apollon — et, tout bardé d'orgueil et d'amour, il peut rester fidèle à son âme exaltée : « Que fait le feu dans la tourmente? Il flamboie. Que fait l'arbre qu'on oublie? Il fleurit... Lave tes yeux. Tais-toi. Reste bon. »

Un pessimisme foncier, c'est l'inspiration primordiale de Spitteler, le gouffre sous l'Olympe et la misère de la vie éternelle; nul honneur, quand on y songe, qui vaille la peine d'être conquis, nul règne où l'on ne doive pactiser avec la laideur et la médiocrité. Mais les yeux ne se peuvent refuser au ruissellement du jour et aux ivresses de l'orage; et l'homme d'accepter la grande aventure de la vie héroïque : « Toute mon âme s'envole dans mon regard », s'écrie Apollon, « mon guide est la lumière; la source de mes chants, c'est l'éther haut et clair ». Ne pas obéir à « la loi du tas », se garder intact et vibrant, n'obéir qu'à soi-même, c'est-à-dire au seul impératif de la jeune inspiration, c'est la vocation de Prométhée. L'amie divine qui le séduit, qu'il a vue l'espace d'un instant, il ne l'interroge pas sur ce qu'elle est, sur la récompense que plus tard il obtiendra : « Je ne lui ai demandé ni son métier ni son nom, ni exigé d'elle le moindre papier. Mais par une après-midi d'été, je l'ai rencontrée au bord du ruisseau, parmi l'éclat des fleurs, et aussitôt j'ai cru en elle, à cause de sa souveraine beauté.»...« Or, voici, lui dit cette étrangère, il arrivera que, s'ils te massacrent, je baiserai tes lèvres pâles et t'aimerai pour l'éternité. » Choisir cet amour, c'est vouloir le martyre. Prométhée y gagne « un bonheur d'exception et des douleurs pleines d'âme. » Il est sauvé par la solitude même où cette passion le condamne, et sauvera les hommes dès l'heure où il s'approchera de leur misère.

Pessimisme outrancier de *Prométhée,* tel qu'un adolescent l'éprouve à de certaines heures; résignation haute et méprisante, cuirasse du guerrier endurci par maintes campagnes; et pour finir l'hymne à la joie : telle apparaît l'âme de Spitteler. L'épopée, lugubre et vaillante en sa première forme, se prolonge dans la jubilation du *Printemps olympien.* Ah ! qu'est-ce donc que le facile réconfort, trouvé par le stoïcien dans l'ordre universel? Spitteler n'est pas stoïcien; le Cosmos ne lui est jamais apparu comme une cité bien ordonnée. Il n'est point pour lui de Providence, et le régime d'Anankê ne lui inspire que de l'horreur. Le pays de Méon (μὴ ὄν) n'existe pas, l'idéal n'a de patrie que dans la poitrine du héros. Encore une fois, c'est de son cœur que rayonne cette clarté qui transforme le monde.

Je n'affirmerai pas que la pensée de Spitteler soit inédite, et son attitude nouvelle. Cette religion de la vie intense, révélée par le ciel vide et par l'âme enivrée, cette plénitude dionysiaque, cet ascétisme enfiévré, cette discipline libératrice, où le démon intérieur ne défend pas et ne prêche pas comme une conscience, mais chante ou murmure comme une sirène, nous connaissions cet évangile fier et désespéré d'un siècle qui a perdu l'Evangile. L'homme sans Dieu, qui croit à l'Art et poursuit la Bonté, et pour ces biens infinis, vante le charme du sacrifice et la splendeur des renoncements, c'est le Prométhée, le Dionysos et l'Héraclès de Spitteler.

De grands abandonnés, devant qui s'écarte et ricane la foule, ulcérés par l'injustice et plus encore par la commune indifférence, cœurs déchirés par les Ménades, ils sont tous trois l'image de l'artiste volontaire au milieu et au-dessus des hommes. L'œuvre de Spitteler, c'est une Divine comédie, un Enfer et un Paradis dont la seule victime et l'unique élu demeure le poète.

Les conditions du salut ne sont pas sans doute celles qui ouvrent le ciel au chrétien. Il ne suffit pas d'avoir aimé l'*invisible,* d'avoir pieusement suivi la vierge Artémis dans sa chevauchée à travers les étoiles, il faut avoir chéri d'un égal amour la *forme* et l'*apparence* — Aphrodite — avoir été tout à la fois de ce monde et de l'autre, avoir admiré l'éclat des prairies et chanté la terreur des défilés obscurs, n'être pas déchu de l'Olympe et n'avoir pas maudit la Terre, s'être gardé le cœur inébranlable et les yeux

éclatants. Pour mourir après cela, mourir tout seul... En avant !

« A moi, danse et tonnerre des cascades, qu'environne le vol des aigles,
Courage soit ma devise jusqu'au dernier soupir...
C'est assez qu'il y ait un ciel au dessus de mes regards.
Assez pour moi si je respire dans l'haleine d'un dieu...
Sottise, je te dis : Méchanceté, montre toi !
On verra bien qui jugulera l'homme dont le front fut béni par Zeus ! »

C'est par cet appel qu'Héraclès aborde sa carrière et que se termine la grande épopée. Toutes les forces opposées qui luttent en une âme d'homme, nous les avons vues tour à tour se dresser sur le ciel. La violence et la patience, l'ambition et la sérénité, la soif du succès et la soif du vrai, Spitteler en avait fait dans *Prométhée* les frères divisés, le roi terrestre et le divin vagabond, l'homme des foules et l'homme des sommets. Dans le *Printemps olympien,* il oppose le règne de Zeus à celui d'Apollon; autour de l'un et de l'autre, il groupe les dieux et les déesses qui prennent parti pour la puissance ou pour la beauté, pour la force brutale ou pour les droits du cœur. On le voit maintenant : l'attitude s'explique toute seule, qui fut celle de Spitteler en 1914. La noblesse de ses héros l'obligeait à ce courage moral. Cette identité entre l'homme et son œuvre est un spectacle rare, dont le monde s'étonne comme d'un prodige. Le fameux discours de Spitteler peut servir à l'étranger d'introduction à ses poèmes. Il en impose la lecture.

Mais il en faut revenir, pour la serrer de plus près, à la question que je posais tout à l'heure : lira-t-on Spitteler en France ? Son génie est il susceptible d'exportation, sinon de traduction? Je sais des critiques et non des moindres, qui le croient assez proche de nous : « Poète germanique et artiste latin, rapprochant deux esprits pour en former le sien, n'a-t-il pas réalisé d'une manière originale... l'idéal européen ?» Ainsi parle M. G. Bohnenblust, professeur de littérature allemande aux universités de Genève et Lausanne. *Artiste latin,* pourquoi donc, et comment ? Est-ce à cause de ces dieux méditerranéens qu'il évoque, de ce grand rêve lumineux qu'il déroule, de cette victoire de l'Esprit sur la Force, dont ses chants renouvellent le thème inlassablement? Il ne faut point ici se faire illusion. L'idéalisme de Spitteler n'est pas plus latin que germanique. Quant à son *expression,* et tout d'abord aux *dimensions* de l'œuvre, rien ici ne correspond à nos critères. Le symbolisme persistant, effréné et débordant de Spitteler — comme l'imagination picturale d'un Boecklin — ne répond pas *naturellement* à notre goût. Il tire son origine d'une culture qui nous est étrangère. Dans les œuvres qu'enfanta la Renaissance, dans les plus violentes mêmes — Rabelais mis à part — il est un ordre, une sobriété, un sentiment des proportions qu'on chercherait vainement dans le *Printemps olympien.* La longueur même de la parabole et de l'épopée nous sont un obstacle et, selon toute apparence, empêcheront toujours qu'un pareil génie nous devienne familier. La démesure des personnages, d'un Prométhée surtout, nous retient de prendre part comme il faudrait à leur superbe aventure. L'énormité du cadre où ils se meuvent, avec ces espaces divers qui s'étagent entre l'éther frémissant et la terre solide, ces voyages métaphysiques de l'Erèbe à l'Olympe et du ciel aux cimes du Jura, ces royaumes de Béhémoth dans un décor helvétique, cette interférence perpétuelle de l'allégorie et du paysage, du mythe désincarné et du plus concret réalisme, tout cela nous égare et nous désempare. Serait-ce que nous sommes trop *vieux* pour y prendre plaisir? Confusion de genres, diront les moins dogmatiques: Spitteler aura beau leur faire valoir dans ses *Riantes vérités* la liberté souveraine du poète épique, ils secoueront la tête et chercheront d'autres arguments. Ils invoqueront d'autres abus, celui du prodige, avant tout. Parbleu! nous savons bien que sans le merveilleux il n'est pas d'épopée. Nous discernons bien que le miracle ici, et les fantômes célestes, ne sont pas peints sur le carton moisi de la Henriade, que la vieille convention — par une industrie qu'on croyait impossible — est une bonne fois anéantie, et que la mort des dieux n'interdit pas de repeupler le ciel. Nous le savons, même si Spitteler ne nous rappelait pas que le rhapsode ne demeure pas collé au sol comme le romancier, mais plane — « autant comparer un hussard à un colimaçon » —, qu'il ne s'intéresse guère aux « narrations logiques, raisonnables, fortement motivées »; que par définition il nous présente le raccourci, l'image, la scintillante apparence et le sublime inexistant. Nous savons tout cela. Mais c'est l'*accumulation* des prodiges qui ne saurait nous convenir. Il y en a si grand étalage que l'on marche sur eux. Le paysage s'anime; les arbres et les torrents prennent un caractère humain. Ils communiquent une disposition à ceux qui passent l'eau ou s'abritent sous les branches. Les dieux, au sortir de l'Erèbe, éprouvent un instant la nos-

talgie du néant : c'est qu'ils ont mis le pied sur le pont de *Herzeschwer* (Cœur pesant). Le passé leur remonte à l'esprit : C'est que voici venir à leur rencontre, en rampant, le monstre « Gewesen ». L'itinéraire de leur voyage correspond à une géographie trop compliquée et précise de la vie profonde. De même que les sites sont vivants, le cœur — paysage infini — contient toute une faune curieuse. Victor, dans *Imago,* s'entretient à tour de rôle avec les diverses hypostases de son dieu intérieur. La multiplicité de son être nous empêche d'en discerner simplement le caractère. Prométhée possède un chien et un lion mystérieux. Il égorge, au début de sa carrière, les petits du chien et les petits du lion. Cela doit signifier qu'il sacrifie les espérances terrestres et les succès aisés aux exigences de la vocation. Et l'on revient sur ce thème. Et l'on épuise jusqu'aux plus infimes détails les figures de l'allégorie. C'est une hantise que cette ménagerie psychologique : un agneau parle, ou une licorne, et tant d'autres visages qui se succèdent et qui font triple emploi. J'ajoute qu'il n'en faut pas chercher toujours le sens caché, mais se livrer à l'inutile fantaisie d'un décor prestigieux. Il y a donc chez Spitteler, pour traduire une pensée virile et une limpide inspiration, des ressources plus qu'alexandrines : métaphores poussées à bout, jeux de mots, langage d'initié par terreur du lieu commun, attributs innombrables, personnages divins fabriqués par séries, motifs bibliques, hindous, grecs et germaniques, l'anachronisme conscient, la fantaisie systématique greffée sur la fantaisie spontanée, une pléthore de visions que le romantisme n'a jamais connue. Voyez cet Olympe gravi en ascenseur, ce concasseur vivant des destinées humaines, ce Zeppelin qui conduit aux astres. Je songe parfois à la verve héroï-comique de nos poètes du XVIe siècle, qu'a tuée par deux fois l'idéal classique. Vraiment, il ne faut pas parler ici d'un *artiste latin.* La grandeur de Spitteler appartient à l'ordre germanique.

Aussi pour le goûter, faut-il bien connaître les moyens spéciaux dont use le génie allemand : le néologisme, l'expression dialectale qui là-bas renouvelle sans cesse le métier littéraire, les mots accolés de façon inattendue, les diminutifs variant à l'infini. Il faut savoir par quels artifices un poète bâlois peut rajeunir la poésie allemande. Une certaine expérience *linguistique* est nécessaire pour admirer la forme de Spitteler. Tout est nouveau dans son épopée, mais d'une nouveauté trop étrangère à nos habitudes.

Pour le goûter, il faut encore comprendre le didactisme inné aux poètes suisses du XIXe siècle, celui dont use un Gottfried Keller, à qui l'art n'a jamais fait perdre de vue l'enseignement. Le poète se sent « génie protecteur » (Schutzgeist) de l'âme nationale. Le poids des idées alourdit parfois son vol. Enivré de visions, Spitteler prêche encore. Il montre la bonne voie. Il avertit et il invective. Ses mille personnages ont chacun une vérité à proclamer, et c'est leur principale raison d'être. Ils ne nous ravissent par leur exaltante lumière que pour nous faire rentrer en nous-mêmes. Ils ne sont héroïques que pour mieux faire saillir notre misère. Ils ne sont grandioses qu'en fonction de notre médiocrité. Et par là ne sont, pour reprendre l'image platonicienne, que des *ombres* passant sur le mur de la caverne.

Il demeure que Spitteler, grand artiste germanique, a réussi sa gageure. La poésie *épique,* qu'on croyait morte avec les dieux, il l'a recréée avec nos multiples désirs. A la poésie *philosophique,* il a rendu sa vitalité. Le mythe, il l'a corrigé, augmenté ou refait à la mesure de notre croyance et de nos élans intérieurs. Un prodigieux *humour* flotte sur sa création, l'humour de celui qui a touché au tragique infini des choses et que rien n'a pu faire douter de la lumière visible. Si Dieu même s'ennuie, l'artiste est ainsi fait qu'il peut braver l'Ennui et ne bâillera pas à la vie. Comme les Olympiens, il est un jour sorti d'on ne sait quelle nuit; comme Héraclès, il descend vers on ne sait quelles ténèbres. Le miracle resplendit : une âme vivante chevauchant vers son destin, un regard qu'inonde l'éther et que baigne l'amour. De sa carrière d'artiste, dure, patiente et saintement remplie, Spitteler a fait le poème cosmique. Et c'est comme si l'espace était plein de divinités, de leurs batailles, de leurs triomphes et de leurs jeux. Le paysage familier — vallons du Jura, lacs du plateau, cascades alpestres — se prolonge bizarrement jusqu'au séjour des Immortels. Le cerisier du grand-père n'est-il pas transplanté sur l'Olympe? Les souvenirs de l'enfance, les premières aubes et les premiers voyages ne sont-ils pas si proches qu'ils font croire à l'éternelle jeunesse?

Charly CLERC.

LA DÉLIMITATION DE LA FRONTIÈRE SERBO-ALBANAISE

Le tracé de la frontière serbo-albanaise, que la Commission interalliée de délimitation a établi et qui est actuellement soumis à l'approbation de la Conférence des Ambassadeurs, a provoqué une réelle déception dans l'opinion publique yougoslave. Les habitants de la région frontière s'agitent, organisent des meetings de protestation et envoient au gouvernement de Belgrade des pétitions, lui annonçant qu'ils s'opposeront par la force, s'il le faut, à cette délimitation, qu'ils considèrent injuste. Va-t-on sanctionner les conclusions de la Commission de délimitation et mécontenter la nation serbe-croate-slovène pour être agréable aux Albanais ? Telle est la question qui se pose pour tous ceux qui tiennent à ce que les Alliés victorieux de la guerre restent solidaires dans la paix et qui considèrent que cette solidarité doit avoir un front unique et s'affirmer partout, qu'il s'agisse de la sécurité de la France et de la Belgique contre l'Allemagne, ou bien des États de la Petite Entente contre leurs voisins.

La délimitation de la frontière serbo-albanaise aurait dû être achevée depuis longtemps, si des intrigues de toutes sortes n'étaient intervenues pour l'entraver. L'indécision du Conseil Suprême interallié et, depuis sa disparition, l'hésitation de la Conférence des Ambassadeurs, à laquelle il a transmis le mandat de régler cette question en suspens, ont eu pour unique résultat de faire oublier aux gouvernements des grandes nations alliées que la Serbie était leur alliée dans la guerre : et que l'Albanie, pour le moins que l'on puisse dire, ne l'était pas. Pourtant, la nation serbe-croate-slovène mériterait plus d'égards ou, tout au moins, que ses alliés tiennent compte des droits qu'elle a acquis bien avant la guerre européenne et même avant les guerres balkaniques, et de ses justes revendications tendant à assurer sa sécurité territoriale. En effet, la frontière serbo-albanaise a été tracée lors de la création de l'Albanie, en 1913, sous la pression de la Triple Alliance, qui voulait rendre puissante et intimider ses vicis à la Triple Entente. Les uns, s'appuyant sur l'Allemagne, cherchent à créer une Albanie aussi grande que possible, au détriment de l'extension territoriale de la Serbie, victorieuse des deux guerres balkaniques, et dans l'espoir de s'y établir, en vertu d'un mandat européen, semblable à celui qui lui a permis, d'abord d'occuper et ensuite d'annexer les anciennes provinces turques de Bosnie et d'Herzégovine. Une commission internationale a été chargée de tracer sur place la ligne frontière entre l'Albanie et ses voisins, conformément aux décisions de la Conférence des Ambassadeurs de Londres. La Serbie et le Monténégro n'ont pas manqué de protester contre les injustices et les imperfections de cette délimitation. Survint la guerre européenne, dont l'issue devait permettre à la nation serbe-croate-slovène d'espérer que ses alliés répareraient les injustices auxquelles ils avaient dû souscrire sous la pression de l'Allemagne, en 1913. Le Suprême Conseil interallié le comprit et se prononça dans ce sens. Il admit en principe la thèse serbe, décidant que dans la délimitation de la frontière serbo-albanaise il tiendrait compte du tracé déjà effectué, en tant qu'il est favorable au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, et que sur les autres parties, il s'inspirerait des objections formulées par le gouvernement de Belgrade. Il n'était donc nullement dans les intentions du Conseil Suprême de procéder à des modifications de la ligne frontière en faveur de l'Albanie et au détriment du territoire déjà acquis, avant la guerre européenne, par la Serbie et le Monténégro. La Conférence des Ambassadeurs n'aurait donc qu'à suivre ces directives dans ses décisions concernant les frontières définitives serbo-albanaises. Elle s'en est inspirée au début, comme le démontre sa décision du 9 novembre 1921 précisant notamment que « *dans la région nord-est de Scutari, la frontière devra être tracée de manière que, tout en assurant la protection de Scutari, on assure également les débouchés et la protection de la ville de Podgoritza* ». Malheureusement, la Commission de délimitation, qui a eu à fixer sur place la ligne frontière, conformément à cette décision, n'a pas voulu en tenir compte, pas plus sur ce point que sur d'autres. Sur les quatre demandes de rectification de frontières formulées actuellement par le Gouvernement de Belgrade, deux s'appuient sur les droits acquis par le protocole de Londres (concernant la région du couvent de Saint-Naoum et celle du lac d'Ochrida) et les deux autres s'appuient sur des droits encore plus formels, puisque la région que la Commission de délimitation voudrait faire enlever au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, appartenait au Monténégro, en vertu du traité de Berlin de 1878, jusqu'à la signature du protocole de Londres, en 1913, dont les clauses ont été rédigées et imposées par l'Autriche et l'Allemagne. D'après ce protocole, le tracé de la Commission de délimitation de 1921, les habus de Kastrati et de Hoti du Monténégro, d'ayant-guerre, devraient être réunis à l'Albanie. Cette région montagneuse domine la ville de Podgoritza et toute

la plaine de la Zeta, qui se trouveraient sous le feu direct de l'artillerie albanaise, si la Conférence des Ambassadeurs approuvait ce tracé. La Commission de délimitation prétend qu'elle a procédé à ce déplacement de la ligne frontière pour assurer le libre accès aux paturages des troupeaux de la tribu albanaise de Klementi. Est-il admissible qu'une telle considération puisse primer celle qu'invoque le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes pour assurer la sécurité stratégique de sa frontière du côté de l'Albanie ? La Commission a déplacé également la ligne frontière, dans la région de la rivière Cievna, jusqu'au sommet du mont de Zatrijebatch, partageant ce mont, qui est d'une hauteur de plus de 1.000 mètres, entre l'Albanie et la Serbie, alors que, depuis le traité de Berlin, il appartenait en entier au Monténégro. Par suite de ce déplacement de la ligne frontière, on a enlevé au Royaume serbe-croate-slovène les riches forêts de Gretch, Vila, et, notamment, celles de Skrobotoucha et de Voutchi-Potok qui, d'après les experts qualifiés, sont estimées à une valeur de 2 milliards 1/2 de dinars ! Ici, il ne s'agit pas seulement d'une violation évidente du droit incontestable d'une nation alliée de la grande guerre, mais d'une chose beaucoup plus grave. En effet, des tractations existent entre le gouvernement albanais et les groupements financiers étrangers pour l'exploitation de ces forêts, au cas où elles seraient attribuées à l'Albanie. L'opinion publique yougoslave est en droit de croire que ces tractations ne sont pas étrangères au tracé établi par la Commission de délimitation. L'Albanie a reçu également la vallée de Vrmoche, qui appartenait de tout temps à la tribu monténégrine de Koutchi et, par laquelle les habitants de Podgoritza pouvaient se rendre en un jour à Goussigné, alors que si la frontière était rectifiée d'après le tracé de la Commission de délimitation on devrait emprunter un chemin de détour quatre fois plus long. Tous les points stratégiques qui dominent la vallée de la Tar et de Lim ont été attribués à l'Albanie.

La région du couvent de Saint-Naoum est très riche en gisements charbonniers. Des sociétés financières se sont formées à l'étranger pour son exploitation et ont même obtenu déjà des concessions formelles du gouvernement albanais qui compte se servir de leur appui pour influencer les décisions de la Conférence des Ambassadeurs et au besoin même celles de la Société des Nations. Nous connaissons des personnages politiques influents dans certains pays alliés et amis qui sont intéressés dans cette entreprise et dans d'autres de ce genre. Ils usent de leurs relations personnelles et même de la grande presse pour faire prévaloir les revendications territoriales de l'Albanie, au détriment des droits acquis et de la sécurité du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

Nous espérons que la Conférence des Ambassadeurs ne se laissera pas induire en erreur par les manœuvres et les intrigues des milieux financiers intéressés au risque de léser les intérêts vitaux d'une nation alliée et amie, qui a combattu aux côtés des grandes puissances alliées jusqu'à la victoire commune et qui entend rester solidaire avec elles, pour assurer la paix issue de cette victoire. Il est inadmissible que dans la délimitation des frontières entre le Royaume serbe-croate-slovène et l'Albanie puissent prévaloir les intérêts privés de certains personnages, comme ce fut le cas, lors de la délimitation de la frontière serbo-hongroise, dans la Batchka, où a prévalu le point de vue d'un délégué allié, marié à une Hongroise, ayant une grande propriété dans la zone de délimitation et qu'il ne voulait ni morceler ni réunir au territoire du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

***

L'ÉPOUVANTE

(Nouvelle)

Personne de nous quatre ne connaissait ses compagnons de hasard. Ce fut à l'improviste que nous liâmes conversation, comme peuvent le faire des gens assis les uns à côté des autres, en wagon, au cours d'une interminable soirée de décembre. Les âcres émanations du poêle en fonte, la lueur sinistre, d'un jaune trouble, troublée de deux lanternes (1), le fatigant et monotone bruit des roues que scandait, aux parois du compartiment, une danse d'ombres difformes, tout cela dut contribuer à orienter notre causerie vers les régions de l'étrange et du fantastique. Des histoires de mystérieux pressentiments, de suicides ou de fantômes, la plupart inexplicables si ce n'est grâce à l'intervention des forces surnaturelles, nous revinrent à l'esprit. Chacun de nous, par lecture ou ouï dire, en savait une, d'un caractère différent, conforme à son humeur

(1) Allusion au genre de chauffage et d'éclairage d'un grand nombre de wagons russes (N. d. t.).

et au milieu dans lequel il avait coutume de vivre.

Le premier qui prit la parole devait être, selon toute vraisemblance, un marchand d'objets de piété. Du fond de sa pelisse, d'un tel volume qu'elle eût convenu à l'ours le plus gigantesque, il nous entretint de sacrilèges, de tombeaux violés, de moines assassinés venant réclamer, au milieu de la nuit, la sépulture pour leur cadavre, et, enfin, d'une fameuse icône de Novgorod, représentant un saint dont le poing fermé s'ouvre peu à peu depuis des siècles et dont les doigts, définitivement redressés, annonceront un jour la fin du monde. Un autre voyageur — étudiant en médecine —, nous fit, à propos des maladies héréditaires, le récit de cas aussi incroyables qu'horribles. Moi-même, pour n'être point en reste, j'accommodai à l'usage de mes auditeurs quelques-unes des imaginations d'Edgar Poë et les leur servis sans vergogne... Quant au quatrième voyageur — un monsieur emmitouflé dans un plaid et coiffé d'un bonnet de fourrure enfoncé jusqu'aux yeux —, il restait seul silencieux, ne manifestant son attention que par de rares monosyllabes.

Le train continuait sa route. Les mêmes ombres difformes dansaient à l'intérieur du wagon que secouait la même trépidation monotone. Un mince ruban de neige, d'un gris blême, à peine éclairé par notre passage et furtivement coupé de temps à autre, par la silhouette noire d'un arbre, se déroulait derrière la vitre. Au-delà de ce ruban le regard plongeait dans l'effrayante ténèbre froide où se confondaient le ciel et la plaine, mais où l'on devinait la tempête invisible. Nous nous regardions, les nerfs à fleurs de peau.

— Messieurs, dit tout à coup l'homme au plaid, les histoires que vous venez de raconter sont certainement extraordinaires. Je ne leur reprocherai qu'une chose : leur défaut d'authenticité. Qui de vous, par exemple, oserait garantir que tous ces faits ont réellement eu lieu, qu'ils ne sont point le fruit de l'imagination pure? Moi qui vous parle, je puis au contraire, si vous le voulez bien, vous rapporter une aventure qui m'est arrivée à moi-même et au cours de laquelle, pendant quelques instants, j'ai vraiment connu « le frisson de l'au-delà ». Ce fut, en tout, l'affaire de cinq à six minutes... Cependant, ces cinq ou six minutes-là sont restées et resteront, je le sais, le capital événement de mon existence, étant donné qu'il est impossible à un homme de supporter deux fois dans sa vie une émotion pareille.

Et nous voyant vivement intéressés par ce préambule, le monsieur commença :

— Il y a de cela juste dix ans. J'étais alors fonctionnaire de l'administration des douanes et chargé du contrôle des marchandises traversant le point de transit situé près de V..., petit village-frontière.

Ledit point de transit se trouvait au milieu d'une jetée qui coupait le fleuve Sbroutch. Chaque soir, à six heures, les gardiens le fermaient, en ma présence, au moyen d'une barrière, et, de ce moment, je pouvais disposer à ma guise du reste de mon temps. C'est ainsi que j'avais l'habitude de me rendre à la gare voisine pour l'arrivée du train-poste du soir. Les employés de la douane, les officiers de garde à la frontière s'y réunissaient également; l'on y rencontrait même quelquefois de petits propriétaires des environs. La gare était un endroit chaud, éclairé, relativement confortable. Beaucoup y venaient accompagnés de leurs femmes et de leurs filles; on soupait au buffet, potinait, flirtait, jouait aux cartes. Vers onze heures enfin, presque à la même minute arrivaient deux trains, l'autrichien et le nôtre. La gare se remplissait soudain d'une foule cosmopolite, aux manières agitées et bruyantes. Nous y découvrions parfois quelque prince héritier, voyageant incognito. Nous le regardions souper et constations avec plaisir que les têtes couronnées jouissaient d'un appétit semblable à celui des simples mortels.

Souvent aussi, c'était le spectacle d'une saisie de marchandises prohibées qui venait nous distraire. A cette époque, en effet, la contrebande n'était point encore devenue ce qu'elle est aujourd'hui, un métier de tout repos. Heureux temps, où il vous arrivait au moins une fois sur dix de toucher la forte prime, et que regrettent en soupirant les vieux employés blanchis au service de l'administration.

Le petit village se trouvait à quatre verstes de la gare. Distance peu faite pour m'intimider, si l'on songe qu'il ne m'offrait d'autre ressource que la société d'un sous-officier de police et de quelques commis des postes, sexagénaires rhumatisants et insupportables.

Donc, un soir de la fin de novembre, ayant fermé ma barrière comme d'habitude, mis en ordre les pièces de la journée et changé de vêtements, je sortis de chez moi pour me rendre à la gare. Deux chemins conduisaient à celle-ci. Le premier traversait le village et un hameau qui lui était presque contigu. Le second, moins long, mais plutôt sentier que chemin, coupait en dia-

gonale une immense plaine déserte et suivait le remblai de la voie du chemin de fer jusqu'à la station. Je le prenais d'ordinaire et je le pris également, cette fois-là comme les autres.

Il était environ neuf heures. Une telle obscurité régnait, qu'on n'y voyait point à dix pas devant soi. J'allais d'abord à tâtons, cherchant du pied à deviner la route. A l'endroit où commençait le sentier, la neige s'était accumulée plus compacte et résonnait sous le talon. Je me guidai sur la rangée de poteaux télégraphiques qui jalonnait la ligne. Le vent gémissait lugubrement dans les fils couverts de givre et les poteaux eux-mêmes vibraient d'une note ininterrompue et uniforme que j'entendais avant de les distinguer dans la nuit.

Une tourmente de neige s'éleva, remplissant mes yeux, les aveuglant d'une poudre piquante, impalpable et glacée. Une vague inquiétude commença de m'envahir. Je reconnus le sentiment complexe et bizarre que j'éprouve parfois au seuil de larges étendues, plaines, places publiques, ou même, vastes appartements. Je m'apparus si infime, si insignifiant vis-à-vis de ce steppe si effroyablement démesuré... Il me sembla que je ne parviendrais jamais à le franchir et le sol se déroba sous mes pieds.

Je me retournai. Là-bas, dans le lointain, clignotaient encore les faibles lumières du village. Cette vue me rassura un instant. Puis les lumières se dérobèrent subitement lorsque je pénétrai dans l'immense plaine. Il n'y eut plus autour de moi qu'un trouble et blanchâtre brouillard.

Cet endroit me suggérait toujours une crainte instinctive. Pourquoi? Je ne saurais le dire. Mais j'éprouvais à chaque fois cette peur irraisonnée qui, selon l'expression homérique, vous « saisit par les cheveux ». Et chose singulière! Mon imagination, au lieu de chercher à se calmer, se plaisait alors à s'irriter davantage en évoquant mille spectacles sinistres. J'ai su par la suite que chez la plupart des gens nerveux, sinon chez tous, certains paysages ou localités provoquaient de semblables peurs inconscientes.

J'ai déjà dit que je marchais dans un brouillard blanchâtre causé par la tourmente de neige. Or tout à coup, droit devant moi, à une distance qui me parut considérable, je remarquai une sorte de tache sombre, immobile... Je m'arrêtai, retins mon souffle afin de mieux prêter l'oreille. Mais tout était tranquille, les flocons frappaient doucement mon visage... seul mon cœur battait à coups si précipités qu'on eût pu l'entendre, me semblait-il, à l'autre bout de la plaine.

La Chose demeurait toujours immobile... Je fis quelques pas en avant. Je constatai aussitôt que le brouillard et la tourmente m'avaient induit en erreur sur le compte de la distance. Tout près de moi, sans mouvement, le dos accoté à un poteau télégraphique, un homme était assis sur la neige.

Il était vêtu d'une pelisse entièrement déboutonnée et laissant voir la poitrine. Il n'avait point de chapeau. Il se tenait très droit, les jambes allongées et croisées, les bras pendant le long du torse, de telle sorte que ses mains plongeaient dans la neige. Sa tête était légèrement renversée en arrière.

— Qui êtes-vous? demandai-je.

Ma voix était lointaine, faible comme un murmure. Ainsi les malades perçoivent-ils, dans la minute qui précède une syncope, les conversations de leur entourage.

Je n'obtins pas de réponse.

— Qui êtes-vous? répétai-je.

Rien.

Il doit être gelé ou assassiné, me dis-je.

Cette idée en quelque façon me calma. La peur qui me comprimait le crâne et courait en ondes glacées sur mon échine, fit place à un autre sentiment, celui de la nécessité de secourir un malheureux.

Je m'avançai vers l'inconnu et le considérai. Il avait un visage long et maigre, des lèvres minces, un grand nez busqué. Une petite barbe de bouc et des sourcils relevés aux extrémités complétaient cette étrange figure de satyre.

Brusquement, je vis — ou crus voir — son regard suivre le mien...

Il est vivant! pensai-je.

Contre mon attente de tout à l'heure, cette pensée me fit frémir. La peur recommença de s'emparer de moi. Mes dents s'entre-choquèrent.

— Qui êtes-vous? demandai-je pour la troisième fois, d'une voix entrecoupée. J'avais l'impression d'une boule dans ma gorge. Mes nerfs étaient à leur limite. Et voilà que je remarquai ceci : sur la neige, autour de l'homme, il n'y avait aucune trace de pas...

L'inconnu se taisait toujours, et me regardait fixement. Je le regardais aussi. Et je compris qu'il m'était impossible désormais de me détourner, de m'arracher de ce regard. Une épouvante intraduisible, surhumaine me figea le cerveau, le sang, le corps tout entier. Mes doigts se contractèrent.

Je regardais l'homme. Je ne pouvais pas ne pas le regarder... Combien se passa-t-il alors de

secondes, de minutes, d'heures peut-être?... Je l'ignore. Le temps semblait s'être arrêté. Soudain, — ici la voix du narrateur changea —, soudain j'aperçus cette chose effroyable : l'inconnu, ostensiblement, sans doute possible, se mettant à cligner de l'œil gauche, me faisant signe, un signe railleur, démoniaque... et sa face de satyre aussitôt après ce signe, se tordant en une affreuse grimace, mélange absurde et cynique de rire et d'horreur.

Je sentis à l'instant même que mon visage, à moi, répétait cette grimace monstrueuse.

— Tu es le diable! hurlai-je, saisi d'une fureur de dément. Tu es le diable, voilà qui tu es!...

Et, de toutes mes forces, je le frappai du pied, en pleine figure...

Il tomba — comme tombent les morts — lourdement et tout d'une pièce. Je voulus m'enfuir. Mes jambes, bottées de plomb, me refusèrent tout service. Impression de cauchemar. Je tombai à mon tour, me redressai, et finalement retombai, ne pouvant plus, cette fois, me relever.

— Tu es le diable!... le diable... le diable....

Puis toute conscience m'abandonna.

Je ne devais reprendre mes sens que des semaines plus tard, chez moi, à l'issue d'une maladie qui faillit m'emporter.

Et l'homme au plaid se tut.

— Qui donc était cet inconnu? demanda, après un silence, l'étudiant en médecine.

— Toute cette affaire s'élucida par la suite, répondit le narrateur. Il fut démontré qu'un certain marchand autrichien avait, au début de la soirée, pris la même route que moi pour se rendre à la gare. Chemin faisant, il eut une attaque de paralysie; il se traîna tant bien que mal jusqu'à un poteau. Là, pour comble, il fut aux trois quarts gelé et de manière à ne pouvoir remuer ni bras ni jambe. On le découvrit à dix pas de moi. Nous étions tous les deux sans connaissance.

— Telle est mon œuvre, ajouta l'homme au plaid. Mais je ne saurais vous rendre la centième partie des émotions qu'elle m'a fait éprouver. En voici du reste la meilleure preuve.

Il souleva son bonnet de fourrure. Ses cheveux étaient d'un blanc de neige.

— L'œuvre d'une nuit, conclut il, avec un sourire mélancolique.

A. I. KOUPRINE.

Traduit du russe par Paul de Chevremont).

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

LA FRANCE ET SON DESTIN

Nous vivons à une époque terriblement intéressante. Sans cette bienheureuse légèreté, cette divine imprudence qui fait que la plupart des hommes ne vivent qu'au jour le jour, une funeste angoisse pèserait sur les peuples. Parmi ceux qui réfléchissent aux affaires publiques, il n'est personne qui n'ait l'impression profonde que nous sommes à une heure décisive où les moindres gestes de ceux qui détiennent une parcelle de pouvoir ou qui, par la parole ou par la plume, exercent une influence quelconque sur l'opinion, ont une extrême importance. D'ici quelques mois, peut-être quelques semaines, des événements vont se produire qui détermineront l'orientation politique de l'Europe et du monde pour de longues années. Selon les décisions qui vont être prises dans les Chancelleries et dans les Parlements, nous entrerons dans la période de convalescence que les peuples attendent depuis quatre années ou nous retomberons dans la fièvre mortelle qui s'est emparée des nations et qui s'aggravera encore du fait de la déception nouvelle. Et ce qu'il y a de particulièrement inquiétant, c'est que la conviction s'impose de plus en plus à l'observateur que, même s'il est parmi les premiers rôles européens un homme d'État de génie qui puisse entrevoir la solution des problèmes gigantesques qui sont posés, il ne dépendra pas de lui ou du moins pas uniquement de lui de les imposer. Moins que jamais les gouvernements font ce qu'ils veulent, contraints qu'ils sont d'obéir dans une certaine mesure à de grands intérêts occultes qui les enserrent de toute part ou à cette force mouvante et confuse de l'opinion qui obéit elle-même à des instincts obscurs morbides ou salutaires, qui sait? Aussi semble-t-il que nous soyons sur le point d'assister à un retour offensif de la décevante et déprimante doctrine du matérialisme historique qui avant la guerre inclinait tant d'esprits débiles à accepter l'hégémonie de l'Allemagne comme une conséquence inévitable de l'évolution économique du monde. C'est pourquoi la publication d'un livre comme « l'Histoire de France » de M. Jacques Bainville a l'importance d'un véritable tonique intellectuel.

***

« Histoire de France »! A la vérité le titre du livre de M. Jacques Bainville ne me paraît pas

tout à fait exact. C'est plutôt l'histoire de l'Etat français. Alors que tant d'historiens contemporains font profession de considérer l'évolution politique comme un phénomène sécondaire et qui doit être considéré dans la dépendance de l'évolution des mœurs ou des conditions économiques par lesquelles vivent les Nations, M. Bainville, qui appartient à *L'Action Française* et qui a lui aussi subi fortement l'influence de Maurras, déclare nettement comme son maître : *Politique d'abord*. Ce qu'il a entrepris de montrer au public — et c'est par là qu'il peut exercer une heureuse influence sur l'état présent des esprits — c'est que si la nation française, heureux mélange de diverses races, favorisée par un milieu géographique véritablement privilégié, est la résultante d'une suite de circonstances lointaines que nous sommes impuissants à déterminer, si l'on peut considérer qu'elle est due à une fatalité historique, l'Etat français au contraire a dû sa formation et sa persistance à une volonté et à une intelligence qui ont pu se perpétuer dans la durée et poursuivre pendant des siècles un même dessein. D'après M. Bainville, la nation française est formée dès le moment où l'ordre romain, s'étant imposé à la riche confusion gauloise, a créé ce peuple gallo-romain qui, dès la fin du règne d'Auguste, avait son originalité propre dans l'étonnante marqueterie de peuples soumise à la paix romaine. Dès lors ce peuple absorbera tous les éléments nouveaux qui viendront s'incorporer à lui à la suite des diverses révolutions du monde : Visigoths, Burgondes et Francs, Normands plus tard, lui apporteront un sang neuf et lui rendront des vertus militaires que la longue paix impériale lui avait fait oublier, mais ils ne changeront pas grand chose à son caractère, à sa psychologie propre. Et dès cette histoire lointaine, dès Clovis, en qui une heureuse intuition de nos vieux historiens a vu le véritable fondateur de la monarchie et de l'Etat français, nous verrons cet État se développer et grandir selon des lois souvent méconnues soit par les rois eux-mêmes soit, plus souvent encore, par la nation perpétuellement travaillée par des ferments anarchistes.

Sans doute fera-t-on à M. Jacques Bainville le reproche que l'on fait d'ordinaire à tous les historiens systématiques : pour faire entrer la mouvante et contradictoire réalité dans une construction intellectuelle, il faut se livrer sur elle à un travail de Procuste, il faut amputer, élaguer, comprimer. A tout système répond un autre système ; l'histoire monarchiste et étatiste de Bainville répond à l'histoire mystique et révolutionnaire de Michelet (dont M. Bainville ne méconnaît pas les mérites d'ailleurs, et dont il ne cache pas qu'il s'est parfois servi).

Bainville ne voit dans les troubles sociaux du XIVe siècle que la vaine agitation des intérêts particuliers ou la funeste poussée des instincts anarchiques et révolutionnaires ; d'autres historiens y ont vu la première éclosion du sentiment démocratique d'où est sortie la société moderne. Et chacun, selon le penchant de son esprit, ses préjugés ou ses intérêts politiques, d'approuver ou de nier l'une ou l'autre thèse. Et l'historien de l'école d'hier, de l'école dite scientifique, de protester au nom de l'objectivité nécessaire au savant. Mais quoi? Si l'on n'interprète pas les événements du passé, si l'on ne cherche pas à déterminer l'enchaînement des effets et des causes, l'histoire ne sera plus qu'une collection d'images bonnes à amuser les petits enfants ou de faits secs et décolorés aussi dépourvus d'intérêt que ces vitrines où des archéologues maniaques ont entassé de vieux boutons de guêtres, des clés rouillées ou des fragments de poteries. L'étude du passé, considérée sous l'angle de l'école historique allemande qui se refusait systématiquement à l'interprétation quand elle ne la faisait pas servir la politique impérialiste, est peut-être la plus dangereuse des disciplines intellectuelles puisqu'elle tendrait à nous faire croire que la vie des peuples n'est qu'une suite d'événements isolés, abandonnés au hasard, et sur lesquels l'intelligence n'a point d'action. Tout le livre de M. Bainville est une protestation contre cette doctrine. L'histoire telle qu'il la conçoit est une science utile ; elle est le ciment intellectuel d'une nation ; elle est l'ensemble de ces souvenirs communs qui, selon la fameuse formule de Renan, constitue ce qui *fait* la nation. Mieux encore, elle donne à la nation le sentiment de sa destinée, elle apprend à ceux qui en font partie que s'ils sont issus d'ancêtres communs ayant fait de grandes choses dans le passé, ils ont encore de grandes choses à faire dans l'avenir en suivant la même ligne.

***

M. Jacques Bainville, dont on connaît la grande activité dans la presse, est un spécialiste de la politique étrangère. Aussi, si, dans cette vue rapide et précise de l'histoire de France, son premier dessein a été de montrer l'évolution interne de l'Etat français sous l'impulsion de « l'honorable Maison Capétienne » qui en 340 ans fit la France, et où se rencontrèrent de véritables génies politiques comme Philippe le Bel, Charles V et Louis XI, il a très bien vu dès l'abord que cette évolution avait toujours été conditionnée par la situation de l'Etat français au milieu de ses voisins ; ce nationaliste est très européen.

Située entre l'Allemagne et l'Angleterre, la

France a toujours été tenue de choisir entre une politique continentale qui l'opposait à la Germanie et qui s'imposait à elle chaque fois que la Germanie était menaçante, et une politique maritime qui rencontrait les intérêts anglais et qu'elle ne pouvait se dispenser de poursuivre chaque fois que l'impérialisme maritime des Britanniques devenait menaçant. Perpétuelle oscillation qui commence à Bouvignes et se perpétue jusqu'en 1914... non, jusqu'en 1924.

Bouvignes, c'est une première édition de la bataille de la Marne. La France seigneuriale et communale se soulevant unanime à l'appel de son roi pour repousser une invasion germanique comme elle s'est soulevée au mois d'août 1914. Et la victoire de Bouvignes si elle n'est pas la cause déterminante de la longue impuissance de l'Allemagne en est du moins le signal. Mais à peine délivrée du péril de l'Est, c'est au péril maritime que la monarchie capétienne est obligée de faire face. Le droit féodal, contre lequel les rois fondateurs et gardiens de l'unité ont lutté pendant tant de siècles, a donné à l'Angleterre, cette colonie française qui a mal tourné, non seulement des têtes de pont sur le sol de la Gaule mais aussi presque toutes les provinces de l'ouest. La première œuvre des Capétiens sera donc de chasser les Anglais de France. Ils y avaient complètement réussi à la fin du XIIIe siècle, mais alors, par intrigue et diplomatie, les rois anglais trouvent une nouvelle tête de pont, c'est la Flandre, et M. Bainville montre très bien qu'au fond les nombreux démêlés de la couronne avec la Flandre ne sont que des phases de l'éternelle rivalité franco-anglaise. Mais, à la suite de l'avènement de la branche cadette, les Valois, la monarchie française subit toute une suite de malheurs et de défaillances; c'est la guerre de Cent ans. L'État français n'est sauvé que par miracle, le miracle de Jeanne d'Arc, prodigieuse affirmation de l'union mystique de la couronne et du peuple. De nouveau, les Anglais sont chassés de France, mais aussitôt reparaît le péril germanique. Et c'est le long duel des Valois, puis des Bourbons, et de cette maison d'Autriche qui est sortie d'un apanage français mais qui, pendant près de trois siècles, incarnera l'impérialisme germanique. Cet interminable duel assurément est coupé de quelques trêves, mais celles-ci sont abondamment remplies par de nouvelles querelles maritimes qui, depuis les grandes découvertes géographiques des XVIe, XVIIe et XVIIIe siècles, englobent parfois le monde entier. Éternel va et vient qui fera peut-être que dans quelques siècles les guerres de Napoléon, la guerre de 70, les incidents de Fachoda et même la guerre de 1914-1918, apparaîtront comme de simples épisodes de deux querelles millénaires nécessaires à l'équilibre du monde occidental. Nous avions rêvé que la grande guerre serait la dernière des guerres; il semble bien aujourd'hui que nos vieux motifs de querelle ne soient pas éteints; quel est ce fol orgueil qui nous fait croire que l'histoire du monde va s'arrêter à l'époque où nous vivons et que nous sommes un aboutissement?

***

Cette vue de l'histoire n'ouvre-t-elle pas des horizons imprévus sur la situation actuelle? Peut-être, si les hommes qui ont fait le traité de Versailles l'avait méditée, auraient-ils compris qu'il fallait s'attendre à l'attitude de l'Angleterre. Depuis des siècles et des siècles, la nation britannique s'est toujours crue menacée à tort ou à raison quand la France n'avait plus à redouter le péril germanique. Il est certain que, dans sa grande masse, l'opinion anglaise, d'ailleurs généralement assez mal éclairée, est convaincue que la victoire de 1918 a été complète et que pour cent ans au moins la Germanie, mise hors de combat, n'est plus une menace ni pour elle ni pour la France; elle a aussitôt repris son attitude méfiante à l'égard de cette dernière nation. Nous, que tant de funestes accidents ont éclairés, nous voyons qu'il n'en est rien. Nous sommes inquiets et nous ne pouvons nous décider à choisir entre la politique continentale qui doit garantir notre sécurité sur le Rhin et la politique maritime qui risque de rencontrer les intérêts anglais et que les Anglais nous soupçonnent déjà d'entreprendre. De là toutes les incertitudes actuelles. Il faut choisir. Que choisir?

Nous voilà bien loin en tout cas des beaux rêves de paix perpétuelle et de concorde européenne qui cherchent à se cristalliser autour de la Société des Nations! N'est-ce pas un aspect bien pessimiste de l'avenir qui vient, dira-t-on. Pourquoi? La lutte est la condition même de la vie. Une nation qui ne rencontre ni adversaires ni rivaux est une nation qui cesse de faire envie et qui est peut-être bien près de la mort. Et dans cette lutte, la France n'est certainement pas dans de moins bonnes conditions que ses voisins. « Sans doute, comme l'écrit M. Bainville, partout en Europe, dans les pays éprouvés par la guerre, les gouvernements ont perdu pied, le vieux monde est dans un état qui ressemble beaucoup au chaos. Extrême est la confusion des idées. Pleins pouvoirs, dictatures, ce sont des mots qui n'effraient plus, ou des choses qui semblent naturelles, tandis que partout sont affichés les noms de république et de démocratie. Sur les vastes destructions qu'une guerre immense

et les révolutions qui l'ont suivie ont causées, personne ne peut dire ce qui s'élabore, ce qui est provisoire et ce qui est définitif. Seulement, quand on compare la France aux autres pays, quand on se représente les hauts et les bas de son histoire, on voit qu'elle n'est pas la plus mal partagée. Exposée aux tribulations, souvent menacée dans son être — elle l'a encore été et terriblement en 1914 — elle n'est pas sujette à ces affaissements ou à ces longues éclipses dont tant d'autres nations offrent le modèle. Sa structure sociale reste solide et bien équilibrée. Les classes moyennes, sa grande force, s'y reconstituent toujours en peu de temps. Après toutes ses convulsions, parfois plus violentes qu'ailleurs, elle ne tarde pas à renaître à l'ordre et à l'autorité dont elle a le goût naturel et l'instinct. Si l'on n'avait cette confiance, ce ne serait même pas la peine d'avoir des enfants...

Cette confiance, la lecture de l'*Histoire de France* de Bainville la donne entière. C'est plutôt l'histoire de l'Etat français que de la France, mais l'Etat français, monarchiste ou républicain, est l'incarnation d'un peuple qui demeure comme le centre de gravité de la vieille Europe, d'un peuple qui, étant « achevé » depuis longtemps comme disait déjà Vergennes, a été guéri de l'esprit d'aventure, d'un peuple qui n'est plus gênant pour les autres que parce qu'il demande la Justice...

L. Dumont-Wilden.

LES ŒUVRES ET LES IDÉES

LA CRISE DU RÉCIT DE VOYAGE

Au temps où les voyages étaient difficiles, le récit de voyage était un genre prestigieux et aisé ; il suffisait de franchir la frontière pour découvrir des spectacles imprévus. L'humanité casanière s'émerveillait à la description des paysages et des mœurs. Les descriptions étaient brillantes, piquants les tableaux de mœurs. L'observation la plus superficielle recélait l'attrait de la nouveauté.

Serions-nous aujourd'hui moins naïfs? On le croira malaisément ; mais il est vrai que la tâche du voyageur s'est quelque peu compliquée : son prestige a disparu depuis qu'il n'est plus un être d'exception. Le globe trotter qui étonnait nos pères n'étonne plus personne ; la banalité du chemin de fer demeure identique, quelle que soit la longueur du chemin parcouru. Ajoutez que la Géographie, cette science dont il semblait que nous dussions désespérer, est enfin parvenue à conquérir les esprits français ; l'image, le cinéma ont vulgarisé tous les aspects de la terre ; par une application toute naturelle de la vieille loi de l'économie des forces, l'illustration et la photographie ont tué la description en la remplaçant souvent avantageusement. L'univers enfin s'est uniformisé : l'homme qui franchit la frontière ne s'y heurte plus à des contrastes saisissants ; partout la civilisation moderne impose aux peuples le culte des mêmes forces, des mêmes plaisirs, des mêmes mœurs ; les foules ont même apparence, même aspect les villes, où seuls les vestiges du passé affirment le privilège d'une singularité originale. Voyager, ce n'est plus changer de décor ; comment le simple passant percerait-il le voile de cette monotone uniformité?

Le récit de voyage serait-il désormais superflu? Ne concluons pas si vite. Le genre subit une crise ; il n'est pas condamné. Plus que jamais les peuples éprouvent le besoin de se connaître ; l'intérêt guide leur curiosité plus encore qu'un sentiment de généreuse fraternité ; ils n'ignorent pas que l'isolement serait leur ruine ; leurs échanges vont se multipliant ; une ample information doit diriger cette pénétration réciproque. En conséquence le voyageur se voit investir d'une mission nouvelle ; nous n'attendons plus de lui les impressions d'un dilettantisme suranné, mais de véridiques témoignages ; il y faut quelque étude ; le voyageur qui prétend se faire lire est aujourd'hui un enquêteur spécialisé : économiste, politique, psychologue instruit de la langue et de l'histoire d'un peuple déterminé.

Ces constatations d'une si flagrante évidence, M. Robert de Traz les démentirait-il? On serait tenté de le croire si l'on parcourait trop rapidement l'agréable volume qu'il intitule : *Dépaysements* (1). Au retour d'une brève excursion à travers plusieurs pays de l'Europe centrale et septentrionale, M. Robert de Traz imprime ses notes : notes hâtives, feuillets d'un carnet de route où le talent de l'auteur supplée à l'étendue de l'information. M. Robert de Traz entend nous convaincre de l'utilité des voyages : sa thèse n'est pas nouvelle, mais il l'expose de façon piquante :

« Le déplacement fait revivre la principale qualité de l'enfance : l'étonnement. Rien ne nous rajeunit comme la nouveauté qui attend aux frontières. L'esprit, excité par des dissonnances, se met à fonctionner plus vite ; il s'amuse et se fortifie. Aussi faut-il prendre garde de ne pas s'arrêter trop long-

(1) Un volume des *Cahiers verts* (Grasset).

temps en route, de ne pas s'habituer... Trop souvent par décence, logique et timidité, nous ne consentons pas que notre âme soit contradictoire. Mais le dépaysement nous donne une légèreté sublime ».

Changement de climat, hygiène de l'esprit ; nous n'y contredisons pas, encore que la nouveauté ne surgisse pas si inopinement à la frontière. Mais enfin l'atmosphère étrangère est favorable à une certaine excitation de l'intelligence. Et voilà un bienfait dont nous ne méconnaissons pas l'importance. N'allons pas en exagérer la portée. Réactif qui tonifie l'organisme, mais non point sans doute acquisition d'une substance nouvelle. Amusement, rajeunissement, la plaisante cure intellectuelle ! Mais cette « légèreté sublime » nous invite à quelque méfiance. Le voyageur qui redoute de s'arrêter en route, de s'habituer, qu'aura-t-il pu saisir de la complexe réalité?

Le voyage, selon M. Robert de Traz, serait en somme recommandable à la façon d'un sport. Cette méthode de tourisme intellectuel n'exige qu'une bourse bien garnie.

M. Robert de Traz raille-t-il? Formules par tout autre que lui, de tels conseils exhaleraient je ne sais quel parfum de perversité. N'allez pas les prendre trop à la lettre. Lui-même ne les applique qu'à son corps défendant — et sans nous prévenir que des dons particuliers et une préparation toute spéciale l'ont mis à l'abri des risques de sa propre méthode. M. Robert de Traz est Suisse ; il vit à Genève, carrefour de l'Europe au contact de nombreux étrangers. Toute son activité depuis la paix s'est orientée vers l'étude des questions internationales. Nous lui avons de grandes obligations : nul n'oubliera qu'il a fondé et dirigé avec une remarquable maîtrise l'un des périodiques les plus substantiels de notre temps, cette *Revue de Genève* où se rencontrent des esprits distingués de tous les pays. Ainsi prévenu, possédant la familiarité des grands problèmes contemporains, M. Robert de Traz peut bien se hasarder hors des limites de la Confédération ; il n'y fera pas figure de dilettante ; il a tout un programme d'interviews ingénieusement préparées ; il les obtient ; sa documentation en vaut bien d'autres ; elle vaut plus que beaucoup d'autres parce que son humeur itinérante ne le prive pas du secours du romancier, parce qu'il ne se borne pas à enregistrer des jugements et des opinions autorisées, et qu'il sait peindre et évoquer la vie même.

Admettons que M. Robert de Traz se moque un peu de nous dans sa Préface ; admettons-le pour lui prouver que nous sommes sensibles aux qualités solides de son petit livre. Pour sommaire qu'elle soit, son esquisse est plus frappante, elle exprime en traits plus saisissants que telle fresque ambitieuse, les angoisses, le tragique visage de notre Europe de 1924.

Revenons à notre propos. Nous affectionnons les voyageurs qui ne redoutent point de s'arrêter en route, qui s'arrêtent volontiers et recherchent les longues habitudes. Notez que le passant, s'il s'étonne aisément, s'étonne immanquablement des choses les moins étonnantes. Il faut une grande patience pour pénétrer aux profondeurs où se dissimule la véritable originalité. Une courte visite ne suffit pas ; il est bon d'observer un peuple à diverses époques de son histoire ; il faut rompre le cours de l'observation et la reprendre ; une expérience appelle le contrôle d'une autre expérience. C'est faute de cette précision et de ces comparaisons que tant de voyageurs échouent à faire le point, que tant de relations de voyage répètent le même candide mensonge, qu'au total la littérature de voyage demeure pour une part responsable de ces éternels malentendus qui empoisonnent l'atmosphère internationale.

Un court séjour à l'étranger nous dicte les jugements les plus décisifs : des visites répétées, prolongées, nous privent de cette belle assurance. Ecoutez plutôt ce que nous enseigne, après toute une vie de voyages, l'un des Français qui ont le mieux étudié la riche diversité du monde (1) :

« Jusqu'ici, lorsque j'étudiais un pays étranger, je m'appliquais à faire rentrer tout ce que j'avais vu, lu, entendu, et senti dans des formules assez souples pour le contenir, assez nettes pour l'éclairer ; je cherchais à définir ce que nous appelons l'âme d'une nation. Et j'y arrivais. On y arrive toujours. J'y arrivais peut-être aux dépens de la vérité, qui est plus complexe que nous ne l'imaginons ; mais je n'avais pas conscience de l'avoir endommagée, et j'étais très content de m'être fait une de ces solides opinions qui nous permettent d'attendre de pied ferme les événements, sûr qu'ils ne la démentiront pas ou que, s'ils la démentent, ce seront eux qui auront tort. Je n'avais pas encore assez voyagé aux Etats-Unis, et j'ignorais qu'on est beaucoup plus heureux de ne s'être fait aucune opinion, et d'être absolument convaincu qu'on ne s'en fera pas. Quelle tranquillité ! On ne craint plus de trouver au fond de son filet la grosse exception en train de dévorer tous les jolis petits exemples qu'on avait attrapés au passage et qui avaient déjà leur place dans une bonne et judicieuse théorie. On ne se préoccupe plus de mettre d'accord deux sentiments contradictoires. On n'appréhende plus de contrister ou d'irriter des hôtes qui furent

(1) André Bellessort : *Reflets de la vieille Amérique* (Perrin).

aimables, et qui ne vous pardonnent jamais vos généralisations... »

Ainsi délesté du souci d'édifier une doctrine, désabusé, convaincu de la vanité de toute théorie, M. André Bellessort est fort à l'aise pour suivre tous les chemins qui tentent sa curiosité ; ses constatations sont parfois contradictoires ; il n'en a cure ; mieux, il souligne ces contradictions et nous restitue ainsi la plus loyale image de la vérité. Ne redoutez au surplus nul désordre ; la réalité qu'il observe est très diverse, et ne favorise pas les généralisations logiques, mais il la découvre de son point de vue, et voilà sans doute le principe d'unité qui confère à son livre une si séduisante harmonie. L'impersonnalité du voyageur est là cause la plus grave de la médiocrité ordinaire des récits de voyage. M. André Bellessort est une personnalité forte : une double série de livres constitue son œuvre : relations de voyage au Chili et en Bolivie, à Ceylan et aux Philippines, au Japon, en Roumanie, en Suède... et l'on sait l'éclat de ces peintures qui constituent à l'heure actuelle la plus brillante galerie de notre exotisme littéraire ; ouvrages d'histoire et de critique consacrés aux lettres classiques, de Virgile à Ronsard, ou à la littérature moderne et contemporaine, française et étrangère, en sorte que, cette année même, M. André Bellessort s'est trouvé désigné pour assumer la lourde charge d'une suite de conférences sur Balzac. Parmi tous nos critiques, dites-moi lequel domine un horizon plus vaste, lequel a mieux su multiplier ses contacts avec la vie universelle et nourrir d'une plus riche expérience de l'homme une incessante recherche d'érudition. Cette souple activité, cette œuvre considérable nous obligent à reviser notre conception de l'humanisme, étriquée au cours des siècles, réduite à n'envisager qu'une sorte de délectation morose parmi la poudre des bibliothèques, tandis que l'humanisme, doctrine des forts, était né pour embrasser les vivants et les morts et goûter dans sa plénitude la fécondité de la passion et de l'esprit humains. Humaniste, remercions M. André Bellessort d'avoir fait revivre avec tout son sens ce beau titre, l'un des plus harmonieux dont puisse se parer notre civilisation.

L'humaniste en Amérique ! Vous vous doutez qu'il y recherchera les manifestations les plus délicates d'une haute culture morale et intellectuelle : il parcourt des clubs, des bibliothèques, des universités, des usines (le moins possible), quelques exploitations, très peu de musées ; il ne se prive point de noter maints détails de mœurs — de ceux qui intéressent l'âme, et éclairent l'évolution de la conscience et de la sensibilité américaines ; mais il s'attache avec prédilection au passé, ce passé américain dont l'orgueil des grandes cités modernes nous fait oublier trop souvent le charme pénétrant, ce passé indissolublement lié à mille souvenirs européens et tout particulièrement solidaire de notre propre histoire. Et certes, M. André Bellessort saura s'attarder le temps qu'il faut devant la vision fantastique du grand Canyon de l'Arizona ; son analyse du puritanisme nous livre l'un des plus curieux secrets de l'âme américaine : tel roman vécu dont il a surpris les péripéties douloureuses nuance la tragédie de l'amour, opprimé par la rudesse des mœurs et l'étroitesse des convictions ; voici la Californie de Bret Hart, son pittoresque, son romanesque, ses prodigieuses aventures... Mais où la sympathie de M. André Bellessort s'épanouit avec la grâce la plus convaincante, c'est lorsqu'il évoque l'ancienne France encore reconnaissable sous les immenses alluvions de la vie contemporaine, la Nouvelle-Orléans, son quartier français, ses tombes françaises, ses vieilles familles descendantes de nos émigrés, et qui perpétuent la tradition de leurs vertus ; le Canada, si proche encore de nous et tout vibrant d'amitié française ; ou lorsqu'il retrouve aux États-Unis les traces du passage de notre grand enchanteur, Chateaubriand ; quand il exhume la mémoire d'une héroïque Française, la Mère Marie de l'Incarnation... Qui donc disait que l'Amérique est un pays sans histoire? L'humaniste y retrouve les leçons de noblesse communes à l'ancien et au nouveau continent. Et ce livre est l'un des plus délicieux que lui ait dictés son culte réfléchi et clairvoyant de l'homme.

Une curiosité différente a inspiré deux livres qu'il faut rapprocher parce qu'ils traitent des sujets très voisins : *L'Amérique vivante* (1), de M. Henri Hauser ; *L'Amérique nouvelle* (2), de M. Firmin Roz.

Professeur en Sorbonne, M. Henri Hauser a vu les États-Unis à travers ses méthodes d'historien, d'économiste et de géographe ; il ne les a pas vus tout entiers, et vous entendez bien que ce savant, accoutumé à la plus extrême précision, mesure très exactement la portée de ses remarques ; ses conclusions n'excèdent jamais le champ restreint de son observation ; il donne l'exemple d'une modestie presque excessive, qui n'altère pas, je m'empresse de le dire, la fermeté de son jugement ; nos voyageurs, quand ils reviennent d'Amérique,

(1) Un vol. de la coll. *Les Problèmes d'aujourd'hui* (Plon).
(2) Un vol. de la *Bibliothèque de Philosophie scientifique*, dirigée par le Dr Gustave Le Bon (Flammarion).

ne nous ont guère accoutumés à cette sereine liberté d'appréciation qui unit sans peur la critique à l'éloge. Car tout n'est pas admirable aux États-Unis : « J'ai cru voir qu'un nombre croissant d'Américains étaient écœurés par cette continuelle odeur d'encens, autant qu'irrités par l'acidité de la « blague » parisienne, qu'ils savaient goûter une critique indépendante, quand ils la sentaient amicale. Enfin, m'ont dit quelques-uns, voilà un Français qui ne trouve pas que tout est bien chez nous !... » Tel est le ton de ce petit livre, simple recueil d'articles parus dans un journal parisien ; il nous plaît fort ; cette bonne foi est bien persuasive ; qu'il s'agisse des universités, des villes américaines, des questions économiques, de l'évolution de l'esprit public, nous retiendrons les avis si mesurés, si nets et véridiques, de M. Hauser.

Je ne sais si M. Firmin Roz a tout vu aux États-Unis, mais il les a parcourus dans tous les sens à maintes reprises : l'observation directe et l'étude des livres lui ont permis d'amasser une documentation considérable, érudite et vivante, valable aux points de vue les plus divers. M. Firmin Roz est peut-être l'homme de France qui connaît le mieux les États-Unis, pour avoir suivi depuis de longues années leur évolution avec une constante application et le zèle amical le plus passionné. Humaniste, lui aussi, ce n'est point aux lecteurs de cette Revue qu'il est besoin de rappeler ses titres : critique et romancier, ils savent la sûreté de son goût, son sens délicat des choses de l'esprit et de la littérature. Qu'un esprit aussi fin consente à explorer les domaines de la sociologie, de la politique et de l'économie politique, il y apportera un discernement de la plus précieuse qualité ; ses deux livres sur l'*Energie américaine* (1) et l'*Amérique nouvelle*, ont pour nous une importance fondamentale. Ouvrages complémentaires, écrits à douze ans de distance ; le second, tout récent, se présente à nous avec l'attrait particulier d'une décisive contre expérience.

L'auteur de l'*Energie américaine* s'efforçait de mettre en lumière, « en les rattachant aux conditions exceptionnelles d'où ils sont sortis, les traits caractéristiques de l'individu et de la société, de retrouver ainsi, derrière l'activité économique déployée au premier plan, la puissance de l'idéal qui met au service de cette société toutes les forces vives de la religion, de l'éducation et de l'action sociale ». Quelles retouches étaient nécessaires à ce vaste tableau après l'épreuve de la guerre? Quelles nouveautés se sont introduites aux États-Unis à la faveur du bouleversement universel? Qu'est-il advenu des institutions, des partis, des programmes, des doctrines, des forces jeunes et quasi illimitées de ce peuple en éternelle croissance? M. Firmin Roz l'a recherché avec le souci de n'omettre rien d'essentiel. Voici donc des pages d'histoire — et l'on chercherait vainement ailleurs un exposé plus objectif et plus clair des causes, des moyens, des effets de l'intervention américaine dans la grande guerre — et de précieux chapitres d'analyse où l'activité et la mentalité américaines sont décrites selon un plan dicté par l'impérieuse logique des circonstances.

Seuls, les spécialistes se hasarderont à apprécier le détail des preuves accumulées méthodiquement par M. Firmin Roz. Le profane, dont nous sommes, accueillera avec gratitude ces vues encyclopédiques et ces jugements autorisés. Encore convenait-il de saluer ici cet ouvrage, monument d'un probe et vigoureux effort intellectuel.

Lucien Maury

(1) Un vol. (Flammarion)

LE ROMAN

UNE PHILOSOPHIE DU SPORT (1)

M. Henry de Montherlant ne nous dit pas quel est l'événement qui l'a fait renoncer pour toujours à mettre le pied sur une piste ou sur un terrain de jeux ; mais il nous déclare que « la décision fut prise, sans débat, en une seconde, irrévocable ». L'événement devait être grave et d'importance, car si M. de Montherlant est un homme résolu, ignorant ce que c'est que tergiverser, sachant ce qu'il veut et le sachant bien, animé d'une confiance en lui-même absolue et irrésistible, il revenait, comme on dit, de loin quand il brûlait ses vêtements de sport avec un tas de *ses* feuilles mortes. Il reconnaissait, nous avoue-t-il, qu'il avait été victime d'une vaste illusion. Et le plus dur ne lui paraissait pas qu'il se fût trompé, — « c'est profits et pertes », — mais qu'il en eût trompé d'autres. Il reniait son prosélytisme ; il reniait sa foi. Qu'était-il donc arrivé, grands dieux !

Nous le saurons peut-être un jour. Nous savons dès aujourd'hui que la phase du sport était la troisième grande division de la vie du jeune écri-

(1) *Le Paradis à l'ombre des épées*, par H. de Montherlant. (Librairie Grasset. « Les cahiers verts »).

vain et que cette phase est révolue. Il est dès lors en état de la juger, et c'est ce qu'il fait dans son troisième livre : *Le Paradis à l'ombre des épées*. Il avait retracé et jugé la première phase dans son premier livre : *La Relève du matin*, où il nous restituait « la symphonie catholique formée par un collège religieux, les auteurs de Rome ancienne, l'Espagne et, essentiellement, l'esprit taurin » (il faut entendre, j'imagine, l'esprit des courses de taureaux). Une deuxième phase, celle de la guerre, avait donné naissance à un deuxième livre : *Le Songe*. Et puis, après la guerre était venu le sport ; d'où cette « première olympique » : *Le Paradis à l'ombre des épées*. Le collège ou l'éducation de l'esprit ; — la guerre ou l'éducation du courage ; — le sport ou l'éducation du corps. En trois temps, voilà la formation complète d'un homme d'aujourd'hui ; en trois livres, en voici l'histoire.

M. de Montherlant sportif continuait une tradition ; il défendait — sans doute n'est-il pas inutile, en effet, de nous l'apprendre — l'héritage des Césars, cette survivance spirituelle de Rome contre laquelle était dirigée la Révolution qui avait guillotiné son trisaïeul, et pour laquelle avaient combattu son bisaïeul, en 1848, dans l'état-major des ultramontains, son père, vingt ans plus tard, dans les rangs des zouaves pontificaux : « L'instinct qui me dirigea vers le terrain de jeu et qui m'y maintint, approuvé par mon intelligence, par mon plaisir et par mon sang, cet instinct me ramenait, sans que j'en eusse la conscience claire, à l'intérieur de l'ordre auquel ma tradition et mon choix m'ont dévoué. » Ce n'est point mal dit ; et l'ouvrage tout entier n'est qu'un développement brillant, fantaisiste, avec illustrations à l'appui, d'une morale du sport inspirée du vieil adage dont les sociétés de gymnastique font leur devise : *Mens sana in corpore sano* — « l'âme d'or dans le corps de fer », disaient dans le même sens et avec les mêmes intentions, les pythagoriciens.

Mais notre jeune auteur ne se contente pas de reprendre à son compte cette doctrine des Anciens ; il l'interprète, il l'élargit, il la rattache à une philosophie de l'histoire, que résume son premier chapitre : *Tibre et Oronte*. Vous vous rappelez les deux vers de Juvénal déplorant l'influence dissolvante de l'Orient sur la fermeté, la simplicité romaines :

> Voici que l'Oronte syrien a apporté de ses rives et versé [dans le Tibre
> Et le langage et les mœurs et les sons des cordes et des [flûtes.

« La plainte de Juvénal est la nôtre », écrit M. de Montherlant : « On demande une digue contre l'Oronte ». Les études classiques, le réalisme de la guerre, l'éthique du sport, ont fourni à ce jeune écrivain, bouillonnant d'une ardeur qu'il veut discipliner, les matériaux et le plan pour la construction de sa digue.

Elle est destinée, d'ailleurs, semble-t-il, plus à modérer l'apport qu'à le supprimer : « J'admire dans une vie l'arrangement, comme dans le ciel l'économie des astres. La grande affaire n'est pas de renoncer, et qu'on ne ricane pas au paradoxe quand j'ajoute : ce serait trop facile. La grande affaire est de savoir le principe dominant, de le maintenir, et, autour, de garder tout en composant tout. » C'est la sagesse même, et l'on allait féliciter M. de Montherlant d'y être arrivé si vite, quand sur ce mot « tout » il s'écrie soudain avec une exaltation où nous ne reconnaissons plus cette sagesse : « Non, ne cédons rien... Bonheur, souffrance, raffinement, rudesse, fermeté, défaillance, candeur, souillure, sagesse, folie, tout m'appartient et je veux tout avoir, car tout m'est bon, si rien ne me l'est assez. Et que je vive toutes les vies, et que je ne les vive pas à la suite mais ensemble..., ensemble toutes les diversités et contradictions du monde... » Il semble que l'Oronte, cette fois, ait débordé et que la démesure ait trouvé une expression adéquate dans ce vœu d'une intelligence humaine aspirant à se voir comme le miroir de la création afin de concevoir Dieu à l'image de l'homme.

Orgueil et frénésie : il n'y a rien de plus impie. Mais, à vrai dire, nous sommes devant un simple bouillonnement d'intelligence et de sensibilité. Admirons plutôt et louons le jeune écrivain de rester assez clairvoyant dans cette tourmente pour faire cette loyale déclaration : « Si j'avais un peu de conscience, je poserais cette plume dérisoire... et je m'embarquerais sur ce Styx des vivants qu'est le silence pour lequel je suis né. » Nous serions bien fâchés de le prendre au mot, et nous pouvons l'assurer qu'il n'est pas né pour le silence. Nous irons même jusqu'à affirmer notre espoir qu'il finira par se mettre d'accord avec lui-même, par harmoniser ses *moi* successifs, et qu'il ne continuera pas toujours, comme il se plaint ou se vante de le faire aujourd'hui, à nourrir ce qui le récusera.

Déjà une tendance générale se dégage : M. de Montherlant est pour l'ordre, — l'ordre que symbolise Rome à ses yeux. Toute la maladie moderne, pense-t-il, se réduit à la diminution graduelle, depuis quinze cents ans, de la romanité dans le domaine religieux, politique, juridique, moral et social, de l'hellénisme dans le domaine des lettres, des sciences et des arts. Il faut restaurer l'idéal helléno-romain d'un spiritualisme soigneusement tempéré par l'étroit contact avec la réalité, d'une

nature travaillée par l'être penseur dans son sens à elle. Je reconnais le thème : c'est celui qui revenait sans cesse dans les propos du philosophe Victor Brochard durant les dernières années de sa vie : il en tirait une attaque vigoureuse contre le christianisme. M. de Montherlant n'accepte-t-il pas cette conclusion quand il écrit que l'admirable sagesse du monde helléno-romain périt avec lui, « on n'ignore pas sous quelle loi »? Mais il croit se rattraper quand il nous montre la délicieuse réussite retrouvée à la Renaissance, « confortée par les Papes ». Nous y voilà !

M. de Montherlant, opposerait-il catholicisme et christianisme? Il fait maintes professions antichrétiennes, notamment sur « l'œuvre de chair », jugée nuisible, non de désobéir à une loi écrite dans le ciel, mais d'être un danger pour la valeur... M. Henry de Montherlant proclame qu'il se rattache « à un ordre dont le catholicisme fait partie » — l'ordre du Tibre, qui restaure le prestige romain et place le paradis à l'ombre des épées. C'est pourquoi, à l'heure du trouble, quand il revenait de la guerre et qu'il affrontait pour la première fois la société — car le collège et la guerre avaient été pour lui quasi d'une pièce —, son instinct le dirigea vers le terrain de jeu, où se restaure l'activité physique, l'équilibre du corps et de l'esprit.

Prenons donc, en attendant l'œuvre prochaine du même auteur et le développement — ou l'affermissement — de sa pensée, ce petit livre tel qu'il est : un essai sur le sport, en vue de le situer dans sa famille philosophique ; — une philosophie du sport. La première seule des quatre parties dont l'ouvrage est composé présente, cependant, des considérations théoriques. Les trois autres sont comme des applications : plus exactement des illustrations par des cas concrets. C'est là qu'il faut chercher l'art de M. de Montherlant — je ne dis pas son talent, qui éclate partout. Il s'affirmait, dès *La Relève du matin*, qu'un prêtre qualifiait si justement (voir la note 3 de l'édition Bloud et Gay, 1922) : « Une œuvre sincère, pleine de noblesse — avec des à-côtés et des erreurs — de difficile lecture parce que douloureusement pensée — et vécue — et marquée — mais très noble et même émouvante par sa noblesse. » Nul, je pense, ne résisterait à ce sens frémissant de la vie enfantine, de celle qui tremble au seuil de l'adolescence. Et voici que l'adolescent lui-même n'est pas dévoilé, mis à nu, avec une moins chaude franchise, hardie à la fois et fraternelle. Le pensée est vive, l'émotion directe, le style jaillissant : tout cela soumis à une discipline très consciente et volontaire. Elle apparaît surtout dans ce troisième livre, et, disions-nous, dans les trois récits qui le terminent. *La gloire du stade* nous présente le jeune Jacques Peyrony, quinze ans, dit « Dents de Chien ». Il est actif, il est loyal, il est pur. Le sport lui enseigne la limite : tout, chez lui, représente la raison. Oui, « entre son père, chez qui de « très grosses affaires » ont séché jusqu'à la dernière goutte d'humanité, sa mère, qui est un pauvre singe inconscient, et sa sœur aînée, qui est une buse, Dents de Chien représente la raison. » Seul il connaît la discipline, l'action commune, l'allégresse entre terre et ciel. Il est adapté, il est souple. «... Sa foulée, bondissante et posée, est pleine du désir de l'air. Danse-t-il sur une musique que je n'entends pas? » Car la musique est là, dans le rythme de ce jeune corps, dans son aisance et sa vigueur, dans le style, — oui, le style du jeune athlète, le style de l'écrivain qu'il inspire. Et comme cette exaltation réglée donne à celui-ci le sentiment de sa valeur, de sa supériorité ! Nous avons vu avec quel dédain il parle de la famille de son ami. L'histoire de *Mademoiselle de Plémeur*, championne du « trois cents » est à base du même dédain.

« J'ai rencontré dans les stades féminins quelques jeunes filles, extrêmes fleurs de noblesse bretonne où se perpétue depuis des siècles un esprit d'indépendance et de fronde. Ces filles faisaient de l'athlétisme comme leurs frères de la politique de gauche. Elles jetaient dans ce qui était pour elles une infraction toutes les richesses, toutes les âcretés d'un vieux sang. » Le sport est quelquefois un dérivatif. Mlle de Plémeur nous est montrée au moment même où son dernier effort, impuissant, lui révèle qu'elle ne peut plus vaincre. C'est l'heure, aussi, « où celui qui se trouve là peut tout ». Celui qui se trouvait là, et qui nous raconte l'histoire, pouvait donc ; mais il n'a pas voulu. Il sait pourtant ce qu'il adviendra de la malheureuse, puisqu'elle a perdu son armature, tout ce qui la tenait droite et fière. « Je ne lui ai pas épargné le déshonneur, qu'elle a dû trouver avec d'autres qu'avec moi. Je lui ai épargné la fausse espérance, que j'étais seul à pouvoir lui donner, peut-être. Il paraît qu'elle ne me le pardonne pas. » N'est-ce point dur, tranchant et cruel? Telle est la manière, naturelle et délibérée aussi, voulue, de M. Henry de Montherlant. On en pourrait dire ce qu'il dit de la guerre et du sport : « De la violence ordonnée et calme, du courage, de la simplicité, de la salubrité, quelque chose de vierge et de rude et qui ne s'examine pas soi-même... » Tout cela résumé, synthétisé dans le dernier épisode, *La leçon de foot-ball dans un parc* : c'est bien l'art, c'est bien la pensée, c'est bien l'idéal de M. Henry de Montherlant.

Il faudrait déterminer dans quelle mesure il parle vraiment pour toute sa génération.

***

«... Le football est beau ! Il est l'image en raccourci de la lutte humaine pour l'existence, l'anodine préface hebdomadaire des batailles futures des peuples... et ceux-là qui jueront, sur les deux terrains où pullule la vie et où la mort décime, seront des forts parmi les forts. » Cette déclaration nous invite à mentionner ici une œuvre bien différente à tous égards du *Paradis à l'ombre des épées*, mais où est célébré aussi le Rugby qui, entre tous les sports athlétiques, jouit d'une telle faveur auprès de la jeunesse contemporaine. *Desroches footballeur* vient de prendre place dans la collection « Le Roman de Sport » (Ollendorff) qui compte déjà *Sainfoin* de P.-A. Schayé, *Nicolas Bergère*, de Tristan Bernard, *Ma Voiture de course*, de G. de Pawlowski, enfin *Dudule, Nénesse et Laripette*, de Henri Decoin.

L'auteur, Louis-Henry Destel, a vécu son sujet avant de l'écrire. Il fut pendant de longues années capitaine d'équipe et a déjà fait paraître des études estimées sur le Rugby. Il nous donne aujourd'hui le premier essai — et, pour parler le langage du football, la première « touche » — du littérateur qu'il veut être maintenant. N'insistons pas sur un rapprochement qui serait tout artificiel : l'aventure sentimentale de Jean Desroches et de Claire Dartigues n'a rien de commun, ni dans le fond, ni dans la forme, avec la « Première Olympique » de M. Henry de Montherlant, — sinon de marquer la place du sport dans les préoccupations et dans la vie d'aujourd'hui.

Firmin Roz.

LES BEAUX-ARTS

LES SALONS

Non loin de l'entrée de la grande halle de sculpture, au Salon des Artistes Français, un monument aux morts attire l'attention. C'est un haut-relief qui fait tableau : dans un champ de blé, un faucheur qui travaillait s'arrête et se découvre : sa faux vient de dégager, sous l'épaisse moisson, la croix surmontée d'un casque, la tombe d'un soldat. N'est-ce pas, depuis la guerre, le grand symbole de notre art?

Demain, sur nos tombeaux,
Les blés seront plus beaux ;

mais si, dans les deux Sociétés rivales, aujourd'hui réconciliées, la moisson semble toujours abondante, le grain est médiocre, et les tombes dominent tout. Parcourez cette halle toute emplie de marbres, de plâtres et de bronzes harmonieusement disposés, et dites si vous ne vous croyez pas dans un vaste Campo Santo. Partout surgissent des monuments funéraires, commandés des diverses villes de France, et seule vraie ressource, il faut l'avouer, de la plupart de nos sculpteurs, accablés par les frais excessifs de leur travail. Partout de grandes figures de femmes debout, qui inclinent tristement la tête, et prient, ou tendent des couronnes ; certaines ne sont pas sans beauté, car elles sont simples ; tandis que, plus loin, il y a d'effrayantes images de nos pauvres soldats.

Passons ; allons jusqu'à ce haut monument pyramidal, d'architecture un peu égyptienne, dont la façade plane s'entr'ouvre, et de cette fente obscure une douce jeune fille, à demi drapée, prend son essor, les mains tendues, le regard pur tourné au ciel : c'est *l'Ame*, qui « s'arrache aux sombres hypogées » ; mais l'art de M. Max Blondat vaut mieux que sa littérature, et je félicite ce sculpteur d'esprit charmant d'avoir su conserver tant de grâce dans cette austérité.

M. Maxime Réal del Sarte a eu la belle inspiration plastique de grouper sous les plis du manteau de la Victoire *Ceux qui ont des droits sur nous*, le mutilé, la veuve et son enfant. M. Hippolyte Lefebvre nous fait assister à l'agonie d'un *Richelieu* de bronze somptueux et romantique ; plus près de nous, voici les deux effigies en bronze du grand entomologiste Fabre, l'une, de Maillard, sobre et bien silhouettée, où il est assis, la loupe à la main, sur un tronc d'arbre, l'autre, d'Antonin Malet, où il est debout, étudiant avec ardeur une procession de chenilles ; l'une destinée au village de Sérignan, l'autre au village de Saint-Léons.

La *Jeanne d'Arc* de M. Roger de Villiers, un peu frêle et timide, plaît par ses lignes pures et son accent religieux. M. Guillaume a réussi à équilibrer une élégante figure nue, *la Délivrance*, qui brandit une épée, et ne tient au sol que par la pointe des pieds, comme la Diane de Houdon. M. Bitter a obtenu la commande de l'État pour une Diane qui ne s'apparente guère à la fière chasseresse de Houdon, ni à la hautaine et mélancolique figure de Vigny, pleurant, au bord de ses fontaines,

Son amour taciturne et toujours menacé.

Elle est bien assise au bord d'une fontaine ; mais cette déesse, qu'invoque une inscription d'un paganisme vieillot, ressemble à l'un des mannequins qui posent pour les peintures de M. Domergue.

M. Daillion s'est borné à traduire en un marbre monumental, *L'âge de pierre*, une composition célèbre du peintre Cormon. M. Ducuing se mue, avec esprit et science, en artiste d'Extrême-Orient pour nous présenter, en deux grandes statues, LL. MM. Kaï-Dinh, empereur d'Annam, et Sisowath, roi du Cambodge.

La sage tradition académique se reconnaît aux *Canéphores* de marbre de M. Martial, et l'on admirera la gentille malice avec laquelle M. Henri Bouchard, expert en archéologie, a solennisé son *Crispius Reburus, architecte romain*. C'est le grand Prix de Rome d'architecture, dans toute sa majesté, la règle et le compas en main ; il a du ventre, sous sa toge aux plus savants, et il suppute, d'une moue bienveillante qui avance son menton sous une barbe soigneusement calamistrée, les devis d'une restauration officielle.

De bons bustes, comme toujours, par MM. Ségoffin, Denys Puech, Vermare, Seysses, Camus, Landowski, Descatoire, qui a sculpté en marbre *S. E. le Cardinal Dubois*, et Léon Morice, qui nous montre l'évêque d'Angers, *Mgr Rumeau*. Le buste de *Ronsard*, par M. Delperier, qui sera érigé à Tours, domine un fût de colonne et une avalanche de roses où se jouent des amours ; ces roses vivront plus que « l'espace d'un matin », mais elles ne valent pas, je le crains, l'unique rose de l'ode à Cassandre.

Jamais la peinture, aux Artistes Français, n'avait été mieux disposée pour la joie et le repos des yeux, et M. Sabatté s'est acquitté de sa tâche ardue et délicate avec un goût auquel tous rendent hommage. La meilleure volonté du monde ne peut réussir à nous faire voir du nouveau là où personne n'en apporte, mais elle fait si bien valoir l'application, sinon les progrès, de tant d'excellents élèves, que nous nous sentons prêts, une fois de plus, à une généreuse distribution de prix, de médailles et de mentions.

Le maître qui les décernait avec un si bon sourire, notre cher Léon Bonnat nous a quittés ; mais il s'impose à notre souvenir et à notre admiration par le choix excellent de ses peintures, où la Société qu'il présida si dignement a rassemblé son pieux et suprême hommage. On ne peut entrer sans un sentiment de profonde déférence dans cette salle, qui, à elle seule, imposerait à tous les amis de notre art la visite des Salons de 1924 ; le grandiose donateur des Musées Nationaux, l'homme qui a enrichi notre Louvre et sa ville natale des plus beaux dessins de maîtres anciens et modernes qu'un amateur ait jamais réunis, mérite de vivre dans l'histoire de l'art français par d'autres titres que sa générosité : les portraits que voici s'imposent à la mémoire avec une autorité où l'on sent l'étude approfondie d'un caractère, la fixation de ce trait décisif qui confère une immortalité. On ne nous a point montré, et nous le regrettons, quelques-unes des études romaines, œuvres de jeunesse qui annonçaient un coloriste personnel, moins docile à la grande tradition italienne, car c'est l'élève du Caravage, c'est un Romain du XVIIe siècle, en somme, qui nous apparaît dans le *Christ* provenant du Palais de Justice, dans le *Job*, et surtout dans la très noble composition du *Saint Vincent de Paul* ; mais, Caravage ou Bonnat, il n'y a rien dans nos Salons d'aujourd'hui que l'on puisse rapprocher de cette peinture héroïque. Quant aux portraits de *Mme Bonnat mère*, de *Mme Pasca*, de *Léon Cogniet*, de *Thiers*, de *Jules Grévy*, de *Victor Hugo*, de *Renan*, de *Taine*, d'*Alexandre Dumas* et de *Paul Hervieu*, ce sont des effigies d'une puissance sculpturale où se résument, comme dans la solennité d'un bronze, quelques moments de notre histoire et de notre art.

Tout va nous paraître bien pauvre au sortir de cette symphonie monotone mais si puissante. Que M. Lalyre, éloigné du Salon pendant plusieurs années, y rentre avec sa troupe de naïades roses qui batifolent dans une écume blanche et bleue, qu'il prenne à M. Gorguet l'ambition de représenter *les Croisés devant Damiette*, que M. Friant renonce à ses précieux petits portraits pour nous conduire *En pleine nature*, devant un grand cheval qui se cabre, et qu'entoure une foule d'hommes, de femmes et d'enfants, tous nus et d'une propreté reluisante, que M. Despujols fasse de grands efforts pour ne ressembler à personne en peignant d'invraisemblables animaux autour d'un Adam et d'une Ève si étranges que l'on comprend trop bien leur expulsion du Paradis (mais ce même M. Despujols, quand il consent à ressembler à un Vénitien du XVIe siècle, nous enchante par le spectacle d'une jeune mère qui allaite son joli enfant), que M. Rochegrosse se perde en de singulières hallucinations, où il extériorise très dangereusement *la Prière*, voilà qui nous inquiéterait peut-être si nous n'étions fermement assurés que tout ce que nous allons voir, nous le connaissons déjà.

Ce sont les beaux portraits de M. Marcel Baschet, ces pastels d'une maîtrise paisible, qui, pour différer de la volonté impérieuse dont nous parlions tout à l'heure, n'est pas moins conquérante par une pénétration intelligente et douce, puis ceux qu'ébauche si joyeusement M. Edgard Maxence, la grande

image féminine où M. Ferdinand Humbert a su mettre, encore et toujours, les dons les plus séduisants de sa science harmonieuse, *le Maréchal Franchet d'Esperey* si fortement campé, mais un peu froidement peint par M. Patricot, *M. Georges Goyau*, d'une vie extraordinaire sous les pinceaux de M. Jules Grün, et, de M. Gustave Pierre, qui nous avait fait espérer mieux, une grande image sèche et rébarbative, *La femme du peintre et ses enfants*. M. Déchenaud, M. Patissou, M. Paul Dupuy, M. Sabatté, M. André Devambez, dont l'allégorie trop morcelée n'est qu'un prétexte à de fortes études d'après nature, et tant d'autres encore mériteraient mieux qu'une citation, mais c'est au délicieux *portrait de Mlle M. G.*, par M. Pierre Laurens, que nous porterons le plus volontiers une palme, en hommage à la candeur d'un visage aussi pur que les ruches ingénues de sa robe.

L'anecdote, comme toujours, s'épanouit ici. M. Jonas continue à dépenser une habileté extrême à des jeux plaisants de physionomie : ce sont, cette année, les *Séminaristes en promenade*; cela fait-il vraiment un tableau? Et ces passants, un bonhomme et deux gamins, que M. Jules Adler nous montre de dos, regardant, au travers d'une grille, le train de ceinture qui roule, et dont nous ne voyons que *Les fumées*, ils nous amuseraient peut-être sur une toile grande comme la main. J'en dirais volontiers autant des *Vieilles Demoiselles* et du *Temps gris à Langres*, de M. Jules-René Hervé, si je n'avais plaisir à noter en ce nouveau venu, élève de M. Adler, un don réel de peintre, une sensation plus vraie du plein air et de l'importance de la figure vivante. On doit louer, pour des mérites analogues, la *Leçon de théologie* de M. Georges Dervaux. Mais à qui peuvent bien s'adresser, à quel salon d'amateur peuvent bien s'adapter des tableaux auxquels les grands Hollandais d'autrefois, ces maîtres de l'intimité, savaient donner les justes dimensions qui conviennent à une anecdote?

L'amateur qui songe à son agrément et au décor harmonieux d'un cabinet de travail ou d'une salle à manger se tournera, avec une curiosité plus vive, vers les intérieurs, les natures mortes, les paysages, les fleurs qui chaque année nous reviennent avec une profusion où le choix semble difficile. Il se plaira dans l'atmosphère des cathédrales dont M. Gaston Rigaud baigne les piliers robustes du reflet mouvant des vitraux et d'une pénombre que l'encens parfume; il s'arrêtera, avec M. Martin, dans les salles de sculpture antique, au Louvre; il goûtera le *Souvenir de théâtre*, la danse que M. Henry Tenré enveloppe des artifices d'une lumière de crépuscule ; il suivra, dans la toile de Mlle Madeleine Meunier, le rayon de soleil qui glisse sur un tapis de la Savonnerie, et monte, parmi l'or des vitrines, dans *la Bibliothèque de Louis XVI, à Versailles*; il évaluera le prix des meubles et des bibelots dont M. Paul Thomas nous offre des portraits si aimables. Les paysages toujours frais et printaniers où M. Quost, à l'exemple de Corot, repose sa vieillesse active, les jardins éclatants de M. Charreton, les décors aux nobles horizons de M. Balande et de M. Moreteau, les lourdes marines aux vagues irrésistibles de M. Auguste Matisse, la *Rade d'Antibes* et les *Bords de rivière* de M. l'abbé Paul Buffet, la Provence de M. Charles Duvent et de M. Désiré-Lucas, la Bretagne de M. Morchain, le Jura de M. Grosjean, l'Ombrie de M. André Strauss, dont le sentiment de nature, très puissant, tourne volontiers au triste et au sauvage, voilà de quoi orienter les rêves du voyageur; peut-être se contentera-t-il des fleurs merveilleuses de M. Filliard, ou plutôt même, s'il veut m'en croire, de ces *Zinias* et de ces *Roses de la mariée* où M. Edgard Maxence, avec une habileté consommée, a su enfermer la plus douce poésie.

La Société Nationale, découronnée par l'exode de ses principaux adhérents, que nous retrouverons, le mois prochain, au Salon de la Porte Maillot, s'impose surtout à l'attention par des expositions rétrospectives. Celle de notre admirable Puvis de Chavannes, trop pauvre de peintures (son grand panneau de *l'Automne*, le seul qui nous soit montré, fait un peu songer à Cabanel), exigerait une longue étude de tous les dessins, si heureusement groupés, qui proviennent de nos Musées de province, Poitiers, Marseille, Amiens, Rouen, Dijon, Lyon, Toulouse ; il faut s'y arrêter, y méditer paisiblement. Peut-être y a-t-il plus d'art véritable dans une aquarelle de Jongkind que dans les paysages où Raffaelli s'est inspiré de ses leçons, et des estampes japonaises; mais le charmant portrait en blanc de sa fille demeure toujours aussi frais et jeune depuis tant d'années. Le bel ensemble des pastels de M. Lhermitte est tout pénétré d'un amour grave, tendre et discret de la nature ; là encore il faut se réserver des minutes de recueillement bienfaisant. Les innombrables instantanés de Renouard ne relèvent-ils pas plus du journalisme que de l'art, malgré leur habileté prodigieuse? je n'en suis pas très sûr.

Si nous allons aux exposants de l'année, nous ne manquerons pas de nous heurter d'abord au scandale de M. Van Dongen : comment nous manquerait-il, et comment ne s'aggraverait-il

point, pour forcer le sourire des plus blasés? *La jeune fille verte*, l'héroïne d'un roman de feu Toulet, n'était qu'un peu acide; celle-ci va plus loin, et l'on peut se demander quelle est la plus grosse indécence, de la peinture, qui ne déshabille pas tout à fait le modèle, ou du catalogue, qui nous donne son nom, et pour un peu ne refuserait pas son adresse. Les nus de M. Gustave Durand, de M. Durozé, de M. David Burnand sont de méritoires études de nature; ceux de Mme Chaplin, groupés en décor selon la tradition italienne, ont un charme un peu incertain encore; ceux de M. Auburtin se fondent dans l'harmonie de ses mélodieux paysages.

M. Inguimberty nous apporte une nouvelle édition, avec variantes, du grand panneau qu'il exposait l'an dernier aux Tuileries; c'est toujours aussi massif, puissant et monotone. Les paysages de M. Berteaux, de M. Griveau, de M. Moullé nous sont familiers; M. Dauchez nous retient sur les grèves et au long des estuaires de sa chère Bretagne; M. Paul de Castro nous donne une belle sensation de plein air sur les quais de Marseille; M. Communal se plaît à la joaillerie que le soleil fait étinceler sur les neiges et les rochers du Mont Blanc, et M. Robert Lemonnier nous raconte son amour paisible et réfléchi pour les hautes vallées dauphinoises. M. Bernard Harrison rend avec un goût parfait le cadre exquis des lacs italiens. Les portraits de Mlle Breslau, de MM. Jef Lempoels, Guirand de Scévola, Jeanniot, Louis Gillot, Weerts, Guiguet, Hugues de Beaumont, l'image si simplement émouvante et austère que M. Larrue a peinte de sa mère, les crayons de Mme Renée Davids, de M. Henri de Nolhac, les intérieurs, les natures mortes, les fleurs de MM. Décisy, Dominique Picard, Ballot, Hector Dumas, Pallandre, Delaporte, de Mlle Félicie d'Estienne, de Mmes Crespel, Desbordes-Jouas, Alice Javal, et de tant d'autres, mériteraient mieux qu'une mention, s'il ne fallait s'arrêter; asseyons-nous, au terme de la promenade, devant le panneau où M. Lobre a groupé six toiles, le plus important envoi que nous ayons vu de lui depuis longtemps.

Il y a, dans la salle voisine, un portrait de M. Lobre par M. Lévy-Dhurmer. Le bon artiste est représenté au travail, l'œil ardent, le sourcil froncé; mais sa tête, par un arrangement cher au pastelliste célèbre, s'enveloppe de nuages, comme ces miniatures du temps de nos arrière-grand'-mères dont s'ornaient des bonbonnières et des boîtes à bijoux. Lobre dans les nuages! cela ne ressemble guère à son art. S'il s'agit de faïences précieuses, de rares instruments de musique, d'un meuble couvert d'une soie charmante, ou d'une cheminée où se jouent des bronzes de Caffiéri, vit-on jamais peintre plus amoureux de son modèle? il le peint et il le caresse; il en est le portraitiste le plus minutieusement informé. C'est avec le même scrupule qu'il modèle ces enfants de plomb qui nagent dans un bassin de Versailles, et tous les bibelots égyptiens qui luisent dans leurs vitrines d'acajou, au Louvre. Point de nuages autour de Lobre, qui met toute sa poésie dans son réalisme. Il est permis cependant d'aimer aussi les nuages.

(A suivre.) André Pératé.

LES LIVRES NOUVEAUX

R. de Montmorillon : *Le voile tombe*. 1 vol. (Fasquelle).

Un milieu provincial et suranné, dans ce beau pays du Morvan, familier à l'auteur et qu'il nous fait aimer. Des fiancés, qui s'aimaient, s'épousent. Au bout de peu de temps, sans causes apparentes, le ménage se disloque. Et jusqu'au moment où *le voile tombe*, l'orgueil et la jalousie dressent l'un contre l'autre deux êtres dont le sentiment secret, ignoré d'eux-mêmes, n'avait jamais cessé d'être de l'amour. Pour qu'ils s'en aperçoivent, il faut que le *voile tombe* — l'orgueil qui nous cache « la vie et la voie ».

L'histoire de Foulques de Morclef et de Yolande de Frémigny est « celle de tant d'autres jeunes ménages, dont la grande guerre a relâché les liens, loin de les resserrer. Toutes ces histoires n'ont pas aussi bien fini. Mais tous ces jeunes ménages n'ont pas non plus achevé leur douloureux calvaire ». Si « tous n'ont pas eu, pour leur montrer la route, le rappel de ces voix d'aïeules qu'on entend si bien du fond de ces vieilles demeures, les berceaux des familles », il suffirait à tous de « suivre la leçon d'honneur que chaque Français peut entendre de même à son propre foyer, s'il sait seulement écouter la voix de ceux qui l'ont fondé. »

L'histoire nous est contée dans un récit rapide qui ne laisse jamais languir l'intérêt; les caractères nous sont présentés avec une vérité pittoresque. Voilà certes, un roman, et de la qualité la meilleure. Déjà l'auteur nous avait donné *Au-delà du sillon*, dont l'action se passe aussi au pays des montagnes-noires (Mor-vand). Il nous annonce *Mange ton pain* ou l'*Apôtre rustique* Nous y retrouverons avec plaisir un des personnages les plus curieux et les plus sympathiques du roman que nous signalons aujourd'hui. F. R.

Louis Borde : *La Sève*. 1 vol. in-16. Imprimerie Darantière, Dijon).

Ce roman, sans doute, n'est pas d'un professionnel de la littérature. Il mérite d'être signalé pour la netteté, la fermeté avec laquelle il retrace le développement de la courbe intellectuelle et de la courbe sentimentale chez un savant, Denis Verlet, positiviste réfléchi, qui s'est imposé de ne considérer les faits que du point de vue objectif en se mettant soigneusement en garde contre les suggestions de la sensibilité. La mort de sa mère, d'abord, auprès de laquelle il a constamment vécu, provoque en lui une crise de mysticisme, qu'il surmonte, mais

dont il restera quelque chose. Puis vient la guerre. Elle l'oblige à corriger ses principes de biologiste et son interprétation de « la loi du plus fort ». Cette loi, en effet, a dicté la conduite des Allemands, qui en a fait éclater le vice effroyable. En organisant la vie sociale et internationale sur le principe de la destruction du faible, ils ont commis une erreur que le savant français, devenu combattant, découvre à la clarté de l'incendie. « L'hypothèse darwinienne ne s'applique pas uniquement au corps à corps suivi de mort ; elle se rapporte également aux réactions prolongées contre les circonstances défavorables de la vie. Ne voir dans la lutte pour l'existence qu'un combat mortel pour l'un des adversaires, c'est rétrécir singulièrement la question... Les faits d'association, d'entre-aide, à y regarder de près, sont peut-être plus nombreux que les faits d'extermination. La violence n'est donc pas l'ultime raison de vivre, la guerre n'est pas l'aboutissement inévitable des conflits entre hommes ».

Enfin, après avoir longtemps méconnu le sentiment qui l'attache à une enfant qu'il a recueillie et élevée, Denis Verlet est conquis par le charme de la jeune fille et il l'épouse.

Ainsi, sans abuser de l'analyse et des considérations psychologiques, par une succession d'incidents rapidement et sobrement décrits, l'auteur nous montre son personnage pénétré, nourri, transformé par la sève mystérieuse de la vie, plus forte que le système où il voulait s'enfermer. F. R.

Valère Bernard : *Les Bohémiens*. 1 vol. Collection « Le roman nouveau ». (Edition du Monde Nouveau).

Valère Bernard est un Provençal ; il écrit en provençal. Peintre, aquafortiste, poète et romancier, il est depuis la mort de Mistral le talent le plus représentatif de la Provence. Son premier roman, *Bagatouni*, célébrait Marseille et ses vieux quartiers. *Les Bohémiens* nous transportent sur les routes aux environs de Marseille, d'Aix et d'Arles, dans la Crau et dans la Camargue. Nous assistons aux conflits dramatiques que fait naître la rencontre de deux Provençaux, épris de vie errante et libre, avec de véritables nomades, des bohémiens authentiques, rusés, sauvages et pittoresques. D'ardentes descriptions rappellent le peintre. Mais les scènes pathétiques qui abondent sont certes d'un écrivain. Il nous semble que la traduction de Paul Souchon reflète aussi exactement que possible l'original.

Une vigoureuse préface de Louis Bertrand avertit loyalement le lecteur que, par une anomalie assez déconcertante, la sensibilité de cet écrivain marseillais rappelle d'étrange manière celle des écrivains russes ou polonais. « C'est une âme du Nord qui s'exprime à travers une rhétorique provençale et latine. Y a-t-il là un cas singulier, ou quelque mystérieux atavisme ? Je crois, en effet qu'il y a là quelque chose de congénital, mais aussi que Valère Bernard se ressentira toute sa vie d'appartenir à une génération qui s'adonna immodérément à de sauvages boissons exotiques — je veux dire cette littérature et cette idéologie slave qui va de Tolstoï à Bakounine en passant par Dostoievsky. » Et l'illustre romancier de la vie méditerranéenne, après une violente attaque du roman russe et des théories libertaires, ajoute aussitôt : « Heureusement que dans les *Bohémiens* ces miasmes sont balayés par le grand vent du Rhône — le mistral salubre et purificateur ! ». F. R.

Raymond Marival : *Les Agouglous*. 1 vol. in-8°. Collection « Les Romans d'Aventures » (Flammarion).

Au sein de la forêt équatoriale, qui garde encore bien des secrets ensevelis. Dans une suite de tableaux pittoresques, que relie ingénieusement une histoire d'amour, on voit apparaître tour à tour les pygmées arboricoles, les nains qui hantent les marécages et l'étrange peuplade des « Agouglous », à moitié hommes et à moitié singes.

« La question de l'origine de l'homme est fort discutée. Aucune des tribus les plus voisines de l'animalité n'a conservé la marque indéniable de sa descendance. Hommes ou singes, l'étude des Agouglous, faite sur place, avec méthode, permettrait peut-être de soulever un coin du voile ». Et c'est ce qu'a voulu faire l'explorateur qui, jadis, il y a quarante ou cinquante ans peut-être, fixé dans l'Afrique équatoriale, sur le territoire de Bangassou, roi des Kaouélés, se mit en route après avoir entendu raconter par le Nubien Abou-Gouroun les histoires merveilleuses qui excitaient sa curiosité de savant et de philosophe. Nous avons le récit de ces aventures extraordinaires.

Les Agouglous sont écrits dans une langue vivante, colorée, qui fait de ce roman, à la fois vrai et vraisemblable, une histoire passionnante. S'il se présente avec *Les Dieux Rouges* de M. Jean d'Esme, dans le choix du sujet et le développement de certaines épisodes, des ressemblances assez marquées, il faut reconnaître qu'il n'a pu s'en inspirer. Le manuscrit des *Agouglous* a participé en 1920 au concours des romans d'aventures, organisé par *Je Sais Tout*. Couronné par le jury, il a été publié par ce magazine le 15 janvier 1922 : or les *Dieux Rouges* ont paru seulement en 1923. M. Raymond Marival, qui vit lui-même en Afrique avait déjà publié trois romans : *Les Fantômes, Chair d'ambre* et *Le Çof*. Il nous raconte dans *Les Agouglous* une passionnante histoire dont la forme, colorée et vivante, est celle qui convient au sujet. F. R.

Dr Lucien Graux. — *Histoire des violations du Traité de Paix* : Tome I (28 juin 1919-24 septembre 1920) ; Tome II (24 septembre 1922). (Paris, éditions G. Grès et Cie).

Pour se rendre compte du travail formidable et d'application quasi quotidienne qu'a dû s'imposer le Dr Graux, il faut considérer, d'ensemble la matière de ces trois volumes. C'est au jour le jour, la relation exacte, minutieuse, la notation par fiches de tout ce qui, depuis le 28 juin 1919, a été opposé par l'Allemagne, gouvernement et peuple, de volonté hypocrite et de ruse tenace à l'application des articles du traité signé à Versailles par ses représentants. Il n'est pas une question, prévue dans l'instrument diplomatique de MM. Clémenceau, Wilson, Lloyd George et Orlando, qui n'ait été remise en discussion, le moment venu, par les dirigeants de Berlin, avec la pensée de profiter de la moindre fissure dans l'entente des peuples victorieux pour éluder les conséquences de la défaite militaire. De toutes ces violations du traité, l'énumération par le Dr Graux serait bien monotone, si d'abord elle n'écrasait pour ainsi dire l'intelligence par l'accumulation des actes de mauvaise foi de la part du vaincu et des réactions de sottise chez les victorieux. Est-ce donc l'occasion de rechercher les causes qui ont pu produire chez ceux qui ont gagné la bataille des armes une telle abdication de la volonté et même du sens vital? Non, sans doute. Mais il y a tout de même une impression qui se dégage de la lecture des pages du Dr Graux. C'est qu'il y a certainement un signataire du traité (et ce n'est pas l'Allemand) qui, en signant, avait bien l'intention de ne pas exécuter. Ce jour-là, et c'était précisément le 28 juin 1919, le traité de Versailles a reçu sa première torpille. La dernière a été lancée par les financiers de la Cité de Londres, le 2 janvier 1923. Nous attendons le Dr Graux à son quatrième volume.

P. F.

LA QUINZAINE POLITIQUE

La Question d'Orient

Le 13 avril, le peuple grec a ratifié la proclamation de la République par 758.741 voix contre 325.322. La majorité républicaine correspond donc à environ 70 % de la totalité des voix et dépasse la minorité par 433.420 suffrages.

Même dans les milieux républicains les plus optimistes on n'escomptait pas une majorité aussi nette.

Le plébiscite s'est passé dans le calme absolu.

Malgré les pronostics des géographes politiques, l'idée républicaine a connu d'appréciables succès en Attique, en Béotie, en Thessalie, à Zante, en Argolide et Corinthie, en Achaïe et Elide. Ce groupement des quatre derniers noms qui forment deux provinces, était considéré comme un bastion royaliste.

L'un des meilleurs observateurs des événements actuels en Grèce, M. D. Mille, écrit :

« Ce n'est pas le nombre de « oui » qui doit faire impression, mais ceux qui ont été prononcés en vieille Grèce.

« Les îles Ioniennes, farcies de fausse aristocratie vénitienne, ont donné 42 % à la République, malgré les dernières libéralités de l'Ordre de Malte; l'Attique, (Athènes et le Pirée exclus) autant, quoique fief des Gounaristes; la Thessalie 58 %; Athènes 74 % et le Pirée 76 %. Inutile de mentionner les nouvelles provinces puisqu'elles sont républicaines et qu'elles ont donné 87 % en Macédoine et près de 100 % à Chio. »

M. D. Mille qui, avant le plébiscite, avait fait des sondages en Béotie, s'était rendu compte que les Grecs, ataviquement démocrates, savaient faire passer la raison avant le sentiment qui depuis dix ans les attachait, au milieu du chaos politique, à la personne du Roi. La campagne plébiscitaire a été beaucoup trop courte pour pouvoir retourner les masses. Le résultat du plébiscite n'est pas l'effet d'un engouement soudain. Les paysans grecs ont fait, dans l'épreuve, leur évolution. Le drame de 1922 a eu un contrecoup salutaire pour la Grèce. Ce peuple laborieux que la misère n'abat pas, s'est secoué. Et j'emprunte encore à M. D. Mille ce jugement :

« La lutte contre le destin s'imposait; il y eut un réveil d'énergie. Discipline physique et morale, éléments de travail, épreuves à surmonter et surmontées, besoins nouveaux créés par une meilleure rémunération de la terre mieux cultivée, devaient amener un peuple, intelligent et travailleur entre tous, à s'affranchir d'une dynastie parasitaire et à se rallier à des conceptions positives.

« On refusait d'être éternellement *contre* quelque chose pour être enfin en faveur de la réconciliation, du travail, de l'ordre et de la tranquillité. »

Si l'on compare les pseudo-révolutions turques, avec leur façade de libéralisme faite pour séduire une Europe naïve ou mal informée et cette évolution grecque qui s'est faite en dépit de la mauvaise humeur des puissances dont certaines avaient des intérêts familiaux en jeu, on est bien forcé de reconnaître que quelque chose de sérieux, de constructif, vient de se réaliser en Grèce.

L'opposition monarchiste, après le loyal essai du 13 avril, n'a pas insisté. Le roi Georges, qui dans cette affaire, est la victime du lourd passé que son père lui avait légué et des fautes d'amis trop zélés, avait, avant le plébiscite, adressé au peuple grec un message par lequel il protestait contre « l'iniquité commise envers la nation » et « réclamait son droit d'accomplir sa mission qui est de régner avec impartialité et sans rancune ». Cette phraséologie — que l'affiche électorale nous a rendu familière — n'a pas ému le peuple grec. Au siècle où nous vivons, le régime monarchiste se maintient par une force acquise dans les pays où les souverains ont le bon esprit d'être discrets. Mais il en est d'eux comme des vieux mobiliers qui ornent le salon familial. On a l'habitude de les voir là. Ils sont une tradition. On les respecte. Tant que les pieds des fauteuils sont solides, tout va bien; s'ils craquent, on les fera réparer une ou même deux fois, mais au troisième accident, les avocats des sièges neufs ont gain de cause. Et l'on en profite pour changer le papier des murs et les rideaux fanés.

Le roi Georges n'a certes pas eu la faculté de déployer ses capacités. Il avait certainement les intentions les plus loyales, mais il a été dépassé par les événements. Son manifeste a été une erreur. Il a fait, à une heure où son destin était indubitablement réglé, figure de partisan dépité. On eût souhaité, sous sa plume, une sorte de bénédiction généreuse sur le peuple qui se trompait, mais demeurait à jamais cher à son cœur. Mais parler d' « anarchie » et de « tyrannie », d' « abus de bonne foi » et d' « oppression » manquait et de sérénité et d'élégance.

La mentalité des rois forme évidemment un chapitre à part de la psychologie humaine. Tous les Bossuet, panégyristes du droit divin, leur ont plus ou moins tourné la tête. Ils finissent par croire, de bonne foi, qu'ils sont nés pour être assis sur un trône, et qu'on ne peut se passer de leurs services même problématiques.

Cette enfantine conception a perdu Constantin; son fils en avait hérité.

Comme je l'ai dit plus haut, l'opposition, le verdict populaire rendu, n'a pas insisté. Les Grecs, poètes et sentimentaux, politiciens passionnés de jeux politiques, sont avant tout réalistes. Leur sens pratique puissant a fait d'eux une des principales nations commerçantes du monde. Ils sont aux premières places du négoce international. La difficulté des problèmes ne les effraie pas. Ils sont de taille à les résoudre. Au lendemain du plébiscite les partis ont déposé les armes pour ne plus songer qu'au pays. Les monarchistes de la veille se transforment en droite parlementaire. Les fêtes du Centenaire de Byron ont été l'occasion de cette réconciliation qui ne supprime évidemment pas les divergences de vues d'hommes politiques, trop passionnés par nature pour abdiquer leurs idées, mais l'accord s'est fait pour limiter ces luttes.

La Grèce en effet, a à faire face à des problèmes d'ordre matériel d'un intérêt plus vif que des questions de régime. Au premier plan figure celui des réfugiés. D'après une savante étude de M. Périclès Argyropoulo, délégué hellène à l'Office des réfugiés, le Gouvernement Hellénique avait dépensé déjà plus d'un milliard de drachmes pour l'installation et l'entretien des malheureuses victimes d'Asie Mineure.

Ce milliard se décompose ainsi :

De septembre 1922 jusqu'à fin décembre 1923, le Ministère de l'Agriculture a déboursé 108.102.106 drachmes pour construction d'habitations rurales, animaux de labour, semences, outils agricoles, prêts de culture, transports et indemnités à certains propriétaires.

Au cours de cette même période, le Ministère de l'Assistance a, de son côté, déboursé 310.341.349 drachmes pour constructions d'habitations urbaines et assistance aux réfugiés. En dehors de ces deux grands postes, le Gouvernement Hellénique a dépensé une somme de 31 millions environ pour frais d'hygiène, contribution à l' « Instruction National », pour orphelinats, internats, etc... et pour frais généraux, ce qui fait un total de 539.385.791 fr.

Mais l'effort financier du Gouvernement ne s'est pas borné à cette contribution de plus d'un demi-milliard, d'autant plus considérable que, pendant toute l'année 1922-23, la Grèce est restée mobilisée, et qu'elle n'a reçu aucun appui financier du dehors.

Les autorités ont distribué dans le courant de ces quinze mois, 49.306 bêtes de somme (bœufs, chevaux, mulets, ânes etc.) provenant de l'armée et partie de réquisitions, ainsi que 48.118 animaux domestiques représentant une somme de 120 millions.

Le Gouvernement, pour établir les réfugiés, a réquisitionné un grand nombre de propriétés, dont la valeur à fixer ultérieurement, atteint 150 millions.

Le Gouvernement a réquisitionné, pendant des semaines, les vapeurs des compagnies grecques de navigation, pour transporter les réfugiés, et de ce chef, le Gouvernement doit environ 200 millions.

Voilà ce que la Grèce a déjà fait pour les réfugiés. Mais, comme le constate M. Argyropoulo, ce qui a déjà été fait est peu de chose par rapport à ce qui reste à faire et les charges que dans ce but la Grèce a assumées sont lourdes. Sur l'emprunt international en garantie duquel ces obligations ont été contractées, une avance de 1 million de livres sterlings a été accordée par la Banque d'Angleterre, à un taux relativement faible, il est vrai, mais à des conditions restrictives pour la Banque Nationale de Grèce à laquelle l'avance a été consentie.

Il faut signaler d'autre part, que des philhellènes anglais qui comptent parmi eux des hommes de l'importance de Thomas Hardy, Edmond Gosse, John Masefield, lord Crewe, ont décidé de commémorer le centenaire de Byron par la création d'un fond destiné à venir en aide aux réfugiés.

Le « Near East Relief » de son côté, poursuit sa campagne charitable en Amérique, en demandant l'observance de la Loi d'or (Golden Rule) qui est celle de l'Évangile : « Tu aimeras Dieu de tout ton cœur et de toute ta pensée et ton prochain comme toi-même », sous forme d'un dimanche d'abstinence dont l'économie serait versée au fond de secours du Proche Orient.

Il y a quelques mois l'expérience a été faite aux États-Unis. Un dimanche désigné, des milliers d'Américains, depuis le président Coolidge et le milliardaire Rockefeller jusqu'aux plus humbles ouvriers, n'ont eu d'autre menu au repas du soir que celui servi aux orphelins micrasiates du « Near East Relief » et ont versé la différence.

Il est question, le 7 décembre de cette année, d'étendre cette expérience à l'Europe entière dans un grand mouvement de solidarité chrétienne et humaine. Il ne faut, en effet, pas oublier que le cataclysme de Smyrne, conséquence de la folle et désastreuse politique de l'Entente, a créé des devoirs que rien ne peut périmer.

La Grèce a fait pour les réfugiés, sans distinction d'origine, un effort au-dessus de ses moyens, digne d'inspirer une véritable admiration, mais il est nécessaire de l'aider.

Nul ne démentira que l'épreuve des sentiments réels des Kémalistes à notre égard est aujourd'hui faite. Leur attitude envers nos écoles ne laisse prise à aucune équivoque. Aujourd'hui, ils entendent supprimer la Dette Publique dont tant de milliers de Français sont créditeurs. Cela n'empêche pas ceux qui nous ont conduits dans ce coupe-gorge, de déplorer véhémentement la non-ratification du Traité de Lausanne, consécration de notre abdication.

L'examen du problème oriental sera l'œuvre de la nouvelle législature. Si le parti radical-socialiste s'incline devant le prophète, M. Franklin-Bouillon, nous aurons définitivement tout perdu.

En Orient, la France a eu pendant des siècles une politique : s'appuyer sur l'élément chrétien pour tenir l'Ottoman — traité bienveillamment — en respect. Pour s'en être départie sur les conseils d'improvisateurs ou d'esprit faux, elle a ruiné des siècles de travail.

Nous répétons encore une fois qu'il n'est de salut que par un retour à la tradition. Nous n'avons plus aucun prétexte pour boycotter la Grèce. Revenons hardiment et délibérément vers elle. Et ce jour-là, la Turquie, ne pouvant plus jouer de notre animosité contre la Grèce, s'inclinera et aura quelque souci de nos intérêts.

René Puaux.

BULLETIN MARITIME

Les difficultés actuelles de notre marine marchande

M. dal Piaz, Président de la Compagnie générale Transatlantique, a prononcé récemment une intéressante conférence sur la question de la marine marchande française. Nous en extrayons quelques-unes des remarques les plus frappantes.

Les changes, d'une part, et, de l'autre, la situation particulière actuelle de l'Europe centrale et de la Russie, ont profondément modifié les courants du trafic commercial d'importation et d'exportation.

Les grands courants d'émigration ont été arrêtés également pour les raisons suivantes : la Russie n'a plus les ressources pécuniaires suffisantes pour payer le passage de ses émigrants. Les États-Unis ne veulent plus recevoir chaque année qu'une certaine quantité d'émigrants de chaque nation européenne. L'Italie, enfin, qui donnait chaque année 52.000 émigrants à la *Compagnie Générale Transatlantique*, réserve ce trafic aux navires italiens exclusivement. Cette mesure est d'autant plus vexatoire que les bâteaux italiens continuent à venir charger fret et passagers dans les ports français et que la France a laissé entrer sur son territoire, plus de 100.000 émigrants italiens en 1920.

La France en outre, qui a eu à souffrir de sa propre flotte d'État, subit maintenant la concurrence de la flotte d'Etat des États-Unis. Exploitant ses navires à perte, le Gouvernement américain, pour remplir ses navires, offre aux chargeurs n'importe quel prix inférieur à celui des armateurs français.

Enfin, en ce qui concerne les dépenses d'exploitation, il faut multiplier par trois ou quatre à peu près tous les chiffres d'avant-guerre, salaires, droits de port, entretien du navire et combustible. A ces différentes charges, il y a encore lieu d'ajouter les mesures protectionnistes adoptées par certains pays, la dénonciation des traités de Commerce de la France, qui ont empêché les industriels de créer des représentations à l'étranger

dans la crainte que des régimes douaniers prohibitifs leur soient imposés, etc...

Les armateurs français ont des flottes qui figurent dans leurs écritures pour des sommes très considérables. Les dettes envers l'Angleterre et l'Amérique se sont encore alourdies par suite de l'élévation du cours des changes. Néanmoins, à part sur les Pays Scandinaves et l'Afrique du Sud, la France a créé des lignes nouvelles sur presque tous les points du monde. Elle a peu de tramps, mais des cargos et des paquebots. Depuis longtemps, l'Angleterre et l'Allemagne, depuis peu les Américains, ont compris que le paquebot est un merveilleux outil de propagande nationale. Grâce à des contrats avec l'État français, les *Messageries Maritimes*, la *Sud Atlantique* et la *Compagnie Générale Transatlantique* ont pu adopter cette politique des grands paquebots qui est à encourager.

Une des difficultés qui s'opposent, au surplus, au développement de la marine marchande française, est le fait qu'il y a très peu de Français à l'étranger. Malgré les arguments invoqués par les statisticiens, il est certain que le jour où le nombre des émigrants français augmentera, la natalité française augmentera également.

Les exportateurs et les importateurs français se sont beaucoup désintéressés jusqu'ici des questions de transport. C'est ainsi que les exportateurs vendent leurs marchandises à l' « usine » et que les importateurs achètent les leurs « livrables en France ». Une grande propagande doit être tentée dans notre pays pour faire comprendre à nos industriels que c'est favoriser la dépréciation du franc que de laisser au pavillon étranger, le transport des marchandises.

Enfin, l'effort de la marine marchande allemande, bien que visant principalement les armateurs anglais, constitue pour les armateurs français une concurrence redoutable. Les Allemands, en effet, qui ne trouvent pas d'argent pour les réparations, en ont donné aux armateurs assez pour construire, depuis 1919, 2.496.000 tonnes.

RENSEIGNEMENTS — INFORMATIONS

Un Pèlerinage national Anglais en Terre-Sainte

Un pèlerinage d'environ 200 personnes sous la conduite de Son Éminence le Cardinal Bourne, archevêque de Westminster, Primat d'Angleterre et délégué spécial du Pape, a quitté Londres le 17 février pour visiter Jérusalem et les Lieux Saints. Ce pèlerinage, dont font partie plusieurs Évêques en même temps que les représentants éminents du monde catholique et de la haute Société britannique, a gagné Jérusalem par Alexandrie et Jaffa.

Pendant la traversée, des conférences ont été faites traitant des sujets suivants : Saint Augustin, évêque d'Hippone ; Jérusalem, le Saint Sépulcre, la vie en Palestine, etc... C'est le premier pèlerinage britannique se rendant en terre sainte depuis que la Palestine a été libérée de la domination turque. Il est aussi le plus important qui ait quitté le Royaume-Uni à destination de Jérusalem et il est particulièrement agréable de constater, à bord d'un navire français, la présence d'un groupement aussi important de voyageurs britanniques.

Quand on sait de quel profond esprit national sont animés nos voisins d'outre-Manche et quelle préférence presque exclusive ils ont toujours gardée aux navires battant pavillon de Grande-Bretagne, on peut se montrer fier d'un tel résultat dont il faut reporter tout le mérite sur la *Compagnie des Messageries Maritimes* qui, grâce au renom de ses paquebots et aux facilités accordées par elles, a su attirer à notre pavillon des voyageurs étrangers de marque.

Ces derniers, d'ailleurs, ont tenu à exprimer leur satisfaction à la Compagnie de Navigation Française. A la veille de l'arrivée du « *Sphinx* » à Alexandrie, le Cardinal Bourne prononça une allocution dont les termes extrêmement cordiaux constituent un éloge précieux de la parfaite organisation du service à bord du « *Sphinx* ».

D'autre part, les Consuls égyptiens venus pour la première fois en Europe pour représenter leur nouvel État ont remis au Commandant Pietri, Commandant du « *Sphinx* », une attestation très flatteuse, et M. Jonnart, ex-ambassadeur de France auprès du Vatican et Président de la *Compagnie du Canal de Suez* a déclaré, en effet, n'avoir jamais rencontré au cours de ses nombreux voyages, un accueil aussi parfait, ni constaté un service aussi impeccable que sur le paquebot des *Messageries Maritimes*.

Les pèlerins effectueront leur retour à bord du « *Lotus* » de la même Compagnie via Constantinople. Le Pirée et Naples d'où ils se rendront à Rome avant de regagner l'Angleterre.

On se rappelle que les *Messageries Maritimes* ont inauguré en 1923 le voyage des Ports Français (Dunkerque, Le Havre, Bordeaux, Marseille), par leurs paquebots-mixtes des lignes d'Australie et de Nouvelle-Calédonie.

Le succès de ces croisières a engagé les *Messageries Maritimes* à les continuer, d'autant plus que le voyage s'agrémente cette année d'une touchée au Portugal, permettant la visite de Lisbonne.

Le voyage de Dunkerque à Marseille dure environ 18 jours. C'est une véritable cure de repos et d'air marin. Les courts séjours dans des villes intéressantes (Le Havre, Bordeaux), aux environs agréables, viennent rompre la monotonie du voyage.

Ce qui a fait le succès de ces croisières, c'est leur prix particulièrement avantageux. Le logement, la nourriture (vin de table compris) et le transport ne reviennent, en effet, pas à plus de 40 fr. par jour en 1re classe.

Le voyage en 2e classe mixte (cette classe correspond à la 3e classe des paquebots-poste) offre les mêmes avantages mais avec un confort moins grand.

Un accord entre les *Compagnies des Messageries Maritimes* et du P. L. M. vient d'engendrer un nouveau train de luxe Paris-Égypte-Syrie, qui assure à Marseille la correspondance avec nos paquebots du Levant et d'Égypte.

Le général Weygand, arrivant à Paris, s'est trouvé inaugurer le premier de ces trains.

COURS DES VALEURS DE NAVIGATION

	13 *mai* 1924
1° Fraissinet	850
2° Messageries Maritimes ..	216,50
3° Mixte	235
4° Transatlantique	128
5° Transports Maritimes ...	1.098

L'Imprimeur-Gérant : A. DESNOBS.

Société Française d'Imprimerie et de Publicité
Ateliers : Rue Garnier et Rue des Carmes, Angers.
Bureau à Paris, 13, Rue du Laos (XVe)

Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus.

REVUE
POLITIQUE·ET·LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

EUGÈNE YUNG·FONDATEUR·1863 PAUL FLAT·DIRECTEUR·1908-1918
DIRECTEUR PAUL GAULTIER

N° 11 62e ANNÉE 7 JUIN 1924

L'ESPRIT DÉMOCRATIQUE FRANÇAIS DOIT-IL MOURIR ?

C'est un bien grave sujet que celui qu'a traité M. Étienne Fournol. Il l'aborde en souriant, et personne n'est moins pédant que ce docteur. Ou pour reprendre la même image que lui, nul n'est moins redondant que cet avocat. Mais les grâces du langage ornent chez lui des pensées sérieuses, et le problème qu'il soulève est pratique en même temps que doctrinal. Il commande l'action par le même fait qu'il éclaire la pensée. On s'en apercevra sans doute à la fin de cette réplique.

Réplique? Trop gros mot, qui appelle des nuances. Sans doute il me faudra bien contredire : que doit faire le contradicteur, s'il ne contredit? Et même il pourra m'arriver de forcer l'antithèse comme M. Fournol a forcé la thèse, c'est la règle de toute dialectique! Mais dans l'ensemble mon dessein est moins de réfuter « l'honorable préopinant », comme dirait Joseph Prudhomme, que de le compléter, ou plus exactement d'ajouter des jugements de valeur aux constatations de fait qu'il apporte. Et de ces jugements de valeur découlera l'attitude pratique.

En d'autres termes, à la question que pose M. Fournol : l'esprit démocratique français est-il mort? (il n'est pas mort, mais il est menacé) je substituerais volontiers celle-ci : l'esprit démocratique français doit-il mourir?

Voyons d'abord les quelques réserves que me paraît appeler son exposé. Le terrain déblayé, le fond apparaîtra mieux.

I. — UNE ÈRE NOUVELLE A-T-ELLE COMMENCÉ EN 1914?

M. Fournol, dès le début, pose très bien la question. Il l'avait fait dans son *Moderne Plutarque* en termes à dessein éclatants, il récidive ici avec moins de couleur mais plus de précision. « Ne sommes-nous pas, demande-t-il, à la fin d'une génération politique? » Cette génération s'était nourrie d'un esprit, « l'esprit de 48 », que M. Fournol révère, auquel il apporte fleurs et couronnes, et eau bénite républicaine, mais enfin qu'il ensevelit. Il demande si cet esprit « convient aux temps futurs comme aux temps passés et si nous pouvons le transporter dans les temps prochains, tel qu'il nous a servi aux époques récentes. »

Serrant de plus près cette proposition, car l'art de l'historien est « d'arrêter les limites », M. Fournol croit pouvoir distinguer dans l'histoire contemporaine une coupure décisive : avant et après 1914. « La même pensée (qui est l'esprit démocratique français) a conduit les Français depuis 1848 ; depuis 1914 on croit distinguer qu'elle ne suffit plus. » Et s'il propose avec une « prudence dubitative » le second point, il ne fait pas de réserve sur le premier.

Je crois qu'il faudrait mettre un point de doute en marge des deux propositions. Il est certes nécessaire, et il est légitime de distinguer des périodes dans le flux de l'histoire, mais les fossés, ou les abîmes, ne me paraissent pas être où les voit M. Fournol.

Il n'est assurément pas question de nier l'importance de cette grande date de 1914 dans les événements contemporains. Aucune guerre plus formidable n'a en aucun temps ravagé l'humanité, accumulé en si peu d'années tant de cadavres et de ruines. Un tel événement oblige à tout réviser et à tout approfondir, et l'on a pu parler de « l'homme né de la guerre ». Peu de traités ont d'autre part modifié aussi profondément la carte politique de l'Europe et du proche Orient que les traités de 1919. Mais les désastres de la dernière guerre, dont on commence à douter fortement qu'elle ait été la dernière des guerres, ne sont immenses que dans l'ordre quantitatif et n'ont été possibles que par les progrès de la science et de la technique, qui remontent à plus de dix ans. Et l'ordre établi par les traités qui l'ont terminée, que cet ordre soit précaire ou stable, n'est que l'application de principes antérieurs à 1919, de principes directement inspirés de l'esprit révolutionnaire de 89 ou de 48, donc de l'esprit démocratique que M. Fournol porte en terre à cette date.

S'il fallait à tout prix fixer des dates décisives dans l'histoire contemporaine, j'en trouverais deux, qui sont précisément les dates de départ de l'ère contemporaine, elle-même forme intensifiée de l'ère moderne. L'une, à laquelle on songe d'abord (mais il s'agit moins d'être original que d'être vrai) est celle de 1789 : non que l'histoire de France ni aucune histoire ait commencé à cette date, et qu'il faille mépriser ce qui précède, mais parce que 1789 inaugure vraiment un nouveau système politique, distinct dans ses principes de l'ancien régime français, et beaucoup plus hardi que le parlementarisme anglais qui lui a ouvert la voie. L'autre, moins gravée dans les mémoires, est cependant aussi importante, et l'est peut-être davantage. C'est, vingt années auparavant, l'année 1769, date à laquelle James Watt a inventé la machine à vapeur et provoqué par conséquent la révolution industrielle qui a changé la physionomie matérielle du monde civilisé. Il y faudrait ajouter, pour remonter à l'origine de l'ère moderne, la date de 1492, date de la découverte de l'Amérique dont M. Guglielmo Ferrero a mis en lumière les prodigieuses conséquences.

On entend bien d'ailleurs que 1789 et 1769 sont des dates prises ici moins pour leur valeur propre que comme symboles, l'une de la révolution politique, l'autre de la révolution économique qui travaillent les sociétés modernes et leur impriment de si graves perturbations. Et s'il fallait choisir une troisième date, ce n'est pas 1914, c'est 1781 que j'ajouterais, parce que 1781 est l'année d'une troisième révolution, philosophique et religieuse, marquée par la *Critique de la raison pure*. En opérant en effet la séparation de la raison et de l'absolu, la critique kantienne a rendu possible la séparation ultérieure des Eglises et de l'État, 1769, 1781, 1789, voilà les dates qui commandent à mon sens l'histoire contemporaine. Je n'en veux pas entreprendre ici la démonstration ; tout au moins fallait-il le spécifier.

L'esprit de 89 — M. Fournol le constate lui-même — est « à l'origine de tout », et par esprit de 48 « c'est d'abord l'esprit de la Révolution française qu'il faut entendre ». La seconde révolution est bien « l'achèvement » de la première, de la « grande » ; encore *continuation* serait-il plus exact, car le régime démocratique n'est pas achevé. Notons seulement, pour préciser, quelques nuances importantes entre les deux mouvements. Leur visage n'est pas semblable. 89 apparaît comme plus irrité, plus guerrier ; on le voit sous les traits de la « Marseillaise » de Rude menant l'assaut d'abord contre les privilèges de l'ancien régime, puis contre les ennemis de la patrie. Le cosmopolitisme des philosophes qui l'avaient préparé se change en croisade humanitaire, mais tempérée par un patriotisme farouche avec lequel les jacobins ne plaisanteront pas. 48, au contraire, montre des traits plus idylliques, plus mystiques. Un grand souffle de fraternité chrétienne inspire les rêves de concorde sociale et universelle. 89 était « bourgeois », 93 militaire ; 48 sera socialiste et pacifiste. C'est la Marseillaise encore, mais la Marseillaise de Lamartine et non celle de Rude, et le clergé bénit les arbres de la Liberté, au lieu de susciter l'émeute ou de monter à l'échafaud. L'incorruptible Maximilien gardait son jabot de dentelle et sa perruque poudrée ; les « frères et amis » de 48 mettent chapeau bas devant la casquette, s'agenouillent devant l'ouvrier, voient dans nation un mot barbare. Et cela jusqu'au double et tragique réveil, d'abord des journées de juin, plus tard de 70. Voilà pourquoi des réfractaires, comme Proudhon, qui entendaient continuer 89 au nom du droit, se rebellaient contre le sentimentalisme de 48, et les réalistes à la Karl Marx l'ont toujours méprisé.

Quelles que soient ces nuances, un idéal est bien commun aux deux révolutions de 1789 et de 1848. Toutes deux ont poursuivi le même idéal de liberté et d'égalité, pour les citoyens et pour les patries. En ce sens un même esprit les anime. Et il est bien vrai que cet esprit, sous ses deux formes démocratique et nationale, a rempli le XIXe siècle, suscitant alternativement ou simultanément les

mouvements libéraux et les mouvements unitaires. Mais il ne s'est pas maintenu, même en France, tout d'un bloc et sans fissure jusqu'en 1914. L'aspect romantique sous lequel M. Fournol le voit, à juste titre, dans l'œuvre de Victor Hugo, de Lamartine, de Michelet, de Quinet commence à s'altérer assez sensiblement avec les fondateurs de la troisième République, formés à des disciplines plus positives et plus expérimentales. Comte, Littré, Taine, Claude Bernard, les empiriques anglais ont présidé à leur culture intellectuelle autant et plus que les grands ancêtres ; un Ferry, un Waldeck-Rousseau, même un Gambetta et un Clemenceau ne sont pas de purs « romantiques ». Et les hommes politiques qui leur ont succédé ont brillé beaucoup plus par un savoir-faire réaliste et une habileté manœuvrière que par des principes échevelés. En 1914, osons le dire, l'esprit qu'on appelle proprement l'esprit de 48 ne jetait plus les feux de sa splendeur première. Il vivait encore, magnifiquement, en Jaurès ; mais Jaurès était seul et le germanisme, par la voix de Bebel, l'avait humilié à Amsterdam.

Il y eut dans cette période deux grands élans de mystique républicaine, comme on a pris l'habitude de dire, assez improprement, depuis Péguy. L'une fut l'affaire Dreyfus, l'autre la grande guerre. En toutes deux la politique altéra le succès de la mystique, mais il en resta quelque chose. Pour ne nous en tenir qu'à notre toute récente histoire, les traités qui terminèrent la guerre ont consacré dans une certaine mesure, au point de vue politique, la victoire de l'idéal au nom duquel on s'était battu. M. Fournol le reconnaît, mais il en rapporte le mérite au seul président Wilson et il distingue son influence de l'influence révolutionnaire. On peut dire, certes, que le président Wilson « a fourni les principes de la paix », et que M. Lloyd George les a conçus comme lui ; mais les « Anglo-Saxons » n'auraient pu les faire accepter de M. Clemenceau et de M. Orlando si ces « Latins » ne les avaient sentis conformes à ce qui demeurait de leur formation intellectuelle et politique, qui n'était pas puritaine. Les principes de la paix étaient ceux au nom desquels les Alliés avaient fait la guerre, ils étaient antérieurs au président Wilson et aux autres négociateurs. Et quant à la tradition puritaine, nous nous demanderons plus loin si elle est décidément incompatible avec l'esprit démocratique français.

Ainsi, d'une part, l'esprit de 48, pris (en gros) comme synonyme de l'esprit démocratique à la française, n'était plus intact en 1914, car il avait été singulièrement corrigé par l'expérience ; d'autre part l'ère nouvelle qui commencerait en 1914 s'ouvre précisément par une nouvelle affirmation de cette mystique. Le principe du droit des peuples qui a présidé, tant bien que mal mais enfin de façon apparente, à la réorganisation politique de l'Europe, n'est en effet que l'ancien principe des nationalités, conçu non à la manière germanique de la race, de la langue ou du droit historique, mais à la façon française et démocratique, qui donne la prééminence au « principe spirituel ». C'est cette conception qu'avaient défendue en 1870 Fustel de Coulanges contre Mommsen et Renan contre David Strauss — deux penseurs qu'on ferait difficilement passer, eux aussi, soit pour un rêveur, soit pour un puritain. C'est cette conception qu'on retrouve, cinquante ans plus tard, chez les négociateurs du traité, qui ne sont pas plus « anglo-saxons » que Fustel et Renan n'étaient sur ce point germanisants, puisque c'était au nom des principes français qu'ils protestaient contre le germanisme. On se trouve, dans un cas comme dans l'autre, en présence de la tradition libérale et révolutionnaire française, démocratique et nationale, qui peut bien ici se rencontrer avec la tradition anglo-saxonne, mais ne se confond pas avec elle.

— Soit, finira-t-on par objecter, admettons que l'idéal républicain, l'esprit démocratique à la française, ait en effet nourri l'esprit de sacrifice des combattants de la dernière guerre, et même inspiré politiquement, dans une mesure appréciable quoique incomplète, les traités. Disons alors que ces feux seront les derniers, et que l'esprit démocratique est mort de son triomphe. L'erreur des traités de 1919 est d'avoir voulu fonder un statut européen en contradiction sur beaucoup de points avec les besoins économiques des États créés ou libérés. Il en est de même d'une politique trop juridique et trop morale des réparations, qui apparaît incompatible avec la reconstruction économique de l'Europe. Or, après une telle destruction de richesses, c'est avant tout à une reconstruction économique qu'il faut songer. L'histoire de l'Europe et du monde depuis 1919 laisse voir un recul constant du sentiment devant l'intérêt, de la politique devant l'économique, de la solidarité internationale devant des égoïsmes qui n'ont rien de sacré. Elle montre aussi, sur le plan mystique, la prépondérance de l'idéalisme anglo-saxon sur l'idéalisme français, réduit à ses seuls moyens militaires au milieu de forces hostiles. A ce point de vue nous entrerions bien, non dans une ère entièrement nouvelle puisque la grande industrie et le puritanisme ne datent pas de 1914, mais dans une ère caractérisée par le triomphe de ces deux éléments. L'hégémonie anglo-saxonne qui

les incarne, succédant à l'hégémonie pangermaniste qui en était faite pour partie (avec une autre mystique) et qui d'ailleurs ne se renonce pas, l'emporterait sur l'hégémonie spirituelle de l'esprit français et du type de civilisation qu'il représente, survivant trop tardivement dans un monde renouvelé.

Écoutons ce langage, qui condense sans doute ce qu'il y a de fort et d'inquiétant dans la thèse de M. Fournol ; nous approchons ainsi du cœur du sujet (1)

II. — L'ESPRIT FRANÇAIS ET L'ESPRIT ANGLO-SAXON

On a si souvent tenté de définir l'esprit français qu'il serait vain de l'essayer une fois de plus. Toute définition qu'on en donne est par quelque côté incomplète et laisse échapper des éléments parfois contradictoires. Comment enserrer dans une seule formule un « esprit » qu'illustrent des génies aussi dissemblables que Montaigne et Rabelais, Descartes et Pascal, Molière et Corneille, Voltaire et Jean-Jacques (père du romantisme français), Comte et Renan? Comment ramener à l'unité un tempérament où se rencontrent les plus magnifiques élans vers l'absolu et la prudence la plus bourgeoise, les hardiesses les plus révolutionnaires et le relativisme le plus désabusé? Mieux vaut en prendre son parti et se faire de l'esprit français une idée nécessairement conventionnelle, mais enfermant une assez large part de vérité pour n'être pas purement et simplement arbitraire.

C'est ainsi sans doute que l'entend M. Fournol lorsqu'il donne comme caractéristique de cet esprit français, dont il aperçoit le rayonnement au XVIIIe siècle et dans la première moitié du XIXe, le « rationalisme » et la tendance à l'universalité. Nouvelles expressions redoutables parce que mal définies, et qui dissimulent des abîmes de confusion. Il y a un rationalisme théologique et un rationalisme laïque, un rationalisme classique (Taine en a fait le procès dans son *Ancien Régime*) et un rationalisme romantique (si attaqué depuis quelques années), un universalisme de la raison et un universalisme du sentiment. On se jette à la tête des notions sur le sens desquelles on ne s'entend pas, faute de définitions préalables. Prenons-le donc au sens où le prend M. Fournol : c'est celui du XVIIIe siècle, lui-même héritier du XVIIe et illuminé par l'aube du XIXe. C'est donc celui d'un rationalisme de formation classique, puisqu'il est nourri par les humanités gréco-latines, mais échauffé par les premiers feux de la mystique romantique. Cet universalisme du sentiment, complétant l'universalisme de la raison, n'est d'ailleurs à ses débuts qu'un christianisme transporté du ciel sur la terre et transformé en religion humanitaire. Liberté, égalité, fraternité ; dogme du progrès ; droits de l'homme et du citoyen et devoirs qui en sont l'autre face, tendance à vouloir émanciper tous les peuples et à les émanciper sur le modèle français, « impérialisme » mystique, rationaliste et gallo-centrique, tels sont bien les traits de cet esprit démocratique français qui rayonna sur l'Europe au temps de notre plein prestige, et qui serait aujourd'hui à son déclin.

Il y faut ajouter un trait auquel ne songeaient pas les révolutionnaires de 89 ni même ceux de 48 : le rationalisme français est aujourd'hui laïque. Il ne l'était pas pour les Constituants, qui plaçaient la Déclaration des Droits sous les auspices de l'Être suprême, ni pour Robespierre, qui sur le conseil de Rousseau voulait punir de mort les athées, ni pour les doux chrétiens de la seconde République. La laïcité, M. Fournol le voit fort bien, est une conséquence du positivisme qui rejoint le kantisme sans lui devoir beaucoup. Elle s'est manifestée d'abord dans l'École, puis dans l'État et dans toutes les institutions publiques. Car s'il est bien vrai que l'Église a la première proclamé la séparation du spirituel et du temporel, la société civile a dû à son tour se réclamer de ce principe pour se défendre contre l'impérialisme ecclésiastique, comme le christianisme l'avait invoqué pour se libérer de l'empire romain. La laïcité (que j'aime mieux pour ma part appeler *humanisme*, au sens plein de ce mot, bien que ce terme ait peu de chances d'être accepté dans ce sens) la laïcité c'est en effet l'acte de foi, hardi et héroïque, que fait l'humanité en la possibilité de se discipliner elle-même, de se dégager par ses seules forces, sans le recours au surnaturel, de toutes les survivances animales et des multiples tentations par lesquelles les progrès mêmes de la science et de l'industrie affolent l'être à face humaine. Philosophie que la France a la première fait passer dans ses institutions, et qui peut en effet compter au nombre des traits fondamentaux de l'esprit démocratique français d'aujourd'hui. Après avoir été — avec quel éclat ! — la fille aînée de l'Église, la France est

(1) D'autres points de l'exposé historique de M. Fournol appelleraient aussi des remarques. Est-il entièrement vrai, par exemple, que dans la seconde moitié du dix-neuvième siècle la France n'ait plus exercé de grande influence idéologique? La sociologie d'Herbert Spencer est issue de celle d'Auguste Comte, dont l'influence reste plus grande que ne le croit M. Fournol. Et Proudhon n'agit pas moins que Marx sur le socialisme et l'Internationale. Mais on ne peut insister ici sur cette controverse d'histoire.

aujourd'hui, la transition concordataire révolue, la mère de l'humanisme intégral, dans la politique, dans la culture, dans la pensée.

Or, c'est sous ce double aspect que l'esprit démocratique français se trouve menacé. Le rationalisme est miné par l'insurrection des sensibilités, que M. Fournol met à la charge du bergsonisme mais qui à la fois le précède et le déborde. Le vrai mot ici est nationalisme, et on ne peut nier que les nationalismes soient présentement exaspérés. Mais ce n'est pas d'aujourd'hui. Au lieu d'une seule et universelle Raison, dit M. Fournol, « on voit dressées les unes contre les autres une Raison Latine, une autre Slave, une autre Yankee, quand ce n'est pas ailleurs une raison Wallonne et une Raison Flamingante ». Et l'on croirait entendre Barrès proclamant, dans les *Scènes et Doctrines* ou les *Déracinés*, qu'il y a une vérité française et une vérité allemande ; plus précisément encore une vérité lorraine et une vérité provençale ; et enfin des vérités individuelles, retournant ainsi au « culte du moi » dont il n'est, au fond, pas sorti. Conclusion inéluctable quand on nie toute raison commune aux hommes et qu'on ne voit en l'intelligence qu'une « très petite chose à la surface de nous-mêmes » (1). Quant à croire, comme le dit avec humour M. Fournol, qu'on verra quelque jour des « mathématiques nationales », mon Dieu, nous vivons dans un temps si étrange qu'il ne faut jurer de rien ! Il est cependant plus vraisemblable qu'on n'en viendra pas là, à moins qu'on ne découvre dans les géométries de Riemann ou de Lovatchevsky des inventions « boches » ou « bolchevistes », et qu'on ne rejette outre-Rhin la vieille géométrie d'Euclide parce que « grecque » ou « occidentale », donc superficielle ! Tout arrive !

Dans cette diversité moutonnante, M. Fournol nous fait apercevoir une vague de première grandeur qui menace particulièrement le rocher de l'esprit français : c'est l'esprit anglo-saxon. Les ennemis d'hier subsistent ; ni le pangermanisme, ni le panslavisme n'ont dit leur dernier mot et ce sont eux aussi des particularismes redoutables. Le bolchevisme et le fascisme sont des explosions particulièrement aiguës du nationalisme, même quand il se prétend international. Mais c'est l'esprit anglo-saxon qui apparaît comme le grand vainqueur de la guerre et veut imposer aujourd'hui son hégémonie.

Or l'esprit anglo-saxon, selon sa physionomie traditionnelle, s'oppose trait pour trait à la physionomie traditionnelle de l'esprit français. Il est en politique un esprit de liberté, tandis que nous montrons plus de goût véritable pour l'égalité, nous fût-elle imposée par un César. Philosophiquement l'empirisme anglais, purement expérimental et utilitaire, ami de l'hygiène, du sport et du confort, ennemi des principes à priori et des systèmes, prend le contrepied de nos constructions idéalistes, abstraites et bien conduites. L'antagonisme de l'Économique et de la Politique, qui domine toute la situation politique actuelle, incarne parfaitement l'opposition de cet esprit pratique et épris de réalisations immédiates à notre esprit logique et juridique. (1) Enfin — *last but not least*, car les Anglo-Saxons aussi ont une mystique et sont au fond des sentimentaux — le puritanisme profond qui anime toutes les confessions ou sectes religieuses d'Outre-Manche et d'Outre-Atlantique voit avec stupeur ou indignation, en tout cas ne comprend pas le laïcisme français qui veut organiser l'humanité, comme le disait Auguste Comte, sans Dieu ni roi. Une telle prétention lui semble inconcevable et sacrilège. Nous sommes donc isolés philosophiquement et politiquement, et politiquement parce que philosophiquement. Comme l'a remarqué un judicieux observateur, M. Alfred Fabre-Luce, « une différence d'habitudes, de langage, de culture, de structure mentale nous sépare de nos Alliés » (2) Et si c'est un peu trop simplifier que d'exprimer cette différence, comme le fait le même auteur, par l'opposition entre l'esprit mathématique et déductif, qui serait le nôtre, et l'esprit empirique et inductif qui appartiendrait aux Anglo-Saxons, cette simplification n'est pas sans quelque vérité.

Tel est le spectacle que brosse M. Fournol. Et avec une cruauté raffinée l'auteur du moderne, du trop moderne *Plutarque* ne nous laisse d'autre fiche de consolation que la perspective de continuer aux colonies notre œuvre d'émancipation rationnelle, égalitaire et laïque. Nous ne compterons plus en Europe, mais nous prendrons notre revanche chez les Bantous ou les Papous, ou dans quelque noire Atlantide moins séduisante que celle de Pierre Benoît. Et cela jusqu'au jour où les indigènes, bien pénétrés de nos principes, nous inviteront fort courtoisement à déguerpir, au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. On voit déjà s'amorcer quelques tentatives de ce genre. A moins que les indigènes, comme le donnerait à

(1) Voir sur ce point notre *Philosophie nationaliste* (Bernard Grasset).

(1) Un écrivain anglais d'origine française, M. Hilaire Belloc, vient d'écrire qu'en Angleterre « l'homme qui provoquait des débats d'idées en politique semblait aussi étrange que celui qui soulevait une profonde discussion philosophique pendant un amusant jeu de cartes » (*Revue catholique des idées et des faits*, 14 décembre 1923). Même si ce n'est qu'une boutade, qu'elle est significative !

(2) *La crise des Alliances*, p. 348.

entendre M. Lévy-Bruhl, ne demeurent éternellement à mentalité « prélogique », mais M. Lévy-Bruhl lui-même n'en croit rien. Quoi qu'il en soit notre compte est bon. C'en est fini de notre hégémonie, et de l'hégémonie des idées. On placera désormais non dans l'ennoblissement de l'esprit, mais dans l'acquisition d'une automobile, ou du mode de locomotion qui rejettera l'automobile au bric à brac, le but suprême de l'existence. « Le monde sera propre et net comme une écuelle », disait déjà ce pauvre Musset, et aussi abêti que propre. Les hommes iront satisfaits, gavés, sans curiosité, sans mystère, à deux cents à l'heure. Les prochaines générations connaîtront ces délices. Heureusement que nous ne serons plus là pour les savourer...

(A suivre.) Georges GUY-GRAND.

NAPOLÉON A DIGNE EN 1815 (1)

L'Empereur tâchait ainsi, par tous les moyens, de grossir sa petite troupe.

Il convoqua les officiers réformés et retraités de la ville, leur promit d'améliorer leur sort, et, naturellement, le préfet Duval écrivit à son ministre que Napoléon avait « fait une large distribution de forfanteries et d'espérances ».

A Digne comme à Cannes, il acheta des chevaux. La plupart des lanciers polonais allaient encore à pied et marchaient courbés sous le poids de leurs selles et de leurs harnais. Or, le samedi 4 mars, où les Elbois passèrent à Digne, était un jour de marché. Quelques Polonais purent avoir des montures, et, au sortir de la ville, Napoléon disposait d'un peloton de cavaliers.

C'est à Digne que Napoléon fit imprimer ses deux proclamations au peuple et à l'armée. « J'aurais dû en quittant l'île d'Elbe, disait-il, emporter une imprimerie portative ; les imprimés font plus d'effet sur les populations que les proclamations écrites à la main ; l'impression donne à de semblables feuilles un air d'authenticité. »

Drouot s'empara de l'imprimerie de la préfecture. L'imprimeur était alors à Draguignan. L'ouvrier qui restait suffit à la tâche. Un officier et quatre soldats intelligents l'aidèrent à la composition et au tirage des exemplaires.

(1) Voir La *Revue Bleue* des 1er, 15 mars et 17 mai 1924.

Par suite, Drouot ne partit avec l'arrière-garde que dans la matinée du 5 mars. Auparavant il pria le préfet Duval de rentrer à Digne et de reprendre possession de son poste. L'Empereur, disait Drouot, regrettait de n'avoir pas vu Duval ; le préfet devait revenir le plus tôt possible au chef-lieu du département ; sa présence y était nécessaire ; elle produirait le meilleur effet et serait de la plus grande utilité. Le maire de Digne envoya la lettre à Duval qui répondit simplement — le 4 mars à minuit — qu'il n'avait pas besoin de recommandation pour remplir son devoir, qu'il était à son poste et que, pas un instant, il ne perdait de vue la marche de l'administration.

Enfin, ce fut à Digne que Pons, nommé commissaire impérial, quitta la petite armée. Il devait se rendre en toute hâte à Marseille ; il irait voir Masséna avant de conférer à Toulon avec Ganteaume ; il connaissait le maréchal qui l'avait employé en Italie ; il s'entendrait avec lui pour faire arrêter l'odieux Bruslart ; il lui parlerait le langage du patriotisme ; il lui montrerait que la cause de Napoléon était la cause de Masséna, et, sans doute, Masséna, lieutenant général de l'Empereur, saurait très bien organiser la Provence. Si Masséna se ralliait à Napoléon, Miollis, bon militaire et honnête homme, prendrait le commandement et Pons aiderait Miollis ; il tâcherait d'assurer la tranquillité, il se prononcerait contre les idées révolutionnaires ; il donnerait l'élan aux idées libérales : plus de brouillons, plus d'assassins ; les bons citoyens devaient respirer en paix sous l'égide des lois. Il faudrait pourvoir aux intérêts du commerce ; la franchise accordée au port de Marseille par le roi était illusoire ; un entrepôt réel conviendrait mieux aux intérêts de la grande cité. Mais, ajoutait l'Empereur, Masséna resterait peut-être fidèle aux Bourbons. Dans ce cas, Pons se jetterait dans Toulon où il recueillerait les garnisons de la Corse. De Toulon, avec le concours de Ganteaume, il imposerait aux royalistes du Midi et empêcherait la guerre civile. Il dirait aux Toulonnais que Napoléon les estimait et les aimait, qu'il irait les visiter le plus tôt possible. Au surplus, Pons avait pleins pouvoirs. Il se rendrait partout où sa présence serait utile. Lorsqu'il ne craindrait plus aucune espèce de déchirement, il rejoindrait l'Empereur qui le reverrait avec plaisir.

Pons partit avec 1.900 francs, que le trésorier Peyrusse lui remit, et plus tard il s'est vanté d'avoir été, de tous les fidèles du golfe Juan, celui qui reçut de Napoléon la mission la plus difficile, la plus dangereuse et celle dont on a le moins parlé.

VI

Napoléon disait que l'esprit public eut à Digne plus de chaleur que dans aucune des villes qu'il avait traversées depuis le débarquement. Mais l'enthousiasme ne fut pas si ardent que l'Empereur l'affirme. Il quitta Digne à 3 heures et demie et sur la promenade publique les habitants ne répondirent que par le silence aux saluts qu'il adressait à droite et à gauche. L'évêque Miollis, frère du général, ne se fit pas voir et ses chanoines étaient de fervents royalistes : quelques semaines plus tard, à la Fête-Dieu, le Chapitre refusait de chanter le *Domine salvum fac Imperetarem*. Nombre de fonctionnaires ne prêtèrent serment à l'Empereur que pour conserver leurs appointements. Le général Terrier déclarait à la fin de mai qu'il fallait changer l'ingénieur en chef des ponts et chaussées, l'ingénieur ordinaire, le directeur et le receveur de l'enregistrement, le payeur du département, ennemis déclarés de l'Empereur, et lorsqu'il quitta les Basses-Alpes au milieu de juin, il jugeait que « la masse était toujours trompée par des gens gangrenés ».

Dans toute la ville de Digne, Napoléon ne put donc enrôler ou, comme disait Duval, débaucher que quatre jeunes gens dont trois avaient déjà servi, un ancien garde d'honneur et un sieur Fabre, jadis directeur des postes d'Illyrie, qui sollicitait vainement la place de percepteur de Barrême.

Les plus ardents à la poursuite de la colonne elboise, les premiers parmi ceux qui se nommèrent les cavaliers du Var et qui se vantaient d'avoir capturé des traînards de Napoléon, n'étaient-ce pas des maires de l'arrondissement de Digne, le marquis de Castellane, maire de Riez, et Gravier, maire de Gréoux, le propriétaire du célèbre établissement d'eaux thermales, le futur député, celui que les royalistes appelaient le fidèle Gravier ?

Peu importe à l'Empereur. Il n'avait plus qu'à presser sa marche sur Sisteron : personne ne l'arrêta, personne n'intercepta le passage, personne n'occupa le défilé, personne ne défendit l'accès de la Durance à coups de fusil ou à coups de canon, personne ne fit sauter le pont. Un fonctionnaire de cette époque, partisan des Bourbons, a écrit plus tard, à tort ou à raison, que la Durance était alors prodigieusement tumultueuse et, selon le mot du pays, à toute volée, que la grosseur de ses eaux la rendait infranchissable sur tous les points, que, par suite, Napoléon, s'il avait trouvé le pont détruit, aurait dû faire des radeaux et perdre à cette opération un temps infini. Mais, lorsque les Impériaux arrivèrent, le pont était intact, et, ce pont franchi, Napoléon put dire qu'il serait le surlendemain aux portes de Grenoble.

Arthur CHUQUET,
Membre de l'Institut.

LE MILLÉNAIRE DE LA NORMANDIE

CE QU'ON FÊTE A BAYEUX

Voici mille ans que les Normands sont établis en France. Ce millénaire a déjà été fêté à Rouen en 1911. On va recommencer à Bayeux demain. Pourquoi ? C'est que la Normandie, comme Paris, ne s'est pas faite en un jour. Elle a passé par trois étapes. La Normandie du début ne comprenait que la Haute-Normandie, celle du Traité de Saint-Clair-sur-Epte de 911. Ce qui va être commémoré à Bayeux pendant les fêtes de la Pentecôte, c'est le rattachement, à ce premier noyau, des diocèses de Bayeux et de Sées en 924. Il restera encore à célébrer en 1933, à Coutances ou Avranches, le couronnement de l'édifice, par l'annexion du Cotentin, après la mort du premier duc, Rollon.

***

La Normandie n'existait pas avant les Normands et n'existe que par eux. Elle n'est pas une région naturelle. Elle n'a pas d'unité géographique. La Haute-Normandie, la Basse-Normandie, la Normandie armoricaine n'ont de commun que le climat et surtout la population. La Normandie historique répond bien à une province officielle de l'Empire romain, la « Deuxième Lyonnaise », et elle est toujours restée la province ecclésiastique dépendant de l'archevêque de Rouen, mais ce sont là des divisions purement administratives, effet de la volonté des hommes, nullement tracées par la force des choses.

Qui sont ces Normands qui ont fait la Normandie? D'où viennent-ils ? Pourquoi sont-ils venus ?

Ce sont des « gens du Nord », des peuples habitant les deux presqu'îles complémentaires du Jutland et de la Scandinavie, Danois, Norvégiens et Suédois, aventureux, guerriers, volontiers migrateurs. Ils sont de race germanique, mais ne sont pas positivement des Germains ; ce sont des Goths, plus proches des Celtes, plus aptes à la civilisation classique que les purs Germains. Il ne faut pas se les figurer comme des barbares vêtus de peaux de bêtes, coiffés d'un mufle d'auroch, incapables d'organisation. Dans leurs tombeaux on trouve de fines étoffes de soie brochées d'or, des bijoux ornés surtout de dragons et de serpents, des armes de bonne trempe ; le minerai de fer suédois était déjà exploité. Ils sont du reste en relations avec Constantinople, le grand centre de civilisation à cette

époque : dans un tumulus on a trouvé un vase avec inscription grecque. Malgré un sol souvent ingrat et un climat boréal, ils ne sont pas dans la misère. L'aisance est répandue. Quand les Danois se convertirent au Christianisme, qui prescrit l'aumône, les âmes charitables furent embarrassées : on manquait de pauvres.

Ce n'est pas le besoin qui a provoqué les expéditions et l'immigration des Scandinaves. C'est surtout l'humeur combative, le goût du risque. Pendant longtemps du reste les pirates, comme on les appelle, ne sortent pas du pays. Il y avait alors dans ces régions une poussière de petits royaumes : jusqu'à seize rien qu'en Norvège. C'est le rêve. La guerre est continuelle quand il y a tant de frontières. Vaincus, proscrits, fugitifs, errent de l'une à l'autre. A eux se joignent les enfants illégitimes, fort nombreux, nullement déconsidérés, mais exclus de l'héritage paternel. Ils ne songent pas à travailler, car, dit l'historien, « il semblait indigne d'un homme libre de se procurer par la sueur ce qu'il peut acquérir par le sang ».

Jusqu'au IXe siècle, tout cela se passe en famille, les Scandinaves se pillent entre eux. Pourquoi, à ce moment, la piraterie devient-elle un article d'exportation ? Parce que les royaumes scandinaves se constituent, s'unifient, se cristallisent. Il n'y en a plus maintenant que trois, dont les souverains font la chasse aux pillards. Ils n'acceptent plus que les « rois de la mer » exercent le vieux droit de réquisition qui leur permettait, en cas de manque de vivres, de débarquer et d'enlever n'importe où les troupeaux à leur convenance. Tous ceux qui prétendent continuer ce genre de vie doivent chercher fortune ailleurs, s'expatrier pour de bon, tendre leur voile au vent du large. Leur départ est considéré comme un bon débarras. Si quelques-uns s'avisent de revenir, ils ne seront pas accueillis comme l'enfant prodigue. Un roi de Danemark fera décapiter les compagnons du fameux Ragnar Lodbrog, de retour au bercail après la mort de leur chef.

Ils s'en vont par « la route des cygnes ». Mais qu'on ne s'y trompe pas. Les « drakkar », malgré leur nom rébarbatif, ne sont pas des bateaux de guerre. Bien qu'on les appelle des « pirates », les Normands ne font pas le métier de corsaires. Ce n'est pas sur mer qu'ils cherchent une proie. Ils y perdraient leur temps, le commerce maritime est alors presque nul sur l'Océan. Leurs barques sont de simples transports, et bien minces pour de telles traversées. On en a retrouvé des spécimens. Il y en a deux au musée de Christiania, exhumés de ces tertres funéraires qui recouvraient les tombeaux des grands personnages. Le plus grand n'a pas tout-à-fait 24 mètres de long sur 5 mètres de large, avec seulement 1m,20 de profondeur. Il est encore muni de ses agrès. Il comptait 60 à 70 hommes d'équipage, dont 32 rameurs, assis sur des espèces de strapontins, pour ne pas obstruer le passage. Il y a un mât, pouvant s'abaisser à volonté. Pas de pont, on dresse une tente la nuit. La proue et la poupe se ressemblent, très relevées, très recourbées, couronnées également d'un dragon. Le gouvernail est une grosse rame placée sur le côté droit.

Les viking se vantaient volontiers de se laisser emporter par la tempête : peu importe où elle les jette, puisque tout leur est bon à piller. En réalité ils se dirigent parfaitement d'après les étoiles. Un fiancé, pour se faire valoir, se vante de savoir nager, patiner, chanter, et de connaître le nom de toutes les constellations. Ils sont habitués à observer. Un de ceux qui ont découvert l'Amérique avant Colomb nous dit que le jour le plus court de l'année au point le plus méridional atteint par lui, commence à 7 h. 1/2 du matin et finit à 4 h. 1/2 du soir. C'est un peu au sud de Boston.

***

Pourquoi les Normands sont-ils venus dans notre Neustrie plutôt qu'ailleurs ? Remarquons d'abord que tous ne viennent pas de ce côté. Beaucoup se sont portés vers l'Islande, le Groënland, le Vinland. D'autres, surtout des Suédois, sont allés en Russie. On les trouve à Nowgorod, à Kiew, ils assiègent Constantinople. Ceux mêmes qui fonderont la Normandie s'abattent auparavant sur l'Angleterre ; c'est plus tard seulement qu'ils entrent dans la Manche. En Grande-Bretagne, les Anglo-Saxons, qui sont eux-mêmes des Germains venus en conquérants, se défendent, après la première surprise, en parents qui ne se laisseront pas dépouiller. C'est pourquoi une partie du flot dévastateur, puis le flot tout entier, se déverse sur la côte française d'en face, dans ce vaste demi-cercle, de la Hève à la Hague, où tombe naturellement tout navigateur qui débouche du Pas-de-Calais.

Ils apparaissent du vivant même de Charlemagne. En 800, on les signale dans la Manche, en 810 ils doublent la Bretagne. On connaît l'anecdote qui montre le vieil empereur versant des larmes à leur aspect, en prévision du mal qu'ils feront à ses descendants. En 820, ils entrent dans l'estuaire, et n'en oublieront plus le chemin.

Peu nombreux, pourquoi sont-ils irrésistibles ? Ces bandes ont leur discipline, une discipline de fer. Celui qui donne l'exemple de la fuite est mis hors la loi. Qui vole un camarade est impitoyablement châtié. Militairement, les Normands sont supérieurs aux Gallo-romains et aux Francs abâtardis

d'après Charlemagne. Ils savent se fortifier. Le « Hague-Dicke » à la Hague, le « Dane-Dicke » du comté d'York, ont été, sinon creusés, du moins utilisés par eux. Ils savent construire des machines de guerre, rouler leurs bateaux pour tourner un obstacle ; ils procèdent par surprises nocturnes, remontent les rivières, les uns en bateau, les autres à cheval sur les deux rives ; ils attaquent surtout les monastères, plus riches, moins défendus, et qu'ils brûlent par fanatisme. Les couvents de femmes sont les plus menacés, à tous points de vue : on cite des religieuses qui se défigurent pour décourager la brutale galanterie des pirates, — sans d'ailleurs y réussir. Ils ne se battent pas pour la galerie, recourent à la ruse ou se dérobent lorsqu'ils ne sont pas les plus forts, se laissent baptiser quand ils y ont avantage, et plutôt deux fois qu'une, quitte à massacrer leur parrain si son cadeau ne leur paraît pas suffisant. Leur orgueil est de mépriser la mort. Dans leur religion, celle d'Odin, — le Wotan des opéras de Wagner, — le Walhalla, le paradis, n'est ouvert qu'aux héros tombés sur le champ de bataille. Les vierges filles d'Odin, les Walkyries, emmènent leurs âmes vers les divines joies de l'au-delà, qui sont des combats et des orgies sans fin. Ragnar Lodbrog, jeté dans la fosse aux vipères, entonne un farouche chant d'adieu, où il retrace ses exploits et brave son destin.

En face d'eux rien ne se dresse. Le pays est dépeuplé : dans certaines contrées, il ne reste plus un chien pour aboyer contre eux, dit un chroniqueur. On ne trouve plus de garnisons pour garder les forteresses. En outre on est découragé par l'idée que les Normands sont un fléau envoyé de Dieu ; on prie et on fuit avec les reliques au lieu de combattre. Enfin une foule de transfuges et de renégats se joignent aux envahisseurs ; n'a-t-on pas prétendu qu'Hartings était un paysan champenois ? Les princes mêmes se jalousent et se trahissent. Pendant que les héritiers de Louis le Pieux se disputent sa succession, les Normands remontent jusqu'à Rouen, en 841, l'année de la bataille Fontanet (Fontenoy-en-Puisaye). Ragnar Lodbrog atteint Paris en 845, pille Saint-Germain-des-Prés et la Cité. En même temps les Normands de la Loire remontent ses affluents. Robert le Fort, l'ancêtre des Capétiens, est tué par eux à Brissarthe (866).

Tout cela n'est qu'un prélude. En 879 la « Grande Armée » vient d'Angleterre, où il n'y a décidément plus rien à faire contre le roi Alfred le Grand. En France règnent conjointement deux jeunes frères, Louis III et Carloman, qui vont mourir tous deux à la fleur de l'âge, ne laissant pour héritier qu'un enfant de cinq ans, leur frère du second lit, le futur Charles le Simple. Le danger amène un essai de restauration de l'empire de Charlemagne, malheureusement sans Charlemagne. L'empereur n'est pas Charles le Grand, ce n'est que Charles le Gros. On s'en aperçoit au moment du grand siège de Paris (885-886), par Siegfried, avec 700 barques et 40.000 hommes. La Cité est défendue par Eudes, fils de Robert le Fort, et par l'évêque Gozlin. Elle résiste magnifiquement, mais l'empereur, relancé jusqu'au fond de l'Allemagne par Eudes, est au-dessous de tout. Arrivé sur les hauteurs de Montmartre avec une armée de secours, il traite piteusement avec les Normands, les paie pour aller piller la Bourgogne, et se sauve précipitamment, poussé l'épée dans les reins. Il est déposé et meurt.

Eudes devient roi de France. Il est brave mais débordé. Les Normands sont partout : à Montpensier en Auvergne, à Montfaucon dans l'Argonne, car les rivières étaient plus navigables qu'aujourd'hui. En outre le jeune Charles a des partisans. C'est la guerre civile. Les Normands ont beau jeu à s'installer dans la basse Seine. Nul ne les y dérange. Quand Charles le Simple devient seul roi, à la mort de son rival (898), c'est chose faite.

***

Nous voici au cœur du sujet, et justement, c'est alors que nous sommes en pleine obscurité. Nous n'avons pas de documents contemporains : la plupart des abbayes et des églises ont été brûlées avec leurs archives. Il y a particulièrement un vide entre 900 et 919. Sauf trois lignes de l'époque, nous n'avons que deux sources, également tardives et discutables.

C'est d'abord Dudon de Saint-Quentin, qui n'est pas Normand, qui est un « horsain », et qui écrit un siècle après les événements. Envoyé en mission auprès de Richard Ier, petit-fils de Rollon, il devient l'hôte et l'obligé de la famille ducale, dont il accepte d'écrire les hauts faits, sous l'inspiration, presque sous la dictée, d'un demi-frère du duc, le comte Raoul d'Ivry. C'est donc l'historiographe officiel de la dynastie. Il raconte ce qu'elle a intérêt à faire savoir ou à faire croire. Il ne faut attendre de lui aucune précision, il ne donne que quatre dates en tout. En revanche, il se plaît aux légendes, aux anecdotes tendancieuses, il sème son recueil de vers plus ou moins calqués sur l'antique.

D'après lui, Rollon est un Danois. Le trouvère Benoît ajoute qu'il est de Fasge, aujourd'hui Faxœ, dans l'île de Seeland. Fils d'un grand chef (Catill, d'après Richer), il est forcé d'émigrer parce qu'il est en hostilité avec le roi, passe aux Orcades, aborde dès 876 en France, participe à d'innombrables expéditions, notamment au siège de Paris, puis

s'empare de Bayeux, où il prend et épouse « à la danoise » Popa, fille du comte Bérenger, mère de Guillaume Longue-Epée. Tout cela est possible, mais bien incertain. Ainsi Guillaume est né vers 905, alors que la prise de Bayeux et de Popa nous est donnée comme contemporaine de la fin du siège de Paris. Faut-il croire que Popa était une enfant quand elle est tombée aux mains de Rollon ?

Wace, dans son *Roman de Rou*, nous dit, avec la rusticité de son patois de Jersey, qu'elle

« N'aveit encore au sein ne triant ni mamèle ».

D'autre part la complainte mortuaire de Guillaume Longue-Epée indique qu'il était né « outre-mer », ce qui déconcerte, mais d'une « mère chrétienne », ce qui va avec Popa. En ce cas, Guillaume serait né au cours de quelque expédition en Angleterre, où Popa aurait accompagné son seigneur et maître.

Un autre son de cloche nous est donné par la « Saga » du roi Harald Haarfager, Harald aux Longs Cheveux, qui a régné de 863 à 930. Les sagas sont des chants populaires, sortes d'épopées ou de complaintes laudatives, composées à la mort des grands personnages. Elles ont un fond historique, mais, transmises d'abord oralement, elles n'ont été recueillies qu'au XIIe siècle, soit deux cents ans après les événements dont il est ici question, ce qui enlève à ce témoignage une part de sa valeur.

D'après la saga du roi Harald, Rolf est norvégien, de la région de Trondhjem, fils d'un grand chef, Ragnvald, jarl de Moëre. On l'appelle Ganger-Rolf, Rolf le Marcheur, parce qu'aucun cheval du pays n'est de taille à le porter. Pirate célèbre de bonne heure, il est banni pour avoir exercé le droit de réquisition, malgré la défense du roi. Il gagne les Hébrides, puis la Gaule. Aalesund réclame l'honneur de lui avoir donné le jour et lui a érigé une statue, réplique de celle de Rouen. Tout cela n'a rien d'invraisemblable.

Entre les deux versions, chacun peut choisir. Les Danois tiennent pour Dudon, les Norvégiens pour la saga, mais le problème n'est pas résolu.

Quoi qu'il en soit, nous trouvons Rollon établi à Rouen, au commencement du Xe siècle, sans savoir depuis quand. Il est le chef des « Normands de la Seine », ce qui suppose un homme d'âge et de valeur, car il faut faire ses preuves pour commander ces bandes, fières de ne compter que des hommes libres. A plus forte raison, le chef d'un groupe de bandes, ce qui est le cas, est un très grand personnage. En 910 et 911, nous le voyons en campagne. Celle de 911 a des conséquences décisives. Après une tentative infructueuse sur Paris, il se rabat sur Chartres, mais le siège tourne mal. Pris à revers par Robert de Paris, frère du roi Eudes, assisté du comte de Poitiers et du duc de Bourgogne, attaqué de face par une sortie des Chartrains, Rollon perd 6.800 hommes, le 20 juillet. Ce n'est pas un désastre, c'est un avertissement. Le métier se gâte. En la carence de l'autorité légale, la résistance locale s'organise. Les Normands vont devenir plus traitables. D'autre part, il n'y a aucun espoir de se débarrasser d'eux, le mieux serait donc de les cantonner, de faire la part du feu. Charles le Simple y réussit, par l'intermédiaire de l'archevêque de Rouen et du comte de Paris, qui avait tâté le terrain auprès de ses prisonniers.

Une entrevue a lieu à Saint-Clair-sur-Epte, à mi-chemin entre Paris et Rouen, sur la grande route qui date des Romains. Qu'un traité écrit y ait été signé, c'est peu probable. On ne l'a jamais vu, et les Normands à cette date se soucient peu des écritures. Mais il est sûr qu'il y eut un accord. Nous en avons pour garants deux témoignages de premier ordre : l'Histoire de l'Église de Reims du contemporain Hodoard, et un « diplôme » de Charles le Simple lui-même. Le roi a fait une cession (*concessis*), dit Hodoard. J'ai fait un accord (*annuimus*), dit le roi. Qu'a-t-il cédé ? Qu'a-t-il accordé ? Rouen et la région voisine, dit en gros Flodoard. On peut préciser. Ce sont exactement les trois diocèses de Rouen, d'Evreux et de Lisieux. Et cette concession a pour contre-partie la conversion de ceux en faveur de qui elle est faite. Laissons de côté les détails légendaires, le mariage de Gisèle, l'hommage rendu au roi par le baisement du pied. L'essentiel est qu'en 911 les Normands de la Seine se fixent, renoncent à la piraterie, respectent la frontière et la font respecter. Ils sont désormais en règle. Telle est la première étape du millénaire (911).

* * *

Nous sommes aujourd'hui à la seconde.

Les pirates scandinaves, à peine fixés, se transforment en hommes d'ordre, de légalité, de propriété. Le vol est puni de mort, le bracelet de Rollon reste trois ans suspendu à un chêne de la forêt sans qu'on y touche, il n'y a plus de serrures aux portes, les abbayes se relèvent, le pays se repeuple. Du reste la population indigène n'a été ni dépouillée ni asservie, la Normandie est même la première province d'où le servage ait disparu. Les conquérants, très vite, s'assimilent, s'enracinent dans leur nouvelle patrie. Ils prennent femme dans le pays, car il y a bien peu d'épouses scandinaves parmi eux. La langue « noroise » disparaît si rapidement qu'il faut envoyer le petit-fils de Rollon l'apprendre à Bayeux, où, sur un vieux fond saxon, elle s'est plus longtemps conservée. Car, plus coriaces, les Normands du Bessin, du Cotentin, de la Loire, indépen-

dants de Rollon, ne se convertissent ni ne se romanisent à son exemple.

Rollon respecte la parole donnée. Il cesse ses incursions, ferme la porte aux nouveaux envahisseurs, et ne s'associe pas aux révoltes contre Charles le Simple. On a été sévère, voire injuste, pour ce roi faible et mal servi, souvent trahi, mais qui n'est pas un « simple » d'esprit. Avoir mis fin aux invasions des Normands, ce n'est pas d'un sot. Les grands lui reprochent son favori Haganon, de petite naissance, dont le plus grand crime est peut-être de vouloir les forcer à obéir. Rollon se tient à l'écart des mécontents. Quand le comte de Paris, Robert, le chef des rebelles, se fait couronner à Reims (922), Rollon refuse de le reconnaître, bien qu'il l'ait eu pour parrain et qu'il en porte volontiers le nom. Aux émissaires qu'on lui envoie il ne fait pas une réponse à la normande. « Votre mître, dit-il, va un peu fort (*nemis vult equitare*, mot à mot, il veut trop galoper). Il dépasse son droit. Qu'il détruise le pouvoir du roi, soit, mais je n'admets pas qu'il prenne sa place. »

Dans une bataille près de Soissons, Charles est battu, mais Robert est tué (15 juin 923). Son gendre, Raoul de Bourgogne, est choisi comme roi par ses partisans et couronné à Saint-Médard-de-Soissons. Le malheureux Charles le Simple, ne sachant à quel saint se vouer, écoute les offres perfides du comte de Vermandois, un parent à double face, à la fois cousin de Charles et beau-frère de Raoul, personnage aussi peu sympathique que possible, qui enferme le souverain déchu à Château-Thierry d'abord, plus tard à Péronne, pour s'en faire un moyen de chantage.

Cette fois les Normands interviennent, ceux de la Loire comme ceux de la Seine, en faveur du roi légitime. Par esprit chevaleresque ? Par sentiment de la légalité ? Ou plus prosaïquement par crainte d'un roi trop puissant et par préférence pour un roi faible ? Ou encore par simple désir de profiter des circonstances pour recommencer leurs déprédations ? En tout cas, le loyalisme ne leur réussit pas. Ils sont battus, Raoul franchit l'Epte et ravage le Vexin. Les Normands ripostent en ravageant le Beauvaisis. Allait-on s'acharner à se ruiner réciproquement ?

Rollon, vu son grand âge, n'avait pas dû prendre part personnellement à ces opérations. Il ne demande pas mieux que de « causer ». On négocie par l'entremise du comte de Vermandois et de l'archevêque de Reims. Le vieux pirate trouve encore moyen de tirer profit de sa défaite. Battu à Chartres, il avait obtenu la Haute-Normandie, battu sur l'Oise, il gagne la Basse. Pour reconnaître Raoul il se fait payer cher. Il reçoit les comtés de Bayeux et du Mans (924). Pour Bayeux, c'est clair, mais que penser du Mans ? On ne voit pas que les Normands aient jamais occupé cette ville. En réalité il ne peut s'agir que de l'Hiémois, c'est-à-dire du diocèse de Sées, que nous voyons désormais en possession des Normands, sans qu'on ait fait aucune mention particulière de son annexion. Comme l'Hiémois, jusqu'à cette époque, dépendait du Maine, il a pu se produire une confusion dans l'esprit de Dudon, qui n'en est pas à cela près.

Ces pays étaient pleins de Normands, mais de Normands peu commodes, encore païens, qui n'avaient jamais obéi à Rollon, et qui ne tiennent pas à avoir un maître. Chose curieuse : la population indigène accueille les Normands de Rollon plutôt en libérateurs. Ce n'est pas elle qui résiste, ce sont les Normands autonomes. Ils résistent, et resteront longtemps récalcitrants. Mais les Normands de la Seine, déjà à moitié francisés, puissamment organisés, ne pouvaient manquer de l'emporter.

C'est ce second acte du millénaire qui est commémoré à cette heure. Il concerne le département de l'Orne et les deux tiers de celui du Calvados. En 924, il ne manque plus à la famille que le Cotentin, qui dépend encore de la Bretagne, — du moins théoriquement, car des bandes normandes y ont déjà élu domicile. C'est seulement neuf ans plus tard que la Normandie sera complète. Quant aux Normands de la Loire, qui ont Nantes pour capitale, ils mènent toujours une existence à part et finiront par disparaître sans laisser d'histoire.

* * *

Les Scandinaves, après avoir conquis la Normandie, sont conquis par elle. Elle a le charme qui attire, le charme plus rare qui retient. Les Normands ont eu le talent de s'affiner sans s'avilir, ce dont peu de barbares ont été capables. Ces Français de la dernière heure sont tout de suite à l'avant-garde. Ils ont perdu leur grossièreté, mais gardé leur élan ; ils ont acquis l'amour du foyer tout en conservant le goût des aventures. Ils vont propager au loin la civilisation française. En Italie, en Angleterre, aux Croisades, plus tard au Canada, ils se révéleront un peuple de chefs. Les Guiscard, les Guillaume-le-Conquérant, les Bohémond, sont de grands rompeurs de lances, mais encore plus des hommes de tête, des organisateurs pleins de sens et d'initiative. Ils savent ce qu'ils ont gagné à la civilisation chrétienne, ils n'ont pas la modestie d'ignorer ce qu'ils lui apportent. Leurs descendants resteront une race remuante et avisée, plus réfléchie que primesautière, aimant le risque mais sachant le calculer, gardant le secret de ses affaires et de ses

opinions, tournant sept fois sa langue avant de livrer le fond de sa pensée, et dont le premier mouvement, en présence de l'inconnu, est de se tenir sur la défensive, comme le premier geste des ancêtres était de porter la main à la poignée de leur épée.

En matière politique et sociale, les Normands ont été des précurseurs. Ils ont su les premiers combiner l'esprit de liberté avec les habitudes de discipline. Ils ont su avant tout le monde, écrit un historien anglais, « concilier l'indépendance de tous avec l'indépendance de chacun ». Car les historiens anglais proclament hautement ce que leur pays doit à l'infusion du sang normand. Les Normands ont mis de l'ordre, de la méthode, de l'esprit de suite dans l'anarchie anglo-saxonne. C'est à eux que l'Angleterre a emprunté la plupart des traits qui la caractérisent et dont elle est justement fière : le sens de la règle, le culte de la liberté individuelle, le luxe de garanties judiciaires en faveur de l'accusé, le vote de l'impôt par ceux qui le paient, en un mot, une forte conception des droits et des devoirs du citoyen.

La France ne leur doit pas moins. Leur instinct de pondération fait contrepoids à l'excès d'imagination qui rend si gracieuses, mais parfois si inconstantes, nos populations méridionales. Il faut du contraste dans un pays. Le mélange des races rétablit l'équilibre. Il explique peut-être la souplesse, le ressort, la faculté de rebondir dont le peuple français, depuis mille ans, a donné au cours de son histoire tant d'exemples miraculeux.

A. Albert-Petit.

LES HUITRES DE LA SAINT-DAMIEN

(Nouvelle)

Une physionomie ouverte, un regard assuré où, derrière de grosses lunettes, luit un éclair de malice qui semble vous pénétrer, tel est M. Panzini, l'écrivain très justement célèbre en Italie.

Né à Sinigaglia en 1864, il mena, sa vie durant, l'existence paisible d'un intellectuel car, après avoir été l'élève de Carducci à l'Université de Bologne, il devint lui-même professeur et enseigna la philologie dans plusieurs villes, principalement à Milan. M. Panzini aime la fraîcheur de l'aube ; levé aux premières heures du matin, il consacre ces instants de calme à la joie pure d'écrire pour son plaisir. Ce qu'il écrit ? Ce ne furent au début ni des romans ni des essais lourds ou ardus ; c'était, en quelque sorte, des plaquettes (La chienne noire, Le livre des Morts) : *un sujet assez mince lui permet de laisser courir sa pensée au gré de sa fantaisie : alors, ce ne sont plus que réflexions personnelles, souvenirs d'érudit, traits d'une logique sans faiblesse, échappées humoristiques, tout cela conté sans prétention, avec le charme de l'italien, dans une langue douce, flexible et harmonieuse.*

Mais, peu à peu, M. Panzini amplifia son sujet, l'écrivain aborda le roman dont le plus connu (le moins panzinien peut-être) (1) : Je cherche Femme, *lui valut la popularité dans son pays et à l'étranger. Depuis la guerre, délaissant le professorat pour se consacrer uniquement aux lettres, M. Panzini a publié plusieurs romans dans lesquels il étudie surtout la répercussion du conflit mondial sur la société. L'un de ceux-ci,* « Le maître c'est Moi », *restera, au dire du Maître Pirandello, un des chefs-d'œuvre de la langue italienne.*

Aussi, la réputation de M. Panzini s'affirme-t-elle chaque jour davantage. Certes, cette simplicité empreinte de bonté, cette finesse pleine d'humour, de logique et d'une philosophie souvent un peu amère, amenaient un élément assez neuf dans les lettres d'outre-monts. Arpès Carducci et d'Annunzio l'emphase menaçait de remplacer non seulement l'émotion véritable mais parfois aussi la pensée elle-même. M. Panzini peut donc être considéré comme un rénovateur ; si ses œuvres ont moins d'envolée dans l'inspiration, elles sont, par contre, plus vraies, plus saines, plus sincères ; et, n'étudiant que la vie elle-même dans ses incidents quotidiens, l'auteur ne se soucie pas de trouver un sujet littéraire dans l'exagération ou la déformation d'une idée abstraite. Il est humain, foncièrement humain, rationnel, érudit, indulgent aux autres, malgré son sourire narquois : grandes qualités morales qui s'ajoutent à un talent très original, à la fois profond et aimable.

Alice Bossuet.

Or, ce matin là, je m'étais efforcé d'expliquer le chant de Roméo di Provenza et je sentais vraiment le besoin de me restaurer.

Comme je passais devant un des restaurants les plus élégants et le mieux réputés de la ville...

Et voilà ! Mais oui, entrons ici, me dis-je, une fois n'est pas coutume et cela ne fera de mal à personne. Que dépenserai-je de plus? une lire, ou deux, n'ai-je pas touché mes appointements tout à l'heure? *Nonne meruimus hodie stipendius?* Et, ce disant, sans plus réfléchir, sans me donner le temps de peser ma décision, je poussai bravement la porte

(1) Traduction française récemment publiée chez Flammarion.

vitrée et j'entrai dans une belle salle, où s'étalaient de longues tables au linge fin d'une étincelante blancheur, de larges divans de velours cramoisi qui vous invitaient à y prendre place. J'avais choisi ce restaurant, précisément pour sa renommée culinaire et je n'étais pas fâché d'apprécier sa valeur par moi-même. A la vérité j'y serais venu plus tôt si je n'éprouvais une certaine aversion pour ces maîtres d'hôtel au visage glabre qui vous dévisagent du haut de leur col empesé, vous escortent, plantés droits devant vous et semblent lire l'histoire de votre vie, paraissant vous dire : Toi, tu n'es ni un millionnaire, ni un noble, ni un débauché, ni un impresario d'étoiles, ni un homme d'affaires tu as l'air d'un brave homme qui se débat dans la vie, fi donc! quel vent t'a poussé jusqu'ici, hors de tes habitudes? Dépêche-toi et va-t-en. Et ils ne vous remercient point, même si vous leur donnez un fort pourboire.

Voilà ce que je pensais, mais le jugement de l'homme est sujet à l'erreur, ainsi que vous allez le voir.

A peine entré, le patron, car c'était lui évidemment qui trônait devant le grand comptoir de marbre, se leva, vint à moi, me fit un salut fort aimable et très déférent. C'était un beau jeune homme, élégant, mince, d'une telle fraîcheur qu'il avait l'air d'un sorbet, au teint rose et si florissant qu'il faisait véritablement honneur à la maison. « Si les bécasses et les cailles de ton restaurant, pensai-je à part moi, ont la chair aussi délicate que la tienne, sa réputation n'est point usurpée, mais, prends garde, mon jeune ami, n'entreprends jamais quelque voyage d'exploration en pays inconnu, car si, par malheur, tu allais aborder chez les Lestrigons ou les Anthropophages, ton retour serait plutôt problématique. » Ainsi le haranguais-je en pensée, tout en répondant à son sourire et à son salut avec une amabilité égale à la sienne. Toujours souriant, il fit des signes cabalistiques à un maître d'hôtel si chic, si correct, qu'en tout autre lieu je l'aurais pu prendre indifféremment pour un honorable député, un conférencier mondain ou quelque bel esthète : ce n'était pourtant qu'un simple garçon de café.

Il me suivit, m'enleva mon pardessus, me débarrassa de mon chapeau, de ma canne et me conduisit à une table à l'écart, occupée seulement par deux Anglais silencieux, en train de manger avec tant de grâce qu'il semblaient avaler des pilules de pharmacie. Parfois, ils murmuraient un : « Yes », tandis qu'à part moi je songeais que si ce peuple sait manger avec une délicatesse et une réserve extrêmes, par contre il engloutit avec voracité peuples et nations.

Sitôt assis, le garçon, debout devant moi, la main légèrement posée sur la table, me demanda : « Voulez-vous commencer par un pâté aux truffes? Il sort à l'instant du four, et sera succulent ».

Soit, commençons par le pâté, acceptai-je.

— Quel vin désirez-vous? Nous avons un Barolo en bouteille, exquis.

— Je n'en doute point, mais je me contenterai de vin ordinaire.

— Très bien.

Un moment après, il mit devant moi un porte-fiasco de métal bien brillant contenant une bouteille de vin toscan qui portait cette étiquette : Chianti extra vieux.

— C'est trop, dis-je, puis, ce vin doit être cher.

— Non, Monsieur affirma le garçon, vous n'en boirez que ce que vous voudrez.

Je versai légèrement, lentement dans un élégant verre de cristal la délicieuse boisson que je dégustai avec délices, me souvenant du mot de Redi : « *Montepulciano, roi de tous les vins.* »

Quant au pâté, il était d'une finesse rare, bien qu'un peu trop épicé à mon gré. Tandis que j'en coupais la croûte, je songeais qu'un cuisinier, un chef capable de préparer un tel mets est vraiment digne de la reconnaissance de ses semblables.

Le garçon reparut bientôt et me proposa avec un sourire engageant : Maintenant, je vous conseillerais des cappellati de Bologne. Ils sont frais de ce matin et à point.

Il eût été discourtois de refuser un conseil aussi désintéressé; j'acceptai donc ces cappellati aussi parfaits que le pâté aux truffes.

— Maintenant, je vais apporter à Monsieur une caille rôtie aux champignons.

J'étais déjà rassasié, ma sobriété ordinaire n'allant pas au delà d'un potage et d'un plat, mais ce pâté avait singulièrement élargi la capacité de mon estomac; au reste s'arrêter au potage me paraissait un peu mesquin. Je me disais bien, pourtant, qu'une caille aux champignons devait atteindre un prix fantastique, peu en rapport avec mes moyens. Sans doute, le garçon lut-il cet effroi sur ma figure car il s'empressa d'affirmer : C'est une spécialité de la maison.

Le moyen de refuser? Je fis donc honneur à la caille, digne en tous points de sa bonne renommée; elle n'eut qu'un tort, celui de faire descendre le niveau du vin dans le fiasco et de brouiller quelque peu mes idées.

— Et maintenant, cela suffit, mon ami, déclarai-je au garçon quand il eut enlevé les misérables restes de la caille (rien n'est plus triste que les restes d'un plat!) sans m'écouter, il mit d'autorité devant moi une assiette couverte d'une fine serviette sur

laquelle s'étendaient dans leur larges coquilles de nacre, six huîtres énormes, intactes, laiteuses...

— ... Mais je n'ai pas commandé cela, m'écriai-je quelque peu offensé.

— Sans doute, répliqua le garçon avec la grâce d'un homme du monde, mais ces huîtres sont un supplément, fit-il à voix basse. Aujourd'hui, ajouta-t-il plus bas encore, c'est la saint Damien.

— Eh bien? je n'ai jamais entendu dire que les huîtres cussent un patron de ce nom.

Oh non, Monsieur, non!... pas les huîtres, seulement le fils du propriétaire s'appelle Damien, c'est donc aujourd'hui sa fête, et l'on a coutume d'offrir à cette occasion un bon plat aux clients qui nous honorent de leur présence en ce jour de cette fête de famille.

Que répondre? J'aurais pu douter de cette assertion, si levant les yeux sur le comptoir, je n'avais vu l'élégant jeune homme au joli prénom de Damien m'adresser un sourire comme pour dire : « Croyez-le! Ce garçon dit vrai, mangez donc sans crainte de nous devoir une politesse ». Que demander de plus?

Prenant délicatement un de ces précieux mollusques au parfum d'algues marines et de brise de mer, je l'avalai d'une bouchée ; j'avoue que le souvenir m'en est encore doux au cœur, ainsi que l'écrit le divin poète, mais je ne pus cependant citer la phrase en entier, conséquence de mes libations exagérées. Enfin les cinq autres huîtres délicieuses subirent l'une après l'autre le même sort.

Un gourmand, pensai-je, est ingénieux à mettre à contribution la terre, l'air et la mer pour satisfaire ses goûts, et si le vice de gourmandise est déplorable et indigne de l'homme, la faiblesse de notre nature nous y fait succomber certainement plus souvent qu'il ne conviendrait ; et par une association d'idées, les coquilles d'huîtres me remirent en mémoire ces beaux vers de Zanella dans son poème : Sur un coquillage fossile.

« Au temps où tu errais par bande avec les nautiles et les murrey.

Sans que l'homme gênât ta course... »

Les huîtres enlevées, le garçon posa devant moi une corbeille de fruits : mandarines, dattes et autres produits précieux de cette terre sacrée, mère de ce qui est bon et beau.

Il n'était guère possible de dire : Pas de fruits. Après un repas aussi fin, cela eût paru incorrect. Tout à coup, ma béatitude fut troublée par une pensée cruelle : pourquoi mes appointements de professeur ne me permettent-ils pas de faire quotidiennement chère aussi raffinée ? En effet, ici chaque plat devait surpasser la somme de cinq lire quatre vingt, dont il m'est permis de disposer pour mon déjeuner après douze années de magistral enseignement.

Et, pour me débarrasser de ce regret qui n'était bon qu'à troubler une agréable digestion, j'appelai le garçon :

— Monsieur désire?

— L'addition.

Il tira son calepin de cuir noir, brandit un redoutable crayon (à cet instant les billets neufs touchés aux Finances se brouillèrent à mes yeux). — Voilà Monsieur, déjeuner à prix fixe : deux lire cinquante. Il regarda à peine le fiasco : cinquante centimes. Total : trois lire.

Je respirai. On ne pouvait être plus raisonnable. J'allais m'écrier : « Je viendrai souvent. »

— Système de la maison, fit modestement le brave garçon.

— Alors, un café.

— Désirez-vous aussi un petit verre de cognac ?

— Pourquoi pas ? Volontiers, *semel in anno*...

Quand il revint avec le plateau, il me murmura à l'oreille :

— Voulez-vous un cigare de contrebande ? J'ai des havanes extra.

— C'est de la fraude, me récriai-je.

— Oh, soyez tranquille, l'inspecteur général des douanes dîne souvent ici, et il ne fume que mes havanes : il en fait même une provision.

— Alors, s'il en est ainsi : *regis ad exemplum totus informabitur orbis*...

Et cet excellent garçon m'offrit un merveilleux havane, dont la fumée azurée et légère, s'ajoutant au brouillard du vin et de la liqueur, m'assoupit dans une sensation d'infini bien-être.

— « *Le monde est beau, l'avenir superbe* », répétai-je avec le grand poète, oui, certes, *le monde est beau*, et je n'entendais même plus le bruit de la salle qui s'était remplie de monde.

Soudain, je crus entendre la chaise du comptoir remuer doucement ; doucement entr'ouvrant alors les yeux, je vis le jeune Damien s'asseoir timidement devant moi.

« Que me veut-il ? » me demandai-je, les yeux bien ouverts cette fois.

Un sourire complaisant, presque affectueux, illuminait son visage épanoui, quand cette phrase désagréable arrêta ma digestion.

— Je vois que vous ne me reconnaissez pas, Monsieur le Professeur... Moi je vous reconnais très bien.

Hélas, soupirai-je en mon cœur, doux incognito, trop rapidement perdu !

— En vérité, Monsieur, je n'ai pas cet honneur, balbutiai-je tandis qu'il continuait de sourire.

— J'étais votre élève, il y a dix ans ; vous ne vous

souvenez plus de moi, mais, je vous reconnais très bien, Monsieur le Professeur.

Je soupirai profondément, et par un sentiment d'une délicatesse excessive, je me trouvai quelque peu vexé d'être surpris par mon élève en flagrant délit de gourmandise. Cependant je répondis :

— Je vous suis reconnaissant de votre souvenir. J'en suis même extrêmement heureux et touché. Mais tant de jeunes gens ont suivi mon enseignement, qu'il m'est difficile de reconnaître chacun d'eux.

— Vous devriez pourtant me reconnaître, Monsieur le Professeur, insista l'autre gardant toujours un ineffable sourire.

— Non vraiment, affirmai-je.

— Je m'appelle Damien Saltori. Ce nom devrait vous rappeler un incident.

Il attendit quelques secondes avant de prononcer ce terrible reproche :

— C'est vous, Monsieur le Professeur, qui m'avez inexorablement refusé à mon examen du lycée ; vous disiez même « recalé ». Voyez si j'ai bonne mémoire.

« Quelle histoire me raconte-t-il, là, pensai-je en sursautant. Adieu digestion lente et douce ! »

Je ne sais ce que je répondis ; sans doute quelque chose comme ceci :

— Oh pardon, je ne l'ai pas fait exprès ; si cela fut, je le regrette très sincèrement.

— Mais je vous dois la vie, Monsieur le Professeur ! s'exclama à mon étonnement le jeune homme enthousiasmé. — Je vous dois mon bonheur et ma fortune. Combien de fois, dans la rue, ai-je voulu vous arrêter afin de vous exprimer ma reconnaissance ! Chaque fois le courage m'a manqué. Aujourd'hui que vous êtes entré dans ma maison, je me suis permis...

— Je ne comprends pas, répondis-je, mal à l'aise, craignant que cet ancien élève ne se souvînt de cette figure de rhétorique appelée l'ironie.

— Oh ! c'est clair, clair comme la lumière du soleil. Vous souvenez-vous de ce que vous me disiez ?

— Ma foi, non Monsieur !

— Vous me disiez : tu es un brave garçon, mais pour les études classiques il faut plus que du talent, dont tu es totalement dépourvu ; il faut de l'art, que tu n'as pas. Tu es une huître, une huître. Voyez si je m'en souviens !

Le souvenir de ces huîtres exquises savourées quelques instants auparavant me fit rougir tandis que mon palais en gardait encore le goût.

— Non, vraiment, fis-je, extrêmement embarrassé.

— Mais si, poursuivit le jeune Damien, vous disiez même une vérité des plus évidentes, que mes parents se refusaient à admettre. Ils voulaient à tout prix que je fisse mon droit, afin d'ennoblir par un titre de docteur le nom de la famille et ils parlaient de me faire donner des leçons à la maison. Moi, je ne pouvais pas avaler le latin et les devoirs d'italien me donnaient des sueurs froides. Alors, en me recalant vous m'avez fait très grand plaisir.

— Je ne me souviens pas...

— Vous ne vous souvenez pas d'une scène entre mon père et vous, Monsieur ? de ce député, notre client, qui réclama les écrits au président du jury d'examen afin de les porter au ministère et d'en demander la révision ?

— Maintenant, en effet je me souviens. C'était l'honorable..., il vaut mieux taire son nom.

— Ce brave député, poursuivit le sympathique Damien, voulait à tout prix que deux et deux fassent six, le président le voulait aussi ; vous, vous refusiez obstinément de l'admettre. Et mon père s'écriait (j'en ris encore quand j'y pense) : Comment ! je fais des escomptes à mes débiteurs pour des centaines de lire et lui, pour un point...

— Que voulez-vous, Monsieur...

— Vous avez très bien fait. Après cet échec, mes parents comprirent ; ils m'envoyèrent, comme je le désirais, en Suisse, où j'ai appris les langues et le commerce. Je voulais agrandir la maison paternelle, tandis que mon père, au contraire, voulait s'en débarrasser. Aujourd'hui, je suis très heureux. Voyez-vous, conclut-il, le *Cornelius Nepos* n'était pas du tout mon affaire.

— Evidemment... !

Et mon ancien élève voulut m'aider lui-même à mettre mon pardessus, il me tendit mon chapeau, ma canne en me priant de revenir souvent honorer sa maison.

— Je n'oublierai jamais la fête de saint Damien ...

— Vous êtes véritablement trop aimable, Monsieur le Professeur, fit-il en m'ouvrant la porte. Et comme un banquier ou un gros bourgeois qui ne compte pas l'argent de son déjeuner, je sortis du restaurant un superbe havane aux lèvres.

Alfredo PANZINI.

(Traduit de l'italien par Mme Alice Bossuet.)

AMOUR ET AMITIÉ

Ce grave sujet a intéressé les moralistes sans parvenir à les mettre d'accord. Il est difficile de parler de l'amour et même de l'amitié sans faire appel, inconsciemment parfois, à des souvenirs ou à des émotions personnels. C'est là, plus encore que la nature même du sujet, l'obstacle principal à une discussion objective.

Les jeunes gens, sur cette matière comme sur quelques autres, ne sont pas écoutés ; ils sont d'ailleurs pleins d'illusions ; les vieillards branlent du chef en remuant des souvenirs et des regrets ; les pédants, sans conclure, évoquent des exemples célèbres ; tous les gens d'âge sont enclins à considérer cette espèce d'amitié comme d'une nature trop exceptionnelle pour qu'on en fasse cas dans la vie quotidienne et trop dangereuse pour qu'il soit prudent de l'approuver.

* * *

Pour être équitable, il faut envisager cette amitié entre hommes et femmes suivant les âges respectifs de ceux qui en font profession. On en arrive donc à envisager quatre cas suivant que les héros sont vieux l'un et l'autre, ou que l'un est jeune, et lequel, suivant, enfin, qu'ils le sont tous les deux.

Mais toute la difficulté — et c'est le cœur de notre sujet — est dans l'établissement d'un commerce d'amitié entre un homme et une femme également jeunes ou, tout au moins, encore à l'âge où l'amour a le plus de chances d'être un « épouvantail » sérieux à cette amitié.

Il n'est guère que des cas particuliers. Tous ceux que l'on envisage, en admettant même qu'on n'en n'en néglige aucun, sont déterminés par les circonstances et par les tempéraments ; il serait donc bien imprudent d'ériger des lois et de créer des dogmes. Il n'est pas impossible toutefois de tenter l'analyse des sentiments qui, en pareille occurrence, s'affrontent, se heurtent ou se concilient. Conclure est autre chose et nous n'en aurons garde.

* * *

De tout temps, avons-nous dit, l'amour a été considéré comme l'obstacle le plus redoutable à l'amitié entre personnes de sexe différent. C'est l'évidence même. D'aucuns prétendent qu'il n'y a jamais eu de véritables exemples de cette amitié *mixte* et que, toujours, sous les dehors d'une intimité entre homme et femme en âge d'aimer, s'est dissimulé un sentiment plus tendre, encore qu'inexprimé.

L'amour et l'amitié seraient-ils donc irréductibles l'un à l'autre ? L'amour a été l'objet de nombreuses méditations, de caractère plaisant ou sévère ; il a été exalté, maltraité, froidement disséqué et il restera une matière inépuisable aux arguties des hommes tant que ceux-ci, en l'éprouvant pour la première fois, croiront l'avoir découvert. Faguet, après Stendhal, — et certainement dans un état d'esprit tout différent — en a proposé des catégories et fait l'analyse. Quelque nomenclature que l'on adopte, pour parler le langage des sciences expérimentales, on en revient toujours, faute de mots différents pour désigner des états d'âme si variés, à reconnaître à côté de l'amour-passion, exclusif, violent, impérieux, tyrannique et qui ne comporte aucune entente possible avec l'amitié, un amour fait d'élan sensuel et de délicatesse de sentiments, un amour-affection dont l'essence est multiple.

Or, suivant que les moralistes et les poètes ont songé, en nous confiant leurs impressions, à telle forme d'amour plutôt qu'à telle autre et aux souvenirs que chacune avait laissés dans leur mémoire, ils se sont exprimés avec une grande sévérité, une amère mélancolie ou un indulgent optimisme. La Rochefoucauld, aussi implacable à l'égard des sentiments qu'à l'égard des caractères, dit, entre autres choses, que « si on juge l'amour par la plupart de ses effets, il ressemble plus à la haine qu'à l'amitié ». Cette forme-là, assurément, est irréductible à l'amitié ; c'est l'amour-passion égoïste et farouche, déterminé surtout par les tempéraments.

Si nuancé et délicat que soit l'amour-affection, il doit, cependant, pour être l'amour, présenter quelques traits indispensables. Il comporte le besoin de posséder, ou tout au moins, l'espoir de la possession et implique l'abandon, le consentement à être possédé. Il se confond avec la curiosité, ce désir de pénétrer le secret de la pensée, autant, si ce n'est plus, que celui de la chair et, surtout, il doit chercher en soi un aliment perpétuel. Cette curiosité ne s'avouera jamais satisfaite, sinon l'amour expirera avec elle ; elle étendra chaque jour inlassablement les limites de sa soif d'investigation. « L'amour cesse de vivre dès qu'il cesse d'espérer ou de craindre », dit finement La Rochefoucauld.

L'amitié traduit des mouvements comparables mais dont l'élan n'est pas de même qualité. Elle ne se conçoit pas sans un désir mutuel d'aimer et d'être aimé et, quoique la possession ne puisse, en ce qui la concerne, être invoquée dans la même acception qu'en ce qui concerne l'amour, l'amitié cependant a besoin d'un abandon et d'une emprise,

moins exclusifs qu'en amour, mais suffisants pour donner à chacun des deux amis le témoignage de sa réalité. La curiosité, enfin, détermine son éclosion, mais une curiosité qui peut, qui doit connaître la satisfaction sans porter atteinte au sentiment tandis qu'il persiste dans l'amour une réserve, une retenue de la confiance, la crainte par un abandon absolu de nuire à l'amour même.

A s'en tenir aux termes de cette rapide analyse, il semble que peu de chose sépare l'amitié de l'amour-affection. Si leurs essences paraissent comparables et leurs qualités voisines, aux yeux du psychologue, le moraliste ne cesse d'être hanté par l'obstacle que l'instinct dresse entre eux, au point de mettre irrévocablement en doute la faculté pour un homme et une femme, susceptibles d'être des amants, de n'être que des amis.

Cette faculté, Sénancour, comme Montaigne, la conteste formellement :

« Par quel motif, dit-il, un homme et une femme qui se trouvent libres et qui, sans éprouver l'un pour l'autre un ardent amour, possèdent les avantages que le plaisir exige, seraient-ils amis seulement ? »

Il cite Mme de Lambert qui, elle, croit possible cette amitié mixte :

« On demande, dit-elle, si l'amitié peut subsister entre personnes de sexe différent. Cela est rare mais c'est l'amitié qui a le plus de charmes. Il est sûr que de toutes les unions c'est la plus délicieuse. Elle est plus difficile parce qu'il faut plus de vertu et de retenue. »

« Mais précisément, ajoute Sénancour, parce que cette union exige plus de retenue, elle ne doit pas avoir plus de charmes et elle ne peut pas devenir plus délicieuse. Une perpétuelle réserve se concilie mal avec le repos, avec la douce négligence de l'union intime. »

La Rochefoucauld, qui prise plus l'amitié que l'amour, dit : « Quelque rare que soit le véritable amour, il l'est encore moins que la véritable amitié. »

La Bruyère écrase le lecteur sous un épais bon sens qui ne lui est pas habituel : « L'amitié peut subsister entre des gens de différents sexes exempte même de toute grossièreté. Une femme cependant regarde toujours un homme comme un homme ; et, réciproquement, un homme regarde une femme comme une femme. Cette liaison n'est ni passion, ni amitié pure : elle fait une classe à part. »

Dans le ton d'une bonhomie un peu terne, M. Meister, que cite Sainte-Beuve, a dit les meilleures choses sur cette amitié « à part », sur ce qui la distingue de l'amitié purement masculine ou purement féminine : « Entre hommes et femmes il y a moins de grandes et moins de petites rivalités qu'entre des personnes du même sexe : il y a, par conséquent, beaucoup moins d'occasions de se heurter et de se blesser... Tout ce qu'on fait l'un pour l'autre porte plus constamment le caractère d'une heureuse inspiration, d'un mouvement involontaire, indépendant de toute espèce de calcul ou de réflexion. Vis-à-vis de l'homme qu'on chérit le plus, on ne renonce jamais à sa volonté ; vis-à-vis d'une femme, il est souvent permis, il est souvent si doux de n'en point avoir ! » Un mot de plus et M. Meister glissait à l'attendrissement et à cet abandon d'amitié qui ressemble tant à l'amour.

Mais, il n'est que juste d'inscrire à l'actif de cette amitié mixte, dont le passif est si chargé, les qualités que n'a pas toujours l'amitié simple. La jalousie, l'esprit de rivalité lui sont épargnés. « Les défauts qui désunissent, comme l'envie et la concurrence, de quelque nature que ce soit, dit encore Mme de Lambert, ne se trouvent point dans ces sortes de liaisons. »

***

Depuis longtemps, hommes et femmes ont recherché ce commerce agréable, « de toutes les unions la plus délicieuse ». Les conditions qui les ont favorisés et celles qui les ont fait trébucher ont varié, sans doute à l'infini mais dans des limites qu'il n'est pas impossible de retrouver. E. Faguet, dont la claire méthode ne se rebutait d'aucune complexité, envisage quatre cas possibles (il est difficile, en effet, d'en concevoir un cinquième) : l'homme est libre et la femme ne l'est pas, ou le contraire ; ni l'un ni l'autre ne l'est ; l'un et l'autre sont libres. Ce sont là, d'ailleurs, considérations extrinsèques qui font varier le problème bien plus au point de vue moral qu'au point de vue psychologique, mais, en la matière, les deux points de vue s'entremêlent.

L'homme libre est en péril, — il faut entendre libre dans ses sentiments et non seulement par sa situation sociale —; il n'est pas à l'abri d'un penchant impérieux, rien ne le retient. Son amie le sait et se met en garde. Elle est sous l'influence de l'amour qu'elle ressent pour un tiers, ce que lui n'ignore pas et respecte, dans les conditions du problème. On ne conçoit pas plus, en cette occurrence, de la part de la femme, une amitié sans réserve pour le premier qu'un amour sans réticence pour le second. L'ami sera tout abandon et toute confiance, et, lui seul, il donnera plus qu'il ne pourra demander ; il sera le confident intermittent d'une intimité qui ne saurait se dédoubler. Quel autre réconfort offrira-t-il que maté-

riel, quelle consolation que verbale, sans dévier de sa route? Si sa pensée entre en conflit avec celle de l'homme aimé, suivant qu'elle s'imposera ou sera vaincue, c'est l'amour qui, de toutes façons, aura triomphé de l'amitié.

Il en est à peu près de même si la femme est libre et l'homme retenu. Le caractère féminin se prête mal à exercer une influence qui sait n'être pas exclusive. Pour rester l'amie, il lui faut se résigner délibérément à n'être jamais l'amante ou recevoir l'assurance que la femme de son ami n'est qu'une compagne de la chair sans emprise sur l'esprit. Dans le premier cas, l'amie fera preuve de ce détachement peu commun que les pires disgrâces naturelles n'assurent pas toujours et, dans le second, d'une qualité morale exceptionnelle.

Certaines femmes, toutefois, impriment à tous leurs sentiments un caractère de renoncement presque maternel; l'amitié que, sans amour, elles portent à l'homme qui ne leur appartient pas, est teintée de cette nuance; celles-là, par le cœur, par l'âme, se donnent entièrement et sans autre espoir; d'autant plus ardemment même que, sans espoir, elles goûtent mieux l'ivresse du sacrifice; dans le siècle et pour leur ami, elles vivent d'une vie, en quelque manière, monastique.

Est-il une véritable amitié entre homme et femme qui ne soient libres ni l'un ni l'autre? Peut-être. Contrairement à l'apparence, cette troisième hypothèse ne réalise pas la somme des difficultés impliquées par les deux premières.

De quelque façon que chacun des deux amis soit alors retenu par l'amour, il garde en soi la place pour une amitié mixte. C'est le cas de ces liaisons qui remontent à l'enfance et conservent, malgré le double mariage, ce caractère de confiant abandon qui a présidé à leur naissance. Encore qu'il y ait parfois, d'une part ou de l'autre, dans cette amitié, un peu de résignation et, par conséquent, un péril éventuel pour l'avenir, elle comporte plus de chances de durée et de meilleurs éléments de solidité que si l'un des deux amis est resté libre. Néanmoins, elle demeure incomplète; elle ne s'applique qu'à un ordre de sentiments limités; elle est plutôt une camaraderie qu'une amitié véritable; un domaine de l'intimité lui échappe fatalement des deux côtés. C'est de son imperfection, d'ailleurs, qu'elle tire sa sauvegarde.

***

Dans les trois premières éventualités, l'amour, obstacle éternel à l'amitié mixte, était reconnu et admis. C'est dans ce sens qu'il faut entendre que l'un des deux amis n'est pas libre ou que ni l'un ni l'autre ne l'est. Il fallait concilier — ou renoncer à concilier — l'amitié et l'amour, car, du moment que l'un des deux est sacrifié à l'autre, — ou simplement à charge — l'échec est consommé. Les deux amis sont-ils respectivement libres, libres de tout engagement spontané, de tout lien sentimental et charnel? La question se pose alors dans toute sa netteté et toute sa complexité puisque l'obstacle — l'épouvantail — l'amour, est à l'état de puissance, plus redoutable encore par son absence qu'il ne l'est par sa présence.

Rien n'est indifférent dans les circonstances qui déterminent une amitié naissante. Hasard, affinités, entente fortuite des pensées, angoisse ou joie communes, la moindre nuance s'imprime et résiste au temps. Le plus souvent, homme et femme seront rapprochés par quelque similitude d'ordre social : travail en collaboration, même de peu de durée, mais, mieux, prolongé. C'est le cas de deux étudiants par exemple, attirés par une mutuelle sympathie d'ordre intellectuel ou de deux individualités également attachées à une même cause qu'un idéal ennoblit, ou bien, encore une mutuelle estime naissant à la faveur d'un événement accidentel. La disgrâce physique, ici, n'entre pas en cause, ou mieux, contrairement à l'opinion de Nietzsche, n'y doit pas entrer; si elle est nécessaire à la sauvagarde de l'amitié, c'est le plus souvent au détriment d'un des deux amis qui, lui, n'y trouve pas d'abri contre l'amour. L'indépendance de l'esprit est indispensable; l'homme ni la femme ne doivent, au premier contact, envisager, craindre ou espérer de la part de l'autre une recherche amoureuse. Les entretiens liminaires ne doivent pas être ces passes d'armes que, suivant le temps et le lieu, on qualifie différemment, mais dont l'objet est identique (1). L'attirance doit être purement d'ordre sentimental, dans le sens le plus élevé du terme, et sans alliage. Ce n'est pas qu'il faille demander à de tels amis une attitude défensive, cette vertu contrainte « qui n'aurait à conseiller que des refus » dont parle Sénancour; ce serait créer le péril que d'en marquer un effroi inopportun. Il convient que l'atmosphère soit de confiance et d'abandon. Les conditions sociales exercent, d'ailleurs, une influence

(1) Cette condition semblera bien difficile à réaliser au spirituel auteur de ces lignes :

« L'amitié d'un homme et d'une femme exige deux conditions :

La première, c'est que l'homme soit affranchi du désir de cette femme, c'est rare, si elle est agréable... mais la seconde est bien autrement rare : c'est que la femme admette cet affranchissement ».

(J. Benda.
« Dialogue d'Eleuthère »).

incontestable sur les prémices d'une telle amitié. Créent-elles une différence notable entre les intéressés qu'elles leur deviennent souvent un auxiliaire précieux ; deux personnes, de valeur morale équivalente et séparées par un écart de cette sorte, seront mieux armées contre un élan passionnel et rien n'entravera sérieusement leur commerce d'amitié. De quelque manière, en effet, qu'on envisage leur union amoureuse, ce serait presque toujours au prix d'un renoncement ou d'un asservissement.

Ces mêmes conditions sociales, toutefois, doivent constituer un milieu favorable à l'éclosion et à l'entretien de l'amitié ; elles comportent un ensemble d'aspirations et de besoins communs aux deux amis. C'est chaque jour le cas des amitiés d'étudiants, si pleines de charme, parce que précisément les angles de la rivalité s'émoussent entre jeunes hommes et jeunes femmes, appliqués cependant aux mêmes travaux.

Nos contemporains n'ont pas, d'ailleurs, l'heureuse fortune d'être les premiers à goûter cette intimité désintéressée. Le XVIIIe siècle, dans sa phase d'ivresse intellectuelle, à côté de bien des unions passionnées, nous a conservé d'illustres témoignages d'amitiés parfaites, celle de d'Alembert et de Julie de Lespinasse, entre autres, qui cohabitèrent en toute pureté, encore que Julie, par la suite, ait prouvé que rien ne lui manquait pour devenir une amoureuse déchaînée.

Suivant les milieux, sans doute, le concours des circonstances est plus ou moins propice. La vie mondaine est certainement la moins faite pour l'entretien de cette amitié mixte. Ses manifestations tendent à perfectionner l'art de plaire par les moyens de la séduction physique ; un commerce quelque peu prolongé entre un homme et une femme éveille des soupçons dont le moindre effet est de créer autour d'eux une ambiance malsaine pour l'amitié. Une besogne commune, entre gens de même culture, et surtout si cette collaboration est d'ordre intellectuel, réalise une atmosphère infiniment plus favorable.

Mais, dans tous les cas, l'élément essentiel est donné par la valeur intrinsèque des deux amis. Une amitié simple, entre hommes ou entre femmes, tolère certaines défaillances ; elle les excuse, elle ne survit pas à la perte de l'estime réciproque, mais elle peut grandir devant le spectacle d'une infortune qui ne sera pas imméritée. Toute différente est, au moins dans ses débuts, l'amitié entre homme et femme. C'est d'elle surtout que l'on peut dire avec Cicéron : « Amicitiam, nisi inter bonos, esse non posse. »

Plus que toute autre, celle-ci a besoin de sécurité. La femme la plus apte à l'amitié est celle qui émancipée, libérée des entraves et des faiblesses de son sexe au prix d'un effort intellectuel et moral, exigera de son ami un effort équivalent. Séduite par l'intelligence, elle ne s'abandonnera qu'à la valeur du caractère. C'est pourquoi si rares sont encore, même dans les milieux universitaires, de véritables amitiés mixtes ; jeunes hommes et jeunes filles sont séparés trop souvent par une conception de la vie diamétralement opposée. L'accès chaque jour plus largement ouvert des professions libérales modifiera peut-être progressivement cet état d'esprit, car, jusqu'ici, les femmes de cette classe ont gardé quelque chose de la mentalité intransigeante et belliqueuse de celles qui, les premières, leur avaient frayé la voie. Il n'en demeure pas moins que, pour réaliser cette union difficile sans que rien en ternisse la pureté, une mutuelle confiance et une indiscutable estime sont indispensables.

***

Certains tempéraments sont plus enclins que d'autres à goûter une telle amitié et à s'y prêter. Il en est ainsi de la part de l'homme comme de la part de la femme.

Certains hommes s'accommoderont d'une sympathie intellectuelle et sentimentale qu'ils croiraient diminuer ou altérer en la soumettant, même par l'esprit, à l'épreuve des sens. Ceux-là se garderont vis-à-vis de l'amie, non pas seulement de toute « grossièreté », comme dit un peu lourdement La Bruyère, mais même de toute familiarité. C'est, d'ailleurs, le cas de certaines amitiés d'hommes, celle de Renan et de Berthelot, par exemple, dont nous avons le témoignage écrit. Pas un mot ne sera prononcé, pas un geste ne sera esquissé qui traduise une allusion quelconque à ce qui pourrait rompre le charme amical. Le meilleur et le plus droit des hommes, à cet égard, ne croira pas déchoir en conciliant les exigences de sa nature et la réserve de son attitude ; il n'hésitera pas, comme le héros de Sainte-Beuve, à « s'assouvir du pain grossier par delà les guichets sombres », tout en gardant — pour garder même — l'indépendance de l'esprit et du cœur.

Il n'en est pas de même pour la femme, si l'on excepte ces liaisons, chères aux romantiques et si paradoxalement pures, entre courtisanes et poètes ou viveurs assagis. La chronique parle aussi des femmes que la nature a privées de tout élan et qui sont, comme l'on dit assez brutalement, des « femmes froides ». Leur cas relève de la médecine, peut-être, plus particulièrement, de la psychiatrie, mais il ne paraît pas constituer une sérieuse garantie

en faveur de l'amitié désintéressée. On imagine, en s'appuyant sur des cas notoires, qu'une telle femme ne peut guère se rendre compte de son infirmité qu'après l'avoir éprouvée et qu'elle inclinera à imputer une si désolante constatation aux défauts d'une première expérience ; de là à multiplier les expériences, il n'y a qu'un pas et, de toutes façons, voilà, contrairement aux apparences, des conditions déplorables pour conserver à une union le caractère d'un commerce purement sentimental.

Le péril, ailleurs, sera différent. Certains hommes n'abdiquent qu'à contre-cœur le rôle protecteur qui est l'apanage de leur sexe. En toutes circonstances, ils professent une énergie autoritaire qui leur fait perdre, si l'on ose dire, le niveau de leur amie, ils la froissent en doutant de l'équivalence à laquelle elle est attachée. La femme, par contre, provoquera, sans faute, chez son ami, le reflexe ancestral, si, dans leur intimité, elle trahit sa faiblesse et fait appel à une protection dont la puissance, même si elle ne s'exerce que dans l'ordre psychologique, impliquera désormais autant de droits que de devoirs.

***

Le temps, sur tout ceci, édifiera son œuvre. Le temps est un facteur avec lequel il faut compter. Il fortifie les sentiments qui méritent de durer, il effrite les autres ; il ne respecte rien de ce qu'on fait sans lui ; sans lui pas de « cristallisation » possible.

Que quelque trouble ait, malgré tout, altéré le début ou retardé l'établissement d'une amitié entre homme et femme, le temps, s'il vient en aide à deux caractères bien trempés, le dissipera définitivement. Non pas seulement parce qu'il aura apaisé les inquiétudes de la passion et éteint la curiosité, mais bien parce qu'il aura multiplié les témoignages de confiance, et, à jamais, écarté, par l'effet d'une volonté mutuelle, les équivoques périlleuses.

Mais il est arme à double tranchant. Une telle amitié a le mérite et le danger d'être parfois exlusive, plus qu'une union entre hommes ou entre femmes. Elle réalise un effort, sinon une garde constante, du moins un état des esprits et des cœurs assez exceptionnel. Ceux-ci ne peuvent s'interroger sans risquer une analyse troublante et des questions qui ne connaîtront pas toujours des réponses certaines. Si, à une amitié de cette nature, la rivalité et l'envie sont épargnées, l'état de repos ne lui est pas habituel. La jalousie, qui déjà ne fait pas défaut à l'amitié simple, sera, là, plus éveillée encore, car l'objet sera plus précieux. A l'homme, les amitiés masculines, et à la femme, les amitiés féminines paraîtront fades et, ainsi, peu à peu, par l'emprise lente du temps et sous l'influence des gages renouvelés, cette amitié « à part » excluera les autres, s'imposera, dominera. Une amitié exclusive est une amitié insatiable. Cette amitié-là aura fait, d'abord, contrairement à l'amour, l'épreuve du temps ; elle aura concilié les âmes, les esprits et les cœurs et, s'il est vrai, comme le dit Nietzche, que « dans le véritable amour c'est l'âme qui enveloppe le corps », celui-ci quelque jour, frissonnera de l'élan suprême. A la faveur d'une confidence, d'une infortune, d'un hasard peut-être, les deux amis qui, jusqu'ici, avaient vécu sur un malentendu sacré, d'un même mouvement, mettront un terme à leurs longues fiançailles.

L'amitié, pour cela, n'en sera pas atteinte dans son charme secret. « Le bon mariage — dit encore Nietzsche — après Montaigne (1), repose sur le talent de l'amitié. » Ce n'est pas que cette solution pratique soit ici notre conclusion, il s'en faut, car nous ne prétendons pas avoir ébauché la psychologie des fiancés hésitants, mais il est un degré de certaines amitiés confiantes où celles-ci ne peuvent plus se contenter des réserves éternelles.

L'attrait voluptueux n'est pas le mobile ; il est le couronnement ; il ne sera pas tyrannique ; il pourra n'être que transitoire. Une amitié parfaite entre homme et femme ne se confond-elle pas, en définitive, avec un grand amour libéré de l'asservissement des sens? L'étreinte même consacre un abandon dont l'amitié s'enrichira. Ainsi Sainte-Beuve, après avoir écrit de cette précieuse amitié qu'elle ne saurait vivre « qu'à la condition qu'à un moment aussi court, aussi fugitif que vous voudrez, la passion ait parlé, qu'il y ait eu abandon, faiblesse », conclut par cette formule symbolique : « Posséder, vers l'âge de trente-cinq ans et ne fût-ce qu'une fois, une femme qu'on connaît depuis longtemps et qu'on a aimée, c'est ce que j'appelle planter ensemble le clou d'or de l'amitié. »

A cette formule audacieuse qui ne surprend pas sous la plume d'un intellectuel sensuel, il est permis de préférer ces quelques lignes de Faguet : « Le roman de quelques personnes bien douées et d'âme à la fois délicate et riche a été : amitié très longue, amitié amoureuse, c'est-à-dire prévoyant l'amour, amour tout pénétré d'amitié, amitié se souvenant de l'amour. »

(1) « Un bon mariage, s'il en est, refuse la compagnie et conditions de l'amour ; il tâche à représenter celles de l'amitié ». (Montaigne).

***

Encore l'aveu et l'échange des témoignages de cet amour contenu impliquent-ils, de la part des deux amis, un abandon qui soit spontané et simultané. Il a fallu que, chez eux, dans le même temps, « la passion ait parlé » à l'unisson. Le moindre « désaccord », une nuance de surprise, l'esquisse d'un regret exprimés par l'un des amis porteront un coup fatal à l'amitié qui se transforme en amour, à l'un et à l'autre ; à plus forte raison un mouvement de révolte ou de simple pudeur qui traduira la rupture de l'équilibre sentimental sur quoi reposait jusqu'ici l'amitié. Nul espoir ne subsistera désormais de faire bénéficier le commerce des esprits de l'entente des cœurs, soit que la belle intimité d'autrefois succombe à jamais sous ce malentendu, soit que l'amour se flétrisse, lentement accepté et comme subi, — puisqu'il n'est pas éprouvé, — par l'un des deux amants.

Ainsi, plus sûrement encore ici que dans aucune autre circonstance, c'est l'amour qui aura creusé le tombeau de l'amitié.

Claude LAFORÊT.

ALLÉGORIE

Dans la splendeur du jour, par une route unie,
Cheval et cavalier s'en vont de compagnie.
Le cavalier mène le jeu :
Son œil clair voit le but, son poing fort tient la bride ;
L'homme conduit la bête, et le centaure hybride
Chemine droit vers le ciel bleu.

Sous les sabots rythmés, de l'aube au crépuscule,
La route blanche fuit, l'horizon bleu recule ;
Le paysage riverain,
— Rochers, arbres, étangs où l'azur se renverse, —
Comme arraché du sol, chemine en sens inverse
Du cheval guidé par le frein.

Qu'au tournant du chemin s'effondre un précipice,
L'homme en préservera, d'un mouvement propice,
La monture qui s'affola ;
Qu'un torrent à leur course oppose une eau grossie,
Le cavalier, qui voit l'obstacle et l'apprécie,
Le tourne ou saute par delà.

Jusqu'au soir, la raison bridant la fantaisie,
Ainsi chevaucheront sur la route choisie
Le cheval et le cavalier
Rassemblés dans l'intime et sage connivence
D'un galop concerté vers un but su d'avance
Parmi le décor familier.

***

Mais la nuit au balcon céleste s'est penchée :
Et le cavalier blanc, las de la chevauchée,
Rend les guides à son rival.
Sur son buste affaissé, sa tête s'abandonne,
Sa main s'ouvre, ses cils voilent son œil alone...
Il dort sur le dos du cheval.

Et le cheval sentant les rênes impulsives
Pendre, et mollir le frein qui mordait ses gencives,
Secoue alors son cavalier ;
D'un mouvement de reins, brusque, il le désarçonne,
Et débridé, fougueux, libre de sa personne,
Hop ! hop ! il fonce en plein hallier.

Loin des sentiers frayés, à travers monts et plaines,
Dans le fuyant décor d'étranges villes, pleines
D'étranges apparitions :
— Larves, monstres cornus, dix cauchemars sans forme,
Palais où l'inouï le dispute à l'énorme,
Apocalypse de Sions, —

Le cheval en zigzags désordonnés galope...
Une atmosphère bleue et pourpre l'enveloppe
D'une pénombre de couleurs.
Il longe une forêt à l'envers que reflète
D'aplomb un étang mort à face violette :
Est-il sur terre ? Est-il ailleurs ?

Il arrive au plus haut d'un sommet solitaire
Qui semble, suspendu, non monter de la terre,
Mais descendre des cieux.
— Hop ! hop ! Bondir plus haut dans la clarté sublime !.
Las ! à ses quatre pieds le sol manque, et l'abîme
Reçoit, brisé, l'audacieux...

***

Ainsi, quand nous dormons, la raison dans le rêve
Laisse la fantaisie extravaguer sans trêve,
Par la chimère, hors du rang,
Seule et folle parmi d'étranges conjonctures
Où du passé se mêle à des choses futures
Dans un présent incohérent,

Jusqu'à l'heure où déjà la raison réveillée
Par le soleil filtrant à travers la feuillée
Reprend le timon journalier,
Et remet, — pour guider sur la route choisie
Vers les buts destinés l'aveugle fantaisie, —
Le cheval sous le cavalier... (1).

Ernest JAUBERT.

(1) M. Ernest Jaubert doit faire paraître chez Lemerre *Pages d'Automne*, avec une préface de M. Alexandre Arnoux.

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

L'EXPÉRIENCE DÉMOCRATIQUE

Un diplomate de la République disait un jour d'amertume : « En démocratie, il est à peu près impossible de faire de la vraie politique étrangère. La seule politique possible avec un régime aussi changeant, c'est ce que j'appellerai la politique du chien crevé, celle qui consiste à se laisser aller au fil de l'eau. Tout au plus, en suivant les affaires au jour le jour, arrive-t-on à éviter les écueils. »

Peut-être M. Poincaré et ceux qui ont cru à son étoile se font-ils en ce moment des réflexions analogues ; M. Baldwin il y a quelques mois se les faisait sans doute aussi. La fait est qu'après les élections anglaises, les élections allemandes et enfin les élections françaises, le problème politique en Europe semble avoir pris un nouvel aspect : le changement d'équipe en Angleterre puis en France est considéré par beaucoup de gens dans le monde comme le symptôme d'un changement complet de méthode des Alliés envers l'Allemagne.

« Au lendemain de la guerre, se dit-on, les peuples encore sous l'empire de la fièvre nationaliste et dans l'ivresse de la victoire, ont confié le règlement des grands problèmes que le traité de Versailles laissait en suspens aux hommes et aux partis qui avaient fait la guerre et qui avaient incarné l'esprit de guerre. Il se trouvait que ces hommes et que ces partis quelles que fussent leurs origines étaient considérés comme des conservateurs. Et de fait leur triomphe ne marquait-t-il pas partout un recul du socialisme que les peuples rendaient responsable de l'impuissance où il avait été d'empêcher la guerre ?

« Mais, ces hommes et ces partis, après quatre ans d'effort, sont toujours au même point, soit qu'on puisse leur imputer toute une série de fautes et d'erreurs, soit qu'ils aient été mis devant des problèmes que le temps et l'usure seuls arrivent à résoudre, ils se sont montrés incapables aussi bien de faire payer l'Allemagne, que de rétablir l'équilibre économique ou de panser les blessures de la guerre. D'autres n'auraient pas fait mieux? C'est probable, mais les peuples ne connaissent que les résultats. Celui-ci souffre du chômage, ceux-là de l'incertitude financière, tous sont accablés d'impôts et songent avec épouvante que les risques de guerre sont toujours aussi nombreux qu'auparavant. C'est pourquoi, chaque fois qu'ils ont été appelés à se prononcer, les électeurs ont condamné ces dirigeants à qui ils avaient accordé leur confiance, pour se tourner vers les opposants : les conservateurs ne sont arrivés à rien, essayons les démocrates.

Telle semble être la signification profonde des élections anglaises comme des élections françaises, tandis qu'en Allemagne, comme ce sont les partis d'étiquette démocratique qui ont échoué, c'est vers les nationalistes et les conservateurs que s'est tourné le peuple souverain. C'est donc à une expérience de politique internationale démocratique que nous allons assister, et cela remplit les uns d'espérance et les autres d'inquiétude.

***

Vaines espérances, vaines inquiétudes, diront les politiques, ceux qui se sont exercés à considérer les questions en elles-mêmes et qui ont compris qu'aux temps où nous sommes on ne peut conduire un État qu'en interprétant les grands courants instinctifs qui emportent les peuples ainsi que les forces économiques qui les dominent ; les événements obéissent à une logique irrésistible et à moins de tout bouleverser, comme en Russie, les contingences s'imposent aux esprits les plus systématiques.

Dans ces milieux internationaux où l'on reprochait à M. Poincaré de s'en tenir trop obstinément à un point de vue strictement français, de méconnaître l'intérêt européen et de considérer le problème des réparations dans un esprit de vengeance et non dans un esprit de justice et d'apaisement, dans ces pays, ci-devant neutres où l'on considérait de bonne ou de mauvaise foi, l'opération de la Ruhr comme une manifestation d'impérialisme, et du militarisme français, on s'était imaginé que les élections du 11 mai étaient un désaveu de toute la politique extérieure de l'ancien président du Conseil ; on commence déjà à s'apercevoir qu'il faut en rabattre et après une première explosion de joie dont M. Poincaré ne peut que ressentir une grande fierté, les journaux allemands reconnaissent cependant qu'ils ne doivent pas s'illusionner sur la complaisance que pourrait leur témoigner le nouveau gouvernement de la République.

Non seulement les radicaux, mais aussi les socialistes les plus entichés de solutions internationales reconnaissent qu'il faut maintenir le principe des « justes réparations ». Admettons même qu'ils considèrent ces « justes réparations » comme une nouvelle réduction de la dette allemande. Le problème n'en sera pas simplifié pour cela et n'importe quel gouvernement, aussi bien en Angleterre qu'en

France, se retrouvera dans des difficultés du même genre que celles qui durent depuis cinq ans.

C'est qu'on ne fait pas table rase du passé, il y a les traités, les conventions, les affaires en cours. Ni un parti, ni un homme, si « idéaliste » soit-il, n'échappent au réseau des contingences. On a remarqué que la chute de M. Poincaré se produisait au moment où il allait avoir une entrevue, peut-être décisive, avec Ramsay Mac Donald ; on a moins remarqué qu'à ce moment M. Benès continuant son tour d'Europe arrivait à Belgrade, en attendant de se rendre à Rome. Or ce voyage du premier ministre tchécoslovaque est d'une importance capitale.

M. Benès comme on sait, s'est donné pour tâche de consolider l'Europe centrale. Son pays étant le principal bénéficiaire des traités de 1919 et le plus opulent des héritiers de l'Autriche-Hongrie, il veut lui assurer les avantages du *statü quo*. Il procède dans ce but par une série d'accords qu'il s'agit ensuite d'ajuster les uns aux autres. Le statut de l'Europe centrale se réduit de la sorte à un enchaînement de traités, tels, que ceux qui y participent ne pourraient y échapper sans grands dommages. A ces traités la France est doublement intéressée, d'abord comme garante de l'indépendance tchécoslovaque et ensuite parce que toutes les conventions politiques ou militaires dont M. Benès est l'habile ouvrier sont dirigées contre l'Allemagne.

Ce que la Pologne, la Yougoslavie, la Tchécoslovaquie ont le plus à craindre en effet, c'est une résurrection de l'Autriche, résurrection que les nationalistes allemands ont pour programme. Ces nationalistes, on sait qu'ils s'appellent maintenant les racistes. Comme Fichte et comme Blücher, comme tous les animateurs du mouvement national allemand de 1813, les dirigeants de ce nouveau parti qui n'est, bien entendu, que le vieux parti pangermaniste, font appel aux sentiments de la race : partout où l'on parle allemand doit régner l'empire allemand (au nom de la race ils finiront par revendiquer comme Allemands tous les êtres humains qui ont les cheveux blonds et les yeux bleus). On ne connaît que trop cette prétentieuse sottise à quoi les Allemands seuls sont arrivés à donner un faux air scientifique. Et déjà ils revendiquent non seulement l'Autriche, mais l'Alsace, la Hollande, la Flandre, la Suisse allemande. Les revendications sur l'Alsace, la Hollande, la Flandre, la Suisse, ne sont encore que des rêves de professeurs en délire, mais les revendications allemandes sur l'Autriche trouvent dans ce pays même humilié, ruiné, réduit à sa plus simple expression, de très dangereux échos. La Hongrie humiliée, réduite elle aussi, ne demande qu'à les appuyer et les dirigeants de tous ces États nouveaux qui sont nés de la guerre et qui tous sont en proie aux difficultés et aux périls de l'enfance ne sentent que trop combien leur situation est encore fragile. Que l'Allemagne retrouve sa force et son ardeur belliqueuse, se disent-ils, que le sentiment raciste la pousse aux aventures et voilà la guerre allumée de nouveau. Guerre nationale qui mettrait aux prises, parfois dans les frontières d'un même État, Allemands et Slaves aurait sans doute le caractère d'une guerre d'extermination.

L'électeur français est tenté de répondre : que m'importe. Il n'est pas difficile en effet de voir qu'un des éléments qui ont déterminé les élections du 11 mai, c'est une grande fatigue des électeurs et le désir d'échapper aux charges et aux soucis de la politique extérieure. L'erreur de M. Poincaré fut peut-être de croire que le succès qu'il avait obtenu dans la Ruhr et la situation internationale difficile mais somme toute brillante de la France seraient d'un poids suffisant pour faire oublier les questions de politique intérieure et le poids des impôts. Erreur commune à tous les hommes d'État qui, très légitimement d'ailleurs, portent d'abord leurs regards au delà de leurs frontières ; jamais les succès de la politique étrangère n'ont suffi à maîtriser le mécontentement : sous le règne de Louis XVI, la France relevée des humiliations de la guerre de sept ans, avait repris le premier rang en Europe ; Charles X, au moment où il fut renversé par la révolution de juillet, venait de conquérir l'Algérie. Aussi les politiciens qui ont comme programme en matière de politique étrangère le « recueillement », le « désintéressement », l'abandon de ce qu'ils appellent la politique de magnificence et qui n'est souvent que de la politique de sécurité, auront-ils toujours toutes les chances de recueillir les applaudissements des assemblées populaires. « Chacun chez soi » dit l'électeur rural, que m'importe ces Polonais ou ces Tchécoslovaques ! Qu'ils fassent leurs affaires eux-mêmes. C'est un programme électoral comme un autre, mais il n'est possible que dans l'opposition. Pas un homme ayant la responsabilité du pouvoir ne pourrait aujourd'hui se désintéresser de ce qui se passe à l'autre bout de l'Europe. Si nous marquons notre dédain pour leurs inquiétudes et leurs embarras, les Serbes, les Tchèques, les Polonais, les Roumains pourraient nous rappeler, à bon droit, d'abord que les traités de 1919, inspirés par nous, forment la base du droit public en Europe, mais, mieux encore, ils pourraient nous démontrer que leur sort est lié au nôtre. Qu'une Allemagne reconstituée ou se croyant reconstituée veuille à nouveau courir la grande aventure, s'imagine-t-on qu'elle se risquerait à attaquer la France ou même

la Belgique ? C'est du côté de l'Est qu'elle porterait ses efforts, soit seule, soit d'accord avec la Russie. Bien plus que sur le Rhin, c'est dans l'Europe centrale ou balkanique qu'on trouve des prétextes de guerre ; la leçon de 1914 ne devrait pas être perdue. Les Allemands ont l'imagination sombre et grandiose, ils n'ont pas peur des rêves démesurés ; quand ils songent à leur revanche, ce n'est pas seulement à Metz et à Strasbourg qu'ils pensent, c'est à leurs ambitions mondiales abandonnées. On dit couramment en Allemagne que la défaite de 1918 n'a été qu'un accident, un temps d'arrêt dans la marche du peuple germaniste vers la domination du monde. Le plan pangermaniste n'est pas de se jeter immédiatement sur le Rhin qui est bien gardé, mais selon la méthode employée par Bismarck en 1866, de reconstituer le corps germanique et de lui donner une ampleur et une force telles qu'il serait irrésistible.

C'est pourquoi notre sécurité est liée à celle de la Tchécoslovaquie, de la Yougoslavie, de la Roumanie, de tous ces États nouveaux dont les faux sages croient pouvoir se désintéresser ; un socialiste français de l'école de M. Vandervelde et de M. Ramsay Mac Donald ne serait pas au quai d'Orsay depuis huit jours qu'il serait bien obligé de s'en rendre compte.

***

Selon toute apparence, les négociations engagées depuis le dépôt du rapport des experts se poursuivront donc dans le même esprit et dans la même direction que précédemment. Il y a pourtant quelque chose de nouveau, c'est l'atmosphère de ces négociations. M. Poincaré, républicain et démocrate de doctrine et d'éducation, M. Poincaré qui poussait jusqu'au scrupule le respect des institutions et des règles parlementaires, avait, à l'étranger surtout, sa légende. Non seulement les Allemands mais aussi les Anglais et tous ces anciens neutres qui ne rêvent que d'une solution moyenne et conciliatrice, se fît-elle aux dépens de la France et de la justice, le considéraient comme l'expression du nationalisme agressif. Il était « l'âpre Lorrain », l'« hyper-patriote » l' « irréconciliable ennemi de l'Allemagne ». Il était malgré tout resté quelque chose de l'odieuse campagne Poincaré la guerre. Aussi attribuait-on toutes sortes d'arrière-pensées à toutes ses attitudes à toutes ses décisions. M. Ramsay Mac Donald avait montré depuis son arrivée au pouvoir les dispositions les plus conciliantes et les plus sympathiques à l'égard de la France, mais il n'en est pas moins vrai que le socialisme et le radicalisme anglais conservaient toutes sortes de préventions contre le gouvernement du bloc national et spécialement contre M. Poincaré qu'ils considéraient comme son chef. Un gouvernement du bloc des gauches au contraire passera à l'étranger pour conciliant et pacifique *en principe*, excellentes conditions pour pratiquer avec fermeté la même politique que M. Poincaré et peut-être pour en récolter les fruits. L'histoire fourmille de ces injustices.

Toujours est-il que si les deux démocraties radicales-socialistes, celle de France et celle d'Angleterre, arrivent à résoudre le problème des réparations d'une façon plus ou moins satisfaisante, si elles peuvent nous donner le sentiment de la sécurité, elles auront acquis auprès des peuples une popularité qui leur assurerait sans doute un long pouvoir. Mais le pourront-elles ? Talonnées par la surenchère communiste, seront-elles capables d'un réel mouvement d'arrêt, pourront-elle réaliser les réformes et les économies qui seules pourront remettre de l'ordre dans le monde ?

Les débuts de M. Mac Donald sont plutôt rassurants, mais il ne faut pas oublier qu'en principe les gouvernements socialisants sont les plus coûteux de tous. Les difficultés viendront de l'attitude de l'Allemagne. Si les nationalistes et les conservateurs du Reichstag s'imaginent qu'ils viennent de remporter à Paris comme à Londres une victoire décisive, s'ils en profitent pour se montrer intraitables et pour développer dans le peuple allemand l'inquiétant esprit de revanche, dont la manifestation de Halle a été le redoutable symptôme, l'expérience de la démocratie radicale échouera et sera suivie d'une nouvelle poussée nationaliste. En Angleterre comme en France, comme en Belgique, comme en Italie, le nationalisme est une attitude de défense.

L. DUMONT-WILDEN.

LE ROMAN

SYMBOLISME MORAL ET RÉALISME PSYCHOLOGIQUE

La variété des œuvres est aujourd'hui si grande que la Critique — elle n'y perd rien sans doute — doit renoncer à cataloguer. Mais n'est-ce pas une raison de plus pour qu'elle s'efforce à discerner des tendances, des oppositions, des analogies ? Si je rapproche aujourd'hui deux romans aussi différents que *Lazare ou la Danse des Ombres*, de Louis Lefebvre, et *L'Impudente* (1) d'Henri Deberly, c'est que

(1) Louis Lefebvre : *Lazare ou la Danse des Ombres*, 1 vol. Librairie académique Perrin et Cie.

Henri Deberly : *L'Impudente*, 1 vol. Éditions de la Nouvelle Revue française.

j'y vois l'expression d'une double curiosité à laquelle se prête d'une manière exceptionnelle le temps présent : désir bien naturel d'interpréter la vie, qui n'a jamais dressé plus de menaces ni posé plus de problèmes ; souci non moins légitime de la traduire telle qu'elle apparaît, dans la violence et dans le trouble de cette crise aiguë. M. Louis Lefebvre incline le roman vers le symbolisme moral, au moment même où M. Henri Deberly le retrempe dans le réalisme psychologique. Et si je m'arrête à ces deux romanciers, c'est que l'un et l'autre affirment dans une réussite parfaite une rare maîtrise de conception et d'expression.

*
* *

« Raisonnable dans le sens du monde, non dans le sens de la vérité » : cette antithèse lapidaire de Barbey d'Aurevilly, inscrite en épigraphe, résume tout le sens du livre.

Constantin Voldidier a été d'abord « raisonnable dans le sens du monde », et le monde l'a récompensé ; il lui a donné pouvoir sur ses royaumes. La richesse est venue, avec les honneurs. La forte volonté de l'homme d'action s'est appuyée sur l'esprit méthodique de l'homme de science : Langlemort tenait ses formules toujours prêtes au service de Voldidier. Le succès tourne au triomphe, car il n'y a pas de limite à « la réussite matérielle, pécuniaire et mathématique ». Nous sommes dans l'ordre de la quantité, dont disposent les calculs de l'intelligence : il suffit d'éliminer toute autre considération. C'est ce qu'a fait Voldidier, avec le concours de Langlemort. Mépris absolu de l'être humain. Voldidier n'aimait personne et personne ne l'aimait. Qu'importe, puisque voici la victoire? On célèbre la nomination du maître dans l'Ordre de l'Or : « Six cents visages tournés vers lui ; six cents visages de toutes les classes sociales, venus là pour se soumettre, lui complaire et le fêter... C'était l'heure que jamais, depuis ses plus lourds travaux, il n'avait cessé de vouloir : l'heure du triomphe, l'Heure de sa vie. » C'est alors que se produit l'écroulement soudain : la mort du vieil homme.

Nous allons assister à la naissance de l'homme nouveau, celui qui sera « raisonnable dans le sens de la vérité », parce qu'il a vu, parce qu'il sait, — parce qu'elle lui a été révélée. Comme le Lazare de l'Évangile, Constantin Voldidier a traversé la mort et il en est revenu avec la connaissance du secret que tous les hommes ignorent. Le caractère symbolique du livre, déjà assez manifeste depuis les premières pages, s'affirme ici avec toute sa force, le baignant d'un bout à l'autre de cette lumière qui apporte le triple avantage de la simplification, du grossissement et de la transposition sur un plan idéal...

L'homme nouveau : il faut qu'il se substitue à l'ancien ; il faut qu'il se fasse reconnaître et admettre comme tel. On voudrait, autour de lui, que ce ressuscité reprît sa place ancienne et se remît à vivre comme il vivait naguère : on ne peut ni comprendre ni accepter qu'il soit maintenant si différent de ce qu'il avait été. Pourtant l'homme qui revient de la mort ne peut plus apparaître que comme une ombre parmi les vivants — jusqu'à ce que nous ayons compris qu'il est un vivant parmi des ombres.

La métamorphose, que détermine, chez Constantin Voldidier, ce renversement des valeurs devait inévitablement évoquer — et c'est bien là le péril de cette partie du roman — le personnage de Tolstoï, en particulier l'histoire de ses derniers jours. Il est difficile d'admettre que ce grand souvenir n'ait pas pesé sur l'imagination du romancier : sans aucun doute, la nôtre en est quelque peu gênée. Mais la diversité d'intérêt qu'apportent au roman les autres personnages, leur vérité, leur poésie, le pittoresque même de certains traits et de certains détails dissipent le malaise. Que de grâce dans le jeune amour de Charlotte, la fille de Constantin Voldidier! Jean Ravinet, le gentil voisin qu'elle aime, est un garçon de sensibilité excessive et de sentiments assez pauvres ; il tenait de sa mère, trop tôt disparue, un cœur délicat et un esprit grave. Peintre, son art n'était point solide, mais il émouvait par sa sincérité, un certain frissonnement de la vie et un amour fidèle de la lumière. S'il subsiste quelque imprécision — ou indécision — dans le dessin de son caractère, peu importe : le personnage tire toute sa valeur de sa relation avec deux autres : cette Charlotte, d'abord, orientée dès le début dans le sens de la vérité, parce qu'elle est orientée par l'amour ; et puis « la Petite Fille », cette Esméralda de grand chemin, qui, toujours accompagnée de sa chèvre, est un transparent symbole. Dans le monde, parmi les ombres dansantes que nous sommes, ce n'est pas l'Amour qui règle la danse de nos cœurs : c'est le caprice et le désir.

Il faut que Charlotte comprenne et accepte. Voici, gravissant ensemble le sentier de la vérité le père qui *sait*, et la fille qui souffre et ne sait pas encore, mais doit savoir et se trouve toute prête à la grande leçon. Le père a pris sa fille par la main et l'élève jusqu'à ces hauteurs où elle connaîtra la paix parce qu'elle sera devenue enfin « raisonnable, non plus dans le sens du monde, mais dans le sens de la vérité. »

Rien de plus éloigné du prêche que ce roman délicat, subtil, pittoresque, tout imprégné de

fantaisie et de poésie, de vérité précise et symbolique. Le danger du symbole — M. Louis Lefebvre a su l'éviter — c'est qu'il risque, s'il n'est point chargé du sens de la vie, de flotter dans les vaporeuses régions de l'irréel ou de se perdre dans l'abstraction. Son grand avantage, c'est qu'il peut, en s'élevant au-dessus des réalités, dégager de leur masse, complexe et confuse, l'idée claire, l'idée pure, d'où rayonne une signification. Le symbole, n'est-ce pas la vérité qui a pris des ailes, les ailes de la Fantaisie et de la Poésie, et s'élance libre et légère, en plein azur? Comme elle brille alors de tous les jeux de la lumière, se colore et s'irrise ! Elle s'est évadée de la prison du réel pour voler dans le ciel de l'art.

Lazare ou la Danse des Ombres est une œuvre d'art. C'est aussi, nous l'avons vu, une œuvre de pensée. Grave et charmante, elle unit, dans son symbolisme moral, le vrai et le beau. Le livre est écrit d'un style délicieux, assez ferme et assez souple pour épouser tous les replis de l'analyse, assez riche pour les recouvrir du frémissement diapré de son voile. Il y a une grâce bien personnelle, je ne sais quelle impérieuse douceur d'accent, une nouveauté sans impertinence, une modernité toute classique, dans ce roman qui enchante et qui fait penser.

***

L'Impudente, de M. Henri Deberly, se rattache à la meilleure forme du roman psychologique, celle qui se présente non point comme une analyse, mais comme un drame. Il n'y a en présence que des caractères : tous les incidents de l'action naissent de leurs rapports et de leurs conflits.

Un des trois caractères domine tous les autres : celui de « l'Impudente », qui donne au livre son titre, comme font dans le théâtre classique, l'Avare, le Misanthrope ou le Menteur. Lola Dimbre est une fille pauvre, intelligente, ambitieuse, avec un cœur froid, une volonté ferme. Longtemps gâtée par la destinée, elle « s'en était vue maltraitée avec tant de suite que son scepticisme était devenu sans égal. » Lola « ne croyait au monde qu'à ses vingt-quatre ans, à sa profonde intelligence et à sa beauté : encore lui avaient-ils si peu servi qu'il n'aurait pas fallu la presser beaucoup pour qu'elle renonçât même à cette courte foi. » Mais les nouvelles circonstances de sa vie ont vite fait de lui rendre l'espoir. Elle est entrée chez Georges Elpémor comme institutrice de son jeune fils et elle a vu, dès le premier jour — Georges, d'ailleurs, l'y a aidée par ses déclarations — le parti qu'elle pouvait tirer du désaccord de nature entre le mari et la femme, de l'égoïsme et de l'orgueil de celui-ci, de la faiblesse et de la résignation de celle-là. Partie d'une vue nette de la situation, Lola agit avec une logique inflexible. Son impudence n'est faite que de cette netteté et de cette rigueur, soutenues, fortifiées par un esprit de revendication et de revanche, une avidité de détruire l'ordre empirique et irrationnel pour lui substituer un ordre supérieur : celui de sa raison et de sa volonté. La condition de Denise Elpémor, qui a de la fortune, un mari intelligent, lui paraît « un défi jeté par malice à la splendeur sans dot et au talent pauvre ». Devant cette rivale, cette usurpatrice, elle ne peut se défendre de penser « aux filles-reines, dont elle était, que dépossèdent des meilleures parts, contre toute justice, d'aussi insignifiantes créatures. » C'est l'esprit de « reprise individuelle », tel qu'il anime les doctrines de l'anarchie. L'Impudente, avec cette envergure, ne pourrait exister aux époques où l'ordre social est universellement accepté, car alors l'individu ne conçoit pour lui le progrès que dans les cadres de la société. Il fallait à l'éclosion de ce caractère un âge de critique et de révolte, comme il faut à son épanouissement les généralisations de la philosophie. A mesure que Lola se pousse dans la maison, y prend de l'autorité, supplante Denise, étend son empire, « il lui semblait qu'un ordre s'établissait, que des éléments inégaux, un instant mêlés, prenaient, en se heurtant leur place rationnelle. » Il lui semblait encore « que la justice reprenait ses droits ». Voilà une jeune ambitieuse qui, pour dilater son orgueil et le justifier, ne trouve rien de mieux que de l'accorder à l'harmonie du monde. Ne peut-on pas dire, au sens le plus précis et le plus fort des termes, que c'est l'impudence absolue? On ne saurait trop louer M. Henri Deberly d'avoir poussé à ce point d'achèvement et de perfection, un « caractère ».

Elpémor, pour d'autres raisons, n'est pas moins que Lola Dimbre elle-même un orgueilleux et un révolté. D'humeur sombre et de cœur sec, cet ardent rêveur, certain d'avoir du génie, ne se plaisait que dans l'isolement et le silence où, sans impatience de le révéler, il travaillait à l'œuvre « qui lui apparaissait comme sa principale raison d'être au monde ». Mais à la différence de Lola, « l'ambition était sans prise sur cette âme distante à qui son orgueil suffisait. » C'est une distinction très forte et un trait d'une exceptionnelle netteté. Pourquoi l'auteur ajoute-t-il aussitôt : « Toute tentative humaine y était mesurée au compas de l'esprit et de la noblesse »? Il n'y a pas de plus bel éloge, et nous ne comprenons pas comment il pourrait s'accommoder de ce commentaire immédiat : « Qu'elle fût intéressante, bonne en elle-

même, qu'elle dût être féconde en résultats, productrice de richesse ou de bien-être, ce n'étaient là que des considérations secondaires, qui ne pouvaient entraîner le jugement. » Nous n'en voyons point d'autres pourtant qui puissent permettre à l'esprit et à la noblesse d'appliquer leur compas. Aussi, Georges Elpémor ne l'applique-t-il guère, et je me demande quel lecteur ne demeurera confondu, après un tel éloge donné au personnage, de lire, deux pages plus loin, que dans les tranchées, il fut « féru d'une telle haine contre sa patrie, qu'il lui souhaitait à chaque épreuve des maux plus cruels et en aurait avec passion couronné la ruine si, à ce prix, il avait pu rétablir la paix. » Et quand, après une blessure à la main, il est rentré chez lui, « enfin redevenu homme », et que toute la vie, de nouveau, lui est ouverte, « le fléau pouvait durer, redoubler d'horreur, il avait acquis le droit de s'en désintéresser totalement. » Cet espèce de monstre, ce phénomène ne veut plus rien savoir ce de qui se passe ; il interdit qu'on reçoive dans sa propriété aucun journal : il écrit des vers. Dites tout ce que vous voudrez de cette âme, mais non pas que « toute tentative humaine y était mesurée au compas de l'esprit et de la noblesse ».

Il s'en faut donc de beaucoup que le personnage de Georges Elpémor soit posé dès le début avec autant de sûreté et de consistance que celui de Lola Dimbre. Mais dès qu'il est engagé dans l'action, soumis à la volonté de l'habile et redoutable fille, sa vérité s'affirme en toute occasion. Le fond de ce caractère est l'égoïsme. Il n'a jamais aimé sa femme, qui est venue lui offrir l'indépendance et qu'il a épousée par intérêt, par faiblesse ; il la déteste, du jour où, par sa jalousie, elle le gêne : « Elle lui semblait outrepasser ses droits légitimes en étant pour lui la cause d'un souci quelconque. » L'estime dont il tempérait du moins son indifférence ne survit pas à la comparaison qu'il fait de l'imposante et sereine figure de Lola avec la simplicité de Denise. Sa femme, dès lors, lui paraît « presque une vivante injure à l'individu supérieur qu'il se flattait d'être ». Sur l'autel de cette supériorité, le foyer sera immolé, comme la patrie. Il imagine ce que son existence « eût gagné en éclat dans l'atmosphère de la rayonnante créature dont l'esprit déroutait ses préjugés d'homme ». Mais dès qu'il sent menacé un équilibre jusqu'ici maintenu par les circonstances, son égoïsme hésite entre deux appuis de nature toute différente, d'attrait inégal, et il se demande si le plus ténu et le plus discret n'était pas en même temps le moins précaire. C'est même en faveur de ce dernier qu'il allait se décider en fin de compte, après toutes les péripéties. Mais il est trop tard.

Denise, en effet, le troisième personnage du drame, est alors parvenue, elle aussi, au terme de son évolution. La Résignée, avec son âme de martyre, n'a pu soutenir jusqu'au bout le désespoir dont l'Impudente et l'Egoïste accumulaient le poids sur sa tête et sur son cœur. Mère, elle a été dépossédée d'abord de son enfant, en attendant qu'elle soit, épouse, dépossédée de son mari. Elle a subi sans révolte sa double déchéance et lorsque Lola, plus spécialement occupée à s'attacher le mari, s'est un peu relâchée de sa tyrannie à l'égard du fils, la mère infortunée retrouve quelque réconfort à s'emparer de lui avec délices. Pour un peu, elle aurait accepté le renversement des rôles et, trop heureuse de servir ainsi, sollicité les ordres de l'arrogante institutrice. Mais les circonstances finales donnent soudain à Georges la figure d'un monstre et à l'heure même où sa faiblesse va le sauver, va tout sauver, tout s'effondre parce qu'il est trop tard, parce que l'Impudente a tout sapé et que son œuvre de mort doit aboutir à la mort.

Ne croyez pas que le récit rapide, direct, un peu brutal, soit en rien desséché ou refroidi par la rigueur de l'analyse. On ne saurait y souhaiter un pathétique plus profond. Il ne s'étale pas, comme il ferait sans doute si quelque romancier larmoyant avait traité le même sujet avec un sous-titre : *L'Impudente — ou le Supplice d'une mère*. Mais quelle force il gagne à cette discrétion, à cette réserve de l'auteur ! Quelques traits aigus pénètrent plus loin que le lyrisme vain des longues tirades ; et, d'autre part, voici une scène dont il est aisé de mesurer la puissance d'émotion. Un jour, avec son fils, Denise s'enfuit. Mais l'enfant est si bien dompté par le pouvoir despotique de l'étrangère qu'il ne lui paraît plus possible de s'y dérober. Au moment où, loin de la maison, quand ils sont déjà presque sauvés, apparaît la lourde diligence qui va les emporter et les affranchir, l'enfant arrache sa petite main de celle de sa mère et prend sa course vers sa servitude. Cette mère désemparée, rejetée à son destin, condamnée, ne nous apparaît-elle pas sur une des cimes où puisse atteindre le pathétique?

Il est à peine besoin de dire qu'un tel art ne s'accommode que d'une forme dégagée, nerveuse. Afin qu'on puisse du moins l'entrevoir, nous avons laissé l'auteur, ici et là, s'exprimer lui-même. Il faut ajouter qu'il n'écrit jamais une ligne inutile, qu'il se dispense même de toute description. Les personnages sont dessinés en quelques traits, le décor marqué en quelques lignes. Nous savons que le maison des Elpémor est dans les arbres,

qu'elle est « basse, toute en longueur, avec des contrevents vert foncé, sur une façade ocre » et que « la cime d'un marronnier dépassait son toit » : c'est tout. N'est-ce pas assez? Les âmes n'ont rien à faire ici avec la beauté des choses.

***

Si ce n'était pas le plus vain de tous les exercices que de classer par catégories les œuvres littéraires, nous nous demanderions s'il n'y a pas, à l'heure actuelle, un renouveau et une transformation du roman psychologique ; s'il ne serait pas possible d'en reconnaître la deux formes extrêmes : l'une — *Lazare ou la Danse des morts* — toute imprégnée de symbolisme et de lyrisme, l'autre — *L'Impudente* — toute narrative et dramatique.

Allant plus loin — ou remontant plus haut — on pourrait se demander alors si l'initiateur de cette renaissance et le maître du genre renouvelé, n'est pas le puissant romancier de *La Vie secrète*, des *Choses voient*, des *Solitudes* et de *L'Appel de la Route*, cet Edouard Estaunié que l'Académie française vient d'accueillir et que l'opinion met aussi à sa place. Il y a là un beau chapitre d'histoire littéraire qu'on pourra écrire bientôt.

Firmin Roz.

LE THÉATRE

UNE NOUVELLE HONNÊTE FEMME

Le succès ne va jamais, au théâtre, à la vérité totale ni à l'entière fantaisie : dans la première, en effet, le public ne veut pas se reconnaître et, dans la seconde, il ne le peut pas. Il convient donc qu'à chaque époque, pour réaliser pleinement le théâtre auquel la foule se complaise, une moyenne harmonieuse et adroite soit prise entre la réalité et l'imagination : dosage difficile, qui varie très vite et doit sans cesse être tenu à jour, où il faut beaucoup de talent, de finesse, du scepticisme et de la foi, du dévergondage et de la vertu pour le fond et, pour la forme, principalement du sourire, de l'esprit et, tout de même, un peu de littérature. Ce théâtre là n'est pas, à proprement parler, de la comédie et c'est pourquoi l'on ne saurait faire rentrer dans le genre les pièces, même de caractère actuel et militant de Molière, comme les *Précieuses Ridicules* ; il faut, en effet, qu'il fasse une assez grande place au sentiment. Le plus souvent même — et de là ses triomphes —, il prend comme sujet de son observation fantaisiste le sentiment lui-même et se rapproche ainsi davantage du marivaudage que de la satire de mœurs. On peut dire, en gros, qu'il a commencé chez nous avec Meilhac et Halévy, qu'il a continué avec Capus et Maurice Donnay, qu'il a pris ensuite la marque de Flers et Compagnie. Enfin il est possible qu'il vienne de se manifester sous une quatrième forme, véritablement propre à l'année 1924, et qui résulterait de la collaboration de Paul Géraldy et de Robert Spitzer.

Une œuvre, telle que *Si je voulais*, représentée au Gymnase avec le plus vif succès, mérite, en effet, d'attirer l'attention, d'abord parce qu'elle est une étude sentimentale, ensuite parceque, dans la vie sentimentale, elle étudie une nuance nouvelle et que, enfin, de cette vérité très actuelle, elle fait jaillir, avec élégance, le rire.

***

Du temps de Henry Becque, dont la gloire vient d'être rajeunie avec tant d'éclat par les beaux discours de Henry de Jouvenel, de Robert de Flers et de Georges Lecomte, comme l'époque était sans doute moins dissolue que la nôtre, l'auteur dramatique était autorisé à nous peindre la Parisienne comme une gourgandine. Aujourd'hui où l'observation cruelle du grand Mysogyne risque sans doute d'être plus vraie, l'auteur dramatique n'a plus, au contraire, qu'un devoir : nous présenter une honnête femme. Ainsi se confirme cette loi générale : le dramatique, c'est l'exceptionnel.

Donc les avisés écrivains que sont Paul Géraldy et son collaborateur ont bien senti que l'heure était venue de nous présenter une petite bourgeoise vertueuse : là était la véritable originalité. Mais la vertu, qui ne se trouble point, est-ce une vertu sincère, ou du moins méritante ?... Quelle est, au juste, l'espèce de trouble et la nuance d'inquiétude que peut ressentir aujourd'hui une épouse, qui aime son mari ? Tel est le problème que se sont posés et qu'ont résolu avec une grande justesse psychologique et quelque bonheur dramatique les auteurs de la Comédie du Gymnase.

Cette nuance, d'ailleurs, n'est originale qu'au Théâtre, qui retarde toujours sur la vie et la littérature, car il y a longtemps que les mœurs qui l'ont rendue possible ont été observées dans le roman. C'est là, en effet, une conséquence des transformations profondes qui se sont opérées dans la tournure sentimentale et les dispositions amoureuses des femmes. Rien n'est donc plus simple que de la résumer : elle correspond à un rapprochement continu entre la vie des hommes et la vie des femmes, qui assimile, peu à peu, la sensibilité d'un sexe à celle de l'autre. L'homme, de tout temps, par desti-

nation de la nature, a recherché l'aventure et la sensation : la femme également par instinct, recherchait le sentiment et l'amour. Aujourd'hui, cette différence n'existe plus guère. Les femmes en sont arrivées, elles aussi, à préférer, dans l'amour, tout ce qui ne dure ni ne compte. Elles ne cherchent plus à être aimées : il leur suffit d'être désirées. Tout leur bonheur, c'est de plaire.

Supposez donc une honnête femme, enfermée dans son ménage et sa fidélité. Elle aime son mari, elle aime sa maison, elle aime sa vie. De quoi pourrait-elle être troublée ?... Pas du désir d'une passion, bien sûr, mais d'une seule inquiétude : peut-elle séduire... ? Possède-t-elle ce charme qui fait que certaines femmes attirent instantanément l'hommage le plus brutal des hommes... ? Elle ne cherche point l'amour, mais la vérification de son pouvoir... Elle souhaitera seulement qu'on lui fît la cour... Ainsi s'explique, de nos jours, que nous ayons en quelque sorte renversé l'ordre naturel, je veux dire social. Dans les sociétés bien policées, en effet, je veux dire celles où règnent ce que l'on appelle les convenances avec toute l'hypocrisie qu'elles impliquent, les femmes s'évertuent à paraître meilleures qu'elles ne sont. Elles veulent bien être aimées, elles refusent d'être courtisées, car ce n'est point une liaison, mais des assiduités qui compromettent une réputation. Aujourd'hui, au contraire, l'artifice est inverse : peu importe à beaucoup de femmes de ne rien commettre, pourvu que l'on parle d'elles. Elles ne se soucient que d'hommages éclatants et de conquêtes publiques... Par une hypocrisie contraire, elles tiennent à afficher tout ce qu'elles ne font pas... Ne nous frappons donc pas... Il y a, parmi nous et en dépit des apparences, bien plus de vertu qu'on ne croit et Paul Géraldy et Robert Spitzer ont bien raison de nous le rappeler... Il faut simplement comprendre l'honnêteté des honnêtes femmes d'aujourd'hui...

***

Ainsi cette petite femme vivait heureuse en son heureux méage, avec son mari paisible et fidèle. Elle vivait même, quand nous faisons sa connaissance, à la campagne. Et ce n'est pas d'hier, s'il vous plaît... Le charme de ce foyer est solide et bien assis. Un ami, lui, célibataire et un peu viveur, admire, non sans stupeur, ce ménage. Mais voici l'accident qui menace tous les ménages heureux et provoque l'action de toutes les comédies sentimentales. Une jeune femme survient qui porte l'amour, ou plutôt la séduction que nous définissions plus haut, sur elle... Elle en pleure de joie, car les aventures fondent sur elle. Elle échappe à l'une pour retomber dans l'autre. Notre honnête femme reçoit ces étranges confidences : elle en est d'abord offensée, au nom de la morale, puis troublée, au nom de la psychologie, d'autant plus que la malheureuse a l'air de considérer son propre charme comme un privilège qui n'appartient pas à toutes les femmes, notamment aux honnêtes bourgeoises... Et vous devinez ce qui va se passer, car le propre d'une observation fine et juste, c'est de déterminer par elle-même ses conséquences qui deviennent les péripéties de la pièce. Inquiète de cette révélation soudaine, notre honnête femme commence naturellement par interroger son mari : l'a-t-il désirée, au moment de leurs fiançailles... La désire-t-il même maintenant... ? Enfin lui plaît-elle, dans le sens que l'amie a voulu lui faire entendre... ? Et voilà bien l'une des plus jolies et pénétrantes scènes du Théâtre contemporain. Le mari, qui comme mari et comme homme, ne comprend rien à rien, est stupéfait de cette enquête rétrospective de sa femme qu'il a justement épousée parce qu'il la respectait et qu'il aime encore aujourd'hui parce qu'il l'estime... Enfin il s'applique à ne sortir de son cœur que ce qui s'y trouve de meilleur : mais ce n'est point cela qu'attendait la jeune femme préoccupée de recevoir d'autres hommages... Il faut donc qu'elle continue ses expériences. Ces essais remplissent agréablement le second acte et nous permettent d'arriver au troisième avec cette double conclusion heureuse : non seulement l'honnête femme s'est persuadée que toutes les femmes peuvent plaire en y mettant le même prix que la petite amie qui se montrait si fière de ses aventures, mais le mari lui-même, mis en éveil par cette crise, a bien été obligé de s'avouer tout bas et de proclamer tout haut qu'il n'aimait point son épouse avec tant de pureté.

GASTON BAGEOT.

A TRAVERS LES REVUES ÉTRANGÈRES

OUTRE-OCÉAN

The Current Opinion s'inspire pour parler des lettres dans l'Amérique d'aujourd'hui de l'avis dont le *Times Book*, de New York, a eu la primeur de trois juges particulièrement compétents en la matière.

Mr John Erskine, professeur à l'Université de Columbia, dénonce la cabale malfaisante dont témoigne par le temps qui court la critique américaine. Celle-ci peut revendiquer, il est vrai, le nom, certes considérable, de George Santayana ; cependant outre que le cas demeure exceptionnel, Santayana est de culture et de tempérament européenne. Et, tout au hasard, la critique, ici, se confond avec la publicité. — Theodor Dreiser défend

« la formule » qui est la sienne en protestant contre la manière dont les écrivains américains dits « réalistes » l'entendent d'ordinaire, cette formule. « La production » de la plupart d'entre eux ne doit rien qu'à une imagination dévergondée, avide d'invraisemblance et se complaisant de préférence dans l'horrible et le lugubre. De telle sorte que « ces réalistes », on les croirait non seulement incapables d'observation, mais incurablement aveugles à la moins distante réalité.

Voici du reste qui nous intéresse plus expressément : au jugement de Mr. Hamlin Garland, la pauvreté générale et la trop fréquente immoralité de la littérature américaine d'aujourd'hui sont un autre effet de la pénétration, sans cesse grandissante outre-Océan, de « l'européanisme ». Les romanciers yankees paraissent surtout hantés tantôt par le roman français, tantôt par le roman russe. Par ailleurs, le théâtre que l'on applaudit dans les capitales du Nouveau Monde n'est le plus souvent qu'une adaptation des scènes parisiennes ou viennoises...

Angleterre

« Le premier article du credo politique des Anglais » ? C'est Mr. J. Middleton-Murry qui nous l'expose incidemment en formulant, dans la *Revue de Genève* (fasc. d'avril), l'espoir que les Français deviendront, avec le temps, moins incrédules quant aux machinations de la finance cosmopolite. De quoi il continue pourtant de douter : « Car, écrit-il, une des différences fondamentales entre le tempérament français et le nôtre, c'est que l'Anglais, de façon générale, a l'instinct très profondément ancré des réalités économiques. Il renverserait un gouvernement qui refuserait d'équilibrer le budget. Il s'attend à devoir payer, même après une guerre victorieuse. L'inévitable charge des impôts le fait grogner, mais il se soumet... et il paie. Et jamais il ne songerait à voter contre un gouvernement simplement parce que, dans son effort pour maintenir l'Angleterre solvable, celui-ci impose au contribuable un fardeau presque intolérable, comme c'est le cas aujourd'hui. L'Anglais sait que la situation financière de son pays doit être maintenue saine et nette, à tout prix. »

Allemagne

« Pertinacior », qui signe la chronique politique à la *Deutsche Rundschau*, écrit dans le numéro d'avril de la revue berlinoise :

« C'est avec une facilité et une chaleur qu'aucun de ses prédécesseurs au gouvernement n'y avait jamais mises que Ramsay Macdonald manifeste le souci de sauver et de cultiver l'amitié de la France... Lorsque les experts en auront terminé, le président du Conseil français s'empressera d'évoquer derechef « la question de sécurité » et il peut compter que le Premier britannique est dès maintenant favorablement disposé en ce qui concerne le programme où, au commencement de mars 1917, Briand prétendait régler la situation sur le Rhin et que du côté de l'Angleterre on repoussait alors énergiquement... Macdonald s'est nettement séparé de son ami Henderson, lequel, on s'en souvient, proclamait devant ses électeurs l'absolue nécessité, pour notre allègement, d'une refonte du Traité de Versailles. Il a refusé de recevoir notre socialiste Merfeld. Il n'aspire qu'à complaire à Poincaré. On a pu constater que dans la lettre qu'il écrivait à celui-ci le 23 février dernier, il traitait la question des réparations aussi bien que celle de la Ruhr comme antérieurement déjà il avait fait à la Chambre des Communes, soit du point de vue des intérêts de la France, de l'Angleterre et de l'Europe. Quant à l'Allemagne, elle n'était même pas nommée dans le document : en effet, qu'importe à Ramsay Macdonald le sort de l'Allemagne ? »

Suisse

L'automne dernier paraissait à Genève le premier fascicule de la *Revue* (trimestrielle) *de Droit international et de Sciences diplomatiques, politiques et sociales*, fondée, sous les patronages les plus éminents et avec les concours les plus autorisés, par M. Antoine Sottile, Privat Docent à l'Université de Genève.

Ces débuts — que signalaient à l'attention des spécialistes des grands problèmes juridiques internationaux un article notamment du directeur de la revue sur l'organisation de la République de Saint-Marin et un autre de M. W. van de Wetering, Consul à Rotterdam, sur les Eaux territoriales et leur régime en temps de paix — comportaient telles promesses que le nouvel organe réalise pleinement depuis.

Le numéro d'octobre-décembre contenait, en même temps que le texte d'un important discours antérieurement prononcé à La Havane par M. Cosme de la Torriente sur « la République de Cuba et les États-Unis », une étude de M. William Martin, de l'Université de Genève, concernant les zones franches et de substantielles pages de M. J. van der Mandere, secrétaire de l'Association Néerlandaise pour la S. D. N. et la Paix, sur l'Académie de Droit des Gens de La Haye.

Au sommaire du dernier fascicule : « Le Litige franco-britannique sur les décrets de nationalité en Tunisie et au Maroc », par M. Robert Redslob, de l'Université de Strasbourg ; « Les Unions Internationales », par Herr K. Neumeyer, de l'Université de Munich; « *El nuevo Concepto de la Neutralidad* », suite et fin d'un article signé M. de Lasala Llanas, professeur de Droit International à Zaragoza; « Le Bombardement des Villes ouvertes », par M. N. Slontzki; etc...

Gaston Choisy.

LES LIVRES NOUVEAUX

Assise, par Camille Mauclair et J.-F. Bouchor (Laurens, ornementations de David Burnand).

Lorsqu'en mars 1923, le peintre J.-F. Bouchor nous conviait à la Galerie Georges Petit à l'Exposition de ses tableaux d'Assise, toute la glorieuse cité semblait être devant nous sur ces toiles au colorie riche et en même temps si délicat. Nous apprenions aussi avec joie que ces tableaux qui allaient se disperser ressusciteraient pour nous en un volume dont le texte devait être écrit par Camille Mauclair.

En publiant cet ouvrage, Camille Mauclair et J.-F. Bouchor apportent à la ville de Saint François un hommage digne d'elle. Un même enthousiasme et un même sentiment de la grandeur mystique de la cité inspirent l'écrivain et le peintre ;

ce que l'un fait revivre avec sa palette aux riches couleurs, l'autre l'écrit avec la même émotion. Texte et tableaux s'accompagnent et donnent au livre une éloquente unité que complètent les ornementations de David Burnand puisées aux mêmes sources.

« Assise est un cœur, Assise est une lumière, vers qui convergent des pèlerins innombrables ; Assise est glorieuse, parceque deux anges sont nés d'elle et que sur elle ils n'ont cessé de veiller ! » Et voici devant nous, peints au grand jour sous la divine lumière ombrienne ou dans leur intimité, les sanctuaires d'Assise, San Francisco, Saint Demien, Sainte-Marie des-Anges, Sainte Claire, Saint Rufin.

« Vieille petite ville aux placettes taciturnes et qui surplombe un paysage agreste, majestueux et familier. » Et le peintre nous mène sous les vieilles portes, sur les places, au marché aux volailles, à la foire, devant les femmes aux foulards rouges. C'est la plaine d'Assise avec ses oliviers, ses vignes, ses grands bœufs tout blancs dont un ruban écarlate orne le frontal.

Une des plus belles œuvres du peintre termine l'ouvrage : l'église Supérieure sur laquelle le soleil couchant jette des lumières fauves et lilacées et le poète s'écrie : « Ce qui est ta beauté, Basilique, c'est l'émanation ineffable de celui qui dort sous tes fondations. Garde le silence comme notre respect le garde, car cette heure lui appartient et c'est celle où il s adresse à Dieu et personne ne doit entendre ce qu'il lui dit à l'heure où naît la première étoile. »

Assise a inspiré bien des artistes. C'est comme un poème continu qui monte vers elle depuis le siècle qui vit Saint François. J.-F. Bouchor, le peintre de Venise et de Florence, et Camille Mauclair se sont arrêtés à leur tour à Assise et ont ajouté une strophe au poème. P. F.

Philipp Scheidemann, ancien président du Conseil des ministres d'Allemagne. — *L Effondrement* (Paris, Payot).

Si Scheidemann écrivait aujourd'hui son livre, une belle occasion lui serait offerte de le dédier à « son ami anglais Ramsay Mac Donald ». Mais il n'a pas eu de chance. Ministre du dernier cabinet impérial, sous le prince héritier de Bade, il a présidé le ministère au moment où l'Allemagne vaincue a dû accepter de signer sa défaite et, depuis lors, il n'a plus eu part au gouvernement. Aura-t-il plus de bonheur pour nous persuader de ce qui est son idée capitale et comme son *leitmotiv*, à savoir que son parti, le socialiste-majoritaire, mûr dès 1914 pour les prébendes du pouvoir, s'est montré le seul capable de prévoir l'évolution de la guerre et de suggérer alors les solutions de salut pour le peuple allemand? Qu'il n'y compte pas trop. Le livre ne sue pas la sincérité ; un certain apprêt y est visible, avec l'intention d'innocenter les responsables haut placés de l'ancien régime, l'Empereur y compris. « Tous les Allemands, dit-il, ressentent la fin de la guerre comme un opprobre qui atteint chacun de nous ». Bien entendu, il ne s'agit pas de défaite par les armes. Ce sont les monarchistes qui ont « déserté ». En novembre 1918, « l'ancien régime était vide », le Reich et Berlin une « vraie maison de fous ». Ebert allait avouer que le peuple allemand était « dépenaillé au point de vue moral et au point de vue du sentiment national ». Et pourquoi? Etait-ce effet d'intoxication au contact de cette « inintelligence, caractéristique de la vieille Prusse? » Son Excellence Scheidemann ancien ministre, socialiste impérial et royal, voudrait bien ne pas l'avouer. P. F.

Jean Jaurès. — *Histoire socialiste de la Révolution française*, tome VI : *La Gironde*. (Paris, Librairie de l'*Humanité*).

Ce tome VI de l'Histoire de Jaurès, dont nous devons la impression à M. Mathiez, ne raconte pas, en dépit du sous-titre, toute la politique de la Gironde. Mais aussi elle la déborde. D'une part, Jaurès insiste, et à bon droit, sur la crise commençante, crise financière et dépréciation des assignats, crise économique et déficit des subsistances, à l'occasion de laquelle se font jour les premières théories de socialisation. Le *préjouriérisme* date de là, avec les premiers essais de taxation étatiste et la levée des campagnes contre la vie chère. « On n'a point de vertus patriotiques sans orgueil, proclame Saint-Just ; on n'a point d'orgueil dans la détresse ». D'autre part, Jaurès montre les origines de la lutte qui mettra aux prises, de manière de plus en plus âpre, la Gironde, inspirée plus ou moins par Roland, « cette vieille corneille lugubre et bavarde, perchée sur l'arbre de la liberté », et la commune de Paris, devenue montagnarde à la suite des élections de décembre 1792. Entre les deux, Danton tente de faire prévaloir une politique d'union intérieure (que la Gironde décourage) et d'action extérieure qui mène à la réalisation des frontières naturelles vers le Rhin, les Alpes et les Pyrénées. Peut-être ne serait-il pas écouté, tant Robespierre et Condorcet, Marat lui-même sont hostiles au décret conventionnel du 15 décembre qui ouvre la carrière à toute une conception de conquêtes territoriales. Mais la mort du roi, en déterminant la coalition contre la République, mettra au premier plan le rêve de Danton : la France rapidement victorieuse et imposant sa paix à l'Europe,. Ainsi la guerre allait devenir « la fonction suprême de la Révolution ». P. F.

Paul Reboux : *La petite Papacoda, roman napolitain*. 1 vol. in-18 (Ernest Flammarion).

Tour à tour romancier sentimental, économiste, poète, sociologue, évocateur du temps passé, M. Paul Reboux a déjà publié une vingtaine de volumes, parmi lesquels des romans où il se plaît à changer de pays et de décor. C'est ici l'occasion de rappeler *Colin, ou les voluptés tropicales*, *La Maison de danses*, roman espagnol, *Le Phare*, roman breton, *Romulus Coucou*, roman nègre. La *petite Papacoda* ajoute à cette série, qui compte peut-être les meilleurs livres de l'auteur, un roman napolitain.

En écrivant ce roman coloré, bref et charmant, Paul Reboux a montré, une fois de plus, son talent de peintre et il a encadré l'amour de Luisella et de Lorenzo dans le pays du monde le mieux fait pour les amours. F. R.

LA QUINZAINE POLITIQUE

Catalogne

Nous aurions préféré inaugurer ces chroniques par un exposé de l'état des esprits et du mouvement de la culture catalane, qui aurait orienté les lecteurs sur ce pays si inconnu, quoiqu'aux portes mêmes de la France. Un événement financier qui vient de se produire, ces toutes dernières semaines, en Espagne, offre un si grand intérêt pour l'économie catalane et pour l'influence économique de la France dans la Péninsule, qu'il nous a paru nécessaire de lui consacrer ces premières lignes. Il s'agit, comme le verra le lecteur, d'une affaire énorme, fantastique, dans laquelle, selon les informations de « The Sphere », de Londres, se révèlent des personnages monarchiques. L'affaire peut avoir des conséquences historiques.

Voici les faits :

⁂

Du temps où le gouvernement libéral était encore au pouvoir, avant que ne soit venu le balayer le coup d'Etat de Primo de Rivera, une affaire préoccupa surtout le Conseil des ministres et donna motif à de longues discussions et à de profondes divergences. Il s'agissait de la proposition d'un certain Pedraza, personnage de louche histoire financière, relative à la construction de chemins de fer extraordinaires. Le Gouvernement se chargerait de tous les frais, quelques groupes étrangers assureraient toutes les adjudications, la fourniture du matériel et les devis des travaux, sans aucun contrôle ni garantie.

Le ministre Alba appuyait la proposition, que repoussaient tels de ses collègues, d'ailleurs d'un autre prestige. On peut expliquer par là la démission du ministre Pedragal. Il quitta le pouvoir, non par raisons politiques, mais parce qu'il estimait que ce projet, contraire à l'intérêt public, cachait un scandale.

Vint le coup d'Etat. Son principal prétexte, on le sait, et le Dictateur lui-même le déclara dans sa proclamation, fut cette ambiance d'immoralité dans laquelle travaillait le Ministre Alba, contre lequel le général Primo formula de graves accusations. Or, c'est sous le pouvoir du gouvernement militaire que s'est réveillée, et accrue, la proposition de M. Pedraza. La construction des chemins de fer, proposée son Alba, n'est plus maintenant qu'une partie d'un plan exclusif qui comporte 3.000 millions de pesétas ou. Le présent projet, supérieur à celui du temps d'Alba, laisse une marge de commissions beaucoup plus forte : 1.000 millions de pesétas environ.

Voici cette proposition :

Il est fondé une *Société Espagnole d'Industries et Traction Electriques* (S. E. I. T. E.) pour la construction des chemins de fer, des barrages, et pour l'établissement d'industries à l'intérieur de l'Espagne. Cette société n'offre, par son actif ni par ses dirigeants, aucune garantie. Personne ne lui consentirait d'avances. Elle est purement nominale. Elle offre à l'Etat espagnol : « la construction en Espagne de chemins de fer, fabriques, chutes d'eau d'un coût de quelques 3.000 millions de pesétas or, sous la simple condition que l'Etat donne à la S. E. I. T. E. des obligations du Trésor en dollars et en livres, avec 5 % d'intérêt et 1 % d'amortissement. L'Etat n'aura à se soucier de rien, pas même de payer les intérêts des Obligations du Trésor qu'il aura émis à la Société, celle-ci s'engageant à lui en remettre annuellement et par avance le montant. »

Cette proposition a soulevé les propositions unanimes de tous les capitalistes de la Péninsule. On se demande, étant donné que la Compagnie doit payer à l'Etat les intérêts et la prime d'amortissement des obligations du Trésor, pourquoi les financiers anglais et américains qui sont derrière M. Pedraza, ne prennent pas à leur compte l'établissement des usines, chemins de fer, etc., dont la S. E. I. T. E. a la concession. En réalité, l'affaire est ainsi combinée : l'Etat fournit les Obligations du Trésor ; M. Pedraza négocie les obligations touchant le maximum de commissions possibles. Des banquiers anglais et quelques américains se chargeraient des obligations de l'Etat espagnol et fourniraient les livres sterling et les dollars nécessaires à l'achat — en Angleterre et aux Etats-Unis naturellement — de tout le matériel nécessaire à l'exécution du plan. A l'aide de cette somme, déjà réduite par cette commission initiale, on achète des matériaux, sur lesquels achats on s'assure le plus de commissions possible. On commence ensuite les travaux : nouvelles commissions. La Société se soutient le temps nécessaire et paye avec le produit de la négociation des Bons du Trésor, l'annuité qu'elle a offerte à l'Etat. Naturellement, et fatalement, arrive le moment où les travaux, l'argent et les commissions sont épuisés. La Société ne paie plus le quantum convenu. L'Etat se trouve avec une créance de 3.000 millions devant un débiteur insolvable. L'Etat est alors obligé de prendre des travaux exécutés par la S.E.I.T.E. et dont la valeur n'est que les deux tiers de la moitié ou même du tiers de ces 3.000 millions. A moins, ce qui est plus probable, qu'ils ne vaillent rien. Il faut tenir compte que ces chemins de fer s'exploiteraient avec perte, que personne ne voudrait de ces chutes d'eau, pas même gratuitement ; car, il est évident que si les projets et concessions de la société avaient valu quelque chose, on aurait essayé de les réaliser sans avoir recours à l'aval de l'Etat.

⁂

Or le Directoire a accueilli favorablement cette proposition. Malgré la protestation unanime, quoique sourde (la censure de la presse est implacable), de la finance et de la production espagnoles, le Directoire vient de désigner une commission de fonctionnaires s'engageant à appuyer la proposition en question. Cette attitude est curieuse, après le changement que semblait devoir imprimer à la politique espagnole l'établissement d'un Directoire militaire. Ce qui fut le grand motif de la déchéance d'Alba est maintenant soutenu par le Directoire, qui prétendait moraliser la politique espagnole.

⁂

Internationalement, l'acceptation du projet par l'Etat espagnol équivaut à placer l'Espagne sous un régime financier anglo-saxon. L'opération une fois conclue, le Trésor espagnol serait placé sous l'hypothèque anglo-américaine. Ce qui pourrait arriver de mieux serait que l'Espagne payât les intérêts d'une dette colossale. Les valeurs et actions des compagnies de chemins de fer, actuellement existantes, qui ne jouissent d'aucune protection de l'Etat, et auxquelles sont intéressées les finances françaises, subiraient une importante dépréciation. Il s'agit de quelque chose de plus : l'entrée définitive et irréparable de l'Espagne dans la politique internationale anglo-saxonne.

L'Espagne se trouverait dans une situation pire que celle du Portugal. Ni la France, ni l'Italie ne pourraient plus compter sur la péninsule ibérique pour la formation du bloc latin dont on parle tant. L'Espagne, en perdant son indépendance économique, perdrait aussi son influence dans les pays hispano-américains, plus que jamais abandonnés à l'expansion économique anglo-saxonne. En ce qui concerne la France, il y a un grave danger à ce qu'un pays voisin passe sous la dépendance financière de deux grandes puissances anglaise et américaine.

Nous devons rappeler quelques faits. Quand l'Espagne, au XIXe siècle, dut créer une dette extérieure, ce fut en France qu'elle la contracta. Les chemins de fer espagnols ont été, jusqu'avant la guerre, contrôlés par le capital français. On donna à un groupe français le privilège de la Banque hypothécaire. Les Français ne doivent

pas oublier que jusqu'avant la guerre ils jouissaient en Espagne d'une influence supérieure à celle d'aucun autre pays.

Pendant la guerre, l'Espagne profita de sa neutralité pour conquérir sa pleine indépendance économique, rapatria presque toute sa dette extérieure et une bonne partie des actions et obligations des chemins de fer qui étaient en France. Mais l'on voit que, malgré les immenses bénéfices de la neutralité, si souvent célébrés par les gouvernements espagnols qui dirigèrent l'Espagne à cette époque, la situation économique de l'Espagne ne s'est pas consolidée et que, de plus, elle s'achemine vers le joug étranger.

La France doit réclamer sa part dans cette intervention économique. Les industries françaises ont, autant que les industries anglaises ou américaines, besoin d'exporter. L'opération qui se prépare en Espagne n'a, en définitive, d'autre but de la part des puissances anglo-saxonnes que de provoquer une importation artificielle des produits anglais et américains en Espagne. Si le gouvernement français ne fait pas respecter ses droits, non seulement la France perdra une place qui fut autrefois prépondérante dans l'économie espagnole, mais encore la situation légale créée par le traité de commerce franco-espagnol que nous assure la clause de la nation la plus favorisée.

B. A.

Roumanie

Deux faits importants se sont produits pour la politique étrangère roumaine pendant ce dernier mois. Dans l'ordre chronologique, il y a eu d'abord la conférence roumano-soviétique avec son arrêt brusque et ensuite le voyage du roi Ferdinand à Paris, voyage dont notre Revue a parlé déjà pour dire comment la France entière a accueilli son noble ami, mais dont il est nécessaire d'envisager la portée au point de vue politique.

A propos de ces deux faits, une considération générale s'impose qu'on pourrait d'ailleurs faire pour tous les grands faits politiques : les peuples — et les gouvernements mêmes — ne peuvent pas faire la politique qu'ils veulent ; de grandes lois régissent les rapports des groupements physiques ou non et d'une façon immuable ; on pourrait retrouver simplement en ces lois le concept fondamental de l'équilibre qui n'est qu'un aspect de l'universelle gravitation ; sans doute les hommes peuvent parfois rompre cet équilibre comme on peut donner des coups de pouce à l'un des plateaux de la balance, ils peuvent faire une fausse note dans cette divine harmonie, ce sont des temps malheureux, des constructions fragiles et artificielles, quelquefois catastrophiques mais que le jeu éternel de la loi même, après quelques oscillations, aplanissent. Voilà pourquoi notre fille est muette, pourquoi la conférence roumano-soviétique de Vienne n'a pas abouti et ne pouvait pas aboutir, pourquoi le voyage du roi Ferdinand devait se faire, s'est fait et aura des résultats réels et permanents.

La conférence de Vienne ne pouvait rien donner parce qu'on ne peut rien espérer du mariage de la carpe et du lapin — et une bonne fois pour toutes il faut savoir que les soviets, ayant — non pas détruit, c'est impossible — mais arrêté toutes les forces de vie et de production dans leur pays, ne pourront jamais être, dans les combinaisons internationales, que le lapin. Les nations civilisées, c'est-à-dire celles qui vont à l'opposé des soviets dans le sens de la vie, de l'organisation et du progrès — et la Roumanie est incontestablement l'une d'elles — devaient mettre de la carpe le silence prudent et en tout cas, être bien convaincues que si des paroles sont échangées avec les *négatifs*, ce sera toujours sans résultat. Les dirigeants roumains de l'heure actuelle sont trop fins, — on peut en être convaincu — pour avoir jamais eu d'illusions à ce sujet ; mais il y a l'opinion publique intérieure qui a des formules dont il est impossible de ne pas tenir compte, il y a les Grandes Puissances dont le public et les particuliers ont des exigences et des espérances que les gouvernements doivent faire au moins semblant de prendre en considération ; il y a les naïfs et bien d'autres facteurs qui trouveraient mauvais qu'un pays « à intérêt limité » mît une limite à ses efforts pour arriver à l'impossible conciliation. Les Roumains sont allés à Vienne traiter avec le camarade Kretzinski, excellence rouge, qui représente en temps ordinaire, les soviets à Berlin, celui-là même qui, il y a peu de jours, quittait solennellement son poste pour apprendre aux Allemands à respecter les lois internationales et les privilèges diplomatiques. A Vienne les choses se sont passées comme elles devaient : prologue — les hautes parties contractantes se félicitent de se trouver en présence, elles sont animées toutes deux de l'amour de la paix et du désir de s'entendre ; acte 1er : on parle de la Bessarabie — invoquant le droit des peuples à disposer d'eux mêmes (Oh Géorgie, Azerbaïdjan, républiques du Caucase et autres, comme vous auriez approuvé les paroles du camarade ambassadeur) M. Kretzinski déniant toute valeur aux deux consultations bessarabiennes par lesquelles les Bessarabiens ont manifesté leur volonté d'être roumains, exige qu'un nouveau plébiscite soit fait dans le département, anciennement soumis à la Russie. Les Roumains ont refusé : ce fut la fin de cette pièce.

Les Roumains ne pouvaient pas faire autrement, non pas parce que une, deux ou trois consultations populaires nouvelles auraient donné un résultat différent de celui qui a été obtenu déjà, mais tout simplement parce que plébiscite signifie pour eux entrée des agents bolchevistes dans un territoire actuellement tranquille et en voie d'organisation. Aucun gouvernement de bon sens ne peut souscrire à une pareille proposition ; pas un Bessarabien ne pardonnerait à ceux qui tenteraient cette expérience. Le Président Poincaré a dit en termes excellents du haut de la tribune française toutes les raisons ethniques et historiques qui font de la Bessarabie une terre roumaine ; nos alliés, avant la France, avaient émis des opinions identiques. La cause est entendue. Mon Dieu, si les soviets durent, on ne peut pas jurer que sous les influences déjà décrites, une nouvelle conférence ne viendra pas reprendre la même question et certainement avec le même succès : ce ne serait pas plus ce jour-là qu'aujourd'hui de la politique effective et utile, mais, comme aujourd'hui, à peine de l'histoire.

On pourrait se demander pourquoi, à une heure aussi grave pour eux, les gens de Moscou, incapables d'organiser l'immense territoire qui leur reste, sont allés soulever cette question ? Pourquoi, alors qu'ils semblent avoir admis cette Pologne dont Weygand n'a pas permis qu'ils disposent eux-mêmes, qu'ils admettent ces pays baltes qui leur ferment pourtant l'issue à la mer libre : pourquoi est-ce à la Roumanie qu'ils s'en prennent d'abord ? Cette volonté russe manifestée à la conférence de Vienne n'est bien, en effet, qu'une illustration de cette politique latente qu'on sent être le fond de la pensée moscovite.

Bien des raisons répondent à cette question. L'action sur les Baltes serait bien dangereuse, elle produirait une friction inévitable avec l'Angleterre que les Soviets ménagent, et demanderait l'usage d'une flotte que Moscou n'a pas. J'entends bien que Moscou n'a pas d'armée non plus, mais pour l'armée — surtout lorsqu'un pays se prête aussi peu à l'observation que la Russie — le bluff est encore possible, tandis qu'une marine se voit. Quant à la Pologne, la première expérience n'a pas été précisément encourageante : les Russes se rendent parfaitement compte que l'opération sera infiniment plus simple le jour où Berlin se mettra de la partie; c'est courir actuellement gros jeu d'user les forces rouges qui restent et qui sont les gardiennes de la tyrannie intérieure devant cet ennemi polonais que la France et d'autres pays encore soutiennent moralement et matériellement. Une action contre la Roumanie représente un risque peut-être moindre et, en cas de succès, un bénéfice incomparablement plus avantageux. C'est d'un coup — parce que la Bulgarie n'a jamais été dans la pensée des Russes un obstacle — la Russie maîtresse des Détroits, la Russie sur la mer Égée : le vieux rêve de Catherine, un des axes de la politique russe, une de ces lois sur-politiques dont nous parlions plus haut qui s'imposent aux Tzars tout comme aux commissaires du peuple. Le jour où la Roumanie serait tombée, la Pologne ne tiendrait guère : les réserves de ces deux pays civilisés permettraient aux vainqueurs de prolonger l'expérience des stérilisantes théories communistes et de reprendre les essais de la révolution universelle, *alias* la conquête de l'Europe, *alias* la marche d'Attila. Cette conception est très certainement celle des dirigeants de Moscou, la doctrine et les actes politiques des chefs russes nous l'ont révélé. Il convient de la prendre comme une indication, une volonté permanente avec laquelle les autres nations — et la France en particulier — doivent compter. Elle n'implique pas le danger immédiat — il est improbable, étant donné la situation intérieure de la république des Soviets, que la Russie attaque la Roumanie. De légères pesées aux frontières, inévitables étant donné la mentalité des Bolchevistes qui ont besoin de tenir l'Europe en haleine, c'est tout ce à quoi il faut s'attendre dans l'avenir prochain.

La menace n'a de chance d'être mise à exécution qu'en cas de conflagration générale. Hélas! les événements vont si vite, les peuples anciennement alliés sont si inconscients du péril et nos anciens ennemis si stupidement décidés à recommencer, que cette éventualité viendra certainement avant les calendes grecques — et en tous cas suffisamment pour que les hommes de notre génération s'en préoccupent sérieusement. Nul doute que la Russie, obéissant à son subconscient interviendra ce jour-là; ses troupes, encadrées d'étrangers, et les richesses et la surface même de son territoire, en dépit du dissolvant révolutionnaire que les camarades soldats apporteront, seront pour la première heure au moins un appoint nullement négligeable pour qui l'aura. Et ce jour-là, quel que soit le courage démontré déjà, de l'armée roumaine, la vaillance et l'intelligence des Roumains, la Roumanie isolée sera dans un très grand danger. Pour y parer, il n'y a pas plusieurs solutions, il faudra que la Roumanie soit l'alliée de la plus grande puissance militaire continentale dont les intérêts seront, soit opposés à ceux de la Russie, soit liés aux intérêts russes, mais après que les droits de la Roumanie auront été acceptés par la Russie. Il faut dire puissance continentale parce que la mer n'aura rien à faire dans ce conflit — l'appui anglais ne sera donc pas dans l'espèce d'une capitale importance pour la Roumanie. Cette puissance continentale est la France : que les hommes au pouvoir le veuillent ou non — parce que : 1° la France est l'alliée naturelle de la Pologne dont l'action est nécessaire pour faire contrepoids à la menace allemande; 2° la Pologne est l'alliée naturelle de la Roumanie, dont elle partage tous les risques.

Dans ces conditions, deux hypothèses : ou la Russie cherche à se mettre dans le conflit du côté allemand : le système franco-polono-roumain va de soi; ou la Russie, consciente de ses véritables intérêts, cherche l'amitié française — cette hypothèse est bien peu probable tant que durera le régime soviétique; — dans ce cas, cette entente ne peut être utile à la France même que si la France a mis pour y consentir la condition que les droits des Polonais et des Roumains seront respectés. Il n'y a pas politiquement d'autre possibilité, parce que la Roumanie ne peut en aucun cas, forte des leçons du passé, se joindre aux Allemands, sous peine de voir reprendre par les Allemands la politique du *Drang nach Osten*, dont le traité de Bucarest avait été la typique illustration.

Le roi de Roumanie est venu en France. Ce n'est un mystère pour personne : dans cette visite, si cordiale qu'elle ait été, la question d'une alliance défensive de la France et de la Roumanie n'a pas été résolue. Les Roumains avaient pour ainsi faire une bonne raison : l'Angleterre accomplissait à cette époque le geste inutile de causer elle aussi avec les Soviets, que M. Mac Donald avait reconnus. Il était peut-être bien difficile pour un jeune pays comme la Roumanie d'avoir l'air de faire à l'Angleterre la réponse du berger à la bergère qu'aurait semblé être au même moment son alliance avec la France; Paris — Paris d'alors *quantum mutatus...* — n'y tenait pas : on était si sûr d'ailleurs, comme pour la conférence de Vienne, que les pourparlers de Londres donneraient peu de résultats. On pouvait attendre. Et puis du côté français il y avait aussi l'impression que la Roumanie était loin : on n'a pas voulu s'engager pour ne pas pouvoir tenir — le facteur bulgare (si l'on peut arriver à avoir une Bulgarie amie) est à considérer; il serait tellement plus efficace d'avoir une ligne d'amitié qui partirait de la mer Egée pour atteindre la Pologne. Mais, tout de même, le voyage du roi et de son très distingué ministre des affaires étrangères a posé la question, c'est déjà un très gros point.

La nouvelle politique de la France viendra-t-elle sottement défaire ce qui a été fait. On ne peut pas dire que non, puisque toutes les bêtises sont humaines — peut-être pour un temps — une brusque reconnaissance par le gouvernement de Paris du gouvernement de Moscou, sans condition — politique artificielle — viendra-t-elle retarder l'heure de la politique réelle — c'est possible, mais heureusement pas sûr.

Peut-être des catastrophes se produiront-elles à la faveur de ces erreurs — c'est possible aussi. On ne pourra jamais aller très loin dans cette voie, au bout de laquelle la déception est scientifiquement certaine. C'est à ceux qui ont maintenant la responsabilité d'agir — mais personne ne pourra jamais faire que d'après les lois éternelles de la pesanteur politique la France et la Roumanie puissent ne pas être alliées et

mieux vaudrait pour les deux nations ne pas attendre, comme en 1916, que la dernière heure soit passée pour préparer et réaliser cette alliance. INTÉRIM.

Tchécoslovaquie

Poursuivant son œuvre de consolidation politique et économique de l'Europe centrale, M. Benès vient de conclure, avec M. Mussolini, un traité de « sincère collaboration » entre l'Italie et la République tchécoslovaque. M. Benès n'est pas un inconnu à Rome. Pendant la guerre déjà, il était venu plusieurs fois, en sa qualité de secrétaire général du Conseil National Tchécoslovaque, traiter avec les hommes politiques de la péninsule, et si l'Italie a pris, dès 1917, une attitude amicale envers la caisse tchécoslovaque, si elle a consenti à former une armée des prisonniers de nationalité tchécoslovaque se trouvant sur son territoire, c'est grâce aux efforts de M. Benès et de son fidèle collaborateur, le regretté général Stefanik.

Arrivé au pouvoir, M. Benès n'a pas eu à changer de politique à l'égard de l'Italie. La Tchécoslovaquie n'a pas oublié les services que l'Italie lui a rendus dans les jours difficiles, et l'amitié ainsi fondée ne pouvait qu'être fortifiée par la communauté des intérêts des deux pays dans l'Europe Centrale. Les excellents rapports des deux pays ne souffraient que d'une seule contrainte : c'était la tension italo-yougoslave qui gênait un peu la cordialité des relations italo-tchécoslovaques. Cette contrainte a disparu depuis le mois d'août dernier, depuis que la sagesse politique de MM. Pachitch et de M. Mussolini, a su écarter les derniers obstacles à l'entente entre les voisins. Nulle part, la conclusion du traité d'alliance entre l'Italie et la Yougoslavie n'a été saluée avec plus de chaleur et avec plus de satisfaction sincère qu'à Prague. Désormais, la voie était libre pour un rapprochement plus étroit de la Tchécoslovaquie et de l'Italie, rapprochement que M. Benès avait toujours souhaité. Ce rapprochement vient d'être conclu à Rome. Comme tous les traités conclus par la Tchécoslovaquie, il a un caractère nettement pacifique. La « collaboration sincère » doit, avant tout, reposer sur une collaboration économique. Les ports de Trieste et de Fiume ont, pour le commerce tchécoslovaque, une importance des plus grandes. Des experts seront chargés d'étudier en détail les questions des tarifs de transport pour permettre à la Tchécoslovaquie de diriger son trafic sur les deux ports italiens qui, d'ailleurs, ont beaucoup souffert depuis cinq ans. L'intérêt des deux pays étant en jeu, on arrivera certainement bientôt à une convention définitive. Quant au traité lui-même, M. Benès a résumé lui-même en trois points, les bases de la collaboration des deux pays : maintien de la paix, dans l'esprit des traités de paix, maintien de l'ordre dans l'Europe Centrale, un engagement mutuel de se soutenir et de parer à toutes les difficultés susceptibles de menacer la paix et l'ordre dans l'Europe Centrale.

La convention d'amicale collaboration italo-tchécoslovaque, tend avant tout à assurer l'ordre des choses établi en Europe Centrale par les traités de Saint-Germain et de Trianon. Conformément aux conceptions politiques que M. Benès, avec l'esprit de suite et de persévérance qu'on lui connaît, poursuit depuis la fondation de la Petite Entente, cette convention forme un chaînon de plus dans le système général de conventions particulières. Complétant le traité d'alliance franco-tchécoslovaque qui tendait plus spécialement au maintien du traité de Versailles, elle est une étape nouvelle dans la voie de la consolidation de l'Europe; loin de contredire les traités antérieurs, la convention nouvelle resserre davantage la solidarité des puissances victorieuses de la grande guerre.

Le résultat des élections en France n'a pas provoqué de surprise en Tchécoslovaquie. Les profondes sympathies que le peuple tchécoslovaque nourrit pour la France ne se trouvent nullement gênées par le changement du gouvernement. La Tchécoslovaquie connaît et apprécie hautement M. Herriot qu'elle compte parmi ses meilleurs amis. Le chef présomptif du nouveau gouvernement est venu, avant la guerre déjà, à Prague, et il a fait, depuis la guerre, plusieurs séjours dans la capitale de la République. Il est très bien renseigné non seulement sur l'état politique et économique de la Tchécoslovaquie, mais le délicat lettré qu'il est, a étudié très attentivement le mouvement intellectuel de la Tchécoslovaquie. Je me rappelle avoir entendu, en 1919, de sa bouche, sur mon pays, une conférence qui m'a frappé par le ton de sincère admiration autant que par la largeur de vues et la profondeur de connaissances du conférencier. Aucun des projets politiques de M. Herriot n'est de nature à contrecarrer la politique de M. Benès : au contraire. Si le nouveau gouvernement français réussit à résoudre le problème des réparations et s'il arrive à améliorer les relations franco-allemandes, la Tchécoslovaquie n'aura qu'à s'en louer. Toute diminution de la tension franco-allemande signifie un coup porté à la politique irrédentiste pratiquée jusqu'ici par la majorité des Allemands en Tchécoslovaquie, un affaiblissement de leur opposition, et, par conséquent, une nouvelle étape vers la consolidation intérieure du pays. Le traité d'alliance conclu avec le gouvernement Poincaré qui reste en vigueur, les opinions du bloc des gauches sur le rôle de la Société des Nations, les excellents rapports personnels de M. Benès avec les personnalités marquantes de gauche qui vont arriver au pouvoir — autant de gages pour une collaboration plus intime encore, si possible, du Cabinet de Prague avec le futur Cabinet de Paris, de la démocratie tchèque, et de la démocratie française.

Le ministre tchécoslovaque des Affaires Étrangères atteint, ces jours-ci, sa quarantième année. Depuis bientôt cinq ans qu'il dirige la politique de son pays, il n'a connu que des succès qui ont profité non seulement à la République tchécoslovaque et à l'Europe Centrale en particulier, mais à l'Europe toute entière, à sa consolidation, à son apaisement, à son relèvement économique et moral après les terribles secousses de la guerre. Ce n'est pas à son compatriote de faire son éloge : qu'il me soit cependant permis d'exprimer ici l'espoir, espoir qui est une conviction, que la collaboration étroite établie sous le gouvernement Poincaré entre la France et la Tchécoslovaquie deviendra de plus en plus intime, pour le plus grand bien des deux pays amis, et de toute l'Europe. Et je suis persuadé qu'aucun vœu ne peut mieux répondre aux vœux intimes du plus jeune d'entre les hommes d'État de l'Europe.

H. JELINEK.

BULLETIN MARITIME

LE CRÉDIT MARITIME.

Nous avons fait allusion, dans un de nos derniers bulletins, aux différents obstacles que rencontre l'armement français dans son effort de reconstitution à une époque où la crise mondiale de la production et la fluctuation des changes rendent particulièrement hasardeuse et difficile l'industrie des transports maritimes.

Parmi ces obstacles nous avons vu que le plus important peut-être est l'aide que donnent, sous forme de mesures protectionnistes efficaces ou au moyen de subsides importants, les Gouvernements des diverses nations maritimes à leurs armements respectifs. Sur cette idée l'on ne saurait trop insister à l'heure où la Chambre nouvelle va avoir à se préoccuper d'assurer au mieux le fonctionnement de l'organisme vital que constitue, pour un pays comme la France, sa flotte commerciale.

Il serait inexact de dire que l'État n'a rien fait jusqu'ici pour aider l'armement français. En étudiant les diverses conventions passées avec les grandes Compagnies de navigation régulières, nous avons eu l'occasion de voir que des sommes importantes ont été consacrées au maintien de certaines lignes particulièrement onéreuses. Mais il ne faut pas oublier que ces conventions, bien souvent, ne sont qu'un règlement tardif de dettes anciennes, contractées par l'État envers ces Compagnies auxquelles, de par ailleurs, il a demandé, pendant la guerre, un effort excessif et dont il exige encore aujourd'hui des services souvent plus dispendieux que les subventions reçues en compensation. La liberté du commerce maritime est le meilleur des privilèges à accorder aux armateurs français et ce serait servir au mieux les intérêts du pays que d'y pourvoir au plus tôt.

Une Commission technique, nommée par le Sous-Secrétariat de la Marine marchande pour étudier l'opportunité de créer un organisme de crédit maritime, a déposé, en juillet 1923, un rapport transmis à la Commission extra-parlementaire de la Marine marchande. Les conclusions de ce rapport sont nettement favorables à la fondation d'un établissement qui permettrait aux armateurs de trouver les capitaux qu'ils ne peuvent actuellement obtenir ou qui leur sont accordés dans des conditions si onéreuses qu'elles sont devenues prohibitives.

Les intéressés pourraient ainsi se procurer, non seulement le numéraire nécessaire à leur opérations courantes, mais aussi des fonds leur permettant de se libérer de leurs dettes les plus onéreuses en les remplaçant par d'autres obligations exigeant un service d'intérêt moins élevé. Une institution de l'importance de celle qui est prévue sera patronnée par les Banques, les groupements métallurgiques tels que les Comités des Forges, les constructeurs de navires et naturellement la généralité des armateurs. Il serait opportun également d'y faire représenter les Chambres de commerce des régions intéressées. Enfin, il est indispensable que soit acquis le concours de l'État (qui est d'ailleurs obtenu en principe) pour une dotation importante en vue de la distribution du Crédit maritime.

Aux termes d'un projet ancien, le Crédit Foncier se serait vu confier entièrement cette œuvre et interviendrait afin de patronner l'entreprise et de lui fournir une documentation financière qui lui serait nécessaire. Quant aux conditions dans lesquelles les avances pourront être consenties aux armateurs, il a été admis en principe que les garanties réelles ne seraient pas seules exigées et que, dans certains cas, le crédit personnel du dirigeant de l'entreprise qui solliciterait un appui entrerait en ligne de compte.

Quelle que soit la façon dont le capital initial sera constitué, il importe de transformer les conclusions de la Commission d'études en un texte légal pouvant donner le plus rapidement possible satisfaction aux intéressés.

Tout récemment, M. Brindeau, Président de la Commission générale inter-parlementaire de la Marine Marchande, a insisté particulièrement sur la nécessité de créer sans retard une caisse nationale de crédit maritime. M. Le Trocquer, Ministre des Travaux Publics et de la Marine Marchande, a donné l'assurance qu'un projet de loi serait déposé.

Il est pénible de constater que, tandis que rien n'a été fait encore en France à ce sujet, l'Allemagne vient d'achever le plan de reconstitution maritime auquel elle s'était arrêtée au lendemain du Traité de Paix. On se rappelle, en effet, qu'en 1920 l'Allemagne ne possédait plus qu'une flotte d'environ 500.000 tonnes. Aux termes d'un compromis de l'armement, signé le 12 mars 1921, le Gouvernement allemand s'engageait à verser à l'armement 11,197 milliards de marks. Les armateurs s'engageaient, d'autre part, à reconstruire le 1/3 environ du tonnage allemand d'avant-guerre soit : 1.500.000 tonnes brut. En septembre 1922, par suite de la dépréciation du mark, un supplément de subvention de 18 milliards de marks fut accordé à l'armement. En octobre 1923 la Banque Fiduciaire des Constructions maritimes a été liquidée, après avoir épuisé dans leur totalité les crédits votés. Ajoutons que l'armement a dépassé de beaucoup le programme de reconstruction puisque le tonnage allemand atteint maintenant environ 3 millions de tonnes, c'est-à-dire plus de la moitié du tonnage d'avant-guerre. Il est à prévoir que, réduits à leurs propres ressources, les armateurs allemands qui ont pu, ces dernières années, distribuer des dividendes considérables, ne pourront plus maintenir le même effort de reconstruction.

Il serait temps, d'ailleurs, que le danger que présente pour nous la renaissance de cette flotte prît fin, au moment où l'effort individuel de nos armateurs va cesser de pouvoir s'exercer seul.

VALEURS DE NAVIGATION

	Le 4 juin 1924
1° Chargeurs	840
2° Messageries Maritimes	207
3° Mixte	210
4° Transatlantique	166
5° Transports Maritimes	1.035

Le Gérant : A. Desnoës.

Société Française d'Imprimerie et de Publicité
Ateliers : Rue Garnier et Rue des Carmes, Angers.
Bureau à Paris, 15, Rue du Laos (XVe)

Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus.

REVUE
POLITIQUE·ET·LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

EUGÈNE YUNG·FONDATEUR·1863 PAUL FLAT·DIRECTEUR·1908-1918
DIRECTEUR PAUL GAULTIER

N° 12 62e ANNÉE 21 JUIN 1924

LES POÈTES PERSANS

La croyance qui fait du poète un prophète s'est certainement réalisée en Perse. De tout temps, les Persans ont compté de grands poètes dans leur pays, qui a du reste été appelé le pays de la poésie, premièrement, parce que la langue persane s'adapte admirablement à la poésie, et aussi, à cause de la saveur mystique qu'elle renferme. La valeur littéraire du poème ne concerne pas le poème seulement mais la valeur mystique qui y est attachée fait du poème une prophétie.

Le climat et l'atmosphère même de la Perse ont aussi beaucoup contribué à enrichir sa poésie, de même que la nature imaginative de son peuple. De tout temps et dans tous les pays où l'imagination n'a pas de libre champ d'expansion, la poésie meurt et le matérialisme prend le dessus. Le poète est un créateur et il crée en dépit de tout obstacle ; il crée un monde à lui, ce qui fait qu'il s'élève au-dessus du plan où seules les choses tangibles et visibles comptent comme réelles. Lorsqu'il chante au soleil et sourit à la lune, lorsqu'il prie la mer, lorsqu'il contemple les plantes, la forêt et la vie au désert, il communie avec la nature. Aux yeux du vulgaire, il est imaginatif, il est rêveur, il est visionnaire ; ses pensées semblent être dans l'air. Mais, si l'on demandait au poète ce qu'il pense des autres hommes, il répondrait que ceux qui ne peuvent pas voler dans les airs appartiennent à la terre et qu'il est naturel que les êtres qui marchent sur la terre ne soient pas toujours capables de s'élever dans l'air. Ceux qui volent doivent avoir des ailes, et vous trouverez cette différence chez les êtres humains, car parmi eux il y a des exemples de toutes les conditions. Il y a des âmes pareilles à des germes et à des vers, des âmes semblables à des animaux et à des oiseaux, comme il y a des âmes semblables aux Djinns et aux anges. Tous ces genres se trouvent parmi les êtres humains : ceux qui habitent les régions les plus élevées du ciel et de même que ceux qui se trouvent dans les plus grandes profondeurs de la terre. Ceux qui ont le pouvoir de prendre leur essor par la force de leur imagination sont les poètes vivants. Ce qu'ils ont dit était non-seulement un fait, mais de la musique et ne contenait pas uniquement un rythme, mais un ton. Leur âme dansait à ce rythme et quiconque entendait leur poésie aurait dansé aussi. Hafiz de Shiraz, lançant un défi aux dignes et saints hommes de son pays, dit : « Pieux amis, vous oublieriez votre dignité, si vous pouviez entendre le chant qui naît dans mon cœur ardent ». De telles âmes ont pu atteindre au plus haut sommet de la vie, celles-là ont pu apporter quelque vérité comme interprétation de la nature humaine, et de la loi intérieure de la nature.

C'est une toute autre question, que celle des poètes qui ont fait de la poésie pour l'amour de leur nom, de la renommée, de la popularité, de l'appréciation des autres. C'est alors une question d'affaires, ce n'est pas de la poésie. La poésie est un art ; un art de l'aspect le plus élevé. Le lien que forme le poète avec la nature finit par amener ce lien avec lui-même, et ainsi il pénètre de plus en plus profondément en toutes choses : intérieures et extérieures, communiant partout avec la vie ; cette communion lui apporte la musique d'un pays lointain et cette musique crée l'extase. Dans cette

extase tout son être est rempli de joie, il oublie les soucis et les anxiétés de la vie, et il s'élève au-dessus des louanges et des blâmes de cette terre, et les choses terrestres deviennent pour lui de moindre importance. Debout sur la terre, il contemple les cieux, sa vision de la vie s'élargit et sa vue devient plus pénétrante. Il voit des choses qui n'intéressent personne d'autre que lui, que personne ne voit; et ceci nous apprend que ce qui est appelé ciel ou paradis est très près de nous, toujours là, si seulement l'humanité regardait. Notre vie est ce que nous regardons; si nous regardons ce qui est mauvais, elle est mauvaise, si nous regardons ce qui est bien, elle est bien; nous formons la vie selon notre propre attitude; par conséquent, le poète est le créateur de sa propre beauté, et se suffit à lui-même; l'indifférence et l'indépendance deviennent comme deux ailes qui lui servent à voler.

Les craintes, les soucis que peuvent offrir la vie, les ennuis et les difficultés que chacun éprouve dans le monde, le poète les éprouve aussi, mais pourtant, il s'élève au-dessus d'eux, afin que les choses ne le touchent pas. Le poète est sans doute bien plus sensible aux déboires de la vie que l'homme ordinaire. S'il acceptait toutes les choses qui se présentent à lui, toutes les influences irritantes qui troublent l'esprit, tous les angles de la vie contre lesquels on se heurte, il ne pourrait les supporter. S'il durcissait son cœur et le rendait moins sensible, alors, il le fermerait aussi à l'inspiration qui vient sous la forme de poésie. Donc la sensibilité est là pour ouvrir les portes de son cœur. Celui qui, intérieurement et extérieurement, communie avec la vie, est ouvert à toutes les influences agréables et désagréables, sans protection, et il n'y a qu'un moyen qui lui permette d'échapper à tous les troubles de la vie, c'est de s'élever au-dessus d'eux.

Le Shahnama, ancien écrit persan, démontre le don prophétique du poète. Antérieurement, le message de Zarathustra, message prophétique donné au peuple de Perse, était poétique d'un bout à l'autre, et il est surtout intéressant de voir par les écritures de Zarathustra et par sa vie entière, comment un poète peut s'élever de la terre au ciel, car du commencement à la fin, l'on comprend la communion de Zarathustra avec la nature, avec sa beauté, et nous voyons comment à chaque pas, il pénétrait la vie de plus en plus profondément. Zarathustra a formé sa religion par les louanges de la beauté de la nature et en découvrant la source de l'art créateur dans l'Artiste, qui est caché derrière elle. Et quelle forme de culte enseigna-t-il? Il enseigna la même forme qui fut le commencement et la fin de sa poésie. Il dit à ses élèves : « Debout devant la mer, contemplez son immensité, inclinez-vous devant elle, devant la source et le but de cet océan que vous voyez. Il dit à ses disciples : « Regardez le soleil, et voyez quelle joie il apporte, et quelle en est l'origine? D'où provient-il? Pensez à sa source et à son but et courbez la tête devant lui ». Les hommes crurent alors que c'était l'adoration du soleil : c'était l'adoration de la lumière, source et but de tout.

Cette communion extérieure et intérieure élargissait parfois à tel point la vision d'un poète qu'elle dépassait la compréhension de la moyenne des hommes. Lorsqu'un Shah de Perse exprima un jour le désir qu'on lui présentât une tradition de son pays, une histoire introuvable à ce moment-là, un poète plein d'inspiration et d'intuition dit : « Oui, je vais te la faire et te l'apporter ». Il commença donc à s'exercer, projetant ses lumières aussi loin que possible dans le passé, réussit à préparer le livre de traditions et l'apporta à la cour. Il est dit que ce poète possédait un grand pouvoir psychique. Un courtisan resta sceptique à l'idée qu'il fût possible à un homme de regarder aussi loin dans le passé. Le poète le fit appeler, posa la main sur lui et dit : « Vois à présent, il y a tout ce que j'ai vu dans le passé ». C'est humain, (ce n'est pas surhumain, mais de pareils exemples sont rares); car dans la vie de chacun, le passé, le présent et le futur peuvent être vus dans une certaine mesure. Combien d'exemples avons-nous eus dans la récente guerre, de ceux ayant des êtres chers de l'autre côté, et pouvant connaître et ressentir leur état! Toute personne au cœur pur, aimante, sympathique, bonne, peut à un certain degré percevoir le passé, le présent, et l'avenir. Si la même lumière, partie d'un autre point, était projetée plus loin encore en arrière, elle pénétrerait au delà de la compréhension humaine. Certains hommes ont à développer ce don, mais d'autres naissent avec, et parmi ceux-ci, nous trouvons des hommes ayant la connaissance d'un événement dix ou douze ans avant qu'il ne se produise. Par conséquent, le poète n'est pas seulement celui qui écrit des paroles fleuries, le poète est celui qui met toute son âme dans le passé qui, par sa lumière, peut éclairer ce qui ne s'est pas encore produit mais qui est dessiné d'avance, qui existe d'une façon encore abstraite. C'est cette poésie qui devient la poésie inspirée. Il est vrai que la poésie peut aussi contenir l'enseignement de l'aspect complexe de la métaphysique. Tous les Upanishads de la Vedanta sont en vers, ainsi que les Surahs du Koran, et les écrits de Zarathustra. Tous ces poètes, à quelque moment qu'ils soient apparus, ont apporté leur message en vers. Cela n'est peut-être pas ce que nous appelons de la poésie :

mais, en l'étudiant, nous trouvons que tout y est poétique.

Le développement de la poésie en Perse naquit à un moment de grand conflit entre orthodoxes et libres-penseurs. En ce temps, la loi de la nation était une loi religieuse, et nul n'avait le droit d'exprimer librement ses idées, celles-ci risquant d'être en contradiction avec les idées religieuses. Il y avait alors de grands penseurs, tels que Firdanzi, Attar, des penseurs tels que Jelal-ud-Din-Roumi, Sa'adi, Hafiz, Nizami, qui étaient non seulement des poètes, mais la poésie elle-même. Bien que vivant sur la terre, ils appartenaient à un autre monde. Leur conception de la vie, leur vision pénétrante, étaient différentes de celles des autres. Les paroles qu'ils prononçaient n'étaient pas le résultat d'un effort, c'étaient des flammes naturelles venant du cœur, et ces paroles demeuraient, illuminant les âmes qu'elles atteignaient. La poésie de Jelal-ud-Din Roumi a produit la plus grande impression sur l'humanité, bien qu'il ait été lui-même inspiré en premier lieu par Attar. Jelal-ud-Din Roumi était l'homme le plus qualifié par son don d'éloquence, et pourtant, son âme attendait une lumière qui ne se montra que dans la dernière partie de sa vie. Ce fut un Derviche, qui entra dans son existence, un homme en haillons, ne présentant aucune qualité de ce que le monde appelle savoir et pourtant cet homme était en harmonie avec l'infini et avait (pour parler en termes religieux) gagné le royaume de Dieu. Cet homme vint par hasard dans la maison de Jelal-ud-Din Roumi, et celui-ci, selon son habitude, lui souhaita la bienvenue ; après avoir conversé avec lui, il découvrit que ce n'est pas le savoir, mais la connaissance vivante qui compte. Il avait tant lu, avait tant pensé, avait vu tant d'hommes, et maintenant il voyait que ce n'était pas suffisant ; il fallait vivre. Il ne suffit pas de dire, il faut être. Lorsqu'il eût compris ceci, il écrivit ce vers au départ de Shams Tabriz : « Le Dieu de la terre et du ciel dont les hommes ont parlé, je l'ai vu aujourd'hui, sous une forme humaine ». Car il vit combien le cœur de l'homme peut s'étendre, combien l'âme de l'homme peut devenir pénétrante, à quelle hauteur l'esprit de l'homme peut s'élever.

Pendant une longue période, cette impression produisit en Jelal-ud-Din-Roumi une sorte d'extase, et ce qu'il écrivit à ce moment là fut appelé le Divan de Shams Trabez. Car grâce à son union avec le cœur du Maître, il commença à voir ; et tout ce que son maître pensait, il l'exprimait en paroles. C'est pour cette raison qu'il n'appela pas ses écrits son livre, mais le livre de son maître.

Le livre qu'il écrivit ensuite fut le Masnavi-Manavi, livre vivant en lui-même et ayant éclairé d'innombrables âmes en Orient. Il a conduit le chercheur sincère aussi loin qu'il peut aller et est pourtant si simple, sans complexité, sans dogmes, sans principes, sans grand enseignement moral, sans expression de piété. Ce qu'il a écrit est la loi de la vie et il a personnifié cette loi en une sorte d'image. La différence entre l'œuvre de Jelal-ud-Din Roumi et celle du grand Hafiz de Perse est que Hafiz a figuré la vie extérieure, Roumi la vie intérieure, mais si l'on voulait décrire les trois grands poètes de la Perse, j'appellerais Saadi, le corps du poète, Hafiz, le cœur du poète et Roumi, l'âme.

Le soufisme a été la sagesse de ces poètes. Il n'a pas existé de poète en Perse qui ne fût un Soufi. Chaque poète connu en Perse a donné un certain aspect de l'idée Soufi, et on prit grand soin de ne pas blesser les esprits orthodoxes ; et, pour cela, les poètes ont dû adopter de nouvelles terminologies. Ils ont dû se servir de mots tels que « vin », « bel », « le bien-aimé », la « rose », mots qui ne pouvaient offenser les esprits orthodoxes, et pouvaient en même temps expliquer symboliquement la loi divine.

Le but du mouvement Soufi, est de donner une interprétation aux idées de ces poètes, d'exprimer ces idées en mots pouvant être compris des hommes modernes, car la valeur de ces idées est aussi grande aujourd'hui qu'elle le fût jamais.

SUAYAT-KHAN.

LE DIABLE DES MERS

(Nouvelle)

Par cet après-midi ensoleillé de juin, une foule d'élite emplissait le grand amphithéâtre de la Sorbonne. Tous ceux pour qui le désintéressement et l'amour d'autrui paraissent encore un idéal supérieur à l'impérialisme économique avaient répondu à l'invitation de la Société Centrale de Sauvetage. Les milliers de personnes réunies dans le vaste hémicycle venaient fêter quelques héros, humbles pêcheurs qui ne rapportaient pas seulement de l'Océan du poisson, mais, pêche plus vraiment miraculeuse, sauvaient les naufragés.

Les membres du Comité, officiers de marine en retraite, magistrats ou professeurs, venaient de s'asseoir dans leurs fauteuils, lorsqu'on vit une

*

trentaine de marins, colorés comme des briques, et leurs femmes aux coiffes en ailes de mouette, s'acheminer gauchement vers les gradins qui dominaient la tribune.

— Nos héros ! s'écria le président en saluant leur arrivée d'un geste cordial.

A la vérité, « les héros » se présentaient sous les espèces d'une famille humaine bien particulière. Les tempêtes de l'océan et l'habitude journalière du danger avaient créé une race d'êtres aux durs masques de crustacés troués de petits yeux d'oiseaux de mer, aux iris d'argent dans des prunelles d'eau claire.

Un air cru et violent, l'habitude d'une lutte perpétuelle sur le littoral le plus farouche de France avaient sculpté leurs visages et modelé leurs corps.

Au milieu de cette bande d'océaniens si fortement caractérisés, un marin, presque aussi large que haut, tout en torse avec de courtes jambes, donnait l'impression d'une puissance irrésistible.

Des Mongols eussent reconnu leur frère en ce Gildas-Gurval Levédec, patron du « *Diable des Mers* » de Trégornan. Avec ses paupières bridées, ses pommettes saillantes, son crâne bosselé piqué de raides cheveux roux, ses moustaches de tigre sous un nez camard, et son teint nuancé comme une marmite de terre souvent exposée au feu, ce pêcheur évoquait un guerrier du lointain Touran. Sans doute, jadis, ses ancêtres de race alpine, arrivés en hordes des incommensurables plateaux asiatiques, étaient-ils venus buter aux roches goémonneuses de cette fin des terres. Et là, par la force des choses, ces terriens étaient devenus les hommes de la mer.

...Bras croisés sur son thorax d'hercule, son menton sur sa vareuse de cheviotte bleue, Gildas-Gurval Levédec, intimidé, montrait un visage épouvantable à la foule venue admirer en lui un sauveteur extraordinaire. Et malheureux de se voir contemplé, ce sauvage armoricain, yeux mi-clos, le front barré de rides terribles, une moue à la bouche, semblait méditer la vengeance. Pourquoi donc l'admiration de ces Parisiens ? En vérité, Gildas Levédec sauvait instinctivement les hommes en péril parce qu'il n'était pas possible à un marin de laisser noyer d'autres navigateurs. Une passion profonde, et irrésistible comme les impulsions de l'amour, l'obligeait à courir au secours de toute vie menacée par l'Océan, cette brute que tout homme ayant âme devait combattre.

L'amiral Fx... s'étant levé, commença son discours :

« Lorsque vous lisez dans les journaux ou dans le *Bulletin Véritas : La Marie-Louise* du Havre, sans nouvelles depuis le 13 novembre : l'*Ankor* abandonné comme perte totale ; le *Vapeur Douglas* détruit par explosion et incendie ; le *Cédar*, coulé après avoir heurté l'épave du *Magnolia;* l'*Ibis* échoué sur le banc Taylor, renfloué, puis parti en dérive et sombré, le cœur serré, mesdames et messieurs, songeant aux équipages, vous vous imaginez ces effrayantes tragédies. Le grand navire s'enfonce entraînant cinquante, ou cent, ou mille officiers, matelots et passagers dans l'horreur des vagues souvent hautes comme des maisons où le meilleur nageur n'a que l'avantage de souffrir plus longtemps que ses camarades. N'y a-t-il donc aucun espoir pour que ces naufragés soient secourus, sauvés ?

« Nous pouvons répondre maintenant : oui. Sur tout le littoral nos canots de sauvetage guettent l'ouragan. Car ce sont, en vérité, de singuliers bateaux et d'étranges équipages que les nôtres. Par temps calme, on ne les voit jamais en mer. Mais vienne l'orage, et au moment où toutes les embarcations, justement craintives, rallient leurs ports, nos canots et leurs rameurs se jetant du haut de leurs chariots dans les flots enragés au cri de leur patron : « Armez ! » s'élancent sur l'Océan, afin, comme disent nos Bretons : « d'aller secourir les pauvres corps en peine de perdre leurs âmes ».

« Croyez-le bien, aucune habitude ne saurait donner le goût d'un pareil danger. Il faut à ces sauveteurs de l'héroïsme pour risquer la mort afin de secourir des inconnus, souvent matelots de nations ennemies. Aucun calcul et aucun bénéfice, car ils ne sont pas payés. Eh bien ! pourtant, nos pêcheurs se disputent les places de rameurs sur nos canots. La sirène d'alarme ou le canon ont-ils signalé un navire en danger, ils sont cinquante à vouloir saisir l'un des douze avirons.

« Si nous ne payons pas ces braves gens avec de l'argent, aujourd'hui, cependant, nous allons récompenser avec de l'honneur l'un des plus grands d'entre eux : Gildas-Gurval Levédec, pêcheur-chalutier de Trégornan, patron du canot aujourd'hui célèbre : le *Kerpenhir.* »

En entendant prononcer son nom, Levédec, qui observait la foule avec une mine redoutable, se leva. Bras croisés, jambes ouvertes, en posture de matelot à son bord par roulis, Gildas-Gurval écouta son éloge avec l'étonnement immense de se découvrir sur l'explication qu'on traçait de son caractère. En son émotion grandissante, il oscilla bientôt d'un pied sur l'autre comme si le grand amphithéâtre de la Sorbonne eût commencé de flotter à la houle de l'Atlantique. Tourné vers le sauveteur qu'il désignait à l'assemblée, l'amiral Fx... continuait :

« Ce patron qui compte aujourd'hui deux cent douze sorties par tempête, sauva trois cent

cinquante-deux personnes condamnées à une mort certaine sans son arrivée. »

Aux applaudissements qui crépitèrent avec le bruit des déferlements, Levédec, honteux, baissa son crâne rocheux et son visage prit l'éclat des braises.

L'acclamation calmée, l'amiral Fx... reprit :

« Les actes de Levédec paraissent tenir du merveilleux : c'est ce patron, sauvant du feu, en plein ouragan, vingt hommes d'un pétrolier, qu'il va prendre un à un sur leur pont en combustion. C'est encore lui qui, pour pouvoir ramener à terre l'équipage d'un quatre-mâts norvégien, jeté sur un banc de sable, se rend au large de ce voilier et se laisse emporter, audace inouïe, par les vagues qui recouvrent à chaque moment le pont du naufragé renversé. Imaginez-le dans son canot, soulevé par les lames et bondissant sur l'épave au risque de s'y broyer. Et chaque fois qu'un torrent d'eau le fait passer entre les mâts du navire, il crie aux malheureux, à califourchon sur leurs vergues : « Laissez-vous tomber sur nous ! »

« A recommencer ce saut périlleux, la dernière fois, le *Kerpenhir* se retourne, et sauveteurs et naufragés, roulés par les flots, sont recueillis à grand peine sur la plage par la population.

« Plus tard, ces aventures de mer sembleront fabuleuses et ce patron deviendra légendaire. Approchez-vous, Levédec. »

De sa main, l'amiral indiquait au sauveteur l'escalier qui lui permettrait de descendre jusqu'à la tribune où les membres du comité de la Société de Sauvetage attendaient l'approche de leur héros avec un sourire avenant.

A cette invitation, Levédec prit un air plus féroce encore, hésita, puis descendit lourdement les degrés de bois : une..., deux..., une..., deux..., une... deux... ! avec une lenteur pleine de circonspection. Arrivé devant l'amiral, celui-ci proclama :

— Au nom du Gouvernement de la République, Gildas-Gurval Levédec, je vous fais chevalier de la Légion d'honneur.

Et après avoir épinglé la croix à la vareuse du sauveteur, l'amiral lui donna l'accolade.

— A Dieu va ! cria Levédec, le bras levé, en pleurant comme un enfant. Une musique militaire jouait la *Marseillaise*. L'assemblée, debout, acclamait le marin, quand un ricanement s'éleva dans l'hémicycle. Le protestataire, un sous-officier des douanes, très barbu, au visage de traître de mélodrame, riotait avec obstination au mécontentement de ses voisins qui pensaient :

« Quelque alcoolique sans doute ? Il ne semble pas maître de sa volonté. »

Mais l'oreille subtile de Gildas Levédec avait reconnu cette aigre voix au milieu du chaleureux brouhaha de la foule, et son visage mouillé par les larmes de la joie, soudain crispé, prit une expression mauvaise. Lorsqu'il eut regagné sa place parmi ses compagnons bretons, il leur gronda :

« Jour de Dieu ! faut-il que ce gabelou vienne nous braver jusqu'ici dans notre gloire ? »

***

Le port de Trégornan est situé tout à l'extrémité de la presqu'île de Penab dont le bras ployé abrite le golfe aux « îles nombreuses comme les jours de l'année » assure le proverbe. Aperçu du tumulus de Kerver par une belle journée, ce petit hâvre offre une image d'une infinie douceur, car la Bretagne présente deux visages : un poétique et un farouche, de même qu'il existe deux sortes d'Armoricains, les religieux et résignés à côté des héroïques et révoltés.

Par cette tiède soirée d'août, au moment où le soleil, bas sur l'horizon, perdait sa forme ronde au contact de la mer, les trente bateaux de Trégornan, noirs comme des corbillards sous leur goudron luisant, se laissèrent glisser avec le jusant vers le large. Ils partaient labourer les fonds de leurs chaluts à machoires de fer. Éclatant parmi ces embarcations funèbres, comme une rose pourpre sur un fond de verdures ténébreuses, un chasse-marée à carène vermillon, dirigé par un patron au chandail capucine, apparut. Ce bateau, qui semblait en feu au dernier soleil, retint l'attention des demi-soldiers, invalides ou femmes montés sur le tumulus érigé par leurs lointains ancêtres aux mânes de leurs morts. Et ces spectateurs s'exclamèrent, comme ils le faisaient chaque soir, sans se lasser jamais de leur observation :

« Ah ! le *Diable-des-mers* leur règle encore à tous leur compte ! » En effet, comme favorisé par une brise particulière, l'embarcation de Gildas Levédec, partie la dernière du chenal où il l'affourchait, dépassait avec aisance les autres chalutiers de Trégornan. Sur le flot, ce *Diable-des-mers* à la coque effilée semblait une bête de race parmi des chevaux de trait.

En entendant l'exclamation admirative des retraités et des femmes, les douaniers de garde dans leur guérite haussèrent leurs épaules. C'est que s'ils reconnaissaient les mérites de Levédec comme sauveteur, ils déploraient les tendances de son esprit. Aussitôt en mer ce pêcheur ne reconnaissait d'autres lois que celles de son cœur indépendant.

Ce soir d'août, le brigadier aux douanes Talanic, en considérant d'un air jaloux le fier chasse-marée rouge, dit à ses soldats Coatier et Leven :

Et penser que j'ai vu l'amiral Ex... décorer ce contrebandier devant les Parisiens en [illegible] ? Lorsque j'ai voulu protester, ils m'ont cru [illegible] boisson ! Allez donc décourager deux mille personnes de la ville qui croient fêter un héros des flots ? Gildas Levédec, un héros ? De temps à autre, il arrive à ce patron de ramener quelque équipage en danger ! Il lui faut bien couvrir ses mauvaises actions avec ce pavillon. Mais pour un sauvetage méritoire, ce brigand court dix bordées qui mériteraient amende et prison ? Ce serait tout de même une fameuse réussite, mes amis, d'arriver à prendre sur le fait le décoré des messieurs de Paris ?

Coatier et Léven approuvèrent leur chef. En effet, les douanes de Trégornan s'illustreraient s'ils pouvaient enfin saisir Levédec en flagrant délit de contrebande maritime. Sa main dans la barbe noire qui poussait en broussaille jusqu'à ses yeux, le brigadier reprit d'un ton haineux :

— Voyez-vous, notre « glorieux sauveteur » s'en aller entre les gendarmes par la route jusqu'à Vannes ? Car n'en doutez pas, il se rendra coupable de violences.

— Heu ! Gildas ne se laissera pas pêcher par les ouïes comme une sardine, répondit le prudent Léven, et Coatier ajouta :

— Avec un caractère de sa sorte, il pourrait bien, en effet, y avoir de la casse !

— C'est bien parce que je crois ce pêcheur capable d'un mauvais coup, répartit Talanic, que je vous assure qu'il mériterait mieux qu'amende et confiscation : la prison. Et songer que les gens de Paris, qui ne savent rien de rien, voient un grand homme en ce pirate !

— Heu ! il lui faut tout de même du courage pour ses sorties de sauvetage, chef ?

— Oh ! l'on exagère bien son mérite, mais ne faut-il pas plaire aux donateurs des canots et les persuader que leur argent suscite des miracles !...

A ce moment un bruit de pas sur la falaise fit se retourner Talanic. Et ses yeux de chien de garde exprimèrent du ressentiment. Une Bretonne au long visage naïf et résigné qui évoquait une madone médiévale de chapelle morbihannaise, s'avançait avec lenteur en tricotant de ses agiles aiguilles un bas d'enfant vert chou à talon jaune d'œuf.

Le brigadier avait reconnu la femme de Levédec. Cette Anna-Maria, née Navalo, l'avait jadis refusé, lui, douanier d'avenir, avantageux de sa personne, riche d'une maison, pour lui préférer ce râcleur de goëmon, sans bien, et très porté sur le vin.

Cependant Anna-Maria, plantée au bord de la falaise, rosée par la bruyère mêlée à l'ajonc, contemplait de ses yeux couleur des herbes les grèves blondes du Morbih[illegible] basses qu'elles semblaient des plateaux d'or [illegible] sur le cristal des eaux immobiles. Les sons d'un angelus ayant tinté, Anna-Maria se signa de la pointe de ses aiguilles, puis observa l'église romane de Trégornan qui ralliait autour de son vaisseau amiral la flottille des maisonnettes. Et ces humbles logis, chaulés de frais, étaient si clairs, qu'il eût semblé que, chaque dimanche, leurs habitants les changeaient de linge.

Les mouettes, dont les ailes scintillaient comme du clinquant aux derniers rayons du soleil, devaient prendre de l'envie de leur blancheur.

Le brigadier avait recommencé d'arpenter la jetée avec ses douaniers. Chaque fois qu'ils atteignaient l'une des extrémités, ils repartaient du pied gauche sur une conversion militaire. C'était là leur seul travail effectif, assuraient malicieusement les pêcheurs.

Ayant remarqué Talanic, Anna-Maria sourit avec mépris, puis regagna sa maison dont la fumée verdâtre s'épanouissait en frondaison dans l'air immobile.

Au moment où le soleil disparut dans l'Océan, la brise du large rebroussa la mer dont les petites vagues grésillèrent en déferlant. Alors les chalutiers de Trégornan, cessant de dériver, commencèrent de herser les fonds marins.

Tandis qu'ils mangeaient leur cotriade, Anna-Maria et ses quatre enfants, par leur fenêtre ouverte, apercevaient à contre-jour de la lune les voiles carrées du *Diable-des-Mers*, moins apiquées que celles des sardiniers, et son taillevent gonflé par un vent soutenu.

— Allons ! le père pourra remorquer son filet, annonça-t-elle.

Et ses aînés, Jobic et Yvon, bientôt en âge d'être des mousses, s'entretinrent alors avec passion de la manœuvre.

— Il y a chance pour que papa traîne cette nuit son chalut à bout-dehors, dit Jobic, celui dont les cordes amarrées aux chandeliers de fer maintiennent l'ouverture du filet.

— Oui, mais il faut que le bateau tire bien, ajouta Yvon, pour que la chaîne à crochets qui râcle le sol afin de déloger les poissons plats ne fasse pas ancre.

— Si la poche que tu as raccommodée, mère, n'est pas encore éventrée par un récif, la pêche sera bonne par ce temps.

— Sait-on, jamais, mes gas, répondit Anna-Maria dont la complexion mélancolique n'imaginait jamais que malheurs possibles.

Le village maritime s'endormit. Maintenant les enfants respiraient au rythme des vagues qui s'abattaient épuisées aux grèves, leur long voyage fini, car

elles s'en venaient peut-être des autres bords de la terre ?

A quatre heures du matin, dans le tapage de leurs sabots-bottes heurtés au sol rocheux, les chaluteurs remontèrent du port vers « la Bourse », une petite place où les marayeurs rassemblés marchandaient leur poisson. Chaque homme portait sur la tête un panier rond empli de soles, les plus larges avantageusement exposées ; — le menu, c'est-à-dire le fretin varié, était logé dans la corbeille du mousse.

Sa pêche vendue à un revendeur Nantais, Gildas regagna sa maison dans laquelle il entra de la puissante allure qui lui était familière.

Sa femme, levée pour le recevoir, lui demanda s'il était content. Touchant son front bosselé qui semblait fait de rognons de pierre, il répondit après avoir rêvé :

— Hein ! que me demandais-tu ?... Ah ! la marée ? Peuh ! une petite demi-pêche !

Lorsqu'il eût mangé sa soupe tenue chaude sur l'âtre, il sourit à ses pensées. Enfin il dit à sa femme demeurée debout à son service :

— Anna-Maria, nous avons reçu avis du brick : *Les Trois-Frères* rencontré cette nuit, qu'il nous arriverait demain des douceurs d'Espagne sur la goëlette : *La Jeune Alice* commandée par mon camarade Larmeur. Maintenant, je vais dormir. Tu me réveilleras à dix heures afin que je puisse recevoir mes matelots pour préparer l'expédition. L'air réjoui, Anna-Maria s'écria :

— Vous allez donner de l'occupation à Talanic-le-noir.

— Faut bien distraire un peu les gabelous, femme. Il est si triste, leur métier : ne rien faire que gêner les gens capables.

Sur cette déclaration ponctuée d'un coup de poing donné à sa table-huche, Gildas, soufflant de l'air à pleine gorge, alla s'étendre dans son lit-bateau.

...L'horloge dont le grand œil de cuivre vacille et jette des regards étincelants ayant tinté dix coups sonores, Lefloach, Rio et Plounevez, matelots du *Diable-des-Mers*, s'annoncent au seuil de la salle.

— C'est nous ! Salut la bourgeoise !

Anna-Maria les fait asseoir sur le banc à dossier.

— Sers à ces hommes notre dernière bouteille du Portugal, puisque la vendange approche, commande Gildas qui saute à bas de sa couche où il s'était étendu tout habillé

— Oh ! Oh ! merci du réveil-matin que vous allez nous donner, patron. Rien qu'à voir le flacon que vous apportez, Mme Levédec, on sent le cœur vous [illegible]r sur l[illegible]

[illegible]orse bomb[illegible] à lutter contre un vent qui lui soufflait derrière les épaules, ses poings aux hanches, Gildas avec une expression d'ogre débonnaire se réjouissait de la satisfaction de ses hommes.

Il avait recruté l'équipage de son *Diable-des-Mers* parmi les fortes têtes de Trégornan. Jadis ses matelots eussent été les compagnons de Duquesne qui composait ses équipages de Morbihannais. Plus tard, ils eussent pris du service sur les corsaires. Puisque la course était abolie, et la guerre sur l'eau devenue affaire de mécanicien et d'ailleurs privée de bénéfice personnel, Lefloach, Rio et Plounévez, leur service à l'État terminé, étaient rentrés au pays pour y mener la libre vie des pêcheurs.

Quand Anna-Maria leur eût versé le Porto arrivé secrètement par la voie des flots, ils le burent en amateurs, les lèvres poussées en museau, puis ils clappèrent de contentement.

— Et maintenant, patron, expliquez la manœuvre s'exclamèrent-ils, l'œil humide de reconnaissance.

— Eh bien ! mes fils, je distribue les rôles, mais sans aller nous faire inscrire au bureau du Syndic, je suppose ?

Ils rirent bruyamment à cette allusion. Après un temps de pause, Levédec appela d'une voix forte :

— Lefloach !

— Présent ! répondit le matelot en se levant son verre au poing.

Ce pêcheur trapu respirait force et tranquille audace. Dans sa face carrée, sa bouche mince relevée vers l'oreille gauche lui donnait l'air de plaisanter toujours. A la vérité Lefloach complotait sans cesse des tours aux terriens et, chaque fois que l'occasion lui en était donnée, il les réalisait. Tantôt, l'hiver, il partait couper les arbres dans les propriétés abandonnées des bourgeois retournés en ville ; ou bien il allait ravager les parcs à huîtres en rivière d'Auray ; parfois il pillait les viviers des mareyeurs, les poulaillers des paysans, ou leurs sillons à patates. Il restait au demeurant le meilleur garçon du monde, et serviable jusqu'à offrir sa vie à toute réquisition, car Lefloach, canotier sauveteur, participait à toutes les sorties du *Kerpenhir*. Monotone histoire que la vie moderne, trop policée pour ce marin aventureux qui n'avait plus le droit de se prouver brave qu'en allant sauver, pour l'honneur, des naufragés.

— Rio, héla vigoureusement Gildas, qui pouvait le toucher du bras.

— Présent, fit ce pêcheur à ronde petite tête de philosophe cynique, et il considérait d'un air narquois son patron.

Il avait prononcé : « Présintt » car ce Breton, ancien long-courrier des mers de Chine, au contact prolongé des « Mokos » avait pris un accent des plus réjouissants.

— Plounévez, vociféra encore Levédec.

— Présent ! prononça froidement ce marin de haute stature au masque flegmatique d'un rouge de brique.

L'émotion troublait rarement ses yeux glauques de la nuance des grands fonds.

Comme ses camarades, Plounévez prétendait que les lois des terriens n'étaient pas applicables aux gens de mer. Par conséquent, aussitôt embarqué, un marin était délivré du joug des ordonnances édictées pour les cultivateurs et citadins. Et à la pensée que les messieurs des villes prétendaient encore gouverner les matelots sur l'Océan, Plounévez s'indignait. Ses compagnons partageaient d'ailleurs ses convictions.

Aussi lorsque Levédec leur eût demandé si, malgré la surveillance de Talanic, ils étaient disposés à tenter la chance de l'embarquement en mer des vins d'Espagne de *La Jeune Alice*, les trois hommes affirmèrent qu'ils ne demandaient qu'à jouer la partie. D'ailleurs, elle ne serait que plus amusante, si les gabelous se mêlaient de vouloir les gêner.

— Méfions-nous tout de même, avertit Gildas, parce que le côtre des douanes est trop rapide pour ne point nous donner du souci.

— Oui, la barque est belle coureuse, on vous l'accorde, dit Lefloach, mais le brigadier ne sait guère la gouverner.

— D'ailleurs, reprit Gildas, même s'il veut nous contrarier, l'aventure mérite d'être tentée, mes fils. Jugez-en !

La Jeune Alice commandée par le capitaine Larmeur, — un garçon d'Arzon qui fit son service avec moi — vient de toucher aux ports de Cadix, Malaga et Porto pour le compte des marchands de Lorient. Et moi, comprenez-vous, je lui avais remis une bonne somme pour notre importation particulière. Ha ! Ha !

— Patron, s'exclama Lefloach, ses mains jointes avec effusion, rien que de vous entendre prononcer les noms de ces ports où j'ai séjourné me fait venir l'eau à la bouche. Cela signifie que la goëlette a d'abord chargé du Xérès. Plût au ciel qu'elle me réserve un tonnelet de sherry bien sec !

— Ou de Manzanilla, comme celui que je buvais, là-bas, sur place, quand mon « cargo » faisait escale en Andalousie, déclara Rio dont le visage lunaire exprimait le ravissement d'un saint favorisé d'une apparition.

Plounévez dit alors avec une majesté comique :

— Moi, je préfère à ces vins blancs trop faibles un « pajarete seco » comme j'en voyais presser du temps où, marin aux friteries d'Espagne, j'allais quelquefois me distraire dans leurs villages. Quel vrai jus pour une gorge de matelot qu'un « pajarete seco » ! Songez que ce raisin, déjà mûr à point, est encore mis à sécher au soleil. Ce n'est que lorsqu'il a rendu son eau et n'est plus que sucre qu'il est épluché par les femmes et égrappé avant d'être porté au pressoir. Une chopine de Pajarete fait voir la vie en rose ; à la deuxième chopine, il semble au pauvre marin posséder les richesses de ce monde. A la troisième, cette terre n'est plus qu'un grand navire qui roule et tangue où les marins seuls sont maîtres.

Levédec et ses hommes s'esclaffèrent à cette apologie de l'ivresse. Cependant Anna-Maria versait avec attention les dernières gouttes du Porto dans les verres des matelots de son mari. Ses craintes d'un partage inégal la faisaient loucher. Enfin elle murmura sur le ton chantant et plaintif des Morbihannaises :

— Gildas, j'aimerais bien que tu me rapportes une fiole ou deux de Muscat doux. C'est meilleur que les remèdes du pharmacien pour remettre le cœur en place.

— Entendu, la mère, tu auras ta drogue. Quant à moi, j'espère ramener quelques topettes de malagacolor. J'en avais fait la recommandation à Larmeur. Ah ! voilà du vin à ressusciter les morts. Rien d'étonnant quand on sait que ce jus de raisin doit être bouilli des heures et des heures, mis à refroidir, et rebouilli encore. Tonnerre de Brest ! C'est un vrai brouet de matelot.

Rio et Lefloach riaient aux anges à la description de ces liqueurs dont ils croyaient déjà sentir le feu délicieux sur leur langue.

— Maintenant il s'agit d'encaver nos vins à la barbe de Talanic-le-noir, concluait le grave Plounévez, lorsqu'une bourrasque secoua la toiture de la maison et rabattit violemment les volets.

— Heuh ! le temps se gâte !

— Tant mieux ! une grosse mer dégoûtera les douaniers, répondit Lefloach. Et ce serait avantageux, car Talanic vous veut du mal, patron. Savez-vous ce qu'il racontait, dimanche passé, chez la veuve Leronno, la débitante ?

— Non ! Raconte sa nouvelle méchanceté.

— Eh bien ! Talanic assurait que s'il vous prenait en délit de contrebande, il vous ferait enlever votre croix !

— Ma croix d'honneur ! Qu'il y vienne !

Levédec frappa si fort du poing sa table qu'il fit sauter verres et bouteilles.

Les matelots du *Diable-des-mers*, qui connaissaient les raisons cachées de la haine de Talanic pour leur patron, détournèrent par pudeur leurs yeux d'Anna-Maria qui venait de rougir, car ces rudes marins avaient des délicatesses d'âme assez inattendues.

Et sur un silence pendant lequel on entendait tonner les lames aux falaises de Penab et haleter le noroît, Gildas, bras croisés sur la poitrine, un pied en avant et le menton haut, parut apostropher le brigadier.

— Me prendre ma croix d'honneur, toi? Me prendre ma décoration gagnée dans des batailles aux victoires sans morts, puisque moi, je ne tue jamais et que je donne la vie, jour de Dieu! Est-ce de la contrebande, cela, de ramener à plein bateau des naufragés? Et ne faudrait-il point payer leurs droits d'entrée? Ah! gabelous, crabes de vase, bons seulement à mordre les autres aux jambes, pourquoi donc ne vous voit-on pas voler au secours du monde en souffrance sur votre beau côtre? Vous vous garderiez bien de sortir ces jours de misère, et vos museaux de chats disparaissent quand les vagues passent les jetées, car vous craignez l'eau. Par conséquent, Talanic, tu devrais respecter les hommes capables. Mais pourquoi les ennuies-tu? Parce que ces marins veulent être libres en mer et je puis prouver qu'ils en ont le droit.

— Oui, oui, patron, prouvez-le, demandèrent Lefloach, Plounévez et Rio.

— Calme-toi, Gildas! Ne l'excitez donc pas, vous autres, suppliait Anna-Maria de sa voix plaintive.

Mais, un flot de sang à son visage et ses durs cheveux rouges vibrant sur son crâne rocheux comme des ajoncs au vent, Levédec clama, de la voix de commandement qu'il prenait à bord de son canot-sauveur :

— Holà! femme, laisse-moi défendre notre cause. Je dis que si la terre est le bien des bourgeois et des paysans, et si nous la leur laissons gouverner à l'aise, j'entends qu'ils nous reconnaissent le droit de courir les flots à notre guise. Quand l'ouragan risque de nous tourner quille au ciel, pourquoi donc leurs juges ne viennent-ils pas condamner la mer pour lui apprendre à se tenir en repos? Oui! Dame! On ne les voit jamais en ces occasions, nos messieurs. Ils font leurs lois pour les jours de beau temps! Oh! alors gendarmes, gabelous, syndic, garde-pêche, commissaire de la marine, ils viennent tous gêner le pauvre marin. Défendu de pêcher ici! Défendu de chaluter là! Engins prohibés. Défendu de se ravitailler en vin, en tabac, en alcool, en allumettes, en sucre, en café, alors que de bons camarades vous apportent vos commissions des pays de production. Eh bien! nous autres n'admettons pas vos règlements et je vais vous dire pourquoi : depuis trente ans que je navigue, eh bien! je n'ai jamais aperçu de clôtures sur les océans. Les barrières d'octroi, nous n'en avons jamais rencontré sur les flots. Je prétends donc que l'Océan, tout uni, appartient comme de juste aux seuls gens qui l'habitent, les marins, tous frères des eaux.

Ravis de cette profession de foi, Lefloach, Rio et Plounévez se souriaient avec une puérile candeur.

Agenouillée devant le foyer où elle venait de pendre sa marmite à la crémaillère, Anna-Maria, elle-même, ne put s'empêcher d'approuver son mari.

Dehors, le vent s'amusait à donner de temps à autre des coups de tête dans le pignon tourné vers l'Ouest. Par la fenêtre les pêcheurs aperçurent les moutons d'argent qui fleurissaient maintenant à perte de vue la grande prairie océanique.

Sourcils froncés, Gildas prononça :

— Voilà le flot qui s'aménage pour notre commodité. Ce n'est déjà plus un temps pour nos chats de guérite. Donc, mes enfants, écoutez la manœuvre. Nous armons, en apparence pour chaluter cette nuit. On sort donc gentiment et après avoir pêché, le temps de duper Talanic, nous courons aborder *La Jeune Alice*.

— Entendu, patron? On voit la chose. Amène! Amène les bons vins! Ah! quel plaisir!

— A présent, la mère, verse à boire pour nous donner des cœurs de lion!

En se relevant de l'âtre où elle surveillait sa soupe, Anna-Maria s'avança vers la table d'un air effrayé et elle dit, le ton pleurard :

— Mais, je ne puis pas, mon cher homme.

— Qu'est-ce que tu ne peux pas? Nous rafraîchir? Ah! c'est vrai! Plus une bouteille, ici, puisque nous venons de tuer la dernière! Ce serait à gémir s'il n'y avait pas de l'espérance. Il faut donc monter à l'assaut de *La Jeune Alice*, coûte que coûte, ou bien nous périrons de sécheresse.

— On abordera, patron! On abordera!

A cet instant, ces descendants des marins de Duquesne et des corsaires montraient des visages terribles de résolution en tendant des poings qu'on pouvait croire armés de haches d'abordage.

Mais les temps étant changés, c'était pour du vin qu'ils allaient risquer leurs vies et leur réputation.

(A suivre.) Charles Géniaux.

L'ESPRIT DÉMOCRATIQUE FRANÇAIS DOIT-IL MOURIR ? (1)

III. — L'HOMME UN ET DIVERS

Il n'est pas question — on l'entend bien — de nier la grande part de vérité que renferme la vue des choses conforme à ce qu'on vient d'appeler l'esprit anglo-saxon. Tout au contraire proclamons-la, et marquons les points forts de cette vérité.

Que dans le monde contemporain, ouvert comme nous l'avons dit par l'invention de la machine à vapeur, les préoccupations économiques doivent prendre une importance croissante, ce serait folie de le nier. Le *prius vivere* a de tout temps dominé les sociétés, jamais plus que depuis que les progrès du machinisme ont accéléré les besoins de matières premières et de débouchés. De même qu'il était vain au siècle dernier de gémir sur les progrès de la science qui tuait la poésie, il serait aujourd'hui parfaitement puéril d'anathématiser les conquêtes de l'industrie, filles elles-mêmes de la science. L'astronomie, la physique, les sciences de la vie et de la pensée ont révélé plus de mystères et donné à l'esprit plus de frissons qu'elles n'ont tué de légendes. Ne craignons pas non plus que les inventions mécaniques, les usines à vapeur ou électriques éteignent les curiosités ou favorisent la paresse des hommes. Tout au contraire les progrès techniques en suscitent d'autres plus complets ; le loisir créé par la réduction de l'effort physique, dans une humanité bien ordonnée, pourra servir à la culture beaucoup plus difficile de l'esprit, que ne remplace aucune mécanique.

En tout cas c'est le progrès industriel seul qui rendra possible la naissance d'une humanité moins misérable, moins abrutie par des travaux trop pénibles, moins déshonorée par les taudis, l'alcoolisme, et toutes les plaies qui découlent d'un industrialisme encore grossier. Pendant la guerre, ce sont les inventions techniques, imitant ou précédant celles de l'ennemi, qui nous ont permis de nous sauver : le moral des combattants n'était pas le même suivant qu'il y avait ou qu'il n'y avait pas quantité suffisante d'avions ou de grosses pièces. Comme l'a pu dire Pierre Hamp, la victoire a été mécanicienne. Elle n'a pas été que cela, mais elle n'a pu être sans cela. Et les révolutionnaires hindous qui, comme le mahatma Gandhi, veulent à l'instar de Ruskin revenir aux métiers à la main méconnaissent l'indispensable condition de l'affranchissement de leurs compatriotes. On n'aura jamais dans les villes et dans les campagnes trop de lumière, trop d'hygiène, trop de confort, premières conditions du salut de la race.

Les grandes nations modernes étant essentiellement industrielles, on ne saurait donc s'étonner de la prépondérance des problèmes économiques dans la politique de ces nations. Bien avant que M. Keynes et les économistes d'outre Manche eussent mis à la mode la formule « Economique d'abord », ou posé le principe de la supériorité de l'Economique sur la Politique ; avant même que les marxistes eussent systématisé la doctrine du matérialisme historique ou du déterminisme économique, le français P.-J. Proudhon avait, dans une de ces formules retentissantes dont il avait le secret et que reprennent aujourd'hui ses disciples, proclamé que « l'atelier doit remplacer le gouvernement ». Et si la prophétie était téméraire, il en résulte du moins que l' « esprit de 48 » n'a pas été attaqué qu'aujourd'hui. Proudhon, qui sur certains points le continue plus qu'il ne le croit, se flattait d'être un de ses plus acerbes pourfendeurs.

Sur le plan philosophique, il n'est pas davantage question de nier l'importance, la nécessité de l'esprit expérimental, et, en ce sens, empirique. On ne peut séparer la déduction de l'induction. Bacon, qui passe à ce point de vue pour le père de l'esprit moderne, n'avait pas tort, au lendemain du formalisme scolastique, d'insister sur l'utilité d'étudier les sciences physiques et naturelles, bases indispensables d'une meilleure métaphysique. Le rationalisme contemporain, — M. Roustan l'a bien montré ici même — est moins un système qu'une méthode, un dogme qu'une discipline. On se méfie des vastes constructions *a priori* ; « toute l'histoire des sciences depuis trois siècles proteste contre cette prétention de se passer du fait » (1). Et l'on ne conçoit plus de philosophie métaphysique valable qui n'ait d'abord pour support une solide culture scientifique. Si nos savants, nos philosophes depuis Taine se sont heureusement inspirés des méthodes anglaises, le positivisme, qui nous a définitivement enseigné le respect du fait, a lui-même influencé les penseurs anglais, et l'*Introduction à la médecine expérimentale* est bien un livre de chez nous. On sait avec quelle ardeur, souvent naïve, nos romanciers naturalistes ont collectionné les « petits faits significatifs ». Les philosophies contemporaines, le bergsonisme et le pragmatisme, qui ont réagi contre un certain intellectualisme, continuent à ce point de

(1) Voir la *Revue Bleue* du 7 juin 1921.

(1) L'Evolution du Rationalisme, *Revue Bleue* du 15 décembre 1923.

vue et même exagèrent l'enseignement du positivisme. Enfin les recherches de psychologie scientifique, les travaux de la sociologie durkheimienne prouvent surabondamment qu'on ne songe pas en France à méconnaître les disciplines expérimentales. Quelques-uns reprochent même à nos philosophes de leur trop sacrifier !

Dans l'ordre politique et moral enfin, les temps sont passés d'un anticléricalisme sectaire et désuet. Après Renan, après Loisy, on ne peut plus revenir à Voltaire. Il se peut que la société civile soit obligée de se défendre contre les retours offensifs d'un impérialisme ecclésiastique qui ne veut pas renoncer à dominer nos institutions publiques ; en ce sens l'anticléricalisme est, comme le disait Waldeck-Rousseau, « une manière d'être constante et nécessaire aux Etats ». Mais il n'est qu'une mesure de défense, et il dépend des esprits religieux eux-mêmes, en s'accommodant de la Séparation et de la liberté, de ne plus soulever ces irritantes questions qui ont si longtemps divisé les Français. Il n'est pas en France un esprit bien né, croyant ou incroyant, qui ne reconnaisse la profonde légitimité du besoin religieux, et qui ne s'incline soit devant ses apaisements, soit devant son mystère. Nous ne nous sommes pas plus figés dans le « scientisme » que dans le voltairianisme ; nous savons que la science, indispensable instrument de connaissance, ne satisfait pas nos plus angoissantes curiosités. Et bien que notre forme d'esprit soit assez réfractaire aux diverses variétés du protestantisme, nous respectons et nous honorons dans le puritanisme anglo-saxon un des grands efforts de la foi religieuse pour régler la pensée et les mœurs. Son goût de l'autonomie politique, son idéal humanitaire peuvent s'accorder avec les nôtres. Quant à l'austérité qui le caractérise plus particulièrement, elle n'entre pas spontanément, il est vrai, en sympathie avec le sens artiste de notre race, mais entre l'un et l'autre il n'y a pas non plus — on peut du moins l'espérer — antagonisme irréductible. Et dans la crise où se débat l'Europe au lendemain de la catastrophe, quand il y a nécessité de salut public à reconstituer les forces morales plus encore que les matérielles pour assurer la vitalité des nations, ce serait une criminelle folie que de ne pas voir dans le sentiment religieux un des plus puissants réservoirs de cette vitalité.

Non, ce n'est pas sur ces points qu'il peut y avoir controverse. Aucun esprit qui cherche à voir tous les aspects des choses ne refusera de faire sa juste part à la pensée anglo-saxonne (pas plus d'ailleurs qu'à la pensée germanique ou à la pensée slave en ce qu'elles peuvent présenter d'original et de fécond). Il n'est raisonnable de nier ni l'importance du fait dans la spéculation philosophique, ni celle de l'économique dans la politique, ni celle de l'utilité dans la morale, ni celle du sentiment religieux dans la conduite générale de la vie. Il ne s'agit de rien de semblable. Toute la question est de savoir si ce qui est légitime doit pour cela prétendre à l'exclusivisme ou à l'hégémonie, si ce qui est partie doit être tout.

Cela suppose réglée une question préalable, à laquelle tout est suspendu : c'est que, sans méconnaître les nécessités vitales des individus ou des États, on ne les prend pas pour la fin de l'existence. Une telle discussion n'est profitable que si, au-dessus des intérêts matériels et des grandeurs de chair, on accorde la prééminence à l'ordre de l'esprit. Vue peut-être naïve, accordons-le, conception que peut seul former un de ces intellectuels attardés dont la race ne paraît pas prête à disparaître, mais sans l'acceptation de laquelle il serait inutile de poursuivre la controverse, parce qu'on ne parlerait plus la même langue.

De ce point de vue, on ne niera certes pas l'importance de l'économique, puisqu'il est entendu qu'il faut vivre d'abord ; mais on subordonnera l'économique à la politique, car il y a dans la politique, outre le maintien de l'ordre qui est la condition d'un travail pacifique, un élément spirituel qu'on ne rencontre pas dans la simple poursuite des profits privés. Et la politique elle-même ne présente ce caractère que si elle ne se borne pas à un égoïsme national plus ou moins machiavélique, et si elle se discipline par le respect d'une règle supérieure de justice. La véritable formule de l'ordre et du progrès social pourrait être la suivante : *économique*, pour vivre ; *politique* pour assurer ; *spirituel* pour discipliner.

Et ce spirituel lui-même, on peut assurément lui conserver une forme religieuse. C'est la tradition de l'humanité presque entière jusqu'à nos jours. Mais si une nation, dans l'histoire de l'humanité qui n'est pas près de finir, inaugure une tradition nouvelle et croit possible, au prix de durs efforts, de s'élever par ses seules forces et progressivement à l'esprit, qu'il lui soit permis de courir cette chance et de bénéficier du respect qu'elle ne refuse pas à l'explication transcendante de l'univers. Que l'accord se fasse sur le contenu des principes, à défaut de la justification métaphysique qui reste le suprême mystère.

Ces principes apparaissent marqués du sceau des divers déterminismes. Il est clair qu'il y a eu et qu'il subsiste des religions ou des idéologies nationales, comme aussi des idéologies de classes, de métiers, de régions, et en définitive des « cultes

du moi ». Mais ces particularismes n'empêchent pas qu'au-dessus d'eux, et les respectant dans ce qu'ils ont de légitime, on ne puisse dégager certaines règles générales qui constituent l'essence de ce qu'on appelait aux âges classiques la raison et qui sont propres aujourd'hui à tous les peuples qu'on nomme civilisés. C'est l'éternel problème de l'un et du multiple, dont les deux termes doivent être conservés, parce qu'ils sont inséparables l'un de l'autre. Et ainsi il est bien vrai, comme l'écrit M. Fournol, que l'homme est très divers dans un monde très vaste ; c'est sans doute chimère de rêver une seule doctrine qui dirigerait les esprits « vers une fin unique ». Mais si l'humanité est autre chose qu'un vaste troupeau où pas une bête ne se ressemblerait (il y a des traits communs qui constituent l'espèce), il n'est pas utopique d'envisager, en deçà comme au delà des diversités irréductibles, des principes de raison pratique qui formeraient les assises acceptées par tous d'un esprit public international, comme les principes de la raison expérimentale permettent de constituer progressivement une science universelle.

Cela compris, allons-nous violemment séparer et isoler, pour les opposer l'un à l'autre, les esprits nationaux ? N'est-il pas plus sage au contraire de les considérer, non comme exclusifs et hostiles, mais comme complémentaires, comme contribuant chacun pour sa part à l'élaboration de cet esprit de culture supérieure qu'on appelle quelquefois l'esprit européen, et qui mérite le nom plus large encore de civilisation ? Sous la réserve, bien entendu, que chacun de ces esprits respecte les autres et ne veuille pas les absorber.

Si, dans cette distribution des tâches, dans cette sorte de division internationale de la vie spirituelle, on convient que l'esprit anglo-saxon représente l'expérience, l'importance croissante de l'économique et la mystique puritaine — comme l'esprit germanique représentait avant la guerre la mystique de la force et comme l'esprit slave ou oriental représente la mystique de l'amour ; si l'esprit français représente la raison, la nécessité de principes politiques et la possibilité d'une discipline morale et sociale tout humaine, acceptons cette répartition. Mais ne nous dissimulons pas ce qu'elle garde, au fond, de factice, et qu'il soit entendu qu'elle n'est ni absolue, ni exclusive.

Elle n'est pas exclusive, car ces esprits divers, irréductibles peut-être dans leur plus secrète originalité, ne sont cependant pas entièrement imperméables l'un à l'autre. En Angleterre, aux Etats-Unis, en France, en Italie, comme aussi en Allemagne, voire en Russie, il ne manque pas d'esprits pour concevoir de même les principes d'ordre et de justice qui sont à la base d'une institution comme la Société des Nations. Ils sont plus ou moins nombreux selon ces pays et ne sont parfois qu'une poignée, mais enfin ils existent et peuvent devenir nombreux. Tout en prenant les précautions nécessaires dans le présent, il ne faut pas désespérer de l'avenir.

Les Français ne sont pas fermés à l'esprit expérimental et aux nécessités de l'économique ; c'est même au nom de l'expérience qu'ils se méfient désormais des excès d'une mystique humanitaire ou religieuse dont ils ont chèrement payé les imprudences. Les travaux de M. Ernest Seillière sont sur ce point décisifs. Mais s'ils ont rationalisé cette mystique, ils ne la répudient pas. L'organisation rationnelle et juste de l'humanité reste aujourd'hui comme hier leur rêve le plus haut. Et voyez comme les choses s'interpénètrent. On attribue communément au président Wilson l'initiative de la Société des Nations. Et il est bien vrai que le défunt Président est le premier homme d'Etat qui ait fait descendre cette idée de l'empyrée des philosophes dans la réalité des institutions ; il gardera dans l'histoire ce grand honneur. Mais enfin l'idée de la Société des Nations n'est pas une idée spécifiquement américaine, ni puritaine. Les philosophes ou les politiques qui en ont caressé l'idée, depuis Sully et Emeric Crucé jusqu'à Renan ou Léon Bourgeois, en passant par Montesquieu, les Encyclopédistes, Saint-Simon et les romantiques (1), ont préparé ou continué beaucoup plus directement la tradition révolutionnaire française que la religiosité anglo-saxonne. En tirerons-nous vanité ? Aucunement, mais seulement cette leçon beaucoup plus prudente et réconfortante qu'il n'y a pas entre les esprits nationaux imperméabilité absolue, puisque des Européens et des Américains, des religieux et des rationalistes peuvent s'entendre sur les principes d'une institution internationale, quelque justification métaphysique qu'ils y ajoutent et quelques divergences graves encore qu'ils conçoivent dans l'exécution.

Des Français ne peuvent être que touchés d'entendre appeler leur pays, comme l'écrivait récemment M. Robert de Traz, « l'interprète de la raison ». C'est une belle mission, mais qui ne doit pas les griser. Car d'une part ils ne doivent pas pousser la sottise jusqu'à croire qu'ils sont les interprètes exclusifs et en quelque sorte les monopoleurs de la raison ; ils la salueront et lui tendront les bras partout où ils la trouveront. Et d'autre part ils ne

(1) Voir là-dessus le précieux recueil de textes, *Les Français à la recherche d'une Société des Nations*, édité par « l'Union pour la vérité », 21, rue Visconti, Paris VIe.

s'imagineront pas non plus que la raison suffit à tout, et qu'elle épuise toutes les virtualités de l'âme. Elle est un filtre, une méthode, une discipline beaucoup plus qu'un dogme. Elle trouve sa limite dans le dernier mystère des choses qu'elle recule mais ne perce pas, de même que la stricte justice se fond dans l'amour ou dans la charité ; et voici la porte ouverte, avec sympathie mais avec prudence, aux effluves du mysticisme oriental, qui pourra régénérer notre esprit juridique parfois trop rigide.

IV. — Le rôle de l'esprit français

Ce n'est donc pas — on le voit sans doute mieux maintenant — une contradiction absolue qu'il convient d'apporter à la thèse de M. Fournol. Ni l'esprit démocratique français — l'esprit de 48 — ne refuse de se plier aux adaptations qu'exigent les transformations économiques du monde contemporain, ni un juste esprit réaliste ne refuse de reconnaître ce qu'il y a de nécessaire et de noble dans la qualité de l'idéalisme français. M. Etienne Fournol s'en garde bien. « Si vous vous réjouissez, écrit-il dans son *Plutarque*, que des soucis plus réalistes nous aient fait déserter les vieilles idéologies d'hier, ne vous lamentez pas alors sur la ploutocratie, le règne des nouveaux riches, ni des anciens, et sur la catastrophe qui écrase la politique sous le poids de l'économique ». Un « idéaliste » ne s'exprimerait pas autrement, ni mieux.

Excellente encore la formule par laquelle M. Fournol, revenant à son souci positif, exprime la nécessité pour les valeurs les plus hautes de se donner un corps, pour la qualité de s'insérer, même en perdant quelque chose de sa pureté, dans la quantité : « Sans quantité d'hommes et de choses, les peuples modernes ne peuvent pas vivre. Nous devons tendre vers un certain équilibre de la qualité que nous avons en excès et de la quantité qui nous manque ».

Mais la question grave et vraiment dramatique de ce temps est de savoir en quel sens, par quels efforts combinés on doit tendre à cet équilibre. Ces efforts doivent-ils être unilatéraux ? Ne faut-il pas au contraire les concevoir comme conjugués et inverses, chaque peuple faisant un sérieux effort pour réagir du côté où il constate sa faiblesse ? De la réponse à ces questions dépend l'avenir de la civilisation.

En France, on ne peut pas ne pas être frappé de notre affaiblissement quantitatif, de notre déficience d'hommes et du ralentissement de notre activité économique. Il n'est pas besoin d'insister sur les conséquences désastreuses de notre dépopulation, bien qu'on aime mieux traiter ce thème à la façon des lieux communs qu'y réfléchir sérieusement. Le recul de notre activité économique n'est pas moins frappant. « Dans les cinquante dernières années, dit encore M. Fournol, l'esprit industriel, commercial et agricole de la France a marché au ralenti, cependant que les autres nations accéléraient méthodiquement leur marche et portaient leur potentiel économique jusqu'à des valeurs, non pas supérieures, mais d'un autre ordre ». La conclusion, en ce qui nous concerne, est claire et urgente. Si nous voulons nous maintenir au rang que nous donnent notre passé, notre rôle dans la civilisation, notre empire colonial et notre victoire ; si nous ne voulons pas rétrograder, quantitativement, à la situation d'un État impuissant et vassalisé ; si enfin nous voulons tenir dans la Société des Nations une place digne de nous, il importe de maintenir le rythme de notre population et de notre production au niveau de celui des nations prospères. L'histoire est à juste titre impitoyable aux peuples qui se renoncent. Un peuple qui répudie les vertus viriles ne mérite plus d'être un grand peuple.

Mais à côté de cette leçon qui nous concerne, il en est une autre que devraient méditer les autres peuples, ceux qui précisément sont fiers de leur supériorité quantitative. C'est que cette supériorité, si elle refuse de se soumettre à de hautes disciplines, n'est de son nom que barbarie. Un excès de population, comme ceux qu'on constate encore — sans doute pas pour longtemps — dans certains États de l'Europe et d'Asie, n'est pas à lui seul une preuve de civilisation et ne constitue pas un danger moindre pour l'équilibre politique qu'une trop grande pénurie d'hommes sur d'autres points. Il faut même dire que les deux périls s'enchaînent et se déterminent l'un l'autre, la raréfaction dans un pays appelant presque physiquement l'invasion lente ou violente. Nouvelle possibilité de menace pour la France, qui doit suppléer par l'immigration à l'insuffisance de sa natalité, mais en gardant un pouvoir suffisant d'assimilation. M. Guglielmo Ferrero, si préoccupé de ces problèmes, signalait récemment ce double danger ; il en tirait cette double conclusion que si les pays à natalité déficiente, comme la France, doivent faire un effort vigoureux pour retrouver leur puissance démographique normale, les pays à population pullulante devaient au contraire se soumettre à la modération, à la mesure, au sentiment des limites. Conclusion à laquelle il ne faut pas attribuer une rigueur mathématique, car tous les pays connaîtront sans doute plus ou moins la dépopulation, et l'équilibre d'une civilisation ne doit pas être considéré comme un état purement statique, définitif et immuable ; le niveau doit progressivement s'en élever, sans quoi l'humanité tomberait dans la sta-

gnation. Mais, dans l'état actuel d'une humanité encore ravagée par la guerre, ce double conseil apparaît bien comme le plus opportun qu'on puisse donner.

Il en est de même de la puissance industrielle. Elle est signe de progrès scientifique et technique, elle est indispensable aux peuples qui veulent dans le monde moderne être de grands peuples. A ce point de vue nous avons beaucoup à faire. Bien que ce soit un lieu commun de la propagande antifrançaise de nous accuser d'« impérialisme », économique autant que militaire ; bien que l'activité de puissantes sociétés industrielles paraisse parfois, moins cependant qu'on ne le dit, peser sur certaines directions de notre politique, en fait, comme le dit M. Fournol, en ce qui touche l'activité industrielle, agricole et commerciale, nous marchons au ralenti depuis cinquante ans et nous reculons sur tous les marchés. Il nous faut donc, là aussi, fournir un vigoureux effort. Mais là aussi les pays trop industrialisés, trop mécanisés, doivent faire un effort inverse, et non moins nécessaire, pour limiter cette production sans frein et ne pas oublier les buts plus humains de l'existence. L'humanité n'a pas pour destinée exclusive, ni même principale, de produire des richesses matérielles. A côté du fer, du charbon, du pétrole, qu'il est nécessaire d'utiliser pour aménager la planète, il y a d'autres sources de grandeur, des sources de beauté morale, esthétique, philosophique, où l'humanité a toujours puisé le sentiment de sa noblesse. Ces valeurs, presque seules honorées quand la production industrielle était faible encore, sont en grand danger et risquent d'être submergées depuis que l'ère de la mécanisation à outrance et de la richesse exclusivement poursuivie emporte les individus et les peuples dans une sarabande vertigineuse. Si donc c'est un devoir pour les pays à production insuffisante de s'accorder au rythme du progrès industriel moderne, c'est un devoir non moindre, et plus important encore au point de vue de la civilisation, pour les pays trop industrialisés, de discipliner cette production industrielle par le respect des fins supérieures de la vie. Et il doit être encore entendu que cet équilibre actuellement souhaitable ne doit pas être considéré comme figé : à chaque génération sa tâche.

⁂

La question se limite donc et se précise. Il y a d'une part, à l'origine même de la vie, la force aveugle et impérieuse que l'on appelle, suivant les cas et suivant les penseurs, l'esprit de principauté, l'instinct de souveraineté, la volonté de puissance, l'impérialisme, et plus simplement l'égoïsme. Cette force est individuelle ou collective, naturaliste ou mystique. Elle peut se manifester pour les nations soit sous la forme de l'hégémonie militaire ou politique, comme ce fut le cas de la France napoléonienne et du Reich de Guillaume II, de l'Angleterre victorienne aussi (car l'hégémonie militaire peut être maritime) ; soit sous celle d'une hégémonie économique, représentée hier encore par l'Allemagne (en attendant qu'elle recommence demain), aujourd'hui par les pays anglo-saxons. Dans les deux cas, si cette force n'est pas réglée, si elle est ambition pure et débordement de puissance, elle ne peut aboutir qu'à des étouffements ou à des révoltes. Elle doit être tempérée par des disciplines rationnelles, qui, sans étouffer les spontanéités ni les supériorités, imposent le respect des droits autres que les siens. Cette considération du semblable subsistant sous la diversité, et du respect qui s'y attache, est à la source de la beauté classique. Elle est socialement le fondement de l'esprit de justice et de l'esprit républicain qui en est l'expression politique.

Si l'on veut convenir de nommer esprit français, esprit démocratique, esprit de 48 (mais ce dernier terme est décidément moins juste) ce besoin d'une discipline rationnelle, assurant l'ordre dans la pensée par le respect de la vérité, dans la création artistique par le respect du goût et de la mesure, dans l'ordre social et moral par le respect de la justice, encore une fois on ne peut faire à notre pays de plus grand honneur. Il serait le digne dépositaire de la tradition gréco-latine qui nous a donné la raison et de la tradition chrétienne et révolutionnaire qui nous a enseigné la justice et l'amour. Il n'en serait pas le dépositaire exclusif, car la raison et la justice peuvent s'étendre progressivement à toutes les nations civilisées. Et il n'en ferait pas une discipline absolue, car la mystique doit être filtrée par l'expérience et la justice baignée de charité. Mais il fixerait, avec la raison et la justice, comprises de même par l'ensemble des peuples civilisés, les conditions *sine quibus non* d'un ordre international et — disons le mot parce qu'il est grand — d'une civilisation tout humaine, d'une nouvelle chrétienté.

Cette discipline qualitative, ce rayonnement que représente l'esprit français ainsi entendu, il se peut qu'ils disparaissent du monde, qu'ils soient étouffés par le débridement de tous les impérialismes, militaires, économiques, de classes ou de peuples, par l'aveuglement des autres peuples et par le renoncement des Français. Dans l'ordre des événements tout est possible, il n'y a pas de progrès fatal. Mais les pages qui précèdent n'ont eu pour but que de faire apercevoir quelle lumière s'éteindrait sur la

planète,quelle nuit s'appesantirait sur le monde, s'il fallait décidément rouler dans le linceul de pourpre la divinité morte que M. Etienne Fournol appelle l'esprit de 48, et qu'il est plus pertinent de nommer simplement l'esprit républicain.

Georges GUY-GRAND.

LES NOUVELLES TENDANCES DU ROMAN FRANÇAIS

PREMIER COUP D'ŒIL

Les âmes humaines ne se modifient guère plus que les paysages. Ce sont les façons de regarder qui varient. Seuls certains tempéraments d'artistes échappent aux modes d'une époque pour exprimer directement leurs impressions.

Mais la majorité des écrivains, y compris les plus grands, se rattachent à leurs devanciers comme des cours d'eau qui dériveraient de plusieurs rivières à la fois par de multiples canaux enfin réunis, dans un seul lit, pour former un nouveau fleuve. Les ingénieurs colorent les rivières et les sources avec des produits chimiques jaunes, rouges ou verts et décèlent ainsi avec certitude l'origine d'une nappe d'eau surgie du sol après un long trajet souterrain. Il serait séduisant pour la critique de pouvoir opérer de même et de reconnaître, dans les torrents inégaux et parallèles de la production contemporaine, à côté des masses liquides venues de Balzac, Flaubert et Stendhal, les importants courants dus à d'Annunzio et aux Anglais, surtout à George Elliot et les filets de toutes nuances révélant l'influence de différents écrivains, tels que Jean de Tinan, ayant écrit de 1880 à 1910 et pratiquement oubliés. Ce serait séduisant mais parfaitement arbitraire. Il est plus simple de négliger les origines et de regarder tranquillement en quoi tous ces fleuves, rivières et ruisselets, surgis d'hier, se ressemblent. Nos jeunes romanciers d'aujourd'hui ont des habitudes et des traits communs. Peut-on les analyser sans les fausser aussitôt? Il n'y a rien de plus fragile que ce que l'on peut appeler « une manière littéraire ». Est-il possible de saisir et de fixer, non pas un vocabulaire, ce qui est de la dissection, mais la circulation même de la vie, dans un ensemble de romans? Cela peut se tenter en tout cas. Disons tout de suite que nous ne parlerons que des « jeunes », que nous appelons « jeune » celui qui adopte les nouveaux points de vue, eût-il soixante-dix ans, et « vieux » celui qui continue les traditions du XIXe siècle. Nous avons parmi les « vieux » des écrivains remarquables qui demeureront et il est probable que beaucoup de « jeunes » passeront vite, malgré leur talent, parce qu'ils marquent une période d'évolution et que les êtres d'évolution sont sacrifiés au profit des types plus stables auxquels ils aboutissent.

Beaucoup de romans contemporains frappent d'abord par un souci d'adaptation étroite aux conditions urbaines et internationales de la vie d'aujourd'hui, toute emmêlée à des questions d'automobiles, de banques, de sports ou d'industrie, toute bruyante de T. S. F., de standard téléphonique, de claksons, et de sirènes; rythmée par le cinéma qu'on fait tourner trop vite le dimanche, éclairée par les réclames lumineuses, saccadées et mobiles, qui clignent au bout des rues et au-dessus des toits, et les entrées fulgurantes des restaurants, des bars et des dancings qui sont désespérément pareilles partout où il y a des villes et des hommes blancs.

L'adaptation se traduit par la méthode même des descriptions qui est, à la méthode d'autrefois, ce que la plus rapide des autos est à la plus paisible des calèches. Au lieu d'énumérer, de raconter, d'essayer de donner au lecteur une notion d'ensemble, l'auteur suppose, ou feint de supposer, le lecteur déjà au courant de la topographie de toutes les villes, des particularités de toutes les régions et il procède par visions hachées comme celles que l'on a en parcourant un trajet en chemin de fer à travers des tunnels séparés par de lumineux aperçus, tantôt sur la mer, tantôt sur des coins de bois. En outre, les détails correspondant à l'industrie humaine, à la civilisation mécanique sont mis en relief de façon spéciale, et les comparaisons presque constamment empruntées à des produits de fabrication humaine : « *La mer était couleur d'encre stylographique...* » Il s'agit, non plus de montrer à son lecteur un pays qu'il ne connaît pas, mais de suggérer dans l'âme d'un blasé, par des comparaisons forcément neuves, des réminiscences qui montent comme des bulles de l'inconscient au conscient. D'ailleurs, la jeune littérature fait grand état de l'inconscient et, avec l'emploi de ce que l'on peut appeler le discontinu, sur lequel il nous faudra revenir, c'est l'une de ses principales caractéristiques.

Revenons à l'adaptation au moment. Elle existe dans la psychologie des personnages à peu près constamment. Les pensées, les souvenirs, les flots de tendresse ou de regrets, s'enchevêtrent parmi les circonstances et il est impossible d'imaginer

qu'ils seraient les mêmes si le héros en perruque se déplaçait en chaise à porteurs parmi les sinuosités de ruelles obscures. Ne nous y trompons pas, il ne s'agit nullement des lourdes constructions *à priori* du genre de celles que tentèrent ceux qui se prétendaient réalistes ou naturalistes et qui étaient bien les plus effrénés des romantiques et les plus abstraits des théoriciens, puisqu'ils partaient d'une conception née dans leur cerveau et s'acharnaient ensuite à y adapter ce qu'ils nommaient plaisamment la réalité. La réalité ne se construit pas comme un pont métallique avec des calculs ; elle s'impose, brusquement, comme ça, et généralement pas du tout de la façon dont on l'attendait. L'école actuelle cherche la vérité en posant la tête dans le coin capitonné d'un wagon, et en regardant la lampe du plafond, les jeux de lumière sur les rails. Le souvenir d'un après-midi, le nom de quelqu'un qu'on a perdu de vue depuis des années, un projet qui se fait, puis se défait, passent et repassent dans l'esprit, coupés par le nom d'une station...

Qu'il s'agisse de « fantaisistes et dilettantes » comme Jean Giraudoux, Paul Morand, Valéry Larbaud, ou de psychologues, surtout penchés sur la vie intérieure comme Marcel Proust, le plus grand de tous, Jean Schlumberger ou Roger Martin du Gard, ou de véritables réalistes comme François Mauriac ou Georges Imann, toutes variétés sur lesquelles il faudrait revenir, c'est la même chose. L'observation est à la base et la théorie ou réflexion intelligente fleurit tout en haut, en bouquet terminal, quand elle fleurit explicitement, ce qui est rare, étant la plupart du temps confiée à la perspicacité du lecteur, qui goûtera la joie de la sentir s'épanouir en lui comme s'il la créait. Les naturalistes, eux, mettaient la plante la racine en l'air. Ce ne pouvait être bien entendu qu'une plante artificielle en taffetas vert et fil de laiton.

Souci très net d'être « dans l'atmosphère » exactement de l'année et du quantième où l'on écrit, (entre parenthèses, c'est la mort du genre « historique » auquel nous devons tant d'œuvres assommantes, toutes pardonnées parce que nous avons eu Dumas père), et de prendre « le ton » du moment, comme une femme prend « le ton » de l'heure et n'arbore pas une robe jaune soufre sous un ciel pluvieux ; coquetterie de s'accorder avec les tableaux et avec la musique du jour et d'emprunter au besoin des expressions au peintre et au musicien qui s'efforcent à la réciproque dans la mesure du possible ; en un mot, préoccupation constante d'une harmonie dans laquelle le roman fait partie de la vie quotidienne et de son décor et ne se juxtapose pas à elle comme une création fictive qui n'a aucun lien avec ce que l'on voit quand on ouvre les yeux.

Il convient d'ajouter, et c'est là, à mon sens, le défaut d'une « jeune école » remarquablement intelligente et supérieurement douée, un goût prononcé pour les individus à tendances morbides, qui se retrouve constamment. Nous n'en sommes plus aux ordures de la *Terre* ou de *Pot Bouille*, les évocations matérielles et grossières ne peuvent tenter les esprits actuels, trop affinés et qui ne cherchent pas le contour des êtres et les réalités objectives qui les entourent, mais le principe même de leur sensibilité profonde. Il est évident que les cas cliniques les plus compliqués seront toujours les plus intéressants, pour les médecins doués d'une puissance aiguë de diagnostic. Il en va de même pour les romanciers qui poussent la psychologie à ses limites les plus exaspérées et désirent surprendre, non la ligne générale d'un caractère, bien équilibré et logique, mais les incohérences et les soubresauts des natures tourmentées. Là se retrouve certainement un courant venu du Nord avec Ibsen et qui se confond avec l'influence des Russes. Le tempérament français, qui est un tempérament clair, ordonne les inconscients si l'on peut ainsi dire et ce ne serait pas l'une des études les moins intéressantes à faire, que celle de l'analyse des sentiments brefs qui ne sont que les « moments » dans une vie morale et qui en bouleversent complètement l'aspect, si l'on s'attarde à les considérer. Pour cette raison et pour d'autres, l'image que les « jeunes » donnent de notre société est, très malheureusement, faussée dans un sens de perversion et de détraquement, de même que l'image du monde fournie par un médecin sera toujours faussée dans le sens de tares physiologiques généralisées. Le médecin perd de vue les individus sains, et le romancier psychologue de même.

Le principe même de la construction d'un roman est changé. Un roman n'est plus pour les « jeunes », ni « une histoire » destinée à divertir l'oisif au coin de son feu, ni le reflet consciencieux d'un fragment d'époque, c'est une étude intelligente, au cours de laquelle il s'agit surtout pour l'auteur de trouver, avec une implacable rigueur, sa pensée la plus intime et de l'exprimer au travers d'une réalité parfaitement exacte. Il s'ensuit une modification des coupes et des styles, une fantaisie lâche de plan et de mouvement, qui paraissent incompréhensibles et même rebutantes à ceux qui n'en ont pas encore compris la saveur et qui, tout d'un coup, charment et captivent ceux qui s'ouvrent au doux et subtil poison de cet art subjectif, qui est peut-être un art de décadence, mais qui ne manque à coup sûr ni de force, ni de beauté.

Camille MARBO.

UN POÈTE POPULAIRE
JEHAN RICTUS

« ...Est-ce donc la vraie poésie? est-ce la soif mélancolique de l'idéal qui manque à ce peuple pour comprendre et produire des chants dignes d'être comparés à ceux de l'Allemagne et de l'Angleterre? Non certes, mais il est arrivé qu'en France la littérature n'est jamais descendue au niveau de la grande Foule ; les poètes académiques du XVIIe et du XVIIIe siècle n'auraient pas plus compris de telles inspirations que les paysans n'eussent admiré leurs Odes, leurs Epîtres et leurs poésies fugitives, si incolores, si gourmées... » (1).

L'œuvre tout entière de Johan Rictus semble avoir voulu combler le vœu navré contenu dans les lignes citées plus haut de Gérard de Nerval à propos de la vieille chanson populaire de France.

Ainsi, à certains égards, d'après Nerval, Lamartine et bien d'autres qui étaient du même avis, la fondation et la perpétuation de l'Académie auraient plutôt nui à l'évolution des lettres françaises et particulièrement de la poésie. Quand on a prononcé ce mot : *le style académique*, on a d'avance l'impression d'une page ou d'un poème parfaitement incolore ou banal, aux métaphores plates et archiusées et où, sous prétexte d'élégance et de purisme, la castration du langage a été soigneusement pratiquée. Si, par une convention arbitraire et généralement acceptée, on décrétait pour la peinture par exemple que certaines couleurs de la palette — mettons le rouge et le jaune — sont vulgaires ou obscènes et qu'on ne doit plus s'en servir, imaginez-on d'ici à quels étonnants résultats, à quelle effrayante médiocrité on aboutirait pour l'œuvre picturale?

C'est pourtant ce qui se passe pour le vocabulaire. Car que sont les vocables, pour un artiste et un écrivain, sinon des couleurs et des sons? Et pourquoi, au moment de s'exprimer, s'embarrasserait-il d'une pudeur qui ne s'est pas encore abattue sur les formes plastiques ou colorées de l'Art? Oui, pourvu qu'il crée une belle chose, un peintre a le droit d'employer tous les tons de sa palette, mais un poète ou un prosateur n'a pas ce droit... Parfaitement. Dans un pays qui a produit un Villon, un Rabelais, un Matharin Régnier, un Scarron, un Brantôme, un Tallement des Réaux, un Saint-Simon, dont la verdeur d'expression était un indice de la vitalité de la race! « Il ne faut pas choquer, vous comprenez! » Que de fois avons-nous entendu cette déclaration! C'est à croire que la nation française tout entière est composée de demoiselles, dont les chastes oreilles ne peuvent être offusquées par le moindre vocable populaire, voire trivial ou grossier.

***

Publié peu de semaines avant la guerre, *le Cœur Populaire* (1) de l'illustre auteur des *Soliloques du Pauvre* n'avait pas eu en raison des circonstances le succès qu'il méritait. Quinze ans d'efforts, de méditations, de recherches linguistiques, de travaux patients, se trouvaient annihilés du coup. Et pourtant peu à peu les éditions s'épuisèrent. Aujourd'hui reparaît cet ensemble de poèmes en langue populaire et c'est un signe certain de vitalité qu'une œuvre pareille n'ait pas sombré au cours de l'effroyable cataclysme qui a bouleversé le monde. Les événements ont en effet donné raison à Jehan Rictus. Le langage parisien a été consacré par la guerre et n'est autre que *la langue des poilus ;* à cet égard il est permis de parler aujourd'hui comme d'une nouveauté de cet ouvrage qui n'avait pas connu au moment de son apparition la vogue méritée.

Cette fois, ce n'est plus le personnage des *Soliloques, le Pauvre, le Déclassé* qui traduit son émotion et qui livre au lecteur ses peines et ses souffrances. Jehan Rictus s'est senti le frère des multitudes prolétariennes qui triment dans les usines des grandes agglomérations industrielles et qui logent dans les taudis des faubourgs. Loin des déclamations humanitaires et stériles, ne voulant s'inféoder à aucun parti, le poète a cette fois fait parler ses héros dans leur véritable langage, comme s'il avait eu à les faire mouvoir sur les planches d'un théâtre. Certes, c'est la même forme d'expression que dans les *Soliloques*, mais incomparablement plus artiste, plus simple et résolument opposée aux harangues romantiques. Dans cette œuvre si riche, et si profonde, Rictus semble avoir touché au cœur de la souffrance et des vrais besoins des foules. Ne pourrait-on pas sans chimère obtenir pour les multitudes laborieuses plus de bien-être et plus de bonheur? Est-ce folie de rêver une usine riante, un logis propre, des plaisirs plus sains, un prolétariat lavé, reposé, baigné, joyeux et maître de ses instincts?

Ainsi le capitalisme doit posséder des collaborateurs propres, actifs et joyeux et non des esclaves abrutis et sournoisement haineux du sort desquels il

(1) Gérard de Nerval. — *La Bohème Galante* (p. 77).

(1) *Le Cœur populaire* (poèmes, doléances, ballades, plaintes, complaintes, récits, chants de misère et d'amour en langue populaire). Eugène Rey, éditeur.

se désintéresse. Peut-être, avant-guerre, avait-il oublié ses grands devoirs ; il ne doit plus les méconnaître aujourd'hui. Le livre se termine par un cri de foi dans ces possibilités.

Rationnel et humain, attentif et participant aux angoisses de son époque, Jehan Rictus retrouve le réalisme lyrique d'un François Villon, auquel on l'a si souvent comparé. Peu de critiques ont remarqué qu'il a introduit en poésie une forme nouvelle de strophe, la strophe à vers « *leit motiv* » ou « *vers refrain* » qui fait de chacun de ses poèmes des espèces de *Chansons parlées*, très rythmées, comiques et douloureuses à la fois. En Amérique, Walt Whitman, en Angleterre, Rudyard Kipling, qui écrit également en argot de soldat et de marin, ont tout naturellement employé ce procédé. Il était bon qu'en France quelqu'un l'utilisât en opposition aux formes des Parnassiens qui donnent à la poésie française tant de monotonie. Ce trait seul suffirait, s'il n'en était d'autres, à fixer l'originalité puissante du poète ainsi que l'attrait dramatique de son œuvre qui restera comme une image synthétique de notre époque particulièrement troublée.

On peut affirmer que par son genre âpre et vigoureux, par son sens exact de la vie, par son talent satirique parsemé d'éclairs de bonhomie, Jehan Rictus appartient à cette lignée d'écrivains chez qui l'influence latine n'a pas étouffé les survivances celtiques. En lisant son œuvre, on est en droit de regretter que le mouvement intellectuel de la Renaissance ait faussé l'essor normal de notre civilisation et nous ait fait perdre le goût de nos traditions poétiques nationales, de cette brillante époque des Chansons de Geste qui n'avait pas encore atteint son plein développement. Ce n'est guère un honneur pour nous de songer que les poètes germaniques aient tiré parti de nos magnifiques légendes épiques et aient puisé amplement aux sources littéraires de notre Moyen-Age. Sans vouloir déprécier le mérite de tant de grands écrivains à qui la France doit sa gloire, nous avons le devoir de déplorer que la plupart de nos vrais poètes aient imité les étrangers, alors que notre littérature primitive, toute nationale, et notre magnifique histoire auraient amplement suffi à leur inspiration.

Jehan Rictus a trop le goût de l'indépendance pour se poser en chef d'école ; son genre est d'ailleurs inimitable et ceux qui le reprendraient seraient des plagiaires. Mais ce réalisme lyrique où il excelle demeure comme un tableau exact de l'époque la plus bouleversée de l'histoire et comme l'expression d'un état d'âme qui relie notre temps à la véritable tradition poétique de notre race.

Maurice TOUSSAINT.

LA CHAMBRE CLOSE

La chambre close enferme encore l'odeur des roses.
Son silence s'accroît du chant qui s'est calmé :
La chambre close enferme un souvenir aimé...
O lumière éphémère, écoulement des choses
Vers la mer de ténèbre et ses rives moroses...
Des lèvres sans refus et des mains sans détour,
Heureuses, ont connu les doux jeux de l'amour!
La chambre close est-elle une tombe qui scelle
La flamme des beaux soirs sous la cendre éternelle?...
Viens évoquer ici le souvenir aimé,
Et la raviverai mon songe parfumé,
Vierge, toi qui fais fuir sous ton regard le Moire
Et portes le front droit des filles de Mémoire,
Toi seule, en embaumant les langueurs des mortels
Prépares, de leurs vœux, l'encens pour tes autels!
Par toi j'aurai fixé dans mon âme tremblante
L'image de beauté qui la tient souriante,
Un sein toujours ému, des yeux pleins de clarté,
Et dans son frais éclat un corps de volupté!

ESPOIR

Fou de désir et de tendresse
Mon amour vole autour de toi,
Au clair appel de ta jeunesse
Il s'agenouille sous ta loi!

Hélas! un monde nous sépare
Et le destin sourd nous étreint :
Le cher bonheur qui se prépare
Pleure devant un mur d'airain!

La soif nous brûle, un lourd sanglot
Recourre au loin la terre en deuil.
Mais quelle main nous désaltère?
Quel autre ciel nous fait accueil?

Voici poindre l'aube limpide
Et favorable aux fronts souffrants;
Vers sa lueur encore timide
Nos cœurs se rapprochent, tremblants...

André CAZAMIAN.

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

LA FRANCE EN SYRIE

Il ne faut pas prendre au tragique les déclarations inopportunes de quelques enfants perdus d'une majorité triomphale. S'il est vrai que la politique extérieure d'un pays démocratique où règne sans contrepoids la changeante opinion est particulièrement difficile parce que les hommes qui la dirigent ne peuvent compter sur aucune stabilité, elle n'en obéit pas moins à certaines lois ; il y a une logique des situations à laquelle personne n'échappe. Malheureusement ces paroles imprudentes ont parfois à l'étranger de dangereuses répercussions. Il y a en Europe et hors d'Europe des gens qui sont toujours prêts à escompter les défaillances de la France et ceux qui sous prétexte de modération et de sagesse annoncent et préconisent une politique de renoncement ne se doutent pas qu'on leur fera toujours grief de ce que ce renoncement n'aille pas jusqu'à l'abdication. Comme on aimerait la France s'offrant en holocauste, Christ des nations et sacrifiant à la paix du monde les réparations qui lui sont dues et au besoin quelques-unes de ses colonies ! Si pacifiste que soit un gouvernement français, il se trouvera toujours de « bons Européens », pour lui reprocher de ne pas aller jusque-là.

C'est dans certains pays lointains où les idées que l'on a sur le droit, sont encore flottantes et fort embryonaires, qu'il est dangereux de faire des déclarations qu'on n'attribuera jamais à la générosité de la nation française, mais toujours à sa faiblesse. Aussitôt connu le résultat des dernières élections, le bruit se répandit dans toute l'Asie-Mineure qu'une des premières mesures que prendrait le gouvernement du Bloc des Gauches serait l'abandon de la Syrie. On s'imagine la consternation et l'inquiétude qui se répandirent aussitôt parmi nos amis et la joie insolente de nos adversaires. D'où était venue cette fausse nouvelle, dont il était d'autant plus difficile de détruire l'effet, qu'elle n'avait pas pris corps, qu'elle n'était qu'un bruit, un écho confus que des voix intéressées amplifiaient? Probablement de quelque bavard, revenu d'occident, fonctionnaire ou soldat, qui aura pris au sérieux le programme communiste, soit pour le prôner, soit pour s'en épouvanter ; l'imagination orientale et la propagande antifrançaise auront fait le reste.

De tels racontars sont d'autant plus dangereux, que pour des esprits prévenus contre nous ils ne sont pas absurdes. On sait en effet, que la tâche entreprise par la France en Syrie est loin d'être commode et que les premières années de mandat, avec ce qu'elles ont comporté d'inévitables écoles, nous ont valu bien des déboires. L'opinion française avec son habituelle générosité et cette prodigieuse faculté d'illusion et de sympathie qu'elle montre toujours, quand il s'agit de l'étranger, était persuadée en 1919 que la Syrie lui était acquise et qu'un Haut-Commissaire à Beyrouth n'aurait guère plus de difficultés qu'un gouverneur général de l'Algérie. Nos relations avec la Syrie n'étaient-elles pas plusieurs fois séculaires? L'héroïsme de nos chevaliers, la piété de nos missionnaires ne s'étaient-ils pas incrustés dans la légende du pays? Les Syriens ne parlaient-ils pas notre langue? N'étions-nous pas les protecteurs naturels et légaux de tous les chrétiens d'orient?

Et, de fait, bien que les meilleurs, les plus sûrs, les plus influents de nos amis aient été systématiquement ruinés ou même massacrés par les Turcs pendant la guerre, le prestige de la France était, et est encore considérable, mais ce prestige qu'une propagande perfide dont les origines sont fort complexes sape d'ailleurs du mieux qu'elle peut, ne suffit pas à résoudre des questions extrêmement compliquées. On a attribué les difficultés passées et présentes à des fautes de méthode et de politique. Et sans doute, il y en eut. Personne ne songe à le contester, mais quand on considère aujourd'hui l'histoire assez mouvementée de ces cinq années de mandat, on voit que les erreurs commises viennent surtout de quelques principes auxquels nous ne pouvions probablement pas échapper, mais qui étaient fort gênants.

***

Tout d'abord il y avait le problème religieux.

Avant 1914, la France était la protectrice des Chrétiens, de tous les Chrétiens (catholiques, orthodoxes, maronites, nestoriens, jacobites) contre les Musulmans. Elle avait donc pour elle une minorité considérable, et le mélange de libéralisme et de fermeté avec lequel elle accomplissait cette mission protectrice lui valait la reconnaissance des protégés et le respect de la majorité musulmane. Maintenant qu'elle exerce le mandat au nom de la *Société des Nations* et selon ses principes, elle est obligée de tenir la balance égale, de protéger également le musulman contre le chrétien et le chrétien contre le musulman, ce que personne ne comprend dans ce pays de l'intolérance.

Au reste en Syrie, les questions religieuses se compliquent toujours d'intrigues politiques et économiques au milieu desquelles il est bien difficile de voir clair quand on n'a pas vécu longtemps dans le pays. Rien ne permet aussi bien d'en comprendre la portée et, si l'on peut ainsi dire, l'atmosphère morale que l'histoire des troubles suscités durant l'hiver dernier par l'énigmatique personnage que nous nommons le Roi Hussein. Elle n'est guère connue ; l'écho ne nous en est parvenu que par fragments tour à tour amplifiés ou tronqués selon les besoins de la cause.

Il s'est installé en Transjordanie, à Ammon d'abord puis dans un village, à Choumla, sous la tente, et là, durant deux mois et demi, il a pris posture de prétendant au trône de Syrie tout d'abord, puis, après l'abrogation du califat turc, au califat universel. Une propagande très habilement menée le présentait aux Syriens comme le libérateur. Il envoyait par jour une cinquantaine de télégrammes, il offrait des subventions aux fonctionnaires pour des motifs charitables, il recevait tous les mécontents, écoutait des adresses de félicitation et des cahiers de revendication, entretenait des espérances, bref organisait par ses émissaires et sa presse une agitation anti-mandataire en Syrie.

La puissance mandataire en Syrie a laissé faire. Les agents du panarabisme ont circulé librement, les comités secrets ont fonctionné, les journaux nous ont copieusement insulté mais le Haut-Commissaire français n'a pas cru devoir se faire représenter à Ammon ni à Choumla auprès d'un souverain qui ne lui avait même pas notifié sa présence et qui se conduisait à notre égard comme si nous n'existions pas et comme si la Syrie dépendait déjà du gouvernement arabe.

Le Haut-Commissaire anglais en Palestine n'imitait pas cette discrétion. Sir Hubert Samuel est venu deux fois saluer le Malik en Transjordanie. Il était accompagné de tous les hauts fonctionnaires palestiniens transportés par train spécial. Sir Gilbert Clayton, secrétaire général du Haut Commissariat de Jérusalem, n'a cessé d'être en contact et en conciliabule avec le Malik Hussein qui semble avoir suivi dans toute cette affaire les directions britanniques.

Le califat turc aboli, le malik a démasqué ses batteries et quelques jours après il se faisait proclamer calife à Choumla, en plein bled et par qui? Par quelques Syriens extrémistes, chefs de l'opposition arabe en Syrie, anciens fayzaliens, par quelques Palestiniens soigneusement arrosés comme les chefs du parti islamo-chrétien, par le mufti de Jérusalem qui n'a cependant pas osé prier Hussein de venir se faire proclamer calife dans la mosquée d'Omar, par quelques cheikh, convoqués du désert, par un prince indien de Chitral qui s'est trouvé à point nommé sur place, amené du fond de l'Hindoustan depuis un mois pour apporter à Hussein les suffrages de 60 millions de Musulmans hindous, et, chose invraisemblable, par les prélats et chefs de communautés chrétiennes en Palestine, patriarche arménien, évêque grec orthodoxe, copte ou abyzien que le Haut commissariat de Jérusalem fait marcher à sa dévotion à coups de livres sterling, si bien que le nouveau calife, sortant de sa tente, s'avance dans les photographies entre deux rangées de mitres et de croix pastorales.

Les divinités avaient également rendu visite à Hussein et échangé avec lui les propos les plus tendres.

Dès qu'il fut soi-disant proclamé, Hussein et ses protagonistes entamèrent en Syrie, autour des mosquées et des chefs religieux, muftis, cadis, nakib et achref, une propagande de télégrammes, d'articles de presse, de mozbaten (reconnaissance du calife) que l'on obligeait dans les soukhs les marchands à signer, de passions et de violences. Malgré ce remue-ménage le succès fut médiocre et une vingtaine de mosquées à peine sur trois cent quarante dirent la prière pour le nouveau calife. Ce fut un sanglant échec pour la propagande si bien montée du Malik, mais cela n'empêcha pas son thuriféraire et la presse universelle de raconter, d'après les câbles anglais, que Hussein avait été proclamé calife par toute la Syrie. Ce mirage fait illusion en Occident. En réalité ni l'Egypte, ni la Syrie, ni même l'Iraz n'ont reconnu Hussein. En Palestine sa nomination a été escamotée et en Arabie les 3/4 de la péninsule n'en veulent pas, de Nedj au Yémen. Je ne parle pas des Indes ni de la Perse ni de l'Afghanistan, nettement hostiles.

Un agitateur révolutionnaire passant la frontière syro-transjordanienne sous l'œil débonnaire de nos gendarmes fut un jour fouillé et l'on trouva sur lui tous les plans d'une organisation insurrectionnelle en Syrie avec des noms, des preuves de culpabilité indiscutables. Trois individus suspects furent arrêtés et reconduits à la frontière, quelques journaux suspendus et le calme se rétablit comme par enchantement.

Le calme se rétablit... Mais dans beaucoup de mosquées on n'en continue pas moins à prier pour Hussein parce que le Haut Commissariat n'a pas, où plutôt n'a pas pu frapper assez fort.

Ce n'est probablement pas l'envie qui en a manqué au général Weygand qui est un homme énergique et droit, mais il y a le mandat. La France est en Syrie, non comme puissance protectrice,

mais comme puissance mandataire. Elle est là au nom de la Société des Nations pour faire l'éducation politique des Syriens et elle entreprend cette œuvre sous le regard soupçonneux et jaloux d'un monde de rivaux sinon d'ennemis. Elle s'y est attelée du reste avec une loyauté qui ressemble parfois à de la naïveté.

L'impartialité des autorités françaises, avec le désir de rester toujours dans le pur esprit du mandat, est tel que les commerçants français, par exemple, ne jouissent pas d'un régime douanier préférentiel, que dans les écoles que nous subventionnons, nous ne contrôlons pas l'enseignement arabe qui y est donné ; les maîtres d'école que la France fait vivre ont non seulement le droit de critique, mais même le droit de calomnie. Le mandat nous impose de tenter l'initiation à la vie politique de cette mosaïque de races qui depuis des siècles était accoutumée à la servitude et s'en accommodait en général assez bien. Comme en général elles se détestent, nous avons renoncé à la forme centralisée et unitaire qui eût été la plus commode au point de vue français et qui a fait ses preuves au Maroc et nous avons créé cinq États : le Grand Liban, Damas, Alep, Sandjak-Alexandrette, le territoire des Allaouites et le Djebel Druze. Or, sauf dans le Grand Liban où l'influence française est établie depuis longtemps et où un commerce prospère a fait naître une classe apte aux affaires, nous nous trouvons devant des populations qui sont loin de pouvoir se gouverner elles-mêmes et qui ne conçoivent la liberté que comme la faculté d'opprimer leurs voisins. Aussi l'indépendance que nous leur avons reconnue nous cause-t-elle souvent de graves embarras. Certes, chacun de ces États dispose de tout un personnel de conseillers techniques français. Mais ceux-ci n'ont aucun pouvoir de décision et il arrive souvent que quand ils veulent préconiser les mesures d'hygiène les plus indispensables, ou les travaux les plus urgents, ils se heurtent à l'inertie et à la mauvaise volonté des autorités locales. Cela n'empêche pas d'ailleurs la propagande arabe, qui dispose de beaucoup d'argent, d'essayer de persuader aux Syriens qu'ils subissent le plus dur des esclavages.

***

C'est le sentiment plus ou moins confus de ces difficultés qui fait qu'il y a pas mal de gens en France pour dire : « Qu'allions-nous faire dans cette galère? La Syrie nous coûte des hommes et de l'argent ; c'est un mandat onéreux, renonçons-y. » Dangereux raisonnement, parce que, dans tous les pays qui ont des gouvernements d'opinion, on a une tendance au moindre effort. En admettant même que la politique syrienne ne soit que de la politique de prestige, il ne faut pas oublier qu'il y a des questions de prestige qui sont des questions vitales. La Syrie, c'est tout ce qui reste à la France de son influence séculaire dans la Méditerranée orientale. La xénophobie brutale qui règne aujourd'hui dans toute la Turquie s'exerce surtout contre la France. On élimine le français de l'enseignement, on ruine et on pourchasse les œuvres françaises ; aucune vexation n'est épargnée ni aux missionnaires, ni aux commerçants français. En Grèce aussi, on voit se dessiner des passions nationalistes qui se tourneront naturellement contre l'influence française, parce qu'au point de vue intellectuel, du moins, celle-ci a toujours été la plus forte. Dans ces conditions, si la France renonçait à sa politique syrienne, elle abdiquerait tout prestige et toute influence dans ces pays du Levant — où elle a toujours représenté la civilisation occidentale. Mais, puisque, aujourd'hui, tant de politiques font profession de négliger les problèmes moraux, on peut ajouter qu'il y a des raisons économiques, purement économiques, qui donnent à la Syrie un intérêt considérable pour la France. La Syrie est un pays pauvre, c'est entendu ; on n'y trouve ni pétrole, ni charbon, ni mines d'or ; elle suffit à peine à nourrir sa population. Mais ce fut une des grandes routes commerciales du monde, et elle va le redevenir. Il est prouvé depuis quelques mois que l'on peut franchir rapidement, en auto, et sans difficulté sérieuse, les huit cents kilomètres qui séparent Bagdad de Damas. C'est une nouvelle voie tracée au trafic vers l'Orient, une voie qui réduit de moitié la durée du trafic de Londres à Bombay, et qui, si elle ne bouleverse pas le commerce maritime, peut faire dériver la totalité de la poste et une partie des voyageurs. Or, de cette route, la France est maîtresse.

De même pour la route aérienne. C'est nécessairement par Beyrouth et Damas que passeront les avions qui iront d'Europe aux Indes, en Indo-Chine et en Chine. Or, cette route met Paris à 74 heures de vol de Bombay. Un intérêt immédiat, aussi bien que le souci de son prestige, engage donc la France à persévérer dans sa politique syrienne, en dépit des difficultés que peuvent lui susciter un mandat qui semble avoir été conçu pour être onéreux, et les intrigues de la bande d'aventuriers internationaux qui ont cru trop souvent pouvoir s'appuyer sur l'Angleterre.

L. DUMONT-WILDEN.

LES ŒUVRES ET LES IDÉES

DU ROMANESQUE AU ROMAN

On définirait assez bien l'œuvre de M. Ernest Seillère en disant qu'elle développe avec une extrême abondance un historique et une philosophie du romanesque ; inlassablement cet infatigable écrivain s'applique à découvrir les jeux de l'imagination et du sentiment, à dénoncer leur influence qui, de la littérature, gagne les mœurs, déborde la morale, pervertit le droit, la politique, envahit enfin, de notre temps, les domaines les plus divers de la pensée et de l'action ; une conception romanesque de la vie engendre cet « impérialisme », ces « confuses aspirations de puissance qui agitent la grande majorité de nos contemporains » (1) après avoir ébranlé nos ancêtres, ce mysticisme passionnel, tour à tour malsain, presque pathologique, et tonifiant lorsqu'il apparaît « suffisamment encadré de raison » (2), cette fièvre que les anciens n'ont pas connue, et qui donne son accent à notre civilisation depuis deux ou trois siècles ; actions et réactions : « réciproque influence du mystique sur le romanesque et du romanesque sur le mystique. » ; M. Ernest Seillère suit subtilement ces allées et venues ; mais le romanesque — ou l'esprit de chimère, c'est tout un — demeure le principal responsable de nos révolutions du goût, du jugement, de la philosophie elle-même ; vous en trouverez la théorie dans les quatre volumes de *La Philosophie de l'impérialisme* (3) ; après quoi M. Ernest Seillère multiplie les exemples, développe des corollaires, des justifications et des preuves ; ses dernières démonstrations s'intitulent : *Georges Sand, mystique de la passion, de la politique et de l'art* (4), *La morale de Dumas fils* (5), *Zola* (6), *Le cœur et la raison de Mme Swetchine* (7)... Quelques réserves qu'impliquent ces vues sur l'évolution de la société et de la littérature modernes (8), il n'est pas douteux qu'un monument aussi vaste, édifié sur de solides assises, fondé sur d'immenses recherches, conçu tout entier sous l'influence d'une pensée probe, docile à elle-même et à un ample dessein, fait le plus grand honneur à la critique française. Cette œuvre est un riche arsenal où n'ont cessé de puiser tous les ennemis du romantisme ; mais sans doute M. Ernest Seillère n'est-il pas responsable des excès où nous avons vu s'emporter la campagne anti-romantique ; peut-être ses disciples et ses alliés, parfois compromettants, seront-ils plus sensibles que lui-même aux justes remarques formulées par M. Henri Brémond en un récent et délicieux volume (*Pour le romantisme*) (1).

Historien, théoricien du romanesque, M. Ernest Seillère pouvait-il se dérober à la tentation de nous conter de purs romans ?

Il ne s'y dérobe pas, et voilà, j'imagine, la plus piquante aventure de sa carrière. Car enfin un philosophe ne renonce point aisément à ses habitudes critiques et spéculatives : analyser les voies par où l'imagination et le sentiment complices se glissent au cœur des événements humains est un art ; c'en est un autre que de les peindre vivants et agissants, et de leur restituer la séduction de leur jeunesse naissante. M. Ernest Seillère accepte les nécessités du genre narratif ; il ne renie point tout à fait les préoccupations de l'historien philosophe, et c'est le philosophe social qui commente en ces termes un document romanesque : « Lignes significatives. Elles laissent entrevoir le duel qui se livrait à cette date dans l'opinion et dans les âmes entre les disciplines rationnelles — parfois excessives, il est vrai — du passé, et les suggestions, plus facilement excessives encore, de la morale affective, qui prenait décidément le dessus dans les mœurs. » Va pour discipline rationnelle et morale affective. Ces termes graves nous rappellent que ces récits d'étranges aventures ne sont point si frivoles. Je ne m'offense pas d'un contraste entre deux langages et deux attitudes d'esprit qui ne se retrouve pas chez les purs romanciers. Croyez-vous au surplus que M. Ernest Seillère eût pris la peine de reconstituer les péripéties compliquées de ces aimables romans, s'il n'y eût aperçu un sérieux enseignement ?

Aimables romans, romans vrais, authentiques, historiques et non point inventés : roman héroïcomique, chargé de violentes couleurs à la flamande, de Barbe Blomberg, amante de Charles Quint et mère de don Juan d'Autriche ; roman triste et quelque peu mystérieux d'Elisabeth-Christine, épouse de Frédéric II ; roman, amours contrariés de Mlle de Monnier, et l'on dirait une contrefaçon vécue de La Nouvelle Héloïse ; roman, brève idylle de Frédérique Brion, immortalisée par

(1) *Les origines de la morale et de la politique romantiques.* (La Renaissance du Livre, 1926).

(2) *Ibid.*

(3) Plon.

(4) Alcan.

(5) Alcan.

(6) Grasset.

(7) Perrin.

(8) Nous rappelons qu'on en trouve un exposé d'ensemble dans les ouvrages de R. Gilouin : (*Une nouvelle philosophie de l'histoire moderne*, Grasset) et L. Estève (*Une nouvelle psychologie de l'impérialisme*, Alcan)

(1) Bloud.

un caprice de Gœthe ; roman mélancolique de Mme de St-Germier, où l'on voit que ce galant dix-huitième siècle n'était guère tendre à la coquetterie des femmes... Un bouquet de romans, et le parfum ravivé de ces passions anciennes suscite en nous mille aimables rêveries.

Ils nous prouvent, ces récits, que les sévères législateurs furent toujours les plus précieux auxiliaires, et pour ainsi dire les initiateurs du romanesque : contraintes du code, sévérités des mœurs, le romanesque est d'abord un effort pour s'en évader ; le romanesque est à l'avant-garde de tous les progrès humains ; c'est grâce à lui, à ses audaces, à ses conquêtes sentimentales que la dure loi antique s'adoucit. Il démoralise en un certain sens, puisqu'il fait éclater les rigides liens sociaux ; mais sans lui nous en serions encore à la morale de la tribu.

Littérairement, on ne saurait que regretter le recul des « disciplines rationnelles » devant l'épanouissement de la « morale affective ». Coupable de quelques flirts, Mlle de Monnier serait aujourd'hui une figure gracieuse et banale : au XVIIIe siècle, menacée de séquestration par un mari allié à toutes les forces de la police et de la magistrature, elle est une héroïne ; et notre imagination s'émeut au récit de sa destinée dramatique et mouvementée...

***

De M. Ernest Seillère à Jean-Jacques Rousseau, la transition s'offre d'elle-même ; Rousseau est la source éternellement jaillissante d'où découlent les torrents romantiques ; Rousseau est le grand accusé que dénoncent tous les écrits de M. Ernest Seillère, et c'est la postérité de Rousseau que M. Ernest Seillère s'efforce de faire revivre et de dénombrer en son imposante galerie de portraits.

Le critique ne manquera pas d'applaudir plus que quiconque à la publication d'une importante série de documents également précieux aux adversaires et aux admirateurs du Génevois.

La correspondance de Rousseau était imparfaitement connue : un homme s'est rencontré dont la vie toute entière fut consacrée à rechercher les éléments épars de cette correspondance ; bel exemple de scrupule et de constance ; étonnante abnégation d'un érudit qui consent à préparer, soixante années durant, une œuvre dont il ne verra pas l'éclosion. De 1864 à 1922, date de sa mort, M. Théophile Dufour, archiviste-paléographe, directeur des Archives et de la Bibliothèque publique de Genève, recherche les lettres de Rousseau, les lettres, le moindre billet. Comment les publierait-il ? Sa moisson ne cesse de s'accroître ; il redoute d'inévitables oublis, et les découvertes que lui apporte le temps en s'écoulant. Il meurt sans avoir rien publié ; sa fille, Mme Noëlle Roger, l'éminente romancière, a conté cette quête héroïque, ce stoïque dévouement. Devant ses immenses dossiers, Théophile Dufour s'écrie : « il est maintenant trop tard : un autre que moi publiera mon œuvre ; s'il est honnête, il y mettra mon nom ».

Cette histoire finit bien ; la corporation des érudits rendra un hommage mérité à M. Pierre-Paul Plan qui exécute le vœu du mort et signe Théophile Dufour le premier volume de cette *Correspondance générale de J.-J. Rousseau*, en oubliant d'y inscrire son propre nom (1).

M. Pierre-Paul Plan a découvert, il ajoute au trésor de Théophile Dufour plus de deux cent trente lettres.

Je ne puis résister au plaisir de citer la mention qu'il accorde en sa préface au parisien Joseph Richard (1799-1875), précurseur modeste et sublime de Théophile Dufour. Admirez ici le merveilleux évangile que nous vaut le culte d'un grand homme :

« Ce Rousseaulâtre »..., modeste fonctionnaire de l'Assistance publique et garde-national, passa son existence, dès sa plus tendre jeunesse, à recueillir pour sa satisfaction personnelle, et comme un amoureux, des documents relatifs à Jean-Jacques, particulièrement en ce qui concerne la Correspondance et les Confessions. A sa mort, qui passa aussi inaperçue que sa vie de chercheur silencieux, ses manuscrits et sa bibliothèque — près de 8.000 volumes ou brochures traitant de Rousseau — allèrent, pour quelques louis, s'entasser dans l'arrière-boutique du libraire Delahays. Beaucoup plus tard, j'ignore dans quelles circonstances, Th. Dufour acheta un lot important de ces petits livres ou brochures rarissimes, collectionnés et annotés par Joseph Richard, qui lui fournirent les textes d'un grand nombre de lettres dispersées. Il eut encore postérieurement la bonne fortune de pouvoir acquérir, dans une vente publique, quatre dossiers renfermant, d'une minuscule et précise écriture, la copie de près de 3.000 documents : c'étaient les manuscrits de Joseph Richard. Il y a là la presque totalité des pièces conservées à la Bibliothèque de Neuchâtel (lettres de Rousseau et de ses correspondants), transcrites au cours de voyages que, chaque année, le « Rousseaulâtre », utilisant ses vacances de petit fonctionnaire, faisait en Suisse. Il y a cela et bien d'autres choses...

« De sorte que les éléments de la présente édition se trouvent avoir été amassés sans interruption depuis la publication de Musset-Pathay et que sa préparation n'aura pas demandé moins d'un siècle. »

La présente publication est digne de tant d'efforts. Ne doutez pas qu'il ne surgisse encore çà et là des lettres du fécond épistolier que fut Rousseau.

(1) *Correspondance générale de J.-J. Rousseau*, collationnée sur les originaux, annotée et commentée par THÉOPHILE DUFOUR (Colin).

Mais la Rousse ulatrie nous donne un chef d'œuvre de science et d'érudition ; il n'est que juste de remercier et d'honorer ses martyrs.

***

Ne quittons pas la Suisse sans signaler un très remarquable tableau de *La littérature d'aujourd'hui dans la Suisse romande* que nous devons à l'ingénieuse critique de M. Pierre Kohler (1).

Écrivains suisses, Benjamin Valloton, Ramuz, René Morax, Paul Seippel, Jacques Chennevière, de Reynold, Robert de Traz, Spiess, Charly Clerc, Mme Noëlle Roger... possèdent à Paris des pénates qui leur sont chers ; nous ne séparons guère des nôtres leurs gloires et leurs œuvres. Mais suffit-il de connaître leurs visages français ? M. Pierre Kohler évoque leurs tendances communes, leurs conflits, leurs luttes d'idées, toute cette atmosphère helvétique où ils se reconnaissent fidèles à leurs affinités et à leurs traditions nationales. C'est là que leurs personnalités s'affirment avec une vigueur originale. C'est là qu'il faut les étudier.

Car la Suisse romande n'est pas une province de la littérature française : ces écrivains qui écrivent notre langue au même titre que nous l'enrichissent de leur indépendance : ils suivent fraternellement le développement de nos lettres ; ils sont des alliés au parler franc et qui souvent nous avertissent de nos erreurs. Ils vivent leur vie et enrichissent leur littérature parallèlement à la nôtre. Depuis Jean-Jacques, le rôle de l'esprit romand a été considérable en Europe. Faisons des vœux pour qu'il ne cesse de croître en liberté et en vigueur.

Lucien MAURY.

LE THÉATRE

M. LENORMAND SE TROMPE....

Personne n'a plus d'admiration que moi pour l'intelligence et les dons qui ont permis à M. Lenormand de se faire si vite une situation prépondérante parmi les auteurs dramatiques de sa génération. Je suis persuadé qu'il a été un initiateur dans deux directions différentes, également neuves, l'une comme fond, l'autre comme forme, et je discerne avec une extrême précision, me semble-t-il, en quoi a consisté chacune de ces deux originalités. Malheureusement, et c'est là un point d'une importance telle que je supplie l'auteur de bien vouloir accepter comme le plus loyal et le plus chaleureux témoignage de mon estime et de mes espoirs l'observation que je vais lui proposer, — malheureusement, dis-je, inquiet depuis longtemps de ce que je sentais parfois d'inaccompli et de déconcertant dans ses œuvres, j'ai découvert, après celle que vient de représenter l'Odéon, la cause profonde du malaise que je ne suis point le seul, cette fois-ci, à éprouver : ce serait la nature même des deux originalités qui caractérisent le talent de l'auteur et qui, par essence, se révéleraient inconciliables. Ce que M. Lenormand a cherché à réaliser dans la forme devrait précisément l'empêcher de réaliser ce qu'il cherche dans le fond.

Telle est la contrariété profonde que je voudrais mettre en lumière à propos de *L'Homme et ses Fantômes*.

***

Avec *L'Homme et ses Fantômes*, comme avec *Le Mangeur de Rêves*, M. Lenormand, naturellement intéressé par les mystères de cet inconscient que les symbolistes prétendent aujourd'hui avoir introduit dans la littérature, et non moins naturellement ébloui par la forme excessive et saisissante donnée à ces préoccupations dans les théories, bientôt démodées, à vrai dire, du freudisme, a entrepris de montrer que nous ne connaissions de nous-mêmes que le moins important et que nos secrets intérieurs nous échappaient à nous-mêmes. Cette tentative pour transporter au théâtre, précisées par des informations scientifiques récentes, nos ténèbres psychologiques, constitue, quant à l'inspiration, l'apport propre de M. Lenormand, et on ne saurait exagérer la valeur de l'importance de cette acquisition dont nous lui restons, dès maintenant, redevables. Il est le dramaturge de l'inconscient, d'abord, par où il se rattache à un commencement de tradition, et, ensuite il est, dans l'inconscient, le dramaturge de la sexualité, par où il est entièrement original.

Il a donc tenté, dans sa dernière pièce, de nous faire pénétrer dans l'inconscient sexuel du personnage qui doit en être, semble-t-il, le plus riche : le séducteur. Il nous a proposé une conception freudiste, si j'ose dire, de Don Juan. Quelle est donc la formule psycho-analytique de ce type séculaire... ?

Le Don Juan de Lenormand séduit naturellement toutes les femmes. Mais, dans cette quête de l'inconnu sur des visages nouveaux, ce qu'il leur demande, ce n'est point leur secret, c'est le sien. Il est, comme tous ceux que conduit un mobile

(1) Payot.

qu'ils ignorent, frappé de mysticisme. Naturellement, quand l'âge vient, il tombe, non dans un culte reconnu, mais dans la métapsychie : il se donne, non à Dieu, mais aux esprits, et la statue du Commandeur est remplacée par une table tournante.

Il y a, naturellement, beaucoup de femmes séduites autour du séducteur : il m'a semblé par instants que M. Lenormand avait tenté de mettre à la note du jour quelques-unes de ces figures qui, elles aussi, auraient évolué vers une sexualité dépouillée de toute sentimentalité... Une scène, à cet égard-là, dans le décor africain cher à l'auteur du *Simoun*, donne assez exactement cette note. En revanche, l'héroïne qui motive toute l'évolution du caractère de Don Juan est fort traditionnelle, puisqu'elle aime, est fidèle, se tue et revient visiter, comme un fantôme, l'esprit affaibli du Don Juan, devenu la proie des médiums. Elle s'est donc attachée à cet homme pour le même motif que cet homme ne s'attache à aucune femme. Ils ne savent pas plus l'un que l'autre pourquoi ils sont ainsi : la pièce n'a pas à nous l'expliquer non plus, mais, au contraire, à nous suggérer cette ignorance et à nous envelopper de ce mystère.

Et voilà ce qu'il y a d'excellent, de neuf, de profond, de dramatique aussi, dans le spectacle que nous a offert l'Odéon : très beau sujet, d'un pathétique éternel, et parfaitement rajeuni !...

Or, réfléchissons bien et enchaînons les idées... Vous voulez, cher Monsieur Lenormand, suggérer le mystère, dévoiler l'inconscient, exprimer, en un mot, l'inexprimable... Mais le mystère, n'est-ce pas le concentré, le continu, l'enveloppement, le sous-bois, la sourdine au violon, toutes les sensations emmitoufflées?... J'entends bien que la forme doit être d'autant plus précise et plus claire qu'elle veut traduire quelque chose de plus flou et de plus obscur. Mais la netteté ne s'obtient point par la dispersion... Bref, votre sujet vous obligeait à un effort particulier de concentration et vous l'avez tout justement traité par découpage, parce que l'idée que vous vous faites du théâtre, scéniquement, est le contraire de celle que vous vous en faites dramatiquement... Là est votre malheur, votre infirmité... Le chariot originel du théâtre est devenu avec vous un char magnifique, attelé de deux chevaux splendides, mais ils tirent en sens inverse...

***

De même, en effet, que M. Lenormand s'est inspiré psychologiquement des travaux qui lui ont paru le dernier mot de la science, il s'est inspiré scéniquement d'un procédé qui lui a paru le plus caractéristique de notre époque : le cinéma. J'avais déjà assez longuement insisté sur ce point en vous parlant de la composition des *Ratés*, notamment.

Les avantages de cette conception sont, je l'accorde, manifestes : ils suppriment certaines conventions, allègent le dialogue, permettent de rejeter toute « littérature ». Ils permettent aussi de faire appel plus directement aux sensations visuelles par la variété des décors, aux sensations auditives par l'emploi de la musique. Il semble ainsi qu'on soit sur le point de reconstituer un peu de cette unité esthétique dont bénéficia le drame grec à la splendeur duquel collaboraient tous les arts. Aussi, sur les quinze ou dix-huit tableaux que comprend le déroulement de *L'Homme et ses Fantômes*, y en a-t-il quelques uns qui sont fort réussis : je crois même que le meilleur est celui qui ne comporte aucun texte. On voit seulement la petite montagnarde dont le Don Juan a fait connaissance dans la montagne neigeuse passer au son de la musique en exécutant quelques mouvements rythmiques de nature à nous suggérer sa tendresse.

Donc, on ne saurait trop féliciter M. Lenormand de l'effort qu'il a fait ainsi pour assouplir, enrichir, rendre vivante et colorée la vieille mécanique de la technique théâtrale.

Seulement, voilà ma question : cette technique nouvelle, excellente en soi, convient-elle aux sujets de M. Lenormand, et ces sujets ne sont-ils point, par leur profondeur même, les seuls qui ne puissent s'accommoder de cette pratique d'étirement cinématographique ?...

Le demi-succès de l'œuvre si admirablement montée et jouée par Gémier, qui, par conséquent a pu réaliser le plein de son effet, répond pour moi.

Avez-vous remarqué, en effet, que, en chemin de fer, les petits voyages, quand on s'assied pour une heure dans un train qui s'arrête à toutes les gares, paraissent bien plus longs que les grands, quand on a pris ses dispositions pour rester tout un jour dans un bon compartiment... Contrairement à ce qu'on aurait pu attendre, la pièce de M. Lenormand nous laisse l'impression de rouler, non pas dans un rapide, mais dans un omnibus de banlieue ; il n'y a que des arrêts !...

Certes, cette esthétique de découpage plastique se rattache à une tendance générale des meilleurs artistes de notre époque, qui est la simplification. On s'applique à ne donner que l'essentiel, comme on dessinerait une chaîne de montagnes par l'extrême pointe de ses cimes... Voici donc toute la vie d'un séducteur, des premières séductions aux visions mystiques de la mort, qui va nous être retracée selon une ligne de points culminants... Mais, qu'on ne s'y trompe point : d'abord, il est

possible que, d'une manière absolue, cette conception soit fausse et se trouve en opposition avec la nature vraie de toute œuvre d'art : ce serait à discuter et ce sera à vérifier par l'usage. En tout cas, le certain, c'est que ce découpage matériel, à peine propre à produire des effets élémentaires, est totalement incapable de devenir un instrument d'analyse et de suggestion intérieure. On peut filmer tout ce qu'on veut, excepté la vie psychologique.

Or, c'est justement ce qu'entreprend de faire M. Lenormand : est-il étonnant qu'il n'ait point réussi à cinématographier l'inconscient et à réaliser une « poesie » du mystère...? Qu'il choisisse donc, dans l'avenir, entre ses propres richesses, puisque la plus périlleuse erreur qu'il pourrait commettre, ce serait de chercher à les concilier.

Gaston Rageot.

LES BEAUX-ARTS

UNE EXPOSITION A LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE : M. FAUTRIER, PEINTRE

A mesure que les années nous séparent de la guerre, le public, si vivement préoccupé par les multiples difficultés d'une paix trop lente à s'établir, ne donne pas toujours, ni aux artistes disparus, ni à ceux qui furent blessés, le surcroît d'attention qu'ils méritent. C'est pourquoi, aujourd'hui, nous parlerons d'un peintre encore jeune, M. Fautrier, et d'une Exposition, ouverte à la Bibliothèque Nationale, en faveur de l'*Anthologie* des écrivains tombés à la guerre.

***

La Bibliothèque Nationale vient de rendre accessibles, pour un mois entier, quelques-unes de ses plus précieuses richesses. Visiter une telle exposition, et dans un cadre aménagé avec un goût averti, ce n'est pas seulement un plaisir de « rat de bibliothèque ». Quiconque s'intéresse aux gloires françaises, soit dans la littérature ou dans les arts ; quiconque est curieux de voir les plus caractéristiques témoignages de la vie d'autrefois, sera fort intéressé, et disons même fort ému, en retrouvant les merveilles que nous ont laissées nos imagiers, nos imprimeurs, nos dessinateurs, nos graveurs, et aussi quelques-uns de nos portraitistes, et même de nos charmants maîtres du mobilier. Vraiment, entre quelques murs recouverts de splendides tapisseries, c'est toute la civilisation française du XVe au XIXe siècle qui ressuscite sous les yeux du visiteur.

Comment ne pas féliciter les érudits conservateurs et bibliothécaires de notre grand musée des livres, pour leur talent à réussir une telle sélection? Et comment ne pas féliciter le nouvel administrateur général, M. Roland Marcel, qui montre déjà tant d'intelligente initiative et qui se prépare à faire enfin aboutir plus d'une réforme bienfaisante ?

Pénétrons ensemble dans ce sanctuaire de souvenirs. Je vais tâcher d'en faire revivre quelques-uns des plus curieux.

Dès l'entrée, nous trouvons Pascal : il est représenté par le manuscrit des *Pensées*. Rien n'est plus juste que de saluer tout d'abord l'extraordinaire génie de celui qui fut, comme l'a dit Voltaire, « le créateur de la prose moderne ». Chacun sait que Pascal, durant ses dernières années, notait, sur des papiers quelconques, les pensées, les phrases brèves ou les développements qui naissaient dans son esprit. De tels fragments, pêle-mêle, furent recueillis après sa mort et collés sur des feuillets de grand format. Et voici l'émouvante relique, testament spirituel de l'âme la plus ardente, qui accueille le visiteur.

Ses *Pensées*, publiées en 1670 par « Messieurs de Port-Royal », furent précédées par une édition tirée à quelques exemplaires : elle était destinée à être lue par quelques prélats et docteurs qui devaient donner leur « approbation », afin de couvrir les « Solitaires », suspects de jansénisme. De cette édition « avant première » et dont le texte est un peu différent, on ne connaît qu'un seul exemplaire, portant la date de 1669 : vous le verrez dans une vitrine voisine, parmi les imprimés.

Près du manuscrit des *Pensées*, voici deux autres admirables raretés : deux miniatures de Jean Foucquet. L'une d'elles représente *Louis XI recevant les premiers chevaliers de l'ordre de Saint-Michel*. Elle est digne d'être rapprochée des meilleures peintures des primitifs flamands, ou de « l'école de Cologne », — ou tout simplement de nos grands artistes imagiers de France. On y voit une vingtaine de personnages dont chaque visage est un portrait véritable, traité avec un art et un souci de l'expression, une vérité individuelle, qui font penser aux chefs-d'œuvre d'un Memling. Et quelle charmante fantaisie dans les figures allégoriques ou décoratives, dans le « saint Michel

terrassant le démon », et dans les deux anges agenouillés, couverts d'une armure complète de chevalier.

Dans la même vitrine, voici le portrait d'Anne de Bretagne. Il est encastré dans un recueil de prières. Les prières et leurs enluminures sont dessinées sur des planchettes mobiles, qui glissent, comme un tiroir, dans une rainure du cadre. Il suffisait donc de faire glisser le texte sacré ; et, dessous, on découvrait d'un côté le portrait d'Anne de Bretagne et d'un autre côté celui de Charles VIII.

Retournez-vous. Aussitôt, vous passez du XVIe siècle aux galanteries du XVIIIe siècle. Voici le féerique *Embarquement pour Cythère*, gravé à l'eau-forte par Tardieu, en 1733. Cette célèbre gravure nous est montrée en deux « états ». La voici terminée au burin, plus complète, plus fidèle, et donnant des noirs et des blancs qui correspondent mieux aux couleurs de Watteau. Mais comment ne pas préférer le « premier état », où il n'y a qu'une rapide et nerveuse morsure à l'eau-forte? Je ne connais rien de plus souple, de plus léger, de plus aérien, que ce jeu de minces linéaments. Un poète latin, pour évoquer une étoffe transparente, employait les mots *ventus textilis*... Oui, cette esquisse au trait, zébrée de quelques hachures, c'est vraiment comme de « l'air tissé » : les amours qui voltigent autour des mâts et dans les lis des banderolles sont aussi diaphanes que des nuages vaporeux.

Près de cette féerie impalpable, où l'on entend soupirer l'âme nostalgique de Watteau, voici la réalité puissante et calme de Chardin. On la saisit, ici, sur deux eaux-fortes avant toute lettre. Peu d'amateurs ont eu le plaisir de voir *La Blanchisseuse* et *La Fontaine* qui sont au musée de Stockholm : mais les deux premiers « états » de l'estampe de Cochin, avec une spontanéité pleine de maîtrise, révèlent les qualités mâles et poétiques de notre inimitable Chardin.

Que dire des *Bacchanales* de Fragonard ? Dans des encadrements de feuillages et de roseaux, de malicieux satyres s'accroupissent sur leurs pieds velus, tandis que des nymphes courent ou bondissent, jolies et spirituelles, frémissantes, échappées du galant Olympe, où Claudion et Boucher avaient transfiguré de délicieuses divinités de boudoir.

***

Ces apparitions, si séduisantes, ne doivent pas nous faire oublier les reliques plus graves que nous présentent les vitrines. Par les médailles, d'un dessin si nerveux et si exact, l'histoire de France est évoquée, depuis le XVe siècle jusqu'au Premier Empire. Et la génération des romantiques est représentée par des manuscrits de Chateaubriand, de Lamartine, de Victor Hugo, de Berlioz. Quant à la Révolution, on ne peut revoir sans être ému la grande écriture enthousiaste de Mme Roland, ni quelques minuscules caractères griffonnés, avec fièvre, par André Chénier : quand il les traça, le poète était enfermé à Saint-Lazare, et ce sont les derniers vers qu'il écrivit avant de marcher vers la guillotine de la Terreur. Ces *Iambes* de Chénier, appel sublime à la justice et à la liberté, échappèrent aux geôliers, « parce qu'ils étaient roulés dans du linge sale ».

Devant ce manuscrit suprême, et sur lequel plane déjà l'ombre de la mort, on est gagné par des pensées plus recueillies, et l'on se rappelle pour quel but immédiat cette exposition va s'ouvrir. Elle est faite en faveur des écrivains français tombés durant la grande guerre. En effet, sur l'initiative et grâce au dévouement de l'Association des écrivains combattants, le premier volume d'une *Anthologie* vient de paraître. Elle doit contenir les plus belles pages des écrivains disparus.

Déjà nous avons lu le premier volume. Combien de talents, combien d'esprits généreux, fauchés en pleine jeunesse ! On est étreint par une poignante émotion en lisant, non seulement les pages de ces écrivains parfois à leurs débuts littéraires, mais encore les courtes notices, les citations à l'ordre de l'armée, où l'on respire l'âme héroïque et simple de ceux qui ont donné leur vie pour nous tous.

Le maréchal Pétain, dans une lettre-préface, écrit avec l'autorité du chef :

« Cette anthologie sera sans doute l'objet des méditations les plus douloureuses..., mais elle perpétue le souvenir des écrivains morts à la guerre ; elle transmet un peu de leur âme aux générations qu'a sauvées leur sacrifice ».

Cet éloge est confirmé avec éloquence dans les avant-propos qu'écrivirent deux récents ministres de l'Instruction publique, M. Henry de Jouvenel et M. Léon Bérard.

Par son exposition, la Bibliothèque Nationale associe les écrivains d'autrefois au souvenir de ceux qui auraient pu devenir les écrivains du XXe siècle. Les hécatombes de la guerre ont presque supprimé un chaînon dans la longue suite de la tradition française. C'est pourquoi, nous tous qui survivons à nos morts glorieux, nous ne devons ni les oublier, ni nous séparer des grands devanciers qui ont magnifié l'âme française.

Notre Bibliothèque Nationale est une source, toujours jaillissante, de haute spiritualité. Les lec-

teurs habituels y puisent toujours avec profit. Mais voici, pour les visiteurs qui passent, une réunion choisie, un bouquet, un florilège... En une heure, si l'on parcourt cette exposition de chefs-d'œuvre, on peut reprendre contact avec ce qu'il y a de plus fort et de plus charmant, de plus profondément humain dans le génie français.

***

Cette exposition des chefs d'œuvre du passé ne doit pas nous faire négliger l'exposition d'un jeune combattant, M. Fautrier. Lui aussi, il a payé son tribut dans la grande épreuve ! il fut victime des gaz ; et il continue de mériter la sympathie pour sa vaillance à poursuivre son œuvre d'artiste.

Dans la galerie Visconti (26, rue de Seine), il réunit des tableaux, des gravures et des aquarelles. Tout de suite, dans ses meilleurs cadres, il s'impose par sa scrupuleuse recherche de la forme. De grandes études d'atelier, parfois grandeur nature et parfois grandeur demi-nature, détachent leur arabesque vigoureuse sur un fond clair. Loyalement, sans aucun souci de séduire le regard, M. Fautrier accuse les silhouettes en larges traits noirs. Puis, il indique le volume et le modèle par des frottis de brun rouge. Il donne ainsi de puissantes et franches preuves de sa passion pour la forme exacte.

Il poursuit le caractère, la ressemblance individuelle beaucoup plus que la stylisation. Peu soucieux des jeux trop chatoyants de la couleur ou des reflets fugaces, il appuie la gamme de ses tonalités sur la solide base des ombres compactes et des noirs profonds.

C'est un réaliste : les poncifs d'une beauté conventionnelle ne le troublent guère. S'il fallait lui donner une filiation, on citerait les noms du Greco, des Lenain, et, plus près de nous, de Ribot et de Cézanne. Par son exécution robuste et mâle, certain visage, à peine indiqué dans une étude d'ensemble, nous fait penser à la jeune maîtrise de Géricault.

Sans doute peut-on attendre de belles toiles de M. Fautrier. Certes, il se cherche encore, et son exposition contient des morceaux qui semblent de valeur bien inégale. Mais son originalité a de grandes chances de se dégager et de donner sa pleine mesure dans des œuvres qui trouveront leur complète harmonie. Déjà il affirme de grandes qualités : la vigueur d'exécution, le parti-pris et la netteté de la vision. Enfin l'on sent en lui une belle et franche conscience d'artiste.

Adolphe Boschot.

LES LIVRES NOUVEAUX

Nicolas Sokoloff. — *Enquête judiciaire sur l'assassinat de la famille impériale russe* (5 plans et 83 photographies documentaires). (Paris, Payot).

L'auteur, juge d'instruction près le tribunal d'Omsk, a été chargé par le gouvernement de l'amiral Koltchak de mener l'enquête destinée à faire la lumière sur ce drame de la révolution russe. Le présent ouvrage en donne les conclusions. Ce n'est pas trop de dire qu'il peut passer pour un modèle d'intelligence, de sagacité et de méthode. Tous les témoins utiles ont été interrogés, leurs réponses confrontées, discutées, rapportées aux constatations faites sur place, à Ekaterinenbourg, dans la maison Ipatief, et dans la forêt où il apparaît à peu près certain que les cadavres du tsar et de sa famille furent brûlés. Impossible à une simple analyse de fournir une idée de tout ce que M. Sokoloff a pu reconstituer sur la dernière année des souverains déchus et des enfants impériaux. Dans le récit passent des figures de tortionnaires, d'une bestialité que l'on n'aurait pas crue possible même chez des demi-Asiatiques et en un siècle qui se vantait d'avoir adouci les mœurs. La dernière question est celle de la responsabilité de l'assassinat qui, de documents irréfutables, revient bien au directoire soviétique de Moscou. Non pas donc crime de comparses ; mais crime politique ordonné par les dirigeants et bénéficiaires du nouveau régime. Et, avant le crime, il semble bien qu'il y ait eu, pour empêcher les monarchistes de faire évader les prisonniers, trahison par un personnage auquel l'Impératrice s'était confiée. Par une ironie du destin, ce personnage était précisément Soloviof, gendre de Raspoutine... P. F.

Gustave Le Bon. *Les incertitudes de l'heure présente* (1 vol. E. Flammarion).

« Dans l'état présent de nos connaissances, et après les bouleversements qui ont ébranlé l'antique armature sociale, quelles idées peut-on se faire du droit, de la morale, des institutions et surtout des croyances religieuses, politiques et sociales qui ont guidé la marche des civilisations et la guident encore ? »

M. Gustave Le Bon ne prétend pas répondre point par point à toutes ces questions qu'il propose à notre curiosité inquiète. Mais il dégage quelques principes fondamentaux et éclaire les grandes forces qui déterminent les phénomènes sociaux. Nos lecteurs connaissent la portée de sa philosophie dont l'exposé a été tenté à diverses reprises en notre Revue ; ils savent la pénétration du psychologue, l'étendue de son information, la précision de ses vues, l'accent si ferme, et parfois savoureusement ironique de son enseignement. Ils retrouveront ici sous la forme d'aphorismes, condensée et plus frappante peut-être, cette sagesse, l'une des plus bienfaisantes que connaisse notre temps.

Qu'il s'agisse de la Vie politique, des guerres, des révolutions et du désarmement, des Relations internationales, du Droit et de la Morale, des Formes modernes du despotisme, de l'Évolution des civilisations, de l'Éducation, des Influences conscientes et inconscientes dans la vie des peuples, des Dieux dans l'histoire, des Visions philosophiques du monde..., tout serait à citer.

Relevons quelques exemples :

« Un gouvernement faible a pour terminaison nécessaire un

gouvernement anarchique, auquel succède bientôt un gouvernement despotique.

Les peuples ne se résignent pas à la défaite quand ils se croient supérieurs à leurs vainqueurs. Une tentative de revanche germanique peut donc être considérée comme un des plus sûrs événements de la future Histoire.

« La grande rivalité entre l'Angleterre et l'Allemagne s'est terminée par l'hégémonie anglaise en Europe. La lutte pour l'hégémonie de l'Asie ne fait que commencer.

« L'idée finit quelquefois par dominer le canon, mais, privée de la protection du canon, elle reste sans force.

« Ce n'est plus la volonté des dieux, mais les lois économiques qui, dans les temps modernes, déterminent la destinée des nations.

« La liberté n'est, le plus souvent, pour l'homme que la faculté de choisir sa servitude. »

Camille Meillac. 1935. *Roman sur la prochaine guerre franco-allemande* (Éditions du siècle).

Sous forme de fiction, ce livre illustre de trop réelles et légitimes inquiétudes. L'auteur décrit la prochaine guerre telle que permettent de l'imaginer les inventions et les découvertes de la science moderne. Spectacle terrifiant où non seulement une aviation et des bombes perfectionnées décuplent l'horreur des massacres que nous avons connus, mais où apparaissent des forces nouvelles et incommensurables, rayons mystérieux, fluides qui paralysent des escadrilles entières, mées et foudres asservies et terriblement meurtrières.

Parmi ces aventures, contées d'un style rapide et précis et où palpite une vie étrange, il convient de distinguer particulièrement la description d'un procédé imprévu de marche souterraine, l'évocation d'un prodigieux tunnel creusé par des machines géantes et qui permet à une armée de surprendre et de tourner l'ennemi ; ceci rappelle par le mouvement et l'intensité de la vision, l'anglais Wells. M.

Adrienne Blanc Péridier : *Sylvie ou la Fuite à Venise*. 1 vol. in-12, 191 pages. Delalain, éd.

Lisez ce roman, vous y trouverez d'abord le plaisir de suivre dans sa progression normale et finement analysée, un état d'âme, qui n'est pas exceptionnel, — et c'est là ce qui en fait, à mon sens, l'intérêt ; vous vous laisserez émouvoir par l'émoi de l'héroïne, sa déception première, sa lutte, ensuite, contre une séduction, qui la charme et qui l'enserre ; à laquelle, pourtant, elle ne cèdera pas. Et cette lutte a on ne sait quoi, qui vous prend, et vous émeut. Mais ceux ou celles, plutôt qui réfléchiront en lisant ce livre, y trouveront, en plus, une leçon, qui peut, en somme être utile à beaucoup, et ce n'est pas, pour un roman un minee mérite, que d'obliger le lecteur à réfléchir, et de lui être utile, à l'occasion. A. R.

Cte Arnauld Doria : *Héros obscurs*. Préface du Général Marchand, 18 dessins et Bandeaux de E. L. Cousyn. 1 vol. in-8°, 167 pages. H. Goulet, éd.

En livrant à la reconnaissance et à l'admiration du pays, les noms des 109 « *Héros obscurs* », dont il a conté la splendide épopée, le Cte Arnauld Doria a fait une œuvre utile et pieuse, dont on ne saurait trop le féliciter. D'une sobriété et d'une simplicité rares, dans le récit, d'une forme correcte et sans inutile recherche de style, ce livre d'or, écrit à la gloire d'humbles héros, tombés au cours de la Grande Guerre, mérite d'être lu par tous ; parce qu'il ne contient que des faits vrais, exacts, et que ce magnifique roman de douleurs et de sacrifices est, littéralement, une histoire vécue. Il faut souhaiter à cet ouvrage, tout le succès qu'il mérite si pleinement. A. R.

Emmanuel Rodocanachi : *Byron* (1788-1824). 1 vol. in-8°, 230 pages orné d'un portrait. Hachette, éd.

Ce livre est admirablement documenté ; il nous renseigne avec une rare exactitude, qui va, dans quelques cas, jusqu'à nous gêner ; et cela témoigne chez l'auteur d'une rare conscience et d'une somme formidable de travail ; il faut donc le reconnaître et l'en louer. Mais il y a une erreur, à la base même de cette étude si scrupuleuse, c'est le silence presque complet que l'auteur a gardé sur l'œuvre même de Byron. Or c'est là ce qui, avant tout, nous intéressait ; je dirai que c'est à cause, et seulement à cause de son œuvre, que la vie privée du génial poète nous intéresse. Alors ?... Alors ce livre n'est fait qu'à moitié, et c'est infiniment regrettable. A. R.

François Legrix. *Adieu à Maurice Barrès*. 1 vol. in-18, 57 pages. Plon et Nourrit, éd.

Ces quelques pages toutes d'intimité et de souvenir, sont émouvantes par la violence même du culte qu'elle décèlent à l'égard de Maurice Barrès. Et certes il a mérité cette reconnaissance et cette louange, car il ne se contente pas d'être un grand écrivain, un profond penseur ; il fut encore un admirable homme d'action, et un merveilleux éveilleur d'esprits. Son influence sur la jeune génération littéraire fut véritablement magistrale ; il s'intéressait à elle, en lui révélant et en poussant vers le succès, ces très jeunes qu'il aimait tant, et à part quelques engouements, que peu de raisons justifiant, à mon sens, il rendit ainsi aux jeunes un signalé service. C'est pourquoi, il est naturel de trouver dans cet « Adieu » de François Le Grix, parmi tant de détails vrais et charmants, un petit rien d'exagération dans la louange, qui, à notre regret diminue légèrement, non certes, la sincérité, mais la portée de l'éloge.

A. R.

LA QUINZAINE POLITIQUE

Catalogne

Toute l'Europe connaît les persécutions infligées par le Directoire espagnol à la culture, à la science et à l'esprit. Les manifestations intellectuelles, même les plus étrangères à toute signification politique, sont suspectes aux yeux des détenteurs de la force qui sont les ennemis de la pensée.

Persécution plus particulièrement acharnée en Catalogne. Sous n'importe quel prétexte, sans motif, sans explications, on ferme les centres de culture et d'enseignement, on suspend cours et conférences, on interdit livres et publications.

Il y a quelques mois on a suspendu, à l'Atlantide Encyclopédique populaire, à l'Université Populaire, tout un vaste programme de cours sur les questions les plus variées et les moins suspectes, des sujets de philosophie, d'histoire, de grammaire, de géographie, de droit, de pédagogie, etc.

Maintenant on s'attaque aux plus hautes institutions savantes et d'enseignement.

On sait qu'en 1913, le gouvernement espagnol a accordé aux Députations (Conseils Généraux) la faculté de se grouper en Assemblées Régionales ou « Mancommun

nantes », pour répondre aux aspirations de décentralisation qui se faisaient jour surtout en Catalogne. Cette décentralisation se bornait à quelques réformes de détail dans l'administration et la culture, et n'éliminait en aucune façon le contrôle gouvernemental. La Catalogne a été la seule à faire cet essai de décentralisation.

Elle eut le bonheur d'avoir comme premier Président de la Mancommunauté un homme de génie, M. Prat de la Riba, mort malheureusement trop tôt, qui conçut et commença à réaliser l'œuvre la plus vaste de culture qui ait été tentée en Espagne. Il sollicita la collaboration des hommes les plus éminents de son pays dans tous les domaines de la science, de l'enseignement, de la technique, de l'administration. Depuis quelques années on a pu voir ce que la Catalogne pouvait faire et réaliser quand elle était un tant soit peu débarrassée de cette étouffante administration centraliste espagnole, dès qu'on lui permettait de manifester sa personnalité, et qu'elle pouvait parler, en sa langue, le langage de la culture. Nous n'insisterons pas aujourd'hui sur le labeur administratif de la Mancommunauté Catalane, sur ce qu'elle a pu accomplir, malgré tous les obstacles : caisses de crédit, services d'hygiène, travaux publics, routes magnifiques, services téléphoniques, etc...

Nous ne parlerons que de ses écoles, et de ses œuvres de culture. On constitua d'abord la Bibliothèque de Catalogne qui compte déjà plus de cent mille volumes. Ensuite on fonda l'Institut d'Études Catalanes, avec ses sections de Sciences, d'Histoire et de Philosophie, dont les travaux et les magnifiques publications ont mérité les éloges des savants les plus éminents du monde entier. Des chaires, des laboratoires étaient adjoints à chacune de ces sections. En même temps, dans un vaste édifice qui accueillait tout un peuple de travailleurs de la pensée, on fondait l'Université Nouvelle qui compta dès le début, avec des chaires d'enseignement des plus complètes et de nombreux laboratoires, les Écoles techniques d'Agriculture, d'Électricité, de Chimie, d'Art Décoratif, de Commerce, une École Normale, une École du Travail ou plus de mille apprentis et jeunes ouvriers des usines accouraient tous les soirs pour acquérir en même temps que les enseignements techniques dont ils avaient besoin, une solide culture générale. La compétence des professeurs, la perfection de l'outillage, tel que n'en possédaient point les centres d'enseignement officiel, attiraient chaque année un nombre croissant d'élèves. En même temps on appelait dans les chaires de l'Institut et de l'Université Catalane, les professeurs étrangers les plus éminents en toutes matières; ils y ont professé des cours remarquables.

Or, cette œuvre immense de culture va périr, détruite peu à peu, systématiquement, avec un acharnement minutieux, par les agents du Directoire.

Le président, les députés et les conseillers de la Mancommunauté Catalane, élus à une majorité écrasante par la volonté du peuple (les Catalans ont su imposer chez eux la sincérité du suffrage universel) ont été destitués de vive force et remplacés par des hommes « de confiance » du Directoire, dont l'incompétence et la mauvaise volonté se sont très vite manifestées. Ils ont commencé tout de suite leur œuvre de destruction. Sous des prétexles ridicules, ils suppriment des institutions, ils ferment des laboratoires, ils congédient des professeurs. Ils ne laisseront rien, pas même une caricature grotesque de ce qui fut une œuvre très grande de culture.

***

Un lamentable épisode de cette lutte entre la culture et la barbarie, vient de se produire à l'Université Nouvelle. La Mancommunauté avait appelé il y a quelques années un professeur belge bien connu pour donner des cours et fonder le premier laboratoire de psychologie expérimentale qu'on ait possédé en Espagne. Dans ce laboratoire, on avait accompli des travaux très remarquables qui ont passé les frontières. Voici qu'un des nouveaux conseillers de la Mancommunauté s'est avisé de supprimer ce laboratoire et a rédigé un rapport, approuvé par le Conseil, dans lequel, ne se contentant pas de proposer la suppression du laboratoire et la destruction du professeur, il se permettait les propos les plus offensants pour celui-ci, se moquant de la façon la plus plate et la plus grossière de la science psychologique. Les professeurs et les directeurs de cette Université se sont sentis émus devant un tel arbitraire. Cependant, ils se sont bornés à écrire une lettre de sympathie à leur collègue étranger et ils lui en ont fait remise en son laboratoire. Cette solidarité intellectuelle a été considérée par le nouveau Conseil de la Mancommunauté comme un acte de rebellion et d'offense. Se basant arbitrairement sur un règlement qui ne régit que les fonctionnaires administratifs et auquel d'autre part les professeurs ne pourraient avoir manqué, puisqu'il s'agit d'un acte réalisé en dehors de leurs fonctions, le Conseil a sommé tous les professeurs et directeurs de retirer leurs signatures et de faire rétractation publique sous peine d'être destitués dans le délai de cinq jours. Les victimes de ce coup de force ont protesté, pour les raisons qu'on vient de dire, et ont demandé, si délit il y a, à être jugés par les tribunaux ordinaires. Cette protestation n'a pas été écoutée. Plus de cent cinquante professeurs et directeurs d'écoles techniques, de laboratoires, de bibliothèques, etc., parmi lesquels il y a des savants, des professeurs, des artistes et des écrivains illustres, ont été destitués des fonctions qu'ils exerçaient pour la plupart depuis plusieurs années avec un dévouement exemplaire.

Le fait n'a pas besoin de commentaires. Les peuples opprimés, massacrés, demandent aux pays étrangers au moins leur protestation et leur sympathie. La Catalogne veut faire entendre son cri d'angoisse : c'est son âme que l'on veut anéantir, c'est toute sa culture que l'on assassine. Elle en appelle à tous les hommes de bonne volonté qui se sentiront émus de cette monstruosité inqualifiable. Elle ne le fait qu'en proclamant, bien haut, en même temps, sa ferme volonté de lutter dignement pour les idéaux de culture, de liberté et de progrès qu'aucun arbitraire gouvernemental ne pourra jamais faire périr.

L. B.

La Question d'Orient

La Révolution en Albanie. — La question de Chypre.

Après le scandaleux verdict rendu le 26 septembre dernier au bénéfice de l'Italie en lui octroyant cinquante millions de lires, soutirés à la Grèce par voie de menace, il eût semblé normal que la Conférence des Ambassadeurs, honteuse de l'injustice commise, cherchât à rentrer dans la voie d'une approximative équité à l'égard du petit pays victime de son arbitraire.

Mais une première faiblesse en appelle une autre. M. Poincaré, poursuivant le chimérique espoir de se concilier M. Mussolini dans les conseils européens, continua à s'incliner devant toutes les exigences italiennes et à laisser la diplomatie italienne diriger à sa guise la Conférence des Ambassadeurs.

Le nouveau président de la Commission de délimitation de la frontière greco-albanaise en profitait pour adjuger à l'Albanie quatorze nouveaux villages de l'Épire grecque.

La Chambre grecque a eu l'écho de cette mutilation supplémentaire du territoire. Certains députés blessés, et il y a de quoi, dans leur patriotisme, se sont étonnés que M. Roussos, Ministre des Affaires Étrangères, n'ait point pris en l'occurrence une attitude belliqueuse et n'ait point annoncé une décision de rebellion du gouvernement hellène.

Certes, si l'on considère que, dans ces dernières années, l'Italie à Fiume, les Turcs à Angora, ont tranquillement ignoré les décisions des puissances et ne s'en sont pas portés plus mal, au contraire, puisqu'ils ont eu gain de cause, on serait tenté de conseiller à tout mécontent de les imiter. L'entité morale des grandes puissances n'existe plus. Ceux qui se sentent de taille à l'affronter n'ont qu'à tenter l'expérience. L'Europe émasculée sourira aux rebelles triomphants.

En voulant rester dans la légalité, en espérant défendre sa juste cause par des moyens de droit et de respectueuses pétitions, la Grèce retarde. Cet idéal n'est plus de notre temps. Le plus cynique égoïsme préside aux actions des hommes et des nations. L'héritage de la guerre, que l'on espérait généreux, a été singulièrement décevant. La question d'Épire, qui nous occupe actuellement, restera dans l'histoire l'un des plus parfaits monuments d'iniquité élevé par les grandes puissances. Pour satisfaire les ambitions impériales de l'Italie, on a rattaché à l'Albanie, pays qui peut avoir ses mérites mais n'a offert, jusqu'à présent, aucune garantie quelconque d'ordre et de stabilité, toute cette région de l'Épire du Nord, d'Argyrocastro à Koritza qui ne demandait que son union avec la mère-patrie grecque.

L'Italie, qui comptait faire de l'Albanie une colonie italienne, n'a cessé de travailler à l'élargissement de ses frontières. Plus grande serait l'Albanie, plus grande serait la future colonie italienne.

Au jour où elle crut le fruit mûr, l'Italie s'installa. Mais les Albanais, qui n'avaient jamais souffert le joug turc du temps qu'ils faisaient partie de l'Empire ottoman, n'acceptèrent point davantage cette tutelle et jetèrent les bersaglieri à la mer.

L'Italie essaya alors la manière douce et tenta de persuader les Albanais des bienfaits de l'amitié romaine. Le plan d'agrandissement de l'Albanie demeurait le même. Ce genre de présents est de ceux qui ne se refusent pas; les Kémalistes de même manière firent le meilleur accueil aux cadeaux que leur prodiguait M. Franklin-Bouillon au nom de la France.

Ce grand élan d'albanophilie italienne coïncida avec l'apogée de la lutte gréco-turque. Mutapha Kemal, qui recevait le double appui italo-français en Asie-Mineure contre les Grecs, ne pouvait négliger le bastion albanais menaçant la Grèce au Nord-Ouest. L'Albanie n'était-elle pas par surcroît la dernière nation musulmane en Europe et méritant à ce titre d'être soutenue? Des officiers turcs partirent pour Scutari et Tirana afin d'y organiser l'armée albanaise. En ce temps-là peut-être les improvisateurs occidentaux de la politique turcophile ne se doutaient-ils pas qu'Angora, lorsqu'elle aurait tout obtenu, jetterait bas le soupçon de tulle qui lui servait de masque et montrerait son visage ingrat et haineux? Mais il y a bien des mois qu'aucun doute n'est plus permis et qu'il est notoire qu'Albanais et Turcs musulmans, unis par une même doctrine, sont les adversaires résolus de toute influence européenne. Et c'est le moment que l'on choisit pour accroître encore le territoire albanais au détriment de la Grèce!

S'il n'y a plus de morale européenne, il n'y a plus non plus de simple bon sens européen.

Exactement comme MM. Briand et Poincaré, sous l'inspiration de mauvais conseillers, pour saper l'influence anglaise en Orient, ont abouti à la ruine d'une situation française que des siècles de labeur avaient établie et n'ont triomphalement fait abandonner Constantinople à nos amis anglais que pour attirer sur les Détroits les appétits des Soviets qui paraissent singulièrement moins désirables dans la Méditerranée que les Anglais; de même M. Mussolini et les impérialistes du palais Chigi, pour amoindrir de toutes façons possibles la Grèce qui les gêne dans leurs vastes entreprises, ont premièrement dû abandonner Adalia et toute leur zone d'influence en Asie-Mineure, ont taché leur histoire par l'entreprise de Corfou, ont fait mettre en doute leur bonne foi par leur interprétation du pacte de la Société des Nations et entretiennent en Albanie les ennemis même de toute la civilisation latine. A défaut de morale et de bon sens, il y a une justice immanente; nous avons tous déjà payé le prix de notre lamentable politique orientale.

Les peuples balkaniques, édifiés sur la valeur de nos promesses et sur notre faiblesse, auront de plus en plus tendance à échapper à notre influence pour régler entre eux leurs affaires...

Dans quelle mesure le mouvement révolutionnaire qui vient d'éclater en Albanie et a réussi, en s'emparant de Tirana, à renverser le gouvernement a-t-il des attaches avec la politique italienne? Il serait bien malaisé de le définir. Il semble qu'il s'agisse d'une insurrection des catholiques italianophiles contre les beys musulmans, et certains télégrammes signalent que les populations d'Argyrocastro et de Coryza, c'est-à-dire de la zône grecque, font en partie cause commune avec les insurgés.

De cette aventure un peu trouble, je ne voudrais provisoirement tirer qu'une conclusion. L'Albanie, en tant qu'État est une création factice de la diplomatie italienne. Toutes ces dernières années ont démontré qu'elle n'avait pas les capacités d'administration d'un État européen. Est-il indiqué, dans ces conditions, de faire passer sous pavillon albanais des populations grecques? C'est un défi au bon sens. Le jour viendra, j'en suis persuadé, où l'Épire du Nord reviendra normalement à la Grèce et où, cette cause de friction irritante étant supprimée, l'Albanie purement albanaise, soulagée des éléments étérogènes dont on l'a facticement grossie, pourra vivre cette existence d'une indépendance un peu paresseuse qui est l'idéal de certains montagnards orientaux. Appuyée sur la Serbie et la Grèce, désormais ses amies, elle pourra opposer à de trop pressantes ambitions italiennes une résistance plus sereine.

Le jeu italien a voulu être subtil; il s'est ingénié, en épousant des revendications albanaises que les Albanais eux-mêmes ne jugaient pas vitales, à maintenir la tension contre l'Albanie et ses voisins. Ce n'est pas d'hier qu'un romain a dit : *Divide ut impera*. Les Albanais n'ont point vu le fil de cette malice. Ils ne se rendent

pas comprendre que leur indépendance ne sera acquise que par une amitié sincère et cordiale, mais ils comprendront un jour.

*
* *

En 1906 [illegible], M. Ramsay Mac Donald, devant le congrès socialiste de Berne, déclarait que « Labour Party anglais appuierait à Chypre le principe du libre choix des peuples à leur gouvernement. » Bientôt il au pouvoir les promesses faites dans l'opposition? Pendant huit-six ans, de 1908 à 1914, Chypre, île grecque, passa de la souveraineté ottomane sous la domination anglaise comme gage d'un éventuel appui anglais contre la Russie. En 1914, l'île fut définitivement annexée par la Grande-Bretagne. Elle s'en fût volontiers dessaisie au profit de la Grèce sous, d'abord, la désastreuse politique constantinienne et sans, ensuite, l'inquiétante orientation donnée à la politique italienne par la rétention de Rhodes et du Dodécanèse.

Les accords conclus par M. Venizelos à Londres auraient rendu Chypre à la Grèce si la dérobade italienne au pacte conclu par M. Tittoni n'avait tout remis en question.

Puis survint la défaite grecque en Asie-Mineure et la catastrophe de Smyrne. On ne jugea évidemment pas opportun à Londres d'exaltation convulsive turque que la victoire avait décuplée en faisant de Chypre grecque une proie que la Grèce vaincue serait inapte à défendre.

Mais, depuis, les événements ont donné à la Grèce une situation toute différente. L'armée, prodigieusement vite réorganisée, a imposé à la Turquie un respect dont les conditions du traité de paix se sont ressenties. Il n'y a plus à craindre aucune tentative turque contre Chypre. Rendre actuellement Chypre à la Grèce, en dehors même de la question de justice ethnique, serait un judicieux moyen de calmer la morgue turque en lui rappelant la place que l'Europe veut voir tenir à la Grèce en Orient, comme premier rempart de la civilisation occidentale... Cela hâterait peut-être par surcroît le règlement de cette irritante question du Dodécanèse.

Tout ce que l'on a jusqu'ici tenté pour trahir l'esprit de justice qui a mené les alliés à la victoire a tourné à la confusion des transgresseurs. Il est temps, si l'on veut utilement travailler à la paix du monde, de rentrer dans le droit chemin.

Les intentions de M. Ramsay Mac-Donald sont pures. La rétrocession de Chypre à la Grèce serait de nature à faire une impression efficace sur le reste de l'Europe et donnerait à l'Angleterre un prestige moral dont la répercussion pratique serait grande.

René Pichon.

Pologne

QUAND ON IGNORE LA SITUATION D'UN PAYS IL FAUT MIEUX SE TAIRE

On a bien lu, ces derniers jours, dans quelques feuilles de Paris, une violente protestation contre la Pologne. A en croire les auteurs, la Pologne serait, ni plus ni moins, le pays le plus... barbare en Europe. « Barbare » est d'ailleurs peu dire. C'est la sauvagerie la plus féroce qui guiderait les actes du gouvernement polonais et de la nation polonaise. Tout simplement!

Mais écoutons plutôt ce que les aimables protestataires reprochent à l'Etat polonais.

La terreur blanche « en Pologne est telle » disent-ils, « que la presse du pays peut à peine en parler » : cette presse est « jugulée » et tous les journaux d'opinion avancée « sont immédiatement frappés de suspension » : les clubs fondés par la jeunesse sont « perquisitionnés et dissous », les syndicats privés de leurs locaux « c'est, dans toute son horreur, le règne de la police et ses sauvages répressions ». Les prisons, comme bien on le devine, sont pleines : « plus de trois mille prisonniers politiques » : parmi eux se trouvent des paysans, des ouvriers, mais surtout des intellectuels « coupables d'avoir organisé le travail parmi la masse ».

Ce n'est pas tout.

« Maltraités par les geôliers, injuriés, frappés à coups de ceinturon et de bâton, nourris uniquement de betteraves, servis dans des vases nauséabonds, jetés pêle-mêle avec les prisonniers de droit commun qui leur volent leurs vêtements, dans des cellules infectes et glacées, livrés à la vermine, privés de savon, de linge, de lecture, de visites du dehors, abandonnés dans un état sanitaire incroyable, la vie qui leur est infligée est telle que, dans de nombreuses prisons, les détenus préfèrent la mort à la torture lente qu'ils subissent ».

Tout cela est encore anodin. Il y a pire.

« Des constatations médicales ont permis d'établir « qu'une femme, Olga Bessarabowa, a été trouvée morte dans sa cellule : sa mort, n'en doutez pas, « était survenue après des coups et des traitements odieux ».

Voilà ce qui se passe dans un pays qui lui-même avait gémi, pendant un siècle et demi, sous un terrible régime d'esclavage et d'oppression. Mais, à peine ressuscitée, la Pologne eut hâte d'instaurer elle-même un pareil régime d'horreurs et de persécutions pour ses concitoyens d'origine non-polonaise. N'est-ce pas à cela que veulent faire croire les protestataires?

Le ridicule de ces assertions est désespérant. Elles sont encore plus stupides que méchantes. Elles démontent une telle méconnaissance, une telle ignorance de la situation en Pologne, de la Constitution polonaise, de l'âme même du peuple polonais, que l'on croirait rêver si on n'avait pas de documents sous les yeux.

Hélas! il est encore plus triste, voire inquiétant, de constater que de pareils reproches, si affirmatifs et pourtant si faux, aient été en quelque sorte paraphés par toute une pléiade d'éminents Français qui ont signé ces calomnies. On reste littéralement abasourdi en lisant au bas de cet inqualifiable document les noms d'hommes politiques sérieux, de parlementaires connus, de savants célèbres, d'écrivains réputés, de professeurs de la Sorbonne.

Tous ces messieurs, portant des noms respectables, parlant souvent au nom de la science française, de la démocratie française, des lettres françaises, avaient signé, dûment signé, sans se soucier un instant de la véracité du texte et de l'impression qu'il produira. Mais leur a-t-on montré des preuves, leur a-t-on cité des exemples et des détails qui auraient pu, même dans la plus faible mesure, justifier leur protestation?

Nous sommes allé voir un des signataires, un illustre savant français, dont on a même beaucoup parlé, ces derniers jours, à propos des chiens de la Courtine.

— Maître, disions-nous, vous occupez une place d'honneur dans de grandes institutions polonaises;

quand vous êtes allé à Varsovie, on vous a ouvert tous les bras et tous les cœurs, on vous a accueilli comme on n'est accueilli qu'en Pologne. Vous marchiez sur des fleurs. Votre pourait ornait les journaux et de longs articles glorifiaient votre science et votre caractère. Les réceptions enthousiastes et les ovations chaleureuses vous avaient montre une Pologne confiante en ses amis, heureuse de leur manifester sa joie et son admiration. Vous avez été reçu dans toutes les grandes familles et par les plus hautes personnalités de la République. Si la mémoire ne nous trompe pas, vous avez même rapporté de votre randonnée en Pologne un modeste souvenir, un parchemin lithographié rempli de signatures de toutes les grandes dames polonaises qui voulurent ainsi exprimer un hommage émouvant à un des plus illustres savants Français. Ces signatures, vous les conservez dans un beau meuble vitré et vous les montrez à vos visiteurs.

« En échange, la Pologne vient également de recevoir votre honorable signature, mais au bas d'un document qui la cloue au pilori... Si vous avez signé ce document, c'est parce que, sans aucun doute, on vous a convaincu que la Pologne opprime ses citoyens. Quelles sont donc ces preuves qui vous ont si radicalement inspiré contre ce pays ?

— Eh bien, non, — répondit le Maître — on ne m'a pas donné de preuves ni de détails que le régime des prisons en Pologne laisse à désirer. On m'a dit seulement que les prisonniers politiques sont souvent maltraités dans les prisons polonaises ; et puisqu'on m'a demandé de protester contre ces mauvais traitements, j'ai protesté sans vérifier les allégations et sans en chercher davantage les raisons. Que ce soient des prisonniers politiques ou des prisonniers du droit commun, une fois qu'ils sont soumis à un traitement inhumain, il faut toujours protester contre de tels abus. C'est ce que j'ai fait.

C'est tout. C'est tout ce qu'a répondu cet éminent représentant de la science française pour se justifier de la faute impardonnable qu'il a commise en paraphant un document falsifié. Nous laissons à cet homme la responsabilité morale de la grave injustice et de la légèreté dont il a fait preuve, et nous sommes persuadés que la plupart des autres signataires de l'incroyable protestation avaient commis la même faute de signer sans se renseigner au préalable sur la nature du document dans lequel ils avaient engagé leur autorité et leur bonne foi.

***

Il est utile, cependant, de montrer que la campagne entreprise en France pour discréditer la Pologne est l'œuvre des ennemis communs de la France et de la Pologne. Le premier qui ait vigoureusement répondu aux fausses accusations répandues sur la jeune République est un sénateur socialiste. M. Stanislas Posmer, un des plus brillants juristes polonais, connu pour sa défense de tous les persécutés. Dans un article publié par le « Robotnik » (L'Ouvrier) organe du parti socialiste polonais, M. Posmer constate tout d'abord que la protestation en question lui a été envoyée par un savant français qui a refusé de la signer. Il dit ensuite que les signatures des intellectuels français apposées sous cette même protestation ont été réunies à Paris par des *communistes russes*. M. Posner conclut que les faits reproches à la Pologne « sont non seulement fortement exagérés, mais contiennent de nombreux flagrants mensonges ».

Un autre parlementaire polonais, M. Stanislas Thugutt, leader du parti radical populiste, a écrit une lettre ouverte à M. Painlevé lequel, comme tant d'autres, a aussi signé la protestation contre la Pologne.

« Je déclare en toute conscience — dit M. Thugutt — que les faits signalés dans le manifeste ne sont vrais que dans une proportion minime et que les conclusions sont fausses. Je ne veux pas dire que les prisons polonaises soient idéales. Mais déclarer que la terreur règne en Pologne, c'est commettre une exagération inadmissible. Etant président de la commission spéciale instituée par la Diète pour la révision de notre système pénitentiaire, je vous présenterai les résultats de notre enquête parlementaire. Je ne voulais pas être l'avocat peu scrupuleux, le faux politique défendant une vérité pour son pays et une autre pour l'étranger.

« J'espère que vous ne douterez pas de ma bonne foi et de la véracité des données que je vous communiquerai et que, possédant les résultats de notre enquête, vous voudrez bien rectifier votre manifeste. »

Après M. Thugutt, c'est le ministre de la justice lui-même qui a précisé l'affaire. Répondant à un député de l'extrême-gauche qui l'a interpellé au sujet des conditions dans lesquelles fonctionnent les prisons en Pologne, le ministre a, lui aussi, constaté que toutes les graves formules par l'interpellateur sont sans fondement. « L'enquête que j'ai ordonnée — ajouta-t-il — a démontré que les conditions prescrites par la loi sont rigoureusement observées dans toutes les prisons de la République. En ce qui concerne le froid qui a sévi pendant quelques jours dans la prison de Kalisz, il résultait de la détérioration momentanée des appareils de chauffage. Alors tout le monde en souffrait, non seulement les prisonniers, mais l'administration elle-même. Les envois destinés aux prisonniers leur parviennent très régulièrement ; les journaux leur sont remis le matin même, sans aucun retard. Le service médical est des plus exemplaires. Les interpellateurs — conclut le ministre de la justice — n'avant cité aucun cas concret d'abus ou de violation des règlements, il n'y a pas lieu de prendre de dispositions spéciales pour modifier l'état actuel des prisons. »

La protestation qui reproche à la Pologne de « torturer » les prisonniers politiques, fait allusion à la mort d'une détenue, Olga Bessarabowa, dont la mort serait survenue « après des coups et des traitements odieux ».

Voici ce qui a été établi à ce sujet par une enquête officielle, dont nous avons le rapport sous les yeux.

« Le 9 février dernier, lisons-nous dans ce rapport, les organes de la police de Lwow ont découvert au cours d'une perquisition aux domiciles de Olga Bessarabowa et de Stefania Sawicka de très abondants documents d'espionnage, cachés dans une armoire à linge. On a trouvé des rapports et des comptes-rendus, des instructions, faisant preuve d'une organisation d'espionnage très étendue, dont le siège se trouve à l'étranger et dont l'agence dans le pays était installée dans le logis même de la Bessarabowa. L'organisation s'occupait principalement de l'espionnage militaire. »

Parmi les documents saisis se trouvent des informa-

tions absolument précises sur la dislocation de différents régiments polonais, sur l'armement, sur divers objectifs militaires à atteindre, etc. Ces renseignements étaient expédiés par la Bessarabowa à l'étranger. En relation étroite avec l'activité de cette organisation d'espionnage se trouvent probablement les méfaits suivants : 1° l'attentat commis le 1er mars contre le train Lwow-Varsovie; 2° l'attentat du 11 mars contre la direction de la police de Lwow; 3° la découverte, le 4 mars, d'une quantité de 70 kilogrammes d'explosifs particulièrement dangereux, transportés de Dantzig en Pologne par deux étudiants ruthènes, provenant de la Galicie Orientale.

Parmi les personnes arrêtées se trouvaient comme nous venons de le dire deux femmes : Olga Bessarabowa « née en 1889 dans le district de Rahatyn, ukrainienne, fille d'un prêtre gréco-catholique, veuve d'un ancien lieutenant-ingénieur de l'armée autrichienne, sans occupation » et Stefania Sawicka, née en 1891 à Przemysl, gréco-catholique, comptable. Bessarabowa était arrivée, selon ses propres déclarations, de Vienne, où elle était en rapports amicaux avec les membres du comité ukrainien insurrectionnel de M. Petruszewicz, dont on connaît les relations intimes avec les Soviets. Selon les passeports diplomatiques émis par le soi-disant gouvernement de Petruszewicz on a pu constater que la Bessarabowa a fait des fréquents voyages à Helsingfors, Stockholm, Karlsbad, Prague et en Roumanie. En Pologne elle était arrivée en 1923. Au cours de l'instruction, Bessarabowa a refusé toute déclaration sur son organisation d'espionnage; Sawicka a déclaré ne rien savoir non plus à ce sujet. Le 13 février, quatre jours après son arrestation, Bessarabowa s'est suicidée, en se pendant dans sa cellule. Le cadavre a été immédiatement transporté à l'Institut médico-légal. Après l'autopsie, qui a eu lieu le 14 février, la suicidée a été enterrée au cimetière Janowski.

Mais étant donné les accusations de la presse ukrainienne, affirmant que Bessarabowa aurait été battue et maltraitée et qu'elle aurait même été assassinée dans sa cellule, le procureur du Tribunal régional de Lwow a ordonné l'exhumation du cadavre et une nouvelle autopsie a eu lieu. Le procès-verbal dressé le 11 mars par le Tribunal de Lwow en présence du juge Angielski, des experts médicaux, le professeur Dr Sieradzki et le Dr Rodzinski, du greffier, Dr Majewski, tous assermentés, établit de la façon la plus formelle que Bessarabowa s'est suicidée dans un état de dépression mentale et que son corps ne portait aucune trace de violence ou de lutte. Par ailleurs, les déclarations de la co-détenue Sawicka faites au juge d'instruction confirmaient nettement la thèse de suicide. Interrogée par les juges et priée de répondre si elle avait été maltraitée pendant l'instruction, Sawicka a répondu négativement, se plaisant, au contraire, à souligner qu'elle fut traitée avec les égards dus à une femme. « Or, conclut l'expertise, il n'existe aucune raison d'appliquer un traitement différent à des détenus accusés d'avoir commis le même crime. »

***

Après les opinions et les témoignages cités ci-dessus, l'on se trouve en présence de deux sortes de documents bien différents : d'un côté c'est un appel à l'humanité civilisée, signé par de grands noms français et reprochant à la Pologne de maltraiter des milliers de ses prisonniers politiques; cet appel, on ignore qui l'a rédigé; on ne connaît pas les mobiles dont se sont inspirés ses auteurs; de l'aveu même des signataires, aucun fait allégué n'a été contrôlé, aucune accusation n'a été non seulement prouvée, mais même vérifiée. Tel est le document que de très honorables personnalités françaises avaient signé pour flétrir un pays allié à la France.

De l'autre côté, c'est toute une série de témoignages officiels, d'une authenticité rigoureuse. Ce sont les résultats d'une enquête du ministre de la justice, le procès-verbal d'une expertise médicale, les opinions de deux parlementaires autorisés de la gauche polonaise, déclarant exagérées, fausses et mensongères les accusations dirigées contre la Pologne.

Mais nous ne sommes pas encore à bout de preuves pour démontrer la manœuvre déloyale dont la Pologne a été victime en même temps qu'un grand nombre d'éminents Français.

L'autre jour, le correspondant du « *Temps* » à Varsovie, M. Henri de Montfort, mandait à son journal :

« Il résulte des renseignements que j'ai recueillis aux meilleures sources que le sort des prisonniers politiques en Pologne ne présente rien de trop pénible. J'ai eu communication du règlement du ministère de la justice appliqué dans les prisons polonaises et fixant le régime des détenus politiques, dont le nombre, soit dit en passant, en dépit de l'agitation de certains éléments de désordre, n'excède pas actuellement cinq cents. Ce règlement accorde aux prisonniers deux heures de promenade par jour, la faculté de faire venir leurs repas du dehors, de recevoir linge, habits, livres, journaux. La différence essentielle avec ce qui se pratique en France consiste en ce que les visites ne sont autorisées qu'une fois par semaine, et, en principe, limitées aux seuls membres de la famille. Les détenus qui ne s'alimentent pas à leurs frais reçoivent l'ordinaire de la prison, dont la quantité et la qualité sont contrôlées par le service sanitaire.

« Au point de vue de l'hygiène — conclut M. de Montfort — si les bâtiments sont souvent délabrés et en mauvais état, c'est encore le cas de beaucoup d'immeubles situés dans les plus belles rue de Varsovie — les prisons polonaises n'en ont pas moins la réputation d'être bien tenues. Dans chacune il existe une installation de bains et de désinfection, les prisonniers sont obligés de prendre un bain par semaine. D'ailleurs les prisons ont été visitées récemment par une commission de la Croix-Rouge internationale, composée de MM. Piszkow (Russie), Erton (Danemark), Bergow (Bulgarie), Melis et Kruger (Grande-Bretagne), Kildal (Norvège), Ouvel (France), et il ne semble pas qu'après leur inspection ces messieurs aient trouvé de graves critiques à formuler. »

On n'a nul besoin d'insister à cette place sur la surprise et l'émotion qu'on a ressenties dans tous les milieux polonais à la lecture de journaux français qui ont si imprudemment publié l'appel calomnieux. On s'est étonné de voir des hommes respectables condamner sans appel un pays sans même prendre le temps de contrôler l'exactitude des renseignements qu'on leur a fournis, tandis qu'ils n'ont jamais eu un mot de protestation pour flétrir les traitements scandaleux dont sont victimes

chaque jour, au vu et au su de tout le monde, des milliers de Polonais en Allemagne et en Russie. On a enfin éprouvé une impression des plus pénibles et douloureuses en voyant des personnalités en général si appréciées et distinguées supposer le peuple polonais capable de maintenir un autre peuple dans un odieux esclavage.

Les minorités nationales en Pologne sont-elles vraiment sans protection et sans droit? Comparons donc les dispositions du traité pour la protection des minorités conclu en 1919 entre la Pologne et les grandes puissances avec les chapitres respectifs de la Constitution polonaise qui traitent également des droits des minorités nationales.

Le traité de 1919 contient des obligations tout à fait vagues, à peine précisées, limitées aux questions de langue et d'école (souvent inapplicables et parfois même contraires aux aspirations des intéressés). Par contre, la Constitution polonaise accorde aux minorités nationales des droits beaucoup plus étendus et d'autant plus démocratiques qu'ils ne furent pas imposés. L'article 5 de la Constitution polonaise stipule ce qui suit : « Tous les citoyens polonais sont égaux devant la loi. Chaque citoyen a le droit de conserver sa nationalité et de cultiver sa langue maternelle ainsi que ses mœurs nationales. Des lois spéciales de la République garantiront aux minorités le plein et le libre développement de leurs institutions nationales ainsi que le droit d'entretenir toutes sortes d'établissements de bienfaisance, scolaires, religieux et sociaux. La liberté de conscience et de profession de foi est garantie sans aucune restriction à tous les citoyens de la République polonaise. »

Toutes ces dispositions libérales ont été introduites dans la Constitution polonaise sans aucune pression ni contrainte et leur application loyale est considérée en Pologne comme le meilleur moyen de travailler pour le bien de l'Etat. Ces dispositions sont des plus démocratiques en Europe et nulle part on ne les observe avec plus de sincérité.

Enfin la « terreur » exercée en Pologne contre les minorités nationales vise, sans doute en premier lieu, leur presse qui « jugulée », « suspendue » ne pourrait évidemment pas paraître librement et ne devrait compter qu'un ou deux organes clandestins, tout au plus. N'est-ce pas la conclusion logique des reproches faits à la Pologne? Or, la section de presse du Ministère de l'intérieur vient précisément de publier une statistique détaillée relative au nombre de journaux appartenant aux minorités nationales en Pologne et défendant les intérêts de ces minorités. Ainsi suivant les données officielles on compte en Pologne jusqu'à 53 journaux et publications israélites dont 5 paraissent en langue hébraïque, 6 en langue polonaise et 42 en jargon juif. Le nombre de quotidiens israélites s'élève à 11, dont 3 à Varsovie, 2 à Wilno et à Lodz et les autres paraissent à Lublin, Gzenstochowa, Lwow et Rowno. En ce qui concerne la presse ruthène, elle compte 12 organes dont 2 à Lwow et les autres à Przemysl, Luck, Rowno, Woldzimierz et Chelm. La presse blanc-ruthène se compose d'une revue hebdomadaire *Krynica* et d'un journal bi-hebdomadaire *Holos Bialorusa*, paraissant tous les deux Wilno. La presse lithuanienne a deux organes à Wilno : *Lietuvos Rytel* qui paraît 3 fois par semaine et *Lietuvos Kelios* qui est hebdomadaire. Le *Zycie Ludu* qui paraît en langue polonaise est également un organe de la population lithuanienne en Pologne. Parmi les plus nombreux sont les journaux allemands qui comptent 31 organes en Pologne dont 13 quotidiens et les autres paraissent plusieurs fois par semaine ou plusieurs fois par mois. Tous ces journaux bénéficient de la même liberté de presse et paraissent sous le même régime que les journaux polonais. Comme en France, la censure n'existe pas en Pologne.

⁂

Faut-il encore donner une conclusion à tout ce qui est dit plus haut? Que peut-on ajouter davantage pour démontrer l'intrigue nouée contre la Pologne dans le pays même qui lui est le plus cher : la France? Qui donc n'est pas encore convaincu que les calomnies répandues contre la Pologne sont l'œuvre d'une bande de malfaiteurs politiques qui ont spéculé sur la générosité, la naïveté et... l'ignorance d'un grand nombre de Français pour les tromper et abuser criminellement de leur crédulité? Nous avons vu quelques-uns des « signataires » et, en bons enfants, ils ont bien reconnu qu'ils se sont laissé « rouler » vraiment comme des enfants.

Et c'est là notre conclusion. Puisse du moins cette leçon servir à des hommes soucieux de leur autorité et de leur dignité, et puisse-t-elle les préserver à l'avenir des imprudences dont ils sont les premiers et peut-être les seuls à pâtir...

Stéphane Aubac.

BULLETIN MARITIME

RENSEIGNEMENTS — INFORMATIONS

Flotte des Messageries Maritimes.

Pour compléter les renseignements que nous avons donnés précédemment sur la flotte des *Messageries Maritimes*, nous signalons qu'un cargo mixte est actuellement dans le bassin de réparations à flot de Marseille où la Société Marseillaise de Constructions Mécaniques procède à ses transformations. C'est en vue d'être utilisé par les Services Contractuels des *Messageries Maritimes* que ce navire va être remis en état de prendre la mer. On prévoit qu'il sera prêt pour la fin de juillet prochain.

Les caractéristiques de ce navire, qui portera le nom de « *Général Metzinger* » et qui sera placé sur la ligne de l'Océan Indien, sont les suivantes :

Longueur entre perpendiculaires	144 m. 977
Largeur	16 m. 864
Creux	9 m. 474
Déplacement ..... environ	15.500 Tx
2 Machines	6.200 H.P.
5 chaudières dont une auxiliaire.	s

Après sa transformation le « *Général Metzinger* » pourra recevoir 94 passagers de 1re classe dont 4 dans des

cabines de luxe, 144 passagers de 2e classe, 80 passagers de 3e classe et 94 rationnaires.

Nous avons précédemment parlé du « *Arlaguan* », paquebot qui a été récemment lancé dans les Chantiers de la Gironde à Bordeaux et qui doit être prêt à la fin de Janvier 1925.

Le « *Chattopadhyay* » et le « *Marietta Pacha* », paquebots destinés à la ligne d'Egypte, sont en cours de construction dans les chantiers de la Société Provençale de Constructions Navales à La Ciotat. Le « *Champollion* » sera prêt en mars 1925 et le « *Marietta Pacha* » six mois plus tard.

L' « *Explorateur Grandidier* », paquebot destiné à la ligne de l'Océan Indien est en cours de construction dans les Chantier et ateliers de Saint-Nazaire-Penhoët à Saint-Nazaire. Il sera terminé en mai 1925.

Enfin les Services Contractuels des *Messageries Maritimes* viennent de commander aux Ateliers et Chantiers de France à Dunkerque, un paquebot qui est destiné à être utilisé sur la ligne Méditerranée Nord. Le caractéristiques de ce navire seront les suivantes :

Longueur entre perpendiculaires	139 m.
Largeur hors tout	17 m. 10
Creux au pont C.	10 m. 64
Tirant d'eau prévu	6 m. 70
Déplacement correspondant	10.465 t.
Passagers de 1re classe	109 places
Passagers de 2e classe	105 »
Passagers de 3e classe	80 »
Rationnaires	184 »

Poursuivant l'idée qui avait fait donner aux navires acquis par la Société et utilisés sur la ligne Méditerranée-Nord, le nom de littérateurs français dont les œuvres sont consacrées à l'Orient. Les *Messageries Maritimes* ont décidé que la nouvelle unité recevrait le nom de « *Théophile Gautier* ».

Ce navire sera le premier navire français mû par des moteurs Diésel. C'est à la Compagnie de Constructions Mécaniques (procédés Sulzer) qu'a été confiée l'exécution de l'appareil moteur Diésel Sulzer à deux temps d'une puissance effective chacun de 2.200 c.v. avec tous les appareils auxiliaires également équipés en moteurs Diésel Sulzer et d'une puissance totale de 1.300 c.v.

Une installation électrique séparée, pour la manœuvre auxiliaire, la lumière, les ponts, comprendra deux groupes électrogènes de 200 b.h.p. et deux autres moteurs de 400 b.h.p. La vitesse obtenue sera de 15 nœuds.

On annonce enfin que le « *Fontainebleau* », paquebot de la ligne d'Indo-Chine dont nous avons déjà parlé ici, effectuera son premier voyage à la date du 24 juillet prochain.

Voyages à bord des navires de la Compagnie des Messageries Maritimes.

Nous avons déjà parlé ici des pèlerinages anglais qui se sont rendus en terre sainte à bord des navires de la *Compagnie des Messageries Maritimes*. Trois autres pèlerinages, dont deux français, doivent partir prochainement.

Dans cet ordre d'idées, il y a lieu de signaler que le Dr Adrien Loir, Directeur de l'Institut Océanographique du Havre, a organisé, sous les auspices de l'Association de la presse médicale, des croisières de démonstration pour les médecins à bord des navires des *Messageries Maritimes* et autres Compagnies de navigation françaises. En outre, le Dr Loir, sous le titre « Thérapeutique et Voyages au long cours », vient de publier un volume destiné à appeler l'attention des médecins, sur la cure de repos par les voyages au long cours. On sait que ce moyen est employé très fréquemment à l'étranger, aussi méritait-il d'être étudié par les médecins français. De cet intéressant ouvrage, nous détachons, pour nos lecteurs, les passages suivants :

.....

« Personne, a écrit M. le Professeur G.-M. Gabriel, ancien président de l'Académie de Médecine, n'ignore actuellement l'action bienfaisante du séjour aux hautes altitudes sur les organismes fatigués, qu'il s'agisse des suites d'une grave maladie, d'une sérieuse opération chirurgicale ou de l'épuisement résultant des conditions malsaines de l'existence trépidante de beaucoup de nos contemporains. »

.....

« Mais il convient de ne pas ignorer que des conditions toutes différentes peuvent donner des résultats analogues, ainsi que le savent depuis longtemps les médecins anglais qui, pour remettre en état une constitution affaiblie, ordonnent le séjour non à la mer, mais en mer. »

« Chaque année, de nombreuses croisières sillonnent les océans, emportant pour une ou plusieurs semaines des passagers qui sont tellement satisfaits de leur séjour à bord que souvent ils ne descendent même pas à terre pendant les escales qui coupent le voyage. »

VALEURS DE NAVIGATION

Le 17 juin 1924.

1° Fraissinet	829
2° Messageries Maritimes	209
3° Mixte	219
4° Transatlantique	160
5° Transports Maritimes	1.040

Le Gérant : A. Dessoïs.

Société Française d'Imprimerie et de Publicité
Ateliers : Rue Garnier et Rue des Carmes, Angers.
Bureau à Paris, 15, Rue du Louvre (XVe)

Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus.

REVUE
POLITIQUE·ET·LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

EUGÈNE YUNG·FONDATEUR·1863 PAUL FLAT·DIRECTEUR·1908-1918
DIRECTEUR PAUL GAULTIER

N° 13 62e ANNÉE 5 JUILLET 1924

TRIANON SOUS LOUIS XV

Pendant la première partie du règne de Louis XV, le beau Trianon construit par Mansart cessa d'être habité. En 1741, le petit palais fut offert à Marie Leczinska, ainsi qu'un jour un Trianon nouveau devait l'être à Marie-Antoinette. « On sut hier, écrit le duc de Luynes le 17 août, que le Roi avait donné à la Reine le château de Trianon, c'est-à-dire la permission d'en faire l'usage qu'elle voudra. » Elle l'avait préféré à Marly, à Meudon, et à la Ménagerie, entre lesquels le Roi lui accordait de choisir. Cette galanterie royale permit à la Reine de loger à Trianon son père, le roi de Pologne, toutes les fois qu'il vint la voir à Versailles. Un détachement de gardes du corps était affecté à son service. Chaque jour, après son dîner, Stanislas allait passer quelques heures avec sa fille ; à six heures, il rentrait à Trianon, prenait du thé, fumait sa pipe et se couchait à neuf heures. On voit fort bien ce roi débonnaire dans les petites chambres, qui avaient été celles de Mme de Maintenon et seront plus tard celles de Napoléon. Louis XV séjourna lui-même à Trianon en des circonstances émouvantes. A son retour du voyage de Metz, où Mme de Châteauroux a subi l'humiliation du renvoi, le Roi, revenu à la santé, oublie son repentir éphémère ; il ne songe qu'à sacrifier au ressentiment de sa maîtresse ceux qui, devant la mort vue de si près, l'ont rappelé à ses devoirs d'époux et de chrétien. Mais, dans sa maison de la rue du Bac, au moment où se prépare sa rentrée à Versailles, Mme de Châteauroux meurt brusquement. Le roi fuit à Trianon pour cacher une douleur qu'il ne peut avouer. Malgré la saison et les froids de décembre, il s'enferme pendant plusieurs jours, avec des amies de la morte, et seuls les subalternes le voient pleurer.

L'année 1750 fait renaître la vie à Trianon. C'est la nouvelle favorite, Mme de Pompadour, qui l'y ramène. Elle donne au Roi l'idée d'y créer une « ménagerie » qui n'est guère qu'une vacherie et une bergerie de choix, avec des pigeons et des poules rares, dont la marquise raffole à ce moment et dont le Roi, pour lui plaire, remplit ses volières aux combles de Versailles. C'est, dit M. d'Argenson, « une ménagerie d'utilité apparente plus que de curiosité, une grande laiterie, beaucoup de poules, quantité de vaches qu'on tire de Hollande ». On décide, en même temps, que Trianon aura une installation commode pour de petits « voyages ». Au retour de Fontainebleau, en décembre 1749, le duc de Luynes mentionne pour la première fois tous ces projets : « On a fait beaucoup d'ouvrages à Trianon. La ménagerie nouvelle est presque finie, et l'on a accommodé plusieurs logements ; il y en a actuellement dix-neuf tout meublés et en état d'y habiter ; il y en aura douze ou quinze autres ; il paraît que le Roi a dessein d'en faire usage ». Ces logements qu'on n'occupait souvent qu'une nuit, à l'occasion d'un souper, ou d'une partie nocturne, étaient fort étroits, mais recherchés des courtisans, ainsi qu'à Choisy ou à Saint-Hubert. Le plus commode était celui de la marquise, qui donnait audience à Trianon comme à Versailles et y menait de front les amusements champêtres et la politique. Dans la belle saison, le Roi y habitait souvent plusieurs jours de suite, à la façon de Louis XIV. Il y avait des soupers de trente à quarante personnes com-

prenant, avec la société ordinaire des « petits cabinets », quelques privilégiés ayant sollicité l'honneur d'y être nommés. La Reine et Mesdames n'y venaient guère qu'en promenade. Un jour de février 1752, la famille royale y fut réunie autour du Roi : c'était au lendemain de la mort de Mme Henriette, celle de ses filles qu'il aimait le plus. Ce palais fait pour les plaisirs abrita le deuil de ces cœurs réunis un instant par une douleur commune.

La « ménagerie » a été construite à l'ouest du château de Mansart, et tout un jardin neuf l'accompagne. Au milieu des parterres gazonnés à la française Gabriel a élevé, en 1749, l'élégant pavillon qui existe encore. C'est un simple rez-de-chaussée formant un salon circulaire percé de quatre portes-fenêtres et flanqué de quatre cabinets carrés. L'un est un boudoir ; les autres servent de cuisine, de réchauffoir et de garde-robe. La balustrade porte corbeilles fleuries et couples d'enfants. L'ornementation intérieure a été confiée à Verberckt. La frise dorée du salon groupe les oiseaux de basse-cour, que le Roi et la marquise élèvent dans le voisinage ; il y a des pigeons, des coqs, des poules, des canards, et aussi quelques cygnes ; des Amours, au-dessus des portes, jouent avec des cages et des corbeilles. C'est le « pavillon de la Nouvelle-Ménagerie », achevé au mois de juin 1750, avec le perron de Trianon-sous-Bois. La même année voit l'aménagement d'une volière, de vastes poulaillers, de jardins de couches et de plusieurs serres chaudes, qui annoncent des fantaisies nouvelles. La perspective du nord se clôt par un portique de treillage dessiné par Gabriel et dressé en face du pavillon, à l'endroit où s'élèvera un jour la façade du Petit Trianon. A l'est est un salon frais, servant de salle à manger, tout recouvert de treillage, placé au milieu d'une salle de verdure ; à l'intérieur, les glaces sont encadrées de sculptures peintes en vert. Tout ce décor, qui devait être charmant et dont le genre n'est plus représenté à Versailles, était destiné à disparaître.

Louis XV prenait quelque agrément à ces créations. Le 13 janvier 1751, le duc, alors prince de Croy raconte qu'il mena ses courtisans à Trianon, « voir toutes ses serres chaudes et plantes rares, celles de fleurs, la ménagerie des poules qu'il aimait (la marquise lui ayant donné tous ces petits goûts), le joli pavillon, les jardins fleuristes, les herbiers et légumiers. Tout cela était distribué avec beaucoup de goût et exécuté avec bien de la dépense. » Deux ans plus tard seulement, le duc de Luynes mentionne ces installations, note les voyages de Trianon et que « le Roi fait grand usage de cette maison de campagne ». La chose est si notoire que Voltaire met à Trianon la scène de son dialogue *De l'Encyclopédie*, où le Roi converse avec Mme de Pompadour, le duc de Nivernois, le duc de la Vallière et le comte de Coigny. L'anecdote se fût placée aussi bien à l'Ermitage de Versailles, qu'occupe la marquise sur le chemin de Marly, ou à son Ermitage de Fontainebleau, qui a aussi une petite ménagerie d'animaux curieux, « maison de poules, laiterie et chèvrerie ». Tous ces aménagements champêtres sont conçus dans le même esprit : Mme de Pompadour veille aux nombreux détails ; on croit entendre sa voix dans un ordre transmis par Marigny, le 6 juin 1755 : « Vous ferez faire les deux petites serres chaudes que le Roi demande pour ses ananas, et les deux douzaines de chaises pliantes de bois que ma sœur demande pour Trianon. Vous demanderez qu'elles soient pareilles à celles de l'Ermitage... »

C'est le duc de Croy qui parle de Trianon avec le plus d'intérêt. Il décrit les séjours de Louis XV et les promenades où il entraîne sa compagnie, « malgré la neige et le grand froid, suivant sa routine, à toutes ses ménageries et serres chaudes ». Il le montre, dans un récit, au milieu de ses occupations favorites : « Le Roi aimait beaucoup les plans et le bâtiment. Il me mena dans son joli pavillon des jardins de Trianon, me fit remarquer que c'était dans ce goût-là qu'il me fallait bâtir. Il commanda à M. Gabriel de me donner deux plans qu'ils avaient faits ensemble dans le même goût et, demandant du papier et du crayon, je lui fis un croquis de ma position ; il dessina ces idées longtemps lui-même et avec M. Gabriel, retournant cette position, pour laquelle il parut s'intéresser pendant longtemps. »

Plus qu'aux soupers brillants auxquels il était invité à Trianon, le duc de Croy prenait plaisir à ses « bonnes conversations de botanique » avec Claude Richard. Chargé de la direction des nouveaux jardins, qu'il gardera trente-deux ans, Richard était, au dire de Linné qui collabora avec lui, « le jardinier le plus habile de l'Europe ». Il est à l'honneur de Louis XV d'avoir donné à un savant d'un tel mérite les plus larges moyens de travailler. Fils d'un Irlandais venu en France avec Jacques II, il avait construit ses premières serres à Saint-Germain, au service d'un Anglais qui renonça à le suivre dans ces expériences. D'abord passionné pour la beauté des fleurs, puis initié à la science de la botanique par Lemonnier, médecin de l'infirmerie royale, il jouissait déjà d'une certaine réputation, quand le duc d'Ayen, ayant entendu vanter ses ouvrages, persuada le Roi de les aller visiter. Les études de Louis XV s'étaient portées sur l'agriculture et la botanique ; de tout temps, il avait encouragé les cultures du potager de Versailles et les essais d'acclimatation qu'on y faisait du figuier, du caféier, de l'ananas. Il était

donc capable d'apprécier la valeur de Claude Richard et l'intérêt de ses découvertes. Il revenait toujours de Saint-Germain, sa voiture remplie « de pots de fleurs et de fruits, qu'à son retour à Versailles il offrait à la Reine et aux dames de la Cour ». Quand Richard entra à son service, il lui promit qu'il ne dépendrait de personne ; il devait prendre ses ordres directement et même recevoir de ses mains les appointements prélevés sur la cassette particulière. Ces engagements furent fidèlement tenus par Louis XV et par Louis XVI.

Dès 1750, Richard ordonnait comme il l'entendait l'exécution des fourneaux de ses premières serres chaudes et, depuis lors, chaque année lui fit réaliser une de ses idées, au sérieux avantage de l'horticulture française. D'Argenville décrit ainsi son jardin fruitier : « Il renferme un grand nombre de plantes étrangères, telles que l'ananas, le café, le cierge, l'aloès, le géranium, le figuier des Indes, l'*opuntia major*, appelé raquette à cause de ses feuilles larges de quatorze pouces. Ces plantes sont rangées sur des gradins, à l'exception de celles qui demandent à être en pleine terre et qui sont enterrées dans du tan. Un second jardin, qui a ainsi que le premier des serres vitrées pour les primeurs, est suivi d'un fleuriste dont les murs sont couverts de *filaria*, de buissons ardents, de jasmins jonquilles et de *siliquastrum* ou gainiers. Les plates-bandes sont bordées de petits orangers, mis dans des sceaux garnis de fer et enfoncés dans le sol, ce qui ferait croire qu'ils sont plantés en pleine terre. Je ne dirai point qu'il y a de plus un colombier, un nouveau potager et un autre jardin où l'on travaille à placer des serres vitrées pour faire venir des fruits prématurés et des plantes curieuses. » Une des commandes de Marigny aux pépinières du faubourg du Roule, faites dans l'automne de 1753, pour la « petite ménagerie », évoque aussi le jardin fruitier : on y attend « six pêchers nains petite mignone, sur pruniers ; dix pêchers nains grosse mignone ; quatre pêchers Royal nains grosse mignone ; deux pêchers admirables ; six abricotiers nains ; huit cerisiers précoces ; neuf pruniers jaunes hâtives ; trois poiriers Saint-Germain ».

Louis XV aime à voir cueillir ses fruits et à les faire goûter devant lui par les promeneurs de sa suite. Il s'intéresse à la culture de la fraise, alors peu répandue et qui devient l'objet de soins particuliers : « Notre roi la chérit, écrit un spécialiste ; on vient de rassembler par son ordre au Petit Trianon les différentes sortes existantes en Europe ; la fortune des fraisiers est faite. » Ce genre de distractions n'est point inutile ; l'exemple royal sera suivi et Delille se félicitera plus tard de l'enrichissement qui en résulte pour notre sol : « Cela vaut bien, dira-t-il, tout le marbre que nos jardins ont perdu. »

L'agriculture bénéficia aussi de recherches faites à Trianon. Duhamel du Monceau, pensionnaire de l'Académie des Sciences, inaugura un nouveau système de semoir, et l'on vit Louis XV mettre, ce jour-là, la main à la charrue. Le sieur Tillet, de Troyes, en Champagne, fit, en un vaste terrain laissé à sa disposition, des essais « sur la cause de la corruption des blés et les moyens de les prévenir » ; au moment de la moisson, dit la *Gazette*, Sa Majesté alla « examiner les différents états des blés » et daigna écouter avec satisfaction l'explication de la réussite.

Bientôt Louis XV élargissait l'intérêt des expériences de Trianon et rendait à une étude plus haute un service décisif, en encourageant les recherches qui allaient constituer la classification des espèces botaniques. Un savant du Jardin des Plantes de Paris, Bernard de Jussieu, revêtu d'un titre modeste qui ne dissimulait pas à l'Europe sa grande autorité, fut appelé à créer en toute liberté à Trianon un Jardin des plantes et à y commencer des travaux d'où devaient sortir promptement les principes définitifs d'une science. Il disposa les familles des végétaux dans le jardin, en suivant la nomenclature de Linné, fit à Trianon plusieurs leçons importantes sur la « méthode naturelle », où de jeunes disciplines recueillirent les principes d'expériences nouvelles et laissa ensuite à Richard le soin d'entretenir ses cultures et de continuer son enseignement. « Le Roi, écrit l'auteur de l'*Eloge* de Jussieu, le mandait souvent à Trianon et se plaisait à causer familièrement avec lui. L'extrême simplicité du botaniste avait évité au monarque, dès leurs premières entrevues, cet embarras que font contracter aux princes l'habitude de la représentation, le malheur de ne vivre qu'avec des hommes occupés, en leur parlant, de vues secrètes, et la nécessité de songer, en leur répondant, à se défier de leurs pièges. Le Roi trouvait dans M. de Jussieu un homme toujours également prêt à répondre à ses questions ou à lui avouer qu'il n'y savait pas répondre, et ce prince ne pouvait craindre de lui ni des insinuations dangereuses, ni des demandes indiscrètes. M. de Jussieu ne retira de la familiarité de son souverain aucun avantage que le plaisir toujours piquant, même pour un philosophe, d'avoir vu de près un homme de qui dépend le sort de vingt millions d'hommes ; il ne demanda rien et on ne lui donna rien, pas même le remboursement des dépenses que ses fréquents voyages lui avaient causées. Cependant le Roi ne l'avait pas oublié ; il cessa,

au bout de quelques années, de le mander à Trianon, où sa présence n'était plus utile; mais il parlait souvent de lui avec intérêt. »

Entre les mains de Claude Richard et de son fils Antoine, le jardin prospère. Les botanistes du monde entier s'y intéressent et leur maître à tous, Linné, correspond avec ses directeurs. Le Roi fait ordonner à ses chefs d'escadre de recueillir, au cours de leurs navigations, les végétaux exotiques qu'on acclimatera au Petit Trianon. C'est ainsi qu'en 1770 une cargaison complète de plantes, d'arbres et d'arbustes est rapportée de la Chine et des Indes orientales. Sans chercher aussi loin les espèces rares, Antoine Richard explore le Mont-Dore, les provinces du Midi, le Portugal, l'Espagne et les îles Baléares, puis les côtes d'Alger et de Tunis et celles d'Asie Mineure. Un second voyage mène ce savant passionné en Ecosse, en Irlande, en Hollande, en Allemagne et en Suisse. En 1767, il retourne en Auvergne et dans les Pyrénées, pour vérifier les recherches qu'il y a faites dix ans auparavant; c'est pour classer ses découvertes que M. de Marigny fait construire « la nouvelle serre chaude de Trianon », à laquelle, dit un rapport, « le Roi s'intéresse fort pour y pouvoir mettre avant les gelées ses plantes botaniques ». Cette grande serre de 1767, aux proportions inusitées, occupe à peu près l'emplacement où se voit aujourd'hui le rocher artificiel dominant le petit lac. Le nombre de plants méthodiquement classés monte alors à quatre mille; aucune collection d'Europe n'en renferme autant et ne les loge si royalement.

Au centre de ce domaine dédié aux sciences de la nature, où se plaît l'esprit curieux et attentif de Louis XV, il peut souhaiter un nouveau bâtiment d'habitation. Mme de Pompadour le propose dès 1761 et, peu à peu, le projet prend corps. Ce ne sera pas une véritable maison royale, les dimensions devant rester petites; on en fera cependant plus qu'un rendez-vous de repos, et la désignation officielle de « pavillon » en déguise la réelle importance. Rien ne sera épargné pour qu'il joigne le commode à l'exquis. Les proportions en sont fixées par la largeur du jardin à la française, dont il va terminer la perspective; mais le choix du lieu témoigne surtout du goût qu'a pris le Roi aux travaux de ses botanistes et de ses jardiniers. Le « pavillon », dont Gabriel a fait approuver le plan, s'élève au milieu des plates-bandes et des serres vitrées. Si l'on ménage quelques parterres à la française devant la façade opposée à la cour d'entrée, les plantations de Richard viennent, du côté du nord, jusqu'au pied de l'édifice et le Roi les voit de ses fenêtres.

Cette maison, qui sera célèbre, se bâtit sans hâte, puisqu'on veut qu'elle soit parfaite. Les fondations sont achevées en 1763, les gros murs et la couverture en 1764. Au cours des trois années suivantes, travaillent menuisiers, sculpteurs et peintres. (La dépense totale, que M. de Choiseul paiera sur les « fonds particuliers » des Affaires étrangères, montera à 736.056 livres, 16 sols, 6 deniers). Les rapports adressés à M. de Marigny mentionnent d'assez fréquentes visites du Roi, toujours « fort content de son pavillon de Trianon ». Une lettre de Gabriel au Directeur général, du 10 septembre 1764, montre cet intérêt direct du souverain et comment il décide les travaux dans leur détail : « Monsieur, le Roi a été cet après-midi à Trianon passer une heure à son bâtiment; Il en a été très content; tous les ateliers étaient amplement garnis et les charpentiers commençaient à élever le bois pour leur comble. Comme Sa Majesté veut commencer les accessoires de ce petit pavillon, Il a ordonné que l'on ôtât le grand treillage de son potager pour le remettre dans son botanique, en perspective de son Pavillon neuf où il avait été destiné, et a ordonné en même temps à Belleville de commencer à enlever tous les arbres de son potager pour être transportés, ainsi que les treillages d'appui, dans le nouveau qu'Il vient de faire faire, et Il nous abandonne tout le terrain pour travailler les terres des parterres qui sont devant ce nouveau Pavillon et disposer les bâtiments des cuisines et offices pour l'année prochaine. »

Le délicat travail des sculpteurs retarde l'aménagement définitif. Le rapport d'octobre 1767 sur Trianon assure que « tout y est fort avancé; mais, y ayant plusieurs parties de menuiserie, et serrurerie, de bronze et or moulu à y faire, il faut encore quelque temps pour les achever et les mettre en état ». Au reste, le pavage de la cour est posé et le moment où l'on pourra habiter semble tout prochain. Mais la marquise n'est plus là pour l'inauguration; elle n'a vu que les murs du bâtiment de Gabriel. L'architecte en remet les clefs en 1768, l'année où paraît à la Cour Mme du Barry.

Louis XV ne tarde pas à se servir fréquemment de son magnifique pavillon. En août 1770, Gabriel écrit à M. de Marigny : « Le 3 septembre, Sa Majesté ira souper à Louveciennes et, le 9, je crois qu'Il ira coucher pour la première fois à Trianon. » Le renseignement est confirmé par le contrôleur Lécuyer, assurant que Sa Majesté « a été très satisfaite de l'état où Elle a trouvé les nouvelles cuisines », ce qui lui a permis de se servir des tables de Loriot. Telle est la date de l'inauguration du Petit Trianon. Mme du Barry s'y plaît; elle y voisine plus aisément que de Versailles avec son

domaine de Louveciennes, qu'elle vient de recevoir de la libéralité du Roi. Au reste, les gazettes et mêmes les nouvelles à la main sont muettes sur les séjours de Louis XV et, sans ces correspondances de service, nous ignorerions même à quelle époque ils ont commencé.

Pour être moins vif, le goût du Roi pour son jardin n'a point disparu. Claude Richard veille, du reste, à le maintenir; il sait faire valoir ses inventions de fleuriste, par exemple la reine-marguerite, apportée de Chine par des missionnaires et rapidement transformée et variée par la culture : « On se rappelle, écrira Duchesne (dans son traité de 1775 *Sur la Formation des Jardins*), la surprise donnée au feu Roi, soupant dans le nouveau Trianon en septembre 1772, par le coup d'œil brillant et enchanteur d'une inscription, portant à droite et à gauche de son chiffre, d'un côté *Vive le Roi*, de l'autre *le Bien-Aimé*, écrite en lettres de six pieds de proportion, sur un gradin au devant de l'orangerie, avec des reines-marguerites blanches sur un fond de rouges et violettes mêlées, car le blanc est à cet égard préférable à toutes les couleurs, pour son éclat tant au déclin du jour qu'aux lueurs nocturnes du clair de lune. » Ces jeux savants, ces essais utiles à l'art de la fleur, se renouvelleront aux mêmes lieux pour Marie-Antoinette.

Louis XV prit à Trianon le germe du mal qui devait amener sa mort. Au printemps de 1774, pendant un de ses « voyages », un enfant de deux ans mourut de la petite vérole, chez un des ouvriers du jardin ; il y eut, au voisinage, d'autres cas de la terrible maladie, qui atteignit aussi le Roi. Sans qu'on en soupçonnât la gravité, ce fut très vite une grande inquiétude dans son entourage. Un des chasseurs qui l'accompagnaient ces jours-là, le prince Xavier de Saxe, marque dans une lettre particulière quel souci causa la maladie du Roi en un tel lieu, « étant fort mal dans ces petites chambres basses de Trianon ». Il n'y avait pas que l'incommodité des chambres à redouter ; et le journal du duc de Croy montre bien de quelle sorte étaient les préoccupations de la compagnie de Louis XV : « Le mardi 26 avril, étant à souper à Trianon avec la dame et les courtisans ordinaires, il trouva tout de goût rebutant et ne mangea pas. Le 27, il chassa, mais en voiture, sans pouvoir se réchauffer, et eut un peu de fièvre. Le 28, la fièvre était décidée. On fit venir La Martinière, son premier chirurgien, homme décidé et un des seuls qui lui parlassent avec force. Le Roi voulait rester, se trouvant mal. La Martinière lui dit que c'était à Versailles qu'il fallait être malade, et le força à monter en voiture sur le soir, en robe de chambre, son manteau par-dessus. » Ces quelques mots donnent à penser. Peu s'en fallut que Louis XV ne fît à Trianon sa dernière maladie. L'opinion publique, déjà pour lui si dure, ne l'aurait pas vu finissant sa vie au milieu des beaux jardins botaniques de Jussieu et de Richard ; elle eût flétri le roi de France, surpris par la mort dans les « petites chambres basses » de sa maison de plaisir (1).

Pierre DE NOLHAC,
de l'Académie française.

QU'ADVIENDRA-T-IL DE L'ESPRIT DÉMOCRATIQUE FRANÇAIS

Vous m'invitez très obligeamment à prendre, après MM. Fournol et Guy-Grand, la parole sur les destinées de l'esprit démocratique français. Pour répondre à cette question de façon persuasive, il me faudrait peut-être récrire ici les vingt et quelques volumes que j'ai consacrés à l'étude des grands courants de la pensée moderne. Je me contenterai d'une moins prolixe consultation, cherchant seulement à fournir aux lecteurs, qui n'ont pas le loisir de si absorbantes études, quelques sujets de méditation et quelques points de comparaison utiles.

L'étude de M. Fournol, si alerte et si vivante, oppose la pensée démocratique française comme rationnelle (j'estime que « rationaliste » est un mot ambigu pour avoir couvert dans le passé, beaucoup de mysticisme) à la pensée anglo-saxonne considérée comme religieuse. Or j'ai été amené par mes travaux à voir les choses sous un tout autre jour. Pour moi, le démocratie française s'est appuyée longtemps sur un mysticisme excessif, celui d'une sorte de divinité, la Nature considérée comme bonne et comme ayant façonné l'homme bon ou du moins pleinement *raisonnable* à son image dès les origines, et presque dès sa naissance. Ceci vu en gros et exagéré pour les besoins de la clarté. Au contraire, j'estime que la démocratie anglo-saxonne est restée longtemps fidèle aux enseignements d'un christianisme expérimental et rationnel. En effet la Réforme, cadre de cette dernière démocratie, s'appuya sur la primitive Eglise, dont la morale hérita du stoïcisme méditerranéen, tandis que le Naturisme français procédait d'une mystique féminine et romanesque, bientôt entièrement soustraite aux disciplines, rationnelles encore, du catholicisme doctrinal. De là, selon moi, le recul de la France et

(1) M. de Nolhac va publier, chez Calmann Lévy, un volume intitulé : *Le Trianon de Marie-Antoinette*, qui complète la série des *Études sur la cour de France*.

l'avance de la race anglo-saxonne (ou plus généralement germanique) dans le monde.

Je vais chercher à éclaicir ces opinions (dont je ne me dissimule pas l'aspect paradoxal), en présentant quelque aperçu des considérations historiques qui m'y ont amené. J'emprunterai ces aperçus pour une part à un ouvrage publié par moi il y a deux ans sous ce titre, *Vers le Socialisme rationnel* (Alcan), et je renverrai à cet ouvrage pour plus amples informations, ceux qui me feront l'honneur de me lire, car j'ai essayé d'y exposer, aussi clairement que cela me fut possible, les principes de ma philosophie de l'histoire moderne.

Le ressort de notre activité, disais-je, réside dans cette région du moi qu'on peut appeler notre affectivité profonde, dans les instincts et dans les passions, mais plus particulièrement, selon moi, dans l'une de ces passions : celle que la psychologie chrétienne a nommée la *Libido dominandi*, la passion de dominer. L'abbé de Saint Cyran l'appelait l'esprit de principauté : Thomas Hobbes disait l'amour du pouvoir, et le prenait, dans son petit traité de la *Nature Humaine*, pour base d'une psychologie admirablement clairvoyante qui enthousiasmait Diderot au siècle suivant. Frédéric Nietzsche en a fourni récemment de curieuses exégèses de façon à donner une certaine popularité au vocable choisi par lui pour la désigner, la Volonté de puissance. — Dans un certain sens, je crois avoir repris et poussé plus avant l'un des aspects de la pensée de Nietzsche sur le temps présent : celui que lui-même appelait « apollinien ». Mais il m'est arrivé très souvent de remplacer le terme de Volonté de puissance par un seul mot, par celui qui caractérise, depuis cinquante années environ, les manifestations les plus amples de la passion de dominer dans le sein des sociétés supérieures : par le mot *Impérialisme*. — M. Guy-Grand l'a employé pour caractériser le gouvernement des corps sacerdotaux : l'impérialisme ecclésiastique. — J'ai donc parlé d'impérialisme essentiel dans l'être vivant : et c'est en ce sens, mais en ce sens seulement, que j'ai construit une *Philosophie de l'Impérialisme*. Il ne faudrait pas s'y méprendre et me considérer comme réclamant pour ma patrie l'empire du monde. Je ne me dissimule pas que ce terme, commode et bien frappé, a reçu des événements politiques récents, en même temps que des confirmations précieuses, certaines résonnances émotives qu'il faut savoir écarter de lui pour en faire un usage utile.

L'humaine volonté de puissance a tout d'abord fait une très grande place aux considérations *mystiques*. C'est ce que je vais chercher à expliquer en peu de mots. Contrainte par la forme éminemment sociale de l'évolution humaine à se déployer en contact et en concurrence avec des volontés rivales, notre volonté de puissance, soit individuelle, soit collective, s'avise bientôt de tendre à ses fins par des *contrats*, par des traités d'alliance offensive ou défensive. Mais ces contrats ne sont pas conclus seulement avec des hommes. Les archives de l'histoire, si prodigieusement enrichies, depuis deux siècles surtout, par les efforts admirables de l'érudition moderne, nous apprennent que l'esprit humain possède, de temps immémorial, une tendance à personnifier, de façon plus ou moins nette, les forces de la nature ; et cela, afin de pouvoir nouer avec ces forces des contrats pour la tranquillité ou pour la puissance. On a nommé jadis cette disposition d'esprit l'*animisme* des peuples primitifs. Le terme a été discuté, le fait interprété de diverses manières : il demeure fondamental. Longtemps l'attitude de l'homme a été presqu'uniquement mystique en présence de la réalité qui l'entoure. Les excellents travaux de M. Lévy-Bruhl, invoqués par M. Guy-Grand, nous en ont convaincu davantage.

Nos lointains ancêtres constataient la collaboration fréquente, mais non tout à fait régulière, de certaines forces naturelles à leur effort méthodique de production, forces telles que la chaleur solaire, la germination printanière, les pluies ou inondations périodiques. Ils éprouvaient d'autre part l'hostilité apparente de quelques autres forces du même ordre, telles que tempêtes, foudres, épidémies. Ils se sont passionnément préoccupés d'établir avec ces forces mystiques des relations d'alliance ou de trêve, et cet essai représente une bonne part du contenu des religions primitives.

Le *mysticisme* s'est donc fait, de très bonne heure, l'habituel auxiliaire de l'effort d'expansion vital, et la collaboration, dans l'esprit humain, de ces deux dispositions essentielles s'est prolongée pendant un si grand nombre de siècles qu'elle est devenue instinctive, qu'elle forme une condition, peut-être indispensable, de notre activité méthodique et soutenue. Encore aujourd'hui, et sans savoir toujours le reconnaître clairement, croyants ou incroyants réclament le plus souvent l'intervention des forces métaphysiques à l'appui de leurs entreprises d'agrandissement ou de conquête. C'est pourquoi le mysticisme, envisagé comme la tendance à chercher dans un monde *supra*-sensible, dans la sphère métaphysique, des alliés pour notre effort vital, fut le second point d'appui de ma construction théorique, dans mon effort pour mieux comprendre les allures actuelles de l'humaine volonté de puissance.

Devenu et demeuré de la sorte un auxiliaire

habituel de l'effort vital, le mysticisme peut servir l'humanité, mais aussi la desservir, selon qu'il accepte pour une bonne part ou répudie trop légèrement le conseil de l'expérience sainement interprétée du passé et le frein de cette expérience synthétisée de l'espèce qui est le contenu de notre raison. En d'autres termes, après avoir été très longtemps pratiquée de façon *irrationnelle* ou peu rationnelle, la volonté de puissance doit se faire en nous, avec le temps, de plus en plus conforme et docile aux suggestions de la raison, qui est, avant tout, prévision de l'avenir à la lumière du passé : de plus en plus *rationnelle* en un mot.

Il est certain, en effet, que le mysticisme agit, d'une part, comme un *tonique de l'action*, car la certitude d'avoir un Dieu pour allié de son effort ou de travailler dans le sens voulu de Dieu facilite à l'homme une activité méthodique et soutenue, dans quelque sens que se dirige cette activité d'ailleurs. En revanche, lorsque la conviction mystique néglige les avertissements de l'expérience, elle entraîne le convaincu à faire trop de fond sur l'appui de l'au-delà, à s'abandonner au fanatisme et elle peut le conduire aux catastrophes par la mise en œuvre insuffisamment éclairée de sa force. On nous rappelait récemment le cas de certains sauvages qui se faisaient guider, dans leurs expéditions de guerre, par une jeune fille de la tribu, les yeux bandés, après avoir usé de tous les rites magiques pour doter cette vierge des plus larges pouvoirs mystiques : et c'était là, assurément, une peu rationnelle combinaison de stratégie.

Le germe de raison, qui, peut-être, réside en tout ce qui vit, s'est développé dans l'espèce humaine avec une accélération sans cesse accrue jusqu'ici, par l'accumulation efficace des expériences faites (expériences matérielles et expériences sociales), grâce à la mémoire avant tout, puis à la parole, à l'écriture, à l'imprimerie, aux communications rapides, ou même instantanées, à distance. C'est à pas de géant que progressent désormais autour de nous le savoir humain et sa diffusion dans les masses. Sa synthèse solide ne saurait marcher tout à fait du même pas et notre raison a, présentement, fort à faire pour s'assimiler des richesses surabondantes. Elle n'y parvient (et de façon bien incomplète encore) que dans certains individus d'élite et de choix, d'ailleurs favorisés par leurs conditions sociales de vie. Mais pourquoi ne pas espérer qu'avec le temps son progrès se généralisera davantage, collaborant à celui de la morale, et, sous cette condition seulement, à l'équilibre social bien compris ?

Ce progrès se fera, selon moi, non par l'élimination impossible, de l'*impérialisme* vital, car il est permis de le juger indéracinable au sein de l'être vivant que sa disparition condamnerait à une mort rapide, mais par l'effort pour rendre cet impérialisme de plus en plus *rationnel*, c'est-à-dire conforme à l'expérience, mesuré, précautionné, modéré, dans ses aspirations de conquête... Notre légitime volonté de puissance devra profiter en particulier de l'expérience agrandie de l'espèce — et quelle plus instructive expérience que celle traversée par nous en ce moment ! — pour éliminer de ses méthodes toute violence superflue, pour pratiquer ces concessions opportunes qui consolident les conquêtes et faire de plus en plus large place, en ses plans d'avenir, aux considérations altruistes, qui sont une promesse d'expansion plus *durable*, sinon plus soudaine pour la légitime volonté de puissance des individus ou des groupements humains. — « Ne fais pas à autrui ce que tu ne voudrais pas qu'on te fît à toi-même », et même, ce qui est plus difficile à obtenir : « Fais à autrui ce que tu voudrais qui te fût fait à toi-même ». — Que ce conseil de la raison prenne la forme d'un impératif moral externe, comme dans les religions élevées (ou même, comme dans le kantisme qui est un résidu, une sorte de distillation suprême de ces religions), c'est assurément pour lui un moyen excellent de se faire entendre.

En Europe, l'appétit mystique montre depuis quelques siècles une tendance marquée à se dégager des cadres chrétiens qui l'avaient contenu et modéré pendant plus de mille ans. Il affecte une nuance qu'on peut appelle *naturiste*, parce qu'il se réclame de la protection d'un Dieu-Nature. — J'en ai cherché les origines dans le Platonisme du *Banquet*, dans la création de la lyrique courtoise et du roman de chevalerie au Moyen-Age, dans l'évolution de la mystique chrétienne, sous l'aiguillon romanesque, vers des doctrines, périlleuses principalement par l'intervention de femmes ou de directeurs de femme. Le Quiétisme m'en a paru le terme caractéristique ultime. Jean-Jacques Rousseau fut une sorte de laïcisateur de ce mysticisme féminisé ; enfin le romantisme contemporain, sorti de Rousseau pour une si grande part, est la plus caractéristique manifestation contemporaine du mysticisme naturiste.

J'ai cru voir celui-ci se ramifier en plusieurs branches, selon les intérêts individuels ou collectifs que ses adeptes prétendaient appuyer, dans l'Au-delà, sur le Dieu-Nature : mysticisme passionnel, mysticisme esthétique, mysticisme racial, et mysticisme démocratique ou social. Les deux derniers nous intéressent ici, puisque la question du nationalisme a été posée par mes très distingués prédécesseurs à cette place.

Le mysticisme de la race est fort ancien puisque

la plupart des groupes nationaux conquérants du passé ont fondé leurs espoirs et leurs réalisations d'empires sur la protection exclusive de quelque Allié divin. Il a conduit ses adeptes contemporains à s'exprimer à peu près en ces termes : « L'homme « de mon groupe, national ou racial, est allié de Dieu « par privilège, puisqu'il se montre si exception- « nellement doué de nature et particulièrement « qualifié pour régner. Il a donc été créé pour « gouverner le monde et réclame, à juste titre, « la puissance sur les groupes nationaux moins « favorisés du Ciel ». — Divers exemples contemporains de cette illusion sont dans toutes les mémoires.

Le mysticisme de classe (dont le mysticisme démocratique est une extension qui peut devenir rationnelle, mais dont procède directement le socialisme utopique et romantique présentement prêché aux masses par certains esprits cultivés qui ont orienté en ce sens leur ambition vitale), est un autre mysticisme de groupe qui s'est façonné, avec l'aide de Rousseau, un Jéhovah à sa mesure, en répétant après le prophète genevois et à travers vingt systèmes plus ou moins spécieux : « L'homme « de la Nature, instinctif et non gâté par la culture « de l'esprit — c'est-à-dire le sauvage dans toute « l'étendue du globe, et, en Europe, l'homme du « peuple, moins touché par la civilisation que le « bourgeois — l'homme de la Nature est allié de « Dieu par privilège, donc raisonnable, bon et « doté de l'inspiration d'En-haut quand il s'agit « pour lui de régler les intérêts du corps social en « prenant le gouvernement de la chose publique ».

A cette idéologie, les peuples anglo-saxons ont beaucoup moins sacrifié jusqu'ici que les autres nations culturales. Il est vrai que le danger de leur attitude, plus rationnelle, serait peut-être dans un idéal trop matériel et trop économique : Je crois donc avec M. Guy-Grand qu'il est bon de conserver une « mystique » démocratique et je pense aussi comme lui que la troisième République française a déjà beaucoup « rationnalisé » le mysticisme naturiste qui mit rapidement un terme aux deux premières, puisque cette République a vécu, et depuis plus d'un demi-siècle déjà. Toutefois, elle conserve en son sein, elle encourage parfois des éléments moins assagis. J'estime donc qu'elle devra faire davantage effort vers la prévision à longue échéance pour aboutir à ce socialisme réfléchi qui paraît devoir être la formule politique d'un prochain avenir.

Cet effort s'imposera d'autant plus que je ne vois pas la formule démocratique française préalable, c'est-à-dire le mysticisme naturiste, en regression dans le monde, comme semble l'indiquer M. Fournol. Je crois qu'il a largement déteint sur la mentalité anglo-saxonne et sur l'allemande, principalement après 1870. Marx, élève de nos utopistes de 1848, en demeure un représentant, par sa mystique des travaux humains égaux qui domine sa théorie de la valeur. L'Angleterre a été transformée par ses récents littérateurs souvent élèves de la France, un Moore, un Wells, un Shaw. Mais j'espère que naturisme rationnalisé et christianisme rationnel se donneront la main pour répandre sur le monde plus de justice distributive d'abord, mais ensuite plus de compassion et de mutuelle charité. La raison aura le dernier mot dans tout cela.

Ernest Seillière,
Membre de l'Institut.

UNE DES SOURCES DU MALAISE ESPAGNOL

Récemment Vicente Huidobre, dans un article intitulé : *Espagne*, publié par l'*Esprit Nouveau*, déclarait : « L'Espagne est un conflit ; un conflit entre l'Afrique et l'Europe, un conflit vivant et séculaire ». Pour lui, la survivance de ce conflit est due à la diversité des races qui peuplent le territoire espagnol.

On peut se rendre compte de l'exactitude ou de l'exagération de cette affirmation en étudiant la situation de l'Espagne, surtout depuis le moment où elle s'est constituée en unité politique.

Je veux me borner à montrer l'une des racines de son malaise — il y en a d'autres — l'une des plus vigoureuses.

Il s'agit du fait que la Catalogne, qui fait politiquement partie de l'Espagne, a une conception juridique tout à fait différente et, pourrait-on dire, antinomique de celle de la Castille qui exerça sur elle son hégémonie et insuffla son caractère à son gouvernement.

Je m'empresse de dire que cette différence n'est pas inconnue ou ignorée. Au contraire, la loi civile fondamentale espagnole, soit le code civil en vigueur, non seulement la reconnaît, mais même la légalise, statuant dans son article 12 que ces dispositions, qui sont en effet l'expression du droit castillan, ne s'appliqueront en Catalogne que pour une petite partie, soit pour une soixantaine d'articles sur près de deux mille.

Cette exception a été arrachée par la force, après un soulèvement du peuple catalan lors de

la discussion du code au Parlement : elle a été reconnue contre le gré des unitaires castillans ; elle manifeste trop clairement que la différence entre les deux conceptions est radicale, que les conséquences pratiques pour la régularisation de la vie juridique sont pratiquement insurmontables, mais qu'il n'est pas possible pour les Catalans d'agir en justice normalement, si la loi qui règle leurs actes s'inspire des principes généraux d'un droit en opposition avec cette loi, et la traduit en des règles contraires à son propre esprit.

De là le conflit : l'Espagne reconnaît cette contradiction mais n'en tient pas compte dans la pratique. Cette reconnaissance demeure une théorie inutile, une de ces nombreuses fictions sur lesquelles s'appuie la vie publique espagnole.

Les conséquences d'une pareille situation, du moins en fait de questions juridiques, seront tout d'abord un constant malaise en Catalogne, et plus encore si l'on considère que le régime, provenant de cette conception des principes du droit, est en grande partie basé sur l'habitude et non sur l'écrit.

Cette seule particularité, ce manque de formules explicites, encore que particularité externe, indique déjà que des différences essentielles doivent nécessairement surgir entre les régimes espagnol et catalan et les rendre incompatibles.

Sur ce point le droit castillan, ou, pour user de la terminologie de l'Académie Royale de la Langue, le droit espagnol est déjà opposé vigoureusement aux Catalans.

La langue castillane était encore en pleine formation quand un *corpus* juridique était déjà formé, véritable monument qui s'appelait : les « Siete partidas » d'Alphonse le Sage.

Ce livre, dont l'éloge serait superflu, constitue un code complet qui règle la vie juridique du pays sous tous ses aspects. Tout y est prévu, comme de juste, à la manière médiévale, et tout y est réglé.

Au contraire, la Catalogne n'a jamais eu de loi juridique de ce style, écrite avec méthode, conçue suivant un système ordonné et scientifique. Elle n'eut même pas de commentateurs pour développer une théorie des textes légaux ou écrire des traités méthodiques. Les livres de ces grands jurisconsultes : Fontanella, Oliba, Cancer, Jean de Socarrats, Peguera, Xamar, Callis, etc... ne sont autre chose que des études sur des questions pratiques : elles ont une fin essentiellement pratique.

Le législateur catalan, dans les siècles pendant lesquels il eut à agir, le fit invariablement en vue de ne promulguer une loi que pour résoudre des conflits juridiques concrets d'intérêt public, en se bornant strictement, et brièvement, à la question. Extérieurement, les deux corps juridiques ne pouvaient mieux marquer leur antagonisme.

Il est évident que des réalités de cette nature ne se produisent pas au hasard. En effet, pour celui qui feuillette les pages de l'histoire des deux nations, si élémentaire que soit son étude, elle s'enrichira vite d'une suite de faits qui ne peuvent s'expliquer que par une différence d'esprit.

La naissance même des deux nations présente un contraste frappant. La Castille, après sa fameuse victoire de Covadonga sur les Arabes, à laquelle elle dut la vie, est une unité qui s'annexera des territoires nouveaux à la pointe de l'épée. Elle naît et croît en imposant violemment son pouvoir. La Catalogne, au contraire, née d'une union entre deux familles comtales établies dans ce qui fut plus tard son territoire, se développe par des achats et des conventions civiles avec ses voisins. Sa naissance et son développement sont éminemment juridiques, œuvres d'une liberté en action. Pour assurer leurs frontières, les deux États ont recours au procédé du temps : accorder des libertés et des privilèges à quiconque s'établira et continuera à habiter sur leurs territoires. L'État castillan sentit vite la gêne que représentaient ces privilèges. En 1393, Enric III dérogea aux dispositions des Cortès et proclama que sa Royale volonté prévaudrait sur les conventions des Cortès. En Catalogne, Raymond Bérenguer, le souverain, ne s'aventurera pas à reprendre quoi que ce soit sur les Coutumes ou *Usages*, sans une collaboration publique d'hommes de toutes conditions : aristocrates, menestrels et paysans. Alors que dans aucun pays d'Europe n'avait pénétré l'idée de légiférer dans des assemblées élues, Alphonse Ier, en 1163, se refuse à promulguer aucune loi qui n'aurait été signée et autorisée par ses propres collaborateurs. La Catalogne perfectionna son système législatif démocratique bien avant que l'Angleterre n'ait promulgué sa grande Charte. Cela fut maintenu rigoureusement jusqu'à l'année 1714, pendant laquelle l'armée castillane pénétra par la force dans la capitale catalane ; victorieuse dans une guerre de domination passionnée, elle détruisit les institutions. En Castille on pendit ceux qui, sous le règne de Charles Ier, soulevèrent la rebellion des *Comunidades*, c'est-à-dire des libertés municipales contre l'absorption du pouvoir royal. En Catalogne les représentants des Municipes sont portés aux Cortès avec le surnom honorable de Brac ou *Estament reial*. Enfin, quand vint le moment où les idées absolutistes constituèrent tout l'esprit du gouvernement des peuples, tandis que la Castille en guise de Chambres Législatives, réunissait les *Procuradores* aux Cortès, avec mis-

sion d'accorder des subsides au Roi, d'organiser l'extention des contributions publiques, en Catalogne, les Cortès de Barcelone de 1632 ne se décidèrent pas à condamner le principe selon lequel aucune disposition n'avait force légale sans être sanctionnée par le Roi et les Cortès ; leur raison suprême était qu'il ne serait jamais possible en Catalogne de promulguer aucune loi sans l'approbation de ces deux souverainetés.

C'est une discussion curieuse, pratiquement inutile, de savoir si ces divers faits se sont produits parce que les deux peuples étaient gouvernés par un esprit juridique diamétralement opposé, ou au contraire, parce qu'ils constituaient deux esprits nationaux incompatibles. Dans la réalité, les idées de cause à effet se confondent ou s'entrecroisent de manière telle qu'il est difficile de savoir à quel point un fait est la conséquence d'un autre, ou au rebours, d'expliquer son existence. Si on laisse de côté la question juridique pour considérer la situation géographique de la Castille et de la Catalogne, on constatera ceci sur les forces qui motivèrent leurs gestes nationaux : la Castille le peuple le plus foncièrement espagnol, éloigné de la mer, avec le problème sanglant de l'occupation de ses territoires par les Arabes jusqu'en 1492, vécut comme un État ayant pour idéal national la victoire dans la guerre, c'est-à-dire la volonté d'imposer par la force d'un régime, d'une loi ou d'une façon d'être, sa suprématie. La Catalogne, avec son grand développement de côtes, avait offert les terres envahies pour la garantie de ses frontières dans le premier tiers du XIIIe siècle aux Castillans (de même qu'elle avait fait pour Murcie) ; elle était devenue un peuple de navigateurs, de commerçants, se développant du côté de l'Orient avec le but exclusif d'agrandir ses marchés. Elle eut pour idéal national une grandeur basée sur des traités de commerce, des dispositions loyales, des relations diplomatiques, des établissements de change, ou des banques marchandes ; elle florissait par tous ces arts libéraux que féconde une prospérité paisible.

Les deux peuples formèrent ainsi leur esprit sur un idéal opposé. Ils le nourrirent de gloires diverses: des victoires sanglantes d'une part, et, de l'autre la puissance éclatante d'activités civiles. Ces caractères nationaux se perpétuent à travers les siècles, s'infiltrent dans toutes les manifestations et maintiennent un antagonisme spirituel.

Pour le prouver, mieux que toute argumentation, citons un exemple.

Voici schématiquement comment les deux États entendent le principe fondamental de la loi, suivant leurs deux idéologies.

Dans le *Corpus* castillan déjà cité des *Partidas*, la raison de la méthode si curieusement suivie détermine le législateur à déclarer dans ses préludes ce qu'est la loi et comment elle se fait. « La loi, suivant sa conception, est une règle d'action qui contraint le peuple à travailler dans un sens déterminé, sous peine de châtiment. C'est le *Castigo scripto*, c'est une norme infrangible qui commande le bien et prohibe le mauvais. C'est, partant, la définition du bien et du mal selon la pensée du pouvoir Royal. C'est la volonté du prince devenant l'ordre de la vie. Effectivement, quand il explique comment la loi est faite, il dit que l'empereur ou le roi qui la détermine par lui-même, se conseillant lui-même, choisit ce qui lui convient, d'accord avec les sages qu'il a élus. Si le pouvoir a besoin d'un auxiliaire pour la rédaction, la lumière de la science du roi est la seule qui décide. Sa loi est un *a priori* qui est pensé par le pouvoir suprême et imposé aux citoyens comme norme de conduite.

Le régime catalan ne définit pas la loi. Mais il a la formule des Cortès, selon laquelle il n'y a de loi que conforme aux volontés concordantes de ceux qui font la loi et de ceux qui la subissent. Le critérium de la loi prévoit clairement les commentaires des jurisconsultes. Oliba déclare que les lois s'écrivent dans le but de fixer dans la mémoire le fruit de l'expérience. Mieres dit que la loi est un pacte entre les gouvernants et les gouvernés. Pour Vallseca, il y a des lois écrites parce que le peuple consent qu'on les écrive. Xammar croit que la loi nous oblige tant que le législateur l'admet, Fontanella qu'il n'est de disposition légale à laquelle la Coutume ne déroge, Peguera qu'il n'y a de conflit entre la loi et l'injustice qui ne produise son application à un cas concret ; qu'il faut passer par-dessus la loi pour que la justice triomphe. L'opposition entre les deux conceptions ne peut être plus forte. La loi catalane est telle que la fixe l'accord de ses Cortès, un fruit de l'expérience légalisée par le pouvoir.

C'est l'enseignement de la vie quotidienne constituée en norme qui évoluera constamment, comme, constamment, évoluent la vie, la vie et ses nécessités. C'est la négation de l'*a priori* et de l'imposition d'un critérium immobile.

En vain parlerions-nous des conséquences pratiques de cet antagonisme. Suivant la conception espagnole, la justice s'incarne en une formule intangible élaborée par le pouvoir suprême, une barre de fer devant laquelle il faut tout plier. Suivant la théorie catalane, il n'y a pas de justice si son application donne un résultat abusif ou injuste.

Elle doit produire des fruits d'équité, c'est-à-dire être une justice appliquée.

Le juge d'esprit castillan sait que ses actes sont soumis à une formule, contre l'intangibilité de laquelle il ne peut rien, parce qu'il appartient à un pouvoir supérieur de l'examiner. En Catalogne, le citoyen sait que la loi ne le contraint pas contre l'évolution qui s'opère dans la coutume juridique et à laquelle il contribue lui-même par ses propres actes.

Toute la vie et toute la jurisprudence civile catalanes, les successions, les contrats matrimoniaux, les contrats agricoles, tout l'appareil judiciaire sont conçus dans cet esprit. Telle est la véritable cause du malaise, qui tient moins à ce que les deux pays sont différents, qu'au fait que l'Espagne reconnaît en droit cette différence et la nie dans la pratique.

Ce que tous les États font dans leurs colonies, ce que fait l'Espagne même au Maroc, en ayant soin que ses fonctionnaires sachent pénétrer dans le pays, comprendre la manière d'être des habitants, leur âme essentielle, l'Espagne ne l'a pas fait en Catalogne.

Juges, notaires, fonctionnaires de l'organisation judiciaire proviennent d'universités où l'on n'enseigne pas le régime catalan. Ils sont pénétrés de pratiques espagnoles et ignorent totalement la langue catalane. Désignés pour exercer en Catalogne, ils font abstraction complète du fait que la langue catalane est une réalité.

Un simple détail en fera foi. Un citoyen qui veut faire son testament, ignorant le castillan, s'adresse à un notaire qui ne comprend pas le catalan, suivant en cela les prescriptions du notariat. Le citoyen ne peut ni tester ni contracter, sinon dans une langue qu'il ignore.

C'est la manière espagnole. C'est l'esprit de domination sur toutes autres convenances. L'Espagne se comporte en Catalogne comme en état de guerre. Elle s'efforce de détruire l'esprit catalan. L'histoire répète constamment qu'une lutte entre la force matérielle oppressive et l'esprit produit la stérilité, des fruits négatifs et s'achève en haine. L'Espagne ne le comprend pas. Dans les jours présents, elle travaille suivant sa méthode traditionnelle. Elle cherche un remède dans une persécution plus grande.

C'est pourquoi l'on déclare que l'Espagne est un conflit vivant. Nous pensons que malheureusement cette affirmation exprime la vérité, parce que les peuples ne peuvent pas changer de nature, même s'ils le voulaient.

De là, les difficultés chaque jour plus grandes du gouvernement en Espagne. La Catalogne en est arrivée à se convaincre qu'il n'y aura pas d'autre solution de paix pour elle que de s'emparer du gouvernement de l'Espagne et de la dominer. A moins qu'elle ne se sépare de l'Espagne comme le firent Cuba et le Portugal. Nous ne voulons pas dire quelles conséquences cette situation trop connue de tous exercera sur l'idéologie espagnole.

Francesco MASPONS,
Ancien Président de l'Académie de Jurisprudence de Barcelone.

LE DIABLE DES MERS (1)

(Nouvelle)

A six heurs du soir, le tonnerre éclate sur Trégornan et les falaises répercutent ses détonations. Le vent ramène ensuite les grondements de l'Océan, et l'on croirait une grande bataille navale engagée au large.

— Tout va bien! proclame Gildas, occupé à manger une cotriade faite du « menu » que chaque pêcheur garde pour sa part et ne cède jamais au mareyeur. Tout va bien, Anna-Maria!

— Vous n'allez pas sortir par ce temps, lui répond de sa voix plaintive sa femme.

— Ah bien! et nos vins, la mère? Notre vendange va passer et nous ne serions pas là pour encaver? La goélette de Larmeur ne peut attendre. « Si vous n'êtes pas au rendez-vous, camarades, tant pis pour vous, nous ne manquons pas d'amateurs! » Oui, voilà ce que répondrait le capitaine Larmeur et les gens de Groix recueilleraient avec plaisir nos tonnelets. Donc, pas d'observations! D'ailleurs, la mer s'arrange à souhait pour dégoûter les curieux! Gabelous et syndic laisseront leurs cotres au port.

— Mais vois donc l'orage, mon pauvre homme! Ah! la foudre vient de tomber sur le phare! Quel fracas, Seigneur Jésus!

Terrifiée, Anna-Maria, les mains aux oreilles, se balançait comme une cloche.

Le patron-pêcheur avait ouvert sa porte afin de regarder l'averse rageuse renverser le froment d'un champ. Ailleurs, il aurait semblé que d'invisibles et détestables poulpiquets piétinaient les tiges des pommes de terre et arrachaient à la volée les feuilles des petits ormeaux déjetés par le noroît. Quelques pêcheurs-jardiniers couraient, courbés

(1) V. *La Revue Bleue* du 21 juin 1924.

sous la pluie, la houe à l'épaule. Ils volaient au secours de leurs sillons engorgés par la boue qui menaçait de submerger leurs légumes.

Ses larges épaules haussées avec mépris, Gildas gronda :

— C'est bien fait! moitiés de paysans! Est-ce que je cultive patates et gourganes, moi? Je les achète. Mieux vaut, pour un marin, donner tout son effort sur mer. Vos choux sont gâtés! Tant mieux! Ça vous apprendra votre devoir!

Tout à coup, le nuée cendrée parut éclater comme une voile sous la poussée d'un vent à tout casser, — car la féerie du crépuscule s'inaugurait — des hirondelles apparurent. Roulées par la rafale, elles tourbillonnaient à grands cris.

— Ah! les petites courageuses! s'exclama le sauveteur en les admirant. Elles me marquent mon devoir. Allons, femme! Mon ciré! Je sors. La mer est étale.

Mais comme la dolente Anna-Maria se contentait d'agiter les coudes comme une cane ses ailes au bord d'une mare, sans aller ouvrir son armoire « grimacée » (1), Levédec, frappant d'un pied, reprit de sa grande voix de patron :

— Mon ciré, femme.

Alors elle le lui remit, d'un air désolé.

Avec une brutalité cordiale, Gildas, prenant entre le pouce et l'index le menton d'Anna-Maria, le secoua de droite et de gauche.

— Ris donc, mon fossoyeur!

— Je ne puis point, gémit-elle, la bouche ondulée en coquille Saint-Jacques, dans son effort pour être agréable à son redoutable époux.

— Et pourquoi ne peux-tu point, la mère?

— Parce que, j'en ai le pressentiment, cette sortie ne te réussira pas.

Goguenard, Levédec plaqua ses mains aux épaules de sa femme en lui demandant :

— Aurais-tu aperçu l'intersigne?

— Oh! tais-toi, Gildas! Non! Non! Mais le mauvais temps vous menace... et puis... et puis... enfin tu sais bien?

— Oui, ma chère, je sais bien, l'autre, ton ancien galant, rejeté comme un bigorneau vide, se donne maintenant des allures de défenseur de l'État pour se venger de nous. Eh bien! ne crains rien, ce n'est pas encore cette fois qu'il me prendra. Allons! au revoir!

Elle semblait si contrite à l'idée des risques de cette expédition, qu'il l'embrassa rudement en lui disant :

— Oui, tu es une bonne femme qui prend cœur à mes affaires. A cette nuit... ou, des fois, la nuit prochaine, seulement, s'il le fallait? Pas d'inquiétudes! *Le Diable-des-Mers* n'est pas une crevette qu'on prend au haveneau.

Et Gildas s'éloigna de son allure glorieuse, foulant le sol mouillé de ses sabots-bottes qui lui faisaient des pattes d'éléphant. D'ailleurs, sous son ciré brunâtre, il semblait un épais pachyderme. Restée au seuil de sa maison, Anna-Maria voyait s'éloigner son mari en songeant :

« Pourquoi m'a-t-il embrassée? Il ne le fait jamais, car quoiqu'il soit bon comme la mie sous sa croûte, ce n'est pas un homme de douceur. »

Et saisie par la marque inattendue de tendresse de son rude mari, elle en rechercha longtemps la cause qui lui parut une nouvelle source de craintes.

Sur le chemin du port, Gildas rencontra ses enfants trempés, souillés, qui se jetèrent dans ses jambes en gambandant :

— Ah! mes paloudes, vous sortez des vases! Pouah! qu'ils sont sales!

Et il leur donnait des taloches amicales.

— Allons, rentrez vous faire étriller par votre mère, mes puces de mer.

Un peu plus loin, le patron atteignit à la « Bourse » installée sur le sommet d'une butte granitique qui dominait le cap, le port et le village un peu en arrière des falaises. Un petit mur d'à peine quatre pieds de haut bornait ce « forum » des pêcheurs de Trégornan. C'est là qu'ils se réunissaient pour discuter leurs affaires, apprendre les nouvelles, vendre leur poisson, rapiécer et roucouer leurs voilures, passer à la teinture leurs filets ou les réparer. C'était encore à la « Bourse » que, chaque soir, les patrons discutaient afin de savoir s'ils prendraient la mer, lorsque le temps leur semblait douteux.

Quand Lévedec atteignit à « la Bourse », une quarantaine de chaluteurs se trouvaient agenouillés derrière le petit mur, et seuls leurs bérets et leurs yeux dépassaient sa ligne de faîte. Ils regardaient moutonner les vagues d'un vert de cul de bouteille sous le ciel sulfureux.

— Holà! les amis, partons-nous? leur demanda-t-il.

— Ma foi! mon Gildas, ils hésitent, répondit un retraité coiffé d'un bonnet à quartiers dont les oreillettes rabattues couvraient sa barbe blanche en côtelettes. Pourriez-vous chaluter ou pêcher avec cette danse?

— Chut! tonton Guillaouen!

Et le geste impérieux de Levédec fit taire le vieillard, son oncle.

— Moi, j'assure au contraire, que le poisson, remué par ce branle-bas d'orage, le fera rentrer à pleines corbeilles dans nos poches, déclara Lefloach en hurlant afin d'être entendu du douanier

(1) Sculptée de fleurs et d'oiseaux.

Leven, de garde sur la jetée, où il se promenait de long en large.

— Ça se pourrait bien, accorda le vieux Guillaouen qui avait compris l'intention du matelot.

— C'est même sûr, ajoutèrent quelques autres pêcheurs en clignant d'un œil complice.

— Alors, embarque. Voilà le jusant.

A l'avertissement de Gildas, cinq patrons et leurs matelots descendirent le sentier qui menait au chenal, mais les autres chaluteurs demeurèrent à l'abri de leur mur. Non! c'était trop risquer que de vouloir pêcher par une houle pareille.

— Ces gens-là sont collés comme des moules à leur rocher, gronda Levédec à Lefloach, Plounévez et Rio. Eh bien! pas de partage avec eux! Nos vins d'Espagne ne récompenseront que les braves gens qui prendront la mer.

Mais, comme les pêcheurs, après avoir atteint la jetée, allaient s'égailler pour rejoindre leurs barques, le brigadier Talanic apparut à la tête de ses cinq hommes armés de leurs fusils. Il les faisait marcher au pas, avec peine, car ces soldats sur l'âge avaient la mollesse des retraités.

— Halte! leur ordonna-t-il! Portez... arme! Présentez... arme! En avant... arrche!

En battant des semelles, à contre-temps, les bons douaniers obéissaient sans zèle.

— Holà! s'exclama Gildas hilare, l'exercice, à cette heure, par ce temps? Quelle araignée travaille la cervelle de ce Talanic?

A cette réflexion les pêcheurs rirent l'un après l'autre, et de plus en plus fort, ce qui produisit une clameur en gamme chromatique de l'effet le plus comique. Sans paraître l'entendre, le brigadier, imperturbable, commanda :

— En joue... feu!... Autant! Autant! En joue... feu!

Et le déclic des chiens ne rendit qu'un seul son.

— Regardez-les donc, dit gaîment Gildas à ses matelots, ils nous visent ni plus ni moins que si nous étions des « Penru » (1). Eh bien! mes gas, vous vous adressez mal. Quand on veut atteindre des gens de notre espèce, il faut aller les chercher sur l'eau, et, ce n'est pas une besogne pour des soldats de plomb. Allons! embarquez les fils.

Au violent ressac, tantôt *Le Diable-des-Mers* s'effondrait et tantôt montait à la pointe d'une lame.

— Pas commode, patron, il rue, notre démon.

— Eh bien! prenez-le par la crinière, garçons, et tombez-lui sur le dos! Allons! Houp!

L'un après l'autre, les quatre hommes saisissant le plat-bord du chasse-marée, quand il se présentait à bonne hauteur du quai, se laissaient enlever, et après un rétablissement sur les avant-bras, enjambaient et sautaient sur le pont.

— Maintenant, les amis, travaillons à découvert pour donner l'impression aux douaniers que nous voulons récurer sérieusement les fonds.

Lefloach et Rio hissèrent le chalut à vergue par ses chandeliers. La poulie, sous leur effort, jeta des cris aigus qui attirèrent les courlis.

— Ah! ces pillards s'attendent déjà à la curée, dit Gildas. Ils vont nous suivre. Eh bien! mes voraces, vous en serez pour votre promenade, car notre pêche d'Espagne ne sera pas pour vos becs.

L'austère Plounévez, enchanté de cette plaisanterie, sourit. Mais quand le visage si rarement expressif de ce marin s'animait, il gardait un long moment son expression. Aussi, dix minutes plus tard, sa longue face conservait-elle encore son sourire incrusté entre ses lèvres bleuâtres.

Déjà les patrons Pedron, Louro, Monserat, Navalo, ce dernier frère d'Anna-Maria, viraient de bord en avant du môle pour se diriger vers Penter et leurs embarcations piaffaient aussitôt d'une façon inquiétante.

— Repos, commandait le brigadier, très intéressé par cette sortie.

« Ils semblent vouloir aller pêcher, songea-t-il. Je doute qu'ils puissent descendre leurs chaluts. Et gare les avaries. Drôle d'idées? Hum! Hum! »

Cependant, à son tour, le *Diable-des-Mers* sortait du port. Peinturluré de rouge, ce chasse-marée aux voiles roucouées avait une allure ardente sur la mer d'un vert vaseux. A cheval sur sa barre, Levédec semblait le cavalier d'une monture qui s'enlevait à l'obstacle avec aisance. Malgré l'âpreté de l'air, il avait osé offrir au vent toute sa voilure, depuis le foc, jusqu'au taillevent, aussi la mer embarquait parfois à son bord.

De la Bourse, les pêcheurs restés à terre par prudence, admiraient avec quelle audace *Le Diable-des-Mers* affrontait la houle.

— Ah! Levédec restera toujours notre maître, proclamait un rameur du canot de sauvetage, lorsqu'un de ses camarades répondit :

— Ce qui l'encourage aujourd'hui, c'est l'espoir de sa pêche en bouteille! Et comme nous autres n'avions pas le même motif de zèle, on est demeuré à la maison.

— Pas certain que mon neveu réussisse, cette fois, prononça un vieillard en faisant passer nerveusement sa chique de tabac d'une joue dans l'autre. Il ne faut pas tenter Dieu!

— Tu sais bien, Guillaouen, que Gildas marche avec « Kabino » (1).

(1) Tête-rouge, sorte de canard sauvage des eaux bretonnes.

(1) L'esprit du mal en patois morbihannais.

Le vieux Guillaouen, arrachant son bonnet à quartiers de son crâne chauve, protesta d'une voix glapissante d'indignation :

— C'est pas des choses à dire...! Qu'ils lèvent donc la main les hommes qui ont sauvé trois cents corps avec leurs âmes?

— Ne te fâche pas, l'ancien, reprit son interlocuteur, un jaloux mécontent de n'avoir pas été nommé sous-patron du canot sauveteur, car on lui avait préféré Navalo, beau-frère de Gildas. Mais tu ne m'empêcheras pas de te faire remarquer, Guillaouen, que, cette nuit, ton neveu ne sort que pour son appétit.

Un patron au petit nez en bouton de soupière, répliqua :

— Levédec a raison de risquer un peu pour ravitailler son cellier. Quelle joie le pauvre pêcheur a-t-il en ce monde de souffrance? Une bonne goutte, chaque jour! Souhaitons-lui belle chance.

— Il ne réussira, reprit le vieux Guillaouen, que si la mer ne grossit pas. Sans ça, pas moyen d'accoster *La Jeune Alice!*

— Ah! ne vous mettez donc pas en peine, le père! Un goéland comme Gildas ne s'effraie pas des flots.

— Oui, mais les bouteilles, c'est plus cassant que les hommes à embarquer, ajouta le vieillard inquiet.

Sa réflexion fit rire son voisin dont la gaîté se communiqua au pêcheur accroupi près de lui, et ainsi de suite, jusqu'au bout de la rangée des hommes à l'abri du mur, ce qui demanda un certain temps ; aussi le dernier s'esclaffait-il encore, lorsque les premiers rieurs avaient repris leur sérieux. Puis ils recommencèrent d'observer le large où la nuit descendait. Ils découvrirent encore la petite miette rouge du *Diable-des-Mers* aux dernières lueurs du crépuscule orageux. Autour de lui, les autres chalutiers roulaient et tanguaient. Enfin, ils reconnurent une douzaine de noirs sinagos, pêcheurs de crevettes, qui rôdaient audacieusement le long des rivages en éruption sous les coups de mer qui sautaient au ciel. Alors ces Bretons s'éprouvèrent les fils d'une vaillante race et, obscurément satisfaits, regagnèrent leurs maisonnettes dont les vitres brillaient comme des yeux d'or sous la flambée des fagots.

***

Aussitôt le *Diable-des-Mers* passé derrière le cap de Penlan, le brigadier Talanic, cessant de commander l'exercice à ses douaniers, leur dit d'un ton résolu :

— Cette fois, nous avons chance de prendre les oiseaux. Il est encore trop tôt pour se mettre à leur poursuite. Attendons la nuit noire, car tous ces pêcheurs, qui s'entendent comme larrons en foire, nous trahiraient. Or, il faut prouver à ces pirates que les douaniers ne sont pas des maladroits. Levédec s'imagine-t-il donc que nous ne sommes pas avertis du passage de la goélette de Larmeur qui porte deux cent mille francs de vins d'Espagne, déclarés, sans compter les tonneaux destinés à nos contrebandiers? Eh bien! j'en fais le serment, Levédec n'en goûtera jamais un verre. Voilà trop d'années que les gens de ce pays boivent en secret dans leurs maisons : Malaga, Xérès et Porto qu'ils se procurent au prix du « gros bleu » de l'Hérault, par le moyen de leur contrebande. Cette fois, mon célèbre patron, je te tiens et je te jure que ta décoration te tombera de la poitrine comme une feuille sèche. Forban, ton *Diable-des-Mers*, saisi, sera vendu aux enchères pour payer tes amendes et les frais. Et enfin, les messieurs de Paris qui t'ont fait décorer par ignorance, connaîtront combien leur bonne foi fut surprise.

Les douaniers, qui écoutaient avec sympathie leur chef exécuter un pêcheur détesté pour le mépris qu'il leur témoignait, protestèrent pourtant qu'on ne pouvait point nier la bravoure de ce patron-sauveteur.

— N'exagérez point son mérite, répartit Talanic. Prendre la mer par tempête ne lui coûte pas plus qu'à mon chien de se jeter à l'eau pour rapporter le bâton que je lui lance. C'est un instinct chez lui, pas davantage. Ces inconscients ne raisonnent pas leurs actes.

— N'empêche, marmonna le douanier Leven, que le résultat est tout de même fameux! Sans lui, il y aurait des veuves et des orphelins à la centaine.

— Toi, Leven, répliqua Talanic, tu restes plein d'indulgence pour ces corsaires, parce que tu es fils de marin.

— N'empêche, brigadier, que je me suis fait douanier par goût, mais je sais reconnaître leur mérite. Le métier des pêcheurs est moins assuré que le nôtre ; c'est même pour cette raison que je porte l'uniforme, car j'aime ma tranquillité.

Un peu gêné par cette franche déclaration, le sous-officier bougonna :

— Rompez. Et rendez-vous à dix heures, à bord du cotre, avec armes et cartouches.

— Oh! s'exclama Coatier, que craignez-vous donc, chef?

— Si ces forbans résistent ou menacent, quand je les prendrai en mer sur le fait, je... je... enfin il faut pouvoir se défendre.

Les douaniers s'éloignèrent pensivement. La partie leur semblait lourde à jouer avec un albatros de l'envergure de Levédec, qu'ils auraient bien voulu pouvoir attendre tout tranquillement dans

le port. Quelle folle idée de se risquer à sa poursuite? Mais l'animosité de leur brigadier contre le patron du *Diable-des-Mers* lui brouillait l'esprit. Ce ne serait vraiment pas drôle par cette houle à vous rompre les os. Or, étaient-ils entrés dans les douanes pour souffrir comme des marins? Leur but n'avait-il pas été de trouver une situation paisible, une espèce de demi-retraite? Ils n'avaient pas de chance d'être commandés par un chef toujours sur le pied de guerre.

L'angélus tintait à la tour de Trégornan. Une compagnie de noirs corbeaux, réveillés, tournèrent quelques instants en jetant d'âcres croassements, puis rentrèrent dans la galerie. Au loin, la clameur de l'Océan s'élevait de plus en plus impérieuse. De temps à autre, les lames de fond, qui tonnaient aux grottes sous-marines de Penlan, faisaient vibrer la presqu'île. On eût dit que la mer, heurtant le seuil d'une habitation, voulait se faire ouvrir. Et c'était bien, en effet, la signification de ce heurtoir des eaux.

Dans le village déserté à la nuit naissante, Talanic-le-noir, sa pèlerine à capuchon jetée sur les épaules, car de grosses gouttes de pluie tombaient, dépassant le couvent des Sœurs de la Sagesse où les prières du soir, psalmodiées, évoquaient le bruit mélancolique des petits déferlements sur une grève, pénétra chez Moan, syndic des gens de mer. Il le trouva dans son bureau, en conférence avec le garde-maritime, Herbot Manach, qui se plaignait que les règlements concernant la récolte des moules sur les rochers du Taloir ne fussent pas respectés. Les femmes et enfants en emplissaient de pleins sacs par ce temps prohibé. Il requérait donc le Syndic d'admonester sévèrement maris ou pères de tous ces pilleurs.

— Pourquoi ne leur dressez-vous pas vous-même des procès-verbaux, demanda Moan, surnommé le marsouin, en sa qualité d'ancien sergent de l'infanterie coloniale?

— Oh! je n'aurais pas le cœur, répondit le garde-pêche, brave homme à tête de bon mouton.

— C'est pourtant avec ces faiblesses qu'on laisse piller l'État, protesta Talanic en s'avançant vers les deux fonctionnaires. Vous, comme moi, témoignons trop de complaisance à tous ces gratteurs de roches, et non seulement ils ne nous en sont pas reconnaissants, mais ils nous détestent.

— C'est la vérité, accorda le Syndic qui ressemblait à l'empereur Napoléon III avec ses moustaches effilées sous un nez aquilin et sa barbiche.

— Si vous en êtes convaincus, imitez-moi, faites votre service, reprit le brigadier. Moi, je suis décidé dorénavant à mâter ces gens de mer. Pour commencer, j'envoie une boule dans la maîtresse quille de ce port. Celle-ci renversée, les autres sauront qu'elles risquent aussi la culbute à vouloir enfreindre les lois de l'État.

Talanic, dans ses propos, abusait de ce grand mot qu'il prononçait avec un ronflement « l'Aitâte ».

— La maîtresse quille! Voulez-vous parler de Gildas Levédec, demanda le Syndic dont l'impérial visage exprimait une certaine surprise?

— En effet, lui-même!

Ses bons yeux d'albinos dilatés, le garde-pêche caressant sa tête laineuse, murmura :

— Songez à sa croix, brigadier, et à ses belles actions.

— Ah! Manach, vous parlez ainsi par crainte des responsabilités. Oubliez-vous le mal qu'il fait au pays, cet homme, et ses mauvais exemples.. Chef de la contrebande en mer, il pille « l'Aitâte »! Observe-t-il jamais les règlements de pêche? Allons donc! il emploie les filets tournants pour la sardine et se sert de chaluts qui ne sont pas réglementaires. Tenez, garde-pêche, pendant que je vous parle, Levédec racle les soles dans l'estuaire prohibé, puisque c'est là que le menu poisson grandit.

— Ah! mais! Ah! mais! je ne lui permettrai pas cette maraude, se récria le garde-pêche touché au cœur.

— Et je vais vous expliquer pourquoi il pille la rivière, cette nuit; c'est afin de remplir bien vite de sa pêche quelques paniers pour nous leurrer, demain, en les présentant aux mareyeurs comme un brave chalutier au retour de son travail. A la vérité, il est pressé de remonter son chalut pour pouvoir se livrer à une autre espèce de pêche plus productive, celle des vins d'Espagne.

Le brigadier mit alors au courant de ses projets le Syndic et le garde-maritime. Il leur démontra que leur devoir les obligeait à courir eux-mêmes aux trousses du *Diable-des-Mers*.

— Si je le pince dans l'estuaire, tout patron-sauveteur qu'il soit, Levédec aura sa contravention, convint Manach.

— Alors embarquez. Nous autres, douaniers, sommes résolus à faire respecter les droits de « l'Aitâte » et vous les trahiriez en vous abstenant.

A cette objurgation, le Syndic et le garde assurèrent qu'ils allaient prendre la mer.

Soucieux, Moan ayant allumé sa lampe, car il s'étaient entretenus jusqu'ici dans l'obscurité, l'approcha de son baromètre.

— 758, annonça-t-il d'une voix grave. Il baisse toujours. Ce n'est peut-être pas prudent de sortir?

Indigné de ce revirement, Talanic déclara durement :

—C'est pourtant le moment ou jamais de prouver que vous êtes le syndic des gens de mer? Vous

donneriez raison à vos administrés lorsqu'ils vous traitent insolemment de « marsouin de terre sèche ». En prenant un air vraiment impérial, Moan répartit :

— Qui vous dit que je ne sortirai pas? Manach et moi embarquerons sur mon cotre et nous serons peut-être avant vous aux bordages du *Diable-des-Mers*.

— A la bonne heure, applaudit Talanic! Ah! voyez-vous, chers amis, avec un peu plus d'entente entre fonctionnaires, il y a longtemps que nous tiendrions Levédec et ces révoltés. Mais voilà, jalousie par ci, susceptibilité par là, égoïsme là-bas et le manque d'harmonie de nos services permettent à ces pirates de passer entre les mailles. Eh bien! il faut que cela finisse.

— ...Que cela finisse, répéta Moan en regardant d'un air songeur son baromètre dont l'aiguille indiquait presque la tempête. Devant la préoccupation du syndic, Manach alla donner un coup de l'index sur la glace de l'instrument et la secousse déclancha encore un recul :

— 257,5 annonça-t-il, et le hochement de sa tête parut ne plus pouvoir s'arrêter.

— Raison de plus pour nous hâter de sortir, prononça vivement le brigadier. J'ai l'idée que Levédec court maintenant à la rencontre de la goélette.

— Dans ce cas, s'écrièrent le syndic et le garde, notre rôle serait fini, car les délits de douane ne sont pas de notre ressort.

— Ah! voilà bien ce que je disais tout à l'heure, répliqua Talanic furieux. Chaque administration ignore sa voisine et tant pis pour « l'Aitâte! » Vous ferez comme vous voudrez. Bonsoir. Moi, je sors parce que j'entends accomplir mon devoir, tandis que... des fois... si l'on savait vos raisons...?

— Ne vous fâchez pas, brigadier; quand bien même ce ne serait que pour vous être agréable, on vous suivra.

— Merci, Messieurs.

— Il n'y a pas de quoi, brigadier. A bientôt. Appareillons tout de suite, car l'ouragan pourrait bien nous obliger à virer de bord... D'ailleurs la même idée est peut-être venue au *Diable-des-Mers*. Dans ce cas nous en serions quitte pour une sortie manquée.

— Oh! ce serait méconnaître Levédec, reprit le douanier. Il aimerait mieux se laisser périr que de renoncer à récolter sa provision de vins, car boire des liqueurs de millionnaire pour le prix du « gros bleu », c'est la passion de ce brigand.

Soucieux, le syndic jeta un coup d'œil à Manach avant de faire remarquer qu'on entendait la mer grogner terriblement depuis quelques instants. Il ne faudrait tout de même pas se noyer.

— Ah! bien sûr, Messieurs! Ce serait trop bête de mourir pour ces coquins. On peut être à la fois courageux et prudents. A bientôt!

A peine le brigadier dans la rue du couvent, une rafale lui arracha sa pèlerine. Il sacra lorsqu'il constata que la girouette des Sœurs de la Sagesse avait embroché son capuchon.

« Ne perdons pas notre temps, songea-t-il, demain je le retrouverai ou je m'en ferai payer un neuf par « l'Aitâte ».

Au poste de la douane, il trouva ses soldats armés de leurs revolvers et fusils suivant ses prescriptions. Assez maussades, ils lui demandèrent s'il n'avait pas changé d'idées. Pour toute explication, il leur commanda sèchement :

— En avant, marche!

Bientôt leur cotre essaya de gagner la sortie du port. Le courant dans le chenal les empêchait de doubler la pointe de Trégornan. Ils durent souquer sur leurs avirons. A peine le cap franchi, la danse commença.

— Je ne savais pas l'océan aussi grincheux, gronda Talanic en éprouvant tout aussitôt le sentiment de son infériorité.

Dans l'obscurité, les douaniers s'entendirent tout à coup hélés, et dans un grand bruit de friture, ils virent passer, à l'allure d'un cheval au trot, plusieurs chalutiers, qui, leurs vergues bord sur bord, fuyaient vent arrière. Au passage, ces équipages se gaussaient du cotre blanc.

— Hé, gabelous, quelle pêche? Merlue, raie ou chinchard?

— Pas un des ces insolents n'arbore ses feux réglementaires, fit Coatier.

— C'est l'affaire au syndic et au garde de leur donner des contraventions, gronda Talanic, inquiet, car l'embarcation de Moan ne le suivait pas. Soudain, il aperçut des fanaux qui montaient et descendaient à la pointe des houles. Il en fut soulagé, car il éprouvait le besoin de ce renfort pour lutter contre le *Diable-des-Mers* ».

— Ohé, du canot! partie de plaisir? Beau temps pour promener des demoiselles.

Un nouveau chalutier à peine visible dans les ténèbres venait de les ranger et c'était de son pont qu'était partie l'apostrophe.

— J'ai reconnu la voix nasillarde de Navalo, déclara Coatier. C'est le *Je prends mon bien*. Son équipage est assez nombreux pour ne pas gambier. Avez-vous remarqué sa voilure?

— J'ai remarqué que ces brutes pouvaient nous faire chavirer, maugréa Talanic. Et on ne peut les éviter; on ne les voit pas arriver.

A cette observation de leur sous-officier, les cinq soldats, apeurés, songèrent qu'ils se trouve-

raient à la merci d'un manœuvrier de la force de Gildas Levédec car leur blancheur les desservait. Mais pourquoi ces bateaux rentraient-ils à Trégornan? Si ces matelots trouvaient le temps dangereux, pourquoi des douaniers s'exposeraient-ils? Coatier fit observer à son brigadier qu'il n'allait plus rester une embarcation en mer par cette bourrasque et que leur rôle deviendrait inutile.

— Aussi longtemps que je n'aurai pas vu rentrer Levédec, lui répartit violemment Talanic, je le chercherai.

— Par cette nuit de poix et avec ce vent à vous démâter, ce ne sera pas commode, chef. On aurait eu plus de facilité à le prendre à sa rentrée.

— Belle malice! Tu le crois donc bien bête. Il irait débarquer sa contrebande dans un autre port, car tous ces pêcheurs sont complices, et il reviendrait la cale vide. Ah! c'est trop longtemps se moquer de moi. Je vous répète que j'entends mettre le grappin sur *Le Diable-des-Mers* et que je veux lui faire une honte publique en laissant sa contrebande à bord sous la surveillance de vos fusils jusqu'à l'arrivée des agents de la régie. C'est fini pour lui de faire le glorieux et de boire en paix ses liqueurs de contrebande. Je veux le prendre et le prendrai.

En son exaspération, le brigadier avait hurlé comme s'il espérait être entendu de l'homme détesté qui lui avait enlevé sa fiancé et reçu tous les honneurs.

La mer, dont la grande poitrine s'enflait de plus en plus sous l'haleine furieuse du vent, couvrit cette menace de son formidable grondement.

— Hop! sang de misère! s'exclama Coatier.

Un paquet de mer venait de le coiffer.

***

A quatre heures du matin, les pêcheurs chalutiers ou sardiniers de Trégornan, vêtus de leurs amples cirés luisants qui leur donnaient des allures d'otaries, rassemblés derrière le petit mur de la « Bourse », semblaient anxieux.

Sur l'océan, encore violâtre comme de l'encre, pas une voile n'apparaissait. Les embruns bouchaient le large.

Le patron du *Je prends mon bien*, Navalo, beau-frère de Levédec, un grand homme à maigre face sacerdotale rasée, yeux mystiques, et bouche mince et mobile qui semblait toujours balbutier des prières, le menton appuyé au faîte du mur, considérait avec passion l'Atlantique. Enfin, il s'allongea comme ses voisins, sur le dos, et prononça d'un air sombre :

— C'est à n'y rien comprendre. A dix heures, hier soir, j'ai laissé Gildas en face Kerlaz... Il chalutait, oh! pour la frime, car la lame était déjà trop dure pour un bon travail. Comme nous rentrions, nous avons croisé les cotres des gabelous et du syndic qui volaient comme des corbeaux en quête de nourriture. On leur a souhaité bien de l'agrément. Depuis ce moment, plus de nouvelles. Tout ce monde-là serait-il perdu? Ma pauvre sœur que je viens de quitter pleure comme une Madeleine.

— Voyons, Navalo, riposta Guillaouen, son bonnet à quartier enfoncé sur son nez, tu ne vas pas t'imaginer un matelot comme Gildas gêné par cette houle, presque une confiture pour un marin de sa sorte? Moi, je devine l'aventure.

Le vieillard s'était levé pour observer l'Océan; une rafale le renversa.

— Ouf! Il sourit de son malheur avant de ramper sur les genoux et les coudes jusqu'au mur protecteur.

— Quelle aventure? Parlez donc, tonton, demanda Navalo impatienté?

— Mon fils, tu devrais t'en douter comme moi, Talanic et le garde-pêche couraient, assures-tu, à la poursuite de ton beau-frère. Eh bien! celui-ci les aura menés là où ils auraient bien voulu ne pas aller. Maintenant, se repentant de leur témérité, ils essaient de rallier Trégornan les mains vides, tandis que Gildas, ses tonneaux à bord, cherche quelque côte tranquille pour les cacher. Et cette opération me donne du souci.

Une vague formidable venait de donner son coup de bélier. La falaise trembla; puis, le ruissellement emplit l'espace de son bruit de cascade. D'instinct tous les pêcheurs avaient dressé leurs têtes jusqu'au faîte du mur, quand Navalo s'écria :

— Ma foi! tu pourrais avoir raison, Guillaouen. Voici déjà le cotre du syndic qui rentre. Ah! c'est à rire.

Dans sa joie, le patron du *Je prends mon bien* voulut se mettre debout pour mieux voir, mais la bourrasque le fit s'étaler jambes en l'air. Encore sur le dos, il répétait :

— Guillaouen a raison. Allons aux nouvelles.

Alors, en se défilant le long de leur abri jusqu'au chemin creux, la centaine des chalutiers et sardiniers, le dos voûté et appuyant leurs mains sur les épaules les uns des autres, formèrent un long dragon à cent pieds que la tempête faisait osciller. Arrivés au port abrité du Nord-Ouest par la falaise en croissant, les pêcheurs se relevèrent dans l'air calme, alors qu'à cent mètres en avant d'eux le vent coupait comme à la hache les vagues qu'il répandait plus loin en cataractes.

Avec une peine inouïe, le cotre du syndic put arriver à s'embouquer.

— Regardez donc, Moan et Manach, dit Navalo réjoui, ils sortent de l'étrille mais leur palefrenier n'a pas fini leur toilette.

Nu-têtes, cheveux et barbe hérissés, face livide, yeux rougis, le syndic et le garde-pêche purent enfin accoster, aidés avec un zèle moqueur par les pêcheurs.

— Holà, les capitaines, votre contentement fait plaisir à voir.

Le syndic dont les longues moustaches collées aux joues tombaient comme des herbes fauchées, après un coup d'œil méprisant aux pêcheurs, s'éloigna sans prononcer un mot.

— Comme de juste, les marsouins ne parlent pas, chuchota Navalo réjoui. Ils ne savent que plonger et, on le voit de reste, celui-là but la goutte amère cette nuit.

Puis, d'un ton cordial, le patron chalutier reprit :

— Mais vous, pauvre monsieur Manach, d'où venez-vous?

Lorsque le syndic qui s'efforçait à une allure correcte malgré les sautes de vent qui lui faisaient tirer des embardées, une jambe de ci, une jambe de là, eut disparu derrière la baraque des Ponts et Chaussées, le garde-pêche, ses gros yeux d'albinos écarquillés, répondit avec colère :

— D'où je viens? Je me suis laissé entraîner par M. Moan que les douaniers avaient eux-mêmes excités. La belle affaire! C'était une nuit de perdition pour un petit voilier comme le nôtre. Nous avons d'abord cru deviner dans la brouée « le *Diable-des-Mers* » qui semblait chaluter au milieu de l'estuaire. Il méritait une contravention. On s'avance pour s'assurer du délit, mais il ne traînait pas son chalut. Rien à dire. Les douaniers, au contraire, veulent l'aborder. Levédec remonte vers le large. Talanic le poursuit. A partir de cet instant l'affaire ne regardait plus nos services, au syndic et à moi, et nous avons laissé les douaniers courir derrière l'étambot du *Diable-des-Mers*.

—Et comment l'histoire finira-t-elle à votre idée, M. Manach?

— Talanic et ses hommes y laisseront leurs corps, tandis que vous verrez rentrer ici, ou bien débarquer à Billiers, Pénétin ou Pénerf, suivant les occasions, Gildas et ses hommes.

A ce moment, un pêcheur, Guillodo, allongé sur la poitrine, au sommet de la falaise, la tête cachée derrière un buisson de genêts, à travers lequel il guettait le large, un bras levé, hurla :

— Voi...oi...ci les ga...a...be...lous!

Au souffle capricieux du vent, les syllabes montaient au ciel ou s'abattaient.

A cette annonce, qui démentait ses prédictions, le garde-pêche, peu désireux de se rencontrer avec Talanic et ses soldats qu'il avait abandonnés, partit, cassé en deux sous la tempête qui l'obligeait parfois à s'agenouiller, les bras au sol, afin de ne pas faire un saut complet.

— Misère de sort, gronda Navalo, le noroît gagne toujours en force. Cela va finir en véritable ouragan. Et ces gabelous trouvent moyen de rentrer tandis que mon beau-frère n'apparaît toujours pas!

...Le clocher de Trégornan venait de sonner neuf heures et un blême rayon de soleil s'étalait en éventail sur l'Atlantique d'un vert fangeux, quand les pêcheurs rassemblés sous la falaise, à l'endroit le moins balayé des rafales, poussèrent une clameur sauvage. Le blanc cotre des douanes venait de passer le môle. Son bout-dehors brisé et ses voiles amenées, il s'avançait à grand'peine sous l'effort acharné de ses rameurs. Le violent courant du chenal tendait à le rejeter vers la haute mer. Quatre douaniers tombaient d'épuisement sur leurs avirons. Coatier, agenouillé sur la plage d'avant, portait une balafre à la joue et son uniforme déchiré laissait croire qu'il s'était battu. A la barre, Talanic manifestait par ses gestes une excitation qui grandissait à mesure que son embarcation approchait du quai.

Saisis, Navalo, le vieux Guillaouen et les pêcheurs rassemblés gardaient un silence craintif.

A peine le cotre accosté et ses amarres bouclées aux anneaux de fer du quai, le brigadier voulut sauter. En trouvant le sol ferme après avoir bondi comme une balle de caoutchouc toute la nuit, il chancela comme un homme ivre. Ses yeux jaunes flamboyaient. Sa barbe ténébreuse, poissée par l'embrun, faisait paraître son nez et ses pommettes encore plus livides.

En reconnaissant Navalo parmi les curieux, il lui cria d'un ton menaçant :

— Cette fois, le compte de ton beau-frère est bon! Ce fameux sauveteur essaie de couler les gens qui font leur devoir. Se voyant pris, comme il s'en revenait chargé de sa contrebande, Levédec a tenté de nous couper en deux. Noyer six douaniers en service, quel plaisir pour cette canaille! Est-ce vrai, vous autres?

— On le jure, chef!

Et Coartier ajouta en montrant sa blessure et son épaule déchirée :

— Ce n'est pas de sa faute si Levédec ne m'a pas embroché de son beaupré.

Une main tendue d'un air solennel vers la centaine des pêcheurs rassemblés comme pour les prendre à témoin, Navalo répondit avec force :

— Gildas sauve les vies; il n'a jamais donné la mort!

— Eh bien ! il a changé de manière, ton héros, riposta Talanic furieux ; lorsqu'il s'est vu pris en flagrant délit, il a lancé son chasse-marée sur nous. La partie n'était pas égale entre un grand bateau de dix tonnes et mon petit cotre. Sans mon coup de barre, il nous éperonnait par le travers et, à cette heure, tous les six, nous serions noyés. Aussi je m'en vais télégraphier mes plaintes à mon capitaine et au commissaire de la marine à Vannes. Levédec mérite d'être arrêté. Ce n'est qu'un assassin !

Une rumeur d'incrédulité accueillit cette redoutable accusation. Il en coûtait à ces matelots d'entendre inculper d'un crime celui qu'ils tenaient pour le meilleur homme de leur pays.

Cependant, déconcerté par les affirmations des douaniers, Guillaouen avait basculé son bonnet sur ses yeux comme pour mieux réfléchir à son abri. Rejetant enfin sa coiffure sur sa nuque, ce vétéran des pêcheurs de Trégornan, demanda :

— Voyons, ça ! M. Talanic, ne faites-vous pas erreur. Les manœuvres en mer ne vous connaissent guère. S'il vous plaît, répétez-nous comment le mal s'est produit?

— Comme c'est moi la principale victime, répondit Coatier, et que j'ai mieux vu que mon brigadier lui-même, puisque j'étais en proue, la gaffe au poing, prêt à crocher, *Le Diable-des-Mers* au passage, je vais vous expliquer l'affaire en détail avec l'autorisation de mon chef.

— Oui, Coatier, renseigne-les, et persuade-les bien du crime de Levédec.

Quant à moi, je vais lancer ma plainte. Ce misérable appartient maintenant aux gendarmes... Suivez-moi, vous autres, ordonna-t-il à ses soldats qui, dans leur lassitude, s'appuyaient sur leurs fusils comme sur des bâtons.

En arrivant au sommet de la lande, les douaniers, presque arrêtés par la tempête, aperçurent une femme à l'abri du menhir de Kerver ; sa longue capuche grise sur la tête, elle évoquait en sa forme simplifiée, une autre pierre levée. A ses pieds deux garçonnets dont les cheveux rouges aspirés par les tourbillons d'air, semblaient flamber.

Talanic reconnut Anna-Maria. Elle récitait un chapelet en « espérant » son Gildas. Haineux, il la salua et lui dit aigrement :

— Puisque vous attendez des nouvelles, sachez que votre contrebandier connaîtra cette fois la prison car il vient de nous attaquer en mer. Je me dépêche d'aller soigner son retour.

(A suivre.) Charles GÉNIAUX.

QUE FERA L'ALLEMAGNE ?

Drame, n'est-il pas vrai, celui qui se joue là-bas, depuis cinq ans bientôt, sur les bords du Rhin et sur les bords de la Sprée, drame qui étreint nos esprits français tendus vers la clarté, et nos cœurs de patriotes loyaux avant tout. Ce fut un jeu chez certains partis allemands de tromper nos espoirs ou de manquer à leurs promesses. L'avenir pour nous ne s'illumine pas encore et nous restons l'arme au pied devant ce Rhin, témoin des plus grandes luttes de l'histoire et barrière aux ambitions germaines, parce que si nous voulons la paix, nous voulons aussi la sécurité. Les problèmes soulevés par la guerre entre l'Allemagne et nous n'ont pas été réglés par le Traité de Versailles, puisque les pactes de garantie n'ont pas été ratifiés et puisque ce Traité n'a pas reçu les applications nécessaires.

De ses imperfections découlent les misères de la paix. Or les imperfections du Traité de Versailles sont dénoncées, et par l'Allemagne qui veut se soustraire aux obligations de paiement qu'il prescrit, proclamant qu'il n'a fixé aucun chiffre d'indemnité parce que ses auteurs voulaient en réclamer d'irraisonnables et laissaient le soin de les déterminer à des conférences successives, — ce qui provoquerait fatalement une série ininterrompue de discussions et de réclamations, — et par nous-mêmes qui le maudissons, parce qu'il a laissé l'Allemagne invaincue, sans les moyens de contrainte pratiques pour la faire payer, provoquant par conséquent sa haine et sa défiance et nous faisant craindre la revanche. Ce Traité, fait par plusieurs puissances et inspiré par les conceptions les plus diverses, ne pouvait vivre que si les Alliés en commun le soutenaient, l'appuyaient. Comme il était tout en promesses, qu'il fallait en tirer le meilleur parti possible, il supposait une entente parfaite entre ses auteurs pour en assurer l'application.

Or, dès les débuts, nos deux plus grands Alliés, les États-Unis et l'Angleterre, refusaient de signer le pacte de garantie qui « donnait la vie au Traité ». Comment par la suite, si l'Allemagne se dérobait, seraient-ils à nos côtés pour la contraindre à payer ? En réalité, pour contraindre l'Allemagne dans les cadres du Traité, nous devions d'abord tenter tous les moyens d'agir en commun avec nos Alliés, notamment l'Angleterre. Les États-Unis s'étaient désintéressés des affaires d'Europe. Nous voulûmes loyalement cette entente et l'essayâmes, depuis 1920, dans une série de conférences qui ne firent que révéler les dissentiments des Alliés, à San-Remo, à Spa, à Hythe,

à Boulogne, à Londres, à Paris, toutes furent pour nous des déceptions, l'Allemagne se dérobant sans cessé, demandant des moratoria successifs, ne versant finalement que 8 milliards de marks-or sur les 132 milliards prévus par l'accord de Londres, ce qui, sur les 26 milliards qui nous revenaient d'une première tranche d'obligations, ne nous donnait, après le paiement des frais d'occupation et le remboursement des avances de Spa, qu'une somme de 13 millions.

Comme l'Angleterre de plus en plus ménageait l'Allemagne, il nous fallut agir seuls, afin de ne pas perdre le fruit de la victoire et décider la politique des gages, qui nous permettrait au moins de garantir notre créance et d'en recouvrer une partie. Bref, on a pu critiquer justement les traités de 1815, mais du moins furent-ils respectés les premières années de leur signature ; le Traité de Versailles, dès les premières heures, ne fut pas exécuté.

A ce Traité cependant, nous restons attachés malgré ses graves imperfections et nous le défendons, car ce sont nos anciens ennemis, aidés de complicités coupables, qui veulent le déchirer, car il reste encore la dernière sauvegarde de nos droits. Est-il dans l'histoire de France situation plus tragique ? Qui aurait pu penser qu'après les sacrifices consentis, sans cesse la paix serait remise en cause ? Et quel nom donner à ce Traité qui, au lieu de pacifier les esprits, crée l'agitation en Europe, nous laisse dans l'anxiété de ne voir garantir ni notre sécurité ni le paiement de nos dommages ?

***

Aujourd'hui, heureusement, nous détenons des gages qui garantissent une partie de notre créance. Comment les laisserions-nous échapper ? Grâce aux efforts patients et résolus du Haut-Commissariat et de l'armée du Rhin, la France a pu les mettre en valeur : régie des chemins de fer, licences et taxes douanières, coupes de bois, tandis que les ingénieurs de la M. I. C. U. M. faisaient de leur côté les plus magnifiques efforts pour rendre la Ruhr productive ; voilà autant de revenus, plus certains pour l'instant que les paiements hypothétiques du Reich.

Mais cette politique de gages, c'est celle précisément que consacre le rapport du Comité des Experts (9 avril 1924), accepté par les Alliés, avec son système de paiements par annuités constituées par les revenus gagés des chemins de fer et des exploitations industrielles, avec, en garantie, le contrôle des recettes budgétaires des douanes, de l'impôt sur l'alcool, sur le tabac, la bière, le sucre. Mais il faut que l'Allemagne accepte ce mode de paiement, ne se refuse pas au contrôle financier comme au contrôle militaire. Il faut qu'elle donne des preuves de sa loyauté et de son bon vouloir, sinon on devra retomber tôt ou tard dans le système des « sanctions », inférieur à celui des « gages » ; mais alors qui appliquerait ces sanctions et comment les appliquerait-on ?

Certes, bien des fautes ont été commises après la signature de la paix ; il aurait fallu accepter largement les réparations en nature, les introduire sur une grande échelle dans les régions dévastées où trop de Français faisaient des affaires, admettre la collaboration des Allemands, les faire travailler en France ; il aurait fallu, dès les débuts, envisager une solution économique du problème des paiements, mais quelles que furent les erreurs, leurs auteurs pourront toujours arguer, pour leur défense, de l'imperfection d'un Traité qu'ils avaient les plus grandes peines à faire exécuter.

Et ce même Traité ne laisse au Haut-Commissaire de France, dans le contrôle de l'administration prussienne, que le minimum de liberté, alors qu'il doit éviter les froissements avec nos Alliés au sein de la Haute-Commission, les incidents avec le Reich et en même temps faire respecter les droits de la France et sauvegarder les intérêts des populations.

***

Au cours de cet ouvrage, nous avons montré que les nationalistes, très amoindris, sinon détestés, relevaient la tête et préparaient dans l'ombre l'armement de l'Allemagne. Ce sont leurs conseils qui l'ont emporté jusqu'ici dans les négociations, c'est leur esprit qui a dicté les mesures de défense contre l'agitation prolétarienne ou communiste. Au-dessus du Reichstag est brandie l'épée de von Seeckt. Si des éléments de Reichswehr sont républicains, si la forme du Reich est républicaine, la Schupo et les groupements nationalistes ou d'auto-protection travaillent pour le sabre. Il fut une époque — 1920-1921 — jusqu'à la mort de Walter Rathenau, où l'Allemagne avait au pouvoir ou dans les avenues du pouvoir des démocrates sincères qui voulaient effacer le vieil esprit rétrograde et militariste, cause de la guerre, et instaurer une ère de paix ; on ne pensait alors qu'à faire des affaires. Nous avons entendu des libéraux et des sociaux-démocrates affirmer qu'il fallait régler le problème des réparations et s'entendre avec la France, pour mettre fin à toutes les difficultés. Rathenau assassiné, un frisson de crainte secoua l'Allemagne, en présence du danger réactionnaire qui la menaçait. Mais les positions avaient été lentement conquises par un travail opiniâtre depuis l'armistice et les réactionnaires démasquèrent leur jeu, en reconstituant les asso-

ciations nationalistes dissoutes, en agitant la Bavière, en refusant d'exécuter le programme des réparations. Ils ont eu beau jeu, avec la résistance passive ; pour proclamer que leur méthode était la vraie et que l'Allemagne ne pouvait se soumettre au Traité de Versailles parce que la France voulait sa ruine. Aujourd'hui ils enchaînent le gouvernement qui ne subsiste que par eux. Le syndicalisme, déconsidéré, a menti aux promesses faites et abandonné les intérêts de la classe ouvrière en courtisant les magnats et en votant la loi des pleins pouvoirs ; le communisme, qui a cependant la force de l'idée et de la doctrine, est tenu en haleine et reste impuissant. Quel sursaut d'énergie ne faudra-t-il pas aux Allemands de bonne foi pour éviter au pays la politique d'aventures et régler enfin pacifiquement le conflit avec la France !

La politique d'aventures, mais tout un parti la recherche en prêchant la revanche dans les écoles, dans les associations et groupements d'anciens combattants, en constituant des associations secrètes, en organisant des dépôts d'équipements militaires et de chaussures, en faisant fabriquer des fusils et des mitrailleuses, des pièces détachées d'artillerie, des munitions, des avions, des gaz toxiques, des tracteurs automobiles, en préparant les listes de mobilisation, en instituant des essais de mobilisation, comme dernièrement en Thuringe, lors des événements de Saxe (mobilisation en apparence dirigée contre les communistes), en renforçant les unités de Reichswehr détriplées, en reconstituant secrètement son grand État-major ! L'esprit militariste renaît, que de détails le montrent ! C'est à Francfort, en zone neutre cependant, la relève de la garde avec son ancien appareil militaire, abolie depuis l'armistice ; à Munich, ces défilés de groupements d'auto-protection, exactement assimilés à la Reichswehr et vêtus comme elle ; dans tel café de Berlin et d'ailleurs le salut que le simple soldat adresse au port d'armes à son officier assis pour lui demander comme jadis la permission d'entrer. C'était hier la manifestation de Halle devant 10.000 drapeaux cravatés de crêpe. Certes le danger n'est pas immédiat et il ne faut pas dramatiser les choses ; l'Allemagne n'est pas suffisamment armée pour une guerre même de quelques semaines. Mais l'esprit de revanche qui gagne les jeunes, la constitution de cadres puissants avec d'anciens combattants et la Schupo, la rentrée du kronprinz, voilà des facteurs graves, des symptômes inquiétants. Et l'an prochain se posera la question de l'évacuation de la zone de Cologne !

Qui arrêtera l'Allemagne dans cette course à l'abîme où l'entraînent le vieil esprit réactionnaire toujours vivace et une Bavière de plus en plus hostile à la France ? A travers le manteau républicain, apparaît trop la vieille Allemagne d'avant-guerre. Dernièrement le Dr Jarres, ministre de l'Intérieur du Reich, ne disait-il pas dans une réunion : « La jeunesse allemande doit être préparée à toutes les éventualités. Le moment pourrait venir où nous devrions mettre sur l'enclume le glaive allemand brisé » ?

Cette propagande de revanche est telle, même dans les territoires occupés, que la Haute-Commission interalliée a dû prendre contre elle de nouvelles mesures. Dernièrement, en effet, la sûreté militaire française découvrait, dans les territoires occupés, l'existence d'autres organisations secrètes, déjà maintes fois surveillées et interdites ; ces organisations s'occupaient de provoquer des engagements volontaires à court terme dans la Reichswehr, bien que ceux-ci soient formellement prohibés par le Traité de Versailles.

Sur la proposition de M. Tirard, Haut-Commissaire de France, et d'accord avec les généraux commandant les armées d'occupation britannique, belge et française, la Haute-Commission vient de promulguer une nouvelle ordonnance précisant les mesures édictées par les ordonnances antérieures pour l'interdiction de toute préparation militaire, sous des pénalités sévères. Il est précisé que ces pénalités s'appliquent à tout habitant des territoires occupés qui prendrait part, même en Allemagne non occupée, à un exercice militaire quelconque, théorique ou pratique, ou qui ferait partie d'un organisme, quel qu'il soit, s'occupant d'instruction ou de préparation militaire. En outre, tout habitant des territoires occupés, qui aurait contracté ou qui contracterait à l'avenir un engagement même de longue durée dans la Reichswehr, sera, de ce fait même exclu des territoires occupés, et il ne pourra y rentrer sans l'autorisation de la Haute-Commission. Ces engagements devront être signalés aux autorités alliées par les municipalités, sous la responsabilité des bourgmestres.

* * *

Faiblesse d'un côté et force de l'autre, telle est la politique allemande ; au point de vue économique et social le même aspect des choses et vraiment étrange.

Le budget est au pillage et le déficit se chiffre en quintillions (le sextillion français), les impôts ne rentrent pas, ou, s'ils ont été payés, ce fut en mark-papier, c'est-à-dire avec une monnaie avilie. Mais voici que par l'opération magique de M. Schacht, le nouveau président de la Reichsbank, et la création

du rentenmark, l'Allemagne semble devoir stabiliser sa monnaie et effectuer ses paiments sur la base du mark-or. Les prix, qui faisaient des bonds vertigineux, s'arrêtent, de même que les salaires et s'expriment, en mark-or, alors que le débiteur, pour ses paiements, ne possède que du mark-papier et que les ouvriers et les fonctionnaires sont payés en mark-papier. Ce mark cesse de baisser comme s'il allait partager le sort de la couronne autrichienne ou de la couronne tchéco-slovaque et interrompt sa course vertigineuse. Apparence encore, car le mark-or n'est qu'une monnaie idéale, car le rentenmark est gagé sur la propriété foncière, dont la valeur varie, et qui n'est pas un gage mobilisable, parce que la quantité émise est insuffisante pour les besoins du Trésor, et déjà absorbée. Le rentenmark a perdu une partie de sa valeur, et voici que le gouvernement doit en créer de nouvelles quantités pour les besoins de sa trésorerie. Où est la différence avec l'ancien mark ? A-t-on voulu impressionner favorablement, avant leur enquête, les experts, et éviter le contrôle des finances de l'empire ?

Encore sous une autre forme apparaissent ici deux Allemagnes : l'une officielle, en banqueroute, avec des citoyens ruinés, écrasés, tels la petite bourgeoisie, les pensionnés, les rentiers, les professeurs, les littérateurs ; puis une Allemagne industrielle et agrarienne en pleine prospérité, une classe ouvrière avec des salaires élevés ou des secours de chômage et qui se tire d'affaire, et une classe aisée de capitalistes qui peut encore faire du luxe et qui jusqu'ici « n'a pas été atteinte convenablement par le système fiscal en vigueur ». (1) Ceux qui possèdent — et ils sont nombreux — ont un portefeuille de devises en dollars, en livres, en florins, qui leur permet de sourire à la crise et de faire des dépenses considérables dans les pays voisins. Un luxe apparent, oui, dans les lieux de plaisir, dans les restaurants, dans toute la vie extérieure et provenant des Allemands eux-mêmes, car il y a peu d'étrangers en Allemagne maintenant, et ce luxe dénote de la circulation monétaire des instruments de paiement, face à la misère des petits enfants qui ont faim. Ici on offre des thés élégants, des repas sans aucune restriction, là, telle vieille dame pensionnée de guerre, telle petite bourgeoise ne vit par jour que d'un plat de nouilles !

Si l'on veut appliquer strictement à l'Allemagne les lois financières et économiques, il y a des phénomènes qui déconcertent, mais il y a aussi une chose qu'il faut retenir au milieu de ce désordre et de ces contradictions. L'Allemagne a su, en avilissant son mark de propos délibéré, annuler ses dettes extérieures et intérieures. L'État, comme les villes, comme les particuliers ont consolidé leur monnaie dépréciée dans des constructions somptueuses, dans des créations ou des améliorations de toutes sortes, telles ces entreprises nouvelles, ces usines à l'outillage des plus perfectionnés, qui jaillissent de toutes parts et qui permettront d'intensifier l'effort économique et de payer les réparations, — le rapport des Experts le déclare solennellement (1) — ; les placements qui ont été faits l'ont été en devises étrangères qui sont une richesse par rapport au franc ou à la lire. Les prix peuvent hausser en Allemagne, il y aura une classe qui pourra les payer. Seulement, tant qu'il n'y aura pas d'assainissement des finances, de budget en équilibre, de balance commerciale favorable, il n'y aura qu'une stabilisation monétaire d'apparence trompeuse.

* * *

Cette Allemagne hier encore toute bouleversée, avec les dissensions éparses dans le Bade, dans la Saxe, dans le Hanovre, dans la Rhénanie incontestablement hostile à la Prusse où l'on demande des franchises et des libertés, cette Allemagne aux finances mal assises a de grandes possibilités de relèvement. Ce relèvement est à souhaiter, certes, pour qu'elle satisfasse à ses obligations de paiement. Mais en le souhaitant, nous voulons que l'Allemagne reste pacifique. A cet égard, donne-t-elle vraiment toutes les garanties nécessaires ? C'est pourquoi nous sommes sur le Rhin et dans la Ruhr, c'est pourquoi le contrôle militaire subsiste, c'est pourquoi nous devons le rendre tout spécialement efficace en zone neutre, dans la zone de protection de nos postes où le Traité de Versailles ne saurait être transgressé.

Si l'Allemagne ne se laisse plus conduire par les mauvais bergers, il y aura avec elle des possibilités d'entente. Nous devons envisager toutes les solutions compatibles avec notre sécurité, et qui apaiseraient les esprits. Des froissements continuels, la surexcitation de l'âme populaire peuvent pousser un jour à des actes irréfléchis. Certes, nous devons faire en sorte que les solutions à adopter soient d'accord avec nos Alliés, suivant les vues du Traité de Versailles. Puisque nous invoquons le Traité, nous ne devons pas nous exposer à agir seuls, à moins d'y être contraints par les événements. Il faut donc que

(1) Rapport du premier Comité d'experts.

(1) « Le Comité estime qu'il est possible pour le peuple allemand de faire face aux charges imposées par le projet, sans que son niveau d'existence devienne inférieur à celui des pays alliés et de ses voisins d'Europe. »

l'Angleterre nous apporte son concours loyal et fasse pression sur l'Allemagne, pour que nous soyons payés et pour que l'Allemagne reste pacifique. C'est le nœud de la question. L'Angleterre tient la solution entre ses mains comme elle tenait la paix en juillet 1914. Jusqu'à présent, comment a-t-elle agi ? Si l'Allemagne a tant relevé la tête, l'Angleterre ne porte-t-elle pas une lourde responsabilité ? Observons les événements d'Allemagne d'un œil circonspect, mais réfléchi et calme, et ne rejetons pas les offres sincères et réelles si elles sauvegardent nos droits. (1)

J. Aulneau.

AGITATION VESPÉRALE (2)

Impressions du temps de guerre.

II

Le dimanche soir 28 Juillet, à trois semaines exactement d'intervalle, j'ai repris la même place et je regarde.

Le cadre de ma principale fenêtre a changé quelque peu. Les châtaigniers qui le forment pour partie ne sont plus fleuris, les petites aigrettes jaunâtres ont disparu pour faire place à de minuscules châtaignes qui commencent de se former.

Si le cadre a quelque peu changé, le tableau est, lui, presque totalement différent de celui que j'avais sous les yeux le 8 Juillet.

La mer est haute, alors qu'elle était basse l'autre dimanche.

Il y a sur la cale beaucoup de monde, une grande animation y règne ; les bruits sont variés et parfois violents qui montent jusqu'à nous.

Nous sommes au dernier jour du « Pardon » Sainte-Anne-de-Fouesnant.

Le « Pardon » de Sainte-Anne-de-Fouesnant, que de souvenirs pour moi dans ces quelques mots... Je ne puis songer à les exprimer ici aujourd'hui, cela m'entraînerait trop loin, serait trop différent du petit croquis que je souhaite tracer de cette agitation vespérale qui frappe actuellement mes yeux et mes oreilles.

Nombreux sont ceux qui, par cette journée de dimanche, la dernière de la série, s'en furent, comme nous-mêmes, par tant et tant de jolis chemins, en longeant la mer, en suivant le bord des étangs proches, à travers les terres, champs, prairies et taillis, vers la petite église presque cachée sous les arbres, à flanc de coteau.

Comme de coutume on est venu de loin, en voiture, à pied, voire même en bateau, de Concarneau et de Rosporden, de Bénodet et de Quimper, d'Elliant et de Clohars, de Saint-Evarzec et de Pont-l'Abbé, de Melgven et de Perguet, de Mousterlin et de Saint-Yvi ; mais cependant — « c'est la guerre » — l'affluence est moins considérable que jadis.

Toute grise, dans l'ombre épaisse des grands châtaigniers, un peu trapue, avec ses fenêtres arrondies du haut, ses murs régulièrement marqués de trous noirs, ses grands toits bleus, la petite église est tapie. Elle est surmontée d'un svelte clocher gothique à arêtes, qui surprend, au-dessus d'une porte, surmontée elle-même d'une niche qui sont tout à fait du style de l'époque de la construction (XVIIe siècle). Ce clocher principal est flanqué de deux clochetons, petites tours arrondies au sommet en dômes portant des croix minuscules.

Tout autour, grand concours de peuple, véritable foule qui se presse et, parfois, se bouscule légèrement. Beaucoup de beaux costumes bretons. Les couleurs foncées dominent naturellement. Les cols et les coiffes, avec leurs rubans variés, font des taches blanches, claires ; les tabliers relèvent aussi l'ensemble de leurs notes gaies.

Les hommes ont maintenant des coiffures bien différentes de celles d'autrefois. Elles ne s'ornent plus de rubans de velours pendant par derrière sur les épaules. La calotte, particulièrement haute, de ces chapeaux nouveau style, est ceinte d'un velours noir plus haut encore, rehaussé d'une boucle d'argent.

Beaucoup d'enfants. Leur silhouette est ici très particulière — évocatrice des toiles anciennes, de certains Vélasquez notamment. Ce rapprochement a d'abord pour cause la richesse et la coupe des costumes. Les petits Bretons, en outre, garçons et filles, ne quittent leurs vêtements de bébés que pour être vêtus comme des « grandes personnes ».

Cela revient à dire, en sens contraire, que les futurs hommes conservent ici leurs robes relativement longtemps. Je me souviens toujours de mon profond étonnement lors d'une première constatation de cet ordre, voici déjà bien des années maintenant. Je venais alors chaque été passer quelques semaines chez ma grand'-mère. Je jouais

(1) Notre collaborateur et ami, M. J. Aulneau, fait paraître chez Alcan un livre *Le Drame de l'Allemagne*, avec une préface de M. Raoul Péret, ancien président de la Chambre des Députés.

(2) Voir la *Revue Bleue* du 21 Juillet 1923, pp. 481-483.

parfois avec le plus jeune fils d'un fermier qui avait nom François et que j'appelais toujours « François-Fermier ». D'une saison à l'autre, j'acquis brusquement sur lui une supériorité écrasante, pour nos courses et ébats divers dans « le Tirien », du fait que je portais culotte alors que François demeurait enjuponné. La satisfaction que mon triomphe m'inspira fut fortement émoussée par ma trop grande faci'ité à l'obtenir — par la peine surtout que j'éprouvais à voir mon petit ami si mal partagé, et, me semblait-il, un peu ridicule même... Cette impression complexe de gêne compatissante — dont je ne sais à quoi elle correspondit chez lui — porta un coup fatal à des relations jusqu'alors excellentes.

A Sainte-Anne-de-Fouesnant, le profane se mêle très fortement et intimement au sacré, comme cela est fréquent dans les assemblées de cette sorte ; survivance sans doute de temps très anciens.

Aussi, aux environs immédiats de cette église où a lieu une perpétuelle procession de fidèles qui passent, un cierge à la main, en récitant des prières, les baraques foraines, les petites boutiques, les éventaires où l'on vend surtout des riens brillants et multicolores : clinquant et papier de soie, les jeux, les roulottes, les cirques et même, malheureusement, les « débits » et les « cinémas », sont nombreux.

Les marchands et les forains s'évertuent. Les uns font leur boniment, les autres crient tout simplement un prix : « daouennec, daouennec !... » (1), par exemple. La musique aiguë et précipitée d'une parade vibre. Les détonations d'un tir se font entendre. Des enfants crient, d'autres utilisent les instruments bruyants dont ils ont fait l'acquisition. Des gamins s'interpellent. On se retrouve, surtout en ce temps de guerre, parfois après de longues séparations, des voyages lointains ; des exclamations s'ensuivent. Quelques chiens concourent aussi à l'animation de ce tableau plein de vie, qui garde cependant beaucoup du calme, de l'immobilité et de l'impassibilité bretonnes.

Par les portes ouvertes de l'église, des bouffées d'encens s'échappent avec des strophes de cantiques. Ces parfums et ces sons religieux s'en viennent se confondre, se perdre dans les senteurs et les rumeurs de la fête populaire.

Les groupes — où, heureusement, l'élément local domine très nettement — font sans cesse penser à ceux dont mon ami Bulfield faisait le plus volontiers l'objet de ses peintures ou de ses pastels si originaux et d'un coloris à la fois si personnel et si exact. Pauvre cher Bulfield, maintenant disparu, je le revois ici par la pensée, il y a quelques années, si vivant, appréciant en connaisseur le spectacle et y prenant un tel intérêt...

Il semble bien que ce soir, sur la cale, devant moi, ce soit comme un écho, un reflet, non pas atténués, mais amplifiés, de ces bruits et de cette agitation de la journée qui se perpétuent, se prolongent.

Les enfants qui furent là-bas ont rapporté, pour eux-mêmes et leurs amis, les jouets les plus en honneur, petits « instruments de musique » : sifflets, trompettes, ceux aussi dont on gonfle une pochette de mince caoutchouc qui fait en se dégonflant un bruit strident — et tout cela retentit à qui mieux mieux. Il n'y a, de leur fait, pas un instant de silence complet.

S'il y a des enfants sur la cale, il y a aussi des femmes et des hommes.

Dans la nuit qui vient, les femmes sont des silhouettes noires et blanches ; les hommes sont noirs, bleus ou bruns.

Les enfants courent les uns après les autres, jouent, se poursuivent et se bousculent en criant.

Voici retentir le bruit de chaînes qu'on tire et de voiles qu'on hisse.

Titubant, zigzaguant et loquace, un ivrogne arrive, pour qui la route et la cale semblent infiniment trop étroites. Il gagne cependant l'échelle et, avec l'aide de ses compagnons, parvient à embarquer.

Dans le jardin, indifférent à l'ambiance, le grillon poursuit imperturbablement son petit concert solitaire et peu varié, son cri-cri sans fin.

Il n'y a pas, ou presque pas de vent.

Le bruit des chaînes des ancres qu'on lève devient cependant de plus en plus fréquent, comme celui des voiles qu'on tend. Et les mâts, qu'on voit d'ici, s'agitent au-dessus de la cale.

Voici même que des voiles se gonflent sous l'action de la faible brise.

Un oiseau fait entendre un cri bizarre, sorte de petit grincement — pas celui qui ressemble au bruit de la chaîne du puits —; je n'ai pu l'identifier.

De plus en plus fréquent et intense, car c'est l'heure du départ habituel de la nuit du dimanche au lundi, le bruit des sabots retentit sur la cale et, plus sonore, dans les bateaux : bois sur bois.

Brusquement, une discussion de la dernière violence — incompréhensible pour nous — éclate. Ce sont des injures et des imprécations, des jurons aussi, qui se succèdent. L'un des antagonistes, s'adressant à l'autre, qui est dans un bateau, se détache, au bout de la cale, sur l'eau calme et

(1) « Deux sous ».

pâle. Il fait de grands gestes et parle avec fougue et volubilité. Il serait plus exact de dire qu'il vocifère. Ainsi perché et penché, il me fait, tout à coup, je ne sais pourquoi, songer à un orateur antique haranguant la foule du haut des rostres.

Imperturbables au milieu de ce nouveau tumulte, les enfants n'interrompent pas le leur.

Parmi eux, « la petite Alice » — visage mutin, taches de rousseur, cheveux blonds très pâles, vifs et brillants yeux noirs — se distingue toujours, l'une des plus agitées. Ce soir, elle organise des rondes. Et de chanter les paroles familières : « Allons voir si la galette est faite... Tournons la galette ».

A quelque distance, le cap demeure identique à ce qu'il était il y a quinze jours ; petite bande brune de rochers et de goémons, sable et verdures jaunes.

Maintenant, ce sont des refrains connus, des chansons, des cantiques — ponctués de quelques interjections.

Sous les sabots des arrivants — qui portent parfois sur la tête les habituels paniers ronds où les poissons s'entasseront demain — le corail blanc pêché cet hiver, dont des fragments parsèment la cale, grince et gémit en se cassant.

Les enfants, qui continuent de se poursuivre en criant, sautent aussi par-dessus les bornes, avec, parfois, beaucoup d'adresse. Entre tous, notre ami Jérôme qui... — mais ceci est une autre histoire — notre ami Jérôme se montre habile. Lorsqu'il entreprend son périple de borne en borne on fait cercle pour le regarder — et il n'en est pas médiocrement fier.

Dissimulé sans doute dans l'un des arbres qui ombragent les champs voisins étendus derrière nous, un geai se répand, devant un auditoire muet, en commérages infinis et précipités.

Dans la nuit qui vient, les costumes bleus, si pâles, de certains marins, semblent presque blancs.

La mer est bleue et grise, toute unie, parfois un peu rosée.

Les enfants, pieds nus, vont et viennent sans bruit, mais chantent et crient toujours, font bruire tant qu'ils peuvent leurs multiples engins de vacarme.

Le grillon persévère, mais il n'y a pas d'hirondelles ce soir.

Un bateau à l'avant particulier, pointu (les barques d'ici ont le plus généralement l'étrave droite sur l'eau), dépasse la jetée ; trois hommes — brun, bleu, noir — tirant sur la chaîne de l'ancre ; puis il passe et disparaît avec sa voile brune hissée.

D'autres s'en vont à la rame.

Le bruit des rames et le grincement des cordages sur les poulies lorsqu'on étarque les voiles vont en augmentant.

Puis, petit à petit, un silence relatif descend.

Des papillons de nuit au vol lourd, une chauve-souris, incertaine et tournoyante, feutrée, silencieuse, peuplent l'air.

Bientôt la lune va se lever.

Son reflet rouge — puis d'or — qui, lorsqu'on marche au bord des flots, vous suit comme un regard, va se poser et s'étendre sur le miroir fidèle des eaux apaisées.

Bientôt la lune va se lever, resplendissante, mais cette fois, dans le ciel pur, l'atmosphère limpide, elle ne nous donnera pas, comme voici quelques jours, la pénible impression d'un reflet d'incendie sur l'écran des nuages accumulés.

Bientôt la lune va se lever...

Clair de lune, attaques aériennes, incendies — mort et dévastation — idées désormais associées...

Lointaines maintenant les barques semblent glisser, silencieuses et sans effort aucun. A l'arrière, des hommes poussent cependant avec de longues perches. Ils se reflètent dans l'eau en se prolongeant en quelque manière ; on ne distingue plus bien leur reflet d'eux-mêmes. Elles traînent presque toutes maintenant, ces barques — nouveau procédé de pêche —, de petits canots à la remorque.

Pour les voir partir, toute une bande d'enfants s'est alignée, puis juchée sur la balustrade, par rang de taille, sauf le dernier, comme une volée de moineaux sur des fils télégraphiques, comme des notes sur une portée.

Un oiseau — une mésange, croyons-nous — pousse de petits cris qui font songer à une sonnette de bois.

Dans les bleus, les gris et les quelques verts de la mer, des teintes légèrement rosées, saumon aussi, font passer des reflets nacrés.

D'ici, je vois entièrement la droite du môle, mais pas sa gauche. Les chaloupes qui partent de ce côté, si j'entends ce qui s'y dit, comprends les préparatifs qui s'y font, ne me deviennent visibles qu'au moment où, passant devant l'extrémité de la jetée, elles la doublent. Puis elles s'éloignent, vont en s'estompant, en s'effaçant dans un gris vert qui se généralise.

Il n'y a plus guère sur la cale, à cette heure, que des femmes et des enfants.

Un rat minuscule passe prudemment à quelques mètres de moi, faisant un bruit presque imperceptible, analogue à celui des lézards qui parfois, sur la terrasse, dans la chaleur de midi, se hasardent à passer, furtifs, tout près de moi, lorsque je lis, silencieux et immobile.

On entend quelques légers cris de lointains oiseaux de mer.

Peu à peu, tout se fond dans une sorte d'opalescence verdâtre, dans une tonalité laiteuse qui englobe et le ciel et la mer, en apparence presque réunis ; le ciel demeurant plus clair cependant, la mer devenant plus laiteuse, plus indistincte. Sur ce fond, les verdures se détachent avec netteté, masses sombres et qui semblent seules denses dans cet ensemble immatériel.

Tel une ombre chinoise, un homme apparaît quelques instants encore à l'arrière d'un bateau — coque noire, deux mâts noirs —, un homme qui godille et complète, par lui-même et par son aviron, le profil étrange de son embarcation.

On perçoit encore, de plus en plus assourdi, de plus en plus indistinct, le mouvement et le double bruit (bois qui se frottent et eau frappée) des grands avirons des barques qui s'en vont, comme des insectes fantastiques et très grands, remuant des pattes et des antennes immenses avec précaution, hésitation, voire même quelque maladresse. Elles ont l'allure d'un autre âge de ces êtres, certains coléoptères notamment, pour moi révélateurs de ce que pouvait être la vie au cours de ces périodes géologiques imaginées seulement d'après des représentations d'animaux aux proportions énormes, aux gestes lents et un peu incertains sans doute.

Derrière moi, un pic-vert fait encore retentir sa crécelle.

Les voix des hommes, plus fortes, se mêlent à celles des femmes, où quelque douceur trouve toujours place. Les tonalités rudes, heurtées — comme le fameux c'h — se succèdent et se précipitent, avec des syllabes sur lesquelles on appuie. A la différence de notre français, qui s'en est affranchi, le breton a fidèlement conservé l'accent tonique, nettement perceptible en ces assemblages de phrases pour nous impénétrables. Parfois, quelques mots de français, mais bien peu.

Tout à coup, ce sont des rires qui s'élèvent, lourds et épais, ou bien légers comme la chanson perlée d'un jet d'eau dans la nuit.

Un brusque concert assourdissant d'oiseaux de mer criant ensemble au loin éclate de temps en temps.

Le diapason des conversations diminue petit à petit. On entend encore par instant quelques exclamations, ou des appels d'enfants par leur mère. Les prénoms : Jérôme, Corentin, Louis, retentissent, suivis des formules habituelles : « De ta » ; « Defounich ta » ! (1).

A leur tour, les femmes et les enfants vont s'éloigner, se disperser, pour « rentrer à la maison », maintenant que tous « les hommes sont partis en mer » : le quai se fait désert comme les flots sous nos yeux.

Tout devient gris, indistinct.

On ne voit plus que de petits fantômes noirs, marqués de taches claires : les tabliers ; surmontés de blanc : les coiffes, parfois leurs rubans de lingerie qui pendent, les collerettes.

La coiffe — « mon petit coëff » comme disait Marie-Jeanne — forme le sommet de cet échafaudage blanc. Elle se prolonge par les deux rubans qui descendent dans le dos, barrés eux-mêmes par la collerette. L'ensemble, vu de loin par derrière, a un peu l'aspect d'une croix grecque à deux branches.

Tout devient gris, indistinct. Je ne vois absolument plus ce que je fais. Depuis un moment déjà, j'écris dans l'ombre, au jugé, à l'aveuglette, quelques mots seulement par page, pour éviter, si possible, les chevauchements. J'écris d'une grande écriture, heurtée, hésitante, enfantine...

On ne voit plus, dans l'ombre envahissante, que des silhouettes noires, vagues et confuses.

Les bleus pâles de certains costumes d'hommes ne sont plus discernables que parce que ces hommes se meuvent. On a réellement l'impression qu'ils ne sont visibles que parce qu'ils se déplacent. On voit cependant la tache plus sombre de leur béret. On voit encore d'autres taches foncées, telles des ballons, proches de leurs flancs. Ce sont de grands paniers profonds, sortes de corbeilles rondes, légèrement renflées, surmontées d'une anse que traverse le bras sous l'angle duquel ces boules se balancent. Il en est aussi, de ces pêcheurs — visions difformes —, qui portent de petits tonnelets contenant leur provision d'eau douce.

Venus des barques, des lambeaux de chansons nous parviennent encore par instant.

Ces chants me font songer à celui de mon ami Youen, tant de fois perçu la nuit, accompagné du bruit de ses sabots claquant sur les murs du parc à huîtres qu'il surveille à marée basse. Sorte de complainte bretonne au rythme très lent, coupée d'un refrain composé d'onomatopées pressées, rapides comme le galop d'un cheval... Celui, peut-être, du roi Gradlon, fuyant trop tard la ville d'Ys et poursuivi par le flot inexorable...

L'air est parsemé de multiples papillons.

Devant l'agitation des hommes, celle d'ici, si petite, celle qui présentement règne dans le monde, sur ses rives, sur ses flots et jusque dans son sein, la mer demeure calme et divinement belle.

Une phrase par quoi je veux terminer ces notes — prises au fur et à mesure que la nuit tombait — me revient à l'esprit :

(1) « Viens ici » ; « dépêche-toi ».

«... il est deux choses au monde que l'homme n'oublie jamais : les prestiges de la mer et la tendresse des femmes ». (1)

Georges PHILIPPAR.

28 *Juillet* 1918.

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

UNE LEÇON DU PASSÉ

Jusqu'à quel point un peuple peut-il compter sur les alliances pour assurer sa sécurité ? C'est une question qui s'est toujours posée mais paraît particulièrement urgente à un moment où tous les peuples succombant sous le poids des charges fiscales ne songent qu'à l'économie du désarmement. Un livre qui vient de paraître à Varsovie y répond indirectement et de telle manière qu'il commande d'utiles mais amères méditations. Il a pour auteur un historien de grande valeur fort ami de la France et dont les études sur l'époque napoléonienne font autorité : M. Simon Askénazy...

C'est à une histoire toute récente qu'est consacrée le nouvel ouvrage de M. Askénazy — mais il y trouve d'étranges rappels d'une histoire qu'il a particulièrement étudiée, celle des rapports de Napoléon et d'Alexandre après Tilsitt, c'est l'histoire de l'alliance franco-russe avant et pendant la dernière guerre. M. Askénazy, sur la foi des documents dont on dispose aujourd'hui, n'hésite pas à affirmer que cette alliance fut un véritable leurre, le gouvernement de la Russie tsariste ne l'ayant jamais prise au sérieux.

L'accusation est grave et les Russes l'ont immédiatement senti. M. Filossofow, un des hommes les plus marquants de l'émigration russe, lui consacre dans son journal *Za Swobodu*, du 20 mai, les réflexions suivantes : « Si l'auteur a raison, si sa thèse est irréfutable (ce qu'à Dieu ne plaise), la Russie tzariste se trouvera dans l'obligation de se justifier d'une accusation très grave, d'une accusation infamante. Cette accusation réclame une réponse. L'impératrice, durant la guerre, fut soupçonnée de sentiments germanophiles. Mais en comparaison avec les accusations formulées par le professeur Askénazy contre le camp opposé et notamment l'ancien commandant en chef (le Grand Duc Nicolas) ces soupçons ne sont que des enfantillages ». Pour que l'opinion publique russe soit apaisée, il faut que les affirmations du Professeur Askenazy soient nettement réfutées. »

En quoi consiste donc la thèse du professeur Askenazy et de quoi accuse-t-il l'ancienne Russie ?

La correspondance diplomatique relative à l'alliance franco-russe (Livre jaune) laisse déjà entrevoir le malentendu fondamental. La France estimait (projet français de la convention militaire de février 1892) « que l'essentiel était en cas de guerre de poursuivre la destruction de l'ennemi principal » et que par conséquent, « si la Russie se plaçait au même point de vue, elle ne laisserait devant l'Autriche que les forces indispensables et porterait tout le reste en face de l'Allemagne ». La Russie, elle, déclarait qu'il « n'y avait point d'Allemagne, ni d'ennemi principal ; qu'il y avait les forces de la Triple-Alliance » ; elle se réservait donc de diriger l'effort de ses principales armées contre l'ennemi autrichien. Voilà la grande contradiction. C'est ici que nous trouvons la source de toutes les difficultés ultérieures.

L'alliance franco-russe fut essentiellement défensive ; l'Allemagne était l'ennemi contre lequel il s'agissait de se défendre. C'est ainsi du moins que la France le comprenait. La Russie, dans l'esprit du traité, eût donc dû se préparer à combattre l'ennemi principal, quitte à prendre des sûretés légitimes pour défendre ses intérêts du côté autrichien. Or, d'après M. Askenazy, la Russie, à aucun moment, n'eut l'intention de conformer ses préparatifs militaires à l'esprit de l'alliance, parce qu'elle considérait l'annexion des territoires slaves de l'Autriche comme le but exclusif de sa politique. Dans l'esprit des Russes, cette politique anti-autrichienne n'était pas nécessairement une politique anti-allemande. Aussi l'alliance franco-russe, vue de Pétrograd, devait être, elle aussi, un instrument anti-autrichien plutôt qu'anti-allemand.

Telle est succinctement résumée la thèse de M. Askenazy et pour laquelle il croit trouver une complète justification tant dans les manœuvres de la diplomatie russe que dans les préparatifs militaires de l'État-major de Pétrograd. Lorsque Alexandre III par hostilité pour l'Autriche eut abandonné en 1881 l'Alliance des trois Empereurs, il s'empressa de signer avec Bismarck un traité de réassurance. Ce traité étant à son tour venu à expiration et Guillaume II, affranchi de la tutelle du Grand Chancelier, ayant refusé de le renouveler, l'Empereur de Russie se trouva acculé, pour ainsi dire, à l'Alliance française. En se retournant vers Paris, Pétrograd espérait toujours faire réfléchir Berlin, l'intimider et affaiblir ses liens avec Vienne, en un

(1) René Milan, « *Les Vagabonds de la Gloire* », 1re série, p. 256.

mot ramener l'Allemagne impériale aux anciennes traditions anti-autrichiennes de la Prusse royale. Telle était également la tendance du mouvement pangermaniste dans sa première phase d'Alldeutscher Verband date de 1890 et la dénonciation du traité de réassurance de 1891), annexion de l'Autriche par l'Allemagne, moyennant la cession de la Galicie et de la Bukovine à la Russie.

On a tort, d'après M. Askenazy, de considérer l'affaire de Bjorkö comme un incident sans importance. Elle fut éminemment caractéristique des tendances profondes de la politique, ramenant toujours Pétrograd à l'amitié berlinoise. Elle fut symptomatique et, si elle échoua, c'est parce qu'on dépassa la mesure. « Marianne must remember that she is wedded to you and obliged to lie in the bed with you, and eventually to give a hug or kiss now and then to me »(1) écrivit Guillaume à Nicolas avec une brutalité prussienne. Qu'une telle énormité ait pu être proférée, cela donne à réfléchir.

Vers la seconde moitié du règne du malheureux Nicolas II après la défaite en Extrême-Orient, la politique russe se cristallise, elle prend sa forme définitive. Son objet est purement européen, balkanique d'un côté et slavo-galicien de l'autre. C'est de cette époque que date également — et cela se comprend aisément — l'intense propagande moscovite parmi les Ruthènes de la Galicie Orientale.

La diplomatie russe devint donc alors âprement anti-autrichienne ? Et sa stratégie ?

La première esquisse du plan stratégique russe date de 1879. Elle a pour auteur le Comte Miloutine, professeur à l'École de Guerre de Pétrograd. Déjà à ce moment et, dans l'hypothèse d'une guerre sur les deux fronts, avec l'Allemagne, on prévoyait un mouvement tournant contre la Galicie. En 1881, le général Obroutchev, collaborateur de Miloutine, prend la direction du Grand État-Major. Il développe le plan d'attaque contre la Galicie Orientale, sans s'y engager à fond. Pourquoi ? Parce qu'en ce moment on savait à Pétrograd qu'à Berlin on s'en tenait encore au plan du vieux Moltke, prévoyant en cas de guerre avec la France et la Russie, une offensive à fond sur le front oriental et une défensive sur le front occidental français. Dans ce cas, la Russie ne pouvait évidemment sans imprudence se découvrir trop du côté allemand ; le Royaume de Pologne, point de départ de toute offensive contre l'Allemagne, était maintenu en parfait état d'armement.

Mais au plan Moltke : offensive contre la Russie, fut substitué à Berlin, en 1899, et puis définitivement en 1905, le plan Schlieffen, prévoyant en cas de guerre générale une offensive foudroyante contre la France, avec une défensive du côté russe.

C'est ici qu'il convient d'examiner l'attitude de l'État-Major russe.

En 1905 le Grand Duc Nicolas prend la présidence du Comité de la Défense Impériale ; son homme de confiance, le général Palicine, est nommé chef de Grand État-Major. Le plan de campagne se précise, c'est définitivement le plan anti-autrichien qu'on adopte ; peu importe qu'avec le plan Schlieffen, ce soit la France seule qui ait à supporter le choc du gros de l'armée allemande. Et naturellement on continue à ménager Berlin. Mieux encore, au mois de mai 1909 on soumet à Nicolas II un projet d'alliance formelle avec l'Allemagne, dû au vice-ministre des Affaires Étrangères Tcharykov (Isvolsky étant ministre) et dont le paragraphe III stipulait que « l'Allemagne ne considérerait pas comme un *casus foederis* l'entrée des troupes russes en Autriche-Hongrie ». Au mois de janvier 1910, l'Empereur de Russie, en soulignant « la traditionnelle et antique amitié et fraternité d'armes » prusso-russe, fait part confidentiellement à son hôte, le Prince Henri de Prusse, depuis peu à Pétrograd, de sa décision de retirer de la frontière allemande quatre corps d'armée. Décision d'une importance capitale, car elle signifie que la Russie a décidé d'enlever à la circonscription militaire de Varsovie son rôle de bastion-offensif-défensif contre l'Allemagne, de dépouiller le Royaume de Pologne de toute importance stratégique ; elle en retirera une partie des troupes de campagne, toutes les réserves, l'artillerie lourde, elle supprimera en fait la forteresse de Varsovie et toute la zone fortifiée et ramènera la zone de concentration à plus de 100 kilomètres en arrière.

On comprend dès lors l'empressement avec lequel Guillaume II remercia Nicolas II de cette preuve d'amitié (Henry faithfully repeated all the messages you entrusted him with for me... The communication made to him about your decision to withdraw 4 Army Corps from our frontier has given me great satisfaction.) (1)

Cette retraite stratégique, cet abandon du Royaume de Pologne, avant la lettre, fut un élément essentiel du plan de campagne connu sous le nom de « ordre de mobilisation » n° 18 (1910) et

(1) « Marianne ne doit pas oublier qu'elle est mariée avec vous et obligée de coucher dans le même lit que vous, et, éventuellement, qu'elle doit me serrer dans ses bras et me donner un baiser de temps en temps.

(1) « Henry m'a fidèlement répété tous les messages dont vous l'avez chargé pour moi... La communication que vous lui avez faite sur votre décision de retirer 4 corps d'armée de notre frontière m'a donné grande satisfaction... »

« plan de concentration » lettre A (Autriche).

L'auteur de ce plan, escomptant la réalisation complète du plan Schlieffen, projetait une grande offensive russe contre l'Autriche par la Galicie Orientale, à laquelle plus des trois quarts des effectifs devaient participer. Deux armées seulement étaient affectées au front nord-ouest, à l'effet d'attirer les quelques corps allemands laissés sur la frontière et qui eussent pu d'ailleurs troubler les opérations contre l'Autriche, en prenant à revers les armées en marche contre Lemberg.

Tel était le plan de campagne fixé en 1910 et réalisé en 1914. L'État-Major français, qui ignorait la teneur exacte de ce plan russe, se doutait cependant de quelque chose et n'était pas rassuré, d'autant plus qu'en novembre 1910 on eut à noter à Paris la rencontre de Potsdam et l'accord russo-allemand dans les questions orientales. D'où la mission du général Dubail à Pétrograd en août 1911. Le général insista, une fois de plus, auprès de Nicolas II sur la nécessité, en cas de guerre, d'une vigoureuse offensive des armées russes sur Berlin. L'Empereur fut-il ébranlé? On ne sait. Toujours est-il qu'en juillet 1912, tandis qu'une conférence des États-Majors alliés se réunissait à Paris, les deux Empereurs se recontraient à Baltisch Port. Au cours de la conférence des États-Majors, le général Joffre, invariablement attaché, comme tous les généraux français, à l'esprit de l'alliance, rappela au représentant russe, le général Gilinski, le devoir de la Russie d'attaquer l'Allemagne « avec un maximum d'efforts combinés » et notamment de « manœuvrer par la rive gauche de la Vistule pour marcher sur Berlin, sans oublier la nécessité urgente d'améliorer le réseau des chemins de fer entrant en ligne de compte, c'est-à-dire les lignes Pétrograd-Riga-Kovno et Varsovie-Alexandrovo dont il fallait doubler la voie, et la ligne Siedlce-Varsovie qui devait être quadruplée ».

Cette question des voies ferrées était en effet primordiale. Sans chemins de fer en Pologne, pas d'offensive russe possible contre l'Allemagne. Or, la France avait le droit et le devoir d'exiger la construction de ces chemins de fer. Elle fit plus, elle offrit l'argent nécessaire, M. Kokovcev alla à Paris, prit l'argent (2 milliards 1/2 de francs) mais la guerre éclata, sans que les chemins de fer eussent été construits. Il y aurait beaucoup à dire sur cette mission de M. Kokovcev à Paris. On ne pourrait pas soutenir qu'il y alla, le cœur débordant d'amour pour « nos amis et alliés (français) que j'échangerais volontiers contre n'importe qui ». C'est ainsi qu'il s'exprime dans une lettre secrète, adressée à M. Sasonov. En attendant, les fortifications de Varsovie, condamnées en 1910, étaient démolies en 1913, en pleine crise balkanique, sur l'ordre des autorités militaires.

La guerre approchait. Pour la dernière fois les États-Majors alliés se réunissaient à Pétrograd au mois d'août de la même année. Là encore, le général Joffre ne manqua pas d'affirmer la nécessité pour la Russie « de diriger l'offensive vers le cœur du pays adverse... de concentrer les forces... pour marcher sur Berlin ». Appel suprême à la loyauté de l'alliée russe, resté sans réponse.

Cependant les préparatifs militaires se poursuivaient en Russie mais uniquement contre l'Autriche. « L'ordre de mobilisation » N° 18 fut précisé dans certains détails et devint « l'ordre » N° 19. Le « plan » lettre A (Autriche) fut intégralement maintenu.

Et voici la guerre. La France pacifique, mais qui dès le premier jour vit clairement que l'intrigue austro-allemande était dirigée contre elle, se rangea avec une parfaite bonne foi aux côtés de la Russie. Alliée loyale, elle se crut autorisée à demander à la Russie une loyauté égale. Dans la nuit du 31 juillet au 1er août, M. Isvolski, ambassadeur, et le colonel Ignatiev, attaché militaire, faisaient savoir à Pétrograd que l'État-Major français s'attendait à voir la Russie « diriger tous ses efforts contre l'Allemagne et que l'Autriche serait considérée comme une quantité négligeable ». Le 1er août, nouveau télégramme : « la direction d'attaque la plus souhaitée par les Français, c'est Varsovie-Posen ». Et enfin, nous voyons M. Poincaré, dans un télégramme personnel à Nicolas II, adjurer la Russie de venir en aide à la France, assaillie par toute l'armée allemande, en attaquant sans retard et avec vigueur l'ennemi principal.

Elle devenait embarrassante, cette insistance des Français à réclamer une offensive de grand style contre l'Allemagne. Le Grand Duc Nicolas étreint M. Paléologue, jusqu'à lui broyer les épaules. Le général Janouschkevitch annonce à l'ambassadeur de France qu'on va jeter sur la rive gauche de la Vistule l'armée de Varsovie, alors inexistante. Le Ministre de la Guerre, le général Souchomlinov, a l'audace de déclarer au même ambassadeur que la moitié de l'armée russe, 12 corps d'armée, marche contre l'Allemagne, tandis que l'autre moitié, composée de 12 corps, est en train d'envahir l'Autriche. Et pour finir, voici M. Sasonov qui déclare à M. Paléologue : « toutes nos forces sans exception sont concentrées sur la frontière occidentale de l'Empire, avec cet unique objet : écraser l'Allemagne... Sa Majesté m'a déclaré en propres termes : « J'ai prescrit au Grand Duc Nicolas de s'ouvrir le plus vite possible et à tout prix, la route de Berlin. Je n'attache qu'un intérêt secondaire aux

opérations contre l'Autriche... Que veut-on de plus ? »

Or, au moment où ces assurances solennelles étaient données, les armées russes, se détournant résolument de la route de Berlin, luttaient avec acharnement pour s'ouvrir la route de Lemberg. Le rouleau compresseur était en marche, mais c'est dans la direction de l'Autriche qu'il s'avançait.

La France a donc été trompée. Telle est la thèse de M. Askenazy. D'après lui, la Russie officielle fut toujours anti-autrichienne et jamais anti-allemande. La politique russe, c'est dans une phrase redoutable de M. Sasonov, adressée à un financier berlinois, au printemps 1914, qu'il faut la chercher : « Lâchez l'Autriche, faisait-il dire à M. Bethmann Holveg, et nous lâcherons la France ».

***

Ce qui précède est un résumé fidèle de la thèse de l'historien polonais sur le fonctionnement de l'alliance franco-russe. Les réflexions qu'elle comporte sont amères. Car on ne peut s'empêcher de penser que la guerre eût pu prendre fin dès la première année, si la Russie, agissant dans l'esprit de l'alliance, eût groupé le gros de ses forces en vue d'une attaque décisive contre l'Allemagne. L'État-Major allemand eût-il risqué sa grande offensive occidentale, à travers la Belgique, s'il n'avait pas été rassuré par l'attitude passive de la Russie ?

Nous ne pouvons, il est vrai, oublier la diversion que l'armée russe opéra en Prusse orientale en 1914 et qui nous rendit un inestimable service au moment de la Marne. Mais elle fut sans lendemain. Ce n'était qu'une *diversion* alors qu'une attaque en force dans la direction Varsovie-Posen eût constitué pour l'Allemagne une menace terrible. Le général allemand Hoffmann le dit en propres termes : « il eût été raisonnable et naturel de diriger le gros des troupes contre nous, contre l'Allemagne ; nous étions l'ennemi le plus fort ; si l'on avait réussi à nous battre, la campagne contre l'Autriche n'eût été qu'un jeu d'enfants ».

***

Quelle leçon tirer de ces révélations amères ?

« Il faut que les représentants de l'ancienne Russie s'expliquent », dit M. M. Filosofov. A quoi bon ? L'ancienne Russie appartient à l'Histoire. Ceux qui la représentent, si tant est qu'ils représentent quelque chose, sont des vaincus, des épaves. Les vrais responsables ont disparu.

Faut-il tirer argument de cette pénible histoire contre les hommes d'État français qui ont conclu l'alliance russe ? Pas davantage. En ce temps-là, l'alliance russe était indispensable. Directement menacée par la triple-alliance, sourdement combattue par l'Angleterre que son expansion coloniale inquiétait, la France était dangereusement isolée. L'alliance russe s'offrit. Elle apparaissait comme une garantie de paix, comme un utile contre-poids à la triplice, et de fait peut-être est-ce grâce à elle que la guerre toujours imminente fut retardée jusqu'en 1914. On savait bien en France que la diplomatie russe, qui avait gardé les traditions de Catherine II, excellente élève du grand Frédéric et d'ailleurs d'une mobilité slave, était pleine de chausse-trappes, mais tout de même, en ce temps-là, quelle magnifique façade que l'Empire des Tsars et comme il en imposait au monde !

Une alliance peu sûre avec une si grande puissance valait mieux que pas d'alliance du tout. Peut-être y a t-on trop compté : on se prend toujours à sa propre propagande. Mais la véritable leçon que l'on peut tirer des révélations de M. Askenazy, c'est qu'il n'est point d'Alliance durable sans communauté d'intérêts. Le jour où la Russie tsariste renonçant à ses ambitions asiatiques se retourna vers le panslavisme balkanique elle n'eut plus à l'alliance française qu'un intérêt financier. Elle essaya d'en tirer le plus possible et de lui donner le moins possible. Une parenté d'idéal, c'est très bien, mais en politique il n'est point d'idéal qui résiste à un intérêt immédiat. Deux peuples ne sont réellement unis que quand ils ont les mêmes ennemis, quand ils sont menacés des mêmes périls. En ce moment de l'histoire, les seuls alliés naturels de la France sont, outre les Belges, ces peuples de l'Europe centrale à qui les traités de 1919 ont donné l'existence et qui sont menacés à la fois par l'impérialisme bolchevik et par les velléités de revanche de l'Allemagne.

Et, en premier lieu, c'est cette Pologne dont le démembrement est aujourd'hui le premier objectif des nationalistes allemands. On parle beaucoup de désarmement en ce moment-ci, et les peuples qui consentent à faire des sacrifices à leur défense sont bien vite accusés d'ambitions annexionnistes et d'humeur militariste. Dans certains milieux anglo-saxons, la Pologne n'échappe pas à ces reproches. On oublie que le désarmement, pour la Pologne menacée sur deux de ses frontières, serait un véritable suicide, un suicide dont le contre-coup atteindrait gravement la sécurité de la France. Par la force des choses, bien plus que par les traités, l'alliance franco-polonaise est indissoluble.

L. DUMONT-WILDEN.

LE ROMAN

LE RÉALISME ET L'HUMOUR (1)

M. Max Jacob a débuté il y a tout juste vingt ans. Pendant la première moitié de cette période — les dix années qui ont précédé la guerre — il n'avait publié que quelques fantaisies : *Le roi Kaboul et le marmiton Janvier*, livre de prix pour les écoles ; *Le Géant du Soleil*, conte pour enfants ; *Saint Matorel*, qu'il qualifiait de « roman » et qu'il faisait suivre d'un recueil, *Les œuvres burlesques et mystiques de frère Matorel* ; *Le Siège de Jérusalem* ; enfin *La Côte*, recueil de chants celtiques. Un arrêt de 1912 à 1916, puis les œuvres se multiplient : seize ouvrages paraissent à la suite, dont quelques-uns, il est vrai, sont des plaquettes et la plupart restent des fantaisies. Aucun n'avait encore l'importance de ce roman, *L'Homme de chair et l'Homme reflet*, qui, par ses qualités et ses défauts, invite à des réflexions opportunes sur le roman d'aujourd'hui.

Il en prend à son aise, et le parti que semblent avoir adopté quelques auteurs, c'est tout simplement de ne pas se gêner. Rattachez cette liberté, si le cœur vous en dit, à une esthétique d'école, au cubisme, qui substitue à la copie académique de la nature une déformation de la réalité par dissociation de certains éléments d'ordinaire unis, par rapprochement de tels autres qui sont d'ordinaire séparés, et qui se flatte de totaliser ainsi en une seule image toutes les valeurs ; peut-être vous ne manquerez point de raisons — car tout se justifie — pour justifier cette dépendance. J'aime mieux voir, dans l'allure de ces romanciers, une indépendance qui se donne de l'air, va où il lui plaît et se moque de nous. C'en est fait de la politesse, des prévenances et des attentions, — de la patience aussi : pourquoi l'auteur ne bousculerait-il pas le lecteur, comme un voyageur en bouscule un autre dans l'escalier du Métro ? Nous sommes tous pressés, n'est-ce pas ? L'écrivain qui commence son œuvre est pressé d'avoir fini. Vous serez pareillement pressés de finir votre lecture. Le temps n'est plus, pour lui, de méditer son sujet, de l'ordonner, de composer, puis de mettre au point l'expression (Flaubert ! Flaubert !) ; ni pour vous de poser lentement vos pas dans ses pas, de vous arrêter aux haltes qu'il a ménagées avec art, d'admirer ses plans, de peser ses intentions, de goûter ses propos. Nous avons changé tout cela : il galope, et vous courez, comme vous pouvez, derrière lui. Au pied d'un arbre dans les bois, à l'auberge du village, au café, au bar, il s'arrête pour reprendre haleine, improviser quelques commentaires ou jeter quelques explications. Et vous trouvez cela, j'imagine, autrement neuf, autrement vivant que le récit traditionnel qui, sous des formes très diverses, a représenté durant trois siècles, avec *la Princesse de Clèves* comme avec *l'Astrée*, avec *Gil Blas* comme avec *Manon Lescaut*, avec *Adolphe*, *La Cousine Bette*, *Madame Bovary*, *Pêcheur d'Islande*, le genre du roman.

Il n'y a plus de « genre ». Lisez *Le Bon Apôtre*, de M. Philippe Soupault, *Choléra* de M. Joseph Delteil, *Suzanne et le Pacifique* de M. Jean Giraudoux, *Le Grand écart ou l'Imposteur*, M. Jean Cocteau, *Lewis et Irène* de M. Paul Morand, *La Négresse du Sacré-Cœur* ou *Tendres canailles*, d'André Salmon : en dépit de leur diversité, toutes ces œuvres ont quelques caractères communs, qui permettent de les nommer ensemble, comme nous nommions plus haut les œuvres où s'exprime la conception traditionnelle du « roman ». *L'Homme de chair et l'Homme reflet*, de M. Max Jacob, appartient au second groupe.

C'est celui où règnent la fantaisie et l'humour. Nous n'étions point accoutumé de les rencontrer dans le roman. Ni l'une ni l'autre des deux tendances qui se partageaient ce canton de la littérature — on les appelle tantôt l'inspiration aristocratique et l'inspiration bourgeoise, tantôt idéalisme et réalisme — ne s'en accommodait. Aujourd'hui, comme au « Salon des Métamorphoses » de la Foire, « tout se fond, tout se confond » : un coup de baguette de la Fantaisie, et l'Humour mène la danse au son de ses grelots.

***

Il y a donc à la fois fantaisie et humour dans le roman de M. Max Jacob : la conduite même du récit, son allure générale et le ton, l'accent, procèdent de cette double disposition. N'attendez point un développement continu qui déroule la succession des épisodes et poursuive l'analyse des caractères. Non : c'est à nous de construire ou d'interpréter les caractères, de reconstituer l'action d'après les éléments qui nous sont donnés, les suggestions qui nous sont faites, les scènes que nous montre l'auteur, les remarques qu'il sème au gré de son humeur, les digressions où il s'amuse, les allusions qu'il n'explique pas, ses naïvetés, ses malices. Il nous laisse faire une partie de la besogne : chaque lecteur s'en tire comme il peut, flatté ou fâché de cette part de collaboration. M. Max Jacob semble ne pas vouloir de lecteur passif : il nous pique au jeu, il nous provoque ; parfois il se moque un peu de nous. Toujours il a l'air d'écrire pour son plaisir, selon que

(1) *L'Homme de chair et L'Homme reflet*, par Max Jacob, aux Éditions du Sagittaire (collection de la *Revue Européenne*), chez Simon Kra.

le cœur lui en dit, et sans souci de ce que nous pouvons penser. Il veut qu'on se débrouille pour lire son livre, comme il se débrouille lui-même pour le mettre sur pied.

Et tous les procédés lui sont bons. Tantôt il apostrophe un de ses personnages, tel le début du chapitre premier de la troisième partie : « Ici, c'est ici et non ailleurs que je veux te le dire, Maxime Lelong ! C'est ici que je veux dire — pourquoi ici ? — que je veux dire combien tu m'es sympathique. » Tantôt il nous renvoie à quelque implication donnée précédemment : « Quelle usine de conserves ?... voyez plus haut, je vous prie, et ne me troublez pas ! » Tantôt il tourne court devant une explication difficile ou fastidieuse : « On n'en finirait pas s'il fallait examiner l'état d'âme de chacun de mes trois personnages. » Il n'est pas toujours parfaitement clair et nous ne saisissons pas toutes ses intentions. Il écrit une langue familière, négligée, triviale par endroits, telle sur le papier qu'à la bouche des gens qui la parlent, et ces gens parlent quelquefois d'une façon bien singulière : « C'est exact : et tout un chacun est bien consolidé sur les faits de vérité. » Du même : « Pour ce qui est bel et bien de mes responsabilités, étant donné que c'est moi qui ai la prépondérance sur Claude, je vous garantis que je le garderai par devers moi ; il est donc entendu qu'on constituera mon gars comme externe au lycée Janson de Sailly. » Qui parle ainsi ? Le brigadier de gendarmerie de quelque ville des « tribunaux comiques » ? Non pas : Georges Ballan-Goujart, fils du député bien connu. Il est vrai que cet ami des femmes est aussi un ami des bars, et peut-être l'auteur veut-il simplement nous donner l'idée d'un langage dépourvu de toute distinction. Peut-être n'a-t-il d'autre dessein que de s'amuser à mal écrire, ou à écrire comme il lui plaît, tantôt mal, tantôt bien. Avec lui, on ne sait jamais.

***

Sait-on du moins ce qu'il veut dire, au fond ? Et les intentions générales de son livre nous apparaissent-elles avec clarté ? Je n'oserais l'affirmer. Le titre nous propose une antithèse et nous invite à réfléchir sur un contraste : *L'Homme de chair et l'Homme reflet*. Georges Ballan-Goujart est « l'homme de chair », plus facile à nommer qu'à définir. L'auteur nous donne ce signalement, précédé d'une profession de foi : « J'ai toujours aimé les gens qui ne ressemblent pas à leur milieu ; or Georges, étant étudiant en médecine en même temps que moi à Paris, ne ressemblait pas à un étudiant ; quand il était motocycliste, il n'avait pas l'air d'un motocycliste ; quand il était rentier, il n'avait pas l'air affairé d'un rentier, et, maintenant qu'il est pauvre, il a l'air d'un riche. » Nous avons vu que son langage ne correspondait ni à sa classe, ni à son éducation. Le caractère psychologique du personnage n'est pas moins déconcertant que son caractère social. Un de ses camarades, quand il était étudiant en médecine, lui a déclaré qu'il était un vésanique et qu'une sorte d'homme comme lui est de même nature qu'un virus tétanoïde. Lui, répond au sermon de l'interne Gorguet qu'il se croit au contraire sur le chemin de la Sagesse où son camarade voudrait le voir s'engager : « ... C'est ma route à moi aussi jusqu'au bout ; mais en toutes affaires, petites ou grandes, je ne crois que ce que je vois. » Un homme positif, alors ? Oui, c'est bien cela : positif en amour, l'homme de chair. Il n'est pas bon, mais il est humain : il comprend les circonstances, il s'adapte aux faits. Le « fait » est sa loi, la seule qu'il admette.

Maxime Lelong est « l'homme reflet » : un pauvre bougre, nous dit sa femme, un doux mais un incapable ; aucune énergie, aucune volonté. Aussi aura-t-elle vite fait de passer dans le camp de Georges, qui se flatte de savoir tout faire, de ne connaître rien d'impossible, et qui ajoutera cette intrigue à beaucoup d'autres, sans y attacher plus d'importance qu'il ne convient. Précisons l'image morale de ce Maxime, telle que nous la présente l'auteur. Il est timide, craintif, réservé, docile et respectueux. Il a plus de confiance dans les autres que dans lui-même, doute de lui, s'étonne de ses moindres succès. Il n'a eu de chance ni par sa famille, ni par sa femme ; mais il est « philosophe dans le vieux sens populaire de ce mot et dans le sens savant » : entendez sans doute qu'il a lu des livres de philosophie. Son humilité n'exclut pas l'orgueil, et son esprit est « poétique, contemplatif, attiré vers le ciel et la perspective » : oh ! platoniquement et sans effet, cela va de soi, car Maxime est faible.

Cet homme doux, sensible, impressionnable, serviable, s'étant retrouvé face à face au front avec Georges qui l'a sauvé d'un obus en le jetant par terre d'un coup de poing, les voilà les meilleurs amis du monde, comme si l'un n'avait jamais connu la femme de l'autre. Maxime, l'homme reflet, était devenu « le soldat le plus crasseux, le plus ahuri, le plus bavard, le plus puni, le plus moqué (sauf de quelques-uns qui l'écoutent), le plus buveur, le plus dépensier de sa compagnie ». Georges est blessé au visage la veille même de l'armistice : Maxime le soigne pendant deux ans dans le château des Ballan-Goujard à Aguay. Puis ils reviennent vivre ensemble à Paris pour s'y occuper d'une usine de conserves que possède le député devenu millionnaire à la faveur des événements.

Mais ils s'occupent aussi — et c'est leur princi-

pale affaire de l'éducation d'un jeune garçon : l'enfant de Germaine. C'est toute une histoire, qu'il serait trop long de vous raconter. Germaine, dont nous ne savons rien d'autre, est partie pour l'Amérique et a laissé le petit Claude à son amie Adèle Choucard, qui est devenue la maîtresse de Georges quand celui-ci, gamin de quinze ans, était employé comme elle au Grand Bazar de Guéret. Il passait alors pour le fils d'une sage-femme et n'avait pas encore été repris par ses parents légitimes, M. et Mme Ballan-Goujard. Tout cela est fort compliqué, et il y a dans le livre bien d'autres complications, indispensables ou non, mais c'est la manière de l'auteur. A la mort d'Adèle Choucard, Georges prend l'enfant et le passe à une autre de ses maîtresses, Geneviève Stéphany, *reporter* transformée en écrivain politique, qui le garde jusqu'au jour où elle épouse le directeur de son journal. Georges confie alors l'enfant à Célina Mercœur, « cette géniale artiste, notre pitoyable, notre admirable Célina Mercœur, la gloire de la France et sa honte »; vous voyez d'ici le personnage de la vieille actrice qui, drapée dans un peignoir de bain tragique, va faire si bien comprendre l'art théâtral au gamin de six ans qu'il s'attife lui-même d'une serviette éponge et répète à la manière de son âge les intonations de la géniale interprète. Pendant la guerre, le petit Claude fut remis aux Ballan-Goujard, et nous l'avons vu, deux ans plus tard, dans leur château d'Aguay, entre Georges et Maxime, — entre l'homme chair et l'homme reflet.

Donc les voilà installés tous les trois dans une maison meublée de l'avenue Victor-Hugo. L'enfant va au lycée matin et soir. Prenons bien garde : l'auteur nous a dit, la première fois qu'il a été fait mention de lui : « En vérité ! en vérité, c'est le seul héros de ce livre ! »

Cette troisième partie du livre est de beaucoup la plus trouble — dans tous les sens du mot — et la plus déconcertante. Georges attend dans le lit les mandats de son père et ne se soucie guère de l'usine de conserves. Maxime est contrôleur aux Folies-Bergères. Quelle singulière éducation, celle de cet adolescent, quel invraisemblable milieu ! Autour du jeune Claude, tout n'est que désordre. « Dame ! aujourd'hui l'éducation, ce n'est plus une entreprise de sainteté ! On ne demande plus la garantie que les petits gars seront des savants, des savants timorés, des savants bouchés. On veut des costauds, des... ». C'est le programme de Georges : L'enfant travaille pourtant et, pour l'aider, l'étrange parrain se remet à étudier lui-même. Mais il est bien incapable de réformer ses mœurs et il prodigue les mauvais exemples tout en faisant « la chasse à la femelle » autour de son gars. Il faut dire qu'il y a aussi une sorte de jalousie entre les deux hommes, et le sentiment qu'ils éprouvent pour le gamin n'est pas des plus nets. Un jour Estelle reparaît, la maîtresse de l'un, la femme de l'autre. Et c'est Claude, avec ses seize ans, qui lui fait entendre les fortes paroles capables de ramener cette Parisienne des music-halls au bon sens. Il est, lui dit-il, « d'une époque où on aime la franchise et la simplification ». Georges surprend cet entretien et, furieux de soupçons, écœure l'adolescent par une scène dégoûtante. Claude s'évade avec la complicité du député-millionnaire. Ayant appris près de son parrain toutes les désillusions de l'amour et ses dégoûts, il va chercher au Maroc l'argent, qui lui apparaît comme le seul maître. Là-bas, sous le ciel immensément bleu, il se sent vivre une vie nouvelle...

***

Œuvre complexe, et qui ne laisse aisément saisir ni sa manière, ni sa signification. L'intelligence de l'auteur joue avec la psychologie des personnages comme son art avec les procédés du récit. Mais la fantaisie et l'humour cachent un fond de réalisme brutal, et c'est le mélange de ces trois éléments qui fait la modernité de l'œuvre. Le réalisme orthodoxe s'accompagnait d'un terrible sérieux. C'est ici l'ironie qui domine. M. Max Jacob a peut-être lu Georges Meredith. Comme le grand romancier anglais, il se joue dans le détail infini, s'amuse de tout le concret de la vie, et regarde agir ses personnages comme s'ils lui donnaient la comédie. L'observation apporte des matériaux qu'ordonne l'esprit comique. Et l'esprit sans épithète, l'intelligence anime et construit, toujours présente, toujours active, mais se gardant bien de rien formuler didactiquement.

Un pareil roman n'est pas négligeable. Nous n'avons dit que très peu des choses qu'on pourrait dire à son sujet. Mais un autre roman du même auteur ou quelque œuvre analogue — car il y a là une formule nouvelle — nous permettra de compléter cette première esquisse. Il n'est pas toujours vrai que la critique soit aisée.

Firmin Roz.

LES BEAUX-ARTS

L'ÉVOLUTION DU DESSIN DANS LE PAYSAGE

(A propos de l'Exposition Jean Peské)

I

A la base de tout art élevé, de toutes les réalisations sublimes de la peinture, il y a la conscience, il y a le dessin. « *J'ouvrirai une école de dessin, et*

je ferai des peintres. » On connaît ce mot fameux ; il est d'Ingres, et beaucoup — de nos jours — dans le désordre où sont tombés les arts, se plaisent à se rappeler cette parole d'un maître qui fut aussi un sage.

Non seulement dans la composition animée des figures, dans la représentation des grandes scènes du genre et de l'histoire, dans le portrait, dans la fresque, le dessin est nécessaire ; mais, aussi bien, il l'est dans le paysage.

Il suffit d'entrer au Louvre, au British Museum, à l'Albertina de Vienne, de pénétrer au Ryks-Museum d'Amsterdam, aux Offices de Florence, de parcourir les galeries d'Oxford, celles du musée Condé à Chantilly, pour apercevoir, par d'illustres exemples, jusqu'à quel degré d'amour, à quel point de piété attentive, le dessin fut pratiqué, de tous temps, par les maîtres du « plein-air ». Le célèbre *Moulin* aquarellé de Dürer, qui est au Cabinet des Estampes de Paris, tels lavis de Poussin et de Claude Lorrain, qui sont au Louvre, soulignent cette vérité. L'étude du paysage par le dessin demeure la vraie méthode qui conduit à la parfaite interprétation du paysage dans la peinture.

Pour ma part, je me souviens d'un croquis de cette manière, par le Lorrain, qui est aux Offices. Ce sont des calfats qui achèvent de construire la carène d'un vaisseau. Ils travaillent sur le rivage ; ils sont au bas d'un rempart, devant la mer. Et j'avoue que je n'ai jamais compris aussi bien la structure intime, les « dessous » de la composition des tableaux du grand Claude, que devant ce « projet » dessiné où le Lorrain a livré, pour ainsi dire, le secret, les raisons cachées de son talent.

De la sorte, le dessin, qu'il soit à la plume, au crayon, à la sanguine, à la sépia, lavé de bistre ou d'encre de Chine, est vraiment révélateur du mobile intime auquel obéit l'artiste, de son tempérament, de ses tendances. Antoine Watteau, pour traduire le caractère vraiment particulier au genre dont il a laissé un certain nombre de parfaits modèles, avait trouvé un mot expressif pour désigner les croquis de ces ouvrages. Il les appelait des *pensées*.

Toutes les *pensées* dessinées des peintres, et particulièrement des paysagistes, offrent, il est vrai, à côté des tableaux achevés dont elles sont le point de départ, l'indication première, un répertoire infini. Je voudrais, si cela était réalisable, qu'on les groupât dans une sorte de musée d'ensemble, de galerie idéale. Quelle admirable « suite » s'offrirait à nous dans ce merveilleux assemblage ! Un pareil groupement rétrospectif, et dans lequel tel lavis à l'encre de Chine de Le Brun (pour le *Passage du Rhin* par exemple) se verrait à côté de telle sépia de Fragonard (les *Pins de la villa d'Este*), tel croquis à la plume de Corot (pour le pont de Mantes notamment) aurait ceci d'excellent qu'il rappellerait aux nouveaux venus dans les arts, non seulement cette grande vérité que le dessin est nécessaire, mais encore cette précieuse indication qu'on peut le pratiquer de diverses sortes, et que le crayon, l'encre de Chine, la sanguine, la craie, voire le lavis aquarellé sont des modes différents de s'exprimer, qui se prêtent le mieux du monde et tout autant que le pinceau, aux caprices, aux variations et aux contrastes de la nature.

II

Une récente exposition, dans laquelle l'excellent peintre paysagiste Jean Peské rassembla un grand nombre d'ouvrages exécutés de cette manière, témoigne assez des ressources d'une technique aussi multiple dans ses aspects. Elle fait voir aussi, et ce fait isolé est consolant, que la tradition du dessin dans le paysage, bien loin d'être négligée, se perpétue autour de nous. A côté d'un Auguste Lepère, du vivant d'un Paul-Emile Colin, d'un Emile Bernard fidèle aux sites de l'Italie et de l'Ile de France, Jean Peské, que nous nous représentons assez bien comme une sorte de sylvain ingénu, de poète rustique ému devant les forêts, reprend ce « métier » à son compte.

Grâce à la diversité d'un talent retrempé sans cesse dans la nature, il à tiré de ces « moyens » différents les effets les plus remarquables, des variations enfin aussi habiles qu'émouvantes et qui témoignent assez de tout ce qu'on peut attendre de l'emploi du dessin dans le paysage. Peintre des arbres, familier des buissons, confident des bois séculaires, Jean Peské semble, jusqu'à ce jour, avoir partagé en trois domaines les époques de son labeur d'artiste.

D'abord, il a dessiné et peint les arbres calcinés par le soleil ou courbés par les ans de notre vieille Provence et de notre littoral méditerranéen. Sous ce ciel torride, devant ces sites chaleureux, dominés de pinèdes, flanqués par les vestiges des monuments sarrazins qui enchantèrent Fragonard et Hubert Robert, que Jean-Charles Cazin et Auguste Renoir chérirent au point de les choisir comme témoins de leurs tombeaux, le bon maître Peské se sentit ému à son tour. Le chant pastoral d'un Mistral, sans qu'il s'en rendît compte, à son insu peut-être, retentit jadis dans son cœur. Et c'est ainsi qu'il a compris, aimé, dessiné et peint les oliviers ; qu'il a donné aux chênes-lièges et aux pins maritimes toute leur place dans le paysage de ces contrées.

Mais, du Lavandou, de Bormes, de tous les aspects pittoresques et un peu brûlés de l'Estérel et des

monts des Maures, Peské est remonté vers des cieux différents. Le pinceau ou le crayon en main, il s'est installé devant les horizons picards. *Ave Picardia nutrix* ! La cueillette des pommes, le raccommodage des filets, les détails de la construction d'un pont : l'on sait qu'il n'en fallut pas plus à Puvis de Chavannes pour concevoir et exécuter sa grande fresque du Musée d'Amiens. C'est dire que ce paysage, qui n'a pas la richesse et la diversité de ceux du Comtat et de la Provence, offre bien des ressources, lui aussi, sous un ciel plus voilé, dans une lumière plus douce.

Nombre de croquis bien enlevés pris dans les *hortillonnages*, telle vue de l'étang de Saint-Pierre, telles notations du village de Chepoix, maints dessins représentant, comme au temps de Mme de Sévigné, les « cent tours » que la Somme, en se jouant, fait dans les prairies, voilà les motifs aussi divers qu'heureux, la plupart traités à l'encre de Chine, que Peské se plut à rassembler en Picardie. Mais il y a encore le troisième de ces domaines français, celui qui comprend le Blésois, (Blois son splendide château et l'église Saint-Pierre), enfin Paris et l'Ile de France. Toujours animé de la même compréhension affectueuse, Peské, çà et là, s'est arrêté devant les arbres. Comme Ronsard, comme la Fontaine, tout ingénument, il les a aimés ; il leur a prêté des visages. Chaque fois que la cognée s'est abattue sur eux — cela se sent — il a souffert ; mais aussi il a entendu leur plainte sourde, leur muet langage ; en eux, sous leur écorce, il a deviné des dieux.

En contant ces annales,
Philémon regardait Baucis par intervalles ;
Elle devenait arbre, et lui tendait les bras :
Il veut lui tendre aussi les siens, et ne peut pas.
Il veut parler, l'écorce a sa langue pressée.
L'un et l'autre se dit adieu de la pensée :
Le corps n'est tantôt plus que feuillage et que bois.
D'étonnement la troupe, ainsi qu'eux, perd la voix.
Même instant, même sort à leur fin les entraîne ;
Baucis devient tilleul, Philémon devient chêne.

Instinctivement, ces vers de La Fontaine, les plus beaux sans doute avec ceux de Ronsard qu'on dédia jamais aux dieux forestiers, en présence des arbres dont Jean Peské exposa un si grand nombre dans ses dessins, chantent dans la mémoire !

III

Ce n'est pas en vain, en effet, que l'on put comparer les arbres vénérables, ou ceux plus flexibles et moins drus des forêts, à des sylvains ou à des nymphes. Les arbres ont une personnalité, une physionomie, un langage. Voyez ce que Fromentin a écrit des arbres représentés dans leurs tableaux par Hobbema ou par Ruysdaël. De son côté, Théophile Gautier a été frappé par la préoccupation soutenue qui absorbait un Rousseau, un Diaz, un Decamps, et les retenait, durant des mois entiers, à exécuter, devant les fourrés de Fontainebleau, de véritables portraits de chênes, de bouleaux, de peupliers ou de châtaigniers. Gautier lui-même, durant qu'il s'attarde à décrire les « dimensions énormes », les « attitudes bizarres » de ces arbres, ne laisse pas de les objectiver, de les humaniser même. Avec eux, il en use comme La Fontaine vis-à-vis de Baucis et de Philémon.

Jean Peské, de son côté, n'en a pas usé différemment. Que ce soit le pommier picard ou l'olivier provençal, le chêne d'Ile de France ou le peuplier tourangeau, toujours l'artiste, à travers l'interprétation de son pinceau, de son crayon, voire de son burin mordant et vigoureux, sait, sous la chevelure frissonnante des feuillages, dans le désordre des branchages, la torsion des troncs noueux enracinés au sol, montrer la continuité de cette nature qui verdit et fleurit toujours.

Dans cet idéal musée du dessin, qui serait aussi un musée de l'arbre, dont nous parlions en commençant, Peské ne se situe pas seulement auprès des artistes rustiques du romantisme : un Dupré, un Daubigny, un Corot, voire ce Théodore Rousseau qui disait entendre « les voix des arbres, les surprises de leurs mouvements, leurs variétés de formes et jusqu'à leur singularité d'attraction vers la lumière » ; mais, dans cette peinture du paysage, cette représentation à la manière noire, lavée, crayonnée ou gravée des arbres des forêts, il rallie de plus anciens maîtres, rejoint de plus lointains parents : non seulement le Robert et le Fragonard des sites harmonieux et feuillus de l'Italie et de la Provence ; mais plus en deçà, nous l'avons fait voir, ces puissants grands maîtres que sont un Poussin et un Claude.

Le catalogue du Louvre, en indiquant que tel dessin de Poussin, représentant une campagne, est « vigoureusement lavé de bistre sur crayon » ou tel autre, du Lorrain, traité « à la plume, lavé de bistre, d'encre de Chine et rehaussé de blanc sur papier gris », témoigne assez que cette préoccupation du dessin, du dessin sous tous ses aspects, n'est pas — appliquée au paysage — nouvelle dans les arts.

De tous temps et dans toutes les écoles, ce fut là un mode d'expression auquel eurent recours les maîtres soucieux d'interpréter la nature mobile, le changeant visage des saisons. Qu'a donc le dessin d'inférieur à la peinture ? Et le dessin, lui aussi,

n'a-t-il pas ses couleurs ? Edmond de Goncourt le pensait, qui appelait les dessins de Watteau des « dessins peints ».

Les dessins de Jean Peské sont ainsi; véritablement, ils sont *peints* ; c'est-à-dire qu'ils ont du relief, mais aussi du *ton* ; en un mot, ils font saillie, jaillissent du cadre. De la sorte, ce maître excellent du paysage ne fait pas que reprendre une tradition; il l'enrichit en la poursuivant.

Edmond Pilon.

BULLETIN MARITIME

LA LIAISON ENTRE LA FRANCE ET LES TERRITOIRES SYRIENS PLACÉS SOUS SON MANDAT

On connaît le principe bien souvent invoqué : « Le navire doit prolonger le rail ». Nous avons eu souvent l'occasion ici de constater que ce principe est heureusement mis en application par nombre de Compagnies de navigation françaises. La réciproque existe, d'ailleurs, et des services de chemins de fer ont été organisés pour transporter le plus rapidement possible vers l'intérieur des continents les passagers débarqués dans tel grand port d'Europe ou de régions plus lointaines. C'est ainsi, nous l'avons vu récemment, que des trains spéciaux au départ d'Alexandrie et coïncidant avec l'arrivée des paquebots des *Messageries Maritimes* permettent aux voyageurs arrivant de France de gagner sans retard l'Égypte intérieure.

Dans les pays où les services de chemins de fer ne sont pas encore organisés en raison du mandat trop récent de la France ou de toute autre nation européenne, comme le Maroc par exemple, des services d'autos-cars, d'automobiles, auto-chenilles, avions même pourraient réaliser cette liaison et continuer sur terre le navire dont ils seraient bien ainsi le prolongement.

Les *Messageries Maritimes*, qu'aucun progrès ne trouve en retard, ont inauguré, dès novembre dernier, un système de billets directs Londres-Bagdad ou Marseille-Bagdad comprenant, outre le parcours maritime, un parcours d'automobiles correspondant avec l'arrivée des navires de Beyrouth à Damas et de Damas à Bagdad. Ajoutons, à titre d'indication, que le prix de passage Londres-Bagdad en première classe est de 70 £. De Marseille à Bagdad, il est de 4.070 fr. en première classe et de 3.550 fr. en seconde classe avec une légère majoration pour les paquebots de luxe.

L'Angleterre fut la première, nous devons le reconnaître, a avoir établi cette liaison au lendemain des accords internationaux qui, après la signature du Traité de Paix avec la Turquie, placèrent la Mésopotamie sous le mandat anglais. En effet, elle avait tout intérêt, dès lors, à créer une voie rapide entre l'Égypte et la Mésopotamie, premier jalon de son chemin terrestre vers les Indes.

La Compagnie anglaise de services automobiles Beyrouth-Damas-Bagdad adopta un tracé au sud du désert de Syrie passant par Damas, Abra, Bir, Mellosam, Felloudja et Bagdad. Cet itinéraire qui est le plus court de tous ceux qui avaient été étudiés (930 kilomètres) traverse une zone assez dangereuse, fort éloignée des postes français, des lignes télégraphiques, des postes de télégraphie sans fil, etc... Le service, qui est inauguré depuis le 1er octobre 1923, fonctionne de la façon suivante :

Le même jour partent, l'une de Bagdad, l'autre de Damas, des voitures qui se rencontrent à mi-chemin dans le désert, passent la nuit en campement et repartent au matin dans leurs directions respectives pour arriver presque en même temps à Damas et à Bagdad le lendemain. Ce service assure la correspondance des navires de la Peninsular and Oriental Cy et place Londres à 10 jours de Bagdad, alors qu'auparavant il fallait 24 jours pour se rendre d'Angleterre en Syrie par les navires anglais.

Les *Messageries Maritimes* qui desservent d'une façon régulière le port de Beyrouth ont aussitôt jugé de l'intérêt considérable qu'une entreprise analogue présenterait pour ses voyageurs. Les billets directs qu'elles émettent permettent de passer directement par Beyrouth sans faire de détour par Port-Saïd, ce qui leur donne un avantage sur les navires de la Peninsular and Oriental Cy. L'initiative de la Compagnie française a été couronnée de succès et le nombre de voyageurs venant de Bagdad ou s'y rendant est en nombre croissant.

Les voyageurs des *Messageries Maritimes* utilisent le service automobile dont nous avons déjà parlé et, en outre, un autre service passant cette fois par une piste au nord du désert. Cet itinéraire, un peu plus long que la piste sud (1.037 kilomètres), présente, tant au point de vue touristique qu'au point de vue sécurité, un intérêt plus grand. Il suit la route qui avait été construite au IIe siècle par Zénobie, Impératrice de Palmyre, et permet de visiter les ruines de cette cité fameuse où les voyageurs passent la nuit. Il offre le maximum de sécurité, le parcours se trouvant en territoire placé sous le mandat français et à proximité d'importants postes permanents et échelonnés d'escadrilles d'avions et de T.S.F. De plus, cet itinéraire permet le stationnement de nuit non plus en plein air, mais dans des lieux de repos abrités. La longueur du parcours est de trois jours.

Ajoutons que la liaison par automobile de Beyrouth à Bagdad n'est qu'une partie d'un projet de plus vaste envergure. Il s'agirait, en effet, de relier par automobiles Bagdad à Téhéran et de mettre ainsi la capitale de la Perse à 6 jours de Beyrouth. La distance par Kaar-Shirine-Mermanshah-Hamadan-Téhéran est de 943 kilomètres. Jusqu'ici aucun service de transports réguliers n'a été organisé bien que des voitures aient déjà effectué ce parcours.

Le plus grand avenir semble réservé aux relations automobiles à travers la Syrie. La Perse, notamment, recevrait, au point de vue économique, une tranformation considérable du fait d'être si rapidement reliée au grand port syrien. Aussi peut-on se réjouir de savoir que le Haut-Commissaire français en Syrie s'intéresse tout particulièrement à cette question et favorise les pourparlers actuellement en cours, destinés à intéresser des groupes français aux transports à travers le désert syrien.

Le Gérant : A. Dessoës.

Société Française d'Imprimerie et de Publicité
Ateliers : Rue Garnier et Rue des Carmes, Angers.
Bureau à Paris, 15, Rue du Laos (XVe)

Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus.

REVUE
POLITIQUE·ET·LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

EUGÈNE YUNG·FONDATEUR·1863 PAUL FLAT·DIRECTEUR·1908-1918
DIRECTEUR PAUL GAULTIER

N° 14 62e ANNÉE 19 JUILLET 1924

NAPOLÉON A SISTERON EN 1815 (1)

I

La route qui traverse la vallée de Digne à Sisteron était carrossable. Elle n'offrait pas sur certains points un terrain facile et solide. Mais les soldats de Napoléon sortaient de la montagne, de ses sauvages défilés, de ses chemins pierreux, et ils avaient beau temps. A 8 heures du soir, après une marche de cinq lieues, la colonne arrivait à Malijai, et pendant que l'infatigable Cambronne, parti de Digne dès une heure de l'après-midi, courait en hâte avec l'avant-garde s'emparer de Sisteron, l'Empereur s'établissait au château d'Adrien Roguier, fils d'un ancien fermier général. Il passa la nuit dans un fauteuil, et ce ne fut qu'à deux heures du matin, lorsqu'il sut que Sisteron était aux mains de Cambronne, qu'il put s'endormir. « Nous voilà sauvés », dit-il à Bertrand en apprenant la nouvelle. A six heures, sa troupe s'ébranlait de nouveau et, par l'Escale où le maire refusa de se montrer, par Valence, où les habitants ne répondirent que par le silence aux vivats de l'escorte impériale, elle atteignit Sisteron à midi.

II

Il y avait alors dans ce Sisteron qui, selon Stendhal, n'était qu'un sale bourg, trois personnages importants : le sous-préfet Bignon ; le maire, M. de Gombert ; le procureur du roi, Barlet.

Bignon, sous-préfet à Sisteron comme Francoul à Castellane, depuis le Consulat, désirait avant tout conserver sa place. Le 5 mars, il ne se prononça pas. Il n'affirma pas son dévouement au roi et il ne cria pas *vive l'Empereur*. Comme la plupart des fonctionnaires, il attendit les événements.

M. de Gombert, ancien émigré dont la Révolution avait confisqué les biens, était depuis huit ans maire de Sisteron, sa ville natale. Tout le monde connaissait son attachement aux Bourbons, et les royalistes louaient, non seulement sa loyauté, mais le loyalisme qu'il avait hérité de ses ancêtres. Aussi, dans la journée du 5 mars, servit-il Louis XVIII franchement et sans réserve.

Barlet, né pareillement à Sisteron, procureur impérial, puis procureur du roi, devait être président du tribunal sous la seconde Restauration qui lui donna des titres de noblesse, et la croix de la Légion d'honneur. Homme tranchant, obstiné, vindicatif, il détestait Bignon qui refusait de suivre ses avis et Gombert qui dans Sisteron balançait son crédit. Il ne put ruiner l'influence de Gombert ; mais il réussit à se débarrasser de Bignon. Vainement Bignon défendit après les Cent Jours la cause royale et souffrit pour elle ; vainement les impérialistes de Sisteron le prirent à Château-Arnoux où il avait transféré la sous-préfecture, le maltraitèrent, l'enfermèrent à Mont-Dauphin. Le procureur Barlet criait haro sur le malheureux sous-préfet : Bignon avait servi l'usurpateur avec trop de zèle, Bignon avait trop sévèrement exécuté les mesures prescrites par les autorités militaires de l'interrègne, Bignon avait remis au commandant de la place une liste de sept à huit personnes dévouées au gouvernement royal. En 1816, sur les instantes dénonciations de Barlet, Bignon fut

(1) V. *Revue Bleue* des 1er, 15 mars, 17 mai et 7 juin 1924.

révoqué parce qu'il avait « vacillé dans sa conduite ».

III

Le 4 mars, de grand matin, Gombert apprenait que le commandant de la place, Machemin, envoyait à Digne, sous l'escorte du seul commissaire de police qui fût dans Sisteron, plusieurs milliers de cartouches et que la brigade de gendarmerie se rendait au chef-lieu du département. Il courut s'informer et Machemin lui dit qu'il agissait selon les instructions de Loverdo qu'il avait signées la veille à 10 heures du soir. Le maire, inquiet, décida de rester à l'Hôtel de Ville. A midi, Machemin, très ému, venait lui montrer un nouvel ordre de Loverdo : le commandant de Sisteron devait envoyer à Manosque sans aucun délai toutes les munitions de la citadelle. Gombert s'étonna. Ce n'est pas le moment de s'expliquer, répondit Machemin ; le « seul point, c'est d'obéir ».

Le maire fournit aussitôt à Machemin tous les hommes valides qu'il put trouver, et il alla voir Bignon. Le sous-préfet lui fit lire une lettre de Duval : le préfet, n'ayant aucun moyen de résistance contre Bonaparte, ordonnait à Bignon de mettre les caisses publiques en sûreté.

— Pas de moyens de résistance ! s'écria Gombert. On veut évidemment nous les enlever. Mais ces moyens, nous les trouverons ; ils sortiront de dessous terre.

— Faites, répliqua Bignon, j'unirai toujours mes efforts aux vôtres.

Gombert revint à la citadelle. « Bonaparte arrive, dit-il à Machemin, et on évacue les munitions ! On veut nous ôter tous les moyens de s'opposer à sa passage ! Et nous, nous mettrons obstacle à sa marche ! Nos munitions ne s'en iront pas ! »

Machemin, adjudant de place à Sisteron depuis 1801, avait adoré Napoléon, et peut-être l'adorait-il encore. Mais avant tout il était soldat. Son devoir exigeait qu'il obéît à Loverdo. « L'ennemi, répondit-il au maire, est à trois marches de la place, et, selon la loi, il n'y a plus de maire, plus d'autorités civiles. J'aurais le droit de vous appréhender pour le langage que vous avez tenu. Sachez que le maréchal de camp Loverdo est le seul représentant du roi dans le département ; il m'ordonne d'évacuer les munitions ; j'exécute son ordre. »

Atterré, mais non découragé, Gombert s'éloigne. Il rencontre le capitaine du génie Lavocat ; il l'arrête, le tient par le parement de l'habit : « Monsieur le capitaine, vous seul pouvez nous guider, nous donner les moyens de combattre Bonaparte qui revient bouleverser la France et embraser l'Europe ! Oubliait-il, ignorait-il que Lavocat était bonapartiste? « Monsieur le Maire, répond le capitaine, laissez-moi tranquille et ne comptez pas sur moi ; je ne me mêle pas de cette affaire. »

Mais Gombert compte sur un autre officier qu'il connaît intimement, le commandant Fortuné de Laidet, alors en congé à Sisteron. Il se rend chez Laidet qui se préparait à quitter la ville et à regagner la garnison ; il le presse de se mettre à la tête de ses concitoyens. « Venez, dit-il, venez les diriger ; ils seront certainement disposés à tout entreprendre pour le salut du roi et de la royauté. »

Laidet suit Gombert à la mairie où le Conseil municipal était convoqué. « Les soldats de Bonaparte, s'écrie Laidet, sont les plus intrépides soldats qui soient ; mais donnez-moi seulement cent hommes résolus à se mesurer avec eux, et je me charge d'arrêter ou tout au moins de dévoyer le torrent. » On lui répond qu'on trouvera ces cent hommes d'élite ; on l'assure que Bonaparte, après avoir traversé la Provence et sur le seuil du Dauphiné, échouera devant Sisteron : on jure de résister, d'élever une barricade, de faire sauter le pont. Mais bientôt la réflexion succède à l'enthousiasme. Quelques membres du Conseil lisent les lettres de Loverdo et de Duval. Ils les commentent avec inquiétude. L'Empereur a 5.000 hommes au moins puisqu'il exige de Digne 5.000 rations. Duval affirme qu'il n'a aucun moyen de résistance. Loverdo fait enlever toutes les munitions parce qu'il craint qu'elles ne tombent au pouvoir des débarqués de l'île d'Elbe. Dès lors, pourquoi lutter?

Gombert proteste contre la faiblesse et, comme il s'exprime, contre la stupeur profonde du Conseil : la garde nationale ne peut-elle offrir les cent hommes de cœur qu'a demandés Laidet? Hélas ! le chef de cette garde nationale, Edouard de Laplanes, avoue qu'il ne dispose que d'une compagnie de cent hommes, presque tous pères de famille et qui ne se sont encore réunis que pour se faire inscrire et pour élire leur chef.

Le maire n'a plus qu'un seul espoir. Qui sait si Loverdo, qui ne dit rien de ses propres mouvements, ne viendra pas sur Sisteron avec le 87e et la gendarmerie pour disputer le terrain aux Impériaux? Ne faut-il pas attendre le général? Gombert décide donc de retarder l'évacuation des munitions et de les laisser durant la nuit dans une métairie à une demi-lieue de la ville : il sera facile, si Loverdo se présente, de les ramener à Sisteron. Mais, pour escorter ces munitions, il faut dix hommes qu'on ne rassemble qu'à grand peine ; pour commander ces dix hommes, il faut un chef, et, à l'instant du départ, ce chef dévoué au roi s'excuse, se retire en alléguant qu'il est père de famille. Gombert le remplace aussitôt par un jeune homme, naguère

sergent dans la ligne ; mais ce jeune homme prétexte qu'il est marié depuis peu, et malgré Gombert qui s'irrite et s'indigne, il persiste dans son refus. Heureusement, le père de l'ex-sergent, pris d'un beau zèle et quoique sexagénaire, se substitue à son fils.

Le temps s'écoule. Il est déjà 6 heures du soir. Gombert fait flèche de tout bois. Il publie une proclamation : il annonce à ses concitoyens l'arrivée prochaine de Bonaparte qui vient désoler la patrie et recommencer la guerre ; il leur promet le secours de Loverdo, les exhorte à s'armer lorsqu'ils entendront battre la générale, les prie de se concerter avec leurs magistrats pour défendre le trône légitime et « payer leur écot de dévouement à la patrie et au roi. » Mais pas un habitant de Sisteron, à l'exception de Laidet et de Machemin, ne se rendit à la mairie. Machemin offrit en vain de donner fusils et cartouches à la population. Lorsque le Conseil arrête d'établir pour la nuit, au delà du pont, sur la route de Digne, un piquet qui donnerait l'alerte et renseignerait le maire, les hommes de garde ne gagnèrent leur poste qu'après avoir reçu l'autorisation d'être sans armes !

Harassé, brisé de fatigue, Gombert s'était couché. Il dormait profondément. A minuit et quart il se réveille en sursaut. Il entend dans la rue des piétinements de chevaux et à la porte de sa maison de violents coups de marteau. « Qui est là ? » demande Gombert, et une voix forte répond : « L'avant-garde de Sa Majesté l'Empereur ». Cambronne entre avec ses grenadiers. Il somme Gombert de fournir les vivres et le logement à l'avant-garde de l'Empereur et à trois mille hommes. « Général, objecte le maire, vous n'ignorez pas que l'Empereur a abdiqué et que la France ne le reconnaît plus pour son souverain. — Monsieur le maire, réplique Cambronne, n'en soyez pas en peine ; bientôt ils le reconnaîtront de nouveau, leur empereur. »

Pourtant, le général consent à le suivre à l'hôtel de ville où le Conseil municipal lui donne satisfaction. Gombert l'accompagne. « Il me faut, dit Cambronne, six mille rations ». — Je ne vous les donnerai pas, répond le maire, vous n'avez que douze cents hommes. — Eh ! riposte Cambronne, croyez-vous que les grenadiers que j'ai laissés derrière moi, ne me suivront pas ? Tenez, payez-vous ! » et, fièrement, il jette sur la table une bourse qui contient trois mille francs. Le maire rougit. « Reprenez votre bourse », dit-il à Cambronne, et la ville paya toutes les fournitures.

IV

La matinée se passe. A 11 heures, deux officiers annoncent l'arrivée de l'Empereur et conseillent au maire d'aller au devant de Sa Majesté. Sur les instances des conseillers municipaux et notamment de deux anciens membres de la Constituante, Burlé et Lavil, Gombert s'exécute. Le sous-préfet Bignon se joint à lui.

A midi, à l'extrémité de l'aire Saint-Taunon, au tournant de la grande route, au milieu de la foule qu'il salue, mais qui garde le silence, paraît l'Empereur. Il adresse la parole aux deux administrateurs.

» Y a-t-il longtemps que vous êtes sous-préfet à Sisteron ?

— Sire, depuis votre avènement.

— Et vous, Monsieur le maire ?

— Sire, depuis huit ans.

— Eh bien, j'ai du plaisir à vous voir.

Il entre dans Sisteron et gagne l'hôtel du *Bras d'Or* tenu par Arène.

Quelques minutes plus tard, il mande Bignon et Gombert.

Il voit à la boutonnière de Bignon la décoration du lys. « Otez-cela, dit-il, pendant que je serai ici, car mes soldats pourraient vous insulter. Si encore c'était la croix de Saint Louis qui rappelle des mérites et des services ! Mais le lys n'est qu'une affaire de parti et je viens rallier les partis. Les Bourbons sont d'excellentes gens, Louis XVIII surtout ; mais ils ont la main trop molle. Franchement, Monsieur le sous-préfet, quelle impression produit mon retour ? »

— La surprise, Sire, est le sentiment qui prime tout.

— Aurait-on plaisir à me revoir sur le trône ?

— Sans doute, Sire ; mais on craint que la conscription et la guerre ne reviennent avec vous.

— Je sais qu'il y a eu bien des sottises ; mais je viens tout réparer, tout arranger : mon peuple sera heureux.

— Sire, permettez-moi de vous dire que vous vous exposez beaucoup, car vous n'avez qu'un millier d'hommes.

— J'ai 15.000 hommes qui m'attendent à Grenoble et à Lyon, et les quatre cinquièmes de l'armée me sont tout dévoués... De quel pays êtes-vous ?

— Du Berry, Sire

— Les Berrichons sont de bons enfants.

Et, après avoir tapoté la joue du sous-préfet, Napoléon, ouvrant la porte, appelle Bertrand : « Venez donc voir, Bertrand, un de vos compatriotes. »

La conversation qu'il eut avec le maire Gombert fut plus longue et moins intéressante, parce que ce personnage parlait trop volontiers de lui-même et revenait à tout instant sur son royalisme.

*

« Vous êtes, Monsieur le maire, bien étonné de me voir ici.

« — Sire, on le serait à moins.

« — Mais pourquoi ? Ne suis-je pas le père des Français ? Aussi j'arrive avec confiance et je n'ai pas beaucoup de monde avec moi.

« — Sire, il est fâcheux que vous n'ayiez pas continué la partie en 1814, puisque vous ne comptiez pas l'abandonner. A cette époque j'offris personnellement un cheval pour la remonte de la cavalerie, et nous étions tous pour vous. Mais votre abdication nous a fait contracter de nouveaux engagements.

« — Monsieur le maire, je n'ai abdiqué que dans l'intérêt des Français ; il fallait faire cesser l'effusion du sang. Aujourd'hui les Bourbons ressuscitent la féodalité ; les acquéreurs des biens nationaux sont continuellement dans les transes ; je profite de ces avantages.

« — Sire, votre abdication est cependant un fait accompli, et, si vous avez craint l'an dernier de répandre le sang, ne craignez-vous pas de le verser cette année, et d'en verser davantage ?

« — Soyez tranquille ; je ne verserai pas une goutte de sang. Je ne brûlerai pas une amorce. Deux régiments m'attendent à Gap, deux autres à Grenoble, et j'ai des bonnes nouvelles de Paris. L'armée est à moi et je remonterai sur mon trône. Mais qu'étiez-vous avant la Révolution ?

« — Sire, je suis d'une ancienne famille noble.

« — Avez-vous des terres nobles ?

« — Non, Sire. Mais, si j'ai été sincèrement affligé de vos revers, j'ai accueilli sans peine un état de choses qui, selon moi, promettait la paix au monde et j'aime mieux que vous sachiez cela de ma bouche que d'une autre. J'ai même, je l'avoue, tenté de faire obstacle à votre marche et j'ai publié hier une proclamation contre vous.

« — Ce n'est rien : je sais que les Français sont des écrivassiers.

« — Sire, cette proclamation était la conséquence de mon nouveau serment et j'ai fait partie d'une députation qui venait porter à Louis XVIII les félicitations des habitants de ce département et particulièrement, de mes concitoyens.

« — Ces sortes de députations sont gratuites. Etes-vous donc riche, Monsieur le Maire ?

« — Sire, il s'en faut de beaucoup. Mais je ne pouvais refuser un tel honneur et je profitai du voyage pour conduire mes enfants à Paris où ils achèvent leur éducation.

« — Combien, interrompit Napoléon, avez-vous d'émigrés à Sisteron et combien avez-vous d'officiers en demi-solde ? »

Gombert allait répondre lorsque Bertrand ouvrit la porte et la referma sur le champ : il voulait avertir l'Empereur que l'entretien avait assez longtemps duré.

« Allez, dit l'Empereur à Gombert, allez, Monsieur le maire, et maintenez le bon ordre dans votre commune ».

Le maire s'inclina profondément : « Sire, quelle que soit l'issue des événements, et si pénible que m'ait été l'aveu de ma conduite, vous avez bien voulu m'écouter et je garderai toujours le souvenir de votre bonté ».

A peine Gombert rentrait-il à l'hôtel de ville que Napoléon mandait les deux adjoints, Laugier et d'Eyraud. « Vous portez, dit-il à Laugier, le nom d'un homme que je connais ; un Laugier a publié une *Histoire de Venise* fort estimée.

— Sire, c'était mon oncle. »

Vinrent ensuite les officiers et sous-officiers retraités et en demi-solde que Napoléon avait fait appeler à son de trompe. Mais très peu consentirent à le suivre : le capitaine Barrière, un ancien tambour, et un vieux soldat, nommé Avisse, entreposeur des tabacs.

Il faut mettre à part le capitaine du génie Lavocat et le marquis de Villeneuve-Villeneuve.

Le Lorrain Louis-Gabriel Lavocat avait le grade d'adjoint du génie lorsqu'il fut appelé de Thionville à Paris pour enseigner les mathématiques aux élèves de l'Ecole de Mars. Admis extraordinairement à l'École du génie avec le grade de lieutenant, il resta dans le service des places et il n'était en 1815 que capitaine. Du reste, les royalistes le notaient comme « très mauvais ». Il quitta donc Sisteron avec l'Empereur, et il emmena son jeune fils ; il appartint au bataillon sacré et, le 11 avril, à Paris, il recevait la décoration de la Légion d'honneur.

Le marquis de Villeneuve-Villeneuve, qui se vantait d'appartenir à une famille distinguée et d'hériter un jour d'une fortune considérable, était venu de Draguignan à Sisteron où il emprunte quelque argent au procureur Bartet pour continuer sa route. Chef de bataillon du 1er régiment dit de Toulon, blessé à Gênes en avril 1814, il n'avait eu des Bourbons au mois de janvier 1815 que le grade honoraire de capitaine d'infanterie. Il ne put, selon son désir, être attaché comme officier d'ordonnance à la personne de l'Empereur ; mais, de même que Lavocat, il reçut la croix de chevalier.

Dans les premiers jours d'avril, il lançait un appel aux habitants du Midi. Il les exhortait à suivre son exemple, leur retraçait ses sentiments, leur racontait avec enthousiasme les principaux épisodes de l'expédition.

Louis XVIII, disait-il, n'avait pas de caractère et

comme son aïeul Louis XV, voyait le mal et le laissait faire. Louis XVIII s'était isolé de son peuple, au lieu de « se nationaliser » ; il avait renvoyé vingt mille officiers en ne leur laissant que la précaire jouissance d'une demi-solde ; il avait signé un humiliant traité ; il favorisait les émigrés et le clergé ; il augmentait les impôts et les dépenses ; son ministère multipliait les actes de despotisme et les tentations d'usurpation. La France était donc mécontente, et un gros parti se prononçait pour le duc d'Orléans. Mais « le grand homme » reparut, et Villeneuve fut témoin de ce miracle. Il avait vu les armes tomber des mains des soldats qui marchaient contre l'Empereur ; il avait vu la nation remettre la couronne sur la tête de Napoléon qui sûrement allait adopter une politique libérale et préférer l'olive au laurier. « Napoléon, s'écriait Villeneuve, non sans emphase et sans jactance, Napoléon, j'oserai te rappeler que le premier de tous tes officiers je te saluai Empereur ; le premier de tous je me joignis à tes braves pour partager la gloire et les dangers de ton entreprise audacieuse. Vie, sang, fortune, j'exposai tout dans l'intention de veiller à ta sûreté personnelle, de me précipiter au devant des coups qu'aurait pu te porter une main fanatisée ! »

Par contre plusieurs officiers originaires de Sisteron ne se rallièrent pas à l'Empereur.

Le major de cavalerie Gaspard Mevolhon, qui servait en Espagne depuis 1783, arriva le 16 mars à Sisteron ; il se fit attacher par Ernouf au Quartier général de l'armée royale.

Le capitaine Pascal Chabrier l'imita : avant de rejoindre son poste à Toulon, il appartint quelque temps aux gardes nationales royales.

Le sous-lieutenant André Fustel, des tirailleurs de la garde, se rendit, lui aussi, à Toulon ; mais les bourbonistes témoignaient qu'il s'était très bien conduit à Sisteron dans la journée du 5 mars.

Un des hommes les plus remarquables qui soient nés à Sisteron, le brillant Fortuné de Laidet, alors âgé de trente-cinq ans, chef de bataillon depuis 1813 pour sa belle conduite à la défense du fort de Burgos, et aide de camp du général Dubreton, officier de la Légion d'honneur après la bataille de Hanau, donna le même exemple.

Riche, grand propriétaire, cousin du général Gardane et de Casimir Perier, ami du baron de Vitrolles, très ambitieux — il voulut en 1816 sauter d'emblée du grade de chef de bataillon au grade de colonel — Laidet devait profiter de ses relations et de son crédit pour se pousser dans l'armée et dans le monde politique : il fut lieutenant général et député des Basses-Alpes. Dès 1814, Vitrolles le patronnait, le déclarait « très distingué », le faisait remettre en activité sous la première Restauration : sa province parlait de lui, avait dit le baron, et ses services lui avaient valu dans les Basses-Alpes une véritable réputation ; sa disgrâce produirait un mauvais effet et le département verrait avec le plus grand étonnement qu'il ne fût pas employé.

Laidet était le 5 mars 1815 en congé dans sa ville natale, et Cambronne, qui le connaissait, l'avait à la pointe du jour mandé à son hôtel. Les deux hommes déjeunèrent ensemble et devisèrent gaiement, sincèrement, à la façon des gens de guerre. Ils allèrent même se promener bras dessus bras dessous dans la rue, au grand étonnement des notables. Le général essayait de gagner le commandant à la cause impériale. Mais Laidet voulait tenir le serment prêté aux Bourbons ; il avait dès 1800 servi comme officier des guides dans le corps formé par le marquis de Puivert en Provence, et il sollicitait récemment la faveur d'entrer dans la garde du roi ou dans celle des princes. Il rejeta les propositions de Cambronne et le pria de ne pas révéler sa présence à l'Empereur. « Je regrette, répondit Cambronne, que vous ne puissiez être des nôtres ; mais un homme comme vous ne se détermine pas contre sa manière de penser ; Sa Majesté ne saura pas que vous êtes ici. »

Quelques instants plus tard, avant de se diriger vers Gap, Cambronne revint à son auberge pour prendre ses effets. Laidet qui l'avait accompagné, l'attendait à la porte. Mais le général Bertrand s'était installé dans la chambre de Cambronne. Il désira s'entretenir avec le jeune officier et le fit entrer.

« Commandant, dit-il, qu'allez-vous faire dans la circonstance ?

« — Mon devoir, répondit Laidet. L'armée a contracté de nouveaux engagements et je tiens à remplir scrupuleusement les miens. Aussi, je compte, si je n'éprouve aucun empêchement, rejoindre avec la plus grande célérité le général Dubreton à Valenciennes.

« — Personne, répliqua Bertrand, ne vous empêchera de rejoindre le général Dubreton. Dans les circonstances où nous sommes, chacun doit être à son poste. Vous pouvez même voyager avec nous ; mais il faut voir Sa Majesté et je vais vous présenter.

« — Vous me permettrez, répartit Laidet, de ne pas profiter de votre offre ; je ne puis ni ne veux prendre les ordres de Sa Majesté, et il serait inconvenant que je lui fusse présenté.

« — Soit, conclut Bertrand, mais cela ne vous engageait absolument à rien et vous auriez été content de Sa Majesté, comme Sa Majesté aurait été content de vous. »

Était-il possible de s'exprimer des deux parts plus aimablement et avec plus de franchise ?

Mais Laidet ne s'éloignait de Napoléon que dans le dessein de le combattre. Il regagna la Flandre en toute hâte. Le 26 mars, lorsqu'il reconnut la partie perdue, il quitta Valenciennes pour se rendre à Gand auprès des Bourbons fugitifs et désormais, sur l'état de ses campagnes, il marqua que dans l'année 1815 il se trouvait « en Belgique avec le roi ».

Présenté par le maréchal Victor au ministre Clarke, il déclara que Louis XVIII pouvait compter sur le général Dubreton. Il ajouta même qu'il avait à Sisteron essayé d'arrêter l'usurpateur ; qu'il s'était mis à la tête de 200 hommes fidèles comme lui à la cause royale et résolus d'enlever Napoléon dans les défilés des Alpes ; que, sans des malveillants qui découvrirent son courageux projet, il aurait peut-être sauvé la France. A beau conter qui vient de loin.

Le 5 mars, dès une heure de l'après-midi, la troupe de l'île d'Elbe quittait Sisteron. Mais cette fois le peuple ne demeura pas silencieux comme une heure auparavant. Des acclamations éclatèrent. Nombre de gens crièrent *Vive l'Empereur*. Deux ouvrières avaient été chargées de faire un drapeau tricolore pour le bataillon de la garde ; l'une d'elles vint saluer Napoléon et lui souhaiter une heureuse entrée à Paris ; il l'embrassa et elle le suivit jusqu'au pont du Buech.

Pendant les Cent Jours, il se rappela Sisteron. Le 10 avril, il prononçait la destitution du maire Gombert qu'il jugeait trop dévoué aux Bourbons, et un peu plus tard, à deux reprises, il ordonnait d'armer la place, « cette petite place », de la mettre en état et de l'approvisionner pour deux cents hommes pendant trois mois.

(A suivre.)

Arthur CHUQUET,
Membre de l'Institut.

PORTRAITS D'ÉCRIVAINS

EUGÈNE HOLLANDE

Ce fut la *Revue Bleue* qui, en 1893, révéla au public le nom du poète Eugène Hollande. Son premier volume *Beauté* venait de paraître. Faguet, qui, en ce temps-là, lisait attentivement les ouvrages dont il rendait compte, n'hésita point à « lâcher l'admirable » ; et la *Revue* fit suivre son article d'un des plus longs poèmes du livre : *Hégésias* où les lecteurs trouvèrent la preuve qu'il n'avait point exagéré.

Dans la radieuse Alexandrie où les dieux homériques ressuscitent aux sons des lyres, où renaît le sourire d'Athènes, le sombre Hégésias est venu prêcher la mort. Il enseigne à détester le démon de la vie, à percer son masque de ruse ; il dénonce la folie de nos illusions, la vanité de nos gloires, le silence obstiné que garde la divinité, l'impuissance de nos rêves, l'inassouvissement de l'âme où nous laissent les plus étroites et les plus ardentes unions d'amour. Les jeunes gens s'enivrent de son éloquent désespoir et sentent en l'écoutant le désir de la mort circuler dans leurs veines. Ils jurent de mourir ; mais on entend tout à coup l'éclat d'une voix claire. C'est une femme dont la beauté « n'est qu'un des mille aspects de la beauté céleste », une femme aimée qui répond à « l'impur sophiste » et lui dispute le cœur de celui qu'elle aime. En face de cet homme « qui jette sa fange dans le cristal de ses jours » elle proclame la beauté de la vie :

Oui, ton charme, Aphrodite, est partout, je l'atteste !
Et la vie est un culte à la divinité.
Ton contempteur unique est cet homme funeste.

Ton trône est au-dessus de l'espace sans fin,
Et les étoiles sont l'éclat de ton sourire,
Et la suite des temps est l'immense chemin

Où tout ce qui se meurt et tout ce qui désire
Marche épris et docile à ton regard divin ;
Et comme sur la mer redoutable un navire,

Conduit par des marins soucieux du retour,
Cingle sans s'égarer vers l'invisible terre,
Ainsi va l'Univers habité par l'amour.

Comme il me plaît de citer ces vers purs et lumineux qui demeurent inscrits dans le ciel de notre jeunesse ! Nous les avons souvent répétés ; et pourtant c'était l'époque où Schopenhauer jouait parmi nous le rôle du funèbre Hégésias. Mais la jeunesse concilie admirablement toutes les contradictions : elle ne fait qu'en alimenter sa flamme ; et notre acharnement à dépouiller la vie de ses attraits n'avait d'égal que notre ardeur de vivre.

Le jeune poète, qui réagissait ainsi contre le méphistophélique enchanteur de Francfort, avait en lui du sang flamand et du sang bourguignon, double raison de goûter les joies de la vie plantureuse et chaleureuse. Il écrira plus tard que le rêve n'était guère le fait de son père, « homme de vou-

loir et d'effort »; et il ajoutera dans une strophe mélancolique :

Mais on me dit qu'il habita
La prunelle large et profonde
De celle qui me mit au monde,
M'aima deux ans et me quitta.

C'est à sa mère, à cette mère bourguignonne morte si jeune, qu'il dut sans doute, comme tant de poètes, le don de la poésie. Mais peut-être la foi religieuse dont il eut toujours la nostalgie, alors même qu'il s'en croyait absolument détaché, et qui finira par le reprendre doucement, lui vient-elle aussi bien de ses ancêtres Flandres que de ses ancêtres bourguignons. En tout cas, au temps où il écrivait *Beauté*, les uns et les autres s'accordaient à le pousser tantôt vers les kermesses, tantôt vers les divines solitudes. C'était un rêveur fortement musclé et qui prolongeait avec une magnifique insouciance la vie d'étudiant. Très distrait, très flâneur, le moins géomètre des hommes, il ne s'orientait sûrement qu'en poésie.

Il n'appartenait à aucune école ; il ne relevait d'aucun maître. Parmi les jeunes gens de la génération il était un des rares que le Romantisme n'eût point touché. C'est à peine si, dans ce premier livre, une pièce intitulée *Défaillance* trahissait quelque souvenir romantique en nous parlant de Don Juan, « mystique déclassé ». La discipline rigoureuse des Parnassiens ne s'imposait pas plus à lui que les libertés prosodiques des symbolistes ne le séduisaient. Il pensait en somme, comme Moréas, que romantique et classique étaient des épithètes vides de sens quand il s'agissait de beaux vers. Il admirait Hugo ; il aimait encore plus Racine. Sa nature le portait de préférence vers l'art classique. Il était plus à l'aise dans l'évocation que dans la description ; il n'abusait ni des adjectifs ni des images. Il avait le vers simple et plein qui remplit l'âme :

Voici que Mai répand les aromes d'amour
Que son souffle dérobe à toutes les corolles.
Le charme en est puissant vers le déclin du jour.

Le poète dont il rappellerait quelquefois l'accent et le timbre serait Beaudelaire. Il est très loin de l'imiter ; son état d'esprit n'est pas du tout beaudelairien. Mais des vers comme ceux-ci ne s'apparentent-ils pas à ceux des *Fleurs du Mal?*

Parfumez ma maison de subtiles senteurs ;
Faites sonner le chant des doux violoncelles,
A mes lèvres offrez les fronts charmants de celles
Qu'inventent pour l'amour mes rêves créateurs.

Et celui-ci :

Rythme sourd de ton pas somnambule, ô Paris !

Et ce début d'une *Méditation sur la Mort* :

Si chacun exprimait son intime épouvante,
Ce serait sous le ciel une immense clameur
Et tous reconnaîtraient qu'un même effroi les hante.

Dans cette forme à la fois si nette et si mystérieusement prenante, il savait dramatiser des idées, enfermer des symboles. C'est Hercule, vengeur de Prométhée, lançant contre le ciel, pour qu'elle en retombe teinte du sang divin, une flèche qui vole encore dans l'insondable espace. C'est la femme inconnue assise au festin où sont tous les puissants du monde : elle est la seule qui n'applaudit point le poète dont le chant salarié les célèbre, la seule qui le regarde avec un air de blâme.

« Si tu me reconnais, répond-elle, suis-moi ! »
Il raille. Il sait, dit-il, seulement qu'elle est belle.
Mais elle sort, laissant l'incendie après elle.

L'épigraphe du livre, emprunté à Leibnitz, en marquait la philosophie : « La félicité gît dans le sentiment de la beauté, point le plus élevé de la vie morale. » Par ce sentiment de la beauté dont il croyait pouvoir se faire une religion, car il avait « l'âme pieuse », le jeune poète échappait aux suggestions de la tristesse, à l'étreinte des déceptions qui attendent les âmes généreuses sur le seuil de la vie agissante ; et son petit livre étincelait de noblesse et d'espoir jusque dans l'aveu de ses appréhensions, comme en témoigne ce sonnet, *Inquiétude*, qu'aucune anthologie française ne devrait oublier :

J'ai pris le large avec un allègre navire.
Tous mes rêves y sont, marins aventureux.
Les cordages ont fait dans l'air un bruit de lyre
Et nous appareillons vers les pays heureux.

Terre ! J'ai vu l'Eden à mes regards sourire.
Mais où donc pour mon âme est le terme du mieux?
Hélas, pourquoi toujours le goût des autres cieux?
Faut-il qu'à tous les vents ma voile s'enfle et vire?

Je t'ai sur l'Océan à la fin égaré,
O mon hardi vaisseau d'amour, ô ma jeunesse !
Heureux si tu n'es pas trop tôt désemparé.

Il est temps, il est temps que la rive apparaisse,
Car, après qu'ils ont fait escale à tant de ports,
Les matelots sont las et quelques-uns sont morts.

Quelques années passèrent. Un second livre parut : *La Cité Future*. Une nouvelle rive s'était dessinée, un nouveau port s'était ouvert devant le navire où Eugène Hollande avait embarqué ses rêves. Il l'avait aperçu à l'horizon, sous un soleil rouge qui éclairait une mer démontée. C'était l'époque où, selon l'énergique expression de Maurras, les Français ne s'aimaient pas. Le navire harmonieux y fut jeté par un coup de tempête ; mais il ne s'y brisa point et il ne devait pas y rester. Le pays où il faisait escale était singulièrement hétérogène. On y entendait la voix des anciens hommes, le Celte, le Gaël, le Gallo Romain, le Franc, le Bersekir qui disaient ce qu'ils avaient été ; et on y entendait en même temps la voix des hommes de demain qui disaient, plus confusément peut-être, ce qu'ils voulaient qu'on les fît. Le poète de *Beauté* y retrouvait un temple de marbre où la blanche Anadyomène était aussi belle que le jour où la mer, « épousée par le ciel » l'avait enfantée et roulée « dans la paix d'un flot clair » ; et près de ce temple s'étendait un vaste chantier plein des démolitions du passé et des matériaux de l'avenir. Le poète se repentait de n'avoir pas eu jusqu'ici le souci de ses frères humains et de n'avoir présenté son âme à la splendeur des choses qu'à seule fin que cette splendeur rayonnât dans ses vers. Mais, comme Michelet lorsqu'il vit surgir Jacques du creux de ses sillons, il avait rencontré le Peuple au fier visage « inculte et superbe » et ne désirait plus chanter que l'avenir qui s'ébauchait « sous sa calme paupière ». Il chantait l'avènement de la justice, la paix universelle, l'homme arraché à son antique misère et aux impostures, l'homme presque pareil aux dieux, « et maître au front serein d'un monde harmonieux ». Le romantisme littéraire ne l'avait pas atteint : lui reprochera-t-on d'avoir payé son tribut au romantisme politique? J'ai relu ce livre empreint des passions dont nous fûmes tous agités. S'il y a dans *La Cité Future* des autels à la Chimère, du moins la haine en est absente, et l'amour de la Patrie y demeure intact.

O France, je te crois immortelle, et j'ai foi
Que ce qui doit durer à jamais vit en toi.

C'est cet amour qui, dix ans avant la catastrophe, dictait au poète ces vers qu'on ne relit pas sans une étrange émotion :

Non, l'heure lumineuse encor n'est pas venue,
Quiconque interrogea quelque temps l'horizon
A vu plus d'un éclair sinistre dans la nue
Et n'a point écarté, tremblant pour sa raison,

L'hallucination sombrement prophétique
Qui lui montrait des morts crispés, s'entrelaçant
Et jonchant par milliers une plaine tragique,
Livides dans la rouge effusion du sang.

Et cela n'est pas du romantisme, Cassandre n'ayant jamais été romantique.

Des années s'écoulèrent. Hollande nous donna un recueil plus apaisé sous ce titre : *La Vie Passe* avec cette épigraphe de Marc Aurèle « Tout m'est fruit de ce que m'apportent tes saisons, ô nature. » Il avait sans doute éprouvé quelques-unes des désillusions que ressentit Péguy. De la vie future il revenait à celle du passé et à son foyer présent. Il était à l'heure mélancolique où l'on revit les jours évanouis et où l'on entend du fond de son cœur s'élever toutes leurs voix. Jamais encore le sentiment de la nature n'avait été chez lui plus gonflé de sympathie humaine. Sa poésie prenait des accents virgiliens en évoquant le grand silence nocturne de la campagne où l'homme instinctivement baisse la voix pour ne point le profaner, et les doux sortilèges du crépuscule qui rajeunissent la vieille église, le vieux manoir et, en les estompant, semblent ressusciter les hommes d'autrefois. Il nous peignait le travail du forgeron qui dompte le dur métal et que le poète, arrêté devant la forge, regarde d'un œil d'envie. Il nous disait la pluie « obstinée et pointue » qui noie la récolte sous les yeux du laboureur, et la lune qui refait magiquement la figure des choses. Son vers familier parcourait les faubourgs, les jardins publics, s'attendrissait au spectacle des misères, humiliant et plaignant la vertu « devant le mal commis dans l'infini du monde ». Et nous retrouvions aussi dans ce nouveau livre le don du symbole qui nous avait charmés chez l'auteur de *Beauté*. Je songe surtout à *la Vieillesse de Pan*. Chaque jour amenait à ce dieu, nymphe, napée, dryade ou naïade, une proie divine. Un soir il aperçoit une mortelle assise au pied d'un chêne. Elle avait « des cheveux de soleil et des yeux d'hyacinthe ». Il s'enflamme et fond sur elle. Mais les cris, les gémissements qu'elle pousse l'appesantissent soudain d'une langueur inconnue. Elle lui échappe. Il bondit sur ses pas. Elle s'arrête et l'implore. O pouvoir de la voix humaine, de la voix douloureuse des êtres éphémères ! « Quelque dieu très puissant la protège sans doute », se dit-il ; et il la laisse continuer son chemin ; mais de ce jour il vieillit, car pour la première fois il a connu la

souffrance. Enfin le poète était assiégé par l'idée de la mort, de la mort qui, être ou néant, ne nous dit pas le nom de son éternité. Les dernières strophes du recueil affirmaient son invincible foi dans la survie des morts. Il ne croyait plus ou il croyait ne ne plus croire à la parole de Jésus ; mais il croyait encore moins que « l'argile enfermait l'âme sans retour ».

La Science déjà recule sa frontière,
Elle entrevoit d'autres états de la matière
Sous les voiles qu'elle a levés.
O morts, peut-être un jour sur cette terre même
Des témoignages vrais donnés à qui vous aime
Attesteront que vous vivez.

Ce livre *La Vie Passe* nous donne comme l'impression que le poète se prépare inconsciemment à recevoir de dures hôtesses. C'est une veillée d'armes dans une demeure où de beaux fruits récoltés embaument les chambres. Le déclin du jour baigne d'une lumière assourdie les carreaux des fenêtres qu'effleure par moment l'aile d'un oiseau. On aperçoit un verger d'automne, plus loin une église dont l'herbe recouvre le sentier encore visible, et plus loin les murs d'un cimetière.

La maladie, la souffrance, le deuil, la guerre sont venus ; et le livre qui en est sorti se nomme, — titre admirable, — *La Route Chante*. Elle a chanté pour lui depuis qu'il y a mis ses pas, le long des côtes abruptes comme dans la plaine, sous la menace d'un ciel lourd comme au gai soleil du printemps. Elle a chanté quand sa jeunesse marchait à ses côtés d'un pas agile et le carquois sur l'épaule. Elle a chanté aux heures misérables où, « le soleil des jours terrestres s'abaissant », il a senti le noir frisson de la nuit courir dans sa chair. Et lorsqu'elle retentissait du fracas des armes qui en faisait « une Voie Sacrée », elle a chanté, espéré, pleuré en lui. Ce sont tous ces chants qu'il nous apporte réunis et groupés. Que ceux qui aiment les vers puisent à pleines mains dans ce recueil, le plus riche qu'il nous ait donné.

La première partie *Heures Italiennes* est éclatante, du même éclat que *Beauté*, mais d'un charme plus mûr, et, si j'ose dire, plus velouté. Les vers y ont souvent une grâce aérienne :

Vénus Primavera, fille de l'Italie,
Marche, une aile invisible à ses talons légers...

Il n'essaie pas de rivaliser avec les peintres, mais il sait dégager en quelques vers d'une exquise pureté toute la poésie d'un tableau. Il dira, par exemple, sur le Christ de Léonard de Vinci :

Sa tête est comme un lys qu'un vent du soir incline,
Car il entend déjà le sarcasme et les cris ;
Il sait les stations de l'infâme colline,
La couronne, et la croix, et ses genoux meurtris.

Mais ce qui me paraît nouveau dans son œuvre, ou plutôt ce qu'il n'avait jamais encore si heureusement, si pleinement réalisé, c'est la grande ode dont les strophes déferlent l'une après l'autre avec une égale majesté.

Rome, le nom sacré de l'un des trois visages
Que l'homme périssable a donnés du Destin.

Rome la lui a inspirée, cette ode, qui est un magnifique déroulement lyrique de toute l'histoire romaine. Ecoutez cette strophe que je prends parmi tant d'autres aussi belles :

Asiles saints des catacombes,
Larmes lustrales de l'amour
Qui se répandent sur les tombes !
Ténèbres où luit le vrai jour,
Lorsque la lampe de l'esclave
Brûle humblement au même lieu
Où la même effusion suave
Jette son maître aux pieds de Dieu !

La seconde partie *Laborare est orare* nous reporte à *La Vie Passe* ; mais elle a une sérénité, une profondeur d'accent qui nous révèlent chez une âme l'approche de la certitude et du port définitif. A côté de fantaisies comme *Le Vieillard de la Mer* ou *L'Estampe Japonaise* qui sont d'un coloris étrange et charmant, des poèmes comme *L'Arbre du Vieux chemin* nous montrent un Hollande stoïcien qui entendra bientôt « les célestes appels de celui qui l'aime » ; je voudrais pouvoir citer son *Hymne à la lumière*, un des plus beaux jaillissements de la poésie contemporaine, aussi ardent et aussi pur qu'un acte de foi.

Arrivé là, le poète se retourne vers son passé ; et il a groupé sous le titre : *L'Amour parle* une douzaine de courtes pièces dont quelques-unes sont les joyaux de sa Muse. Je ne dirai pas qu'il a renouvelé le symbole d'Hélène ; mais ceux qui liront son *Hélène* n'oublieront pas ce qu'il a tiré du vers d'Homère : « Il est juste que pour elle les hommes meurent ». C'est le soir ; Hélène est venue sur les remparts, au moment où un Troyen prend la garde, « soldat obscur ».

Or Hélène, semblable à Cypris immortelle,
Rencontre le regard de l'humble sentinelle

Et ne l'évite pas, mais elle fait du sien
Un glaive de lumière au cœur de ce Troyen,
Et cet homme à présent est dédaigneux de vivre.
Hélène, cet instant sacré dont il est ivre
L'a fait, dans un farouche et délirant transport,
Impatient du jour, d'Arès et de la mort.

Après cette pièce et celles qui l'accompagnent comme des nymphes autour de leur reine, le poète n'appartient plus qu'aux angoisses, aux gloires et aux espérances de la patrie.

Et voici enfin un poème, un grand poème qui a été le compagnon du poète depuis sa jeunesse et dont aujourd'hui il se sépare. *Un Rêveur* renferme toute l'expérience de sa vie, tout l'essentiel de cette vie si noblement consacrée à l'amour de la Beauté et de la Vérité. Mais « Beauté, c'est Vérité, Vérité, c'est Beauté », disait le divin Keats. Et *Un Rêveur* est aussi un des plus émouvants témoignages de la génération issue des dernières années du Second Empire. Dans ce poème, d'un genre si difficile et si rare, la plus haute poésie sort naturellement du récit le plus simple. Le héros est un enfant qui vit dans le songe, qui va

Toujours du même pas et d'un air sérieux
Fixant sur toute chose, étonné, ses grands yeux
Et surtout sur le ciel dont le vide l'enivre.

C'est en vain que son père le met en garde contre les délicieux périls du rêve. « Son jeune cœur est trop plein de son jeune passé. » La mort qui l'a déjà privé des caresses maternelles fait la solitude autour de lui : son père, ses sœurs l'ont quitté. Il se réfugie de plus en plus dans son âme jusqu'au jour où il éprouve l'impérieux besoin de donner à tout ce dont se nourrit cette âme solitaire la vie des mots et du rythme. Il est poète et il pénètre dans le petit monde des cénacles et des grandes ambitions. Il y est soutenu par la sympathie et l'admiration, déçu par l'amitié, épouvanté par l'esprit d'Israël. (Je signale la page où il rencontre Verlaine et qui est admirable). Puis il aime ; et trois femmes, — l'adorable Ariane dont l'amour inavoué lui demeurera fidèle jusqu'à la tombe, — l'Etrangère, une italienne dont le père était prussien (c'est peut-être l'épisode le plus pathétique du poème), — et la comédienne Lucy le font diversement souffrir. Mais, peu à peu, l'amour d'Ariane, qui a triomphé de la mort, guide ses pas hors du labyrinthe de trahisons, d'angoisses et de remords où l'avaient engagé ses amères passions et le met sur le chemin de Damas. Il n'écrit plus : il relit maintenant les livres des autres ; il se résigne à sa modeste tâche quotidienne ; il l'accepte avec le sentiment de sa haute dignité de chrétien. Mais, atteint par la bombe d'un avion allemand, au pied d'une statue, il meurt et le poème s'achève sur un élan d'amour et de confiance dans les destinées de la patrie.

Que cette analyse est incomplète et froide ! Tout Eugène Hollande est dans *Un Rêveur* : une parfaite noblesse d'inspiration, une qualité d'âme exquise, et souvent des vers d'une résonance si pure qu'on ne se lasserait point de les citer si l'on n'était convaincu que tous ceux qui aiment encore la poésie voudront les lire.

André Bellessort.

LE DIABLE DES MERS (1)

(Nouvelle)

A ces paroles Anna-Maria, douloureuse, mit son front contre le menhir et ses fils jetèrent des gémissements aigus de courlis.

...Cependant Coatier entouré des pêcheurs, accroupis jambes ployées en grenouilles, commençait son récit.

— Il y avait déjà plusieurs heures que notre brigadier s'acharnait à poursuivre *Le Diable-des-Mers*. Impossible de le rencontrer, car, pour l'opération projetée, Levédec, bien entendu, n'avait pas allumé ses feux réglementaires. Nous nous trouvions par le travers d'Armen au risque d'être drossé sur ces récifs, quand le hasard nous mit nez à nez, Levédec et nous. *Le Diable-des-Mers* rentrait péniblement après avoir accosté *La Jeune Alice* et chargé ses vins d'Espagne. Nous avions sur lui l'avantage de la vitesse avec le vent arrière. Nous ne fûmes pas longtemps avant de pouvoir le ranger par tribord, mais avec la houle qui nous lançait sur lui, nous pouvions être broyés. Virant de bord, Lévedec nous évita.

— Ah ! Ah ! vous évita, vous le reconnaissez, s'écria Navalo ! Retenez l'aveu, camarades.

— Un moment, reprit Coatier. C'était la première passe. Arrivons au crime ! Vrai Dieu ! j'en porte la trace, et ce n'est pas en nous évitant que le mal s'est fait. Donc, Levédec cherche le vent, mais au lieu de regagner Trégornan, ce qu'il aurait fait s'il avait eu sa conscience nette, il repart pour le large. Notre cotre le poursuit et le dépasse d'au moins une encablure. Alors nous amenons les voiles et virons presque sur place ; puis, le foc rétabli, nous présentons notre beaupré au *Diable-des-Mers* afin de le ranger. Lorsque Levédec n'est plus qu'à quelques brasses, on lui crie que

(1) V. La *Revue Bleue* des 21 juin et 5 juillet 1924.

s'il ne s'arrête pas, on va lui tirer dessus. Le brigadier lui clame encore : « Pas de résistance, laissez-vous amarrer et on visitera votre bateau à l'arrivée, comme c'est la règle ! »

Il n'est pas possible que Levédec, Rio, Plounévez ou Lefloach n'aient pas entendu l'ordre. Mais au lieu de se reconnaître pris, ces canailles arrivent en grand par le travers de notre cotre. A leur tour, ils avaient l'avantage du vent, et c'était comme si un taureau voulait embrocher une chèvre, car c'est bien le rapport des dimensions du chasse-marée de Levédec et de notre cotre. Ces gredins cherchaient à nous couper. Les douaniers noyés, parbleu ! l'histoire de la contrebande coulait avec nous. Plus tard, si le flot avait rejeté nos corps sur les grèves, tous, autant que vous êtes, auriez conclu à notre naufrage.

Ah ! c'était terrible de ne pas pouvoir fuir le *Diable-des-Mers* dont l'étrave nous dominait d'au moins une hauteur d'homme. Resté à l'avant du côtre, une gaffe au poing, je vis le moment où le chasse-marée nous entrait dans la hanche. Notre brigadier put virer et le côtre se présenta par l'avant au lieu d'offrir le flanc. Notre bout-dehors fut cassé comme une allumette, tandis que ma gaffe appuyée au bordage du *Diable-des-Mers*, que j'essayais de repousser, se brisait. Je tombai au fond du cotre. Sans cette chute j'étais transpercé par le beaupré de Levédec, tandis que l'épaule et la joue furent seules éraflées. Après nous avoir fait sauter drisses et haubans, ces misérables continuèrent leur route sans se soucier de nous. Le plus épouvantable, c'est qu'ils devaient nous croire une voie d'eau et espéraient bien notre perte. Ainsi personne n'aurait jamais été avisé de leur crime. Ce sont des assassins !

Sur ces derniers mots prononcés avec véhémence, le douanier, l'air tragique, montra sa joue saignante. Les pêcheurs à cropetons autour de lui gardaient un silence consterné. On entendait les vagues exploser sourdement comme des mines contre les falaises de la presqu'île. Au ciel des nuages semblables à des voiliers, leurs phares (1) en lambeaux, fuyaient sous le souffle du noroît.

Agenouillé aux pieds du douanier qui continuait, en son exaspération à gesticuler, Navalo, les pouces enfoncés dans ses oreilles et les yeux clos, méditait. Enfin, il se releva et dit d'un air solennel :

— J'aperçois la méprise !

— Quelle méprise? répartit Coatier mécontent.

— Laissez-moi vous expliquer la chose, douanier. Après avoir réfléchi à vos manœuvres, je prétends que jamais Levédec n'a voulu vous éperonner. De votre propre aveu, c'est vous qui vouliez l'aborder. Que faisiez-vous avec votre gaffe si vous n'aviez pas l'intention de crocher *Le Diable-des-Mers* au passage? Au contraire Levédec voulait vous éviter. Il ne faut donc vous en prendre qu'à votre maladresse si vous avez reçu une avarie et une blessure à la joue.

Indigné, le douanier répartit violemment :

— Ah ! je vous reconnais bien, pêcheurs ! Vous vous entendez tous contre nous. Mais vos mauvaises raisons ne convaincront pas les juges parce que vous n'étiez pas témoins, tandis que le brigadier et cinq honnêtes douaniers jureront qu'il y eut tentative de crime. Vous pouvez graisser vos souliers pour aller rendre visite à la prison de Vannes, à vos camarades du *Le Diable-des-Mers*, car c'est le logement qui leur convient. Bonsoir.

Le douanier disparu, le vieux Guillaouen qui torturait son bonnet à oreillettes, regardant dans les yeux Navalo, gronda :

— Ces gabelous vont commettre une infamie. C'est leur cotre qui s'est jeté sur *Le Diable-des-Mers* ; mais comment Gildas pourra-t-il faire reconnaître son innocence? Les magistrats donneront toujours raison à des hommes de l'autorité. Enfin, il y a contre Levédec une présomption. Les juges penseront que, pour sauver sa contrebande, il aura tenté de passer sur le corps des gabelous.

— Oui, mon beau-frère sera bien embarrassé par cette accusation mensongère, accorda Navalo attristé. Je voudrais d'abord savoir si, quand il fut rencontré par Talanic, il avait chargé ses vins? A mon avis, la houle, trop forte, ne lui avait point permis d'accoster *La Jeune Alice*.

— Tu cherches à l'excuser, répliqua Guillaouen, mais tu sais bien qu'il a réussi des sauvetages plus difficiles. Et ma foi ! je crois qu'il aime autant son vin que les naufragés.

Malgré leur anxiété, les pêcheurs sourirent largement de cette comparaison.

— Eh bien ! mes fils, reprit Navalo, c'en est fini des beaux jours de Gildas ; cet homme courageux qui proclamait que la mer libre appartenait aux marins, donnait trop à réfléchir aux esclaves. A cette heure j'ai peur qu'ils ne tiennent Gildas.

La centaine de chalutiers et sardiniers rassemblés à l'abri de la falaise, se tournèrent alors mélancoliquement vers l'Atlantique convulsée où les déferlements roulaient comme des cylindres bouillonnants. Parfois deux lames énormes, en se rencontrant dans un corps-à-corps, éclataient sous le ciel de suie où leurs panaches s'épanouissaient en grandes plumes d'autruches. Pas un navire ne s'apercevait au large.

(1) Ensemble de la voilure.

— Pourquoi le *Diable-des-Mers* ne rentre-t-il pas, demanda naïvement un mousse?

L'air lugubre, Navalo répondit :

— A cette heure, il ne doit plus savoir que faire?

***

Et tandis que les batteries de l'Atlantique ne cessaient de tonner aux rivages de la presqu'île, la Bourse et les ruelles désertées, Trégornan semblait abandonné de ses habitants. Mais en chacune de ses petites maisons identiques, — deux fenêtres, une porte centrale et deux cheminées aux pignons comme des oreilles, — les familles, réunies autour du foyer où l'âcre fumée de leur petit feu de lande était parfois rabattue par le vent, commentaient le récit de Coatier. Et chacun s'accordait à penser Levédec victime d'une machination de douaniers. Talanic croyait tenir le moyen de se venger d'un marin qu'il haïssait pour l'histoire du refus d'Anna-Maria. L'épouvantable de cette affaire, c'est qu'aucun témoin à décharge ne pourrait déposer en faveur de Gildas. A trois heures de l'après-midi, Navalo et Guillaouen, au guet, sur la route de Vannes, virent arriver le maréchal des logis de la gendarmerie de Rhuys et ses cavaliers, sous une averse. Ainsi Talanic avait porté plainte, et quelle accusation : un crime.

Un tourbillon rabattit les manteaux des cavaliers sur leurs têtes. Aveuglés, ils se débattirent tandis que leurs chevaux épouvantés faisaient des tête à queue.

En son ressentiment, Guillaouen gronda :

— Vouloir arrêter notre Gildas... comme un malfaiteur, lui le meilleur homme du pays? C'est à cette heure que les trois cents naufragés qui vivent par sa grâce devraient venir crier à cette police : « Que celui qui peut se présenter en pareille compagnie lui jette donc la première pierre ! »

— Allons donner des nouvelles à ma sœur, tonton, dit tristement Navalo.

Lorsqu'ils pénétrèrent dans la salle des Levédec, ils trouvèrent Anna-Maria assise sur un prie-Dieu, sa tête renversée sur une épaule. A ses pieds, ses enfants pelotonnés les uns contre les autres écarquillaient les yeux. Autour d'Anna-Maria une vingtaine de pêcheurs et leurs femmes, oncles, tantes, cousins, neveux, semblaient encore plus courroucés que peinés.

Guillaouen leur ayant annoncé l'arrivée des gendarmes, ils répartirent qu'ils avaient eux-mêmes vu arriver, en automobile, par la route de Saint-Jacques, le capitaine des douanes et trois messieurs qui tenaient sous le bras des portefeuilles larges comme des selles d'ânes. Sans doute fallait-il voir en eux juge d'instruction, procureur et greffier?

— Et vous restez ici comme des palourdes, quand on accuse Gildas, leur reprocha Navalo? Allons parler à ces messieurs !

Les pêcheurs sortirent en tumulte. Le vent soufflait avec une telle violence qu'ils luttèrent un moment, tête basse, genoux ployés, bras en avant, comme des hâleurs remorquant un navire.

Les vagues recourbées de l'océan, bordées d'écume, semblaient d'immenses gueules affamées, réclamant leur proie.

— Et songer que Gildas doit tenir la mer, cria Guillaouen, auquel un sardinier répondit :

— La lame est moins mauvaise au large que sur la côte.

— D'ailleurs le *Diable-des-Mers* se trouve peut-être à l'abri dans un autre port?

Navalo nia du geste. Gildas n'en pouvait douter, quelque part qu'il abordât maintenant, il serait arrêté. Pourtant, s'il était innocent, pourquoi ne rentrait-il point? C'est que Levédec devait tenir à son chargement de vins d'Espagne. L'explication qu'il essayait de se donner à lui-même ne satisfaisait point Navalo.

Sur le port, les pêcheurs trouvèrent devant le cotre de la douane, au bout-dehors cassé, les magistrats. Ceux-ci avaient « amarré » leurs capes sous le menton avec des foulards et néanmoins le vent impétueux, même en ce lieu protégé, soulevait parfois l'un ou l'autre de leurs chapeaux comme un couvercle à la vapeur d'un liquide en ébullition. Le long et maigre capitaine des douanes discutait avec des gestes cassants qui semblaient donner des ordres. Talanic, humblement décoiffé, prenait à témoin ses douaniers rangés en ligne qui hochaient le front, tous à la fois, comme s'ils se livraient à un exercice d'assouplissement.

— Il raconte l'invention de son abordage, dit Guillaouen. Allons l'écouter, ça le gênera.

Enhardis par leur nombre, les pêcheurs s'approchèrent.

— Oui, messieurs, expliquait Talanic, comme vous le constatez à son beaupré cassé et son bordage éraflé, ils ont voulu nous couler et sans le courage de Coatier et sans mon virage de bord, à l'heure qu'il est nous serions tous noyés. J'accuse donc du crime de piraterie Levédec et ses matelots, qui, pouvant nous croire une voie d'eau, nous ont abandonnés à la mort.

Hors de lui, Navalo protesta :

— Le brigadier ment, messieurs les juges. Nous savons de Coatier lui-même que ces douaniers voulaient « crocher » coûte que coûte le *Diable-*

des-Mers afin de perquisitionner à son bord. Au contraire Levédec ne devait avoir qu'une idée, s'échapper en admettant qu'il eût embarqué du vin, ce qui n'est pas prouvé. Il n'y a donc pas de crime mais seulement maladresse du brigadier.

Exaspéré, Talanic accusait Navalo de complicité dans les contrebandes de Levédec, lorsque le capitaine des douanes pria son sous-officier de se taire et donna l'ordre aux douaniers d'écarter les pêcheurs qui n'avaient pas à entraver l'enquête de la justice.

— Mais, mon capitaine, protesta Navalo, laissez-moi vous apprendre la vengeance particulière de votre brigadier, rapport à une histoire de famille qui n'est pas belle pour lui.

— Taisez-vous, calomniateurs. Soldats, écartez ces braillards.

Chassés, les pêcheurs regagnèrent la maison de Levédec. Ils y retrouvèrent Anna-Maria toujours assise sur son prie-Dieu ; elle tenait son fils Jobic, renversé sur ses genoux.

Navalo prévint sa sœur qu'il n'avait pu entretenir à son aise les juges mais qu'il les retrouverait.

Bras croisés et se dandinant d'une jambe sur l'autre, les assistants écoutèrent alors les vagues s'élancer à l'assaut des grèves rocheuses en emplissant l'atmosphère de leur triste rugissement.

« Tout autre homme que Gildas, en mer par cette tempête, naufragerait, songeait Navalo affligé. A la vérité son obstination devient folie. Il devrait venir confondre ses accusateurs et payer son amende au besoin. Son vin vaut-il leur vie, à lui et à ses compagnons?

« Demain, à l'aube, s'il n'est pas rentré, j'arme, comme sous-patron du canot de sauvetage, et je pars à sa recherche ! »

Cette résolution prise, Navalo en entretint à l'oreille les rameurs du *Kerpenhir* et chacun l'approuva.

Toujours immobile sur sa chaise, et les yeux levés au ciel, Anna-Maria semblait contempler un crucifié. Derrière elle, en postures de saintes femmes, ses tantes psalmodiaient de temps à autre :

— Pitié de Jésus ! Pitié de Saint-Anne ! Pitié de Marie !

Toujours renversé sur les genoux de sa mère, Jobic se releva d'un bond en annonçant d'une voix de trompette :

— Mon père est à l'île Dumet !

— Hein ! Que racontes-tu, Jobic?... Oh ! Seigneur Dieu, ce garçon verrait-il des signes?... Eh ! « jôli », parle donc !

Repoussant ses parents qui cherchaient à le prendre en leurs bras, le garçonnet répondit :

— Hier, père disait à Lefloach : « Des fois, en cas d'ennui, on pourrait s'abriter un bout de temps à l'île Dumet ».

Ressuscitée par ce propos de son fils, Anna-Maria sourit.

Mais Navalo, Guillaouen et les autres pêcheurs n'ignoraient pas que l'îlot n'offrait qu'un pitoyable abri par mer démontée.

Au crépuscule, Anna-Maria trempa la soupe pour toute sa famille rassemblée chez elle. Tandis qu'ils mangeaient, elle éclata en sanglots. Elle venait de songer aux repas funéraires qui réunissent les parents au retour du cimetière.

Le vent se lamentait dans la cheminée et il aurait semblé que l'artillerie du camp de Meudon canonnât Trégorman. Guillaouen ne se souvenait pas d'avoir entendu pareil fracas sur la côte. Il était effrayant de songer que Gildas devait lutter contre une pareille mer.

Lorsqu'il fit part de sa terreur à Navalo, celui-ci voulut partir aussitôt sur le canot de sauvetage. Il ouvrait la porte, quand, de la ruelle obscure, sauta dans la salle un large nain qui évoquait un chien basset avec ses jambes torses.

— Ah ! Pouldru, notre sacristain !

Le nabot, qui secouait son feutre trempé, murmura très vite :

« Ils » viennent de quitter la mairie, et comme je suis secrétaire de M. le Maire, j'ai entendu les juges le prévenir qu'ils inculpaient Levédec de tentative d'assassinat. On a déjà télégraphié par tous les ports de ce pays qu'il y avait mandat d'amener contre l'équipage du *Diable-des-Mers.* »

A cette nouvelle désastreuse, Anna-Maria se renversa dans les bras de ses tantes qui commencèrent à gémir.

— En avant, cria Navalo avec une expression farouche.

Ses rameurs le suivirent lourdement.

Une demi-heure plus tard, les portes de son abri ouvertes, le canot blanc apparut sur son chariot. Hommes, femmes, enfants, vieillards, attelés au cartahu, le halèrent jusqu'à la grève. Debout contre le caisson arrière, Navalo commandait la manœuvre. Le canot de sauvetage fut basculé de son brancard roulant, avancé dans la mer, et ses douze rameurs, leurs ceintures de liège autour du corps, sautant dans l'eau, l'escaladèrent comme des cavaliers montant à la voltige sur leurs chevaux.

L'air terrible, à sa barre, Navalo clama, le bras tendu :

— Armez !

Tous les avirons se dressèrent sur leurs tolets.

— A Dieu vat ! reprit le patron.

Et le blanc canot disparut dans l'Atlantique où des vagues hautes comme des maisons, enlevaient puis aspiraient dans leurs noirs abîmes, les sauveteurs.

— Il faut tout de même des cœurs de lion pour tenter ces choses-là, s'exclamait le vieux Guillaouen. Et l'on condamnerait des hommes pareils, pour quelques bouteilles? Il n'y a donc plus de bon Dieu, là haut?

Et, frénétique, le vétéran brandissant son bonnet à quartiers, semblait signaler aux puissances célestes que les marins de Trégornan avaient besoin de leur aide.

Le tonnerre de l'Océan grondait de plus en plus fort dans l'air violent où la pluie et l'embrun mêlés ne permettaient même plus d'apercevoir la lumière du phare. *Le Kerpenhir* semblait aussi perdu que le *Diable-des-Mers*.

***

Le lendemain matin, après cette nuit d'ouragan, il aurait semblé qu'il avait neigé en plein été sur la presqu'île recouverte d'une couche de mousse d'eau. Quand un tourbillon de vent soulevait cette écume, elle allait frapper au visage des pêcheurs aplatis sur le ventre à l'extrême bord de la falaise. En recevant cette salive gluante des flots, ils grognaient :

— Oui, gueuse enragée, tu baves.

Puis leurs yeux avaient nettoyés, ils considéraient le large où, de temps à autre, une lame, s'élevant avec une puissance sublime, courait à l'assaut des roches contre lesquelles elle éclatait en mille morceaux dans un tapage horrible.

Enfin les clairs yeux de goëland de Guillaouen distinguèrent un point blanc, sur l'Atlantique d'un vert de lierre. Parfois, pendant une minute, cette petite étoile disparaissait comme avalée par les grandes gueules des déferlements. Alors le vieillard, les doigts crispés, ne bougeait plus. Puis le canot de sauvetage reparut, plus visible.

— C'est notre *Kerpenhir*, mes fils, annonça-t-il! Allons le recevoir. Avec des reptations d'anguille ou des marches en côté de crabes, sous les rafales qui se jouaient d'eux, ils descendirent au port. Soudain le canot franchit la barre du chenal comme un cheval sautant l'obstacle. Aussitôt en eau tranquille, il glissa doucement sous l'effort ralenti de ses rameurs épuisés. A la barre, Navalo, son long visage sacerdotal, lugubre, semblait un recteur au retour d'une extrême-onction.

— Eh bien! lui cria Guillaouen?

Il leva lourdement la main d'un air qui ne signifiait ni bien, ni mal.

Les marins réunis halaient l'embarcation sur son chariot, quand Talanic et les gendarmes, prévenus, se précipitèrent vers Navalo afin de lui demander s'il avait rencontré le *Diable-des-Mers?*

Le sous-patron regarda le brigadier d'un air menaçant avant de répondre :

— Les sauveteurs vont au secours des naufragés et ne sont pas des espions.

— On vous obligera bien à faire votre déposition en justice, répliqua Talanic.

— Justice! clama Navalo. Ah! Ah! Nous aussi, nous avons notre justice. Puis il partit pour la maison de sa sœur, accompagné de ses rameurs et de Guillaouen.

Anna-Maria, ses tantes et ses cousines, avaient passé la nuit en prière. Quelques cierges de pèlerinage achevaient de se consumer devant Sainte-Anne d'Auray dressée sur l'entablement de la cheminée à côté d'un petit modèle du *Diable-des-Mers*.

Anna-Maria et ses parentes ne trouvèrent plus un pleur, quand Navalo leur dit sourdement :

— Notre Jobic avait raison, nous les avons trouvés derrière l'île Dumet. Quoique la lame y fût moins mauvaise, Gildas m'a prévenu qu'il ne tiendrait pas longtemps parce que le vent descendait. Je leur ai conseillé de jeter leur vin à la mer pour pouvoir rallier Trégornan.

— C'est déjà fait, m'a répondu Gildas, bien triste, car il avait perdu les bénéfices de ses risques.

— Alors qui t'empêche maintenant de rentrer, lui ai-je demandé? Il faut être fou pour risquer sa vie, par orgueil.

— Non! par honneur, mon Navalo, m'a-t-il répondu. Préviens ma femme que les gabelous n'auront jamais ma croix de gloire.

Je l'ai disputé en lui remontrant qu'ils étaient des malheureux de se perdre par fierté, lui et ses matelots. Alors ils ont baissé la tête, tous quatre, sans s'expliquer. Enfin Gildas a parlé.

— Nous ne pouvons plus rentrer parce que nous avons commis une faute.

Oui, pendant quelques secondes, nous, sauveteurs, avons eu des cœurs de pirates. Voici l'histoire.

Quand nous vîmes que les douaniers allaient nous aborder, et en les entendant nous menacer de leurs fusils, enragés à l'idée de devenir leurs prisonniers, nous avons couru sur eux, puisque nous ne pouvions plus les éviter, et sans la gaffe de Coatier et le virage de Talanic, nous les coupions de notre embarcation plus lourde et plus solide que la leur. Misère! à peine leur bout-dehors eut-il éclaté au choc que, pris de honte, nous avons fui! Comment, nous, accoutumés à secourir le monde

en mer, avions-nous pu, par colère de nous voir saisis par nos ennemis, tenter de les envoyer par mille pieds de fond en cette tempête? Depuis ce temps, nous sommes comme fous. Mais c'est bien juré, Lefloach, Rio, Plounévez et moi, nous tiendrons sur le *Diable-des-Mers* tant que nous pourrons parce que nous ne voulons pas être arrêtés. Ah! jour de Dieu! plutôt périr!

Navalo s'était tu et regardait avec pitié Anna-Maria. Il reprit à voix basse :

— Toutes mes remontrances n'ont pu les faire changer d'idée. Quand Levédec nous a vu souquer vers Trégornan, sur une houle à chavirer, il m'a encore dit :

— Soigne bien mon canot blanc! Qu'il est beau et bon, tout de même! A cette heure je le vois pour la première fois dans la tempête d'un autre bord. Soigne-le bien! Malheur! penser qu'il a rapporté à plein des corps et des âmes sauvés par moi... Soigne bien mon canot, beau-frère.

Et à l'instant où, avec nôtre éloignement, le son de sa voix se confondait avec le bruit des flots, ses mains en porte-voix, Gildas m'a encore crié :

— Va leur dire qu'ils n'auront jamais ma croix!

Alors Anna-Maria retrouva ses larmes. Dans le silence, les explosions des vagues aux rivages de la presqu'île semblaient les salves d'une fête dérisoire. De temps à autre un pêcheur dressait avec lenteur ses poings avant de les laisser retomber lourdement.

Tout ce jour encore, gendarmes et douaniers, répandus sur les grèves et les falaises de la presqu'île, s'étonnèrent de ne pas voir rentrer Levédec et ses compagnons. Le vent soufflait maintenant en ouragan du Sud.

Le dimanche matin, par la route, arriva, comme renfort, la brigade de Lurzon. Il aurait semblé que les forces de police devaient avoir à s'opposer au débarquement d'une armée ennemie.

Un jour encore passa.

— « Ils ne reviendront point, assuraient les marins. »

Mais douaniers et gendarmes qui ne pouvaient comprendre à quelle espèce d'oiseaux du large, libres et farouches, appartenaient les marins du *Diable-des-Mers* répondaient avec un sourire :

« Nous verrons bien. »

Or ils ne virent jamais rien que le tumultueux Océan qui avait ouvert son abîme à Levédec et à sa croix de gloire.

Charles Géniaux.

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

LA CRISE DU FASCISME DE L'UTILITÉ POLITIQUE DU MARTYR

Quoi qu'en disent certains journaux italiens qui s'indignent un peu naïvement de ce que l'Europe donne son opinion sur les affaires de la péninsule, la crise très grave que subissent en ce moment le gouvernement de M. Mussolini et le fascisme est d'une portée qui dépasse singulièrement la frontière des Alpes. On a mis dans le *Duce* trop d'espérances et d'autre part on lui a attribué trop de puissance néfaste pour que les peuples puissent considérer avec détachement, voire même avec impartialité les événements d'aujourd'hui. Chacun y met sa passion, chacun envisage un problème naturellement assez compliqué au point de vue de son idéologie livresque ou de ses intérêts électoraux; le fascisme étant apparu aux yeux de tous ceux que l'impuissance et le désordre du régime parlementaire actuel inquiètent, comme une intéressante expérience sinon comme l'idéal du gouvernement, les socialistes, les radicaux et même les vieux libéraux modérés se sont mis à le considérer comme un véritable danger européen. On a eu beau dire qu'il s'agissait d'un phénomène purement italien, que ni les méthodes, ni la tactique ni même la doctrine nationale fasciste n'étaient transportables au delà des Alpes, la violence avec laquelle dans certains pays on commentait les événements italiens démontrait le contraire, et le parti que l'on cherche à tirer dans tous les pays ou règne la démocratie parlementaire de l'assassinat du député Matteotti montre à quel point on y craint encore la contagion fasciste.

Le crime est odieux et sans l'ombre d'excuse. M. Matteotti, député socialiste qui venait de prononcer à la chambre un discours assez violent et qui en préparait un autre, étant sorti de chez lui à quatre heures de l'après-midi pour aller acheter des cigarettes, est enlevé par quatre hommes qui le transportent de force dans une automobile. Les quelques témoins de la scène, dont deux avocats, s'aperçoivent bien qu'il y a lutte, ils entendent des cris désespérés, mais ils se gardent bien d'avertir la police, et ce n'est que vingt-quatre heures après que la femme de la victime porte plainte. L'enquête, d'abord assez mollement menée, s'active sous le coup de l'émotion qui s'empare de la Chambre. On ne retrouve ni M. Matteotti ni son cadavre, mais on retrouve l'automobile et l'un des auteurs de l'enlèvement, un nommé Dumini, homme de main plus

ou moins intimement lié avec M. Rossi, un des quatre directeurs du parti fasciste et le directeur du bureau de presse de la présidence du conseil. Bientôt, l'assassinat ne fait plus de doute ; l'état de l'automobile le révèle. Et ce qui accroît l'émotion du public, c'est qu'on apprend que cette automobile a été procurée par M. Filippelli, directeur d'un grand journal fasciste, le *Corriere Italiano*, et qu'elle a été commandée pour le service du ministère de l'intérieur. Et la voix publique aussitôt d'accuser de complicité non seulement M. Filippelli qui s'enfuit mais qu'on rattrape à temps, mais aussi M. Finzi, sous-secrétaire d'État à l'intérieur et fondateur du *Corriere Italiano*, ainsi que M. Filippo Naldi, directeur du *Tempo* et du *Resto del Carlino*, autre personnalité fasciste. Et peu à peu, les mobiles du crime se précisant, il devient plus odieux encore. On apprend que M. Matteotti, entré en possession de documents extrêmement compromettants pour quelques hautes personnalités fascistes, documents qui lui auraient permis de mettre en lumière de véritables concussions, se préparait à les produire à la tribune de la Chambre. C'est pour éviter ce scandale que l'on aurait chargé le brave Dumini de faire disparaître l'accusateur. Tel est le schéma de l'affaire, et il faut remarquer d'abord que M. Mussolini lui-même n'a pas été touché par le scandale. Personne, même parmi ses pires ennemis, n'a songé à faire remonter jusqu'à lui la responsabilité de ce crime politique. L'indignation qu'il a montrée est d'une éclatante sincérité et il a fait manifestement tout ce qui était en son pouvoir pour faire la lumière sur cette vilaine affaire et pour en découvrir tous les coupables. Mais le fascisme ?... Le fascisme n'a-t-il pas sa part de responsabilité ?

***

Si pacifique, si relativement peu sanglante qu'elle ait été, la révolution fasciste n'en fut pas moins une révolution, résultat d'un complot longuement médité, savamment préparé par des hommes qui, en cas d'échec, risquaient leur liberté sinon leur tête. Or, de même que les colonies, les révolutions, les complots, les coups d'État ne se font pas avec des titulaires du prix Monthyon. La violence fasciste répondait à la violence communiste ; c'est entendu, mais ce n'en était pas moins de la violence. Son succès même lui avait rallié tous les hommes de main qui, dans la violence, trouvent agrément et profit et qui, d'ailleurs, eussent aussi bien prêté le secours de leur revolver et de leur matraque à la révolution communiste si celle-ci avait eu des chances de l'emporter. Reprocher à M. Mussolini de les avoir employés est de l'hypocrisie ; tous les gouvernements d'Europe ayant des origines illégales et révolutionnaires en ont jadis ou naguère fait tout autant. Mais il était à prévoir qu'il aurait de la peine à s'affranchir des liens qu'il avait contractés avec eux. Le premier soin des révolutionnaires et des dictateurs qui ont réussi a toujours été de se débarrasser de leurs complices, mais M. Mussolini qui, malgré le réalisme un peu brutal de sa politique, paraît avoir une certaine générosité de cœur, y a mis du scrupule ; peut-être sont-ils trop. Toujours est-il que, depuis qu'il est premier ministre, ce sont les fascistes qui lui ont donné le plus de mal.

Dès le jour qu'il prit le pouvoir il était apparu, en effet, que la grande difficulté serait pour lui de faire passer la révolution dans l'ordre légal, difficulté qui tenait à la fois à l'origine de son pouvoir et à la qualité de ses partisans. Pour un certain nombre de fascistes, et non des moindres, la conquête de la puissance politique n'avait été que la conquête de l'assiette au beurre et ils considéraient tout naturellement que les méthodes qui leur avaient permis de triompher à l'époque héroïque pouvaient parfaitement servir à conserver envers et contre tous les bénéfices de la victoire. Leurs pratiques ont fini par indisposer gravement un grand nombre de braves gens qui, d'abord, avaient donné à M. Mussolini et au fascisme leur agrément le plus enthousiaste. Il y a longtemps que le *Duce* avait vu le danger. Dès le lendemain de son entrée au ministère, il s'est efforcé de se conduire en homme d'État et de faire oublier le partisan, et peut-être, si l'affaire Matteotti n'avait pas pris de telle proportion, lui eût-elle servi d'excellent prétexte à une épuration nécessaire. Malheureusement, ce n'est pas le gouvernement à qui elle a servi de prétexte, c'est à une opposition dont on ne soupçonnait pas la puissance.

Les Italiens ont naturellement l'imagination dramatique ; cette fois-ci, ils ont su jouer du cadavre avec une remarquable virtuosité. « Le véritable fait nouveau de la situation, écrit M. Giuseppe Prezzolini dans l'*Europe nouvelle*, c'est l'existence d'un martyr. Le crime, qui visait à se débarrasser d'un homme, a créé une divinité. Matteotti était redouté pour son énergie, pour sa documentation, pour son inflexible volonté d'opposition. Aujourd'hui, ce n'est plus de la peur, c'est de la terreur qu'il devrait inspirer. Il est monté, de la terre où il était un combattant, au ciel où il est un mythe. Le peuple désormais reconnaît en lui un de ces individus qui apparaissent rarement dans l'histoire et qui, se fondant dans une idée, s'identifient avec elle. Matteotti n'appartient presque plus au socialisme : tout le monde reconnaît en lui la lumière de cette foi qui seule donne ici-bas l'espérance.

Le culte de Matteotti a déjà commencé : le peuple porte tous les jours des fleurs devant la croix noire peinte sur le parapet du Tibre, à l'endroit où commença son martyre. Un jour, nous y éléverons un monument. Ce monument exaltera un martyr, cher à tous ceux qui sont capables de vivre au-dessus de leurs convictions et de leurs intérêts, la minute du sacrifice. « Quel crime ! s'écrie l'opinion publique ; quelle erreur ! remarque le politique. Il manquait à l'opposition socialiste un martyr. Sa faute principale avait été de ne jamais sacrifier ses chefs. Ses masses s'étaient dispersées parce que mal éduquées, mais aussi parce que les chefs n'avaient pas payé de leur personne. Il manquait au socialisme italien une lumière idéale et les sicaires du fascisme ont réussi à la lui donner ! »

Admettons que le drame et la qualité du martyr aient été osé pour les besoins de la cause, il n'en est pas moins curieux qu'un esprit aussi fin et aussi distingué que M. Prezzolini ait cru devoir signaler l'espèce de culte mythique qui entoure à présent l'infortuné Matteotti. Mais étant donné l'immense popularité dont il jouissait et dont jouit encore M. Mussolini, étant donné la promptitude avec laquelle il a su rompre tous les liens qui l'unissaient à ses compromettants amis, étant donné surtout la composition de la Chambre actuelle, il est extraordinaire qu'il n'ait pas pu conjurer plus tôt la crise politique dont ce funeste meurtre a été l'occasion. C'est peut-être là le point le plus intéressant du problème.

***

Quand M. Mussolini, ayant réussi le coup d'État hardi mais habile, que l'on a appelé la marche sur Rome, il aurait pu, très probablement, achever la révolution à son profit. Il était le maître de la rue, le maître de l'armée ; toute la jeune Italie l'applaudissait. Mais, doué d'un instinct politique qui ressemble à la science la plus consommée, il comprit immédiatement qu'il est peut-être plus difficile de conserver le pouvoir que de s'en emparer et il conçut la pensée très sage et véritablement « *romaine* » de faire naître l'Italie nouvelle, l'Italie fasciste dans les formes de l'Italie royale et constitutionnelle.

C'est pour cela qu'il lui fallait faire rentrer la révolution dans la légalité. Or, la légalité, c'était le Parlement, et Mussolini partisan avait traité le Parlement avec un incommensurable mépris. On s'attendait donc généralement à ce qu'il le supprimât mais, et c'est en ceci que le cas est particulièrement intéressant, il eût fallu le remplacer par quelque chose.

Du moment que vous avez proclamé cet axiome désormais imprescriptible du droit public moderne « Tous les pouvoirs émanent de la Nation », il faut bien que la Nation soit représentée.

Par quoi, si ce n'est par des mandataires héréditaires ou élus ? L'hérédité ne se soutient plus ; il faut donc recourir à l'élection quel qu'en soit le mode. Or, il est manifeste que M. Mussolini, autoritaire et impérialiste, est d'instinct l'adversaire du principe électif ; c'est pourquoi, lorsqu'ayant reconnu la nécessité de donner à son gouvernement de fait l'apparence de la légalité, il se résigna à accepter la forme parlementaire, il chercha le moyen de former un Parlement dont il serait assuré d'être le maître. De là, la loi électorale imposée à la pusillanimité de l'ancienne Chambre par tous les moyens dont dispose un gouvernement fort et qui remet pratiquement au ministère le pouvoir de désigner 356 députés sur 535. Mais cette loi électorale, c'était encore un véritable coup d'État dont l'affaire Matteotti a mis le caractère en lumière.

On se souvient, en effet, que les députés des listes officielles ont été choisis par un Comité de cinq fascistes influents. Or, de ces cinq commissaires électoraux, deux sont actuellement en prison comme complices de l'assassinat de Matteotti et un troisième a dû démissionner de son sous-secrétariat d'État, sous le coup d'accusations singulièrement graves. Cela ne pouvait manquer de nuire à l'autorité de la nouvelle Chambre ou du moins de sa majorité fasciste, mais même avant le drame, il était apparu à M. Mussolini que sa Chambre ne donnait pas du tout les satisfactions qu'il en attendait. Il avait cru pouvoir compter sur une assemblée parfaitement docile : dès le commencement de la session on vit qu'entre le fonctionnement d'un parlementarisme même domestiqué et les conceptions gouvernementales du dictateur il y avait incompatibilité. Une crise était inévitable ; l'affaire Matteotti n'a fait que la précipiter.

***

Ce qui est particulièrement à remarquer, c'est que, dans la crise redoutable qu'il traverse, cette Chambre qu'il a nommée n'a ni pu, ni peut-être voulu soutenir M. Mussolini avec la fermeté et le dévouement qu'il semblait en droit d'en attendre. Devant le scandale, dont les fautes et même les crimes de quelques-uns de ses chefs avaient éclaboussé le fascisme, une épuration du parti s'imposait. Pour y procéder sérieusement, M. Mussolini devrait pouvoir s'appuyer sur une autorité extra-fasciste mais incontestablement nationale. Comment la trouverait-il dans une Chambre qui a été nommée par le directoire fasciste ?

L'affaire la plus délicate est celle de la milice fasciste. On sait que le fascisme dispose d'une véritable armée qui comprend « des centaines et des centaines de milliers de jeunes gens », comme dit M. Corradini dans le *Popolo d'Italia*, et qui est payée par l'État.. Cette milice assurement s'est tort assagie, mais elle profère souvent des menaces et il lui arrive quelquefois de les mettre à exécution. Elle continue, quoiqu'on en dise, de faire régner la terreur dans certaines parties de l'Italie et c'est parmi ces troupes que se recrutent ces « hommes de mains » qui compromettent sans cesse le parti auprès des « honnêtes gens ». Son existence seule d'autrefois montre que le pays n'est pas encore tout à fait sorti de la situation révolutionnaire qui a créé la marche sur Rome. Pour épurer le fascisme et pour rentrer dans la légalité; il faudrait donc licencier et désarmer la milice fasciste. Est-ce possible sans compromettre le gouvernement fasciste lui-même, sans le livrer à ses ennemis ?

On en peut douter. C'est que la milice fasciste ne semble pas disposée du tout à se laisser dissoudre. Ce n'est jamais aisément que l'on arrive à désarmer des gens organisés et habitués à se servir de leurs armes pour faire la loi dans le pays. Pour détruire cette force révolutionnaire à laquelle il doit son pouvoir, M. Mussolini aurait besoin d'une force légale. Il ne sait où la trouver.

Comme il est plein de ressources, comme sa popularité, appuyée sur les énormes services qu'il a rendus, reste grande, comme depuis qu'il exerce le pouvoir il est apparu comme un des cerveaux politiques les mieux organisés de ce temps-ci, il est probable qu'il trouvera la solution élégante — nous ne pouvons que le souhaiter pour le bien de l'Italie et pour l'équilibre de l'Europe. — Mais la crise actuelle n'en aura pas moins montré les difficultés qu'éprouveront toujours les gouvernements les plus forts à se passer d'un Parlement régulièrement élu.

Les inconvénients du régime parlementaire apparaissent à tous les yeux; depuis l'armistice, tous les peuples d'Europe souffrent cruellement de son impuissance. Mais M Mussolini, qui n'a jamais caché son mépris pour le système, n'en a pas moins été obligé de le reconnaître. Il s'est imaginé qu'il pourrait n'en conserver que l'apparence et fonder un régime autoritaire sous les apparences de la liberté, suivant en cela plusieurs exemples illustres : ceux des deux Napoléon, sans parler de celui d'Auguste. Mais les institutions ont une logique à laquelle on n'échappe point. Du moment qu'une assemblée représentant nominalement le peuple, source de tous les pouvoirs, se réunit régulièrement, elle finit par survivre à toute dictature; elle est ce qui dure, ce qui se renouvelle comme l'imperfection humaine. La dictature, elle, est toujours éphémère, c'est comme un pouvoir éphémère que les Romains l'avaient conçue. Mais ce n'est pas une raison pour méconnaître qu'il y a des moments où elle est indispensable. L'Italie croit-elle pouvoir se passer déjà de l'énergie créatrice de M. Mussolini ? Toute la question est là...

L. Dumont-Wilden.

LITTÉRATURE ÉTRANGÈRE

LA CORRESPONDANCE ENTRE SCHILLER ET GŒTHE

Je viens de relire la correspondance entre Schiller et Gœthe dans l'excellente traduction de Lucien Herr (1). Quelles bonnes heures cette lecture m'a procurées et quel repos pour la pensée ! Que l'on éprouve de plaisir à échapper un moment aux problèmes troublants de l'Allemagne d'aujourd'hui, pour se réfugier dans une petite principauté de l'Allemagne d'autrefois, à Weimar et à Iéna ; et combien je remercie M. Herr, qui pourtant sait agir dans le présent, de nous faire partager le calme intellectuel et moral que lui-même a peut-être cherché dans cette traduction !

Non pas que Schiller et que Gœthe n'aient pas connu des inquiétudes ; mais elles étaient d'un autre ordre, d'une autre sphère que les nôtres ; elles s'élevaient au-dessus des préoccupations politiques et économiques qui actuellement nous étreignent par trop. Ils ont vécu dans une époque tourmentée ; ils ont eu, Schiller tout au moins, des soucis matériels ; ils ont senti l'étroitesse du milieu qui les entourait ; ils ont lutté tous les deux pour faire à la littérature qu'ils apportaient à l'Allemagne la place qui lui était due. Mais depuis qu'ils se furent rencontrés, depuis qu'ils purent se prêter un mutuel appui, toutes ces misères passaient au second plan ; ils prirent confiance, étant unis, et ne pensèrent plus qu'à la beauté de l'œuvre qu'ils avaient à réaliser.

L'admiration de Schiller pour Goethe datait de loin. Il était encore élève de l'Académie militaire de Stuttgart, alors que Gœthe, plus âgé que lui de dix années, était déjà dans tout l'éclat de sa jeune gloire, l'auteur fêté de *Gœtz de Berlichingen*, de de *Werther* et sa *Clavijo*. Schiller le vit pour la première fois à Stuttgart le 14 décembre 1779.

(1) 4 vol. (Plon).

Et tandis que Gœthe, dédaigneux de ses premiers ouvrages, cherchait à Weimar la voie de la sagesse, Schiller entrait avec mille difficultés, en révolutionnaire, dans la carrière littéraire. Son drame des *Brigands* le fait chasser de Stuttgart ; il compose la *Conjuration de Fiesque*, l'*Intrigue et l'Amour*, *Don Carlos*. Il erre de Manheim à Bauerbach, de Leipzig à Dresde. Sans le secours de quelques amis fidèles, il serait mort de faim.

La gloire pourtant vient à lui peu à peu. Il veut s'approcher de Weimar, temple de la Littérature allemande. Il y arrive lorsque Gœthe est en Italie (1787). Il y séjourne. Gœthe revient. Des amis communs cherchent à les mettre en rapport. Gœthe, dans une première rencontre, reste indifférent, presque dédaigneux ; il n'avait à ce moment, de son propre aveu, que de l'antipathie pour l'auteur des *Brigands*. Nommé professeur d'histoire à l'Université d'Iéna, Schiller accepte ce poste, mais avec l'impression que Gœthe, en l'y faisant appeler, a voulu l'éloigner.

Des années se passent avant qu'ils se revoient. Schiller épouse Charlotte de Lengefeld. Gœthe prend ostensiblement comme maîtresse la fille d'un employé subalterne de Weimar, Christiane Vulpius. Le poète révolutionnaire entrait bourgeoisement dans une vie régulière ; le poète assagi prétendait garder tous ses droits à une existence libre. L'un, Schiller, se consacrait à des études historiques et esthétiques, l'autre, Gœthe, s'attachait à des recherches scientifiques, composait des drames satiriques et le poème de *Renard*. Chacun d'eux poursuivait sa voie différente, sans produire alors des œuvres de premier ordre.

C'est en 1794 seulement qu'ils se revirent à Iéna, à une réunion où l'on discuta de sciences naturelles. En sortant de la séance, ils se trouvèrent ensemble, par hasard. Ils échangèrent leurs pensées sur les théories exposées ; ils s'aperçurent que, partis de points de vue très différents, ils avaient plus d'une idée commune, tout au moins la même ardeur dans la recherche du vrai. Le premier pas vers une entente était fait. Gœthe a dit lui-même l'impression que Schiller produisit sur lui à partir de ce moment : « La puissance d'attraction de Schiller était grande ; il savait retenir tous ceux qui l'approchaient ; je pris part à ses projets et je promis de collaborer à la revue des *Heures* qu'il fondait. Sa femme, que je connaissais et estimais depuis son enfance, contribua à rendre durable mes relations avec Schiller ; tous nos amis communs s'en réjouirent ; et c'est ainsi que nous avons scellé une alliance qui a duré éternellement et qui a été riche de conséquences pour nous et pour les autres... Pour moi en particulier, ce fut un nouveau printemps où tous les germes se déployaient joyeusement. Nos lettres réciproques en sont la preuve et la plus pure et la plus complète. »

Rien de plus sincère que cet aveu du grand poète qui reconnaît sans détour l'heureuse influence exercée sur lui par Schiller. Et voici le résultat fécond de cette union intellectuelle. Gœthe se remet au travail de production poétique ; il écrit les *Elégies Romaines*, *Hermann et Dorothée*, *Wilhelm Meister*, il termine la première partie du *Faust*. Schiller compose la trilogie de *Wallenstein*, *Marie Stuart*, *La Pucelle d'Orléans*, *la Fiancée de Messine*, *Guillaume Tell*. Il faut suivre dans leur correspondance l'effort continu de ces deux grands esprits vers une création nouvelle. Chez Schiller, une ardeur que la maladie même n'arrête pas ; chez Gœthe, plus de variété, plus de dilettantisme ; mais tous les deux ayant sans cesse les regards fixés sur les modèles de l'antiquité qu'ils veulent égaler, cherchant avec persévérance quelque chose de toujours plus haut et de plus achevé. Les discussions esthétiques d'ensemble se mêlent aux remarques de détail sur les fragments des œuvres qu'ils se communiquent réciproquement. Alors que leurs pensées se pénètrent et se complètent, leurs tempéraments apparaissent bien distincts : Schiller plus abondant, plus expansif, plus pressant ; Gœthe plus retenu, mais d'une docilité voulue, avec des ménagements infiniment délicats à l'égard de son ami. M. Herr le dit très justement dans la préface de sa traduction : « Ce qui faisait la force de Schiller, c'est qu'il savait au juste ce qu'il voulait. Il s'agissait pour lui de s'emparer du grand esprit qui souffrait, et il y apporta l'effort persévérant d'une énergie passionnée et trouble, mais imperturbable et sincère, et toutes les ressources de sa logique véhémente et pressante.»

Parfois la vie intime des deux écrivains apparaît aussi dans cette correspondance, mais rarement et discrètement. Schiller parle bien ici et là de sa santé, toujours chancelante, mais pour s'excuser de ne pouvoir travailler avec plus d'activité. M. Herr fait remarquer que Gœthe, dans la plupart de ses lettres, adresse un mot de souvenir à la femme de Schiller, alors que celui-ci ne fait, pour ainsi dire, jamais allusion à Christiane Vulpius, alors même qu'elle a donné plusieurs enfants à Gœthe. Cette liaison effarouchait l'entourage de Schiller. Gœthe le savait et jamais n'en voulut à ces petits hobereaux auxquels Schiller s'était allié par son mariage. Du moins n'en laissa-t-il rien paraître. « Il ne s'en plaignit jamais à qui que ce fût, dit à ce sujet M. Herr, et ce n'est pas la moindre preuve ni de sa largeur d'intelligence, ni du prix qu'il attachait à leur amitié. »

On s'est étonné du calme avec lequel Gœthe accueillit la nouvelle de la mort de son ami, en 1805.

Est-il besoin de dire que cette tranquillité apparente cachait la plus poignante des douleurs? Gœthe savait ce qu'il perdait et ce qui désormais lui manquerait ; et il est permis d'affirmer que Schiller, même absent, resta pour Gœthe un animateur : « Le prestige idéalisé de l'ami disparu, tout auréolé d'héroïsme légendaire, ne cessa jamais d'être, pour l'ami survivant, une leçon et un exemple. »

Il n'est rien de meilleur ni de plus beau que l'amitié de deux âmes d'élite. Remercions M. Herr d'avoir rappelé à notre souvenir celle de Schiller et de Gœthe. Sa traduction de leur correspondance n'est pas la première qui ait paru en France, mais c'est la plus complète, la plus sûre, la plus claire par l'appareil des notes qui l'accompagne, la plus compréhensive par la belle et forte préface qui l'ouvre.

J'ai déjà emprunté plus d'un passage à cette préface. Qu'il me soit permis, pour conclure, de citer ce jugement d'ensemble : « Ce qui fait le caractère singulier de cette « amitié unique », c'est qu'elle fut, non pas l'accord spontané de deux cœurs et de deux esprits jeunes et faits l'un pour l'autre, mais le don volontaire, volontairement offert et volontairement accepté, de deux hommes mûrs d'âge, façonnés par la vie, et que tout semblait séparer. « Le grand prix de notre amitié, écrivit maintes fois Gœthe à Schiller, c'est qu'elle a surgi entre nous à un âge où nous étions pleinement formés l'un et l'autre »

J. Dresch,
Recteur de l'Académie de Toulouse.

LA MUSIQUE

A L'OPÉRA COMIQUE : « LA FORÊT BLEUE »

Depuis quelques années, M. Louis Aubert s'est placé parmi nos musiciens dont on peut le plus attendre. L'œuvre que vient de monter l'Opéra-Comique, *la Forêt Bleue*, mérite de retenir tout particulièrement l'attention.

Les nombreuses *mélodies* de M. Louis Aubert, d'un style si subtil et si personnel, sont animées par une expression toute intérieure et vraiment musicale. Elles se sont déjà imposées à l'admiration des meilleurs connaisseurs. Quant à ses *Poèmes Arabes* et surtout à sa *Habanera*, ces deux œuvres importantes, souvent jouées dans les grands concerts symphoniques, ont prouvé avec quel art leur auteur sait manier l'orchestre.

Dès la première audition de la *Habanera*, aux Concerts Pasdeloup, en mars 1919, nous avions eu plaisir à signaler la valeur de ce poème symphonique. Il nous avait séduit par son instrumentation qui est d'une *belle pâte*, par le mouvement et par la chaleur des idées. La netteté, la simplicité de son plan contribuaient aussi à l'imposer à la faveur du public : c'est un long *crescendo*, suivi d'un long *decrescendo*. Mais il y a encore autre chose, et d'une qualité des plus rares : l'œuvre est animée par une sincérité, un lyrisme, un jaillissement, comme seule peut en donner une émotion profonde.

Depuis plusieurs années, dans les concerts, la *Habanera* s'est conquis une place où atteignent seulement quelques œuvres privilégiées : dans celles-ci, par une heureuse coïncidence, les qualités de leurs auteurs, tout à coup, se sont équilibrées, unies, harmonisées; elles se sont fortifiées l'une l'autre par une action réciproque ; elles ont donné une belle fleur, dans une lumière favorable. Et c'est ainsi que Debussy écrivit *L'après-midi d'un faune* et M. Paul Dukas, *L'Apprenti sorcier*.

Malgré la vogue de ses *mélodies*, malgré le succès de sa *Habanera*, M. Louis Aubert dut attendre fort longtemps avant que sa *Forêt Bleue* soit accueillie par une scène française. L'œuvre était terminée bien avant la guerre. Dès 1911, l'Opéra de Boston, sur l'initiative de M. André Caplet, l'avait montée à la satisfaction de tous. Mais il fallut encore treize ans pour que l'Opéra-Comique lui donnât l'hospitalité.

***

La *Forêt Bleue* a pour sujet un assemblage de plusieurs contes célèbres. Le librettiste, M. Jacques Chenevière, réunit, dans une même action théâtrale, divers personnages que les *Contes* de Perrault ont fait aimer aux enfants et même aux grandes personnes. Car vraiment, dans le malicieux *Petit Poucet* ou dans le *Chaperon Rouge*, assez gentil pour se coiffer d'un coquelicot, ou encore dans cet *Ogre* qui parcourt le monde avec des bottes de sept lieues, comment ne pas aimer toujours le souriant souvenir des rêveries de l'enfance?...

Quand la toile se lève, voici un petit village, propre et agréable, et sage comme une image. Il sommeille, sous une nuit bleuâtre ; le ciel, à peine voilé par une obscurité diaphane, est tout rempli du frémissement des étoiles. Et l'on entend le chant mystérieux des fées : « Dormez, enfants, et recevez les rêves que vous donnent les fées bienveillantes... »

Bientôt le jour se lève. Les moissonneurs vont aux champs. D'une maison miséreuse sort le Petit Poucet, et d'une maison confortable sort le Chape-

ron Rouge : les deux enfants, l'un pauvre et l'autre riche, ne songent qu'au plaisir de se revoir, et ils s'aiment déjà... Mais une Princesse apparaît, dans un magnifique cortège. Elle s'arrête ; elle voit les villageoises, qui manient le rouet et le fuseau. Elle prend une quenouille, se pique et s'endort... Par bonheur, alors qu'on l'emmène, un Prince fait le serment d'aller la réveiller, car il n'est autre que le Prince Charmant.

Au second acte, dans la forêt, le Petit Poucet tâche de sauver ses frères. Hélas ! les oiseaux ont mangé les miettes de pain qu'il avait semées sur le sentier. Mais les fées ne l'abandonnent pas. Elles lui font d'abord trouver le Chaperon Rouge. Et puis elles endorment le vilain Ogre, et ramènent, à point nommé, le Prince Charmant et sa suite.

Au troisième acte, voici le château enchanté où sommeille la belle Princesse. Le Prince Charmant, qui l'aime trop pour la laisser dormir tout un siècle, ne tarde pas à paraître. Et vous devinez qu'ils vont fêter leur amour au milieu de tous les petits héros de la pièce, et avec les villageois et villageoises, qui chanteront de beaux ensembles.

***

Un tel livret, un peu frêle et d'un charme qui n'est pas sans apprêts, sollicitait à merveille ce qu'il y a de subtil, d'élégant et de coquettement amenuisé dans le talent de M. Louis Aubert. Que de prétextes à de jolies sonorités, à des mélodies souples et fuyantes, à des tissages de notes où les appogiatures et les neuvièmes apporteraient leur embrouillamini chatoyant, tandis que les harpes ou le celesta feraient frémir leurs paillettes diamantées !... Dans l'ensemble, la partition, délicieusement vaporeuse, a l'ondoyante fluidité d'une chose de rêve.

Certes, pour éviter la monotonie, les auteurs ont ménagé plus d'un effet de contraste. L'Ogre qui se grise et chante un air à boire ; les laboureurs qui n'oublient pas les mélodies populaires ; les paysans au cabaret ; les fileuses qui font ronronner le rouet (et conservent la tradition des battements liés en doubles croches) ; la boulangère qui vend son pain à gros bénéfice (ainsi que nous l'apprendra l'orchestre, en nous disant que « la boulangère a des écus ») ; tout cela, par l'opposition de couleurs plus vives, plus tranchées, sert à mieux mettre en valeur le poétique poudroiement où apparaissent les personnages comme derrière une gaze mouvante.

Les musiciens reconnaîtront l'art ingénieux et sûr, abondant et souple, d'un compositeur épris d'un style pur et nuancé. Il semble que M. Aubert ait eu pour initiateurs Debussy et surtout M. Fauré. Par moments, l'on pense aussi à des pages mélancoliques de Gabriel Dupont. C'est dire que cette partition offre un grand et rare mérite : elle sait être moderne sans cesser d'être musicale ; elle cherche l'expression sans négliger la beauté.

Peut-être les spectateurs, s'ils sont moins soucieux de la musique, demanderont-ils un sujet plus neuf et des péripéties moins prévues, un troisième acte où l'intérêt grandisse au lieu de diminuer, et enfin une partie vocale d'un dessin plus caractérisé, plus nettement mélodique et plus éloigné de la psalmodie du récitatif. En de telles réserves, ils formuleront quelques nécessités qui dominent les œuvres lyriques et leur permettent d'être viables.

Toute l'œuvre, fort bien conduite par M. Albert Wolff, reçoit une très bonne distribution. Signalons au moins l'impeccable sûreté de Mme Brothier, le jeu naturel et fantaisiste de Mlle Niny Roussel, la voix facile et bien timbrée de M. Friant, et l'articulation si nette de M. Lafont.

Les chœurs ont une tâche assez difficile. Ils interviennent surtout dans les passages de douceur, pour mettre l'œuvre dans une atmosphère vaporeuse, dans un flottant crépuscule de légende et de rêve. Ce qu'ils ont à chanter est donc d'une forme un peu fuyante. Et par ailleurs, éloignés de l'orchestre, disséminés dans la coulisse, ils voient s'accroître la difficulté d'exécution. Aussi peut-on souhaiter qu'ils se mettent mieux au point dans les représentations prochaines.

Quant à la mise en scène, et au poétique éclairage du second acte ; quant aux décors et aux costumes, on peut pleinement féliciter la direction de l'Opéra-Comique.

Adolphe Boschot.

VARIÉTÉS

QUELQUES SOUVENIRS INTIMES SUR L'IMPÉRATRICE EUGÉNIE

Ceux qui voudront bien me lire, trouveront ici des souvenirs qui projettent une lumière sereine sur la figure de l'Impératrice Eugénie, dont l'élévation au trône ne fut que le prélude de sa montée au calvaire. Je l'ai connue, je l'ai respectueusement aimée et j'ai pu apprécier les réelles qualités dont elle était parée. Ces pages ne sont qu'un pieux hommage à un souvenir qui m'est cher.

Dans cet asile du Cap Martin, où j'abritais l'automne de ma vie, et où, dans la paix du soir, je cherchais le recueillement et le repos, une auguste femme m'avait devancée depuis plusieurs années : l'Impératrice Eugé-

nie. Mon gendre, Louis de Chasseloup Laubat, était son filleul, je n'étais donc pas tout à fait une inconnue pour elle. Je sollicitai l'honneur de lui être présentée. Ce fut en 1906.

J'étais encore à cette minute toute meurtrie par le malheur qui m'avait frappée, il y avait environ quatorze mois. J'avais perdu une mère adorée et j'étais plongée dans la douleur qui communique à l'être une sensibilité particulière. C'est dans cet état d'âme que je me présentai à la Villa Cyrnos. Mon cœur battait très fort lorsque je m'acheminai vers la demeure de l'Impératrice. Elle évoquait encore à mes yeux le souvenir de sa suprême beauté, de son suprême bonheur, auxquels avait succédé la plus cruelle des destinées. On avait tissé autour d'Elle tant de légendes différentes, on avait émis sur son compte tant d'opinions contradictoires, que je me demandais, avec une certaine inquiétude, l'impression que j'emporterais de cette première visite.

Je fus éblouie dès le seuil par la grâce souriante, l'affabilité majestueuse et la réelle beauté que l'Impératrice possédait encore à l'âge de quatre-vingts ans; mais, ce qui appela les larmes à mes yeux et me rendit muette pour quelques secondes, ce fut la ressemblance que je découvris soudain entre Elle et ma Mère. Toutes les deux furent très belles sans posséder néanmoins le même genre de beauté, ni les mêmes traits, mais toutes les deux possédaient cet air de noblesse et de distinction qui inspire le respect et appelle l'admiration. L'une et l'autre avaient l'accueil aimable, savaient mettre à l'aise par un geste, par une parole, par un sourire. J'étais si émue, que l'Impératrice a dû, lors de cette première rencontre, me trouver aussi gauche que timide, mais je ne pouvais parler. Il y a dans la vieillesse quelque chose d'auguste et de presque surnaturel, qui frappe les plus indifférents. On retrouve avec délices chez les gens âgés cette indulgence et les souvenirs acquis à l'école de la vie, Il émane d'eux le parfum de l'être spiritualisé, qui déjà aspire à l'emprise céleste.

Ni les années, ni les malheurs n'avaient courbé l'Impératrice Eugénie. Enveloppée d'un charme ineffable que révélaient Sa démarche, Son geste, Sa parole, avec des yeux languissants et inoubliables, traversés souvent par un éclair de volonté caressante, ainsi m'était apparue pour la première fois dans la noblesse de ses attitudes, celle qui régna sur le peuple français. Encore femme, car Elle savait conquérir, très souveraine, car Elle imposait le respect, il se dégageait de Sa parole et de tout son être un fluide puissant qui subjuguait tous ceux qui l'approchaient. Recherchant la conversation, qu'elle savait toujours émailler de traits spirituels, ce qui ramenait le sourire sur Ses lèvres pâlies, Elle transportait son auditoire dans une atmosphère spéciale, où flottait l'ambiance du passé. Voici qu'Elle parla de Sa voix chantante :

« Tout ce qui a été Moi doit disparaître après ma mort : mes effigies, mes souvenirs; je le désire, cela sera. Dieu le veut ainsi, puisque partout où j'ai vécu le feu a détruit mes demeures : les Tuileries, Saint-Cloud... et même le palais de Biarritz ! »

Se levant alors, Elle me conduisit vers une fenêtre de son salon donnant sur la mer. Un tableau saisissant y apparut. Le soleil descendait à l'horizon dans une gloire de pourpre, en incendiant les montagnes et la mer. Muettes toutes les deux, nous contemplions avidement... Je songeais que le soleil à son déclin, encore splendide dans ses adieux à la terre, symbolisait les paroles de l'Impératrice ; Lui aussi disparaissait dans des lueurs d'incendie. Sans pouvoir proférer un seul mot, le cœur serré d'émotion, je quittai mon illustre hôtesse.

En regagnant ma demeure, je songeai que cette femme d'élite avait subi le sort le plus cruel qu'un être humain pût endurer; Elle était tombée du faîte des grandeurs à la vie la plus modeste; Son fils unique, Son espoir et Sa vie, fauché dans l'épanouissement de la jeunesse. Et pourtant Son âme indomptable, Son âme de croyante l'avait soutenue et lui avait permis de goûter enfin la sérénité dans le repos. Mais, le moyen d'oublier ?

Rentrée à l'hôtel du Cap-Martin, mon habitation provisoire, je racontai au Roi charmeur et poète, Oscar de Suède, ma causerie avec l'Impératrice et l'émotion qu'Elle avait produite sur moi, surtout en me disant qu'Elle comptait faire détruire toutes ses effigies et se faire ainsi oublier. Ce à quoi le Roi répliqua vivement : « Je la défie bien de disparaître de la scène du monde. Pour ma part, outre le souvenir ineffaçable que je garde d'Elle, je possède son portrait parlant de Winterhalter, qui suffirait à lui seul à l'immortaliser. »

J'eus par la suite souvent l'occasion de revoir l'Impératrice, j'eus l'honneur de la recevoir chez moi. Je ne puis oublier le clair matin d'avril où Sa Majesté s'assit sur une stalle du petit théâtre grec de mon jardin ; Madame Bartet, sur la demande de la vieille Souveraine, gravit les gradins accédant à la scène de pierre, et de sa voix profonde, prenante, récita « Les trois marches de marbre rose » de Musset et « Les yeux » de Sully-Prudhomme ». C'était la première fois que depuis 1870, l'Impératrice permettait à sa douleur de se bercer de poésie et renaissait à la vie d'autrefois.

Je tiens à citer encore le vif intérêt que mon auguste Voisine portait à toute chose :

Ayant appris que l'éminent directeur de l'Observatoire de Bourges, l'Abbé Moreux, allait faire chez moi des projections lumineuses en couleur représentant les astres, Elle manifesta le désir d'y assister et je la vois encore prenant un intérêt passionné à cette démonstration scientifique et interrogeant souvent l'illustre savant pour se renseigner.

Maintes fois je causai longuement avec l'Impératrice tête à tête, cœur à cœur. Je gardai toujours de ces conversations une impression émue et profonde, mais aussi un sentiment de blâme à l'égard de ceux qui, la connaissant à peine, ou même ne l'ayant jamais approchée, portaient de faux jugements sur Elle. Je ne l'ai pas connue autrefois, je ne sais quelle impression Elle créait autour d'Elle, lors de Ses splendeurs. Mais je suis heureuse de pouvoir déclarer ici, en toute sincérité et en toute franchise, que, si Elle a été sévèrement jugée autrefois à tort ou à raison, Elle ne justifie en aucune façon aujourd'hui la rigueur dont Elle fut l'objet. On disait de l'Impératrice qu'Elle manquait totalement de cœur, que vaine et frivole Elle ne songeait qu'à son plaisir personnel et qu'Elle n'avait ni la profondeur de l'esprit, ni la sensibilité de l'âme. Je fus au contraire émerveillée de trouver en Elle, malgré Son âge, un cœur ardent et compatissant avec une âme brûlante d'enthousiasme, indulgente et pleine de foi. J'affirme n'avoir jamais entendu l'Impératrice prononcer un mot de blâme ou de rancune. Et cependant Elle a vidé jusqu'à la lie la coupe de l'ingratitude. Lorsque je la supplia avec ferveur d'écrire Ses mémoires pour rétablir, avec des preuves à l'appui, la vérité sur certains faits,

l'auguste femme me répondit, les larmes aux yeux : « Je n'en ai pas le droit, car il y a quelques personnes encore vivantes que cela mettrait en fâcheuse posture. Jamais je ne saurais faire tort aux autres. Dieu me jugera Là-Haut ».

J'admirai une fois de plus la générosité de l'Impératrice, qui prodiguait mystérieusement le bien et s'oubliait Elle-même au point qu'Elle portait en hiver comme en été les toilettes les plus simples; des robes de laine noire et un chapeau à cloche de même couleur. Quelle grande allure Elle conservait malgré la simplicité de Ses vêtements.

J'admirai Sa résignation aux divins décrets et Son désir de plaire, qui appelait le sourire sur Ses lèvres, lorsqu'Elle causait avec Ses amis et Ses familiers, car, ainsi que je l'ai déjà fait remarquer, cette Femme merveilleuse avait conservé, malgré l'accumulation des années et les malheurs qui l'ont assaillie, un entrain et une vivacité qui la rendaient irrésistible.

— Qui peut être comparé à votre Majesté! — lui disais-je un jour —. L'intérêt si vif qu'Elle prend à toutes choses dénote Sa vitalité et Son enthousiasme, que l'âge n'a pas effrité. »

— L'intérêt que je prends à la vie et à toutes choses — me répondit-Elle — n'est pas émoussé, il est vrai. Ceci provient de ce que j'ai usé de la vie sans jamais abuser de rien. Ce sont les événements qui trop souvent ont coupé les ailes de mon enthousiasme, encore plus que ma sagesse; ils m'ont fourni ces réserves dont je profite à un âge avancé. — Puis Elle ajouta : « Je ne puis pourtant signer la pétition des habitants de Menton qui désirent être reliés au Cap-Martin; je ne saurais comment signer... Il n'y a que les aventurières et moi qui n'avons plus de nom. »

Je vais retracer ici une esquisse que j'avais faite de l'Impératrice Eugénie en 1910 :

De la grâce souple et majestueuse, des traits d'une régularité impeccable, dont la beauté s'impose malgré l'âge qui décolore le visage. Des yeux longs et pensifs qui s'éclairent et s'animent facilement, prenant soudain un reflet de malice ou une teinte de gaieté inattendue. Ces yeux, longs et pensifs, sont très rapprochés du nez aquilin. Ces yeux profonds possèdent encore une éloquence suprême et un charme irrésistible. On dirait qu'ils ont concentré en eux à la fois le souvenir des splendeurs et des douleurs du passé. Comme un sanctuaire, ils gardent fidèlement la pensée secrète; seul, un trait de la conversation ou un souvenir d'autrefois, soudain évoqué, parviennent à laisser échapper quelques rayons intérieurs. L'affabilité et l'élégance des manières rendent bienveillant l'accueil de cette Femme vénérable; on devine avant tout chez Elle un vif désir de se rendre agréable à la personne amie ou même banale qui vient la visiter. Comme d'une urne, renfermant les senteurs les plus précieuses, il se dégage de la présence de l'Impératrice, un charme ineffable qui attire et subjugue.

Fut-Elle très femme? Elle le fut certainement par l'élégance, par la distinction, par le désir de plaire que son extrême beauté rendait plus intense. La femme andalouse a, dans son pays, une mentalité et aussi une situation différentes de celles que l'on accorde à la femme de chez nous. La femme de là-bas est à la fois l'idole et l'esclave de l'homme; elle tient plus et moins de place auprès de lui que sa rivale française; elle est l'objet d'un culte spécial, d'une affection jalouse, d'une attention passionnée. Son atavisme, qui relève de la lointaine influence des Maures, lui compose une nature très différente de la femme des autres contrées. La sensibilité de l'Espagnole ne peut se comparer à la sensibilité excessive de l'Italienne ou à la sensibilité nerveuse de la Française.

L'Impératrice avait conscience avant tout des responsabilités. C'est pourquoi Elle n'accusait personne; Elle est encore aujourd'hui l'Espagnole, dans toute l'acceptation du mot, avec sa grâce et sa force, mais surtout avec sa générosité chevaleresque toute orientale. Elle a su trouver des paroles d'indulgence pour ceux qui l'ont cruellement offensée; Elle n'a jamais attaqué les ingrats. Elle m'est apparue d'une grandeur sublime, touchant au divin par le pardon complet des offenses.

On lui a reproché aussi d'être revenue en France, de faire de longs séjours à Paris, d'habiter notamment l'hôtel Continental, en face de l'endroit où s'élevait le palais des Tuileries, naguère temple de Sa splendeur. On n'a pas soupçonné que l'incomparable femme venait là en pèlerinage et que Ses visites, à l'endroit même où s'élevait jadis Sa demeure, étaient le pieux agenouillement du souvenir sur une tombe du passé.

J'ai eu l'honneur d'être reçue par l'Impératrice à Farnborough. Elle-même, me montrant les touchants souvenirs d'autrefois, s'arrêta tout émue devant la statuette due au ciseau de Carpeaux et représentant le Prince Impérial enfant jouant avec un chien. Comme mon regard errait vers de grands rosceaux plantés derrière cette œuvre d'art, je l'entendis qui murmurait tout bas : « C'est sur ces rosceaux que mon pauvre Enfant a trouvé la mort, je suis allée les recueillir ». Et deux grosses larmes, telles deux perles douloureuses, descendirent lentement sur ses joues creusées. Mes yeux étaient également mouillés de larmes, car à cette seconde, je mesurai toute la compassion qu'Elle m'inspirait et je compris la méprise d'aucuns qui l'avaient condamnée sur les apparences. D'ailleurs, peut-on réellement en vouloir à une femme de conserver toute son énergie malgré son âge et de traverser la vie soutenue par l'indulgence, la dignité et la foi? Eugénie de Montijo est une grande et noble figure, à laquelle la douleur a fait une auréole, dont l'éclat très doux éclipse les couronnes gemmées consacrées par le pouvoir.

L'Impératrice possédait le don spécial d'inspirer le dévouement. Chaque fois que je m'approchais d'Elle, je me demandais ce que je pourrais faire pour Lui être agréable et comment je pourrais Lui prouver ma respectueuse affection. A l'appui de cela, je tiens à noter ici l'impression qu'Elle fit il y a quelques années à un homme de lettres très célèbre, qui ne l'avait point connue jusque-là, qui s'était nourri de toutes les absurdes légendes qu'on avait débitées sur Elle, et qui, sans preuves à l'appui, les avaient propagées. Se promenant il y a quelques années sur la côte d'azur, attiré et poussé peut-être par la haute personnalité de l'Impératrice, cet éminent et sincère homme de lettres ambitionna l'honneur de Lui être présenté. L'Impératrice, qui ignorait la rancune, lui fit le plus affable des accueils, le conquit si bel et bien, qu'en sortant de chez Elle, l'illustre écrivain était bouleversé. Cédant alors à un de ces élans impulsifs qui sont le rachat de l'humanité, il dit à ceux qui le reconduisaient, et ceci dans une vraie exaltation : « Je ne la connaissais pas. A partir d'aujourd'hui, l'Impératrice compte en moi un admirateur de plus. »

Et lorsque cette même personnalité parfait d'Elle, c'était désormais avec des expressions élogieuses et un profond respect.

L'Impératrice était si bonne qu'Elle jugeait tous les êtres avec l'indulgente bonté de son cœur. Cependant son jugement était d'une lucidité extrême, mais Elle fermait volontairement les yeux devant les défauts pour ne regarder que les qualités. Elle voyait juste et ne se faisait pas d'illusions.

Elle jouissait d'une très grande curiosité intellectuelle, qui renouvelait ses idées à l'infini et qui prolongeait ainsi sans effort la jeunesse et la vivacité de sa nature. Elle était bien de son époque, car il y avait aussi dans le caractère de Sa Majesté un côté romantique, je dirai même lyrique qui entretenait chez Elle l'enthousiasme et qui parfois découvrait également un coin de son caractère encore jeune, jusqu'à paraître enfantin. Ceci la rendait encore plus sympathique et expliquait comment Elle a pu prolonger indéfiniment sa fraîcheur d'âme. Un rien provoquait une étincelle de Son esprit. Elle était heureuse lorsqu'autour d'Elle Ses invités et familiers étaient gais. Elle revivait dans les autres et s'associait à leur existence, à leurs espoirs, à leurs joies.

L'accueil de l'Impératrice était plein de grâce. Lorsqu'Elle saluait, son buste suivait lentement le mouvement de Son corps et l'inclinaison de Sa tête. Ses mouvements n'avaient pas la raideur saccadée qui est adoptée aujourd'hui. Et lorsqu'Elle prenait congé de Ses visiteurs, Elle accompagnait Sa révérence d'un regard circulaire qui s'adressait à chaque personne présente et dont chacun pouvait prendre sa part.

Malgré son âge avancé et malgré la peine qu'Elle éprouvait certains jours à se lever de Son fauteuil, Elle ne manquait jamais de faire cet effort, chaque fois qu'une dame Lui rendait visite.

L'Impératrice se plaisait à recevoir chez Elle ses amis demeurés fidèles, qu'Elle appelait « les amis des mauvais jours ». C'est ainsi que j'ai vu défiler à la villa Cyrnos : LL. A. A. R. R. les princesses Hélène et Béatrix filles de la Reine Victoria, avec lesquelles l'Impératrice aimait à évoquer le passé; L.L. A.A. le Prince et la Princesse Murat; le Prince Albert de Monaco; la Comtesse de Pourtalès, l'adorable Mélanie, une des femmes les plus exquises de l'Empire, parfaite incarnation de cette époque élégante. Puis c'était encore : la Marquise de Loys Chandieu; sa fille la Princesse de la Moskowa; la Duchesse de Mouchy, belle encore à l'automne de sa vie; Ses neveux le duc d'Albe et le Duc de Penaranda, aujourd'hui Comte de Montijo, le Comte et la Comtesse de Mora; l'Amiral Duperré si sympathique dans sa rudesse courtoise; l'historien Vandal, auteur remarquable de l'ouvrage sur Napoléon Ier; le Comte J. Primoli, neveu dévoué de l'Impératrice, auquel la vieille Souveraine se confiait volontiers; Monsieur Pietri, le plus fidèle entre tous, dévoué jusqu'à la mort; Mademoiselle Golub; le Prince Louis Murat; la Duchesse de Rohan, l'affable grande dame qui réunit l'amabilité au talent et sa charmante fille la Princesse Lucien Murat; le Prince et la Princesse Prospero Colonna; l'exquise Mademoiselle Rose d'Elchingen aujourd'hui Duchesse de Caméran; le Baron et la Baronne Edmond de Rothschild; Lady Hershel; le Comte Aldobrandino Malvezzi, l'écrivain subtil qui, en même temps que le Duc de Richelieu, accompagna l'Impératrice dans Ses voyages en mer dont Elle raffolait, sur le yacht « Thistle ». Puis encore le Prince Hercolani; Madame d'Affainville, sa parente, qui s'attacha à l'Impératrice dans les dernières années de sa vie; les Professeurs Robin et Widal qui l'avaient soignée avec succès; le Docteur Hirschmidt qu'Elle honorait de Son affection, le Comte d'Ary, soigné par l'Impératrice avec tant de vigilante bonté; Mademoiselle de Castelbajac; Monsieur Lucien Daudet, dont le culte pour l'auguste Femme nous a valu un livre touchant, plein d'émotion et de vérité; Monsieur Firmin Baimbeaux, ancien écuyer de l'Empereur, sauveur du Tzar Alexandre III; le Comte Urbain Chevreau; Monsieur Félix Baciocchi, etc., etc., etc.

J'ai vu faire à l'Impératrice un geste, qui, dans sa simplicité, m'a profondément émue. Je sortais de chez Elle avec Son neveu le Comte Primoli. Tout en causant, Sa Majesté nous avait accompagnés jusque dans l'antichambre. Le domestique était allé chercher mon auto. Primoli prit son manteau et allait le mettre, lorsque l'Impératrice, voyant son embarras à trouver la manche, s'empressa de l'aider. N'est-ce pas charmant? Il n'y a que les vraies grandes dames, qui ne craignent jamais de déroger. Elles ajoutent de la noblesse à chacun de leurs actes.

Conteuse admirable, l'Impératrice tenait Son auditoire suspendu à Ses lèvres. Mais Elle aimait également à recueillir les nouvelles et les anecdotes intéressantes que Ses visiteurs lui relataient. Elle écoutait les narrateurs avec une attention soutenue et ne se lassait jamais d'interroger. Elle donnait l'impression que Sa vitalité surnaturelle faisait reculer indéfiniment l'ultime visiteuse. J'ai recueilli de Sa bouche maints récits dont je veux essayer de transcrire ici quelques-uns. Je cède la parole à l'Impératrice :

— « Nul ne peut échapper à sa destinée et inconsciemment chacun en est l'artisan. On est obligé de croire à ses pressentiments. Lorsque j'ai dû partir pour l'Afrique du Sud, pour m'agenouiller à l'endroit où mon pauvre enfant trouva la mort, j'avais pris des places sur un bateau devant lever l'ancre un Jeudi-Saint. Ennuyée de partir ce jour sacré, je demandai au Général Sir Evelyn Wood, qui m'accompagnait là-bas, le nom du prochain paquebot. C'était « America ». Après avoir réfléchi quelques instants, je maintins mon premier projet. J'eus raison d'écouter mon pressentiment; « l'America » fit naufrage. — Je crois également à certaines superstitions. En arrivant à Chislehurst après la guerre, la glace de ma chambre s'était fendue à l'improviste. J'ai eu alors nettement la sensation que c'était un présage de malheur, que l'Empereur mourrait bientôt et ne reviendrait jamais en France. Les événements m'ont donné raison, hélas! Chez moi en Angleterre, et dans mon château d'Arenenberg en Suisse, simultanément deux glaces éclatèrent le 1er juin 1879; le château d'Arenenberg avait appartenu à la Reine Hortense et la glace se fendit de haut en bas; le 1er juin, mon pauvre enfant était tué au Zoulouland » . — Elle fit une pause. Son regard douloureux semblait fixer un horizon lointain. Elle reprit :

— « L'évocation de ce pénible voyage en Afrique me rappelle un épisode saisissant de mon pieux pèlerinage : Nous avançions à petites journées dans un pays sauvage et dénudé, sur des routes impraticables et souvent marécageuses. — J'avais prié Sir Evelyn Wood de me prévenir la veille du jour où j'atteindrais le but sacré. Nous couchions sous la tente. Une nuit, vers cinq heures du

matin, je me réveillai en sursaut ; dans l'impossibilité de retrouver le sommeil et comme mue par une force surhumaine, je m'habillai sans bruit et parvins à sortir inaperçue de notre petit campement encore plongé dans le silence. J'errai ainsi à l'aventure ne sachant où j'allais, une volonté surnaturelle semblait me conduire et diriger mes pas. Et me remémorant aujourd'hui ce que je fis à cette minute, je me demande, comment, seule, sans guide, j'ai pu marcher sans trébucher dans des routes ravinées, dans lesquelles j'enfonçai jusqu'à la cheville. Mais rien n'arrêtait mes passagères défaillances. — J'arrivai, après plusieurs heures de marche, à une sorte de carrefour où plusieurs sentiers s'entrecroisaient ; là, je m'arrêtai indécise. De quel côté allai-je diriger mes pas ?... Le spectacle autour de moi était désolé ; seuls, quelques roseaux s'élevaient dans un coin. La fatigue m'accabla soudain et dans cette demi inconscience où j'étais plongée et d'où mon âme s'extériorisait, je sentis tout à coup une bouffée de parfum envahir mes narines, ce parfum de verveine, celui-là même que préférait mon pauvre Enfant. Je crus alors entendre une voix, la voix bien-aimée, qui murmurait à mon oreille : « Maman, c'est ici ». Je compris et m'agenouillai.

« Lorsque je revins au camp, je trouvai le Général Wood très inquiet de ma disparition. Je me gardai bien de lui dire mes impressions. Le soir, pendant le dîner, Sir Evelyn Wood me dit : « Madame, nous atteindrons demain le but de notre voyage. — « Alors » m'écriai-je vivement, au grand étonnement de mon interlocuteur, — c'est moi qui demain guiderai l'expédition, si vous le permettez. »

Le lendemain en effet, je dirigeai mes pas vers l'endroit où j'avais été la veille et arrivée au carrefour où j'avais eu cette manifestation sublime, je dis au Général : « C'est ici, n'est-ce pas ? » Il fit de la tête un signe affirmatif. »

L'Impératrice détestait planter un arbre en commémoration d'un événement. A ce sujet Elle raconta, qu'un Anglais avait rapporté de Sainte-Hélène une bouture du saule qui ombrageait la tombe de Napoléon Ier. Cette bouture était devenue un arbre vigoureux. Or, le jour de la mort de l'Empereur Napoléon III, la moitié de l'arbre s'est cassée et le jour de la mort du Prince Impérial, un ouragan emporta le reste.

L'Impératrice d'Autriche lui avait déclaré qu'Elle aimerait mourir d'un petit trou au cœur, par lequel s'échapperait son âme. Son vœu s'est réalisé.

Voici maintenant une anecdote toute différente :

L'Impératrice me racontait que c'était la Grande Maîtresse de la Cour, qui, lorsqu'il y avait des présentations de dames nouvelles, femmes de généraux, de préfets, de fonctionnaires, etc., était chargée, la veille, de présenter à Sa Majesté un rapport écrit sur chaque personne, afin que l'Impératrice sût quels sujets de conversation elle pouvait aborder. Il était convenu que les dames seraient présentées dans un ordre préparé à l'avance, et que par exemple, la dame numéro 1, correspondait à la fiche expliquant sa situation sociale, le nombre de ses enfants, la ville qu'elle habitait. L'Impératrice, consciencieusement, apprenait son pensum par cœur. Au moment de la réception, sûre de Sa mémoire exercée, Elle sortait son petit bonument, mais hélas, la Grande Maîtresse de la Cour, ayant presque toujours interverti les numéros correspondant à chaque dame, il en résultait des imbroglios terribles. L'Impératrice avait beau redoubler de grâce et accentuer chaque mot par un bienveillant sourire, Ses efforts ne portaient pas. Ainsi, telle dame sans enfants était pronnie soudain au rang de mère de famille ; telle autre, ayant perdu son mari, se trouvait fort embarrassée pour donner de ses nouvelles. Sa Majesté comprenait à la figure désolée de ses interlocutrices qu'il y avait erreur. Pendant alors la trace de la causerie élaborée avec tant de soin, l'Impératrice se taisait dépitée.

Pendant la guerre de Crimée, l'Empereur et l'Impératrice se trouvaient en visite à Windsor chez la Reine Victoria.

Lord Palmerstone qui présidait le Conseil, voulut en écarter le Prince consort, disant qu'il n'avait pas le droit d'y prendre part. Alors l'Empereur, connaissant les sentiments de la Reine, prit la parole : « Je désire que le Prince en fasse partie, car une bonne tête de plus vaut mieux qu'une de moins, et si vous ne l'autorisez pas à y assister, c'est moi qui l'inviterai à faire partie de mon conseil de guerre ». Lord Palmerstone réfléchit et admit le Prince Consort au Conseil Britannique, ce qui ravit la Reine.

Leurs Majestés étaient très liées avec la Reine Victoria. Quelques mois après la mort du Prince Albert, l'Empereur et l'Impératrice se rendirent à Cowes pour exprimer à la Reine leurs sympathies.

L'Empereur, au bout de quelques jours, étant obligé de rentrer à Paris, exhorta l'Impératrice à rester encore pendant quelque temps auprès de la Reine, qui était alors entourée de ses trois filles. Au premier repas, après le départ de l'Empereur, repas auquel prenaient part la Reine, l'Impératrice et les trois Princesses royales, l'Impératrice, essayant d'égayer la Reine, ne tarit pas en anecdotes si piquantes et si spirituelles, que les Princesses et même la Reine se départirent de leur mutisme habituel pour se mêler à la conversation. Mais le lendemain matin, la Princesse Alice recevait un mot de la Reine sa Mère, lui demandant de prier l'Impératrice d'être moins communicative. Celle-ci, comme elle le disait elle-même, n'avait jamais su faire les choses à demi ; aussi, au prochain repas, elle ne souffla mot ; le soir même la Princesse Alice recevait une nouvelle missive de sa Mère, lui disant que l'Impératrice ne devait pas exagérer sa réserve et qu'elle préférait décidément Sa Majesté première manière.

Un jour que l'Impératrice était reçue par la Reine Victoria, Elle remarqua que la dame d'honneur qui tournait le dos à la pendule, semblait se désarticuler le cou pour fixer l'heure. Agacée par cette mimique expressive, ne sachant pas si Elle devait s'en aller ou attendre que la Reine Victoria donnât le signal du départ, l'Impératrice, très énervée, finit par se lever la première et s'en alla. Le lendemain, un des Chambellans de la Reine Victoria vint demander à l'Impératrice la raison de son brusque départ. Celle-ci répondit que grâce à l'insistance de la « Lady in Waiting », Elle avait eru bien faire. Le Chambellan sourit et expliqua à Sa Majesté que la Dame d'honneur avait un tic qui lui faisait souvent tourner la tête et que cette fois c'était la pendule qui était tombée sous son rayon visuel.

L'Impérarice a été la fervente collaboratrice de l'Empereur dans leur œuvre de Beauté et de Bonté. Si d'un côté les Souverains Français ont beaucoup contribué à l'embellissement des rues de Paris en dotant la capitale du Bois de Boulogne, sa plus admirable parure, ainsi que des merveilleuses restaurations de Pierrefonds et de Carcassonne exécutées grâce à la cassette privée des

Souverains, Ils ont aussi largement soulagé les miséreux, ils firent construire l'hôpital de la Charité et prodiguèrent le bien de façon discrète et souvent anonyme. Lors de la terrible épidémie de choléra en 1864, l'Impératrice a fait acte d'héroïsme en allant visiter les malades, se penchant vers eux, leur serrant la main et donnant ainsi une preuve de son mépris du danger. Certes, Elle ne pouvait guérir ceux que l'Ange de la mort avait déjà frôlés de son aile noire, mais Elle leur apportait le rayonnement de son sourire, le suprême réconfort de la pitié.

Son fils unique, le Prince Impérial, était choyé par ses augustes parents. On s'efforçait de lui donner une éducation aussi simple et aussi démocratique que pouvait le comporter son rang. Un jour que le petit Prince, âgé environ de six ans, se promenait avec le Général Fleury, leste et agile, il parvint à s'échapper et à se cacher si bel et bien que le Général, affolé, blême d'émotion, courut chez l'Empereur s'écriant : « Sire, j'ai exploré les Tuileries de la cave au grenier, je ne l'ai pas retrouvé.... »

— « Qui donc cherchez-vous, général ? » — « Le Prince impérial, il m'a échappé ! » Et d'émotion, le général s'épongeait le front. L'Empereur eut alors un de ces fins sourires qui illuminaient souvent sa figure bienveillante et clignant un peu des yeux comme il en avait l'habitude, il répondit : — « Je parie, général, que je saurai découvrir avec vous la cachette de mon fils ». L'Empereur alors, suivi du général Fleury, se dirigea vers le corps de garde des Cent gardes. Son instinct paternel ne l'avait point trompé : assis sur une table, le petit Prince s'esclaffait de rire et trépignait de joie, car, pour l'amuser, chacun de ces hommes magnifiques multipliait ses petits talents en imitant un animal différent. La vaste pièce était transformée en ménagerie où s'entendaient, en un discordant concert, les aboiements du chien, le hennissement du cheval, le miaulement de la panthère, le braiement de l'âne, le bêlement du mouton et le rugissement du lion. Quelque temps inaperçu, l'Empereur, dans le fond de la salle, contempla ce tableau qui ravissait son cœur de père et de souverain. Aussi, le soir même, les Cent gardes, qui craignaient d'avoir déplu à l'Empereur, étaient vite rassurés en recevant un supplément de vin offert par l'Impératrice.

J'ai vu certains jours les yeux profonds et pathétiques de l'Impératrice empreints d'une telle tristesse, que je sentais les miens se remplir de larmes de commisération. Il y a quelque chose de si touchant, de si poignant dans le chagrin des vieillards. Ne seraient-ils pas en droit d'espérer, presqu'au terme de leur existence, après le douloureux labeur, lorsque leurs énergies et leurs forces sont diminuées, goûter enfin l'apaisement mérité ?

Je trouvai un jour l'Impératrice très tourmentée au sujet de la santé précaire d'un de ses amis, le comte C..., qu'Elle avait vu naître, qu'Elle aimait comme un fils, qu'elle soignait comme un enfant. Malgré les efforts que Sa Majesté faisait devant lui pour lui cacher son inquiétude, à un moment donné, n'y tenant plus, Elle prit ma main, m'entraîna dans un autre salon et me dit : « Je suis inquiète au sujet de C..., mon Dieu, dès que l'on s'attache à quelque chose, le Ciel vous le prend ! C'est si dur à mon âge de pleurer sur un homme jeune, fait pour goûter les joies de la vie. »

A ce moment-là, on vint lui dire que le comte C... avait froid. D'un geste rapide, l'Impératrice arracha de ses frêles épaules un châle de laine qui la protégeait et l'envoya au malade. Et cependant Elle venait de passer un hiver très dur, luttant avec une bronchite qui, pendant six semaines, l'avait tenue enfermée dans sa chambre. Ce geste de bonté si spontané, l'oubli de soi-même, me toucha plus que je ne saurais le dire. Lasse, abîmée de chagrin, l'Impératrice se laissa tomber sur une chaise. Elle se tut. Je respectai son silence. Levant les yeux au ciel, pour implorer sa miséricorde, je vis, accroché au mur, un très grand tableau : il représentait l'arrivée à Cherbourg de l'Empereur et de l'Impératrice revenant du triomphal voyage à Londres, après la guerre de Crimée. Je voyais des bateaux de guerre pavoisés, dont les canons tiraient des salves en l'honneur des Souverains. C'était aussi la foule massée sur les quais, les acclamant ; les Souverains, nimbés de gloire et de clarté, descendant de leur « yacht », recevant un bouquet des mains d'une enfant vêtue de blanc. Des fleurs innombrables étaient jetées sur le trajet de l'Empereur et de l'Impératrice ; il y en avait à profusion, la mer en était jonchée près du quai d'arrivée. Quel contraste poignant j'avais sous les yeux ! Mais comme Elle me sembla encore plus grande, encore plus lumineuse, que l'Impératrice acclamée, la femme auguste, que la douleur avait auréolée.

Une des causeries les plus intéressantes que j'eus avec mon auguste Voisine, fut celle où Elle me parla de Rachel, la grande tragédienne. Sa Majesté, qui l'admirait profondément, l'avait beaucoup connue et l'avait souvent invitée aux Tuileries. Elle m'assura que, malgré la modeste extraction de mademoiselle Rachel, celle-ci possédait une distinction de manières et un tact parfait, que bien des grandes dames auraient pu lui envier. Très sobre dans ses toilettes à la ville, très réservée dans le monde, elle gardait toute sa flamme, tout son enthousiasme, toute son envolée pour la scène. L'Impératrice ajouta que personne ne faisait des révérences comme elle. « C'est d'ailleurs mademoiselle Rachel — disait Sa Majesté — qui m'a appris à faire la révérence profonde et lente, pendant laquelle mes yeux font circulairement le tour de l'assistance, afin que chacun puisse croire qu'elle lui est particulièrement adressée. » Et en effet — pensais-je — nul ne possède la grâce et la suprême distinction de l'Impératrice, lorsqu'en prenant congé de ses invités, elle met en pratique l'exemple de la grande tragédienne. Sa Majesté reprenait avec cet entrain, que ni l'âge ni les malheurs n'ont pu abattre : « Rachel était l'idole des Parisiens. Tous les salons lui étaient ouverts, tout le monde désirait la connaître, chacun voulait admirer de près l'illustre femme. L'Amérique finit par la tenter. Courageusement, elle alla porter au Nouveau-Monde son talent, sa gloire et l'esprit français. Elle fut même la première actrice qui tenta l'épreuve. Paris se consola vite de son absence, sa nouvelle idole était Mme Ristori, la tragédienne italienne, qui certes avait du talent, mais non du génie comme Rachel. Lorsque celle-ci revint dans la capitale, après plusieurs mois d'absence et déjà malade, elle voulut jouer aux Français, dans la même semaine et après Mme Ristori, le rôle de celle-ci dans Marie Stuart de Lebrun. Elle fut sublime ce soir-là. Elle joua avec une fièvre et un emportement qu'on ne lui connaissait pas. Lorsque vint la fameuse tirade : « J'ai plongé le poignard au cœur de ma rivale », elle se dressa furieuse, écumante et terrible, brandissant son poignard vers la Ristori qui était dans la salle. Le geste était si direct, l'expression si farouche, que tous les assistants frémirent. Mais ce fut sa dernière représentation, car un vaisseau de sang s'était brisé dans sa gorge ce

soir-là et elle ne put jamais ensuite affronter la scène. »

Le crépuscule d'un jour d'avril était tombé lentement sur la nature et avait envahi la véranda dans laquelle je me trouvais à côté de l'Impératrice. Elle était enveloppée d'une pénombre très douce, qui estompait ses traits si fins; ils semblaient sculptés dans l'ivoire; ses rides avaient disparu. Elle était vraiment belle ainsi. J'eus alors, pendant quelques minutes, la vision fugitive mais inoubliable, de celle qu'Elle avait dû être autrefois. Pour que l'Impératrice pût encore à 89 ans faire une impression pareille, il fallait vraiment qu'Elle fût un être d'exception, pétri d'une argile spéciale, de cette argile dont la destinée se sert, lorsqu'elle veut marquer certains êtres d'un sceau indélébile de prédestinés.

Lorsqu'au retour de son voyage en Égypte, l'Impératrice s'arrêta à Constantinople, le Sultan vint la recevoir à la gare. Mais, selon les rites musulmans, il ne pouvait offrir son bras à une dame. Il l'escorta donc jusqu'à son caïque qui devait leur faire traverser le Bosphore. Descendue dans le frêle esquif, Elle s'aperçut qu'il n'y avait qu'une place, celle du Sultan. Celui-ci s'assit sans façon et La pria d'en faire autant sur ses genoux. L'Impératrice en fut un peu étonnée mais n'osa exprimer sa surprise.

Sa Majesté pensa qu'il serait bienséant de demander à voir la Sultane favorite. Quoiqu'Elle vît à sa demande une certaine hésitation se peindre sur les traits du Sultan, Sa requête fut agréée.

Lorsqu'Elle pénétra dans le harem impérial, l'Impératrice aperçut la Sultane assise à la Turque sur un divan. Sa Majesté s'apprêtait à lui tendre la main, lorsque la Sultane, ne pouvant réprimer un mouvement de jalousie irraisonné, lui lança dans l'estomac un vigoureux coup de point qui la fit trébucher. Le Sultan rattrapa heureusement l'Impératrice et lui adressa les plus vives excuses. Puis un colloque animé en turc s'échangea entre le Sultan et la Sultane. Cependant des eunuques chamarrés d'or offraient le café noir sur des plateaux d'argent. Malgré son désir d'être agréable au Sultan, l'Impératrice refusa la tasse de café que celui-ci avala devant Elle pour la rassurer. Cette fois-ci, en reconduisant l'Impératrice, le Sultan lui offrit le bras et la supplia de ne pas relater l'incident à l'Empereur.

Avant de quitter Londres, lors de mon dernier voyage en Angleterre avant la guerre, j'ai fait à Farnborough, mon habituel pèlerinage, auprès de ma vénérée Voisine du Cap-Martin. C'était toujours pour moi une joie très douce de la revoir.

Très fatiguée par une toux opiniâtre qui l'empêchait de dormir, l'Impératrice Eugénie avait tenu cependant à me faire Elle-même les honneurs de Sa demeure. C'était exquis et poignant à la fois d'entendre cette illustre Femme raconter l'histoire de chaque tableau, de chaque buste qui ornaient Son habitation; à chacun d'eux se rattachait un souvenir historique et douloureux; ils marquaient le chemin de croix qu'Elle avait parcouru. L'Impératrice joignait le culte du passé à celui de la conversation. Avec un respect religieux et touchant, Elle s'était entourée de tout ce qu'Elle avait pu retrouver et sauver de l'époque Napoléonienne, ainsi que des jours de gloire où Elle avait été deux fois Souveraine par le rang et par la beauté. Les portraits de l'Empereur et du Prince Impérial se succédaient. Napoléon III, avec son sourire très fin, un peu sybillin, apparaissait plein de bonté, tandis que dans le regard du Prince Impérial, dans ce regard clair, profond, déjà un peu triste, se découvraient une volonté, un désir, une flamme. Devant ce portrait de trois quarts qui le représentait en uniforme anglais, que Canon a peint d'après une photographie et d'après les indications fournies par la pauvre Mère, l'Impératrice me racontait que le peintre, après avoir réussi l'ensemble et fort bien rendu le teint mat du Prince Impérial, s'était trouvé indécis, comme arrêté dans son œuvre, lorsqu'il avait voulu peindre les yeux. Sa Majesté avait beau lui répéter qu'ils étaient bleu clair, Canon essayait en vain de la satisfaire. Elle lui dit soudain un jour : « Aimez-vous la mer, la comprenez-vous? » — « Je l'adore » — répondit l'artiste. — « Alors » — reprit Sa Majesté, « pensez à elle en peignant les yeux de mon pauvre Enfant. Ils étaient comme l'élément liquide, profonds et transparents, à la fois mystérieux et doux ». Et de ce jour-là, le peintre se sentit inspiré. Il devina, il lut dans le cœur de la Mère, car il acheva le portrait du Prince en une séance, à l'entière satisfaction de l'Impératrice.

Je ne pouvais arracher mon regard de ce tableau. Je songeais qu'à la beauté de la peinture s'étaient mêlées toute la tendresse, toute la douleur d'une mère, et que cette toile émouvante était tissée de larmes et d'espoirs déçus. Courbée par l'âge, l'Impératrice était entrée dans sa 89e année) toussant à fendre l'âme, mais debout devant cette sainte relique. Elle racontait d'une voix éteinte ce que je viens de relater plus haut. Et une fois de plus j'avais éprouvé auprès d'Elle cette fascination qu'Elle exerçait sur tous ceux qui l'approchaient. Gaie ou triste, Elle possédait une si grande personnalité qu'Elle s'imposait à ceux qui l'écoutaient.

Un peu plus tard, assise auprès d'Elle dans son salon, d'où par une grande baie ouvrant sur le jardin, on apercevait au loin la Chapelle abritant les restes des deux grandes affections de sa vie, l'Empereur et le Prince Impérial, je racontai à Sa Majesté mes impressions sur Londres et les Anglais. Je disais que j'admirais beaucoup chez eux la conscience et le sentiment de la responsabilité. A l'appui de mon impression, l'Impératrice évoqua le souvenir de cette collision de deux bateaux, survenue il y a quelques années, par la faute d'un amiral anglais, qui donna l'ordre au commandant d'un autre navire, pendant une manœuvre d'escadre, de faire virer son bateau quoiqu'il n'y eût visiblement pas de place pour accomplir cette manœuvre. Le Commandant signala trois fois de suite le danger qu'il y aurait à exécuter cet ordre, mais, fidèle à la consigne, obéissant malgré lui, il dut céder aux injonctions de l'Amiral, heurta et coula le vaisseau de celui-ci. L'amiral trouva la mort dans cette sombre aventure. Au procès, les juges savaient parfaitement à quoi s'en tenir. La cause du commandant était gagnée d'avance. Cependant, lorsqu'on lui demanda s'il reconnaissait avoir des responsabilités, malgré l'imprévoyance de l'amiral, loin de se disculper, avec cette loyauté qui est l'honneur des *armées*, le commandant répondit fièrement : « J'assume toute la responsabilité, puisque je suis seul maître de mon bateau. » Et l'Impératrice ajouta : « J'approuve ces paroles; se disculper, c'est rejeter les responsabilités. Et c'est précisément ce respect et cette conscience des responsabilités, qui m'ont toujours empêchée d'écrire mes mémoires. Il y a des situations où même les fautes commises par les autres ne peuvent diminuer nos propres responsabilités. »

J'ai tenu à noter ces nobles paroles, car l'Impératrice s'y retrouve tout entière.

Sa Majesté, depuis ses malheurs, s'était fortifiée dans la foi et la résignation. Elle avait acquis une modestie qui voisinait avec l'humilité, tout en observant une dignité qui était sa seconde nature. Je l'ai vue pousser l'effacement d'Elle-même, lorsqu'Elle recevait un Souverain ou une Souveraine à déjeuner, jusqu'à renoncer à sa place au milieu de la table.

Pendant la Grande Guerre, l'Impératrice avait transformé sa résidence de Farnborough en hôpital et y avait invité le Prince Napoléon et la Princesse Clémentine. Toujours imbue de ces mêmes principes dont Elle ne s'était jamais départie depuis ses malheurs, Elle avait cédé sa place à table à son neveu le Prince Napoléon et s'était assise à sa droite, pendant que la Princesse Clémentine faisait face au Prince.

J'avais pris congé de mon auguste Voisine du Cap-Martin le samedi qui précédait son départ fixé au lundi suivant. Ce fut son dernier voyage en Espagne, où l'opération qu'Elle y subit, et qui sembla réussir, a pu peut-être, par le choc en retour, occasionner la fin de sa vie. Cette opération cependant était rendue nécessaire par la cécité presque complète de l'Impératrice. Cette triste infirmité n'avait pas diminué son activité cérébrale, mais elle lui causait une peine infinie, puisque, ne pouvant plus lire, Elle n'était plus au courant de ce qui avait lieu dans le monde : l'universalité de l'intérêt qu'Elle prodiguait à tous et à tout était prodigieux.

Le lendemain dimanche, veille de son départ, il fut un temps abominable; le vent soufflait en rafales, c'est à peine si on pouvait se tenir debout sous la violence du mistral; je m'étais calfeutrée chez moi. Aussi, quels ne furent mon étonnement et ma joie, lorsque, vers cinq heures, je vis arriver chez moi la vaillante Impératrice, s'appuyant sur ses deux cannes et guidée par Mme d'Attainville.

— « J'ai voulu encore une fois vous serrer la main avant ce grand voyage » — me dit-Elle en prenant congé de moi vers sept heures du soir. — « C'est évidemment la dernière fois que je reverrai ma patrie; j'y vais avec joie, mais j'ai hâte aussi de revenir à Paris, où j'ai beaucoup de choses à faire et à modifier. » ...Sans doute, faisait-Elle allusion à Ses dernières volontés. Lorsque je voulus la reconduire jusque chez Elle, Elle s'y opposa avec énergie. Elle s'écria : « Je vous défends de m'accompagner, il fait trop mauvais. » Mais comme j'avais déjà mon chapeau sur la tête pour le faire quand même, Elle ajouta : « Si vous me désobéissez, je ne reviendrai plus jamais chez vous. » Là-dessus Elle s'en alla et je ne pus que la suivre des yeux, pendant qu'un sombre pressentiment étreignait mon cœur!

O Femme prodigieuse, qui malgré ses 96 ans faisait encore des projets et s'exposait aux intempéries, ayant soin d'en éloigner les autres. C'est bien Elle qui m'a inspiré cette pensée : « Une belle vieillesse est le chef-d'œuvre de la Vie ». La façon dont Elle a vécu s'est reflétée dans son âge avancé, « User sans abuser » comme Elle aimait à le répéter. La douleur y ajoutait les ailes de la pureté.

Il existe à Farnborough un tableau saisissant par l'atmosphère printanière dont il est imprégné et par le rayonnement de beauté et de majesté, qui, de la figure centrale se répand sur les figures environnantes. Ce prestigieux tableau est signé de Winterhalter. Il représente l'Impératrice entourée de ses dames d'honneur, qui toutes rivalisent de charme. C'est le symbole du règne de l'Impératrice des Français à son apogée. Mais il en est un autre que nul n'a jamais peint, que nul n'a jamais vu et qui représente à mes yeux une femme en deuil de son mari, de son fils et de ses illusions, entourée aujourd'hui de tant de femmes Françaises, qui pleurent comme Elle depuis la guerre, un mari, un fils, leurs illusions.

Ernesta STERN.

A TRAVERS LES REVUES ÉTRANGÈRES

Outre-Manche.

J'aurais voulu pouvoir signaler plus tôt ici un article de *The Empire Review* (mai) dans lequel le Dr Godfrey Elton examine si et jusqu'à quel point la pensée et la vie universitaires ont été « touchées » Outre-Manche par la poussée des idées socialistes.

Quoi que l'on ait tenté en Angleterre ou en raison même de ce que l'on y a tenté en vue de démocratiser les hautes études, Oxford a un peu perdu du prestige et de l'autorité qu'il aura connus aux grands jours de « l'ère victorienne ». Aussi bien la passion des sports ne préjudiciait-elle pas tant alors à la culture des humanités. Le propre des études classiques est de stimuler l'intelligence en y éveillant le goût des problèmes de portée générale et dans le cas où, à défaut d'un savoir très précis, l'esprit ne lui doit, avec ce goût-là, que la vivacité et la souplesse qu'il entraîne, le bénéfice reste encore inappréciable : mais, le canotage et le football aidant, l'intérêt à l'endroit des spéculations préparatoires au maniement des affaires publiques s'amenuisait d'où, chez l'élite dans les rangs de laquelle l'Angleterre recrutait si volontiers ses dirigeants, il y a un demi-siècle.

Par ailleurs, telles circonstances donnent à prévoir que les jeunes hommes qui s'instruisent présentement sur les bancs d'Oxford auront cependant dans la politique de l'Empire un rôle au moins égal à celui de leurs devanciers : en effet, pour chacun les occasions se multiplient de « sortir de soi » et de « se mêler à la vie » et sans doute une des heureuses conséquences en sera-t-elle de neutraliser une répugnance naturelle quant à l'action particulièrement fréquente chez les universitaires anglais.

A propos d'un retentissant éloge que le général Harington faisait récemment des troupes placées sous son commandement durant l'occupation de Constantinople, le major général Sir George K. Scott Moncrieff célèbre dans *The Quarterly Review* (fasc. n° 4.705) « l'esprit du soldat anglais ». En ce qui concerne la tenue et la conduite du contingent britannique sur les rives du Bosphore, la haute correction en est éloquemment attestée par cette précision qu'au milieu de tentations de toutes sortes et en dépit de tant de motifs d'énervement, « pas un seul incident regrettable » ne s'est produit. Cependant, une manière à ce point irréprochable ne signifie-t-elle pas plus et mieux que le respect de « la discipline » au sens où le mot s'entend

dans la langue des armées? Ne dit-elle pas aussi « discipline personnelle » et ne relève-t-elle pas d'abord du « respect de soi »? Or, l'observation se peut appliquer au soldat anglais en général... Cette réelle valeur morale a d'ailleurs frappé, au cours de la guerre mondiale, tous les yeux un peu attentifs... Ainsi, la qualité de ses hommes en campagne a incontestablement contribué à grandir le nom de l'Angleterre devant les nations assemblées...

Allemagne.

Dans la *Neue Deutsche Rundschau*, Curtius étudie l'esthétique de Marcel Proust. L'article, qui trahit chez le critique allemand une longue fréquentation et une connaissance approfondie de l'écrivain français, souligne surtout la primordiale importance que celui-ci accorde dans son œuvre à la musique d'abord et puis à la vie mnémonique. Curtius juge que, par l'ampleur et l'originalité de ses vues, Proust s'apparente à Balzac et il tient sa mort prématurée pour une perte considérable.

Belgique.

On a « enquêté » ces temps derniers autour de ce point d'interrogation : « Estimez-vous que de reportage implique une vision originale des faits et qu'il nécessite un mode d'expression particulier? » En d'autres termes, peut-on le considérer comme « un genre littéraire »? Si oui, « quelles en sont les caractéristiques? »

M. René Lalou écrit dans le fascicule de juin de la *Renaissance d'Occident* qu'à côté d'un jugement arrêté sur la matière il y a place ici pour une analyse qui dissocie, compare et se soucie moins de conclure que de suggérer des aperçus nouveaux. Et, après avoir constaté que le reportage n'est nullement dans son essence « une invention contemporaine » et rappelé l'illustre et classique exemple de Racine et de Boileau faisant fonction de reporters dans leurs déplacements à la suite de leur roi, de développer :

« Fidèle à la définition baconienne de l'ars homo additus naturæ, il est (le grand reportage d'aujourd'hui) extrêmement personnel. Son « objectivité » est d'ordre artistique : elle vise à susciter un déroulement parallèle à celui de la vie, non point à copier servilement la vie. Le reportage se distingue du roman en ce qu'il refuse de sacrifier rien de ce qui a été observé aux exigences d'une intrigue inventée. Il se distingue de l'histoire en ce qu'il réclame le contact direct avec les choses, la traduction d'impressions particulières auxquelles il impose cependant ce principe d'ordre artistique qui marque une création de l'esprit... Un bon reporter doit posséder au plus haut point les qualités d'un bon journaliste : vision inattendue, curiosité jamais émoussée, capacité de surprise devant la nouveauté, souplesse à exprimer cette surprise dans tout son relief... »

Suisse.

Grands honneurs pour les artistes suisses, écrit dans sa « Lettre de Paris » à la *Bibliothèque Universelle* (fasc. de juin), M. F. Roger-Cornaz : car on a représenté au Théâtre des Champs-Elysées le *Roi David*, de MM. Morax et Honegger et *Histoire de Soldat*, dont le livret au moins est de M. Ramuz, et l'on avait eu la primeur de ces œuvres au théâtre du Jorat et à celui de Lausanne.

Et puis, il y a eu les fêtes offertes aux écrivains suisses par la Société des Gens de Lettres. Nos poètes, nos romanciers, nos journalistes de tous plumages et de tous ramages se sont envolés de nos montagnes et y sont revenus en tenant dans leur bec une petite branche non d'olivier, mais de laurier. On les a promenés de la Cité Rougemont à l'Hôtel-de-Ville; ils ont goûté chez le Ministre de l'Instruction publique et dîné chez le Président du Conseil. Tout un après-midi, la docte enceinte de l'Odéon a retenti de leurs vers et de leurs proses déclamés par de beaux messieurs et de belles dames... ».

Enfin, une importante feuille parisienne publiait récemment deux portraits de « notre grand romancier, M. C.-F. Ramuz, qui avait déjà obtenu ce printemps l'étrange prix des Méconnus »...

Bref, la Suisse est en train de conquérir Paris...

Gaston Choisy.

LES LIVRES NOUVEAUX

Fernand Laudet de l'Institut : *Histoire populaire de Jésus.* 1 vol. in-12, 274 pages. Alfred Mame, éd.

Présenter la vie de Jésus, avec assez de simplicité, pour ne pas défigurer le récit évangélique ; le faire, en respectant autant qu'il est possible l'ordre chronologique des événements ; et de cet exposé, exempt de toute recherche de style, où s'impose seul l'exemple d'une existence, sans l'ombre d'une défaillance, toute de labeur, de dévouement, de sacrifice ; et proposer cette vie, d'une si grande noblesse, en sa pauvreté volontaire, entièrement vouée à répandre l'idée plus qu'humaine d'amour du prochain, d'aide mutuelle, de charité, d'émancipation aussi ; telle est l'œuvre qu'a réalisé dans ce livre, Fernand Laudet. Excellente étude, dont on ne saurait trop louer l'idée généreuse et moralisatrice, puisqu'elle est destinée, dans la pensée de l'auteur, à réconforter les humbles travailleurs, qui peinent comme a peiné Jésus lui-même ; et qui la plupart du temps, ne recueillent, comme lui, — en ce monde —, que l'injustice, la persécution, au travers d'une existence précaire, jusqu'au jour où la mort viendra les libérer, et réaliser, à leur égard, les promesses de l'Évangile.

A. R.

Charles Dupuis, membre de l'Institut. *Comment sauvegarder l'avenir du Franc* ? 1 vol. in-12, 123 pages. Plon et Nourrit, éd.).

Ce livre contient trois études, parues dans le Correspondant et la *Revue Universelle*, dans lesquelles l'auteur traitait de l'Inflation, la Déflation et la Réparation du franc. Il y montrait que si l'inflation est excusable quand elle est un expédient temporaire, imposé par des périls graves, et si elle est limitée à une mesure raisonnable ; elle devient, par contre, une pure escroquerie, compliquée d'émission de fausse monnaie, quand elle est pratiquée sans volonté ou possibilité de restituer. La seconde étude combattait le sophisme d'après lequel, la déflation, par la restitution à la Banque, par l'État, des billets empruntés par celui-ci, serait une injustice. La troisième établit la nécessité de cette déflation, indispensable pour enrayer la crise de crédit qui sévit actuellement. Enfin une quatrième étude relève l'iniquité de la réparation des dommages de guerre, au détriment de la réparation du franc, et propose quelques

mesures, pour arrêter le scandale de l'enrichissement des propriétaires sinistrés, aux dépens des créanciers ruinés par la dépréciation du franc. Livre d'une belle conscience, qu'il est utile de lire et de méditer. A. R.

Paul Renaudin : *Plus haut mon cœur...* 1 vol. in-16, 258 pages. Bloud et Gay, éd.

Il y a, dans les trois récits dont se compose ce volume, une observation très fine, d'un réalisme puissant, qui se voile de sentiment, et d'une poésie très délicate ; mais qui reste, malgré cela d'une saisissante vérité, et renferme une haute leçon d'énergie, parce que cette étude nous déprend de la réalité matérielle, et nous amène à considérer par delà les fatalités et les duretés de l'existence, l'admirable force que constitue dans chacune la vie intérieure. Paul Renaudin n'a, toutefois, fait aucune théorie, il a laissé parler la vie elle-même, et l'enseignement très élevé que nous donne cette œuvre, ressort uniquement, « tout bellement », comme on disait autrefois, de l'action même de ces trois nouvelles. A. R.

Charles Ridgway. Bibliographie : *Les Amis de Madame de Sériselles. Silhouettes et Portraits.* 1 vol. in-12, 222 pages. Dijon, Darantière, éd.

On peut regretter que l'auteur de ce livre se soit donné le mal de l'écrire, et qu'il ait pris, de plus, la peine de faire une sorte de pastiche de la langue du XVIIe siècle. Il ne paraît pas, en effet, connaître suffisamment cette époque, et il y a trop d'expressions modernes, qui jurent avec le style un peu vieillot destiné à donner le change au lecteur. Mais surtout, quel besoin y avait-il d'étaler l'amoralité d'un personnage imaginaire qui passe son temps à refaire chaque jour, ou plutôt chaque nuit, la même chose, et s'ingénie, au matin, à se ménager une autre aventure, qui sera nécessairement, malgré l'ingéniosité de l'auteur, exactement semblable à celle de la veille. En vérité, c'est perdre son temps, et la chose est d'autant plus regrettable que l'auteur fait preuve quand même de réelles qualités, qui mériteraient un meilleur, un plus noble emploi. A. R.

Angel Marvaud : *Le Territoire de la Sarre. Son évolution économique et sociale.* 1 vol. in-8°, 1.400 pages. Plon éd.

Excellente étude, dans laquelle l'auteur a réuni tous les renseignements recueillis par lui, au cours d'une enquête dont l'avait chargé le Musée Social et où il a envisagé et élucidé à fond, l'évolution économique de la Sarre, et tous les problèmes qui s'y rattachent. Tous ceux qui s'intéressent au règlement définitif du sort de la Sarre, en 1935, liront avec profit cette excellente étude. A. R.

René Brunet, professeur de Droit constitutionnel à la Faculté de Droit de Caen, Ex-conseiller juridique de l'Ambassade de France à Berlin. — *La Constitution allemande du 11 août 1919.* (Paris, Payot).

En prenant la peine de suivre en sa préparation et d'analyser en ses détails la constitution du nouveau *Reich* allemand, M. Brunet a composé un livre que tous les Français instruits doivent lire et méditer. Constitution politique et constitution économique ; démocratie parlementaire et république (honteuse de son étiquette) aboutissant à un unitarisme prussien (la Prusse, agrandie, comprend les 4 /7 de la population totale) ; état unitaire centralisé, dans lequel « droit d'Empire passe droit de Pays » ; une « économie collective » qui doit procurer, par la participation de la classe ouvrière, la nationalisation des industries essentielles ; à côté du Reichstag élu au suffrage universel des deux sexes, un Reichsrat à compétence limitée flanqué d'un « Conseil économique central » encore dans les limbes ; — le tout, compromis entre le Centre et la Socialdémocratie, à la fois logique et subtil, audacieux, imaginé avec soin, solidement bâti pour unir, en dépit des quelques forces centrifuges encore existantes, « le peuple allemand, en ses races », au bénéfice de la Prusse : « La Prusse-Allemagne est faite ; le désastre a complété l'œuvre de la victoire ». C'est le triomphe de la conception bismarckienne, l'Empire industriel masquant (à peine) l'Empire des hobereaux.

Vicomte de Guichen. — *La Crise d'Orient de 1839 à 1841 et l'Europe* (Paris, Emile-Paul).

De 1839 à 1841, les affaires d'Orient, envenimées par les procédés de la diplomatie traditionnelle, les rancunes de souverains, les ruses de politiciens professionnels, les arrière-pensées et les « secrets », ont déterminé une crise générale dont les conséquences ont pesé longtemps sur les destinées de l'Europe entière. Crise politique, crise de gouvernements, crise de peuples. Le sujet est immense. Pour l'aborder avec quelque sécurité, il exige, avec une complète information, une capacité de vues d'ensemble et un sens des grandes questions historiques qui ne sont pas communs. En 1840, il y avait encore une Europe, en dépit de Talleyrand, une Europe qui sortait des cadres de la Sainte-Alliance, mais qui, justement, en était sortie depuis 1829, à la suite de cette nouveauté : la proclamation de l'indépendance d'une nation. Or, ce n'était pas une nouveauté pour la France dont les hommes d'Etat et l'opinion publique espéraient que des occasions se présenteraient encore pour accomplir la même besogne. Que la première ait paru être aux Français l'émancipation d'une « nation » égyptienne sous Mohammed-Ali prouve qu'ils avaient des vues d'avenir, mais que, pour le présent, ils commettaient une lourde erreur. Le tzar Nicolas Ier et Palmerston se chargèrent de le leur démontrer, menés le premier par sa haine aveugle contre les révolutions parisiennes et la royauté des barricades, le second par cette jalousie à l'égard de tout ce qui manifeste de la part de la France une politique de la Méditerranée. Tous les deux cherchèrent à pousser le peuple français aux résolutions extrêmes, dont le préserva la sagesse raisonneuse de Louis-Philippe, attentif à cette conquête algérienne qui donnait de la gloire à ses fils, ainsi que la justesse de vues de Metternich. En 1841, la France reprenait dans le concert des puissances la place qui est la sienne, ainsi que le prévoyait Wellington, quand il déclarait qu'il serait impossible à son pays de construire, en Europe, de la paix sans la France. Trois ans après, au cours d'une visite de Nicolas Ier à Londres, les politiciens anglais pouvaient mesurer l'imprudence qu'ils avaient commise en comptant, pour brimer notre pays, sur le concours *gratuit* du tzar en Orient. De telles fautes coûtent toujours très cher. Au siècle dernier, l'Angleterre avait encore les moyens de les payer sans risquer la ruine. Mais c'était au XIXe siècle, dans un « monde d'autrefois » Et ce monde-là est disparu.

Maurice Pernot. — *L'Expérience italienne.* (Paris, Bernard Grasset ; Collection « Politeia »).

On devine qu'il s'agit de cette expérience d'exploitation de toutes les ressources du peuple italien par les organisations à forme sociale et économique issues de la guerre qui, dans la défaillance du pouvoir, usurpèrent quelque temps l'autorité. Le mal venait de loin. Maurice Pernot, qui connaît depuis longtemps l'Italie, l'avait vu grandir dans les campagnes et dans les usines. Les rancœurs de l'après-guerre ont fait le reste. Partout des essais de révolution : la Sicile, terre de blé, devient une « terre de sang » ; l'industrie turinoise et milanaise est saccagée avant d'être « soviétisée » ;

à la campagne comme dans les villes, la coopérative socialiste devient « la pieuvre de l'Etat italien ». Le résultat, c'est que le peuple de la péninsule a « payé deux fois les frais de la guerre » et que de l'excès du mal est sorti l'excès de réaction. En 1922, les esprits réfléchis finissent par se mettre d'accord sur la formule : « que le pays travaille et que l'Etat se borne à ne pas empêcher le pays de travailler ». Pernot trouve la formule « excellente ». Assurément, et même pour d'autres pays que l'Italie. Restera à savoir si la méthode fasciste sera la meilleure pour en faire sortir les nécessaires applications.

Pierre Lyautey. — *Le Drame oriental et le rôle de la France.* (Paris, Société d'éditions géographiques maritimes et coloniales).

La partie essentielle de ce livre est, bien entendu, celle qui raconte la constitution, sous les auspices du général Gouraud, de l'État du Grand-Liban et de la fédération des trois autres États (musulmans) de Damas, d'Alep et des Alaouites. L'auteur, comme on dit, « en était ». Rien de plus précis et de plus instructif que le récit des luttes que les Français, rentrés enfin en moyenne Asie après une trop longue éclipse d'influence, ont dû soutenir contre ennemis et « alliés » pour assurer à ces pays ravagés par les guerres et le banditisme, d'abord la paix et la sécurité, puis la vie politique et économique régulière. Mais le lecteur ne regrettera pas que M. Lyautey ait pris le sujet de plus haut et de plus loin. Le rappel était utile de tout ce que la France avait, dans le passé, dépensé d'intelligence et d'énergie bienfaisante pour installer, en ce carrefour de routes historiques, des foyers de culture et d'influence spirituelle. Comment l'Allemagne, introduite en Orient après 1878 par la faiblesse et la jalousie anti-française de l'Angleterre, nous éclipsa, au risque de faire craindre aux Anglais à leur tour qu'elle ne les évinçât des chemins de terre et de fer qui allaient relier, à travers les steppes syriennes, la Marmara au Golfe persique, voilà une question que M. Lyautey connaît bien et qu'il a magistralement exposée. Les considérations tirées des croisades sembleront plus aventureuses. D'autant plus que ces nationalités, récemment écloses sur les vieilles terres d'Asie, dont la naissance a tellement déconcerté les diplomaties traditionnelles, apparaissent bien « laicisées ». Il reste que partout où l'auteur a pu s'appuyer sur des renseignements de fait, il a vu clair et qu'il a écrit, à l'usage des politiques de chez nous qui devront prendre parti sur ces questions, un des livres les plus riches en raisonnements et en suggestions que, depuis longtemps, il leur aura été donné de lire.

P. F.

INFORMATIONS

L'INSTITUT FRANÇAIS DE HAUTES ÉTUDES EN ROUMANIE

Pour bien comprendre ce qu'est l'Institut français de Hautes Études en Roumanie, il faut le considérer dans le milieu où il est né, dans le cadre des œuvres de coopération intellectuelle franco-roumaine, chaque jour plus nombreuses. Son origine remonte aux moments les plus tristes de la grande guerre et aux heures glorieuses, mais pénibles, où, sur le sol roumain délivré des envahisseurs, mais encore couvert de ruines, une existence nationale plus large commençait, dans des circonstances difficiles.

J'en appelle au souvenir de mes collègues roumains, venus en réfugiés à Paris, après un douloureux voyage, fuyant leurs foyers dévastés. Avec quelle sympathie nous les avons accueillis ! Que d'idées généreuses nous avons échangées alors ! Que de projets pour le moment où viendrait la victoire espérée malgré tout ! Parmi ces projets figurait au premier rang celui d'échanges réguliers de professeurs universitaires et d'une coopération intellectuelle franco-roumaine plus étroite que jamais.

Enfin c'est le grand jour ! Foch refoule les Allemands jusqu'au Rhin ; Franchey d'Espérey bouscule les Bulgares et parcourt comme un éclair les Balkans. Bucarest est évacué ; la Transylvanie, la Bucovine, après la Bessarabie, toutes ces terres roumaines sont réunies. La Grande Roumanie est faite. Les professeurs roumains quittent Paris pour retrouver leur pays glorieux, mais tout sanglant de mille blessures. Ils savent quelle œuvre les attend : œuvre de réparation, de relèvement et de consolidation, dans laquelle le rôle de l'intellectuel n'est pas moins grand que celui de l'homme politique et de l'économiste. Il nous pressent instamment de les y aider, et, malgré les préoccupations que nous inspire notre propre pays sauvagement ravagé, nous promettons volontiers de le faire.

En plein hiver de 1918 une première mission universitaire française part pour Bucarest et élabore un avant projet de coopération intellectuelle franco-roumaine. Au printemps de 1919, c'est la mission officielle ayant à sa tête le Recteur Poincaré lui-même qui quitte Paris. Aucun de ses membres n'a oublié l'accueil qu'elle reçut ni les longues journées de travail fécond, avec le même Ministre qui préside encore aujourd'hui aux destinées de l'instruction publique en Roumanie.

Toutes les forces de rapprochement et de collaboration intellectuelle ont alors été étudiées. Des décisions fermes ont été prises pour satisfaire aux besoins les plus urgents, ceux de l'Enseignement secondaire. On nous demandait toute une armée de professeurs de français. Malgré les difficultés rencontrées même pour le recrutement de notre propre enseignement dans les rangs de notre jeunesse décimée par la guerre, plus de quarante professeurs quittaient Paris et étaient aussitôt répartis dans toute l'étendue du territoire de la Grande Roumanie. Un Inspecteur d'Académie expérimenté était chargé de coordonner leurs efforts.

En même temps des mesures étaient prises pour faciliter le séjour en France aux étudiants roumains.

Les conditions des échanges de professeurs universitaires étaient précisées ; on dressait des listes de spécialistes roumains qui pouvaient être appelés en France, et de professeurs français qui viendraient en Roumanie. On envisageait dès lors la fondation de l'Institut roumain de Hautes Études à Paris, et d'un Institut français correspondant à Bucarest.

Malgré toutes les difficultés de la situation d'après guerre, presque toutes ces idées sont réalisées, et nous avons fêté en quelque sorte le couronnement de l'œuvre de coopération intellectuelle franco-roumaine.

Dès 1906, la jeune Université roumaine de Cluj, rallumant le flambeau de la culture latine sur le territoire de la Transylvanie, appelait à elle des professeurs français. En même temps des professeurs roumains prenaient le chemin de la France pour y exposer le résultat de leurs travaux.

Avec quelle joie nous avons salué à la Sorbonne l'éminent mathématicien Pompei avec quel intérêt ont été suivies les leçons sur le pétrole données par le savant directeur de l'Institut Géologique, le professeur Mrazec, vous ne l'ignorez pas; et j'ose espérer que le grand historien Iorga, n'a point été insensible à l'accueil vraiment exceptionnel qui lui a été fait.

De tous ces maîtres roumains, nous avons appris beaucoup. Mais M. Iorga en particulier nous a donné une leçon dont les fruits se voient seulement aujourd'hui. Il a réussi en effet à obtenir de son Gouvernement les fonds nécessaires pour la création à Paris d'une École roumaine de Hautes Études. C'est le foyer des travailleurs roumains préparant chez nous des thèses ou des recherches personnelles. L'Institut Français de Hautes Études en Roumanie répond à la même idée; c'est le foyer des travailleurs français préparant ici des thèses ou des recherches sur la Roumanie. Mais en outre c'est aussi le foyer des professeurs universitaires français en mission.

La réalisation de cet idéal n'a pas été sans difficultés, étant donné la situation financière sérieuse. Elle n'a été possible que grâce à des amis dévoués de la France et grâce à l'Union des Français de Roumanie, dont le Professeur Focillon a su nous assurer le concours.

Le docteur Cantacuzène a offert au secrétariat de l'Institut la cordiale hospitalité de son nouveau laboratoire. L'Union des Français a réservé tout le premier étage de son élégante maison pour le logement de nos pensionnaires. M. Bataillon a accepté les fonctions de secrétaire de l'Institut et s'est dévoué tout entier à la tâche délicate d'assurer son équipement et sa mise en marche.

Désormais on peut dire que rien ne manque de ce qui peut assurer une coopération féconde entre deux pays latins, unis par tant de souvenirs historiques, par tant de sympathies instinctives, entre lesquels la fraternité d'armes et les souffrances d'une guerre atroce endurées pour le triomphe de l'idéal commun, ont scellé des liens que rien ne saurait désormais rompre, ni même relâcher.

S'il y a des étudiants roumains en France, il y aura désormais des étudiants français en Roumanie. Aux professeurs roumains dont je rappelais la visite à la Sorbonne, succéderont d'autres dont nous attendons la venue avec impatience. Grâce à l'Institut Français de Bucarest on peut d'autre part être assurés que quatre ou cinq professeurs français viendront chaque année prendre contact avec les milieux universitaires roumains, et y exposer les résultats de leurs expériences tout en se mettant au courant des travaux de leurs collègues.

On peut attendre avec confiance le résultat de cette coopération intellectuelle, la plus complète, la plus largement conçue peut-être qui ait jamais été organisée entre deux pays amis, qui ont beaucoup à apprendre l'un de l'autre.

Ce que viennent chercher en France les étudiants et les maîtres roumains n'a pas besoin d'être mis en lumière. Ce qui attirera ici les pensionnaires de l'Institut français et les professeurs en mission mérite d'être relevé.

Un professeur de géographie, appelé à Cluj il y a deux ans pour un semestre, a pu organiser une série d'excursions scientifiques qui ont duré plus de deux mois, et dont les résultats ont donné lieu à la publication d'un fort volume. Cinq étudiants français ont pris part à ces excursions, parmi lesquels trois ont appris le roumain et commencé l'étude d'une région roumaine. Trois thèses de doctorat sont sur le chantier, l'une sur les monts du Bihor, l'autre sur le Banat, la troisième sur la Bucovine.

L'histoire économique et sociale de la Roumanie a déjà fixé l'attention du premier pensionnaire de notre Institut, M. Emerit. L'histoire de l'art roumain fait l'objet de la thèse que prépare, à Cernaut, M. Henry. Si j'en juge par les impressions qu'ont rapportées mes collègues venus pour le congrès des études byzantines, organisé par M. Iorga, d'autres spécialistes ne tarderont pas à être attirés ici.

D'ici quelques années on peut espérer voir alignée sur le rayon des bibliothèques universitaires une collection de travaux de l'Institut français de Hautes Études en Roumanie, dont les pages diront le charme des Carpathes et la richesse des plaines agricoles, le puissant intérêt des problèmes que soulèvent l'histoire du sol, celle du peuplement des campagnes où on déferlé toutes les vagues des invasions, celles de la civilisation et de l'art original où se combinent les influences de l'Occident et de l'Orient, du monde byzantin et du monde latin...

Les jeunes pensionnaires de l'Institut, consacrant à ces études toute l'ardeur des premières années de leur vie scientifique, auront leur réconfort de la visite de leurs aînés. Ce n'est pas sans raison qu'on a décidé d'envoyer ici, au lieu d'un directeur permanent comme à l'École de Rome ou à celle d'Athènes, une série de professeurs en mission, se succédant au cours de l'année et représentant les spécialités les plus variées.

L'accueil qu'ont reçu les premiers missionnaires et les impressions très vives qu'ils ont éprouvées montrent assez qu'on ne s'est point trompé sur l'intérêt de ces visites. Ce n'est pas seulement la tradition des échanges universitaires qui est fixée et consolidée en quelque sorte; ce n'est pas seulement la possibilité de faire entendre dans les universités à ceux qui ne peuvent venir visiter les nôtres la voix des spécialistes autorisés; c'est pour ces spécialistes eux-mêmes l'occasion d'amorcer ici de nouvelles études ou de contrôler les recherches de tel élève roumain ou français; c'est aussi l'occasion d'échanger des idées avec tel collègue connu seulement par des relations lointaines, de connaître et discuter ses méthodes et ses inventions. Mes collègues Caullery et Policard ne me contrediront si je dis combien ils ont été intéressés par la visite des laboratoires de leurs confrères naturalistes, biologistes ou médecins, ni l'abbé Breuilh si je révèle la découverte du paléolitique qu'il vient de faire près d'Odobesci, et celles qu'il escompte au cours des explorations de grottes de Transylvanie sous la conduite du professeur Racovitao. Oserai-je dire le plaisir que j'ai moi-même éprouvé à retrouver tant de collègues géographes et naturalistes; les séances fécondes de discussions à l'Institut Géologique du professeur Mrazec; et les résultats attendus de l'excursion en Moldavie et Transylvanie organisée pour le mois prochain...

Voilà dans quel esprit a été conçu l'Institut Français de Hautes Études en Roumanie; voilà l'œuvre qu'on a voulu y réaliser, œuvre de collaboration scientifique également profitable à la Roumanie et à la France.

LA QUINZAINE POLITIQUE

La Question d'Orient

LETTRE DE GRÈCE

En écrivant, à Athènes même, cette chronique mensuelle, je suis heureux de pouvoir confirmer, par une vision personnelle, les renseignements que j'avais par ailleurs recueillis sur le proche-Orient. « La Grèce m'avait-on dit, est en train de faire un prodigieux effort de relèvement. Le désastre d'Asie Mineure qui pouvait lui être fatal en lui imposant la charge d'un million de réfugiés, tourne aujourd'hui en quelque sorte à son profit. Ce surcroit inattendu de population s'adapte admirablement à la nouvelle vie qui lui est imposée. Tout le monde s'est mis courageusement à l'œuvre. Vous verrez. » J'ai vu en effet. L'agglomération Athènes-Pirée approche actuellement de 800.000 habitants. De véritables villes nouvelles s'élèvent dans les terrains encore disponibles entre les faubourgs d'Athènes et la mer. Les routes sont sillonnées de camions, d'autobus et d'autos de tous modèles. C'est une vie trépidante, trop trépidante même pour les amoureux de la béatitude attique parmi les laurierroses, dans l'ombre dorée de l'Acropole. On sent qu'on fait ici des affaires passionnément comme au temps de la découverte des champs aurifères du Transvaal et du Klondyke. Le port du Pirée devient le premier port de l'est méditerranéen tandis que Constantinople et Smyrne se meurent de l'ostracisme et de l'incurie des jeunes Turcs d'Angora, enivrés d'une victoire qu'ils s'imaginent avoir seuls obtenue, oubliant que sans le coupable appui matériel de l'Italie et de la France leur défaite eut été il y a deux ans, consommée. Tandis qu'à Angora on vote pêle-mêle des réformes théoriques qui font très bien sur le papier mais dont l'application demeure problématique sauf en ce qu'elles ont de négatif, on travaille en Grèce avec cet acharnement que savent montrer les hellènes quand il s'agit de faire ou de refaire fortune. La guerre d'Orient et l'incendie de Smyrne ont par exemple porté un coup terrible à l'industrie des tapis, dont les ouvrières étaient en grand nombre grecques. Or dès l'automne de 1922 (l'incendie de Smyrne est du 13 septembre) les métiers se reconstruisaient, non pas en Anatolie mais en Grèce. Les femmes réfugiées, approvisionnées en laines macédoniennes et en couleurs d'alizarine étaient à même de produire les mêmes tapi de Ghiordi, d'Ouchak, de Sivas, de Boukhara (noms de qualités plus que noms d'origine) qui étaient une des richesses de l'Asie Mineure. 357 métiers à Athènes, 66 au Pirée, 60 à Paros, 30 à Spetzai, 45 à Mitylène, 20 à Lamia, 10 à Corfou, 8 à Zante fonctionnaient au bout d'un an, livrant au marché anglais principalement, 50.000 mètre carrés tant de qualité haute laine (Ghiordi-Ouchack) que de qualité fine (Sparti, Pergame, Sivas, Boukhara, Hamadan). Au prix de 13 à 15 shillings le yard carre pour les hautes laines et 50 à 60 shillings pour les autres, on voit l'importante rentrée de livres anglaises que cette résurrection grecque de l'industrie anatolienne a déjà produite.

De nouveaux métiers sont en installation à Athènes, au Phélère, à Volo et dans d'autres localités. On pense atteindre une production de 120.000 mètres carrés que l'Angeterre est prête à absorber tant la qualité est excellente et rigoureusement conforme à l'ancienne fabrication micrasiatique. De même Koutahia était célèbre par ses faïences. Les réfugiés ont apporté le secret de ces belles couleurs et de ces originales décorations florales. C'est au Pirée qu'il faudra désormais venir chercher ces faïences. Les usines sont installées et fonctionnent. Ce sont là des points précis qui sont typiques. Ils rappellent de façon bien curieuse ce qui se passa en Europe quand en 1685, Louis XIV, mu par un nationalisme d'aussi étroit esprit que celui de Moustapha Kemal donna aux protestants de son royaume à choisir entre la conversion ou l'exil. Il en partit 800.000. Ce sont eux qui ont apporté tant en Allemagne qu'en Hollande, en Suède, en Angleterre les modèles de l'artisanat français. Les Turcs en turquifiant glorieusement la Turquie, ont procédé de façon analogue.

Ces industries des tapis et de la faïence n'occupent qu'une faible partie de l'immense masse des réfugiés dont la majorité et composée d'agriculteurs, 120.0000 familles sont actuellement installées en Macédoine. Le rendement de la culture a triplé depuis qu'ils se sont mis à l'ouvrage. On envisage actuellement la construction de puissantes sucreries pour utiliser sur place l'abondante production de betteraves qui viennent admirablement en Macédoine. Les statistiques du blé s'annoncent brillantes. Celles du tabac sont satisfaisantes, tandis que les tabacs turcs, faute de cultivateurs et de travailleurs spéciaux recrutés autrefois parmi les Grecs micrasiatiques, tant en Anatolie que sur les rives de la mer Noire vont en décroissant. Phénomène assez curieux et qui en dit long sur la prospérité toujours inavouée de l'Allemagne, les douanes de Cavalla (le district du tabac de qualité extra-supérieure) révèlent qu'en janvier de cette année l'Allemagne vient en tête des acheteurs de ces tabacs de luxe. En mars elle sera battue par l'Amérique dont le dollar permet toutes les dépenses somptuaires. En 1922, l'Allemagne occupait la seconde place, en 1923 elle avait pris la première que l'Amérique lui dispute.

C'est en bellic fumée bleue du plus fin tabac d'Orient que s'en va l'argent qui nous est dû.

Je n'entends pas entreprendre ici un tableau complet de la situation économique de la Grèce, je n'en ai point tous les documents nécessaires à ma disposition. J'ai voulu seulement jeter sur le papier quelques notes qui sont révélatrices de l'effort fourni par la Grèce, sans bruit, sans réclame, toujours sous le coup de cet ostracisme occidental par lequel les grandes puissances ont eu l'inélégance de lui faire payer leurs propres erreurs.

L'Angleterre qui porte, comme les autres, sa part de responsabilité par l'appui purement verbal qu'elle donna à la Grèce pendant la campagne d'Asie-Mineure et parut bouder par une solidarité monarchique surannée les méritoires efforts des républicains, revient à de meilleurs sentiments. La grande escadre britannique de la Méditerrannée est venue en grande pompe au Pirée et les fêtes ont succédé aux fêtes. Quatre mille matelots sont quotidiennement venus à terre et cela a fait, en plus du bon effet politique pas mal de milliers de livres sterling dépensées. Les changeurs regorgent de ces précieux petits papiers au cartouche marron. Les dollars plus richement décorés ne sont pas moins nombreux. Les new-yorkais qui dorment sur leurs toits en été et subissent de proverbiales vagues de chaleur, ne craignent pas, semble-t-il la caresse torride du soleil sur le Péloponèse. Chaque bateau, même en juillet, déverse des caravanes de touristes venant vérifier sur place ce qu'on leur enseigna sur l'art antique. Par les mêmes bateaux

reviennent soit en visite, soit définitivement les Grecs qui ont fait fortune aux États-Unis. Malgré leurs manières yankees, leurs panégyriques convaincus de la puissante machinerie américaine qui représente pour eux un idéal de civilisation qu'ils voudraient voir appliquer évidemment à la Grèce, ils reviennent au pays natal avec une émotion qu'il est réconfortant de contempler. Chaque peuple, certes, a l'amour et la fierté de sa patrie, mais il n'en est pas qui le manifeste de façon aussi efficace que le Grec. Tout Grec en faisant fortune pense au profit qu'en tirera sa patrie. Les trois-quarts des grandes institutions du pays, bibliothèques, Université, collèges, etc..., ont été créés par donations privées. L'État chaque année hérite de millions qu'un marchand grec d'Alexandrie, d'Odessa, de New-York ou de n'importe où a accumulés et qu'il a laissés à l'État soit sans spécifier de son emploi, soit pour une fondation nouvelle.

En dehors de ces *évergètes*, les commerçants grecs établis à l'étranger envoient régulièrement en Grèce des sommes considérables. Cet apport entre sérieusement en compte dans l'estimation du crédit étranger disponible sur la place d'Athènes.

Malgré le gros effort fourni et les brillants résultats obtenus, résultats qui se peuvent juger par des signes apparents de richesse comme les automobiles par exemple, dont le nombre va croissant, le pays n'est pas délivré des soucis économiques dont les réfugiés sont la cause. Les frais d'un premier et excessivement sommaire établissement ont grevé un budget limité par essence, surtout après dix ans de guerre, au point qu'il n'a pas été possible de continuer sans avoir recours à l'emprunt étranger, d'autant plus que l'exode des chrétiens d'Asie-Mineure n'est pas terminé. L'échange des populations — cette monstruosité ethnique que l'on a acceptée à Lausanne sans doute dans l'idée qu'il fallait mieux admettre l'expatriation que de laisser ces malheureux sous la menace des massacres périodiques — va amener encore des milliers d'hellènes de Turquie en Grèce. Contre 300.000 musulmans quittant la Grèce et dont les demeures et terres peuvent abriter un nombre équivalent de Grecs expatriés, il y a beaucoup plus d'un million de réfugiés grecs à pourvoir.

La Société des Nations s'est entremise pour procurer au gouvernement grec un emprunt contre remise de 300.000 hectares que la commission internationale que préside l'ex-ambassadeur des États-Unis à Constantinople, M. Morgenthau, a charge de répartir entre les réfugiés.

La Commission a dépensé en six ans 65.000 livres sterling et établi 300.000 réfugiés urbains et 97.000 familles rurales.

Il faudrait encore construire au moins 50.000 maisonnettes. Des problèmes de cette envergure gêneraient des États singulièrement plus grands et fortunés que la Grèce. Un peuple qui a eu le courage de ne pas se laisser abattre par une adversité sans précédent dans l'histoire est un peuple sur lequel on peut compter. Dans bien peu d'années la place de la Grèce en Orient sera considérable. Les frais que fait actuellement l'Angleterre à l'égard de la Grèce sont significatifs. Il serait prudent pour la France de ne pas être absente dans cette période de croissance. Laissons définitivement nos dernières illusions irréparables et tournons nos yeux vers l'hellénisme. C'est le seul moyen de nous refaire une situation en Orient.

René Puaux.

Bulletin Tchécoslovaque

Parce de son éblouissante toilette de printemps, la capitale de la Tchécoslovaquie a reçu, à la fin de mai et dans la première semaine de juin, les musiciens de tous les pays de l'Europe, venus pour le *Festival de la Société Internationale de Musique Contemporaine*. Ce Festival avait un double but : il devait d'abord honorer la mémoire du grand Smetana dont on commémorait le centième anniversaire; encore, les tendances de la musique contemporaine y devaient mesurer leurs forces. Le premier des deux buts a été atteint d'une façon décisive : le créateur de la musique moderne Tchèque appartient, désormais, à l'art universel. Trois grands concerts dont le programme a été fixé par un jury international ont été une sorte de revue de l'état actuel de la musique : nous avons entendu des œuvres françaises, italiennes, anglaises, allemandes, suisses, polonaises, russes et tchèques, conduites par des chefs d'orchestre de toutes ces nationalités. Parmi les étrangers, ce sont M. A. Roussel (symphonie en ut majeur) A. Honegger (Pacific 231) et I. Stravinsky (Chant du rossignol) qui ont remporté le succès le plus retentissant. Mais, c'est le Tchèque *Joseph Suk*, avec un poème symphonique *La Méditation* qui sortit vainqueur de la concurrence internationale. Le Festival a attiré à Prague des centaines d'étrangers qui ont tous été enchantés de l'accueil qui leur a été fait. Il est à regretter que la délégation française ait été si peu nombreuse. A part MM. A. Roussel, Witkoroski, Romain Rolland et Mlle Blanche Selva, les musiciens français ne se sont pas déplacés. Ils ont eu tort de négliger cette occasion de nouer des rapports personnels avec les milieux musicaux de Prague : car le Festival a prouvé, une fois de plus, que Prague est restée ce qu'elle était du temps de Mozart : une des capitales musicales de l'Europe. Ce n'est d'ailleurs pas seulement dans le domaine de la musique que Prague retrouve l'importance qu'elle avait jadis, sous Charles II, comme centre intellectuel de l'Europe centrale. Siège aujourd'hui de quatre Universités — tchèque, allemande, russe et ukrainienne — elle est devenue le foyer ardent de la vie intellectuelle et scientifique des Slaves. Simultanément presque avec les hôtes du Festival de Musique International, elle a reçu les membres du Congrès des géographes et des ethnographes slaves qui se sont réunis, sur l'initiative de l'éminent géographe serbe, M. Cvijitch, pour établir des relations intimes directes entre les savants des nations slaves, désormais libres. Ce congrès, très fructueux au point de vue scientifique, ne manquera pas d'avoir aussi des résultats politiques : grâce à la présence de nombreux savants polonais, il aura rendu de sérieux services au rapprochement intellectuel et la connaissance mutuelle des Polonais et des Russes d'un côté, des Tchécoslovaques et des Polonais de l'autre. Les Tchécoslovaques qui, depuis un siècle, ont toujours été les promoteurs de la solidarité slave, viennent de donner une nouvelle preuve de leur fidélité à l'idée émise par leur poète Jean Kollar. C'est grâce à l'initiative de quelques intellectuels appartenant à la colonie tchécoslovaque parisienne qu'un Comité Slave vient de se constituer à Paris. Il comprend des représentants de la Russie, de la Pologne, de la Yougoslavie, de la Bulgarie et de la Tchécoslovaquie. S'inspirant des principes de la solidarité et de collaboration dans tous les domaines de la civilisation et de la vie économique, il se propose à effacer ce qui divisait les Slaves et de travailler à

ce qu'ils se connaissent et s'apprécient toujours davantage. Le nouveau titulaire de la chaire de langues Slaves au Collège de France, successeur et héritier de Louis Leger, M. André Mizon, a eu raison de saluer, au nom de la France, ce nouvel organe de rapprochement intellectuel entre les peuples slaves, organe qui, sans être politique, peut rendre de grands services à la cause commune : l'unité slave est le seul barrage possible à l'expansion germanique vers l'Est. Qui travaille à l'unité slave, travaille contre l'hégémonie germanique qui n'est guère possible, si les Slaves sont unis et forts par leur union. Qui travaille à l'unité slave, travaille à la sécurité de la France.

***

Le Parlement et le Sénat se sont séparés sans avoir terminé la plus importante partie du programme de la session : la loi sur les assurances sociales. La cause en est une crise intérieure surgie au sein de la coalition gouvernementale, formée, comme on se le rappelle, par cinq partis : social-démocrate, socialiste-national, républicain (agrarien), national-démocrate et populiste (clérical). Un des plus importants partis, le parti agrarien réclame l'introduction des droits de douane sur les produits agricoles, pour protéger l'agriculture, prétendant non sans quelque raison, que l'agriculture mérite la protection douanière au même titre que l'industrie, et posant cette condition pour voter la loi sur l'assurance sociale des ouvriers. Les partis socialistes, craignant un renchérissement du coût de la vie, s'y opposent et objectent, non sans justice, la situation différente de l'agriculture qui ne suffit pas à alimenter le pays, et de l'industrie dont la production dépasse les besoins du pays et qui est obligée d'exporter. Les débats et les discussions se prolongent toujours au sein des commissions entres les partis, mais on a tout lieu d'espérer qu'avant la rentrée parlementaire, un compromis raisonnable aura fait disparaître ces difficultés dues à la politique de déflation. La Coalition des partis Tchèques est une nécessité pour longtemps encore et le parti du Président du Conseil compte trop d'hommes pondérés pour ne pas s'en rendre compte, car nous sommes encore loin de la possibilité d'une collaboration loyale avec la minorité allemande.

Il est vrai que, lors du récent voyage du Président Masaryk en Moravie, et en Silésie, le chef d'État a été reçu, dans les districts allemands, avec la même cordialité et avec la même déférence que dans les cantons purement Tchèques. A cette occasion, un sénateur agrarien allemand, M. Luksch, adressa au Président, une allocution où il disait : « de même que sous le régime autrichien nous avons respecté les lois existantes, de même nous éprouvons une certaine fierté à nous ranger dans le nouvel État parmi ceux qui donnent à ce dernier le lien qui lui est le plus précieux, à savoir, le loyalisme de bons citoyens et le respect démocratique de l'autorité de la loi ». Dans la suite de son discours, le sénateur soulevait la question de la participation des Allemands au gouvernement et à l'administration « sur la base de leur importance, de leurs actions et de leur force ». M. Masaryk a répondu avec cette élévation d'esprit qui caractérise tous ses discours. « Ma politique, dit-il, est une politique de paix tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Je répudie toute politique de violence et toute politique de revanche. Cavour a dit avec raison que la politique de revanche est la plus sotte de toutes. Je suis persuadé que les honnêtes gens peuvent, par des échanges de vues, s'entendre sur toutes les questions. J'espère que les représentants légaux du peuple allemand de Tchécoslovaquie se placeront loyalement sur le terrain de l'État Tchécoslovaque. Il pourra alors en résulter pour les Allemands les conséquences que vous envisagez... » Je n'ignore pas que les chefs de votre peuple se trouvent devant une tâche difficile, mais c'est précisément pour résoudre ces difficultés qu'ils ont été choisis comme chefs, car pour diriger un parti politique, il faut du savoir et du courage. Le renforcement et le perfectionnement de la République tchécoslovaque sont, pour la minorité allemande aussi bien que pour les Tchèques, nécessaires et profitables. »

Cependant, les chefs possédant les qualités dont parlait le Président, paraissent être une minorité infime parmi les députés allemands de Tchécoslovaquie. Les collègues du sénateur Luksch ne lui ont-ils pas infligé un blâme, pour avoir osé dire, au nom de ses concitoyens, la bienvenue au Président de la République. Dans ces conditions, on peut dire sans être pessimiste, que, la participation des Allemands au gouvernement est loin d'être imminente en Tchécoslovaquie. Cependant, il faut croire que les sages paroles de M. Masaryk seront méditées. La sincérité avec laquelle la population de langue allemande a acclamé le Président est une preuve que, souvent, le peuple a plus de bons sens et de perspicacité que ceux qui prétendent le mener.

Dans quelques jours, les ministres des Affaires Étrangères de la Petite Entente se réuniront à Prague pour examiner la situation politique nouvelle, créée en Europe, depuis la dernière conférence qui eut lieu à Belgrade au mois de janvier. Des bruits intéressés ont circulé, prétendant que la Roumanie aurait l'intention de poser la question de la Bessarabie, qui pourrait soulever, disent-ils, certaines difficultés au sein de la Petite Entente. Je crois pouvoir affirmer, que la Roumanie, estimant cette question réglée, n'a aucune intention de ce genre d'autant plus que le but de la Petite Entente est de résoudre, d'un commun accord, les questions ayant trait aux intérêts de tous ses membres.

H. JÉTINECK.

BULLETIN MARITIME

La collaboration entre exportateurs et armateurs français

La Commission extra-parlementaire de la Marine Marchande, dont les préoccupations sont, comme chacun sait, d'étudier les moyens de venir en aide à l'armement, s'est émue, il y a quelques mois, de l'importance du tonnage qui sort des ports français sous pavillon étranger. Elle fit alors certaines démarches près des chargeurs de France pour leur rappeler le grand intérêt qu'il y a, pour le bien général, à confier à des navires exclusivement français les produits nationaux. Elle s'est enquise, en outre, des raisons pour lesquelles un fret aussi important quitte la France par navires étrangers. En réponse à cette enquête, les chargeurs ont déclaré qu'ils

s'adressaient à l'armement en général les deux principales critiques suivantes :

1° Plus grande cherté du fret et des accessoires du fret sur les navires français que sur les navires étrangers.

2° Insuffisance fréquente des départs, irrégularité des services, moindre rapidité dans l'exécution des voyages.

Les armateurs français, à leur tour, firent valoir leurs points de vue devant la Commission extra-parlementaire de la Marine Marchande. Ils défendirent l'exploitation des lignes de trafic auxquelles ils sont respectivement intéressés. C'est de la communication faite à cette Commission sur l'utilisation, par les « *Chargeurs Français* » du tonnage mis à leur disposition par les Armateurs Français dans les directions de l'Extrême-Orient, Madagascar et la Russie, l'Australie et la Nouvelle-Calédonie, que nous extrayons les renseignements suivants qui nous ont paru plus particulièrement intéressants :

En ce qui concerne les taux du fret, il est inexact de dire qu'en l'état actuel de la question des frets cotés par les navires français soient plus élevés que ceux qui sont demandés par les armateurs étrangers. Il arrive que les navires venant de différents points de l'Europe et ayant déjà leurs cales presque pleines viennent charger dans nos ports un fret *de complément*. Dans ce cas ils ne demandent que des prix dérisoires auxquels ne pourrait consentir sagement aucun armateur français. Il ne faut pas oublier, en effet, que pour celui-ci les charges ont augmenté dans une proportion de 1 à 3 ou même 4, alors que les frets, après avoir subi une augmentation considérable peu après l'armistice, sont redevenus sensiblement les mêmes qu'en 1913.

Au surplus, dans des ports comme ceux d'Anvers où les Compagnies de navigation françaises sont réunies en Conférence avec les armements étrangers, les frets sont naturellement rigoureusement égaux.

La critique la plus importante est celle qui a été formulée en second lieu par les chargeurs.

En ce qui concerne la régularité des départs, s'il y a eu quelque flottement à la suite de la guerre, la régularité actuelle est comparable à celle des armements étrangers : les départs ont lieu à dates fixes, sont annoncés longtemps à l'avance et ont une périodicité connue.

La durée des traversées est sensiblement la même que celle des navires étrangers de la même catégorie.

Sur l'Extrême-Orient, cependant, les navires français ne réussissent pas à atteindre Sanghaï aussi rapidement que les paquebots anglais et japonais, car ces navires ne desservent pas Saïgon et suivent un itinéraire direct de Singapore à Hong-Kong. C'est ainsi que les paquebots des Messageries Maritimes mettent trois jours de plus que la Compagnie Péninsulaire et Orientale pour effectuer le parcours Marseille-Shanghaï. Il y a lieu d'ajouter que ce n'est là que la contre-partie d'une situation excellente en soi puisqu'il est de l'intérêt de l'armement français de ne pas voir fréquenter le port de d'Indo-Chine avec terminus à Haïphong.

Jusqu'au début de 1924, le déroutement sur Haïphong équivalait à une perte nouvelle de trois jours et mettait en complet état d'infériorité la ligne française. Il y a été remédié par l'organisation de la ligne postale d'Indo-Chine avec terminus à Hiphong.

L'objection visant l'insuffisante fréquence des départs trouvera sa solution lorsqu'on aura demandé aux *chargeurs*, s'ils estiment que le tonnage fourni par eux aux navires français peut justifier la mise en ligne d'unités plus nombreuses avec départs moins espacés et voyages directs de France pour les pays de destination, sans touchées dans les ports européens. On verra alors que l'insuffisance des exportations françaises par rapport aux disponibilités de la flotte marchande est considérable.

Ligne des Indes, d'Indo-Chine et d'Extrême-Orient

Ces régions sont desservies par les Messageries Maritimes et pour l'Indo-Chine par une ligne des « *Chargeurs réunis* ».

Le Tableau Général du Commerce et de la Navigation nous apprend que, dans ces directions, l'exportation française est établie aux chiffres suivants :

En 1913,	par navires français	134.864	tonnes
«	« par navires étrangers ...	22.415	«
En 1921,	par navires français	58.825	«
«	« par navires étrangers ...	22.292	«

Ainsi le tonnage des marchandises confiées aux navires français a diminué de plus de moitié.

En face de cette réduction dans le mouvement des exportations, quel est l'effort de la marine marchande française ?

En 1913, les deux Compagnies effectuaient 61 départs de France et mettaient à la disposition des chargeurs 317.000 tonnes.

En 1923, nous trouvons 66 départs et 408.000 tonnes.

En 1924, il y aura 78 départs avec 467.000 tonnes soit 1/3 de voyages de plus qu'en 1913 et un tonnage accru de moitié. La disproportion entre le tonnage mis à la disposition des exportateurs français et le chargement prouve donc, avec évidence, que les besoins des exportateurs sont satisfaits *et au-delà* par les services existants dans les directions considérées. D'ailleurs, en ce qui concerne les Messageries Maritimes, les accords conclus avec l'État prévoient que lorsque les nécessités du trafic le justifieront des développements et extensions des lignes existantes seront immédiatement effectués. Dans la situation actuelle il n'y a pas lieu de s'en préoccuper et qui plus est les cargos-boats des Messageries Maritimes et les paquebots mixtes des « *Chargeurs réunis* » se voient obligés, devant l'insuffisance du fret français à l'exportation, d'aller chercher en Belgique, en Hollande et même en Allemagne, le complément de chargement qui leur est indispensable.

(*à suivre*)

VALEURS DE NAVIGATION

Le 15 juillet 1924

1° Fraissinet	802
2° Messageries Maritimes	186
3° Mixte	206
4° Transatlantique	158
5° Transports Maritimes	1000

Le Gérant : A. Desnoës.

Société Française d'Imprimerie et de Publicité
Ateliers : Rue Garnier et Rue des Carmes, Angers.
Bureau à Paris, 15, Rue du Louvre (XVe)

Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus.

REVUE
POLITIQUE·ET·LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

EUGÈNE YUNG·FONDATEUR·1863 PAUL FLAT·DIRECTEUR·1908-1918
DIRECTEUR PAUL GAULTIER

N° 15 62e ANNÉE 2 AOUT 1924

ROSARITO

(Nouvelle)

I

Assise devant un de ces vieux guéridons destinés à servir d'échiquier et si en vogue au commencement du siècle, la vénérable comtesse de Cela laisse tomber sa tête de sommeil : les mèches argentées de ses cheveux s'échappent de son bonnet de dentelles et frôlent par instant les cartes alignées devant elle pour une réussite. A l'autre bout du canapé sa petite fille Rosarito agite en silence quatre aiguilles d'acier dont elle espère qu'avant la fin de la veillée sortira un petit chausson blanc à bordure bleue, tout pareil à celui que la jeune fille a sur les genoux et qui n'attend plus que son compagnon pour aller chausser les petits pieds du futur comte de Cela.

Bien que très pieuses, ces dames ne prêtent évidemment aucune attention à la vie du Saint de ce jour que le chapelain du château lit à voix haute. en se penchant sur le guéridon malgré ses grosses lunettes d'or. Soudain Rosarito lève la tête et demeure comme absente, les yeux fixés sur la porte du jardin, qui s'ouvre sur un rideau de feuillage sombre et mystérieux : moins mystérieux, en vérité, que le regard de cette jeune fille pensive et pure ! A la faible clarté de la lampe, avec sa tête blonde entrevue dans un divin raccourci, et l'ombre de ses cils tremblant sur l'ivoire de sa joue, avec son buste frêle et gracieux se détachant dans une vague pénombre sur la sculpture dorée et sur le damas bleu céleste du canapé, Rosarito rappelait ces vierges ingénues peintes sur un fond constellé d'étoiles. La jeune fille détourne les yeux, pâlit ; ses lèvres, agitées d'un tremblement étrange, laissent échapper un cri :

Jésus !... Quelle frayeur !...

Le prêtre interrompt sa lecture, il regarde par dessus ses lunettes, et prononce d'une voix moqueuse :

– Une araignée, Mademoiselle?...

Rosarito secoue la tête :

– Non, M. le Chapelain; non !

Elle était toute pâle. Sa voix, un peu voilée, avait l'hésitation qui trahit la frayeur ou l'angoisse. En vain voudrait-elle, pour paraître calme, continuer l'ouvrage tombé sur ses genoux : les aiguilles tremblent trop entre ses mains pâles,

transparentes comme celles d'une Sainte, ces mains mystiques et ardentes qui semblaient s'être affinées dans la prière, au doux contact des grains du rosaire. Profondément absorbée, elle pique ses aiguilles dans le bras du canapé. Puis d'une voix basse et profonde comme si elle se parlait à elle-même, elle balbutie :

— Jésus, quelle incroyable chose !

Cependant elle baisse les paupières, croise les mains sur son sein au pur et noble contour. Elle rêve.

Le Chapelain la considère avec stupeur :

— Qu'arrive-t-il, Mademoiselle Rosarito?

La jeune fille entr'ouvre les yeux et pousse un soupir :

— Dites-moi, Don Benicio : serait-ce quelque avis de l'autre monde?

— Un avis de l'autre monde!... Que voulez-vous dire?

Avant de répondre, Rosarito jette de nouveau un regard sur le mystérieux jardin endormi, où la lune filtre sa pâle lumière à travers la ramure; puis, d'une voix tremblante, elle murmure doucement :

— Il y a un instant, j'aurais juré que par cette porte je voyais entrer Don Juan Manuel.

— Don Juan Manuel, Mademoiselle?... Etes-vous bien sûre?

— Oui; c'était lui, et il me saluait d'un sourire...

— Vous vous souvenez de Don Juan Manuel? Il y a pour le moins dix ans qu'il est émigré.

— Je m'en souviens, Don Benicio, comme si je l'avais vu hier. J'étais alors tout enfant, et j'allai le voir avec mon grand'père dans la prison de Santiago, où on le retenait pour ses opinions libérales. Mon grand-père l'appelait cousin. Don Juan Manuel était très grand, avec une moustache fièrement relevée et une chevelure toute blanche qui frisait.

Le Chapelain fait un geste d'acquiescement :

— Parfaitement, parfaitement. A trente ans il avait les cheveux plus blancs que ne sont les miens à présent. Sans doute vous avez entendu raconter son histoire...

Rosarito joint les mains :

— Oh! bien des fois! Mon grand-père ne se lassait pas de la raconter.

Elle s'interrompit en voyant la comtesse se redresser. La vénérable dame avec sévérité et encore mal réveillée murmure :

— Quel besoin as-tu de parler, petite? Laisse lire Don Benicio.

II

Rosarito incline la tête et active le mouvement de ses longues aiguilles. La toux du Chapelain résonne dans le silence du salon. Don Benicio, qui n'est pas d'humeur à continuer, ferme le livre et fait glisser ses lunettes au bout de son nez :

— Nous parlions du fameux Don Juan Manuel, Madame la comtesse. Don Juan Manuel Montenegro, apparenté, si je ne me trompe, à l'illustre maison des comtes de Cela...

La vénérable dame l'interrompt :

— Où êtes-vous allés chercher cette conversation? Auriez-vous eu des nouvelles de mon cousin l'hérétique? Je sais, moi, qu'il est dans le pays, et qu'il conspire. Le curé de Cela, qui l'a beaucoup connu en Portugal, l'a vu à la foire de Barbanzon déguisé en maquignon.

Don Benicio ôte vivement ses lunettes :

— Hum! Voilà une nouvelle, et des plus extraordinaires. Mais ne s'est-il pas trompé, le curé de Cela?

La comtesse hausse les épaules :

— Quoi ! Vous doutez ! Moi pas. Je connais trop bien mon cousin?

— Le temps use les rochers, Madame la comtesse : durant quatre ans j'ai parcouru les montagnes de Navarre le fusil sur l'épaule, mais, taudis que d'autres agissent, je dois aujourd'hui me contenter d'implorer Dieu à la messe pour le triomphe de la Cause.

Un dédaigneux sourire effleure la bouche édentée de la vieille aristocrate :

— Voudriez-vous vous comparer, Don Benicio? Il est certain qu'à la place de mon cousin un autre y regarderait à deux fois avant de passer la frontière, mais cette branche des Montenegro est composée de fous. Fou était mon oncle Don José, fou est le fils, et fous seront les petits-fils. Vous avez entendu parler plus d'une fois à la cure de Don Juan Manuel : eh bien, tout ce que l'on a raconté n'est rien comparé à ce que cet homme a fait.

Le prêtre reprend à mi-voix :

— Je sais, je sais... J'ai entendu dire bien des choses. C'est un homme terrible, un libertin, un maçon!

La comtesse lève les yeux au ciel et soupire :

— Viendra-t-il jusqu'ici? Qu'en pensez-vous?

— Qui sait? Il connaît la bonté de cœur de Madame la Comtesse.

Le chapelain tire de la poche de sa soutane un grand mouchoir à carreaux bleus, et l'ayant déplié avec soin, il s'en essuie le front :

— Ce serait un vrai malheur! Si Madame la Comtesse daignait suivre mon conseil, elle lui fermerait sa porte.

Rosarito pousse un soupir. Sa grand'mère lui jette un regard sévère, puis se met à tambouriner du bout des doigts sur le canapé :

— C'est vite dit, Don Benicio. On voit bien que vous ne le connaissez pas. Je lui fermerais la porte au nez, qu'il la briserait d'un coup de pied. Au surplus, je ne dois pas oublier qu'il est mon cousin.

Rosarito relève la tête. Sur sa bouche enfantine se dessine le pâle sourire des cœurs mélancoliques, et au fond mystérieux de ses yeux brille une larme demeurée en suspens. Soudain elle jette un cri. Au seuil de la porte donnant sur le jardin se dresse un homme à cheveux blancs. Son port est gracieux; sa taille est demeurée hautaine et fière.

III

Don Juan Manuel Montenegro pouvait friser la soixantaine. Il avait ce beau type viril des Suèves si fréquent chez les Hidalgos de la montagne galicienne. Par droit d'aînesse il était l'héritier d'une vieille famille aristocratique, dont le blason étalait seize quartiers de noblesse, avec couronne royale sur le chef. Au grand scandale de ses parents et de ses alliés, Don Juan Manuel fit, à son retour d'émigration, effacer les armes gravées sur la porte de son château seigneurial : grande et vieille bâtisse en ruine, qu'avait fait édifier le maréchal Montenegro, qui prit part aux guerres de Philippe V, et qui fut le plus illustre représentant de sa lignée. On gardait encore dans le pays le souvenir de ce grand seigneur excentrique, despote et grand chasseur, ivrogne mais hospitalier.

Don Juan Manuel avait à trente ans dissipé son patrimoine. Il conserva seulement les rentes et terres de servitudes, le château et une prébende ecclésiastique, le tout lui procurant à peine de quoi manger. Alors commença sa vie de conspirateur et d'aventurier, vie pleine de risques et de hasards, comme celle de ces cadets qui allaient s'engager dans l'armée en Italie pour y chercher fortune, estocades et aventures galantes. Libéral doublé d'un maçon, il feignait un souverain mépris pour toute espèce de titres nobiliaires, ce qui n'empêchait pas qu'il fût hautain et cruel comme un Arabe de race. Au fond il était orgueilleux de sa généalogie et malgré son libre esprit à la Danton, il aimait à rappeler la légende héraldique qui fait descendre les Montenegro d'une impératrice d'Allemagne. Il se croyait apparenté aux plus nobles maisons de Galice et depuis le Comte de Cela jusqu'à celui d'Altamira, en tous il voyait des égaux et il les appelait tous ses cousins, comme entre soi se nomment les rois. En revanche, il méprisait les hidalgos ses voisins et se moquait d'eux en les faisant asseoir à sa table en même temps qu'il y donnait place aux serviteurs. Il fallait voir Don Juan Manuel, le verre plein à la main, redresser sa haute taille, criant de cette voix insolente de grand seigneur qui semait l'effroi parmi ses hôtes.

Chez moi, messieurs, tous les hommes sont égaux. Ici fait loi la doctrine du Philosophe de Judée.

Don Juan Manuel était de ces fous de bonne souche qui ont manières de gentilhomme, verve de rimailleur et audaces de pirate. En lui ne cessait de bouillonner une colère sans cause ni objet, aussi proche de l'emportement que de la raillerie, bruyante autant que farouche. On lui attribuait des choses véritablement extraordinaires. Quand il revint de sa première émigration, sa légende était faite. Les vieux libéraux partisans de Riego racontaient que ses cheveux avaient blanchi à la suite d'une condamnation à mort qui l'avait tenu trois jours en chapelle, d'où il avait réussi à s'enfuir par un miracle d'audace. Mais les jeunes demoiselles de la province, des grand'mères d'aujourd'hui, qui soupirent encore quand elles chantonnent à leurs petites-filles les couplets du Trouvère, racontaient quelque chose le beaucoup plus beau... Cela se passait aux beaux temps du romantisme, et il était naturel de le supposer victime de tragiques amours. Que de fois Rosarito avait entendu à la veillée chez ses grands parents l'histoire de ces cheveux blancs! C'était un des récits favoris de la tante de Camarasa, vieille fille d'une cinquantaine d'années qui lisait des romans avec l'ardeur d'une jeune pensionnaire et qui chantait encore dans les milieux aristocratiques de Compostelle les mélancoliques chansons de 1820. Amada de Camarasa avait connu Don Juan Manuel à Lisbonne lors des noces de l'Infant Don Miguel. Elle était tout enfant, mais elle avait gardé très présent le souvenir de la sombre figure de cet émigré espagnol de haute taille et de fière mine, qui se promenait tous les matins avec le poète Espronceda sous le parvis de la cathédrale et qui ne faisait pas un pas sans frapper fièrement le sol du bout de sa canne des Indes. Amada de Camarara ne pouvait s'empêcher de soupirer chaque fois que lui revenaient en mémoire les joyeuses années passées à Lisbonne.

*

Peut être revoyait-elle, avec les yeux de l'imagination, la figure de certain hidalgo lusitanien, de visage basané et d'aimable faconde, qui avait été l'unique passion de sa jeunesse !...

Mais ceci est une autre histoire qui n'a rien à voir avec celle de Don Juan Manuel !

IV

Le « mayorazgo » s'était arrêté au milieu de l'immense salon et saluait en courbant sa taille avantageuse, emprisonnée dans une longue redingote :

— Bonsoir, comtesse de Cela. Voici votre cousin Montenegro retour du Portugal !

Sa voix, résonnant dans le silence de l'immense salon du château, paraissait plus puissante et plus caverneuse. La comtesse, sans manifester de surprise, répondit sèchement :

— Bonsoir, monsieur mon cousin.

Don Juan Manuel frisa sa moustache et sourit en homme habitué à de pareils dédains et qui les tient pour négligeables. Depuis toujours on l'avait reçu de la même façon chez ses parents et ses alliés, sans que jamais il éprouvât le besoin de s'en montrer affecté : il s'était contenté de se faire obéir des serviteurs et de manifester vis-à-vis des maîtres un vrai dédain de grand seigneur. Il fallait voir comment tous ces gentilshommes campagnards qui n'étaient jamais sortis de leurs trous avaient fini par s'humilier devant les grands airs chevaleresques et les éclats de voix du vieux libertin dont la vie de conspirateur, pleine d'obscures aventures, exerçait sur eux le pouvoir suggestif de tout ce qui est ténébreux. Don Juan Manuel s'approcha rapidement de la comtesse et lui prit la main, avec une familiarité mêlée de beaucoup de courtoisie :

— J'espère, cousine, que vous m'accorderez l'hospitalité pour une nuit.

Ce disant, avec tous les dehors d'un vieux gentilhomme, il traîna un lourd fauteuil de cuir et s'y laissa choir près du canapé. Puis, sans attendre la réponse, il se tourna vers Rosarito. Sans doute avait-il senti peser sur lui ce regard qui révélait une naïve curiosité de jeune fille mêlée à une passion toute féminine ! L'émigré posa sa main sur la tête blonde de la jeune fille, l'obligeant à lever les yeux, et avec cette politesse exquise, si sympathique chez les gens d'âge qui ont beaucoup fleureté et beaucoup aimé dans leur jeunesse, il prononça à mi-voix, de cette voix grave et triste dont on évoque le passé :

— Tu ne me reconnais plus, vraiment, chère enfant ? Moi, oui, je te reconnaîtrais n'importe où... Tu ressembles étonnamment à l'une de tes tantes, à une sœur de ton grand-père, que tu n'as pu connaître !... Tu t'appelles Rosarito, n'est-ce pas ?

— Oui, Seigneur...

Don Juan Manuel se tourna vers la Comtesse :

— Savez-vous, cousine, qu'elle est fort jolie cette petite ?

Et secouant sa belle tête aux cheveux argentés, il poursuivit comme s'il se parlait à lui-même :

— Trop jolie même pour que je puisse être heureux !..

La comtesse, flattée dans sa vanité de grand'mère, répondit avec douceur en jetant un sourire à sa petite fille :

— N'allez pas lui tourner la tête, cousin. Qu'elle soit bonne, jolie est chose de peu d'importance !...

L'émigré acquiesça d'un geste résigné et théâtral. Il demeura quelque temps à regarder la jeune fille, puis se redressant sur son fauteuil il demanda à la comtesse :

— C'est l'héritière ?

— Non. Sur le tard sa maman s'est vu gratifier d'un petit garçon qui lui est tombé de la lune...

Et la noble dame désignait d'un sourire le petit chausson de laine fine auquel travaillait sa petite-fille. Celle-ci, la joue en feu et la paupière baissée, remuait ses aiguilles d'un air gauche et embarrassé. Le vieux libertin devina-t-il ce qui se passait en cette âme si pure ? Eut-il, comme tous les grands séducteurs, cette mystérieuse intuition qui permet de lire jusqu'au fond des cœurs et de reconnaître les heures propices à l'amour ? Le fait est qu'un sourire d'une incroyable audace apparut un instant sous la blanche moustache de l'hidalgo et que ses yeux glauques, superbes et dédaigneux comme ceux d'un tyran ou d'un pirate, se fixèrent avec une hardiesse donjuanesque sur cette tête mélancoliquement inclinée qui, avec sa chevelure d'or que partageait une simple raie, avait une sorte de chasteté préraphaélique.

V

Le sourire et le regard de l'émigré n'avaient été que des éclairs, l'un sinistre et l'autre rapide. Reprenant aussitôt son attitude de grand seigneur, Don Juan Manuel s'inclina devant la comtesse.

— Pardonnez-moi, cousine, de ne vous avoir pas encore demandé des nouvelles du comte.

La vénérable dame soupira en levant les yeux au ciel.

— Ah! le comte ! Le titre est depuis longtemps passé à mon fils Pedro !...

Le mayorazgo eut un sursaut dans son fauteuil, et frappant le sol du bout de sa canne :

— Vive Dieu ! Un émigré ne sait jamais rien. A peine de retour une nouvelle... Pauvre ami ! Pauvre ami... Nous ne sommes que poussière !...

Il fronça le sourcil, et s'appuyant des deux mains sur le pommeau d'or de sa canne, ajouta d'un air fanfaron :

— Si je l'avais su auparavant, croyez bien que je n'aurais pas demandé l'hospitalité du château.

— Pourquoi ?

— Parce que vous ne m'avez jamais beaucoup aimé. En cela vous êtes de la famille !

La noble dame sourit tristement :

— Vous vous êtes conduit de telle sorte que tous vous ont renié. Mais à quoi bon réveiller maintenant le passé? C'est à Dieu que vous aurez à rendre compte de votre vie, et alors...

Don Juan Manuel s'inclina d'un air sarcastique :

— Je vous jure, comtesse, que j'ai bien le temps de me repentir.

Le Chapelain, qui n'avait pas desserré les lèvres, répliqua avec affabilité, une affabilité à laquelle l'inclinait la peur de provoquer la colère de l'hidalgo.

— Voltairianisme, Don Juan Manuel... Voltairianisme que plus tard, à l'heure de la mort...

Don Juan Manuel ne répondit pas. Dans les yeux de Rosarito il achevait de lire une prière à la fois timide et ardente. Le vieux libertin toisa le prêtre de haut en bas, et se tournant vers la jeune fille, qui tremblait, il répondit en souriant :

— Ne craignez rien, mon enfant ! Si je ne crois pas en Dieu, j'aime les anges...

Le prêtre, du même ton de franchise conciliante, se mit à répéter :

— Voltairianisme, Don Juan Manuel !... Voltairianisme de France !...

La comtesse, à qui les impiétés non moins que les galanteries de l'émigré inspiraient une vague terreur, intervint avec une certaine brusquerie :

— Laissez, Don Benicio ! Il ne pourra pas plus vous convaincre que nous...

Don Juan Manuel sourit avec une exquise ironie :

— Merci, cousine, de l'opinion que vous vous faites sur la fermeté de mes idées, car je me suis déjà aperçu combien était grande l'éloquence de votre chapelain!

La comtesse sourit froidement, du bout des lèvres, et autoritaire, jeta un regard au prêtre afin de lui imposer silence. Puis, adoptant cette attitude grave et un peu mélancolique qu'employaient les dames de 1830 pour se mettre en garde ou pour accueillir les cavaliers dans le cercle, elle murmura :

Quand je pense à tout le temps écoulé depuis que nous nous sommes vus!... D'où sortez vous maintenant? Quelle nouvelle folie vous amène? Vous autres émigrés, vous ne vous reposez jamais !...

C'en est fait de mes années de lutte, comtesse... A présent, je ne suis plus l'homme que vous avez connu. Si j'ai passé la frontière, c'est uniquement pour porter secours à une orpheline, fille d'un pauvre émigré, qu'ont assassiné les étudiants de Coimbra. Ce devoir rempli, je m'en retourne en Portugal.

— S'il en est ainsi, que Dieu vous protège!...

VI

Une vieille horloge portative sonna dix heures. Elle était en argent doré, d'un goût baroque, comme tous les ouvrages du XVIIIe siècle. Elle représentait un Bacchus couronné de pampres et endormi sur un tonneau. La comtesse compta les heures à voix haute, puis reprit le cours de sa conversation :

J'ai su que vous étiez passé par Santiago, et que depuis vous aviez été à la foire de Barbanzon sous un costume de maquignon. Mes renseignements m'ont appris que vous conspiriez.

Je sais : cela s'est dit.

On vous juge capable de tout, excepté de pratiquer la charité comme un apôtre...

Et la noble dame sourit d'un air d'incrédulité. Au bout d'un moment elle ajouta, baissant insensiblement la voix :

C'est pourquoi vous ne devez pas vous sentir la tête très sûre sur les épaules!

Et sous le masque de froideur dont elle s'efforçait de couvrir ses paroles, se devinaient l'intérêt et l'affection. Don Juan Manuel répondit sur le même ton de confidence, tout en promenant son regard à travers le salon :

— Maintenant vous avez compris que je suis venu en fuyard ! Il me faudra un cheval pour repasser dès l'aube la frontière.

— Dès l'aube ?

— Dès l'aube.

La comtesse réfléchit un moment.

— C'est que justement nous n'avons pas dans le château la plus médiocre monture !....

Et s'étant aperçue que l'émigré fronçait le sourcil, elle ajouta :

— Vous avez tort d'en douter. Vous pouvez descendre à l'écurie et vous en assurer vous-même. Il y a quelque chose comme un mois qu'en faisant une tournée, Don Ramon Maria, le Manchot, a emmené les deux juments que nous avions. Je n'ai pas voulu en racheter, parce que je m'exposerais à ce que la même chose se répète une autre fois.

Don Juan Manuel l'interrompit :

— Et n'y a-t-il pas dans le village quelqu'un qui prêterait un cheval à la comtesse de Cela?

La demande du mayorazgo fut suivie d'un moment de silence. Toutes les têtes s'étaient inclinées et paraissaient réfléchir. Rosarito, assise près de sa grand'mère, inactive et les mains croisées, articula timidement :

— Petite grand'mère, l'Aumônier a un cheval qu'il ne se risque pas à monter.

Et le rouge au visage, sa bouche de Madone entr'ouverte et, dans le regard, quelque chose de mystérieux et de changeant, Rosarito se rapprochait de la comtesse comme si elle cherchait refuge dans le danger. Don Juan Manuel lui inspirait de la peur, mais une peur qui la fascinait. Elle aurait voulu ne pas avoir connu cet homme, et l'idée qu'il pourrait s'en aller l'attristait. Il lui apparaissait comme le héros d'un conte effrayant et magnifique dont le récit s'écoute en tremblant et, néanmoins, captive l'âme jusqu'à la fin avec la force d'un sortilège. Aux paroles de la jeune fille, l'émigré sourit avec un chevaleresque dédain et de nouveau se mit à friser sa moustache souple et bizarrement relevée sur la lèvre. Son attitude était tant soit peu moqueuse :

— Vive Dieu ! Un cheval que l'Aumônier ne se risque pas à monter doit être presque un Bucéphale. Voilà, mes très chères, le coursier de mes rêves !

La comtesse déplaça distraitement quelques cartes, et, au bout d'un moment, comme si la pensée et la parole lui venaient de très loin, elle se tourna vers le chapelain :

— Don Benicio, ce serait le moment pour vous d'aller jusqu'à la cure pour causer avec l'Aumônier.

Don Benicio répondit en tournant les feuillets de l'*Année Chrétienne* :

— Je ferai ce que désire Madame la comtesse, mais sauf meilleur avis, je crois qu'on prêterait plus d'attention à une lettre d'Elle.

Ayant alors relevé la tête il remarqua l'air de contrariété avec lequel la dame l'écoutait; le prêtre se hâta de dire :

— Que Madame la comtesse me permette de m'expliquer. Le jour de la Saint Michel nous fûmes ensemble à la chasse. L'Aumônier et l'Abbé de Cela qui nous avaient rejoints dans la montagne me jouèrent un mauvais tour. Toute la journée ils ne cessèrent de se moquer. Avec leurs soixante ans sonnés, tous deux ont l'humeur de vrais gamins ! Si je me présente maintenant à la cure en demandant le cheval, il est sûr qu'ils croiront à une plaisanterie. C'est un vieux renard que Monsieur l'Aumônier !

Rosarito murmura avec effort à l'oreille de sa grand'mère :

— Petite grand'mère, écrivez...

De sa main tremblante la comtesse caressa la tête blonde de sa petite-fille.

— Oui, chère petite !...

Et la comtesse de Cela, qui depuis tant d'années était menacée d'impotence, se mit debout sans aide et, précédée du Chapelain, traversa le salon fièrement inclinée sur sa béquille, une de ces béquilles comme on en voit dans les sanctuaires, avec une poignée de velours cramoisi garnie de clous d'argent.

VII

Du fond obscur du jardin, où les grillons donnaient une sérénade, arrivaient des murmures et des aromes. Le vent léger qui les portait berçait les arbustes sans éveiller les oiseaux qui s'y étaient endormis. Par moment le feuillage, mystérieux comme la tunique d'une déesse, s'écartait avec un murmure, livrant passage au blanc rayon de lune qui allait se briser sur un banc de pierre jusqu'alors caché dans l'ombre clandestine. Le jardin chargé d'aromes, et ces bruits de la nuit imprégnés de volupté et de paresse, et ce rayon de lune, et cette solitude et ce mystère offraient comme une évocation romantique de rendez-vous d'amour au temps des troubadours.

Don Juan Manuel quitta son fauteuil et absorbé de pensées étranges se mit à se promener, sombre et taciturne. L'appartement tremblait sous son pas martial, et les consoles démodées qui ressemblaient à des autels avec leur surcharge de statuettes rococos, de globes et de vases de fleurs; les yeux de la jeune fille suivaient inconsciemment, mais avec crainte, les allées

et venues du sombre personnage : quand l'émigré approchait de la lumière, elle n'osait le regarder; quand il se perdait dans la pénombre, elle le cherchait avec anxiété. Don Juan Manuel s'arrêta au milieu du salon. Rosarito baissa ses mobiles paupières. Le mayorazgo sourit en contemplant cette délicate tête blonde qui s'inclinait comme un lys d'or et, au bout d'un moment, prononça :

— Regarde-moi, mon enfant! Tes yeux me rappellent d'autres yeux qui ont pleuré pour moi!

Don Juan Manuel avait les gestes tragiques et la phraséologie perfide et caressante des séducteurs romantiques. Durant sa jeunesse il avait connu lord Byron, et sur lui l'influence du poète avait été décisive. Au bruit de cette voix, les cils de Rosarito frôlèrent sa joue d'un timide battement d'ailes, puis demeurèrent baissés comme ceux d'une novice. L'émigré agita sa chevelure, cette chevelure dont l'histoire romanesque s'était imposée tant de fois ce soir-là à la jeune fille, et fut s'asseoir sur le canapé :

— S'il viennent me prendre, que feras-tu? Te risqueras-tu à me cacher dans ta chambre? Une abbesse de San Payo sauva ainsi la vie à ton grand-père!...

Rosarito ne répondit pas. Elle, si innocente, sentait le feu de la pudeur courir dans toute sa chair.

Le vieux libertin la regarda fixement, comme s'il cherchait à la troubler davantage. L'expression de ses yeux glauques avait par moment quelque chose de sombre et de fascinateur, d'inquiétant et de hardi : on aurait dit qu'ils distillaient l'amour comme un venin, qu'ils violaient les âmes, et qu'ils volaient les baisers aux bouches les plus pures. Au bout d'un instant il ajouta avec un sourire d'amertume :

— Ecoute ce que je vais te dire. S'ils viennent me prendre, je me ferai tuer. Maintenant ma vie ne peut être ni longue ni heureuse, et ici tes mains pieuses feraient ma dernière toilette !...

Comme s'il eût voulu chasser de sombres pensées il secoua la tête, d'un mouvement plein de virile beauté, et rejeta en arrière les cheveux qui cachaient son front, un front qui paraissait contenir toutes les extravagances et toutes les folies, aussi bien celles de l'amour que celles de la haine, les célestes que les diaboliques...

Rosarito murmura presque sans voix :

— Je ferai une neuvaine à la Vierge pour qu'elle vous conduise sain et sauf hors de ces terribles périls!...

Un flot d'indicible compassion l'étouffait, mêlé à une angoisse très douce. Elle se sentait prise d'une étrange confusion, prête à pleurer, elle ne savait si c'était d'anxiété, ou de peine, ou de tendresse, émue jusqu'au plus profond de son être par une commotion obscure, jusqu'alors inconnue ni même pressentie. Le feu de la pudeur lui brûlait les joues; son cœur aurait voulu sauter de sa poitrine; une contraction de divine angoisse lui étreignait la gorge et de mystérieux frissons couraient à travers sa chair. Tremblante, de ce tremblement que le voisinage de l'homme fait éprouver aux vierges, elle voulut fuir ces yeux hypnotiques et dominateurs qui la regardaient toujours; mais le sortilège persista. L'émigré la retint d'un geste étrange, tyrannique geste d'amant, tandis qu'elle, éplorée, vaincue, se couvrait le visage de ses deux mains, de ses belles mains de novice, pâles, mystiques et ardentes!

VIII

La comtesse de Cela parut à la porte du salon, et haletante y demeura sans force :

Du bout de sa béquille elle écarta la portière blasonnée. Rosarito s'essuya les yeux, rougit et s'empressa d'accourir. La noble dame s'appuya d'une main tremblante sur l'épaule de sa petite fille, et reprit haleine dans un soupir.

— Il est en route vers la cure, notre vaillant Don Benicio!...

Puis des yeux elle chercha l'émigré :

Vous, j'espère qu'avant demain matin vous ne vous mettrez pas en route? Ici vous êtes en sûreté, comme vous ne le seriez nulle part.

Sur les lèvres de Don Juan Manuel passa un sourire de superbe dédain. La bouche du noble condottiere eut ce pli avec lequel les grands seigneurs des temps jadis défiaient la mort. Don Rodrigo Calderon dut avoir ce sourire sur l'échafaud. La comtesse se laissant tomber sur le canapé, ajouta avec une douce ironie :

— J'ai commandé qu'on prépare l'appartement où vécut, au dire des chroniques, Fray Diégo de Cadix, lorsqu'il séjourna dans ce palais. Il m'a paru que la demeure d'un Saint était ce qui convenait le mieux à Votre Grâce...

Et elle acheva sa phrase par un sourire.

Le mayorazgo s'inclina par manière d'assentiment moqueur. Au bout d'un instant il s'exclama avec une sorte de violence :

— J'ai fait dix lieues par monts et par vaux et je suis littéralement moulu, comtesse!

Don Juan Manuel s'était levé. La comtesse le retint en murmurant :

— Que Dieu vous protège malgré la vie que

vous menez! Il faut vous retirer et reprendre des forces pour demain matin.

Puis, se retournant vers sa petite-fille, elle ajouta :

— Tu l'éclaireras et tu lui montreras le chemin, petite.

Rosarito acquiesça de la tête, comme font les enfants timides, et s'en fut allumer un des candélabres placés sur la grande console faisant face à l'estrade. Tremblante comme une jeune épouse, elle s'avança jusqu'à la porte, où il lui fallut attendre que se terminât le colloque que le mayorazgo et la vieille aristocrate tenaient à voix basse. A peine Rosarito percevait un vague murmure. En soupirant elle appuya la tête contre le cgambranle de la porte et entr'ouvrit les yeux. Elle se sentait prise d'un trouble plein de palpitations tumultueuses et confuses. Dans cette attitude de cariatide, elle semblait une figure idéale suspendue aux bords de l'autre vie. Elle était si pâle et si triste qu'il n'était pas possible de la contempler un instant sans se sentir le cœur étreint par l'idée de la mort... Sa grand'mère l'appela :

— Que t'arrive-t-il, petite?

Pour toute réponse Rosarito ouvrit les yeux et sourit tristement. L'aïeule remua la tête en signe d'inquiétude, et se tournant vers Don Juan Manuel :

— Vous, j'espère encore vous voir demain matin. Le Chapelain nous dira la messe de l'aube dans la chapelle; je désire que vous l'entendiez...

Le mayorazgo s'inclina, comme il aurait pu faire devant une reine. Puis, avec cette démarche altière si bien d'accord avec le fond de son âme, il traversa le salon. Quand la portière fut retombée derrière lui, la comtesse de Cela dut sécher ses larmes :

— Quelle vie, mon Dieu! Quelle vie!...

IX

Le salon, ce grand salon orné d'appliques, de portraits de généraux, de dames et d'évêques, s'est enseveli dans une inquiétante pénombre. La vieille comtesse s'est endormie sur le canapé. Posés sur le guéridon, la canne du mayorazgo et l'ouvrage de Rosarito paraissent en faire autant. Une nuée de fantômes s'agitent derrière les épaisses courtines.

Tout dort! Mais voici que soudain la comtesse ouvre les yeux et les fixe avec épouvante sur la porte du jardin. Elle s'imagine avoir entendu un cri au milieu de ses rêves, un de ces cris de la nuit, inarticulés et d'autant plus effrayants. La tête tendue, l'esprit effrayé et comme en suspens, elle demeure quelques minutes aux écoutes... Bien! le silence est profond. La tranquillité de l'appartement n'est troublée que par le battement menu et régulier d'un cartel qui brille au mur du fond à peine éclairé...

La comtesse s'est de nouveau assoupie.

Une souris sort de sa cachette et traverse le salon avec un gentil et vif trottinement. Les appliques la regardent de haut : on dirait les pupilles de monstres cachés dans les recoins obscurs. Le reflet de la lune pénètre jusqu'au milieu du salon : appuyés contre des vases pleins de roses, les portraits au daguréotype scintillent sur les consoles. Par intervalles s'entend la voix flûtée et dolente d'un crapaud qui chante dans le jardin. Il est minuit, et la lumière de la lampe agonise...

La comtesse s'éveille et fait le signe de la croix.

De nouveau elle a entendu un cri, mais cette fois si clair, si distinct qu'il n'y a plus maintenant de doute. Elle saisit sa béquille et, prête à se lever, écoute. Un gros chat noir, grimpé sur le dossier d'une chaise, fait le guet de ses yeux luisants de la comtesse ressent le frisson de la peur. Pour échapper à cette obsession des sens, elle se lève et sort du salon. Le chat noir la suit en miaulant lamentablement : Sa queue hérissée, son dos arqué, ses yeux phosphorescents lui donnent l'aspect macabre d'un animal fantastique. Le corridor est obscur. Le choc de la béquille résonne comme dans la nef déserte d'une église. Enfin, là-bas, une porte entr'ouverte laisse filtrer un rais de lumière...

La comtesse y parvient en tremblant,

La chambre est déserte, elle paraît abandonnée. Par une fenêtre ouverte, qui donne sur le jardin, on entrevoit la silhouette fantastique des massifs d'arbres qui se détachent sur le ciel noir et constellé d'étoiles; la brise nocturne fait vaciller les bougies d'un candélabre d'argent qui recueille sur ses bobèches d'or des larmes désespérées : cette fenêtre ouverte sur le jardin mystérieux et sombre a quelque chose d'évocateur et de suggestif. Il semble que par elle quelqu'un vient de s'enfuir!...

La comtesse s'arrête, glacée d'épouvante.

Au fond de la chambre, le lit de gaïac, où cent ans auparavant avait dormi Fray Diégo de Cadix, dessine ses lignes rigides et sévères sous les longs rideaux de damas antique, ce damas cramoisi qui semble avoir quelque chose de liturgique, tant il rappelle les vieilles bannières paroissiales. Parfois une tache noire glisse rapi-

dement sur le mur : c'est l'ombre d'un oiseau gigantesque; on la voit se poser sur le plafond et se déformer dans les angles, s'arracher du sol et se cacher sous les chaises; parfois la voilà prise d'un vertige funambulesque, d'autres fois elle saute sur le mur et y court comme une araignée...

La comtesse pense défaillir.

A cette heure, au milieu de ce silence, le bruit le plus léger accroît son hallucination. Un meuble qui craque, un ver qui ronge le chêne, le vent qui tourbillonne dans l'encadrement des fenêtres, tout a pour elle des intonations tragiques, effrayantes. Courbée sur sa béquille, elle tremble de tous ses membres. Elle s'approche du lit, écarte les rideaux et regarde. Rosarito est là, inanimée, glacée, toute blanche! Deux larmes humectent ses joues. Les yeux ont le regard fixe et terrifié des morts. Sur son blanc corsage coule un filet de sang!... L'épingle d'or qui quelques moments auparavant assujettissait encore la natte de la jeune fille est brutalement clouée dans la poitrine, en plein cœur. La blonde chevelure s'épand sur l'oreiller, tragique, comme celle d'une Madeleine!...

DON RAMON DEL VALLE-INCLAN.

(Adapté de l'espagnol par A. Francestel).

L'ALLEMAGNE SOUS LE RÉGIME DU RENTENMARK

Il faut remonter au Directoire, pour rencontrer dans l'Histoire une réforme monétaire aussi hardie que celle ayant ramené l'Allemagne du régime de l'inflation hypertrophiée à celui du rentenmark, c'est-à-dire en somme au *régime de l'or*. Car, le *rentenmark au cours du change vaut de l'or*. Il regarde les yeux dans les yeux le dollar américain, comme les Britanniques aimaient à le dire prématurément de la livre au début de 1923; il fait prime — notablement — par rapport à la livre sterling. La cote du change à Londres en témoigne.

Au prix la livre vaudrait 20 mark. Or, elle ne cote à Londres que 18 Mk, 20. La livre est dépréciée par rapport au mark dans la mesure même où elle l'est par rapport au dollar. Lors de la naissance du rentenmark, beaucoup furent sceptiques au sujet de l'avenir de cette nouvelle monnaie fiduciaire. Elle a aujourd'hui subi l'épreuve du temps : car elle l'a supportée à une époque, où les jours valent des années d'autrefois. L'Allemagne dispose de grosses quantités de monnaies étrangères appréciées accumulées par des nationaux pendant la période de dépréciation rapide du papier-monnaie (au moins 1.200 millions de mark or d'après le rapport du Deuxième Comité des Experts, page 5). — Elle a tout récemment obtenu des ouvertures de crédit en dollars et en livres aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne. Le Directeur de la Reichsbank, le Dr Schacht, s'oppose fermement à toute nouvelle inflation. Le *rentenmark* reste convertible *au pair en dollar*. L'Allemagne a retrouvé le régime de l'or. C'est la déflation de la plus vaste envergure qu'on ait jamais vue : l'Allemagne affirme encore une fois son goût pour le colossal.

***

Mais une pareille réforme monétaire ne pouvait manquer d'agir sur l'ensemble de l'économie allemande. Au gonflement des prix, des bilans de banques et des bilans de société succède un dégonflement sans précédent, transformant en modestes unités les trillions de la veille. La métamorphose se produit assez simplement : un trait sur le nombre voulu de zéros et la nouvelle comptabilité est en règle, le trillion d'hier est le mark d'aujourd'hui. Certaines sociétés hésitent à tirer ce trait. Mais d'autres s'y résolvent. En tout cas les prix dès maintenant sont cotés en mark or. Et *l'index des prix de gros* allemands, fort intéressant pour nous, puisque nous serons payés en marchandises allemandes, *accuse une baisse exceptionnellement rapide. C'est à tel point que les prix de gros sont aujourd'hui plus bas que dans n'importe quel pays du monde*. Ils sont à peine plus élevés qu'en 1913 : voici les chiffres : au début de mai l'index officiel est de 125 pour le prix de gros.

PRIX DE GROS
1913=100

	Allem.	France
Novembre 1923.....	139	452
Décembre 1923.....	126	468
Mai 1924.....	125	468

Quant à l'index du coût de la vie, il est de 115 et n'a pas varié sensiblement depuis cette époque. Il serait beaucoup plus bas, s'il n'était gonflé par le prix des marchandises importées. Le prix des marchandises allemandes (vivres notamment) dépasse à peine le niveau (100) d'avant-guerre.

Cette baisse brusque des prix tient dans une large

mesure à l'état du crédit en Allemagne. Le taux de l'argent atteint une hauteur sans précédent. Voici pourquoi. Pendant la période d'inflation, la fuite devant le papier a déterminé toutes les entreprises commerciales et industrielles à transformer le plus possible de leurs avoirs en mark (billets, dépôts en banques, avoirs en compte-courant), en marchandises. Elles ont beaucoup accru leurs immobilisations (matériel, outillage). Elles ont accumulé des stocks de matières premières. Elles ont augmenté leur puissance de production. Une disproportion en est résultée entre le fonds de roulement, nécessaire à toute entreprise, pour payer notamment les salaires de ses ouvriers, et la puissance de production de l'usine. Sous le régime de l'inflation accélérée, le billet de change suffisait à tout. Le crédit fournissait à ces usines les fonds nécessaires. Le recours au crédit était d'ailleurs plus avantageux que l'entretien d'un fonds de roulement appartenant à l'affaire ; on empruntait un million de mark remboursable dans trois mois par exemple. A l'échéance, ce million de mark converti en marchandises ne représentait même pas la moitié de ce qu'il représentait au moment du recours au crédit. Toutes les entreprises allemandes ont donc été amenées à préférer un fonds de roulement *fourni par le crédit* à un fonds de roulement *propre. Elles ont immobilisé leurs fonds.*

Aujourd'hui la situation est renversée : l'inflation a été brusquement enrayée. Les entreprises doivent compter sur elles-mêmes : elles manquent de fonds de roulement. Pour se les procurer, elles doivent ou bien payer des taux d'intérêt très élevés (ce qui est rare et très demandé est cher) — ou bien jeter sur le marché leurs marchandises : de là, la baisse des prix. Cherté du crédit et baisse des prix ont toujours été deux notions parallèles en économie politique, solidaires l'une de l'autre, et l'une réagissant sur l'autre. L'Allemagne nous offre aujourd'hui un exemple remarquable de cette loi.

Mais en période de cherté du crédit et de baisse des prix, un autre phénomène surgit : la faillite, définie la cessation de paiement. Une entreprise robuste, bien gérée, faute de crédit nécessaire peut être — en période de mévente — amenée à suspendre ses paiements. C'est le cas aujourd'hui d'un grand nombre de sociétés allemandes et des plus puissantes. A l'échéance des traites ou des prêts à elles consentis, elles ne peuvent s'acquitter. Les magasins sont pleins ; *la caisse est vide.* Mais, qu'on ne s'y trompe pas : la faillite lèse les seuls intérêts privés, qui en sont victimes. Bien outillée, bien conduite, l'entreprise, après s'être allégée d'une partie de ses dettes, repartira d'autant plus redoutable pour ses concurrents. L'Allemagne illustre aujourd'hui la formule populaire du commerçant enrichi par des faillites successives. La banqueroute du mark papier a déchargé de leurs dettes obligatoires les sociétés allemandes, de leurs dettes *à long terme.* La disette de crédit les allège aujourd'hui de leurs dettes *à court terme.* Elles seront demain sur les marchés extérieurs les plus redoutables des concurrents.

Mais, dira-t-on, à défaut de la banque d'émission, rebelle à toute inflation, les *sociétés de crédit* peuvent fournir aux entreprises bien menées les fonds nécessaires. Avant-guerre les banques allemandes ont joué un rôle décisif à cet égard. Depuis la fin de la guerre, l'inflation rapide a mis les sociétés de crédit dans l'impossibilité de jouer ce rôle avec la même efficacité. Leur capital propre et leurs réserves ont fondu à mesure que le mark se dépréciait. Quant à leurs dépôts (simples ou en compte-courant), ils ont dégonflé par suite des opérations d'immobilisation dont nous parlions à l'instant. Les Allemands, qui de bonne heure ont aperçu l'issue de la crise du mark, se sont hâtés de transformer en monnaies étrangères ou en marchandises, *en valeurs réelles,* leurs dépôts en banque. Les dépôts en banque ont fondu très rapidement. Tant que l'on a compté en milliards, billions et trillions, le dégonflement n'a pas été apparent. Mais il le devient du jour où l'on transforme en or ce château de carte. Les sociétés de crédit n'y procèdent pas toujours elles-mêmes. Mais la presse se livre volontiers à cette métamorphose. Et les sociétés de crédit allemandes nous apparaissent comme ayant subi une terrible crise d'amaigrissement ; tant et si bien qu'en 1923, elles renoncent à toute distribution des bénéfices dans le but de reconstituer leur capital et de retrouver leur puissance financière de jadis. Le total du passif (dépôts et comptes-courants principalement), des sept banques principales de Berlin atteint au 31 décembre 1923 1.161 millions mark or contre 6.067 millions au 31 décembre 1913, à peine le cinquième du chiffre d'avant-guerre.

Si les grandes banques en sont là, les petites et les moyennes disparaissent : issues du régime du papier monnaie, elles meurent avec lui. Il est vrai qu'en 1913 il y avait 100.000 employés de banque, et au moment où les grandes banques congédient 50.000 employés (automne 1923) on en compte 375.000.

L'Allemagne doit donc aujourd'hui reconstituer ses fonds de roulement. Comment? Certains inclineraient en faveur d'une augmentation de la circulation de billets libellés en rentenmark ; mais, le Dr Schacht tient bon. Plus d'inflation. Et il renvoie

les industriels allemands aux banques étrangères. Les taux d'escompte sont très bas aux Etats-Unis, bas en Grande-Bretagne. L'Allemagne doit recourir au crédit étranger. Le conseil est sage à n'en pas douter, si l'on veut éviter de retourner au papier monnaie.

***

Mais une Allemagne ayant trouvé le nécessaire à la reconstitution de son fonds de roulement se posera en concurrent singulièrement dangereux sur le marché extérieur. Car cette dette constituera pour sa production la *dette unique*. Son prix de revient supportera la charge en intérêts les plus réduits. Quant aux matières premières, elle les produit : houille, minerai de zinc, minerai de fer (en partie). Dans la mesure où elle les achètera au dehors, et notamment aux Etats-Unis (coton, cuivre), elle se les procurera aux meilleurs conditions, puisqu'elle est aujourd'hui au régime de l'or : les fluctuations du change ne fausseront plus ses prix de revient. Enfin les salaires des ouvriers sont plus bas qu'avant-guerre ; sa main d'œuvre sort déprimée de cette épreuve ; elle a renoncé à la journée de huit heures.

En mars 1924 on évalue le salaire réel à 75 % du salaire d'avant-guerre, là où on a renoncé à la journée de huit heures. Dans huit des principales industries allemandes le salaire moyen hebdomadaire de l'ouvrier qualifié atteint 28 mark or.

Et si les prix allemands ne sont sans doute pas destinés à rester au niveau, où ils sont tombés aujourd'hui — étant donnés le renforcement, le perfectionnement, le rajeunissement de son outillage, le prix des matières premières, le taux des salaires, — le prix allemand comme avant-guerre pourra être plus bas que celui de tout autre producteur : américain, anglais et français.

Créanciers de l'Allemagne, nous devons nous en féliciter : seul un large excédent des exportations allemandes sur les importations permettra à l'Allemagne de s'acquitter. Mais nous devons aviser : l'Allemagne est un concurrent redoutable, d'autant qu'à dater du 10 janvier 1925 nous cesserons de jouir en Allemagne de la clause de la nation la plus favorisée. A cette date, en vertu du traité de Versailles, l'Allemagne recouvre à notre égard la *maîtrise de ses tarifs*. Or, l'Allemagne sous le régime privilégié pour nous qui résulte du Traité est devenue l'un de nos meilleurs clients.

***

Sans doute, pour que l'Allemagne s'acquitte une dernière condition est indispensable : *le rétablissement de ses finances*. Mais, sous le régime du rentenmark, les finances publiques allemandes accusent un retour remarquable à l'équilibre : caractérisé par des excédents de recouvrements sur les prévisions, des excédents des recettes sur les dépenses. Heureux pays. Le Budget, il est vrai, ne prévoit encore aucune dépense au titre des réparations, pas même les dépenses provenant des livraisons de charbon et de coke, qui pèsent tout entières sur les mines de la Ruhr. Mais un pays capable dès maintenant, après de telles secousses, d'équilibrer son budget ordinaire pourra dans un avenir rapproché inscrire de grosses sommes au titre des réparations. Le seul problème délicat restera celui du *transfert des mark or* en monnaies étrangères. Car les marchés extérieurs devront absorber de grosses quantités de marchandises allemandes. Les exportations allemandes doivent grossir, si les Alliés veulent être payés. Et la balance du commerce allemand n'est pas encore satisfaisante. Les importations l'emportent sur les exportations.

	Import. (millions Mk or)	Export.	Import.
Janvier 1924	565	430	+ 135
Février —	715	465	+ 250
Mars. —	687	456	+ 231
Avril. —	800	481	+ 319
Mai. —	869	514	+ 355

Mais la marine marchande se reconstitue avec une rapidité remarquable. Anéantie par le Traité de Paix, elle fait aujourd'hui figure dans le monde entier. Les grandes compagnies de navigation n'ont pas encore retrouvé leur flotte d'avant-guerre. La Hamburg-Amerika possède une flotte de 432.000 t. (contre 1.360.000 en 1913) ; le Norddeutscher Lloyd une flotte de 401.000 tonnes (contre 982.000 en 1913). Ces progrès suffiront bientôt à tout cependant. Car le tonnage nécessaire aujourd'hui n'est pas aussi élevé qu'avant la guerre. L'Allemagne gagne des rangs dans ce concours des peuples : à cette manière de tourniquet maritime qu'est le Canal de Suez, elle occupe dès aujourd'hui la quatrième place, après avoir été reléguée à la dernière.

***

La production allemande reste satisfaisante, si on la compare à celle des autres grandes nations d'Europe. Le chômage est rapidement décroissant. Le nombre des chômeurs secourus est en diminution sensible : 210.000 au 1er juin contre 307.000 au 1er mai, 700.000 au 1er avril. Et la révolution qui vient de se produire dans les fortunes privées va tendre toutes les énergies vers leur reconstitu-

**

tion. Car la crise, que vient de traverser l'Allemagne, équivaut à l'*anéantissement de toutes les fortunes privées*. L'Etat a fait banqueroute : il ne paiera rien à ses rentiers jusqu'à complet acquit des réparations. Les sociétés ont remboursé pendant l'inflation leurs obligataires en papier. Les obligataires remboursés sont ruinés. Enfin, les créances non remboursées sont réduites à 15 % de leur montant. C'est une banqueroute générale de 85 %. Les actionnaires ne sont pas pour cela dans une situation bien favorable.

Quant aux loyers des maisons, ils sont notablement inférieurs à l'avant-guerre, pas même la moitié.

Restent les propriétaires de terres. Le paysan vit sur le sol. Il est sans doute le plus favorisé. Mais le junker souffre de la baisse récente et particulièrement marquée des produits agricoles, alors que les engrais et les produits nécessaires à la culture restent à un niveau sensiblement plus élevé. Des droits de douane vont être établis à l'entrée des céréales étrangères.

***

L'Allemagne nous apparaît ayant procédé à un rétablissement remarquable de sa monnaie, de sa situation économique et financière. Elle n'a pas hésité à proclamer la banqueroute la plus radicale que l'Histoire ait jamais enregistrée. Dettes publiques, dettes privées sont réduites à zéro ou presque. Après avoir sacrifié 2 millions d'hommes sur les champs de bataille, elle a anéanti la fortune des simples particuliers. Seuls les protecteurs survivent, formidablement outillés. Le rentier a vécu. L'avènement du mark papier annonce et celui du rentenmark consacrent cette déchéance. Mais un peuple tel que le peuple allemand appellera de cet arrêt. Demain l'Allemagne, par son travail et par son épargne, reconstituera ce que quatre ans d'inflation ont suffi à anéantir. Malgré la charge légitime des réparations, l'Allemagne sera demain de tous nos concurrents le plus redoutable : elle aura entre tous *le prix de revient le plus bas*. Ne l'oublions pas.

Jean LESCURE,
Professeur à la Faculté de droit de Paris.

PORTRAITS D'ÉCRIVAINS

PAUL CAZIN

Une rue vieillotte et tortueuse... D'antiques remparts gallo-romains sur lesquels des jardins en pente viennent contempler la plaine éduenne... Là-bas, la tour des Ursulines surmontée d'une Vierge qui a servi de cible en 1870 aux armées de Manteufel... Des cloches de couvents répondent aux *angelus* et aux glas de la vieille cathédrale. Je m'arrête devant le seuil de mon ami, l'humaniste, revenu de la guerre dans sa maison d'Autun comme Ulysse chez Pénélope.

Ce n'est plus le décor reposant de sa vallée de Chevreuse « où l'Yvette dormait sous une brume tiède ». Nous sommes à Augustaudunum, la studieuse patrie d'Eumène, « soror et æmula Romae ». Je regarde cette haute maison entre cour et jardin, avec ses adorables louvres qui datent de la Grande-Mademoiselle, fantaisie d'un courtisan de Louis XIII. C'est là que P. Cazin vient d'installer ses nouveaux Lares.

Il n'est pas inutile de connaître les aîtres d'une maison si l'on veut prétendre à pénétrer l'âme tout entière de celui qui l'habite. Car si nos visages sont le plus souvent le reflet de nos âmes, nos maisons sont aussi des visages de pierre qui s'apparentent à notre vie intime. On lit quelquefois sur la pierre ce qui se cache au fond des cœurs. J'entre. On me dit : il est là-haut. Je le reconnais à ses jambes qui pendent d'un échafaudage. Il est là-haut, en effet, avec un peintre de ses parents, M. Castres, au milieu des pots de vermillon et de jaune de chrome, occupé à fileter d'or et de rouge les poutrelles de l'atelier.

Là aussi, l'intérieur de la maison raconte l'âme qui l'a élue : des voûtes spacieuses pour son envol vers les sommets, et sous le plâtre infâme qu'il faut abattre, ces bois vénérables des poutrelles anciennes, ces dessins d'une ligne si pure et qu'on doit aller chercher sous la chaux et la céruse où ils se cachent.

— Ah! c'est vous, mon cher ami, je descends. Une cigarette?

— Merci.

Nous causons. Il veut bien, à ma prière, se raconter devant moi.

— La plupart de mes amis, Gaétan Bernoville, René Johannet, Jean des Cognets, Maurice Brillant et les autres, croient me connaître parce que je parle toujours de moi... Je... Moi... littérature per-

sonnelle, disent-ils. Pour un peu, on me jetterait à la tête l'épithète de « romancique », si parmi nos néo-classiques, ce mot n'était devenu la pire injure... On a écrit que *Décadi* était l'histoire de ma pieuse enfance, dans ma petite ville cléricale de Paray-le-Monial, entre un vieux grand-père qui me gâtait et une mère attirée vers l'ombre des sanctuaires. Peut-être. Et cependant tout cela, sans être entièrement faux, n'est pas tout à fait vrai. Je ne me connais pas, malgré la recommandation du sage : « γνωτί σεαυτον ». Il y a peut-être quelqu'un qui me connaît : le Père de la Sorbière. Mais moi, à chaque instant, je tremble de me découvrir. Et ce que je découvre alors, c'est que je m'ignorais.

Je regarde celui qui a le courage d'un tel aveu..., sa bouche spirituelle, ses yeux voilés derrière ses verres de myope, ses mains nerveuses, toujours en mouvement, occupées à découper la pénombre de cette pièce par des gestes figuratifs d'idées.

Et déjà je l'ai classé parmi ces âmes inquiètes, que le contraste entre la grandeur de l'homme et son néant écrase, et qui, parfois, d'un coup d'aile brusque, atteignent les sommets. Mais je vois bien qu'il m'échappe aussi, comme il avait échappé à ses amis. Je l'écoute avec une attention amusée :

— Moi? Très intelligent? J'ai une mémoire de bête, voilà tout. Polyglotte? Vous savez, l'abbé Maury disait à Joseph de Maistre que les langues sont une science d'imbécile. Et puis, je suis un sensitif, un visionnaire, et en littérature, un réactionnaire. On me croit savant : je sais fort peu de choses, mais je connais mes limites. Seulement, ce que je sais, je ne le montre pas tout à la fois comme X ou Y, qui étalent devant vous leur paquet d'érudition, sans se douter qu'après ce déballage, on a pris leur exacte mesure. Moi, j'ouvre mes tiroirs l'un après l'autre, et bien vite, je les referme afin que l'on suppose que je n'ai pas sorti toute ma marchandise, et qu'il m'en reste encore beaucoup en magasin.

Là-dessus, je l'interromps.

« Vous êtes un ironiste... si, si, ne protestez pas. Croyez-vous que j'ignore votre science acquise au cours de nombreux voyages? A ma connaissance, vous parlez cinq langues vivantes et deux ou trois langues mortes. Votre *Humaniste*? Il suffit de l'ouvrir au hasard pour y rencontrer, à côté d'observations d'un réalisme dépouillé de mièvrerie, des traits légers et acérés comme ceux d'Aristophane. Tel ce portrait de l'adjudant surnommé l'*Effet moral*.

— Je n'ai pas toujours été à l'arrière, ni à à l'avant de l'arrière, ni à l'arrière de l'avant, j'ai vu le feu à l'avant de l'avant. Je l'ai vu dans un grouillement de cadavres. J'ai vu des hommes courant après leur tête qui roulait devant eux comme une boule de pain... et d'autres qui renfonçaient des deux mains leurs entrailles, comme le soldat pressé tasse dans son sac le fouillis des courroies.

— Dans *Décadi*, insistai-je, c'est plusieurs fois, à chaque page que se rencontre la notation humoristique, jamais caustique, qui fait sourire. Telle encore cette scène du baptême de *Décadi*, dont je sais des passages par cœur : « Reçois le sel de la sagesse... » N'est-ce pas de l'ironie la plus fine?

Mais cette fois encore, je suis le seul à rire. L'ironiste, lui, ne riait pas.

— Sur ce point encore, mon cher, vous faites entièrement fausse route. Je ne suis pas un ironiste. Peut-être suis-je un comique. Et même alors je le suis toujours par naïveté, par spontanéité. Ma formation d'avant-guerre était presque entièrement livresque. Je suis imprégné d'*Ecriture*. Le Psalmiste me fournit des solutions concrètes de la vie. Je le cite et même je le récite sans cesse..... Je sais aussi par cœur toutes les aventures d'Ulysse. Ces beaux récits antiques des rapsodes inspirés ou guerriers m'ont fourni dans la vie mes images familières. Elles viennent s'ajouter d'elles-mêmes à ma vision directe des choses par une pente naturelle de mon esprit, que vous appelez l'ironie. De l'ironie? Non point, mais bien cette spontanéité, cette naïveté prise dans son sens étymologique le plus simple, à savoir justement ce manque d'apprêt, ce manque d'artifice littéraire.

— Permettez! N'est-ce pas vous qui avez écrit quelque part : « En art, il faut beaucoup d'artifice pour paraître naturel »?

En écoutant parler de soi cet homme qui, à son dire, n'était rien de ce que croyaient ses amis, rien de ce que je m'imaginais qu'il fût, il me vient comme un soupçon et un désir : le soupçon de me prêter à une mystification, et le désir d'élucider un dernier point. « Evitons, me dis-je, la sécheresse de l'interwiev ». Et dans le but d'apprendre ce que je désirais de connaître, me voici moi-même parti à discourir :

— Vous êtes, commençai-je, quelque peu historien. Vous venez de traduire, en les faisant précéder d'une superbe préface, les mémoires de Jean-Chrysostôme Pasek, type d'aventurier impulsif et qui nous intéresse surtout par l'idée qu'il donne de la vie intellectuelle des grands seigneurs polonais du XVIIe siècle, « d'un de ces milliers de souverains qu'avait alors la Pologne ». Historien des faits, vous l'êtes aussi des idées. A ce titre, je

voudrais vous situer quelque part sur la courbe du spiritualisme en France.

P. Cazin me répond :

— Le pragmatisme a eu chez nous des fortunes diverses, vous le savez. Or, il semble que notre époque marque un retour très net vers les systèmes d'autorité. Voyez plutôt l'histoire de ces variations depuis le règne de Diderot et de Voltaire, règne de l'obscénité et du sarcasme. Le rire du Régent n'était plus celui de Montaigne et moins encore celui de Rabelais, qui sent l'écume d'une sève puissante. C'était un rire qui s'abandonne. La courbe du spiritualisme atteint là un minimum. Puis, survient une nouvelle espérance : l'évangile de l'égalité et de la liberté chez les hommes. Mais après le démenti que lui inflige Napoléon, l'âme du XIXe siècle redevient malade avec Werther, René et Childe-Harold. Ces gens-là voulaient tous mourir. Ils étaient imprégnés de cet ennui de vivre auquel Renan vint donner la plus parfaite des formes littéraires et doctrinales. Or, aujourd'hui, si Renan nous charme toujours par la magie des rythmes, déjà nous abandonnons ces systèmes périmés. La courbe du spiritualisme remonte. Barrès a renoué le fil rompu du traditionnalisme, en nous solidarisant avec nos morts : « L'humanité, disait déjà Auguste Comte, se compose de plus de morts que de vivants. » Et aujourd'hui, que voyons-nous? Toute une pléiade de jeunes : les Claudel, les F. James, continuent et remplacent les morts : les Péguy, les Psichari, petit-fils de Renan lui-même.

— Où devons-nous vous situer, vous, sur cette courbe ascendante, demandai-je de nouveau? Faut-il croire de vous, d'après ce mot d'un romantique rencontré dans *Décadi* : « que vous répondez par un froid silence au silence de la divinité? » Ou par cet autre passage de l'*Humaniste*... L'avez-vous ici l'*Humaniste*? Voulez-vous me le passer? Merci. Ecoutez... Je lis page 233: « Un ange m'apparut. Il portait une coupe qu'il recouvrait de ses deux ailes pleine du sang des blessés et des morts. — Voici me dit-il, le sang propitiatoire. — Va-t'en lui criai-je, hors de moi et crachant la terre qui me remplissait la bouche. Va-t'en, théologien à plumes, avec tous ceux qui ont ergoté sur la souffrance, sur ses mérites, sur sa vertu en soi, sur sa médiation et sa propitiation. Va-t'en, laisse-moi cette coupe, que je montre à quoi sert le sang de ceux qui souffrent. Et l'ange s'enfuit en me jetant un mauvais regard, et je vis un diable devant moi. Il tenait des pierres dans sa main, des pierres dures qu'il essayait d'amollir avec ses griffes. Elles avaient la forme des cœurs, et je connus que c'était la forme des cœurs qui n'avaient jamais souffert. — Donne ces pierres, lui dis-je, brave démon, que je les mette baigner dans ce sang. » Cette page admirable est du visionnaire, fis-je, en fermant le livre. Devons-nous l'entendre comme une malédiction jetée aux théoriciens de la douleur et aux théologiens de la bonne souffrance?

La réponse, je dois le dire, fut assez longue à venir. Enfin, il se décide :

— Avez-vous lu la critique de l'ami du clergé sur mon *Décadi*?

— Oui, certes, vous me l'avez envoyée pour cela, je pense.

— Eh bien ! vous avez vu qu'on traite ce pauvre Décadi de saugrenu, de mal élevé, et ma littérature de rabelaisienne, parce que je raconte qu'on sentait parfois, en le démaillottant, je ne sais quelle odeur qui n'était pas de la poudre à canon? — Laissez donc à leurs besognes de pions ces ecclésiastiques grinchus, lui répondis-je. Il y a des catholiques qui écrivent avec des plumes de calvinistes. Quand je vous demande, mon ami, « où en est votre âme aujourd'hui sur la courbe du spiritualisme », je ne vous demande pas des verges pour vous fouetter. Vous êtes un mystique, j'en suis sûr. Huysmans aussi l'était même avant qu'il ne fût « en route ».

Alors, il me confessa tout bas :

— Depuis la page de l'*Humaniste* que vous m'avez relue, j'ai beaucoup souffert, j'ai traversé une crise terrible.

— Merci, mon ami, j'ai compris, lui répondis-je ; vous avez réalisé l'antique adage : « *Ad augusta per angusta.* »

— Oui, c'est bien cela.

Il m'accompagne jusqu'à sa porte, et je vois bien cette fois, en lui serrant la main, que ma question est tombée juste. Quand on la posait à Brunetière, au retour de son voyage au Vatican, il avait coutume de répondre : « Allez le demander à Rome. » Moi, je n'avais plus besoin d'aller à Rome pour me documenter, ni même chez l'ami du clergé. C'est avec du sang que furent écrits les plus beaux chants : « Le sang que la griffe de l'ange à plume avait fait couler goutte à goutte venait de faire éclore sur les épines de l'églantier sauvage une belle rose de France ». Ceux qui goûtent le talent de P. Cazin l'ont justement comparé à La Bruyère. D'autres voient en lui un Anatole France chrétien. Tout cela est exact... et quel plus bel éloge pourrait-on faire d'ailleurs de sa manière classique ? Mais à la condition d'y ajouter ceci : P. Cazin est avant tout un comique de la famille de Le Sage, de Molière et de Cervantès. « Quand j'écris, m'a-t-il avoué un jour, je m'arrête parfois pour rire tout seul. » P. Cazin est aussi un adversaire déclaré du néo-impressionisme et de la notation directe. S'il

sait souvent nous faire rire, son rire n'est jamais caustique à la manière de... Comme a écrit de lui G. Goyau, son rire se tempère toujours d'une émotion religieuse. Ce n'est pas un rire qui finit par un ricanement. Il sonne clair. Ce n'est pas non plus un rire à la façon de Flaubert dans ce qu'il appelait lui-même son « gueuloir » du bord de la Seine.. Il est de la qualité la plus fine. Il va plus loin aussi. Il donne souvent à méditer, parce qu'il est profondément humain. Voulez-vous que je vous dise le fond de ma pensée : c'est un rire courageux, non parce qu'il s'attaque aux institutions ou aux hommes, mais parce qu'il s'attaque à cette littérature « larmoyante et triste, qui est aussi une triste littérature. » N'est-ce pas un peu l'avis de M. Beaunier ? A ceux qui s'étonneraient d'un tel éloge d'une œuvre encore légère à la main, je rappellerai celui que J. Lemaître consacrait à l'œuvre de Flaubert. Le principal mérite du maître, à ses yeux, était de n'avoir écrit que sept ou huit volumes, dont deux au moins étaient encore de trop, ajoutait-il. Qu'on veuille bien retenir le nom de P. Cazin. D'ailleurs, nous croyons savoir qu'un nouveau livre, dédié aux neuf sœurs, dont la discrétion nous oblige à taire le nom, est sur le point de voir le jour. La prose en est ailée comme la légère alouette de Pâques. (1)

Marquis DE MONTMORILLON.

(1) Depuis cet article l'*Alouette de Pâques* a paru chez Plon.

ALY BEY EL ABBASSI

ou

Un projet espagnol de Conquête du Maroc en 1803

A Cordoue, tandis qu'il dirigeait la manufacture royale de tabacs, Badia Castillo y Leiblich cultivait dans ses moments perdus les sciences et les belles lettres. Les mathématiques, les sciences naturelles, la physique, la chimie formaient ses études favorites, et pour s'orner l'esprit il lisait des livres d'histoire et des romans. Ce mélange de recherches sérieuses et de lectures frivoles fit lentement germer dans sa cervelle l'ambition d'égaler les prouesses des conquistadors. Peut-être l'expédition égyptienne de Bonaparte lui fut-elle une révélation. Quoi qu'il en soit, il se prit d'un goût très vif pour l'Orient, terre vierge, mystérieuse encore et à peine explorée, où il y avait gros à récolter pour des Espagnols téméraires et hardis. Nul concurrent n'y gênerait les sujets de Don Carlos IV, ils auraient leurs coudées franches ; et semant des comptoirs le long de la côte du Maroc à l'Égypte, ils pourraient coloniser tout à leur aise, envoyer des pionniers jusqu'au centre de l'Afrique, d'autres en Asie nouer des relations commerciales et politiques avec la Chine, y organiser un trafic direct de la piastre ; d'autres enfin, dans les archipels des mers asiatiques, qui rapporteraient des graines et des greffes d'arbres et de plantes, propres à prospérer dans les colonies de l'Amérique.

Afin que l'honneur lui fût réservé d'ouvrir la voie et de diriger ces expéditions, Badia s'était mis à étudier les astres et à apprendre les langues orientales. Et sitôt qu'il se jugea apte à réaliser ses espérances, il s'en alla à Madrid confier au Prince de la Paix les projets qu'il avait mûris touchant la plus grande Espagne. Godoy accueillit ces vues avec enthousiasme ; il encouragea leur auteur, lui promit son concours et son patronage. Le 12 mai 1802, Badia quitta Madrid et se rendit à Paris, entra en rapports avec le Bureau des longitudes et la classe des Hautes-Études de l'Institut pour laquelle, fort complaisamment, il s'offrit de prendre des notes sur des points géographiques et nautiques ; de Paris il gagna Londres, se fit présenter à Sir Joseph Banks, au Doctor Maskeleyne, au Major Rennell, à Mr. Mendoza, à sir William Blizard et à Mr Shavon Turner, à qui, sous un angle purement scientifique, il exposa le but de son prochain voyage, s'assura de l'appui de l'*African Society*, obtint une fourniture d'instruments de précision, et déjà circoncis, barbu tel un croyant qui se respecte, et vêtu de robes arabes, par mer et par Cadix il regagna l'Espagne. Il mettait la dernière main à ses préparatifs, quand les exigences du sultan du Maroc lui fournirent l'occasion de modifier son projet dans le sens de la conquête de cette régence.

Afin d'apprivoiser Muley Soliman, le gouvernement espagnol lui payait chaque année, sous forme de cadeaux, une espèce de tribut. Ainsi, du moins, l'entendait le Maure qui, depuis 1802, n'ayant pas vu venir les présents convenus, les réclama avec hauteur, comme un droit acquis, menaçant de reprendre ses dispositions hostiles à leur égard si ses voisins de la côte d'en face ne s'exécutaient pas sans tarder.

C'est alors que, pour en finir avec le Numide, l'idée vint à Godoy ou à Badia de le détruire et de rattacher son royaume à l'Espagne. Et le Prince de la Paix, qui voulait conduire cette guerre « avec prudence et peu de frais », convint d'un stratagème

avec Badia. Celui-ci débarquerait à Tanger et se ferait passer pour un prince arabe, épris de voyages, qui ayant traversé l'Europe revenait en Afrique, s'acheminant en pèlerin vers la Mecque ; il chercherait à gagner la confiance de Muley, et lui conseillerait d'appeler les Espagnols à son aide et même de former alliance avec eux contre les ennemis de sa couronne. Badia, sous le nom d'Aly Bey el Abbassi, s'offrirait à aller en Espagne, chargé des pouvoirs du Sultan pour négocier : si Muley Soliman hésitait à lui prouver jusqu'à ce point sa confiance, Aly Bey, en sa qualité de voyageur, reconnaîtrait avec soin la région, supputerait les forces de la régence, et se procurerait des intelligences parmi les ennemis du Sultan qui se joindraient en cas de guerre aux Espagnols : pour prix de ce service, on leur céderait une partie de l'Empire à la convenance de la cour de Madrid. Et, au mois de juin 1803, Badia Castillo y Leyblich passa à Tariffe, et traversant sur une felouque le détroit de Gibraltar, alla débarquer à Tanger, le 19 du même mois.

***

Aly Bey el Abbassi, homme riche et aimable, beau parleur et versé dans les sciences profanes et sacrées et surtout en astronomie, devint tout de suite le favori de Muley Soliman, qui, dans l'espoir de le retenir à ses côtés, lui donna une villa à Pellé-Semelalia, deux femmes choisies d'entre les plus ravissantes de son harem, et une foule d'esclaves. Aly Bey, fort de son ascendant, se risqua à orienter adroitement le sultan vers une alliance avec l'Espagne. Mais Soliman n'en voulut rien savoir.

Bientôt, s'écria-t-il, je lâcherai mes dogues sur les deux mers et je marcherai avec mes peuples contre les présides de ces infidèles. Au lieu de chercher des amis et du secours du côté de l'Espagne, rien ne me serait plus agréable que l'accomplissement de la promesse divine au sujet de cette Péninsule qui tôt ou tard doit nous être rendue, fussé-je condamné à la voir posséder par un autre que moi; va plutôt chercher les moyens de hâter l'avenir; recrute des amis, des alliés parmi nos vieux musulmans, mets-toi à leur tête, fais revivre la gloire de nos aïeux, toi qui, en traversant cette terre jadis conquise par nos armes, as dû éprouver la généreuse ambition de relever la splendeur antique de nos mosquées... Occupons-nous à mettre un terme à une guerre impie, appelons l'Afrique et l'Asie dans cette ligue dont notre Empire doit former le noyau ; que les beaux royaumes de Grenade, de Séville, de Cordoue reviennent à leurs anciens possesseurs...

Aly Bey feignit de s'enflammer à cette exhortation, jura d'exciter les croyants à la guerre sainte. Avec la permission de Soliman, il se mit sans tarder à la tâche. Les résultats de cette propagande apparurent dans la lettre que le Prince de la Paix écrivit au Marquis de la Solana, capitaine-général d'Aranjuez, le 17 juin 1804 :

« Exigez que nous nous mettions promptement en mesure de lui envoyer [à Badia] tous les secours qu'il juge nécessaires... Au premier avis qu'il donnera, il faut que tout soit prêt à être débarqué sur la côte d'Afrique et sur le point qu'il désignera... Muley Soliman est un être si stupide, si superstitieux qu'il faut s'étonner qu'il soit encore sur le trône tant il est abhorré de ses sujets qui n'ont d'autre désir que d'en être débarrassés. Lâche autant que cruel, souillé de tous les vices, ce Muley Soliman ressemble à l'indolent monarque du Mexique, tandis que notre jeune Espagnol a l'énergie et le courage de Cortez. Il apprécie si bien sa position et celle de Soliman qu'il me mande *qu'il tient entre ses mains un autre Montezuma*... Les enfants ressemblent au père... L'aîné est proscrit et exilé, le second, son favori, un poltron, méprisé et détesté par la nation ; les autres sont en horreur ou en exil. Le seul compétiteur d'un peu d'importance et qui a annoncé ses prétentions à la couronne est le Pacha de Mogador, Muley Abdel Melek. ...Il aurait été à désirer que le gouvernement de Mogador, qui compte de grands établissements maritimes, se fût trouvé placé entre les mains d'un homme moins recommandable et qui eût des prétentions moins élevées; toutefois, notre nouveau Cortez ne paraît pas le redouter...

L'esprit, l'adresse, l'intelligence et le caractère de notre voyageur lui (ont) acquis un tel ascendant sur les âmes vulgaires et une telle prépondérance qu'il serait non-seulement possible qu'il parvînt à opérer une grande révolution même sans le secours d'un appareil de force militaire, sans coup férir, mais sans éclat. Toutefois, il sera prêt à repousser la force par la force si les circonstances l'exigent...

Il serait prudent d'assurer la retraite et de ne pas abandonner les Espagnols qui pourraient se trouver au Maroc, ou à Tanger, dans le cas où V. E. serait avertie par moi d'un danger imminent. A cet effet, j'engage V. E. à préparer secrètement toutes les embarcations convenables et à tenir dans la baie de Tanger des bâtiments d'Algésiras, de San-Lucar et de Cadix, comme aussi quelques-unes de ces felouques que l'on emploie pour le commerce de Tanger et de Gibraltar.

V. E. partagera l'opinion du voyageur que la garnison de Ceuta doit être progressivement augmentée de manière à y réunir une force disponible de 9 à 10.000 hommes que l'on pourrait faire camper sous les murailles de cette ville lorsque le moment d'agir sera venu sous prétexte de les exercer et de les faire manœuvrer dans leurs lignes seulement. Cette démonstration suffirait seule pour attirer sur ce point l'attention des Maures et opérer une forte diversion. Ces troupes ne devront agir hostilement que lorsque leurs commandants en auront reçu l'ordre d'Aly Bey.

Tout marchait à souhait, en effet. Aly Bey avait trouvé un complice à ses desseins dans la personne d'un certain Hescham, fils d'Ahmet, qui s'engageait à céder le royaume de Fez à l'Espagne, si elle lui envoyait des troupes suffi-

santes pour le faire asseoir sur le trône de Muley Soliman. Et déjà, en termes pressants, Aly Bey réclamait une avance en hommes de guerre et munitions : nulle felouque ne les lui apporta, et vers octobre 1805, se rendant compte que, pour des raisons qu'il ne comprenait pas, l'entreprise était compromise, compromis lui-même, il s'enfuit à Tripoli, d'où par mer, il arriva à Alexandrie.

***

En cette échelle, il fit la connaissance de M. Drovetti, qui aimait les aventuriers. Aly Bey lui révéla son nom véritable et sa nationalité, le but scientifique de sa mission et l'encouragement qu'il avait reçu à Paris. M. de Chateaubriand se trouvant pour lors de passage dans cette ville, M. Drovetti, afin de lui ménager « une de ces petites jouissances d'amour-propre dont les auteurs sont si jaloux », lui joua une innocente mystification. Il lui parla d'un Turc qui, ayant entendu son nom, avait prétendu connaître ses ouvrages, et il emmena le Vicomte chez Aly Bey, lequel aussitôt qu'il l'aperçut s'écria *Ah! mon cher Atala et ma chère René!* et, pour cet hommage, son admirateur enturbanné parut à M. de Chateaubriand « digne de descendre du grand Saladin » ; il était même encore un peu persuadé que c'était le Turc, « le plus savant, le plus poli qui fût au monde, quoiqu'il ne connût pas bien le genre des noms en français, mais *non ego paucis offendar maculis* » (1).

Cette liaison avec M. Drovetti ne laissa pas d'attirer les soupçons du Major Missett sur Aly Bey ; et après l'avoir fait épier, le consul de S. M. B. mandait à Londres :

« Parmi les nombreux émissaires que l'ennemi entretient en ce pays, il est impossible de ne pas distinguer un individu arrivé depuis peu à Alexandrie. Il se nomme Aly Bey et l'on dit qu'il est né à Alep. En son jeune âge il fut transporté à l'université de Cordoue où il reçut une éducation qu'on donne rarement aux Musulmans dont la superstition méprise généralement toutes sciences profanes. Ce prétendu descendant de Mahomet a visité la plupart des États d'Europe, parle l'anglais, le français, l'espagnol, l'italien et fort peu l'arabe. Dans ses conversations avec les indigènes, sans cesse il s'évertue à leur en imposer avec la grandeur de la puissance française, déclarant souvent qu'il est impossible de résister aux armées de Bonaparte. Je n'ai pas manqué de signaler au gouverneur d'Alexandrie le danger qu'il court en laissant un pareil homme dans sa ville, et il m'a promis de l'en déloger, persuadé qu'il est lui-même qu'Aly Bey est un émissaire français. Mais l'indécision turque et la nouvelle d'une alliance prochaine de la Porte avec la France n'ont pas permis au gouverneur de tenir sa promesse. »

D'Alexandrie Aly Bey remonta le Nil jusqu'au Caire, où après un séjour de quelques mois (1), il se dirigea du côté de la Mer Rouge, « sous le prétexte de visiter le temple de la Mecque », écrit M. Missett, « mais j'en ai peur dans l'intention, en réalité, de pénétrer dans l'Inde. J'ai transmis à Lord Minto la nouvelle de son départ et mes soupçons ». Ces soupçons étaient gratuits. Aly Bey se rendit à la Mecque, où il résida du 23 janvier au 2 mars 1807, reparut au Caire le 14 juin, et faisant désormais précéder son nom du titre de Hadji, pénétra en Syrie, et d'étape en étape, de Jaffa à Acre, puis Damas, suivi d'un seul domestique, poussa jusqu'à Alep. Là il logea dans le magasin d'un M. Vailher.

« Aly El Hadji, note M. Corancez, annoncé ici d'abord comme Persan, ensuite comme Marocain, parce qu'il ne sait pas un mot de persan... paraît assez bon musicien, se donne pour un grand astronome et affecte dans toutes les occasions un extrême mépris pour ses coreligionnaires... Il ne manque jamais de décrier les Anglais et leur odieux gouvernement. »

Les croyants de Syrie observaient avec une défiante curiosité ce pèlerin de taille moyenne, à la maigre figure allongée, aux yeux noirs et au gros nez, dont les pieds trahissaient comme une ancienne habitude du soulier, et qui, malgré sa vaste barbe noire, avait l'air d'un infidèle ; il n'osait pas trop se montrer dehors, et ne se risquait dans les rues que le vendredi, allant à la grande mosquée, pour la prière de midi. Aussi jasait-on sur son compte à Hamah, à Damas, à Alep, mais il était généreux et porteur de lettres de recommandation à l'adresse des no-

(1) La véritable identité du « Turc » lui ayant été révélée, Chateaubriand, confessa, en note, dans la troisième édition de son *Itinéraire*. Paris, 1811, p. 96 : « Voilà ce que c'est que la gloire ! Belle leçon pour ma vanité. »

(1) « Le chancelier du Consulat d'Espagne m'a raconté ce qui suit de l'Espagnol qui voyage sous le nom de Ali Bey el Abbassi... Il séjourna huit mois à Alexandrie pour apprendre mieux la langue arabe et se préparer à son voyage à La Mecque, qu'il trouvait très pénible. En sa qualité de prétendu mahométan et d'homme distingué, il reçut souvent la visite de cheikhs, à qui il faisait de très riches présents et avec lesquels il faisait ses prières. Il osa même une fois aller avec eux dans un bain public, acte vraiment téméraire, s'il n'était pas circoncis. Un soir, tard dans la soirée, en compagnie de plusieurs cheikhs, il prétexta qu'il voulait encore dans la nuit faire des observations astronomiques. Alors ils le laissèrent seul et il en profita pour prendre une vue d'Alexandrie. Ici même, au Caire, il était toujours entouré de cheikhs. Aucun Européen en Égypte, à l'exception du consul d'Espagne, M. Campz, et de M. Chaumette, n'avait qu'il était Espagnol... ». — U. VON SEETZEN.

tables, et cette double circonstance mit un frein à l'excitation des esprits.

D'Alep il prit le chemin de Constantinople à travers l'Asie Mineure et rentra en Espagne en voyageant par la Turquie d'Asie, la Valachie et l'Autriche.

***

Le 11 juin 1808, à Bayonne, ayant revêtu un uniforme bleu de roi, sans parements, revers ni épaulettes, un cimeterre suspendu à son côté par un cordon vert, il se présenta au château de Marrac, et surprit une audience de Napoléon. Mais l'Empereur, le laissant seul, fit mander Bausset.

« Je viens de parler, lui dit-il, avec un Espagnol que vous avez dû voir dans le salon : je n'ai pas assez de temps pour donner une attention suivie à son histoire qui d'ailleurs me paraît fort longue. Voyez-le, causez avec lui et prenez connaissance des manuscrits dont il a parlé : Vous m'en rendrez compte. »

Dans le jardin du palais, Aly Bey, sans réticences, raconta par le menu à Bausset l'histoire de sa vie, de ses voyages et aventures, et comme preuve sans doute, confia entre ses mains, la correspondance échangée avec le Prince de la Paix concernant la conquête du Maroc (1). Napoléon dut trouver le plan original, mais lui-même il venait de charger le colonel du génie Boutin, en Algérie, d'une mission identique. Et c'est pourquoi une fois de plus Aly Bey el Abbassi ne put réaliser son projet marocain.

AURIANT.

(1) Bausset publia ces documents dans le tome Ier de ses *Mémoires anecdotiques*, Paris, 1829. Sur la suite des aventures de Badia, voyez l'article du comte de Castries : Les Dernières Années d'Ali Bey El-Abbassi (1808-1818), in *Revue des deux Mondes*, 1er sept. 1909.

IMPRESSIONS DE ROME

Venir à Rome pour la seconde fois, vingt-cinq ans après un premier voyage, il y a de quoi vous donner de l'impatience, de l'inquiétude et presque de l'anxiété. On m'a tant dit que Rome avait été profondément modernisée que j'avais fini par le croire ; mais à ma descente du train, — un des premiers jours d'avril dernier — j'ai été rassuré : Rome est toujours la même.

A la vérité, j'y ai vu trois monuments nouveaux et fort considérables qui n'existaient point lors de mon premier séjour : le monument de Victor-Emmanuel, qui a de la grandeur quand il apparaît au fond du Corso, mais qui est écrasant si on le considère du Capitole ; — le Palais de Justice, dont la masse se déploie avec indiscrétion au bord du Tibre, près du fort Saint-Ange ; — enfin, cette banque énorme, pourvue d'un passage couvert et de cafés, qui s'est installée au beau milieu de la place Colonna, détruisant un décor qui avait gardé quelque chose d'antique. Et ces trois bâtiments, celui de la politique, celui de la justice et celui des finances, sont construits en une pierre éclatante de blancheur qui pose une tache trop claire sur les murailles romaines cuites et patinées par le soleil ! Mais en somme, ils n'ont aucunement modifié la ligne et la couleur générales de la Ville Éternelle.

Je vous retrouve donc, ô rues étroites et sans trottoirs, dans lesquelles les cochers de fiacre laissent aller presque à l'aventure leurs maigres petits chevaux, jusqu'au moment où ceux-ci s'arrêteront devant un passant, lequel s'arrêtera de même afin qu'il n'y ait pas d'accident. Et vous voilà, magnifiques palais anciens qui vous dressez tout à coup sur une petite place toute pleine d'enfants déguenillés et joyeux de vivre, ou sur une ruelle sombre et triste, qui serait presque toute noire sans les lambeaux de toile qui sèchent aux fenêtres. Vous passez, comme autrefois, par petites troupes, prêtres ou séminaristes de toutes les nations, qui vous hâtez vers les offices ou vers le prêche... Rien n'est changé.

Il y a cependant quelque chose de nouveau : ce sont les officiers et les soldats de l'armée fasciste qui se promènent par la ville, croisant dans les rues les officiers et les soldats de l'armée nationale, qui les ignorent et qu'ils ignorent. Ceux-ci sont aussi corrects, aussi élégants que lorsque je les vis pour la première fois ; mais les troupes fascistes ont, elles aussi, leur élégance. Si la chemise noire n'est pas un beau costume, celui qui la porte se pare souvent d'une culotte bouffante qui semble révéler l'écuyer de haute école ; il tient quelquefois à la main une cravache ou une badine, ou un fouet de chasse provocant ; et, si, à Rome, les fascistes sont, malgré tout, noyés dans la population de la capitale, à Vintimille, où ils sont, proportionnellement à l'importance de la ville, vingt fois plus nombreux, le voyageur a l'impression qu'il est environné de chemises noires.. A la douane de la gare de cette ville, j'ai vu deux miliciens fascistes arracher un bel œillet rouge à la boutonnière d'un voyageur français qui s'en était paré sans mauvaise intention, et le fouler aux

pieds malgré les protestations du voyageur et les observations d'un douanier italien.

Au cours d'une promenade à Ostie, j'ai visité le petit Campo Santo que les habitants de la ville ont consacré, il y a quelques mois, à ceux de leurs compatriotes qui sont tombés pendant la grande guerre. Ils étaient neuf, autant qu'il m'en souvienne, et en l'honneur de chacun d'eux une pierre est dressée, portant un nom avec une photographie, devant un arbuste qui a été planté pour perpétuer leur mémoire. Une pierre plus élevée porte cette inscription : *Agli eroici figli di Ostia — chi sacrificarono la loro gioventu — per un' Italia piu grande — e piu rispettata — nel mondo.* Inscription magnifique, et où se retrouve la grande tradition du peuple romain qui eut l'art de graver dans la pierre les mots qui pouvaient le mieux, et le plus brièvement, porter jusqu'à la postérité la plus lointaine la louange de ses grands citoyens. Cela est parfait et ne saurait être trop loué.

... Mais sur une affiche électorale du parti fasciste — il n'y en avait d'ailleurs pas d'autres, car les autres eussent été vite déchirées — affiche qui représentait l'Italie et les puissances voisines, chaque nation étant distinguée par une couleur ou par des marques particulières, j'ai remarqué que la Corse n'était pas exactement distinguée par la même couleur ou les mêmes hachures que le reste de la France. Et cela est beaucoup moins digne d'éloges...

D'ailleurs je n'ai eu qu'à me féliciter de l'accueil que j'ai rencontré partout à Rome. Je voudrais souligner en particulier la courtoisie et la bonne grâce avec lesquelles j'ai été reçu au Cercle de Rome, équivalent à peu près à notre Cercle interallié — qui s'est installé depuis peu dans le magnifique Palais Doria. Les conférences que plusieurs de nos compatriotes viennent y donner, depuis deux ans, sous le patronage de l'École française d'archéologie, réunissent un auditoire nombreux et parfaitement attentif, et je garde un souvenir très heureux de l'heure que j'ai passée, derrière la table du conférencier, parlant à un auditoire fort distingué de « Madame de Staël en Italie ».

Les conférenciers sont des oiseaux de passage, et leur action pour le bon accord de deux peuples est fugitive. Mais il existe à Rome, depuis quatre ans, un établissement d'enseignement secondaire français, le Lycée Chateaubriand, dont l'action permanente est très sérieuse. Ce lycée recrute le corps professoral parmi les jeunes maîtres de notre Université, et je crois pouvoir assurer que le soin de répandre à Rome la langue et la culture françaises ne pouvait être confié à de meilleures mains. Il faut louer aussi les autorités qui ont organisé ou encouragé la bibliothèque française annexée au Lycée Chateaubriand, autre foyer de culture française.

Que dire des deux grands établissements français de Rome, qui n'ait été dit cent fois? La Villa Médicis, qui unit les splendeurs végétales et architecturales de ses jardins à la grandeur de ses traditions artistiques, est toujours un des points du monde où il fait bon rêver au passé et à l'avenir de l'art français. J'ai eu le plaisir de la visiter sous l'aimable conduite du directeur, M. Denys Puech. Oserai-je ajouter que les trois plus récentes effigies de pensionnaires qui ornent la salle à manger, peintes par un de nos jeunes artistes dont le nom a déjà fait quelque bruit, M. Despujols, ne sont pas dignes de la série de portraits à laquelle elles font suite ? En le disant, je passerai peut-être pour un « pompier » de la plus méprisable espèce ; mais qu'importe? En revanche, j'ai admiré, dans l'atelier de l'un de nos compatriotes, M. René Godard, un portrait gravé de Pie XI qui peut supporter la comparaison avec les plus belles gravures de la Renaissance. Il serait possible, m'a-t-on dit, que cette gravure devînt l'effigie « officielle » du Souverain Pontife, et ce ne serait pas un petit honneur pour l'Académie de France.

Au second étage du Palais Farnèse, les élèves de l'École française d'archéologie mènent la vie la plus studieuse, sous la direction de M. Émile Mâle, successeur, depuis quelques mois, de Mgr Duchesne. Depuis quelques mois aussi, par une tolérance qui n'a pas été acceptée sans hésitations et sans discussions en haut lieu, les Farnésiens mariés ont le droit, pour lutter contre la crise des loyers et la cherté de la vie, d'habiter au Palais avec leur femme. Un de ces jeunes ménages a même doté le Palais d'un tout petit pensionnaire, qui vagit dans un coin de la chambre de ses parents. Voilà qui est très moderne, et la seule pensée d'une telle nouveauté aurait sans doute fait frémir tel ou tel Farnésien d'autrefois ; mais il faut vivre avec son temps — même si l'on est archéologue — c'est-à-dire comme on peut.

C'est un autre palais historique, le Palais Borghèse, qui a abrité jusqu'ici l'ambassadeur de France auprès du Vatican, M. Doulcet après M. Jonnart ; et certes cette résidence est un cadre digne d'abriter un représentant de notre pays, avec sa cour entourée d'une galerie à trois étages, supportée par des colonnes de granit accouplées, et décorée de trois colossales statues antiques. Mais la crise du logement se fait sentir même chez les plus hauts personnages du corps diplomatique, et notre seconde ambassade de Rome vient de quitter le Palais Borghèse, pour s'installer au

rez-de-chaussée et au second étage du Palais Primoli...

Ce nom suffit à indiquer qu'elle est presque en terre française. Qui ne sait, en effet, que le comte Joseph Primoli, descendant direct de Lucien Bonaparte, a disposé, par testament, de ce palais en faveur de la France? Les bâtiments, les magnifiques collections historiques, la merveilleuse bibliothèque seront un jour — Dieu veuille que ce jour soit très lointain! — la propriété de l'État français, qui pourra y envoyer à tour de rôle et y garder pendant deux ans cinq jeunes gens désireux d'étudier les choses d'Italie. C'est ainsi qu'un noble fils de l'Italie, petit-fils de la France, entend travailler dans l'avenir et dans tous les temps au bon accord de la France et de l'Italie.

Pour le présent, il y travaille en accueillant dans son palais, non seulement les Français qui résident à Rome, mais encore ceux qui séjournent ou qui passent dans la ville, et c'est, tous les jours, au palais Primoli, la plus intéressante, la plus agréable réunion de quelques-uns de nos compatriotes, tout heureux de se rencontrer dans cette demeure où tout leur parle avec sympathie du passé et des gloires de notre nation. Le maître de maison, qui pratique l'hospitalité avec ses traditions les plus raffinées, leur fait volontiers, et avec une grâce spirituelle, les honneurs de son musée; il se plaît à leur montrer en particulier les cinquante kakémonos sur lesquels les visiteurs de marque ont écrit leurs noms et souvent une pensée. « Si l'on ferme les églises, où donc iront pleurer les femmes »? Cette pensée est suivie de la signature de Guy de Maupassant. « Chez leurs amants », a répondu un peu plus bas une de nos femmes de lettres les plus célèbres. Un autre écrivain français, qui fut de l'Académie, ayant écrit une phrase pompeuse et assez amphigourique sur les rêves que charrie la Seine et les songes qu'emporte le Tibre: « J'allais le dire », a ajouté simplement Colette. Les kakémonos du palais Primoli forment ainsi une immense et précieuse anthologie de tout ce qui a porté un nom dans les deux mondes depuis près d'un demi-siècle.

Du haut de la terrasse qui surmonte ce palais, on aperçoit à peu de distance le fort Saint-Ange, et un peu plus loin la coupole de Saint-Pierre. Vous connaissez d'ailleurs ce paysage grâce à l'excellent portrait du comte Primoli, par Spadini, qui se trouve au Musée du Jeu de Paume. Il m'amène tout naturellement à dire quelques mots du Vatican.

Pendant mon séjour à Rome, l'histoire même de la papauté et de ses rapports avec l'État faisait l'objet de nombreuses conversations, à cause de la publication récente du livre de M. Jean Carrère, intitulé *Le Pape*. « Pierre et César », ces deux noms symbolisent dans le volume le pouvoir spirituel et le pouvoir temporel, que l'auteur étudie depuis le chef des apôtres jusqu'aux pontifes contemporains. Dans ce livre, qui est écrit avec beaucoup de verve et de chaleur, M. Jean Carrère prend constamment et presque systématiquement la défense du pouvoir religieux contre le pouvoir laïque, le parti de Pierre contre celui de César. Et cette apologie commence au reniement même de saint Pierre, que l'auteur explique et tend même à justifier, comme si ce reniement — où les chrétiens, après l'Évangéliste lui-même, ont toujours vu un commencement de trahison — avait, au contraire, été inspiré au chef des apôtres par le désir de servir plus efficacement son Maître, en ne se compromettant pas avec lui. A Rome, en avril dernier, la question à la mode dans les salons était celle-ci : « Etes-vous pour ou contre saint Pierre? » On entendait constamment cette interrogation dans les cercles romains, et l'on se racontait que l'auteur du *Pape* avait reçu la visite du cardinal Billot, venu tout exprès pour le féliciter d'avoir si bien plaidé la cause du premier des chefs de l'Église. D'autres soutenaient que l'auteur de ce livre avait été plus papiste que le pape; d'autres enfin relisaient avec attention l'Évangile du jour des Rameaux pour tâcher d'y découvrir la véritable interprétation de la conduite de Pierre. Bref, il est vraisemblable que jamais on n'aura tant fait d'exégèse dans les salons romains que n'en a déterminé l'ouvrage de Jean Carrère.

Un dimanche matin, je me suis rendu au Palais du Vatican, et en arrivant sur la place Saint-Pierre merveilleusement éclairée par le soleil d'avril, j'ai ressenti ce choc que Mme de Staël a si bien décrit dans *Corinne*, lorsqu'elle remarque que cette place produit sur l'âme une impression semblable à celle que donnent les grands spectacles de la nature. J'ai eu l'honneur d'entendre le Saint-Père célébrer la messe, dans sa chapelle privée. Nous devions être deux cents fidèles environ, présents à cet office; l'immense majorité de ces fidèles appartenaient à des nations germaniques.

Un autre jour, comme je venais d'assister à une audience demi-privée du Saint-Père, un aimable camérier français me fit remarquer que cette audience avait été accordée à vingt-cinq personnes : vingt Allemands, quatre Anglais, un Français. Cette proportion, ajouta-t-il, est à peu près la même tous les jours. Et il me pria instamment de le faire savoir à nos compatriotes, afin que tous les Français qui font un séjour à Rome aillent

voir le Pape. S'il n'en était pas ainsi, le Saint-Père serait fatalement porté à croire que, seuls, nos voisins d'outre-Rhin songent à lui et ont le désir de le connaître... Voilà la recommandation du camérier exécutée.

Hubert MORAND.

QUELQUES POÈTES BELGES, ACADÉMICIENS

La jeune « Académie royale belge de langue et de littérature françaises » a le privilège de se créer d'aujourd'hui ses traditions. Dès la première de ses réceptions officielles, celle de la comtesse Mathieu de Noailles, elle s'affirma féministe et cosmopolite. Sait-on que l'ardente poétesse fut élue d'enthousiasme le même jour que Gabriele d'Annunzio ? Remarquons enfin que l'Académie belge possède, entre autres originalités, celle d'avoir accueilli jusqu'à présent plus de poètes que de prosateurs.

Faut-il s'en étonner, du reste ? La Flandre n'engendre-t-elle pas dix lyriques pour un romancier ? Et la Wallonie ne vit-elle pas naître, depuis les contrepointistes du seizième siècle jusqu'à César Franck et Guillaume Lekeu en passant par Grétry, plus de tendres musiciens que de profonds psychologues ? C'est pourtant des bords de la Meuse et de la Sambre que viennent les plus charmants conteurs de la littérature belge et le meilleur de ses romanciers réalistes contemporains, Edmond Glesener. Mais parmi les prosateurs même et les auteurs dramatiques, que de poètes et de peintres ! Combien peu de vrais stylistes ou d'observateurs précis ! L'écrivain du nord est un contemplatif, un exalté, souvent un « mystique » ; doux rêveur ou violent apôtre, il demeure *lyrique* avant tout.

Saluant dans son brillant discours la mémoire d'Emile Verhaeren, celle de Charles Van Lerberghe, celle de Georges Rodenbach, Mme de Noailles, en même temps qu'elle donnait sans y penser une excellente leçon à plusieurs Belges en célébrant devant eux trois gloires nationales parfois mesquinement contestées ou méconnues, affirmait le droit qu'eussent pu revendiquer ces grands disparus de siéger à l'Académie nouvelle dans l'hypothèse où celle-ci eût été — comme elle aurait dû l'être — fondée de leur vivant. Un siège y eut été réservé encore à Camille Lemonnier, un peu l'aîné de ces trois poètes et l'émule des romanciers de Médan. Or, le chef-d'œuvre de Lemonnier, *Un Mâle*, n'est-il pas un hymne à la forêt, à la nature, plutôt que l'exposé de la « tranche de vie » dont nos pères se montraient alors si friands ? Un don de peindre, une truculence rubénienne ou plus exactement jordanesque fit aussi la saveur des romans d'Eugène Demolder et fait encore celle des *Nouvelles Kermesses*, où Georges Eekhoud vient de retrouver toute sa verve et sa maîtrise d'autrefois.

* * *

La thèse nous paraît suffisamment démontrée. Nous voudrions interroger maintenant l'œuvre de quelques membres de cette Académie si poétique. Tous ne sont pas aussi parfaitement connus qu'ils le méritent. Et nous nous attacherons surtout à l'analyse, forcément rapide, de leurs dernières publications.

Parler de l'évolution actuelle de Maurice Maeterlinck nous entraînerait donc hors du sujet ainsi délimité. Le philosophe de *La Mort* et de *L'Hôte inconnu* ne se souvient du poète des *Serres Chaudes* que pour se plonger davantage dans ce « clair-obscur de la conscience » où, selon Leibnitz, réside la perfection du sentiment esthétique, mais où la science demeure incertaine. De spiritualiste devenu presque spirite, Maeterlinck a cessé de se faire entendre de tous. Son stoïcisme antérieur, celui de *Sagesse et Destinée*, semble avoir perdu sa primitive noblesse pour s'être plié aux exigences des modes anglo-saxonnes. Mais, assistant récemment à une belle reprise de *Pelléas et Mélisande*, et relisant ensuite les *Quinze Chansons*, nous avons eu l'impression très nette que là et dans cet admirable « premier théâtre » nos successeurs redécouvriraient un maître. Peut-être le prestige de Maeterlinck souffre-t-il momentanément du discrédit dans lequel la jeunesse s'efforce de faire tomber le symbolisme.

Maurice Maeterlinck, imité en cela par Max Elskamp, n'a pas encore siégé à l'Académie belge. Si l'assemblée se conformait aux usages parlementaires, nul doute que ces deux poètes n'eussent leurs fauteuils situés bien « à gauche ». L'on nous permettra de considérer comme poètes « de droite » les descendants des parnassiens ; ils forment au sein de la compagnie une majorité homogène. Ils furent les premiers rédacteurs de la *Jeune Belgique* et ses derniers fidèles. Quand éclata la querelle du vers libre, pour laquelle on tenterait vainement de nous passionner aujourd'hui, Verhaeren, soutenu dans la révolte par Edmond Picard, dut naturellement rompre avec les intran-

sigeants défenseurs de la prosodie traditionnelle. Albert Giraud incarna la réaction. Il l'incarne encore aujourd'hui et nous lui devons cette sorte de respect qu'on accorde aux obstinés. Après avoir reconnu qu'il fut délibérément hostile aux tentatives les plus généreuses et témoigna toujours aux efforts de la jeunesse plus de défiance que de sympathie, nous rendrons hommage à cette maîtrise de qualité un peu spéciale qui lui tient lieu de génie aux yeux de ses admirateurs. On salue en Albert Giraud un artiste de la « forme », entendez de la forme académique, celle de l'alexandrin, du sonnet, du rondeau gracieux. La *forme* : selon les jours, on prétend qu'elle est tout l'art, puis qu'elle n'est rien. Il nous semble qu'on pourrait la comparer au corps dont autre chose serait l'âme, mais qu'il existe pour ce corps plusieurs canons de beauté. Selon les canons du Parnasse — qui, notons-le en passant, ne sont pas les canons classiques — la technique d'Albert Giraud est parfaite. Mais son art nous montre un visage de statue, il ne vit pas, il s'alourdit de trop d'archéologie historique ou mythologique, il est d'ordinaire peu émouvant. Il arriva cependant à Giraud de rencontrer dans la fantaisie pure l'inspiration d'une préciosité délicate ou même de laisser échapper les sanglots d'une passion profonde, plus amère d'être jalousement contenue. Nous voulons faire allusion à ses *Pierrots* et, par exemple, à ces nobles stances : *La Nuit de la Saint-Jean*.

Un nouvel Albert Giraud crut naître de la guerre. L'indignation patriotique le chassa de sa « tour d'ivoire ». Il émigra dans les salons bruxellois. C'est là que, durant les longues années de l'occupation allemande, la récitation de ses poèmes belliqueux ou sarcastiques fut un réconfort et une distraction. Le poète devint l'interprète des sentiments de la multitude opprimée ; pour traduire les plus superbes comme les plus quotidiens, il passa volontiers du ton de l'héroïsme à celui de l'invective gouailleuse, sans éviter toujours l'écueil du prosaïsme. A l'armistice, on publia *Le Laurier*, et ce fut la gloire. Gloire évidemment trop tardive, car le livre en question n'est pas le meilleur de Giraud ; il est certainement inférieur à *Hors du Siècle* et aux poèmes qui nous citions tout à l'heure. Mais tout artiste peut être fier d'avoir été le porte-parole de ses contemporains, de ses compatriotes. Albert Giraud fut en quelque sorte décrété « poète national » pour avoir incarné en Belgique l'esprit de la population, plus exactement celui de la bourgeoisie des villes. A ce seul titre, *Le Laurier*, si même il n'avait des mérites plus éclatants, resterait un « document » psychologique de premier ordre.

Félicitons Albert Giraud de n'avoir pas songé à « exploiter » un succès que ses vertus littéraires seules ne lui auraient peut-être jamais attiré ! Il reprend le songe antérieur : récemment il publiait un drame philosophique en beaux vers, *Erôs et Psyché*, plus récemment encore *Le Miroir Caché*, une suite de sonnets fixant du point de vue intellectuel son « art poétique ». Tout en estimant assez désuète et conventionnelle l'inspiration d'Albert Giraud, nous nous inclinerons devant la grandeur et la persistance d'un effort auquel il nous semble même que devraient s'intéresser davantage, hors de Belgique, tous ceux qui gardent fidèlement le culte des parnassiens attardés.

*
* *

Vers 1880, aux débuts de la *Jeune Belgique*, Emile Van Arenbergh fut, à Louvain, l'initiateur d'Albert Giraud et de ses amis. Il leur enseigna la recette du sonnet qu'il réussissait à merveille. Les pionniers de la littérature belge, aujourd'hui académiciens, ont tenu — et c'est justice — à faire de Van Arenbergh, leur collègue, bien qu'il n'eût jusqu'alors rien publié. Ceci le décida enfin à réunir *Les Médailles* dont le relief et la belle frappe feront la joie des « connaisseurs ». Valère Gille aussi, qui fut un Giraud tendre, fait éditer ses poèmes « de guerre », furieusement indignés.

Saisissant contraste, Iwan Gilkin, l'âpre poète de *La Nuit*, n'a publié depuis la guerre qu'une féerie souriante, *Le Roi Cophétua*. L'œuvre s'inspire d'une légende popularisée par le tableau célèbre de Burne-Jones ; elle est moins préraphaélite cependant que les anciens drames de Maeterlinck, lequel ne fit jamais mystère de l'action exercée sur le développement de son art par la peinture des archaïsants de la *brotherhood*. Gilkin écrivit *Le Roi Cophétua* dans une prose rythmée presque exclusivement formée d'alexandrins sans rimes ; il y introduisit à faible dose la gaieté populaire pour couper la monotonie de l'idylle entre la bergère et le roi. Mais l'ensemble est d'une fraîcheur que l'on qualifierait d'angélique en l'opposant aux imprécations d'il y a trente ans. *Le Roi Cophétua* marque un temps de repos dans l'évolution d'une œuvre où la philosophie, l'histoire, la politique même, prennent le pas sur les préoccupations esthétiques. *Egmont*, drame national, offrira dans une fresque aux nombreux registres le vivant panorama des luttes religieuses du seizième siècle. *Le Sphinx à l'Eglise*, développant les idées du *Prométhée*, exposera dans une forme tragique des théories chères l'auteur. Nous aimerions parler plus longuement du philosophe, à la fois panthéiste et chrétien, rêvant d'un « modernisme » soumis à l'autorité de

l'Église sous bénéfice de bien des « restrictions mentales ». Mais suivre Gilkin à travers tous les domaines où sa curiosité le guide nous écarterait beaucoup de notre sujet.

Ce n'est pas davantage à la vraie poésie que nous ramènerait l'œuvre d'un autre académicien, Paul Spaak, encore que son théâtre en vers soit écrit d'une plume adroite et emprunte à son lyrisme en demi-teinte un mouvement fort gracieux.

***

Le pur élan de l'esprit fuyant la matière, le battement du cœur, l'émotion profonde de la simplicité, Fernand Séverin nous les restitue, suggérant l'inexprimable.

Ton âme parle : il le suffit de l'écouter.

Et c'est tout son art poétique. S'il découvre le monde, il est celui que le « don d'enfance » maintient dans l'émerveillement. Mais il préfère ne chercher son poème que dans sa vie. Sans cris, sans faux émoi, il exhale la mélodie d'une âme un peu féminine, et que l'on a dite « racinienne » pour sa tendresse mesurée. Dépouillé de tout clinquant, de tout appareil extérieur, voici un art dont le métier s'oublie, un art enfin digne d'être baptisé *classique* et que respectent les jeunes les plus « fauves », parce qu'il est sincère, parce qu'il est humain, parce qu'il rencontre l'originalité sans la chercher. Fernand Séverin, qui vit à Gand, serait-il redevable à l'ambiance méditative de la Flandre, de son penchant pour la confidence et la confession sans éclats ? Faut-il au contraire voir dans son œuvre une expression de la « douceur wallonne » ? Constatons l'accord des deux tendances réalisé dans un équilibre harmonieux.

Chez Albert Mockel, c'est bien la musicalité wallonne qui triomphe par des moyens différents. Ce poète fit partie du groupe héroïque des symbolistes français. Par scrupule de perfection, il produisit peu, mais il usa du vers libre avec un doigté remarquable. Et ses *Contes pour les Enfants d'hier* sont des chefs-d'œuvre trop peu connus.

Il reste à parler de Max Elskamp, le plus pur poète de ces académiciens, le plus cher à la jeunesse. En accueillant à l'Académie son rival, Albert Giraud fit un discours où, se considérant comme ambassadeur de la république du Parnasse, il dit assez ironiquement à Max Elskamp : « Vous descendez, Monsieur, de la montagne d'en face. » Eh oui ! celui qui chanta *La Louange de la Vie* le reconnaîtra sans rougir. Au pied de la « montagne d'en face », Elskamp a découvert les sources de l'inspiration populaire. Poète et graveur sur bois — nous devons à ce dernier cet album incomparable : *L'Alphabet de Notre-Dame la Vierge* — il s'est toujours intéressé au folklore anversois, ce qui ne l'empêcha point de se livrer à la spéculation transcendantale et de se passionner longtemps, dit-on, pour le bouddhisme.

En septembre 1914, Elskamp dut fuir sa vieille demeure, son jardin fleuri de cadrans solaires et « la ville qu'endimanchent les drapeaux des consulats ». On sait ce que fut l'exode des Anversois vers la Hollande. Là, le poète connut les rigueurs, les longues mélancolies, les pauvres espoirs d'une vie d'émigré. Tout lui parut hostile, les événements, les hommes, le climat. De ses rancunes il fit de petites chansons balbutiantes et parfaites, un peu complaintes, un peu rondeaux. *Sous les tentes de l'exode* est le plus émouvant des livres inspirés à un Belge par les malheurs de son pays ; c'est aussi le plus honnête. Nous y avons reconnu l'artiste d'autrefois, celui qui célébrait les semaines d'abondance et les dimanches de liesse. Mais les temps sont changés ! La Flandre n'est plus en fête. Et celui qui l'aime ne peut écarter de sa vue l'image de cette détresse. Il en est personnellement comme le symbole, ayant souffert dans sa chair et dans sa pensée. Le dernier livre de Max El kamp est venu réveiller toute notre admiration pour le seul poète peut-être qui, fidèle disciple sans être l'imitateur de personne, sut conserver l'écho des romances de Verlaine.

***

On le voit, l'Académie belge, si les philologues y constituent un puissant groupe, leur oppose en nombre égal ses poètes de toutes nuances. Ce sont les poètes et les peintres qui font le portrait du pays. Interrogeons-les pour connaître sa « multiple splendeur » matérielle et morale. Sans doute aurions-nous pu d'ailleurs, chez « quelques poètes belges non académiciens », découvrir une richesse équivalente.

Paul FIERENS.

LA POLITIQUE INTÉRIEURE

LE MINISTÈRE HERRIOT

Le Ministère Herriot a étonné un certain nombre de gens. Ayant, pour ma part, prédit sa constitution à M. Herriot, le jour même où se présentait devant les Chambres le second cabinet Poincaré dont j'avais l'honneur de faire partie, je n'ai pas connu cette surprise.

Il est des échéances pour les politiques comme pour les industriels, les commerçants et le commun des hommes. L'échéance du cabinet Poincaré tomba le jour où cessa la résistance passive. M. Poincaré a été atteint dans l'opinion comme M. Clémenceau parce qu'ayant su vaincre, il n'a pas su profiter de la victoire.

Il me sera permis de le regretter ici, comme le regrettent à coup sûr M. Herriot lui-même et la très grande majorité du pays. C'était à M. Poincaré de négocier la paix, car lui seul avait la signature de la France. Cette conviction me porta en avril à apporter au Président du Conseil d'alors le faible concours d'un homme passionné des négociations. MM. Loucheur et Daniel-Vincent raisonnèrent comme moi.

Nous avions compté sans le Foreign Office, décidé, dès ce moment, à attendre, pour négocier, le résultat des élections françaises. Il appartient donc à M. Herriot de faire la paix. Cela lui sera rendu facile dans la mesure où son gouvernement apparaîtra à l'étranger comme investi de la confiance nationale et sûr de la majorité parlementaire. Voilà ce que n'ont peut-être pas assez nettement aperçu tous les triomphateurs du 11 mai.

Que M. Millerand se soit trompé sur le sens de la révision constitutionnelle, certes. Renforcer les privilèges du Président de la République serait affaiblir la République. Le pouvoir doit être, en démocratie, le plus près possible du contrôle. Je ne reprendrai pas cette démonstration dont j'ai déjà fatigué la *Revue Bleue*.

Quant à jouer de la Présidence de la République pour peser sur la politique sans avoir révisé la Constitution, au préalable, c'est beaucoup plus illogique encore. Si M. Millerand souhaitait réviser, c'était pour gouverner. Prétendre exercer une puissance qu'il savait ne pas avoir, comment a-t-il pu paraître se passer cette fantaisie?

Par une raison de juriste. Le Président de la République est couvert par le Président du Conseil responsable.

J'ignore si M. Poincaré interpellé eût accepté la responsabilité de toutes les phrases du discours d'Évreux; mais il ne fut pas interpellé. Je doute que M. Millerand eût pu, de l'Élysée, souscrire à toutes les mesures du cabinet Herriot; mais on ne le lui a pas proposé. Je suis convaincu qu'un jour ou l'autre, le Président de la République élu par la dernière Chambre eût pris l'initiative de la rupture; mais on ne la lui a pas laissée.

Ainsi les hommes qui ont renversé M. Millerand ont-ils eu tort, au moins dans la forme. Ils ont assumé la responsabilité du trouble causé par la démission forcée du chef de l'État et créé dans l'opinion une alarme inutile.

Les débats politiques ont pris aussitôt un tour passionné. Les timides se sont vengés dans les scrutins secrets de leur soumission dans les scrutins publics. Les hommes de gouvernement se sont cabrés. De braves gens qui ne demandaient qu'à se ranger à gauche se sont trouvés rejetés dans l'opposition. Le Sénat a élu M. Doumergue contre M. Painlevé et M. de Selves contre M. Bienvenu-Martin. La gauche démocratique, qui possédait dans la Haute Assemblée la majorité, a connu le risque de la perdre.

Or, les gauches, même coalisées, n'ont pas les moyens de gaspiller des voix.

Les socialistes, coupés du Bloc, sont 104 à la Chambre; les républicains-socialistes, 44; les radicaux-socialistes, 139. Total, 287.

Gauche radicale, gauche démocratique, républicains de gauche et non inscrits vont à 151 députés. L'ancien groupe de l'Entente compte 103 membres; la droite pure, 14. Total, 268.

Si le Bloc des Gauches rejette à droite tous les députés qu'il n'a pas enrégimentés, les communistes, qui sont 26, resteront maîtres de la situation. En effet, il n'y a pas 20 voix d'écart entre le Bloc des Gauches et la masse des députés qui ne lui appartiennent pas. Les 26 communistes n'auront qu'à voter avec la droite pour renverser le cabinet. Et comme ils sont sans scrupules et généralement décidés à voter contre tout, l'hypothèse se réalisera évidemment un jour ou l'autre.

L'intérêt du gouvernement semble donc de gagner la plus grande part possible des 151 voix qui occupent l'espace parlementaire compris entre les élus du Bloc des Gauches et ceux de l'ancienne Entente.

C'est encore et surtout l'intérêt des radicaux et radicaux-socialistes qui se trouveraient former

ainsi l'axe de la majorité au lieu d'en être une aile. Ils ne seraient plus à la merci des socialistes, leur coalition avec ceux-ci ne serait plus à la merci des communistes. Le pouvoir aurait une base large et stable.

Mais, quelle serait la politique de cette majorité?

A l'extérieur :

1° Organiser le paiement des réparations par l'application du plan des experts ; c'est le but de la Conférence de Londres ;

2° Organiser la sécurité de la France. Les grandes lignes du plan de sécurité pourraient être tracées en septembre à l'Assemblée de la Société des Nations ;

3° Liquider, à partir de novembre, c'est-à-dire après les élections américaines, les problèmes des dettes interalliées.

A l'intérieur :

Apporter, dès la rentrée des Chambres, un plan de réorganisation administrative réalisant d'une part dans les services publics les économies nécessaires et organisant d'autre part la représentation des fonctionnaires auprès du gouvernement.

Diminuer les charges militaires et le budget de la guerre dans la mesure où nous aurons conquis les garanties de sécurité qui nous sont indispensables.

A la faveur de ces économies administratives et militaires, de ce paiement des réparations, de cette liquidation des dettes, assurer l'équilibre budgétaire, la stabilisation du franc, enfin une situation financière qui donne confiance en l'avenir, voilà de quoi occuper une année, une année qui pourrait passer pour la plus féconde en résultats que nous ayons vécue depuis un demi-siècle.

Le gouvernement qui aurait présidé à cette œuvre aurait sans doute conquis assez d'autorité pour passer ensuite à la révision constitutionnelle et achever la démocratie dont nous n'avons encore que l'ébauche.

C'est la grâce que je souhaite au ministère Herriot.

L'application du programme sur lequel peut se faire l'accord des socialistes, des radicaux-socialistes et des hommes de gauche, si elle veut quelque habileté, réclame en effet surtout de la bonne volonté et de la confiance. Elle comporte des risques limités, des avantages supérieurs aux risques, et entre tous ces avantages celui de faire succéder à la politique stagnante en laquelle ce pays s'enlise depuis la guerre, une politique allante.

Le grand fait politique de ces derniers mois, celui qui passe en intérêt et en portée la chute de MM. Millerand et Poincaré, est l'acceptation par les socialistes du vote du budget. Voilà la grande conquête de l'ordre républicain. Un régime prouve sa force ou sa faiblesse, suivant qu'il se montre ou non capable d'assimiler des forces jeunes, de canaliser les courants nouveaux de la pensée, de mettre à son service les talents qui percent dans l'État.

Le socialisme hors la République était un péril ; entré dans la République, il la rajeunit.

Tôt ou tard, il lui faudra, le long de la voie des responsabilités où il est entré, passer à la seconde étape, et après le vote du budget, accepter le partage du pouvoir.

En attendant, les hommes d'État doivent tenir compte du fait nouveau, et veiller à ne pas permettre l'évasion du socialisme.

C'est sous les auspices du ministère Herriot que la collaboration a commencé. Pour qu'elle dure et puisse devenir une habitude, il faut que le ministère Herriot continue. Ce n'est pas le travail qui lui manque.

HENRI DE JOUVENEL,
Sénateur, ancien Ministre.

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

LE ROLE DE LA PETITE ENTENTE

Au moment où j'écris, le temps n'est pas encore venu de se prononcer sur cette Conférence de Londres qui aura probablement, pour l'orientation future de l'Europe, une importance capitale. Le propre de cette diplomatie nouvelle, dite démocratique, qui met directement aux prises les chefs d'État en des conversations quasi publiques, c'est une extrême confusion. Avant la publication des pièces officielles, généralement elles-mêmes assez obscures, on en est réduit à juger sur des impressions de journalistes souvent tendancieuses, et presque toujours dictées par le désir de faire sensation. Ajoutez à cela que chaque gouvernement possède une presse inspirée, au moyen de laquelle il cherche à influencer l'opinion chez son partenaire ou son adversaire, et vous comprendrez qu'il y a des difficultés considérables à voir clair dans une question aussi compliquée

que celle des réparations, au moment où tant d'intérêts s'enchevêtrent pour l'obscurcir.

En Angleterre, comme en France, on parle officiellement de la volonté d'aboutir, de la nécessité de maintenir à tout prix l'Entente cordiale entre les deux grandes nations démocratiques de l'Europe occidentale ; mais, quand on en arrive à discuter des textes précis, il semble bien qu'aujourd'hui comme hier, on se heurte à des thèses si diamétralement opposées qu'elles paraissent inconciliables.

Le maintien de l'Entente franco-anglaise est hautement désirable : là-dessus, personne en France n'hésite. Mais sera-t-il toujours possible? Je disais, dans un précédent article de la Revue, qu'il n'y a d'alliances solides que les alliances d'intérêt naturel. On commence à se demander si l'alliance anglaise est, pour la France, une alliance naturelle. S'apercevrait-on qu'aussi bien en ce qui concerne la question de sécurité qu'en ce qui concerne les réparations, l'opinion et le gouvernement anglais ne comprennent pas les choses de la même manière que nous?

En ce qui concerne la sécurité, du moins, peut-être finira-t-on par comprendre qu'il faut plutôt compter sur les nouvelles puissances de l'Est de l'Europe, menacées comme nous par une reprise de l'impérialisme allemand, que sur une Angleterre qui ne consentirait sans doute à appuyer nos efforts que lorsque la France et la Belgique seraient envahies à nouveau. On l'a vu ces derniers temps, l'Angleterre fait assez bon marché du traité de Versailles. C'est au contraire au traité de Versailles et aux traités annexes que la Pologne et les puissances de la Petite Entente — qu'une fois de plus, on vient à Londres de rejeter parmi les puissances à intérêt limité — doivent leur existence. Aussi la conférence que la Petite Entente vient de tenir à Prague et qui a passé un peu inaperçue dans le grand fracas des discussions et des raccommodements franco-anglais, mérite-t-elle de retenir l'attention.

***

Cette conférence, qui réunissait à Prague les 11 et 12 juillet les représentants de la Tchécoslovaquie, de la Yougoslavie et de la Roumanie avait une tâche assez complexe à remplir. Il s'agissait d'abord d'aplanir certains différends que les ennemis du nouveau groupement des peuples danubiens avaient démesurément grossis : incidents locaux provoqués par des fonctionnaires subalternes de part et d'autre de la frontière roumano-yougoslave, polémiques de presse à propos de la Bessarabie, qu'on aurait bien voulu transformer en incidents diplomatiques.

Car la Petite Entente a beaucoup d'ennemis, ce qui étonnera sans doute les historiens futurs, étant donné le caractère logique et naturel de ce système politique imposé par les circonstances. Que ceux dont elle gênait les espoirs de revanche aient éprouvé à son égard des sentiments hostiles, cela se comprend aisément. Mais en Occident aussi et surtout en Angleterre, parmi ceux-là mêmes qui déclaraient que les traités de 1919 avaient définitivement « balkanisé » l'Est de l'Europe, se sont rencontrés des gens inquiets de voir se former une alliance qui précisément avait pour but d'empêcher cette balkanisation. Ils lui trouvaient des allures impérialistes et tour à tour lui reprochaient de coqueter avec la France ou de coqueter avec l'Allemagne. En réalité, dans cette méfiance il y avait l'expression de la rancune de certains fonctionnaires du Foreign-Office qui ne se consolaient pas de voir l'Est de l'Europe échapper à la tutelle britannique.

Or, après quatre années d'existence, « la Petite Entente, comme le dit très justement M. Dominois, apparaît comme un des éléments fondamentaux de la nouvelle Europe. D'une région dont le manque d'équilibre devait tôt ou tard provoquer un conflit international, elle a fait l'un des plus solides boulevards de l'ordre et de la paix. On n'en continue pas moins à annoncer régulièrement sa dislocation, avec une insistance plus particulière à la veille des conférences qui réunissent ses membres deux fois par an. Or, on peut constater au contraire que chacune de ces conférences ne fait que resserrer l'union dont les Roumains, les Tchécoslovaques et les Yougoslaves apprécient de plus en plus le bienfait. Certes, chacun de ces trois peuples a des intérêts particuliers. Telle question extra-danubienne sera d'un intérêt vital pour l'un et ne touchera pas l'autre. La solidité de la Petite Entente (en dehors de la valeur propre de cet organisme) tient justement au fait qu'elle permet à ses trois membres de consacrer tous leurs efforts à la défense de leurs intérêts particuliers, sans crainte que rien vienne les troubler ou les menacer sur les bords du Danube ».

Aussi la conférence a-t-elle aplani le plus facilement du monde à de justes proportions les petits incidents que l'on avait cherché à grossir. Ces questions réglées, elle s'est occupée de la situation générale, notamment de la question des réparations et de la sécurité, et la discussion a présenté un très vif intérêt.

***

MM. Bénès, Duca et Ninchitch, représentants de la Tchécoslovaquie, de la Roumanie et de la

Yougoslavie ont commencé par témoigner leur satisfaction de voir enfin rétablie la collaboration franco-britannique, « la plus sûre garantie de paix européenne ».

Cela, c'est en quelque sorte une clause de style. Les hommes d'Etat de la Petite Entente souhaitent évidemment le maintien de la grande Entente sur laquelle ils s'appuient en principe, mais ils savent fort bien ce que cette collaboration franco-britannique a de fragile, et, précisément, ce qui caractérise leur politique actuelle, c'est qu'ils s'arrangent de plus en plus pour faire leurs affaires eux-mêmes. « C'est avec une joie sincère, disent-ils dans leur communiqué, que les membres de la Petite Entente saluent le rapprochement franco-anglais, qui garantit définitivement l'œuvre positive accomplie par eux depuis quatre ans. » Il semble qu'il y ait quelque ironie dans cette phrase, car il y a longtemps que la collaboration franco-britannique paraît se désintéresser de ce qui se passe dans l'Europe centrale. La Petite Entente règle elle-même toutes les questions, et, avec un sens politique d'où le sentiment et la chevalerie sont peut-être exclus, mais dont on ne peut trop louer la prudence et la sagesse

Parmi les questions soumises à la Conférence de Prague, se trouvait la reconstruction économique de l'Autriche et de la Hongrie. On sait quelles inquiétudes la Hongrie, qui fut durement humiliée après la guerre, inspira longtemps à ses voisins et héritiers. On dirait qu'il n'en est plus rien, car un des points qui fut traité avec le plus d'attention et le plus d'optimisme par la Conférence de Prague, ce fut la reconstruction de l'Autriche *et de la Hongrie*. La Petite Entente continuera sa collaboration à cette œuvre d'intérêt européen, et la Tchécoslovaquie, dont la situation financière est excellente, est disposée à participer à l'emprunt en faveur du Gouvernement de Budapest.

Mais, c'est le problème de la sécurité qui a occupé le plus longuement la Conférence de Prague, et c'est ici qu'on voit combien les intérêts des puissances danubiennes sont voisins des nôtres. Au cas où un nouveau conflit éclaterait, ne seraient-elles pas menacées par le même adversaire : l'Allemagne, jalouse de reprendre sa position hégémonique dans l'Europe centrale, en s'annexant d'abord l'Autriche, et la Russie soviétique, dont on peut toujours craindre, soit une fièvre de propagande communiste, soit une fièvre nationaliste? En attendant que la France et l'Angleterre aient réglé, soit de commun accord, soit séparément, cette question de sécurité, la Petite Entente devait nécessairement s'en remettre à la Société des Nations. Aussi, au cours de cette conférence, les trois puissances se sont-elles livrées à une étude approfondie des questions qui doivent être soumises à la prochaine Assemblée de Genève, et notamment les plans de limitation des armements et le traité des garanties.

Dans quelle mesure un traité pourra-t-il garantir réellement la paix en Europe, tant que l'Allemagne et la Russie resteront en dehors de la Société des Nations? C'est ce que MM. Benès, Duca et Ninchitch ont examiné longuement. Pour ce qui est de l'Allemagne, les trois puissances souhaitent son admission prochaine, à des conditions à déterminer, et, dès que le problème des réparations sera réglé selon les conclusions du rapport Dawes. Quant à la Russie, la situation n'est pas aussi simple. Comme M. Duca l'a déclaré aux journalistes qui voulaient l'interroger : « La question russe, et la reconnaissance concernent chacun des membres la Petite Entente pris séparément, et non pas de la Petite Entente prise dans son ensemble. » Pour la Roumanie, en effet, la question de ses rapports avec la Russie nouvelle est dominée tout entière par la question de Bessarabie, alors que la Tchécoslovaquie, comme on sait, est prête à la reconnaissance *de jure* ; on sait qu'en Tchécoslovaquie, on se pique d'être réaliste. La Yougoslavie, elle, se tient sur la réserve.

La constatation de cette divergence de vues n'est nullement pour la Petite Entente une cause de faiblesse, au contraire. Elle montre que l'accord conclu entre les trois puissances permet à chacune d'elles de défendre ses intérêts particuliers, différents mais non opposés, sans avoir à craindre aucune surprise. Que nous serions heureux si l'on pouvait dire la même chose des puissances de la Grande Entente ! En serions-nous venus au point que ce soient les peuples danubiens qui nous donnent des leçons de sagesse politique?...

L. Dumont-Wilden.

LE ROMAN

LE ROMAN DRAMATIQUE ET LE ROMAN PANORAMIQUE (1)

Ce qui fait, à certains égards, la force du Roman français, et à tous les autres sa faiblesse, c'est peut-être qu'il est essentiellement dramatique, je veux dire conçu et réalisé selon l'esthétique du théâtre.

Il n'en était pas ainsi au temps de l'*Astrée*, de *Cassandre* et de *Cléopâtre*, du *Grand Cyrus* et de *Clélie*, du *Roman bourgeois*, du *Roman comique* et de *Francion*. Ces longs récits, qui déroulaient nonchalamment le fil embrouillé des aventures, ne relevaient que du genre narratif et restaient fidèles à la tradition de nos vieux romans. La tragédie de Corneille — on l'a remarqué avec raison, et l'observation, si je ne me trompe, est de Brunetière — tout en constituant dans son originalité magnifique cette grande forme d'art, recevait pourtant quelque influence de la littérature romanesque alors en si grande faveur. Mais son succès même allait renverser les termes du rapport, et c'est la tragédie qui bientôt détermine la forme nouvelle du roman, telle que nous la trouvons dans ce premier exemplaire et ce modèle de toute une lignée de romans futurs : *La Princesse de Clèves*. On n'exprime qu'une partie de la vérité lorsqu'on rattache à cette œuvre célèbre la longue suite des romans psychologiques : d'elle encore procède, à vrai dire, notre roman moderne lui-même. Comme elle, il se resserre autour d'une action concentrée, qui fait saillir les traits essentiels des caractères. Et cette action est posée d'abord ou, comme on dit en langage de théâtre, exposée ; puis elle est nouée à l'aide d'une intrigue, développée au moyen de péripéties, dénouée enfin par une catastrophe, comme la tragédie, ou un événement heureux comme la comédie. On pourrait dire que nos romans, eux aussi, sont en cinq actes, les plus libres, les plus hardis, les plus romantiques étant subdivisés, à la manière shakespearienne, en un plus grand nombre de tableaux.

C'est ce qui rend — ou, pour être plus exact a rendu — si difficile d'acclimater chez nous les grands romans étrangers, ces chefs-d'œuvre si différents, *La Guerre et la Paix* de Tolstoï, *Crime et châtiment* de Dostoïewsky, *Tess d'Urberville*, de Thomas Hardy, l'*Egoïste*, de Georges Meredith. Avec nos habitudes françaises, nos habitudes de théâtre, nous les trouvons trop longs, trop lents, trop chargés. Cette richesse déconcerte des lecteurs qui cherchent l'unité d'action et s'attendent qu'un mouvement dramatique les emporte au dénouement à travers les péripéties. Ce qu'ils cherchent et ce qu'ils attendent, qu'ils aillent donc le demander à la scène, au lieu de méconnaître si gravement la nature même du genre narratif, qui est de conter.

Le conteur est libre : il n'a besoin ni de se réduire ni de se presser. Il peut prendre pour sujet une vie, une époque, un milieu. Un J.-H. Rosny, un Paul Adam n'y ont pas manqué : lisez, du premier, *Le Bilatéral*, *La Vague Rouge*, *La Rue* ; du second ces deux livres immenses : *Le Trust* et *La Ville inconnue*. Gustave Geffroy vient de compléter, avec les deux volumes de *Cécile Pommier* (Première partie, l'Éducation spirituelle ; deuxième partie, la Lutte des classes) l'œuvre qu'il avait commencée avec *L'Apprentie* et qui projette les clartés les plus révélatrices sur la cité et l'âme contemporaines. Une telle ampleur de conception est d'autant plus remarquable qu'au moment même où il sentait se desserrer l'étreinte du drame, le roman, impatient de courir plus vite, obtenait du romancier, pressé de faire plus court, toutes les concessions que pouvait souhaiter son jeune désir de liberté, de vagabondage, renforcé par les exigences nouvelles d'un sans-gêne qu'on retrouve, hélas ! partout dans la société et dans la littérature. Mais n'est-ce pas un signe des temps que deux années de suite l'Académie française ait eu à couronner, et n'en ait point manqué l'occasion, des œuvres comme *La Brière*, d'Alphonse de Chateaubriant, qui a pour personnage principal toute une contrée de France et *Aricie Brun ou les Vertus bourgeoises*, d'Émile Henriot, qui retrace l'histoire d'une famille française pendant un siècle ?

***

Le premier nouait une action au centre d'un panorama de l'espace ; *Aricie Brun* se contente de développer autour d'un personnage central un panorama du temps.

Pour toile de fond, un siècle entier : 1817-1914. Pour sujet, l'histoire entière d'une famille de cette bourgeoisie française des provinces, issue de la Révolution, et qui a trouvé son plus large développement dans cette même période. Certes, la

(1) Emile Henriot : *Aricie Brun ou les Vertus bourgeoises* (1 vol. Librairie Plon, Grand Prix du Roman, Académie française). — J. Kessel : *L'Equipage* (Librairie de la Nouvelle Revue Française, Prix : Paul Flat, Académie Française).

bourgeoisie ne date point chez nous du régime moderne ; mais c'est bien le régime moderne qui lui a donné tout son essor, qui en a fait la classe la plus nombreuse et la plus influente, la plus ouverte aussi puisqu'elle ne cesse de s'alimenter, par en bas, dans les deux classes populaires des ouvriers et des paysans, tandis que, par en haut, elle communique aussi aisément que librement avec la grande bourgeoisie et l'aristocratie. M. Émile Henriot a très bien montré cette ascension rapide, de l'une à l'autre des trois ou quatre générations qui passent dans son livre. Et l'objet du livre est précisément de nous faire saisir comment a pu s'accomplir un tel phénomène social « sous l'action de ces vertus bourgeoises, humbles, robustes et qui durent pour le plus sûr maintien des sociétés ».

Contre-partie des vertus par lesquelles cette classe s'élève et que son élévation renforce — prévoyance et sage raison, altruisme, modestie, conception supérieure du devoir plus fort que les droits, pieux respect des traditions domestiques mises au service d'une idée, qui est la continuité de la famille et la pérennité de la maison — l'auteur a su nous montrer les défauts qui en représentent la rançon, et nous en voyons quelques-uns chez Barthélemy Lestrat, ou à son foyer, mais nous les voyons tous chez Prosper Coutre. La prévoyance, notamment, peut devenir un impitoyable calcul. Prosper Coutre pousse le respect de son foyer jusqu'à abandonner l'enfant naturel de son fils Eugène, qui a mal tourné et s'est fait tuer à Beaune-la-Rolande en 1870. Mais M. Émile Henriot fait œuvre de romancier, non de sociologue, ni même de moraliste.

Ce grand fait de la constitution et des progrès d'une classe, cette transformation sociale n'exige pas seulement l'effort continu du plus grand nombre parmi les individus qui la composent : il y faut aussi l'action d'une élite : le triomphe de la bourgeoisie, comme toutes les victoires, a ses héros et même ses martyrs. C'est ce qu'atteste le personnage central, celui qui assure l'unité de l'ouvrage et lui donne, avec sa signification, son titre même : Aricie Brun. En elle l'auteur nous annonce qu'il a voulu personnifier les vertus bourgeoises : « la probité, l'application, la volonté, le souci de tracer son sillon bien droit, la rigoureuse conception de la chose due, le sentiment ancestral du renoncement dévolu aux femmes... » Elle les a reçues de sa mère, qui les pratiquait avec rigueur : elle y ajoute « cette totale humilité qui faisait le fond même de sa nature » et qui n'est peut-être qu'une parfaite docilité aux exigences de la vie, une soumission exemplaire à toutes ses tâches et à toutes ses lois.

A vingt ans, Aricie entrevoit le bonheur : elle est fiancée avec un bel officier de hussards que le hasard d'un billet de logement a installé pour quelques jours dans sa maison. Henri Lautaret, muni d'un congé, vient à Paris porter sa démission au Ministre et mettre sa mère au courant de ses projets. Il y est surpris par la Révolution de février 1848 et périt dans une émeute, sans avoir eu le temps d'écrire à Aricie Brun une lettre par laquelle il lui rendait sa parole. Une telle épreuve ne peut qu'avancer encore la jeune fille dans la voie du renoncement et la porter vers cet excès d'abnégation qui va jusqu'à la folie du sacrifice. Ce dernier trait paraît lorsque Aricie, qui aime et qui se sent aimée, s'efface héroïquement devant sa cousine Julie et dispose les choses de telle sorte qu'elle donne le change à M. Jouvenet sur les sentiments qu'elle éprouve et l'amène à épouser Julie. Vertus bourgeoises? Ce ne serait pas assez dire. Aricie ne reste pas enfermée dans les limites d'une classe. Comment la vertu, d'ailleurs, ne serait-elle pas une dans son essence? Ses diverses formes ne sont que des adaptations à diverses fins : les vertus de classe ne peuvent être que les applications de la vertu sur des points déterminés par les exigences sociales du milieu ou du moment. Ce qu'il y a de meilleur dans Aricie déborde la ligne qui passe par ces points et nous offre l'image même de la vertu, qui est la constance envers soi-même, la fidélité à sa nature et la subordination de soi à quelque chose de plus grand que soi-même.

Cette interprétation finale, l'auteur ne nous la donne pas : il n'avait pas à nous la donner. Son rôle est de raconter et de décrire, le nôtre de comprendre et de juger. Il ne disserte ni ne raisonne ; encore moins se risquerait-il à prêcher, « convaincu que l'éternel objet de la littérature est moins de prouver que de distraire et d'émouvoir, et, si possible, d'inciter humainement à réfléchir... » L'auteur n'a donc pas cru « devoir mêler à ce récit le moindre jugement personnel sur les personnages qu'il met en scène, l'utilité de leurs démarches, la justesse de leurs actions, ni tirer la moralité de leurs vies. Les décrire exactement, et du trait le plus objectif qui se puisse trouver, voilà, je pense, ce qu'il faut demander au romancier... »

Et voilà bien, en effet, ce que nous offre l'auteur d'*Aricie Brun*. Le père Lestrat et sa femme Mélanie, les boutiquiers de la rue Sainte-Catherine, à Bordeaux ; leur gendre Julien Brun et leur fille Caroline, les parents d'Aricie ; les quatre enfants de ce ménage, Estelle, Paul, Émile et Melchior ; Prosper Coutre, le mari d'Estelle, qui devient un gros marchand de bois et se fait bâtir une belle résidence à la Sonys, un faubourg de la ville, tandis

que les Brun mènent une vie dure dans le magasin paternel ; le vieil oncle, curé de Floirac, qui cultive des melons et a dressé un lièvre savant : Eugène Coutre, le fils de Prosper, qui va finir son éducation en Angleterre et pénètre, grâce à ses amis, dans la haute société bordelaise du quartier des Chartrons ; M. Jouvenet, qui aurait bien épousé Aricie et qui finalement épouse Julie Coutre ; Henri Brun, le fils d'Émile, que nous retrouverons à Paris, bon peintre de portraits et marié avec une charmante femme ; leur petit Jean-Pierre en qui sa grand'tante Aricie chérira le représentant d'une quatrième génération et qu'elle promènera, docile au passé, parmi ses souvenirs... C'est toute la famille, avec ses divers rameaux, ses types différents, dont l'histoire nous est retracée, telle qu'elle s'est déroulée selon ses vicissitudes propres, telle aussi que l'a faite le contre-coup des grands événements nationaux. Quel singulier personnage, et si vrai, ce Paul Brun, que le romantisme a touché, et quel étrange milieu que la boutique paternelle livrée à ses fantaisies et à celles de ses compagnons, le rapin Bouchinard, dit Chicot, et M. Napoléon Rugendas, ancien pensionnaire de l'Odéon ! Ils sont tous les trois, ces romantiques attardés et provinciaux, ce que Cathos et Madelon, en 1659, étaient aux vraies précieuses de l'Hôtel de Rambouillet.

Les choses ne sont pas peintes avec moins de sobriété, de justesse et de vérité que les gens : la maison à colombages de la rue Sainte-Catherine (toiles et cordes), avec le singe dévidant une bobine sur l'enseigne qui brinqueballait à l'auvent ; la riche demeure des Coutre à La Sonys ; Bordeaux, la longue file de ses quais « son odeur vive et salée d'eau, de saumure, de bois, de morue sèche, de goudron, de bon vin... », tout ce réalisme précis, familier, s'élève insensiblement à la poésie qui éclaire les dernières pages du livre comme les dernières années du personnage principal.

La netteté d'esprit, la décision dans le choix, qui étaient en un pareil sujet qualités indispensables, donnent au style de M. Émile Henriot son caractère et son accent. Un peu sec parfois, ou même un peu dur, il est toujours précis et dessine d'un trait sûr le contour exact de la pensée ; le contraire de l'art pour l'art. C'est peut-être la conception la plus juste chez un romancier pour qui la virtuosité complaisante serait le plus grand péril. Mais un autre danger guette l'écrivain et il n'y échappe pas toujours. Témoin une phrase comme celle-ci, qui désigne Aricie Brun : « le type le plus élevé de cette société bourgeoise dont elle avait été, dans la modeste zone de sa cellule familiale, une des innombrables et patientes chevilles ouvrières, si grandes d'être anonymes » (p. 278). On s'étonne, d'autre part, qu'un lettré de tant d'expérience, un journaliste rompu au maniement de la plume, se puisse empêtrer à ce point : « Mais les mœurs avaient bien changé depuis la tourmente, et cet homme simple, mais intelligent, ne considérait pas sans un certain orgueil bien naturel à celui qui ne doit rien qu'à son labeur et à ses vertus, que dans le grand bouleversement survenu par le monde à partir de 1789, il s'était élevé d'un échelon » (p. 13). Est-ce bien l'orthographe correcte d'écrire : « M. Coutre était des plus satisfait... » ? (p. 35) Et peut-on dire : « Votre procédé m'est sensible »? (p. 73). On ne saurait admettre assurément : « ce qui s'en ensuivit » (p. 85) et rien n'est plus correct, mais c'est une fâcheuse négligence que d'écrire : « lui, Coutre, ne perdait rien à ce qu'on accordât un concordat... » Il n'y aurait aucun intérêt à relever de tels détails dans une œuvre médiocre ; mais celle-ci ne l'est pas, et M. Abel Hermant, avec son charmant *Xavier ou Entretiens sur la Grammaire*, MM. Jacques Boulenger et André Thérive, avec leurs amusantes et sérieuses *Soirées du Grammaire-Club* ont mis fort à la mode les petits problèmes de vocabulaire et de syntaxe. Les défaillances de style de M. Émile Henriot ne sont rien d'ailleurs auprès des qualités que nous aimons en lui ; et la plus haute leçon qu'il nous apporte, c'est qu'il lui suffit de se charger de vie pour monter aussitôt, dilaté par cette chaleur de la terre, dans les vastes espaces qu'ouvre devant l'art l'infini du ciel.

***

En même temps que l'Académie donnait le grand prix du Roman à M. Émile Henriot, elle en attribuait un autre, des plus importants, le prix Paul Flat, à M. J. Kessel dont l'*Equipage* avait conquis d'emblée sa faveur. Admirable récit, en effet, d'une netteté, d'une vigueur, d'une allure où se révèlent, chez un auteur très jeune, la plus surprenante maîtrise et des dons exceptionnellement heureux.

L'équipage : le pilote et l'observateur... Il faut d'abord connaître cette réalité unique, cette « cellule à deux âmes », née de la solidarité dans le péril, de l'harmonie des efforts, de la communauté des émotions, de la parfaite soumission à un rythme pareil : deux hommes qui ont appris à sentir en même temps, sans la voir et par une singulière divination, l'approche de l'ennemi, à se comprendre d'un signe, quand la furie de l'hélice et du vent étouffe la voix humaine, qui en sont venus à une cohésion permanente, prolongée « en subtiles an-

tennes, par la vertu d'une accoutumance indélébile à se mieux observer et se mieux connaître. » Avec quel art, fait de précision, de justesse et de force, M. J. Kessel a consacré la première partie de son récit à nous familiariser avec la vie de l'escadrille d'abord, puis avec l'intimité plus étroite de ce couple étroitement lié qui forme l' «équipage »! Et c'est entre deux hommes ainsi unis, deux hommes liés, si l'on peut dire, par toutes les fibres de leurs nerfs, par l'adaptation de leurs pensées, par l'automatisme de leur volonté, que va s'insinuer l'angoisse du secret, se dresser l'ombre de la trahison. L'originalité du récit tient à cette rencontre où se reconnaît l'intuition d'un talent supérieur, la réussite de l'instinct le plus sûr.

Elle se reconnaît aussi à la maîtrise qui marque chaque détail, au relief que prend chaque personnage. Nous les voyons tous, officiers et sous-officiers de l'escadrille, et les hommes même, oui, tous, depuis l'ordonnance borgne, soldat massif et maladroit comme un ours, jusqu'à l'inoubliable silhouette du capitaine que l'aspirant Herbillon, à son arrivée, prend pour un camarade de son grade : un torse mince et fort, un cou étroit, la finesse élancée du corps répondant à celle du visage net, aux yeux étirés et ardents, au nez droit, à la moustache légère... Quelques traits, et le personnage est là, devant nous ; tel que nous le connaîtrons plus tard, dans toute sa vérité physique et morale. Il y a quelque chose comme l'allégresse du vol et la décision guerrière dans l'art de M. Kessel, qui reste animé et vibrant de l'atmosphère où il est né. Sa perfection, sa puissance viennent de ce qu'il n'aurait pu naître ailleurs : il sort du milieu et du moment et leur rend d'un coup, en les fixant dans la beauté durable d'une œuvre, tout ce qu'il en a reçu.

Le jeune auteur y ajoute, de son propre fonds, une puissance égale de vérité psychologique et humaine. Nous n'avons qu'entrevu un instant à la gare de l'Est où il prend le train pour le front, cette Denise si fraîche, près de laquelle il se sentait léger. Nous ne pensons plus à elle, quand nous voyons arriver à l'escadrille Claude Maury, long, maigre, voûté, avec une asymétrie légère des épaules, une bouche mince, taillée douloureusement, des joues glabres, et le front haut couvert de fines veines bleues. Pourquoi est-il si différent des autres qu'on le dirait hors de sa place parmi eux! Seul Jean, qui se rappelle combien il se trouva désemparé lui-même lorsqu'il tomba comme un étranger dans le petit monde si bien ajusté, prend pitié de lui et l'assiste. Les voilà liés. Plus tard, quand personne n'acceptera de faire équipage avec ce malheureux, dont l'arrivée et les débuts se sont trouvés associés à des désastres, Jean demandera à devenir son passager.

Il était déjà devenu son confident. Claude lui parlait d'Hélène, sa femme, à laquelle il appartenait tout entier, d'un amour exclusif, infini, et qu'il ne sentait pas à lui pareillement, tout entière. C'est pour la conquérir davantage qu'il a cherché, sans trop savoir pourquoi, incertain, tâtonnant, poussé par l'inquiétude, le prestige de l'aviation. Et il envie à Jean Herbillon le charme de sa jeunesse, son insouciance de garçon sain qui ne connaît de l'amour que la joie physique et garde une candeur fière.

A la première permission de l'aspirant, il lui confiera une lettre pour Hélène, et Jean se trouvera en face de Denise... Et puis, au retour, il se retrouvera en face de Claude Maury. C'est la seconde partie du livre, celle qui noue le drame, en développe les péripéties et le conduit au dénouement. Mais ne croyez pas que le drame commence là : c'eût été bien tarder, et l'admirable réussite de M. J. Kessel ne se fût point accommodée d'une pareille erreur. Non : le drame a commencé dès le début du récit, à travers lequel il passe comme un fil invisible jusqu'à ce qu'il forme, en son beau milieu, le nœud de l'action.

Jean Herbillon condamné au mensonge, Claude Maury torturé par le soupçon, et l'intimité de ces deux jeunes hommes qui établit entre eux une communication mystérieuse, une « communion d'esprit mécanique », et la progression de l'inéluctable vérité : quel tragique renouvelé, d'une essence plus concentrée, plus pure, ce drame des compagnons rivés que ravage en resserrant l'étau de la même étreinte une double morsure! Ils connaissent tous les supplices : « la hantise qui souvent assoupissait, aux heures de vol, l'acuité de leur attention et de leurs sens »; l'agonie de l'amitié, et Jean « entraîné par la logique des passions (dont sa jeune tête ignorait encore et la marche et le poids) vers le point fatal qu'il voulait éviter ». C'est une souffrance et une honte d'envisager la dissimulation complète, la trahison parfaite en son ignominie : ressource impossible par surcroît, avec « cette cohésion maudite qu'ils portaient comme une nerveuse tunique de Nessus... » Si parfois quelque fait, auquel il veut se fier, endort l'épouvante de Maury, quelque incident cruel la réveille, plus âpre et plus certaine. M. Kessel a su choisir ces épisodes : tel le jeu infernal auquel se livrent tous les officiers de l'escadrille pendant une période de repos à l'arrière, et « la répulsion frémissante qui fit crier au jeune homme son refus »

quand Claude lui offre la somme nécessaire pour payer ses dettes.

Mais voici que le drame de ces deux cœurs va se fondre, sans s'y perdre, dans le grand drame. L'escadrille est envoyée à la deuxième bataille de la Marne : les combats aériens se multiplient, et avec eux les exploits de l'équipage Maury-Herbillon. Les prouesses de la lutte extérieure enveloppent la fiévreuse détresse de la lutte intérieure, et c'est la mort du chef adoré qui fait proférer à Jean l'aveu suprême. Il aurait l'impression de trahir son grand et pur amour pour le héros s'il ne revendiquait pour lui, en l'arrachant à Claude, l'honneur d'avoir inspiré à Denise l'admiration du capitaine. « C'est moi qui dès mon arrivée ici... » Il n'acheva pas, Claude eut l'impression que se levait un dernier rideau ténébreux... Il n'y a plus entre eux de secret quand ils livrent ensemble leur dernier combat...

Ce roman de *L'Equipage* est comme la projection au premier plan, en un point que la convergence des rayons éclaire plus vivement, d'un autre roman plus ample, qui s'est déroulé à l'arrière-plan. Et de même qu'il se révélait à nous à l'ouverture du roman, par la présence de Denise, sur le quai de la gare de l'Est, de même, il se manifeste encore et se prolonge de la même manière au dénouement. Denise, ou plus exactement Hélène Maury, est assise au chevet de son mari blessé. Jean est mort. Elle a compris que Claude savait tout, et elle pleure. « La ligne de son cou était si pleine, si ferme, et tant de jeunesse animait son désespoir que Claude sourit pensivement. Hélène oublierait avant lui l'aspirant Jean Herbillon ». A l'arrière-plan, il y avait le roman de Claude et d'Hélène. Il continue.

N'est-ce pas une des beautés secrètes de ce livre, une cause de sa force cachée? Sa beauté visible, sa force évidente, il les tire surtout d'un don exceptionnel de l'auteur qui donne à chaque figure, fût-elle à peine entrevue, à chaque détail une valeur intrinsèque. Rien qui ne soit précis, caractéristique et vivant. Ces impressions du départ et de l'arrivée au front, celles de la première permission, les repas au mess, les vols, les combats, une simple course en auto le jour où le jeune aspirant a reçu la croix de guerre, tout est chargé de vie, de sens, et saisissant de réalité.

La qualité du style, si net et si expressif, complète ce caractère de perfection qui est la marque essentielle de l'ouvrage, — le second de M. Kessel. Je ne connais qu'un autre cas de maîtrise pareille dans les œuvres de début, et il n'appartient pas à notre littérature : c'est celui de Ruydard Kipling.

Firmin Roz.

LE THÉATRE

DU CONSERVATOIRE A LA COMÉDIE-FRANÇAISE

Il ne s'agit point de la destinée des derniers lauréats ; encore moins de leurs mérites, et je n'entends point, par ce titre, proposer une étude sur la manière dont le Conservatoire prépare à la Comédie-Française. Il est trop naturel que l'un mène à l'autre les élèves puisque l'autre ramène à l'un les maîtres.

Seulement ces deux établissements ont en commun de dépendre, du moins dans une certaine mesure, de notre nouveau Ministre de l'Instruction publique, M. François Albert, dont les heureux débuts aussi bien que la culture et la méthode nous garantissent qu'il sera prêt à porter son esprit d'examen et de réforme jusque dans le domaine qui, peut-être, l'intéresse le moins, comme nombre de bons esprits, je veux dire le théâtre.

***

Il y a deux ou trois ans, tout un ensemble de réflexions sur l'enseignement et le recrutement du Conservatoire, avec un petit plan de réorganisation technique, avait été soumis aux lecteurs de la *Revue Bleue*. Je n'y reviens pas. Je tiens seulement à noter que, après les épreuves de 1924, je suis plus entêté que jamais de mes idées et nourris l'illusion que l'événement les a une fois de plus confirmées. Je veux bien admettre que si, dans le concours des femmes pour la comédie, quelques sujets ont paru, au moins par leur physique, passables, les hommes, par contre, ont établi triomphalement la grande pitié de notre enseignement dramatique. Au reste le seul reproche légitime que l'on puisse, devant de tels concurrents, adresser à leurs professeurs, ce n'est point de les avoir mal instruits, mais d'avoir entrepris de les instruire. Là est la grande faute : pourquoi accepte-t-on des élèves dont la première caractéristique est de n'apporter aucun don pour le théâtre ? Il n'y en a pas d'autres à se présenter... ? Alors tant pis...! ou tant mieux...! S'il n'y a plus d'élèves, fermez les classes... Sans doute n'est-il pas indispensable à la prospérité économique et au rayonnement intellectuel du pays qu'on se prépare à jouer la comédie comme le feront ceux que nous avons vus... Il n'y a rien de plus funeste à une nation que les mauvais acteurs...

Par conséquent, peu m'importe l'enseignement : j'irais presque jusqu'à dire qu'il y en a toujours trop... Je n'estime que les dons et ce sont les dons qui manquent... N'est-ce donc point, dans le fond, que la méthode pour les reconnaître est mauvaise ou que même il n'y en a point du tout au Conservatoire... ?

C'est justement là-dessus que j'avais mon plan : il avait intéressé Paul Boncour qui en avait fait état à la Chambre des Députés... Je l'offre volontiers à François Albert... Mais, si le Ministre de l'Instruction publique est le « grand maître de l'Université », est-il celui du théâtre... ?

***

Pour ce qui est de la Comédie-Française, elle vient encore, pour ne point en perdre l'habitude, de faire parler d'elle, à propos de son Comité de lecture. On connaît les incidents et comment la question s'est trouvée posée, non pas en théorie comme pour le Conservatoire, mais pratiquement et avec urgence, devant le Ministre.

Malheureusement, j'ai aussi réfléchi là-dessus pour aboutir à une contrariété essentielle : ce qui serait logique, d'après les lois du théâtre, devient absurde et même injuste d'après la constitution de la Comédie française. Voici, en effet, deux observations également indiscutables :

1° L'idée de faire juger une pièce par des comédiens est comique en soi. D'abord, d'une manière générale, l'expérience est faite depuis longtemps, et elle se renouvelle chaque jour, qu'il est à peu près impossible à qui que ce soit de préjuger, sur manuscrit ou après audition, de la valeur scénique d'une œuvre. Les exemples foisonnent de Directeurs qui ont eu entre les mains, non pas des chefs-d'œuvre, bien entendu, dont ils se moquent, mais des œuvres à recettes, les seules qui les intéressent et qui les ont laissé passer à d'autres. Il n'est pas moins avéré parmi les gens de théâtre que les pièces faites ne sont jamais acceptées et que seules les pièces à l'état de projet ne sont point refusées. Donc personne ne peut, à l'avance, pressentir le destin d'une pièce : à plus forte raison des comédiens, qui, eux ne se douteront jamais de cet aléa, se croiront toujours infaillibles et, par surcroît, ne considéreront jamais, dans une œuvre, que leur rôle, à moins que ce ne soit celui du camarade. Là, comme ailleurs, on ne peut être juge et partie. Donc pas de comédiens dans le Comité de lecture : voilà la première évidence.

Mais qui donc... ? Là-dessus, je demande à préciser. Une œuvre de théâtre est d'abord une œuvre qui doit plaire au public. Composez donc votre Comité de lecture comme on compose un jury criminel : avec des hommes ou des femmes pris dans la rue, qui verront seulement si la lecture les a intéressés, émus, ou ennuyés ; étrangers à la maison, ils en ignoreront tous les détours. Du moins seront-ils sincères et ils constitueront, par leur impression, une première épreuve assez proche du public, déjà... Mais, d'autre part, il est possible qu'une œuvre dramatique offre aussi un caractère littéraire. Ce serait même souhaitable à la Comédie-Française et l'on pourrait, je crois, définir assez utilement son rôle véritable par là : elle ne devrait jouer que des pièces présentant une tenue artistique. Qui jugera de cette valeur intellectuelle... ? J'ose dire qu'à cet égard la tâche est beaucoup plus facile, car elle est plus positive et il ne serait pas embarrassant de trouver dans Paris, parmi des critiques ou même des auteurs, des hommes capables d'apprécier sainement si une œuvre, littérairement parlant, est digne ou non de la maison. Finalement, je demande donc que les comédiens soient remplacés dans le Comité par des hommes quelconques, qui jugeront naïvement de l'effet scénique, et par des compétences qui jugeront intelligemment du mérite littéraire : six des uns, par exemple, et six des autres, des servantes de Molière, si vous voulez, et des Paul Souday.

Telle est la logique des choses.

2° Mais, à la Comédie Française, les comédiens ne sont pas des comédiens ordinaires : ce sont aussi des gens d'affaires, intéressés directement à la prospérité financière de la maison et qui remplacent le cachet par le douzième ou la part entière. Par là, ils cessent d'échapper aux lois du théâtre pour tomber sous les lois du commerce : s'ils sont intéressés à la vente du produit, il faut bien qu'ils soient consultés sur le choix de ce produit. Le succès ou le four les touche directement à la bourse. Comment leur ôter la responsabilité de ce succès ou de ce four ?

Et voilà la contradiction dont il est impossible de sortir sans modifier tout l'édifice de la maison : d'une part, les comédiens ne devraient point faire partie du Comité de lecture et, d'autre part, il ne serait pas équitable de les en retirer.

Alors quoi... ?

Mon Dieu, je ne vois guère qu'une solution provisoire : garder ce Comité et, à peu de choses près tel qu'il est, puisqu'il ne peut être ni supprimé ni modifié. Mais le faire fonctionner comme tous les Comités qui n'ont jamais servi que la volonté d'un homme et dont le rôle consiste précisément à envelopper d'irresponsabilité et par conséquent de despotisme l'autorité du maître. Donnez à l'Administrateur, pour le recrutement de ce comité, toutes les facilités qu'il voudra, armez-le autant qu'il vous plaira. Mais alors qu'il fasse, comme tout le monde, marcher son Comité... !

Gaston RAGEOT.

LA QUINZAINE POLITIQUE

Pologne

LA MAUVAISE VOLONTÉ OPPOSÉE A LA VÉRITÉ.

En présence d'une mauvaise volonté manifeste, la recherche de la vérité s'impose à tous les hommes honnêtes. C'est pourquoi nous sommes obligés de revenir à la prétendue « terreur blanche en Pologne » que l'ignorance doublée de la malveillance s'efforcent d'accréditer parmi un public généreux mais crédule qu'est celui de certaines feuilles de gauche françaises.

Nous avons à faire à un « professeur d'esthétique » qui n'hésite pas à tremper les mains dans la boue du plus sale des mensonges ; il s'entête à crier et à répandre le faux, un faux tellement manifeste qu'il en est sans doute le premier convaincu.

Aucune preuve, aucune lumière ne compte pour lui ; les témoignages de ses propres correligionnaires, politiques et confessionnels, les attestations des hommes de science qui ont vu et entendu, il les écarte *à priori* pour n'accorder sa foi (en a-t-il ?) qu'à des dénonciations inspirées par la haine et le plus vil intérêt.

Cet homme, qui professe l'esthétique, ose salir un peuple entier en affirmant « publiquement », comme il dit, que le nombre de « seuls Blancs-Russiens enfermés dans les prisons polonaises s'élève a dix mille » ; peut-on croire en son équilibre mental s'il décrit de cette manière les supplices « qui sont », déclare-t-il, infligés aux prisonniers politiques en Pologne : « supplice de l'eau, renouvelé de l'Inquisition, supplice des courants électriques, emprunté au jardin de la science moderne, supplice de la planche posée sur une partie du corps du prisonnier sur laquelle on frappe avec la plus brutale des frénésies à coup de marteau, supplice dépassant tellement la force de résistance des pauvres hommes et des pauvres femmes qui y sont soumis que, dans presque toutes les prisons, éclatèrent à la fois des grèves de la faim, réprimées elles aussi avec la cruauté la plus sauvage. »

Un homme sain d'esprit affirme toutes ces choses là sans rougir et sans jamais être allé en Pologne, sans jamais avoir vu une prison polonaise. Mais que disent ceux qui ont vu la Pologne de leurs propres yeux, qui ont visité ses prisons, devant qui se sont ouvertes les portes de toutes les cellules, qui, juristes éminents, possèdent la compétence nécessaire pour juger du premier coup d'œil ?

Voici l'opinion d'un jurisconsulte qui porte un nom vénéré dans la science pénitentiaire du monde entier et qui, lui, est allé en Pologne, qui a vu tout ce qu'il voulait voir : M. Maurice Garçon. Dans une correspondance de Wilno adressée au *Journal des Débats* (6 juin 1921), l'éminent juriste français écrit : « Deux des prisons que j'ai visitées, celle de Wilno et celle de Mokotow (près de Varsovie) contenaient des détenus politiques. Ils sont entièrement séparés des condamnés du droit commun et subissent un régime en tout semblable à celui que nous avons institué chez nous. » « En ce qui concerne les véritables détenus politiques, qui étaient avant-hier 86 à Varsovie (nous sommes loin de « nombreux » de seuls Blancs-Russiens » et un peu moins nombreux à Wilno, ils ne sont astreint à aucun travail, peuvent recevoir de la nourriture du dehors, voient leur famille deux fois par semaine, lisent des journaux, mais seulement d'information, polonais et étrangers. *La plupart sont poursuivis pour propagande communiste ou pour espionnage.* » « Nulle part je n'ai entendu de protestations. Elles eussent pu être faites bien librement, il ne m'a pas paru qu'une contrainte pût s'exercer en ma présence pour dicter une réponse à mes questions. » « Ai-je tout vu ? Je ne puis l'affirmer, mais je le crois et j'ai fait de mon mieux pour y parvenir. Malpinément, j'ai demandé à voir les cellules de punition qui sont des cachots obscurs comme il s'en trouve dans toutes les prisons et où l'on enferme temporairement les incorrigibles récalcitrants. Je les ai visités : je n'en ai pas vu d'occupés. M'a-t-on tout montré ? On ne m'a en tout cas rien refusé. »

Ainsi témoigna un Français qui a vu les choses sur place. Son autorité en la matière est autrement grande que celle de notre « professeur d'esthétique ».

Voici maintenant deux autres opinions, celles des deux juristes roumains qui eux aussi ont vu les choses sur place.

Après avoir visité la prison de Mokotow, M. Teodoresu, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Bucarest, a spontanément écrit ce qui suit dans le livre de la prison :

« Je suis réellement content d'avoir visité cette prison parce que je me suis rendu compte combien on a travaillé en Pologne pour les détenus à tous les points de vue. Cette prison pourrait servir de modèle à n'importe quel pays civilisé. »

En quittant la prison de Wilno, il écrit ces lignes :

« Moi, soussigné, professeur de droit pénal à l'Université de Bucarest (Roumanie), je viens de visiter cette prison et je suis heureux de constater la propreté et le bon traitement des détenus, soit du droit commun, soit politiques. En foi de quoi j'ai signé cette page. »

Enfin le célèbre crimonologue roumain, M. le professeur Nicolescu-Bolintin, signa cette phrase brève mais caractéristique :

« J'ai vu ici la prison idéale au point de vue droit pénal et administratif des prisons. »

⁂

Trois hommes de science et de conscience, trois spécialistes du droit criminel se sont donnés la peine pour établir la vérité sur les prisons polonaises. Ils n'ont pas vu « dix mille prisonniers Blancs-Russiens », ils n'ont pas vu le « supplices des courants électriques », ils n'ont pas vu les « supplices de l'eau, renouvelés de l'Inquisition ». Ils ont vu des choses qui font honneur à la Pologne et qui discréditent à jamais les diffamateurs professionnels de la République Polonaise.

Nous avons la profonde conviction que les lecteurs de ces pages sont maintenant suffisamment renseignés sur la valeur morale et personnelle de ceux qui, sûrs de l'impunité, répandent les plus basses calomnies contre le peuple polonais. La Pologne n'oubliera pas cette campagne malhonnête et la vérité se fera malgré elle.

Stéphane Aubac.

BULLETIN ÉCONOMIQUE

Les Grandes Banques Étrangères en France
La Rotterdamsche Bankvereeniging.

Parmi les grandes banques étrangères établies en France ou travaillant habituellement avec notre pays, il faut accorder une place spéciale à la Rotterdamsche Bankvereeniging, la puissante corporation financière de Rotterdam et d'Amsterdam. Les attaches françaises de cette Banque en font en effet une sorte de bastion de notre influence financière en Hollande. C'est là un facteur qui mérite de ne point être négligé, alors que leur situation géographique et les grands courants commerciaux qui traversent leur pays, portent les hollandais à regarder plutôt vers l'Allemagne et l'Angleterre.

Dans son propre pays, la Rotterdamsche Bankvereeniging s'est taillé une place de premier plan au cours de ces dernières années et cela avec une rapidité surprenante. Qu'on en juge plutôt par le rapide exposé qui suit : La Rotterdamsche Bankvereeniging est née en 1911 de la fusion de la « Rotterdamsche Bank » avec « La Déposite en Administratie Bank » auxquelles la succursale de Rotterdam de la Société Française de Banque et de Dépôts est venue se joindre peu après la constitution. Par la suite, la société absorbait encore en 1911 la maison Determeyer Weslingh en Zoon à Amsterdam, et en 1913 la Labouchere, Oyens et Co Is Bank.

En 1911, le capital émis est de 14 millions de florins; en 1912, il est de 20 millions de florins; en 1913, de 30 millions de florins, en 1915, de 32 millions de florins, en 1916, de 40 millions de florins, en 1917, de 50 millions de florins; en 1919, de 75 millions de florins.

La banque possède actuellement des sièges à Rotterdam et à Amsterdam et une succursale à La Haye, des agences à Rotterdam, Coolsingel, Delfshaven, Feyenoord, Schiedam, Vlaardingen, Zaandam, La Haye, Bezuidenhout, Kneuterdyk, Naaldwyk, Rijswijk, Scheveningue. Elle a d'autre part, une banque affiliée : la Nationale Bankvereeniging. Cette banque, au capital de 10 millions de florins et aux réserves de 2.000.000 Fl. —, fut constituée en 1916; en 1920, elle a repris les affaires de la Zuid Nederlandsche Handelsbank qui, elle aussi, a été affiliée à la Rotterdamsche Bankvereeniging. La Nationale Bankvereeniging est représentée dans environ 100 villes du territoire néerlandais.

Enfin la Rotterdamsche Bankvereeniging a participé à la fondation des banques suivantes :

1° Hollandsche Bank voor Zuid-Amerika;

2° Hollandsche Bank voor de Middellandsche Zee,

3° Bank voor Indië.

Voici d'autre part un court mais éloquent exposé du développement de l'activité sociale. En 1912, le total des émissions assurées par les soins de la banque est de 11.475.000 florins, en 1920 de 108.665.000 florins. En 1921, les affaires d'émission ont sensiblement diminué au cours du second semestre. Les rapports de 1921, 1922 commentent longuement la crise et la situation économique générale. Celle-ci s'est encore aggravée au début de 1923 par suite de l'occupation de la Ruhr, entraînant une réduction du trafic de transit, dont les ports hollandais ont eu à souffrir. Toutefois, vers la fin de l'année une amélioration s'est dessinée. D'un autre côté, la situation du pays ayant gagné beaucoup en importance au point de vue trafic international, les sièges de Rotterdam et d'Amsterdam ont enregistré un développement important.

De 1911 à 1913 les reports et avances sur titres passent de 8.296.338 florins à 50.359.827 florins, les participations syndicales de 3.536.224 florins à 25.793.940 florins, les comptes débiteurs de 33.583.072 florins à 110.353.406 florins, les créditeurs divers de 32.917.555 florins à 195.540.628 florins.

Pour en venir aux attaches françaises de la Rotterdamsche Bankvereeniging, constatons que celle-ci a toujours gardé des relations intimes avec notre pays. Ainsi qu'il a été dit plus haut, la Rotterdamsche a absorbé, lors de sa fondation en 1911, la succursale de Rotterdam de la Société Française de Banque et de Dépôts. Deux de ses administrateurs, MM. H. Poirier et H. Bousquet, sont d'ailleurs français et leur présence est une garantie que nos intérêts sont toujours surveillés avec soin dans la gestion de la banque. En 1913 et en 1914, deux tranches de 5 millions de florins chacune d'actions Rotterdamsche Bankvereeniging ont été admises aux négociations à la Bourse de Paris. Une de ces tranches est toujours négociable et le titre se traite au Parquet aux alentours de 1.300 fr. Ce cours, en regard d'un dividende de 12 florins, soit 90 fr. brut, capitalise à 7 % environ l'action Rotterdamsche Bankvereeniging. C'est là un niveau qui n'a rien d'exagéré, surtout si l'on tient compte de la solidité de l'affaire et de ses perspectives d'avenir.

En terminant cette courte notice, ajoutons que la Rotterdamsche Bankvereeniging qui travaille en liaison étroite avec toutes les grandes banques françaises, possède à Paris un bureau de représentation. Parmi les plus utiles des efforts de propagande franco-hollandaise de ce bureau, signalons la circulaire mensuelle éditée en français et résumant à l'usage de nos compatriotes les faits saillants de la vie économique hollandaise. C'est là un travail précis qu'apprécient les économistes et les banquiers qui s'intéressent à ce grand pays d'affaires qu'est la Hollande.

En résumé, la Rotterdamsche Bankvereeniging, dont les véritables origines sous forme de Rotterdamsche Bank remontent à 1863, est en elle-même une vieille et solide affaire. La rapidité de son développement dans des circonstances souvent difficiles est d'autre part une garantie de l'habileté de sa direction actuelle. Enfin ses attaches françaises nous rendent sa collaboration particulièrement précieuse au moment où la propagande et l'extension commerciale allemande se manifestent un peu partout avec une vigueur redoublée. On ne peut donc qu'accueillir avec sympathie, les efforts et les initiatives chez nous de cette Banque qui est, répétons-le, l'une des toutes premières de Hollande.

J. Aubry.

BULLETIN MARITIME

La collaboration entre exportateurs et armateurs français

Ligne de Madagascar, La Réunion, Côte Orientale d'Afrique.

Deux Compagnies françaises relient notre pays à ces régions : les Messageries Maritimes et la Compagnie Havraise Péninsulaire.

Les Statistiques de la Direction générale des Douanes donnent les indications suivantes pour l'exportation à destination de ces pays :

En 1913 par navires français ..... 73.554 tonnes
» » par navires étrangers .... 4.183 tonnes
En 1921 par navires français ..... 28.702 tonnes
» » par navires étrangers .... 2.600 tonnes,

soit une diminution du tiers pour les transports par navires étrangers et des 3/5 pour les exportations sous pavillon français.

Or, en 1913, les deux Compagnies françaises effectuaient 38 départs et offraient au commerce 132.600 tonnes. En 1924, les deux Compagnies pourront assurer 38 départs avec un peu plus de 200.000 tonnes. La différence entre le tonnage offert et son utilisation par le commerce est encore plus frappante que pour l'Extrême-Orient.

En ce qui concerne la ligne de Madagascar, le trafic de sortie présente une période d'activité de septembre à janvier correspondant avec celle de l'exportation des sucres de La Réunion. L'année dernière, en raison du progrès très rapide de la culture dont le développement avait dépassé les prévisions, le tonnage offert à la sortie de Madagascar a été insuffisant, aussi un gros effort est-il fait en 1924 pour donner satisfaction aux besoins de Madagascar malgré les difficultés que présente le problème en raison de l'absence complète d'équilibre entre le trafic import et le trafic export. En vue de la campagne 1924-1925, les Compagnies de navigation françaises, d'accord avec les intéressés et en collaboration avec la section de Madagascar de l'Union Coloniale, étudient tous les moyens d'assurer des relations maritimes excellentes avec ces colonies. Il y a lieu d'ajouter que leurs efforts ne seront couronnés de succès que dans la mesure où la touchée au port de la Pointe des Galets sera améliorée.

Ligne d'Australie, Nouvelle-Calédonie, Océanie.

Sur cette ligne, la Compagnie des Messageries Maritimes assure seule les relations. D'après les statistiques des Douanes, les chiffres de notre exportation à destination de ces contrées sont les suivants :

En 1913, exportation par navires français.... 25.884 t.
» » exportation par navires étrangers.... 24.259 t.
En 1921, exportation par navires français.... 3.613 t.
» » exportation par navires étrangers.... 1.770 t.

En 1913 le tonnage mis à la disposition des chargeurs, soit 42.839 tonnes avec 13 voyages ne permettait pas évidemment de faire face à tous les besoins du commerce français.

En 1923, deux lignes distinctes furent organisées par les Messageries Maritimes, l'une sur l'Autralie via Suez, l'autre via Panama desservant Tahiti, la Nouvelle-Calédonie et la Nouvelle-Zélande. La liaison avec les Nouvelles-Hébrides et l'Australie, d'autre part, est assurée par un navire stationnaire.

Sur les deux lignes 9 départs ont eu lieu en 1923 et le tonnage mis à la disposition du commerce français s'est élevé à 64.000 tonnes.

En 1924, 2 départs avec 74.700 tonnes donnent un disponible presque double de celui qui était assuré avant la guerre.

Ligne de la Méditerranée Orientale.

Le Tableau Général du Commerce et de la Navigation donne au sujet de nos exportations à destination de la Grèce, de la Turquie, de la Syrie, de la Palestine et de l'Égypte les renseignements suivants :

En 1913 par navires français .... 246.856 tonnes
» » par navires étrangers .... 168.074 tonnes
En 1921 par navires français .... 175.271 tonnes
» » par navires étrangers .... 65.747 tonnes.

Les exportations ont donc diminué d'un tiers par navires français, mais, contrairement à ce que nous constatons pour l'Extrême-Orient et l'Afrique du Sud, le trafic par navires étrangers a baissé dans une proportion supérieure, environ les 3/5e.

Au cours des mêmes années l'effort de l'armement français fut le suivant : les Compagnies des Messageries Maritimes et Fraissinet effectuaient 101 voyages avec 260.000 tonnes.

En 1923 la Compagnie des Messageries Maritimes, la Compagnie Paquet, la Compagnie Fabre, la Société Maritime Coloniale, la Société navale du Levant ont assuré au total 102 départs offrant 426.000 tonnes soit une disponibilité en tonnage-marchandises augmentée de plus de la moitié.

Ligne de la Mer Noire.

Pour la Bulgarie, la Roumanie, la Russie du Sud, les statistiques nous fournissent les indications suivantes :

Exportations en 1913 sous pavillon français.... 57.230 t.
» » » sous pavillon étranger.... 34.790 t.
Exportations en 1921 sous pavillon français.... 34.510 t.
» » » sous pavillon étranger.... 98.390 t.

Avant la guerre, la Compagnie des Messageries Maritimes, la Compagnie Fraissinet et la Compagnie Paquet effectuaient 101 départs avec 260.000 tonnes de sorte que toute l'exportation à destination des pays considérés aurait pu emprunter nos lignes nationales, si les navires de la Mer Noire n'avaient aussi coopéré au trafic Méditerranée Orientale. En 1923, 54 voyages ont été effectués offrant 220.000 tonnes. C'est dire que les besoins de notre commerce sont très largement assurés et que les chargements à bord de navires étrangers à destination de ces pays devraient se réduire dans une très large proportion.

(à suivre)

VALEURS DE NAVIGATION

Le 29 juillet 1924.

1° Fraissinet	825
2° Messageries Maritimes	185
3° Mixte	207.50
4° Transatlantique	157.50
5° Transports Maritimes	1030

Le Gérant : A. Desnoës.

Société Française d'Imprimerie et de Publicité
Ateliers : Rue Garnier et Rue des Carmes, Angers.
Bureau à Paris, 15, Rue du Laos (XVe)

Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus.

REVUE
POLITIQUE·ET·LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

EUGÈNE YUNG·FONDATEUR·1863 PAUL FLAT·DIRECTEUR·1908-1918
DIRECTEUR PAUL GAULTIER

N° 16 62e ANNÉE 16 AOUT 1924

LA PSYCHOLOGIE AMOUREUSE DE LOUIS XIV

... Laissons de côté, dans l'histoire amoureuse du Roi, les simples passades ou les simples caprices et allons droit à l'essentiel.

On peut dire que Louis XIV n'a aimé que deux femmes dans sa vie : Marie Mancini et Louise de la Valière, et cette dernière, certainement beaucoup moins que l'autre. A la rigueur on pourrait même affirmer que Marie Mancini fut le premier et le seul amour du Roi.

Cela commença au mois de décembre de l'année 1656. Louis XIV avait alors dix-huit ans. Ce fut un commerce tout plein de littérature. On lisait ensemble les romans et les tragédies en vogue, on échangeait les billets doux et les petits soins, ou on s'écrivait de longues épitres comme les héros du *Cyrus* et de la *Clélie*. Dans son *Apologie*, Marie Mancini nous dit que lorsqu'elle était à Brouage, le Roi lui envoyait de véritables volumes : « *Sa Majesté ne songeait qu'à m'expédier des courriers chargés de cinq lettres de plusieurs pages chacune* ». On passait des nuits entières à se promener et à s'adorer au clair de lune. On chevauchait de concert à travers les bois ou le long des grandes routes. C'était une passion juvénile, très romanesque et même déjà passablement romantique, où il entrait bien de l'artifice et de la vaine gloire, mais qui néanmoins s'exaltait sans cesse, tout en restant platonique, comme le voulait la galanterie d'alors.

Les deux amants finirent par se prendre à leur propre jeu et par devenir — du moins à certains moments — aussi sincères qu'on peut l'être en amour. Au début, il semble bien qu'il n'en ait pas été ainsi. Louis cherchait en Marie une amante qui lui fît honneur, une passion de grand style, digne de son rang et du cavalier parfait, de l'homme du bel air qu'il se piquait d'être. Et Marie ne voulut d'abord que se venger des dédains de sa sœur Olympe en lui prenant son amoureux. Car Louis XIV avait commencé par courtiser Olympe Mancini. Ce qu'elle cherchait, dans cet amour royal, c'était une revanche et un triomphe d'orgueil. D'abord écraser la superbe Olympe ! Après cela, on verrait...

Il semble, en effet, que les deux amants, pendant les deux premières années de leurs platoniques amours, ne voulurent être qu' « amants » selon la formule littéraire et romanesque du temps. Ils admettaient tacitement que cet amour exalté se concilierait avec le mariage de l'un et de l'autre. Même mariés, ils continueraient à s'aimer et peut-être d'autant plus. En tout cas, Marie Mancini accompagna le Roi, lorsqu'à la fin de l'année 1658, la Cour se rendit à Lyon, soi disant pour les fiançailles de Louis XIV et de la princesse Marguerite de Savoie. Si nous nous rappelons que jamais ils ne se virent davantage qu'au cours de ce voyage, ne furent plus continuellement ensemble, ni plus épris l'un de l'autre, il faut bien avouer que tous deux admettaient la possibilité de s'aimer, malgré le mariage du Roi.

Et puis il advint que le Roi n'épousa point la princesse Marguerite, que Marie Mancini fut pour quelque chose dans la rupture, et qu'en fin de compte, Louis XIV revint de Lyon bien décidé à épouser sa maîtresse.

Et pourtant il ne l'épousa pas, et ce fut, avec la mort de sa mère, le plus grand chagrin de sa vie.

Il se jeta aux genoux d'Anne d'Autriche et du Cardinal Mazarin qui s'opposaient à cette union. Il versa des torrents de larmes, il en devint positivement malade. Après une de ces scènes pathétiques, la Reine mère disait à Mme de Motteville : « *Si vous voyiez le Roi, il vous ferait pitié* ! » Lui, il était prêt à tout pour épouser celle qu'il aimait. Il imposerait sa volonté, il ferait taire le Cardinal et sa propre mère, il les exilerait s'il le fallait, il ameuterait contre lui l'opinion de tout son royaume, il s'exposerait à perdre sa couronne. Peu lui importait, pourvu qu'il épousât Marie !... C'est la passion dans toute sa fureur aveugle et si l'on peut dire, dans tout son romantisme.

Il n'y céda point, parce que Mazarin était là pour l'en empêcher. C'est du moins la raison qu'il se donna à lui-même, avec tous ses contemporains. Mais il est très probable que, dans les limbes de sa conscience, — et bien qu'il ne voulût pas se l'avouer à lui même — il avait renoncé finalement à épouser Marie. Et si Mazarin n'avait pas été là, il se fut trouvé quelqu'un d'autre pour empêcher le Roi de commettre cette sottise. Le chef qu'il était déjà sentait qu'il n'était pas né précisément pour être l'époux de la petite Mancini et qu'il avait autre chose à faire dans le monde. Néanmoins, il n'arriva à se détacher d'elle que petit à petit. Il fallait donc qu'il l'aimât profondément. Car il avait fini par se convaincre que sa maîtresse ne l'aimait que pour être reine. L'amour de Marie pouvait être sincère, à de certains moments, il n'était pas désintéressé. La preuve la plus évidente de ces calculs tout personnels chez Marie, c'est que, le mariage du Roi une fois décidé, elle accepta assez facilement de rompre avec lui toutes relations. Pourtant, lorsqu'ils s'étaient rencontrés à Saint-Jean-d'Angely, pendant l'été de 1659, ils s'étaient promis de continuer à s'aimer, même après leur mariage à tous deux, puisqu'on les obligeait l'un et l'autre à se marier contre leur gré. Marie ne tint pas sa promesse, tandis que le Roi tint la sienne. A plusieurs reprises, après son mariage, il essaya de renouer avec elle, toujours inutilement. Du moment que ce n'était pas pour être reine, l'ambitieuse nièce de Mazarin ne tenait plus que médiocrement à l'amour du Roi.

De cette aventure romanesque le Roi tira une double conclusion : c'est d'abord qu'aucune femme ne pouvait être sincère avec lui, attendu que c'était le Roi, la couronne avec tous ses avantages, qu'on aimait en lui. Donc, détiance à l'égard des femmes et de l'amour des femmes. D'autre part, la conduite de Marie prouvait qu'une femme était incapable de se sacrifier à la raison d'État. Lui, il avait accepté ce sacrifice, en se résignant à épouser l'Infante. Marie, en revanche, n'avait pas voulu admettre la raison d'État : elle s'était détournée du Roi quand elle avait vu qu'il ne pouvait pas l'épouser.

Eh bien, soit ! Il ne se révolterait pas contre la force des choses : il irait jusqu'au bout de l'acceptation. Puisque c'était le Roi qu'on recherchait et que peut-être on aimait en lui, — il serait Roi, même en amour. Dorénavant, il semble dire à ses maîtresses : « Aimez-moi, si vous voulez, mais n'oubliez pas que je suis le Roi, c'est-à-dire un être qui est comptable à l'État de tous ses instants, qui doit immoler à l'État ses sentiments les plus chers, qui est responsable devant l'opinion, sur qui le public a constamment les yeux et qui, de par sa fonction, est constamment en représentation. Je suis obligé de me gêner beaucoup, et je me soumets à cette gêne, quoi qu'il m'en coûte. Vous ferez comme moi, vous vous gênerez aussi. Vous n'êtes pas seulement ma maîtresse, vous avez une charge de cour, vous êtes dame d'honneur, surintendante de la Reine, duchesse à tabouret. A ce titre, vous monterez dans mes carosses avec ma femme, vous me suivrez aux armées, à la campagne, vous assisterez à mes dîners, à mes bals et à mes fêtes, même si vous n'en avez pas envie, même si vous êtes malade. Vous appellerez peut-être cette exigence un égoïsme affreux. Moi, j'appelle cela remplir les devoirs de sa charge. Vous ferez comme moi ! Moi, je remplis les devoirs de ma fonction, même quand je n'en ai aucune envie, même malade, même au péril de ma vie... N'oubliez pas que vous êtes la maîtresse du Roi et non du premier venu, que le Roi ne peut pas braver l'opinion, scandaliser le public par sa conduite. Donc nos amours seront secrètes et nos ruptures aussi. Vous n'aurez pas le droit de faire du scandale quand je ne vous aimerai plus, — car enfin tout arrive, — ni d'étaler avec fracas votre pénitence, si par hasard vous vous repentiez de m'avoir aimé. Vous aurez de la tenue comme j'en ai moi-même, et, si vous aimez les grands mots, vous serez les martyres de la tenue, comme je le suis moi, aussi : il n'y a de grandeur que dans la contrainte... »

Pour secrète qu'ait toujours été la pensée intime de Louis XIV, toute sa conduite amoureuse nous prouve bien qu'il pensait ainsi. Il allait même plus loin. Osons scruter les derniers replis de sa conscience : il est certain que, comme Roi, il avait une haute idée de lui-même. S'il considérait sa fonction comme un sacrifice perpétuel à l'État, il estimait que lui, le Roi, il valait la peine qu'on se sacrifiât complètement à lui. On lui avait assez dit qu'il était un Dieu terrestre, un Christ vivant. De même que le chrétien met son bonheur suprême à se

sacrifier pour son Dieu, on devait mettre tout son bonheur à se sacrifier pour lui. Il se donnait de la peine, une peine de tous les instants, pour les autres, pour le bien public ; à ce titre il méritait quelque récompense, quelque dédommagement. Eh bien, cette récompense, ce serait de se gêner, de s'immoler pour lui, s'il le fallait, de l'accepter avec ses duretés, ses caprices, sa personnalité écrasante et quelque peu tyrannique... Évidemment, des sentiments comme ceux-là sont difficiles à admettre et à comprendre en nos temps démocratiques. Mais songeons à ce qu'était au XVIIe siècle, en France, l'idolâtrie monarchique : on s'expliquera que Louis XIV ait pu tout naturellement penser ainsi. J'ajoute que, même aujourd'hui, il n'est pas excessivement rare de rencontrer un égoïsme de cette qualité chez des hommes qui se savent, ou qui se croient des héros ou des hommes de génie.

Pourtant, si positif, si personnel que Louis XIV voulût être en amour, il était trop amoureux de caractère et de tempérament pour ne pas essayer d'aimer encore, au sens le plus romanesque du mot.

Et c'est ainsi que, malgré toutes ses défiances, malgré sa récente et malheureuse expérience, il se laissa aller à aimer Louise de La Vallière. Car ce ne fut pas seulement, chez lui, un caprice sensuel, un sacrifice à la mode, qui voulait qu'un souverain, comme tout parfait galant homme, eût une Iris en l'air à qui adresser des sonnets et des madrigaux. Nous savons que, pendant quelque temps du moins, il l'aima de tout son cœur, peut-être aussi éperdûment qu'il avait aimé Marie Mancini. Ses larmes et ses transes, lorsqu'après une querelle d'amants, elle s'enfuit de la Cour et se réfugia au couvent de Chaillot, enfin la désolation tragique du Roi en cette circonstance, nous prouvent assez la violence de sa passion.

Il l'aima donc, — et d'abord parce qu'elle même l'aimait de tout son cœur — mais aussi parce qu'il trouva en elle l'amante qu'il rêvait, prête à se sacrifier pour lui, éprise de lui pour lui-même, voyant en lui son amant et non le Roi.

Éternelle contradiction du cœur humain ! Ce fut précisément cet amour si sincère, si désintéressé de La Vallière, — cet amour tel que Louis le rêvait et le désirait — qui contribua le plus à le détacher d'elle. A la longue, il trouva que cette naïve amoureuse, qui ne désirait être qu'une amoureuse, devenait terriblement gênante pour le personnage qu'il était. Elle disputait le Roi à l'État. Elle l'aurait voulu tout entier pour elle. Elle était indifférente à la gloire du Roi, à ce qu'il aimait le plus au monde, à son œuvre de grand chef militaire et de bâtisseur. Elle n'était pas l'inspiratrice de grandes choses, la verseuse de louanges, l'excitatrice et la conseillère de toutes les œuvres d'orgueil, de faste et de magnificence. Or, le Roi ne vivait guère que pour cela.

Et c'est une des raisons pour lesquelles il abandonna La Vallière et se laissa prendre par la Montespan : en la superbe Athénaïs, il crut trouver une âme complice, une âme pareille à la sienne.

***

Celle-ci était une beauté bien plus triomphante, bien plus éclatante que La Vallière, qui était une modeste et qui aurait voulu cacher son bonheur et sa fortune dans la retraite la plus secrète. Primi Visconti, qui a beaucoup connu Mme de Montespan nous la décrit en ces termes : « *Elle avait les cheveux blonds, de grands yeux bleus couleur d'azur, le nez aquilin mais bien formé, la bouche petite et vermeille, de très belles dents, en un mot un visage parfait. Pour le corps, elle était de taille moyenne et bien proportionnée.* » Parmi les portraits que nous avons conservés d'elle, celui qui répond le mieux à son caractère et à tout ce que nous savons de sa personne tant physique que morale, c'est un tableau attribué à Mignard et qui se trouve actuellement au Château de Blois. Par malheur, la jolie femme représentée dans ce tableau a les cheveux bruns. Faut-il croire que, primitivement brune et sachant le goût de Louis XIV pour les blondes, Mme de Montespan se serait fait teindre en blond? Ou bien la désignation du portrait est-elle fausse? D'ailleurs, comme tout le monde, elle a changé avec les années, — et c'est ce que nous oublions trop, quand nous songeons à ces fulgurantes beautés du passé. Vers la quarantaine, après ses nombreuses couches, la maîtresse du Roi avait fort épaissi. Primi ajoute au portrait qu'on a vu plus haut les détails réalistes que voici : « *Son embonpoint était alors tel qu'un jour, pendant qu'elle descendait de son carrosse, je puis voir une de ses jambes, qui était presque aussi grosse que moi...* » Et il ajoute encore : « *Elle avait l'habitude de se faire frictionner avec des pommades et des parfums, étendue toute nue sur un lit, pendant deux ou trois heures par jour...* »

En réalité, cette grande dame avait beaucoup d'une courtisane. Elle prit violemment le Roi par les sens. Et cependant, ne voir que sensualité exaspérée dans la passion de Louis XIV pour Mme de Montespan, ce serait assurément se tromper. Le Roi goûtait beaucoup aussi sa conversation et son esprit, un esprit de méchanceté et de médisance en même temps que d'enjouement, mais qui n'était pas exempt de tortillage et de préciosité. N'oublions pas, en outre, que Louis XIV était sinon un sentimental, du moins un homme passionné, un homme

élégant, qui aimait l'amour et qui se piquait de beaux sentiments. Il aima certainement Mme de Montespan, quoique d'une autre façon qu'il avait aimé La Vallière et Marie Mancini. Mais enfin il l'aima et nous savons qu'il souffrit de n'être pas payé de retour : « *La Montespan*, écrit la Princesse Palatine, *était une créature pleine de caprices, qui ne pouvait se contraindre en rien, aimait toute espèce de divertissements, s'ennuyait d'être seule avec le Roi. Elle ne l'aimait que par intérêt et par ambition et se souciait fort peu de sa personne. Pour l'amuser, elle avait imaginé de faire venir la Maintenon, afin qu'il ne s'aperçût pas qu'elle jouait et se divertissait. Cependant, le Roi qui aimait fort la vie retirée, aurait volontiers passé son temps auprès de celle-ci. Il lui reprochait souvent de ne pas l'aimer assez. Il en résultait des brouilleries : ils se querellaient fort...* »

Il y a certainement une grande part de vérité dans ces lignes sans bienveillance. Il est certain que la marquise aimait beaucoup le plaisir, le jeu, la toilette, tout ce qui brille. Elle avait la passion des bijoux et des pierreries. Mademoiselle nous dit que personne ne se connaissait en pierreries comme Mme de Montespan; et, dans les fêtes de la Cour, celle-ci aimait à se montrer tout éblouissante de diamants. On connaît la description fameuse que Mme de Sévigné a donnée d'une de ses robes, cadeau d'un courtisan, le marquis de Langlé, — cette robe « *or sur or, rebrodé d'or, et, par dessus un or frisé, rebroché d'un or, mêlé à un certain or, qui fait la plus divine étoffe qui ait jamais été imaginée* .. »

Avec ce goût du faste, non seulement sur elle, mais dans ses bâtiments, elle était une grande dépensière, sans cesse assoiffée et sans cesse à court d'argent. Joueuse enragée, joueuse jusqu'au vice et peut-être jusqu'au crime, elle perdait plus d'un demi-million en une nuit. Enfin, âprement ambitieuse pour elle-même et sa famille, voulant être la véritable Reine de France et ne se gênant pas pour dire au Roi qu'elle était de meilleur lieu que lui et d'une lignée plus ancienne que celle des Bourbons.

Au rebours de La Vallière, cette orgueilleuse, qui avait autour d'elle une véritable Cour, affichait bien haut sa fortune. Elle compromettait le Roi. Après une brouille avec son amant, pour montrer qu'elle avait repris tout son empire, — en plein salon, nous dit Mme de Sévigné, elle appuyait familièrement sa tête sur l'épaule de l'ami reconquis. Or le Roi n'aimait pas ces familiarités, ce laisser-aller. Il était l'homme de la tenue, et, quoiqu'on en ait dit, il avait horreur du scandale.

Il n'a jamais étalé ses maîtresses. Si ces dames montaient dans ses carrosses, ou dans ceux de la Reine, c'est que leur charge de Cour les y appelait. Elles n'y étaient jamais seules avec lui : il y avait toujours là d'autres dames, ou des membres de la famille royale. Qu'on se rappelle d'ailleurs avec quel soin extrême il s'efforçait de cacher ses amours, du moins à leurs débuts, et aussi de dissimuler les naissances de ses bâtards. Plus tard, il dut les faire légitimer, à l'exemple de beaucoup de ses prédécesseurs et pour des raisons de haute convenance : la faute étant commise, il s'agissait de la réparer le moins mal possible et de régulariser le désordre lui-même.

Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'il a constamment souffert de sa situation fausse avec Mme de Montespan, — de ce qu'on appelait leur *double adultère*. Il souffrait de ne pouvoir, à cause d'elle, remplir ses devoirs religieux, — des allusions et des reproches publics que les prédicateurs lui adressaient du haut de la chaire, du refus d'absolution chez les confesseurs en titre.

Malgré tout cela, — malgré l'humeur difficile de la dame, — le Roi ne se décidait point à se séparer d'elle : le règne effectif de la Montespan dura treize ou quatorze ans. Nous l'avons dit : il l'aimait. Il l'aimait d'un amour fait surtout d'habitude, de sensualité satisfaite, de peur du scandale. Après tout, cette femme était la mère de ses enfants. Pour amener la rupture, non pas complète, — car Mme de Montespan continua, pendant au moins dix ans, à vivre à la Cour — mais une rupture discrète et qui sauvait toutes les apparences, il fallut la fameuse *Affaire des Poisons*, où Mme de Montespan fut compromise. Le Roi eut la preuve que cette courtisane était aussi une sorcière et une empoisonneuse, — qu'elle avait tenté d'empoisonner Mlle de La Vallière, Mlle de Fontanges, et lui-même, par jalousie, — que, pendant des années, elle avait fait mêler des philtres luxurieux à ses aliments, qu'elle avait assisté à des messes noires, lié partie avec les pires coquines, — enfin qu'elle avait toute honte bue...

Depuis longtemps, le Roi était travaillé par des scrupules religieux : ces abominables révélations furent pour lui le coup suprême. Il entrevit dans quel abîme on roule quand on livre son cœur aux démons de toutes les concupiscences. A tout prix, il fallait sortir de cet enfer !...

Mme de Maintenon, qui, depuis longtemps, observait le couple, se trouva là juste à point pour bénéficier de cette crise de conscience. Qu'elle en ait profité à son corps défendant et, pour ainsi dire, par la force des choses, — cela est bien possible. Surveillée de très près et dirigée secrètement par tout un groupe de personnes pieuses et de gens d'église, Mme de Maintenon était persuadée qu'elle

avait auprès du Roi une mission à remplir, — qui était de l'aider à faire son salut, en l'arrachant d'abord au scandale de l'adultère et, comme elle disait, « au commerce des femmes ».

Et c'est ainsi que cette dévote, d'assez mince extraction, la veuve d'un bohême des lettres, Mme Scarron enfin, finit par devenir l'épouse morganatique de l'homme qui était alors l'arbitre de l'Europe.

Cela ne se fit pas tout d'un coup. Ce mariage fut préparé par une longue série de cheminements secrets qui durèrent quatre ou cinq ans. Et nous savons que, d'abord, Louis XIV n'aimait pas Mme Scarron. Il la trouvait prude et pédante. Elle était d'ailleurs plus âgée que lui. Mais elle avait été belle, et il lui en restait quelque chose, ne fût-ce que ses beaux yeux noirs, toujours aussi vifs et aussi caressants que dans sa première jeunesse. Avec cela, elle avait beaucoup de douceur, du moins apparente, beaucoup de charme dans la conversation, de la lecture, des connaissances variées, un esprit solide et du bon sens, enfin et surtout une grande patience. Car il en fallait beaucoup pour vivre dans l'intimité du Roi, dont le caractère était terrible. Louis XIV, absorbé complètement par sa fonction n'avait presque pas de vie intérieure. Dès qu'il était sorti de son cabinet, dès qu'il quittait les affaires, il s'ennuyait. Il fallait l'amuser. Mme de Maintenon passa trente-cinq ans de sa vie à amuser le Roi.

Mais tout cela n'explique pas cette chose énorme et prodigieuse : le mariage du Roi de France avec la veuve d'un auteur comique. Il y a là un autre mystère de la vie de Louis XIV, qui, très probablement ne sera jamais pénétré. Par quel sortilège cette vieille femme sut-elle prendre cet homme de quarante ans? Quelles raisons agirent sur l'esprit très positif qu'était le Roi? Il est fort probable que ce furent surtout des raisons religieuses. Au sortir de la crise de conscience qu'il venait de traverser, la direction légère, intelligente, infiniment habile et pleine de tact de Mme de Maintenon dut lui être un véritable secours. Il se réfugia dans cette amitié amoureuse, dans cette confiance et dans ce dévouement absolus qui s'offraient. Elle sut persuader le Roi de sa sincérité. Désormais, il aurait ce qu'il avait vainement cherché toute sa vie, une confidente, une amie dont la fidélité était à toute épreuve. Enfin, comme l'écrivait Mme de Sévigné, Mme de Maintenon avait fait connaître à Louis XIV un pays nouveau : celui de la spiritualité. Elle lui ouvrait des horizons.

Elle entreprit de faire son éducation théologique et même, le mot n'est-il pas trop fort? son éducation mystique. Le Roi résistait. Il ne voulait pas être un dévot, et ce fut, entre eux, une première cause de dissentiments. Il y en eut d'autres, peut-être plus graves. Mme de Maintenon, devenue reine de France, était restée une bourgeoise, qui n'avait rien de royal ni dans les sentiments, ni dans les idées. Elle ne partageait ni ne comprenait aucun des goûts du Roi, — son amour de la beauté, de la gloire militaire, son dévouement à l'État qu'il mettait au-dessus de tout. Mme de Maintenon était une personne trop céleste pour cet homme si préoccupé de la terre, et d'abord de l'intérêt de son royaume.

Finalement, ils éprouvèrent l'un et l'autre une grande lassitude de leur union. Sur son lit de mort, Louis XIV prononça ces paroles en disant adieu à sa femme : « Je vous ai toujours aimée et honorée » comme si c'était une chose dont elle avait pu douter. En réalité, il y avait longtemps qu'ils ne s'aimaient plus : on se supportait tant bien que mal. La vie amoureuse de Louis XIV s'était close avec La Vallière, peut-être avec Marie Mancini. Cet amour était devenu de la sensualité avec Mme de Montespan, puis de la pure amitié avec Mme de Maintenon. Cette amitié même le trompa. Lorsqu'il mourut, il est infiniment probable qu'il était arrivé à se détacher à peu près complètement de toutes les affections humaines.

***

C'est qu'en réalité ces amours humaines avaient été combattues en lui par un autre grand amour, — celui de la gloire qui a, disait le Roi, « les délicatesses et les timidités des plus tendres passions ». Pour lui, il y avait uniquement l'État, — « l'État pour lequel, seul, nous sommes nés » — c'est-à-dire son royaume, la France. On peut affirmer, en somme, que Louis XIV n'a jamais aimé que la France. A toutes les femmes de chair, il a préféré sa femme de gloire, cette France que, selon la liturgie du sacre, il avait épousée solennellement dans la basilique de Reims et qui, par la main de l'évêque officiant, lui avait mis au doigt son anneau nuptial.

En tout cas, jusqu'à son dernier jour, il n'a pensé qu'à l'État. Il a fait son service jusqu'au bout, jusque sur son lit d'agonie, préoccupé, avant de rendre le dernier soupir, d'assurer à son royaume la paix religieuse et de lui éviter les troubles d'une minorité... Et c'est seulement après avoir réglé ces suprêmes affaires qu'il s'est retourné vers Dieu, sans nulle crainte, sans nulle vaine forfanterie non plus, en homme qui est fort du témoignage de sa conscience, en souverain qui, à travers bien des fautes et des défaillances, n'a voulu que le bien de ses peuples.

Quoi qu'on puisse penser de lui, il est incontes-

table au moins qu'aucun de nos Rois n'a plus aimé son métier, ne s'est donné plus complètement et de meilleur cœur à sa tâche. De sorte que ce grand amoureux de la France ne mentait pas, lorsqu'il écrivait dans ses *Mémoires* : « S'il arrive que nous tombions malgré nous dans quelqu'un de ces égarements (les égarements d'amour), il faut du moins, pour en diminuer la conséquence, observer deux précautions, que j'ai toujours pratiquées : la première, que le temps que nous donnons à notre amour ne soit jamais pris au préjudice de nos affaires... la seconde, qui est la plus délicate et la plus difficile à conserver et à pratiquer, c'est qu'en abandonnant notre cœur, il faut demeurer maître absolu de notre esprit... Ces précautions satisferont en quelque façon à ce que vous devez à votre état comme prince ; mais, pour rendre à Dieu ce que vous lui devez comme chrétien, il est bon de s'abstenir de tous ces commerces illicites qui ne sont presque jamais innocents. Et, dans ce dernier moment, où nous arriverons peut-être plus tôt que nous ne pensons, Dieu ne nous demandera pas si nous avons vécu en honnête homme, mais si nous avons gardé ses commandements ».

Lui, sans doute, il n'avait pas toujours gardé les commandements divins — et il était le premier à s'en accuser. Mais il avait constamment agi et vécu, non seulement en honnête homme, mais en souverain. Jusqu'au bout, il avait rempli tous ses devoirs de Roi.

LOUIS BERTRAND.

NAPOLÉON A VITROLLES EN 1815 (1)

La petite troupe entrait dans les Hautes-Alpes et elle y trouva moins d'apathie et de tiédeur que dans les Basses-Alpes. La joie qu'inspirait son apparition était plus franche, plus hardie, plus éclatante. Les paysans exhalaient librement leur haine des Bourbons. Leur reconnaissance pour Napoléon s'exprimait avec ardeur. « Les nobles, lui disaient quelques-uns, voulaient nous atteler à leur charrue ; vous êtes notre sauveur ! »

La nouvelle de son passage s'était répandue au loin avec ses proclamations. Des communes entières, les maires en tête, descendaient de la montagne pour le voir passer sur la route. Elles avaient arboré la cocarde tricolore. D'anciens soldats les accompagnaient. Le Napoléon qui se présentait à elles ne serait-il pas, malgré le petit chapeau et la redingote grise, un aventurier, un faux Napoléon? Elles amenaient donc avec elles ces vétérans dont le témoignage était irréfutable.

Plusieurs de ces braves gens lui parlèrent de leur ancien préfet, Ladoucette, et il promit de leur rendre l'administrateur qu'ils regrettaient. « Je vous renvoie, disait-il peu après à Ladoucette, je vous renvoie dans vos Hautes-Alpes. Vous avez bien employé l'argent que je vous ai donné ; nous vous devons de beaux chemins ; nous en avions grand besoin. Les habitants de ce pays-là sont bons ; ils accoururent à moi ; ils me suivirent jusqu'à Grenoble ; ils vous aiment ; je leur ai dit que je vous renverrai chez eux. » (1)

Ce fut dans le village de Rourebeau, à deux kilomètres du Poët, que se forma le plus grand rassemblement. Le maire d'une commune voisine, la commune d'Upaix, Saint-Geniès, fervent napoléoniste et ancien soldat de la campagne d'Italie, était venu à cheval. Il mit pied à terre et, ceint d'une écharpe rouge, à la tête d'une foule immense (2) il s'avança de deux cents pas à la rencontre de Napoléon qui lui dit : « Je n'ai reconnu le sol français que lorsque j'ai touché le sol du département des Hautes-Alpes ! » L'Empereur accepta des fruits et un verre d'eau rougie. Autour de lui et de ses cavaliers d'escorte retentissaient les cris de *Vive l'Empereur* et *Vivent les braves de l'île d'Elbe!* Les habitants se pressaient, se serraient pour mieux distinguer les traits de son visage ; quelques-uns tenaient son cheval par la bride ; il répondait à tous aimablement et au milieu de tant de monde il reconnut un vieux grenadier qu'il appela par son nom. Sa figure respirait le calme et la sérénité. On aurait cru qu'il passait une revue. Mais à ses côtés, un homme à l'air inquiet et soucieux — c'était Bertrand — interrogeait chacun, prenait des renseignements sur les régiments qui stationnaient dans la région, sur les colonels et les généraux, sur l'esprit de la population, sur les maires et même sur Saint-Geniès. C'est ainsi qu'il demanda si le maire d'Upaix pourrait envoyer sur-le-champ au général Mouton-Duvernet, qui commandait à Valence, la nouvelle de l'approche de l'Empereur.

Napoléon ne semblait pas avoir les mêmes préoccupations. Il causait tranquillement de choses étrangères à son grand dessein et personne n'aurait pensé qu'il venait reconquérir son trône.

(1) V. *La Revue Bleue* des 1er et 15 mars, 17 mai, 7 juin et 19 juillet 1924.

(1) Ladoucette qui, de la préfecture des Hautes-Alpes avait passé à celle de la Roer, ne fut pas renvoyé à Gap. Napoléon le nomma préfet de la Moselle.

(2) Il parlait plus tard de quatre à cinq mille paysans ! C'est sans doute le Saint-Geniex, commandant la garde nationale d'Upaix, qui proposa le 26 octobre 1789 de former à Laragne la première fédération dauphinoise.

Mais le soleil allait se coucher. Bertrand annonça qu'il était temps de poursuivre son chemin. « J'espère, dit Napoléon à Saint-Geniès, que vous viendrez avec nous ».

Saint-Geniès se remit en selle et, à quinze pas en avant de l'escorte, il chevaucha seul à côté de l'Empereur.

Il parla des Bourbons et de l'accueil que le peuple leur avait fait l'année précédente :

« A Grenoble, lorsqu'entra le comte d'Artois, les dames seules agitaient des mouchoirs blancs et criaient : *Vive Monsieur*.

— C'est, repartit Napoléon en souriant, un reste de sa vieille réputation ».

Le maire d'Upaix osa remarquer que l'Empereur avait pris de l'embonpoint depuis la campagne d'Italie.

« Au siège de Toulon, répondit l'Empereur, un maître canonnier fut, dans une batterie, emporté par une bombe, et, pour charger la pièce, je ramassai l'écouvillon qu'il tenait à la main ; il avait la gale et je l'attrapai parce que j'étais trempé de sueur ; elle altéra mon tempérament ; elle vicia mon sang et je n'en fus débarrassé que par Corvisart sous le Concordat ; depuis ce temps l'embonpoint se déclara. »

Saint-Geniès parla de la campagne de 1813 et de la défection de l'Autriche et de Naples.

« Metternich, répliqua l'Empereur, entraîna le père de l'Impératrice. Mais je crois qu'il en sera tout autrement cette année, et nous aurons bientôt la joie de voir Marie-Louise et le roi de Rome à Paris. Quant à Murat, je suis sûr qu'il se fera tuer dans cette campagne-ci ou qu'il réparera ses torts.

— Je suis très surpris, dit Saint-Geniès, que les Bourbons aient employé le maréchal Soult.

— Que vouliez-vous qu'ils fissent? Ils ont besoin d'un homme et ils ne peuvent le trouver dans leur camp. »

L'obscurité était tombée lorsque Napoléon atteignit, par Valenti et le Monétier-Allemont, le pauvre hameau du Plan-de-Vitrolles. On voyait de là, dans le lointain, les tourelles d'un château, le château du baron de Vitrolles, qui depuis l'an dernier était un des chefs les plus actifs du parti royaliste, un des plus rudes adversaires de l'Empire. « C'est donc là, dit Napoléon, le château de Vitrolles ; le fameux baron ne se doute guère en ce moment que je suis si près de sa demeure ! » (1)

Il l'avait vu en 1812, cet Arnaud de Vitrolles, lorsque le collège électoral des Hautes-Alpes députait le gentilhomme provençal à Paris. Il l'avait remarqué ; il l'avait nommé baron de l'Empire et inspecteur des bergeries. Mais Vitrolles ne fut ni ébloui ni conquis. Si la cour imprimait l'idée de la force et de l'action, si l'Empereur semblait un homme de pouvoir et un homme de pensée, si un beau sourire éclairait parfois son visage sévère et sombre, Vitrolles ne trouva dans les manières du souverain aucune grâce et dans ses paroles aucune élégance. Il le regardait comme un usurpateur et son cœur de père ne pardonnait pas au despote qui faisait inscrire par son préfet Mlle Amélie de Vitrolles sur la liste des filles nobles et riches des Hautes-Alpes, sur le tableau d'une nouvelle et odieuse conscription.

Napoléon avait mis pied à terre au Plan-de-Vitrolles. Il n'entra pas dans l'auberge ; mais il se plaignait du froid, et Saint-Geniès ordonna d'allumer des fagots devant la porte cochère. Là, sous la remise, sur une chaise garnie d'un coussin, Napoléon passa près d'une heure. Tous les habitants étaient venus et il s'entretint avec d'anciens soldats, notamment avec un « Egyptien » qui reçut la promesse d'une pension de cent écus. Il leur parla de Vitrolles, leur demanda ce qu'ils pensaient de leur compatriote, et il eut une maligne satisfaction lorsqu'ils lui dirent qu'ils brûleraient volontiers le château d'un homme qui ne leur inspirait qu'un sentiment de haine et d'horreur. Un mois plus tard, Napoléon exemptait Vitrolles de l'amnistie et le faisait emprisonner à Vincennes.

L'Empereur et Saint-Geniès remontèrent à cheval au milieu des ténèbres. Mais les lanciers polonais marchaient à vingt-cinq pas en avant d'eux. Au bout d'une lieue, Napoléon entrait au village de La Saulce. La population l'attendait impatiemment ; elle l'accueillit avec des transports de joie et par des cris de *Vive l'Empereur*.

Au sortir du défilé de La Saulce, Saint-Geniès prit congé de Napoléon. Un ex-major de la vieille garde, Claude Michel, le remplaça (1). Mais, en partant, Saint-Geniès serra sur son cœur la main que Napoléon lui tendit. « Dès ce moment, lui dit l'Empereur, vous êtes membre de la Légion d'honneur, et je vous attends à Gap ou à Grenoble ou à Paris. »

Nul ne doutait plus dans la « colonne » qu'on irait à Paris. L'enthousiasme du peuple des Hautes-Alpes présageait le succès. La troupe de l'île d'Elbe

(1) Ce jour même, 5 mars, cet après-midi même, Vitrolles apprenait le débarquement de Napoléon au golfe Juan.

(1) Claude Michel, né à Sisteron, était major au 6e régiment des voltigeurs de la garde lorsqu'il partit en demi-solde le 1er novembre 1814. Bien qu'il eût accompagné Napoléon de La Saulce à Gap, il refusa de le suivre à Paris. Mais quelques semaines plus tard il venait solliciter un emploi et il obtint du service dans la Vendée.

n'avait jamais été plus gaie, plus insouciante. Elle semblait faire une partie de campagne. On allait pêle-mêle et très lentement, dans le plus pittoresque désarroi, dans le désordre d'une caravane : les officiers juchés sur des mulets rétifs ou des chevaux de culture ; les lanciers polonais poussant d'un air fier une chétive monture ; des grenadiers au teint bruni et à la moustache grisonnante, les uns à pied, les autres sur des charrettes, d'autres sur des rosses, tous chantant des chants patriotiques.

Arthur Chuquet.

LES ALLIÉS ET LE LITIGE SERBO-ALBANAIS

Depuis la fin de la guerre, les Serbes ont eu à éprouver maintes déceptions de la façon dont ils sont traités par leurs alliés de la grande guerre. On les a abandonnés et obligés de s'entendre directement avec nos alliés communs, les Italiens, lors du règlement de la question Adriatique et, en particulier, de Fiume. La France et l'Angleterre considéraient que c'était la meilleure manière pour ne mécontenter ni les uns ni les autres et conserver intacte la solidarité interalliée. Les Serbes ont compris notre embarras et l'abstention dans le règlement de leurs rapports avec les Italiens et ils ne nous en gardent aucune rancune. Mais, pour la délimitation de leurs frontières avec les nations vaincues, ils avaient le droit d'espérer que les grandes Puissances alliées leur prêteraient l'appui que méritaient leur coopération et les sacrifices apportés pendant la guerre et, en tous cas, qu'ils ne seraient pas dépouillés des portions de leur intégrité territoriale d'avant-guerre au profit de l'État fantôme albanais. La délimitation de la frontière serbo-albanaise était, en effet, exclusivement de la compétence des Alliés, faisant partie de l'ensemble des problèmes territoriaux issus de la guerre européenne. Malheureusement, la Conférence des Ambassadeurs n'a pas cru devoir se conformer aux principes élémentaires dont les Alliés se sont inspirés pour la délimitation des frontières de tous les autres États alliés. Grâce aux erreurs successives commises par la Conférence des Ambassadeurs, le litige serbo-albanais se trouve actuellement soumis à l'arbitrage de la Cour Permanente de Justice Internationale à La Haye. Il est à souhaiter que cette Cour Internationale rappelle à l'organisme interallié les devoirs qu'il a assumés, et que le bon droit de l'État yougoslave finira par avoir gain de cause.

La Cour Permanente de Justice Internationale a été saisie par la Société des Nations de la question sur laquelle elle est invitée à donner son avis consultatif et qui est ainsi conçue : « Par la décision de la Conférence des Ambassadeurs du 6 décembre 1922 les principales puissances alliées ont-elles épuisé, en ce qui concerne la frontière entre l'Albanie et le Royaume serbe-croate-slovène au monastère de Saint-Naoum, la mission visée par une résolution unanime de l'Assemblée de la Société des Nations du 2 octobre 1921, telle qu'elle a été reconnue par les parties intéressées? » Avant de répondre à cette question, la Cour Permanente de Justice Internationale a entendu en séance publique du 25 juillet dernier M. Gidel, professeur à la Faculté de droit à Paris, délégué par le gouvernement albanais, et M. Spalaïkovitch, ministre en France et délégué du gouvernement serbe-croate-slovène. M. Gidel, dans son long plaidoyer, soutenait qu'il y a lieu de répondre à cette question par l'affirmative et que la décision de la Conférence des Ambassadeurs du 6 décembre 1922 a épuisé sa mission visée par la résolution de l'Assemblée Générale de la Société des Nations, puisque la Conférence des Ambassadeurs a statué *intra-viros*, dans les limites des pouvoirs qui lui avaient été attribués et qui ont été expressément reconnus et acceptés par les parties en cause. Il prétendait que la Conférence des Ambassadeurs affirmait, par sa décision du 9 novembre 1921, qu'elle ne se considérait nullement comme liée par le protocole de Londres de 1913 et que, par conséquent, les décisions prises à la Conférence des Ambassadeurs à Londres, étaient caduques.

M. Spalaïkovitch a combattu cette thèse avec l'appui des textes officiels, qui constituent des preuves irréfutables, établissant le bon droit du Royaume serbe-croate-slovène ; il demandait que la décision prise par la Conférence des Ambassadeurs soit considérée comme nulle et non-avenue parce qu'elle est le résultat d'un excès de pouvoirs et d'une erreur essentielle, d'une part, et parce qu'elle est absolument incompatible avec les principes de la justice et du droit international, d'autre part. Après avoir fait un exposé historique de la question, le représentant du Royaume serbe-croate-slovène a rappelé que la Conférence des Ambassadeurs a omis de s'inspirer des documents qui fixent explicitement son mandat et sa compétence en matière de délimitation de la frontière serbo-albanaise et, qu'ayant dépassé les limites de sa compétence, en statuant sur une question

qui était en dehors de ses limites, elle a méconnu les droits positivement acquis d'une partie intéressée et que, par conséquent, le Royaume serbe-croate-slovène était en droit de contester la validité de cette décision. En effet, un traité solennel, dit traité de frontières, a été signé le 10 août 1920, à Sèvres, entre les principales puissances alliées et associées, d'une part, et la Pologne, la Roumanie, l'État serbe-croate-slovène et la Tchécoslovaquie, d'autre part, garantissant la collaboration de l'État serbe-croate-slovène dans la fixation des frontières qui restaient encore à déterminer, comme cela a été pratiqué au sujet des frontières consignées dans les traités de Saint-Germain, de Trianon et de Neuilly. Par contre, l'Albanie n'avait aucun titre juridique à invoquer pour pouvoir prendre part à l'élaboration des frontières et pour opposer éventuellement le refus de son consentement. La Conférence des Ambassadeurs a passé outre à cet engagement solennel et ne fit aucune distinction entre l'État serbe-croate-slovène et l'Albanie, comme si ce traité n'existait pas et elle s'est reconnue à elle-même le droit exclusif de dicter souverainement sa volonté en matière de délimitation entre les deux États, en s'imposant, par sa décision du 9 novembre 1921, certaines limites relatives à l'étendue de sa tâche et de sa compétence. Cette décision a causé une vive déception en Yougoslavie. Néanmoins, le gouvernement de Belgrade l'a acceptée, afin de prouver sa bonne volonté de voir la question de ses frontières avec l'Albanie aboutir à un règlement prompt et définitif. Il ne pouvait supposer que la Conférence des Ambassadeurs pousserait l'élasticité de sa mission jusqu'à s'arroger le droit de tailler les frontières de l'Albanie dans le territoire de la Serbie même ; il ne pouvait prévoir qu'il viendrait à l'idée de la Conférence des Ambassadeurs de lui enlever des portions de son territoire qui en faisaient partie depuis 1913 et dont la possession a été reconnue et respectée à cette époque par les deux États limitrophes et par les grandes Puissances. Il était en droit de considérer que la Conférence des Ambassadeurs se bornerait à appliquer et confirmer sur le terrain l'état de choses existant déjà, conformément au tracé fixé par le protocole de Londres et n'ayant donné lieu à aucune contestation depuis l'occupation par la Serbie. Dans ses conclusions, M. Spalaïkovitch a souligné que la décision de la Conférence des Ambassadeurs, constituant une infraction manifeste aux règles du droit des gens en tant qu'elle a violé un principe essentiel du droit international public, celui de la souveraineté d'État, est considérée par son Gouvernement comme non-existante en droit et que, par conséquent, si la Cour Permanente de Justice Internationale répondait que la mission de la Conférence des Ambassadeurs n'est pas épuisée, celle-ci devra revenir sur sa décision en prenant en considération le titre de souveraineté dûment établi de l'État yougoslave sur le Monastère de Saint-Naoum.

La décision de la Conférence des Ambassadeurs du 9 novembre 1921 est, en effet, très nette quant au rôle qu'elle s'est assigné dans la délimitation des frontières serbo-albanaises. Il y est dit : « Considérant qu'il y a lieu de confirmer le tracé des frontières de l'Albanie, tel qu'il a été établi, en 1913, par la Conférence des Ambassadeurs de Londres ; considérant, d'autre part, que les frontières méridionales de l'Albanie ont été fixées sur le terrain par la Commission de délimitation qui a rédigé le protocole final de ses travaux à Florence, le 17 décembre 1913, et que la Commission de délimitation des frontières nord et est a dû interrompre ses travaux, en 1914, à cause des hostilités... ».

La Conférence des Ambassadeurs reconnaissait donc d'une manière formelle le tracé des frontières de l'Albanie établi à Londres comme devant servir de base unique pour la délimitation définitive sur le terrain. Malgré cette évidence, des divergences d'opinion sur son interprétation se sont produites au sein de la Commission de délimitation interalliée et à la Conférence des Ambassadeurs elle-même. Certains délégués, au lieu de se conformer à ces considérations, ont cherché à donner leur interprétation du texte du protocole de la Conférence de Londres. Il s'agissait pour eux de définir la signification du mot « *jusqu'ou* » dans le texte du protocole ainsi conçu : « l'Ancien Kasa de Koritza, avec les rives ouest et sud d'Ochrida, s'étendant du village de Lim au monastère de Saint-Naoum, feront partie de l'Albanie ».

La Conférence des Ambassadeurs a donné son interprétation dans sa décision du 9 novembre 1921, aboutissant notamment « dans la région de Lim, à tracer la frontière de manière à attribuer à l'Albanie la ville de Lim et à assurer ainsi en bordure du lac d'Ochrida les communications économiques entre El-Bassan et Koritza ». S'il avait été dans son intention, à ce moment-là, d'attribuer à l'Albanie également le monastère de Saint-Naoum, elle l'aurait dit comme elle l'a fait pour le village de Lim. Tel était, d'ailleurs, l'avis du Gouvernement anglais, qui a consulté dans les archives le protocole et les procès-verbaux de la Conférence des Ambassadeurs de Londres, avis qu'il a exposé dans une note, transmise à la Conférence des Ambassadeurs, en date du 27 septembre 1922. Cette note est ainsi conçue :

« Le Gouvernement de Sa Majesté a été informé

qu'il existe une divergence d'opinions dans la Commission de délimitation serbo-albanaise au sujet du monastère de Saint-Naoum.

« Le Commissaire britannique a fait savoir que, de l'avis de ses collègues, le texte du protocole de Londres de 1913, tel qu'il a été modifié par la Conférence des Ambassadeurs du 9 novembre 1921, signifie que le Monastère devrait être compris en territoire albanais.

« Le raisonnement du Colonel Giles, commissaire britannique, est le suivant : le texte original du protocole de Londres porte que la frontière s'étend *jusqu'au* Monastère de Saint-Naoum. Le texte modifié du 9 novembre 1921 fait mention spéciale du village de Lim, mais ne parle pas du monastère de Saint-Naoum. Il en conclut que si la Conférence des Ambassadeurs avait voulu donner Saint-Naoum à l'Albanie, elle en aurait, comme pour Lim, fait mention spéciale.

« Le Gouvernement anglais n'ignore pas que l'original du projet de rédaction italien du protocole de 1913 est ainsi conçu :

« *La frontière quittera la côte sud du lac d'Ochrida entre le couvent de Saint-Naoum, qui restera en dehors de l'Albanie, et la localité de Starova.* »

« Le projet autrichien qui a été finalement adopté n'était pas en contradiction avec cette décision. De plus, d'après les informations reçues, le Monastère est situé en un point voisin de la jonction des trois frontières et n'a pas d'autre importance qu'une importance religieuse et historique.

« L'Ambassade britannique suggère que cette question soit soumise sans délai à l'examen du Comité technique géographique et que, en même temps, le Président de la Commission de délimitation reçoive des instructions par télégramme pour différer toute décision concernant Saint-Naoum jusqu'à ce que la Conférence des Ambassadeurs ait pu discuter cette question.

La Conférence des Ambassadeurs a passé outre à cet avis et a arbitrairement décidé d'attribuer le couvent de Saint-Naoum à l'Albanie. Le Gouvernement serbe-croate-slovène a aussitôt protesté contre cette décision et a rappelé la Conférence des Ambassadeurs au respect de l'intégrité territoriale de la Serbie d'avant-guerre. La Conférence répondit qu'elle ne pouvait revenir sur sa décision et sa propre initiative et qu'il fallait faire appel à la Société des Nations. Celle-ci a trouvé que l'affaire est du ressort de la Cour permanente de La Haye. Sans préjuger de l'avis consultatif de cette Institution internationale et des décisions altérieures de la Conférence des Ambassadeurs, nous sommes obligés de reconnaître ici qu'une violation évidente a été infligée à la souveraineté de l'État yougoslave par ses propres alliés au profit d'un État qui n'a pas été à leurs côtés au cours de la lutte contre les Empires centraux et leurs alliés. La victoire commune devait épargner aux Yougoslaves tout au moins cette déception.

***

LE « SPIRITUALISME » D'EMILE DURKHEIM

On vient de rassembler, pour les publier à part, quelques études d'Émile Durkheim parues naguère dans la *Revue de Métaphysique et de Morale* et dans le *Bulletin de la Société française de philosophie*. Un caractère leur est commun, elles éclairent ce que pensait Durkheim non pas seulement de tel ou tel problème sociologique particulier, mais des problèmes généraux qui occupent ordinairement les philosophes : rapports de la matière et de l'esprit, de la conscience et de la nature, de la raison et de la sensibilité. Elles montrent en quel sens et dans quelle mesure la sociologie renouvelle la philosophie. Et puisqu'on se préoccupe aujourd'hui de faire une plus large place à la sociologie non seulement dans nos lycées et collèges, mais dans nos Écoles Normales, il nous a semblé que ce recueil pourrait rendre des services particuliers : il vient à point nommé pour proposer à l'enseignement des orientations et des thèmes de discussion.

Durkeim, pour continuer l'œuvre d'Auguste Comte, éprouve le besoin de se spécialiser, de limiter d'abord son champ d'études. La sociologie ne saurait progresser que si l'on multiplie — selon la norme qui s'impose à toute science — non seulement les recherches objectives, mais les recherches spécifiques. Le précurseur, entraîné par une ambition grandiose, a volontiers parlé de l'Humanité en général, sans se demander d'abord s'il ne fallait pas distinguer divers types de sociétés, diverses formes d'évolution ; il a embrassé dans son audacieuse synthèse toutes les catégories de faits sociaux. Aux continuateurs d'être plus modestes : chacun d'eux doit s'atteler pour faire avancer la science à une série particulière de problèmes.

Se soumettant à cette loi, Durkheim a concentré son attention sur les problèmes moraux. Depuis la *Division du Travail Social* jusqu'aux *Formes élémentaires de la vie religieuse*, en passant par le *Suicide*, sa préoccupation maîtresse demeure de faire comprendre l'essence de la moralité, le rôle

qu'elle joue dans les sociétés, la façon dont elle s'y forme et s'y développe en traduisant leurs aspirations. Ses études se rattachent toutes, plus ou moins directement, à la sociologie morale. Notons bien que ces études, dans sa pensée, ne devaient pas demeurer théoriques. Aboutir à des conclusions pratiques, fournir des directions à l'action sociale, c'était son ambition suprême. Mais pour y arriver, il n'était à ses yeux d'autre chemin que la science positive. On peut voir dans la discussion sur la *Détermination du fait moral* comme dans l'introduction de la *Division du Travail*, le constant souci que montre Durkheim d'éviter le mysticisme, abîme où risquerait de sombrer la raison humaine, de réfuter, par les résultats mêmes de ses recherches, ceux qui répètent qu'en matière de morale, la science a fait banqueroute, d'offrir enfin à la conscience comme un soubassement de faits établis par l'observation positive. En ce sens on pourrait soutenir que la volonté de Durkheim est de parler, même en matière de morale, un langage de savant spécialisé, non un langage de philosophe.

Il devait être amené pourtant à traiter à sa manière des grands problèmes généraux qui ne se laissent pas oublier. D'abord parce que la sociologie avait à prouver son droit à l'existence non seulement par des recherches positives, mais par des discussions de principes. Il est rare qu'une science à l'état naissant ne soit pas obligée de philosopher pour se tailler sa place : elle se pose en se distinguant. Elle invite les esprits à réfléchir sur les rapports des sciences entre elles, sur les différences des méthodes sur la hiérarchie des formes de l'être : toutes questions qui impliquent une philosophie.

D'ailleurs, au fur et à mesure que se développaient ses recherches, Durkheim pressentait qu'elles le conduiraient non pas seulement à faire mieux comprendre le rôle et la valeur de telle règle ou de telle discipline morale, mais à concevoir de façon nouvelle les rapports de la conscience et de la raison même avec la nature. Une explication du dualisme qui est le caractère propre de l'être humain prenait forme dans sa pensée. Durkheim n'a pas pu se retenir de laisser entrevoir les conclusions générales où il tendait. Ainsi est né ce qu'on appelle souvent aujourd'hui le *sociologisme*, qui est un effort philosophique pour couronner les études spéciales objectives et comparatives auxquelles se consacrent les sociologues, par une théorie explicative de l'esprit humain,

***

La publication des articles que nous rassemblons achèvera peut-être de dissiper un certain nombre d'équivoques auxquelles ont donné lieu les tendances de ce sociologisme.

On verra clairement en particulier à quel point il est éloigné du matérialisme et même de l'organicisme et de l'utilitarisme social, avec lesquels on a quelquefois essayé de le souder.

On s'est laissé abuser ici par certaines formules tranchantes détachées des *Règles de la Méthode sociologique*. Quand Durkheim nous invite à traiter les faits sociaux « comme des choses », c'est pour nous aider à nous dégager de toute « prénotion », c'est pour nous avertir qu'il ne nous suffirait pas de nous pencher sur nous-même et de consulter notre sentiment pour établir l'essence, les origines et les fonctions des diverses institutions humaines ; ce n'est pas pour essayer de ramener les lois du développement de celles-ci aux lois de la matière, ce n'est pas pour expliquer en tout et pour tout le dedans par le dehors, le supérieur par l'inférieur, Durkheim est, au contraire, un de ceux qui insistent le plus sur ce fait que la Société est « avant tout un ensemble d'idées ». Il dira lui-même que la sociologie doit porter son attention non pas seulement sur des formes matérielles, mais « sur des états psychiques », et qu'elle est au total « une étude de l'opinion. C'est par leurs consciences que les hommes sont liés. Les croyances collectives sont le nœud vital de toute société.

Et sans doute, dans ses premiers travaux, Durkheim se plait à insister sur l'étroit rapport qui se révèle entre ces croyances et la forme même du milieu social. Selon que les groupes sont plus ou moins volumineux, selon que la densité et la mobilité des individus y est plus ou moins grande, les rapports varient entre les consciences individuelles et la conscience collective, les croyances que celle-ci consacre se font moins pesantes et finissent par ménager une place au culte de la personne humaine « La Morphologie sociale » a donc son mot à dire pour expliquer cette évolution. Il reste que les représentations collectives une fois constituées se combinent, s'attirent ou se repoussent selon les lois psychologiques qui leur sont propres. Durkheim est très préoccupé de rappeler que les croyances religieuses des hommes et à plus forte raison leurs idées scientifiques sont bien loin de demeurer de purs et simples reflets des formes sociales elles-mêmes. Tant il est vrai qu'il est aussi éloigné que possible de vouloir imposer à la sociologie les explications de type et de tendance matérialiste.

L'article déjà ancien publié dans la *Revue de Métaphysique et de Morale* sur *Les Représentations individuelles et représentations collectives* met très clairement en lumière cette tendance anti-matérialiste. Il aurait du épargner à certains critiques

des erreurs assez grosses. Nous ne connaissons pas de réfutation plus rigoureuse de l'atomisme en psychologie. Durkheim démontre de façon péremptoire la vanité de toute tentative pour attacher l'idée à la cellule. L'existence même de la mémoire suffit à établir selon lui que la vie représentative ne saurait être inhérente à la matière nerveuse ; comme elle a ses manières d'être spéciales elle subsiste par ses propres forces. C'est qu'elle subit l'influence et traduit l'existence non pas de tel élément cérébral en particulier, mais de l'ensemble des éléments cérébraux, des réactions qu'ils exercent les uns sur les autres, bref de leur vie commune. Or, partout où il y a vie commune, des effets apparaissent qui dépassent et débordent les propriétés des éléments particuliers : la synthèse est créatrice. Et c'est pourquoi de même que la connaissance de ce qui se passe dans les cellules cérébrales ne nous donnerait pas la clef des représentations individuelles, la connaissance de ce qui se passe dans les consciences individuelles ne nous donnerait pas la clef des représentations collectives : ici comme là il faut compter avec ce que le tout ajoute aux parties.

Nous touchons ici, croyons-nous, un point central de la philosophie de Durkheim. De même que pour un Tarde l'idée maîtresse, l'idée modèle est celle de la contagion biologique — croyances et désirs passant d'âme en âme comme les microbes d'organisme en organisme, — de même pour un Durkheim, l'idée maîtresse, l'idée modèle est celle de la synthèse chimique, qui fait apparaître des phénomènes que les propriétés des éléments isolés ne pouvaient faire prévoir. Durkheim, discutant les reproches de matérialisme qu'on lui avait lancés de façon si légère fait observer qu'il avait retenu cette leçon de Renouvier, qu'il y a dans le tout plus que dans les parties. Il aurait pu ajouter que celui dont il suit plus directement encore la trace et applique le programme, Auguste Comte lui-même, n'a jamais essayé pour sa part d'expliquer le supérieur par l'inférieur. En dépit d'interprétations encore trop répandues, le positivisme n'a rien d'un monisme. Il sait qu'à chaque étage de l'être il apparaît des formes nouvelles, qui méritent d'être étudiées, dans leur originalité, par des méthodes spéciales. Pas plus que la chimie ne donnerait la clef de la biologie, la biologie ne donnerait la clef de la sociologie. Sur ce point la philosophie d'Auguste Comte est assez près — malgré tout ce qui, par ailleurs, les sépare — de celle d'Émile Boutroux, qui fut le maître de Durkheim à l'École Normale. Les deux enseignements convergeaient pour lui faire pressentir ce qu'il appelle lui-même la « contingence des formes supérieures du réel ». Il est prêt à réclamer pour la vie collective cette autonomie relative nécessaire et suffisante pour sauvegarder les droits de l'esprit.

***

Si Durkheim se refuse, dans l'ordre de la philosophie théorique, à effacer l'originalité de la vie spirituelle, à plus forte raison est-il disposé à en affirmer le prix dans l'ordre de la philosophie pratique.

C'est cette conviction qui est la raison profonde de l'opposition qu'il a toujours manifestée, en morale, aux tendances purement utilitaires, comme aussi des limitations qu'il a apportées à la thèse organiciste.

Quand on entendit Durkheim répéter : « la morale commence où commence l'attachement à un groupe », quand on le vit subordonner les devoirs personnels aux devoirs sociaux, et démontrer enfin qu'aujourd'hui la consigne primordiale pour l'homme est de bien remplir la tâche professionnelle, nombre d'esprits conclurent que sa doctrine tendait à réduire les individus au rôle d'organes, et que les règles morales visaient par dessus tout, selon lui, à entretenir la cohésion, la durée, la vie de ces grands organismes que sont les Êtres sociaux.

La pensée de Durkheim est singulièrement plus complexe et plus haute. On le vit clairement lorsqu'il communiqua au Congrès de Bologne ses remarques si pénétrantes sur l'origine et la fonction des Jugements de Valeur. L'autorité dont ils sont revêtus, leur tendance à s'imposer, leur effort vers l'universalité sont à ses yeux une preuve suffisante qu'ils expriment autre chose, ou que les propriétés réelles des objets, ou que les préférences personnelles des sujets : dans l'ordre esthétique comme dans l'ordre économique, dans l'ordre religieux comme dans l'ordre proprement moral, les impératifs qui hiérarchisent ainsi choses et gens sont autant d'expressions de volontés collectives. Est-ce à dire qu'ils ne visent qu'à assurer la cohésion du groupe pour mieux entretenir sa vie? La vie qu'ils entretiennent n'est pas une vie quelconque. C'est une vie spirituelle qui permet en effet aux membres de la société de faire prédominer en eux, comme eût dit Auguste Comte, encore, l'humanité sur l'animalité.

Durkheim le déclare avec toute la netteté désirable : « La société n'est pas un système d'organes et de fonctions... elle est le foyer d'une vie morale ». Il observe encore : « On diminue la société quand on ne voit en elle qu'un corps organisé en vue de certaines fonctions vitales. » Sa vraie fonction est de créer de l'idéal. Elle constitue ainsi le milieu

original où la nature n'émerge que pour se dépasser en quelque sorte elle-même.

De ce point de vue la société n'apparaît pas seulement comme une force de pression, elle est pour l'individu un moyen d'élévation. Aux disciplines que lui imposent les exigences de la vie commune, son âme trouve son compte : pour reprendre et transposer l'image de Kant, sans cette atmosphère elle n'aurait jamais déployé ses ailes, elle serait incapable de voler. Sa dépendance même est libératrice.

Dans les premiers chapitres de la *Division du Travail*, Durkheim refusait naguère d'accorder que la valeur d'une règle morale, comme la règle du devoir professionnel, tînt à cette fin dominante : promouvoir la civilisation. Mais il est visible par les exemples qu'il prend qu'il entendait alors par civilisation la multiplication des biens matériels. Par ces utilités, même collectives, il refusait de mesurer la moralité. Les choses changent si l'on entend par civilisation l'ensemble des biens spirituels qui sont des instruments d'éducation personnnelle en même temps que de communion sociale. Durkheim accorderait alors que la société a pour fonction d'entretenir la civilisation. Son rôle essentiel est de rendre possible, en préparant les conditions de la vie spirituelle, l'avènement d'une humanité.

***

Ces brèves remarques suffisent pour qu'on pressente à quelle distance la philosophie de Durkheim nous entraîne des philosophies matérialistes et organicistes dont on a fait effort pour la rapprocher. A le bien entendre, le sociologisme durkheimien est bien plutôt un effort pour fonder et justifier de façon nouvelle les tendances spiritualistes. (1)

G. Bouglé,
Professeur à la Sorbonne.

(1) M. Bouglé doit faire paraître chez Alcan un volume intitulé « Sociologie et Philosophie ».

LA VIE COLONIALE

UN DÉPART

(Nouvelle)

Suzanne Verdier franchit la porte en chancelant. Un faible gémissement s'échappait de ses lèvres. Sous les bandeaux blonds qui en élargissaient l'ovale, son très jeune visage parut, trempé de pleurs.

C'est que, — toute sincérité et toute sensibilité, — elle pliait sans réserve sous une souffrance qui les dépassait toutes mais il lui eût été impossible de l'exprimer avec les gestes d'un désespoir théâtral.

Des amis l'entouraient. Une femme à cheveux blancs la serra contre son cœur.

— Venez, venez, mon enfant

Suzanne, au contraire, s'immobilisait, s'attachant aux piliers de la véranda; puis, dans un abattement soudain, elle fléchit et s'abandonna aux bras qui la détachaient de ce seuil.

Mme Langlade l'entraîna. Elles s'éloignèrent.

Vers les hommes qui chuchotaient s'avança, (se détournant de sa promenade), le général commandant les troupes anglaises à Singapoure. Penché sur sa selle, par dessus la haie d'hibiscus pourpres d'une beauté éclatante et neuve dans la matinale clarté :

— Eh bien? demanda-t-il à ceux qui restaient.

— Mort! répondirent des voix étouffées.

M. Verdier, consul de France à Singapoure venait d'expirer, en effet.

Il représentait la France dans les Etablissements du Détroit depuis vingt mois à peine, y séjournant pour la première fois.

Sa carrière l'avait pourtant conduit dans bien des contrées, déjà : en Espagne, pour ses débuts, puis au Japon, et en Turquie d'Europe. Même en France, pendant ses congés, Paul Verdier semblait condamné à une existence nomade, car, n'ayant plus de famille, il passait à peine quelques mois dans l'Ardèche, son pays natal, et repartait ensuite visiter des amis, dispersés dans tous les départements.

Le retour garde des joies que ne soupçonnent pas les sédentaires : ces battements du cœur en émoi devant la plus pauvre région que l'absence a rendue chère et la lièvre qui vous soulève lorsque, vers le coin perdu où elle doit dormir encore, on court réveiller sa jeunesse! La délicatesse et la force de ces émotions entrent, sans doute, pour une large part dans l'attrait que les voyageurs témoignent à leur vie errante.

Paul Verdier ne faisait pas exception à cette règle. Son sort lui plaisait ainsi que sa situation, mais à son dernier congé, il lui parut qu'il avait encore quelque chose à désirer et c'était de se marier à son gré. Chez un camarade, fixé en Picardie, le jeune consul rencontra alors Mlle Suzanne Lefebvre. Que de fois, il lui avoua plus tard qu'il avait eu le « coup de foudre », devant son joli visage! Elle était orpheline, sans fortune, mais sans charges de famille. Lui,

à vingt-neuf ans, touchait une solde suffisante et attendait un avancement prochain. Ils s'épousèrent.

Trois mois après, le jeune ménage partait pour Singapoure, cet ardent foyer de vie asiatique.

Egalement, l'un des points du globe où l'homme demeure sous la menace des éléments qui n'ont pas cessé leur lutte.

Si près de l'équateur, l'humidité de la mer immense sature l'atmosphère à mesure qu'un soleil de feu monte à l'horizon. Le tonnerre et l'éclair déchirent quotidiennement les nuages amoncelés et de grandes roches couleur d'ocre et de corail, dominant les brousses et les marécages, attestent les premières convulsions sismiques.

La ville bâtie en cet endroit, où l'écorce du monde frémit encore, est une des plus populeuses et des plus riches cités de l'Extrême-Orient.

Lorsqu'on pénètre dans sa vaste rade, parsemée d'îlots aux palmes débordantes, d'un côté, on voit des chantiers, des estacades, des cheminées fumantes; au milieu, la ville elle-même; et, fermant la courbe du rivage, un village malais avec ses pilotis et ses chaumes, et ses barques aux voiles de nattes dépliées comme dans les paysages de paravent ou d'éventail.

Devant les maisons bleues exposant en dessà de leurs grilles de vivantes beautés vénales; dans les ruelles tortueuses où se pratiquent les mille métiers manuels des Chinois; aux sièges des banques juives, parsies, hindoues, européennes se croisent et se mêlent les races d'Orient et d'Occident.

De ces seuils toujours béants, de ce sol toujours humide, des marchés aux victuailles étranges et des entrepôts bondés, des pagodes aux toits surchargés d'idoles et des larges quais s'évapore, lourde et entêtante, l'odeur asiatique de musc et de pourriture.

Mais si le négociant s'accommode, aux heures chaudes pourtant, de ces conditions fâcheuses, vers cinq heures, les bureaux fermés, tout gentleman capable de parer aux frais de sa « respectability » saute dans une voiture et s'éloigne vers les collines, situées un peu plus avant dans l'intérieur du pays. La population blanche s'y est groupée.

Singapoure, à ces moments là, prend une physionomie curieuse. Jusqu'à la fin du jour, la jeunesse lance des balles sur les pelouses soigneusement rasées au bord de la mer; des visites s'échangent entre les bungalows des collines; il ne reste plus dans les quartiers marchands que la basse population et les étrangers de passage; c'est le sommeil de la fourmilière jusqu'au lendemain, dix heures.

Suzanne Verdier choisit sa maison bien ventilée par l'air du large et protégée, d'autre part, par un rideau de pins centenaires.

Ce fut si amusant de décorer, avec des bibelots et des meubles aux formes nouvelles, cette habitation qui ne ressemblait à rien de ce qu'elle avait vu jusqu'ici!

Plus de ces quadrilatères bien agencés pour le chauffage et l'intimité que sont les chambres d'un appartement européen; mais un rez-de-chaussée, dont le plafond touchait au toit, recevait la fraîcheur au moyen d'interstices formés, au haut des murs, par le manque d'une brique sur trois. Des cloisons séparaient ces pièces sans cheminées, constamment ouvertes sur une large vérandah, que des lanternes aux verroteries tremblotantes éclairaient le soir. Au faîte très aigu du toit dont les tuiles vernissées brillaient au soleil rampaient les dragons écailleux et les chimères de porcelaine.

Très vite, Mme Verdier goûta les beautés du pays : la magie des couleurs somptueuses quand le soleil roule derrière les palmiers rigides où les oiseaux ne chantent pas; le tableau des flots phosphorescents; la fiévreuse gaîté des nuits aussi vivantes que les jours.

L'antiquité partout apparue de cette Asie chargée de civilisations et de siècles l'attacha au sol mystérieux. Elle aima les processions hindoues qui barrent les rues étroites de leurs chars à étages rutilants de fusées; les cortèges chinois aux oriflammes triangulaires précédant le défilé des chefs de canton en robes de couleur tendre; les cérémonies religieuses où les gongs sonnent dans des temples déserts. Le roulement ininterrompu des tams-tams marquait les heures, saluait l'aube, faisait fuir les génies nocturnes, apaisés, d'autre part, par l'offrande des papiers dorés et des bâtonnets parfumés allumés au ras des trottoirs.

Les fonctionnaires anglais, dont les soldes sont très élevées, et les commerçants, qui font à Singapoure de grosses fortunes, y rendent la vie de société fort agréable. Mais les Français, guère moins ombrageux à l'étranger qu'en France, se visitaient surtout entre eux et se groupaient autour du consul. Suzanne se lia particulièrement avec Mme Langlade, la femme du Directeur des Messageries Maritimes. Elle

appelait puérilement l'aimable femme aux cheveux gris sa « maman de Singapoure ». Et Mme Langlade dont la jeunesse s'était passée dans les colonies d'Extrême-Orient savait trouver, en effet, des conseils précieux pour la nouvelle mariée.

Or, la saison sèche anormalement prolongée provoqua, soudain, parmi les gens de couleur l'épidémie de choléra qui les décime tous les ans avec une funèbre régularité. Des « compartiments » grouillants de familles noires et jaunes se vidaient de leurs habitants en un seul jour. Avec quelle hâte les négociants quittaient, le soir, leurs offices des quais et de la ville! Enfin, les « grains » s'établirent; épargnés une fois de plus, les Européens se croyaient sauvés, lorsque le fléau décroissant tua deux officiers anglais et s'attaqua au consul de France.

Le soir, vers cinq heures, M. Verdier en ressentait les premières atteintes.

Dans la nuit, Suzanne fit appeler Mme Langlade et celle-ci, éclairée par trop d'expérience, n'eut pas de peine à deviner l'issue fatale, aussi bien devant le mutisme des médecins que devant les ravages du mal. L'affreux combat contre la mort d'un organisme jeune et résistant se livrait en vain. Au matin, Paul Verdier avait cessé de vivre.

Maintenant, Mme Langlade emmenait chez elle Suzanne, malgré ses supplications et ses larmes.

Jusqu'au salon où elles s'enfermèrent, elle guida l'épouse brisée par cette nuit d'horreur. Suzanne s'assit avec une raideur d'automate. Elle essayait en vain de rassembler ses idées. Il n'y avait plus dans son cerveau que le doute, le vertige, la folie prochaine, assurément.

— Laissez-moi faire, ma pauvre petite, murmurait sa vieille amie. Je retourne là-bas. Je me charge de tout; mes mains seules le toucheront, des mains d'amies...

Puis Mme Langlade se leva :

— Je reviendrai vous chercher tout à l'heure

Elle disparut au tournant d'une vérandah.

Les bruits de la ville mouraient dans le lointain. Le terrible soleil arrêtait déjà le chant bref des oiseaux des Tropiques, au jardin. Dans la maison, les serviteurs pieds nus circulaient sans qu'on les entendît. Bien ne décelait une présence humaine; cependant, le panka battit au plafond; des yeux cachés veillaient au bien-être de la maîtresse étrangère et se repaissaient peut-être du spectacle de sa douleur.

Et ce fut alors, dans ce grand silence, environnée des choses auxquelles elle s'accoutumait à peine, que la jeune femme eut la révélation exacte de son malheur.

Finis les séductions du voyage et l'enchantement du bonheur!

Loin de cette terre exotique qui garde ce qu'elle a de plus cher, Suzanne reviendra à ses jours d'autrefois; la veuve rentrera dans sa vie provinciale, mais dépouillée de tout ce qu'elle avait miraculeusement acquis et possédé : sans appui, sans amour — toute seule!

D'avance, l'effroi de cette solitude la terrassait.

Peut-être faut-il en rechercher la cause dans la fréquence de ces tragiques dénouements, mais, sous la crainte obscure de manquer à sa tâche, si petite soit-elle, on précipite les démarches et on bouscule souvent les convenances aux colonies.

La nouvelle du décès de M. Verdier s'était répandue en ville; les amies, même les simples relations de Suzanne demandaient déjà l'autorisation de la voir. Sous les cruels rayons; entre les haies de fleurs écarlates, les équipages montaient la colline et stoppaient à la porte du bungalow.

Bientôt, les éventails voltigèrent plus vite au plafond de l'immense pièce où les bibelots, les ivoires, les massifs de plantes vertes que la mode des pays chauds entasse dans les appartements créaient une invincible gaîté. Et Suzanne au milieu d'un cercle de femmes ne trouvait pas de mots. Toutes celles-là avaient connu les fortunes du voyage, ses dangereux revers : les épidémies, les cataclysmes, les morts subites. Toutes disaient des paroles de pitié mais où la jeune femme cherchait en vain l'écho de son épouvante.

Tout à coup, elle vit les fleurs roses du peignoir qu'elle avait gardé (son trousseau de coloniale ne contenant pas de costume noir) et cette puérile pensée tourna, grelot obsédant, dans sa tête vide :

— Ma robe! ma robe! Je ne suis même pas en deuil!

Dans le jardin, le groupe d'hommes, camarades ou collègues de M. Verdier, commensaux du jeune ménage, cherchait l'aide à porter à la malheureuse Française.

— Que compte-t-elle faire? demanda M. d'Espero, le consul d'Espagne, à M. Langlade.

— Comment voulez-vous qu'elle ait réfléchi à quelque chose? Nous sommes tous écrasés par la soudaineté de cette mort.

Petit, trapu, la démarche roulante, le visage encadré d'une courte barbe grise, M. Langlade

garde, dans son aspect, la marque du métier. Il a donné, il y a vingt-cinq ans, sa démission de lieutenant de vaisseau pour passer sur les bateaux de commerce; malgré cela sa personne physique reproduit l'idéal renié, celui qu'évoquent avec regret ses vieux amis lorsqu'ils chuchotent :

— Ah! s'il avait voulu!... Langlade, maintenant, serait amiral.

En ce moment, ses yeux clairs de marin, qui regardent si droit sous le clignotement des paupières, se voilent d'émotion car elle lui est très sympathique, leur jeune compatriote!

— Il faudrait que Mme Verdier rentrât en France, n'y aurait-il, entre mille autres raisons, que la crainte du choléra, fait-il.

L'épidémie n'a peut-être pas dit son dernier mot. Si le mal tombe sur cette pauvre femme, elle n'y résistera pas. Le plus sage serait donc de s'en aller tout de suite.

— Vous avez un bateau en partance?

— Le courrier du Japon passera dans cinq jours. Mais l'embarquer seule...

— Je rentre, moi! dit vivement un jeune homme.

Près d'un massif de gardénias, il arrachait, par gestes brusques, les fleurs épaisses qui bientôt jonchèrent le sol autour de lui.

Il était grand, mince, l'air très jeune et très doux. Attaché au Consulat de France, il se trouvait, en effet, comme il venait de le dire, en instance de départ, après trois ans de résidence à Singapoure. Le drame de la nuit devait le terrifier, la fièvre de son regard frappa M. Langlade. En examinant le visage où ces yeux tendres étincelaient, où les dents blanches brillaient dans une soyeuse barbe brune, le vieux directeur haussa sans façon les épaules :

— Voyons, Duclain, réfléchissez. Quel porte-respect feriez-vous, mon ami!

Une jeune femme blonde entrait dans le jardin.

— Ah! Mrs Clark! Voilà, déclara M. Langlade, satisfait.

Il n'ignorait pas que l'Anglaise et son mari, employé au câble, prendraient passage sur le courrier du Japon attendu.

— Mrs Clarke se chargerait-elle de veiller sur la pauvre veuve, de l'entourer, de lui venir en aide, au besoin?

— Assurément. Poor thing!

Monsieur Langlade affirma que sa femme saurait décider Suzanne à ce départ précipité.

C'est pourquoi, cinq jours après, au moment où le soleil cède brusquement à la nuit, quand la vieille terre lassée entre dans les ténèbres sans l'agitation bruyante ou les rumeurs légères des crépuscules d'Occident, deux voitures quittaient l'habitation des Langlade.

Un « malabar » peint de naïves enluminures et le toit chargé de colis laisse voir, par ses persiennes relevées, les pagnes multicolores des domestiques. Dans la victoria découverte, Suzane, silhouette noire inhabituelle, est assise près de Mr et de Mme Langlade qui l'accompagnent au paquebot.

Le long d'un chemin qu'elle ne reprendra plus, la malheureuse regarde s'éloigner ce qui s'était mêlé à sa vie : les paysages si souvent contemplés, la maison du bonheur.

Mais qu'est cette nouvelle blessure près de la torture qui tout à l'heure la jetait à terre, sur ce sol d'argile épaisse et rouge où la tombe fraîche s'exhaussait?

Une dernière fois, elle entendit le bruissement des pins majestueux; les haies d'hibiscus disparurent; les touffes emmêlées des bambous s'ennuagèrent des vapeurs du soir; la flamme des lucioles palpitait en cadence sur les rizières inondées; les lanternes chinoises s'allumèrent aux maisons des faubourgs.

Quand ils montèrent à bord du « Cambodge », la joie du départ éclatait.

Dans la salle à manger, les passagers du Japon et d'Indo-Chine achevaient gaîment de dîner.

— Une escale de plus!

Pour fêter la nouvelle étape, les femmes avaient revêtu de jolies toilettes; des joueurs de poker ornaient leurs boutonnières de fleurs fraîches prises aux tables du fumoir et les visages terreux, les yeux cernés des malades se tournaient avec confiance vers le large.

On entendait les exclamations bruyantes de ceux qui se retrouvaient :

— Ah! mon cher, vous partez aussi? Comment vous a traité la Cochinchine?

Les dernières recommandations, les souhaits de bon voyage dans des groupes qui se formaient.

L'impatience faisait que certains ne décoléraient pas.

— Sur ce bateau, on mourait de faim! Les cabines étaient inhabitables...

Et le contentement de rentrer en empêchait d'autres de souffrir des promiscuités ou de la fatigue causée par l'intolérable chaleur.

Des « boys » silencieux et avisés dépliaient des vêtements sur les couchettes et, s'approchant

du maître d'hôtel, cette autorité, sur ses indications marquaient des places à table.

Le commandant et le commissaire allèrent sur le pont faire leur cour aux dames; la musique d'un amiral qui voyageait sur le « Cambodge » préluda pour un concert, à l'arrière.

Mais la mort est la grande importune dans les régions où on l'attend sans cesse et où chacun s'efforce d'en éloigner sa pensée. Les formalités funèbres y sont écourtées et, parfois, toute marque de deuil supprimée.

En approchant de ceux qui étaient venus offrir leurs compliments à la « si parfaitement satisfaite » Mrs Clarke, Suzanne sentit la gêne qu'apportaient ses voiles de veuve.

— Oubliez-moi, dit-elle à mi-voix.

Elle alla s'asseoir au-dessus de l'hélice au repos, dans un coin d'ombre où son immobilité absolue la faisait se confondre avec les objets d'alentour.

Le tableau encore familier s'étendait sous ses yeux : la mer phosphorescente, les lignes de palmiers rigides, la ville piquée de ses mille feux sous des nuages rayés d'éclairs et lourds de pluie. Le ressac tirait un faible murmure à ces flots prêts à l'emporter.

...L'emporter vers quoi, vers qui?... Elle n'avait pas de foyer en France. Personne ne l'y attendait. Une cousine, un vieux tuteur célibataire qui l'avait laissée en pension presque jusqu'à son mariage, c'était ses proches. Irait-elle encombrer ou désorganiser leur existence? Leur donner la charge et la responsabilité de son sort?

Elle sentit se poser autour de sa taille le bras de Mme Langlade qui l'avait rejointe. Son amie, grande et forte, la dominait et Suzanne s'appuya contre elle, le refuge — si éphémère fût-il, — contre la détresse envahissante, le lien encore avec ce qui sombrait pour toujours.

Les mains brûlantes de la jeune femme tremblèrent; elle se mit à parler :

— Chère amie, il faut nous quitter!

Promettez-moi que plus tard, dans des années, il n'importe, le temps ne compte plus pour moi, nous nous reverrons!

Le regard levé vers la vieille femme était si pur et si profondément désespéré que Mme Langlade garda le silence.

Elle pensait :

— Si jeune et si touchante, la vie lui doit une revanche!

Mais elle ne le dit pas.

— Il n'y a pas de larmes intarissables. A quoi bon le lui apprendre? Épargnons-lui cette amère expérience.

— Je ne peux plus pleurer, poursuivait Suzanne. J'ai tant pleuré! Il faut nous quitter, mon amie.

Ah! je quitte plus encore : je le laisse. Il y aura entre nous l'épaisseur de la terre, comprenez-vous? Comment ai-je pu consentir? Comment ai-je la force? Sans doute, Dieu me garde pour d'autres tâches.

Je vous assure, il y a plus de courage à résister qu'à se tuer d'un coup.

— J'ai laissé un enfant dans l'Inde et l'autre à Hanoï, fit la voix un peu usée et grave de Mme Langlade.

Tant de courses sur le globe, tant de séjours dans des pays divers, pour elle, avaient dépouillé la distance de sa frayeur et de son mystère.

— Ne m'avez-vous pas dit que M. Verdier était orphelin? Il avait quitté la France depuis sa jeunesse, n'est-ce pas? Sa sépulture ici, dans le pays où il accomplissait sa tâche, dans les régions qu'il aimait et auxquelles, en somme, il a donné sa vie, c'est mieux. Vous le sentirez un jour.

Tenez, avant d'arriver à Obock, on voit sur une plage, dans un affreux désert de sable, un petit monument blanc qui est la tombe de Soleillet, l'explorateur. J'ai toujours pensé qu'il était mieux là que dans le cimetière du village qu'il avait oublié, où il aurait été comme un intrus. La terre est petite et le tombeau de nos morts, c'est notre cœur.

La courte silhouette de M. Langlade se dressa dans la pénombre.

— Voulez-vous venir un moment dans la salle à manger? Les amis des Clarke se retirent et ils désireraient vous saluer toutes les deux.

Le champagne avait coulé; les fleurs offertes à Mrs Clarke formaient une si grosse gerbe que les garçons du bord les avaient posées devant la cheminée dont elles bouchaient entièrement l'ouverture.

Tintement clair des coupes choquées; atmosphère cordiale et gaie... Suzanne, murée dans sa peine, échappait aux circonstances extérieures. Son cœur saignant ne battait que pour ce déchirant regret :

— Je pars. Je le laisse, je le laisse...

Cependant, on pressait ses mains. Les baisers de Mme Langlade tombaient sur son front, sur ses yeux arides.

— Au revoir! Au revoir, ma pauvre chérie!

L'étreinte se desserra. La jeune femme heurta sans le remarquer Georges Duclain qui la suivait et elle se jeta dans sa cabine dont le rideau retomba avec un claquement sec.

L'hélice tournait; les premiers mouvements du navire se firent sentir.

Pour voir encore par l'étroite ouverture du hublot, Suzanne monta sur sa couchette.

Les collines, la ville, la rade aux flots embrasés fuient sous un ciel de tempête.

L'orage et les ténèbres tombent sur la terre qui la repousse après le rapt de son bonheur.

Gabrielle MIRABEN.

GÉRARD DE NERVAL ET SES DERNIERS BIOGRAPHES

La guerre n'a pas détourné les yeux du public des grandes figures littéraires, particulièrement de celles des Romantiques. Elle ne fera, pensons-nous, que suspendre la série des importants travaux relatifs à Gérard de Nerval. Dès 1906, le poète Gauthier Ferrières, tombé depuis au champ d'honneur, avait ouvert la voie en consacrant à l'auteur un peu oublié de *Sylvie* une biographie digne d'attention (1). Mais qu'il fût loin d'avoir épuisé son sujet, MM. Jacques Boulenger et Aristide Marie l'ont abondamment prouvé. Le premier réunit, en 1914, une série d'articles publiés dans cette charmante *Revue Critique des Idées et des Livres*, aujourd'hui tant éprouvée, et leur donna pour titre : *Au pays de Gérard de Nerval* (2). En 1914 également, M. Aristide Marie fit paraître sur Gérard une étude très documentée et très pénétrante où, utilisant nombre de lettres inédites, il éclaire d'une lumière nouvelle la vie mystérieuse du grand rêveur (3). L'émotion directe qui se mêle à cet ouvrage n'en est pas un des moindres charmes, et en fait un hommage très digne de celui qui en est l'objet.

Il restait à donner une édition définitive des œuvres de Gérard. M. Edouard Champion (4), avec l'aide d'érudits et dévoués collaborateurs, — parmi lesquels M. Jules Marsan — s'est attaché à ce travail auquel la guerre n'a pas encore permis d'aboutir, mais dont nous espérons ne pas être frustrés.

Nul, assurément, ne songera à s'étonner de la sympathique curiosité, de la tendre sollicitude dont se trouve ainsi entourée la mémoire du « fol délicieux ». Par les délicatesses de son âme exquise, son goût de spiritualité et demysticisme, sa belle prose musicale et fluide, sa poésie tantôt émotive et spontanée, tantôt énigmatique et sibylline, l'auteur du *Voyage en Orient*, des *Odelettes*, de *Sylvie*, des *Chimères* ne se distingue pas seulement de tant d'autres Romantiques : il apparaît à notre temps, las de prouesses verbales et de lourd matérialisme, comme un précurseur, un initié véritable rencontré sur le chemin d'un autre Eleusis.

Trois points surtout ont retenu l'attention de ses biographes : ses descriptions du Valois, ses singulières et tristes amours, sa folie mystique. Nous avons sous les yeux les résultats de leur enquête : nous voudrions en fixer quelques-uns

*
* *

Le meilleur titre de Gérard de Nerval est peut-être d'avoir été le poète du Valois « de ce vieux pays où pendant plus de mille ans a battu le cœur de la France ». Elevé au milieu de paysages frais aux eaux limpides et aux brumes légères, de villages baignés de verdure où ses ancêtres maternels vivaient depuis plusieurs générations, cet homme, qu'on a pu avec quelque vraisemblance taxer de germanisme, est avant tout l'évocateur de sa petite patrie. Ecolier, il y revient passer ses vacances. Plus tard, une nostalgie invincible l'y ramène toujours. Au milieu des crises où se débat sa pauvre raison, les souvenirs du Valois lui rendent un peu de sérénité. C'est même alors qu'il les reflète le mieux dans la transparence d'une prose diaphane où se profilent — comme en tel chapitre de la *Bohême Galante* ou surtout dans cette adorable *Sylvie* — de beaux ombrages, des fêtes rustiques, et tel col penchant de jeune fille.

Mais ces descriptions toujours attrayantes sont-elles exactes toujours ? Nous le saurons si nous nous laissons guider par l'érudit et délicat pèlerin qu'est M. Jacques Boulenger. Pas à pas il refait le trajet du poète. Il le suit dans la chaise de poste qui l'emporte la nuit sur la route de Flandre. Il sait mieux que son héros lui-même, toujours distrait par ses rêves, où le postillon doit tourner pour atteindre Loisy, le hameau de cette Sylvie maintenant immortelle. Loisy, Othys, les bords de la Thève, voilà

(1) GAUTHIER FERRIÈRES : *Gérard de Nerval*. Paris. Lemerre. 1906.

(2) JACQUES BOULENGER : *Au pays de Gérard de Nerval*. Paris. Champion. 1914.

(3) ARISTIDE MARIE : *Gérard de Nerval*. Paris. Hachette, 1914.

(4) M. Jules Marsan a déjà édité la Correspondance de Gérard de Nerval. Paris. *Mercure de France*, 1911.

les lieux que parcouraient l'enfant songeur et la brune fillette, si tant est que celle-ci ait jamais vraiment existé. Mais au fait, pouvaient-ils rencontrer la Thève en allant à Othys ? M. Boulenger a tremblé de ne la point apercevoir, car elle coule sensiblement plus haut, mais il s'est rassuré en découvrant qu'elle avait dû modifier son cours et déplacer sa source, tant il est vrai que ce ne sont pas seulement les hommes qui changent !

Gérard raconte qu'il aurait passé son enfance chez son oncle à Montagny. Or, Montagny se trouve à une assez grande distance de Loisy, de l'autre côté de la forêt d'Ermenonville, et cet éloignement rend peu vraisemblable une bonne part du récit de *Sylvie*. Aussi bien — l'avisé critique l'établit d'une manière irréfutable — ce n'est pas Montagny qu'il faut lire : ce nom n'a été introduit que pour dérouter les curiosités : c'est Mortefontaine (1). A Mortefontaine se rapportent les premiers souvenirs du doux vagabond ; là vivaient ses parents ; là coule encore cette fontaine de Neptune et d'Amphitrite qui chanta si longtemps au fond de sa mémoire ; là, dans les bois de Saint-Laurent, se voit toujours le Clos de Nerval d'où il tira son pseudonyme ; là s'étendait le grand parc à l'anglaise de l'intendant Jacques Le Pelletier, passé depuis aux mains de Joseph Bonaparte, puis du prince de Condé et qui rivalisait avec celui d'Ermenonville.

« C'est dans le grand parc de Mortefontaine, écrit M. Boulenger, que Gérard dut souvent rencontrer la petite Sylvie, non loin de quelque grotte où Pan montrait à leurs amourettes sa face barbue de lierre; ce sont ces bois qui ont ombragé leurs promenades et leurs jeux, et leurs silhouettes unies se sont penchées sur ces belles eaux ».

Le parc de Mortefontaine est aussi — à n'en pas douter — le décor de cette fête de l'arc dont on lit dans *Sylvie* le captivant récit et qui se termine par un banquet dans une île, sur un des étangs de la Thève, et non sur la Nonette, comme on pourrait le supposer. Il est difficile de dire si cette fête qu'embellissaient de blancs cortèges de jeunes filles « renouvelés des jours antiques », fut imaginaire ou réelle. M. Boulenger n'a pu identifier ni le lac, ni l'île avec son temple d'Uranie. Du moins est-il certain que les fêtes de l'arc étaient une des cérémonies les plus anciennes du Valois et les plus chères au cœur des habitants. Elles ont survécu à tous les régimes, et elles durent encore.

En dehors de son propre village, du hameau de Sylvie et de hameaux voisins d'Othys, de Plaissy, de Montaby, de Charlepont, Gérard se plaisait encore à visiter Châalis et son château sur la pelouse duquel il avait bien des fois dansé, et son cloître en ruine et sa chapelle aux fresques italiennes qu'il s'étonnait de trouver si libres. Plus volontiers encore allait-il à Ermenonville voir ce fameux domaine dont le marquis de Girardin avait fait le chef-d'œuvre des paysages « de sentiment », et une des plus fidèles images de la sensibilité du dix-huitième siècle. Il y admirait la Tour de la Belle Gabrielle, le Bocage avec son Temple à l'Amour, son Temple aux Loisirs et aux Muses, les ruines du Hameau, le Tombeau de Laure, la Grotte des Naïades et tant de monuments tous plus touchants les uns que les autres, encore épars dans la verdure, et que le marquis avait semés d'inscriptions en vers dans le goût du temps. Plus encore se sentait-il attiré par les souvenirs de Jean-Jacques. Si le pavillon où mourut l'auteur des *Rêveries* était déjà détruit, il restait la maisonnette que M. de Girardin lui avait fait construire au milieu d'un verger qui rappelait celui de Julie à Clarens, maisonnette qui ne fut terminée qu'après sa mort. Il restait le Temple de la Philosophie et surtout l'île des Peupliers dont le sarcophage vide avait abrité « l'homme de la nature ».

Ermenonville, Châalis, Mortefontaine, les Hameaux, voilà le véritable pays de Gérard de Nerval. Il a beau n'y pas être né, et avoir gardé encore quelque place dans son cœur à des villes comme Chantilly, Senlis, Saint-Germain, là est la vraie patrie de son âme. Ces vieilles terres françaises ont façonné son charmant génie, l'ont bercé du refrain de leurs chansons séculaires, et lui-même a, dans ses meilleures pages, ajouté à leur beauté naturelle, je ne sais quelle littéraire et mélancolique beauté. On peut regretter qu'elles ne gardent point sa cendre au creux de quelque vallée amie, comme celle de la Thève qu'il a célébrée, et que les mêmes voix des eaux, de la terre et des bois ne répètent pas sur sa tombe ce qu'elles murmuraient sur son berceau. Du moins son ombre n'a-t-elle pas déserté ces bocages : elle flotte encore dans les vapeurs blanches qui montent des étangs ; ses fidèles la viennent évoquer sur les mêmes routes où sa rêverie s'attarda jadis. Il faut remercier ses biographes d'avoir conduit leurs pas avec une si scrupuleuse exactitude et de n'avoir point laissé s'égarer leur piété.

*
* *

Le Valois a contribué à développer chez l'auteur des *Filles du Feu* et d'*Aurélia* une sensibilité amoureuse fort originale et dont l'histoire propose plus d'une énigme aux patientes recherches de ses ad-

(1) M. Aristide Marie a confirmé cette démonstration.

mirateurs. Elevé dans une atmosphère de légendes et le souvenir de ces fêtes galantes dont rêva peut-être aux mêmes lieux l'exquise fantaisie de Watteau, entouré d'autre part et choyé par les fillettes des villages voisins, dont beaucoup sont ses parentes et qu'il appelle Sélénie, Fanchette, Héloïse, Sylvie, il s'éveille précocement à la poésie et à l'amour, et tout de suite il les confond. De là son goût de l'irréel « des formes vagues et des fantômes métaphysiques ». Aux pieds de la petite Héloïse « la première qui, raconte-t-il, lui fit connaître la douleur », il se croit le Tasse aux pieds d'Eléonore. C'est dans une extase toute spirituelle qu'il attend l'amante idéale que son imagination se plaît à encadrer d'un décor féerique. Bien plus : ce lointain disciple de Pythagore croit à la migration de l'âme dans des corps divers qu'elle affecte cependant de contours analogues. Son hommage pense toujours s'dresser à la même femme, qu'il remonte dans le passé jusqu'à la reine de Saba, ou s'arrête à la forme vaporeuse d'Adrienne ou à celle plus précise d'Aurélie. Au reste, devant les objets reels de ses rêves — quand ils existent — il fait preuve d'une timidité, d'une soumission, d'un scrupule dont il est à présumer qu'on lui sut peu de gré.

Sylvie, celle de ses œuvres où il s'est le mieux exprimé, pose le problème de sa vie sentimentale. Résumons-en l'émouvant récit. Gérard conte que dans sa jeunesse, tel soir de fête, devant un vieux château du Valois, la jeune châtelaine, de famille royale, « une blonde grande et belle qu'on appelait Adrienne » vient se mêler aux danses des jeunes filles. Un moment, comme elle se trouve en face de lui au milieu du cercle, il doit lui donner un baiser qu'il n'oubliera plus. Elle chante ensuite pour rentrer dans la ronde, et il la couronne de lauriers cueillis au parterre du château. Puis elle disparaît, laissant dans son cœur « un amour impossible et vague, source de pensées douloureuses », et quand il va rejoindre Sylvie jusque là l'objet de ses soins et la compagne de ses jeux, il trouve celle-ci tout en larmes. Il aurait appris dans la suite que la blonde jeune fille était morte religieuse dans un couvent des environs. Or, un soir, il crut la reconnaître dans un théâtre de chant, sous les traits d'une actrice. « Et si c'était la même ? » se demandait-il. Il réussit à s'introduire près de cette femme ; il parvint à la conduire devant le même château, sur la même pelouse où lui était apparue Adrienne, lui avoua son doute que l'actrice n'éclaircit point et qui lui valut sa disgrâce : « Vous ne n'aimez pas, dit-elle. Vous attendez que je vous dise : la comédienne est la même que la religieuse. Vous cherchez un drame, voilà tout, et le dénouement vous échappe. Allez, je ne vous crois plus ».

Il était sans doute délicat de distinguer en cette histoire la part de la fiction et celle de la réalité. M. Aristide Marie s'y est appliqué dans son bel ouvrage et, croyons-nous, y a réussi.

Nul doute qu'il ne faille prendre à la lettre tout ce que dit Gérard en ce charmant récit. Sa Sylvie elle-même, la petite dentellière de Loisy, qui semble si vivante et si vraie, apparaît comme une synthèse de toutes ses amours enfantines. Nous le savons par une de ses lettres, ce n'est pas elle qui dans une promenade à Othys lui fait revêtir les habits du noce de son oncle tandis qu'elle s'habille elle-même avec les robes à falbalas de sa tante : la scène se place à Saint-Germain et l'héroïne en est « la douce Sidonie ». Le couvent où il veut qu'Adrienne se soit retirée est facile à identifier : c'est celui de Saint-Sulpice-du-Désert, mais il n'ignorait pas plus que nous qu'il était depuis longtemps désaffecté et n'avait jamais d'ailleurs abrité que des moines.

Adrienne elle-même est-elle autre chose qu'une Muse du Valois en qui aurait tout à coup pris corps, le parfum des forêts ou le chant des fontaines ? Une phrase a éveillé l'attention perspicace de M. Aristide Marie : « Madame de Feuchères, écrit Gérard, était la seule qu'ils eussent vue aussi imposante et aussi gracieuse dans ses saluts ». Madame de Feuchères, s'est-il demandé, ne serait-elle pas à l'origine de cette adorable figure d'Adrienne.

M. Jacques Boulenger ferait sans doute quelque difficulté d'accepter cette hypothèse. Il doute que l'auteur de *Sylvie* ait jamais vu cette célèbre Sophie Dawes qui, sortie des plus bas fonds de Londres, devint la maîtresse du duc de Bourbon. Il en trace un portrait à la vérité peu avantageux : « Les contemporains de la dame, écrit-il, s'accordent à nous la représenter comme une virago grosse et carrée, beaucoup plus semblable à une harengère qu'à rien autre, et dont le poing était redoutable non moins que la voix solide, comme ne l'ignorait pas le vieux prince, son amant ».

Les charmes de Madame de Feuchères sont sujets à discussion. M. Aristide Marie la voit, en effet, sous un meilleur jour : « Un port majestueux, écrit-il, une aisance de reine, le charme étranger de sa fraîche beauté anglaise, l'empressement galant de ces vieux seigneurs, tout avive autour d'elle la curiosité et l'intérêt ». Les portraits qu'il publie semblent lui donner raison. Mais au fait, eût-elle été laide, sa laideur ne ferait qu'attester la puissance d'illusion de Gérard, et ne prouverait nullement qu'elle n'ait pas été l'original d'Adrienne.

Aussi bien, l'hypothèse s'appuie sur de sérieuses raisons. Madame de Feuchères ne s'appelle pas Adrienne, mais elle est baronne Adrien de Feuchères. Elle est blonde aussi. On la disait fille naturelle du duc de Bourbon, et Gérard a pu croire ainsi que le sang des Valois courait dans ses veines. Qu'elle ait fait sur lui une impression vive, on n'en peut douter puisqu'aux pires instants de sa folie il ne parlera de rien moins que de l'épouser sur l'heure. Si elle ne s'est pas retirée au couvent de Saint-Sulpice-du-Désert qui n'existe plus, du moins les dépendances de ce couvent lui servent-elles de retraite avec le domaine de Mortefontaine, après la mort de son protecteur. Nous savons enfin qu'elle aimait à se mêler aux fêtes populaires et même à y chanter de larmoyants couplets. « Tour à tour dame des légendes ou princesse de féeries, écrit M. Aristide Marie, elle apparaissait sur les scènes de verdure ou les pelouses des grands parcs comme une reine de la nuit dont les lignes opulentes n'étaient pas sans beauté ». Il est au moins très vraisemblable qu'elle se soit ainsi manifestée aux yeux éblouis de l'enfant poète.

Quant à l'actrice dont nous entretient le récit de *Sylvie* et qui recevra le nom poétique d'Aurélie, elle s'identifie à Jenny Colon qui remplit jadis de sa gloire éphémère les Variétés et l'Opéra-Comique, et inspira à Gérard la plus funeste passion. Dès qu'il l'a vue et a reconnu dans cette autre blonde les traits d'Adrienne, il fait deux parts dans sa vie, « l'une ouverte, consacrée à ses amis, pleine de verve et de gaîté, l'autre secrète, réservée au culte de son idole mystérieuse ». Celle-ci finit, hélas, par absorber le meilleur de son temps, de sa peine et de son argent. C'est pour elle, pour célébrer sa gloire et sa beauté qu'il fonde *Le Monde Dramatique*, une revue où il engloutit la petite fortune qu'il tenait de ses grands-parents, pour elle qu'il compose le scénario, d'ailleurs médiocre, de *Piquillo* que signe Dumas, pour elle enfin, du moins en s'adressant à elle, qu'il écrit les émouvantes lettres publiées à la suite d'*Aurélia*, son dernier ouvrage.

Tant d'hommages furent-ils du moins récompensés? Question d'autant plus difficile à résoudre que les contemporains se contredisent sur ce point. D'après Maxime du Camp, qui prétend rapporter un propos de l'actrice tenu à Théophile Gautier, celle-ci aurait tout ignoré de la passion de Gérard. Mais Gautier lui-même déclare ne rien savoir. Ici encore M. Aristide Marie nous semble avoir émis les hypothèses les plus plausibles.

Il s'appuie sur le seul document qui présente un intérêt sérieux : les lettres de Gérard à la cantatrice. Celui-ci en a inséré une dans sa nouvelle d'*Octavie* et publié cinq autres dans la *Sylphide*, en en déguisant l'origine et le caractère. Après sa mort, ses amis en glissèrent dix nouvelles dans *Aurélia* où leur place semblait marquée. Depuis, en 1902, Sardou publia dans la *Nouvelle Revue* une suite de dix-huit lettres plus complètes et où rentrent la plupart des précédentes.

La question est de savoir s'il faut accorder une importance biographique à ces documents auxquels l'auteur donnait lui-même une destination littéraire. Mais ils présentent un tel accent de vérité et Gérard invente si peu pour l'ordinaire, que le doute ne semble guère permis.

D'après ces lettres, qui en supposent d'autres antérieures, le timide amoureux aurait longtemps adoré son idole en silence — ce qui concorde avec d'autres témoignages — et ne se serait déclaré qu'à l'occasion de son drame : *Piquillo*. Il aurait trouvé longtemps la jeune femme, pourtant peu farouche, indifférente à son égard, ou en tout cas « bien cruellement raisonnable », encore qu'il condescendît à abdiquer toute jalousie. Puis, quelque espoir lui aurait été donné, et après mainte alternative d'exaltation et d'abattement, il aurait, « pendant quelques semaines, quelques mois peut-être, connu l'ivresse décevante d'une rapide liaison ». Il est difficile, en effet, d'admettre, avec M. Jacques Boulenger, que ses actions de grâces si ardentes n'accusent que de très menues faveurs. D'où viendrait en outre le tutoiement subit que révèle tel fragment de lettre, et dans une autre l'allusion à sa lune de miel ?... Il est sûr du moins que, s'il fut heureux, il ne le fut pas longtemps : une rupture, dont le motif nous échappe, éloigna l'amant, et Jenny Colon ne tarda pas à épouser le flûtiste Leplus, celui-là même qui est présenté dans *Sylvie* comme « un ancien Dorante des comédies de Marivaux » et « un jeune premier ridé ». Gérard ne la reverra qu'une fois en Belgique, mais plus rien dès lors — pas même le sourire de femmes séduisantes comme cette Marie Pleyel rencontrée à Vienne — ne pourra réveiller son cœur incurablement blessé.

Comment n'être pas tenté de relever, à propos de ces tristes amours, la flagrante disproportion qui ne manque guère de se produire, pour ces imaginatifs amants, que sont les poètes, entre la beauté de leur rêve et le mérite de celles qui en sont l'objet? C'est une pratique aventurière comme Sophie Dawes, ramassée à Londres par les pourvoyeurs du duc de Bourbon, qui devait devenir l'Adrienne idéale et à peine terrestre de *Sylvie*. C'est une actrice à l'âme positive et commune, qui, transformée en Aurélia somptueuse, devait hanter jusqu'au dernier jour l'âme désespérée du rêveur morbide.

On n'en aperçoit que mieux quel poète de l'amour il convient de saluer dans ce mystique. Telles pages de *Sylvie*, d'*Aurélie*, des *Lettres* comptent parmi les plus belles de la littérature amoureuse de tous les temps. Où trouver plus d'émotion, de délicatesse, de spiritualité, don plus éclatant d'illusion divine, pouvoir plus grand de cristallisation? Il est temps de restituer sa place à ce doux enchanteur : elle est à côté de Dante et de Pétrarque dans le ciel des amants qui portent la lyre.

*
* *

La rupture avec Jenny Colon, qui se place vraisemblablement en 1837, clôt pour son candide adorateur la période brillante de la jeunesse. Elle jette dans sa vie morale un trouble profond. Dès lors, l'ombre de la folie va s'allonger de plus en plus sur cette intelligence trop encline au rêve. Mais elle n'apparaît pas tout d'un coup. La folie de Gérard n'est pas le résultat d'un accident, mais l'aboutissement de son passé le plus lointain, le funèbre épanouissement de son mysticisme : elle est lui-même encore, et il a su, en la racontant, lui donner un suprême attrait.

Les paysages tant chéris du Valois, tels qu'ils s'offrent à l'enfant et à l'adolescent sous leurs voiles de brumes et de légendes, déposent en son âme « les premières semences mystiques ». Ne l'invitent-ils point à leur manière à laisser couler la vie, à la rêver au lieu de la vivre ? A leur influence dissolvante s'en ajoute une autre plus pernicieuse : celle des Illuminés du dix-huitième siècle auxquels il consacrera l'un de ses ouvrages. Le romantisme n'apparaît pas brusquement : il a des sources lointaines que l'on découvre tous les jours. M. Aristide Marie nous en révèle une, en marquant fortement sur l'écrivain qu'il étudie l'empreinte de cet occultisme en honneur dans l'ancienne société finissante et qui, au milieu des ruines accumulées par la philosophie, atteste sous une forme bizarre l'éternel besoin religieux. Quelques-uns des maîtres de cette science obscure, Cagliostro, Mesmer, le Comte de Saint-Germain, avaient hanté les ombrages d'Ermenonville, mêlant de confuses tendances panthéistiques à la religion de la nature que prêchait Rousseau. Le jeune rêveur de Mortefontaine dévore leurs livres, découverts dans le grenier de son oncle, et auxquels s'ajoutent vraisemblablement ceux du Marquis d'Argens, de Saint-Martin, de l'abbé de Villars et surtout du théosophe suédois Swedenborg qui devait tenter aussi la puissante imagination de Balzac. Il remonte par eux aux grands Initiés du monde antique, à Pythagore et surtout à cet Apulée en qui il voyait un ancêtre spirituel et dont la destinée semble avoir contribué dans quelque mesure à déterminer la sienne. Il prend de bonne heure dans leur commerce l'idée d'une communion avec le monde invisible et celle de la migration des âmes qui devait — nous l'avons vu — peser d'un poids si funeste sur sa vie amoureuse.

Cette originale formation le distingue sensiblement du groupe littéraire auquel il se mêle avec toute l'ardeur de sa jeunesse et particulièrement de son truculent ami, Théophile Gautier. Le monde extérieur existe pour lui moins que le monde intérieur. M. Aristide Marie définit très bien son romantisme « un romantisme puisé aux sources mystiques du dix-huitième siècle, et qui laissera loin en arrière les vagues ardeurs idéalistes de ses contemporains, un appétit d'irréel et d'extra-terrestre bien autrement profond que les paroxysmes de surface de ses frères de lettres ».

Les idées mystiques sont une part de son génie, mais elles resserrent de plus en plus leur étreinte. Non seulement elles lui font chercher dans les amours humaines la réalisation d'on ne sait quelle chimère, mais elles le précipitent dans les amours purement imaginaires, les divagations de l'esprit, les incessants déplacements et surtout la perpétuelle hantise de la mort.

Après des voyages en Allemagne, à Vienne, en Belgique, par lesquels il cherche peut-être à donner le change à ses déceptions amoureuses, il subit en 1841, les premières atteintes d'une folie que M. Aristide Marie caractérise par les visions extatiques, la méconnaissance des perceptions, la conscience d'une force surhumaine ou exagération du moi, le dédoublement de la personnalité. Ces phénomènes nécessitent son internement dans une maison de Montmartre, dirigée par le docteur Esprit Blanche. Pour parler comme lui, le rêve s'est épanché dans sa vie. Cet état ne lui paraît pas sans charme. « Il y trouve, dit son biographe, l'asile nostalgique où reviennent nous visiter les âmes que nous avons aimées dans cette vie ou dans une autre existence, où les suaves figures réfléchies par nos mémoires antérieures se ravivent en leur fraîcheur première sur le miroir terni du souvenir ». A peine en est-il sorti qu'il apprend la mort de Jenny Colon, qu'il avait d'ailleurs pressentie. Il reporte sa pensée à l'éternelle Isis « la mère et l'épouse sacrée ».

Cet amour de rêve, hérité d'Apulée, succède, sans le détruire, à son amour tout humain pour la cantatrice. Aussi bien est-il une manifestation nouvelle, mais non pas essentiellement différente de son éternel besoin d'adoration mystique. C'est lui, c'est sa poursuite inlassable de toutes les théogonies qui le conduit sur les voies sacrées de l'Orient. Il visite le

Caire et se fait décrire dans la pyramide de Chéops les épreuves de l'initiation au culte d'Isis ; à Beyrouth, il se fait initier au culte des Druses par un scheik dont il pense un moment épouser la fille ; à Constantinople enfin il s'associe au Ramazan, ce carême de l'Islam. Point d'étape où ne s'accuse sa curiosité très moderne des religions. « Je me suis senti païen en Grèce, écrit-il, musulman en Egypte, panthéiste au milieu des Druses, et dévot sur les mers aux astres dieux de la Chaldée ». Il pourra répondre sans trop d'ironie à qui lui reprochait de n'avoir pas de religion : « Pas de religion, moi ! allons donc ! J'en ai dix-sept... au moins ». Il se plaît à les réunir dans un syncrétisme original, constatant « que ce fut toujours une admirable pensée théogonique que de présenter à l'adoration des hommes une Mère céleste dont l'enfant est l'espoir du monde ».

Hélas ! sous son large front « tant de théogonies et de philosophies prirent place que la coupole se fêla (1) ». Après son voyage en Orient, la misère s'ajoute à tant d'autres causes pour faire de lui une proie facile dont la folie va s'emparer définitivement cette fois. En 1851, une crise l'immobilise pendant un mois. Le fantôme d'Aurélia revient l'obséder. Il erre au hasard autour de Paris, et jusqu'en ses chers villages de Mortefontaine, Châalis, Ermenonville, en des promenades hallucinées d'où il rapporte en 1853 cette *Sylvie* qui est le joyau de son œuvre, à laquelle il a travaillé pendant un an et où il a su mettre tout ce que son cœur contenait de fraîche émotion. A peine a-t-elle paru qu'un nouvel accès le fait conduire à la maison de Passy que dirige le docteur Emile Blanche, le fils de celui qui l'avait autrefois soigné. Les mêmes phénomènes mentaux déjà signalés réapparaissent ; d'autres s'y ajoutent comme le délire de la culpabilité, l'exagération des fautes et des remords. Puis, après un suprême voyage en Allemagne, c'est un nouvel internement qu'abrègent cette fois son impatience et aussi l'imprudente pression exercée sur le docteur Blanche par la Société des Gens de Lettres. Dès lors, plus errant que jamais, hanté par l'idée de la mort, il est trouvé pendu par un matin de janvier 1855 au soupirail d'une impasse du vieux Paris aujourd'hui disparue, la rue de la Vieille Lanterne.

Sur ces dernières phases de détresse intellectuelle, il a laissé deux curieux témoignages, sans analogues, croyons-nous dans l'histoire de notre littérature : les Sonnets des *Chimères* et les feuillets inachevés d'*Aurélia*. « La Muse, disait-il, est entrée dans mon cœur comme une déesse aux paroles dorées ; elle s'en est échappée comme une Pythie en jetant des cris de douleur ». Nous avons ces cris de douleur, si troublants et pathétiques en leur obscurité, où Symbolistes et Décadents peuvent reconnaître un Précurseur, et qui attestent jusqu'au bout des préoccupations religieuses. Mais que dire d'*Aurélia* ? Ce poème en prose de la folie mériterait d'être plus connu. C'est l'appel sanglotant d'un autre Orphée à une Eurydice à jamais perdue. Quelques vagues espérances chrétiennes apparaissent comme des baies lumineuses ouvertes sur des ténèbres désolées. Le cauchemar et l'extase y alternent et la voix du poète y prend je ne sais quel accent lointain qui la fait paraître d'un autre monde. Ceux que séduit l'étrange et qui éprouvent devant l'inintelligible une sombre attirance doivent saluer ce passager des fleuves funèbres qui tend à leur soif de mystère la coupe bizarrement ciselée qu'il a remplie au flot de l'Achéron.

Pour qui a suivi dans le livre de M. Aristide Marie l'évolution de la folie de Gérard, sa mort apparaît comme un dénouement logique, et l'hypothèse du suicide est seule acceptable. Avant même sa rupture avec Aurélie, la pensée de la mort venait le solliciter à intervalles presque réguliers. « Mourir ! grand Dieu ! écrivait-il à la cantatrice, pourquoi cette idée me revient-elle à tout propos, comme s'il n'y avait que la mort qui fut l'équivalent du bonheur que vous promettez? » Après sa dernière sortie de la maison du docteur Blanche, cette pensée se fait plus pressante. « Je n'aime plus le vin de la vie », confie-t-il à ses amis, et dans un dernier sonnet il compose son épitaphe. Les feux du couchant lui semblent monter vers les cieux comme un chemin splendide et qui le convie. Les quelques idées chrétiennes que réveille en lui le souvenir d'Aurélia ne sont pas de force à lutter contre la funèbre obsession. Sa fin ne peut donc nous étonner. Plus encore qu'aux sombres perspectives de misère matérielle et de naufrage intellectuel, il faut l'attribuer à « cette nostalgie du monde invisible » (1), pour lequel il ne cessa de se consumer. Il alla rejoindre ses chimères.

*
* *

Nous nous sommes complu à retracer, en nous aidant des beaux ouvrages de MM. Aristide Marie et Jacques Boulenger, quelques aspects du plus modeste des Romantiques, et non certes du moins captivant. Poète du Valois, poète de l'amour, poète de sa propre folie, tel nous aimons à l'évoquer. Nous souhaiterions qu'on lui fît enfin sa place dans nos

(1) Théophile Gautier.

(1) Paul de Saint Victor.

histoires de la littérature et les anthologies destinées à la jeunesse de nos écoles. Il n'y figure point, ou si l'on daigne l'y nommer, c'est comme intermédiaire entre la France et l'Allemagne, ce qu'il fut peut-être dans une mesure discutable, mais ce qui n'est certainement pas son meilleur titre à notre attention. Ah ! s'il avait été académicien ou même, comme Manuel, inspecteur général... Mais son talent, à certains égards si classique, n'a rien d'officiel. Combien nous le préférons ainsi !

MAXIMILIEN RUFFENOIR.

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

LA CONFÉRENCE DE LONDRES ET L'AVÈNEMENT DES FINANCIERS

On n'a pas pu lire, ces jours-ci, sans un certain agacement les dithyrambes de la grande presse quasi-officieuse sur les protocoles de Londres, non plus que les paroles triomphales, ou du moins naïvement satisfaites, que l'on a prêtées aux négociateurs. Le plus qu'on puisse dire à la louange de cette dernière conférence — sera-ce vraiment la dernière? — c'est qu'elle s'est terminée dans sa première phase avec un minimum de dégâts, et qu'on pouvait s'attendre à pire. L'excuse des négociateurs qui ont accepté cette mutilation du traité de Versailles et cette réduction de nos droits, c'est que le plan Dawes étant accepté, il fallait chercher à l'appliquer loyalement, sous peine de nous mettre à dos le monde entier. Peut-être même ce plan Dawes peut-il être considéré comme un moindre mal. « C'est notre dernière chance d'arriver à un règlement international, et de toucher quelque chose, bien peu de chose, des réparations qui nous sont dues », disait-on. Peut-être, en effet, eût-il été aventureux de continuer seuls, la politique de coercition alors que l'Allemagne se sentait soutenue par l'Angleterre et par les forces économiques internationales. Les fautes datent de loin et dans le règlement médiocre auquel il semble arriver, M. Herriot aura toujours une excuse : il s'est trouvé devant une terrible liquidation. Sans doute, quand il s'en est chargé d'un cœur léger, n'avait-il pas vu ce qui l'attendait.

Le résultat auquel il *semble* arrivé ! Peut-être en effet n'est-ce qu'une apparence, car l'optimisme officiel auquel on s'abandonne à l'heure où j'écris repose sur l'acceptation puis l'exécution, de bonne foi, des conventions par les Allemands. Avons-nous tant de raisons de mettre notre confiance dans cette hypothèse? Et déjà ne voyons-nous pas les négociateurs de Berlin s'essayer de leur mieux à brouiller les cartes?

En gros, la situation est aujourd'hui celle-ci. Après une discussion de plus de quinze jours les puissances se sont entendues : 1° sur la réforme de la Commission des réparations, qui, pour la constatation des manquements, sera accrue d'un délégué américain ; 2° sur la procédure devant être suivie pour la constatation des manquements de l'Allemagne ; 3° sur la procédure relative aux sanctions ; 4° sur les garanties à édicter pour réprimer les manœuvres allemandes contre le transfert des fonds de réparations ; 5° sur le fonctionnement des réparations en nature. Reste à savoir si l'on aura la force et la volonté commune d'imposer ce programme aux Allemands.

Toujours est-il qu'on n'y est pas arrivé sans de nombreuses concessions, et il est tout de même un peu abusif de représenter comme une victoire française le fait que la France, allant au-devant des désirs de la Grande-Bretagne, a accepté de se soumettre, dans des questions d'un intérêt vital, à l'arbitrage de certains organismes internationaux dont l'impartialité peut être douteuse. Mais, quand on songe au gâchis qui eût résulté d'un échec complet de la Conférence, on peut se résigner à ce résultat.

Résignation ! on ne peut pas employer d'autre mot quand on a encore dans l'esprit le souvenir de nos grands espoirs de 1918. Cependant, certaines personnes se félicitent sans arrière-pensée, et sont en droit de se féliciter. M. Logan a déclaré : « Rien de plus important n'a été fait depuis le traité de Versailles », et tous les financiers anglo-américains sont de cet avis. Parbleu ! Le 1er Août 1924, date historique, marque l'abdication des Etats souverains de l'Europe entre les mains de la force qu'ils représentent.

***

Cette abdication fut longuement et savamment préparée, mais les circonstances y ont aidé.

Du moment que les puissances victorieuses se reconnaissaient impuissantes à imposer la solution *politique* du problème des réparations, qui était à la base du traité de Versailles, il était évident, en effet, qu'elles devaient accepter la commercialisation de la dette allemande ; c'était la seule façon de toucher quelque chose. Et, en admettant la commercialisation de la dette allemande, on se mettait entre les mains de ceux qui contrôlent le commerce du monde, qui détiennent le marché de l'or, les financiers d'Angleterre et d'Amérique, ou, plus exactement encore, de cette classe financière internationale qui, sous le couvert de la démocratie, gouverne le monde entier. Depuis les premiers abandons de Spa, tout ce qui est arrivé depuis

pouvait se prévoir. A Spa déjà, par la bouche de M. Stinnes, le plus orgueilleux des vaincus, les financiers avaient parlé haut ; à Londres, ils ont posé leurs conditions. Eux, simples particuliers, ils se sont adressés aux Etats de puissance à puissance. Pour réaliser le plan Dawes il fallait d'abord conclure l'emprunt de 800 millions de marks or destiné à rétablir les finances allemandes : ils ont réclamé des gages et d'abord la certitude qu'aucun souci politique, aucune vaine question de sécurité ou d'amour-propre national ne viendraient jamais gêner leurs affaires. Cela vous a étonnés, indignés. Oh ! naïfs. Pourquoi voulez-vous que les gens de *Wall Street* comprennent vos scrupules de vieux peuples à civilisation juridique ? les affaires sont les affaires....

Il y a quelque trente ans, un historien américain, M. Brooks-Adams, publiait un curieux livre qu'il intitulait : *La loi de la civilisation et de la décadence*, vaste esquisse d'une philosophie de l'histoire, un peu confuse, un peu paradoxale, mais pleine de vues intéressantes et de conceptions fécondes. L'idée centrale de son ouvrage, c'est que les sociétés humaines ont d'abord pour ressort la crainte, et donnent la puissance au type religieux, guerrier et artiste. Puis, à mesure que les sociétés se consolident et se centralisent, la crainte fait place à l'avidité, et le type social dominant, ce n'est plus ni le prêtre, ni le guerrier, mais le marchand, ou sa forme sublimée, le banquier. Sous son pouvoir, l'imagination s'étiole, le sang guerrier s'appauvrit et disparaît, et c'est Rome à la fin de l'Empire, et c'est Byzance. Ce sont des sociétés tellement centralisées que deux types économiques extrêmes seuls y peuvent vivre : « l'usurier, sous son plus formidable aspect, et le paysan, au système nerveux si résistant qu'il prospère en dépit des plus grandes privations ».

En réfléchissant à ce qui vient de se passer à Londres, je n'ai pu m'empêcher d'évoquer le souvenir de cette ancienne lecture. En serions-nous venus à ce point de la civilisation... ou de la décadence? Le spectacle du monde est bien fait pour imposer cette créance. L' « Etat-Nation », forme politique issue de la Révolution et dont les Parlements sont les agents d'exécution, a fait preuve partout d'une impuissance totale à résoudre les immenses problèmes issus de la guerre. Cela tient à ce que l'institution parlementaire a dégénéré? Sans doute, au moins dans une certaine mesure, mais cela tient surtout à ce que ces problèmes sont moins des problèmes politiques que des problèmes économiques. En multipliant leurs besoins, les hommes sont devenus les esclaves de cette chose magnifique et monstrueuse qu'est l'industrie moderne. (Remarquez que la grande industrie, la métallurgie, par exemple, en est arrivée à ce point de ne plus fonctionner pour satisfaire des besoins, mais pour en créer). Ses nécessités, ses exigences dominent tout, et ce n'est pas seulement en Allemagne que ce qu'on appelle la féodalité industrielle impose ses volontés aux Parlements, en apparence les plus démocratiques. Mais pour vivre, l'industrie, qui est soumise à toutes sortes de fluctuations à besoin de crédit : elle devait donc fatalement tomber dans la dépendance des maîtres du crédit, des banquiers. Le développement des sociétés anonymes n'a-t-il pas fait que toutes les grandes usines sont, comme on dit, sous le contrôle des groupes financiers? En Amérique, où ce régime ploutocratique s'étale avec le plus de franchise, tel trust bancaire a la métallurgie, tel autre les chemins de fer, tel autre le pétrole. Et l'on a vu en Allemagne qu'un Hugo Stinnes a failli mettre la main sur l'Etat.

Cette toute puissance de la grande finance, ou, si vous voulez, du grand capitalisme, se constituait déjà avant 1914 — elle se prépare depuis un siècle — mais la guerre, en détruisant d'immenses stocks de richesse accumulée, et en décimant ce qui restait dans nos races d'éléments guerriers, l'a brusquement accrue dans des proportions colossales. L'expansion coloniale et le développement des moyens de transport l'ont fait rayonner sur le monde entier. Que sont nos Parlements, nos principes juridiques et politiques, nos Etats eux-mêmes, devant cette force anonyme, insaisissable et mystérieuse, qui peut condamner tout un peuple à mourir de faim? Au lendemain de la guerre, nous nous sommes trouvés devant un immense problème de ravitaillement ; il a bien fallu s'adresser à ceux qui, détenant l'or du monde, pouvaient seuls entreprendre de le résoudre. Or, conduits par l'implacable instinct du type usurier, les maîtres du monde nouveau ont laissé les malheureuses nations victimes de la guerre piétiner, tâtonner et patauger pendant quatre ans ; ils ont attendu l'heure où, sous l'action de la lassitude et de l'énervement, elles se résigneraient à n'espérer d'autre secours que celui qu'ils pourraient leur donner en en tirant profit. Cette heure est arrivée : elle a sonné à Londres à l'horloge du Stock-Exchange... M. Logan a raison : rien de plus important ne s'est produit depuis le traité de Versailles ; peut-être même cette victoire de la finance internationale sera-t-elle plus importante aux regards de l'histoire que le traité de Versailles.

***

Mais il faut porter la vue assez loin dans l'avenir pour se rendre compte du danger d'un tel évènement. Ceux qui vivent dans la crainte d'une nouvelle guerre, et qui mettent au-dessus de tout l'espérance d'une paix immédiate et du désarme-

ment, ne craignent pas de se réjouir. Un écrivain politique belge, qui ne manque ni de talent, ni d'information, M. Richard Dupierreux, écrivait ces jours derniers dans un journal hebdomadaire, *L'Horizon*, ces lignes significatives.

Quand on considère cette industrie (l'industrie allemande dont M. Dupierreux vient de dépeindre la renaissante et redoutable puissance) au point de vue de ses rapports avec celle des autres nations, on est frappé d'une solidarité très étroite qui, par-dessus les frontières, relie les divers pays naguère engagés dans une effroyable bataille. La fraternité internationale des capitalistes et celle des travailleurs ne sont pas exclusivement sentimentales, politiques ou égoïstes. Elles correspondent aux nécessités réciproques des divers pays. Pour parler plus net et prendre un exemple plus pratique, la France a besoin de charbon allemand et l'Allemagne a besoin de fer français. Dans le jeu de ces nécessités, nous intervenons largement et l'Angleterre n'y est pas étrangère. *Si l'on veut baser la paix, non point sur des mots, mais sur des faits, il est temps de songer résolument à une vaste entente économique, qui mêlerait les intérêts français, belges et allemands, sans que la possibilité d'un accord ultérieur avec les Anglais soit cependant exclue, par des conventions réglant la production et les commandes ; il est temps surtout de créer une telle interpénétration des capitaux que ceux qui, dans les divers pays, en sont les détenteurs, ne puissent désormais songer à déclencher une guerre sans que, du même coup, ne leur apparaisse, comme une certitude, un désastre financier personnel. La solution du problème de la sécurité est là, beaucoup plus qu'à la pointe des baïonnettes.*

Cette politique fut proposée à la fois à M. Poincaré (1) et à M. Jaspar en septembre 1923, par M. Ugo Stinnes. Le grand industriel allemand eût voulu voir se développer les accords de la *Micum*, dans le sens d'une entente générale, qui eût permis le règlement simultané de toutes les grandes questions qui restent en suspens. La Belgique eût été disposée à engager des pourparlers dans ce sens, mais le président du Conseil français s'y est formellement opposé. Ce refus, qui coïncide avec toutes les erreurs commises par M. Poincaré au moment de l'abandon de la résistance passive, restera l'une des fautes les plus graves que l'histoire enregistre au passif de l'année de la Ruhr.

Est-il trop tard pour négocier encore? Je ne le pense pas. En février, les industriels allemands témoignaient encore de dispositions favorables. Les ombres de Rathenau et de Stinnes ne les avaient pas encore quittés. Il conviendrait pourtant, après tant de jours perdus, de ne point gaspiller encore ceux qui nous restent.

Il est grand temps de faire une paix plus profonde.

Oui, il est grand temps de faire une paix profonde, mais n'est-ce pas la payer bien cher que de soumettre sans résistance l'Etat moderne au pouvoir sans contrôle d'une puissance aussi complètement dénationalisée que la grande finance mondiale? Solidarité des industries, solidarité des finances, fort bien ; mais que vaudront les intérêts des peuples auprès d'une telle coalition d'intérêts particuliers? C'est l'abdication de l'État nation devant une force étrangère dont la tyrannie peut devenir d'autant plus odieuse qu'elle sera anonyme. L'avidité du type économique n'a pas de limite, et l'histoire des aristocraties mercantiles, des plutocraties, montre qu'il est incapable de cette générosité, de ce sens de ce qui est humain, qui, seul, permet de fonder les choses qui durent. Peut-être M. Poincaré a-t-il manqué d'audace et de décision en septembre 1923, mais il semble que son instinct de juriste français ait été clairvoyant quand il refusa d'entrer dans les vues de Stinnes. Peut-être a-t-il senti que c'était s'avouer vaincu. La France s'étonne d'avoir toujours trouvé contre elle la coalition occulte des grands intérêts financier internationaux : c'est que la France, pays de petits propriétaires individualistes, est peut-être la seule nation de l'Europe dont la finance ne soit pas la maîtresse absolue. Elle ne se targue pas toujours d'idéalisme, mais elle croit à la valeur des idées désintéressées ; elle croit même à l'idéal démocratique, au point de se laisser quelquefois griser par les grands mots sonores pour lesquels tant de braves gens se sont fait tuer depuis un siècle. C'est pourquoi elle gêne dans un monde où l'on a fait, des affaires, un idéal. Le temps est-il venu pour elle de se soumettre à l'inévitable et de capituler devant ceux qui peuvent acheter le monde et qui l'achètent? Il y a tout de même quelque noblesse à faire une dernière résistance ; quelque noblesse et quelque profit, car cette résistance impose encore quelque respect aux vainqueurs d'outre-Atlantique...

Et si encore cette interprétation des intérêts, cette solidarité des capitaux par-dessus les frontières assuraient vraiment la paix profonde ! Mais le précédent de 1914 ne montre-t-il pas que quand la classe industrielle croit la guerre utile à ses intérêts, elle n'hésite pas à la faire, au risque de bousculer certains intérêts particuliers. Il y a des solidarités industrielles, mais il y a aussi des antagonismes. Et puis, qu'on y songe : cette paix par les affaires dont on rêve ne manquerait pas d'accélérer encore la concentration des capitaux, et de rejeter vers le prolétariat toute l'actuelle classe moyenne pour en faire les cadres de la Révolution. Et c'est là l'autre danger...

L. DUMONT-WILDEN.

(1) Dans une note publiée par l'*Éclair* le 9 août, M. Poincaré a fait démentir en ces termes l'information de M. Dupierreux :

— Où M. Richard Dupierreux qui, ne l'oublions pas, n'a jamais été favorable à l'occupation de la Ruhr, a-t-il bien pu prendre pareils renseignements ? Hugo Stinnes n'a jamais proposé ni fait proposer à M. Poincaré, ni directement ni indirectement, aucun programme relatif aux réparations. Il n'avait, à vrai dire, aucune qualité pour cela. Quant au gouvernement allemand qui, lui, avait qualité, il n'a rien proposé non plus, loin de là... La vérité est que Hugo Stinnes a approché des industriels et des hommes politiques français, *tout à fait en dehors du gouvernement*, et qu'il leur a parlé d'accords privés possibles entre les industriels français et allemands, mais sans qu'il fût aucunement question de la réparation de nos dommages.

LA PHILOSOPHIE

TROIS NOUVEAUX TRAITÉS DE PSYCHOLOGIE (1)

Nous ne possédions en France aucun grand traité de psychologie. M. Georges Dumas a voulu combler cette lacune. De quoi nous devons lui savoir beaucoup de gré, car l'abondance des études spéciales ne supplée pas à ces manuels considérables où se groupent et se classent les résultats d'une science à une époque donnée, et c'est de préférence un manuel que l'étranger interroge pour apprécier l'avancement d'une discipline dans notre pays. Aidé par vingt-quatre collaborateurs, pour la plupart, biologistes, neurologistes, psychiâtres, qui tous, si l'on en croit la dédicace à Th. Ribot, appartiennent à la descendance spirituelle du maître disparu, — filiation discutable pour quelques-uns, — M. Georges Dumas a entrepris de condenser nos connaissances psychologiques et surtout psycho-physiologiques en une sorte d'encyclopédie qui formera deux gros volumes, d'un millier de pages chacun. Tâche redoutable que nul n'était plus capable de mener à bien. On voit assez qu'une compétence d'une exceptionnelle étendue était la condition nécessaire du succès. Voit-on aussi bien qu'elle n'en était pas la condition suffisante : quelle personnalité moins sympathique eût pu grouper les concours actifs de tant de spécialistes qualifiés? Dès 1914 l'œuvre semblait achevée. Elle a été revue et, par endroits, profondément remaniée au lendemain de la guerre — dont malheureusement tous ces travailleurs ne sont pas revenus.

Ne demandons pas à ce manuel une parfaite unité. Aussi bien, plus systématique, il représenterait mal l'état de la science psychologique à notre époque. On nous offre une collection de monographies, dont chacune a son prix en elle-même. Le plan est secondaire. Il y a un plan ; mais peut-être le comprend-on mieux en lisant la préface de Ribot, où s'expriment des intentions, qu'en s'efforçant à l'extraire des chapitres mêmes par lesquels il se réalise. Cette préface annonce le dessein d'aller du simple au complexe, préoccupation défendable en toute science, même en psychologie, où cependant la complexité est bien souvent primitive, antérieure aux distinctions que le langage et les traditions d'enseignement ont rendues familières. Mais cet ordre est-il respecté quand la théorie de la volonté prend place dès le début du livre consacré aux éléments de la vie mentale, quand l'étude des passions vient s'insérer peu après dans ce même livre, quand celle du langage précède celle de la mémoire et de l'association des idées? Peu importe. M. Georges Dumas pourrait invoquer l'exemple d'illustres devanciers : les *Principes de Psychologie* de W. James sont encore moins sévèrement composés.

Les divers collaborateurs ont conçu très différemment leur tâche. M. Lalande, auquel on doit un magistral chapitre d'introduction sur les objets et les méthodes de la psychologie, s'est appliqué à faire œuvre d'historien impartial : il ne se soucie pas de marquer ses préférences personnelles, de plaider pour une certaine psychologie ; il nous présente tour à tour les défenseurs du « Behaviorism » et ceux de l'introspection, les partisans de l'expérimentation et les psychiâtres, les psychologues à tendance sociologique et les psychanalystes ; il résume avec la même pénétration Aug. Comte et Lachelier, W. James et Bechterew, Durkheim et Bergson. Réfuter lui semble beaucoup moins essentiel qu'exposer. Estime-t-il des réserves nécessaires, il demeure historien, cédant la parole aux critiques qui ont déjà mené la bataille, ou vous renvoyant à leurs ouvrages. Il n'apprécie pas l'œuvre de Freud, il vous signale Régis et Hesnard, Pierre Janet, Kostyleff. Cet oubli de soi-même, cette attention à la pensée des autres, cette faculté de sympathie à l'égard des doctrines les plus dissemblables se remarquent dans quelques chapitres, notamment dans l'excellente étude de M. Claparède sur l'*Orientation lointaine*. Mais plusieurs auteurs ont préféré donner à leurs contributions un accent plus personnel. Sans doute tous les sujets ne se prêtaient pas également à une exposition historique et, à propos d'un problème tout neuf, comme celui de la *Tension psychologique* et de ses oscillations, on ne peut que féliciter M. Pierre Janet d'avoir bien voulu condenser la substance de ses belles leçons du Collège de France. De même on remerciera M. Revault d'Allonnes d'avoir développé une théorie originale, de grande portée, sur le rôle des *Schèmes mentaux* et M. Georges Dumas de nous apporter, au sujet de l'*Expression des émotions*, le résultat de recherches personnelles, patiemment poursuivies et fécondes, qui intéressent toute la psychologie affective. Il

(1) Georges Dumas et divers collaborateurs, *Traité de Psychologie*, t. I, 1 vol. in-8° de XIV-961 p., Paris, Alcan, 1923.

E.-B. Titchener, *Manuel de Psychologie*, traduit par H. Lesage, 1 vol. in-8° de XVI-571 p., Paris, Alcan, 1922.

Howard C. Warren, *Précis de Psychologie*, version française d'après la deuxième édition américaine, par Louis Cunault et Etienne Maigre, 1 vol. in-8° de 444 p., Paris, Marcel Rivière, 1923.

est remarquable d'ailleurs que tous les psychologues tentent moins de mettre en lumière leurs propres découvertes que de les rattacher à des courants de pensée antérieurs, ce qui leur donne occasion d'exposer, ainsi qu'il convient dans un manuel, l'état des questions auxquelles ils ont fourni des solutions nouvelles.

Malgré la variété des inspirations, la tendance qui prévaut dans ce premier volume est celle qui conduit aux interprétations physiologiques. « La psychologie de ce traité, a écrit Ribot, n'est la psychologie de personne : c'est la psychologie tout court. » L'appréciation n'est pas tout à fait exacte ; mais ce n'est point la faute de M. Georges Dumas si, de nos jours encore, la psychologie reste condamnée à être la psychologie de quelqu'un. Peut-être même est-ce un tort de ne pas se résigner plus complètement à cette nécessité. Il nous serait très utile, pour apercevoir ce qu'on peut attendre d'une méthode, de posséder des traités rédigés d'un bout à l'autre d'un seul point de vue, par exemple du point de vue de la psychologie du comportement, avec aussi peu de recours que possible aux autres procédés d'investigation. Si donc le présent traité se donnait plus manifestement encore pour un manuel de psychologie physiologique, ce qu'il est au trois quarts, nous n'aurions garde de le regretter. Nous observerions seulement que le choix des notions biologiques auxquels il donne asile semble discutable. Est-il bien utile d'exposer dans un ouvrage de psychologie la physiologie générale du système nerveux, sur laquelle un homme d'étude peut si facilement se renseigner par d'innombrables traités spéciaux de tout format? En revanche ne conviendrait-il pas d'exposer des travaux comme ceux de Jennings ou de Driesch sur les mouvements des organismes les plus rudimentaires et de discuter de très près la nature de ces phénomènes appelés tropismes ou tactismes, afin de situer par rapport à eux les réflexes, dont la psychologie de réaction fait aujourd'hui un si large usage?

Car on peut dire que le centre de toute la doctrine que développent la plupart des chapitres de ce traité, c'est la théorie des réflexes conditionnés de Pawlow et de Bechterew, excellemment exposée d'ailleurs par M. André Mayer dans son étude intitulée *Excitation psychique et sécrétions* et antérieurement déjà résumée par M. Piéron dans le chapitre sur l'*Excitation et le Mouvement*. M. Piéron nous assure que « toutes les évocations d'images et d'idées peuvent être conçues comme des réflexes » (p. 272). M. Dumas proclame que le mouvement volontaire n'est qu'un réflexe conditionné plus compliqué que tous les autres (p. 301). La question est de savoir si l'on gagne quelque chose à détourner ainsi le mot réflexe de son acception primitive, à dénommer réflexe toute réaction *acquise*. Nous inviter à distinguer un sens étroit et un sens large du mot reflexe (p. 271) et remarquer qu'au sens large « toutes les réactions doivent être considérées comme des réflexes par le psychologue qui, voulant faire œuvre de science, doit admettre un déterminisme rigoureux comme postulat fondamental, quelles que soient les discussions métaphysiques possibles sur la contingence des lois de la nature ou sur le libre arbitre », c'est reconnaître que l'extension de la notion de réflexe est *décrétée* par le psychologue, beaucoup plus qu'imposée par des résultats expérimentaux. Pawlow et Bechterew ne sont plus en cause ici. On croit que le psychologue ne ferait plus œuvre de science s'il ne commençait pas par déclarer que toutes les réactions sont des réflexes. On *veut* que tout le comportement de l'être humain s'explique par des réflexes, formule d'ailleurs assez vide de signification lorsqu'on ne prend plus le mot réflexe au sens étroit. Mais si la formule reste obscure, l'intention qui la dicte est très visible : c'est le désir de refuser toute efficacité à la pensée. On parle bien encore d'excitants psychiques, de sensations, d'images ; mais ces faits de conscience n'ont plus que la valeur de simples signaux, qui déclenchent invariablement le même processus nerveux. Et comme eux-mêmes ne sont que l'aspect subjectif d'un phénomène cérébral, l'économie de ces reflets apparaît fort réalisable. Vieille conception, bien antérieure aux travaux des physiologistes russes sur les sécrétions, qu'on appelait, il y a quelque quarante ans, la théorie de la conscience épiphénomène. Ne vaudrait-il pas mieux, pour la clarté des discussions, lui restituer son nom et son âge?

Les indications qui précèdent suffisent à faire entrevoir la richesse de l'œuvre dont la première moitié seulement vient de nous être offerte. Une plus longue étude serait nécessaire pour rendre justice à chacun des collaborateurs. Nous nous en voudrions cependant de ne point signaler le très utile exposé des recherches de Brodmann et de Vogt sur les *aires* de la surface cérébrale par M. Auguste Tournay, le substantiel chapitre de M. Bourdon sur les sensations, le lucide résumé des idées de l'école de Würzburg par M. Ignace Meyerson et les précieuses contributions de M. Georges Dumas lui-même à tant de chapitres qu'il a revisés et enrichis de son savoir.

***

M. Lesage, professeur de philosophie au lycée de Brest, nous donne une traduction élégante et

fidèles de l'excellent *Manuel de Psychologie* de Titchener. L'ouvrage original date de 1911 et l'auteur regrette que la reconstruction universitaire d'après-guerre l'ait empêché de remanier certains chapitres. Il eût voulu faire profiter son livre des travaux de Stumpf, de Scholle et de Hennings sur les sensations, de G.-E. Müller sur l'association des idées, de l'école de Würzburg sur les images. Ces omissions ne peuvent être sévèrement reprochées à l'auteur d'un manuel d'enseignement. Tel qu'il nous est offert, l'ouvrage est riche de contenu et les sujets abordés sont traités avec toute l'exactitude désirable. Mais le lecteur français ne doit pas s'attendre à retrouver dans un récent manuel américain de psychologie le cadre que des traditions, d'ailleurs fort défendables, ont tracé à nos auteurs d'ouvrages analogues. Les sensations, les images et les émotions ne sont pas pour nous tout l'esprit ; nous croyons au contraire que l'essentiel de la pensée se laisse mieux entrevoir dans ces fonctions supérieures de synthèse qui sont l'élaboration des notions abstraites, le jugement, la croyance, le raisonnement, l'invention. La plupart des manuels de langue anglaise écourtent l'étude de ces fonctions mentales supérieures. Bien que celui de Titchener témoigne d'une grande largeur de conception, il n'échappe pas complètement à cette règle.

Mais, cette réduction de programme étant acceptée, nous pouvons féliciter le célèbre psychologue américain d'avoir su éviter toutes les exagérations systématiques, aussi bien la tyrannie des hypothèses générales, plus ou moins fragiles, qui imposent d'avance les solutions des divers chapitres, que la superstition du laboratoire, qui interdit toute vue d'ensemble et s'accompagne du mépris de l'introspection. Quelques lignes de sa conclusion définissent très heureusement sa méthode : « Les manuels de psychologie qui comprennent les résultats des recherches expérimentales se répartissent en trois grands groupes. D'un côté sont les systèmes de psychologie, dans lesquels les résultats expérimentaux n'apparaissent que pour illustrer des principes psychologiques généraux. De l'autre sont les livres qui exposent un à un les différents objets que se proposent les recherches expérimentales et qui s'en tiennent là. Enfin, entre ces deux positions extrêmes se placent les ouvrages (dont le présent manuel cherche à donner un exemple), qui insistent sur la nécessité de contrôler par l'expérimentation les données de l'introspection, mais qui s'efforcent, ensuite, de systématiser les résultats expérimentaux et de relier la psychologie de laboratoire à celle des traités antérieurs ou étrangers à l'expérimentation » (p. 565)

Telle est bien la tâche que l'auteur s'est fixée. Habile expérimentateur lui-même, directeur d'un laboratoire où de minutieuses recherches ont été poursuivies, auteur d'un *Traité de psychologie expérimentale* en quatre volumes qui est l'un des ouvrages les plus complets du genre, Titchener a le mérite de ne jamais recourir à ses appareils avant d'avoir précisé par le classique procédé de l'observation intérieure le sens des questions posées à l'expérience. « Notre règle, lisons-nous au début de son chapitre sur l'*Attention*, doit être ici ce qu'elle a été partout ailleurs : si les résultats expérimentaux entrent en conflit avec nos opinions préconçues, nous devrons abandonner ces opinions. Mais avant d'entrer dans l'étude expérimentale de l'attention, essayons de faire un peu d'analyse loyale : examinons un cas typique de conscience attentive et voyons si notre pratique de la méthode psychologique peut nous aider à la disséquer. » (p. 269) Et dans ce même chapitre il montre qu'on a perdu beaucoup de temps dans les recherches expérimentales sur l'attention parce qu'on est parti d'une « psychologie populaire », c'est-à-dire d'une insuffisante analyse : on a voulu s'attaquer immédiatement à la conscience attentive dans son ensemble, au lieu de commencer par l'étude d'une seule qualité de cette conscience, de la clarté. Les instruments et les méthodes étaient tout prêts, et pourtant, les premières recherches sont à reprendre, parce que l'introspection n'avait pas suffisamment décomposé le problème global en problèmes plus simples et plus accessibles (p. 288). Plus précisément encore : une série d'expériences sur la mesure de l'attention sont sans valeur, parce que les expérimentateurs ne se sont pas assez demandé ce qu'ils devaient mesurer. Beaucoup ont confondu l'attention avec l'effort qu'elle coûte, alors que l'effort est souvent le signe de l'attention imparfaite, obligée de lutter pour se maintenir.

On voit d'après ce seul exemple ce que l'auteur gagne à ne pas négliger les données de l'introspection dans ses recherches expérimentales. L'alliance des deux méthodes constitue la solide originalité de son manuel.

***

MM. Louis Cunault et Etienne Maigre ont traduit le *Précis de Psychologie* de M. Howard C. Warren, professeur à l'Université de Princeton. Cette version française se lit avec agrément et les modifications qu'elle apporte à l'édition américaine ont l'expresse approbation de l'auteur.

L'ouvrage de M. Warren est l'exposé d'une doctrine psychologique très différente dans ses méthodes et ses intentions, sinon dans les résultats,

de notre psychologie traditionnelle. M. Warren étudie le moins possible la conscience et le plus possible les réactions visibles des organismes. Ce livre répond en somme assez bien au vœu que nous exprimions un peu plus haut : il s'inspire d'une seule tendance, il doit son contenu à un seul ordre de recherches, il permet de juger une méthode. Cette méthode est celle de la psychologie de comportement.

Dès le début, l'auteur déclare que la psychologie est une subdivision de la biologie et qu'il y a deux espèces de phénomènes biologiques, des phénomènes vitaux et des phénomènes mentaux : « Par mentalité on entend une manière spéciale d'entrer en relation avec le monde environnant » (p. 14). Un organisme ne subit pas seulement les forces extérieures, il réagit pour accroître ou diminuer leurs effets, pour s'en rendre maître quand il le peut. « Cet ensemble de processus dont l'*excitation*, l'*adaptation*, et la *réponse* sont les différentes phases, est appelé *mentalité*, et les diverses activités ainsi traduites constituent la *vie mentale*. » L'héliotrope qui se tourne vers le soleil, la sensitive dont les feuilles se ferment quand on les touche produisent des phénomènes de réaction, donc possèdent une vie mentale. Dans tout ce préambule, l'effort est manifeste pour définir la vie mentale sans parler de conscience.

Mais tout à coup on s'aperçoit d'une « circonstance » qui va élargir notre sujet d'étude ; « Le psychologue peut, non seulement observer les réactions des hommes ou celles des animaux, mais encore, par l'*auto-observation*, étudier ses propres rapports avec le milieu ». Et ce procédé d'investigation montre que l'effet d'une excitation venue du dehors est, en nous, quelque chose de différent de ce que nous observons chez les autres. De là la nécessité de faire une place, la plus petite, bien entendu, à ce second moyen d'étudier la vie mentale. Le moyen principal reste l'observation du *comportement* (mouvements, adaptations musculaires, sécrétions, etc.). C'est la notion de comportement qu'il convient de préciser au début d'un traité de psychologie : « Si un coup de vent frappe un homme et le jette par terre, son mouvement de chute n'est pas du comportement, et la trace imprimée sur le sol ne sera pas davantage une réaction ; cet homme n'agit pas à la façon d'un être organisé. Au contraire, s'il est capable de se raidir et d'éviter la chute, ou de rendre celle-ci moins brutale en étendant les bras, ses actes deviennent des exemples de comportement ; la force n'atteint plus dans l'homme un corps inerte, mais un organisme qui réagit comme tel. Le mot comportement sous-entend toujours cette activité particulière » (p. 17).

On définira donc la psychologie : « La science des actions réciproques s'exerçant par stimulation, ajustement et réponse entre un organisme et son milieu » (p. 19). Et, sans discussion, l'auteur ajoute : « *La structure anatomique, impliquant la série des processus physiologiques subséquents les uns aux autres grâce auxquels ces phénomènes* (les phénomènes psychiques) *prennent naissance, est appelée organisation mentale* ». Cette formule rappelle la devise chère à certains « Behavioristes » américains : « Donnez-moi un nerf et un muscle et je vous ferai un esprit (Give me a nerve and a muscle and I will make you a mind) ».

Tout l'ouvrage témoigne du même dogmatisme. L'auteur s'en excuse dans sa préface en invoquant des nécessités d'ordre pédagogique et tente de nous rassurer en affirmant que, si sa manière de voir était démontrée insuffisante ou erronée, « les faits et les déductions qui se fondent sur eux seuls ne perdraient rien de leur valeur. » Cette justification ne saurait nous satisfaire. Les conceptions métaphysiques de l'auteur, — car l'identification d'une organisation mentale avec une structure anatomique est au premier chef une affirmation métaphysique, quelque prétention que formule un psychologue à une attitude purement scientifique, — l'entraînent en effet à présenter comme des faits de pures hypothèses qui s'accordent avec son système et d'autre part à méconnaître des faits bien constatés mais gênants. Exemple : M. Warren affirme (p. 133) qu'à chaque mode d'activité des neurones en correspond un de l'expérience consciente et que les neuf opérations fondamentales de l'expérience consciente sont : « l'impression, la suggestion, la mémoire, la vivacité, la combinaison, la discrimination et la transformation... ». L'énumération est étrange et suggère immédiatement une série d'objections. Mais, sans l'examiner de très près, qui ne voit qu'elle est dictée par le désir de trouver des correspondances anatomiques ou physiologiques? Cette simplification de la tâche n'empêche pas que ces correspondances ne demeurent hypothétiques. De quel droit affirmer comme un fait établi que « la discrimination traduit la distribution de l'influx nerveux », que « la vivacité de l'élément discriminé varie avec le métabolisme des divers synapses »? Et d'autre part, est-il d'une bonne méthode de commencer une étude de l'attention en proclamant : « Ce mot indique notre attitude motrice », alors que tant de psychologues ont signalé des phénomènes d'attention sans kinesthésie?

Combien Titchener nous semble mieux inspiré

qui, en pareille occurence, recueille avec soin les indications de l'analyse psychologique avant de se hâter vers les instruments enregistreurs ! Comment ce mépris de l'observation intérieure, s'il se soutenait jusqu'à la fin de l'œuvre, ne tournerait-il pas au détriment du psychologue qui le professe? Heureusement il se ravise et, sans reconnaître ce que l'étude de l'esprit humain doit au vieux procédé traditionnel, il se résigne non sans regret mais fort sagement, à profiter encore de ses expériences conscientes. C'est qu'en effet, si stimulations et réponses se prêtent aux méthodes « objectives », applicables aux animaux comme à l'homme, l'activité des neurones centraux échappe à l'observateur. « Ce défaut est dans une certaine mesure compensé par le pouvoir que nous avons d'examiner directement certains phénomènes. Nous éprouvons, en même temps que certains actes nerveux se développent, des « expériences » bien définies ; nous voyons, nous entendons, nous pensons, nous souffrons, nous désirons, etc... En d'autres termes, chacun de nous est doué de ce qu'on appelle parfois une vue intérieure de l'activité de certains centres nerveux » (p. 129). Donc, à titre de méthode complémentaire et seulement pour étudier ce qui se passe sous le crâne, dans la région mal explorée des synapses, on notera ce que l'homme sent, ce qu'il pense, ce qu'il souffre, ce qu'il désire. Nous voici rassurés. La nouvelle psychologie saura faire de nécessité vertu et, comme l'ancienne, prendra son bien où elle le trouve.

C'est pourquoi d'ailleurs nombre de chapitres du livre de M. Warren nous apportent d'excellentes indications fournies par le seul témoignage d'une conscience attentive à ses propres états. Pour ne citer que deux des résultats qu'avec raison l'auteur semble le plus heureux de consigner dans son *Précis* que sont les renseignements décisifs fournis par Lydia P. Hayes (p. 237) sur la perception de l'espace chez les aveugles opérés, leur totale et assez durable ignorance de la perspective et de la convergence des lignes qui s'éloignent, que sont les informations recueillies par Stratton (p. 242) qui s'astreignit pendant sept jours à porter une grande lentille donnant des images renversées, sinon des auto-observations, extrêmement précieuses pour le psychologue, bien qu'uniquement relatives à ce que l'auteur rappelle avec quelque dédain « l'aspect subjectif des phénomènes centraux » (p. 128)? Sied-il bien de reléguer au second plan, en vingt endroits d'un volume, la méthode introspective, pour imprimer en tout petits caractères bien discrets au bas de l'une des dernières pages: « Certains psychologues ne veulent considérer que le comportement, et prétendent qu'il est inutile, dans une recherche scientifique, de faire intervenir les données de la conscience, celles-ci n'étant pas de véritables causes. Cette limitation ne semble pas justifiée. Chez l'homme l'auto-observation a permis d'acquérir plus de connaissances que les études sur le comportement, et même que beaucoup d'expériences de laboratoire » (note de la p. 407).

Désiré ROUSTAN.

A TRAVERS LES REVUES ÉTRANGÈRES

Angleterre

Conservateurs et travaillistes s'accordent à penser que le commun adversaire est désormais hors de combat et, à s'en rapporter à la pauvre figure qu'on lui voit aujourd'hui outre-Manche, la politique libérale paraît en effet condamnée là-bas aussi. Et puis, ses tenants eux-mêmes n'y contredisent qu'assez mollement. Néanmoins, estime M. W. Steed (*English Review of Reviews*), néanmoins et en supposant indiscutable la théorie qui considère le libéralisme politique comme « propre au XIXe siècle », le jugement aux termes duquel le temps a définitivement épuisé en lui les forces vives s'avère à la réflexion excessif en ce qui concerne l'Angleterre.

En France, où il ne se rencontre guère que dans la bourgeoisie et où du reste il ne saurait être que républicain, « le libéral » est devenu, les événements aidant, une rareté ; en Italie, il a été victime de la réaction qui, d'une heure à l'autre, dressérait le fascisme contre les menaces de la démagogie ; quant à l'Allemagne, l'espèce y est dès longtemps éteinte. Cependant, en Angleterre, une large élite persiste à faire de la liberté le premier des biens pour l'individu et la loi suprême dans la cité. Or, c'est là strictement tout le libéralisme politique.

Et les libéraux anglais — qui se distinguent d'ailleurs en ceci qu'ils n'ont jamais entendu sacrifier de nécessité à l'anticléricalisme — ont d'autant moins lieu de désespérer de l'avenir que, s'ils répugnent également à toutes les tyrannies, ils ne repoussent à priori aucune réforme : que si même leurs tendances les inclinent occasionnellement soit vers les conservateurs, soit vers les travaillistes, il leur suffit de s'en tenir fermement à leurs principes essentiels pour garder leur physionomie propre et poursuivre leur rôle dans la vie nationale.

Italie

M. Alfred Panzini déclare dans *L'Italia che scrive* qu'il voudrait pouvoir faire le tour des maisons d'édition de son pays et prier le directeur de chacune d'icelles de répondre « *senza giri di parole* », nettement, clairement et « sans ambages » à quelques petites questions.

Ainsi, il demanderait à son homme : « Combien de livres vendez-vous ? Combien en vendez-vous sur le marché italien ? Combien à l'étranger ? — Dans le nombre, combien en est-il dont vous avez payé le manuscrit ? Combien dont l'auteur vous a payé ? — Et la

librairie française, dans quelle mesure vous fait-elle concurrence? — Les vers... Ça se vend-il, les vers? Et ces livres sur la couverture desquels on aperçoit fatalement une dame à demi nue, aux yeux d'épouvante et à la bouche en ventouse ... toujours le même ... Et un bon et beau livre?... »

Mais se rencontrât-il encore un éditeur pour n'être point devenu dans le commerce des gens de lettres à jamais incapable de s'exprimer « sans ambages », on risquerait trop, à ce tournant-là de la conversation, de ne plus s'entendre : vous ne voudriez pas en effet qu'« un bon et béau livre » fût pour son marchand autre chose qu'un livre « à gros tirage? »

Décidément, non, impossible...

Dommage, renonce M. Panzini. L'empêché aimait son intérêt. Et « le grand citoyen » qui gouverne aujourd'hui la Péninsule lui-même y éclairerait l'indomptable énergie qu'il dépense au service de la patrie...

Belgique.

Mme Renée Dunan écrit dans la *Renaissance d'Occident* (fasc. de juillet) que personne jusqu'ici n'a encore expressément traité de « l'influence maçonnique sur les lettres ». Il semble bien que la question prêterait cependant à une étude intéressante. A cette étude, Mme R. Dunan apporte elle-même une première contribution en résumant pour ses lecteurs l'histoire de la « Loge des IX Sœurs ».

Celle-ci fut créée en 1776. Le projet de fonder une loge « spécifiquement littéraire, artistique et scientifique » avait été repris après la mort d'Helvétius, qui l'avait d'abord conçu, par Lalande et c'est dans le salon de Mme Helvétius qu'eut lieu la cérémonie rituelle inaugurale. Un article des statuts spécifiait : « Toute personne proposée à la Loge des IX Sœurs devra être douée d'un talent quelconque, soit en fait d'art, soit en fait de science, et avoir déjà donné la preuve publique de ce talent ». Ainsi, « l'atelier » n'admettait que des intellectuels et cet exclusivisme ne tarda pas à lui valoir un tout singulier prestige. De vrai, on retrouve dans ses archives les noms de Voltaire, Condorcet, Cabanis, Lacépède, l'abbé Delille, de Chamfort, de Florian, de Vernet, Greuze, Houdon, de Sèze, Sieyès, Camille Desmoulins, Danton, etc...

La Loge des IX Sœurs connut, en même temps que la gloire, d'assez mauvais jours. Bientôt suspecte au Grand Orient et un instant traquée par lui, elle faillit disparaître dès 1779. Elle s'était déguisée en « Société Nationale des IX Sœurs » et elle tenait ses assises à l'hôtel de Clermont-Tonnerre quand, dénoncée comme « un repaire d'aristocrates », elle dut « entrer en sommeil » au début de la Révolution... pour ne renaître à l'activité qu'en 1805, « sous la Tyrannie... »

Russie.

M. Georges Popoff explique dans le n° de juillet de la *Revue de Genève* pourquoi il ne croit pas du tout que la Russie « se ressaisisse » de sitôt. Le problème est à son sens autrement complexe qu'on ne l'imagine d'ordinaire. « Le paysan russe, écrit-il, n'est point sur un lit de roses : terreur, guerre, famine, mauvaise administration, tous ces avatars l'ont appauvri... Mais, d'autre part, les changements historiques de ces dernières années lui ont ménage au sein de l'État une position meilleure; sa vieille fringale de terres est calmée; on lui laisse ce qu'il a de plus cher : son blé; on renonce à le traiter par l'alcool, à extorquer à sa misère des « revenus d'État »; les notions de « maître » et de « serviteur » ont disparu... Ces faits réunis font que le paysan se range au parti des soviets, probablement sans l'estimer beaucoup. Mais il suffit aux maîtres du Kremlin que cent vingt millions de rustres ne leur fassent point d'opposition ouverte. Tel est, indubitablement, le cas. »

Gaston Choisy.

LES LIVRES NOUVEAUX

Ernest Jaubert. — *Roses d'automne*, préface d'Alexandre Arnoux, dessin de Louis Legrand. 1 vol. in-12, Lemerre.

« Ernest Jaubert est un des poètes les plus caractéristiques de la période qui s'écoule de 1890 à aujourd'hui.

Voici un poète complet, dont le vers est le langage propre, et qui a exprimé sa vie tout entière dans la plus noble matière, et la marche même de son époque avec magnificence ou bonhomie... »

Ces quelques lignes d'Alexandre Arnoux donnent la plus juste idée du nouveau recueil d'Ernest Jaubert, dont il est tant parlé dans la presse à propos du droit de réponse et du procès Silvain-Jaubert-Doumic.

Louis Roule, professeur au Muséum national d'Histoire naturelle. — *Buffon et la description de la Nature*. Un vol. in-18. Flammarion.

Ce volume est le premier d'une série que l'auteur publiera successivement. Elle a pour titre général : « *L'Histoire de la Nature Vivante d'après l'Œuvre des Grands Naturalistes Français.* » Les derniers sont ceux du XVIIIe siècle et du début du XIXe, qui ont fondé vraiment l'histoire naturelle moderne avec ses aspirations, et ses applications. La pensée française a trouvé en eux, dans ce domaine, son expression complète, et les naturalistes actuels du monde entier sont leurs disciples. Aussi méritent-ils, aujourd'hui encore, de servir de guide et de conseil.

Buffon figure en tête de cette pléiade; il fut le premier en date, et le plus puissant. D'habitude, on le considère comme un maître certain qui a su peindre par des phrases la Nature et la Vie. Il a été cela et autre chose en plus : un grand savant et un profond penseur.

Ce livre, qui lui est consacré, est divisé en trois parties : la première traite de sa vie personnelle, de son entourage, des milieux de son temps; la deuxième, de son œuvre scientifique et de son œuvre administrative, car il fut Intendant du Jardin des Plantes, et rendit possible la fondation du Muséum issu de ce dernier. La troisième partie, reprenant sa pensée profonde et son sentiment quand il décrivait la Nature, lui restitue la paternité des idées modernes sur l'évolution prolongée des êtres dans le temps, et celle des notions que la science discute et développe de nos jours.

Charles Maurras. — *Enquête sur la monarchie*. Un vol. in-8° carré (Nouvelle Librairie Nationale).

Dans cet ouvrage, que Maurice Barrès a appelé « un des monuments de la littérature française », Maurras a appliqué

aux problèmes qui nous divisent, et qui il le démontre se ramènent d'abord au problème de l'Etat, la souple méthode décrite dans ses *Trois idées politiques* sous le nom d'*empirisme organisateur*. Sens aigu des réalités, justesse des vues historiques, pénétration psychologique, dialectique redoutable qui enchaîne, a-t-on dit, les idées avec la rigueur d'un théorème, on ne sait qu'admirer le plus dans ce livre, écrit il y a près d'un quart de siècle.

Les lettres de l'Impératrice Alexandra Féodorovna à l'Empereur Nicolas II, Payot éditeur.

Les lettres de l'impératrice Alexandra à son mari Nicolas II, ont un double caractère et un double intérêt. D'abord elles constituent un document historique de tout premier ordre, qui nous explique bien des événements de ces dernières années, et, en même temps, elles forment un merveilleux livre d'amour, car l'impératrice, quand elle écrivait à son mari, quelle que fût la gravité des événements faisant l'objet de ses lettres, ne pouvait taire le profond amour qu'elle portait pour lui en son cœur. On peut dire sans exagération qu'il est peu de livres où l'âme humaine soit mise à nu comme dans cette correspondance de l'impératrice Alexandra Féodorovna. Elle y exprime ses moindres pensées, ses sentiments les plus intimes. Profondément religieuse, superstitieuse même, ambitieuse, craignant pour son mari qu'elle adore tout ce qui pourrait jeter quelque ombrage sur l'éclat de son règne, cette femme, cette impératrice, se dresse vivante dans ses lettres, avec toute sa tendresse et sa passion.

De cette correspondance, remarquable par sa sincérité absolue, qui l'apparente aux *Confessions* de Rousseau, il résulte qu'Alexandra Féodorovna toute puissante sur l'esprit de son faible époux tint en fait les rênes du gouvernement surtout pendant les dernières années du tzarisme. Mais il est non moins établi par ces lettres que l'impératrice Alexandra Féodorovna subjuguée par Raspoutine n'était que l'instrument des volontés de ce sinistre aventurier. La question angoissante : l'impératrice Alexandra Féodorovna a-t-elle trahi, a-t-elle favorisé les tractations secrètes avec les Allemands? doit être résolue, après cette correspondance, par la négative. Mais, en général, elle était opposée à cette guerre. Plusieurs fois elle rappelle à l'empereur que Raspoutine a toujours été contre la guerre. Par voie détournée elle correspond avec son frère, le grand-duc de Hesse, et ne voit rien de répréhensible dans l'acte de Mme Vassiltchikon venue de la part de l'Autriche proposer à la Russie une paix séparée. Elle désire sincèrement agir pour le bien de la Russie, mais, inconsciemment, elle suggère à l'Empereur les mesures les plus nuisibles qui lui sont dictées, ne l'oublions pas, par Raspoutine.

Léonard Rosenthal. — *Au jardin des Gemmes*. Editions d'art. H. Piazza, Paris.

Le livre de M. Léonard Rosenthal *Au jardin des gemmes* est paru, il y a deux ans, chez l'éditeur Payot, avec un très grand succès. L'histoire des pierres précieuses a été racontée par l'homme qui les connaît le mieux d'une manière à la fois pittoresque et profondément poétique de sorte que la réalité y a tout le charme de la légende à laquelle on la trouve associée dans ce très intéressant ouvrage. Il n'est pas étonnant qu'un sujet pareil ait tenté l'artiste qu'est M. Léon Carré, l'un des premiers illustrateurs de notre temps. Les dessins qu'ont suggérés à M. Carré les poétiques légendes des gemmes, sont des chefs-d'œuvre de l'art dignes de ces chefs-d'œuvre de la nature que sont les pierres précieuses. Les éditions de M. Piazza sont trop connues pour que nous ayons à en faire l'éloge, et *Au jardin des gemmes* est édité avec cette perfection qui caractérise tout ce qui sort de cette maison d'art.

J.-W. B.

Lieutenant-Colonel de Witt-Guizot. — *Les grandes Etapes de la Victoire*, 1914-1918. (Paris, Berger-Levrault).

Ce n'est pas une histoire de la guerre (qui pourrait prétendre l'écrire dès aujourd'hui?). Mais c'est une série de *leçons* sur les événements, leurs causes, leur enchaînement, leurs répercussions politiques, en gros, toute la révolution à forme militaire qui a fait surgir un monde nouveau sur les ruines de celui que la Prusse avait construit par ses victoires de 1870. Si l'on observe que ces leçons ont été données en cette Université de Strasbourg que l'énergie française a reconstituée comme elle était au temps de Pasteur et de Fustel de Coulanges, on en mesurera la portée ; on comprendra pourquoi il convenait qu'elles fussent prononcées justement en ce lieu et par un maître de ce nom. Bien entendu, beaucoup de détails échappent, bien des faits importants au besoin. Mais la démonstration subsiste qui explique comment et pourquoi, malgré les défauts d'organisation première, de coordination entre les exécutants de l'ordre politique et de l'ordre militaire, le manque d'intelligence critique et d'imagination de certains dirigeants de l'Entente, la victoire a fini par revenir aux meilleurs et aux plus instruits. Là est peut-être l'essentiel résumé de ce bel ouvrage, qui pourrait inscrire en exergue cette maxime de Foch : « Sur le champ de bataille, on n'étudie pas ; on fait ce que l'on peut avec ce que l'on sait ». Mais, combien il faut *savoir* si l'on veut vaincre !

Simone Téry. — En *Irlande*. (Paris, Flammarion).

Aux Irlandais, celtes de race et catholiques romain de religion, aux derniers Anglais qui occupèrent le « Chateau » de Dublin, et aussi à quelques metteurs en scène de *bluff* ultériens, Mlle Simone Téry est allée demander les raisons de leur attitude, en ces années cruelles de 1914 à 1923 qui virent succéder à la grande guerre ce qu'outre-Manche on appelle la « guerre d'Irlande ». Depuis les abominables exécutions d'Elisabeth et de Cromwelle, les persécutions contre les personnes et contre la terre, le pays avait souffert la brutalité et la ruse étrangères, s'était vidé de la moitié de ses fils, mais se rappelait que « les difficultés de l'Angleterre sont les chances de l'Irlande ». Ces chances dernières, l'Irlande les a courues à la suite du déni de justice de 1914, alors que le Home Rule, inscrit cependant au *Statute Book*, fut simplement escamoté par le gouvernement de la Grande-Bretagne. Les historiens raconteront plus tard cette lutte dans laquelle l'Angleterre fut vaincue. Mlle Téry a touché avec une finesse toute féminine, une douceur et souplesse d'intelligence et de style, qui laisse tout comprendre sans rien heurter ni défigurer. Et c'est une joie que d'entendre parler, par le truchement de Mlle Téry, ces hommes d'Etat nouveaux qui, héritiers de la pensée des jeunes et glorieux morts, Arthur Griffith et R. Collins, ont aujourd'hui la charge d'organiser et de faire vivre dans les cadres d'une administration rigide le plus malaisément disciplinable et le plus imaginatif des peuples.

P. F.

LA QUINZAINE POLITIQUE

La Question d'Orient

LE DANGER BULGARE

Le 15 mars dernier la *Revue Bleue* publiait sur la politique bulgare et ses dangers pour la paix balkanique — qui est un élément essentiel de la paix du monde — un article intitulé : *La Bulgarie incendiaire* qui me dispense de m'étendre longuement sur les généralités du problème. L'auteur montrait le cabinet Tzankoff dominé par les deux groupements qui l'avaient amené au pouvoir après le coup d'État du 9 juin 1923 : la Ligue militaire et le Comité macédonien. L'action de ce dernier a toujours été prédominante à Sofia. Elle a déterminé la politique de l'ex-tsar Ferdinand comme celle de ses successeurs. Les membres du Comité, les « comitadjis », sont décidés à ne laisser ni trêve ni repos aux dirigeants légaux du pays tant qu'ils n'auront pas atteint leur but qui est la bulgarisation de la Thrace et de la Macédoine. Ce programme nationaliste peut paraître exagéré ou irréalisable aux gouvernants bulgares, mais il ne saurait leur être antipathique par principe. On affirme même que le gouvernement, dépassant les limites de cette instinctive sympathie, est cœur et âme avec l'organisation macédonienne, la pousse à agir avec ses habituels procédés de violence, quitte à la désavouer au moment opportun.

Le terrorisme macédonien ne connaît pas d'obstacles. Un premier ministre est assassiné aussi simplement qu'un négociant israélite ou un paysan grec. Dans ces conditions il faudrait un singulier courage aux hommes d'État de Sofia pour faire carrément front aux exigences macédoniennes. En admettant même que qu'il soit inexact que, munis de faux papiers protecteurs, Todor Alexandroff, Aleko pacha, le lieutenant-colonel Atanassoff, Yovan Brio et Kougoumdouchef résident à Sofia, en admettant que le gouvernement soit sans action sur le tribunal secret révolutionnaire qui tient ouvertement ses assises au 18 de la rue Serdika et qu'il ne puisse rien faire pour mettre un terme au chantage allant jusqu'au crime de la « caisse de bienfaisance » qui alimente le trésor de guerre des bandes, en admettant que le cabinet bulgare et ses représentants à l'étranger soient tous gens de bonne foi, désirant honnêtement et sincèrement le rétablissement de la paix dans les Balkans, il demeure évident que toute la politique bulgare est obscurcie par le terrorisme macédonien et que le secret désir des hommes d'État bulgares est de se concilier les comitadjis. Stamboulski a été assassiné sous prétexte qu'il sacrifiait les revendications nationales bulgares par sa politique de rapprochement avec la Yougoslavie. M. Tsankoff préférerait ne pas subir le même sort et cela est assez humain. Il est plus facile de lutter contre le défaitisme que contre une surenchère nationaliste, ayant pour objectif l'agrandissement de la patrie. La modération n'est pas une vertu ordinaire et M. E. Gilard a sous le titre : *Les Principes de la Vie*, consacré un gros et curieux livre à démontrer que le bon sens valait mieux que toutes les philosophies.

Les déplorables précédents de la faiblesse des grandes puissances et du démenti donné à leurs propres décisions dans la question de Fiume comme dans celle d'Angora étaient faits pour encourager les Macédoniens à persévérer dans leur politique de révision du traité de Neuilly. Comme l'avait prédit Omer Kiazim dans son ouvrage capital mais trop peu connu par la faute d'une presse obéissant au mot d'ordre turcophile. La révision du traité de Sèvres donnait des armes à l'Allemagne pour la révision du traité de Versailles. Rien n'empêchait les Bulgares de protester sur le même ton et avec la même impudence contre le verdict dont leur infâme alliance avec les Austro-allemands contre la malheureuse Serbie qu'ils entendaient poignarder dans le dos avait été le prix.

Les historiens de l'avenir — puisque ceux d'aujourd'hui ont leur horizon rétréci par de misérables intérêts — s'étonneront de la mansuétude que les alliés ont manifestée à l'égard des deux pays qui les ont les plus ignoblement trahis : la Turquie et la Bulgarie. Dès le lendemain de la juste défaite, des protestations d'amour renaissant se sont fait entendre. Avec candeur — pour employer cet indulgent euphémisme — nous avons fait crédit au renouveau d'amour turc avec les résultats que l'on sait. Les passions de politique intérieure ont rendu au signataire du lamentable traité d'Angora un siège parlementaire et l'ont même porté à la présidence de la Commission des Affaires Étrangères de la Chambre, ce qui est un défi au bon sens comme à la morale.

Les coupables promoteurs des capitulations françaises s'égosillent à réclamer la ratification du désastreux traité de Lausanne pour laisser la mousse recouvrir la tombe de leurs fautes. Ils peuvent compter sur M. Franklin-Bouillon pour les y aider. On a la pénible impression que le Parlement français n'envisage plus les problèmes extérieurs que sous un angle de parti et qu'une étiquette suffit à faire absoudre ou ostraciser.

Pour on revenir aux Bulgares, il y a un courant d'opinion qui, oubliant leur crime — car cela en fut un — se plaît à accueillir favorablement leurs revendications, comme s'ils n'avaient jamais combattu contre nous, comme si, alors que leur traité d'alliance était dûment signé par les Austro-allemands. Ils n'avaient pas cyniquement menti à nos représentants diplomatiques en continuant à discuter avec eux de leur éventuelle neutralité et du prix dont nous entendions la payer.

Veut-on recommencer avec les Bulgares la belle expérience turque ? Nous assistons aujourd'hui à une manœuvre qui fait honneur à l'astuce bulgare.

On sait que les puissances, payées par l'expérience pour savoir que la Bulgarie, à l'exemple de la Prusse, sur laquelle elle se flattait d'ailleurs de prendre modèle, était une nation qu'il fallait désarmer si on voulait l'empêcher de mesurer des qualités militaires de la race, avaient strictement limité, par le traité de Neuilly, les effectifs de l'armée bulgare en supprimant la conscription et en n'admettant que le recrutement d'une armée de métier.

Un peuple d'agriculteurs, désireux de réparer les ruines de la guerre par un labeur intensif, se fût félicité de ce désarmement imposé. Mais cela ne faisait pas l'affaire des comités macédoniens qui ne rêvent que de reprendre à la Yougoslavie et à la Grèce les territoires de Thrace et de Macédoine et qui ont besoin pour cela d'une Bulgarie fortement armée et disposant d'importants effectifs.

On a donc commencé une demande en révision du traité de Neuilly en invoquant les difficultés techniques du recrutement d'une armée de métier. Tout en menant cette campagne, on organisait pourtant l'armée suivant les clauses du traité de Neuilly. Mais les observateurs un peu méfiants constataient que le budget de la guerre 1923-24

dépassait tout-à-coup d'un demi-milliard de levas le budget 1922-23. Il était difficile d'arguer que le renchérissement du coût de la vie suffisait à expliquer cette différence. Le coût de la vie en Bulgarie n'a augmenté que de 20 %, et le leva n'a perdu que 10 % de sa valeur par rapport à l'étalon-or entre le commencement et la fin de 1922. La solde des officiers et soldats n'ayant pas varié, on en arrive à conclure — et les recoupements sur les divers articles du budget ne laissent pas de doute à ce sujet — qu'en fait la Bulgarie entretient clandestinement une armée d'effectifs supérieurs à ceux autorisés. On peut même, par des calculs réguliers, estimer ces effectif à 12.000 hommes. La Bulgarie peut aujourd'hui tabler sur une armée de 75.000 à 80.000 hommes et l'on arrive à ce paradoxe, que la Bulgarie prétendue désarmée a plus de bataillons et d'escadrons que la Grèce présentée généralement comme la puissance militariste des Balkans.

Tandis que le gouvernement bulgare, sous la pression des éléments macédoniens, poussait cette politique d'armements, orientée contre la Yougoslavie et la Grèce, il s'efforce de la justifier en la présentant comme une mesure de sécurité contre le bolchevisme qui s'efforce d'envahir la Bulgarie. Une propagande, savamment menée, jette le trouble dans l'esprit des politiciens d'Occident. On découvre des organisations secrètes, des imprimeries clandestines, on démontre la connivence des communistes bulgares avec la troisième Internationale ; le Ministère des Affaires Étrangères de Sofia publie un Libre blanc sur les menées politiques de la Croix rouge Soviétique, etc., etc.

Tout cela pour aboutir à cette conclusion que les puissances de l'Entente serviraient leurs propres intérêts antibolcheviks en levant l'interdit qu'elles ont mis aux armements de la Bulgarie. Cela serait assez habilement agencé si l'on ne savait, par ailleurs, que les comités bulgaro-macédoniens et les comitadjis de Macédoine, d'Albanie, les séparatistes croates sont financés par Moscou. L'intelligent Siméon Radeff, l'âme du mouvement anti-turc avant 1913, est aujourd'hui ministre plénipotentiaire à Angora et refait avec Moustapha Kemal une amitié turco-bulgare dont les Grecs doivent faire les premiers frais.

Pour donner le change à une diplomatie européenne qui se berce de chimères, Angora et Moscou masquent leur connivence par des brouilles périodiques qui doivent faire renaître les beaux jours de la guerre de Crimée et conserver aux Turcs, en dépit de tout ce qu'ils font contre nous, l'appui diplomatique de la France.

Malgré l'évidence, on ne veut pas se rendre compte qu'aussi bien Turcs, Bulgares qu'Allemands et Russes bolcheviks — qui se sont rangés dans le clan des vaincus — nourrissent un esprit de revanche qui s'efforce de renverser les résultats de 1918. Le succès éclatant des Turcs, le demi-succès des Allemands sont des encouragements dans cette voie.

Si l'on veut sauver ce qui peut encore être sauvé de la victoire commune, il importe de s'arrêter dans cette politique erratique des concessions à nos ennemis d'hier.

Tout en tenant la main à l'observation par la Bulgarie des clauses militaires du traité de Neuilly, il est de l'intérêt général de ne pas l'encourager, comme on le fait, dans ses aspirations à une modification de ses clauses territoriales.

On sait que la Bulgarie réclame, comme une nécessité prétendue vitale, un débouché sur la mer Égée. La Grèce, dans un esprit de conciliation et de paix balkanique, a accepté de concéder à la Bulgarie, dans le port de Dédéagatch, une zone franche pour ses exportations et importations, comme elle l'a fait pour la Yougoslavie à Salonique. Mais les Bulgares, montrant clairement que leurs aspirations sont plus politiques qu'économiques, réclament la possession effective de Dédéagatch et une bande de territoire reliant la Bulgarie à la mer Égée.

Les alliés ont jusqu'ici fait la sourde oreille, ne se souciant pas de voir les anciens alliés de l'Allemagne et de l'Autriche, en rapports aujourd'hui suspects avec la Russie bolcheviste, soit amicaux soit de sujétion, avoir un accès direct à la Méditerranée, permettant à un slavisme oriental, qui est la grande inconnue, de tourner la porte des Détroits.

M. de la Barra a tenté une médiation qui a échoué en démontrant les visées politiques de la Bulgarie. Demain nous verrons sans doute des avocats de la Bulgarie inonder la presse française de plaidoyers. Qu'on fasse attention à ne point recommencer l'erreur commise avec la Turquie. *Ubi frare humanum est sed perseverare diabolicum.*

René Puaux.

BULLETIN MARITIME

La collaboration entre exportateurs et armateurs français

(fin)

Les conclusions des chiffres cités dans les articles précédents, au sujet des tonnages exportés sous pavillon français dans les régions de l'Océan Indien, Australie, Extrême-Orient, Indes, Méditerranée Orientale et Mer Noire, sont les suivantes :

1° Réduction de nos exportations en 1921, 53 % du chiffre de 1913 ;

2° Légère reprise en 1921 par rapport à 1920, les résultats de 1921 étant supérieurs de 11 % à ceux de 1920 ;

3° Proportion légèrement supérieure du trafic par navires français, eu égard au total des exportations annuelles : en 1913, 68 % sous pavillon français et 71 % en 1921 ;

4° Mais réduction en valeur absolue du tonnage chargé sur navires français ; en 1921, 55 % du chiffre de 1913 ;

5° Maintien en valeur absolue et accroissement en valeur relative du tonnage sous pavillon des pays de destination, 6,5 % du trafic total en 1913 et 12 % en 1921, ce qui prouve que la marine marchande des pays desservis se développe.

6° La diminution du pavillon tiers (1) (5 % en 1913 et 17 % en 1921), s'explique en grande partie par la réduction consécutive jusqu'en 1922) du Traité de Versailles, de l'effectif de la marine marchande allemande.

***

Quant aux moyens mis à la disposition du Commerce par l'armement français sur l'ensemble des lignes considérées, ils se chiffrent de la manière suivante :

1913, 314 voyages, 1.011.000 tonnes de port en lourd marchandises ;

(1) Pays étrangers sauf pays de destination.

1921, 337 voyages, 1.056.000 tonnes de port en lourd marchandises

1922, 296 voyages, 1.057.000 tonnes de port en lourd marchandises;

1923, 378 voyages, 1.367.000 tonnes de port en lourd marchandises.

Si, en tenant compte de ce que le fret cargo a un coefficient d'encombrement beaucoup plus faible que le fret paquebot, nous tablons pour les marchandises sur un coefficient moyen d'encombrement de 2,2 et, d'autre part, sur un rapport moyen du port en lourd au cubage de 1,3 pour les navires, nous arrivons à cette conclusion : l'ensemble des navires français aurait pu, en 1921, charger l'ensemble de nos exportations, pour les régions considérées, en y ajoutant même ce qui transite via Anvers et via Angleterre et il serait encore resté un vide du tiers environ de la capacité totale.

⁂

Les armateurs français ont, pour équilibrer leurs dépenses d'exploitation, les recettes que peuvent faire, dans les ports étrangers d'Europe, le trafic inter-escale et tout le fret de retour, mais comme le fret français à la sortie de France manque, il leur faut développer au cours de la traversée le trafic inter-escale, ce qui n'est pas sans présenter de sérieux inconvénients.

Quant aux touchées dans les ports étrangers d'Europe, il est difficile de les concevoir pour les unités qui ont Marseille comme tête de ligne, puisque, seule, l'Italie se trouve sur leur trajet, et que l'émigration italienne qui est un élément considérable du trafic maritime dans les ports de la Péninsule, ne s'effectue pas dans le sens des pays dont nous examinons aujourd'hui les relations maritimes avec la France. C'est pour cette raison, et aussi parce que le Nord de la France offre plus de ressources en fret lourd que le Midi, que les *Messageries Maritimes* ont fixé à Dunkerque la tête de ligne de leur cargo-boats d'Extrême-Orient et d'Indo-Chine et leurs paquebots d'Australie. C'est aussi du Nord que partent la ligne d'Indo-Chine de la *Compagnie des Chargeurs Réunis* et la ligne de Madagascar de la *Compagnie Havraise Péninsulaire.*

Il est ainsi possible à ces unités de remonter à Anvers, voire à Rotterdam ou à Hambourg et de toucher sur leur passage les ports anglais, espagnols et portugais.

La question de la touchée dans les ports allemands soulève un grave problème. Il est évident qu'une aide considérable serait apportée à la Marine Marchande française si l'Allemagne se voyait obligée de confier le transport d'une partie de ses exportations à nos navires. Que l'on songe, en effet, qu'en 1922, l'exportation allemande du seul port de Hambourg à destination de l'Extrême-Orient représentait 500.000 tonnes, c'est-à-dire plus que l'exportation française de 1921 vers toutes les régions que nous avons considérées sous tous les pavillons, et *dix fois* plus que l'exportation française à destination de l'Extrême-Orient sous pavillon national.

L'obligation de réserver aux navires français une quote part des exportations allemandes, — comme est déjà réalisée l'obligation, pour les Mines de la Ruhr, de mettre à la disposition des industries françaises une partie du charbon puisé dans le bassin minier —, serait un moyen pratique, pour notre pays, de récupérer, grâce aux prix des transports, une partie des sommes que l'Allemagne devrait payer.

RENSEIGNEMENTS — INFORMATIONS

Les Messageries Maritimes et l'actualité.

On sait que le Capitaine Pelletier d'Oisy, dont la magnifique randonnée en Extrême-Orient a longuement défrayé la presse française et mondiale, est attendu prochainement en France. C'est le 21 août, en effet, que, à bord du paquebot « *Porthos* » des Messageries Maritimes, il doit arriver à Marseille où d'importantes réceptions seront organisées en son honneur par l'Aéro-Club de Provence d'accord avec le Sous-Secrétaire de l'Aéronautique, les corps constitués et les autorités de Marseille.

D'autre part, les journaux rapportent que la Compagnie des Messageries Maritimes s'est mise à la disposition de Mme Pelletier d'Oisy pour la conduire au devant de son mari à Port-Saïd. Le *Soleil du Midi*, entre autres, a raconté son départ, le 7 août dernier à bord de l'*Aviateur Roland-Garros* » des Messageries Maritimes, faisant remarquer avec à propos la touchante et curieuse coïncidence qui associe indirectement la mémoire immortelle d'un aviateur guerrier au triomphe du plus hardi et du plus heureux des héros de l'air d'aujourd'hui.

Ce passager de marque n'est pas, d'ailleurs, le seul dont aient à s'honorer, ces temps-ci, les paquebots des Messageries Maritimes. Nous apprenons, en effet, que le Ras Tafari, après un séjour prolongé en Europe Occidentale, s'est embarqué le 14 août à Marseille avec sa suite sur l' « *Amboise* », courrier de Chine et du Japon des Services Contractuels de la Compagnie des Messageries Maritimes. Ce paquebot sera dérouté sur le Pirée pour permettre au prince Tafari de débarquer dans ce port. Après un court séjour en Grèce, le prince gagnera Port-Saïd sur un navire de guerre grec et il prendra passage le 27 août sur le « *Chili* » des Messageries Maritimes, à destination de Djibouti.

⁂

Du 9 au 11 août ont eu lieu à Saint-Nazaire les essais officiels aux Ateliers et Chantiers de la Loire du paquebot « *Fontainebleau* » qui sera affecté, par les Messageries Maritimes, à la ligne de l'Indo-Chine.

Nous avons déjà donné antérieurement les caractéristiques de ce beau navire de la série des « Châteaux de l'Ile de France » qui, d'après les derniers renseignements, pourra quitter Saint-Nazaire vers le 25 août.

A l'occasion du Congrès International de Géographie qui se tiendra au Caire du 1er au 10 avril 1925, la Compagnie des Messageries Maritimes fera bénéficier les congressistes d'une réduction de 20 % sur les prix de passage et fera effectuer sur Alexandrie un voyage spécial à l'un de ses grands paquebots.

Les Congressistes bénéficieront sur ce paquebot, qui est entièrement mis à la disposition des organisateurs du Congrès, de prix spéciaux en raison du nombre des passagers.

COURS DES VALEURS DE NAVIGATION

Le 12 août 1924

1° Fraissinet	805
2° Messageries Maritimes	168
3° Mixte	215
4° Transatlantique	153
5° Transports Maritimes	1.005

Le Gérant : A. DESNOËS.

Société Française d'Imprimerie et de Publicité
Ateliers : Rue Garnier et rue des Carmes, Angers
Bureaux à Paris, 16, Rue du Laos (XVe)

Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus.

REVUE
POLITIQUE·ET·LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

EUGÈNE YUNG·FONDATEUR·1863 PAUL FLAT·DIRECTEUR·1908-1918
DIRECTEUR PAUL GAULTIER

N° 17 62e ANNÉE 6 SEPTEMBRE 1924

LE CONCOURS FRANÇAIS DE LA PAIX

Pendant ces neuf derniers mois, l'opinion française s'est passionnée pour le Concours Français de la Paix, fondé par un Américain, ami de notre pays, M. Edward A. Filene, et doté par lui de 200.000 fr. de prix.

Les réponses sont venues extrêmement nombreuses et ce sont 5.319 mémoires que le Jury a eu pour tâche de lire.

Ce chiffre suffit à attester l'intérêt suscité par cette compétition. Il prouve, en outre, que les Français sont aptes à comprendre que seule la coopération internationale permettra au Monde ébranlé par la secousse de cinq années de guerre de retrouver son équilibre.

Le mémoire qu'on lira plus loin a obtenu le premier prix (100.000 fr.).

Mais son auteur, et ce n'est pas une des moindres originalités de ce Concours, ignore encore la bonne fortune qui lui échoit.

C'est ce matin seulement que la Presse — car les journaux ne manqueront point de publier les passages du travail que la *Revue Bleue* donne aujourd'hui in-extenso, — lui apportera la joyeuse surprise de reconnaître son enfant.

Car, à l'heure actuelle, les noms des lauréats sont encore ignorés de tous.

Aux termes du règlement, les envois ont été faits sous la forme anonyme. Chacun d'eux contenait une enveloppe cachetée contenant le nom de son auteur.

Au moment où il parvenait au secrétariat du Concours, chaque mémoire recevait un numéro d'ordre, reporté immédiatement sur l'enveloppe.

Toutes ces enveloppes — que le Jury aurait eu le droit de décacheter, — sont encore closes. Elles ne seront ouvertes que plus tard, dans le courant du mois de septembre.

***

Le nombre des mémoires remarquables à plus d'un titre a été relativement considérable. L'attribution des récompenses ne fut donc pas aisée. Six d'entre eux se distinguaient très nettement des autres par leurs qualités. Aussi le Jury, après avoir décerné, outre le prix de 100.000 fr. au mémoire qu'on va lire, les deux prix suivants (30.000 et 20.000 fr.), décida-t-il de grouper quelques-unes des mentions. C'est ainsi que le quatrième mémoire a reçu 5 mentions de 2.000 fr. soit 10.000 fr., le cinquième trois mentions de 2.000 fr. soit 6.000 fr., et le sixième 2 mentions de 2.000 fr. soit 4.000 fr.

***

Certes, aucun des auteurs n'a indiqué le moyen de rendre immédiatement la prospérité à l'Europe. et d'éviter toute nouvelle guerre entre les peuples.

Mais tous ou presque tous ont montré que les grandes questions actuellement à l'ordre du jour leur sont familières et qu'ils n'ignorent pas le mécanisme de la S. D. N. Tous ou presque tous ont montré un sens très précis de la Justice, tous ou presque tous ont souhaité que les règles morales qui régissent les rapports entre individus régissent également les rapports entre peuples, tous ou presque tous ont estimé que le droit de vote accordé aux

femmes viendrait heureusement contrebalancer les passions guerrières.

Tous ou presque tous, enfin, se sont déclarés passionnément acquis à la Paix.

Et ceci est infiniment réconfortant, surtout si l'on considère qu'en Allemagne, en Angleterre, en Italie, où M. Filene a fondé des Concours analogues, les mêmes idées ont été exposées et éloquemment défendues par la grande majorité des compétiteurs.

Alice La Mazière.

PREMIER PRIX DU CONCOURS FRANÇAIS DE LA PAIX

Comment rétablir la Sécurité et la Prospérité en France et en Europe par la Coopération internationale

La France et toutes les autres nations européennes souffrent, depuis cinq ans, de plusieurs crises qui les atteignent dans leur prospérité, les privent de sécurité, rendent la paix précaire. Toutes ces crises sont les effets d'une seule cause : la guerre. On ne peut les résoudre que par l'usage de moyens pratiques, variés comme elles, mais reposant tous sur un même principe : la volonté de la paix. Or, qui dit paix acceptée de tous dit : justice. Seule la justice peut faire les adhésions unanimes et irrévocables. On analysera dans le présent mémoire les différentes crises dont souffre l'Europe, en indiquant pour chacune les solutions qui paraissent propres à les résoudre dans un esprit de coopération internationale.

I. — Crise des réparations et des dettes

1° Certains États, sortis vainqueurs de la guerre qu'ils n'avaient point provoquée, ont subi sur leur territoire des dommages matériels. Au nom de la justice, et non point de leur victoire, ils en demandent la *réparation*.

L'Allemagne, auteur responsable des dommages, a reconnu en principe, par traité, son devoir de réparation, mais elle conteste, en fait, le montant des réparations fixé par les Alliés, et sa propre faculté de réparer dans la mesure où ils l'exigent. Toute l'Europe nouvelle est intéressée à la solution du conflit : il y va de sa tranquillité et du triomphe de l'idée de justice, sur laquelle son organisation future doit reposer. Or, les recommandations des experts offrent une solution qui présente le triple avantage d'être claire, complète et bien coordonnée, de tenir compte à la fois du juste et du possible, et d'avoir recueilli l'approbation unanime des créanciers et du débiteur. Cette solution devra être exécutée dès qu'elle aura été mise au point et pratiquement formulée par la Commission des Réparations. Mais l'exécution n'en est possible que par le fonctionnement de certains organes internationaux, qui devront pendant de longues années agir en quelque sorte sans appel. La permanence, la durée et l'autorité ne peut leur venir que d'un organisme international permanent et reconnu de tous : la *Société des Nations Européennes*.

2° Certaines nations, aujourd'hui victorieuses, ont contracté, pour soutenir la guerre, des *dettes* à l'égard d'autres nations alliées. Parmi elles, il y en a beaucoup qui sont ainsi tout ensemble créancières des unes et débitrices des autres. Chacune ne demande à payer sa dette que dans l'instant et dans la mesure où elle sera elle-même payée de ses créances, et plus encore de la créance contractée sur ses anciens ennemis que sur ses alliés. Au bout de la chaîne de ces créancières-débitrices, une seule nation n'a que des créances, sans aucune dette : la nation américaine. La solution du problème dépend donc des États-Unis. Tout indique qu'ils s'y prêteront seulement si l'Europe nouvelle met de l'ordre dans ses affaires, par les moyens indiqués ci-dessous et si, groupée sans aucune dissidence, elle sait présenter un plan général de paiements échelonnés et réciproques, qui donne satisfaction à chacun, sans léser aucun. Ce plan, nul autre organisme ne saurait le dresser avec impartialité et objectivité qu'on organisme international : la *Société des Nations Européennes*, se présentant devant la nation américainé comme Société des Nations européennes, mandataire de toutes, elle sera écoutée d'elle quels que soient ses sentiments à l'égard d'une Société mondiale des Nations.

II. — Crise de la monnaie.

Tous les États européens souffrent de la crise des changes, que leur monnaie soit dépréciée ou trop appréciée. Dans le premier cas, leur capacité d'achat est diminuée, parfois annulée. Dans le second cas, vendant mal leurs produits trop chers, ils sont acculés à la sous-production et au chômage. Crise des changes entraîne donc crise industrielle et commerciale. Mais ces maux viennent encore moins de l'*inégalité* que de l'*instabilité* des valeurs monétaires. Si la livre vaut un jour quarante-cinq francs, le mois suivant cent-dix, le mois suivant soixante-sept, les relations commerciales entre la France et l'Angleterre manquent de sécurité, partant d'ampleur. Si la livre vaut continûment soixante-sept francs, l'inéga-

lité durable des deux monnaies n'empêche pas les échanges entre commerçants anglais et français, parce qu'ils savent sûrement à quoi ils s'engagent et ce qu'ils risquent. La solution de la crise est donc dans la *stabilisation* des cours de toutes les monnaies européennes. On l'obtiendra en créant un organisme international à fonction double :

1° *Fixer*, pour une période déterminée (mois, trimestre ou semestre) la valeur réelle de chaque papier-monnaie, en prenant comme critériums pour chaque nation :

a) Le rapport de sa *circulation fiduciaire* à son encaisse-or ;

b) Sa balance commerciale non seulement la balance apparente, c'est-à-dire l'excédent d'importations ou d'exportations dénoncé par les statistiques, — mais la balance réelle, c'est-à-dire compte tenu des « exportations invisibles » (intérêts des capitaux nationaux placés à l'étranger, dépenses faites par les étrangers dans le pays, location de la flotte nationale au commerce étranger, etc.) et des « importations invisibles » (intérêts payés aux capitaux étrangers placés dans le pays, etc.) ;

c) Sa situation budgétaire. — Equilibre réel résultant de l'égalité des recettes et des dépenses, ou équilibre fictif obtenu par des emprunts, ou déséquilibre avoué ;

2° *Maintenir* cette valeur monétaire, une fois fixée, contre les attaques éventuelles de la spéculation ou contre les mouvements exagérés de l'opinion (affolement à la baisse ou engouement à la hausse), par le moyen d'une *réserve* de devises monétaires de tous pays, assez abondante pour que l'organisme détenteur puisse acheter les sommes nécessaires de la devise menacée de baisse artificielle, ou vendre les sommes nécessaires de la devise jouissant d'une hausse factice.

Un organisme assez bien renseigné et assez puissant pour remplir cette double fonction d'évaluation et de compensation à l'égard de toutes les monnaies européennes ne peut émaner que de la *Société des Nations Européennes.*

III. — Crise de la production.

La crise de la production et le chômage qui en résulte viennent d'abord de la diminution de la puissance d'achat de certaines nations européennes, qui les empêche d'acheter présentement aux nations productrices autant qu'elles leur achetaient avant la guerre, et de l'incapacité où se trouvent présentement certaines nations, naguère grandes productrices, d'acheter autant de matières premières qu'il leur en faudrait pour maintenir leur production au niveau d'avant-guerre. En fonction de ces deux premières causes, la crise de la production relève de la crise de la monnaie analysée plus haut et disparaîtra avec elle.

Mais la crise de la production vient aussi de la *sous-production* de certaines matières premières, effet du marasme de certains producteurs ruinés ou affaiblis par la guerre et par ses suites, ou du malthusianisme de certains autres producteurs qui veulent offrir peu pour vendre cher.

Elle vient enfin de l'*inégale répartition* de la population en Europe, où certaines nations, surpeuplées, ne peuvent offrir du travail à tous leurs enfants, tandis que d'autres, abondant en ressources naturelles, manquent de main-d'œuvre. Cette inégalité, aggravée par la guerre, crée en outre un malaise entre les nations pauvres et surpeuplées et les nations peu peuplées mais riches et dotées de colonies.

En fonction de ces deux dernières causes, la crise de la production sera atténuée et peut-être résolue par la création et le fonctionnement de trois organismes internationaux :

1° Un premier organisme travaillera, par la propagande et par l'avance de crédits agricoles et miniers, à *accroître la production*, en Europe et dans les colonies européennes, de telles denrées alimentaires et de telles matières premières dont la pénurie aura été reconnue par lui particulièrement dommageable à l'Europe : céréales, plantes sucrières, coton, métaux, pétrole, etc. ;

2° Un deuxième organisme veillera à la *répartition* des matières produites. Il procédera à une enquête permanente sur les contingents disponibles de chaque matière (production de l'année en cours, stocks) d'après les statistiques et les déclarations des pays producteurs ou détenteurs, et sur les besoins des régions industrielles et consommatrices. Si certains stocks dissimulés lui échappent, au moins aura-t-il les moyens de connaître toutes les offres et toutes les demandes, et de répartir les commandes entre les vendeurs en tenant compte de la qualité et de la quantité des marchandises offertes par les vendeurs et de la situation géographique de ceux-ci par rapport aux acheteurs. En outre, connaissant exactement la production et les besoins du monde en chaque matière, si la production d'une matière vient à dépasser excessivement les besoins de la consommation, l'organisme considéré entamera une campagne pour réduire cette production et pour indiquer la matière à produire en remplacement ;

3° Un troisième organisme dirigera l'*émigration* des pays congestionnés vers les pays de peuple-

ment insuffisant, soit en Europe, soit hors d'Europe. Cette organisation internationale de l'émigration devra être éclairée; elle distribuera les émigrants vers les pays d'immigration, en tenant compte des capacités des premiers et des besoins des seconds. Elle devra comporter une *caisse de crédits* et un *bureau d'hygiène*.

Ces trois organismes d'enquête et de répartition ne peuvent fonctionner que dans les cadres de la *Société des Nations Européennes*, avec des bureaux particuliers dans chaque nation.

IV. — Crise de circulation.

L'échange des produits, condition essentielle de toute prospérité, est entravée en Europe par une crise de la circulation. Cette crise a des causes antérieures à la guerre : l'insuffisance du réseau ferré et du matériel ferroviaire en Europe Orientale et Méditerranéenne, la discontinuité et l'hétérogénéité des réseaux navigables partout en Europe, sauf dans la grande plaine du Nord entre la Seine et la Vistule. Mais la guerre a déterminé d'autres causes de crise, beaucoup plus pernicieuses :

1° La *destruction* d'une grande quantité de voies ferrées, de travaux d'art, de matériel ferroviaire ;

2° la création entre les nouveaux États, notamment en Europe centrale, de *nouvelles frontières* au passage desquelles les anciennes conventions douanières sont inopérantes et n'ont pas encore été partout remplacées par de nouvelles, tandis que les nouvelles gares frontières, non encore adaptées à leurs nouvelles fonctions, entravent le trafic international ;

3° l'existence, dans certains nouveaux États, faits de tronçons d'anciens États disparus, de *réseaux différents*, mal ajustés les uns aux autres, défavorables au trafic intensif même à l'intérieur des territoires nationaux.

Une caisse de crédits internationaux, des sociétés d'entreprises internationales devront être organisées pour aider au sextuple effort suivant :

1° *Achèvement de la reconstruction* des lignes non encore reconstruites, selon l'ordre d'utilité pour les relations internationales. Par exemple, parmi les lignes endommagées, la ligne de Vienne à Salonique devra être remise, l'une des premières, en état de servir au commerce international.

2° *Accords douaniers* entre les États de l'Europe centrale et aménagement de toutes les nouvelles *gares frontières* pour les rendre propres au grand trafic international (entrepôts, voies de garage, personnel nombreux, etc.).

3° *Unification* des réseaux nationaux et internationaux.

4° Création de *voies ferrées nouvelles*, adaptées aux nécessités du commerce international (voies doublées, solidement construites pour le passage des trains lourds, gares bien outillées), afin de faciliter le commerce des jeunes nations. Par exemple, organisation des voies ferrées dites du 45° et du 50° parallèle, destinées à mettre en relations avec l'Europe occidentale l'une la Roumanie et la Yougoslavie, l'autre la Pologne et la Tchécoslovaquie.

5° Création de *nouvelles voies navigables* propres à faciliter le commerce international des denrées alimentaires, des matières premières et des objets manufacturés volumineux et lourds (blé, charbon, bois, produits de la métallurgie), sur lesquels repose en grande partie la prospérité des nations. Par exemple : canalisation de la Moselle ; union du Rhône, rendu navigable, au Rhin par un canal à grande section ; ces deux œuvres présentant l'intérêt international d'unir la Lorraine du fer à la Ruhr du charbon, la Méditerranée à la Rhénanie Autres constructions essentielles : canaux à grande section entre le Danube d'une part, le Rhin, l'Elte et l'Oder, de l'autre, destinés à faciliter les relations entre l'Europe centrale et orientale, de production surtout agricole, et les régions industrielles de la Rhénanie, de la Bohême et de la Sarre, de la Haute-Silésie et de la Pologne.

6° Organisation progressive du *libre échange* et du régime de la porte ouverte, au moins pour les denrées alimentaires de première nécessité et pour les matières premières employées par les industries essentielles.

V. — Crise de la société.

La guerre a désorganisé et affaibli par la misère de nombreuses classes de la Société, notamment la classe « ouvrière » (ouvriers agricoles et ouvriers d'industrie) et la classe « intellectuelle ». La première retrouvera la prospérité par l'application des mesures qui atténueront ou résoudront les crises de la production et de la circulation. Quant à la crise de l' « intelligence » ou des professions dites libérales, qui sont condamnées dans toute l'Europe à une vie diminuée, elle tient à un renversement des valeurs et à une vague de matérialisme dus à la guerre. Elle est particulièrement funeste parce qu'elle menace de réduire numériquement le personnel pensant de l'humanité et par suite d'arrêter le développement de la civilisation, et parce que le malheur, aigrissant les esprits, les rend pessimistes et injustes. Or, les intellectuels, parce qu'ils ont l'habitude et l'art d'exprimer leur pensée par la parole et par l'écrit, sont les directeurs de

l'opinion mondiale. Les conditions de vie qui leur sont faites aujourd'hui risquent, par voie de conséquence, d'entraîner le monde dans le pessimisme et dans l'injustice.

L'organisation internationale de l'Europe, c'est-à-dire la *Société des Nations Européennes*, devra s'efforcer de remettre en honneur et à sa place le travail intellectuel par toutes sortes de moyens ; jubilés des grands maîtres de la pensée vivants et commémorations internationales des morts ; institutions de prix analogues au prix Nobel, mais d'organisation plus largement internationale ; réglementation internationale réelle de la propriété scientifique, littéraire et artistique ; admission très généreuse des intellectuels dans tous les conseils internationaux où ils ont leur place indiquée parce qu'ils représentent l'intelligence, c'est-à-dire la faculté la plus humaine, la moins spécifiquement individuelle ou ethnique.

La *Société des Nations Européennes* pour favoriser le développement de l'intelligence devra recevoir, à périodes fixes, de chaque nation, un compte-rendu de *mandat éducateur* concernant ses écoles, toutes ses œuvres de développement éducateur, le traitement de ses savants et de ses artistes, compte-rendu qui, après contrôle, contribuera à lui donner son rang dans la Société modifiée ainsi qu'il est dit au § VIII, 2°-h-j.

VI. — Crise d'insécurité économique

L'Europe ne souffre pas seulement de multiples crises qui nuisent à sa prospérité. D'autres crises la privent de toute sécurité.

Sécurité économique d'abord. La plupart des Européens hésitent devant les vastes entreprises, parce qu'ils ne sont sûrs ni du lendemain ni de ceux qu'ils devraient s'associer comme collaborateurs. Ils se sentent seuls parmi des rivaux que la dureté de la lutte pour la vie rend plus âpres. D'autre part, les difficultés de la vie multiplient et exaspèrent les conflits du travail, qui nuisent également à l'esprit d'entreprise.

Les solutions pratiques, capables de rétablir la sécurité dans le domaine économique, doivent être cherchées dans une double direction :

1° *Entre pays*, favoriser par tous les moyens (enquêtes de techniciens, publicité, avances de crédits, appuis auprès des gouvernements intéressés, etc.) toutes les *entreprises internationales* ou l'introduction de *capitaux internationaux* dans les entreprises nationales. Favoriser l'union du fer lorrain et du charbon westphalien, favoriser l'introduction de capitaux français et anglais dans des entreprises hongroises et roumaines, ne suffira pas à assurer la paix et la sécurité mais y contribuera.

2° *Entre classes*, développer le *statut international du travail* et obliger, au besoin par des sanctions appropriées, toutes les nations à en accepter et à en exécuter tous les articles, après qu'ils auront été discutés et adoptés par les représentants de toutes les nations et, en certains cas, selon des modalités et avec des tempéraments particuliers pour certaines nations, à condition que l'équité en ait été reconnue par toutes.

Des deux organismes internationaux qui devront appliquer ces deux solutions, l'un existe, mais il devra être renforcé, peut-être dans son personnel et dans son budget, sûrement dans ses moyens de réalisation et de sanction. L'autre n'aura ni plus ni moins de difficulté à se constituer que les organismes prévus pour la répartition des matières premières ou des émigrants (III, 2° et 3°). L'un a été constitué par la *Société des Nations* ; l'autre sera constitué par elle.

VII. — Crise d'insécurité politique

La plupart des nations se sentent isolées, les unes craignant d'être victimes de l'esprit de revanche, les autres de l'esprit d'impérialisme, toutes craignant l'abus de la force et une guerre qui les trouverait seules et désarmées. De là les armements et les alliances particulières, palliatifs qui, en cas d'abus, peuvent de remèdes devenir poisons.

La solution de cette crise d'insécurité politique sera plus difficile à obtenir que la solution de la crise d'insécurité économique, parce que les ententes économiques sont plus aisées que les ententes politiques. Pourtant les moyens suivant paraissent efficaces :

1° Admettre dans la Société des Nations européennes, toutes les nations européennes.

2° Donner à la Société des Nations européennes tout pouvoir pour éviter ou résoudre les conflits, en donnant son plein effet à l'article 11 du Pacte, au moins en ce qui concerne les nations européennes.

3° Donner à la Société des Nations européennes une force réelle pour exercer des sanctions contre les États fauteurs de troubles. Cette force sera une force armée :

a) Tant qu'il y aura en Europe des Nations n'adhérant pas à la Société. Alors, la force internationale devra toujours être supérieure aux forces réunies de toutes les nations non adhérentes ;

b) Tant qu'il y aura dans la Société certaines nations dont il sera patent qu'elles n'ont encore pleinement réalisé ni le désarmement matériel, ni le désarmement moral.

Quand le désarmement matériel et moral aura

été obtenu de toutes les nations européennes, un désarmement progressif de la Société elle-même se fera, en tenant compte des armements, s'il en existe, chez les nations non européennes. La force de la Société des Nations se limitera alors à l'usage d'armes efficaces, mais non sanglantes (*Blocus commercial, financier*, etc.).

Dans l'état actuel de l'Europe, et sans doute pour une génération, les arrêts d'une Société des Nations sans force sont difficilement respectés des nations fortes, ou qui se croient fortes, ou qui n'admettent que la politique de la force. Elle en est trop souvent réduite à des procédés diplomatiques tendant à l'équilibre entre des forces contraires et rappelant les usages en cours dans l'Europe d'avant-guerre.

VIII. — Crise des sentiments.

Un malaise pèse sur l'Europe, par l'effet duquel la moindre contestation s'envenime. Beaucoup d'anciens combattants souffrent sourdement d'avoir perdu les plus belles années de leur vie sans en jouir et de n'avoir pas été payés de leurs sacrifices. De même chaque nation pense et agit comme si elle était mue par le sentiment, plus ou moins clairement conscient, qu'elle a plus donné que les autres et moins reçu. De là une rancune, une jalousie inavouée à l'égard des autres nations.

Cette crise des sentiments est l'effet d'une longue guerre. Elle ne pourra se résoudre que dans une longue paix.

Toutefois, on peut l'atténuer :

a) En faisant appel, dans la vie des nations comme dans celle des individus, à ceux qui ont le moins souffert de la guerre, par exemple à certains *neutres* qui s'y sont même enrichis, et en obtenant d'eux, pour adoucir les maux des anciens belligérants, des secours sans bénéfices exagérés (crédits d'argent, d'aliments, de matières premières, portant un intérêt normal);

b) En faisant régner dans les moindres conflits, si minimes que soient les intérêts engagés, si faibles que soient les collectivités intéressées, un *esprit de justice* et *d'apaisement*. Tout conflit résolu par un coup de force, — même si la force exprime le droit, et à plus forte raison dans le cas contraire, retentit douloureusement aujourd'hui dans le conscience de toutes les nations.

Ainsi l'amertume qui trouble les consciences nationales s'adoucira. Seule la *Société des Nations Européennes* peut, par une action continue et générale, pratiquer ces vertus internationales, mais à une double condition :

1° Qu'elle comprenne dans son sein toutes les nations de l'Europe ;

2° Que toutes y soient représentées et agissantes, sinon sur le même plan, du moins sur un *plan équitablement dressé*, de façon que la Société des Nations n'apparaisse pas dominée, au détriment des faibles et des isolés, par quelques associations d'intérêts ou de puissances : sociétés anglo-saxonnes, puissances de l'Europe Centrale patronnées par la France, union des États méditerranéens, etc. Or, c'est un fait que, à tort ou à raison, la Société des Nations a donné à certains, dans telle ou telle affaire, l'impression d'être dirigée dans ses décisions par l'influence de l'une ou l'autre de ces associations.

On préviendra cette impression, génératrice d'irrespect et d'insoumission, en donnant à chaque nation, dans le conseil élargi, dans les assemblées et dans les divers comités, de la Société européenne, sinon une représentation égale, du moins une représentation équitable et proportionnelle, déterminée par la combinaison de critériums multiples, dont les principaux seront, pour chaque nation :

1° La superficie de son territoire ;

b) Sa population ;

c) La superficie et la population de ses *colonies* non directement représentées ;

d) La valeur moyenne de sa *production* au cours des cinq dernières années ;

e) La valeur moyenne de son *commerce* pendant la même période ;

f) La valeur de ses *capitaux placés dans des entreprises productives à l'étranger ;*

g) Le nombre de ses *nationaux travaillant à l'étranger ;*

h) Le nombre de ses *écoles primaires et secondaires* proportionnellement au nombre de ses habitants ;

i) Le nombre de ses *étudiants* d'Université, nationaux et étrangers ;

j) Le nombre de ses *professeurs enseignant à l'étranger*, etc.

Ces critériums sont difficiles, mais non pas impossibles à établir. Ils sont des éléments de comparaison décisifs, surtout entre les nations européennes qui se sont développées dans des situations géographiques et dans des circonstances historiques analogues.

IX. — Crise des principes.

La guerre a suscité, au moins autant dans les générations qui ont été élevées pendant la guerre que dans celles qui l'ont faite, une crise des principes qui peut se caractériser ainsi :

a) Confiance dans la *force ;*

b) Progrès du *matérialisme ;*

c) Exaspération du *nationalisme.*

La Société des Nations Européennes devra entamer une campagne systématique pour restaurer l'esprit de *paix*, l'*idéalisme*, et le *respect* des autres nationalités, et pour créer par là un *e prit européen* et *international*. Elle peut le faire, si elle en a les moyens intellectuels et financiers, par des journaux, des tracts, des livres et des affiches, des films de cinématographe et des communications de T. S. F.

Elle le peut aussi en favorisant les « tours d'Europe » des étudiants et des professeurs, des techniciens, des groupements économiques, des représentants des syndicats ouvriers, qui permettront à toutes les classes d'une nation de connaître ce que pensent et ce que font les autres nations, de les comprendre et d'acquérir ainsi un esprit européen sans perdre leur esprit national.

Elle le peut surtout en s'opposant à tout excès du nationalisme égoïste et agressif, en protégeant dans chaque nation les minorités ethniques ou religieuses et en y obtenant un droit de regard à cette fin, et surtout en ayant les moyens de s'opposer efficacement à toute œuvre de propagande abusive. La Société des Nations européennes devra organiser dans ce but un *Bureau de la Vérité* ayant dans chaque nation des représentants pour lui signaler toute information tendancieuse transmise par la presse, le film ou le télégraphe, en vue de fausser l'opinion et de l'émouvoir indûment dans un intérêt national, et ayant les moyens de redresser rapidement l'information et de la transmettre rapidement au monde entier. La Société des Nations devrait pouvoir mettre au service de la propagation de la Vérité la station d'émission de T. S. F. la plus puissante du monde.

Conclusion.

1° Les crises, conséquences de la guerre, qui compromettent la prospérité et la sécurité de l'Europe, ne sont pas seulement d'ordre *politique* et *économique*, mais d'ordre *social, intellectuel* et *moral*. Elles doivent être résolues dans tous les ordres ; toute solution fragmentaire sera inopérante ;

2° Les consultations nationales récentes témoignent toutes plus ou moins d'une *volonté de guérir* qui anime les nations européennes ;

3° Les remèdes proposés ici, ambitieux en apparence, sont applicables grâce à cette volonté de guérir ;

4° Tous dérivent d'un même principe de *politique humaine*. Ils ne sont applicables que par les soins d'une *Société des nations européennes*, comprise dans la *Société des Nations mondiale*, mais mieux armée qu'elle en vue de certains buts précis et qui, en tant que Société européenne, devra acquérir une extension élargie, des attributions plus nombreuses, une puissance matérielle et morale supérieure.

Évidemment, les moyens indiqués ici n'auront leur plein effet que si la Russie entre dans la Société des Nations européennes, et si la limite de l'Europe unifiée ne commence pas au Pripet et au Dniester. Tous efforts de conciliation et de réalisation, compatibles avec les indépendances nationales et les principes de l'équité, devront être faits pour que la Russie adhère à l'union européenne internationale, avec tous les droits et les devoirs que cette adhésion suppose. Mais, sans l'adhésion ou avant l'adhésion de la Russie, l'œuvre peut commencer ; toutefois la force matérielle de la Société des Nations devra dans ce cas être constituée et maintenue. (comme il est dit au § VII, 5e a.)

Plus évidemment encore, les moyens indiqués ici n'auront pleine efficacité qu'avec la coopération des États-Unis. Ceux-ci ne veulent point actuellement entrer dans une Société mondiale des nations. Mais si une Société des Nations européennes comprise dans le sein de la Société mondiale, mais plus pratiquement organisée et mieux armée qu'elle, en vue de fins précises, véritable esquisse des États-Unis d'Europe, se présente devant la nation américaine avec un programme net, complet et réalisable de réparations, d'organisation financière, économique, politique, sociale et intellectuelle, il est très probable que l'Europe obtiendra d'elle, sinon adhésion, du moins coopération. Les autres nations non-européennes suivront. La coopération européenne aura déterminé la coopération mondiale.

***

ARIANE

(Nouvelle)

Sur le pont d'un paquebot allant d'Odessa à Sébastopol, un monsieur assez bien, à petite barbe ronde, s'approcha de moi et me dit :

— Faites attention à ces Allemands qui sont assis près du salon. Quand des Allemands ou des Anglais se rencontrent, ils parlent du prix de la laine, de la récolte et de leurs affaires personnelles, et, quand nous nous rencontrons, nous autres Russes, nous ne parlons que de femmes et de sujets abstraits ; mais nous parlons surtout des femmes.

La figure de ce monsieur m'était déjà connue. La veille, nous étions rentrés de l'étranger par le même train, et à Volotchisk, je le vis à la douane auprès d'une dame, devant une véritable montagne de malles et de corbeilles, remplies de robes. Je vis sa gêne et sa consternation de tout l'argent qu'il devait payer pour quelques chiffons de soie. Sa compagne protestait et menaçait de se plaindre à je ne sais qui. Puis, au cours du voyage jusqu'à Odessa, je l'avais vu porter dans le compartiment des dames seules des gâteaux et des oranges.

Le temps était un peu humide ; il y avait un peu de roulis, et les dames s'étaient retirées dans leurs cabines. Le monsieur à la petite barbe ronde s'assit à côté de moi, et continua :

— Oui, quand des Russes se rencontrent, ils ne parlent que de philosophie et de femmes. Nous sommes si intellectuels, si sérieux, que nous ne faisons qu'énoncer des vérités et ne pouvons résoudre que des questions d'ordre supérieur. L'acteur russe ne sait pas être gai ; il joue les vaudevilles avec profondeur. Nous sommes pareils ; quand il faut parler de bagatelles, nous n'en parlons que du point de vue abstrait. C'est manque de hardiesse, de simplicité et de sincérité. Nous ne parlons si souvent des femmes que parce que, me semble-t-il, nous n'en sommes pas satisfaits. Nous considérons la femme de façon trop idéale et montrons des exigences sans rapport avec ce que peut offrir la réalité. Nous recevons bien moins que nous ne désirons ; et, au total, nos espérances sont déçues : notre âme souffre. Et on parle de ce qu'on souffre ! Ça ne vous ennuie pas que je continue cette conversation?...

— Non, pas du tout.

— En ce cas, dit mon interlocuteur en se soulevant légèrement, permettez-moi de me présenter : Ivane Ilytch Chamôkine, propriétaire moscovite en quelque façon... Moi, je vous connais bien.

Il s'assit et poursuivit, en me regardant sincèrement et gentiment :

— Ces conversations continuelles sur les femmes, un philosophe moyen, dans le genre de Max Nordau, les expliquerait par la folie érotique ou parce que nous sommes des ci-devant possesseurs de serfs, etc., etc. Pour moi, je vois la chose d'une autre façon. Je le répète : nous ne sommes pas satisfaits parce que nous sommes des idéalistes. Nous voulons que les créatures qui nous donnent le jour, à nous et à nos enfants, soient plus hautes que nous, plus hautes que tout au monde. Jeunes, nous poétisons et adorons celles dont nous sommes amoureux. L'amour et le bonheur pour nous sont synonymes. Chez nous, en Russie, on détracte le mariage sans amour ; on se moque de la sensualité ; elle inspire le dégoût. Les romans et les nouvelles qui ont le plus de succès sont celles et ceux où les femmes sont belles, poétiques et nobles, et, si le Russe admire une madone de Raphaël ou se préoccupe de l'émancipation des femmes, il n'y a là, je vous assure, rien d'affecté. Mais voilà le malheur ! A peine sommes-nous mariés ou avons-nous une liaison, nous nous sentons, au bout de quelque deux ou trois ans, désenchantés, déçus. Nous nous lions avec d'autres femmes, et, à nouveau, le désenchantement, l'effroi. Et, au bout du compte, nous nous convainquons que les femmes sont menteuses, vaines, frivoles, injustes, peu développées, cruelles. Bref, non seulement leur niveau n'est pas supérieur à celui des hommes, mais elles sont infiniment plus bas. Et il ne nous reste rien de plus, — insatisfaits et désillusionnés que nous sommes, — qu'à maugréer et à dire, à l'occasion, combien nous sommes cruellement déçus !

Tandis que Chamôkine parlait, je remarquais que la langue et l'ambiance russes lui causaient un grand plaisir. Cela venait sans doute de ce que, à l'étranger, sa patrie lui avait beaucoup manqué. En vantant les Russes et en leur prêtant un idéalisme rare, il ne médisait pas des étrangers, et cela disposait en sa faveur. Il était à remarquer aussi qu'en son âme il y avait du malaise, qu'il voulait parler plutôt de lui-même que des femmes et que j'allais avoir à subir quelque longue histoire, semblable à une confession.

Et, en effet, quand nous eûmes demandé une bouteille de vin et en eûmes bu un verre, il commença ainsi :

— Je me rappelle que, dans un récit de Veltmann, quelqu'un dit : « En voilà une histoire ! » Et son interlocuteur lui répond : « Non, ce n'est pas une histoire, mais l'introduction à une histoire. » Ce que je viens de vous dire jusqu'à maintenant n'est que l'introduction, et je veux, à proprement parler, vous raconter ma dernière aventure. Pardon, je vais vous demander encore une fois : ça ne vous ennuie pas d'écouter?

Je lui en donnai l'assurance ; il reprit :

— L'action se passe dans le gouvernement de Moscou, dans un des districts du Nord. Là, il faut le dire, la nature est étonnante. Notre propriété se trouve sur la rive escarpée d'une petite rivière rapide, à un endroit bouillonnant où l'eau murmure nuit et jour. Figurez-vous un vieux et grand jardin, de jolis parterres, des ruches, un potager ; en bas, la rivière avec ses saules touffus, qui, en temps de grande rosée, semblent d'argent mat comme s'ils grisonnaient ; et, sur l'autre rive, des prairies. Derrière elle, une forêt de sapins, noirs,

effrayants. Dans cette forêt poussent sans cesse des oronges, et dans ses fourrés, vivent des élans. Quand on me clouera dans la bière, je me rappellerai, il me semble, les points du jour où le soleil vous aveugle, et les merveilleux soirs de printemps où, dans le jardin et au delà, chantent les rossignols et des râles, et où, du village, viennent les sons de l'accordéon. A la maison, on joue du piano ; la rivière bouillonne ; c'est, en un mot, un concert tel que l'on veut, à la fois, et pleurer, et chanter à tue-tête. Nous n'avons que peu de terres de labour, mais les prairies font compensation, et, avec les bois, elles donnent près de deux mille roubles de revenus par an. Je suis fils unique ; nous sommes, mon père et moi, des gens modestes, et cet argent et la pension de mon père nous suffisaient entièrement.

Je passai à la campagne les trois premières années après ma sortie de l'Université et m'occupai de la propriété. Je m'attendais à être élu un jour ou l'autre à quelque fonction ; mais, ce qui pour moi primait tout : j'étais très amoureux d'une jeune fille extraordinairement belle et séduisante.

Elle était la sœur de mon voisin, le propriétaire Kotlôvitch, gentilhomme ruiné, dans la propriété duquel on faisait pousser des ananas et des pêches remarquables, où il y avait des paratonnerres, et, au milieu de la cour, un jet d'eau, mais où il n'y avait pas un kopek. Kotlôvitch ne faisait rien, ne savait rien, était mou comme si on l'eût fait de navets bouillis. Il traitait les moujiks par l'homéopathie et s'occupait de spiritisme. Au demeurant, c'était un homme délicat, compatissant et pas sot. Mais mon cœur ne me porte pas vers ces messieurs qui s'entretiennent avec les esprits et traitent les paysannes par le magnétisme. D'abord, tous les gens dont l'esprit est préoccupé ont des conceptions troubles et il est très difficile de causer avec eux ; en second lieu, ils n'aiment personne, évitent les femmes, et ce mystère agit désagréablement sur les gens impressionnables.

L'extérieur de Kotlôvitch ne me plaisait pas non plus. Il était grand, gros, blanc, avec la tête petite, les yeux petits et brillants, des doigts blancs et potelés. Il ne vous serrait pas la main, mais vous la pétrissait. Et il s'excusait toujours ; en demandant quelque chose, il s'excusait ; en donnant, il s'excusait aussi.

Sa sœur était un personnage d'une toute autre pièce de théâtre. Je dois vous dire que, dans mon enfance et ma jeunesse, je ne connaissais pas les Kotlôvitch. Mon père était professeur à N... et nous avions habité longtemps la province. Quand je fis connaissance de cette jeune fille, elle avait déjà vingt-deux ans. Elle était sortie depuis longtemps de l'Institut (1), et avait habité Moscou deux ou trois ans, chez une tante riche qui la menait dans le monde. Quand je fis sa connaissance et dus lui parler la première fois, je fus surtout frappé par son nom rare et beau : Ariane. Il lui allait si bien !

C'était une brune très maigre, très mince, souple, élancée, extraordinairement gracieuse, avec des traits élégants et fort nobles. Elle aussi avait les yeux brillants, mais chez son frère, ils avaient un brillant froid et fade comme celui des bonbons ; dans son regard, à elle, luisait la fière et belle jeunesse. Elle me conquit dès le premier jour ; et il ne pouvait pas en être autrement.

La première impression fut si forte que, jusqu'à présent, je ne peux pas renoncer à mes illusions. Je veux encore croire que la nature, lorsqu'elle forma cette jeune fille, avait un dessein large et surprenant. La voix d'Ariane, son pas, son chapeau, et même l'empreinte de ses pas sur la rive sableuse où elle pêchait des goujons, me procuraient de la joie, une soif passionnée de vie. Je jugeais de son état psychique d'après son beau visage, et, chaque mot d'Ariane, chaque sourire m'enchantait, me séduisait, et me forçait à croire à l'élévation de son âme. Elle était douce, communicative, gaie, simple dans ses manières. Elle croyait poétiquement en Dieu, parlait poétiquement de la mort, et, dans son âme, il y avait une telle richesse de nuances qu'elle savait donner même à ses défauts, une tournure personnelle et gentille. Supposons qu'elle eût besoin d'un nouveau cheval et qu'elle n'eût pas d'argent : le beau malheur ! On peut vendre ou hypothéquer quelque chose, et si l'intendant jure qu'il n'y a rien à vendre, ni à hypothéquer, on peut enlever les toits en tôle des dépendances de la maison et les vendre comme ferraille ; ou bien on peut, au plus fort moment du travail, envoyer au marché les chevaux de l'exploitation, et les vendre pour rien.

Ces désirs effrénés mettaient parfois au désespoir toute la propriété ; mais elle les exprimait avec tant d'élégance qu'à la fin on lui pardonnait et lui permettait tout, comme à une déesse ou à la femme de César. Mon amour était touchant et chacun le remarqua bientôt, mon père, les voisins et les moujiks ; et chacun me portait sympathie. Lorsque, d'aventure, je régalais les ouvriers de vodka, ils me saluaient en disant :

— Que Dieu vous accorde de vous marier avec la demoiselle des Kotlôvitch !

Ariane elle-même savait que je l'aimais. Elle

(1) Maison d'éducation pour les jeunes filles nobles. (Tr.)

venait souvent chez nous à cheval ou en charrette anglaise et passait parfois des journées entières avec mon père et moi. Elle se lia d'amitié avec mon père et il lui apprit même à monter à bicyclette, ce qui était sa distraction favorite. Je me rappelle qu'un soir elle s'apprêtait à une promenade, et je l'aidais à monter ; à ce moment-là, elle était si belle qu'il me sembla que je me brûlais les doigts en la voyant ; je tremblais d'enchantement et, quand mon père et elle, tous deux beaux et sveltes, roulèrent côte à côte sur la chaussée, un cheval, que montait un intendant, fit un écart ; il me sembla qu'il s'était jeté de côté parce qu'il avait été frappé de la beauté d'Ariane.

Mon amour, mon adoration touchaient la jeune fille, l'attendrissaient, et elle désirait passionnément éprouver le même enchantement et répondre à mon amour. C'est si poétique ! .

Mais aimer véritablement, comme je faisais, elle ne le pouvait pas, car elle était froide et déjà assez perverse. En elle logeait déjà le malin, qui lui chuchotait nuit et jour qu'elle était ravissante, divine ; et elle, qui ne savait positivement pas pourquoi elle était au monde et pourquoi elle vivait, ne se figurait pas, dans le futur, autrement que très riche et illustre. Elle rêvait bals, courses, livrées, somptueux salons, — « son salon » à elle, — et un essaim de comtes, de princes, d'ambassadeurs, d'artistes et d'acteurs connus, tous s'inclinant devant elle et admirant sa beauté et ses toilettes... Cette soif de puissance et de succès, ces idées constamment dirigées dans le même sens, refroidissaient les gens. Ariane aussi était froide, et envers moi, et pour la nature, et pour la musique.

Cependant le temps passait et les ambassadeurs n'arrivaient pas. Ariane continuait à vivre chez son frère le spirite, dont les affaires empiraient sans cesse, en sorte qu'elle n'avait pas même de quoi s'acheter des robes et des chapeaux. Il fallait ruser et s'ingénier pour cacher sa pauvreté.

Comme un fait exprès, lorsqu'elle était à Moscou chez sa tante, un certain prince Maktoüiév, homme riche, mais absolument nul, l'avait demandée en mariage. Elle le refusa tout net. Mais, désormais, le ver du repentir la rongeait par moments : que l'avait-elle refusé ! Comme notre moujik souffle avec répulsion sur du kvass où se sont noyés des cancrelas, mais le boit cependant, elle faisait une moue de dédain en se souvenant du prince ; et, tout de même, elle disait :

— On a beau dire, il y a dans un titre quelque chose d'extraordinaire, de prestigieux...

Elle rêvait de titres, de luxe, et, en même temps, elle ne voulait pas me perdre. Lors même que l'on rêve d'ambassadeurs, le cœur n'est pas de pierre et l'on regrette sa jeunesse qui passe. Ariane tâchait d'aimer, faisait mine d'aimer et m'avait même juré qu'elle m'aimait. Mais je suis un homme nerveux, pénétrant...

Quand on m'aime, je le sens même à distance sans assurances ni serments. Et en elle, je sentais la glace, et, quand elle me parlait d'amour, il me semblait entendre le chant d'un rossignol mécanique. Ariane, elle-même, sentait que le feu lui manquait. Cela la contrariait, et je la vis souvent pleurer. Et même, figurez-vous, une fois, elle m'étreignit fougueusement et m'embrassa...

Cela arriva un soir, au bord de la rivière... Je vis dans ses yeux qu'elle ne m'aimait pas et qu'elle ne m'avait embrassé que par curiosité, pour voir ce qui en résulterait. Et j'eus peur... Je la pris par la main et lui dis, au désespoir :

— Ces caresses sans amour me font souffrir !

— Quel... original vous êtes !... dit-elle avec dépit, et elle s'éloigna.

Selon toute probabilité, je me serais marié avec elle au bout de deux ou trois ans, et l'histoire eût été finie, mais le destin voulut arranger notre affaire autrement. Il arriva qu'un autre personnage surgit à notre horizon. Un camarade d'Université de son frère, nommé Loubkov — Mikhaïl Ivánovitch — vint passer quelque temps chez Kotlôvitch. C'était un homme bon, dont les cochers et les domestiques disaient : « C'est un monsieur extrêmement plaisant. »

Taille moyenne, un peu maigre, chauve, une figure de bon bourgeois, pas intéressante, mais pas laide ; pâle, avec des moustaches rudes, bien soignées, le cou ridé en chair de poule avec des boutons ; une grosse pomme d'Adam. Il portait un pince-nez à large ganse noire. Il grasseyait, ne prononçant ni les R, ni les L. Il était toujours gai, et tout le faisait rire. Il s'était marié d'une façon extraordinairement bête. Sa femme lui avait apporté en dot deux maisons à Moscou, près du Diévitché-pôlié ; il se mit à les réparer et à y faire installer des bains, et se ruina de fond en comble. Sa femme et ses quatre enfants logeaient maintenant en garni aux « Chambres orientales » et étaient dans la misère. Il devait les faire vivre et cela lui semblait drôle.

Il avait trente-six ans et sa femme quarante-deux ; cela aussi l'amusait. Sa mère, une femme présomptueuse et bouffie d'orgueil, avec des prétentions nobiliaires, méprisait sa belle-fille et vivait seule avec une horde de chiens et de chats ; et, à elle aussi, il devait donner soixante-quinze roubles par mois. Lui-même, étant homme de goût, aimait à déjeuner au Bazar slave et à dîner à

l'Hermitage (1). Il lui fallait beaucoup d'argent, et son oncle ne lui donnait que deux mille roubles par an ; ça ne suffisait pas et il courait Moscou toute la journée, la langue pendante, comme on dit, cherchant à contracter des emprunts quelque part ; et cela aussi lui semblait drôle.

Il était venu chez Kotlôvitch pour se reposer au sein de la nature, disait-il, de la vie de famille. A dîner, à souper, durant les promenades, il nous parlait de sa femme, de sa mère, de ses créanciers, des huissiers ; et il se moquait d'eux. Il se moquait de lui-même et assurait que, grâce à sa faculté d'emprunter, il avait fait beaucoup de connaissances agréables ; il riait sans cesse et nous riions aussi. A son contact, nous nous mîmes à vivre autrement que nous ne faisions avant. Je me sentais enclin aux plaisirs paisibles, et, en quelque sorte, idylliques ; j'aimais à pêcher, à me promener le soir, à chercher des champignons. Loubkov, lui, préférait les pique-niques, les feux d'artifice, la chasse à courre ; il organisait trois fois par semaine des pique-niques, et Ariane, avec une figure inspirée et sérieuse, inscrivait sur un papier des huîtres, des bonbons, du champagne, et m'envoyait chercher tout cela à Moscou, sans me demander, naturellement, si j'avais de l'argent. Pendant les pique-niques, il portait des toasts, riait et multipliait les joyeuses histoires sur sa femme vieille, les chiens gras de sa belle-mère et la charmante gentillesse des créanciers...

Loubkov aimait la nature, mais il la considérait comme chose depuis longtemps connue, et, en outre essentiellement et incommensurablement inférieure à lui, et créée pour son seul plaisir. S'arrêtant devant un beau paysage, il disait : « Il serait bien de prendre le thé ici. » Ayant vu un jour Ariane se promener avec une ombrelle, il me la montra de la tête, et dit :

— Elle est maigre, et cela me plaît ; je n'aime pas les femmes grasses.

Cela me froissa. Je le priai de ne pas parler ainsi des femmes devant moi. Il me regarda avec surprise et dit :

— Quel mal y a-t-il à ce que j'aime les maigres et n'aime pas les grasses?

Je ne lui répondis rien. Une autre fois, étant de bonne humeur et ayant un peu bu, il me dit :

— J'ai remarqué que vous plaisez à Ariane Grigôriévna ; je m'étonne que vous n'en profitiez pas.

Je me sentis gêné par ces mots et lui exprimai avec trouble mes vues sur l'amour et la femme.

— Je ne sais, soupira-t-il. Pour moi, une femme est une femme et un homme est un homme. Qu'Ariane Grigôriévna soit poétique et élevée, cela ne signifie pas qu'elle soit en dehors des lois de la nature. Vous le voyez vous-même, elle est en âge d'avoir un mari ou un amant. Je respecte les femmes non moins que vous ; mais j'estime que certaines relations n'excluent pas la poésie. La poésie reste la poésie, mais n'exclut pas l'amant. C'est exactement comme en agriculture : la beauté de la nature est une chose, mais le rapport des bois et des champs en est une autre.

Quand Ariane et moi nous pêchions les goujons, Loubkov restait étendu sur le sable à côté de nous ; il se moquait de moi ou m'apprenait comment il faut vivre.

— Je m'étonne, cher monsieur, me disait-il, que vous puissiez vivre sans intrigue amoureuse. Vous êtes jeune, beau, intéressant — en un mot, un homme bien — et vous vivez comme un moine ! Ah ! ces vieillards de vingt-huit ans ! J'ai presque dix ans de plus que vous, mais quel est le plus jeune de nous deux? Qui, demanda-t-il, Ariane Grigôriévna?

— Vous, certainement, lui répondit Ariane.

Quand notre silence et l'attention avec laquelle nous regardions le flotteur l'ennuyaient, il rentrait à la maison. Ariane me disait en me regardant, d'un air fâché :

— Vraiment, vous n'êtes pas un homme, mais Dieu me pardonne, une bouillie claire. L'homme doit s'emballer, faire des folies, des fautes, souffrir ! Une femme vous pardonnera une imprudence ou une imprudence, mais elle ne vous pardonnera jamais d'être trop raisonnable.

Elle se fâcha pour de bon et continua :

— Pour avoir du succès, il faut être résolu et hardi. Loubkov est moins bien que vous, mais il est plus intéressant, et il aura toujours du succès auprès des femmes parce qu'il ne vous ressemble pas ; c'est un homme...

On percevait dans sa voix une sorte d'exaspération. Une fois, à souper, elle commença à dire sans s'adresser à moi que, si elle était un homme, elle ne moisirait pas à la campagne. Elle voyagerait, vivrait à l'étranger, par exemple, en Italie... « Oh ! l'Italie ! » Mon père, involontairement, versa de l'huile sur le feu ; il parla longuement de l'Italie : que c'était beau ! quelle nature ! quels musées ! Ariane ressentit tout à coup un violent désir d'aller en Italie. Elle frappa même la table du poing, et ses yeux brillèrent : il faut y aller !

(A suivre) Anton TCHEKHOV.

(Traduit du russe par Denis Roche).

(1) Deux bons restaurants de Moscou. (Tr.)

**

UN TOURISTE LITTÉRAIRE

GABRIEL FAURE

Si quelqu'un — à une époque hâtive qui ne s'attarde plus guère à méditer sur les livres anciens chargés de sagesse, et qui ne fait plus qu'effleurer en passant d'un regard distrait les vieux monuments et les beaux sites — mérite de porter encore le nom de *touriste littéraire*, je crois bien que c'est Gabriel Faure.

Épris du passé comme pas un, mais ne séparant jamais ce passé de la nature, l'auteur des *Heures d'Italie*, de la *Route de volupté*, de la *Vallée du Rhône* et de tant d'autres livres chargés de ce que lui-même appelle la « poussière de l'histoire », a repris à son usage, mais en l'élargissant, cette formule descriptive si particulière dont Cicéron, Montesquieu, de Brosses furent les précurseurs et qui consiste à ne séparer jamais les lieux de l'univers de la mémoire de ceux qui en firent leur séjour de prédilection.

A ce point de vue, Gabriel Faure est bien un homme de son temps. Sous l'apparence d'un souriant scepticisme, nul, autant que lui, n'a besoin de croire et d'aimer : des campagnes sans habitants, des cités dont le passé ne présente ni faits ni anecdoctes ne sont à ses yeux que des déserts. Aussi peuple-t-il des uns et des autres tout ce qu'il écrit : « C'est, a fait remarquer l'un de ses commentateurs, M. Alphonse Séché, un moyen d'animer les paysages, de les *passionner*. »

Ce mot *passion*, appliqué à la peinture des villes, à la relation des voyages, est bien romantique ; mais qui sait si le romantisme n'a pas trouvé là, parmi tant de genres où il s'illustra, l'un de ses titres les plus durables? Bien que maints auteurs d'autrefois aient laissé déjà de piquantes impressions de leurs déplacements ou, comme Mme de Sévigné, de leur séjour d'été dans les villes d'eaux, c'est surtout au XIXe siècle que nous avons connu ces *Itinéraires*, ces *Promenades*, ces *Notes*, ces *Lettres à un ami* (le *Rhin*), voire ces tableaux exaltés de la nature (*Du sang, de la volupté et de la mort*), auxquels, de Chateaubriand à Maurice Barrès, en passant par Stendhal, Taine et Victor Hugo, tant de grands écrivains attachèrent leurs noms.

N'est-ce pas Jean-Jacques Ampère qui écrivit une fois qu'« un voyage demeure la meilleure explication d'un poète? » Jean-Jacques Ampère éprouva lui-même cette vérité à propos de Dante ; et lui aussi, il était de cette race fervente des hommes qui aiment à s'en aller en pèlerins vers les lieux illustres. Mais, ce qu'il avait fait pour les sites dantesques, il restait à l'entreprendre pour bien d'autres monuments, d'autres pays, d'autres hommes.

C'est ce qu'a fait de nos jours Gabriel Faure. A son tour, le bâton à la main, il est parti ; il a gravi les collines, parcouru les plaines, pénétré dans les sanctuaires ; un moment, il s'est attardé à méditer sous la treille ; mais partout, dans ses voyages — et c'est là le secret captivant de ses livres — il a mêlé le souvenir aux choses vivantes.

***

Ce mot *souvenir*, quand il s'agit des êtres exceptionnels qui nous précèdèrent dans les arts, les lettres, les sciences, exerce un véritable pouvoir de magie ; mais ce n'est pas là tout le sortilège dont dispose ce mot ineffable. Et n'est-il pas, dans ce monde de l'évocation, un plus doux prestige? Sainte-Beuve le pensait, qui dédia — précisément à J. J. Ampère — la plus belle de ses *Pensées d'Août*, la plus voluptueuse, celle dans laquelle il rapporte l'une de ses méditations à Thoune et à Lausanne. Ici Chénier vint, dit-il :

Il a vu ces grands bords,
Jeune, il a dénombré leurs sauvages trésors.
Il les voulait revoir, quand l'amour infidèle
Le délaissait en proie à sa flamme moins belle...

Et voilà notre pèlerin errant le long de ce lac, recueillant toutes les confidences que lui font les flots et les feuillages :

Un banc au bord du lac, un ombrage, une allée
Où d'avance l'on sait qu'une âme, un jour voilée,
S'est assise en pleurant...

il n'en faut pas plus à cette sensible imagination. Certes, nous ne savons plus pour quelle Fanny, pour quelle Camille Chénier souffrait à ce moment ; mais grâce à ce banc, à cette allée, à cet ombrage montrés par le touriste, il semble que le poète soit là vivant devant nous.

Une telle évocation, dans le milieu ou dans le paysage, évocation de *plein air* opposée à l'évocation d'archives que pratiquèrent si bien les Michelet et les Taine, est des plus saisissantes. S'il s'agit d'une habitation, d'un jardin, cette évocation dresse, autour de la figure, un cadre d'intimité, l'enveloppe d'une sorte d'atmosphère douce et recueillie ; si, au contraire, c'est dans la campagne, ou si, comme c'est le cas pour Chénier, c'est au pied d'une montagne, au bord d'un lac, cela confère au personnage une sorte de recul, aide à l'ennoblir, à le grandir même.

Le tourisme littéraire, pratiqué dans ces condi-

tions, devient un art, et un art véritable. Il y faut de la précision. Sainte-Beuve (puisque c'est lui, par sa poésie dédiée à Ampère qui nous mena dans ces sentiers) le sentait mieux que personne. Ne dit-il pas, une fois, que c'était son désir d'arriver à déterminer exactement « dans un pèlerinage aux bords du Mincio... l'endroit où habitait Virgile? » Mais aussi, dans cet art charmant, qui plaît et conduit loin, il faut de la divination, un peu de curiosité, beaucoup de tendresse.

Ce sont là les vertus qu'exige le tourisme littéraire. Chateaubriand, qui était un homme fastueux, et l'écrivain qui se montra toujours le plus en ambassade et en parade, ne ressentit jamais mieux tout cela qu'à Venise. Lui-même le dit dans ses *Mémoires*. C'est à propos de Rousseau et de Byron. « J'éprouve, écrit-il, un plaisir indicible à revoir les chefs-d'œuvre de ces grands maîtres dans le lieu même pour lequel ils ont été faits. »

Encore que Byron ait rempli le monde de son nom, c'est à Rousseau que Gabriel Faure, comme Chateaubriand, a prêté attention le plus volontiers. Du moins l'a-t-il donné à entendre dans un ouvrage qui est plein de piété et d'indulgence : *Jean-Jacques Rousseau en Dauphiné*. Et, ce qu'il a fait pour Jean-Jacques, il l'a fait aussi pour Stendhal. Je crois qu'il est bien désormais impossible de s'en aller à Grenoble, ou à Laffrey, ou à Claix (en Dauphiné) pour rendre hommage à la mémoire de cet esprit étincelant, lumineux qu'était Beyle, sans emporter avec soi ce parfait petit guide : *Au pays de Stendhal*, qui demeure bien, par son aspect et son essence, le type même de ce manuel intelligent de tourisme tel que Gabriel Faure le conçoit, le rédige et le produit pour notre dilection.

***

Henry Beyle, aux yeux de Gabriel Faure comme aux nôtres d'ailleurs, c'est le guide informé, le cicerone enthousiaste du séjour romain, des flâneries en Lombardie, en Toscane, à Venise. Mais ce n'est pas cela, uniquement. Le Latin, en Stendhal, faisait fort bon ménage avec le Rhodanien, enfin, comme eût dit le plus charmant des enfants de ces rives, tué hélas ! à la guerre, le regretté Jean-Marc Bernard, avec le Dauphinois.

Si le Vivarais, terre des oliviers, des mûriers, des vignobles, demeure le berceau de Gabriel Faure, le Dauphiné reste sa terre ancestrale, celle où, dit-il, « naquirent tous les siens ». De là, dans son style qui est dru, de bon aloi, concis par instants et brillant par d'autres, ce rythme alterné, cette double cadence : celle de la montagne et celle du fleuve. Lui-même l'a écrit une fois, en rappelant à travers la buée du passé, les images de sa jeunesse : « Pendant mes années de lycée, l'une des meilleures joies, dès que j'avais une heure de liberté, était de grimper sur la colline qui domine Tournon. »

Ah ! ce lycée ! De quel accent en parle Gabriel Faure : « Mon lycée ! » dit-il. Son lycée ! En vérité, je crois bien que depuis les pages d'une intimité si persuasive, d'un charme si pénétrant qu'Eugène Fromentin, dans *Dominique*, consacra à décrire son vieux collège de La Rochelle, personne ne parla avec un recueillement aussi ému de ces années studieuses qui demeurent, dans le recul du temps, si chères au cœur de l'homme, et qui, dans bien des cas, préparent l'écrivain.

De tous les « pays imprégnés de littérature, saturés de passion » (1), que Gabriel Faure sera, par la suite, appelé à connaître, Tournon, son canton, son paysage, sera bien le premier, et partant le plus cher. A Tournon, l'auteur de tant de livres qui ressemblent un peu à des herbiers, mais des herbiers de grands noms, retrouva, par la suite, les visages lyriques de Mallarmé, de Ronsard. A Tournon, il vit le Rhône, et, s'il n'en chanta pas le poème comme Mistral, il en suivit, en retraça l'itinéraire.

Le charmant Nodier, jadis, avait fait cela pour la Seine. Il était remonté à sa source, en avait épousé les méandres, et, pas à pas, décrit les caprices, évoqué le passé. Puis Alphonse Daudet était venu, qui avait approché le Rhône, s'était penché sur ses eaux. « Oh ! que le Rhône était grand et brillant, ce matin-là ! » On connaît ce beau chant que l'auteur des *Lettres de mon moulin* entonna, tout jeune encore, en embarquant devant Tarascon et Beaucaire, à bord du *Bonnardelle*. Ce chant, cette louange du fleuve, bien des années après, Gabriel Faure l'a repris à son tour. Il y a mis toute son âme. Et c'est ce qui fait que l'un des plus personnels des poètes de cette contrée, M. Louis Pize, a pu écrire de ce livre : *La Vallée du Rhône*, que « c'est de Lyon en Arles, le voyage d'un lettré par qui l'on a plaisir à se laisser guider, avec qui l'on s'attarde dans les sites pleins de souvenirs ».

***

Je crois bien que c'est Beyle qui l'a dit ; et Gabriel Faure l'a répété : « en entrant à Avignon, on se croit dans une ville d'Italie. » Cependant, dès que l'on est en Italie, l'on n'oublie pas non plus Avignon, sa terrasse surplombant le Rhône, son palais papal, son pont légendaire.

Gabriel Faure, et nous reviendrons sur cette

(1) ADRIEN CHEVALIER : *L'Italie de Gabriel Faure* (1922).

forme de son talent, s'est trop imprégné de la grâce des choses de France, il en a trop surpris le charme, exprimé la poésie pour les oublier jamais. Mais l'auteur d'*Heures d'Italie*, d'*Au pays de Saint-François*, a fait comme bien des Français, comme Fragonard par exemple, c'est en descendant le long du Rhône, en s'attardant dans Maillane, dans Arles ou dans Aix, la noble cité provençale, qu'il s'est préparé à aborder la patrie des dieux et des Césars.

Non, la lumière qui resplendit au-dessus de Saint-Trophime, et qui dore le mur d'Orange ou les vieilles tours des Baux n'est pas indigne de celle qui enveloppe les églises d'Ombrie ou qui donne aux vieux monuments florentins cette patine foncée si magnifique. Et c'est parce qu'il a bien aimé cette lumière, dont son style est resté illuminé, que Gabriel Faure a compris et exprimé si bien la séduction d'un monde dont Maurice Barrès, en le nommant, a pu dire un jour : « les hommes recevant de l'Italie, depuis des siècles, toutes les ivresses du bonheur, l'appellent justement leur maîtresse. »

Pas plus que Stendhal, ou Taine, ou Barrès, Gabriel Faure, une fois les Alpes franchies, n'échappa au sortilège. Lui aussi, au contact des cités chargées de gloire, et des jardins de cyprès, des édifices, il connut ces « ivresses du bonheur » ; lui aussi, il se plut, comme Henry Beyle, dans les rues mêmes de Parme, à retrouver les madones de Corrège « avec leurs beaux yeux si tendres, qui courent les rues déguisées en paysannes ». Mais, de ces ivresses, il a su dégager une noble leçon d'art ; sa volupté s'est affinée, s'est faite érudite, délicate ; et ce « goût passionné de l'Italie », dont M. Paul Bourget a parlé un jour, je pense que nul ne l'a exprimé mieux, ni dans de meilleures descriptions que ce voyageur attentif qui, tout en demeurant sensible, ne cessa jamais de se montrer informé.

Cinq siècles de pèlerinage
Ont fait illustres les sentiers
Qui montent vers le frais village
Où Pétrarque, en son ermitage,
Cultiva ses arbres fruitiers...

Ainsi M. Pierre de Nolhac, maître humaniste, a chanté en abordant, à Arquà, le berceau d'un grand poète ; ainsi, au milieu des mêmes collines Euganéennes, Gabriel Faure se plut à rechercher, à l'ombre des vignes, l'antique présence de l'auteur des sonnets et des canzones. Ici, l'on respire un air saturé de lyrisme, enivrant de douceur ; ici, passèrent Pétrarque et l'Arioste et Shelley ; mais dans une terre si riche de passé, lourde du souvenir de tant de grands faits, où tant de mémoires, charmantes ou guerrières, subsistent encore, comment choisir? M. Gabriel Faure ne choisit pas. Que ce soit en Piémont, en Ombrie, en Emilie, voire même en Toscane ou en Frioul, il a parlé à toutes les ombres ; sa piété s'est étendue à tout le sol, à tous les fantômes.

***

Et pourtant? S'il est vrai que tout voyageur est un peu poète, en tout poète subsiste un rêveur. Et ce rêveur de la poésie est un enfant prodigue. Un jour, séduit par le mirage des cieux nouveaux, il a quitté la maison de ses pères ; il a parcouru de longues routes, dormi sous d'autres toits ; il a vu d'autres visages, s'est enivré d'autres vins. Et puis — tel du Bellay — est revenu au pays natal. Quand, après tant d'étapes, de griseries, de périples, il a vu — de nouveau — de son « petit village, fumer la cheminée », en lui, se sont rouvertes les sources de la tendresse.

Milanese! bien entendu. Cela est sublime, ce dôme dressé au-dessus des jardins lombards, ces rues à arcades, et ce blond soleil qui revêt de tant de couleurs les monuments et les jardins ! « J'ai recherché, disait Beyle avec une sensibilité exquise, la vue des beaux paysages ; c'est pour cela uniquement que j'ai voyagé... » M. Gabriel Faure, bon Stendhalien, n'a pas voyagé dans un autre but. Cependant, revenu au foyer de ses ancêtres, il a, par opposition avec tout ce qu'il venait d'admirer ailleurs, surpris le charme secret, dégagé la beauté discrète de son pays.

Que de belles pages cela nous a values, et, comme eût dit Lamartine, aussi que de confidences ! « Bords du Rhône, montagnes du Diois, collines brûlées de mon Seillon ou du petit hameau de Vaugelas, écrit le voyageur non sans émotion, à vingt ans je ne songeais guère à vous regarder. Pourquoi donc maintenant, quand, parti le soir de Paris, je vous aperçois au réveil dans la lumière du matin, des larmes roulent-elles sur mes joues? »

Oui, pourquoi? C'est que la vue des paysages les plus beaux du monde n'a pu effacer, dans le cœur d'un enfant qui est devenu un homme, la mémoire adoucie du village natal. Le La Fontaine des *Deux Pigeons*, le Joachim des *Regrets* avaient bien raison. C'est le contraste avec les autres pays qui rend à l'homme son pays plus cher. Conclusion : si nous voulons mieux aimer notre foyer, allons, de temps à autre, nous asseoir au foyer de l'étranger. Voyageons. Seulement voyageons comme Gabriel Faure : avec une mémoire qui se souvient, des yeux qui savent voir, un cœur qui comprend et qui aime.

Edmond PILON.

LES AMES NEUVES (1)

LES FILS DE LA VICTOIRE

Ce n'est pas seulement la Victoire qu'ont forgée les soldats de la Grande Guerre, mais aussi la structure mentale de la génération actuelle.

L'obscure splendeur de leurs gestes a changé l'orientation de l'avenir. Fils ou petit-fils de vaincus, ils ont créé des fils de vainqueurs. Elevés dans l'idéologie de la défaite, dans la religion d'une Patrie drapée de deuil, ils ont arraché ce voile funèbre et rendu à la France son visage de lumière.

L'air chargé de nostalgies, de timidités, de résignations, s'est allégé aux larges souffles venus des champs du sacrifice. La vie a été régénérée par la mort. Au lugubre écho de Sedan s'est opposé l'éclat triomphal de la Marne et de Verdun.

Les hommes d'aujourd'hui, évadés des hécatombes d'hier mais cernés par les menaces de demain, sentent peser sur leurs actes la gravité des grandes gestations de l'Histoire. Ces hommes, ce sont les enfants, les adolescents, dont la floraison s'épanouit au rouge soleil de la guerre.

Aspirations, tendances, méthodes, tout les différencie de la génération précédente. Dans un monde nouveau, ils portent une âme nouvelle.

***

Pour saisir les caractéristiques de cette jeune phalange, dont l'aurore s'affirme sur notre civilisation alourdie de vieillesse et de ruines, il faut l'étudier dans sa double genèse : chez ceux qui furent littéralement les Enfants de la Victoire, conçus dans les tragiques baisers de la guerre ; puis, chez leurs aînés, dont cette guerre assombrit et mûrit l'adolescence.

Sur les premiers s'exerça la puissance d'un atavisme direct. Leurs pères, ces civilisés de la veille, n'étaient plus, quand ils leurs donnèrent la vie, que des mâles rejetés à la sauvagerie ancestrale, tueurs d'hommes évitant d'être tués, possesseurs d'un sol rués contre l'envahisseur. Cette rudesse s'inscrivit dans la débilité des nouveau-nés. Le paroxysme de toutes les énergies paternelles leur constitua un patrimoine inespéré. La race affaiblie retrouva sa Jouvence.

Les autres, nés dans la paix, grandis dans la guerre, furent imprégnés, non pas dès leur éveil physiologique, mais dès leur éveil affectif et mental, d'une atmosphère que ne connut aucun autre cycle de l'Histoire, car dans aucun la guerre ne se fit, pour les adolescents, tangible et quotidienne.

Si *les enfants nés de la guerre* forment une humanité neuve, dont le sillage ne pourra se confondre au commun océan de la postérité, c'est que l'état exceptionnel traversé par le monde au moment où ils y entrèrent, constitua pour eux la normale.

Leurs yeux, en s'ouvrant, rencontrèrent le regard torturé des mères. Les mots par où s'expriment la crainte, la douleur, la haine, furent les premiers mots entendus ; l'initial balbutiement de leurs lèvres fut une prière pour un père menacé. Dans leur imagination intacte, peu à peu s'édifia, au vol des conversations de « grandes personnes », un univers fantastique et terrible — combien éloigné des bergeries aimables dont se berça notre enfance ! Pas n'était question pour eux de fées au robes « aurore » et d'îles enchantées mais de géants féroces que devaient affronter leurs pères, de dragons nocturnes vomissant le fer et la flamme au-dessus des villes endormies. Sur la fraîche mémoire se gravait à jamais l'obscure terreur des caves où leurs mères les descendaient, demi-sommeillants et pleurants, au bruit des éclatements de bombes et des grondements du canon.

Que seront les hommes dont la vie s'éveilla sous les ailes de la Mort?

Leurs premiers pas se hasardèrent au milieu d'une humanité casquée. Parents, amis, étrangers même, étaient revêtus d'insignes guerriers. Pour ces nouveaux venus de l'existence, la notion d'homme, d'homme jeune du moins, se confondait avec celle de soldat. Les récits des blessés, leurs visions de batailles, racontées par fragments comme racontent les simples, étaient, aux yeux naïfs, de violentes images coloriées dressant les fresques de la guerre. On ne leur chantait pas, à ces petits : « *Il pleut, bergère...* » mais la « *Marseillaise* » ou « *la Madelon* ». Les garçons jouaient à la tranchée, au 75, au tank. Les filles, coiffées d'un mouchoir à croix rouge, se penchaient sur des plaies imaginaires avec, déjà, des pitiés de femmes.

Confusément, dans les limbes de ces naissantes réceptivités mentales, s'esquissaient les entités qui armaturent le monde : patrie, droit, liberté, justice et injustice.

***

Les adolescents de 1914, ceux que la tragédie mondiale surprit penchés sur leurs livres d'étude,

(1) Voir la *Revue bleue* du 2 juillet 1921 et du 6 janvier 1923.

avaient connu, eux, les heures paisibles d'une civilisation suraffinée et pour jamais, croyait-on, libérée des bouleversements catastrophiques.

Ils fleurissaient dans l'insouciance. Les luttes de l'Histoire, mentionnées en leurs manuels, représentaient des aventures lointaines. 1870 même entrait dans la légende.

Un soir d'août, comme ils revenaient des premiers jeux de leurs vacances, le tocsin leur apprit que la Guerre était là... devenue chose toute proche, avide, qui déjà saisissait leurs pères, leurs frères aînés... Le drame, avec une soudaineté de cataclysme, surgissait à l'horizon puéril. Jamais plus ils ne seraient les préservés, les stabilisés, qu'ils étaient demeurés, jusqu'à ce lumineux crépuscule d'été.

La réalité de la guerre, cependant, ne leur parvenait pas alors. C'est jour après jour, marchant du même pas que leur jeunesse, pendant quatre inépuisables années, qu'elle allait les modeler. Chaque progrès de leur intelligence, chaque essor de leur cœur, la guerre s'en emparait, lui imprimant son orientation exclusive. Chaque fois que les voix exultantes de leur printemps les sollicitait d'être des enfants ordinaires, éblouis de mirages, la guerre les ramenait dans son triste cercle rigoureux. Les lignes du « communiqué », chaudes encore des combats, se substituaient à la sèche leçon des livres. Aux confuses batailles jadis apprises venaient s'ajouter des pages vivantes, tracées par la souffrance, par le sang, par la gloire d'êtres chers. Ces écoliers d'hier commençaient de sentir frémir en eux des âmes d'hommes. Beaucoup, évoquant les adolescents de l'An II, s'impatientaient d'atteindre la limite de l'enrôlement, réclamaient leur part d'épopée...

Mais la lutte inextinguible, de plus en plus sauvage, se faisait de plus en plus terne. Sous la terre éventrée, ruisselante du sang mêlé des ennemis, elle continuait son hideux cheminement — sans éclat. Et la grisaille des jours, montant comme une brume insidieuse, dissolvait bien des jeunes enthousiasmes.

A cet âge, où l'explosion de toutes les sèves, la fougue de tous les rêves élancent l'être vers la pleine possession de la vie, lui font désirer d'embrasser l'univers, de mornes restrictions — morales et matérielles — opposaient partout leurs barrières. Plus d'épanouissement au foyer : l'anxiété, la tension continuelle du cœur ; — plus de projets : l'attente ; — plus de bruit, de clarté, de fêtes : le silence, les lumières voilées, le deuil ; — plus d'abondance : l'économie et son halo de médiocrité...

Ainsi ces âmes en pleine expansion furent-elles limitées, contraintes, jusqu'à l'éclatement de la Victoire qui vint libérer les écluses de leur vitalité.

Pareille adolescence suffirait à expliquer l'ardeur effervescente de la génération actuelle, cet affamement de toutes les jouissances, cette ruée vers tous les champs d'activité, — qui constituent sa première caractéristique. Après quatre ans de pétrification, nos jeunes hommes vivent — frénétiquement.

Les esprits moroses s'obstinent à n'apercevoir dans cette frénésie que les tendances grossières, l'égoïsme cynique, le gaspillage... Tous les êtres ne peuvent connaître les mêmes réactions. La guerre a fait du sublime, mais il n'y a pas que de l'or dans son creuset. A côté de ceux qui dansent, qui « profitent », d'autres travaillent, cherchent, s'essaient à dégager du cataclysme un enseignement. Il y a des gens qui rêvent de courir les palaces — et d'autres qui rêvent de rendre l'humanité fraternelle. Les forces jaillissent, se croisent, s'affrontent, utiles ou nuisibles : le temps triera.

Ce positivisme aigu, cette soif d'agir, de notre génération d'après-guerre forme une antithèse saisissante avec le romantisme de celle d'il y a cent ans. Au sortir de l'épopée impériale, poètes et dandys avaient le loisir de traîner un élégant ennui. Aujourd'hui, le fils de vainqueur sent la victoire trop chargée d'insécurité pour épiloguer sur l'existence. Il lui faut la vivre, et déblayer à mesure son chemin parmi l'enchevêtrement des ruines de la guerre et des complications de la paix. Il n'a plus le temps d'aller bercer ses mélancolies sur des « *Lacs* » immortels : il prend des brevets d'aviation, invente des explosifs ou s'emploie dans des banques.

Sans même remonter aux années élégiaques où se confessait un « enfant du siècle », dans bien des familles actuelles, un abîme mental sépare le père, l'aïeul, ancrés à des carrières plus « libérales » de nom que d'effet, à des demi-aisances fixes mais modestes, — et les fils avides de réalisations et de fortune. Cette fortune, ils l'exigent rapide, pour avoir le temps d'en jouir. La retraite, étoile lointaine de tant d'honnêtes lignées de fonctionnaires... les fait sourire. Cependant, ils ont moins le culte de l'argent que la génération précédente. S'ils le veulent, c'est pour le dépenser. L'argent n'a plus de valeur, le mot épargne plus de sens.

Leur désir de bien-être immédiat les détourne souvent des voies qu'ouvrait l'enseignement classique pour les précipiter en foule sur les chemins de l'industrie, des entreprises commerciales, même sur celui, si longtemps déserté, de la colonisation. La peur du risque, des responsabilités, qui paralysait notre dynamisme, ils ne la connaissent plus. Rien

ne leur semble trop vaste pour être tenté. L'homme peut presque toujours plus qu'il ne le croit. La guerre a révélé aux jeunes gens l'étendue de leurs possibilités. Le sentiment de leur force les fait forts.

Cette évolution répond aux nécessités actuelles du pays. La victoire épique ne suffisait pas. Le monde entre dans une phase économique aux lois tellement inflexibles que seuls domineront les peuples à larges initiatives soutenues de ténacité.

Au long des siècles, jamais l'éclatante pléiade de nos penseurs n'a pâli. Ce qu'il importait de modifier pour que la France, artiste, lettrée, affinée, ne sombrât pas, comme la Grèce antique, sous la tyrannie des nations de force, c'était l'orientation de la masse, étouffée jusqu'alors dans la filière des examens et la routine administrative. Les plus éloquentes statistiques, les plus persuasifs discours n'y parvenaient pas. La nécessité, surgie de la guerre, inexorable, imposa presque instantanément cette vitale adaptation.

***

La guerre ne fut pas, cependant, la seule génératrice des nouvelles tendances. Le jeu des alliances mit en contact — assez prolongé pour être effectif — la jeunesse française et la nation la plus avancée sur les routes de l'organisation économique.

L'Amérique, peu civilisée au point de vue sociable, artistique, littéraire, peuple sans passé, mais débordant de sève jeune, apporta au vieux continent le sens pratique de ses méthodes, l'ampleur de ses initiatives, l'audace disciplinée de ses entreprises.

L'adolescent de France, conquis par l'activité bruyante des *sammies*, les vit avec émerveillement creuser nos ports, élargir nos usines, tirer derrière eux par centaines de navires un amoncellement de munitions, de denrées, et le déverser à l'universelle pénurie de l'Europe, ainsi que d'une prodigieuse corne d'abondance. L'imagination s'enflamma, comme elle s'enflammait au XVIe siècle pour les fabuleux « pays de l'or ». Les produits américains, les sports américains, l'allure américaine..., ce fut un engouement, une mode, un excès.

Tandis que nous inculquions notre science militaire aux légions inexpertes d'Outre-Océan, nous acquérions d'elles le sens positif, simplificateur, auquel le génie latin restait un peu réfractaire. Mais, en cet échange, notre race semble avoir abdiqué certaines qualités, séculaires cependant, et qui la maintinrent à bien des époques en tête des civilisations. Partant de ce principe que « le temps est de l'argent », tout temps qui n'est pas consacré à un profit quelconque immédiat, le jeune Français, de plus en plus, le considère comme perdu. Dès lors, à quoi bon la culture de l'esprit, l'élégance du sentiment ? Pourquoi s'embarrasser de courtoisie, de respect, de formules ?...

Supprimer toute gêne, toute hiérarchie, déterminer la valeur d'un être ou d'une chose par ce qu'ils rapportent, dédaigner ce qui ne se monnaie pas ; sacrifier tout aux affaires, employer tout à la réclame, vivre dans la publicité, s'extérioriser par du bruit, le plus de bruit possible, — ces conceptions, ces manières sont devenues celles d'innombrables jeunes Français. Ce sont elles qui nous ont amené le veston au théâtre, le jazz dans les plus inoffensives pâtisseries de province, qui firent, au cinéma, s'extasier nos fils devant des intrigues policières noyées d'une sensiblerie dont la fadeur psychologique commence seulement à les lasser. Elles enfin, qui nous valent une légion de petits arrivistes dont la latinité faussée ne deviendra jamais une mentalité anglo-saxonne mais pour lesquels l'utilitarisme constitue le seul guide.

***

L'influence de la guerre et la contagion américaine se sont aussi très fortement exercées sur l'attitude des jeunes gens vis-à-vis de la femme. De moins en moins ils la traitent comme une déité, de plus en plus comme une camarade. La rencontrant sans cesse, au bureau, à l'atelier, sur les terrains de sport, son voisinage ne les trouble plus. La liberté établie entre les deux sexes par la guerre, l'hôpital, l'extension du travail féminin à presque toutes les branches d'activité, ont dissipé le nuage qui la gardait prestigieuse, l'ont faite trop proche de l'homme.

Il lui en veut aussi, sourdement, de savoir maintenant gagner sa vie, se passer de lui : la sentant son égale, il perd peu à peu l'instinct, — indestructible jusqu'alors cependant — de la protéger.

Toujours animé de la même trépidation, de la même hantise du « time is money », il juge inutile de lui faire la cour. « Voulez-vous ? ne voulez-vous pas pas ? » tend à devenir la formule de nos modernes Lovelaces et les lettres d'amour... parfois s'écrivent à la machine !

On se marie, en l'âge actuel, presque aussi vite qu'on se démarie. On ne fait pas un mariage : on le conclut, — entre deux affaires.

***

Du caractère ultra-positif de la jeune génération faut-il déduire qu'elle ne possède pas de vie intérieure ?

Sans parler d'une junévile élite intellectuelle aux méditations d'autant plus sincères qu'elles sont de jour en jour plus dévalorisées, rarement, au con-

traire, époque remua autant d'idées que la nôtre. L'être le moins pensant se trouve placé, du fait de la guerre — et de la paix — en face de conceptions générales : économiques, politiques, sociales, internationales, qui inquiétaient peu ses ancêtres. Se loger, se nourrir, trouver des serviteurs, stabiliser son budget parmi les sautes du change, tout devient un problème, problème dont les sources complexes dérivent de la prodigieuse perturbation de l'univers. L'opération la plus personnelle de la vie du citoyen est aujourd'hui conditionnée par les formidables questions qui soulèvent le monde. La génération actuelle, forcée d'évoluer au milieu d'énigmes, se trouve ainsi maintenue dans le domaine des idées.

Seulement, elle a perdu le goût des spéculations purement métaphysiques. L'idée, pour le Français de notre temps, devient action. Il délaisse les manuels mais il lit dans la vie. A cette lecture il acquiert des qualités d'observation et de délibération individuelle dont n'aurait pu le doter aucun diplôme.

Précisément parce que notre époque constitue une lice où les idées, accourues de tous les horizons, se croisent et se heurtent, la veulerie mentale et sentimentale d'avant-guerre a disparu. Le virus du scepticisme semble extirpé. Les grandes entités s'érigent, sollicitant la tumultueuse adhésion des jeunes : Nationalisme, Association fraternelle des peuples, Communisme, etc. On est patriote, on est bolcheviste : on n'est plus indifférent. Il ne se rencontre plus, le petit jeune homme aux airs lassés, l'esthète confiné dans les commodes : « peut-être... », dédaignant de prendre parti. La surchauffe de la lutte a fait éclore tous les paroxysmes, tout est ardent, tout est intense. Un mot, une ligne d'un journal, une image sur l'écran d'un cinéma, l'assonnance étrangère d'un nom de vedette, — et voilà la vibrante, l'émotive jeunesse lancée dans une manifestation. Elle prétend parler et se faire écouter. Elle sait vouloir et n'accepte plus le vouloir des autres.

Car, — et c'est encore là un de leurs traits distinctifs, — ces Fils de la Victoire ont parfaitement conscience qu'ils inaugurent une ère. Nés à une époque géante, ils savent que l'humanité à venir dépend d'eux. Ce rôle de presque créateurs donne aux médiocres une assurance présomptueuse, aux méditatifs une secrète angoisse.

Détachés de leurs amarres, ils cherchent au ciel très obscur une clarté nouvelle. Les exemples de l'antiquité pâlissent, qui, pendant des siècles, fixèrent l'admiration des hommes. Ils ont vu mieux et plus grand. Quatre ans ils vécurent dans le surhumain. Le « *Debout, les morts!...* » surpasse le « Rends tes armes — Viens les prendre!... » des Thermopyles. C'est désormais sur leurs pères, ils le sentent, que la postérité se modèlera.

* * *

Malgré le manque de recul, la physionomie de la génération élevée dans la guerre commence donc à se dégager : nette, synthétique, tendue vers le but, sensible surtout aux idées d'action et, crânement, à travers le monde dont les bases oscillent, cherchant sa route... Le rêve a peu de place dans ces jeunes existences. Doit-on s'en étonner ? — Il avait peu de place aussi dans les luttes de l'homme primitif. Et la puissance meurtrière des peuples a rejeté l'humanité aux affres des recommencements.

La déception s'insinue, pour les enfants de la Victoire, dans la saveur de la vie. Leurs pères se sont battus pour le Droit — et le règne du Droit n'est pas établi. Ils sont morts pour que leurs fils vivent dans la paix, dans sa sécurité studieuse, et rarement l'univers a vu s'allumer plus de foyers de haines raciales et sociales. L'enthousiasme frémissait autour des alliances nouées pour une sainte cause, et ceux dont le sang se mêlait hier deviennent de sourds ennemis. Les clameurs de l'intérêt couvrent la voix de l'idéal...

Les jeunes Français actuels sont les premiers fils de vainqueurs pour qui la Victoire n'ait pas inauguré la paix. Cependant leur âme ne fléchit pas. Privés de mirages, ils ont osé fixer la réalité et, — plutôt que de gémir, — s'adaptent. Descendus dans les tranchées de la vie, ils continuent la lutte, aux formes si nouvelles, avec l'immémoriale bravoure de leur Race.

En dépit de tous les pessimismes, leur pas sonnera clair et hardi sur les routes de l'Histoire.

B^nne C. DE BENOIST.

LE VOYAGE POLITIQUE DU COLONEL BOUTIN EN ORIENT

1811-1816

Le colonel Boutin eut une carrière aventureuse qui mériterait d'être retracée en détail. Malheureusement, le mystère l'enveloppe. Capitaine au Corps Impérial du génie, il est envoyé à Constantinople (1807) et affecté par Sébastiani à l'armée du Grand Vizir en Silistrie (1808). Rentré en France

promu colonel et créé chevalier de la Légion d'honneur, Boutin reçut l'ordre de s'embarquer pour Alger. Les instructions que lui confia Decrès, Ministre de la Marine et des Colonies, en date du 1er et 2 mai 1808, lui enjoignaient de reconnaître les villes, forts et batteries d'Alger et des environs pour servir au projet de descente et d'établissement dans ce pays. L'académicien C. Rousset, dans sa *Conquête d'Alger* (Paris, 1879 : p. 378) raconte succinctement comment Boutin s'acquitta de cette mission. Les cartes et les renseignements qu'il rapporta furent, à ce qu'on assure, fort utilement consultés en 1830. C'est, également, ce qu'affirme le rédacteur anonyme d'une pittoresque notice consacrée à cet officier, dans le *Courrier Français* du 29 avril 1830. La Mission orientale dont il est traité dans les pages qui suivent, d'après des documents en partie inédits, demeure encore une énigme, et il serait à souhaiter que les notes de cet agent secret de Napoléon en Égypte et en Syrie soient un jour déterrées des archives où la poussière les ronge. Voici, tout de même, quelques précisions.

***

Vers le début de juin 1811, le colonel Boutin débarqua à Alexandrie. Il venait, disait-il aux indiscrets, communiquer officiellement aux Français d'Égypte « l'heureux accouchement de Sa Majesté l'Impératrice et la naissance du Roi de Rome ». Afin de rendre plus plausible ce prétexte, « à l'occasion de ce grand et mémorable événement », le *Te Deum* fut chanté à l'église de l'hospice de Terre-Sainte, et le Consul d'Autriche et sa nation se réunirent à la nation du Consul de France pour assister à cette fête qui fut célébrée « au bruit des boëtes ».

Ce bruit et la fumée qui en résulta ne donnèrent point le change au major Ernest Missett, Consul en Égypte de S. M. B.

Dès que lui avait été signalée l'arrivée de Boutin il s'était tenu en alerte. S'il ignorait la mission algérienne de ce colonel au Corps Impérial de génie, le major se souvint sans doute que le personnage avait contribué à l'échec de la tentative de l'amiral Duckworth sur Constantinople, en hérissant la capitale ottomane de 560 canons et de 49 mortiers, tous pointés vers le Bosphore. Aussi, le jour où M. Aziz, son agent au Caire, l'informa que le colonel Boutin et le Consul de France, M. Drovetti, venaient de partir pour la Haute-Égypte, le major Missett flaira dans cette excursion une manœuvre dirigée contre l'Égypte et qui, par ricochet, devait atteindre l'Angleterre. Trempant sa plume, il écrivit tout de suite (en français) à M. Aziz :

« Vous irez trouver le Pacha et vous lui direz que je suis bien étonné qu'il ait permis ce voyage, après les avis que je lui ai donnés si récemment, de la part du Ministre Plénipotentiaire de S. M. à Constantinople, sur les desseins que les Français conservent toujours sur l'Égypte. Il paraît bien étonnant que M. Drovetti, depuis près de 9 ans qu'il est dans ce pays-ci, n'ait jamais pensé à visiter la Haute-Égypte auparavant et qu'il ait choisi le moment où un émissaire du gouvernement français fait ce voyage. Pour moi, je suis convaincu que ces messieurs ont toute autre chose en vue que d'inspecter des ruines. Le parti qui parmi les Mamelouks a toujours été attaché aux Français existe presque en entier et je ne doute nullement que M. Drovetti ne se serve du prétexte de ce voyage pour intriguer avec les Beys et leur présenter M. Boutin comme envoyé par Buonaparte pour les assurer de sa protection et des secours qu'il est prêt à leur donner. Le Pacha ne peut pas avoir oublié la correspondance (1) qui a eu lieu pendant longtemps et qui sans doute existe encore, entre le Consul de France et Mahomet Bey Manfouh et, s'il veut repasser dans sa mémoire les différentes révolutions de l'Égypte depuis 9 ans, il trouvera que dans tous les cas les agents français ont intrigué contre la personne qui était en possession du gouvernement. Le Pacha doit se rappeler la conduite de M. de Lesseps envers lui-même avant qu'il fût Vice-Roi (2). Si S. A. vous répond qu'ayant permis à plusieurs Anglais de faire le voyage de la Haute-Égypte, il doit accorder la même faveur aux Français, vous lui ferez observer que les Anglais qui sont en Égypte n'ont pas été envoyés par le gouvernement, mais que le Pacha ne peut pas douter que M. Boutin ne soit un émissaire de Buonaparte, puisque c'est lui qui est venu lui demander du bled pour Corfou, sous le prétexte de lui annoncer la naissance du soi-disant Roi de Rome. Mais ce qui m'étonne le plus, c'est que Méhémet-Ali laisse aller M. Boutin dans la Mer Rouge. S. A. ignore-t-elle que les Français ont toujours favorisé les Wahabys (3) et que ces derniers reçurent, il y

(1) D'après le major Missett, Mehémet-Ali aurait, en 1810, intercepté une correspondance de M. Drovetti avec les Beys, qui prouvait que « ce consul s'efforçait de semer la dissension, à l'effet d'empêcher l'agrandissement du Pacha et des Mamelouks pour que, conformément à la politique française, l'Égypte pût le plus tôt devenir la proie des armes françaises, au cas où de nouveau elles viendraient à être dirigées de ce côté ».

D'autre part, M. Drovetti notait, en avril 1810 : « le nommé Kader, Indien, courrier de Sa Majesté Impériale et Royale est arrivé ici pour passer à l'île de France. [Les agents anglais] tâchèrent de persuader au Pacha que ce courrier m'avait apporté des lettres que j'avais fait passer aux Beys... Le Pacha m'assura que ces agents anglais lui ont dit qu'ils donneraient 50.000 piastres pour avoir seulement une copie de la lettre que j'avais reçue de France pour les chefs Mamelouks ».

(2) Le major était bien téméraire en rappelant la conduite de Lesseps à Mehémet-Ali qui n'avait certainement pas oublié le rôle joué par Mr. Missett dans l'invasion de l'Égypte par le général Fraser.

(3) Je ne sais si le détail que précise le major Missett est exact, mais il est certain que Bonaparte prit un vif intérêt aux mouvements de ces sectaires. Le 8 Vendémiaire, an XII, Talleyrand, alors Ministre des Relations extérieures, écrivait au citoyen Corrancez, Commissaire général des Relations

à environ 6 ans, une quantité considérable d'armes à feu et de munitions de guerre? M. Boutin n'est pas le premier agent que le gouvernement français ait envoyé dans ces contrées et le but de ce gouvernement étant d'étendre ses conquêtes partout, il doit nécessairement, pour faciliter l'exécution de ses projets, chercher à créer des dissensions dans tous les pays et favoriser les rebelles. Le gouvernement anglais, au contraire, qui n'a aucune vue d'agrandissement, désire que tous les Princes jouissent d'une puissance entière dans leurs États, et pour se convaincre de la vérité de ce fait, le Vice-Roi n'a qu'à se rappeler que le Gouverneur de Bombay lui a offert de lui envoyer un ou deux vaisseaux armés pour aider ses opérations dans la Mer Rouge et que l agent de la Compagnie des Indes à Moka s'est rendu à Jedda pour assister le fils de Méhémet-Ali de ses conseils dans la guerre qu'il est allé faire aux Wahabys qui sont les vrais rebelles. »

M. Aziz s'étant acquitté de ce message auprès de Méhémet-Ali, répondit au major Missett (4 déc. 1812) :

Le Vice-Roi, convenant des intrigues dont les Français sont capables, m'a chargé de vous faire ses compliments et de vous témoigner sa reconnaissance de la part que vous prenez à ses intérêts ; et ne doutant nullement de la véritable amitié qui vous engage à lui donner ces avis, il m'a chargé de vous dire pour votre tranquillité que s'il avait pu croire que le voyage de ces messieurs dans la Haute-Égypte pouvait lui être nuisible, il ne l'aurait certainement pas permis parce qu'il est convaincu que les Français conservent toujours des vues ambitieuses sur l'Égypte et qu'ils sont capables de tout entreprendre pour les faire réussir ; mais que, vu la situation actuelle de ses ennemis, il n'a rien à craindre ni de leurs intrigues, ni de leur correspondance avec les Mamelouks dont la force est devenue extrêmement faible puisqu'elle consiste en environ 400 cavaliers qui seront, dit-il, bientôt détruits ou amenés au Caire, puisqu'il a donné ordre aux troupes envoyées à leur poursuite sous le commandement de son fils Ibrahim Bey, de ne point revenir au Caire qu'elles n'aient exterminé la race des Mamelouks. S. A. me charge de vous assurer que si MM. Drovetti et Boutin ont l'intention de visiter les Mamelouks, ils n'auront jamais cette satisfaction, car le passage pour les lieux où les Mamelouks sont campés leur sera absolument défendu.

S. A. m'a finalement chargé de vous assurer qu'elle ne néglige rien pour rendre vaines toutes les intrigues que les Français pourraient ourdir contre Elle, ne doutant pas que la vigilance anglaise sur mer ne garantisse suffisamment l'Égypte d'une invasion par les Français.

Le Vice-Roi ne croit pas que M. Boutin passera par la Mer Rouge, parce que le firman pour ce voyage ne lui a point été demandé.

Trois mois durant, ces assurances du Pacha suffirent au major Missett. Mais le 25 mars 1813, il écrivait de nouveau à M. Aziz :

Lorsque vous pourrez avoir une audience particulière du Vice-Roi, vous vous présenterez à lui de ma part et vous lui direz qu'on fait courir ici des bruits qui me causent beaucoup d'inquiétude. On dit que les Mamelouks, après avoir fait la profession de foi selon la doctrine des Wahabys, sont partis pour aller s'unir à ces sectaires. Il est impossible que cette alliance n'ait pour objet une attaque sur l'Égypte et connaissant l'intérêt particulier que le gouvernement que je représente prend à la sûreté et à la puissance du Vice-Roi, je crois de mon devoir de l'avertir des soupçons que j'ai formés relativement à ce qui peut avoir effectué l'alliance des Wahabys et des Mamelouks... Il est notoire aujourd'hui que cet émissaire (M. Boutin) s'est embarqué pour Cosseir et si le Pacha veut se donner la peine de comparer les époques du voyage de M. Drovetti dans la Haute-Égypte et du départ de M. Boutin pour la Mer Rouge avec les mouvements des Mamelouks, il trouvera qu'elles s'accordent parfaitement. Je ne puis donc douter que M. Drovetti, après avoir communiqué avec les Beys, n'ait envoyé M. Boutin faire des propositions de leur part aux Wahabys... »

Les voyages de l'émissaire français continuèrent ainsi à troubler les jours et les nuits du représentant de S. M. B., qui ne respira qu'en apprenant la rentrée au Caire de M. Boutin ; ce répit à ses alarmes ne fut qu'éphémère, l'autre s'étant presque aussitôt remis en route pour la Haute-Égypte Mais cette fois, le Major ne s'en inquiéta point outre mesure, car là-bas, non loin du Dongola, Ibrahim Bey, dans le guet-apens qu'il leur avait tendu, venait de massacrer froidement les restes lamentables des Mamelouks échappés aux carnages de 1811, et, d'autre part, Méhémet-Ali préparait avec ardeur l'expédition contre les sectaires de Dérayé. Le Major Missett cessa donc d'importuner de ses « avis » un Pacha dont les actes prouvaient qu'il pouvait fort bien s'en passer. Il se persuada que son esprit surexcité avait découvert un mobile politique dans ces excursions de pure curiosité, peut-être. Mais qu'il se fût abusé ou non, il ne se félicitait pas moins d'avoir accusé MM. Drovetti et Boutin de chercher à conspirer au détriment du Pacha.

Ce n'est pas que le major Missett fût un méchant homme ; bien qu'affligé d'infirmités récoltées au service de l'Angleterre, il se montrait très aimable dans le privé et sa maison restait accueillante, même aux ennemis de son pays. Son animosité ne survivait pas aux inquiétudes que lui inspirait la sûreté de sa patrie ; une fois la crise passée, il avait de l'estime pour M. Drovetti, son adversaire politique. Certes, il déplorait son ascendant auprès de Méhémet, et qu'à la cour de ce Vice-Roi, la « faction » française de jour en jour gagnât d'autant plus aisément du terrain que nul Anglais ne s'y trouvait pour déjouer ses intrigues. Mais ces intrigues et les espionnages auxquels on se livrait, et les intelligences qu'on achetait, et les fourberies

---

commerciales à Alep : « ... Si vous êtes instruit avec certitude que les Wahabys marchent sur la Syrie ou sur l'Égypte, le Premier Consul vous charge d'expédier pour l'en informer un bâtiment ragusais ou grec qui portera vos lettres soit à Tarente soit à Venise. Il met de l'importance à être prévenu le premier en Europe de la marche de cette secte et des progrès qui doivent faire apprécier sa véritable force ».

qu'on imaginait, et les calomnies qu'on faisait répandre, tout cela, au fond, était de bonne guerre, et quand l'occasion s'en offrait, le Major Missett ne manquait jamais d'y recourir aussi bien que M. Drovetti. Sur ce coin de terre africaine, ces Consuls Généraux de deux puissances belligérantes qui, depuis 1798 et 1807, se soupçonnaient mutuellement d'en convoiter la possession, sans cesse dressés l'un contre l'autre, cherchaient à se nuire par tous moyens. Par ailleurs, cependant, hors de ces engagements diplomatiques, la vie, au Caire et à Alexandrie, était vraiment trop insipide, les distractions à l'européenne s'y faisaient trop regretter, pour qu'aux accalmies, les deux rivaux par raison d'État n'éprouvassent point le besoin de se fréquenter.

Le major Missett aimait les plaisirs de la table et ceux de la bonne compagnie, et volontiers il recevait chez lui M. Drovetti et les amis de M. Drovetti. Il pria à dîner ce Consul et l' « émissaire français » quand celui-ci retourna de sa seconde visite en Haute-Égypte, et il les présenta aux hôtes qui déjà occupaient les divans de son salon. Il y avait là lady Stanhope, en route pour son romanesque exil, son compagnon le Docteur Meryon, John Silk Buckingham, Esq., et, sous la robe du bédouin et le surnom de Cheikh Ibrahim, J.-L. Burckhard, qui, lui aussi, depuis peu venait de rentrer du Saïd. Quoique le major Missett eût mis tout son monde au courant de ses soupçons concernant le colonel du génie Boutin, seule la nièce de feu Mr Pitt eut l'indiscrétion de s'en souvenir ; entre deux services, s'appliquant à scruter le visage de l'officier, elle s'égaya hautement de lui trouver un air ténébreux, l'air... d'un espion de Buonaparte, jeta-t-elle en riant (1). Le colonel ne releva point le défi, et, quand sonna l'heure du café et des pipes, fit à la compagnie le récit, bien entendu émondé de toutes considérations politiques, de son double voyage. Mr Burckhardt dont la sympathie allait d'instinct vers les gens aventureux (2) en nota l'essentiel dans ses papiers.

Le Colonel Boutin raconta donc comment, lors de sa première tournée, il avait poussé jusqu'aux cataractes d'Assouan ; de là il s'était dirigé vers Cosseïr, avait frété un bateau pour se faire conduire à Moka ; à Yambo, s'étant heurté à Toussoun Pacha, fils de Méhémet-Ali, qui refusa de le laisser passer outre, il avait gravi le Sinaï, visité le couvent (3) puis il avait gagné Suez, flâné par les montagnes environnantes.

Dans sa seconde expédition il avait projeté de pénétrer jusqu'à l'Oasis de Syouah et d'y reconnaître les vestiges du temple de Jupiter Ammon ; afin d'explorer plus à son aise le lac et l'île qui y baigne selon Mr Browne, il avait emmené dans ses bagages une barque fabriquée au Caire ; mais cet esquif s'embourba dans les vases du lac, et du reste les naturels de l'oasis parurent si hargneux (1) et lui firent la vie si dure, que le troisième jour de son arrivée, renonçant à son entreprise, il joignit une caravane de marchands d'Augella qui s'acheminait vers le Caire, où il rentra bredouille (2).

Le major Missett ne nous a point laissé les réflexions qu'il fit en marge de cette conférence ; du reste, depuis le retour du colonel au Caire, il ne paraît plus s'être préoccupé de savoir à quoi exactement l'émissaire de Buonaparte avait employé son temps durant les deux années qu'il venait de passer en Égypte.

***

Le Colonel Boutin quitta, en 1813, l'Égypte pour la Syrie où, faute de documents publiés, l'on perd ses traces. De son activité dans cette autre province du Grand Seigneur, on sait seulement que, de 1814 à 1815, il « explora » le pachalik d'Alep (3). Sur la date et les circonstances de sa fin tragique on possède plus de précisions. Le 28 mars 1815, il apparaît à Seyde et loge chez le Consul de France ; peu après, lady Stanhope le retrouve à Hamah et le presse en vain de s'y calfeutrer jusqu'à ce que la peste qui sévissait alors eût cessé ; le 5 ou le 6 avril,

(1) The Travels of lady Hester Lucy Stanhope.

(2) « C'était, dit Burckhardt de Boutin, un ami de la vérité, et un homme d'entreprise et qui savait observer ; et c'est pourquoi non moins que ses amis, le public et son propre gouvernement doivent regretter sa mort ». *Travels in Syria*, London, 1822 : p. 573, note.

(3) Burckardt y lut son nom gravé

(1) M. Jomard, d'après les notes de M. Drovetti, assure (*Voyage à l'Oasis de Syouah*, Paris, 1823 : pp. 23-4) : « Les gens de Syouah avaient voulu le tuer [le colonel Boutin] parce qu'il s'était procuré une barque pour visiter le lac : il n'avait échappé à la mort que par miracle ». Voyez sur l'oasis de Syouah le document inédit annexé à la suite du présent article.

(2) *Burckkardt*, ouvr. cité : pp. 572-3 et note.

(3) On lit dans le numéro premier du *Bulletin de la Société de Géographie* (année 1822, p. 251) : « Le département d'Aïntab qu'il [M. Rousseau, Consul de France à Bagdad] n'a pu visiter à loisir présente, dans sa carte des Pachaliks de Syrie, quelques vides qu'il regarde comme faciles à remplir en se procurant les papiers de l'infortuné Colonel Boutin qui explora cette partie du Pachalik d'Alep en 1814 et 1815... Ces papiers ont été envoyés en France, et comme M. Boutin, officier du génie, avait une mission qui rentrait dans le genre de ses études, on pense que ses travaux ont été remis à l'administration dont il dépendait ». Tandis que nous corrigions les épreuves de cet article, nous avons appris avec plaisir que M. Georges Montorgueil devait très prochainement publier dans le *Mercure de France* une précieuse collection de lettres écrites par lady Stanhope au colonel Boutin.

il se remet en marche pour Lattakiéh avec tous ses bagages, accompagné d'un domestique indigène, Mohammed, et d'un Égyptien qui lui servait d'interprète ; afin de s'épargner un grand détour, au lieu de prendre par la route de Geser Shogr, il s'engagea droit dans les montagnes qu'habitaient les Ansariéhs ; il dormit à Shyzer, le lendemain poursuivit son chemin... Depuis lors on n'eut plus de ses nouvelles, mais on sut bientôt que, dans le montagneux district des Noséiris, à l'ouest de Hamah, non loin du village d'El Blatta, entre Geblé et le Markab, en juillet ou aux premiers jours d'août, il était tombé sous le poignard des bandits de cette « tribu infâme » (1).

Lady Stanhope se vanta toujours d'avoir fait venger sa mort par le Pacha d'Alep (2).

AURIANT.

Voici un curieux document sur l'Oasis de Syouah, datant de l'Expédition d'Égypte et qui confirme et complète les renseignements consignés par Frederick Horneman dans son journal :

« Il a été conduit en présence du général commandant dans la place, et en celle des commandants musulmans, quatre individus qui avaient été surpris rôdant autour du camp avec un air de curiosité, ce qui les avait fait prendre pour des espions. Ces individus, qui portaient le costume arabe, ayant été interrogés par l'organe du citoyen Battus, drogman du Consulat et par celui du citoyen Arnaud, ont déclaré être des gens de Siauvé, une des oasis de l'Égypte ; que partis de leur pays pour se rendre à Alexandrie où des affaires de commerce les appelaient, ils étaient venus au bord de la mer, sur la côte entre Alexandrie et Derne et s'étaient embarqués au port appelé *Matrouh* sur la germe de Raïs Embayé arrivé à Alexandrie le même jour que l'escadre française y avait abordé ; que la curiosité les ayant portés à voir le camp des Français, ils avaient été saisis et emprisonnés, sur quoi le commandant des Musulmans ayant attesté avoir la connaissance certaine que ces individus étaient réellement des gens de Siauwé le général commandant de la place a ordonné leur élargissement.

Siauwé est une des principales Oasis de l'Égypte où l'on présume qu'existait le temple fameux d'Ammon. Le gouvernement de cette peuplade composée de mille et cinq cents âmes environ, est confié aux anciens. Douze cheiks ayant la confiance du peuple s'assemblent chaque jour, exercent publiquement la justice, règlent les affaires de police et fixent le prix des comestibles ; le code criminel est fondé sur la loi du talion et est exécuté avec la plus grande exactitude autant envers le puissant que le faible. Les fautes contre la police sont punies par des amendes au profit des finances. Les mœurs des habitants sont si saines que le vol n'y est presque pas connu ; le pauvre peut entrer dans le champ du riche et s'y nourrir des fruits qu'il y trouve, il lui est seulement défendu d'en emporter : peuple heureux à qui sa position permet de vivre en peuple de frères et de conduire les affaires publiques comme celles d'une famille.

Quoique ce peuple, par la position qu'il occupe sur le globe, située au milieu de déserts arides, doive se croire à couvert d'une entreprise de guerre, il est si jaloux de sa liberté qu'il prend les précautions les plus exactes pour empêcher une invasion Un habitant de Siauwé serait puni de mort si, recevant la lettre d'un souverain, d'un pacha, ou d'un bey, il ne la portait tout de suite aux anciens pour prendre connaissance du contenu. Un des anciens est chargé d'inspecter les caravanes qui arrivent à Siauwé et de vérifier s'il ne s'y trouverait pas quelque étranger suspect. Cet officier public est appelé *Cheikh el Habbar*, le chef des nouvelles. Ce peuple aurait-il par la tradition quelques notions de la visite militaire que fit à leur pays Alexandre le Grand et aurait-il quelque pressentiment qu'un nouveau conquérant pût renouveller une pareille entreprise?

Le sol de Siauwé produit des dattes en abondance. C'est la principale culture des habitants, qui recueillent ce fruit, le font sécher et le vendent aux diverses castes d'Arabes qui s'y rendent pour faire des achats. La possession de ce fruit dont les Arabes ne peuvent se passer et dont ils font leur principale nourriture procure aux habitants de cette contrée le privilège de pouvoir voyager dans le désert de Lybie sans courir le risque d'être ni insultés, ni dépouillés par les Arabes et lorsque cela est arrivé, les habitants de Siauwé ont usé de représailles envers les Arabes en général sans distinction de castes, qui les ont dégoûtés de la récidive et les ont mis dans la nécessité de se surveiller mutuellement pour qu'un pareil événement ne put jamais arriver. Outre les dattes,

(1) Peu de temps après [le départ du colonel Boutin] on vendait dans les bazars de Damas sa montre et quelques autres objets de prix, cela éveilla des soupçons, quelques chrétiens du pays se livrèrent à une enquête, et dès lors on ne douta plus qu'il eût été assassiné ».

J.-S. Buckinhham : *Travels among the Arabe Tribes of the Eufrates*. Londres, 1825 : pp. 430.

(2) Dans son *Enquête aux Pays du Levant* (tome II, note 20, p. 215) Barrès notait : « Je pensais que j'y pourrais trouver des couleurs pour raconter la mort du Colonel Boutin, un ancien soldat de la Grande Armée qui fut égorgé par les Ismaéliens et les Nosséiris et vengé avec éclat par lady Stanhope. Encore elle! Un beau livre à écrire, cet épisode, Pierre Benoît! »

le sol de Siauwé produit toutes sortes de fruits délicieux ; la pomme, la poire, la pêche, la prune, les amandes, les raisins, la figue, le melon y sont en abondance. Il s'y trouve aussi des olives d'une grosseur extraordinaire dont les habitants tirent une huile comparable par sa beauté à la meilleure d'Europe. Il y a dans le pays des sources d'eau chaude dont les habitants ne se servent que pour le bain ; elles possèdent sans doute quelques vertus relatives à l'usage qu'ils en font.

Tous ces bienfaits de la nature et de la législation ne sont pas sans mélange de désagréments ; il en existe un tenant au local bien capable d'empoisonner le bonheur des habitants de Siauwé : des fièvres très malignes régnant depuis l'approche de l'été jusqu'en automne tourmentent les habitants et en enlèvent presque toujours une portion ; ces fièvres sont surtout mortelles pour les étrangers.

Il arrive à Siauwé des caravanes qui partent de Fezzan, dans l'intérieur de l'Afrique, et qui mettent 30 jours en route ; elles conduisent des nègres des deux sexes que l'on vend au Caire et dans les principales villes de l'Egypte. Celles qui partent d'Alexandrie y arrivent dans un terme de 14 ou 15 jours ; pendant les 10 premiers jours de marche, le sol offre quelques sources d'eau et des herbes ; on ne trouve absolument que des cailloux dans le reste de la route. Les caravanes qui partent de l'*Agabé*, côte entre Alexandrie et Derne, où se trouvent les ports Solimam, Traboui, Matrour, Genjoub, etc., ne mettent dans leur trajet que 4 jours.

A quatre journées de Siauwé, en tirant vers le midi, il existe les ruines d'une ville que les Arabes appellent Santaria ; elle est au milieu d'un lac d'eau salée, qui peut avoir une demi-lieue de contour.

Siauwé, que Desale désigne dans ses cartes sous le nom de Siouah, est située à 4 journées du Sud du Port de Salomon, à 24 au Sud-Est de Derne à 14 à l'Ouest d'Alexandrie. Pendant les 10 premiers jours en partant de cette ville on trouve quelques sources, mais depuis le 10e on ne rencontre ni fontaines, ni citernes. Le voyageur aperçoit seulement des lièvres, des buffles et des autruches et quelques monceaux de pierres jetées par les caravanes sur leur passage pour indiquer la route. Le 14e jour, enfin, on découvre Siauwé. »

LA POLITIQUE INTÉRIEURE

L'ENTR'ACTE

On a, ce mois-ci, peu de nouvelles de la politique intérieure. Où est-elle donc? En villégiature à Londres. M. Poincaré faisait profession de la mépriser. M. Herriot l'estime fort ; aussi n'a-t-il que plus de mérite à la délaisser car, c'est un fait, il la délaisse.

Voilà ce qui advient quand on suit la mode et qu'on se nomme à la fois Président du Conseil et Ministre des Affaires Etrangères. On n'est jamais chez soi. Hier à Londres, demain à Genève, après demain à Washington. Le tour du Monde en quatre-vingts conférences. Le temps, s'il vous plaît, de gouverner en voyage? Nos ancêtres emportaient déjà, paraît-il, leur patrie à la semelle de leurs souliers, mais c'était dans le dessein d'aller gouverner la patrie des autres.

Plus nous irons, et plus le ministre des Affaires étrangères ira à l'étranger ; ainsi le veut le mouvement des échanges intellectuels et politiques qui suit désormais celui des courants commerciaux et passe sans arrêt de capitale en capitale.

Tant que le Ministre des Affaires Etrangères gardera la responsabilité de la politique intérieure, il en résultera pour celle-ci quelque paralysie.

M. Poincaré avait fini, tout président du Conseil qu'il était, p r n'avoir pas beaucoup plus de communications avec la France intérieure que jadis M. Delcassé. De là l'erreur des décrets-lois, la conviction que le pays tout entier partageait pour le chef du gouvernement l'enthousiasme dont débordait le peuple des inaugurations.

Cela est fatal. L'univers occupe. A vivre avec lui on trouve médiocres les incidents de l'intérieur. Vous les ramènerez à la proportion qu'ils ont, non pas dans la ville qu'ils émeuvent, mais, dans le monde dont ils ne changent pas le train. Ainsi en venez-vous à mépriser précisément ce qui passionne le plus vos concitoyens : incompatibilité d'humeur qui annonce le divorce.

Un président du conseil, après un certain temps de pouvoir, finit par se tenir pour un être sacré, partant infaillible. Les meilleures têtes sont sujettes à ces fumées dont le génie de Napoléon fut, plus qu'un autre, obscurci. Qu'à l'ivresse grandissante du commandement s'ajoute l'erreur de perspective d'un homme qui, parvenu sur la hauteur, et embrassant un espace d'horizon plus large, croit aux gens de la plaine une égale étendue de vision, le danger grandit avec la distance entre les cerveaux.

La politique est un ensemble, comme la nation au sein de laquelle on la fait. Pour dominer cet ensemble, empêcher que le souci des questions extérieures l'emporte sur celui de l'administration et de la réforme intérieure, garder l'équilibre nécessaire à la bonne tenue des affaires, suivre la vie de treize ministères sans jamais l'arrêter, un Président du Conseil, loin de prendre le portefeuille le plus important, devrait tenir à honneur de n'en pas prendre du tout.

M. Millerand objectait à cette vue que le véritable président sans portefeuille est le Président de la République. Conception juste si le Président de la République était responsable, erronée parce qu'il ne l'est pas et ne joue que l'office d'un conseiller politique assuré d'une permanence relative.

***

La grande difficulté est sans doute d'organiser cette présidence du conseil sans portefeuille que réclament tant de gens.

Il y aurait cependant un moyen, et bien simple : la suppression du ministère de l'Intérieur. Ne badinez pas. Etudiez les rouages de ce ministère, et vous découvrirez sans peine, après d'assez bons auteurs, qu'ils peuvent être à peu près tous détachés, expédiés dans d'autres départements : celui de l'hygiène, celui des finances, celui de la justice. Il y a longtemps que la Sûreté générale aurait dû être érigée en sous-secrétariat d'Etat, ce qui aurait permis de mettre fin à la dualité des polices. Quant à la nomination des préfets, que le Président du Conseil la délègue ou non à un sous-secrétariat d'Etat, elle est proprement l'affaire du Gouvernement, qui, isolé de ses collaborateurs naturels et quotidiens, les administrateurs des départements, l'est pratiquement des Chambres et du pays.

De là vient qu'un ministre de l'Intérieur est presque toujours accusé de trahir son président du Conseil. Le Bloc National l'a-t-il assez reproché à M. Maunoury, à M. Poincaré et à M. Steeg, à d'autres ! Seul, M. Pams parvint, sous le règne de M. Clémenceau, à écarter de lui le soupçon. Mais à quel prix ! Du temps que M. Sarrien gouvernait la France, M. Clémenceau, ministre de l'Intérieur, n'avait pas, lui, témoigné de la discrétion qui distingua M. Pams.

***

Que ces souvenirs n'inquiètent point M. Herriot sur M. Chautemps. Le Tourangeau s'entend à pratiquer l'art des moyennes avec une finesse qui découragerait la plus dangereuse des oppositions, celle de ces ardents amis dont la chaleur pour le Ministère se mesure à celle de leurs exigences.

Le problème qui se pose à M. Chautemps, au lendemain des élections qui ont retourné la politique, consiste à déplacer quatre vingt-dix préfets sans faire de victimes. C'est plus difficile que de jouer au Mah-Jongg.

Sans doute ne manque-t-il pas d'élus tout neufs pour réclamer une administration toute neuve. Les préfets que le Bloc National appelait combistes, le radicalisme-socialiste les incrimine de poincarisme. Ils ne furent coupables que d'avoir suivi en tous temps les instructions du pouvoir. Si les préfets ne respectaient plus le gouvernement, on ne voit pas bien qui se chargerait de ce devoir, un peu négligé à la vérité. Quant à choisir le ministère, cela ne les regarde pas. Heureusement.

Il serait bien injuste de prendre leur docilité pour du fanatisme. Après avoir témoigné aux candidats du Bloc National une sollicitude qui n'adouciten rien leur défaite, ils ne demandent qu'à apporter à ceux du Cartel des Gauches un appui tout aussi inutile. M. Félix Chautemps en a acquis l'aimable persuasion. Et comme il possède un bon sens assez aisé pour atteindre à la bonne humeur, il oppose aux objurgations les plus menaçantes le sérénité la plus imperturbable.

C'est bien assez qu'il lui ait fallu sacrifier, fut-ce provisoirement, M. Juilliard. On regrettera ce grand fonctionnaire, peu souple, nullement dissimulateur, mais qui croyait à la dignité de sa fonction. Il va rejoindre, dans l'antichambre qui doit mener, paraît-il, un jour aux ambassades, son prédécesseur, M. Delanney. Souhaitons que l'attente lui soit moins longue.

Il est tout de même dommage que deux des plus grandes figures de l'administration, deux hommes jugés dignes de gérer les intérêts de Paris, aient été si tristement victimes de la politique, et subi des disgrâces contraires qu'ils méritaient aussi peu l'un que l'autre. Pour qui immole M. Julliard, il serait en tous cas peu logique et peu juste d'oublier M. Delanney.

M. Naudin, qui leur succède, connaîtra, je l'espère, un sort plus heureux. Il ignorait presque complètement la capitale lorsqu'il fut promu à la préfecture de police. Le Gouvernement de M. Herriot va lui permettre de compléter son éducation parisienne, commencée par M. Poincaré. Cette nouvelle nomination indique, chez le ministre de l'Intérieur, un assez sûr instinct des hommes. M. Naudin possède un cerveau d'administrateur. C'est un homme de méthode, non de circonstance. Il avait remarquablement réussi autrefois dans le Nord. La Préfecture de police le déconcerta un instant. A la Seine, il profitera de l'expérience qu'il a maintenant acquise et joignant à sa connaissance récente des mœurs parisiennes sa vieille connaissance des

grandes affaires, il sera à la hauteur de cette mission difficile qui exige à la fois des qualités de diplomate, de parlementaire et même de préfet.

Pour M. Morain, il y a des années qu'il devrait être préfet de police. Il a failli l'être, au moment où fut nommé M. Naudin, au moment où fut nommé M. Raux, et sans doute à quelques autres moments encore. On lui a reproché alors certaines amitiés dont aujourd'hui on le loue. Après tout, tant mieux pour lui ! S'il avait reçu la préfecture de Police de M. Poincaré, on la lui retirerait aujourd'hui. Tout cela n'empêche pas que M. Morain aurait été ce qu'il sera : un préfet de police excellent, le plus averti, en même temps que le plus gai des fonctionnaires ; un air de légèreté sur un fond de sérieux, un sourire facile et, au besoin, du courage sans effort : ce sont là de bien jolies qualités.

Ainsi M. Chautemps s'entend aux hommes, et se plaît à les gagner. En ce qui concerne les titulaires des moindres préfectures, il a su les ravir en les déplaçant. Ceux que vous rencontrez se montrent tout épanouis. Ils se sont procuré dans les préfectures où ils arrivent des protecteurs radicaux-socialistes ; ceux qui ont de la chance ont découvert d'authentiques socialistes. Les voilà sauvés. Aussi n'en veulent-ils nullement à M. Chautemps de les faire un peu valser. Après tout ils ne demandaient qu'à tourner.

***

L'amnistie, votée à la Chambre, n'aura pu l'être au Sénat. Ainsi, de deux choses l'une, ou bien quand le vote de la Haute Assemblée interviendra, la grâce amnistiante aura joué pour les condamnés, et la loi sera ridicule ; où la grâce n'aura pas joué, et le retard est inhumain. S'il y a une porte qui doive être ouverte ou fermée, c'est celle des prisons. Il est dangereux de l'entrebailler.

L'on a fait ainsi une popularité à Marty et à Badina, et mis la pitié populaire au service du communisme.

C'est une faute qu'on prolonge en retardant la discussion de trois mois. La victoire veut de larges absolutions.

Délivrée de cette irritante question, la prochaine session parlementaire eût pu s'ouvrir dans le calme et se consacrer à l'étude des problèmes financiers et économiques. Il est à craindre qu'elle débute au contraire dans le trouble et la colère, et que les débats à venir portent longtemps les traces de ce désordre moral dont la Chambre a donné en juillet dernier l'affreux spectacle. En atermoyant on risque le sort d'une législature et l'avenir d'une politique.

Henry de JOUVENEL,
Sénateur-Ancien Ministre.

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

LES ACCORDS DE LONDRES

Après un mois de négociations obscures et passablement désordonnées où l'on a tissé un incroyable réseau d'intrigues sous les pas d'un négociateur qui avait annoncé qu'il n'avait d'autre arme que son ingénuité, la Conférence de Londres a abouti à des protocoles qui ont été paraphés le 16 août.

Ceux qui les ont établis s'en sont déclarés satisfaits avec plus ou moins d'éloquence : accords conclus sous le signe de l'arbitrage, réconciliation des peuples, fin de l'ère odieuse des guerres et des armements, bonne volonté réciproque, reprise des rapports normaux entre peuples jadis ennemis ; ces laborieuses discussions se sont terminées officiellement par des phrases de banquet. Par contre, l'opposition, aussi bien en Allemagne qu'en France, n'a pas attendu la fin de la conférence pour manifester son mécontentement. En Allemagne, pays qui a toujours étonné le monde par sa force de dissimulation et de concert, ces protestations ont eu l'air d'une simple manœuvre ; le Reich, selon la bonne formule, a toujours demandé le plus pour obtenir le moins. En France, elles apparaissent comme la plainte ou le cri d'indignation de ceux qui n'ayant jamais douté du bon droit de leurs pays s'attendaient à ce que la victoire si chèrement obtenue en fût l'éclatante manifestation, de ceux qui considéraient le traité de Versailles comme un minimum et qui estimaient que la proclamation du droit de la France aux réparations n'était pas un vain mot.

Je n'ai pas qualité et ce n'est pas ici le lieu de rechercher si, avec l'héritage qu'il avait trouvé en arrivant au pouvoir, et après les proclamations qu'il avait lancées dans le public, M. Herriot pouvait faire plus et mieux. Cela n'a du reste qu'un intérêt relatif et tout parlementaire, sinon électoral. Il est plus utile de chercher à établir quelle est maintenant la situation. Mais, pour cela, il faut examiner ce qui nous reste et ce que nous avons abandonné. Comme aujourd'hui nous sommes bien loin de l'union sacrée et que la politique intérieure influe de plus en plus sur la politique extérieure, les amis du gouvernement ont eu tendance à exagérer ce qui est acquis et les adversaires à gonfler l'importance de ce qui est abandonné. Il n'est pas commode de dresser ce bilan avec impartialité.

A la vérité, les abandons sont considérables, mais on s'étonne qu'ils aient pu surprendre quelqu'un ; ils étaient devenus inévitables.

La conférence de Londres en effet avait été réunie pour régler l'application du plan Dawes et au besoin pour en combler les lacunes. Ce plan avait été accepté par tous les chefs de gouvernement, y compris M. Poincaré ; et cette acceptation constituait déjà de notre part une concession considérable puisque le projet comportait une nouvelle réduction de la dette allemande, ainsi que la renonciation au règlement politique de cette dette (quand on examine froidement la question et en se remettant à l'époque où le plan Dawes fut dressé, on reconnaît du reste qu'il était à peu près impossible de ne pas l'accepter). De plus, M. Herriot en arrivant au ministère avait pris comme programme de politique extérieure le règlement international des réparations, l'abandon de la politique de la Ruhr et la réconciliation franco-allemande sous l'égide de la Société des Nations. Enfin, aussitôt installé au Quai d'Orsay, le président du Conseil s'était empressé de faire un bond jusqu'à Checkers afin d'exposer franchement et nettement ce programme à M. Ramsay Mac Donald. Tout cela constituait des engagements ou des demi engagements tels que l'issue de la conférence était à prévoir. Les renonciations que l'on reproche à M. Herriot étaient acquises d'avance, et seul un fol entêtement des Allemands eût pu empêcher les Anglais de les enregistrer avec satisfaction.

Et cependant le Président du Conseil qui, lui, dédaigne le procédé de marchandage normand qui consiste à demander le plus pour obtenir le moins, a été obligé à quelques concessions supplémentaires. On sait en effet que les experts français et belges avaient élaboré un plan qui prévoyait que le territoire de la Ruhr serait évacué au bout de deux ans à la seule condition que pendant ce temps là l'Allemagne se serait acquittée correctement de ses obligations. Ce délai de deux ans pouvait être réduit si le gouvernement de Berlin effectuait, avant l'expiration de ce délai des versements au titre réparation jusqu'à concurrence d'un million et demi de marks or. Dès que les Allemands eussent versé 500 millions, un tiers du bassin de la Ruhr eût été évacué ; un autre versement de 500 millions eût amené l'évacuation d'un second territoire, le reste du pays devant être libéré après le versement de la somme entière. La question de l'évacuation était ainsi liée à celle des réparations et constituait une sorte de prime à la bonne volonté allemande. Il y avait un autre avantage à ce projet, c'est qu'au cas où l'Allemagne se fût refusée à remplir les clauses du contrat, nous eussions conservé notre gage entre les mains.

Ce plan a été abandonné avant même que les Allemands n'en eussent pris connaissance ; le gouvernement anglais, qui n'a pas même eu la pudeur de cacher sa germanophilie, et qui, comme disaient les journaux travaillistes semblait avoir pris pour tâche de « mettre la France à la raison » s'était chargé de le repousser (où est le temps où M. Lloyd George affichait comme programme électoral le paiement des réparations jusqu'au dernier schilling et la pendaison du Kaiser?) Et après un mois de marchandage où nos alliés ont semblé avoir à cœur de nous enlever le plus d'avantages possibles on est arrivé à ceci :

Dans des lettres identiques adressées au gouvernement du Reich, la France et la Belgique déclarent que, désireuses de contribuer à la pacification générale, et ne s'étant saisie de la Ruhr que pour obtenir le paiement des réparations, elles se proposent de rappeler les troupes qui occupent ces territoires dans un délai de douze mois comptés à partir de la signature des protocoles de Londres, *à condition que le projet Dawes soit exécuté par le Reich.* D'autre part, la France et la Belgique ont ajouté dans une note spéciale qu'elles consentaient à procéder à l'évacuation immédiate de Dortmund, Lunen, Hœrde et des villes saisies postérieurement au 11 janvier 1923 (ports de Manheim, de Carlsruhe, Emmerich, Wesel, Offenburg et Hagen).

Ces dernières concessions, arrachées au dernier moment, n'ont par elles-mêmes qu'une importance secondaire ; du moment que l'on avait adopté le système des abandons et de la générosité, peut-être valait-il mieux aller jusqu'au bout. Cela n'a du reste pas empêché le chancelier Marx de protester en prenant acte de la déclaration franco-belge contre « l'illégalité de l'occupation de la Ruhr ».

Conclusion, disent les adversaires de M. Herriot : la France renonce à un gage productif qu'elle détenait pour des promesses qui n'ont rien de très formelles, car si l'emprunt ne réussissait pas, l'Allemagne, reprenant son ancienne tactique, pourrait bien nous répondre dans un an ou deux que ses nouveaux engagements si réduits soient-ils dépassent sa capacité de paiement, et dans ce cas nos alliés anglais ne se sont nullement engagés à soutenir nos revendications. Quant aux dettes interalliées, nous nous sommes contentés d'une phrase extrêmement vague de M. Mac Donald. Cela s'appelle lâcher la proie pour l'ombre et si les choses tournent mal, si l'Allemagne trouve de nouveaux moyens d'éluder les engagements réduits qu'elle vient de prendre, nous serons complètement désarmés.

Assurément c'est là une vue fort pessimiste de l'avenir, mais le passé ne porte pas à l'optimisme. Seulement, les amis de M. Herriot répondent à cela que la politique de méfiance et de coercition

n'a rien produit, qu'elle est inapplicable sans le concours de l'Allemagne qui y est de plus en plus hostile, et qu'il est temps d'essayer de la politique d'entente, de réconciliation et de générosité.

C'est une opinion. En tout cas M. Herriot, en prenant le pouvoir, n'a pas caché que c'était cette politique-là qu'il voulait suivre ; il n'a fait qu'appliquer ses idées, et les détails de la négociation qui a abouti à cette application ont peu d'intérêt. Reste à voir comment l'Allemagne accueillera cette manifestation de bonne volonté et de modération de la France.

***

En somme, depuis l'armistice, tout le problème est là : que pense l'Allemagne? Comment faut-il traiter l'Allemagne? S'est elle transformée depuis la guerre? Est-elle capable de se transformer et de devenir une démocratie pacifique comme la démocratie française? De là l'intérêt qui s'attache à toute étude impartiale et consciencieuse de l'Allemagne actuelle, et spécialement au travail extrêmement remarquable que vient de publier M. J. Aulneau, conseiller référendaire à la Cour des comptes et ancien directeur du cabinet du président de la République : *Le Drame de l'Allemagne*. M. Aulneau, qui connaît aussi bien les questions de politique étrangère que les questions administratives, a fait sur la situation de l'Allemagne une enquête économique et politique extrêmement rigoureuse et son livre, nourri de documents et fécond en vues ingénieuses sur la psychologie politique du peuple allemand, est extrêmement précieux. Mais il est aussi un peu décevant parce que de sa minutieuse et savante description, il résulte que le milieu germanique est extrêmement instable, que selon les circonstances l'Allemagne est démocratique pacifiste, ce qui n'est pas une illusion, ou chauvine et belliqueuse, ce qui est une réalité ; les deux courants l'emportent tour à tour et mobilisent une immense masse flottante toujours prête à suivre le parti le plus fort.

« Si l'Allemagne, dit-il en manière de conclusion, ne se laisse plus conduire par ses mauvais bergers, il y aura avec elle des possibilités d'entente. Nous devons envisager toutes les solutions compatibles avec notre sécurité et qui apaiseraient les esprits. Des froissements continuels, la surexcitation de l'âme populaire peuvent pousser un jour à des actes irréfléchis. Certes nous devons faire en sorte que les solutions à adapter soient d'accord avec nos alliés suivant les vues du traité de Versailles. Puisque nous évoquons le traité, nous ne devons pas nous exposer à agir seuls à moins d'y être contraints par les événements. Il faut donc que l'Angleterre nous apporte son concours loyal et fasse pression sur l'Allemagne pour que nous soyons payés et pour que l'Allemagne reste pacifique. C'est le nœud de la question. L'Angleterre tient la solution entre les mains comme elle tenait la paix en 1914. Jusqu'à présent comment a-t-elle agi? Si l'Allemagne a tant relevé la tête, l'Angleterre ne porte-t-elle pas une lourde responsabilité? Observons les événements d'Allemagne d'un œil circonspect mais réfléchi et calme, et ne rejetons pas les offres sincères et réelles si elles sauvegardent nos droits ».

Ces lignes étaient écrites bien avant la conférence de Londres. Depuis lors, les responsabilités de l'Angleterre se sont bien accrues. A Londres, elle a servi les intérêts de l'Allemagne avec un zèle incomparable ; il n'est pas de piège qui n'ait été tendu à la bonne foi de M. Herriot, et le ministre s'est trouvé dès son arrivée dans une atmosphère hostile qui a rendu sa tâche particulièrement difficile ; on ne lui tenait aucun compte de son évidente bonne volonté.

Les intérêts de l'Angleterre sont-ils donc opposés aux nôtres ? Nullement. L'Angleterre a intérêt à la paix et à la reprise d'une situation économique normale : nous aussi. Et pas plus que nous, elle ne doit regarder favorablement un relèvement trop rapide de l'Allemagne dont la concurrence commerciale est plus redoutable pour elle que pour nous. Mais la vérité, c'est que l'Angleterre radicale et travailliste est l'héritière de la vieille Angleterre puritaine et non-conformiste pour qui la France est l'ennemie. Nous sommes toujours à ses yeux les « fils de Belial ». Elle a la même horreur profonde pour notre anti-cléricalisme, notre impiété, que pour notre catholicisme. Le démocrate français pour qui la démocratie, comme dit Anatole France, c'est la facilité, s'imagine qu'il a les mêmes principes que le démocrate anglais : un mur de cent coudées les sépare. La démocratie anglaise, c'est la vengeance du puritain contre le « cavalier » corrompu. La vie facile, l'indulgence de la démocratie française lui fait l'effet d'un péché. Cela seul peut expliquer l'esprit que nous avons trouvé à Londres, il n'est pas encourageant pour l'avenir d'un arrangement qui repose sur la bonne volonté.

La conférence est une œuvre de bonne foi et de paix, a dit M. Herriot dans une déclaration à la presse, elle marque le début d'une ère nouvelle. La France n'est plus isolée. Une œuvre de bonne foi. De la part de la France assurément. De la part de l'Allemagne et même de la part de l'Angleterre, c'est à voir. « Si l'Allemagne manquait à ses engagements, a déclaré M. Theunis, elle aurait le monde entier contre elle ». En effet, il lui sera difficile de prétendre désormais qu'elle ne cède qu'à la force.

Et cependant n'est-ce pas l'attitude que prend dès à présent une grande partie de la presse allemande? Dans tout arrangement, et dans celui-ci particulièrement, il y a toujours matière à faux fuyants et à contestations ; dans les arbitrages auxquels elles donneront lieu serons-nous sûrs de trouver l'impartialité et la justice? Le monde entier n'a-t-il pas très bien admis que l'Allemagne soit exonérée d'une grande partie des réparations au détriment de la France ravagée, et l'Angleterre de M. Mac-Donald n'a-t-elle pas oublié complètement les promesses de l'Angleterre de M. Lloyd George...?

C'est pourquoi on peut se demander s'il fut vraiment sage de sacrifier des droits acquis, et tant d'espérances au maintien d'une entente avec l'Angleterre dans laquelle la France donne tout et l'Angleterre rien. La Pologne et la Roumanie, envers qui l'Angleterre a montré tant de mauvaise volonté, et qui, elles, sont des Alliées sûres parce que leurs intérêts essentiels sont liés aux intérêts de la France, se montrent inquiètes de cette politique d'entente qui commence à ressembler à une politique d'asservissement. La guerre a donné la richesse et la puissance aux Anglo-saxons, disent certains économistes internationaux, il faut s'y résigner. Faut-il s'y résigner? Ces fruits de la victoire sont bien amers.

Toujours est-il que l'Angleterre travailliste rend le poids de son amitié bien lourd...

L. Dumont-Wilden.

LE ROMAN

UN ROMANCIER D'APRÈS-GUERRE FRANÇOIS DUHOURCAU (1)

Un Homme à la Mer, *La Révolte des Morts* et *La Rose de Jéricho* placent M. François Duhourcau au premier rang des écrivains de sa génération. Il s'y distingue entre tous par la personnalité fière et forte que lui composent une pensée de philosophe, une sensibilité de poète, l'imagination d'un romancier et le style d'un artiste. Nulle extravagance ne se mêle à son originalité très pure et rien de trouble ni de malsain ne se cache sous son raffinement. Ses livres, qui ont l'accent d'aujourd'hui, restent dans notre meilleure tradition d'hier et probablement de toujours : ce sont de beaux livres français, sobres et nets, solides et transparents, substantiels et lumineux. On se plaît à les lire et on se retient d'aller trop vite, parce qu'on sent qu'une lecture trop rapide n'en épuise ni la signification ni même le charme. Leur aisance ajoute son agrément à leur dignité.

Officier de carrière, — officier philosophe comme Vigny, ce qui ne signifie pas officier amateur — M. François Duhourcau n'avait publié que trois essais sur Maurice Barrès, Maurice Donnay, Jules Lemaître, un petit recueil de *Juvenilia*, et des études militaires sur la bataille en rase campagne, quand la guerre le jeta dans d'autres préoccupations. Mis hors de combat, après trois années d'éclatants services, il écrivit, de septembre 1917 à juin 1918, son premier roman, *Un Homme à la Mer*, où se révèle déjà tout entière la qualité de son talent.

C'est d'abord et essentiellement un talent de moraliste, qui se rattache ainsi de la manière la plus directe à la grande tradition française. Vigny, que nous venons de nommer, se définissait lui-même un moraliste épique. M. François Duhourcau est un romancier qui sait donner à son récit la concentration et l'action d'un drame. Il lui suffit, selon l'exemple illustre de notre tragédie, de mettre aux prises les caractères dans un conflit où ils seront contraints de se révéler.

Jacques Solbray a hérité de sa mère le sens profond de la vie familiale que possèdent à un si haut degré les Basques. Mais il y avait en lui « un fonds de nature dangereusement féminin. La vie ne lui semblait charmante et digne d'être vécue que pour réaliser une belle passion, déchaîner l'émoi du cœur. » Aux approches de la trentaine, officier sans fortune, il s'est laissé marier à une jeune fille riche, d'une vieille maison de magistrats toulousains. Intransigeante dans sa dévotion, susceptible et volontaire, elle n'a répondu en rien à ses aspirations ; ils se sont séparés après la naissance de deux enfants dont il lui a laissé la garde et le soin. Puis il a rencontré Michelle. Combien différente, celle-ci ! Née en Égypte, d'un père tourangeau qui avait épousé la fille d'un riche marchand grec, elle avait passé sa jeunesse à Alexandrie et grandi sans tendresse, dans ce monde bariolé, cette foule cosmopolite. Mal mariée à dix-huit ans, et bientôt veuve, elle a voyagé, séjourné trois ans à Athènes, est venue enfin à Paris, païenne jusqu'aux moelles, personnelle, passionnée de son indépendance. Jacques a été séduit par le

(1) *Un Homme à la Mer*, 1 vol. Bernard Grasset, collection « Le Roman » ; — *La Rose de Jéricho*, 1 vol. Albin Michel, collection « Le Roman littéraire » ; — *La Révolte des Morts*, 1 vol. Éditions de la Vraie France.

charme insolent de la jeune femme : il l'a épousée. Ils ont connu toutes les joies ardentes de la passion. Ils se croient heureux, ils le sont peut-être, quand la guerre éclate.

Combien de temps aurait duré ce bonheur égoïste, qui fait abstraction du reste de l'univers ? Michelle a voulu Jacques tout entier ; elle l'a voulu à elle seule et lui a fait donner sa démission d'officier, négliger ses enfants. La vie, plus large que le le cadre de nos passions, ne tarde guère à le briser et à prendre sa revanche de nos misérables tentatives pour nous soustraire à ses lois. Ce n'est sans doute pas seulement par la guerre que Jacques et Michelle sont orientés vers des pôles contraires : c'est, bien antérieurement et bien plus profondément, par leur nature même. Mais il est certain que la guerre précise, aggrave et précipite le conflit. Un événement s'est produit, où la guerre n'était pour rien et qui eût produit en dehors d'elle ses conséquences : la mort de leur mère rejette sur Jacques la responsabilité et le soin des enfants. Il les revoit, il commence à s'attacher à eux. Le sang y eût suffi ; les circonstances renforcent le lien qu'il crée. Dans l'épouvante des tranchées, dans le péril de toutes les heures, dans le spectacle de la mort qui moissonne à larges coups de faulx, Jacques a compris la signification de la guerre et de ses sacrifices. L'amour de la race, que ses soldats lui avaient inspiré et qui nourrissait son courage, se confondait chez eux avec l'amour d'eux-mêmes, représenté par ce qu'il a de plus intime et de plus fort : l'amour de leurs enfants, de leurs héritiers, de ceux qui continueront leur vie et leur activité dans l'avenir. Il comprend alors son erreur et sa faiblesse : coup de la grâce, « d'une grâce toute humaine », nous dit-on, mais rien n'est plus humain que la grâce, même au sens théologique.

Cependant Michelle est à l'autre pôle de la vie : entre elle et son mari l'accord est impossible. Ils le comprennent, ils acceptent cette fatalité ; Jacques en a le cœur brisé. Son long débat avec lui-même, puis avec Michelle, est d'une vérité poignante. « A mesure qu'il montait vers le devoir, elle se détachait de lui, son cœur ne voulait plus le suivre sur la cime. » Le malheureux achèvera donc seul son ascension, — son calvaire, cherchant dans la mort l'unité qu'avec les contradictions de sa nature double il n'a pu atteindre dans la vie...

* * *

Ce premier roman, certes, trahissait quelque inexpérience, comme le long entretien du chapitre III entre Jacques et son ami, Jean Lauraille, qui enveloppe lui-même le récit d'une nuit de Verdun ; le procédé est un peu lent, un peu détourné, un peu gauche, mais ne doit pas nous faire méconnaître la force et la beauté de certains traits. Avec *La Rose de Jéricho*, l'auteur est devenu maître de son art. Le caractère essentiel de son talent subsiste intact, dans un sujet où le moraliste n'a plus, pour se donner carrière, le vaste arrière-plan du cataclysme mondial, mais retrouve un de ces conflits qui, déchirant le cœur, permettent d'y regarder jusqu'au fond. Et les autres caractères s'épanouissent dans une atmosphère d'aisance, de liberté.

« Celui qui est né pour aimer et qui s'en est senti, au premier éveil de la vie, la vocation, celui-là voudra aimer jusqu'à la mort. Son cœur peut paraître desséché, fini ; telle une rose de Jéricho, il est destiné à refleurir. » C'est le cas de Max Rimeuil. Après quinze ans de labeur fécond dans l'Argentine, il revient en France, la quarantaine dépassée, avec l'espoir de se créer une manière de bonheur propre à lui tenir lieu du vrai, du grand qui lui manquait : le bonheur dans l'amour. Sensible et volontaire, il se résigne, non sans maintenir intacte sa belle espérance. « Dans le désenchantement de sa vie intime, seule l'idée de l'amour restait debout, retenant tous ses rêves, pareille à cet arbre unique du désert où tous les oiseaux viennent suspendre leurs nids ». Et voici qu'il retrouve Françoise Bricey. Il ne l'avait pas vue depuis qu'elle jouait, il y a vingt ans, avec sa sœur. Il lui semble reconnaître, dans la mélancolie pleine de grâce de la jeune femme « et dans ses yeux immenses, d'un brun doré, cet air mystérieux qu'il avait remarqué chez la petite fille, cet air, malgré sa gaieté, de craindre et d'interroger la vie ». Françoise, mal mariée et veuve aujourd'hui, est exactement, il ne va pas tarder à s'en apercevoir, l'idéal qui correspond à son rêve, la femme animée de sensibilité et d'esprit, tout ensemble jolie, fine et gentille, capable de le comprendre et à laquelle il pourrait se donner tout entier. L'un et l'autre ils sont faits pour se comprendre, pour s'aimer.

Tout aussitôt, comme dans une tragédie classique, l'action se concentre, le drame se noue. Entre ces deux êtres qui se rapprochaient, que la destinée semblait vouloir unir pour leur bonheur mutuel, un troisième surgit : Jean Rimeuil, le jeune frère de Max, beau garçon de vingt-cinq ans, égoïste, sensuel et brutal. Il s'est emparé naguère de Françoise, quand elle était désemparée. Elle a vite compris que ce fougueux caprice n'était pas l'amour. Elle a saisi la première occasion, la maladie de son mari, pour donner à la rupture le prétexte du devoir. Elle est affranchie maintenant, tout-à-fait libre ; mais cette reprise n'a fait qu'exaspérer la passion de Jean. La malheureuse Fran-

çoise est dans une impasse, d'où elle ne sortira pas.

Comment elle s'abandonne, surprise et charmée, à l'amitié de Max Rimeuil, à l'ardente sympathie qui devenait bien vite l'amour, et se reconnaissait et se déclarait comme telle ; comment elle reconnaît aussi que, cet amour, elle l'attendait, elle l'espérait, elle y aspirait et ne l'avait point rencontré jusqu'alors, ne l'avait ni inspiré ni ressenti ; la promesse enchantée d'un renouveau, toute rayonnante déjà comme une certitude ; puis, en pleine aurore de bonheur, la menace soudain dressée, le fantôme de la passion qui surgit et s'impose ; la nécessité de renoncer : tout cela est retracé avec autant de finesse que de précision. Les espoirs, les inquiétudes, les instances et la foi contagieuse de Max ; la passion exaspérée de Jean, ses violences qui le rendent plus haïssable, les ravages qu'elle fait en lui et qui le pousseront à la mort : autant de traits dont le romancier a su composer des scènes dramatiques, des tableaux saisissants.

Et par-dessus tout une grande vérité rayonne : la différence de la passion exclusive, égoïste, et de l'amour qui s'attache à tout l'être, à l'esprit et au cœur non moins qu'aux attraits physiques, de l'amour qui nous fait sortir de nous-mêmes, nous fait vivre dans la personne que nous aimons, — en elle et pour elle. Renouvelant avec un accent moderne dans le cœur double d'une femme, le mythe des deux Vénus du *Banquet*, M. François Duhourcau a marqué l'antithèse avec une force qui communique à son œuvre cette large signification et cette vérité profondément humaine sans lesquelles l'art nous laisse toujours l'impression de s'arrêter à mi-chemin, de ne point parvenir à son terme et de nous abandonner avant de nous y avoir conduits.

Mais nous donnerions une idée très incomplète du talent de M. François Duhourcau et du charme de son nouveau roman, si nous n'ajoutions que cette œuvre est toute imprégnée d'une poésie délicieuse. Poésie sans artifice, la plus simple au contraire, et la plus vraie, celle de l'admirable coin de France où se passe l'action, le pays basque qui unit tant de grâce à tant de noblesse et la douceur à la majesté. Hendaye, Fontarabie, le Jaïzquibel, « rare paysage d'eau, de montagne et de ciel », « fait pour accueillir des âmes lasses, mais passionnées et prêtes au réveil de l'amour » : comme il est bien mêlé à la vie de ces âmes, fondu avec leurs frémissements... Voici la mer qui, avec le flot, envahit la lagune, puis se retire, « laissant traîner derrière elle, toute dénouée, sa chevelure d'eau » ; et la marée basse « étirant ses filets autour des fuseaux de vases et de sables où des groupes de mouettes étaient posés » ; l'air dépeuplé quand les mouettes, cessant leurs tournoiements, se sont posées sur les grèves ; la lagune, comme un miroir brisé, ne reflétant plus que morcelé le paysage : « Guetteur somnolent, drapé dans la bure de sa capote de guérite, Fontarabie rêve du passé en surveillant ce désert. » Il y a, répandue à travers tout le roman, une poésie des âmes à côté de la poésie des choses : poésie du regret, de l'espoir et de l'amour, poésie du désir même et de la brutale passion, car il n'est pas jusqu'à ce jeune égoïste sensuel de Jean Rimeuil qui ne souffre et ne meure en beauté, un soir de bal espagnol, dans son travesti d'homme du peuple aragonais.

***

Entre ces deux romans, M. François Duhourcau a écrit, de mai 1919 à mai 1920, un « pamphlet » romanesque, un conte satirique, comme il l'appelle lui-même, *La Révolte des Morts*, qui est, à vrai dire, une fantaisie symbolique sur ce thème : les vainqueurs et la paix. On entend souvent cette question : qu'en diraient nos morts ? M. François Duhourcau imagine leur réponse. Elle est inspirée de ces lignes d'Anatole France, inscrites en épigraphe :

« Il ne faut pas que le sang de nos frères, de nos enfants, tombés pour la cause de la justice et de la liberté, crie contre nous. Nous devons aux héros et aux justes morts devant l'ennemi une tombe tranquille, où les lauriers ni les oliviers ne meurent jamais.

Une tombe tranquille ; comment leur serait-elle assurée, s'il est vrai, selon les fortes expressions du maréchal Foch, « que de la victoire nous ayons fait sortir la faillite » ? Telle est, en tout cas, l'angoisse de plus d'un parmi les anciens combattants. De ceux-là M. François Duhourcau, fondateur et président du groupe basque de l'Union nationale des Combattants, s'est fait l'interprète, avec une indignation généreuse qui respire le plus pur amour de la patrie, une fervente admiration pour l'héroïsme des vainqueurs, la plus noble fidélité à la mémoire des martyrs. Il retrace dans un avant-propos de l'intérêt le plus vif la genèse de son livre et les difficultés qu'il rencontra pour le publier. En juillet 1920, l'auteur en faisait tirer cinq cents exemplaires chez un imprimeur de Bayonne. En 1922, l'Académie française lui décernait le prix Furtado. Les Éditions de la Vraie France viennent de l'accueillir dans leur collection où il n'est pas moins à sa place par sa rare qualité littéraire que par l'esprit dont il est animé et sa relation intime avec les plus hautes préoccupations de notre temps.

Si les morts pouvaient parler... Croyez-vous qu'il

soit impossible à un ancien combattant, grand mutilé lui-même et qui a de si peu échappé à la mort, d'imaginer ce qu'ils auraient à dire ? Sans doute se montreraient-ils peu satisfaits d'abord de la plupart des visiteurs qui viennent troubler leur repos. Quelle ironie vengeresse et quel bon sens vigoureux dans cette première moitié de l'ouvrage où l'auteur nous représente une excursion aux champs de bataille : l'Américain pacifiste et philanthrope, M. Allforgold, le député Légévain, Mme Harmantel, veuve d'un « conseiller à la Cour des comptes, bibliophile et collectionneur d'estampes très distingué », et sa fille Jeanne (Jane, pardon !), grande, mince, éclatante, et qui, pour tout dire « a du chien, lequel est le plus fidèle ami de l'homme. » Les provisions, champagne compris, sont dans l'auto et voici les voyageurs « en route pour une bonne partie » : ils vont, en effet, au Chemin des Dames.

Ces quatre personnages, nous les voyons : ils sont étonnamment vrais, vivants et représentatifs. Jane Harmantel est une de ces jeunes filles d'après-guerre (il y en a d'autres, par bonheur, toutes différentes) que la dureté des temps a exaspérées et décidées « à jeter tous principes pardessus les moulins. Elle veut de l'argent et la liberté dans le luxe, pour s'amuser ». Sa mère, bonne bourgeoise française et bonne Française, un peu déconcertée, un peu scandalisée même, suit la belle enfant qui l'étourdit de son audace, l'éblouit de son éclat et l'aspire comme le vide. M. Willian Allforgold n'est pas seulement un personnage dans son pays, Ingénieur-Conseil de la *Chicago Electric Company*; il est devenu une personnalité dans le nôtre : expert de la *Commission des Dommages* (Société des Nations) et président très actif de la ligue de la *Régénération Méthodiste* pour pays envahis. M. Légévain, député de Seine-et-Eure, est un parlementaire distingué, ancien ministre : il prépare un grand discours sur les réparations, et il cherche consciencieusement dans ce petit voyage, qu'il a voulu néanmoins aussi agréable que possible, des notes précises et des thèmes d'inspiration.

Le départ, de l'île Saint-Louis, un matin de mai, la belle randonnée par Luzarches, Chantilly et sa forêt, Crépy-en-Valois, Villers-Cotterets ; la causerie dans l'auto, les réflexions de chacun — en voici une de l'Américain : « Je ne savais pas que les Boches avaient occupé Chantilly » — les élans de cœur de Mme Harmantel, pleine de gratitude pour nos soldats, les impertinences de Jane, les impressions que Légévain prend bien soin de coucher sur son carnet à Soissons, à Crouy, au Moulin-Laffaux, à Laffaux, à l'Auberge de l'Ange Gardien, au Fort de Malmaison, à Vailly (ah ! ces noms, ces noms seuls !) en quête de phrases chargées d'effets oratoires, le déjeuner (commandé chez Prunier) à la Vallée-Foulon, l'épisode shakespearien des deux vertèbres ramassées par M. Allforgold pour ses tournées de propagande en Amérique : quel mélange unique d'ironie, d'humour, de colère contenue, de poésie, de fantaisie tour à tour attendrie et railleuse, d'esprit aussi ! M. François Duhourcau n'a rien écrit de meilleur.

Mais il n'a rien écrit et écrira-t-il jamais rien de plus grand que la seconde moitié de l'ouvrage ?

Une panne d'auto : la nécessité de passer la nuit sur le champ de bataille, dans la voiture, où l'on s'est décidé, pour tuer le temps, à jouer au bridge. Voici, après la comédie, l'ouverture du drame grandiose.

> Combien y a-t-il de temps que les voyageurs, harassés par leur promenade à travers le chaos du champ de bataille, se sont endormis ? quelle heure peut-il être ?...
>
> Sur ces fonds tragiques, ouatés de brume, silencieux, il semble que soudain, lumière élyséenne, se lève un souterrain clair de lune.
>
> Tout le vallon est maintenant peuplé de fantômes qui se sont étirés des tombes et de partout, du sein de cette terre pétrie de soldats. Ils s'assemblent, se concertent, puis se dirigent vers l'auto, car ils ont entendu, dans la journée, les propos de ces bizarres pélerins qui passèrent près d'eux, souvent même sans les soupçonner, et paraissent apprécier peu leur sacrifice. Ne seraient-ce pas déjà des Boches, ces visiteurs ? La voiture leur a semblé de couleur « feldgrau ». Il leur faut aller voir...

Le défilé commence. Le soldat dont M. Allforgold a ramassé les vertèbres : « Il porte l'uniforme bleu pâle, mais d'un pâle étrange et fait vraiment d'une brume d'horizon lointaine, ah ! si lointaine » ; l'infirmière sur la tombe de laquelle ils se sont arrêtés, au début de leur visite du champ de bataille ; — un Sammy qui soufflette Allforgold ; — un vieux territorial, qui s'adresse à Mme Harmantel et lui donne des conseils pour sa fille parce que ce qui l'intéresse, lui, c'est la prospérité des foyers auxquels ses pareils se sont donnés jusqu'à la mort ; — un bleuet de 1918 qui vient causer avec Jane et lui demande l'explication de ses excentricités et se demande devant elle ce que va devenir la France, privée du levain d'une vraie jeunesse, puis s'en va sur ces mots : « Mademoiselle, adieu, ne revenez plus devant nos croix avant d'avoir retrouvé un cœur ». Au tour de Légévain, maintenant : celui-ci, il personnifie les responsables ; il sera jugé et condamné au nom de tous ceux dont ses pareils ont fait « des tourmentés qui pleurent sous leurs croix... » La scène, impitoyable et tragique, s'achève dans la lueur de l'aube montant « au-dessus de la crête d'Hurtebise, pareille au pâle sourire de la patrie exsangue. »

Cette seconde partie est, sous la forme la plus dramatique et la plus poignante, une satire de la paix, un réquisitoire contre ceux auxquels l'auteur en attribue les défaillances, contre l'esprit d'après-guerre aussi — et ceux qui en représentent le pire. Elle pose donc le terrible problème des responsabilités, qu'il ne saurait être question d'agiter ici.

Disons seulement qu'il nous paraîtrait un comble qu'un écrivain combattant, d'un talent hors de pair, n'eût pas trouvé pleine liberté de publier son œuvre, inspirée par les sentiments les plus nobles et réalisée avec un art supérieur. Cette considération aurait suffi à me faire accueillir avec empressement *La Révolte des Morts* dans la collection littéraire que je dirige. Et ce ne sont point les amis des lettres qui me le reprocheront.

Firmin Roz.

VARIÉTÉS

IMPRESSIONS D'ORANGE

C'est la grande année de la Trilogie, c'est le Cycle Thébain, c'est l'année de Sophocle. Le Théâtre Antique retourne à sa vraie destinée. Sa puissance s'est révélée, il y a trente-cinq ans, lorsque Mounet-Sully, pour la première fois, y apparut dans *Œdipe Roi* et montra au Monde, bouleversé d'admiration, ce qu'avait été, ce que devait être ce sommet de toute pensée et de toute poésie, la Tragédie Grecque. Ce jour-là, Orange avait été sacrée par le génie ville sainte de la Beauté et de l'Art. Son Mur fameux devint le lieu où s'allaient célébrer annuellement les grands mystères de cette autre Religion supérieure, qui est comme un divin complément et comme un aspect antérieur du Christianisme. Deux mille quatre cents ans après, la merveille des Dionysies s'y renouvelait, le miracle grec recommençait.

Au triduum de cette année M. François Albert s'était fait représenter par le très sympathique René Berton, l'auteur d'*Oreste*, applaudi naguère au Théâtre Antique, et ce fut bien.

Mais le vrai président de ces fêtes fut l'envoyé de la Grèce et son très séduisant ministre à Paris, M. Politis, qui inaugurait son ambassade en représentant officiellement à Orange la jeune République des Hellènes. Comme le véritable Amphitryon est celui qui décore, il n'y eut nul doute ni hésitation. Quand on parlait là-bas du Ministre, on savait qu'il n'y en avait qu'un seul capable des gestes et des mots nécessaires et c'était, comme il seyait, le ministre athénien, qui, ces jours-là, a un peu et justement annexé Orange à la Grèce ou plutôt réuni la France et la Grèce.

Et du reste, qui oserait prétendre qu'il n'est pas français, ce Ministre, qui a enseigné le Droit à la Faculté d'Aix, à celle de Poitiers, à celle de Paris et a formé chez nous une pépinière de professeurs et de juristes ?

A Albert-Émile Sorel, il pouvait dire en ma présence : « J'ai été l'élève de votre père, et je dois à ses leçons incomparables le peu de sens politique que je possède, car je ne crois pas qu'il y ait eu jamais un pareil Maître pour former des hommes d'État. »

A Émile Ripert, il disait : « J'ai été le professeur de vos frères et en particulier de Georges Ripert, qui s'est fait une si belle place à l'École de Droit de Paris. »

Comment a-t-il fait, ce Politis, si jeune encore, pour remplir tant de carrières, lui que nous retrouvons en 1916, à Salonique, puis à Athènes, ministre des Affaires Étrangères, dans le gouvernement de M. Venizélos, et qui a joué, dans la politique grecque, un rôle si brillant et si utile ; lui, le négociateur heureux et prompt du traité avec l'Italie de Mussolini, après le coup de main sur Corfou, son île natale ? En tout cas, il fut toujours le chef du parti français en Grèce.

A Orange, il est en terre grecque. Il n'a qu'à regarder, à écouter dans les rues pour y retrouver la plaisante humeur et la grâce spirituelle des anciens Athéniens. Les fins paysans de ces campagnes, ces subtils petits boutiquiers ont formé à Mounet-Sully et à ses successeurs un public émerveillé et tout de suite familier avec le sublime. Ils savent par le menu toutes les aventures des Atrides et des Labdacides, et la Mythologie n'a pas pour eux de secret.

— Venez donc, me dit M. Politis, nous allons chercher un fleuriste pour offrir des fleurs à Mme Colonna Romano.

De fleuriste, il n'y en a qu'un seul à Orange. Le jardin où nous nous enfonçons est vaste et bien arrosé, mais il n'y a plus que des dahlias et des œillets courts sur tige. La jardinière ne se trouble pas pour si peu. Je lui propose du reste de grossir son bouquet avec du persil, du cerfeuil et même un peu de salade.

— « Nous faisons les bouquets ronds ici, nous dit-elle, car les gens comme il faut n'en veulent pas d'autres. Quant aux bouquets plats (elle veut dire les gerbes), c'est pour les cimetières.

Elle nous explique qu'elle est la grande fournisseuse du Théâtre Antique. Elle ajoute :

« Mon fils est allé hier à *Œdipe à Colone*. Il a payé sa place 28 francs. Il n'avait personne devant lui. Il nous a dit, en rentrant : « Vous êtes folles de n'être pas venues à un pareil spectacle ! »

— « Et ce soir, irez-vous à *Antigone* ? lui demandons-nous.

— *Tutti !* nous répond-elle avec une enthousiaste énergie..

Et, en effet, le soir, tout Orange y était avec des quartiers entiers d'Avignon, de Valence, de Lyon et des plus petits villages, riverains du Rhône. L'immense amphithéâtre en est rempli. Ils y sont collés, en essaims serrés comme des moucheles dans la nuit. On les aperçoit qui bougent, sans décoller, insectes grouillants, qui semblent tenir à la pierre par des pédoncules. Çà et là un chapeau blanc, une écharpe, un papier font des lueurs de luciolles. Des remous divers agitent ces masses noires. C'est très impressionnant.

La scène est d'un grandiose unique. Les Romains n'ont rien construit de cette taille. Eschyle y reconnaîtrait un édifice à la dimension de sa vaste pensée et égal à la sombre Destinée. De grands oiseaux nocturnes et sy-

billins, aux moments pathétiques, s'en échappent, comme pour porter les messages des dieux.

Le ciel semble reposer dessus comme une coupole étoilée. La musique y prend une pureté qu'on ne peut retrouver nulle part ailleurs, car rien n'arrête son vol, rien n'en altère la nudité divine.

La vaste scène lointaine, seule éclairée dans ce gouffre d'ombre, est plus semblable à une vision qu'à une réalité. On croirait que, par une opération de magie, les ténèbres qui recouvrent les civilisations mortes s'écartent et que de brillants fantômes de rois et de princesses viennent revivre, pour nous, à la lueur des lampes, leurs cruelles aventures.

*
**

J'ai assisté aux trois représentations avec une fervente attention. Le vieux texte, honnête et sobre, un peu sec de Lacroix, dans *Œdipe Roi*, résiste assez bien et dit l'essentiel. On le dirait écrit par un bon précurseur immédiat de Corneille, vers 1610.

Je me demandais comment Albert Lambert allait se tirer de ce rôle, que Mounet-Sully a rendu formidable. Eh bien! je ne suis pas de l'avis de quelques confrères de la presse, qui l'ont critiqué. La vérité me paraît qu'il y a été superbe. Certes, il n'a pas atteint à la grandeur inégalable de son génial prédécesseur. Mounet-Sully était un dieu; Lambert n'est qu'un demi-dieu, mais assez beau encore pour que personne autre ne puisse lui être comparé. Plus humain que Mounet, il m'a arraché des larmes dans les adieux à ses filles, qu'il a merveilleusement modulés. Il a relevé le sceptre tragique, il s'est dressé comme quelqu'un qui avait regardé le Sphinx en face, qui avait dans les yeux quelque chose du Sphinx et, dans les veines, du sang de Cadmus.

On l'a généralement préféré dans *Œdipe à Colone*. Certes, il y fut excellent, mais le rôle était pour lui singulièrement plus facile. Je note cependant, pour la grandeur qu'il y a montrée, la scène avec Polynice, où battu de supplications, il est resté debout, muet, inexorable, inéxcusable, terrible, aussi beau que s'il avait été campé là par Homère. Il nous a fait vivre un fragment de l'Iliade, un fronton de Phidias.

C'est maintenant un grand artiste.

Silvain, le grand Silvain, dans un bref rôle d'*Œdipe Roi*, fit retentir la voix de Sophocle.

Alexandre, avec son magnifique organe, sa haute et fine stature, la clarté et l'ampleur de sa diction, fut vraiment tout ce que peut représenter à notre imagination le nom de Thésée. Ce n'était plus un acteur, c'était le héros lui-même.

La traduction de G. Rivollet est un beau poème, tranquille et majestueux, où se reflète fidèlement le texte de Sophocle, qui fut le chant du vieux Cygne, presque centenaire : un clair de lune sur un étang.

Œdipe Roi, *Œdipe à Colone* se suivent et se prolongent, comme un fleuve impétueux d'abord, paisible ensuite.

Mais *Antigone* marque un brusque tournant et un complet changement de ton.

Tout de suite, le rôle du Garde incline la pièce vers la Comédie. Et c'est voulu. Il s'agit d'abaisser le rôle de Créon, qui, sans cela, rappellerait trop celui d'Œdipe Roi. Œdipe est un personnage divin; Créon, qui a ordonné la mort de l'héroïque et touchante Antigone, ne peut être qu'un sot malfaisant et odieux, un parvenu vaniteux et entêté, qui sera cruellement puni, mais qui l'aura mérité, à qui cependant le malheur rendra, à la fin, la dignité tragique. Il se grise de son pouvoir. Il ne parle que de faire respecter en lui l'autorité; il ne se lasse pas de discourir en public et de menacer les adversaires invisibles qu'il se soupçonne. Il se croit inflexible et n'est que têtu. C'est un comique, qui s'ignore et qui fait terriblement de la tragédie. Il ne fait pas rire, il fait peur.

La pièce est construite pour que sur ce fond de vulgarité se détachent et s'enlèvent, plus inoubliables et plus poétiques, les deux héroïques figures d'Antigone et d'Hémon. C'est une tragédie dans une comédie, ainsi que dans notre *Polyeucte*, où le nimbe du saint irradie d'autant mieux, qu'il s'oppose à Félix, personnage de haute comédie.

L'immense foule des spectateurs, docile à Sophocle, a souri, a pleuré, a longuement crié son admiration. Pourtant certains ont accusé le disparate de la troupe. Il y avait, en effet, à côté de Colonna Romano et de Roger Gaillard, des acteurs de l'Odéon, du Vieux-Colombier et même de l'Atelier. Eh bien! j'ai assisté à la dernière répétition et j'ai constaté qu'au *Vieux Colombier* et à *l'Atelier*, on ne joue pas autrement qu'à la Comédie Française. Tous les acteurs intelligents disent les vers de la même façon. Il n'y a de différence que dans le maquillage et l'habillement.

Évidemment, Mlle Athanasiou, qui s'était fait une tête sépulcrale de poupée japonaise, a donné l'impression d'un guignol tragique, inattendu à Orange. Il semblait qu'elle se fût trompée de pièce. Et c'est, en effet, ce qui était arrivé. Mais l'erreur n'était qu'extérieure et ne saurait disqualifier le talent de cette originale artiste.

Mme Colonna Romano, notre seule vraie tragédienne depuis Barbet, était l'artiste la plus indiquée pour remplacer, dans le rôle d'Antigone, celle qu'on appela la Divine et dont elle nous restitue l'adorable chanson, qu'on pouvait croire perdue. Elle y fut superbe dans une grâce plus sauvage. Qu'elle se souvienne seulement que toute héroïne grecque est plus ou moins une Niobé, qui se doit enfermer dans le marbre vivant de sa sculpture. Et ce sera la perfection.

Un triomphateur, ce fut Roger Gaillard dans le rôle d'Hémon. Que de beauté, que de fierté, que de jeunesse! Il apparut sur l'immense scène avec la grâce imprévue d'un dieu adolescent. Et quand il disparut, tous les cœurs le suivirent. La blanche et radieuse image resta si forte, qu'il eût fallu un exorcisme pour en désensorceler l'assistance.

Mais il serait injuste de ne pas signaler la puissante maîtrise d'Alcover dans Créon, la grandiose allure et la formidable voix d'Œttly dans Tirésias; le merveilleux sentiment d'art de Mlle Clairvannes, si admirable aux répétions, mais qui a besoin d'un moindre vaisseau pour prendre toute sa valeur; le généreux lyrisme de ce bel et noble artiste qu'est Soarez.

*
**

M. Victor Magnat, qui est lui-même un bel artiste et un vigoureux entraîneur, avait bien fait les choses, peut-être trop bien. Les quelques petites défectuosités, qu'on a pu remarquer, sont imputables uniquement au peu de temps dont on disposa pour répéter à Orange. La part

de la musique, exquise du reste, fut trop grande. Antigone ne put être terminée qu'à une heure du matin. Quelques gouttes de pluie rompirent malencontreusement la grande scène de la Lamentation; une grève de figurants fit manquer la sortie d'Antigone. Le public ne s'en aperçut pas. Ce n'en fut pas moins un peu regrettable.

***

Magnat, pendant les cinq ans de sa Chorégie, a rendu au Théâtre d'Orange une prospérité extraordinaire.

L'élan est donné, l'événement a pris une ampleur telle que ce nous est à tous un devoir national d'en assurer la durée et l'efficacité. Il faut que le Théâtre d'Orange soit la citadelle du théâtre de poésie. Il faut qu'il en sorte non seulement une tradition pour les acteurs, mais encore et surtout une école de haute poésie dramatique.

D'Orange doit dater la Renaissance de la Tragédie Française, je ne dis pas de la tragédie du XVIIe ou du XVIIIe siècle, non, mais d'une tragédie accommodée à nos habitudes, à nos goûts, à notre poésie, tout en étant conditionnée par la structure même de ce théâtre, et par sa tradition particulière qui remonte à l'entrée en scène de Mounet-Sully : c'est dire que le fonds du répertoire devra être constitué par le théâtre grec. Mais s'il n'en devait pas naître des chefs-d'œuvre neufs, l'événement aurait été médiocre.

Nous sommes tous d'accord pour souhaiter que l'une des représentations soit consacrée, autant que possible, chaque année, à l'œuvre d'un poète nouveau et qu'il soit, comme à Athènes, ouvert un concours et distribué au moins des prix.

Sur la proposition de mon ami G. Rivollet, une Académie d'Orange s'est constituée provisoirement ainsi : Rivollet, Berton et moi, trois poètes dont les œuvres ont le plus souvent et le mieux réussi là-bas; Auguste Rondel; Gabriel Boissy, dont le nom s'impose à tant de titres; M. Lacour, maire d'Orange, et enfin, M. Politis, représentant de la Grèce. L'Académie d'Orange, dans une réunion prochaine à Paris, se complétera par le choix d'autres poètes dramatiques.

Cette Académie aura pour fonction de veiller sur les destinées du Théâtre Antique, de décerner des prix, si elle le peut. Elle usera de son influence pour faire jouer les jeunes qui en seront dignes.

Ainsi arrivera-t-on peut-être à préparer l'avenir souhaité, avenir que nous espérons fécond et grand.

Alfred POIZAT.

LA QUINZAINE POLITIQUE

Pologne

LA POLITIQUE POLONAISE A L'HEURE ACTUELLE

Les revues satiriques polonaises, si populaires et si goûtées de notre public, fort spirituelles, d'ailleurs, et dirigées par des écrivains de talent, comme M. Buchner, directeur de la « Mucha » (*Mouche*) et M. Perzynski, directeur de la « Szepka » (*Guignol*), se plaisent le plus souvent à présenter notre populaire président du Conseil, M. Ladislas Grabski, attelé chaque jour à une nouvelle besogne, s'essuyant le crâne avec une grosse éponge, tenant à la main soit un balai, soit un fouet, nettoyant petit à petit la maison nationale et bafouant les mauvais citoyens qui exploitent la vie chère ou s'adonnent à une activité subversive. Voilà des images que le public aime à voir et qui correspondent bien à la réalité.

En effet, quelle écrasante besogne que celle qu'a accomplie M. Grabski depuis le jour où il a repris le pouvoir, c'est-à-dire depuis huit mois à peine!

La grande œuvre — l'assainissement des finances — a été réalisée d'une main de maître. La substitution du *zloty* (franc-or) au mark déprécié fut accomplie sans bouleverser le moins du monde la vie économique du pays. Et quelle joie de constater ce brusque revirement dans la situation financière. Au commencement de cette année, un franc français valait en Pologne quelques 500.000 marks polonais... Aujourd'hui, le franc polonais, le *zloty*, vaut bien jusqu'à 4 fr. français... Mesurez l'étape parcourue dans un seul semestre! Avant la réforme financière notre budget accusait un déficit qui s'exprimait en un chiffre astronomique de milliards; mais depuis le jour où M. Grabski a pris entre ses mains la direction de la trésorerie polonaise, le budget est équilibré et les recettes dépassent les dépenses.

La Pologne traverse bien en ce moment une certaine crise industrielle, assez importante même, accompagnée des symptômes habituels : une centaine de mille de chômeurs, deux ou trois faillites, production ralentie, etc. Mais, au risque d'exprimer un paradoxe, je n'hésite pas à dire que c'est tant mieux! Oui, c'est tant mieux, puisque cette crise passagère n'en permettra pas moins de jeter sur le marché les stocks accumulés, de recruter une main-d'œuvre moins chère qu'auparavant, de réduire le prix de revient, d'adopter la production nationale aux nouvelles conditions de la vie économique. Vous voyez les résultats : abaissement sensible du coût de la vie, production industrielle capable de concurrencer avec les produits étrangers, extension du marché d'exportation, etc., etc.

Loin donc de craindre une complication quelconque de la vie économique, il faut plutôt s'attendre à des perspectives de production et d'exportation de beaucoup plus vastes que jusqu'à présent.

Aussi est-il permis de conclure qu'au point de vue finances et affaires, l'État polonais se trouve sur la voie d'un renouveau économique et d'une prospérité assurée. Aucun obstacle ne saurait désormais se dresser sur le chemin que M. Grabski a si bien tracé et si habilement préparé.

***

Grâce à la politique intérieure et sociale du cabinet actuel, libérale dans son essence, démocratique à un degré peut-être même excessif, on a réalisé l'ordre absolu dans le pays entier, et assuré à la population un bien-être qui ne cède pas de beaucoup à celui des travailleurs occidentaux.

La seule question de politique intérieure qui était restée en suspens, vient de recevoir à son tour une solution positive. Je veux parler des minorités nationales, ukrainienne (ruthène), lithuanienne et blanc-ruthène. Une loi vient précisément d'être votée accordant à ces minorités le libre usage de leurs langues dans les écoles, dans les tribunaux et dans l'administration des provinces orientales. Le vote de ces lois, auxquelles se sont ralliés tous les partis politiques polonais, constitue un bien réel progrès dans la législature polonaise. Il témoigne de la profonde sincérité du gouvernement polonais et de la nation polonaise quand ils affirment leur volonté de ne pas faire aucune distinction entre les autochtones et les allogènes et de traiter ceux-ci sur le même pied d'égalité que ceux-là. Sans commettre la moindre exagération, il est bien permis de dire que nulle part au monde, les agglomérations allogènes ne disposent d'autant de liberté qu'en Pologne ! Il n'y a qu'à comparer le sort des Polonais obligés à vivre en Allemagne, en Lithuanie ou en Russie, avec celui qui est réservé aux minorités en Pologne pour saisir sur le vif toute la différence de civilisation et de mœurs qui sépare notre pays de la barbarie lithuanienne ou de la sauvagerie prussienne. Ce qu'on raconte à droite et à gauche (à gauche plutôt) sur le prétendu mauvais traitement qui serait infligé à certains prisonniers politiques en Pologne, ne repose sur aucun témoignage digne de foi. Ce ne sont que des fables inventées par Berlin et colportées par ses agents en France et ailleurs. La preuve en est que les avocats de ces insinuations n'ont jamais été en Pologne et se bouchent les oreilles quand c'est un Polonais qui leur parle. Au contraire, les personnalités les plus autorisées et les plus impartiales qui ont séjourné en Pologne ou l'ont simplement visitée, font des constatations diamétralement opposées à celles que proclament les accusateurs, dont on ne sait ce qu'il faut suspecter davantage : le zèle ou l'ignorance. Non, non, mille fois non, les reproches que l'on formule contre la Pologne ne sont pas des reproches désintéressés. Il y a quelqu'un qui a intérêt à calomnier la Pologne et ce quelqu'un n'a rien de commun avec la France. Que le public français le sache.

***

Concluons enfin par un coup d'œil rapide sur la politique extérieure polonaise. On sait que le comte Zamoyski s'est retiré pour raison de santé, on sait avec quel regret on l'a vu quitter l'important poste de Ministre des Affaires Étrangères qu'il avait encore rehaussé de son autorité et de son prestige personnels.

Son remplaçant, le comte Alexandre Skrzynski, était cependant l'homme le plus qualifié pour prendre la succession du comte Zamoyski. Diplomate de carrière, ancien ministre en Roumanie, ancien ministre des Affaires étrangères, premier délégué de la Pologne à la Société des Nations, le nouveau titulaire du département de politique extérieure polonaise a derrière lui un brillant passé politique. La place me manque pour énumérer ses succès diplomatiques très réels, très appréciés et dont le souvenir reste vivant parmi les Polonais. On lui sait surtout gré d'avoir obtenu la reconnaissance des frontières orientales de la Pologne qu'il avait préparée avec une habileté consommée et qui constitue jusqu'à ce jour une des plus brillantes pages de l'histoire diplomatique polonaise. Un mérite non moins important de M. Skrzynski est d'avoir conçu et réalisé l'alliance polono-roumaine qui est aujourd'hui à l'Est de l'Europe une des plus solides garanties de la paix et qui repose sur l'amitié profonde des deux peuples.

Homme d'un esprit cultivé, large, très libéral, M. Skrzynski est vraiment un diplomate moderne, connaissant à fond l'histoire contemporaine et se rendant bien compte quelle doit être la diplomatie d'un État aussi démocratique que la Pologne. Il a déjà donné maintes preuves d'énergie, de perspicacité et de clairvoyance ; ce sont des qualités qu'il possède à un haut degré et ce sont entre ses mains des atouts qu'il sait manier avec beaucoup de souplesse et d'à propos.

Autant que son éminent prédécesseur, autant que tous les ministres des Affaires étrangères polonais, le comte Skrzynski apprécie à sa juste valeur l'alliance franco-polonaise qui reste à la base de toute la politique extérieure de la Pologne. Quant aux autres États, à ceux surtout qui avoisinent la Pologne, il pratiquera une politique de paix basée sur le maintien des traités et sur leur exécution intégrale. Son programme est aussi vaste que prévoyant et c'est pourquoi le but essentiel et primordial que M. Skrzynski se propose d'atteindre, est de raffermir l'ordre et la paix en Europe orientale. N'est-ce pas le rôle éternel de la Pologne que d'être toujours la sentinelle vigilante de la civilisation à l'Est ? Or la civilisation, ce n'est pas la guerre, c'est la paix !

Stéphane Aubac.

BULLETIN MARITIME

La Marine Marchande et l'Information en France

Nous avons eu souvent à déplorer ici le peu de place qui est, en général, donné dans les grands journaux d'information parisiens et dans les revues françaises aux choses de la mer, et en particulier au trafic des grandes lignes de navigation française à travers le monde. Cela est d'autant plus frappant pour un spectateur impartial que, à première vue, en raison de notre situation géographique, nous devrions être une nation essentiellement maritime. De fait, notre pays fut grand par sa marine de guerre comme il l'a été par sa flotte de commerce, et après un trop long oubli il semble bien que nous allons voir, de nouveau, le lecteur français s'intéresser aux voyages, aux longs parcours des navires de commerce à travers les mers.

***

C'est ainsi que nous avons été heureux de constater ces temps derniers que l'activité de la Compagnie des *Messa-*

gères Maritimes était signalée dans différentes feuilles françaises ou étrangères. Par exemple, une revue belge publiée en langue française à *Élisabethville* Ville de la Province du *Katanga* dans le Sud du Congo belge, Afrique centrale) et intitulée : *Le Foyer* (1), signale à ses lecteurs l'intérêt qu'il y a pour eux à revenir en Europe, non pas par le Sud de l'Afrique, viâ *Cape Town* (Colonie du Cap) que desservent les navires anglais, mais bien par la Côte Orientale d'Afrique, viâ *Albertville et Dar-es-Salam*, que desservent les *Messageries Maritimes*. Voici d'ailleurs comment s'exprime cette revue :

« Ce qui intéresse surtout les habitants du *Katanga*, qui se proposent de rentrer en Europe par la côte Orientale, c'est de savoir comment s'y prendre pour que le voyage de retour présente le plus d'intérêt et le plus de distractions possible, sans dépasser toutefois le coût du voyage via *Cape Town*.

Il est incontestable que le voyage via *Albertville* (Ville du Congo Belge située sur la rive occidentale du lac Tanganyka) et *Daresalam* (port de l'Afrique Orientale Française sur l'Océan Indien. Escale de la ligne des *Messageries Maritimes* de Marseille à Madagascar), est le plus intéressant de tous, par la variété des pays traversés et par les nombreuses escales en cours de route. De plus, il permet à tous ceux, qui n'ont pas eu l'occasion de quitter *Elisabethville* pendant tout leur séjour, de connaître un peu mieux notre Colonie.

Le voyage de *Bukama* (Ville du Congo belge) à *Kigoma* (Ville du Congo belge) via *Kabolo* (Ville du Congo belge) et *Albertville* s'effectue en partie par eau et par chemin de fer, par les services de la Compagnie des Chemins de fer des Grands Lacs Africains. Au parcours fluvial de *Bukama* à *Kabolo*, succède un voyage en chemin de fer d'environ 10 heures, par la pittoresque vallée de la *Lukuga* (affluent du fleuve Congo). Arrivé à *Albertville*, le voyageur prend place à bord d'un des grands vapeurs des Grands lacs pour la traversée du lac Tanganyka, qui dure une nuit. Si l'on ne désire pas continuer directement le voyage jusque *Daresalam*, un arrêt de deux à à trois jours à *Kigoma* constitue une agréable diversion. L'agglomération voisine d'*Udjiji* (Ville située sur la Côte orientale du lac Tanganyka) qui groupe une population de plusieurs milliers d'indigènes Swahili, est pleine d'intérêt : l'influence de la civilisation arabe se manifeste sous une foule d'aspects inconnus dans le *Haut-Katanga*.

Dares-Salam est atteint par le Tanganyika Railway. Édifiée au fond d'une baie, *Dares-Salam* est avec *Zanzibar* et *Mombasa*, un des ports les plus intéressants de la côte Orientale d'Afrique. On y voit, travaillant côte à côte, l'Hindou, l'Arabe et le Bantou et pour ceux qui viennent de régions où l'occupation européenne est relativement dense, c'est une surprise de constater le nombre infime de blancs employés dans le commerce, l'industrie et l'administration de ces ports.

Depuis bientôt quatre ans, les *Messageries Maritimes*, la plus puissante compagnie française de navigation, desservent le port de *Dares-Salam* par leurs vapeurs de la ligne de l'Océan Indien. Cette Compagnie a une réputation mondiale et ses services s'étendent aux ports du Levant, de l'Extrême-Orient et de l'Australie. Les bateaux mis en ligne sur le service de l'Océan Indien sont des plus confortables : leur tonnage varie de 9.000 à 14.500 tonnes. Après avoir levé l'ancre à *Dares-Salam*, ils font escale à *Mombasa*, *Djibouti* et *Port-Saïd*, pour atteindre *Marseille* environ 18 jours après le départ de *Dares-Salam*.

Les voyageurs qui ne sont pas pressés de regagner l'Europe, ont l'occasion à *Port-Saïd*, de prendre place à bord d'un des vapeurs des *Messageries Maritimes* qui leur feront visiter *Beyrouth*, *Smyrne*, *Constantinople*, *Le Pirée* et *Naples*, avant de regagner *Marseille*.

Contrairement à ce qu'on pourrait penser, ces voyages ne sont pas fort coûteux, car les tarifs des *Messageries Maritimes* sont plus avantageux que ceux des lignes concurrentes : le prix du billet comporte également la boisson aux principaux repas. »

***

Voici, d'autre part, ce que le Consul de France à *Raguse* écrivait récemment (8 août 1924) à notre Ministre des Affaires Étrangères, à propos du service exceptionnel que vient d'inaugurer la Compagnie des *Messageries Maritimes* en envoyant sur *Raguse* son vapeur « *André Chénier* » pour y transporter du matériel commandé en France par le Gouvernement Yougo-slave.

« J'ai souvent insisté dans ma correspondance sur l'intérêt qu'offrirait pour le développement de notre commerce en Yougo-Slavie la création d'une ligne de navigation reliant *Marseille* aux ports dalmates. Le service que la Compagnie des *Messageries Maritimes* inaugure en ce moment a il est vrai un but particulier, mais il sera facile sans doute de l'adapter à des fins commerciales ; il suffira pour cela que les départs de *Marseille* se fassent à des intervalles relativement réguliers et que les touchées à *Raguse* se prolongent assez pour permettre l'embarquement de marchandises, une fois le débarquement du matériel terminé.

La création de la ligne *Marseille-Raguse* est vue avec grande sympathie par les commerçants de *Raguse* ; elle répond également aux vœux que j'ai souvent entendu exprimer par des négociants de l'intérieur. »

VALEURS DE NAVIGATION

26 août 1924.

1° Fraissinet	806
2° Messageries Maritimes	173
3° Mixte	214
4° Transatlantique	154
5° Transports Maritimes	1.005

Le Gérant : A. Dessoès.

Société Française d'Imprimerie et de Publicité
Ateliers : Rue Garnier et rue des Carmes, Angers
Bureaux à Paris, 15, Rue du Laos (XVe)

(1) 15 juillet 1924.

Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus.

REVUE
POLITIQUE·ET·LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

EUGÈNE YUNG·FONDATEUR·1863 PAUL FLAT·DIRECTEUR·1908-1918
DIRECTEUR PAUL GAULTIER

N° 18 62e ANNÉE 20 SEPTEMBRE 1924

SUR QUATRE LETTRES DE CAVOUR

Le comte de Cavour était rentré le 31 juillet 1858 de Plombières où il avait posé avec Napoléon III les bases d'un double contrat matrimonial pour unir les destinées du prince Napoléon et de la fille de Victor-Emmanuel, *Madama* Clotilde, — politique, pour joindre les forces militaires de la France et du Piémont et préparer l'entrée en campagne contre l'Autriche. Dès son retour à Turin, il se met en mesure de réaliser les projets de Plombières, qu'il a déjà révélés à son roi et à son ami La Marmora, ministre de la Guerre : fors ces deux, il ne les fera connaître à ses collègues du cabinet, à ses représentants à l'étranger, qu'au fur et à mesure des événements. Le dessein politique est une grave affaire, qui nécessite une longue préparation ; le projet de mariage peut être traité immédiatement, et, dès le 3 août, Cavour en écrit à son ami Bixio, qui en est l'initiateur.

Jacques-Alexandre Bixio était né en 1808 à Chiavari, dans l'ancien département des Apennins, mais avait fait toutes ses études à Paris ; docteur en médecine, rédacteur au *National*, il avait pris part aux journées de février, et le Gouvernement provisoire l'envoya en mission à Turin ; nommé député du Doubs, ministre pendant quelques jours dans le premier cabinet de Louis-Napoléon Bonaparte, le Deux Décembre le rendit à la vie privée ; il s'occupa d'affaires industrielles, participa au développement des chemins de fer et revint souvent en Piémont où son frère, Nino, demeuré sarde, s'était fait un nom dans le parti nationaliste. Très lié avec le prince Napoléon, Bixio regrettait qu'un homme de cette intelligence passât son existence à « bailler son ennui ». Il crut qu'un mariage avec une princesse de la maison de Savoie serait profitable et au prince et à l'Italie. Ainsi s'en ouvrit-il à Cavour avec lequel il était lié de longue date ; une première tentative auprès de la duchesse de Gênes, veuve du frère du roi, ayant échoué, Bixio fut amené à combiner le mariage de son impérial ami avec la toute jeune princesse Clotilde ; de nombreuses lettres de Bixio à Cavour, conservées dans les Archives de Turin et non encore publiées, établiront son activité et son influence dans cette négociation. Enfin, Cavour traita directement avec l'Empereur dans les forêts de Plombières. Très répandu dans les cercles politiques et artistiques de Paris, ayant conservé de nombreux amis dans le monde libéral de sa patrie originaire, Bixio avait entretenu une abondante correspondance avec la plupart des hommes notoires de son temps ; il l'a léguée à la Bibliothèque Nationale où le « fonds Bixio » donne prébende aux curieux, Nous y relevons quatre lettres de Cavour, dont la première, relative au projet de mariage, n'est point sans quelques réserves nuancées ; la voici, telle que le comte l'écrivit trois jours après son retour de Plombières (1).

(1) J'ai conservé dans ces lettres, à quelques accents près les archaïsmes savoureux et même les défectuosités de style ou d'orthographe ; écrivant depuis quelques années plus souvent en italien qu'en français, Cavour ne maniait plus notre écriture avec l'impeccable correction de sa jeunesse.

3 *août.*

Mon cher Bixio,

Je n'étais pas en mesure de vous faire une réponse définitive avant d'avoir vu l'Empereur à Plombières ; c'est pourquoi je ne vous ai pas écrit plus tôt.

Maintenant je suis heureux de vous dire que le Roi consent de grand cœur au mariage de sa fille ; et que la Princesse n'a pas d'objection préjudicielle à y faire, mais que seulement, avant de dire un *oui* définitif, elle desire avoir connu personnellement le Prince qui lui est destiné

Ce desir doit paraître bien naturel au Prince et il ne saurait avoir de difficultés à s'y prêter ; il a trop d'esprit et de cœur pour ne pas préférer de traiter son mariage autrement qu'un contrat de vente ou d'achat.

Je crois d'ailleurs que traité de la sorte ce mariage se conclura sous de bien meilleures auspices que si les négociations étaient entièrement confiées à des diplomates, car permettez-moi de le dire, le Prince gagne infiniment à être connu de près. Tous ceux qui l'approchent (et les femmes non exclues), l'aiment et l'apprécient : s'il a des détracteurs, c'est parmi ceux qui le voient de loin.

Le roi proposerait au Prince de venir en Piémont à son retour de l'Algérie sous prétexte de remplir sa promesse de lui faire une visite pour chasser avec lui. S'il ne l'engage pas à venir plus tôt, c'est que ses filles et ses fils demeurent jusqu'à la moitié d'octobre au château de Cassalto situé dans une haute vallée de l'Apennin. Tant qu'ils sont là, il ne serait guère possible, ni d'y conduire le Prince, ni de faire venir la Princesse à Racconis et à Turin, sans rompre le secret qu'il est de la plus haute importance de garder sur cette affaire.

J'ai été on ne peut plus satisfait de l'accueil que j'ai reçu de l'Empereur à Plombières, et des sentiments qu'il m'a manifestés dans cette occasion. J'aurais bien des choses à vous dire à cet égard, mais le temps me manque pour le faire, étant accablé d'affaires et de travaux de tous genres. D'ailleurs j'espère vous voir bientôt ; et alors nous causerons à fond sur tout ce qui (se) rapporte à la grande cause à laquelle j'ai voué ma vie et qui ne vous intéresse guère moins que moi.

Croyez mon cher Bixio, à ma sincère amitié.

C. Cavour.

P. S. Comme de raison, non seulement le porteur de cette lettre mais toute la légation de Paris ignorent jusqu'au premier mot de l'affaire qui y est traitée.

Six semaines s'écoulèrent, et le projet n'avança point ; la princesse hésitait, elle savait du prince Napoléon ce que la chaste ignorance de ses seize ans pouvait deviner, et n'ignorait pas la réputation de celui qu'on lui destinait pour époux ; au moins eût-elle désiré le connaître avant de lui confier sa vie. Le roi, tout brusque qu'il fût et peu paternel, ne voulait point contraindre son enfant ; si elle refusait le prince français « père et premier ministre feront comme Pilate ; ils s'en laveront les mains », écrivait-il à Cavour. Mais celui-ci n'acceptait point si facilement de remettre à une jeune fille une décision si lourde de conséquences. Avant de rien compromettre, « le père et le premier ministre » décidèrent de pressentir les intentions de Napoléon III en cas de refus, et dépêchèrent à Saint-Cloud le souple et fin Constantin Nigra, qui devint ambassadeur d'Italie à Paris. Il emportait cette nouvelle lettre pour Bixio.

(*De la main de Bixio*, 18 *septembre* 58).

Mon cher Ami,

J'ai vivement regreté de ne pas voir à son passage à Turin votre recommandé et ami Mr Camille Doucet (1). J'aurais été charmé de causer avec lui *art dramatique* dont bien malgré moi je suis forcé de m'occuper en ma qualité de ministre de l'Intérieur. Il aurait peut-être pu me donner quelques bons conseils pour m'aider à résoudre le problème difficile qu'on m'a posé : constituer une excellente troupe, qui réunisse les premiers talents de l'Italie, sans qu'il en coûte un sou à l'état !!! S'il m'avait fourni le moyen de me tirer d'affaire, je lui aurais délivré un fameux brevet d'invention. Mais Mr Doucet a passé à Turin comme une flèche, et il m'a laissé dans l'embarras comme devant.

D'après ce que j'ai écrit au parent de votre ami (2), *nous* espérons le voir ici les tout premiers jours de novembre, et nous désirons qu'il veuille bien faire en sorte de passer huit à dix jours avec nous. Nous ferons tout ce qui dépend de nous pour qu'il ne s'ennuie pas, si ce n'est que nous le mènerons une ou deux fois à la messe. Ce à quoi il est indispensable qu'il se résigne, s'il ne veut pas accumuler des nuages sur un front qu'il désire de voir calme et serein.

Je saisis cette occasion pour vous recommander de la manière la plus pressante le porteur de cette lettre, Mr C. Nigra, qui se rend à Paris pour acheminer un frère, beaucoup plus jeune que lui, à qui j'ai confié une mission *médicale*.

Mr Nigra est mon secrétaire de cabinet aux affaires étrangères. J'ai en lui une confiance illimitée qu'il mérite à tous les égards. C'est pour moi plus qu'un collaborateur d'une grande habileté, c'est un ami dévoué, sur lequel je puis compter de la manière la plus absolue. J'espère que vous voudrez aider à remplir convenablement la tâche que je lui confie, en le mettant en contact avec quelque sommité de l'art médical, qui s'occupe spécialement de la partie des prisons.

Je vous remercie d'avance de ce que vous ferez pour mon recommandé. Je vous annonce que le roi a accordé la croix à M. Le Prevost que Sainte Rose m'a signalé comme la cheville ouvrière de votre Société (3). Le service du Victor Emmanuel en Savoie s'est fort amélioré, mais il reste encore beaucoup à faire ; et il faut de temps en temps stimuler le zèle de vos agents. Dites le à Lafitte de ma part non sur le ton du reproche, mais sur le ton d'un conseil amical. Ce qui va très mal, c'est le service du Lyon à Genève. Tout le monde s'en plaint. N'y aurait-il pas moyen d'y porter remède? Il faudrait peut-être secouer un peu papa Bartholony qui s'endort sur ses millions.

J'espère que si comme je l'espère notre affaire se conclu à la satisfaction générale, vous viendrez ici pour que je puisse vous remercier de vive voix de la part que vous y avez, et vous renouveler l'assurance de ma sincère amitié.

C. Cavour.

Nigra vit l'Empereur le 1er octobre, et de cet entretien il tira la conviction que si le mariage ne

(1) Le futur secrétaire perpétuel de l'Académie française était alors chef de la division des théatres du ministère d'Etat.

(2) L'ami, c'est le prince Napoléon, et le parent, Napoléon III. On espérait voir à Turin non l'empereur, comme pourrait le faire croire la tournure de la phrase, mais le prince.

(3) Toute la fin de la lettre roule sur les sociétés de chemins de fer auxquelles s'intéressait Bixio.

se faisait pas, toute l'entreprise italienne devrait être ajournée, Cavour se retirerait du pouvoir, une autre génération reprendrait le grand œuvre. L'Empereur écrivait à Victor-Emmanuel, le 14 octobre, une lettre qui ne laissait guère d'illusions à cet égard, et le prince Napoléon, revenu de mission à Varsovie, mandait qu'il ne pouvait se rendre à Turin sans révéler les desseins politiques des deux cours et qu'il préférait « tout conclure à la fois ». Il fallait décider. Qui sacrifier? La mission historique d'un État ou la vie sentimentale d'une femme? Une enfant de seize ans répondit qu'elle prenait pour elle le sacrifice, et elle le porta jusqu'à sa mort avec un sourire de noble dignité.

La voie était libre pour l'alliance politique et Cavour s'y avança d'un pas assuré. Mais encore ne fallait-il rencontrer sur ce chemin aucun caillou où buter dans la marche. Le Ministre y veille avec soin et apprenant que le duc d'Aumale voulait envoyer son neveu, le jeune duc de Chartres, à l'Académie militaire de Turin, craignant que l'admission d'un prince d'Orléans dans une école sarde excitât à Paris des craintes et des susceptibilités que Bixio lui avait probablement exposées, il répond par cette lettre, destinée évidemment à être communiquée au prince.

Ministero degli Affari esteri. 26 *oct.* 58.

Mon cher Bixio,

N'ayant pas le temps de vous expliquer par écrit toutes les considérations auxquelles votre lettre donne lieu, je prends le parti d'expédier à Chambéry M. Nigra qui connaît mes pensées les plus intimes, comme il partage mes sentiments et mes opinions.

Je ne me suis jamais dissimulé que l'admission du Duc de Chartres à l'Académie militaire pouvait être mal interprétée en France, et produire une fâcheuse impression sur l'Empereur ; aussi je m'y serais opposé de toutes mes forces, si entre les souverains de nos deux pays, il ne s'était agi que d'une simple alliance politique. Mais comme cette alliance doit être sanctionnée par un mariage, j'ai cru et je crois encore que la présence du duc de Chartres en Piémont, loin d'être un embarras, pour la France, serait avantageuse à l'Empereur. En effet le roi, en donnant sa fille au prince Napoléon, brûle tout à fait ses vaisseaux envers les prétendants au trône de France et à leurs adhérents ; il unit son sort, celui de sa famille à celui de la famille Bonaparte ; aucune arrière pensée n'est possible, on ne saurait même la supposer.

Or le mariage ayant lieu, que peut-il arriver? ou le Duc de Chartres continue à demeurer en Piémont, et par là, il fait une adhésion indirecte à la politique de l'Empereur. C'est une espèce de reconnaissance qui ne lui sera certe pas inutile. Ou le Duc de Chartres s'en va, et ce sera un lien de plus qui attachera le roi à l'Empereur.

Je vous le répète il ne faut pas juger cette question séparément du mariage. Unissez-les et vous reconnaîtrez que l'on a tort à Paris de les interpréter d'une manière fâcheuse.

Ajoutez à cela, que l'admission du Duc de Chartres doit produire un effet très favorable en Angleterre, et disposer ce pays à nous être sinon ami, ce que je regarde comme impossible, du moins hostile (1).

Au reste Nigra ajoutera de vive voix ce que je n'ai pas le temps d'ajouter. Il arrêtera en route une lettre que je vous adressai, et qui en contien une autre pour le prince Napoléon, que je vous prie de lui faire tenir le plus tôt possible. Croyez à ma sincère amitié.

C. Cavour.

Cependant l'Empereur, pressenti par Victor-Emmanuel sur l'entrée du jeune duc de Chartres à l'Académie militaire, a répondu que « cela lui est bien égal ». Partant, aucun péril ; le jeune homme est admis à l'Académie militaire, d'où il ne sortira que pour se rendre sur les champs de bataille de Lombardie. Et Cavour d'écrire à Bixio cette quatrième lettre.

Turin, 8 nov.

Mon cher ami,

Vous avez agi non en diplomate, mais en homme de cœur en disant toute la vérité et rien que la vérité. Je vous en remercie du plus profond de mon âme, car vous avez rendu un immense service non seulement à moi, mais à la cause italienne. Le premier élément de succès, c'est la confiance réciproque entre ceux qui doivent le rédiger (?). Pour mon compte j'en ai une entière dans votre ami et son parent ; et je crois mériter la leur, car après ce qu'ils se sont décidé à faire pour mon pays, je me sens attaché à eux par les liens sacrés de la reconnaissance que rien ne saurait briser.

Je vous suis très reconnaissant d'avoir bien voulu employer votre fils au service de notre cause. Je compte sur lui, je ne doute pas qu'il ne soit destiné à de bien plus importants offices, que celui de transporter des lettres de Paris à Turin.

Je m'empresserai de déférer aux désirs de votre ami, en envoyant Mr Nigra à Paris à l'époque par lui indiquée ; si je l'ai retenu à Turin, c'est moins pour l'aide immense qu'il me donne, que parce que je craignais que ses fréquentes absences n'excitassent l'attention de ceux qui sont à l'afut pour deviner ce qu'il y a au fond de notre politique. J'espère trouver un prétexte qui justifiera le voyage de Nigra ou qui du moins ne mettra pas nos ennemis sur la piste de la vérité.

En attendant que M. Nigra aille à Paris, son frère retourne à son poste, de sorte que vous n'aurez pas à faire repasser le Mont Cenis à votre fils dans un cas d'urgence.

Comme j'écris à votre ami, je ne vous charge pas de communication pour lui, si ce n'est de lui répéter combien j'ai été touché des nobles et amicales paroles qu'il a bien voulu m'adresser.

Croyez, mon cher Bixio, à ma sincère amitié.

C. Cavour.

En novembre et décembre, les négociations se suivent et se serrent dans des lettres échangées entre le roi et Cavour d'une part, l'Empereur et le prince Napoléon de l'autre, que portent d'actifs messagers, les frères Nigra, le fils Bixio, et Bixio lui-même qui vient en décembre à Turin. A la fin

(1) Il faut de toute évidence lire : du moins, moins hostile. Les relations entre les cours de Londres et de Turin étaient assez tendues à cette époque.

*

de l'année, le traité d'alliance est *presque* (1) rédigé. Au début de 1859, deux paroles solennelles vont révéler à l'Europe les desseins des deux cours : le « compliment du jour de l'an » adressé par Napoléon III à l'ambassadeur d'Autriche, le « cri de douleur » poussé par Victor-Emmanuel II à l'ouverture du Parlement sarde. Trois semaines après, l'arrivée à Turin et le mariage du prince Napoléon, aussi rapides qu'imprévus, dissiperont toute illusion sur le maintien de la paix.

Paul MATTER.

ARIANE (2)

(Nouvelle)

Puis commencèrent les propos : Comme il ferait bon en Italie ! ah ! l'Italie ! oh ! l'Italie ! Et cela tous les jours. Et quand Ariane me regardait par-dessus l'épaule, je voyais à son expression froide et obstinée que, dans ses rêves, elle avait déjà conquis l'Italie avec ses salons, ses étrangers illustres, ses touristes, et qu'on ne pourrait plus la retenir. Je lui conseillais d'attendre un peu, de remettre le voyage à deux ou trois ans ; elle se renfrognait avec dédain, et disait :

— Vous êtes raisonnable comme une vieille femme.

Loubkov était pour le voyage. Il disait que ça ne coûterait pas cher et qu'il irait avec plaisir en Italie pour se reposer de sa vie de famille. Je me conduisis, je l'avoue, naïvement, comme un collégien. Non par jalousie, mais par pressentiment de quelque chose de mauvais, d'extraordinaire, je tâchais de ne pas les laisser seuls ; et ils en plaisantaient. Par exemple, quand j'entrais, ils faisaient mine de venir de s'embrasser, etc., etc.

Mais voilà qu'un beau matin, son frère, gras et blanc, vint me voir et demanda à me parler en particulier. C'était un homme sans volonté. Malgré son éducation et sa délicatesse, il ne pouvait pas se retenir de lire les lettres des autres s'il s'en trouvait devant lui sur une table ; et voilà que, dans la conversation, il m'avoua avoir lu, sans le faire exprès, une lettre de Loubkov à Ariane.

— J'ai appris par cette lettre qu'elle allait bientôt partir pour l'étranger. Cher ami, je suis tout bouleversé. Eclairez-moi, au nom de Dieu ; je ne comprends rien !

En disant cela, il respirait péniblement et me soufflait au visage en sentant le bouilli.

— Excusez-moi, reprit-il de vous mettre dans le secret de cette lettre, mais vous êtes l'ami d'Ariane ; elle vous estime. Peut-être savez-vous quelque chose. Elle veut partir, mais avec qui? Loubkov s'apprête à partir avec elle. Pardon, mais c'est même singulier de la part de Loubkov ! Il est marié ; il a des enfants et va faire des déclarations d'amour ; il écrit à Ariane en la tutoyant. Pardon, mais c'est étrange !

Je devins froid, mes mains s'engourdirent, et je sentis une douleur dans la poitrine comme si on m'y eût mis une pierre tranchante. Kotlôvitch, épuisé, se laissa tomber dans un fauteuil, et ses mains pendirent comme un martinet.

— Qu'y puis-je? demandai-je.

— La convaincre, la persuader !... Jugez-en : que lui est Loubkov? Est-ce l'homme qui lui convient? Oh ! mon Dieu, continua-t-il en se prenant la tête, que c'est affreux, affreux !... Elle a de si bons partis, Maktoûiév, et... autres. Le prince l'adore, et, pas plus tard que mercredi dernier, feu son grand-père Hilarion, assurait positivement qu'Ariane serait sa femme. Positivement ! Son grand-père est mort, mais c'était un homme étonnamment sage : nous évoquons son esprit chaque jour.

Après cette conversation, je ne dormis pas de la nuit ; je voulais me suicider. Le matin, j'écrivis cinq lettres que je déchirai toutes en morceaux ; puis je pleurai à chaudes larmes dans la grange ; puis je demandai de l'argent à mon père et partis pour le Caucase sans dire adieu à personne.

Assurément l'homme est l'homme et la femme est la femme, mais tout est-il aussi simple de nos jours qu'avant le déluge, et dois-je, moi, homme cultivé, pourvu d'une complexe organisation mentale, expliquer ma forte attraction vers la femme par la seule différence des formes entre elle et moi? Oh ! que ce serait affreux ! Je veux penser que le génie de l'homme, qui lutte avec la nature, a lutté aussi contre l'amour physique comme avec un ennemi, et que, s'il ne l'a pas vaincu, il a réussi du moins à le recouvrir d'un voile d'illusions et de fraternité et d'amour. Pour moi, du moins, ce n'est plus, comme chez la grenouille ou le chien, une fonction de mon organisme, mais le véritable amour. Un pur élan du cœur et l'estime pour la femme inspirent chacune de mes étreintes. Au fait, le dégoût de l'instinct animal a été cultivé par des centaines de générations pendant des

(1) Il n'a été vraisemblablement signé qu'en janvier 1859, lors du mariage du prince Napoléon.

(2) V. La *Revue Bleue* du 6 septembre 1924.

siècles ; il m'a été transmis avec le sang et fait partie de mon être ; et si, maintenant, je poétise l'amour, n'est-ce pas, de nos jours, aussi naturel et nécessaire que le fait que mes oreilles sont immobiles et que je ne suis pas recouvert de poils? Il me semble que la plupart des gens cultivés pensent ainsi, car dans le temps présent, le manque de l'élément moral et poétique en amour est regardé comme une marque d'atavisme ; on dit qu'il est un symptôme de dégénérescence et, en beaucoup de cas, de folie. Il est vrai qu'en poétisant l'amour, nous supposons que ceux que nous aimons possèdent des qualités que, souvent, ils n'ont pas, et cela est pour nous une source d'erreurs et de souffrances constantes. Mais, à mon sens, il vaut mieux qu'il en soit ainsi ; autrement dit, il vaut mieux souffrir que de se consoler en proclamant qu'une femme est une femme et qu'un homme est un homme.

Je reçus, à Tiflis, une lettre de mon père. Il m'écrivait qu'Ariane Grigôriévna était partie tel jour pour l'étranger avec l'intention d'y passer l'hiver. Je revins à la maison un mois après. C'était déjà l'automne. Chaque semaine, Ariane adressait à mon père, sur du papier parfumé, des lettres très intéressantes et d'un très beau style littéraire. J'estime que toute femme peut être un écrivain. Ariane décrivait en détail combien il lui avait été difficile de faire la paix avec sa tante et d'obtenir d'elle mille roubles pour le voyage et, comme elle avait longtemps cherché à Moscou une vieille dame, sa parente éloignée, pour la décider à partir avec elle. Cette abondance de détails sentait trop la composition et je compris que personne ne l'accompagnait.

Peu après, je reçus aussi une lettre d'elle, également parfumée et littéraire. Ariane m'écrivait qu'elle s'ennuyait sans moi, sans mes beaux yeux intelligents et amoureux. Elle me reprochait amicalement de gâcher ma jeunesse, de moisir à la campagne, alors que je pouvais, comme elle, vivre au paradis, sous des palmiers et respirer l'odeur des orangers. Et elle signait : « Ariane, par vous abandonnée. » Ensuite, deux jours après, une autre lettre du même genre, terminée par les mots : « Ariane, que vous oubliez. » La tête me tournait. Je l'aimais à la passion. Je la voyais en rêve chaque nuit, et elle disait que je l'avais « abandonnée », « oubliée » ! Pourquoi cela? A quel sujet? Ajoutez la tristesse de la campagne, les longues soirées, les idées angoissantes à propos de Loubkov... L'incertitude me torturait, m'empoisonnait, et, les nuits, c'était insupportable ; je n'y tins plus et je partis.

Ariane m'appelait à Abbazzia. J'y arrivai par une chaude et lumineuse journée, après la pluie dont les gouttes pendaient encore aux arbres, et je descendis dans la grande « dépendance » (1) d'un hôtel semblable à une caserne, où habitaient Ariane et Loubkov. Ils étaient sortis ; je me rendis au parc, errai un peu dans les allées, puis je m'assis. Un général autrichien passa, les mains derrière le dos, avec les mêmes bandes rouges aux pantalons que nos généraux. On roula une voiture d'enfant dont les roues crièrent sur le sable mouillé. Il passa un vieillard décrépit qui avait la jaunisse, un curé, une bande d'Anglaises, puis encore le général autrichien. Une musique militaire, arrivant de Fiume, se dirigea vers le kiosque avec des cuivres étincelants ; la musique commença.

Avez-vous été à Abbazzia? C'est une petite ville sale, slave, avec une seule rue qui sent mauvais, et dans laquelle, après la pluie, on ne peut pas passer sans caoutchoucs. J'avais lu tant de fois, et toujours avec émotion, la description de ce paradis terrestre ! Maintenant, quand, après avoir relevé mon pantalon, je traversais, avec précautions cette rue étroite, et que j'achetais, par ennui, des poires dures à une vieille femme qui, ayant flairé en moi un Russe, disait *tchitiry, davâdsat* (2) et quand je me demandais avec perplexité où je devais aller et ce que j'allais faire, et quand, aussi, je rencontrais des Russes, infailliblement déçus comme moi, j'en avais honte et en ressentais du dépit.

Il y a à Abbazzia une baie calme que sillonnent des bateaux à vapeur et des barques avec des voiles multicolores. On voit au loin Fiume et des îles, enveloppées de brume violette, et ce serait « pittoresque », si la vue sur le golfe n'était pas obstruée par les hôtels et leurs « dépendances », d'une inepte architecture bourgeoise, dont les spéculateurs avides ont couvert toute cette côte verdoyante, en sorte que vous ne voyez rien dans le paradis que des fenêtres, des terrasses, et des emplacements couverts de tables blanches, avec les habits noirs des garçons. Il y a ici un parc comme on en trouve dans toute ville d'eaux étrangère. Et la verdure sombre, immobile, silencieuse, des palmiers, et le sable jaune vif des allées, et les bancs vert-clairs et le resplendissement des trompettes bruyante, des soldats, et les bandes rouges du général, tout cela vous obsède au bout de dix minutes.

Et vous êtes obligé, on ne sait pourquoi, d'y vivre dix jours, dix semaines ! Traînant malgré

(1) En Français. (Tr.)
(2) Nombres russes mal prononcés. (Tr.)

moi d'une de ces villes d'eaux à une autre, je me convainquais de plus en plus de la manière inconfortable et mesquine dont vivent les repus et les riches ; combien leur imagination est plate et débile ; combien leurs goûts et leurs désirs sont timorés !... Combien plus heureux sont les touristes, vieux et jeunes, qui, n'ayant pas assez d'argent pour vivre dans les hôtels, habitent n'importe où, jouissent de la vue de la mer du haut des montagnes, couchés dans l'herbe, vont à pied, voient de près les bois et les villages, observent les coutumes du pays, entendent ses chansons et s'éprennent de ses femmes...

Tandis que je restais assis dans le parc, il commença à faire sombre, et mon Ariane apparut dans le crépuscule, exquise et élégante comme une princesse. Derrière elle, venait Loubkov, tout habillé de neuf, en vêtements très larges, apparemment achetés à Vienne.

— Pourquoi vous irritez-vous? lui disait-il. Que vous ai-je fait?

En me voyant, elle se récria de joie, et, si elle n'avait pas été dans le parc, elle se serait certainement jetée à mon cou. Elle me serrait les mains très fort et elle riait. Et moi aussi je riais et j'aurais presque pleuré d'émotion. Les questions commencèrent : Que se passe-t-il à la campagne? Comment va mon père? Avais-je vu son frère? etc. Elle exigeait que je la regardasse dans les yeux, et me demandait si je me rappelais les goujons, nos petites disputes, les pique-niques.

— En somme, soupirait-elle, comme tout cela était bien ! Mais ici aussi nous ne vivons pas tristement. Nous avons, mon cher, mon bon, beaucoup de relations. Je vous présenterai demain à une famille russe. Seulement, achetez-vous un autre chapeau. (Elle m'examina et fit la moue). Abbazzia n'est pas la campagne. On doit, ici, être comme il faut.

Nous allâmes ensuite au restaurant. Ariane riait sans cesse. Elle badinait, m'appelait cher, bon, spirituel, et n'en croyait pas ses yeux que je fusse avec elle. Nous restâmes jusqu'à onze heures et nous nous séparâmes, très contents du souper et de nous-mêmes. Le lendemain, Ariane me présenta à la famille russe comme « le fils du professeur célèbre, notre voisin de campagne. » Dans cette famille, elle ne faisait que parler de terres et de récoltes, et elle me prenait à témoin. Elle voulait paraître une riche propriétaire. Et, vraiment, cela lui réussissait. Elle se tenait, en vérité, très bien, comme une véritable aristocrate qu'elle était par sa naissance.

— Et ma tante, dites-moi un peu? fit-elle tout à coup, en me regardant avec un sourire. Nous nous sommes un peu disputées et elle s'est sauvée à Méran. Hein ! quelle femme !

Tandis que nous nous promenions ensuite dans le parc, je lui demandai :

— De quelle tante parliez-vous à l'instant? Quelle est cette tante?

— C'est un mensonge officieux, dit Ariane en riant. Ils ne doivent pas savoir que je voyage seule.

Après un silence d'une minute, elle se serra contre moi et dit :

— Mon ami, mon cher, faites amitié avec Loubkov. Il est si malheureux ! Sa mère et sa femme sont vraiment terribles.

Elle disait vous à Loubkov et en allant se coucher, elle lui disait, comme à moi : « A demain. » Ils logeaient à des étages différents et cela me donnait espoir qu'il n'y avait rien entre eux ; aussi le rencontrais-je sans déplaisance. Quand, un jour, il me demanda de lui prêter trois cents roubles, je les lui remis avec grand plaisir.

Chaque jour, nous nous promenions et ne faisions rien de plus. Nous flânions dans le parc ; nous mangions et buvions ; et chaque jour les causeries avec la famille russe se poursuivaient. Je m'étais peu à peu habitué à rencontrer infailliblement dans le parc le vieux bonhomme qui avait la jaunisse, le curé, et le général autrichien, qui ne se séparait jamais d'un petit jeu de cartes. Dès que c'était possible, il s'asseyait et faisait une réussite, remuant nerveusement les épaules. La musique jouait toujours aussi la même chose. A la campagne, chez nous, j'étais gêné devant les moujiks quand j'allais en semaine à un pique-nique ou que je pêchais ; de même, à Abbazzia, j'avais honte des garçons, des cochers, des ouvriers que je rencontrais. Il me semblait qu'ils pensaient en me regardant : « Pourquoi ne fais-tu rien? » Et cette gêne, je la sentais du matin au soir, chaque jour. Temps étrange, désagréable, monotone. Rien ne le variait que le fait que Loubkov m'empruntait tantôt cent, tantôt cinquante goulden. L'argent le ressuscitait aussitôt, comme un morphinomane la morphine. Et il commençait à se moquer bruyamment de sa femme, de lui-même et de ses créanciers.

Mais survinrent les pluies. Il fit froid. Nous partîmes pour l'Italie, et je télégraphiai à mon père de m'envoyer, à tout prix, par mandat, à Rome, huit cents roubles. Nous nous arrêtâmes à Venise, à Bologne, à Florence. Dans chaque ville, nous tombions inévitablement dans un hôtel cher où l'on nous comptait à part l'éclairage, le service, le chauffage, le petit pain du déjeuner et le droit de prendre nos repas à une petite table. Nous mangions beaucoup. Le matin, on nous servait

un « café complet » (1) ; à une heure, le déjeuner : viande, poisson, une omelette, fromage, fruits, vin ; à six heures, dîner de huit plats, avec de longs intervalles durant lesquels nous buvions de la bière et du vin ; à neuf heures, le thé. Ariane, vers minuit, déclarait qu'elle voulait manger et réclamait du jambon et des œufs à la coque. Pour lui tenir compagnie, nous mangions aussi. Entre temps nous courions les musées et les expositions avec l'unique idée de ne pas être en retard pour le déjeuner ou pour le dîner. Je m'ennuyais devant les tableaux ; j'étais attiré par ma chambre pour m'y étendre et me reposer ; je me fatiguais. Je cherchais des yeux une chaise et je répétais hypocritement après les autres : « Quelle merveille ! Que d'air ! » Comme des boas repus, nous ne faisions attention qu'aux objets brillants. Les devantures des magasins nous hypnotisaient ; nous admirions les broches fausses et nous achetions une foule d'objets inutiles et médiocres.

Pareille chose se répéta à Rome. Il y pleuvait, un vent froid soufflait. Après un déjeuner abondant, nous allâmes visiter Saint-Pierre, et, à cause de notre gourmandise, et peut-être du mauvais temps, il ne nous fit aucune impression. Nous reprochant les uns aux autres notre indifférence pour l'art, nous nous querellâmes presque.

L'argent envoyé par mon père arriva. J'allai le toucher, il me souvient, un matin. Loubkov était avec moi.

— Le présent, dit-il, ne peut pas être entièrement heureux quand il y a le passé. Du passé, je garde au cou une lourde charge. Si j'avais de l'argent, ce ne serait pas un mal, mais je suis nu comme Job... Le croyez-vous, continua-t-il en baissant la voix, il ne me reste que huit francs. Et je dois envoyer cent roubles à ma femme, et autant à ma mère. Et ici il faut vivre. Ariane est comme une enfant. Elle ne veut pas comprendre la situation ; elle sème l'argent comme une duchesse. Pourquoi, hier, a-t-elle acheté une montre? Et dites-moi pourquoi nous continuons à jouer les anges? Nous cachons à la domesticité nos relations, et cela coûte dix à quinze francs de plus par jour, puisque je prends une chambre à part. Pourquoi cela?

Ce fut comme si une pierre aiguë se retournait dans ma poitrine. Il n'y avait plus d'incertitude : tout était clair pour moi. Je devins glacé et, tout de suite, je pris la résolution de ne plus les voir, l'un et l'autre, de me sauver d'eux, de rentrer immédiatement en Russie...

— Il est aisé de se lier avec une femme, poursuivit Loubkov ; il suffit de la déshabiller ; mais après, comme tout cela est compliqué ! quelle idiotie !

Quand je comptais l'argent que je venais de recevoir, il me dit :

— Si vous ne me donnez pas mille francs, je suis perdu. Votre argent est ma seule ressource.

Je les lui donnai et il devint tout de suite gai. Il commença à se moquer de son oncle, un original, qui n'avait pas su cacher à sa femme où il se trouvait. Rentré à l'hôtel, je fis ma malle et réglai ma note. Il me restait à prendre congé d'Ariane.

Je frappai chez elle.

— Entrez (1).

Dans sa chambre régnait le désordre matinal. Sur la table, le service à thé, un pain non fini, des coquilles d'œufs, une odeur forte et suffocante de parfums. Le lit n'était pas fait ; il était évident que deux personnes y avaient dormi. Ariane ne venait que de se lever ; elle était en peignoir de flanelle, non coiffée.

Je lui dis bonjour, puis je restai silencieux une minute, tandis qu'elle essayait de mettre ses cheveux en ordre, et je lui demandai, tout tremblant :

— Pourquoi... pourquoi m'avez-vous fait venir à l'étranger?

Elle comprit évidemment à quoi je pensais ; elle me prit la main et dit :

— J'ai voulu que vous soyez ici. Vous êtes si pur !

J'eus honte de mon agitation, de mon tremblement. Si j'allais sangloter tout d'un coup ! Je sortis sans dire un mot et une heure après, j'étais en wagon. Pendant tout le voyage, je m'imaginai Ariane enceinte, et elle me répugnait. Et toutes les femmes que je voyais dans les wagons et aux stations me semblaient enceintes et, elles aussi, me paraissaient dégoûtantes et pitoyables. Je me trouvais dans la position d'un avare qui découvre tout à coup que toutes ses pièces d'or sont fausses. Les images pures et gracieuses que mon imagination, réchauffée par l'amour, avait si longtemps caressées, mes plans, mes espérances, mes souvenirs, mes idées sur l'amour et la femme, tout cela se moquait maintenant de moi et me tirait la langue. Ariane, songeais-je avec effroi, cette jeune fille intelligente, très belle, fille d'un sénateur, s'était liée à un homme sans intérêt, commun, trivial ! Mais, me répondais-je, pourquoi n'aimerait-elle pas Loubkov? En quoi est-il pire que moi? Qu'elle aime qui bon lui semble, mais pourquoi mentir? Et pour quelle raison serait-elle sincère avec moi?

(1) En français. (Tr.)

(1) En français. (Tr.)

Et je continuais, toujours dans cette sorte-là, jusqu'à l'abrutissement. Dans le wagon, il faisait froid. J'étais en première, mais il y a trois places par banquette, pas de doubles fenêtres, la portière ouvre directement dans le compartiment ; et je me sentais comme enchaîné, écrasé, abandonné, piteux ; mes pieds étaient glacés. Et, en même temps, il me revenait en mémoire combien Ariane était éblouissante ce matin avec son peignoir et ses cheveux défaits, et une jalousie si forte s'emparait de moi que je sursautais de douleur. Mes voisins me regardaient avec étonnement et même avec crainte.

En Russie, je trouvai des amas de neige et une gelée de vingt degrés. J'aime l'hiver ; je l'aime parce que, en ce temps-là, par les fortes gelées, j'étais toujours particulièrement au chaud. Couvert d'une demi-pelisse, avec des bottes de feutre, il est agréable, en un jour clair et froid, de travailler au jardin ou aux champs, ou de lire, dans une chambre bien chauffée, de rester assis près de la cheminée dans le cabinet de son père, ou d'aller se laver dans une étuve de village, vous appartenant... Mais voilà, quand on n'a chez soi ni mère, ni sœurs, ni enfants, c'est un peu angoissant durant les soirs d'hiver, qui semblent extraordinairement longs et mornes. Et plus c'est chaud et confortable, plus on sent le vide.

L'année où je revins de l'étranger les soirées n'en finissaient plus... Je m'ennuyais beaucoup et ne pouvais pas même lire. Le jour, cela allait encore ; je balayais la neige au jardin ; je donnais à manger aux poules et aux veaux, mais le soir, c'était à se pendre.

Naguère je n'aimais pas les visites, maintenant je m'en réjouissais parce que je savais qu'on parlerait d'Ariane. Kotlôvitch, le spirite, venait souvent parler de sa sœur, et il amenait parfois son ami le prince Maktoûiév, qui était non moins amoureux d'Ariane que moi. Se tenir dans la chambre de la jeune fille, tapoter les touches de son piano, regarder sa musique, c'était une nécessité pour le prince ; il ne pouvait vivre sans cela, et l'esprit du grand-père Hilarion continuait à annoncer que, tôt ou tard, elle serait sa femme. Le prince, d'habitude, restait longtemps, du déjeuner jusqu'à minuit, et il se taisait. Il buvait en silence deux ou trois bouteilles de bière et, de temps à autre seulement, pour montrer qu'il prenait part à la conversation, il riait par saccades, tristement et bêtement. Au moment de rentrer, il me prenait chaque fois à part, et me disait à mi-voix :

— Quand avez-vous vu Ariane Grigôriévna la dernière fois? Se porte-t-elle bien? Je crois qu'elle ne s'ennuie pas à l'étranger?

Le printemps arriva. Il fallait aller à la chasse des oiseaux de passage, faire semer les trèfles et les blés tendres. Le temps était triste, mais d'une tristesse printanière. Je voulais m'habituer à la perte de mon amour. Travaillant aux champs et écoutant les alouettes, je me demandais : ne faudrait-il pas en finir d'un coup avec cette question du bonheur personnel? Pourquoi, par exemple, n'épouserais-je pas, sans aller plus loin, une simple paysanne?

Or, tout à coup, au plus fort moment des travaux, je reçus une lettre à timbre italien.

Le trèfle, les ruches, les veaux, la jeune paysanne, tout s'envola comme de la fumée. Cette fois Ariane écrivait qu'elle était profondément, infiniment malheureuse. Elle me reprochait de ne pas lui avoir tendu la main pour la secourir, et, l'ayant regardée du haut de ma vertu, de l'avoir abandonnée au moment du péril. Tout cela était tracé d'une grosse écriture nerveuse, avec des ratures et des taches. On voyait qu'elle écrivait à la hâte et qu'elle souffrait. En conclusion, elle me suppliait de venir et de la sauver.

Derechef je levai l'ancre et fus emporté. Ariane était à Rome. J'arrivai chez elle un soir, tard, et quand elle me vit, elle se mit à sangloter et se jeta à mon cou. Pendant l'hiver elle n'avait pas du tout changé ; elle était aussi charmante et aussi jeune. Nous soupâmes ensemble et allâmes ensuite nous promener en voiture jusqu'à l'aube dans la ville ; et, tout le temps, elle me parla de sa vie. Je lui demandai où était Loubkov.

— Ne me rappelez pas cet être ! s'écria-t-elle. Il m'est odieux et me dégoûte.

— Mais, dis-je, vous l'avez aimé, il me semble?

— Jamais ! D'abord, il me paraissait original et excitait ma pitié, voilà tout. Il est impudent, prend une femme d'assaut, et c'est amusant. Mais ne parlons pas de lui. C'est une triste page de ma vie. Il est rentré en Russie pour chercher de l'argent. Bon, qu'il y aille ! Je lui ai dit de ne pas revenir.

Elle n'était plus à l'hôtel, mais dans un appartement de deux pièces qu'elle avait meublées à son goût, froid et luxueux. Quand Loubkov fut parti elle s'endetta de près de cinq mille francs auprès de ses connaissances, et mon arrivée était réellement pour elle le salut. Je comptais la ramener à la campagne, mais je n'y parvins pas. Elle avait le mal du pays, mais le souvenir de la pauvreté, des privations qu'elle avait endurées, du toit rouillé de la maison de son frère, lui inspiraient du dégoût et la faisaient frissonner. Et

quand je lui proposais de rentrer en Russie, elle me serrait convulsivement les mains et disait :

— Non, non ! J'y mourrais d'ennui.

Puis mon amour atteignit sa dernière phase, entra dans son dernier quartier.

— Soyez le « chéri » de jadis, aimez-moi un peu, disait Ariane en se penchant sur moi. Vous êtes morose et trop raisonnable ; vous craignez de vous abandonner à l'élan, et vous pensez toujours aux suites ; c'est ennuyeux. Je vous en prie, je vous en supplie, soyez gentil pour moi !... Mon pur, mon saint, mon cher ami, je vous aime tant !

Je devins son amant. Je fus un mois au moins comme fou, ne ressentant que de l'enchantement. Tenir dans ses bras un corps jeune et beau, s'en délecter, sentir chaque fois, en s'éveillant, sa tiédeur et se rappeler que mon Ariane était là ! Oh ! il n'est pas facile de s'accoutumer à pareille chose ! Mais je m'y accoutumai pourtant, et, peu à peu, je commençais à considérer sciemment ma nouvelle situation.

Avant tout, je compris qu'Ariane, comme jadis, ne m'aimait pas. Pourtant elle voulait sérieusement m'aimer ; elle craignait la solitude, et, surtout, j'étais jeune, solide, robuste ; et elle était sensuelle comme, en général, tous les gens froids. Et nous faisions semblant tous les deux d'être liés par un amour mutuel et passionné. Puis je compris aussi autre chose.

Nous vécûmes à Rome, à Naples, à Florence ; nous allâmes à Paris, mais il nous parut froid, et nous revînmes en Italie. Nous nous présentions partout comme mari et femme, comme de riches propriétaires. On faisait volontiers connaissance avec nous, et Ariane eut un grand succès. Comme elle prenait des leçons de peinture, on l'appelait artiste, et, figurez-vous, cela lui allait très bien, malgré qu'elle n'eût pas le moindre talent. Elle dormait tous les jours jusqu'à deux ou trois heures ; elle buvait son café et déjeunait au lit. A dîner, elle mangeait du potage, de la langouste, du poisson, de la viande, du fromage, du gibier, des asperges, et, quand elle se couchait, je lui donnais au lit quelque chose à manger, du roastbeef, par exemple, quelle mâchait d'un air triste et préoccupé, et, la nuit, en se réveillant, elle mangeait des pommes et des oranges.

Sa nature foncière était une stupéfiante malice. Elle rusait continuellement, à toute minute, sans la moindre nécessité, comme par instinct, pour les mêmes raisons que le moineau pépie ou que la blatte remue ses barbes. Elle rusait avec moi, avec les domestiques, avec le portier, avec les marchands, dans les magasins, avec ses connaissances. Pas une conversation, pas une rencontre n'allait sans grimaces et sans pose. Qu'un homme entrât dans notre chambre — quel qu'il fût — le garçon ou un baron, elle changeait de regard, d'expression, de voix, et même les lignes de son corps changeaient. Si vous l'aviez vue alors, même une seule fois, vous auriez dit qu'il n'y avait pas dans toute l'Italie de gens plus riches ou plus mondains que nous. Elle ne laissait passer aucun musicien, aucun artiste sans lui débiter des tas de compliments sur son talent remarquable.

— Vous avez un si grand talent ! disait-elle d'une voix chantante et douce. On se sent mal à l'aise avec vous ; je crois que vous voyez les gens de part en part.

Et tout cela pour plaire, pour avoir du succès, pour fasciner. Elle se réveillait chaque jour avec une seule idée : « Plaire ! » C'était le but, le sens de sa vie. Si je lui avais dit que, dans telle rue, demeurait un homme auquel elle ne plaisait pas, cela l'eût fait sérieusement souffrir. Elle devait chaque jour enchanter, captiver, rendre fou. Que je fusse en son pouvoir et que je m'anéantisse totalement devant ses charmes, cela lui causait les mêmes plaisirs que les vainqueurs éprouvaient jadis dans les tournois. Mon humilité ne lui suffisait pas et, la nuit, vautrée comme une tigresse, dénudée, — elle avait toujours chaud — elle lisait les lettres que lui adressait Loubkov. Il la suppliait de revenir en Russie. Il jurait autrement de dévaliser ou de tuer quelqu'un afin d'avoir de l'argent et de la rejoindre. Elle le haïssait, mais ses lettres passionnées, asservies, l'énervaient. De ses charmes, elle avait une opinion extraordinaire. Il lui semblait que si, dans une nombreuse société quelconque, on eût vu comme elle était bien faite et quelle était la couleur de sa chair, elle aurait vaincu toute l'Italie, tout l'univers. Ces conversations sur les formes et la couleur de la peau d'une femme me choquaient et, ayant remarqué cela, elle disait, quand elle était fâchée, pour me taquiner et pour me vexer, toutes sortes de vulgarités. Elle en vint même à dire, une fois, chez une dame à la campagne, étant irritée :

— Si vous continuez à m'ennuyer avec vos prônes, je me déshabille à l'instant et me couche toute nue sur ces fleurs !

Souvent, en la regardant dormir, ou manger, ou tâcher de donner à ses yeux une expression naïve, je pensais : Pourquoi, mon Dieu, cette beauté extraordinaire, cette grâce, cet esprit lui ont-ils été donnés? N'est-ce que pour se vautrer au lit, manger et mentir, mentir sans cesse?

Mais avait-elle de l'esprit? Elle avait peur de trois bougies allumées, du nombre treize ; elle avait effroi du mauvais œil et des mauvais rêves ;

elle parlait de l'amour libre et de la liberté comme une vieille bigote ; elle assurait que Boleslas Markévitch (1) écrivait mieux que Tourguéniév. Mais elle était diablement rusée et spirituelle ; elle savait, en société, paraître très instruite et femme aux idées avancées.

Il ne lui coûtait rien, même quand elle était de bonne humeur, d'humilier les domestiques ou de tuer un insecte. Elle aimait les courses de taureaux ; elle aimait à lire les assassinats, et elle se fâchait quand on acquittait les accusés.

Avec la vie que nous menions, Ariane et moi, il fallait beaucoup d'argent. Mon pauvre père m'envoyait sa pension, tous ses pauvres revenus, empruntait pour moi où il pouvait, et quand il me répondit, une fois : *non habeo*, je lui envoyai un télégramme désespéré, le suppliant d'hypothéquer notre terre. Peu après, je le priai d'emprunter sur seconde hypothèque. Il fit l'un et l'autre sans récriminer et m'envoya tout l'argent, sans garder un sou. Ariane faisait fi de la vie pratique ; elle ne se souciait aucunement de tout cela, et quand je gaspillais des milliers de francs pour satisfaire ses désirs fous et que je gémissais comme un vieil arbre, elle chantait, l'âme sereine : *Addio, bella Napoli*.

Peu à peu, je me refroidis à son égard et eus honte de notre liaison. Je n'aime pas les grossesses et les couches, mais, à présent, je songeais à un enfant qui eût été la justification matérielle de notre vie. Pour ne pas me dégoûter tout à fait moi-même, je me mis à visiter les musées et les galeries, je lisais, je mangeais peu, et je cessai de boire. En courant du matin au soir, comme un cheval qui court à la corde, je me sentais le cœur moins lourd.

Moi aussi, j'ennuyais Ariane. Tous les gens auprès desquels elle avait du succès étaient de moyenne condition ; pas plus que jadis, il n'y avait chez elle d'ambassadeurs et elle n'avait pas son salon. L'argent manquait, et cela l'humiliait, la faisait pleurer. Elle me déclara enfin qu'elle n'aurait pas d'objection à rentrer en Russie.

Et voilà, nous revînmes.

Dans les derniers mois qui précédèrent notre départ, elle écrivait constamment à son frère. Elle avait évidemment des projets secrets, mais lesquels ? Cela maintenant m'ennuyait d'approfondir ses ruses. Nous n'allâmes pourtant pas à la campagne, mais à Iâlta, et de Iâlta au Caucase.

Elle ne peut vivre maintenant que dans les villes d'eaux, et si vous saviez combien je les déteste toutes ! Comme j'y suis gêné et comme j'y étouffe ! Maintenant ce serait le moment d'être à la campagne. Je travaillerais ; je gagnerais mon pain à la sueur de mon front ; je rachèterais mes fautes. Actuellement, je sens en moi un afflux de forces, et, il me semble qu'en les tendant, je dégagerais mon bien en cinq ans. Mais, voyez-vous, il y a une complication ! Ici, ce n'est pas l'étranger, mais notre bonne mère Russie : il faut penser au mariage. Évidemment, l'emballement est passé ; il ne reste rien de l'amour d'autrefois, mais, malgré tout, je suis obligé de l'épouser.

Chamôkine, bouleversé par son récit, descendit avec moi vers les cabines, continuant à parler des femmes. Il était déjà tard. Il se trouva que nous avions la même cabine.

— Pour le moment, me disait Chamôkine, il n'y a qu'à la campagne où la femme soit l'égale de l'homme ; elle y a la même pensée que lui, sent comme lui, et, au nom de la culture, lutte contre la nature, avec autant d'application que lui. La femme des villes, bourgeoise ou intellectuelle, a rétrogradé depuis longtemps et revient à l'existence primitive. Elle est déjà à moitié femme-animale et, à cause d'elle, beaucoup de ce que le génie humain avait acquis est déjà perdu. La femme disparaît peu à peu et, à sa place, s'installe la femelle primitive. Cette régression de la femme intellectuelle menace la civilisation d'un sérieux danger. Elle tâche d'entraîner l'homme dans sa marche en arrière et arrête son mouvement en avant ; c'est incontestable.

Je lui demandai : « Pourquoi généraliser ? pourquoi juger toutes les femmes d'après la seule Ariane ? La tendance seule de la femme vers l'instruction et l'égalité des sexes excluent toute supposition de mouvement régressif. »

Mais Chamôkine m'écoutait à peine et souriait d'un air incrédule. Il détestait les femmes avec passion, avec conviction, et on ne pouvait pas l'en faire démordre.

— Laissez donc ! m'interrompit-il ; si la femme ne voit pas en moi un homme, son égal, mais un mâle, et si elle prend soin toute sa vie de me plaire, c'est-à-dire de me conquérir, peut-il être question là d'égalité ? Oh ! ne les croyez pas ! Elles sont très, très rusées ! Nous autres hommes, nous voulons leur liberté, mais elles n'en veulent aucunement : elles font seulement semblant de le vouloir. Elles sont terriblement, horriblement malignes !

J'en avais assez de discuter, et j'avais sommeil ; je me retournai vers la cloison.

— Oui, entendis-je en m'endormant. Oui. La faute en est à notre éducation, mon cher monsieur ! Dans les villes, l'éducation et l'instruction, en

(1) Romancier mondain (1882-1884). (Tr.)

leur principale essence, tendent à faire de la femme la femme-animale, autrement dit une femme qui plaise au mâle, et sache le conquérir. Oui. (Chamôkhine soupira.) Il faut que les petites filles soient élevées et instruites avec les garçons, qu'ils soient toujours ensemble. Il faut élever la femme de façon à ce qu'elle sache reconnaître ses torts, comme l'homme le fait; autrement, à son idée, elle a toujours raison. Inculquez à la petite fille, dès le maillot, que l'homme n'est pas avant tout son chevalier servant et son fiancé, mais qu'il est son prochain, égal à elle en tout. Habituez-la à penser logiquement, à généraliser; ne lui assurez pas que son cerveau pèse moins que celui de l'homme et que, par cela seul, elle peut être indifférente aux sciences, aux arts et aux autres questions intellectuelles. L'apprenti cordonnier ou l'apprenti peintre a aussi un cerveau de dimensions moindres qu'un homme fait; il prend part néanmoins à la lutte pour l'existence; il travaille et il souffre. Il faut aussi bannir la coutume d'invoquer la physiologie, la grossesse et les couches. D'abord la femme n'accouche pas tous les mois; en second lieu, toutes les femmes n'accouchent pas; troisièmement, la femme normale des campagnes travaille aux champs à la veille de ses couches; et il ne lui en arrive rien de mal. Puis il faut qu'il y ait une égalité complète dans la vie quotidienne. Si un homme passe une chaise à une dame ou ramasse son mouchoir, qu'elle lui rende la pareille. Je n'aurais pas d'objections à ce qu'une jeune fille de bonne famille m'aidât à mettre mon pardessus et me servît un verre d'eau... »

Je n'entendis plus rien, car je m'endormis. Le lendemain matin, quand nous approchions de Sébastopol, le temps était désagréable et humide. Il y avait du roulis. Chamôkhine était assis avec moi dans le salon, méditait et se taisait. Les hommes, le col de leurs manteaux relevés, et les dames, la figure pâle et endormie, commencèrent à apparaître quand on sonna pour le thé. Une dame, jeune et très belle, celle qui, à Volotchisk, s'était fâchée avec les employés de la douane, s'arrêta devant Chamôkhine et lui dit, avec l'expression d'un enfant capricieux et gâté :

— *Jean* (1), ton petit pinson a eu le mal de mer.

Vivant à Iâlta, je vis cette jolie femme filant sur un ambleur et, derrière elle, deux officiers qui avaient peine à la rejoindre. Un matin, coiffée d'un bonnet phrygien et en petit tablier, elle peignait une étude, assise sur le quai, tandis qu'une foule l'entourait et l'admirait. Je fis aussi sa connaissance. Elle me serra fortement la main et, me regardant avec extase, elle me remercia d'une voix chantante et sucrée du plaisir que lui faisaient mes livres.

— Ne la croyez pas, murmura Chamôkhine, elle n'a rien lu de vous.

Un soir, me promenant sur le môle, je rencontrai Chamôkhine; il portait de gros paquets de hors-d'œuvre et de fruits.

— Le prince Maktoüiév est ici! me dit-il joyeusement. Il est arrivé hier avec le frère d'Ariane, le spirite. Je comprends maintenant ce qu'elle lui écrivait. Seigneur, continua-t-il, en regardant le ciel, et en appuyant les paquets sur sa poitrine, si cela s'arrangeait avec le prince, ce serait la liberté! Je pourrais alors m'en aller à la campagne chez mon père!

Et il passa plus loin.

— Je commence à croire aux esprits, me cria-t-il en se retournant. L'esprit du grand-père Hilarion semble avoir prédit la vérité. Ah! si cela était!

Le lendemain je quittai Iâlta. Comment a fini le roman de Chamôkhine, je l'ignore.

ANTON TCHÉKHOV.

Traduit du russe par Denis Roche.
(Seule traduction autorisée par l'auteur.)

(1) Ainsi, en français. (Tr.)

L'IDÉALISME DE LA JEUNESSE UNIVERSITAIRE AUX ÉTATS-UNIS

Les Européens, — surtout les Français — demeurent perplexes quand ils cherchent à comprendre l'Amérique : comment concilier des manifestations d'extrême idéalisme avec des manifestations d'un caractère apparemment très matérialiste?

L'Amérique, très pro-alliée dès 1914, refusant d'entrer dans la guerre et faisant de formidables bénéfices par des livraisons d'armes et de vivres, n'était pas encore un problème sans solution concevable : « Les Etats-Unis, suggérait-on, pouvaient faire plus de bien à la cause des Alliés sans intervention directe; n'étant nullement une puissance militaire, il leur faudrait un temps considérable pour préparer une armée; le conflit pourrait être achevé avant que leurs soldats fussent prêts à entrer en ligne de bataille; au contraire en mettant *immédiatement* leurs

ressources immenses, leurs usines, leur argent, à la disposition de l'Entente, les Etats-Unis pouvaient hâter la victoire ». Sans doute cette façon d'argumenter ne convainquait pas chacun, on pouvait offrir ses richesses en alliés aussi bien au moins qu'en neutres; mais les chefs de l'Entente étaient heureux déjà d'avoir cette occasion d'acheter cette aide et il valait peut-être mieux ne pas trop s'abandonner à l'argumentation.

Cependant en 1917, les Etats-Unis entraient dans la guerre. Alors on célébra à l'envie, dans l'univers, l'idéalisme américain; cela dura jusqu'à l'armistice. Depuis lors, et jusqu'aux négociations de paix, on ne comprit plus bien ses réserves. Suivit le refus des Américains de ratifier au moins le peu que le président des Etats-Unis avait concédé aux demandes de la France en fait de réparation et de sécurité militaires; on fut stupéfait. Les plus sages, cependant, réservèrent leur jugement, et continrent leur indignation : de quel droit juger avant d'avoir compris?

Notons d'abord que cette apparente double face de l'âme américaine n'était pas un phénomène nouveau. Si les puritains quittèrent l'Europe pour adorer à leur façon le Dieu qui est dans les cieux, c'est à l'occasion d'un impôt sur le thé qu'ils secouèrent le joug de l'Angleterre. Chez les pères de l'Union des Treize Etats originaux, il y eut lutte déclarée entre les représentants d'un dogmatisme religieux d'une part, et des disciples des Voltaire, Diderot et d'Holbach d'autre part. Tout au cours du XIXe siècle, la littérature, l'enseignement, la philosophie ont toujours eu un caractère franchement pieux et idéaliste (au point qu'ils excommuniaient de leur classe un Edgar Allan Poë qui parfois cherchait l'oubli de ses chagrins dans l'ivresse, et un Walt Whitman dont le panthéisme effrayait), tandis que le monde ne réussissait à apercevoir le plus souvent, en Amérique, qu'un pays de grosse spéculation, un pays de chasse au roi dollar, un pays de parvenus sans culture et sans raffinement. Et, à la veille même de la guerre, l'Amérique n'avait pas cessé d'être aux yeux de l'Europe, à la fois le pays du gain insolent, voire sordide, et le pays d'où les quêteurs pour œuvres pieuses et charitables ne revenaient jamais les mains vides.

La raison pour laquelle l'Europe est plus soucieuse aujourd'hui de pénétrer à la racine des choses, et de connaître lequel des deux aspects — idéalisme ou matérialisme moral — est le vrai, la raison pour laquelle l'Europe a interrogé, discuté à perte de vue, s'est indignée tour à tour et a espéré, c'est qu'elle est touchée plus directement elle-même par la réponse.

L'auteur de ces lignes a vécu près de 20 ans en Amérique, et il est fermement convaincu que M. Paul Gaultier a eu raison, dans son remarquable volume : *Leçons morales de la guerre*, lorsqu'après avoir parlé du « courage français », de « l'honneur anglais », de « l'obstination serbe », du « mysticisme russe », il a parlé de « l'idéalisme américain ». C'est bien là le trait fondamental à relever. M. Gaultier a eu, d'autre part, un instinct très sûr de la nature du problème lorsqu'il a vu que la réduction de l'antinomie pouvait se trouver dans une étude sur l'idéalisme de la jeunesse universitaire des Etats-Unis. Car s'il est incontestable que l'idéalisme américain existe, encore convient-il de le qualifier; et c'est dans la jeunesse studieuse qu'il se révèle de la façon la plus sincère et la plus frappante : dans sa pureté, qui ne va pas toujours sans naïveté; dans sa générosité qui ne va pas toujours sans donquichotisme; bref dans sa belle, mais parfois dangereuse innocence.

*
* *

La jeunesse étudiante de l'Amérique répond mieux que celle de n'importe quel pays à la grande définition de Lamartine : *l'âge où c'est encore la générosité qui fait l'opinion.*

Tout étranger visitant les universités d'Amérique est frappé aussitôt de la courtoisie naturelle, de la cordialité, de la franchise de ces jeunes gens. Il est gagné — avec une rapidité qui l'étonne lui-même. On peut lui raconter des actes d'indiscipline violente, relever le manque d'intellectualité de certaines plaisanteries soi-disant « académiques », il sent devant lui des êtres d'une bonté foncière : et il en oublie, en quelque sorte, que les étudiants se jugent avant toute chose, à leurs études. On entend rarement, au milieu de la jeunesse studieuse d'outre-mer, de ces remarques mordantes à l'adresse de camarades et qui sont trop fréquentes parmi leurs confrères d'autres pays. Plus d'une fois des étudiants américains revenant de leur séjour d'Europe, de France, en particulier, l'ont eux-mêmes remarqué : « S'ils sont intéressants, s'ils sont incontestablement nos supérieurs pour le développement de l'intelligence et pour la culture plus approfondie qu'ils ont reçue, pourquoi les intellectuels de l'ancien monde sont-ils toujours

à se critiquer l'un l'autre, sans aménité aucune? »

Il ne saurait, d'ailleurs, être question ici de jouer le rôle de bénisseur. Ces charmantes dispositions sont avant tout le résultat des circonstances, et donc en somme très naturelles et ne doivent point étonner. Qu'on y réfléchisse en effet : l'Amérique est aujourd'hui encore, comparée à l'Europe, un pays de ressources énormes. Il y en a pour tout le monde; — sinon pour tout le monde des millions, pour tout le monde l'aisance relative. Un étudiant, retour de voyage, nous disait un jour : « La première chose qui m'a frappé, après avoir été quelques heures en Europe, c'est qu'ils ont tous l'air de pauvres ». Cela l'étonnait, car en Amérique (exception faite pour les quartiers de misère des grandes villes — et là il s'agit, du reste, d'immigrants) les pauvres n'existent guère. Il en résulte que la vie de l'étudiant n'est point orientée sur l'avenir comme sur une période difficile de l'existence — pas plus que celle de la jeunesse tout entière de la nation; aucune inquiétude ne les effleure. Un nombre très grand d'étudiants à la veille de leur sortie de l'université hésitent encore sur la direction pratique qu'ils donneront à leur vie d'adulte (ceux au moins qui ne sont pas dans des écoles spéciales — droit, médecine, théologie, etc.) La fortune, les protections, le talent même, ne sont pas indispensables pour réussir. Ayant donc rarement le spectacle d'un homme qui serait un raté autrement que par sa propre faute, pourquoi un esprit de jalousie se développerait-il en eux, pareil à celui signalé si énergiquement par M. Paul Gaultier dans son volume *Examen de Conscience*?

Mais peu importe ici que la vertu que nous venons de définir soit d'ordre négatif — manque d'envie plutôt que générosité proprement dite — le fait demeure : *il y a manque* d'aigreur et *il y a* bienveillance générale chez ces jeunes gens.

D'ailleurs cet idéalisme négatif permet à un autre de se développer, qui l'est moins. Souvenons-nous que l'homme porte en lui ce que les philosophes ont souvent nommé un sens inné de sympathie. Aussi longtemps au moins que ce sentiment-là n'est pas inhibé par un autre, c'est-à-dire dès que nous nous croyons nous-même parfaitement heureux, nous souffrons de la souffrance des autres; et plus que cela, nous avons besoin de leur joie pour que la souffrance de leur souffrance ne gâte pas notre propre jouissance. C'est l'origine de la coutume qui veut qu'un prince au jour de son couronnement, un époux au jour de ses noces, un père au jour d'un baptême, se montrent d'une grande prodigalité; pour que la joie soit intégrale. Et c'est là le sens réel de la fameuse théorie de Rousseau quand il affirmait que nous étions empêchés d'être bons par ce qu'il appelait un peu vaguement « la civilisation »; cela signifiait que trop d'éléments entraient en ligne de compte dans une société organisée de façon un peu complexe, pour laisser libre jeu à la bonté naturelle. La Rochefoucauld avait exprimé la contre-partie de cette vérité lorsqu'il prétendait que l'homme du grand siècle éprouvait volontiers un sentiment de joie secrète lorsqu'il arrivait malheur à un ami. Or, la société américaine du XXe siècle permet encore, au moins à sa jeunesse, de pratiquer la bonté naturelle.

Et sans doute ici encore ce besoin d'écouter la souffrance des autres, laquelle ternirait notre propre bonheur, peut être interprété en termes d'égoïsme. Mais enfin, si ce désir d'avoir tout le monde heureux autour de soi —quoique non désintéressé — concourt au bonheur général, nous n'allons pourtant pas le renier. Où irait le monde si on condamnait toute bonne action qui rendrait content celui même qui la désire?

*
* *

Saluons-le donc, cet idéalisme de l'étudiant américain. Mais constatons maintenant qu'il a parfois des manifestations bien déconcertantes pour ceux qui n'en connaissaient pas la nature. Et plutôt insistons sur ces manifestations puisqu'on n'y a pas pris garde, et qu'il y a là matière à des malentendus vraiment fâcheux; voire, ce sont souvent les manifestations les plus poussées de cet idéalisme qui ont fait douter de son existence même.

Les deux exemples que nous choisissons se rapportent à la vérité à des événements du passé, mais d'une part ils sont particulièrement caractéristiques; et d'autre part les répercussions s'en font sentir encore. Nous voulons parler des effets inattendus — mais *naturels* — de leur idéalisme sur la mentalité des jeunes Américains pendant et depuis la guerre.

*
* *

Quelque paradoxal que cela paraisse, il est vrai cependant que cet idéalisme est précisément ce qui a empêché beaucoup d'Américains, — mais surtout les jeunes — de prendre conscience

de la portée de la grande guerre, et dès lors, de jouer au cours de ces années critiques un rôle pareil à celui qu'ont joué les intellectuels de France et d'Angleterre.

C'est qu'en effet la croyance au laid moral, à la méchanceté, est toute affaire d'expérience, ou tout au plus d'enseignement. L'enfant qui n'a pas brûlé ses doigts à la flamme ne croit pas au caractère nocif du feu; de même l'être humain qui n'a pas fait l'expérience de la méchanceté chez d'autres êtres humains (et qui d'ailleurs manque de connaissances historiques propres à lui en enseigner au moins l'existence possible), cet être humain adoptera naturellement une attitude d'incrédulité lorsqu'on lui parlera tout à coup d'actes dépourvus de toute espèce de bonté et de pitié, et accomplis par des hommes en chair et en os. Or, c'est justement ce qui est arrivé en Amérique, paradis des jeunes; à juger des choses d'après leur entourage, ceux-ci n'ont aucune raison de douter que la bonté ne règne sur toute la surface de la terre. Et non seulement, on leur a épargné, à eux, tout ce qui peut empêcher la vie d'être rose, mais il faut voir le soin qu'on prend pour ne pas leur faire faire connaissance, *même dans les livres*, avec le mal, le laid, la souffrance sous toutes ses formes. On *veut* qu'ils ignorent tout ce qui rend triste; c'est contre l'étiquette de faire avec eux du réalisme.

Bien naturellement cette détermination à ne pas regarder la vie en face conserve aux Américains une jeunesse de cœur qui est extraordinaire et un magnifique optimisme (1); mais il en résulte qu'ils ne croient pas au mal, n'y peuvent pas croire en quelque sorte. Et dès lors, voici ce qui s'est produit dès les premières semaines de la guerre — et pendant des mois après : nous n'irons pas jusqu'à dire que les Américains aient absolument nié des actes de cruauté sporadiques et individuels. Mais certes ces choses-ci que *beaucoup* de soldats et officiers allemands aient été cruels, que toute une immense armée ait adopté un système barbare de terrorisation, que des actes atroces aient été en pleine conscience voulus et multipliés par les chefs d'une grande nation; que le peuple allemand tout entier ait toujours approuvé hautement — les Américains n'y croient pas. C'est au-dessus, ou plutôt en dehors de leur compréhension. Nous l'affirmons, pour en avoir été témoin cent fois, les rapports les plus authentiques (d'un Bédier, d'un Bryce), ils ne voulaient même pas les lire; ou, s'ils les lisaient, ils les lisaient comme nous lisons les aventures d'Aucassin au pays des animaux à tête d'hommes, c'est-à-dire sans y ajouter foi.

Pourtant, direz-vous, et la Belgique et le Lusitania? On a toujours prétendu que les Etats-Unis sont entrés dans la guerre surtout à cause de ces deux outrages à la conscience morale universelle?

Nous répondrons : La violation de la neutralité belge fut, aux yeux de l'Amérique, un crime contre l'honneur; on jugea l'invasion de la Belgique du point de vue du sportsman bien plus que du moraliste : il y avait des règles que des êtres humains observent même en guerre; on les trouvait déjà dans l'antiquité, au moyen âge, chez les Hurons et les Mohicans. L'Allemagne avait violé ces règles, et il n'a pas été besoin des cruautés des Allemands en Belgique pour susciter l'indignation des gens d'honneur. Donc — et c'est ce que nous voulions établir — l'Amérique est restée Thomas à l'endroit des atrocités allemandes en Belgique. Aujourd'hui encore, sauf les soldats américains qui ont *vu* les Allemands de près, et quelques amis qui trouvent plus difficile de douter de la véracité d'êtres qui leur sont chers que de la cruauté des Allemands, on ne croit pas beaucoup en Amérique à l'inhumanité allemande. Nous avons assisté à des sorties de cinémas qui avaient représenté des scènes de guerre pareilles à celles décrites par exemple dans le roman de Dumur *Nach Paris*, c'est-à-dire qui faisaient défiler sur l'écran en quelque sorte l'essence des monstrueux crimes de l'ennemi — on sortait *sans émotion*. On allait prendre des glaces à la pâtisserie; on riait comme un enfant après avoir lu l'histoire de l'Ogre et du Petit Poucet.

Quant au *Lusitania*, si les Américains ont bien compris alors que la mentalité allemande était « différente », ils continuaient à dire : « Seigneur, pardonne-leur car ils ne savent pas ce qu'ils font ». D'autre part, ils avaient été atteints dans leur patriotisme, et c'est l'insulte au drapeau qui les a touchés.

Enfin, on ne pourra douter de la justesse de notre interprétation lorsque nous aurons ajouté

(1) Nous sera-t-il permis de citer une expérience personnelle? Les élèves de français dans les lycées américains protestent constamment contre les histoires françaises qui « finissent toujours mal ». Que de fois n'avons-nous pas eu des réclamations au sujet d'un récit aussi innocent que la *Colomba* de Mérimée, qu'on jugeait « horrible ». Des histoires — si vantées cependant aux Etats-Unis — de Mautpassant, il faudrait retrancher les meilleures, car leur réalisme puissant est trop poignant.

que ce fut une attitude fréquente chez les étudiants américains qui se piquaient de penser par eux-mêmes et de ne pas se laisser emporter par le sentiment de condamnation universelle de l'Allemagne, que de dire au jour de l'armistice : « Je serai, moi, toujours du côté de celui qui est dessous ». Nous avons cité cette formule des étudiants américains : « nous serons toujours du côté de celui qui est dessous », à des universitaires français; ceux-ci n'ont pas pu croire davantage à cette naïveté dangereuse de l'étudiant américain que l'étudiant n'avait pu croire à la cruauté allemande; ils ont levé les bras au ciel, disant : « Comment? alors des étudiants américains ont pu penser que les Allemands, du jour où ils ont été battus, ont cessé d'avoir eu tort, et les Alliés dès qu'ils ont été vainqueurs ont cessé d'avoir raison! » Il n'y a rien à répondre à cela, si ce n'est que les Américains qui, comme peuple, avaient si peu souffert par la guerre, n'ont pas cherché si loin. Pour eux, avec leur idéalisme de bon aloi, mais beaucoup trop beau pour ce monde, la question n'était pas celle-ci : « l'un avait raison, l'autre avait tort », mais « l'un a une opinion et l'autre une autre; or, chacun dans ce monde a droit à son opinion; la plupart des grands problèmes ne se résolvent pas par l'argumentation et on avait eu recours à une façon sportive de résoudre le conflit ». Les Américains tiennent pour accordé qu'avec la courtoisie de gens civilisés, le vaincu s'inclinera loyalement; et dès lors, aussitôt que l'un des adversaires se sera avoué vaincu, tout sera fini; le vainqueur qui continuerait la lutte aurait tort à son tour, et alors il faudrait se mettre du côté du vaincu.

Tel, dans son ensemble, nous interprétons le raisonnement du jeune Américain ; et qu'un vaincu soit de mauvaise foi, et s'avoue vaincu sans l'être, et en sorte de demeurer en position de préparer sous main un mauvais coup dès qu'il sera hors de l'étreinte du vainqueur, son idéalisme ne le conçoit point. Cette façon de ne pas tenir compte de la nature des Allemands a persisté jusqu'aujourd'hui et a contribué pour beaucoup à créer ce courant américain d'une indulgence sentimentale pour l'Allemagne vaincue.

*
* *

Voilà pour l'attitude que l'idéalisme américain dictait vis-à-vis de l'Allemagne, attitude déplorable dans ses conséquences pratiques pour les Alliés. Qu'en est-il maintenant de l'attitude que ce même idéalisme a dictée vis-à-vis de la France? Elle fut, quoique pour des raisons d'ordre différent, tout aussi déconcertante. Dès 1914 on avait éprouvé pour la France une sympathie très vive. Les Allemands avaient répandu en Amérique (fort habilement) d'une part, l'idée de la déchéance morale et politique de la France, et d'autre part celle de l'invincibilité de leur propre armée à eux, de leur formidable armée. Ils n'avaient pas eu de peine, ayant 15 à 20 millions de Germains en pleins Etats-Unis, à convaincre beaucoup de monde. Le résultat fut qu'au début de la guerre, la France bénéficia à la fois de différentes manifestations de l'idéalisme américain. Premièrement, de la faute de l'Allemagne contre l'honneur militaire en envahissant la Belgique et violant un traité que l'Allemagne avait signé; cette faute la France ne l'avait et ne l'aurait pas commise. Deuxièmement, du sentiment mentionné plus haut : « Je serai toujours du côté de celui qui est dessous » — la France semblait si bien condamnée à l'écrasement. Troisièmement, de la renommée immense de l'armée allemande : — lorsque, à la Marne, les Français avec une poignée seulement de Belges et d'Anglais, vainquirent cette armée invincible.

L'Amérique est grande; et la contagion dut gagner de proche en proche, partant de l'Atlantique et se dirigeant vers l'Ouest; mais finalement ce fut un engouement démesuré, fou, de l'Amérique entière — non seulement d'ailleurs pour l'armée française, mais pour tout ce qui, de loin ou de près, touchait à la France.

Or, c'est ici justement que se cachait un danger considérable — que les vrais amis de la France en Amérique aperçurent, qu'ils furent toutefois impuissants à conjurer tout à fait. N'étant pas mesurée dans son admiration, la jeunesse américaine pouvait ne pas l'être davantage dans l'appréciation des solides réalités, lorsque celles-ci ne se trouvaient pas conformes en tous points à la flatteuse image ; le Français, avec toutes ses vertus, n'est pas un être parfait et ne prétend pas l'être; c'est cependant ce qu'il aurait dû être si ses admirateurs d'outre-mer ne devaient pas être déçus et entraînés dans un sentiment de réaction. L'emballement pour la France était comme un ballon trop gonflé et que les moindres piqûres suffisaient à crever bruyamment. Malheureusement encore, s'il y en avait, de ces piqûres, qui étaient inévitables — puisqu'encore une fois la perfection n'est pas de ce monde — il en était d'autres qui ne l'étaient

point. Les Américains réclamaient chez eux la visite de Français; et les Français envoyaient des leurs outre-mer, sans compter — et parfois maladroitement. Les toutes grandes « missions » soigneusement composées réussissaient. La mission Viviani-Joffre fut un triomphe — de même quelques autres, comme celle des Chasseurs alpins, de la musique militaire, et dans son genre de Copeau avec la troupe du vieux Colombier, et quelques autres encore (celles surtout où on ne discourait pas trop).

D'autre part, beaucoup manquèrent par la médiocrité des chargés de mission, ou même par le caractère positivement détestable de ceux-ci. Plus d'une fois, une seule de ces personnes douteuses qui se présentait avec son brevet de missionnaire faisait plus de mal que dix excellentes ne faisaient de bien. La France avait le prestige du soldat qui se battait, et n'avait pas besoin du missionnaire qui ne faisait que parler. Personne ne l'avait mieux compris que M. Jusserand, l'ambassadeur très aimé de la France à Washington, et qui plusieurs fois se prononça énergiquement contre le système de la propagande.

***

Nous ne croyons donc pas nous être trompés en affirmant que c'est la générosité qui fait l'opinion dans la jeunesse américaine, et pas davantage en ajoutant que cette générosité n'allait pas sans danger.

On voit bien que l'esprit de l'étudiant américain ainsi constitué, c'est-à-dire avec une santé morale intacte — puisqu'ouverte à toutes les influences, avec l'intelligence mûre et non faussée, et avec la vigueur de la jeunesse, offrirait des possibilités admirables. Il est comme une tablette de cire blanche : qu'on y écrive des choses sages et averties, et les résultats seront merveilleux.

Seulement qu'y écrit-on? Et qui y écrit? Tout y est en quelque sorte laissé au hasard; et cela même est le résultat des circonstances; nous voulons dire le résultat de tout ce qu'on est convenu d'appeler la démocratie américaine et qui implique, comme si c'était un mérite, une certaine anarchie de la pensée. De peur de mettre dans l'esprit de la jeunesse des idées fausses, on se garde d'en mettre aucune. Or, c'est de ce scrupule, si louable en un certain sens, dont profitent souvent les pires conseillers. En effet, profonde ironie des choses, puisqu'il n'y a rien, il y a place pour tout, et les fanatiques, qui affirment avec l'assurance de l'ignorance, et — trop souvent — les avocats des pires causes, sont ceux qui font la moisson.

Trop de choses favorisent ce désordre, cet égarement des esprits. La croyance, par exemple, que la vie seule enseigne la vie, et que la sagesse des autres — et « les autres » ce sont tous ceux qui ont passé la quarantaine — peut être ignorée; les livres sont de mauvais maîtres. Il y a aussi la théorie que l'enfant a droit à jouir de l'âge de l'insouciance, et ne doit point être contraint; ainsi, qu'il ne doit à l'école apprendre que ce qui lui fait plaisir; ceci fait qu'il arrive à l'âge des « études » avec un bagage fort mince, et que sa raison, même quand elle est solide et saine, est comme une roue qui tourne à vide. Il y a la tradition encore, remontant à l'époque où l'Amérique construisait les fondements matériels de sa civilisation et où les hommes dits d'action (paysans, ouvriers, commerçants, industriels) étaient seuls essentiels; cette tradition, aujourd'hui où la richesse acquise permettrait tant de luxe de pensée et d'art, demeure solidement établie; de sorte que les hommes qui se sentent faits pour quelque haute destinée sont portés à se détourner des professions libérales. Il y a aussi que, au moment où l'Amérique fut prête à se donner le luxe d'une organisation universitaire solide, elle eut, par une malheureuse coïncidence, les maîtres les mieux faits pour suggérer une éducation divorcée de la vie. Nous l'avons expliqué ailleurs en détail (*Mercure de France*, 1er octobre 1911). C'était au temps où le prestige de l'Allemagne montait dans le monde, après 1870. On se tourna vers le vainqueur, et on alla chercher Outre-Rhin d'une part la métaphysique de Hegel qui resta longtemps triomphante outre-mer (de fait jusqu'à l'avènement du Bergsonisme), et d'autre part, sous prétexte de conscience scientifique, une méthode d'asservissement aux petits faits qui devait étouffer toute réaction originale de l'esprit. Comment voulait-on avec cela, — un partage de l'intelligence entre le vague métaphysique et des accumulations de faits non-coordonnés — une pensée manifestant de la fermeté, de la logique, de la souplesse? Le résultat fut ce qu'on devait attendre : les étudiants arrivaient pleins d'espoir à l'université, cherchant une direction, et s'en allaient plus perplexes, moins dirigés — et surtout moins capables de se diriger — qu'en entrant.

Nous disons les étudiants; mais en dehors du monde des étudiants on n'est point aveugle; de plus en plus des professeurs, des prédicateurs,

des écrivains dénoncent le malaise de la démocratie.

*
* *

Tout ceci explique bien comment, tout en demeurant parfaitement honnête et même idéaliste, l'Amérique est constamment surprise dans sa bonne foi. Il est facile, en exposant des faits qui sont réels, mais qu'on se garde bien d'expliquer, de leur faire voir la France sous un faux jour. La France armée, ce n'est pas la France qui veille, c'est la France impérialiste; la France dans la Ruhr, ce n'est pas la France qui ne veut plus être bernée, c'est la France impitoyable dans sa victoire; la France refusant les avances de l'Allemagne, ce n'est pas la France qui évite des pièges, c'est la France ivre de domination tyrannique. Et il y a, pour pousser au mensonge, les journaux qui veulent des nouvelles violentes; et les Allemands avoués et les pacifistes qui veulent épargner l'Allemagne. Et il y a surtout — ah! surtout, — les professeurs d'histoire, de sociologie, et d'économie politique, qui pensent qu'il serait très honteux d'être professeur et de ne pas voir différemment des honnêtes gens; ils interprètent avec des imaginations de poètes une politique de l'Europe qui serait fausse dès qu'elle serait accessible au simple bon sens (1).

Qu'opposer à cela? Rien — que de la patience et de la lumière — de la lumière qui crève les yeux. Le remède est lent, mais il est sûr, et M. Poincaré l'a appliqué avec succès en ce qui concerne l'Amérique. Il a répété avec insistance les grands points, si bien que les aveugles ont vu et que les professeurs —et nous ajoutons certains rédacteurs impénitents de l'absurde *Nation* et de la *New-Republic* et du *Freeman* — finiront par ne plus oser risquer leur jeu de chercher le soleil en plein midi.

Nous avons observé une chose. Toutes les fois qu'il a fallu juger les actes des Français, le jugement immédiat a plutôt été celui du blâme; mais dès que la France a pu bénéficier du facteur du temps, le jugement tournait en sa faveur, ou tout au moins, elle cessait d'être condamnée. Il a fallu deux ans à l'Amérique pour venir au secours de la France, mais elle est venue. Il y eut chez les amis de la France en Amérique une véritable panique quand Clémenceau vint dire : « Vous abandonnez votre travail avant de l'avoir achevé et vous désertez ceux à qui vous avez promis soutien »; et cependant l'Amérique a compris. Il fallut des semaines à l'Amérique pour passer de la stupeur au moment de l'occupation de la Rhur à un sentiment de conviction que la France était justifiée; elle y est venue... On avait appris quelque chose alors, et lorsque les pourparlers au sujet de la conférence inter-alliée de Hughes n'aboutirent pas à cause des réserves de la France, on ne blâma même plus la France; on regretta peut-être, mais d'emblée on admit que les arguments de la France, — qu'on ne connaissait pas, — ne devaient pas être méprisables.

Et c'est où nous en sommes aujourd'hui — en bon chemin.

Albert Schinz.

(1) Ils se grisent de leur importance. Qu'on nous permette un exemple observé personnellement. Un jeune historien avait recueilli des applaudissements pour un discours qu'il commençait à peu près ainsi : « Il est temps enfin qu'on nous débarrasse des légendes qui font attribuer à l'Allemagne la seule responsabilité de la guerre » ... Et il dit ce qu'on peut imaginer. Comme nous lui demandions s'il était bien sûr que la France était si impérialiste que cela, il répondit avec un accent vainqueur : « La France! elle vient encore d'annexer une partie de la Suisse ». Il faisait allusion à l'affaire des zones du pays de Genève. On apprécierа la conscience des *historiens* qui veulent penser autrement que les simples, et qui profitent si effrontément de l'ignorance de leurs auditeurs. *Ab uno disce ... multa!*

LES NOUVELLES TENDANCES DU ROMAN FRANÇAIS

L'ÉPOQUE DU MICROSCOPE ET DU CINÉMA

« Pour être reconnus, — dit Marcel Proust, — le peintre original, l'artiste original procèdent à la façon des oculistes. Le traitement par leur peinture, par leur prose, n'est pas toujours agréable. Quand il est terminé, le praticien nous dit : Regardez maintenant. Et voici que le monde, qui n'a pas été créé en une fois mais aussi souvent qu'un artiste original est survenu, apparaît entièrement différent de l'ancien mais parfaitement clair... »

Marcel Proust explique aussi qu'il lui arrive souvent, lorsqu'il lit un roman très moderne, de ne pas pouvoir aller jusqu'au bout d'une comparaison. Il n'est pas suffisamment agile.

« Je reprenais mon élan, m'aidais des pieds et des mains pour arriver à l'endroit d'où je verrais les rapports nouveaux entre les choses. Chaque fois, parvenu à peu près à la moitié de la phrase, je retombais comme, plus tard, au régiment, dans l'exercice appelé portique. Je n'en avais pas moins pour le nouvel écrivain l'admiration d'un enfant

gauche, et à qui on donne zéro pour la gymnastique, pour un autre enfant plus adroit. »

Le mot « gymnastique » est heureux et dit bien ce qu'il faut dire. Ce n'est pas la gymnastique prétentieuse des acrobates de profession qui annoncent leurs exercices à grand fracas, mais la feinte négligence de ces jongleurs de cirque qui, déguisés en jocrisses, réussissent, au milieu de mille facéties, des tours d'adresse beaucoup plus difficiles que ceux qu'exécutent gravement leurs collègues en maillot collant. L'ère des littérateurs en habit noir, qui saluent leur public avant d'avoir l'honneur de se livrer devant lui à une analyse sentimentale, est passée. Octave Feuillet, le parfait romancier de salon au temps de l'Impératrice Eugénie, ne trouverait pas un éditeur et les lecteurs qui se croient les moins « touchés » par les modes modernes qu'ils déplorent, bâilleraient aux premières pages du *Roman d'un Jeune Homme Pauvre.*

Un jeune romancier, Marcel Arland, écrit : « Avant toute littérature, il est un objet qui m'intéresse d'abord : moi-même. De cet objet, je cherche à m'approcher par les plus purs moyens qu'il m'est possible de trouver. La littérature, qui est le meilleur d'entre eux, ne nous séduit plus guère qu'en ses rapports avec nous-mêmes et selon l'influence qu'elle peut avoir sur nous ».

La fiction actuelle, — car, tout de même il faut reconnaître que c'est une fiction — est que nos jeunes auteurs se livrent à leur gymnastique uniquement pour le plaisir. Ce sont des jeunes hommes qui, chaque jour, pratiquent par hygiène ou sport, des exercices de désarticulation. Ils nous laissent entrer dans la pièce où ils s'amusent, de matin en matin, à se disloquer un peu plus, pour vérifier la souplesse de leurs membres et la puissance de leurs muscles.

En fait, il est piquant de constater que jamais la publicité commerciale faite autour des romans n'avait atteint l'intensité de cette période où il est précisément spécifié que les auteurs ne se soucient pas du public. Les acrobates en chambre se trouvent avoir, sur les tréteaux extérieurs, les meilleurs faiseurs de parade qui aient débité le boniment depuis des siècles. Hâtons-nous d'ajouter qu'il est certainement vrai que les acrobates en chambre, ou tout au moins notable partie d'entre eux, se complaisent réellement à leurs exercices de virtuosité. Marcel Proust ne se préoccupait pas d'achalander le public.

Après la lecture de nombreux romans de jeunes, l'on est frappé de la façon presque générale d'écrire par suggestions, avec des omissions volontaires que le lecteur doit combler. Il ne s'agit plus de délayer, de donner des détails abondants que le lecteur sauterait avec ennui. Les « nègres » qui rédigeaient les parties géographiques ou pittoresques de certains romanciers de la fin du XIXe siècle sont réduits à mourir de faim ; les intercalages documentaires sont devenus impossibles par suite d'une sorte de raffinement dans l'art du roman qui exige, pour les lecteurs les moins sensibles, que tout soit fait « à la main » et de la même main. En outre, une éducation générale du public a développé un goût de la devinette et du rébus. Jean Giraudoux, qui a rajeuni les comparaisons et qui a voulu de même rajeunir les périphrases, écrit : « Rehaussés de rouge là d'où partent leurs paroles, de bleu là d'où partent leurs regards, les visages des femmes... » Cela veut dire : « Les lèvres peintes en rouges, les yeux soulignés de bleu... » mais c'est plus piquant, parce que l'esprit reste en suspens un petit temps très court avant de comprendre. C'est ainsi que, pour forcer l'attention des élèves, le bon maître d'école commence une phrase, s'arrête à mi-chemin et laisse sa classe, enchantée de sa perspicacité, hurler les derniers mots à haute voix. Les romans actuels sont semés de pièges destinés à punir et dérouter le lecteur qui va trop vite, s'engage nonchalamment dans une page, convaincu de savoir d'avance où l'on le mène et qui interrompt brusquement, avec un sursaut, parce qu'il trouve des noms d'hommes où il attendait des noms de villes ou le contraire.

Au point de vue, non seulement du style mais du récit, un grand nombre de romanciers, écrivant dans le ton le plus classique, pratiquent la méthode des coupures. Claude Farrère dans l'*Homme qui assassina...* a merveilleusement réussi à suggérer l'épisode du guet-apens au cimetière, et Pierre Benoit, le type de l'auteur du roman d'aventures, pousse la méthode jusqu'au défi. Il procède absolument à la manière des metteurs en scène du cinéma. Certains passages de films sont poussés dans les moindres détails et des épisodes entiers complètement sautés. Il est d'ailleurs probable que la technique du cinéma a fortement influencé les romanciers comme les peintres. Mais ceci mériterait toute une étude. Retenons seulement que le lecteur désire avoir, dans les livres, sa part de création ; il veut se prouver qu'il est intelligent, qu'il peut remplir des lacunes et faire des raccords. Il soupire d'aise lorsque, après avoir hésité, il a compris. La joie d'être parvenu enfin à franchir le portique est d'autant plus réelle que la difficulté était plus grande. Nous sommes une génération qui a besoin d'effort et de mouvement.

Les romanciers actuels ont également en commun, presque tous, un souci de fidélité dans le détail à la réalité. Ils n'admettent plus qu'il faille faire

la toilette des émotions ou des pensées pour les présenter au public et qu'il y a, dans les projets, les souvenirs, les imaginations d'un individu une quantité de choses trop baroques pour pouvoir être écrites. Jean Giraudoux, qui compte certainement parmi les précurseurs, raconte dans un livre déjà ancien et bien antérieur à la guerre *(L'Ecole des Indifférents)* que son jeune héros avait deux mots qui étaient ses favoris : « ... deux mots entendus je ne sais où, réunis je ne sais comment, par lesquels je désignais tout ce que j'aimais, le mot *acacia* et le mot *indomptable*. Ils signifiaient chacun tout ce qu'on désire et qu'on ne peut atteindre en étendant la main. Réunis, ils désignaient Renée Amélie et, dans les deux lettres que j'écrivis à son père, je m'ingéniai à les disposer comme on place, dans les maisons nouvelles, au milieu des autres pierres, un moellon creux et sans apparence qui contient des pièces d'or ».

Ce passage représente très bien la fidélité dans le détail dont nous parlions tout à l'heure. C'est du réalisme psychologique. Beaucoup de gens, qui ne sont plus des enfants, connaissent des enfantillages de ce genre. Il n'en est aucun qui l'aurait avoué il y a cinquante ans ; mieux, il en est très peu qui en auraient pris conscience. Nos facultés d'observation ont pris une acuité nouvelle ; elles sont plus minutieuses et moins puissantes. Nous passons à une différence de méthode comparable à celle qui existe entre l'examen à l'œil nu et l'examen au microscope. Nous changeons d'échelle. Regarder une goutte d'eau trembler sur une feuille et la décrire comme on la voit, ou regarder la même goutte d'eau sur la même feuille mais à travers un verre grossissant qui y fait apparaître une multitude de particules en mouvement, ce n'est pas du tout la même chose.

On peut dire aussi que, naguère, on cherchait à tracer la courbe moyenne d'un sentiment et que maintenant on entre dans tous les zigzags qui composent la courbe.

La première conception des romanciers est forcément une conception de peintres qui, après avoir étudié et noté divers aspects d'un objet changeant, créent un aspect qui correspond à l'impression moyenne qu'ils ont ressentie. La photographie, lorsqu'elle fut découverte, parut immédiatement moins « exacte » psychologiquement que la peinture parce qu'elle immobilisait le mouvement dans un épisode arbitraire qui se figeait pour l'éternité. Mais, depuis, nous avons eu le cinéma, et l'essence du cinéma est précisément de suivre le mouvement dans ses plus infimes détails. Une technique dérivée du cinéma consiste à ralentir de temps en temps le rythme de déroulement du film afin de décomposer quelques gestes essentiels. Ainsi présente-t-on des sauts d'athlète ou des vols d'oiseau. Ainsi le romancier s'amuse-t-il à présenter un court moment d'émotion qui est réel, qui fait partie d'une courbe vraie de sentiment et qui ne correspond pourtant nullement à la moyenne de la courbe. Il faut un doigté très spécial pour réussir ce genre de psychologie et nos jeunes auteurs y excellent. Cela fait partie de leur gymnastique quotidienne.

L'observation des infiniment petits nous mène directement à nous intéresser particulièrement au côté « chimique » de la psychologie. C'est l'action des animalcules incluse dans la goutte d'eau qui préoccupe la majorité des jeunes. Évidemment, un brusque coup de vent peut faire chavirer la feuille sur laquelle tremble la goutte, c'est l'aventure extérieure, le drame mécanique que beaucoup persistent à traiter, mais l'action des infusoires qui troublent la goutte d'eau, la corrompent, la modifient de l'intérieur, paraît plus délicate et plus importante parce qu'elle est plus inéluctable et tient davantage à l'essence même de l'individu. Ce sont ses aspirations, ses dégouts, ses tendances qui créent les faits ou les transforment. Un autre être, en présence de circonstances analogues, réagirait tout autrement.

Dès la première moitié du XIXe siècle, Benjamin Constant écrivait : « Les sentiments de l'homme sont confus et mélangés ; ils se composent d'une multitude d'impressions variées qui échappent à l'observation ; et la parole, toujours trop grossière et trop générale peut bien servir à les déguiser mais ne sert jamais à les définir... »

Si le problème est posé depuis longtemps, il semble qu'il soit particulièrement étudié de nos jours. L'on a répété que les écrivains de la jeune école sont secs, je dirais plutôt qu'ils sont dépouillés. André Gide, dont il faut bien constater qu'ils ont presque tous subi l'influence, qu'ils l'admettent ou qu'ils s'y refusent, André Gide termine la préface de *L'Immoraliste* en disant :

« Au demeurant, je n'ai cherché de rien prouver, mais de bien peindre et d'éclairer bien ma peinture ».

Nos « jeunes » cherchent à bien peindre et, surtout, à peindre avec des yeux neufs. Comme l'indique Marcel Proust, dans le passage que je citais au début de l'article, « le traitement par leur peinture n'est pas toujours agréable », il a le mérite de fournir des éléments nouveaux à des rétines qui ne savent plus percevoir les sensations trop familières et qui ont besoin d'un oculiste pour éprouver délicieusement qu'il existe des couleurs et des mouvements, ou, tout au moins des nuances et des attitudes qu'elles ne soupçonnaient pas.

Camille MARBO.

ATHENES A SAINTES (1)

Au couchant du soleil la Béotie accourt
Dans notre antique arène en clamant son amour,
Célébrant le poète en verve dont la lyre
Ressuscite pour nous le grand art qui se mire
Dans la source où jadis puisèrent les aïeux.
Dans ce merveilleux site, à l'ombre, sous les cieux,
Nous allons respirer le parfum de l'Héllène,
L'émouvante senteur du peuple qui s'amène
Et les vaillants exploits d'Héraklès l'inspiré;
Du grand, du fort, du beau, de l'homme désiré,
De celui que la gloire entoura d'un cilice,
D'un affreux vêtement, puis lança dans la lice.
Tunique de Nessus, la purification,
Épreuve empoisonnée et juste expiation.
Oui, ce soir on verra de ces grottes profondes
Surgir les disparus idoles des vieux mondes;
Les vertus, le courage indompté, les actions
Des guerriers pleins d'astuce et dissimulation.
De Nessus la vengeance et perfide et cruelle
Et la brûlure atroce, inhumaine, mortelle;
Tout l'éclat de la Grèce et la rigueur des dieux
Dans la douce Charente ici près de nos yeux.

Protégeant les gradins de son souffle mystique,
Le clocher, flèche grise et de ligne esthétique,
En confiant au vent les sons harmonieux
Des cloches, cris perlés d'un rosaire précieux,
Retient alors sur lui d'une blancheur de pierre
Les rayons que Phébus jette à la terre entière,
Mais bientôt Astarté va chasser le soleil,
Le saphir régnera submergeant le vermeil.
La nuit, tendrement, tombe, endeuillant le calvaire
De sa sombre clarté. Déjanire, l'austère
Victime en sa beauté va souffrir en son cœur,
Dans ses sens, dans sa chair d'épouse, amante, sœur,
Elle aime; son martyre, digne de récompense,
Devrait sur son époux attirer la clémence.
Dans leur course nocturne en la voûte filant
Les étoiles d'or pur s'élèvent en tremblant.
Les héros de Berton, ceints de gloire éternelle,
A leur tour rejoindront la phalange irréelle,
Et notre vieux théâtre, à ceux de la cité
Assemblant ses joyaux, son foyer tant cité,
Ses jointures d'antan et ses dalles roussies,
Ses murs étincelants près des planches noircies,
Raconteront la Grèce, ensuite un long parcours
De nobles tragédiens, ceux qui vivront toujours,
Malgré le sort du temps, loin d'Athènes et Rome.
Venez sur notre sol si fertile en grands hommes,
Venez nous rajeunir, vous, les vaillants guerriers,
La serpe du poète a cueilli vos lauriers.
Venez Junon, Cerès et les jeux Olympiques,
Démosthène et Socrate, et l'éloquence antique,
Phidias, Euripide, Esope et puis Platon,
Les athlètes, Ajax, Polux, Agamemnon,
Quittez le Parthénon et les jeux et les joutes;
Oui venez, Terpsichore. O chars ornez nos routes!
Déjanire croyait verser philtre d'amour
A l'infidèle époux espérant son retour.
« Sauve-le. Jupiter », implore en vain, Alcmène
Sa mère. Le destin à son trépas le mène.
La Pythie a prédit; le perfide vengeur
Nessus trame la mort d'Héraklès grand vainqueur,
Du grand parmi les forts que la légende vante,
Qu'en vers majestueux tout le lyrisme chante,
En ses douze travaux, récits prestigieux
Dont la mythologie a fait le « Merveilleux ».
Mais la Justice est là, les torches allumées.
Héraclès souffrira; ses chairs sont consumées.
Nessus sera puni! tout crime est châtié,
Ici-bas pour chacun point n'est de pitié.

Je vois l'Olympe en fête, Hercule et Déjanire,
Lui, du bûcher fumant dans la foule en délire
Elle quittant la terre en suivant son « Amour »
S'envolent dans l'Eden au bienheureux séjour.

Là, couronnés de myrthe et de roses célestes,
Les nouveaux demi-dieux penchent leurs palmes [vertes,
Vers l'Immortalité.

Saintes, 12 août 1923.

(1) Prologue de la duchesse de Rohan, douairière. Récité par Madeleine Roch le dimanche 12 août, dans les Arènes de Saintes avant la tragédie de Héraclès de René Berton.

LES ENNEMIS DE MOLIÈRE

De son vivant, Molière a eu des ennemis; le contraire nous étonnerait. On n'étale pas sur la scène, à la risée du public, les ridicules de toutes les classes sociales, — de celles du moins qui comptaient de son temps, — sans s'attirer le mécontentement d'un grand nombre, et la haïne de quelques-uns. Et l'on s'explique aisément la colère des précieuses, celle des marquis, des médecins, des pédants, des cuistres, des tartufes, des Arnolphes, des prudes, des coquettes, etc.... les personnages de sa comédie ressemblaient à trop de contemporains, et leur ressemblaient de si près, que cette fidélité dans le portrait devenait singulièrement gênante, et légitimait, en une mesure, l'exaspération des originaux.

Et puis, Molière était tout à la fois, auteur, chef de troupe et comédien; il faut donc compter, ici, avec l'inévitable jalousie de ses confrères en ces différents emplois, — si j'ose ainsi m'exprimer — ; et en conséquence, il est nécessaire de faire la part de l'envie de tant d'auteurs médiocres, ou d'un talent moyen, qui, bien qu'écrasés par son génie, ne voulaient cependant voir en lui qu'un confrère plus chanceux, et, par-dessus tout, jouissant de la faveur déclarée du Roi; et qui, incapables de se résoudre à reconnaître la supériorité du génie, se contentaient, sans doute, de penser de lui ce que Casimir Delavigne devait un jour formuler à l'égard de Victor Hugo : « Ce n'est pas fameux, ce que fait ce diable d'homme, mais cela empêche de trouver bon ce que je fais! » De là, évidemment, animosité, malveillance, rancune; de là aussi les mots désobligeants qu'on fait courir, les anecdotes qu'on colporte; tout ce que la vanité froissée peut inventer contre un concurrent plus heureux. Et parce que Molière est chef de troupe, qu'il joue presqu'uniquement ses propres pièces, et retire, par le fait même, un bénéfice plus considérable de son entreprise, n'est-ce pas encore un motif suffisant de jalousie? Et de plus Molière est comédien et excellent acteur comique, — si, à la vérité, il est un piètre tragédien, — et ceci ne suffit-il pas à lui assurer des envieux? On comprend donc qu'il ait eu de nombreux ennemis, et que, selon leur humeur ou la qualité de leur esprit, ceux-ci se soient attaqués les uns à son œuvre, et à sa morale, d'autres à sa vie privée, ou encore à sa personne, et jusqu'à ses infirmités.

Par-dessus tout, — et sans compter, qu'à l'ordinaire, les contemporains sont des juges peu sûrs, — il ne faut cependant pas oublier (c'est presque une naïveté de le remarquer, mais en vérité on n'y pense guère), qu'au regard de son temps Molière n'était pas et ne pouvait pas être ce qu'il est pour nous, le Maître, le créateur génial de la Comédie, le minutieux et si profond observateur que nous admirons; il était en plein dans la lutte, loin d'être entré dans cette gloire tranquille que le temps peut seul assurer au génie, et qui fait de ceux auxquels il l'accorde des êtres à part, qu'il n'est plus au pouvoir de personne, — on l'a dit précisément à propos de Molière, — ni de grandir, ni de diminuer.

Aussi bien, quand on rencontre, en étudiant la vie de Molière, les pamphlets qui coururent sur lui, on peut sans doute s'étonner du manque de talent ou de bonne foi dont ils témoignent, mais on n'éprouve aucune surprise à constater chez leurs auteurs le caractère nettement affirmé d'ennemis. Ils avaient des motifs de circonstance, ou obéissaient à des sympathies contraires, et ce leur était une excuse suffisante, — si elle est à nos yeux sans valeur.

Certainement en écrivant « les Véritables Précieuses », Saumaize restait fidèle au rôle qu'il s'était assigné, — et qui devait devenir, semble-t-il une vocation, — de défenseur de la Société précieuse; et, de fait, il n'a jamais écrit sur d'autres sujets.

Pour Donneau de Visé, le fondateur du *Mercure Galant*, — cette publication que La Bruyère déclarait « immédiatement au-dessous de rien », s'il attaqua l'Ecole des Femmes, dans les « Nouvelles nouvelles », il ne cherchait, en le faisant, que l'occasion d'une « copie » capable d'intéresser ses lecteurs, et il n'avait pas non plus d'autre but, quand il écrivit « Zélinde », et la « Réponse à l'Impromptu de Versailles », dans « les Diversités galantes ». Homme intrigant, toujours en mouvement, toujours en quête de nouvelles, véritable type de « reporter », — l'un de ceux qui ont deviné et fait pressentir la puissance de la Presse; au reste dénué de tout talent, et, pour cela même, abordant tous les genres : tour à tour auteur comique, auteur tragique, chroniqueur, voire historiographe de France ; en somme un personnage un peu louche; mais parce qu'il était, avant tout, un opportuniste et un malin, quand il vit la faveur se porter formellement du côté de Molière, il eut soin de se réconcilier avec lui, et il défendit « le Misanthrope ».

Un même désir d'attirer sur soi l'attention du public a poussé Boursault à se reconnaître dans « Lysidas », et à écrire « le Portrait du Peintre »; gaminerie de jeune, — il n'avait encore écrit que cinq actes en trois pièces, au reste fort médiocres, — gaminerie qu'on peut, et qu'on doit même lui pardonner, pour deux raisons : d'abord, à cause de la manière un peu brutale dont Molière l'exécuta dans l' « Impromptu »; et de plus, parce que, en réalité, il valait mieux que sa regrettable boutade. Il eut, en effet, la réputation d'un fort honnête homme, et même celle d'un bon écrivain, et s'il nous apparaît quelque peu ridicule, c'est que, selon la remarque très juste de Victor Fournel, il eut ce « malheur d'être l'adversaire de trois des plus grands écrivains de son temps : Molière, Boileau et Racine »; et comme nous ne lisons pas ses œuvres, nous en sommes restés à l'apostrophe de « l'Impromptu » : « Le beau sujet à di-« vertir la Cour que M. Boursault; je voudrais « bien savoir de quelle façon il faudrait l'ajus-« ter pour le rendre plaisant, et si, quand on le « bernerait sur un théâtre, il serait assez heu-« reux pour faire rire le monde. Ce lui serait « trop d'honneur que d'être joué devant une au-« guste assemblée; il ne demanderait pas mieux; « et il m'attaque de gaîté de cœur, pour se faire « connaître de quelque façon que ce soit. C'est « un homme qui n'a rien à perdre... » On le voit, Molière avait eu la main lourde. Boursault ne répondit pas, il jugea la leçon suffisante; et il estima, sans doute, qu'il la méritait, car plus tard, après la mort de Molière, il fit amende honorable, sans aucun éclat, dans le secret de lettres qui n'étaient pas destinées à être rendues publiques, ce qui prouve de façon certaine la sincérité de ses sentiments. Il écrivait, en effet, à la marquise de B*** : « Corneille et Molière sont « au-dessus de tous les éloges qu'on peut leur don-« ner; l'un à qui Racine aurait cédé pour le sé-« rieux, et l'autre à qui tout le monde doit céder « pour le comique »; et dans une autre lettre à l'acteur Raisin, il déclarait : « Quand vous avez « dit que Molière ne faisait pas mieux les vers « que moi, c'est une hérésie, dont je serais au « désespoir d'être soupçonné. »

Ces sentiments honorent Boursault. Au reste Molière exécuta durement ce jeune homme sur un renseignement sans doute inexact, — car *le Portrait du Peintre* fut joué quelques jours après *l'Impromptu*; c'était donc une vengeance avant la lettre, et sans doute il se fût montré moins sévère s'il eût mieux connu cette satire, qui ne méritait pas un si dur traitement.

Mais, après tout, le génie n'entraîne pas la perfection, — même dans la totalité de l'œuvre, à plus forte raison, n'a-t-il rien à voir avec les défauts de l'homme privé. Dès lors, pourquoi ne pas l'avouer? Molière avait des défauts, et en particulier, il était susceptible et facilement irritable à l'endroit de son art; ceci ne serait rien; le tort était qu'en s'accordant licence entière de tout dire, il refusait à ses contradicteurs la liberté d'en user de même. Et je veux bien que, la plupart du temps, il ait eu raison contre eux, et que son humeur, à leur égard, s'appuyait de sérieux motifs; tout de même, c'était bien, chez lui, un défaut de caractère, et s'il nous plaît, aujourd'hui, de passer sur cette imperfection, en faveur de son génie, et parce que, après tout, elle ne nous gêne en aucune façon, ses contemporains trouvaient, légitimement, sa prétention exagérée, et cela même les incitait à l'attaquer.

L'Impromptu de Versailles avait permis à Molière de livrer au ridicule, non seulement Boursault, mais tous ceux qu'il regardait comme ses ennemis, et, au premier rang, les Comédiens de l'Hôtel de Bourgogne et leur chef Montfleury. Le fils de ce dernier répondit par une pièce de circonstance, qui, représentée chez M. le Prince, s'intitula de ce fait, *l'Impromptu de l'Hôtel de Condé*. Son dessein était de venger son père des railleries sanglantes de Molière, et, du même coup, de réhabiliter l'Hôtel de Bourgogne, bafoué, ridiculisé, et, dans une mesure, mis en péril, par la vigoureuse et spirituelle critique de Molière. Toutefois, il mit dans sa réplique suffisamment de retenue et d'esprit, et se borna à une critique sur l'auteur et le comédien.

Son père n'y avait pas mis tant de délicatesse; il employa plutôt la manière forte, et accusa Molière d'inceste, dans une requête au Roi. Nous connaissons le fait, uniquement par une lettre de Racine, qui écrivait, au mois de novembre 1663, à l'un de ses amis : « Montfleury a fait une « requête contre Molière, et l'a présentée au Roi. « Il accuse Molière d'avoir épousé sa propre « fille; mais Montfleury n'est pas écouté à la « Cour. »

« Il faut noter, dit à ce propos Bazin, que « personne au monde n'a vu cette requête, que « nul, en son temps, n'en a parlé, qu'elle demeu-« ra sans effet, et qu'aucun de nous n'en aurait « soupçonné l'existence, sans le soin charitable « que mirent Racine, le père, à en donner avis « dans une lettre, et Racine, le fils, à nous con-« server ce témoignage d'une assez froide « amitié. »

On le sait, du reste, pas plus que la douceur,

la reconnaissance n'était la qualité dominante de Racine; au moment où il écrivait cette lettre, sans trouver un mot de protestation contre l'infamie de Montfleury, il se disait l'ami de Molière, qui l'avait accueilli, et, dit-on même, aidé de sa bourse, et qui allait jouer sa pièce des « Frères ennemis ». Racine est un génie, c'est peut-être le plus pur de nos écrivains, mais il était, en son privé, un assez pauvre individu. Il l'a prouvé par sa conduite à l'égard de *Port-Royal,* de Corneille et de Molière; comme auteur, il n'eut jamais cette foi robuste en lui-même, cette conscience nette de son génie, que Corneille avait à un si haut point, et qui donnaient à Molière cette belle audace et cette ardeur combative qui nous ont valu ses plus beaux chefs-d'œuvre; c'était un faible, égoïste, jaloux, rancunier, sans franchise, malveillant, doutant volontiers des autres et de lui-même; n'ayant pas le courage de défendre son œuvre, l'abandonnant et la reniant, même; moins, certes, comme on a accoutumé de le dire, pour lui trouver une excuse, par scrupules de conscience, que par veulerie de caractère et manque de confiance en sa valeur. En résumé l'homme ne valait pas grand chose; mais l'écrivain est admirable.

Jusque-là, Molière n'avait eu pour ennemis que des écrivains ou des comédiens jaloux; l'apparition de *Tartufe* lui en créera dans tous les milieux, ou pour le moins lui suscitera des adversaires, car ni Bossuet, ni Bourdaloue ne furent ses ennemis; et le seul qu'il ait rencontré dans les dernières années de sa vie, c'est un inconnu, dont on ne sait rien, si ce n'est qu'il s'appelait Le Boulanger de Chalussay, — c'est du moins le nom qui figure sur le privilège de son pamphlet « Elomire hypocondre ou les Médecins vengés »; factum d'une telle platitude, que Molière dédaigna d'y répondre, et qu'à l'époque, on n'y prêta aucune attention. Cependant, ce pamphlet nous a fourni sur la vie de Molière quelques renseignements intéressants, et c'est le seul motif que l'on ait d'en faire mention.

J'ai pu, dans ce qui précède, me donner l'apparence de plaider pour les ennemis de Molière les circonstances atténuantes; il n'en est rien. Dans ma pensée, les torts ou les ridicules qu'ils se sont donnés restent entiers; et j'ai seulement voulu dégager les préoccupations auxquelles ils avaient obéi : préoccupations de vanité, d'égoïsme, — motifs en vérité très humains, dira-t-on; et c'est tant pis, si pour être humains, en ce sens, il faille qu'ils soient si peu nobles; mais enfin, ils obéissaient, pour la plupart, à la loi de la lutte pour la vie, quand ils cherchaient à discréditer un concurrent plus heureux; et à défaut d'être une excuse, c'est du moins une raison qu'on peut donner de leur conduite.

Il n'en va plus de même, quand il s'agit d'un ennemi qui écrit deux cents ans après la mort de l'auteur. Or, il s'est trouvé, au milieu du XIXe siècle, un écrivain de talent, pour reprendre à son compte, avec une véhémence rare, toutes les critiques, tous les reproches qu'on a adressés à Molière, et, ce qui est plus grave, toutes les infamies qu'on lui a prêtées. Cet ennemi posthume, c'est Louis Veuillot.

On a beau connaître les procédés de cet éminent polémiste, l'ardeur un peu maladive qu'il portait dans la discussion, et qui allait parfois jusqu'à la frénésie, l'entraînant alors à des écarts de langage, qui l'ont fait un jour traiter « d'insulteur public »; on se demande comment un écrivain de sa valeur a pu méconnaître à ce point le génie de Molière, et a pu prendre plaisir à salir sa mémoire et à rabaisser l'une des plus hautes de nos gloires littéraires, et le génie certainement le plus clair qui ait jamais existé, et celui dont l'œuvre, admirable de profondeur dans l'observation, a le moins vieilli, même dans sa forme.

C'est que Molière a touché à la Religion; il a écrit *Tartufe* et *Don Juan,* et, pour Veuillot, ces deux pièces sont abominables. Parce qu'il les a faites, Molière mérite le mépris et la haine de tout chrétien. Et dès lors, il n'y a pas de ménagements à garder avec un homme capable de mettre sur la scène un vrai dévot et de s'en moquer, et cela au point qu'à l'avenir toute dévotion paraîtra fausse, car Molière a marqué Orgon et Tartufe d'une si forte empreinte qu'il a pour toujours fixé les deux types du vrai et du faux dévot.

Le plus curieux, c'est que Veuillot le croyait; et l'on me dira qu'il n'est pas le seul et qu'il s'est trompé en bonne compagnie; qu'au moment même où parut Tartufe, Bourdaloue s'en indigna, et que le Prince de Conti fulmina contre *Don Juan;* que l'archevêque de Paris interdit *Tartufe,* comme l'avait fait le Premier Président. C'est exact, mais cela ne prouve rien, sinon qu'il n'est pas le seul à n'avoir pas compris la pensée de Molière. Peut-être, après tout, celle-ci était-elle si simple qu'elle ne pouvait suffire à ses contemporains qui, en pleine querelle du jansénisme, ont voulu voir dans *Tartufe* une critique du « parti ». Je ne crois pas que Molière ait voulu prendre position dans une affaire de pure théologie; mais qu'il ait voulu montrer le

ridicule du Jansénisme, c'est certain. Seulement, j'ajoute qu'en le faisant, Molière n'a jamais pensé qu'il touchait à la vraie dévotion.

Mais Veuillot n'y regardait pas de si près. La religion était mise en jeu, cela lui suffisait, il partait en campagne, et avec quelle violence! on s'en doute, sans même l'avoir lu, car malheureusement, il n'a jamais eu de mesure en rien; même, si j'ose dire, dans sa conversion.

Elle fut subite, on le sait; il trouva dans une audience du Pape son chemin de Damas; et depuis, il devint aussi profondément croyant qu'il l'était peu, et aussi intolérant dans sa nouvelle croyance qu'il était capable de l'être par caractère. Et à propos de son intolérance, je remarque qu'elle s'excuse du fait même de sa conversion; il n'avait pas toujours été de la « maison »; il en prit l'air, sans doute, mais il lui manqua de l'avoir respiré dès l'enfance; il ne sut pas être simple, parce qu'il voulait trop bien faire. D'autre part, il y a dans l'Eglise catholique trois courants, qui sont représentés par les trois plus grands des apôtres; le courant de la discrétion, avec Pierre, celui de la vie intérieure, avec Jean, celui de la vie militante, de la lutte, avec Paul. Quiconque appartient véritablement à l'Eglise catholique se trouve nécessairement, et je dirai inconsciemment, par tendance de caractère, dans l'un de ces courants; Veuillot appartenait à celui de la vie militante et de la lutte, et il y portait toute la fougue et parfois l'intempérance de son tempérament de polémiste. Or, depuis sa conversion, il s'était donné pour tâche de défendre Dieu et la Religion. Celui qui lui paraissait l'ennemi de Dieu ou de la Religion devenait son ennemi, et il le traitait en conséquence. Il faut bien reconnaître qu'il manqua souvent de charité; mais non, comme on l'a dit, de sincérité. Personne, au rebours de ce qu'ont pensé et dit certains de ses adversaires, personne n'a été plus profondément croyant que lui; malheureusement, personne ne l'a été avec davantage de roideur, de formalisme et d'intransigeance, avec plus d'arrogance, même, par moments; et c'est dans ce fait qu'il faut chercher la raison de cette malveillance et de cette suspicion, dont sa croyance a été l'objet de la part d'excellents esprits. Il ne leur a pas paru possible qu'on pût être sincère avec une pareille extravagance. Il l'était pourtant; il l'était au point de subir la hantise de sa croyance, et jusque-là qu'elle annihilait la droiture de son jugement.

C'est précisément ce qui est advenu à propos de Molière; et il lui est arrivé de dénaturer l'œuvre entière du grand comique, au point de déclarer Alceste « un héros de fausse vertu »; ce qui est, en critique, le dernier degré d'incompréhension; car, à la rigueur, on lui passerait sa rage contre Tartufe et Don Juan; mais s'en prendre à Alceste, c'est afficher un parti pris qu'aucune des pauvretés qu'il a trouvées pour appuyer son raisonnement et légitimer sa critique ne sont capables ni d'atténuer, ni d'expliquer.

En dénaturant, sciemment, l'œuvre de Molière, en lui prêtant des sentiments hostiles envers une religion et une morale qu'il ne songeait aucunement à attaquer, Veuillot a commis une action blâmable, et un acte d'improbité littéraire; il le savait parfaitement; il n'était pas plus dupe quand il vilipendait Molière que quand il ameutait tout le parti religieux, ou du moins celui dont il était l'oracle, contre Montalembert.

Ce sont ces écarts volontaires, — qu'il justifiait dans sa conscience, — soyons-en certains, par la grandeur du but qu'il s'était proposé et qu'il entendait atteindre malgré tout, même, par moments, aux dépens de la vérité, — qui l'ont disqualifié aux regards de beaucoup. Il ne comprit jamais que dépasser certaines limites, c'était nuire à la cause qu'il défendait et que son intransigeance éloignait plus d'indifférents de la Religion et de l'Eglise, que son talent très réel ne lui en pouvait ramener. On trouverait trop facilement, dans la collection de l'*Univers*, maints articles de lui, ou de tels de ses collaborateurs, qui ont fait, par leur outrance, plus de mal à la Religion, que toutes les représentations réunies de *Tartufe*. Je le demande, quel est le lettré, sans parti pris, n'ayant qu'une vague religiosité, qui n'hésiterait à embrasser une religion qui demanderait, pour qu'on en fût pleinement, de souscrire à ce jugement que Veuillot porte sur Molière, quand, parlant des critiques et des admirateurs de cet incomparable génie, il osait écrire : « Libre à de vains rhéteurs d'en-« tasser leurs phrases farcies d'adjectifs pour « faire un piedestal de courage à ce flatteur, une « couronne de franchise à ce menteur, une « renommée de vertu à ce corrupteur... »

N'est-ce pas, pourtant, ce que nous ferons tous, avec plus ou moins d'agrément ou de talent, mais tous, du moins avec une même sincérité dans l'admiration, un même respect pour l'œuvre admirable et sans égale que Molière nous a laissée ?

A. RENUCCI.

L'HISTOIRE

A L'OMBRE DE CÉSAR (1)

Déterminant la période qu'il voulait traiter dans l'*Histoire de la Nation française* de M. Hanotaux, M. Madelin y a mis de l'astuce. 1515 : « Mon fils, *mon César* est roi ! » C'est Louise de Savoie qui salue l'avènement au trône de François d'Angoulême. 1804 : « L'avènement de César... L'anarchie amène César... Dans une France enfin achevée, César régnait ». — Par qui achevée ? M. Madelin évoque les législes, soit de l'ancien régime, soit des Assemblées révolutionnaires (ce sont les mêmes ; et Lebrun, futur consul, architrésorier d'Empire et duc de Plaisance, est l'ancien « bras droit » du chancelier Maupeou), « ces ouvriers du monument que, sans leur concours, Bonaparte n'eût pu élever ». N'est-ce pas qu'ils avaient eux-mêmes, en dépit des aspirations de leurs contemporains à la liberté, tenu précieusement en réserve « le culte de l'autorité despotique » ? Ainsi seraient-ils d'accord avec le secret désir ou l'instinctif besoin des Français. Le « bon plaisir » des rois Valois rejoint le « bon plaisir » de l'Empereur. Au besoin, Bonaparte montera-t-il en forme cette théorie de la continuité : « Depuis Clovis jusqu'au Comité de Salut public, je me tiens solidaire de tout ». Parbleu ! Autrement, où serait sa force ? Ce n'est pas en vain que la nation l'acclame empereur de la République, marquant sa volonté de ramener chez elle la couronne de Charlemagne que les « Germains » ravirent autrefois aux « Gaulois ». — Charlemagne, non pas César. — Au surplus quand, en 1796, il l'entraînait à la conquête « des plus fertiles plaines du monde », ce n'était point le proconsul de Rome qu'il exaltait, devant elle, mais Annibal, coureur comme lui de la belle aventure italienne. De tels souvenirs aident à surprendre ce qui se cache d'artificiel et de trop voulu dans le plan directeur de M. Madelin. Et il est bien vrai que la Révolution demeure un « prodigieux achèvement » de notre tradition française, réalisé exactement par les « arrière-neveux de ceux qui conseillaient les rois ». Mais un tel achèvement ne se date pas spécialement de 1804.

Il se pourrait d'ailleurs que M. Madelin éprouvât quelque difficulté à mener à terme la démonstration de sa thèse. Car c'est d'une thèse qu'il s'agit. Ayant donc restauré Louis XIII en dignité, malgré sa « sombreur », en considération de son « magnifique orgueil de prince », il s'applique, à l'encontre « des romanciers, Michelet compris » (il faut bien sacrifier à la mode antiromantique du moment), à justifier l'entreprise de Richelieu de réduire la France à l'obéissance. Ainsi s'annonce la théorie de l'*ordre* et des *disciplines*, chère à toute une école historique d'aujourd'hui : « L'ordre partout, l'ordre toujours, — et l'horreur du désordre passé ».

Telle serait donc vers 1630 l'aspiration des « bons Français... Ils étaient la pensée d'un pays ramené à l'amour de toutes les disciplines, de celle du verbe à celle de l'âme. Une opinion d'abord troublée se formait, bientôt solide, compacte, magnifique par son unité, que, dans sa lutte contre les ennemis de l'autorité, du roi et du royaume, le cardinal sentira derrière lui ». Voire ! encore que Louis XIII, moins tendu que son ministre, ait en effet tenu à saisir parfois « l'opinion » des grandes affaires nationales. Combien plus probable serait cependant de s'en tenir à ce cri qui s'atteste général en ces temps de discordes civiles : « le roi et la paix ! » Disons plus justement : *la paix et le roi*, le roi comme garant de la paix, d'une « bonne paix », comme disent les bourgeois. Or, voici bien le tragique débat dont M. Madelin lui-même s'est vu obligé de formuler au moins la moitié des termes : réduite à l'obéissance par les moyens du cardinal, la France « était livrée au despotisme, si le roi qui allait venir était né pour l'autocratie ». Et quel Bourbon, après Henri-le-Grand, ne se sentait pas né pour une vocation si flatteuse ? Et il allait se trouver justement que tels autocrates ne sauraient pas, à cette France « obéissante », assurer les bénéfices d'une bonne paix..

Dès François Ier avait commencé la conquête des forces françaises par la monarchie désormais incontrôlée. Cette liberté politique que les Espagnols avaient naturellement réalisée dans leurs Cortès, que la noblesse et les villes d'Angleterre avaient imposée à leurs souverains, et pour l'organisation de laquelle le moyen âge français avait inventé les États-Généraux, expression des *ordres* du pays, la royauté du bon plaisir la supprime. A cette défaite de la tradition conspirent, avec l'ambition des rois, l'égoïsme du clergé et des nobles, l'avidité de la bourgeoisie en quête de fonctions lucratives et de faveurs de cour. Vers 1525, il est admis par les compagnies judiciaires que le monarque est placé « au-dessus des lois ». Plus de réunions d'États, sinon aux moments d'angoisse et pour tirer la couronne d'un mortel danger. Ces États, les derniers Valois font trop paraître qu'ils ne les regardent que comme un

(1) Gabriel HANOTAUX de l'Académie française. — *Histoire de la Nation française* ; tome IV. *Histoire politique* ; deuxième volume (de 1515 à 1804), par Louis MADELIN. Hors-texte en couleurs de Maurice Lobre et G.-L. Jaulmes. Illustrations en noir de G.-L. Jaulmes (Paris, Société de l'Histoire Nationale, Plon et Nourrit et Cie, 1924).

expédient de péril et de hasard. En vain, ceux de la Ligue, tout composés qu'ils sont de partisans, sauront clairement affirmer, sans poser la prétendue *loi salique* en « loi fondamentale de l'État » (M. Madelin devra en faire son deuil), la volonté nationale de ne pas se donner princesse ou prince étrangers, le système apparaît usé sans avoir jamais efficacement servi. Henri IV n'y croit pas, et c'est peut-être la pire condamnation pour cette représentation de l'ancienne France que ce dédain dont l'accable la plus vive intelligence des rois modernes. Qu'y gagnera cependant la nation, enregistré de plus l'avortement de 1614, sinon d'affirmer aux yeux de tous son manque d'esprit politique et de laisser le champ libre aux dernières entreprises des aristocrates « frondeurs » contre la sécurité du territoire et l'honneur du pays ? A défendre l'un et l'autre, un Louis XIV à son tour y gagnera d'établir son despotisme ; la royauté y perdra de voir s'affirmer chaque jour davantage son divorce d'avec la nation. A la fin du « grand siècle », il est grave (M. Madelin le souligne à bon droit) que la succession de Charles II d'Espagne soit regardée par beaucoup comme l'affaire personnelle du roi, qu'un d'Aguesseau appelle « l'homme de la nation » le cardinal de Noailles du simple fait qu'il soit consigné hors de la cour, qu'en 1716, tandis que le gouvernement « est à l'espagnole », l'opinion soit « à l'anglaise », et que le régent Philippe d'Orléans, désinvolte, questionne : « Au bout du compte, qu'est-ce que la nation ? » Plus avisé, Louis XV prétendra s'y incorporer de nouveau pour lutter contre les robins. Trop tard. Et c'est le successeur de Louis XIV qui, las de soutenir l'exact et pugnace Machault contre les insolences des privilégiés, occupé tout juste à regarder, « avec les yeux d'un journaliste d'opposition » s'agiter, les membres de son conseil, s'abandonne à leur sujet à cette confidence : « Je les laisserai faire ; qu'ils me laissent seulement quelques chevaux pour me promener ! » Formule d'anarchie, de cette « anarchie dépensière » où le marquis d'Argenson découvre dès 1743 la promesse d'une révolution, « certaine en cet État-ci ». A ce dernier roi fainéant, Maupeou, à qui M. Madelin se flatte de payer le plus insigne tribut d'admiration en le comparant au Bonaparte consulaire, arracha quand même la destruction des Parlements. Fit-il alors gagner à la monarchie, comme il s'en vanta, « un procès qui durait depuis trois cents ans » ? On en discuterait longuement, sans certitude. Ce qui est certain, c'est que Louis XVI, « âme molle dans un corps épais », écarta Maupeou, « dernier ministre de l'autorité », comme il allait écarter Turgot, « premier ministre de la philosophie », et que la royauté, reconnaissant la nécessité d'une grande réforme, s'attesta impuissante à rien réformer. Alors reparut l'idée traditionnelle du recours à la nation, mais rajeunie par l'enseignement de l'*Encyclopédie* et par l'appel des publicistes aux forces toutes-bienfaisantes de la raison. A la nation assemblée en ses États, le Turgot du *Discours sur les progrès de l'esprit humain* aurait soumis ce plan, longtemps médité, de « municipalisation » du royaume où M. Madelin découvre une ressemblance inattendue avec les articles bâclés de la constitution de l'an VIII. Mais, en 1789, Louis XVI n'eut pas de plan. Là-dessus, M. Madelin voudrait qu'il « se fît César » ! La nation, elle, voulait tout autre chose : à savoir une Constitution. Vœux contraires dont, aussi bien, le roi n'avait cure. Et ce fut la nation seule qui dut se charger de réaliser le dernier.

Au risque de le compromettre peut-être près de certains de ses amis, applaudissons à ces lignes capitales de M. Madelin : « Autant que des incohérences et des défaillances de la politique intérieure, c'est des vacillations de la politique extérieure, grosse de désastres, que la Révolution est sortie ». Comme il a raison ! Mais avouons qu'il n'a pas de chance, forcé qu'il est d'abandonner cette étude essentielle à ses collaborateurs, le diplomatique et le militaire. Sans quoi, combien aurait-il eu à noter d'occasions manquées pour réaliser cette bonne paix, promise en vain aux bourgeois de France ! Pour un traité de Westphalie ou des Pyrénées (1), œuvre profitable de ce « gredin de Sicile » que fut le Mazarin, que de traités de Madrid et de Cateau-Cambrésis, où « trois ou quatre gouttes d'encre noircirent nos gloires », de Ryswick et d'Utrecht, où commencent les grandes abdications, d'Aix-la-Chapelle, avec ses possibilités méconnues, de Paris, avec ses hontes, de Versailles même (celui de 1783), avec ses déceptions ! Nulle plus décevante toutefois pour une nation, restée « insolente » devant l'ennemi et qui, à Fontenoy, venait, au dire de Napoléon, de passer un nouveau bail de quarante années avec la monarchie, que cette négociation de 1748, voulue hâtée et sans bénéfices (sauf pour un infant espagnol et pour le roi de Prusse) par Mme de Pompadour, successeur de Fleury comme principal ministre. « La jupe rose de la marquise, écrit M. Madelin d'un style *cavalier*, devait remplacer la robe rouge du cardinal » (ah ! ce rose juxtaposé à ce rouge ! c'était bien la peine tout à l'heure de gourmander Michelet !). Seulement, de cette « guerre en dentelles », il y a maintenant en France des gens pour établir le compte par pro-

(1) Du 7 novembre 1659, et non du 4 juin 1658, comme une erreur d'impression le fait dire à M. Madelin.

fits et pertes. Et sans attendre que les cahiers, en 1789, dressent le bilan de la faillite militaire comme des autres, diplomatique, administrative et financière, Bernis lui-même en avait signalé l'origine : les défaites de la frontière n'étaient que les « fruits de l'anarchie ». Voilà à quoi l'on revient toujours. Or, s'il est une chose que la nation, maintenue en une longue enfance par le despotisme, mais devenue majeure pour avoir fait sa philosophie avec Descartes (1), ne pardonne pas, c'est la faiblesse dans le pouvoir, l'irrésolution dans la toute-puissance, l'anarchie dans la centralisation et l'abdication de l'autorité. La résignation à l'anarchie et, même après la victoire, l'acceptation de la paix stérile, qu'y a-t-il là pour satisfaire et pour retenir des Français ?

Résignés, eux ? Pas du tout. Que M. Madelin ne voie pas sans quelque dépit la réunion des États où le Tiers a déjà la force d'effacer la distinction des ordres, c'est qu'il sait bien que l'« autorité » ne va pas diriger le mouvement. Mais la nation ne doute pas d'elle-même. Même, à son travail de « régénération » elle souhaite d'associer le monarque qui lui vient de la vieille France : « Que-le roi, dira Brissot en 1791, soit patriote, et les Jacobins (ces types de bourgeois moyens) deviendront ministériels et royalistes ». Or, voici que le roi, comme il avait « consenti à moitié à la Révolution », consent aussi à moitié « à la connivence formelle avec l'ennemi ». L'affaire se réglera donc sans lui, non sans que les monarques étrangers, qui redoutaient naguère avec Joseph II de voir la monarchie de Versailles remonter « au delà peut-être de la convenance de l'Europe », aient forcé les Français à reconnaître que la fonction suprême de la Révolution, c'est la guerre, et que c'est dans un hymne belliqueux que s'exprimera désormais l'âme révolutionnaire, dans un *Chant de Guerre* pour l'*armée du Rhin*. A tous les faits d'héroïsme militaire qui mènent la France aux triomphants traités de Bâle et de La Haye, M. Madelin ne pouvait que faire allusion ; et c'est pourquoi les quatre-vingts pages de sa *Révolution* semblent maigres et de souffle court. En fait, l'idée de la guerre pour le Rhin et les trois barrières de montagnes se trouve si bien associée avec celle de la régénération du pays que tous, le Danton du 10 août et de 93 comme, au temps de la République vertueuse de Robespierre, les « comitards » du Salut public, la *faction des anciennes limites* aussi bien que Cambacérès et les tenants des frontières naturelles, veulent mener de front la réalisation d'une bonne paix avec le vote d'une bonne Constitution. En l'an III, ils ont cru posséder l'une et l'autre. L'imprudence fut à Sièyès d'introduire dans la cité, où le gouvernement des Assemblées n'avait pas encore trouvé son équilibre, le « soldat philosophe » qui devrait, à son estime, sanctionner les conquêtes pacifiques de la nation. Or, Bonaparte n'était rien moins qu'un « philosophe » ; mais c'était le plus grand soldat des temps modernes. Il allait remplacer l'égalité, que les révolutionnaires avaient appelée sainte, par l'honneur, au sens militaire du mot, et par des moissons renouvelées de la gloire des armes les garanties du gouvernement régulier. Ainsi Sully avait voulu faire de la France un beau domaine de labour, Colbert une riche maison de commerce ; Necker n'y voyait qu'une « magnifique maison de banque » ; avec Bonaparte, elle sera une caserne. Une fois de plus, la nation, à peine émancipée au prix d'un prodigieux effort, se laissait confisquer, par le « Soldat heureux » que signalait Voltaire, sa paix, sa Constitution et sa liberté.

Prudemment, M. Madelin, acharné pourtant à suivre l'ombre de César, arrête son récit à 1804, au moment où, chez nos Français, l'enthousiasme pour leur héros couvre encore toute possibilité de réflexion critique. Passent quelques mois : la guerre a repris contre l'Angleterre, elle reprendra bientôt contre le continent, et voici qu'il leur faudra ressaisir l'arme révolutionnaire pour sauver leur sol de l'étranger, après avoir galopé derrière l'autocrate, de Boulogne à Vienne, à Berlin, à Madrid et à Moscou. M. Madelin laisse à son continuateur le soin d'établir les comptes de cette « épopée ». Dès maintenant, ils s'aperçoivent. La Convention, disait Louis Blanc, avait sauvé le pays et « éreinté la République ». En 1815, c'est la France qui, à son tour, sera « éreintée ».

Et, « César » ayant encore une fois saccagé la Gaule, tout le *travail français* sera à recommencer.

Paul FEYEL.

(1) Au XVIIe siècle, bien entendu. Car, c'est Pierre Bayle qui, à la fin du XVIIe siècle, a vulgarisé la philosophie cartésienne (et Bossuet le savait bien), et l'essentiel de l'*Encyclopédie* est déjà dans Bayle. Que M. Madelin écrive donc qu'avec le triomphe de ces gros in-folio, « Descartes, le guide intellectuel du grand siècle, est par terre », c'est l'effet d'une véritable aberration historique.

LE THÉATRE

ŒDIPE A COLONE

Ce n'est pas un motif, parce que la tragédie de M. Rivollet, ayant attendu vingt-six ans son tour de représentation à la Comédie Française, a été finalement jouée au milieu de l'été 1924, de la passer sous silence. Il est juste, au contraire, de déclarer et même de proclamer — puisse la voix de la critique être encore entendue au retour des vacances ! — que cette œuvre, étant une traduction, non une adaptation, est une de celles qui peuvent offrir à un public l'impression la plus approchée du drame original au temps antique.

***

Chacun sait que le drame grec fut la réalisation parfaite d'un idéal esthétique dont nous ne devons plus espérer la restauration, — au cas où elle serait possible, — que par le moyen du cinéma.

Ce que nous sommes convenus d'appeler le progrès, en effet, aboutit, dans le domaine de l'art, dans celui de la science, à une différenciation croissante. Aujourd'hui la poésie, la musique, la sculpture et la peinture se suffisent à elles-mêmes et vivent indépendantes : lorsque, d'aventure, quelque original tente d'introduire la sculpture ou la musique dans la poésie, il n'atteint qu'à la froideur parnassienne ou à l'obscurité symboliste : lorsque quelque peintre savant entreprend de faire signifier une idée à ses tableaux, il tombe dans la convention des sujets historiques ou même de l'allégorie. La démarcation rigoureuse des limites de chacun dans le domaine esthétique est un fait contre lequel aucun des arts actuellement pratiqués ne peut plus s'insurger. Or, c'était justement le contraire, à l'époque où triompha le drame grec. La première caractéristique de cette esthétique unique est de confondre, en les harmonisant et en les faisant concourir à l'impression d'ensemble, tous les arts... Les vers sont chantés ; le ciel et la nature composent le décor, et les formes agrandies des acteurs offrent un aspect sculptural. Le drame grec est proprement une synthèse esthétique. Quand cette synthèse redeviendra-t-elle possible et le redeviendra-t-elle jamais?.. Le certain, c'est qu'elle n'a cessé de hanter, consciemment ou inconsciemment, les grands artistes modernes qui se sont tous évertués à briser les clôtures où ils étaient enfermés, comme Beethoven cherchant à mettre en musique ses conceptions politiques, ou Wagner reprenant littéralement, par l'opéra, le programme des Grecs, ou tel poète d'aujourd'hui concevant sa poésie comme une sorte d'algèbre capable de schématiser l'univers... Le certain aussi, c'est que la nécessité que je signale fut plus forte que toutes les révoltes individuelles et qu'aucun art de ceux que nous connaissons ne semble désormais capable de refaire à son profit l'antique monument brisé... C'est pourquoi j'ai réservé le cinéma, dont les perspectives sont illimitées et qui n'a pas encore été touché par le génie... Pourquoi, alors, ne procurerait-il point, dans l'avenir, un nouvel et souverain élément constructif ?...

Il est évident que ces considérations ne se rapportent que d'une manière fort lointaine au spectacle offert par la Comédie Française. On n'a guère accoutumé, en cet endroit, de chercher à réaliser des synthèses de mise en scène. La pièce a été bien jouée par Albert Lambert dont le geste et la voix sont dans le caractère de l'antiquité telle que la concevait son prédécesseur, premier titulaire du rôle d'Œdipe, Mounet Sully ; le reste, interprétation et décor est honorable et l'on peut espérer que les jeunes gens qui viendront dans la suite applaudir *Œdipe à Colone* trouveront du moins une occasion de prendre un contact suffisamment juste avec l'antiquité tragique.

***

Pour ce qui est de l'œuvre elle-même, on sait que des pièces consacrées par le tragique grec à la légende d'Œdipe, *Œdipe Roi* contient tout le dramatique et *Œdipe à Colone* tout le moral de l'épouvantable destinée. Là domine l'horreur et la pitié ; ici apparaît, par l'excès même de cette horreur et de cette pitié, une sorte d'apaisement et l'essentiel de la philosophie contenue dans le dogme antique de la Fatalité.

Œdipe arrive avec Antigone en un pays qu'il ignore et que la jeune fille ne connaît pas davantage. Après tant d'oracles qui ont provoqué les malheurs de sa vie, en voici un qui prépare la grandeur de sa mort. Celui qui possédera le corps d'Œdipe sera heureux. L'infortuné voit donc apparaître autour de lui ceux qui furent jadis ses ennemis, et parmi eux l'un de ses fils, Polymnice, qui voudrait emmener avec lui son père afin de s'assurer la victoire dans une lutte fratricide contre Etéocle. Mais Œdipe, aveugle devenu clairvoyant, ne répond que par des malédictions. Il donnera son corps au roi du pays, afin d'établir le bonheur du peuple sur ses propres malheurs.

Telle est, en effet, la loi du Destin dont l'envieuse

méchanceté, selon la conception némésique, se trouve pareillement symbolisée dans la légende un peu puérile de l'anneau de Polycrate et l'histoire effroyable d'Œdipe. La Fatalité ne tolère nul bonheur sans compensation et devient jalouse de toute félicité gratuite. Il faut acheter sa destinée : cette conception est le fond même de la foi hellénique. Ce qui est plus particulier et se trouve exprimé dans la tragédie de Sophocle avec une clarté unique et un pathétique exceptionnel, c'est l'idée que ces achats et compensations peuvent dépasser l'existence individuelle et valent pour les autres. Les malheurs d'Œdipe doivent être portés au compte du peuple tout entier, et, après son existence misérable, son corps deviendra glorieux et portera chance à ceux qui le posséderont. Lui-même, averti par l'oracle et assiégé par les cupides, le sait et dégage la signification de son destin. Tous les malheurs du peuple, c'est lui qui, par avance, les a soufferts, concentrés en lui et, dans l'avenir, son corps continuera cet office sacré de compensation.

Il est à remarquer, d'ailleurs, — ce qui suffit à montrer combien il serait dangereux de pousser trop loin certaines assimilations que l'on a tenté de faire entre *Œdipe à Colone* et le dogme chrétien de la Rédemption, que la bienfaisance d'Œdipe est aussi involontaire que le fut sa malfaisance. Dans l'un et l'autre cas, il accomplit les oracles, simplement, c'est-à-dire reste le jouet de la Nécessité. Il y a l'idée de compensation, c'est-à-dire de jalousie de la part des Dieux, comme je viens de le dire : il n'y a nulle idée de sacrifice volontaire et d'offrande personnelle de la part des hommes. C'est la loi même de l'univers qui décide d'Œdipe après sa mort comme durant sa vie, non son abnégation propre. Il ne s'est pas donné : il découvre seulement lui-même qu'il a acquis une valeur pour les autres par l'excès même de sa misère.

Gaston Rageot.

A TRAVERS LES REVUES ÉTRANGÈRES

Angleterre.

Dans la *Contemporany Review* (fasc. V), M. Frank B. Deakin — qui paraît, à le lire, particulièrement renseigné sur les choses hispano-américaines — formule son avis quant à l'avenir de « l'Espagne transcéanique ». Tandis que l'Espagne d'Alphonse XIII se débat au milieu de tant de difficultés et en est réduite à chercher au prix de si laborieux efforts les voies et moyens qui assureront son salut, nous voyons ses colonies d'antan témoigner de la plus impressionnante vitalité. Tellement qu'il peut vous arriver d'estimer certaines d'entre elles mieux qualifiées que l'ancienne métropole elle-même pour faire l'accord entre les éléments espagnol et castillan et leur imposer. Le prestige que les États-Unis doivent à leur énorme supériorité, tant au point de vue financier qu'au point de vue militaire, est sans doute considérable devant l'Amérique latine. Cependant — et quel qu'il soit, ce prestige —, on se tromperait lourdement à croire que la grande République réussira avant longtemps à absorber les États mineurs de l'hémisphère occidental.

Mme Cornelia Sorabji entretient les lecteurs de la *Fortnightly Review* des difficultés, dangers et souffrances dont s'accompagnent l'émancipation de la femme et l'évolution de la vie féminine aux Indes. Que l'on imagine combien douloureuse peut être la situation de celles qui, après un séjour plus ou moins prolongé en Europe où elles seront venues chercher l'empreinte de l'éducation française ou anglaise, se retrouvent, toute faible minorité, au milieu de leurs sœurs demeurées de nécessité rigoureusement fidèles aux traditions millénaires de leur race. On cite le cas d'une jeune Hindoue qui, ayant dû, après un consciencieux apprentissage en France de la civilisation occidentale, réintégrer le harem familial, et n'y rencontrant qu'une société avec laquelle tout échange s'avérait désormais décidément impossible, sollicitait comme une suprême faveur l'autorisation de se pomponner à l'européenne une heure par semaine et de parler seule, cette heure-là durant, la langue des Parisiennes...

Belgique.

A la *Renaissance d'Occident* (juillet), M. de Bersaucourt — qui est roi, ici, dans la chronique rétrospective — exprime le vœu que ce que Rémy de Gourmont fit autrefois pour les petites revues de la période symboliste, on le recommence « pour les petits journaux littéraires et satiriques du passé ». Il y faudrait un volume, car ceux-ci pullulèrent d'âge en âge. Le peu que M. de Bersaucourt en dit en ouvrant devant vous les feuilles les plus typiques et les plus intéressantes parmi celles qu'il a pu rencontrer, suffit d'ailleurs à vous mettre en goût.

Le *Journal parlé du Café Procope*, *La Muselière*, *Le Sans-le-Sou*, *Le Paria dramatique*, *Le Bohémien*, *La Surprise*, *La Flèche*, *etc...*, ne manquaient évidemment ni d'esprit, ni de pittoresque, ni même toujours de quelque aimable ingénuité.

Ainsi *Le Bohémien*, dont l'exemple est éloquent et à propos duquel le chroniqueur écrit : « Ne vous y trompez pas, *Le Bohémien* avait ses bureaux et ils étaient situés 38, rue de la Grande Truanderie. Les amateurs furent-ils nombreux qui portèrent rue de la Grande Truanderie la somme de 1 fr. 80, prix de l'abonnement annuel ? Je l'ignore, mais je le souhaite, car *Le Bohémien* avait un programme bien sympathique. « A tout le monde et par tout le monde », lisait-on en tête de ses colonnes, et non loin de cette mention stupéfiante : « Les manuscrits envoyés seront insérés. » A défaut d'être imprimé, la gloire d'être autographié vaut 1 fr. 80. Et ceci se passait en 1855... »

Suisse.

« De quoi rit-on ? », se demande dans la *Bibliothèque Universelle* (fasc. d'août) M. Walter Jéquier et le point

d'interrogation est sous sa plume le titre d'une étude d'importance sur les sources du comique et la valeur du rire.

Kant prétend que le rire se confond avec « la réduction d'une attente intense à rien », et c'est déjà la théorie d'Herbert Spencer, professant que la cause première du rire tient dans « un effort qui rencontre tout à coup le vide » (la montagne accouchant d'une souris; Trissotin annonçant monts et merveilles pour n'aboutir qu'à un méchant sonnet). Une autre explication du rire est celle qui veut que celui-ci naisse nécessairement d'un contraste (la poursuite d'un chapeau par son propriétaire furieux et essoufflé : contraste entre le ridicule de l'incident et la mine du chasseur; les objurgations à la Chimère de Louise de Prusse réclamant, après Iéna : « Justice! Justice, Sire! Magdebourg! Magdebourg! » et le mot du vainqueur : « Madame asseyez-vous ». — car, comme Napoléon lui-même en fera la remarque : « Rien ne coupe mieux une scène tragique. Quand on est assis, cela devient comédie »). Certains ont cru découvrir la source mystérieuse du rire dans « un sentiment d'augmentation de notre personnalité ». Avant Faguet, qui voit dans le comique « quelque chose par quoi un homme se montre très brusquement inférieur à ce que vous croyez être », Hobbes avait écrit : « La passion qui excite à rire n'est autre chose qu'une vaine gloire fondée sur la conception subite d'une excellence qui se trouve en nous par opposition à l'infirmité des autres. » Cependant, de ce que le rire s'inspire très souvent en effet de l'orgueil et de la malice, avez-vous le droit de le juger toujours coupable?

Mais ce n'est ici que la première partie de l'étude de M. Jéquier et dès maintenant je pressens assez que le rire est à son sens un phénomène trop complexe pour relever absolument d'aucune bien formelle théorie.

Gaston Choisy.

LES LIVRES NOUVEAUX

Robert Pinot. — *Les Œuvres Sociales des Industries métallurgiques*. 1 vol. in-4°, 267 pages. Armand Colin.

Réunir en une étude scrupuleusement documentée les multiples institutions d'aide sociale, créées par l'initiative patronale, dans l'industrie métallurgique pour « compléter la rémunération pure et simple du travail, pour préserver les ouvriers des misères matérielles de l'existence, leur assurer quelque confort, et pourvoir à leur hygiène »; mettre en lumière, pour l'éducation de tous, le noble et méritoire effort accompli, dans cet ordre d'idées, par l'initiative privée, et dont l'idée première est due au *Comité des Forges*, suivi, depuis, dans cette voie, déjà largement tracée, par l'*Union des Industries métallurgiques et minières*; en montrer les résultats pratiques, et faire de cette étude, par les tableaux d'ensemble, qui la terminent, une œuvre, où devront, dans l'avenir, se reporter tous ceux qui voudront étudier sérieusement cette question : tel est le but que s'est proposé M. Robert Pinot. Il l'a pleinement atteint. Son livre écrit d'une plume facile, dans une langue excellente et d'une rare simplicité, possède, en effet, le double mérite de renseigner exactement le lecteur et de le faire sans lui imposer aucune fatigue. A. R.

H. Gaillard de Champris. — *Les Héroïques et les Tristes* 1 vol. in-12, 251 pages. Edition du Soleil (Québec).

Dans ces nouvelles, l'auteur ne s'est pas contenté de nous dire une histoire, et de nous intéresser à l'intrigue, nécessairement un peu mièvre d'un conte; il nous a présenté l'étude sérieuse d'un état d'âme, et parfois même il nous a exposé de véritables cas de conscience. Il se dégage de la lutte où se débattent ses héros, quelque chose de très émouvant, et, tout à la fois, d'une vérité très prenante, qui oblige le lecteur à ne pas rester indifférent, et force la sympathie. C'est un livre excellent, écrit dans une langue sobre, élégante, et que personne ne regrettera d'avoir lu. A. R.

R. Laurent-Vibert. — *Ce que j'ai vu en Orient* (1923-1924). 1 vol. in-16, 304 pages. G. Crès et Cie.

Ce livre n'est pas une enquête, mais seulement un récit de voyage. L'auteur s'est contenté de nous dire et de commenter ce qu'il a vu en Mésopotamie, en Palestine, en Syrie, en Egypte et en Turquie. En s'appuyant uniquement sur les faits dont il a été le témoin, ou qu'il a pu contrôler, il a été amené à critiquer sévèrement les actes de nos gouvernants, qui nous ont laissé dépouiller de tout ce qui constituait notre influence, tant de fois séculaire, en Orient. Cependant, il ne considère pas la situation comme désespérée. Il indique même une politique de redressement, qu'il y aurait certainement intérêt à suivre. Ce n'est pas, d'ailleurs, le seul mérite de cet ouvrage, qui contient des descriptions excellentes et dans un style fort agréable. A. R.

Capitaine de Gaulle. — *La Discorde chez l'ennemi*. Paris, Nancy, Strasbourg, Berger-Levrault.

Le mérite capital des cinq études qui composent ce livre, c'est qu'elle nous fournissent, sur ce qui s'est passé de l'autre côté du *front*, de 1914 à 1918, pour la guerre et la politique, des vues singulièrement précises et qui seront toutes neuves pour beaucoup de lecteurs. Que von Kluck, en bon élève des stratèges classiques allemands, en ait fait à sa tête en septembre 1914 et bousculé les directions à lui données par le Quartier général, on le savait, et que son pédantisme rencontra son juste châtiment. Mais les relations militaires avec les Autrichiens et les Bulgares des « seigneurs de la guerre » n'avaient pas été étudiées d'ensemble avec la juste précision de notre auteur. Il était nécessaire aussi d'éclairer la crise de gouvernement qui aboutit en 1917 à la retraite de Bethmann-Holweg, sacrifié par un souverain faible aux rancunes de l'Etat-Major. Et sans doute personne, en possession des documents aujourd'hui publiés, ne saurait tracer de la lente décomposition morale du peuple d'Allemagne une courbe si juste et à la fois si expressive. Le tout présenté, au surplus, en une langue excellente, solide et souple, capable de suivre et de rendre toutes les nuances de la pensée. Voilà des essais qui font grand honneur à la formation de nos jeunes officiers d'après-guerre.

Alexandre Ribot. — *Lettres à un ami. Souvenirs de ma vie politique*. Paris, Editions Bossard.

Si c'en était le lieu, il conviendrait de se demander si le lecteur de ces XXXVIII lettres, que l'on nous donne comme écrites en 1920 par l'ancien président du Conseil, ne risque pas d'être un peu abusé par leur forme même, si c'est bien dans ce cadre qu'avaient d'abord été rédigés ces souvenirs, et jusqu'à quel point la fantaisie s'est mêlée à la présentation de l'ouvrage. Une ou deux erreurs étonnent. Comment Ribot, si merveilleusement informé de toute la politique contemporaine, s'est-il imaginé un instant que le socialiste

Adler était le « meurtrier de l'Archiduc Rodolphe »? Telles qu'elles sont, ces lettres, elles n'en constituent pas moins le document le plus révélateur sur la manière dont la guerre fut financée dans les trois premières années, sur la conduite parlementaire de cette même guerre et les crises du commandement en 1917, et surtout sur la ténacité dont a dû user le gouvernement français pour ne pas laisser ses alliés d'Angleterre sûscrire successivement aux capitulations qui nous auraient menés au désastre. Quand même le livre entier n'aurait été écrit que pour fournir au public le détail de ce qui s'est passé entre Paris, Londres et Rome en 1917 à propos des fallacieuses ouvertures de paix de Charles Ier, des négociations tortueuses Lancken-Coppée et de la déposition de Constantin de Grèce, il faudrait remercier les éditeurs de nous l'avoir donné. Et il est encore bien joliment écrit !

Vicomte DE GUICHEN. — *Du Rhin à la Vistule.* Paris, Edition V. Attinger.

Le problème de l'Europe centrale, c'est-à-dire celui des relations politiques et commerciales russo-allemandes depuis cent cinquante ans, depuis qu'entre les deux empires a été couché le cadavre de la Pologne, tel est l'objet de ce livre que nous devons à la diligence singulièrement avertie de M. le Vicomte de Guichen. C'est Talleyrand qui, en 1815, dénonçait la complicité fatale des dynastes de Pétersbourg et de Berlin au cours des complications qu'allait connaître la nouvelle Europe. Jusqu'à 1918 (et même au delà), l'histoire allait lui donner raison. Karl Marx, à son tour, parlera du danger que ferait courir à la liberté continentale l' « Empire knouto-germanique ». Disons plutôt « knouto-prussien »; car, et ce n'est pas l'un des chapitres les moins piquants du présent ouvrage, les premières victimes de cette alliance abominable devaient être les Allemagnes même et, au premier rang, la Bavière. Il y aurait longuement à discuter, à ce propos, sur la politique tenue après le dernier armistice à l'égard de ces Allemands du Sud, dont beaucoup n'avaient pas oublié les ententes fructueuses réalisées autrefois entre leurs gouvernants et la France, et sur l'indigence intellectuelle que dénonce l'attitude de l'Entente en face des problèmes posés brusquement en 1918 par la victoire de nos soldats. Mais M. de Guichen indique lui-même les raisons qui paralysèrent alors l'action de notre diplomatie. Peu importe au surplus. Et ni l'Angleterre, ni l'Italie, aveugles ou jalouses, n'empêcheront longtemps les Allemands véritables de s'affranchir de la Prusse et de sa culture de caserne, à condition qu'ils le veuillent qu'ils en soient dignes.

Bernard HULDERMANN. *La Vie d'Albert Ballin.* Paris, Payot.

Avec autant de soins qu'il en aurait pris pour nous conter la vie d'un fondateur d'empire, M. Huldermann nous retrace par le menu l'existence de l'ancien directeur de la *Hamburg-Amerika-Linie.* Pourquoi pas? Dans le monde moderne, et dans l'Empire allemand tel que Bismarck l'avait imaginé, l'action d'un grand chef d'armateurs n'a pas moins d'importance que celle d'un ministre, voire d'un chancelier. Et il nous convient d'autant plus de méditer sur les méthodes de Ballin dans son œuvre d'organisation de la puissante compagnie hambourgeoise que, la bourrasque passée, les paquebots de la *Hapag* ont recommencé à sillonner l'Atlantique et que Hambourg, désert pendant les années de blocus de l'Allemagne, reprend la vie intense qu'il possédait avant la guerre. Ne nous y trompons pas, Ballin n'était pas cet Allemand, fabriqué en série, que nous prenons trop souvent en France pour le seul produit du caporalisme bureaucratique prussien. C'était un chef, qu'il serait puéril de railler pour sa disposition à confondre volontiers la destinée de l'Allemagne entière avec celle de Hambourg, et Hambourg même avec la *Hapag.* L'excellente traduction de M. Simondet nous permet de le bien connaître. P. F.

E. GILLARD (du Ven Thé). *Révolution Française. Le Système Intellectuel français. Les Principes de la Vie,* (1 vol. grand in 4°, 200 pages avec 20 schémas d'Edouard Van Raveschot A. Maloine et fils, éd.)

Ce livre, d'une belle logique dans l'exposition de son système, est une glorification de la philosophie de Descartes, et par conséquent de la philosophie française. Je n'assurerais pas que tout le monde trouverait dans l'œuvre de Descartes tout ce que l'auteur y découvre, ici ; et je ne me porterais pas garant que « *la Méthode* » possède véritablement, et dans toutes ses parties et ses conséquences la grande rigueur que nous expose cette étude. Mais, quand E. Gillard aurait quelque peu complété le système, ou plutôt, quand l'étude si consciencieuse et tellement scrupuleuse, qu'il en a faite, lui aurait permis de lire entre les lignes, et l'aurait ainsi amené à découvrir une suite logique, qu'un examen plus superficiel n'avait pas, jusqu'à présent, laissé apercevoir, il faudrait, en somme lui en savoir gré. En tout cas, il resterait une remarquable étude expliquant avec netteté « *les Principes de la Vie* »; et démêlant, au travers des complexités de leur application, la *loi de la gravitation* et son influence sur « *les forces Universelles* », mécanisme invariable, qui, de l'ordre physique aux plus hautes conceptions morales, doit régir la marche et le progrès de l'Humanité.

A. R.

Les origines et l'Essor de la Mutualité Française. — A. Garès-Genin. (En vente chez l'auteur, 34, rue St-Gelais, à Angoulême. — 1 fr. franco).

A tous ceux qu'intéressent les questions d'histoire et d'économie politique et les lois d'assurances sociales en cours d'élaboration nous signalons cette petite brochure, d'un style alerte, élégant, non dépourvu d'ironie, qui, dans un raccourci lumineux, nous fournit, sur les origines antiques et l'évolution des sociétés de secours mutuels en France, des données curieuses à peu près inconnues du public. L'opuscule, résumé d'une conférence populaire due au talent d'écrivain et d'orateur et à la philanthropie agissante d'une femme connue dans les sphères dirigeantes mutualistes est, de par le prix volontairement réduit, une œuvre de vulgarisation déjà répandue dans le Sud-Ouest, voire en Belgique, terre d'élection des sociétés mutualistes. Cette brochure reçut l'approbation et les félicitations personnelles du Ministre de la Prévoyance sociale, etc., etc.

Georges LACHAPELLE. — *Les finances publiques après la guerre* (1919-1924). Brochure in-8°.

Sous ce titre, M. Georges Lachapelle vient de publier une étude très complète qui fait suite à sa récente brochure sur la *Monnaie de papier et le Change.* Il explique les erreurs commises depuis cinq ans et les moyens de les réparer. L'auteur cite les chiffres les plus récents de la dette publique, des recettes et des dépenses budgétaires. Sa nouvelle brochure s'adresse à tous ceux qui veulent se rendre exactement compte de notre véritable situation financière. Sous une forme très simple et très claire, elle renferme les renseignements les plus précis et met sous les yeux du public les données essentielles des grands problèmes qui vont être discutés avec passion au cours de la période électorale.

Georges LACHAPELLE. — *La monnaie de papier et le Change.* (Georges Roustan).

Sous ce titre, M. Georges Lachapelle, auteur de nombreux ouvrages financiers, vient de faire paraître une brochure de cinquante pages aussi claire que documentée. On y trouvera l'exposé des théories les plus récentes du change et de la circulation fiduciaire. L'auteur explique, en termes très simples, les diverses causes de la crise actuelle et sa répercussion sur le niveau général des prix, le commerce extérieur, le marché des valeurs mobilières et les Finances publiques.

Paul RENAUDIN. — *L'amoureuse enfant.* 1 vol in-16 (Plon).

Imaginez, dans un des ces couvents d'ancien régime où le monde avait mille entrées, l'amour s'éveillant dans un cœur de seize ans, ardent et ingénu. L'amoureuse enfant cède au penchant qui l'entraîne ; elle s'échappe, va rejoindre celui qu'elle aime, et s'unit à lui par un mariage secret. Mais bientôt, l'idylle se change en drame. Nous sommes au temps de la Régence, un temps qui, malgré les apparences, n'était point tendre pour les révoltes contre la raison d'État des grandes familles. Impliquée dans un procès de séduction et de rapt, victime d'intrigues inqualifiables que vient consacrer, au dénouement, la justice sommaire, du Châtelet, crucifiée par la tragique conjuration des hommes et des choses, Marie-Anne de Préfailles est une sœur des grandes amoureuses qu'a trahies le destin. En évoquant le tableau de son bonheur éphémère et la sombre image des persécutions qui la jetèrent de désespoir au refuge d'un cloître, elle trouve des accents déchirants, mêlés d'une amère douceur qui fait songer à cette autre colombe blessée, la Religieuse portugaise. On sent qu'elle ne regrette rien de son beau rêve évanoui et qu'elle estime n'avoir pas payé trop cher l'ivresse d'un jour. Son récit navrant, coupé d'incidents dignes d'une époque où, sous le masque de la religion et de l'absolutisme, régnait le bon plaisir, semble, par instants, avoir la résonance mélancolique de la tragédie racinienne et pourrait aussi servir

...d'exemple à l'univers
De l'amour la plus tendre et la plus malheureuse.

LA QUINZAINE POLITIQUE

La Question d'Orient

LA SITUATION FINANCIÈRE DE LA GRÈCE

Au début de cette année le *Times* consacrait une partie de son supplément économique à l'étude de la situation financière de la Grèce. Après avoir montré que, de 1912 à 1924, la Grèce avait exactement doublé la superficie de son territoire (80.000 milles carrés au lieu de 40.000) et vu passer sa population de 2.700.000 habitants à 5.500.000, le grand organe anglais montrait que, dans la période correspondante, la dette consolidée avait passé de 840.1 (millions de drachmes) or à 1.200 et, en papier de 105.4 à 2.100.

La Banque Nationale avait consenti des emprunts, en 1920, de 400 millions et en 1923 de 1.200. Elle avait, ces mêmes années, fait deux avances de 1.100 à valoir sur les crédits alliés. Elle avait, à découvert, fait des avances de la valeur de 3.600 millions.

En résumé, la dette publique s'élevait, à la fin de 1923, à 1.650 millions or et 8.150 millions drachmes papier. 50 % de la dette or se trouvaient entre des mains grecques. Depuis 1914 aucun emprunt grec n'avait été conclu sur un marché étranger. Les gouvernements alliés soutinrent la Grèce pendant la guerre, alors qu'elle combattait à leurs côtés.

Il faut ici ouvrir une parenthèse pour rappeler ce que furent ces avances alliées. Quand la Grèce entra dans la lutte, il lui fut promis un concours financier que sa pauvreté légitimait. Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France s'engagèrent à faire à la Grèce, par portions égales, des avances de 750 millions de francs (portées à 850 millions par une convention ultérieure). Ces avances devaient être réalisées au fur et à mesure des besoins du gouvernement hellénique. La Banque Nationale était autorisée à émettre une somme correspondante de billets de banque auxquels les crédits alliés serviraient de couverture.

Par une autre convention, le gouvernement hellénique et la banque nationale de Grèce se chargeaient de fournir aux gouvernements de France et de Grande-Bretagne les sommes, en drachmes, nécessaires pour les dépenses de ces deux gouvernements en Grèce.

Le Trésor grec et la Banque nationale seraient crédités d'une somme égale à ces avances par chacune des deux puissances débitrices et en leur monnaie nationale.

En conséquence, la Banque nationale procéda aux émissions suivantes : Crédit anglais L. st. 11.895.321 (drachmes 293.628.078), Crédit français : 300 millions (drachmes 274.205.000), Crédit américain, dollars 48.236.629 (drachmes 250 millions). C'était le temps où la drachme était au-dessus du pair.

En outre, pour les besoins des armées alliées elle émit : pour l'armée anglaise, 116.946.333 drachmes et, pour l'armée française, 309.468.044.

Sur les crédits de la première catégorie les retraits suivants ont été opérés jusqu'à fin octobre 1920 : sur les crédits anglais 6.540.000 livres sterlings (161.787.440 drachmes) ; sur les crédits des Etats-Unis, 15 millions de dollars (77.737.000 drachmes). Une somme équivalente en billets a été retirée de la circulation.

Le gouvernement britannique a en outre remboursé les avances qui lui ont été faites par la Banque nationale de Grèce.

Quant au Gouvernement français, il n'a ni acquitté la moindre partie du crédit de 250 millions de francs qu'il avait ouvert à la Grèce. ni même remboursé les avances que lui avait faites la Banque Nationale de Grèce pour les besoins de l'armée d'Orient. Le compte reste en suspens et la banque est seulement créditée des arrérages. Aux réclamations réitérées du gouvernement hellénique, le quai d'Orsay répondrait, paraît-il (j'emprunte ces détails à un rapport circonstancié de M. G. Cofinas, ancien ministre des finances du gouvernement révolutionnaire) que du moment que les émissions de billets de banque auxquels les crédits français devaient servir de couverture ont été effectués, le versement de ces crédits est devenu sans objet, puisque leur but, l'émission des billets de banque, est déjà réalisé.

Il n'est pas besoin d'être grand financier pour juger de la pauvreté de l'argument. Le crédit du billet de banque, de quelque pays qu'il soit, repose sur sa couverture or. S'il est vrai que la Grèce, du fait de sa mise en tutelle sous le contrôle de la Commission de la dette, avait besoin d'une autorisation alliée pour augmenter sa circulation fiduciaire, la convention passée avec les alliés portait sur une couverture effective de crédit (que l'Angleterre a partiellement réalisée, obtenant d'être libérée du solde en échange d'une autorisation d'emprunt sur le marché de Londres) et non sur une autorisation d'émission fiduciaire.

Quant au remboursement des avances faites pour les besoins de l'armée française d'Orient, le gouvernement français ne discute pas sa dette puisqu'il en inscrit annuellement les arrérages au crédit de la Banque Nationale de Grèce, mais il ne paie pas.

Cette situation, qui est généralement inconnue, jette un jour assez pénible sur notre politique de ces dernières années à l'égard de la Grèce.

Il semblerait vraiment que l'on se soit ingénié à faire naître des prétextes pour justifier à nos propres yeux le manquement à notre parole. En tout cas, vis-à-vis d'un pays qui avait mis son crédit à notre disposition et qui avait partiellement fait les frais de l'entretien de notre armée d'Orient, la simple pudeur eût exigé au moins une neutralité bienveillante et non cette hostilité turcophile dont des inconscients ont tiré gloire.

Notre manquement, en élargissant le découvert de la Banque Nationale, devait avoir pour résultat mathématique de faire baisser la drachme qui, jusque là, faisait prime très au-dessus du pair. Le gouvernement grec a dû faire face à cette dépréciation de sa monnaie en interdisant la sortie des devises étrangères. Il en est résulté une perturbation déplorable dans le commerce d'importation. Je sais nombre de négociants français, ayant jusque-là une importante clientèle grecque, qui ont vu les commandes annulées.

Je n'ai pas à discuter l'opportunité politique de certains emprunts que nous avons princièrement consentis à d'autres gouvernements, mais s'il est vrai que la morale des nations n'est pas sensiblement différente de celle des hommes, il eût été peut-être plus normal de commencer par payer ses dettes. Il faut espérer que le gouvernement de M. Herriot trouvera le moyen — les modalités ne manquent pas — de rétablir la confiance que l'on avait dans la bonne foi française.

Pour en revenir au budget grec, dans l'exposé que fit le ministre des finances, M. Tsouderos, à la séance du 30 mai dernier de l'Assemblée nationale, on peut apprécier l'immense effort fiscal fourni par le peuple grec. Les contributions directes ont passé de 30 millions en 1912 à 303 millions en 1922-23; les contributions indirectes de 55 millions à 801 millions. Pour cette même période, l'ensemble des recettes ordinaires de l'État, de 126 millions en 1912, avaient atteint 1 milliard 710 millions en 1922-23. Les rentrées au 31 décembre 1923 atteignaient 2.146.257.590 drachmes.

Les recettes des revenus affectés ont atteint 981.257.706 drachmes contre 467.702.932 en 1922. Les excédents restitués au Trésor jusqu'à fin décembre 1923 par la Commission financière internationale atteignaient 282.651.040 drachmes.

Si la Grèce n'avait pas à faire face à trois nécessités de dépenses : l'établissement et l'entretien des réfugiés, la reconstitution du matériel de l'armée et la réfection de sa marine, dépenses exceptionnelles s'élevant globalement à 600 millions, son budget se solderait en excédent.

Il ne faut pas oublier, en passant, que la Conférence des Ambassadeurs fit verser 110 millions de drachmes par la Grèce à l'Italie à l'occasion du crime d'Epire.

Quand on se souvient qu'il y a tout juste quatre ans la Grèce possédait le meilleur cours de change en Europe et que malgré la catastrophe d'Asie-Mineure et la charge effroyable de plus d'un million de réfugiés, elle a déjà remonté la pente et peut prévoir le proche équilibre de son budget, on est forcé de conclure que nous aurions tort de ne pas revenir à une notion plus utile de nos intérêts en Orient.

René Puaux.

LA QUESTION DU DODÉCANÈSE

L'une des questions non encore résolues, nées du droit des traités et des principes du droit des gens proclamés à l'issue de la grande guerre, est celle du Dodécanèse ou archipel des Sporades orientales. Il s'agit d'un petit groupe de douze îles en partie incultes, auxquelles on peut ajouter celle plus importante de Rhodes toute proche; elles sont situées dans la mer Egée au large de la côte sud-est de l'Asie-Mineure.

Ces îles ethnologiquement grecques (133.000 Hellènes sur 142.000 habitants, d'après une statistique de 1912) l'ont été pratiquement pendant 2.500 ans puis furent conquises par les Turcs en 1522.

Pendant la guerre de l'indépendance hellénique, la plupart participèrent au mouvement qui soulevait la patrie, si bien que, durant quelques années, le Dodécanèse put se croire définitivement rattaché à l'Etat grec embryonnaire. Toutefois, lors de la fixation des limites du jeune royaume (juillet 1832), les Sporades, devenues monnaie de compensation, furent replacées sous la souveraineté ottomane. A vrai dire, elles bénéficièrent comme lors de l'ancienne domination turque, d'une certaine autonomie politique et surtout fiscale très appréciable. Mais malgré les garanties qu'elles devaient trouver dans les stipulations des traités de Paris (1856) et Berlin (1878), les îles voyaient peu à peu restreindre leurs privilèges, dont la suppression était tout près de leur être imposée « manu militari » en 1912. Cette situation avait créé une grande misère et provoqué une véritable exaspération.

C'est à ce moment (22 avril 1912), au cours de la guerre italo-turque, que l'Italie, mue par des considérations stratégiques et politiques, commença, puis rapidement réalisa l'occupation de la plupart des îles du groupe et celle de Rhodes elle-même. Il s'agissait alors d'une occupation de guerre. Les Dodécanèsiens la saluèrent avec enthousiasme, comme un prélude de libération pour eux et une étape sur le chemin du retour vers la mère-patrie.

Cet enthousiasme et surtout les délibérations du Congrès pandodécanèsien de Patmos, proclamant en juin 1912 l'autonomie des îles, ne tardèrent pas à gêner les Italiens. Ceux-ci avaient eu intérêt d'abord à laisser croire qu'ils pouvaient entrer dans les vues des naturels du

pays; mais ils paraissaient maintenant vouloir ménager l'avenir à leur propre profit, d'autant plus qu'après le traité de Lausanne (15 octobre) et en vertu de son article 2, l'occupation continuait. Elle changeait d'ailleurs de nature et devenait une occupation de garantie des clauses du traité. Entre temps le Congrès de Patmos avait été dissous par l'occupant dont le jury allait désormais peser lourdement sur les insulaires, et la rigueur s'exercer, parfois très fâcheusement, contre leurs manifestations nationalistes.

Toutefois, le 4 décembre 1912 encore, M. Giolitti, président du Conseil, s'exprimait dans les termes suivants devant la Chambre italienne des députés : « Nous ne pouvions pas prétendre nous rendre maîtres de pays grecs entièrement civilisés, ce faisant, nous nous serions procuré le véritable irrédentisme et nous serions allés contre les sentiments nationaux qui sont la base de tout notre droit public et contre les déclarations formelles que nous avions faites. »

Quoiqu'il en soit, lorsque les guerres des Balkans éclatèrent, la Grèce se rendit maîtresse en peu de jours de l'Egée et seul le fait de l'occupation italienne persistante empêcha sa flotte libératrice d'approcher du Dodécanèse, mais les démarches les plus émouvantes faites par les insulaires et par le gouvernement grec à la Conférence de Londres de 1913 en faveur de ces îles irrédimées demeurèrent sans résultat. Italiens et Turcs discutaient encore sur l'exécution des conditions de paix de 1912, lorsqu'éclata la guerre européenne de 1914.

On sait qu'au bout de quelque temps, par le pacte de Londres d'avril 1919, les Alliés, désireux d'entraîner l'Italie dans leur lutte contre les Empires centraux, en vinrent à reconnaître (article 8) sa situation dans les îles comme définitive; de plus, l'article 13 stipulait qu'au cas où la Grande-Bretagne et la France obtiendraient des agrandissements territoriaux en Afrique aux dépens de l'Allemagne, l'Italie serait autorisée à réclamer des compensations équitables, notamment sur les frontières de ses colonies de l'Erythrée, de Somaliland, de la Lybie, des possessions voisines de Grande-Bretagne et de France.

Pourtant, les succès des Alliés, l'empressement apporté par le Dodécanèse à les aider dans la défense de la cause du droit et la répercussion produite par la publication des quatorze propositions Wilson, devaient influer profondément sur la situation et favoriser les vœux des insulaires. Un livre blanc a relaté les plébiscites, soumis d'une façon répétée aux gouvernements européens et à celui des États-Unis, plébiscites par lesquels les Dodécanésiens déclaraient qu'ils étaient grecs, uniquement grecs, et que depuis des siècles ils n'avaient qu'une aspiration nationale : l'union avec la Grèce, la mère. Le même livre a reproduit les mémoires si documentés soumis par le comité exécutif des habitants du Dodécanèse au Président Wilson, à MM. Clémenceau, Lloyd George, Balfour, lors de la Conférence de la Paix, ainsi que les réponses reçues. M. Venizelos, de son côté, ne restait pas inactif et multipliait les tentatives d'accord avec le baron Sonnino.

Tout cela fit qu'enfin l'accord Tittoni-Venizelos du 29 juillet 1919 contint, dans son article 5, cession à la Grèce des îles en question occupées par l'Italie à l'exception de Rhodes. La population de cette dernière, selon un accord secret de même date dont la clause devait figurer au traité public gréco-italien, à intervenir, prononcerait librement sur son propre sort, le jour où l'Angleterre aurait remis Chypre à la Grèce, mais en tout cas avant juillet 1924.

Malheureusement, un an plus tard, le 22 juillet 1920, l'Italie dénonçait l'accord Tittoni-Venizelos. Le motif de sa dénonciation était puisé dans l'article 7 de l'accord; elle n'avait pas obtenu satisfaction en ce qui concernait ses aspirations en Asie-Mineure. Alors M. Venizelos proteste, menace de ne pas signer le traité de Sèvres. Nouvel arrangement; la Grèce signera ce traité, dont l'article 122 porte que la Turquie renonce en faveur de l'Italie à tous ses droits et titres sur le Dodécanèse et Castelorizo : mais c'est à la condition qu'un traité spécial entre l'Italie et la Grèce règle la question sur la base de l'accord 1919. De fait, le jour même (10 août 1920) de la signature du traité de Sèvres, était signée une convention gréco-italienne, dont l'article premier contenait renonciation de l'Italie en faveur de la Grèce à ses droits sur onze des îles en question et dont l'article 2 portait engagement de laisser la population de Rhodes (laquelle jouissait d'une certaine autonomie) se prononcer librement sur son sort, le jour où la Grande-Bretagne aurait remis Chypre à la Grèce, mais en tout cas pas avant le 10 août 1925.

Il ne s'agissait là que d'un nouveau délai. Aussi fut-ce dans le monde hellénique une amère déception lorsque le gouvernement italien, à la faveur des événements politiques, se réclama, le 11 juillet 1921, de sa dénonciation antérieure de l'accord Tittoni-Venizelos. Par la suite, la Grèce, accablée de sa défaite, fut obligée d'accepter à Lausanne (article 15 du traité) une renonciation au profit de l'Italie, par la Turquie de tous les droits et titres de cette dernière sur les 12 îles et Rhodes occupées par l'Italie et les îlots qui en dépendent, ainsi que sur l'île de Castelorizo. Toutefois, dans une lettre au Président de la Conférence (29 janvier 1923), la délégation grecque avait pris soin de rappeler l'existence du traité spécial du 10 août 1920 entre l'Italie et la Grèce et de réserver les droits de son gouvernement à engager dans un esprit amical les conversations nécessaires pour la détermination du sort des îles.

Or on sait que depuis longtemps, bien avant les négociations de Lausanne de 1922-1923, la Grande-Bretagne (où s'était constitué à Londres un Comité pour la défense des Egéens, puissamment soutenu dans la presse anglaise) a prêté son concours à la Grèce dans le but notamment de faire attribuer à cette dernière les îles en question. Sous quelle forme s'est manifesté ce concours? Pour le bien saisir, il nous faut dire un mot de la question du Djoubaland dont le gouvernement britannique a cherché à lier, non sans raison, la solution à celle du Dodécanèse.

Le Djoubaland est la partie orientale de la Somalie anglaise, voisine de la Somalie italienne et sur laquelle l'Italie a cru pouvoir émettre des prétentions, à raison du pacte ci-dessus de Londres de 1919. Rappelons que ledit pacte lui avait également fourni une base pour demander à la France et en obtenir, après la guerre, une rectification de frontière entre la Lybie et la Tunisie. Quoiqu'il en soit, quel est ici exactement le degré de connexité entre la question du Dodécanèse et celle du Djoubaland? Il est difficile de répondre nettement à la question. On relève, dès 1921, des conversations entre MM. Lloyd George et Schanzer sur les deux sujets parallèlement, après un échec d'un projet d'accord Milner-Scialoza qui avait tracé en 1920 une nouvelle ligne frontière anglo-italienne en Somalie. La presse hellénique a soutenu aussi qu'en 1922, après l'écroulement du front grec et l'évacuation de l'Asie-Mineure, une note du

Cabinet britannique avait avisé formellement le Cabinet de Rome que la question du Dodécanèse, étant d'ordre européen, ne pouvait être unilatéralement résolue. (On a ébruité depuis lors, vers la fin de juin 1923, au moins une conversation directe entre MM. Mussolini et Alexandris concernant les îles.)

Ce qui est bien certain, c'est que la question de leur cession, au profit de la Grèce et en connexion avec un abandon, en faveur de l'Italie, dans le Djoubaland, a été reprise tout récemment par le cabinet travailliste à la Chambre des Communes (fin février 1924). M. Ponsonby, sous-secrétaire d'Etat au Foreign Office, et M. Mac Donald lui-même y ont fait des déclarations prudentes, mais néanmoins caractéristiques à ce sujet. Le Premier anglais, tout en se réservant d'étudier à fond la question, a dit : « Je trouve qu'en concluant avec le gouvernement italien en avril 1920 un accord au sujet du Djoubaland, Lord Milner formula une réserve écrite dans le sens que l'accord ne pourrait devenir effectif que comme partie d'un règlement général de toutes les questions pendantes soulevées à la Conférence de la Paix. » Les questions — la chose fut rappelée ou gouvernement italien à plus d'une reprise — comprennent celle du Dodécanèse.

Et le gouvernement italien a reconnu pour sa part que le traité qu'il a conclu avec la Grèce le 10 août 1920 fut le résultat d'un accord entre les Alliés et que le règlement de la question du Dodécanèse n'intéresse pas seulement l'Italie et la Grèce.

Or la Grèce, si éprouvée, si désireuse d'entretenir des relations pacifiques avec tous ses voisins et particulièrement avec l'Italie dont l'hostilité pourrait lui être néfaste, n'attend que d'une entente amicale le règlement de la difficulté du Dodécanèse. L'« Hestia » qui, d'ordinaire, reflète l'opinion des milieux autorisés, l'écrivait au lendemain des déclarations de M. Ponsonby.

Sans revenir sur le passé, sur les arrangements qui avaient attribué cet archipel à la Grèce, constatons la légitimité des désirs de cette dernière et leur conformité avec ceux très ardents des insulaires, qui sont incontestablement grecs dans la proportion de sept huitièmes de la population, qui ont rendu à la mère-patrie et la cause des Alliés les meilleurs services, qui ont cru à la liberté prochaine pour les petites nations de disposer d'elles-mêmes. Le maintien de leur séparation de l'Etat hellénique — M. Mac Donald l'a dit avec raison à la tribune de la Chambre des Communes — nuirait à la tranquillité générale. On peut ajouter qu'elle constituerait une entrave à l'épanouissement de la civilisation gréco-latine en Orient.

Robert Ruzé,
Avocat, docteur en droit.

BULLETIN MARITIME

Les Messageries Maritimes et l'actualité

Au mois de mai dernier, le « *Monde Colonial Illustré* » proposait à ses lecteurs le sujet de concours géographique et colonial suivant :

Un colon résidant à *Gao* sur le Niger est appelé par ses affaires à Tananarive (Madagascar). Il ne veut entreprendre son voyage qu'en passant par des pays français ou d'influence française et que par des moyens de transport, chemins de fer, bateaux français. Son itinéraire kilométrique devant être le plus court sans quitter le pavillon :

1° Par où doit-il passer, et indiquer les pays traversés ;

2° Dresser la carte de l'itinéraire suivi.

Le premier des prix offerts était un voyage circulaire gratuit en première classe, à bord d'un des paquebots des *Messageries Maritimes*, l'itinéraire étant Marseille, Naples, Messine, Le Pirée, Constantinople, Smyrne, Larnaca, Beyrouth, Caïffa, Alexandrie, Marseille, Paris, tous frais compris.

Un des derniers numéros du « *Monde Colonial Illustré* » contient les résultats de ce concours et le jury constate qu'aucune des réponses envoyées n'est tout à fait exempte d'erreurs et que les erreurs les plus fréquentes consistent à faire état d'une ligne de navigation qui a existé autrefois, mais qui a été supprimée, ainsi que de moyens de transports réguliers non encore créés : Compagnies d'avions, Compagnies d'auto-chenilles, etc..., enfin, à attribuer à une Compagnie les moyens de transport appartenant à une autre.

Ces résultats ne font malheureusement que nous confirmer dans l'opinion, que nous avons souvent exprimée ici, que les lecteurs français ne s'intéressent pas assez aux choses de la mer et qu'ils en sont, en général, mal informés. Néanmoins un tel effort est fait à l'heure actuelle qu'il est impossible que, d'ici peu de temps, la jeunesse française, comme celle des pays britanniques et autres, ne prennent pas un goût réel aux voyages et en particulier aux voyages par mer.

A ce point de vue, la « *Ligue Maritime et Coloniale* » dont nous avons maintes fois signalé ici les heureuses initiatives vient, dans un but de propagande, et aidée par le « *Journal* » de Paris, de créer, pour certains étudiants de nos grandes écoles, des bourses de voyage autour du monde.

C'est ainsi qu'une première caravane, sous la conduite de la Présidente de l' « *Association des Étudiantes* » à Paris, va s'embarquer à Marseille le 18 septembre prochain sur l' « *Angers* » des *Messageries Maritimes* et s'en ira visiter diverses régions de l'Indo-Chine.

Un autre voyage, organisé également par le « *Journal* », a lieu à destination de la Guadeloupe, la Martinique et Panama. Les 10 élèves des grandes écoles désignés pour ce premier départ, sont partis le 3 septembre dernier à destination de Saint-Nazaire où ils se sont embarqués à bord du paquebot « *Navarre* ». A leur retour, dans deux mois environ, ils devront présenter

un rapport détaillé de leur voyage et les plus méritants seront récompensés.

⁂

Puisque nous en sommes à parler de la *Compagnie des Messageries Maritimes*, nous nous en voudrions d'omettre de signaler à nos lecteurs que le meilleur accueil est fait à la ligne commerciale que vient d'inaugurer, dans la Baltique, cette grande Compagnie française.

Ce service commercial est assuré par deux navires : D'une part, par le « *Rollon* », cargo mixte affrété par les *Messageries Maritimes*, qui offre aux passagers 24 places de première classe. Ce navire quitte Rouen toutes les cinq semaines à destination de Calais, Rotterdam, Revel, Helsingfors et revient à Rouen par Helsingfors et Revel;

D'autre part, par le « *Teneriffa* », navire affrété également, qui offre 23 places de première classe et qui part toutes les quatre semaines de Dunkerque, à destination de Rotterdam et Riga.

Les prix de Dunkerque à Anvers sont de 75 fr. et de Dunkerque à Riga de 700 fr., de Rouen à Rotterdam de 150 fr., de Rouen à Revel de 600 fr. et de Rouen à Helsingfors de 800 fr.

⁂

Les journaux marseillais et parisiens ont raconté ces jours dernier, le débarquement triomphal à Marseille du Capitaine Pelletier d'Oisy et du sergent Besin, revenus en France à bord du « *Porthos* », magnifique paquebot de 18.600 tonnes des *Messageries Maritimes*, portant le nom d'un des fameux Mousquetaires. On sait que la Compagnie doit mettre en ligne l' « *Aramis* », le d' « *Artagnan* » et l' « *Athos* » qui compléteront la série.

Par une curieuse coïncidence, un journal parisien publie actuellement, sous la rubrique : « Les Aventures du cinquième mousquetaire » l'histoire du héros de l'air, rentré en France à bord du *Porthos*.

On se rappelle également que le paquebot « *Aviateur Roland Garros* » de la même Compagnie, avait conduit à Port-Saïd Mme Pelletier d'Oisy à la rencontre de son mari. En attendant que le célèbre aviateur publie ses impressions sur le retour par la mer d'un voyage qu'il fit à l'aller par la voie périlleuse des airs, ajoutons que le recordman de hauteur (5.100 mètres) en hydravion, M. Fernand Laporte, vient de s'embarquer à bord du « *Chantilly* », paquebot des *Messageries Maritimes*, à destination de la Chine. L'aviateur Laporte est engagé au centre chinois de Moukden dirigé par l'aviateur français Poulet.

⁂

Les aviateurs ne sont pas les seuls passagers de marque qu'aient eu réellement à transporter les beaux navires des *Messageries Maritimes*. A bord du « *Porthos* », qui est rentré en France le 21 août, sous le commandement de M. Malaussène, dont la presse a publié les intéressantes relations sur la situation économique et politique en Extrême-Orient, se trouvaient le Ministre de France en Chine, M. de Fleuriau, et son Altesse Sérénissime, le prince Amondat de Siam, accompagné de trois jeunes princes.

D'autre part, le 14 août dernier, à bord de l' « *Amboise* », paquebot des *Messageries Maritimes*, s'est embarqué le prince Taffari Makonnen, prince régent d'Ethiopie, emportant une quantité considérable de bagages, environ 30 tonnes. C'étaient d'abord les somptueux cadeaux qui lui ont été offerts en France et dans les autres pays; c'étaient ensuite les achats importants faits par le prince Taffari principalement à Paris et enfin cinquante magnifiques chiens dont deux de chasse achetés à Paris. Le tout a été expédié directement sur Djibouti, alors que le Prince s'est arrêté au Pirée, escale exceptionnelle qui avait été prévue à sa demande.

⁂

Le prince Vinh Thuy, fils de l'Empereur d'Annam, est arrivé récemment en Indo-Chine à bord du paquebot « *Azay-le-Rideau* », courrier d'Extrême-Orient de la Compagnie des *Messageries Maritimes*, accompagné du prince Vinh Lanh et de différentes personnalités. C'est afin d'assister aux grandes fêtes données en l'honneur de son père Sa Majesté Kahi-Dinh, venu en France en 1922, lors de l'Exposition coloniale, que le jeune prince, âgé d'une dizaine d'années et qui fait ses études à Paris, s'est rendu en Annam.

⁂

A bord du « *Chantilly* », paquebot des *Messageries Maritimes*, s'est embarqué le 28 août dernier M. Pasquier, résident supérieur de France en Annam. Enfin, à bord du « *Lamartine* », sont arrivés récemment à Marseille, MM. Massart et Bérard, Membres du Conseil Municipal de Paris, qui viennent d'effectuer un voyage en Turquie.

Souhaitons que ces passagers de marque, français et étrangers, par les récits qu'ils feront de leur voyage, divulguent de plus en plus le goût des belles colonies et des pays d'Extrême-Orient desservis par la *Compagnie des Messageries Maritimes*.

VALEURS DE NAVIGATION

Le 16 septembre 1924

1° Fraissinet	800
2° Messageries Maritimes	175
3° Mixte	243
4° Transatlantique	151,5
5° Transports Maritimes	958

Le Gérant : A. Desnoës.

Société Française d'Imprimerie et de Publicité
Ateliers : Rue Garnier et rue des Carmes, Angers
Bureaux à Paris, 13, Rue du Laos (XVe)

Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus.

REVUE
POLITIQUE·ET·LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

EUGÈNE YUNG·FONDATEUR·1863 PAUL FLAT·DIRECTEUR·1908-1918
DIRECTEUR PAUL GAULTIER

N° 19 62e ANNÉE 4 OCTOBRE 1924

NAPOLÉON A SAINT-BONNET ET A CORPS

« Gagnez du pied, avait dit Napoléon à Cambronne, faites le plus de route que vous pourrez, il faut entrer en Dauphiné ».

En Dauphiné! Jusqu'alors la troupe de l'île d'Elbe avait fait de longues et pénibles marches à travers la Provence. Elle fut aise de quitter ce pays des Basses et Hautes-Alpes qu'elle nommait un malheureux pays.

Sans doute, les habitants l'avaient bien accueillie, l'avaient accompagnée de leurs acclamations. Mais au sentiment d'admiration qu'ils éprouvaient se mêlaient l'étonnement et une sorte de peur. Ils n'applaudissaient que timidement; s'ils avaient de l'enthousiasme, ils n'osaient l'exprimer qu'à petit bruit; les vivats venaient surtout des enfants et des jeunes gens.

On disait à Paris que les bataillons passaient du côté de Napoléon, qu'il avait trouvé moyen d'attirer à lui le régiment d'Antibes et les deux régiments d'Embrun et de Briançon. Il n'en était rien. Les soldats, au contraire, s'esquivaient devant Napoléon; ils l'évitaient; ils paraissaient redouter sa présence. Presque aucun ne l'avait joint.

Les Basses-Alpes avaient témoigné quelque joie à la vue de la vieille garde et de son chef. Mais n'était-ce pas dans un village des Basses-Alpes que Napoléon, Bertrand et Drouot, entrés les premiers et demandant au maire ce qu'il y avait de nouveau, entendaient cet homme leur répondre : *Les brigands arrivent?* N'est-ce pas entre Grasse et Séranon qu'un ancien artilleur de la garde rencontra l'Empereur et refusa de le suivre? Le préfet Duval et ses successeurs n'ont ils pas attesté que le caractère distinctif des Bas-Alpins c'est la soumission aux lois et aux actes de l'autorité?

Les Hautes-Alpes avaient montré plus de chaleur. A Gap, la foule entourait l'Empereur et il s'entretenait avec tout le monde comme s'il était aux Tuileries; les bourgeois l'écoutaient avec respect, et les paysans avec allégresse. Mais, a dit Bertrand, si l'on faisait appel à ces paysans, ils répliquaient qu'ils n'avaient pas de fusils. Nos « Elbois » n'étaient donc pas rassurés. On avait beau leur offrir partout des rafraîchissements et des vivres. Napoléon a rapporté depuis que les imaginations travaillaient et qu'une vague inquiétude s'emparait des esprits.

Même à Gap les recrues avaient été rares : un garde d'honneur du nom de Roux et quelques « demi-soldes » ou « demi-soldiers » comme Augustin Lesbros et Jean-Jacques Michel.

Heureusement, on comptait fraterniser dans la journée du 7 mars avec la garnison de Grenoble, et, le 6, l'accueil que les Impériaux reçurent à Saint-Bonnet en Champsaur et à Corps échauffa leurs cœurs.

Vers 4 heures, l'Empereur descendit dans la vallée du Drac. De tous les points de la région le peuple accourut et Napoléon dut constamment aller au pas.

A Saint-Bonnet, les habitants, voyant qu'il n'avait qu'une poignée de soldats, lui proposèrent de sonner le tocsin pour réunir les hommes des

villages, qui l'accompagneraient en masse. « Non, répondit Napoléon, vos sentiments me font connaître que je ne me suis pas trompé, et ils sont pour moi un sûr garant des sentiments de mes soldats. Ceux que je rencontrerai seront de mon côté; plus nombreux ils seront, plus certain sera mon succès. Restez tranquilles chez vous ». Un de ses grenadiers, un vétéran, couvert de blessures, était de Saint-Bonnet. Il avait pris les devants pour voir sa famille qu'il trouva dans un état misérable et il vint présenter à l'Empereur son père, pauvre vieillard caduc. « J'ai voulu, dit-il à Napoléon, que mon père vît encore avant de mourir notre grand Empereur ». Le souverain donna mille francs au bonhomme, et lui fit envoyer de Grenoble le brevet d'une pension de pareille somme. On sait que cet épisode avait frappé fortement l'esprit du peintre David et lui semblait digne de son pinceau.

Corps était le premier village du département de l'Isère. Napoléon passa la nuit à l'hôtel du Palais chez Dumas. Dans la soirée il fut acclamé par les anciens militaires du village et des environs. Il leur déclara qu'il saurait avec le peu de monde qu'il avait venir à bout de son entreprise. Un d'eux, Charles Long, avait servi jadis dans ce 4e régiment d'artillerie où Napoléon était capitaine; il demanda et obtint un brevet de libraire dont il jouissait encore vers 1850.

Ainsi s'acheminait vers Grenoble, en trois colonnes, la petite armée de Napoléon.

La première colonne ou avant-garde, sous les ordres de Cambronne, se composait d'un détachement de grenadiers tirés des quatre compagnies du bataillon Napoléon, des marins de la garde et des chevau-légers des lanciers polonais. Ces braves « Sarmates » avaient marché durant quelques jours à pied et porté patiemment, gaiement, leur équipement. Mais à Cannes, à Grasse, à Digne, à Gap, ils finirent par trouver un cheval. C'étaient ces Polonais dont le prince de Monaco admirait l'allure résolue, ces Polonais que Talleyrand qualifiait de déserteurs et que le tsar Alexandre, docile aux avis du diplomate, sommait ridiculement de quitter Bonaparte et de gagner Varsovie.

La deuxième colonne du corps de bataille comprenait les quatre compagnies de grenadiers du bataillon Napoléon, la compagnie d'artilleurs — artilleurs sans canons — les dix-huit gendarmes de l'île d'Elbe et une trentaine d'officiers en demi-solde ou en réforme qui se rallièrent à Napoléon durant le trajet de Cannes à Gap et qui reconnaissaient pour chef le major Pacconi. L'Empereur, l'état-major et le trésor étaient avec cette colonne.

Le bataillon corse, commandé par Gursco, formait la troisième colonne ou arrière-garde.

Le 6 mars, pendant que tout le reste de la troupe impériale couchait à Corps, Cambronne poussait sur La Mure.

Arthur CHUQUET,
Membre de l'Institut.

LA FORMATION D'UNE NOUVELLE GRANDE PUISSANCE

Dans un précédent article (1) nous avons essayé de démontrer l'importance mondiale du centenaire d'Ayacucho que l'Amérique du Sud s'apprête à fêter au Pérou le 9 décembre prochain.

A la bataille d'Ayacucho, qui consacra l'indépendance sud-américaine, ce furent, en effet, des héros appartenant à toutes les parties du Nouveau Monde hispanique, qui firent triompher leur autonomie politique dans leur lutte contre les Hispano-américains royalistes, non moins hétérogènes qu'eux mêmes.

C'était la première fois, et hélas, ce ne fut pas la dernière, qu'on vit des Péruviens et des Chiliens, des Argentins et des Colombiens, des Centro-américains, des Venezuéliens et même des Espagnols péninsulaires, peiner, combattre et vaincre ensemble pour un idéal de race, pour l'idéal de leur commune race!

Depuis ce moment-là, c'est là-bas, à peu près partout et presque toujours, le règne de la guerre civile, à commencer par des changements de Présidents (événements décorés du nom de « *révolutions* »), pour finir par des conflits nationaux, comme ça été le cas entre le Chili, le Pérou et la Bolivie. On voit se séparer les uns des autres les descendants des héros qui certes n'avaient pas pris les armes à Ayacucho pour aboutir à ce triste résultat; on assiste aux ravages que cause la discorde entre des partis politiques ou entre des peuples frères. C'est bien là une ère pénible que l'impartiale Histoire dénommera « *la Guerre Civile de cent ans* ».

Il semble même qu'on puisse parler d'une *guerre civile de deux cents ans*, car rien ne s'oppose à l'éclosion, sans cesse renouvelée, de futures révolutions ou d'autres guerres entre États comme celle du Pacifique. Ces États, qu'il s'agisse du Mexique, de l'Argentine, du Brésil ou du Chili

(1) Voir *Le Figaro* du 1er janvier 1921

achètent un grand nombre de fusils, de canons et jusqu'à des cuirassés. Apparemment ce n'est pas pour s'armer contre l'Europe, le Japon ou les États-Unis !

Du haut de l'Olympe yankee, où il trône, le Jupiter américain, celui qu'on appelle le *Président des Présidents*, paraît imposer la paix à ces jeunes frères turbulents soit en édictant des sentences arbitrales (comme celles relatives au Pérou et au Chili), soit en agissant simplement *manu militari* (c'est ainsi qu'on procéda à l'égard d'Haïti et de Saint-Domingue). Périodiquement arrivent des escadres portant le pavillon étoilé : elles se présentent en souveraines, ou plutôt en propriétaires, devant Veracruz, La Havane, Rio-de-Janeiro, La Plata, Valparaiso et Callao. Comme il l'a déjà fait au Texas et en Californie, le parler britannique se substitue à la langue espagnole à Puerto Rico et à Panama.

Les États latino-américains qui se surveillent mutuellement avec des regards d'espions, n'ont pas l'air alarmés de cette situation.

S'ils font des préparatifs belliqueux, ce n'est donc pas contre le danger yankee et pourtant leurs préparatifs sont impressionnants ! Dans quel but alors? Assurément, c'est dans l'intention de poursuivre une guerre civile déjà centenaire et qui menace de devenir bicentenaire.

Tels sont les faits. Le pur soleil d'Ayacucho ne brillera pas encore le 9 décembre prochain, comme il le fit il y a un siècle, sur l'ensemble des Hispano-américains vibrant, tous à la fois, pour le même idéal. Ces Hispano-américains n'ont pas encore une patrie commune ; ils n'ont réussi qu'à se tailler de multiples petites patries. Aujourd'hui, plus que jamais, on criera chez eux : « Vive l'Argentine », ou « Vive le Chili », ou « Vive la Colombie », mais on n'entendra pas s'élever du fond des poitrines ce souhait, le seul qui soit digne d'eux et prometteur de prospérité : « Vive le monde ibérique » !

Or, tout cela a de quoi surprendre l'étranger, mais tout cela ne signifie nullement que les Ibéro-américains soient des gens arriérés, aveugles ou méchants. Tout cela s'explique de la manière la plus naturelle si l'on considère la carte du Nouveau Continent. On se rend compte que l'Amérique du Nord constitue une puissance (et quelle puissance !) dont la formation est achevée, la puissance yankee, alors que l'Amérique du Sud n'en est encore qu'à la phase pénible d'une puissance en formation.

Mais, si les efforts méritoires auxquels se livre cette dernière, sont couronnés de succès, ce sera, à n'en pas douter, l'épanouissement d'une puissance encore plus majestueuse que celle des États-Unis et capable de modifier les conditions politiques du Monde.

Nous allons donner, à ce sujet, quelques éclaircissements nécessaires.

Le feu Président Wilson dans son *History of American People* a bien défini l'histoire de sa grande patrie en disant qu'elle est caractérisée par la marche des colons de l'Est vers l'Ouest.

En 1808, soit depuis l'indépendance des treize colonies britanniques, le territoire de la nation américaine se trouvait réduit à une frange côtière sur l'Atlantique. « Ce n'était, écrit Volney, qu'une immense forêt semée de quelques villages en bois et en briques .» Sans se soucier de défricher, à fond, cette forêt-vierge « remplie des essaims persécuteurs des taons et des moustiques » les Yankees progressèrent avec rapidité, sur les espaces considérables occupés par les Français et dont l'étendue reliait le Canada à la Louisiane. Dans cette poussée vers l'Ouest, où ils périrent par milliers, les premiers pionniers ont été remplacés par des flots d'immigrants nouveaux qui débarquaient sans cesse. Les États-Unis qui, en 1790, n'avaient que 4 millions d'habitants (moins que la seule vice-royauté hispanique du Pérou), en comptaient plus de 10 millions en 1824. La conquête s'avançant toujours vers l'Ouest (en s'étendant sur le Texas, la Californie et dépassant les Montagnes Rocheuses grâce à l'afflux constant des immigrants européens dont le nombre a atteint 30 millions au cours du XIXe siècle) se trouva virtuellement terminée lorsque, le 22 avril 1889, les derniers cinquante mille pionniers campés aux frontières de l'Oklahoma se furent précipités sur le dernier territoire vierge qui s'offrait à eux.

Cette conquête, en réalité, doit-elle être considérée comme finie ? Ne s'est-elle pas poursuivie au large du Pacifique par la prise des Iles Hawaï et des Philippines? Ne se détournera-t-elle pas un jour vers le Sud, s'attaquant au monde hispano-américain encore invertébré et que sa désunion intérieure livrerait sans défense à ses agresseurs?

Si l'on peut dire qu'au point de vue politique l'Amérique du Nord, l'Amérique anglo-saxonne, est le résultat de la marche entreprise de l'Est vers l'Ouest par des millions d'immigrants de race blanche, il est permis d'affirmer que l'Amérique du Sud provient d'une pénétration européenne allant du pourtour vers le centre de ce pays.

Mais cette pénétration-là s'opère lentement et d'une façon chaotique par suite du nombre insuffisant des immigrants. On observe, en effet, que, seules les côtes de l'Amérique méridionale ont été peuplées par des arrivants ibériques : c'est sur les côtes exclusivement que se tiennent aujourd'hui

*

les grandes agglomérations humaines, les capitales des États. La civilisation sud-américaine est, si l'on peut dire, une civilisation en bordure, une civilisation périphérique. A l'intérieur des terres, entre les Cordillères des Andes et les rivages du Brésil, il n'y a qu'une forêt-vierge d'une étendue vingt fois supérieure à la superficie de la France, à travers laquelle courent des bandes de sauvages, dont certains sont encore anthropophages, et ce n'est que par miracle qu'il arrive d'y rencontrer un Blanc !

L'Amérique du Nord, en un mot, a achevé son œuvre colonisatrice ; l'Amérique du Sud n'en est encore qu'à la moitié ou, plus exactement, qu'au tiers ou au quart de cette œuvre. Rien d'extraordinaire à cela, puisque, en un seul siècle, trente millions d'immigrants, ainsi que nous l'avons dit, se sont dirigés vers l'Amérique septentrionale, tandis que l'Amérique méridionale n'a réussi, dans le même laps de temps, qu'à en attirer deux ou trois millions tout au plus !

Tenons compte, en outre, de l'animosité mutuelle dans laquelle vivent les peuples sud-américains. Il n'y a pas lieu toutefois de s'effrayer de cette constatation. Souvenons-nous qu'après avoir conquis leur indépendance, les treize colonies britanniques du Nord mirent quatre ans (1784-1788) pour arriver à se fédérer entre elles, à accepter une Constitution, une Capitale et un Président communs. Et cette fédération ne se consolida que par la guerre de Sécession.

Évidemment, depuis la victoire émancipatrice d'Ayacucho, qui remonte à un siècle, les États de l'Amérique ibérique ne sont parvenus qu'à émettre de simples vœux de fédération dans ces *congrès panaméricains* où le Yankee se réserve toujours la part du lion. Ces États ne peuvent s'astreindre à reconnaître un chef unique à moins qu'il ne soit complètement un étranger, comme le *Président des Présidents*, qui siège à Washington, et ils opposent soit la négligence soit la critique malveillante au projet d'une capitale sociale présenté récemment par un ingénieur péruvien.

Évidemment, il en va ainsi ! Cependant tout cela n'est pas si décourageant qu'on le supposerait tout d'abord. Laissons les Sud-Américains parachever la pénétration allant des côtes vers l'intérieur. Le jour, où la région amazonienne sera peuplée par des Blancs et non plus par des Peaux-Rouges, ce jour-là, l'union de l'Amérique du Sud se fera d'elle-même.

Alors cette Amérique se révélera au Monde comme une puissance dont on est loin de soupçonner l'importance ! Si cette Amérique possédait la même densité de population que les États-Unis, elle présenterait 300 millions d'habitants, et notre planète, pour une bonne moitié, se trouverait aux mains des Latins !

Les gouvernements ibéro-américains prévoient ces destinées ; quelques-uns déjà les préparent, de loin, avec une remarquable clairvoyance. En Argentine, par exemple, c'est au Président Sarmiento que revient la paternité de cette judicieuse formule remontant à un demi-siècle : « gouverner, c'est peupler ». Et son pays qui n'avait pas, il y a cent ans, un million d'habitants, en possède douze millions, à présent et se place à la tête du monde hispanique. Dans l'immense Brésil, la colonisation européenne a été très activement poussée, surtout au sud, ainsi qu'on le sait. Dans l'Uruguay, le grand réformateur Battle-Ordoñez se double d'un grand colonisateur. Sur le Pacifique, deux cents familles germaniques, qui y furent amenées il y a cinquante ans, ont transformé le sud du Chili où vivent actuellement trente mille Germano-Chiliens.

La Colombie et le Venezuela font des efforts, de leur côté, pour attirer à eux des immigrants de race blanche.

Mais c'est du Pérou que nous voulons surtout examiner la situation. Ce pays, qui a été, on peût le déclarer sans hyperbole, le berceau de l'Amérique du Sud et, durant des siècles, le pivot de la domination hispanique, occupait, il y a cent ans, le premier rang parmi les puissances sud-américaines. Puis, il n'a cessé de perdre des territoires très considérables, ce qui l'a fait tomber du premier rang jusqu'au sixième. Et la raison en est simple : c'est à cause du manque de colons de race blanche.

Heureusement, ces conditions défavorables paraissent devoir prendre fin. Le président actuel du Pérou, M. Léguia, doué d'un caractère énergique et d'une intelligence pénétrante, a déjà réussi à assurer à sa patrie le bienfait de deux périodes de paix riches en réalisations fécondes. Réélu une troisième fois, pour une durée de cinq ans, il a promis, d'après nos informations, de se dévouer aux deux entreprises qui sont vitales pour le Pérou : l'incorporation de la race indienne (qui jusqu'à présent ne joua que le triste rôle d'un poids mort) et l'intensification de la colonisation européenne opérée par des Blancs, sélectionnés selon une méthode toute nouvelle.

Il est grand temps d'agir ! Surtout maintenant que la vieille Europe et les États-Unis, comme conséquence de la paix boîteuse qui a été signée, semblent se proposer de déverser sur l'Amérique du Sud les millions de colons qui lui manquent pour parfaire la formation de sa puissance.

Nous autres Français, nous devons suivre de près, de très près, ce mouvement colonisateur dans

l'Amérique du Sud en général et au Pérou en particulier.

Malgré ses mutilations territoriales si cruelles, le Pérou possède la meilleure part des trois merveilles de l'Amérique méridionale : les eaux froides du Pacifique (placé sous les tropiques), les plateaux centraux de la Cordillère des Andes et le bassin supérieur de l'Amazone, le roi des fleuves.

Une ère de prospérité incalculable s'ouvre devant lui, pour l'avenir, au triple point de vue maritime, minier et forestier. Et comme l'histoire des peuples dépend en notable partie de la géographie de leur pays, le Pérou, si admirablement situé sur le plus beau des continents, deviendra fatalement le noyau de cette puissance sud-américaine que nous entrevoyons.

Nous espérons donc que, comprenant la portée mondiale exceptionnelle du prochain centenaire d'Ayacucho par lequel l'Amérique Espagnole fêtera son indépendance, la France s'y fera dignement représenter et mettra à profit cette occasion unique pour prouver aux Sud-Américains son constant et profond intérêt pour tout ce qui regarde leurs progrès et leur union de plus en plus étroite.

Mais, une fois le centenaire passé, il nous faudra continuer de manifester à cette Amérique latine, et tout spécialement au Pérou, notre sympathie avertie pour le noble zèle avec lequel il travaillera, non sans risques et sans déboires, hélas ! à la formation de la puissance ibéro-américaine. Pour nous, Latins, notre titre de frères aînés nous dicte ce devoir envers des frères plus jeunes, afin d'assurer par là et de concert avec eux, le triomphe de notre race commune, de notre politique humanitaire et de nos aspirations mondiales.

Comment se traduira, dans la pratique, notre amicale sollicitude? C'est ce que nous essayerons d'indiquer dans un autre article.

C. Chabrié,
Professeur à la Sorbonne.

LE CENTENAIRE DE MAINE DE BIRAN

La Société de philosophie a tenu, le 19 juin 1924 à la Sorbonne, une réunion solennelle à l'occasion du centenaire de la mort de Maine de Biran. M. Léon Brunschvicg, en ouvrant la séance, rappelait fort justement que sa pensée « est en pleine activité, en pleine floraison, en pleine fécondité. A mesure qu'elle se dévoile à nous, elle apparaît davantage tournée vers l'avenir, et par les solutions qu'elle propose ou qu'elle présente et surtout par le problème qu'elle avait l'originalité paradoxale de soulever. » M. Tisserand, l'auteur de l'*Essai sur l'Anthropologie de Maine de Biran*, le meilleur ouvrage d'ensemble que nous possédions sur son système, le savant éditeur des Œuvres complètes, dont quatre volumes ont déjà paru à la librairie Alcan (Edition du centenaire entreprise sous les auspices de l'Institut), exposait avec une précision et une justesse incomparables les grandes lignes de la doctrine biranienne. Le chanoine Mayjonade, à qui l'on doit la publication de nombreux inédits, et qui entretient pieusement, au pays même de M. de Biran, le culte de sa pensée et de son souvenir, appelait l'attention sur les aspects religieux de sa vie intime, qui, s'approfondissant, s'est achevée en un commencement de mysticisme. M. Xavier Léon donnait lecture d'une vigoureuse leçon du regretté Delbos, conclusion d'un cours sur le philosophe. L'auteur de ces lignes exposait l'influence de la psychologie biranienne sur l'école médicopsychologique française, sur Baillarger et Moreau de Tours, qui, partant de l'analyse des troubles mentaux, ont abouti à une théorie du fonctionnement de l'esprit voisine de celle de Maine de Biran et pour une part inspirée de lui. Toutes ces communications que la Société de philosophie va publier dans son prochain bulletin (Armand Colin) attestent l'intérêt que la philosophie d'aujourd'hui porte à un maître trop longtemps méconnu. Les pages qui vont suivre n'ont d'autre objet que de chercher à mettre en lumière son originalité psychologique.

***

Maine de Biran est avant tout un psychologue. C'est dans l'intimité de l'être spirituel, dans la conscience de soi que sa philosophie a pris appui, et qu'il a cru découvrir les principes mêmes qui prolongent et dépassent la conscience.

Maine de Biran est avant tout le psychologue de sa propre vie intérieure. Sa psychologie est d'abord la confession d'un psychologue. Attentif en sa jeunesse aux mouvements de sa sensibilité, il se sentait conduit par les lois secrètes de son organisme, livré à la passivité changeante des sentiments qui surgissent, s'imposent et disparaissent ; et reprenant la doctrine de Bichat et de Cabanis, il faisait de la sensibilité physique, du jeu intérieur des « affections », des appétits et de tous ces modes variables qui correspondent aux fonctions vitales, l'assise de la vie mentale, en même temps qu'il aspirait à se rendre maître de cette agitation, à dominer cette instabilité, à découvrir une force qui lui permît de se posséder soi-même.

La psychologie de l'effort correspond à sa vie adulte. Dans la maîtrise de soi, s'exerçant contre les impressions de la sensibilité, contre les affections obscures, variables à chaque instant, confuses, tumultueuses, désordonnées par leur nature, il découvre à la fois, approfondissant sa propre expérience et les conclusions de Destutt Tracy, le principe des faits psychologiques et la règle de la vie morale. Nous ne nous connaissons nous-mêmes qu'en prenant conscience de nous ; nous ne prenons conscience de nous que par le jeu de cette activité. La conscience que nous prenons de nous est l'instrument par lequel nous construisons un monde en dehors de nous.

Mais l'effort suppose — loin de la supprimer — la résistance de cette passivité initiale, le sentiment intérieur du terme organique, inerte et immobile, qui s'oppose à notre volonté. Le sentiment de l'existence, la conscience résulte de la rencontre de cette activité et de cette passivité. Telle est la dualité de la vie humaine. Il nous est impossible de nous concevoir réduits à la partie animale. Il est impossible que le moi se rende compte d'un état d'où il se trouve exclu par hypothèse. Mais en même temps il est impossible que l'effort s'exerce indépendamment des mouvements instinctifs et des impressions de l'être sensible. L'activité motrice se monte insensiblement sous l'impulsion des organes intérieurs jusqu'au moment où elle s'en affranchit. Mais l'effort, acte momentané et qui se renouvelle, n'occupe point toute la vie. La volonté est sujette à des dégradations, à des intermittences. Entre cette passivité sourde, toujours présente, et cette activité qui ne saurait toujours rester tendue, se partage la vie humaine. Et c'est bien entre le jeu de sa cœnesthésie impérieuse et souffrante, entre l'attention aiguë aux oscillations de sa sensibilité, et la confiance dans sa propre énergie, le sursaut de la volonté orgueilleuse, que se partageait la vie de Maine de Biran. L'instabilité n'est fixée qu'à demi. Le conflit n'est point apaisé. Tout le tragique de la vie humaine vient de cette dualité irréductible, de cet antagonisme entre l'inconscient et le conscient, entre le corps et le vouloir.

A mesure que déclinaient les forces de sa vie, Maine de Biran sentait renaître la puissance de ces sentiments passifs qui avaient gouverné sa jeunesse. La sensibilité impérieuse et confuse tendait à reprendre son empire, échappant à la contention pénible, à l'activité laborieuse. Toutefois, ce n'était plus le corps qu'elle paraissait révéler ; mais bien l'âme même, au delà de l'activité volontaire, en contact avec l'absolu. « On peut trouver une autre âme au fond de cette âme qu'on analyse et qu'on peint par le dehors. » Des états internes de calme et d'élévation, des illuminations subites, spontanées, des inspirations, des mouvements surnaturels, ainsi s'affirmait cette vie nouvelle, enchantement d'une activité désenchantée, ineffable extase où le philosophe entrevoit Dieu. Le retour de l'âme vieillissante à la sensibilité extatique de la jeunesse, le besoin d'appui et de consolation, le commerce intime avec Pascal et Fénelon ont suscité et nourri ce demi-mysticisme, revanche de l'âme profonde de Biran, énergique par accident, plus amoureuse de l'énergie que foncièrement énergique, orientée à son insu vers les aspirations indéterminées de la sensibilité.

***

Il y a donc chez Maine de Biran une psychologie de la vie inconsciente, une psychologie de la conscience de soi, et à tout le moins l'esquisse d'une psychologie de la supra-conscience.

Les premiers écrits, le Mémoire sur l'habitude de 1802, le Traité sur la Décomposition de la pensée de 1805 ont précisément pour objet de distinguer la vie passive de l'organisme agissant selon ses lois propres, et la vie active, le fait primitif par lequel se constitue la conscience. Partant du vitalisme de Cabanis et de Bichat, rencontrant Destutt Tracy, pour le dépasser, Maine de Biran rapporte à la sensibilité passive les données élémentaires de la vie humaine, qui se poursuit confusément et sourdement jusqu'au moment où l'activité volontaire les transforme en les élaborant.

Le mot de passivité doit être pris dans un sens relatif. Il y a bien dans la sensation, outre la modification que l'organe reçoit, « une action réelle et propre à l'organe sensitif qui se dirige lui-même suivant des lois particulières et donne le ton plutôt qu'il ne le reçoit ». Mais cette activité sensitive, ce jeu interne des organes, par exemple l'adaptation de l'œil à la lumière et à la distance, s'exerce de façon réflexe, ou, comme dit Maine de Biran, s'exerce en moi sans moi.

Ainsi, en remontant par l'analyse aux premiers rudiments de la pensée humaine, ou encore en nous observant nous-mêmes dans certains états où la sensibilité physique est seule prédominante et absorbe presque toutes nos facultés actives, « nous sommes conduits à reconnaître qu'il y a eu originairement et qu'il peut y avoir encore en nous des phénomènes simples, que nous appelons intuitions ou affections simples... Nous sommes même induits à croire qu'il n'y a que des phénomènes de cet ordre pour les animaux, pour tous les êtres purement sentants, comme pour l'enfant qui vient de naître et pour l'homme même dans l'état de sommeil, de délire... Ainsi les intuitions et les

affections ne sont point de purs concepts abstraits, mais bien des modes positifs et réels de l'existence de certains êtres organisés, vivants, qui n'ont aucun moyen de percevoir leurs impressions, ou de connaître leur existence. »

Cet état élémentaire n'est donc point conçu seulement par abstraction ; il relève d'une sorte d'expérience : dans certains états de notre être sensitif, tels que le sommeil agité et troublé par des impressions sourdes, le délire, l'ivresse où il n'y a pas de conscience de soi, à l'instant où le moi renaît et s'éveille, il perçoit ces impressions et les localise, mais il ne les perçoit pas ou il ne les sent point comme ne faisant que commencer, « il les trouve déjà établies dans son organisation ou dans l'âme sensitive, avec laquelle il correspond, et qui en était déjà affectée sans que le moi y participât ou le reconnût. »

Ainsi la sensation animale relève des lois de l'organisme, d'un principe sensitif aveugle, distinct du moi voulant, agissant, sentant. Elle est par définition obscure et presque insaisissable. « Dans ce qu'on appelle sensation, qu'on abstraie le rapport local de l'impression affective à telle partie du corps, ou à la cause ou à l'objet, ce qui reste est l'affection simple dénuée de toute conscience de moi et de tout jugement ». Ou encore dépouillez l'affection des jugements relatifs au moi, à la causalité, à l'espace et à l'objet, ce qui reste n'est pas une vaine abstraction, mais un état réel de l'être sensitif, qui s'identifie avec chacune des modifications qu'il éprouve et qui se perd en elles. Telle est la vie de l'animal ; entre la conscience complète et le mécanisme cartésien il y a place pour des êtres qui ont la sensation sans conscience, sans moi capable de l'apercevoir. Telle est la plus grande partie de la vie humaine. Il y a eu une époque où l'existence de l'être sentant et pensant se trouvait ainsi réduite aux effets physiologiques des impressions reçues par les divers organes, sans conscience du moi et par conséquent sans connaissance. Même au plein de sa vie adulte, l'homme éprouve la présence étrange de cette vie souterraine, qui affleure à la conscience, et qu'il atteint parfois dans une sorte d'état de rêve où l'effacement de la réflexion permet aux intuitions sourdes de la sensibilité l'accès à la lumière. L'ensemble de sensations organiques, que Biran a réunies sous le nom de cœnesthèse, la conscience vague des états du corps et du fonctionnement de la machine, tel est l'exemple sur lequel le Journal intime insiste à tant de reprises avec tant de délicatesse d'analyse.

Cette infinité d'impressions obscures, variables à chaque instant, confuses, tumultueuses, désordonnées, nous échappe au moment même où nous voulons l'observer. Pour les atteindre, il nous faut sortir de nous, nous transporter au seuil de la vie, à ces formes simples d'existence d'où tout souvenir est exclu, chercher dans la vie de l'instinct, dans ces états élémentaires où notre moi se perd ; ainsi pourrons-nous retrouver le courant obscur qui coule sans bruit au fond de l'âme. Etrange intuition, qui n'atteint jamais son entière pureté, condamnée qu'elle est à subir encore les exigences de la réflexion et de l'aperception. L'affection ne se constate pas immédiatement, mais par son contraste avec ce qui est actif, comme les contours de l'ombre se distinguent dans l'espace éclairé. Un être qui parviendrait à retomber à cette sensibilité passive n'aurait aucune notion de soi ni d'autre chose ; on ne connaît point dans l'extase. Quand on est hors de soi on ne connaît pas. Pour connaître, il faut être soi. Il y a donc une multitude de degrés suivant lesquels l'affection peut s'aviver ou s'affaiblir pendant que le sentiment du moi s'obscurcit ou s'éclaire. Il n'y a point d'état essentiel où ces données immédiates s'épanouissent en conscience.

Cette sensibilité profonde, par son alliance avec l'activité volontaire, fait le caractère mixte de la vie humaine. Dans la mesure où elle prédomine, nous nous dépouillons de notre humanité. Plus nous sommes affectés, moins nous percevons et nous connaissons. Si une affection devient assez vive pour occuper toute notre faculté de sentir, nous nous identifions avec elle. Nous sommes tout à la sensation, possédés par elle, incapables de la connaître à force de nous perdre en elle.

Ces données obscures règlent notre imagination. Qu'est-ce qu'une passion, par exemple, sinon une affection ou un besoin qui se donne un objet en suscitant des images plus ou moins vagues et une obscure et impérieuse croyance? Qu'est-ce que cette affection, sinon l'expression de certaines modifications organiques? Le siège des émotions et des passions est bien, comme le voulait Bichat, dans les organes de la vie intérieure. L'imagination, en donnant un objet indéterminé et insaisissable aux passions, les oriente selon leur aspiration, les canalise, pour ainsi dire, les fortifie par l'étendue illimitée des perspectives qu'elle leur ouvre. Toute passion est une espèce de culte rendu à un objet fantastique ; c'est le corps s'adorant soi-même sous un symbole.

***

La théorie de l'effort a fait la gloire de Maine de Biran. Elle ne doit pas faire oublier les vues que je viens de signaler. L'originalité de Maine de Biran consiste peut-être avant tout dans cette description de la vie préconsciente ; la voie, ainsi ouverte,

a mené beaucoup d'autres chercheurs aux résultats les plus intéressants : la psychologie de la subconscience relève de Maine de Biran autant que de Leibniz.

Jusqu'à un certain point, c'est encore à Leibniz que fait songer sa doctrine de l'effort. A la perception semi passive Leibniz n'opposait-il pas l'aperception? N'installait-il pas au cœur de la monade, sous le nom d'*appétition*, une énergie interne, une puissance spontanée de développement ? Mais la doctrine de Leibniz a un caractère plus intellectualiste que celle de Biran ; ses perceptions obscures représentent l'Univers ; son effort ressemble plus à l'effort intellectuel qu'à l'effort musculaire.

Quand nous voulons agir, il se produit dans notre cerveau — telle est la doctrine cent fois exposée par Maine de Biran — comme la détente d'un ressort central qui semble entrer en action par lui-même ; cette détermination motrice, une fois produite dans les centres cérébraux, est transmise immédiatement par les nerfs jusqu'à l'organe musculaire ; enfin celui-ci se contracte. La conscience ou le sentiment de l'effort n'apparaît qu'à ce moment-là.

Ainsi la force et son résultat coexistent en un seul point indivisible du temps et sont inséparables, quoique distincts, dans la dualité primitive qui constitue l'essence du moi. Une force hyperorganique agit sur le cerveau, déclenche les muscles ; à ce moment naît la conscience par la rencontre de cette activité et de cette passivité. La volonté atteint un terme organique, inerte et immobile et qui lui résiste ; elle le met en mouvement. La volonté et l'acte ne sont pas deux faits différents, ce sont deux aspects d'un fait unique.

On sait quelles objections la psychologie moderne, celle de William James par exemple, a dirigées contre cette analyse de l'effort musculaire.

A la perception d'une force centrifuge, William James substitue — sur le modèle de son analyse célèbre des émotions — la conscience en retour, afférente, des sensations musculaires. Il est vrai que lorsqu'il analyse la volonté dans l'effort, il retient la notion d'une activité automotive, à la manière de Renouvier, d'un *fiat* qui déclenche l'acte ; ne restaure-t-il pas sous ce nom cette même force hyperorganique qu'il avait voulu d'abord ramener à des données organiques ? Sur cette question, on peut dire du reste que l'analyse est loin d'être achevée, que la discussion est loin d'être close.

Mais quand même une partie de cette théorie serait tombée, elle a eu sans conteste cet utile effet d'orienter Maine de Biran et d'autres après lui vers le rôle des mouvements dans la connaissance et dans les processus intellectuels. Une bonne partie de « Matière et Mémoire » s'attaque au problème que Biran a eu le mérite de poser. N'est-ce point du reste par l'observation du rôle des mouvements dans la perception et dans la connaissance que cette théorie s'est formée? Maine de Biran n'a-t-il pas toujours invoqué à l'appui de sa thèse la remarque de Rey Régis sur les troubles de la sensibilité chez le paralytique qu'il avait étudié.

***

Biran s'est efforcé de saisir le passage des mouvements purement réflexes et de la confuse irritabilité générale aux savantes coordinations motrices que requiert toute opération perceptive. Comment l'enfant conquiert-il, organise-t-il son corps? Comment passe-t-il des mouvements instinctifs aux mouvements volontaires?

L'activité motrice se monte insensiblement sous l'impulsion des organes intérieurs jusqu'au moment où elle s'en affranchit. Les organes, en se mouvant, deviennent plus dociles. Il s'établit entre le centre moteur et les muscles une coordination plus étroite ; les sensations motrices s'éveillent ; la motricité se canalise et cesse de s'épancher au hasard.

L'habitude, en émoussant l'affectivité, prépare la conscience volontaire. Elle discipline la locomotion. Elle éveille la spontanéité. En sens inverse, la volonté, par l'habitude, retombe à l'instinct. On sait comment, en 1838, la thèse célèbre de Ravaisson sur l'Habitude, a repris et développé ces vues. L'habitude se développe dans la direction même de la nature ; elle abonde dans le même sens. Elle est l'activité libre imitant le mécanisme ; le terme moyen entre la nature et la volonté.

Par exemple, l'enfant s'agite d'abord et crie sous la pression du besoin. Puis il crie par habitude, puis avec intention, pour appeler. L'habitude, nous dit Biran, a monté en lui le mécanisme, qu'à un moment de son développement il est capable de déclencher. « Dès qu'il commence à penser, à vouloir, au même instant où il pense sa parole, son cri inarticulé, mais volontaire ou intentionnel, il parle sa pensée, il a l'équivalent du mot je. »

***

C'est par la substitution de la vie élémentaire à la vie active que Maine de Biran explique toutes les déchéances mentales ; contre-épreuve de sa doctrine. Là où l'effort manque, tout l'être pensant retombe à la confusion, d'où l'effort l'avait tiré. Le sommeil n'est pas autre chose que la suspension de la volonté, la rupture de l'équilibre sensorimoteur, la divagation de l'imagination spontanée et

indépendante, la concentration de la sensibilité dans certains organes, qui oriente le cours des rêves. Le somnambulisme n'est qu'un sommeil où le sujet reste capable de mouvement, où il agit sous la conduite d'un rêve, sous la poussée d'une imagination captive qui ne sait ni délibérer ni choisir. Les nouvelles Considérations sur le Sommeil, le Mémoire sur le physique et le moral de l'Homme développent abondamment ces principes. Il suffira de les pousser un peu, pour en tirer l'esquisse d'une psychopathologie. L'aliénation dans son ensemble, selon Biran, a pour grand caractère l'effacement de la vie active, la disparition du moi, quelles que puissent être ses causes, ses conditions et ses signes psychologiques. Elle est d'abord la cessation ou la suspension de la volonté. Dans l'idiotie, le moi sommeille, pendant que les organes sensitifs sont seuls éveillés et qu'ils prennent parfois, par la concentration de leur vie propre, un degré supérieur d'énergie. Dans la démence, le cerveau produit spontanément des images liées ou décousues, pendant que la pensée sommeille ou jette de temps en temps quelques éclairs passagers. Dans la manie avec délire, l'intuition et l'imagination s'émancipent, et, sous l'influence des organes internes, s'ébauchent et se développent les thèmes délirants ; à peu près comme le rêve ou bien encore la passion, sont conduits par les variations et la « concentration » de la sensibilité interne.

Certes Maine de Biran n'a jamais prétendu formuler une doctrine de psychopathologie. Mais il a toujours été curieux des faits pathologiques, il s'est arrêté avec beaucoup de complaisance à leur examen et il a cru y trouver une vérification de son système.

Baillarger et Moreau de Tours n'ont pas ignoré, je crois, ces vues suggestives. Elles domineront toute l'école médico-psychologique et nous en retrouverons la trace jusque dans la psychiatrie d'aujourd'hui. L'opposition de l'Automatisme et de la Synthèse datent peut-être de là.

(A suivre.)

H. Delacroix,
Professeur à la Sorbonne.

UN GRAND POÈTE DE LA DOULEUR ET DE L'AMOUR

STANISLAS PRZYBYSZEWSKI

Sait-on qu'un des écrivains les plus curieux, les plus tourmentés, les plus pathétiques de l'Europe moderne a vu le jour dans les calmes plaines de Cujavie? J'en doute, car le nom même de Stanislas Przybyszewski, poète, romancier et dramaturge polonais, est à peine connu chez nous. Il devrait l'être cependant, non pas seulement à cause de la puissance et de la richesse de son œuvre qui s'échelonne sur une trentaine d'années, mais aussi parce que ce fondateur du symbolisme en Pologne a beaucoup aimé tout ce qui venait de France.

Une partie de sa vie s'écoula pourtant en Allemagne, et il écrivit ses premiers romans en langue allemande. C'était la triste époque quand l'intellectuel polonais, ne sachant où se poser dans sa patrie en lambeaux, plutôt que de subir le joug, préférait résolument le chemin de l'exil.

Stanislas Przybyszewski est né en 1868 à Lojew, en cette partie de la Pologne qui se trouvait alors sous la domination prussienne. Après avoir achevé ses études secondaires au gymnase de Thorn, le jeune Polonais entra au Polytechnicum de Charlottenbourg, puis à la Faculté de médecine de Berlin, où il se fit remarquer par une vaste dissertation sur « La structure microscopique de l'écorce cérébrale ». Ce détail biographique a son importance. Il montre qu'encore étudiant et assez éloigné de la littérature, Przybyszewski éprouvait déjà un penchant marqué pour la « structure microscopique » des choses. Mais, à cette époque, il n'en était encore qu'à la physiologie. Plus tard, dans ses œuvres d'imagination, il continuera à disséquer les âmes, à sonder les mystères psychologiques, à dissiper le faux-semblant des sentiments humains.

Notre auteur aborde la littérature par la critique. Chopin et Nietzsche sont pour lui les grands découvreurs de l'*Inconscient*, de cet inconscient qui fut négligé pendant des siècles et dont lui-même s'efforcera de pénétrer davantage les arcanes.

Toute son inspiration se ressentira de cette première, double influence. Dans ses romans, la musique et la philosophie seront partout présentes, trop présentes pour notre goût actuel, mais bien dans la manière d'avant-guerre.

Et puis, Chopin et Nietzsche sont tous deux des demi-Polonais, argument racial qui a certainement

joué un rôle décisif dans le choix qu'en a fait Przybyszewski pour génies tutélaires.

Bientôt le jeune symboliste se consacre définitivement aux lettres. Chaque année apporte une œuvre nouvelle. Ce sont : « *La Messe des Morts* », « *Les Vigiles* », la puissante trilogie « *Homo sapiens* », « *De profundis* », « *Les fils de Satan* », « *Sur le chemin de l'âme* ». Ces ouvrages, tout d'abord écrits et publiés en allemand, ne seront transposés que plus tard en polonais, par l'auteur lui-même.

Est-ce à dire que l'écrivain slave se trouve, à cette époque, sous l'influence de ses confrères germaniques? Bien peu, et cet exemple prouve que l'esprit polonais, nourri de catholicisme et de latinité, demeure, même dans les circonstances les plus propices, rebelle à l'emprise allemande.

En 1898, Przybyszewski quitte Berlin pour Cracovie. Dans cette capitale intellectuelle de la Pologne, il fonde une revue de combat : *Zycia* (*La Vie*) et rompt des lances pour les idées nouvelles. A la platitude du naturalisme qui avait exercé dans les lettres polonaises les mêmes ravages qu'un peu plus tôt dans les nôtres, le jeune poète oppose la puissance évocatrice du symbole. « L'art, écrit-il quelque part, c'est la révélation de l'âme. Tout l'art antérieur, l'art réaliste, était une absence de chemin vers l'âme ». Et cette profession de foi détermine les vues de notre poète sur l'amour.

Pour l'artiste qui ne voit que le réel, la femme est un être infiniment noble ou simplement un jouet, une cocotte ou une miss inabordable. Mais elle est tout autre chose pour l'artiste qui suit les chemins de l'âme. La femme de Rops — ce peintre, ainsi qu'Odilon Redon et Baudelaire hantent, on le devine, l'imagination de l'écrivain polonais — est une terrible force cosmique. La femme de Rops, c'est l'être fatal qui réveille en l'homme le désir, le rive à elle par des caresses perfides, fait de lui un monogame, émascule ses instincts, verse la tempête de ses passions en des formes nouvelles, et lui inocule le poison d'un tourment diabolique.

Pour l'artiste touché de la grâce, pour l'artiste vrai, l'amour, c'est la conscience, pleine d'inquiétude, d'une puissance inconnue et effroyable qui jette deux âmes l'une contre l'autre et s'applique à les fondre ; c'est la conscience inouïe d'une insondable profondeur, le pressentiment d'un abîme psychique où grondent la vie de générations sans nombre et les milliers de siècles de douleur que l'humanité endure pour affirmer son être et se perpétuer.

L'amour se trouve ainsi transporté au faîte de la vie spirituelle. Cet amour qui est une douleur, tout vient de lui et tout mène à lui. L'art ne saurait avoir de plus bel objet que les vicissitudes de ce sentiment sublime.

Telles étaient les idées, très nouvelles en Pologne, que Przybyszewski venait de résumer en des essais groupés sous le titre général : « Sur les chemins de l'âme » et qu'il s'efforça d'accréditer par le truchement de sa revue. Il y réussit pleinement d'ailleurs, bien que la *Zycia*, à laquelle le génial peintre-poète, Wyspianski, prit également une part des plus actives, eût cessé de paraître deux ans plus tard (1900). La manière du poète de sentir l'art et la vie exerça une profonde influence sur la jeunesse de cette époque, non seulement dans son pays, mais aussi en Russie et en Allemagne.

Peu après, le romancier symboliste quitta Cracovie pour Lwow, d'où il émigra ensuite à Varsovie. A partir de ce moment, Przybyszewski n'écrit plus que dans sa langue maternelle. A brefs intervalles se succèdent : « *Sur la mer* », « *La Danse de l'Amour et de la Mort* », « *La Toison d'or* », drame en trois actes qui obtint un gros succès en 1901, « *L'Androgyne* », « *A l'heure du miracle* », « *La Synagogue de Satan* » ; deux drames encore : « *La Mère* » et « *La Neige* ».

Dans un très bel article, publié il y a trois ans, M. Jan-Topass définissait ainsi le talent de Przybyszewski : « A tous les dieux connus et inconnus, il dresse des autels en son âme. Tout ce qui est fort, capiteux, tout ce qui est étrange, tout ce qui peut secouer, griser, corser la douleur, compliquer la jouissance — l'attire. »

On ne saurait mieux dire. Il est vrai aussi que Przybyszewski se complaît dans la douleur et que la joie lui échappe, que sa sensibilité prend volontiers des aspects maladifs et qu'il se réfugie trop souvent dans une sorte de cynisme supérieur. Mais n'est-ce point le cas de tous nos poètes « maudits »? Chez Leconte de Lisle, Rimbaud, Verlaine, Mallarmé, Laforgue, Samain, et bien d'autres, la joie aussi est rare et l'on peut dire que de la révolution de 48 jusqu'à la grande guerre toute notre « belle » littérature fut foncièrement tragique.

Raconté, chanté de mille manières, c'est toujours le noir destin de l'idéaliste submergé par la marée montante des forces positives. D'ailleurs ce pessimisme exalté et qui engendre des œuvres magnifiques règne alors sur toute l'Europe. Schopenhauer, Wagner, Ibsen, Tchekhov, d'Annunzio se repassent le lugubre flambeau.

Przybyszewski est de cette lignée, qui nous paraît aujourd'hui un peu donquichottesque, mais dont nous partageâmes, il y a une quinzaine d'années, les poétiques angoisses avec un sincère enthousiasme.

Le symbolisme, on l'a souvent noté, fleurit sous le signe de la musique. Chez notre auteur, qui possède une grande culture phonesthétique et exécute Chopin à ravir, cette *musicalité* joue un rôle prépondérant. Ses romans ne se développent point selon l'ordinaire formule littéraire, mais bien plutôt comme des sonates ou des symphonies. Presque pas de sujet, ou le sujet éternel : l'Amour, avec un très grand A. Sur ce canevas grandiose circulent les méandres infinis de l'émotion. Les amoureux, les amants, les époux sont la proie de terribles complications. Ils recherchent ardemment l'union parfaite et ne rencontrent que des désastres.

Exemple : le poète Czerkaski (dans « *Les fils de la terre* ») abandonné par sa femme, qu'il maudit, et en aimant une autre, qu'il ne peut oublier. Les tourments de ce personnage forment tout le sujet du roman. En voici un échantillon : « Il se leva avec dégoût et se mit à arpenter la chambre. Dans sa tête, les pensées se mouvaient avec paresse, lourdement, comme les lambeaux de plomb, déchiquetés, des nuées après la tempête. Il se levait, s'asseyait, saisissait sans nul besoin les objets se trouvant à sa portée, jusqu'à ce qu'enfin ses yeux fussent tombés sur le groupe de marbre que lui avait offert un sculpteur de ses amis. Un homme est assis, sa bien-aimée sur les genoux. Elle enlace son cou de ses bras ; lui, la serre contre sa poitrine — le monde a disparu, rien n'existe plus en dehors d'eux ; ils ont perdu la notion du temps, ils errent dans l'éternité, ils sont un monde pour eux-mêmes... Czerkaski s'attrista... Amour ! Amour ! Éternelle tristesse, soif éternelle. Pourquoi ne l'avait-on jamais aimé, pourquoi ne pouvait-il être aimé? »

Le « fait divers » dont un romancier ordinaire raconterait par le menu les péripéties extérieures, se hausse ici à une tragédie de l'âme, dont le poète fait revivre au lecteur tous les événements intérieurs. Le style est haché, spasmodique. A la parole, se substituent souvent le rire et le cri.

Tous les héros de Przybyszewski souffrent ; la plupart souffrent indiciblement, et c'est toujours l'amour qui les pousse aux catastrophes. Dans « *La Neige* », drame justement célèbre, la fatalité rive l'un à l'autre, par le sortilège de l'amour, quatre personnages qui ont tous les meilleures intentions du monde et ne voudraient faire le malheur de personne. Thadée et sa jeune femme Bronka sont parfaitement heureux. Leur passion est doublée de cette tendresse qui fait les couples divins. Mais avant son mariage Thadée aimait Ève, qui l'a dédaigné. Bronka ignore ce passé ; ingénuement, elle invite Ève dans sa maison. C'est l'hiver. A travers les hautes vitres de la vieille demeure on voit les arbres du jardin couverts de givre et de neige. Bien entendu, Thadée est violemment saisi en revoyant Ève, créature capricieuse et dominatrice qui, depuis qu'il lui a échappé, l'aime et s'acharne à le conquérir. Le quatrième personnage, Casimir, frère de Thadée, qui a voué une affection fervente à Bronka, le lui dit, souffre, mais, noble et généreux, ne forcera rien, même quand lui échouera le rôle de consolateur. Sur Ève et Thadée l'éternelle attraction exerce sa puissance. La femme fait tout, du reste, pour en précipiter les effets ; lui, en vrai mâle qui ne peut demeurer sourd à l'appel du sexe, se laisse faire... Bronka s'en aperçoit bientôt ; son cœur tendre, exquis, se déchire, mais elle ne maudit pas ceux qui la trompent. Elle sait que ce qui les pousse l'un vers l'autre est plus fort que leur volonté. Elle s'ouvre de son chagrin à Casimir. Cette scène d'amitié amoureuse, par la grandeur et la vérité des sentiments exprimés, est certainement un des plus beaux morceaux, non seulement de la littérature dramatique polonaise, mais en général du théâtre moderne.

Bronka interroge Casimir : Dis-moi, franchement, toi aussi tu es plein d'une grande tristesse?

Casimir : Plus maintenant, plus maintenant, grâce à toi ma tristesse est morte.

Bronka (*répète d'un air insensé*) : Grâce à moi... grâce à moi... grâce à moi, (*passant soudain à un ton enjoué*), Cosia, tu m'as dit vraiment que tu m'aimes?

Casimir : Je l'ai dit...

Bronka : Et tu as dit que tu me mépriserais, si je te payais de retour?

Casimir : Je l'ai dit...

Bronka : Et tu as dit encore que tu es trop fier et trop pur pour offenser du moindre désir celle qui gouverne la maison de tes aïeux et qui est la femme de ton frère?

Casimir : Je l'ai dit — et c'est tout ce que contient mon âme.

Bronka : (*le saisissant tout à coup par les mains*), Oh toi, mon frère ! (*elle lui prend le cou, serre sa sa tête contre son sein et se penche sur son épaule, comme en un demi-sommeil.*) Mon âme est si fatiguée, elle a tellement soif... comme je voudrais que tu me berces, que tu me berces sans fin, que tu souffles sur moi un rêve merveilleux, car tu es si bon, si inépuisablement bon, (*Sursautant soudain*) Cosia, sais-tu ce que je suis?

Casimir : Oui, je le sais...

Bronka : Mais alors dis-moi, dis-moi ce que je suis?

Casimir : Tu es la neige blanche, pure, qui tombe sur la terre glacée, qui choie, réchauffe ce cadavre, jusqu'à ce qu'il se ranime, se réveille, et que de son giron attiédi, de ses graines qui semblent

pétrifiées pour toujours, surgissent des pousses nouvelles.

Bronka (*pensive*) : Il semblait cependant que cette graine, semée dans la terre, fût gelée à tout jamais...

Casimir : Gelée par les frimas, pourrie par la boue...

Bronka : Mais la graine, en croissant, finit par revoir le soleil, tandis que la neige... elle fond. Tu as raison, je suis la neige...

Dans les drames de Przybyszewski, les scènes de ce genre, délicates et émouvantes, abondent. D'une façon générale, il est permis de dire que si ses romans appartiennent à une époque maintenant périmée et ne sont précieux que comme des témoignages d'un beau passé, ses drames, en revanche, conservent toute leur valeur et peuvent hardiment figurer au premier rang des œuvres dramatiques qu'a produites le début de ce siècle.

Lucien Bourguès.

LA BELLE DÉFENSE DE LA LANGUE FRANÇAISE AU CANADA

Quand les Anglais s'emparèrent du Canada (1760), la Colonie comprenait 60.000 Français dont le noyau était à Québec et le reste, dispersé le long des rives du Saint-Laurent, jusqu'à Montréal. Séparée par la force, de leur mère-patrie, cette poignée de fils de France s'appliqua à en conserver les traits, les mœurs, la religion et la langue. Dès 1774, ils faisaient consacrer leurs aspirations ethniques et la Constitution de 1791 confirmait leur desiderata. En 1775 et 1812, ils refusaient une alliance avec les États-Unis, pour n'être pas absorbés par eux. En 1822 et 1840, ils déclinaient pour ce même motif une union politique avec leurs voisins du haut Saint-Laurent. Contre le dessein de centralisation, au profit des Anglo-Saxons, ils firent triompher en 1786 le principe de la Fédération qui laissait aux provinces leur liberté d'allure et leur autonomie (1).

Les 60.000 Canadiens français de 1760 ont fait honneur à la race. Aujourd'hui, ils ne sont pas moins de trois millions, dont sept cent mille dans la ville de Montréal. Mais leur situation n'est plus celle du dix-huitième siècle. Ils ne sont plus seuls avec les sauvages Hurons ou Iroquois ; ceux-ci ont été ou exterminés par les Anglais (1) ou refoulés vers le Nord-Ouest. Les Provinces du Haut Saint-Laurent et du Nord ont été envahies par des Anglo-Saxons venus, soit de l'Angleterre, soit surtout des États-Unis, après la guerre de l'indépendance qu'ils avaient faite ou favorisée, au profit de l'Union Jack. Ces Anglo-Saxons, avec les Irlandais qui parlent leur langue, dépassent aujourd'hui trois millions.

Remontant le Saint-Laurent et envahissant les provinces de l'Ouest et le contour des lacs, les Canadiens français se sont trouvés enveloppés par eux. Dans l'Ontario, ils forment un dixième à peu près de la population totale, 236.000 sur 2.523.000 habitants. Ils sont tous catholiques. Les autres catholiques, Allemands, Anglais, Irlandais et Écossais ne sont ensemble que 245.150. Retenons ces chiffres pour comprendre les situations et les difficultés.

Elles ne se présentent pas dans la province de Québec. Là, les Franco-Canadiens sont 1.500.000 contre environ 500.000 Anglais, Écossais, Irlandais, Allemands, Juifs et Indiens. Ces minorités jouissent de tous les droits et même de privilèges. Elles ont leurs écoles où le français et l'anglais sont enseignés, la langue maternelle ayant toujours la prépondérance.

Les difficultés ont surtout surgi dans les pro-

(1) Dans un de ses éditoriaux *La Presse* de Montréal disait le 26 septembre 1900 : « Le *Standard* de Kingston dit une grossière fausseté et fait mentir l'histoire lorsqu'il dit du Canada : « C'est un pays anglais et la langue de ce pays, c'est l'anglais et non le français et l'anglais. » Le Canada est un pays *britannique*, il n'est pas un pays anglais et de langue anglaise, il ne l'a jamais été. A la cession du Canada, l'Angleterre a conservé par traité la langue française c'est-à-dire la langue mère de la province de Québec. Elle a perpétué l'usage de cette langue dans toutes les Constitutions politiques qu'elle nous a données depuis. Ontario, qui se croyait colonie anglaise, a été désanglisé par les Actes impériaux qui l'ont forcé à délibérer dans les conseils de la nation en français comme en anglais. Que les fanatiques d'Ontario en prennent leur parti, l'acte de la Confédération a décrété que le Canada sera divisé en quatre provinces et que « la partie qui constituait autrefois la province du Bas-Canada *formera la Province de Québec* (article 6) ; que dans les Chambres du Parlement du Canada et les Chambres de la Législature de Québec, l'usage de la *Langue Française* sera facultatif, « mais dans les archives », procès-verbaux et journaux respectifs de ces chambres, l'usage sera *obligatoire*, ainsi que devant les tribunaux du Canada... et de Québec ; de plus que les Actes du Parlement du Canada et la législature de Québec devront être imprimes et publiés dans les deux langues. Impossible de jouer sur les mots. Par sa Constitution, le Canada est nécessairement un pays de langue anglaise et française. »

(1) « Une prime d'encouragement devait être donnée par les Anglais, sur le trésor public, pour tout Indien Senobscot amené prisonnier à Boston, et pour tout scalp ». *An old river Town*, p. 24, par Douglas Littlelfied, 1907.

vinces déjà envahies par l'élément anglo-saxon et où les Canadiens français, très prolifiques, ont fait leur trouée.

C'est en 1904 que quelques-uns de ceux-ci, plus ardents et plus vigilants, s'aperçurent que, dans l'Ontario et l'Ouest, leurs compatriotes étaient en train de perdre leur caractère ethnique.

Entre ces ardents et ces vigilants, se distingua tout de suite Henri Bourassa, catholique militant et d'une pièce, à la Veuillot, bel honnête homme, orateur et écrivain de mérite. Lui et ses amis sonnèrent l'alarme sur le danger d'absorption par l'anglo-saxonisme. Ils entrèrent au Parlement, fondèrent de nouveaux journaux, parmi eux le *Devoir* (1905), galvanisèrent ceux qui existaient. Inlassables, ils rappelèrent à leur peuple qu'il devait, coûte que coûte, garder sa religion, sa langue, ses mœurs. Ils le protégèrent contre ceux qui, doucement, le tuaient en effaçant les signes distinctifs de sa vie, en le mêlant à eux, jusqu'à le faire disparaître, comme disparaît une rivière qui n'est pas canalisée, dans un plus large fleuve.

Le courant humain que ces vaillants voulaient maintenir en son lit, avait été agglutiné deux siècles durant dans ses molécules, sur ces terres étrangères et lointaines, par les forces d'affinité de la religion et de la langue. Ces mêmes forces rajeunies, au souffle ardent de ces élus de la race, uniraient leurs compatriotes et les rendraient réfractaires aux éléments dissolvants. La jeunesse catholique canadienne fut alors fondée, sous l'inspiration des Pères Jésuites. Elle sera le cadre où les Jeunes s'enrôleront, pour se sentir les coudes et avoir plus de courage, au service du même culte, de la même langue et des mêmes ancêtres.

On avait des députés sur la brèche, au Parlement; on avait des journaux vivants, on avait des soldats organisés. La lutte pouvait s'ouvrir.

Le 18 janvier 1910, un Congrès de Canadiens français se tint à Ottawa. Plus de 1.200 délégués des provinces les plus éloignées de l'Ouest y assistèrent. Il s'occupa surtout de la question d'éducation et fonda « l'Association des Canadiens français d'Ontario ».

En mars 1913, sous l'impulsion d'un Jésuite d'illustre lignée canadienne, le R. P. Archambault, était fondée à Montréal *La Ligue des Droits du français*. « Son but, dit l'article 2 du statut, est de rendre à la langue française, dans les différents domaines où s'exerce l'activité des Canadiens français, et particulièrement dans le commerce et l'industrie, la place à laquelle elle a droit. »

Le premier acte de la Ligue fut un manifeste expliquant son objet et annonçant l'établissement d'un bureau français de publicité pour réviser, traduire et rédiger des annonces, des catalogues, et des prospectus en français. Elle édita en juin une brochure du Dr Gavreau : *La Langue française au Canada. — Faits et réflexions.* Elle multiplia les interventions auprès des gouvernements, des municipalités, des industries, des maisons de commerce, des particuliers.

« Ces efforts ne furent pas vains. L'immensité de la tâche à accomplir a pu donner le change à des observateurs superficiels. Mais si l'on veut considérer attentivement les faits, on constatera qu'il s'est produit une transformation radicale dans plusieurs industries, et ailleurs de nombreuses améliorations partielles. Et pour qui connaît la puissance de l'éducation visuelle, l'influence des objets vus et revus chaque jour, sur les cerveaux d'enfants et même d'hommes faits, d'avoir débarrassé des façades de maisons ou des couvercles de boîtes de caractères saxons, pour y substituer des lettres françaises, ce n'est pas un résultat, certes, qu'on ait le droit de passer sous silence. Des hommes autorisés ont su d'ailleurs rendre hommage au labeur obscur mais efficace auquel la Ligue se livra, particulièrement durant ces premières années. Tel l'épiscopat canadien-français — le cardinal Bégin et le regretté Mgr Langevin en tête — dont nos archives conservent les précieuses approbations » (1).

En 1915, elle lance l'*Almanach de la Langue française*, tiré à plus de 25.000 exemplaires. Il se glisse jusque dans les demeures des Canadiens français perdus dans les provinces les plus éloignées de l'Ouest. Elle organise des conférences dans tout le Canada et se met en relation avec les œuvres poursuivant un but analogue.

Enfin, en 1917, elle crée son organe : l'*Action Française* (2), chargé d'expliquer, de monnayer, et de diffuser sa doctrine. « Cette doctrine, disait le directeur de la revue, peut tenir tout entière en cette brève formule : nous voulons reconstituer la plénitude de notre vie française. Nous voulons retrouver, ressaisir, dans son intégrité, le type

(1) Consignes de Demain. *Les Origines de l'Action Française*, par Pierre Homier, p. 2.

(2) Qu'il ne faut pas confondre avec l'organe français parisien du même nom. Nous aurions préféré un autre titre. Celui qui a été pris prête le flanc à une équivoque qui éloignera, *a priori*, beaucoup de Français, même catholiques. Aussi bien certains collaborateurs de *l'Action Française* canadienne ne se sont pas séparés assez nettement de l'autre. Ils donnent au spectateur trop l'impression que c'est une même « Action ». Nous déplorons cette confusion qui nuira en France, et même au Canada, à l'œuvre issue de *la Ligue pour les Droits du Français*.

ethnique qu'avait laissé ici la France et qu'avaient modelé cent cinquante ans d'histoire » (1).

L'Action Française est un bulletin d'information et de direction nationale qui forme tous les ans un volume de près de 600 pages. Il est rédigé par l'élite des Canadiens français dont la collaboration est aussi brillante que désintéressée. Ses campagnes ont une répercussion profonde. En 1918, une firme canadienne française d'imprimerie écrivait à la Direction :

« Dès 1915, notre fabrication s'élevait à au delà de 400.000 tablettes bien françaises (servant à indiquer les dates de l'année). En 1916, nous atteignions 1.200.000 et notre publication actuelle, pour 1918, dépasse 2.600.000 ».

La Revue a publié les résultats d'enquêtes fort intéressantes, sur l'emploi du français dans l'épicerie, sur les pays bilingues, sur la décadence du français dans l'île de Jersey, sur les compagnies d'assurance et les placements d'argent par les Canadiens français, etc.

La Ligue des Droits du Français est maintenant la *Ligue d'Action Française.*

A côté d'elle, et parallèlement, d'autres œuvres fonctionnent, telle la *Société du parler français*, qui publie un Bulletin et *un glossaire* où les origines, l'évolution, les anomalies de la langue sont étudiées ; telle, celle qui veille jalousement sur son usage correct et constant par les Canadiens.

« L'inconcevable, écrivait M. Charles Leclerc, dans *Le Prévoyant*, est que des Canadiens français se fassent trop souvent les propres artisans de l'ostracisme du français.

« Comment pêche-t-on ainsi journellement contre le beau parler ancestral?

« Au téléphone, en ne demandant pas la communication en français.

« Au télégraphe, en n'employant pas le français pour l'envoi des dépêches.

« Dans la correspondance avec l'administration fédérale, en n'écrivant pas invariablement en français.

« Dans le commerce, en n'exigeant pas des factures françaises ou bilingues, en n'écrivant pas en français aux grands magasins de Toronto ou d'ailleurs ; en n'insistant pas pour être servis par des commis sachant le français, etc.

« La langue française, concluait sur un ton un peu tragique, le journaliste, c'est la plus grande martyre des temps modernes. Il faut qu'elle ait une prodigieuse vitalité, pour résister aux coups que lui portent constamment ceux qui devraient le plus l'entourer d'attentions délicates et de soins affectueux .

Au Parlement, les députés, au premier rang M. Bourassa, batailaient vaillamment pour sa sauvegarde, dans les provinces de l'Ouest. En juin 1911, lui et M. Mark demandaient qu'on votât l'amendement suivant, confirmant et expliquant les droits acquis en 1870 :

« L'anglais ou le français pourra être employé par toute personne dans les débats de l'assemblée législative de la province et dans les procédures des tribunaux, et ces deux langues seront employées dans les archives et les journaux de cette assemblée où toutes les lois faites par la législature seront imprimées dans les deux langues ».

Ce texte ne fut pas accepté par le Parlement d'Ottawa. Ses promoteurs eurent la tristesse de constater que certains députés Canadiens français, parmi eux M. Lemieux et Sir Wilfrid Laurier, avaient contribué à son échec, sous prétexte qu'on n'était pas assez nombreux en Ontario.

En janvier de la même année 1911, la loi suivante était promulguée, dans la province de Québec. Elle s'appela Loi Lavergne, du nom de son auteur :

« Doivent être imprimés en français et en anglais les billets de voyageurs, les bulletins d'enregistrement des bagages, les imprimés pour lettres de voiture, connaissements, dépêches télégraphiques, feuilles et formules des contrats, faits, fournis ou délivrés par une compagnie de chemin de fer, de navigation, de télégraphe, de téléphone, de transport et de messageries ou d'énergie électrique, ainsi que les avis ou règlements affichés dans ses gares, voitures, bateaux, bureaux, usines ou ateliers. »

Mais c'est autour de l'École que les plus durs combats s'engagèrent.

Un règlement, dit *Règlement* 17, sans doute de son numéro d'ordre parmi d'autres, édicté en 1907 et seulement adouci pendant et après la guerre, interdisait plus d'une heure de français dans les écoles de l'Ontario où vivaient, nous l'avons vu, 256.000 Franco-Canadiens qui augmentaient tous les jours. Les Canadiens français insistaient pour que les écoles où allaient leurs enfants donnent l'enseignement dans les deux langues. Cela, ni l'autorité civile, ni l'autorité religieuse catholique représentée par des évêques irlandais pour la plupart, ne l'admirent.

L'épisode de Mgr Fallon, évêque de London (47.000 habitants) dans la province d'Ontario, fera comprendre l'acuité et la portée de la lutte. J'exposerai simplement les faits en les résumant, d'après les journaux.

Le 1er octobre 1910 *La Revue Franco-Améri-*

(1) Consignes de Demain. Doctrines et origines de l'*Action Française*, p. 7.

caine publiait le compte rendu d'un entretien que M. Hanna, membre du Ministère Whitney, envoyait à son collègue, le Dr Pyne, ministre de l'Éducation. Tous les journaux franco-canadiens reproduisirent ce compte-rendu.

J'en cite les passages les plus suggestifs.

« L'intérêt des enfants, garçons et filles, demande (dit l'évêque) que l'enseignement bilingue soit désapprouvé et prohibé ; il dit qu'on l'a assuré que, dans certaines parties du Comté d'Essex, il y a des enfants allant aujourd'hui aux écoles publiques incapables de parler anglais, et cela trois générations après que leurs ancêtres sont arrivés dans le Comté. Assurément, on ne saurait rien dire de plus pour prouver jusqu'à l'évidence que l'enseignement de l'anglais a été complètement négligé chez les Canadiens français de cette région. Nous appartenons à une Province de langue anglaise, habitant un continent parlant l'anglais, où tous les enfants garçons et filles en sortant des écoles pour affronter les combats de la vie doivent être armés d'abord de la langue anglaise ; coûte que coûte, si de plus ils sont capables d'ajouter le français ou l'italien ou le polonais, ou toute autre langue, fort bien ; mais il est absolument nécessaire que la base de l'éducation soit anglaise.

« Il dit encore que le politique et l'agitateur canadien-français ne manquent pas de dire que les Canadiens Français contrôlent quinze ou dix-sept comtés dans la Province (d'Ontario). Il réplique que les Canadiens français n'en contrôlent aucun : qu'ils sont travaillés depuis dix ans sur des listes falsifiées du recensement, ici comme dans la Province de Québec, et toujours dans un même but ; et que leur unique but est de contrôler et l'Église et l'État ; et que, à moins d'être étouffés, ils domineraient dans les deux ; qu'afin de faire prendre au Gouvernement l'attitude qu'il croyait être celle de la grande majorité de l'Église catholique dans la Province, les évêques s'étaient réunis récemment et avaient formulé des résolutions et que bientôt une députation représentant cette réunion épiscopale se rendrait auprès du Gouvernement et lui soumettrait leurs vues ; qu'ils avaient résolu de mettre cette affaire au rang d'une question qui prime toutes les autres, en autant qu'elle les concerne eux et leurs subordonnés ; que jusqu'à présent ils avaient laissé faire, mais qu'ils avaient perdu beaucoup de terrain par leur silence ».

Dans une retraite ecclésiastique, à Sandwich, le 10 juillet 1910, le même évêque aurait dit, au rapport d'un témoin :

« Je suis opposé aux écoles bilingues, parce qu'elles ne peuvent donner une éducation appropriée à nos besoins. L'école bilingue ne réussit pas dans la province de Québec et ne réussira pas non plus dans cette province.

« Il y a conspiration contre les écoles séparées, et cette conspiration vient d'une source que j'étais loin de soupçonner ; de plus, cette conspiration nous conduira à la perte de nos écoles séparées, parce que nos ennemis, voyant la division qui existe parmi les catholiques, à propos des écoles bilingues, s'en serviront pour nous affaiblir et partant, nous enlever nos écoles.

« Je n'admets pas, en principe, que perdre sa langue, c'est perdre sa foi. Voyez les Allemands, ils ont conservé leur langue et perdu la foi.

« Il en est de même des Prussiens et des Anglais.

« Les Irlandais ont perdu leur langue, mais, Dieu merci, ont conservé leur foi.

« Personne ne peut contester que les Français qui ont conservé leur langue sont sur le bord de l'abîme et sur le point de perdre la foi.

« N'enseignez à vos enfants qu'une seule langue, peu importe laquelle, que ce soit le français ou l'anglais ».

Attaqué de toutes parts dans les journaux canadiens, Mgr Fallon jugea nécessaire de se défendre. A sa mise au point, *La Presse*, quotidien neutre de Montréal, répliquait le 13 octobre 1910 :

« L'évêque de London répète qu'il n'est pas opposé à l'enseignement du français et qu'il favoriserait même l'établissement d'écoles purement françaises. C'est à l'enseignement bilingue seulement qu'il en veut et il se promet bien qu'avec l'aide du Gouvernement, les écoles bilingues disparaîtront de son diocèse. Pour lui, c'est une profonde erreur de vouloir enseigner les deux langues à la fois : ils n'apprendront ni l'une ni l'autre. Il ne faut enseigner qu'une langue, qui sera naturellement l'anglais.

« Nous regrettons de ne pouvoir partager l'opinion de Mgr Fallon. Les Canadiens français peuvent très bien apprendre, à la fois, et le français et l'anglais, pourvu qu'on leur en fournisse le moyen. Ils le prouvent dans la province de Québec. Aucun Canadien ne se refuse à apprendre l'anglais, parce qu'il le sait nécessaire, mais aucun Canadien ne consentira non plus à abandonner le français. Il est bien beau de dire aux Canadiens français, avec Mgr Fallon : « Ayez des écoles purement françaises si vous le voulez ». Mais les Canadiens français savent bien, eux, que leur unique ressource est l'enseignement bilingue.

« Il se peut que Mgr Fallon ait jusqu'à un certain point raison, en disant que les écoles bilingues, dans son diocèse, n'ont pas tout le succès désirable. Mais à quoi cela est-il dû? Les Canadiens-Français obtiennent ces écoles de peine et de misère et ils rencontrent toute sorte d'obstacles sur leur chemin. »

De son côté, M. Omer Héroux écrivait dans *Le Devoir* du 18 octobre 1910 :

« En manifestant qu'il est opposé aux écoles bilingues et en les dénonçant aussi violemment, Mgr l'évêque de London aura ouvert les yeux des Canadiens-Français, sur les dangers que court l'enseignement de leur langue et il les aura encouragés à faire disparaître le plus tôt possible le défaut du système actuel.

« Et la dispute, en établissant que les Canadiens-Français ne demandent que le droit d'apprendre et de faire apprendre à leurs enfants les deux langues officielles du pays, en démontrant avec l'évidence du plein soleil qu'ils n'ont jamais songé à proscrire l'anglais, leur vaudra, nous en sommes assurés, l'appui de tous ceux de nos compatriotes de langue anglaise qui mettent au-dessus des préjugés de race l'amour de la justice et du droit. »

On comprendra mieux le fonds de la querelle et la surexcitation causée par cette controverse publique, en lisant ces lignes claironnantes d'un éditorial de la placide « *Presse* » de Montréal :

« L'Univers entier peut se liguer avec Mgr Fallon, les Canadiens français ne se laisseront pas enlever leur langue. Le Canada français est un peu comme cette Église catholique à laquelle il est étroitement attaché : c'est une enclume qui a déjà usé de plus puissants marteaux. Nous étions 60.000 au temps de la cession et, malgré les vexations de tous genres nous sommes aujourd'hui deux millions. Et nous n'avons pas fini.

« Mgr Fallon peut être assuré que l'évêque irlandais n'est pas encore né, qui les domptera. Il s'y est essayé une fois à l'Université d'Ottawa et il a dû prendre le chemin de Buffalo. Il ne réussira pas mieux cette fois. Comme le disait si bien le Dr Casgrain, de Windsor, il est encore plus facile d'enlever les taches sur la peau du léopard que de supprimer l'enseignement bilingue, c'est-à-dire l'enseignement du français, chez les Canadiens d'Ontario ».

Mais la bataille ne se livrait pas seulement autour des écoles primaires et des collèges, elle faisait rage autour de l'Université d'Ottawa.

« Les Canadiens français, écrivait le 4 octobre 1910 *La Presse*, qui sont la très forte majorité dans le diocèse d'Ottawa, n'avaient jamais voulu croire sérieusement qu'il leur serait donné un évêque d'une autre race que la leur. Ils savaient que de rusés diplomates manœuvraient à cette fin, mais ils avaient confiance en la justice de leur cause et ils se contentaient de dire que c'était impossible, que Rome ne pouvait ne pas reconnaître leurs droits. Mais à cette passivité tranquille des Canadiens français, les Irlandais opposaient pendant ce temps-là, une activité incessante, et d'autant plus dangereuse qu'elle était cachée. Nous en avons vu le résultat.

« Dans le même diocèse d'Ottawa, un autre recul de la majorité canadienne-française se prépare. Si nous n'y mettons pas bon ordre, l'Université d'Ottawa, qui a été faite principalement pour les Canadiens-Français de l'Ontario, achèvera d'être totalement anglicisée demain. D'habiles gens travaillent à cette œuvre avec ardeur, sous le couvert d'une haute protection ».

Au Congrès Eucharistique tenu à Montréal, en septembre 1910, ces difficultés avaient eu leur écho. Le cardinal Bourne, archevêque de Westminster, dans un discours à l'Église de Notre-Dame, parlant sur la nécessité de travailler à la diffusion de l'anglais, au Canada, et de son emploi dans la prédication de l'Évangile et le Gouvernement de l'Église, ayant semblé appuyer la thèse anglaise de Mgr Fallon et de ses amis, s'attira dans l'Église même, une respectueuse réplique de M. Henri Bourassa. Il souleva un tolle dans la presse canadienne française. L'émotion ne fut calmée que lorsque Mgr Bourne eut déclaré n'avoir jamais voulu dire que l'intérêt de l'Église catholique au Canada exigeait l'effacement du français devant l'anglais. Il avait seulement souhaité que tous les peuples de langue anglaise puissent bientôt rentrer dans le sein de l'Église, proclamant que ce serait donner au catholicisme une force nouvelle, peut-être sa force la plus grande.

« La pensée de Mgr Bourne, écrivait *La Presse* du 13 septembre 1910, n'a pas été toute comprise, mais il est certain aussi qu'elle se rapprochait un peu, dans l'expression, d'une thèse bien dangereuse qu'un trop grand nombre essayent de faire triompher, dans certaines parties du Canada comme des États-Unis.

« Du discours de Mgr Bourne, il était permis de conclure que pour lui, l'avenir de l'Église catholique en Amérique reposait sur les peuples de langue anglaise.

« L'archevêque de Westminster n'a pas demandé pour cela au français de disparaître. Au contraire, il a montré les catholiques français et les catholiques anglais marchant côte à côte dans l'avenir. Mais nous savons qu'il y a une école en Amérique qui va jusqu'au haut de l'idée préconisée, samedi soir, à Notre-Dame et qui pense que l'Église catholique en Amérique doit être uniquement anglaise. C'est à cette école plus qu'à Mgr Bourne qu'on a voulu répondre sans doute.

« Que les peuples de langue anglaise rentrent au plus tôt dans le giron de l'Église, nous le souhai-

tons sincèrement dans nos cœurs catholiques; qu'ils prennent même dans l'Église la place prépondérante à laquelle leur donne droit leur nombre, nous ne nous en plaindrons jamais.

« Tout ce que le Canadien-Français demande, c'est qu'on lui laisse prier Dieu dans sa langue. L'Église est un grand arbre qui sous ses vastes rameaux peut abriter toutes les nations. L'Église n'est ni française ni anglaise, elle ne peut être que catholique. La diversité dans l'unité, voilà même sa note caractéristique, et les Canadiens français sont dans le vrai lorsqu'ils refusent de séparer de leur religion leur existence nationale ».

On aura noté l'insistance des Canadiens français, prêtres ou laïques, orateurs et journalistes, à solidariser le catholicisme avec leur langue ancestrale. Ils soutiennent, avec Mgr Latulippe, vicaire apostolique de Temiscamingue, qu'elle est une des plus fidèles gardiennes de leur foi. On a vu les raisons opposées par l'évêque de London à cette thèse qui fut aussi celle de Cahensly aux États-Unis. Contre elle, s'éleva vigoureusement le cardinal Gibbons et il l'empêcha de triompher à Rome.

(A suivre.) A. LUGAN.

LA SIRÈNE

(Nouvelle)

Quelques feuillets, arrachés d'une revue, traînaient sur la banquette de la diligence. D'abord, la petite Rose Maheuc, restée seule dans la primitive guimbarde, n'y prêta nulle attention; puis, comme un rectangle de soleil, glissé entre les stores d'indienne fleurie, les imprégnait de clarté et leur donnait une grande importance blanche sur le coussin de vieux velours fané, Rose les remarqua. Ils retenaient tant de lumière sur leur surface pâle, ils étaient si éblouissants, qu'ils imposaient la nécessité de leur existence. Rose sentit cela et n'osa pas les jeter sur la route. Elle s'en saisit avec timidité, comme s'ils avaient été de beaux livres dorés, à images peintes. Elle les lut, avec sa petite intelligence curieuse d'enfant pensive; elle n'y comprit pas grand'chose, car il s'agissait d'une très savante étude du romantisme allemand; mais un fragment cité résonna en elle, et s'incorpora à son cerveau, indestructiblement. Ce fut pareil à une empreinte, creusée dans une matière sensible, dont chaque taille eût continué à vibrer jusqu'à l'infini.

Sans même que la volonté acquiesçât, la mémoire de Rose, depuis ce matin-là, redisait monotonement, comme une musique familière qui surnage d'elle-même au-dessus de la pensée, des paroles mystérieuses, au sens trouble :

« Il y a un conte des anciens temps dont le « souvenir m'obsède. L'air est frais, la nuit « tombe, et le Rhin coule en silence; le som- « met de la montagne brille au couchant.

« La plus belle vierge est assise là-haut; sa « parure d'or étincelle; elle peigne ses cheveux « d'or.

« Elle peigne ses cheveux d'or avec un pei- « gne d'or, et elle chante une chanson, une « chanson dont la mélodie est prestigieuse et « terrible.

« Le marinier, dans sa petite barque, se sent « tout pénétré d'une folle douleur; il ne voit « pas les gouffres et les rochers; il ne voit que « la belle vierge assise sur la montagne.

« Je crois que les vagues, à la fin, engloutis- « sent et le marinier et la barque. C'est Loreley, « la sirène dont la chanson fait mourir » (1).

A écouter ces phrases au fond de sa pensée, l'enfant trouvait un charme d'une sensualité si complexe qu'elle entendait des chansons suaves aux notes très hautes et des remuements sombres de vagues et de cloches; qu'elle goûtait sur sa langue la caresse fluide du miel et l'âcreté énervante des fruits sauvages. Elle adorait aussi l'imprécis, l'inexpliqué de ces êtres, la vierge et le marinier; et de ces actions en contrastes : peigner ses cheveux avec un peigne d'or, chanter, souffrir une folle douleur et mourir. Elle s'y perdait dans du rêve à peine pensé; elle songeait aux brumes de l'automne sur la mer, où son regard se perdait, lui aussi, dans du gris informe plein d'indistinctes terreurs.

Rose Maheuc, cette petite fille née au bord de la Méditerranée, élevée dans ce village gai de Maillebleu, tout vert et rose en son creux de roches, avait un tempérament sombre que le soleil endolorissait toujours. Fille d'un Breton et d'une Provençale, elle vivait à jamais dépaysée dans ce pays clair de sa mère, qui était aussi le sien. Elle avait ces exagérations des caractères de race qui se produisent souvent chez les transplantés, comme par une réaction presque consciente de la nature.

(1) Henri Heine.

Toute petite, — à l'âge où les enfants gardés à leur terre d'origine ne sont encore que de jolies choses bougeantes, machinalement heureuses de s'accroître dans l'atmosphère propice, — Rose avait souffert d'être dissemblable au sol où elle croissait. Elle se meurtrissait à tout, parce que rien, sur cette terre dont elle était pourtant pétrie, ne s'adaptait à elle : ni le ciel trop bleu; ni l'eau trop immobile; ni sa mère, joviale et criarde, toujours en mouvement vers des buts pratiques; ni le Dieu débonnaire et accommodant que le curé, au catéchisme, arrangeait sur le modèle de soi-même. Aussi, Rose rêvait beaucoup, à des choses confuses et surnaturelles, dont personne ne lui avait parlé, et qui montaient en elle du profond de ses hérédités mystiques. Des méditations graves, commencées par des aïeules mortes, au bord de l'Océan tragique, dans la lointaine Bretagne, s'achevaient dans ce cerveau de fillette de Provence; elles le dépareillaient totalement des cerveaux qui fonctionnaient alentour.

Disparate, Rose restait isolée. Tout groupe humain rejette d'instinct l'élément anormal; l'espèce veille âprement au maintien de sa médiocrité. Rose se souvenait peu de son père, mort jeune, qui avait peut-être une âme semblable à la sienne; seule de sa race maintenant, au bord de cette mer bleue, elle se sentait étrangère. Elle n'avait point d'amies, à peine de compagnes. Sa mère l'aimait sans doute, à cause de l'impérieux lien charnel; mais il n'était entre elles nulle sympathie mentale. Elles passaient des jours sans se parler; ou bien, lorsqu'elles causaient, les mots qu'elles échangeaient dans la langue de Provence avaient pour chacune un sens différent.

Affinée par sa solitude morale, Rose eût aimé la nature, si elle eût pu connaître la nature qui avait engendré son âme par les âmes de ses ancêtres bretons.

Sur cette terre provençale, qui la repoussait comme une intruse, elle s'était, malgré tout, trouvé une toute petite patrie, où elle venait vivre ses heures de songe. Ce coin de la côte, elle l'avait élu précisément parce qu'il a l'aspect convulsif et souffrant qui manque à tous ces paysages gracieux de la Méditerranée. C'est, tout près de Maillebleu, au sortir du sentier qui domine la mer et qui est à peine indiqué entre les pins, dans les caprices des rocs surgis ou des racines puissantes, — un affaissement brusque de la falaise, un éboulis qui va jusqu'à l'eau, par une succession d'arêtes dures, d'angles étrangement vifs. La pierre y est restée nue, brune, comme calcinée; quelques mousses, par endroits, la tachent de rouilles et de verts grisâtres, mais elles sont si peu vivantes qu'elles ont l'air plutôt de plaques d'oxydes que d'organismes végétaux. La roche est tellement forée, striée, exfoliée qu'elle ne donne pas une impression de solidité; elle semble, elle si énorme et immobile depuis des siècles, prête à s'émietter, à se disperser en poussière comme une motte colossale de terre séchée. Vers le sommet s'accrochent quelques plantes de pourpier; aussi, de petits pins rabougris, aux troncs blêmes, issus des fentes, et que le vent du large a couchés comme des coxalgiques. La sauvagerie de cette rive serait angoissante si l'on n'apercevait, sur le promontoire proche, les lignes régulières des petits champs de jacinthes, ourlés de pierres sèches. Ici, comme sur tout le littoral de Provence, l'insistance du travail humain rapetisse la nature, lui arrache sa majesté par le rappel de son asservissement. Au pied des roches, la mer chuchote avec un bruit doux de lèvres qui prient; mais quand la tempête intervient, elle y peut mugir de toutes ses voix lugubres, et communiquer à ce lieu — qui est seulement mélancolique sous le ciel lumineux ou les firmaments d'étoiles — toute l'indicible épouvante qu'elle a en elle.

Assise entre les rocs, goûtant comme une présence chère la solitude, Rose passait là de lentes heures d'immobilité et de rêve. Elle y attendait elle ne savait quelles incertaines annonciations.

Ce fut l'amour qui vint, un amour à la proportion de ses douze ans, très puéril, très chimérique, avec, déjà, des essais de souffrance.

L'être humain vit dans un perpétuel déséquilibre, si mal à l'aise dans sa chair de brute, tellement tiraillé entre ses désirs intelligents et ses propensions matérielles que tout sentiment dérivé des instincts se traduit, comme un état pathologique, par une immédiate douleur. Dans les tortures de la grande passion, textes à analyses minutieuses, il ne faudrait voir rien autre que la protestation maladive de l'esprit contre un sentiment de dualité équivoque : bestial et mental. Les amours enfantines, ignorantes de leur essence basse, et qui portent, à côté de quelques pauvres petites joies, tant de vague angoisse irraisonnée, en témoignent.

Rose aimait. Ce fut d'abord si suave qu'elle ne devina pas qu'elle pâtissait d'aimer. Sans soupçonner qu'on pût avouer, elle aimait de

loin, seulement avec la ferveur de son regard et l'offrande de sa pensée. L'amour des enfants, en ce qu'il est encore sans utilité pour les buts naturels, reste presque toujours pur de l'avilissant vouloir de réciprocité.

Rose aimait un camarade de son père, un pêcheur de Maillebleu, qui était marié, qui abritait dans son bastidon rose une nichée de garçonnets. Il s'appelait François Angeli; et ce nom, pour elle, chantait ineffablement. Elle démêlait ses syllabes dans toute harmonie : dans le murmure câlin des pins sous les brises faibles, dans la chanson caressante de la mer calme se frôlant aux rochers, dans la clameur passionnée de l'orgue, à l'église, pendant les élévations.

François Angeli était très beau. Il ressemblait à un cheik d'Orient, musculeux et fin. Ses gestes étaient de précision et de grâce. Il avait le profil net, délicatement ciselé; des yeux noirs, flambants à distance, très doux quand on les regardait de près. La beauté, apparence simple — puisqu'elle est l'accord logique de l'être au milieu — requiert les enfants, ces simples. Sans le savoir, Rose aimait François Angeli à cause de la totale impression de perfection physique qui émanait de lui. Lorsqu'elle l'apercevait par les chemins ou sur la plage, elle sentait un coup au cœur; un arrêt brusque de son sang la glaçait, lui faisait un mal qu'elle adorait. François lui adressait-il un mot, en réponse à son petit salut intimidé? Elle bégayait une réplique inintelligible, la gorge barrée comme d'un gros nœud de muscles, une moiteur froide aux tempes. Dans sa pensée, elle le nommait *Lui*, puisqu'il était l'unique, le divin qui n'a pas besoin de nom.

Cet amour trop jeune, qui s'ignorait presque, qui jamais ne s'était confronté à son appellation redoutable, était incomplet comme une créature non encore adulte; il n'avait pas la jalousie, qui est sa nubilité. Rose témoignait une amitié admirative, toute tressaillante d'émois craintifs, à Valentine, la femme gentille et gaie de François et à sa ribambelle de garçons. Elle l'aimait en eux, et sentait seulement un peu d'envie parce qu'ils le voyaient tout le jour.

Rose ne concevait point de bonheur comparable à celui de voir François.

La bastide des Maheuc perchait haut sur un rocher avancé en cap; de la terrasse Rose découvrait la petite plage de Maillebleu, toute de sable fin, luisant au soleil comme de la poudre d'or, bordée de vieux lentisques géants, d'oliviers un peu frêles et contournés, d'une ligne bougeante et bruissante de grands roseaux. François, son frère Benjamin, Marius son mousse, étendaient là leurs filets, qui traçaient sur le sol doré des barres foncées, régulières comme les lignes sur un cahier d'écolier. Ensuite, ils s'asseyaient, dans un coin d'ombre, et remmaillaient pendant des heures, d'un même mouvement preste et saccadé. Malgré la distance, Rose distinguait toujours la silhouette de François, plus grand que Marius, plus élancé que Benjamin. Elle le contemplait, ainsi qu'une miraculée l'apparition, dévotement attentive au moindre geste.

Lorsque François s'éloignait dans sa barque blanche, dont la haute voilure planait entre les bleus identiques de la mer et du ciel, Rose s'en allait le long de la côte, vers l'éboulement sauvage de la falaise, son pays mystique. Assise sur un pin rampant, ayant devant elle la baie large, qui se limite à l'est par la courbe onduleuse de la presqu'île de Giens, à l'ouest par la masse à peine distincte du cap Sicié, elle pouvait suivre, durant toute la course, le svelte triangle de la voile en relief étincelant sur l'émail placide de la mer. Rose avait des yeux de Bretagne, bleus, si bleus qu'ils semblaient s'incorporer l'espace, annihiler en eux les distances, participer de l'atmosphère. Ces yeux voyaient très loin; dans la barque, incendiée de soleil sur l'eau aveuglante, Rose ne confondait jamais François Angeli avec ses camarades.

Pour Rose, c'étaient les heures heureuses de sa petite vie passionnelle, ces heures où François était en mer.

L'homme a une âme différente pour chaque milieu où il doit vivre. Rose, sans pouvoir l'exprimer, pressentait ce dédoublement de l'être dominé par l'acte; François, isolé par la mer, absorbé dans cette grave besogne de pêche aux attitudes comme sacerdotales, lui semblait n'appartenir presque plus à Valentine et aux garçonnets. Elle le faisait sien par l'emprise de son regard fidèle. Inlassablement ce regard suivait l'homme, onde magnétique d'amour, qui, d'une force effective, reliait à la terre la barque mobile; mais que les nerfs tranquilles du pêcheur n'étaient point tramés pour percevoir.

***

Le crépuscule se propageait lentement, par toutes petites atteintes, comme une maladie sournoise dont la nature allait bientôt agoniser. Par touches insensibles, il appliquait des ombres bleues, très denses, au flanc est de la Colline-Noire; il effaçait les détails de vision, qui sont

le visage familier des lieux terrestres. La falaise tragique de Maillebleu se simplifiait jusqu'à n'être plus qu'un profil polyédrique sombre, dessiné lourdement sur la mer pâle. L'eau restait claire, d'un vert transparent, lumineux, effleuré d'or, comme si, saturée de soleil, elle gardait en dissolution quelques rayons. Deux grandes lignes rouges la barraient au couchant, allaient se perdre aux limites de l'horizon, semblaient deux grands courants, d'étrange couleur sanglante, en marche vers la haute mer.

Rose Maheuc, assise à sa place accoutumée, dans la solitude des rochers, était toute à cette occupation, devenue le but unique de son existence : regarder François. Il revenait, dans sa barque, avec son matelot et son mousse. Gêné par la brise d'est, il courait des bordées le long de la côte. Quand la barque traversait ces deux rayons rouges, qui traînaient comme oubliés, sa coque et sa voile blanches s'imbibaient d'un rouge plus pâle, très sinistre. Et Rose frissonnait.

La ballade de Loreley, la sirène, se mit à gémir en elle. Les stances se traînaient en lamentations emplies d'imprécises menaces; et ces paroles avaient la voix de la mer, quand elle se plaint durant la tempête.

Rose ne comprit pas d'abord pourquoi ce poème était si triste dans le soir envahissant. Puis soudain la comparaison s'imposa entre ce marinier, qui souffrait dans son âme, au point d'être aveugle aux périls des rochers et des gouffres dans la nuit tombante, et François, le bien-aimé, qui naviguait parmi les récifs, dans ce crépuscule teinté de cendres et de sang. Loreley, la sirène! Qu'était cette créature splendide et malfaisante, dont la chanson tuait les matelots. Etait-ce un mauvais ange qui hantait toutes les côtes? Ne peignait-elle pas ses cheveux d'or, là-haut, sur la colline, en regardant François de son regard qui fait mourir?

Et Rose eut peur, une peur indéfinissable venue de ces deux mystères s'aggravant : celui des mots, qui dissimulaient de sombres choses inconnues; celui de la nuit, annulant comme dans une mort le ciel et la mer.

Cependant elle restait immobile, cherchant ses prières, dont les paroles s'éparpillaient insaisissables, enchevêtrées aux paroles de la ballade; ses yeux suivaient Angeli avec une obstination violente, comme si son regard eût créé autour du marin une zone protectrice infranchissable aux regards des méchants esprits. Mais, dès que la barque eût disparu derrière la pointe de roches qui ferme la petite anse de Maillebleu, Rose, sachant François en sécurité, céda à la terreur éperdue qui la poussait aux épaules. Elle se mit à courir sur l'étroit sentier en corniche, à courir follement, avec la sensation effroyable d'être poursuivie par des invisibles.

***

Rose Maheuc, suppléant sa mère, qui n'aimait guère les longues marches, allait souvent vendre du poisson ou des fruits dans le bourg de Saint-Vincent, à une vingtaine de minutes de Maillebleu.

Ce matin-là, elle portait une bouillabaisse chez les frères Halangier, deux jeunes hommes savants, qui écrivaient des livres. Elle marchait vite, sur la route blanche, au grand soleil, avec cette allure mécanique des gens dont la pensée est ailleurs. Elle se perdait dans des méditations toutes pleines d'inconnu et de terreurs. Loreley, les sirènes l'obsédaient. Elle croyait sentir leur présence autour d'elle, les assimilait à ces démons guetteurs de proies chrétiennes que les livres d'heures dénoncent; et tous les effrois ataviques de sa race, éternellement frissonnante à des souffles surnaturels, se lèvaient en elle. Parfois elle se retournait avec brusquerie, tout d'une pièce, les prunelles élargies, ayant entendu le glissement d'un pas derrière le sien...

Dans les rues du bourg, parmi les bruyantes allées et venues matinales, Rose retrouva quelque tranquilité. Et au moment où elle poussait la grille basse de la villa Halangier, elle avait pris la résolution d'interroger l'un des deux frères sur la nature véritable des sirènes.

Jean Halangier, le cadet, manipulait, sur la margelle du puits, des clichés photographiques.

Rose vint à quelques pas, et dit timidement :

— Bien le bonjour, Monsieur Jean.

Le jeune homme se retourna. Il avait l'air bien portant, simple et gai. Il sourit à la petite marchande en disant :

— Bonjour, petite Rose. Nous apportes-tu une belle bouillabaisse? Combien de langoustes? Ta mère a-t-elle mis des favouilles?

Et il prit le panier des mains de la fillette.

Comme il se dirigeait vers l'entrée de la cuisine pour hêler leur vieille gouvernante, Rose le rappela, d'une voix un peu étranglée :

— Pardon, s'il vous plaît, Monsieur Jean... vous qui êtes savant... je voudrais savoir... vous m'expliquerez... Qu'est-ce que c'est qu'une sirène?

Il s'arrêta, étonné :

— Une sirène? Comment, tu ne sais pas? Tous ceux de Maillebleu te l'auraient dit. C'est une sorte d'énorme sifflet, mû par la vapeur, et qui sert...

— Oh! ça, je le sais. Mais... mais... il y a des sirènes qui sont vivantes... qui font du mal... et c'est celles-là que... enfin, je voudrais savoir comment elles sont?

Jean Halangier était savant. Il pouvait raisonner de chimie et de zoologie, il connaissait la physique et l'astronomie, il écrivait sur la géologie et la botanique; mais il n'était pas psychologue, il ne savait pas lire, à travers le visage, dans une petite âme d'enfant. Il ne vit pas celle-là palpiter d'angoisse contre la vitre des yeux bleus. La question de la fillette lui parut amusante; il plaisanta avec un air sérieux, et la petite Bretonne ne savait pas, elle, reconnaître une plaisanterie sous cet air-là.

— Les sirènes vivantes? Ah! oui, elles sont dangereuses, ces personnes-là. Figure-toi, ce sont des espèces de diablesses. Seulement, elles ne sont pas laides, elles n'ont pas de cornes, pas de pieds fourchus. Au contraire, elles sont jolies, et elles n'ont pas de pieds du tout. A partir de la ceinture, elles ont le corps d'un poisson, des écailles brillantes et argentées comme un sar. Elles ont de beaux cheveux blonds; et elles chantent avec des voix... des voix dont tu n'as pas l'idée. Malheureusement elles chantent pour attirer les gens, les marins de préférence, et les noyer dans les trous profonds où elles demeurent. La Méditerranée en est pleine, de sirènes; il y a des siècles que les poètes nous en parlent. Aussi, si jamais, le soir, tu entends chanter dans les rochers de Maillebleu, n'y va pas : les sirènes t'attraperaient, elles t'étrangleraient avec leurs cheveux, ou bien elles te jetteraient dans la mer, à l'endroit d'un tourbillon et tu n'en sortirais plus. Te voilà prévenue : gare aux sirènes.

Rose répéta, sur un drôle de ton, plus bas à plusieurs intervalles que sa voix ordinaire :

— Me voilà prévenue. Bien merci, Monsieur Jean.

Et elle s'en alla.

Le ciel était bleu, la brise de mer remuait doucement les mimosas et les lauriers-roses, une cigale vibrait sur un grand pin au bord de la route, un parfum de sèves et de résines rendait l'air exquis à goûter comme un philtre de vie. Jean Halangier sentit, dans son organisme sain, une robuste joie s'équilibrer à la joie triomphante de cette nature de printemps; il pensa à son livre bientôt terminé, à une belle expérience photographique qu'il avait réussie, à la promenade qu'il ferait à bicyclette vers les ruines de Pomponiana. Il sut son cerveau perspicace et ses muscles résistants. Il trouva que tout était bien et que la vie vaut par elle-même. Il alluma sa pipe, s'étendit sur un rocking à l'ombre fraîche d'un large figuier, amusa un instant ses yeux aux découpures des branches dans l'atmosphère; puis, la pensée volontairement ralentie, il végéta délicieusement.

Rien ne l'avertit qu'il venait de commetre quelque chose ressemblant à un homicide.

***

Cette certitude que Rose avait acquise de l'existence des sirènes bouleversa toute sa vie intérieure. Les joies très douces que son amour enfantin lui donnait naguère s'effacèrent à tout jamais. Elle souffrit d'avoir toujours peur pour l'aimé. Maintenant elle ne pouvait plus ne penser qu'à François; la sirène accaparait la grande part de ses méditations, la sirène, jolie et terrible, dont la figure lui apparaissait sans trêve à côté de la figure du pêcheur. Malgré toute sa volonté, elle ne parvenait pas à les séparer, et s'épouvantait, comme d'un présage, de cette association.

L'idée fixe émiettait son cerveau, comme un parasite, invisiblement, creuse un fruit. Rien ne trahissait encore le mal, que cette frêle intelligence d'enfant vacillait déjà, penchée sur la folie. L'obsession s'exaspérait de ce que Rose ne voulait pas la dire. Elle touchait de trop près à cet amour que la fillette cachait farouchement au profond de son cœur. Les enfants sont tous semblables : volontiers expansifs pour leurs peines puériles, ils ne parlent plus s'il s'agit d'un sentiment qu'ils estiment être au-dessus de leur âge; ils ont comme une pudeur de leur précocité mentale. Pour Rose cette instinctive retenue s'aggravait de cette intuition qu'elle avait toujours eue d'être une dépareillée. Elle devait souffrir solitaire comme elle vivait.

Durant les heures qu'elle passait sur la falaise, son regard quittait à tout instant la barque de François, pour scruter les anfractuosités des roches. D'avance elle se roidissait contre le choc qu'elle prévoyait quand la sirène apparaîtrait, tordant en lacets de mort ses cheveux blonds. Elle s'exténuait à chercher par quel moyen elle protégerait François contre les sortilèges de la

démone. Peut-être en invoquant avec ardeur la vierge Marie, patronne des marins? Par l'effort d'imaginer avec des détails cette scène d'effroi, elle surmenait sa pauvre tête déjà affaiblie; un mal aigu lui venait aux tempes, tournait autour de son crâne, le serrant comme une corde enroulée; des lueurs montaient et descendaient dans ses paupières; sa gorge contractée suffoquait; la pensée s'éteignait. L'enfant croulait sur les pierres, rigide et blanche, comme morte.

En se remettant à vivre, elle retrouvait sa hantise, d'abord un peu confuse, comme ces douleurs accoutumées dont on garde, dans la somnolence, une demi-conscience physique : elle savait qu'elle avait mal et qu'elle avait peur. Ensuite, son tourment, évoquant sa cause, redevenait précis et atroce.

Un temps très court, elle trouva un apaisement à l'idée du tout-puissant signe chrétien, qui, éloignant les démons, doit vaincre aussi les sirènes.

Mais un jour, tout soudain, une nouvelle angoisse l'étreignit. Elle n'était peut-être plus en état de grâce? Sans doute, c'était pécher mortellement que d'aimer un homme en secret? Pour la première fois, elle examina ce mot formidable, *aimer;* il lui parut plein de significations nouvelles et inquiétantes. Sa conscience se troubla, comme une eau pure dans laquelle on verse une essence composée. Des qualificatifs méprisants, venus on ne sait d'où — de conversations à peine écoutées, de lectures oubliées — montaient dans sa mémoire, et y faisaient de grandes ondes douloureuses. Des mots la cinglaient comme des insultes : amours coupables... amours illicites... amours défendues... et elle rougissait comme si elle eût été chargée vraiment d'une honte. Tous les anathèmes chrétiens contre l'amour, sous lesquels ses aïeules avaient tremblé, se levaient spontanément dans son âme enfantine. Ignorant le péché, elle en avait les remords. Elle s'accusa avec désespoir. C'était elle qui, par la faute de son amour condamné, attirerait le malheur sur François Angeli. Dieu, le Seigneur impitoyable que sa sombre foi héréditaire adorait en le redoutant, la punirait en frappant François. Sa logique spécieuse d'enfant admettait l'immoral et injuste châtiment.

L'amour, cause suprême pour l'infirme humanité terrestre, abolit tout acte de volonté dirigé contre sa nécessaire omnipotence; la passion innocente de Rose se comporta comme la passion avertie : elle subsista pour cette seule raison qu'elle existait. La déplorant, l'enfant ne songea pas une minute à la détruire. Bien au contraire, elle s'y abandonna avec une sorte de fatalisme exalté, comme à une maladie mortelle dont les crises charmeraient les nerfs.

Son amour sortit de la période toute instinctive, où il est ressenti comme une impression extérieure, analogue en somme à une impression artistique. Il s'identifia à elle plus profondément, fit davantage partie de l'existence réelle. Elle isola moins François dans une adoration presque religieuse. Toujours avide de suivre les actions du pêcheur, elle ne s'attachait plus aux détails de gestes et d'attitudes pour eux-mêmes, mais s'inquiétait du sens qu'ils avaient dans la vie de l'homme, dans ses rapports avec les autres êtres. Elle commença à prendre notion de la torturante inanité d'un amour qui ne sera jamais partagé; elle souffrit cruellement de se savoir absente de toutes les préoccupations de François.

Ce sentiment, qui évoluait par la douleur, se complétait. Il se navrait de l'indifférence et apprenait la jalousie. Mais, par une singulière déviation, qu'explique l'idée fixe à laquelle tout aboutissait pour Rose, cette jalousie n'alla pas à Valentine, la femme de chair que François aimait... Vaguement, avec une crainte d'y arrêter sa pensée, Rose était jalouse de la sirène.

Oh ! cela s'enveloppait de beaucoup d'imprécision. C'était comme un rêve, qui a des phases à demi plausibles, et des obscurités troubles, inexprimables par les mots de veille. Rose avait d'abord accepté, puisque Jean Halangier l'affirmait, que les sirènes appellent des hommes pour les tuer. Ensuite elle avait désiré à cette chose sinistre une explication. Elle ne pouvait pas deviner que l'imagination eût cherché pour des êtres surhumains une volupté supérieure aux voluptés humaines, qui sont créatrices, et eût trouvé la volupté d'anéantir. La perversité inutile répugnait à sa raison simple. A force de s'interroger, elle en vint à se dire que sans doute les sirènes tuent par amour; parce que l'homme, si différent d'elles, ne veut pas les aimer. Et, toute petite, toute ignorante, elle arriva à pressentir que l'amour pourrait n'être qu'une forme de l'antagonisme entre créatures dissemblables et ne s'assouvir en vérité que par le meurtre.

⁂

Depuis une semaine, la chaleur était accablante. A travers l'atmosphère immobile le soleil

brûlait, comme un astre de fin de monde occupé à calciner une planète. La mer restait inerte et silencieuse. Les hommes et les animaux se mouvaient dans un demi-sommeil, avec de traînantes allures exténuées.

Du matin à la tombée du soir, le village de Maillebleu, étouffé dans son étroite vallée aux parois schisteuses, paraissait abandonné. Les habitants somnolaient dans l'obscurité de leurs maisons hermétiquement closes. Comme seuls bruits, le crissement des cigales, si monotone et énervant qu'il semblait une forme que la chaleur aurait prise afin de faire souffrir les êtres par tous leurs sens, et le bourdonnement des myriades de mouches, qui s'enflait et décroissait suivant une sorte de mesure à temps égaux.

Rose Maheuc subissait cette température excessive comme une fièvre qui l'eût tour-à-tour surexcitée et brisée. Son amour, ses angoisses permanentes l'avaient anémiée autant qu'aurait pu faire un labeur cérébral. La chair consumée par l'action violente du cerveau halluciné, elle était maigre et pâle; elle avait des gestes automatiques et des yeux singuliers dont les prunelles remontaient pour regarder, par-dessus la vie, dans le surnaturel. La petite paysanne bretonne qui, jadis, avait été seulement un peu rêveuse et mélancolique, était maintenant une de ces malades qui deviennent aisément des visionnaires.

Dans son corps fragile, les nerfs semblaient extériorisés pour supporter directement tous les chocs. Une multitude d'impressions physiques la suppliaient; elle eût crié de souffrance à cause de la lumière trop intense qui, par les yeux, lui entrait dans le crâne; pour le battement d'une porte, qui la frappait comme d'une plaie; pour les bavardages saugrenus de sa mère qui l'étourdissaient comme un bruit mécanique. Mais surtout, surtout, ses nerfs malades se rétractaient à des contacts perceptibles pour elle seule. Dans le grand silence de la mer engourdie, elle entendait des rumeurs, des incantations à voix basse, qui finissaient par un chant plaintif, par une sorte d'appel tendre et perfide. Elle tressaillait, horriblement troublée, bien persuadée que la sirène, tapie au fond d'un gouffre bleu, sous l'eau tranquille, appelait les pêcheurs de la côte; et certainement le plus beau d'entre eux, François Angeli. Dans l'atmosphère autour d'elle, ce chant persistait; et, comme s'il eût été fait d'atomes matériels, elle en sentait le frôlement sur sa face. L'air aussi lui semblait devenu impressionnable et l'envelopper d'une souffrance qui se communiquait à tout son être.

D'autres fois, quand, le crépuscule venu, elle s'asseyait dans leur jardinet surplombant la plage, elle avait saisi des remous d'eau inexplicables par ce calme, puis le rampement argentin et mou d'un corps écailleux s'étirant sur les roches plates, au-dessous de leur terrasse.

Tout cela suscitait des fantasmagories visuelles, dont la fillette se défia au début, mais qui marquaient un pas définitif dans sa désorganisation mentale.

Un soir, après dix jours de chaleur équatoriale, l'orage menaça tout à coup. L'air, traversé d'électricité, prit une odeur chimique très pénétrante; la mer fut d'un gris de plomb et frémit sur toute sa surface, comme énervée; les derniers reflets sur le sommet des collines de pins eurent des lividités d'éclairage artificiel; un vent brûlant se leva, plia les arbres, poussa en colonnes opaques la poussière des chemins et la terre rougeâtre des champs, séchée comme de la cendre.

Happée par la force électrique, la pauvre petite chose détraquée qu'était Rose, éprouva un besoin invincible de mouvement, d'agitation désorbitée et convulsive. Elle s'échappa, courut devant elle, sans choix sans but, aussi inconsciente qu'un duvet poussé par le vent. Toute machinale, elle céda à l'impulsion de l'habitude, qui l'amena à l'éboulement tragique, à ce grand cadavre de pierre, couché dans la mer comme un monstre abattu. Elle se laissa tomber à sa place accoutumée, sur le pin rampant.

Elle restait là sans pensée, fibres douloureuses concentrant la vague souffrance éparse dans la nature inquiète. Elle resta longtemps. L'obscurité s'épandit, déchirée d'éclairs lointains qui ondulaient à l'horizon. Des parties du paysage ressuscitaient des ténèbres fugitivement, pareilles à des fantômes de lieux autrefois habités reparaissant sur un monde mort.

Des heurts de pas sur les roches, tout au bas de la falaise, traversèrent l'insensibilité de Rose. Elle entendit, parce que son cerveau agissant de lui-même enregistrait un bruit mille fois enregistré. Debout, et penchée sur le chaos de pierres submergé d'ombre, elle cherchait à voir. François Angeli était là, elle le savait! Une intolérable crispation lui tordait le cœur. Pourquoi était-il ici, seul, dans la nuit, dans l'orage qui accourait du lointain de la mer?... Ces chants qui, depuis plusieurs jours, flottaient palpables comme des gouttelettes de voix?... ces rampe-

ments de corps écailleux?... Elle ne douta plus. François avait écouté la sirène, c'était vers elle qu'il allait... Elle sentit d'abord un indicible déchirement, comme si s'arrachait d'elle un espoir dont elle n'avait jamais su la présence; sa jalousie fut un instant une jalousie de femme, une jalousie de chair, affolée, désespérée, haineuse. François avait écouté la sirène... il allait vers elle !...

Un éclair lui montra le pêcheur qui marchait, attentif, la tête baissée. Son angoisse changea de nature. François allait vers la sirène... il allait vers la mort, dans cet infini noir qui commençait à remuer et à gémir.

Un autre éclair, elle revit Angeli.

Et, dans le même temps bref, là-bas, à l'extrême pointe du cap, elle entrevit... elle vit la sirène, vêtue d'une roble blanche, qui se haussait sur les roches, replongeait comme par jeu, et laissait flotter ses cheveux très longs, argentés comme l'écume de la vague.

Rose jeta un cri strident, presque plus humain. Elle voulut s'élancer, pour arrêter François, pour chasser le monstre, pour... elle ne savait... pour obéir à une poussée d'instinct. Et tout de suite ce fut le vide, la chute. Elle tomba, les bras étendus, la bouche ouverte pour un cri qu'un choc coupa net. Elle resta sur une roche plate, les bras toujours en croix, la face contre la pierre, comme prosternée. Un filet de sang s'égouttait dans la grande mer tumultueuse et sanglotante.

François Angeli, qui allait relever des « gobiers » en prévision de l'orage, était demeuré pétrifié à ce premier cri d'inexprimable terreur qui lui vibrait au profond des moelles. Il était brave, mais c'était tellement inattendu, cette clameur de mort dans cette solitude, que la sueur lui ruisselait entre les épaules. Au second cri, il courut vers l'éboulement. Les éclairs, à présent ininterrompus, promenaient sur la rive des lueurs mortuaires de torches; cette clarté lugubre permit à François de trouver tout de suite le petit cadavre. Il le retourna avec précaution, et ignorant encore si la petite fille était morte, il serra son mouchoir autour du front pour arrêter le sang. Ensuite, il la souleva dans ses bras, avec un mouvement très doux de père qui sait porter des enfants endormis, et commença à gravir l'escarpement.

Le rêve que Rose n'osait pas faire se réalisait : sa tête s'appuyait sur la poitrine de François. Mais sa tête était brisée et son cœur passionné ne battait plus.

LÉON DE SAINT-VALERY.

POÉSIES

BALLADE DU PAUVRE BOUGRE

Ici sui com l'osière franche
On cour l'oisiau sur la branche :
En été chante ;
En hyver plore et me gaimante
Et me défeuil aussi com l'aute
Au premier gel.

RUTEBEUF.

Dans un grenier qu'on est bien à vingt ans,
Dans son taudis qu'on est triste à quarante !
Contre mon poêle au cœur agonisant
Je viens blottir ma chair lasse et dolente :
Dans un grenier qu'on est bien à vingt ans !
Dehors il neige à grand foison et vente,
Et bat mon cœur à l'unisson du temps :
Dans un grenier qu'on est bien à vingt ans,
Dans son taudis qu'on est triste à quarante !

Mon fils aîné sous la neige sifflante
Trotte en soufflant dans ses doigts et toussant ;
Mon plus jeunet que la fièvre tourmente
Dans son lit froid délire et se lamente :
Dans un grenier qu'on est bien à vingt ans !
Et toi, ma femme, oh si douce et vaillante,
Malade aussi, tu vas nous consolant :
Dans un grenier qu'on est bien à vingt ans,
Dans son taudis qu'on est triste à quarante !

O Toi de qui sont les gueux en attente,
Seigneur Jésus, Seigneur des pauvres gens,
De Toi jadis était notre âme absente,
Jeunesse est vaine et de tout ignorante :
Dans un grenier qu'on est bien à vingt ans !
Mais l'âge arrive, on pleure et se lamente,
On Te recherche, hélas, il n'est plus temps :
Dans un grenier qu'on est bien à vingt ans,
Dans son taudis qu'on est triste à quarante !

ENVOI

Seigneur Jésus, dans la nue foudroyante,
Quand Tu viendras au renouveau des temps,
Qu'à nos erreurs soit Ta bonté clémente,
Tant avons-nous souffert en Ton attente :
Prends en pitié tous Tes pauvres enfants !

SONNET FLEURI

— *Troue, ô baïonnette! et hache, mitraille,*
Et mâche, canon, du mâle, du mâle,
Et mâche, canon, du mâle à plein tas!
Gorge-toi, carnage, à crever, et va! qu'entrailles,
Et membres en charpie, et sang, et cheveux gras,
Pêle-mêle descendent de tes crocs qui fument
Sur ton ventre béant et le long de tes bras :
Fume, carnage, fume!

Bats-nous, morts et vivants, sur l'infernale enclume,
Saigne-nous, forgeron, sauveteur sans pitié,
Saigne, vieux chirurgien, que la chair batte et fume
Sous ton inexorable et farouche amitié :
Fume, carnage, fume!

Car pendant ce temps-là le dur paysan sème
Sous la tuerie et sans s'en étonner, sans même
L'apercevoir, le blé nombreux et nourrissant :
La terre calmement s'engraissera du sang
D'elle-même sorti, engraissera de même
Un blé qui nourrira ces monstres innocents,
Afin qu'on vive encore, et qu'on tue, et qu'on aime,

Et pendant ce temps-là,
Pour de suprêmes épis,
Un semeur plus lointain sème :
Alleluia, De profundis,
De profundis, Alleluia!

LE RATÉ

— O vainqueurs! l'Icare vaincu, héros raté,
Boiteux génie, astre sans fin en crépuscule,
Frère aux yeux fous, enthousiaste ridicule,
Respectez-le : jadis lui-même avez été,

Et demain, et toujours, si grands vraiment vous êtes,
Prophètes! et l'œuvre est son propre rêve éteint.
Elle appelle la mort, et cette œuvre parfaite,
Vous passez, la laissant à son trouble destin,

Pour tenter, vous, plus haut, d'autres génies!
Quand le dieu Beethoven de ses neuf symphonies
Surmonta la neuvième, édifice si beau

Qu'un cœur doute à l'entendre ouïr œuvre mortelle,
Oui, son grand cœur battait vers une sœur nouvelle,
Et c'était un raté que tu volas, tombeau!

Le vrai raté, c'est l'ange arrivé : sur la cime,
Essoufflé se mirant, grotesque audacieux,
Dans ses pieds de bouc : quoi! et là-haut? quoi, les cieux,
Ixion éternel, homme, raté sublime!

EXAMEN DE CONSCIENCE

Rêves de fraternités,
Fols désirs entre-heurtés,
Ambitions amputées,
C'est donc vrai que vous mentez?

J'ai donc vidé toutes bourses,
J'ai desséché toutes sources
Et me réveille indigent,
Gros-Jean plus Gros-Jean qu'avant.

Gaspillé rêves sur rêves
Sans qu'enfin m'ait donné trêve
Le démon qui me soulève :
Ah, qu'il se lasse et m'achève!

D'autres s'amusent,
Moi sans envie
Je flâne et muse,
Et ainsi s'use
Pour rien ma vie.

Les fanfares, je m'en moque,
Et pourtant, mon Dieu, pourtant,
Ce cœur sot bat la berloque
Pour tout vendeur d'orviétan
Dont le bon peuple s'éprend.
(Et, le Diable : — Si pourtant
Tu savais en faire autant!)
Enfant, enfant!

Je ne crois à rien, puis à tout;
Gobeur comme un vrai sceptique,
Sincère en plein, je m'applique
A me jouer jusqu'au bout :
Quoi donc? Mon rôle!
Mon rôle! C'est drôle :
Je m'imagine absolument
Etre un comédien qui débite
Pour lui tout seul un boniment;
Je ne me crois pas, je n'habite
Pas en moi; littéralement
Je me perçois le parasite
D'un autre... Mais lequel, lequel?
Je forme un produit composite,
La caricature sans sel
De l'autre : moi irréel
Et cependant le seul vrai.
C'est le maître
De mon être :
Pourras-tu chasser l'intrus
Et dire à l'époux rêvé :
Ecce, ecce, ecce Deus,
Pauvre, pauvre, pauvre Fagus?

FAGUS.

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

LES ILLUSIONS DE GENÈVE ET LES DÉSILLUSIONS DE PARIS

Serions-nous à la veille d'un des plus grands et des plus heureux événements de l'histoire : la constitution des États-Unis non pas seulement de l'Europe, mais du monde?

On a vu cette belle formule imprimée en grandes lettres dans les journaux quotidiens, et surtout dans ces journaux à fort tirage, qui reçoivent des gouvernements le mot d'ordre au moyen duquel on endort l'opinion. Peut-être est-il nécessaire, quelquefois, que l'opinion soit endormie, l'opinion, du moins, de cette masse qu'on fait semblant de consulter, mais que les habiles croient toujours pouvoir guider selon leurs desseins ; on dit que l'optimisme est nécessaire à sa santé. Mais pour un public plus désireux de réalités, fussent-elles cruelles, que d'apparence, il semble qu'il soit nécessaire, dès à présent, de chercher ce qu'il y a sous cette grande illusion.

Sans doute est-il cruel de ne pas y céder aussi. Un passage des Dialogues philosophiques de Renan me revient à la mémoire :

« Une rupture d'équilibre a été à l'origine de la civilisation, dit un de ses interlocuteurs imaginaires. La vie et le mouvement sont comme un intervalle de bruit entre deux silences, intervalle durant lequel rien ne se produit, ni rien ne se perd. Le monde et la société tendent d'eux-mêmes, par une force d'inertie, à l'équilibre qui serait leur mort. Le commencement de l'histoire, ou, ce qui revient au même, le passage de l'animalité à l'humanité, fut un forfait, une sortie brusque d'un état paradisiaque sans individualité pour passer à un état de guerre, d'amour et de haine... »

Cette paix assurée, cet équilibre réalisé par l'arbitrage, seraient donc en contradiction avec les lois de l'Univers qui montrent que partout la lutte est la condition même de la vie, et ils amèneraient l'humanité à un engourdissement mortel? Cette idée, qui apparut à différentes reprises dans la pensée infiniment nuancée de Renan, hante quelques esprits ; mais qu'importent, pour le moment, ces considérations altissimes? Après la grande saignée, l'Europe, sinon l'humanité tout entière, aspire à la paix d'un cœur unanime, et il est assez malséant d'accueillir par de l'ironie ceux qui essayent de tirer de la Société des Nations l'équilibre au moins momentané qui assurerait la paix réparatrice. Mais c'est au point de vue même de cet équilibre qu'il me paraît dangereux d'entretenir des illusions que l'examen attentif de la situation est loin de justifier.

***

Ces illusions ont pour origine l'acceptation de l'avant-projet de résolution élaboré par un Comité de la Société des Nations, dit le Comité des Douze, et qui a pour principal auteur M. Benès, homme d'État aussi ingénieux que bien intentionné. Les journaux quotidiens ont publié les articles principaux du projet Benès : je n'y reviendrai pas. Mais, pour la clarté de l'exposition, je rappellerai seulement qu'il institue l'arbitrage obligatoire, déclare que sera considéré comme l'agresseur l'État qui ne se soumettra pas à ce règlement juridique des conflits, et prévoit des sanctions économiques et militaires contre les récalcitrants.

Ce système est tout à fait satisfaisant, et après l'échec partiel du traité d'assistance mutuelle, il apparaît comme un succès pour la délégation française, qui est arrivée — et ceci est assez considérable — à persuader l'Assemblée que la France n'est décidément ni impérialiste, ni militariste. Mais ce beau projet pourra-t-il être appliqué? Il apparaît dès à présent qu'il n'a été admis par l'Angleterre qu'avec toutes sortes d'arrière-pensées et de restrictions mentales, qui rendent cette application assez peu probable. Le protocole auquel aboutit le projet doit être en effet ratifié avant le 1er mai 1925 par quinze pays, parmi lesquels doivent figurer quatre des puissances qui disposent d'un siège permanent au Conseil. Si l'une de celles-ci repoussait le projet, tout tomberait. Or, l'attitude de la presse et des milieux politiques anglais fait prévoir que jamais le Parlement britannique ne ratifiera la convention telle qu'elle est. L'idée que la flotte de l'Empire pourrait être mise au service de la Justice internationale ne peut entrer dans une cervelle anglaise. « C'est pure stupidité », dit le *Daily News*. D'autre part, il est convenu, dès à présent, que toutes les résolutions prises au sujet de l'arbitrage et de la sécurité seraient nulles si la conférence du désarmement ne s'était pas réunie dans le délai prévu, ou si elle n'aboutissait pas. En réalité, c'est donc la thèse anglaise, c'est-à-dire la plus déraisonnable, qui triomphe : on n'assurera aux États continentaux la sécurité dont ils ont besoin que quand ils auront désarmé et se seront mis à la discrétion de la puissance anglaise, reine du monde, arbitre de ses destinées. Et c'est la France, qui a besoin de se défendre d'être impérialiste !

Mais, ce qui est plus inquiétant encore, c'est que tous les esprits indépendants ont senti poindre à Genève l'intention anglaise de procéder à la révision du traité de Versailles, et de tous les traités de 1919. Le discours de M. Ramsay Mac Donald sur les responsabilités de la guerre et sur la question de la Haute Silésie fut sans doute une faute politique, une faute de tactique. L'effet fut si désastreux que le Premier anglais se vit obligé de revenir sur ce qu'il avait dit et de déclarer qu'on l'avait mal compris ; de telle façon que, diplomatiquement parlant, une protestation solennelle n'était possible que dans la forme atténuée qu'a employée M. Herriot. Mais il n'en est pas moins certain que c'est dans la forme première de son discours que M. Mac Donald a livré sa pensée, qui, hélas ! est bien celle de l'Angleterre. On n'a pas manqué de remarquer, d'ailleurs, que M. Mac Donald, dès son arrivée à Genève, avait pris langue avec le socialiste allemand Breitscheid. Or, celui-ci a eu l'audace de faire à Genève, sous la présidence de M. Branting, délégué de la Suède, une conférence où il a déclaré tranquillement que l'Allemagne serait obligée de réclamer la révision de ses frontières orientales, c'est-à-dire la suppression du couloir polonais et la restitution de la Haute Silésie. Ce même Breitscheid, causant avec des délégués français sous le signe de l'Internationale, leur a déclaré, il est vrai, que son parti considérait la question d'Alsace et de Lorraine comme réglée ; mais ceux qui se souviennent de 1914 savent ce que valent les déclarations des socialistes allemands.

Les frontières de la Pologne ! C'est là le point névralgique, et c'est avec une inquiétude mortelle qu'on a suivi à Varsovie les débats de la Conférence. On s'est étonné que la délégation polonaise n'ait pas fait entendre une protestation solennelle. A bien examiner, son attitude ne pouvait être autre qu'elle n'a été. Depuis sa renaissance, la Pologne est suspecte à l'Angleterre et aux puissances qui gravitent autour de l'Angleterre. On ne lui pardonne pas d'avoir d'abord compté sur elle-même, et, menacée par la double rancune des Russes et des Allemands, de s'être armée pour se défendre. Elle devait donc éviter à tout prix le reproche de nuire au succès de la Conférence ; elle se devait à elle-même, et à l'Europe, de se rallier d'enthousiasme à l'arbitrage ; mais, ce faisant, elle a eu du reste la sagesse de demander que la résolution organisant l'arbitrage fût précédée d'une déclaration solennelle consacrant la valeur intangible des traités existants. A l'appui de cette demande, M. Skrzynski, ministre des Affaires étrangères de la République polonaise, a présenté une thèse ingénieuse et qui mérite d'être retenue. « C'est une illusion, a-t-il dit en substance, que de s'imaginer que l'équité puisse suffire à trancher les différends internationaux. L'arbitrage doit s'appuyer sur un code. Ce code, où le chercher, si ce n'est dans les traités existants ? » Et, en effet, s'imagine-t-on l'Allemagne s'autorisant des réserves qu'elle a faites lors de la ratification du traité qui partageait la Haute-Silésie pour en réclamer la révision? C'est ce qui nous attend dès que le Reich fera partie de la Société des Nations, à moins que la thèse polonaise ne prévaille.

***

Ce qui a parfois rendu l'atmosphère de Genève difficilement respirable, c'est en effet la menace d'une remise en question de tout l'édifice politique de 1919. Le traité de Versailles et les traités annexes sont loin d'être des chefs-d'œuvre de l'esprit humain, on le sait ; les Français plus que personne ont le droit d'en être mal satisfaits, et le temps a justifié la plupart des critiques que faisait entendre M. Louis Marin dans son courageux discours du 14 septembre 1919 ; mais tels qu'ils sont ils existent.

Ils sont la charte de l'Europe nouvelle, et l'expression d'un sentiment qui fut unanime dans les pays alliés, le sentiment que l'Allemagne coupable de l'agression de 1914 avait à expier un véritable crime contre la civilisation, et à réparer les dommages qu'elle avait causés. Si l'on enlève une pierre de cet édifice diplomatique et idéologique, tout s'écroule ; du moment que l'on cesse de considérer le traité de Versailles comme un traité pénal, comme un traité coercitif, véritable nouveauté dans le droit des gens, on sera fatalement entraîné à le considérer comme injuste, puisqu'il ne fut pas négocié, mais dicté. Si, d'autre part, on se remet à discuter les questions de frontière et de nationalité, surtout si l'on s'avise de toucher aux frontières polonaises qui furent si laborieusement fixées, tout sera à recommencer.

C'est bien là-dessus que comptent les vaincus de 1918. Le discours incendiaire du comte Apponiy, délégué de la Hongrie, est, à ce point de vue, un indice précieux, et les efforts considérables de la propagande allemande sur la question de la responsabilité en sont un autre. Les partis socialistes de l'Entente qui, dès 1919, prenaient plus ou moins ouvertement le parti des vaincus, nous représentaient alors qu'il fallait faire crédit à l'Allemagne nouvelle, à une République démocratique présidée par le socialiste Ebert parce que l'existence même du Reich républicain signifiait la condamnation de l'Allemagne impériale par les

Allemands eux-mêmes. Maintenant, nous entendons une tout autre gamme : le Reich républicain semble n'avoir plus d'autre but que d'innocenter l'Allemagne impériale. Pourquoi, si ce n'est pour reprendre sa politique, ou tout au moins pour effacer les signes d'une défaite qui, pour aucun Allemand, n'est la défaite de l'Empire, mais la défaite de l'Allemagne ? Comment serions-nous assez aveugles pour ne pas voir le but politique d'une propagande aussi méthodiquement organisée, d'une propagande qui a réussi à impressionner cette Angleterre qui, en 1918, réclamait unanimement la mise en jugement du Kaiser ?

Le 29 mars 1919, pendant la Conférence des préliminaires de paix, une commission chargée d'établir un rapport sur les responsabilités des auteurs de la guerre soumettait à la Conférence les conclusions suivantes :

« La guerre a été préméditée par les puissances centrales... et elle est le résultat d'actes délibérément commis dans l'intention de la rendre inévitable.

« L'Allemagne, d'accord avec l'Autriche-Hongrie, a travaillé délibérément à faire écarter les nombreuses propositions conciliatrices des puissances de l'Entente et à réduire à néant leurs efforts pour éviter la guerre.

« La neutralité de la Belgique et celle du Luxembourg, garanties par les traités, ont été délibérément violées par l'Allemagne et par l'Autriche-Hongrie.

« La guerre a été menée par les empires centraux... selon des méthodes barbares ou illégitimes... »

Ces conclusions adoptées par la Conférence devinrent les articles 227 et 231 du traité, et sur la proposition de l'Angleterre, il fut décidé que l'article 227 débuterait ainsi :

« Les puissances alliées et associées mettent en accusation publique Guillaume II de Hohenzollern, ex-empereur d'Allemagne, pour offense suprême contre la morale internationale et l'autorité sacrée des traités. »

Le Kaiser ne fut jamais jugé, et après cette déclaration solennelle les puissances se donnèrent le ridicule de ne pas insister. Quant à l'Angleterre, c'est elle maintenant qui, par la bouche de M. Mac Donald, admet qu'il n'est pas possible de déterminer quels sont les vrais responsables de la guerre !

L'immense lassitude qui s'est emparée du monde, le sentiment du commerçant enrichi qui ne veut plus qu'on lui parle des affaires auxquelles il doit sa fortune, font que les neutres applaudissent ; ils déclarent qu'il serait sage d'oublier le passé, et ils favorisent ainsi la vaste conspiration internationale qui arrive peu à peu à abolir la victoire de la France ; mais cette fois, il semble que nous soyons au terme des concessions. Il faut qu'on sache, aussi bien à Londres qu'à Berlin, que, ni les Français, ni les Belges, ni les Polonais, ni les Roumains, ni les Italiens, ni les Tchéco-Slovaques, n'admettront jamais qu'on touche au traité de 1919 soit au point de vue territoire, soit au point de vue moral.

La paix du monde est à ce prix.

L. Dumont-Wilden.

LES ROMANS

VUE GÉNÉRALE

I

Bientôt commencera une « saison » nouvelles Profitons d'une accalmie pour jeter un coup d'œil d'ensemble sur la production romanesque et mentionner le plus grand nombre possible des œuvres entre lesquelles la critique doit, nous semble-t-il, s'efforcer de marquer quelques rapports et d'établir quelque classement. Nous ne nous dissimulons ni les difficultés ni les dangers d'une pareille tentative. Le risque n'est une excuse que si l'on accepte de le courir.

Longtemps encore, nous verrons paraître des romans inspirés des conditions exceptionnelles que la guerre a créées et des situations anormales, trop souvent douloureuses et même tragiques, où elle a mis l'individu, la famille, la société.

Rappelons aujourd'hui, en attendant que nous puissions revenir sur l'ensemble de son œuvre, *Le Réveil des Morts* (1) où M. Roland Dorgelès, après s'être révélé dans *Les Croix de Bois* le plus ardent et le plus vrai des romanciers de la guerre, fustigeait les exploitations cyniques et l'incurie de ceux qui ont la responsabilité de les contenir.

Il était inévitable que le contact des races et nationalités diverses donnât naissance à des nuances nouvelles de sentiment. M. Pierre Gourdon a voulu montrer, dans son gracieux roman *A l'américaine* (2), le contraste qui, lorsque tant de représentants du Nouveau Monde se trouvèrent transportés dans notre pays, s'est révélé entre eux et nous : contraste n'excluant pas les sympathies, bien au contraire, ainsi que le montre l'histoire

(1) Albin-Michel.
(2) Éditions de la Vraie France

d'un jeune Américain et de son mariage avec une jeune Angevine. Le cadre d'une vieille province française, où les souvenirs du passé sont encore si vivants, convenait mieux que tout autre à cette œuvre qui oppose nos habitudes et nos traditions aux audaces d'un pays neuf.

M. Léon Lemonnier dans l'*Entente cordiale* (1) étudie avec une grande finesse psychologique le double amour d'une Française pour un soldat anglais et de cet homme, déjà marié, pour l'amie que les hasards de la guerre ont placée sur son chemin.

Mme Simone Pellegrin, avec *Le Prince Charmant est mort* (2), oppose au rêve qui a d'abord enchanté une jeune femme toute frémissante d'angoisse et un jeune héros écossais la réalité d'un amour où ils ne trouveront qu'amères déceptions et cruelles rancœurs, parce qu'ils sont séparés par des différences irréductibles d'esprit et de race.

Beaucoup plus scabreux, le thème des relations sentimentales entre Français et Allemands. *Fragilité* (3) de M. Marcel Dupont nous a montré l'officier de l'armée d'occupation en présence de l'ennemi d'hier; *Rosa Berghen* (4) de MM. José Germain et Emile Guerinon est l'histoire d'un prisonnier français aimé d'une Allemande et devenu le père d'un enfant qui sera l'agent de liaison de l'avenir : conclusion, en vérité, des plus hasardeuses.

M. Henri Davignon, un des plus brillants écrivains de langue française en Belgique, rajeunit et « actualise » dans *Deux Hommes* (5) le cas troublant du soldat que l'on croit mort et qui revient. La terrible épreuve a changé le « revenant » au moral comme au physique : l'époux faible, trompé, est devenu une sorte de justicier farouche, au cœur fermé, aux intentions mystérieuses. Comment la femme oublieuse, remariée à son ancien séducteur, confortablement installée dans sa vie nouvelle, en vient à être attirée vers l'homme qu'elle a méconnu, s'efforce de le reconquérir, se décide enfin à tout quitter pour le suivre en exil : c'est ce que l'auteur a retracé avec une vérité où s'accordent le dramatique des situations, l'observation des milieux, l'analyse des caractères.

Sur un thème analogue, d'un tragique plus intime encore, M. Raymond Clauzel a écrit *La Maison au Soleil* (6). Un peintre renommé, qu'on a cru mort sur le front d'Orient, et qui n'était que prisonnier, retrouve au retour sa femme mariée, ses enfants groupés autour d'un foyer nouveau, sa chère maison de Provence aux mains d'un autre. Et cet autre est du même sang que lui ; il fut son protecteur aux jours de lutte, son bienfaiteur constant : il est son propre frère. Comment un drame ainsi noué peut-il se dénouer? Il faut le demander au récit lui-même, qui sait être poignant dans toutes ses péripéties et noble dans sa conclusion.

C'est, au contraire, une de ces histoires de la vie cosmopolite où il excelle que nous raconte M. Abel Hermant dans *Les fortunes de Ludmilla* (1). Le lieu de l'action est, cette fois, Vienne, la Vienne éblouissante d'il y a dix ans, la Vienne pauvre et recueillie de l'an dernier. Car l'aventure commence avant la guerre, quand Ludmilla n'est encore que la cuisinière tchèque de braves bourgeois cossus. Chez ses maîtres elle fait la connaissance d'un ingénieur américain, qu'elle séduit innocemment et qu'elle épouse. Après la guerre, ses anciens maîtres sont devenus pauvres, Ludmilla est devenue riche ; elle revient d'Amérique pour les aider, mais ne retrouve que leur fille, qui danse dans un établissement de nuit. On imagine quel roman amusant et divers a pu écrire sur de telles données le délié conteur et le maître accompli de bon langage qu'est M. Abel Hermant.

Le Sel de la Terre (2) de M. Raymond Escholier nous est donné comme le carnet douloureux du soldat Bussières. « Au rebours de tant de livres de guerre, ces cahiers ont été noircis dans la tranchée et s'en ressentent ». Socialiste, internationaliste, Bussières « s'était retrouvé Français, étroitement Français, le jour que la grande guerre avait foncé sur la patrie. Ce jour-là, pour la première fois peut-être, il avait senti profondément tout le prix de ce qu'on prétendait lui arracher ». Alors le libertaire désabusé s'était fait l'esclave volontaire d'une inflexible discipline. Ce que vingt mois de guerre ont fait de lui, et du singulier abbé Servat : voilà l'essentiel de ces pages, dont M. Raymond Escholier s'excuse de n'avoir pu songer à atténuer l'extrême dureté.

* * *

Ce n'est pas la seule occasion des Jeux olympiques, mais bien aussi le réveil d'énergie provoqué par la guerre, qui firent surgir une littérature

(1) Ernest Flammarion.
(2) Bernard Grasset.
(3) Plon-Nourrit.
(4) Albin-Michel.
(5) Plon-Nourrit.
(6) Plon-Nourrit.

(1) Ernest Flammarion.
(2) Bibliothèque du Hérisson, Librairie Edgar Malfère, Amiens.

sportive. Nous entretenions récemment nos lecteurs du *Paradis à l'ombre des épées*, de M. Henry de Montherlant. Le même auteur a donné depuis *Les Onze devant la Porte dorée* (1). Il ne faut pas méconnaître tout ce que ces essais d'idéologie passionnée, comme eût dit Barrès, ajoutent d'intérêt psychologique à leur puissance expressive. La « forme » sportive devient la contre-partie — ou la transposition — de la vertu, une intégrité physique qui correspond et équivaut à l'intégrité morale, qui y conduit ou la supplée.

M. Dominique Braga dans *5.000* pousse à l'extrême la minutieuse analyse d'un moment de l'activité sportive : c'est la psychologie de la crise où s'épanouit l'effort décisif, — en l'espèce celui d'un coureur qui va gagner. *L'Histoire de Quinze Hommes* (2), de M. Marcel Bérger, dépeint la lente ascension vers le championnat de France, d'une jeune équipe méridionale qui a rencontré enfin un entraîneur d'hommes. Une action très fortement nouée, très vivante, symbolise assez clairement une philosophie du sport : ivresse de la saine courbature du jeu, raison dernière des hommes, progrès vers une ère d'équilibre et de fraternité universelle... Nous retrouverons certainement, en une autre occasion où il nous sera permis de passer moins vite, l'auteur de l'*Homme enchaîné, Les Dieux tremblent..., L'Appel des Ténèbres* et autres œuvres pleines de force.

M. Maurice Genevoix, dans *Euthymos vainqueur olympique* (3), évoque en grand lettré les athlètes de cette antiquité qu'il connaît à merveille.

Rattachons aux romans du sport les romans de l'aviation dont Mme Louise Faure-Favier nous donne un remarquable spécimen avec *Les Chevaliers de l'air* (4).

Cette énergie, qui trouve son emploi le mieux réglé dans les sports, éclate un peu partout en brutalités et en désordres, — plus que partout ailleurs dans le domaine de la passion... Les titres mêmes disent assez l'inspiration de ces livres : *L'âme ardente*, de M. Fernand Mysor (5) ; *Le Vertige de la Volupté et de la Mort*, de M. Edmond Cazal (6) ; *Les Secrets du Confessionnal*, de M. Louis Delluc (6). C'est le goût de l'énergie encore qui se retrouve dans des œuvres comme *Savreux vainqueur* (7) de M. André Obey ; dans ce portrait romanesque de l'homme d'affaires et cette psychologie comparée des affaires et de l'amour qui fait le fond de *Lewis et Irène* de M. Paul Morand (1) et *Le Torrent dans la ville*, de M. Pierre Grasset : aimer, agir, qui l'emportera dans ces cœurs partagés? *Le fils Chèbre* (2), de M. Georges Imann forme comme une contre épreuve du même thème, en nous représentant, suivant la meilleure tradition du naturalisme, rajeunie par la concision de la forme, la précision et la pertinence de la langue, la médiocrité d'un personnage sans vices et sans vertus, qui s'oppose, en un monde où l'énergie règne, à tant de héros bons ou mauvais, odieux ou magnifiques, tous animés par une volonté ardente ou froide. Il suffirait, pour mesurer tout le chemin parcouru, de comparer cette satire du caractère veule aux complaisances de l'ancien naturalisme.

Nous passons tout naturellement des romans de l'énergie aux romans du dehors et de l'espace avec des œuvres comme : *Les deux Pirogues* : Roman des Pays lointains (Madagascar), par Pierre Rives (2) ; l'*Ophélia*, roman d'un naufrage, par Marius et Ary Leblond (3) et, des mêmes, *Ulysse Cafre, ou l'Histoire dorée d'un noir* (4), qui pose d'une manière si dramatique, si pittoresque et si touchante « le problème urgent de la Race Noire devant la civilisation des Blancs » : réplique fort opportune et fort heureuse au fâcheux *Batoualai Cassard le Berbère*, par Robert Randau (5) ; *La Faya sur le Niger*, par Marthe Bancel ; *Les Oiseaux du large* (6), de M. Pierre Audrix. Mais l'exotisme a bien des aspects et notre littérature coloniale se fait de plus en plus riche et diverse : elle a son jury spécial, qui, cette année, a décerné le grand prix dont il dispose au roman de M. André Demaison, *Dialo* (7). Les mystères de l'Asie ou de l'Afrique, les mœurs du gynécée font une matière inépuisable : mentionnons du moins, après les autres œuvres charmantes que nous devons à Mme Elissa Rhaïs, *La Fille du Douar* (8) ; *Les Femmes de la ville des minarets* (9) de la princesse Mirza Riza Khan, une des plus remarquables études psychologiques que nous ayons de la femme orientale et une des plus originales descriptions de Constantinople ; *Saramani, danseuse cambod-*

(1) *Les Cahiers verts*, Librairie Grasset.
(2) Collection Colette chez J. Ferenczi et fils.
(3) Ernest Flammarion.
(4) Collection littéraire de la Renaissance du Livre.
(5) Aux Éditions de l'Alouette.
(6) Ollendorff.
(7) Bernard Grasset.

(1) Bernard Grasset.
(2) Bernard Grasset.
(3) Editions de la Sirène.
(4) Les Éditions de France.
(5) Éditions des Belles-Lettres.
(6) Librairie Plon-Nourrit.
(7) Ernest Flammarion, éditeur.
(8) Eugène Fasquelle.
(9) Ernest Flammarion.

gienne (1), de M. Roland Meyer, où, dans les décors magiques de l'ancien Empire Khmer, l'héroïne nous livre son âme de prêtresse de l'Orient et nous dévoile son histoire. Charles Pettit, après l'*Homme qui mangeait ses poux*, amusant et pittoresque roman chinois qui évoque les mœurs étranges de la Cour des Miracles de Pékin, donne l'*Homme qui perdit son âme* (2). M. Jean Renaud, dix ans après *Mirages d'Exil*, aborde avec *Du sang sur la ville* (3), le grand problème posé par la différence des races et que la guerre n'a fait que rendre plus aigu. Le même problème, considéré dans l'Algérie nouvelle, inspire à Philippe Millet *La délivrance de Zacouren*. Les romans marocains se multiplient : M. A.-R. de Lens évoque *Derrière les vieux murs en ruines* toute la vie intime d'une cité d'Islam, M. Jean de Kerlecq nous donne *Les Nuits égyptiennes* (4).

Du voyage à l'aventure il n'y a qu'un pas, ou plutôt la pente est insensible et l'imagination s'y laisse glisser, surtout quand elle se plaît déjà aux représentations de l'énergie. C'est pourquoi on mentionnerait tout aussi bien dans l'une ou l'autre de ces catégories : *Les Oiseaux de Tempête*, *Le Grand silence blanc* et la *Bête errante*, de M. Louis Rouquette. Des influences anglaises et américaines, celle de Stevenson et celle de Kipling, celle de Jack London et celle de Stewart Edward White, ne sont certes pas étrangères à la renaissance et au renouvellement de notre roman d'aventures avec Pierre Benoit, Pierre Mac Orlan, Louis Chadourne. C'est là sa forme supérieure, celle qui lui donne une place de choix dans la littérature contemporaine. Il en est une autre, par laquelle il se confond plutôt avec le récit romanesque, destiné aux jeunes lecteurs ou aux grands enfants que restent toujours les hommes : *L'Ile sans nom*, de M. Maurice Level, *Le Château clair de lune*, de M. Charles Géniaux (5), appartiennent à un genre qui ne manque pas d'agrément et ne manquera jamais de lecteurs.

***

Dans l'*Ile sans nom*, l'ombre qui s'épaissit de page en page va se déchirer tout d'un coup, car aujourd'hui la science réalise ce qu'on nommait jadis Miracle, Sorcellerie... Nous saisissons ainsi le passage du roman d'aventures au roman du merveilleux scientifique, des « anticipations », des audacieuses hypothèses, chimères entrevues, troublants mystères : le champ est vaste et ses limites sont indéfinies. Jules Verne, H.-G. Wells et notre grand Rosny ont été les initiateurs et les maîtres. Chacun apporte aujourd'hui son originalité, et le genre nous présente des richesses diverses. M. Claude Farrère, dans *Les condamnés à mort* (1) nous montre le cœur humain éternellement le même, parmi les nouveautés scientifiques les plus étranges et les plus probables : singulier mélange de roman, de science et de sociologie, combinés pour évoquer l'avenir du globe terrestre, M. Jacques Chenevière, dont nous avions beaucoup aimé l'*Ile déserte*, nous raconte, dans *Jouvence ou la Chimère* (2) l'étrange histoire d'un homme et d'une femme déjà mûrs et miraculeusement ramenés à la jeunesse. La fiction qui nous permet de suivre le destin de ce couple rénové, aux prises avec le temps, les hommes et l'amour, n'est ici qu'un moyen de poser, devant une expérience de la vie ainsi renouvelée, le troublant problème : un tel prodige est-il humain? L'analyse psychologique trouve ici sa place à côté de la hardiesse d'invention.

Il n'en est pas de même dans *Le Voyage Immobile et Autres Histoires Singulières*, de M. Maurice Renard (3), qui nous promène parmi les plus étranges anticipations et les plus fantastiques terreurs. Le ressort de cet art est l'angoisse dont l'auteur, qui en est à son cinquième volume de cette sorte, semble s'être fait une spécialité. Nous en pouvons dire autant de M. Cyrille Berger et de son roman d'épouvante, *L'Expérience du Dr Lorde* (4).

Il y a lieu, peut-être, de former une classe à part, dans ce genre du roman merveilleux et scientifique, avec ceux qui traitent de l'Inconnaissable et s'inspirent des sciences occultes : mystères du subconscient et de la force psychique, métaphysique, romans de l'au-delà. On les cataloguerait poétiquement : « Derrière le voile ». Le Dr Lucien Graux, ou plutôt son éditeur, nous annonce que le sujet de *Réincarné* (5) est « formidable ». La notice le présente en des termes auxquels nous ne nous permettrions pas de rien changer : « L'auteur a été au courant de certains faits prodigieux qui se sont passés entre le printemps de 1919 et les premiers jours de septembre 1920. Il en résulte

(1) Bernard Grasset.
(2) Plon-Nourrit.
(3) Calmann-Lévy.
(4) Ollendorff.
(5) Collection « Les Romans d'aventures », Ernest Flammarion.

(1) Ernest Flammarion.
(2) Collection « Le Roman », Bernard Grasset.
(3) Les Éditions G. Crès.
(4) Les Éditions G. Crès.
(5) L'Édition Française illustrée.

qu'un être humain, mort en 1793, revenu au monde en 1896 et mort une seconde fois en 1919, a fait la preuve de ses deux existences antérieures et est aujourd'hui vivant pour la troisième fois. » Une œuvre nouvelle du même romancier, *Saturnin le Saturnien* (1), met en jeu de la manière la plus dramatisée tous les mystères de l'ésotérisme.

L'imagination peut se plaire au merveilleux, tout en s'affranchissant des données de la science, des hypothèses et des anticipations. Nous avons alors toutes les variétés du roman féérique et fantaisiste. M. Henry-Jacques, tiré hors de pair par de très beaux poèmes, nous donne, après *La Vallée de la lune*, un roman, *Le Voyage de Nuit* où il a voulu faire revivre la verve, le lyrisme, la tendre frénésie, la sage folie des poètes orientaux. *L'Ile des Femmes*, de M. Raymond Clauzel (2) — dont nous mentionnons plus haut, dans un tout autre genre, *La Maison au soleil* — imagine que des Marseillais, faisant le tour du monde en 1788, abordent dans une île inconnue et y trouvent un degré de civilisation extrêmement avancé, un état social où la femme est souveraine, l'homme esclave : voilà certes un pays, comme disent nos sociologues, « évolué ». La grande bataille des Masculines et des Vénusiennes se termine par la victoire des premières, et le sentiment profond du livre est que l'on ne peut détourner la nature humaine de ses penchants naturels, que l'homme et la femme sont complémentaires et que c'est un crime de les mettre en opposition.

Les animaux sont devenus à leur tour des personnages de romans, et non plus à la manière allégorique des fables de La Fontaine. Kipling, avec le *Livre de la Jungle* et les *Histoires comme ça*, fut l'initiateur et reste le maître. Il a des continuateurs plutôt que des disciples, et leur genre est bien différent. L'an dernier, M. Pierre Custot devait un véritable succès à *Sturly*, l'histoire d'un esturgeon. *Le Roman de la Rivière*, de M. Georges Ponsot (3), nous montre des poissons et des oiseaux qui ne valent pas mieux que les hommes : Grand Ferré, le brochet; son fils, Narcisse; Kiss, l'anguille; Dame, la carpe; Arc-en-ciel, la truite; Rose-Amour, le saumon; les Trois-Pies... Le récit de leurs aventures court rapide et clair comme une rivière de France. M. Raoul Stephan nous fait assister, avec *l'Homme-chien* (4), au plus singulier drame psychologique : celui d'une intelligence d'homme, emprisonnée dans les limites de celle d'un chien, souffrant de sa réclusion et ne pouvant s'évader. La sagacité de l'analyse est rehaussée par le piquant du récit.

Il serait aisé de retracer la transition de la fantaisie à l'humour. *L'homme sauvage et Julien Pingouin* (1), de M. Frédéric Boutet, participe de l'une et de l'autre. Il se rattache même au roman d'aventures et au conte symbolique. Disons que l'humour est le résultat de ce mélange même. Il peut recouvrir un riche fond philosophique et social, comme dans Rabelais ou Voltaire : lisez la description de l'Ile des Egaux... *Barabour, ou l'Harmonie universelle*, de M. André Billy (2), — que nous mentionnons avec quelque retard, — est un de ces livres curieux, où l'auteur se joue de toutes les formules, celles du roman policier et du roman philosophique et du roman social, mais où domine assurément la fantaisie : fantaisie féroce d'un Jérôme Coignard qui aurait vécu dans la compagnie de certains romanciers anglais comme Chesterton. N'est-ce pas, tout compte fait, de l'humour, ce jeu de lettré disert et un peu méprisant, cette gaîté sans bonhomie qui imprime dans l'esprit quelque chose de la saveur astringente que laisse sur la langue un sel acide? *Le Bébé barbu*, de M. André Birabeau, est, au contraire, un roman gaï. Un enfant de quelques mois criant trop, sa nourrice l'endort avec une berceuse, et l'endort si bien qu'il ne se réveille que vingt-deux ans après. Il a grandi pendant son étrange sommeil, c'est un homme qui ouvre les yeux, mais un homme ayant une âme d'enfant. La promenade de cet inconnu dans la vie contemporaine, les réactions que suscitent en lui la société, ses coutumes, ses préjugés, ses hypocrisies : tel est le thème sur lequel s'exercent l'humour de l'auteur, sa psychologie très fine et très ingénieuse.

Les humoristes sont plus souvent des conteurs que des romanciers et nous retrouverons leurs récits les plus courts quand nous parlerons des recueils de contes et nouvelles.

Firmin Roz.

(1) Les Éditions G. Crès et Cie.
(2) Aux Éditions du Monde Nouveau.
(3) Bernard Grasset.
(4) Les Éditions G. Crès et Cie.

(1) Albin-Michel.
(2) Albin-Michel.

LES LIVRES NOUVEAUX

Ch. Fiessinger : *Les Défauts, réactions de défense.* - (A. Maloine et fils. 1 vol.)

Le Dr Charles Fiessinger, membre correspondant de l'Académie de médecine, directeur de l'excellent *Journal des Praticiens*, auteur d'ouvrages remarquables sur la *Formation des caractères* et les *Maladies des caractères*, ainsi que d'un judicieux recueil de *Formules d'expériences humaines*, réunit sous ce titre expressif : « *Les défauts, réactions de défense* », une soixantaine d'esquisses qu'il groupe en trois catégories selon que les défauts sont à prédominance organique, affective ou intellectuelle. Les sourds, les aveugles, les bossus, les géants, les petits, les dyspystiques, les indolents, les toxicomanes, d'autres encore se rattachent à la première. Les peureux, les silencieux, les inquiets, les paresseux, les inconstants, les sournois, appartiennent à la seconde. Les solennels, les orgueilleux, les sots, les ignorants, les sceptiques, les inexacts, les habiles, et les faiseurs rentrent dans la troisième. Nous ne mentionnons, à titre de specimen, que quelques-uns des sujets sur lesquels s'exercent les remarques pénétrantes et piquantes de cet observateur de la nature humaine sous son double aspect physique et moral.

Un médecin psychologue et moraliste est naturellement tenté d'étayer son observation des caractères sur sa connaissance des lois de l'organisme et d'établir un parallélisme, une symétrie, une correspondance entre les deux séries de faits. L'idée directrice du Dr Fiessinger est clairement exprimée dans ces lignes : « Les symptômes des maladies attestent souvent une réaction de défense qui dresse l'organisme contre le mal... ; nombre de nos défauts dégagent une signification de même ordre. Ils s'ajustent sur notre sensibilité à la façon d'une cuirasse merveilleuse qui nous protège contre les coups. » L'infériorité à laquelle nous voulons parer peut avoir son origine dans le corps, dans le cœur ou dans l'esprit : de là les trois divisions du livre.

L'homme supérieur, qui sait imaginer et vouloir, se défend par la mise en œuvre des ressources que lui fournissent ses puissances d'initiative et d'action : il lutte avec ses qualités. L'homme médiocre trouvera des moyens de défense dans ses défauts mêmes, comme le malade se défend par les signes de son affection. L'envie, par exemple, est une arme contre le succès d'autrui, de la même manière que la fièvre contre l'infection. L'envie, littéralement, est une fièvre infectieuse.

Si l'homme se gorge de défauts pour défendre sa personnalité, il suffirait qu'elle fût préservée par une bonne hygiène morale, par une sage éducation, pour que ces réactions de défense ne fussent plus nécessaires. N'ayant plus de raison d'être, elles disparaîtront, et la place sera libre, au contraire, pour l'épanouissement des qualités. Ainsi arrive-t-on à des résultats pratiques. Le médecin sait que le traitement direct des symptômes d'une maladie manque d'efficacité réelle ; il faut atteindre les causes : mauvais état des organes ou mauvaise hygiène. De même qu'une hygiène défectueuse ouvre la porte aux maladies, une éducation mal comprise donne échappée aux défauts. La santé parfaite, il faut s'y résigner, n'existe pas plus au moral qu'au physique : des maladies atteignent les plus sages, comme les travers n'épargnent pas ceux qui ont été élevés avec le plus de soin. Au moins les maladies chroniques seront-elles maintes fois évitées : de même, les tares morales qui dégradent. Et nous pourrons échapper aussi aux passions, qui sont les maladies aiguës de l'âme.

La sagesse pratique nous inviterait ainsi à nous accommoder de défauts, en en restreignant le nombre et l'importance pour chaque individu, — trop heureux si l'humanité parvenait du moins à s'affranchir des passions et des vices. Ce qui est certain, de ce point de vue, c'est que les moralistes font fausse route quand ils « dénoncent les faiblesses de l'humanité alors que l'humanité ne parvient à vivre qu'avec la complicité de ces faiblesses. » Le Dr Fiessenger va même jusqu'à ajouter : « Les conseils des moralistes postulent en quelque sorte le suicide des lecteurs. » Les moralistes pourraient répondre que leurs observations servent du moins au diagnostic des maladies morales et que leurs exhortations peuvent agir comme des toniques propres à favoriser la guérison. Si nous guérissions les faiblesses contre lesquelles nos défauts sont des réactions de défense, ces défauts deviendraient inutiles et pourraient disparaître sans que nous y perdions rien. Le malade n'a plus besoin de la fièvre quand l'infection a cessé. Le rôle des éducateurs est d'appliquer une hygiène préventive ; ne serait-il pas juste de reconnaître que l'action des moralistes peut ressembler à une médecine curative?

Mais l'intérêt même de ce livre ingénieux et fécond s'accroît de toutes les discussions qu'il soulève. Loin de se figer dans une rigueur dogmatique, il abonde en richesses de détail, en vues et digressions qui révèlent le savoir étendu de l'auteur, la vivacité de sa pensée, la souplesse de son esprit. Que de traits précieux pour une psychologie des infirmités, des travers et des vices ! L'idée directrice court comme un fil invisible au travers des essais les plus variés et conduit le Dr Fiessinger au dernier chapitre où il conclut finement que le défaut familier, c'est celui qu'on prétend ne pas avoir, peut-être pour donner le change, beaucoup plutôt et beaucoup plus souvent sans doute par suite d'une illusion sincère. Nous avons un obscur sentiment de nos faiblesses, et elles nous irritent comme une petite épine. On se libère de cet argument par une négation, et, si ce n'est pas assez, on va jusqu'à l'affirmation contraire. Le Dr Fiessinger analyse d'une manière pénétrante les causes de cette déformation mentale. Il montre très bien pourquoi et comment nous avons si vite fait de substituer à nos défauts les qualités contraires. Là où un observateur superficiel nous accuserait de vouloir duper les autres, un psychologue plus averti et doublé d'un médecin voit que nous nous dupons nous-mêmes. Si nos défauts sont des réactions de défense nous en viendrions vite à oublier l'infériorité qu'ils accusent et à nous féliciter de la supériorité qu'ils nous confèrent : tant il est vrai que l'amour-propre finit toujours par trouver partout son compte. Le livre du Dr Fiessinger rajeunit cette vérité ancienne, avec quelques autres auxquelles il sait mêler des vérités nouvelles.

Firmin Roz.

René Pinon. — *Le Redressement de la Politique française*, 1922. (Paris, Perrin et Cie.)

L'auteur, au courant autant que quiconque de la science politique, a prétendu nous donner dans ce livre, vivant, frémissant même, ce qu'il appelle modestement les « chroniques du Ministère Poincaré ». Félicitons M. Poincaré d'avoir rencontré un tel chroniqueur. Et souhaitons que beaucoup de Français lisent ces chroniques. L'année 1922 a fourni à la France l'occasion, peut-être la dernière, de pratiquer, après des erreurs sur lesquelles il serait cruel d'insister, une politique de large intérêt national, au sens où Canning autrefois en Angleterre entendait le mot et la chose. Pour notre malheur, celui des Anglais eux-mêmes, et celui de l'Europe, le dernier héritier de Canning est mort avec Edouard VII.

Et l'on s'en aperçoit. Mais pour l'historien, quel plaisir (si mélancolique qu'il soit souvent) de suivre dans les pages de M. Pinon le travail patient fourni en ces douze mois, par un chef à l'esprit clair et droit, pour remettre dans le sens indiqué par la victoire une action que tendaient à fausser, dévoyer, briser enfin tant de jalousies plus ou moins avouées, de convoitises matérielles, d'hypocrisies morales ! Le travail, au surplus, est loin d'être terminé. Il appartiendra à M. Pinon, chroniqueur avisé, de nous en raconter la suite.

Mémoires du baron de Damas (1785-1862), publiés par son petit-fils, le Comte de Damas. (Deux volumes. Paris, Plon-Nourrit et Cie.)

Le baron de Damas pourrait passer pour le type de l'*émigré*, si ce mot n'était, par malheur, pris souvent en mauvaise part. De fait, né en 1785, il avait été élevé, avait grandi, avait pris du service en Russie, commandé des régiments de la garde. Napoléon tombé, Damas s'attache au duc d'Angoulême, qui le fait nommer au commandement de la division de Marseille. Il sera ministre de la Guerre, et bon ministre, diligent et instruit de sa fonction, après avoir fait, sans gloire, la guerre d'Espagne, et il aura le redoutable honneur de succéder, aux Affaires Étrangères, à Chateaubriand. Tombé avec Villèle et les ultras, il devient gouverneur du duc de Bordeaux et, à ce titre, il voit de près la révolution de 1830, accompagne Charles X en Angleterre et à Prague. Ses souvenirs, dictés beaucoup plus tard, s'arrêtent à 1832. Mais l'éditeur les a complétés par des lettres de Damas ou à lui adressées qui remettent en vive lumière la physionomie, attachante au total, de cet homme que ni l'infortune, ni la faveur royale et les hauts emplois d'État et de cour n'ont réussi à troubler. Très haute conscience avec cela, dans une époque où les consciences droites n'étaient guère communes. L'ensemble constitue un document de grande valeur sur la politique intérieure et extérieure de la monarchie restaurée.

André de Hevesy. — *L'Agonie d'un Empire : l'Autriche-Hongrie.* (Paris, Perrin et Cie.)

Sous ce titre, c'est le rappel de toute l'histoire de l'*Empire d'Autriche*, tel que, en 1815, Metternich l'avait constitué pour être le maître de l'Allemagne, et de la *Monarchie austro-hongroise*, constituée en 1867 pour l'exploitation, au bénéfice de deux races déclarées maîtresses, des nationalités slaves et latines, que M. de Hevesy nous donne ici. Des quatre parties qui composent le livre, le lecteur goûtera surtout la dernière dans laquelle l'auteur, bien informé sur les faits de politique intérieure qui composèrent, entre 1914 et 1918, la vie sur les territoires des Lorraine-Habsbourg, expose la fin du règne de François-Joseph Ier et celui de Charles. La tristesse qu'il éprouve à la suite de l'échec des négociations de 1917 pour la paix séparée ne trouvera peut-être pas en France, où nous commençons à être édifiés sur la sincérité de ces tractations, l'écho qu'il souhaite. Accordons toutefois qu'il est bien explicable qu'un historien éprouve des impressions fortes en présence de l'écroulement d'un système qui datait, sinon tout à fait de 1270, au moins de 1526. Mais l'histoire est essentiellement changeante. Elle est aussi l'explication du passé. A ce titre, M. de Hevesy a fait œuvre de bon historien.

P. F.

LA QUINZAINE POLITIQUE

Catalogne

On vient de publier, en Catalogne, le texte officiel d'un discours de S. M. le Roi Alphonse XIII adressé lors de sa visite au Palais de la Mancommunauté, à Barcelone, le 19 mai 1924, aux maires nommés par le Directoire militaire. Ce texte paraît un peu en retard ; mais il n'est pas facile de convertir une improvisation du monarque en un document écrit devant être lu et médité.

En France, la silhouette du roi d'Espagne est plus comme que le fond de son caractère. Bourbon par son père, appartenant à la dynastie autrichienne par sa mère, il rappelle par sa physionomie le type de Philippe IV, tel que l'a peint Velasquez et plus encore peut-être celui de Charles II, le dernier Autrichien d'Espagne, mort, on le sait, sans succession et qui se caractérisa par sa dégénérescence. Le roi Alphonse a peut-être hérité davantage ses traits moraux que ses traits physiques de ces monarques si vivement portraicturés par Le Sage dans son *Gil Blas* : ces traits moraux sont naturellement adaptés à un esprit quelque peu ironique qui lui vient de France et qui tient plus du fond même de la race que de l'héritage direct du Roi Soleil, son grand ancêtre.

Pour bien saisir la portée du discours que nous reproduisons en partie, il faut savoir que l'Assemblée auquel il était adressé était composée des maires des communes catalanes appelés expressément à Barcelone pour rendre hommage au roi espagnol.

Ces maires sont, à l'heure présente, non pas élus par le peuple, mais choisis par le gouvernement militaire. Le général Primo de Rivera administre de son chef notre bienheureux pays voisin : il nomme par décret les conseillers municipaux, les maires, les membres des conseils généraux ; désormais il assurera au pays, qui s'est tu et qui reste muet depuis un an, la pression d'une censure beaucoup plus sévère que la nôtre pendant la guerre : censure des organes de l'opinion publique, avec un nouveau parti politique organisé par l'État-major de l'Armée et par l'Administration militaire, comme s'il s'agissait d'un service quelconque de ravitaillement. Devant ces maires munitionnaires S. M. affirme que « jamais la Catalogne ne fut plus unie à son Roi », et que « jamais il n'y avait eu autant d'unité d'esprit en terre catalane ». Pour comprendre dans quelle mesure ces mots répondent ou non à la réalité, il faut se souvenir qu'en ce même palais de la Mancommunauté, les maires électifs, élus par des communes issues du suffrage universel, réunis avec les conseillers généraux de Catalogne et les membres électifs catalans du Parlement espagnol, avaient, à plusieurs reprises, manifesté leur adhésion à la cause catalane et avaient même voté un projet de charte ou de statut établissant un régime autonome. Il ne se dégageait certainement de ce statut aucun enthousiasme pour S. M. ni aucune adhésion à la politique de ses ministres et moins encore le désir d'être gouverné par une dictature ou par une autocratie.

Les maires actuels de Catalogne ressemblent aux chefs que l'armée espagnole nomme au Maroc, où elle conserve encore un domaine temporaire ; ils applaudirent avec effusion les paroles royales, initiés qu'ils étaient par la claque organisée d'avance par le chef d'État-Major chargé du ravitaillement de l'enthousiasme public, suivant

les procédés de la Préfecture de Police parisienne lorsqu'il s'agit de créer un public pour honorer le Shah de Perse ou S. M. le Czar de Bulgarie. Le roi d'Espagne put donc affirmer avec une certaine morgue et sans trop s'écarter de la vérité peut-être, « que tout ce que l'on dit en affirmant que la Catalogne ne veut pas être espagnole, qu'elle ne veut plus être attachée au reste de l'Espagne est faux, ainsi que le prouve la présence des cent mille maires catalans réunis avec leur Roi et qui avec Lui, avec la Famille royale et le Directoire, se sont assemblés, comme des enfants amoureux de l'Espagne, unis par un même idéal et par les mêmes aspirations. »

Le discours contient en outre une certaine phrase qui ne manque pas d'intérêt pour révéler cet *imbroglio* qu'est l'Espagne. Le monarque espagnol prétend être un orateur égal à n'importe lequel de ses ministres et bien supérieur à tous les membres du Directoire. Il improvise volontiers, même dans les circonstances les plus risquées. Dans la chaleur de son improvisation, il eut la pensée de faire l'éloge du fondateur de la dynastie des Bourbons espagnols, le petit-fils de Louis XIV, Philippe V. Le paragraphe a été revu par la censure diplomatique; même ainsi, il est encore intéressant de le reproduire. « Oui, il n'est en Espagne ni vainqueurs ni vaincus dans l'œuvre de l'union nationale, qui nous éleva au sommet de nos grandeurs, jamais surpassées. Oui, il y a eu, comme chez tous les peuples, des luttes d'idéaux ou d'intérêts qui ont laissé des empreintes douloureuses; il y a eu aussi les mesures que les gouvernements sont obligés de prendre pour terminer ces luttes; le souvenir de *certaines de ces mesures, comme celui de celles que prit mon prédécesseur Philippe V*, est malicieusement exploité; on se garde bien de dire qu'elles eurent pour but le bien de la Catalogne, le salut de la Catalogne... »

Rappelons simplement ici que la guerre de succession, qui aboutit au triomphe de la dynastie bourbonienne, se termina par le long siège de la ville de Barcelone; la ville fut intensément bombardée et subit les plus dures représailles. On détruisit des quartiers entiers et sur les ruines de milliers de maisons, on construisit une citadelle pour dominer la ville; alors commença une féroce politique d'assimilation : interdiction de la langue catalane, abolition du droit catalan, suppression des quelques lois autonomes dont jouissaient les Catalans et pour lesquelles ils luttaient sans chance aucune depuis l'union, une union personnelle seulement, des couronnes de Castille et de Catalogne, aux temps des Rois catholiques. Le mouvement autonomiste et séparatiste actuel n'est que la continuation de cette lutte séculaire; la prise de Barcelone par les armées de Philippe V a été commémorée, chaque année, le 11 septembre, par le peuple catalan qui se rendait au pied de la statue du héros de la défense et la couvrait de fleurs et de couronnes comme les Français la statue de Strasbourg de la place de la Concorde avant la reprise de l'Alsace-Lorraine.

Cette allusion à Philippe V et cet éloge furent estimés un manque de tact par les Catalans qui adhèrent encore à la monarchie espagnole; cette appréciation fut naturellement passée sous silence par les gentilshommes de la cour; elle fut relevée cependant par la reine douairière, descendante de Charles III d'Autriche, pour lequel avaient lutté les Catalans avant d'être abandonnés par lui; elle fit certaines observations à son fils. Le roi riposta par une phrase un peu trop pittoresque, peu protocolaire et moins encore traduisible, par laquelle il reconnaissait sa gaffe. En suite de quoi le discours a dû être limé et revisé avant de parvenir à l'imprimeur.

L'expression la plus dure, la plus éloquemment significative du monarque dans ce discours fut certainement celle par laquelle il annonçait la politique nécessaire en Catalogne et qui devait reproduire celle de son ancêtre le petit-fils de Louis XIV. Aucune autocratie militaire n'a probablement été aussi loin dans cette résurrection de la volonté d'assimilation en plein siècle de la Société des Nations et des droits des minorités nationales. L'usage public de la langue catalane, aimée du peuple, extrêmement vivante, instrument d'une littérature splendide, qui sert d'expression à un mouvement scientifique intense, est énergiquement condamné. A l'instar de ce que faisaient les Allemands à Bruxelles, les Espagnols changent les noms des rues. On impose l'espagnol aux écoles, même lorsque les élèves ne le comprennent pas; tel était le procédé des Allemands et des Russes en Pologne. Les hommes sont persécutés pour leurs idées, tels MM. Unamuno et Ossovio et des centaines d'autres qui ont été incarcérés, exilés et malmenés; on a interdit des sociétés de toute sorte; on a suspendu des journaux et on les a forcés à faire l'éloge du Directoire, suivant le procédé de la Russie des tzars; les avocats du barreau de Barcelone ont été punis d'une amende de 1.500 francs pour un acte d'indépendance professionnelle. La plus grande offense infligée par Philippe V à la Catalogne fut la suppression de son Université remplacée par une Université espagnole, instituée à Cervera, dont il ne reste qu'un bâtiment. Ce fut une université sans savants et sans idées qui proclama une fois de plus le désir de guérir le pays de sa *manie de savoir*, en le conduisant par la voie de l'obéissance aveugle à son monarque.

A l'heure présente, les représentants de S. M. ont répété le geste de son ancêtre, S. M. catholique Philippe V. Ils ont chassé cent cinquante professeurs de l'Université catalane pour avoir protesté contre une insinuation malveillante lancée contre un professeur belge agrégé à cette Université et contre la Sorbonne. Ces destitutions entassé sont la mort de l'Université, bien que l'Administration militaire ou l'État-Major de l'armée trouvent cent cinquante autres professeurs à substituer aux précédents, de même qu'ils avaient trouvé auparavant 1.100 maires et deux cents conseillers généraux nouveaux. Rien n'enlèvera à ces nouveaux professeurs leur caractère; ils produiront difficilement cette chose délicate : la science, qui échappe aux dispositions des généraux.

Le discours de S. M. finit par des phrases oratoires d'un goût douteux et par des mots empruntés au langage chevaleresque aimé des Espagnols; nous ignorons l'interprétation que les Catalans ont pu donner à ces phrases et à ces mots; ils sont gens à l'esprit positif et ne se fient plus aux paroles. Car ils se souviennent trop de la rhétorique du petit Mussolini espagnol et savent à quoi s'en tenir.

Toutefois, une année de dictature napoléonienne sans Napoléon doit être un peu éreintante !

BULLETIN MARITIME

Deux nouveaux Paquebots

Premier voyage du « Général Metzinger ».

Le nouveau paquebot des *Messageries Maritimes* « *Général Metzinger* » a quitté Marseille le 10 septembre pour effectuer son premier voyage sur la ligne contractuelle d'Égypte-Syrie.

Nous pensons intéresser nos lecteurs en leur donnant ici quelques précisions sur cette importante unité.

Le « *Général Metzinger* » est un navire de 17.500 tonnes de déplacement maximum. Il mesure 144m,96 de longueur entre perpendiculaires et 16m,85 de largeur.

Les machines de ce navire sont dotées de turbines et peuvent déployer une force de 6.700 HP pour actionner les deux hélices. La vitesse obtenue aux essais a été de 15 nœuds 50 pour un déplacement un peu inférieur à la mi-charge. Le « *Général Metzinger* » a une seule cheminée. Cette unité utilise normalement, comme combustible, le mazout, mais il est aussi possible de chauffer au charbon si cela devenait nécessaire.

Au point de vue des installations pour passagers, cette unité correspond sensiblement au type « *Porthos* ». Quelques perfectionnements doivent être signalés tout particulièrement. C'est ainsi qu'il n'existe aucune cabine obscure en 1re et en 2e classes, toutes sont directement aérées de l'extérieur. On s'est efforcé de réaliser le plus grand nombre possible de cabines à 2 couchettes. L'eau courante a été installée dans toutes les cabines, aussi bien en troisième qu'en première et deuxième classes. Chaque cabine est évidemment dotée d'un ventilateur.

Il existe une salle à manger spéciale pour enfants, tant en première qu'en deuxième classe.

A chaque classe est affecté un pont promenade spécial. Ajoutons qu'une blanchisserie a été installée qui pourra satisfaire aux besoins des passagers.

Le « *Général Metzinger* » pourra contenir 738 passagers dont 4 de luxe, 84 de 1re classe, 110 de 2e classe, 90 de 3e classe et 450 rationnaires.

Les places de 1ère classe se répartissent en :

8 cabines à 1 couchette
» » » 2 couchettes
12 » » 3 couchettes.

En ce qui concerne les 2e classes, on trouve :

15 cabines à 2 couchettes
20 » » 4 couchettes

Pour les 3e classes :

14 cabines à 2 couchettes
4 » » 3 couchettes
15 » » 4 couchettes.

Les rationnaires seront installés dans quatre entrepons munis de hublots.

La disposition des installations est la suivante :

Pont des embarcations — Pont E.) Logement de l'État-Major. Ponts-cabines de 1ère classe à 1 et 2 couchettes.

Pont Promenade — (Pont D.) Cabines de 1ère classe à 1 et 2 couchettes, cabine de luxe. Salon des 1res classes et fumoir des 1res classes avec café-terrasse à l'avant du château. — Promenade des 1res classes. A l'arrière fumoir et salon des 2e classes.

Pont du château — Pont C. A l'avant du château, cabines de 1re classe et salle à manger des 1res classes ; au centre et à l'arrière, cabines de 1re classe. — Cabines du Commissaire et du Docteur — Gaillard d'arrière affecté à l'hôpital fixe.

Pont supérieur — Pont C.) A l'avant, sous le gaillard, postes de l'équipage pont puis pont des rationnaires. Au centre, cabines de 3e classe, puis salle à manger de 2e classe, puis cabines de 2e classe. Au centre et à tribord, cabines de l'État-Major, machine. A l'arrière, logement de l'équipage machines et commissariat.

Pont A. — Au centre, salle à manger des 3e classes.

Au point de vue marchandises, sur un total de port en lourd de 6.070 TX, 3.350 sont disponibles pour le trafic. La capacité des cales et entrepons est de 8.180 m³.

Le navire a cinq cales de volumes différents.

Il existe 5 entrepons dont les 4 que nous avons déjà signalés comme étant munis de hublots et disposés pour rationnaires.

Les dimensions des panneaux sont les suivantes :

Cale 1	3m,50	sur	4m,00
» 2	8m,00	»	4m,90
» 3	5m,00	»	4m,00
» 4	4m,00	»	4m,00
» 5	4m,00	»	4m,00

Chaque cale est desservie par deux mâts de charge et deux treuils à vapeur.

Nous ne doutons pas que cette importante unité ne soit particulièrement appréciée de l'élégante clientèle que transportent chaque année, en Égypte, les *Messageries Maritimes*.

Premier voyage du « Fontainebleau ».

Le nouveau paquebot des *Messageries Maritimes* « *Fontainebleau* » a quitté Marseille le 18 septembre pour accomplir son premier voyage sur la ligne d'Indo-Chine à laquelle il a été affecté.

Ce navire est exactement du même type que les paquebots « *Chantilly* » et « *Compiègne* », de la même Compagnie, déjà en service sur la même ligne depuis les premiers mois de l'année courante.

Le « *Fontainebleau* » qui mesure 145 mètres et déplace 16.000 tonnes est aménagé pour recevoir 864 passagers, dont 4 en appartement de luxe, 94 en 1re classe, 120 en 2e classe, 116 en 3e classe et 530 rationnaires.

COURS DES VALEURS DE NAVIGATION

Le 30 septembre 1924

1re Fraissinet	812
2e Messageries Maritimes	176
3e Mixte	206
4e Transatlantique	149,50
5e Transports Maritimes	926

Le Gérant : A. Desnoës.

Société Française d'Imprimerie et de Publicité
Ateliers : Rue Garnier et Rue des Carmes, Angers.
Bureau à Paris, 15, Rue du Laos (XVe)

Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus.

REVUE
POLITIQUE·ET·LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

EUGÈNE YUNG·FONDATEUR·1863 PAUL FLAT·DIRECTEUR·1908-1918
DIRECTEUR PAUL GAULTIER

N° 20 62e ANNÉE 18 OCTOBRE 1924

UNE PAGE INÉDITE DE DOSTOIEVSKI

Parmi les inédits de Dostoievski mis récemment au jour par les soins du Gouvernement des Soviets, se trouve un article intitulé : *Ne me touche pas*, daté d'août 1861. Cet article, destiné à la revue *Vrémia*, avait été écrit à propos d'une polémique de presse au sujet de Bielinski. Le commencement de l'article est consacré à cette polémique qui ne présente plus de nos jours aucun intérêt. Mais peu à peu, entraîné par sa propre pensée, Dostoievski laisse là la polémique, et l'article se transforme en l'un de ces remarquables récits, pleins d'observation et de vie, comme on en trouve beaucoup dans son *Journal d'un Ecrivain*. C'est cette seconde partie de l'article que nous publions ici.

J.-W. Bienstock.

... Encore une fois ne négligeons pas les petits traits. Rassemblés en nombre ils peuvent d'eux-mêmes, sans aucun effort de votre part, dresser devant vous un homme vivant ; et vous le connaîtrez et comprendrez son âme jusqu'en son tréfonds.

Supposons qu'un inconnu, spontanément mis en confiance, par hasard, ou tout simplement mû par sa propre franchise, vous parle du tran-tran de sa vie, humble, banal. Évidemment, il racontera des choses tout à fait insignifiantes. Mais ne l'interrompez pas et remarquez comment à chaque mot se dessinent devant vous sa vie avec tout ce qu'elle comporte, et lui-même avec toutes les nuances de son caractère.

Récemment, il m'est arrivé de voyager en chemin de fer, dans un compartiment de troisième classe. J'avais là pour voisins un garçon des environs de Kline et une jeune femme des environs de Kostroma. Je me trouvais placé près de la fenêtre et mes voisins avaient parfois envie de regarder le pays, d'admirer les sapins incendiés l'an passé, ou d'autres spectacles non moins gais et attrayants. Alors, sans m'en demander l'autorisation, chacun d'eux, tour à tour, appuyait ses coudes sur mes genoux et regardait le paysage. Pour ne pas les en priver, sans rien dire je laissais mes genoux à leur entière disposition.

Mais, ayant probablement senti quelque remords de conscience ou tout simplement pour payer la jouissance de mes genoux, ils m'ont récompensé par des récits sans fin sur eux-mêmes et leurs familles. La femme des environs de Kostroma était particulièrement généreuse de cette monnaie. J'appris ainsi tout ce qui la concernait : qu'elle avait eu un beau-père sévère qui aimait l'ordre dans la maison et une table abondante. Après m'avoir dit ce qu'ils buvaient et mangeaient du vivant du beau-père elle me conta comment elle vivait maintenant. Elle vivait comme je n'imaginais pas que pussent vivre les gens de la campagne. Elle demeure dans un village du bord de la Volga, seule, dans une maison avec cinq petits enfants. Son mari est à Pétersbourg, où il s'occupe de quelque commerce. Il vient chez elle au moment du carême, pour deux mois ; maintenant elle allait chez lui. Elle achète tout ce dont elle a besoin pour vivre ; elle n'a rien, ni blé, ni légumes ; même l'eau, on la lui apporte de la Volga, à raison de tant par mois.

— Alors que fais-tu donc à la maison?

— Comment, ce que je fais! Le ménage; soigner les enfants; on boit le thé, deux ou trois fois par jour, et voilà, le temps passe.... J'avais aussi un oncle, il est mort. C'était un richard; il a laissé vingt mille roubles de capital. Il avait un fils et une fille. Le fils n'a pas eu de chance : il est paralysé d'un bras et ne peut pas travailler. Tout le temps il reste assis devant la table et compte sur le boulier. C'est sa passion. La fille est à marier. Elle a eu un prétendant mais il demandait trop de dot; ils ne sont pas tombés d'accord...

— Et combien donc demandait-il de dot?

— Ce qu'il demandait? Huit robes, quatre surtouts d'hiver, deux d'été, une robe de velours, et plusieurs en soie,... et puis encore...

— Attends, attends... Tu dis huit robes?

— Oui, huit.

— Mais pourquoi lui fallait-il tant de robes?

— Comme ça. Le capital, disait-il, je n'en ai pas besoin, moi-même j'ai de l'argent... mais il faut beaucoup de robes.

— Sans doute, mais huit robes c'est plus qu'il n'en faut pour toute la vie. Pendant qu'elle en portera deux, les autres seront mangées des vers...

— Qu'elles soient mangées, mais tout de même qu'il y en ait beaucoup.

— Et qui était-il ce prétendant? Un marchand?

— Non, un des nôtres.

C'est-à-dire un ancien serf qui, maintenant, payait la redevance.

— ...Et voilà, moi, quand je me suis mariée, reprit ma voisine, on n'a demandé aucune dot. Mon père aussi était riche mais on n'a rien demandé.

— Pourquoi cela?

— On a dit qu'on veut une brave fille...

Ma voisine sourit et rougit. Je dois dire qu'elle était fort laide.

— Quel chemin de fer! remarqua entre temps mon voisin des environs de Kline, en s'appuyant fortement sur mes genoux et regardant par la vitre. Ce que ça a dû coûter!

— On dit que tous les chemins de fer coûtent plus de cent millions.

— Mon Dieu! s'écria le voisin, quelle masse d'argent. En a-t-il ruiné du monde, ce chemin de fer!

— Qui a-t-il ruiné?

— Comment, qui? Ici il y avait des tas de gens qui s'occupaient de charroi, et qu'est-ce qu'ils font maintenant? Tous sont ruinés.

— Que dis-tu, petite mère; chez nous il y a assez de travail; qu'il y ait seulement des bras. Ils ont certainement déjà trouvé un autre métier.

— Oui, comment donc! Chez nous, sur la Volga aussi, il y a maintenant des chemins de fer. Et que de malheurs ils ont apportés! Dans notre village beaucoup de gens possédaient des barques pontées pour transporter le blé. Quelles riches maisons! Maintenant tous sont misérables.

— Alors pourquoi ne s'occupent-ils pas d'autre chose?

— Ils s'occupent en petit, mais ça n'est plus ça. Les uns s'étaient mis à la pêche, mais les vapeurs ont fait fuir le poisson.

— Comment! ils ont fait fuir le poisson?

— Mais oui. Ces machines font un bruit épouvantable sur l'eau et les poissons écarquillent les yeux et se sauvent comme des fous, sans savoir où. Tous les poissons sont partis. Chez nous, autrefois, on prenait des tas de sterlets, aujourd'hui, plus rien... Autrefois on se levait de grand matin, on regardait les barques pontées qui passaient sur la Volga, et une foule de gens travaillait; toute la jeunesse était là; maintenant... c'est d'un calme...

— Mais, est-ce que maintenant on transporte moins de blé? demandai-je naïvement.

— Non point; mais la machine tire après elle tant de barques, qu'il en passe rarement. Alors c'est calme, désert, que c'en est assommant.

— Cependant, petite mère, tu vois toi-même qu'avec la machine il y a moins de travail, moins de tracas.

— C'est vrai.

— Alors c'est moins pénible, donc c'est mieux.

— Oui; c'est mieux pour celui qui a la machine. Il a de l'argent, achète une machine et empoche de gros gains. Mais les pauvres, eux?... Quand il y avait des barques, beaucoup trouvaient de l'ouvrage. Dans notre village, parfois on travaillait trois ou quatre jours et on gagnait des 50 roubles.

— Oh, oh! Ca coûtait cher au patron ce travail!

— Oui, sans doute, ça ne coûtait pas bon marché.

— Alors cela retombait sur le blé; le blé était plus cher.

— Oui, mais voilà : il n'est pas devenu moins cher...

Notre conversation s'arrêta-là. Ma voisine m'avait entraîné dans une impasse. Je sentis que je ne pourrais lui expliquer d'une façon convenable pourquoi, avec la machine, le blé n'est pas devenu moins cher.

F. Dostoievski.

(Traduit du russe par J.-W. Bienstock.)

LES ORIGINES DE LA MINIATURE ET SON ÉVOLUTION JUSQU'AU XVIIIe SIÈCLE (1)

Il ne sera point inutile de rappeler brièvement les origines de la miniature, de résumer son évolution jusqu'au temps dont elle devint un des attraits les plus séduisants et les plus subtils. A la vérité, l'histoire de la miniature est parallèle à celle de la peinture, et gagnerait à n'en être point tout à fait isolée : mais une telle entreprise forcerait par trop le cadre du présent ouvrage, et je m'en tiendrai à des préliminaires concis.

Et d'abord, le nom lui-même a singulièrement changé de sens et a fini par être pris dans une acception très inexacte. Beaucoup emploient couramment le terme de « miniature » pour désigner une chose petite et délicate, et dans leur esprit une certaine allitération crée une confusion entre « miniature » et « diminution » ou minutie ». Miniature vient de « miniare », qui désigne en latin le fait d'écrire avec du minium, c'est-à-dire l'oxyde rouge de plomb : le « miniator », c'est le calligraphe se servant du minium, et au moyen âge il est qualifié d' « escriveur de vermillon ». Plus tard, lorsque l'adjonction de poudre d'or, puis de diverses couleurs, contribue à l'enrichissement des manuscrits, ce travail devient « ars illuminandi », d'où la transformation francisée « art d'enluminer », c'est-à-dire de donner aux manuscrits une parure brillante. Le terme d' « illustration » moderne n'a point d'autre origine : il exprime encore cette idée d'éclat et de scintillement, mais devenue abstraite après avoir été matérielle.

La miniature, c'est donc une écriture polychrome et ornementée, et point du tout ce que nous désignons sous ce vocable indûment consacré par l'habitude. Il faut remonter à la plus haute antiquité pour en trouver les premiers témoignages. Les Livres des Morts égyptiens sont des miniatures, et l'écriture hiéroglyphe, exprimant les idées par une figuration synthétique des objets qui les matérialisent, répond rigoureusement à la définition même de la miniature. C'est la miniature-type. Des Grecs, nous ne pouvons juger que par ouïdire, car rien ne nous est resté ! A Rome, cent ans avant Jésus-Christ, Varron prend plaisir à commander des miniatures sur vélin et ivoire à une célèbre spécialiste de l'époque qui s'appelle Lala de Cyzique, et dont nous ne savons rien, ce qui m'autorise à la supposer charmante comme son nom, et tout aussi séduisante qu'une Rosalba. Nous avons encore des témoignages précieux de la miniature primitive dans le Virgile du IVe siècle qui est au Vatican, et dans l'Iliade, du Ve, à la bibliothèque Ambrosienne de Milan. A Byzance, malheureusement, l'hérésie des iconoclastes a détruit tout ce qui avait été fait dans ce genre. Mais en Occident, après les invasions des Barbares, les bénédictins ont commencé à restaurer cet art antique, et on distingue aisément l'apport latin et l'apport germain : les lettres latines s'enrichissent d'ornements purement linéaires, tandis que les dessins de lettres avec animaux septentrionaux décèlent le goût barbare et nordique. Dès lors se différencient les deux éléments fondamentaux, l'*image* et l'*ornement*. L'image, simple, puis à plusieurs figures, embryon de tableau exprimant une action racontée par le texte, est appelée en ce temps-là « histoire ». On dit d'un livre qu'il est « enluminé à histoire ». Or, c'est non seulement l'origine de notre « illustration » mais encore, cette « histoire », c'est la miniature au sens actuel. C'est seulement à dater de cette époque que le sens actuel est plausible. Sur le simple dessin de lettres à la peinture rouge, l'image a germé comme un fruit. La miniature du XVIIIe siècle, ce n'est ni une miniature ni, « une histoire ». C'est un portrait sur vélin ou ivoire très petit et rien de plus. C'est un tableau pour appartement de poupée. On voit donc que par une lente déviation verbale nous en sommes venus à appeler miniature un genre de peinture qui n'a aucun rapport ni avec l'antique écriture au minium, ni avec l'enluminure.

Comme la peinture, l'enluminure a connu une phase mystique et une phase réaliste. On peut suivre chez elle ce développement curieux et admirable qu'on observe par exemple dans l'art florentin, et qui constitue une véritable épopée intellectuelle. A Florence, lorsqu'après Cimabue Giotto apparaît et dégage génialement la peinture expressive des liens de l'hiératisme byzantin, l'impulsion est donnée : l'histoire de l'émancipation des esprits, d'abord asservis strictement par le clergé à une figuration conventionnelle et invariable du dogme et de ses personnages symboliques, puis appliquant une volonté prudente et persévérante à faire en même temps œuvre de peintres, à prendre le thème mystique comme prétexte à une foule d'inventions décoratives et d'observations de la nature. Ils y adjoignent peu à peu le paysage, le portrait, le nu, et après les giottesques, ces idéalistes naïfs dont le naturisme lui-même garde encore

(1) Préface de « La Miniature féminine française, XVIIIe siècle. Empire, Restauration », à paraître.

quelque chose d'abstrait et de chimérique, apparaissent les vrais Florentins, les réalistes du XIVe siècle et de la première moitié du XVe, les techniciens, les faiseurs de morceaux, en qui l'amour de l'art supplante, progressivement, bien qu'en secret, l'exclusive mysticité. Ils organisent la corporation artistique, la mettent sous la tutelle des princes pour la soustraire à la tutelle des prêtres, et tout en continuant à illustrer le dogme, ils arrivent à le dépasser de toutes parts. Il n'est plus que le thème initial d'une immense symphonie d'art, et c'est ainsi qu'à la fin du XVe siècle les papes épicuriens, acceptant la résurrection du paganisme et l'encourageant pour n'en être pas les victimes, pourront trouver une génération d'artistes tout prêts à célébrer ce monde païen jadis maudit. En deux cents ans, la peinture, indépendante de la mystique, s'est constituée, résolue à vivre pour elle-même, au service d'une divinité qui s'appelle l'art. Le concile de Nicée ne laissait au peintre religieux aucune initiative, spécifiant bien que l'exécution seule lui était confiée, « la disposition, le nombre, l'aspect et l'attitude des personnages sacrés restant subordonnés à la décision expresse des pères et des évêques compétents ». Moins de trois siècles après, la peinture accomplissait son schisme et se séparait de la religion avec l'assentiment des papes. Cela représente une extraordinaire révolution mentale.

Nous pouvons, dans l'évolution de l'enluminure, constater un pareil changement d'orientation. Jusqu'au milieu du XIIIe siècle, elle reste purement hiératique et mystique, et principalement, bien entendu, dans cet empire d'Orient destiné à s'attarder anormalement à l'extrémité d'une Europe renouvelée jusqu'au milieu du XVe siècle. A Byzance la peinture et l'enluminure restent, comme la mosaïque, inflexiblement fidèles à un formulaire symbolique. Toute représentation est réglée d'avance avec l'exactitude des hiéroglyphes égytiens, il s'agit d'un rite sacré. Mais il en va autrement dans les pays d'Occident.

La première école qui se forme, c'est, au IXe siècle, l'école anglo-saxonne du nord, dont l'*Evangéliaire de Saint-Vaast* d'Arras nous donne un exemple significatif. Puis la France s'atteste capable de prétendre à l'excellence dans cet art de la miniature et de l'enluminure « à histoire », et à la vérité c'est bien elle qui n'a cessé d'y garder le premier rang. L'école de Tours nous laisse en témoignage le *Psautier* offert par Charlemagne au pape Adrien Ier et la *Bible* d'Alcuin. L'école d'Orléans nous offre la Bible de l'évêché du Puy. D'autres écoles se fondent à Lyon, à Luxeuil, à Corbie, en Normandie, à Limoges, dans le Roussillon, tandis que parallèlement l'enluminure est pratiquée à Metz et, en Helvétie, par les moines de Saint-Gall, venus d'Irlande. Dans toutes les abbayes se poursuit en silence un immense labeur, qui ne va pas, au reste, sans grand dommage pour l'érudition future, puisque trop souvent les moines, pieux, naïfs et bien intentionnés, effacent sur les précieux parchemins retrouvés les textes du paganisme afin d'y substituer des copies de l'Ancien et du Nouveau Testament.

Au XIIIe siècle, un élément nouveau apparaît, qui va transformer l'enluminure aussi totalement que la création du tableau et de la peinture à l'huile a transformé la peinture en mettant fin à l'âge de la fresque. Jusqu'alors, tout a été exécuté à la plume, avec des teintes plates. La gouache apparaît, qui permettra le modelé et le coloris. Nous en voyons les effets dans la *Vie de saint Denis*, de 1250, et dans le *Psautier de* Louis IX. Dès lors l'enluminure « à histoire » est née, et cette « histoire » va de plus en plus acquérir de l'importance. Au XVe siècle s'établit l'école franco-flamande, et sous Jean II le Bon, sous Charles V, de très belles œuvres sont exécutées. Avec le grand peintre Jean Foucquet, l'enluminure et la miniature deviennent les ornements de l'« histoire », et d'admirables compositions, véritables tableaux réduits, s'enchâssent dans les textes éblouissants d'or, d'argent, de vermillon et de lapis-lazuli. L'enluminure est réellement « l'écriture des anges », une joaillerie de la pensée.

Le *Livre d'heures* d'Etienne Chevalier, au château de Chantilly, les *Antiquités Judaïques* de Joseph, peintes pour le duc de Nemours et visibles à la Bibliothèque Nationale, les *Heures* du Roi René, les *Heures* de Louis de Laval, parmi bien d'autres ouvrages superbes, disent la science, le goût, le style et le prestige technique de Jean Foucquet, un des plus grands artisans-artistes de cette France où les rois allaient introduire le style et le goût d'Italie en interrompant une admirable tradition nationale. A la même époque, l'enluminure est très en honneur à la Cour de Bourgogne, sous le duc Philippe le Bon. A Foucquet succède Jean Bourdichon, avec ses belles *Heures d'Anne de Bretagne*. Mais la décadence est imminente : avant peu en effet François Ier « protecteur des arts » mais non des arts autochtones, fera à notre race le cadeau le plus fatal. Il ne se contentera pas d'offrir un honorable asile à l'auguste Léonard de Vinci découragé et mourant : il installera à Fontainebleau le Rosso et le Primatice, c'est-à-dire la dégénérescence de l'Italie. Quelles incalculables conséquences pour notre art, si du moins cette invasion transalpine se fût produite seulement cinquante ans

plus tôt, et si les rois nous avaient imposés les leçons de Donatello, de Ghirlandajo, de Botticelli, de Gozzoli, de Verrocchio, de Léonard ou du Michel-Ange de la Sixtine ! Mais ces génies étaient déjà morts ou délaissés lorsque la jactance de leurs successeurs, ramenés en France dans les fourgons de François Ier, vint apprendre aux fils de Foucquet, aux fiers héritiers de l'art gothique, ce qu'était un art de soi-disant Renaissance.

Cette intervention n'a pas été moins fatale à l'enluminure qu'à la peinture. C'est à peine si au XVIIe siècle on peut signaler avec intérêt des travaux comme la *Guirlande de Julie* de Nicolas Robert, ou les *Devises du Carrousel* de Bailly, et les ouvrages de son fils Nicolas. Tout obéit aux modes italiennes intronisées par les désolants Médicis de France et acceptées sans protestation : tout est solennel ou tarabiscoté, la claire et vivante enluminure française semble morte, son réalisme expressif et savoureux paraît avoir abdiqué ses droits devant les compositions emphatiques et ennuyeuses du style romain.

Et cependant, à quelle hauteur le génie d'un Foucquet n'a-t-il pas élevé l'humble « histoire » d'où notre miniature est sortie ! En lui s'est concentrée la volonté de perfection de plusieurs siècles. C'est lui qui a réellement introduit dans l'enluminure cette « histoire » entre toutes psychologique qui s'appelle le portrait : c'est lui le père de nos miniaturistes, et l'artiste qui a su le premier enfermer dans un espace minuscule les caractères essentiels de la grande peinture, en inscrivant dans le manuscrit la figure humaine. Là est la racine de l'art profondément, intimement français dont parle ce livre : là s'arrête l'influence que les Italiens ou les Flamands ont pu avoir sur nos artisans du XVe siècle, en colportant des compositions et des motifs qui se répétaient volontiers de pays en pays, des commentaires bibliques par exemple. Le réalisme dont Foucquet fut le maître incontestable apporte dans l'enluminure un élément d'extrême sincérité. On distingue les types français aussi nettement que les types brabançons ou hennuyers dans la peinture flamande. Oui, avant de trouver dans les témoignages de notre école de peinture l'historique de la physionomie de nos aïeux, c'est dans l'enluminure telle que Foucquet l'a revivifiée qu'il le faut aller chercher, et on l'y trouve admirablement exprimé. Pourquoi? Parce que le peintre ne juge jamais légitime et utile de mentir, parce qu'il n'embellit pas. Il est en cela absolument rebelle à l'idée de « beauté » qui dominera l'esprit de la Renaissance italienne et la conduira à la facticité, au poncif d'école. Les imagiers des cathédrales ne s'embarrassaient pas davantage de cette rectification des formes canoniquement irrégulières. Quand le gothique, oublié ou diffamé par les XVIe, XVIIe et XVIIIe siècles, a de nouveau compté dans l'attention et la curiosité des critiques et des historiens d'art, quand la vie énorme des cathédrales s'est ouverte comme un prodigieux livre granitique aux yeux des romantiques, ils sont restés émerveillés de la hardiesse, de la licence, de l'implacable volonté de vérité des imagiers. Pour ceux-ci, pas plus que pour les ornemanistes et les décorateurs de missels, le souci de la beauté ne pouvait amoindrir la recherche forcenée du vrai. Etudiez l'affreux *Charles VII* de Foucquet au Louvre : vous comprendrez, rien qu'à regarder ce facies terne, bouffi et vil, apparaissant entre des rideaux criards, pourquoi ce roi lâche et fourbe a laissé supplicier l'héroïne merveilleuse, l'illuminée sublime, l'enfant de dix-sept ans sans laquelle il n'eût jamais régné. Ni la majesté du prince, ni le prestige du prêtre, ni aucune des vanités du rang, de la fonction, de la fortune, n'existent pour l'imagier et l'enlumineur, plébéiens malicieux, volontiers « bons raillards », auxquels la religion et le scepticisme apprennent également que tout cela est illusoire, et qu'il y a au fond de tout une immense égalité. Devant leurs yeux sagaces, il se présente un objet d'étude, un organisme dont ils enregistrent les charmes ou les défauts avec une tranquillité minutieuse, impartiale certes, mais plutôt portée, pourtant, à souligner les défauts, par une obscure revanche de l'impertinence populaire contre le personnage notoire, revanche indirecte qui est une forme toute française de l'humour.

C'est pourquoi tous ces artisans nous ont laissé de la caste dominatrice, du hobereau ou de l'homme de robe, une iconographie aussi précieuse que cruelle. Une des conséquences artistiques de ce tour d'esprit des artisans primitifs, de leur solide et indestructible amour de la vérité belle ou laide, c'est la préparation lente de l'art du portrait, de cet art singulier et admirable qui constitue à lui seul dans la peinture un domaine immense, presque indépendant d'elle. A mesure que l'« histoire » a pris de l'importance dans la miniature, le portrait y a figuré, l'école des portraitistes s'est formée, et les humbles « escriveurs de vermillon » ont préparé dans l'ombre l'épanouissement des grands peintres révélateurs de l'âme humaine.

Nous voyons assez clairement comment est né le portrait en Italie par exemple. Le premier état de la peinture y est purement mystique, et les personnages sacrés se font sans modèles. Puis avec Giotto, pour la représentation des saintes légendes, l'artiste demande à la nature certaines indications générales : le sentiment détermine par improvi-

sation sa transcription graphique. Puis, en même temps que les quattrocentisti commencent à comprendre la nécessité d'une technique plus habile, ils mêlent des personnages vivants à leurs figures saintes, et ces personnages sont des donateurs, des protecteurs pieux, des princes ou des évêques. Il faut donc apprendre à les faire ressemblants, et l'étude individuelle de l'être, ayant son but en soi, commence à faire partie intégrante de la représentation des symboles mystiques. La peinture religieuse devient la peinture et se crée un idéal personnel. Le réalisme se juxtapose à la mystique : bientôt le Dieu, la Vierge ou les saints et les anges seront eux aussi étudiés anatomiquement avec le souci de la vérité. La fresque fourmille de portraits à propos d'une scène sacrée. Et enfin Filippo Lippi accomplit un des deux faits essentiels d'où la peinture moderne est issue : le premier de ces faits est l'invention de la peinture à l'huile sur toile ou panneau. Lippi réalise l'autre en séparant la peinture de la muraille où elle était fixée, en inventant le tableau portatif qui s'accrochera dans les demeures et pourra s'exporter comme un objet de luxe. Dès lors la peinture, divorcée de l'église et rattachée aux arts somptuaires, est prête à signifier autre chose que la divinité : elle représentera, dans l'intérieur qu'elle décore, l'image de l'amour, l'époux, la maîtresse, l'enfant, ou ces dieux pénates que sont les parents dont on désirera garder l'image. Le procédé graphique et chromatique créé pour rendre tangible l'idée divine est devenu tableau, représentation de l'être humain.

Il n'en va pas différemment, quoique avec des proportions et des visées plus humbles, de la formation du portrait dans la miniature et l'enluminure. De l'ornementation des majuscules du texte sacré naît peu à peu, dans le missel, l'image, puis la composition, d'abord, à teinte plate cernée par un trait, puis polychrome et gouachée ; et quand l'art ose se consacrer à rehausser un texte profane, alors le sujet de la composition devenant réel, chacune des figures devient portrait. Mais à ce jeu l'artisan se passionne, et la mode non moins, et il arrive ce qui devait arriver : l'enfant découpe dans le gros livre l'image qui lui plaît, pour pouvoir la manier plus commodément. Un beau jour le portrait fleuri sur le missel ou l'enluminure de luxe en est détaché, comme Lippi a détaché la fresque de la paroi d'église pour l'inscrire au cadre du tableau : et le portrait-miniature est créé, et s'insère dans son petit cadre précieux. Le portrait, longtemps exceptionnel et accessoire, s'élève brusquement à l'importance d'un genre. La fresque et l'enluminure languiront jusqu'à mourir tout à fait, tandis que le portrait ne cessera de grandir.

C'est à l'époque de François Ier que cette transformation, cette révélation s'accomplit. Un manuscrit ratifiant son traité de paix avec l'Angleterre, en 1527, est orné de son portrait enluminé : et l'usage se répand de joindre des portraits analogues aux traités et aux documents que remettent ou reçoivent les ambassadeurs. Dès lors le goût du portrait minuscule gagne les gens de cour, et nous verrons qu'en Angleterre, à la suite de Holbein le jeune, se fondera une école magnifique de miniaturistes. J'en suis maintenant au point de mes explications préliminaires où je pourrai, ayant dissipé toute erreur, appeler miniaturistes pour plus de commodité les auteurs de ces petites figures, puisque ce terme, quoique impropre, est consacré par l'usage.

En France donc, à partir de François Ier et sous ses successeurs, on se plaît à cet art nouveau et charmant ; les dames se font faire volontiers le portrait d'un ami ou de quelque amie et le portent sur elles, serti d'or et de gemmes. François Clouet en peint comme Foucquet ou Perréal, Dumoustier comme Petitot ; au cours de deux siècles, de la bataille de Pavie à la bataille de Fontenoy la mode ni la technique ne varient guère, l'art du portrait-miniature reste identique en ses résultats. Ce n'est qu'à partir de 1740 environ que la miniature devra prendre son extension extraordinaire, faire fureur, se multiplier, créer des chefs-d'œuvre avant de s'évanouir définitivement au milieu du XIXe siècle. Quatre-vingts ans environ, dont soixante du XVIIIe, c'est l'âge d'or de la miniature française, et on peut dire européenne, à l'exception de l'école anglaise, qui était dans tout son éclat, avec Cooper, au XVIIe siècle, et a décliné avant les autres.

Voilà donc la genèse de cet art, et sa lente constitution depuis le missel gothique jusqu'au moment où nous allons en examiner les exquis résultats. Qu'est-elle donc au juste, cette miniature ainsi créée ? Son trait le plus frappant, c'est la stabilité de ses moyens. Elle a des dimensions minuscules, indéterminées : cependant, elles se trouvent toujours à peu près semblables et on a peu d'exemples de grandes miniatures risquant de se confondre avec un petit portrait peint. C'est une nuance qui est toujours respectée. Comment s'exécute l'effigie ? D'abord, selon son ancienne origine, sur du parchemin, comme l'enluminure. On choisit un fragment de parchemin bien souple, on le ponce, on y dessine au pinceau ou à la plume les contours de l'image, puis on colorie les habits et les fonds avec de la couleur à l'eau. La figure, les mains, restent en blanc, le ton du parchemin sert pour les chairs, et on se borne à indiquer les modelés par des hachures ou des pointillés légers. Tel est le principe durant

deux siècles, et la facture est si impersonnelle qu'on ne saurait guère, sans les variantes des costumes, préciser les époques et les auteurs probables. Puis, on peint sur peau de vélin, sur carton poli de carte à jouer, et enfin sur peau de poulet bien tendue. On fait aussi des portraits miniatures en émail, et Petitot est resté le maître incomparable du genre. Le dessin est exécuté au pinceau sur une plaque d'or, d'argent ou de laiton, les couleurs en poudre s'appliquent ensuite, et le tout est soumis au feu. Mais les risques sont nombreux, l'objet est coûteux, et en fin de compte il ne peut avoir la vogue de la simple miniature peinte : il est plutôt, destiné à s'encastrer dans l'orfèvrerie, à laquelle son genre le rattache. Il est plus naturel de compter l'art du portrait en émail parmi les « arts du feu », et le portrait-miniature se relie au contraire intimement à la peinture. Sans cette distinction d'ordre technique, nous aurions ici à étudier Jean Petitot, l'iconographe du Roi-Soleil, comme un des grands maîtres du genre.

Les choses vont ainsi jusqu'au moment où la mode de l'ivoire, vers 1740, se répand jusqu'à l'engouement. On multiplie les boîtes à mouches, les coffrets et les éventails d'ivoire, on ne se lasse pas d'utiliser de mille façons cette matière charmante. Quelle jolie femme a eu l'idée d'y faire peindre son portrait? Nous ne le saurons jamais. C'est, tout à coup, une fureur, et voilà que le portrait-miniature trouve sa matière définitive, son dessous idéal, que réchauffe encore un paillon d'or introduit entre deux feuilles minces d'ivoire. Dès lors est trouvé, au lieu du froid et sec parchemin, le ton de chair rêvé. L'ivoire, réservé pour la figure et les mains, c'est la chair elle-même, rose, pâle, poudrée, laiteuse, des jolies personnes du XVIIIe siècle. Mais sur l'ivoire, l'aquarelle pure et simple ne peut prendre comme sur le vélin, le parchemin ou la peau de poulet. Dès lors on se sert de la gouache « ou gouasse », qui permet d'empâter légèrement et de donner l'illusion de la peinture à l'huile, d'ajouter des rehauts et des accents, de colorer les mains et les visages avec autant de raffinement qu'en un véritable tableau. La miniature est arrivée à posséder son outillage perfectionné, elle fait partie de la peinture sans pourtant s'y confondre, et l'Académie la place, en ses expositions, au rang de la peinture d'histoire. Le portraitiste sur ivoire a à sa disposition dix-sept ou dix-huit couleurs diverses pour les chairs, alors que seul le ton naturel du parchemin suffisait aux anciens enluminеurs. Une première palette réunit le carmin, le minium, le massiat, le jaune de Naples, l'ocre, l'ocre de rue, l'outremer, la cendre bleue, la terre de Sienne, brûlée ou non, la laque, l'ocre rouge, le stil de grain, le brun rouge, le bistre, la terre de Cologne et l'indigo. Une seconde palette se compose de vermillon, d'orpin rouge et jaune, de terre d'Italie, de bleu de Prusse, de noir d'ivoire : et une troisième recueille le blanc léger, le blanc de plomb, l'encre de Chine et le vert de vessie. L'industrie épargne aux artistes la peine de broyer et sécher eux-mêmes leurs couleurs. « On se fournit chez Antheaume, chimiste, rue d'Enfer : on prend des tablettes d'ivoire poncé chez le spécialiste Chéron, et les pinceaux à la Gerbe d'Or, chez les demoiselles Duchemin. » Cet usage paresseux d'acheter les couleurs toutes préparées au lieu de les faire soi-même a d'ailleurs joué aux miniaturistes les mêmes tours qu'aux peintres : les méfaits du blanc de plomb noircissant et déguisant en nègres bien des modèles à peau blanche ont sévi dans la miniature comme le bitume dans les tableaux où nous ne voyons plus rien que du noir!

Telle est la situation au moment où commence le grand mouvement miniaturiste en France. En Angleterre, il a commencé avant la venue du Bâlois Holbein, comme en témoigne le portrait de Chaucer, par Occlive, sur un manuscrit du British Museum. Mais réellement c'est Holbein, durant le long séjour qu'il fit en Angleterre, qui a déterminé le mouvement. Lui, et plus tard Van Dyck, ont été les deux grands initiateurs de l'art anglais. Holbein ne s'est pas contenté de peindre cette merveilleuse série de portraits de grand seigneurs, de dessiner ces incomparables dessins rehaussés qui font de lui le maître suprême de l'effigie psychologique, le réaliste par excellence, presque effrayant à force d'impassible lucidité, de divination de l'âme sous le masque, de perfection introublée, de patiente intensité et d'assimilation de l'être humain. Ses tendances devaient le conduire à la miniature comme à la condensation suprême de ses qualités synthétistes, à l'exercice préféré de la sûreté de sa main et de son regard : et les miniatures qu'il a exécutées à Londres sont des chefs-d'œuvre de vie, de modelé, de composition, absolument égaux en puissante beauté à ses portraits plus grands, peints à l'huile. Après lui l'école anglaise fut fondée par Nicolas Hilliard, dont on a des œuvres dès 1550 (son propre portrait à l'âge de treize ans) et qui vécut jusqu'en 1619, peintre royal de Jacques Ier. C'était aussi et surtout un joaillier et un orfèvre faisant lui-même les cadres de ses figures et y enchâssant même des pierres dans la miniature elle-même. Il peignit la reine Elisabeth, et on a de lui un portrait qui est peut-être celui de Marie Stuart en 1581, si l'on s'en rapporte à sa ressemblance avec la miniature que Clouet fit de cette reine. Le fils de Hilliard, Laurence, continua l'art paternel,

avec moins de roideur, plus de variété dans le coloris, plus de simplicité dans la présentation et les ornementations des écritures qui entouraient les images. Puis vinrent les Oliver, Isaac et Peter son fils, beaucoup plus peintres, qui firent les portraits d'une série de grands personnages, Philippe II d'Espagne, le roi de Bohême, la reine Anne de Danemark; Peter Oliver non seulement portraitura Charles Ier plusieurs fois, mais fit pour lui des copies en miniatures de grand tableaux de sa collection. Après vinrent John Hoskins et son fils, et le neveu de John Hoskins, Samuel Cooper, que les Anglais considèrent comme leur plus illustre miniaturiste et ne craignent pas d'opposer victorieusement aux plus célèbres de toute l'Europe. Cooper, qui peignit Cromwell, Charles II et toute l'aristocratie de son temps, fut considéré comme un maître incomparable. Il naquit en 1609 et mourut en 1672, laissant une œuvre très considérable où la recherche psychologique, surtout dans les portraits d'hommes, ne le cède pas à celles qu'a tentées l'art du portrait à l'huile. C'est assurément, au cours du XVIIe siècle, à l'Angleterre que la suprématie dans la miniature fut assurée, grâce à une personnalité aussi éminente que celle de Samuel Cooper, grand dessinateur plus énergique que gracieux, trop énergique peut-être pour l'idée forcément un peu mièvre qu'on se fait du genre où il excella, mais admirable par la solidité et l'éclat de sa technique. Il efface ses contemporains, dont on peut mentionner David Des Granges, Faithorne, Flatman, Lens, et Loggan, et enfin, au début du XVIIIe siècle, Christian Richter, Suédois d'origine, qui s'établit en Angleterre au temps de la reine Anne.

Dès lors allait fleurir à Londres une école très importante, rivale de la nôtre, avec Cosway, Plimer, Smart, Humphney, Engleheart, Edridge, artistes admis comme les nôtres à l'Académie Royale, s'inspirant des grands peintres, dans leur style et leur technique : puis, avec Vaslet, Hayter, Ross, Robertson, Thorburn, la miniature anglaise déclina, durant que la nôtre se maintenait brillamment encore, avec Isabey et Augustin, jusqu'au milieu du XIXe siècle. Nous aurons à reparler de plusieurs de ces miniaturistes anglais du XVIIIe siècle, de Cosway surtout, parce qu'ils ont souvent consacré leurs pinceaux à célébrer la grâce de femmes françaises, et qu'il y a eu une fusion constante entre les artistes des deux côtés du détroit, fusion qu'interrompit violemment la période consulaire et impériale, et qui, après 1815, se refit, lorsque Constable influença Delacroix et lorsque les artistes de la nation ennemie réapprirent, sous la Restauration, le chemin du continent. Au demeurant, cet change d'idées, de styles et de modèles entre les deux groupes français et anglais —les deux principaux dans cet art — n'a pas laissé d'être imité par les artistes de diverses régions de l'Europe. C'est l'esprit du XVIIIe siècle européen qui, tout entier et d'un consentement unanime, s'est tourné vers la miniature pour lui demander le moyen de rendre une certaine conception de la féminité en peinture.

Nous venons de voir rapidement comment la fruste et naïve image de missel avait conquis son indépendance et, s'évadant de l'antiphonaire archaïque, du psautier massif, du manuscrit solennel, s'était mise à voleter jusque sur le sein des jolies femmes, à se poser sur les plus légers joujoux de leur coquetterie. Nous voici au seuil de la grande époque, à l'heure où la minime feuille d'ivoire va suffire à exprimer bien des grâces, à fixer bien des rêves, à nous dévoiler bien des âmes : nous voici devant la fossette rieuse que le pinceau adroit de quelques délicieux maîtres a ajoutée au visage de l'Art universel. Étudions-la, retrouvons dans sa courbure mutine, dans la demi-teinte de son mystère attrayant, quelque mélancolie inattendue. Il est fait de tant d'éléments complexes, le sourire de ce passionnant XVIIIe siècle ! Nous nous arrêterons, devant maintes de ces figurines, à évoquer la vie amoureuse ou tragique de leurs modèles, nous développerons, au gré de la fantaisie, au hasard des images, les possibilités de songes qu'elles enclosent — et ce seront un peu d'histoire et beaucoup de poésie qui, serties d'or et enrichies de brillants, tiendront dans le creux de notre main.

Camille MAUCLAIR.

LA MAISON HEUREUSE

(Nouvelle)

Il n'y a rien de plus exaltant pour un être jeune que de regarder, à travers la vitre d'un wagon, dans un train en marche, le déroulement sans fin des paysages où chaque bois, chaque vallon, chaque demeure isolée nous suggère un nouveau désir, un souhait fugitif : là je voudrais travailler, là vieillir, là connaître un merveilleux amour !

Tandis que le rapide d'Italie s'éloignait à toute allure de Paris et m'emportait vers Rome avec mon ami Jacques, je prenais plaisir à choisir, parmi les sites changeants qui fuyaient devant nous, maints décors pour mes rêves inconstants,

Et comme nous étions absolument seuls dans notre compartiment, je confiais gaiement mes impressions à mon compagnon de voyage qui, assis auprès de moi, silencieux, comme à son ordinaire, m'écoutait avec bienveillance, en fumant force cigarettes. Soudain, la vue d'une petite maison blanche aux volets verts qui reposait paisiblement dans une prairie humide de rosée au bord d'un ruisseau gracieux et que frappaient obliquement les rayons indécis du soleil matinal m'arracha ce cri :

— Voyez, cher ami, quel délicieux asile ! c'est là que je voudrais amener la femme que j'aimerai pour y passer notre lune de miel. Impossible d'imaginer que cette maison puisse abriter jamais autre chose que le bonheur, la paix, une famille unie, des époux charmants et fidèles.

— Qu'en savez-vous ? riposta Jacques, avec une gravité qui me surprit. Peut-être y a-t-il en ce moment même dans ce logis, si gai en apparence, une mère qui pleure près du berceau de son unique enfant, un vieillard solitaire qui souffre sans secours, une femme abandonnée, qui s'apprête à mourir !

J'allais m'élever avec indignation contre ces hypothèses saugrenues quand, ayant regardé mon ami, je m'aperçus que son visage était décomposé, et ses yeux pleins de larmes. Mon embarras fut grand. Jacques était mon aîné de dix ans. Je l'aimais sans beaucoup le connaître. Taciturne, doux, un peu distant, prompt à s'intéresser aux autres, auditeur patient, il ne parlait jamais de lui. Bien que son attitude m'eût laissé deviner que sa vie n'avait point été exempte de chagrins, je ne savais pas la cause de son habituelle mélancolie. Convaincu que je venais de réveiller en lui maladroitement le souvenir d'une ancienne douleur, je n'osais cependant l'interroger. Mais peut-être était-il parvenu à l'un de ces instants où, sous le coup d'une émotion trop vive, le cœur le plus fermé s'ouvre tout à coup, car, de lui-même, il entra dans la voie des confidences :

— « Mes paroles vous scandalisent, dit-il avec un triste sourire. Elles sont cependant conformes à l'enseignement des poètes. Avant moi, ils vous ont mis en garde contre la trompeuse apparence. Ils ont cent fois traité le vieux thème de l'insensibilité de la nature et des choses devant la souffrance humaine. Vous les avez lus, admirés sans les croire. Vous fiant à votre instinct plus qu'à leur sagesse, vous refusez d'admettre qu'un décor où tout est lumière, paix, grâce et joie puisse servir de cadre à des drames poignants. Ces contrastes existent cependant, ils ont rendu plus amère encore l'heure la plus cruelle de ma vie. »

C'est alors qu'après un instant d'hésitation, Jacques commença de me raconter son histoire.

« Ce que fut cette heure, reprit-il d'une voix qui tremblait un peu, vous le saurez bientôt. Mais, pour que vous en compreniez bien toute l'horreur, je dois d'abord remonter plus haut dans le passé, vous parler de l'époque où j'atteignis vingt ans. J'étais alors un garçon rêveur, sentimental, dont une femme, presque une enfant encore, remplissait tout le cœur. Je ne saurais vous faire d'elle un portrait exact. Piètre artiste, je trahirais fâcheusement mon modèle. Qu'il vous suffise de savoir son âge : elle avait dix-huit ans ; son nom : elle s'appelait Béatrice. Naturellement, pour moi elle était la plus belle des créatures, mais non point seulement pour moi.

« Il faut vous dire que nous avions grandi ensemble, que je l'avais, sans le savoir, toujours adorée. De tout temps sa présence me fut indispensable. Seuls les jeux qu'elle partageait avec moi me semblaient charmants et les paysages où elle était radieux. Dans nos promenades et nos escapades, je mettais ma gloire à la protéger, à la défendre et plus souvent encore à lui obéir. Mais, plus tard, quand elle entra dans l'adolescence, quand son corps anguleux de fillette s'épanouit, s'équilibra dans une harmonie divine, quand ses yeux perdirent leur regard direct et hardi d'enfant, quand je les vis à tout instant s'emplir d'ombre et de rêve, quand sa bouche gonflée de sang devint la volupté même, quand elle prit cette attitude défaillante de fleur qui attend qu'on la cueille, alors seulement, à la souffrance que me causaient ses moindres gestes, je compris combien je l'aimais. C'était un amour inutile, déjà condamné, je le savais. Béatrice me connaissait depuis si longtemps que ses sentiments à mon égard ne pouvaient plus changer. J'étais pour toujours son ami, son frère. Je n'avais pas pour elle cet attrait du mystère, de l'inconnu qui seul fait naître la passion et dont l'avait parée, en l'éloignant de moi, sa beauté grandissante.

« Je ne fus pas, en effet, l'élu de Béatrice. A vingt ans, elle s'éprit d'un peintre anglais que j'appellerai, si vous le voulez bien, Archibald, et qui devait à ses nombreux succès auprès des femmes plus qu'à son talent de portraitiste, une célébrité passagère, déjà oubliée. Ce séducteur, bien que fort blasé, ne pouvait dédaigner Béatrice. Il allait atteindre la quarantaine et elle était toute jeune, riche, incomparablement belle. Sa grâce cachait des qualités profondes. Rieuse, ardente, délicieusement folle à ses heures, elle avait le cœur le plus sûr, le plus doux, le plus fidèle. Hélas ! comme toujours, ce trésor allait échoir à un être indigne. Dès les premiers temps qui suivirent la mariage de mon amie, je me rendis compte qu'elle aimait plus qu'elle

n'était aimée. Pourtant elle semblait heureuse et je ne vis jamais une ombre sur le front de cette femme éprise. Elle n'eut pas d'enfants et ne songea pas à s'en attrister. Archibald était tout son univers, elle ne vivait que pour lui.

« Je ne suis pas, mon cher Georges, l'homme des résolutions extrêmes, ni des grands désespoirs. Je préférais mille fois voir Béatrice heureuse auprès d'un autre que de la perdre à jamais. Je fis taire mon amour et restai son ami. J'endurai patiemment le mal de la jalousie, celui de l'absence. En effet, les deux époux ne faisaient jamais à Paris qu'une courte apparition en décembre et janvier. Le reste du temps, ils vivaient à la campagne, dans une petite propriété qu'ils avaient achetée en Touraine. J'allais tous les étés sur leur prière y passer auprès d'eux une grande partie de mes vacances. Oh ! cette maison, quel délicieux et rustique paradis elle représentait pour moi. Elle était située à quelques kilomètres de Tours, au bord d'une petite route que surplombait la voie ferrée. J'aimais, du train qui m'amenait, l'admirer et la saluer au passage. Je l'appelais « la Maison heureuse ». Même pour un étranger, elle n'évoquait que des idées riantes. Un peu à l'avance son parfum l'annonçait, car, de ses murs bas débordait une profusion anormale de roses, aumône magnifique jetée, semblait-il, par des amants comblés, prodigues de leur superflu, aux passants du chemin. Derrière la grille s'étendait un parterre de fleurs variées, géraniums, eupatoires, héliotropes, sauges éclatantes. A gauche, une charmille de troènes. Peu d'arbres. Seul, à droite, un immense marronnier couvrait de son ombre circulaire une pelouse où, par les fortes chaleurs, nous passions nos journées, où Béatrice faisait parfois dresser la table du dîner. Juste au milieu du jardin, la maison, toute blanche, carrée, se détachait en pleine lumière. La façade, au rez-de-chaussée, était coupée par un long perron de pierre. Des clématites et des roses grimpantes mariant leurs couleurs violentes, sombres et douces, montaient en s'entrelaçant jusqu'au balcon du premier étage sur lequel s'ouvrait la chambre de Béatrice. C'est là qu'avertie toujours de l'heure où mon train passait, elle me guettait gentiment. J'ouvrais la fenêtre de mon compartiment. Elle agitait sa main, parfois une écharpe, parfois un rameau arraché à la parure végétale qui ornait son balcon. Son geste, à la fois amical et triomphant, semblait m'avertir que je la retrouverais encore, toujours heureuse.

« Il y aura dans quelques mois six ans, mon cher Georges, que je fis, à la fin de juillet, mon dernier voyage en Touraine. Revenant du centre de la France à travers toutes sortes d'embranchements, je ne devais atteindre Tours qu'à dix heures du soir. Béatrice me promit d'attendre pour dîner mon arrivée tardive. Elle me prévint qu'Archibald, appelé à Paris par ses affaires, devait la quitter le même jour et serait absent durant une semaine. Cette séparation si courte semblait l'affliger extrêmement. Je ne pris pas au sérieux son chagrin puéril. Je me réjouis égoïstement de l'avoir, durant quelques jours, toute à moi, de retrouver l'ancienne intimité. Jamais encore mon cœur n'avait battu plus vite quand, sachant le moment venu, j'ouvris une fenêtre de mon wagon, m'apprêtant à saluer du geste et de mon mouchoir envolé dans le vent « la Maison heureuse ». Encore ce tournant, ce bouquet d'arbres, cette prairie : c'était elle ! Le train avait depuis quelques instants ralenti sa marche. J'eus tout le loisir de la contempler à l'aise. Le jardin noir reposait endormi sous ses fleurs invisibles qui parfumaient l'air lourd. A droite, sous le grand marronnier, la table où tout à l'heure je prendrais place était dressée. Une petite lampe éclairait sa nappe blanche et ses verreries étincelantes. Un peu plus loin la « Maison heureuse » resplendissait dans la nuit orageuse. Toutes les fenêtres de sa façade étaient béantes et doucement illuminées. Cette heure où les autres demeures s'attristent, se referment sur leur mystère était pour elle une heure d'épanouissement. Paisible, n'ayant rien à cacher, elle s'ouvrait largement comme pour laisser voir la joie dont elle était pleine. Plus riante encore qu'au matin, cernée de tous côtés par l'ombre, n'ayant pas même à redouter, en ce soir nuageux, la rivalité de la lune ; elle brillait de son propre éclat. Elle était dans le paysage indistinct et morose la seule chose vivante, le seul signe d'espérance et de joie. Autour de moi, quelques voyageurs remarquèrent sa beauté, l'admirèrent tout haut. Mais je cherchai vainement au balcon, Béatrice. Elle n'était pas à son poste ordinaire. Ce soir-là, pour la première fois, tout occupée sans doute du départ d'Archibald, elle m'avait oublié. Et, meurtri par la certitude de son indifférence, je me réinstallai dans mon compartiment, avec un soupir de dépit. Je dominai cependant assez vite ma jalouse amertume. La voiture que je commandais toujours à l'avance m'attendait à la gare de Tours et quand, après un court trajet à travers la campagne, elle me déposa au seuil de la maison familière, toujours illuminée, je n'étais plus sensible qu'au seul plaisir de retrouver, dans un instant, Béatrice. Mais lorsque j'eus franchi la grille, je ne la vis pas comme je m'y attendais, accourir à ma rencontre, empressée, confuse, désireuse de se faire pardonner. Deux personnes cependant descendaient le perron. Dans la première

je reconnus la fidèle femme de chambre de mon amie. Elle vint à moi en pleurant, balbutiant des paroles sans suite. Derrière elle s'avançait un étranger, un prêtre, tout jeune encore, qui me saisit la main avec une étrange émotion. Je me sentis soudain glacé d'effroi. Béatrice, bien que catholique de naissance et d'éducation, avait depuis longtemps perdu la foi. La présence d'un prêtre chez elle, à cette heure, les larmes de sa vieille femme de chambre m'avertissaient que le malheur venait d'entrer dans sa maison. Mais que ce malheur l'eût atteinte elle-même dans sa chair, son âme, sa jeunesse, sa vie, cela, je ne pouvais l'imaginer. Je refusai de croire l'affreuse vérité, je crus rêver encore quand on m'introduisit dans la chambre de mon amie, quand elle m'apparut couchée sur son lit, si pâle, si changée, lorsque je vis la majesté de la douleur et de la mort sur ce beau visage enfantin !

Plus tard, je pus reconstituer aisément toutes les circonstances du drame qui s'était joué au moment où j'achevais paisiblement mon voyage. Je sus que le bonheur de Béatrice ne reposait que sur une illusion. Archibald ne l'avait pas aimée. Sa tendresse loyale, sa pure constance ennuyait ce débauché. Depuis un an, il la trompait avec une fille de Tours, la plus indigne, la plus vicieuse des créatures avec laquelle, le matin même, il était parti pour Paris. Une heure avant mon arrivée, comme elle s'attardait dans la chambre de son mari, rangeant des papiers épars, Béatrice avait découvert par hasard une lettre oubliée de sa méprisable rivale. Ce fut un brutal coup de foudre, une affreuse et rapide tempête qui saccagea en un instant tout son avenir avec son passé même. L'infâme et cynique billet en déshonorant Archibald, déshonorait en même temps son amour pour lui et jusqu'au souvenir de ses meilleures joies. Le monde radieux où elle régnait triomphante changea brusquement avec la figure de celui qu'elle avait adoré, elle n'y vit plus que laideurs, perfidies, menaçants fantômes. Tout ce qui l'avait charmée lui devint hostile. Femme, elle gardait un pauvre cœur d'enfant doux, crédule, sans force, mais excessif, prompt à désespérer. Elle ne savait pas qu'on peut supporter la douleur et quelquefois la vaincre à force de patience. Elle n'essaya pas d'envisager son malheur, d'étudier s'il était vraiment sans remède. Elle prit seulement le temps d'enfermer dans une enveloppe la lettre révélatrice, d'y joindre un mot d'adieu pour moi et puis, sans hésiter, avec ce courage insensé qu'ont parfois les faibles et les grands passionnés, elle chercha le revolver d'Archibald, l'arma et se tira une balle en pleine poitrine.

« Déjà, elle avait cessé de vivre à l'heure où, le cœur battant, je m'apprêtais à la revoir. Au moment où mon train passait devant sa demeure, où je la cherchais au balcon, ses domestiques, attirés par la détonation venaient de la relever, de la porter sur son lit et de partir dans toutes les directions pour chercher le docteur, un prêtre, du secours. Songez-y, mon cher Georges, cette maison ouverte, lumineuse, qui brillait si gaiement dans la nuit, où tous les voyageurs souhaitaient s'arrêter, ce palais de la joie, abritait la plus déchirante infortune : l'amour trahi, méconnu, bafoué, la beauté flétrie, la jeunesse vaincue et foudroyée. Ce riant asile était un tombeau où gisait, parmi l'indifférence radieuse des choses, mon amie, ma Béatrice adorable, seule aux mains de la mort. »

La voix de Jacques se brisa, il se tut et je lui serrai la main en silence, sans oser le regarder en face, devinant qu'il pleurait. Son récit n'avait duré qu'un quart d'heure à peine, assez longtemps cependant pour détruire dans mon âme cette foi trompeuse qui, parfois, devant la beauté du monde nous fait croire au bonheur. Je ne contemplais plus qu'avec défiance les paysages ensoleillés qui se succédaient sous mes yeux et, le cœur assombri, je détournais la tête toutes les fois que m'apparaissait dans la campagne une habitation entourée de fleurs, d'arbres, baignée de lumière, car les plus riantes demeures n'évoquaient plus pour moi des images de paix, des visions joyeuses, mais seulement l'ombre inconnue de Béatrice, morte dans la « Maison heureuse ».

Paule Régnier.

LE CENTENAIRE DE MAINE DE BIRAN[1]

La théorie de l'effort, esquissée dans les œuvres de jeunesse, dans le Mémoire sur l'Habitude, dans le Traité de la Décomposition de la Pensée, est au premier plan dans les œuvres de l'âge mûr, en particulier dans l'Essai sur les fondements de la Psychologie, qui date de 1812. C'est l'époque où s'élabore une doctrine qui veut prolonger la théorie de l'effort et qui jusqu'à un certain point la contredit. L'originalité de Maine de Biran, c'est d'avoir cherché dans l'organisation du sujet voulant et agissant les sources de l'action et de la connaissance. L'aperception du sujet par lui-même est le centre de sa philosophie. Le moi-action se substitue au

(1) Voir la *Revue Bleue* du 1 octobre 1924.

***

moi-substance. L'activité musculaire où se rencontrent l'effort et la résistance, enveloppe et abroge la distinction classique des sujets d'inhérence, des objets, des causes absolues efficientes. Le monde des choses et des sujets, le monde absolu du savant et du métaphysicien disparaît dans le monde intérieur du psychologue ; c'est sur l'action volontaire que se fonde la causalité scientifique.

Au moment où cette doctrine s'achève, Maine de Biran commence à douter de sa solidité. Il cherche à la compléter et à la garantir en imaginant un système d'êtres et d'essences auquel correspondent les moments de l'activité interne. Sa philosophie de la croyance, que nous n'avons pas l'intention d'examiner ici, tend à pallier le caractère paradoxal, à dissimuler les lacunes de son subjectivisme psychologique.

Vers le même temps cette expérience subjective s'approfondissait en expérience religieuse.

Maine de Biran avait écrit dans sa jeunesse que, détaché de toute pensée de Dieu, s'il lui arrivait de le supposer au cours de ses recherches philosophiques, cette hypothèse sans parti pris serait une grande présomption de son existence. Et de fait, le mysticisme de ses derniers écrits et des dernières pages de son Journal paraît bien apporter une note tout à fait nouvelle et inattendue. Et l'hypothèse timidement esquissée d'abord, tend à devenir la donnée suprême de son expérience et de sa réflexion.

Conformément à ses habitudes mentales, conformément à son empirisme radical, qui refuse toute existence à ce qui n'est point présenté dans une expérience interne, ce n'est point par progrès de raisonnement, c'est par expérience que s'établit ce principe nouveau de sa réflexion. « On peut trouver une autre âme au fond de cette âme qu'on analyse et qu'on peint par le dehors. » (5 juin 1815, Journal inédit).

Quels sont les facteurs de cette expérience, en apparence si nouvelle et si inattendue?

C'est bien vers 1815 que nous la voyons s'ébaucher en des formules d'abord mystérieuses et timides, comme celle que nous venons de citer. C'est que, vers cette date précisément, convergent plusieurs influences qui permettent, jusqu'à un certain point, de l'expliquer.

D'abord les préoccupations politiques. La chute de l'Empire, qu'il avait combattu, la Restauration, puis le retour et enfin la chute de Napoléon, démontrent d'une façon particulièrement aiguë la fragilité des institutions humaines, l'instabilité qui dans la vie intérieure était pour lui le mal, et qu'il voyait avec terreur gouverner le monde de l'histoire. Il cherche appui contre ces agitations de l'éphémère dans un être qui dure immuablement. Et semblable un moment à ces conservateurs politiques qui, athées par la doctrine, ont pourtant besoin d'un Dieu social et historique, le recours à Dieu lui apparaît comme un refuge.

Mais vers le même temps, sa psychologie s'élargissant en philosophie lui ouvrait les avenues de l'Etre où des réalités substantielles, où des causes absolues s'étayaient, dépassant singulièrement l'acte intérieur du Sujet enfermé en soi-même et vivant pour soi même, créateur et souverain de son expérience interne. Le moi agissant recouvre une substance active, une causalité agissante, un monde des choses et des causes, qui peut s'ordonner autour d'un sujet absolu, souverain universel. La possibilité théorique de Dieu, comme sa nécessité pratique, venait seconder l'effort de l'expérience interne pour se dépasser soi-même.

Nous avons déjà dit que les premières pages du Journal intime, le premier Journal, nous mettent en présence d'une jeune sensibilité, avide de sentir, captive étonnée de ses propres émois. Maine de Biran sent s'agiter en lui comme une fatalité intérieure ; de grandes périodes de bonheur, de bien être ou de calme alternent avec des périodes de détresse et de lassitude ; les élans, les transports, les avidités des sens succèdent aux torpeurs et aux langueurs ; le corps sent sa force ou sa misère et de ces exigences impérieuses l'âme n'est point maîtresse ; elle reflète cette causalité profonde, aspirant vaguement à un régime qui pacifierait cette agitation, à une règle de vie qui fixerait cette instabilité. Sensibilité extatique et ambitieuse, ampleur d'âme éprise d'infinité, inquiétude charmée ou douloureuse, émotivité qui aspire à l'ordre et qui pourtant ne veut point renoncer à soi-même ; traits par lesquels l'âme de Biran rejoint Rousseau qui a tant agi sur sa jeunesse et le romantisme naissant auquel il n'a point participé. Avec les aspirations indéterminées du héros romantique et le culte de l'énergie que tant d'hommes de son temps vont professer, il décrit en bien des pages, comme sa constitution même, cette disposition mélancolique et souffrante, cette lassitude des élans sans but, cette étreinte de l'impossible, cet ennui intérieur qui font de l'âme un poème douloureux, toujours mystérieux et inachevé. Particulièrement apte à se scruter soi-même, particulièrement orienté vers cette détresse intérieure, vers cette amertume sensible, ce désappointement organique, qui parfois font place brusquement à des états contraires, il atteste par son expérience personnelle la solidité psychologique de ce que beaucoup de critiques ont traité comme un thème littéraire. Ce que d'autres ont appelé le mal du siècle est, si l'on juge d'après lui,

le mal d'une certaine forme de sensibilité. Il n'a jamais eu les prétentions du héros romantique, mais il est un témoin de la vie romantique, un de ceux, qui, par une expérience sincère, une notation exacte et sobre garantissent la solidité d'états que sans eux on traiterait volontiers de déformation pathologique ou d'exagération de littérateurs. Il nous montre un homme éternel sous l'homme d'une mode et d'un temps. Lui aussi, comme le dit Sainte-Beuve dans sa préface d'Obermann, il a aimé à écouter dans le silence de la vie d'habitudes, le mouvement sourd de l'existence intérieure. Mais, il n'a point greffé de revendications sur cette détresse ; il n'a voulu en faire ni l'apologie, ni la critique. Il a voulu constater et comprendre

Nous avons vu comment le stoïcisme de l'effort avait remis sa vie morale en équilibre, comment il avait cru prendré possession et gouvernement de soi dans l'acte qui constitue la conscience et l'effort. Toute cette cœnesthésie vague, en se rassemblant dans l'unité tendue de l'effort, se dépouillait de ses impuretés, se sublimait. La sensibilité vaine s'élevait à la dignité de l'activité spirituelle. Comme « les brouillards légers que l'aurore soulève », à la lumière de la conscience, les vaines agitations, qu'il chérissait à la fois et redoutait, s'évanouissaient, laissant place à l'ordre bien réglé, à la certitude de l'énergie intérieure, agissante et dominatrice. Toute cette activité inférieure aspirait à se conserver dans cette activité supérieure.

Mais cet équilibre de vie convenait-il bien à l'âme de Biran? Était-il l'expression vraie de cette âme? Cette énergie qu'il adorait, était-ce de l'énergie véritable ou le rêve de l'énergie? une force ou la compensation d'une faiblesse intérieure?. La psychologie de Maine de Biran change avec le déroulement de sa vie intérieure, avec les nuances mobiles de son âme. Sa maturité a cru se suffire. Sa volonté a cru discipliner sa sensibilité, dompter le fatalisme intérieur, régler par un coup de force stoïque cette affectivité profonde, à forme extatique, cette aspiration ineffable, périlleuse expression des agitations du corps. La vieillesse commençante restaure la sensibilité refoulée de l'adolescence. La mélodie intérieure, qu'il avait cessé d'écouter, de nouveau s'impose à son oreille. Les grandes voix de la sensibilité inquiète et heureuse montent de nouveau. Il n'est pas jusqu'à ses procédés de travail qui ne changent eux aussi. Alors qu'il s'était discipliné et qu'il avançait avec méthode, par un effort raisonné et sûr de sa route, ce sont maintenant des impuissances et des trouvailles, des arrêts et des reprises, une spontanéité dont il n'est plus le maître. Tout conspire, esprit et cœur, à le ramener dans des chemins qu'il avait cru quitter à tout jamais. Il ne lutte pas, il s'abandonne. Il cultive cette vie nouvelle. Comme Rousseau avait enchanté sa jeunesse, Pascal et surtout Fénelon enseignent sa vieillesse ; la liberté de l'âme affranchie des biens d'ici-bas, communiant avec la réalité supérieure, éprouvant dans des états profonds les touches divines, tel est l'idéal nouveau qui se dresse devant lui.

Qu'est-ce que cette présence de Dieu que vont nous décrire les dernières pages du Journal? Un état intérieur de calme et d'élévation, qui survient sans qu'on l'attende, interrompant la vie quotidienne et tranchant sur elle ; des illuminations subites, spontanées ; une lucidité étrange, une conviction immense qui s'attache à des intuitions vives, pures, spontanées. Parfois l'âme éprouve des sensations sublimes ; parfois le sentiment obscur et pénétrant de vérités qui se rapportent à un être invisible : parfois certaines paroles, certaines formules prennent une signification profonde, une profondeur singulière et retentissent à travers toute l'âme. Parfois l'âme désappropriée sent des inspirations, des mouvements comme surnaturels. « Je demanderai à tous les hommes capables de se rendre compte de ce qui se passe en eux-mêmes, s'ils ne distinguent pas bien deux modes de leur être sentant et pensant. Dans l'un, l'âme voit comme une lumière intérieure qui l'éclaire et lui montre ce qui est en elle ou hors d'elle, dans le temps ou hors du temps, sans aucun effort de sa part, sans aucune opération active, mais comme par une vue ou une sorte de sentiment passif, sentiment très élevé, très doux à éprouver, où l'âme ne désire rien que de rester comme elle est. Dans l'autre mode bien différent du premier, il y a contention, suite d'actes laborieusement combinés. » (*Journal*, 357).

Est-ce à dire que Maine de Biran ait accepté sans réserve cette suggestion intime du divin? Il était trop habitué aux agitations de sa jeunesse pour admettre d'emblée l'origine surnaturelle de ces aspirations nouvelles. Il s'était trop dit jadis que sa sensibilité obéissait à son corps, à cette « loi des membres » qu'il avait si souvent maudite. « Tout ce qui est spontané est organique ou machinal quand ce seraient les élans du génie. » C'est là un des axiomes de sa philosophie et il en a fait loyalement l'application à cette expérience nouvelle : « Combien la spontanéité de l'organisation qui s'excite et se calme d'elle-même tour à tour peut contribuer à cet état pur et élevé de l'âme ! »

Et pourtant la force et la nouveauté de ces expériences lui inspiraient une hypothèse nouvelle. « Tout est inverse dans les deux vies ; là où l'animal

se réjouit et se sent plein de courage et d'activité, d'orgueil de la vie, l'esprit s'afflige, s'humilie, et se sent abattu... réciproquement, où l'homme animal s'inquiète, s'attriste, l'esprit s'élève et se livre à la plus douce joie. » La contradiction même de ces deux formes de sensibilité, la sensibilité profane et la sensibilité religieuse, n'est-elle pas une marque de leur irréductibilité? Cette sensibilité religieuse n'est-elle pas le don d'une grâce surnaturelle, que cette grâce agisse par des moyens surnaturels, ou qu'elle emprunte, pour s'exprimer, les moyens mêmes de la nature?

Il n'est pas jusqu'à la doctrine de l'effort, qui ne trouve sa place dans cette synthèse nouvelle. La grâce ne requiert-elle pas la disposition et l'effort? Les moments ineffables surviennent après l'effort volontaire. Le travail de la vie morale et de la vie intellectuelle prépare et précède les grands élans où sombre toute activité. Maine de Biran, disciple de Fénelon, éprouvant après lui les vicissitudes de la vie intérieure, n'a jamais été un pur quiétiste. Son demi mysticisme suppose que la contemplation infuse repose sur la contemplation acquise, que la contemplation succède à la méditation (1). Et de nouveau se pose à propos de la passivité religieuse, le problème de la jeunesse. Peut-on agir sur la passivité; peut-on se procurer à son gré ces états délicieux; par un régime physique, par un régime moral? Certains faits extraordinaires, comme le magnétisme, ne donnent-ils pas à penser que l'on pourrait inventer une technique de la béatitude, instaurer une exploration méthodique de cet absolu?

Religiosité plutôt que religion; religion plutôt que christianisme; non point mysticisme, mais simple ébauche de mysticisme; Maine de Biran a effleuré, sans la traverser, peut-être même sans l'atteindre, l'oraison de quiétude. Mais tout cela s'oriente vers le christianisme et Maine de Biran serait peut-être devenu un mystique catholique.

***

Même à travers un exposé aussi rapide, on peut entrevoir l'importance et la portée de l'œuvre de Maine de Biran.

Après Condillac, un groupe de philosophes et de médecins qu'on réunit sous le nom d'idéologues, Cabanis, Bichat, Destutt Tracy, entre autres, avaient jeté les bases d'une large doctrine de l'homme, sur la biologie et l'étude de la vie sociale, que peu d'années après Auguste Comte devait appeler sociologie. Par eux avait été esquissée une sorte d'anthropologie sociale, qui amplifiait grandement la doctrine parfois un peu sèche et abstraite de Condillac; une théorie de la sensibilité interne, du rôle des mouvements dans la connaissance sensible et intellectuelle, de l'influence des conditions physiques et sociales sur la vie mentale, telles étaient les principales découvertes de cette école. On lui doit, à côté de ces grands thèmes, bien des trouvailles de détail. Il y a chez Bichat une théorie des émotions qui annonce celle de William James; sur l'habitude, combien de considérations heureuses chez Bichat et chez Cabanis! sur l'analyse de l'acte volontaire Destutt Tracy a des pages excellentes; la théorie des signes, le problème du langage ont été très largement traités par eux-mêmes et par leurs continuateurs.

Maine de Biran se rattache aux idéologues, mais il les dépasse. Sa théorie de la vie élémentaire, de l'Affection, est singulièrement plus complexe et plus subtile. Toute cette description d'une vie inférieure et presque organique, qui fournit à la conscience ses données, qui devient la vie mentale dès qu'elle est travaillée par l'activité mentale, toute cette analyse de la matière de la connaissance est magistrale, et dans cette grande œuvre d'ensemble que de détails heureux! la découverte et la mise en valeur de la cœnesthésie, de l'action du subconscient sur l'esprit, une puissante théorie des passions.

La théorie de l'effort est moins solide; contre l'analyse de l'effort musculaire, telle que l'entendait Biran, se sont élevées les objections que l'on sait. Mais l'originalité de cette doctrine consiste moins dans cette analyse, que dans la découverte du rôle que joue dans la connaissance l'activité mentale, et du rôle que les mouvements jouent dans l'exercice de cette activité. Sur ce point Biran, qui continue et approfondit l'Idéologie, ajoute beaucoup à Destutt Tracy. Une telle doctrine se retrouve à la base de la psychologie contemporaine. Et que de découvertes heureuses dans le détail de l'analyse! Je citerai seulement les pages pénétrantes du Mémoire sur l'habitude, où Maine de Biran montre comment l'audition se constitue à mesure que la phonation s'élabore, comment la sensibilité tactile se forme en même temps que l'exploration motrice.

La psychologie de Biran a été arrêtée dans son développement par les mêmes raisons politiques et sociales qui ont consommé la ruine de l'Idéologie. La Restauration, la Monarchie de juillet ont favorisé l'essor de cette philosophie bâtarde, l'Eclectisme, où la psychologie se perd dans des discussions de principe et de méthode, où elle s'asservit à l'onto-

(1) Sur ces questions, voir H. Delacroix. *La Religion et La Foi* (Alcan 1923).

logie et à la morale, où elle cesse d'être une science indépendante, qui ne veut connaître que l'analyse des faits et toujours s'étendre et s'approfondir. Il faut arriver à la chute du second empire, à Taine et à Ribot, pour voir reparaître cette Anthropologie sociale que l'Idéologie s'était efforcée de fonder.

Seule l'école médicopsychologique, Baillarger, Moreau de Tours entre autres, avaient maintenu dans les cliniques cette psychologie indépendante que les Universités avaient abandonnée. Or, ces maîtres — je me suis efforcé de le démontrer dans le *Bulletin de la Société de philosophie* consacré au centenaire de Maine de Biran — ont subi directement ou indirectement l'influence de notre philosophe et les « Nouvelles Considérations sur le Sommeil » ou le Mémoire sur le Physique et le Moral de l'homme ont dirigé leurs hypothèses.

Une bonne partie de la psychologie de notre temps a pris, en face du vaste corps de faits et de doctrines élaboré par Taine et par Ribot, la position de Maine de Biran par rapport à l'Idéologie. Il y a quelque analogie entre Bergson et Maine de Biran. « Matière et Mémoire» est à l'œuvre de Ribot ce que le Traité de la décomposition de la pensée est aux Considérations de Cabanis sur le Physique et le Moral. Aussi bien par sa description subtile et profonde de la vie intérieure avant son élaboration par l'intelligence, que par sa description de l'activité mentale élaborant, au moyen des mouvements, des images, des schémas moteurs et dynamiques, la perception, le langage, la science et les catégories de l'expérience, par toute son œuvre donc Bergson, qui vraisemblablement n'a point subi son influence, sinon peut-être à travers Ravaisson, établit la légitimité et la valeur de l'œuvre de Maine de Biran ; presqu'un siècle après lui, c'est à des méthodes et à des hypothèses analogues aux siennes qu'il fait appel et l'observateur le plus superficiel ne peut manquer d'être frappé de cette analogie.

A maintes reprises, dans son livre sur l'Automatisme psychologique, et dans ses autres ouvrages si pleins de vues ingénieuses et originales, Pierre Janet se réfère à Maine de Biran ; et la distinction de l'Automatisme et de la Synthèse, l'analyse de leur séparation et de leurs conflits comme aussi la description des oscillations du niveau mental évoquent souvent les Nouvelles considérations sur le sommeil ou le Mémoire sur le physique et le moral. La détente de l'activité mentale, les défaillances de l'effort, la chute à la vie élémentaire, n'ont-elles pas été l'un des thèmes que Maine de Biran a développés avec le plus de soin.

Que dire encore de cette œuvre de psychologie religieuse, où il décrit sa propre conscience? Que de vues originales et que notre temps devait reprendre !

Et n'est-ce point l'art suprême de ce psychologue que d'avoir toujours été à soi-même, d'une façon si continue et si profonde, son propre sujet d'observation? La psychologie de Maine de Biran, disais-je au début de cette étude, c'est avant tout la confession d'un psychologue. Aussi bien son chef-d'œuvre, c'est probablement son Journal, que l'édition nouvelle de M. Tisserand nous révèlera, il faut le souhaiter, dans son intégrité. Et son exemple est à méditer dans un temps où quelques psychologues trop portés à se défier de l'introspection et de l'analyse intérieure, à force de rechercher l'objectivité, en viennent à ne plus considérer comme l'objet de la psychologie les faits mêmes qui constituent la conscience humaine.

H. Delacroix.

LA BELLE DÉFENSE DE LA LANGUE FRANÇAISE AU CANADA (1)

Il y avait des Canadiens dans l'armée de Washington. Ils y servaient pour l'amour de la France et par haine de l'Angleterre. La jeune République reconnaissante leur donna des concessions autour du lac Champlain et dans l'État de New-York. Des émigrations vers les provinces du nord des États-Unis commencèrent au début du XIXe siècle, s'intensifièrent de 1837 à 1850, mais ce fut surtout dès 1861 que le mouvement s'accentua.

« De prime abord une telle émigration paraît étrange. L'on a peine à se l'expliquer quand on songe que le Canadien français par sa ténacité avait enfin réussi à s'imposer à son vainqueur, à se faire respecter de lui et à lui arracher la reconnaissance officielle de ses droits. Mais après réflexion tout se comprend. Au Canada, le climat fort rigoureux ne s'apaisant que durant quelques mois en été, la vie des champs et le métier de défricheur étaient alors bien durs ; l'agriculture et la colonisation ne recevaient pas toujours l'encouragement nécessaire ; l'industrie ne faisait aucun progrès. Par contre, les États-Unis jouissaient d'un climat bien plus doux et d'une industrie prospère. Les usines, les filatures, les manufactures diverses et les briqueteries abondaient. L'on y

(1) Voir la *Revue Bleue* du 4 octobre 1924.

gagnait beaucoup d'argent. C'était là, on l'avouera, une tentation trop forte pour ne pas l'entendre. Les Canadiens français traversèrent donc « les lignes » en grand nombre, croyant, par là, améliorer leur situation » (1).

L'émigration déclina jusqu'en 1920, où elle a repris de plus belle. Dans le premier semestre de cette année-là, 19.000 Canadiens français s'installèrent aux États-Unis, dans les provinces de l'Est et de l'Ouest : Vermount, New-York, New-Hamsphire, Maine, Massachussets, Connecticut, Rhode-Island. Le Gouverneur de ce dernier État, aujourd'hui, est un Franco-Canadien.

Dans une correspondance d'Ottawa, au *Daily News* de Londres (avril 1924), je lis :

« En 1921 les rapports des États-Unis montrent qu'en gros, 50.000 Canadiens avaient émigré en ce pays. En 1922, le chiffre s'éleva à 62.000 et en 1923 à 180.000. Cette année-ci, si l'exode n'est pas arrêté, le Canada donnera à son voisin, environ 400.000 émigrants, la fleur de sa jeunesse et de ses citoyens entreprenants ».

Ces émigrants forment une population de près de trois millions d'âmes. Ils ne reviennent plus au Canada.

« L'attachement aux traditions ancestrales, leur ardent amour pour la langue française, leur fidélité inébranlable à la religion catholique ont développé encore chez eux l'admirable esprit de famille et le patriotisme éclairé qu'ils avaient emportés des rives du Saint-Laurent. Ils n'ont plus rien ! Eh bien, ils créent tout à nouveau ! Ils se grouperont d'abord ; puis ils fonderont des Sociétés, des journaux ; ils demanderont des prêtres à leurs évêques et ils construiront encore de nouvelles églises, des écoles. Aujourd'hui, quatre cents paroisses et missions franco-américaines chantent les louanges du Christ dans les États de l'Est et de l'Ouest et proclament la vitalité des Canadiens français aux États-Unis. La plupart ont des édifices qui honorent la religion et la race » (2).

Les luttes pour leurs écoles pour leurs mœurs, pour leur religion et pour leur langue, sont d'autant plus dures, qu'ils ne sont pas chez eux, comme au Canada qu'ils furent les premiers à défricher. Peuple de paysans et de rudes travailleurs, ils n'ont eu ni le temps ni les moyens d'avoir une élite. Les assimilateurs qui, ici aussi, se trouvent surtout parmi les prêtres et les évêques irlandais, ont donc beau jeu. On a un moment songé à rapatrier ces Franco-Canadiens. Entreprise vouée à un échec certain en raison de l'opposition qu'elle rencontrerait chez les intéressés. Les esprits sages et réalistes préfèrent prendre la situation telle qu'elle est et sera demain, en formant dès maintenant l'élite dans les écoles canadiennes. Les Assomptionnistes ont fondé un collège à Manchester (N.-H.) dans ce but. Le séminaire de Montréal, que dirigent les Sulpiciens et qui depuis longtemps est le foyer le plus ardent où se trempe et se façonne l'âme française en Amérique, reçoit beaucoup d'enfants de familles canadiennes établies aux États-Unis. Il faut souhaiter qu'agrandi et toujours mieux adapté dans ses programmes, aux besoins intellectuels moraux et économiques du Canada, il puisse en recevoir davantage.

Tels sont les faits, essayons de les apprécier.

***

Cet acharnement d'une race non seulement à ne pas mourir, mais à se multiplier, à s'étendre en de nouvelles terres et à se serrer autour de sa langue, de ses traditions, de ses églises et de ses écoles, sans disposer ni du nombre, ni du pouvoir, comme la race espagnole de l'Amérique du Sud, est un spectacle émouvant et digne d'inspirer aux Français, dont elle est un noble rameau, des sentiments de fierté. Les sept millions de Franco-Canadiens dont nous avons dit les luttes héroïques, quoi qu'il arrive, survivront en s'accroissant et s'étendant encore, dans l'Amérique du Nord. De hautes destinées leur sont réservées et ils doivent les comprendre, pour mieux les réaliser.

Si le Canada n'eût été conquis par les Anglais, la moitié du continent américain serait, sans doute, de civilisation française. La Salle, Marquette, Cavalier, partant des grands lacs, avaient découvert le cours du Mississipi et ouvert la voie aux soldats français. Ceux-ci, établis en conquérants, sur des territoires qui touchent par le nord au Canada et forment le Nord-Ouest actuel des États-Unis, n'auraient pas eu beaucoup de peine à réduire l'élément anglo-saxon clairsemé à l'Est et encore peu unifié. La Providence en décida autrement au traité de Paris (1759) après la défaite de Montcalm à Québec. Mais les Anglo-Saxons vainqueurs ne purent venir à bout de la race vaincue, en l'assimilant. Le Franco-Canadien représente aujourd'hui, dans l'Amérique du Nord, la civilisation française plus logique, plus artiste et plus idéaliste, à côté de l'autre, plus pragmatiste, plus utilitaire et plus habile aux affaires, préoccupée de rapidité et de commodité, plus que de beauté. Ces deux civilisations ont leur grandeur et leur faiblesse. A cette heure, nous les croyons les meilleures servantes de

(1) D'un rapport du Comité de propagande de la Fédération catholique américaine. (Mars 1912).

(2) Du même rapport cité plus haut.

l'humanité. Voisines et porte à porte, pour ainsi dire, une noble émulation peut s'établir entre elles, au grand profit, non seulement de l'Amérique, mais du monde où leurs exemples feront loi.

A quelles conditions les Franco-Canadiens rempliront-ils leur mission de gardiens et d'apôtres de la civilisation latine et française dans le nouveau monde? En préservant jalousement, leur idiosyncrasie morale et religieuse. Louange donc, et sans réserve, à toutes les initiatives qui tendent à garder à la langue sa pureté et sa liberté d'expansion, à celles qui assurent au catholicisme le rôle d'éducateur et de pétrisseur de leurs âmes. Et par catholicisme qu'ils n'entendent pas un geste, un culte ancestral, une conception du monde rébarbative à tous les progrès et à toutes les améliorations politiques et sociales, une doctrine pour esprits étroits favorisant de mesquines pratiques ou les mystifications de Diana Vasughan et de Léo Taxil (1), mais un dogme et une morale élevés, plongeant des racines profondes dans l'Évangile; une religion d'ordre, de beauté, d'équilibre favorable à la stabilité de la famille et de la société sans porter atteinte aux droits de l'individu; un agent du mieux-être spirituel et économique.

Ils n'oublieront pas que le catholicisme de leurs ancêtres fut sans doute, de tous les catholicismes, le plus harmonieux et le plus humain. Sauvegardant l'indissoluble union de l'Église et de l'Évangile, ne négligeant jamais l'un au profit de l'autre, il s'essaya à réaliser la distinction sans la séparation entre le domaine temporel et le domaine spirituel, rendant à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu.

Les Canadiens français continueront donc en Amérique la tradition de ce catholicisme si équilibré. Leur ascendant sur les populations protestantes, qui les entourent, au Canada et aux États-Unis, est à ce prix. Ils savent le prestige intellectuel et moral dont jouit auprès d'elles le clergé français. C'est un fait et l'on peut en tirer une leçon utile pour l'œuvre de conversion des Anglo-saxons américains. Pour cette raison et d'autres, qu'ils restent en contact non seulement avec la France non telle que l'ont comprise, unitéralement, de Maistre, de Bonald, Veuillot et leurs disciples, mais telle que l'histoire nous la présente, dans sa complexité, unissant en elle saint Louis et Philippe le Bel, Charles VII et Jeanne d'Arc, Montaigne et saint François de Sales, Henri IV et Mayenne, Richelieu et saint Vincent de Paul, Louis XIV et Fénelon, Bossuet et Bayle, Voltaire et Benoît Labre, Renan et Lacordaire, Veuillot et Montalembert. Ils peuvent et souvent ils doivent dire que tel ou tel grand ancêtre ne leur plaît pas, mais ils n'ont pas le droit de l'éliminer de la famille. Diminuer son influence leur est permis, nier sa qualité de Français ne l'est pas.

Garder les traits de la race, rester catholique de France, ne pas perdre contact avec ce pays berceau des ancêtres, tels que la géographie et l'histoire l'ont fait, ne réalisera consciemment avec suite et succès que par une élite d'esprits et de cœurs. Il faut donc la créer, car elle n'existe pas. Collèges, universités, œuvres de jeunesse doivent s'y employer. Et qu'on ne s'imagine pas y avoir réussi en bâtissant de beaux édifices larges et commodes, où la préoccupation de ceux qui en ont la direction, est de préserver, de chauffer, de maintenir dans les formes du passé ou de lancer dans les aventures de l'avenir. Produire des personnalités puissantes, pensant et agissant par elles-mêmes, pour qui les grades sont un moyen de vivre et de se rendre utiles à leur peuple et aux autres, et non une fin, s'appliquer à ne pas rompre la chaîne qui lie hier à demain, mais n'oubliant pas que qui a la main à la charrue, ne doit jamais regarder en arrière, car les formes sociales ou politiques de demain ne reproduisent jamais exactement celles d'hier, que même le capitalisme et le patronat ne sont pas les seuls et derniers mots du progrès, tel sera le but de ceux spécialement appelés à former une élite franco-canadienne. Par elle, les générations à venir s'adapteront aux contingences économiques et politiques, sans perdre leur caractère racial ou religieux. Elles accepteront la démocratie, ses charges, ses exigences, ses postulats sur l'autorité et sur le respect de la personne humaine sans tomber dans l'anarchie ou susciter l'idolâtrie des individus forts; elles admettront les destructions nécessaires du temporel et du spirituel, sans prétendre refuser à Dieu ce qui lui appartient même dans l'ordre temporel. Elles comprendront tous les jours davantage que, dans les conditions nouvelles faites à nos sociétés où se mêlent les religions les plus diverses, à côté des areligieux qui hélas se multiplient, la tolérance mutuelle est la condition de leur prospérité, de leur paix et même de leur existence (1); elles ne demanderont donc jamais l'impossible, l'irréalisable, en oubliant et en méprisant le possible et le réalisable.

L'élite formée avec ce sens pratique et idéaliste,

(1) Qui trouvèrent trop d'enthousiastes partisans au Canada français, même après que le sinistre menteur eût avoué ses fourberies.

(1) On m'assure que Québec et Montréal donnent déjà un magnifique exemple de tolérance.

devra connaître les deux langues. L'anglais est nécessaire pour traiter avec les autorités britanniques ou américaines, pour les relations commerciales et aussi pour se maintenir en contact avec le mouvement intellectuel anglo-saxon, en tirer profit et au besoin l'influencer. Dans les provinces autres que la province de Québec, sans la connaissance des deux langues, les Franco-Canadiens risquent d'être handicapés dans leur boutique, leur usine et leur salaire quotidien. Ils le comprennent d'ailleurs et ne demandent que des écoles où leurs enfants puissent recevoir cette double formation.

J'estime que la question des écoles bilingues doit être envisagée par les Franco-Canadiens différemment aux États-Unis et au Canada. Aux États-Unis, ils ne sont pas chez eux, mais dans un pays qui a droit d'exiger de ceux qui y viennent qu'ils adoptent la langue officielle dans leurs manifestations publiques. Il a le droit de l'exiger aussi bien des Français que des Allemands, des Belges, des Polonais ou des Russes. En France, nous n'admettrions pas qu'il en fût autrement. Est-ce à dire que les Franco-Canadiens doivent, aux États-Unis, renoncer à leur idiome. Nous ne l'admettrons pas davantage. Il sera pour eux ce que le breton, le basque ou le provençal, est pour les populations de nos diverses provinces, avec cette différence en leur faveur, que le français est une langue de haute culture parlée partout et par l'élite intellectuelle du monde. Ils s'appliqueront donc, soit dans leurs familles, soit dans leurs écoles spéciales, à l'écrire et à l'employer avec élégance et pureté. A l'église, leurs prêtres prêcheront alternativement en français et en anglais, comme font les nôtres en pays basque et en Bretagne.

Dans les provinces de l'Ouest du Canada, les Franco-Canadiens étant chez eux et dans un pays bilingue, ont droit à des écoles où l'une et l'autre langue sont enseignées quand leur population y atteint un certain pourcentage à déterminer par la législation, en toute droiture et justice.

Ceci m'amène à dire un mot d'un argument que les nationalistes aiment à employer et de la question des relations franco-canadiennes avec les Irlandais.

Les nationalistes sont plus sûrs que moi que la langue conditionne la croyance. Si c'était vrai, le catholicisme serait condamné à ne s'exprimer qu'en une langue et ceux qui ne la parleraient pas seraient à peu près inconvertissables. Le fidèle âgé qui ignore la langue de son prêtre est exposé à négliger ses devoirs religieux et même à perdre sa foi. Mais le prêtre qui a de nombreux fidèles parlant une autre langue que la sienne est tenu de l'apprendre pour aider ses fidèles. Il n'est donc pas nécessaire que le prêtre soit de la nationalité du fidèle bien que j'admette qu'en fait et accidentellement, une langue puisse coopérer à conserver une croyance.

Dans le litige qui met aux prises Irlandais catholiques et Franco-Canadiens aux États-Unis et dans les provinces de l'Ouest, j'incline à ne donner raison ni aux uns ni aux autres. Aux États-Unis, les Franco-Canadiens se croient trop chez eux et exagèrent, en ne voulant que des prêtres de leur nationalité. Les Irlandais, d'autre part, veulent trop leur inculquer non seulement le catholicisme et l'américanisme, mais à travers l'anglais, langue de ceux qu'ils maudissent, l'irlandisme avec ses préjugés antianglais, antiaméricains, souvent antifrançais et quelques autres étoitesses. Au Canada, où ils furent reçus à bras ouverts par les Français, ils sont encore plus âpres et plus intolérants. Ils s'unissent aux orangistes, leurs persécuteurs en Angleterre, pour persécuter à leur tour et dénier aux Français les droits qu'ils réclament dans un pays qu'ils ont les premiers évangélisés et civilisés et où la constitution octroyée après la conquête proclame le bilinguisme. Tous les Irlandais n'en sont pas là, certes, mais il y en a encore trop (1).

---

(1) Parlant à Montréal en février 1913, une personnalité irlandaise canadienne, le Dr O'Hagan, disait : « Il est juste et logique de laisser à chaque peuple son idiome particulier. Que deviendra l'esprit de l'enfant si on lui refuse le droit d'être enseigné dans sa langue maternelle ? Les parents ont le droit indiscutable de leur faire donner leur éducation dans la langue qui est la leur et cet autre droit non moins équitable de demander au gouvernement de le respecter. »

En juin 1922, le P. Conolly, curé de Saint-Patrice de Québec, écrivait au directeur de l'*Action Catholique* de cette ville : « Bien des liens d'amitié et de gratitude nous unissent à la nationalité canadienne française. Canadiens d'adoption, nous avons dans les Canadiens français des compatriotes sincèrement attachés à notre commune patrie, le Canada. Catholiques, nous aimons surtout à saluer les Canadiens français comme des frères dont la foi et les vaillantes luttes ont conquis à notre sainte religion la liberté dont elle jouit dans ce pays. Irlandais, nous ne pouvons oublier la charité généreuse, souvent héroïque, du clergé, des religieuses du peuple canadien-français tout entier en faveur des malheureux immigrants. Mais voici ce que je tiens surtout à noter. Récemment encore, les Canadiens-Français ont acquis auprès des Irlandais de nouveaux droits à leur estime et à leur reconnaissance. Je veux parler de l'attitude on ne peut plus bienveillante et sympathique avec laquelle nos compatriotes ont suivi les dernières luttes que l'Irlande, notre malheureuse et héroïque mère-patrie, soutient depuis quelques années, afin d'arracher à un maître égoïste et fourbe, les libertés auxquelles elle a droit et qu'elle a réclamées en vain depuis durant sept siècles. »

Les Anglais intelligents et ouverts comprennent très bien l'utilité de la culture française au Canada. Dans une lettre, le professeur Squair, de l'Université de Toronto, écrivait en janvier 1919 : « En Canada il est particulièrement désirable que les écoles primaires et les universités donnent un enseignement adéquat des langues des deux grandes races qui peuplent ce pays. Dans le Canada anglais, aucune question n'est plus important [illegible] que l'enseignement du fran-

Contre leur procédé et leur intolérance, les Franco-canadiens ont le droit de s'élever.

Vous approuvez donc, me dira-t-on, la campagne de M. Bourassa et de ses disciples et amis, les nationalistes? Je répondrai à cette question avec loyauté et un franc désir d'impartialité.

Il faut d'abord rendre hommage à la vaillance et à l'ardeur de M. Bourassa, le premier qui réveilla la conscience franco-canadienne endormie. Grâce à lui, les Français d'outre-Océan se sont ressaisis pour se rapprocher plus intimement de leur vieille mère qui les abandonnait, pour éviter d'être absorbés par l'anglo-saxonisme, pour constituer une personnalité vigoureuse et résistante capable de se poser en face des autres personnalités plus fortes. Il fut, par sa parole ardente d'orateur, par sa plume bien taillée de journaliste, l'initiateur et l'âme du renouveau franco-canadien. Mais comme tous les lutteurs à qui manque le sens des réalités, des contingences et de l'histoire, ces éducateurs de la prudence et de la sagesse, il est allé trop loin. Il a failli compromettre le succès et l'avenir de son œuvre.

Je n'excuserai pas les négligences, les oublis de la France, à l'égard du Canada. Ils sont évidents. Mais M. Bourassa les a exagérés, pour mieux la négliger et l'oublier à son tour. Sa formation veuilloteuse étroite et unilatérale, son tempérament fougueux et absolutiste, l'ont amené à n'aimer et à ne connaître qu'une France du XVIIe siècle, qui n'existe jamais que dans son imagination. Cette conception simpliste l'a conduit à dissocier complètement la France d'aujourd'hui de celle que connurent Jacques Cartier et ses compagnons, et qui seule serait la France authentique et légitime. Le Canada la représentant mieux, serait donc la vraie France. La séparation n'a pas eu que de mauvais effets; elle a empêché le Canada d'être contaminé (1).

Il ne faut donc pas être surpris que, comme symbole de la France du Canada, certains amis de M. Bourassa, n'aient voulu que le drapeau blanc. A cette prétention, *La Presse* de Montréal opposait ces excellentes raisons (13 octobre 1910) :

« Les peuples modernes ont mis leur âme dans leur drapeau : l'âme ne se subdivise pas. Plusieurs passions différentes peuvent s'agiter dans cette âme. Les partis qui divisent un pays peuvent préférer un symbole à un autre, mais tant que la majorité, en possession d'un régime établi a décidé

çais. Comme moyen de communication et d'échange de savoir dans tous les départements de la science, de l'érudition de l'histoire et de la critique, le français n'a pas son égal. Pour la force, la pureté et l'élégance, c'est la langue supérieure à toutes celles qui existent aujourd'hui. Sa poésie son drame et sa fiction sont d'une richesse merveilleuse, d'une grande variété et de beaucoup d'envergure. »

(1) Dans une conférence à Montréal, le 20 novembre 1918, sur la Langue et la Religion M. Bourassa disait : « La langue française est la fille aînée de l'Église. Née avec la France chrétienne, grandie et perfectionnée sous l'aile maternelle de l'Église, elle est plus pénétrée de catholicisme pensé, raisonné, convaincu et convaincant que ses sœurs latines, que tous les autres dialectes de l'Europe ; sa clarté d'expression, sa netteté, sa simplicité, ses qualités d'ordre, en un mot, en font le plus merveilleux instrument de dialectique, de démonstration et de raisonnement. Cérébrale avant tout, faite pour l'homme qui pense, cette noble langue [illegible]

plus nobles sentiments du cœur humain, mais pour donner toute sa valeur elle doit se courber au contrôle de la raison éclairée par la Foi. Acceptée par le monde savant, truchement de la diplomatie, elle est devenue la seule langue vraiment catholique, c'est-à-dire universelle.

M. Bourassa montre ensuite les usages déplorables de la langue française depuis qu'elle a été mise au service de l'erreur, de la moquerie de tout ce qui est saint. Par bonheur, les Canadiens français ont échappé, dans une bonne mesure à la pénétration de cette langue diabolique.

« Par contre on nous reproche parfois la pauvreté de notre vocabulaire. L'orateur sait ce qu'il faut répondre à cela, tout comme l'auditoire d'ailleurs, mais pour le moment il ne veut s'attacher qu'à l'aspect moral de cette apparente infériorité. Notre séparation de la France n'a pas eu pour nous que de mauvais effets, même si la richesse de notre vocabulaire devait en souffrir. Pour sa part, il ne peut en vouloir à Louis XV, à la marquise de Pompadour et à M. le duc de Choiseul qui nous ont épargné l'humiliation de devenir sujets de la Dubarry, les disciples de Jean-Jacques, les ouailles de Talleyrand, les paroissiens de Fouché, les frères de Marat et de Robespierre, les troupiers et les esclaves de Bonaparte. Nous sommes restés, grâce à la séparation, les fils de la France catholique, les frères de ces prêtres du Christ et de ces religieuses admirables, de tous ces catholiques de France qui combattent sans relâche pour sauver l'âme de la France. A ceux-là nous ne faisons qu'un reproche, c'est d'avoir attendu pour nous découvrir le jour où non pas la France, mais l'Empire britannique avait besoin de nous.

« Si la séparation nous a coûté cher, plus cher qu'à la France elle-même, qui nous a laissés dans un oubli total depuis 150 ans, nous avons gagné d'échapper à toutes les crises de nervosisme littéraire, qui témoignent de l'extraordinaire vitalité du bon sens français, puisqu'il a pu résister à ces souillures successives.

« Nous avons moins écrit et de moins beaux livres que nos cousins de France, mais nous avons fait mieux que des livres : des enfants pour Dieu et la Patrie.

« Notre langage parlé s'est aussi alourdi et a laissé pénétrer l'anglicisme, mais guère plus que le langage français qui s'est enlaidi de plus de l'argot des rapins, des apaches, des poètes chauves ou chevelus, de la grotesque langue des faubourgs.

« Aux ignorants de l'Ontario qui ne comprennent ni le français parlé à Paris, ni le prétendu patois de Québec, mais se mêlent de les comparer, répondons hardiment : Non, Dieu merci ! Nous ne parlons ni le français de Paris, ni le parisien de Toronto. Nous parlons la bonne vieille langue d'autrefois, de la France qui priait, qui faisait moins de livres, mais de meilleurs, qui faisait plus d'enfants. C'est cette France qui nous a enfantés dans l'amour du Christ, de l'Église et du Pape. C'est ce qui reste de cette France-là qui a sauvé la France de l'assassinat. La sauvera-t-elle du suicide ? » (*Du Devoir*, journal de M. Bourassa, 11 novembre 1918).

de maintenir un drapeau quelconque, ce drapeau, et nul autre, est l'expression officielle de la race, de même que le seul organe reconnu de la France aujourd'hui, est le Président de la République et non un prétendant Bourbon. Si la Province de Québec arborait le drapeau fleurdelysé, elle serait tout simplement en état de révolution contre la République française ; et celle-ci pourrait demander à son alliée, la Grande-Bretagne, pourquoi elle tolère des couleurs ennemies de la France actuelle, un drapeau qui est une déclaration de guerre.

« Cette manifestation serait d'autant plus singulière que le drapeau fleurdelysé n'a jamais été le drapeau du Canada. »

(A suivre.) A. LUGAN.

LA POLITIQUE INTÉRIEURE

DE LA VIE CHÈRE A LA RÉFORME ADMINISTRATIVE

Si M. Herriot, qui a du goût pour les bouquinistes, rencontre par hasard chez l'un d'eux le *Discours sur l'excessive chèreté, présenté à la Royne, mère du Roy, par un sien fidèle serviteur*, en 1536, il trouvera à le parcourir quelque fruit et pourra le prêter utilement à ses ministres économiques.

Le « fidèle serviteur » de Catherine de Médicis, Français moyen de ce temps-là, se plaint que les grains, les viandes, les fruits, les légumes, les fourrages, le taux des salaires, soient dix ou douze fois plus cher que soixante ans auparavant. Il se demande les raisons de cette hausse, plus formidable encore que celle dont nous sommes les témoins, et, ne les trouvant pas, accuse le siècle.

En ce temps-là comme aujourd'hui, le problème était monétaire. Excusons notre auteur de ne pas l'avoir compris puisque, de nos jours, tant de gens bien placés font fi de l'explication.

Les ordonnances royales avaient élevé de 10 livres à 19 livres la valeur nominale du marc d'argent. La vie avait aussitôt augmenté d'autant. Et puis la découverte de l'Amérique et de ses mines survenue, une invasion de métaux précieux s'était répandue sur l'Europe Occidentale, diminuant la valeur de l'argent et augmentant le prix des choses, exactement comme a fait la production intensive du papier monnaie depuis la guerre de 1914.

La loi de l'offre et de la demande est de tous les siècles. Quand l'argent abonde et que les denrées sont rares, la valeur de celles-ci s'élève dans la proportion où la valeur de celui-là va baissant.

Quel remède? Développer la production ou restreindre la circulation de la monnaie.

Il faut choisir entre les deux méthodes. La première est lente, mais la seconde est impossible. De vrai, on a pratiquement renoncé à cette déflation dont les économistes avaient un instant mis la théorie à la mode. Le commerce, l'industrie, souffriraient trop de la raréfaction des moyens de paiement ; les caisses de l'État qui ne sont pas si pleines se videraient d'impôts ; il faudrait dire adieu au régime des plus-values et renoncer à l'équilibre, déjà peu sûr, du budget. Autant de risques qu'un gouvernement se défend de courir.

Le paysan s'irrite de payer davantage son paquet de tabac. Mais allez lui demander de vendre à moindre prix ses bestiaux ou son blé. En dépit de ses plaintes rituelles, le producteur s'accommode de la vie chère parce qu'il y gagne. Celui qui produit plus qu'il ne consomme, qui vend plus qu'il n'achète, bénéficie de la hausse.

Les victimes sont les travailleurs à salaires fixes, et surtout les intellectuels et les fonctionnaires qui ne voient point, comme les ouvriers, le prix de leur journée de travail s'élever avec celui des produits.

Aussi demandent-ils une augmentation en bloc. C'est la campagne des dix-huit cents francs, dont le principe est juste et le succès incertain.

Quand dans une maison de commerce ou une usine une augmentation est accordée aux employés et ouvriers, ceux-ci ont toute raison de s'en réjouir. Si l'augmentation est conquise à la suite d'une vaste lutte des fédérations patronales contre les fédérations ouvrières, elle a déjà moins de valeur car elle réagit sur le prix de la vie : les syndicats ouvriers, à l'expérience, s'en sont rendu compte. Mais voici que l'État, par une loi générale et retentissante, annonce à tous que des centaines de milliers de fonctionnaires vont avoir à leur disposition des ressources nouvelles ; aussitôt c'est comme s'il se produisait sur le marché un grand afflux monétaire, et le résultat est à peu près le même que lorsque les mines d'Amérique livraient leur métal ou que les presses à billets timbraient leur papier.

A quoi bon plus d'argent si cet argent ne procure pas plus de pain, plus de viande, plus de vêtements, plus de bien-être? Ce sont des facilités de vivre qu'il faudrait pouvoir offrir. Que la valeur du franc augmente, c'est-à-dire que le franc représente un moyen d'achat plus grand, et l'avantage sera

singulièrement plus notable que si, le déficit budgétaire s'élargissant, la baisse du franc se précipite avec la hausse de l'existence.

Ni inflation, ni déflation ; l'équilibre budgétaire, à tout prix.

***

Équilibrer le budget tout de suite, développer la production pour l'avenir : tout légitime que soit ce programme, reconnaissons qu'il ne pare pas aux difficultés immédiates et n'empêche pas le renchérissement du pain quotidien.

« Le pain cher ! » Voilà trois mots qui ont renversé plus d'un gouvernement dans l'histoire. Rome et Athènes les ont entendus et l'antiquité déjà a essayé tous les moyens pour étouffer le cri auquel rien ne résiste.

C'est Tibère, au cours d'une disette, fixant le prix du blé et, pour inciter les négociants romains à en importer, leur accordant sur son trésor une prime d'importation qui montait aux deux tiers du prix total. C'est Néron, après l'incendie de Rome, distribuant le blé à bas prix afin de calmer la colère populaire. C'est la loi *Sempronia* ordonnant que tous les mois les deux classes pauvres du peuple appelées *plebs* soient fournies de blé acheté aux frais du trésor public.

Plus loin encore dans le passé, au temps de Démosthène, existaient déjà des taxations du même genre, et des réformes de tarifs, des exonérations de droits comme celles qu'on réclame de nos jours : « A telle époque, dit le grand orateur grec dans son plaidoyer contre Phormion, nous avons fait don à l'État d'un talent ; à telle autre, le prix du blé étant ruineux et monté jusqu'à 16 drachmes, nous en avons fait venir plus de cent mille médimnes que nous avons vendus au prix ordinaire de la taxe, à cinq drachmes ». Puis il montre Parisadès, dans son amour pour Athènes, affranchissant des droits de douane, en une année de récolte particulièrement pauvre, tous les blés arrivant du Bosphore.

Ainsi l'histoire rapproche-t-elle à travers temps et lieux, pour l'édification des économistes, Parisadès, Tibère et M. Ernest Vilgrain.

Celui-ci fut le seul depuis la guerre à faire un véritable effort pour la baisse des prix. On ne le lui a, du reste, pas pardonné. Les Ministres du Commerce et de l'Agriculture, en songeant à cet exemple, ont de quoi frémir. Plaignons-les car ils le méritent. Que dirait-on d'un Ministre du Commerce et de l'Industrie qui ne défendrait pas le Commerce et l'Industrie? Mais le Commerce et l'Industrie profitent de l'élévation des prix. Un Ministre de l'Agriculture ne doit-il pas servir l'intérêt des producteurs agricoles qui est de bien vendre leur blé? Mais le blé haut ou le pain cher, c'est même chose. Voilà donc nos deux ministres dans la nécessité d'être maudits soit par les producteurs dont ils ont la charge, soit par la masse des consommateurs.

C'est pourquoi l'on se demande si tous les ministères économiques ne devraient pas être réunis en un vaste ministère de l'Économie nationale. Saisis par les bureaux qui les opposent les uns aux autres, comme les états-majors organisent la lutte entre généraux, Ministres du Commerce, de l'Agriculture, du Travail, défendent chacun une profession ou une classe contre l'ensemble des autres.

L'un ne voit que le prolétariat ouvrier et ses revendications ; un autre que la bourgeoisie industrielle et commerçante et sa prospérité nécessaire au pays ; le troisième veut faire les affaires de cette classe paysanne sur laquelle repose l'équilibre économique, moral et même mental de la France. Tous trois ont raison. Tous leurs chiffres sont exacts, mais se renversent les uns les autres au lieu de s'additionner : risque fréquent auquel il faudra que la démocratie apprenne à parer. MM. Raynaldy et Godard, constituant chacun un Parlement économique, menacent malheureusement d'ajouter à la confusion. Un Parlement économique, fort bien ! Mais un par Ministre ! Luttes d'influences, de conceptions, de professions, de classes : des commodités de guerre civile sur le terrain économique : nous n'en demandons pas tant.

Il nous suffit pour l'instant, c'est-à-dire en cette fin d'année où il est à craindre que la vie augmente, comme de coutume, avec le taux de la livre sterling, que le gouvernement concentre ses efforts contre la cherté des choses et tâche d'en préserver, avant tous autres, ses fonctionnaires.

Comment? Ici commence le mystère contre lequel toutes les oppositions politiques s'élèvent et auquel toutes les majorités se heurtent. Dans un gros livre intitulé *Le Prix Normal*, un haut magistrat suisse, M. Pierre Boveu, envisageant toutes les procédures usitées depuis le moyen âge dans tous les pays pour le maintien de ce fameux prix normal, démontre l'inconvénient de toutes.

Et cependant il faut faire quelque chose si l'on ne veut pas assister à cette grave forme de désordre social qu'est la lutte des fonctionnaires contre l'État.

Peut-être pourrait-on utiliser les formes nouvelles de l'esprit d'association. Le Gouvernement a reconnu les syndicats de fonctionnaires, et il a bien fait. Pourquoi n'encouragerait-il pas maintenant leurs coopératives en leur fournissant le ravitaillement au moindre prix, modernisant ainsi les méthodes qui furent celles de toutes les périodes

de crise, depuis qu'il y a eu dans l'histoire des moissons pauvres et des vaches maigres?

Et pourquoi, ne pouvant relever tous les traitements, n'oserait-il pas enfin la réforme administrative en accordant aux syndicats une part importante des économies qu'il leur devrait? C'est un grand et difficile problème que de payer mieux sans dépenser plus. Il n'est pas toujours soluble, et l'on doit par exemple reconnaître qu'en matière d'instruction publique toute économie sérieuse est à peu près impossible. Mais quand un pays a perdu quinze cent mille hommes et doit plus de trois cents milliards, il n'a pas le moyen de se payer des sous-préfets inutiles, des conseils de préfecture superfétatoires, trois juges par tribunal de première instance, cinq conseillers par Cour d'appel, et la journée de six heures dans les administrations. Donnons moins d'hommes à la bureaucratie et davantage à la production.

Parce que M. Poincaré a eu tort de vouloir faire la réforme administrative par décrets-lois, il ne s'ensuit pas qu'il faille renoncer à la réforme. Même si elle ne rapportait pas grand argent, elle serait d'un grand exemple. L'esprit de réforme est contagieux. La réforme administrative serait bien capable d'entraîner la gouvernementale, et la parlementaire, et l'économique. C'est la première audace qui coûte.

Henry de Jouvenel,
Sénateur.

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

LE BILAN DE GENÈVE

La cinquième session de la Société des Nations s'est terminée par une sorte d'hymne d'allégresse en strophes alternées. L'orateur de chaque délégation, aussitôt après le vote unanime du protocole sur l'arbitrage obligatoire, le désarmement et la sécurité, est venu célébrer avec plus ou moins d'éloquence l'amour de son gouvernement pour la paix, le droit et la Société des Nations. C'est M. Briand qui a donné le ton ; il semble vouloir couronner sa carrière dans la sérénité internationale et son discours a eu cet accent de foi profonde que seul peut trouver un sceptique quand il a le tempérament oratoire. Si quelques délégués ont fait des restrictions timides, insinuant avec sagesse qu'il ne faut pas compter avoir tué la guerre d'un seul coup, si Lord Parmoor a cru devoir indiquer à nouveau que l'on s'était mépris sur le sens de ses paroles, si l'on avait pu croire qu'il mettait la flotte britannique à la disposition de la justice internationale, ces dissonances n'ont eu d'autre effet que de faire valoir l'harmonie au moins momentanée de la symphonie pacifiste.

Si l'on veut essayer de voir clair dans la situation qui en réalité demeure malgré tout assez confuse, il faut d'abord arriver à se soustraire à cette atmosphère oratoire. L'œuvre de la 5e assemblée de Genève a d'ailleurs assez de valeur par elle-même pour qu'on puisse l'apprécier sans avoir recours à la splendeur des périodes. Comme l'a dit très justement M. Paul Hymans, premier délégué de la Belgique, « le protocole ne tue pas la guerre ». Pour tuer la guerre, il faudrait instaurer le règne universel de la vertu, mais il bouche juridiquement toutes les fissures par où la guerre pourrait passer!

Assurément cette œuvre n'est encore que théorique puisque le pacte n'est pas ratifié, puisqu'il est subordonné aux résultats de la conférence du désarmement. Ce n'est pour l'instant qu'un papier, un beau papier revêtu d'illustres signatures, mais il serait injuste de sous-estimer la valeur de ce papier, expression de l'immense désir de paix qui règne sinon dans le monde entier, du moins dans toute notre vieille Europe a demi ruinée, à demi exsangue. Pour y répondre les gouvernements *veulent* croire à la justice ; ils se surveillent jalousement l'un l'autre et cette jalousie même est une garantie contre l'impérialisme sournois de ceux qui méditeraient de manquer au pacte ou d'essayer de le saboter. Il serait dangereux de confier l'existence d'une nation à ces forces morales que célèbre M. Paul Boncour, mais ces forces existent et l'on a pu le voir à Genève même.

***

Cette cinquième assemblée de la Société des Nations s'était ouverte dans une très fâcheuse atmosphère. Malgré toutes les atténuations, malgré les « repentirs » qu'il y avait apportés, malgré la réponse adroite et éloquente de M. Herriot, le discours de M. Ramsay Mac Donald remettant en question les responsabilités de la guerre ainsi que l'arrangement conclu sur le partage de la Haute-Silésie, (arrangement conclu sous les auspices de la Société des Nations elle-même), pesait lourdement sur les esprits. On sentait se former au sein même de l'assemblée une sorte de conspiration anglo-allemande à laquelle, disait-on, adhéraient les Scandinaves et les Hollandais et qui paraissait tendre à la révision du traité de Versailles et des traités annexes de 1919. Les nations de l'Europe orientale et centrale qui doivent leur existence à ces

traités se sentaient aussi menacées que la France et c'est leur pensée à toutes que M. Skrzynski, ministre des Affaires Étrangères de Pologne, exprimait avec une réserve prudente quand il faisait observer que le code de tout le tribunal international ne pouvait être que dans les traités existants. Les agents du Reich rôdaient d'ailleurs autour de la conférence. Le socialiste Breidscheid, tout en assurant la délégation française que son parti considérait la question d'Alsace et Lorraine comme réglée, faisait entendre que l'Allemagne même socialiste ne pourrait vivre sans une révision de ses frontières orientales. Il le disait même ouvertement dans une conférence que présidait M. Branting. Il y eut un moment où l'on put se croire à la veille d'un bouleversement de toutes les alliances et il y eut un mouvement d'inquiétude très grave dont on n'a senti l'importance que dans les milieux de la Société des Nations. Mais si les Allemands ne manquent pas précisément de psychologie, comme on l'a dit trop souvent (ils ont su jouer très psychologiquement de la différence de psychologie de leurs vainqueurs) il semble bien qu'ils manquent de finesse et de tact; ils pèchent toujours par excès. Dans leur désir d'admettre l'Allemagne le plus tôt possible parmi les adhérents de la Société des Nations, M. Mac Donald et les Anglais avaient paru disposés au début de la conférence à lui faire énormément de concessions. On l'a immédiatement compris à Berlin, mais au lieu de profiter sagement de ces dispositions, on en a aussitôt abusé. L'Allemagne vaincue, l'Allemagne impétrante a immédiatement posé ses conditions, et quelles conditions? Un siège permanent au conseil, des dérogations au pacte lui permettant de ne pas prendre part aux mesures de coercition que dans certains cas le Conseil pourrait demander à tous les membres de la Société, des mandats coloniaux qui équivaudraient à la restitution des colonies allemandes, la dispense de reconnaître à nouveau la validité du traité de Versailles. Bref le Reich demandait à rentrer dans la communauté européenne non plus contrit et repentant mais la tête haute, en vainqueur. Mais alors un revirement s'est produit, non seulement dans les milieux de la Conférence qui s'étaient montrés jusque-là les plus sympathiques à l'Allemagne, mais en Angleterre même. La délégation française, servie par les circonstances, a du reste habilement joué sa partie; alors qu'il y a deux mois encore on était généralement convaincu dans les milieux internationaux que la France était secrètement hostile à la Société des Nations, on la considère maintenant dans les mêmes milieux comme l'appui le plus solide sur lequel puisse compter le pacifisme international. C'est l'intransigence allemande en qui l'on a vu la force mauvaise qui pouvait faire sauter tout l'édifice. Telles sont les conditions dans lesquelles le protocole préparé par M. Bénès et le Comité des Douze a été voté à l'unanimité. Et aussitôt l'inquiétude des puissances grandes et petites qui redoutaient la révision des traités s'est fort atténuée.

Renaîtra-t-elle quand se réunira la conférence du désarmement? Cela dépendra de bien des causes. Le gouvernement de M. Mac Donald est fort menacé, de nouvelles élections changeront peut-être d'ici là l'orientation de la politique anglaise; le propre des gouvernements démocratiques, c'est l'instabilité.

***

Maintenant la question qui se pose avec le plus d'urgence, c'est celle de l'entrée de l'Allemagne dans la Société des Nations.

Cette admission est désirable. L'Europe ne peut pas vivre éternellement dans cette atmosphère de guerre et de rancune et il va de soi que la Société des Nations ne sera jamais complète tant qu'un pays européen de 60 millions d'hommes n'y sera pas représenté. Mais pour la sécurité et pour la santé morale de l'association, les conditions dans lequelles il sera admis ont une importance capitale.

On a vu les conditions que l'Allemagne a commencé par faire valoir. Ces conditions sont inadmissibles. Un État européen aussi important ne pourra cert s être traité éternellement en parent pauvre, en mineur; il faut bien admettre qu'un jour l'Allemagne sera représentée au conseil, mais il est inconcevable qu'elle en soit venue un moment à exiger non pas le droit commun mais des faveurs. Un siège permanent au Conseil ne pourrait en tous les cas lui être garanti d'avance puisque l'article 4 du Pacte définit la composition du Conseil et que l'approbation de la majorité de l'assemblée est nécessaire pour que le Conseil puisse augmenter le nombre des sièges permanents. Si bienveillants soient-ils, les gouvernements consultés ne pourraient que répondre au Reich qu'ils ne s'opposeraient pas en principe à ce qu'un siège permanent lui fût accordé, une fois l'admission de l'Allemagne prononcée.

Quant à la dispense de participer aux mesures de coercition que le Conseil pourrait demander à ses membres, c'est une dérogation inadmissible. De même on ne pourrait concevoir que la règle commune ne soit pas appliquée à l'Allemagne en ce qui concerne le respect des engagements internationaux. Il est inutile d'exiger d'elle des déclarations spéciales qu'elle considère comme humiliantes, mais l'article premier du pacte spécifie qu'un Etat peut devenir membre de la Société si son admission

est prononcée par les deux tiers de l'assemblée pourvu qu'il donne des garanties effectives de son intention sincère d'observer ses engagements internationaux ». Cette déclaration comporte, avec toute la précision désirable, une reconnaissance par l'Allemagne du traité qu'elle a signé à Versailles en 1919.

Au fond, tous les diplomates, tous les politiques allemands qui connaissent l'Europe et la situation internationale se rendent parfaitement compte de l'intérêt capital qu'a l'Allemagne à rentrer dans la communauté des nations civilisées ; ils reconnaissent *in facto* que les conditions qu'on lui fait sont extrêmement modérées. Ces Allemands sages et raisonnables auront-ils raison de l'espèce de mysticisme nationaliste « raciste » qui s'est emparé d'une partie du pays et malheureusement la partie la plus agissante du pays, c'est le secret de l'avenir.

***

Comme de raison, l'attention du public s'est concentrée cette fois sur cette question capitale de l'assistance mutuelle et de l'arbitrage. Aux yeux des peuples la Société des Nations est une machine à supprimer la guerre, à rendre les casernes inutiles et pas autre chose. Aussi a-t-on raison de dire que si, pour une raison ou pour une autre, le Protocole n'avait pas été voté, l'Assemblée de cette année eût été un fiasco. Cette conclusion eût été injuste mais la voix populaire eût consacré tout simplement cette injustice.

C'eût été injuste parce que dans l'ombre d'autres questions fort importantes ont été tranchées ; telle est la réglementation du contrôle des armements dans les pays vaincus, règlementation qui fut adoptée par le Conseil après une minutieuse étude des commissions et qui constitue un des éléments essentiels du maintien de la paix. Qu'on y réfléchisse, cette réglementation seule eût justifié la réunion de l'assemblée.

« C'est par une singulière aberration, disait fort justement M. Gauvain, dans son article du *Journal des Débats*, qu'on exige de la Société des Nations qu'elle fasse tout de suite régner sur la terre l'évangile de la Paix. L'évangile de la paix comme celui du Christ contient des prescriptions et des exhortations qui s'imposent aux consciences. Cependant ni l'un ni l'autre ne parviendront jamais à supprimer le mal ; c'est déjà beaucoup de le réfréner. Les hommes qui ont prétendu ici-bas établir le règne de Dieu par le fer et le feu, sous prétexte que la fin justifie les moyens, ont bouleversé le monde sans l'améliorer. Les délégués des puissances à Genève et leurs inspirateurs agiront sagement en conformant leur conduite aux leçons d'une expérience millénaire. »

Il faut adopter cette conclusion renanienne. La Société des Nations, en qui peu de gens ajout ient foi au début, constitue aujourd'hui une puissance dont personne ne pourrait se dispenser de tenir compte ; elle a fait dans la confiance des peuples des progrès rapides, peut-être les doit-elle à la modestie de ses débuts. Les circonstances la servent d'ailleurs. L'Europe obscurément se sent de plus en plus menacée par deux impérialismes qui constituent pour elle un grand danger : l'impérialisme révolutionnaire des Russes, avant-coureur d'une revanche de l'Asie, et l'impérialisme économique des Etats-Unis d'Amérique, impérialisme qui vient de se traduire brutalement dans l'espèce de chantage que la finance d'outre-Atlantique exerce sur les États européens au nom de la souveraine puissance de l'or qu'elle a amassé. Pour résister à ces deux impérialismes, l'union de l'Europe est nécessaire, l'union... et la volonté de rendre toute trahison impossible...

L. Dumont-Wilden.

LES ROMANS

VUE GÉNÉRALE (1)

II

On pourrait s'attendre que la vie de province et le roman de terroir fussent un peu délaissés pour ces romans d'énergie et d'aventures qui signifient un goût nouveau du dehors et de l'espace et correspondent à un réveil d'activité ou à quelque fièvre de mouvement. Voici trois livres où la vie provinciale, considérée dans son action sur les sentiments et la vie morale, fournit son cadre à des romanciers plus curieux de psychologie que de pittoresque. M. André Beaunier, qui dans ses deux derniers romans, *La folle jeune fille* et l'*Assassinée*, avait étudié le cœur de deux jeunes Parisiennes, soumises à l'influence de milieux mondains assez frivoles, déroule en province le drame pathétique d'*Une âme de femme* (2). Une âme : car ici l'âme domine le cœur, dont les mouvements sont souvent réglés par des forces extérieures

(1) V. la *Revue Bleue* du 1 octobre 1921.
(2) Ernest Flammarion.

et supérieures à lui, dans cette société si bien fermée des petites villes françaises. Là l'idée de devoir et de tradition garde plus aisément toute sa force et domine l'évolution d'une passion sincère qui, sans elle, emporterait tout. Une telle histoire retracée par un écrivain d'esprit si purement français, prend un charme auquel ajoute la rare qualité d'un style exquis.

Andorra ou Les Hommes d'airain (1), de Mme Isabelle Sandy, est au contraire le roman de terroir avec toute sa vérité pittoresque et toute la vigueur d'un saisissant relief. Il se déroule, véritable épopée d'une famille et d'un pays, dans le milieu d'un traditionalisme farouche où le régime de la terre n'a pas changé depuis le XIIIe siècle. La grandeur sauvage des sites pyrénéens et des mœurs andorranes, le cœur de l'héroïne, déchiré entre la rude loi du lieu et celle de l'instinct, les jalousies meurtrières, les rivalités féroces, les conflits fratricides, les acceptations sublimes : tout cela donne à l'œuvre une grandeur qui l'harmonise à la simplicité primitive des mœurs et à la magnificence naturelle du décor. Ce que Mme Isabelle Sandy a si bien réussi pour le pays d'Andorre, M. François Ménez a su le faire pour sa terre bretonne. *L'Envoûté* (2) évoque l'âme même de cette race, obstinée et grave jusque dans la joie et dans l'amour. Si les personnages sont de curieuses figures, très représentatives du milieu, la torture de la passion déçue et les instinctives terreurs des superstitions héréditaires donnent au drame la majesté d'un mystère antique.

***

Dans cette extension continue du champ de son action, le roman français contemporain a marqué deux conquêtes nouvelles : l'enfant et l'adolescent. Sauf quelques exceptions très rares, il ne pouvait s'intéresser, par la nature même de ses sujets, qu'à des personnages ayant atteint, si l'on peut dire, leur majorité sentimentale et poursuivant en toute liberté leurs expériences. Nous avons eu l'occasion, au cours de nos essais critiques, de mentionner les livres charmants et pénétrants de Mme Delarue-Mardrus. Il est naturel que l'apport des femmes soit considérable sur ce point. Signalons aujourd'hui *Précoce Avril*, de Mme Yvonne Schultz (3). L'auteur des *Nuits de fer*, ce roman lapon qui fut accueilli avec une juste faveur, s'est passionné pour son héroïne enfant, Doria, curieuse fillette dont l'Art, l'Amour et l'École se disputent le très jeune cœur. Autour de Doria, des personnages qui semblent bien avoir été pris sur le vif dans le cadre de Berk, plage de la résurrection. Mme Marguerite Henry-Rosier nous raconte dans *Gilbert Tiennot* (1), l'histoire d'une enfance impressionnable et pensive, vécue dans le décor silencieux d'une petite ville et la liberté du village, jusqu'à l'éveil des sens et du cœur. *Gribiche aux bains de mer* (2), de Mme Alice Decaen, retrace la lente et imperceptible initiation de l'enfant au monde enchanté du sentiment. Premier amour? Non, pas encore : la chaste idylle d'une fillette innocente et d'un jeune garçon délicat, l'éveil du cœur chez deux enfants d'élite, une aventure sentimentale qui n'aura pas de lendemain et s'en ira avec la fumée du train de retour. Une réimpression de l'attachant livre d'Alfred Machard, *Les cent gosses* (3), atteste la persistante faveur qui s'attache à cette première œuvre de l'écrivain pittoresque et sensible : coloré, vivant, audacieux, cocasse, ému, un tel livre classerait l'auteur tout aussi bien parmi les humoristes.

C'est le *Silbermann* (4), de M. Jacques de Lacretelle, qu'il faut sans doute préférer entre tous les ouvrages récents où est retracée la psychologie de l'adolescence. L'auteur, qui nous avait déjà donné *La vie inquiète de Jean Hermelin*, s'est élevé dans son second livre à une vision infiniment plus large, plus diverse et plus objective. Les trois garçons qu'il nous présente, un catholique, un protestant, un juif, sont des exemplaires concrets et précis de leur âge, en même temps que des individualités bien distinctes. Une composition ferme et sûre, la forme si nette, si sobre, donnent à l'œuvre une rare qualité littéraire. Dans *Le Confident indiscret* (5), M. Jean Morgan étudie un délicat problème de psychologie sentimentale lorsqu'il nous raconte les dangers des initiations de l'âge ingrat. Témoin d'abord surpris et vaguement troublé du bonheur d'un autre, son héros arrive à en être jaloux et à sentir clairement le mensonge délicieux de la belle amitié d'enfance qui le liait à une charmante jeune fille. La solitude morale favorise d'abord ses rêves ; puis, étudiant, il emporte l'image de celle qui avait enchanté ses jeunes années. De retour au pays, il devra chercher son salut dans la fuite.

M. Abel Hermant réunit en un seul volume deux

(1) Plon-Nourrit.
(2) Plon-Nourrit.
(3) Bernard Grasset.

(1) Bernard Grasset.
(2) Librairie Plon-Nourrit et Cie.
(3) Ernest Flammarion.
(4) Librairie de la Nouvelle Revue Française.
(5) Librairie Plon Nourrit et Cie.

nouvelles, *Le Petit Prince* (1) et *La Clef* qui sont deux études d'adolescents dont la sensibilité déjà troublée ne résiste pas au surmenage du grand drame et d'autres drames au-dessus de leur âge où ils se trouvent mêlés. Dans *Le bélier, la brebis et le mouton* du savoureux Henri Bachelin, un des innombrables et obscurs comparses de la vie contemporaine raconte toute la période de sentimentalité par où il a passé, de sa dixième à sa vingt-cinquième année, approximativement, aimant tour à tour, avec des nuances, il va se soi, fort diverses, la mère et la fille.

Mon amie, de M. Jacques des Gachons, est le roman de l'hésitation sentimentale. Un jeune homme de vingt ans, qui n'appartient pas à l'espèce des jeunes requins ; deux jeunes filles, de mondes différents et différentes de cœur aussi ; une histoire où paraissent la bonté, l'amitié, la résignation : voilà ce livre, sensé, spirituel, agréable, de la bonne lignée de nos conteurs.

La « Bibliothèque Plon » vient de réimprimer *Fermina Marquez*, de M. Valery-Larbaud qui ouvrit, il y a une dizaine d'années, avec *Le Grand Meaulnes*, d'Alain Fournier, le cycle des romans de l'adolescence. Le livre se retrouve ainsi de pleine actualité. Et combien reste vif le charme qui l'enveloppe, vaporeuse la grâce qui baigne ses contours ! La jeune fille merveilleusement belle, les jeunes garçons tous épris d'elle, et les deux rivaux qui finissent par rester tous en présence, et son choix entre le plus intelligent et le plus beau... C'est toute la poésie de cet âge, rehaussée des vives couleurs de l'Amérique espagnole ; un roman d'une très belle qualité littéraire.

***

Le terme naturel de cette période de la vie, c'est le mariage. Que les jeunes gens se marient sans hésitation, sans crainte, jeunes, très jeunes. Plus que jamais aujourd'hui, il faut que l'amour reste le grand maître des cœurs et des destinées. Tel est le thème du *Mariage de l'Adolescent* (2), de Mme Jeanne Marais. Une longue préface de M. Adolphe Brisson, coupée de fragments de lettres, retrace la vie de la jeune romancière qui, l'an dernier, mit fin volontairement à ses jours.

Le roman du mariage nous présente un de ses aspects les plus dramatiques dans *Le métier de Pénélope* (3), de Mme Marie Gasquet. C'est le récit du drame qui se joue entre deux êtres unis par un fatal concours de circonstances « heureuses », alors que la dissemblance profonde de leurs natures les destine à rester étrangers l'un à l'autre. L'homme doué d'une intelligence et d'un pouvoir de séduction également exceptionnels, épouse une jeune fille aussi simple, aussi calme et vraie, aussi stable, qu'il est, lui, cérébral et protéiforme. Vainement la femme s'obstine, dans un effort perpétuellement recommencé, à recréer le personnage fuyant du mari : il se laissera reprendre par sa vie de bohême intellectuel. Il y a là une forme curieuse du conflit conjugal né d'un irréductible dualisme.

C'est un autre conflit, celui de l'amour et de la tendresse fraternelle, que nous montre Mme Amélie Murat dans *Le Rosier blanc* (1) ; et nous passons ainsi au roman de la famille. La victoire reste à l'amour, par lequel la vie se renouvelle et la race se perpétue. Les paysages de la Basse-Auvergne composent à cette histoire une atmosphère nuancée, qui baigne de poésie le drame psychologique. L'auteur de *La Maison heureuse* et des *Bucoliques d'été* sait nous faire respirer, dans sa prose comme dans ses vers, l'âme de sa province.

La Victoire des Dieux lares (2) est encore une œuvre féminine. Mme Jeanne-Maxime David élargit le conflit. Son personnage principal est un esprit libre, mais faible, artiste sincère, probe et hésitant, qu'enserre et qu'étouffe progressivement l'étroitesse du « cercle de famille ». Livre d'observation aiguë et d'une ironie parfois assez dure, au travers desquelles se manifeste un véritable talent.

Mme la Princesse Bibesco, dont nous mentionnions, il y a un an, la belle œuvre *Isvor, le Pays des Saules*, nous présente aujourd'hui dans *Le Perroquet vert* (3), sous la forme séduisante d'un récit romanesque, le troublant problème de l'hérédité, posé et suivi à travers l'histoire d'une famille. Quel regret d'effleurer ainsi, en passant, l'originalité d'un écrivain qui soumet si heureusement à une haute discipline de l'esprit les sensations les plus vives et les images les plus neuves !

Le lent enlisement d'une famille tout entière dans un petit bourg morbihannais, les émouvants sursauts de la mère et de la fille afin de s'évader de l'atmosphère asphyxiante : voilà le sujet de *La lumière du cœur* (4) de M. Charles Géniaux. La lumière du cœur, c'est l'amour qui, rayonnant dans le cœur de Marguerite de Blancelle, illumine du même coup la mère aveugle, rassérénée par le bonheur de sa fille. Si les élans d'âmes éprises de

(1) Ernest Flammarion.
(2) Bernard Grasset.
(3) Ernest Flammarion.

(1) Librairie Bloud et Gay.
(2) Collection « Le Roman », Bernard Grasset.
(3) « Les cahiers verts », chez Bernard Grasset.
(4) Ernest Flammarion.

bonheur et de beauté soulèvent l'œuvre jusque dans des régions éthérées et sereines, le talent divers de M. Charles Géniaux, où la verve cruelle, l'ironie et le comique tiennent leur place, la maintient solidement en contact avec les réalités d'une vie mesquine et cruelle.

Rappelons enfin cet autre roman d'une famille, étendu jusqu'au cours entier d'un siècle, *Aricie ou les Vertus bourgeoises* (1), de M. Emile Henriot, dont nous entretenions récemment nos lecteurs.

***

Le roman social, entendu au sens le plus large, pourrait comprendre toutes ces études, critiques ou satires de la société actuelle, les dessous de l'histoire contemporaine, les tableaux de mœurs qui font revivre une époque déterminée, et il rejoindrait, par cette dernière catégorie, le roman historique.

M. Gustave Geffroy, avec sa copieuse monographie de *Cécile Pommier* (2), nous ramène à la tradition de ses maîtres réalistes ou naturalistes. Cette continuation de l'*Apprentie*, parue il y a vingt ans, forme avec elle le roman de toute une génération entre les deux guerres de 1870 et de 1914-1918. L'auteur connaît merveilleusement son Paris et en particulier le milieu qu'il nous dépeint. Son observation minutieuse, sa clairvoyance aiguë, son attentive sympathie ont accumulé de précieuses richesses, qu'il sait mettre en œuvre avec un rare talent d'écrivain. Saluons une œuvre d'une qualité exceptionnelle et d'une très large portée.

Sous le titre général « Le Règne du Veau d'Or », M. Maurice Privat commence une série de romans où il nous annonce que les dessous de l'histoire seront révélés en même temps que les préoccupations secrètes des hommes d'État, financiers, industriels, commerçants, « préoccupations qui constituent aux événements d'aujourd'hui une trame d'ombre et d'intrigue. » Le volume qui inaugure cette série, *L'Aventurière aux yeux verts* (3), s'inspire des grands trusts qui ont mis la main sur les richesses du vaste monde. Il se relie par là aux romans d'affaires. Les puissants du jour dans tous les pays apparaissent mêlés aux personnages imaginaires dans un drame manœuvré par les sociétés pétrolières... Où commence la fiction? Où finit l'histoire? Nous n'oserions pas affirmer qu'un tel récit aide à comprendre les événements de notre temps. Il ne faut pourtant pas oublier que l'auteur, avant d'aborder le roman, a écrit des études de politique internationale et économique, où il a fait preuve d'une compétence spéciale.

M. Jacques-Emile Blanche, portraitiste célèbre et excellent, s'est fait un jour mémorialiste de son époque, puis romancier. Après tout, ne continuait-il pas ainsi de regarder des figures et de les peindre? Son premier roman, *Tous des Anges* (1), porte en sous-titre « Bluette vécue » et « Sentiments et Aventures ». Défilé d'aventures qui se suivent sur l'écran d'un cinéma, psychologie caricaturale des personnages, intention manifeste de parodier les romans contemporains : tout cela pénètre l'ouvrage d'un comique sans indulgence où se manifeste l'humeur sceptique et quelque peu pessimiste d'un observateur assez désenchanté.

Puisque l'occasion nous le permet, mentionnons ici, en exprimant nos regrets de ce retard, *Les Grenouilles dans la mare* (2), le dernier roman d'Emile Moselly, écrivain probe et délicat dont la mort prématurée fut un deuil pour les lettres. Dans ce livre charmant, vif, coloré, l'amour se mêle à la plus fine satire sociale, et la critique de nos mœurs politiques à la peinture alerte des gens de lettres et des gens de théâtre. Aussi y retrouvons-nous ensemble la poésie et la réalité, la chimère et la vie, l'émotion et le rire, — l'esprit et l'humour.

Nous sommes devenus soudain curieux du second Empire : des expositions l'ont mis à la mode. M. Paul Reboux, qui s'est fait la main en s'essayant *A la manière de...*, écrit « à la manière » de cette époque *Arthur et Sophie, ou Paris en* 1860 (3). Boulevardiers, bourgeois, gandins, biches en crinoline : voilà les personnages. Les décors : le bal Mabille, un salon littéraire, les coulisses d'un petit théâtre, une fête à la Cour impériale, des cabinets particuliers de la Maison Dorée et du Grand Seize, le quartier Bréda, les faubourgs populaires. L'intrigue est sourtout destinée à faire mouvoir, dans ces décors, ces personnages. Joyeuse d'abord, puis dramatique, et toujours romanesque, elle ne languit pas et n'ennuie jamais.

***

Quel recul faut-il et quelle prédominance de l'histoire pour qu'il y ait vraiment « roman historique »? Ce n'est point ici le lieu de définir le genre. En voici quatre spécimens bien différents.

Mme Jean Bertheroy, qui nous a déjà donné six

(1) Plon-Nourrit et Cie.
(2) 2 vol. Eugène Fasquelle.
(3) Aux Éditions du Monde Nouveau.

(1) Collection « Le Roman Littéraire », Albin-Michel.
(2) Nouvelle Collection Albin Michel.
(3) Ernest Flammarion.

« romans antiques » et trois « romans d'histoire », nous conduit avec *Les Brebis de Mme Deshoulières*

Dans ces prés fleuris
Qu'arrose la Seine...

Son récit par lettres est fort agréable et c'est une jolie idée de prêter la plume à une jeune fille du temps pour évoquer la vie et la société. Françoise de la Tousque s'acquitte de cette mission avec beaucoup de précision, de finesse et de grâce.

M. Léon Charpentier, avec *L'Epopée de la Vieille Ecosse* (1), nous retrace les luttes épiques de ce petit pays pour son indépendance, au début du XIVe siècle. L'histoire de l'Ecosse est assez étroitement mêlée à la nôtre pour qu'elle ne nous apparaisse pas comme étrangère. Et d'autre part, si les générations évoluent, les lois de l'histoire et les passions humaines demeurent assez immuables pour que nous prenions un intérêt toujours vif aux vicissitudes qui ont porté les peuples vers la victoire, ou qui les ont précipités dans les revers. Une haute leçon de politique et de morale se dégage des spectacles du passé. *L'Epopée de la vieille Ecosse* évoque un des plus beaux, un des plus grands.

M. Omer Chevalier nous fait remonter plus haut encore, jusqu'aux invasions arabes, dont *La Muraille de fer* (2) ressuscite, dans une action aussi héroïque qu'une chanson de geste, le tumulte grandiose. Il ne saurait y avoir de plus grand sujet que cet immense conflit, mettant aux prises deux races irréconciliables et se terminant par l'union sacrée des rudes guerriers francs et des Gaulois du Midi, policés par un long contact avec Rome. Sujet actuel, on peut le dire, car un autre danger nous imposa récemment la même solidarité dans le sacrifice.

L'antiquité garde toujours son attrait, la séduction de ses lointains mystérieux, de ses civilisations que le paganisme faisait si différentes des nôtres. *Anaïtis, fille de Carthage* (3) prétend soutenir, par la vérité historique la plus contrôlée, la plus étrange fiction. Des mêmes auteurs, Charles et Henri Omessa, *La dernière Tzarine* (4) mêle une part de fiction à des documents précis : rapports secrets, confidences d'agents officiels avérés ou occultes, dévoilant ces dessous de l'histoire contemporaine où l'on atteint tout ce que peut avoir de mystérieux et de romanesque la vie des peuples qui se transforment et de leurs maîtres qui passent.

Héradryas l'Amazone (1), roman mytho-antique, de M. Bernard Nabonne, nous transporte au temps d'Alexandre et de Thalestris, à Thémiscyra, capitale des Amazones et à Zadracarte, capitale de l'Hyrcanie. Il nous retrace, avec une fantaisie plus scabreuse que fidèle à l'histoire, les aventures du jeune Héradryas, seul homme caché sous des voiles féminins parmi ce peuple de femmes.

***

Une seule conclusion s'impose, après ce rapide inventaire : comment n'admirerions-nous pas l'intelligence, la richesse, la diversité du roman français contemporain?

Firmin Roz.

(1) A. Méricant, éditeur.
(2) Plon, Nourrit.
(3) La Renaissance du Livre.
(4) La Renaissance du Livre.

LE THÉATRE

LA NOUVELLE PIÈCE DE MM. MAURICE DONNAY ET HENRY DUVERNOIS

A leur premier essai de collaboration, MM. Maurice Donnay et Henry Duvernois viennent de réussir l'entreprise la plus hardie qui ait été tentée sur la scène depuis les débuts du théâtre libre. Ils ont réussi ce tour de force, d'ailleurs, avec la prudence la plus courageuse, c'est-à-dire en n'appelant à leur secours que la vérité de l'observation et la mesure dans l'exécution. La difficulté, le mérite aussi ne consistent point dans une apparente brutalité de forme, laquelle ne cache le plus souvent que des lieux communs, mais dans l'originalité des situations et la justesse des caractères.

On sait que la pièce a été tirée d'une nouvelle de Duvernois.

Or, on répète volontiers qu'un sujet de roman ne convient pas au théâtre. Il y a à ce fait, qu'on ne peut guère contester, beaucoup de raisons sans doute : une seule, qui n'a jamais été signalée, me paraît suffire. La voici :

Le théâtre, avons-nous très souvent observé ici, retarde, dans l'observation des mœurs et pour le mouvement des idées, sur le roman. Une étude inédite, qui fait le succès d'un livre, provoque la

(1) Eugène Figuière.

chute d'une pièce. Ici la nouveauté est, sinon de rigueur, au moins de mise ; là, point. Un bon sujet de roman, — c'est-à-dire original, — est donc, par sa qualité même, impropre au théâtre : il est trop surprenant. Ainsi la psychologie des enfants par rapport à leurs parents, ou, plus exactement, la réfraction de la conduite et des idées des parents dans la conscience des enfants a été déjà étudiée dans le roman : ce sujet, quasi vertigineux, n'a point été abordé au théâtre, ou si timidement ! Ainsi, à parler rigoureusement, bien que l'une dérive de l'autre, on peut dire que la pièce de Maurice Donnay et Henry Duvernois est une œuvre bien plus hardie que la nouvelle de Henry Duvernois. Dans le premier cas, il a suffi du talent du romancier, dans le second cas, il a fallu tout le talent, plus toute l'habileté des deux dramaturges.

***

L'œuvre repose entièrement sur un événement d'ordre matériel et fortuit. Les yeux des enfants se sont rencontrés juste au moment où les parents souhaitaient le plus ne point se donner en spectacle. Amoureux l'un de l'autre, ils ont été témoins des amours, l'un de son père, l'autre de sa mère. La vie, la destinée est uniquement faite de pareilles conjonctures. Mais, au théâtre, au moins dans la forme qui s'inspire encore des traditions, il est bon que le hasard soit motivé ; il est indispensable qu'il soit exploité. Maurice Donnay et Henry Duvernois se sont donc appliqués, par la psychologie, à préparer l'accident (c'est le caractère des parents) et à en tirer le maximum d'effet (c'est le caractère des enfants) de façon à ce que ceci fasse le plus vif contraste avec cela.

Certes, toute fille qui découvre que sa mère a commis une faute est naturellement commotionnée ; toute fille qui reçoit le choc de cette révélation sous la forme la plus brutale en doit être naturellement plus émue encore : mais peut-être n'en mourra-t-elle pas (surtout une jeune fille d'aujourd'hui !) et peut-être n'en sera-t-elle pas devenue à jamais incapable d'aimer elle-même. Pareillement un fils qui constate que son père, veuf et libre, ne vit pas comme un moine, en souffrira sans doute, mais ne trouvera pas là un motif suffisant pour traiter de haut en bas l'auteur de ses jours. Et pourtant, il faut que la révélation (loi dramatique du maximum de rendement) ait tué chez l'une l'amour, c'est-à-dire la vie, et chez l'autre le respect et l'affection. Il y a donc lieu de concevoir le personnage de la jeune fille et celui du père de telle manière qu'ils puissent répondre à cette nécessité scénique. Ainsi, partis d'une donnée matérielle, les auteurs arrivent à composer leur œuvre selon la seule psychologie. Analyser *Le Geste*, c'est donc étudier les deux personnages qui la dominent tout entière : Aumailles (le père) et Gisèle (la jeune fille).

Aumailles n'est pas, à proprement parler, un séducteur : pas davantage un malhonnête homme. Il est frivole, simplement. Il ne prend pas la vie au sérieux, la mort non plus, et il est bien peu veuf, en effet, ce qui contribue, entre tant d'autres choses, à le séparer de son fils. Il est esbrouffeur et panier percé et l'on discerne mal ce qu'il y a de factice ou de sincère dans la cour qu'il fait à la belle Mme Vallier. Il est enfin assez persuasif pour qu'elle l'écoute, car elle est un peu seule dans l'ombre de la gloire qui entoure son illustre mari, et lui cède dans la bibliothèque qu'il a installée à l'intention de l'y recevoir un jour, puisqu'ils sont voisins de campagne. Il ne comprend naturellement rien à son fils, qui est secret, délicat, passionné, et il comprend encore moins la pureté du cœur. Lorsque, dans la bibliothèque, après sa victoire, il surprendra son fils et Gisèle encore tout pantelants de ce qu'ils viennent de voir secrètement, il n'hésitera pas à croire que le jeune homme s'est comporté avec la fille comme lui-même avec la mère. Et c'est une admirable scène entre le fils et le père, qui va très loin et très haut dans la vérité et l'émotion : tout l'effet recherché est atteint.

Quant à Gisèle, elle a surtout vécu près de son illustre et auguste père : elle est la pureté même. Quand elle fait la rencontre du jeune Aumailles, elle ne se rend nullement compte du charme qui l'emporte, et, plus tard, à la campagne, elle se reproche jusqu'à son amitié pour lui, car elle se sent moins attentive près de son père et regrette qu'on ne puisse jamais être heureux sans rendre quelqu'un malheureux. Lorsque, par une escapade d'enfants heureux, elle s'est laissé conduire par la fenêtre dans la fameuse bibliothèque et qu'elle a vu sa mère se livrer pour la première fois à Aumailles, ce n'est pas seulement son idéal d'enfant qui se trouve profané, mais son amour même : « Est-ce donc à cela que nous allons ? » s'écrie-t-elle. Et, comme c'est bien à cela, en effet, que conduit la vie, elle ne peut supporter la vie. Après un choc trop brusque, elle meurt de pureté, comme on meurt de tuberculose après un refroidissement.

***

Le public fait un accueil enthousiaste au *Geste*, d'ailleurs admirablement joué (surtout les enfants).

J'en félicite les auteurs, mais le public aussi. Va-t-on reprendre goût aux œuvres de cette sorte? J'ai montré la profondeur et le pathétique de celle-ci, le détail n'en est pas moins heureux : dialogue spirituel, riche, débordant à la fois d'intelligence et de sensibilité, d'un comique qui s'accorde toujours, par la qualité de la fantaisie et la vérité de l'observation, avec la cruauté du fond. Bref, la vie même, — la triste vie, attachante et dure.

G. Ragot.

LES LIVRES NOUVEAUX

Une Anglaise à Berlin : Notes intimes de la Princesse Blucher *sur les événements, la politique et la vie quotidienne en Allemagne au cours de la guerre et de la révolution sociale en* 1918. — Traduit de l'anglais par Mlle Henriette Cavaignac ; avant-propos de M. Louis Gillet, avec un portrait. (Paris, Payot et Cie).

M. Gillet a tout à fait raison. Ce livre, qu'il faut lire, ne permet pas seulement de se figurer la vie en Allemagne au cours de la guerre et pendant la débâcle de 1918, mais il nous aide à comprendre l'état d'esprit d'avant et d'après-guerre de la moyenne de l'aristocratie anglaise, toujours si influente chez nos voisins. Mariée à un prince prussien très respectueux de ses sentiments intimes, la princesse, de qui quatre frères combattaient au front britannique, adepte d'un défaitisme universel un peu candide, ne dissimule pas que ses conceptions sont, « avec plus d'intensité encore, celles d'autres Anglaises mariées à des Allemands, toutes plus ou moins peinées de l'effondrement d'une nation à qui le monde doit tant, et dont les sentiments fondamentaux, la conception qu'elle se fait de la vie en général sont plus en harmonie avec les nôtres que ceux d'aucune des races latines ». Son admiration va donc à Hindenburg, ce « sublime vieillard » (alors que Ludendorff ne serait qu'un « tyran militaire et un instrument dans les mains de quelques industriels qui l'ont fait servir à la réalisation de leurs propres ambitions ») ; sa pitié à « la pauvre Allemagne » qui, en novembre 1918, « complètement épuisée », n'est en état de se soustraire « à aucune humiliation », au peuple allemand qui, sortant d'une révolution (dont il convient de reconnaître du moins « la discipline et l'ordre »), « s'essaye bravement et avec persévérance à réparer les maux causés par cette guerre dont il n'a en vérité jamais été responsable ». — Et toute cette catastrophe pour en arriver à quoi ? « Comment les Alliés pourront-ils détruire le militarisme prussien ? Ils ne peuvent battre l'Allemagne à ce point ! » D'autre part, le peuple allemand constate « que l'ancien code, celui de ses anciens chefs : la force qui prime le droit, est tout autant en vigueur maintenant chez l'ennemi qu'il l'était chez eux auparavant ». Alors, « il semble quelquefois que le destin de notre petit continent soit d'être livré comme un os à ronger à l'Amérique et aux Juifs ». Oui, lisons avec soin et méditons ces pages, qui furent goûtées en Angleterre, et tâchons de prévoir ce que pourront bien produire demain de telles formules lancées d'outre-Manche à travers le chaos européen.

Raymond Poincaré, de l'Académie française. — *Les Origines de la Guerre.* (Paris, Plon-Nourrit et Cie.)

Tous les faits contenus ou invoqués dans ce livre, auquel l'auteur a conservé sa forme de recueil de conférences, on les connaissait, ou à peu près. Pas de *révélations*, encore que pas mal de gens en attendissent ; mais un exposé serré, très enchaîné, de tout ce qui, dans la politique européenne depuis 1870 jusqu'à 1914, montre l'empire allemand, création de la force bismarckienne, en état de conspiration permanente contre la sécurité de ses voisins et contre la paix. En vain, la France, pendant quarante ans et plus, a-t-elle laissé sommeiller le plus vivace de ses sentiments nationaux, sacrifié au précaire repos du monde le plus amer de ses regrets, oublié (et combien à tort !) ces traités de 1815, dont la survivance simplement humiliante pour nous apparaît encore à certains comme préférable à l'acquisition de notre amitié ; — en vain Édouard VII, ce faiseur de paix (*peace-maker*) s'est-il appliqué à son œuvre d'accords, de transactions et d'équilibre. Cet ensemble d'efforts, c'est précisément ce qui, avec une Allemagne à bout d'expédients et de sophismes, menée par ses truquages financiers au bord du gouffre économique et plus que jamais affolée de domination, mène le plus sûrement à la catastrophe. « Jusqu'au dernier instant je négocierai », décide Sazonov, en juillet 1914. Un Poincaré, un Viviani pensent et agissent de même. Mais Bethmann-Hollweg vaticine encore en août 1915 : « La politique anglaise de l'équilibre des puissances doit disparaître » au bénéfice de la seule puissance germanique. Écho de la parole rageuse échappée à Guillaume II, pris au piège de ses pauvres astuces : « Édouard VII est encore, après sa mort, plus fort que moi qui suis vivant ! » Voilà en effet quelques-unes des « origines de la guerre ». Mais l'ex-« seigneur de la guerre », qu'en pense-t-il maintenant que l'arbitrage des armes, voulu, préparé, imposé par son orgueil, s'est prononcé contre lui ?

Daniel Halévy. — *Le courrier de M. Thiers*, d'après les documents conservés au département des manuscrits de la Bibliothèque Nationale. (Paris, Payot et Cie.)

« Tribun marseillais devenu par son mariage grand bourgeois parisien » et homme d'État orléaniste, Thiers a été mêlé, même quand il n'y figurait pas au premier plan, à toute la politique française de 1830 à 1877. M. Halévy a eu la curiosité très naturelle de feuilleter ses papiers dans les quatre-vingts volumes qui les conservent à la Bibliothèque Nationale. Il en rapporte un choix de lettres, de billets signés de Thiers ou à lui adressés par les correspondants les plus divers : les princes d'Orléans, des généraux de l'ancienne armée ou des troupes d'Afrique (et dans ce groupe le duc d'Orléans lui-même), des parlementaires comme Montalembert, le fidèle Duvergier de Hauranne et le duc de Broglie, des intellectuels comme Victor Cousin. Metternich y représente la politique de conservation européenne à laquelle on s'étonne de voir l'ancien chef du *parti du mouvement* apporter une si complète adhésion : « l'Autriche et la France sont les deux puissances qui veulent le plus fortement ce qui est ». Et l'on pense à la boutade de Cousin : « Thiers est comme la terre. Il tourne sans s'en apercevoir », ou encore à cette remarque de M. Halévy que les idées les plus intrépides de son héros se résolvent généralement en « vérités de La Palisse » accommodées nécessairement au goût du jour. L'une d'elles cependant a pris la force d'une véritable passion, et c'est l'idée-fixe du pouvoir : « Je ne veux plus rien, déclare-t-il en 1851 ; je ne serai le ministre d'aucun gouvernement, quel qu'il soit », sauf du sien propre, sous-entendu. Pour le pouvoir, il s'était, en 1830, jeté dans la mêlée révolutionnaire. « Il y avait assez de salpêtre en lui, disait Lamartine, pour

faire sauter dix gouvernements ». Comme critique des divers régimes, il n'a pas de rival. Son opposition, si lucide, à la politique extérieure du second Empire, le place très haut ; les malheurs nationaux de 1870 le grandissent, l'imposent à la France, à l'Europe. Dans la charge suprême, il ne dépouillera pas les conceptions du bourgeois presque jacobin qu'il avait commencé par être, ni l'attitude non de parvenu mais d'*arrivé* que lui reprochait déjà Talleyrand. Il est vrai que s'il avait connu cette profession de foi de Thiers (1er septembre 1871) : « Je ne trahirai pas le gouvernement dont je suis devenu le chef », Talleyrand n'aurait plus rien eu à lui reprocher.

Émile Magne. — *Le Grand Condé et le duc d'Enghien ;* Lettres inédites à Marie-Louise de Gonzague, reine de Pologne, sur la cour de Louis XIV (1660-1667). (Paris, Émile-Paul frères.)

Marie-Louise de Gonzague, duchesse de Nevers, deux fois reine de Pologne, par son mariage avec Wladislas IV (1645), puis avec son successeur Jean-Casimir (1649), n'avait quitté Paris qu'à trente-quatre ans. Très répandue dans la société, protégée d'Anne d'Autriche, familière chez les Condé, elle imagina en 1663, d'accord avec sa sœur, la princesse palatine, de marier sa seconde nièce, Anne de Bavière, avec Henry-Jules de Bourbon, duc d'Enghien, fils de M. le Prince, qu'elle ferait élire ensuite à la couronne de Pologne. La mort en mai 1667, fit avorter son dessein. On conçoit l'intérêt de lettres, échangées en de telles conditions, la reine heureuse de conserver en France cette source d'informations, les Condé, très ambitieux, prodigues en conséquence de caresses à l'égard d'une souveraine dont ils n'ignorent pas qu'elle mène tout dans son État, et de qui ils attendent une couronne. Voyez-les tous les deux occupés à expédier là-bas tantôt un médecin, tantôt un père jésuite pour la charge de confesseur. Ils apparaissent chacun avec leur caractère : Condé, assagi depuis son « retour de Flandre », c'est-à-dire la rébellion qui l'avait mené dans le camp espagnol, resté hautain, sec, égoïste (trois fois seulement il fait mention de sa femme, et à la cantonade), se souvient que « les rois portent naturellement avec eux des avantages quand ils font la guerre contre leurs sujets », déplore en passant « le peu d'union qui est entre les chefs de Pologne », et se retrouve furieux quand les Jésuites, qu'il se vante de protéger en France, l'obligent à leur payer 200.000 livres en hypothèques plus ou moins vérifiées sur les duchés polonais d'Oppeln et de Ratibor ; sur quoi, le nonce à Vienne les aurait qualifiés de « gens sans foi et ivrognes » ! Le fils, affectant la passion pour sa jeune femme, renseigne sur les potins, les intrigues (surtout amoureuses) de la cour la plus galante d'alors, les conflits de préséance que le roi, parfait maître de maison, passe son temps à arbitrer, note les types curieux, comme cet ambassadeur d'Angleterre, qui prolonge les pourparlers de rupture de janvier 1666 jusqu'à ce qu'il ait trouvé à céder sa provision de charbon, comme ce Christophe von Galen, évêque de Munster, parti en guerre contre les Hollandais, nos alliés, avec les bombes incendiaires et asphyxiantes dont il est l'inventeur, comme *Monsieur* lui-même, frère du roi, qui « se tourmente beaucoup pour peu de chose » et qui « tourmente furieusement *Madame* » (est-ce pour Guiche, Vardes ou quelque autre ?). Mais le grand sujet est la cour, celle d'avant Versailles, des ballets du jeune roi, amoureux de La Vallière, mais « songeant » déjà un peu à Mme de Montespan qui, énonce tranquillement Enghien, « pour dire la vérité, le mériterait bien, car on ne peut avoir plus d'esprit, ni plus de beauté qu'elle a ». Dans cette cour, la mort des gens âgés est grand dommage. Voici M. de Foix : « c'était un fort honnête homme, et qui n'était point fripon, qui est une qualité assez difficile à trouver présentement à la cour ». — Très informé sur l'époque, M. Émile Magne a retracé, dans son introduction, la vie d'amazone de la reine de Pologne, et a publié la correspondance avec beaucoup d'érudition et de finesse.

Mémoires du Comte Witte (1849-1915), premier ministre, président du Comité des Finances, membre du Conseil de l'Empire, secrétaire d'État de S. M. l'Empereur de Russie. — Traduction de François Rousseau. (Paris, Plon-Nourrit et Cie.)

Il paraît que le Comte Witte (à l'en croire) parlait le français « plus couramment que le russe ». Que ne s'en est-il souvenu pour rédiger ses *Mémoires ?* Il nous aurait sans doute dispensé des quelques drôleries qui en émaillent la traduction, comme : « la Banque de Paris, la Banque des Pays-Bas, » une certaine impératrice de Chine, « Dowager », qui s'appelait tout simplement Tseu-Hi, « Belgrade » située en Russie en 1904, alors que le contexte indique Bolgrad en Bessarabie, et enfin cet inattendu « lord High Marshal », cité à son rang parmi les membres de la « Conférence spéciale des besoins de l'industrie agricole », formée en 1902 pour « assurer les besoins (*sic*) des agriculteurs et spécialement des paysans ». Par ailleurs, on ne s'étonnera pas que Witte tire en vive lumière son rôle de négociateur à Portsmouth en 1905. C'est le sommet de sa carrière, commencée au ministère des voies de communication et continuée au ministère des finances, bien plus même que sa présidence du comité des ministres, où il semble bien que « les eunuques bureaucratiques » l'aient empêché de donner sa mesure, sans compter qu'en dépit de ses principes monarchiques hautement proclamés, et peut-être à cause de son « indépendance de jugement », Nicolas II ne l'aimait pas. Plus instructif apparaît-il quand il nous révèle à plein les dessous (déjà soupçonnés) de l'administration militaire, financière, économique de l'Empire, et, à côté de la malhonnêteté d'un trop grand nombre de fonctionnaires, la faiblesse et la fourberie du dernier Holstein-Gottorp. Même après la révolution de 1905, inévitable parce que « notre gouvernement était aveugle à cette vérité fondamentale qu'une société mène en avant », rien ne fut changé dans les pratiques de l'absolutisme : « aucun des membres de la clique gouvernementale, l'empereur Nicolas mis à part, ne voudrait confesser les crimes qu'ils avaient commis contre le pays et contre Dieu ». Witte pourtant était là, qui aurait pu tout sauver. Par deux moyens. D'abord par l'emprunt extérieur, à l'état à peu près continu. Notez ce titre de chapitre : « L'emprunt qui sauva la Russie » ; celui de 1906, qui permit de rapatrier l'armée de Mandchourie contre les émeutes intérieures. Fier de cette politique à la Colonne, Witte ajoute : « J'espère que l'histoire financière reconnaîtra que le crédit russe ne se tint jamais plus haut, à la fois sur notre Bourse et sur les Bourses internationales, qu'au temps où je fus ministre des finances ». Le second expédient consistait à rapprocher (comme pour l'intervention anti-japonaise de 1895) la Russie, la France et l'Allemagne. Déjà l'amitié franco-anglaise n'avait-elle pas résulté naturellement de la guerre russo-japonaise ? Il fallait maintenant davatnage : « une coalition entre la Russie, l'Allemagne et la France, qui dominerait l'Europe entière, sinon le monde ». Witte s'en ouvrit à Guillaume II, qui s'empressa de lui envoyer son portrait « dans un cadre doré », avec la « chaîne de l'ordre de l'Aigle rouge » (parce qu'il avait déjà l'Aigle Noir). Le prix n'est pas trop fort. Mais si telle était bien sa « principale idée politique », comment le comte s'insurge-t-il contre le traité de Bjorké et comment pouvait-il se trouver « spécialement » (il s'en afflige) en butte à l'hostilité de la tsarine ?

T. Jonesco, D. Hurmuzesco, V. Dimitriu, E. Pangrati, G. M. Sipsom, J. Gavanescu, D. Negulesco, J. Cuzu. — *Les Questions roumaines du temps présent.* (Paris, Félix Alcan.)

Les auteurs des huit conférences contenues en ce volume peuvent être considérés comme les plus représentatifs de l'intelligence roumaine. Professeurs ou recteurs des Universités de Bucarest et de Iassy, ils ont tenu à établir devant un auditoire français les droits de leur nation sur la Transylvanie, la Bessarabie, la Bukovine, à faire comprendre les rapports moraux, intellectuels, économiques qui existent entre leur pays et le nôtre, à préciser la nature et les tendances de l'esprit public en Roumanie, à revendiquer pour la « Romania mare » les bénéfices du principe des nationalités, imposé par la France à l'acceptation de l'Europe. Que de tels principes aient d'abord été proclamés à Paris, au moment où le Royaume connaissait la brutalité de l'occupation et de l'exploitation germaniques, c'est un bel hommage rendu par ces Latins aux idées de liberté et d'indépendance dont la France reste à leurs yeux le champion. Il y a là une communauté de tendances qui gagnerait à se traduire par une communauté d'action politique entre les deux pays.

Vice-Amiral Bonarc'h. — *Souvenirs de la Guerre* : 1 (août 1914-septembre 1915). Six cartes hors texte. (Paris, Payot et Cie.)

Dans trois volumes inoubliables, Le Goffic a raconté l'épopée des fusiliers marins que commandait l'amiral Ronarc'h. Ici, sous le modeste titre de *Souvenirs* et la forme d'un journal de guerre, se trouve consigné le témoignage du chef. Non pas froid certes comme un procès-verbal ou un compte rendu, vivant au contraire et animé de la flamme qui posséda la brigade. L'amiral la prend en août 1914, alors qu'elle se forme au Grand Palais et que l'ennemi arrive aux lisières du camp retranché de Paris ; il la mène au front de Flandre et à la défense victorieuse de l'Yser. Il la quitte le 10 décembre 1915. Voilà l'un des documents essentiels sur la première partie de la guerre, net et bref, sans phrases superflues, d'une belle sobriété de style. Au travers s'aperçoit ou se devine la somme de ténacité, d'ingéniosité, de capacité à supporter la misère, d'héroïsme enfin qui a rendu la brigade digne de briser l'avance de l'Allemand sur Calais et qui lui a donc fait manquer un des buts capitaux de son offensive.

Pierre Gilliard, ancien précepteur du grand-duc héritier Alexis Nicolaiévitch. — *Le tragique destin de Nicolas II et de sa famille.* (Paris, Payot et Cie, 59 photographies hors texte, 3 fac-similés, 2 cartes et 3 plans dans le texte.)

Par ses fonctions, M. Gilliard s'est trouvé mêlé, pendant plusieurs années et de manière toujours plus intime, à l'existence de Nicolas II et de sa famille. Sur les événements politiques et militaires, sur les tristesses cristallisées autour de la maladie incurable du Tsarévitch il apporte son témoignage, ainsi que sur les causes qui ont mené le couple impérial russe, l'héritier et quatre grandes-duchesses, à l'abattoir immonde d'Ékatérinbourg. Là, dans la nuit du 16 au 17 juillet 1918, à l'heure où commençait à sombrer la fortune des armes allemandes, quelques « commissaires » subalternes, agissant sur instructions secrètes de Moscou, machinèrent l'assassinat de la famille, avec la collaboration de sept prisonniers austro-allemands. La déposition de M. Gilliard, si émouvante dans sa modération, fixant la physionomie douloureuse d'Alexis Nicolaiévitch, aide à comprendre certaines démarches, si extraordinaires qu'elles soient, de la tsarine, comme les complaisances du tsar à maintenir le *staretz* Raspoutine dans le rôle au moins singulier qu'il occupait à la cour. Impossible désormais aux historiens de négliger ce livre qui apporte le premier récit, précis et critique, de ce tragique guet-apens.

Docteur Cabanès. — *L'histoire éclairée par la clinique.* (Paris, Albin Michel.)

« Assembler des textes et des pièces d'archives, colligés et contrôlés selon les méthodes de la critique historique, les commenter, les interpréter avec les lumières de la science biologique, rechercher la part du facteur pathologique, et plus spécialement de l'élément mental, dans les déterminations des personnages qui conduisent les événements, ou dans les événements eux-mêmes », voilà ce que le Dr Cabanès appelle « la médecine historique » et dont il recommande l'emploi judicieux et prudent quand il s'agit d'éclairer certains problèmes de l'histoire tout court. Des exemples abondants, dont quelques-uns il est vrai gagneraient à être plus amplement expliqués, appuient cette thèse, beaucoup moins nouvelle et révolutionnaire qu'elle ne paraît. Depuis vingt-cinq ans (M. Cabanès ne pense-t-il pas que l'on pourrait le dater du moment où l'École du service de santé militaire de Lyon s'est vu doter d'un cours d'histoire générale ?), un assez grand nombre de médecins ont songé à extraire des documents du passé la matière de thèses médicales, et nos archéologues ont eu, par contre, l'idée de faire passer les Pharaons, retirés de leurs tombeaux au « conseil de revision » (le mot est de Maspero). L'histoire, qui n'est pas une science, mais une recherche méthodique, ne refuse; bien au contraire, aucun secours qui lui permette de mieux comprendre et d'expliquer le passé.

Marcel Dunan. — *L'Autriche* (Collection *Les Etats contemporains*.. (Paris, F. Rieder et Cie.)

Aux Français, si peu curieux de connaître ce qui les entoure, ce volume s'impose pour une lecture attentive. Débris de la « double monarchie » austro-hongroise, telle que l'avait organisée le compromis de 1867 après son expulsion de l'Allemagne, la République d'Autriche, privée de débouché direct vers la mer, médiocrement pourvue de terres arables jusqu'à présent assez mal exploitées, pauvre en ressources minières (le fer excepté), ne représente guère, avec ses 84.000 kilomètres carrés et ses 6.700.000 habitants, qu'une sorte de Suisse dont elle formerait comme le prolongement oriental. Elle vaut davantage cependant, en dépit de la misère où l'a réduite la dernière catastrophe politique et de son change actuellement effondré, si sa capitale, Vienne, demeure, par son caractère original, par les facultés d'intelligence scientifique, littéraire et artistique qu'elle groupe depuis trois ou quatre cents ans, par la convergence des routes naturelles et la liaison des intérêts très anciennement noués en ce point du Danube, un centre d'échanges de toute sorte et un point de contact pour les trois cultures germanique, slave et latine. Telle est, dans l'Europe remaniée, sa raison d'exister. C'est ce que M. Marcel Dunan montre avec évidence. C'est aussi ce qu'il serait d'une nécessité européenne de comprendre, non seulement à Vienne et dans les États « successeurs », mais à Rome, à Paris et à Londres.

H. Corda, Lieutenant-Colonel d'artillerie breveté. — *La Guerre Mondiale* (1914-1918). *Les grandes opérations sur terre et sur mer.* Préface de M. Lacour-Gayet, de l'Académie des Sciences morales et politiques. Atlas renfermant 85 cartes et croquis. (Paris, Chapelot.)

Ce livre est un précis d'État-major. De là peut-être ses mérites et ses défauts, ou ses lacunes. Il est composé avec rigueur, étudié avec patience et minutie, volontiers schéma-

tisé, écrit sans grâce aucune et sans sacrifice à ce minimum de parti pris littéraire que les Français exigent d'ordinaire d'un auteur ; — il n'est vraiment décisif (et par conséquent criticable) que pour la première partie de la guerre, jusqu'à la fin de la première bataille de la Marne, la seule évidemment au sujet de laquelle l'État-Major consente à ouvrir ses cartons et archives et à les commenter dans quelques conférences d'officiers. Ni sur les opérations du front oriental, ni sur celles des Balkans, de Roumanie, d'Asie, on ne trouve ici cette précision dans la nomenclature des unités, cette analyse des plans de campagne, qui seraient indispensables. L'ordre de bataille russe n'est même pas esquissé ; — il se contente un peu trop parfois de ces explications « pour civils », qui ne trompent plus les civils. Exalter, à l'occasion de la première Marne, « les admirables prévisions du grand chef qui, dix jours auparavant, en avait conçu le schéma, qui, pendant les six jours qu'elle dura, ne cessa de la diriger malgré son ampleur », c'est écrire de style officiel et négliger toute une littérature récente qui ne permet plus ce style. Même dessein de légitimer à tout prix les offensives françaises de 1915, qui ne furent « pas inutiles », fournirent des « enseignements », etc. Pour celle du 16 avril 1917, il est ingénieux de montrer le général Nivelle n'obtenant pas : 1° la rupture, 2° l'usure de l'ennemi, inverser ses désirs dès le 17 en recherchant : 1° l'usure, 2° la rupture pour « plus tard ». Quel document le prouve ? — enfin la liaison ne s'aperçoit pas toujours entre les opérations militaires et la politique de la guerre. Qui a, par exemple, empêché (?) l'amiral commandant en chef en Méditerranée de poursuivre, en août 1914, le *Goeben* et le *Breslau* jusqu'au Bosphore, et pourquoi ? Est-il permis de masquer la disgrâce politique du grand-duc Nicolas, en septembre 1915, sous une simple métaphore (la présence du tsar aurait « galvanisé » les armées russes ?) ? Ce n'est pas assez que de noter l'état de « prodigieuse impréparation psychologique » de l'Angleterre ; il faut l'expliquer. Et enfin, quel est ce « quatrième partage » de la Pologne de 1916 ? C'est bel et bien le cinquième. Mais il aurait fallu penser à celui de 1815 et à ses prodigieuses conséquences. — Qu'est-ce à dire ? Sinon qu'il est prématuré de présenter aujourd'hui le tableau d'un conflit, mondial en effet, qui a mobilisé 66 millions d'hommes, en a tué 9 millions, blessé 30 millions. Ou alors, il faut du courage pour n'en tenter que l'esquisse. M. le colonel Corda a eu ce courage. F.

LA QUINZAINE POLITIQUE

La Question d'Orient

LE SORT DES RÉFUGIÉS

Dans la chronique que j'envoyais d'Athènes en juillet dernier, je notais que la situation économique de la Grèce était dominée par la question des réfugiés. Malgré le prodigieux effort industriel et commercial de tout un peuple pour relever les ruines de la guerre — effort qui a déjà produit, comme j'ai pu le constater, des résultats surprenants — il n'est pas un gouvernement au monde qui eût pu résoudre un problème aussi stupéfiant que l'accroissement subit et brutal de la population d'un cinquième. Si, du jour au lendemain, la France avait dû faire face aux besoins de six à sept millions de Français de plus, on se demande ce qui serait arrivé.

L'initiative privée, l'aide admirable du *Near East Relief* et des organisations charitables du monde entier — parmi lesquelles le *Comité français de secours aux victimes des événements d'Orient* a tenu une place que l'on n'oublie pas à Athènes — ont secondé le gouvernement hellénique de façon plus qu'appréciable.

Le gouvernement, pour sa part, a pratiquement dépassé les limites de ses moyens matériels d'action. L'effort fiscal qu'il a demandé a été énorme. On l'a subi de grand cœur. Comme l'écrivait Mlle Jeanne Stephanopoli, la directrice de l'excellent *Messager d'Athènes* : « La question des réfugiés est considérée en Grèce comme une question d'intérêt national commun à tous les partis. Il n'y a pas un parti politique qui n'ait conscience de la nature urgente de cette question. Il n'y a pas un citoyen qui ne soit animé du désir de subir des sacrifices pour le prompt rétablissement des réfugiés. » Du rapport de M. Tsouderos, ministre des Finances, j'extrais d'autre part le résumé suivant de l'œuvre accomplie jusqu'ici.

« Près de 1.300.000 personnes se sont réfugiées en Grèce. Avant la fin de l'année 180.000 nouveaux réfugiés viendront s'ajouter à ce chiffre à la suite de l'accord pour l'échange des populations. Cela fera donc 1.480.000 soit 370.000 familles à raison de 4 personnes par famille. Parmi ce nombre 100.000 ont déjà été, tant bien que mal, abritées et installées. Quant aux autres réfugiés, ils sont pour le moment sans toit et risquent de passer, dans cet état de misère, un troisième hiver.

La Grèce a dépensé, jusqu'à la fin mars 1924, pour l'établissement et l'assistance des réfugiés :

a) 505.000.000 drachmes du budget de l'État, en nature, habitations, espèces et 470.000.000 drachmes en frais de transports soit, au total, 975.000.000 drachmes (Livres sterling : 3.000.000).

b) par l'office autonome (aux destinées duquel préside M. Morgenthau, délégué de la Société des Nations) jusqu'au 15 août 1924 : Livres sterling : 1.418.954.

Il a aussi été inscrit au budget de l'année financière courante (1924-25) au compte des frais d'assistance et de logement : 240.000.000 drachmes. Il a été en outre décidé d'inscrire, pour le logement des réfugiés, une somme supplémentaire de 63.000.000 drachmes. L'Etat dépensera donc en tout, pendant l'année courante, 303 millions de drachmes (Livres sterling : 1.212.000).

Malgré ces efforts les besoins de l'œuvre d'établissement des réfugiés restent grands et pressants. »

La commission d'établissement des réfugiés, qui dispose de 1.500.000 livres sterling, solde des avances faites par les banques d'Angleterre et de Grèce, prévoit 3.835.000 livres sterling comme dépenses pour le semestre août 1924-janvier 1924 et 4 millions de livres sterling pour l'achèvement de sa tâche.

Pour sa part le Fonds de secours aux Réfugiés, qui s'occupe de la construction de quartiers urbains, a demandé 589 millions de drachmes. Pour faire face à cette dépense il a déjà été disposé d'une somme de 133 millions de drachmes. Le reste, c'est-à-dire 456 millions (£ : 1.824.000) doit être mis à la disposition du Fonds de Secours en vue de la construction d'habitations pour autant que ce travail n'est pas du ressort de la Commission d'Établissement des réfugiés.

Dans ces chiffres il n'est pas tenu compte des frais d'appropriation des terres pour l'installation des réfugiés

ni des sommes nécessaires pour le paiement des arriérés des réquisitions faites en faveur des réfugiés, ni des frais d'assainissement des régions marécageuses, ni des dépenses encourues par l'amélioration des voies de communication. Comme le dit très justement M. Tsouderos « La Grèce désire, dans l'intérêt général, que l'œuvre de l'établissement des réfugiés soit promptement menée. Il ne s'agit pas seulement d'une œuvre de charité. Il s'agit surtout d'une œuvre sociale d'un intérêt économique. Tout retard est préjudiciable aux intérêts du pays, à ceux des tierces parties en Grèce et à l'apaisement social. Sous l'empire de ces idées, le gouvernement hellénique a autorisé la commission pour l'établissement des réfugiés à procéder à son œuvre au delà de ses ressources actuelles et jusqu'à concurrence d'une somme supplémentaire de 3 millions de livres sterling. La Grèce fera ce nouvel effort financier, malgré son importance, sous forme d'avances à faire par la Banque nationale de Grèce. »

Si l'on veut, pour mieux pénétrer l'importance de la tâche entreprise et poursuivie, entrer dans un certain détail, le rapport de M. Delta, de l'office autonome d'établissement des réfugiés, en fournira les éléments.

Le nombre des familles établies déjà en Macédoine s'élève à 87.000. On en attend de 30 à 40.000 qui vont arriver de Turquie du fait de l'échange des populations. Il est d'une urgente nécessité de construire un millier d'habitations à Salonique.

Le nombre des familles rurales installées en Grèce jusqu'au 31 juillet de l'année courante s'élève à 107.000. Le nombre de celles non-installées s'élève à environ 70.000, y compris les familles provenant de l'échange. On calcule à 60-70 £ la somme minimum nécessaire à l'installation d'une famille. La dépense faite jusqu'ici a été inférieure à cette somme étant donné qu'environ 50.000 maisons turques ont été utilisées en Macédoine et que les moyens fournis à la plupart des familles ont été sommaires et même insuffisants.

En Macédoine l'espace commence à manquer et sans la réalisation des travaux hydrauliques de dessèchement, ne serait-ce que de ceux de la 2e catégorie, le problème de l'établissement sera difficile et l'opposition entre les intérêts des réfugiés d'une part et des indigènes de l'autre atteindra un point très aigu.

Il y a en outre la menace de l'émigration vers la Macédoine des réfugiés actuellement en Thrace.

Du budget de la direction générale d'établissement des réfugiés en Macédoine extrayons encore quelques chiffres. Rien que la fourniture de blé d'un semestre pour nourrir 50.000 familles représente 130 millions de drachmes, les fourrages pour le bétail : 61 millions; les semences : 35 millions. Les instruments agricoles dépassent 7 millions, les bêtes de labour : 100 millions, les voitures et harnais : 44 millions, les maisonnettes : 80 millions.

Sur les 87.000 familles déjà établies en Macédoine, 37.000 sont considérées comme se suffisant actuellement à elles-mêmes. C'est donc pour les 50.000 autres que ce budget est prévu.

La caisse de secours aux réfugiés, alimentée par 5 millions de souscriptions privées et 125 millions de subventions gouvernementales, s'occupe, comme je l'ai dit, d'achat d'habillements, de vivres, de matériel sanitaire pour les hôpitaux de réfugiés, de la constitution d'équipes chargées d'assurer la propreté de campements de réfugiés, l'érection de pavillons d'hôpitaux, et surtout la construction de quartiers citadins, pour le logement des réfugiés entassés par milliers dans des églises réquisitionnées, des dépôts, des écoles, des casernes, des gares et des hangars.

De tels quartiers furent bâtis à Athènes, au Pirée, Eleusis, Agrinion, Chalkis, Volo, Larissa, Salonique, Edessa, en Thrace et dans d'autres parties du territoire. Plus de 20.000 chambres ont été ainsi mises à la disposition des réfugiés.

De nouveaux quartiers sont prévus; à Athènes : 15.000 chambres; Thèbes : 300; en Crète : 5.000; Samos : 1.200; Chio : 2.000; Cavalla : 2.000; Salonique : 5.000; Mytilène : 1.000; Patras : 300, etc. Cela représente un budget de 350 millions de drachmes. La Thrace nécessite un crédit supplémentaire de 150 millions.

La question étant une question de vie ou de mort, le gouvernement hellénique n'a pas hésité. Il se sentait d'ailleurs soutenu par la sympathie de tous les pays civilisés. Les observateurs étrangers avaient rendu un légitime hommage à son action. La Société des Nations l'avait consacré en autorisant et recommandant un emprunt de 6 millions de £ dit emprunt des réfugiés. Mais, comme on vient de le voir, cette somme était notoirement insuffisante. Il n'en est pas de ces malheureux déracinés par la sauvagerie turque et la carence humanitaire des grandes puissances, comme d'un programme de travaux publics réalisable à longue échéance. Il faut s'occuper d'eux de toute urgence et en bloc.

C'est ce que M. Tsouderos est venu exposer à Genève en demandant que le chiffre de l'emprunt soit porté de 6 à 10 millions de livres. « Lorsqu'il a été pour la première fois question, a-t-il dit, de l'aide financière à accorder à la Grèce, la situation du pays était très différente de celle d'aujourd'hui. L'horizon économique et politique de la Grèce était quelque peu trouble. Le comité financier, dans son rapport du 25 juin 1923 parlait de « besoins impérieux auxquels le trésor grec devra satisfaire ». Il était d'ailleurs impossible de prévoir, faute de précédents, quelles seraient les dépenses exactes nécessaires à l'établissement de tous les réfugiés.

Le sous-comité du Conseil s'occupant des affaires de Grèce, réuni à Londres en 1924, agissant en vertu des pleins pouvoirs qui lui étaient conférés par le Conseil a déclaré qu'il « se plaît à reconnaître les progrès considérables acquis dans la stabilité de la situation économique en Grèce ».

Le prompt établissement des réfugiés présente un double intérêt économique. En premier lieu il n'y aurait plus de frais d'assistance aux réfugiés, ce qui soulagera le budget; en second lieu, une fois les réfugiés établis à titre définitif, ils contribueront à l'exploitation des ressources du pays.

Pour faire face à ses engagements et pour équilibrer son budget, la Grèce n'a pas hésité, au milieu de tant de difficultés, à augmenter les impôts et à prendre des mesures énergiques pour leur perception régulière.

Les contributions directes qui étaient, en 1922-23, de 319.276.101 drachmes ont atteint, pour 1923-24 : 718.700.700 et dépasseront, pour 1924-25, 800 millions. Les contributions indirectes, pour les mêmes années, donnent les chiffres suivants : 897.063.569; 1.651.866.633 et 1.700.000.000. Les exportations ont subi une marche ascendante similaire : 664 millions en 1920; 974 en 1921; 1.485 en 1922; 2.545 en 1923.

Selon les renseignements statistiques du Ministère de l'Agriculture, la valeur de la moyenne totale des produits

agricoles, forestiers et d'élevage atteint annuellement la somme de 15 milliards de drachmes (60 millions de £). Le travail des réfugiés augmentera encore cette production.

Le Conseil de la Société des Nations était moralement acquis à l'appel de la Grèce mais il ne pouvait donner son approbation à l'augmentation du chiffre de l'emprunt sans s'être assuré que la Grèce était en mesure d'y faire face.

On sait qu'il existe à Athènes une Commission internationale de contrôle qui représente les porteurs étrangers de la Dette hellénique et qui a pour mission de s'assurer du versement des revenus affectés. Dans ma chronique du mois dernier je signalais que cette commission avait restitué au trésor plus de 280 millions se trouvant en excédent.

C'est à cette commission, présidée par un Français, que la délégation française à Genève s'est adressée pour savoir si la Grèce, après avoir assuré les intérêts de sa dette ordinaire et les intérêts de la part de la dette ottomane qui lui incombe du fait du passage d'ex-territoires ottomans sous sa souveraineté, serait encore en mesure de payer les intérêts d'un nouvel emprunt de 10 millions de £.

La réponse a été affirmative.

Sur tous les chapitres, les recettes du trésor grec sont en progression. En ce qui concerne les monopoles, celui du sel, en raison du décret du 15 décembre 1923, produira 5 millions en plus, celui des allumettes plus de 3 millions. Les douanes des îles égalent 3 millions. L'impôt sur l'alcool, sur le tabac des nouvelles contrées, les droits de timbres en ces mêmes régions assurent beaucoup plus de 100 millions supplémentaires. Suivant les calculs de la Direction de la Dette publique, une somme de 203.450.552 drachmes est libre comme gage de l'emprunt des réfugiés.

D'autre part, aussitôt la conclusion de l'emprunt, le montant des excédents sera augmenté de l'intérêt des obligations de l'emprunt de 550 millions (1914) cédées comme gages par les avances consenties par la banque d'Angleterre sur l'emprunt à conclure. Cette somme est d'environ 300.000 livres sterling.

Le conseil de la Société des Nations, en présence de ces garanties précises, a approuvé l'augmentation du chiffre de l'emprunt. Sur les 10 millions de livres demandés, on sait dès maintenant que des banques grecques en prendront 2, les banques anglaises 3 et, suivant M. Morgenthau, les banques américaines également 3.

Les capitalistes des autres pays se partageront le reste. Ils y seront encouragés par le fait que les obligations des emprunts grecs sont toutes en hausse sensible en Bourse de Londres.

Après avoir été une charge écrasante, presque catastrophique, les réfugiés, par un juste retour des choses d'ici-bas, seront très rapidement une source de richesse pour la mère-patrie qui les a recueillis et à laquelle ils ont apporté leur indéfectible foi dans l'avenir de la Grèce et leur extraordinaire puissance de labeur.

René Pinon.

Bulletin Tchécoslovaque

La loi sur les assurances sociales. — Le Congrès de la politique sociale. — Les premiers héros de l'Indépendance. — M. Benès à Genève.

Dans son admirable ouvrage sur *La fin de l'indépendance bohême*, mon regretté maître Ernest Denis, cherchant à expliquer les causes de la catastrophe nationale de 1620, traite avec une juste sévérité la noblesse tchèque qui, oubliant les belles traditions démocratiques des Hussites, a amené le peuple dans un servage très dur. Elle rompit ainsi l'unité de la nation et se priva, au moment de la révolte contre l'empereur, du plus précieux concours : de l'enthousiasme populaire.

On serait presque tenté de dire que l'État tchèque reconstitué tâche, en première ligne, de réparer le tort de ses ancêtres vis-à-vis du peuple. Il a été le premier, entre les États européens, à voter le travail de huit heures. Il est le premier à donner, à la classe ouvrière, une loi sur les assurances sociales, une loi qui assure à l'ouvrier une pension pour le cas d'invalidité et de vieillesse, et qui protège aussi la veuve et ses orphelins devant la misère. Après un travail de plusieurs mois, la coalition de tous les partis tchèques au Parlement a voté, le 23 septembre, cette loi qui restera un titre de gloire pour la jeune République ainsi que pour ses auteurs, notamment pour M. Lev Winter, ancien ministre, et pour M. Habermann, le ministre actuel de la prévoyance sociale. Il n'a pas toujours été facile de trouver la formule satisfaisant tous les partis de la coalition, mais grâce à la prudence et au tact infaillible du président du Conseil, M. Soebla, les négociations ont abouti.

Il est piquant de rappeler que le parti communiste s'est abstenu de voter, tandis que M. Kramaz, le chef des bourgeois démocrates-nationaux, a trouvé des paroles d'une joie très sincère pour saluer la loi sur les assurances sociales. La place nous manque pour entrer dans les détails de la loi. Il suffit de dire qu'elle marque un grand pas de fait vers cette justice sociale dont le président Masaryk a toujours été un des champions les plus dévoués.

La Tchécoslovaquie n'aura pas à rougir devant les économistes sociaux du monde entier qui, se réunissent à Prague, au Congrès international de Politique sociale, sous la présidence de M. Albert Thomas. Le bel exemple qu'elle vient de donner sera certes suivi par tous les pays qui comprendront que la meilleure arme contre le bolchevisme c'est encore un travail sérieux pour le relèvement de la classe ouvrière.

Quand au Congrès lui-même, il est une des plus grandes manifestations de ce genre depuis la guerre. Il réunit, en effet, près de huit cents congressistes venus des quatre coins du monde et la présence de tous les économistes universellement réputés lui prête une importance de premier ordre. La France y est brillamment représentée : les noms de M. Justin Godard, ministre du Travail, de MM. Albert Thomas, Léon Jouhaux, Charles Rist, des professeurs Boissard et Blondel, pour ne citer que quelques-uns, témoignent de l'importance que Paris attribue au Congrès de Prague.

Le 28 septembre, qui est la fête de Saint-Venceslas, patron de la Bohême, le Président de la République a adressé à l'armée tchécoslovaque l'ordre du jour suivant : « Sans connaître mutuellement leur existence, les volontaires de la *Ceska Druzina* en Russie et ceux de la Com-

pagnie *Nazdar* dans la Légion étrangère française ont simultanément prêté serment, il y a dix ans, le jour de la Saint-Venceslas, à leur drapeau révolutionnaire. Aux deux extrémités de l'Europe, à Kiev, en Russie, à Bayonne, en France, des Tchèques et des Slovaques ont compris l'importance historique de la lutte qui s'était engagée pour une meilleure organisation du monde. Sans y avoir été invités et sans avoir été instruits par personne, ils ont jugé que leur devoir était d'intervenir dans la lutte et de faire tous les sacrifices nécessaires pour assurer à leur nation la place qui lui est due.

« La *Ceska Druzina* de l'armée russe et la compagnie tchécoslovaque de la Légion étrangère française ont constitué le noyau des légions tchécoslovaques qui ont conquis notre indépendance nationale. Nous conserverons un souvenir respectueux et reconnaissant de leurs actions et de leurs sacrifices héroïques et nous puisons dans leur exemple la ferme croyance qu'il se trouvera toujours parmi nous, aux moments critiques de l'histoire, des hommes qui sauront comprendre les exigences de l'époque et seront prêts à agir et à se sacrifier. »

Ce texte, je crois, peut se passer de commentaires.

Cependant, il est bon de rappeler que la date du 28 octobre marque déjà la formation des unités tchécoslovaques en France et en Russie. Les Tchèques n'ont même pas attendu le déclanchement de la guerre : dès le 29 juillet 1914, la colonie tchèque de Paris décidait que tous ses membres capables de porter les armes combattront aux côtés de la France. Presque simultanément, le 3 août, la colonie tchécoslovaque de Moscou prenait une décision analogue. La façon héroïque dont les premiers volontaires ont tenu leur engagement sur les deux fronts a fourni la meilleure justification des revendications du peuple tchèque. C'est à ces premiers héros, obscurs et inconnus pour la plupart, que revient l'honneur d'avoir posé les jalons de l'édifice de la libération de leur peuple.

Le même jour, les représentants de la nation tchécoslovaque et de la nation yougoslave se réunissaient à Kragoujévatz, en Serbie, pour inaugurer un monument aux quarante-quatre Slovaques exécutés en 1918, par ordre du commandant austro-hongrois. Les victimes, soldats appartenant au 71e régiment d'infanterie austro-hongroise, s'étaient révoltés contre leurs officiers, ne pouvant plus supporter le spectacle des cruautés commises journellement sur la population serbe de Kragoujevatz. Vaincus après une bataille en règle, ils ont été jugés et exécutés immédiatement. Sur le monument érigé par la population de la région de la Chonenadia, on peut lire la prophétique menace, lancée par un des condamnés à la face des bourreaux : « Vous pouvez nous tuer, bandits; nos frères Slovaques et Serbes viendront nous venger. » Le monument de Kragoujévatz est non seulement une manifestation de la fraternelle union des deux nations slaves libérées, mais encore « un démenti le plus excellemment formel » ceux d'entre les Magyars qui ne cessent de geindre sur la prétendue mutilation du territoire hongrois.

On sait le rôle éminent joué par M. Edouard Benès dans l'élaboration du protocole de la dernière assemblée de la S. D. N. La grande œuvre de la paix mondiale — qu'elle donne ou non les résultats espérés — restera à jamais unie au nom du jeune ministre des Affaires Etrangères qui s'est dépensé pour la mener à bonne fin. Si, depuis cinq ans, l'Europe a fait quelque progrès dans la voie de la consolidation, si beaucoup de litiges menaçant sa tranquillité ont été aplanis et réglés à l'amiable, si, enfin, on s'est approché un peu de l'idéal de la paix, l'effort méthodique et continu de l'homme d'Etat tchécoslovaque y a certainement contribué et tous ceux qui ont suivi de près la diplomatie d'Europe, dans ces dernières années, seront de notre avis. L'assemblée de Genève a d'ailleurs prouvé combien elle apprécie les qualités personnelles de M. Benès, en l'appelant de nouveau au Conseil de la S. D. N. par 40 voix sur 45 votants, c'est-à-dire par 10 suffrages de plus que l'année dernière. La Tchécoslovaquie est fière à juste titre du succès de son représentant, succès qui est le sien. La situation de M. Benès vis-à-vis du Parlement se trouve encore fortifiée. Le *Prager Tageblatt* qui, cependant, ne peut pas être suspecté d'une tendresse excessive pour la politique de M. Benès, a dû constater ce fait : « Alors que les autres auteurs, écrit le journal de l'opposition allemande, MM. Wilson, Clémenceau, Lloyd George, Orlando, Pachitch et Poincaré ont depuis longtemps déjà perdu leur popularité et se sont vu enlever leur pouvoir par les Parlements, M. Benès occupe vis-à-vis du Parlement tchécoslovaque une position d'exception qu'aucune fluctuation de partis ne saurait ébranler... Il se peut que la personnalité de M. Mac Donald et celle de M. Herriot soient plus fortes que celle de M. Benès; il est indiscutable qu'ils exercent sur la masse du peuple et les Parlements une influence supérieure à celle de ce dernier; M. Benès, en revanche, est l'homme des travaux de longue haleine, soucieux de la précision technique des termes, capable d'aplanir les petites difficultés, de tenir compte avec une prudence scrupuleuse de ressentiments encore inapaisés d'Etats qui, hier, étaient de grandes puissances, et ce sont là des qualités qui font peut-être défaut aux deux grands tribuns que sont MM. Mac Donald et Herriot. » Quoiqu'il en soit, il est incontestable que M. Benès est de ceux qui ont, avec le plus de succès, essayé de donner à la charte wilsonienne un sens et une valeur pratiques pour le plus grand bien de l'humanité.

Nous avons eu, dans cette rubrique, souvent la fâcheuse obligation de parler du différend polono-tchèque de Javorina. C'est donc un double plaisir pour nous que de constater que cette question a été définitivement réglée par la Conférence des Ambassadeurs, qui, dans sa séance du 25 septembre, a approuvé le tracé de la frontière fixé par la cour d'arbitrage de La Haye. Le dernier obstacle de l'entente ayant été liquidé, MM. Benès et Skrzynsky se sont entendus à Genève sur un programme pour régler toutes les questions encore pendantes entre les deux États. Cette nouvelle, saluée unanimement par la presse tchécoslovaque, a été reçue favorablement par les principaux journaux polonais et même la gauche polonaise, naguère encore hostile à l'entente polono-tchèque, semble avoir changé d'avis. Nous ne pouvons que féliciter les hommes de la gauche polonaise de cette évolution et souhaiter une prompte réalisation des projets des deux ministres.

H. Jelinek.

Le Gérant : A. Dessoës.

Société Française d'Imprimerie et de Publicité
Ateliers : Rue Garnier et rue des Carmes, Angers
Bureaux à Paris, 13, Rue du Laos (XVe)

Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus

REVUE
POLITIQUE·ET·LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

EUGÈNE YUNG·FONDATEUR·1863 PAUL FLAT·DIRECTEUR·1908-1918
DIRECTEUR PAUL GAULTIER

N° 21 62e ANNÉE 1er NOVEMBRE 1924

RONSARD

I

Ronsard fut de son temps le dieu de la poésie. C'est, dit Joachim du Bellay, le plus grand poète de notre docte bande. C'est mon patron, dit Bertaut, et si je fais des vers de cuivre, il fait tant de vers d'or! C'est, dit Brantome, le père des poètes qui sont venus après lui. C'est, dit un autre, le poète des princes et le prince des poètes, Ronsard lui-même, fier des hommages qu'il reçut de toutes parts, crie en vers sonores et superbes aux poètes qui l'entourent :

Vous êtes tous issus de la grandeur de moi ;
Vous êtes mes sujets, je suis seul votre loi ;
Vous êtes mes ruisseaux, je suis votre fontaine.

Depuis, il tomba dans l'ombre et presque dans l'oubli. Chapelain, l'auteur de la *Pucelle*, osait écrire que Ronsard était un maçon, et non un architecte de poésie. Guez de Balzac le comparait à une source trouble et boueuse. Malherbe, prenant un exemplaire de Ronsard, biffait tous les vers d'un bout à l'autre. Boileau montrait son devancier qu'il méprisait de tout cœur, trébuchant sous le faste pédantesque de ses grands mots.

Mais le XVIe siècle a retrouvé des fidèles. On a senti ce qu'il y avait de généreux et d'héroïque dans les hommes de la Renaissance. Personne qui ne connaisse aujourd'hui Ronsard, son nom est prononcé dans le plus humble village et bientôt nos enfants vont regarder curieusement sur les lettres apportées par le facteur l'image du mort que les dieux avaient fait leur compagnon et honoré du laurier.

II

Cependant, l'on ne peut et l'on ne doit plus replacer Ronsard, selon le mot de Saint-Beuve, sur ce trône radieux d'où jadis il régna ; et Du Perron avait tort de dire qu'il possédait la poésie toute pleine et entière.

Il eut des défauts. Le plus grave lui fut reproché par Henri Estienne et par Ménage : il abuse des adjectifs composés et de la mythologie. Estienne et Ménage citent à ce propos le mot de Corinne reproduit par Plutarque : « Il faut semer avec la main et non à plein sac. »

Ronsard s'était enivré d'érudition. Il se peint

Composant et lisant, suivant sa destinée
Qui s'est dès son enfance aux Muses inclinée.

Lire, selon lui, c'est se faire revivre, et il dit qu'il parle avec son livre. Il n'a cessé d'aimer les livres ; il les avait toujours dans les mains, « ès mains » ; ils lui servaient de guides, et ils lui formèrent une « douce compagnie » ; ils étaient

Ses bons hôtes muets qui ne fâchent jamais.

Il adorait Homère et Virgile comme des demi-dieux. Il a fait de Henri II « un de ces chevaliers qu'Homère nous a peints », et il compare François de Guise à Achille, le cardinal de Lorraine à Ulysse et Montmorency à Nestor. Quant à Virgile, c'est à

*

ses yeux le premier capitaine des Muses et le maître des poètes latins qui ne sont que les « naquets », les valets de l'auteur de l'*Enéide*. Il adore pareillement les vieux lyriques, c'est-à-dire Pindare le Thébain et Horace le Romain ; il admire leur grâce ; il veut les ressusciter et il les copie : il pille Thèbes et saccage la Pouille !

Ses ouvrages, grands et petits, et surtout les premiers, regorgent donc de réminiscences antiques. Il fallait et il faut en expliquer, en commenter nombre de passages. N'avouait-il pas que les Français, s'ils n'étaient Grecs et Romains, ne pourraient le lire ? Souvent sa poésie est une poésie savante, laborieuse, lui-même dit industrieuse. De là, chez lui, quelque chose de forcé, d'un peu lourd. Ses imitations sont parfois très habiles, mais parfois maladroites et violentes. Il gâte son modèle au lieu de l'embellir. Son œuvre, un peu inégale, sent fréquemment l'effort.

III

Mais il n'a pas toujours usé d'un jargon gréco-romain et il fut souvent plus gaulois qu'on ne croit.

Dans sa préface de la *Franciade*, il s'élève contre les latineurs et les grécaniseurs, et il demande que les Français, comme bons enfants, prennent pitié de leur pauvre mère naturelle, qu'ils ne délaissent pas le langage vivant et fleurissant de leur pays pour déterrer la cendre des anciens ; il désire que le poète emploie, non le parler de la cour, mais les bons vocables de notre France, les termes des métiers et les mots les plus significatifs de nos dialectes.

Il n'a donc, comme il dit, galopé à travers les campagnes celtiques et romaines que pour aller à l'immortalité par un sentier inconnu et, maître de sa langue maternelle — de cette langue qu'on ne peut abandonner sans commettre un crime de lèse-majesté — il a de hautes et légitimes visées. Il a une mission. Sa poésie hait le vulgaire ; elle doit prendre par instants le ton, le langage des prophètes et des devins ; Dieu est en elle et Dieu fait par elle des miracles.

Entraîné par l'ardeur et le feu qui dévorent son âme, fécond en images, trouvant de vives couleurs pour traiter de nobles motifs et développer de « grandes conceptions qui ne traînent pas à terre », que de fois Ronsard a pris l'essor, que de fois il s'est élancé, élevé en plein ciel !

Mais en même temps il joint la grâce à la vigueur, la douceur à la force. Il avait le génie lyrique. Le Ronsard qui, dans le *Discours des misères de ce temps*, déplore la mort de l'autorité et le règne du brigandage, a su faire de délicats tableaux et de petites pièces qui sont de vrais bijoux.

Il avait non seulement l'idée, mais le rythme, et un rythme qu'il maniait à merveille et avec une incroyable sûreté. Ronsard a eu l'art d'assouplir l'otosyllabe, le décasyllabe, et surtout l'alexandrin. Grâce à lui, l'alexandrin, le beau grand vers français que les Allemands ne peuvent souffrir, a triomphé. Dès 1553, il emploie ce mètre dans ses sonnets, et il lui prête tantôt souplesse et simplicité, tantôt ampleur et majesté. Qu'on se souvienne de sa comparaison entre la jeunesse des poètes et la jeunesse des vins d'Anjou :

> Comme on voit en septembre ès tonneaux angevins
> Bouillir en écumant la jeunesse des vins,...
> Ainsi la poésie en la jeune saison
> Bouillonne dans nos cœurs...

En 1567, il se pique d'avoir mis en vogue et honneur la cadence alexandrine.

IV

La patrie, la nature, l'amour, voilà ses trois grands thèmes.

Il affectionne son petit Vendômois, mais il n'aime pas moins son pays : il veut, dit-il, que ses laboureurs honorent la France. Il a célébré la victoire de Cérisoles et d'Anguien qui, semblable au lion, brise et foudroie les Allemands, et il chante la future expédition en Rhénanie, la marche au Rhin :

> Malgré les ennemis, baignez-vous dans le Rhin,
> Et dans vos morions puisez l'eau pour en boire,
> Comme si ce fût l'eau ou de Seine ou de Loire.

Il nomme François de Guise le grand François, le vainqueur des bouviers qui venaient d'outre-mer mener les bœufs dans nos herbages.

La plus belle mort, suivant lui, c'est la mort pour la patrie. Gloire à celui qui tombe en défendant le sol natal, qui tombe navré, c'est-à-dire blessé,

> Et la poitrine ouverte, au bord de sa province !

Il gémit sur les troubles civils,

> Sur l'extrême malheur dont notre France est pleine,

et il prie la reine Catherine d'apaiser les querelles, de mettre tous les Français d'accord. Il ne hait pas Albion ; il souhaite une entente cordiale et voudrait que les deux nations, France et Angleterre, soient unies, « ensemble bien unies », que les lys fleurissent entre les léopards. Il exhorte le roi Charles IX à faire son devoir : que le jeune monarque ait l'âme vraiment royale, qu'il pratique la justice, qu'il

> Gouverne son argent par sagesse et raison !

Les descriptions de la nature ont chez Ronsard beaucoup de charme. Il affectionne ce qu'on appela plus tard le pittoresque et le romantique. Volontiers, il se promène dans les lieux solitaires et les creux des vallons, au fond des bois et au pied des rochers. J'aime, dit-il,

> J'aime fort les jardins qui sentent le sauvage,
> J'aime le flot de l'eau qui gazouille au rivage.

Quel cri saisissant il pousse lorsqu'il voit les bûcherons faire œuvre de meurtriers et abattre la forêt de Gâtine ! Laprade a-t-il dans sa *Mort d'un chêne* mieux exprimé l'indignation et la douleur ? Que de regrets il exhale et quelle plainte émouvante ! Adieu, vieille forêt ! Ta verte crinière ne rompt plus la lumière du soleil ; les cerfs ne paissent plus sous ton feuillage ; le passant ne trouve plus le frais de tes verdures !

Quelle vivante peinture il nous fait de la fontaine Bellerie, de cette princesse des fontaines, de ce délicieux endroit où, sur le gazon, près de l'eau qui jase, le poète repose à l'ombre épaisse et drue des saules verts !

Nul, à l'époque de Ronsard, n'a chanté l'amour avec un plus tendre accent et n'a mieux rendu la saveur du baiser. Il est libre, bien peu platonique, voluptueux. Mais, disait-il,

> Il ne loge chez moi trop de sévérité

et il ajoutait — c'est une image qu'il tirait de Platon — qu'il avait deux chevaux, l'un noir qui le menait aux plaisirs des sens, l'autre blanc qui le conduisait aux joies idéales ; or, il préférait le cheval noir.

Avec quelle flamme et avec quelle variété il exprime sa passion ! Frappé au cœur, il fuit loin du monde comme le cheveuil « atteint d'un trait meurtrier » ; et il souffre, il supplie les vents, les forêts, les prés, les oiseaux de dire pour lui à sa nymphe ce qu'il n'a su dire, de dire qu'il souffre, qu'il a mieux aimé mourir que de languir si longtemps.

De la plus attrayante et originale façon il traite le lieu commun du *Carpe diem* et joliment, finement, ingénieusement, il assure qu'il faut jouir du bonheur qui ne passe que trop vite.

Il parle souvent de la rose, sa fleur favorite, qui se flétrit si promptement et qui soudain périt. Ah ! que cette rose soit un « exemple certain » pour les dames qui sont belles encore et qui n'aiment pas ! Le temps, le temps s'en va, ou plutôt, nous nous en allons, et bientôt nous serons sous la terre !

Il prédit à Hélène qu'un jour, lorsqu'elle sera « au foyer une vieille accroupie », elle se rappellera Ronsard qui la célébrait, et se repentira d'avoir dédaigné cet immortel amant. Mais il sera trop tard. Vivez donc, conclut le poète, n'attendez pas à demain,

> Cueillez dès aujourd'hui les roses de la vie !

Cassandre reçoit le même conseil. Dans l'ode qui débute par ce vers

> Mignonne, allons voir si la rose...

Ronsard dit encore qu'il faut cueillir sa jeunesse, la cueillir pendant qu'elle fleurit dans sa plus verte nouveauté : la rose ne dure que du matin au soir ; il y a quelques heures, épanouie au soleil, elle déployait orgueilleusement sa robe de pourpre ; à la vesprée, elle a dû tristement laisser choir ses beautés !

Et maintenant, comme Ronsard dans l'*Epitaphe de Marulle*, nous venons remercier le poète des belles choses que nous apprenons en lisant ses vers. Car ses vers, pensait-il, resteraient ; c'était la meilleure part de lui-même, et ainsi, sans jamais mourir, il volerait tout vif par le monde !

Arthur CHUQUET.

L'ALLEMAGNE PAIERA-T-ELLE ? LES TRANSFERTS

Les transferts supposent la conversion d'une monnaie nationale en une ou plusieurs monnaies étrangères. Les transferts de marks-or supposent la transformation des marks en dollars, livres ou francs. Le problème des transferts est donc un problème de change. Mais quand il s'agit d'un paiement d'indemnité et du transfert d'une indemnité, le problème se complique. Par les rapports habituels du commerce et de l'industrie, les pays sont respectivement débiteurs et créanciers, et cette situation symétrique favorise les conversions de monnaie. L'acquit d'une indemnité rend un pays débiteur, sans créance correspondante. Le transfert devient ici plus délicat. Et il l'est d'autant plus, qu'il porte sur des sommes plus considérables et pendant un espace de temps plus long. Théoriquement, il n'est point impossible : le pays débiteur fournit des marchandises ou des services, soit à ses créanciers, soit à des pays étrangers ; et

il cède les créances résultant de ces dernières prestations à ses créanciers. Pratiquement, il est pourtant deux limites à ces paiements : la capacité d'absorption par les marchés des pays créanciers ou des pays étrangers des prestations du débiteur de l'indemnité ; la capacité d'autre part du pays débiteur de fournir marchandises ou services, sans en recevoir lui-même le montant. C'est pourquoi dans une situation analogue les Codes de Procédure limitent le droit de saisie des créanciers : pour payer, le débiteur doit d'abord vivre. Le problème des transferts nous apparaît donc comme un problème de mesure. L'Allemagne paiera-t-elle 2.500 millions de marks par an? Ses créanciers pourront-ils recevoir les prestations correspondantes ?

***

Il est hors de doute que l'Allemagne puisse chaque année prélever sur son revenu 2.500 millions de marks-or. Le Rapport des Experts l'établit sans contestation possible. L'Allemagne allégée de sa dette publique intérieure, dette productive dans la plus large mesure (elle correspond au rachat de ses voies ferrées), peut, sans difficulté, effectuer ce prélèvement sur son revenu. Mais reste à savoir si ces milliards de marks-or pourront être convertis en monnaies étrangères? Il faut pour cela que les pays créanciers acceptent des prestations allemandes en marchandises ou en services ou soient subrogés par l'Allemagne aux créances que ce pays détient du chef de prestations analogues à d'autres pays.

Ces prestations allemandes sont très diverses : marchandises, titres, coupons, dépôts en banque, transports par mer, fourniture de main-d'œuvre, hospitalité donnée aux touristes étrangers. Mais cette diversité ne saurait faire illusion. C'est par des exportations de marchandises, que l'Allemagne s'acquittera, surtout, par des exportations de titres également : l'Allemagne pourra faire argent des créances à long terme ou à court terme qu'elle possède sur l'étranger : elle pourra mieux encore exporter les titres de ses propres entreprises. Toutefois le problème des transferts ne saurait être résolu sans un transfert annuel de 2.500 millions de marks-or au moins. Et d'excellents esprits se demandent si des transferts de cette importance sont concevables. Voyons les précédents.

En faveur de la possibilité du transfert, on invoque le paiement par la France à l'Allemagne de l'indemnité de 5 milliards, après la guerre de 1870-71. Ce transfert est d'une autre envergure, à tous points de vue, que le transfert envisagé par le Plan des Experts : l'Allemagne reçut *seule* cette somme énorme. Elle la reçut en *deux ans* : le premier paiement fut effectué le 1er juin 1871, le dernier le 5 septembre 1873. Le paiement fut effectué par la France *seule*, à une époque où les relations commerciales internationales sont loin d'être aussi développées que de nos jours et les transferts de ce chef plus difficiles. A la suite de Léon Say il est d'usage d'insister sur le rôle de notre portefeuille de valeurs étrangères dans les transferts nécessaires. Sans nier le rôle prépondérant de ce portefeuille, il est utile aujourd'hui d'insister sur *l'effort d'exportation* de notre pays à cette époque. Avant la guerre de 1870, la France, dont la balance des comptes est créditrice, importe plus qu'elle n'exporte. Pour s'acquitter de sa dette envers l'Allemagne, elle renverse ce mouvement, exporte annuellement plus qu'elle n'importe, *libérant ainsi 700 à 800 millions de coupons étrangers*, qui serviront au règlement de l'indemnité de guerre. C'est *par un effort d'exportation* qu'en réalité la France s'acquitte dans une large mesure : elle transforme un excédent d'importation annuel de plusieurs centaines de millions de francs en un excédent d'exportations de sommes comparables. Le commerce extérieur de la France porte sur des sommes assez modestes : 3 milliards environ aux exportations. De 3 milliards (en chiffres ronds), dans la période antérieure à 1870 l'exportation française passe à 3.570 millions de francs en 1872, 3.554 en 1873. C'est une augmentation de 17 %. Retenons ce chiffre.

Toutefois, si le paiement de l'indemnité de 5 milliards présente par sa nature la plus grande analogie avec le paiement des réparations, il s'en sépare par sa courte durée. L'exécution du Plan des Experts suppose des paiements espacés sur une période beaucoup plus longue. Or, l'Allemagne souffrait, en 1873, d'une crise de surproduction. Cette crise avait son origine, au moins en partie, dans le paiement de l'indemnité française. L'exceptionnelle abondance des capitaux, en Allemagne, avait déterminé une effervescence industrielle se terminant par une crise très aiguë (1). L'exécution du plan, des paiements *à jet continu* de l'ordre de 2.500 millions de marks-or n'excèdent-ils pas la capacité de transfert des marchés internationaux?

La période immédiatement antérieure à la guerre semble autoriser ici une réponse. Sans nous offrir l'exemple du paiement d'indemnités de guerre, elle fut une époque de transferts intenses de capitaux. Et le problème du paiement allemand

(1) Cf. notre ouvrage sur les *Crises générales et périodiques de surproduction*. Paris, Tenin, 1923, 3e édition, page 81.

n'est rien d'autre. Les transferts des capitaux portaient avant-guerre sur des sommes considérables. Et l'on pouvait, à cet égard, distinguer les pays régulièrement créanciers, régulièrement débiteurs. Étaient créanciers les vieux pays d'Europe, ayant largement poussé la constitution de leur outillage : au premier rang la Grande-Bretagne, la France, plus récemment l'Allemagne. Étaient débiteurs : les pays neufs n'ayant pas encore parfait leur outillage, construit notamment leurs chemins de fer. Mais ce qui importe ici, c'est l'ordre de grandeur des transferts de livres, de francs, de marks, de florins en monnaies étrangères : dollars, pesos argentins, roubles, milreis... La statistique des émissions de valeurs étrangères en Grande-Bretagne, en France, en Allemagne, permet d'apprécier l'énormité de ces mouvements de fonds. Et ces transferts s'opéraient sans que les marchés des changes fussent le moins du monde incommodés. Voici les chiffres pour la France :

Valeurs étrangères émises en France

Millions francs

1901	2.151	1906	4.206
1902	1.428	1907	1.879
1903	2.356	1908	2.749
1904	2.885	1909	2.509
1905	3.600	1910	4.726
		1911	3.882

Les pays emprunteurs — devenus après l'émission des titres créanciers de livres, de francs ou de marks — en recevaient le montant sous forme de marchandises (rails, wagons, ou même objets de consommation directe) — ou de services (transports maritimes, direction de travaux, main-d'œuvre). Ils s'acquittaient ensuite des intérêts dus sur les titres émis par les exportations de marchandises dans les pays prêteurs. La balance de commerce était alors débitrice chez les pays prêteurs, créditrice chez les pays emprunteurs. Ici un excédent des importations sur les exportations. Là un excédent inverse. La France importe de Russie en 1912 416 millions de francs de marchandises ; elle n'y exporte que 61 millions. De la sorte, avant-guerre la Grande-Bretagne a constitué un portefeuille de valeurs étrangères évalué de 18 à 20 milliards de dollars en capital. La France possède un portefeuille de 8.250 millions de dollars ; l'Allemagne de 5 milliards de dollars (1).

Avant-guerre, les transferts de capitaux portaient donc annuellement sur des milliards de francs. Le portefeuille valeurs étrangères, dont l'origine ne remonte guère au delà de 1860, représentait pour ces trois pays : 160 milliards de francs-or. De 1890 à 1913, le portefeuille étranger britannique s'est accru de 52 milliards de francs-or : 52 milliards en 23 ans. Ces chiffres établissent la possibilité de transferts considérables *en période continue*.

L'exécution du Plan des Experts serait-elle néanmoins utopique? Plus difficile : oui. Car il s'agit d'un transfert à titre d'indemnité. Le débiteur n'apportera pas à l'assurer la même bonne volonté, les mêmes activités, que si le paiement avait pour contrepartie la constitution d'un portefeuille étranger. Plus difficile encore : car ces transferts ne dégageront pas ultérieurement des coupons étrangers qui sont à leur tour un précieux moyen de transfert. Mais qu'il soit impossible, on peut en douter. Car l'importance des transferts exige une mise au point. Cette mise au point permet d'admettre le fonctionnement du plan si le débiteur le veut, ou si — ne le voulant pas — on réussit à le contraindre.

***

Une annuité de 2.500 millions de marks-or représente en effet en marchandises une quantité moindre qu'en 1913 : 50 % de moins. Les prix en or sont aujourd'hui 50 % plus élevés qu'en 1913. En marks de 1913 l'annuité du Plan ne représente que 1.667 millions. Si l'Allemagne devait assurer ce transfert par une exportation de marchandises exclusivement, que représenterait l'effort d'exportation nécessaire : 17 % de l'exportation allemande 1913. *C'est juste l'effort d'exportation réalisé par la France pour acquitter l'indemnité de 5 milliards après* 1870. L'exportation allemande atteignait en effet avant-guerre 10 milliards de marks-or environ.

Ou, si l'on préfère, l'exportation allemande d'avant-guerre étant de 10 milliards représente en marks-or d'aujourd'hui 15 milliards de marks-or.

Le transfert, dût-il résulter de la seule exportation de marchandises, ne paraît nullement inconcevable aujourd'hui : puis l'Allemagne dispose encore d'un actif net étranger évalué par le second Comité d'Experts à 6 milliards de marks-or environ. L'Allemagne peut au début de l'application du plan, puiser dans cette provision, pour assurer l'exécution de ses engagements. Intérêt et capital pourront, suivant les éventualités, être mis à contribution pour assurer les transferts.

Sans doute l'Allemagne de 1924 a perdu l'Alsace-Lorraine, Posen, la Haute-Silésie. Les rela-

(1) Harvey E. Fisk, *The Inter-Ally Debts*. New-York. Banker's Trust 1924. p, 279, 336, 314.

tions commerciales internationales sont profondément affectées par la paralysie de la production d'une partie de l'Europe. Mais si l'Allemagne a perdu de riches provinces, elle a, pendant la guerre et depuis, amélioré, développé l'outillage des provinces restées allemandes. Et si les statistiques actuelles accusent par rapport à l'avant-guerre un fléchissement sensible de la production, ces statistiques expriment très imparfaitement la puissance de production du Reich. Au reste si l'Allemagne a perdu des provinces, si de ce fait sa capacité d'exporter est atteinte, ses besoins d'importer ont de ce chef diminué. Or, ce qui importe c'est le *solde créditeur de la balance*, de la balance du commerce notamment. Malgré la perte de quelques territoires, un pays de 60 millions d'habitants travailleurs, énergiques, dont le sous-sol reste riche, dont l'outillage est accru, doit pouvoir réaliser l'effort d'exportation nécessaire pour transférer en marchandises 2 milliards de marks-or par an, le surplus étant fourni par la réserve d'effets étrangers ou par l'exportation de titres allemands.

***

Reste à savoir si le marché international absorbera sans difficulté ce flot de produits germaniques. L'Angleterre est inquiète ; elle doute. L'industrie française, dès maintenant, se préoccupe des commandes passées à la construction mécanique allemande par nos chemins de fer au titre des réparations. Il importe de dresser au plus tôt un plan destiné à diriger, canaliser, organiser l'exportation allemande au titre des réparations. La France étant le plus gros créancier est au premier chef intéressée à envisager ces solutions et à préparer l'absorption par les marchés extérieurs et notamment par le marché français des produits allemands livrés en paiement. Notre marché nous paraît pouvoir absorber une quantité appréciable de produits germaniques : *charbon, produits chimiques* notamment. Nos besoins de charbon sont évalués à 75 millions de tonnes ; nous produisons et nous produirons même après la restauration de nos mines, un tonnage bien inférieur. Dans une dizaine d'années conserverons-nous encore la production de la Sarre? La France peut donc absorber de notables quantités de charbon allemand (coke métallurgique notamment) : 12 millions de tonnes annuellement et même davantage.

Le Ministère des Travaux Publics a établi un *programme détaillé des grands travaux* à exécuter en France par l'Allemagne : il englobe l'équipement des chutes du Rhône, de la Dordogne, de la Truyère, le tunnel de Wesserling, le canal du Nord-Est. Le devis total était évalué en 1922 à 4.824 millions de francs. Lors des débats à la Chambre relatifs aux accords de Londres (août 1924), on a rappelé utilement l'existence de cette traite sur l'Allemagne et la possibilité d'en commencer le recouvrement à la première occasion.

Ce plan de Travaux publics n'est d'ailleurs qu'une amorce. Nos grandes compagnies envisagent l'électrification de l'ensemble de leurs réseaux. L'Allemagne, dont l'industrie des constructions électriques est particulièrement puissante, pourrait participer à cette œuvre de longue haleine et dont l'exécution s'accommoderait chaque année de prestations en nature d'un montant élevé, sans que l'industrie française ait à en souffrir. On hâterait le travail, on étendrait les programmes dans la mesure voulue.

Mais il est d'autres prestations qui seraient les bienvenues : *la crise du logement* s'aggrave en France chaque année dans toute la partie du territoire ayant échappé à l'invasion. *La construction de maisons neuves* est autrement urgente que l'électrification de voies ferrées. Les ruines du champ de bataille ont été relevées par la France seule pour des raisons qu'il est superflu de scruter ici. Sur le terrain des réalisations, nul doute que les matériaux et la main-d'œuvre allemande fussent aujourd'hui favorablement accueillis dans toutes les villes de France, où sévit la crise du logement, et plus particulièrement dans la région parisienne. La régie immobilière de la ville de Paris, de date récente, utiliserait sans doute volontiers matériaux et main-d'œuvre fournis par l'Allemagne. Les matériaux, c'est l'évidence. La main-d'œuvre : il n'est pas de région de France où la population soit aujourd'hui plus diversifiée qu'à Paris. Des ouvriers venus pour bâtir seraient bien accueillis par tous : ils travailleraient du reste aux mêmes conditions que dans leur pays d'origine, sous la protection éventuelle de conventions internationales. Après avoir exécuté en Allemagne un vaste plan de constructions neuves, le Reich en mènerait un à bonne fin dans notre pays. De toutes les prestations en nature, celle-là paraît être la plus adéquate. La France — pour reconstruire le Nord — a importé par millions de tonnes des matériaux. Preuve de l'insuffisance de notre production nationale. L'Allemagne, par contre, produit en quantité : briques, ciment, poutrelles, verre à vitres, bois d'œuvre, quincaillerie, couleurs. L'on peut chiffrer par un nombre exceptionnellement élevé de milliards la valeur des maisons neuves indispensables pour regagner *un retard de dix ans dans la construction d'habitations en France.* Avant-guerre, à Paris, on édifiait bon an mal an cent mille logements

neufs. Depuis la guerre la construction du logement est à peu près suspendue. Le déficit peut être évalué pour dix ans à près d'un million de logements. D'autant mieux, qu'à aucune époque les locaux d'habitation n'ont été pareillement envahis par les commerces les plus divers. En évaluant la valeur en capital du logement moyen à 50.000 fr. nous sommes sans doute au-dessous de la réalité. Il y a là — rien qu'à Paris — une œuvre exigeant 50 milliards de francs. Ajoutons la province. La prestation en nature et en main-d'œuvre peut ici chiffrer par *dizaines de milliards.*

Mais par là même le Domaine d'État s'accroîtrait d'un domaine privé immobilier considérable. L'État assumerait-il convenablement la gestion de ce patrimoine? On peut en douter. La coopération deviendrait ici son alliée. Ces constructions neuves seraient, à mesure de leur achèvement, cédées à des sociétés coopératives de locataires. La building society britannique se généraliserait dans notre pays. Tantôt les coopérateurs — par annuité — acquerraient la propriété de leur appartement. Tantôt les coopérateurs se borneraient à souscrire des actions de la société, qui émettrait des obligations hypothécaires. Ils resteraient de simples locataires. Mais de toutes façons, le Trésor verrait affluer dans ses caisses des sommes considérables capables d'alimenter le service de la Dette et d'amorcer son amortissement.

Par les seules prestations en charbon, en travaux publics, en construction de maisons neuves, la France doit pouvoir recevoir en nature ou en main-d'œuvre la majeure partie de sa part dans l'annuité allemande.

Pour le surplus nous envisagerions *la cote à la Bourse de Paris des meilleures valeurs des sociétés allemandes.* Avec ses marks-or le Trésor Français acquerrait des titres allemands sur les marchés de Berlin et de Francfort. Il les négocierait ensuite à Paris. Le transfert serait assuré. La faveur dont jouissaient avant-guerre et dont bénéficient encore certaines actions allemandes nous est une garantie de l'absorption annuelle par les portefeuilles français de quelques centaines de millions de francs de titres allemands d'une Allemagne définitivement assise sur de nouvelles et solides bases.

Le marché extérieur mondial — au cas où les transferts des annuités dues à la France ne seraient pas de la sorte intégralement acquittés — ne serait pas mis à contribution pour une somme bien considérable. D'ailleurs, l'organisation d'entreprises (chemin de fer, électricité) dans les colonies françaises, ou au dehors, dont l'organisation serait l'œuvre d'Allemands, ou de sociétés franco-allemandes pourrait assurer le solde des transferts. Ces entreprises donneraient lieu à des émissions de titres cotés à Paris. L'écoulement de ces titres permettrait au Trésor français de recevoir le solde de son annuité.

Et, au total, par des prestations *en charbon et en coke — en maisons neuves — en travaux publics — par négociation à Paris de valeurs allemandes — par l'émission à Paris de titres de sociétés créées dans nos colonies ou à l'étranger à l'aide des prestations allemandes,* le Trésor français doit réussir à transférer l'annuité allemande de 1.250 millions de marks-or que lui attribue le Plan des Experts. Des sociétés coopératives d'habitation collaboreront utilement aux transferts provenant de la construction de maisons. Or, c'est l'une des prestations les plus urgentes et les plus efficaces par l'ampleur des sommes, que l'on peut et doit ici envisager : des dizaines de milliards certainement.

Jean Lescure,
Professeur à la Faculté de Droit de Paris.

Plan des Transferts éventuels

La France reçoit :

	millions francs	millions marks-or
1° Charbon : 12 millions de tonnes à 150 francs la tonne	1.800	450
2° Travaux publics (participation allemande)	1.000	250
3° Maisons neuves (40.000 logements à 50.000 fr. par logement).	2.900	500
4° Titres allemands cotés à Paris et négociés pour le compte du Trésor français	1.000	250
Total	5.900	1.450

Ce tableau est donné à titre d'indication. Mais il nous paraît démontrer la possibilité des transferts.

La conversion en marks-or a été opérée sur la base 1 mark = 4 francs. On peut faire varier la part dans les transferts de ces quatre éléments essentiels, après entente avec l'Allemagne et suivant les commodités de chacun.

Les transferts s'opèrent, sans que le marché extérieur ait à absorber pour l'acquit de la part de la France la moindre quantité de marchandises. Et ces prestations peuvent être prolongées pendant plusieurs dizaines d'années. Dans vingt ans, le marché extérieur pourrait sans doute participer aux transferts : le commerce international aura repris son ampleur de jadis et portera sur des sommes considérables.

Dans un article paru dans le *Matin* du 16 août, M. Le Troquer précise en ces termes les prestations sous forme de travaux publics :

« Le programme que j'avais fait établir comportait tout d'abord une série de travaux particulièrement intéressants parce que productifs de revenus, se rapportant à notre aménagement des forces hydrauliques et de distribution d'énergie électrique : aménagement du Rhône, aménagement de la Dordogne et de la Tynée, du Verdon, de la Truyère, de la vallée d'Ossau, construction du barrage de Serre-Poncon, du barrage de Chambon, aménagement de la Bonne et du Drac, construction du canal d'Alsace et du barrage de Kemps, construction des grandes lignes de transport électriques. Au titre voies ferrées, exécution des percées des Vosges. Au titre ports, toute une série de grands travaux dans les divers établissements maritimes. Au titre navigation intérieure, jonction de la Meuse à l'Escaut, jonction de la Sarre et de la Moselle aux ports du Nord, canal du Nord et sa jonction par l'Ourcq à la région parisienne, approfondissement de la Seine entre Paris et Rouen, amélioration des canaux de la Marne au Rhin et du canal des Houillères de la Sarre, jonction du Rhin au Rhône pour chalands de 1.200 tonnes. Le tout comportait une dépense de 18.415.000.000 de francs dont les deux tiers à fournir par l'Allemagne.

. . . . . .

« On sait ce qu'il advint de ce programme. A la demande de la commission des réparations à laquelle il fut transmis, on fit sortir du projet une première tranche d'exécution comprenant l'aménagement du Rhône, de la Truyère, de la Dordogne moyenne, la construction du tunnel de Wesserling dans les Vosges, la jonction Sarre-Moselle-Meuse, la jonction Meuse-Escaut : le tout comportant une dépense totale de 4 milliards 824 millions, dont 3.900 millions à fournir par l'Allemagne. Ce projet fit l'objet d'une approbation provisoire de la commission. Celle-ci demandait au gouvernement français d'entreprendre auprès du gouvernement allemand les pourparlers nécessaires à la mise au point des projets définitifs

TITE LIVE A FEZ ?

Les lettrés n'ont pas manqué de s'émouvoir à l'idée qu'une œuvre inédite de Tite Live pouvait se trouver à Fez et c'est probablement l'effet que le Professeur di Martino comptait produire en lançant cette nouvelle sensationnelle. Car telle est la dernière version qu'il donne de « l'invention » des « Décades », dont il revendique l'honneur, tout en ajoutant que son *impécuniosité* l'a empêché d'acquérir l'ouvrage entier : seuls quelques passages lui auraient été communiqués de la traduction arabe des Décades — il ne s'agirait que d'une traduction — et il se serait, lui-même, borné à traduire ces passages en italien.

Sans suspecter la bonne foi du Maître — et la question ainsi posée a toutes les apparences d'une amorce — nous pouvons nous demander s'il n'est pas lui-même l'objet d'une mystification ? En d'autres termes, l'invention alléguée est-elle plausible ?

Certes, chacun sait que les premières versions d'Aristote, de Platon, d'Hippocrate, d'Euclide, etc., nous sont parvenues des mains des Arabes à travers de multiples traductions, avant que des textes originaux aient été retrouvés. L'on sait aussi que, pour qu'un Aboul Hassan Alî el Marrakchi ait pu écrire, au Maroc, son savant traité de géométrie et d'astronomie — traduit par L. Am. Sédillot — il fallait évidemment que ces sciences fussent étudiées dans le pays, au XIIIe siècle, d'après Pythagore, Apollonius, Euclide, Ptolémée, etc.

Et comme le nord africain a pu produire, à l'époque romaine, un Salluste, un saint Augustin, dont la haute culture latine implique toute une ambiance, tout un outillage favorable à leur développement, on est tenté de supposer que les savants arabes, venus sur les pas mêmes de leurs armées conquérantes, ont pieusement recueilli le contenu des bibliothèques des deux Mauritanies, après tant d'autres envahisseurs, et placé les précieux « volumes » sur les rayons de leurs librairies, dans des mosquées fraîchement édifiées. Hypothèse plausible, pleine de promesses, que tous les latinistes et hellénistes caressent complaisamment, depuis bien des années. Il me souvient que, lorsque je me rendais au Maroc pour la première fois, voici vingt ans, l'un de ces savants me confia, avec une émotion contenue, qu'il était certain que toutes les œuvres d'Horace, en texte original, figuraient à la bibliothèque d'el Karaouiyin, à Fez !

La vie serait trop simple si les hommes d'une génération étaient toujours prêts à recueillir ainsi directement, respectueusement, le fruit de l'expérience des peuples disparus ! Dans la réalité, et surtout si l'on remonte au début du moyen âge, comme c'est le cas ici, les religions semeuses de haine et fomentatrices de guerre s'opposent à une si fructueuse transmission. Elles condamnent l'homme à recommencer d'âge en âge, de pénibles écoles, et l'obligent à remonter son éternel rocher de Sisyphe.

C'est dès le début de l'islam, avant la grande floraison de la cour Abbasside, que fut conquise l'Afrique du Nord. La première vague de cette conquête, conduite par Okba ben Nâfa, n'amenait certainement, dans son convoi de bagages, aucun savant susceptible de recueillir les monuments de la science et des lettres latines. Horde fanatique, uniquement soucieuse d'islamiser par l'épée un pays nouveau, elle fut destructrice et non respectueuse de ce qui n'était pas l'Islam. Et puisqu'on admet aujourd'hui que les envahisseurs précédents, les Vandales, ont fait au pays beaucoup moins de mal qu'on ne les en accusait, force est de mettre à la charge des *Bédouins* tant de ruines accumulées dans les colonies africaines de Rome, naguère si riantes. Quel meilleur témoignage en pourrions-nous trouver que l'existence de tant de pressoirs à huile taillés dans le roc, en des régions de la Tunisie où il n'y a plus un olivier depuis bien des siècles ? de tant d'immenses citernes comblées, en des régions devenues désertiques ? de tant de villes mortes, où tout décèle une civilisation extrêmement raffinée et sur les ruines desquelles rampent, maintenant, les tentes noirâtres de Bédouins qui semblent surgis directement de l'âge du bronze ?

Et cependant, cette même Afrique du Nord qui, latinisée, donnait un Salluste, un saint Augustin, produisit, une fois musulmane, un Ibn Battouta, un Aboul Hassan Ali, un Ibn Khaldoun, pour ne citer que ceux qui sont incontestablement africains, négligeant tant d'autres *Berbères*, classés parmi les savants des cours de Grenade, de Cordoue. Comment concilier ces contradictions ?

Mais, bien simplement : il est, je crois, hors de discussion que les conquérants musulmans de l'Afrique du Nord, au VIIe et au IXe siècles, ont fait fi de toute l'œuvre romaine matérielle et morale — déjà amoindrie par les Vandales — œuvre qu'ils n'étaient pas à même d'apprécier. Cependant, en Syrie, en Mésopotamie, des prêtres chrétiens nestoriens s'étaient attachés à traduire en syriaque, pour leurs propres écoles, les grands monuments de la science et plus particulièrement de la philosophie grecques. Les premiers califes Omeyyades fort peu attachés à l'Islam et très fastueux, protégèrent ces obscurs savants nestoriens. Mais c'est au Caliphe abbasside el Mamoun, fils de Haroun-er-Raschid que revient l'honneur d'avoir voulu posséder en texte arabe ce que les nestoriens avaient déjà fait passer du grec en syriaque et de faire poursuivre la traduction des œuvres non encore traduites. Ainsi se constitua le bagage scientifique qui devait jeter un tel lustre sur l'Islam du moyen âge et le placer à la tête du monde savant. Le Maghreb, en particulier, reçut des copies de ces savants travaux dès le IXe siècle, probablement, et il n'est pas douteux qu'à le Karaouiyin, l'une des mosquées saintes de Fez, de savants docteurs « aux chefs branlants sous de gros turbans, aux grands nezs jaunes plongeant en des barbes blanches », durent expliquer et commenter Pythagore et Platon, Euclide et Aristote, Hippocrate et Apollonius, Ptolémée et Gallien. Mais ce ne fut jamais, aussi bien en Orient qu'en Occident, aux textes originaux qu'ils recoururent et la langue d'Homère leur resta si bien fermée qu'ils déformèrent les noms mêmes des auteurs tant admirés, au point de les rendre méconnaissables (Iflatoun, Arsata, Aboukrate, Jalinous, etc.).

Dans tout cela, fait digne de remarque, il n'y a de place pour aucune œuvre littéraire pure : c'est seulement au XXe siècle qu'un Syrien a traduit l'Iliade en arabe. Quant aux auteurs romains, méconnus en Afrique, c'est à peine si nous en voyons citer quelques-uns par des savants mores d'Espagne ; encore est-ce toujours dans le domaine scientifique, en matière d'agriculture, d'élevage, etc. Il n'y eut jamais, à Grenade, à Cordoue, un el Mamoun pour faire traduire en arabe la science de l'Occident romain, comme ce fut le cas pour la science grecque, en Orient.

Au surplus, la grande floraison arabe s'éteignit sous des vagues de fanatisme, aussi vite qu'elle s'était développée, fruit précoce, tôt flétri. En Maghreb, les fanatiques vinrent du Sahara, comme les sauterelles, à deux reprises ; Almoravides, Almohades submergèrent l'Afrique du Nord, l'Espagne même et firent place nette à l'Islam pur. Il est à supposer que, dès la première de ces invasions toutes les bibliothèques furent débarrassées des ouvrages non conformes aux enseignements ou aux dogmes de la religion musulmane. Et, si ce ne fut chose faite dès le premier ou le second assaut de fanatisme, d'autres suivirent à travers les siècles : tel celui qui résulta de l'expulsion

définitive des Maures d'Espagne, au XVe siècle, puis, tout au long de la lutte soutenue contre la croisade permanente des Portugais et des Espagnols sur les côtes algéro-marocaines, enfin, plus récemment, la xénophobie née des convoitises plus affirmées de l'Europe sur l'Empire des Chérifs, à partir du XIXe siècle.

Ce serait peu connaître le zèle des *fakih* et des marabouts, que de croire qu'un ouvrage en langue non arabe, ou traduit d'une langue ancienne en arabe, ait pu se maintenir, parmi de tels bouleversements, sur les rayons de la bibliothèque d'el Karaouiyin. Le Koran, en effet, doit surmonter tout autre livre, au propre et au figuré, et il ne saurait voisiner avec aucun volume *impur*, qui le souillerait. Détrônée, l'ancienne université, où des savants se plaçaient, pour la discussion, au-dessus du terrain religieux! Détrônée, hélas! depuis des siècles d'un noir fanatisme et réduite au rôle dérisoire d'un séminaire d'Islam, à l'enseignement étroitement borné. Et désormais ses portiques ne virent plus d'autres docteurs que ceux qui commentent le Koran, d'après des exégètes officiels, en bannissant tout ésotérisme ou interprétation personnelle, ceux qui expliquent les *hadits* ou les textes de loi — or, toute loi, en Islam, est religieuse — ceux qui exposent les règles de l'arithmétique usuelle, en vue du partage des successions, ou l'usage pratique de l'astrolabe, et du *gnomon*, pour déterminer l'heure vraie de la prière, *sans en déduire la méthode d'un système logique du monde.*

El Karaouiyin, mosquée sacro-sainte, seulement depuis que les fanatiques te privèrent de la science, tu n'as plus entendu, dès lors, la voix des grands découvreurs, des porte-flambeaux de l'humanité, vers qui tout le moyen âge se tournait avec respect! Tu t'es entourée d'une large zone *horm*, délimitée par des barres de bois en travers des rues, afin que les inquiétants chercheurs juifs et chrétiens ne pussent plus t'approcher, t'éveiller de ta léthargie, te pousser en avant de nouveau. Et ta ceinture de Medersas, magnifiques et misérables, n'abrite plus qu'un peuple hâve de *tolba*, pauvres *escholiers* faméliques, qui viennent, autour du lieu saint, stériliser leur cerveau dans cet effort inouï de retenir par cœur le Koran et tout ce qu'ils étudient, en même temps qu'ils s'épuisent en d'étranges lubricités. Et cependant, le monde a marché, te laissant en arrière, figée dans l'hébétude des jouissances charnelles, à peine plus avancée qu'au temps où le Prophète coupait la route aux caravanes de chameaux, dans l'Arabie désolée!

Qu'auraient fait, sur les rayons de ta bibliothèque, les œuvres d'un Horace, d'un Virgile, d'un Tite Live, alors que les seules gens qui les eussent comprises se voyaient interdire, comme irrémédiablement impures, l'accès non pas même de ton sanctuaire, mais de tout ton quartier *horm* ? alors que tu te désintéressais de ta propre littérature et de ta propre histoire ?

En réalité, à supposer même que l'un de ces inestimables manuscrits ait échappé aux autodafés de l'Islam, comment admettre qu'il ait attendu à ce jour pour se manifester au Professeur di Martino, précisément, alors que tant d'explorateurs, tant de consuls arabisants, tant de savants ou de dilettantes parcourent le Maroc, depuis quarante ans ? Pour ne citer que les Français, combien n'ont-ils pas dû attirer à eux les trésors littéraires hypothétiques d'el Karaouiyin, grâce à l'aimant irrésistible de l'or, depuis de Foucauld jusqu'à Michaux-Bellaire, en passant par Loti, Descaux, de Castries, Chevrillon, de Ségonzac, les frères Tharaud, Mouliéras, Doutté, Massignon, Biarnay, Bel et tant d'autres que j'oublie, parmi les plus habiles ?

Allons, Professeur di Martino, démasquez vos batteries, ou adoptez une thèse plus plausible.

Louis MERCIER.

PORTRAITS D'HOMMES D'ÉTAT ÉTRANGERS

M. NICOLAS POLITIS

Depuis Portalis, l'esprit juridique n'a peut-être pas connu de confesseur plus étincelant que M. Nicolas Politis. Depuis longtemps connu des spécialistes de droit international, il s'est révélé à l'attention du grand public et du monde entier par la part qu'il a prise récemment, à Genève, à l'élaboration du pacte de la Société des Nations.

Alors qu'on tâtonnait parmi des formules, qu'on s'épuisait à marier la chèvre et le chou, le jeune jurisconsulte grec a su, avec force et clarté, séparer le possible de l'impossible et donner aux travaux qui languissaient leur orientation définitive.

Bien qu'il ait cinquante-deux ans, M. Politis mérite ce qualificatif de « jeune ». Mince, sans fil d'argent trop visible dans sa noire chevelure impeccablement lustrée, la moustache coupée au ras des lèvres, il a l'élégance sobre d'un secrétaire d'ambassade. Ce répertoire vivant de la jurispru-

dence internationale, que l'on imaginerait volontiers sous la figure d'un vieux chartiste à lunettes, au dos voûté par deux lustres de laborieuses recherches, porte beau.

C'est un mérite certes bien accessoire en un si haut domaine, mais il est assez rare pour mériter mention. Il démontre qu'il n'est point besoin de porter cheveux longs pour être poète, pantalon à la houzarde pour être peintre et carême en terre pour traiter de l'avenir du monde.

La science française peut tirer quelque gloire de ce fils spirituel ; car c'est en France que M. Nicolas Politis, né à Corfou en 1872, a fait toutes ses études.

Il y a entre les génies grec et français une parenté trop évidente pour être même discutée. Qui ne se souvient de Papadiamantopoulo devenu néo-classique français sous le nom de Jean Moréas? Aucun labeur, aucune gymnastique intellectuelle n'eussent pu produire un tel résultat sans une communauté de culture.

On peut même dire que l'achèvement d'un Moreas comme d'un Nicolas Politis sont peut-être dus à cette intime union de deux richesses de civilisation, l'une complétant et épanouissant l'autre. M. Nicolas Politis fit ses premières études classiques à Corfou et les compléta à Paris. Licencié en droit de l'Université de Paris en 1891, docteur l'année suivante avec une thèse sur « Les Emprunts d'État » qui lui valut la médaille d'or de la Faculté de droit, diplômé de l'École des Sciences politiques en 1893, son mérite fut à ce point reconnu par ses maîtres qu'en 1896, à 24 ans, il commençait une série de conférences à la faculté de droit et en 1898 était chargé de cours à Aix.

En 1901 il était reçu premier au Concours d'agrégation (Droit public) et occupait les chaires professorales d'Aix (1901-3), de Poitiers (1903-10) et enfin de Paris (1910-14). A trente-huit ans il avait atteint le sommet de la carrière professorale.

A cette période de sa vie se rattache toute une série de travaux qui le firent connaître du monde savant. Son étude sur la guerre gréco-turque de 1897, celle qu'il consacra aux finances grecques et surtout son monumental recueil des arbitrages internationaux (ouvrage qui vaut quelque deux cents francs aujourd'hui) le classèrent parmi les jurisconsultes de l'heure présente.

Il devait en même temps être le collaborateur régulier et précieux des grands périodiques de Droit et de Sciences politiques, notamment la *Revue générale de Droit international public*, le *Dalloz* et le *Journal de Droit international privé* de Clunet où, pendant près de quinze ans, il tint la rubrique de la jurisprudence grecque.

Il est assez remarquable que ce jeune jurisconsulte, qui se trouvait attiré par les plus hauts problèmes du Droit international, ne cessa jamais d'en rapporter les effets sur sa petite patrie. Avec le sens politique le plus aigu, il comprenait le rôle de la Grèce dans l'équilibre européen, sa mission civilisatrice dans la Méditerranée orientale, sa valeur défensive contre un asiatisme inquiétant. Il espérait donner à un Occident mal informé conscience de l'apport hellénique, réaliser cette union étroite de la Grèce et de l'Entente cordiale sans laquelle il ne concevait pas de politique européenne fructueuse et stable.

M. Venizelos eut le grand mérite de découvrir et d'utiliser M. Politis qui paraissait attaché à sa cathèdre et n'avoir pour tout horizon que quelque présidence olympienne de cour d'arbitrage au palais dormant de La Haye. L'homme d'État qui a fait la Grèce d'aujourd'hui et qui reste, malgré les hostilités et les fautes personnelles de tactique, celui auquel l'hellénisme manifestera un jour la reconnaissance qu'il lui doit, appela M. Politis comme conseiller technique à la Conférence balkanique de Londres de 1912. Il lui confia le soin de représenter le gouvernement hellénique à la conférence financière de Paris en 1913 et l'eut à ses côtés à Bukarest.

Ayant su l'apprécier, il le garda.

Quittant le professorat, M. Politis entrait, au début de 1914, dans la carrière diplomatique grecque. Nommé, par loi spéciale, directeur des affaires politiques au Ministère des Affaires étrangères avec le grade de ministre plénipotentiaire, il conserva cette situation éminente jusqu'en septembre 1916. On sait qu'à cette époque M. Venizelos, désespérant d'amener Constantin à la simple compréhension des intérêts de l'hellénisme, forma à Salonique un gouvernement révolutionnaire qui devait rallier autour de lui les amis de l'Entente. Avec l'amiral Condouriotis (aujourd'hui président de la République) et le défunt général Danglis, M. Politis, comme ministre des Affaires Etrangères du gouvernement provisoire, donna à cet audacieux mouvement tout l'appui de sa profonde conviction et de son inaltérable droiture d'esprit. La grande majorité du peuple grec ne devait pas tarder à se rallier à ces guides prévoyants de ses destinées. Constantin quittait la Grèce, remplacé par son second fils Alexandre, homme loyal et de bonne volonté ; M. Venizelos rentrait à Athènes et M. Politis prenait la direction du ministère de la rue des Phihellènes. On se souvient de la crise dramatique qui suivit la mort du roi Alexandre, succombant à la morsure du singe de l'intendant de Tatoï. Si, à cette époque, M. Venizelos se trompa

dans l'orientation de sa campagne électorale et se crut de taille à imposer le prince Paul, un cadet insignifiant dont il eût été le paternel régent, M. Politis, avec un sens plus politique des réalités, préconisait une solution intermédiaire qui eût pu radicalement modifier le cours des événements.

Il eût voulu, considérant l'abdication de Constantin comme acquise, faire appel au diadoque George, successeur normal de son père. Il eût, ce faisant, désarmé l'opposition royaliste qui combattait l'arbitraire du choix du prince Paul, instrument trop docile entre les mains d'un Warwick. Si, dans l'absolu, la conception de M. Venizelos avait pour elle les meilleures raisons, l'opportunisme de M. Politis était plus sage et plus adroit. Le peuple grec avait souffert, dans son orgueil de nation libre, de l'intervention étrangère s'exerçant même pour son bien. Il fallait lui faire des concessions de forme. M. Venizelos ne le crut pas nécessaire. Les élections du 11 novembre 1920 lui démontrèrent son erreur.

M. Politis quitta la Grèce en même temps que son chef. Rentré dans la vie privée et rendu à ses chères études juridiques, il devait, pendant les années 1921 et 1922, être appelé à plaider de graves affaires de contentieux international. Ceux qui ont eu la faveur de l'entendre en ont gardé un souvenir admiratif. Avec une maîtrise incomparable de notre langue, une mémoire implacable au service des dons oratoires les plus rares, il excellait à exposer les problèmes les plus ardus sous leur forme la plus claire. Il égalait les plus grands avocats civils, les Millerand, les Poincaré, les Chenu. Il eût pu, écœuré par l'ingratitude politique, ne plus penser qu'aux honneurs et aux bénéfices du prétoire. Il n'en fut rien. La Grèce était alors traînée sur la claie. La horde turcomane sonnait l'hallali d'une nation que de mauvais bergers avaient égarée. Le nom grec était honni. J'ai vu, en ce temps-là, M. Politis et son fidèle lieutenant Léon Maccas, affronter les réunions contradictoires les plus malveillantes et les plus misérables et, répondant à quelque obscur contempteur de sa patrie, défendre, au-dessus des Constantin et des Gounaris, une cause qu'il considérait et à juste raison être aussi celle des intérêts français. Au milieu d'un auditoire houleux et imbécile qui s'était pâmé à l'image du bon Turc et avait salué d'acclamations le nom de Mustapha Kemal, ce nouveau Lazae Carnot ami de M. Franklin-Bouillon d'abord et de la France par surcroît, M. Politis demandait la parole, d'une voix martelée, calme quoique vibrante d'indignation contenue, il rétablissait la vérité des faits, rappelait ce que l'armée grecque avait fait pour la victoire commune, citait le nombre — des milliers — d'engagés volontaires grecs dans les rangs français où pas un Turc n'avait figuré et invitait les assistants à faire une discrimination réfléchie dans leurs amitiés. Le conférencier turcophile balbutiait quelque lieu commun, s'accrochait à l'échauffourée du 1er décembre. Inlassable, M. Politis reprenait la parole, rappelait les monstrueux massacres et mutilations des soldats français en Cilicie si soigneusement cachés par la presse et montrait les dangers d'une politique d'abandon.

Cet ancien ministre des Affaires Étrangères, grand officier de la Légion d'honneur, ce jurisconsulte écouté par les sommités du droit international descendait ainsi dans l'arène de faubouriennes réunions, courageusement, simplement, mû par le seul amour de sa patrie et la conscience de son devoir de bon Européen, et je dirai même de bon Français. Jamais en effet ne s'est peut-être mieux réalisé en un individu la vérité du dicton : « Tout homme a deux patries, la sienne et la France. » M. Politis, tant par son éducation que par la construction raisonnée de son esprit, ne peut séparer les deux pays qui lui sont chers. Il voit la concordance de leurs intérêts, il envisage les problèmes sous l'angle franco-grec. Il est même des Grecs pour lui reprocher d'être trop Français.

Un nationalisme trop étroit est la pire des erreurs pour un homme d'État. Les nations, petites et même grandes, sont liées par une solidarité qu'il est dangereux de méconnaître. M. Venizelos eut toujours comme lumière conductrice de sa politique extérieure la constellation de l'Entente Cordiale. Aux heures les plus graves il y demeura fidèle. On lui attribua des préférences anglaises, ce qui est faux. S'il se tourna en apparence davantage vers l'Angleterre, ce fut parce que l'accueil qu'il y reçut fut manifestement plus chaleureux.

M. Politis a à cœur de rétablir un équilibre d'influence en ramenant la France en Grèce.

Lorsqu'en septembre 1922 la Révolution grecque chassa Constantin, ce fut à M. Politis qu'on s'adressa pour reprendre le portefeuille des Affaires Étrangères. L'instant était douloureux. L'œuvre de Venizelos avait été sabotée par Constantin et son entourage inconscient. La Grèce, après avoir entrevu la réalisation de ses rêves séculaires, prenait le deuil dans la douleur de la défaite. M. Politis, accepta la lourde et injuste tâche de reconstruction.

L'un des traits essentiels de son caractère est une lucide confiance dans les destinées de sa patrie.

J'ai sous les yeux l'article qu'il donna, il y a deux ans, au *Journal des Hellènes*. C'était au lendemain de la catastrophe. Il écrivait pourtant : « L'immense malheur que constitue pour la nation le déracinement des Grecs d'Asie-Mineure et de

Thrace comporte une double atténuation. Tout d'abord il supprime l'irrédentisme militant qui, depuis un siècle, a si lourdement pesé sur les finances et l'énergie de la Grèce, dont le devoir le plus sacré était d'aller au secours de ses frères opprimés chaque fois que leur vie, leur honneur ou leurs biens étaient en danger. Libérée désormais de pareil souci, la Grèce pourra consacrer toutes ses ressources et concentrer tous ses efforts à son développement moral, économique et social. Qu'on ne dise pas que, privée de ce qui était jusqu'ici son idéal national, elle risque de voir diminuer sa vitalité. Outre que la situation eût été, à ce point de vue, la même si la Grèce avait eu le bonheur de mieux réussir dans la libération de ses frères irrédimés, l'idéal national peut — l'exemple des nations ayant réalisé leur unité le prouve — prendre une autre direction pour s'appliquer au progrès même de l'État.

« En second lieu, si l'arrivée sur son territoire de plus d'un million de réfugiés fait actuellement peser sur la Grèce une très lourde charge, elle lui vaut, en revanche, un précieux accroissement de population. L'État deviendra plus homogène, ce qui, au point de vue national, est un grand bien : la proportion des éléments allogènes va descendre du sixième au huitième ; passant de 5 à plus de 6 millions, sa population dépassera, dans dix ans, 7 millions, si, comme il y a lieu de l'espérer, le mouvement démographique se poursuit sur les bases d'avant-guerre ; 12.000 soldats viendront augmenter le contingent des classes futures, et l'armée comportera alors, si elle conserve son organisation actuelle, 85.000 hommes d'active et 600.000 de réserve.

« Cet accroissement de population aura, en outre, la valeur d'un fortifiant national : les Grecs d'Asie-Mineure et de Thrace apportent, avec un sang nouveau, des habitudes de travail et une mentalité différentes de celles des autres habitants. Par la fusion des divers éléments de la race, le peuple grec subira, physiquement, socialement et moralement une heureuse rénovation.

« Le même fait aura, au point de vue économique, des conséquences non moins heureuses. Le nombre des contribuables, des producteurs et consommateurs de richesse sera augmenté, dans dix ans, dans la proportion de 40 0/0. Les recettes de l'État et l'économie nationale recevront respectivement un accroissement annuel d'environ 700 millions et 7 à 8 milliards de drachmes. »

Et M. Politis, continuant son tour d'horizon, voyait l'établissement des réfugiés provoquant de grands travaux d'intérêt national, développant l'industrie, le commerce et l'agriculture.

En moins de deux ans ses prophéties ont déjà trouvé une partie de leur réalisation. La Grèce a montré qu'elle méritait la confiance qu'il avait en elle, alors qu'on semblait, autour de lui, désespérer.

Nous retrouvons bientôt M. Politis à Genève, délégué à la Société des Nations. Il y défendra, en septembre 1923, la double cause de son pays et celle de la paix européenne elle-même, mise en péril par l'inqualifiable attitude de M. Mussolini à propos du drame d'Épire et du bombardement de Corfou. Là encore la tâche est ingrate. La Grèce est une petite puissance qui soutient son droit contre une grande puissance qui croit qu'à la force tout est permis, et qui se sent soutenue par d'autres grandes puissances qui, pour ménager ses susceptibilités et conserver son amitié dont leur politique a besoin, sont prêtes à sacrifier la faible. M. Salandra, qui représente l'Italie, est hautain et méprisant. Il aura même recours à l'insulte. Il insinuera qu'en Grèce « l'assassinat est un moyen en politique ». (L'affaire Matteoti n'allait pas tarder à singulièrement illustrer les prétentions italiennes au droit de condamner autrui.)

Dans ce duel à forces inégales, M. Politis remportera pourtant la victoire morale. Juriste et *debater* incomparable, il ne laissera aucun argument de l'adversaire sans réponse.

Il ralliera à sa défense du pacte et aux obligations qui en découlent la majorité du conseil. Par sa clairvoyance et sa fermeté il sauvera l'institution même de Genève.

Quand, il y a quelques semaines, s'ouvrira la Ve Assemblée de la Société des Nations, le premier délégué de la Grèce recevra la présidence de la troisième commission et sera chargé du rapport de la première commission. On sait le rôle prépondérant qu'il a joué dans l'élaboration de la Charte. Son nom est désormais attaché à ce document capital dans l'histoire du monde.

Depuis le mois de mai de cette année, M. Politis a pris la direction de la légation de Grèce à Paris où il a remplacé M. Athos Romanos, l'ami éprouvé de la France, atteint par une limite d'âge à laquelle une persistante verdeur inflige d'ailleurs un démenti.

Ces fonctions diplomatiques, dont une des premières manifestations a été la négociation qui a abouti à l'envoi du général Guillaumat à Athènes pour y réorganiser l'armée grecque, n'ont point détourné M. Politis de ses premières amours. Membre associé de l'Institut de droit international depuis 1904 et actuellement son vice-président, fondateur de l'Union juridique internationale (créée à Paris en mai 1919), apportant le concours de sa compétence à nombres d'académies et d'associa-

tions savantes, il garde au droit, comme il vient de le prouver à Genève, son entier attachement. N'est-ce point dans son respect que le monde trouvera un jour la garantie nécessaire à son bonheur?

On n'aurait point tout dit sur M. Politis si l'on n'avait discrètement salué sa collaboratrice, Mme Politis, la fille du grand peintre Ralli.

Malgré les préoccupations, d'une mère de famille, car deux enfants égayent ce foyer, Mme Politis suit passionnément les travaux de son mari, a appris la sténographie pour lui rendre occasionnellement service et soulage, en hôtesse avertie, celui que trop de mondanités fatigueraient au détriment de ses travaux.

Les deuils qui ont frappé la Grèce n'ont pas épargné M. Politis. Sa vénérable mère s'est éteinte l'an dernier à Corfou, peu de temps après la mort de son beau-frère, victime de son dévouement aux réfugiés typhiques concentrés dans l'île.

L'assistance aux réfugiés n'a cessé d'être l'angoissant souci de cette noble famille à laquelle le peuple grec a tant de raisons d'être respectueusement attaché.

René Puaux.

LA MESSE

(Nouvelle)

A une portée de pistolet des murs de Toul, le régiment de Baslemont-Cavalerie fait sa halte avant l'étape. Sous la tiédeur d'avril, les soldats, lassés, ont mis pied à terre, et c'est comme une nuée étroite et fourmillante qui recouvre d'un seul coup toute la route, entre les jardins et les ceps dénudés, jusqu'au delà du dernier tournant. Près d'un ermitage, les officiers se sont groupés ; leurs domestiques se hâtent, décrochent les porte-manteaux, disposent des gobelets. Le Colonel a pris sa place d'une manière aisée et noble ; autour de lui se sont mêlés, dans une brume légère, les broderies des chapeaux, l'éclat des retroussis, le luisant des bottes immenses à peine poudrées par la chevauchée. Et ce tableau composé s'applique bien sur le fonds des remparts de Toul, où l'après-midi déclinant a déjà tendu de grandes lignes d'ombre.

Sur le chemin, le cavalier Belle-Fleur, bride au bras, tourne le dos au groupe de l'ermitage et fait mine de ne pas s'intéresser aux rires qui fusent de là-bas. Il mange à lents coups de mâchoires son pain et son fromage, les yeux vers Toul et le petit village de vignes qu'on distingue plus loin sur la pente. D'un coup de bride machinal, il écarte les naseaux de son cheval, qui tire et souffle avec force vers le morceau de pain. Puis il murmure, ses sourcils rigides fixés vers le même point, et il hausse un peu les épaules... Allons : quoi d'étonnant qu'un soldat, toujours sur les routes, se retrouve par hasard dans les lieux où fut son enfance?... Son regard se déplace. Au centre de la ville, pressé par les maisons, voilà bien le clocher de Saint-Gengoult ; par-dessous, ce carré de toitures, c'est le vieux cloître où, quand il étudiait à l'école latine, il allait chaque matin, la messe servie, jouer avec ses compagnons. L'église, les catéchismes, cette enfance claire et soumise... a-t-il donc vraiment vécu tout cela? Ou bien est-ce qu'une deuxième existence aurait, pour lui, effacé la première?... Oui : ses parents morts, sa rentrée au village, son engagement, plus tard, dans Saint-Baslemont : voilà les seules images qui, de coutume, lui reviennent... Dix ans, déjà, qu'il s'est enrôlé ! Il sourit, d'un sourire crispé, à ses espoirs de ce temps-là : pousser sa fortune, s'avancer à la guerre, comme ont fait d'autres. Et revenir un jour, paraître ici aux yeux de ceux qui l'ont connu !... Quelle misère !... Bien de tout cela ! Le voici revenu, sans doute. Mais il est plus vieux. Et c'est tout !

Aussi, maintenant, pour lui, c'est décidé ! Jamais plus il ne fera d'étapes avec ce régiment. Et, après-demain, il ne traversera pas, à son rang, le petit village aux vignes. Oh ! bien sûr qu'on l'a, dans son pays, depuis longtemps oublié ! Et, d'ailleurs, cette haute taille qu'il a prise, cette moustache de soldat, cette cicatrice blanchissante, ce nom de Belle-Fleur : personne d'autrefois, assurément, ne le reconnaîtrait. Qu'importe, après tout? Maintenant, il a conclu marché avec le recruteur de l'armée de Prusse qui, comme toujours, suit secrètement les troupes. Ils sont convenus de se retrouver dans l'auberge, à Toul, le lendemain de l'arrivée. C'est là que, pour neuf heures, tout sera réglé : les trois cents écus promis, l'habit d'emprunt qui lui fera ensuite son déguisement. Eh ! eh ! trois cents écus à la fois, plus tard, un bâton d'exempt assuré : pourrait-on désirer davantage? Bien sûr qu'ils devront tous deux disparaître avec promptitude, monter dans le premier coche qui roulera vers Metz et le duché de Deux-Ponts. Car le racoleur est homme de prudence, qui ne se soucie pas d'être pendu... Mais, le même jour, le régiment ne s'en va-t-il pas de l'autre côté, sur Nancy? Bien fin, qui les retrouverait.

...Oui, c'est vrai, il va devenir un déserteur... Et après? Quand il sera loin, ses compagnons diront de lui ce qu'ils voudront : il s'en moquera. Qui donc a jamais fait justice au pauvre soldat qu'il est demeuré, sans appui et sans protections? A la guerre, de belles promesses, sans doute... Mais, plus tard, de récompenses, point! Et pourquoi celui qui est sans famille devrait-il rien à personne? Il était venu... il s'en va... Voilà : c'est tout...

Le front de Belle-Fleur se détend, sa figure se revêt d'indifférence, il range, d'une main soigneuse, son pain entamé sous les basques de son habit, et ses yeux tranquilles se promènent à l'environ. Là-bas, à côté du Colonel, deux trompettes, qui élèvent leurs pavillons, resplendissent du buste et des épaules au ras de l'horizon, ainsi que de grands insectes magnifiques. A la sonnerie du boute-selle, un brouhaha de piaffements et de rumeurs gagne et s'avance le long de la route encombrée. Dans le même instant, les compagnies sont à cheval, et de grandes ombres mouvantes commencent de se suivre et de se recouvrir sur le haut penchant des vignes. En tête, les musiciens arrivent déjà au pied du rempart; il franchissent le pont-levis, s'engagent sous la porte de France : de loin, les sons champêtres des hautbois et des fifres s'élèvent avec un ensemble que la distance assourdit. Belle-Fleur distingue un moment le timbalier nègre qui disparaît sous le porche, baguettes levées, parmi le flot natté des croupes puissantes. Mais les murailles les cachent déjà, et, maintenant, c'est le silence sur la route sèche, où l'on n'entend plus que le ruissellement continu des pieds des chevaux. Un vigneron, à côté, a repris son travail : sa bêche luisante s'enfonce lestement sous les mottes, les retourne, lance son éclair. Belle-Fleur remue de nouveau les lèvres, secoue les épaules comme s'il rejetait des images importunes, se cambre avec décision sur sa selle. Puis, mêlé à ses compagnons, il pénètre à son rang sous la voûte, et cesse de penser

***

Un portail d'église qui s'ouvre à moitié, par un clair matin de printemps, sur l'éveil d'une petite ville, offre un coup d'œil plein d'une joie allègre dont on est tout de suite épanoui. Sous la nef de Saint-Gengoult, une flèche de soleil est entrée en même temps, elle oscille jusqu'aux derniers piliers, va vient, fouille hardiment, de ci, de là. Avec elle ont pénétré les rumeurs bruissantes de la rue : l'appel aigu d'un marchand de vinaigre, les grands rires des soldats de Saint-Baslemont qui, devant les maisons, retapent leurs chapeaux, éclaircissent leurs armes, s'interpellent avec mille goguenardises. En face, un perruquier, blanc de poudre, apparaît une minute sur son seuil, regarde affairé dans la rue, perruque au poing, rentre dans sa boutique, comme une marionnette. Mais la porte de l'église est retombée, le tableau de clarté s'est évanoui, les bourdonnements du dehors s'éteignent confusément. Là-haut, dans l'ombre des chapelles, une sonnette invisible sonne longuement : la messe va commencer.

Tiens : ce soldat assis sous le pilier du fond, n'est-ce pas Belle-Fleur, qui tourne la tête de côté et d'autre, d'un air distant et contraint?... Eh! oui : il est entré là par hasard, ne sachant que faire, au sortir des logis de sa compagnie... Car il a bien le temps, avant neuf heures et son rendez-vous! Et puis, compter son argent, s'accommoder en courtaud de boutique, à midi se glisser dans la patache : cela aussi sera vite fait. Donc voilà... il est entré. Mais, déjà, il s'ennuie, car faire séjour dans les églises, comme un capucin, ce n'est plus, depuis longtemps, son affaire. Il se lève, hésitant. Avec un peu de gêne, il tire sa soubreveste, effile sa moustache... Il va sortir... Non... il se rassied.

... « Drelin... drelin... drelin... » Si la sonnette de l'enfant de chœur s'agite si gaîment, c'est qu'assurément, du haut des verrières, il n'est jamais descendu de plus clairs sourires qu'aujourd'hui. Au vrai, un printemps de plus est-il pour ajouter quoi que ce soit à l'éternelle jeunesse des anciennes voûtes, sous lesquelles tant de saisons sont passées, tant de gens aussi, tant de costumes, et, avec chaque siècle, tant d'âmes tourmentées? Des enfances joyeuses s'y sont remplacées, pour apprendre que, toujours, la Loi est la même, qu'on doit être juste, que le bonheur est facile pour qui enclôt ses désirs, et que, suivre avec simplicité le sentier battu, c'est, bien souvent, suivre le meilleur sentier... Mais y a-t-il encore place pour de telles pensées dans l'esprit d'un soldat indigné contre le sort hostile? Et qui, d'ailleurs, a jamais su à quoi Belle-Fleur pouvait penser?...

Il a appliqué ses deux mains sur le haut de sa figure, et il ne voit même pas le servant de messe trébucher au coin du tapis, comme lui autrefois, quand vient l'instant de porter le missel. Ce n'est plus pour lui, maintenant, qu'oscillent, à travers les pendeloques du vieux lustre, les plus belles couleurs du monde. Et, parmi les forces invisibles qui le pressent et l'assiègent, aucune, sans doute ne vient d'ici. Car il ne se lève pas, il ne s'agenouille pas aux moments qu'il faudrait : il est loin, très loin! Et l'on ne distingue, sous l'arc tombant de ses lèvres, que ce plissement fixe des gens qui agitent ailleurs un grand projet.

Dans le silence de la messe basse, des versets, à voix plus haute, s'entendent distinctement. C'est le prêtre qui a commencé le *Pater*. Les courtes phrases se détachent, portant jusqu'au pilier du fond, et voilà que Belle-Fleur relève un peu la tête, regarde longuement vers l'autel, comme étonné de se trouver là... Les paroles latines se suivent, au sens jadis si familier : « ...Donnez-nous notre » pain quotidien... Ne nous induisez pas en ten- » tation... Délivrez-nous du mal... »

Belle-Fleur a de nouveau caché son front têtu, du même mouvement que tout à l'heure. Et, pas plus que tout à l'heure, on ne saurait, en vérité, deviner où son rêve s'est envolé.

La messe est terminée. L'enfant de chœur précède, d'un pas dansant, le prêtre jusqu'à la sacristie, revient, éteint les cierges, regarde à la dérobée vers ce soldat immobile. Le vide se fait dans l'église, où se heurtent toujours, par bribes éparses, les cris du dehors. Dans l'intérieur, un balancement d'horloge berce pesamment la solitude. Puis, du clocher, un long bruit de rouages enchevêtrés annonce l'heure qui va sonner :

« — ...Neuf heures.

— ...Neuf heures » fait encore la sonnerie qui redouble.

...Mais Belle-Fleur ne paraît pas avoir entendu. Il reste sans bouger, à sa place, et, si l'une de ses épaules ne venait pas brusquement de se hausser, on le croirait, en vérité, tout à fait endormi.

***

Rien n'est beau comme des soldats qui se promènent deux à deux, un jour d'étape, dans les rues d'une petite ville. Le long des boutiques, poudrés et brillants, on les regarde autant que des seigneurs. Le blanc d'un baudrier, la dorure d'un chapeau jettent çà et là des gouttes de lumière dans les rues rétrécies où ne paraissent, à l'accoutumée, que les vêtures sombres des gens de métier ou des campagnards. Aussi, est-ce jour de joie pour les écoliers, qui suivent d'un pas ralenti les groupes errants des cavaliers, s'arrêtent derrière eux, discutent à voix retenue. Tous ensemble entourent maintenant un chanteur de cantiques qui, près de la Poste-aux-chevaux, va commencer de dérouler son tableau. De la cour des messageries, où retentissent les jurons du maître de poste, le coche de Nancy s'efforce lentement à sortir : sa caisse apparaît, tourne, affleure, oscillante, les premiers étages, les chevaux se rangent le long des maisons : les voyageurs commencent de monter.

L'un d'eux, pourtant, vêtu à la mode d'un bourgeois de Metz, et qui a baissé la corne de son chapeau, paraît à la fois hésitant et pressé. Il laisse passer ses compagnons, regarde dans la rue, devant, derrière, monte enfin, mais demeure penché au dehors. Midi sonne. Le coche s'ébranle ; le vacarme des roues, la trompe du postillon, la grosse cloche de l'Angelus : tout cela étouffe un instant la voix nasillarde du chanteur de complaintes, et les soldats qui faisaient cercle se retournent. En voici un qui, à l'approche de la patache, s'est mis brusquement à l'écart, bras croisés, bien en vue, comme s'il attendait. Et, le racoleur aurait tout de suite, reconnu Belle-Fleur, même s'il ne l'avait pas cherché, à cet air de défi qu'il porte toujours avec lui... Oui : le cavalier s'est repris, l'affaire est manquée, et le beau soldat de six pieds ne lui vaudra pas les thalers attendus ! Au regard narquois qu'il a reçu au passage, le marchand d'hommes répond par un coup d'œil furieux, étouffe un juron en allemand, se tapit au fond de la patache. Celle-ci, glorieuse, a pris le milieu de la chaussée maintenant toute droite, elle se rapetisse sous l'alignement des lanternes balancées, disparaît dans une poussière d'or. Belle-Fleur respire, sourit, regarde autour de lui. C'est l'heure où, des logis entr'ouverts et pleins de soldats, s'exhale la bonne odeur du bœuf bouilli. Un premier lilas éclos de la nuit, de couleur incarnadine, à la livrée des pages du Colonel, se penche au-dessus de la rue, au milieu d'un faisceau de branches encore dénudées. Et, parmi les mille rumeurs des cavaliers qui, bruyamment, s'attablent dans les maisons, les grandes ondes dominantes de l'Angelus achèvent de descendre, une à une, autour du soldat apaisé.

Louis Beaison.

LA BELLE DÉFENSE DE LA LANGUE FRANÇAISE AU CANADA (1)

« Nous comprenons que le *culte catholique* montre partout le drapeau blanc et les lis. Les catholiques, comme individus ou groupes, ont pris fait et cause pour les Bourbons, jusqu'à la lettre de Léon XIII qui leur donnait l'ordre d'accepter la République. »

Alliée de l'ennemie des Canadiens, la France qui n'était plus la vraie France, ne pouvait avoir pendant la guerre, la sympathie des nationalistes franco-canadiens embrigadés par M. Bourassa.

(1) Voir la *Revue Bleue* des 4 et 18 octobre 1921.

Ils firent des vœux discrets pour le triomphe de l'Allemagne qui eût assuré la défaite d'Albion et la régénération d'une France coupable. Ils s'opposèrent de toutes leurs forces, par la plume et la parole, à l'enrôlement de leurs compatriotes. On alla, m'a-t-on assuré, jusqu'à fournir des cachettes aux futurs conscrits dans les fermes et dans les bois (1). Durant les hostilités, les Allemands, pour leur propagande parmi les soldats français, auraient lancé, du haut des avions, des numéros du *Devoir*, de M. Bourassa (2).

Retenons un autre phénomène significatif. Il se répète ailleurs, pour les mêmes raisons. Les Canadiens les plus opposés à la France tout court, ceux qui sympathisent le plus avec les Allemands, ceux qui s'acharnèrent à échapper à la conscription, sont en général, des partisans du nationalisme intégral français qui seul, à leurs yeux, représente la patrie authentique que l'humiliation eût sans doute tirée du tombeau. J'ai connu en France des gens qui regrettaient fort, en pleine guerre, de n'avoir pas un Guillaume II. La psychologie des passionnés, des irréalistes de la politique, est un défi à la nature et au sens commun, mais pas à la logique des illuminés ou des songe-creux.

Les Français envoyés en mission de propagande au Canada, durant la guerre, ne se rendirent pas compte de cet état d'âme. Ils furent choqués, mais ne choquèrent pas moins. Ceux qui les délégèrent étaient aussi ignorants qu'eux-mêmes. Ils parurent oublier que le Canada n'appartenait plus à la France depuis un siècle et demi, qu'il ne s'intéressait guère plus à la mère-patrie qui le découvrait une deuxième fois, que l'Argentine ou le Chili ne s'intéressaient à la vieille Espagne. Celle-ci n'eut garde de faire appel à ses colonies, quand elle eut des difficultés avec les États-Unis. Il y avait même une aggravation dans le cas de la France. Elle se trouvait l'alliée de la puissance que les Canadiens nationalistes détestaient le plus.

Après la guerre, les mêmes sentiments agirent dans le sens de la même logique (3). M. Bourassa et ses disciples voulurent une paix sans victoire et sans châtiment, ils préconisèrent l'isolement de plus en plus accentué du Canada, ils demandèrent qu'il fut tenu à l'écart de toutes les complications européennes et que la France ou l'Angleterre ne prétendissent pas l'entraîner dans leur renaissante rivalité ou dans leurs difficultés avec l'Allemagne ; ils prirent fait et cause pour cette dernière, à peu près dans toutes les questions, en particulier dans dans celle de la Ruhr.

Écoutons M. Bourassa en une conférence du 13 mars 1923, à Notre-Dame-de-Grâce (parue dans *Le Devoir)* :

« A la faveur d'un autre dispositif du traité de Versailles, la France s'est emparée des charbonnages

(1) Ne l'oublions pas d'ailleurs, c'était surtout par animosité contre l'Angleterre qui n'avait pas su dès le début ménager l'amour-propre des Canadiens français, en leur donnant des officiers de leur race ou en les incorporant dans les formations françaises.Aux premiers jours de la guerre, 5.000 Canadiens français s'enrôlèrent volontairement. Dans la suite, 37.400 répondront à l'appel de la conscription.

(2) Il est cependant de la plus élémentaire équité de dire que dans ce même journal, le même M. Bourassa écrivit d'admirables articles, pour procurer aux combattants français et à leurs familles des vêtements chauds. Cf. *L'Effort Canadien* par Mgr. Baudrillart, p. 26.

(3) M. Bourrassa écrivait dans le *Devoir* du 10 août 1922 :

« Au cours de la guerre nos chefs politiques, nos dirigeants de toute catégorie ont lié notre sort à celui des nations d'Europe et plus particulièrement de l'Angleterre et de la France, alors alliées, aujourd'hui rivales, demain ennemies. Ils ont non seulement décidé et prolongé notre participation *matérielle* et sans limites au *fait* de la guerre : ils nous ont aveuglément imposé la solidarité de tous les motifs moraux et immoraux qui ont fait la coalition, aujourd'hui rompue, des ennemis de l'Allemagne. Nous nous sommes constitués les champions de la démocratie et de la liberté des peuples, les propagandistes de l'idée révolutionnaire, les adversaires résolus de l'intervention du Saint-Siège dans les affaires du monde.

« Ce n'est pas encore tout. Par l'action combinée de tous nos chefs politiques et de notre parlement à l'unanimité, nous avons définitivement rompu avec les coutumes, les traditions et les traités qui nous garantissaient le droit de neutralité en toute guerre de l'Angleterre ne menaçant pas immédiatement notre territoire. Nous nous sommes du coup internationalisés et impérialisés. Nos délégués courent aujourd'hui le guilledou impérial, à la remorque des représentants de l'Angleterre, dans tous les lieux louches ou mauvais où les diplomates de l'Europe s'efforcent de réparer les conséquences de leur aveuglement et de leurs folies, où les chefs de l'Empire nouent et dénouent les intrigues d'où l'Angleterre tirera peut-être quelque profit, où nous, pauvres coloniaux, ne pouvons que laisser quelques lambeaux de chair et d'honneur.

« C'est un devoir pour tout Canadien qui n'a pas le cerveau atrophié par la politique de carrefour, la niaiserie intellectuelle ou l'abrutissement colonial, ni la bouche fermée par le bâillon de l'or, ni la main attachée par la servitude de parti. — c'est le devoir de tout Canadien libre de s'orienter dans le maquis européen et de crier gare, avant qu'on nous y jette de nouveau, à l'aveugle et tête baissée, comme en 1914. »

Du même M. Bourassa dans le *Devoir* du 15 septembre 1922 :

« A ceux qui tiennent quand même, de bonne foi, pour la politique française du moment, bornons-nous à poser cette simple question : La Province de Québec doit-elle se tenir prête à partir en guerre, toute seule dans l'Empire britannique, toute seule parmi les nations d'Amérique, afin d'aider la France à « en finir » avec l'Allemagne? Aucun ne l'affirmera ; alors pourquoi accroître nos difficultés internes et externes, par l'expression toute verbale d'un sentimentalisme qui ne se traduira jamais en actes, et qui n'a pas la moindre chance d'éveiller un écho sympathique dans la sphère très restreinte où nous pouvons exercer quelque influence?

« Quand donc saurons-nous faire le départ essentiel entre les affinités de race et le patriotisme? Pourquoi substituer sans cesse à nos devoirs réels, d'imaginaires obligations? »

de la Sarre. Par un savant découpage de la Haute-Silésie, elle a fait attribuer à la Pologne, sa cliente, les principaux gisements miniers de cette contrée si souvent ballotée entre les nations du Nord et de l'est de l'Europe. Qu'elle occupe pendant dix, quinze ou vingt ans le bassin de la Ruhr, l'une des plus riches houillères du monde, qu'elle maintienne sous son égide la Belgique maîtresse du Borinage : elle devient du coup, pour le temps que cela durera, la maîtresse des principaux charbonnages de l'Europe occidentale.

« Ce n'est pas tout. En reprenant l'Alsace et la Lorraine, la France a mis la main sur les plus riches gisements de fer de l'Europe centrale. En Silésie elle a fait concéder politiquement à la Pologne effectivement à la finance française, une notable partie des richesses métallifères de cette région.

« Une autorité anglaise en ces matières, Sir W. Beach Thomas, avait donc raison de dire que l'occupation de la Ruhr est une bataille pour la possession du fer et de l'acier. Si l'on tient compte du régime ultra-protectionniste de la France, de ses tentatives pour introduire ce régime en Belgique, de sa mainmise sur la Pologne, on n'a pas tort de prévoir, à brève échéance, si l'entreprise réussit — une menace à tous les pays qui ont quelque intérêt dans les manipulations de la houille, du fer et de l'acier. A cet égard, la question de la Ruhr offre donc au Canada un intérêt de premier ordre.

« Il y a là, on le voit, de quoi rapporter à la France bien des milliards, beaucoup plus même que les sommes stipulées par le traité de Versailles et les conventions subséquentes. Mais alors ce n'est plus la seule réparation par l'Allemagne d'un tort matériel causé à la France : c'est la création et l'exercice par la France, au détriment du reste de l'Europe et du monde, d'un formidable monopole industriel. Que tel soit le principal objectif du Gouvernement français, je ne le pense pas ; de la nation française encore moins. Mais qu'il y ait en France de puissantes influences nationales ou internationales, juives ou chrétiennes, qui poursuivent cet objet à couvert de l'exaspération du peuple français, en face des ruines amoncelées dans les territoires naguère occupés par l'armée allemande, cela ne fait aucun doute, pour ceux au moins qui ont observé d'assez près ce qui se passe en France et en Europe. Une telle puissance d'argent sait à merveille tirer parti des sentiments populaires, même les plus nobles et les plus légitimes, pour servir ses fins.

« Elle n'a aucune peine à mobiliser la presse vénale et les politiciens à conscience facile, qui battent pour elle la grosse caisse du patriotisme exaspéré. De cette catégorie de journaux et de politiciens, il y en a en France autant qu'ici ou ailleurs. M. Bonar Law avait donc parfaitement raison lorsqu'il disait que ni M. Poincaré, ni aucun autre chef d'État ne pourrait, en ce moment, s'opposer au courant qui entraîne irrésistiblement la France dans la voie des mesures violentes contre l'Allemagne, quelque dangereuses qu'en puissent être les conséquences.

« Envisagée sous cet angle, la situation brusquée par la France à l'Est du Rhin est plus que suffisante pour rompre à jamais l'Entente cordiale entre « nos deux mères Patries. » Quel Canadien, à moins d'être couvert d'une triple couche d'abrutissement colonial, pourrait croire un instant que l'Angleterre va se laisser déposséder par la France, ou par toute autre nation, de son hégémonie industrielle? »

Me trouvant alors à Boston, de retour du Canada, j'écrivis, le 30 septembre 1923, à M. Bourassa, que j'avais vu à Québec, à propos de sa conférence :

Boston, 30 *septembre* 1923.

CHER MONSIEUR,

« En rentrant de Québec, il y a trois jours, j'ai lu votre discours sur « L'occupation de la Ruhr ». Voulez-vous me permettre de vous en dire brièvement ma pensée?

« Je ne critiquerai pas vos appréciations. Vos points de vue peuvent parfaitement se soutenir, mais votre exposé étant incomplet donne l'impression de partialité en faveur de l'Allemagne.

1° Je ne nie pas l'égoïsme enfantin des surnationalistes français, mais passer sous silence l'égoïsme des Junkers allemands qui s'est imposé à l'élite intellectuelle germanique depuis Hegel, cela est peut-être excessif.

2° Il y a dans l'attitude d'une certaine presse et de certains chauvins français, des airs et des accents de matamore et d'avale-tout, qui déplaisent à très juste titre. Mais aucun Français ne peut oublier que son pays a été envahi trois fois en un siècle par les Allemands. *Les garanties promises* n'ayant pas été ratifiées par l'Angleterre et les États-Unis, le Français est légitimement inquiet sur l'avenir et il cherche le moyen d'assurer la tranquillité de sa patrie. Ne feriez-vous pas comme lui?

3° Le principe de non-intervention posé d'une manière absolue, est-il bien chrétien?

4° Combattre les nationalismes exaltés, est excellent, quand on le fait, non pas au nom d'un autre nationalisme, mais au nom de la justice humaine et internationale.

5° Il est facile et souvent juste d'attaquer une certaine Démocratie, mais peut-être conviendrait-

il de ne pas oublier que les démocrates *sincères* sont, un peu partout, à peu près les seuls qui soient en faveur des diverses nationalités et des idées de pacification entre les hommes que vous dites défendre.

6° N'est-il pas à craindre qu'une attitude comme celle qui semble ressortir de votre discours ne prive les Franco-Canadiens de l'appui et des sympathies mêmes des Français qui se piquent de n'être ni chauvins, ni égoïstes, sans leur assurer en compensation, aucun autre appui, aucune autre sympathie? Comptez-vous sur l'Angleterre, sur l'Irlande, sur les États-Unis, sur l'Allemagne, pour soutenir vos réclamations? »

Il ne faut évidemment pas exagérer l'influence de M. Bourassa au Canada. Elle a fort diminué ces dernières années, même dans le clergé. Il ne représente pas à cette heure, la pensée de la masse, mais, forte personnalité et âme du nationalisme canadien, il lui a infusé quelques-unes de ses idées.

Nous devons les connaître, si nous ne voulons pas nous leurrer de chimériques espoirs. Dissimuler ces faits réels, sous une phraséologie de commande, serait nuire aux deux pays et rendre impossible la recherche de méthodes nouvelles plus souples et plus compréhensives, pour établir entre eux, des relations cordiales, dans tous les domaines, sans froisser de légitimes susceptibilités.

A. Lugan.

LES INSCRIPTIONS DES CATACOMBES DE PARIS

Les premier et troisième samedis de chaque mois, vers une heure de l'après-midi, les abords de l'ancienne barrière d'Enfer sont encombrés de groupes serrés, qui attendent l'heure de visite des Catacombes. Le Parisien flâneur, qui a une heure à perdre, n'hésitera pas à se joindre à cette réunion de curieux. Avant l'ouverture des portes, on peut contempler à loisir les deux pavillons à l'antique, œuvre de l'architecte Ledoux, qui encadrent la barrière. Cet architecte amateur de style néo-grec, comme la plupart de ses contemporains, les « antiquisants » de la fin du XVIIIe siècle, en avait construit d'analogues à chacune des barrières, qui fermaient le mur dit des Fermiers généraux. De ces étranges propylées, il reste bien peu de spécimens ayant échappé à la démolition : la barrière d'Enfer est de ce nombre.

Pendant le règne de Louis XVI, des éboulements ayant provoqué de graves accidents avaient redonné aux carrières abandonnées du Grand Montrouge un fâcheux regain d'actualité. On se préoccupait à la même époque, par un souci d'hygiène mieux entendue, de supprimer l'ancien charnier des Innocents qui occupait une partie de l'emplacement des Halles actuelles, et de le convertir en une place publique. Un arrêt du Conseil d'État, en date du 9 novembre 1785, sanctionna cette utile réforme. Les anciennes carrières du nord de Paris étaient tout indiquées pour offrir un dernier asile aux ossements retirés du charnier des Innocents. C'est à Lenoir, lieutenant général de police, esprit éclairé et novateur, que l'on doit la réalisation de cette idée. Les funèbres transports eurent lieu l'hiver, à la nuit tombante, dans le halo des torches, accompagnés du clergé chantant des psaumes, lugubre appareil qui impressionna vivement l'imagination des Parisiens et inspira quelques artistes. En janvier 1788, tout était terminé ; les anciennes carrières de Paris, aménagées par l'inspecteur général Guillaumot, recélaient, définitivement cette fois, les restes des générations de Parisiens, qui avaient dormi, depuis des siècles, leur dernier sommeil au charnier des Innocents. Pendant la Révolution, les Catacombes reçurent en outre les ossements exhumés au cours de la démolition des églises et les restes des victimes des émeutes.

Un profond escalier descend, en spirale, jusqu'au sol d'un corridor étroit que l'on suit longtemps avant de parvenir à l'ossuaire. Ce dernier est établi dans les anciennes galeries d'exploitation. Les parois disparaissent, jusqu'au ciel de la carrière, sous des piles d'ossements amoncelés avec méthode. Une esthétique macabre, une effroyable symétrie ont présidé à l'agencement de ce funèbre décor. On marche entre deux murs sinistres dont les assises sont faites de crânes superposés. Des ornements, dont le mauvais goût rappelle les fantaisies macabres de la crypte romaine des *Capuccini*, tentent de rompre la monotonie de ces lugubres galeries. Ici, ce sont des étoiles aux branches formées de fémurs et de tibias ; plus loin, s'ouvre une niche, au fond de laquelle trône, comme le génie funèbre du lieu, un squelette assis, dont le rictus effroyable poursuit l'imagination. Les galeries se coupent et s'entrecroisent. On s'égarerait promptement dans ce morne dédale, si les allées transversales n'étaient interdites par des chaînes. De distance en distance un autel semble attendre qu'on y célèbre la messe des morts. C'est le vicomte Héricart de Thury qui imprima, sous le premier Empire, son caractère

actuel à cet hypogée. Avant qu'il ne fût nommé à l'inspection générale des carrières, « on s'était contenté — dit un guide contemporain — de distinguer ces ossements pris dans différents cimetières, par des tas particuliers, où ils se trouvaient accumulés sans ordre... M. de Thury entreprit de donner aux Catacombes un arrangement qui les rend recommandables à la curiosité des voyageurs. Il profite même des travaux (en cours), pour disposer les ossements confiés à sa garde d'une manière pittoresque et romantique (!). C'est ainsi qu'il a réussi, en les rangeant avec symétrie, à faire des obélisques, des tombeaux, des autels... et jusqu'à des murs d'os mastiqués avec du plâtre... ». Le macabre étant depuis longtemps relégué parmi les accessoires démodés du bric-à-brac romantique, cet *arrangement* prétendu pittoresque nous laisse rêveurs aujourd'hui. De brèves inscriptions indiquent la provenance des ossements : cimetière des Innocents, églises Saint-Landry, Saint-Julien-des-Ménétriers, Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, couvent des Bernardines. Autant de souvenirs de vieilles églises parisiennes depuis longtemps démolies. Plus loin, une simple date, précédée de quelques mots, émouvant laconisme : « Combat du château des Tuileries le 10 août 1792 »! Puis voici les ossements exhumés de l'ancien cimetière de la Madeleine, le cimetière des guillotinés. L'esprit s'évade hors de ce musée de la mort ; il évoque les grands jours tragiques de la Révolution, la guillotine dressée en permanence sur l'ancienne Place Louis-XV, lugubre pourvoyeuse de ce cimetière de la Madeleine, sur l'emplacement duquel Fontaine et Percier devaient élever plus tard, par ordre de Louis XVIII, la Chapelle Expiatoire.

A côté de ces inscriptions historiques, il en est d'autres plus nombreuses, qui sont l'âme même de ces lieux souterrains. La religion, la philosophie ou le sentiment les inspirèrent en vers ou en prose. On les déchiffre malaisément à la lueur dansante des bougies. Laissons de côté celles qui sont empreintes du grave lyrisme biblique, les vers épicuriens d'Horace, les idées sereines sur la mort énoncées par Virgile. Ne retenons que les emprunts faits à la poésie élégiaque de la fin du XVIIIe siècle, qui nous permettront de constater quel merveilleux accord existait entre le goût littéraire de l'époque et la création des Catacombes. Sans doute, comme on l'a déjà fait remarquer, l'élégie avec Parny et Bertin, avait surtout peint « des amants la joie et la tristesse » ; mais elle sut aussi et bien mieux encore « gémir sur un cercueil ». Elle connut la tristesse des méditations solitaires dans des cimetières baignés de lune ; elle se plut à la mélancolie des réflexions philosophiques sur la destinée de l'homme ; elle fut sentimentale et funèbre au delà de toute mesure. Ce goût extravagant pour les sujets macabres était venu d'Angleterre. Young, accablé par des deuils de famille, avait conté sa longue douleur dans le poème des « Nuits ». Il avait célébré « le sage qui, dégoûté des vains plaisirs du monde, s'enfonce sous l'ombre épaisse et silencieuse des cyprès, visite les voûtes sépulcrales que le seul flambeau du trépas éclaire, lit les épitaphes des morts, pèse leur poussière et se plaît au milieu des tombeaux ». Sur ses traces, le pasteur Hervey avait écrit les « Méditations sur les Tombeaux ». Ces songeries moroses traduites en français connurent un succès qui nous étonne à distance. En France, un poète lugubre, Feutry, qui marchait sur leur trace, ne craignit point de prétendre :

« Dresser sur le Parnasse un autel au trépas ».

En vers déclamatoires, d'un réalisme entaché du plus complet mauvais goût, il écrivit le « Temple de la Mort » (1753) et les « Tombeaux ». Ce dernier poème, malgré sa médiocrité, n'en eut pas moins trois éditions successives. La célèbre élégie de Gray sur un *cimetière de campagne* fut démarquée par des générations d'élégiaques ; elle connut encore, en 1804, l'honneur d'une traduction en vers par Marie-Joseph Chénier. Enfin en 1796, Gabriel Legouvé, auteur applaudi de tragédies antiques, avait donné son poème de la sépulture, dont l'italien Mgr Foscoli devait s'inspirer plus tard en écrivant les « Tombeaux » (I Sepolcri). On voit, par ce rapide exposé, que la littérature « sépulcrale », comme certains l'ont appelée, reflète à merveille l'un des aspects du cosmopolitisme littéraire à la fin du XVIIIe siècle. Sa vogue considérable explique le succès des premières visites des Catacombes. La contemplation de ces funèbres galeries semblait d'un dilettantisme raffiné aux lettrés familiarisés, par la lecture de leurs poètes favoris, avec l'idée de la mort. C'était plus qu'il n'en fallait pour faire vibrer des sensibilités exaltées. N'avait-on pas sous les yeux le décor même qui avait hanté les tristes songeries de Young et d'Hervey ? Les murs se couvrirent de citations empruntées à ces auteurs.

Il y a d'abord le grand enseignement de la Mort, par Hervey : « Venez gens du monde, venez dans ces demeures silencieuses et votre âme alors tranquille sera frappée de la voix qui s'élève de leur intérieur — C'est ici que le plus grand des maîtres, le Tombeau, tient son école de vérité — ». A l'entrée de l'ossuaire, on lit ce vers de Delille, emprunté à sa description des Catacombes romaines :

« Arrête ! c'est ici l'empire de la mort »!

Derrière le sarcophage du lacrymatoire impro-

prement appelé le Tombeau de Gilbert, on a gravé quelques vers de l'Adieu à la Vie de ce mélancolique poète :

Au banquet de la vie infortuné convive
J'apparus un jour et je meurs :
Je meurs et sur ma tombe où lentement j'arrive
Nul ne viendra verser des pleurs.

La même idée de la vie éphémère se retrouve dans ce vers de Ducis :

Nos jours sont un instant, c'est la feuille qui tombe.

Enfin, plusieurs citations, empruntées à la « Sépulture » de G. Legouvé, devaient tout naturellement trouver place en cet hypogée :

Dans ces lieux souterrains, dans ces sombres abîmes
La mort confusément entasse ses victimes

Plus loin, cet avertissement :

Notre sol n'est formé que de poussière humaine
Songe donc, quel que soit le motif qui t'amène,
Que tes pieds vont ici fouler à chaque pas
Un informe débris, monument du trépas.

Enfin, la loi inéluctable de la mort :

Tel est donc de la mort l'inévitable empire,
Vertueux ou méchant, il faut que l'homme expire.
La foule des humains n'est qu'un faible troupeau
Qu'effroyable pasteur, le Temps, mène au tombeau.

Telles sont, parmi beaucoup d'autres inscriptions, celles qui semblent le plus caractéristiques. C'est le vicomte Héricart de Thury, inspecteur général des carrières pendant le premier Empire, qui les fit graver ; mais la plupart étaient déjà charbonnées sur les murs lorsqu'il entreprit ce travail. « L'aspect lugubre que présentait l'intérieur de nos Catacombes, dit-il lui-même, le sentiment de sombre mélancolie qu'elles imprimaient, la profonde tristesse dont généralement on ne pouvait se défendre, me déterminèrent à rompre la sinistre et noire monotonie de cet immense ossuaire, par des inscriptions puisées dans l'Écriture Sainte, les Poètes et les Philosophes de tous les âges... *D'ailleurs je dois à la vérité de déclarer que plusieurs de ces sentences m'ont été adressées par des étrangers de distinction, tandis que d'autres étaient déjà écrites sur les piliers des Catacombes où je n'ai fait que les copier.* »

Tracée de la main de visiteurs anonymes, cette véritable anthologie de littérature « sépulcrale » n'en a que plus de valeur à nos yeux. Elle atteste, à n'en pas douter, le règne d'une mode littéraire qui influença profondément la sensibilité française de cette époque. Ces graves sentences nous aident à comprendre le véritable caractère des Catacombes. La littérature élégiaque de la fin du XVIIIe siècle aurait-elle eu sa part d'influence dans l'ensemble des idées ayant présidé à la création et à la disposition de cet ossuaire ? Il serait difficile et au surplus oiseux de le préciser. On peut seulement souligner la correspondance singulière, qui existe entre l'idée de créer, à la fin du XVIIIe siècle, des Catacombes parisiennes et la mode littéraire du temps. On peut en outre faire remarquer que le lieutenant général de police Lenoir, auquel l'on doit précisément l'idée d'avoir donné aux anciennes carrières parisiennes leur destination actuelle, était un ami des lettres, puisqu'il fut, un temps, bibliothécaire du Roi.

Les Catacombes sont donc mieux qu'un banal but d'excursion pour étrangers respectueux des commandements de leur guide. Ce n'est pas sans intérêt que le visiteur sensible à l'évocation du passé promènera sa rêverie rétrospective dans ces galeries souterraines toutes remplies de souvenirs littéraires et historiques.

Jean VALLERY-RADOT.

L'AVENIR DE LA CULTURE CLASSIQUE AUX ÉTATS-UNIS

La question de la formation des élites est un des plus graves problèmes que les démocraties modernes aient à résoudre. Celles-ci d'une manière générale considèrent que leur devoir est de donner à tous un minimum d'instruction et aussi de former des spécialistes immédiatement utiles. Il en résulte qu'absorbées par cette tâche déjà lourde, elles risquent fort, le plus souvent, de ne plus trouver le temps et de perdre le goût de former une élite cultivée, de développer une culture générale désintéressée.

Il y a peu de pays où on fasse autant pour l'instruction qu'aux États-Unis. Le nombre des Universités, des collèges, des institutions, des écoles secondaires techniques et autres est considérable : il est presque effrayant. Certaines Universités, certains collèges sont célèbres dans le monde entier. Leur population dépasse ce qu'on peut rêver en Europe. Seules peuvent en donner une idée nos grandes Universités du moyen âge. C'est par milliers et par milliers que se comptent les étudiants

de Berkeley en Californie, d'Ann-Arbor dans le Michigan, de Columbia à New-York.

L'enseignement de ces Universités américaines tend à devenir de plus en plus encyclopédique. On y enseigne tout ce qu'il est possible d'imaginer. Le nombre des chaires, la variété des disciplines augmentent sans cesse. Il semble que ces Universités rivalisent entre elles à qui offrira le choix le plus abondant de matières. Tout cela est un peu déconcertant, mais extrêmement intéressant. Il y a maintes choses dans les Universités américaines dont nous pouvons faire notre profit.

On se préoccupe avant tout en Amérique, de former des gens compétents dans toutes les branches de l'activité humaine, et comme il n'y a pas de sots métiers, il n'y a pas de sciences inutiles ou indignes. Bien au contraire, en multipliant les « business colleges », les Américains nous donnent un exemple à méditer. C'est une science de devenir un bon commerçant et qui vaut celle de devenir un bon professeur. De même que pour le futur professeur, il est bon de faire des études très poussées, en dehors des exercices pratiques pédagogiques jugés nécessaires, de même pour le futur homme d'affaires il importe d'apprendre autre chose que la routine de son métier, de débuter par autre chose que par balayer le bureau du patron ; il importe d'acquérir tout un ensemble de connaissances approfondies, spéciales et théoriques. A ce point de vue les Universités américaines paraissent donner un enseignement plus désintéressé que nos Facultés. Nos Facultés des lettres par exemple préparent surtout au professorat, elles donnent une culture brillante à de futurs professeurs, mais leur horizon devrait être élargi.

On peut se demander cependant quelle place occupent aux États-Unis, dans un enseignement si utilitaire, des sciences qui ne servent guère (mais avec quelle utilité) qu'à la formation d'une élite cultivée ? Que devient l'enseignement des études classiques ? Quelle place leur est faite ? Quel avenir est le leur ?

A prime abord, on a l'impression qu' « on fait » aux États-Unis peu de latin et surtout très peu de grec. Telle Université qui compte 5 ou 6.000 étudiants n'a guère que 5 ou 6 étudiants de grec dans la « graduate school ». Si l'on s'adresse aux professeurs de langues classiques, ils vous avouent que la situation n'est guère encourageante et beaucoup sont sceptiques sur l'avenir qui est réservé à ces excellentes disciplines.

Tout cela est vrai, et cependant, malgré toutes les apparences, on peut distinguer des éléments, percevoir des tendances qui indiquent un réel progrès.

Au cours d'une visite récente aux États-Unis où nous avons cherché à étudier la situation au point de vue spécial de l'avenir de la culture classique aux États-Unis, nous avons été frappé par un ensemble de faits très significatifs, et qui permettent beaucoup d'espoir.

« On fait » du grec et du latin aux États-Unis. En fait le latin est enseigné partout, Universités, collèges, écoles secondaires. Dans ces dernières on n'en fait peut-être pas très longtemps ni avec beaucoup d'intensité, mais on en fait, et à tel point que Dean A West de Princeton, président de l'American Classical League et qui combat avec activité pour la cause des études classiques, pouvait récemment dire que, d'après les dernières statistiques, le nombre des étudiants qui apprenaient le latin l'emportait sur celui des étudiants qui ne faisaient que des langues modernes.

Quant au personnel enseignant il est souvent excellent. Le monde savant entier a pleuré la perte du professeur Gildersleeve mort il y a quelques mois et qui sera un des plus grands noms de la philologie contemporaine. Gildersleeve a eu une influence considérable ; il a formé de nombreux élèves, et aujourd'hui l'Amérique peut être fière du nombre et de la valeur de ses savants. Elle n'a rien à envier aux pays d'Europe de vieille tradition classique. Il n'est pas de branche de la philologie classique où l'Amérique ne compte actuellement des noms universellement estimés, littérature grecque et latine proprement dite, archéologie, papyrologie, numismatique, linguistique, histoire de la civilisation.

Cette activité se marque aussi dans ces nombreuses revues philologiques, *American Journal of Philology*, *Classical Philology*, *Classical Journal*, *Classical Weekly*, auxquels il faut ajouter les innombrables publications des différentes Universités, publications où paraissent des études de premier ordre et que regrettent de ne pas connaître assez les savants français.

Les organisations, les sociétés philologiques, sont nombreuses, puissantes, actives. Elles ont des réunions fréquentes, et si elles s'occupent de questions pédagogiques, elles ne négligent pas non plus les questions scientifiques. Il y a quelques semaines, à Philadelphie, l'Association Classique des États de l'Atlantique s'est réunie et nous avons écouté avec grand intérêt ces excellents « papers » qui y furent lus et qui en partie étaient dus à des professeurs, hommes et femmes, de « high schools ».

Il est bien évident que le voyageur étranger qui parcourt les États-Unis ne se trouve pas dès l'abord dans une atmosphère d'études classiques, et même dans les Universités ce qui frappe aussitôt

c'est le « campus », ce sont les sports, ce sont les laboratoires. Mais on trouve partout des bons « departments » classiques, des bibliothèques bien tenues et où on a le souci de tout avoir. On trouve souvent des salles d'étudiants, véritables petits musées où l'on s'efforce de reconstituer certains aspects de la vie antique. Enfin maints indices prouvent que, loin de disparaître ou même de végéter, les études classiques tendent à se développer.

Jusqu'à ces dernières années, l'enseignement des langues et littératures anciennes était conçu de telle manière que bien peu d'étudiants se sentaient sollicités par ces études. Sous l'influence allemande les études classiques aux États-Unis s'étaient surtout confinées dans le domaine de la philologie pure, de la critique verbale. Elles ne pouvaient guère intéresser qu'un nombre très restreint de spécialistes et elles restaient ainsi en dehors du grand courant intellectuel, du grand mouvement d'idées du peuple américain. A cette époque presque tous les professeurs allaient en Allemagne, y étudiaient, y faisaient des séjours prolongés, et beaucoup ne pensaient même pas à consacrer à notre pays les quelques jours classiques du touriste. Il est naturel qu'un point de vue aussi spécial et aussi sec n'ait pas offert d'attrait sérieux pour un grand public curieux, ardent même, mais qui en même temps que pour les choses concrètes se passionne pour des idées utiles et nobles.

Aujourd'hui les professeurs américains vont en France avec le souci de nous connaître et de rendre justice à la science française. Il est à souhaiter que nous sachions profiter de leurs visites amicales pour les connaître mieux, pour entrer en contact étroit avec eux, pour établir des relations de sympathie et de collaboration.

En France la philologie classique a pris pour but principal l'étude de la civilisation antique ; elle s'efforce de la rendre vivante et de montrer tout le profit que doit et peut rendre la connaissance de l'antiquité pour la formation et le développement d'une culture générale vraiment supérieure. Cette tendance qui est celle non seulement de notre enseignement, mais encore d'organisations scientifiques et littéraires comme l'Association Guillaume Budé, est adoptée maintenant par la grande majorité des savants américains. Il y a là une orientation nouvelle mais très nette et qui commence à porter ses fruits. On a pu voir tout récemment des ouvrages de vulgarisation classique, ou plutôt des ouvrages d'initiation à la civilisation antique, obtenir de véritables succès de librairie.

C'est dans cet ordre d'idées que se fondent de nouveaux groupements comme par exemple le Committee on Medieval Latin Studies qui, détail très significatif, est né du sein de la Modern Languages Association. A ce point de vue, il n'est pas rare de voir des professeurs de langues modernes faire partie de la Classical Association. Autre détail à noter : ce nouveau Comité désire intéresser aux études classiques, au latin en particulier, historiens, littéraires, philosophes, scientifiques. Sur ce terrain la nouvelle association américaine se rencontre avec l'Association Guillaume Budé qui, elle aussi, cherche à grouper tous ceux, philologues classiques ou non, spécialistes de toutes sciences ou simplement grand public, qui s'intéressent à la civilisation antique.

Mais la cause profonde du développement de la culture classique aux États-Unis a sa source dans le développement même de la nation. Les États-Unis continuent leur croissance formidable. Mais ils se soucient de se développer aussi en profondeur, d'accroître leur solidité. Ils sentent très vivement le besoin d'avoir un passé, une tradition. Pareil à un grand arbre, ce peuple puissant veut que ses racines soient solides et profondes.

C'est en grande partie pour préserver, renforcer, affiner leur personnalité intellectuelle et morale que les Américains ont voté cette nouvelle loi d'immigration qui a pour but de n'admettre aux États-Unis que des Anglo-saxons ou des Nordiques.

De même, chacun sent la nécessité de développer une culture raffinée, désintéressée, de créer une élite intellectuelle sans laquelle tout progrès réel, progrès du cœur et de l'esprit, est incertain et difficile. Ceci est si vrai qu'il n'y a pas d'Américain qui ne soit prêt à écouter avec attention et sympathie tout exposé qui a pour but le progrès intellectuel et moral de l'homme. Nous en avons eu la preuve souvent. Désireux de montrer l'intérêt humain que présente la connaissance de l'antiquité, nous avons fréquemment trouvé des auditoires qui n'avaient jamais pensé à une telle question ou qui étaient arrivés à des conclusions tout à fait opposées aux nôtres. Malgré cela, jamais nous n'avons trouvé une assemblée déjà « prejudiced », bien au contraire. Il était visible que chacun était anxieux de connaître nos raisons, et nous avions la sensation que si elles paraissaient bonnes, on n'hésiterait pas à les adopter.

Ainsi le problème, la difficulté pour l'avenir des études classiques aux États-Unis doit être simplement de chercher à faire comprendre à un public généralement indifférent à ces questions, ignorant, mais sans parti pris, à un public qui ne demande qu'à apprendre et à soutenir toute œuvre utile pour la communauté, le problème sera de persuader ce public que le meilleur moyen, le plus sûr, le plus efficace de développer la valeur et la qualité du

génie américain consiste à s'imprégner de la connaissance de la civilisation antique.

Existe-t-il des régions de cet immense pays où un mouvement en faveur des études classiques ait plus de chances de réussir ? L'Est et la Nouvelle Angleterre en particulier ont de tous temps été des foyers de culture européenne. Les plus vieilles Universités sont dans l'Est ; Harvard, Yale, Columbia, Princeton surtout, passent pour avoir toujours été des centres d'études classiques, mais aujourd'hui on y enseigne autre chose. Johns Hopkins qui s'enorgueillit d'avoir eu Gildersleeve reste aujourd'hui encore fidèle dans son enseignement à l'antique tradition des Universités où on n'enseigne pas tout mais où on forme une élite. Mais on aurait tort de négliger le reste de l'Amérique. L'Ouest, le Sud, le Middle-West surtout contiennent de nombreuses Universités et des collèges où les études classiques sont florissantes ; mais si le culte de la tradition y est moins ancien que dans l'Est, c'est peut-être dans ce Middle West où se forme la véritable Amérique que le mouvement classique est le plus actif et le plus vivant.

Cette évolution dans le sens de la tradition classique ne se fera pas en un jour, mais on y travaille. Pour l'aider dans cette voie, l'Amérique a l'enseignement que lui donnent les efforts des peuples de vieille tradition classique, de la France en particulier. Mais par contre ceux-ci doivent méditer et suivre l'exemple de l'Amérique qui possède au plus haut point ce sens social, cet élan passionné pour le meilleur être d'un chacun et de tous, sans quoi on ne peut rien faire de fécond et de durable.

Il n'est donc pas déraisonnable de penser au jour prochain où, encouragées par le goût de la culture individuelle et par le désir du progrès humain, les études classiques trouveront en Amérique comme en France un développement et un épanouissement nouveau.

Jean MALYE.

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

L'AFFAIRE DE MOSSOUL ET LA POLITIQUE ASIATIQUE DE L'ANGLETERRE

A l'origine de toutes les difficultés de l'heure présente, il semble qu'il y ait une sorte de déséquilibre entre deux conceptions de l'action politique : La conception ancienne qui porte encore l'empreinte de la formation dynastique des États, conçoit la société internationale comme un équilibre de forces et pour qui la politique nationale consiste à s'affirmer et à s'agrandir, afin de ne pas déchoir sous l'action des forces rivales ; cette action politique, croyait-on, pouvait être dirigée dans un certain sens suivant la volonté de ceux qui en avaient la charge et la tradition nationale à laquelle ils obéissaient. Dans la conception nouvelle au contraire, conception dite démocratique, les États, les nations telles qu'ils existent aujourd'hui, sont des entités définitives. Nous en sommes arrivés à considérer tous les peuples du monde comme parvenus au même développement que les nations occidentales et pour simplifier les choses nous admettons que, dans le monde entier, les rancunes et les revendications des races sacrifiées sont sans importance. Nous ne voulons pas voir que des peuples décadents se relèvent, que des peuples embryonnaires se transforment et réclament leur place au soleil ; comme au temps de la Sainte Alliance tout irrédentisme est considéré comme une manière de sacrilège. D'autre part, sous l'influence du matérialisme historique de Carl Marx, l'idéologie des partis d'extrême gauche aboutit à considérer l'action personnelle des hommes en politique comme totalement impuissante. Et le fait est qu'il semble acquis désormais qu'il est impossible aux gouvernements d'opinion à forme parlementaire de poursuivre les longs desseins d'une politique suivie ; ils doivent se contenter de se laisser aller au fil de l'eau et d'obéir à des lois obscures qui conduiraient les peuples vers d'obscures destinées. Les peuples obéiraient à la loi de leurs destins aussi sûrement que le bloc de rocher qui se détache de la montagne roule vers la vallée obéit à la loi de la pesanteur. Rien n'est plus démoralisant qu'une telle conception de la vie nationale puisqu'elle enseigne aux peuples l'inutilité de l'effort. Mais ce sont là des considérations étrangères à notre sujet...

Ce déséquilibre entre deux conceptions de la politique étrangère, cette incapacité d'un gouvernement, issu du suffrage universel, à suivre de longs desseins auxquels le suffrage universel ne s'intéresse pas, nous frappent surtout en France ; mais il ne faut pas s'imaginer que les autres pays n'en souffrent pas également et l'Angleterre, que tant de professeurs de politique nous citent toujours en exemple, traverse en ce moment des difficultés à la source desquelles se trouve la même contradiction, le même malentendu. C'était à la lueur de ces considérations qu'il faut examiner l'affaire de Mossoul et aussi bien que les affaires d'Arabie.

***

Pendant la guerre l'Angleterre n'a jamais douté de la victoire finale et, aux heures les plus graves, il s'est trouvé des hommes au ministère, au Foreign Office et dans les milieux politiques qui lui servent d'auxiliaire, pour concevoir un plan gigantesque et tout à fait conforme aux vieilles traditions de l'impérialisme britannique. Pour les Anglo-indiens qui l'animaient, la cession des colonies allemandes, la destruction de la flotte n'étaient que les accessoires de conceptions plus vastes qui naquirent le jour où l'effondrement de la Turquie venant après la révolution russe parut tout à coup transformer le proche-Orient en une vaste terre vacante. Dans l'essentiel, ce plan consistait à assurer la route continentale vers les Indes, en installant l'influence anglaise en Asie Mineure et en la substituant à l'influence russe partout où celle-ci abdiquait. L'histoire des intrigues anglaises en Turquie, en Mésopotamie, en Perse, dans le Turkestan, en Arabie, en Palestine, en Syrie, en Grèce et dans tout le proche-Orient sera certes un des chapitres les plus passionnants du drame politique contemporain, chapitre plein d'aventures romanesques où le romancier politique trouverait sa pâture aussi bien que l'historien le plus sévère.

C'est à l'échec de cette politique que nous assistons aujourd'hui et cet échec est dû, d'une part à ce que ceux qui avaient conçu ce rêve démesuré n'ont pas tenu compte du sentiment national qui s'est réveillé dans le monde asiatique et qui, se mêlant aux sentiments religieux, est en train de constituer une des forces les plus redoutables à quoi notre civilisation occidentale ait à faire face ; de l'autre, à ce qu'une telle politique eût nécessité un effort militaire et financier, dont l'Angleterre démocratique actuelle est incapable et qu'elle ne veut même pas essayer d'accomplir. M. Lloyd George aussi bien que M. Mac Donald sont les élus d'un parti pour qui le désarmement est un dogme et, bien que par instant ils semblent le croire, le temps n'est plus où l'on pouvait dire que l'Angleterre combattrait Napoléon jusqu'à la mort du dernier grenadier prussien. Aussi bien malgré la forte organisation du *Foreign Office*, la politique asiatique de l'Angleterre devait-elle pâtir comme a pâti tant de fois la politique française, de la contradiction qui existait entre les conceptions initiales de ministres démocrates, imbus de cette idéologie matérialiste et déterministe que j'ai caractérisée plus haut et les idées politiques des bureaux qui continuaient à suivre la tradition impérialiste. Les politiciens anglais, ont, au suprême degré, l'art d'ignorer quand ils sont au pouvoir les principes oratoires dont ils se sont servis dans l'opposition — dans l'affaire de Mossoul on voit M. Mac Donald agir exactement comme l'eût fait Lord Curzon, — mais tout de même, étant donnée la surveillance étroite qu'il subit de la part des militants les plus bornés du travaillisme, il est gêné manifestement dans son action. Le fait est que dans tout le Proche-Orient on a senti, ces derniers temps, un fléchissement dans l'action énergique, mais extrêmement compliquée, des agents anglais qui soutenaient Hussein, Fayçal et tous les Bédouins intrigants et intéressés que l'*intelligence service* faisait manœuvrer comme des pions des bords de la Mer Noire aux bords de la Mer Rouge et des confins du désert à nos postes syriens. Il est vrai que quand on voit les progrès foudroyants de l'insurrection wahabite et quand on suit les détails de l'agitation qui s'accroît sans cesse aux frontières de l'Irak et jusqu'à Téhéran, on se demande s'il eût été possible, même sous l'impulsion la plus énergique, de poursuivre la politique ambitieuse qui s'esquissait le lendemain de la guerre. L'Angleterre a dépensé des millions de livres à soutenir le roi Hussein ; il suffisait qu'il fut un protégé anglais pour coaliser contre lui toutes les forces du nationalisme arabe et du fanatisme musulman. On vient de le voir clairement, on avait beau tenir la Mecque, c'était l'émir wahabite qui brandissait l'étendard du prophète, et si ses fils se maintiennent encore aujourd'hui en Mésopotamie et en Transjordanie, c'est uniquement par ce que les avions britanniques veillent sur eux.

***

Les difficultés que l'Angleterre rencontre dans l'affaire de Mossoul et de la détermination des frontières de l'Irak tiennent au fond aux mêmes causes, mais pour comprendre ce qui se passe aujourd'hui et ce qui se passera vraisemblablement demain, il faut remonter quelques années en arrière.

On sait que le vilayet de Mossoul se trouve dans la haute vallée du Tibre ; il comprend les régions où le fleuve quitte les montagnes pour entrer dans la plaine de Mésopotamie. Jusqu'à présent tous les géographes, les britanniques y compris, nous enseignaient que ces provinces ottomanes étaient peuplées en grande majorité de Kurdes ; on sait le rôle que les Kurdes jouent depuis longtemps dans l'armée et dans l'administration de la Turquie et les Arméniens savent, par une triste expérience, que ce sont d'excellents musulmans. Mais peu avant la guerre les prospecteurs découvrirent dans cette région, jadis abandonnée aux amateurs de pitto-

resque, de riches gisements de pétrole. Au moment où la guerre éclata, les Anglais, les Allemands, les Américains se les disputaient âprement. La guerre remit tout en suspens. En mai 1916 l'Angleterre conclut avec la France l'accord Sykes-Picot pour le partage des sphères d'influence dans le moyen Orient. Cet accord plaçait dans la zone anglaise tout le monde arabe, dans la zone française la Syrie, le sud de l'Arménie et du Kurdistan ainsi que Mossoul ; cette peau d'ours a lourdement pesé sur nos épaules. Après l'armistice de Moudros les Anglais, qui croyaient l'empire ottoman définitivement épuisé, n'arrêtèrent pas la marche de leurs troupes et occupèrent Mossoul en oubliant complètement les droits de la France. On se souvient qu'à la Conférence de la Paix ils cherchèrent à créer un état Kurde qui eut été le vassal de l'Angleterre comme l'état Arabe. Ils n'obtinrent pas gain de cause. Mais en 1920, à San-Remo, M. Lloyd George parvint à décider la France à renoncer à Mossoul moyennant quelques participations aux affaires pétrolifères. Nous tenions tellement à maintenir l'entente cordiale qu'il était paraît-il impossible de ne pas céder.

Le groupe anglo-indien du *Foreign Office* triomphait. Mais la défaite des Grecs, autre pion que manœuvrait l'Angleterre, va tout renverser. Réveillés de leur long sommeil, enivrés de leur victoire, et se rendant parfaitement compte de l'impuissance de l'Occident, lassé de tant de guerres, à les forcer dans leur repaire d'Anatolie, les Turcs font hardiment valoir leurs droits. Au traité de Lausanne, les plénipotentiaires anglais durent se contenter de renvoyer le règlement de cette affaire à une négociation directe et, à défaut d'entente, à la Société des Nations. La négociation directe s'est poursuivie durant tout cet été sans résultat. L'affaire est donc venue au début de septembre devant le conseil de la Société des Nations et tout de suite il est apparu que l'entente serait bien difficile à réaliser.

« Mossoul est à nous, disaient les Turcs, nous ne l'avons jamais cédé par aucun traité ; la population kurde est ardemment ottomane ; nous en sommes tellement convaincus que nous sommes prêts à accepter le referendum. »

Cette attitude est fort habile. Mais les Anglais, qui ne peuvent sans déchoir renoncer à la politique qu'ils ont poursuivie depuis six ans, ripostent que la seule question en litige c'est la frontière de l'Irak, et que l'attribution de Mossoul ne peut être mise en question.

La Société des Nations a pu éviter la rupture en faisant accepter par les deux parties une enquête. Mais on sait trop que le résultat de ces enquêtes dépend de ceux qui l'organisent. Chaque partie a cherché à prendre les devants, les Turcs ont fait avancer leurs troupes ; mais les Nestoriens, chrétiens clients de l'Angleterre, se sont livrés à des attaques en règle contre les villages turcs et ont capturé le vali qui était en tournée d'inspection. Depuis lors les incidents se multiplient et du jour au lendemain il pourrait s'en produire d'irréparables. Entre temps la querelle diplomatique, la querelle des notes et contre-notes se poursuit ; la Turquie, dit le *Foreign Office*, avait promis de respecter la frontière provisoire, c'est-à-dire la frontière du traité de Lausanne, les troupes turques, par conséquent, doivent évacuer le district d'Amadia. En aucune façon, riposte le gouvernement d'Angora, ce que nous avons promis à Genève c'est de maintenir le *statu quo*, c'est-à-dire la situation qui existait le 30 septembre au moment de notre promesse ; cela n'implique aucune évacuation. Et le gouvernement d'Angora qui, décidément, ne manque pas d'habileté, de s'empresser d'envoyer une note à la Société des Nations afin de rejeter sur l'Angleterre la responsabilité du conflit.

M. Mac Donald a riposté en demandant au conseil de la Société des Nations de se réunir d'urgence pour statuer sur l'interprétation du *statu quo*. Cela entre tout à fait dans la compétence du Conseil et s'il se tire de nouveau de cette épreuve, s'il arrive à éviter le conflit il aura servi très heureusement la cause de la paix. Malheureusement il ne s'agit pas de savoir comment il faut interpréter, en cette circonstance, les mots *statu quo* et au fond ce sont des intérêts très puissants et d'apparence inconciliable qu'il s'agit de concilier. Le ton de la presse turque était ces jours derniers singulièrement vif.

« Ceux qui veulent priver la Turquie de Mossoul, au mépris du droit et en dépit des raisons ethniques et religieuses, dit le *Hakimiete*, sont poussés par une aveugle convoitise : celle du pétrole. »

Ni la querelle juridique ni la défense des frontières de l'Irak en effet ne trompe personne, ni en Orient ni en Occident. L'Angleterre a pour se maintenir à Mossoul des raisons stratégiques et des raisons économiques également puissantes : Mossoul est un carrefour des routes qui vont de la Méditerranée vers l'Inde, du Caucase vers la Syrie, du Golfe persique vers Constantinople. De Mossoul on surveille l'Asie Mineure tout entière ; Mossoul est aussi nécessaire aux desseins anglais que Bagdad.

Au point de vue économique l'intérêt que présente la possession de la ville n'est pas moins important pour les britanniques. La région de Mossoul repose sur une vaste nappe de pétrole. Or,

l'Angleterre manque de pétrole et la possession de cette région lui assurerait pour longtemps cette suprématie maritime qui lui paraît indispensable.

Il s'agit de savoir si la décision de la Société des Nations, statuant en droit, prévaudra contre de pareils intérêts, si le droit était favorable aux Turcs.

Quand on se souvient du double jeu que les agents anglais ont joué en Syrie, où ils ont fait tout ce qu'ils ont pu pour contrecarrer l'exercice de notre mandat on est tenté sinon de se réjouir de leurs difficultés asiatiques, du moins de les regarder d'un œil narquois. Mais aujourd'hui devant l'Orient musulman tous les occidentaux sont solidaires ; un conflit anglo-turc qui tournerait mal pourrait mettre le feu aux poudres.

L. Dumont-Wilden.

LE THÉATRE

« ISABEAU » A L'ODÉON ET « CROQUEMITAINE » A LA COMÉDIE-FRANÇAISE

Lors de la répétition générale d'*Isabeau*, donnée en matinée au Théâtre de l'Odéon, Mlle Jeanne Boitel, qui tenait le rôle d'Odette de Champdivers, se présenta, à la fin du 3e acte, devant le rideau baissé, pour annoncer obligeamment à MM. les critiques que certaine autre répétition générale annoncée pour le soir était remise à une date ultérieure. Alors, une de mes voisines de balcon, que cette annonce évidemment n'intéressait guère, s'écria, en voyant Mlle Boitel disparaître de nouveau derrière le rideau : « Si seulement elle était venue pour nous expliquer la pièce ! » Je dois confesser que, moi-même alors fort perplexe, je n'ai pu m'empêcher de donner un secret assentiment à la boutade de mon irrévérencieuse voisine. Et en même temps, j'approuvais très sincèrement les longs applaudissements qui saluaient chacun des actes de M. Paul Fort... Comment donc expliquer une impression si confuse?

L'auteur des *Ballades* aime l'histoire de France, comme il aime les paysages de France, avec une dévotion de poète et une érudition d'artiste. Il se complaît surtout au moyen âge, à la rudesse de ses mœurs et à l'archaïsme de son langage. Déjà, en ce même Odéon, il nous a présenté « l'imagerie » « de *Louis XI, curieux Homme* ». Aujourd'hui, avec cette « chronique » en quatre actes, il remonte jusqu'au sombre règne du roi-fou. Isabeau de Bavière, le duc d'Orléans, Jean sans Peur, Charles VI, Odette de Champdivers, voilà les figures qu'il entreprend de nous dépeindre, au milieu de tout un grouillis de partisans, de moines, d'exorciseurs, âmes abjectes, sensuelles, ambitieuses, démentes ou touchantes, se démenant à travers un déchaînement d'instincts, de passions et de crimes. Or, on sent que M. Paul Fort a lu et médité tous les chroniqueurs de l'époque et qu'il s'est formé de cette société trouble une connaissance minutieuse. Et son mérite, c'est précisément d'avoir cherché à dégager tous ces personnages de simplifications plus ou moins conventionnelles qu'ont pu leur imposer l'histoire ou la littérature, et à leur restituer une complexité plus profonde et plus vraie.

C'est donc tout autre chose qu'un « drame historique » à la Sardou qu'a tenté ici de réaliser M. Paul Fort. Mais, dans sa probité d'artiste, il a trop négligé quelques-unes des lois essentielles du théâtre. Dans la longue fresque de ses évocations, il semble qu'il ait découpé — à la manière des enfants qui font de la décalcomanie — ceux des tableaux que son imagination considérait comme les plus saisissants et qu'il les ait transportés, tels quels, sur la scène. D'où il résulte d'abord que les quatre actes qu'il fait ainsi défiler devant nos yeux ne nous apparaissent pas assez étroitement liés les uns aux autres et que nous devons faire effort pour retrouver entre eux une unité d'intrigue. De plus, dans le cadre même de chaque acte, les scènes se juxtaposent plutôt qu'elles ne s'enchaînent ; les sentiments et les actes des divers personnages se suivent sans suffisante coordination... Bref, devant maint détail, nous demeurons surpris, hésitants et, ainsi que la dame ma voisine, nous souhaiterions volontiers quelques explications.

Le rideau se lève sur une salle de l'Hôtel Barbette, où réside la reine Isabeau, alors que le roi-fou continue d'habiter l'Hôtel Saint-Pol, sous la tendre surveillance d'Odette de Champdivers. On voit s'assembler là le vieux duc de Berry, le duc de Bourgogne, Jean sans Peur, qui ménage savamment sa réconciliation avec le Régent, le comte de Cany, époux de la belle Marie d'Enghien dont le Régent est épris, enfin le Régent lui-même, Louis d'Orléans, frère du Roi, que la Reine aime d'une passion sauvage. Dans ce conseil, Isabeau fait une entrée hautaine et frénétique : elle dispense à tous ses fureurs et ne détend son regard que sur Louis d'Orléans, son amant de l'heure. Mais voici que sa domination violente se heurte à l'audace d'un

prédicateur illuminé, Jacques Legrand, qui, amené devant la Reine, répète toutes ses imprécations. Le comte de Cany, lui aussi, a le courage de clamer sa révolte. Enfin, l'effroi est porté à son comble, lorsque, un rideau s'écartant, on aperçoit, dans le fond, au milieu des fumées de torches et des cagoules d'exorciseurs, un corps ensanglanté qui se débat : c'est le malheureux Charles VI qu'Isabeau fait torturer, tout en criant dans le tumulte des assistants : « Je veux chasser son mal ! je veux le guérir ! »

Au tableau suivant, dans la plaine Saint-Denis, le même Roi Charles VI, sous le déguisement d'un mendiant, promène son innocente folie, en compagnie de deux moines bouffons et de la douce Odette. La simplicité et le dévouement de ces braves gens apaisent le pauvre dément, qui, par instants, retrouve la raison. Mais Jean sans Peur est là, dont l'ambition épie la maladie du roi. Il soudoie un complice, qui se charge de préparer au roi « une belle peur ». Isabeau vient alors à passer avec sa suite. Calme et lucide, Charles VI se fait reconnaître sous ses haillons; et, au moment où, saisissant l'épée d'un des seigneurs de la reine, il va imposer de nouveau à tous son autorité et sa justice, une brusque frayeur le rejette dans le délire.

Le troisième tableau nous transporte devant le couvent Saint-Éloi, dans un bois surnommé « Le Bocage de la Reine », où est suspendue, entre deux arbres, une escarpolette. C'est là qu'Isabeau a coutume de donner ses rendez-vous. Elle surgit plus enfiévrée que jamais : le Régent, son amant, la trompe avec Marie d'Enghien, la femme du comte de Cany. Alors, dans une âpre confession, elle révèle le mystère de son cœur perverti et cruel : elle, la jeune Bavaroise, lourdaude et honnête, c'est la France qui l'a corrompue, ce sont les railleries de la cour qui, en l'humiliant, l'ont rendue méchante. Et maintenant, voici que, pour se venger de son infidèle amant, elle cherche, tout en se balançant coquettement sur son escarpolette, à séduire à son tour Jean sans Peur. Brusquement, au moment où elle lui offre ses lèvres, le Roi, qui se tenait caché derrière un arbre, la bouscule, puis court se réfugier dans le couvent. La reine veut poursuivre cet audacieux inconnu ; mais elle est arrêtée par le Supérieur devant la porte inviolable du couvent, cependant que les moines se mettent, en tumulte, à incendier ce bocage de la Reine, souillé par tant de fautes.

Le dernier tableau nous ramène à l'Hôtel Barbette. Jean sans Peur, qui simule toujours une réconciliation avec le Régent, répand les libations et espère enivrer son ennemi. Mais celui-ci a décelé la ruse. On vient alors l'avertir que le Roi le mande à l'Hôtel Saint-Pol. Isabeau, qui tout en voulant se venger de lui, n'a jamais cessé de l'aimer, essaie de le retenir, de le sauver du danger menaçant... Malgré les implorations de la Reine, il sort et il est tué dans la rue par les gens du Sans-Peur... Au milieu de tout le désarroi qui s'ensuit, Charles VI paraît, de nouveau lucide, pour rétablir l'ordre ; mais, de nouveau, sa raison chavire et tout retombe dans la démence.

Telle est la succession un peu confuse et tumultueuse des épisodes, dont plusieurs, du moins, ne manquent ni de puissance ni de grandeur.

Pendant que l'Odéon nous présentait ainsi les sombres brutalités du moyen âge, la Comédie-Française, tout sagement, avec le *Croquemitaine* de M. Alfred Machard, nous réservait des décors plus familiers et plus innocents : un logis de vieux célibataire dans le faubourg, un pavillon de campagne enguirlandé de glycines dans la banlieue de Paris.

Ici, tout au contraire, le reproche qu'on peut adresser à l'auteur, c'est un excès de simplification. Cette petite comédie sentimentale se comprend, si l'on peut dire, trop facilement !

Benoît est un célibataire de soixante ans, maniaque, bougon, qui rudoie tout le monde, sa femme de ménage parce qu'elle a déplacé une bassine, ou les enfants de l'étage supérieur parce qu'ils le surnomment « Croquemitaine »... Mais, naturellement, le bonhomme cache, en son cœur sensible, une souffrance. Voici qu'on frappe à la porte : Pascal, un ami de jeunesse, entre, tout troublé, et tenant par la main sa fillette. Il raconte que sa femme Germaine, après dix-huit ans de ménage, vient de s'enfuir avec un inconnu. Or, cette Germaine, c'est précisément la femme que Benoît lui-même aimait et que Pascal n'a obtenue qu'en calomniant son ami. Aujourd'hui, dans son désarroi de mari trompé, c'est à son ancien rival que Pascal vient se confier. Benoît lui conseille de poursuivre la fugitive et de partir dès le soir même. Quant à la fillette, le vieux maniaque accepte, après quelque hésitation, de la garder chez lui, parce que c'est tout de même la fille de la femme qu'il a aimée. Alors, paternellement, il essaie de l'amuser, il la couche et l'endort en lui racontant des histoires : « Il y avait une fois un vieux Croquemitaine... »

Au deuxième acte, c'est le jardin devant le pavillon à glycines que Benoît a loué et où il vit avec Pascal, qui n'a pas retrouvé sa femme, et la fillette qui l'appelle maintenant « Tonton ». Lui-même a perdu toute maussaderie : il jardine, fait la cuisine, ordonne le ménage, aide l'enfant à ses

devoirs... Voici que, naturellement, l'épouse coupable reparaît. Elle pleure en retrouvant sa petite fille et se repent dans les bras de son mari : tout est au pardon et au bonheur. Mais maintenant, la présence du bonhomme va devenir importune, et les autres le lui font bien vite et bien cruellement sentir. Alors, demeuré seul dans le jardin, tandis que, dans le salon éclairé, la petite fille joue devant ses parents réconciliés son plus beau morceau de piano, Benoît le Croquemitaine sanglote, puis lentement s'éloigne dans l'ombre...

Au reste, ces deux actes, dont l'action paraît un peu fruste et la sentimentalité un peu désuète, ne sont pas dénués de qualités. L'auteur chérit particulièrement les enfants et, parmi les hommes ceux qui ressemblent le plus aux enfants, les simples d'esprit et de cœur. Aussi, dans la présentation de son Croquemitaine, il a su trouver maint détail charmant et souvent émouvant.

Et puis, Benoît est joué par M. de Féraudy qui excelle dans ces rôles d'humble et douloureuse bonhomie. Par ses gestes contenus, par sa physionomie presque immobile, par ses silences mêmes, il réussit à exprimer la souffrance en ce qu'elle a de plus élémentaire et de plus profond : il complète et enrichit le texte de l'auteur.

La Comédie-Française, fort judicieusement intercale ces deux actes de sentimentalité familière entre la dramatique *Enigme* de Paul Hervieu et l'aristocratique comédie d'Alfred de Vigny *Quitte pour la peur*. Et ma foi ! c'est là un spectacle agréablement varié et une soirée bien remplie !

Gaston Rageot.

LA POÉSIE

QUATRE POÈTES : MM. ERNEST RAYNAUD, CHARLES DERENNES, ERNEST PRÉVOST, HENRI ALLORGE

M. Ernest Raynaud manifeste une grande activité littéraire. Historien précis et documenté d'une période de vingt-cinq années qui marque la fin du siècle dernier et le commencement de celui-ci, époque singulièrement tumultueuse dont il a connu tous les hommes et vécu toutes les luttes, il a récemment publié le troisième volume de la *Mêlée Symboliste*. Poète, il nous donne aujourd'hui : *A l'ombre de mes dieux*, son septième volume de vers, où nous retrouvons cette élégance, cette pureté de forme et de pensée que nous admirions déjà dans les *Cornes du Faune* et la *Couronne des Jours*.

On sait que M. Ernest Raynaud fut avec Jean Moréas et Maurice du Plessys, avec MM. Charles Maurras et Raymond de la Tailhède, un des fondateurs de la nouvelle école romane. Ces poètes, s'élevant contre les étrangetés, les obscurités du Symbolisme, regrettant sa rupture avec toutes les traditions et tous les rythmes classiques, voulaient *défendre le patrimoine des muses latines, opposer le goût de l'ordre, de la mesure, de l'harmonie à l'inconcevable chaos de l'étranger*. Pour emprunter à M. Anatole France quelques lignes de son *Génie latin*, ils auraient souhaité que leur œuvre fût un *acte de foi et d'amour pour cette tradition grecque et latine, toute de sagesse et de beauté, hors de laquelle il n'est qu'erreur et trouble*. Volontiers ils auraient répété la prière d'Ernest Renan sur l'Acropole : « O noblesse ! ô beauté simple et vraie ! déesse dont le culte signifie raison et sagesse ! » Protestant contre « l'Art scyte » qui nous avait envahis, épris d'une poésie lumineuse, méditerranéenne, hellène et latine tout ensemble, ils voulaient comme Ronsard rénover la poésie française en s'abreuvant aux sources antiques. Ce que le manifeste de l'école romane disait en simple prose, Ernest Raynaud l'exprime en beaux vers dans son *Ode à Jean Moréas* :

Tu nous prêchais, des sots démasquant l'impudence :
Un simple doigt docile au nombre et bien appris,
Sur le génie inculte hérissé d'ignorance,
Emportera le prix.

Copiez-moi l'abeille, en ses larcins champêtres,
Rentrant lourde, au logis, d'un miel riche amassé,
Et sachez que ce n'est qu'en imitant les Maîtres,
Qu'on les peut surpasser.

L'esprit s'aile du frein d'une contrainte heureuse.
Même un barbare a dit : « Qui se contient s'accroît. »
Telle une gerbe d'eau jaillit plus vigoureuse
D'un orifice étroit.

Soyez nus comme l'onde et comme la lumière,
Rejetez l'artifice et les faux ornements.
Il n'est rien d'imprévu. L'art veut une matière
A l'épreuve du Temps. »

Ces vers nous font immédiatement songer aux strophes célèbres d'*Emaux et Camées*. L'Art robuste seul a l'éternité. Il faut que la Muse chausse un cothurne étroit. Ernest Raynaud, pour qui la poésie doit, je pense, être une expression durable, définitive, et, si possible, lapidaire de la pensée, n'est pas si éloigné qu'on pourrait croire de Théo-

phile Gautier. Mais bien qu'un de ses recueils s'intitule : *la Tour d'Ivoire*, sa théorie n'est pas celle de l'art pour l'art, et il n'affecte pas l'impassibilité parnassienne. Pour lui le rôle du poète n'est pas plus de rester seul, courbé sur sa lyre, alors que des passions agitent la foule, que de haranguer le peuple et de se faire l'apôtre de l'humanité. Ni romantique, ni parnassien. Le poète doit maintenir le goût de l'idéal, de l'harmonie, de la simplicité. Il doit garder un cœur assez jeune, assez pur pour se laisser griser par une eau claire mieux que par un vin frelaté, se laisser émouvoir, mieux que par des spectacles corrompus, par un bois de pins, un champ d'oliviers, par la fine clarté qui baigne un rivage heureux.

Ces fondateurs de l'école romane, qui voulaient imiter les Maîtres pour les dépasser, et rajeunir la poésie en buvant aux sources toujours fraîches d'un passé lointain, devaient être des poètes d'une haute culture classique. Si Jean Moréas représentait surtout la tradition grecque, Ernest Raynaud, plus latin, autant que de Ronsard est nourri de Virgile et d'Ovide, et nous lui devons une très belle traduction des *Bucoliques*. Comme tous les poètes de son école, il cède parfois au goût du pastiche, de l'allégorie, de la mythologie, et, très lettré, se plaît au jeu des archaïsmes. Amphitrite règle les flots de la mer, Cérès fait onduler les jeunes blés, Dionysos conduit les raisins à maturité. Mais ce poète est malgré tout très moderne, et plusieurs poèmes de son dernier livre, comme celui de la *Vieille Eglise*, lui sont inspirés par la guerre. Pour Ernest Raynaud la fonction essentielle du poète est d'exprimer la vie dans sa splendeur et dans sa force. Sans être impassible, il garde un peu de stoïcisme antique et ne s'abandonne pas à des tristesses confuses ou à de vagues mélancolies. Ses dieux sont Apollon et Minerve. Il aime d'une égale ferveur la Sagesse et la Beauté. Il est le poète de la Santé. Dans un noble poème, il célèbre l'harmonieuse perfection du corps humain, avec ses bras noueux, les câbles d'airain de ses épaules, les cuisses habiles à dompter les chevaux, et conseille au jeune homme de toujours accroître sa force et sa beauté, car :

> L'esprit sain ne fleurit que d'une saine argile.

Et comme il aime de beaux corps, vigoureux et pleins de sève, il aime les arbres, qu'il chante avec la même éloquence que Ronsard, quand il maudissait les bûcherons de la forêt de Gastine. Il les aime tous, le chêne de Dodone, le hêtre de Tityre, le pin planté en l'honneur d'Hélène, le saule qui se penche sur nos rivières, le cyprès des tombeaux, le peuplier qui fait un petit bruit d'argent, et toutes les forêts pleines de nuit, de rêve et de silence, qu'il adore pour leur force et pour leur vitalité. La sève qui passe dans les rameaux circule aussi dans ses vers, sains, drus, d'une robuste simplicité. Le murmure des strophes imite celui des arbres, confidents de la terre maternelle. Admirant leur sérénité pacifique, le poète sent leur cœur battre et leur sang couler sous leurs rudes écorces. Pour lui, comme pour le poète des *Métamorphoses*, tous les bois sont des bois sacrés.

***

M. Charles Derennes est un des sept poètes de la nouvelle Pléiade dont font aussi partie Mme la Comtesse de Noailles, MM. Fernand Mazade, Paul Valéry, Pierre Camo, Tristan Derème, Xavier de Magallon. Il adore les mêmes dieux que M. Ernest Raynaud et courtise les mêmes Muses. *Perséphone*, qui lui a fourni le titre d'un fort beau livre, n'est pas très différente de cette sage *Athéna*, que célébrait M. Charles Maurras et dont l'école romane a rétabli le culte. *La Fontaine de Jouvence*, qui donne son nom à son dernier recueil, jaillit parmi ces bois sacrés, hantés de faunes et de dryades, qui sont chers au poète de la *Couronne des Jours*. Ronsardisant comme lui et plus que lui, il a cette coquetterie d'écrire ses sonnets à la façon du chantre de Marie et de Cassandre, sans séparer les quatrains et les tercets dont les quatorze vers se succèdent sans interligne. Soumis au joug étroit des disciplines classiques, il ne s'accorde pas certaines libertés de rimes qui étonnent chez un poète aussi scrupuleux que M. Ernest Raynaud et que n'auraient admises ni Ronsard ni Moréas.

Entre les poètes de l'école romane et ceux de la nouvelle Pléiade, il serait facile de relever d'étranges parentés. M. Charles Derennes, poète méridional dont les aïeux durent être grecs ou latins, est plus qu'aucun autre épris de lumière et de beauté antique. Ronsard, André, Chénier, Mme de Noailles sont les trois poètes qu'il admire surtout, et presque au-dessus d'eux il met La Fontaine, enchanté par des vers limpides comme celui-ci :

> L'onde était transparente ainsi qu'aux plus beaux jours.

Un très joli sonnet, *conseils à implorer de cette nymphe*, nous explique le titre du livre. Si la fontaine de Jouvence rend aux poètes la jeunesse, c'est que, par ses bienfaisants propos, elle nous garde :

> De peser notre vie au nombre de nos ans
> Et de la croire usée à mesure qu'ancienne,

et, devant la beauté du monde, éternellement jeune, sait maintenir notre ravissement. Et le poète en vers clairs, légers, toujours souples et harmonieux,

évoque et fait revivre ses jeunes amours. Il chante les compagnes de sa jeunesse et de son enfance, un peu comme il chanterait de fraîches naïades. Comme il est né à Villeneuve-sur-Lot, le pays qu'il célèbre, avec ses fontaines sacrées et ses bosquets où se retrouvent les demi-dieux, c'est en réalité sa douce Aquitaine, et ce sonnet à la fois ému et souriant, ingénieux et sincère, donne bien une idée de la jolie *manière* de M. Charles Derennes :

Les Dames étaient trois à l'endroit où la ville
Joint la route qui joint le ciel à l'horizon ;
Les Dames m'ont souri, puis ont ri sans raison :
La plus jeune semblait être à peine nubile.
Le Lot, de Peyragude à Clairac, n'a qu'une île
De vingt mètres et de la forme d'un poisson...
Les trois parlaient d'amour et savaient leur leçon ;
Je jugeais pur leur cœur et le destin facile.
Un jour viendra, je sais, qu'il me faudra partir
Vers l'île fluviale où, verdoyant martyr,
Un saule me voudra raconter à moi-même,
Comme si j'ignorais que j'ai chéri, jadis,
Dans son nombre, les trois personnes que je dis,
Et qu'une de ces trois reste tout ce que j'aime.

***

Peu de poètes ont autant de titres à la reconnaissance et à la sympathie de leurs confrères que M. Ernest Prévost qui a consacré toute sa vie à la poésie. A vingt-cinq ans, riche seulement d'un généreux courage, il fonda la *Revue des Poètes*, dont un fin lettré, M. Eugène de Ribier, a pris depuis lors la direction. Secrétaire-Général de la *Société des Poètes Français*, dont il fût l'âme durant plusieurs années, il rédigea le bulletin qui reste un document précieux. En 1919, en collaboration avec M. Charles Dornier, il nous donna la plus belle anthologie de la guerre, le *Livre Epique*, précédé d'une éloquente et émouvante préface, qui est un morceau littéraire de grande allure. Et depuis quatre ans, M. Ernest Prévost, qui sait tout et lit tout, a suivi, en d'innombrables articles d'une sûre documentation, les moindres mouvements de la vie littéraire. Ceux-là même que son dernier recueil a peut-être un peu déçus commettraient une véritable injustice s'ils ne rendaient hommage au talent, à la surprenante activité, au grand dévouement à la poésie et aux poètes du parfait historien des lettres françaises qu'il faut saluer en M. Ernest Prévost.

« Poète de la tendresse ! » Ses deux premiers volumes : *Poèmes de tendresse* et l'*Ame inclinée*, lui ont valu d'être appelé ainsi par des amis peut-être maladroits. Tous les poètes sont plus ou moins poètes de la tendresse, mais il n'est pas de vrai poète qui n'ait voulu être que cela. Le *Lac* de Lamartine, la *Tristesse d'Olympio*, où s'exprime toute la fragilité des amours humaines parmi la nature indifférente, ces chants désespérés que sont les *Nuits*, les *Vaines Tendresses* de Sully Prudhomme, *La Bonne Chanson*, subtile et pénétrante chanson d'un poète dont nul n'a retrouvé l'accent, sont bien autre chose que des poèmes de tendresse. La seule tendresse n'a jamais inspiré que d'assez fades romances qui ne sont point, hélas ! sans paroles. Empressons-nous de dire que M. Ernest Prévost, qui possède un très profond sentiment de la nature, est plus et mieux qu'un simple poète de la tendresse.

Ses premiers recueils avaient plu par leur naturel, leur sincérité, par une certaine manière discrète et comme silencieuse de parler des choses de l'amour. Des sentiments vrais, que nous avons tous éprouvés, s'exprimaient en ce langage simple, qui est celui de tout le monde, et qui doit suffire au poète s'il est un véritable artiste. La pensée se condensait, se cristallisait en petites gouttes de poésie, en strophes concises, d'une prosodie presque traditionnelle en dépit de quelques licences inutiles. Beaucoup de ces jolis poèmes, qui ont je ne sais quelle douceur de confidences, ont été recueillis par les anthologies. Le *Livre de l'Immortelle Amie* n'a point cette simplicité, cette douceur discrète, ni la même fermeté de style. Le poète a perdu ses meilleures qualités en voulant élargir sa manière. Il n'a pas chaussé un cothurne étroit. Le vers n'a plus la même netteté, la même plénitude. La langue parfois hésitante nous fait souvent regretter la sobriété de naguère. Pourquoi ces hiatus, ces vers de quatorze syllabes et ces rimes qui ne riment pas ? Pourquoi ces mots qui n'appartiennent à aucune langue comme *insensuels* ou *indéniés ?* Pourquoi le mot amour est-il employé au féminin quand il est au singulier (amour frémisssante) et au masculin quand il est au pluriel (amours *printaniers.*) Pourquoi, selon les commodités de l'auteur, un e muet est-il parfois élidé, parfois compté comme une syllabe, — ce qu'autorise l'exemple de Ronsard, — parfois considéré comme inexistant, (Votre chair *crie* vers moi. — C'est l'amant qui *crée* l'amoureuse) ?

Comme nous attendons encore beaucoup de M. Ernest Prévost, qui a une sensibilité, des élans de vrai poète, avouons que cette tendresse, qui, pure, discrète, voilée, nous avait séduits dans ses premiers recueils, nous a paru s'exprimer avec moins de délicatesse. Trop d'affirmations vagues, comme : « *Honnir la caresse est impie* » rappellent un peu le *Crédo de l'Amour* du poète d'Argenton, qui croyait à l'amour comme il croyait en Dieu. M. Ernest Prévost nous a donné déjà et nous donnera encore des vers bien supérieurs à ceux-là. Mais ce que le *Livre de l'Immortelle Amie* nous révèle c'est un poète de la lumière, de la fraîcheur, de l'allégresse mati-

nades. Le poème qui ouvre le volume, *Jeunesse dans le Printemps*, et qui finit par ce joli vers :

Je m'éveille à la clarté de tout [illegible]

est vraiment d'une adorable fluidité. M. Ernest Prévost a toute l'âme légère d'un Chevalier aux fleurs. Il a le goût et l'intelligence de la lumière et procède par petites touches d'une extraordinaire justesse à la façon des impressionnistes. Sa forme un peu floue, qui dessert le poète psychologue, peut servir le peintre de paysages vaporeux. En vers heureux, il évoque les forêts qui s'éveillent, les champs encore baignés de brumes printanières, les matins frais et légers comme des cœurs de quinze ans. Ce que ces vers ont souvent d'indécis et d'hésitant peut convenir au paysagiste. *Le Livre de l'Immortelle Amie* nous promet un très sensible et frémissant poète de la jeunesse, de l'aurore et du *plein-air*.

***

Depuis l'abbé Delille, qui ne fut peut-être pas un si méchant poète qu'on dit, depuis Vigny et la *Maison du Berger*, Sully-Prudhomme et ses beaux sonnets des *Epreuves*, nous avons eu bien des poètes scientifiques. Le désir de connaître, la soif de la certitude peuvent émouvoir les âmes autant que les joies et les douleurs humaines. Quel poète plus que Pascal eut le sentiment de l'infini ? Quel romancier eut l'imagination de Pasteur guettant dans ses bocaux de mystérieuses fermentations ? Galjlée, Newton n'étaient pas moins inspirés que Pindare. Les réactions chimiques, qui président aux mariages des acides et des bases, des molécules et des atomes, peuvent éveiller l'attention du poète autant que ces réactions sentimentales qu'étudient les psychologues. Il est un point où mathématiques et philosophie se confondent. Les nombres ont leur souveraine poésie.

M. Henri Allorge, dont un premier livre, l'*Ame géométrique*, était un petit chef-d'œuvre de précision, vient de publier, avec une admirable préface de M. Edouard Schuré, une curieuse série de *Poèmes électriques* et *scientifiques*. Les derniers grands progrès de la science lui apportaient de beaux sujets encore inexplorés. Le poète célèbre toutes ces énergies modernes que l'homme a captées, transformées, domestiquées pour notre usage quotidien, si bien que, les employant tous les jours, nous oublions ce qu'elles ont de merveilleux. Voici le courant électrique, qui, sur un câble aérien, met à notre disposition les forces empruntées aux lointains torrents. Voici l'interrupteur, dont il nous suffit de manœuvrer la clef pour dire comme Ælohim : « Que la lumière soit ! ». Voici le moteur qui rappelle au poète cette phrase de Job : « Ses os sont comme des tuyaux d'airain, ses cartilages comme des lames de fer. » Voici la T. S. F. les lampe à arc et les rayons X. D'autres poèmes sont consacrés à l'algèbre, au radium, aux microbes, aux merveilles de la cristallisation. Un autre est consacré à ce fluide qui reste à découvrir et qui peut révolutionner le monde, ce fluide qui serait compris entre 0 mm. 3 et 3 mm. de longueur d'onde, *lacune*, dit le Professeur Branly, *composée de radiations encore inconnues de nous*. La pensée de tous ces phénomènes éveille chez le poète je ne sais quel frisson biblique. Les équations et les chiffres lui inspirent de nobles méditations :

Sanctuaire où Dieu même est présent dans le Nombre,
Temple tout d'absolu plus parfait que l'onyx,
Tabernacle du grand Arcane, en ta pénombre,
Luit le Rayon suprême, ô prodigieux X !

A toi rêvaient la nuit les Mages de Chaldée ;
En Égypte, les surhumains sculpteurs de Sphinx,
Dans la Grèce, Platon qu'extasiait l'Idée,
Archimède, chercheur que bercaient les syrinx.

Peut-être ces poèmes *électriques*, dont la forme est parfois assez libre, n'ont-ils pas la perfection d'autres petits poèmes du même auteur. Une facture nette, rigide, strictement parnassienne et comme géométrique, nous semblait ici nécessaire. J'aurais aimé que la pensée se cristallisât en de petites strophes exactement mesurées, semblables à ces polyèdres que le poète célèbre quelque part. Mais poète de la science, M. Henri Allorge est demeuré véritablement poète. Il a gardé le sentiment du mystère et de l'idéal. Comme il le dit fort bien, l'inconnu se déplace à mesure que nous le poursuivons, et la nature est plus mystérieuse encore pour le savant que pour l'ignorant.

André Dumas.

A TRAVERS LES REVUES ÉTRANGÈRES

Allemagne.

Die Deutsche Rundschau commémore « le dixième anniversaire de la guerre » en publiant dans son numéro de septembre un article, signé von F. L., dont voici les dernières lignes :

« Pour la France, son succès de la Marne fut une surprise absolument méspérée. La France n'avait le dessus nulle part et le sort de sa sixième armée ne pouvait que l'inquiéter vivement. Ce qui décida des choses, ce ne fut en rien la tactique de ses généraux. Ce qui décida des choses, ce fut l'effet moral que devait en-

traîner l'issue de la bataille et, en ce sens-là du moins, les Français ont certes raison de se féliciter comme ils font du « miracle de la Marne » et d'accorder à celui-ci pareille importance. Outre qu'il rendait enfin la confiance à la nation et à ses hommes trop fondés à douter d'eux-mêmes, « le miracle de la Marne » reconsolidait entre les Alliés l'entente devenue chancelante... S'il est vrai que la bataille de la Marne a été, comme on a dit, « le moment psychologique » de la guerre mondiale, elle l'a été au même titre que tant d'autres heures d'une égale gravité dans la série des événements. Les armées allemandes ont montré à ce moment-là encore qu'elles ne se tenaient point pour vaincues.

Le professeur Lujo Brentano écrit dans *Die Gesellschaft* que l'Allemagne ne s'est jamais trouvée à ce point empêchée dans sa vie économique : d'une part, son agriculture ne suffit pas aux besoins de sa population et, par ailleurs, son commerce et son industrie, tributaires de l'étranger pour telles matières premières qui leur sont indispensables, continuent à souffrir grandement dans leurs importations des conséquences de la guerre. Une notable fraction de l'opinion considère qu'il n'est que de se rabattre sur la Russie, sauf à aider celle-ci de toutes les ressources de la technique allemande... Cependant, la politique économique la plus dangereuse est précisément celle qui entend se contenter des échanges d'un seul et même marché... Plutôt que de songer à s'en remettre trop exclusivement à la Russie, que l'Allemagne souhaite l'établissement d'un *Zollverein*, d'une « union douanière » avec l'Empire britannique... Prétendra-t-on objecter à ce système que l'on risquerait d'y aliéner son indépendance, l'exemple des Dominions est pour rassurer pleinement le sentiment national. Sous cette réserve qu'ils s'interdisent l'entretien d'une armée permanente, les Dominions gèrent leurs affaires intérieures à leur guise... Et, en signant le Traité de Versailles, le Reich n'a-t-il pas d'ores et déjà renoncé à avoir une grande armée à lui ?

ITALIE.

Minerva reproduit dans son premier fascicule de septembre (et après *Il Marzocco*) un document où les Européennes sauront trouver un beau sujet d'édification. C'est le résumé, établi et publié par le « Comité littéraire de la Fédération des Cercles féminins américains », des réponses qu'il a reçues à la question qu'il avait posée dans les milieux de cette fédération : « Que demandez-vous aux éditeurs ? »

« Nous voulons des lectures intéressantes, proclame ce document. Nous voulons, par exemple, des études autobiographiques susceptibles de nous instruire de l'âme humaine et des choses de l'existence. Nous voulons des « mémoires » et des « lettres »... Une lettre est une fleur dans toute sa fraîcheur et dit bien l'homme et son temps... Nous voulons des œuvres d'imagination, mais à la condition qu'elles n'aboutissent pas à déformer la réalité. Nous voulons la vérité, mais la médecine a son domaine et nous ne voulons pas de traités de pathologie. Nous voulons la vérité, mais nous ne voulons pas la licence et la réalité n'est pas nécessairement sale. Notre appétit de lecture n'a nul besoin d'excitants. Nous ne demandons pas le moins du monde à un écrivain de dire tout ce qu'il sait... Nous estimons parfaitement ennuyeux le roman naturaliste... Nous ne voulons pas de livres qui prêchent la morale : nous voulons dégager nous-mêmes les conclusions et la morale que comporte le récit... Le chapitre II de la Genèse nous enseigne que l'homme a été créé d'un peu de terre et du souffle de Dieu : nous ne voulons pas d'une littérature qui oublie le souffle de Dieu ».

SUISSE.

Dans le numéro de septembre de la *Bibliothèque Universelle*, M. H. de Ziégler célèbre en des termes d'une grande distinction la mémoire de « Pierre de Ronsard, Vendômois ». Parmi toutes les formes de l'hommage que mérite le chantre des *Amours de Marie*, il en est une, pieuse et discrète, qui, mieux que tous autres discours, réjouira ses mânes. C'est le geste de ses dévots qui, en « feuilletant son œuvre d'une main nocturne et journelle » y trouvent presque à chaque page l'occasion d'un actuel plaisir »... et M. de Ziégler voudrait donner aux indifférents « l'idée au moins de ce dont ils se privent », parler de son héros comme d'une de ces terres » dont on revient en disant : Allez-y ».

Sur le sentiment de la nature chez Ronsard : « ...Il préexiste à tout. Il a d'abord été toute la poésie pour lui ; c'est de ce premier émoi que le reste est sorti par la suite. Son instruction est postérieure à l'éveil de la muse... ». — L'amitié que l'on ressent pour Ronsard ne peut pas ne pas s'accompagner de l'admiration que commande la noblesse de son caractère : « Surtout il avait l'âme belle et telle qu'il la fallait au gentilhomme le plus accompli... Sa sincérité, son horreur du mensonge allait — en ce temps de passions sans bride — jusqu'à « taxer » durement toute laideur, toute faiblesse dans son propre parti. Avec angoisse il se demande ce que saint Paul dirait de l'Église de Jésus-Christ. »

Poète de la nature, poète de l'amour, poète de la passion civique, Ronsard « laisse pour l'instruction et le plaisir de la postérité une image de lui charmante et vénérable et des vers que quatre cents ans après sa naissance on lit avec un ravissement toujours nouveau. »

Que la doctrine de Machiavel s'avère aujourd'hui aussi « vivante » que jamais, telle est en substance la pensée que Benito Mussolini propose dans la *Revue de Genève* (n° de septembre) à la méditation des politiques. En effet, juge-t-il, si les aspects extérieurs de notre civilisation sont autres, « les variations ne se sont pas révélées profondes dans l'esprit des individus et des peuples ». « Peu nombreux sont ceux qui sacrifient leur moi sur l'autel de l'État, argumente le dictateur. Tous les autres sont, en puissance, en état de révolte... L'épithète de souverain appliquée au peuple est une tragique farce... Les systèmes représentatifs appartiennent davantage à la mécanique qu'à la morale... Même dans les pays où ces mécanismes sont le plus hautement pratiqués depuis des siècles, il arrive des heures où l'on ne demande plus rien au peuple... Il ne reste au peuple qu'un monosyllabe pour acquiescer et obéir... »

Gaston CHOISY.

LES LIVRES NOUVEAUX

Général Pedoya, ancien président de la Commission de l'Armée. — *La Commission de l'Armée pendant la grande guerre*. Documents inédits et secrets. (Paris, Ernest Flammarion).

Si la guerre avait été courte, comme le pensaient en 1914 militaires et civils, il est probable que le Parlement n'aurait pas eu à intervenir, tandis que la parole était au canon. On sait ce qui en fut et comment les Assemblées représentatives furent amenées à jouer le rôle de contrôle qui leur appartient sur les actes du Gouvernement. Avec la Commission du Budget, la Commission de l'Armée a déployé une activité de premier plan. Non pas que ses membres se soient jamais érigés, en dépit de certains racontars, en « représentants en mission » suivant la formule révolutionnaire. Mais ils voulaient voir et, malgré l'opposition assez mal avisée de certains chefs d'unités qui croyaient possible d'en rester aux pratiques des vieilles armées défiantes du « pékin », alors que la nation entière était au combat, ils ont vu. A partir de 1917, ils sont même devenus, sur quelques points, et comme il convenait, de très utiles auxiliaires du commandement. Un résumé, que le général Pédoya déclare « extrêmement succinct », se trouve dans ce livre de l'œuvre de la Commission. Il s'applique au matériel de guerre, à l'aéronautique, aux matières premières, aux services de l'Intendance et de santé, à l'automobilisme et aux voies ferrées, au problème des effectifs, à l'organisation défensive du front, aux permissions (question capitale dont on perçut l'acuité en 1917 sur le front occidental et constamment à l'armée d'Orient), à l'unité de commandement. Le lecteur apprendra beaucoup ici et il souhaitera que le moment vienne bientôt où l'ancien président de la Commission de l'Armée pourra publier aussi les documents relatifs aux opérations militaires. Après l'impression au *Journal Officiel* des procès-verbaux des comités secrets de la Chambre, cette publication devient nécessaire.

Simon Zagorsky, professeur d'économie politique à l'Université de Pétrograd. — *La République des Soviets ; bilan économique*. (Paris, Payot et Cie.)

Ce bilan s'établit facilement. La République des Soviets a prétendu faire vivre un régime qui reposerait sur la « force créatrice des masses » et « leur action propre ». Les anciennes classes dirigeantes une fois dépossédées, il ne restait qu'à organiser l'économie russe à l'abri du « contrôle ouvrier ». Mais le contrôle dégénère bientôt en un simple « chaos cynique ». Les bolcheviks passent alors du contrôle à la « direction ouvrière », subordonnent toute la production à une hiérarchie étroite de directions et de « centrales ». L'État apparaît comme un gigantesque *trust* économique fonctionnant au profit d'une bureaucratie démesurée. Le système aboutit (troisième transformation) à une nationalisation intégrale de toute l'économie nationale. Socialisme d'État ? Nullement ; mais *capitalisme d'Etat*, dont M. Zagorsky suit exactement les manifestations et les applications dans les divers domaines de l'économie. Les unes et les autres également désastreuses, et, au surplus, parfaitement contraires à ce qu'en attendait le plan soviétique. Au lieu du communisme voulu, apparaissent des « conditions favorables seulement à la renaissance du capitalisme primitif brutal et ruineux », surtout dans la « paysannerie ». La grande industrie ruinée, entraînant la mort des villes, voici que renaît la puérile méthode d'échanges du moyen âge : « trafic du sac », troc de matières alimentaires contre objets de petite fabrique, etc. Au lieu de l'abolition voulue des classes, « des antagonismes de classes tellement profonds que la Russie n'en connut jamais de pareils auparavant ». A la place des grands capitalistes et bourgeois, « une nouvelle bourgeoisie rapace, une bourgeoisie moyenne et petite ». Bien loin que la propriété privée soit abolie, se développent, « dans toutes les couches de la nation, des instincts de propriété poussés à un degré inouï, et, dans toute l'économie sociale, une orgie sans précédent du principe égoïste de la propriété privée ». Les Bolcheviks ne le nient pas d'ailleurs ; ils le proclament même, heureux pourvu qu'ils se donnent l'air d'inscrire leur banqueroute sociale dans des formules pseudo-scientifiques. Ainsi achève de sombrer un grand pays, autrefois l'une des forces actives de l'économie mondiale, entre les mains de primates au pédantisme exaspérant et gonflés de marxisme.

G. Lenotre. — *Le Roi Louis XVII et l'énigme du Temple*. (Paris, Perrin et Cie.)

Est-ce vraiment, comme l'allègue M. Lenotre, le gouvernement de Louis XVIII qui a posé « la question Louis XVII » ? En tout cas, il a bien fait tout ce qu'il a pu pour la rendre insoluble et, jusqu'à présent, il y a réussi. M. Lenotre, qui connaît aussi bien qu'homme du monde les choses et les gens de la Révolution, vient de formuler de manière fort sage les conclusions d'une exacte critique des documents sur le cas du petit roi.

D'une manière singulière aussi : « Quoiqu'il soit piteux de finir par ces mots un si long récit : on ne sait pas » ! Pourquoi « piteux » ? Et quelle idée se fait donc M. Lenotre du travail historique ? Estime-t-il de si peu de prix que d'avoir peut-être cette fois donné le coup de grâce à des légendes (à des « racontages », comme il dit) dont trop de personnes s'obstinent encore à se duper ? « On éprouve une sorte de gêne à présenter ce froid tableau, si différent de ceux que la légende a composés ». Au contraire ; ce est précisément « ce froid tableau » qu'il nous faut, qu'il faut surtout au public ordinaire de M. Lenotre. Le gain sera énorme et nous fera accepter la méthode d'exposition particulière à l'auteur, amusante certes, vivante, aguicheuse et déterminée à accrocher l'attention par le charme d'une narration brillante et au besoin, comme dans la dernière page d'un volume que l'auteur seul songe à trouver trop long, le maniérisme du plus mauvais goût. Or, bien qu'il ajoute à son sujet une partie de l'histoire des faux Dauphins, M. Lenotre sent justement qu'à partir du 19 janvier 1794 où les Simon quittent le Temple, et à raison du caractère fantaisiste des documents officiels postérieurs, de la rareté de ces documents, des contradictions et des réticences qu'ils trahissent, la vie *historique* de Louis XVII est terminée. Après beaucoup de « comparaisons » et de « raisonnements », du fatras des suppositions, M. Lenotre isole donc (et c'est son droit) celle-ci, qu'il présente loyalement comme telle, et qui est bien ingénieuse : « la supposition de la soustraction du Dauphin par Chaumette, avec la complicité de Simon et de sa femme, dans la nuit du 19 janvier 1794, s'adapte mieux que toute autre aux circonstances connues de la captivité du Temple ». A merveille. Mais Robespierre, puis Barras, si intéressés, d'après notre auteur, pour les besoins de leur politique, à retrouver le jeune Roi évadé, n'ont donc rien obtenu de Simon (débarrassé de son protecteur Chaumette depuis le 13 avril, et qui ne sera guillotiné que le 10 thermidor), ou de sa femme, qui se vantait encore en 1816 d'avoir collaboré à l'enlèvement ? Passe encore pour Robespierre, moins enclin peut-être que ne le suppose M. Lenotre aux compromissions avec les royalistes. Mais, Paul, vicomte de Barras ?

F.

BULLETIN MARITIME

A propos d'un nom de paquebot

On se rappelle que les *Messageries Maritimes* ont lancé, il y a quelque temps, un magnifique paquebot d'environ 15.000 tonnes destiné à la ligne d'Extrême-Orient et qui portera le nom de *d'Artagnan*. Il fera partie de la série des navires de la même Compagnie qui portent déjà les noms de : *Porthos, Athos*, etc...

Nous relevons dans la presse de ces temps derniers, à propos de la statue que l'on va élever à d'Artagnan sur une place d'Auch (Gers), quelques détails que nous croyons intéressant de signaler puisque nous avons déjà cherché à retracer ici l'historique des attributions de noms illustres aux plus beaux et aux plus récents navires de la flotte française.

Le Chevalier d'Artagnan est né vers 1623 à Lupiac, dans l'arrondissement actuel de Mirande. Il fut capitaine des Mousquetaires du Roi Louis XIV et mourut au service de la France.

On se souvient que Alexandre Dumas en collaboration avec Auguste Maquet, a écrit, tant à son sujet qu'à celui de ses compagnons, 11 volumes de cape et d'épées qui sont restés fameux. Cependant, comme pour la plupart des héros d'Alexandre Dumas, la vérité historique diffère, en ce qui concerne d'Artagnan, sensiblement de la légende.

L'écrivain Robert de Montesquiou, cousin lointain du Chevalier d'Artagnan et qui habita un certain temps le vieux château d'Artagnan, a donné un résumé de la vie du célèbre mousquetaire. On y trouve un grand nombre de combats et de sièges, une mission confidentielle en Angleterre auprès de Cromwell.

Un peu plus tard d'Artagnan accepte la mission de s'assurer de la personne de l'intendant Fouquet qu'il arrête à Nantes pour le mener ensuite à la Bastille.

Nommé Capitaine-Lieutenant de la première Compagnie des Mousquetaires, puis Brigadier des Armées du Roi, il sert devant Tournai, Douai et Lille, il accompagne Louis XIV au siège de Maëstricht où il est tué le 25 juin 1673.

Ses deux fils avaient été baptisés par Bossuet. L'aîné eut pour parrain Louis XIV et pour marraine Marie-Thérèse. Le cadet fut tenu sur les fonts baptismaux par le Dauphin et la Princesse des Dombes.

Des descendants du véritable Chevalier d'Artagnan avaient demandé que, pour honorer la « politesse française » dont ce mousquetaire fut en quelque sorte l'incarnation, on baptisât la partie du boulevard comprise entre la Madeleine et la Place de l'Opéra à Paris du nom de « Boulevard d'Artagnan ».

Les *Messageries Maritimes* avaient été, comme on le sait, au-devant de cette pensée, en faisant de leur navire le porte-drapeau de la vieille vertu très française de l'esprit chevaleresque.

Les Navires-Écoles français

Les pays étrangers possèdent depuis longtemps des navires-écoles.

C'est ainsi qu'aux États-Unis il y a un navire-école par état et que l'Allemagne, qui en a toujours entretenu plusieurs, possède encore 2 grands voiliers-écoles, l'un naviguant sans fret et l'autre avec fret.

Le Danemark enfin possède le plus beau navire-école du monde, un grand cinq mâts à moteur auxiliaire dont l'élégance de lignes séduit tous les marins.

Quant à la France, elle ne possédait jusqu'à ce jour que le *Jacques Cartier*, grand cargo de la Compagnie Générale Transatlantique dont nous avons déjà parlé mais qui ne permet pas aux jeunes navigateurs d'apprendre les finesses de manœuvre que, seule, la pratique de la voile peut faire acquérir.

Cette lacune vient d'être comblée. Sous le nom de *Pola*, un Quatre mâts a été livré à la France par l'Allemagne, en exécution du Traité de Versailles. Ce navire est actuellement à Nantes en préparation d'armement pour servir de navire-école aux élèves de la Marine Marchande.

C'est un très beau navire dont la construction a été terminée vers la fin de la guerre, en sorte qu'il se trouve être le plus récent des voiliers du monde.

Ce navire, qui appartient à la Société « *Les Armateurs Français* », sera géré en tant qu'école par la Société des Navires-Écoles Français. Les élèves de la Marine Marchande qui seront admis sur ce navire, auquel a été attribué le nom de *Richelieu*, y recevront une instruction professionnelle pratique très poussée qui les désignera au choix des armateurs.

Le navire peut embarquer 4.000 tonnes de marchandises et prendra tout le fret qu'il trouvera sur sa route. Ainsi, non seulement ses frais d'exploitation seront diminués, mais les élèves pourront se familiariser à bord avec les pratiques commerciales dont un bon commandant doit avoir une connaissance parfaite.

Les élèves n'auront à rembourser que leurs frais de nourriture et des bourses seront accordées à ceux dont la situation de famille est particulièrement intéressante.

Quatre arrivées et quatre départs de Paquebots des " Messageries Maritimes " en 48 heures

Les chiffres ci-après démontrent avec éloquence la grande importance du trafic, en passagers et en marchandises, auquel les divers services de la Compagnie des *Messageries Maritimes* ont à faire face, parfois dans un laps de temps très réduit.

Dans l'espace de 48 heures, du 15 au 16 octobre, quatre paquebots de cette Cie sont arrivés dans notre port : le « *Paul-Lecat* », le « *Maréchal-Gallieni* », le « *Lamartine* », l' « *Affon* », et quatre en sont partis : le « *Sphinx* », le « *Compiègne* », le « *Chambord* » et le « *Ville-de-Strasbourg* ».

Le chiffre total des passagers arrivés et partis dans ces 48 heures est de 2.400, soit : 1re classe, 674; 2e classe, 385; 3e classe, 423; 4e classe, 918.

Le nombre des colis-bagages manipulés à l'arrivée et au départ s'est élevé à 7.000 colis. Quant aux marchandises, il a été exporté et importé dans le même laps de temps environ 160.000 colis, représentant plus de 15.000 tonnes.

RENSEIGNEMENTS — INFORMATIONS

Le Tourisme en Syrie

Nous avons déjà dit ici l'intérêt que prenaient les voyages en Syrie depuis que des services automobiles, organisés en liaison avec les services de certaines lignes de navigation françaises, permettent aux touristes de se rendre rapidement dans les plus belles régions et les plus éloignées de ce pays.

On signale, d'autre part, que le tourisme estival en Syrie et au Liban prend de plus en plus d'importance depuis la guerre. Nombreuses sont les familles, non seulement européennes mais indigènes, qui viennent d'Égypte ou de Mésopotamie pendant les mois chauds. Il est déjà venu cette année plus de 8.000 personnes originaires d'Égypte, qui ont villégiaturé au Liban et dans différentes localités syriennes, et on en annonce 4.000 autres. On estime que ces touristes laisseront dans le pays environ 600.000 £ égyptiennes, ce qui représente un appréciable apport de numéraire extérieur pour le pays.

Les Constructions navales dans le Monde

pendant le troisième trimestre de l'année 1924.

Le *Lloyd's Register* vient de publier son bulletin relatif aux constructions de marine marchande, pendant le troisième trimestre de 1924.

D'après les renseignements que donne ce bulletin, le tonnage en construction dans le monde se composait, à la date du 30 septembre, de 737 navires marchands d'au moins 100 tonneaux de jauge brute, représentant au total 2.581.012 tonneaux, contre 786 navires et 2 millions 616.897 tonneaux le 31 juillet dernier, et 687 navires et 2.377.697 tonneaux le 30 septembre 1923. On constate que le tonnage total indiqué comme étant en chantier le 30 septembre 1924 est inférieur de 35.885 tonneaux au chiffre correspondant enregistré à la fin du trimestre précédent, mais qu'il reste supérieur de 203.320 tonneaux à l'ensemble des navires de commerce qui se trouvaient en construction il y a un an.

Voici, par ordre d'importance des constructions, le tonnage en chantier au 30 septembre et au 30 juin dernier dans chacun des principaux pays du monde :

	FIN SEPTEMBRE		FIN JUIN	
	Unités	*Tonnage*	*Unités*	*Tonnage*
Grande-Bretagne et Irlande.	337	1.568.408	391	1.546.746
Allemagne	114	378.522	101	320.234
France	27	137.210	22	144.240
Italie	37	132.457	33	127.772
Hollande	36	88.643	43	96.453
Danemark	26	73.899	27	64.225
Suède	27	69.240	23	63.800
Etats-Unis	42	64.905	36	103.665
Japon	15	50.059	19	66.654
Dominions britanniques	16	34.778	26	34.925
Dantzig	13	30.095	10	20.495
Norvège	35	29.103	35	27.445
Espagne	2	11.300	3	18.520

On voit que le tonnage en construction a diminué de près de 50.000 tonneaux en Grande-Bretagne (où des augmentations respectives de 43.000 et de 78.500 tonneaux avaient été enregistrées pendant les deux trimestres précédents); de près de 40.000 tonneaux aux Etats-Unis; d'environ 16.500 tonneaux au Japon; de près de 8.000 tonneaux en Hollande; de 7.000 tonneaux en Espagne et d'à peu près autant en France. Des augmentations sont, par contre, notées en Allemagne (+58.000 tonneaux), au Danemark (+10.000 tonneaux), à Dantzig (+10.000 tonneaux), en Suède (+5.500 tonneaux) et en Italie (+5.000 tonneaux).

Dans le tonnage en construction dans le monde, au 30 septembre dernier, les navires à vapeur entrent pour 510 unités et 1.618.846 tonneaux (contre 577 unités et 1.785.480 tonneaux au 30 juin); les navires à moteur pour 163 unités et 936.169 tonneaux (au lieu de 154 unités et 810.656 tonneaux au 30 juin); les voiliers et chalands, pour 45 unités et 19.544 tonneaux (contre 55 unités et 20.762 tonneaux à la fin du trimestre précédent).

Le tonnage des navires à moteur continue de se présenter en augmentation remarquable; celle-ci dépasse, pour le trimestre écoulé, 125.000 tonneaux. En comparaison du chiffre correspondant enregistré pendant le troisième trimestre de l'année dernière, l'augmentation en question atteint 474.000 tonneaux. Pour ce qui concerne les unités dont la construction a été commencée de juillet à septembre 1924, un fait sans précédent est, en outre, à noter : le tonnage des navires à moteur, qui s'élève à 261.444 tonneaux, dépasse de près de 4.000 tonneaux l'ensemble des navires à vapeur.

Parmi les navires à vapeur ou à moteur se trouvant actuellement en construction, 8 seront de 20.000 tonneaux ou au-dessus (tous construits en Grande-Bretagne); 14 de 15.000 à 19.999 tonneaux (dont 12 construits en Grande-Bretagne et 2 en Allemagne); 21 de 10.000 à 14.399 tonneaux (dont 4 construits en France), et 39 (dont 3 français) de 8.000 à 9.999 tonneaux.

Il y a lieu de signaler, enfin, qu'il se trouvait en construction, le 30 septembre dernier, 43 unités d'au moins 1.000 tonneaux, destinées au transport du pétrole en citerne et représentant ensemble 290.220 tonneaux. Il y a trois mois, les chiffres correspondants avaient été de 28 unités et de 180.170 tonneaux. Au 30 septembre 1924, de même qu'au 31 décembre dernier, la part de la France dans ces totaux n'était que d'un pétrolier de 5.500 tonneaux.

VALEURS DE NAVIGATION

Bourse de Marseille, 28 octobre 1924.

1° Fraissinet	808
2° Messageries Maritimes	176
3° Mixte	207
4° Transatlantique	158
5° Transports Maritimes	970

Le Gérant : A. Desnoës.

Société Française d'Imprimerie et de Publicité
Ateliers : Rue Garnier et rue des Carmes, Angers
Bureaux à Paris, 15, Rue du Louvre (XVe)

Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus.

REVUE
POLITIQUE·ET·LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

EUGÈNE YUNG·FONDATEUR·1863 PAUL FLAT·DIRECTEUR·1908-1918
DIRECTEUR PAUL GAULTIER

N° 22 62e ANNÉE 15 NOVEMBRE 1924

LA MUSIQUE ARCHAÏQUE HINDOUE

En approfondissant ce qu'est la musique ancienne, au point de vue oriental, on trouve que la conception orientale de la musique a son origine dans l'intuition.

Du reste, la tradition de tout art, aussi bien que de la science, nous indique la même chose. Ce n'est que plus tard, quand l'homme commence à se pénétrer des choses extérieures, qu'il oublie l'origine de l'art ; et cette origine est l'intuition.

Pour les peuples anciens, la musique n'était pas une science ou un art mécanique. La musique pour eux était le premier langage. Nous en avons la preuve, maintenant encore, dans le langage des animaux, des oiseaux, qui expriment entre eux, par des sons, leurs émotions et leurs passions. C'est la combinaison des différents sons des animaux et des oiseaux, qui, associés ensemble, ont un effet sur l'innombrable multitude de la création inférieure.

Si la musique a été la première expression dans la création inférieure, il en a été de même dans la nature humaine. Et, du moment qu'elle fut la première expression des émotions du cœur, la musique reste la dernière expression des émotions et des passions.

Ce que l'art ne peut exprimer, la poésie le fait, et ce que la poésie ne peut expliquer, la musique l'exprime.

Pour un penseur, la musique, dans tous les âges, a été placée sur le plus haut piédestal, comme étant l'expression du plus profond de soi-même.

Quand on compare la musique ancienne à la musique moderne il n'y a pas de doute qu'un abîme existe entre elles. Si quelque chose peut donner une petite idée de la musique ancienne de la race humaine, c'est la musique orientale, qui conserve encore en elle des traces de la musique ancienne. Si les Anciens l'avaient simplement considérée comme musique, peut-être n'aurait-elle pas été conservée intacte comme elle l'a été ; mais, préservée des millions d'années, comme étant une partie de la religion, elle a été conservée par la tradition.

On pourrait demander comment une musique des temps anciens a pu être conservée dans sa pureté, avec cet éternel goût de changement, qui est le propre de la nature humaine. La réponse est qu'il a toujours été difficile, pour la race humaine, de changer la religion. Tout le reste peut être modifié ; la religion fut toujours conservée immuable.

La religion des Hindous était le Vedanta, et le cinquième aspect du Vedanta était la musique, appelé Samda Veda. Dans le monde occidental, vint une époque où fut donnée la traduction de ces Védas, et la seule partie qui ne puisse pas se retrouver, est la traduction du cinquième Veda. La raison en est, qu'étant musique, elle ne pouvait pas exactement être considérée comme un langage. Mais on peut retrouver dans la tradition, par l'étude de la musique des Hindous, qu'il fut un temps, il y a des milliers d'années, où ils connaissaient les délicates nuances de ton, comme les quarts de ton Ce n'était pas seulement les degrés du son qui étaient considérés de cette façon, mais aussi la

nature et le caractère du son qui étaient analysés exactement comme la chimie.

Nous pouvons trouver, dans la tradition ancienne, les différents effets attachés aux différentes notes — qu'elles soient sèches ou fluides — froides ou chaudes .— Aujourd'hui, il est très difficile de reconnaître ces sons qui expriment ces différents effets, parce qu'on les distingue au moyen de l'instrument, tandis que dans les temps anciens, c'était seulement par la nature.

Il est très intéressant de savoir que nous trouvons aujourd'hui dans les livres sanscrits, les différentes nuances sonores connues dans les anciens temps. A défaut de piano ou de diapason en métal, les anciens mesuraient la justesse du son au moyen du cri des différents oiseaux et animaux. Le son se distinguait aussi d'après différents sons de la nature.

Ce qui est particulièrement intéressant : c'est que l'aspect scientifique se developpa de la même manière que l'art de la musique ancienne hindoue. On pourrait croire que c'est peut-être naturel que l'art se soit développé sans effort, parce qu'il était près de la nature ; mais ce qui est très intéressant, c'est que la science, à cette époque-là, se soit développée de cette façon.

On pourrait aussi se demander de quelle façon l'art se développa chez les peuples anciens, art dont on trouve encore maintenant les vestiges en Orient.

Les anciens appropriaient différents thèmes de musique aux différentes saisons de l'année, aux différents moments du jour et de la nuit ; et comme rien n'existe sans motif dans l'univers, ce n'était pas seulement imagination ou fantaisie de leur part. Il existait une raison logique pour attribuer certaines mélodies à différentes époques. Simple fantaisie poétique, elle n'eût duré qu'une courte période n'influençant qu'un cercle restreint ; tandis qu'au contraire, elle a influencé le pays entier, et subsiste encore aujourd'hui.

Une coutume qui a duré des milliers d'années, et qui subsiste même à l'heure actuelle, dans l'est, l'ouest, le nord et le sud, est ce même Raga, chanté à la même époque ; s'il était chanté en dehors de ce temps fixé, il ne ferait pas la même impression.

En considérant la question au point de vue métaphysique, nous trouvons que la réalisation de la connaissance : que la vibration est à la racine de toute création — (connaissance acquise par la science contemporaine et que la science possédera toujours) — était déjà, pour les anciens, une certitude, et la base de leur science.

Ils savaient que ce qui avait créé, ce qui maintient et ce en quoi est maintenu la manifestation entière — le cosmos — vient du seul pouvoir de la vibration. Par conséquent, la science astrologique, qui a une grande influence sur les différents pays et les êtres humains, vint de cette science des vibrations. La musique fut connue par eux, comme une science ayant de grands rapports avec les influences planétaires. Le mouvement et le travail continu des planètes, et leur action sur la terre fut la base de leurs Ragas sur lesquels fut écrite leur musique.

Dans la tradition sanscrite, des temps anciens, on trouvait des versets ayant rapport à certaines planètes. Selon l'influence des planètes du Cosmos, les anciens préparaient leur programme pour une année entière. On pourrait croire que l'influence des planètes se perçoit trop vaguement pour qu'on puisse établir un programme en se basant sur cette perception. On doit cependant remarquer qu'à toutes les époques l'humanité a organisé sa vie suivant les influences planétaires.

Pour conserver leur musique proche de la nature, les anciens furent obligés de laisser au chanteur et à l'artiste toute liberté de chanter, et de jouer selon leur fantaisie naturelle. Ils supprimèrent ainsi toute uniformité, et cela resta un art individuel et ne fut jamais *un enseignement*. Pour cette raison, la musique des peuples anciens avait des avantages et beaucoup d'inconvénients.

Les avantages consistaient en ce qu'un musicien ou un artiste était toujours libre d'exécuter la musique de son choix, pour laquelle à ce moment-là il se sentait inspiré ; ce qui lui donnait complète liberté d'exprimer ses émotions, ses passions, sans avoir à obéir à aucune restriction extérieure.

Il n'est pas douteux qu'au moment où un certain nombre de chanteurs et d'exécutants furent réunis, il fut alors nécessaire de créer une certaine discipline, tout en les restreignant le moins possible. Et ce fut cet ordre qu'on appela la musique.

Le mot Musique ou « Sangith », en langue sanscrite, a trois aspects : le chant, le jeu sur un instrument, et le mouvement. Les anciens n'ont jamais séparé de la musique la science du mouvement et de la danse. Ils ont toujours compris les trois aspects de ce qu'ils appelaient la musique.

A mesure que la musique des peuples orientaux se développa, chacun des trois aspects se développa aussi. La manière de chanter des personnes les plus raffinées était tout à fait différente de celle des paysans ; les chants du temple différents de ceux du théâtre. Non seulement, il existait des règles particulières à suivre et une différence mécanique, mais il y avait aussi une différence naturelle.

La plus précieuse chose que produisit la musique des anciens fut un grand bienfait pour l'humanité Ils distinguèrent les différents aspects de la musique et purent ainsi réaliser qu'il y avait une certaine

MAISON M. GEORGE & CIE

INVENTEURS-FABRICANTS

PARIS - 62, Rue de Saintonge (IIIe) - PARIS

Marque " PAPILLON " déposée

Breveté S. G. D. G.

PAPIER AUTO-FIXATEUR POUR DESSINS AU PASTEL ET AU FUSAIN

Depuis que les Artistes se servent des bâtons de pastel pour dessiner, c'est-à-dire depuis le commencement du XVIIIe siècle, on cherche le moyen de conserver ces Dessins.

En effet, les bâtons de pastel abandonnent pour constituer le dessin, des poussières diversement colorées, sur le papier ou la toile servant de support.

Si pour une cause quelconque, transport du Dessin ou choc subit, ces poussières se détachent en partie du support, l'œuvre de l'Artiste se trouve détériorée et perd de sa valeur artistique.

En plus de cet accident, il est de toute nécessité que les couleurs du Pastel conservent complètement leurs divers aspects comme teintes et comme tonalités.

C'est donc cette Opération de **FIXAGE DE DESSINS AU PASTEL** qui constitue le problème à résoudre, d'une importance capitale pour cet Art.

C'est dans cet esprit qu'on a cherché des solutions diverses dont les meilleures n'ont abouti qu'à des résultats absolument mauvais, en ce sens que les couleurs se modifiaient par le Fixage.

Le problème restait donc entier, lorsqu'on nous a demandé de trouver une solution à ce problème intéressant pour l'avenir du Pastel. Après de longues recherches, nous sommes arrivés à trouver la solution tant desirée.

En effet, nous pouvons maintenant **FIXER LES DESSINS AU PASTEL**, en conservant à ces Dessins leurs aspects primitifs d'avant le Fixage, c'est-à-dire en respectant leurs teintes et leurs tonalités.

(Voir la suite au Verso)

MAISON M. GEORGE & CIE INVENTEURS-FABRICANTS

Il y a encore une cause d'insuccès dans l'Opération du Fixage, c'est la manière dont ce Fixage est entrepris.

Il a fallu détruire cette cause.

Fixer un Dessin au Pastel par les moyens employés actuellement, est une Opération délicate, qui ne réussit complètement qu'avec une grande expérience mise au service de l'Opération.

Nous avons donc cherché à rendre cette Opération des plus faciles et nous sommes arrivés à nos fins, en la **RENDANT AUTOMATIQUE.**

Voici en fin de recherches, ce que nous présentons heureusement aux Artistes : Nous leur laissons le soin d'apprécier nos Travaux, pensant avoir rendu, comme le disent les plus illustres d'entre eux, un réel service à l'**ART DU PASTEL.**

Nous avons créé pour condenser toutes les questions se rapportant au

FIXAGE DES DESSINS AU PASTEL ET AU FUSAIN,

Un PAPIER AUTOFIXATEUR

Ce Papier de bonne qualité d'abord, est imprégné d'une **PRÉPARATION SPÉCIALE** qui a la propriété, ce papier étant imbibé d'Eau ordinaire, de **FIXER LES DESSINS** sans en modifier le Coloris.

Voici du reste comment on emploie ce **PAPIER-AUTOFIXATEUR.**

On se procure une Feuille de ce Papier.

On dessine comme à l'ordinaire sur la face de la Feuille qui porte la suscription « Dessiner sur ce côté de la Feuille ».

Le Dessin étant terminé au gré de l'Artiste, on procède au Fixage.

On a préparé sur une Table, un Linge épais, serviette ou nappe, plus grand que le Dessin à Fixer.

On imbibe abondamment ce Linge d'Eau ordinaire.

On relève les bords de ce Linge afin que l'Eau ne s'écoule pas.

L'Opérateur prend des deux mains la Feuille du Dessin, en se servant des pouces et des index. Le Dessin fait face à l'Opérateur qui le regarde ainsi et qui peut suivre les phases de l'Opération.

Il pose la Feuille sur le Linge mouillé, bien à plat, de manière que toutes les parties de cette Feuille s'imprègnent d'Eau.

Si au bout de quelques minutes, certaines parties de la Feuille n'étaient pas imbibées, avec une pointe émoussée on exercerait une légère pression sur ces parties, alors elles s'imbiberaient comme les autres parties.

On laisse ainsi le Dessin jusqu'à ce que les teintes du Pastel prennent une apparence d'humidité uniformément répartie. En général, il faut une heure, quelquefois plus suivant la nature des bâtons de pastel employés.

Si le Dessin est de petite dimension, on le retire du Linge mouillé pour le placer sur une surface sèche où il sèche librement.

ÉTANT SEC, LE DESSIN EST FIXÉ

Si la Feuille de Dessin est de grande dimension, on incline légèrement la Table sur laquelle il a été imbibé, de manière que l'excès d'Eau s'écoule en dehors. La feuille sèche dans cette position inclinée, cela demande plus de temps.

ÉTANT SEC, LE DESSIN EST FIXÉ

Si l'Artiste a des retouches à faire à son Dessin, il les fait comme d'habitude sur le Dessin à sec et ensuite, il opère un second Fixage en procédant exactement comme la première fois.

manière d'exprimer le ton et le rythme, qui créait une grande émotion ou un entraînement à l'action. Avec cela, ils découvriren ten même temps qu'un certain mode d'emploi du ton et du rythme apportait un plus grand équilibre et un plus grand poids.

Cette science se développant, après de longues années d'étude, forma en élle-même une science spéciale ou art psychologique qui fut appelé Yoga. Le nom spécial fut Mantra Yoga.

Le sens du mot Yoga est unité ou rapport, et Mantra Yoga veut dire l'union sacrée entre la vie extérieure et la vie profonde ; car les anciens découvrirent qu'il y a deux inclinations psychologiques.

Une des tendances de la respiration est de se diriger extérieurement, et l'autre de se diriger intérieurement ; et ces deux tendances se retrouvent aussi dans la nature, dans le flux et le reflux, dans le coucher et le lever du soleil. On peut voir en soi-même combien les vibrations du corps et son action sont différentes le matin, du soir.

Les anciens régularisaient le rythme de la circulation du cœur, ainsi que de chaque mouvement de la respiration, à l'aide des vibrations de la musique, du ton et du rythme tout ensemble. Ainsi, ils furent conduits des vibrations extérieures aux vibrations intérieures ; c'est-à-dire, du son à la respiration, qui est une même chose en langage hindou. Siwara est le nom pour le son et pour la respiration, l'une réunie à l'autre, puisque ces deux choses ne font qu'une.

C'est la respiration d'un objet qui peut être appelée un son, et c'est la résonance de la respiration qui peut être appelée voix. De sorte que la respiration et la voix ne sont pas deux choses ; même la respiration et le son ne sont pas deux choses ; il faut comprendre que tous deux ont la même base.

Peut-on donner une explication pour faire comprendre pourquoi l'homme se réjouit et est impressionné par la musique exécutée devant lui? Est-ce seulement un amusement ou un passe-temps? Non ! Il y a quelque chose de plus. La principale raison est que, dans l'homme, il y a un rythme perpétuel se continuant, et qui est le signe de la vie en lui ; un rythme qui est exprimé par ses pulsations, ses battements de cœur, et jusque dans son cœur même. De ce rythme dépend sa santé, et non seulement sa santé, mais son humeur. Partout où un rythme est continu, il doit produire un effet, et son effet est différent suivant chaque personne qu'il atteint.

C'est curieux et intéressant de savoir qu'au début de l'existence du Jazz-Band, chacun disait à son ami : « Quelque chose de fou est entré dans la ociété ». Malgré cela, on n'a pas pu y résister. C'est devenu de plus en plus à la mode. Et bien qu'une personne le déteste, ou ait contre lui des préjugés, elle s'arrêtera cependant à l'écouter pour quelques instants. Quelle en est la cause? C'est que de quelque façon que le rythme s'accentue, il a un effet psychologique sur le cœur et l'intelligence de l'homme.

On raconte d'un grand poète persan, qui était aussi un mystique, qu'il avait l'habitude, dans un certain état d'esprit, de tourner autour d'une colonne, qui se trouvait dans sa maison. Après avoir tourné plusieurs fois, il commençait à parler. Ses auditeurs écrivaient ce qu'il disait : c'était de la pure poésie.

J'ai connu aussi un avocat, qui, se trouvant embarrassé et cherchant un argument, tournait sur lui-même, et trouvait presque aussitôt ce qu'il cherchait.

Nous n'avons pas besoin, pour approfondir ce mystère, de nous arrêter à ces cas exceptionnels. Une personne qui ne peut pas trouver une idée, pose ses doigts sur la table, ou les frappe les uns contre les autres, et l'idée vient. Beaucoup, qui ne peuvent arriver à achever une pensée, marchent dans la chambre, et, après deux ou trois tours, leur pensée s'éclaircit.

D'après ceci, on arrive à la réalisation que le corps humain est une sorte de machine qui doit fonctionner régulièrement. Si elle est arrêtée d'une façon ou d'une autre, il y a aussitôt un arrêt dans le cœur et l'intelligence.

Cet argument nous amène à comprendre que, du rythme dépend l'humeur, la santé et la condition de l'intelligence ; non seulement le rythme obtenu par la musique, mais aussi le rythme de la respiration de l'être humain, qui a une si grande importance sur sa vie.

Il est très facile de remarquer qu'il y a certains sons qui irritent l'homme et ont un fâcheux effet sur ses nerfs ; tandis qu'il y a d'autres rythmes qui, au contraire, réconfortent, guérissent, et ont un effet bienfaisant sur l'intelligence.

La musique est un son et un rythme, et si le son et le rythme étaient bien compris dans leur nature et leur caractère, la musique ne serait pas seulement un passe-temps, mais deviendrait une source de guérison et d'épanouissement.

Les Sufis des temps anciens, les grands mystiques, avaient l'habitude de développer cet art pour amener cet équilibre dans la vie (état déséquilibré) après l'activité journalière. Cet art qui est appelé Sama, et Bama fut la chose la plus sacrée pour les Sufis, comme meilleur mode de méditation. Ils méditaient à l'aide de la musique, ayant une musique spéciale qui leur était jouée, et qui avait

un effet particulier sur le développement de l'individu.

Les grands poètes, tels que Roumi de Perse, avaient l'habitude d'entendre de la musique pour méditer et par ce moyen, ils reposaient et contrôlaient l'activité de leur corps et de leur esprit.

Aujourd'hui, nous voyons que s'accroît de plus en plus la tendance à la nervosité. Elle est causée par une trop grande activité vitale. La vie devient chaque jour de plus en plus artificielle, de sorte qu'avec chaque pas en avant, il manque à l'homme ce repos qui a été comme le levain de la race humaine.

Aussi, aujourd'hui, pour l'amélioration, l'éducation et le bonheur de l'humanité, l'art du repos, qui semble perdu, devrait être recherché avec soin.

Dans le monde occidental, bien des gens ayant lu la tradition des peuples anciens, ont souvent pensé qu'il y avait un art qui semblait perdu, et qu'il leur faudrait aller en Orient pour le retrouver.

Afin de rendre la tâche facile à ceux qui recherchent cet art et cette science, si nécessaires dans l'évolution de l'humanité, le mouvement Sufi a facilité son étude et sa pratique, ici-même, plutôt que d'aller au lointain Orient.

INAYAT KHAN.

NAPOLÉON A GAP EN 1815

I

Le maréchal de camp Rostollant (1) qui résidait à Gap et commandait les Hautes-Alpes, dépendait du lieutenant-général Mouton-Duvernet et, de Valence, le 1 mars, Mouton-Duvernet engageait Rostollant à prendre toutes les mesures exigées par les circonstances : Rostollant maintiendrait les troupes dans la fidélité, les rappellerait à leurs serments, leur dirait que Bonaparte avait abdiqué et qu'un Français ne saurait être parjure. « Je marche vers vous, ajoutait Mouton-Duvernet, et cette lettre me précède de quelques heures ». Mouton-Duvernet marcha, en effet, vers Rostollant : il gagna Grenoble — car, pour aller dans sa subdivision des Hautes-Alpes, il devait passer par Grenoble, c'est-à-dire par une subdivision qui n'était pas la sienne, par la subdivision soumise aux ordres de Marchand — il gagna Laffrey, puis La Mure. Mais déjà Napoléon avait atteint le village de Corps, et Mouton-Duvernet à qui le chemin de Gap était barré, revint à Grenoble, et de là à Valence.

Rostollant était donc seul pour défendre Gap.

Il ne disposait que d'une poignée de gendarmes, et, s'il avait des troupes à Embrun, à Briançon et à Mont-Dauphin — 35e et 39e de ligne — pouvait-il dégarnir ces trois forteresses? Tiendraient-elles même si Bonaparte s'avisait de les sommer? Elles avaient de l'artillerie, mais elles n'avaient pas un artilleur, et ce fut en vain que Rostollant demanda des canonniers à Valence et à Grenoble.

Par suite, le 5 mars, Rostollant quitta Gap pour Embrun. Il se retira, comme il disait superbement, dans les places fortes de son département. Tout devait refluer de Gap sur Embrun : caisses, gardes nationales, officiers en demi-solde.

Mais le payeur de la guerre, Ruelle, et le receveur général du département, Brochier, n'envoyèrent à Embrun que des caisses vides. Lorsque le préfet Harmand convoqua la garde nationale, il ne réunit à grand peine que vingt hommes, et ces vingt héros refusèrent unanimement de s'enfermer à Embrun. Enfin, pas un des officiers à demi-solde ne se rendit à Embrun, et, par contre, lorsque Napoléon fut à Gap, il trouva trois « demi-soldiers » qui, lestement et de bon cœur, allèrent, l'un à Grenoble, l'autre à Valence, et le troisième à Embrun, porter ses proclamations.

II

De même que le général Rostollant, le préfet Harmand abandonna Gap.

C'était le fils aîné du baron Harmand, dit Harmand de la Meuse, préfet, lui aussi, et ancien Conventionnel. Auditeur au Conseil d'État, sous-préfet de Savenay, Harmand fils, dit Harmand d'Abancourt, demandait dès la fin de 1810 la préfecture des Hautes-Alpes pour se dévouer, assurait-il, dans des fonctions plus importantes, au service de S. M. l'Empereur. Mais il n'avait été nommé préfet de Gap qu'au mois de janvier 1814. Comme son père, il devint un très fervent royaliste, et il se vantait plus tard d'avoir fait son devoir contre Bonaparte, d'avoir « tenu campagne avec les troupes royales » et « appelé les peuples de la Provence à secouer le joug de l'usurpateur ». Sa femme partageait ses convictions; en 1815, dès les premiers jours de mars, elle laissait échapper ces mots prophétiques : « L'armée sera pour Napoléon, mais les puissances le mettront à la raison. »

(1) Il ne faut pas confondre ce Claude Rostollant qui ne fut que maréchal de camp avec Louis de Rostolan, lieutenant général de 1816 à qui l'École polytechnique doit ses « rosto ».

III

Le 4 mars, Harmand sut par une lettre de son collègue Duval que Napoléon marchait sur Digne et Sisteron. Il prit aussitôt une très utile mesure qui lui fut proposée par son secrétaire général Farnaud. En 1799, lorsque l'administration centrale du département croyait que les Austro-Russes envahiraient l'arrondissement de Barcelonette, elle avait fait amarrer sur la rive droite de la Durance toutes les embarcations. Harmand chargea Farnaud de donner les mêmes ordres qu'en 1799, et le soir du 4 mars la gendarmerie annonçait que tous les bateaux étaient retirés sur la rive droite. Dès lors, si Bonaparte se voyait fermer l'accès du pont de Sisteron, il devait ou reculer ou remonter vers Barcelonnette.

Comme la plupart de ses administrés, Harmand pensait que Napoléon projetait de soulever l'Italie et de descendre en Piémont par le mont Genèvre. Mais dans la nuit du 4 au 5 mars il eut la certitude que l' « ennemi » avait le dessein de marcher sur Grenoble et de là sur Lyon et Paris.

Un peu avant minuit arrivait à Gap, au relais de la poste, un voyageur qui venait de Provence par Digne et Sisteron à franc étrier. C'était l'émissaire de Napoléon, le chirurgien Émery qui se rendait à Grenoble. Le préfet, averti, envoya Farnaud aux renseignements.

« Est-ce que Bonaparte, dit Farnaud à Émery, veut traverser nos montagnes?

— Sûrement, répondit Émery, il sera ici demain. Son avant-garde se compose de vieux soldats décorés et couverts de cicatrices; ils sont gais et dispos; on croirait qu'ils veulent faire la conquête du monde. Leur troupe se grossit sur toute la route.

— Sait-on où va Bonaparte?

— Les soldats affirment qu'il marche sur Paris.

— Où étiez-vous lorsque vous avez appris le débarquement?

— A Castellane, près de ma sœur; j'y ai passé le carnaval et je regagne Grenoble ma ville natale, où j'exerce la profession de médecin. »

Là-dessus, Émery tira de son portefeuille le passeport qu'il avait obtenu du maire de Castellane.

Farnaud remarqua que ce passeport était signé du 3 mars et devait, au dire d'Émery, porter la date du 4. « Vous avez raison, répliqua Émery, c'est ce matin que le passeport m'a été délivré; mais l'avant-garde de Napoléon entrait à Castellane; le commis de la mairie, très préoccupé, aura par inadvertance employé la date du 3 mars dont il s'était servi une heure auparavant ».

Le secrétaire général n'insista pas et il souhaita bon voyage à Émery. Le lendemain, à Gap, dans l'hôtel Marchand, Cambronne disait ouvertement : « Si M. Farnaud avait eu l'audace d'arrêter ce voyageur, il serait en ce moment pendu sur la place à la plus haute branche de l'ormeau ».

Après la conversation de Farnaud avec Émery, il n'y avait plus à douter de l'arrivée prochaine des troupes de l'île d'Elbe. De même que Duval à Digne, de même Harmand à Gap résolut de quitter l'hôtel de la préfecture pour y revenir après le départ de l'Empereur. Dans la matinée du 5 mars il s'éloignait : durant sa courte absence Farnaud aurait soin du mobilier et des archives. Mais Harmand eut l'idée de publier une proclamation. Il exhortait la population à s'armer contre l'usurpateur, contre l'aventurier Bonaparte qui voulait « remettre les Alpins sous son joug de fer et leur rendre les fruits amers de son gouvernement, la conscription et la guerre perpétuelle ». Napoléon a écrit que les habitants de Gap firent justice de ce libelle. En réalité, Farnaud se hâta d'enlever les exemplaires affichés dans la ville. Par malheur, la gendarmerie, comme disait Harmand, gâte tout ce qu'elle touche. Un gendarme qui portait la proclamation dans les communes, fut arrêté par Cambronne à trois lieues de Gap. Le général la lut et la jugea très virulente. « Quoi ! s'écriait-il avec colère, ce coquin, ce préfet traite l'Empereur d'aventurier ! » Il courut trouver Napoléon et Bertrand qui s'irritèrent, de même que Cambronne, et se promirent de châtier l'auteur de ce factum s'il tombait dans leurs mains.

Par suite, Napoléon prit quelques précautions. Il envoya reconnaître ce qui se passait à Gap et avant d'y entrer, il s'arrêta sur la hauteur de la Tour-Ronde.

III

Il y avait à Gap, avec le préfet Harmand et le secrétaire général Farnaud, plusieurs bourbonistes déclarés : le sous-préfet Serre, le président du tribunal Moynier de Bourg et le maire de la ville, d'Abon.

Le sous-préfet de l'arrondissement de Gap, ancien capitaine de volontaires et membre de la Convention, Joseph Serre, détestait l'Empereur, et il avait annoncé qu'il ne bougerait pas de son appartement, qu'il ne se mêlerait de rien tant que Napoléon serait dans l'arrondissement.

D'Abon, jadis colonel du génie, décoré de l'ordre du Lys et de l'ordre de Saint-Louis, inspirait au préfet Harmand la plus grande confiance; il n'alla voir l'Empereur qu'à son corps défendant et, dans la conversation, il ne lui donna pas le titre de Sire et de Majesté : « Je l'ai traité d'égal à égal », disait-il au sortir de l'entretien.

En outre, certaines familles de Gap, les familles Amat, Blanc, de Caseneuve, Combassive, Court, Valon et Villard, étaient notées par les royalistes comme « honnêtes », comme pensant bien et même fort bien. (1)

Mais des trois arrondissements du département des Hautes-Alpes, l'arrondissement de Gap était le plus bonapartiste. Il y avait dans les arrondissements de Briançon et d'Embrun nombre d'officiers en demi-solde ; très peu semblaient suspects aux Bourbons et les liaisons de la plupart d'entre eux, n'avaient, suivant le mot du temps, rien que de louable. En revanche, l'arrondissement de Gap offrait plusieurs officiers retirés ou réformés qui ne cachaient pas leurs sentiments hostiles à la Restauration.

A La Bâtie, le lieutenant Claude Tourniaire n'était en relations, comme tous les siens, qu'avec des bonapartistes.

A La Saulce, la famille du lieutenant Auguste Chevaly avait des opinions qui, selon l'expression des royalistes, ne valaient rien.

A La Beaume, le chef de bataillon Oddoz disait dès le 5 mars 1815 qu'il avait grand besoin d'un cheval ; il entra dans le bataillon sacré, puis reçut le commandement des gardes nationales de Cambrai.

De même à Montjay, le commandant d'armes Chauvet ;

A Salérans, le sous-lieutenant Gabriel ;

A Serres, le capitaine Jacques Corréard, le lieutenant Beynet et le lieutenant Antoine Meyer, dont les familles étaient jugées « très mauvaises » par les amis des Bourbons ;

A Tallard, le chef de bataillon Ebrard qui devait marcher contre les armées royales du Midi ;

A Veynes, le chef de bataillon François Bourbousse ; le sous-lieutenant Augustin Lesbros qui appartint d'abord au bataillon sacré, puis au 1er régiment d'infanterie légère ; l'aspirant de marine et sous-lieutenant Auguste Lambert qui obtint de l'Empereur le grade de lieutenant ; le sous-lieutenant Jean-Jacques Michel qui suivit Napoléon à Paris et qui, de Paris, écrivait à Gap qu'il attendait sa récompense puisqu'il s'était « réuni aux braves de l'île d'Elbe dans les moments les plus critiques ».

A Gap même, il y avait des napoléonistes décidés : le médecin Pierre-Joseph d'Héralde, le payeur de la guerre Ruelle, le vice-président du tribunal, M. de Romane, et des officiers en demi-solde, Augustin Gros et André Reynaud.

D'Héralde devait être nommé le 12 mai conseiller de préfecture.

Ruelle recevait secrètement de Lyon tous les pamphlets qui paraissaient contre les Bourbons, et l'arrivée de Napoléon ne le surprit pas.

M. de Romane, très aimé de la classe ouvrière pour ses formes franches et familières, cria de sa voix de stentor, sans gêne et sans crainte, *Vive l'Empereur*, lorsqu'il vit Napoléon paraître à la fenêtre de l'hôtel Marchand.

Le lieutenant Auguste Gros se présentait à Napoléon et se chargeait de porter à Valence ses proclamations.

Le sous-lieutenant André Reynaud ne fréquentait, d'après les royalistes, que des personnes qui pensaient très mal.

Déjà, dans Gap, des partisans de l'Empereur prétendaient que l'Autriche était d'accord avec lui, que 40.000 Autrichiens devaient le rejoindre à Grenoble, qu'ils se montraient dans la vallée de Pragelas et à Fenestrelle. Tous les bonapartistes de Gap, rapporte un contemporain, rayonnaient d'espérance et de joie.

Des jeunes gens de la ville firent une ovation à l'avant-garde impériale, et leur accueil rapaisa Cambronne qui ne décolérait pas depuis qu'il avait lu la proclamation du préfet Harmand. Ils allèrent à sa rencontre en criant de toute la force de leurs poumons *Vive l'Empereur*. Le plus enthousiaste était un nommé Bonnet, qui suivit Napoléon à Paris et qui finit par être gantier en Italie. Ce Bonnet et Cambronne entrèrent dans Gap bras dessus bras dessous. Mais un ami de Bonnet lui jeta ces deux mots en passant : « Bonjour, *vicomte* ». Aussitôt Cambronne, par un brusque mouvement, essaya de se dégager. Qu'était-ce que ce « vicomte », cet aristocrate, qui sans doute s'attachait à lui pour épier et surprendre ses intentions? Il ne pensait guère à ce moment qu'il deviendrait sous une seconde Restauration le vicomte Cambronne. « Calmez-vous, lui dit Bonnet, *vicomte* n'est qu'un surnom, je ne suis pas noble, je suis un simple roturier et fils de marchand ».

(A suivre.)

A. CHUQUET,
Membre de l'Institut.

(1) Elles comptaient des officiers en activité de service ou en demi-solde : le major de Caseneuve, les lieutenants Antoine Amat, Auguste Blanc, André Court, Joseph Valon, les sous-lieutenants Frédéric Combassive et Antoine Villard.

PORTRAITS D'ÉCRIVAINS

JEAN AICARD

Voici plus de deux ans que Jean Aicard mourut, à Paris, un jeudi de mai. A peine revenu de sa Provence, le poète, gravement malade, avait été transporté chez les frères de Saint-Jean-de-Dieu, dans la maison, et, je crois, dans la chambre où François Coppée trépassa. Je l'allai voir. Ma visite parut agréablement le surprendre. Une flamme courut dans ses yeux qui avaient un pouvoir fascinateur. Sa main retrouva ce balancement harmonieux par lequel il mimait poèmes et discours. Cela dura peu. La souffrance l'étreignit. Toute sa chair, misérablement amaigrie, presque diaphane, gémissait.

La chambre du malade était en bordure du calme et beau jardin des Frères, et la tête du lit face à la fenêtre. Heures longues, silencieuses, coupées de plaintes sourdes. Un guéridon ployait sous les livres neufs. L'amie spirituelle du malade, son infirmière habituelle et bénévole, l'admirable Mme Paulin-Bertrand lisait, parfois à haute voix, quelques pages. Peu ou point de visites.

Un soir, je trouvai le malade momentanément seul. Il me fit un signe de la main. Je me penchai :

— Ça y est... je suis perdu, murmura-t-il.

Cet homme, à l'optimisme vivace, n'avait jamais pensé à la mort. Malade, il ne voulait voir que la guérison prochaine, et sa tête bourdonnait de projets d'avenir. Mais l'inévitable lui apparaissait enfin dans sa tragique horreur.

Ses forces déclinaient et tombaient, une à une. L'après-midi du jeudi, il demanda qu'on ouvrît la fenêtre. Comme Gœthe mourant, il voulait sentir, une fois encore, sur sa joue, la caresse du soleil.

La lumière entra, avec des cris d'oiseaux, des parfums de fleurs et de terre fraîchement arrosée. L'air était doux. En face, sur les arbres enluminés, des pigeons au vol lourd s'ébattaient. Le poète ne souffrait plus. Ce grand apaisement, qui précède souvent la minute dernière, le prenait tout entier. Le crépuscule vint. Le vent fraîchit. On ferma la fenêtre. Et Jean Aicard, comme un enfant s'endort, ferma les yeux, et ne les rouvrit qu'à la lumière éternelle.

Le samedi matin, vers sept heures, la dépouille mortuaire du poète fut emportée. A peine une demi-douzaine d'intimes assistaient à la cérémonie. A peine quelques bouquets de fleurs vives sur le cercueil. Les anciens compagnons du défunt avaient cru prudent de s'abstenir. Personne ne représentait l'Académie française. Ce fut le convoi pauvre d'un pauvre. J'en ai rarement vu de plus lamentable.

Etrange existence que celle de Jean Aicard : un talent précoce, de rapides succès d'adolescent, une entrée triomphale, dans Paris, vers la vingtième année. Alors, beau comme un jeune dieu antique, l'allure conquérante, secouant au vent de la gloire sa crinière de lion provençal, il dit ses vers et il plut. Les portes des salons mondains ou littéraires, les colonnes des journaux s'ouvrirent devant lui. Maxime du Camp l'aima. Sully-Prudhomme lui écrivit ces vers connus de tous :

Disciple harmonieux de l'antique cigale,
Je ne te saurai rendre aucune joie égale
A la sereine ivresse où m'ont plongé tes vers;
N'en fais que de pareils ou n'en fais jamais d'autres;
Plains et n'imite pas la tristesse des nôtres
Qui ne se sont mirés ni les cieux ni la mer.

L'Académie, outre les prix qu'elle lui décerna, permit au jeune poète de lire, en séance solennelle, son *Eloge de Lamartine* qu'elle avait couronné.

Brillant début. Ce provençal encouragé par ses aînés, pouvait prétendre à une gloire durable. On aimait sa voix mélodieuse ; les femmes se montraient, avec admiration, ses yeux bruns et chauds, son profil dantesque. La main des destinées dressait devant lui un portique de roses. Tout lui souriait, et tout fut compromis. De si belles espérances n'aboutirent qu'à une vieillesse pénible, à ce convoi lamentable et à ce discours d'un délégué local, à Toulon, discours tellement injurieux pour la mémoire et pour le talent du poète que la Société des Gens de Lettres refusa de le publier, comme la coutume l'exigeait, dans sa chronique mensuelle.

Que dire de cette étrange et si paradoxale destinée? Certains pensent qu'on en peut trouver l'explication, moins encore dans la rapidité trop soudaine des premiers succès du poète que dans les préoccupations morales, sociales et patriotiques qu'il apportait dans chacune de ses œuvres. Pour moi, à ces raisons, j'ajouterai son infinie bonté et son inhabileté à se plier aux modes du jour. N'avait-il pas gravé au creux

de sa bague une devise provençale qu'on peut traduire ainsi : « Je suis ce que je suis. » Il eût rougi de flatter. Il ne chercha jamais à plaire. Il disait son cœur, tout simplement. C'était, avant tout, un moraliste qui s'ignorait et qui parlait en vers, trouvant ce langage harmonieux.

*
* *

Il naquit en 1848, et son âme fut pétrie de toutes les belles utopies de cette époque. La mystique Saint-Simonienne et démocratique, qu'on aimait dans son entourage, l'attira et le séduisit. Par delà Michelet, Lamartine et George Sand, il se rattachait à Jean-Jacques. Chez lui, le cœur l'emportait sur la raison. De la bonté humaine infinie, et, par conséquent, du progrès moral incessant, il se fit un dogme. Ainsi, il se composait une philosophie souriante, toute de sentiments, en harmonie avec ses aspirations les plus intimes, où la paille des mots et le grain des idées ne connaissaient pas toujours de séparation. Mais une telle nourriture spirituelle le ravissait. Il répétait volontiers, avec Platon, qu'il faut aller au vrai avec toute son âme. Mais qu'est-ce que le vrai, ô poète? Le vrai, c'est tout ce qui élève l'esprit et le cœur.

Jean Aicard croyait donc, à la suite de ses maîtres, — dit l'érudit M. Jean Calvé qu'il faut toujours citer quand on parle de Jean Aicard — que « chez les plus dépravés parmi nous il existe un point lumineux qu'il faut savoir discerner et que, par conséquent, toute créature tombée peut être relevée et rachetée; il croyait que l'humanité se transforme et lentement progresse, qu'elle se libère, peu à peu, d'un vieil atavisme de cruauté; il croyait à la liberté, non pas qu'il estimât sottement que la liberté soit par elle-même génératrice de bien, mais il pensait que la liberté est un bien et qu'il faut aider les hommes à s'en rendre dignes; il croyait à la démocratie parce que, disait-il, c'est la forme politique qui demande à l'individu le plus d'effort et de valeur personnelle. Il croyait en Dieu, bonnement, simplement. » Et tout cela forme un bagage bien encombrant pour qui veut gravir le chemin de la gloire. Or, qu'advint-il au poète ?

Quelques-unes de ses pièces connurent l'échec complet. Non pas qu'elles fussent plus mauvaises que d'autres : elles s'élèvent d'un jet souple et souvent pleines de psychologie. Mais comme leur auteur manque de cette habileté boulevardière qui enchaîne le succès! Il ne comprend pas — ou ne veut pas comprendre — que sa jeune renommée l'oblige à plaire et à donner du nouveau.

Reportons-nous, par la pensée, dans l'atmosphère d'alors : on attend beaucoup de Jean Aicard. Ses allures de conquérant sonore font présager des œuvres colorées et hardies. On apprend que le premier théâtre de Paris le joue. On accourt. On pense s'agacer les dents à quelques fruits neufs ou pervers, s'éblouir du bruit de tirades cascadantes et tintantes d'épithètes. Et qu'entend-on? Un drame stoïcien, *Smilis*, où un mari trop vieux se sacrifie noblement aux joies possibles d'une trop jeune épouse. Voilà, n'est-il pas vrai, qui manque de ragoût ? Les méchants camarades ricanent.

Tout le monde crie à la trahison. Mais aussi qu'avait-il, ce poète à la chevelure romantique et à la voix chaude, à jouer, — même sans le vouloir, — au moraliste ?

Puis le *Père Lebonnard* vint, qui est vraiment le miroir où l'on voit, de face et de biais, l'âme du poète. Jean Aicard lut ses quatre actes au Comité de la Comédie-Française. La pièce fut acceptée. Les répétitions commencèrent. Alors on chercha noise à l'auteur, lequel, dans son ingénuité extrême, avait oublié de faire du héros de sa pièce un homme de qualité. C'était l'injure suprême pour les comédiens de ce temps. Et l'on dit au poète, qui ne se piquait pas de rouerie : « Mais qu'est-ce donc que votre Lebonnard? Un horloger. Faites-en, au moins, un inventeur. Elevez d'un échelon son niveau social et, en même temps, haussez son langage jusqu'au style noble. N'a-t-il pas le front de dire : « Je veux du bœuf saignant et des œufs à la coque? » Voilà une manière de parler qui sent, à quinze lieues un homme du commun. Nous n'en voulons pas. » Jean Aicard se défendit : « J'entends bien. Pourtant vous avez accepté ma pièce. — C'est vrai, répliquèrent-ils, mais vous nous avez trompés. — Moi?... — Oui, Monsieur. Vous l'avez trop bien lue. »

Critique admirable! Avec un tel mot comique en poche, Jean Aicard pouvait partir hardiment à la conquête du succès. Là encore, il manqua de cette habileté très parisienne, de ce « chic » nonchalant qui épouse, à la même minute, critiques ou compliments, et le chœur des opinions les plus contradictoires. Fort de son droit, conscient de sa dignité, il reprit sa pièce et la

fit jouer au Théâtre-Libre d'Antoine, précédée d'un prologue où l'excellent comédien Got et Jules Claretie, ce galant homme, étaient fort malmenés. Que voulez-vous? Les poètes sont, en général, des gens irritables et la moindre injustice les exaspère. Ce prologue de Jean Aicard était vif et sentencieux. Il déplut. Quant au *Père Lebonnard*, — qui devait connaître, dans la suite, des heures triomphales, — il exprime la puissance conquérante de la bonté et fustige les préjugés de la bourgeoisie. Et c'était encore, de la part du poète, grande inhabileté de dresser contre soi, — en un moment où la chance tournait — les sceptiques, les faux-dévots et, par surcroît, les amis de la Comédie-Française.

Une campagne sournoise commença contre le poète. Celui-ci, qui ne comprit jamais rien à la méchanceté de ses confrères, s'étonna et se tut. Son silence fut pris pour de l'orgueil blessé. On le savait bon et on le dit pusillanime. Comme il suivait volontiers le conseil donné à Renan par M. de Sacy et qu'il ne répondait guère aux attaques, on en profita. On fit de ce poète généreux un homme jaloux et naïf. On se plut à répéter qu'il ne possédait aucun talent. Bien mieux : une de ces lois mystérieuses qui nouent et dénouent, à Paris, les réputations littéraires les meilleures et les pires, interdit aux hommes de ma génération de parler de Jean Aicard.

Mais lui, qui s'étonnait toujours de tant d'hostilité, continuait paisiblement son œuvre d'écrivain sincère et de bon citoyen. Par la plume et par la parole, — une des plus souples et des plus chaudes de notre époque, — il exaltait, avec la Provence lumineuse, sa croyance au progrès indéfini et l'adorable beauté de la morale évangélique.

Quand l'Académie française le reçut au fauteuil de François Coppée, les critiques redoublèrent. Il semblait pourtant que provençaux et catholiques eussent dû marcher à sa suite. Il n'en fut rien. Jean Aicard, autant que les félibres et les fédéralistes, aimait la Provence, ses coutumes antiques et ses divins paysages, mais il l'aimait autrement qu'eux. Il ne la voulait voir qu'unie, intimement soudée à la France: et félibres et fédéralistes le fuyaient comme un faux-frère ou comme un renégat. D'autre part, si l'exquisité, la suavité, l'amour ineffable de l'histoire de Jésus l'avaient conquis, Jean Aicard oublia d'adhérer habilement et bruyamment à l'Eglise. Il ne fit pas figure de converti : dans son christianisme les idées de Lamartine et les sentiments de Tolstoï se fondaient. Pour les orthodoxes, il sentait déjà le roussi, et le fagot pour les libres-penseurs.

Depuis longtemps, il souffrait du mal cruel qui devait l'emporter. La guerre vint, qui réveilla les énergies de sa jeunesse. Il nia sa douleur, travailla au salut de la cause commune, et l'on vit ce grand vieillard, dans les villages de Provence, qui, douloureusement soulevé sur sa litière, parlait de la victoire prochaine et de la paix qui devait suivre, non seulement écrite dans un traité, mais gravée au fond du cœur de tous les hommes...

*
* *

Jean Aicard était un sentimental, un chrétien primitif qui jouait sa chanson. Il prit au sérieux la vie et la mission moralisatrice qu'elle comporte. Il se donna aux autres sans réserve. Le mot célèbre de Pétrone : « *Mundus universus exercet histrioniam* » devait lui causer un bien douloureux étonnement. Il n'était pas de « tout le monde ». Il ne jouait pas la comédie.

André Lamandé.

GARET EN FÊTE

(Nouvelle)

L'air est imprégné de senteurs fraîches, humides comme après la pluie ; mais qu'elles sont odorantes ces exhalaisons ! L'averse fut une tombée de genêts. Les rues en restent tapissées et les filles, qui musardent, portent leurs débris sur la robe et les cheveux. C'est la nuit de Blanes, nuit la plus joyeuse, dernière nuit des fêtes.

Le vent passe suave, tempéré, le ciel est serein, juin rit sous les étoiles.

La musette sonne au village et répand un charivari de sons qui entraîne d'allégresse les jeunes gens. Nos filles, qui l'entendent, ne sauraient rester un instant de plus à table, même qu'elles ne seraient qu'à moitié du souper, sans qu'on n'ait encore entamé le fameux poulet de la fête.

Il passe le musetier, déjà ! Écoutez !

La musette, et je n'ai pas encore fait toilette,

ma cravate? Où ai-je mis les boucles d'oreille? Mère, passez-moi le fer à friser. Et ce ruban vous plaît-il, ces fleurs sont-elles mieux ainsi ou de côté? La musique, voici la musique! Trouble partout et mouvement. Les gars avalent rapidement, assis au bord des chaises, les oreilles tendues au bruit de la rue, leur regard perdu là-bas; vite ils mangent et se sauvent le dernier morceau dans la bouche. Seul un vieillard reste encore à table, agitant ses gencives édentées sur les restes du poulet. Et quand il a bu un bon coup de vin, il branle tristement sa tête, regarde la cruche, ce compagnon fidèle, et s'écrie dans un soupir : C'est leur temps. Que ne puis-je y retourner? Qu'ils s'amusent tandis que l'heure est bonne.

La fête de l'Auguer sera le clou de la semaine, car, cette année, les pêcheurs veulent la célébrer avec éclat. Panxo Manxiula, qui revient d'Amérique, le fils du vieux sardinier, paie la troupe des musiciens pour le bal de nuit. La musette sera délaissée, mais elle jouera quand même pour amuser les buveurs. Jamais on n'aura vu fête pareille ici. Garet le garçon, un matelot d'aspect sympathique, visage mince, brun à l'œil gris, au regard timide, sort de chez lui fraîchement rasé, vêtu d'un costume neuf en laine noire, de belles bottes en veau, avec une casquette de soie. Il n'habite pas le quartier de la fête. Sa rue est obscure, mais ses habitants savent où trouver le plaisir et la lumière. Les commères curieuses s'interpellent d'une porte à l'autre et se rassemblent. Un groupe de garçons passe, bras enlacés, avec une chanson amoureuse qu'ils clament comme un dies iræ, puis un essaim d'enfants, couronnés de genêts, qui vont jouant avec les tambours et trompettes de foire, enfin la théorie des jeunes filles qui crient et rient sans cause avec le plus de tapage possible pour attirer l'attention des hommes à marier; tout ce monde va vers l'Auguer, et Garet suit la foule. Mais, parmi les rieurs, Garet demeure pensif et triste, car il ne va pas à la fête pour rire, lui, plutôt pour souffrir. Garet est amoureux de sa cousine, Cinta, la fille d'un pêcheur, et son amour ne semble pas partagé quoique, depuis trois ans qu'il soupire pour la jeune fille, il n'ait jamais osé faire une déclaration. La faute vient de ce qu'il ne sait pas danser; s'il savait, l'occasion et le courage ne lui auraient pas manqué. Oui, il faut beaucoup de courage pour s'approcher tout de go d'une demoiselle et, tandis qu'elle vous envoie des yeux jusqu'à l'âme, pour lui murmurer qu'on l'aime. Tandis que, le bras à sa ceinture et la tête ployée sur l'oreille, dans le tourbillon d'une valse, au milieu du fracas et des cris, la chose semble toute différente. En ce cas, les paroles, pense Garet, montent et glissent aux lèvres sans effort. Bien sûr, et celui qui ne sait pas danser ne vaut rien sinon d'être jeté en mer, une pierre au cou.

La rue de Cinta se trouve juste au centre de la fête. Elle est garnie d'un toit fait des voiles de barque et ornée de guirlandes en papier coloré, toutes sortes de lumières vives y pendent : des salamons de cristal, d'anciens luminaires, des torches, des fanaux, des lampes, que sais-je? Les cadres des fenêtres, les balcons sont ornés de tiges d'asperge. Les rampes sont semées de touffes fleuries et les murs disparaissent sous un rideau de plantes vertes. Quelque vieille felouque renversée au coin de la rue, couverte de drap et de drapeaux, sert d'estrade aux musiciens qui parmi les torches, les résines flamboyantes, sont rangés sur deux files comme, au faîte de l'autel, les âmes du rétable aux jours des funérailles.

Quelle cohue! Quel empressement à la fête! L'atmosphère s'imprègne des senteurs les plus variées : odeur des jeunes feuilles, haleines de liqueur, parfums de poudre et d'essence, senteur du tabac, des noisettes grillées et des cacahouettes, sueurs des corps en nage, dans un mélange qui provoque la nausée, un brouillard irrespirable si ce n'était le souffle de la nuit qui de temps en temps s'y faufilait et venait l'aérer.

Et quels cris, quelles exclamations de joie admirative! Garet seul ne crie pas et semble ne prendre aucun intérêt aux merveilles de cette fête. Qu'est-ce que tout ce bruit peut bien lui faire? Il dresse sa tête par-dessus les autres têtes, il fixe du regard le portail de chez son oncle. Là, debout, sur la marche d'entrée, pareille à quelque sainte image dans sa niche enguirlandée, Garet voit l'incomparable Cinta qui resplendit mieux que toutes les illuminations.

C'est une fille forte, mûre en chair, aux joues colorées, aux lèvres pourpres, à la taille bien faite, opulente de poitrine avec des hanches ondoyantes, une femme dans toute la fraîcheur et la jeunesse de ses dix-huit ans bien accomplis. En sa blouse de mousseline blanche à fleurs rouges, sa jupe accordéon et le toupet audacieux de sa coiffure, elle domine les demoiselles cossues qui portent de la soie et des bijoux. Aussi, quels bijoux peuvent être plus éclatants que ses lumineux yeux châtains, et quelles pierres seraient plus fines que ses petites dents rangées sur leurs gencives couleur de rose, qui se découvrent quand un rire allègre ouvre l'écrin où elles reposent. Non, foi de Garet, il n'existe pas de fille à la ronde comme celle-là. Elle seule connaît cette grâce toujours attirante, cette beauté dont le cœur ne se rassasie point, et la nature, par surplus, l'a douée de cette affolante

vertu qui s'exerce même à distance comme elle sait donner le miel nouveau ou le doux hydromel du pouvoir d'enivrer ceux qui les goûtent. Garet qui se confirme en ces idées ne sait toutefois les expliquer clairement. Habitué depuis l'enfance aux solitudes de la mer, sa pensée vide des mots ne comprend les choses qu'intuitivement, sans ce besoin d'étiqueter, de formuler; sensible comme il est, avec un penchant pour la méditation, il ne trouve souvent d'autre moyen pour s'exprimer qu'un soupir ou quelque exclamation. Cette pénurie de paroles voilà encore son malheur. Que dirait-il à Cinta? Comment la saluerait-il? Il cherche et tourne dans sa tête, il ne trouve pas ce qu'il entend ; son corps transpire d'angoisse, le courage lui manque à mesure qu'il approche de la femme aimée ; aussi cherche-t-il dans la foule, sans même s'en apercevoir, des obstacles qui puissent retarder cette approche.

En place, en place ! Le bal va commencer. Un chef d'orchestre tape de l'archet la caisse de son violon ; aussitôt éclate une bouffée de musique assourdissante qui passe sur la foule pour y produire comme des vagues de tempête. La valse emporte déjà les imaginations. Jambes à quoi servez-vous et vous bras? La place se fait et les couples circulent qui se fraient un passage dans leur mouvement giratoire.

Aux jours de fête ici, les filles ont la faculté de choisir et d'inviter leur danseurs, et elles ne font pas d'embarras comme les hommes, ni ne donnent de refus comme eux-mêmes en imposent si souvent. La musique les entraîne promptement ; elles ne s'attardent pas à choisir un partenaire convenu, elles dansent ; car l'heure est courte et passe. Ces jours-là leur appartiennent. Dansent les demoiselles, dansent les épouses, dansent jeunes et vieilles, et si vous ne désirez pas être exposé à vous voir poursuivi par quelque mégère qui n'aurait pu s'accrocher, il faut que vous vous aplatissiez aux murs des maisons jusqu'à disparaître derrière les rames qui leur servent d'ornements. Garet fit ainsi et ne connut d'autre ennui que celui d'être foulé aux pieds plusieurs douzaines de fois alors que ses pieds souffraient déjà dans le cuir des bottes neuves. Si c'eût été au moins Cinta qui les lui aurait foulés, que ses yeux en eussent vu des étoiles, avec quel délice les aurait-il regardées ! mais il ne connaît pas cette chance. Cinta danse à d'autres endroits, elle valse légère, elle vole et l'on dirait qu'une onde musicale la soulève, et lui gonfle le jupon, et lui mette le rire au visage, et lui fasse battre ses fins souliers. Elle ne montre signe d'aucune fatigue. Son cavalier, au contraire, un garçon aux larges mâchoires, à nez camus, cou fort, cheveux à la gitane, devient pâle et respire avec peine, les ailes du nez mauves et dilatées, la bouche tordue par l'effort qu'il doit faire pour tenir un bout de cigare mouillé, éteint. C'est un phoque qui veut suivre une alouette ! murmure Garet enchanté d'avoir, cette fois, trouvé les paroles nécessaires à exprimer ce qu'il pense.

La valse finie, Garet parvient jusqu'à cette maison de l'oncle et n'y trouve que le grand-père, grand-père Paul, Pere-Bo, ainsi appelé parce qu'un des anciens de la famille se nomma Pierre et mérita le surnom de Bon ; voici pourquoi, entre parenthèses, dans cette maison, tous les hommes sont des Pierre-Bons et les femmes des Pierre-Bonnes.

Le grand-père est assis dans un fauteuil au seuil de sa porte entre les pots de lis et de marguerites apportés du jardin pour embellir la maison.

— Bonne nuit grand-père. Où est l'oncle Jean?

— Au bal.

— Et la tante Cana?

— Où veux tu qu'elle soit?... Au bal.

Garet prend une chaise et disparaît derrière un pot de fleurs bien fourni ; s'il savait danser il se placerait justement à l'endroit le plus brillant de lumière pour que Cinta le vît bien. Il se lèverait avec orgueil alors si elle approchait pour l'inviter, et avec quelle jouissance il l'enlacerait et l'emporterait dans un triomphe, la portant en amont et aval de cette rue. Il ne serait plus intimidé bien sûr, il trouverait les mots qui vont droit au cœur. Pour le présent, il n'a d'autre recours que de s'effacer dans l'ombre et de soupirer au seuil de cette maison derrière les filets et outils de pêche qui pendent du toit oubliés de tous, en compagnie d'un pauvre vieillard qui somnole, quasi aux portes de la mort, et de sang déjà refroidi.

Comme la nuit semble longue et angoissante?

Et ces danses qu'elles lui paraissent interminables?

Et cette Cinta qui n'en manque aucune, qui ne fait que sauter, que tourner allègrement ; ses sauts, ses joyeux sauts, retombent douloureusement sur le cœur de Garet et ils le pressent, le secouent, l'écrasent. La musique étourdit, exaspère le pauvre amoureux ; les lumières flambent pour se moquer de sa tristesse, pourtant, malgré tout, il ne se plaint de personne, pas même en pensée, car il est tellement habitué à souffrir en silence dans ses luttes avec la mer. Il ne se plaint de personne hors lui-même. C'est mon tort, pense-t-il, je suis trop bête. Une bête comme moi ne mérite pas cette jolie fille.

Grand bruit, sifflets, alarme.

— Qu'y a-t-il? Qu'arrive-t-il? Chut ! Fuyez !

Du sang-froid !

Ça n'est rien : un fanal de papier qui a flambé, faisant couler sur le nez de Pigot l'aîné et sur les robes de quelques danseuses, des gouttes de cire fondue. Les danses sont suspendues quelque temps, mais les couples ne se séparent pas, et quand l'on a connu cette cause de l'alerte, après les rires d'usage, ils reprennent le mol bercement d'une danse à l'américaine. C'est une valse propice aux confidences, et de partout s'élève un murmure, une rumeur continue comme celle du vent parmi les peupliers. Leurs têtes se touchent, le mouvement s'alanguit. Cinta, on dirait qu'elle se pâme à écouter ce que lui conte au creux de l'oreille son cavalier, ce Panxo Manxiula, l'homme du jour, cet irrésistible revenu d'Amérique qui paya la troupe de musiciens et qui vient d'acheter une maison sur la Promenade maritime.

Panxo Manxiula est un grand mince, des yeux noirs, le visage maigre couleur de pomme cuite, une moustache forte et des cils épais ; il est laid avec ses cheveux qui blanchissent déjà, mais quelle fille n'aurait pas envie de lui à regarder sa chaîne de montre pesante, ses anneaux de doigt, son canotier de jipijapa qui coûte vingt-deux pesos or ? Garet sent bien qu'il n'y a pas de lutte possible avec un semblable adversaire. Il baisse la tête de défaillance, et, dans sa douleur, il pense encore, silencieusement, qu'il lui convient de se taire pour garder le secret de son amour et ne pas faire ombrage au bonheur de sa bien-aimée. Déranger son sort, lui, non, jamais !

En se berçant, se berçant, les couples passent près de la maison à Père-Bo. En se berçant, se berçant, passent Cinta et Panxo Manxiula. Le cavalier demande l'œillet qu'elle a sur sa poitrine dans un flot de dentelles blanches et frisées. Elle le lui refuse avec des mouvement de tête répétés. Lui recommence sa demande, elle éclate en un rire forcé, long et bruyant, un rire à mettre en musique pour la variété brillante de ses notes. — Que non ! non ! Cet œillet je le garde pour mon bien-aimé, et ne le donnerai à personne hormis lui.

Le bien-aimé de Cinta quel est-il donc? qui ce pourrait bien être? Vrai ou faux, Garet voudrait tirer cela au clair, il observe, il regarde... Le certain est que les danses se succèdent, et que le bel œillet reste toujours sur sa couche de dentelles frisées et blanches. Enfin la dernière valse arrive.

Les musiciens haut perchés sur la vieille felouque, après avoir bu longuement le vin vieux d'une cruche qu'ils se passent de main en main, s'emparent de leurs instruments et commencent à jouer la dernière danse avec un entrain du diable. Qu'ils jouent avec plaisir ! Garranyiga l'aîné, petit, vif et menu, fait, avec son violon au creux de la joue, des secousses si fortes et si soudaines qu'on craint toujours qu'il ne frappe le musicien d'à côté. Celui-ci ne se rend pas compte du danger, c'est Godoy, le marchand de tabac, un homme à la tête démesurée qui, tout en savourant les finesses de la clarinette, ferme les yeux, lève ses cils jusqu'au milieu du front puis baisse les paupières en pleine joue. Pep, de chez Barba, s'efforce à faire briller les notes de sa flûte sur laquelle courent et sautent nerveusement ses doigts en pointe. Joan Matasogres, Jean Tue-belles-mères, qui darde des regards féroces, allonge et serre tour à tour le serpentin de cuivre lequel, avec son ouverture de dragon, semble se jeter à la tête des danseurs, les assourdissant de ses ululements pour, d'autres fois, s'en retirer, grondant de la gorge comme un chien hargneux. Pere Sabata, Pierre Soulier, habillé en noir, du haut en bas, le visage pâli, les cheveux qui lui tombent sur la joue, droit sur l'estrade, sérieux, sombre, qui embrasse sa contrebasse avec la pose funèbre de celui qui adresserait des invocations à un tombeau ; il lui arrache des notes si profondes et émouvantes qu'on dirait vraiment qu'elles sortent sous terre. Luc Molto, Mouton, joue du cornet. Il se gonfle, et le cou lui devient rouge, les oreilles mauves, les veines sinueuses du front violettes ; cela c'est souffler, gagner son argent, car si le son criard de l'instrument se casse parfois il ne laisse rien à désirer quant à sa vigueur. Et tous les musiciens jouent de leur mieux, se surpassant à l'envi dans cette valse finale de la fête. Si vous mêlez le chant des oiseaux aux mugissements du bœuf, avec l'aboi des chiens, le cri du loup et les rauques coups de tonnerre, donnez à cet ensemble de l'harmonie, du sens rythmique, joignez-y, par instants, la voix claire, aiguë, du coq gaulois, et vous aurez une idée musicale assez approximative de cette valse inénarrable.

Les danseurs sont transportés. Ils voudraient que leur danse ne finisse jamais. Deux fois, les musiciens terminent le morceau aux applaudissements de la foule qui les oblige à bisser. La valse continue jusqu'à ce que Luc Molto rejette, essoufflé, le cornet sur les tables de l'estrade et crie d'une voix désespérée : Le chou-fleur est fini, il ne reste plus de fève. Alors la musique se casse, un large rire éclate et les gens commencent à se disperser.

— Grâce à Dieu ! pense Garet qui se lève de sa chaise, à présent je vais pouvoir parler à Cinta : je lui dirai... bonne nuit, Cinta, oui... bonne nuit, Cinta... jolie. Mais, ce dernier mot lui produit une émotion, une confusion si grande que le garçon comprend qu'il n'osera jamais le prononcer devant sa bien-aimée. Il lui faut donc en chercher quelque

autre, qui soit bien doux, mais qui ne le trouble pas autant car, si cette émotion venait à le trahir, il s'exposerait à jouer un rôle ridicule. Trouver un mot... oui... mais lequel?

Les voisins, tandis qu'il réfléchit, décrochent les lumières du voile tendu, l'aïeul Pere-Bo, plié sur son bâton, va doucement vers sa chambre; et paraissent Cinta avec ses parents.

— Holà, Garet, fait sa tante d'un air de reproche, qu'as-tu donc? Où passais-tu la nuit? Je parie que tu ne quittas pas ce coin de rue? Voyons! Est-ce vrai? Le grand garçon du bon Dieu se cachait ici parce que les demoiselles lui font peur. Un gars plus grand que le mât d'une frégate. Eh bien! pour qui réserves-tu tes jambes? Grand benêt, tout le monde a dansé aujourd'hui : les anciens d'Amérique avec leurs femmes, moi et ton oncle, la vieille Xaromba, le grand-père Ranco... tous, excepté toi, un garçon frais comme une rose, à la fleur de l'âge, un gars qui pourrait être le coq des fêtes. Veux-tu donc te faire moine? D'où te vient ce sang de morue aussi froid?

Garet s'efforce de répondre, à plusieurs reprises, mais il est déconcerté par l'afflux des paroles qui viennent de sa tante, et quand ce torrent s'arrête enfin, ce sont les rires de l'oncle Jean et de Cinta qui troublent plus encore ce pauvre garçon lequel pense mourir de honte et ne sait où poser ses regards anxieux. Il ne sait plus causer à sa cousine, il voudrait les quitter, se dérober, fuir. Il salue de la main; car un nœud douloureux lui serrant la gorge, il ne peut dire un mot, et marche vers la porte. Cinta le joint, lui prend son poignet : Écoute, Garet, où vas-tu? Aide-moi à ranger ces pots de fleurs, veux-tu?

Garet et Cinta restent seuls dans l'entrée et portent les pots qui encombraient le seuil. Tous deux quand ils laissent parfois la charge dans un coin obscur sentent leurs cheveux se toucher. Il lui monte alors comme un sang bouillant à la tête et il est pris d'un véhément désir de parler, de déclarer son amour; cette impulsion devient si vive qu'elle lui fait trembler des lèvres et de la langue, mais le mot lui manque et tout s'exhale avec des soupirs angoissés.

La besogne terminée le garçon ne sait quoi dire, ni quel parti prendre. Il s'essuie la sueur avec son mouchoir, il s'approche de la porte et reste au seuil, il n'ose ni prendre congé de sa cousine ni rester à côté d'elle. Cinta glisse câline, ôte son œillet du sein, et dit, dans un sourire qui fait briller ses petites dents et découvre sa bouche couleur de rose. Je l'ai gardé pour toi, Garet, le veux-tu?

Garet reste confondu, il ne peut comprendre ce qu'on lui propose; les yeux grands ouverts et la bouche bée, il demeure immobile devant la jeune fille. Elle répète, à voix tremblante, et tout bas comme en soupirs :

— Je l'ai gardé pour toi, Garet, le veux-tu?

— Bon Dieu! crie le gars qui prend l'œillet.

Il ne peut rien dire de plus. Il ne trouve pas d'autre parole pour exprimer sa surprise, sa reconnaissance, sa félicité, son amour. Etouffé par des larmes, il baise la fleur et laisse tomber une rosée de pleurs. Cinta, durant ce temps, qui détourne la tête, le regarde de l'œil avec une satisfaction qu'elle cache, puis lui souhaite bonne nuit et ferme doucement la porte qui grince, grince, grince....

Adieu, fête des ramées! Plus une lumière aux voiles, les flambeaux sont éteints, presque toutes portes sont closes. La lune regarde entre les toiles. Nos musiciens sont partis et la felouque qui leur servait d'estrade, dépouillée de ses couvertures, de ses drapeaux montre sa noire carcasse et ses flancs à moitié rompus. Un groupe de personnes qui fait du bruit, dernier peloton de la fête révolue, s'éloigne et, avec lui, disparaît tout l'artificiel, tout le grotesque de cette fête; la nature rustique amie des solitudes, rentre dans cette rue, pénètre comme elle veut, à mesure que les cris et le tapage s'éteignent. Elle s'y glisse à son gré et verse l'odeur des bois, savoureuse, elle s'empare du silence et, avec mystère, comme le caressant, elle y souffle des voix songeuses : bruits confus des marées, soupirs des arbres, chants vagues de l'herbe peuplée par un monde d'insectes, voix lointaines du rossignol qui veille au nid de ses amours par le clair de lune, rumeurs de la vie, langage secret mais suggestif qui parle de plaisirs cachés et d'espérances sans but.

Qu'elles s'harmonisent bien ces voix, avec les sentiments de Garet! Agité d'un espoir neuf et timide, il reste seul dans la rue, au pied de cette porte à sa bien-aimée, et contemple l'œillet qu'elle lui donna. Cet œillet, dans ses mains, ne lui semble pas une fleur comme tant d'autres, mais une baguette de fée, un spectre du bonheur, quelque nid d'illusions qui prennent leur vol pareilles à d'invisibles sylphes et répandent un air léger caressant, lequel murmure d'une voix harmonieuse et qui pénètre au cœur sans passer par les oreilles : « Tu es aimé! »

Joaquim RUYRA (1).

Traduit du Catalan par *Albert Schneeberger*.

(1) Joaquim Ruyra, l'auteur célèbre de *Marines et Bocages*, est un des prosateurs les plus significatifs de la Renaissance catalane. Entre les pionniers de cette renaissance en prose, Emili Vilanova, Narcis Aller, Marian Vayreda, et les jeunes écrivains modernes, Joaquim Ruyra avec Victor Catala

LES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS AMÉRICAINS

L'un des premiers actes des colons américains fut de fonder un collège. Ce collège fut bientôt suivi d'un autre, puis d'un autre encore, et ainsi jusqu'à 9, avant la Révolution. Ces 9 Collèges — nos collèges de l'époque coloniale — sont aujourd'hui parmi les principales institutions de notre pays. Deux d'entre eux, Dartmouth et Brown, sont demeurés des collèges dans leurs bases essentielles tout en se développant en de plus vastes institutions. Cinq autres : Harvard, Yale, Columbia, Princeton, Pennsylvania, sont devenus des Universités de types différents mais avec toujours une tendance marquée vers les études supérieures. Les deux derniers, « William et Mary » et « Rutgers », sont en train de se transformer en universités d'État et c'est également de l'État lui-même que l'Université de Pennsylvanie reçoit quelque appui.

A mesure que notre pays se développait, les institutions se réclamant du nom de Collège ou d'Université se multiplièrent jusqu'à 1.300, nombre actuel. Ce chiffre englobe des collèges proprement dits (4 années d'études : 1re année : Freshmen, 2e : Sophomores, 3e : Juniors, 4e : Seniors) (1) des « Junior Collèges » (2 années seulement, pour Freshmen et Sophomores, des universités, des écoles professionnelles et techniques. L'État de l'Ohio compte, à lui seul, 43 de ces diverses institutions. La Pennsylvanie en possède 42, et l'Illinois 40. Mais tandis que ces institutions se targuent d'être des collèges et en montrent les statuts, moins de 1.000 d'entre elles méritent vraiment ce nom ; 500 ou 600 environ sont seulement reconnues comme atteignant, dans leur champ respectif, le niveau moyen d'études et 200 à peine peuvent être recommandés par l'Association des Universités Américaines en vue des études supérieures de leurs étudiants dans les universités étrangères.

Ces faits ne sont pas sans signification. Ils révèlent les aspirations et les espoirs, le sens et les tendances de l'éducation américaine. Ils montrent ses faiblesses tout en indiquant ses éléments de force. On peut dire que l'éducation est la passion la plus ancrée en Amérique ; elle joue un rôle de tout 1er ordre dans le monde des affaires, et le nombre des constructions prévues cette année pour les écoles est plus grand que celui des hôtels ou des maisons privées. Car il est vrai que l'éducation est, en Amérique, le moyen de progrès le plus influent ; ce sont les Universités de Iowa, de Michigan, de Wisconsin qui ont, en grande partie, fait de ces États ce qu'ils sont aujourd'hui. Quelles que soient par ailleurs leurs croyances, les Américains sont unis dans le désir de voir leurs enfants recevoir une bonne éducation. C'est du cœur même de notre peuple que jaillit notre conception de l'éducation, et ceci est la sauvegarde de notre démocratie. En théorie, il est reconnu comme essentiel que n'importe quel enfant, sans préjudice ni de race, ni de couleur, ni d'aucune autre condition, doit pouvoir aller aussi loin que sa capacité ou les circonstances le lui permettent. Dans la plupart des États, en effet, tous les enfants sont obligés de suivre l'école pendant un certain laps de temps. S'il reste cependant encore plusieurs millions d'illettrés, concentrés surtout dans les régions les moins civilisées, cela prouve clairement que l'idéal n'a pu être entièrement réalisé.

Ce goût des Américains pour l'éducation explique que l'initiative locale domine dans cet ordre d'idées, que les genres d'institutions soient extrêmement variés, que les programmes soient très riches, que tout en un mot ait été surtout développé au point de vue de la quantité mais souvent aux dépens de la qualité. Il explique aussi l'absence d'uniformité, *l'absence totale d'un système américain d'éducation bien défini.* Dans d'autres champs d'actions, certes, le gouvernement fédéral manifeste une grande autorité ; mais, pratiquement, il n'a aucunement à s'occuper de la direction ni du contrôle de l'éducation. C'est pour cela que les nombreuses écoles ont un développement très variable par suite de différences dans les ressources économiques des diverses organisations qui les supportent. L'éducation publique entraîne, suivant les États, des frais qui, par personne, varient de 3 à 19 dollars. L'organisation éducative de certains États

---

doivent figurer comme les prosateurs qui surent déblayer la voie à cette sensibilité compréhensive de la Catalogne d'aujourd'hui.

Né à Gerona, en 1858, Joaquim Ruyra suivit d'abord la carrière du droit, mais bientôt il se retirait dans sa maison de Blanes au milieu de cette nature dont il a peint les sites d'une plume si pénétrante. Ses œuvres ne sont pas fort nombreuses mais elles sont toutes choisies. Le succès du public ne vint vers lui qu'après une rude bataille littéraire ; sa fine émotion, son style souple et concis contrastaient avec la production du jour, hâtive, qui se contentait de l'épisode et prenait volontiers une allure faussement dramatisée.

Sa nouvelle *Jacob* vaut de gros volumes, elle marque une évolution littéraire, d'où la profonde influence que l'œuvre et le caractère de cet écrivain exercent sur la jeune génération de son pays.

A. SCHNEEBERGER.

formée de l'ensemble des systèmes éducatifs des villes et comtés, est quelquefois très développée. Mais il n'y a point de système fédéral qui s'appliquerait uniformément à tous les États de l'Union (comme en France le système d'instruction publique est uniforme pour tous les départements.) (1). Les écoles appartiennent *au peuple*, non au gouvernement.

On peut découvrir dans les Chartes les lois, définitions et raisons qui ont poussé les organisateurs de notre éducation à faire de nos universités et de nos collèges de si puissants instruments de démocratie.

La *Charte de Harvard* renfermait ces mots : « Après que Dieu nous eut fait aborder sains et saufs en Nouvelle Angleterre, après que nous eûmes bâti nos maisons, que nous nous fûmes procuré les objets nécessaires à l'existence, après que nous eûmes élevé des temples pour adorer Dieu, et fondé le gouvernement civil, l'une des choses que nous eûmes le plus à cœur fut de faire progresser le savoir et de le transmettre à la postérité ; car nous craignions de laisser dans les églises des pasteurs ignorants lorsque nos pasteurs actuels seraient couchés dans la tombe. »

L'idéal de Yale était, tel que sa Charte l'exprime en termes bizarres, que ses étudiants soient « aptes à remplir les emplois publics, et dans l'Église, et dans l'État ».

L'un des premiers actes du nouveau congrès, après l'adoption de la Constitution fédérale, fut l'Ordonnance de 1787 pour le Gouvernement du territoire Nord-Ouest. Le préambule de ce fameux document déclare que :

« La religion, la moralité et le savoir étant indispensables au bon gouvernement et au bonheur de l'humanité, on devra toujours encourager les écoles et l'éducation. »

Thomas Jefferson, l'auteur de la Déclaration d'Indépendance, appelait l'Université de Virginia : « un système d'instruction qui devra atteindre toutes les catégories de citoyens, des plus riches aux plus pauvres. » Sur le portail de cette Université on lit aujourd'hui l'inscription suivante :

« Entrez et cherchez la voie de l'honneur, la volonté de travailler pour les hommes. »

Ezra Cornell, le fondateur de l'Université de Cornell, disait :

« Je voudrais fonder une université où n'importe quel étudiant pourrait étudier n'importe quel sujet. »

Nul peut-être n'a plus heureusement formulé ce que l'on doit attendre du collège idéal que l'ancien président de Bowdoin, Hyde :

« Se sentir chez soi dans tous les pays et à toutes les époques ; pouvoir se dire le familier de la Nature et l'ami intime de l'Art ; acquérir une mesure pour apprécier le travail des autres et pour critiquer le sien propre ; porter dans sa poche les clefs de la bibliothèque du monde et savoir qu'on a derrière soi les ressources de cette bibliothèque dans quelque tâche qu'on entreprenne ; se faire de nombreux amis parmi les hommes de son âge qui seront plus tard au premier rang dans les diverses carrières de la vie ; se dépenser en enthousiasme généreux et en coopération avec d'autres pour des fins communes ; apprendre les bonnes manières au contact d'étudiants qui sont des « gentlemen » et se former le caractère sous l'égide de professeurs qui sont des chrétiens, voilà ce que nous offre le collège pendant les quatre meilleures années de la vie. »

Deux doyens bien connus ont récemment formulé ainsi l'objet actuel de l'éducation dans le collège :

« Les buts du Collège des Arts libéraux et des Sciences sont :

a) de *préparer*. L'éducation donnée par le collège s'ajoutant au travail fait antérieurement à l'école doit permettre d'acquérir les instruments du savoir qui rendront à la fois agréable et efficace la poursuite des études nécessaires, au collège et dans la vie.

b) de cultiver. En vue de préparer à la vie sans égard à une profession déterminée, l'éducation donnée au collège doit assurer :

1° La possession d'une appréciation de la responsabilité qui incombe à tout individu dans le progrès social et d'une attitude envers l'étude qui seront le plus aptes à favoriser un examen approfondi des situations sociales telles qu'elles se présentent dans la vie ;

« 2°. La possession de l'information, de l'expérience sociale et de l'appréciation esthétique, chose qui permettront de juger les questions intellectuelles et morales selon les exigences sociales modernes.

« 3° La maîtrise de soi, qui permettra le plus sûrement à l'individu d'agir conformément à son jugement. »

M. Glenn Frank, l'éditeur du « Century Magazine », a récemment déclaré que l'objet des institutions américaines d'éducation est de produire des « graduates » (diplômés d'un collège après 4 ans d'études) « scientifiques dans leur attitude à l'égard des idées, démocrates à l'égard de la richesse, puritains envers la conduite et aristocrates envers le travail. »

(1) Note du traducteur.

« La note dominante de l'université moderne, c'est son utilité » comme le faisait remarquer le Président David Starr-Jordan, de l'Université de Stanford.

On peut dire sans exagération que le préambule de la constitution des États-Unis, est, lui-même, une exacte expression des aspirations de l'éducation américaine : « former une union parfaite, établir la justice, assurer la tranquillité domestique, pourvoir à la défense commune, faire prospérer le bien-être général, et attirer les bénédictions de la liberté », — non seulement sur nous-mêmes et notre postérité, mais aussi sur toute la fraternité humaine.

2. — *Types d'Institutions.*

Le jeu complexe d'agents et de méthodes a donné lieu à des types d'institutions très divergents. S'il s'agit de collège, ces institutions supposent huit années d'études élémentaires et quatre années d'études secondaires préliminaires.

A. — *Institutions indépendantes.*

La plupart des collèges de l'époque coloniale sont devenus « indépendants ». Ils ne sont contrôlés ni par les églises qui les ont créés, ni par les États qui leur ont quelquefois prêté leur appui financier. Ils ont des conseils d'administration qui se perpétuent eux-mêmes ; le président en est en général membre, souvent même il est à leur tête. Leur revenu provient surtout de dotations et de droits payés par les étudiants. Chaque collège est une unité par lui-même et est parfaitement indépendant, si ce n'est que, de plus en plus, les États exercent une surveillance sur les institutions qui donnent aux professeurs et instituteurs la préparation pédagogique (Teachers Collège, Normal Schools). Il n'y a point d'autre autorité que le contrôle de l'opinion publique éclairée. Les relations avec d'autres institutions sont volontaires et spontanées. L'administration peut librement se consacrer à la tâche éducative.

Les Collèges de l'époque coloniale étaient tous pour hommes. Depuis que nous sommes devenus une nation, nous avons établi d'autres collèges d'hommes du même genre, surtout dans la Nouvelle Angleterre et les États de l'Atlantique. Dans leur nombre se trouvent Amherst, Bowdoin, Wesleyan, Williams, Hamilton. Ces dernières années, un grand nombre de collèges de femmes, collèges très importants, se sont développés avec aussi une direction autonome. Ils forment les groupes bien connus comprenant : Goucher, Mount Holyoke, Smith, Wellesley, Vassar et, en pratique sinon en théorie, Bryn Mawr que des dotations considérables classent à part. Il y en a plusieurs autres dans ce groupe. Certaines des universités indépendantes se sont aujourd'hui affilié des collèges de femmes (Radcliffe à Harvard, Barnhard à Columbia, etc...), mais la plupart des collèges indépendants sont mixtes ; ce dernier cas est celui des collèges rattachés par leur origine au Congressionnalisme de la Nouvelle-Angleterre. Outre ceux que l'on a cités plus haut il y a encore Oberlin, Beloit, Carleton, Grinnell, Colorado, Pomona, Whitman, Marietta. On reconnaît en général que l'autonomie approche plus que tout autre genre d'organisation du véritable idéal.

B. — *Les Collèges au terrain concédé par l'Etat* (1).

On les connaît en général sous le nom de « Collèges d'Agriculture ». L'acte Morrill, acte du Congrès qui, en permettant aux divers États d'utiliser pour l'éducation les ressources provenant de domaines publics, rendit possible l'existence de nos Collèges d'Agriculture actuels, fut signé par le Président Lincoln le 30 juillet 1862. Aujourd'hui ces collèges sont au nombre de 51 ; il y en a un pour chaque État et territoire (Alaska, Hawaï, Porto-Rico). Ils se rattachent à deux espèces d'organisation. Quelques-uns d'entre eux, en légère majorité, sont des institutions séparées, indépendantes des Universités d'État, comme le Collège d'Iowa, le Collège d'Agriculture du Michigan, l'Université de Purdue ; les autres sont administrés comme faisant partie des universités d'État : ceux de l'Université de California, d'Illinois, de Caroline du Nord.

L'acte Morrill stipulant que le revenu de leurs domaines devrait être employé pour « doter et maintenir au moins un Collège dans lequel l'objet principal serait — sans exclure d'autres études scientifiques et classiques et en comprenant la préparation militaire — d'enseigner tout ce qui a rapport à l'agriculture et à la mécanique pour faire progresser l'éducation libérale et pratique des classes industrielles dans les diverses professions de la vie ».

On a dit que :

« Les collèges d'agriculture étaient à la fois une protestation contre l'étroitesse de l'éducation classique seule, une aspiration vers des vues plus larges en matière d'éducation, un effort pour rat-

(1) Un ouvrage complet et compétent traitant du développement et travaux de ces Collèges, qui a été préparé sous la direction de H. Walton C. John, spécialiste de l'Éducation rurale et technique, doit bientôt paraître. C'est de son manuscrit que sont tirés la plupart des renseignements de cette partie.

tacher l'éducation à la vie quotidienne et à l'éducation du peuple, un désir d'étudier la science pour pouvoir l'appliquer aux problèmes de la ferme et de la mine (1). »

Le développement de ces collèges a coïncidé avec la période d'expansion territoriale dans la grande vallée du Mississipi depuis la Guerre de Sécession et plus récemment avec la reconstruction des régions dévastées du Sud. On avait besoin d'hommes particulièrement compétents pour attaquer les problèmes locaux et nationaux de l'agriculture, du transport, de l'industrie et du commerce. Ces Collèges ont immensément contribué au développement matériel de ces diverses branches.

C. — *Les Universités d'État.*

Il y a 44 Universités d'État. Il arrive fréquemment, comme il a été déjà dit, que l'Université d'État et le Collège d'Agriculture sont combinés en une seule institution. Dans ce cas le Collège d'Agriculture fait partie intégrante de l'université d'État, dont le programme comprend tous les sujets qui peuvent être demandés par les étudiants. Ces universités maintiennent des collèges d'arts libéraux et plusieurs d'entre elles ont des écoles d'enseignement supérieur de rang élevé. L'université d'État fait partie du système des écoles publiques et donne en cette qualité l'éducation libérale aux étudiants qui désirent poursuivre leurs études après la « high-school » (école supérieure). Elle ne néglige pas, d'autre part, le travail professionnel, surtout dans les branches de travail dominantes dans l'État dont il s'agit. L'idéal de la plupart des États est de fournir une éducation libérale ou une éducation technique avec enseignement gratuit et des droits aussi réduits que possible, depuis le début des études de l'enfant jusqu'au doctorat, et de mettre ces privilèges à la portée de n'importe quel enfant dans l'État.

Les universités d'État doivent répondre, et répondent en fait, aux besoins et aux demandes du public ; elles représentent l'opinion de la majorité ; elles sont soumises au contrôle des législatures qui représentent le peuple et des gouverneurs des États qui peuvent s'opposer aux lois d'appropriation et qui nomment en général le conseil d'administration. La détermination de la politique à suivre en matière d'éducation, l'établissement des programmes et des besoins des étudiants et la fixation des droits et charges sont donc soumis à l'approbation des organisations exécutives et législatives de l'État, qui sont libres de les modifier. L'université d'État poursuit donc bien des buts, en plus des buts généraux des collèges indépendants.

D. — *Les Universités urbaines.*

Il y a un petit groupe d'universités situées dans les villes et maintenues par elles au moyen d'impôts. Ce sont les universités urbaines, qui occupent, par rapport aux écoles publiques et au gouvernement des villes, la même place que les universités d'États occupent par rapport aux écoles publiques et au gouvernement de l'État. Il y a huit institutions de ce genre aux États-Unis : deux dans la ville de New-York (Collège de la Ville de New-York et Hunter Collège), puis à Cinannati (Ohio), Aberon (Ohio), Toledo (Ohio), Louisville (Kentucky), et Charleston (Caroline du Sud).

Il est de nombreuses institutions indépendantes contrôlées par l'État ou les églises, qui méritent également le nom d'universités municipales en ce qu'elles accomplissent dans la communauté des fonctions analogues, mais n'ont pas les obligations officielles des précédentes.

E. — *Les Collèges affiliés à des Églises.*

C'est le groupe le plus important. Ces collèges, affiliés aux différentes églises protestantes et aux églises catholiques, sont au nombre de plusieurs centaines ; souvent l'affiliation avec les églises protestantes est purement nominale ou historique, mais quelquefois c'est l'église qui possède les biens et qui surveille les travaux de l'institution. Entre ces deux extrêmes se placent tous les degrés d'affiliation. Celle-ci, souvent réelle, sinon officielle, est obtenue par la présence, dans le Conseil d'administration, de membres des églises dont il s'agit, membres qui sont souvent en majorité. En général ces membres sont des hommes d'affaires, et non des pasteurs ; le contrôle ecclésiastique n'est pas rigoureux : les églises fournissent l'argent et font confiance aux conseils d'administrations et à l'assemblée des professeurs quant à la fidélité aux plus hauts idéals d'éducation et de religion. Il y a dans ce groupe quelques collèges d'hommes et quelques collèges de femmes, mais la plupart sont mixtes (co-éducational).

F. — *Le « Junior-Collège ».*

De formation plus récente, le « Junior-Collège » est seulement consacré aux deux premières années d'études d'un collège ordinaire. Ce genre d'institution fait de rapides progrès dans certains États — dans le Sud et l'Ouest plus particulièrement — quoiqu'il ne puisse encore prétendre être pleinement

(1) « Home Economics in the land grant colleges in the last decade » : I. Bevier.

reconnu au niveau des autres institutions. Quelques universités d'État, submergées par le nombre des candidats pour la classe des freshmen (1re année) ont accepté et dirigé des « Junior-Collèges » en tant qu'écoles préparatoires pour leurs classes supérieures, tandis que quelques villes ont essayé de les employer à une prolongation d'éducation pour les diplômés d'écoles supérieures. William Heiney Harper qui, il y a quelque 35 ans, fut chargé de fonder l'Université de Chicago, donna le nom de « Junior-Collège » aux deux premières années d'études faites à l'Université et fit conférer un certificat à tous les étudiants qui achevaient avec succès les études prescrites pour ces deux années.

G. — *Collèges pour nègres.*

Il y a à peu près 30 ou 40 institutions, collèges ou universités qui se consacrent exclusivement à l'éducation des jeunes nègres. Deux d'entre elles, l'université de Howard, dans la ville de Washington, et le collège Médical de Meharry, à Nashville, Tennessee, sont reconnues par les agences de standardisation nationales et régionales, et classées par l'Association Médicale Américaine comme collèges de 1er ordre.

H. — *Écoles professionnelles et techniques.*

La plupart des écoles de droit, de médecine, les écoles d'ingénieurs et d'éducation pédagogique proprement dite (habituellement nommées : Collèges d'instituteurs ou Écoles Normales) et aussi plusieurs des meilleures écoles de technologie et de théologie sont affiliées ou font parties composantes des collèges ou universités. Parmi les grandes écoles indépendantes on peut citer : l'Institut de Technologie du Massachusetts, celui de Californie, puis l'Institut Stevens, l'École de Sciences Appliquées Case et l'Institut Polytechnique Rensselaer.

I. — *Types mixtes.*

Beaucoup d'universités d'États reçoivent des concessions fédérales en même temps que des concessions venant de l'État lui-même. Elles profitent aussi de dotations particulières. Les collèges indépendants et les collèges affiliés à des églises, — en en exceptant peut-être les collèges de contrôle catholique —, se considèrent comme des institutions publiques, non privées, et leurs étudiants sont d'extractions très diverses. Aucun collège ou université américaine ne souhaite être qualifié aristocratique dans le sens où ce mot signifie se consacrer seulement à une certaine classe sociale.

Tous veulent être démocratiques et la plupart le sont très certainement : les distinctions faites dans cette conférence en vue d'une meilleure compréhension ne sont pas évidentes pour le public ordinaire. Le Bureau d'Éducation des États-Unis, qui publie de fréquentes statistiques, a abandonné l'idée de désigner le type de contrôle de chaque collège ou université. Pratiquement d'ailleurs les distinctions sont négligeables dans la plupart des cas, mais cependant elles symbolisent réellement des courants profonds dans notre vie sociale si compliquée.

Robert-Lincoln KELLY.

(Traduit par Andrée Pratouey.)

IMPRESSIONS DE VOYAGE

SUR LE PONT, LA NUIT, EN MER

Nous sommes à l'arrière. La vitesse est normale : quinze nœuds. C'est peu, en apparence, pour un paquebot de cette dimension, cent quarante mètres de long, neuf mille tonnes de déplacement. Vieux navire, beaucoup de bois dans sa coque, mais qu'on aime bien car c'est un bon routier.

La mer est calme. L'impression de glisser sur elle par cette nuit étoilée, sans nuage, sous une lune caressante et d'une blancheur, d'une intensité lumineuse, donne à la sensation de vie qui entre en soi une force qui absorbe tout : actions, rires ou soucis, tout disparaît dans cette brise marine dont la griserie voluptueusement vous prend. Air, léger, frais, vaporeux, dont on sent la saveur rajeunir l'organisme, on le hume, on l'aspire pleinement, avidement, on refermerait sur lui les bras comme sur une proie longtemps convoitée et prête à s'échapper. Teintes changeantes de la nuit, grisaille de l'horizon accentuée sous la lune, là-bas, on voudrait pouvoir s'y transporter, les toucher, s'introduire dans ce prestigieux décor pour en saisir le mystérieux agencement. Et puis, ardemment, dévotement, presqu'en suppliant, on interroge ces astres qui, pareils aux petites lampes allumées haut sous la nef d'une église, paraissent veiller sur le temple de la création alors qu'ils en sont les mondes innombrables, et plus va le navire en trouvant sans arrêt cette nappe d'eau que borde un cercle inaccessible, plus le navire mesure sa petitesse et plus la petitesse de l'homme se mesure. On veut se fondre d'amour avec l'immensité, et regardant vers le ciel on remercie Dieu.

Mais cette trépidation, ce roulement d'ondes, ce bruit de battement et de bouillonnement, ce gron-

dement, imperceptible tout à l'heure, qui pénètre lentement comme une orchestration lointaine et qui vient d'en dessous, brisent peu à peu le rêve et la prière pour fixer la pensée sur les masses liquides qui s'entremêlent, tournent et fuient, et donner aux yeux l'amusement du clair et long ruban qui se déroule derrière nous : le sillage du navire, dans les remous de l'hélice, se renouvelle sans cesse, et l'écume qui court en arabesques sur les grandes ondulations régulières qui nous suivent se transforme en lamelles d'argent aux cassures étincelantes, vite englouties par le puissant tourbillon et bientôt renaissantes plus près de nous dans la sourde sonorité qui monte.

La cloche ! Son tintement grêle et rapide s'approche et nous arrache au spectacle. Un barman s'avance..., il est le sonneur qui nous crispe l'oreille... il tourne devant nous, à bâbord, sa veste blanche s'éloigne, il sonne toujours... le bruit de fer et de bronze s'assourdit et peu à peu s'arrête.

C'est l'heure du thé, et peut-être du souper, ou l'instant de la musique et de la danse. Onze heures. Les rêveurs sortent de leur chaise longue. Des cabines, se projette vers le salon un assemblage de voix. Tout le paquebot s'anime. Les femmes ont refait leur éclat. Les hommes quittent le fumoir et se préparent à parader.

Les tables se garnissent. Je prends place, moi aussi. Des colonnes aux chapiteaux d'or, du staff sur les murs, des lumières aveuglantes au plafond. Nous nous retrouvons dans un hall d'hôtel de la Riviera. Intrigues sentimentales, projets d'affaires, souvenirs de festins, mots d'esprit et banalités, mensonges, tout cahote, tout remue dans un désordre d'existences vaines. Piano, violon, deux ou trois guitares, les couples dansent dans la salle surchauffée, odeur de chair et de parfums ; les pièges s'ébauchent, les trahisons naissent, et dehors... plus personne.

Si, il y a deux êtres, là, à côté de nous. Deux femmes ; la mère et la fille. Elles sont en noir et s'essuient les yeux. La musique les a fait partir de leur cabine. Ces chants et ces danses les torturaient, elles se sont mises face à l'immensité.

Étendues maintenant l'une près de l'autre, elles se reposent de la souffrance par le jeu des mille reflets de la lune sur la mer, et, sans résistance, inlassablement, à la magie de cette nuit d'été, elles s'abandonnent toutes. La douleur se fait tristesse, la tristesse devient songe, les larmes s'apaisent, et bientôt la voûte radieuse reçoit un sourire : elles ont retrouvé dans la brise le souffle du disparu.

Gaston Rouet.

LA POLITIQUE INTÉRIEURE

L'ANTIRIEN
ESSAI DE POLITIQUE POSITIVE

M. Poincaré, lorsqu'il gouvernait, ne voulait pas avoir de politique intérieure. Comme on le lui reprochait chaque matin il finit par promettre des décrets-lois. Cette découverte tardive survint à point pour assurer sa défaite.

Le pays ayant dans son ensemble voté surtout le 11 mai contre la politique intérieure du Bloc National, ce fut la politique extérieure qui changea.

Les discours ministériels retrouvèrent sans doute un accent un peu oublié de polémique religieuse ; mais tournée contre le nonce et l'ambassade au Vatican, cette réminiscence parut elle-même d'ordre diplomatique. Elle n'apporta pas aux anti-cléricaux tout le plaisir qu'on leur souhaitait, car aucune expulsion sérieuse ne s'ensuivit et l'on prit surtout contre la rentrée des congrégations des mesures de... statistique.

Aussi un certain nombre de députés, généralement radicaux-socialistes, éprouvèrent-ils, le jour de la rentrée des Chambres, une crise de conscience assez analogue à celle qu'avaient subie, à la même saison, dans les quatre années de la législature précédente, les élus du Bloc National ; de frapper leur *mea-culpa* dans le dos, pardon, dans la poitrine du gouvernement : « *Nous avions promis la suppression du double décime, de la taxe sur le chiffre d'affaires et l'impôt sur le capital. Le Ministère Herriot ne tient pas nos promesses !* »

Un des pénitents déclara même qu'il avait « failli être lapidé » par ses électeurs un jour où il essayait de les préparer à la déception contenue dans le budget Clémentel.

Les socialistes se montrèrent moins aisément troublés : on ne peut pas pratiquer la politique de soutien sans fermeté. MM. Léon Blum et Vincent Auriol eurent du mérite à résister aux mouvements démagogiques qui se produisaient sur leur droite. Heureusement, ils voient au delà de leurs circonscriptions.

Il fut imprudent de promettre ; il serait criminel de tenir. De là, vient le malaise actuel des gauches. Le double décime est accepté sans joie, mais il l'est. Au moment même où nous combattions les décrets-lois au Sénat, nous tenions à marquer que notre opposition ne s'étendait pas à un système fiscal capable d'apporter au déficit un remède d'ailleurs un peu sommaire.

Quant à la taxe sur le chiffre d'affaires, elle offre ce double avantage d'être l'œuvre des Chambres de Commerce, c'est-à-dire des représentants des contribuables, et de rapporter des sommes supérieures à l'impôt sur le revenu. On peut la mieux aménager, non l'effacer. Comment combler l'abîme que nous creuserions dans le budget en abolissant le double décime et la taxe sur le chiffre d'affaires ? Par l'impôt sur le capital ? S'il était possible en 1919 à l'heure où une Chambre, pourtant radicale, ne sut pas l'oser, et s'il le peut redevenir dans la période de liquidation, il ne s'ensuit nullement qu'on puisse l'établir en un moment de crise sans ajouter à l'inquiétude, alors qu'il faut précisément inspirer confiance à l'épargne et réussir avant tout un emprunt nécessaire.

Le politique intérieure doit se borner cette année à un programme financier en un seul article : arrêter la hausse de la vie et la baisse du franc.

***

Le projet de loi sur la hausse illicite déposé par le Gouvernement le jour même de la rentrée des Chambres est-il de nature à servir ce dessein ?

On admettra volontiers que « l'esprit de lucre », comme l'affirme l'exposé des motifs, « n'est pas étranger à la montée des prix ». Est-ce une raison suffisante pour charger les juges de déterminer le « juste prix » des marchandises ?

Le magistrat n'est respecté que dans la mesure où il connaît et applique le Code. Voici qu'on le transforme en juré chargé non de suivre, mais de corriger la loi de l'offre et de la demande, et d'empêcher une « hausse illicite », dont il ne trouvera dans le projet aucune définition. C'est le régime du bon plaisir. Il n'y aura bientôt, si on l'établit, ni commerce ni justice.

La jurisprudence variera avec les lieux et les hommes. La délation sera souveraine. Les condamnations se multiplieront sans autre résultat que la révolte. La loi deviendra rapidement inapplicable et l'on aura porté une nouvelle atteinte à l'idée même de loi sur laquelle repose toute notre organisation sociale.

A quoi bon parler de spéculation illicite dans un temps qui a rendu la spéculation obligatoire ? Spéculer, c'est jouer sur les variations de prix d'un mois à l'autre, d'une semaine à l'autre, d'un jour à l'autre. Tant que le franc changera quotidiennement de valeur, chaque commerçant se trouvera un spéculateur malgré lui. Poursuites, condamnations, acquittements ne seront qu'affaires de chance.

On politique contre des hommes, contre des classes, contre des professions, contre des choses. L'habitude de l'opposition semble avoir plus de part en tout ceci que le sens du gouvernement.

Pour que les gens vendent bon marché, il faut qu'ils y soient contraints. Par les juges ? Non : par les concurrents. Quand cette condition se réalisera-t-elle ? Le jour où on verra plus de concurrence entre les commerçants qu'entre les acheteurs, c'est-à-dire le jour où il y aura abondance de produits.

En essayant de créer par l'augmentation en masse des traitements de fonctionnaires qui entraînera celle de tous les autres traitements de nouveaux moyens d'achat sans augmenter les moyens de production, on va à l'envers de l'intérêt public, on remonte dans toute la force du terme, le cours de la vie.

Ce n'est pas une plus grosse somme de monnaie qu'il faut mettre à la disposition des consommateurs, mais plus de choses pour une même somme de monnaie. Cette politique exige qu'on rassure l'épargne et favorise la production. Elle cherche la compression des dépenses et les plus-values budgétaires. Elle vise au rétablissement financier par la paix économique.

Mais cessons de confondre l'esprit démocratique avec l'esprit de chicane que par vocation naturelle ou habitude professionnelle les avocats aiment à introduire dans la vie économique.

De cette grande entreprise qu'est la politique d'un pays, ils ne voient que le contentieux, c'est-à dire la partie que chaque industriel et chaque commerçant cherche à réduire, dans sa maison, au minimum.

Cette erreur de perspective est fatale aux affaires publiques comme elle le serait aux affaires privées où elle viendrait à se produire.

Pour maintenir le crédit d'un pays, la première condition est d'inspirer confiance à ce pays. Mauvais moyen que de lui intenter des procès !

***

Regardons la France comme notre bien personnel. Appliquons lui les méthodes que nous emploierions pour faire fortune.

Avant tout un regard à notre caisse. Pressons l'inventaire, non pas afin de prouver que nos adversaires politiques sont des criminels, mais afin de connaître nos disponibilités et nos charges. C'est moins amusant ; ce n'est que raisonnable. Tant pis ! A demain les plaisirs !

Après l'acceptation du rapport des experts, un seul élément de comptabilité nous manque encore : le chiffre et les échéances des dettes inter-

alliées. Réglons ce point, maintenant que le président Coolidge est réélu pour quatre années. Nous saurons ainsi où nous en sommes.

Ayant fait ainsi le compte de nos dettes intérieures et extérieures, nous étudierons les rentrées qui nous ont été annoncées. Des cinq milliards que nous avons à notre tour prêtés à nos alliés avant la guerre, combien espérons-nous revoir ? Premier problème à résoudre.

Et voici le second : Comment mettre en œuvre l'opération de crédit de seize milliards de marks-or inscrite au plan Dawes et comment tirer parti des prestations en nature ? La réponse ne peut être trouvée que dans un grand programme de travaux publics, associant, pour équiper la France, l'État et l'industrie privée qu'il faudrait commencer à détourner des régions dévastées vers d'autres sources de profits légitimes. Au lieu d'exporter, par exemple, annuellement des milliards pour acheter du charbon étranger, électrifions la France, développons l'agriculture dont nous avons besoin pour vivre et gardons à la terre les paysans sur lesquels repose l'équilibre économique, politique et moral de la nation. Achevés l'inventaire et le plan d'encouragement à la production, nous pourrons mesurer le sacrifice nécessaire. Nous les répartirons alors entre l'État, les générations futures et les Français d'aujourd'hui. De ces trois parts la première s'appelle économie, la seconde emprunt, la troisième impôt.

Il nous faudra réduire les services publics, réaliser la réforme administrative et la réforme judiciaire, restreindre nos armements jusqu'à l'extrême limite du possible en tirant de la Société des Nations tous les profits de sécurité qu'elle nous peut apporter.

Les emprunts devront être consacrés aux dépenses productives afin que la postérité en reçoive le bénéfice puisqu'elle en aura la charge.

Enfin, nous aurons le droit d'abord de transformer les monopoles de fait en monopoles d'État ; puis d'organiser, si besoin est, un prélèvement sur le capital.

Les particuliers détenteurs de monopoles dont les clients sont transformés en contribuables ne méritent plus, en effet, que l'État manifeste à leur égard le respect dont il doit assurer la richesse en formation, sans laquelle il n'y aurait pas de plus-values budgétaires dans l'avenir. Ils mettent sur leurs concitoyens un impôt paresseux qui, payé par tous, n'a d'excuse que la condition de servir à tous.

Quant au prélèvement sur le capital, il devient légitime à dater du jour où les ressources qu'il procure sont employées à liquider une guerre, à amortir une dette et par conséquent à valoriser le capital restant. Qui possède 10.000 francs et en donne 2.000 afin que ses derniers 8.000 francs gardent leur prix fait un calcul beaucoup plus intelligent que le thésauriseur couché sur un trésor dont la masse demeure intacte et dont la valeur tombe à rien.

Cet impôt suprême devrait d'ailleurs, pour être accepté, délivrer les contribuables des mille vexations méticuleuses sous lesquelles ils se voient en ce moment accablés. C'est dire qu'il faut l'instituer dans une atmosphère de paix publique. Ce n'est pas au moment où l'État a le plus besoin de la bonne volonté du contribuable qu'il faut le traiter en ennemi.

Voilà me semble-t-il, le dessin d'une politique intérieure positive. Elle ne prétend pas être complète ; elle n'est qu'urgente. Son plus grave défaut est peut-être de n'être dirigée ni contre les commerçants, ni contre les agriculteurs, ni contre les industriels et leurs ouvriers, ni contre le gouvernement ou le pape. Je m'en excuse : je ne me sens antirien. Mon humble conviction est que l'intérêt de l'État ne saurait être opposé à la prospérité du pays.

Henry de Jouvenel,
Sénateur, ancien Ministre.

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

LES ÉLECTIONS ANGLAISES

La roue tourne. Quand, au printemps dernier, le cabinet Poincaré fut renversé en France par le succès électoral du Bloc des Gauches, on ne manqua pas de dire par toute l'Europe que le peuple français, ayant donné son approbation à une politique pacifiste de coopération internationale, l'entente désormais étroite entre le gouvernement d'extrême-gauche de la Grande-Bretagne et le gouvernement d'extrême-gauche de la République française allait entraîner l'Europe et le monde dans des voies toutes nouvelles. Dira-t-on aujourd'hui inversement que la défaite du cabinet Mac Donald et du parti travailliste, ainsi que l'écrasement du parti libéral vont provoquer, dans le monde entier, une réaction de l'impérialisme réactionnaire?

C'est un raisonnement un peu simpliste, mais ce serait également une erreur de croire que ce retour des conservateurs ne va rien changer à l'attitude internationale de l'Empire britannique. Certes, M. Ramsay Mac Donald n'a rompu brus-

quement avec aucune des traditions anglaises ; il s'est montré beaucoup meilleur Anglais que ne le représentaient ses coreligionnaires internationalistes ; mais, dans la mise en pratique d'une tradition politique, il y a la manière, il y a le ton ; un socialiste, même anglais, est plus ou moins le prisonnier de sa doctrine et si, dans ses relations avec l'Egypte et la Turquie, le premier ministre travailliste a pris la même attitude qu'aurait prise Lord Curzon, il n'en est pas moins vrai que tous ceux qui se refusent à croire au péril russo-allemand et qui pensent que le meilleur moyen de rétablir l'ordre dans le monde est de se confier au progrès de l'idéal pacifique et démocratique en Allemagne et en Russie, voyaient dans l'attitude anglaise la justification de leur confiance. Or, si jamais scrutin signifia quelque chose, les élections d'octobre montrent que le peuple anglais repousse cette politique de toute la force de son instinct de conservation.

***

Selon la coutume, les vaincus essayent de contester la signification du scrutin. Ils font observer que la prime à la majorité que comporte toujours un système électoral sans représentation proportionnelle a joué cette fois en faveur des conservateurs : c'est exact, mais il avait joué de même en faveur des libéraux et des travaillistes aux élections de 1923 et si l'on examine le total des voix obtenues par chacun des partis lors des deux dernières épreuves électorales, on constate que la vague de fond qui a balayé le gouvernement travailliste est singulièrement impressionnante.

En décembre 1923, la liste revisée des votes émis donnait 5.507.593 suffrages pour les conservateurs, 4.261.963 suffrages pour les libéraux et 4.506.936 pour les travaillistes, soit 9.769.556 suffrages pour les deux partis constitutionnels réunis. Dans l'état actuel des choses, les conservateurs obtiennent 7.888.112 suffrages, les libéraux 2.949.574, les socialistes et communistes réunis 5.551.511, soit au total 10.608.909 suffrages pour les deux partis constitutionnels réunis, ou une majorité de 5.057.398 de suffrages exprimés en faveur des partis dits bourgeois. Dans la réalité des choses, l'Angleterre serait donc pour les deux tiers antitravailliste et pour un tiers seulement travailliste.

Ces chiffres montrent que le sort du gouvernement travailliste a toujours dû être considéré comme assez précaire : il n'avait pu saisir le pouvoir et s'y maintenir que grâce à la complaisance des libéraux qui ont cru être très habiles en jouant sur les deux tableaux et qui ont pensé qu'il leur serait possible de redevenir les maîtres de la situation, en s'appuyant tantôt sur les conservateurs, tantôt sur les travaillistes. Leur écrasement est dû à ce machiavélisme un peu naïf. Un tel système peut réussir, pendant quelque temps du moins, là où la représentation proportionnelle favorise l'émiettement des partis : en Angleterre, il devait fatalement se retourner contre ceux qui l'employaient.

Au premier abord, cette classification du corps électoral en travaillistes et partis bourgeois paraît un peu arbitraire. En Angleterre, comme dans la plupart des pays, il existe, à côté des partis organisés, une certaine masse d'électeurs flottants qui va d'un parti à l'autre, et qui exprime en somme le véritable sentiment du pays. En 1923, effrayés par le programme protectionniste et conservateur, ils ont incliné vers la gauche et ont fait profiter les travaillistes de ce que l'on appelle Outre-Manche « les candidatures triangulaires » ; en 1924, dégoûtés du travaillisme, ils se sont retournés non pas vers les libéraux, mais vers les conservateurs.

***

Ce sont les causes de ce revirement qu'il serait intéressant de connaître : La politique, hélas ! n'est même pas une science conjecturale, comme Renan disait de l'histoire : c'est le domaine de l'empirisme et de la mobilité, et toutes les analyses que l'on fait de la psychologie électorale ne sont guère que des conjectures plus ou moins plausibles. Cependant, ceux qui ont suivi les péripéties de la campagne électorale, et qui ont lu un peu attentivement les journaux anglais de ces derniers temps, ont cru pouvoir constater qu'il était dû à deux impressions simultanées du public anglais. D'abord, le sentiment ressenti très vivement par la masse des petits bourgeois, et par une partie de la classe ouvrière de l'impuissance du travaillisme à résoudre la crise sociale : Le chômage n'a pas diminué, au contraire, et le cabinet Mac Donald n'a pas même pu amorcer une seule des réformes qu'il avait annoncées. Ajoutez à cela les petits scandales qui accompagnent nécessairement l'avènement d'un parti démagogique, le mécontentement causé parmi les « militants » par les prébendes que se sont octroyées certains membres du Ministère, élément secondaire, mais dont il faut tenir compte.

Mais ce qui semble avoir surtout provoqué la défaveur du gouvernement de M. Ramsay Mac Donald, c'est la crainte de voir le parti travailliste abandonner les traditions de politique extérieure, auxquelles le peuple britannique attribue la grandeur et la solidité de l'Empire. En ce qui concerne

l'attitude à prendre envers l'Allemagne, le plan Dawes, l'affaire des réparations, le désarmement et le pacte d'assistance mutuelle, il faut bien se résigner à le constater, l'opinion britannique dans sa grande majorité était d'accord avec M. Ramsay Mac Donald. Peut-être même trouvait-elle qu'en acceptant la Conférence du Désarmement selon le protocole de Genève, il n'avait fait que trop de concessions à la France : jamais on ne fera accepter à un Anglais l'idée de mettre la flotte britannique à la disposition d'un organisme international. Mais dans tous les autres domaines de la politique extérieure, l'attitude du Gouvernement travailliste était, dans son esprit sinon toujours dans sa forme, en opposition directe avec le sentiment instinctif du peuple anglais.

Il nous est apparu, du point de vue continental, que dans ses rapports avec Zagloul-Pacha, dans l'affaire de Mossoul et dans toutes les affaires d'Orient, M. Ramsay Mac Donald suivait, sans y rien changer, la ligne traditionnelle du Foreign-Office ; mais il n'en était pas du tout de même pour ces coloniaux anglais qui avaient rêvé, dès le jour où s'était déclarée la victoire, de profiter de l'effondrement de la Turquie pour asseoir l'influence anglaise dans tout le proche Orient, de Constantinople au golfe Persique. Depuis l'avènement du cabinet Mac Donald, ils n'étaient plus soutenus que mollement, ils avaient peur de s'engager, et l'on dit communément en Angleterre que si le royaume arabe de Hussein s'est écroulé sous les coups des Wahabites, c'est parce qu'il n'a pas été appuyé avec assez d'énergie. Il est, en effet, très difficile d'accorder un programme pacifiste et un impérialisme colonial aussi hardi.

N'est-ce pas aussi ce pacifisme proclamé par le monde entier qui a donné à la Turquie renaissante la volonté de combattre nettement les projets de l'Angleterre sur Mossoul? L'affaire a été remise à la Société des Nations ; cela est fort raisonnable et nous devons tous souhaiter qu'on fasse l'impossible pour éviter une nouvelle guerre d'Orient, où la moindre défaite anglaise aurait, sur notre domaine musulman, des conséquences. Seulement, on n'était pas habitué à voir l'Angleterre accepter avec tant de longanimité un pareil règlement dans une question qui, à beaucoup d'Anglais, apparaît comme vitale.

Mais ce sont les rapports du cabinet Mac Donald avec la Russie qui ont causé le plus d'inquiétudes et de mécontentement. Il y a longtemps que beaucoup de gens pensent en Angleterre qu'il faut renouer avec les Soviets. Au moment où le Royaume-Uni souffrit le plus cruellement du chômage, on eut, dans beaucoup de milieux britanniques, l'illusion qu'il suffirait de recouvrer le marché russe pour revenir à la situation prospère d'avant-guerre. Devant une telle perspective, qu'importait la forme du gouvernement moscovite ? Ce gouvernement, les Russes paraissaient l'accepter, c'était un gouvernement de fait qui, d'ailleurs, valait peut-être mieux que le portrait qu'en faisaient des émigrés nécessairement suspects. Les négociations avec les Soviets furent donc bien accueillies par la grande majorité de l'opinion. Mais le traité qui en est résulté n'en a paru que plus désastreux : on voyait bien les avantages que les Soviets en retiraient, mais l'Angleterre paraissait en faire tous les frais. Vraie ou fausse, la lettre de Zinovieff donnant des instructions pour l'organisation de la propagande communiste en Angleterre est venue encore accuser les dangers de l'accord ; en supposant même que le document publié soit un faux, il ne fait que répéter les instructions données publiquement à tous les agents de la troisième Internationale, maîtresse de la Russie. Brusquement, l'opinion publique a été mise en présence du danger que pourrait offrir, pour la tranquillité sociale de l'Empire, l'intrusion dans ses affaires intérieures d'une puissance étrangère imbue de l'esprit révolutionnaire le plus antipathique au sentiment anglais.

***

C'est donc bien à une réaction instructive de l'opinion britannique contre la politique étrangère du Cabinet qu'est dû le succès des conservateurs. N'est-ce pas aussi à un obscur instinct de la vieille nation parlementaire qu'est dû l'écrasement des libéraux ?

Certes, cet écrasement, au moins dans les proportions qu'on lui voit au premier abord, n'est pas définitif. Avec près de trois millions de voix, les libéraux n'ont réussi à faire passer qu'une quarantaine de candidats, c'est-à-dire presque trois fois moins que le nombre correspondant aux suffrages qui leur ont été donnés. Ils constituent donc encore un élément fort important dans la vie politique de la nation. Mais leur recul est cependant un indice assez grave : il montre que, selon le vœu de la majorité des Anglais, le reclassement des partis va s'opérer de telle façon qu'on reviendra au système traditionnel des deux partis : droite contre gauche, tory contre wig. Les éléments les plus modérés de l'ancien parti libéral iront à l'unionisme, les éléments les plus radicaux aux travaillistes. A bien examiner, ce dernier parti, qui aura pu constater l'intérêt qu'il y aurait pour lui à rompre le plus complètement possible avec les Communistes,

correspond d'ailleurs, *mutatis mutandis*, à notre parti radical socialiste. Le tiers-parti, le libéralisme modéré, serait condamné à disparaître. C'est le sort de tous les partis intermédiaires, même quand ils sont les plus sages.

Aussi bien, ce reclassement, droite contre gauche, qui est peut-être indispensable au bon fonctionnement du régime parlementaire que l'émiettement des partis paralyse, semble être dans l'ordre naturel des choses. Quand on se tient sur le plan rationnel, les programmes politiques sont presque toujours conciliables, mais la vie politique ne se situe presque jamais dans le plan rationnel. Ce qui constitue les partis, c'est bien moins leur programme idéologique que les intérêts ou les habitudes sentimentales et psychologiques, les passions de ceux qui s'y rencontrent. On est conservateur ou démocrate de tempérament, d'habitude, de situation. C'est pourquoi, sur le terrain international du moins, le vieux socialisme parlementaire et le radicalisme tendent à se rejoindre, et tous les partis conservateurs à se fondre. Il est vrai qu'il y a la Troisième Internationale... Mais, auprès des partis dits bourgeois, ne joue-t-elle pas le rôle d'épouvantail que tenait, il y a quelque cinquante ans la première Internationale ?

L. Dumont-Wilden.

LE ROMAN

VÉRITÉ ET ROMANESQUE (1)

Le goût de la vérité qui nous détourne de faire des romans avec de l'histoire devait au contraire nous incliner à mettre de l'histoire dans le roman. Nous le rattachons ainsi plus directement par l'intermédiaire de faits et de personnages réels, à un temps et à un millieu ; la fiction emprunte plus de force à la réalité de ces personnages et de ces faits : elle s'impose mieux à notre croyance et nous fait davantage illusion. D'autre part, et réciproquement, la réalité s'éclaire, s'anime aux feux de l'imagination ; elle découvre à l'intuition de l'artiste des profondeurs et des secrets ; il nous la rend à la fois plus sensible et plus intelligible. Le bon romancier qui est, après tout, le meilleur historien de son temps, sait aussi rendre au passé, quand il lui prend quelque chose, largement ce qu'il en a reçu.

Tel est bien le cas de M. Albéric Cahuet avec *Le Masque aux yeux d'or*. Nous ne trouverions point — à l'exception de ces deux œuvres d'une maîtrise incomparable : *La Chartreuse du Reposoir* de M. Henry Bordeaux et *Le Labyrinthe* de M. Edouard Estaunié — récit plus attachant dans la production de cette année. Voilà un roman dont il est impossible d'arrêter la lecture, aussitôt qu'on l'a commencée : il faut aller d'un trait jusqu'au bout. C'est l'histoire, ou plutôt c'est une version nouvelle de l'évasion de Bazaine. La version officielle n'est pas seulement invraisemblable : elle est manifestement fausse. Elle repose sur une impossibilité matérielle puisqu'elle admet qu'un homme de soixante-trois ans, obèse et presque impotent, ait pu glisser le long des rochers au moyen d'une corde de vingt-six mètres, enflammer une allumette comme signal pendant cette descente périlleuse, et sauter de là dans une barque, exécutant ainsi de nuit une gymnastique dont un adolescent agile, comme l'avait démontré l'expérience, eût été incapable. L'évasion, sans doute, s'effectua autrement que par la corde, avec des complicités.

C'est ici qu'intervient le romancier traitant son véritable sujet : la très étrange histoire de Manoëla Gonzalès et le drame humain dont l'évasion fut la cause et dont il marque la dénouement. La jeune Mexicaine arrivée à Paris comme beaucoup d'autres après l'éxécution de Maximilien en 1867, dévouée corps et âme au Maréchal et à sa femme, Mademoiselle de la Peña, s'est juré naguère, et a fait le serment au pied de Notre-Dame-de-la-Guadeloupe, qu'elle s'acquitterait un jour envers celui qui lui avait rendu la vie de son frère.

Il ne lui a pas fallu longtemps pour se rendre compte de la domination qu'elle exerçait sur un jeune officier, le lieutenant de Saint-Laur, rangé au nombre de ses adorateurs. Sans soupçonner la volonté cachée qui conduit ses pas, il sera envoyé dans un régiment de Nice, et de là à l'île Sainte-Marguerite où une compagnie est préposée à la garde du prisonnier. Chaque officier, n'est-ce pas? prend le service de nuit à son tour. Il faut qu'un soir, tous les feux éteints, le lieutenant de Saint-Laur ne puisse rien refuser à Manoëla Gonzalès...

M. Albéric Cahuet a fort habilement rajeuni le personnage conventionnel de la « femme fatale » dans cette fille irrésistible dont un portrait de Stevens à l'Exposition de 1869 avait été appelé par un critique : *Le Masque aux yeux d'or*. « La petite tête brune, aux traits nets d'un dessin de médaille,

(1) Albéric Cahuet : *Le Masque aux yeux d'or*, [illegible] Charpentier, Eugène Fasquelle, éditeur ; — Paule Henry Bordeaux : *La Cité du désert*, librairie Plon ; — Philippe Barrès : *La Guerre à vingt ans*, même librairie.

les épaules et les bras d'une chair mate hâlée d'or, la sveltesse nerveuse de la silhouette, le sombre admirable regard pailleté de lumière, le sourire retenu, énigmatique des lèvres vivantes donnaient l'impression d'une Diane adolescente évadée de son Olympe et travestie pour faire une entrée moderne dans le monde. » Une fille sauvage. Elle le sait. Sa mère était une Indienne. Le sang, à peine mêlé de sa race, coule dans ses veines, sous sa peau brune de métisse. L'erreur de ceux qui l'aimaient, l'erreur tragique de Michel de Saint-Laur fut de la prendre pour une civilisée et presque pour une Européenne. Elle est demeurée une créature directe et violente, une fille de la Nature. L'amour? Elle l'inspirait sans l'éprouver. Elle en avait la haine parce que l'amour, en lui enlevant jadis le frère qu'elle chérissait d'une tendresse folle, indirectement l'avait tuée. « On vit mort quand on n'a plus d'âme. » Elle s'éveillera de cette mort vivante quand l'homme qui l'avait tenue dans ses bras osera lui barrer la route et qu'elle l'aura frappé. « Le geste de meurtre seul devait m'éclairer d'une manière foudroyante. A la minute même où vous tombiez en me livrant passage, vous m'avez à votre tour dominée et asservie. » Sa dette payée, et payée d'un prix terrible, une autre femme est née en elle, la femme qui aime et dont l'amour, à peine révélé, est frappé à mort. Manoëla Gonzalès, expliquée par sa race et les circonstances précises de sa vie, prend une réalité concrète et une vérité psychologique qui la distinguent du personnage de convention.

Ce n'est pas le seul intérêt du livre ni le seul élément par où — sans parler de sa qualité littéraire — il échappe aux artifices du roman-feuilleton. Autour de ce récit rétrospectif, conduit avec un art très sûr, l'auteur a su rétablir l'atmosphère du temps. Le Paris de 1873, son retour à la vie normale après la grande commotion de la guerre et de la Commune, la société mondaine sous la présidence du maréchal de Mac-Mahon, les salons du prince Orloff, ambassadeur de Russie, où se croisent et se mêlent presque les divers éléments de la société mondaine : chevau-légers du cercle de la duchesse de Bissaccia, impériaux de la vieille garde Rouher, orléanistes de la nuance Broglie, républicains modérés de la phalange Dufaure, et Carpaux, Alfred Stevens, le vieux Baron, le tout jeune Edouard Detaille, qui avait vingt-cinq ans, Paul Deschanel, qui en avait dix-huit, la petite Marie Bashkirtseff qui en avait treize, celle-ci très adroitement et assez étroitement mêlée à l'action, avec toute la fantaisie gracieuse de son âge, son ardeur de vivre et la précocité de son génie. Il était difficile d'accorder plus heureusement les trois éléments essentiels qui font l'intérêt et la vie du livre : énigme de l'évasion, orage passionnel et vérité historique des mœurs.

***

Parfois l'histoire vraie d'un personnage ou d'un événement est par elle-même assez dramatique ou romanesque pour que l'imagination, sans avoir besoin de rien inventer, puisse borner son rôle — est-ce borner qu'il faut dire, et ne trouve-t-elle pas là l'emploi de ses plus beaux dons? — à faire vivre devant nos yeux la réalité qu'elle évoque. Nous avons eu récemment l'occasion d'analyser ici deux de ces livres qui valent les meilleurs romans : *Ariel ou la vie de Shelley*, de M. André Maurois ; *La Guerre des Femmes*, histoire de Louise de Bettignies et de ses compagnes, de M. Antoine Redier. Le grand succès de ces œuvres dans lesquelles le réel se présente de lui-même comme un roman, atteste le goût des lecteurs pour un genre qui identifie d'une manière si heureuse la tâche du biographe à celle du romancier.

C'est un accord de cet ordre que vient de réaliser avec toutes les ressources d'une curiosité éveillée, d'une documentation copieuse, d'une imagination fraîche, Mademoiselle Paule Henry-Bordeaux. Son livre a le charme de la jeunesse, et cette « beauté du diable » dont nous aimons autant les défauts que les qualités, ce qui est peut-être la vraie manière d'aimer. Il est alerte et espiègle, plus amusé qu'encombré de son savoir tout neuf, fort capable de courir avec ce bagage et ne se gênant pas pour flâner. De l'Orient, dont il a subi l'enchantement, il nous rapporte, avec tant d'autres choses, le goût de conter et l'art des récits entremêlés. Ne croyez pas que l'auteur ne sache point se borner. Elle nous a donné, dès son retour et pour ses débuts, un charmant récit, *Sur la Route de Palmyre* (1), dont elle a su faire, avec l'histoire de Roumassa, la jeune Musulmane, l'esquisse d'un véritable petit roman. Mais avec Lady Stanhope et ses équipées d'Orient, la matière est si riche et les tentations sont si nombreuses ! Combien Mlle Paule Bordeaux a eu raison de ne pas se contraindre, de s'abandonner à son sujet, de puiser à pleines mains dans tout ce que lui offraient de variété et de richesses l'héroïne, le décor, les comparses, les épisodes, les à-côté. Elle a choisi, – car elle ne nous donne rien qui ne soit intéressant ; mais son choix n'a rien d'étroit, rien d'exclusif, non plus que son goût. Elle a, à un dégré égal, le sens de la poésie et du pittoresque. Nous parle-t-elle des ruches à miel, empilées en forme de pyramides, qui des-

(1) L'Or. Préface de Paul Bourget, 1 vol., librairie Plon.

cendent lentement le Nil sur les Kanges? « C'étaient les abeilles qui avaient volé à la rencontre du printemps et qui, parties deux mois plus tôt pour les plaines de la Haute-Égypte où les sainfoins et les trèfles mûrissaient déjà, revenaient maintenant avec leur butin d'or vers le Delta. » Mais comme elle nous dépeint gentiment aussi et gaîment, dans le port de Boulak « ces ânichons minuscules qui portent des charges incroyables » et dont l'œil malin, guettant le client, devine la bourse plate du soldat turc à sa mauvaise mine aussi bien qu'il reconnaît la bonne aubaine au passage des voyageurs cossus. Rien de plus réaliste, au contraire, que la peinture du chemin jalonné de cadavres par où Lady Stanhope, venant de Bethléem, arrive à Saint-Jean d'Acre : une sorte d'abattoir géant, un charnier où bourdonnent des grappes de mouches bleues, tandis que « de vieux ossements, déjà nettoyés par les chacals et lavés par les pluies, brillaient çà et là, comme de grandes fleurs blanches sur les champs de pourriture. » L'espièglerie paraît lorsque comparant à la nôtre la justice expéditive des Turcs elle écrit : « Au moins on savait à quoi s'en tenir, c'était clair, net, précis... Tandis qu'avec les Français, oh! là là! un pauvre petit crime de rien du tout traînait des mois, des années... » Ou encore cette mention, au passage, de « M. Nathaniel Brassey Halhed, fonctionnaire de l'Inde et traducteur du Code des lois Gentoo s'il vous plaît... » L'ironie parfois s'adapte tout naturellement à la cruauté orientale. Après avoir décrit les atrocités de Djezzar, Mlle Paule Bordeaux ne se retient pas de nous dire quand elle nous présente le juif Mâlem Haym, ministre et banquier de Soliman : « Il était à la mode de Saint-Jean d'Acre : il ne portait qu'un œil, qu'une oreille, point de nez. On reconnaissait qu'il avait vécu dans l'intimité du pacha. »

Ce mouvement, cet entrain, cette gaîté, cette liberté d'allure n'empêchent ni le sérieux ni la réflexion. L'ouvrage est si copieusement documenté qu'on lui reprocherait plutôt — mais je ne souscrirais pas à ce reproche — de l'être trop; et déjà une très fine pénétration psychologique guide l'analyse des caractères. Au cours de l'entraînant récit, Mlle Paule Bordeaux ne laisse passer aucune occasion de nous expliquer son héroïne. Tantôt elle se plaît à retrouver en elle non seulement le caractère féminin de son époque, mais encore quelques-unes des tendances essentielles de son siècle : préoccupation du problème oriental, misanthropie, goût de l'action, haine de l'hypocrisie, amour des questions sociales et dédain du peuple. Nous lisons au chapitre VIII, *La Reine de Palmyre*, un fort beau parallèle entre Hester Stanhope et Zénobie. Comme le jeune auteur, tout plein de son sujet, sait garder pourtant sa clairvoyance et sa liberté d'esprit! « Certes, il faut transposer les faits, le cadre, les acteurs. Il faut abaisser l'échelle historique à l'échelon de l'anecdote, mais la qualité d'âme ne reste-t-elle pas la même? » Et plus loin : « Lady Stanhope n'était qu'une touriste. Elle conduisait dans le vaste monde les désœuvrements fantasques d'un cœur vide. » On ne saurait dire mieux ni plus juste, et de telles remarques attestent que le peintre ne se laisse pas dominer par son modèle et garde la maîtrise de son sujet.

Dans une bonne biographie, comme dans un bon roman, il y a des épisodes qui se rattachent au principal, mais doivent avoir en eux-mêmes leur intérêt. Il y a des personnages accessoires, et s'ils ne sont pas vivants, c'est que le biographe n'a rien du romancier. Mlle Paule Bordeaux sait nous rendre vivants les compagnons de Lady Stanhope, en particulier son médecin, le jeune docteur Meryon, et le colonel Bruce. Et comme elle évoque la figure de cet étrange et mystérieux Lascaris, qui fut sans doute un agent secret de Napoléon, celle aussi de ce « général » Loustauneau qui finit misérable après avoir commandé contre les Anglais les troupes d'un rajah, combien d'autres silhouettes encore, plaisantes ou bizarres! Mais qui s'étonnerait que Mlle Paule Henry-Bordeaux, après avoir su si bien choisir le personnage dont elle s'amuserait à nous conter l'histoire, ait manifesté dans ce récit des qualités de romancier?

Elle a témoigné aussi de remarquables dons d'écrivain. Le livre est pétillant de verve, de fantaisie, de pittoresque, et tout traversé de poésie, après cette première partie de l'histoire de « Lady Stanhope en Orient » : « *La Circé du Désert*, nous attendons la seconde : *La sorcière du Liban*.

***

Curieuse rencontre : Un autre jeune écrivain, qui porte lui aussi un nom célèbre, — un nom, cher entre tous aux lettres françaises et dont le prestige ne fera que grandir — Philippe Barrès, donne à un livre bien différent, *La Guerre à Vingt ans*, cette épigraphe d'Alan Seeger : « ...ainsi pensent ces enfants du désert, qui respirent dans ses immenses espaces un peu de sa grandeur... » Mais le désert n'est ici que le symbole de l'immensité triste où les enfants-soldats durent s'avancer à la conquête du courage, leurs « âmes fières et acceptantes, unies en face de l'inconnu » et nous faisant voir ainsi « la résignation de l'Islam reprise comme un bouclier par l'ardeur de l'Occident ». Quelle aventure! Et comme on comprend que le fils d'un Maurice Barrès se soit complu à la méditer!

« Il nous a semblé que nous étions livrés à un phénomène cosmique. Est-ce trop ambitieux d'y vouloir retourner en esprit pour tâcher de saisir dans cette puissante brume de rêveries, dans cette mer de ténèbres, les éléments qui marquèrent jusqu'à l'âme tant de jeunes Français? »

Livre d'une admirable bonne foi, d'une lucidité étonnante, et si riche, si dense, si lourd du butin d'une jeune et tragique expérience qu'il ne faut pas songer à en épuiser d'un coup toute la signification. Un roman, lui aussi : le roman d'une jeunesse qui, secouée par l'ouragan, a su garder pleine conscience d'elle-même, regarder et comprendre la figure des choses et les visages des compagnons, méditer son destin. Quel roman pourrait être plus passionnant que celui-là? L'histoire de Werther, l'histoire de René, l'histoire d'Adolphe : elles ne sont rien auprès de l'histoire d'Alain, de 1914 à 1918 — de dix-huit à vingt-deux ans — de la caserne et de Saint-Cyr où, brusquement engagé, l'enfant soldat commence « l'initiation laborieuse », jusqu'à la dernière attaque de Champagne et le jour de l'armistice « où il survit ».

D'abord la préparation d'une enfance unique qui a connu « le privilège de voir l'intelligence la plus haute se pencher en jeu affectueux » vers son éveil, une enfance pour qui « le monde ne fleurissait que de charme et de noblesse, de beauté et de courage », et courant « à toutes les musiques qui lui montraient la grâce dans la vie, et la fierté devant la mort ».

1914 : « Elle a trouvé son objet, cette ardeur romanesque... La chrysalide ouvre ses ailes ». Et dès lors commence la lente, la progressive révélation. La sensibilité du jeune homme enregistre tout avec une prodigieuse acuité. Il va « sentir la condition vraie de l'homme, et sa faiblesse dans l'ordre universel. » Mais il se voit aussi embarqué à la suite de ses pères dressés pour la défense du sol, « dans l'éternelle aventure d'Aléria, de Bouvines, de Montmirail où se joue la destinée française ». Il va deviner, entrevoir, puis comprendre « cette grande poésie de la lutte de deux mondes », qui donne à la guerre sa signification complète, sa tragique beauté. Des spectacles viennent frapper son âme, et la font longuement résonner. Peu à peu il « entre dans le secret », devient « un soldat de la grande guerre... Et il sent son âme enflammée d'un romanesque et trempée d'une tristesse qui la rendent merveilleusement forte ». Force que le jeune homme doit nourrir de ses propres pensées et de ses ressources intérieures, « entre le mystère de l'avenir que la guerre lui réserve et l'éloignement du monde où bat la vie. » Le voilà qui s'habitue au danger, acquiert une telle maîtrise de ses nerfs sous les torpilles allemandes « qu'il connaît le plaisir de bâiller quand le souffle passe. Et ce calme conquis lui donne une joie profonde comme celle de la virtuosité pour un artiste ». Cependant le sens de la solidarité nationale grandit en lui. Il se tourne « vers ses grands-parents officiers, ingénieurs, tous passionnément associés à leur pays », vers son père, et « songe à ce qu'il leur doit pour ce don qu'ils lui ont laissé, qui lui rend chaque instant de la vie, et la mort même, faciles, en attachant son nom avec les leurs au flanc du vaisseau français ». Heureux jusqu'aux larmes, le chef de vingt ans, quand quelque signe lui révèle qu'il a l'estime de ses soldats.

Comme il comprend noblement, comme il interprète avec clairvoyance et profondeur la crise morale de 1917, « cette tristesse des soldats qui pleurent la victoire », « cette fièvre, ce démon de l'amertume que, malgré tout l'espérance devait vaincre ». Et la généreuse intelligence des chefs : « Heureusement, le haut commandement français distingua qu'il n'était pas simplement en présence d'un mouvement séditieux de canailles que l'on brise, mais d'un irrésistible sanglot des Français. » Ne reconnaissez-vous pas la grande pensée accueillante, indulgente, de Maurice Barrès? L'hérédité, l'éducation font cet autre miracle d'accorder les divines lumières du ciel avec les conditions de la vie les plus misérables, de composer, avec quelques beaux poèmes, un horizon, d'or aux sévères pensées d'Alain : « Magie du rayon dans le brouillard, du romanesque dans la solitude. » Et comme tant d'autres, à mesure que le temps passe, « chaque jour il concevait plus nettement son avenir : mourir à la guerre, ou bien vivre dans la victoire, seul de tous ceux qu'il aima ».

Puis, c'est l'armistice, qui va rejeter dans le passé les souvenirs : « Visages d'amis et d'ennemis, jours, nuits, hivers, étés, horreur et douceur, tout un sombre et sublime univers où l'esprit approcha du fond des choses, s'évanouit. » Quel sentiment de la vie ont-ils bien pu former, durant de telles années, ces jeunes hommes à qui les obus ont appris le peu que sont les choses humaines. « Qu'est cela, auprès de l'éternité?..... Cette pensée fut l'ange du champ de bataille. Dans la vie pacifique, elle devient notre démon. » Voilà le péril, certes. Mais voici la sauvegarde : « Devant un peuple furieux qui nous révéla le monde, dès notre enfance, sous un aspect cruel, noir d'évocations du néant, nous avons appris à adorer la beauté claire. » Alain la personnifie dans la jolie et fière figure d'Edith, et il la voit apparentée à l'ordre éternel. Là réside la défense contre le désespoir, l'énergie d'un redressement...

Nous n'avions point encore, sur la génération de ceux qui ont eu leurs vingt ans au milieu de la guerre, un témoignage de cette valeur et de cette qualité. Pour en dégager le sens général, j'en ai trop négligé le charme et la diversité. Il nous livre, saisis tout vifs, des traits qui nous font pénétrer dans la psychologie de notre race. Les scènes, les épisodes, les personnages vivent sous nos yeux comme les créations les plus heureuses de l'art du romancier. Et par endroits quelle fantaisie, quelle bonne grâce, quelle poésie aussi, tantôt gracieuse et jeune, tantôt spiritualisée par la pensée — avec partout, les plus beaux dons d'écrivain, comme j'ai essayé de le laisser voir en laissant l'auteur parler.

Je ne crois pas que nul romanesque puisse surpasser cette vérité.

Firmin Roz.

L'HISTOIRE

RÉVOLUTION FRANÇAISE ET ÉGLISE (1)

C'est un grand sujet : douze années de conflit entre la puissance la plus universellement révérée du passé et les forces à peine encore émancipées du monde moderne. Dans les cinq volumes auxquels M. de La Gorce vient de mettre la dernière main, cela demeure un très grand sujet. Au prix de quel effort de recherches il a accompli tout son dessein, de confrontation avec l'histoire générale, de composition, on aimerait pouvoir le dire en détail, si la place n'était mesurée. Le tome premier, qui retraçait la vie de l'Eglise de France jusqu'à la clôture de l'Assemblée constituante, a paru en 1909 ; le cinquième, qui se ferme avec la signature et les premières difficultés d'application du Concordat, porte le millésime d'hier. Dans l'intervalle, la guerre a passé, incapable d'interrompre le labeur de l'historien, ni d'altérer le sens profond et aigu des obligations de sa tâche. Il s'était promis d'aborder son sujet avec un « esprit équitable », sans laisser refluer sur le passé « aucune des préoccupations contemporaines », et sinon en impassibilité, du moins avec cette disposition impartiale qui résulte du « strict respect de la vérité ». Qu'à de tels principes il soit demeuré fidèle, ce serait lui faire injure que de l'en louer. D'anciennes habitudes d'esprit, et comme professionnelles, l'y ont aidé. Parfois aussi elles le gênent, se rebellent contre l'endurcissement que communique à l'investigateur du passé le contact avec la médiocrité des choses et des hommes, « valets du peuple » et « valets de César ». Dans la législation du 22 prairial an II, par exemple, ce qui lui paraît abominable, ce n'est pas seulement la volonté implacable de condamner, c'est la dérision fréquente de l'acte d'accusation, « la pièce maîtresse de tout procès criminel, celle qu'aucun magistrat digne de ce nom ne doit dresser sans un religieux recueillement ». Comment s'étonner dès lors qu'au cours de ces trente-huit *livres*, qui se déroulent avec l'ampleur des décades de Tite-Live, l'auteur, maintes fois, intervienne en son nom, associe son lecteur à l'impression qu'il reçut des événemens? Evoquant la cérémonie de la Raison, au 20 brumaire « J'ai quelque honte, écrit-il, à raconter cette sorte de fête de fous, à la fois bouffonne et polissonne, déclamatoire et vide, sentimentale et forte en gueule ». S'agit-il de l'entrevue du 20 mars 1802 où Portalis et Bernier se coalisent contre la sénilité de Caprara, « Je n'ai retracé qu'à regret cette scène de finesse et presque de finasserie ». Et voici avoué le sursaut de répugnance : « Je m'étais promis de ne plus parler de Robespierre ». Mais il en parlera encore. Sous la Révolution, Robespierre a été innombrable.

Insistons, car ici se surprend un trait capital de notre auteur. « Ceux qui, dit-il, fondent uniquement l'histoire sur le témoignage matériel des papiers publics ou privés, rendraient mal l'impression produite par la fin tragique de Louis XVI... » Il existe donc une autre source de renseignements. Quelle? Sinon la sympathie qui évoque les passions des individus, l'imagination qui contemple le jeu des ressorts internes de leurs actes? « Je me figure, bien loin de Paris, un homme de sagesse et d'équité, recevant, tenant en ses mains cette loi du 18 fructidor » qui deviendra le code de la terreur directoriale contre les tenants eux-mêmes de l'Eglise officielle. De même, « je me figure Grégoire, ce chef infatigable, dépouillant sa correspondance et s'appliquant à dresser le compte de ses gains et de ses pertes ». S'il n'y avait là que procédé commode d'exposition, on signalerait au besoin le risque d'erreur en cette complaisance pour la psychologie subjective en histoire. Mais non. Il s'agit bien d'un ferme propos. « L'histoire ne vaut que par la résurrection des âmes ». Pour cette résurrection, assurément, les « papiers publics » ne suffisent pas toujours. Et M. de La Gorce, qui les connaît bien, de les confronter avec tout ce que les confessions intimes laissées par les acteurs et les victimes de la politique révolutionnaire nous ont

(1) Pierre de La Gorce, de l'Académie Française : *Histoire religieuse de la Révolution française* ; 5 volumes, 5 cartes (Paris, Plon-Nourrit et Cie, 1909-1923).

livré d'ambitions et de faiblesses, d'enthousiasmes et de calculs, de dévouements et de trahisons, de résignations et de fidélités. Entreprise difficile. Avec les « papiers » (qu'il ne faudrait pas pourtant dédaigner), M. de La Gorce aurait écrit une histoire des Eglises de 1789 à 1802, sans doute excellente. Or, il avait en projet une histoire *religieuse*. Il y a appliqué une érudition presque infinie, une science d'exploration à travers les consciences où il savait qu'il ne progresserait que pas à pas. Il en a été récompensé par l'heureux achèvement de son œuvre, sans compter qu'il s'est vu mené à une conclusion belle et noble, nouvelle aussi et à laquelle il est probable qu'en 1909 il ne pensait pas aboutir.

Cette histoire de la crise ecclésiastique française, à laquelle d'autres se seraient bornés, vous la trouvez d'abord ici parfaitement exposée. Au premier plan, une Eglise privilégiée, riche de son patrimoine territorial et des dîmes prélevées sur ses fidèles, d'apparence dominatrice par l'assentiment du pouvoir royal et par les services qu'elle assure, à sa place, d'assistance et d'enseignement. Rien de plus éclatant que l'ensemble de ses dignitaires, premier « ordre » de l'Etat. Façade superbe. En réalité, par derrière, des « bâtisses minées de toutes parts ». Les élections de 1789, où la démocratie cléricale s'est taillé la part du lion, annoncent la destruction prochaine de ces privilèges. Bien vite, les curés rallient le Tiers, forcent à l'abdication ce qui fut *l'ordre ecclésiastique*. Le 2 novembre, ce sont ses biens qui sont « aliénés ». L'année suivante, succombent les corporations monastiques, tandis que la Constitution civile, déjà contenue, quoi qu'on en veuille, dans les *cahiers*, tranformera la hiérarchie. Il apparaît alors que la curie romaine, vulnérable en Avignon, s'attestera peu secourable à la sincérité éperdue du roi de France et, abusée par ses longues complaisances pour le bras séculier, supportera « plus impatiemment les manques d'égard que les diminutions de puissance ». Sollicitée au surplus de se prononcer dès août 1790, en cette époque des vacances « où les Romains se reposent encore un peu plus que de coutume », la cour pontificale n'assumera nulle initiative qui vienne en aide soit aux résistances légales du roi, soit à la bonne volonté de ce tiers parti qui, désespérant de faire « baptiser » la constitution, essaiera du moins le 7 mai 1791 de faire vivre les cultes en état d'indépendance. Déjà, contre les catholiques rebelles au serment se formule dans les clubs la terrible accusation d'incivisme, et, dès les premières séances de la Législative, se forge la législation d'exception.

Deux lois la constituent d'abord, aux fins d'interner, puis de déporter les « réfractaires ». Un double *veto* royal (car Louis XVI, la remarque est exacte, ne montrera guère d'énergie tenace que pour les intérêts catholiques) ne saurait la paralyser. Le mois d'août 1792, qui voit la chute du trône, date aussi les décrets qui, du 17 au 26, suppriment les congrégations, aliènent les patrimoines, déportent en des cas déterminés les *non-conformistes*, emplissent les prisons qu'en septembre le *Comité de surveillance* d'une Commune, légalisée par la victoire de l'émeute, videra par les massacres que l'on sait. Du fait des directoires de départements la chasse aux suspects est cependant moins active et il subsiste des prêtres, fussent-ils réduits à errer « comme des ours dans les antres des Pyrénées ». C'est que, précurseurs des insurrections de l'ouest, s'annoncent les premières obstinations populaires. « Que faire, interroge le district de Saint-Pol, avec des gens qui aiment mieux aller à la messe que d'entendre lire la constitution? » Les décrets de mars et avril 1793 y mettent bon ordre, qui envoient à la mort tout ecclésiastique passible ou rentré de déportation, et en plus les assermentés suspects d'incivisme. Terribles se manifestent ainsi les législateurs de l'ordre nouveau, jadis légistes de la monarchie et qui, d' « avocats du clergé » devenus ses juges, liquident à la fois le passé économique de l'ordre et férus, en hommes du XVIIIe siècle, des maximes de la raison d'Etat, ressuscitent contre les prêtres des messes secrètes et des oratoires clandestins les rigueurs sournoises et sanglantes déployées naguère par les intendants de police, leurs modèles, contre les *pasteurs du désert*.

C'est alors qu'éclate la « Vendée ». M. de La Gorce l'a racontée longuement. Un tel dessein se justifie. Croisade et jacquerie ; et aussi centre tumultueux d'intrigues politiques, de rivalités pénibles, où ne manquent même pas la mystification d'un évêque de contrebande, la défaillance d'un Talmont et les manigances d'un Bernier, la Vendée a été tout cela. Mais au début, sous l'influence non de prélats mais de simples réguliers, amis des campagnards, comme les *Mulotins*, elle a été autre chose, à savoir une ligue de paroisses exigeant ses prêtres. « La restauration du culte catholique, déclareront les généraux royalistes, est ce qui a porté principalement les paysans à prendre les armes » ; et Hoche dira : « Ils ne s'accordent que pour la religion ; mais tous la veulent ». Voilà la Vendée populaire et pauvre, aussi longtemps du moins que le seul incontesté de ses chefs, Cathelineau, portera sur lui, « comme un reflet, la majesté du peuple soulevé ». Contre quoi soulevé? Contre la Terreur : entendez contre la « monarchie des comités », contre tout ce travail Conventionnel qui, M. de Gorce le montre excellemment, infusant et épanouis-

sant dans la Révolution l'esprit de l'ancien régime, en conduira la tradition jusqu'à l'Empire. Tradition si fortement imprimée chez les subalternes qu'au temps même où la grande Assemblée, le 16 frimaire, répudiera les violences contraires à la liberté des manifestations religieuses, le décret, non appliqué à Paris, sera simplement ignoré ou méprisé des Départements. Voici cependant le fait essentiel. Tandis que les administrateurs, après avoir traité les constitutionnels en fonctionnaires privilégiés, puis en citoyens dédaignés (comme « des oranges, dira Le Coz, qu'on rejette après en avoir pressé le jus »), puis en suspects, bientôt en coupables, découvrent dans les « religions patriotiques » de la Raison, de l'Etre suprême, des occasions renouvelées d'expédier des victimes aux tribunaux révolutionnaires de Paris, de Lyon et d'Arras, à la *Commission militaire* de Bordeaux, à la *Commission populaire* d'Orange, voici que s'affirment redoutables, outre les Vendées locales, la complicité spontanée des fidèles avec les prêtres traqués, l'obstination à maintenir les solennités défendues, à célébrer le dimanche, et, par-dessus tout, la résistance quasi universelle des femmes.

En dépit de la « Terreur blanche » et de la Chouannerie, qui l'exaspèrent, il faudra bien que cède la Convention thermidorienne. Si Grégoire, Durand de Maillane, Baudin et Boissy d'Anglas font décreter le 3 ventôse an III la liberté des cultes, Lanjuinais, le 11 prairial, la restitution des églises en échange d'une simple *promesse de fidélité*, c'est que l'opinion publique réclame l'une et l'autre. Témoins les concordats municipaux qui jaillissent çà et là et que n'effacera pas la persécution policière de Merlin de Douai, ministre du Directoire. En ces années 1796-97, au sortir des grands bouleversements, les catholiques se façonnent, « par patience, sagesse et labeur à la pratique de la liberté ». Du « second tiers » issu des élections de l'an V, où la « queue de la Convention » vient de succomber, ils l'obtiendront, avec l'abolition des serments et l'émancipation symbolique de leurs cloches, si mêlées aux actes de la vie paysanne. Qu'ils ne s'endorment point pourtant dans la sécurité. Si, le 11 fructidor, cette sécurité leur semble acquise sous l'égide de la loi, l'acquisition n'est que pour huit jours. Le 18, le coup de force inspiré par le *club de Salm* aux « triumvirs » jacobins, Barras, Reubell et La Revellière, donne le branle à la persécution fructidorienne. Que triomphe donc Germaine de Staël, « Notre-Dame de Fructidor », s'il est avéré qu'elle suggéra aux vainqueurs de substituer la déportation à l'échafaud, « la guillotine sèche » à l'autre pour les représentants chassés des Conseils comme pour les « druides en révolte ». Heureuse suggestion ; grâce à quoi, le Directoire excellera « à faire mourir sans tuer ». Terreur « mufle » au service de laquelle des *arrêtés collectifs* pousseront, avant même la *loi des étages* du 21 messidor an VI, les fournées de suspects devant des tribunaux de soudards. Mais c'est aussi le dernier sursaut. Ni le Directoire et les militaires qui daignent encore le protéger, ni les savants et les philosophes, ni la société des salons ne sauraient faire vivre les religions qui devaient supplanter le catholicisme enfin détruit : « morale universelle » de la Théophilanthropie, culte décadaire commis aux soins des municipaux de canton et des gendarmes, Eglise des « Evêques réunis » dont la décadence se masque à peine sous le faste étriqué d'un « concile national ». Après trois ans de brutalités, qui détruisent les monuments en abattant les hommes, et se déploient jusqu'à menacer les cathédrales (comme celle de Bourges), un Boulay de la Meurthe, fructidorien assagi, en est à déclarer : « Un usurpateur habile, même avec des forces peu considérables, se ferait des partisans en garantissant la liberté religieuse », et l'évêque Sermet, de la Haute-Garonne, constate avec quelque mélancolie : « Jamais, sans le concours du pape, nous n'aurons la paix intérieure ».

L'usurpateur, précisément, est là qui s'imposera, un soir de brumaire, sous prétexte de « vive sollicitude pour le salut public ». Le pape aussi : Pie VII, que le conclave de Venise vient de substituer à Pie VI, ravi par la mort aux geôliers du Directoire. Pour le premier, aux yeux de qui l'Eglise ne rentre pas dans le droit commun et qui exige d' « être maître des prêtres », la curie romaine n'est que « le plus ridicule des gouvernements ». Si donc à Vercell, onze jours après Marengo, il annonce au cardinal Martiniana qu'il entend « assurer à la France, en même temps que la paix civile, la paix religieuse », il sous entend que ce sera par le même moyen : l'obligation du silence, par « un acte de volonté souveraine » et limité à « ce qu'il lui plaira de rétablir de la religion nationale ».

A l'étude des négociations du Concordat M. de La Gorce a consacré le cinquième volume de son ouvrage. Entre Spina et Caselli d'un côté et Bernier de l'autre, derrière lequel se réservait Talleyrand, quatre projets avaient été échangés. Le troisième, en particulier, agrée à notre auteur comme excluant du clergé nouveau les évêques constitutionnels. Spina ne se hâtant pas, en ce 4 janvier 1801, de tout accepter, aurait laissé passer l'occasion qui ne devait plus s'offrir. Car Fouché venait de démontrer au Consul que l'attentat de la rue Saint-Nicaise était l'œuvre de ces royalistes, avec qui la coutume s'était invétérée de confondre les prêtres, et Bonaparte, prenant en mains la tractation, dictait un

cinquième texte dont les quatorze articles, comportant avant tout un remaniement de l'épiscopat et l'aliénation consentie des biens nationaux, allaient déconcerter les habitudes du Vatican et bouleverser les conditions de la suprématie traditionnelle de l'Eglise. Talleyrand cependant et d'Hauterive, interprètes des adversaires de l'accord, accumulaient les obstacles de chicane diplomatique, mettaient le Consul en garde contre les « anciennes maximes ultramontaines » et tentaient de renflouer pour l'occasion les constitutionnels, préférables à « la hiérarchie orgueilleuse de l'ancien clergé ». S'ils retardaient d'autant la conclusion (comme de leur côté à Rome les *zelanti* d'ancien régime), si corps savants, mondains et militaires inauguraient la petite guerre d'épigrammes contre la « capucinade » consulaire, c'était peine perdue. Consalvi gagnait Paris (6 juin). En six semaines, il aurait à subir ultimatums, rebuffades et tempêtes, à affronter tour à tour ou à la fois les propositions cauteleuses de Bernier et les sommations de Portalis. Et comme naîtrait un neuvième projet, il lui faudrait le signer le 26 messidor an IX.

Triomphe de la religion, ou au moins de l'Eglise romaine? Qui l'affirmera? Dès le lendemain de la signature allaient recommencer les discussions entre les deux pouvoirs, aussi absolus l'un que l'autre et qui n'avaient pas encore tout à fait achevé de se tromper. Quand à la faiblesse de Caprara Bonaparte, avec la complicité frelatée de Bernier, eût arraché l'investiture de ses prélats jureurs à la suite de ce coup d'autorité sans précédent : la déposition par le pape de plus de quatre-vingts évêques de l'ordre ancien, quand il eut ainsi « commandé à Rome l'arbitraire afin de pouvoir l'exercer à Paris », il eut beau se vanter d'avoir traité le Saint-Père comme si Pie VII avait quatre cent mille hommes, il sous-entendait évidemment quatre cent mille hommes vaincus. Guidé non par une « vraie foi chrétienne » mais par un dessein tout politique, si, à l'encontre des Assemblées, du Conseil d'Etat à la réprobation silencieuse, de tout le personnel révolutionnaire arrivé et pourvu, il avait voulu l'accord, c'est que le soldat en lui se rappelait la Vendée, cette « guerre de géants » où il avait refusé de combattre, et qu'il avait sous les yeux les rapports où ses enquêteurs lui montraient le culte restauré à Paris et toute une France catholique reconstituée, sans lui, dans le massif central et la ceinture continue des départements frontières. Ainsi réalise-t-il le vœu des Français du peuple. Lui-même, il y trouve son compte. Car « il aime mieux une Eglise surveillée qu'une Eglise proscrite, un culte public qu'un culte caché, un clergé soumis, correct et bien traité qu'un clergé grandi par la disgrâce ». Et il garde « les clefs du temple » dans lequel les Articles organiques établiront sa police. Il est donc bien vrai que toute cette tractation apparaît traversée de calculs égoïstes, gâtée par la ruse, le marchandage, l'insatiable appétit de tout dominer. Bonaparte est-il cependant, comme l'imagine M. de La Gorce, « l'homme qui, traitant avec Dieu, veut rester le premier »? Non ; car pas un instant il n'a eu l'idée qu'il traitait avec Dieu. En politique du XVIIIe siècle, il traitait avec de « vieux prêtres » qu'il conviait plaisamment à frapper avec lui les Français, présumés amateurs d'opéra, par « des coups d'opéra ». Invoquant au besoin le pronostic découragé par lequel Barnave regardait « comme impossible l'établissement d'aucune liberté en France », il construisait, victorieux aux chicanes d'obédience, une Eglise « puissante et sujette tout ensemble, faite pour imposer l'obéissance et pratiquer elle-même la sujétion », un épiscopalisme d'Etat auquel serait livrée toute la démocratie cléricale des simples prêtres, celle qui, dans la tourmente, avait, avec l'aide des plus humbles, et tous au péril de leur vie, sauvé l'Eglise et la foi.

Sorte de Nouveau Testament du pauvre, le Concordat, « propice surtout aux âmes faibles et de courage peu affermi », allait mettre le culte « à la portée de tous, afin que tous en puissent jouir, sans avoir à pratiquer l'effort de le restaurer eux-mêmes ». Davantage, il allait faire rendre à César (et à ses gendarmes) non ce qui appartient à César, mais ce que César jugerait nécessaire à son besoin de domination et à son instinct de magnificence. A ce compte, M. de La Gorce note que « l'entreprise révélait un sens médiocre des choses religieuses ». C'est l'évidence. En vertu de quoi la Révolution devait finir, en matière de religion, par léguer à la France moderne un assez médiocre arrangement d'ancien régime entre « Sacerdoce » et « Empire ». Aux âmes candides une telle ironie apparaît encore un peu lourde. Mais il y en a d'autres exemples en histoire.

Paul Feyel.

LE THÉATRE

UN NOUVEAU BERNSTEIN

Henry Bernstein a connu toutes les formes de la gloire théâtrale, l'estime des lettrés et les belles recettes. Sa situation de Directeur — de Directeur infiniment libéral, qui n'offre pas moins sa scène à l'audace des jeunes qu'à la prudence des maîtres —

avait achevé de lui assurer une situation prépondérante et il lui eût été également loisible de ne rien faire ou de refaire ce qu'il avait déjà fait : n'est-ce pas là, — surtout au théâtre où le succès est plus prenant et plus impérieux que partout ailleurs — le destin des plus grands ? Il avait été l'initiateur et il était resté l'unique représentant d'un genre dramatique où la violence de l'action était l'expression même de la violence des passions. Mais cette violence, à la fois psychologique et scénique, excluait naturellement la complexité dans le caractère et l'analyse dans l'action. Ainsi, vue dans son ensemble et déjà avec un peu de recul, l'œuvre entière d'Henry Bernstein apparaissait comme puissante, véhémente, généreuse, et entre toutes pathétique, mais sommaire. Auteur dramatique d'abord, Henry Bernstein subordonnait ses sujets et ses personnages, si vrais et si vivants qu'ils fussent, à la nécessité scénique. Certes, il ne se satisfaisait point du seul effet dramatique et ses plus belles scènes ont toujours été fondées sur des revirements intérieurs, mais l'équilibre était si parfait que l'élément matériel et l'élément moral devenaient indiscernables : on pourrait définir *La Rafale* ou l'*Assaut* un mélodrame psychologique.

Or, voici l'événement qui vient d'apparaître et de frapper tous les esprits dans la carrière d'Henry Bernstein : par volonté et réflexion, par évolution naturelle, par une réaction hautaine et fière peut-être contre une certaine esthétique du théâtre d'aujourd'hui, peut-être pour toutes ces causes à la fois ou pour aucune d'elles et par d'autres motifs inconnus, le dramaturge, las de triomphes qui lui semblaient trop faciles et trop éprouvés, a cédé le pas au psychologue. Tout le premier emportement a disparu et avec lui la première simplicité des caractères et des situations. Henry Bernstein, — le grand artiste au « hautain fait divers » et au coup de poing dans l'estomac du spectateur, — est devenu un analyste. Il ne se plaît plus qu'à l'étude des caractères d'exception et il ne s'intéresse plus, dans la peinture de ces personnages extraordinaires, qu'à la nuance. Il semble qu'il ait ainsi voulu parcourir tout le clavier dramatique et que son tempérament, ses dons et son intelligence l'aient également préparé à tous les genres par lesquels l'art dramatique permet de traduire l'humaine vérité.

***

D'ordinaire, pour rendre compte d'une pièce de Bernstein, c'est un événement qu'il faut d'abord raconter, un fait qu'il faut d'abord mettre en lumière. Aujourd'hui, c'est une grande loi de la vie intérieure qu'il faut d'abord dégager, un état de sensibilité qu'il faut d'abord suggérer.

Il est naturel, en effet, à tout artiste d'être inquiet : d'abord l'artiste apporte sans doute un système nerveux plus sensible ; ensuite, il lutte constamment contre l'insaisissable, la beauté, la vérité esthétique, et contre l'incertain, la réalisation qu'il a tentée de cet idéal. Le doute lui est en quelque sorte essentiel et il ne peut guère cesser de s'interroger sur lui-même, sur la valeur de son œuvre. Admettez donc que cette disposition s'exagère et que le doute, comme un mal intérieur, prolifère. Vous aurez alors un esprit entièrement replié sur lui-même, s'interrogeant, non seulement sur l'art, mais sur l'amour, sur la vie. Un homme atteint de cette inquiétude en arrivera à ne pas plus croire à sa force physique qu'à son talent. Une femme qui l'aimera, il ne la croira pas. Il ne voudra jamais admettre qu'on le préfère à un autre homme et il deviendra la proie d'une sorte de rage jalouse, d'autant plus cruelle pour lui, d'autant plus injurieuse pour un autre que sa misère même aura inspiré à une âme tendre et compréhensive un sentiment plus profond.

Tel est le personnage central, inspirateur de l'œuvre entière, dans la *Galerie des glaces* et toute l'habileté de l'auteur dramatique a été, d'abord de nous rendre ce caractère vraisemblable par les conditions dans lesquelles il l'a placé et ensuite de nous en rendre visible, en toutes ses nuances, l'évolution par la suite des événements.

Donc, Charles Berger est un peintre, au sens magnifique et si rare de ce mot. Mais il n'est jamais sûr de lui et il a passé beaucoup de temps à peindre sa propre figure, afin de se mieux connaître. Il a apporté ce portrait, pour en mieux juger l'effet par comparaison avec d'autres, chez ses amis, Lionel et Agnès. Il est l'intime du ménage et c'est le mari qui le charge de tenir compagnie à sa femme, tandis qu'il court lui-même à ses plaisirs. Charles aime secrètement Agnès et il sait qu'elle est malheureuse, puisque Lionel n'est qu'un homme frivole, un séducteur, qui n'a pas laissé longtemps d'illusions à la jeune femme. Mais ce qu'il ignore, c'est qu'Agnès elle-même, ayant surpris son secret, a fini, dans son propre chagrin, par en être touchée. Elle l'aime aussi. Et c'est cet amour auquel il pourra d'autant moins croire qu'il succède, dans le cœur d'Agnès, à ce Lionel, qu'il méprise, mais en qui il admire tous les dons qu'il croit lui manquer. Agnès, ayant demandé le divorce, lui offre de refaire sa vie avec lui. Il n'ose accepter avant d'avoir pris conseil d'une ancienne petite amie, très intelligente et très affectueuse, maintenant mariée et infiniment, passionnément heureuse... Dans cette scène très originale et très belle entre ces deux anciens amants

jaillit la lumière qui éclaire, avec le personnage de Charles, toute la pièce. Déjà, autrefois, il était semblable à lui-même et la petite amie ne s'étonne guère de l'état où elle le trouve ; elle fait de son mieux, va jusqu'à prêter un serment, pour le convaincre qu'il peut être aimé, lui aussi, de la même manière qu'elle-même aime son mari et qu'Agnès a aimé le sien... Cette explication l'avait exalté, lorsqu'il reçoit la visite de Lionel : alors éclate le fond douloureux de son cœur, sa jalousie envieuse, son angoisse de ne pas égaler, auprès d'Agnès, un tel homme... Pourtant l'amour, si sincère et si clairvoyant d'Agnès est le plus fort : elle l'attire dans ses bras et le rideau tombe

Mariés, ils ont fait un beau voyage, un voyage fécond aussi, car le peintre a beaucoup peint. Mais, avec le retour, les soucis sont revenus et l'inquiétude qu'évoque le souvenir de Lionel. Tout travail a cessé, Agnès s'alarme, consulte un ami médecin, sentant bien que l'obsession de son mari confine à la pathologie. Mais voici le brutal dénouement qu'apporte le hasard de la destinée. Un journal annonce que Lionel vient d'être tué en automobile. Charles communique lui-même la tragique nouvelle à sa femme : il la guette ardemment, épie sur son visage, la moindre trace d'émotion... Et voici qu'il s'étonne — admirable observation sur la curieuse arabesque de l'angoisse chez les obsédés — qu'elle n'éprouve pas plus de douleur... Il ne doute plus d'être aimé... Il doute de l'amour... Mais combien ce doute général et pessimiste est plus aisé à porter... Quand on commence à s'en prendre aux autres, c'est qu'on a fini de s'en prendre à soi-même : on est guéri...!

J'ai tenté de montrer, par cet exposé, ce qu'il y avait de neuf et de hardi dans la conception de ce caractère où les médecins, qui s'occupent des maladies mentales, n'auraient pas de peine à reconnaître un « scrupuleux »... L'un des mérites de Bernstein, pourtant, a été de maintenir constamment son personnage dans le domaine de la passion sans le faire jamais verser dans la pathologie proprement dite. De plus, sentant combien l'atmosphère dégagée autour d'un tel personnage demeurait lourde, il s'est appliqué à lui opposer un caractère de femme qui fut la droiture même, la santé morale. Il n'y a guère de qualités que ne possède Agnès, y compris la grâce d'avoir été malheureuse et d'être devenue pitoyable, et j'ajoute qu'il n'est aucune de ces grâces et de ces vertus dont Mlle Lély n'ait été l'harmonieuse et touchante interprète.

Gaston Rageot.

LES LIVRES NOUVEAUX

Élie Reynier, Professeur à l'École Normale de Privas, Lauréat de la Société de Géographie de Paris : *Le Pays de Vivarais*. 21 cartes-Coupes-Graphiques. 41 clichés photographiques. Préface de M. Raoul Blanchard, directeur de l'Institut de Géographie Alpine. 1 vol. in 4, 170 pages. P. Aberlin et Cie (Vals-les-Bains).

C'est l'étude la plus complète sur le Vivarais ; on y trouvera une description détaillée et d'une sûre documentation de cette intéressante région. Élie Reynier ne s'est pas borné à une étude purement géographique, au sens où l'on entendait, autrefois, ce mot : il a étudié à fond son sujet, et l'a traité sous tous ses aspects : géologie, géographie, vie économique, démographie, caractère des habitants. C'est une qu'il n'existe pas, actuellement, d'ouvrage aussi complet sur la question ; et qu'il sera malaisé, à l'avenir, d'y ajouter quoique ce soit d'essentiel. Tous ceux qui s'intéressent à la vie de cette province, si curieuse à tant de titres, sauront gré à Élie Reynier d'avoir écrit cette savante et substantielle monographie ; et ils auront certainement à cœur d'en diffuser la lecture. A. B.

Léon Bérard : *Pour la réforme classique de l'Enseignement secondaire* (Paris, Armand Colin).

La chute du ministère où figurait M. Bérard confère à ce volume, composé surtout de ses discours des 8 et 22 juin, 11 juillet 1923 à la Chambre des Députés, un incontestable caractère historique. On les lira avec intérêt, comme on a lu en son temps le volume analogue d'Alexandre Ribot, *Introduction à la réforme de* 1902 (Paris, Colin, 1900). Derrière les déclarations de doctrine, au sujet desquelles la discussion n'est point épuisée, l'initié aux débats parlementaires discerne d'autres intérêts plus communs et, si l'on ose dire, plus terre à terre, qui s'agitent et ne souffrent point de se laisser oublier. L'agrément du livre n'en est point diminué ; loin de là.

Jacques Bainville : *Histoire de France* (Paris, Arthème Fayard et Cie).

Dès son apparition, ce livre a été célèbre. Était-ce pour le ton agressif de l'avant-propos? Peut-être. Le public ne déteste pas qu'un auteur, reniant à peu d'exceptions près tous ceux qui, avant lui, ont traité la même matière, se donne l'avantage de lui découvrir ce qui, paraît-il, lui avait été méchamment caché jusque là. S'il est donc vrai que les professeurs de M. Bainville ne l'ont pas satisfait en matière d'enchaînement des faits historiques et l'ont obligé à retrouver tout seul ce qu'ils auraient du lui fournir, plaçons M. Bainville, car voilà plus de quarante ans que les historiens enseignent que toute recherche méthodique doit aboutir non à une narration plus ou moins brillante, mais à une *explication*, — et qu'ils le pratiquent. Un historien ne regrettera donc pas que M. Bainville raconte en cinq cents pages l'histoire de notre pays. Le dessein n'a rien d'absurde. Mais il lui faudra observer que bien des *explications* qu'il attendait de l'auteur sur des faits même d'importance font défaut ici, ou qu'elles s'attestent extrêmement discutables, faute à lui de s'être reporté aux travaux les plus récents. Enfin, comme l'auteur obéit à un certain parti pris de tout élaguer qui ne tienne pas à l'essentiel des événe-

nement de la politique, le lecteur garde l'impression que le tout se rédait à une mascarade, une bouffonnerie, qui a bien touché son temps, puis qui, par usure, par erreurs dans le maniement, par la malice des hommes, s'est, tout à coup, et sans doute irrémédiablement détraquée. On devine que cet accident est arrivé vers 1789. Alors le lecteur se dit que l'histoire de France pourrait bien être quelque chose de plus compliqué et de plus difficile...

P. F.

LA QUINZAINE POLITIQUE

La Question d'Orient

Les Grecs de Constantinople

Dans les derniers jours d'octobre, le conseil permanent de la Société des Nations, qui siège à Bruxelles, s'est occupé du conflit qui mettait aux prises Turcs et Grecs au sujet du traitement infligé aux Hellènes établis à Constantinople.

On sait qu'à la Conférence de Lausanne, après avoir adopté le monstrueux principe de l'échange des populations — qui ne se justifiait que par le souci de sauver du massacre ce qui restait de chrétiens en Turquie — il avait été décidé que le déracinement serait épargné aux Grecs de Constantinople. Il était en effet, peu vraisemblable, malgré le terrible précédent du massacre des Arméniens en 1896, que les Kémalistes se livrassent, sous les yeux de l'Europe, aux excès qu'ils pouvaient impunément commettre à l'intérieur de l'Anatolie. Il est vrai que les tueries de Smyrne, en septembre 1922, eurent lieu sous les yeux des escadres européennes sans que nul ne se souciât d'intervenir, et sans que les Turcs s'en soient le moins du monde sentis gênés.

Pour obtenir le maintien des Hellènes à Constantinople, il avait fallu longuement batailler à Lausanne. On avait fini par se mettre d'accord sur un texte qui n'accordait droit de cité qu'aux Grecs établis avant l'armistice du 30 octobre 1918. Ce fut l'objet d'une convention spéciale signée à Lausanne, le 30 janvier 1923 et annexée au traité de Lausanne du 24 juillet 1923.

L'article 2 de la Convention déclare :

« Seront considérés comme habitants grecs de Constantinople, tous les Grecs déjà établis avant le 30 octobre 1918 dans les circonscriptions de la ville de Constantinople, telles qu'elles sont délimitées par la loi de 1912. » Une commission mixte comprenant quatre Turcs et quatre Grecs et trois autres membres choisis par le conseil de la Société des Nations parmi les neutres, fut chargée de surveiller et de faciliter l'émigration en en fixant les modalités, de procéder à la liquidation des biens laissés dans leurs pays respectifs et de trancher, à la majorité des voix, toutes les questions auxquelles la convention pourrait donner lieu.

La commission fut constituée à la fin de 1923, avec la participation d'un Danois, d'un Espagnol et d'un Suédois nommés par le conseil de la Société des Nations. Cette commission avait réussi jusqu'ici dans sa tâche quand, en arrivant récemment à Constantinople, elle se heurta à un parti turc hostile.

Tandis que certains journaux turcs, comme le *Tewhid*, écrivaient « il n'y a plus place parmi nous pour le Christianisme. Le Grec infidèle et ingrat doit partir et ne jamais plus rentrer dans notre pays. Le croissant écrasera la croix », d'autres, notamment le *Tanine*, avaient commencé une campagne tendant à démontrer que le mot *établi*, employé dans la convention du 30 janvier 1923 devait signifier : *domicilié* et qu'il fallait, en conséquence, pour n'être pas expulsé, posséder un « certificat de résidence » antérieur au 30 octobre 1918.

Cette interprétation était de nature à limiter singulièrement le nombre des Grecs appelés à rester à Constantinople; car la formalité du certificat de résidence, avait été négligée par la plupart des Grecs résidant à Constantinople.

La sous-commission juridique avait conclu, dans un sens contraire, à la thèse de la presse turque et comptait faire adopter son point de vue par l'ensemble de la commission, quand la démission du président de la délégation turque la mit dans l'impossibilité de poursuivre ses travaux.

Quelques jours plus tard, la délégation turque revenait, mais pour proposer de régler le différend en reculant à 1912 la date de 1918 fixée par la Convention. On revenait aux traditionnelles méthodes turques tentant, par la lassitude, d'obtenir davantage, malgré les engagements pris et les conventions signées. La commission ne pouvait se prêter à ce jeu.

Les autorités turques eurent alors recours à la force. Elles procédèrent à l'arrestation de plusieurs milliers de Grecs, qu'elles enfermèrent dans l'enceinte de Balouki en vue de leur expulsion en masse.

L'opération eut lieu de la façon la plus brutale. On arrêtait les gens dans leurs maisons, dans leurs boutiques, en pleine rue; un boulanger fut arrêté à son pétrin. Le tout fut fait si précipitamment, qu'une quarantaine d'étrangers furent compris dans la rafle.

C'était l'aboutissant non seulement de la campagne menée dans le *Tanine*, par l'ancien secrétaire du Sultan rouge, Ismail Mouchtak bey et les autres xénophobes de Stamboul, mais de toute la politique jeune turque. Le préfet de Constantinople déclarait : « La présence de 250.000 Grecs à Constantinople est un obstacle sérieux à la turquisation de la ville. Il faut qu'au moins 100.000 Grecs vident les lieux, afin que les autres ne puissent plus jouer aucun rôle dans la vie économique de la ville. »

Le ministre de l'intérieur d'Angora proclamait pour sa part : « Les Grecs de Constantinople doivent partir et ils partiront, car nous avons besoin de leurs biens et de leurs propriétés immobilières, afin d'y installer nos réfugiés. »

Tewfik Rondedbi bey lui-même, chef de la délégation turque auprès de la Commission mixte de l'échange, disait : « Quelle que soit la décision de la commission mixte, nous appliquerons notre point de vue et nous chasserons tout Grec qui n'est pas inscrit sur nos registres de l'État civil. Voilà l'interprétation que nous donnons au terme « établis » et nous passons outre aux interprétations que les étrangers veulent lui donner. »

Or, si nous nous reportons au procès-verbal de la séance du 26 décembre 1922 de la troisième sous-Commission à Lausanne, nous lisons :

Chukri bey demande quelle est la différence entre le mot « établi » et le mot « domicilié ».

M. Frommageot explique que « établi » suppose une situation de fait, tandis que « domicilié » indique une

situation légale, la législation déterminant presque partout le domicile, ici le texte proposé vise une situation de fait.

Chukri bey signale qu'au Hedjaz, des pèlerins turcs peuvent séjourner fréquemment pendant plus de quatre années sans cependant songer à s'y « établir »; il craint que leur cas ne donne lieu à une erreur d'interprétation si l'on conserve le terme « établi ».

M. Fromageot estime qu'une telle erreur n'est pas possible, car il y a là une question de fait qui devra toujours être tranchée par les tribunaux. Le mot « établi » a un sens beaucoup plus clair que le mot « domicilié ».

Chukri bey, satisfait de ces explications, accepte que le mot « établi » soit maintenu si l'on admet que ce mot signifie l'état de fait d'une personne qui, en réalité, est dans le pays.

M. Montagna, constatant l'accord sur le premier principe, donne lecture du second...

A la lumière des faits actuels, on a l'impression de pouvoir lire clairement dans le jeu turc. Dès l'origine, les gens d'Angora ont eu la volonté d'expulser les Grecs de Constantinople pour s'emparer de leurs biens.

A Lausanne Chukri bey, sous un doux prétexte de confusion, en mettant en avant des pèlerins de la Mecque qui n'ont rien à voir en cette histoire, cherche à faire effacer le mot « établi » qui gêne la politique d'Angora et à lui substituer « domicilié » qui offrira les plus riches ressources aux tracasseries de l'administration turque.

M. Fromageot, avec le clair esprit des jurisconsultes français, s'étonne des craintes du délégué turc. Rien n'est moins sujet à chicane que le mot « établi ».

Chukri bey se rend compte qu'il serait maladroit d'insister. Sa petite manœuvre n'a pas réussi, il s'incline. C'est le premier acte. C'est le spectacle du Turc en jaquette, plus parisien qu'un boulevardier, raffiné, conquérant, supérieur.

Mais laissez-le rentrer dans son pays et ôter sa jaquette, vous saurez à qui vous avez à faire. Les conversations et les accords à l'européenne ne comptent plus. Souvenez-vous de ce qui s'est passé en Cilicie à l'égard des troupes françaises.

Chukri bey avait pu, à Lausanne, signer la convention, après un échange de vues ne laissant place à aucune équivoque, cela n'engageait en rien le gouvernement turc. Comme le constatait M. Moschopoulos dans le *Messager d'Athènes* du 7 octobre dernier, « les gens d'Angora savent que Constantinople dépérit et que sa ruine sera complète après le départ des Grecs. Mais le gouvernement d'Angora a besoin des biens des Grecs de Constantinople ».

Les gens acculés à la faillite et ayant besoin d'argent pour continuer leur vie de jouisseurs, se soucient évidemment fort peu du droit international. Mais la Grèce ne pouvait admettre aussi facilement la violation de la convention de Lausanne. Le pays est arrivé au point de saturation extrême quant aux réfugiés, il est incapable d'en recueillir, héberger et nourrir davantage. Un effort surhumain a été demandé à la population. Exiger plus, risquerait de provoquer des troubles intérieurs graves. D'autre part la Grèce, en échange du maintien des hellènes de Constantinople, avait consenti au maintien des Turcs de Thrace et l'accord de Lausanne forme un tout mûrement étudié.

Il n'était pas possible d'admettre que, par un revirement d'interprétation, le gouvernement kémaliste fît partir de Constantinople un minimum de 60.000 Grecs.

Lorsque les arrestations en masse commencèrent, les membres Grecs et neutres de la commission protestèrent. Il leur fut répondu qu'il ne s'agissait que des Grecs échangeables, c'est-à-dire ne résidant à Constantinople que depuis le 30 octobre 1918. C'est la thèse que Fehty bey a soutenue à Bruxelles. Les personnes arrêtées, a-t-il dit, sont des Grecs qui, malgré les avis publiés depuis le mois de mai dernier, ont négligé de se mettre en règle et de demander leurs passeports.

S'il est exact que parmi les personnes arrêtées, un assez grand nombre étaient dans ce cas, comme M. Exindaris, président de la délégation hellénique est le premier à le reconnaître, il y a par contre, un article 16 de la convention qui dit expressément : « les deux gouvernements s'engagent mutuellement à n'exercer aucune pression directe ou indirecte sur les populations échangeables, pour leur faire quitter leurs foyers ou se dessaisir de leurs biens avant la date fixée pour leur départ. »

Et d'autre part, les arrestations ont touché un nombre considérable de Grecs notoirement établis avant 1918 et même des personnes pourvues de certificats de résidence délivrés par les autorités turques antérieurement à 1918.

Comme la convention stipule qu'il appartient à la commission mixte, seule, de statuer sur les échangeables et les non-échangeables, dans ces conditions, il ne restait à la Grèce que d'avoir recours à la Société des Nations en vertu de l'article 2 du Pacte et de l'article 44 du traité de Lausanne.

La protestation de la Grèce porte sur les trois points suivants :

1° Le Gouvernement turc s'est substitué à la Commission mixte, pour appliquer sa propre interprétation du terme « établi » et pour éloigner de Constantinople des Grecs non soumis à l'échange;

2° Le Gouvernement turc s'est efforcé, par des moyens dilatoires, par l'intimidation et en cherchant à s'appuyer sur le fait accompli, d'imposer à la commission une interprétation du mot « établi » contraire au sens formel de la convention et des procès-verbaux de la Conférence de Lausanne;

3° Le Gouvernement turc, après avoir rendu impossibles, pendant des semaines, par la démission du président de sa délégation, les séances de la Commission, a refusé de se conformer aux représentations qui lui ont été faites et de relâcher les personnes arbitrairement arrêtées.

Le 21 octobre, le gouvernement grec s'adressait télégraphiquement au secrétariat de la Société des Nations.

Le lendemain, les arrestations des Grecs par la police turque cessaient et Ismet pacha donnait à M. Jean Politis, ministre de Grèce à Angora, l'assurance que l'ordre avait été donné dans ce sens.

L'affaire appelée le 27 octobre à Bruxelles, fut longuement examinée dans l'après-midi du 31. Après l'exposé magistral de M. Politis, ministre de Grèce à Paris, Fehty bey, délégué de la Turquie, tenta de justifier son gouvernement par les arguments déjà donnés. Le rapporteur, vicomte Ishii, fit appel aux deux parties — politesse diplomatique, car l'appel ne s'adressait qu'à la Turquie — pour l'application, dans leur texte et dans leur esprit, de toutes les dispositions de la Convention.

Le délégué turc acquiesça, mais, à Lausanne, Chukri bey n'avait-il pas pareillement acquiescé? Ce n'est pas dans les Congrès ou les Conférences qu'il faut juger les Turcs, c'est sur place et c'est à l'œuvre. C'est ce que l'expérience a appris à ceux qui s'inquiètent des affaires orientales.

René Puaux.

BULLETIN MARITIME

LE MOUVEMENT TOURISTIQUE DANS LES COLONIES FRANÇAISES

Nous avons déjà parlé des circuits automobiles organisés depuis quelques années dans l'Afrique du Nord, par les soins de la *Compagnie Générale Transatlantique*.

Tout récemment, nous avons entretenu nos lecteurs des voyages à travers la Syrie et jusqu'en Perse par automobiles, organisés en liaison avec les Services Français des Compagnies de Navigation à Beyrouth.

Enfin, nous avons signalé l'initiative prise par la Compagnie Française du Tourisme, sous le patronage du Gouvernement Général de l'Indo-Chine, et avec le concours des *Messageries Maritimes*, d'excursions organisées en Indo-Chine comprenant les traversées maritimes, les parcours fluviaux, les transports par voie ferrée et en automobiles, les séjours dans les hôtels, guides, pourboires, etc... permettant, dans les conditions les plus confortables, la visite des villes et des régions les plus curieuses de l'Indo-Chine.

Dans un article paru dans l'*Écho de Paris*, en date du 6 mai 1924, M. Huges Leroux signalait toute l'importance d'une telle organisation à l'époque où les étrangers font, au point de vue touristique, un effort si considérable. « Avant le tremblement de terre, disait-il, aux époques « normales, le Japon recevait par an la visite de « 20.000 touristes, les Philippines 4.000; les Indes 25.000. « Tout le monde évitait soigneusement l'Indo-Chine, « notre Indo-Chine qui, jusqu'en 1916, n'a jamais reçu « la visite de plus de 1/0 touristes par an. »

Cet état de choses va changer. On annonce en effet aujourd'hui le premier voyage circulaire en Indo-Chine, organisé par les *Messageries Maritimes* et la *Compagnie Française du Tourisme*. Le départ a eu lieu de Marseille par le « *Paul Lecat* » du 6 Novembre. Les premiers voyageurs sont attendus à Saïgon le 3 Décembre prochain. Le retour aura lieu par l' « *André Lebon* » qui doit quitter Saïgon le 24 Janvier 1925. Les pionniers de ce premier voyage ont été le Prince et la Princesse Murat.

Nous reviendrons ultérieurement sur cette magnifique croisière, sur laquelle nous donnerons de plus amples détails.

Signalons enfin qu'à Madagascar, une « Société de Chasse et de Pêche de la Grande Ile » vient de se constituer pour la vulgarisation, dans ce pays, de la pêche et de la chasse, pour le repeuplement et surtout le peuplement en espèces nouvelles (lièvre et truite, en particulier). Il ne saurait être, en effet, question de tourisme à Madagascar, tant que les visiteurs n'y seront pas attirés ni retenus, par la pratique des sports bien coloniaux de la pêche et de la chasse. Dans aucune de nos possessions d'outre-mer, croyons-nous, il n'y a tant à faire et nulle part le résultat ne sera plus facile à atteindre.

Au moment où Madagascar, après trente années d'occupation, a une tendance à s'affirmer comme Colonie de peuplement, au moment où nombre de Colons, de Commerçants, de Fonctionnaires de la grande île et des îles voisines gagnées, pendant les longues années de leur séjour, par la douceur des gens et des choses du bon pays malgache se décident à s'y fixer définitivement, fuyant le bruit et, il faut le dire aussi, les conditions d'existence qui, dans la métropole, ne leur offriraient qu'une vie mesquine, il importe de tout mettre en œuvre avec des moyens pouvant, dès le début, assurer le succès, pour rendre leur séjour plus agréable dans le pays qu'ils adoptent.

RÉDUCTIONS ACCORDÉES PAR LES COMPAGNIES DE NAVIGATION AUX MUTILÉS DE GUERRE AYANT 50 % D'INVALIDITÉ, ET AUX PERSONNES QUI LES ACCOMPAGNENT.

Compagnie Générale Transatlantique : 1° 50 % sur le prix net du passage aux aveugles et 20 % à la personne qui les accompagne; 2° application du tarif dont bénéficient les passagers de l'État aux mutilés ayant au moins 50 % d'invalidité.

Messageries Maritimes : 75 % sur le prix net du passage et 75 % à la personne accompagnant un mutilé ayant 100 % d'invalidité (2e et 3e classes seulement).

Chargeurs Réunis : 30 % sur le prix net du passage et 50 % à la personne accompagnant un mutilé ayant 100 % d'invalidité (2e et 3e classes).

Compagnie Sud-Atlantique : 75 % sur le prix du passage et 75 % à la personne qui accompagne un mutilé ayant 100 % d'invalidité (nourriture non comprise; en 2e et 3e classes seulement).

Compagnie havraise Péninsulaire : 50 % sur le prix net du passage.

Compagnie Fraissinet : (lignes de Corse et lignes libres); 75 % sur le prix du passage et 75 % à la personne accompagnant un mutilé de 100 % d'invalidité (nourriture non comprise, en 2e et 3e classes seulement).

Compagnie Paquet. — Compagnie de navigation mixte : des réductions pourront être consenties, dans chaque cas particulier, sur demande des intéressés.

Société Générale des Transports Maritimes à vapeur : 50 % sur le prix net du passage (en 2e et 3e classes seulement).

Compagnie Marseillaise de Navigation à Vapeur : 75 % aux Mutilés de guerre ayant au moins 50 % d'invalidité et à la personne qui accompagne les aveugles de guerre (Agence *Radio*).

LE CONGRÈS INTERNATIONAL DE GÉOGRAPHIE DU CAIRE

A l'occasion du Congrès International de Géographie qui se tiendra au Caire, du 1er au 10 avril 1925, les *Messageries Maritimes* feront bénéficier les congressistes d'une réduction de 20 % sur les prix de passage et feront effectuer sur Alexandrie un voyage spécial à l'un de leurs grands paquebots.

Les congressistes bénéficieront sur ce paquebot, qui est entièrement mis à la disposition des organisateurs du Congrès, de prix spéciaux en raison du nombre des passagers.

VALEURS DE NAVIGATION

Bourse de Marseille, 12 novembre 1924.

1° Fraissinet	760
2° Messageries Maritimes	178
3° Mixte	204
4° Transatlantique	150
5° Transports Maritimes	930

Le Gérant : A. Desnoës.

Société Française d'Imprimerie et de Publicité
Ateliers : Rue Garnier et rue des Carmes, Angers
Bureaux à Paris, 15, Rue du Laos (XVe)

Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus.

REVUE
POLITIQUE·ET·LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

EUGÈNE YUNG·FONDATEUR·1863 PAUL FLAT·DIRECTEUR·1908-1918
DIRECTEUR PAUL GAULTIER

N° 23 62e ANNÉE 6 DÉCEMBRE 1924

SANG FROID

(Nouvelle)

Le long train de marchandises stationne depuis longtemps à une petite gare. La locomotive, comme éteinte, n'émet aucun bruit. Près du train, et aux portes de la station, pas une âme.

D'un des wagons, filtre, sur les rails de la voie de garage, une pâle raie de lumière. Dans le wagon, étendus sur un manteau de feutre, se trouvent deux hommes. L'un est vieux, avec une large barbe grise, vêtu d'une demi-pelisse et coiffé d'un haut bonnet de peau de mouton qui ressemble à un bonnet caucasien. L'autre, jeune, imberbe, porte un pardessus de drap élimé et de hautes bottes sales. Ce sont des convoyeurs de bestiaux.

Le vieux, pensif, est assis, les jambes allongées ; le jeune, à demi-couché, joue, tout à fait en sourdine, d'un accordéon à bon marché. Près d'eux est suspendue à la paroi une lanterne, dans laquelle brûle une chandelle.

Le wagon est plein. En scrutant le chargement dans la lumière diffuse de la chandelle, on aperçoit quelque chose de monstrueux, d'informe, d'incontestablement vivant, quelque chose de très ressemblant à de gigantesques écrevisses qui remuent leurs pinces et leurs barbes, se pressent, se hissent sans bruit vers le plafond sur la paroi glissante. Mais si on regarde plus attentivement, des cornes et leur ombre se dessinent dans la ténèbre, puis des dos longs et maigres, un poil sale, des queues, des yeux : ce sont des bœufs et leurs ombres.

Il y en a huit dans le wagon. Les uns, la tête retournée, regardent les gens et remuent la queue ; les autres tâchent de se coucher et de se mettre à l'aise. Ils sont à l'étroit. Si l'un d'eux se couche, les autres doivent rester debout et se serrer. Il n'y a pour eux ni auges, ni anneaux, ni litière, ni foin... (1).

Après un long silence, le vieux tire de sa poche une grosse montre en argent et regarde l'heure ; il est deux heures et quart.

— Déjà deux heures que nous sommes ici, dit-il en bâillant. Il faut aller les secouer, sans quoi nous resterons ici jusqu'au matin. Ils se sont endormis, ou Dieu sait ce qu'ils font.

Le vieux se lève, et, précédé de son ombre longue, descend avec précautions du wagon dans l'obscurité. Il se coule le long du train vers la locomotive et ayant passé près de vingt wagons, il voit le foyer ouvert et rouge de la locomotive. Devant le foyer est assise immobile, une forme humaine. La visière de sa casquette, son nez et ses genoux sont écarlates. Tout le reste est noir et s'estompe à peine dans l'obscurité.

— Allons-nous rester encore longtemps ici ? demande le vieux.

Pas de réponse. La forme immobile dort évidemment. Le vieux se râcle la gorge avec impatience et, se recroquevillant à la pénétrante humidité, contourne la locomotive. Le feu vif des deux lanternes

(1) Sur beaucoup de lignes de chemins de fer, il est défendu, pour éviter les accidents, d'avoir du foin dans les wagons et la « charge vivante » reste sans nourriture pendant tout le trajet (Note de l'auteur.)

lui frappe les yeux, et la nuit en devient, pour lui, plus noire. Il se rend à la station.

Le quai et les marches de la gare sont humides. Çà et là blanchit une neige fondante, récemment tombée. La gare est éclairée et fortement chauffée, comme une étuve. On sent le pétrole. Sauf la bascule, et une petite banquette jaune sur laquelle dort un homme en uniforme de conducteur, il n'y a dans le local aucun meuble. A gauche, deux grandes portes ouvertes. Par l'une d'elles, on aperçoit un appareil télégraphique et une lampe à abat-jour vert, par l'autre, une petite chambre qu'obstrue à moitié une armoire sombre. Dans la chambre sont assis, sur l'appui de la fenêtre, le conducteur-chef et le mécanicien. Tous deux froissent un bonnet dans leurs mains et discutent :

— Ce n'est pas du vrai castor, mais du polonais, dit le mécanicien. Le vrai castor n'est pas comme ça. Le juste prix de ce bonnet, si vous voulez, mon avis, c'est cinq roubles !

— Vous vous y connaissez... dit le conducteur en chef, piqué. Cinq roubles ! Tenez, demandons à ce marchand. Monsieur Malâkhine, demande-t-il au vieux, à votre idée, est-ce du castor polonais ou du vrai ?

Le vieux Malâkhine prend le bonnet d'un air connaisseur, tâte la fourrure, souffle dessus, la flaire, et un sourire dédaigneux éclaire soudain sa figure mécontente.

— Bien sûr, dit-il avec satisfaction, c'est du polonais ! C'est du polonais !

La discussion commence. Le conducteur en chef démontre que c'est du vrai castor, et le mécanicien et Malâkhine s'efforcent de le persuader du contraire.

Au milieu de la discussion, le vieux se souvient tout à coup du but de sa venue.

— Que ce soit du castor ou pas du castor, un bonnet ou pas un bonnet, dit-il, messieurs, le train ne bouge pas ; qu'y a-t-il donc ? Qui attendons-nous ? Partons !

— Partons, accorde le conducteur-chef. Encore une cigarette et nous partons. Mais il n'y a pas à se presser... On nous arrêtera tout de même à la station.

— Pourquoi ça ?

— Pour rien... nous sommes trop en retard... Quand on prend du retard à une gare, on vous retient malgré vous aux autres pour laisser passer les trains que l'on croise. Que nous partions tout de suite ou demain matin, peu importe ; nous ne voyagerons plus comme train 14. Nous voyagerons probablement comme train 23.

— Qu'est-ce que c'est que ces règles-là ?

— Mais aucune règle.

Malâkhine regarde longuement le conducteur-chef, réfléchit et marmonne, comme à part soi :

— Dieu me punisse, j'en ai fait le compte et l'ai même inscrit dans mon calepin : nous sommes restés en route, à attendre trente-quatre heures de trop ! Vous me mettrez au point, messieurs, que mes bœufs crèveront tous, ou qu'on ne m'en donnera pas plus de deux roubles quand nous serons à destination. Ce n'est pas un voyage, mais une vraie ruine !

Le conducteur-chef lève les sourcils et soupire comme s'il voulait dire : « Hélas, c'est vrai ! » Le mécanicien se tait et examine longuement son bonnet.

On voit, à la figure des deux hommes, qu'ils ont une secrète pensée commune qu'ils ne dévoilent pas, non pas parce qu'ils veulent la cacher, mais parce que de semblables pensées se communiquent beaucoup mieux par le silence que par des mots. Et le vieux comprend.

Il fouille dans sa poche, y prend un billet de dix roubles, et, sans préambule, sans changer ni de ton ni d'expression, avec l'assurance et la façon unie avec lesquelles les Russes seuls, vraisemblablement, donnent et prennent des bonnes mains, il tend le billet au conducteur-chef.

Celui-ci le prend en silence, le plie en quatre et le met, sans se presser, dans sa poche. Après quoi, tous trois sortent de la petite chambre et, ayant réveillé en chemin le conducteur, ils passent sur le quai.

— En voilà un temps ! gémit le conducteur-chef, remuant les épaules. On n'y voit goutte !

— Oui, un temps de loup...

Par la fenêtre, on voit apparaître près de la lampe verte et de l'appareil télégraphique, la tête blonde du télégraphiste. Près d'elle se montre une autre tête, barbue celle-là, coiffée d'une casquette rouge : le chef de gare probablement. Penché sur la table, il lit quelque chose sur une feuille bleue et suit rapidement les lignes avec sa cigarette... Malâkhine s'en va vers son wagon.

A demi couché comme auparavant, son jeune compagnon joue en sourdine de l'accordéon. Il n'a pas de moustaches, c'est presque un adolescent. Sa figure pleine, blanche, à larges pommettes, est rêveuse comme celle d'un enfant. Son regard n'a pas de fermeté et est triste et soumis ; pourtant le garçon est large et robuste, pesant et grossièrement taillé comme le vieux. Il ne bouge pas, ne bronche pas comme s'il n'avait pas la force de mouvoir son énorme corps. S'il bougeait, il semble que quelque chose se romprait et ferait un bruit qui effrayerait et les bœufs et lui-même. Sous ses gros doigts, qui remuent gauchement les touches et les clefs de l'accordéon, coulent sans interruption des sons grêles et mal assurés qui se lient en un motif simple

et monotone. Le jeune homme paraît très satisfait de sa musique.

La cloche du départ résonne, mais si sourdement, qu'on croirait qu'elle est très loin. Le second coup suit rapidement, puis le troisième, et le sifflet du conducteur-chef. Une minute s'écoule dans un silence profond. Le wagon ne bouge pas, reste en place, mais on entend au-dessous de lui des bruits indéterminés, pareils au crissement de la neige sous les traîneaux. Le wagon oscille et les bruits cessent. Le calme renaît. Mais voilà que les tampons se choquent ; le wagon s'ébranle, fait comme un saut, et tous les bœufs tombent les uns sur les autres.

— Puisse-t-on te secouer comme ça dans l'autre monde ! grogne le vieux, en redressant son bonnet, qui, à ce choc, a glissé sur sa nuque. Ils vont estropier tout mon bétail.

Iâcha se lève en silence, et, prenant par les cornes un bœuf tombé, l'aide à se relever.

Après le choc, le silence renaît. On entend la neige crier sous le wagon ; il semble qu'il ait reculé légèrement.

— Ca va encore cogner ! dit le vieux.

Et en effet une convulsion parcourt tout le train. Un craquement retentit. Le wagon tremble, et les bœufs tombent encore les uns sur les autres.

— Y a du tirage ! dit Iâcha prêtant l'oreille ; le train doit peser ; ça ne peut pas démarrer.

— Avant, il ne pesait pas, et tout d'un coup, maintenant, il pèse. Non, frère, c'est que le conducteur-chef n'a pas partagé avec l'autre. Va lui porter ça ; sans quoi il nous ballottera jusqu'au matin.

Iâcha prend un billet de trois roubles que le vieux lui remet et saute du wagon. Ses pas lourds résonnent sourdement et se perdent peu à peu dans le silence... Dans le wagon voisin, un bœuf meugle doucement, longuement ; on dirait qu'il fredonne.

Iâcha revient. Un vent humide et froid s'enfourne dans le wagon.

— Ferme la porte, Iâcha, dit le vieux et couchons-nous. Pourquoi brûler inutilement la chandelle ?

Iâcha tire la lourde porte. Un sifflement retentit. Le train s'ébranle.

— Il fait froid, marmonne le vieux en s'allongeant sur le manteau de feutre et appuyant sa tête sur un paquet. Ah ! que l'on est mieux chez nous ! Tout y est chaud, et propre, et mou, et on a ce qu'il faut pour prier ! Ici, on est plus mal que les derniers cochons. Déjà quatre jours que nous ne nous sommes pas déchaussés !...

Iâcha, vacillant aux cahots, ouvre la lanterne et serre la mèche entre ses doigts humides. La flamme s'élève, la chandelle grésille comme une poêle et s'éteint.

— Oui, frère... poursuit Malâkhine entendant Iâcha qui s'étend auprès de lui et presse son énorme dos contre le sien, il fait froid. Le vent souffle par toutes les fentes. Si ta mère ou ta sœur passaient ici une nuit, le matin elles seraient mortes. Voilà, mon petit ! tu n'as pas voulu travailler, aller au lycée comme tes frères, aussi il n'y a qu'à convoyer les bœufs avec ton père ! C'est ta faute ; ne t'en prends qu'à toi... Tes frères dorment maintenant dans des lits, sous des couvertures et toi, qui n'as voulu rien faire, tu es au même point que les bœufs... Voilà...

A cause du bruit du train, on n'entend plus ce que dit le vieux, mais il marmonne encore longtemps, soupire et se râcle le gosier. L'air froid devient, dans le wagon, encore plus dense et plus étouffant. L'âcre odeur de bouse fraîche, la puanteur de la bougie le rendent si corrosif et si pénétrant que la gorge et la poitrine de Iâcha endormi commencent à lui démanger. Il éternue, tousse et crachote, mais, comme si de rien n'était, le vieux, qui a l'habitude, respire de toute sa poitrine et s'ébroue seulement de temps à autre.

A en juger par les cahots du wagon et le pilonnement des roues, le train marche vite, mais sans régularité. La locomotive halète, souffle à contretemps, avec le bruit du train, et il en résulte une sorte de gargouillade. Les bœufs se serrent inquiètement et cognent de leurs cornes les parois.

Quand le vieux se réveille, on voit, entre les fentes du wagon et par la petite fenêtre, le ciel gros-bleu de l'aube. Malâkhine a insupportablement froid, surtout aux pieds et aux reins. Le wagon stoppe. Iâcha, ensommeillé et refrogné, s'occupe des bœufs.

Le vieux se réveille de mauvaise humeur. Sévère, les sourcils froncés, il se désenroue avec colère et regarde d'en-dessous son fils, qui, soulevant légèrement et soutenant de sa forte épaule la poitrine d'un bœuf, tâche de lui désempêtrer un pied.

— Je te disais hier au soir que les longes sont trop longues, grogne le vieux. Tu n'as pas voulu me croire.

— Non, papa, elles ne sont pas trop longues.

— On ne peut rien te faire faire... Tu n'en fais qu'à ta guise... Tête de bois !

Il pousse rageusement la porte et le jour fait irruption dans le wagon. En face de lui s'allonge un train de voyageurs et, par derrière un bâtiment rouge à marquise, se trouve une grande gare où il y a un buffet. Le toit, les plates-formes des wagons, la terre, les traverses, tout est couvert d'une mince couche de neige duvetée, récemment tombée. L'air est frais et léger. On sent une odeur à peine perceptible de neige nouvelle. Par les interstices des wagons du train arrêté, on voit aller et venir les

voyageurs et un gendarme roux, à figure cramoisie. Un garçon en habit, avec une chemise blanche comme la neige, — qui n'a pas assez dormi, qui a froid et qui est probablement très mécontent de son sort — court sur le quai, portant sur un plateau un verre de thé avec deux biscuits.

Le vieux se lève et se met à prier, face au levant. Iâcha, posant sa pelle, sa place à côté de son père et prie aussi. Il ne fait que remuer les lèvres et se signer, tandis que son père marmotte assez fort et prononce à haute et intelligible voix la fin de chaque prière :

— ...à la vie éternelle. *Amen!* — dit-il tout haut, en aspirant l'air.

Et tout de suite le vieux marmonne une autre prière dont il détache aussi, nettement et clairement la fin :

— « Et je mettrai un veau sur ton autel. »

Ses prières terminées, Iâcha se signa rapidement et dit :

— Donnez-moi cinq copeks.

Quand il les eut, il prit une grande théière de cuivre rouge et courut à la gare chercher de l'eau bouillante. Il enjambe les traverses et les rails, laisse sur la neige duvetée ses immenses empreintes, et, versant sur la voie le thé de la veille, il arrive au buffet, faisant sonner avec bruit ses cinq copeks sur la bouilloire. Du wagon on aperçoit le buffetier, repoussant de la main la bouilloire, refusant de donner pour cinq copeks presque la moitié de l'eau de son samovar. Mais Iâcha ouvre lui-même le robinet et, les coudes écartés, pour ne pas être dérangé, il remplit son récipient.

— Racaille maudite ! lui crie le buffetier quand il s'enfuit vers le wagon.

En buvant le thé, la figure morose du vieux Malâkhine s'éclaircit peu à peu.

— Nous savons tous boire et manger, dit-il, mais nous oublions le travail. Hier, toute la journée, nous n'avons su que boire et manger ; et nous avons oublié de marquer nos dépenses. Ah! quelle mémoire, Seigneur!

Le vieux remémore à haute voix ses débours de la veille, inscrit dans un carnet où et combien il a donné aux chefs de trains, aux mécaniciens, aux visiteurs,..

Entre temps et depuis longtemps, le train de voyageurs est parti. Une locomotive de manœuvre roule en avant et en arrière, sur la voie libre, sans but précis, semble-t-il, comme heureuse, simplement, d'être libre. Le soleil est déjà levé et joue sur la neige. De la marquise de la gare et des toits des wagons, tombent des gouttes claires.

Le thé fini, le vieux se traîne nonchalamment vers la gare. Dans la salle d'attente des premières se trouvent le conducteur-chef que nous connaissons déjà et un jeune chef de gare à jolie barbe, vêtu d'un magnifique pardessus bouclé. Le jeune homme, qui n'a sans doute pas l'habitude de tenir en place, piaffe gracieusement comme un bon cheval de course, regarde autour de lui, portant la main à sa casquette à tous ceux qui passent, sourit et cligne des yeux... Il est rose, bien portant, gai. Sa figure semble inspirée, fraîche comme s'il venait de tomber à l'instant du ciel avec la neige duvetée. Apercevant Malâkhine, le conducteur-chef soupire, comme se sentant coupable et ouvre les bras :

— Nous ne pourrons pas partir comme train 14, dit-il. Nous avons trop de retard. Un autre train a pris ce numéro.

Le chef de gare examine rapidement quelques feuilles de déclarations, puis il tourne vers Malâkhine ses yeux bleus, inspirés, et, souriant, soufflant sur lui sa fraîcheur, l'accable de questions :

— Vous êtes monsieur Malâkhine? Vous avez des bœufs? Huit wagons? Que faire à présent? Vous avez du retard, et j'ai fait partir le 14 cette nuit. Que faire maintenant?

Le jeune homme, de ses doigts roses, prend avec précautions Malâkhine par la fourrure de sa demi-pelisse et, piétinant sur place, lui explique gentiment et d'un ton persuasif, que les trains tels et tels sont déjà partis, que les autres vont partir et qu'il est prêt à faire pour lui tout ce qui est en son pouvoir.

On voit à sa figure qu'il est prêt en effet à faire plaisir, non seulement à Malâkhine, mais au monde entier, tant il est heureux, gai et content. Le vieillard écoute, et, bien qu'il ne comprenne rien à ce numérotage compliqué des trains, il remue approbativement la tête et touche lui aussi à deux doigts les floches douces du pardessus bouclé. Il lui est agréable de regarder et d'écouter un jeune homme bienveillant et aimable. De son côté, pour lui prouver sa bonne disposition, il prend un billet de dix roubles, y ajoute, après avoir réfléchi, encore deux billets de deux roubles, et les lui présente... L'autre les prend, porte la main à sa casquette et les enfonce gracieusement dans sa poche.

— Voilà, messieurs, dit-il d'un air de subite inspiration, si nous arrangions la chose ainsi... Le train militaire a du retard... Il n'est pas là, comme vous voyez... Si vous partiez comme train militaire?... (1) Et je ferai partir le train militaire comme train 24. Hein?

— On le peut, accorde le conducteur-chef.

— Voilà qui est parfait, se réjouit le chef de gare. En ce cas, vous n'avez plus à attendre ici.

(1) On appelle « militaires » les trains spécialement destinés au transport des troupes. Quand il n'y a pas de troupes, le train militaire prend des marchandises, mais est plus rapide que les trains de marchandises. (Note de l'auteur.)

Partez à l'instant. Je vous expédie tout de suite. Parfait !

Il porte la main à sa casquette pour saluer Malâkhine et rentre chez lui en lisant des feuilles d'expédition. Le vieux est très satisfait de la conversation qu'il vient d'avoir. Il sourit et scrute toute la salle comme s'il y cherchait encore quelque chose d'agréable.

— Et nous, dit-il en prenant le conducteur-chef, sous le bras, allons prendre tout de même quelque chose.

— N'est-il pas encore bien de bonne heure pour boire?

— Non, permettez-moi de vous offrir aimablement quelque chose.

Ils se rendent tous deux au buffet. Son verre dépêché, le conducteur-chef choisit longuement ce qu'il va prendre pour accompagner sa vodka.

C'est un homme d'un certain âge, extrêmement gros, au visage décoloré et bouffi. Sa corpulence est désagréable, flasque, jaune, comme celle de gens qui boivent beaucoup et ne dorment pas en temps voulu.

— Et on peut en siffler un autre, dit Malâkhine. Le temps est froid ; ce n'est pas un mal de boire un peu. Mangez quelque chose, je vous en prie ! Ainsi donc, monsieur le conducteur-chef, je compte sur vous pour qu'il n'y ait, pendant toute la route, ni obstacle ni désagrément, parce que, voyez-vous, dans notre commerce de bestiaux, toute heure est précieuse. Aujourd'hui la viande est à un prix, demain à un autre. Si l'on a un retard d'un jour, ou de deux, on manque le prix, et, au lieu de réaliser un bénéfice, on revient chez soi, passez-moi l'expression, sans culottes. Prenez ce que vous voulez, je vous en prie humblement !... Je compte sur vous ; et pour les consommations et ce que vous voudrez, je puis, par amabilité, vous faire preuve en tout temps de ma considération.

Après avoir régalé le conducteur-chef, Malâkhine revient à son wagon.

— Je viens, par manigance, de me faire donner un train militaire, dit-il à son fils ; nous allons filer vite. Le conducteur dit que si nous gardons toujours ce numéro-là, nous arriverons demain soir à 8 heures. Si on ne se débrouille pas, frère, on n'a rien... C'est comme ça !... Ouvre l'œil et habitue-toi...

Après le premier coup de cloche, un homme à la figure noire de fumée, la blouse et ses larges pantalons flottants, sales et élimés, s'approche de la porte du wagon. C'était le visiteur qui, l'instant d'avant se glissait sous les wagons, frappant les roues de son marteau.

— Messieurs, demanda-t-il, les wagons de bœufs sont à vous?

— A nous. Qu'y a-t-il?

— Il y a que deux wagons sont éclopés. On ne peut pas les laisser partir. Il faut les mettre en réparations.

— Parbleu, raconte-nous encore des histoires ! Tu ne veux que boire et toucher des sous... Tu n'as qu'à le dire.

— A votre idée, mais je dois à l'instant faire mon rapport.

Sans s'indigner, sans protester, tranquillement, presque machinalement, le vieux tire de sa poche deux pièces de vingt copeks et les tend au visiteur. Celui-ci les prend, tranquillement aussi et, regardant le vieux débonnairement, engage la conversation.

— Alors vous allez vendre?... Bonne affaire !

Malâkhine soupire et, regardant paisiblement la figure noire du visiteur, il raconte que, effectivement, le commerce des bœufs était jadis avantageux, mais qu'à présent, c'est une affaire hasardeuse, où il n'y a que de la perte...

— Il y a aussi le camarade, l'interrompt le visiteur ; vous devriez, messieurs, lui offrir aussi quelque chose.

Malâkhine donne aussi pour le camarade...

Le train militaire marche vite et s'arrête relativement peu de temps aux stations. Le vieux est satisfait. L'agréable impression laissée par le jeune homme au pardessus velu s'est fortement enracinée en lui. La vodka embrume légèrement son cerveau. Le temps est magnifique et tout semble aller à souhait. Il parle sans discontinuer, et court au buffet à chaque arrêt. Éprouvant le besoin d'avoir des auditeurs, il amène avec lui tantôt le chef de train, tantôt le mécanicien, et il ne boit pas simplement, mais longuement, faisant des facéties et trinquant.

— Vous faites votre affaire, nous la nôtre... dit-il en souriant avec bonhomie. Que Dieu nous aide, nous et vous, et non pas comme nous le voulons, mais comme il voudra !...

Peu à peu, la vodka aidant, il s'excite et se lance sur le chapitre des affaires. Il veut se démener, se presser, se renseigner, parler sans trêve. Il fouille tantôt dans ses poches, dans ses paquets, cherche une feuille quelconque ; tantôt il sort son portefeuille et compte sans besoin son argent. Il s'affaire, soupire, s'effare, agite les bras... Étalant devant lui ses lettres et les récépissés du télégraphe, les lettres de voiture, son calepin, il calcule tout haut et exige que Iâcha écoute.

Quand il en a assez de lire les feuilles d'expédition et de parler de prix, il court pendant les arrêts,

aux wagons où sont ses bœufs, ne fait rien, mais agite les bras et s'effare.

— Ah! mon Dieu, mon Dieu! fait-il d'une voix plaintive. Saint martyr Blaise! Un bœuf a beau n'être qu'un animal, il veut manger et boire comme les humains! Voilà déjà quatre jours qu'ils n'ont ni bu ni mangé... Ah! mon Dieu, mon Dieu!

Iâcha, en fils obéissant, le suit et exécute ses ordres. Il ne lui plaît pas que le vieux courre si souvent aux buffets. Bien qu'il craigne son père, il ne se retient pas d'en faire la remarque.

— Vous voilà déjà parti!... dit-il en regardant sévèrement le vieux. Et à quelle occasion?... Est-ce votre fête?

— Oses-tu faire des remontrances à ton père!

— En voilà une manière que vous prenez...

Quand il n'a pas à suivre son père, Iâcha reste immobile sur le manteau de feutre et râcle de l'accordéon. Il quitte de temps à autre le wagon pour faire une promenade au bout du train. Il s'arrête devant la locomotive et jette un long regard fixe sur les ouvriers qui lancent des bûches dans le tender. La locomotive, sous pression, souffle. Les bûches tombent avec un bruit gras et sain de bois frais. Le mécanicien et son aide, gens très flegmatiques et indifférents, font, sans se presser, des mouvements incompréhensibles. Après être resté quelque temps auprès de la locomotive, Iâcha se traîne paresseusement vers la gare. Il examine les hors-d'œuvre au buffet, lit à haute voix un avis quelconque des moins intéressants, et revient au wagon sans se presser. Sa figure ne reflète ni désirs, ni ennui. Il lui est apparemment entièrement indifférent d'être là ou là : à la maison, dans le wagon, ou auprès de la locomotive...

Le soir, le train s'arrête à une grande gare. On ne vient que d'allumer les feux sur la ligne. Sur le fond bleu de l'air frais et transparent, ils semblent pâles et clairs comme des étoiles. Ils ne sont rouges et lumineux que sous la marquise où il fait déjà sombre. Des wagons encombrent toutes les voies, et il semble que, si un nouveau train arrivait, il n'y aurait pas place pour lui. Iâcha court chercher de l'eau bouillante pour le thé du soir. Des dames bien habillées et des lycéens se promènent sur le quai. Des deux côtés de la gare, on voit scintiller au loin des lumières dans la brume du soir. C'est une ville. Laquelle? Iâcha ne se soucie pas de le savoir. Il ne voit que des lumières blafardes et de pauvres bâtisses derrière la gare. Il entend le cri des cochers. Il sent sur sa figure le vent froid et aigu. Il pense que cette ville n'est apparemment pas belle, qu'elle est inconfortable et ennuyeuse...

Pendant le thé, quand il fait déjà complètement noir et que, comme la veille, la lanterne est allumée, le train tressaille à une légère impulsion et revient doucement en arrière. Après avoir un peu marché, il s'arrête. On entend des cris vagues, quelqu'un remue des chaînes près des tampons et crie : Prêt! Le train s'ébranle et avance. Dix minutes après on le ramène en arrière.

Sortant de son wagon, Malâkhine ne reconnaît plus son train. Ses huit wagons de bœufs se trouvent accrochés à une rame de wagons plate-forme qu'il n'y avait pas auparavant. Deux ou trois plates-formes sont chargées de gravats; les autres sont vides. Le long du train vont et viennent des chefs de train inconnus. Ils répondent aux questions de mauvais gré et vaguement. Ils se soucient bien de Malâkhine! Ils se hâtent de former un train pour en finir vite et rentrer au chaud.

— Quel numéro est-ce? demande Malâkhine.

— Le 18!

— Et où est le train militaire? Pourquoi m'a-t-on décroché?

Resté sans réponse, le vieux s'en va à la gare. Il cherche d'abord le conducteur-chef qu'il connaît, et, ne le trouvant pas, entre chez le chef de gare. Le chef est assis à sa table, dans son bureau, et feuillette un paquet de feuilles. Il est occupé et fait semblant de ne pas voir l'arrivant. Son aspect est imposant; sa tête est noire, ses cheveux courts, ses oreilles écartées, son nez long et busqué, son teint brun. Il a une expression sévère et comme offensée. Malâkhine se met à lui exposer sa requête.

— Quoi, monsieur? Comment? demande le chef de gare. (Et il se rejette sur le dossier de sa chaise, continuant à s'indigner). Pourquoi n'iriez-vous pas avec le 18? Exprimez-vous plus clairement; je ne comprends rien! Comment? M'ordonnez-vous de me mettre en quatre?

Il multiplie les questions et devient, sans raison apparente, de plus en plus roide. Malâkhine est déjà prêt à tirer son portefeuille; mais le chef, définitivement offensé et indigné, on ne sait pourquoi, bondit de sa chaise et quitte son bureau. Malâkhine, levant les épaules, sort et cherche quelqu'un à qui parler.

Par ennui, ou par désir de finir cette journée de soucis par un souci nouveau — ou simplement parce que lui tombe sous les yeux un guichet avec l'inscription *Télégraphe*, — il s'en approche et manifeste le désir d'envoyer une dépêche.

Prenant la plume, il réfléchit et écrit sur la formule bleue : « Urgent. Au chef du mouvement. Ai huit wagons de bestiaux. Retenu à chaque gare. Prie me donner un numéro express. Réponse payée. Malâkhine.

Le télégramme expédié, il revient au bureau du chef de gare. Sur une banquette de drap gris est

assis un monsieur bien, avec des favoris, des lunettes, et un bonnet de raton. Il a une très singulière pelisse, ressemblant à une pelisse de dame, garnie de fourrure, avec des brandebourgs et des découpures aux manches. Devant lui se tient un autre monsieur, sec et décharné, en uniforme de contrôleur.

— Permettez, dit le contrôleur au monsieur à la pelisse étrange, je vais vous citer le cas suivant que j'ose vous recommander! La compagnie de chemin de fer Z a volé, de la façon la plus paisible, trois cents wagons de marchandises au chemin de fer N. C'est un fait, monsieur! Je le jure devant Dieu! Elle les a emmenés chez elle, les a repeints, y a mis ses initiales et acceptez-moi ça! Le chemin de fer N dépêche ses agents, cherche, cherche, quand, tout à coup, figurez-vous cela, il lui tombe un wagon éclopé du chemin de fer Z! Il le répare dans un de ses dépôts, et tout d'un coup il voit, je vous le recommande, ses initiales sur les roues et les ressorts. Cela vous plaît-il, monsieur? Hein? Si j'avais fait cela, on m'aurait envoyé en Sibérie, mais les chemins de fer : — pfut!

Il plaît à Malâkhine de causer avec des gens instruits et appartenant aux classes dirigeantes. Il caresse sa barbe et se mêle d'un air posé à la conversation.

— Prenons, messieurs, un autre exemple, dit-il. Je mène des bœufs à X... J'ai huit wagons... Bien, messieurs... Maintenant on me prend, disons-le, pour chaque wagon, le prix de 600 pouds de charge (1). Huit bœufs ne pèsent pas 600 pouds, mais bien moins; mais on n'en tient pas compte...

A ce moment, Iâcha, qui cherche son père, entre dans le bureau. Il écoute et veut s'asseoir sur une chaise, mais, se souvenant sans doute de son poids, il s'en éloigne et s'assied sur l'appui de la fenêtre.

— Ils ne portent pas ça en ligne de compte, poursuit Malâkhine, et ils me prennent pour moi et mon fils, qui voyageons avec les bœufs, quarante-deux roubles, comme pour la troisième classe. Ça, c'est mon fils Iâkov. J'en ai encore deux à la maison, mais ils suivent la voie de l'instruction. Eh bien, messieurs, en dehors de cela, j'estime que les chemins de fer ont ruiné les marchands de bestiaux. Avant, quand on touchait le bétail à pied, c'était mieux.

Le vieux traîne longuement en parlant; il regarde Iâcha après chaque phrase comme s'il voulait dire : « Vois comme je parle avec des gens bien! »

— Songez-y, l'interrompt le contrôleur, personne ne s'indigne, personne ne proteste! Pourquoi? C'est très simple. La turpitude ne saute aux yeux et n'irrite que quand elle est fortuite et rompt l'ordre; mais ici, où elle forme, sauf le respect que je vous dois, le programme depuis longtemps établi, et constitue la base même de l'ordre, où toute traverse porte sa marque et émet son odeur, elle passe trop vite en habitude, Oui, monsieur!

Le second coup de cloche sonne. Le monsieur à l'étrange pelisse se lève. Le contrôleur le prend sous le bras, et, continuant à parler avec feu, passe avec lui sur le quai. Le train parti, le chef de gare entre précipitamment dans son bureau et s'assied à sa table.

— Écoutez, demande Malâkhine, avec quel train vais-je partir?

Le chef de gare regarde ses feuilles et lui dit, agité :

— C'est vous Malâkhine? Vous avez huit wagons? Il y a à percevoir de vous un rouble par wagon et six roubles vingt pour les timbres. Vous n'avez pas de timbres? Total : quatorze roubles, vingt copeks.

Ayant touché l'argent, le chef de gare inscrit quelque chose, saupoudre de sable, et ayant rageusement pris sur sa table un paquet de feuilles d'expéditions, sort rapidement de son bureau.

A dix heures du soir, Malâkhine reçoit la réponse du chef du roulement :

« Donner préférence. »

A la lecture de ce télégramme, le vieux cligne de l'œil d'un air important et met, très satisfait le télégramme dans sa poche.

— Vois, dit-il à son fils, regarde et apprends!

A minuit son train part. La nuit est sombre et froide comme la veille. Les arrêts sont longs. Iâcha, assis sur le feutre, joue placidement de l'accordéon, mais le vieux veut encore s'agiter. A l'une des stations, il lui vient en tête de faire dresser un procès-verbal. A sa requête, le gendarme s'assied et écrit :

« Le 10 novembre 188... Moi, sous-officier de gendarmerie de la section Z de la direction des chemins de fer N, Ilia Tchérêde, vu l'article 11 de la loi du 19 mai 1871, j'ai dressé le présent procès-verbal à la station de X, sur les faits suivants... »

— Que faut-il écrire? demande le gendarme.

Malâkhine installe devant lui les feuilles de déclaration, les récépissés de la poste et du télégraphe, les factures... Il ne sait pas au juste lui-même ce qu'il veut du gendarme. Il veut décrire dans le procès-verbal, non seulement tel épisode, mais tout son voyage, toutes ses pertes, ses conversations avec les chefs de gares, l'exposer longuement et caustiquement

— Et à la gare Z, écrivez, dit-il, que le chef de

(1) Le poud = 16 kil. 38. (Tr.).

gne a fait décrocher mes wagons du train militaire parce que ma figure ne lui plaisait pas.

Il veut absolument que le gendarme parle de sa figure. Celui-ci l'écoute avec fatigue et, cessant de l'entendre, continue à écrire.

Il termine ainsi son procès-verbal :

« Ce qui est exposé ci-dessus, moi, sous-officier Tchérède, je l'ai écrit dans ce procès-verbal et ai décidé de le présenter au chef de la section Z. et d'en délivrer copie au bourgeois Gavrîla Malâkhine. »

Le vieux prend la copie, la joint aux papiers dont sa poche intérieure est bourrée et revient, très content dans son wagon.

Le matin, Malâkhine se réveille, encore de mauvaise humeur, et ne passe pas, cette fois-ci, sa colère sur son fils, mais sur les bœufs.

— Les bœufs sont perdus ! grogne-t-il. Perdus ! Ils crèveront, que Dieu me punisse ! Ils crèveront tous ! Pfout ! (Il crache à terre.)

Les bœufs qui n'ont pas bu de longtemps, éprouvés par la soif, lèchent le givre sur les parois du wagon et, quand Malâkhine s'approche d'eux, ils se mettent à lécher sa pelisse froide. A leurs yeux luisants et larmoyants, on voit qu'ils sont accablés par la soif et le secouement des wagons, qu'ils sont affamés et languissent.

— Voilà ! grogne Malâkhine, trimballez-vous, maudits ! Si du moins vous creviez plus vite ! Vous êtes dégoûtants à regarder !

A midi, le train s'arrête près d'une grande gare, où, aux termes des règlements, il y a un abreuvoir pour le bétail. On donne à boire aux bœufs ; mais ils ne boivent pas ; l'eau est trop froide...

Deux jours passent encore et enfin apparaît, dans un brouillard bistré, la capitale. Le voyage est fini. Le train s'arrête, avant d'arriver en ville, à la gare des marchandises. On fait sortir les bœufs des wagons et on les met en liberté. Ils chancellent, butent, glissent, comme s'ils marchaient sur la glace.

Après la visite du vétérinaire, Malâkhine et Iâcha se logent dans un hôtel sale et à bas prix, aux abords de la ville, sur la place même du marché aux bestiaux. Ils vivent dans la saleté, mangent affreusement mal, comme ils n'ont jamais fait chez eux, dorment aux sons criards d'un mauvais orgue qui joue nuit et jour dans l'estaminet, sous les chambres. Le vieux part dès le matin à la recherche d'acheteurs et Iâcha reste des journées entières dans la chambre, ou bien sort dans la rue, voir la capitale. Il voit une place sale, jonchée de fumier ; il voit des enseignes d'auberges, le mur crénelé d'un couvent dans le brouillard... De temps à autre il traverse la rue et, par la fenêtre d'une épicerie, contemple des bocaux de biscuits de toutes couleurs. Il bâille, et revient paresseusement dans sa chambre. La capitale ne l'intéresse pas.

Enfin on vend les bœufs. Malâkhine loue des toucheurs. On assemble les bœufs par troupes de dix, et on les conduit à l'autre bout de la ville. Les bœufs, tête basse, exténués, vont par les rues bruyantes, regardant indifféremment ce qu'ils voient pour la première et la dernière fois de leur vie. Des toucheurs déguenillés les suivent, la tête basse eux aussi. Ils s'ennuient... Parfois un des toucheurs sort de ses pensées. Il se souvient qu'il a devant lui des bœufs qu'on lui a confiés, et, pour se montrer actif, il donne de toute sa force un coup de bâton à l'un d'eux. Le bœuf bronche de douleur, court à dix pas en avant, et regarde autour de lui, comme s'il avait honte d'être battu devant des étrangers.

La vente terminée et ayant acheté pour sa famille des friandises que l'on pourrait aussi bien acheter dans sa ville, Malâkhine et Iâcha s'apprêtent au retour. Trois heures avant le départ du train, le vieux qui a déjà bu avec l'acheteur, et qui, en raison de cela, est agité, descend au cabaret avec Iâcha et s'asseoit pour boire du thé. Comme tous les provinciaux, il ne peut boire, ni manger tout seul ; il a besoin d'une compagnie qui se démène et aime à ratiociner comme lui.

— Appelle le patron ! dit-il au garçon. Dis-lui que je veux le régaler par amabilité !

Le patron, un homme repu auquel ses clients sont tout à fait indifférents, arrive et s'assied.

— Nous avons fait affaire, lui dit Malâkhine ; nous avons échangé une chèvre pour un épervier. Et comment donc ! Au moment où nous partions pour ici, la viande y était à 3,90 ; nous arrivons, elle est à 3,25. On dit que nous avons pris du retard, qu'il aurait fallu arriver plus tôt, que la demande n'est plus la même. C'est le jeûne de l'Avent... Hein ? Une vraie suite de guignes ! Je fais quatorze roubles de perte par bœuf... Aussi songez combien coûte le transport d'un bœuf : quinze roubles de tarif ; ajoutez six roubles par bœuf, — manutentions, pots-de-vin, régalades, choses et autres...

Le patron l'écoute par politesse et boit du thé à contre-cœur ; Malâkhine soupire, agite les bras, nargue sa malchance, mais on voit que la perte qu'il a subie l'agite peu. Perte ou gain, peu lui importe, pourvu qu'il ait des auditeurs, qu'il soit occupé de quelque chose et qu'il ne manque pas son train.

Une heure après, Malâkhine et Iâcha, chargés de

sacs et de valises, descendent de leurs chambres pour monter en voiture et se rendre à la gare. Le patron, les garçons et quelques femmes les reconduisent. Le vieux est touché. Il sème de tous côtés des pièces de dix copeks et dit, en traînant :

— Adieu, demeurez en bonne santé! Que Dieu permette que tout soit comme il faut. Si Dieu veut que nous soyons vivants et bien portants, nous reviendrons au Grand Carême. Adieu! Merci... Dieu le veuille!

Assis dans le traîneau, le vieux quitte son bonnet et se signe longuement dans la direction où noircit le mur du couvent. Iâcha s'assied à côté de lui au bord du siège ; ses jambes pendent au dehors. Son visage, comme avant, reste impassible. Il n'exprime ni ennui ni désirs. Iâcha ne se réjouit pas de rentrer à la maison et ne regrette pas de partir sans avoir pu voir la capitale.

— Touche!

Le cocher fouaille son cheval, et, se retournant, se met à jurer à cause du bagage encombrant et lourd.

Anton Tchékhov.

Traduit du russe par Denis Roche.
(Seule traduction autorisée par l'auteur).

NAPOLÉON A GAP EN 1815 (1)

IV

A la nuit tombante, Napoléon s'était arrêté près du hameau de la Tour-Ronde. Il fut salué par les vivats de nombreux Gapençais qui venaient au devant de lui et il vit des ouvriers, des paysans, à la lueur d'un feu allumé sur la route, comparer sa figure avec celle des décimes frappés à son effigie.

Il se remit bientôt en selle et à 9 heures du soir il entrait à Gap au milieu des sincères acclamations de la foule. C'est pourquoi, en passant sous la porte Colombe aux arceaux surbaissés, il dirait à Bertrand : « Enfin, nous sommes en France! » La ville n'offrait que très peu de réverbères. Mais partout les habitants avaient placé des lampes et des chandelles au rebord des fenêtres. Sur la place Saint-Étienne un piquet de gardes nationales présenta les armes tandis que les tambours battaient aux champs. Napoléon descendit de cheval sur la place du Marché devant l'hôtel Marchand. Bien que modeste, c'était à Gap le seul hôtel digne de ce nom. Par un escalier sombre, droit et raide comme une échelle, l'Empereur monta au premier étage, dans un appartement composé d'un salon et d'une petite chambre à coucher.

Le conseil municipal siégeait en permanence à l'Hôtel de Ville. Par deux fois, le général Bertrand lui fit dire que l'Empereur recevrait avec plaisir sa visite. Le maire, M. d'Abon, refusa d'abord de se rendre à cette invitation, et il disait que le Conseil municipal ne devait pas se compromettre, que l'expédition de Bonaparte était aventurée, que tout ce monde de l'île d'Elbe courait à sa perte. Mais au second appel de Bertrand il se laissa entraîner à l'hôtel Marchand.

Napoléon l'interrogea sur Gap et le Gapençais. Qui était président du tribunal? Qui était procureur? — Et l'on remarqua qu'il avait dit simplement « le procureur », pour ne pas prononcer les mots de « procureur du roi » ou de « procureur impérial ». — Quelles étaient les productions du Gapençais? La route de Pont-Saint-Esprit passait-elle par Gap? Ne présenterait-elle pas quelques avantages? A quoi d'Abon répondit que cette route amènerait les vins du Languedoc et nuirait par suite au débit des petits vins du pays.

L'Empereur se coucha, et il dormit malgré le bruit des Gapençais, qui sur la place, autour d'un grand feu de bivouac, chantaient, dansaient et trinquaient avec les soldats en buvant le vin du cru dans des « péchiers » ou pots d'étain. Le lendemain matin — c'était le 6 mars — à son réveil, il les remercia. « Vous voyez, disait-il à Bertrand, qu'il reste encore des volontaires pour défendre la France et pour nous servir ».

V

Sa matinée fut laborieuse.

Il créa une sorte de compagnie sacrée, composée de vingt à trente officiers réformés ou en demi-solde.

Des troupes ou chaînes de chevaux qui se rendaient à la foire de Veynes, passaient par Gap. Il saisit l'occasion de renforcer sa cavalerie et il acheta des montures pour ses Polonais et ses gendarmes. Tout fut payé comptant. Les napoléons roulaient à pleines mains et les maquignons n'avaient jamais fait de si bonnes affaires.

Il rédigea une proclamation aux habitants des Hautes et Basses-Alpes. Leurs sentiments, disait-il, l'avaient vivement touché et ils l'appelaient leur père avec raison : son retour dissipait les inquiétudes et assurait la conservation de toutes les

(1) Voir la *Revue Bleue* du 15 novembre 1924.

propriétés, l'égalité entre toutes les classes et les droits dont le peuple jouissait depuis vingt-cinq ans. C'était le Consul qui parlait plutôt que l'Empereur; Napoléon ne traitait plus les Français en sujets; il nommait les habitants des Alpes *citoyens;* il déclarait que, par lui, la cause de la nation triompherait et qu'il venait rendre au pays non pas seulement l'honneur, mais le bonheur; il apparaissait, non pas comme un chef de dynastie, comme un souverain absolu, mais — de même que dans sa proclamation du 1er mars au peuple français — comme l'homme de la Révolution, comme celui qui pouvait seul garantir à la France les conquêtes de 89, les biens nationaux, toutes les choses « après lesquelles nos pères avaient soupiré ».

Il s'entretint de nouveau avec M. d'Abon et il lui recommanda de maintenir la tranquillité, de fournir tout ce qui serait nécessaire à ses troupes et à son arrière-garde lorsqu'elles quitteraient la ville. D'Abon n'hésita pas à dire qu'il ne croyait pas à l'heureuse issue de l'expédition.

« J'ai l'armée pour moi, répliqua l'Empereur.

— Et le peuple, Sire?

— L'armée est tout, et, en pareil cas, le peuple n'est rien. Au reste, la masse sera pour moi. »

D'Abon insista :

« Vous nous apportez la guerre civile.

— Pas du tout; pas un coup de fusil ne sera tiré; je suis appelé en France; je vais reprendre ma couronne; je serai après-demain à Grenoble et le 20 mars à Paris ».

Il s'entretint avec des notables de Gap qui lui parlèrent de la création d'un canal tiré du Drac, et, en souvenir de cette conversation, il léguait plus tard au département des Hautes-Alpes une somme de cinquante mille francs (1).

Il s'entretint avec un ancien garde d'honneur à cheval, Albert de Montenon, premier commis des contributions indirectes à Digne, et ce Montenon qui le suivit jusqu'à La Mure, lui offrit la calèche d'un ami, M. de Boissieux, inspecteur des droits réunis.

Cambronne, qui faisait l'office de chambellan, écarta rudement quelques-uns de ceux qui se présentaient, entre autres un petit jeune homme à l'air prétentieux. « Qui êtes-vous, Monsieur, dit le général à ce jouvenceau.

— Monsieur, je suis le fils du receveur général Brochier.

— Votre père est-il là?

— Non, Monsieur, mon père n'est pas là.

(1) Elle fut employée à la construction de six refuges sur les cols les plus dangereux.

— Il a craint sans doute de se ravaler, s'il venait faire une visite à l'Empereur.

— Monsieur, je suis le neveu du colonel Izoard qui commande le 3e régiment du génie.

— Où est-il, ce colonel Izoard?

— A Grenoble?

— Tant mieux; nous l'y verrons en passant ».

Mais le juge Rochas réussit à forcer la porte de l'Empereur. Il voulait à tout prix s'approcher du grand homme pour lui recommander sa femme. Mme Rochas était alors sur la route de Grenoble à Gap, et notre juge craignait qu'elle ne fût inquiétée par les soldats. « Monsieur, lui répondit Napoléon, les Français qui m'accompagnent sont allés à l'île d'Elbe; mais ils n'ont pas perdu leur galanterie ni oublié les égards qu'ils doivent au beau sexe ».

VI

L'entrevue de l'Empereur avec le secrétaire général Farnaud fut la plus importante.

Farnaud avait, en 1801, accompagné le préfet Bonnaire à Lyon à la junte cisalpine, et il avait alors connu le général Bertrand. Ce fut Bertrand qui présenta Farnaud à l'Empereur.

Debout devant la cheminée de son salon, le dos au feu, Napoléon accueillit aimablement le secrétaire général. La conversation s'engagea, se prolongea. Bientôt l'Empereur se prit, selon sa coutume, à se promener par la chambre. Farnaud marchait à ses côtés, et il dut retracer la situation des Hautes-Alpes, exposer en détail l'état de l'industrie, du commerce et de l'agriculture, définir le caractère de la population, énumérer les personnages originaires du département qui s'étaient distingués dans toutes les branches des connaissances humaines.

Napoléon lui fit mille promesses : lorsque la paix serait rétablie, disait-il, il parcourrait les provinces et viendrait à Gap répandre des bienfaits. Il parla des préfets que Farnaud avait servis; il esquissa leurs portraits; deux mots lui suffisaient pour les peindre.

C'étaient Bonnaire, homme instruit, dévoué, joignant à l'aplomb un cœur excellent; Ladoucette, un peu léger, mais plein d'esprit et qui, durant sept années d'administration, mêla l'utile au merveilleux; Defermon, bon père de famille, vrai patriarche, peu brillant dans ses discours, mais remarquable par son bons sens, attaché à ses devoirs, aussi honnête homme que son frère (1); Chazal, au juge-

(1) Farnaud, dans la conversation, renchérit sur l'Empereur. Il apprécia lui aussi, les préfets : Bonnaire était un fort bon administrateur dont le talent promettait beaucoup (et

ment sûr et profond, mais qui dut bientôt cesser ses fonctions à cause de sa mauvaise santé; Harmand...

Ici, Napoléon s'emporta. Quoi! Harmand l'avait traité d'aventurier! N'était-ce pas insulter la France qui pendant quinze ans avait souffert le règne de cet aventurier! Harmand ne pouvait-il se mettre à l'écart comme avait fait Duval? Qu'attendait-il d'une proclamation que les communes n'avaient pas encore reçue lorsque les grenadiers de l'île d'Elbe entraient à Gap? Harmand était un ingrat : l'Empereur avait fait de son père un préfet et de son frère un secrétaire général; il avait fait Harmand auditeur au Conseil d'État et ensuite préfet. « Sa famille me doit tout, et il me paie avec des outrages! »

Mais Farnaud plaida la cause de son préfet : Harmand était une tête ardente; il avait laissé échapper des expressions malséantes qu'il regrettait; il avait écouté la voix du devoir et non la voix de l'affection.

L'Empereur s'apaisa. « Harmand, dit-il, n'a pas à craindre mes soldats; ce ne sont pas des assassins. J'oublierai son offense; je suis trop haut placé pour que des procédés pareils puissent m'atteindre. N'en parlons plus.»

Puis, revenant à son entreprise, il demanda :

« Que pensez-vous de mon expédition?

— Sire, on la croit hasardée.

— On se trompe. L'armée est pour moi, et le peuple, moins quelques coteries, soupire après mon retour. Vous voyez les témoignages d'intérêt que me donne votre population. Il en sera de même partout. Un roi féodal ne peut plus convenir à la France. Il lui faut un souverain sorti de la Révolution, et ce souverain, c'est moi. Jusqu'ici, et j'en ai fait la triste expérience, j'ai trop négligé mon peuple. C'est dans le peuple que j'aurais trouvé des hommes instruits, capables, fidèles, dévoués à mon gouvernement. J'ai appelé aux premiers emplois beaucoup de personnes de qualité; ce fut une grande faute, car je n'ai fait que des ingrats. Mais je réparerai mes torts et j'espère que tout ira mieux. Oui, Monsieur le secrétaire général, tout ira mieux ».

Farnaud se retira. Il admirait l'assurance qui respirait dans la personne et les paroles de Napoléon. Quelle foi dans sa destinée! Quelle certitude de réussir! Farnaud se répétait plusieurs mots de l'Empereur : « Je serai à Paris le 20 mars; quand nous aurons la paix, je parcourrai les départements pour y répandre des bienfaits; le tour de Gap viendra; tout ira mieux désormais ». Il n'avait pas d'orgueil, pas de jactance; il s'exprimait avec l'accent d'une profonde conviction. Et pourtant, pensait Farnaud, cet homme est peut-être sur le point de succomber dans la guerre civile qu'il allume. Demain peut-être aura sonné sa dernière heure. Demain peut-être il expirera sous les baïonnettes!

Même, au sortir de l'hôtel, dans la rue, lorsqu'il vit les soldats « ces pauvres soldats décorés » qui gardaient l'Empereur et qui semblaient contents et joyeux comme s'ils avaient triomphé, qui riaient de tout et qui s'amusaient de tout, Farnaud eut un triste pressentiment. Les larmes lui vinrent presque aux yeux. Que de périls attendaient ces grenadiers sur leur route! Ils croyaient voler à la gloire et peut-être couraient-ils à l'abîme! Peut-être leur maître les conduisait-il à la mort!

En réalité, Napoléon ne s'était entretenu si longuement avec Farnaud que pour tuer le temps. Il attendait le général Rostollant et le colonel Daries qu'il avait fait sonder par le chef de bataillon Jullien, et il comptait sur l'entière défection du 39e régiment enfermé à Embrun.

« Y a-t-il loin de Gap à Embrun? demandait-Cambronne dans la matinée à Farnaud.

— Sept heures de marche, répondit le secrétaire général.

— Ah! s'écria Cambronne dans une sorte d'impatience, ce coquin de Rostollant ne viendra pas! »

Rostollant ne vint pas, non plus que Daries.

Le général jugeait que le débarquement de Napoléon était un évènement malheureux pour la France et il prétendait ne connaître que l'intérêt du roi.

Le colonel a dit depuis qu'il repoussa toute insinuation, qu'il ne pensait qu'à faire son devoir, et qu'il demeurait fidèle, incorruptible. « L'Empereur, écrit-il, attendait à Gap avec quelque anxiété l'effet de sa manœuvre auprès de moi; ce fut en vain ».

Ce qu'il faut plutôt croire, c'est que Rostollant et Daries, comme tant d'autres, n'avaient pas envie de se ranger si vite sous le drapeau de l'Empereur. Ils laissaient Napoléon s'enfoncer dans le Dauphiné, et, s'il échouait devant Grenoble, ce qui leur paraissait vraisemblable, ils tomberaient sur lui; s'il prenait Grenoble, puis Lyon, ils auraient toujours le temps de se prononcer en sa faveur.

Voilà pourquoi Napoléon resta durant toute la matinée du 6 mars à l'hôtel Marchand. Il ne

Farnaud cite un mot que Bertrand lui dit alors : « Bonnaire n'est plus à Gap; il faisait trop bien pour qu'on le laissât en place » — Ladoucette était un Bonaparte au petit pied, un administrateur poète, dont la gestion pouvait être comparée à un roman; — Defermon s'était surtout occupé d'œuvres de bienfaisance et son administration avait été l'âge d'or des Hautes-Alpes.

savait ce qu'allaient faire Rostollant et Daries, s'ils viendraient ou s'ils ne viendraient pas.

Rien cependant ne trahissait son anxiété, cette anxiété que Darics a soupçonnée ou connue. Farnaud s'étonnait de le voir si tranquille. Comment un homme agité par tant de soucis gardait-il sa sérénité? Comment, en un instant décisif, semblait-il imperturbable? Si le 39e régiment avait rejoint, quel avantage pour lui! Quel appoint! Avec quelle fierté, quelle confiance, il aurait marché sur Grenoble! Les heures passaient, et Napoléon, déçu dans son espoir, n'avait l'air ni préoccupé ni inquiet; sans nulle émotion, avec le plus grand sang-froid, il causait du département des Hautes-Alpes et de ses bestiaux et de ses routes, de ses digues, de ses canaux d'irrigation!

A peine Farnaud avait-il quitté l'Empereur qu'une sourde explosion se fit entendre. Elle partait de l'appartement de Napoléon. Un cri s'éleva dans la rue : *l'Empereur est assassiné!* Les soldats accoururent; ils montèrent au premier étage; ils aperçurent Napoléon tenant à la main un pistolet; une épaisse fumée remplissait la chambre. Que s'était-il passé? Seul et peut-être pour se distraire, l'Empereur avait jeté du bois dans le foyer, et la cheminée s'enflammait. Mais, sans rien perdre de son calme, il appela l'hôtelier. « La cheminée dit-il, est-elle solide? » et, sur la réponse affirmative du père Marchand, il déchargea son pistolet dans la cheminée; la suie tomba et le feu s'éteignit.

VII

A midi, l'Empereur déjeunait avec Bertrand, quelques officiers et des notables bonapartistes. Le repas fut gai. Chacun fit une petite harangue et porta son toast. Naturellement on but au succès de l'expédition et à l'entrée prochaine, presque immédiate, des Impériaux dans Grenoble.

A deux heures, Napoléon quittait l'hôtel. Le père Marchand, toujours coiffé d'un bonnet de coton ou, comme on disait alors, d'un casque à mèche, et Mme Marchand qui portait constamment, ainsi que toutes les bourgeoises, un bonnet de tulle bordé de dentelle, saluèrent respectueusement le grand capitaine. Il caressa les deux fillettes, Lisette et Félicité, et leur offrit une paire de ciseaux qu'il tira de sa trousse. « Mesdemoiselles, leur dit-il, quand vous broderez, cet objet vous rappellera le passage de Napoléon à Gap et son hébergement chez M. votre père. »

Monté sur son cheval Tauris, il se mit entre deux lignes de soldats. Il avait le petit chapeau tricorne et un habit vert dragon, garni de deux épaulettes de colonel. On remarqua qu'il se tenait bien en selle; mais ceux qui le virent du golfe Juan à Grenoble, ont assuré que son habit tout à fait collant lui donnait un air guindé, qu'il paraissait gêné dans ses mouvements et raide comme une barre. Certains crurent même qu'il avait un plastron ou une cuirasse sous ses vêtements.

La troupe, pressée de tous côtés, marchait très lentement. Pendant que les grenadiers faisaient tournoyer au bout de leurs fusils leurs grands bonnets noirs à longs poils, les habitants, soit à leurs fenêtres, soit sur la place Saint-Étienne, soit dans la rue de France et aux abords de la porte Lignolle, souhaitaient bonne chance aux débarqués de l'île d'Elbe.

Au sortir de la ville, à gauche de la route, Napoléon regarda le dépôt de mendicité transformé en caserne et, un peu plus loin retournant son cheval, il examina la façade principale de ce vaste édifice qui — lui avait dit Farnaud — rappelait par sa forme les casernes de Courbevoie.

Là encore, sur les deux bords du chemin, il y avait des Gapençais, et, rapporte un témoin, ils semblaient en extase. Tous s'étaient découverts et ce fut peut-être l'unique fois où retentirent des acclamations vraiment unanimes. L'Empereur ne cessait pas de répondre à droite et à gauche par des inclinaisons de tête et par un sourire gracieux.

Quelques instants plus tard parut Bertrand, et nul n'aurait pensé que cet homme petit et maigre, en habit bourgeois, était le grand-maréchal du palais.

De vieux militaires et nombre de jeunes gens accompagnèrent Napoléon et ses soldats sur la route de Grenoble. D'aucuns poussèrent jusqu'au delà du pont de Burle, jusqu'à Puymaubeau, jusqu'à Chauvet, jusqu'au col Bayard et aux Barraques.

VIII

L'arrière-garde, commandée par Drouot, ne quitta la ville que dans la soirée.

Drouot, chargé de faire imprimer la proclamation de l'Empereur aux habitants des Hautes et Basses-Alpes, avait mis en réquisition les ouvriers de deux imprimeurs, Allier et Ginoux. Des difficultés s'élevèrent. Ces deux hommes craignaient de se compromettre. Ils finirent par s'entendre : ils se compromettraient ensemble; Allier donnerait ses ouvriers et Ginoux, ses caractères et ses presses. Un piquet de soldats occupa les ateliers de Ginoux où se faisait le tirage.

Mais Drouot avait une autre tâche à remplir. Il devait remettre à Farnaud une lettre qui nommait le secrétaire général préfet par intérim du département. Ce fut le maire d'Abon qui vint porter

la lettre à Farnaud et, quelques minutes plus tard, Drouot, à la tête de ses officiers, offrait ses hommages au nouveau préfet.

Or, Farnaud regardait Louis XVIII comme le souverain légitime et refusait de servir Bonaparte.

« Est-ce, dit Drouot, à M. le préfet que j'ai l'honneur de parler?

— Je ne suis rien, Monsieur le général; j'étais le secrétaire général de la préfecture, et je m'en tiens à cette modeste place.

— Mais l'Empereur vous a nommé préfet.

— S'il me l'avait fait savoir avant son départ, je l'aurais prié de ne pas me charger de cet emploi.

— Mais j'ai reçu l'ordre de vous remettre les exemplaires imprimés de la proclamation impériale et c'est par vous qu'ils seront envoyés et distribués dans les départements des Hautes et des Basses-Alpes.

— Ces soins ne peuvent me regarder et je ne saurais que faire de vos exemplaires.

— N'importe, Monsieur, je vous les enverrai; un militaire ne sait qu'obéir ».

Le 6 mars, à 3 heures du matin, un officier entrait dans la chambre à coucher de Farnaud. Il était suivi de soldats qui portaient de gros paquets.

« Monsieur le préfet, dit l'officier, je viens vous remettre une lettre de M. le général Drouot avec les proclamations dont il vous a parlé.

— J'ai averti M. le général que je ne saurais que faire de ces imprimés.

— Il m'a ordonné de vous les apporter, et je vous prie de m'en donner un reçu.

— Je ne donne pas de reçu, je n'ai aucun pouvoir et je dois être dispensé de cette formalité; remportez, je vous prie, la lettre et les paquets.

— Je ne remporte rien; je vais rendre compte au général ».

L'officier laissa la lettre sur le lit de Farnaud et fit placer les paquets sur les fauteuils de la chambre.

Farnaud, craignant la colère de Drouot, se cacha. Puis, lorsque l'arrière-garde se fut éloignée, il se rendit à la rencontre de Harmand. Le préfet avait gagné Veynes par le Dévoluy. Le 8 mars, il rentrait à Gap avec Farnaud.

IX

Ni Drouot, ni Bertrand, ni Napoléon ne se doutaient qu'un vaillant homme qu'ils connaissaient, le colonel et futur général Fantin des Odoards, était, le 5 mars, caché dans une auberge de Gap, à quelques pas d'eux.

Colonel à la suite du 25e régiment d'infanterie qui tenait garnison au Quesnoy, Fantin était venu passer à Embrun, sa ville natale, un congé de semestre, et la nouvelle du débarquement de Napoléon — cette étonnante nouvelle, disait-il — l'avait rendu perplexe. Rostollant voulait lui confier le commandement des gardes nationales et les partisans de l'Empereur lui proposaient de se mettre à leur tête.

Placé, comme il s'exprime, entre l'enclume et le marteau, Fantin s'était convaincu qu'il devait rester fidèle au roi et brusquement, sans terminer des affaires importantes de famille, il avait résolu de rejoindre son régiment.

Avec un jeune officier de chasseurs à cheval, Joseph Valon, qui, comme lui, était à Embrun en congé, il prit la route de Gap, descendit à l'hôtel de la *Poste* et demanda des chevaux de poste pour gagner Grenoble à franc étrier. Mais justement Napoléon arrivait, les cris de *Vive l'Empereur* éclataient de toutes parts, les rues s'illuminaient, l'auberge où était Fantin se remplissait de monde. Dissimulé dans un cabinet obscur, le colonel reconnut la voix de ses anciens camarades de la garde, et un instant, il eut envie de quitter son réduit et d'offrir son épée à son souverain d'antan. Valon, son compagnon, l'entraîna, l'arracha au charme magique qui déjà opérait : les chevaux étaient là, et il fallait profiter de la nuit pour s'évader.

Les deux hommes sortirent par une porte de derrière et, courant de toute la vitesse de leurs montures, arrivèrent en un quart d'heure au haut de la montagne qui domine Gap. De là, Fantin considéra la ville encore une fois. Les ténèbres l'empêchaient de distinguer les maisons; mais il voyait une multitude de lumières se croiser en tous sens « comme ces insectes luisants qui volent dans les chaudes plaines d'Italie », et il entendit s'élever une clameur confuse.

Aux premiers rayons du soleil, il atteignit Corps. Il sut que le préfet Harmand était couché dans une auberge de ce village; il le réveilla, lui apprit l'entrée de Napoléon à Gap. Le même jour, à Grenoble, il remettait au général Marchand une lettre de Rostollant et il assure qu'il eut avec Marchand une longue conversation, qu'il lui conseilla d'arrêter la troupe de Napoléon dans les défilés de La Mure et de Laffrey.

Arthur Chuquet,
Membre de l'Institut.

UNE NOUVELLE PHASE DANS LES RELATIONS FRANCO-POLONAISES

On peut déjà clore le bilan de l'année politique en Pologne : celle de 1924. Depuis cinq ans, c'est-à-dire depuis le jour où l'État polonais a récupéré son indépendance, — c'est la meilleure, la plus fertile en résultats heureux, la plus riche en objectifs atteints et en problèmes résous.

Parmi ces derniers on doit citer, de prime abord, la réforme financière. Le Trésor polonais est assaini et c'est un fait acquis. Voilà bientôt un an que circule en Pologne la nouvelle monnaie, le *zloty*, valant le franc-or. Eh bien ! son change reste au pair-or et le *zloty* fait prime par rapport au franc suisse. Sur la Bourse de Paris il est coté à raison de 370 francs pour 100 *zlotys*. C'est donc la monnaie *saine*, stable, à change élevé.

Déficit dans le budget ! Avilissement du change ! Planche à assignats ou Dame Inflation — tout cela appartient au passé, à l'Histoire.

Cet effort de la Pologne mérite d'être connu au dehors, car il témoigne le mieux de ce que ce pays est capable. Il confirme ce que l'on disait ici à plusieurs reprises, à savoir que la Pologne abonde non seulement en richesses naturelles, mais aussi en multiples ressources d'énergie et de vitalité. Et l'homme à qui la nation doit ce redressement magnifique, c'est le président du Conseil actuel, M. Ladislas Grabski, qui a pris le pouvoir, il y a exactement un an, et qui a tenu la promesse inscrite à la première place de son programme : assainir le Trésor.

Le second point de son programme était la paix. M. Grabski a confié la direction de la politique extérieure de la Pologne au comte Zamoyski et après le départ de ce dernier, au comte Skrzynski. Or, tous les deux ont justifié la confiance que la nation a mise en eux : ils ont fait la paix. Les relations extérieures de l'État polonais sont éminemment pacifiques. Cordiales et amicales avec les alliés, très bonnes avec tout le monde, elles n'en sont pas moins correctes avec les deux grandes voisines : l'Allemagne et la Russie. A Genève, le protocole relatif à l'arbitrage, à la sécurité et au désarmement, porte la signature de la Pologne immédiatement après celle de la France. Voilà combien harmonieuse est la politique que poursuivent simultanément les cabinets de Paris et de Varsovie. Si l'on peut faire certains reproches à M. Herriot, ce n'est certainement pas celui de négliger la paix. Il en est exactement de même en ce qui concerne M. Skrzynski. On peut le critiquer sur plus d'un point, on peut l'accuser d'avoir commis plus d'une faute, mais personne ne lui fera le grief de ne pas mener une politique de paix. C'est même dans ces deux mots : *politique de paix* qu'est enfermé tout le programme de la politique extérieure du comte Skrzynski, à la hauteur de vues duquel tout le monde se plaît à rendre hommage et dont les éminentes qualités furent unanimement appréciées lors de la dernière Assemblée de la Société des nations.

A cette politique se rattache étroitement le troisième objectif que le cabinet Grabski se proposait d'atteindre au cours de son activité ministérielle : la défense nationale. Celle-ci fut confiée, il y a un an, à un homme qui vient seulement de se faire connaître en France et qui n'a pas laissé ici un trop mauvais souvenir : le général Sikorski. Partout où il se montra, dans les conversations qu'il a eues, à chaque occasion où il a pu exposer ses vues, la même impression se dégageait : celle d'une nature foncièrement droite, d'un esprit largement ouvert aux nécessités et aux courants de l'heure présente. Une minute de conversation avec ce général, avec ce ministre de la guerre, et c'était suffisant pour avoir la conviction profonde que ce « militariste » ne songe qu'à assurer la paix et à la défendre. Si cette impression n'était pas si nette et si évidente, comment pourrait-on s'expliquer l'accueil chaleureux qu'il a rencontré en France et les rapports excellents qu'il a établis avec ses éminents collègues de la défense nationale français ?

« La paix ne sera jamais durable, a dit le général Sikorski, si elle n'est pas défendue », et cette remarque, si évidente, caractérise toute son œuvre. Il veut que son pays se développe et se reconstruise dans la paix, sans laquelle rien ne saurait être entrepris. Il est donc venu en France pour se concerter avec le gouvernement de M. Herriot sur les meilleurs moyens de défendre le statu-quo, conformément aux traités existants et aux recommandations contenues dans le protocole de Genève que — on vient de le dire — la France et la Pologne étaient les premières à signer.

Si les pourparlers que le général Sikorski a menés à Paris lui ont permis de faire connaître les buts et les aspirations de la politique polonaise, « si identique, disait-il, à celle de la France », il n'en a pas été moins heureux d'emporter d'ici des impressions à tous les points de vue réconfortantes. Il a été profondément touché par l'accueil fraternel (et c'est bien le mot qu'il prononça le plus souvent) qu'on a bien voulu lui réserver sur le sol de France, que ce soit à Paris ou en province, que ce soit dans les conversations officielles ou particulières.

Son séjour à Paris aura donc puissamment contribué à l'affermissement des relations et de la collaboration suivie entre les deux nations auxquelles la destinée a confié la garde du Rhin et de la Vistule.

On sait qu'au cours de son voyage en France on a beaucoup parlé des moyens de communication maritimes franco-polonais. Quoi de plus naturel ? La Pologne a réalisé sa réforme financière avec un succès complet. Devant elle s'ouvrent de vastes perspectives économiques. D'ici un an ou deux, et surtout lorsque le problème de la reconstruction de la Russie se posera réellement et pratiquement, les échanges commerciaux entre la Pologne et ses grandes alliées occidentales prendront un essor dont on ne peut avoir maintenant qu'une idée fort incomplète. Or, c'est la mer, ce sont les moyens de communications maritimes qui jouent un rôle prépondérant dans le trafic du commerce international. Ainsi s'explique le souci légitime du gouvernement polonais de penser d'avance à l'avenir de son commerce et d'assurer la défense de son seul débouché maritime.

Comme on le voit, les conversations que le général Sikorski a cues en France n'étaient que dans l'intérêt de tout le monde, dans l'intérêt européen même.

Toute préoccupée de sa consolidation nationale, tout adonnée au développement de sa production industrielle, la Pologne ne songe pas à autre chose qu'aux possibilités d'augmenter sa prospérité économique.

« Comment assurer la prospérité économique d'un pays si ce n'est par la paix ? » a déclaré le général Sikorski à tous ceux qui l'interrogeaient. Et il ajouta : « Ma seule ambition est de garantir à l'État polonais une paix durable, mais pour que la paix puisse durer, il faut savoir et pouvoir la défendre. »

Voilà comment comprend sa tâche ce chef éminent de l'armée polonaise. Il n'est pas seul à la comprendre ainsi : toute la nation partage sa manière de voir. Son œuvre est soutenue avec une unanimité rare par les deux Chambres. N'est-ce pas aussi un gage que son seul souci est de consolider la paix à l'Est de l'Europe ?

***

Les rapports franco-polonais que l'on croyait avoir atteint leur plus haut degré d'amitié, vont cependant prendre un essor nouveau. Le gouvernement de M. Herriot a pris une initiative qui est allée au cœur de tous les Polonais : d'accord avec le gouvernement de Varsovie, il a été décidé que la Légation de France à Varsovie et celle de Pologne à Paris seront très prochainement élevées au rang d'ambassades. Cette fois-ci, c'est bien la consécration de la grande et intime alliance de nos deux nations.

En effet, la Pologne qui a plus d'habitants que tous les pays balkaniques et scandinaves réunis, dont le rôle à l'Est est d'être la clef de voûte de la paix européenne, est une grande puissance. En rétablissant son ambassade à Paris, elle ne fait que reprendre la position et le rang qu'elle occupa dans le passé : avant les partages. En cela la Pologne se distingue de tous les autres États créés par le Traité de Versailles ; car, elle, ne peut nullement être appelée un « nouvel État », puisque c'est seulement sa résurrection qui s'est produite après la victoire de Foch. Aucun État nouvellement créé ne peut, d'autre part, prétendre ni à une population de 30 millions d'habitants, ni à un territoire de 400.000 kilomètres carrés, ni enfin au redoutable honneur d'être la sentinelle de la civilisation chrétienne à l'Est de l'Europe.

Ainsi, le rôle de la Pologne n'apparaît que plus important encore, et celui qui incombera à son ambassade à Paris est tout naturellement énorme du fait de l'alliance qui unit, bien à jamais, la France et la Pologne. Un éminent parlementaire français, qui est en même temps un grand savant, M. le professeur Barthélémy, n'a-t-il pas dit, l'autre jour, que c'est sur la frontière occidentale de la Pologne que se décidera en dernier lieu le sort de l'Europe et de la paix du monde...

On a un impérieux devoir de dire à cette place combien utile est le rôle que joue à Paris depuis un an bientôt le distingué ministre de Pologne, M. Chalpowski, qui, dès le premier jour de son arrivée en France, a accompli ici une admirable besogne. Comme ambassadeur, il s'attachera encore davantage à cette grande et noble tâche qui est de comprendre et de réaliser tout ce qui découle de notre alliance. Si c'est une récompense pour son effort personnel, c'est aussi un honneur pour la Pologne que d'être représentée par lui à l'ambassade de Paris. Cet honneur n'est pas moins grand pour la France.

***

FIGURES DE MUSICIENS

GABRIEL FAURÉ

La France vient de perdre un de ses plus grands artistes, un génie éminemment personnel, accompli, doué du sens le plus rare de la beauté, et tel que la gloire de son œuvre ne peut manquer de s'accroître.

Non seulement on admire un tel génie, mais on l'aime. Si nous sommes sensibles à l'expression musicale, le charme, le mystérieux pouvoir de Fauré, pénètre dans nos âmes et s'y incorpore. Quand sa musique cesse de chanter, elle laisse un écho, une résonance, un souvenir mélodieux qui demeure en nous, et nous dispose à écouter de nouveau cette musique enchanteresse : c'est là, évidemment, le germe, la raison efficace de la plus sûre immortalité d'un musicien.

L'œuvre de Fauré est abondante. Outre les recueils de *Mélodies* qui jouissent déjà d'une immense renommée, Fauré laisse de nombreuses compositions pour le piano, qui n'ont pas encore la diffusion qu'elles méritent. Rappelons seulement que nous les avons étudiées dans un récent volume intitulé *Chez les Musiciens* (deuxième série). Fauré avait pour elles une tendresse particulière et tout à fait légitime. Enfin, avec deux grandes œuvres dramatiques, *Prométhée* et *Pénélope*, il laisse aussi, notamment, un *Requiem*, et plusieurs *quatuors* et *quintettes*, et une *sonate* pour piano et violon.

Cette *Sonate* en *la*, qui affirma sa maîtrise, date de 1876. Notons qu'aucun éditeur français ne voulut alors la publier, et qu'elle fut obligée de paraître en Allemagne. Saint-Saëns, ami et maître de Fauré, la signalait alors en ces termes, dans un article aujourd'hui presque introuvable :

« On trouve dans cette sonate tout ce qui peut séduire les délicats, la nouveauté des formes, la recherche des modulations, des sonorités curieuses, l'emploi des rythmes imprévus ; sur tout cela plane un charme qui enveloppe l'œuvre entière et fait accepter à la foule des auditeurs ordinaires, comme chose toute naturelle, les hardiesses les plus imprévues. »

Vraiment, tout ce qu'on peut dire sur la musique fauréenne est déjà contenu dans ces lignes clairvoyantes, ou plutôt prophétiques, du lumineux Saint-Saëns.

Avec cette *Sonate* en *la*, dès 1876, le jeune génie de Fauré commençait d'atteindre la pleine maturité.

Or, le *deuxième quintette* date de 1920. Le maître, qui vient de mourir à soixante-dix-neuf ans, exerça donc sa maîtrise de créateur pendant un demi-siècle.

Et il fut, plus que tout, un enchanteur. Les notes qu'il anima ont reçu, bien souvent, un charme qui n'était qu'à lui. Ce don unique, providentiel, s'exprimait dans la langue la plus pure, la forme la plus transparente et la plus dépouillée, impeccable, moderne par sa subtilité, et avec ce caractère *hors du temps*, cette calme certitude que donne la beauté parfaite.

Un tel art, il le devait à son génie et à son culte pour Mozart et Schumann : il le devait aussi au maître qui fut son premier initiateur : à Saint-Saëns. Enfin, il serait injuste de ne pas citer le nom d'un artiste qu'on oublie trop de nos jours, et qui est Gounod.

*
* *

Durant cinquante ans, mêlé aux artistes parisiens, ouvert à toutes les recherches et à toutes les inquiétudes qui agitèrent le monde musical, Fauré, enveloppé comme tous les autres dans l'immense mouvement du wagnérisme, garda intacte son originalité native. C'est qu'il portait en lui le sens de la beauté.

Quelle beauté? demandera-t-on.

Mais Fauré nous répondrait : A quoi bon définir? Ouvrons les yeux, ouvrons nos cœurs. Écoutons Mozart et Beethoven, Bach et Rameau, Schumann, Berlioz et Chopin : ils sont divers, et pourtant ils sont de la même famille idéale. Auprès d'eux, il faut grouper tous les grands artistes de toutes les époques ; car il faut comprendre le haut symbole que nous proposent Raphaël, quand il peint le *Parnasse*, et Ingres quand il réunit les poètes autour d'Homère, sous le fronton harmonieux où se pose la lumière de la Grèce.

En effet, le musicien si français, qui chanta *Pénélope* et *Prométhée*, et qui donna les mélodies les plus modernes et les plus émouvantes aux poésies d'un Verlaine, était né sous l'influence purificatrice du génie hellénique. S'il en fallait une preuve, je la trouverais dans un article qu'il écrivait, en 1921, sur les *Troyens* de Berlioz. Fauré était trop artiste, trop intelligent, pour s'arrêter aux puérilles discussions sur l'art romantique et l'art classique. Les formes d'art sont diverses, les œuvres sont plus ou moins réussies, elles plaisent plus ou moins selon les engouements qui changent d'une époque à l'autre ; mais, à une certaine hauteur et malgré les détails secondaires, il n'y a qu'un art : sur les sommets, il n'y a qu'une beauté, di-

verse en ses formes, unique en son essence et dans son harmonie avec la raison.

On peut appliquer au génie de Fauré ce que lui-même écrivait du génie de Berlioz, quand il admirait « l'atmosphère d'apaisement, de grandeur, de beauté sereine, telle que doit la créer dans une âme de poète le contact de l'antiquité ». Il écrivait encore, dans le même article : « Voilà des pages divines... voilà de la musique *méditerranéenne* longtemps avant que Nietszche ait qualifié ainsi certaine musique de notre pays. »

Dans de telles phrases, au cours d'un article de journal, Fauré nous donne les vues les plus révélatrices sur son génie même, sur sa nécessité intérieure. De naissance, voué au culte de la beauté, il était apparenté aux génies les plus lumineux, les plus souples, qui sont dans la filiation de la Grèce, — et ne craignons même pas de dire : il était apparenté aux génies les plus intelligents. Un Racine, un La Fontaine, sont de ceux-là. Ni chez eux, ni chez Saint-Saëns, ni chez un Fauré, le culte du beau n'entrave une curiosité multiple et changeante. Dans l'œuvre du Maître qui nous quitte, quelle variété, quelle richesse d'inspiration ! Mais aussi quelle unité, et combien tous les éléments, même les plus modernes, s'incorporent, se subordonnent à une beauté souveraine, qui peut être désignée par ce mot de Mozart : « Il faut que la musique soit toujours la musique », c'est-à-dire la beauté.

Gabriel Fauré sut gagner tous les cœurs par son charme inexprimable et par une grâce qui défie l'analyse. Habitué dès l'adolescence à vivre avec les meilleurs maîtres de tous les arts, formé par le culte bienfaisant des *humanités*, il fut un des impeccables artistes qui honorent et enrichissent la triple tradition grecque, latine et française.

Ce charmeur, cet esprit ondoyant, capricieux, fut doué aussi d'une volonté ferme, clairvoyante et prodigieusement tenace. Parmi toute sa génération il fut peut-être le seul, — car Saint-Saëns réagissait autrement — oui, il fut le seul grand musicien qui ait tout à la fois compris, admiré le génie de Wagner, et qui n'ait pas été pris par la fièvre. Ni son œuvre, ni sa critique, ne portent la marque du wagnérisme. On peut croire qu'une telle résistance, inébranlable malgré un air d'indolence, ne fut pas sans faciliter l'épanouissement d'un Debussy. Latin, ou plutôt Gréco-Français, Gabriel Fauré, résolument, resta fidèle à ses nécessités natives.

Une telle unité intérieure, un tel goût de la perfection, il les manifesta dans sa musique et dans sa critique musicale. Ouvert à toutes les recherches des musiciens, favorable aux jeunes qui respectent leur art, il fut sensible à plus d'une forme musicale et à plus d'un style : il pouvait s'assimiler ceux qui lui plaisaient et les marquer de son génie. Durant toute sa longue et glorieuse carrière, il sut donner à ses œuvres les plus diverses, et de l'émotion la plus poétique, cette harmonieuse lumière, cette précision et cette pureté, que le ciel de la Grèce a révélées jadis à l'esprit humain, et que le ciel de la France fait encore revivre pour nous, avec une douceur enchanteresse.

A. Boschot.

L'INSTITUT INTERNATIONAL DE COOPÉRATION INTELLECTUELLE

Des pourparlers se poursuivent activement ces temps-ci entre le Gouvernement français et le Secrétariat de la Société des Nations en vue de réaliser le projet de créer un Institut international de Coopération intellectuelle à Paris. Le lecteur se souvient peut-être que le Gouvernement, par la voix du Ministre de l'Instruction Publique, M. François-Albert, avait fait en juillet dernier à la Commission internationale de Coopération intellectuelle l'offre de fonder et d'entretenir cet Institut aux frais de l'Etat français ; le Conseil et l'Assemblée de la Société des Nations ont accepté cette offre en septembre. Le Parlement français sera saisi d'un projet de loi relatif à cette création avant la fin de la présente année ; et il est possible que l'Institut international soit ouvert et fonctionne dès les premiers mois de l'an prochain.

S'il en est ainsi, une grande idée aura été réalisée en peu de temps.

Mais quel est au juste le principe et quel sera le plan de l'institution nouvelle? Beaucoup de gens se le demandent, même dans les milieux intellectuels ; car il n'est pas toujours coutume, chez ceux-là même qui se consacrent au travail de l'esprit, d'imaginer que ce travail puisse être objet d'organisation, ni surtout d'organisation internationale : l'intellectuel est volontiers individualiste.

Il est vrai que certaines circonstances actuelles l'invitent à l'être moins, et il commence à réfléchir sur les avantages de l'union et de l'action collective. On sait que, sur d'autres terrains, c'est une grande tendance d'aujourd'hui que de chercher, par une meilleure organisation internationale,

un meilleur emploi des forces et des ressources que la guerre et ses suites ont raréfiées. C'est à ce besoin que répond la Commission internationale de Coopération intellectuelle. C'est à la solution des très nombreux problèmes ainsi soulevés, que se sont attachées les personnalités illustres qui composent cette Commission. Ce ne sera pas l'un des moindres souvenirs de cette époque féconde en grandes nouveautés, que d'avoir vu Bergson, Einstein, Mme Curie et autres grands esprits travailler ensemble, plusieurs années de suite, avec une constance et un entrain qu'augmentent les premiers résultats obtenus, à une besogne à laquelle on ne les eût pas cru préparés. Car il ne s'agit ici ni de science, ni de philosophie, ni de littérature, mais d'une étude où il semble qu'on doive trouver beaucoup moins de satisfaction : celle des moyens pratiques d'améliorer les conditions dans lesquelles peuvent se développer sciences et arts, philosophie et littérature et, d'une façon plus générale, les œuvres et la culture de l'esprit.

Quand ils se mirent à la besogne, en 1922, ces personnages illustres témoignèrent d'abord quelque incertitude sur le fait de savoir s'il était possible de poursuivre méthodiquement un tel travail. L'expérience ne tarda pas à leur donner la foi dans l'utilité ou plutôt dans la nécessité, aux temps où nous sommes, d'appliquer, par une méthode rigoureuse, le strict principe de l'économie des forces à la production intellectuelle aussi bien qu'à la production matérielle.

La Commission n'ignorait pas que des tentatives nombreuses, et parfois heureuses, avaient été faites pour provoquer la collaboration entre les spécialistes de telle ou telle catégorie dans toutes les nations. Mais ils purent constater que sur beaucoup de points ces tentatives n'avaient pas abouti ou que les résultats en étaient médiocres. Ils purent constater encore que sur d'autres points fort intéressants aucune tentative n'avait été faite. Mais ils furent plus frappés encore de voir qu'en toute cette affaire de l'organisation du travail intellectuel (et quelle que soit d'ailleurs la bonne volonté déployée en beaucoup d'endroits et la reprise du travail depuis l'effroyable crise de la guerre), la distance est encore infiniment grande entre la production actuelle et les possibilités actuelles de production. Ils virent que le travail de l'esprit se relâchait dans le monde, qu'il était en tous cas beaucoup inférieur, en valeur et en quantité, à ce que permet d'imaginer le développement actuel de la science et de l'intelligence. Ils sentirent qu'il était besoin qu'une haute autorité morale affirmât la nécessité urgente d'une sorte de rescousse collective dans ce domaine.

A la vérité le problème est si vaste et les données en sont si belles qu'ils ne crurent pas, quelle que fût leur renommée personnelle et quelque conscience qu'ils eussent de leur valeur, ils ne crurent pas qu'aucun homme, ni même une assemblée d'hommes illustres fût autorisée à se charger elle-même de cette initiative et à assumer cette ambition : mais que les circonstances et le grand principe de la Société des Nations les autorisaient à accepter cette tâche, puisque, après tout, elle leur avait été offerte. Ils ont ainsi travaillé en toute modestie, comme en toute ambition.

La plus légitime ambition en pareil cas est de ne pas vouloir se contenter d'énoncer des principes, mais de vouloir atteindre le plus tôt possible des réalisations même partielles. C'est pourquoi la Commission a déclaré, après deux ans d'études, d'enquêtes, de sondages, de déclarations générales et de recommandations, qu'elle ne pouvait plus travailler, si on ne lui mettait entre les mains un instrument de travail à peu près proportionné à la grandeur et à la difficulté de l'entreprise.

C'est cet instrument, dont la France fait les frais, que Paris aura l'honneur de contenir. Le plan du futur Institut procède de la définition donnée plus haut. L'Institut international de Paris ne cherchera à produire aucune œuvre ni de science, ni d'art, ni aucune autre œuvre de l'esprit, mais simplement à étudier les moyens de faciliter et d'accélérer la production, et, une fois les moyens adoptés et recommandés, à en poursuivre la mise en action dans tous les pays à la fois. L'Institut parisien ne sera donc ni une académie, ni un centre de recherches scientifiques, ni une maison d'édition, ni une institution d'enseignement. Il sera une administration, chargé d'étudier certains problèmes d'organisation internationale et de poursuivre une série d'opérations diplomatiques d'un genre particulier.

La Commission de Coopération intellectuelle, dans une résolution qu'elle a adressée au Conseil de la Société des Nations au cours de sa session de juillet dernier, a tracé les grandes lignes de l'organisation de l'Institut parisien. Elle a prévu six grands services outre le service central de direction et des affaires générales.

Le premier service sera chargé de cette besogne considérable qu'est l'établissement d'une statistique régulière des mouvements de la vie intellectuelle, des hauts et des bas de la culture, et d'une façon générale l'étude de tous les faits qui peuvent donner matière à une organisation internationale de la vie de l'esprit.

Le second aura pour domaine les problèmes pratiques de l'organisation scientifique interna-

tionale ; il sera en rapport avec les grandes institutions et associations déjà existantes en ce domaine ; il coordonnera leurs efforts, il suscitera la création d'institutions nouvelles dans le même sens ; il soutiendra le puissant et encore chaotique mouvement des congrès internationaux, dont on peut tant attendre pour le progrès de la science, mais où une organisation méthodique fait encore évidemment défaut.

Le troisième service sera consacré au même travail d'organisation générale en ce qui concerne la production littéraire et artistique ; travail particulièrement délicat par lequel on touchera aux points les plus sensibles de la vie intellectuelle des peuples ; c'est ici que la coordination entre les efforts des associations a une importance particulière.

Le quatrième service aura pour but la liaison entre les institutions de haut enseignement du monde entier. C'est un des objets auquel la Commission de Coopération intellectuelle s'est le plus fortement attachée depuis le début : elle avait fait créer, l'an dernier, par le Conseil et l'Assemblée, à cet effet, un office des relations interuniversitaires qui sera transféré à l'Institut parisien.

Un cinquième service, intitulé juridique et économique, étudiera d'une part, au point de vue juridique, les projets de conventions internationales concernant la Coopération intellectuelle ; il s'occupera d'autre part d'une série de questions intéressant la situation matérielle des travailleurs intellectuels : ceci d'accord avec le Bureau international du travail et les grandes associations telles que la Confédération internationale des Travailleurs intellectuels.

Enfin un service de presse entreprendra cette œuvre de longue haleine qui consistera à intéresser la grande presse de tous les pays à l'œuvre de coopération intellectuelle et au progrès général de la culture ; à tâcher d'obtenir, dans la mesure du possible, qu'une plus grande place soit donnée dans les journaux à tout ce qui peut servir à accroître la valeur et la dignité de l'esprit. Il s'appliquera d'autre part à coordonner l'activité des publications périodiques dans les différentes branches de la vie intellectuelle.

Telles sont les sections dont le plan s'est, pour ainsi dire, dessiné de lui-même, par le seul classement des affaires déjà entreprises par la Commission internationale ; mais l'avenir apportera sans doute d'autres suggestions.

Si nous transposons ce programme sur le plan d'une réalisation matérielle, nous entrevoyons l'importance des locaux et des crédits qu'il faudra attribuer au futur Institut. La France n'a d'ailleurs pas l'idée de lésiner, le jour où elle offre à toutes les nations du monde un bureau central des relations intellectuelles. Si nous supposons un instant que la f culté de faire cette offre et de la réaliser chez lui eût été donnée à un autre grand peuple et qui connût l'importance des choses de l'esprit, disons par exemple, si vous voulez, le peuple allemand, quel palais n'eût-il pas offert ! La France donnera ce palais et le nécessaire pour l'entretenir. Elle n'ignore pas le légitime avantage moral qu'elle en retirera. Les autres nations ne l'ont pas ignoré non plus : en acceptant, lors de l'Assemblée de septembre à Genève, le cadeau de la France elles lui ont fait comprendre, tout en la remerciant comme il était dû, que du même coup ils l'investissaient d'une mission de confiance et d'une sorte de privilège. L'exercice de cette mission est soumis à une condition absolue et qu'à notre tour nous trouverons juste : la complète internationalité de l'Institut ; son personnel sera recruté dans toutes les nations, et la France, qui fait cette fondation, n'y conserve aucun droit particulier ; la Société des Nations y sera maî résse. Il est probable, et cela a été dit à Genève, que des instituts internationaux pour les relations intellectuelles seront créés en d'autres capitales ; l'Italie a déjà donné l'exemple, en proposant la création à Rome d'un Institut pour l'unification du droit privé. Mais il a été entendu que l'Institut parisien serait l'instrument direct de la Commission de Coopération intellectuelle, qu'il serait au centre de tout le mouvement d'organisation intellectuelle internationale. Cet Institut grandira dans la mesure où d'autres instituts annexes seront créés dans d'autres capitales et où s'étendra l'ampleur du mouvement tout entier.

Les locaux du futur Institut ne devront pas seulement contenir la place nécessaire pour son personnel propre. Il faut prévoir que les Etats enverront, sinon immédiatement, au moins au bout de quelque temps, des délégués permanents auprès de cet Institut, Il est d'ailleurs désirable qu'il en soit ainsi, et qu'en plus de la Commission de Coopération intellectuelle, dont les sessions domineront, pour ainsi dire, tout ce travail, l'Institut réunisse à titre permanent des représentants de toutes les cultures qui seront à même de discuter entre eux leurs intérêts communs à Paris.

D'autre part l'Institut de Coopération intellectuelle manquerait à une de ses fonctions essentielles, s'il n'était pas en mesure d'offrir aux associations scientifiques et intellectuelles internationales et, en particulier, aux secrétariats permanents des congrès, l'hospitalité la plus large. Beaucoup de ces organisations sont, à l'heure qu'il est, dans un

demi sommeil fort préjudiciable au progrès, et qui tient à ce qu'elles n'ont pas les ressources nécessaires pour assurer la continuité de leurs travaux. Certaines de ces institutions ont déjà fait des ouvertures auprès de la Commission de Coopération intellectuelle à cet effet. On voit sans peine combien il serait important de rassembler autour de l'Institut le plus grand nombre possible de ces actifs organismes, par lesquels on se trouverait en liaison quotidienne avec les meilleurs éléments de la vie intellectuelle des grands pays, en particulier sur le terrain scientifique.

Enfin la fréquence des grandes réunions internationales à Paris pourrait être accrue, si l'Institut parisien mettait à la disposition des organisateurs de ces réunions des salles assez grandes et pourvues du confort particulier nécessaire pour que leurs travaux s'accomplissent dans les meilleures conditions possibles.

Le Conseil de la Société des Nations doit se réunir à Rome au commencement de décembre ; c'est alors qu'en vertu des résolutions de l'Assemblée il devra approuver l'accord passé entre le Secrétariat de la S. D. N. et le Gouvernement français ; le texte de cet accord fournira probablement les termes mêmes de la loi que le Parlement français examinera. Il s'agit d'une fondation, dans le sens juridique du mot, à laquelle la loi donnera l'autonomie avec la personnalité civile. C'est en effet de cette façon que la transmission du présent fait à la Société des Nations par l'Etat français se fera le plus aisément ; il est d'autre part à souhaiter que la future institution soit en mesure de recevoir, outre la subvention de l'Etat français, des subventions ou des donations de toute espèce.

L'accord conclu et la loi votée, la Commission de Coopération intellectuelle se réunira et fonctionnera aussitôt comme Conseil d'administration de l'Institut. Elle nommera sur le champ les principaux fonctionnaires de l'Institut, ou tout au moins ceux qu'il lui paraîtra nécessaire de recruter pour la mise en marche et pour assurer la première étape.

Julien LUCHAIRE,
Inspecteur Général de l'Instruction Publique.

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

ROME OU MOSCOU ?

Les majorités changent, les ministères tombent. Dans tous les pays de l'Europe, les questions extérieures et les questions intérieures se mêlent de telle façon qu'il devient à peu près impossible de concevoir, dans quelque question que ce soit, une politique cohérente et suivie. La prédominance des problèmes financiers fait intervenir, dans le gouvernement de notre Europe, des puissances capitalistes américaines d'autant plus redoutables qu'elles demeurent occultes. L'opinion, privée de boussole, s'affole ou se désintéresse des affaires publiques, tout en comprenant que jamais les affaires publiques n'ont eu de répercussion aussi directe sur les affaires privées. Mais, dans ce désarroi il y a deux pôles entre lesquels l'opinion universelle vacille perpétuellement, quelle que soit l'habileté des politiciens attentifs par métier aux solutions provisoires et moyennes : il y a Rome, citadelle du fascisme, et Moscou, la Mecque de la Révolution universelle. Ni réaction, ni révolution, disent les hommes d'État libéraux et républicains. Formule pleine de sagesse, mais à laquelle il est bien difficile de se tenir, en un temps où l'homme d'État le plus retors est toujours emporté plus loin qu'il ne le veut par une opinion dont il est bien forcé de tenir compte et qui se porte d'un extrême à l'autre avec une surprenante rapidité.

Il y a quelques mois encore, tous les conservateurs de notre vieille Europe jetaient un regard plein d'admiration et d'envie vers Rome où régnait la dictature, tandis qu'ils se montraient fort inquiets de ce qui se passait à Londres, où l'on pouvait craindre que l'extrême-gauche travailliste ne préparât les voies à la révolution sociale. Le Foreign-Office, reconnaissant les Soviets, ne se disposait-il pas à conclure avec eux un accord économique? Aujourd'hui, c'est une autre gamme : l'Angleterre est redevenue l'espoir des conservateurs, et c'est du côté de Rome que l'on regarde avec inquiétude, car la dictature fasciste y subit une crise si redoutable que, parmi ses amis comme parmi ses ennemis, on se demande si, quel que soit le prestige et le talent de M. Mussolini, il pourra la surmonter...

***

La crise du fascisme, latente depuis les élections, a pris un caractère aigu depuis le meurtre de M. Matteoti. Ce dramatique incident, dans lequel l'attitude de M. Mussolini a été irréprochable, a montré que le « Duce » n'était plus absolument maître de ses troupes. On ne saurait méconnaître sans mauvaise foi les immenses services rendus par la révolution fasciste à l'Italie. Sans elle, ce pays plein de ressources, et qui, dans son unité, a retrouvé un prodigieux regain de jeunesse, sombrait dans l'anarchie. Tous les gouvernements parlementaires et réguliers avaient étalé leur impuissance et leur corruption. M. Mussolini et ses bandes fascistes ont remis de l'ordre dans le

royaume y ramenant du même coup une relative prospérité, dont il avait grand besoin pour se refaire, au sortir de la grande guerre. Mais la victoire fasciste n'en était pas moins une victoire révolutionnaire. Pour l'obtenir, son chef avait dû employer les méthodes révolutionnaires, et un personnel révolutionnaire. Parmi les compagnons et amis personnels du dictateur aussi bien que parmi les organisateurs des « faisceaux » locaux, il y avait beaucoup d'aventuriers, d'hommes de main : on ne fait pas de révolution sans ces gens-là. La difficulté, c'est de les caser dans l'ordre régulier qui suit nécessairement une révolution qui réussit. Il a fallu vingt-cinq ans, beaucoup de gloire et beaucoup de génie pour transformer en pairs de France les anciens jacobins dont Napoléon avait fait des barons de l'Empire. Nous vivons en un temps où l'on est très pressé de jouir de la victoire, de toutes les victoires, et les compagnons de M. Mussolini, les extrémistes du « fascio » ne trouvant pas immédiatement à se placer dans l'ordre « normal » ont voulu perpétuer un régime de désordre où ils ne trouveraient que profit. Dans la sanglante et magnifique Italie du xve siècle, dans les républiques antiques dont elle avait recueilli l'héritage, il était de tradition que le premier soin de l'aventurier qui s'emparait d'un trône ou confisquait une liberté, fût de se débarrasser de compagnons qui avaient été des complices et qui pouvaient devenir des rivaux. Mais M. Mussolini, qui est tout de même un homme moderne, qui a été, lui aussi, un révolutionnaire, avait trop de générosité pour cela : en politique, on est plus souvent puni de ses vertus que de ses injustices.

D'autre part, peut-être parce qu'il était pénétré de souvenirs antiques et qu'il songeait à Octave-Auguste qui fonda l'Empire, tout en respectant les formes de la République, il voulut concilier la dictature et le régime constitutionnel et parlementaire — *combinazione* —. Mais il y a d'inconciliables antinomies. Même un Parlement élu grâce à un système électoral qui régularise la pression gouvernementale, demeure un foyer de discussion qui doit fatalement énerver une dictature dès que celle-ci n'apparaît plus de première nécessité ; M. Giolitti qui, lui aussi, sait comment on fabrique, même sous les apparences les plus légales, un Parlement fidèle, avait un indéfinissable sourire quand il vint, pour les premières fois, siéger à Montecitorio, sous Mussolini. Il devait fatalement arriver qu'à la première crise, des fissures se produisissent dans une majorité servile mais composite, et que beaucoup d'hommes politiques ralliés au succès allassent rejoindre au premier signe de faiblesse une opposition tolérée, mais qui comptait bien un jour arriver à poser ses conditions.

C'est ce qui s'est produit à la faveur de l'affaire Matteoti et de quelques violences fascistes réellement intolérables. « La violence, pour nous, déclarait le « Duce » parlant à Crémone, n'est pas un sport. La violence n'a jamais été, et ne peut être amusante. Elle peut être, comme la guerre, une dure nécessité, à certaines heures historiques, mais notre rêve, c'est celui de l'Italie pacifique, laborieuse, où tous se sentent fils de la même mère et liés au même destin ». Ce sont là de belles paroles, mais elles n'ont pas empêché les fâcheux incidents du 4 novembre où l'on vit des bandes fascistes, au cours de la commémoration de la victoire sur l'Autriche, s'en prendre aux anciens combattants et même aux mutilés.

Les inquiétudes que ces troubles continuels donnent aux éléments les plus sains de la nation ont fort bien servi l'opposition parlementaire. On se souvient qu'au lendemain de l'affaire Matteoti, elle se retira sur l'Aventin. M. Mussolini fit mine de lui tendre le rameau d'olivier, mais elle lui fit savoir avec une certaine raideur qu'elle considérait que l'Italie ne pourrait revenir au régime normal que le jour où la sécurité des citoyens et la liberté politique ne seraient plus à la merci d'une armée de parti, installée au cœur même du pays. Elle exigeait donc le licenciement de la milice fasciste, autant dire l'abdication du fascisme. M. Mussolini décida que la Chambre siégerait sans l'opposition ; mais c'est alors que l'on vit se produire les premières fissures dans cette majorité qui devait tout au *Duce*. Ce fut d'abord la défection des combattants, ce qui privait le gouvernement d'une force morale considérable — on se souvient de l'effet produit par le discours antifasciste du mutilé aveugle Delcroix — puis ce furent les défections libérales qui se produisirent après le Congrès de Livourne. Enfin, ce sont les défections fascistes, à quoi de retentissantes démissions ont donné un singulier éclat.

M. Mussolini n'est pas homme à abandonner la partie ; il sait, comme il l'a dit à M. Robert Kemp, dans une interview publiée par la revue française *Demain*, qu'un gouvernement ne tombe pas quand il ne veut pas tomber. Il a porté très habilement le débat sur le terrain de la politique étrangère où il a fait de l'excellente politique italienne, mais non spécifiquement fasciste, et où il a obtenu d'incontestables succès. Mais M. Giolitti, qui est peut-être le plus retors des politiciens d'Europe, vient de faire dans la politique active une rentrée assez inquiétante. Il est vrai qu'il a plus de quatre-

vingts ans, mais il n'en faut pas moins noter ce que disait, l'autre jour, dans un cercle politique, une personnalité fort bien informée des choses d'Italie : « S'il y avait à Rome un homme qu'on puisse opposer à M. Mussolini, tout serait vite fini ».

***

Cette crise du fascisme a eu, dans toute l'Europe, un grand retentissement. Elle a été accueillie avec de véritables cris de joie, non seulement par les socialistes à qui M. Mussolini et ses fascistes sont apparus à un moment donné comme des figures de cauchemar, mais même à bon nombre de libéraux et de démocrates modérés qui s'inquiétaient de la force d'attraction que le *fascio* exerçait sur les aspirations confuses qui s'étaient traduites dans les peuples vers un pouvoir fort qui eût mis fin aux impuissances et aux hésitations parlementaires. Quelle joie de pouvoir dire à ceux qu'a exaspérés l'impuissance des gouvernements démocratiques et réguliers à rétablir en Europe l'ordre, la sécurité et la prospérité : la dictature ne réussit pas mieux et, soumise elle aussi aux mouvements variables de l'opinion, elle est tout aussi éphémère que nos gouvernements constitutionnels ! La chute de M. Mussolini serait donc accueillie comme une délivrance par tous les partis de gauche, aussi bien bourgeois que socialistes, mais leur triomphe serait vraisemblablement de bien courte durée car les éléments de désordre que le fascisme a si énergiquement matés, existent toujours en Italie. Il y a peu de chances pour que le vieux chef du parti libéral, si habile soit-il, puisse endiguer aujourd'hui les forces révolutionnaires devant lesquelles il était impuissant, il y a trois ans. On a pu reprocher bien des choses au régime mussolinien, mais dans l'état de nervosité où se trouve l'Italie, s'il tombait, ce ne serait pas pour faire place à un honnête gouvernement parlementaire à la mode d'autrefois, mais pour être remplacé à bref délai par la dictature du prolétariat. Moscou veille...

***

Moscou veille... Toutes les crises gouvernementales qui secouent les États européens sont suivies dans la république des Soviets avec une attention d'autant plus soutenue que la Russie est maintenant à peu près le seul pays qui puisse envisager de longs desseins et poursuivre une politique continue.

Les élections anglaises et l'énergie avec laquelle M. Austin Chamberlain a répondu aux insolences moscovites viennent de porter un coup sensible au gouvernement soviétique, mais il s'en console en célébrant sa reconnaissance par la République française, mesure qui a eu, dans tous les États de l'Est européen où l'on voit de près le danger que constitue la propagande communiste, un effet désastreux. La nouvelle attitude de l'Angleterre arrêtera peut-être le mouvement qui semblait emporter tous les États de l'Europe. Mais, jusqu'à ces derniers temps, tous obéissaient, dans leur conduite envers la Russie, à des préoccupations d'ordre économique qui n'étaient pas très élevées et qui obscurcissaient singulièrement leur sens politique. Ils s'observaient les uns les autres, avec la crainte jalouse que le voisin ne prît pied en Russie, et ne s'emparât de cet immense marché. Et cette jalousie commerciale était telle qu'elle les a empêchés de voir :

1° Que toutes les puissances qui ont essayé de renouer commercialement avec la Russie en ont été pour leurs frais ;

2° Que sous le couvert des relations économiques, le seul but que visent les Soviets, c'est la propagande politique.

Avec une confiance peut-être excessive dans notre aveuglement, ceux-ci ne cherchent guère, du reste, à cacher leur jeu. *La Revue Universelle* vient de publier un remarquable article de M. Pilenco sur la tactique de la Troisième Internationale. S'autorisant d'une quantité de citations, tirées des livres et des articles des principaux chefs de la Russie soviétique, il montre avec une éblouissante clarté que, fidèles à la pensée de Lénine, ils ont pour principale, sinon pour unique préoccupation, la propagande révolutionnaire dans le monde, parce qu'ils ont très bien compris que leur révolution communiste sera toujours menacée tant qu'il restera en Europe un État non communiste. Le grand argument de ceux qui ont voulu reprendre les relations avec la Russie, c'est que la République soviétique dont les Russes semblent s'accommoder puisqu'ils ne la renversent pas, est un État comme les autres et que l'Europe ne retrouvera jamais son équilibre tant qu'un aussi grand peuple en sera exclu.

Que les Russes s'accommodent du gouvernement soviétique, cela est fort douteux. Du moins ne s'en accommodent-ils que parce qu'ils ne peuvent pas faire autrement.

Comme dit M. Mussolini, un gouvernement ne périt de l'intérieur que quand il le veut bien. Or, la petite bande d'hommes énergiques, intelligents et sans scrupules qui s'est emparé du pouvoir en Russie ne veut pas périr. Mais l'erreur la plus grosse que l'on commet dans nos milieux gouvernementaux quand on parle de Russie, c'est que le

gouvernement soviétique est un gouvernement comme les autres. On compare la Révolution russe avec la Révolution française : les points de comparaison sont tout à fait superficiels. Le gouvernement révolutionnaire français a fait des guerres de propagande qui sont très vite devenues des guerres nationales, d'ailleurs. Mais il a toujours admis les règles du droit international, telles qu'elles existaient à la fin du XVIIIe siècle. Le gouvernement soviétique russe n'admet pas le droit international. Il considère qu'il apporte dans le monde un principe tout à fait nouveau : le communisme. Le communisme comporte une morale, un droit, une politique qui n'ont rien à voir avec l'ancienne morale, l'ancien droit, l'ancienne politique, pas plus qu'avec l'ancienne économie. Tout est légitime qui sert le communisme : mensonges, fourberies, terreur et guerre. Tout est crime qui le combat.

Tout est légitime qui sert le communisme, même la guerre, surtout la guerre ; car Lénine ayant justement observé qu'une guerre étrangère malheureuse est ce qu'il y a de plus favorable à l'éclosion de la guerre civile, le gouvernement soviétique qui s'est établi au cri de : « Vive la paix à tout prix ! » a maintenant pour premier principe de politique étrangère de ruiner la Société des Nations, et de perpétuer, aussi longtemps que possible, l'état d'insécurité où vit l'Europe.

Avec un gouvernement pour qui le droit international n'existe pas, dont les chefs déclarent qu'un engagement conclu avec un État « bourgeois » est à leurs yeux sans valeur à quoi bon faire des traités? Ce sont des chiffons de papier ajoutés à d'autres chiffons de papier.

Ils ne nous cachent pas d'ailleurs qu'ils ne veulent entrer en relations avec nous que pour mieux nous détruire, et l'on s'imagine la joie avec laquelle ils doivent suivre les crises gouvernementales où nous nous débattons quand on lit ce passage de Lénine :

« Ce n'est que lorsque les bas-fonds ne veulent plus et que les sommets ne peuvent plus continuer à vivre à l'ancienne manière que la révolution peut triompher. Autrement dit, la révolution est impossible sans une crise nationale. Ainsi donc, pour la révolution, il faut en premier lieu que la majorité des ouvriers comprenne la nécessité de la révolution et soit prête à mourir pour elle ; en second lieu que les classes dirigeantes traversent une crise gouvernementale qui entraîne dans la politique les masses les plus retardataires, qui affaiblisse le gouvernement et qui rende possible pour les révolutionnaires son renversement pratique... »

Songez avec quel ricanement de joie les hommes qui ont toujours sous les yeux cette phrase du Maître, suivent les crises gouvernementales en Italie... et ailleurs.

Oui, Moscou veille et tandis que nous sommes occupés de nos querelles électorales, tandis que nous escomptons la chute de Mussolini parce que son système de gouvernement est contraire à nos principes, les visionnaires qui veulent détruire toute la civilisation pour la refaire sur un plan nouveau s'enfoncent dans l'idée qu'ils sont les instruments du Destin.

L. DUMONT-WILDEN.

LE ROMAN

DEUX ROMANS FÉMININS (1)

L'étrange et brillant roman de Mme la Princesse Bibesco, subtil aussi, complexe et un peu mystérieux, *le Perroquet vert*, se déroule sur deux plans superposés : l'un, extérieur, à l'air libre, avec fenêtres ouvertes sur le monde et sur l'espace ; l'autre, souterrain, comme une crypte. Dans le premier se meuvent les deux sœurs, deux jeunes filles russes de notre côte d'argent dont l'aînée se marie avec un de ses compatriotes de la côte d'azur ; dans le second, les autres personnages vivent avec leurs morts, qui revivent en eux et commandent encore aux destinées des jeunes sœurs : un récit, en vérité, où, comme en convient l'auteur, « la mort tient plus de place que la vie ». Et c'est en faveur de la vie que ce récit apporte son témoignage, la vie vers laquelle ne peuvent s'élancer ceux que retient l'emprise des morts.

Le perroquet vert ? Il n'est rien qu'un pauvre oiseau quelconque, et il était tout pour la fillette de dix ans, que son père et sa mère maintiennent captive d'un sortilège : le souvenir de l'enfant qu'ils ont perdu. « L'oiseau vivait, c'était un objet d'amour vivant... » Et, dès lors, qu'importe tout ce qu'on pourrait bien dire pour la détacher de ce médiocre idéal dont elle est éblouie, enivrée ? Qu'importe l'objet de sa passion ? « Qu'importe le manque d'intelligence chez un être en qui le génie de la vie éclate, qui brille, qui parle et qui se meut ? » A l'enfant dont l'existence maussade et

(1) Princesse Bibesco : *Le Perroquet vert*, 1 vol., Les Cahiers verts, Bernard Grasset, éditeur. — Camille Marbo : *Les Cahiers de Francine*, 1 vol., Albin Michel, éditeur.

morne languissait sans amour, sans plaisirs, dans le dénuement sentimental et l'inanition du cœur, entre des parents indifférents et une sœur méchante, il est apparu soudain, « en plein vol, les ailes éployées, éblouissant et rapide, comme un ange pourvu d'un bec, » tout pareil à un messager divin. Il a tournoyé un instant au-dessus de sa tête, puis s'est posé familièrement sur le petit manchon de loutre qu'elle portait. Alors, elle s'est sentie l'élue... Mais elle n'a entrevu le bonheur que pour le perdre. Et ce fut l'accident moral dans lequel elle a perdu aussi la faculté d'espérer, « comme on peut perdre, dans une catastrophe physique, la faculté de voir ou d'entendre ». Désormais, elle est aveugle et sourde ; ses yeux sont fermés aux fêtes du désir, comme ses oreilles à l'appel du bonheur. C'est au moment même de cette crise que lui naît une autre sœur, qui sera comme un double, une réplique, un prolongement d'elle-même. Elle a fini de vivre au moment où Marie a commencé.

Dès lors, leurs destinées se confondent et ne forment plus qu'une destinée commune. Leur histoire est la même. Marie, elle aussi, a vu apparaître un jour, dans sa vie, le Perroquet vert. C'était un jeune homme assez médiocre, engagé ailleurs. A Marie, comme à l'autre, on a repris la cage et l'oiseau des mains. Pour toutes deux, née d'une mère sans résignation, et qui n'acceptent pas d'être déçues, incapables de désirer autre chose que ce qu'elles avaient perdu, cette espèce d'entêtement du cœur ôtait à l'avenir toutes ses perspectives de bonheur et l'abolissait d'un coup.

Quelle étrange maison, en vérité, celle de cette famille en deuil, où les parents n'admettent autour d'eux aucune gaîté, aucun rayon, aucun sourire parce qu'ils ont perdu leur fils, l'unique garçon, à l'âge de huit ans ! Anne et Elisabeth, les deux sœurs aînées, ont été éloignées parce qu'elles étaient heureuses. Olga seule, l'enfant méchante, née après le malheur et qui en est marquée, a trouvé grâce devant la mère. « Dans cette fille chagrine, elle a reconnu ses larmes ». Toute la vie des parents est suspendue au souvenir, et à cette espérance : celle du retour de l'ange envolé, qui reparaîtrait dans un autre fils. Mais il ne leur est né que deux filles de plus. Cependant, on ne pense qu'au fils disparu, on ne parle que de lui. Il est partout présent ; la maison est pleine de son culte. Et la narratrice du récit — l'aînée des trois sœurs restant au foyer de la désolation, la plus jeune de celles qui étaient nées avant le deuil — prend conscience, avec le temps, d'avoir assisté, dans la demeure paternelle, à la naissance d'une religion.

Religion de la mort, qui a laissé dépérir, auprès d'elle, la vie. On ne saurait écrire de pages plus poignantes sur l'enfance, l'ardeur de ses rêves, la violence de ses désespoirs que celles où nous est retracé le désir de cette fillette, à partir du jour où elle a entrevu la possession de l'objet désiré, la plénitude de joie avec laquelle elle le touche, l'effondrement de tout son être quand elle le perd. La maladie physique, comme il arrive le plus souvent, a coïncidé avec cette crise de l'âme. C'est une enfant toute changée qui sort de la double épreuve : « Comme mon organisme avait tué le germe du typhus, j'avais tué en moi le germe de tout désir. » Lisez son histoire : vous n'y trouverez plus désormais que l'indifférence absolue. Le vieux médecin de la famille a dit aux parents, et il ne savait pas si bien dire : « Votre fille est immunisée pour le reste de ses jours. »

Elle ne pouvait savoir alors, elle, comme elle le saura plus tard, quelle tare elle portait dans son sang. La révélation lui viendra lorsque, jeune femme voyageant avec son mari, elle fera la connaissance de la terre russe et de sa parenté tout entière, de ce « Gatchina Gatchinouchka », le domaine familial tant chanté et lamenté par la Nianka, la vieille nourrice russe, et dont la villa de Biarritz, avec son toit à l'italienne, ses pilastres et son air Premier Empire ne fait que copier la maison. Le père et la mère en ont été chassés parce qu'ils se sont épousés contre le gré des parents qui ne voulaient pas de ce mariage entre cousins germains. Et voici que la jeune femme découvre les portraits et l'histoire de Marie Dalgoroukine, la Rose de Saint-Pétersbourg, et de son frère Alexandre, le jeune officier byronien qui prit part à la bataille de Waterloo. Apheridon-Astarté : l'histoire nous est contée dans les *Lettres persanes*, de ces noces fraternelles, conformes aux préceptes religieux des guèbres, en horreur aux Mahométans. « Les deux enfants romantiques s'étaient aimés en guèbres ». Au début du XIXe siècle, ce malheur est dans l'air : René, Childe Harold, « d'où soufflait le vent enflammé qui tordit les chevelures sur tant de jeunes fronts » ? Le vent souffle encore sur l'héroïne de l'aventure et sur sa jeune sœur ; elles comprennent qu'il a soufflé sur leur mère : « C'est le récit d'une seule passion qu'il faudrait faire, visible à travers nous toutes. » Transposition moderne de la fatalité antique, nous entrevoyons à l'arrière-plan le déterminisme des races qui dissipe l'horreur sacrée dont s'enveloppait le mystère. « Dans l'écheveau de notre race, il existe deux couleurs, qui ont formé beaucoup de nuances ; dans le fleuve de notre race, il existe deux courants qui tantôt se mêlent, tantôt se séparent, mais ne se perdent jamais... A l'origine, un jeune homme

du Sud a dû s'éprendre d'une jeune fille du Nord, ou inversement... Il me suffisait d'avoir vu les portraits de Marie Serguïevna et de son frère dans la boîte ovale pour connaître qu'ils n'étaient apparentés que de nom, qu'ils étaient les purs représentants de ces deux races totalement étrangères l'une à l'autre et, victimes d'une fatalité engendrée par le temps, non pas les enfants du même père et de la même mère, mais deux amants prédestinés ». Sur ces considérations, elle se demande ce qui fût arrivé d'elle, si Sacha, le jeune frère, mort, avait vécu. Mais il n'a pas vécu, et c'est par un détour de labyrinthe, très secret, très compliqué, que l'histoire des deux sœurs rejoint, à travers celle de leurs parents, la tragique destinée de l'aïeule : elles retrouvent un frère ignoré, qui aime la plus jeune — morte du désir de ce qu'elle avait perdu et dont il ne connaît que l'image — dans la personne de l'aînée.

Oui, complications, labyrinthe, détours et retours des choses : mais comme tout cela s'ordonne naturellement, se précise et s'éclaire dans le grand jour de la vérité concrète où se maintient le récit ! Nous trouvons autant de plaisir à le lire que de difficulté à l'analyser. Il est plus saisissant encore que complexe ; et les couleurs sont si vives, si nettes, chaque trait si accusé, si décisif, que la réflexion seule et l'effort de pénétration critique nous font découvrir l'entrecroisement des fils dans la trame de l'éclatante peinture. Un chapitre étonnant à cet égard est celui où la jeune héroïne du roman descend, à Gatchina, dans le caveau des ancêtres : l'assassinat politique, le suicide, les violences et les anomalies de la passion, la folie, l'héroïsme, tout se mêle ici et se retrouve chez les descendants raffinés, chez ces Russes de Biarritz ou de Cannes conduits par leur vie cosmopolite à se rendre compte que l'Histoire a un envers et un endroit, qui changent selon les peuples, et obligés de faire un effort pour se rappeler que le nom joyeux d'Austerlitz est dans leur pays le triste nom d'une défaite russe.

Est-il besoin de dire de quelle saveur originale se relèvent l'intérêt et l'agrément d'un tel récit ? Laissons la vaine tentative de le classer ou de le juger : il ne s'ajuste ni aux cadres des genres, ni aux formules de la technique professionnelle. Nous l'aimons pour une richesse de psychologie, une liberté d'allure, un perpétuel bonheur d'expression qui attestent les plus beaux dons et un art spontané que fait fleurir la plus fine culture. Mme la Princesse Bibesco nous avait déjà donné deux fantaisies exquises et savantes : *Les Huit Paradis* et *Alexandre asiatique ou l'histoire du plus grand bonheur possible* ; un ample tableau de la vie rustique en Roumanie, plein de nature, de légende et de poésie : *Isvor, au pays des saules*. Elle réalise, avec *Le Perroquet vert*, une synthèse de pensée et d'imagination, d'observation et d'analyse qui font de ce singulier roman russe, écrit dans un français exquis et pur, sous l'influence de toute la discipline de la culture française, et tout pénétré d'esprit cosmopolite, une œuvre exceptionnellement attachante, d'un caractère neuf et hardi.

***

C'est une œuvre simple, mesurée, aussi française de fond que de forme, au contraire, nuancée, discrète, ces *Cahiers de Francine*, que nous donne Camille Marbo après six autres romans, dont un, *La Statue voilée*, était signalé à l'attention publique, en 1913, par le prix Vie Heureuse. L'auteur, depuis, n'avait publié qu'un seul volume, *Le Survivant*, et l'on ne s'étonne point d'une telle réserve quand on voit combien elle laisse peu de place à l'artifice et montre peu de goût pour la fabrication littéraire. Une inspiration directe, sincère, qui semble tirée de la vie ; une vraie curiosité psychologique, où il entre plus d'intuition que d'analyse ; le sens des âmes : voilà des qualités rares auxquelles il faut laisser le champ libre, sans les surmener, sans les forcer. Il y a beaucoup de charme et de grâce dans ce livre qui marche d'une allure aisée, dégagée, un peu lente, un peu rêveuse, et pourtant vive parfois, comme une femme de chez nous.

L'absence d'artifice ne signifie pas le manque d'art, et il ne pouvait y avoir procédé plus habile, plus heureux que de faire passer tout le récit à travers la sélection et l'idéalisation des souvenirs. Francine écrit vers l'âge de trente-cinq ans, au milieu du chemin de la vie, et il a fallu des années, nous dit-elle, « avant que je voie se rouvrir les portes mystérieuses derrière lesquelles vivront, tant que je vivrai, les ombres qui ont peuplé ma jeunesse. »

Des années : elles séparent la Francine d'aujourd'hui de celle qui aurait pu être et qui ne sera pas, mais que nous voyons tout au cours de l'histoire, fillette anxieuse et passionnée, « frémissante au bord d'un univers où la grave beauté de la musique, la violence des attachements, le souci d'une perfection impossible à atteindre sont comme des palais magnifiques. » Celle-là, ni sa mère, ni ses enfants ne la comprendraient, ni le mari qui l'aime pour sa gaîté légère. L'autre est précisément cette Francine bien portante, gentille et gaie à la façon d'un animal sain, la vraie fille de sa maman. Dédoublement de personnalité ? Non, point du tout ; mais simple juxtaposition ou plutôt superposition

d'éléments qui ne s'excluent pas, et dont les uns se sont épanouis avec l'adolescence en fleur tandis que les autres les ont étouffés plus tard et vivent à leur place.

C'est donc une psychologie de l'adolescence féminine qui s'offre d'abord à nous dans ces pages écrites avec la plus jolie délicatesse, un exquis mélange de vérité et de poésie. L'originalité de la peinture vient surtout de ce qu'une des deux jeunes filles, Ginette, nous est présentée dans sa relation avec sa mère, qu'elle aime d'un amour égoïste, ombrageux, despotique ; l'autre, Francine, dans son amitié pour Ginette et Mme Daitre. Un drame intime va mettre les âmes à l'épreuve, et le voici tout entier, tel que Francine le résumera plus tard : « Petite Madame Daitre, si gracieuse et légère, combien de nuits solitaires avez-vous passées à pleurer, avec le sentiment que vous étiez cernée de toutes parts, épuisée comme une biche poursuivie et que la meute qui vous traquait était menée par votre fille et l'homme qui vous aimait... » L'attrait qu'exerce sur Francine le couple tendrement uni de la mère et de la fille ; la joie qu'elle éprouve à devenir, vers sa treizième année, l'amie de Ginette ; la puissance attractive de Mme Daitre, son « attente » qu'elle-même ignore, cette indétermination charmante qui la rend aussi incapable d'obéir à un plan fixé d'avance qu'il est impossible à l'eau de conserver une forme stable en dehors d'un vase, cet éclat de flamme qui danse ; la rencontre de l'homme qu'elle ne cherchait pas, qui était l'amour et pouvait être le bonheur ; les alternatives d'abandon et de résistance aux forces qui l'entraînaient vers lui ; Ginette, après s'être si longtemps confondue avec sa mère, se dressant comme un être extérieur, jalouse, hostile, et, prise dans la complication de ce drame, l'ignorante amitié de Francine, trop naïve, trop jeune, gamine qui adorait Mme Daitre et ne savait pas l'aimer : tout cela est dit, conté, gradué avec une précision nuancée, poétique, de qualité très rare. Une réussite analogue marque de touches neuves l'amour de Jacques Laborde et de Mme Daitre, crée une atmosphère autour de Francine, l'isole de la réalité. La jeune fille n'a pu se maintenir dans l'air raréfié du sentiment pur. L'épreuve dont elle a été témoin lui a révélé un univers mal fait, plein de difficultés et d'injustice. C'est pour cela sans doute qu'elle s'est laissée aller à vivre comme les autres. Plus tard, dévorée de nostalgie, elle s'accusera de s'être laissée par faiblesse, impatience et sottise, emprisonner pour toujours hors de son pays natal. Francine, vraiment, se juge avec trop de sévérité. Mais elle s'en veut de vivre parmi des étrangers et si elle a évoqué le passé c'est qu'elle tâche de conserver le souvenir des mois où, serrée entre deux êtres pareils à elle — Mme Daitre et Jacques Laborde — elle voyait « l'univers éblouissant autour d'un centre d'où rayonnaient le Rêve et la Beauté. »

Ce rayonnement enveloppe le livre. Les impressions de Francine gardent toute la fraîcheur de la jeunesse et telles scènes sont rendues avec une vivacité, une espièglerie de fillette : toutes celles, par exemple, où apparaissent les personnages de « la Phalange », ce groupe de garçons et de jeunes filles amis. Sur l'amitié, sur l'amour, voilà des témoignages tout vifs et qui n'ont rien de conventionnel ni de banal. Il y a grand plaisir à lire un récit comme *Les Cahiers de Francine*. Il est, je crois, de ceux qui gagnent à être relus.

Firmin Roz.

LE THÉATRE

L'INTERPRÉTATION DU « VIEIL HOMME » A LA COMÉDIE-FRANÇAISE

Il était naturel, nécessaire de mettre au répertoire de la Comédie-Française *Le Vieil Homme*, la pièce sans doute la plus puissante, la plus large, la plus âpre, du théâtre de Georges de Porto-Riche et qui constitue le dénouement de cette longue tragédie d'amour où il semble que chaque drame ne soit qu'un acte détaché d'une pièce unique.

Il est regrettable que l'interprétation n'ait pas été meilleure, ou du moins plus fidèle. Essayons donc, à la faveur de quelques-unes des erreurs qui ont été commises, de pénétrer plus intimement dans la psychologie des personnages.

***

A la répétition générale, je n'avais pu me défendre d'une colère croissante contre M. Alexandre : cette colère était injuste, car j'étais mal renseigné. Une conversation avec M. Emile Fabre, que je félicitais des succès qu'il vient de remporter en obtenant de l'intelligente décision du ministre un surcroît d'autorité par la nomination de six membres du Comité de lecture, m'a mis au fait. Il paraît que c'est à son corps défendant, par ordre, et pour rendre service à la maison qui ne posséderait point de titulaire naturel du rôle, que M. Alexandre s'est résigné à tenter l'impossible. Dans ces conditions, que M. Alexandre, si ses yeux, par hasard,

tombent sur ces lignes, veuille bien considérer qu'elles ne le visent en rien et que je le félicite au contraire de son beau mouvement. Je prends seulement occasion de l'aventure pour mettre en plus vive lumière le fond même de l'œuvre.

M. Alexandre est corpulent, il a le masque tragique, la voix grave, le geste solennel. Rien de ce qui lui arrive ne saurait manquer de conséquence. Il n'exprime ni la fantaisie ni la frivolité. Il ne badine pas avec la vie. Certes, j'estime fort le savoir, l'habileté et, pour tout dire, la technique des comédiens, surtout lorsque ce sont des maîtres et même des professeurs, mais je suis convaincu que, sur la scène, ne comptent que les dons naturels, la voix, la stature, et que tout comédien peut juste exprimer, pour le spectateur, ce qui correspond à son apparence. Si j'étais un grand auteur dramatique, je me garderais de jamais composer un personnage sans l'ajuster à l'interprète qui en sera chargé... Il faudrait draper les rôles sur les comédiens comme un couturier drape les étoffes sur les mannequins. Supposez donc M. Alexandre dans le rôle d'un père qui cède à un caprice amoureux sans même s'apercevoir que ce caprice est capable de provoquer un désastre dans le destin de son fils, et il devient presque monstrueux. M. Alexandre est donc, — très exactement, — le contraire du personnage de Porto-Riche, puisque ce personnage est celui que nous avons connu dans *Le Passé, Amoureuse, La chance de Françoise*, et que nous avons vu jouer par les comédiens les plus désinvoltes, exprimant le mieux l'inconscience des séducteurs ou plutôt des séduits....!

Qu'est-ce, en effet, que ce Fontanet, en qui « le Vieil homme » n'a pas pu mourir... ? Inutile d'en refaire le portrait : il suffit de rechercher, — c'est ici tout l'intérêt de la pièce, — comment son caractère réagit en face de la paternité. Personnellement, j'estime que la psychologie, toujours si pénétrante et si humaine de Porto-Riche, n'a jamais été plus profonde ni plus large que lorsqu'il a conçu et étudié cet épisode nouveau de son homme d'amour que l'âge devait incliner vers les affections ordinaires et les habitudes domestiques.

Il serait absurde de dire, en effet, que Fontanet n'aime point son fils et non moins absurde de croire que le goût amoureux, même aussi prononcé que chez le héros de Porto-Riche, doive le moins du monde porter atteinte à cette autre sorte d'affection. Il n'est point rare, au contraire, de voir les hommes les plus légers en amour donner l'exemple du plus sérieux et ferme attachement ailleurs. La faute de Fontanet, dans l'œuvre de Porto-Riche, celle dont il va porter le plus effroyable châtiment par la mort même de son fils, n'est point d'avoir été un mauvais père, mais d'avoir été un homme qui ne croyait pas à l'amour. Il est léger, il est vif, il est aussi prompt à l'oubli qu'au désir, il a été ainsi toute sa vie. Pour l'appétissante petite femme, qu'après une longue sagesse il voit traverser sa maison, qu'éprouverait-il d'autre, grand Dieu, qu'une attirance immédiate et éphémère...? S'il a toujours trompé sa femme avec tant de désinvolture, c'est qu'il n'attachait à ses trahisons aucun prix... Il y a de la sensualité dans son cas, bien entendu, il y a aussi beaucoup de fatuité, et surtout une très longue habitude. Qui a séduit séduira, et, après tout, qui ça gêne-t-il...? Sans doute, Fontanet a vu souffrir et pleurer sa femme, mais n'a-t-elle pas été heureuse, chaque fois, d'être consolée et n'est-ce point sur le cœur infidèle que sa tête repose le mieux ? Le propre des hommes comme celui-ci, que le désir a conduits, c'est de ne plus prendre au sérieux l'amour, de ne plus admettre, de ne plus même comprendre que l'amour existe et soit une chose terrible.

Dès lors, réfléchissons : voilà un garçon de quinze ans : c'est le fils de Fontanet, c'est vrai. Mais n'est-ce pas une raison de plus pour que Fontanet l'ignore... C'est un homme, bien plus un enfant. Comment, dans ce cœur-là, Fontanet pourrait-il supposer que quelque chose de grave se passât jamais... ? Il a trop joué, toute sa vie, avec ses propres désirs, pour prendre garde à celui d'un gamin qui ne connaît rien de la vie, rien de lui-même, rien du plaisir... Un amour d'homme est si peu de chose : qu'est-ce donc qu'un amour d'enfant...?

Voilà, me semble-t-il, le fond même et du caractère et de la pièce... Voilà par où, dans son âpreté et sa violence, elle reste vraie, puisque le coup qui frappe Fontanet doit être d'autant plus terrible qu'il s'y était moins attendu et que, par sa nature même et son passé, il pouvait moins le prévoir.

***

De même, j'adresserai à M. Fresnay quelques compliments très sincères, car lui, d'abord, il a pleinement le physique de son personnage, mais avec une réserve très importante, puisqu'elle porte, elle aussi, sur la psychologie même du personnage.

En toute loyauté, j'accorderai que M. Fresnay a, pour défendre sa conception, certaines indications que l'auteur a lui-même inscrites en tête de son texte. Mais peut-être y aurait-il lieu d'interpréter différemment ces indications elles-mêmes et lorsque Porto-Riche écrit « avec exaltation », est-ce l'espèce d'exaltation à laquelle s'est livrée Fresnay qu'il fallait entendre ?...

Bref, je crois que M. Fresnay, qui est un comédien attentif et lucide, s'est trompé sur le vrai caractère de la jeunesse la plus bienveuse et la plus frissonnante. Si Augustin était, comme son père, un être léger, il serait en droit de crier et de gesticuler ses sentiments d'autant plus visibles qu'ils seraient plus superficiels. Mais Augustin est surtout le fils de sa mère : il sent en profondeur, lui, puisque sa passion et son chagrin vont le conduire à la mort. Les garçons de cette qualité aiment avant tout le secret : leur faiblesse — celle qui les blesse à fond — c'est de tout concentrer en eux-mêmes et de tout transformer, dans ce mystère profond, en douleur, en désespoir. M. Fresnay a été admirable aux genoux de sa mère, quand il a découvert le passé du ménage dont il est né et qu'il a reconnu dans leurs deux cœurs le même chagrin causé par la légèreté du même homme... Mais, toutes les fois qu'il se trouve en présence de Mme Alain, surtout lorsqu'il se trouve avec elle en compagnie de son père, il me semble qu'il eût dû chercher ses effets dans la réserve et non dans l'étalage, parfois gênant, de sa fièvre... Notamment, son adieu est tellement déclamatoire qu'il devient absurde qu'il ne soit pas instantanément compris de tout le monde... Ce n'est pas ainsi qu'un adolescent désespéré va se tuer. J'ajoute que ce personnage d'Augustin, le plus neuf de tout le théâtre de Porto-Riche, est beaucoup plus complexe et plus riche que ne le montre la présente interprétation. Il n'y a pas seulement en lui un chagrin amoureux, il y a aussi un désenchantement familial. Lorsqu'il part dans la montagne, pour y mourir, de quoi, au juste, souffre-t-il ?... D'avoir perdu sa foi dans Mme Alain? D'avoir compris ce qu'était son père ou surtout du mensonge qui vient d'être fait et de la comédie qui se joue actuellement et qui, à ses yeux d'enfant, dépoétise l'amour, la vie, la famille, son propre cœur... Il expire en une sorte de nausée et c'est toute sa jeunesse qui l'étouffe.

*

L'interprétation féminine, dans l'ensemble, m'a paru meilleure. Mme Huguette Duflot, en effet, a donné l'impression que le rôle de Mme Alain avait été fait pour elle, physiquement et moralement, et c'est un grand compliment à faire à Mlle Ventura de dire qu'elle n'a point altéré l'admirable figure de l'amoureuse et de la mère, même lorsque, au dernier acte, emportée par son partenaire, elle se laisse aller à un mouvement un peu mélodramatique.

Gaston Baguor.

LES BEAUX-ARTS

LE SALON D'AUTOMNE

Loué par les uns, blâmé par les autres, le Salon d'Automne poursuit sa carrière triomphale, ajoutant chaque année une attraction nouvelle à toutes les subtiles trouvailles dont il nous aguichait. Il y en a neuf désormais, comme il y avait neuf Muses autour de l'Apollon académique ; et cette neuvième Muse, la Cuisine (que le Catalogue appelle le Neuvième Art), est, de toutes, la mieux plantureuse. Le spectacle est beau que nous offrent les fourneaux du traiteur périgourdin qui assume les fonctions délicates de ce neuvième Art, et les natures mortes qui s'étalent à sa devanture nous apparaissent, hors de conteste, comme les plus succulentes de tout le Salon. Enfin, il y a les matinées bachiques...

Ce que l'on peut observer d'abord, dans le Salon présent, c'est la disparition presque totale du cubisme, dont les quelques manifestations trop précises sont reléguées au fond d'une galerie lointaine. La plus réjouissante appartient à la sculpture : c'est un buste en tôles ajustées, qui ressemble à un casque de guerrier japonais, ou encore à ces chapeaux mobiles dont on coiffe les cheminées, pour faire suivre à la fumée la direction du vent ; aujourd'hui le vent n'est plus au cubisme. Son plus ingénieux théoricien lui-même, M. André Lhote, adopte provisoirement un compromis qui laisse ses peintures intelligibles. Il nous montre des *Joueurs de Football*, et le tableau porte un nº 3 ; admettons, comme pour une gravure en voie d'exécution, que c'est un troisième état, et que le quatrième dégagera de la gangue les jambes et les bras de ces coureurs immobilisés.

Oui, les déformateurs s'assagissent, et les « fauves » ne rugissent plus. M. Othon Friesz, qui si longtemps nous effraya de sa barbarie, expose un *Nu* qui, malgré quelque brutalité encore et une harmonie triste de tons un peu violacés, est le morceau de peinture le plus fortement construit de tout le Salon. Les *Nus* de M. Marchand, comparés par le critique d'un très grand journal à ceux de Michel-Ange, du Michel-Ange de la Sixtine, paraissent, auprès de la figure hardie de M. Friesz, des œuvres d'excellent élève. Ailleurs, ce n'est que médiocrité ou grossièreté, sauf en une toute petite toile où M. Lebasque se montre le réaliste sûr, délicat et rapide que nous apprécions toujours mieux. Sa *Couseuse* est une menue composition parfaite :

dans une chambre aux volets clos, une petite mulâtresse à jupe verte et rose, qui travaille sagement, un bouquet de fleurs jaunes posé sur un guéridon, et c'est tout ; mais c'est une des rares toiles qui échappent à la loi de vulgarité, trop souvent inscrite aux murs de ces salles nombreuses et sans attrait. Accordons à M. Charles Guérin que son *Idylle* verlainienne au clair de lune est harmonieuse et plaisante, à M. Jules Flandrin que ses *Plaisirs champêtres*, malgré une vivacité trop dure et métallique des couleurs, forment un heureux tableau ; mais que dirons-nous de la grande toile où M. Favory, qui croit avoir ramassé la palette de Renoir, nous inflige le spectacle de jeux *Sous la Tonnelle?* ce serait tout au plus bon à illustrer d'une lithographie quelque description de Montmartre.

M. Maurice Asselin expose un beau *Portrait de Curnonsky*, joyeux et libre dans sa blouse bleue, et un *Groupe* où le fond de paysage simplifié, sur lequel se détachent la jeune mère et ses enfants, fait un peu songer à l'écran du photographe. Les cinq portraits de M. Van Dongen continuent, avec un grand talent et une monotonie plus grande encore, à se moquer agréablement du public, en exhibant des yeux immenses et des pieds d'une ridicule petitesse. M. Jean Fautrier s'est fait le portraitiste impitoyable de *Trois vieilles femmes*, en tenue d'hôpital, assises sur un banc dans un jardin ; toile qui, réduite à des dimensions plus modestes, plairait par ses qualités saines. M. Sabbagh, auprès de bons paysages, nous montre un intérieur de famille, les *Devoirs de vacances* ; c'est bien dessiné, joliment groupé, mais le sentiment de l'atmosphère n'y est pas. Quant à M. Félix Vallotton, je ne sais ce qu'il faut le plus abominer, de ses nus, de ses natures mortes ou de ses paysages, tout en zinc et de tons atrocement faux.

La fantaisie lyrique est représentée par le *Jean sans Peur* de Mme Marval : un gamin, suivi d'un toutou, qui se promène tranquillement au long d'une plage, sous la menace des flots écumeux, faisant danser au ciel clair un merveilleux bouquet de ballons en baudruche rose, bleue ou jaune, peints à miracle ; quel est l'hôtel, quel est le grand magasin qui se fleurira de cette féerie?

Il y a donc, à bien chercher, quelques petits coins de vraie poésie dans un Salon si peu exaltant : et puisque les jeunes peintres semblent éviter le « sujet » et ne s'intéresser qu'au « morceau », il restera, pour nous retenir, les paysages. Nous en aurons vite fait le tour : voici le Morvan, robuste et toujours un peu noir, de M. Louis Charlot ; voici Rome, où M. Mainssieux, retrouvant autour du Colisée cette lumière sur les vieux monuments qui enthousiasma la jeunesse de Corot, a dressé la masse fauve de l'*Arc de Constantin* sous le bleu violent et presque africain d'un ciel d'été ; vision juste et forte, indiquée d'un pinceau rapide qui suggère sans insister.

Toute autre est la façon de rendre le paysage de M. Charles Lacoste. Ce peintre délicat et modeste, qui se partage entre les horizons un peu étroits de la banlieue parisienne et les lointains lumineux de ses chères Pyrénées, nous a toujours paru par sa naïveté tendre et volontairement un peu enfantine s'apparenter étroitement à la poésie de Francis Jammes. Il y a longtemps déjà — cela se passait avant la guerre — que Jammes, dans une Préface charmante, introduisait les visiteurs parisiens à une exposition de ce doux rustique. Et c'est Lacoste aujourd'hui qui nous introduit chez Jammes, oh, très discrètement, et en laissant au poète toute liberté de nous ouvrir ou de nous fermer sa porte.

Cher Jammes, ta maison ressemble à ton visage,
Une barbe de lierre y pousse...,

écrivait jadis un grand poète, Charles Guérin, après une visite à la maison de notre Virgile pyrénéen. Ce n'est plus la maison d'Orthez qui nous est montrée, mais celle d'Hasparren, grande et belle métairie qu'un rideau d'arbres sépare de la petite ville dont nous voyons plus loin les toits rouges et le clocher, à droite le pieux cimetière veillé par ses cyprès, au fond la ronde colline boisée où un soleil pâle, sur lequel flottent les brumes de l'Océan voisin, promène des rayons d'or pour une bénédiction. Là nous pouvons imaginer le poète des *Géorgiques chrétiennes*, patriarche à barbe fleurie, qui assiste le soir à la rentrée de ses enfants et de son troupeau. Mais M. Lacoste me pardonnera si, devant cette peinture assurément pieuse et fidèle, et d'une candeur touchante, je ne puis m'empêcher d'imaginer encore une de ces boîtes de jouets qui ont enchanté notre enfance, avec leurs petits sapins que nous avons alignés autour de leurs petites maisons ; et n'est-ce pas à nous tous, poètes ou non, un peu de notre meilleure poésie?

Nous ne sourirons plus à un vieux rêve, mais nous nous arrêterons devant les toiles de M. Marquet avec ce sentiment de plénitude heureuse que donne la contemplation de la nature vivante, la caresse de l'atmosphère et de la lumière. Ces deux peintures du *Port de Cette* et du *Port de Bordeaux* sont les meilleures du Salon, les meilleures aussi de l'artiste, qui a trop brièvement montré, et presque secrètement, le mois dernier, ses beaux travaux de l'année. Un métier qui ne se contente plus, comme autrefois, de couvrir à peine la toile pour y ménager des effets trop fugitifs, mais qui rend d'un pin-

eau souple et glissant les transparences de l'eau et du ciel, dont une voile qui passe fait vibrer les accords, la recherche d'harmonies rares autour de la coulée limoneuse d'un grand fleuve entre ses quais, ce sont les réussites d'une maîtrise qui égale aujourd'hui celle d'un Manet. La jouissance que donnent ces deux seules toiles nous repose et nous rassure, parmi tant d'œuvres auxquelles manque ce qui s'acquiert malaisément, le goût.

Il y a aussi, dans une grande salle consacrée à l'art religieux — et d'où M. Maurice Denis est absent — une toile considérable, dont la plupart des visiteurs sentent confusément la signification profonde, et qui ne ressemble à rien dont on garde le souvenir. C'est un panneau par lequel s'achève la décoration d'une chapelle privée, dont nous avons vu les premiers éléments aux précédents Salons. Sous le tumulte noir de nuages d'orage, le premier meurtre s'accomplit, l'espérance luit avec l'Arche à la surface des eaux livides, et plus loin, au sommet du Calvaire, le Sauveur expirant rachète les crimes de l'humanité. Il faut attentivement regarder les esquisses de cette œuvre extraordinaire, pour saisir tout ce qu'un puissant artiste a mis de son âme et de son sang dans une allégorie nouvelle, si intensément vivante, du drame divin de la Rédemption. Peintre demeuré fidèle aux leçons de Gustave Moreau, M. Georges Desvallières s'élève, par sa conception chrétienne de l'art, bien au-dessus des mythologies un peu vaines de ce doux platonicien ; il nous a donné l'œuvre d'un croyant qui a souffert et pleuré, qui aime et qui prie.

Les expositions rétrospectives sont nombreuses, mais sans importance. Ce que le Salon d'Automne nous montre de Steinlen ne suffit pas à caractériser cet observateur aigu, un peu triste, de l'ouvrier parisien et de la midinette ; la joie caracolante des affiches de Chéret nous paraît maintenant bien monotone ; Marius Borgeaud, peintre véridique d'intérieurs bretons, enveloppe de clarté ses silhouettes raides et si justes ; le canadien Morrice, grand voyageur, jette pour la dernière fois une lueur caressante et molle sur les plages qu'il a aimées ; et les études faites dans nos Musées avec une admirable conscience par Miss Eleanor Norcross demeureront pour l'avenir, dans sa ville natale dont elle a fait son héritière, la plus belle illustration rêvée d'un grand inventaire d'art.

Une nouveauté de ce Salon est le décor de place publique organisé sous la rotonde centrale par la section d'art urbain. La nudité géométrique y règne souverainement ; le cubisme prend sa revanche ; plus que partout ailleurs nous reconnaissons l'art international dont le Salon d'Automne, dès son origine, préparait l'avènement. Mais pouvons-nous dire un décor et un art? mots bien ambitieux devant des rectangles de plâtre où s'inscrivent de larges vitres ; derrière ces vitres, des mannequins en stuc doré, qui ressemblent aux héroïnes de Van Dongen, se drapent d'étoffes multicolores, et des livres nous appellent aimablement. Cela ferait tout au plus une galerie ; mais une place publique, où tous les services de la vie doivent se rassembler?

La section du mobilier, évidemment, réserve ses grandes surprises pour l'Exposition de l'an prochain ; je n'y vois comme œuvre d'art nouvelle que le paravent en fer forgé, argenté et doré, de M. Brandt, oui, un paravent, où des gerbes d'eau jaillissent harmonieusement entre des feuilles et des fleurs stylisées ; meuble d'un usage problématique, mais d'une séduction délicieuse au regard ; et faut-il parler de la piscine de marbre, d'une prétention immense, qu'un de nos grands magasins a composée pour quelque sultan des Mille et une Nuits?

La section de sculpture serait à peu près nulle, si elle ne comprenait une vitrine où M. Maillol expose de précieuses terres cuites, et s'il n'y avait, de M. Pompon, au seuil de la première salle, ce grand *Pélican* blanc qui, par son dandinement, son goitre et les lunettes de ses yeux ronds, accueille les visiteurs avec une satisfaction narquoise.

André PÉRATÉ.

LES CONCERTS

PRÉLUDE

Je me disais, il y a peu de jours — en regardant défaillir l'Automne sur l'eau du « *Grand Canal* » — que si nous comparions une année de notre vie à une Symphonie classique, novembre en devrait être l'Adagio.

Durant de longs mois d'été, seul, l'appel des éléments a su ravir nos oreilles.

La respiration haletante de la mer, le tumulte que fait le vent en s'enlaçant aux arbres des forêts, ont balayé les chants dont nous étions envahis.

A ce véhément Scherzo, vont répondre des accents plus poignants et plus graves. Il semble, en effet, qu'en ce mois brumeux, le rythme de nos gestes se fasse plus lent, plus recueilli ; nos cœurs deviennent aussi réceptifs que de frémissants violons et une sensibilité plus sereine amplifie les thèmes de notre pensée.

Les concerts qui reprennent vont donner un écho fra-

ternel à cette musique intérieure, tissée de vibrations secrètes; et nos esprits vivifiés, préparés, vont être de parfaits réceptacles d'harmonies.

C'est donc, avec l'onction des fidèles s'acheminant vers le Temple, que nous allons nous diriger vers les salles où nous recevrons la manne céleste.

Hélas! le Temple, en l'occurrence, manque par trop de grandeur et de recueillement! Et il est heureux que nous portions en nous le feu sacré, car, il nous faut constater, non sans regret, que nous ne possédons pas encore à Paris le cadre propre à exalter notre ferveur musicale.

Mais cette question m'entraînerait beaucoup trop loin pour aujourd'hui. Je me réserve d'y revenir prochainement; contentons-nous, pour l'instant, de ce qui nous est offert, et arrivons au concert.

Les dissonances de l'orchestre qui s'accorde sont un premier délice. Les roulades d'une petite flûte s'égrènent aussi légères qu'un envol de papillons — les basses gémissent, les violons répondent, accompagnés par l'arpège liquide d'une harpe.

Il peut sembler paradoxal de dire que c'est là, parfois, l'instant le plus émouvant du concert! Cependant la promesse d'une joie ne dépasse-t-elle pas maintes fois la Joie elle-même.

La musique va monter de toutes parts, comme une marée; et il m'apparaîtrait vain de prétendre décrire le charme douloureux de son étreinte. — On n'a pas su trouver encore des mots assez profondément humains pour le peindre; je ne sais d'ailleurs s'il y a lieu de le regretter — : Le domaine fragile des sons sommence, en effet, là où s'arrêtent les paroles.

***

Mais avant de choir dans l'abîme où va nous entraîner la musique reconquise, des préoccupations matérielles — elles ne perdent jamais leurs droits — s'imposent à nous.

Que va-t-on offrir au public cette année?

Quelle va être l'orientation des programmes élaborés à notre intention?

Questions complexes, si complexes même que j'hésiterais à les aborder, si je n'avais à cœur d'essayer de mettre au point de véritables malentendus, encore que mes modestes efforts ne sauraient y suffire.

Voici une anecdote récente et authentique, qui, mieux qu'une longue dissertation, justifiera mes préoccupations.

Dans un des concerts du dimanche, il y a quelques semaines, le chef d'orchestre, au moment de monter au pupitre, se vit forcé d'annoncer au public une légère modification au programme du jour : un artiste s'étant trouvé souffrant à la dernière minute le *chant de la forge* de *Siegfried* serait remplacé par les *murmures de la forêt*, et le maëstro, avec une charmante bonne grâce, ajouta que les auditeurs refusant cette modification seraient aussitôt remboursés au contrôle. Il va sans dire que personne ne quitta son fauteuil; mais du poulailler — ce chœur antique aussi spontané dans son enthousiasme que dans sa sévérité — une voix s'éleva : « c'est bien; on vous pardonne! mais, par la suite, donnez-nous du nouveau! » — ce qui déchaîna d'ailleurs une certaine gaîté dans la salle.

Cette objurgation exprimait-elle le sentiment d'une majorité? Là nous touchons au problème.

Certes, l'élite des mélomanes réclame du nouveau. Certes elle est exaspérée d'entendre sans répit les mêmes chefs-d'œuvre jusqu'à les prendre en horreur, jusqu'à vouloir brûler par satiété ce qu'elle adora.

Mais, qu'un chef d'orchestre ou un virtuose ait la témérité d'afficher un programme composé d'œuvres modernes, sinon nouvelles, — exception faite pour un groupe de jeunes contemporains, dont les uns bénéficient peut-être d'un engouement suspect de snobisme, mais les autres d'un réel talent — il a toutes les chances de n'en être ni matériellement, ni moralement récompensé. Pourquoi? Parce que le « *gros public* » n'apprécie que ce qu'il connaît et que Beethoven et Wagner suffisent amplement à le satisfaire. Il a beau avoir entendu deux cents fois la « *Symphonie en ut mineur* » il la réentendra éternellement, avec toujours le même plaisir.

Pour *Wagner* en particulier, puisque j'ai prononcé son nom, qu'il me soit permis de déplorer le fait d'entendre sans cesse au concert par fragments les splendides monuments dont nous lui sommes redevables.

Privés de leur unité musicale et dramatique, ils nous parviennent odieusement mutilés, aurait dit l'auteur de la *Tétralogie* de ce procédé, admissible il y a cinquante ans, lorsque Lamoureux essayait de gagner les Parisiens réfractaires, mais sans raison aujourd'hui.

Ce Siegfried en habit, cette Walkyrie en robe de soirée qui font irruption sur la scène, au milieu d'un concert, demeurent vraiment impuissants, avouons-le, à nous ouvrir ex-abrupto le Walhalla.

Pour qui a été à Bayreuth ou à Munich, pour qui a vécu dans cette atmosphère quasi-religieuse environnant jusque dans les moindres détails tout ce qui touche à *Wagner*, il est pénible de retrouver, privés de leur pompe, de leur apparat et ainsi amputés, ces tableaux titanesques. Admettrions-nous de voir morceler une de ces grandes fresques de *Mantegna*, où la puissance du dessin et le fondu des coloris ne peuvent s'épandre que dans l'ampleur de leur unité? Et pourquoi ne pas organiser annuellement de beaux cycles wagnériens, exécutés avec tout le respect que comporteraient de semblables manifestations?

Certes, M. *Rouché* a fait un magnifique effort dans cette voie. Mais il est incomplet : les chœurs ont encore beaucoup à faire et nos artistes, si grand que soit leur mérite, n'ont pas toujours les moyens vocaux nécessaires et ne sont pas aussi fidèlement dans la tradition qu'on le pourrait souhaiter.

Lorsque l'on aura restitué à Wagner le cadre exclusif qui est le sien, c'est-à-dire l'Opéra, cela permettra de laisser une place plus importante à la musique pure au Concert. Peut-être alors entendrons-nous des œuvres symphoniques dont on nous prive; les symphonies de *Schumann*, par exemple, qu'on nous donne peu depuis la mort de Camille Chevillard, qui les aimait et les dirigeait avec sa belle fougue romantique.

On objecte, il est vrai, qu'elles sonnent mal à l'orchestre. Mais si on devait s'arrêter à cette considération, il faudrait exclure toute la production de Schumann, écrite pour les instruments à cordes et toute son admirable musique de chambre.

Que ne nous donne-t-on aussi davantage les symphonies de Haydn, ces frais poèmes aux tendresses juvéniles, et encore celles de Brahms? Ces dernières sont à peu près inconnues du public parisien. D'ailleurs Brahms a toujours été l'objet d'une grande injustice en France; d'odieuses campagnes ont été sans cesse menées contre lui; et ce n'est pas un des moindres griefs que l'on puisse avoir contre M. Romain Rolland d'avoir voulu amoindrir ce génie.

⁂

En résumé, entre beaucoup d'autres œuvres classiques de Liszt, chaque programme devrait comporter au moins une œuvre moderne, sinon nouvelle, qui même, sans être parfaite, peut présenter un intérêt, révéler une tendance.

De même nous nous devons d'écouter les jeunes, en nous souvenant combien leurs aînés eurent souvent à souffrir avant d'être consacrés.

Il est certain que la sélection est ardue à faire. Mais c'est aux chefs d'orchestre, aux virtuoses, à glaner et à inspecter : c'est au public à écouter attentivement ce qu'on lui offre, avec le désir de voir naître de nouveaux chefs-d'œuvre et de leur rendre justice.

Cette collaboration idéale ne peut se réaliser que dans un esprit de compréhension entre les artistes et les auditeurs, dans une atmosphère de désintéressement, de bonne volonté et d'indulgence qui, à une époque aussi troublée que la nôtre, devrait chercher à s'étendre non seulement à une salle de concert, mais à l'Univers entier, en passant par l'Art régénérateur, l'Art en qui, depuis plus de dix ans, s'est réfugié tout ce qui nous reste de douceur. On peut dire de toi Musique, ce que disait Euripide parlant de la mer : « Elle lave les taches et les blessures du monde. »

M. Lacroix.

LES LIVRES NOUVEAUX

Le Très Honorable H. H. Asquith, ancien premier ministre britannique : *La Genèse de la Guerre* (Paris, Payot).

Ne vous laissez pas tromper par le titre. Jamais un Anglais, à plus forte raison un ancien « Premier » du gouvernement de Sa Majesté, ne saura s'astreindre, comme ferait un continental, à exposer de manière logique la trame des événements qui menèrent à l'explosion de 1914. Mais vous y trouverez les réflexions de M. Asquith sur les questions que la politique a fait passer au premier plan à partir de 1904, et même depuis 1888, en ce qui concerne les armements de l'Allemagne sur la mer. L'auteur croit aussi avoir exposé « avec clarté et précision les principes qui ont dicté la conduite des hommes d'État britanniques de 1904 à 1914 ». Les *principes*? Cela dépend. En tout cas, une lacune se remarque tout de suite. Parmi ces « hommes d'État », les Français ont accoutumé de donner une place capitale au roi Edouard VII. Or, il n'est guère loué ici que pour « sa sagesse et son tact », qui en faisaient « le modèle du souverain constitutionnel ». C'est au mieux ; mais on attendait autre chose, même d'un ancien premier ministre radical.

Albert Mathiez : *La Reconstruction du Monde* (Paris, Dunod).

M. Mathiez donne à son volume ce sous-titre modeste : *Géographie du temps présent*. Sans doute, en ce sens que les chapitres successifs suivent les événements qui se sont déroulés en Europe et hors d'Europe, depuis l'armistice jusqu'à la fin de 1922. Mais chronique traitée et conduite par un historien, singulièrement bien armé pour la méthode, plus d'[illegible] pour ce qui concerne les événements de la *Revue* connaissent au moins la manière et le talent. Avouons qu'il a eu de la chance. Quelle période de politique, plus que la nôtre, offrirait à qui sait raisonner et comparer, et qui en a le goût, des bouleversements plus imprévus, au moins en apparence, et une succession d'événements dont la signification importe davantage à notre avenir? C'est la tâche de l'historien d'en saisir le fil et de rattacher chacun d'eux à la série dans laquelle, prenant sa place, il devient intelligible. Le livre de M. Mathiez devient ainsi le plus précieux des guides. Et avec l'intelligence, il suscite la sérénité... « Les peuples goûtent la joie d'être enfin seuls, chez eux, par l'exclusion des intrus ». Mais les peuples devront travailler beaucoup, désormais, pour garder leur indépendance, dont le mot « sonne fort », et empêcher que sur eux ne remettent la main les « intrus ». Cette nécessité, Albert Mathiez ne la nie pas ; au contraire.

K. Waliszewski : *Le règne d'Alexandre Ier*; tome II : la guerre patriotique et l'héritage de Napoléon (1812-1816), (Paris, Plon-Nourrit et Cie).

Si Alexandre Ier garde encore des fidèles, comme de son vivant il eut des admirateurs, ils sauront peu de gré à M. Waliszewski pour le portrait qu'il en a tracé. Ces années d'avant et d'après 1815 sont pourtant celles où le tsar, qui se posait en successeur de Napoléon à la domination de l'Europe, joua le rôle le plus brillant et tint le devant de la scène. Au vrai, il semble bien que tout se soit passé en dehors de son initiative et que la chance, beaucoup plus que son talent, le rendit à la fin victorieux de son partenaire de Tilsitt et d'Erfurt. Car il n'est même pas vrai que ce soit le froid qui, allié d'Alexandre, ait détruit la grande armée. C'est parce qu'il n'a pas fait assez froid en cet hiver de 1812 que la retraite s'est transformée en désastre dans la boue. A Moscou, Napoléon s'est aperçu que ses régiments allaient succomber à cette dissolution qui attend les organismes occidentaux en contact avec l'anarchie foncière de la Russie. Les attitudes d'Alexandre à Pétersbourg, et plus tard à Francfort, à Châtillon, à Paris et à Vienne, simples gestes de théâtre, démonstrations d'histrion, dont la rouberie ne donna le change ni à Talleyrand ni à Metternich. La folie mystique qui s'empare du souverain et le rend grotesque aux yeux de tous les contemporains qui ont conservé leur bon sens achève de lui donner le caractère sous lequel le connaît l'histoire. Il régnera jusqu'à 1825 (et M. Waliszeski nous doit le récit de cette dernière période, celle des grandes déceptions diplomatiques); mais, politiquement, il est fini. Rien de plus facile alors à escompter désormais que la faillite de ce médiocre petit-fils de Catherine la Grande.

Albert Mathiez : *La Révolution française*; tome II : la Gironde et la Montagne (Paris, Collection Armand Colin).

Dans un premier volume, paru en 1922, M. Mathiez avait condensé, en deux cents pages, vivantes et pleines, la grande crise politique et sociale de 1787 à 1792, jusqu'à la chute de la Royauté. Dans celui-ci, sa tâche était autre. Il s'agissait de montrer, dans l'exercice du pouvoir, aux prises avec les difficultés d'organisation à l'intérieur, avec l'hostilité active des monarchies du dehors, le parti, ou mieux la classe sociale qui avait hérité du pouvoir royal. Car, au 10 août, Danton avait succédé à Louis XVI. Mais aussitôt la Commune parisienne s'est dressée devant lui, comme elle se dressera devant les bourgeois de la Gironde qui prétendent conserver pour eux, en dépit des perturbations apportées à la vie du peuple par la translation des propriétés, la dépréciation de la monnaie et l'apparition de la vie chère, les conquêtes de la foule aux grandes journées de la Révolution.

Si les Girondins succombent (et ce sera fait le 2 juin 1793 sous la poussée de la Commune), ce ne sera donc pas seulement un parti qui tombera, « c'est jusqu'à un certain point une classe sociale ». M. Mathiez ajoute : « Après la minorité de la noblesse, qui succomba avec le trône, la haute bourgeoisie a son tour ». Manière originale de comprendre la succession des pouvoirs révolutionnaires. La lecture du livre de M. Mathiez en fait saisir toute la valeur.

Léo MOUTON, conservateur-adjoint à la Bibliothèque Nationale : *Le Duc et le Roi* (D'Épernon, Henri IV, Louis XIII) (Paris, Perrin et Cie).

Dans un précédent volume, M. Mouton avait raconté la carrière de cour de ce d'Épernon, duc et pair, qui servit les rois depuis Charles IX jusqu'à Louis XIII, qui assista aux morts tragiques d'Henri III et d'Henri IV, et qui ne disparut, à 88 ans, que quelques mois après Richelieu. Inutile d'ajouter que la fortune du héros (charges de cour et domaines territoriaux) n'en souffrit pas. Le gouvernement de la Guyenne, cumulé avec d'autres, faisait du duc un des plus puissants seigneurs de France, orgueilleux de quatre fils, dont l'un, le cardinal de La Valette, général des armées, fut l'un de ces prélats casqués employés par le « cardinal d'État ». Toutefois, cette haute fortune décline avec le règne de Louis XIII, monarque pointilleux et volontaire, dont M. Mouton, à deux ou trois reprises, a esquissé le vif et net portrait. Épernon a le malheur d'entrer en conflit avec l'archevêque de Bordeaux, Sourdis, trop ami de Richelieu pour que les violences exercées contre lui ne tournent pas au grand dommage du gouverneur. Il doit s'humilier ecclésiastiquement et féodalement. Quand il disparaît, sa puissance de vieux seigneur s'est déjà écroulée. Curieuse figure au total que celle de ce courtisan du XVIe siècle, égaré au siècle de fer des politiques ennemis des « hautes têtes » féodales.

Guglielmo FERRERO. — *La Ruine de la civilisation antique.* (Paris, Plon-Nourrit et Cie.)

M. Guglielmo Ferrero, effrayé de l'anarchie apparente où se débat l'Europe centrale depuis la disparition des gouvernements de prétendue essence impériale, cherche dans l'histoire de l'Empire romain une période où des analogies puissent être saisies et dont l'étude puisse nous être profitable. Cette partie, ou ce parti pris politique de l'ouvrage, c'est sans doute ce que le lecteur goûtera le moins. Reste le tableau de la grande crise qui mit fin en effet à l'organisation du principat, tel qu'Auguste l'avait conçu, à la *dyarchie*, partage de l'autorité entre le Sénat et l'Empereur, de cette période de troubles du IIIe siècle où faillit sombrer la civilisation occidentale et que termina la *tétrarchie* de Dioclétien. Les curieux d'histoire ancienne se plairont à ces analyses où M. Ferrero excelle, et qui sont certainement de plus grand prix que tous les rapprochements que l'on peut faire de ces révolutions du passé avec notre monde moderne et dont la vérité risque souvent de faire les frais. F.

NOTES D'ART

EXPOSITION LAURE BRUNI

(Galeries Georges Petit)

Les quarante paysages exposés par Mme Laure Bruni affirment une mâle puissance d'exécution. Ils prouvent aussi, dans la composition, le souci d'une ligne décorative et d'une expression poétique.

Soit en Bretagne, en Provence ou en Dauphiné, Mme Laure Bruni applique l'ardeur et l'intensité de sa palette aux divers aspects qui lui agréent. Elle s'affirme parfois comme un disciple du Courbet de *la Vague*. Le pinceau, c'est-à-dire la brosse à peindre, lui sert moins que le couteau à palette; la pâte colorante, étalée en solides épaisseurs, est lissée par la lame; et, de cette façon, les toiles prennent un aspect marmoréen, agatisé, où l'opposition des ombres et des lumières atteint à une vigueur extrême.

Quant au souci de composition, il est des plus heureux. Chacun des paysages dessine dans le cadre une arabesque expressive. La ligne verticale des peupliers, notamment, est utilisée çà et là pour se dresser avec noblesse auprès de la rêveuse sinuosité d'un chemin ou d'une rivière. Quelques effets rappellent les nostalgiques compositions de Boecklin, par la simplification dans les masses, par la grandeur poétique de vastes lignes, tranquilles et harmonieuses. A. B.

CATALOGNE

L'ART CATALAN

On nous écrit de Barcelone :

La Municipalité de Barcelone, qui depuis longtemps était entré en pourparlers pour l'acquisition du pavillon de l'Allemagne à l'Exposition Internationale et biannuelle des Beaux-Arts de Venise, pour y faire des manifestations collectives de l'art catalan, s'est trouvé empêchée de faire cette acquisition à cause des entraves suscitées par le Directoire et par ses agents à l'étranger. Comme on a décrété l'existence d'une seule banque et d'un seul droit, en Espagne, on statue aussi qu'il n'est qu'un art, l'espagnol. On ne peut donc pas faire des manifestations d'art catalan, et moins encore sur une terre étrangère. Donc, la municipalité de Barcelone a mieux à faire qu'à acquérir des pavillons à l'étranger. Elle doit payer le déficit occasionné par la construction du palais royal de Barcelone, puisque les personnes qui commandèrent sa construction n'ont pas pu l'essuyer.

Un fait nouveau vient s'ajouter à cela. Le groupement d'artistes catalans constitué depuis vingt-cinq ans pour le développement des arts décoratifs, le *Foment*

de les Arts Décoratives, se proposait depuis 1910 à se sourir à la grande Exposition parisienne des Arts Décoratifs qui aura lieu bientôt sur l'esplanade des Invalides. Fier de ses précédents succès, encouragé par la suprématie qu'il avait acquise depuis longue date parmi tous les groupements d'artistes décorateurs des autres peuples ibériques, le *Foment de les Arts décoratives* voulait se manifester à Paris avec toute sa responsabilité, en courant tous les risques de l'isolement ainsi que toutes les chances. Il fit donc les démarches nécessaires pour avoir son lot de terrain, pour bâtir son pavillon, pour y faire, à l'écart des artistes décorateurs espagnols, l'exhibition de ses nouveautés et de ses trouvailles, pour y faire détacher son genre et ne pas se confondre avec l'art espagnol. Les travaux du *Foment de les Arts Décoratives* allaient leur train, tout comme à Venise deux années auparavant, lorsque le Directoire y a mis fin d'un courageux coup d'épée. Si les artistes décorateurs veulent exposer leurs œuvres à Paris ils n'ont qu'à s'adresser à eux de Madrid, car il n'y a, il ne peut exister qu'un seul art décoratif espagnol !

***

Les expositions de peinture et de sculpture ont repris à Barcelone avec plus d'entrain que les autres années. D'abord les eaux-fortes en couleurs par Picasso, Matisse et Renoir; des tirages du graveur Villon. Avec cela, des reproductions en héliogravure trychrome de quelques toiles de Renoir, Dérain et Van-Gogh. On goûta ces merveilles dans le si coquet Salon d'exposition que la librairie Catalonia vient d'ouvrir au centre de la ville.

Aux Galeries Laietanes le peintre scénographe catalan Olaguer Junyent exhibe des paysages à foison. De l'adresse, de la vigueur, de la lumière éclatante, du maniérisme aussi. La grande salle, une des plus vastes de Barcelone, est remplie par un nouveau groupement de jeunes appelé « *Conreadors de les Arts* ». Ce n'est pas une tendance; les artistes de ce groupement se défendent, dans la profession de foi qui prologue leur beau catalogue, d'adhérer à aucune école ou de croire aux écoles : ils sont des éclectiques qui ne croient qu'au perfectionnement. Leur première exposition est, sans nul doute, éclectique et leur art est consciencieux, solide et aimable. Francesc Guinart, Ramon Ribas, Vila-Puig y détachent leur beau talent parmi les autres très estimables.

Un autre groupement de jeunes, déjà connu des amateurs, nous fait goûter de belles œuvres. Les peintres Camps, Roca et Soler exposent dans la Galerie Antoinetti une suite de petits, de minuscules paysages; ce sont cependant des huiles si vivement brossés, si gras, si gracieusement synthétiques qu'on est forcé de les aimer comme si c'étaient de grandes toiles réussies.

Aux Galeries Dalmau Mme Thérèse Romero vient de clore une exposition de paysages, fleurs et natures-mortes; des huiles très furieusement peints mais qui n'atteignent encore les hauteurs du génie. A cette exposition a succédé dans le même lieu une rétrospective de l'œuvre du regretté Joan Brull, peintre disparu vers le commencement du siècle. Il était temps de revoir cette peinture « fin de siècle » où des influences très opposées se faisaient sentir; un idéalisme à la manière de Collin, d'Aman-Jean; un peu de ce *modernisme* « lilial » qui grisa les derniers préraphaélites et quelques Belges qui avaient lu Maeterlinck — et par dessus le marché une diction nuancée et onateuse, aux touches petites et balayantes, divisant la couleur, toujours accordée dans le gris, mais à la façon de Renoir. Cette rétrospective a fait beaucoup de bien à la renommée vacillante de Joan Brull.

J. Sacs.

LA QUINZAINE POLITIQUE

Bulletin Tchécoslovaque

En terminant mon dernier *Bulletin*, j'ai exprimé l'espoir d'un rapprochement plus intime de la Tchécoslovaquie et de la Pologne, maintenant que l'épineuse question de Javorine est définitivement réglée. Je suis heureux de constater qu'il y a, depuis, un grand pas de fait pour cette entente plus intime et plus cordiale.

C'est une grâce spéciale que les dieux accordent aux grands esprits : la bénédiction de leurs idées continue à être efficace, même après leur mort. Le dernier voyage du grand romancier et patriote polonais, Henryk Sienkiewicz, devait servir au rapprochement des deux peuples slaves faits pour se comprendre et pour s'aimer. L'œuvre de Sienkiewicz était, depuis longtemps, presqu'aussi populaire en Bohême qu'en Pologne, et son nom s'associait, dans l'admiration du public tchèque, à celui du grand évocateur du passé de la Bohême, d'Aloïs Jirâsek. Aussi, dès qu'on a appris à Prague que la dépouille mortelle de Sienkiewicz devait être transférée de Vevey à Varsovie, un comité s'y est formé qui a demandé que le transport fût dirigé par Prague pour que le peuple tchécoslovaque, lui aussi, pût s'incliner devant le cercueil du grand Polonais.

Varsovie ayant donné suite à ce vœu, les représentants des principales sociétés littéraires et du gouvernement se sont rendus à la frontière, à Ceské Velenice, pour recevoir, sur le sol tchèque, le cercueil du poète. Toute la population de la petite ville, le maire en tête, est venue à la gare, apportant des couronnes pour en couvrir le cercueil. Ayant fait partie de la délégation, j'ai vu les larmes d'émotion profonde coulant des yeux des gens du peuple qui écoutaient religieusement les belles et profondes paroles du poète Victor Dyk; j'ai vu la noble émotion de la délégation polonaise, lorsqu'elle écoutait la voix argentine d'une petite fillette tchèque venue pour déposer une gerbe de fleurs et pour rappeler, devant la dépouille du grand homme, la fraternité des deux peuples slaves.

Puis, le train s'ébranla, aux cris de : Vive la Pologne ! Et ce fut, dans toutes les gares du parcours, une masse compacte d'hommes, de femmes et d'enfants, les hymnes polonais joués par des musiques et chantés par des chorales, des couronnes, des fleurs et des paroles émues d'admiration pour le grand mort et d'amour fraternel pour le peuple polonais.

Et dans les villages et dans les petites gares où le train n'arrêtait pas, toutes les fenêtres, illuminées, saluaient la mémoire du poète.

Et puis, ce fut Prague : gouvernement, diplomatie, littérateurs, députés, généraux, bref, les plus éminents représentants de la nation suivirent le corbillard au Panthéon du Musée National où, honneur réservé aux

plus grands fils de la patrie, la dépouille mortelle de Sienkiewicz fut déposée. Le lendemain, des milliers et des milliers défilèrent devant le catafalque. L'après-midi, après des discours du ministre de l'Instruction publique, du Président de la Chambre et du Président de l'Académie tchèque, après l'absoute donnée par l'archevêque de Prague, un immense cortège se forma qui suivit le corbillard par les rues de Prague, au milieu du silence recueilli de toute la population de la capitale, vers la gare. Une délégation a accompagné le corps jusqu'à la frontière tchécopolonaise.

Bien que cette manifestation grandiose d'amitié tchèque pour la Pologne ait été favorisée par le gouvernement, les délégués polonais se sont bien rendu compte du caractère spontané et national de ces funérailles royales. De telles manifestations ne se commandent pas. Elles ne s'oublient pas non plus. C'était l'âme du peuple tchèque qui a parlé, c'était le peuple tchèque tout entier qui, devant les cendres du grand écrivain, tendait la main au peuple frère. Nous sommes sûrs que la Pologne comprendra ce noble geste, car l'ennemi commun de Grunewald n'a pas désarmé.

**

La Chambre et le Sénat tchécoslovaques sont rentrés le 30 octobre. Après avoir écouté l'exposé du ministre des Finances qui a présenté le budget, elle a applaudi l'exposé de M. Benès, ministre des Affaires étrangères. La discussion du budget ayant été remise, nous en parlerons dans notre prochaine chronique. Pour l'instant, contentons-nous de signaler que l'on a réduit les dépenses de plus d'un milliard.

Quant à l'exposé de M. Benès, il a été consacré en grande partie aux travaux de la Société des Nations et au protocole de Genève. Nul, en effet, n'était mieux qualifié à donner un résumé exact de l'œuvre de Genève que M. Benès, dont nous avons ici apprécié la collaboration efficace à l'œuvre de la paix et de la solidarité internationales. Si l'on relisait les discours prononcés depuis cinq ans devant le Parlement tchécoslovaque, on se rendrait compte de l'effort méthodique du jeune ministre pour la consolidation de l'Europe. On verrait aussi combien il a déjà franchi d'étapes pour s'approcher de son idéal politique. Depuis plus de deux ans, il a fait insérer, dans les traités que la Tchécoslovaquie conclut avec l'Autriche, avec la Pologne et avec la France, la clause de l'arbitrage obligatoire, engagement qu'aujourd'hui, seulement, la S. D. N. impose à chacun de ses membres. Ainsi, il voit, avec une satisfaction justifiée, la victoire de ses idées.

Bien que partisan résolu et optimiste de la S. D. N., M. Benès est trop réaliste pour croire que, du coup, la guerre pourra être à jamais supprimée. Cependant, un point lui semble d'ores et déjà acquis : « *Les grands principes de la politique internationale contenus dans le protocole de Genève et formulés d'une façon aussi solennelle par cinquante-quatre États, représentant près des trois quarts de l'humanité, ne sauraient désormais disparaître de la vie politique internationale.* Même si le protocole devait demeurer sans application, ces principes reparaîtraient nécessairement sous une forme ou sous une autre. » Et, rappelant la politique pratiquée depuis plusieurs années par la Tchécoslovaquie, le ministre a raison de dire : « Notre pays, non seulement a été constamment un défenseur de la paix générale, mais encore un pionnier de la grande idée de l'arbitrage ».

Abordant, dans la suite, la situation actuelle de son pays et ses relations avec les autres États, il a constaté d'abord l'unité absolue des vues des pays de la Petite Entente au sujet du protocole de Genève; dans la question russe, « chacun des trois États garde sa liberté d'action conformément à la décision prise à la conférence de Belgrade et confirmée à celle de Prague »; quant à la Pologne, il a annoncé le commencement des travaux préparatoires pour le règlement de toutes les questions restées en suspens; il a signalé sa prochaine visite à Vienne pour y signer le traité de commerce, qui sera suivi par la discussion d'un traité de commerce avec la Hongrie, par celle d'un traité douanier avec l'Italie. Des traités de commerce ont été conclus avec le Danemark et l'Islande, et l'on négocie avec le Japon, la Belgique, l'Espagne, la Turquie; on prépare des pourparlers avec la Suisse et la Grèce.

Passant ensuite aux relations avec la France et l'Angleterre, le ministre constate l'intime collaboration avec les délégations de ces deux pays à Genève qui n'a pu que renforcer notre étroite amitié. « Notre politique n'a jamais été, dis-je, dans un accord aussi complet avec celle de ces deux puissances et n'a jamais été aussi intimement liée à elle que lors de ces travaux. » La même harmonie a régné dans les rapports avec l'Italie. Parlant de l'Allemagne, M. Benès voit dans les élections actuelles « un nouveau symptôme de cette évolution générale vers la paix et la consolidation »; il pense donc que « les changements intervenus dans la situation internationale amèneront, après les élections, une modification correspondante dans la situation intérieure de l'Allemagne ». Il souligne l'importance symptomatique des efforts faits par l'Allemagne pour se rapprocher de la Société des Nations et dit : « Il y a un an ou deux, il eût paru impossible d'ouvrir une discussion sur les principes aujourd'hui adoptés à Genève, ce qui montre l'évolution générale qui s'est produite et qui a partout le même caractère progressiste ».

La Tchécoslovaquie, qu'aucune question litigieuse ne sépare de l'Allemagne, souhaite son entrée dans la S. D. N. qui ne pourrait qu'accélérer le retour à la situation normale.

Quant à la reconnaissance *de jure* de la Russie, le gouvernement tchécoslovaque y est prêt à un moment opportun à la condition que le gouvernement des Soviets respecterait tous les principes du droit international généralement reconnus et adoptés. Le gouvernement étudie cette question, mais il repousse toute pression intérieure ou extérieure, ne songeant qu'aux intérêts du pays. Le principal obstacle de la reprise des relations normales, ce sont les rapports entre l'Internationale communiste et le gouvernement des Soviets. Le ministre est d'ailleurs persuadé que le communisme subit une grave crise dans tous les pays de l'Europe et qu'il perd du terrain. C'est un mouvement irrésistible et en même temps un symptôme de progrès et de consolidation de l'Europe. Plus cette évolution s'accentuera, plus on approchera de la reprise des relations normales.

Le débat qui suivit l'exposé du ministre a naturellement fourni aux communistes, aux nationalistes allemands et aux populistes slovaques l'occasion de répéter quelques-uns de leurs lieux communs habituels, mais les orateurs de la coalition n'ont pas ménagé leur consentement à l'œuvre accomplie par le ministre et l'ont approuvé, lors du vote, par une écrasante majorité.

H. JELINEK.

BULLETIN MARITIME

PASSAGERS DE MARQUE A BORD DES NAVIRES DES MESSAGERIES MARITIMES

Pour faire suite aux informations que nous avons données précédemment, au sujet des personnalités de tous pays qui se sont embarquées récemment à bord des paquebots des *Messageries Maritimes*, nous signalons que Zaglouf Pacha, après un séjour prolongé en France, au cours duquel il a pu rétablir sa santé, s'est embarqué à Marseille le 10 septembre dernier, à bord du « *Paul Lecat* », à destination d'Alexandrie.

D'autre part, à bord du « *Lotus* », Courrier de Syrie et du Levant, a pris passage le Comte de la Vaulx, Président de la Fédération aéronautique internationale, vice-président de l'Aéro-Club de France et de la ligne aéronautique de France. M. de la Vaulx se rend en Syrie, chargé d'une mission de propagande en faveur de l'aéronautique, analogue à celle dont il fut chargé dans l'Afrique du Nord. Cette mission a pour but de faire connaître aux groupements commerciaux et économiques, l'importance commerciale de l'aviation.

M. Lang, Maire de la ville de Nouméa, est parti par le paquebot « *Céphée* », des *Messageries Maritimes*, à destination de la France. Pendant son séjour dans la métropole, il doit s'occuper de questions très importantes : travaux d'assainissement, hygiène, éclairage perfectionné et canalisation d'eau potable à Nouméa.

Le Prince Purachatra, frère du Roi de Siam, Haut-Commissaire Général des Chemins de fer de l'État siamois, Ministre des voies et communications siamoises, avant de s'embarquer le 6 novembre sur le « *Paul Lecat* », des *Messageries Maritimes*, à destination de l'Indo-Chine, s'est rendu le 5 novembre à La Ciotat, où il a visité les chantiers de constructions navales.

LE LANCEMENT D'UN PAQUEBOT DES MESSAGERIES MARITIMES

Le 26 novembre, a eu lieu à Saint-Nazaire, au Chantier de Penhoët, le lancement de l' « *Explorateur Grandidier* », paquebot des *Messageries Maritimes*, destiné à la ligne de l'Océan Indien.

Nous avons déjà parlé ici du grand Colonial dont ce navire a reçu le nom.

Quant aux caractéristiques du nouveau paquebot, elles sont les suivantes :

Jauge brute	10.300 Tx
Jauge nette	
Port en lourd	6.727 Tx
Déplacement maximum	
Longueur	138 m.
Largeur	18 m. 60
Tirant d'eau maximum	8 m.
Vitesse	13 n.
Machines (turbines)	4.800 HP.
2 hélices.	
T. S. F.	

Capacité en Passagers.

1re *classe* : 88 ; 2e *classe* : 72 ; 3e *classe* : 70.

LA MARINE MARCHANDE ET LA LITTÉRATURE

La mort, au cours de l'été dernier, du grand romancier anglais Joseph Conrad, et la réimpression toute récente de son beau roman « *Le nègre du « Narcisse »* ont attiré l'attention du public sur les écrivains maritimes et sur ceux, en particulier, qui ont consacré leur talent à la Marine Marchande. Ils sont nombreux en Angleterre, depuis Stevenson jusqu'à Chatterton Kipling et Jack London, pour ne citer que les plus modernes. Les Iles Britanniques sont petites, mais elles ont un immense empire colonial au delà des mers et ses habitants, pour y parvenir et prospérer, comptent forcément d'innombrables navigateurs.

Il est curieux de noter, cependant, que Joseph Conrad n'était pas Anglais. Né en Pologne d'une famille terrienne, il conçut, dès son enfance, deux ambitions : avoir l'anglais pour langue et servir sous pavillon rouge. On sait qu'après avoir navigué sur un bateau d'une ligne française de la Méditerranée, il était, depuis 1884, Capitaine de la Marine Marchande Britannique quand il mourut. Nul écrivain ne lui fut comparable au point de vue descriptif. Ses récits de tempêtes, dans le « *Typhon* », par exemple, font penser à la catastrophe qui ravagea le Japon en septembre 1923, et dont l'écrivain Paul Claudel nous donna, lui aussi, de si magistrales évocations.

En France, nous avons dit souvent ici que le goût de la mer est vif, sur les côtes, en particulier, mais il semble qu'il n'atteigne pas les classes cultivées, ni l'élite des lecteurs. De là cette pauvreté de la littérature maritime française. Il faut dire aussi que la littérature maritime contemporaine était représentée, ces temps derniers, par un écrivain trop éminent pour que l'on pût oser traiter des mêmes sujets que lui. Mais depuis la mort de Pierre Loti, il semble que les sujets maritimes qui, déjà pendant la guerre, avaient tenté plusieurs écrivains (voir, par exemple, « *l'Odyssée d'un transport torpillé* » par Larrouy) reviennent en faveur. Tout récemment, « *Sur un cargo* » (Richard Bloch) initiait les plus profanes des lecteurs à la vie de bord sur un tramp. Plus récemment encore, Alain Gerbault donnait le récit de son voyage à travers l'Atlantique, seul à bord d'un voilier.

Il n'entre pas dans les dimensions de ce bulletin de signaler les qualités de ces ouvrages et tout l'intérêt qu'ils présentent, mais nous ne pouvons que nous féliciter de voir renaître un genre littéraire qui, peut-être, aura aussi sa répercussion sur l'orientation future des voyages et même des initiatives françaises au point de vue commercial, colonial, etc... C'est déjà s'expatrier un peu et coloniser que connaître bien, par les livres, l'au-delà des mers.

VALEURS DE NAVIGATION

Bourse de Marseille

2 *décembre* 1924

Fraissinet	790
Messageries Maritimes	185
Mixte	197
Transatlantique	149.50
Transports Maritimes	970

Le Gérant : A. Dessoës.

Société Française d'Imprimerie et de Publicité
Ateliers : Rue Garnier et rue des Carmes, Angers
Bureaux à Paris, 15, Rue du Laos (XVe)

Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus.

REVUE
POLITIQUE·ET·LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

EUGÈNE YUNG·FONDATEUR·1863 PAUL FLAT·DIRECTEUR·1908-1918
DIRECTEUR PAUL GAULTIER

N° 24 62e ANNÉE 20 DÉCEMBRE 1924

DEUX LETTRES INÉDITES

VOTRE ALTESSE (1)

Permettez-moi d'avoir l'honneur et le bonheur de présenter à Votre attention mon ouvrage. C'est presque une étude historique par laquelle j'ai voulu expliquer la possibilité, dans notre étrange société, d'un phénomène aussi monstrueux que le mouvement de Netchaev (2). Mon opinion est que ce phénomène n'est ni accidentel ni isolé. Il est la conséquence directe de ce que toute la culture russe s'est détachée complètement des principes originaux, essentiels, de la vie russe. Même les représentants les plus talentueux de notre civilisation pseudo-européenne sont arrivés depuis longtemps à la conviction qu'il est criminel pour nous Russes d'être nous-mêmes.

Le plus affreux c'est qu'ils ont tout à fait raison, car si nous nous disons *avec orgueil* Européens, par cela même nous renonçons à être Russes. Dans le trouble et la crainte de rester si en arrière du développement intellectuel et scientifique de l'Europe, nous avons oublié que nous autres Russes possédons, dans la profondeur de l'esprit russe, la capacité d'apporter au monde peut-être une lumière nouvelle à la condition que notre développement soit indépendant. Enthousiasmés de notre propre humilité nous avons oublié cette loi historique fondamentale que sans l'ambition de notre propre importance universelle, comme nation, nous ne pourrons jamais être une grande nation et laisser après nous quelque chose d'original, profitable à toute l'humanité.

Nous avons oublié que toutes les grandes nations ont manifesté leur grande force précisément parce qu'elles étaient ambitieuses de leur conscience d'elles-mêmes. Et c'est pourquoi elles ont été utiles au monde. C'est parce qu'elles sont restées elles-mêmes fièrement, inexorablement, parce qu'elles sont demeurées toujours orgueilleusement indépendantes qu'elles ont introduit dans le monde chacune au moins un rayon de lumière.

Penser ainsi maintenant et exprimer de pareilles

(1) Cette lettre, comme la suivante, est adressée à l'empereur Alexandre III qui n'était encore, à cette époque, que tzarévitch. L'héritier du trône, qui s'intéressait à tout ce qu'écrivait Dostoïevski, au cours d'une conversation avec Pobiedonostzev, avait exprimé le désir de savoir ce que l'auteur des *Possédés* pensait lui-même de son œuvre. Au commencement de l'année 1873, quand parut la première édition de ce roman, Dostoïevski, par l'intermédiaire de Pobiedonostzev, en adressa un exemplaire au Grand-duc héritier en l'accompagnant de cette lettre.

(2) Netchaev, l'une des figures les plus marquantes du mouvement révolutionnaire russe, peut être regardé comme le précurseur des Bolcheviks. A la fin des années 60, il fonda à Moscou et à Pétersbourg des cercles révolutionnaires, avec ramifications en province. Un des membres du cercle moscovite, Ivanoff, fut tué par Netchaev, aidé de Kouznetzov et de quelques autres. Netchaev réussit à passer à l'étranger tandis que ses complices étaient arrêtés et condamnés. Ce n'est que beaucoup plus tard que le gouvernement suisse livra Netchaev au gouvernement russe, non comme criminel politique mais comme meurtrier d'Ivanoff. C'est comme tel qu'il fut jugé et condamné aux travaux forcés, mais, au lieu du bagne en Sibérie, il fut enfermé dans la forteresse de Pierre et Paul où il mourut en 1879.

idées c'est se vouer au rôle de paria. Et cependant les principaux propagandistes de notre absence d'originalité nationale seraient les premiers à se détourner avec horreur de l'œuvre de Netchaev. Nos Biélinski et nos Granovsky ne l'auraient pas cru si on leur avait dit qu'ils étaient les pères directs des « Netchaevtzy » (1). Dans mon œuvre j'ai voulu précisément exprimer cette parenté et cette succession de la pensée qui s'est développée de père en fils. Je suis loin d'avoir réussi, mais j'ai travaillé consciencieusement.

Ce qui me flatte et m'encourage c'est que Votre Altesse, héritier d'un des plus grands trônes du monde, futur potentat de la terre russe, accordera peut-être une légère attention à ma tentative — faible, je le sais, mais sincère — de présenter sous une forme artistique l'une des plaies les plus dangereuses de notre civilisation contemporaine — civilisation étrange, non naturelle, non originale — qui, jusqu'aujourd'hui reste la plaie principale de la vie russe.

Permettez-moi, Altesse, de rester, avec un sentiment de profond respect et de reconnaissance, votre fidèle et dévoué serviteur.

F. Dostoievski.

1876

Votre Altesse

En commençant cette année la publication mensuelle du *Journal d'un écrivain*, malgré le désir que j'en avais, je n'ai pas osé le présenter à Votre Altesse Impériale, comme j'eus, une fois, l'honneur de le faire pour mes œuvres précédentes. C'est qu'en commençant mon nouvel ouvrage, je n'étais pas sûr moi-même de ne pas l'interrompre aussitôt, par manque de force et de santé pour un travail soutenu. C'est pourquoi je n'ai pas osé présenter à Votre Altesse une œuvre dont le caractère n'était pas encore complètement défini.

La grande période actuelle de l'histoire de la Russie a soulevé l'esprit et le cœur des Russes, avec une force incroyable, à la hauteur de la compréhension de beaucoup de choses qu'auparavant on ne comprenait pas, et a éclairé dans notre conscience *la sainte idée russe*, plus brillamment que jamais. Je n'ai pas pu ne pas répondre avec tout mon cœur à tout ce qui est commencé et paru sur notre terre, dans notre peuple juste et beau. Dans mon *Journal* il y a quelques paroles qui se sont échappées ardemment et sincèrement de mon âme, je le sais, et bien que je n'aie pas encore terminé l'année, depuis longtemps déjà j'ai rêvé du bonheur de présenter mon modeste travail à Votre Altesse Impériale.

Pardonnez-moi, Altesse, ma hardiesse ; ne jugez pas celui qui vous aime infiniment, et permettez-moi de vous envoyer, dorénavant, chaque mois, la livraison du *Journal d'un écrivain*.

Avec un sentiment de profond respect, j'ose me dire le serviteur reconnaissant et dévoué de Votre Altesse Impériale.

F. Dostoievski.

Traduction et notes de E. W. Bancelock.

(1) Nom du « Comité » désigne les adeptes du mouvement suscité par Netchaev.

PORTRAITS DU PASSÉ

ALFRED MAURY

Ce qui étonne d'abord chez Alfred Maury, quand on suit sa carrière intellectuelle, c'est la variété de ses aptitudes. Curieux de toutes choses, il a, en quelque sorte, touché à toutes choses. Avec cela, une mémoire prodigieuse, dans laquelle restait fixé ce qu'une fois il avait lu, vu ou entendu. Avant qu'il entreprît les travaux qui devaient faire sa renommée, incertain de la voie où il s'engagerait, il s'était préparé à l'École polytechnique. Ayant échoué, il se tourna vers l'École de Droit, passa ses degrés de licence et se fit inscrire sur le tableau des avocats. Mais ses goûts le portaient ailleurs, et il ne poussa pas plus loin les études juridiques. Entré, en 1841, à la Bibliothèque royale comme employé à la rédaction du catalogue, il obtint, au bout de trois ans, la place de second sous-bibliothécaire à l'Institut, place qu'il devait occuper jusqu'au mois de novembre 1857, où il fut élu lui-même membre de l'Institut dans la classe des Inscriptions et Belles-Lettres. Etant né le 23 mars 1817, il était alors en sa quarantième année.

Dans une notice, qu'en 1894, deux ans après sa mort, lui a consacré M. Wallon, secrétaire perpétuel de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, on trouvera la liste de ses œuvres. L'histoire, la géographie, l'histoire naturelle, la médecine, la physiologie, les mathématiques l'attiraient également. Que si l'on cherche la pensée principale qui, en ces divers domaines, le guidait dans le choix de ses sujets, on discerne qu'il s'attachait surtout aux questions d'origine, origine des faits,

comme celle des idés. C'est ainsi, à ne parler que de ses livres, qu'il publia, de 1843 à 1863, avec un *Essai sur les légendes pieuses du moyen âge* et *Les fées du moyen âge*, qui furent ses premiers ouvrages, *l'Histoire des forêts de la Gaule et de l'ancienne France*, *La terre et l'homme*, puis successivement, *L'Histoire des religions de la Grèce antique*, en trois volumes, *La magie et l'astrologie dans l'antiquité et au moyen âge*, *Le sommeil et les rêves*, *Croyances et légendes de l'antiquité*.

A ces ouvrages — et j'en omets d'autres — il faut ajouter de nombreux articles insérés dans les Revues scientifiques et littéraires et qui, réunis, formeraient la matière de plusieurs volumes. Dans l'intervalle, il était nommé professeur au Collège de France pour la Chaire « d'histoire et de morale », chaire qu'antérieurement Michelet avait occupée avec éclat. Inutile de dire qu'il faisait partie de nombreuses sociétés savantes françaises et étrangères. Telles étaient l'étendue et la variété de son savoir, que partout on recherchait sa collaboration.

Il eut lieu de la fournir en des conditions plus brillantes. C'était vers 1860, Napoléon III songeait à écrire une vie de Jules César. Il avait besoin d'un auxiliaire qui fût à sa disposition pour compulser les travaux déjà publiés, recueillir des textes, élucider des points douteux. On lui signala Alfred Maury, qui reçut alors le titre de bibliothécaire des Tuileries, — bien qu'il n'y eût point de bibliothèque, — et, à ce titre, fût attaché à la personne de l'Empereur. Le cabinet de travail qu'on lui avait réservé attenant à celui du souverain, il vit passer devant lui les principaux personnages de l'époque. Il avait à remplir son office à Saint-Cloud, à Compiègne, à Fontainebleau, à Vichy même, presque autant qu'à Paris. Le premier tome de la *Vie de César*, dont il dut corriger les épreuves, parut en 1865 ; le second en 1866. Napoléon III manifestait l'intention de poursuivre son Œuvre historique. Mais, dans le cours de l'année 1867, on apprit avec le dénouement fatal de la guerre du Mexique, la fin tragique de Maximilien. Sous l'impression de ces événements, Napoléon III abandonna son projet, et Maury n'eut plus d'emploi actif aux Tuileries. A la fin de cette même année, la Direction générale des Archives étant devenue vacante, l'Empereur le nomma à ce poste, qui lui fut maintenu jusqu'à sa mise à la retraite, au mois de janvier 1888.

C'est pendant ces vingt années qu'étant moi-même attaché aux Archives, je connus Alfred Maury. J'avais connu son prédécesseur, membre comme lui de l'Institut ; je connus aussi ses deux premiers successeurs, qui étaient loin de posséder sa valeur scientifique et dont le second n'avait produit aucune œuvre le désignant pour la place qu'il occupait. Alfred Maury est le seul dont je me plais à garder le souvenir. Malgré son rare savoir et sa réputation, il était d'une modestie peu commune. Il ne parlait jamais de ses ouvrages ; il avait coutume de dire que, s'il était parvenu à l'Institut, c'était que, durant ses fonctions de sous-bibliothécaire, il avait gagné les sympathies de ses futurs confrères en leur indiquant fréquemment, grâce à la mémoire dont il était doué, les livres, et dans les livres, les pages qu'ils avaient besoin de consulter. Il apportait dans ses relations avec les archivistes placés sous ses ordres, une extrême simplicité, et à cette simplicité il joignait la bonté. Il s'entretenait avec eux, s'intéressait aux travaux qu'ils produisaient en dehors de leur service quotidien, travaux auxquels les avait préparés l'enseignement de l'École des Chartes que, selon l'usage, tous avaient suivi avant d'entrer aux Archives. Parmi ceux qui se sont trouvés sous sa bienveillante direction onze sont devenus membres de l'Institut. Plusieurs ont dû en partie à ses encouragements et à ses utiles conseils, leur fortune scientifique. De ce nombre est le signataire de ces lignes.

Alfred Maury avait traversé tant d'événements, fréquenté tant d'hommes notables dans les sciences et les lettres, approché tant de personnages politiques de France et de l'étranger, qu'il eut l'heureuse idée de consigner ses souvenirs par écrit. De là ce recueil de cinq gros cahiers in-folio manuscrits, de cinq à six cents pages chacun, légués par lui à l'Institut sous le titre de *Souvenirs d'un homme de lettres*. M. Bonet-Maury, correspondant de l'Institut, neveu et exécuteur testamentaire d'Alfred Maury, avait préparé un premier volume composé d'extraits de ces mémoires, volume que la mort l'empêcha d'achever et auquel les lignes ci-dessus devaient servir de préface. Je remercie la *Revue* d'avoir bien voulu les publier et de m'avoir ainsi permis de dire publiquement les sentiments de haute estime et d'affectueuse gratitude que j'ai gardés pour mon ancien Directeur.

Félix Rocquain,
de l'Institut.

LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

Le Protocole de Genève a attiré sur la Société des Nations l'attention du grand public des deux mondes. Jamais, jusqu'ici, on n'avait autant entendu parler d'elle. Jamais elle n'avait été l'objet de si grandes marques de sympathie. Jamais elle n'avait suscité de plus vastes espoirs.

La Société des Nations était mal connue. Elle ne rencontrait, dans les masses, qu'indifférence. Elle avait des admirateurs enthousiastes et aussi des détracteurs systématiques. Mais la foule l'ignorait ou presque.

C'est qu'elle était encore dans l'enfance. Il fallait quelque éclat dans son attitude pour éveiller un intérêt passager.

Mais pour ceux qui en ont suivi le développement, son enfance a été déjà bien remplie. Elle est arrivée, par une rapide croissance, aux approches de l'adolescence. Elle présage de ce que la Société des Nations pourra être lorsqu'elle parviendra à l'âge mûr.

Sa naissance — longtemps attendue par les penseurs de tous les temps — est survenue brusquement, au moment où on s'y attendait le moins. Elle s'est présentée comme le produit d'une idéologie étrangère à l'Europe. Et elle a été, dès lors, accueillie avec le sourire des sceptiques qui, dans leur for intérieur, plaignaient cet enfant exotique qui ne leur paraissait pas viable.

Mais les événements devaient vite démentir ces prévisions pessimistes.

Aussitôt créée en 1920, la Société des Nations a commencé à se constituer. Ses trois principaux organes, le Conseil, le Secrétariat, puis l'Assemblée, se mirent à fonctionner. Et de ce premier tronc poussèrent des branches de plus en plus nombreuses à mesure que l'arbre grandissait.

Ce fut d'abord la Cour permanente de Justice internationale — l'organe judiciaire de la nouvelle organisation, la première juridiction internationale vraiment digne de ce nom, qui — l'expérience du passé le prouve — ne pouvait voir le jour que dans le système de la Société des Nations.

Ce furent ensuite et successsivement, une série d'organes auxiliaires destinés à concourir à la fonction administrative et législative de la Société des Nations.

Les uns, créés sur le modèle de l'organisation internationale du Travail, qui comporte un Bureau permanent et une Conférence périodique, sont des organisations techniques permanentes : celle des communications et du transit ; celle des matières économiques et financières ; celle de l'hygiène.

Les autres, d'une technicité plus spéciale et plus limitée sont des commissions consultatives qui, pour le contrôle du commerce des armes, le trafic de l'opium, le répression de la traite des femmes et des enfants, etc., assistent le Conseil et élaborent des projets de conventions dont l'examen, la discussion et le vote sont confiés à des conférences spéciales convoquées par le Conseil, soit spontanément, soit sur la demande de l'Assemblée.

Tous ces organes ont été constitués sans plan préconçu, au fur et à mesure que le fonctionnement de la Société des Nations en a imposé la création.

L'activité de la Société des Nations s'est développée d'abord sur le terrain technique et administratif. Cela est conforme à la nature des choses. L'activité administrative précède dans les rapports des peuples, l'activité politique, car elle ne répond pas seulement à des besoins plus immédiats et plus faciles à satisfaire ; elle inspire moins de méfiance, elle porte moins ombrage à la susceptibilité des nations, elle s'harmonise mieux avec leur esprit d'indépendance.

Mais, précisément parce que moins tapageuse, cette activité administrative a passé presqu'inaperçue. Le grand public l'ignore. Et il ne peut en être autrement. L'œuvre administrative de la Société des Nations est trop technique et déjà trop touffue pour qu'en dehors de spécialistes, qui ont les lumières et les loisirs pour la connaître et l'apprécier, l'on puisse seulement la suivre avec quelque intérêt.

La Société des Nations a cependant rendu les plus signalés services dans le domaine de la charité, de l'assistance et de l'entr'aide économique et financière. Dans la lutte contre les grands fléaux sociaux : la famine, la misère, les maladies, la débauche, elle a développé une activité merveilleuse et attesté la valeur de la coopération internationale lorsqu'elle devient systématique et se poursuit avec méthode.

Cette activité administrative n'a attiré l'attention que lorsqu'elle a offert, par occasion, un aspect politique. Il en a été ainsi dans la reconstruction financière et économique de l'Autriche et de la Hongrie et dans la formidable tâche, à peine entamée, de l'installation en Grèce de masses compactes de réfugiés représentant le quart de la population du pays. On peut affirmer que si ces trois nations ont été sauvées de la ruine dont elles étaient menacées, elles le doivent à l'efficacité de l'organisation internationale représentée par la Société des Nations. Et ce qui est remarquable, c'est que la Société des Nations a pu opérer ce

triple sauvetage sans bourse délier — sans aucun sacrifice pécuniaire propre — par le seul effet de la valeur de ses services techniques et surtout de son crédit moral. Ceci est particulièrement vrai dans l'affaire de l'emprunt des réfugiés grecs dont l'émission, pour dix millions de livres anglaises, vient d'être décidée à Londres. La Société des Nations, après avoir examiné l'état des finances de la Grèce, s'est bornée à attester qu'elle pouvait offrir, pour la conclusion de pareil emprunt, des garanties absolument suffisantes. Et sur la base de ce certificat solennel de solvabilité, la Grèce a pu trouver à emprunter, dans des conditions meilleures que bien des pays de son rang qui n'ont pu compter que sur leur seul crédit. L'aval purement moral de la Société des Nations vaut donc de l'argent. On ne saurait donner de meilleure preuve de son influence morale. Aucune puissance au monde ne peut se flatter de pouvoir en faire autant.

Si la Société des Nations a acquis un tel crédit, elle le doit, d'abord, à la perfection de ses organismes, qui, réunissant les plus grandes capacités des diverses nations, travaillent dans les meilleures conditions d'impartialité, d'indépendance et de collaboration. Elle le doit aussi à la sagesse dont elle a su faire preuve dans ses premiers essais d'activité politique. Des questions graves, comme celle des îles d'Aland, de la Haute-Silésie, de Corfou et plus récemment de Mossoul qui, avec les anciennes méthodes diplomatiques, n'eussent pu être réglées sans heurts ni compromissions, l'ont été de manière pacifique et à la satisfaction, sinon toujours de toutes les parties, du moins de l'intérêt général.

Il importe de s'arrêter un instant sur les raisons qui expliquent pourquoi la Société des Nations réussit mieux que l'ancien système diplomatique. Cela permettra de saisir la valeur politique de la nouvelle organisation.

L'ancien système était celui du Concert Européen, où les plus grands États formaient une sorte de Directoire pour le gouvernement des affaires internationales de l'Europe. On ne risque pas d'être taxé d'exagération en disant qu'il n'avait pas parfaitement réussi. Son échec a été dû à des causes multiples : à son défaut de permanence, d'initiative et de générosité. Ses membres avaient plus grand souci de leurs propres intérêts que de l'intérêt général. Ils étaient moins les gardiens vigilants de la paix du monde que les participants d'un syndicat intermittent d'intérêts égoïstes.

On a pu croire qu'avec la guerre de 1914 et surtout avec la création de la Société des Nations, le Concert européen allait disparaître sans laisser aucune trace derrière lui. On avait compté sans la force de la tradition. On avait oublié cette loi de l'histoire qui veut que les nouvelles institutions, avant de remplacer les anciennes, commencent par se développer dans leur cadre. En effet, les grandes Puissances victorieuses avaient maintenu, pour l'exécution des traités de paix, à côté de la Société des Nations, la Conférence des ambassadeurs, qui est le prolongement de l'ancien Concert.

Elles ont voulu, en outre, en assurer la survivance dans le Conseil de la Société des Nations, où elles s'étaient réservé la majorité. Il y avait au début neuf membres, dont cinq permanents — ceux des grandes Puissances — et quatre seulement non permanents représentant des Etats secondaires. Mais la retraite des Etats-Unis a aussitôt ramené l'égalité entre membres permanents et membres non permanents. Puis, en 1922, le nombre de ces derniers ayant été porté à six, les grandes Puissances s'y sont trouvées en minorité. En fait, l'influence qu'elles y disposent leur assure quand même la prépondérance. Et par là, en apparence, le Conseil rappelle l'ancien Concert : l'accord unanime des grandes Puissances s'impose aux autres ; leur désaccord crée toutes les difficultés, car chacune d'elles, séparément, n'entend pas que son autonomie soit entamée.

Mais en réalité, il y a, avec l'ancien système, deux différences essentielles :

La première, c'est que les grandes Puissances ne siègent plus seules ; à côté d'elles il y a des représentants nombreux de petits Etats. La seconde, et la plus importante, c'est que le pays tiers, qui se trouve impliqué dans un conflit avec une grande Puissance, est appelé à siéger au Conseil ; son adversaire est obligé de l'entendre, de s'expliquer lui-même et de laisser ainsi les thèses respectives à l'appréciation du public.

C'est là un grand changement : la discussion contradictoire et publique, qui permet de mettre en évidence l'antagonisme du droit et de la politique, des intérêts particuliers et de l'intérêt général, de rendre les usurpations plus sensibles, plus scandaleuses et, par là même, plus rares.

C'est un immense progrès. Qui n'a pas assisté aux séances du Conseil saisi d'une affaire politique ne peut se rendre assez compte de l'influence que le contrôle de l'opinion publique exerce sur ses délibérations et sur ses décisions : les discussions deviennent plus calmes, les angles plus arrondis, l'esprit de conciliation se développe et d'elles-mêmes, acceptées d'avance par les parties, des solutions apaisantes s'offrent au Conseil qui, par la force des choses autant que par la valeur des hommes, apparaît comme une réunion de sages.

Voilà le secret de la sagesse du Conseil et de la valeur de ses décisions.

Il s'est créé autour de lui une atmosphère de calme dont les plus récalcitrants subissent l'empire.

***

Mais cette force essentiellement morale de la Société des Nations ne doit pas être surestimée. Elle est encore jeune, par conséquent limitée. On ne saurait en abuser sans péril. On ne doit rien lui demander au delà de ce dont elle est actuellement capable.

C'est pourquoi le domaine de l'activité politique de la Société des Nations est encore fort réduit. Il n'a jusqu'ici embrassé que des questions isolées, et encore, lorsqu'elles ont eu un caractère de particulière gravité pour la paix, le Conseil a dû se contenter de demi-mesures, préférant — comme il en avait le devoir — la paix à la justice.

La Société des Nations marche, dans ce domaine, avec prudence. Elle s'essaie. Elle attend. Car elle n'a pas encore rempli sa mission essentielle qui est d'arriver à assurer au monde la paix désarmée.

Organiser la paix et réduire les armements, c'est l'objectif principal de la Société des Nations. Il répond à l'aspiration du monde civilisé qui ne veut ni la répétition de la terrible catastrophe qu'a été la dernière guerre, ni le retour à l'ancienne paix armée, paix onéreuse et fausse, puisqu'elle prépare et provoque la guerre au lieu de l'éloigner.

Ce double programme, inscrit dans le Pacte, attend sa réalisation.

Le Pacte ne donne à la paix qu'une organisation fort incomplète, car s'il limite la guerre, il ne la supprime pas. Il est des conflits qu'il se déclare incapable de résoudre. Il en est ainsi, notamment, lorsque le Conseil n'est pas unanime à leur donner une solution. Dans ces cas, les parties sont livrées à elles-mêmes. Elles sont libres de se faire la guerre.

D'autre part, le Pacte se borne à indiquer que la réduction des armements est une condition du maintien de la paix. Et très sagement, il marque les limites possibles de cette réduction : il montre qu'il est un minimum au-dessous duquel il serait vain d'espérer descendre. C'est le minimum compatible avec la sécurité nationale et avec l'exécution des obligations internationales imposées par une action commune. Dans ces limites, et en tenant compte de la situation géographique et des conditions spéciales de chaque Etat, il confie au Conseil le soin de proposer à l'adoption des divers gouvernements les plans de cette réduction.

La Société des Nations s'est mise de suite à l'étude de ce difficile problème. Elle s'est rendue vite compte que sa solution se heurtait à un gros obstacle : celui de la nécessité d'assurer au préalable la sécurité du monde par une organisation stable et définitive de la paix.

La conclusion paraît, au premier abord, décourageante. Elle conduit à un cercle vicieux dont il ne semble pas que l'on puisse sortir : pour assurer la paix, il faut limiter les armements ; mais pour pouvoir le faire, il faut commencer par assurer la paix ; le désarmement matériel ne peut être qu'une conséquence : il doit être précédé du désarmement moral, mais celui-ci ne paraît pas possible sans celui-là.

A l'examen, on s'est convaincu qu'il y a entre les deux termes du problème une solidarité tellement étroite qu'il serait vain d'en chercher la solution séparée : elle doit être simultanée.

Après bien des efforts, on a abouti, en 1923, à un premier essai de solution : au projet de traité d'assistance mutuelle. Il a été trouvé insuffisant, au double point de vue de la sécurité et de la réduction des armements.

On a dû reconnaître que, si la réduction des armements est subordonnée à la sécurité, celle-ci dépend, à son tour, du règlement pacifique de tous les différends. Envisagé dans toute sa complexité, le problème comprend non pas deux, mais trois termes, qui se commandent mutuellement : l'arbitrage, la sécurité, la réduction des armements.

C'est sous cet aspect qu'il a été étudié, par la cinquième Assemblée dont les travaux ont abouti au Protocole adopté, le 2 octobre 1924, par le vote unanime de quarante-sept Etats.

Le Protocole de Genève donne une solution aux deux premiers termes du problème et renvoie celle du troisième à une conférence spéciale.

Son système peut être ainsi résumé :

Dans tout différend international, que l'accord des parties n'a pas réussi à régler, on est sûr d'aboutir, sous forme d'un arrêt de la Cour de Justice, d'une sentence arbitrale ou d'une décision unanime du Conseil, à une solution définitive, qui est, dans tous les cas, accompagnée de sanctions proportionnées à la gravité de la résistance rencontrée pour son exécution ; sanctions pacifiques, financières et économiques, si la résistance est passive ; sanctions violentes, militaires, navales et aériennes, si la résistance est armée.

On tient pour agresseur l'État qui recourt à la guerre en violation des engagements pris. Dans les cas les plus graves et les plus fréquents, la détermination de l'agresseur se fait de manière automatique, par le seul jeu d'une présomption absolue, valant jusqu'à preuve du contraire.

L'agression établie, le Conseil enjoint aux États garants de faire leur devoir. Ils sont tenus de collaborer loyalement et effectivement pour s'opposer

à tout acte d'agression dans la mesure permise par leur situation géographique et les conditions spéciales de leurs armements.

Cette règle s'applique de manière différente suivant les sanctions qu'il s'agit d'exercer.

Les conditions économiques et financières jouent immédiatement, avec un double aspect : comme arme contre l'agresseur, avec lequel toutes relations doivent être rompues ; comme aide mutuelle au profit de la victime de l'agression à qui l'on doit accorder des facilités pour ses ravitaillements, son crédit, ses transports, la sécurité de ses communications.

Les sanctions militaires ne deviennent opérantes qu'en cas d'insuffisance des sanctions économiques. Il appartient au Conseil de donner son avis sur l'ordre dans lequel l'action militaire devra se produire. Mais chaque pays reste maître de ses effectifs. La vraie collaboration résultera de l'entente entre les garants, aidés, éclairés, conseillés par le Conseil, qui a, à cet effet, qualité pour recevoir les engagements ou offres de concours des Etats.

La collaboration militaire des garants est facilitée par les accords particuliers dont la légitimité est reconnue. Les contractants peuvent faire entrer en ligne de compte, au secours de la victime de l'agression, les forces prévues par leurs accords, qui doivent être rendus publics et rester ouverts à l'adhésion à tous les membres de la Société des Nations.

A côté de ces éléments répressifs, la sécurité comporte des éléments préventifs. Les signataires du Protocole s'engagent à ne pas augmenter leurs effectifs, à ne procéder à aucune mobilisation militaire, industrielle ou autre, à ne pas aggraver ou étendre le conflit à la veille ou au cours d'une procédure pacifique. Le respect de ces engagements est placé sous la surveillance du Conseil qui peut prendre des mesures en vue de faire cesser les menaces de guerre résultant de leur violation.

***

Le Protocole de Genève n'est encore qu'un projet. Pour devenir une réalité, il ne suffira pas qu'il soit ratifié. Il faudra en outre que la Conférence pour la réduction des armements aboutisse et que ses résolutions soient exécutées.

Jusqu'au bout l'on maintient ainsi indissolublement liés les trois termes du problème : pas d'arbitrage ni de sécurité sans réduction des armements ; et en revanche, pas de réduction des armements sans arbitrage et sécurité.

On est donc encore bien loin de la solution finale. On vient seulement d'écrire la préface d'un ouvrage qui reste à composer. Si grand qu'ait été l'effort qu'il a fallu accomplir pour arriver au Protocole, il n'est rien à côté de celui qu'il faudra faire pour assurer le succès de la future Conférence.

Car il n'est pas de tâche plus ardue, plus complexe, plus délicate que celle dont cette Conférence sera chargée.

Pour esquisser un plan de réduction des armements, il ne suffira pas de tenir compte des effectifs. Il faudra avoir en vue les ressources financières et industrielles comme la situation géographique de chaque pays, parce que tous ces éléments jouent un rôle dans les capacités offensives des Etats. Il faudra en outre supputer les répercussions politiques, économiques, sociales et financières de la réduction des armements.

Le problème doit être étudié dans son ensemble et sous tous ses aspects. Et l'on ne doit l'entamer qu'avec la certitude d'aboutir ; car si l'on ouvrait pareil débat sans pouvoir le mener à des résultats positifs, l'on aurait aggravé le mal dont souffre le monde. L'insuccès de la Conférence accroîtrait l'insécurité et laisserait derrière lui des rancunes redoutables pour la paix.

On doit donc se féliciter que la réunion de cette Conférence, projetée hâtivement pour l'été prochain, soit dès maintenant ajournée sur le désir du gouvernement britannique. On aura ainsi le temps de réfléchir sur les divers aspects du problème, de préparer avec soin et méthode les moindres détails du programme des travaux futurs, de laisser mûrir les questions dans l'opinion publique et de créer ainsi un état général d'âme et une atmosphère favorables aux concessions nécessaires pour le succès final.

Le Président Coolidge disait avec raison le 6 octobre dernier : « Nous ne réussirons pas à nous débarrasser de la guerre par quelque formule magique, en un moment d'inspiration ». C'est une grave illusion de se figurer que l'on pourra établir la paix définitive en un jour. C'est une œuvre de longue haleine. L'humanité l'attend depuis bien des siècles. Elle peut patienter quelques années encore, avec la certitude, cette fois, que le succès est au bout de nos efforts, car telle est la consciente volonté du monde.

De ce succès final, le Protocole de Genève apporte plus que l'espoir. C'est une première étape vers la paix. Il a ce double avantage qu'on peut tenir dès maintenant pour acquis : il a posé le problème sur son véritable terrain, en donnant à la paix une double base solide, celle de la justice et de la sécurité ; il a créé un état d'âme favorable à la paix, ce qui est extrêmement important, car, comme

on l'a dit avec raison, la paix n'est qu'un état d'âme.

Il ne faut pas s'effrayer des difficultés et des résistances que rencontre et rencontrera encore son adoption. Il faut au contraire s'en féliciter, parce que du choc des idées naîtra toute la lumière nécessaire pour éclairer les moindres replis de ce vaste problème.

Les pessimistes en ont conclu que le Protocole est en danger — d'aucuns ont même dit qu'il est mort. Ils se trompent. Peut-être la forme en est-elle périssable. Mais les idées qui y sont consignées sont de celles qui, une fois lancées, font leur chemin, sans que rien puisse les arrêter.

Les objections contre le Protocole sont de trois sortes :

Pour ceux qui se sentent actuellement menacés, la principale préoccupation est la sécurité; ils craignent que celle que le Protocole accorde ne soit pas assez solide pour les décider à réduire leurs armements. C'est une question d'appréciation. Elle ne pourra vraiment être résolue que lorsqu'on aura réuni tous les éléments nécessaires — les offres de concours des Etats venant compléter le réseau des accords particuliers.

Pour ceux, au contraire, qui, ayant ou croyant avoir pour eux la sécurité, auraient surtout à assurer celle d'autrui, la principale préoccupation est de ne pas assumer des engagements indéfinis, les exposant à venir au secours de pays éloignés ou dont le sort ne les intéresse pas particulièrement. Ici, c'est une question de mentalité à façonner, et cela demandera du temps. Mais à la longue cela sera obtenu car, quand on aura retourné le problème dans tous les sens, on finira par s'apercevoir qu'une nouvelle conflagration européenne risque de leur être aussi fatale qu'aux pays directement menacés et qu'au même titre pour tous, la paix de l'Europe est une question de vie ou de mort. Rien de plus intéressant à cet égard que la lecture des innombrables opinions personnelles que, sous forme de lettres, publient depuis quelque temps les grands quotidiens anglais ; dans le heurt des idées les plus opposées et les plus contradictoires, une opinion moyenne se forme qui finira par s'imposer.

Pour les pays enfin qui trouvent, dans leur éloignement de notre vieille Europe, l'illusion d'une garantie absolue, au point de se complaire dans un farouche isolement, la principale préoccupation est de ne laisser aucunement entamer leur autonomie. Il a suffi qu'à Genève l'amendement japonais ait accusé les lacunes du droit international qui peuvent être les véritables causes des guerres de l'avenir et montré la nécessité pour la paix de les combler, pour qu'immédiatement, dans l'autre hémisphère et aux antipodes, une clameur d'hostilité se lève contre le Protocole. En réalité, c'est à tort que l'on accuse ce document, car il ne change en rien la situation actuelle. Il se borne à utiliser les dispositions du Pacte qui permettent de faire, dans les cas graves, un essai de suprême conciliation sans rien imposer à personne. Ce contre quoi on récrimine, c'est la révélation des dangers dont la paix est menacée par les imperfections du droit international et la timide indication de la voie où l'on doit tôt ou tard s'engager pour y remédier. Mais ici encore, c'est une question de mûre réflexion. On finira par s'apercevoir que le droit ne saurait être immuable. Il se modèle sur les nécessités de la vie, et quand une réforme s'impose elle finit par se réaliser. Elle sera faite d'abord dans les consciences avant d'être traduite dans les textes. Et comme toujours, elle sera voulue et non commandée. La souveraineté absolue et incontrôlable est un mythe. Elle serait la négation même du droit. Chaque progrès du droit y apporte une nouvelle limitation. Mais de cette limitation on ne prend pas ombrage, parce qu'elle est consentie et non imposée.

Le Protocole de Genève peut paraître mort et bon à être jeté au panier à ceux qui se sont figuré que le grand complément qui l'attendait allait être réalisé dans quelques mois. Bien peu parmi ceux qui l'ont voté ont partagé cette illusion.

Le Protocole est, comme le Pacte, un principe de vie qui portera lentement ses fruits. Mais, comme lui, il est assuré de développements ultérieurs, parce que la semence qu'il a jetée est tombée sur un terrain fertile.

Toutes les réflexions, tous les redressements de mentalité, tous les examens de conscience qu'il suppose pour son progrès seront faits grâce à la Société des Nations ; car, dans son ambiance, bien des ententes s'établissent qui, hors d'elle, seraient impossibles.

Mais la Société des Nations, qui se révèle déjà une si grande puissance morale et conciliatrice, ne donnera le plein de son rendement — c'est-à-dire n'assurera définitivement la paix du monde — que quand elle aura réalisé, tout au moins pour l'Europe, sa vocation à l'universalité et que, par son influence croissante, elle aura désarmé toutes les suspicions et toutes les susceptibilités.

Elle a encore bien des étapes à franchir avant d'en arriver là. Mais le chemin déjà parcouru, en si peu de temps, permet d'avoir confiance dans l'avenir.

Ce qui augmente cette confiance, c'est l'adhésion spontanée et enthousiaste de la jeunesse intellectuelle de tous les pays.

Grâce à elle, classe dirigeante de demain, on peut avoir la certitude que les lueurs qui, cette année, à Genève, ont frappé nos yeux et réchauffé nos cœurs, annoncent l'aube d'une ère nouvelle où les peuples, las de tant de siècles de sang, de larmes et de ruines, auront enfin compris qu'ils ont vraiment intérêt à vivre en paix.

N. Politis,
Ministre de Grèce.

LES AMANTS DE TERUEL

d'après la tradition espagnole

(Nouvelle)

Certes il est aisé de comprendre la prédilection universelle pour l'histoire merveilleuse des Amants de Vérone, histoire que nous a contée Luigi da Porto et dont le divin Shakespeare a tiré un drame si poétique en son horreur même. La haine tragique des Montecchi et des Capelletti; l'idylle souriante et parfumée des premières amours de Roméo et Juliette; la figure mystérieuse et sympathique du frère Lorenzo; l'erreur fatale due à cette lettre qui n'atteint pas le jeune homme, la triste fin de celui-ci au tombeau de Juliette qui va se réveiller et dont l'acte désespéré ne saurait l'arracher au destin; cette mort enfin de l'héroïque amante, tout est réellement admirable de cette admirable invention que Luigi da Porto attribuait à son ami Pellegrino et qu'avaient déjà rapportée Xenophon d'Ephèse et Masuccio de Salerne, mais qu'ennoblit sa propre imagination, belle comme lui, noble comme lui, qui fut l'un des plus beaux et des plus nobles soldats-artistes de la charmante et gracieuse Renaissance.

Je n'hésite point cependant à prétendre que l'histoire des Amants de Teruel égale au moins celle des Amants de Vérone, et j'espère que, s'il vous plaît de me lire, vous ne trouverez de moins aimable ici que le style du conteur.

⁂

Ceci donc arriva dans la très fière Espagne, en la province d'Aragon, au sein de l'antique petite ville de Teruel — la Turbula des Romains — située au faîte d'une colline que baignent les eaux du Guadalaviar, cité forte détruite par les Maures, reconstruite en 1171 et aujourd'hui encore ceinte de doubles murs troués de neuf portes, murs que dominent la cathédrale, les églises de San Pedro et de San-Salvador, et, plus haute, la tour carrée de Saint Martin, couronnée de créneaux, ajourée, resplendissante au soleil avec ses mosaïques de briques et de faïences, aux couleurs variées.

Telle était alors la ville que devaient illustrer les amours immortelles des héros espagnols, dona Isabelle de Segura et Juan Diégo Martinez de Marcilla.

Alors comme aujourd'hui, la place principale de Teruel était un polygone dallé, entouré de galeries sur lesquelles s'ouvraient les principales boutiques de la cité; alors comme aujourd'hui, on apercevait, de la grande belle tour, le célèbre aqueduc aux cent-quarante arches, larges de vingt mètres et hautes de trente, qui relie les deux bords du ravin; alors comme aujourd'hui, il y avait de la neige au front de la sierra et des fleurs parfumées aux jardins d'Aragon...

De toutes celles qui ornaient la demeure de don Felix, nulle n'avait le charme d'Isabelle. Lorsque cette fille des Segura sortait par les rues de la ville, soit pour aller aux offices, soit pour y faire des emplettes, toutes les femmes enviaient sa taille svelte et droite sans raideur, la beauté de son visage et de ses mains, la grâce de sa personne tout entière. Les hommes n'admiraient pas moins la beauté, fière sans morgue, du jeune et brave Diégo de Marcilla; nul même, tant celui-ci était supérieur aux autres jeunes hidalgos de toute la province, n'eût osé ou voulu être son rival, non plus en amour qu'à la guerre.

Il était donc inévitable — Isabelle et Diégo se trouvant presque du même âge — que ces deux nobles enfants, qui se voyaient presque chaque jour, s'éprissent l'un de l'autre. Et il en fut ainsi.

Toutes choses d'ailleurs paraissaient devoir faire d'eux mari et femme selon les lois de l'Eglise comme selon celles de la nature; la population de Teruel y comptait : si les filles à marier désiraient un époux tel que le fils des Marcilla, si les jeunes héritiers souhaitaient de s'allier, voire sans dot, à une Segura, tous s'attendaient à ces noces comme l'on s'attend, l'hiver, au retour du printemps.

Mais don Felix prisait trop la fortune; or, les

Marcilla, quoique de bonne et vaillante noblesse, étaient presque pauvres : il se garda donc bien de favoriser les amours naissantes des jeunes gens.

Vaines précautions... Quand le temps est venu où les rossignols font leurs nids, on n'empêche pas l'amour de chanter au cœur de la jeunesse. Isabelle et Diégo se rapprochèrent en cachette, s'avouèrent par les yeux et la bouche la douce émotion de leurs âmes et se promirent de vivre ainsi l'un pour l'autre, honnêtement, jusqu'au jour où la constance de leur amour vertueux et invincible pourrait fléchir enfin la volonté farouche de don Felix.

⁂

Un soir, en l'absence de son père, Isabelle rêvait, dans sa chambre, près des fenêtres ouvertes sur un balcon et par lesquelles entrait, avec le parfum grisant des roses, l'air frais et pur de la montagne. Dans la nuit bleue, là-bas, très haut, à toucher les étoiles, une blancheur de neige s'étalait, aux clartés caressantes de la lune en son plein; le murmure du Guadalaviar, au pied de la colline, s'élevait mystérieusement, comme celui d'une source dans les bois, seul bruit de l'espace qui rompît la paix des campagnes endormies.

A quoi pouvait-elle songer, la douce et fière fille des altiers Segura, sinon à l'espoir qui chantait en secret dans son cœur très pur, comme les eaux du fleuve dans la grande nuit bleue? Habituée à lire dans les livres des sages, elle comprenait aussi celui de la nature; une harmonie en elle descendait des lointaines étoiles et son âme de femme, toute pleine d'espérance et de foi, communiait avec la grande âme du monde en la bonté du Dieu qui alluma la vie au flambeau de l'amour. Et, ce qu'elle n'eût jamais voulu jusqu'ici, Isabelle, instinctivement, le désirait à cette heure calme et parfumée : elle souhaitait la venue de Diégo... Et voici que, dans la grande paix troublante de cette nuit embaumée, montèrent vers elle, délicieusement d'accord avec la voix du fleuve et la chanson des étoiles, la voix et la chanson de l'amant.

— Diégo!

Il était dans ses bras.

— Oh! garde-moi! garde-moi, mon ami... car je tremble et j'ai peur!

— De moi!

— De toi? Oh non! je te sais droit et bon... et je m'abandonne sans crainte... N'es-tu pas l'honneur même?

— Oh! l'honneur... Oui... mais quand donc cela comptera-t-il aux yeux de don Felix?

— Patience, mon ami... De Pampelune à Cadix, répète volontiers mon père, il n'est point homme d'épée qui vaille le fils des Marcilla... Aie confiance en moi, Diégo, et je saurai te faire place dans son cœur.

En guise de réponse, il la couvrit de caresses; mais « que n'était-il donc, pour l'attendre sans crainte, ou le Cid de Castille ou le Roland de France »!

Elle sourit, et, à son tour, le couvrit de baisers... Le Cid? Roland? son Diégo en avait l'âme! l'occasion venue, il saurait le prouver; mais, tout ce qu'elle désirait de lui, en attendant, c'était la divine joie de son amour...

Les vibrations d'un gong retentirent par la maison silencieuse : don Felix rentrait; un dernier baiser unit les jeunes gens, et, se détachant à regret de la vision blanche, Diégo refranchit le balcon, attendit au milieu des jardins.

⁂

Lorsque don Felix parut dans la chambre de sa fille, Isabelle était en train de lire : « Quel est ce livre? » demanda le père.

— Le Cid Campeador.

— De Pierre Abbe?... Ah! le Cid! que n'a-t-il laissé des fils, des émules, à notre chère Espagne!

— Souvent l'occasion fait l'homme... Peut-être des héros n'attendent-ils que l'heure. Dans cette ville même, n'en sais-tu pas plus d'un...

— Qui donc?

— ...Le comte... et... Diégo, par exemple?

— Diégo? Oui, le Cid l'eût armé de sa main!... Toutefois...

Don Felix se tut et sourit. Ce fut en vain que sa fille tenta de le faire parler; il voulait garder son secret. Il revint au Cid, disant que le grand homme dormait à jamais dans son temple, à San Pédro de Cardena; et, comme Isabelle, obstinée, s'efforçait de lui faire exprimer les choses qu'il cachait, il assura son enfant qu'elle saurait tout le lendemain. Mais la curiosité tourmentait la jeune fille, et elle s'y prit avec tant d'habileté, que don Felix finit par céder : il s'était aperçu, maintes fois, « que le comte Azagra aimait son Isabelle », et « Azagra n'était pas moins riche que brave... »

— C'est vrai, se récria celle-ci, mais... pas si brave que Diégo!

Don Felix ne fit pas d'abord attention à cette juste réflexion de sa fille; il continua de s'expliquer, et termina en lui annonçant que, « dès le lendemain », on procéderait à ses fiançailles avec le comte.

Isabelle sentit en elle un grand froid; elle frissonna et se laissa tomber en arrière, dans son vaste fauteuil de Cordoue, comme près de défaillir. Don Felix commença de comprendre : « On dirait, mon enfant, que ce mariage te déplaît? »

Isabelle respira, et, regardant le maître en face : « Je vous en prie, mon père, abandonnez cet espoir : jamais, jamais votre fille ne sera l'épouse du comte! »

— Mais alors... tu aimes quelqu'autre?

D'un signe de tête, elle avoua.

— Et cet autre?

— Diégo... Je lui ai donné ma parole...

A ces mots, don Felix entra dans une folle colère; il s'éleva en paroles véhémentes, reprochant à Isabelle de manquer à tous ses devoirs, de trahir la confiance qu'il avait eue en elle, affirmant enfin que, bon gré mal gré, ce qu'il avait projeté serait chose accomplie, que lui aussi avait donné sa parole, et enfin, que, dès le lendemain, elle serait donc fiancée au comte.

Ce fut en vain qu'Isabelle évoqua le souvenir de ses parentes couchées dans la tombe, de toutes ces femmes dont l'amour fidèle pouvait être donné en exemple à toutes les filles d'Espagne; il partit menaçant, hors de lui, n'entendant même pas la voix grave de l'enfant : « Demain, père, vous porterez mon deuil ».

*
* *

Cependant, à peine don Felix était-il sorti, que Diégo rentrait; il avait écouté en bas, dans le jardin, et surpris cette querelle dont il était la cause. Il ramena dans ses bras la triste fiancée : « Non, tu ne mourras point... Mourir! mourir? quand le ciel s'éclaire de tous ses flambeaux, quand la terre donne tous ses parfums, quand la douce nature nous invite à l'amour!... Non, viens! suis-moi : l'Espagne est grande... l'amour est invincible... et la porte du roi m'est ouverte... »

Isabelle, plus calme dans son désespoir, arrêta ses paroles : « Que n'avait-il confiance en elle? Eh bien, non, elle ne mourrait pas! elle combattrait du moins : son père ne pouvait rien sans elle; après les menaces, il reviendrait sans doute à la raison... Et puis, s'il n'y revenait pas, elle savait sa route... »

Diégo avait écouté en silence et songeait... son âme ne pouvait que lutter de générosité avec l'âme d'Isabelle... Il reprit : « Je sais quelque chose de mieux; quoiqu'il puisse advenir, je m'en vais, et tu feras, chère, ce qu'il faudra pour ton seul bonheur... Dès le point du jour, je serai hors Teruel... Et je m'en vais fort, ayant en moi le feu sacré de l'amour... et de l'espoir »

— Comme il parlait ainsi, voilà que rentra don Felix...

— A merveille, Diégo! c'est donc là votre honneur?

La main du jeune homme se porta sur l'épée : « Mon honneur, don Felix, peut servir de modèle à tous les grands d'Espagne, et si vous m'aviez dit de telles choses ailleurs, j'aurais hors du fourreau laissé jaillir mon glaive!

— Par Saint-Jacques, vraiment, ricana don Felix, voilà qui bien me plaît! Allons, jeune homme, allons! sache faire ton devoir!

Et, lui-même, il tirait l'épée.

— Mon père! s'écria Isabelle.

— Allons? répétait don Felix.

Diégo dégaina : « Vous voulez donc que je vous tue? »

Isabelle, d'un bond, s'était jetée vers lui, et, s'étant emparée de sa dague : « Battez-vous donc, fit-elle, mais je vous avertis : quel que soit le vaincu, je partage sa mort! »

Diégo rengaina le premier.

Son double geste lui avait cependant gagné l'estime du grand seigneur : « Touche-là!... fit don Felix et, puisque tu aimes Isabelle, tu l'auras peut-être. Mais je l'avais promise au comte... et je veux être sûr que ton amour n'est pas un feu de paille... Eloigne-toi; fais tes preuves!

— Lesquelles donc? je suis prêt.

— Va trouver le roi Jaime. On dit que les Maures de nouveau s'agitent; combats ces ennemis de l'Espagne et reviens me trouver... dans cinq ans.

— Cinq ans?

— Est-ce trop pour la récompense?

Le regard du jeune homme rencontra celui d'Isabelle : « Je pars, fit-il, et vous me reverrez à l'heure, dans cinq ans. »

.....

Les temps étaient passés, Diégo ne donnant pas signe de vie, don Felix rappela sa fille au

serment qui l'engageait lui-même vis-à-vis d'Azagra. Ce fut d'abord une angoisse pour Isabelle, et celle-ci ne songea rien moins qu'à se refuser au mariage; mais ensuite, sa foi même en Diégo la perdit : elle pensa que la mort seule pouvait avoir empêché son chevalier de reparaître à l'heure dite; en proie à une profonde tristesse, digne cependant, et fidèle au devoir de la parole donnée, la jeune fille se courba devant les volontés de son père et sous le poids de la destinée : elle accepta d'épouser le comte.

Ce furent alors, nonobstant la résignation morne de la noble promise, des fêtes, comme n'en connaissait pas encore l'antique cité de Teruel. Et la cérémonie même du mariage en fut le couronnement, dont Félix ayant prodigué l'or, les fleurs, la musique, la joie avec l'abondance parmi le peuple, afin que toute la province gardât le souvenir des noces de sa fille bien-aimée. Celle-ci s'efforçait de sourire à tous, ne voulant point que l'on pût lire dans ses yeux la désolation de son cœur. Son mari, lui non plus, ne devait pas être responsable de la fatalité qui la privait de celui qu'elle avait seul aimé; c'était dans la plus secrète intimité de son âme qu'elle porterait le deuil de l'ami, et elle accepterait les conséquences de sa promesse devant le prêtre, toutes les rigueurs de son nouvel état.

*
* *

Cependant, lorsque vint le soir et qu'elle fut seule devant l'époux, elle ne put se résigner; prétextant d'un vœu qui différait de quelques jours l'obéissance promise, elle demanda enfin la grâce du sommeil — qui était celle de l'oubli.

Et le comte s'endormit, tandis qu'elle-même, les yeux fermés, cherchait en vain la douceur du repos... Comment Diégo n'était-il pas revenu?... La mort seule, sans doute, pouvait l'avoir gardé loin d'elle... Mais n'aurait-on pu attendre plus longtemps? Ce mariage n'était donc pas une illusion?... En acceptant les volontés de son père et les désirs du comte, elle avait cru satisfaire aux lois divines et humaines... Ne s'était-elle pas trompée, au contraire?

Et voici que, pendant qu'elle songeait, elle crut ouïr un petit bruit dans la chambre, comme celui d'une porte prudemment ouverte. Avait-elle bien entendu?... Que lui importait, au reste, que des voleurs vinssent lui dérober ses bijoux, que des meurtriers l'étranglassent! Tout valait mieux que la trop certaine réalité du sacrifice retardé mais inéluctable... Elle n'ouvrit pas les yeux.

Mais, sur sa main, pendante au bord du lit, quelque chose venait de se poser : elle en eut un sursaut; pas un cri. Elle ne fit que se pencher pour voir. Et aux clartés douces de la lampe dans laquelle brûlait une huile parfumée, elle reconnut « celui qui devait venir ».

— Oui, murmura-t-il dans un souffle, c'est moi... Qu'as-tu fait, Isabelle?

La vierge épouse d'Azagra s'inclina vers lui : « Va et sache, Diégo, que nulle douleur n'atteint au martyre de mon âme... Va, et ne me reproche rien... Que n'es-tu donc venu à l'heure! et pourquoi, du moins, ne m'as-tu rien fait dire?

— Viens plutôt Isabelle et je te dirai tout...

— La souffrance t'égare, Diégo! Ne sais-tu pas que je ne suis plus tienne?

— Tu l'aimes donc?

— Ah, comment peux-tu me parler ainsi, cher ingrat? Ne suis-je plus, à tes yeux, l'esclave de mon devoir?

— Eh bien, soit! mais, du moins accorde-moi tes lèvres?

— Que ne le puis-je, hélas! sans forfaire à l'honneur...

— Adieu!

Il porta vers sa bouche la douce main d'Isabelle, qu'il baisa longuement... Et tout à coup, sa tête pencha, ses doigts se détachèrent des doigts de son amante, et sur l'épais tapis s'affaissa tout son corps inerte.

Terrifiée, Isabelle cria; le mari s'éveilla : « Qu'avez-vous donc? que se passe-t-il »?

Indécise d'abord, Isabelle joua l'étonnement : « Je faisais un songe... oh! étrange, si étrange... si terrible aussi... »

— Quel songe?

— Vous y tenez?

— Certes!

Simplement, elle narra son histoire et celle de Diégo, tout en mettant l'affaire au compte d'autres personnages; elle s'arrêta au moment où l'ami, revenu, invitait son amante à fuir la couche conjugale.

— Etrange, en effet, bien étrange! murmura le comte... Poursuivez, chère amie...

— Voyant que l'épouse ne voulait pas le suivre, l'amant ne lui réclamait plus que l'aumône d'un baiser... A la place de cette femme, qu'auriez-vous donc fait, comte?

— Moi? J'en aurais donné cent!

Il y eut un instant de silence : Isabelle étouf

fait un sanglot... « Eh bien, comte, reprit-elle enfin, moi, je l'ai refusé ce baiser suprême... et j'ai tué Diégo!

– Diégo!

Livide, Azagra se jeta hors du lit. C'était bien là, en effet, le corps de Diégo... Lui! mort dans cette chambre, et de cette fin mystérieuse. Qu'allait-on dire? Comment expliquer ce mystère? Ne serait-ce pas pour eux, pour eux tous, le déshonneur final?

Immédiatement, les deux époux se vêtirent, enlevèrent le corps du malheureux Diégo, et, dans l'ombre des petites rues de la vieille cité, le transportèrent à la demeure de son père, l'abandonnèrent sous le porche : ainsi l'on pourrait croire qu'il était venu mourir là, épuisé, au bout de son voyage; puis, tremblants et furtifs, ils retournèrent se coucher.

Le lendemain, les serviteurs de Marcilla découvraient le cadavre de leur jeune maître : quelques heures plus tard, Teruel prenait le deuil, les notables décidaient qu'il serait fait à l'infortuné hidalgo de solennelles obsèques.

Et chacun se disait : « Que va penser, maintenant, la fille de don Félix? » Mais la demeure d'Azagra, restait close et silencieuse. Dans la tristesse de la petite ville à peine relevée de ses ruines et ainsi replongée dans le deuil par la fin tragique d'un de ses plus beaux et de ses plus braves enfants, la maison du comte paraissait encore plus désolée que les autres : elle gardait le silence et l'immobilité de la tombe.

Cependant, lorsque vint l'heure des funérailles, Azagra sortit pour se mêler à la foule qui suivait le cercueil. Isabelle, qui, depuis la funèbre veille, n'avait pas recouvré la parole, n'osait pas compter sur ses forces; blanche comme cire, défaillante presque, elle attendait, à sa fenêtre, que passât le cortège.

Mais dès qu'il arriva, dans le bruit des lamentations, dès qu'elle aperçut le cercueil ouvert et porté par les amis du mort, elle ne put y tenir : « Attends-moi, Diégo, attends! la douleur suffit bien pour m'ôter la vie... Avant une heure, nous dormirons pour toujours aux bras l'un de l'autre... » Elle dit, et, s'étant revêtue de sa robe de noce, courut en hâte vers l'église de San Pedro, où devaient être chantés les hymnes de la désolation terrestre et de l'immortel espoir.

Elle y arriva juste comme le prêtre montait à l'autel, tandis que la foule s'agenouillait sur les dalles et que l'on déposait le cercueil, ouvert, au pied d'un catafalque. Dans la foule qui remplissait l'église, nul d'ailleurs n'avait remarqué cette femme qui se dirigeait vers le chœur, vêtue de la robe d'hyménée et voilée de noir.

Elle s'approcha donc du cercueil, s'agenouilla aussi, découvrit le visage du mort, et, silencieusement, le considéra un instant, puis, ayant poussé une clameur qui redressa les hommes inclinés et glaça les femmes d'épouvante, elle entoura de ses bras le cadavre, et, d'un farouche baiser, colla ses lèvres chaudes aux lèvres glacées de l'ami.

A la surprise et à la peur succédait l'étonnement de la foule : quelle était donc l'audacieuse qui venait interrompre une telle cérémonie? Les parentes du mort s'étaient approchées du cercueil et s'efforçaient de relever l'inconnue, murmurant des conseils qu'elle semblait ne pouvoir entendre...

Mais, derrière ces femmes, arrivaient Azagra et don Félix, qui avaient deviné le geste d'Isabelle.

Ce fut le père qui se pencha, la prit sous les bras et murmura les paroles de consolation. A son effroi croissant, il vit que la tête de sa fille ne se redressait point, que ses mains ne se détachaient point du corps de Diégo... Alors, une femme ayant soulevé le voile qui cachait le visage, les assistants reconnurent la fille des Segura et don Félix s'aperçut que les yeux de son enfant s'étaient clos pour jamais à la lumière du ciel : en un suprême baiser, la Vierge de Teruel avait scellé ses fiançailles pour l'éternité; son âme fidèle et désolée avait déjà rejoint celle de son Diégo.

Léon Berthaut.

LE FONDATEUR DE LA STRATÉGIE MODERNE : JEAN ZIZKA

La nation tchécoslovaque commémorait, le 11 octobre dernier, le cinq centième anniversaire de la mort de Jean Zizka de Trocnov. Le personnage du grand capitaine hussite, qui fut un des grands génies militaires de tous les temps, n'appartient pas seulement à son pays et il est juste qu'on attire l'attention du monde civilisé sur celui qui fut le véritable fondateur de la stratégie moderne.

On possède très peu de détails sur sa jeunesse. Pauvre chevalier possédant un petit domaine au

sud de la Bohême, il mène une lutte désespérée contre le riche et puissant seigneur George de Rosenberg et contre les bourgeois de Budejovice qui empiétaient sur ses droits, part ensuite en Pologne pour y combattre l'Ordre Teutonique. Il rentre en Bohême, riche d'expérience militaire et embrasse avec ardeur la doctrine de Jean Hus qui s'était répandue dans tout le royaume. A la cour du roi Venceslas, il occupe une place assez obscure, mais dès les premières escarmouches hussites, on le trouve à la tête du peuple. Bientôt, il jouit d'une telle autorité qu'il peut organiser la révolte de la nation contre l'empereur Sigismond, ennemi juré de la « vérité divine » et complice de la mort de Jean Hus à Constance.

Tandis que l'Église et l'empereur rassemblent d'énormes armées de croisés pour écraser l'hérésie tchèque, Zizka, avec une énergie incroyable, songe à défendre le pays et la cause divine contre l'Europe entière.

Ne pouvant pas vaincre par le nombre et ne disposant pour ainsi dire pas de cavalerie, mais seulement d'une infanterie improvisée, recrutée parmi les paysans, et mal armée, il imagine une tactique nouvelle. Son infanterie, bien qu'imparfaitement armée de fléaux ferrés et de faux, avait, sur les armées des princes allemands, une supériorité incontestable : elle était pleine du feu sacré, animée d'un esprit belliqueux, brûlant de venger le supplice honteux du martyr de Constance. Mais cet enthousiasme n'aurait pas suffi pour protéger l'armée neuve de Zizka contre une charge de la cavalerie bardée de fer. Zizka imagina donc, pour protéger ses hommes, les fortifications mouvantes composées de chariots spécialement construits, qui couvraient son armée pendant la marche et pendant le repos, et formaient, au besoin, une forteresse mouvante dans l'attaque et un refuge pour les femmes et les enfants — car les soldats de Zizka emmenaient leurs familles dans leurs campagnes.

Il fit une place plus large aux armes à feu et les chariots hérissés de bombardes et de couleuvrines, précurseurs des tanks modernes, soutenaient l'infanterie dans l'attaque et dans le combat. Ainsi, Zizka établissait déjà la doctrine de la liaison des armes, qui n'a rien perdu de son importance. Soucieux de ne pas perdre inutilement un seul homme, Zizka attaquait rarement lui-même, mais, choisissant le lieu, se laissait attaquer, sûr de profiter des accidents du terrain. C'est là surtout qu'il se montra un stratège de génie : depuis la victoire de Sudomier, en 1420, jusqu'à sa mort, il n'a jamais perdu une bataille et la réputation qu'il avait d'être invincible ne l'a jamais trahi. Ses ennemis les plus acharnés ont dû s'incliner devant son génie militaire, et Énéas Silvius Piccolomini, plus tard Pie II, ne pouvant lui refuser la gloire d'avoir été un grand chef militaire, tâche de diminuer l'hérétique en déformant son véritable caractère. Mais un diplomate vénitien, le doge Baptista Fulgoso, écrit, au début du XVIe siècle : « Si l'on fait réflexion d'un côté sur les obstacles que sa valeur rencontrait dans la perte de ses yeux, et de l'autre sur les grandes actions qu'il a faites dans cet état, on ne balancera pas à le mettre au-dessus d'Annibal et de Sertorius, qui n'avaient perdu qu'un œil. »

Le général Mittelhausser, chef de l'État-Major, général de l'armée tchécoslovaque, qui vient de consacrer à l'art militaire de Zizka une magistrale étude, a exprimé sa sincère admiration pour le génie stratégique et tactique de Zizka, qui est le point de départ de la stratégie moderne.

« Cette tactique nouvelle — dit le général — qui fut dans toute l'Europe un sujet d'étonnement, devait avoir pour conséquence une éclipse des charges de cavalerie devenues non seulement impuissantes mais dangereuses ; bientôt d'ailleurs, cette tactique hussite cessait d'être uniquement défensive.

« A l'intérieur de son dispositif barricadé, Jean Zizka disposait d'une réserve d'infanterie et dès que les prises sur l'ennemi le lui permirent, il disposa bientôt d'une cavalerie pour l'exploitation du succès.

« Le combat qui se livrait généralement entre Jean Zizka et la cavalerie féodale était du type défensif-offensif. L'inauguration imprévue de cette forme de bataille supposait une rare maîtrise du commandement et une confiance entière dans la supériorité morale de la troupe. Jean Zizka avait la volonté de diriger le combat plus sûrement encore que le roi Wladislas à Grunewald — le moment où il abaissait son « palcât » (massue) pour ordonner la manœuvre de contre-offensive était solennel, il fallait que l'ennemi fût déjà moralement battu avant que les issues préparées du « bojovny sik » (la barricade des chars de guerre) s'ouvrissent et que l'infanterie de réserve et la cavalerie fussent exposées à découvert. Dans ce geste du *palcât* de Zizka, s'exprimait l'entière responsabilité du chef de guerre ; il fallait qu'il fût attendu avec une discipline religieuse. »

Analysant, l'une après l'autre, les victoires de Zizka, le général apprécie la tactique du grand chef, sa science du terrain, de la manœuvre de surprise stratégique, les poursuites de l'ennemi visant à la destruction de l'armée ennemie à une époque où les sièges de places et les prises de villes sont considérés comme la façon de guerre normale et la plus avantageuse.

L'homme de guerre moderne qui a passé par la Grande Guerre, ne ménage pas son admiration à Zizka : « On ne sait vraiment pas, dit-il, ce qu'il faut le plus admirer en Jean Zizka, du stratège ou de l'organisateur », qui crée, dans tout le pays, tout un système de villes taborites, soudé par les navettes de sa phalange de guerre, conception de génie, dépassant son temps de plusieurs siècles ».

L'invincible organisme militaire, créé par Jean Zizka, n'allait pas sans une discipline de fer et sans ce qu'on appelle aujourd'hui « un excellent moral » de la troupe. Comment Zizka est-il arrivé à transformer une population rurale en un instrument de guerre souple et précis et qui devenait terrible entre les mains de l'aveugle chef?

C'est que ses troupes étaient convaincues de combattre pour la vérité divine ; c'est que Zizka lui-même ne se considérait que comme un instrument entre les mains de Dieu. Son *Règlement militaire*, datant de 1423, ainsi que quelques lettres qui sont parvenues jusqu'à nous, apportent un témoignage des plus précieux sur le caractère du grand guerrier. Ils trahissent la haute élévation morale et la profonde piété qui animaient l'âme de ce rude capitaine ; ils sont assez éloquents pour purifier la mémoire du « redoutable aveugle » du fatras d'insipides légendes et calomnies que la malveillance, la haine ou l'ignorance ont, pendant des siècles, accumulées sur son nom.

Le *Règlement* s'inspire d'une piété émouvante, de l'idée démocratique d'une égalité absolue, des principes de justice et d'équité, du sentiment d'obéissance envers les aînés et les chefs ; Zizka y apparaît comme un gardien sévère, mais juste de la vérité divine, de la pureté des mœurs, de la liberté de son pays et des droits de sa langue.

Le *Règlement* suffit à lui seul à anéantir les légendes sur la prétendue cruauté des Hussites et à confondre les historiens qui les représentaient comme une bande d'incendiaires et de pillards. Je cite quelques passages du précieux document :

« Que personne ne brûle une maison ou quoi que ce soit, dans nos expéditions ou dans nos campements, sauf ceux qui auront reçu l'ordre, et cela sous peine de répressions très graves. Ensuite, avant de lever le camp, avant de faire quoi que ce soit ou de donner quelque ordre, que l'on prie Seigneur Dieu, tombant à genoux et se prosternant devant le Corps Divin et devant la face de Dieu, afin qu'il daigne donner son secours et glorifier sa cause sacrée...

Et si Dieu l'admet, et s'il arrive quelque dommage par l'imprudence des chefs... que ceux-ci soient punis dans leurs biens et dans leur vie, sans en excepter ni excuser personne, ni prince, ni seigneur ni qui que ce soit. Mais si Dieu nous donne de vaincre nos ennemis, de prendre quelque ville, forteresse ou château fort, ou de faire quelque butin, que ce butin soit amené et déposé au milieu de l'armée au lieu qui sera indiqué par les anciens, que le butin soit grand ou petit ; et que les anciens, choisis par toutes les communautés, seigneurs, chevaliers, bourgeois et ouvriers, soient appelés afin de le distribuer aux riches et aux pauvres, selon l'équité...

Qu'il n'y ait ni disputes ni cris ni désordre aucun, ni dans l'armée, ni parmi nous. Si quelqu'un frappe ou blesse, estropie ou tue un autre, qu'il soit puni suivant la loi de Dieu, sans exception ni sans égards pour son rang...

Nous ne voulons souffrir parmi nous, ni les infidèles, ni les insoumis, ni les menteurs, ni les joueurs de dés, ni les bandits, ni les pillards, ni les ivrognes, ni les braillards, ni hommes ni femmes débauchés et adultères, ni aucune espèce de pécheurs ni pécheresses publiques ; nous voulons les chasser tous de chez nous et les traiter, avec l'aide de la Sainte Trinité, suivant la loi de Dieu...

Car c'est ainsi qu'il faut agir dans une guerre divine. Il faut vivre bien, vivre en chrétien, avec amour, dans la crainte de Dieu. Il faut remettre à jamais en ses mains, nos désirs, nos besoins, nos espérances et attendre tout de lui. Nous vous prions toutes, chères communes de tout le pays, princes, seigneurs, chevaliers, gentilhommes, bourgeois, ouvriers, paysans, hommes de tous états, et vous surtout, tous les Tchèques fidèles, de vous prêter à cette bonne entreprise, de nous assister de vos conseils et de votre secours. Nous, de notre côté, observerons fidèlement ces articles ; nous vous vengerons pour l'amour de Dieu, au nom de sa passion sainte, pour la liberté de la parole divine... pour secourir tous ceux qui sont fidèles à la Sainte Église, et ceux notamment de langue tchèque et slovaque, ainsi que la chrétienté tout entière. »

On retrouve la même rigoureuse fermeté militaire, le même sérieux moral, la même ardeur de conviction religieuse et le même patriotisme dans la belle lettre adressée aux *hetmans* et aux citadins de Domaglice :

« Frères aimés en Dieu, je vous prie au nom de Dieu Notre Seigneur, de persévérer dans la crainte de Dieu comme ses fils bien-aimés, de ne pas vous plaindre quand vous êtes punis par lui ; mais souvenez-vous... de Notre-Seigneur Jésus-Christ et tenez ferme contre la fureur de ces Allemands, suivant l'exemple des anciens Tchèques qui, enfonçant leurs piques dans leurs bottes, se sont battus non seulement pour la cause de Dieu, mais pour la leur propre. Nous donc, frères bien aimés, ayant en vue la Loi de Dieu et le bien de tous, nous devons faire tous nos efforts pour que tout homme

qui sait manier la massue et lancer une pierre se mette sur pied. Ainsi, chers frères, je vous fais savoir que nous rassemblons des hommes de tout côté contre les ennemis de Dieu et les destructeurs de la terre tchèque : ainsi, ordonnez aux prêtres que dans leurs prédications, ils excitent le peuple à la guerre contre l'Antéchrist, et vous-mêmes proclamez dans les marchés, que tous ceux à qui leur âge le permet doivent être prêts à se lever à toute heure. Pour nous, avec la grâce de Dieu, nous viendrons bientôt vous trouver : ayez du pain, de la bière, du fourrage pour les chevaux et toute espèce d'armes, car il est temps de combattre, non seulement les ennemis du dedans, mais aussi ceux du dehors. Souvenez-vous de la première lutte que vous avez (victorieusement) soutenue, petits contre des grands, peu nombreux contre la multitude, nus contre des gens armés : le bras de Dieu ne s'est pas encore raccourci ! Donc, soyez prêts, espérant en Dieu. Que Dieu vous fortifie ! »

Datum Orlik, f. VI, *post nativitatem Mariae, anno* 1422.

Tel fut cet homme : simple et grand. Volontairement, il s'astreignait à la même discipline qu'il imposait à son armée. Lui qui aurait pu porter la couronne s'il avait voulu, est mort dans une pauvreté spartiate. Mais il n'a jamais songé à lui, et, véritable homme d'État, il ne perdait jamais de vue l'intérêt et l'avenir de son pays.

Au milieu des divisions des sectes et des fractions politiques et religieuses, il pensait, avant tout, à l'unité de la nation et n'hésitait pas à exterminer les sectes extrémistes qui compromettaient l'œuvre d'unification. Animé d'un très fort sentiment de solidarité slave, il a fait offrir la couronne de la Bohême à Wladislas, roi de Pologne, et, lorsque celui-ci a refusé, à Vitold de Lithuanie. Cinq ans d'activité publique lui ont suffi pour transformer le pays, pour lui donner une organisation militaire, et des traditions qui, pendant des siècles, ont influencé l'art de la guerre en Europe.

Jean Zizka a laissé un héritage inappréciable à son peuple, sa mémoire, le grand exemple de son héroïsme, de sa droiture, de son patriotisme, de son amour de la justice et de la vérité. Le souvenir du grand passé hussite ne s'est jamais éteint, même pendant les époques des pires épreuves, dans le cœur du peuple tchèque, qui a pu oublier les noms de ses rois, mais non pas celui de Jean Zizka. Ce fut l'ombre lumineuse de Zizka qui guidait les premiers volontaires tchécoslovaques de la grande guerre, et le premier régiment de l'armée tchèque en Russie portait le nom du grand capitaine.

Ainsi, pour la seconde fois, Jean Zizka a mené son peuple à la victoire et à la liberté.

H. Jelinek.

POÈMES

NOEL DES PETITS INNOCENTS

— Tant l'on crie : Noël !
Qu'à la fin nous vient,
Tout mon cœur appelle :
Noël, Noël !
Tout mon cœur appelle,
Tant il se souvient.

La neige tombe à flocons :
Mère Holle fait son lit.
Vite, enfants, vos capuchons
Et vos gros sabots garnis !

Dame Neige est en voyage
Sur les routes de l'hiver,
Les oiseaux du voisinage
Ont pris la route des airs.

Seul le rouge-gorge appelle
Jésus qu'il suivit en croix ;
Il crie : — Noël et Noël,
Avec sa petite voix.

— Tant l'on crie Noël
Qu'enfin on le voit.

Sainte Vierge est en voyage,
Portant Jésus dans son sein ;
Elle évite les villages :
C'est le temps des assassins.

Saint Joseph est tout contre elle,
Elle peine sur son bras,
Si lasse, qu'elle chancelle
Et trébuche à chaque pas.

La neige tombe à gros flocons :
C'est les anges qui font un nid
Pour y étendre le poupon
Que porte la Vierge Marie.

L'étoile du ciel
Marche à leurs côtés
Avec sa chandelle
Pour les éclairer.

Sainte Vierge est en voyage,
On massacre les enfants,
Elle fuit loin des villages,
Ses pauvres pieds sont en sang.

Joseph toujours l'accompagne,
Portant dans ses bras Jésus :
Ils traversent la campagne
Par la route des élus.

Les chiens dansent dans la neige
Et tournent comme des fous.
Pauvre enfant, Dieu te protège !
Dans les bois tournent les loups.

— Tant l'on crie Noël
Qu'il revient à nous.

HÉRODE

Oh ! j'ai perdu ma fille,
Bourreaux, bourreaux du roi !
Oh ! j'ai perdu ma fille
Sur le gazon du roi.

— Nous l'avons retrouvée,
Bourreaux, bourreaux du roi,
Nous l'avons retrouvée
Sur le gazon du roi.

— Voulez-vous me la rendre,
Bourreaux, bourreaux du roi?
Voulez-vous me la rendre
Sur le gazon du roi?

— Allez à la rivière,
(Bourreaux, bourreaux du roi),
Allez à la rivière
Sur le gazon du roi.

Elle attend là sa mère,
(Bourreaux, bourreaux du roi),
Elle attend là sa mère
Sur le gazon du roi.

D'un côté est la tête,
(Bourreaux, bourreaux du roi),
D'un côté est la tête,
De l'autre son corps blanc.

LES PETITS ANGES : POUR DÉFILER !

— La vierge Catherine
(A la boum à la zim, à la boum à la zim !)
La vierge Catherine
Était fille d'un roi.

Un jour dans sa prière
(A la boum à la zim, à la boum à là zim !)
Un jour dans sa prière
Son père la trouva.

— Que fais-tu là, ma fille,
(A la boum à la zim, à la boum à la zim !)
Que fais-tu là, ma fille :
Ma fille, que fais-tu là?

— J'adore Dieu, mon père,
(A la boum à la zim, à la boum à la zim !)
J'adore Dieu, mon père,
Dieu que vous n'aimez pas.

— Qu'on m'apporte mon glaive,
(A la boum à la zim, à la boum à la zim !)
Qu'on m'apporte mon glaive
Avec mon coutelas !

Il lui trancha la tête
(A la boum à la zim, à la boum à la zim !)
Il lui trancha la tête,
Son âme s'envola.

Elle est avec les anges
(A la boum à la zim, à la boum à la zim !)
Elle est avec les anges,
Qui nous attend là-bas.

PASSÉS LES MAUVAIS JOURS

— C'est dans huit jours le jour de l'an
Qu'on donne les étrennes,
Et des joujoux, des roudoudous,
Pour nous amuser tous !

C'est fini du temps des méchants
Qui par toute la terre
Tuaient tous les petits enfants
Sur le sein de leurs mères.

C'est l'Enfant Jésus qu'ils cherchaient
Pour lui trancher la tête,
Mais tous les anges le cachaient,
Et nous voilà sauvés.

Bonjour papa, bonjour maman,
Bonjour ma tante Hélène,
Mon frère André, mon oncle grand,
On vient vous embrasser.

Moi j'ai un bien plus beau cadeau,
C'est par maman jolie :
Un bébé neuf et son berceau,
Elle me l'a cueillie.

On va la baptiser demain,
Je serai sa marraine,
Cousin Georges sera parrain,
On aura des dragées :

— Quel bonheur, quel bonheur,
J'viens d'avoir un' petit' sœur !
Quel bonheur, ma p'tit' mère,
On vient d'avoir son p'tit frère !

LES VIEUX

— En s'enfuyant l'année efface d'un coup d'aile,
Tel un doigt blond d'enfant l'aile d'un papillon,
Efface plus profond la poussière infidèle,
Papillons d'un matin, dont nous nous habillons.

Nuées, lambeaux, fumées, nous nous éparpillons
Sous le fouet effaré d'une bise éternelle,
L'un contre l'autre qui nous brise, enfant cruelle,
Et rejette à l'oubli nos haillons ! Oublions,

Puisque déchiquetés chaque heure davantage,
Par l'oubli nous devons finir, et nous mêler
A l'anonyme oubli ! Oublions quels orages

Nous ont entrecheurtés : essayons de voler
Côte à côte ce soir où nos ailes débiles
Nous voudront soulever sur les gouffres mobiles !

FAGUS.

L'OIE DE NOEL

C'est à Paris, vers 1908, *que je fis la connaissance de M. Ladislas Reymont qui vient de recevoir le Prix Nobel.*

Un comité franco-polonais, soutenu par le zèle inlassable de Casimir Woznicki, patriote ardent et lettré délicat, s'efforçait de faire connaître la Pologne à la France. On y voyait Stanislas Strzembosz, type accompli du conservateur, qui portait le collet noir, à la 1830 ; *on y voyait Tancrède de Visan qui ne pensait pas encore à se rouler dans l'herbe, « en regardant passer les vaches », et Marius Ary Leblond qui s'en allèrent bravement tâter le pouls à la « Pologne vivante ».*

Le comité avait beaucoup d'ouvrage. Il organisait des fêtes, des banquets, des réceptions, des anniversaires. On commémorait tout ce qu'on pouvait des fastes glorieux, joyeux ou douloureux de cette pauvre vieille Pologne. Parler de son risorgimiento n'allait point alors sans quelque ridicule, ni même une certaine inconvenance à l'égard de Saint-Pétersbourg. Il fallait lutter contre des préventions et des routines tenaces. Une scène parisienne montait sérieusement le drame romantique de Slowacki, Palladyna, *sur un fond de samovars et de coupoles russes. Autant aurait valu donner des pagodes chinoises comme décor à* Hernani. La *Pologne avait tout perdu, jusqu'à sa couleur locale.*

Le plus pressé était donc de montrer des Polonais aux Français pour leur prouver qu'il y avait une Pologne. On leur montra Reymont.

Représentez-vous un personnage replet, trapu, d'aspect solide ; deux fortes mains, blanches et souples, relevant à chaque instant, d'un geste arrondi, machinal, une chevelure abondante et soyeuse, dressée à pic au-dessus d'un vaste front ; une barbiche en pointe ; un masque léonin, mais d'un bon lion, nourri dans les bergeries de Piotrkow, plutôt que dans les antres sauvages du Pinde ; enfin, et surtout, derrière un indéracinable pince-nez, deux yeux de myope, tels que je n'en ai jamais vu d'autres, deux yeux fracassés comme un miroir en miettes, aux mille scintillements.

A cette époque déjà, Reymont jouissait en Pologne d'une renommée glorieuse. Il était parmi les maîtres de l'heure, avec Zeromski, Sieroszewski, Weyssenhoff. La presse étrangère chantait ses louanges. On le traduisait en Allemagne et en Angleterre. La Revue des Deux Mondes *le comparait à Tourgueniev et le* Journal des Débats *à Zola.*

« C'est en effet un réaliste qui sait planter les choux à la mode de Médan. Il soulève des masses gigantes-

ques ; il fait bouillonner un océan de couleurs. Mais c'est d'une âme candide qu'il aborde la réalité, et d'un esprit que n'obnubilent point les prétentieuses formules du roman expérimental. Si l'on vient d'aventure à penser qu'il y a un auteur derrière cette œuvre implacablement objective, si l'on cherche l'homme qui anime ces tableaux vivants, on ne songe pas au cuistre amer qui brossa les Rougon-Macquart avec de la boue et du fiel.

Le génie de Stanislas Reymont semble avoir jailli par miracle de la glèbe même d'où il est né. C'était en 1868. La Pologne meurtrie travaillait en silence. Reymont ne connut guère d'autre école que les expériences variées de la vie. Paysan, acteur de province, employé de chemin de fer, il tâta un peu de tous les apprentissages, même de celui du cloître. Peu d'écrivains pour avoir aussi peu appris dans les livres se seront fait une aussi belle place parmi les maîtres du livre.

Je l'entends encore me raconter de sa voix hésitante, oppressée, assourdie, mais emportée soudain par de brusques éclats de gaîté cordiale, comment il s'était résolu un beau jour à publier ce qu'il écrivait. Ecrire lui avait toujours paru la chose la plus naturelle du monde ; publier lui paraissait effroyable.

En cinq ans à peine, de 1893 à 1898, il arrivait à la notoriété avec la Comédienne, les Ferments, *qui racontent son roman comique, puis au grand succès de* la Terre Promise, *vision titanique de Lodz, le Manchester polonais. En* 1904, *paraissait le premier volume des* Paysans, *chef-d'œuvre admirable que vient de couronner le jury Nobel, immense poème, en quatre romans, portant le nom des quatre saisons, l'Automne, l'Hiver, le Printemps et l'Eté.*

Reymont est le peintre ordinaire de la terre polonaise. Il en a décrit les Travaux et les Jours ; il en a montré le peuple dans les labeurs de la paix et les affres de la guerre. Nos publicistes et faiseurs d'almanachs veulent à toute force que « l'esprit évangélique » apparente étroitement le paysan polonais au paysan russe. Je ne sais trop ce qu'en dirait le maître, mais il me semble que les différences entre les deux races sont profondes et que le même esprit d'individualisme qui a fait plus d'une fois la faiblesse de la Pologne en a fait aussi souvent la fierté et le salut. Lisez les émouvantes Notes de voyage au Pays de Chelm *qui retracent la persécution des Uniates, au temps du tsarisme. Vous verrez comment le paysan polonais sait, quand il le veut, « résister au mal »* (1).

De bons critiques vous apprendront quelle place exacte occupe, dans la littérature universelle, l'œuvre de l'illustre écrivain. Au milieu des applaudissements qui lui viennent aujourd'hui de tous les coins du monde, que cet homme si digne d'amitié, reçoive seulement de moi l'hommage d'un cœur ami.

Paul Cazin.

(1) *L'Apostolat du knout*, Paris, Perrin, 1912.

Légende paysanne

Le Seigneur Jésus s'en allait un jour, avec saint Pierre et Judas, d'Ujazd vers Piotrkow.

Il y a bien longtemps de cela, bien longtemps, car où la terre est ferme aujourd'hui, c'était alors des marécages, et là où vous voyez des champs, il n'y avait que des bois. Et le pays était si désert qu'il fallait marcher un bon mille avant de trouver un village, et deux, avant de rencontrer un château.

Le Seigneur Jésus mourait de froid et faisait peine à voir. Il gelait à pierre fendre : c'était la nuit de Noël. Tous trois avaient grand faim. Et pas une auberge, pas une chaumière, pas une âme vivante. Ils s'arrêtaient de temps à autre pour se reposer, mais ils se levaient bien vite, car les loups et autres bêtes sauvages les suivaient en troupes et hurlaient à donner froid dans le dos.

Saint Pierre s'était taillé un assez bon gourdin et Judas avait ramassé un caillou. Le Seigneur Jésus leur dit :

— N'ayez pas peur, mes braves. Je suis avec vous.

Saint Pierre et Judas n'avaient pas peur, mais une bête féroce, c'est toujours une bête féroce et il y a des cas où il est plus sûr de marcher avec un bâton.

Sur le soir, ils arrivèrent à un château. Ils pensaient qu'ils y trouveraient abri et hospitalité. Mais le château appartenait à des Allemands qui les mirent à la porte en les priant d'aller voir plus loin ce qui se passait.

Saint Pierre fut pris d'une telle colère qu'il voulait à toute force essayer son gourdin sur la tête d'un de ces Allemands. Et Judas grommelait :

— J'enrage, Seigneur, j'enrage. Si je savais, je tordrais le cou à ce petit poulet, là dans le buisson... pour me calmer.

Mais le Seigneur Jésus leur dit :

— Prenez patience. Les hommes sont ignorants, voilà pourquoi ils sont méchants. C'est bon pour les singes de se manger le poil sur le dos. L'homme doit soutenir l'homme et l'aider. Le monde ira longtemps comme cela.

Il continua sa route, en se parlant à lui-même et les deux disciples, derrière lui, traînaient la jambe. Il faisait de plus en plus froid ; ils avaient de plus en plus faim. Enfin, à force de marcher, ils rencontrèrent une auberge.

— Entrons, dit le Seigneur Jésus, il y a encore de braves gens par le monde.

— Maître, répondit saint Pierre, mais je n'ai plus un rouge-liard sur moi.

Le bon Maître se tâta les poches. Il ne trouva rien et son cœur se troubla.

— Moi non plus, dit-il. Toi, Judas, prête-nous ce que tu as.

— J'ai un florin de Pologne, fit l'autre.

Il en avait deux, mais cela lui faisait gros cœur de les donner.

— Donne ton florin, puisque tu n'as pas davantage.

Et le Seigneur Jésus savait que Judas mentait.

Judas tira de son escarcelle vingt-huit gros, tout en petite monnaie.

— Il doit y avoir encore deux gros qui se sont fourrés quelque part, dit-il, en faisant mine de chercher. Et il pensait : Ce sera toujours autant d'épargné.

Le Seigneur Jésus prit l'argent. Ils entrèrent dans l'auberge.

— Loué soit Jésus-Christ, dirent-ils tous trois.

— Dans les siècles des siècles. Salut bien, bonnes gens. Où est-ce que Dieu vous mène comme ça?

— De par le pays, ma bonne hôtesse. Nous mourons de faim. Vous allez bien trouver quelque chose à nous mettre sous la dent? Nous n'en pouvons plus.

— Oui, donnez vite du pain, ajouta saint Pierre.

— Il n'y a pas de pain.

— Eh bien, un peu de fromage.

— Non plus.

— Alors, ma bonne dame, un reste de choux, de pommes de terre...

— Rien, vous dis-je, il n'y a plus rien. Il est venu des gens, avant vous, qui ont tout mangé.

— Mais de l'eau-de-vie?

— De l'eau-de-vie, on en a. Seulement, je vous préviens, un vrai tord-boyau. Toute la fine est partie.

— Vous prendrez peut-être un verre? demanda le Seigneur Jésus.

Judas cracha d'un air méprisant et saint Pierre dit :

— Hé! cela ne ferait pas de mal. Je sens déjà que ça me chante quelque part. J'ai le cœur entre les dents.

— Mais des harengs? Il y en a peut-être? demanda Judas. Car le rouquin était friand de poisson.

— Point de harengs.

— Que vais-je faire pour vous, mes pauvres amis? s'écria le Seigneur Jésus.

— Ah! dit alors l'hôtesse, si vous vouliez payer, on trouverait peut-être une oie.

— Foi d'honnêtes gens! vous serez payée, s'écria le Seigneur Jésus. Donnez seulement la bête, que nous la marchandions vite.

L'hôtesse alla chercher l'oie. Judas, qui avait été dans le commerce et qui s'y connaissait, la prit le premier, la soupesa, lui souffla dans les plumes du ventre :

— Maigre, maigre... disait-il. Une poignée de copeaux. Moi, elle me suffirait. A trois, chacun n'en aurait pas pour sa dent creuse.

Saint Pierre se grattait la tête. A lui seul aussi l'oie aurait suffi.

— Faites-la toujours cuire, dit le Seigneur. Puis, se tournant vers eux : N'est-ce pas, Pierre, que c'est bien peu pour trois?

— C'est bien peu, Seigneur. Si encore il y avait autour un ou deux choux.

Le Seigneur Jésus réfléchit et dit :

— Faisons ainsi ; allons dormir et la faim s'apaisera un peu. L'oie rôtira pendant ce temps et, quand nous nous lèverons, celui qui aura fait le plus beau rêve la mangera.

Ils se couchèrent donc au-dessus du poêle et s'endormirent. Une heure ou deux après, le Seigneur s'éveilla :

— Levez-vous. Eh bien, Pierre, qu'as-tu rêvé?

— Seigneur, j'ai rêvé que j'étais votre intendant, que j'avais la clef de vos domaines, une chaumière à moi, et que je vous servais fidèlement.

— Bien, bien mon brave garçon, tu le seras, mon intendant, dit le Maître, en prenant dans ses mains bénies la tête de l'apôtre. Et moi j'ai rêvé que j'étais dans le ciel, parce qu'il n'y avait plus en ce monde, ni ignorants, ni méchants, ni miséreux. Chaque paysan avait sa terre à lui et tout le monde vivait content.

— L'oie est à vous, Seigneur, vous avez fait le plus beau rêve, dit saint Pierre. Et, quoique la faim le tourmentât bien fort, il ne sentait pas de regrets.

— Mais toi, Judas, qu'as-tu rêvé? demanda avec douceur le Seigneur Jésus, regardant le rousseau qui dégringolait du poêle, en se frottant les yeux et en bâillant.

— Moi? Seigneur. J'ai rêvé... j'ai rêvé que je me levais... en songe... et que je mangeais un rôti, répondit-il tout bas, les yeux vrillés au plancher.

— Tiens! Tu n'as pas fait le plus mauvais rêve... Hé! l'hôtesse, donnez-nous donc le plat.

L'hôtesse accourut et raconta avec indignation que l'oie avait disparu et qu'il n'en restait pas un os pour le chien.

— Le Seigneur Jésus regarda Judas avec miséricorde et lui dit :

— Alors, vraiment, tu as rêvé que tu mangeais l'oie? Sais-tu que c'était un beau rêve?

— Eh oui, un beau rêve... répétait l'autre, en tirant sa barbe jaune.

— Ah! tu as rêvé cela, Judas? Eh bien, reste ici tout seul et rêve à ton aise. Moi et Pierre nous irons chercher ailleurs des gens qui ne se moquent pas de nous.

Et ils partirent.

Voilà pourquoi, maintenant, le peuple fidèle de Pologne observe saintement les vigiles de Noël, mais les Juifs et les hérétiques, nenni..

L.-St. Reymont.

Traduction de Paul Gazin.

LA POLITIQUE INTÉRIEURE

LE DÉSACCORD DE LA POLITIQUE ET DES LETTRES

« Il y a dans notre pays une véritable conspiration des gens de lettres contre mon gouvernement », disait un jour Napoléon III à Lord Clarendon, ambassadeur d'Angleterre.

Ainsi l'empereur s'efforçait-il de justifier la condamnation de Montalembert à six mois de prison pour certain article du *Correspondant* intitulé : « Un débat sur l'Inde au Parlement Anglais ».

Évoquant en 1856 à l'Académie Française, dans un discours qui parut l'acte d'opposition le plus audacieux qui eût encore été commis contre l'empire, les temps regrettés de la liberté « où la France se félicitait d'avoir conquis à grand prix un ordre d'institution dont la parole était en quelque sorte l'âme et la vie », le duc de Broglie, disait de son côté : « En ce temps, la littérature et la politique marchaient de pair. Il existait entre elles une étroite alliance ».

On n'emprisonne plus pour un article du *Correspondant*. La parole est redevenue « l'âme et la vie » de nos institutions. Pourtant l'alliance entre la littérature et l'État ne se renoue guère que dans les jours de funérailles, lorsqu'aux frais de l'État le Bloc National enterre Barrès ou le bloc des gauches Anatole France.

« Derrière toutes ces petites questions politiques ou sociales qui tombent en désuétude, écrit M. Drieu La Rochelle dans *Mesure de la France*, on voit apparaître une grande interrogation sur les fondements de tout, de nos mœurs, de notre esprit, enfin de notre civilisation.

« Ce procès, notre génération doit l'instruire et la suivante devra le juger, sous peine de mort ».

Vous retrouverez ce sentiment dans nombre de livres nouveaux. Il semble absent de la politique. Comme ce président de tribunal de l'affaire Dreyfus dont le leitmotiv était : « La question ne sera pas posée », les groupes ou, pour parler poliment, les partis ferment obstinément les oreilles à la « grande interrogation ».

L'horizon littéraire ne dépasse pas seulement comme il est nécessaire, l'horizon politique. Il est en ce moment animé d'une lumière et d'un mouvement auxquels le monde parlementaire demeure impénétrable.

Aucun temps n'a produit de plus belles pages que celles où M. Paul Valéry analyse, dans *Variété*, la « crise de l'esprit ». Là frémit l'incertitude contemporaine, là se pose le problème qui devrait nous émouvoir entre tous au lendemain de la guerre ;

« Nous sentons qu'une civilisation a la même fragilité qu'une vie...

« ...Tant d'horreurs n'auraient pas été possibles sans tant de vertus. Il a fallu, sans doute, beaucoup de science pour tuer tant d'hommes, dissiper tant de biens, anéantir tant de villes en si peu de temps. Mais il a fallu non moins de *qualités morales*. Savoir et Devoir vous êtes donc suspects ».

Nous retrouvons ici formulée en termes plus précis et plus redoutables, la « grande interrogation » de tout à l'heure.

Mais avec M. Paul Valéry l'anxiété morale va se poser en termes politiques :

« L'heure actuelle comporte cette question capitale : l'Europe va-t-elle garder sa prééminence dans tous les genres?

« L'Europe deviendra-t-elle ce qu'elle est en réalité : un petit cap du continent asiatique ?

« Ou bien l'Europe restera-t-elle ce qu'elle paraît, c'est-à-dire : la partie précieuse de l'univers terrestre, la perle de la sphère, le cerveau d'un vaste corps? »

L'intuition du poète atteint ici jusqu'au cœur des choses, formule l'inquiétude essentielle dont tous les cerveaux devraient être remués, que les hommes d'État devraient retrouver à chaque heure du jour, à laquelle ils devraient confronter leurs préoccupations accoutumées. Ils devraient... Vain conditionnel! Combien ont souci de l'Europe?

Tandis que se pose une question de vie ou de mort continentale, que tout accident survenu en un point quelconque de l'univers connu répercute

son trouble jusqu'à nous et qu'enfin se réalise la vision millénaire de Confucius : « Les quatre Océans sont frères », on remet la France au régime de l'historiette.

— Combien un Tel a-t-il touché pour ses élections? Et de qui? Et à quelle date? Il paraît en effet que l'argent de l'*Union des Intérêts économiques*, impur en 1924, était pur en 1919. Un jour pour les scandales de l'Aveyron. Un jour pour les scandales du Gers. Trente-trois députés occupés pour des mois à dépouiller les réputations. Et des pouvoirs d'instruction aux partisans. Et des flétrissures dont les flétris se relèvent tout gaillards. Quel jeu! Comme on ferait mieux de se remémorer le vieux conseil de Chateaubriand, criant d'actualité : « Nous vivons dans un temps où il convient d'économiser son mépris, à cause du grand nombre de nécessiteux. »

Pendant la guerre, les dirigeants ont pris coutume de dissimuler la véritable situation à un pays qu'ils supposaient incapable de regarder la vérité en face. L'art a été d'expliquer les grandes crises par de petits motifs, à la portée des moindres bourses. Une défaite n'était pas le signe d'une faiblesse collective, mais la faute d'un traître. Il n'y avait pas de difficultés, il n'y avait que des espions. On se sentait sauvé dès qu'on avait accusé quelqu'un.

Ce « bourrage de crâne », pour parler le langage du bon sens poilu, ne revêtirait-il pas, par ces jours pacifiques, des formes nouvelles et du reste variées. L'espion ne serait-il pas remplacé ici par le clérical, ailleurs par le communiste, et parfois par le camelot du roi? Le « mea culpa » est sauté dans les prières, je veux dire dans les examens de conscience. Nous ne connaîtrions évidemment pas de défaillances, si nous n'avions pas d'adversaires puisque ceux-ci nous servent à expliquer celles-là. Au fait, ne nous fabriquons-nous pas artificiellement des ennemis pour nous servir d'excuses?

Lorsqu'un chef-lieu de canton possède deux pharmaciens, il est de tradition que l'un se dise « de droite » et l'autre « de gauche ». S'il n'y a que deux médecins, deux notaires, la division du travail, pardon, des doctrines, demeure à peu près invariablement la même. D'où vient ce dissentiment obligatoire sur les principes? N'y faudrait-il pas voir par hasard une règle de partage de la clientèle?

Plus l'espace est étroit, et plus il importe de se différencier pour gagner une raison d'être. Le talent est un moyen, mais peu répandu. A qui manque la grandeur il reste de rapetisser les autres. Faute d'un haut débat, la politique n'est qu'une entreprise d'utilisation des tares. Écoutez les injures qu'échangent socialistes et communistes. Ils se haïssent d'autant plus qu'ils sont moins loin les uns des autres : « Le plus dangereux de mes concurrents, dit ce commerçant, est le plus voisin ».

Ainsi s'éternise une vieille petite querelle, artificiellement ranimée, chaque jour un peu plus ennuyeuse, dont se distraient encore les groupes et les comités, mais dont se fatiguent tous ceux qui produisent, pensent, travaillent, cherchent un peu de nouveauté dans la vie, un peu d'élan dans les idées, un peu d'avenir dans le gouvernement, et dont se dégoûtent par-dessus les autres les écrivains du temps.

C'est que rarement littérature fut plus neuve, plus sociale, plus chargée des parfums de la terre, plus emportée au rythme de la course, plus renouvelée en ses paysages, ses aventures, ses ironies, que celle de cette époque où la démocratie et le militarisme semblaient s'être donné le mot pour réduire les individus à l'état de chiffres dont seul le total importe.

Sans doute M. Paul Morand avertira-t-il : « c'est une génération sacrifiée, Madame, les hommes sont devenus soldats, les femmes sont devenues folles. Le destin y a ajouté encore avec un joli lot de catastrophes ». Sacrifiée, cette génération? Peut-être, mais non pas découragée dans ce qui en reste. La guerre lui a enseigné le prix de la vie, le goût du risque la force de l'imprévu, la vertu du rire. On peut lui reprocher de plaisanter à contre-temps, comme il arrive parfois à M. Paul Morand et à M. Jean Giraudoux. On dirait, à telle ou telle page, de ces gaîtés que certains médecins, nés spirituels, ont gagnées dans la familiarité de la souffrance et de la mort. Affirmation de supériorité que cet humour par lequel des hommes se rendent maîtres du malheur même. Rien en lui de cette méchanceté qui est l'arme des pessimistes. A propos de M. Giraudoux, M. Benjamin Crémieux prononce très justement, dans son xxe siècle, le mot de « pudeur héroïque ».

Pessimistes en effet, ils ne le sont pas le moins du monde, même quand ils se donnent pour tels comme M. Drieu La Rochelle qui prend pour du pessimisme sa fureur, sa passion de confesseur qui appelle à la croisade en jetant des anathèmes aux infidèles.

S'ils veulent savoir, ces jeunes, ce qu'est le pessimisme, ils n'ont qu'à aller le demander aux littérateurs et aux philosophes d'après 1871, aux Parnassiens qui séparaient l'art de la vie, à M. Paul Bourget s'écriant, désolé, dans ses *Nouveaux Essais de Psychologie* : « Qui nous rendra la divine vertu de la foi dans l'effort et de l'espérance dans la lutte » à Taine qui, pour être tout à fait sincère

eût dû intituler *les origines de la France Contemporaine*, « Les origines du désastre de la France Contemporaine », car il conçut ce livre en 71, en plein désastre, au moment où il écrivait à Mme Taine : « Il est dur de penser mal de sa patrie ; il me semble qu'il s'agit pour moi d'un proche parent, presque d'un père, d'une mère, et qu'après l'avoir jugé incapable, je suis obligé de le trouver grotesque, odieux, bas, absolument incorrigible, et destiné à la prison des malfaiteurs ou au cabanon des fous ». (1)

Voilà du pessimisme. Rien qui y ressemble, rien qui puisse y ressembler dans les beaux livres du lendemain de la victoire. Quand ils se « jettent dans le sport comme dans une activité intermédiaire entre le grand lyrisme physique de la guerre et la bureaucratie de la paix », les héros de M. de Montherlant ne revèlent pas seulement une « inquiétude masculaire », mais une ardeur de jeunesse, un besoin de grand air, capables de renouveler et de rafraichir un pays.

La plupart des livres d'après-guerre, j'entends ; des livres neufs d'auteurs neufs, respirent la revanche de la vie. Il semble que les hommes de lettres de la génération qui vient aient ce qui manque à tant de chefs et sans quoi l'on ne fait rien : du tempérament. De leur œuvre monte, philosophe ou poétique chez M. Paul Valéry, romanesque chez MM. Pierre Mac Orlan et Pierre Benoit, un appel à l'imagination, l'appel que la politique n'entend pas.

Mais à la grande différence de la fièvre romantique, la fureur moderne revêt l'accent classique, et comme le torrent que la science endigue, se jette dans la discipline à laquelle le sport entraîna les corps et la guerre les âmes. Le miracle du temps éclate ici ; l'imagination aujourd'hui tend vers l'ordre.

Le lieutenant aristocrate et le philosophe radical que M. André Maurois met aux prises dans ses *Dialogues sur le Commandement* sont moins en désaccord qu'ils ne voudraient nous le faire croire lorsqu'ils opposent le chef homme d'action et la « médiocratie aux têtes nombreuses. »

Ils aspirent à la synthèse que l'auteur de ces dialogues puissants, mais inachevés, nous doit de réussir en son prochain volume.

Si les mots ne juraient pas tant, nous serions tentés de dire que tout annonce un siècle de Louis XIV de la démocratie. C'est le besoin de l'esprit public qui suscite aujourd'hui tant d'œuvres sur le XVIIe siècle, passionne M. Daniel Halevy pour Vauban et précipite le public sur le *Louis XIV* qui n'est peut-être pas l'œuvre la plus achevée de M. Louis Bertrand. M. Herriot naguère ne dédiait-il pas lui-même un de ses livres à Colbert ?

« La Révolution française a fondé une société, elle cherche encore son gouvernement », écrivait Prévost-Paradol dans la *France Nouvelle*. Ce qui était vrai après deux républiques et deux empires l'est encore aujourd'hui. Mais si les politiques se faisaient plus attentifs à la littérature nouvelle, plus convaincus que le penseur fraie les voies à l'homme d'État et qu'on trouve dans le roman d'une époque le pressentiment de son histoire, ils se diraient qu'il est devenu nécessaire, pour tirer les conséquences de la victoire, de réconcilier les souvenirs et les espérances et comme un grand homme malaxa jadis Jacobins et Girondins, aristocrates et régicides, et fondit leurs dissentiments au creuset de la même gloire, de rassembler sur un programme commun les faux adversaires qui ne combattent plus que par habitude et d'instituer enfin l'ordre français, condition première de l'ordre européen.

Henry DE JOUVENEL,
Sénateur.

(1) Lettre de mars 1871. Or, la première mention qu'il fait d'un projet de livre « sur la France Contemporaine » se trouve dans une lettre du 4 avril.

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

LA FRANCE ET L'ANGLETERRE EN ORIENT

Un communiqué bref, et optimiste comme tous les communiqués, a fait savoir au public que M. Hèrriot et M. Austen Chamberlain s'étant rencontrés au quai d'Orsay le 6 décembre, l'accord s'était fait entre les deux ministres « sur toutes les questions qui demandaient une solution immédiate ».

Ces communiqués officiels ne signifient jamais rien : il n'y a même pas moyen de lire entre les lignes. Mais on a su presque immédiatement que, cette fois du moins, cet optimisme n'est point menteur. L'entrevue a été cordiale, et cette cordialité est venue fort à propos pour dissiper des bruits inquiétants qui s'étaient répandus dans une partie de l'Europe, à la suite de certains discours et de certains articles de journaux : on soupçonnait quelques radicaux de l'entourage du Président du Conseil de tendre à une sorte de renversement des alliances. Les déceptions de l'alliance anglaise,

l'amertume qu'un grand nombre de Français ont éprouvée à la suite de la politique égoïste et souvent brutale de M. Lloyd George et de Lord Curzon, n'auraient-elles pas légitimé dans une certaine mesure une sorte de rapprochement franco-allemand, que la reconnaissance du gouvernement des Soviets aurait facilité? Mais rien n'est dangereux comme la politique de l'amour-propre blessé, et s'il est nécessaire de renouer entre l'Allemagne et la France des liens normaux, des liens de voisinage, il y aurait pour nous un véritable danger à faire les premiers pas, alors que pour une longue période de temps encore, une entente aussi complète que possible avec l'Angleterre nous est commandée par nos intérêts les plus immédiats et aussi par le salut de l'Europe. Sans amoindrir le mérite des hommes d'État à qui les hasards de la vie parlementaire donnent la responsabilité de la politique nationale, on peut dire que la cordialité des relations de M. Herriot et de M. Chamberlain leur était imposée par la force des choses.

En France, nous sommes généralement hypnotisés par la frontière du Rhin : c'est d'ailleurs fort naturel. La question de sécurité et la question des réparations a dominé toute notre politique. L'Angleterre, moins directement menacée, l'Angleterre qui n'a pas subi l'invasion, qui n'a pas à supporter la charge des réparations, semble avoir eu l'esprit plus libre pour considérer l'ensemble du problème international; tandis que nous demeurions les yeux obstinément fixés vers le Rhin, elle regardait aussi du côté de l'Orient et le changement d'attitude qui s'observe depuis quelques mois dans son opinion publique aussi bien que dans son personnel gouvernemental, vient de ce qu'il lui est apparu brusquement que la collaboration française lui était indispensable pour résoudre à son avantage les problèmes orientaux qui deviennent singulièrement urgents. Elle commence à comprendre le souci que nous avons d'assurer notre sécurité sur le Rhin, depuis qu'elle subit le souci d'assurer la sécurité de la route des Indes, grâce à notre appui.

***

La politique orientale des grandes puissances, pendant et depuis la grande guerre, n'est certes pas à leur honneur. La première impression que l'on éprouve quand on récapitule les événements depuis l'entrée en guerre de l'Empire Ottoman est que l'on a tout gâché comme à plaisir. N'ayant pas su retenir la Turquie dans la neutralité, nous nous sommes laissé surprendre par son agression. Puis par défaut d'entente et de coordination dans l'effort, nous avons commencé à conduire la guerre avec mollesse, et tant que la Russie exista comme grande puissance, nos opérations furent gênées par toutes sortes d'arrière-pensées. Enfin, nous obtenons la victoire, une victoire complète. La Turquie, à bout de forces, est aux pieds des puissances occidentales. La chrétienté semble au moment d'effacer près de cinq siècles d'histoire, de rejeter les Ottomans dans leur Asie originaire, et de se partager ses dépouilles. Mais c'est alors que les intrigues commencent : des accords de 1916 au traité de Lausanne, ce ne sont que fausses démarches, erreurs, capitulations inexplicables. Si bien que cette Turquie qui, lors de l'armistice de Moudros, paraissait en pleine dissolution, put se présenter à Lausanne en puissance victorieuse et nous dicter ses conditions.

Et de toutes les puissances occidentales, c'est la France qui paraît avoir été la plus atteinte par cette cascade de fautes et de maladresses.

« Hier encore, dans tout l'Empire du Sultan, la France avait droit de cité; ses trois couleurs y flottaient librement, symbole de son amitié, de sa vigilance et de sa charité. A présent, confinée dans une Syrie appauvrie et démembrée, elle en doit encore défendre l'intégrité contre toutes sortes d'irrédentismes artificiels : l'irrédentisme turc, l'irrédentisme arabe et l'irrédentisme Sioniste. Ce qu'il avait fallu cinq siècles d'efforts persévérants pour édifier vient de s'effondrer en cinq années de négociations douloureuses, de marchandages, de manœuvres et d'intrigues. Abrogées les capitulations, compromis le protectorat catholique, concurrencée notre influence morale, menacés nos intérêts matériels ; tel est le désastreux bilan d'une paix victorieuse. On frémit en pensant à ce que nous eût coûté la défaite ».

Ce désastreux bilan, je le trouve dans le remarquable ouvrage que le Comte R. de Gontaut-Biron et M. L. Le Révérend viennent de consacrer à la question Syrienne (*D'Angora à Lausanne, les étapes d'une déchéance*).

Ce n'est pas un pamphlet, car un souci d'impartialité historique, et une haute préoccupation patriotique dominent le livre ; mais c'est un terrible réquisitoire. MM. de Gontaut Biron et Le Révérend sont de ceux qui pensent que les fautes peuvent être utiles à condition de les reconnaître, de ceux qui estiment qu'il est indigne d'une grande nation de rejeter sur ses partenaires la responsabilité des échecs que l'on a subis. Ce livre d'histoire n'est rien moins qu'un livre de propagande ; il ne cherche à atténuer aucune des erreurs de la politique française, au contraire ; mais on ne pourra pas lui reprocher ces préoccupations de politique intérieure qui, trop souvent viennent fausser le jugement de ceux qui raisonnent de la politique

étrangère. C'est de Beyrouth ou de Constantinople que MM. de Gontaut-Biron et Le Révérend voient les événements, ce n'est pas du Palais-Bourbon ou de telle ou telle circonscription électorale. Ils jugent de toutes choses par rapport à la France et après avoir fait minutieusement l'histoire de tant de capitulations successives ; Moudros, San Remo, Sèvres, Angora, Lausanne, après avoir mis en lumière avec une sorte de cruauté la précarité de ce mandat syrien qui semble avoir été conçu en méfiance de la France, ils cherchent à déterminer en réalistes le parti qui reste à tirer de la situation qui nous est faite.

***

Mais avant d'examiner ce que pourrait être cette politique orientale future, peut-être convient-il de remarquer qu'on pourrait dresser contre l'Angleterre le même réquisitoire Peut-être même, si l'on se place au point de vue de l'intérêt général de l'Europe, pourrait-il être plus sévère encore. A l'origine de notre mésentente en Orient il y a les intrigues de certains bureaux du Foreign-office et les méfiances perfides de la politique Lloyd-Georgienne. Que de capitulations ou de demi-capitulations la France n'a-t-elle pas consenties en Orient pour maintenir l'entente des Alliés sur le Rhin? Si notre mandat en Syrie est précaire, s'il est grevé de tant de lourdes hypothèques, n'est-ce pas parce que certains hommes d'État anglais ont exploité contre nous les illusions wilsoniennes? N'est-ce pas parce que l'Angleterre a aidé à la propagation de cette légende de l'impérialisme français qui a si longtemps empoisonné toute l'atmosphère de l'Europe? Pouvons-nous oublier les intrigues de cet Hussein et de ce Fayçal clients du Foreign-office, et dont, jusqu'à ces derniers temps, on retrouvera l'action oblique dans tous les ennuis qui furent suscités aux résidents français de Beyrouth? C'est à Londres aujourd'hui que l'on fait appel à la solidarité européenne, devant le péril que font naître le bolchévisme et le nationalisme asiatique, compliqué de fanatisme musulman. On eût pu le comprendre plus tôt.

Mais rien n'est plus vain que les récriminations. Sans approfondir les causes qui ont éclairé soudain l'opinion anglaise, contentons-nous de constater qu'elle est éclairée ; il est à remarquer d'ailleurs que, depuis le règne de M. Lloyd George et de Lord Curzon, le personnel politique a beaucoup changé à Londres.

***

J'ai essayé naguère, dans cette Revue (1), de montrer comment s'était écroulé le plan gigantesque conçu par certains Anglais au lendemain de la victoire, et qui consistait à assurer l'hégémonie de la Grande-Bretagne sur tout le continent asiatique ou peu s'en faut. Il ne s'agissait plus seulement d'assurer la route des Indes et la liberté du Canal de Suez, mais de surveiller l'Arabie, la Palestine, la Mésopotamie, l'Irak, la Perse jusqu'au Turkestan, de substituer partout l'influence britannique à l'influence russe, et d'imposer une sorte de protectorat effectif à tous ces pays où l'anarchie est endémique. Pour la réalisation d'un tel plan, le mandat français sur la Syrie était une gêne. Quant aux Grecs, aux Arabes, c'étaient des instruments dont il fallait savoir se servir.

Si puissante que soit l'Angleterre, si admirable que soit la continuité de sa politique asiatique, ce plan était trop vaste. En tentant de la réaliser, les Anglo-Indiens ont mis en mouvement des forces ingouvernables : la révolte toujours mal contenue de l'Égypte, l'émancipation de la Perse, le conflit de Mossoul, les difficultés sans nombre que le haut commissaire anglais commence à éprouver en Palestine, l'écroulement de l'état arabe, leur ont ouvert les yeux. Ils ont senti brusquement que tout ce monde asiatique bouillonnait et que, comme une chaudière surchauffée, il pourrait bien faire explosion quelque jour. Et de même que la partie la plus éclairée de l'opinion française a compris que, dans l'affaire égyptienne, il fallait se ranger derrière l'Angleterre qui porte le drapeau de l'Europe, de même, il semble que, cette fois, l'opinion anglaise ait senti qu'aucun plan de défense européenne ne peut se faire dans le Proche-Orient sans le concours de la France.

***

N'est-ce pas le moment de reprendre une politique active et énergique? Le mandat syrien, tel qu'il est conçu aujourd'hui, avec ses limitations dans le temps et ses restrictions innombrables, est un marché de dupes, disent MM. de Gontaut-Biron et Le Révérend, « car s'il nous plaît de rester fidèles à nos traditions en assumant la charge onéreuse et délicate d'achever l'éducation politique et administrative de populations auxquelles nous lie un long passé, il ne nous convient pas de pousser le désintéressement jusqu'à la niaiserie et de travailler, non plus pour le roi de Prusse, mais pour la Société des Nations. Accepter une mission de ce genre, avec la perspective assurée de voir prochainement nous échapper nos élèves, donnerait à douter de notre bon sens. Ce serait nous exposer passivement aux contre-coups d'événements dont

(1) Le 1er novembre 1924.

nous aurions abandonné le contrôle. A quels désastres ne nous entraînerait pas pareille myopie politique !

« Le mandat syrien doit répondre à des vues plus larges, plus entreprenantes. Au contraire d'un aboutissement, c'est un point de départ ; il représente, après les bouleversements des dix dernières années, la partie encore intacte d'un édifice, contre laquelle nous pouvons encore étayer une restauration dont l'alentour, l'armature et les soubassements existent presque inébranlés.

A l'expiration des trois années que le texte du mandat impartit à notre tutelle, que décidera la Société des Nations? Quelle que soit sa sentence, elle troublera de nouveau une atmosphère à peine apaisée. Il n'est, pour la France, ni de sa dignité, ni de son intérêt de s'accommoder de cette expectative, et si nous prétendons tenir notre rang en Orient, y faire une politique véritablement nationale et indépendante, notre premier devoir est d'imprimer à notre mandat un caractère de pérennité que nul ne soit admis à discuter. Ce mandat pourra, devra même se transformer peu à peu, à mesure de l'évolution plus ou moins rapide des populations qui lui sont soumises ; son principe étant admis et reconnu intangible, la Syrie échappera aux convoitises qui la guettent et dont la raison d'être aura cessé. »

Le mot pérennité me gêne un peu. Combien d'année dure la pérennité dans les affaires humaines? Il me paraîtrait à la fois plus juste et plus habile d'admettre en *principe* qu'un jour viendra où le peuple syrien politiquement éduqué par nos soins pourra se gouverner lui-même en toutes indépendances. Mais la France ayant supputé les charges et les responsabilités du Mandat doit être seule juge du moment où il conviendra de proclamer la majorité syrienne. Ce moment-là n'est pas prochain et l'on se demande en quoi cette prolongation indéfinie du mandat français sur la Syrie pourrait gêner maintenant les intérêts anglais. Tout bien pesé et si l'on veut bien ne pas confondre l'amour-propre avec la dignité, les intérêts français et les intérêts anglais dans cette partie du monde sont plus tôt complémentaires qu'opposés. Si la France obtient la prolongation indéfinie de son mandat sur la Syrie, les candidatures à sa succession s'évanouissent et les propagandes irritantes soudoyées par Bagdad ou La Mecque disparaissent par le fait même. Il y a la question de la Palestine. Certes, nous ne pouvons pas accepter d'être totalement éliminés de ce pays où nous avions des intérêts moraux à sauvegarder, mais l'accord est loin d'être impossible. Serait-ce empiéter sur les droits politiques de l'Angleterre que de revendiquer notre rôle traditionnel d'arbitre dans tous les litiges dont naguère la France avait à connaître en qualité de protectrice des chrétiens? « Parce que notre consul à Jérusalem recouvrait sa prééminence le canal de Suez serait-il obstrué et la route Caïffa-Bagdad en péril? »

Il semble que beaucoup d'Anglais commencent à le comprendre. Ils n'ignorent plus que la présence des troupes françaises en Syrie consolide singulièrement leurs positions en Mésopotamie et en Palestine. Si les Français quittaient la Syrie, tout l'équilibre de l'Ouest s'en trouverait ébranlé, une dangereuse effervescence se poursuivrait jusque dans les régions les plus apathiques « Contre la violente poussée des turcs et des arabes, unis pour un jour dans un fraternel élan de convoitises, disent MM. de Gontaut-Biron et le Révérend, comment défendre la Palestine et la Mésopotamie? On ne résiste pas à une insurrection générale dans de pareilles immensités avec quelques centaines d'avions et d'automotiles blindés ».

En vérité cela tombe sous le sens. Le moment est donc venu d'étudier avec l'Angleterre une action concertée, un plan d'action commune dans le proche Orient, une politique d'entente aussi bien à l'égard de la Turquie d'Angora qu'à l'égard du Monde Arabe. Le péril bolcheviste et le péril islamique qui menacent toute notre civilisation doit faire taire toutes nos vaines querelles.

L. DUMONT-WILDEN.

LITTÉRATURES ÉTRANGÈRES

LA SAINTE-JEANNE DE BERNARD SHAW

I

Edward Shanks, le plus récent des biographes de Bernard Shaw, remarque que celui-ci, à côté de bien d'autres fonctions, remplit celles « d'iconoclaste général et de bouffon public ». Il les tient fort consciencieusement quand il nous peint César ou Napoléon et surtout la Reine Elisabeth et l'impératrice Catherine (1). Sans parler de maintes calembredaines, ses pièces historiques, éminemment suggestives d'ailleurs, sont pleines d'anachronismes. Comme l'écrit Desmond Mac Carthy, Shaw frotte

(1) Voyez : *L'Homme du Destin, César et Cléopâtre, La Dame des Sonnets, La Grande Catherine.*

le passé jusqu'à ce qu'il ait retrouvé la vie contemporaine.

Tout ceci faisait que l'annonce d'une pièce sur Jeanne d'Arc inquiéta bien des gens. Le matin de la première, le critique du *Times*, A.-B. Walkley, crut nécessaire de montrer à ses compatriotes qu'elle était la véritable pucelle. Même après la représentation, Shaw fut, paraît-il, pris à partie par des Français qui reconnaissaient d'ailleurs n'avoir pas vu la pièce (1).

Disons tout de suite, que ces inquiétudes et ces nervosités manquaient totalement de fondement. Jeanne pour Shaw est une sainte, outre le titre qui est *Sainte-Jeanne* et non Jeanne d'Arc, la conclusion « Dieu tu fis cette magnifique terre, quand sera-t-elle prête à recevoir tes saints ? » suffiraient à le prouver. Mais cela appert aussi de toutes les scènes où apparaît Jeanne. Certes l'auteur ne croit pas qu'elle fasse des miracles et attribue ses victoires à sa conception plus juste de la guerre, dont le but doit être de bouter l'ennemi hors du pays, et non de faire des prisonniers pour se procurer des rançons. Mais le saint n'est pas celui qui fait des miracles, c'est le héros et le martyr. Jeanne est l'un et l'autre. Sa défaillance passagère au cours du procès rappelle la tristesse du jardin des Oliviers. Une foi profonde et communicative l'anime. Avec cela une simplicité naïve, à l'occasion quelque brusquerie montrent l'héroïne populaire. On a dit que le portrait manque de poésie. Mais cela n'est exact qu'en apparence. Mac Carthy, dont je tiens à citer une fois encore l'article du *New Statesman*, observe justement que « si la magie du verbe manque la substance poétique est là ».

L'auteur, de toute évidence, s'est attaché cette fois à nous donner un portrait historique exact. Remarquable aussi est son objectivité en face des persécuteurs de son héroïne. L'évêque de Beauvais, le grand inquisiteur apparaissent comme des prêtres consciencieux, veillant à ce que toutes les garanties légales soient assurées à l'accusée ; ils seraient heureux de l'acquitter, et s'ils la livrent finalement au bourreau c'est que, d'après leurs conceptions, ils ne sauraient faire autrement. Moins profondément fouillées, mais également objectivement tracées, sont les figures militaires de Bedford, Baudricourt, Dunois et La Hire. Le « bouffon public » de M. Shanks ne montre le bout de l'oreille que dans quelques silhouettes tournées à la charge, notamment celle de Charles VII.

Avec tout cela Bernard Shaw reste Bernard Shaw. On sait que, orateur de réunions publiques, il fit de tout temps des planches, une tribune. Aussi est-ce avec une abondance extrême que ses personnages développent les conclusions historiques auxquelles l'auteur a abouti et les raisons qui, à ses yeux, expliquent pourquoi les uns brûlèrent et les autres ont laissé brûler Jeanne.

De plus, le procédé par lequel Shaw *dramaturge* se distingue de ses confrères est l'invention de situations invraisemblables, dont l'irréalité couvre tout de même une part plus ou moins grande de vérité. Ce procédé dont il tire des effets étonnants quoique, à l'occasion, factices et agaçants, et que M. Pirandello semble parfois avoir repris (1), n'était pas conciliable avec une œuvre aussi strictement historique que prétendait l'être *Sainte-Jeanne*. Aussi l'auteur l'a-t-il écarté au cours de ses six tableaux ; le naturel, revenu au galop, a pris sa revanche dans un épilogue qui dépasse en invraisemblance le troisième acte d'*Homme et Surhomme* ou le prologue de *La première pièce de Fanny* ; c'est littéralement une fantasmagorie.

Une analyse de la pièce rendra tout ceci plus clair.

II

Sainte-Jeanne a pour sous-titre *chronicle-play* ; ceci sous-entend qu'elle est conçue sur le modèle des pièces où les vieux dramaturges anglais découpaient les chroniques en tableaux. En réalité, elle est formée de deux parties nettement distinctes tant par le sujet que par la facture. Les trois premiers tableaux, courts et tout action, montrent *comment une paysanne a pu être mise à la tête de l'armée française*. Le sujet de la seconde partie est : *Pourquoi et comment Jeanne fut condamnée*. Ici les tableaux ont la longueur d'actes et à part quelques scènes du procès les discours dominent.

Suivons la pièce tableau par tableau :

Le premier se passe au château de Vaucouleurs. Les auteurs de pièces historiques pourraient le prendre pour modèle. Il résume en quelques scènes l'état d'âme de l'héroïne et celui des masses. Jeanne, en quelques mots, fait comprendre pourquoi elle a tant d'influence sur les âmes simples. Elle a de ces réponses directes, simples et sans réplique par lesquelles, de tout temps, les inspirés ont désarçonné leurs contradicteurs et entraîné les foules. Les soldats et les paysans sont convaincus de sa mission divine. Baudricourt se laisse, lui aussi, finalement entraîner ; moitié parce que la foi est contagieuse, moitié parce que Jeanne lui apparaît comme le seul

(1) Voyez à ce sujet les déclarations de Mr Shaw dans le journal *Comœdia*.

(1) Voyez parmi ses pièces jouées à Paris, *Les Six Personnages* et *Chacun sa Vérité;* voyez aussi *Henri IV* dont on annonce la représentation.

être capable d'enflammer d'une ardeur guerrière les soldats et même le dauphin, et que cela, en somme, c'est le principal.

On sent que les choses ont dû se passer à peu près comme cela. Le second tableau nous conduit à Chinon et nous montre Jeanne entraînant la Cour comme elle a entraîné la garnison de Vaucouleurs ; il est, lui aussi, vif et pittoresque. Un troisième tableau, très court, conduit Jeanne devant Orléans ; dès son arrivée le vent change, les chalands chargés de soldats peuvent enfin traverser la Loire ; l'armée crie au miracle ; elle est entraînée, à son tour.

Jusqu'ici tout est à louer, tant au point de vue historique qu'au point de vue dramatique. Mais l'œuvre ne diffère pas très sensiblement d'autres pièces du même genre, telles celles de M. Paul Fort, qui lui aussi, d'ailleurs, intitule *Louis XI* et *Ysabeau* non drames historiques mais *chroniques*. Bernard Shaw bouffon et conférencier n'apparaît que dans les portraits-charges du Dauphin et du Maréchal de la Trémoille et dans une petite dissertation sur le miracle :

Un miracle est un événement qui crée ou confirme la foi. C'est là le but et la nature des miracles. Les paraboles ne sont pas des mensonges parce qu'elles décrivent des choses qui ne sont jamais arrivées. Les miracles ne sont pas des fraudes visant à tromper parce qu'ils ne sont souvent — je ne dis pas toujours — que des combinaisons innocentes par lesquelles le prêtre fortifie la foi. Quand cette jeune paysanne reconnaîtra le Dauphin parmi ses courtisans, cela ne sera pas un miracle pour moi, parce que je sais comment cela a eu lieu (1), et ma foi ne sera pas augmentée. Mais pour les autres, s'ils éprouvent l'émoi du surnaturel, et oublient leur limon plein de péchés, dans un sens soudain de la gloire de Dieu, cela sera un miracle et un miracle béni. Et vous verrez que cette jeune fille sera plus émue qu'aucun autre. Elle oubliera comment elle a découvert Charles. Et peut-être vous l'oublierez aussi.

Ainsi parle M. Bernard Shaw par la bouche de l'archevêque de Reims.

Dans les trois tableaux qui suivent il parle tout le temps par la bouche de Cauchon, de Bedford et généralement de tous ses personnages. Ses discours sont si développés qu'on ne peut songer à les reproduire. Mais il faut s'émerveiller du génie scénique dont ce diable d'homme est pourvu. Toutes les conférences dont il nous asperge passent la rampe et ne nous ennuient pas un instant. Comment cela se fait-il ? Il n'y a pas d'explications ; c'est le don de l'homme de théâtre, grâce auquel Dumas fils nous faisait accepter, lui aussi, des dissertations qui duraient, selon sa propre expression, le temps d'aller de Paris à Asnières.

Très en résumé, selon M. Shaw, les Français n'ont pas fait ce qui était nécessaire pour sauver Jeanne parce que d'abord trop de monde était jaloux d'elle. « Elle voulait être à la fois le Pape, César et Alexandre ». Même Dunois, qui lui l'aime, craint les campagnes imprudentes auxquelles elle veut l'entraîner ; Dieu ne suffit pas il faut aussi la supériorité numérique. Et puis la rançon qu'il faudrait payer dépasse trop les ressources du roi, qui craint au demeurant les retours de la fortune et voudrait traiter au plus vite avec l'ennemi.

Quant à ses bourreaux, Bedford voit en elle l'éveil du nationalisme qui ruinera la féodalité, Cauchon et l'inquisiteur, une hérétique ou pour mieux dire une protestante.

Jeanne elle, au cours de son procès, rappelle Socrate ; elle est admirable, mais dit les choses qui, étant donné l'état d'âme de ses juges, sont les plus propres à la faire condamner.

Dans ses *Propos de sens commun sur la guerre*, M. Shaw a écrit : « Jusqu'à ce que le *Home Rule* décrété en principe devienne une réalité, je garderai ma capacité irlandaise de critiquer l'Angleterre avec le détachement d'un étranger et avec une certaine tendance à ridiculiser la haute idée qu'elle a d'elle-même. » De fait, toutes ses comédies sont une satire des institutions et des idées anglaises courantes. Pour se livrer à cet exercice jusque dans ses pièces historiques il recourt aux inventions les plus inattendues. Ainsi il a doté César d'un garde de corps : Britannicus, qui, entre autres, ne peut rien comprendre au phare d'Alexandrie parce qu'il n'est pas d'un modèle anglais.

Le Parlement britannique, partie par tolérance, partie par esprit politique, partie par le besoin qu'ont les assemblées d'être diverties, a de tous temps permis aux députés Irlandais les plus amers des épigrammes. Le public londonien lui s'est fait à l'idée que M. Shaw doit — passez-moi l'expression, il n'en est point d'autres — se payer sa tête. Une pièce de lui où on ne se moquerait pas de l'Angleterre serait contraire à toutes les traditions. Aussi, encore que l'indépendance de l'Irlande soit aujourd'hui une réalité, le seul juge de Jeanne qui la prenne pour une sorcière est Stogumber, chapelain de l'évêque de Winchester. Est-il possible, en effet, que sans sorcellerie on ait pu battre l'armée anglaise, ou faire prisonnier Sir John Talbot, qui sera un jour comte de Shrewsbury ?... « Cette femme est évidemment l'instrument du diable, elle dénie à l'Angleterre les conquêtes légitimes que Dieu lui a données en considération de ses dons spéciaux de

(1) L'archevêque a déjà dit que Jeanne sachant la simplicité avec laquelle le dauphin est vêtu, ne pourra pas prendre pour lui le magnifique seigneur qui s'est assis sur le trône, et le reconnaîtra aisément parmi les courtisans.

gouverneur des autres peuples pour leur propre bien. » Son nationalisme pour être stupide est, au surplus, profond et sincère ; quand ayant assisté au supplice ses yeux s'ouvrent et que, se comparant à Judas, Stogumber part pour se pendre, il ne manque pas de souligner qu'il n'y eut qu'un Anglais parmi les juges, lui.

III

J'ai déjà remarqué que seul M. Shaw pouvait concevoir la fantasmagorie qui sert d'épilogue à la pièce. Qu'on en juge plutôt.

Nous sommes en juin 1456, Charles VII dort et tous les personnages lui apparaissent. On cause. Charles se réjouit de la réhabilitation qu'on lui annonce, car on ne pourra plus dire qu'il fut sacré par une sorcière. Un autre remarque que le procès de réhabilitation, œuvre de justice, fut plein d'illégalité, tandis que celui de Rouen qui aboutit à un crime fut des plus réguliers. Bedford observe que les nécessités politiques, et l'échafaud de Jeanne en fut une, finissent par paraître des fautes politiques. Un soldat revenu de l'enfer déclare ce séjour tolérable après quinze ans de guerre. Et ainsi de suite. C'est du Shaw tout pur. Le « Shawisme » semble à son comble quand un représentant du pape, venu tout droit de Rouen, annonce que nous sommes en mai 1920 et que Jeanne vient d'être sanctifiée. Il parle aussi de ses statues si nombreuses qu'elles gênent la circulation.

Puis le ton s'élève soudain, la cathédrale de Reims apparaît, avec la statue de Jeanne mutilée. « Qui a pu briser mon épée, dit Jeanne, mon épée n'a jamais été brisée, c'est l'épée de la France ». — « Les épées sont choses réparables, réplique Dunois, ton âme ne fut pas brisée et tu es l'âme de la France », et se jetant à ses genoux il lui dit : « Les soldats mourants te louent parce que tu es le bouclier de gloire entre eux et le jugement. »

Tous les personnages imitent son exemple ; Jeanne est louée successivement au nom des filles des champs « dont elle a levé les yeux et qui voient qu'il n'y a rien entre eux et le ciel », des hommes politiques, des prêtres, des juges, des bourreaux, des méchants. L'inspiration de chacune de ces louanges est très belle, le style en est superbe, un véritable sentiment religieux anime toute la scène.

Mais attention, Shaw archange va, une fois de plus, se transformer en satyrique pour ne pas dire en clown. A l'idée que Jeanne pourrait revenir en chair et en os, tous ses adorateurs s'éclipsent sous des prétextes divers. Déjà Charles VII avait dit que si elle revenait (en 1456) on l'aurait brûlée dans six mois.

Et le rideau tombe sur ces mots déjà cités : « O ! Dieu tu fis la terre si belle quand sera-t-elle prête à recevoir tes saints. »

IV

Telle est, en un incomplet résumé, cette pièce magnifique et bizarre, qu'on peut exalter et critiquer avec une égale facilité, mais qui malgré tout reste l'œuvre théâtrale la plus curieuse et la plus intéressante de l'année 1924.

A. Andréadès,
Professeur à l'Université d'Athènes.

LE THÉATRE

DE MONSIEUR BRULÉ A MONSIEUR BERRY

On a repris, au théâtre de la Madeleine, *Le danseur inconnu*, de Tristan Bernard, et on joue, aux Variétés, *Banco*, d'Alfred Savoir.

Le danseur inconnu, de Tristan Bernard, est le roman d'un jeune homme pauvre qui, pris entre l'amour, sa conscience et les conseils d'une fripouille de ses amis, se trouve jeté dans une intrigue où il ne cesse de bafouiller, mais dont il sort heureux et riche. Mélange de sentiment et de cocasserie, destiné tout à la fois à toucher et à faire rire les spectateurs.

Banco! c'est l'histoire d'un ménage qui ne va guère et qui, par suite de péripéties diverses, notamment un divorce, un mariage et des exploits sportifs variés, aboutit à l'amour et au bonheur : mélange aussi de sentiment et de cocasserie destiné tout à la fois à attendrir et à égayer les spectateurs.

Rien de plus semblable donc que ces deux pièces : rien de plus différent que ces deux documents séparés par un considérable intervalle, non point de temps, mais de mœurs.

***

Chez Tristan Bernard, qui excella à peindre les jeunes gens, un peu niais et rangés, d'avant-guerre, à l'âme bourgeoise et innocente, nous trouvons une sorte de conflit (quel grand mot pour une étude si légère !) entre l'amour et la conscience, entre l'amour et le besoin de réussir. Tout l'effet divertissant produit par le caractère du « Danseur inconnu » provient de ses scrupules. Le voilà, par exemple, lui qui a été présenté comme un grand

métallurgiste, interrogé, en présence de son futur beau-père, par un vrai métallurgiste. Il est gêné, non seulement parce qu'on l'oblige à parler de ce qu'il ignore, mais surtout parce que cela le met plus brutalement en présence de son mensonge et de sa comédie. Il bafouille, parce qu'il est honnête et nullement endurci. Dans la même situation, on aurait pu aussi bien concevoir la scène inverse où l'effet scénique eût été obtenu par l'ingénuité du mensonge et la verve du menteur, le faux métallurgiste bourrant le crâne au vrai. Seulement ce n'eût plus été le jeune homme de Tristan Bernard, qui est resté bien plus proche du jeune homme de Feuillet que de celui d'aujourd'hui : à quoi l'on reconnaît le très grand peintre de mœurs qu'a été ce très grand écrivain : Tristan Bernard.

De la même manière, au troisième acte, lorsque le jeune homme honnête se trouve placé comme vendeur dans une maison d'ameublement, il divertit surtout par son défaut d'aptitude commerciale. Il arrache les étiquettes des meubles, il brouille les prix, il décourage les acheteurs, il met à la porte les clients. Évidemment, c'est l'amour qui le rend ainsi et plus il fait de sottises, plus son amour apparaît. On pourrait aussi bien imaginer le contraire, qui eût été chez lui l'exaltation de l'habileté du marchand par le sentiment ; et on l'eût vu, dans son incompétence, réussir d'autant mieux avec les nigauds que sont tous les amateurs d'une marchandise quelconque qu'il leur eût débité plus de sornettes avec plus d'assurance. Mais ce n'eût plus été un jeune homme bourgeois, frère du « jeune homme rangé », qui a inspiré à Tristan Bernard un de ses plus remarquables romans.

Ce qui situe ce garçon dans le temps, c'est sa conscience morale.

Prenons au contraire, la pièce d'Alfred Savoir : ce n'est plus contre la conscience que lutte l'amour (si l'on peut encore dire), mais proprement contre l'inconscience. Ce qu'il peut y avoir de sincère dans l'âme d'hier, on le voit tout de suite. Ce qu'il peut y avoir de vrai dans l'âme d'aujourd'hui, on ne s'en doute qu'à la fin. Il faut commencer par éliminer tout ce qui est le contraire de l'amour pour le découvrir avec peine : le jeu, les sports, la renommée, c'est-à-dire la publicité et le cynisme que tout cela développe forcément. Voici donc, non plus un fiancé (un amour sentimental, quelle fadeur !) mais un homme marié... Cet homme marié est resté naturellement garçon... Il joue, il a une maîtresse, il vend les bijoux de sa femme pour son jeu et pour sa maîtresse... Et il n'apparaît pas immonde, car il est sportif, et les sports répondent à tout... Au baccarat, il taille comme les cyclistes font le tour de France ; un peu pour embêter sa femme qui l'attend à la porte du cercle, mais surtout par goût des performances sensationnelles, il veut battre le record de durée et, lorsqu'il apparaît, c'est avec le smoking et le linge sale d'un homme qui s'est fait apporter, pendant quatre-vingt-dix heures, du bouillon à la table verte. Il doit être si fatigué qu'on lui pardonnera d'avance de n'avoir plus aucun des scrupules qui encombraient le pauvre petit bonhomme de Tristan Bernard... Il ne lui est pas plus difficile, d'ailleurs (toujours à cause des sports), d'être un héros qu'une gouape. Après que sa femme, de dégoût et de dépit à la fois, se décide à le lâcher pour en épouser un autre, il triomphe dans l'aviation et devient la figure la plus populaire de France et du monde. Lorsque, revenu enfin à lui-même, c'est-à-dire à son désir si secret pour sa femme, il veut se rapprocher d'elle, c'est encore avec une désinvolture toute sportive, en jetant dans le fossé, pour simuler un accident, l'auto d'un ami... Même auprès d'elle, quand il a mis le feu aux meules de la ferme pour obliger le nouveau mari à aller s'occuper d'éteindre l'incendie, dans cette nuit qu'il a obtenue par tant de ruse, il se laisse reprendre au piège des cartes par sa femme qui lui propose un banco et oublie pour le jeu son amour... Heureusement, elle a retrouvé le sien ; maintenant qu'elle a mieux compris le nouveau genre d'hommes dont son ex-mari est un spécimen si accompli, elle espère s'en accommoder... Ils s'enfuient ensemble, et leur union définitive recommence par un enlèvement...

On sent le progrès !...

***

Cet écart des mœurs, marqué par ces deux pièces, se trouve accusé encore par l'interprétation ; et je crois que l'on ne pourrait mieux figurer cette évolution qu'en la résumant (puisqu'aussi l'une des caractéristiques de notre époque théâtrale est la prédominance des comédiens sur les auteurs) dans la personne même et le jeu des acteurs Brûlé, qui joue Tristan Bernard, et Berry, qui joue Alfred Savoir.

Il paraît que M. Brûlé a été un grand comédien, et il faut tenir pour certain qu'il a toujours été un séducteur. Je ne discuterai point sa séduction, bien entendu, mais j'affirme qu'il n'a jamais été un grand comédien. Tout au plus a-t-il été un comédien supportable, lorsque sa nature ne s'était pas encore mécanisée : j'avoue qu'au point d'automatisme et de monotonie où il est aujourd'hui parvenu, je ne peux plus l'écouter.

Est-ce entièrement sa faute?...

Certes, il a de grands défauts qui lui sont per

sonnels : l'insincérité, le maniérisme, la fausse chaleur, le ronron ; mais il en a d'autres qui sont ceux de l'époque où il a eu du succès. Toutes les conventions sont vivantes en lui, et l'effet le plus puissant qu'il ait obtenu dans le rôle du jeune homme de Tristan Bernard, c'est, par naïveté, de se moquer de lui-même et d'apparaître comme sa propre caricature. Est-ce parce que je lui en voulais encore du dernier chagrin qu'il m'avait fait? Je ne prétends point que *Manon fille galante*, ait été un chef-d'œuvre de vie et de composition : c'était une œuvre loyale, noble, où la poésie, la passion et la haute tristesse des auteurs s'exprimait. M. Brûlé rendait presque impossible cette prose. Il n'était pas un mauvais comédien : il était un saccageur. Les lecteurs de cette revue me rendront cette justice que je parle rarement des comédiens et que je le fais avec modération. Il y a malheureusement, aujourd'hui, sur la scène, quelques idoles qu'il importe de renverser au plus vite. J'en signalerai, à l'occasion, d'autres. Je ne pouvais, après sa double manifestation au théâtre de la Madeleine, manquer de supplier M. Brûlé de continuer de séduire, si tel est son plaisir, mais pour le nôtre, de cesser de jouer !...

M. Berry, en revanche, est un comédien charmant, qui joue simple, naturel, et qui exprime, par son abandon même, toute cette inconscience qui est celle du personnage, qui est celle de l'époque. Certes, je ne suis point certain que M. Berry jouerait bien la pièce de Tristan Bernard : il la fausserait légèrement. Ce qui est sûr, c'est que M. Brûlé ne pourrait pas jouer la pièce d'Alfred Savoir : il la tuerait !...

Ainsi, tout de même apparaît bien l'erreur que nous commettons en attribuant trop d'importance à l'interprétation dans la littérature dramatique ; car si une œuvre comme celle de Tristan Bernard reste indépendante des années, combien est précaire, par contre, un succès de comédien !

Gaston Rageot.

LES BEAUX-ARTS

LIVRES D'ART ET D'HISTOIRE DE L'ART

I

Notre librairie d'art, à la veille de la guerre, était en plein essor. Stimulés par l'exemple de leurs confrères d'Allemagne, d'Angleterre et d'Italie, les éditeurs français, longtemps retardataires, arrivaient au premier rang. Tandis que les Revues d'art et d'archéologie mettaient, un peu parcimonieusement encore, à la disposition d'un nombre insuffisant de lecteurs, tous les renseignements souhaitables sur les découvertes d'œuvres et de monuments inédits, ou sur l'étude et l'appréciation des œuvres et des monuments classés, des collections de monographies de toute sorte paraissaient d'année en année, où tout ce qui avait caractère d'art devait peu à peu trouver sa place et son image ; de magnifiques recueils de planches apportaient leurs documents à l'histoire de l'architecture et de la décoration peinte ou sculptée. Et surtout, ce qui permettait les plus vastes espérances, c'était l'accord, par delà les frontières, de quelques hautes maisons de Paris, de Berlin, de Londres, de Milan, pour réduire les frais des grandes publications illustrées, en se transmettant des clichés tirés une fois pour toutes, ou que l'on était autorisé à reproduire ; ce qui n'empêchait point d'ailleurs les initiatives hardies, comme celle de la maison Armand Colin, entreprenant, sous la direction d'André Michel, une monumentale *Histoire de l'Art*, dont le prix d'origine nous fait aujourd'hui sourire, ou soupirer.

Dix ans se sont écoulés, et, malgré le relèvement considérable des prix, la plupart des publications d'avant-guerre ont continué ; d'autres surgissent et prospèrent, grâce à une clientèle croissante de lecteurs. S'il n'a pas été possible de poursuivre la série déjà très riche des *Reproductions de dessins de maîtres* que la généreuse initiative de M. Doucet avait permis à une Société d'amateurs d'entreprendre, nous constatons du moins avec plaisir que la Société française de reproductions de manuscrits à peintures, fondée en 1911, est de nouveau en pleine activité, et nous assure la jouissance de trésors souvent inaccessibles. Et si les grands livres d'art sont devenus fatalement très chers, il faut bien reconnaître que l'ingéniosité des éditeurs met encore à la portée des étudiants modestes — nous le verrons tout à l'heure — un matériel de travail qui unit à l'information la plus sûre les plus abondants et fidèles documents figurés.

C'est notre cher, notre magnifique Louvre qui demeure, comme de raison, le centre de ces études d'art. Fermé pendant la guerre, privé de la plus belle part de ses collections, il nous les présente maintenant dans un ordre modifié, où la logique s'associe à une parfaite élégance. Et il sait faire valoir ses richesses. Les conférences accompagnées de projections s'y répandent avec prodigalité ; et les nouveaux catalogues ont enfin, sans parler de leurs mérites scientifiques, cet aspect agréable du papier, de la typographie, des images, qui doit

séduire l'acheteur. La maison Albert Morancé, qui édite ces catalogues, publie en même temps une importante série de *Documents d'art*, sous forme d'albums de petite dimension, comprenant des planches en noir et en couleurs, que précède une notice générale, et que suit une explication détaillée. Deux de ces beaux albums sont consacrés au *Louvre* (1), et le texte en est dû à M. Henri Verne, Chef du Secrétariat des Musées Nationaux. C'est, en moins de cent pages où l'érudition la plus sûre se présente comme un récit aimable, l'histoire des origines et des accroissements successifs du Palais : *Comment il a grandi, de Philippe-Auguste à Louis XIV*; *Comment l'ont terminé Louis XIV, Napoléon Ier et Napoléon III*. Et le choix des documents figurés, où, pour la période la plus ancienne, les reconstitutions d'architectes alternent avec les précieuses images que fournissent la miniature et la peinture du XVe siècle, nous conduit de la façade de Pierre Lescot, si délicieusement ornée des bas-reliefs de Jean Goujon, à celles de Le Vau et de Claude Perrault, puis, après la longue période d'attente du XVIIIe siècle, au grand projet de Napoléon Ier, aux travaux de Percier et de Fontaine, enfin, sous Napoléon III, au dernier plan tracé par Visconti, remanié et réalisé par Lefuel. Histoire saisissante d'un monument qui a vécu, souffert et grandi au delà des dimensions prévues, grandi en même temps que la France, dont il contient, désormais, pour l'enseignement de ses fils, quelques-uns des plus chers trésors.

Cet enseignement du Louvre, combien de livres l'ont déjà propagé ! Mais jamais encore avec le soin merveilleux d'érudition et le charme de beauté qu'y apporte la collection dont les quatre premiers volumes nous sont offerts. C'est toute une histoire de *la Peinture au Musée du Louvre*, publiée, sous la direction de M. Jean Guiffrey, Conservateur du Musée, par l'Illustration. Treize grands fascicules, dont la moitié appartiendront à la France, nous conduiront tout au long de galeries qui sont les plus anciennes et demeurent les plus riches du monde. Chacun d'eux comprend une ample Introduction, étude générale de la période analysée, dont chaque tableau doit être minutieusement décrit et catalogué, avec toutes les indications de provenance et de bibliographie (2).

(1) HENRI VERNE. *Le Palais du Louvre*. Paris, éditions Albert Morancé, 1923; 2 vol. pet. in-4°, de 37 et 50 pl., avec texte, en carton, 120 fr.

(2) *La Peinture au Musée du Louvre*. Publié par l'Illustration. *Écoles italiennes. XVIe, XVIIe, XVIIIe* siècles, par GABRIEL ROUCHÈS, 10 fr. *École espagnole*, par MARCEL NICOLLE, 8 fr. *École française. XIXe* siècle (Première partie), par LOUIS HAUTECŒUR, 10 fr., *XIXe* siècle (Deuxième partie), par PAUL JAMOT, 10 fr.

On ne saurait trop louer la présentation de ce beau travail. Les ressources multiples dont dispose une Revue aussi puissante que l'Illustration permettaient seules peut-être de donner pour un prix tellement modeste (et presque d'avant-guerre) un pareil ensemble de reproductions photographiques, auxquelles les procédés de la rotogravure apportent les belles lumières et les beaux noirs que l'on obtenait jusqu'ici par des moyens plus coûteux. Léonard de Vinci, Giorgione, Titien, Tintoret, Véronèse, Baroche et Caravage, et tant de maîtres de second ordre que voici gravés pour la première fois, nous proposent l'exemple si longtemps et uniquement admiré de l'Italie ; l'Espagne, avec Greco, Ribera, Zurbaran, Velazquez, Murillo et Goya, laisse deviner sa chaleur aux transcriptions veloutées et profondes des images ; vient enfin notre grande peinture française du XIXe siècle, du début du Premier Empire jusqu'à la fin du Second, avec David, Prudhon, Gros, Gérard, Géricault, d'une part, Ingres et Delacroix, Corot, Millet et Rousseau, Barye, et Daumier, de l'autre.

Ce sont, comme il convient, presque uniquement des Conservateurs du Louvre qui ont accepté la mission d'en décrire les tableaux. M. Gabriel Rouchès, auteur de livres excellents sur l'école de Carrache et le Caravage, n'ignore rien des plus récents travaux sur la peinture italienne, et sait nous en nourrir sans nous en accabler. M. Marcel Nicolle, qui a réorganisé certains, et non des moindres, de nos musées de province (1), et dont le goût si averti est apprécié des amateurs des deux mondes, a bien voulu parler de l'Espagne (dont il doit d'ailleurs, par un rapport officiel, nous faire connaître la richesse en tableaux français). M. Louis Hautecœur nous avait trop bien expliqué l'influence de l'Italie classique et de l'archéologie sur l'art de la fin du XVIIIe siècle pour n'avoir pas mission de traiter de la peinture de David et de ses contemporains. M. Paul Jamot enfin, qui a passé de l'art grec à l'art le plus moderne, et dont l'expérience pénétrante vivifie singulièrement une critique d'historien et d'artiste, s'est placé au cœur même du XIXe siècle français pour en faire rayonner la bienfaisante lumière. Je ne crois pas que l'on puisse en tout un traité spécial assembler plus d'idées justes et fortes, et dignes d'être méditées, que n'a fait M. Paul Jamot en ses quelques pages d'Introduction ; et ce sont plus loin des modèles de monographies en abrégé qu'il a tracés pour chacun des tableaux catalogués et reproduits.

Mais il est un autre livre, plus somptueux celui-

(1) MARCEL NICOLLE, *Critique d'art ancien et moderne*. Première série. *Musée de province*. Perrin et Cie, 1923.

là et plus complet, où le goût passionné de M. Jamot, son raffinement d'artiste et d'érudit se donnent libre carrière. C'est le *Degas* qu'il a publié aux éditions de la *Gazette des Beaux-Arts* (1). Au moment où il est vraisemblable que le succès de snobisme et presque de fanatisme, et, si l'on peut dire, les coups de Bourse qui ont signalé les ventes après décès du grand et mystérieux artiste vont être suivis d'une période de réaction peut-être excessive, on lira cette biographie critique, cette analyse d'âme et de métier avec un intérêt qui ne saurait se démentir. Une sympathie constante l'anime, qui pourtant ne ferme pas entièrement les yeux sur la pauvreté des sujets où s'est enfermée toute la vie d'un homme à l'intelligence si aiguë. Si on le compare à un Toulouse-Lautrec, on ne peut s'empêcher de trouver son ironie prétendue féroce bien anodine, et de reconnaître tout ce que l'autre a tiré de ces mêmes sujets par une observation caricaturale, mais portée jusqu'au génie. M. Jamot le laisse doucement entendre ; et le seul point, en somme, où je ne puis vraiment m'accorder avec lui, c'est dans l'appréciation de l'énorme *Portrait de famille* si solennellement acquis par le Luxembourg, et qui a toujours paru à quelques honnêtes gens une des choses les plus ennuyeuses du monde. Degas en connaissait les graves imperfections, puisqu'il l'avait toujours laissé en rouleau, comme chose encombrante, dans un coin d'atelier ! Mais ne ranimons point les vieilles querelles ; tout au moins l'histoire de ce *Portrait* est reconstituée ici pour la première fois, et de main de maître ; l'on y peut voir les résultats qu'obtiennent, appliquées à la critique d'art, les saines méthodes de l'archéologie. Et quelle magnifique et triomphante illustration, où rien ne manque ! Nous pouvons attendre avec confiance le *Renoir* dont la *Gazette des Beaux-Arts* nous promet l'édition et qui fera l'exact pendant de ce très beau volume.

Les procédés de la rotogravure, dont nous parlions tout à l'heure, commencent à enrichir nos bibliothèques de documents précieux, que leur prix élevé rendait jusqu'ici peu accessibles. Les deux albums où la librairie Armand Colin vient de réunir les *Peintures et pastels* de René Ménard et les *Peintures et Aquarelles de Lucien Simon* nous en apportent le plus heureux exemple (2). La noblesse harmonieuse des paysages de René Ménard, visions d'un poète où, dans le décor lumineux des rivages de Sicile, de Grèce et de Bretagne, des figures antiques apparaissent, bergers et bouviers aux attitudes de dieux, jeunes nymphes ou déesses, ou simples baigneuses dont les corps nus et blonds se détachent sur l'horizon marin avec la courbe pure d'une amphore, temples en ruines ou pins majestueux dressés sur l'estuaire d'un fleuve, ces images nous enchantent comme l'apparition même des beautés qu'évoquent en notre mémoire les vers d'un Théocrite, d'un Virgile ou d'un André Chénier. Et, en pendant à cette symphonie toute de paix et de sérénité, voici l'âpre Bretagne de Lucien Simon, avec son moyen âge toujours vivant, ses processions, ses pardons, les traits rudes et les yeux limpides de ses marins, les coiffes de dentelles et les grandes bannières qui s'agitent sous un ciel chargé de nuages orageux, la récolte dans les champs pauvres où se dressent les menhirs, et le cidre dans les joyeuses veillées, le cabaret, les jeux du cirque ; mais voici encore les portraits d'un sentiment si spontané, d'un réalisme si intime, et les jolies réunions de famille et d'amis qui se tiennent là-bas, dans l'ancien sémaphore au-dessus de l'Odet, ou qui assemblent dans l'atelier, autour du maître et de l'hôte, ce groupe fraternel de peintres, Cottet, Dauchez, Prinet, Ménard.

Quitter le livre d'histoire de l'art pour le vrai livre d'art, l'œuvre du photographe pour celle du graveur original, et la vulgarisation artistique pour la bibliophilie, c'est risquer d'entreprendre en un pays séduisant mais bien dangereux un long voyage semé d'embûches. Il faudra le faire, car le livre d'artiste est plus que jamais au goût du jour, malgré son prix souvent exorbitant, où intervient trop souvent la spéculation de Bourse ; et il est vrai qu'il n'y a guère de valeurs de Bourse dont on puisse comparer l'ascension à celle de quelques livres illustrés contemporains, que dépasse seule la plus-value de certains tableaux modernes, ou de certains timbres-poste....

J'ai rendu hommage, au début de cet article, à la jeune Société d'Éditions Albert Morancé ; c'est par sa louange que je terminerai, car la firme de cette active maison se lit à la première page de deux livres charmants, où notre Flandre française, trop peu connue, reçoit un hommage mérité et que ses amis attendaient depuis longtemps (1).

(1) *Degas*, par Paul Jamot. Paris, éditions de la Gazette des Beaux-Arts, 1924, in-4° de 156 p., avec 74 planches, 90 fr.

(2) *Peintures et Pastels de René Ménard*. Préface d'André Michel ; *Peintures et Aquarelles de Lucien Simon*. Préface de Louis Aubert ; 2 vol. in-fol. de 72 planches chacun, 30 et 35 fr.

(1) *Une ville d'art flamande, Bergues Saint-Winoc*. Texte de Henry Cochin. 15 eaux-fortes et 18 bois de P.-A. Bouroux. Tiré à 231 exemplaires. — Henry Cochin. *En Flandre maritime. Cassel, Gravelines, Bourbourg*, 15 eaux-fortes et 30 bois de P.-A. Bouroux. Même nombre d'exemplaires.

La lumière de la Flandre, de son ciel où nagent des brumes légères parmi les grands rayons d'or, de sa terre sillonnée de canaux, endiamantée d'étangs qui luisent à l'infini, cette lumière que célèbre, depuis trois cents ans, l'innombrable légion des paysagistes des Pays-Bas, échauffe et pénètre de son doux reflet les pages et les images dont Henry Cochin et Adrien Bouroux, l'un écrivant, l'autre gravant, ont composé ce pieux monument à un pays aimé. M. Henry Cochin, on le sait, est d'une famille qui a ses racines à Paris et en Flandre ; il a longtemps représenté, au Palais-Bourbon, ces régions du Nord dont Lamartine reçut jadis, lui aussi, le mandat ; une bonne part de sa vie, de ses travaux, de ses espérances et de ses souffrances, de tout ce qui retentit profondément dans une âme généreuse, lui vient de là-bas ; et nous sentons d'une page à l'autre, entre ces lignes familières, que rien ne lui est étranger de l'histoire et de la beauté intime de petites villes qui s'appellent Bergues, Cassel, Gravelines, Bourbourg. L'illustrateur de ce texte si vivant qu'il nous semble, à le lire, écouter la voix d'un ami, M. Bouroux a été conduit en Flandre par les hasards de la guerre ; il y a suivi la marche de nos armées victorieuses ; il y est revenu longuement ; il y a connu l'hospitalité d'un vieux château dont un de ses bois nous laisse deviner, au milieu de la verdure et des eaux, l'harmonieuse ordonnance. Il s'est laissé aller à composer avec amour ses « tableaux flamands »,— c'est le titre qu'autrefois M. Henry Cochin donnait à l'un de ses livres, — passant d'une petite ville à l'autre (bientôt un troisième volume nous fera connaître Saint-Omer), dressant sur l'horizon marin la ligne des mâts au repos, barrant le miroir des canaux, par la masse rigide des écluses, derrière lesquelles s'allongent les champs sous un ciel clair (l'écluse de Gravelines lui a fourni le motif d'une admirable eau-forte), puis s'arrêtant sur le cailloutis des places pour dessiner le beffroi d'un hôtel-de-ville, la façade d'une église, et les frontons dentelés de ces pittoresques maisons dont les vieux peintres flamands ont si volontiers reproduit le décor. Eaux-fortes libres, aérées, lumineuses, auxquelles s'ajoutent, en tête et en fin des chapitres, et se mêlant à la belle typographie des pages, des bois robustes, aux traits simples et fortement entaillés, tels qu'on les recherche aujourd'hui. Heureux artiste, d'avoir un commentaire si parfait de ses images ; heureux auteur d'avoir une interprétation si fidèle, et personnelle tout à la fois, de son texte !

Et moi aussi, mon cher Bouroux, j'ai connu avec vous les mêmes joies ; nous avons bien travaillé l'un et l'autre, il y a déjà quelques années, à la gloire de Sienne, par un livre qui ne se trouve pas sur les grands chemins ; et j'espère que bientôt nous pourrons donner à ce livre-là un pendant qui n'en soit pas indigne.

André PÉRATÉ.

A TRAVERS LES REVUES ÉTRANGÈRES

OUTRE-OCÉAN.

Mrs Marian P. Whitney proteste dans la *North American Review* contre le jugement courant, si volontiers sévère, à l'endroit du théâtre contemporain. On a un peu bien vite fait de se scandaliser à son sujet et de condamner en bloc l'œuvre de nos auteurs dramatiques. Il est bien vrai que ceux-ci exaltent parfois avec une excessive et déplorable complaisance le « *struggle for life* » et la réussite, au détriment de l'étroite honnêteté, du politicien ou du brasseur d'affaires. Après quoi il y a la contre-partie. Remarquez plutôt la place que notre théâtre réserve dans ses créations à l'homme de sciences, au chercheur et surtout au médecin.

Et, à l'appui de la thèse, voici telles figures de connaissance —, telles figures de l'invention d'un Ibsen (*Un Ennemi du peuple*), d'un Bernard Shavv (voir le recueil des *Plays*), d'un Curel (*La nouvelle Idole*), d'un Brieux (*L'Évasion*), etc.

La scène d'aujourd'hui ne nous montre pas le médecin toujours également digne d'admiration, soit. Il peut arriver que le personnage déplaise ; il peut même arriver qu'il prête, qu'il continue à prêter à rire. Mais l'ironie qui s'exerce à ses dépens s'est singulièrement nuancée depuis Molière et par ailleurs, jusques en le cas où il paraît plus gravement discutable par quelque côté de son caractère, n'est-il pas bien significatif déjà que la littérature dramatique de notre époque lui accorde tant d'intérêt et l'étudie — voire dans ses « déformations professionnelles » — avec pareille attention ?

ALLEMAGNE.

Dans la *Deutsche Rundschau*, Herr Wilhelm Fels nous donne sur le mouvement théâtral en Allemagne au cours des dernières années des renseignements où l'on pourrait trouver, semble-t-il, quelques utiles indications quant aux dispositions aujourd'hui de l'esprit public outre Rhin.

Il a été joué en Allemagne, entre 1913 et 1922, exactement 3.284 pièces inédites et cette production sacrifie dans des proportions à peu près égales à Thalie et à Melpomène.

Une statistique où entrent en ligne de compte et le chiffre de la population et le nombre des représentations établit que depuis la guerre ce n'est ni à Munich ni surtout à Berlin que se rencontre la plus grande ferveur pour les créations de l'art dramatique : Meinigen et Eisenach l'emportent présentement à ce point de vue.

Le théâtre allemand contemporain ne craint pas de

s'intéresser aux choses de la préhistoire, comme en fait foi l'exemple de Richard Wesser évoquant sur la scène l'Atlantide et ses merveilles. Il ne craint pas davantage de s'adresser au sentiment religieux et de ces 3.084 nouveautés, 38 s'inspirent des récits de l'Évangile, 77 des récits de l'Ancien Testament. Il témoigne toutefois d'une préférence marquée pour l'histoire moderne et notamme pour le règne de Frédéric II et pour les bouleversements de la période napoléonienne : tellement qu'après les artistes — et avant les étudiants, les ouvriers, les hommes d'affaires, les fonctionnaires — ses héros de prédilection sont encore et toujours les soldats.

Et puis, il faut en bonne justice signaler que parmi les dramaturges allemands il en est au moins deux, Ernst Toller et Fritz von Unruh, qui servent « les idées avancées ».

⁂

Dans la même publication, M. Victor Geramb, en discourant de « la patrie et l'humanité », rapporte cette comparaison dont usait un jour un sien ami prêchant, à la terrasse d'une brasserie viennoise, un adepte de l'internationalisme et dont la raison pourra faire son profit sous toutes les latitudes : « On vous a sans doute expliqué à l'école le phénomène de l'arc-en-ciel ?... Eh bien ! Vous avez remarqué que dans le spectre le rouge, par exemple, mord sur le jaune et le jaune sur le vert... Maintenant, parce qu'il vous est impossible de délimiter strictement la zone de chacune des couleurs, nierez-vous l'existence du vert ou du jaune ou du rouge, direz-vous qu'il s'agit d'une pure illusion ?... »

SUISSE.

La *Revue de Genève* publie dans son fascicule 5 la 1re première partie d'une étude signée Julien Luchaire sur « le cinématographe dans ses rapports avec la vie intellectuelle ». Quelles que soient d'ailleurs les considérations que nous réserve l'article en cours, impossible non seulement de douter de la tout exceptionnelle importance de la question, mais encore de ne pas rester positivement stupide devant certaines précisions que l'auteur fournit d'abord. L'influence exercée par le cinéma n'est guère comparable, estime M. J. Luchaire, qu'à celle du théâtre dans l'antiquité grecque ou à celle de la presse quotidienne dans la société contemporaine. Et de calculer par exemple que, en évaluant à 50.000 le nombre sur la planète des salles de spectacle cinématographique (évaluation à coup sûr inférieure à la réalité) et à 300 le nombre des entrées dans chacune de ces salles, « étant donné qu'un même spectacle est en général répété dix fois, un film qui fait le tour du monde — cas fréquent — est vu, dans un temps assez court, par cent cinquante millions de personnes ». -

L'effet produit sur cet immense public est superficiel, sans doute : cependant, quelles prespectives cette simple remarque n'ouvre-t-elle pas à la réflexion qu'il faut aller jusqu'à la Bible ou au Coran pour trouver des œuvres dont la diffusion soit supérieure à celle du dernier film édité à Los Angelos !

Le cinéma a droit à « toute l'attention des hommes que préoccupent les destinées intellectuelles de l'humanité ».

⁂

La *Bibliothèque Universelle*, qui nous donnait, il y a six mois, certaines lettres inédites de William James, constate dans son numéro de novembre que ces dernières sont loin d'être les plus intéressantes de celles qu'a prodiguées l'auteur de l'*Expérience religieuse*, au cours de près d'un demi-siècle. Cela, à propos de la récente publication, par M. F. Delattre, professeur à l'Université de Lille, et M. M. Le Breton, professeur au Lycée de Caen, de *William James. Extraits de sa correspondance*. A en juger par les citations qu'encadre dans la *Bibliothèque Universelle* le commentaire de M. Virgile Rossel, ces lettres éclairent en effet du meilleur jour une personnalité infiniment séduisante et l'on ne peut évidemment que souscrire à cette appréciation : « Une haute intelligence, curieuse de tout, se jetant sur tous les problèmes avec un entrain, une ardeur, une audace incomparables, et une âme d'une singulière noblesse, d'une absolue sincérité, d'une fraîcheur exquise, mobile au demeurant, févreuse, enthousiaste (...) se révèlent dans ces pages frémissantes... »

Gaston CHOISY.

LES LIVRES D'ÉTRENNES

Émile FABRE. — *Souvenirs Entomologiques*. 1 vol. in-8° illustrés (Delagrave).

La maison Delagrave vient d'achever l'édition définitive de l'œuvre admirable d'Émile Fabre.

C'est toute la vie des insectes, leurs mœurs que nous dépeint le grand entomologiste en un style pittoresque et vivant. Style adéquat au sujet traité. Émile Fabre n'était pas seulement un grand naturaliste, il était un grand écrivain.

ROUSSET. — *L'Italie Illustrée*. 1 vol. grand in-4° illustré (Larousse).

La librairie Larousse continue la publication de ses beaux volumes, magnifiquement illustrés, consacrés aux différents pays étrangers.

Il convient de signaler tout particulièrement le livre dédié à l'Italie.

Outre un texte savoureux et bien documenté, ce volume forme un magnifique album d'art où tout ce que contient de remarquable la terre de beauté — paysages, peintures, sculptures et monuments — est reproduit par les procédés les plus modernes.

Louis HOURTICQ. — *Rubens* (1577-1640). 1 vol. in-8° illustré (Hachette).

M. Louis Hourticq consacre à Rubens un livre plein de science, et qui plus est, d'émotion artistique.

M. Louis Hourticq qui est l'un de nos plus éminents historiens de l'art, a su nous expliquer le génie du grand peintre flamand, dont la vie est intéressante comme un roman.

Ce livre est admirablement illustré. Il forme un vaste répertoire de l'œuvre du peintre.

Henri FERRAY. — *Branche de Lierre*. Préface d'Ernest Pérochon. 1 vol. in-8°, illustré par L. Bombled.

Quelle charmante histoire et bien française nous conte

H. Fleury. — C'est l'histoire d'une petite fille du Nord qui, [illegible] le bien vivace, résiste aux pires coups du sort.

Bernardin de Saint-Pierre. — *Paul et Virginie*, 1 vol. in-8° illustré (Delagrave).

Nous ne pouvons que féliciter la librairie Delagrave de nous donner une nouvelle édition illustrée du célèbre roman de Paul et Virginie.

A. Chavannes et L. J. Rousseau. — *Nouvelles Chansons* (Larousse).

J. B. Coissac. — *Le Retour d'Ulysse* (Larousse).

F. Hinzelin. — *Les Animaux Historiques* (Delagrave).

P. Lissac. — *Luce et Colas font du sport* (Delagrave).

G. Fontay. — *La Grande guerre racontée à quatre petits enfants* (Vuibert).

Enfants d'aujourd'hui, petits et grands, sont bien heureux d'avoir de tels auteurs et de tels artistes pour mettre à leur disposition tant de talent et tant d'esprit.

G.

***

Comme les années précédentes signalons à nos lecteurs quelques publications parmi le flot des livres d'étrennes.

Romans : la Bibliothèque Rose Illustrée, la plus ancienne des collections pour enfants, s'enrichit de deux volumes qui s'efforcent de reprendre et de rajeunir la tradition fameuse de Mme de Ségur : *Jean qui s'en moque* et *l'Oncle Lacroustille*, par Magdeleine de Génestoux (1).

La Bibliothèque Bleue Illustrée, qui fait suite à la Bibliothèque Rose, mais d'un ton moins enfantin, nous offre *Raoul Daubry* de Zénaïde Fleuriot (2), réédition qui rappelle un succès déjà ancien.

Outre cette réédition d'un livre ancien, la même collection accueille un nouveau roman de Mme Georges Renard : *La Montagne aux Neiges éternelles*, évocation pittoresque et vivante des mœurs montagnardes et de la poésie des hautes vallées alpestres.

L'Idéal-Bibliothèque publie *Le Pirate de l'Ile Lern* par Charles Le Goffic (3), et *Guilleri-Guilloré* par Charles Foley (4), deux œuvres d'excellents écrivains qu'il serait superflu de recommander à nos lecteurs grands et petits.

La Bibliothèque Blanche réunit en un charmant volume *l'Histoire de la Mère Michel et de son Chat*, par H. de Balzac (5).

Et voici un chef-d'œuvre propre à enchanter les lecteurs les plus divers, les *Contes choisis* d'Alphonse Daudet (1).

Les albums sont nombreux et de caractères très divers : *Le Livre des Enfants* présente un recueil de poésies de Marceline Desbordes-Valmore (2). La disposition typographique et les dessins en couleurs de André Hellé en sont du goût le plus agréable. *L'Arc-en-ciel des Vilains Défauts* (3) est l'œuvre de sept artistes conteurs : Pinchon, Pierre Moury, Lucien Métivet, André Hellé, Henri Avelot, Henry Morin, A. Robida, A. Rapeño, qui ont chacun écrit et illustré un conte, réalisant ainsi un très attrayant ensemble.

Nous retrouvons encore Henri Avelot, l'un des artistes préférés des enfants qu'il observe avec une grâce ingénieuse, auteur de *Arthur veut... Arthur ne veut pas* (4).

Magdeleine de Génestoux propose aux esprits enfantins, sous le titre *Devinez ces Proverbes* (5), une série d'amusants problèmes qu'accompagnent autant de dessins en couleurs.

Henry Morin réunit dans *Le Tour du Monde du Petit Coloriste, l'Amérique* (6) une série de planches à colorier avec modèles dont les sujets sont empruntés à la vie de la prairie ou des pampas du Nouveau Continent.

Tout (7) rassemble en un gros et luxueux volume des aventures, des contes de fées, des images, des comédies, des constructions, des caricatures, des chansons, de la prestidigitation, des devinettes.

Parmi les livres sérieux qui peuvent intéresser la jeunesse citons la dramatique histoire de *Monsieur de Charette le Roi de Vendée*, par G. Lenôtre (8), et une émouvante biographie de l'un des fondateurs de la science moderne : *Le grand Ampère*, par de Launay, membre de l'Institut (9). V.

(1) Chaque vol. broché, 6 fr. 50 (Hachette).

(2) Un vol. in-16 illustré, broché 7 fr.; relié toile bleue, 10 fr. (Hachette).

(3) Ed. Pierre Lafitte, un vol. in-8° illustré, 2 fr. (Hachette).

(4) *Id.*, 2 fr. 50.

(5) Un vol. in-16 illustré, relié pleine toile blanche, 3 fr. 75 (Hachette).

(1) Un vol. in-16 cartonné, pleine toile verte, 4 fr. (Hachette).

(2) Un vol. in-4°, cartonné, illustré, 10 fr. (Garnier).

(3) Un vol. in-4° broché, 20 fr.; relié, 25 fr. Chaque conte séparément, broché, 3 fr.; cart., 4 fr. 50 (Laurens).

(4) Un vol. (18,5×24,5), illustré, broché, 7 fr.; relié, 12 fr. (Laurens).

(5) Un album, couverture en couleurs, 2 fr. (Hachette).

(6) Un album (21×26,5), cartonné, 3 fr. 50 (Laurens).

(7) Un vol. in-8°, illustré, couverture en couleurs, cartonné, 25 fr. (Hachette).

(8) Un vol. in-8°, illustré de planches hors-texte, broché, 15 fr.; cart., 25 fr. (Hachette).

(9) Un vol. in-8°, illustré de planches hors texte (Perrin).

Le Gérant : A. Desnoës.

Société Française d'Imprimerie et de Publicité
Ateliers : Rue Garnier et rue des Carmes, Angers
Bureaux à Paris, 15, Rue du Laos (XVe)

Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus

TABLE DES MATIÈRES

62e ANNÉE

Du 1er Janvier au 31 Décembre 1924

Beaux-Arts

B (A.). — Notes d'Art : Exposition Laure Bruni, 825.

Boschot (Adolphe). — La Musique : A l'Opéra-Comique, 138. — Deux Pièces nouvelles à l'Opéra, 281. — Une Exposition à la Bibliothèque Nationale, M. Fautrier, peintre, 422. — La Forêt bleue, 488.

Lacloche (M.). — Les Concerts : Prélude, 822.

Mauclair (Camille). — Les Origines de la Miniature et son évolution jusqu'au XVIIIe siècle, 687.

Pératé (André). — Les Beaux-Arts : Les Salons, 353. — Le Salon d'Automne, 820. Livres d'Art et d'Histoire de l'Art, 859

Pilon (Edmond). — L'Évolution du Dessin dans le Paysage, 465.

Rambosson (Yvanhoé). — Les Arts Appliqués : L'Exposition d'Art indigène des Colonies françaises, 67.

Sacs (J.). — L'Art catalan, 825.

Bibliographie

Choisy (Gaston). — A travers les Revues étrangères, 69, 174, 246, 389, 496, 571, 641, 752, 862.

Divers. — Les Livres nouveaux, 27, 70, 100, 176, 210, 247, 283, 319, 356, 390, 424, 497, 572, 642, 681, 714, 754, 789, 821, 863.

Biographie

Albert-Petit (A.). — Portraits d'Ecrivains : Camille Jullian, 223.

Bellessort (André). — Portraits d'Écrivains : Eugène Hollande, 474.

Boschot (Adolphe). — Figures de Musiciens : Gabriel Fauré, 808.

Bourgués (Lucien). — Un grand Poète de la Douleur et de l'Amour : Stanislas Przybyszewski, 657.

Clerc (Charly). — Portraits d'Écrivains Étrangers : Carl Spitteler, 335.

Dick-May. — Figures universitaires : Alfred Croiset, 83.

Guy (Camille). — Figures coloniales : M. Albert Sarraut, 156.

Jélinek (H.). — Portraits d'Écrivains Étrangers : K.-M. Capek-Chod, 187. — Le Fondateur de la Stratégie moderne : Jean Zizka, 841.

Julia (Émile-François). — Portraits d'Artistes : Antoine Bourdelle, 300.

Lamandé (André). — Portraits d'Écrivains : Jean Aicard, 763.

Le Collectionneur. — Variétés : Portraits de Portraitistes, 207.

Montmorillon (R. de). — Portraits d'Écrivains : Paul Cazin, 516.

Pilon (Edmond). — Un Touriste littéraire : Gabriel Faure, 588.

Puaux (René). — Portraits d'Hommes d'État étrangers : M. Nicolas Politis, 730.

Rocquain (Félix). — Portraits du Passé : Alfred Maury, 830.

Toussaint (Maurice). — Un Poète populaire : Jehan Rictus, 413.

Waltz (André). — Portraits d'Hommes d'État étrangers : M. Hjalmar Branting, 13.

Bulletins Économiques

Aubry (J.), 539.

Puy (Jean). — Pour les Assurés français, 34.

Bulletins Étrangers

A (E.). — Chronique roumaine, 32, 141.

Aubac (Stéphane). — Chronique polonaise : De bonnes Finances, gage d'une bonne Politique, 103. — La Situation en Europe orientale au moment de la Réunion de la Conférence balte à Varsovie, 140. — Dantzig, Memel et la Société des Nations, 214. — Ce que peut faire un bon Ambassadeur, 249. — L'Assainissement financier est un Fait accompli, 322. — Quand on ignore la Situation d'un Pays, il vaut mieux se taire, 428. — La mauvaise Volonté opposée à la Vérité, 538. — La Politique polonaise à l'Heure actuelle, 610.

B. (A.). — Catalogne, 391.

Intérim. — Chronique roumaine, 393.

Jelinek (H.). — Chronique tchécoslovaque, 33, 105, 178, 321, 395, 502, 719, 826.

L. (B.). — Catalogne, 425.

*

PICAUX (René). — La Question d'Orient, 29, 100, 212, 285, 358, 426, 501, 574, 644, 717, 790.

RUZÉ (Robert). — La Question du Dodécanèse, 645.

TITUS KORNABRICKI. — Chronique polonaise : Les Avances françaises pour les Armements de Pologne, 31.

TOMITCH (D.). — Chronique yougoslave : La Conférence de la Petite Entente, 106. — Le Traité d'Amitié italo-yougoslave, 112.

X. — Chronique roumaine, 101, 251. — Catalogne, 682.

Bulletin Maritime

Bulletin maritime, 36, 71, 108, 144, 179, 216, 252, 287, 321, 359, 396, 431, 468, 503, 540, 575, 611, 647, 684, 755, 792, 828.

Enseignement

JOUSSAIN (André). — A Propos de la Réforme de l'Enseignement : Les dernières Années d'Études, 15.

BUSNAIMÉ (Georges). — L'Enseignement français en Roumanie, 54.

Histoire

ALBERT-PETIT (A.). — Le Millénaire de la Normandie : Ce qu'on fête à Bayeux, 567.

ASSOLANT (Cte Georges). — Une Aventure marocaine, 166.

AUBIANE. — Aly-Bey et Abbassi, ou un Projet espagnol de Conquête du Maroc en 1803, 519. — Le Voyage politique du Colonel Boutin en Orient (1811-1816), 594.

BARRÉ (Madeleine). — Les Véritables Jeux olympiques, 46.

BERTRAND (Louis). — La Psychologie amoureuse de Louis XIV, 541.

CHABRIÉ (Camille). — La Formation d'une nouvelle grande Puissance, 650.

CHAUMIÉ (Emmanuel). — La vraie Figure de la Guerre, 255.

CHUQUET (Arthur). — Napoléon à Castellane en 1815, 145 ; à Barème en 1815, 184 ; à Digne en 1815, 325, 366 ; à Sisteron en 1815, 469 ; à Vitrolles en 1815, 516 ; à Saint-Bonnet et à Corps en 1815, 649 ; à Gap en 1815, 760, 801.

FEYEL (Paul). — L'Histoire : A l'Ombre de César, 637. — Révolution française et Église, 784.

JULLIAN (Camille). — Au sujet de l'Histoire-Bataille, 73, 115.

STERN (Ernesta). — Variétés : Quelques Souvenirs intimes sur l'Impératrice Eugénie, 489.

VALLERY-RADOT (Jean). — Les Inscriptions des Catacombes de Paris, 739.

Impressions

BENOIST (Baronne de). — Les Ames neuves : Les Fils de la Victoire, 591.

DÉMONT-WILDEN (Louis). — Maurice Barrès : Quelques Souvenirs, 5.

MORAND (Hubert). — Impressions de Rome, 522.

MOUREU (Charles). — Maurice Barrès et la Science française, 37.

MUNIER-JOLAIN. — Maurice Barrès : Avant l'Aube, 1.

PHILIPPAR (Georges). — Méditation vespérale (Impressions du Temps de Guerre), 455.

POIZAT (Alfred). — Impressions d'Orange, 608.

ROUET (Gaston). — Impressions de Voyage, 774.

TOLSTOI (Léon). — Souvenirs sur le Tsar Nicolas II, 109.

Littérature (Histoire et Critique)

ALMERAS (Henri d'). — Les premiers Romans de Balzac, 86.

ANDRÉADÈS (A.). — Littératures étrangères : La Sainte Jeanne de Bernard Shaw, 854.

BOURGUÉS (Lucien). — Les Mémoires de Jean Chrysostome Pasek, 164.

BUFFENOIR (Maximilien). — Gérard de Nerval et ses derniers Biographes, 558.

CHUQUET (Arthur). — Ronsard, 721.

CLERC (Charles). — Autour d'une Inconnue de Musset, 294.

DOSTOIEVSKI (F.). — Deux Lettres inédites (traduites par J.-W. Bienstock), 253. — Une Page inédite de Dostoievski : « Ne me touche pas » (trad. par J.-W. Bienstock), 685. Deux Lettres inédites (trad. par J.-W. Bienstock), 829.

DRESCH (J.). — Littératures étrangères : La Correspondance entre Schiller et Gœthe, 486.

DUGAS (L.). — La Timidité d'Henri Rochefort, 51.

DUMAS (André). — La Poésie : Quelques récents Volumes de Vers, 97. — Quatre Poètes : MM. Ernest Raynaud, Charles Derennes, Ernest Prévost, Henri Allorge, 749.

EMBIRICOS (Alexandre). — L'Œuvre poétique de Costis Palamas, 266.

FIÉRENS (Paul). — Quelques Poètes belges académiciens, 525.

INAYAT-KHAN. — Les Poètes persans, 397. — La Musique archaïque hindoue, 757.

LAFORET (Claude). — Amour et Amitié, 376.

LARIVIÈRE (Charles de). — Le Roman d'un Girondin, 124.

MARBO (Camille). — Les nouvelles Tendances du Roman français : Premier coup d'œil, 411. — L'Époque du Microscope et du Cinéma, 629.

MATTER (Paul). — Sur Quatre Lettres de Cavour, 613.

MAURY (Lucien). — Les Œuvres et les Idées : Hamlet, Héros méditerranéen, 134. — A Propos des « Princes lorrains », 274. — La Crise du Récit de Voyage, 347. — Du Romanesque au Roman, 418.

MERCIER (Louis). — Tite Live à Fez ? 728.

NOLHAC (Pierre de). — Trianon sous Louis XV, 433.

POURRAT (Henri). — Le Patois hors du Félibrige, 159.

PROD'HOMME (J.-G.). — La Fayette et la Malibran, 311.

RENUCCI (A.). — Les Ennemis de Molière, 633.

ROZ (Firmin). — Le Roman : Collections, 19. — Un Roman de l'Egoïsme maternel, 171. — Le Roman vrai, 238. — Une Philosophie du Sport, 350. — Symbolisme moral et Réalisme psychologique, 384. — Le Réalisme et l'Humour, 463. — Le Roman dramatique et le Roman panoramique, 532. — Un Romancier d'après-guerre : François Duhourcau, 604. — Vue générale, 676, 708. — Vérité et Romanesque, 780. — Deux Romans féminins, 815.

RUNEBERG (J.-E.). — Nadeschda (trad. par le Baron Seillière), 226.

Philosophie

BOUGLÉ (Camille). — Le Spiritualisme d'Émile Durkheim, 550.

DELACROIX (Henri). — Le Centenaire de Maine de Biran, 653, 695.

ROUSTAN (Désiré). — La Philosophie : L'Évolution du Rationalisme, 22, 62. — Trois nouveaux Traités de Psychologie, 567.

SEGOND (J.). — Le Rationalisme de Bergson, 263.

Poésie

CAZAMIAN (André). — La Chambre close, 414.

FAGUS. — Poésies, 672. — Poèmes, 844.

JAUBERT (Ernest). — Allégorie, 381.

ROHAN (Duchesse de). — Athènes à Saintes, 632.

Questions Extérieures

AKUBATERS (J.). — L'Influence de la Civilisation française en Latvie, 233.

DUMONT-WILDEN (Louis). — La Politique Étrangère : Après les Élections britanniques, 17. — L'Accord franco-tchèque, 59. — La Politique électorale en Europe, 93. — La Reconnaissance des Soviets, 130. — Confusion et Contradictions, 168. — La Crise belge, 201. — L'Esprit de Revanche en Allemagne, 235. — Le Recours à la Société des Nations, 271. — Le Rapport des Experts, 313. — La France et son Destin, 344. — L'Expérience démocratique, 382. — La France en Syrie, 415. — Une Leçon du Passé, 459. — La Crise du Fascisme, 483. — Le Rôle de la Petite Entente, 529. — La Conférence de Londres et l'Avènement des Financiers, 564. — Les Accords de Londres, 601. — Les Illusions de Genève et les Désillusions de Paris, 674. — Le Bilan de Genève, 706. — L'Affaire de Mossoul et la Politique asiatique de l'Angleterre, 744. — Les Élections anglaises, 777. — Rome ou Moscou ? 812. — La France et l'Angleterre en Orient, 851.

GUÉNON (René). — Les Doctrines hindoues, 194.

HERMANN-DUMONT. — Le Péril flamingant, 297.

KELLY (Robert Lincoln). — Les Collèges et Universités américains, 770.

LE CHATELIER (A.). — L'Empire britannique travailliste, 1.

LESCURE (Jean). — L'Allemagne sous le Régime du Rentenmark, 513. — L'Allemagne paiera-t-elle ? Les Transferts, 723.

LUGAN (A.). — La belle Défense de la Langue française au Canada, 660, 699, 736.

MALVE (Jean). — L'Avenir de la Culture classique aux États-Unis, 741.

MASPONS (Francesco). — Une des Sources du Malaise espagnol, 440.

SCHINZ (Albert). — L'Idéalisme de la Jeunesse universitaire aux États-Unis, 623.

TSAI (Y.-P.). — La Renaissance de la Chine, 77.

XXX. — La Bulgarie incendiaire, 181. — Les Intrigues bulgares en Albanie, 286. — La Délimitation de la frontière serbo-albanaise, 340. — Les Alliés et le Litige serbo-albanais, 548.

Questions Politiques, Économiques et Sociales

AULNEAU (J.). — La Situation financière des Pays occupés, 228. — Que fera l'Allemagne ? 451.

FOURNOL (Etienne). — L'Esprit démocratique français est-il mort ? 289, 331.

GUY-GRAND (Georges). — L'Esprit démocratique français doit-il mourir ? 361, 406.

JENNY (Frédéric). — L'Économique : Les Progrès de l'Association, 205. — Un Programme, 241. — Les Intérêts économiques et l'Intérêt général, 277.

JOUVENEL (Henry de). — La Politique intérieure : L'Age des Privilèges, 57. — Moratorium constitutionnel, 128. — Le Budget sans adjectif, 200. — Le Ministère Herriot, 528. — L'Entr'acte, 599. — De la Vie chère à la Réforme administrative, 704. — L'Antirien. Essai de Politique positive, 775. — Le Désaccord de la Politique et des Lettres, 849.

KLOBUKOWSKI (A.). — La Méthode française en Indochine, 121.

LA MAZIÈRE (Alice). — Le Concours français de la Paix, 577.

LUCHAIRE (Julien). — L'Institut international de Coopération intellectuelle, 809.

MORIZOT-THIBAULT (Ch.). — Parlementarisme et République, 217.

POLITIS (Nicolas). — La Société des Nations, 832.

PRÉVOST (Ernest). — Variétés : Pour et contre une « Direction des Lettres », 317.

SEILLIÈRE (Ernest). — Qu'adviendra-t-il de l'Esprit démocratique français? 437.

XXX. — Comment rétablir la Sécurité et la Prospérité en France et en Europe par la Coopération internationale (Premier Prix du Concours Français de la Paix), 578. — Une nouvelle Phase dans les Relations franco-polonaises 806.

Romans et Nouvelles

BLAISON (Louis). — La Messe, 734.

BERTHAUT (Léon). — Les Amants de Teruel, 837.

DOMINIQUE (Pierre). — L'Attaque de la Tour, 259.

GÉNIAUX (Charles). — Le Diable des Mers, 399, 443, 478.

KOUPRINE (A.-I.). — L'Épouvante (trad. par Paul de Chévremont), 341.

LACOUR (Paul). — Le Sacrifice, 303.

LAFCADIO (HEARN). — La Lanterne Pivoine (trad. par Marc Logé), 148.

MAURIERE (Gabriel). — La Patronne, 125.

MIRABEN (Gabrielle). — La Vie coloniale : Un Départ, 553.

PANZINI (Alfredo). — Les Huîtres de la Saint-Damien (trad. par Mme Alice Bossuet), 372.

RAMON DEL VALLE-INCLAN. — Rosarito (trad. par A. Francastel), 505.

RÉGNIER (Paule). — La Maison heureuse, 692.

REYMONT (L.-St.). — L'Oie de Noël (Légende Paysanne) trad. par P. Cazin, 846.

REYES (Joaquim). — Garét en Fête (trad. par M. Albert Schneeberger), 765.

SAINT-VALÉRY (Léon de). — La Sirène, 665.

TCHAPEK-KHOD (Ch. M.). — La Promotion de M. Chalvey (trad. par George Tiberi), 188.

TCHEKHOV (Anton.). — Ariane (trad. par Denis Roche), 583, 616. — Sang-Froid (trad. par Denis Roche), 792.

YEATS (W. B.). — Histoires d'Hanrahan le Rouge : Hanrahan et Cathléen : La Malédiction d'Hanrahan le Rouge, 9. — La Vision de Hanrahan, 19. — La Mort de Hanrahan, 90.

Théâtre

BAGLIOT (Gaston). — Le Théâtre : Un Brelan de Succès, 25. — Une Pièce de Pierre Hamp, 95. — Un Charivari à la Comédie Française, 137. — Un Acte charmant : « Irène exigeante », 173. — Après l'Amour, 241. — La dernière Pièce de René Benjamin, 280. — Les dernières Pièces de MM. Saint-Georges de Bouhélier et Jean Sarment, 316. — Une nouvelle honnête femme, 388. — M. Lenormand se trompe, 120. — Du Conservatoire à la Comédie-Française, 561. — « Œdipe à Colone », 619. — La nouvelle Pièce de MM. Maurice Donnay et Henri Duvernois, 712. — « Isabeau » à l'Odéon. — « Croquemitaine » à la Comédie-Française, 747. — Un nouveau Bernstein, 787. — Les Interprètes du « Vieil Homme », 818. — De M. Brulé à M. Berry, 857.

TABLE ALPHABÉTIQUE DES AUTEURS

Les noms des auteurs cités dans les comptes rendus sont en caractères *italiques*.

A. (E.). — 32, 141.
Akuratiers (M.). — 233.
Albert-Petit (A.). — 223, 367.
Alexinsky (Grégoire). — 210.
Almeras (Henri d'). — 86
Andler (Charles). — 319.
Andréadès (A.). — 854.
Asquith (H.-H.). — 824.
Assollant (Dr Georges). — 166.
Aubac (Stéphane). — 103, 140, 214, 249, 322, 428, 538, 610.
Aubry (J.). — 539.
Auleau (J.). — 228, 451.
Aubiant. — 519, 594.

B. (A.). — 825.
B. (A.). — 391.
Bainville (Jacques). — 789.
Bareilles (Bertrand). — 176.
Barré (Madeleine). — 46.
Bellessort (André). — 474.
Bendz (Ernest). — 319.
Benoist (Baronne de). — 591.
Bérard (Léon). — 789.
Berthaut (Léon). — 837.
Bertrand (Louis). — 541.
Bethmann-Hollweg (Th. Von). — 177
Bienaimé (Georges). — 54.
Bienstock (J.-W.). — 247.
Blaison (Louis). — 734.
Bled (Victor du). — 284.
Blucher (Princesse). — 714.
Borde (Louis). — 356.
Borneccque (Capitaine Henri). — 284.
Boschot (Adolphe). — 138, 281, 422, 488, 808.
Bouchor (J.-F.). — 390.
Bouglé (Camille). — 550.
Bourguès (Lucien). — 164, 657.
Brunet (René). — 498.
Brunetière (Ferdinand). — 283.
Brunhes (Jean). — 249
Buffenoir (Maximilien). — 558.

Cabanès (Dr). — 716.
Carré (Henri). — 211.
Cazamian (André). — 414.
Chabrié (Camille). — 650.
Chaumié (Emmanuel). — 255.
Chivas-Baron (Cl.). — 247.
Choisy (Gaston). — 69, 174, 246, 389, 496, 571, 641, 752, 862.
Chuquet (Arthur). — 145, 184, 325, 366, 469, 546, 649, 721, 760, 801.
Clerc (Charles). — 294.
Clerc (Charly). — 335.
Cœuroy (André). — 283.
Corda (H.). — 716.
Curnonsky. — 217.

Damas (Comte de). — 682.
Dechamps (Jules). — 70.
Delacroix (Henri). — 653, 695.
Dick-May. — 83.
Dimitriu (V.). — 716.
Dominique (Pierre). — 259.
Doria (Cte Arnauld). — 425.
Dostoievski (F.). — 253, 685, 829.
Dresch (J.). — 386.
Dugas (L.). — 51.
Duhamelet (Geneviève). — 284.
Dumas (André). — 97, 719.
Dumont-Wilden (Louis). — 5, 17, 59, 93, 130, 168, 201, 235, 271, 313, 344, 382, 415, 459, 483, 529, 564, 601, 674, 706, 744, 777, 812, 851.
Dunan (Marcel). — 716.
Dupuis (Charles). — 497.

Embiricos (Alexandre). — 266.

Fagus. — 672, 844.
Faure-Favier (Louise). — 247.
Feodorovna (Alexandre). — 573.
Feyel (Paul). — 637, 784.
Fiérens (Paul). — 525.
Fiessinger (Ch.). — 681.
Fournol (Étienne). — 289, 331.

Gaillard de Champris (H.). — 642.
Garès-Genin (A.). — 643.
Gaulle (Capitaine de). — 642.
Gavanesco (J.). — 716.
Géniaux (Charles). — 399, 443, 478.
Georges-Gaulis (Berthe). — 177.
Gillard (E.). — 643.
Gillet (Louis). — 211.
Gilliard (Pierre). — 716.
Girard (Georges). — 176, 319.
Glotz (G.). — 177.
Grautz (Dr Lucien). — 357.
Grenier (Albert). — 28.
Grondlis (Ludovic-H.). — 28.
Guénon (René). — 194.
Guglielmo (Ferrero). — 825.
Guichen (Vicomte de). — 498, 643.
Guignard (Albert). — 27.
Guillaume II (Mémoires de). — 29.
Guy (Camille). — 156.
Guy-Grand (Georges). — 361, 406.

Haig (Sir Douglas). — 248.
Halévy (Daniel). — 714.
Hansi. — 29.
Hermann Dumont. — 297.
Hevesy (André de). — 682.
Huldermann (Bernard). — 643.
Hurmuzesco (D.). — 716.

Inayat-Khan. — 397, 757.
Intérim. — 393.
Iorga (Nicolas). — 320.

Jacomet (Pierre). — 70.
Jaubert (Ernest). — 381.
Jaubert (Ernest). — 572.
Jaurès (Jean). — 71, 391.
Jélinek (H.). — 33, 105, 178, 187, 321, 395, 502, 719, 826, 841.
Jenny (Frédéric). — 205, 241, 277.
Jonesco (T.). — 716.
Joussain (André). — 15.
Jouvenel (Henry de). — 57, 128, 200, 528, 599, 704, 775, 849.
Julia (Émile-François). — 300.
Jullian (Camille). — 73, 115.

Kelly (Robert-Lincoln). — 770.
Kerleeq (Jean de). — 247.
Klobukowski (A.). — 121.
Klotz (L.-L.). — 176.
Kluck (A. Von). — 71.
Kouprine (A.-I.). — 341.
Kronprinz (Souvenirs de Guerre du). — 71.

Labelle (Eug.). — 100.
Lachapelle (Georges). — 643, 644.
Lacloche (M.). — 822.
Lacour (Paul). — 303.
Lafcadio-Hearn. — 148.
Lajond (Georges). — 320.
Laforet (Claude). — 376.
Lamandé (André). — 763.
La Mazière (Alice). — 577.
Lambellin (Roger). — 100.
Landormy (Paul). — 283.
Larat (Jean). — 319.
Labivière (Charles de). — 124.
Laudet (Fernand). — 497.
Laurent-Vibert (R.). — 642.
L. (R.). — 125.
Le Bon (Gustave). — 424.
Le Chatellier (A.). — 1.
Le Collectionneur. — 207.
Legrix (François). — 425.
Le Hénaff (Colonel). — 284.
Lenotre (G.). — 754.
Lesèvre (Jean). — 513, 723.
Lesueur (Emile). — 100.
Lhéritier (Michel). — 100, 248.
Lothrop-Stoddard. — 28.

LUCHAIRE (Julien). — 809.
LUGAN (A.). — 660, 699, 736.
Lyautey (Pierre). — 499.

Magne (Emile). — 715.
MALAY. (Jean). — 741.
MARRO (Camille). — 411, 629.
Marcellin (L.). — 176.
Marival (Raymond). — 357.
Marouad (Angel). — 498.
MASPONS (Francesco). — 440.
Mathiez (Albert). — 824.
Matter (Paul). — 27.
MATTER (Paul). — 613.
Mauclair (Camille). — 390.
MAUCLAIR (Camille). — 687.
MAURIÈRE (Gabriel). — 125.
Maurras (Charles). — 572.
MAURY (Lucien). — 134, 274, 347, 418.
Meillac (Camille). — 425.
MERCIER (Louis). — 728.
Metternich (Pauline de). — 27.
Milhaud (Albert). — 824.
MIRABEN (Gabrielle). — 553.
Montandon (Georges). — 27.
Montmorillon (R. de). — 356.
MONTMORILLON (R. DE). — 516.
MORAND (Hubert). — 522.
Morand (Paul). — 247.
MORIZOT-THIBAULT (Ch.). — 217.
MOUREU (Charles). — 37.
Mouton (Léon). — 825.
MUNIER-JOLAIN. — 4.

Négulesco (D.). — 716.
Nolhac (Pierre de). — 433.

Pangrati (E.). — 716.
PANZINI (Alfredo). — 372.
Pédoya (Général). — 754.
PÉRATÉ (André). — 353, 820, 859.
Péridier (Adrienne Blanc). — 425.
Pernot (Maurice). — 28, 498.
PHILIPPAR (Georges). — 455.
PILON (Edmond). — 465, 588.
Pinon (René). — 681.
Pinol (Robert). — 642.
Poidebard (A.). — 70.
Poincaré (Raymond). — 714.
POIZAT (Alfred). — 608.
POLITIS (Nicolas). — 832.
POUCHAT (Henri). — 159.
Prenbout (Henri). — 284.
PRÉVOST (Ernest). — 317.
PROD'HOMME (J.-G.). — 311.
PUAUX (René). — 29, 100, 212, 285, 358, 426, 501, 574, 644, 717, 730, 790.
PUY (Jean). — 31.

Quereg (Jean). — 283.

RAGEOT (Gaston). — 25, 95, 137, 173, 244, 280, 316, 388, 420, 536, 640, 712, 747, 787, 818, 857.
RAMBOSSON (Yvanhoé). — 67.
RAMON DEL VALLE INCLAN. — 505.
Reboux (Paul). — 391.
RÉGNIER (Paule). — 692.
Renaudin (Paul). — 498, 644.
RENUCCI (A.). — 633.
REYMONT (L.-St.). — 846.
Reynier (Elie). — 789.
Ribot (Alexandre). — 642.
Ridway (Charles). — 498.
Ripert (Emile). — 319.
ROCQUAIN (Félix). — 830.
Rodocanachi (Emmanuel). — 425.
ROHAN (Duchesse DE). — 632.
Romier (Lucien). — 28.
Ronarc'h (Vice-Amiral). — 716.
Rosenthal (Léonard). — 27, 573.
ROUET (Gaston). — 774.
Roule (Louis). — 572.
ROUSTAN (Désiré). — 22, 62, 567.
ROZ (Firmin). — 19, 171, 238, 350, 384, 463, 532, 604, 676, 708, 780, 815.
RUNIBERG (J.-E.). — 226.
RUYRA (Joaquim). — 765.
RUZÉ (Robert). — 645.

SACS (J.). — 825.
SAINT-VALÉRY (Léon). — 665.
Salomon (Henry). — 28.
Sanders (Liman Von). — 28.
Scheidemann (Philipp). — 391.
SCHINZ (Albert). — 623.
Schuré (Edouard). — 217.
SEGOND (J.). — 263.
SEILLIÈRE (Ernest). — 437.
Sernay (André). — 70.
Sipsom (C.-M.). — 716.
Sokoloff (Nicolas). — 424.
STERN (Ernesta). — 489.

TCHAPEK-KHOD (Ch.-M.). — 188.
TCHÉKHOV (Anton). — 583, 616, 793.
Tery (Simone). — 573.
Tilayna. — 284.
TITUS KORMARNICKI. — 31.
TOLSTOI (Léon) — 109.
TOMITCH (D.). — 106, 142.
Tonnelat (F.). — 29.
TOUSSAINT (Maurice). — 413.
TSAI (Y.-P.). — 77.

Ursu (J.). — 716.

Valère (Bernard). — 357.
Vallaux (Camille). — 249.
VALLERY-RADOT (Jean). — 739.
Verhaegen (Paul). — 176.

Waliszewski (K.). — 824.
WALTZ (André). — 13.
Witte (Comte). — 715.
Witt-Guizot (Lt-Cl). — 573.
Wolmar (Valentine de). — 176.

X. — 104, 251, 682.

YEATS (W.-B.). — 9, 49, 90.

Zagorsky (Simon). — 754.

XXX. — 181, 286, 340, 518, 578, 806.